

















XVI + 556 + VIII + 216 P.



UNIVERSITY OF CHICAGO

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

RECEIVED

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

THE UNIVERSITY OF CHICAGO



CORPS UNIVERSEL  
DIPLOMATIQUE  
D U  
DROIT DES GENS;

CONTENANT UN  
RECUEIL

D E S

T R A I T E Z  
D'ALLIANCE, DE PAIX, DE TREVE,

DE NEUTRALITÉ, DE COMMERCE, D'ÉCHANGE,  
*de Protection & de Garantie, de toutes les Conventions, Transactions, Paixes,  
Concordats, & autres Contrats, qui ont été faits en EUROPE, depuis le  
Regne de l'Empereur CHARLEMAGNE jusques à présent;*

A V E C

LES CAPITULATIONS IMPERIALES ET ROYALES;

les Sentences Arbitrales & Souveraines dans les Causes importantes; les Déclarations de Guerre, les Contrats de Mariage des Grands Princes, leurs Testamens, Donations, Renonciations, & Protestations; les Investitures des grands Fiefs; les Erections des grandes Dignités, celles des grandes Compagnies de Commerce, & en général de tous les Titres, sous quelque nom qu'on les désigne, qui peuvent servir à fonder, établir, ou justifier.

LES DROITS ET LES INTERETS DES PRINCES ET ETATS DE L'EUROPE;

*Le tout tiré en partie des Archives de la TRES-AUGUSTE MAISON D'AUTRICHE, & en partie de celles de quelques autres Princes & Etats; comme aussi des Protocoles de quelques Grands Ministres; des Manuscrits de la Bibliothèque Royale de BERLIN; des meilleures Collections, qui ont déjà paru tant en ALLEMAGNE, qu'en FRANCE, en ANGLETERRE, en HOLLANDE, & ailleurs; sur tout, des Actes de RYMER; & enfin les plus estimés, soit en Histoire, en Politique, ou en Droit;*

P A R

MR. J. DU MONT, BARON DE CARELS-CROON,

ECUIER, CONSEILLER, ET HISTORIOGRAPHE DE SA MAJESTE  
IMPERIALE ET CATHOLIQUE.

TOME VIII. PARTIE I.



A A M S T E R D A M,

Chez P. BRUNEL, R. ET J. WETSTEIN, ET G. SMITH,  
HENRI WAESBERGE, ET Z. CHATELAIN.

A L A H A Y E,

Chez P. HUSSON ET CHARLES LEVIER.

M D C C X X X I.



CORPS UNIVERSEL  
DIPLOMATIQUE  
DROIT DES GENS:

RECUEIL

T R A D U I T  
L'ALLIANCE, DE PAIX, DE TRÈVE,

LES CAPTIVITÉS IMPÉRIALES ET ROYALES

LES DROITS ET LES INTÉRÊTS DES PRINCES ET DES PEUPLES

MR. J. DU MONT, BARON DE CAILLECEON,



PAR M. J. DU MONT,

PAR M. J. DU MONT,

PAR M. J. DU MONT,

PAR M. J. DU MONT,

PAR M. J. DU MONT,

PAR M. J. DU MONT,



# T A B L E CHRONOLOGIQUE

D E S P I E C E S

C O N T E N U È S

Dans la I. Partie du VIII. Tome.

ANNO  
1701.  
20. Janv. *Traité d'Alliance entre les Rois de la GRANDE BRETAGNE & de DANNE-MARC, & les Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des Pais-Bas. Fait à Odenſée le 20. Janvier 1701.* 1  
10. Fevr. *Acte de Parlement pour étendre la Succeſſion de la Couronne d'ANGLETERRE & pour mieux aſſurer la Liberté des Sujets, du 10. Fevrier 1701.* 3  
29. Mars. *Transaction entre FREDERIC GUILLAUME Duc de MECKLENBOURG-SWERIN, & la Duchefſe DOUAIRIERE de MECKLENBOURG GUSTRAUW, ſur les pretentions qu'elle avoit en vertu de ſon Contrat de Mariage du Teſtament du feu Duc ſon Epoux & autres. A Hambourg le 29. Mars 1701.* 5  
26. Avril. *Sententia duplex Arbitralis & quidem valde discordans per Plenipotentiarios LEOPOLDI Romanorum Imperatoris ab una, & LUDOVICI XIV. Regis Francie ab altera parte, in cauſa Succeſſionis Palatine, inter JOHANNEM GUILLELMUM Electorem Palatinum, & ELISABETHAM Ducſſam Aurelianenſem natamque Principiſſam Palatinam agitata. Dat. Francofurti ad Menum die 26. Aprilis 1701.* 6  
6. Mai. *Recès d'Association entre les Cercles de FRANCONIE & de SUABE par lequel ils ſe promettent de ſ'aider & ſecourir l'un l'autre, de prendre à cœur leurs Interêts communs, & à cette fin d'armer & d'entretenir toujours ſur pied un certain nombre de Troupes. Fait & conclu dans leurs Aſſemblées Circulaires à Nuremberg & à Ulme le 6. Mai 1701. Avec l'ARTICLE SEPARÉ, daté du même lieu & du même jour.* 8  
Juin. *Maniſeſte de la Maiſon d'AUTRICHE, qui demontre clairement ſes Droits à la Couronne d'Eſpagne.* 10  
Juin. *Extrait de l'Alliance Offenſive & Deſenſive concluë entre le Roi d'Eſpagne PHILIPPE V. & le Roi de Portugal Don PEDRO. En Juin.* 31  
15. Juin. *Traité d'Amitié, de bonne Intelligence & de Commerce, entre FREDERIC IV. Roi de Dannemarc & les Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des Pais-Bas, par lequel le Traité de l'an 1645. étant renouvelé, & poſé pour fondement de celui-ci, on convient fort en détail de tout ce qui regarde non ſeulement la*  
TOM. VIII. PART. I.

*Liberté du Commerce & de la Navigation dans les Mers, Ports & Fleuves de l'une & de l'autre partie, mais auſſi des Droits que les Vaiſſeaux ou Marchandiſes des Hollandois devront payer, & des Exemptions dont ils devront jouir en Dannemarc & en Norwegue. Fait à Coppenhague le 15. Juin 1701. Avec un ARTICLE SEPARÉ concernant l'Exemption accordée aux Vaiſſeaux Hollandois du Droit appelé Deſenſions-Schepen, du même jour, Mois & an que ci-deſſus. Comme auſſi un Extrait du Rolle ou Tarif des Droits, ordonnés par le Roi de Dannemarc en 1691.* 32  
Convention entre FREDERIC GUILLAUME Duc de MECKLENBOURG-SWERIN & les Nobles, Landſaſſes & Sujets Provinciaux de ſa dependance, ſur ce qu'ils devront lui payer, & en quels termes, pour la deſpenſe des Fortereſſes & des Garniſons, & pour celle des Ambaſſades, des Diètes & des Deputations aux Aſſemblées circulaires. A Swerin le 16. Juillet 1701. Avec la CONFIRMATION IMPERIALE. Donnée à Laxembourg le 2. Juin 1702. 42  
Reſolution de FRÉDERIC GUILLAUME Duc de Mecklenbourg-Swerin en faveur de ſa Nobleſſe & du Pais, par laquelle il conſirme toutes les Reſolutions accordées par ſes Predeceſſeurs CHRISTIAN LOUIS Duc de Swerin, & GUSTAVE ADOLPHE Duc de Guſtraw, voulant qu'elles aient la même force & le même effet que les Conſtitutions, Ducales & Territoriales; & conſentant qu'en cas de Contravention de ſa part, on puiſſe obtenir contre lui des Mandemens pei-naux ſine Claufula & que ſ'il manque d'y obeir quelqu'un des Etats du Cercle ſoit choiſi par Commandement de l'Empereur pour les executer, & pour maintenir ſadite Nobleſſe & le Pais dans la pleine jouiſſance deſdites Reſolutions. A Swerin le 16. Juillet 1701. 48  
ASSIENTO ou Privilège pour l'Introduktion & la Vente des ESCLAVES NEGRES dans l'AMERIQUE ESPAGNOLE, contenant les Conditions auxquelles il eſt accordé à la COMPAGNIE ROYALE de GUINEE établie en France pour le tems de dix ans. A Madrid le 27. Août 1701. 83  
Recès d'Association conclu par les Cercles Electoral du RHYN, de FRANCONIE, de BAVIERE, de SUA-  
BE,

ANNO  
1701.

16. Juill.

16. Juill.

27. Août.

31. Août.



# TABLE CHRONOLOGIQUE

ANNO 1701.	BE, & du HAUT RHYN assemblés à Heilbron, par lequel les Electeurs & Etats situés dans le Cercle Electoral du Rhy, l'Electeur de Bavière pour lui & pour le Cercle de Bavière; & le Cercle du Haut Rhy s'unissent & associent aux conditions du Recès particulier de ces deux Cercles, conclu à Heydenheim le 23. Novemb. 1700. étendu & ratifié le 6. Mai suivant, avec promesse d'y contribuer un certain nombre de Troupes. A Heilbron le 31. d'Août 1701. 88	LUDOVICI quam Principis CAROLI Electorum Palatinorum, controversa inter Electorem Palatinum JOANNEM WILHELMUM, & Ducissam Aurelianensem ELISABETHAM CHARLOTTAM, publicata die 17. Februarii 1702. Per Aetia Pelusii Notarii A. G. 98	ANNO 1702.
7. Sept.	Tractatus Fœderis inter Sacram Cæsaream Majestatem LEOPOLDUM I. Regiam Majestatem Britannie WILHELMUM III. necnon Præpotentes Ordines Generales Fœderatarum BELGII PROVINCIARUM, ad procurandum suæ Cæsar. Majestati ratione præsentis sue in Successionem Hispanicam satisfactionem equam, & rationi convenientem, uti & ad adipiscendum pro Rege Magne Britannie & Dominis Ordinibus Generalibus securitatem particularem & sufficientem. Haga-Comitum die 7. Septembris Anno 1701. Cum ARTICULO SEPARATO. Necnon RATIFICATIONE Imperatoris, LEOPOLDI Eberstorfii 19. Septembris 1701. 89	Recès d'Association conclu à Nordlingen entre cinq CERCLES de l'Empire, savoir PELECTORAL du RHYN, ceux d'AUTRICHE, de FRANCONIE, de SUABE, & du HAUT RHYN, par lequel ils se promettent une mutuelle & reciproque assistance en tous leurs besoins, & d'agir toujours de concert quand il sera nécessaire de détourner quelque danger commun, à quel effet aussi ils conviennent de l'entretien ordinaire d'un certain nombre de Troupes. Fait de la part de Franconie & de Suabe le 16. Mars, de la part d'Autriche le 17. de la part des Cercles du Haut & Bas Rhy le 20. Mars 1702. 99	20. Mars.
23. Octob.	Convention Fraternelle, entre les Serenissimes Princes RODOLPHE AUGUSTE & ANTHOINE ULRIC, Ducs de Brunswick-Lunebourg pour la conservation efficace de leurs Domaines, Droits & anciennes Prerogatives. A Brunswick le 23. Octobre 1701. 92	Affurance donnée à LEOPOLD Prince d'Anhalt-Dessau par les autres Princes de la Maison d'ANHALT, pour le renouvellement du Paix conclu le 4. Janvier 1678. avec le Prince JEAN GEORGE son Pere, avec extension & application en faveur de son Epouse ANNE LOUISE & de ses Fils GUSTAVE GUILLAUME & LEOPOLD MAXIMILIEN. Fait le 21. Mars 1702. 103	21. Mars.
11. Nov.	Compromis entre ARNAULD MAURICE GUILLAUME Comte de Bentheim d'une part, ERNEST & STATIUS PHILIPS aussi Comtes de Bentheim d'autre part, par lequel ils remettent la Decision de tous leurs differents à l'Arbitrage du Roi de la Grande Bretagne, le Comte ARNAULD MAURICE GUILLAUME declarant de plus, comment & de quelle maniere il reglera & satisfera aux Griefs Ecclesiastiques & Politiques. Fait à la Haye le 31. Octobre 1701. Avec la SENTENCE Arbitrale de Sa Majesté Britannique rendue à la Haye le 11. Novembre 1701. 93	Accessio Circulorum Imperii Romani, nimirum RHENANI Electoralis, FRANCONICI, SUEVICI, & RHENANI SUPERIORIS ad Magnum Fœdus Cæsareo-Anglo-Belgicum, Nordlingæ in Conventu placita die 22. Martii 1702. Cum ACCEPTIONE & Receptione per ANNAM Reginam Magne Britannie. Dat. in Palatio S. Jacobi 20. Junii 1702. 104	22. Mars.
Dec. 1701. Janvier. 1702.	Traité pour un Corps de cinq mille Hommes que le Roi de PRUSSE promet de fournir au Roi de la GRANDE BRETAGNE, & aux Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES pour les servir à leur solde aux conditions y contenues. Fait à la Haye & à Londres au mois de Decemb. & de Janv. 1702. Avec un ARTICLE SEPARÉ concernant le General Commandant & les Officiers de ce Corps. 96	Accord entre S. A. S. FREDERIC GUILLAUME Duc de Mecklenbourg-Swerin, & la Ville de ROSTOCK, touchant la Garnison que le Prince devra mettre dans la Ville, & par lequel aussi ladite Ville lui cede pour sa Vie durant le Droit entier de la Chasse dans le ROSTOCKER HEYDE, il lui promet en échange de la maintenir dans tous ses Droits, Privilèges & Partes Hereditaires; & que le Chateau qu'il veut y construire ne sera point une Forteresse separée de la Ville, mais seulement un Palais interieur pour son habitation. A Rostock le 27. Mars 1702. Avec la CONFIRMATION de tous les Privilèges, Droits & Immunités de la Ville, par le Serenissime Duc, du même jour. 105	27. Mars.
17. Janv.	Reverso del Serenissimo Principe EUGENIO DI SAVOIA, al Serenissimo Principe Duca di MODENA, tocante alla Restituzione della Piazza di BERSELLO, tosto che sarà fornita la Guerra, ovvero che li Francesi faranno fuori d'Italia. A Luzzara An. 1702. 97	Convention passée entre les Ducs de BRUNSWICK de la Ligne de ZELL, & de celle de WOLFFENBUTTEL par la Mediation du Roi de PRUSSE, & du Land-Grave de HESSE-CASSEL, touchant l'Augmentation des Troupes faite de la part de Wollffenbuttel, & dont on promet de rendre incessamment quelques Regimens à la Maison de ZELL & de HANOVER, pour être employés pour la Cause publique. A Brunswick le 19. Avril 1702. 110	19. Avril.
17. Fevr.	Accommodement de la LITHUANIE. Fait à Varsovie le 17. Janv. 1702. ibid.	Sententia Super-Arbitralis à D. Papa CLEMENTE XI. in causa Successionis & Hereditatis tam Principis CAROLI	Pro-



# DE LA I PART. DU TOME VIII.

ANNO 1702.	
30. Avril.	<i>Protesta stipulata per mano di publico Notaro nella Città di NAPOLI segretamente per essentarsi dalle violenze, il giorno ultimo d'Aprile 1702. da un grande numero de Nobili, Ceto Civile, Fedelissimo Popolo della Città, e Regno di Napoli fatta stampare per universale cognizione.</i> 111
8. Mai.	<i>Manifeste contenant les Raisons qui obligent les Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des Pays-Bas, de declarer la Guerre à la France &amp; à l'Espagne. Fait à la Haye le 8. Mai 1702. Publié le 15. du même Mois &amp; An.</i> 112
8. Mai.	<i>Convention entre ANNE, Reine de la Grande Bretagne, &amp; les Etats Generaux des PROVINCES-UNIES, d'une part &amp; l'Electeur de TREVES de l'autre. A la Haye le 8. Mai de la même année.</i> 114
4-14. Mai.	<i>Declaration de Guerre de la Reine de la Grande Bretagne contre la France &amp; l'Espagne. Donnée à S. James le 4. Mai 1702.</i> 115
15. Mai.	<i>Declaration de Guerre de l'Empereur LEOPOLD contre le Roi de France &amp; le Duc d'Anjou. Fait à Luxembourg le 15. Mai 1702.</i> ibid.
21. Juin.	<i>Traité entre ANNE Reine de la Grande Bretagne &amp; la Maison de LUNEBOURG. Avec les ARTICLES SEPARÉS. Fait à la Haye le 21. Juin 1702.</i> 116
3. Juill.	<i>Declaration de Guerre de LOUIS XIV. Roi de France contre l'EMPEREUR, FANGLETERRE, les Etats Generaux des PROVINCES-UNIES &amp; leurs Alliez. A Marli le 3. Juillet 1702.</i> 118
21. Juill.	<i>Protestation de l'Illustissime Chapitre Metropolitain de COLOGNE contre le Serenissime Electeur Palatin du Rhyn, touchant la Ville &amp; Forteresse de Keyzerswerth. A Cologne le 21. Juillet 1702.</i> 119
23. Juill.	<i>Declaration de FREDERIC GUILLAUME, Duc de Mecklenbourg-Swerin contre onze Gentils-hommes qui avoient contredit au Traité fait le 16. Juillet 1701. entre lui, sa Noblesse &amp; le Pais, par laquelle il les declare indignes de son Amnistie, &amp; de tous autres Benefices, Droits &amp; Immunités, se reservant contre eux toute legitime action &amp; animadversion. A Swerin le 23. Juillet 1702.</i> 120
28. Sept.	<i>Extrait de la Declaration de Guerre de l'Empereur &amp; de l'Empire contre le Roi de France, &amp; contre le Duc d'Anjou &amp; ses Alliez.</i> ibid.
29. Sept.	<i>Instrumentum Accessionis Circuli Inferioris Rhenano-Westphalici ad Magnum Fœdus inter Imperatorem LEOPOLDUM, WILHELMUM III. Magne Britannie Regem &amp; Ordines Generales FOEDERATI BELGII, die septima Septembris Ann. 1701. initum, Colonia ad Rhenum 29. Mensis Septembris 1702.</i> 121
2. Dec.	<i>Testament d'EMANUEL LEBRECHT Prince d'Anhalt-Coblen, par lequel entr'autres choses, il declare la Princesse GISELA AGNES sa Femme pour Tutrice de ses Enfants, &amp; Administratrice du Pais, en cas que sa mort arrive avant qu'ils atteignent l'âge de Majorité, remettant néanmoins au Roi de Prusse sa Tutelle superieure</i>

ANNO 1703.	
15. Mars.	<i>re &amp; l'Execution de son Testament. Fait à Coblen le 2. Decembre 1702.</i> 122
25. Mars.	<i>Convention entre la Reine de la GRANDE BRETAGNE, les Etats Generaux des PROVINCES-UNIES, &amp; le Duc de HOLSTEIN. Fait à la Haye le 15. de Mars 1703.</i> 124
16. Mai.	<i>Articles convenus pour faciliter le Commerce entre les Sujets d'ESPAGNE &amp; de FRANCE. A Bruxelles le 15. Mars 1703.</i> 125
9. Juill.	<i>Fœdus offensivum &amp; defensivum inter LEOPOLDUM Imperatorem Romanorum, ANNAM Reginam Angliæ, &amp; Ordines Generales FOEDERATI BELGII ab una, &amp; PETRUM II. Regem Lusitanæ ab altera parte initum, Libertatis Hispaniarum asserende, communisque periculi totius Europe avertendi, atque Jura Augustissimæ Domus Austriæ in Monarchiam Hispanicam vindicandi causâ. Olisipone, 16. Mai 1703. Cum SEPARATIS ARTICULIS eodem die factis &amp; firmatis.</i> 127
12. Sept.	<i>Decretum Augustissimi Cæsaris LEOPOLDI I. Serenissimo RAINALDO, Mutinæ Duci datum, de plenaria ejus Restitutione in pristinum statum nec non de damnis sue Celsitudinis illatis inferendis, per futuros Pacis Generalis Tractatus rescandis. Vienne die 9. Julii 1703.</i> 131
4. Dec.	<i>Cessio Monarchiæ Hispanicæ Archiduci CAROLO, LEOPOLDI Imperatoris secundo genito ab eodem Imperatore &amp; ejus Filio Primogenito JOSEPHO Romanorum &amp; Hungariæ Rege facta. Vienne die 12. Septembris 1703.</i> 133
15. Dec.	<i>Declaration de Guerre de LOUIS XIV. Roi de France contre VICTOR AMEDEE, Duc de Savoie, le 4. Decembre 1703.</i> 135
9. Mars.	<i>Traité de Paix de Navigation &amp; de Commerce, entre L. H. P. les Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des Pais-Bas &amp; le Bacha, Bey, Divan &amp; Regence de TRIPOLI. Fait à Tripoli de Barbarie le 15. Decembre 1703. Avec la RATIFICATION de Leurs Hautes Puissances du 1. Decembre 1703.</i> 136
9. Mars.	<i>Manifeste contenant les Droits de CHARLES III. Roi d'Espagne &amp; les justes motifs de son Expedition, publié en Portugal.</i> 138
9. Mars.	<i>Declaration de CHARLES III. Roi d'Espagne publiée à Lisbonne le 9. Mars 1704.</i> 147
28. Avril.	<i>Manifeste du Roi de Portugal pour la justification de ses Armes, dans la resolution qu'il a prise d'aider la Nation Espagnole à secouer le joug de la Domination Françoisse, &amp; à mettre sur le Trône Royal de la Monarchie le Roi Catholique CHARLES III.</i> 148
	<i>Alliance Defensve renouvellee &amp; prorogée pour cinq ans, entre CHARLES XII. Roi de Suede d'une part, le Serenissime Electeur de BRUNSWICK-LUNEBOURG, &amp; le Duc GEORGE GUILLAUME d'autre part, pour la sureté &amp; defense de leurs Etats contre toute Hostilité &amp; contre toute Exaction ou Vexation, qui seroit contraire aux Constitutions</i>



# TABLE CHRONOLOGIQUE

ANNO		ANNO
1704.	du Cercle. A Stockholm le 28. Avril 1704. Avec les ARTICLES SEPARÉS pour la commune Défense & Assistance de la Maison Ducale de SLESWICH-HOLSTEIN contre la Couronne de DANNEMARC, & pour maintenir la Tranquillité dans le Cercle de la Basse Saxe, audit jour 28. Avril 1704. Et un ARTICLE SEPARÉ pour la Défense particulière du Pais de Hadeln, audit jour 28. Avril 1704. 151	Evêque de Worms, par laquelle au moyen de certaines Renonciations, les anciens différents qu'ils avoient eu au sujet de la Possession de la Ville de Ladenbourg, & de quelques autres Lieux du Pais, sont entièrement accommodés & terminés. A Dusseldorp le 2. d'Août 1705. 166
30. Avril.	Declaration de Guerre de PHILIPPE V. Roi d'Espagne, contre le Roi de PORTUGAL, l'Archiduc CHARLES d'AUTRICHE & leurs Alliez. Donnée à Placentia le 30. Avril 1704. 154	Revers donné par FREDERIC GUILLAUME Duc de Mecklenbourg-Swerin, au Duc ADOLPH FREDERIC de Mecklenbourg-Strelitz, par lequel il lui promet le payement des Arerages de 9000. Ecus, qui lui devoient revenir annuellement du Peage de Boitzenbourg, en conséquence du Recès fait entr'eux. A Hambourg le 8. Mars 1701. & de ne point le troubler à l'avenir dans la perception du même Péage. Donné à Swerin le 15. Septembre 1705. 169
12. Juill.	Garantie de FREDERIC Roi de Prusse sur le Compromis, & sur la Sentence Arbitrale rendu entre les Comtes de BENTHEIM. A Cologne sur la Sprée le 12. Juillet 1704. 155	Acte du Parlement d'Angleterre pour la plus grande sûreté de la personne & du Gouvernement de Sa Majesté BRITANNIQUE & de la Succession à la Couronne dans la Ligne Protestante de HANOVER; passée anno quarto & quinto ANNÆ REGINÆ, de la Première Session, qui commença le 25. d'Octobre 1705. 170
25. Août.	Traité entre LOUIS XIV. Roi de France, & LEOPOLD Duc de Lorraine & de Bar, pour le Partage des Terres dont la Souveraineté étoit demeurée en suréance entre le Duché de Lorraine & le Comté de Bourgogne, & le Reglement des difficultez & prétentions qui étoient entre Sa Majesté T. C. & Son Altesse Royale, sur plusieurs Villages mi-partis, & autres situés sur les Frontieres deditis Duché & Comté. Fait à Besançon le 25. d'Août 1704. S'ensuivent la RATIFICATION du Roi, du 15. Sept. 1704. Celle de S. A. R. de Lorraine du 20. Octobre de la même année. Et les ARRESTS d'Enregistrement du Parlement de Besançon du 8. Janvier, & à la Cour Souveraine de Lorraine du 20. Mars 1705. ibid.	Fœdus perpetuum inter CAROLUM XII. Regem Sueciæ & STANISLAUM LESZEZYNSKI in Regem Poloniæ contra AUGUSTUM II. in defectiōne electum. Actum Varsaviæ die 18. Novembris 1708. Cum RATIFICATIONIBUS CAROLI 24. Novembris, STANISLAI 5. Decembris, & Senatoribus aliisque Adherentibus 5. Decembris datis Anno 1705. 173
1704.	Deux Traitez faits entre LOUIS XIV. Roi de France, & LEOPOLD Duc de Lorraine & de Bar &c. pour reconnoître & distinguer les Sujets du Roi, & ceux de Son Altesse Royale, dans les Villages de Burey en Faux, Badonvillers, Gousfaincourt, d'Espiney, Saint Germain, Lexeville, & Damville, dont la Souveraineté est indivise entre Sa Majesté à cause de ses Prévôtés de Vaucouleurs, de Grand, & d'Andelot, & S. A. R. à cause de ses Prévôtés de Gondrecourt, & de Foug, le Premier Traité fait à Vaucouleurs le 2. Octobre 1704. Et le second à Chalons le 21. Mai 1705. S'ensuivent, la COMMISSION du Roi T. C. Donnée à Versailles le 12. Decembre 1702. & CELLE de S. A. R. de Lorraine, donnée à Lunéville le 13. Septembre 1704. 160	Recès conclu entre FREDERIC I. Roi de Prusse & Electeur de Brandebourg d'une part, & JEAN GUILLAUME Electeur Palatin d'autre part, au sujet de la Liberté de conscience & d'Exercice public pour ceux de la Religion Reformée dans l'Electorat Palatin. A Dusseldorp le 21. Novembre 1705. Avec la DECLARATION de Son Altesse Electoral Palatine publiée à ce sujet dans ses Etats en faveur des trois Religions dans l'Empire; par laquelle il est pourvu, entre plusieurs autres choses, au partage des Temples & au rétablissement de l'Académie de Heidelberg, & du Conseil Ecclesiastique. A Dusseldorp le même jour. 179
2. Octob.		Fœdus inter Rempubicam VENETAM ab una, & inclitas Civitates TIGURUM atque BERNAM ab altera parte, ad duodecim annos & amplius, quo mutuum sibi invicem auxilium promittunt, & quidem ex parte Reipublicæ Venetæ pecunia, & ex parte Civitatum Militibus præstandum. Actum 12. Januarii 1706. 184
1705.		Reglement des Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES, touchant la Discipline Militaire. Fait à la Haye le 15. Mars 1706. 187
21. Mai.	Traité conclu entre JOSEPH Roi des Romains & THERESE, Eletrice de Baviere. Fait à Ilberheim le 7. Novembre 1704. 163	Lettres Patentes de l'Empereur JOSEPH pour mettre au Ban de l'Empire le Prince JOSEPH CLEMENT de Baviere, Electeur & Archevêque de Cologne. Données à Vienne le 29. Avril 1706. 191
7. Nov.	Recès entre la Maison Archiducal d'AUTRICHE & le Cercle de SUABE, touchant l'Imposition d'une certaine Gabelle sur le Sel, comme aussi au sujet des Marchandises de Contrebande sur lesquelles chaque Prince & Etat veillera diligemment en son propre Territoire & pourra les faire confisquer à son profit. A Eslingen le 26. Novembre 1704. 164	Lettres Patentes de l'Empereur JOSEPH pour mettre au Ban de l'Empire MAXIMILIAN, 29. Avril. 191
26. Nov.		
1706.	Accord & Transaition entre JEAN GUILLAUME Electeur Palatin & LOUIS	
2. Août.		



# DE LA I. PART. DU TOM. VIII.

ANNO 1706. MILIEN EMANUEL Electeur & Duc de Baviere. Donnée à Vienne le 29. Avril 1706. 193

10. Mai. Decret Commissorial Imperial contre les deux Freres JOSEPH CLEMENT de Baviere, & MAXIMILIEN EMANUEL Duc de Baviere, Electeurs de Cologne & de Baviere. Donné à Ratisbonne le 10. Mai 1706. 195

26. Mai. Convention faite entre Sa Majesté la Reine de la GRANDE BRETAGNE & les Etats Generaux des PROVINCES-UNIES d'une part, & Son Altesse Electorale PALATINE d'autre part, pour l'entretien de trois mille Hommes, dont les Troupes de S. A. E. au service de Sadite Majesté, & de Leurs Hautes Puissances seront augmentées. ibid.

7. Juin. Resolution des Etats des Etats de la Province de FLANDRE par laquelle ils reconnoissent Sa Majesté Catholique le Roi CHARLES III. pour leur legitime Souverain, du 7. Juin 1706. 198

13. Juin. Traité par lequel les Etats de TOURNAY & TOURNAYSIS se soumettent aux contributions de Guerre ordonnées sur leur Pais, par L. H. P. les Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES. Fait à Gand le 13. Juin 1706. ibid.

22. Juil. Traité pour l'Union de l'ANGLETERRE & de l'ECOSSE, conclu & signé par les Seigneurs Commissaires des deux Royaumes. A Londres le 22. Juillet 2. Août 1706. 199

14—24. Sept. Tractatus Pacis inter Reges Suecie & Polonie de die 14—24. Septembris 1706. 204

24. Sept. Ate de Sureté, de Bienville & de Protection accordé à la Ville & au Duché de MILAN par le Duc de SAVOYE au nom de l'EMPEREUR. Au Camp de Corfio le 24. Septembre 1706. 206

14. Dec. Trattato conbiu'o tra S. E. Il Signor Marchese di PRIE/ come Plenipotenziario di S. M. CESAREA in Italia e gli Signori Commissarii di S. A. S. Il Signor Duca di PARMA, per il regolamento del Quartier d'Inverno ne' Stati di PARMA e PIACENZA; Piacenza nel Convento di San-Savino li 14. Decembre 1706. \* ibid.

6—17. Decemb. Traité d'Alliance entre la Serenissime Republique de VENISE d'une part, & les Seigneurs des TROIS LIGUES GRISSES d'autre part, pour le tems de vingt Années & davantage, par lequel les deux Republiques se promettent une reciproque assistance en cas de besoin; savoir de la part de Venise en Argent, & de la part des trois Liges en Soldats. A Coire le 6—17. Decembre 1706. 208

1707. Declaration de JEAN-FRANCOIS Eveque de Constance, & EBERHARD LOUIS Duc de Wirtemberg, comme Directeurs du Cercle de Suabe, portant que les Affaires du Cercle & les Differens survenus ont été accommodés d'un commun Conseil. A Mersbourg le 21. & à Stuttgart le 29. Janv. 1707. 211

12. Fevr. Garantie des Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des Pais-Bas, sur l'Accord & Sentence Arbitrale des Mois d'Octobre & de Novembre 1701. entre les

Comtes STATIUS & PHILIPPE de Bentheim. Donnée à la Haye le 12. Fevrier 1707. 212

13. Mars. Capitulation Generale accordée aux François par Son Altesse Serenissime le Prince EUGENE DE SAVOYE pour l'Evacuation entiere de la Lombardie, & de toutes les Places qu'ils y possedoient, du 13. Mars 1707. Avec la RATIFICATION de Son Altesse Royale de Savoye. ibid.

6. Avril. Lettres d'Assurance accordées par ADELBERT Abbé de Fulde à ses Sujets de la Ville de Viefchberg, par lesquelles il promet de les garder & maintenir inviolablement dans leurs Droits & Privilèges, & en particulier dans l'Exercice de la Religion, selon la Confession d'Augsbourg, comme aussi dans la perception, & l'usage de leurs Revenus, Salaires, Amones &c. aussi ne seront-ils pas contraints à celebrer avec les Catholiques les Fêtes inacoutumées & particulieres. A Fulde le 6. Avril 1707. 215

7. Mai. Traité entre LOUIS XIV. Roi de France, & LEOPOLD Duc de Lorraine, de Bar &c. par lequel S. A. R. est rétablie, & doit demeurer en la pleine & paisible possession de la Terre & Seigneurie de Commerce & des Villages de Breuil, Lerouville, & d'Euville, en tous Droits de Souveraineté & encore des Villages de Villers, Saint-Aubin, Meligny le Grand, Mesnil, la Horgne, Chonville & la Neuville au Rup, leurs Appartenances, Dependances & Annexes; à la charge neanmoins du Ressort au Bailliage de Vitry, & en cas d'appel, au Parlement de Paris. Fait à Metz le 7. Mai 1707. Avec les POUVOIRS & les RATIFICATIONS de l'une & de l'autre Partie. Et le PROCES VERBAL de la Prise de possession pour S. A. R. de Lorraine, du 19. d'Août 1707. 216

30. Juill. Traité par lequel la Ville & Cité de Tournai se soumet pour sa Banlieue ancienne & nouvelle aux Contributions de Guerre ordonnées par L. H. P. les Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES. Fait à Gand le 30. Juillet 1707. 220

11—22. Août. Articuli Conventionis inter Augustissimum Cæsarem JOSEPHUM, & CAROLUM XII. Regem Suecie, in puncto liberi Religionis Exercitii, Incollis Silesia Augustana Confessioni addictis concessi, quorum primus in Castris Regiis Alt-Ranfadiensibus, die 11—22. Augusti initus est, reliqui vero in eisdem Castris die 21. Augusti 1. Septembris 1707. 221

30. Nov. Decretum JOSEPHI Romanorum Imperatoris LEOPOLDO Duci Lotbaringie, datum de jactura Ducatus Montisferati ei resarcienda, deque, loco ejusdem, alia Provincia equivalentis valoris proximiis Pacis Conventibus ipsi assignanda. Datum Viennæ die 30. Novembris 1707. 227

1708. Pleinpouvoir de DOROTHEE MARIE Duchesse de Saxe-Meiningen, née Duchesse de Saxe-Gotha & son Frere FREDERIC Duc de Saxe-Gotha, pour recevoir en son Nom la portion qui lui appartient de la Succession de feu sa Sœur JEANNE Duchesse de Mecklenbourg Strélitz. A Cöbourn 18. Janv. 1708.



## TABLE CHRONOLOGIQUE

ANNO	bourg dans le Château d'Ebrbourb le 18.	S. A. R. le Duc de LORRAINE,	ANNO
1708.	Janvier 1708. 228	portant qu'Elles auront à cœur ses Intérêts,	1709.
6. Sept.	Decret de la Reine de la GRANDE BRE-	tagne, dans la future Negociation de la Paix ge-	
	TAGNE en faveur de S. A. R. de	nerale, principalement à l'égard de l'In-	
	LORRAINE, promettant de contri-	demnité qui lui est due touchant le Duché	
	buer tout ce qui dependra d'elle pour l'in-	de Montserrat. 241	
	demnifier de la perte du Duché de Monferr-	Traité d'Alliance & de Garantie, appellee	29. Octob.
	et, & lui en procurer un Equivalent con-	communement le TRAITE DE BAR-	
	venable. Donné à Whitehal le 6. Septem-	RIERE fait & conclu entre ANNE	
	bre 1708. 229	Reine de la GRANDE BRETAGNE,	
1. Dec.	Traité de Paix, de Navigation & de Com-	et les Seigneurs Etats Generaux des PRO-	
	merce entre les Seigneurs Etats Generaux	VINCES-UNIES des Pais-Bas, pour	
	des PROVINCES-UNIES & le	le maintien de la Succession à la Couronne	
	Bacha, Dey, Bey, Conseil & Divan de	de la Grande Bretagne dans la Ligue Pro-	
	la Regence de TUNIS, fait & conclu	testante, selon qu'elle est établie par les	
	sur le pied des anciens Traitez de Paix,	Loix, & assurer à L. H. P. une Barriere	
	avec addition de divers nouveaux avan-	suffisante aux Pais-Bas, contre la Fran-	
	ces. Signé à Tunis de la part de la Regen-	ce & autres, qui les voudroient surprendre	
	ce le 24. Mars 1704. Accepté & ratifié	& attaquer. A la Haye le 29. Octobre	
	par Leurs Hautes Puissances à la Haye	1709. Avec les Articles Separés du mê-	
	le 1. Decembre 1708. Avec quatre AR-	me jour & An. 243	
	TICLES d'Explication inserés dans	Projet de la FRANCE pour la Paix,	1710.
	l'Acceptation de leurs H. P. 230	publié le 2. Janvier 1710. 246	2. Janv.
1709.	Traitato per il restabilimento di una perfetta	Decret Commisitorial de l'Empereur JO-	15. Janv.
15. Janv.	e duvervole Correspondenza tra SUA	SEPH, pour la Garantie de la Neutralité	
	BEATITUDINE, & la Maestà dell' Augustissimo IMPERATORE	du Nord. Donné à Ratisbonne le 15.	
	e tutta l' Augustissima Casa. In Roma li di	Janvier 1710. ibid.	
	15. Gemaro 1709. 233	Extrait du Registre des Resolutions de Leurs	31. Janv.
18. Fevr.	Ultrérieure Declaration de JOSEPH I.	H. P. Messieurs les Etats Generaux des	
	Empereur des Romains, sur les affaires de	PROVINCES-UNIES des Pais-Bas,	
	la Religion en Silesie, & de la Convention	au sujet de la Ville de Vervier. 247	
	d'Alt-Ransfadt, communiquée par les Mi-	Extrait du Registre de L. H. P. les Etats	23. Fevr.
	nistres de la Commission Imperiale au Baron	Generaux des PROVINCES-UNIES	
	Strahlenheim, Plenipotentiaire au Roi de	des Pais-Bas, pour la Neutralité en Al-	
	Suede. A Pratslaw le 8. Fevrier 1709.	lemagne. ibid.	
	Avec la Confignation des Temples restituez	Ratification CAROLI XII. Suecie Regis	21. Mars.
	à ceux de la Confession d'Ausbourg dans di-	super Conventione Alt-Ransfadiensi in	
	verses Principautés de Silesie, conformément	punctis Religiosis facta. Datum ad Urbem	
	au Traité d'Alt-Ransfadt. 223	Bender die 21. Martii Anno 1710. 249	
	Declaratio nomine & autoritate CARO-	Conventio inter Imperatorem JOSEPHUM,	31. Mars.
8. Fevr.	LI XII. Regis Suecie facta, quod per	ANNAM Magne Britanniæ Reginam	
	Sacram Casarem Majestatem Conventioni	& Ordines Generales FOEDERATI	
	alt-Ransfadiensi plene & plane satisfactum	BELGII de Neutralitate Imperii. Facta	
	sis. Vratislavie 18. Februarii 1709. 227	die 31. Martii Anno 1710. 249	
	Articles Preliminaires, pour parvenir à la	Extrait du Registre des Resolutions de L. H.	23. Juill.
28. Mai.	Paix Generale, dressés sub spe Ratifica-	P. les Etats Generaux des PROVIN-	
	tionis, entre les Ministres de l'EMPE-	CES-UNIES des Pais-Bas, touchant	
	REUR, de la Reine de la GRAN-	les Conférences de Paix à Geertruyden-	
	DE BRETAGNE, & des Seigneurs	berg. 250	
	Etats Generaux des PROVINCES-	Extrait du Registre des Resolutions de L. H.	27. Juill.
	UNIES, d'une part, mais signés seu-	P. Messieurs les Etats Generaux des PRO-	
	lement des premiers, par lesquels on	VINCES-UNIES des Pais-Bas, con-	
	convient que la MONARCHIE d'Espagne	tenant les Raisons pourquoi les Conférences	
	sera entierement remise & cedée, à Sa Ma-	de Geertruydenberg, doivent être censées	
	jesté Catholique CHARLES III. &	rompues par les Ministres Plenipotentiaires	
	qu'elle demeurera dans la Maison d'Autriche	de la France. ibid.	
	sans qu'aucune de ses parties puisse en	Convention entre l'Empereur JOSEPH,	4. Août.
	être jamais demembreé. A la Haye le 28.	la Reine de la Grande Bretagne ANNE	
	Mai 1709. 234	& les Etats Generaux des PROVIN-	
19. Juin.	Decretum CAROLI III. Hispaniarum	CES-UNIES des Pais-Bas, pour	
	Regis Catholici, pro LEOPOLDO	assembler des Troupes pour la Conser-	
	Duce Lotharingie, de Indemnitate Ducatus	vation de la Neutralité dans l'Empire. A la	
	Montisferrati per aliquam compensationem	Haye le 4. Août 1710. 254	
	et præstanda. Datum Barcinone die 19.	Excerptum e Libro Decretorum Celsorum ac	11. Août.
	Junii 1709. 237	Præpotentium Dominorum Ordinum Ge-	
8. Août.	Manifeste du Roi AUGUSTE pour son	neralium UNITI BELGII per ulter-	
	retour en Pologne, donné le 8. Août 1709.	iori Explicatione Neutralitatis in Sep-	
	en Latin, & traduit en François par l'or-	trione servandæ. 255	
	dre de ce Prince. ibid.	Memoire de Mr. MATUEOF Ambassa-	22. Août.
	Declaration de Leurs Hautes Puissances les	deur de Moscovie, sur la Neutralité de	2. Sept.
24. Août.	Etats Generaux des PROVINCES-	l'Empire, présenté aux Etats Generaux des	
	UNIES des Pais-Bas, en faveur de	PROVINCES-UNIES le 22. Août	
		25. Septembris. 256	



# DE LA I PART. DU TOME VIII.

ANNO 1710.  
9. Sept. *Extrait du Registre des Resolutions de L. H. P. les Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des Pais-Bas, sur le Memoire precedent.* 257  
1. Nov. *Convention entre le Prince EUGENE DE SAVOYE, le Prince & Duc de MARLBOROUGH, & Messieurs les Deputez de L. L. H. P. P. pour fournir le pain & fourrage aux Troupes Imperiales dans les Pais-Bas. Faite au Camp devant Aire le 1. Novembre 1710.* ibid.  
30. Nov. *Protestatio CAROLI XII. Regis Suecie circa Fiedus inter Sacram CÆSAREAM Majestatem, Serenissimam Magnæ BRITANNIÆ Reginam, & Dominos Ordines FOEDERATI BELGII Generales, atque complures Imperii Principes, pro tuenda tranquillitate Germaniæ initum; quod nimirum ille nec velit nec possit prefato Fœdere teneri. Dat. ad Urbem Bënderam die 30. Novembris 1710.* 258  
1711.  
2. Janv. *Resolution de L. H. P. les Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des Pais-Bas, sur la Marche des Troupes pour la NEUTRALITE' EN ALLEMAGNE du Vendredi 2. Janvier 1711.* ibid.  
17. Janv. *Justitia Armorum, quæ Sacra sua Czarea Majestas PETRUS I. Magnæ Russiæ Imperator in sui defensionem adversus perfidum Turcarum Sultanum ACHMETEM Pacis violatorem arripuit, propalam expostita. Ad Mandatum ejusdem Majestatis typis evulgata. Accedunt nonnulla Apographa rei hujus peculiariora.* 259  
19. Janv. *Resolution des Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des Pais-Bas, sur les Troupes pour la Tranquillité d'Allemagne.* 265  
28. Janv. *Defensio CAROLI II. contra AUGUSTUM II. Regem Poloniæ, Electorem Saxonici. Data Bënderæ 28. Januarii 1711.* ibid.  
22. Fevr. *Manifestum seu Declaratio de perfida Pacis violatione Sultanum Turcarum ACHMETIS contra Suam Czarem Majestatem. Ad Mandatum Sæ Majestatis in lacem data anno 1711. Februarii die 22. Interpretata ad normam Originalis.* 266  
1. Mai. *Puncta Pacificationis Hungariæ Zacmarini 29. Aprilis 1711. Cum Acceptatione Amnestiæ. Karollii prima Mati 1711.* 269  
14. Mai. *Second Decret de la Reine de la GRANDE BRETAGNE, touchant l'Indemnité promise au Duc de LORRAINE, pour le Ducé du Montferrat. A Whitehal le 14. Mai 1711.* 271  
— *Deduction Abregée touchant les Differents de Son Altesse Electorale de BRUNSWIC, avec le Chapitre d'HILDESHEIM.* 272  
15. Juin. *Resolution de L. H. P. les Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des Pais-Bas, en Reponse à une Lettre du CZAR, qui demandoit que le Corps des Troupes de la Neutralité pût se joindre incessamment aux siennes.* 273  
15. Juin. *Resolution de L. H. P. les Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des Pais-Bas, pour repondre à la Declaration du Roi de SUEDE au sujet des Actes passez pour la conservation de la Neutralité*

*de dans l'Empire, par rapport à la Guerre dans le Nord.* 274  
— *Traité de Paix entre Sa Majesté Czarienne PIERRE ALEXIOWITZ & ACHMET Han Sultan des Turcs, par lequel la Forteresse d'Azof doit être restituée à la Porte Ottomane avec demolition de quelques autres Places & Forts. Fait au Camp des Turcs près de la Riviere de Pruth le 6. de la Lune Gemaiel Achir l'An de l'Hegire 1123. & le 21. Juillet 1711.* 275  
— *Resolution des Etats Generaux des PROVINCES-UNIES sur la Succession d'ORANGE.* 276  
— *Manifeste de FREDERIC AUGUSTE Roi de Pologne touchant sa Marche en Pomeranie. Donné près de Strelitz le 20. Août 1711.* 277  
— *Manifeste de FREDERIC IV. Roi de Danne marc. Donné à Rostock le 21. Août.* 278  
— *Donation pleine & entiere du Ducé de Limbourg faite par PHILIPPE Duc d'Anjou, comme Roi d'Espagne & Souverain des Pais-Bas, à MARIE ANNE DE LA TREMOUILLE, Princesse des URSINS, pour en jouir à toujours elle & ses Successeurs en toute propriété & Souveraineté. Fait à Corella au Royaume de Navarre le 28. Sept. 1711.* 279  
— *Articles Preliminaires donnés de la part du ROI TRES-CHRETIEN par le Sieur MENAGER son Ministre, pour servir de fondement à la Paix Generale. A Londres le 27. Septembre 8. Octobre 1711.* 281  
— *Reglement ordonné par la Reine de la GRANDE BRETAGNE & par les Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES, pour le Gouvernement des Provinces du Pais-Bas Espagnol, sous leur Autorité administrative, jusques à ce que Sa Majesté Catholique le Roi CHARLES II. en soit mis en pleine possession. A Bruxelles le 5. Octob. 1711. Avec les ACTES de Representation, & d'Interpretation qui en dependent.* ibid.  
— *Memoire de Son Altesse Electorale de HANOVER adressé à la Reine de la GRANDE BRETAGNE, sur la Paix avec la France, du 9. Decembre 1711.* 285  
— *Revers de CHARLES VI. Roi des Romains pour l'acceptation & Confirmation de la Capitulation Imperiale, faite par ses Plenipotentiaires avec les Electeurs de l'Empire, promettant de l'observer inviolablement. A Francfort le 19. Decembre 1711.* 287  
— *Confirmation des Traitez faits entre la Reine de la GRANDE BRETAGNE & les ETATS GENERAUX, conclu entre les Ministres de Sa Majesté Britannique & Mr. Buys, le 22. Decembre 1711.* 288  
— *Donation de toutes les Provinces du Pais-Bas Espagnol faite par PHILIPPE Duc d'Anjou comme Roi d'Espagne, à MAXIMILIEN EMANUEL Electeur de Baviere pour lui & pour ses Descendents mâles à perpetuité. A Madrid le 2. Janvier 1712.* 289  
ANNO 1711.  
21. Juill. —  
28. Juill. —  
20. Août. —  
21. Août. —  
28. Sept. —  
27. Sept. —  
8. Octob. —  
5. Octob. —  
9. Dec. —  
19. Dec. —  
22. Dec. —  
1712.  
2. Janv. —  
Ma-



# TABLE CHRONOLOGIQUE

ANNO 1712.	Manifeste du Conseil General des deux Religions dans le TOGGENBOURG.	290	Renunciacion jurada de FELIPE Duque de Anjou como Rey de España à la Corona de Francia por el y todos sus Descendientes perpetuamente a favor del Duque de BERRI, y otros Principes de la Sangre de Francia, cadauno segun su grado, con clausula de incompatibilidad entre los dos Coronas, de suerte que jamas puedan ballarse unidas en una misma persona. A cuio fin, el Duque de SABOYA y todos los Principes de su Casa son llamados para succeder a la dicha Corona de España, en caso de quedar totalmente estinguida la Linea de Felipe. Fecha en Madrid a los 5. Noviembre 1712. Reiterada y confirmada al Buen-retiro los 7. del mismo mes de Noviembre 1712.	ANNO 1712. 5. Nov.
12. Avril.	Manifeste des Cantons de ZURICH & de BERNE, touchant les affaires du TOGGENBOURG.	291	Traité entre LOUIS XIV. Roi de France & JEAN V. Roi de Portugal pour une suspension d'Armes de quatre Mois entre les Couronnes de France & d'Espagne, d'une part, & celle de Portugal d'autre part. Fait à Utrecht le 7. Novembre 1712.	7. Nov.
13. Avril.	Traité de Paix, de Navigation, & de Commerce, entre les Hauts & Puissants Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des Pays-Bas, & la haute Regence, Bacha, Aga, & Victorieuse Milice d'ALGER. Fait le 18. Juin l'an de Jésus-Christ 1712. & de l'Hegire 1124.	292	Certificato de D. FRANCISCO ANTONIO DE QUINCOCES, Cavallero de la Orden de S. Jago, del Consejo de Su Magestad, Notario y Ecrivano publico, en sus Regnos que contiene que la Renunciacion a la Corona de Francia, a sido presentada a las Cortes de Castilla juntadas en Madrid, donde a sido aprobada y confirmada en todos sus Puntos y Articulos, estableciendo que en adelante sea tenida y guardada como a Ley fundamental del Reyno. Fecha en Madrid a los 9. Noviembre 1712.	9. Nov.
5-15. Avril.	Traité de Paix & d'Amitié entre la PORTE OTTOMANE & Sa Majesté CZARIENNE, conclu le 5-15. Avril par le Mediation des Ambassadeurs de la GRANDE BRETAGNE, & des Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des Pays-Bas auprès du Grand Seigneur.	297	Traité d'Accommodement entre Sa Majesté le Roi de DANNEMARC & la Ville de HAMBOURG. A Altena le 18. Novembre 1712.	18. Nov.
30. Avril.	Recès d'Elucidation entre Sa Majesté FREDERIC IV. Roi de Dannemarc & de Norwegue, & S. A. S. CHRISTIAN ALBERT Duc & Administrateur des Duchez de Schleswig-Holstein, par lequel les Differens sur l'Accord de Hambourg du 5. Janvier 1711. en divers Points sont accommodés. Fait à Rendsbourg le 30. Avril 1712.	298	Renonciation avec Serment de PHILIPPE Petit-Fils de France, Duc d'ORLEANS à la Couronne d'Espagne, & à toute esperance d'y pouvoir succeder un jour, lui, ses Enfants, & ses Descendants. Fait au Palais Royal à Paris le 19. Novembre 1712.	19. Nov.
21. Juin.	Alliance & Capitulation entre Leurs Hautes Puissances les Etats Generaux des PROVINCES-UNIES & le Louable Canton de BERNE: l'Alliance fut conclue à la Haye le 21. Juin 1712. & la Capitulation le 8. Janvier 1714.	300	Renonciation avec Serment de CHARLES Fils de France, Duc de BERRI à la Couronne d'Espagne, & à tout Droit d'y pouvoir un jour succeder, lui ou ses Descendants, à perpetuité. A Marly le 24. Novembre 1712.	24. Nov.
31. Juill.	Declaration de PHILIPPE Duc d'Anjou, comme Roi d'Espagne, faite à ses Ministres, touchant sa Renonciation à la Couronne de France. A Madrid le 3. Juillets 1712.	304	Provocation pour quatre Mois, de la suspension d'Armes auparavant conclue, entre la FRANCE & L'ANGLETERRE. A Versailles le 14. Decembre & à Londres le 7. du même Mois. Avec la PROCLAMATION faite à Paris suivant l'Ordre du Roi. Donné à Versailles le 15. Decembre 1712.	14. Dec.
2. Août.	Tréves conclusés entre le Louable Canton de ZURICH, & le Louable Canton de SWITZ, pour durer jusqu'à la Paix Generale des Cantons Suisses Confederés. A Waderschwyll le 2. Août 1712.	305	Traité entre le Duc Administrateur de HOLSTEIN-GOTTORP, & le Comte de STEENBOCK Maréchal de Camp du Roi de SUEDE, par lequel Son A. S. promet de donner accès, & refuge aux Troupes de Sa Maj. sous le Canon de Tonningue à certaines conditions. Fait le 21. Janvier 1713.	1713-10-21. Janv.
9. & 11. Août.	Conclusion prise entre les Louables Cantons Evangeliques de ZURICH & de BERNE, & les cinq Louables Cantons Catholiques de LUCERNE, d'URI, de SWITZ, d'UNDERWALD & ZUG, par laquelle la Paix faite le 18. Juin 1712. & signé par les Cantons de ZURICH, de BERNE, de LUCERNE, & d'URI est acceptée, & confirmée, & par dessus cela les Limites réglées entre les uns & les autres, la Ville de Rapperschweil laissée aux Cantons de Zurich & de Berne, & celui de Berne admis à la Congreence des Bailliages de Tergauw, de Rynthal, de Sargans & des autres Provinces Libres, toutes les offenses passées étant d'ailleurs reciproquement mises en oubli. A Aarau le 9. & 11. Août 1712.	306	Fœdus inter ANNAM Magnæ Britanniæ Reginam, & Ordines UNITARUM BELGII Provinciarum Generales, promutua & reciproca Guarantia, Successionis nempe	19-30. Janv.
19. Août.	Traité pour une Suspension d'Armes de quatre Mois, fait & conclu entre LOUIS XIV. Roi de France, & ANNE Reine de la Grande Bretagne, laquelle sera aussi observée en Espagne d'où la Reine retirera ses Troupes. A Paris le 19. Août 1712. Avec la RATIFICATION de la Reine, donnée à Windsor le 28-29. d'Août 1712.	308		



# DE LA I. PART. DU TOM. VIII.

ANNO  
1713.

Nempe ad Coronam Britannicam, in Stirpe Protestantium, & Obicis, vulgo BARRIERE, præfatis Ordinibus debita, atque adversus Galliam perquam necessaria; quem in finem priori Fodere, quod die 29. Octobris 1709. factum fuit, prorsus rescisso & abrogato, ad novas Conventions, Stipulationes Coronæ Britannicæ magis acceptas deveniunt seseque invicem obstringunt.

Mars.

322  
Lettres Patentes de LOUIS XIV. Roi de France suprimant celles du Mois de Decembre 1709. admettant & autorisant la Renonciation de PHILIPPE Duc d'Anjou, comme Roi d'Espagne à la Couronne de France, & celles de CHARLES Duc de Berri, & de PHILIPPE Duc d'Orleans, comme Princes de France à la Couronne d'Espagne. Données à Versailles au Mois de Mars 1713. & registrées en Parlement le 15. du même Mois & An.

1. Mars.

324  
Prorogation pour quatre Mois de la suspension d'Armes accordée le 7. Novembre 1712. entre les Couronnes de FRANCE & d'ESPAGNE d'une part, & celle de PORTUGAL d'autre part. A Utrecht le 1. Mars 1713.

14. Mars.

326  
Convention faite entre les Parties Belligerantes, par la Mediation des Plenipotentiaires Anglois pour l'évacuation de la CATALOGNE, & pour un Armistice en ITALIE. A Utrecht le 14. Mars 1713.

14. Mars.

327  
Cessation d'Armes pleine & entiere, faite & conclue entre LOUIS XIV. Roi de France & VICTOR AMEDEE, Duc de Savoye pour durer jusqu'à la Paix. A Utrecht le 14. Mars 1713.

26. Mars.

328  
ASSIENTO ou Privilege pour l'Introduction & la Vente des Esclaves NEGRES dans l'AMERIQUE ESPAGNOLE, contenant les Conditions auxquelles il est accordé à la COMPAGNIE ANGLOISE. Fait à Madrid le 26. Mars 1713.

2. Avril.

330  
Traité entre CHARLES VI. Empereur des Romains & Roi Catholique d'une part, & FREDERIC GUILLAUME Roi de Prusse d'autre part, par lequel Sa Maj. Imp. & Catholique cede & transporte audit Roi, diverses Places, Villes & Lieux situés dans le Duché de Gueldres, savoir la Ville & Bailliage de Gueldres: les Villes & Bailliages de Strahlen, Wachtendonck, Middelaar, Wälbek, Aerssen, Afferden, Weel, Racy & le Petit Kevelaer, avec le Pais de Kessel, pour satisfaction de ses anciennes pretensions, & à la charge du feu Roi d'Espagne CHARLES II. Moyennant quoi aussi S. Maj. Prussienne renonce à toutes ses dites pretensions, & se tient pour contentée. A Utrecht le 2. Avril 1713.

31. Mars.

11. Avril.

337  
Traité de Paix & d'Amisté entre LOUIS XIV. Roi de France & ANNE Reine de la Grande Bretagne, établi sur le fondement d'une separation réelle & perpetuelle des Couronnes de France & d'Espagne, par le moyen des Renonciations reciproques du Roi PHILIPPE, & des Ducs de BERRI & d'ORLEANS qui y sont inserées, comme aussi sur la Reconnoissance que le Roi T. C. y fait, de la Suc-

TOM. VIII. PART. I.

cession à la Couronne de la Grande Bretagne dans la Ligne Protestante de HANOVER, avec promesse de ne jamais rien faire, ni permettre qu'il soit fait, directement ou indirectement en faveur de ceux qui voudroient la troubler. Le Roi T. C. y promet de plus de faire raser DUNKERQUE, & il y cede à la Couronne d'Angleterre, divers grands Pais dans l'Amerique Septentrionale. Fait à Utrecht le 31. Mars 11. Avril 1713. Avec les Plein-pouvoirs de part & d'autre, & la Ratification du Roi T. C. Donnée à Versailles le 18. Avril 1713.

339  
Traité de Navigation & de Commerce entre LOUIS XIV. Roi de France, & ANNE Reine de la Grande Bretagne, portant entr'autres Conventions & Stipulations avantageuses, que reciproquement les Sujets de l'une des deux Parties, seront traités dans le Royaume & Etats de l'autre Partie, comme ceux des autres Nations les plus amies, & les plus favorisées, qu'ils y jouiront des mêmes Libertez & Privileges à l'égard du Commerce & des Impositions, & qu'en particulier le rigoureux Droit d'Aubaine n'y sera plus exercé sur eux. Fait à Utrecht le 31. Mars 11. Avril 1713. Avec la RATIFICATION de Sa Majesté T. C. Donnée à Versailles le 18. Avril 1713.

345  
Traité de Paix & d'Amisté entre LOUIS XIV. Roi de France, & JEAN V. Roi de Portugal, portant Cession & Renonciation de la part de Sa Majesté T. C. en faveur de Sa Majesté Portugaise à toutes les Terres appelées Cap du Nord, à toutes celles des deux Costes de la Riviere des Amazones, & à la Navigation & Commerce de cette Riviere, sous la Garantie offerte & acceptée de la Reine de la Grande Bretagne. Fait à Utrecht le 11. Avril 1713.

353  
Pax & Amicitia in perpetuum condita inter LUDOVICUM XIV. Regem Gallicæ Christianissimum, & FREDERICUM Regem Borussia, his Legibus, ut præfatus LUDOVICUS Nomine PHILIPPI Regis, ejus Nepotis, dicto FREDERICO cedat & transferat, totam partem illam superioris Gueldriae quam ipse tenet & hactenus possidet, nominatim vero Urbem Gueldriae, cum certis Præfecturis, Opidis Locisque ibidem designatis. Agnoscit porro Rex Christi. Regem Borussia pro supremo Domino Principatus Neocastri & Pallentie in partibus Helvetiae siti, & vicissim Rex Borussia eidem cedit & renuntiat totum Principatum Arausionensem, Dynastiasque & Loca Successionis Cabillonensis & Chatebelinensis &c. Actum Trajecti ad Rhenum die 11. Aprilis Anno 1713. Cum ARTICULIS SEPARATIS duobus, unus scilicet de Dignitate Regia in dicto FREDERICO Rege, & Successoribus suis, semper agnoscenda atque de Titulo Majestatis eis tribuendo, alter de Civitate Rhodoberga evacuada. Actum Trajecti ad Rhenum die 11. Aprilis 1713.

356  
Traité de Paix & d'Amisté entre LOUIS XIV. Roi de France, & VICTOR AMEDEE Duc de Savoye, par lequel Sa Majesté T. C. restitue à S. A. R. le Duché de Savoye, & le Comté de Nice,

ANNO  
1713.

11. Mars.

11. Avril.

11. Avril.

11. Avril.

11. Avril.

avec



# TABLE CHRONOLOGIQUE

ANNO 1713.	avec quelques Vallées, en échange desquelles S. A. R. lui en cede quelques autres, & les Renunciations des Ducs de BERRI & d'ORLEANS à la Couronne d'Espagne, avec les Lettres Patentes du Roi T. C. pour les autoriser y sont insérées. Fait à Utrecht le 11. Avril 1713. 362	de l'Article XI. de leur Traité de Paix avec le Roi T. C. 389	ANNO 1713.
11. Avril.	Traité de Paix & d'Amitié entre LOUIS XIV. Roi de France, & les Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des Pais-Bas, par lequel on convient que les Couronnes de France & d'Espagne demeureront à jamais séparées sans pouvoir être unies en une même Personne. Que ledit Roi T. C. remettra auxdits Etats Generaux tous les Pais-Bas, appellés Espagnols pour les rendre à la Maison d'AUTRICHE, nonobstant les Pretensions que pourroit y avoir l'Electeur de Baviere, lequel sera obligé d'y renoncer; le Roi T. C. y cede aussi la Ville de Tournai avec quelques autres Places & Lieux, Leurs Hautes Puissances lui cèdent Lille, le Roi de PRUSSE garde la Ville de Gueldres avec certains Baillages; & quelques autres Stipulations suront celle-là, à l'égard de l'Etat de la Religion dans l'Empire, & de la Forteresse de Rhynfelds. Fait à Utrecht le 11. d'Avril 1713. S'ensuivent divers ARTICLES SEPARÉS ou Declarations, avec les Pleinpouvoirs, & Ratifications de part & d'autre. 366	Instrumento de la Cession del Reyno de Sicilia, hecho por el Serenissimo Duque de ANJOU como Rey de ESPAÑA a VICTOR AMADEO Duque de Saboya por el y sus Descendientes masculinos perpetuamente, comprehendiendo tambien en ella la Linca de los Principes de CARIGNAN saltando la Siya, baxo el usula de Reversion, en caso de quedar extinguidas dichas dos Lineas Masculinas, y lo mismo en caso que S. A. R. d alguno de sus Sucessores rompiesse la buena amistad y Alianza con la Corona de España. Hecho en Madrid a los 10. de Junio 1713. 389	10. Juin.
11. Avril.	Traité de Navigation & de Commerce entre LOUIS XIV. Roi de France, & les Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des Pais-Bas, contenant en substance & avec peu de Limitation, que les Sujets & Habitans de l'une des deux Parties, seront traités dans les Etats de l'autre, par rapport au Commerce, à la Justice & aux Impositions, comme les Sujets propres & Naturels, que le Droit d'Aubaine, ne sera point exercé en France sur les Hollandois; & que si la Guerre survient, il sera donné neuf Mois de Liberté aux Marchands pour retirer leurs Effets, lequel Traité durera vingt-cinq ans. Fait à Utrecht le 11. Avril 1713. S'ensuit un ARTICLE SEPARÉ, pour l'Exemption des cinquante sols par Tonneau, que les Navires étrangers payent en France. Fait le 11. Avril 1713. Avec les PLEINPOUVOIRS & les RATIFICATIONS de part & d'autre. 377	Traité entre Sa Majesté FREDERIC GUILLAUME Roi de Prusse d'une part, & le Duc Administrateur de HOLSTEIN-GOTTORP de l'autre, par lequel ils conviennent de mettre une Garnison commune dans les Villes & Fortereses de WISMAR & STETTIN jusqu'à ce que la Paix se fasse entre les Puissances du Nord, de plus, ils prennent une Resolution touchant la cessation du Blocus de la Forteresse de Tonningue & de la Restitution de la Maison Ducale de Holstein-Gottorp. Fait à Berlin le 22. Juin 1713, 392	22. Juin.
19. Avril.	Traité d'Alliance entre les Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des Pais-Bas, & les LIGUES GRISES. Fait à la Haye le 19. Avril 1713. 386	Traité de Paix & d'Amitié inter ANNAM Magnæ Britannie Reginam, & PHILIPPUM Ducem Andagorensem tanquam Regem Hispaniarum initus. Quo adhibitis insertisque Renunciationum Instrumentis, PHILIPPI nempt ab una, & Ducum BITURICENSIS & AURELIANENSIS ab altera parte, præcavetur, ne ullo tempore Regna Francorum & Hispanorum uniantur, vel ab uno capite regantur. PHILIPPUS porro agnoscat Successionem Regiam Britannicam in Stirpe Protestantium, sicut Legibus determinata est, constituit Ditiones Hispanicas in America, numquam per ipsum aut Successores ejus alienandas, cedit Coronam Britannicæ Urbem & Arcem Gibraltar atque totam Insulam Minoricam, cum Portu Mahonis, confirmat, & de novo concedit Societati Anglicæ Pactum Affiento de Negros dictum ad 30. annos, Regnum autem Siciliæ VICTORI AMADEO Duci Sabaudie condonat: sub pacto de non alienando. Actum Trajecti ad Rhenum die 2—12. Julii 1713. Cum RATIFICATIONE Britannicæ, apud Kensington data die 31. Julii 1713. Quam sequuntur ARTICULI SEPARATI, duo, cum RATIFICATIONIBUS. Primus videlicet de Trajectu Madritensi tenendo, deque Provinciis Hispanicis nunquam alienandis: Alter de Ducatu Limburgico, Principisse URSINI assignando. Dat. 2—13. Julii 1713. Accedunt Due DECLARATIONES ad eundem Tractatum spectantes. Dat. 12—23. Februarii 1713—1714. 393	2—13. Juillet.
1. Mai.	Accord ou Capitulation conclue entre les DAÑOIS & les SUEDOIS pour l'évacuation du HOLSTEIN. Fait & conclu à Oldensworth le 16. Mai 1713. 388	Convention entre Sa Majesté BRITANNIQUE, & Leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES, contenant un Règlement provisionnel pour le Commerce & les Droits d'Entrée & de Sortie dans les Pais-Bas Autrichiens. Fait à Utrecht le 15—26. Juillet 1713. 400	15—26. Juillet.
29. Mai.	Extrait du Conseil d'Etat du Roi TRES-CHRETIEN pour la restitution du Prince d'Espinoi, en vertu des Articles 11. & 15. des Traitez faits à Utrecht avec l'Angleterre & la Hollande, le 11. Avril. Le 29. Mai 1713. 392		
8. Juin.	Extrait des Resolutions de Leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES, pour la Restitution du Prince d'Espinoi en vertu		



# DE LA I. PART. DU TOM. VIII.

ANNO  
1713.

13. Août.

Traité de Paix & d'Alliance entre PHILIPPE Duc d'Anjou, comme Roi d'Espagne, & VICTOR AMEDEV Duc de Savoie, par lequel le Drou de Succession à la Couronne d'Espagne est déferé à Son Altesse Royale & à ses Descendants mâles & le Royaume de Sicile lui est cédé & transporté aux conditions marquées dans l'Acte de Cession du 18 Juin 1713. Le Montserrat lui est garanti, avec la Province de Vigevano, & les autres Cessions contenues dans son Traité avec l'Empereur du 8. Novembre 1703. Fait à Utrecht le 13. Août 1713.

20. Août.

Contraktus, vigore cuius CAROLUS VI. Romanorum Imperator Marchionatum Ficaricensem ejusque Jura & annexa Reipublice GENUENSI vendidit. Datum 20 Augusti anno 1713.

6. Octob.

Traité entre Sa Majesté FREDERIC GUILLAUME Roi de Prusse d'une part, & les Hauts Alliez du Nord contre la SUEDE, savoir FREDERIC AUGUSTE Roi de Pologne, & PIERRE I. Czar de Russie, de l'autre, en vertu duquel ceux-ci cedent au Roi de Prusse en fequestre la Ville de Stettin par eux assiégée & bombardée, avec une certaine portion de la Pomeranie Suedoise, & promettent de faire la même chose avec les Villes de Strallund & Wismar. Le Roi de Prusse s'obligeant de son côté d'empêcher que les Troupes Suedoises restantes dans la Pomeranie appartenante à la Suede ne puissent faire aucunes hostilités contre quelqu'un des Alliez du Nord, comme aussi de payer des fraix du Siège reglez à 400000. Ecus d'Allemagne, la moitié au General du Czar, le Prince Menzikow. Donné à Schwedt le 6. Octobre 1713.

28 Nov.

9. Dec.

Traclatus Navigationis & Commerciorum, inter ANNAM Magnæ Britannie Reginam, & PHILIPPUM Duce[m] Andegavensem, tanquam Regem Hispaniarum initus, quo Tractatibus de Annis 1667. & 1670. confirmatis, conventum est, ut Subditi utriusque Partis, mutuo gaudeant iisdem Privilegiis, quibus amicissima gens quævis fruitur; Telonia porro omnia in unum reducantur ex quo fieri debet Index, sive Catalogus, vulgo Tarif, qui in uno quoque Portu publice probabit, & quicquid pro singulis Mercibus solvendum erit, speciatim exprimet & continebit. Actum Trajecti ad Rhenum die 28. Novembris 9. Decembris 1713. Cum RATIFICATIONE Regine Magnæ Britannie; quo etiam continentur tres, Articuli loco tertii, quinti & octavi substituti. Actum Wirdestre die 7. Februarii 1713—1714. Sequitur ARTICULUS SEPARATUS de Jure conservatore in Insulis Canaricis Mercatoribus Anglis concedendo, cum Ratificatione Britannica: Sequitur item DECLARATIO Legatorum Hispanorum de Lingua Hispanica in supra memoratis tribus Articulis adhibita. Data die 12—23. Februarii 1713—1714.

1714.

6. Mars.

Traité de Paix entre CHARLES VI. Empereur des Romains, Roi Catholique des Espagnes &c. & L'EMPIRE, d'une part, & LOUIS XIV. Roi T. Chrétien de France & de Navarre d'autre part;

par lequel le Vieux Brifac & Fribourg sont rentus à la Maison d'Autriche de même que les Pais-Bas appellés Espagnols, sans les Traitez de l'Empereur avec les Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES & avec le Roi de Prusse, le Fort de Kehl y est rendu à l'Empereur & à l'Empire, & Landau, à la France, divers Forts situés sur le Rhyn doivent estre démolis. Le Roi T. C. y reconnoit l'Erection du NEUVIEME ELECTORAT dans la Maison de BRUNSWIC-HANOVER; & l'Empereur y promet de restituer les Electeurs de COLOGNE & de BAVIERE en tous leurs Etats; Dignitez, Prerogatives, & Biens; avec quelques Limitations à l'égard de la Ville de Bonn. Fait au Palais de Rastad le 6. Mars 1714. Avec TROIS ARTICLES séparés du même jour. Le premier concernant les Titres pris par l'Empereur dans le Traité, le second touchant la Langue François dans laquelle il est couché, & le troisieme touchant le choix du lieu où cette même Paix doit être traitée plus solennellement. S'en suivent les PLEINPOUVOIRS & RATIFICATIONS de part & d'autre.

Traité d'Alliance entre les Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des Pais-Bas, & le Lovable Canton de BERNE, projeté & signé à la Haye le 21. Juin 1712. perfectionné & conclu le 8. Juin 1714. avec la Capitulation pour les Troupes.

Traité de Paix, d'Amitié & de Commerce entre PHILIPPE Duc d'Anjou, comme Roi d'Espagne, & les Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des Pais-Bas, par lequel après avoir posé pour Base & Fondement, le Traité de Munster du 30. Janvier 1648. on convie[n]t de toutes les Stipulations les plus capables, d'assurer la Paix & la bonne Intelligence entre l'Espagne & la Republique, principalement par rapport au Commerce, à l'égard duquel il est dit, que les Sujets de part & d'autre jouiront sans exception des mêmes Privileges, Franchises & Libertés; dont les autres Nations ou Villes plus favorisées, peuvent avoir joui, ou pourroient jouir ci-après. Le Traité de Marine de l'an 1650. y est aussi rapellé & confirmé de mot à mot. La separation à perpetuité des Couronnes de France & d'Espagne y promise, & les Renonciations faites à ce sujet y sont garanties. Fait à Utrecht le 26. Juin 1714. Avec DEUX ARTICLES separés, du même jour: L'un touchant une Somme de quatre millions, cent mille trois cens Livres due à L. H. P. par l'Espagne: L'autre touchant ce que la Succession du feu Roi de la GRANDE BRETAGNE a aussi à prétendre de cette Couronne en vertu des Anciens Traitez. S'en suivent les PLEINPOUVOIRS & les RATIFICATIONS.

Testament de LOUIS XIV. Roi de France & de Navarre disposant de la Tutelle du DAUPHIN son arriere petit Fils; & du Conseil de Regence qu'il veut être établi après sa mort. A Marli le 2. Août 1714.

ANNO  
1714.

8. Juin.

26. Juillet.

2. Août.



# TABLE CHRONOLOGIQUE

ANNO			ANNO
1714.	<i>Pax inter Sacram Cesaream &amp; Catholicam Majestatem CAROLUM VI. ac IMPERIUM ab una, &amp; LUDOVICUM XIV. Regem Gallie Christianissimum à parte altera, iterato sancita; est enim una &amp; eadem cum illa Rastadiensi, sed hic majori cum solemnitate celebrata. Bada Ergovie die 7. Septembris 1714. Cum ARTICULO SEPARATO de Titulis à Cesare in Tractatu adhibitis. Cumque PLENIPOTENTIIS &amp; RATIFICATIONIBUS utriusque Partis.</i> 436	RE' au sujet des Hypothèques en date du même jour. Les FORMULAIRES des Serments qui se devront prêter par les Gouverneurs des Places, les PLEIN-POUVOIRS & les RATIFICATIONS. 458	1715.
7. Sept.		<i>Tractatus de Rebus Maritimis inter Serenissimum ac Potentissimum Dominum PETRUM ALEXIEWITZ totius Magnæ, Parvæ, Albeque Russiæ Autocratorem &amp;c. &amp;c. ab una, &amp; Cæsar ac Præpotentes Dominos, Dominos Ordines Generales FOEDERATI BELGII ab altera parte, initus . . . &amp; conclusus . . . 1715. 468</i>	
1715.	<i>Traité de Paix entre JEAN IV. Roi de Portugal, &amp; PHILIPPE Duc d'Anjou, comme Roi d'Espagne, par lequel le Château de Naudar, l'Isle de Verdoejo &amp; la Colonie du Saint Sacrement, sont rendus à la Couronne de Portugal, avec Cession &amp; Renonciation de la part de l'Espagne à tous les Droits qu'elle pourroit prétendre sur ladite Colonie. Comme d'autre part les Places d'Albuquerque &amp; de Puella, retournent dans l'état où elles sont, à la Couronne d'Espagne, laquelle pour d'autres Causes exprimées dans le Traité, payera au Roi de Portugal une Somme de six cents mille Ecus en différents termes. Le tout sous la Garantie de la Reine de la Grande Bretagne. Fait à Utrecht le 6. Février 1715. Avec un ARTICLE SEPARÉ du même jour pour la Liberté du Commerce; Et les PLEIN-POUVOIRS de part &amp; d'autre. 444</i>	<i>Traité d'Alliance entre Sa Majesté IMPERIALE &amp; Sa Majesté BRITANNIQUE, ainsi qu'il a été corrigé &amp; conclu le 25. Mai 1716. 477</i>	1716.
6. Fevr.		<i>Traité de Commerce entre la FRANCE &amp; les Villes Anseatiques, LUBECK, BREMEN &amp; HAMBOURG, conclu à Paris le 28. Septembre 1716. 478</i>	25. Mai.
		<i>Convention ou Accommodement fait entre Sa Majesté le Roi de PRUSSE d'une part, &amp; Leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES d'autre part, au sujet des Limites contestées dans le Pél, situé entre l'Ammanie de Kessel du Haut-Quartier de Guelde &amp; la Mairie de Bois-le-Duc. 481</i>	28. Sept.
		<i>PRELIMINAIRES du Traité qu'on propose de faire entre le Serenissime Roi de Pologne AUGUSTE II. &amp; les Conféderez du même Royaume. 482</i>	29. Nov.
13. Avril.	<i>Codicille de LOUIS XIV. Roi de France &amp; de Navarre, concernant l'Ordre qui devra être observé après sa mort à l'égard de la Personne du jeune Roi, il y nomme aussi les Sous-Gouverneurs. A Versailles le 13. Avril &amp; 23. Août 1715. 448</i>	<i>Traité d'Alliance entre LOUIS XV. Roi de France &amp; de Navarre, &amp; GEORGE Roi de la Grande Bretagne, &amp; les Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES, pour le maintien &amp; la Garantie des Traitez de Paix faites à Utrecht en 1713. &amp; particulièrement pour le maintien de l'ordre de Succession aux Couronnes de France &amp; d'Angleterre, établis par lesdits Traitez, &amp; pour la Demolition du Port de Mardick; à la Haye le 4. Janvier 1717. 484</i>	1717.
23. Août.		<i>Rapport de ce qu'on est convenu avec les Ministres de Prusse pour le paiement des Arriérages. 488</i>	4. Janv.
9. Mai.	<i>Renouvellement d'Alliance entre le Roi TRES-CHRETIEN de France &amp; de Navarre d'une part, &amp; les Louables CANTONS CATHOLIQUES de la Suisse &amp; la Louable Republique de VALAIS de l'autre. Fait à Soleurre le 9. Mai 1715. ibid.</i>	<i>Resolution sur les Arriérages du Roi de Prusse &amp; sur un Memoire présenté par ses Ministres du 15. Avril 1717. 489</i>	5. Avril.
15. Nov.	<i>Traité entre CHARLES VI. Empereur des Romains &amp; Catholique des Espagnes d'une part, GEORGE Roi de la Grande Bretagne, &amp; les Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des Pays-Bas d'autre part, pour la Restitution à Sa Majesté Imperiale &amp; Catholique, de tout le Pays-Bas Espagnol, sous la réserve d'une forte &amp; solide Barriere aux mêmes Pays-Bas en faveur de Leurs Hautes Puissances, comme aussi du paiement annuel de diverses grosses Sommes, tant pour l'entretien de ladite Barriere que pour le remboursement de celles qui leur étoient dues auparavant. Fait à Anvers le 15. Novembre 1715. Avec l'ARTICLE SEPA-</i>	<i>Atte de l'Electeur de Cologne pour approuver les Articles convenus dans la Resolution de L. L. H. H. P. P. du 22. Juin 1717. 490</i>	15. Avril.
		<i>Traité entre le CZAR, le Roi de FRANCE &amp; le Roi de PRUSSE, conclu à Amsterdam le 4. Août 1717. ibid.</i>	22. Juin.
		<i>Accord entre Sa Majesté Czarienne PIERRE I. &amp; la Ville de DANTZIG du 19—30. Sept. 1717. Avec la Lettre de ladite Ville sur l'Accord mentionné au Roi de POLOGNE. 491</i>	4. Août.
		<i>Affurance donnée par Sa Majesté Royale de Pologne &amp; Atteste Electorale de Saxe FREDERIC AUGUSTE aux Etats &amp; Habitans de l'Electorat de Saxe, &amp; du Marégravat de la Haute Lusace, portant que si long-tems que Dieu lui laissera la vie, ils ne seront point troubles dans la liberté de conscience, ni dans l'Exercice de la Religion de la Confession d'Augsbourg, &amp; que de plus il exhortera le Prince son Fils</i>	19—30. Sept.
			23. Octob.



# DE LA I. PART. DU TOM. VIII.

- ANNO 1717. *Fils Héritaire FREDERIC AUGUSTE, qui a aussi embrassé la Religion Catholique, à n'y faire de sa part aucune sorte de changement ou d'Innovation. A Dresde le 23. Octobre 1717.* 494
10. Dec. *Convention Provisoire pour une Administration commune dans la Baronnie de HARS-TAL. A la Haye le 10. Decembre 1717.* 495
1718. *Trêve de trois Mois conclue entre le Roi de la GRANDE-BRETAGNE, & le Roi de MAROC. Signé à Tetuan le 2. Janvier 1718.* ibid.
21. Janv. *Traité entre Sa Majesté Très-Chrétienne; LOUIS XV. Roi de France & Son Altesse Royale LEOPOLD Duc de Lorraine & de Bar, par lequel en execution des Ratifications de Ryswick & de Bade, les différens restés entre S. M. T. C. & S. A. R. sont terminés & les imités réglées. On y convient aussi de divers Echanges, & de tout ce qui regarde le Commerce. A Paris le 21. Janvier 1718. Avec les PLEINPOUVOIRS & RATIFICATIONS des deux Parties.* 496
3. Fevr. *Manifeste de PIERRE I. Empereur de Russie, contre le Prince ALEXEI PETROWITZ son Fils. Fait à Moscou le 3. Fevr. 1718. V. St.* 507
29. Mars. *Edict de Sa Majesté Imperiale & Catholique CHARLES VI. par lequel le Gouvernement General de ses Provinces du Pais-Bas, est changé & établi sur un pied plus convenable à leur situation présente. Donné à Vienne le 29. Mars 1718.* 510
- 6 Mai. *Affurance de Sa Majesté Royale de Pologne & Altesse Electorale de Saxe, FREDERIC AUGUSTE, aux Etats de l'Electorat de Saxe, portant qu'ils ne seront point troublés dans l'Exercice de la Religion de la Confession d'Augsbourg. A Dresde le 6. Mai 1718.* 512
15. Juin. *Traité de Paix entre les Louables Cantons Suisses de ZURICH & de BERNE d'un côté & le Prince Abbé, Doyen & Chapitre de St. GALL de l'autre. Conclu à Bade en Ergauw le 15. Juin 1718. Avec les RATIFICATIONS de toutes les Parties.* 513
21. Juill. *Instrumentum Pacis ad viginti quatuor Annos Lunares constitutæ inter CAROLUM VI. Imperatorem Romanorum, ac Regem Hispaniarum, Hungarie & Bohemie Augustissimum, & AHMET Han Sultanum Ottomanorum, quo Partes Valachie cis Alutam Fluvium sitæ, Belgradum, Temiswar, Parackin, Ispolaz, Schaback, Botka & Bolina, cum suis Territoriis, Tractus à Drina Fluvio usque ad Unnam, cum Palankis & Arcibus, Totusque Fluvius Savus cum Ripsis Sacræ Cæsareæ Regiæ Majestati ceduntur & manent. De Limitibus autem singulatim designandis cura integra Commissariis utriusque nomi-*

nandis relicta est. Actum in Congressu ad Passarovicum in Servia die 21. Julii 1718. Cum DECLARATIONE Legatorum Cæsareorum quod hac Pacificatione nonobstante, Fœdus Cæsareo-Polonicum-Venetum pro communi defensione initum, illibatum & indissolubile permanere debeat. Actum eadem die 21. Julii 1718. Cumque RATIFICATIONE Cæsareæ. Dat. Viennæ 12. Augusti 1718.

ANNO 1718.

*Instrumentum Pacis inter Serenissimam Republicanam VENETAM & PORTAM OTTOMANICAM compositæ & signatæ ad Oppidum Passarowitz in Regno Servie, die 21. Julii 1718.* 524

21. Juill.

*Tractatus Commercii & Navigationis, inter CAROLUM VI. Romanorum Imperatorem Augustissimum, & Sultanum AHMED Han, Ottomanorum Imperatorem, quo Subditis omnibus Sacræ Cæsareæ Regiæque Majestatis, Germanis scilicet, Hungaris, Italis & Belgis, cujuscumque sint Nationis & Religionis, cautum est, ut majori cum Libertate Mercaturam exercere possint, per Mare, Terram & Fluvios in & ad omnes Ditiones Ottomanicas. Dat. prope Passarovicum die 27. Julii 1711. Cum RATIFICATIONE Cæsareæ. Dat. Viennæ 16. Augusti 1718.* 528

27. Juill.

*Concordatum & Fœdus inter CAROLUM VI. Romanorum Imperatorem Augustissimum Regemque Hispaniarum Catholicum, & LUDOVICUM XV. Regem Gallie Christianissimum, atque GEORGIVM Regem Magnæ Britannie pro Pacificatione Rerum Europæarum, jam à pluribus annis occasione Successionis Hispanicæ turbatarum. Actum Londini die 22. Julii—2. Augusti 1718. Continentur in eo CON-DITIONES quibus demum Pax inter Carolum Cæsarem & Philippum Hispaniarum Regem stabienda sit. Atque Con-ditiones Pacis itidem ineundæ inter Carolum Cæsarem, & Victorem Amadeum Regem Sardinie. Accedunt ARTICU-LUS SEPARATUS de rata parte Ordini-bus Fœderati Belgii in Stipendio Præ-sidii Civitatum Liburni, Portus-Ferrai, Parmæ & Placentiæ competente. Datum eodem die & Loco ARTICULUS SEPARATUS de non prejudicando Sacræ Cæs. Cath. Majestati per Titulos Regis Philippo V. & Victori Amadeo Principibus tribuendos. Dat. eodem die & Loco : ARTICULUS SEPA-RATUS de non prejudicando Regi Christianissimo per aliquos Titulos, quibus Sacra Cæs. Majest. in Tractatu usa est. Dat. eodem die & Loco. DECLARA-TIO Plenipotentiariorum Regis Magnæ Britannie rogatu Plenipotentiariorum Re-gis Gallie facta, circa Linguam Latinam in Tractatu adhibitam. Cum RATI-FICATIONIBUS Cæsareis & Regiis, nec non Tabulis Plenipotentiarum. Accedunt insuper ARTICULI XII. Separati & Secreti de Terminorum Mensium Regibus Hispaniæ & Sardinie concedendo ad acceptandum conditiones Pa-*

22. Juill.  
2. Août.



# TABLE CHRONOLOGIQUE, &c.

ANNO  
1718.

cis eisdem propositas, nec non si eas acceptare renuerint, de modis & mediis ad Pacem vi & Armis procurandam. Articulus unus de presenti Tractatu & Fodere inter Partes contrabentes servando, suumque

effectum sortiendo, licet Ordines Federati Belgii Generales eorum consociationem denegarint. Cum RATIFICATIONIBUS Cesarea, Gallica & Britannica.

ANNO  
1718.

531

FIN DE LA TABLE DE LA I. PARTIE DU TOME VIII.



CORPS





CORPS DIPLOMATIQUE  
DU  
DROIT DES GENS;  
OU.  
RECUEIL  
DES  
TRAITEZ D'ALLIANCE,  
DE PAIX, DE TREVE, DE NEUTRALITÉ,  
DE COMMERCE, D'ÉCHANGE, &c.

Faits entre les Empereurs, Rois, Princes, & Etats de l'Europe,  
depuis CHARLEMAGNE jusques à présent.

ANNO  
1701.  
20. Janv.

I.  
*Traité d'Alliance entre les Rois de la GRANDE  
BRETAGNE & de DANNEMARCK & les  
Etats Généraux des PROVINCES-UNIES des  
Pais-Bas. Fait à Odenſée le 20. Janv. 1701.*



NOTOIRE soit à tous qui y ont intérêt. Après que les Affaires de l'Europe sont changées par la mort du Roi Catholique, Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne & leurs Hautes Puissances les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, d'une part, & Sa Majesté le Roi de Danemarck d'autre part, ont meurement considéré, que pour la sûreté de leurs Roiaumes & Provinces, il seroit d'une grande utilité que leur ancienne Amitié & Confiance fût rétablie, en sorte qu'il y eût une parfaite union d'Intérêt & de Convenance, & une confidente communication entr'eux, à l'égard de toutes les Affaires qui pourroient arriver en Europe, & qu'on s'y entreprît de la main fidèlement, & qu'on convint pour cet effet d'une Alliance Defensive; & Sa M. le Roi de Danemarck étant informée que Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne & Leurs Hautes Puissances auroient envoyé ordre à leurs Ministres à Sa Cour, d'entrer en Conference avec les Ministres, qu'il plairoit à S. M. de nommer pour travailler à une telle Alliance Defensive, a pareillement donné ordre à ses Ministres; savoir, le Sieur Conrad Comte de Reventlow, Seigneur de Frisenwoldt, Loystrup, Galsøe & Cleusholm, Chevalier, Conseiller Privé, & Grand Chancelier de S. M. le Roi de Danemarck; le Sieur Steffied de Plessen, Seigneur de Parin &

TOM. VIII. PART. I.

Hoickendorff, Chevalier, Conseiller Privé de S. M. le Roi de Danemarck; le Sieur Knudt Thott, Seigneur de Knudstrup & Gaunoe, Chevalier, Conseiller Privé, & Député dans la Chambre de Finances de Sa Majesté le Roi de Danemarck; le Sieur Christian de Lente, Seigneur de Sarlhauten, Chevalier Conseiller Privé & Premier Secrétaire de Guerre de Sa Majesté le Roi de Danemarck; & le Sieur Christian de Sehested, Premier Secrétaire & Conseiller d'Etat de S. M. le Roi; pour entrer en Négotiation sur ce sujet avec le Sieur Hugo Greg Résident de S. M. le Roi de la Grande-Bretagne à la Cour du Roi de Danemarck, & avec le Sieur Robert Goes Seigneur de Bouchhorstburg, Résident de Leurs Hautes Puissances à la Cour du Roi de Danemarck, lesquels après diverses Conférences, & après la Communication & Echange de leurs Plein-pouvoirs, sont convenus des Articles suivants.

I. Les Alliances Defensives conclues entre S. M. le Roi de la Grande-Bretagne, & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, d'une part, & S. M. le Roi de Danemarck d'autre part, le 3. de Novembre 1690. & le 3. de Decembre 1696. demeureront en leur vigueur, & sont confirmées & renouvelles en tous leurs Points & Clauses horsmis ce qui sera changé par le présent Traité.

II. Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne, & Leurs Hautes Puissances promettent de paier sans aucun rabais, faute, ou delai, les sommes stipulées par la susdite Alliance de l'an 1696., en bonne monnoie d'Hollande à Amsterdam; la moitié aussitôt que les Troupes dont il est parlé dans le dixième Article de ce Traité commenceront à marcher vers les Frontieres de Leurs Hautes Puissances, & l'autre moitié, six mois après: desquelles sommes il se trouvera une Liquidation exacte à la fin de ce Traité.

A

III.

ANNO  
1701.



ANNO  
1701.

III. Et comme il importe beaucoup pour les Trafiquans, que la Mer soit libre & sûre, S. M. le Roi de Danemarck promet à S. M. le Roi de la Grande-Bretagne, & aux Etats Généraux que pour la sûreté du Commerce, en cas qu'on vienne à une Guerre, Elle fermera tous les Ports & Havres de son Obéissance aux Armateurs & aux Vaisseaux de Guerre, à moins que ces Vaisseaux de Guerre ne viennent pour convoier une Flotte de Vaisseaux Marchands; auquel cas ils auront libre entrée dans les Ports & Fleuves de S. M. mais non pas quand ils convoieront des Vaisseaux particuliers & détachés; Or une Flotte Marchande ne sera réputée pour telle, que quand elle sera de quarante Vaisseaux, ou au delà; & il suffira qu'elle ait été de ce nombre, en passant à la hauteur de la Pointe de Jutlande, sans qu'il soit besoin, qu'elle soit si nombreuse, quand les Vaisseaux de Guerre entreront dans les Ports de Sa Majesté, puisque les Vaisseaux Marchands étant arrivés à cette hauteur, tirent vers le Sond, ou se dispersent en plusieurs Ports de Norvegue. Pour le reste, on se rapporte au quatrième Article Secret de l'an 1696.

IV. Sa Majesté le Roi de Danemarck ne s'opposera plus contre le 9. Electorat; mais Elle promet de se conformer au contenu du 3. Article du Traité de 1696. & du 7. Article Secret dudit Traité.

V. S. M. le Roi de Danemarck ne prendra aucun Engagement, ni n'entrera en aucun Traité, par lequel la Paix du Nord puisse être troublée, ou par lequel un troisième Parti se puisse former, soit dans le Nord, soit en Allemagne, ni ne fomentera de tels troubles, sous prétexte d'y être engagé par des Traitez précédens; mais au contraire, S. M. tâchera d'empêcher, que des Traitez de cette nature ne se fassent point en conformité du 4. Article de la susdite Alliance.

VI. S. M. le Roi de Danemarck stipule expressément la Liberté du Commerce pour ses Sujets, en cas qu'on en vienne à une Guerre, & ne voulant pourtant pas permettre que des Etrangers commettent des fraudes, en se servant des Passeports Danois, on est convenu, qu'immédiatement après la signature de ce Traité, on examinera la Convention qui fut faite l'an 1690. entre Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne & Leurs Hautes Puissances d'une part, & Sa Majesté le Roi de Danemarck d'autre part, au sujet du Commerce en France, afin de changer cette Convention autant qu'il sera nécessaire, pour mieux prévenir les fraudes; & jusques à ce qu'on soit convenu d'un commun accord de ce changement, ladite Convention sera retablie dans sa première vigueur, & servira de Loi & de Regle pour ledit Commerce.

VII. Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne & Leurs Hautes Puissances promettent de paier à Sa Majesté le Roi de Danemarck, trois cens mille Ecus de Subsidés par an, tout le tems que la Guerre durera; & le paiement s'en fera en bonne monnaie de Banque à Hambourg, tous les trois mois un quart de la somme stipulée. Et en cas qu'on n'en vint pas à une Guerre, mais que les dissensions présentes fussent assoupies par un Accommodement, & que pourtant les Troupes de Sa Majesté le Roi de Danemarck fussent actuellement en marche vers les Frontières de l'Etat; Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne & Leurs Hautes Puissances ne laisseront pas de paier en tel cas, toutes les Levées desdites Troupes.

Et si un Accommodement se faisoit après la Ratification de ce Traité, mais avant la marche actuelle desdites Troupes vers les Frontières de L. L. H. H. P. P. S. M. le Roi de Danemarck se contentera d'un an de Subsidé & d'un quart de la somme stipulée pour les Levées.

VIII. Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne promet aussi en particulier, de paier à Sa Majesté le Roi de Danemarck ce qui lui est dû encore en vertu de la Convention de 1689. tant pour le transport des sept mille Hommes en Irlande, qu'à l'égard de ce qui reste à paier encore auxdites Troupes de leur solde en cas qu'on trouve par la Liquidation, qu'il s'en fera, que tout n'a pas été païé; & le décompte de l'un & de l'autre sera fait dans un an après la Ratification de ce Traité; & le paiement enlève sans aucun delay, dans la Ville de Hambourg.

IX. Et pour ôter toute pierre d'achoppement, Sa Majesté le Roi de Danemarck veut bien desister de toutes les prétentions, qu'il pourroit avoir à la char-

ge de L. L. H. H. P. P. à condition que L. L. H. H. P. P. s'obligent à paier pour S. M. les sommes que la Province d'Hollande & la Ville d'Amsterdam prétendent d'Elle; & à restituer à sadite Majesté les obligations, que feu S. M. le Roi FREDERIC III. de glorieuse memoire a données à la susdite Province & à la susdite Ville.

X. S. M. le Roi de Danemarck promet de faire marcher au secours de S. M. le Roi de la G. B. & de L. L. H. H. P. P., aussi-tôt que le présent Traité sera signé, trois mille Cavaliers, mille Dragons, & huit mille Fantassins du Royaume de Danemarck & du Pais de Holstein, lesquelles Troupes seront démontées & armées & pourvues de leurs Officiers & Généraux. Lesdites Troupes feront serment de fidélité à S. M. le Roi de la Grande-Bretagne & à L. L. H. H. P. P. tout de même que les 7000. Hommes des Troupes Danoises firent ci-devant à Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne quand elles entrèrent en son service. La Collation des Charges vacantes, & l'Administration de la Justice se fera sur le même pied, qu'il a été pratiqué à l'égard desdits 7000. Hommes. Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne & L. L. H. H. P. P. paieront pour la Levée desdites Troupes, 80. Ecus pour chaque Cavalier, 60. Ecus pour chaque Dragon, & 30. Ecus pour chaque Fantassin. La moitié de cet argent se paiera aussi-tôt que lesdites Troupes seront effectivement en marche vers les Frontières de L. L. H. H. P. P. & l'autre moitié quand elles seront effectivement arrivées sur lesdites Frontières. La Solde & le traitement de ces Troupes fera sur le même pied, que des autres Troupes de L. L. H. H. P. P., à savoir celle des Régimens ordinaires Danois, comme celle des autres Régimens ordinaires de l'Etat. Ce paiement sera mis entre les mains des Commissaires Danois pour en faire la distribution sans aucun rabat ou diminution, & commencera du jour que lesdites Troupes se mettront en marche vers les Frontières de l'Etat. Et s'il arrivoit qu'on trouvât à propos de transporter les Troupes qui doivent venir du Danemarck & du Pais de Holstein en tout ou en partie par Mer vers le Pais de l'Obéissance de l'Etat, ce transport se fera aux dépens de S. M. le Roi de la G. B. & de L. L. H. H. P. P.; & en cas de nécessité, il sera permis de se servir des Vaisseaux de S. M. le Roi de Danemarck, ou de ceux de ses Sujets, pour faciliter & pour hâter ledit Transport. S. M. le Roi de la G. B. & L. L. H. H. P. P. pourront garder lesdites Troupes en leur service, aussi long-tems qu'ils le trouveront à propos; & quand ils les voudront renvoyer, ils le feront sçavoir à S. M. le Roi de Danemarck trois mois auparavant. Cependant si quelque Rupture ou Guerre survient, lesdites Troupes continueront, nonobstant cela dans le service de S. M. le Roi de la G. B. & de L. L. H. H. P. P. autant que la Guerre durera; à moins que S. M. le Roi de Danemarck ne fût attaqué dans ses Roiaumes & Etats, pour leur avoir fourni lesdites Troupes, auquel cas S. M. le Roi de Danemarck se réserve le droit & le pouvoir de les rapeller, aussi-tôt qu'il le trouvera nécessaire.

XI. En cas que par malheur, un, ou plusieurs Régimens ou Compagnies desdites Troupes viennent à être ruinées, S. M. le Roi de la G. B. & L. L. H. H. P. P. promettent de paier sans aucun délai, aux Colonels, ou aux Capitaines des Régimens ou Compagnies ruinées les Levées nécessaires, pour les remettre sur le même pied qu'auparavant. Et sur la fin de la Campagne, les mêmes Recrûes seront païées aux Officiers Danois qui se paient aux autres Officiers de L. L. H. H. P. P. afin que lesdites Troupes se puissent toujours conserver en bon état, pour être renvoyées un jour sur un aussi bon pied qu'elles ont été recrûes.

XII. Pareillement, S. M. le Roi de la G. B. & L. L. H. H. P. P. promettent, que si S. M. le Roi de Danemarck sera attaqué, ou troublé dans la possession de ses Roiaumes, Provinces, Terres, Prérrogatives, Peages, Navigations, Commerce, ou autres Droits, ils renverront promptement lesdites Troupes, en leur paient un mois de Gage pour les frais de leur retour; lequel paiement d'un mois de Gage sera fait de même quand après la Paix, lesdites Troupes seront renvoyées; & outre cela, ils enverront à S. M. le Roi de Danemarck le secours par Mer & par Terre stipulé dans les Articles Secrets du Traité de l'an 1690; lesquels secours ils

ANNO  
1701.

entre

ANNO  
1701.

entretiendront durant la Guerre à leurs propres dépens ; S. M. le Roi de Danemarck n'étant obligé de fournir à ces Troupes, que le Pain & le Fourrage.

XIII. Et pour rendre cette Alliance & Union d'autant plus parfaite, & pour ne laisser aucun scrupule aux Parties sur la certitude du secours qu'ils ont à espérer l'un de l'autre, de la manière qu'il a été arrêté ci-dessus ; on est convenu expressément, que pour juger à l'avenir, si le cas de cette Alliance existe, ou non ; il suffira que quelqu'une des Parties soit actuellement attaquée par la force des Armes, sans qu'elle ait usé auparavant de force ouverte contre celui qui l'attaque : Mais cet Article ne sera applicable qu'aux occasions qui arriveront ci-après. Pour le présent, le secours de 12000. Hommes marchera vers les Frontières de LL. HH. PP. aussi-tôt que ce Traité aura été signé, comme il est dit dans l'Article X.

XIV. Et afin qu'il ne puisse à l'avenir arriver aucune brouillerie entre S. M. le Roi de Danemarck & LL. HH. PP. au sujet du Commerce, on est convenu aujourd'hui, que le Projet du Traité de Commerce & de Peage de l'année 1692. sur lequel on a traité premièrement à Copenhague, & puis après à la Haie, sera réexaminé, ajusté, conclu & signé en même tems que celui-ci.

XV. Cette Alliance durera pendant l'espace de dix ans, à compter du jour de la signature de ce Traité ; & les Alliances de 1690. & 1696., étant renouvellées par ce Traité dureront le même tems de dix ans.

XVI. On conviendra l'Empereur à entrer en cette Alliance ; & si le Roi de Prusse, la Maison de Luxembourg, ou celle de Hesse-Cassel demanderoit à y être compris, il sera libre aux Hauts Contractans d'y consentir ; quand ils seront convenus entre eux, des Conditions sur lesquelles lesdites Puissances y pourront être reçues.

XVII. Pour le meilleur éclaircissement de toutes les Clauses de ce présent Traité, qui concernent les Fraix de la Levée, de l'Entretien, du Transport, de la Marche, des Recrues, & du Retour des Troupes mentionnées dans l'Article X. ; il est expressément stipulé, que S. M. le Roi de la G. B. paiera tous ces Fraix, lorsque lesdites Troupes seront dans son service, & que les Etats Généraux les paieront, lorsqu'elles seront dans le Service de LL. HH. PP.

XVIII. Les Ratifications du présent Traité seront échangées à Copenhague à compter du jour de la signature de ce Traité en six semaines, de la part de Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne & en quatre semaines de la part des Etats Généraux.

En foi de quoi nous avons signé ce Traité, & y fait mettre les Sceaux de nos Armes.

H. GREG. (L. S.)

Fait à Odenfée ce 20. de Janvier 1701.

## II.

10. Fev. *Acte de Parlement pour étendre la Succession de la Couronne d'ANGLETERRE, & pour mieux assurer la Liberté des Sujets. Du 10 Fevrier 1701.*

D'AUTANT que dans la première année du Règne de Votre Majesté & de feu notre très-gracieux Souverain la Reine MARIE d'heureuse Mémoire, un Acte de Parlement avoit été fait, intitulé, *Acte pour déclarer les Droits & Libertés des Sujets & pour établir la Succession à la Couronne*, dans lequel, entre autres choses, il avoit été établi, déclaré, & passé en Loi, que la Couronne, & le Gouvernement Royal des Roiaumes d'Angleterre, de France, & d'Irlande, & des Domaines qui en dépendent, seroient & continueroient dans Votre Majesté & ladite feu Reine, pendant qu'elle vivroit conjointement & pendant la vie de celle qui survivroit, & qu'après le décès de Votre Majesté & de ladite Reine, ladite Couronne & Gouvernement Royal seroient & demeureroient aux Héritiers issus du Corps de ladite feu Reine ; & au défaut d'une telle Lignée à son Altesse Royale la Princesse ANNE de Danemarck & aux Héritiers

TOM. VIII. PART. I.

issus de son Corps, & au défaut d'une telle Lignée aux Héritiers procréés par Votre Majesté. Et il fut d'ailleurs par là passé en Loi que toutes & chaque personne ou personnes ; qui seroient alors ou dans la suite reconciliées au, ou qui auroient Communions avec le Siège ou l'Eglise de Rome, ou qui seroient profession de la Religion Papale, ou qui se marieroient à des Papistes, seroient exclus & rendus incapables pour toujours d'hériter, posséder ou jouir de la Couronne & du Gouvernement de ce Roiaume, de l'Irlande & des Domaines qui en dépendent, ou d'aucune partie d'iceux ; & d'avoir, servir, ou exercer aucun pouvoir, autorité ou Jurisdiction Royale dans iceux. Et que dans tous & chacun lesdits Cas, les Peuples de ces Roiaumes seroient & sont par là absous de leur fidélité, & ladite Couronne & Gouvernement descendroient successivement & seroient possédés par telle personne ou personnes, qui étant Protestans, auroient hérité & joui d'iceux, au cas que ladite personne ou personnes, ainsi reconciliées, aient communion, professant, ou se mariant comme dessus, fussent naturellement mortes.

Après avoir fait un tel Statut ; & l'établissement qui y est contenu, les bons Sujets de Votre Majesté, qui ont été rétablis dans l'entière & libre possession & jouissance de leur Religion, de leurs Loix & de leurs Libertés par la Providence de Dieu, qui a beni d'un heureux succès les justes entreprises, & les insurmontables efforts que Votre Majesté a fait pour cela, n'avoient point à espérer ou à souhaiter un plus grand bonheur venant de Votre Majesté (à laquelle, après Dieu, ils doivent leur tranquillité, & dont les Ancêtres ont été pendant une longue suite d'années, les principaux apais de la Religion Reformée, & des Libertés de l'Europe) & de notre dite très-gracieuse Souveraine la Reine MARIE, dont la Mémoire sera toujours précieuse aux Sujets de ces Roiaumes. Et comme il a depuis été au Tout-Puissant de prendre à lui notre dite Souveraine, comme aussi le Prince GUILLAUME Duc de Gloucester, qui faisoit toute notre espérance, & qui étoit le seul rejeton vivant de son Altesse Royale la Princesse ANNE de Danemarck, au déplaisir & au regret inexprimable de Votre Majesté, & de vosdits bons Sujets, qui réfléchissant avec douleur par de telles pertes, qu'il dépend entièrement du bon plaisir du Tout-Puissant de prolonger les Vies de Votre Majesté & de son Altesse Royale, & d'accorder à Votre Majesté, ou à son Altesse Royale une Lignée qui puisse hériter la Couronne & le Gouvernement Royal, comme dessus, selon les établissemens respectifs contenus dans l'Acte ci-dessus mentionné, implorent la Miséricorde Divine, pour obtenir ces bénédictions : Et lesdits Sujets de Votre Majesté aiant une expérience journalière du soin & de l'intérêt que Votre Majesté prend pour la prospérité présente & future de ces Roiaumes, & particulièrement par la recommandation que Votre Majesté a fait établir assise sur son Trône pour étendre la Succession de la Couronne dans la Ligne Protestante, pour le bonheur de la Nation & la sûreté de notre Religion : Et étant absolument nécessaire pour la sûreté, la Paix, & la tranquillité de ce Roiaume de prévenir en icelui tous les doutes & disputes, qui pourroient y survenir à cause de quelques prétendus titres à la Couronne, & de maintenir une certitude dans la Succession d'icelle, à laquelle vos Sujets puissent sûrement avoir recours pour leur protection, au cas que la Succession, établie par l'Acte susmentionné, vint à finir. A ces causes pour une plus ample provision de la Succession de la Couronne dans la Ligne Protestante, Nous les très-obéissans & très-fidèles Sujets de Votre Majesté les Seigneurs Spirituels & Temporels, & les Communes assemblées en ce présent Parlement, supplions Votre Majesté qu'il soit établi & déclaré, ainsi qu'il est établi & déclaré par Sa Majesté le Roi, par & avec l'avis & consentement des Seigneurs Spirituels & Temporels, & des Communes, assemblées en ce présent Parlement & par l'autorité d'iceux, que la très-Excellente Princesse SOPHIE Eleonore & Duchesse Douairière d'Hannover, Fille de la feu très-Excellente Princesse ELIZABETH Reine de Bohême, Fille de feu notre Souverain Seigneur le Roi JACQUES Premier d'heureuse Mémoire ; soit, & est par celles-ci de

ANNO  
1701.

A 2

clarée



ANNO  
1701.

clarée être la plus prochaine à la Succession dans la Ligne Protestante à la Couronne Imperiale, & à la Dignité desdits Roiaumes d'Angleterre, de France, & d'Irlande, & des Domaines qui en dependent, après Sa Majesté & la Princesse ANNE de Danemarck & à défaut respectivement de Lignée de ladite Princesse ANNE, & de Sa Majesté. Et que dès & après le décès de ladite Majesté à présent notre Souverain Seigneur, & de son Altesse Royale la Princesse ANNE de Danemarck, & à défaut respectivement de Lignée de ladite Princesse ANNE de Danemarck & de Sa Majesté, la Couronne & le Gouvernement Royal desdits Roiaumes d'Angleterre, de France, & d'Irlande, & des Domaines qui en dependent avec l'Etat & Dignité Royale desdits Roiaumes, & avec tous les Honneurs, Qualitez, Titres, Regales, Prerogatives, Pouvoirs, Juridictions, & Autoritez qui en dependent, & qui leur appartiennent, sera, & continuera à ladite très-Excellente Princesse SOPHIE, & aux Héritiers issus de son Corps, étant Protestans : Et c'est à quoi lesdits Seigneurs Spirituels & Temporels & les Communes, au nom de tout le Peuple de ce Roiaume, se soumettent très-humblement & loiaument tant eux, que leurs Héritiers, & Postérité, & promettent fidèlement, qu'après le décès de Sa Majesté, & de son Altesse Royale, & à défaut d'Héritiers issus de leurs respectifs corps, ils soutiendront, maintiendront, & défendront ladite Princesse SOPHIE, & les Héritiers issus de son corps, étant Protestans selon la limitation & la Succession à la Couronne ci-spesifiée & contenuë, de tout leur pouvoir, & aux dépens de leurs Vies & de leurs Biens contre toute Personne que ce soit qui attentera quelque chose au contraire.

Bien entendu toujours, ainsi qu'il est établi par celles-ci, que toutes & chacune personne ou personnes, qui hériteront ou pourront hériter ladite Couronne, en vertu de la Limitation de ce présent Acte, qui est, sont ou seront reconciliées ou qui auront communion avec le Siège ou Eglise de Rome, ou qui seront profession de la Religion Papiste ou qui se marieront à des Papistes, seront sujets aux incapacitez, lesquelles, dans tous & chacun desdits cas sont déclarées, statüées, & établies par ledit Acte susmentionné. Et que chaque Roi ou Reine de ce Roiaume, qui viendra ou succedera à la Couronne Imperiale de ce Roiaume en vertu de ce présent Acte, prendra le serment du Couronnement qui sera administré à lui, à Elle, ou à Eux à leurs respectifs Couronnemens, selon l'Acte de Parlement, fait en la première Année du Règne de Sa Majesté, & de ladite feue Reine MARIE intitulé, *Acte pour établir le serment du Couronnement*; & sera, souscrira, & répètera la Déclaration mentionnée dans ledit Acte rapporté en premier lieu ci-dessus, en la maniere & forme qui y est prescrite.

Et d'autant qu'il est requis & nécessaire de pourvoir plus amplement à la sûreté de Notre Religion, de Nos Loix, & de Nos Libertez, dès & après le décès de Sa Majesté, & de la Princesse ANNE de Danemarck, & à défaut de Lignée respective, issuë du corps de ladite Princesse ou de Sa Majesté, il est statüé par Sa Majesté le Roi, par & avec l'avis & consentement des Seigneurs Spirituels & Temporels & des Communes assemblez en Parlement, & par l'autorité d'iceux.

Que quiconque viendra ci-après à la possession de cette Couronne, se conformera à la Communion de l'Eglise Anglicane, ainsi qu'Elle est établie par les Loix.

Qu'en cas que la Couronne & la Dignité Imperiale de ce Roiaume, vienne à tomber à quelque Personne, qui ne sera pas native de ce Roiaume d'Angleterre, la Nation ne sera point obligée de s'engager dans aucune Guerre pour la défense de quelques Etats ou Territoires qui n'appartiendront point à la Couronne d'Angleterre, sans le consentement du Parlement.

Que nulle Personne qui viendra ci-après à la possession de cette Couronne, ne sortira des Domaines d'Angleterre, d'Ecosse ou d'Irlande, sans le consentement du Parlement.

Que dès & après le tems que cette plus ample Limitation faite par cet Acte, aura lieu, toutes les matières & Affaires relatives au bon Gouver-

nement de ce Roiaume, qui sont proprement par les Loix & Coutumes de ce Roiaume du ressort du Conseil Privé, y seront traitées & toutes les Résolutions qui y seront prises dessus, seront signées par ceux du Conseil Privé qui y donneront leurs avis & leur consentement.

Qu'après que ladite Limitation aura lieu, nulle Personne née hors des Roiaumes d'Angleterre, d'Ecosse, & d'Irlande, ou des Domaines qui en dependent, quoi qu'Elles soient naturalisées ou denisées, excepté ceux qui seroient nez de Pere & Mere Anglois, soit capable d'être du Conseil Privé, ou Membre de l'une ou l'autre des Chambres du Parlement, ou de jouir d'aucun Office ou Poste de confiance soit Civil ou Militaire, ou d'avoir aucune concession de Terres, Maisons, ou Héritages de la Couronne, pour lui-même, ou pour aucune autre ou autres en commission pour lui.

Que nulle personne qui a un Office ou Charge de profit sous le Roi, ou qui reçoit une pension de la Couronne, sera capable de servir comme Membre de la Chambre des Communes.

Qu'après que ladite Limitation aura lieu, ainsi que dessus, les Commissions des Juges seront faites, tandis qu'ils se comporteront bien, & leurs salaires assurés & établis : mais il sera loisible de les déplacer sur une Adresse de l'une & l'autre Chambre du Parlement.

Que nul Pardon sous le Grand Seau d'Angleterre ne sera reçu contre une Accusation des Communes en Parlement.

Et d'autant que les Loix d'Angleterre, sont les Droits naturels du Peuple d'icelle, & que tous les Rois & Reines qui monteront sur le Trône de ce Roiaume, doivent le gouverner conformément auxdites Loix, & que tous leurs Officiers & Ministres doivent respectivement les servir selon les mêmes Loix : à ces causes lesdits Seigneurs Spirituels & Temporels & les Communes supplient aussi avec humilité que toutes les Loix & Statuts de ce Roiaume qui tendent à assurer la Religion établie & les Droits & les Libertez du Peuple d'icelui, & toutes autres Loix & Statuts dudit Roiaume, qui sont à présent en force, puissent être ratifiés & confirmés : Et suivant cela les mêmes sont par Sa Majesté, par & avec l'avis & consentement desdits Lords Spirituels & Temporels & des Communes, & par l'autorité d'iceux, ratifiés & confirmés.

#### Protestation de la Duchesse de SAVOYE contre l'Acte precedent.

ANNE D'ORLEANS, Duchesse de Savoie, Reine de Chypre, Princesse de Piémont, &c. & Princesse du Sang d'Angleterre par la Princesse Royale de la Grande-Bretagne, HENRIETTE sa Mere, fait une si haute estime de cette Prerogative, qu'Elle profite bien volontiers de l'occasion qu'Elle a de la faire valoir aux yeux de toute la Nation Angloise, comme un témoignage de la gloire qu'Elle en tire, d'avoir Droit à cet Auguste Trône.

C'est pourquoi, étant informée qu'on a délibéré de régler l'ordre de la Succession à la Couronne d'Angleterre, dans le Parlement présentement assemble, Elle represente au Roi, & à ce même Parlement, qu'en qualité de Fille unique de la feue Princesse Royale HENRIETTE sa Mere, Elle est la première appelée, après le Roi GUILLAUME, & la Princesse de Danemarck, suivant les Loix & les Coutumes d'Angleterre, qui ont toujours préféré la Ligne la plus proche à la plus éloignée. Son Droit, étant ainsi reconnu de tout le monde, & incontesteable, n'a point besoin de plus grandes preuves; mais Elle ne laisse pas de protester contre toute deliberation & decision contraire, en la meilleure & plus efficace maniere qui se puisse pratiquer en semblables cas : En quoi elle suit plutôt la coutume que la nécessité, parce qu'Elle a une si haute idée de la sagesse & de la justice du Roi & du Parlement, qu'Elle ne doit rien craindre de leur part qui puisse jamais nuire à elle & à ses Enfants.

ANNO  
1701.

ANNO  
1701.

## III.

29. Mars. Vergleich zwischen Herrn Friedrich Wilhelms zu Mecklenburg Schwerin / und der verwitwten Frau Herzogin zu Mecklenburg Güstrow Durchl. Durchl. / wegen dieser ex Pactis dotalibus & Testamento dero Hochseel. Herrn Gemahls und sonstigen habenden prætensionen. Hamburg den 29. Martii 1701. [LUNIG, Teutsches Reichs Archiv. Part. Special. Contin. II. Abtheil. VI. pag. 1035. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans le *Theatrum Europaeum* Tom. XVI. pag. 185.]

C'est-à-dire,

*Transaktion entre FREDERIC GUILLAUME, Duc de MECKLENBOURG SVERIN, & la Duchesse DOUAIRIERE de MECKLENBOURG GUSTRAUW, sur les Pretensions qu'elle avoit en vertu de son Contrat de Mariage, du Testament du feu Duc son Epoux, & autres. A Hambourg le 29. Mars 1701.*

OM Gottes Gnaden Friedrich Wilhelm Herzog zu Mecklenburg / cum tot cit.

Ihren Kund und bekennen hiemit / und in Kraft dieses für Uns / Unsere Erben und nachkommende Herzogen zu Mecklenburg zc.

Demnach von der Röm. Keyserl. Majestät Unserm allergnädigsten Kayser und Herrn / wegen des durch den edelichen Hintritt des Durchl. Fürsten / Herrn Gustafp Adolphs / Herzogen zu Mecklenburg / cum tot. cit. Unsers in Güt ruhenden Bruders Edd. vacant gewordenen Herzogthums Mecklenburg Güstrow den 1. Jan. 1697. ein rechtliches Decisum ertheilet / und Uns die Possession besagt erledigten Fürstenthums cum omni causa darinn allergnädigst zurhandt worden / wir auch dieselbe in besagtem Monath wirklich erlangt haben / seithero aber darüber sowohl mit dem Nieder. Sächs. Erzh. Directorio, als Unsers Herrn Bruders Herzog Adolphs Friedrichs zu Mecklenburg Edd. in eine weitausschende Mißverständniß gerathen / welche nunmehr durch Gottes Gnade den 8ten dieses Monats Martii glücklich terminiret worden / und dannhero wir aus freundschaftlichen Gemüthe bedacht seyn / wie wir Uns mit der Durchl. Fürstin / Frauen Magdalena Sibilla, verwitwten Herzogin zu Mecklenburg / gebührer zu Schleswig Holstein zc. cum tot. cit. Unser freundslichen lieben Muhime / wegen dero ex Pactis dotalibus & Testamento vorerwten dero Hochseel. Herrn und Gemahls Edd. nach Maßgebung der Keyserl. Rescriptorum de dato den 12. Jan. und 15. Febr. 1697. und sonstigen zu fordern habenden prætensionen / vergleichen und abfinden mögen / daß wir darauf beifällig mit Ihr. Edd. und sie sich wieder mit Uns / nach zu dem Ende geschlossenen Tractaten in aller Freundschaft auf Maasse und Weise völlig vergleichen und vertragen / wie folget / nemlich: und

## I.

Wollen wir die zwischen Ihr. Edd. und dero Hochseeligen Herrn und Gemahls Edd. zu Gottorf den 27. Novembr. Anno 1654. vollzogene / und von Unsers Groß. Herrn Vaters Gnaden / dem Durchl. Fürsten / Hn. Adolph Friedrichen / Herzo-

gen zu Mecklenburg cum tot. cit. Christmilbesten Gedächtniß / sub dato Schwerin den 22. Martii Anno 1655. confirmirte Pacta dotalia hierdurch wissend und bedächlich confirmiret und bestätiget haben. Als denn

## 2.

Ihrer Edd. aus gerechten Urkunden zu dero F. Unterhalt jährlich an Witthums. Geldern 12000. Rthlr. und wegen der Morgengabe. Gelder gleichfalls jährlich 300. Rthlr. an Zinsen zu fordern haben / so lassen wir es auch den gedachter Summa der 12300. Rthlr. schlechter Dings betwenden / und werden selbige a die gescheneuer wirklichener evacuation, als termino a quo nachfolgend pacificirter massen passiret und angerechnet. Ob nun gleich

## 3.

Ihrer Edd. zu dero Witthum die bereits hievor in possession und völligen Besiz gehabte Aempter / Dargum und Stadenhagen mit allen deren pertinentien assigniret und eingeräumt worden / um erwönte Gelder aus deren Abgaben oder Einkommen zu erheben / dennoch aber gedachte Summe daraus bey weiten nicht abgeführt werden kan; so soll der Mangel aus andern Neimtern und gewissen Revenuen Unsers Herzogthums Güstrow nachfolgender Gestalt ergänzt und ersetzt werden. Allermassen es

## 4.

Derentwegen also verglichen / daß Ihr. Edd. die Aempter / Dargum und Stadenhagen / mit allen deren Abgaben / Einkommen und Gefällen / wie dieselbe immer Nahmen haben / und genossen werden mögen / nichts aberall / als das Jus superiortatis oder territoriale, und was davon dependiret / nemlich Contributiones und Monath. Gelder davon ausgenommen / jedoch daß / an statt itzgedachter Monath. Gelder / Ihr. Edd. von denen aus dem Zoll zu erheben habenden Geldern 400. Rthlr. Ihre decourtiren lassen / und dahingegen bemächtigt seyn sollen / solche Monath. Gelder / nach ihrem eigenen Belieben von denen Unterthanen erheben zu lassen / und zwar das Amt Dargum für 3500. Rthlr. das Amt Stadenhagen aber für 1600. Rthlr. jährlicher Abgaben auf Abschlag obgedachter dero Witthums. Gelder annehmen und Ihre decourtiren lassen / wie denn auch den vor Güstrow belegenen Bau. Hoff ad dies vitæ, zumahlen Ihre Edd. sich erkläret / die Wohnung zu Güstrow Zeit ihres Lebens behalten zu wollen / an statt jährlicher pension für 1400. Rthlr. behalten / und also diese Aempter und Bau. Hoff ingesamt für 6500. Rthlr. annehmen / und deroelben auch so hoch zugeschlagen worden. Was nun

## 5.

Ihrer Liebden Wohnung anlangt / lassen wir geschenehen / daß sie dieselbe Zeit ihres Lebens auf dem Schlosse zu Güstrow gegen dero freundschaftliches Erbieten / daß wir auf dero Witthums. Sig dem Ampte Dargum Ihre die Wohnung nicht aptiren dörfen / behalten möge / wie dann Ihr Liebden darin weder von Uns noch den Unserigen auf keinerley Weise oder Wege turbiret oder unruhiget werden sollen / und auf gleiche Art und Weise behalten ad dies vitæ, auch Ihr Liebden den Stall / Wagen- und Reit. Haus zu dero Besiz und

ANNO  
1701.



ANNO  
1701.

von Einhabung/ jedoch/ daß für Uns Unsere Zimmer und die genöhnliche Logementen und Gerölbe/ für Unsere Cangelleyen allezeit/ der Marßall/ Wagen = und Reit = Haus aber/ wenn wir da seyn/ für Unsere Pferde und Wagen offen bleiben; Über dem wollen wir Ihrer Liebden alles zu dero Hoff = Statt benöthigte Brenn = Holz/ ohne einigses Entgeld/ frey und zu rechter Zeit einfahren lassen/ wozu gleichwohl auch die Unterthanen von dem Bau = Hoff/ nach billiger proportion die Fuhren mit zu thun haben/ die bis auhero zur Hoff = Statt gelieferte gewöhnliche Fische/ sollen Ihrer Liebden/ wann wir mit Unserer Hoff = Statt nicht zugegen seyn/ zu genießen haben/ zu Anschaffung des Heues auch/ so dieselbe zu dero Marßall benöthiget seyn werden/ wollen wir 20. Fuhren von Dargum ab nach Güttrau jährlich verrichten/ desgleichen was an Streu = Stroß vom Bau = Hoff nicht kan genommen werden/ von andern Höfen Ihrer Liebden anschaffen lassen. Soltten sich

6.

Auch einige Casus fortuiti Zeit währenden Witthums = Besitzes/ als Krieg/ Mißwachs/ Hagel = Schaden und dergleichen/ welche durch Menschliche Fürsorge nicht können abgewandt und verhütet werden/ zutragen/ wodurch Ihr. Liebden an den Intraden der Pempster und des Bau = Hofes einen Abgang oder Schaden leiden möchten/ so soll es damit also gehalten werden/ wie solches die Pacta dotalia anzeigen/ und sonst die Rechte verordnen. Alldieweil

7.

In Pactis dotalibus wörtllich enthalten/ daferne etliche Zinsen und Nutzungen oder andere Städte/ so zu dem Witthum gehörig/ versetzt/ oder sonst mit Pensionen oder andern Büden beschwert wären/ daß solche Witthums = Güter solcher und aller andern darauf stehenden Bürde entfreyet werden sollen. Und dann das Ampt Stavenhagen nicht allein mit einer Schuld belegt/ und dessfalls zum Theil wörtllich verhypotheciret/ so daß es nicht völlig frey und ohngeshindert genossen werden kan/ sondern auch einige nutzbare pertinentien davon gar veräußert worden; Als lassen wir geschehen/ daß Ihr Edd. solche veräußerte pertinentien/ nach dero Belieben und Gefallen/ relairen/ wie wir dann auf Ihr. Edd. Begehren mit denen possessoribus solcher pertinentien das pretium von Unser Cammer behandeln lassen/ und in Krafft dieses/ Uns ansehnlich und verbindlich gemacht haben wollen/ daß wir oder Unsere Fürstliche Erben und nachkommende Herzogen zu Mecklenburg künfftig/ bey wieder Abtretung dieses Amptes/ Ihr Edd. oder dero Erben das dafür gezahlte Geld und alle nach Nöthigkeit zu designirende extantes necessarias & utiles meliorationes begahlen wollen und sollen. Als

8.

Nach Behandlung der Abnütungen der Pempster Dargum und Stavenhagen/ wie auch des Bauhofes/ so sich von Dargum 3500. Rthlr. von Stavenhagen 1600. Rthlr. und von dem Bauhoff 1400. Rthlr. und also in allen 65000. Rthlr. beträgt/ annoch 5800. Rthlr. im Nachstande bleiben/ und von andern Intraden Unserer Herzogthums Mecklenburg = Güttrau ergänget werden müssen; So versprechen wir hiemit/ daß solcher Nachstand aus Unserm Zoll zu Wögenburg ge-

nommen/ und quartaliter, nach proportion Anno desselben in guter groben im Herzogthum Mecklenburg gäug = und gebiger Mänge/ Mecklenburgischer Wehrung/ den Rthlr. zu 48. Schg. gerechnet bezahlet werden soll. Wir wollen auch

9.

Mos aus sonderbarher gegen Ihr Edd. tragenden Zuneigung/ jedoch nicht als Hares die 12000. Rthlr. species Capital, wofür Unser Eib = Zoll zu Wögenburg bereits haßtet/ durch diese Versicherung dergestalt mit übernehmen/ daß die jährliche Zinsen auch an spec. Rthlr. richtig und unverweigelt bezahlet werden sollen. Damit aber auch

10.

Ihr Edd. vorbefragter dero Prætenfionen halber gesichert seyn mögen; Als verhypotheciren wir und setzen Ihr Edd. zu einem wahren und unstreitigen Unterpfande das Herzogthum Mecklenburg Güttrau/ und in specie Unserm Eib = Zoll zu Wögenburg/ und dessen Einkünfte/ so weit nöthig/ als woraus sie solche zu erheben haben/ cum constituto possessorio & sub pacto executivo, auf allen Säumnis = Fall dero Vergütung darauf auf alle Ihr Edd. bequem und zuträglich fallende Art und Weise zu suchen/ und sich selber bezahle zu machen.

Lezlich versprechen wir hiemit über diesen Vergleich und Versicherung Ihres Kayserlichen Majestät allergnädigsten Consens und Confirmation, auf gemeine Kosten/ allerunterhängigt zu erbitten/ und solchen binnen 3. Monath anzuschaffen und einzureichen.

Wie denn auch Urtkundlich wie diesen Vergleich und Versicherung für Uns und in Vormundschaft Unserer Herren Brüder Liebden Liebden und Unser eigenhändigen Unterschrift vollzogen/ und mit Unserm Fürstlichen Inseigel corroboriret und bekräftiget haben/ und davon zwen gleichlautende Exemplaria verfertigen lassen. So geschehen zu Hamburg den 19den Martii 1710.

IV.

*Sententia duplex Arbitralis, & quidem valde discrepans per Plenipotentiarium LEOPOLDI Romanorum Imperatoris ab una, & LEODOVICI XIV. Regis Francie ab altera parte, in Causa Successionis Palatinæ inter JOANNEM GUILLELMO Electorem Palatinum, & ELISABETHAM Ducissam Aurelianensem nataque Principissam Palatinam agitata. Dat. Francforti ad Mennum die 26. Aprilis 1701. [LUNIG, Teutsches Reichs Archiv. Part. Spec. Abtheil. IV. Abßag I. pag. 747. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans le Theatre Européen Tom. XVI. pag. 144. en Allemand sous la date du 16. Avril. THUCELII Acta Publica Tom. III. pag. 358. en Latin. Continuation des Actes & Memoires de la Paix de Ryswick pag. 668. en François.]*

SACRA Cæsarea Majestas, & Sacra Regia Majestas Christianissima, Pacis in Palatio Riswicensi trigesima die Mensis Octobris Anno Domini millesimo sexcentesimo nonagesimo septimo conclusa, Artículo octavo electi & denominati Arbitri, ut sub hac qualitate, de Juribus seu prætenfionibus Serenissimæ Dominae Ducissæ Aurelianensis contra Serenissimum Dominum Electorem Palatinum judicarent, vertentemque inter Serenissimas hæc Partes litem, secundum formulam Compromissi, Artículo separato ejusdemque Pacis Riswicensis Tractatui subjuncto.

ANNO  
1701.

ac eadem quoque die acceptato, subscripto ac signato comprehensi, juxtaque Leges & Constitutiones Imperii deciderant; Postquam de loco congressus inter utrosque athenienses Arbitros convenisset, & Parti utrique locus ille, Civitas nimirum Imperialis Moeno-Francfurtensis, significatus fuisset, prefataque Sacra Casarea, & Sacra Regia Majestas Christianissima eodem misissent delegatos & specialibus ad id Mandatis instructos Plenipotentiariorum suos, Fredericum Binder, Consiliarium Imperialem Aulicum, & Ulricum Obrechtum, Reipubl. Argentoratensis Prætorum Regium: Coram quibus die 26. mensis Octobris anni millesimi sexcentissimi nonagesimi noni, nomine Domine Ducissæ Libellus præsentionum seu petitionum suarum, adversus Dominum Electorem, designationem complexus, exhibitus, ac deinceps intra terminos Compromisso præfixos Fundamenta Partium dedidit, atque ad eadem utiliter responsum, denique ad conclusionem causæ processum, ejusque deciso Sententia Arbitrii submissa, & Scripta isthæ respectivè ad deducendum, respondendum, concludendumque, Conclusio vero & Submissio ad notitiam, præscripto itidem modo ac terminis, vigore Decretorum à prædictis delegatis Plenipotentiariorum interpositorum, Partibusque communicata, Adque presentibus earundem Plenipotentiariorum & Procuratorum innotulata fuerunt: Viso tandem & examinato utriusque Partis jure, de præfatis Domine Ducissæ Aurelianiensis præsentionibus, secundum Leges & Constitutiones Imperii, juxtaque exhibita Acta & probata compromissoria: hac Sententia arbitrantur ac pronuntiant:

*Ex parte Sacra Majestatis Casaræ.*

I. Serenissimum Dominum Electorem Palatinum, Reum conventum à præsentionibus Serenissimæ Domine Ducissæ Aurelianiensis, Adricis, in Libello suo 26. Octobr. 1699. ad Arbitrium expostis, absolvendum.

II. Annuum, juxta Pacis Riswicensis Articulo VIII. solum summa centum millium florenorum pro rata temporis à ratificata dicta Pace acceptorum Serenissimo Reo convento intra sex menses restituendum.

III. Serenissimum Dominam Ducissam Aurelianiensem à Serenissimo Domini Electoris sit sua 26. Febr. 1700. exhibita Responsione ad Libellum 6. *Penda emta Est.* instituta reconventionem absolvendam.

IV. Eique, si aliquid, quod non ratione & respectu Electoratus, Principatum & Ditionum Palatinatum à Sereniss. Fratre comparatum tanquam Patrimonium privatum præterire velit, via juris ordinaria, in Foro competente & præscripto in Imperio modo petendi, liberam facultatem relinquentiam esse.

*Ex parte Sacra Regia Majestatis Christianissimæ.*

II: Cum inter Serenissimas Partes utrinque in confesso sit, post obitum Serenissimi Electoris CAROLI ab Executoribus Testamenti ab eodem relicti, permitte Serenissimo Electore PHILIPPO GUILLIEMO, Inventarium quoddam Bonorum Allodialium confectum esse, id vero in hoc Arbitrali processu productum non sit, ideo de ejus validitate vel invaliditate, itaque an plenam vel minus plenam Allodialium descriptionem contineat, judicari non potest; quare tamen, undecunque recuperari poterit, Serenissima Domina Ducissa Aurelianiensis copiam exigendi jus habet: Serenissimus vero Dominus Elector Palatinus modernus, ad novum Inventarium sive conficiendum, sive exhibendum jure non tenetur.

II. Si quæ Allodialia mobilia ejus generis ac qualitatibus, prout in Libello Aurelianiensi enumerantur, à Serenissimo Electore CAROLO tempore obitus sui possessa fuerant, & vel adhuc penes Serenissimum Dominum Electorem Palatinum extant, vel in ejusdem aut Serenissimi Parentis sui rem usumve conversâ, neque pretio soluto per eosdem redempta sunt, ea Domine Ducissa Dominus Elector, sub fide Principis restituat, vel pecunia numerata solvat.

III. Sub eadem fide Principis Serenissimus Dominus Elector Serenissimæ Domine Ducissæ exhiberi & tradi curabit obligationes, Instrumenta, &

Documenta literaria quævis alia, quibus ad exigenda debita, formandas præsentiones institucandasque & persequendas in Foro competenti Actiones contra quosvis debitores particulares Hæreditatis ab Electore CAROLO relicte opus habet: hisque debitoribus etiam annuerantur Communitates & Provincia Palatinatus ratione nominum obligationumque, ex privatis & pecularibus Contractibus titulisque provenientium: Pecunia vero, quæ ab Electoribus CAROLO LUDOVICO ET CAROLO, ex eorundem privato Patrimonio & redditibus ordinariis, Cameræ Electorali mutuo data, vel in earundem Communitatum & Provinciarum conservationem utilitatemque expensa, uti & illa, quæ ex assignationibus à Sacra Casarea Majestate vel aliunde prædictis Electoribus concessis, ab eisdem Communitatibus debita est, eam secundum Constitutiones & observantiam Imperii juxta est, ut cum usuris in Imperio concessis Serenissimus Dominus Elector Palatinus per modum Collectæ extraordinariæ à prædictis Communitatibus & Provinciis exigat; ac Domine Ducissæ solvat: connumeratis etiam frumentis, vini aliarumque rerum fungibilium quantitatibus, quæ ex eisdem redditibus ordinariis Militi ad Palatinatum tuendum adhibito præstite sunt. Incumbit etiam Serenissimo Domino Electori Palatino; ut quæ apud Collectores Palatinatus tempore obitus Serenissimi Electoris CAROLI reliqua, vel ab eisdem ex præcedentium annorum administratione debita fuerant, Serenissimæ Domine Ducissæ præstet; eoque intuitu & ad debitorum istorum publicorum calculum subducendum, rationes sub regimine duorum præmorum Electorum confectas, item colligendas, Registra aliaque Documenta huc facientia eidem exhibeat.

IV. Quod ad immobilia attinet, Libello Aurelianiensi inde ab Articulo incipiente: *Allodialia immobilia*: usque ad Articulum: *FUDA PIGNORATITIA*: inclusive comprehensa; Cum in Actis Arbitrii, ex parte Serenissimæ Ducissæ Aurelianiensis deductum sit, præter Palatinatum inferiorem Rheni eique annexum Electoratam, qui per Pacem Westphalicam Electori CAROLO LUDOVICO, cum pertinentiis suis restitutus, & vigore Autearum Bullarum CAROLI IV. ET SIGISMUNDI Imp. post extinctam Lineam Simmerensiam ad Lineam Neoburgicam devolutus est, Electorem CAROLUM alias insuper Ditiones tum Hæreditarias sive Allodiales, tum Allodialibus pertinetas, nominatim Ducatus Simmerensem & Lauterensem, partemque Comitatus Sponheimensis possedisse, quæ à Principibus prædictæ Lineæ Simmerensis, ante & post adeptum Electoratam, partim acquisita, aut in Feudum novum ac promiscuum receptæ, partim novis accessibus, incrementis, & juribus auctæ, atque Principibus Simmerensibus per eandem Pacem Westphalicam separatim ab Electoratu & Palatinatu Inferiorem Rheni restitutæ sunt: Serenissimus autem Elector Palatinus, Scriptis à sua parte Arbitrio exhibitis exceptis, hæc Ditiones perinde ut ipsum Palatinatum Inferiorem Rheni, successione sive Electoralis sive Fidei commissaria cum exclusione perpetua feminarum, partem facere; allegatis in eam rem, sed non productis Investituris Casareis, itemque Familiæ Palatina Pactis, Dispositionibus testamentariis, Consuetudinibus & Statutis: quæ ex adverso tanquam dubia fidei partem rejecta, partim aliorum defectuum nomine impugnata sunt: ut Serenissimæ Domine Ducissæ Aurelianiensi ratione tum Allodiorum istorum, sive Ditionum Hæreditariorum, tum acquisitionum, accessionum & incrementorum, satisfiat, & simul secundum tenorem Pacis & Compromissi Riswicensis, litis inter Serenissimas Partes longius protrahende occasio præscindatur; rejecta ulteriori liquidatione, & Investituris illis Casareis, Pactis, Dispositionibus testamentariis & Statutis Familiæ Palatinæ, upote quæ durante processu coram Arbitrio productæ non sunt, suo loco relicti: medietas prædictorum Ducatum Simmerensis, & Lauterensis partisque illius Comitatus Sponheimensis eadem Domine Ducissa adjuadicatur, ut in ejus possessionem pro indiviso, ad æqualem fructuum juriurumque & redituum perceptionem tantisper mittatur, donec ea medietas pecunia numerata redimatur: pretio inter Partes amicabili Conventione statuendo, vel si Partes de eo convenire nequeant, per Arbitros, quibus Compromisso Riswicensi executio Sententiæ demandata est, definiendo.

V. Denique redditus anni ultimi Serenissimus Dominus Elector Palatinus Serenissimæ Domine Ducissæ

ANNO  
1701.



ANNO  
1701.

cissa Aurelianensi, detractis oneribus ordinariis restituere jure tenetur: ceteros quidem indistincte; Civiles vero, quorum tempore obitus Electoris CAROLI dies cedere ineptit.

Deducuntur autem à publicis Communitarum debitis, imprimis etiam à publicis Communitarum debitis, pensiones illæ annuæ decuntarum millium librarum Turonenfium, seu Centenorum millium florenorum Rhenenfium, quæ à Domino Electore Palatino Dominæ Ducissæ Aurelianensi hæcenus solutæ sunt, & usque ad executionem Sententiæ compromissorialis sive ab Arbitris, sive à Super-Arbitro latæ deinceps solvantur.

Præfens hoc Laudum Sacræ Cæsareæ & Sacræ Regiæ Christianissimæ Majestatum nomine & jussu supra memorati Cæsareus, & Regius ad hanc causam delegati Plenipotentiarii, Juramento prius, secundum Legem Compromissii, corporaliter præstito, in loco Congressus publicaverunt, manibusque & Sigillis suis subscripserunt & subsignarunt. Actum Francofurti ad Mœnum die 26. Aprilis 1701.

FRIDERICUS BINDER,  
Sacræ Cæsareæ Majestatis Consiliarius  
Imperialis Aulicus.

(L. S.)

ULRICUS OBRECHTUS,  
Juris utriusque Doctor, & Sacræ Regiæ  
Majestatis Christianissimæ in Republica  
Argentoratensi Prætor.

(L. S.)

V.

6. Mai. Associations-Recess zwischen beiden Eddlichen Fränc- und Schwäbischen Creyßen / worinnen einer des andern Nutzen und Wohlfarth zu befördern / und das gemeinsame Interesse mutuo zu secundiren / und zu dem Ende ein gewisses Corpo zu unterhalten alle beyde versprechen. Geschehen auf denen zu Nürnberg und Altmühl gehaltenen Creyß-Conventionen den 6. May. 1701. Mit dem Articulo Separato sub loco & dato eod. [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part Spec. Abtheil. II. pag. 374. d'où l'on a tiré cette Pièce qui se trouve aussi dans le Theatrum Europæum Tom. XVI. pag. 8. & dans THUCULIUS in Actis Publicis Part. I. pag. 642.]

C'est-à-dire,

Recess d'Association entre les Cercles de FRANCONIE & de SUABE par lequel ils se promettent de s'aider & secourir l'un l'autre, de prendre à cœur leurs Intérêts communs, & à cette fin d'armer & d'entretenir toujours sur pied un certain nombre de Troupes. Fait & conclu dans leurs Assemblées Circulaires à Nuremberg & à Ulme le 6. Mai 1701. Avec l'ARTICLE SEPARÉ Daté du même lieu & du même jour.

Man wissen: Nachdem die beyde löbl. Fränc- und Schwäbische Creyße nicht nur von geraumer Zeit in guter Correspondenz miteinander gestanden / sondern auch solche durch gewisse in Anno 1691. und 1692. errichtete Tractaten mehrers stabiliret / und sich in ein auf die Reichs-Sagungen und Executions-Ordnung gründendes Special-Fœdus mit der Condition eingelassen / daß solches so lang dauern sollte / bis die damahlige höchst-gesährliche Conjunctionen sich milderten und zu einem sichern reputirlichen Frieden anliesen / da man so dann / der utriusque besitzenden Conventienz nach / sich miteinander weiters zu vernehmen

hätte; und nun zwar durch Gottes Gnade noch mit Ausgang des 97. Jahrs der Fried zu Westwick erfolgt / dadurch aber diese Ober-Reichs-Creyße und Lande des im wärenden Krieg erlittenen grossen Schadens und Ruins halber keineswegs ergötzt / sondern mehrers als vorhin exponirt gelassen und zu äussersten Grängen des Reichs gemacht worden; die dormalige Conjunctionen auch mißlich und witaufsehend / daß man mehr als jemahlen Ursach hat / sich in beiden löblichen Fränc- und Schwäbischen Creyßen / zu Verbehaltung des so theuer erworbenen Ruhestandes / wohl mit einander zu verstehen / und disfalls getreulich zusammen zu halten; als ist nach verschiedenen hinc & inde hierüber gepflogenen Communicationen / eine Zusammenschickung beeder erstgedachter löbl. Creyße Hochfürstl. Ausschreib=Zembler und der dazu bevollmächtigten Gesandtschaften / anfänglich nach Herdenheim veranlassen / und sich daselbst am 22. Novemb. 1700. auf gesambter Fürsten und übriger sothaner beeder löbl. Creyße Herrn Wit-Stände bedungene Ratification, gewisser Punkten mit einander verglichen / nachgehends aber auf dabon erstatteten Bericht mit allerseitig durchgehendem Belieben fest gestellt / und zu Associations-mäßigem Schluß gebracht worden / wie hernach folget: Und zwar soll

1. Jeder Creyß des andern Nutzen und Wohlfarth befördern / das gemeinsame Interesse mutuo secundiren / und an dem nichts unterlassen / was zu verbindlicher Cultivirung dieser so vertraulichen Zusammensetzung dienet / anforderst aber solle man einander in allen Nothfällen beystehen / und communibus consiliis & auxiliis Gefahr und Schaden / äussersten Fleisses abzuwenden trachten / vornehmlich auch alles dahin richten / und mit Schicken / und Schreiben / beßrerer Dreyen / alles dienliche aufs nachdrücklich und beweglichste vorstellen / daß

2. Der Ruhestand in denen beeden Creyßen durch nichts troubliret / noch dessen Fürsten und Stände in neue Motus, welche die obshawende Zeit und Läufe leichtlich nach sich ziehen dörrten / eingeflochten / sondern in Ihrer Consistenz ohne jemandes Hinderniß verbleiben / und dabey gelassen werden mögen. Zu dem Ende dann

3. Zu dessen desto kräftigern Manutention / nicht aber zu einiges Menschen Offension / noch ferner eine proportionirte militairische Verfassung von 14200. Mann dergestalt bezyubehalten / daß

4. Der löbl. Fräncische Creyß seine dormalige 5. Regimente als Ertzsa / Schnebelin und Schönbeck zu Fuß / jedes 1600. Dann Bayreuth zu Pferd und Hussch Dragoner / jedes von 600 Köpfen / also zusammen 6000. Mann; der löbl. Schwäbische Creyß aber seine 7. Regimente / als Waaden-Waaden / Waaden-Durlach / Fürstenberg und Würzburg zu Fuß / jedes gleichfalls von 1600. dann Erb-Prinz Württemberg / und Stauffenberg zu Pferde und Zollern Dragoner / jedes von 600. Köpfen / also zusammen 8200. Mann an guten geworbenen Leuten effectiv auf den Weinen haben / und was noch ein und andern Dts davon abgehen möchte / forderst aufstelle / auch nach erstgedachter Proportion, bey ereigneter Necessität / dieselbe augmentire / und darinn jedesmal als a Concerto, zwischen beeden löbl. Creyßen verfahren / auch um mehrerer zuverlässig-und Gewissheit willen / die reciprocirliche Musterung der beiderseits übernommenen Contingenten / auf Verlangen / nicht difficultirt werde.

5. Die Eintheilung der Compagnien / wie auch die Verpflegung der Mannschafft / und dis-

ANNO  
1701.

ANNO  
1701.

ANNO  
1701.

falls errichtende Ordonnanz, bleibet eines jeden Crayes Conuenienz anheim gestellt: doch daß! so viel möglich / auch hiernin eine Gleichheit gehalten / und dadurch denen sonst bey erhebsenden gleichen Diensten / aus der Ungleichheit entstehenden Klagen und Confusionen vorgebogen werden möge: So bleibet auch

6. Jedem löblichen Crayß über seine Völkern die eigene Justiz bevor.

7. Wegen des Rangs der subalternen Generalität aber lästet man es bey der Kriegs / üblichen Observanz bewenden / nach welcher in Commando und sonst die Ancienneté zwischen beeder löbl. Crayen Officiers, so in gleicher Charge stehen / zu beobachten / und der Rang darnach zu reguliren / in allen wichtigen Vorfällenheiten und bey haltendem Kriegs-Rath aber das Concerto gemeinschaftlich zu fassen; Belangend

8. Das Commando, solches hat ein jeder löbl. Crayß / wann beyderley Troupes nicht zusammen stehen / durchaus allein / und zu freyer Disposition; Bann aber eine Conjunction beiderseitiger Mannschafft geschähe / ist dem gemäß sich zu begeben / wie der Reichs. Abschied de Anno 1557. §. 78. dieses mit sich führt. Nach Massgab deren sich auch

9. Den sich äussernder Gefahr dem nothleidenden Crayß alle Assistenz mit zusammen gesetzten Kräften zu leisten / und alle der gemeinen Ruhe zu widerlaufende und schädliche Sequelen nach sich ziehende Zumuthungen und Weintrachtigungen conjunctis viribus abzuwenden / welches auch

10. Auf die Land- verderbliche March, Remarch, Still- Lager und Quartier zu versehen / und hiernin dem den 18. Febr. des Jahres mit der löbl. Kaiserl. Hoff-Cammer zu Wien errichteten March-Reglement nachzugehen / auch so wohl bey beyder löbl. Crayen eigenen / als andern Troupes, zu beobachten / und gleichwie

11. Die ganze Associations-Werk auf den Fuß der Executions-Ordnung üblichen Constitutionen sich gründet / also solle auch Kräfte deren die Hülf-Leistung unentgeltlich / und auf des succurrirenden Crayes alleinige Kosten geschehen / und deswegen eines jeden Crayes Contingent an Mannschafft und Pferden aus seinen eigenen Mitteln mit dem Ordonnanz-mäßigen Brod und Haber / dergleichen dem gehörigen Monat-Sold / woraus der Soldat sich die übrige Nothdurft anzuschaffen hat / richtig versehen / und durch sein eigenes Commissariat verspiegelt / mithin den Soldaten alle Ursach und Gelegenheit benommen werden / aus Mangel der nöthigen Provision und Solbs / die Unterthanen und Landes-Jagessene / in diesem oder jenem Crayß zu belästigen / unter dem Vorwand der Fouragierung allerhand Excesse zu verüben / wie dann das Landverderbliche Fouragiren auf die Früchte im Felde / nebst dem cantoniren und rekrachiren in denen Dörffern / Flecken und Städten / gänzlich verboten seyn / das fouragiren aber auf Groß nicht anders / als mit guter Ordnung / nach der commandirenden Generalität / und jedes Orts Herrschafft Anweisung / geschehen solle; Und hat daher ein jeder Crayß sich bey jedesmahl bevorstehender Conjunction, in Zeiten mit nothdürftigen Mchl-Haber- und Heu-Magazinen in einem bequemen Ort zu versehen / und auch zu ordentlicher Verbringung des Proviant zu denen Regimentern / bey seinen Troupen ein Proviant-Fuhrwerk zu halten / um den Landes-Unterthanen mit Anschaffung ein- und anderer Land-Fuhren nicht zu beschweren / welche auch auf ein und andern sich äussernden veritablen Nothfall / nicht anders / als gegen Prästirung billignäß-

siger Bezahlung / zu fordern / auch nicht eigenmächtig von denen Officieren oder Commissariaten zu ergreifen / sondern von eines jeden Orts Magistrat oder denen Beamten manierlich zu suchen / und nach derselben machenden Repartition anzuschaffen sind / doch solle dem helfenden Crayß von demjenigen / dem die Hülf zukommt / auf vorübergehende nehmende Requisition, Plätze zu vorgebachten Magazinen / an einem sichern und verschlossenen Ort / unentgeltlich eingeräumt / und von dem Magistratu loci angewiesen / keine Prätenfion aber der freyen Quartier oder Services, vor die Commissarien / Proviant- und Magazins-Bediente / noch auch freye Stallung und Futter für die Pferde / und dergleichen gesucht werden / inmassen solches alles / wann dergleichen geschähe / für Excesse zu achten / und von dem / der etwas erpreßet oder genessen sollte / zu bezahlen / und hat man einander reciproce versprochen / daß / umb mit denen Magazinen desto besser aufzukommen / die Vivres und Fourage bey vorsehenden Kriegs-Operationen für die zu halten kommende Mannschafft einzufassen wären / gegen des associirten löbl. Crayes Angehörige nicht gesteigert / sondern denen Fremden / wie denen Einheimischen / in gleichem billigen Preiß und Anschlag gegen richtige Bezahlung geliefert; deswegen dienliche Anstalt gemacht / und all solche in die Magazinen nomine publico verordnete Nothdurft / jedoch daß damit von denen Privatis kein eigennütziger Unterschleiß zu Schulden komme / von denen Landes-Herrschafften / gegen Vorzeigung beglaubter Attestaten / Zoll- und Mautfrey passirt werden sollen. Gleichwie dan nun

12. Mit dieser abgedekten Verfassung es vornehmlich diese Meinung hat / daß solche bey entstehenden Moribus für allen andern zur Defension der beider Crayen employiret / und so lange sie deren hierzu von nöthen / nicht außer denselben gezogen werden sollen; Also will man sich hingegen weder freye Winter-Quartier vor fremde / oder in solche Crayß nicht gehörige Troupen / noch sonst einen anderwärtigen weitem Last mit Geld-Præstationen / oder wie es immer Mahnen haben mag / aufheben lassen / sondern hat sich gegenseitig dahin verbunden / daß / im Fall dergleichen Zumuthungen geschehen solten / man mit Rath und That einander reciproce assistiren / und solches von dem nothleidenden Theil abzuwenden / sich aufs kräftigste bearbeiten wolle. Wie dann

13. Da bey schon öfters erwahnter würdlicher Conjunction der Troupen / noch ein und anders mehrere Erläuterung erforderte / so solle dasselbe durch gütliche Zusammenkunft geschehen / und auch sonst in allen eine vertrauliche Correspondenz zwischen beeden löblichen Crayen gepflogen / dergleichen sich von keinem Theil / ohne Vorwissen des andern / in weitere Associations-Tractaten mit jemand eingelassen / noch einseitig hierunter etwas alterirt / oder davon / absque præcisa & consensu beeder Theile abgewichen werden.

Zu urkund und steter Verhaltung dessen allen ist gegenwärtiger Recessus in duplo gefertiget / Crayß-gewöhnlicher massen / bey allgemeiner Crayß-Versammlung / von dinen allerseitigen Landes-Vorsitzenden besiegelt / auch jedem löblichen Crayß ein Exemplar davon zugestellet worden; So geschehen bey beiderseits anwoh zu Nürnberg und Ulm vorwährenden allgemeinen Crayß-Convencien den 6. Maji 1701.

(L. S.) (L. S.) (L. S.) (L. S.)

Joh. Lorenz Scharff. G. L. Treher.

Joh. Christoph Staud. G. L. Völcker. Dr.

B

Articu-



ANNO

1701.

## Articulus Separatus.

Nachdem in dem fünften Articel des zwischen denen beeden löbl. Fränkischen und Schwäbischen Creyß-Deputirten / den 23. Nov. 1700. zu Heidenheim entworfenen / hernach mehrers extendirten und von beeden löblichen Creyßen genehm gehaltenen Recess, versehen / daß bey ereignender Noecessität das verglichene Associationis / mäßige Quantum augmentiret / und darin zwischen erstgedachten beeden löblichen Creyßen a concerto verfahren werden solle / und nun die vermählten Zeiten und Läuften so bewand / daß den / durch die Association intendirenden Zweck zu erreichen / eine Verstärkung der beyderseits auf den Weinen habenden Miliz, ohne fernern Aufschub / vorzunehmen / vor nothwendig befunden worden: Als hat man sich noch weiters mit einander verstanden / vorher erwöhntes Bundsmäßige Quantum der respectivè 6000. und 8200. Mann noch mit einem Drittel / und zwar den löblichen Fränkischen Creyß in Gemeinen / den löbl. Schwäbischen Creyß aber mit Aufstellung noch eines Regiments zu Fuß / von 1800. Köpfen / zu erhöhen / und die übrige 4. Regimenter zu Fuß / auch auf diese Anzahl zu setzen / bey solcher erhöhenden Verfassung aber von dato an 2. Jahr zu bestehen / und falls inzwischen die Conjunctionen sich nicht mildern solten / sich der Extension halber so dann fernereit mit einander zu vernehmen. So geschehen zu beiderseitig annoch zu Nürnberg und Altm fortwährenden allgemeinen Creyß-Conventen den 6. Maji 1701.

## VI.

Jun. Manifeste de la Maison d'Autriche, qui demonstre clairement ses Droits à la Couronne d'Espagne. [Sur l'imprimé en feuille volante]

DEPUIS la mort du Roi Catholique PHILIPPE IV., toutes les fois qu'on a parlé de la Succession à ses Royaumes & Etats, il n'y a eu personne, tant soit peu versé dans les Affaires du Monde, si ce n'est quelques François, accoutumés selon le génie de la Nation à flater lâchement leurs Rois, qui n'ait été très-persuadé que le Roi Très-Christien & tous ses Descendants étoient exclus à perpétuité de tous les Royaumes & Etats de la Monarchie d'Espagne. Les fameuses Renonciations, faites depuis long-tems par les deux Infantes d'Espagne ANNE & MARIE-TERESE, dont la première qui étoit Fille de PHILIPPE III. fut mariée à LOUIS XIII., & la seconde qui étoit Fille de PHILIPPE IV., à LOUIS XIV., l'un & l'autre Roi de France, ont toujours été tenues par un chacun pour si claires, si amples, & si valides, que leur seule lecture, sans rien plus, a suffi à ceux qui aimaient la justice, pour les confirmer dans ce sentiment. Et si la curiosité a poussé quelques personnes à rechercher plus soigneusement les autres apuis qui par une plus grande precaution avoient été ajoutés par les Rois d'Espagne & de France, par lesquels la chose étoit contractée, personne de bon sens n'a pu comprendre avec quelle assurance aucun homme, non seulement instruit de la véritable Religion & aiant la crainte de Dieu devant soi, mais doté du seul bon sens, & qui ne voudroit pas renverser fondamentalement tous les Droits de l'humanité, ait pu ouvertement temoigner le moindre panchant d'attaquer, même légèrement, tant de Conventions & Confirmations répétées des Traitez. Qui plus est, le même Roi Très-Christien, après que la Guerre qu'il avoit entrepris depuis la mort du Roi PHILIPPE IV. contre quelques Provinces des Pais-Bas Espagnols fut assoupie, semble avoir souvent reconnu la validité de ces Renonciations, & s'être absolument défait de toute esperance à la moindre partie de la Monarchie d'Espagne, tant pour lui que pour ses Enfants; laissant le soin d'entrer en son tems dans cet héritage à ceux, auxquels il pouvoit échoir par différents cas, plus proches ou plus éloignés, selon l'or-

dre de la Succession reçu dans la Famille d'Espagne. C'est pourquoi, ce fut d'autant plus contre toute attente que l'on vit il n'y a pas long-tems que du vivant même du Roi CHARLES II. le Roi Très-Christien sollicitoit avec instance le Roi de la Grande-Bretagne, & les Etats Généraux des Provinces Unies des Pais-Bas, d'obliger conjointement Sa Majesté Imperiale de partager avec lui la Succession d'Espagne, en cas de mort du Roi CHARLES SECONDE sans postérité; & qu'il avoit même obtenu, suivant un Traité fait entre Eux pour cela, que Sa Majesté Imperiale y seroit appelée de leur part, & que tous les Princes & Etats de la Chrétienté seroient invitez à joindre leurs forces pour garantir ce Partage. Mais depuis très-pen de tems il n'y a eu personne, qui n'ait été surpris & étonné de la Nouvelle qui a été bien-tôt vérifiée par l'événement, que le Roi CHARLES II. déjà affaibli d'esprit, avoit été induit, comme étant le seul remède pour empêcher le Demembrement de la Monarchie Espagnole, de souscrire, de quelque manière que cela ait été fait, un Testament, que d'autres lui avoient présenté contre son gré, par lequel, rapportant les Renonciations, dont on a parlé, au seul Dauphin de France & à son Fils aîné, le Duc d'ANJOU son second Fils étoit appelé à la Succession d'Espagne; que le Roi Très-Christien avoit aussi acquiescé à cette telle quelle disposition, & que par son Autorité son Petit-Fils avoit commencé d'agir comme Roi d'Espagne, & s'en étoit allé dans ce Royaume-là, pour en envahir le Trône; Qu'aussi plusieurs Gouverneurs des Royaumes & Etats annexes ou sujets s'étoient soumis à ses ordres, non sans un grand déplaisir secret de plusieurs, tant parmi les Espagnols que parmi les autres Sujets qui s'entendoient à toute autre chose. Depuis ce tems-là, presque tout le monde, depuis le plus grand jusques au plus petit, n'a également parlé que du tort extrême & sans exemple qu'on a fait, non seulement au Très-Auguste Empereur, à la Très-Illustre Famille, & aux autres Maisons, qui selon l'ordre doivent succéder, mais à tout l'Europe ou plutôt à tout le Genre humain. C'est pourquoi, joignant ensemble les Armes & les Conseils de tous les Etats & même de tous les hommes, sous la protection du Tout-Puissant, quand même l'Empereur ne le voudroit pas ou qu'il y résistât, il falloit vanger ce tort, & en même tems tâcher de garantir le salut public de l'extrême danger où il étoit réduit. Toutes ces choses sont tellement avouées & connues à tous ceux qui ne négligent pas tout-à-fait les Affaires publiques, & dont l'esprit déréglé ne les a pas encore fait égarer, que si l'on devoit seulement avoir égard à ceux qui sont à présent en vie, il ne seroit point du tout nécessaire de travailler ou d'annuler avec soin les Raïsons & Pièces nécessaires pour publier davantage l'injustice des François, & pour prouver que la Sérénissime Maison d'Autriche est la plus proche à la Succession d'Espagne, par le principal Droit, entre tous ceux qui de bon droit étoient proches parents du feu Roi CHARLES, tant à l'égard de la Parenté que des Alliances. Mais, comme il peut facilement arriver, que quelques circonstances, quoique très-dignes d'être sçûes, ne sont pas encore venues à la connoissance de tout le monde, & qu'il faut aussi en cette Affaire avoir de l'égard pour tous les simples ou les ignorans, & pour la postérité après nous, on exposera très-palpalement tout ce qui est arrivé, & on rendra éternelle la mémoire des choses qui peuvent servir, tant à connoître de premier abord la justice de cette Cause, qu'à donner de la confusion & de la honte aux François mêmes & à leurs Adhérens, & qui du moins peuventveiller les autres à éviter leurs pièges continuels, avec certaine esperance qu'étant lûs ou ouïes, ceux qui sont imprudemment tombez dans les filets par la tromperie d'autrui, tâcheront d'abord ensemble de s'en délivrer, & peut-être même que ceux qui ont brassé l'iniquité ou ceux qui sont connus y avoir donné volontairement les mains, reviendront de leur égarement. Et afin de plutôt y parvenir, il sera bon de rapporter en peu de mots pour premier fondement, comme une chose commune parmi les hommes, & qui est prise de la Raïson naturelle même, & approuvée parmi toutes les Nations, savoir qu'attendu la nécessité de l'introduction de la Vie Civile comme d'une forme, selon laquelle elle devoit être gouvernée par un seul ou par plusieurs; il a été dans une

ANNO

1701.

ANNO  
1701.

très-libre volonté de chaque Nation; là où la Principauté ou la Roiauté a été agréée, de la deférer à un seul homme, ou ensemble à toute la Famille qui en défendroient. En ce cas, la Succession de la Famille Roiale étant perpétuellement établie, selon l'âge, les degrés ou les lignes, soit avec l'exclusion totale des Femmes, après l'extinction de tous les Mâles, ou du moins de ceux qui auroient été dans la même ligne & le même degré, soit par leur admission; ou avec l'addition d'autres conditions relatives aux personnes Régnautes, à leur naissance, leur état ou leur mariage, & la manière de regner, selon qu'il auroit été trouvé le plus à propos. Il n'est pas moins évident que la forme de la Succession étant une fois agréée, les Peuples & la Famille Roiale ne sont pas bornés en sorte qu'elle ne puisse, par le consentement mutuel de ceux qui surviroient dans un tems, être ou totalement abrogée ou en partie altérée, de sorte qu'on n'y puisse substituer ou une nouvelle forme de République ou une autre manière de succéder, à laquelle toute la postérité est successivement obligée jusques à ce que de commun consentement on ait de nouveau établi une autre.

Or nul Roi, ni autre Membre de la Famille Roiale, ni le Peuple, ne doit ou peut ôter à un Membre survivant de la Famille Roiale le Droit qui lui est actuellement devolu par la première ou la seconde Convention faite avec le Peuple, ni le frauder malgré lui de l'espérance qu'il a acquise par sa Naissance. Au reste, ce seroit être pourvu de toute raison, que d'ôser revoker en doute que les Princes & Etats qui se font la Guerre, renoncent, cedent, & transportent, pour l'amour de la Paix, & selon l'usage de tous tems & parmi toutes Nations, des Provinces & Royaumes, des Biens, & tous autres Etats présents, possèdent par les Parties qui sont en Guerre & par leurs Sujets, ce qui s'étend même à des choses au delà de l'espérance, & même demandées à tort ou par Droit; & que tels Traitez & Transactions s'appuient du Droit des Gens, & qu'elles n'ont jamais été violées sans la ruine & l'exécution du Genre humain. Par où semblablement il paroît, & l'usage de tous les siècles l'enseigne, qu'un Roi d'un Royaume peut aussi acquiescer d'autres Royaumes & Etats, en sorte qu'ils soient unis ou adjoints au premier Royaume, & que les uns & les autres échouent à un & même perpétuel Successeur, ou qu'ils soient possédés selon l'ancienne raison de Succession qu'il y a dans chacun d'eux, & selon aussi les autres Droits, & suivant cela ils parviennent souvent à différents Successeurs. Et qui plus est, qu'il y a souvent des Domaines ou Biens, de quelque prix qu'ils soient, qui appartiennent à un Roi ou à un Prince, par Droit d'un Domaine particulier ou de Patrimoine, dont ou lui même de sa propre volonté, ou en cas de sa négligence ou de sa remise, quelqu'un de ses Successeurs peut disposer, & même les attacher à sa Famille pour son utilité, par le lien d'un Fidei-Commis éternel, ce qui ne peut être ôté, enfreint, ou changé en aucune manière que ce soit successivement par aucun des Successeurs, au dommage de ceux qui y sont appelés, sans l'intervention de leur consentement. Enfin, il n'y a aucun de ceux qui savent les Droits connus sur les Terres qui appartiennent à la Sainte Eglise Romaine, ou au Sacré Empire Romain, soit par Fief ou par d'autres raisons, qui puisse douter que toutes les Familles Nobles, & sur tout les Illustres, pour conserver ou augmenter leur lustre & pour prévenir toute dispute, en conservant en son entier & sans changement le Droit de Domaine direct ou Souverain, n'aient accoutumé de faire entre Elles certaines Conventions pour la Succession, qui sont ou pour toujours, ou à tems, ou personnelles, sans qu'aucun s'y oppose, & qu'elles sont souvent confirmées par les souverains Pontifes & par les Empereurs, & qu'elles ne laissent pas aussi de subsister sans leur confirmation particulière, pourvu qu'on n'y trouve rien qui tende à frauder l'Eglise ou l'Empire, & que par-là aussi les refusations qu'on appelle des Fiefs, leur appartiennent. Or en ces lieux-là les Renonciations des Filles nobles & Illustres faites lors de leur Mariage, soit qu'elles soient générales ou limitées, & même connues ailleurs, résistent dans leur vigueur, & sont exactement observées, quoi qu'avant lesdites Conventions, il y ait dans la Famille une autre forme de succéder. Or, ce qu'on vient de dire sur les pretiers Principes tirés du Droit, étant suffisant pour

TOM. VIII. PART. I.

décider la Question dont on traite, il faut à présent en second lieu examiner successivement la manière de succéder qui a été introduite dans la Monarchie d'Espagne, après qu'Elle eût venue, comme de plusieurs parties ou membres, comme en un corps, quoi qu'il semble qu'on ne doive point aussi tout-à-fait négliger ce qui a été particulièrement établi de ces Provinces, qui sont tenues en Fief par les Rois d'Espagne. Or en cette vûe nous devons rapporter en même tems les moïens fort différens & même opposés, dont les Espagnols & les François selon la coutume de ces deux Nations en presque toute autre chose, se sont servis pour établir la Succession, puisque ceux-ci ont depuis long-tems soutenu avec un extrême soin par diverses raisons la Succession Masculine de la Famille Roiale selon les lignes, à l'exclusion de toutes les Femmes, non seulement du Royaume de France, mais même des Etats qui seroient venus en possession des Rois de France par le moïen des Femmes; Et qu'au contraire les Espagnols après les Mâles de la même ligne & du même degré, ont aussi admis les Femmes venant de la Famille Roiale, qui se marieroient cependant à tout autre, excepté qu'à aucun de ceux de la Famille de France; auquel cas, tant pour conserver l'égalité entre l'un & l'autre Royaume, que pour d'autres motifs, elles étoient éternellement éloignées avec toute la postérité Francoïse, du consentement même de la France; la prerogative de l'âge subsistant ainsi dans les autres, tout de même que dans les Mâles de la Famille Roiale. Et comme à présent même tout le monde convient de la partie principale de ce qu'on vient de rapporter, & de son dernier usage, (quoique les Aragonnois aient par le passé communément soutenu le Droit de la Parenté Masculine, ce qu'à présent on ne doit pas négliger,) il seroit superflu de s'y arrêter davantage pour la prouver, on rapportera & on soutiendra seulement la vérité de l'exception qui a été ajoutée, à laquelle il a pu à François de s'opposer, en violant le Droit, par la convoitise d'étendre leur Domination, & laquelle tout récemment quelques Espagnols poulsent par de pareils principes ont entrepris d'obscureir & même de renverser, s'il avoit été possible, non seulement par écrit, mais par les Armes, contre les coutumes propres & anciennes: ce que nous ferons successivement & amplement d'abord que nous aurons rapporté en troisième lieu, aussi brièvement qu'il sera possible, la liaison de la Parenté & de l'Alliance qu'il y a entre l'une & l'autre Branche d'Autriche, affavoir d'Allemagne & d'Espagne. Il n'est pas même nécessaire d'en faire ici une suite & un détail long & exact, mais il suffira de dire en abrégé que tout de même que le Roi CHARLES a tiré son origine de l'Empereur CHARLES-QUINT, né en Flandres, & l'aîné de la Famille, ainsi Sa Majesté Impériale LEOPOLD I. descend, par un ordre successif des deux côtes par des Parens presque toujours de la même Famille, de l'Empereur FERDINAND I. Frere dudit CHARLES-QUINT, Infant & rejeton d'Espagne, qui faisoit les délices de leur Aïeul FERDINAND le Catholique; & l'un & l'autre tiroient leur origine de PHILIPPE, à cause de sa beauté, surnommé le Beau, Fils de MAXIMILIEN I. & de MARIE, Héritière de Bourgogne, & de JEANNE Fille de FERDINAND & d'ISABELLE les Catholiques. C'est une chose encore assez recente que la Mère de Sa Majesté Impériale, étoit MARIE Fille du Roi PHILIPPE III. & Sœur de PHILIPPE IV., mariée à l'Empereur FERDINAND III. Pere de Sa Majesté Impériale. Et sadite Majesté Impériale a eu en Mariage MARGUERITE, seconde Fille du même PHILIPPE IV., & de sa Femme MARIE-ANNE d'Autriche, propre Sœur de Sa Majesté Impériale, de laquelle il a eu MARIE-ANTOINETTE mariée à l'Electeur de Bavière, qui lui a enfanté un fils, qui aiant à peine survecu six années à sa Mere, l'a suivie au Ciel. Et sa Sacrée Majesté Impériale, après le décès de MARGUERITE d'Espagne a eu de l'Impératrice MAGDELAINE Palatine plusieurs Enfants de l'un & de l'autre sexe que Dieu par sa bonté divine veuille conserver. Et comme l'on n'a pu se dispenser de cette courte Narration pour montrer le Droit de Sa Majesté Impériale & de toute son Auguelle Postérité Masculine & Feminine à la Succession d'Espagne; aussi le Roi Très-Christien & ses Enfants ou son Frere n'en sont pas rejettés, comme

ANNO  
1701.



ANNO  
1701.

fi l'on nioit qu'ils fussent venus de Filles d'Autriche d'Espagne, puisque nous-mêmes en avons amplement parlé; mais parce que, ainsi que nous l'allons prouver, par ces mêmes Mariages François, la Mere ANNE, & MARIE-THERESE Femme du Roi Très-Christien, de laquelle on a parlé, ont été éternellement exclues avec toute la Postérité de France de quelque ordre, degré, ou sexe qu'Elle fût à l'infini, même en cas de Veuve, de quelque partie que ce soit de la Monarchie Espagnole, par les Loix & Coutumes d'Espagne, par les dispositions des Rois precedens & par les Conventions faites & jurées tant par Elles-mêmes, que par leurs Maris. Ceux qui savent comment par les plus anciennes Histoires Espagnoles, les Royaumes d'Espagne ne doivent jamais s'unir à la France, ni être gouvernez par aucun François ou François, ne trouveront pas que ce soit une chose nouvelle, que par le passé les Pères & les Etats du Royaume, même par les Avis solennels des Juges, très-célebres par la sainteté de leur vie, par leur doctrine & par la pratique des Affaires, & enfin par la volonté & concurrence de toute la Nation, ont préféré la Cadette à la Fille aînée des Rois d'Espagne mariée en France, & à ses Enfants, & ont pareillement donné la préférence aux Enfants des Freres & Sœurs, nez de la Famille d'Espagne sur les Filles Royales mariées aux François, & à leur Postérité, les excluant par ses Loix, par des Testaments & des Renonciations. Tant les Espagnols soigneux de la Liberté & de l'Honneur de la Patrie, avoient déjà alors si ardemment à cœur qu'un Prince François ne devoit ni pouvoir commander aux Espagnols avec plus de Droit, que les François n'en donnent chez eux aux Espagnols pour y régner; & ce sous quelque nom ou pretexte que ce fût, & qu'on ne devoit même épargner aucun travail ni danger pour détourner les machinations contraires s'il y en avoit. Ce fut donc sur ce fondement que la soigneuse & sage providence de PHILIPPE III. Aïeul Maternel de Sa Majesté Impériale, poussé même par plusieurs autres nouvelles raisons, pour laisser d'autant moins de sujet de dispute, fit en sorte qu'il fut dressé un Contrat de Mariage à Madrid en 1672. entre ANNE d'Autriche & LOUIS XIII. Roi de France, par les Ministres Espagnols & l'Ambassadeur d'Espagne, en présence de l'Archevêque de Capoue de l'Illustre Famille des Gaetans & Legat du Pontife, de l'Ambassadeur du Grand Duc de Toscane comme Mediateur & Entremetteur, & de plusieurs Grands d'Espagne, Conseillers d'Etat, & d'une foule de Nobles, lequel Contrat est de la teneur suivante.

AU Nom de la Sainte Trinité, du Pere, du Fils, & du benoît Saint Esprit, trois Personnes en un seul & vrai Dieu, pour la gloire & service, & pour l'avancement de ces Royaumes. Soit notoire à tous ceux qui verront cette présente Escriture & Instrument, contenant l'Accord & Traité de Mariage qui s'en suit. Comme ainsi soit qu'en la Ville de Madrid, Cour de Sa Majesté Catholique, en son Palais Royal, le Mercredi 20. d'Août de l'An 1672. en la présence de l'Illustre Don Antoine Cayetan, Archevêque de Capoue Legat à latere de notre Saint Pere le Pape PAUL V. son Nonce Apostolique en ces Royaumes au nom de sadite Sainteté; & en la présence du Seigneur Comte Orso Delci, Ambassadeur du Grand Duc de Toscane en ce qu'il possède; & en la présence des Seigneurs Ducs de Infanzado & d'Alburquerque, des Marquis de Castellan-Rodrigo & de Villa-Franca, des Marquis de Castellan & d'Etat de Sa Majesté Catholique, du Duc d'Uzeda, Amiral de Castille, Prince de Tingri, du Duc de Maqueda, Duc de Peñaranda, du Duc d'Alba, du Duc de Sessa, Duc de Feria, Duc de Montalto, Duc de Villa-Hermosa, Duc de Vargas, de Don Juan de Idiague Grand Commandeur de Leon, du Conseil d'Etat de sadite Majesté & President des Ordres, de Don Augustin le Mezic aussi du Conseil d'Etat, & du Licencié Don Diego Lopes de Ayala, aussi du Conseil d'Etat & Grand Chambellan de Sa Majesté, & de plusieurs autres Seigneurs & Chevaliers. Par devant moi Antoine d'Arleguy, Chevalier de l'Ordre de St. Jacques, Secrétaire d'Etat, Ecrivain & Notaire de Sa Royale Majesté Catholique; comparant l'Excellentissime Seigneur Don François de Sandoval, du lignage de Rozas, Duc de Lerma &c. &c. du Conseil d'Etat de Sa Majesté &c. &c. Gouverneur & Premier Maître d'Hôtel de Très-Haut & Triomphant PHILIPPE

ANNO 1701.  
Prince d'Espagne &c. Au nom & comme Procureur de Très-Haut, Très-Excellent, & Très-Puissant Prince Don PHILIPPE III. de ce nom notre Seigneur, par la Grace de Dieu Roi de Castille &c. En vertu du Pouvoir que ledit Sieur Duc de Lerma a reçu de Sa Majesté Catholique, par Brevet & Provision signées de sa Royale main, scellées de son Sceau Royal, & contre-signées par moi Jaisid Secrétaire Royal, fait & passé à Saint Laurents de l'Escurial le 30. Juillet audit An, comme Roi, Pere, & legitime Administrateur de la Serenissime Infante sa Fille, & de la Majesté de la Reine MARGUERITE sa legitime femme & Epouse, d'une part. Et d'autre part, comparant l'Excellentissime Seigneur HENRI DE LORRAINE, Duc de Maïenne & d'Eguillon, Pair & Grand Chambellan de France, & avec lui pour l'assister, sont personnellement presents & comparant le Sieur Vicomte de Puiseux &c., son Ambassadeur Extraordinaire d'autre part, exprès pour ces effets vers Sa Majesté Catholique; & le Seigneur Baron de Vaucelas, Conseiller d'Etat de Sa Majesté Très-Christienne; pour & au nom de Très-Haut, Très-Excellent, & Très-Puissant Prince LOUIS XIII. par la Grace de Dieu Roi Très-Christien de France & de Navarre, & de Très-Haute, Très-Excellent, & Très-Puissante Dame MARIE, Reine Très-Christienne de France & de Navarre sa Mere, Tutrice, & Regente en ses Royaumes. En vertu de leurs Pouvoirs qu'ils ont exhibez, & representez, écrits originiairement en Langue Française, signez de leurs Royales mains & scellés de leurs Sceaux Royaux, donnez, & octroyez en leur Royale Ville de Paris; c'est assavoir celui du Roi Très-Christien le 17. du mois de Juillet de la presente année, & celui de ladite Reine Très-Christienne du 19. desdits Mois & An; les Originaux desquels Pouvoirs desdits demeurant par devers moi present Secrétaire d'Etat, pour être inferiez, conformément après le present Berit. Ledit Duc de Lerma, au nom de Sa Majesté Catholique; & lesdits Sieurs Duc de Mayenne, Vicomte de Puiseux, & Baron de Vaucelas, au nom de leurs Majestez; comme Roi Très-Christien & Catholique, auxquels touche le bien de leurs Royaumes, & pour assurer la Paix de leurs Couronnes & de toute la Chrétienté, laquelle a été observée depuis qu'elle fut conclue & arrêtée entre Sa Majesté Catholique le feu Roi Don PHILIPPE II. notre Seigneur, & Sa Majesté Très-Christienne desdits le Roi HENRI IV. Pères de leurs Majestés Catholique & Très-Christienne à present Regnants, desirant qu'Elle se perpetue & continue, non seulement durant la vie de leurs Majestez; mais aussi de celle de leurs Descendants & Successeurs, Elles n'avoient estimé plus propre ni plus convenable moyen que celui des Mariages, ni qui fût de plus grande efficace, quand ils se peuvent accomplir par doubles & reciproques liens, moyennant la grace de Dieu, à l'augmentation de son divin Service; & même qu'avec le Mariage de l'Infante, & avec la benediction de notre Très-Saint Pere le Pape PAUL V. & l'entremise aussi du Grand Duc de Toscane, son desja traitée & accordée les Eponailles & Mariages du Serenissime Prince d'Espagne Don PHILIPPE, avec la Serenissime ISABELLE, Sœur & Fille aînée de leurs Majestez Très-Christiennes: Comme aussi du Roi Très-Christien LOUIS XIII. avec la Serenissime Infante, Dame ANNE, Fille aînée de Sa Majesté Catholique. Afin qu'avec ces nouveaux liens s'allient plus étroitement, & se confirme davantage, l'Amour, l'Amitié, & Fraternité qui est & qu'on desire être conservée entre leurs Majestez, afin aussi qu'elles ressortissent leur plein & entier effet, lesdits Seigneurs Commissaires es Noms ci-dessus, en ce qui concerne le Mariage du Roi Très-Christien avec la Serenissime Infante Dame ANNE, ont capitulé & consens ce qui s'en suit. Qu'avec la grace & benediction de Dieu, préalablement obtenue Dispense de sa Sainteté, à raison des Proximités & Sanguinités qui sont entre le Roy Très-Christien & la Serenissime Infante, si tôt qu'Elle aura atteint l'âge de douze ans accomplis, ils fassent celebrer leurs Eponailles & Mariage, par paroles de present, selon la forme & en la solennité prescrite par les Sacrez Canons & Constitutions de l'Eglise Catholique, Apostolique, & Romaine: Et se feront lesdits Eponailles & Mariage en la Cour, Palais, & Maison de Sa Majesté Catholique, où sa Serenissime Infante, Dame ANNE fait sa residence; & ce en vertu du Pouvoir & Commission du Roi Très-Christien; & comme il sera fait, le Roi Très-Christien le ratifiera & accomplira en Personne, quand la Serenissime Infante Dame ANNE, sera amenée & arrivée en France, Sa Majesté se joignant

ANNO quant avec Son Altesse : & se fera ladite solemnité des  
1701. Epousailles, soit par Pouvoir special ou en présence,  
quand le tems de l'accomplir sera concerté & arrêté entre  
Leurs Majestez.

Que Sa Majesté Catholique promet & demeure obligée  
de donner, & donnera à la Serenissime Infante, Dame  
ANNE en dot & en faveur de Mariage avec le Roi  
Très-Christien de France, & paiera à Sa Majesté  
Très-Christienne ou à celui qui aura pouvoir & commis-  
sion d'Elle, la somme de cinq cent mille Ecus d'or de  
la valeur de seize reales la pièce, & ce en la Ville de  
Peris un jour avant la celebration dudit Mariage.

Que leurs Majestez Très-Christiennes s'obligeront d'as-  
surer, & assureront le dot de la Serenissime Infante,  
Dame ANNE, sur rentes bien assûrées & bonnes, &  
sur fonds & assignations valables &c.

Que la Serenissime Infante Dame ANNE, se tiendra  
pour contente & contentera du susdit dot, sans que par  
ci-après Elle puisse alleguer aucun sien autre Droit, ni  
intenter aucune autre Action ou Demande, pretendanc  
qu'il lui appartienne ou puisse appartenir autres plus grands  
Biens, Droits, Raisons, & Actions pour cause des  
Heritages, & de plus grandes Successions de Leurs Ma-  
jestez Catholiques ses Père & Mère, ni pour contem-  
plation de leurs Personnes considerables en quelle autre  
manière, ou pour quelque cause & titre que ce soit, soit  
qu'Elle le sût ou qu'Elle l'ignorât; ascenda que de  
quelque qualité & condition que lesdites Actions & cho-  
ses ci-dessus soient, Elle pourtant ne laissera d'en faire  
la Renonciation en bonne & dâc forme, & avec toutes  
les assûrances, formes, & solemnitez qui y seront requi-  
ses & necessaires, laquelle dite Renonciation Elle fera  
avant que d'être mariée par Parole de present. Qu'Elle  
aussi-tôt après la celebration du Mariage approuvera &  
ratifiera conjointement avec le Roi Très-Christien, avec  
les mêmes formes & solemnitez qu'Elle aura fait à la  
susdite premiere Renonciation, voire avec les clauses  
qu'il y verront être les plus convenables, & necessaires à  
l'effet & accomplissement : de laquelle Renonciation  
Leurs Majestez demoreront & demeureront dès à pre-  
sent comme pour lors obligés. Et au cas qu'Elles ne  
fussent ladite Renonciation & Ratification en vertu du  
present Contrat par Capitulation, icelles susdites Trai-  
tez, Renonciation & Ratification sont tenues & censées  
dès à present, comme pour lors, pour bien & dûment  
faites, passées, & octroyées. Ce qui se fera en la forme  
la plus authentique, & efficace que faire se pourra  
pour être bonnes & valables, ensemble avec toutes les  
Clauses derogatoires des derogatoires, de quelconques  
Loix, Jurisdiction, Coutumes, Droits, & Constituc-  
tions ou contraires, ou qui empêchassent du tout ou en  
partie lesdites Renonciation & Ratification, auxquelles  
à l'effet & validité que dessus Leurs Majestez Catholi-  
que & Très-Christienne derogent, & de z à present  
Elles y derogent entièrement; & pour l'Approbaton &  
Ratification qu'Elles feront dès à present comme dès lors  
Elles entendront & entendront avoir dérogé à toutes  
exceptions ci-dessus.

Que d'autant que Leurs Majestez Catholique &  
Très-Christienne sont venus & viennent à faire ces Ma-  
riages, afin de tant plus perpetuer & assûrer par ce  
fort mené & lien la Paix publique de la Chrétienté; &  
entre Leurs Majestez l'amour & la fraternité que cha-  
cune espere entre Elles; & en contemplation aussi des  
justes & legitimes causes qui montrent & persuadent  
l'égalité & convenance desdits Mariages, par le moien  
desquels, & moyennant la faveur & la grace de Dieu,  
chacun en peut esperer de très-beux succès, au grand  
bien & augmentation de la Foi & Religion Chrétienne,  
au bien & benefice commun des Royaumes, Sujets, &  
Vassaux des deux Couronnes, comme aussi par ce qui  
traite & importe au bien de la chose publique & con-  
servation d'icelle. Consideration de telle importance  
qu'il seroit à craindre que les occasions qui se presentent  
de tels Mariages ne fussent prevenus ou tollez : doncques  
attenda la qualité des susdites & autres justes raisons  
qui se pourroient dire ou alleguer : Leurs Majestez ac-  
cordent & arrêtent par contrat & pache conventionnelle  
entre Elles qui sortira & aura lieu, force, & vigueur  
de Loi ferme & stable à tout jamais, en faveur de leurs  
Royaumes & de toute la chose publique d'iceux. Que la  
Serenissime Infante d'Espagne, Dame ANNE &  
les Enfants procréés d'Elle, soient mâles ou femelles, &  
leurs Descendants premiers ou seconds, troisièmes ou  
quatrièmes, nez ci-après en quelque degré qu'ils se puis-  
sent trouver, voire à tout jamais, ne puissent venir ni  
succéder de Royauté, États, Seigneuries & Domina-  
tions qui appartiennent & appartiendront à Sa Majesté

Catholique, & qui sont compris au dessous des Titres  
& qualitez mentionnées en cette preste Capitulation,  
ni en aucun de ses plus Grands Royaumes, États, Sei-  
gneuries, Provinces, Isles adjacentes, Fiefs, Capitai-  
neries, ni es Frontières que Sa Majesté Catholique pos-  
sède dès à present ou qui lui appartiennent, ou pourrout  
appartenir dedans & dehors le Royaume d'Espagne, que  
par ci-devant Leurs Majestez Catholiques & leurs  
ascendants Predecesseurs eurent, possederent, & leur  
apparturent, ni en tous ceux qui sont compris en iceux  
ou dependant d'iceux, ni mêmes en tous ceux qui par  
ci-après en quelque tems que ce soit, Elles pourroient  
acquies ou accroître, ou ajouter aux susdits siens Royau-  
mes, États & Dominations, ou qu'Elles pourroient re-  
tirer, ou qui leur pourroient échoir par dévolus ou par  
quelques autres titres, Droits ou raison que ce soit ou  
qui puisse être; encore que ce fut durant la vie de la  
Serenissime Infante, Dame ANNE, ou après sa mort;  
en celle de qui que ce soit de ses Descendants premiers,  
seconds, ou troisièmes nez, ou en quelque manière qui  
puisse avenir; ou que le cas ou les cas par lesquels ou par  
Droit ou par Loix & Coutumes desdits Royaumes États  
& Dominations, soit par disposition du titre, par les-  
quels ils puissent succéder ou prétendre pouvoir succéder  
esdits Royaumes, États, & Dominations; en tous  
lesquels susdits cas dès à present ladite Dame ANNE  
Infante, dit & déclare être & demeure bien & dûment  
excluse, ensemble tous ses Enfants & Descendants,  
mâles & femelles; encore qu'ils se voulsissent dire ou  
puissent dire, & prétendre qu'en leur Personne ne con-  
tient ni ne se peuvent & doivent considerer icelles raisons  
comme de nulle valeur de la chose publique; ni autres  
esquelles ladite Exclusion se pourroit fonder, ou qu'ils  
voulsissent alleguer (ce qu'à Dieu ne plaise) que la  
succession du Roi Catholique ou de ses Serenissimes Prin-  
ces & Infantes, & d'abondant des mâles qu'il a, ou  
pourra avoir pour ses legitimes Successeurs, eût marqué  
& défaut, par ce que comme en aucun cas ni en aucun  
tems, ni en quelque manière qu'il pût avenir, Elle ni  
eux, ses Hoirs & Descendants n'ont à succéder ni pré-  
tendre pouvoir succéder sans prejudecier aux dits Loix,  
Coutumes, Ordonnances, & dispositions en vertu des-  
quelles il a succédé en tous ses Royaumes, États, &  
Seigneuries, que ce ne soit prejudecier aussi à toutes les  
Loix des Lieux & Coutumes de la Couronne de France,  
lesquels au prejudecier des Successeurs en icelle n'em-  
pechent cette susdite Exclusion, aussi bien à present  
comme en tems, & en cas qui deroient lesdites Suc-  
cessions. A toutes lesquelles considerations ensemble &  
à chacune en particulier d'icelles Leurs Majestez derogent  
en ce qu'elles contrariaient ou empêchent le contenu en ce  
Contrat, ou l'accomplissement & execution d'icelui.  
Et que pour l'Approbaton & Ratification de cette pre-  
sente Capitulation, Elles y derogent & derogent, ven-  
lent & entendent que la Serenissime Infante, & les  
Descendants d'icelle, demeurent à l'avenir & pour ja-  
mais exclus de pouvoir succéder en aucun tems ni en  
aucun cas es États du Païs de Flandres, Comté de  
Bourgogne & de Charolais, leurs appartenances & de-  
pendances, lesquels Provinces & États furent donnez  
par Sa Majesté Catholique à la Serenissime Infante  
Dame ISABELLE, & qui doivent retourner à Sa  
Majesté Catholique & à ses Successeurs. Pareillement  
aussi ils déclarent très-expressement qu'en cas que la  
Serenissime Infante demeurât veuve (ce qu'à Dieu ne  
plaise) sans Enfants de ce Mariage; qu'Elle demeurera  
libre & franche de la susdite Exclusion, & partant dé-  
clare Personne capable de ses Droits, & de pouvoir  
succéder en tout & qui lui pourra appartenir ou échoir,  
en deux cas seulement : si Elle demeurant veuve de ce  
Mariage & sans Enfants, venoit en Espagne : l'autre,  
si par raison d'Etat pour le bien public & pour justes  
considerations Elle se ramarieroit par la volonté du Roi  
Catholique son Père ou du Prince des Espagnes son  
Frère, esquels deux cas Elle demeurera capable & ba-  
bile à pouvoir succéder & heriter.

Que si tôt que la Serenissime Infante, Dame ANNE,  
aura accompli l'âge de douze ans, & avant que de ce-  
lebrer le Mariage par paroles de present, Elle donnera,  
promettra, & octroyera son Escri, par lequel Elle s'obli-  
gera, tant pour Elle que pour ses Successeurs, à l'ac-  
complissement & observation de tout ce que dessus, &  
de son exclusion & de celle de ses descendants, approuvant  
le tout selon comme il est convenu en ce present Contrat  
& Capitulation, avec les clauses & juremens necessai-  
res & requis : & en jurant cette presente Capitulation  
& la susdite Obligation & Ratification, que son Altesse  
aura faite & donnée, Elle en fera nôt autre pareille &  
semblable



ANNO  
1701.

semblable avec le Roi Très-Chrétien, si tôt qu'Elle sera mariée & épousée, laquelle sera enregistrée au Parlement de Paris selon la forme & teneur, comme aussi dès à présent Sa Majesté Catholique fera approuver & ratifier ladite Renonciation & Ratification en la forme accoutumée, la fera aussi enregistrer en son Conseil d'Etat, & soit que lesdites Renonciations, Ratifications, & Approbations soient faites des à présent en vertu de cette Capitulation & du présent Contrat, & du Mariage qui s'en suivra, & en contemplation de toutes les choses susdites, Elles soient tenues & censées pour bien faites & de nullement vicieuses & passées.

Que Leurs Majestés Très-Chrétiennes donneront à la Serenissime Infante, Dame ANNE pour ses bagues & joyaux jusqu'à la valeur de cinquante mille Ecus sol &c. &c.

Que Leurs Majestés Très-Chrétiennes selon l'ancienne & loisible Coutume de la Maison de France, assigneront & constitueront à la Serenissime Infante, Dame ANNE, pour son Douaire vingt mille Ecus d'or sol par chacun an. &c. &c.

Que Sa Majesté Très-Chrétienne donnera & assignera à la Serenissime Infante, Dame ANNE, pour la dépense de sa Chambre & entretenement de son Etat & de la Maison somme convenable & telle qu'appartient à Elle & Femme de tant de Grands & Puissans Rois &c.

Que la Serenissime Infante aiant accompli les douze ans de son âge, ils épouseront & marieront par Procureurs qu'enverra le Roi Très-Chrétien & la Serenissime Infante par Paroles de présent. Ce qu'étant fait, Sa Majesté Catholique la fera mener à ses fraix & dépens jusqu'à la Frontière du Royaume de France &c. &c.

Qu'en cas que le Mariage se dissolue & rompe entre Sa Majesté Très-Chrétienne & la Serenissime Infante, Dame ANNE, & que Son Altesse survive Sa Majesté Très-Chrétienne, en ce cas Elle s'en pourra retourner & retirer librement & sans aucun empêchement des Royaumes d'Espagne &c. &c.

Qu'attendu que le Traité & Pourparlé du présent Mariage a été désiré & puis concerté & promys par Notre Saint Père, & par ses entremises acheminé en l'état où il est à présent : sera bien à propos de supplier sadite Sainteté, comme dès à présent Leurs Majestés la supplient, de trouver bon & avoir agréable d'en donner la benediction & intervenir de son Autorité Apostolique, & ce présent Contrat & Capitulation la voudront approuver & inserer dans ses Bulles, ensemble les approbations qu'en auroient faites Leurs Majestés & Son Altesse : aussi avec les Ecritures & juremens qui sont données & adroïtes ; Dref tout ce qui a été fait & passé pour l'accomplissement & sûreté d'icelui.

Que Leurs Majestés Catholique & Très-Chrétienne approuveront & ratifieront cette présente Capitulation, promettant sur la Parole & Foi de Roi, de la garder & accomplir inviolablement, délivreront à cet effet leurs Brevets en la forme accoutumée avec les derogatoires à quelconques Loix, Justices, & Coutumes qui sont ou seroient à ce contraires, & étant raisonnable. Lesquels dits Brevets de Ratification & Capitulation, la présente Ecriture, ils bailleront & délivreront l'un à l'autre respectivement dans deux mois, à compter du jour & de la date de la présente, & ce par le moien des Ambassadeurs Ordinaires, & Cours de Leurs Majestés Catholique & Très-Chrétienne.

De tout ce que dessus lesdits Sieurs Commissaires & dits Noms, promettent, consentent, & accorderont selon qu'il est contenu en la présente Capitulation, s'y étant obligés Leurs Majestés Catholique & Très-Chrétienne, ensemble Son Altesse avec l'obligation & le lien de leur Roi & Parole de Roi qu'ils effectueront & garderont : commanderont qu'il soit gardé & accompli entièrement, sans qu'en tout ou en partie il faille ou manque chose quelconque, ni iront ni viendront au contraire ; même ne consentiront aller ni venir directement, ou indirectement, de quelque façon ou manière que ce soit : car ainsi l'ont promis lesdits Commissaires en vertu des Pouvoirs qu'ils ont de Leurs Majestés, à quoi furent présents lesdits dénommez au commencement de cette Capitulation ; & lesdits Seigneurs, promettans & obéissans ce que dessus, l'ont signé de leurs mains & de leurs noms, & me requièrent que de toute cette Capitulation, je leur en baillasse Copie, & de toutes celles qui seront traduites & transférées qui leur seront nécessaires.

Ainsi signé,

LE DUC DE LERME &c.  
HENRI DE LORRAINE &c.ANNO  
1701.

Par lesquels Articles l'exclusion illimitée à la Succession d'Espagne, non seulement d'un Successeur prochain au Royaume de France, mais de tout autre du Sang de France venant de ce Mariage & même du dernier & du plus éloigné de la Succession de France, ou de celui absolument rejeté à cause du Sexe féminin, sans aucune distinction de Sexe, ordre ou degré, ne pouvoit être plus clairement exprimée, ni l'obligation qui y est attachée, pouvoit être plus étroite. Aussi aiant été confirmée avant & après la conformation du Mariage, par l'Infante ANNE & par le Roi Très-Chrétien même par de sacrez Sermens, & aiant été enregistrée entre les Loix éternelles d'Espagne & de France, dans les Actes publics de l'un & l'autre Royaume, Elle n'a jamais depuis été revocquée en doute par aucun homme vivant. Au contraire, son utilité & sa nécessité aiant été murement considérée lorsque les Etats ou Ordres Généraux du Royaume s'assemblerent à Madrid en 1618, ils représentèrent & supplèrent le Roi PHILIPPE, qu'il confirmât de nouveau par une Loi perpetuelle cette Renonciation ; & qu'en vertu d'icelle tous les Enfants en général de l'un & de l'autre Sexe, qui étoient venus ou viendroient de ce Mariage, fussent éternellement exclus de toute la Succession d'Espagne. Et alors le Roi PHILIPPE, après avoir derechef examiné & murement pesé la chose, fit & publia la Loi qu'on avoit demandée, dans laquelle sont répétées, ainsi qu'il est rapporté dans le nouveau Code des Loix, imprimé à Madrid en 1640, l'exception faite en cas que le Mariage fut dissout, & que l'Infante fut restée sans Enfants, & la Renonciation jurée, ainsi qu'on l'a dit, de tout Droit à la Succession dans les mêmes mots & termes dudit Contrat de Mariage, & de la Renonciation qui y étoit relative sous le titre qui suit.

Loi douzieme. Que Dame ANNE Reine Très-Chrétienne de France, & ses Enfants & Descendans de son Mariage avec LOUIS XIII. Roi Très-Chrétien, ne pussent succéder aux Royaumes d'Espagne & ses Dependances : Excepté le cas contenu dans cette Loi.

Ce qui est exprimé dans le Contrat de Mariage fait en 1659. entre l'Infante MARIE-THERESE, Fille de PHILIPPE IV. & LOUIS XIV. à présent Regnant en France, s'accorde entièrement & est de pareille efficace avec celui qu'on vient de rapporter, pour exclure, par plusieurs raisons, tous Descendans François à l'infini, Mâles ou Femelles, de toute portion de la Monarchie d'Espagne ; de sorte que le Contrat précédent n'eût point été d'ère vû, n'étoit qu'on a ajouté quelques nouvelles Clausules pour déclarer avec plus de force la volonté des Contractans, & pour faire, s'il étoit possible, de plus étroits engagemens dans le Contrat suivant.

« A U nom de la très Ste. Trinité, Pere, Fils, & St. Esprit, trois personnes en un seul Dieu  
« veritable, à son honneur & gloire & au bien de ces Royaumes ; soit notoire à tous ceux qui ces  
« presentes Lettres verront, & cet Accord de Mariage : Que comme en l'Isle appellée des Faïsans, située dans la Riviere de Bidassoa, à demi lieu  
« du Bourg d'Andaye, Province de Guyenne, & autant de la Ville d'Irura, en la Province de Guipuscoa, & dans la Maison qui a été cette année  
« bâtie en ladite Isle, pour y traiter de Paix, entre leurs Majestés Très-Chrétienne & Catholique,  
« ce jourd'hui septième du mois de Novembre de l'année que l'on compte, depuis la naissance de  
« Jesus Christ, Notre Seigneur & Redempteur, mil six cent cinquante neuf. Par devant moi Pedro  
« Coloma, Chevalier de l'Ordre de Saint Jacques, Seigneur des Villes de Chozas, de Cavales, & de  
« Junchilliers, du Conseil des Indes, Secrétaire d'Etat, Escrivain, & Notaire de la Catholique Royale Majesté ; ont comparu, très-Eminent Seigneur Messire Jules Mazurini, Cardinal de la Ste.  
« Eglise Romaine, Duc de Mayene, Chef de tous les Conseils du très-Excellent, & très-Puissant Prince LOUIS XIV. par la grace de Dieu Roi  
« Très-Chrétien de France & de Navarre, en vertu du Pouvoir qu'il a de Sa Majesté Très-Chrétienne, écrit en Langue Françoisé ; signé de la Royale  
« main,

ANNO main, & scellé de son Sceau Royal, contresigné  
1701. par son Secrétaire d'Etat, le Sieur de Lomenie;  
donné à Paris le vingt unième jour de Juin 1699.  
lequel Pouvoir est demeuré en mes mains, &  
dont la copie sera insérée à la fin des présentes,  
d'une part. Et de l'autre, très-Excellent Seigneur  
Don Louis Mendez de Haro & Guzman, Mar-  
quis de Carpio, Comte Duc d'Olivarez, Gou-  
verneur perpétuel des Palais Royaux & Arsenal  
de Seville, Grand Chancelier perpétuel des Indes,  
du Conseil d'Etat de Sa Majesté Catholique,  
Grand Commandeur de l'Ordre d'Alcantare, Gen-  
tilhomme de la Chambre de sadite Majesté, &  
son Grand Escuyer. Et au nom du Très-Haut,  
très-Excellent, & très-Puissant PHILIPPE IV.  
aussi par la grace de Dieu Roi de Castille, Leon,  
Aragon, des deux Siciles, de Jerusalem, de Por-  
tugal, de Navarre, & des Indes, &c. Archiduc  
d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Brabant, &  
de Milan, Comte de Hasbourg, de Flandre, &  
de Tirol, &c. & en vertu du Pouvoir qu'il a de  
Sa Majesté Catholique, par Acte signé de sa main  
Royale, scellé de son Sceau Royal, & contresigné  
par Don Fernand de Fonseca Ruys de Contreras,  
son Secrétaire d'Etat; fait à Madrid le cinquième  
jour de Juillet de la présente année; comme Roi,  
Pere, & legitime Administrateur de Serenissime In-  
fante Dame MARIE-THERESE, la Fille aînée  
de la Majesté de la feuë Reine ELISABETH sa  
legitime Epouse. Et le dit Seigneur Cardinal  
Mazarin, au nom de Sa Majesté Très-Chrétienne;  
& le dit Marquis Comte d'Olivarez, au nom de  
Sa Majesté Catholique, usans de leurs Pouvoirs  
suffisits, ont dit & déclaré que leurs Maîtres,  
comme Rois Très-Chrétien & Catholique, qui  
ont fort à cœur le bien de leurs Royaumes, &  
d'affermir la Paix, qui s'establit aujourd'hui entre  
les deux Couronnes; desirans que la durée de cet-  
te Paix ne s'étende pas seulement à celle de la vie  
de leurs Majestés, mais passe avec la même fermeté  
à leurs Successeurs & Descendants; & jugeant que  
le plus efficace moyen pour parvenir à cette sainte  
fin, est de renouer étroitement leurs Alliances  
par le lien d'un Mariage: leurs Majestés avec la  
Grace de Dieu, & à son service ont traité & ac-  
cordé les Epousailles & Mariage de Sa Majesté  
le Roi Très-Chrétien, avec la Serenissime Infante  
Dame MARIE-THERESE, Fille aînée de Sa  
Majesté le Roi Catholique; afin de confirmer d'a-  
vantage, par ce nouveau nœud, l'amour, l'amiti-  
té, & l'union qui est, & que l'on desire conser-  
ver entre leurs Majestés. Et pour cet effet, les-  
dits Seigneurs Plenipotentiaires, aux noms suffits,  
ont traité & accordé les Articles qui suivent.

I. QU'avec la grace & benediction de Dieu, &  
presalablement obtenüe Dispense de sa Saincte-  
té, à raison de proximité & consanguinité, qui  
est entre le Roi Très-Chrétien, & la Serenissime  
Infante, ils fassent celebrer leurs Epousailles &  
Mariage, par paroles de present, selon la forme  
& solemnité prescrite par les sacrez Canons, &  
Constitutions de l'Eglise Catholique, Apostoli-  
que, & Romaine. Et se feront lesdites Epou-  
sailles & Mariage en la Cour de Sa Majesté Ca-  
tholique, où Elle fera, avec la Serenissime Infan-  
te Dame MARIE-THERESE; & ce en vertu  
du Pouvoir & Commission du Roi Très-Chrétien,  
qui le ratifiera & accomplira en personne, quand  
la Serenissime Infante Dame MARIE-THE-  
RESE, sera amenée en France; Sa Majesté se  
joignant avec son Altesse, & recevant les benedic-  
tions de l'Eglise: Et la conclusion & ratification  
dudit Mariage, soit par Pouvoir special, ou en pre-  
sence, se fera quand & dans le tems accordé &  
concerté entre leurs Majestés.

II. Que Sa Majesté Catholique promet & de-  
meure obligée de donner, & donnera à la Sereni-  
sime Infante Dame MARIE-THERESE, en  
Dot & en faveur de Mariage avec le Roi Très-  
Chrétien de France, & payera à Sa Majesté Très-  
Chrétienne, ou à celui qui aura Pouvoir ou Com-  
mission d'elle, la somme de cinq cent mille Ecus  
d'or sol, ou leur juste valeur, en la Ville de  
Paris. Et la dite somme sera payée en la manière  
suivante: le tiers, au tems de la conformation  
du Mariage; l'autre tiers, à la fin de l'année de-  
puis la dite conformation; & la dernière troisième

partie, six mois après: en sorte que l'entier paye-  
ment de ladite somme de cinq cent mille Ecus  
d'or sol, ou leur juste valeur, sera faite en dix  
huit mois de tems, aux termes & portions, qui  
viennent d'être spécifiées.

III. Que Sa Majesté Très-Chrétienne s'oblige  
d'assurer, & assurera le Dot de la Serenissime In-  
fante Dame MARIE-THERESE, sur rentes  
bonnes & bien assurées, & sur fonds & assignations  
valables.

IV. Que moyennant le paiement effectif fait à  
Sa Majesté Très-Chrétienne des dits cinq cent  
mille Ecus d'or sol, ou leur juste valeur, aux  
termes qu'il a été ci-devant dit, la dite Serenissime  
Infante se tiendra pour contente, & se contentera  
dudit Dot, sans que par ci-après elle puisse alle-  
guer aucun sien autre Droit, ni intenter aucune  
autre action ou demande, prétendant qu'il lui ap-  
partienne, ou puisse appartenir autres plus grands  
Biens, Droits, raisons, actions, pour cause des  
heritages & plus grande succession de leurs per-  
sonnes en quelque autre manière, ou pour quel-  
que cause & titre que ce soit, soit qu'elle le sçeut,  
ou qu'elle l'ignorât; attendu que de quelque qua-  
lité & condition que lesdites actions & choses ci-  
dessus soient, elle en doit demeurer excluse, &  
avant l'effectuation de ses Epousailles, elle en  
fera la Renonciation en bonne & due forme, &  
avec toutes les assurances, formes, & solemnitez  
qui sont requises & necessaires: Laquelle dite  
Renonciation elle fera avant que d'être mariée,  
par parole de present; qu'elle, aussi-tôt après la  
celebration du Mariage, approuvera & ratifiera  
conjointement avec le Roi Très-Chrétien, avec  
les mêmes formes & solemnitez qu'elle aura fait à  
la susdite première Renonciation, voire avec les  
clauses qu'ils verront estre les plus convenables &  
necessaires: A l'effect & accomplissement de la-  
quelle Renonciation, Sa Majesté Très-Chrétienne  
& Son Altesse demeureront & demeurent dès à  
present, comme pour leurs obligés; & au cas qu'el-  
les ne fassent ladite Renonciation & Ratification,  
en vertu du present Contrat, par Capitulation,  
Iceux suffits Traitez, Renonciation & Ratification,  
seront tenus & censés dès à present, comme pour  
lors, pour bien debitement faits, passez & octroyez.  
Ce qui se fera en la forme la plus autentique &  
efficace que faire se pourra, pour être bonnes &  
valides, ensemble avec toutes les clauses déroga-  
toires de quelconque Loi, Jurisdiction, Coutume,  
Droits, & Constitutions, à ce contraires, ou qui  
empêchassent du tout, ou en partie, lesdites Re-  
nonciations & Ratifications; Auxquelles, à l'effect  
& validité que dessus, leurs Majestés Très-Chré-  
tienne & Catholique derogent, & dès à present  
elles y derogent entierement: Et par l'Approbat-  
ion & Ratification qu'elles feront de ce present Con-  
tract & Capitulation, dès à present comme dès  
lors, elles entendront & entendent avoir dérogé à  
toutes exceptions ci-dessus.

V. Que d'autant que leurs Majestés Très-  
Chrétienne & Catholique sont venues & viennent  
à faire ce Mariage afin de tant perpetuer & assurer  
par ce nœud & lien la Paix publique de la Chré-  
tienté, & entre leurs Majestés, l'amour & la fra-  
ternité, que chacun espere entre elles; & en con-  
templation aussi des justes & legitimes causes, qui  
montrent & persuadent l'égalité & convenance du  
dit Mariage, par le moyen duquel & moyennant  
la faveur & grace de Dieu, chacun en peut esperer  
de très-heureux succez au grand bien & augmen-  
tation de la Foi & Religion Chrétienne, au bien &  
benefice commun des Royaumes, Sujets, & Vas-  
saux des deux Couronnes; comme aussi pour ce  
qui touche & importe au bien de la chose publique,  
& conservation des dites Couronnes; lesquelles  
étant si grandes & puissantes, ne puissent être réu-  
nies en une seule, & que dès à present on prenne  
les occasions d'une pareille conjonction: Don-  
ques, attendu la qualité des susdites & autres jus-  
tes raisons, & notamment celle de l'égalité qui se  
doit conserver, Leurs Majestés accordent & arrê-  
tent, par Contrat & Pacte conventionnel entre  
Elles, qui fortra, & aura lieu, force, & vigueur  
de Loi ferme & stable à tout jamais, en faveur de  
leurs Royaumes, & de toute la chose publique  
d'iceux; que la Serenissime Infante d'Espagne,  
Dame MARIE-THERESE, & les Enfants pro-  
crées

ANNO  
1701.



ANNO  
1701.

créer d'elle, soit mâles ou femelles, & leurs Descendants, premiers ou seconds, trois ou quatre, nez ci-après, en quelque degré qu'ils se puissent trouver, voire à tout jamais, ne puissent succéder, ni succéder à Royaumes, Etats, Seigneuries, & Dominations, qui appartiennent & appartiendront à Sa Majesté Catholique, & qui sont compris au dessous des Titres & Qualitez mentionnées en cette présente Capitulation, ni en aucun de ses autres Royaumes, Etats, Seigneuries, Provinces, Isles adjacentes, Fiefs, Capitaineries, ni es Frontières que Sa Majesté Catholique possède dès à présent, ou qui lui appartiennent, ou pourrout appartenir, tant dedans, que dehors le Royaume d'Espagne; & qu'à l'avenir la dite Majesté Catholique, ou ses Successeurs, auront, posséderont, & leur appartiendront; ni en tous ceux qui sont compris en iceux, ou dependent d'iceux; ni même en tous ceux qui par ci-après, en quelque tems que ce soit, elle pourroit acquérir, ou accroître, & ajouter aux susdits siens Royaumes, Etats, & Dominations, ou qu'elle pourroit retirer, ou qui lui pourroit échoir par devolution ou par quelques autres Titres, Droits, ou Raisons que ce puisse être, encore que ce fut durant la vie de la dite Serenissime Infante Dame MARIE-THERESE, ou après sa mort, en celle de qui ce soit de ses descendants, premiers, seconds, troisièmes nez ou ultérieurs, que le cas ou les cas, par lesquels, ou de Droit, ou par les Loix & Costumes desdits Royaumes, Etats, & Dominations, soit par dispositions de Titres, par lesquels ils puissent succéder, ou prétendre pouvoir succéder es dits Royaumes, Etats, ou Dominations, leur dût appartenir la Succession, en tous lesquels susdits cas, dès à présent ladite Dame MARIE-THERESE Infante dit & declare être & demeure bien & deliement excluse, ensemble tous ses Enfants, & descendants Mâles ou Femelles, encore qu'ils le voulsussent ou pussent dire & prétendre, qu'en leurs personnes ne courent, ni ne se peuvent & doivent considérer lesdites raisons de la chose publique, ni autres es quelles ladite exclusion se pourroit fonder, ou qu'ils voulsussent alleguer (ce qu'à Dieu ne plaise) que la Succession du Roi Catholique, ou de ses Serenissimes Princes & Infantes s'abandonne des Mâles, qu'il a & pourra avoir les légitimes Successeurs, est manqué & defailli; parce que comme il a été dit en aucun cas, ni en aucun tems, ni en quelque maniere qui peut advenir, ni elle, ni eux, ses Hoirs & ses Descendants n'ont à succéder; nonobstant toutes Loix, Costumes, Ordonnances, & Dispositions en vertu desquelles on a succédé en tous lesdits Royaumes, Etats, & Seigneuries: Et nonobstant aussi toutes les Loix & Costumes de la Couronne de France, qui au prejudice des Successeurs en icelle, s'opposent à cette susdite exclusion, aussi-bien à présent, comme aux tems à venir, & aux cas qui auroient long-tems différé lesdites Successions; à toutes lesquelles considérations ensemble, & à chacune en particulier d'icelles, leurs dits Majestez derogent, en ce qu'elles contrarient ou empêchent le contenu en ce Contrat, ou l'accomplissement & execution d'icelui. Et que pour l'Approbaton & Ratification de cette présente Capitulation, elles y derogent, & les tiennent pour dérogées: Veulent & entendent, que la Serenissime Infante, & ses Descendants d'icelle demeurent à l'avenir & pour jamais exclus de pouvoir succéder en aucun tems, ni en aucun cas, es Etats du Pais de Flandres, Comté de Bourgogne & de Charolois, leurs appartenances & dépendances. Pareillement aussi ils déclarent très-expressement, qu'en cas que la Serenissime Infante demeure veuve (ce qu'à Dieu ne plaise) sans Enfants de ce Mariage, qu'elle demeurera libre & franche de ladite exclusion; & partant déclarée personne capable de ses Droits, & pouvoir succéder en tout ce qui lui pourra appartenir ou échoir en deux cas seulement: L'un, si elle demeurant veuve de ce Mariage, sans Enfants, venoit en Espagne; l'autre, si par raison d'Etat, pour le Bien public, & pour justes considérations, elle se remariait, par la volonté du Roi Catholique son Pere ou du Prince son Frere: Esquels deux cas elle demeurera capable & habile à pouvoir succéder & hériter.

VI. Que la Serenissime Infante Dame MARIE-THERESE, avant que de célébrer le Mariage,

ANNO  
1701.

par paroles de présent, donnera, promettra, & octroyera son Ecrit, par lequel elle s'obligera, tant pour elle, que pour ses Successeurs, & Héritiers, à l'accomplissement & observation de tout ce que dessus, & de son exclusion, & de celle de ses Descendants; approuvera le tout selon comme il est contenu en cette présente Capitulation avec les Clausules & Juremens nécessaires & requis. Et en inférant la susdite Obligation & Ratification, que son Altesse aura donnée & faite à la présente Capitulation, & elle en fera une autre pareille semblable conjointement avec le Roi Très-Christien, si-tôt qu'elle sera enregistrée au Parlement de Paris, selon la forme accoutumée, avec les autres Clausules nécessaires. Comme aussi de la part de Sa Majesté Catholique, elle fera approuver & ratifier la Renonciation & Ratification en la forme & force accoutumée avec les autres Clausules nécessaires; la fera aussi enregistrer en son Conseil d'Etat. Et soit que lesdites Renonciations, Ratifications, & Approbations soient faites, ou non faites, dès à présent, en vertu de cette Capitulation & du Mariage qui s'ensuivra, & en contemplation de toutes les susdites choses, elles seront tenues & censées pour bien & dûement faites & octroyées, & pour passées & enregistrées dans le Parlement de Paris, par la publication de la Paix dans le Royaume de France.

VII. Que Sa Majesté Très-Christienne donnera à la Serenissime Infante Dame MARIE-THERESE, pour ses Bagues & Joiaux, la valeur de cinquante mille Ecus d'or sol. &c.

VIII. Que Sa Majesté Très-Christienne, suivant l'ancienne & loisible coutume de la Maison de France, assignera & constituera à la Serenissime Infante Dame MARIE-THERESE, pour son Douaire, vingt mille Ecus d'or sol. &c.

IX. Que Sa Majesté Très-Christienne donnera & assignera à la Serenissime Infante Dame MARIE-THERESE, pour la dépense de la Chambre & entretènement de son Etat, & de sa Maison, une somme convenable, telle qu'appartient à Femme & Fille de si grands & Puissans Rois &c.

X. Que le Roi Très-Christien & la Serenissime Infante Dame MARIE-THERESE, s'épouseront & marieront par Procureur, qu'enverra le Roi Très-Christien à la Serenissime Infante par parole de présent. Ce qu'étant fait, Sa Majesté Catholique la fera mener à ses fraix & dépens jusques à la Frontière du Royaume de France &c.

XI. Qu'en cas que le Mariage se dissolue entre Sa Majesté Très-Christienne & la Serenissime Infante Dame MARIE-THERESE, & que son Altesse survive Sa Majesté Très-Christienne, en ce cas elle s'en pourra retourner librement, & sans autre empêchement quelconque, au Royaume d'Espagne &c.

XII. Ce Traité & Contrat de Mariage a été fait, avec dessein de supplier notre Saint Pere le Pape; comme dès à présent Leurs Majestez l'en supplient, qu'il ait agréable de l'approuver, & lui donner la Bénédiction Apostolique; comme aussi d'en approuver les Capitulations & les Ratifications qu'en auroit faites Leurs Majestés & son Altesse, & ces Ecritures & Juremens qui se feront & octroyeront pour son accomplissement, les inférant en ses Lettres d'Approbaton & Bénédiction; Que Leurs Majestez Très-Christienne & Catholique, approuveront & ratifieront cette présente Capitulation, & tout ce qu'elle contient; promettont & s'obligeront sur leur foi & parole Royale, de la garder & accomplir inviolablement, délivreront à cet effet leurs Brevets, ou Lettres, en la forme accoutumée, avec les derogatoires de quelconques Loix, Justices, & Costumes qui seroient à ce contraires, & auxquelles il convient déroger. Lesquels susdits Brevets ou Lettres de Ratification de la présente Ecriture, ils se délivreront l'un à l'autre respectivement dans trente jours, à compter du jour & date de la présente, par le moyen des Ambassadeurs ou Ministres qui résideront dans les Cours de Leurs Majestez Très-Christienne, & Catholique; avec l'obligation & lien de leur foi & parole Royale, & qu'ils effectueront & garderont; commanderont qu'il soit observé & accompli entièrement, sans qu'en tout, ou en partie, il y manque chose quelconque, & qu'ils n'ont, ni consentiront aller ni venir au contraire directement

ANNO 1701. hi indirectement, ni en autre façon, ni manière aucune; car ainsi l'ont promis & stipulé ledits Seigneurs Plenipotentiaires, en vertu des Pouvoirs qu'ils ont de Leurs Majestés. A quoi furent présents, de la part de la France, Messieurs le Duc de Guise, Comte d'Harcourt, Grand Ecuier de France, & Gouverneur d'Alsace & de Philipsbourg; le Maréchal de Clerembaud, Gouverneur de Berry; le Duc de Crequi, Premier Gentilhomme de la Chambre dudit Seigneur Roi Très-Chrétien; le Bailli de Souvry, le Comte d'Onnon, le Marquis de Vardes, Capitaines de cent Suisses de la Garde de Sa Majesté; le Marquis de Soyecourt, Maître de la Garderobe de Sa Majesté; de Lyonne, Ministre d'Etat; Courtin, l'un des Maîtres des Requêtes de l'Hôtel de Sa Majesté; d'Avauz, aussi Maître des Requêtes dudit Hôtel; & plusieurs autres Seigneurs & Cavaliers. Et de la part d'Espagne Messieurs le Marquis de Mondejar, Gentilhomme de la Chambre dudit Seigneur Roi Catholique; le Duc de Naxara & de Maqueda; le Marquis de los Balbarez, Capitaine-Général des Gens d'Armes de l'Etat de Milan; le Licenté Don Joseph Gonzalez, du Conseil & Chambre de Sa Majesté & Président de ses Finances; le Licenté Don Francisco Ramos de Manzano, du Conseil de Sa Majesté, dans le Souverain de Castille; le Baron de Vateville, du Conseil de Guerre de Sa Majesté, & son Capitaine-Général dans la Province de Guisquicoa; Don Rodrigo de Moxica, du Conseil de Guerre de Sa Majesté & Maître de Camp Général de l'Armée d'Estremadure; & plusieurs autres Seigneurs & Cavaliers. Et ledits Seigneurs contractans l'ont signé de leurs mains & noms; & m'ont requis que de toute cette Capitulation je leur en baillasse copie, & de toutes celles qui seront traduites, & translatées, qui leur seront nécessaires.

Signé,

Le Cardinal MAZARINI,

Et Don LOUIS MENDEZ.

Fait & passé par devant moi Secrétaire ci-dessus-dit, Ecrivain & Notaire public, les ans & jours susdits.

Signé,

PEDRO COLONNA;

Pour témoignage de verité,

PEDRO COLONNA, avec Paraph.

L'Infante MARIE-THERESE a satisfait exactement & autant qu'il étoit bienfaisant une Princesse du Sang d'Espagne à cette Convention, avant que d'être soumise au Pouvoir de la France & qu'elle fût obligée d'obéir à ses Commandemens: & ayant atteint l'âge de vingt ans, & étant bien versée dans les Affaires du Monde, Elle la confirma (ce qui est digne de remarque) par deux Instrumens ou Actes souscrits de sa main, & qui sont avec le Contrat de Mariage entre les Actes publics des Conseils d'Espagne, dont un est un Acte de Renonciation de tout l'Heritage, & de tous Droits & Demandes; & l'autre est un Acte de Ratification pour l'Exclusion & Cession de toutes les Provinces & Royaumes, & les confirma par serment, & abjura absolument en même tems toute faculté de demander ou usurper aucune exception, restitution, abolition, ou dispense Papale ou autre, qui seroit demandée volontairement par Elle, ou par d'autres. Le premier Acte de Renonciation est en ces termes.

MADAME MARIE-THERESE Infante des Espagnes, & par la grace de Dieu Reine future de France, Fille aînée du Très-Haut, Très-Excellent, & Très-Puissant Prince PHILIPPE IV. par la même grace Roi Catholique des Espagnes, Monseigneur, & de la Très-Haute, Très-Excellente, & Très-Puissante Princesse Madame ISABELLE Reine Catholique qui soit en gloire; par cet Instrumens & Acte de Renonciation, & du surplus qui y sera contenu, fait notoire & manifeste à ceux qui en auront connoissance, de quelque fa-

con que ce soit, que par les Articles 1. & 4. du Traité de mon Mariage promis avec le Très-Haut, Très-Excellent, & Très-Puissant Prince LOUIS XIV. Roi Très-Chrétien de France; concla dans l'Île nommée des Faïsans dans la Riviere Vidafoa, du ressort de la Province de Guisquicoa & confin de ces Royaumes avec celui de France, le sept Novembre de l'année passée 1659., il a été résolu & arrêté que le Roi Monseigneur (à cause & au regard de ce Mariage, & afin que j'y porterois mon dot & mes biens propres) a promis qu'il me donneroit cinq cent mille écus d'or au Soleil, qui se payeroient & delivreroient au lieu, & aux termes spécifiés dans ledit Article, au Roi Très-Chrétien, ou à la personne qui auroit son Pouvoir; & qu'avec iceux je me devrois contenter, & tenir pour contenu de tous & quelconques Droits, & Actions qui m'appartiennent, ou pourroient appartenir à présent ou à l'avenir, sur les Biens & Hoirie de la Serenissime Reine Madame ISABELLE ma Mere, & sur la future Succession du Roi Monseigneur, (que Dieu ait en sa garde) & sur tout ce qui me pourroit competer & appartenir comme à Fille & Héritière de leurs Majestés Catholiques, & pour leur Droit, & Chef, & pour quelconque autre Titre pensé, ou non pensé, scéd, ou ignoré, tant pour la Ligne Paternelle, que Maternelle, droite ou transversale, médiatement & immédiatement, & que devant de célébrer le Mariage par parole de présent j'aurois à céder, & renoncer tous mes Droits, & Actions au Roi Monseigneur, & aux personnes qui auront la sienne, & que Sa Majesté voudra, & aura agréable, ainsi qu'il est stipulé & déclaré plus particulièrement par ledits Articles 2. & 4. que j'ai lu, & ouï lire plusieurs fois devant que de consentir à ce que l'on formeroit cet Acte, lesquels je veux qu'ils soient insérez & mis de lettre à autre, & de mot à autre, dont la teneur est la suivante.

Que Sa Majesté Catholique promet, & demeure obligée de donner, & qu'elle donnera à la Serenissime Infante MARIE-THERESE, en dot & Mariage avec le Roi Très-Chrétien de France, & payera à Sa Majesté Très-Chrétienne, ou à qui aura son Pouvoir & Commission, cinq cent mille Ecus d'or au Soleil, ou leur juste valeur dans la Cité de Paris, & cette somme se payera en la façon suivante; le tiers au tems de la consommation du Mariage, l'autre tiers à la fin de l'Année après ladite consommation, & le dernier tiers six mois après; de sorte que l'entier paiement de ladite somme de 500. mille écus d'or au Soleil se fera dans six huit mois, aux termes & portions qui font spécifiés.

Que moyennant le paiement effectif à Sa Majesté Très-Chrétienne, ou à la personne qui le devra recevoir par son ordre, desdits 500000. écus d'or au Soleil, ou leur juste valeur dans les termes susmentionnez, la Serenissime Infante Madame MARIE-THERESE aura à se contenter, & se contentera avec le dit dot, sans qu'il lui reste aucun recours, Action, ni Droit, pour demander, ou prétendre qu'ils lui appartiendroient, ou pourroient appartenir d'autre Bien, ou Droits sur les Hoiries de leurs Majestés Catholiques ses Parens, soit au regard de leurs personnes, soit en quelconque autre façon, ou quelque autre titre, scéd, ou ignoré, parce qu'elle doit demeurer excluse de tous Droits de quelconque condition, nature, ou qualité qu'ils soient; & devant d'effectuer les Fiançailles, elle en fera Renonciation en forme avec toutes les affirmances, fermetez, & solemnitez qui sont requises, & nécessaires, ce qu'Elle fera avant de se marier par paroles de présent, & après elle l'approuvera, & ratifiera conjointement avec le Roi Très-Chrétien, aussi-tôt qu'elle aura célébré son Mariage, avec les mêmes assurances & solemnitez, avec lesquelles elle aura fait la première Renonciation & celles qui sembleront plus convenables & nécessaires; à quoi doivent demeurer, & demeurent obligez dès à présent & pour lors Sa Majesté Très-Chrétienne, & son Altesse, & qu'en cas qu'ils ne fassent pas ladite Renonciation, elles la tiennent pour faite & expédies des maintenant comme pour lors, seulement en vertu de ce Traité: lesquelles devront être en la forme la plus efficace & convenable que faire se pourra pour leur validité, & fermeté avec toutes les Clauses, Derogations; & Abrogations

ANNO 1701.



ANNO  
1701.

de toutes quelconques Loix, Usages, & Coutumes, Arrêts, & Constitutions y contraires, ou qui l'empêchent en tout, ou en partie, auxquelles à cet effet Leurs Majestés Catholique & Très-Christienne doivent déroger, & que l'on entendra demeurer derogées des à présent comme pour lors par l'Approbation qu'elles feront de ce Traité.

Et comme, par la grace de Dieu, je me trouve en âge majeure de plus de vingt ans, & que dans peu de jours, s'il plaît à Dieu notre Mariage se doit effectuer par paroles de present, & que je suis certaine, advertie, & informée à mon entière satisfaction de la substance, & effet desdits Articles, & reconnois, & ai reconnu que de la future Succession du Roi Monseigneur, & de l'Hoirie de la Serenissime Reine ma Mere, il ne me pourroit competer, ni appartenir en rigueur, pour Heritage & Legitime ladite somme de 300. mille écus d'or au Soleil, & que quand même elle me pourroit appartenir, c'est un droit fort competer, & le plus grand que l'on ait donné jusques à present à aucune Infante d'Espagne, & que le Roi Monseigneur s'est incliné & porté à me le donner si grand pour me gratifier, & en consideration & contemplation de la personne du Roi Très-Christien, afin que par le moyen de ce Mariage l'on obtiendrait les effets mentionnez dans ledit Traité de Mariage, lesquels sont si importants au bien public de la Chrétienté, & au contentement & satisfaction de ces Royaumes-ci. Partant, de ma certaine science, & sçavoir, & d'agréable & spontanée volonté j'approuve & veux, que l'on observe & accomplisse ce qui a été résolu & arrêté par lesdits deux Articles, & que l'on entende, que ce Mariage se devra conclure & effectuer sous les conditions y contenues, & déclarées, & que sans icelles conditions il n'auroit pas parvenu à l'état, où il est ce jourd'hui, & dès maintenant je me tiens pour contentée & pour payée entièrement, absolument, & satisfait de tout ce qui m'appartient, ou pourroit appartenir, à present ou à l'avenir, par quelconque Droit sçavoir, ou ignoré, de la future Succession & Hoirie de leurs Majestés Catholiques mes Parens, & à cause de la Legitime Paternelle & Maternelle, ou pour leur supplément, ou à cause des Alimens, ou de dot, tant des biens libres comme de ceux de la Couronne de leurs Royaumes, Etats, & Seigneuries, sans qu'il me reste à moi, ou aux miens aucune action ou recours contre Sa Majesté, ou ses Successeurs, pour demander ou prétendre que je devrois avoir une plus grande valeur & importance que lesdits 300. mille écus, & je veux que cette Renonciation s'entende aussi de quelconque autre Droit, ou Actions, qui me pourroient competer, ou appartenir par Hoirie, ou Succession de quelques Droits, ou parent de Ligne, droite ou transversale par tête, ou par personnes, comme à Fille de leurs Majestés, & que je les abandonne & quitte tous les uns & les autres, de quelconque condition, nature, qualité, valeur, & importance qu'ils soient, & les cede, renonce, & transporte au Roi Monseigneur & à ses Heritiers, & Successeurs universels & singuliers, lesquels auront son Droit, & afin qu'il en puisse disposer comme il lui plaira, & que bon lui semblera tant par donation entre vifs, comme par Testament, & dernière volonté, sans que Sa Majesté soit obligée de m'instituer, ou laisser son Heritier, ou Legataire, ou de faire mention de moi, parce que pour lesdits effets je me déclare, & dois être tenue & réputée pour Etrangere, & comme à telle il ne m'y doit demeurer aucun recours; afin de pouvoir réclamer, ou proposer quelque complainte, nonobstant que l'Hoirie que laissera la Majesté de mon Pere, soit très-opulente, & de si grande valeur & importance que d'icelle, & comme un de ses Enfants, que nous sommes à present, ou serons à l'avenir, il m'en pourroit appartenir une somme plus grande, & plus haute que celle desdits 300. mille écus, pour si grand, & extraordinaire que soit l'exéc; & encore que le cas arriveroit (ce que Dieu ne permette pas) qu'au tems de sa mort je demeurerois & viendrois à être sa Fille unique, à cause que mes Freres, & les autres siens Descendants légitimes, seroient morts auparavant, afin qu'en nul cas, ni pour aucun événement l'on ne puisse demander ni prendre pour moi, ou en mon nom, ni sur le Droit de ma personne, aucune autre portion plus grande de Legiti-

me des Biens, & Hoiries du Roi mon Seigneur, ANNO  
1701.  
je promets qu'en nul tems, ni pour aucune raison, sous quelconque pretexte que ce soit, je ne consentirai ni permettrai, que l'on agisse contre cette mienne Renonciation & Désistance que je fais de mesdits Droits, Actions, ou prétentions; & je desiste conjointement, & renonce à tous, & quelconque remède, ordinaires, & extraordinaires, qui m'appartiennent, ou pourroient appartenir par Droit commun, & Loix de ces Royaumes, ou par special Privilège, & particulièrement à celui de la restitution in Integrum, fondée sur le manquement de mon âge, ou sur la Lésion enorme, ou très-enorme, ou sur dire que le dot auroit été cause de ce Contrat, ou sur l'incertitude de ce que je renonce, afin que nul desdits remèdes & recours susmentionnez me servent, ou puissent servir en voye de Justice, ou en contestation, ni que par iceux moi & mes Enfants & Heritiers puissions y être ouïs, & admis, & que l'on nous en denie & ferme l'accès, pour les pouvoir deduire & proposer judiciairement, ou extrajudiciairement, ni par voye de grief, ou de recours, ou de simple complainte, ainsi que toujours & en tout tems l'on observe & accomplisse ce qui est disposé par lesdits Articles susmentionnez, & ce que j'ai promis par cet Acte touchant leur confirmation & approbation, & promets en foi de ma parole Royale, qu'il sera maintenu, accompli, & observé en tout tems inviolablement, sous l'obligation que je fais de mes biens & rentes que j'ai, & aurai, & je donne Pouvoir au Conseil de Sa Majesté, & aux Seigneurs Rois ses Successeurs, & aux personnes auxquelles ils en chargeront l'exécution de cet Acte, à ce qu'ils le fassent observer & executer & pour plus grande validité, je jure par les Saints Evangiles contenus dans ce Missel, (sur lequel je mets ma main droite) qu'en tout tems, & autant qu'il pourra dépendre de moi, je l'observerai, & accomplirai, sans dire, ni alléguer, que pour le faire & accomplir j'ai été induite, attirée, ou persuadée par le respect ou veneration que je dois & porte au Roi mon Seigneur, lequel m'a tenu, & me tient encore sous sa puissance paternelle; d'autant que je declare que Sa Majesté s'est toujours remise à mon franc arbitre, & volonté, & que je l'ai en libre, & nullement respective, en tout ce qui a touché à ce Contrat, & je promets de ne point demander dispense de ce Serment à notre très-Saint Pere & au Saint Siege Apostolique, ni à son Nonce, & Legat à Latere, ni à autre Personne qui ait Pouvoir ou faculté de me l'ôdroyer, & que si elle venoit à être demandée à mon instance, ou de quelque Personne tierce, ou à être ôdroyée *motu proprio*, je n'en usrai point, ni ne m'en prévaudrai, encore que ce ne seroit seulement que pour entrer en justice, sans toucher à la force & substance desdits deux Articles de Mariage, ni à celle de cet Acte que je fais pour les confirmer, nonobstant que ce soit avec quelconque Clause derogatoire de ce Serment. Et en cas que l'on me l'accorde, une ou plusieurs fois, je fais de nouveau d'autres Serments, & tant qu'il y en demeure toujours un sur toutes ledites dispenses; & sur le même je declare & promets, que je n'ai fait ni ferai aucune Protestation, ni Reclamation en public, ou en secret, contraire à cette mienne promesse & obligation, pour l'affoiblir, ou diminuer sa force, & que si je venois à la faire, encore que ce fût avec un autre Serment contraire à celui-ci, qu'elle ne me puisse point servir, ni être d'aucun avantage; & je promets, & m'oblige, qu'aussi-tôt que l'on m'aura menée, & que je serai en Compagnie du Roi Très-Christien, ensuite desdits Articles, ferai conjointement avec Sa Majesté un autre Acte, avec toutes les Clauses, Serments, & Obligations nécessaires, avec Insertion & Ratification de celui-ci, qui a été fait en cette Cité de Fontarabie, où se trouve à present le Roi mon Seigneur avec sa Cour, & Palais, le 2. jour du mois de Juin de cette année 1660. en présence du Roi notre Maître, lequel en continuation de l'Ordre susmentionné dit, que Sa Majesté Catholique suppleoit avec sa Royale Autorité, & vouloit que l'on tint pour suppléer quelconques défauts, ou omissions de fait, ou de Droit, de substance, ou de qualité, de stile, ou de Costume, qu'il y pourroit avoir dans la formation de cet Acte de Renonciation des

ANNO des Legitimes ; & futures Succesions qu'a fait , &  
1701. accordé la Serenissime Infante Reine promise de  
France , sa très-chère & très-aimée Fille , & que  
de sa pleine & absolue puissance , comme Roi , qui ne  
reconnoissoit aucun Supérieur dans le temporel ,  
elle la confirmoit , & approuvoit , & la confirma ,  
& approuva avec dérogation pour cette fois de  
quelconques Loix , Ordonnances , Usages , &  
Coutumes qu'il y auroit au contraire , lesquels  
pourroient empêcher son effet & execution , &  
pour plus grande assurance commanda que l'on le  
fcelleroit avec le Seel Royal , étant temoins à ce  
appelles , & requis Don Louis Mendez de Haro ,  
Marquis del Carpio , Comte-Duc d'Olivares ; Don  
Ramiro Nunez de Guzman Duc de Medina de las  
Torres ; Don Gaspar de Haro , Marquis de Eli-  
canar ; Don Jean Dominick de Guzman , Comte de  
Tanova ; Don Guillen Ramon de Moncada , Mar-  
quis de Aytuna ; Don Pedro Puerto Carrero , Com-  
te de Medellin ; Don Pedro Colon de Portugal ,  
Duc de Veraguas ; Don Antonio de Peralto Hur-  
tado de Mendoza , Marquis de Mondejar ; Don  
Alonso Perez de Guzman , Patriarche des Indes ;  
Don Alonso Perez de Vivero , Comte de Fuen-  
faldagne , du Conseil d'Etat ; Don Jean de Car-  
vajal , & Sardi , du Conseil & Chambre ; Don Die-  
go de Tajada , Evêque de Pampelune ; & plusieurs  
autres Seigneurs & Cavaliers qui se trouverent  
présens.

*Exoit signé ,*

JE LE ROI, MARIE-THERESE.

JE Don Fernando de Fonseca Ruiz de Contreras ,  
Marquis de la Lipalla , Chevalier de l'Ordre de  
Saint Jacques , des Conscils de Guerre , des Indes ,  
& Chambre d'icelles , de Sa Majesté Catholique ,  
Secrétaire d'Etat , & de la Dépêche Universelle ,  
& Notaire dans ses Royaumes & Seigneuries ; qui  
ai été présent au Serment , Oëroi , & à tout le  
surplus ci-dessus contenu , en fais foi , & que les-  
dits Articles 2. & 4. du Mariage ainsi qu'ils sont  
ci-dessus mentionnez , ont été tirez fidèlement , &  
collationnez avec l'Original qui est en mon Pou-  
voir. En témoignage de verité je l'ai signé & sous-  
crit de mon nom.

DON FERNANDO DE FONSECA RUYZ  
DE CONTRERAS.

L'autre Instrument ou Acte d'exclusion & de ces-  
sion des Royaumes & Etats d'Espagne , dans lequel  
l'Infante MARIE-THERESE , comme un Juge  
juré , assis dans son Tribunal , a prononcé cette belle  
Sentence : *Que toute usurpation , ou attentat au con-  
traire , doit être tenue pour une violence illicite , une  
injustice , faite contre la raison & la conscience ,  
& pour une usurpation tyrannique ; & qu'au contraire ,  
ce qui se feroit pour y résister , seroit qualifié de force  
juste , licite & permise , & que tous les Sujets d'Es-  
pagne ou de ses dépendances aient à faire tous leurs efforts  
pour cela ; est conçu , sans aucune Condition de dot  
ou autrement , en ces mêmes mots & termes qui  
suivent.*

M Adame MARIE-THERESE Infante des  
Espanes , & par la grace de Dieu Reine fu-  
ture de France ; Fille aînée du Très-Haut , très-  
Excellent , & très-Puissant Prince , PHILIPPE  
IV. , par la même grace Roi Catholique des Es-  
pagnes mon Seigneur , ( que Dieu ait en sa garde &  
prospère très-heureusement ) & de la très-Haute ,  
très-Excellente , & très-Puissante Princesse Mad-  
ame ISABELLE Reine Catholique , de glorieuse  
Mémoire , ma Mere & Dame ( qui est au Ciel ) ;  
par la Relation & Notice de cet Instrument & Ac-  
te d'Approbation , Confirmation , & Ratification ,  
& du surplus qu'il s'y contient , & afin qu'il de-  
meure en éternelle mémoire , je fais notoire & ma-  
nifeste aux Rois , Princes , Potentats , Républiques ,  
Communautés , & Personnes particulières , qui sont  
ou seront aux Siècles à venir , que d'autant que le  
très-Haut , très-Excellent , & très-Puissant Prince  
LOUIS XIV. Roi Très-Christien de France ,  
mon Cousin Germain , & en son nom & avec  
TOM. VIII. PART. I.

ANNO Ambassade particulière le Maréchal Duc de Gram-  
mont , demanda & proposa mes Fiançailles & Ma-  
riage pour ledit Roi Très-Christien mon Cousin au  
Roi Catholique , mon Seigneur , & que Sa Majesté  
Catholique faisant une juste estime de cet office &  
proposition , & ayant les égards dûs aux sujets de  
deceance , égalité , & convenances publiques ; qui  
concourent en ce Mariage , l'accorda & y con-  
sentit , ayant à preceder la Dispense de sa Sainteté  
pour le Parentage & Consanguinité que j'ai avec le  
Roi Très-Christien mon Cousin , & que par après  
ensuite de cet Oëroi & Accord , & avec Pouvoir  
des deux Majestez , Catholique & Très-Christienne ,  
l'on a arrêté & signé notre Traité de Mariage le 7.  
Novembre de l'année passée 1699. dans l'Isle nom-  
mée des Faïsans , située sur la Riviere de Vidafloa  
du ressort de la Province de Guipuscoa , & con-  
fins de ces Royaumes avec celui de France , &  
que dans les Articles 5. & 6. dudit Traité il a été  
résolu , & arrêté de commun accord , & de même  
volonté , & comme une chose très-convenable ,  
après l'avoir considérée attentivement , & avec  
mûre deliberation , que moi & les Enfants & Des-  
cendants , que Dieu nous donnera de ce Mariage ,  
soïons & demeurions inhabiles & incapables , & ab-  
solument exclus du Droit & espoir de succéder à  
aucuns des Royaumes , Etats , & Seigneuries dont  
se compose cette Couronne & Monarchie d'Es-  
pagne , & à ceux qui s'y pourroient agréer par Sa  
Majesté Catholique , & ( après ses longs , & heu-  
reux jours ) par les Rois ses Successeurs ; & quoi  
que pour s'être réduit à passion conventionnelle par  
des Princes & Rois Souverains ( lesquels dans le  
temporel ne reconnoissent aucun Supérieur ) par  
grace , & en faveur de la cause publique des deux  
Royaumes , & en condescendant à ceci avec le des-  
sir , & souhait commun de leurs Sujets , Vassaux ,  
& Naturels , qu'il veüillent , qu'il ait la force , &  
vigueur de Loi , & Sanction Pragmatique , & qu'elle  
soit reçûe & observée comme telle ; & pour ce  
sujet sembloit , que pour sa fermeté il ne feroit pas  
besoin d'aucune autre solennité , mais toutes fois  
leurs Majestez voulurent , que si mon Approbation  
pouvoit être convenable pour quelque considéra-  
tion , je l'aurois à faire incontinent , que le cas  
arriveroit , que le Mariage accordé se devoit cele-  
brer , & traiter par paroles de présent , & que mon  
Approbation fut avec toutes les Clausés & solem-  
nitez necessaires , selon ; & comme il est stipulé &  
déclaré , particulièrement par l'Acte de dix Articles  
dont la teneur du 5. & 6. tirée de son Original est  
inferée ici de mot à autre , & est la suivante.

V. Que d'autant que Leurs Majestez Catho-  
lique , & Très-Christienne , ont consenti , & con-  
fentent à ce Mariage , afin de rendre perpétuelle par  
ce lien , & à assurer davantage la Paix publique de la  
Chrétienté , & l'amour & fraternité qui se souhaite  
entre Leurs Majestez , & en considération des  
justes causes , qui sont connoltre , & persüader  
les convenances dudit Mariage , moyennant lequel  
& avec la faveur & grace de Dieu , on peut espérer  
des heureux succès , au grand Bien & Accroisse-  
ment de la Foi & Religion Chrétienne , & au be-  
nefice commun des Royaumes , Sujets , & Vassaux  
des deux Couronnes ; en égard à ce qu'il importe  
à l'Etat public , & à leur conservation , qu'étant si  
grandes , elles ne viennent pas à se joindre , & que  
l'on previenne les occasions qu'il y pourroit avoir  
de les joindre , & en considération de l'égalité , &  
autres justes raisons , l'on arrêta par Accord con-  
ventionnel , que leurs Majestez veulent , qu'il ait  
force & vigueur de Loi établie en faveur de leurs  
Royaumes , & intérêt public d'iceux , que la Se-  
renissime Infante Madame MARIE-THERESE ,  
& les Enfants qu'elle aura , Mâles ou Femelles , &  
leurs Descendants , tant Fils aînez , comme 2. 3. &  
4. & de-là en avant en quelconque degré qu'ils se  
trouvent , pour toujours , & à jamais , ne puissent  
succéder , ni succéder aux Royaumes , Etats , &  
Seigneuries de Sa Majesté Catholique , specifiéz  
dans ce Traité , ni aucun de tous les autres Royau-  
mes , Etats , & Seigneuries , Provinces , Isles adja-  
centes , Fiefs . . . . . & Frontières , que Sa Ma-  
jesté Catholique a , & possède à présent , & qui lui  
appartiennent , ou puissent appartenir , tant en Es-  
pagne que hors d'icelle , & qu'à l'avenir Sa Ma-  
jesté Catholique , & ses Successeurs auront , possé-  
deront , & qui leur appartiendront , ni à tous ceux  
Cz



ANNO  
1701.

„ y compris, inclus, & agreggez à iceux, ni à tout  
 „ ce qui s'aquerra en quelconque tems que ce soit,  
 „ & s'accroitra auxdits Royaumes, Etats, & Sei-  
 „ gneuries, & qui se recouvrera ou y sera devolu,  
 „ pour quelconque titre ou cause que ce soit ou  
 „ puisse être, encore que pendant la vie de la Serenissi-  
 „ me Infante Madame MARIE-THERESE, ou  
 „ après pendant celles de quelconques siens Descen-  
 „ dans, aînez, seconds, ou autres arriveroit ou es-  
 „ choiroit le cas, & les cas, auxquels par Droit,  
 „ Loix, ou Coutumes desdits Royaumes, Etats, &  
 „ Seigneuries & par les dispositions, & d'tres par les-  
 „ quels on succède & prétendrait y succéder, la Suc-  
 „ cession leur devroit appartenir, parce que l'on de-  
 „ clare dès maintenant que ladite Serenissime Infante  
 „ MARIE-THERESE demeure excluse d'icelle,  
 „ & du Droit, & de l'espoir de pouvoir succéder à  
 „ ces Royaumes, Etats, & Seigneuries & à chacun  
 „ d'iceux, & tous fians, & Descendants, Mâles  
 „ & Femelles, nonobstant qu'ils diroient, ou pour-  
 „ roient dire, ou prétendre qu'en leurs personnes ne  
 „ concourroient, & ne se pourroient considérer les  
 „ raisons de la cause publique, ni autres sur lesquel-  
 „ les se pourroit fonder cette exclusion, & qu'ils  
 „ vendroient alleguer que la Succession de Sa Ma-  
 „ jesté Catholique, & des Serenissimes Princes &  
 „ Infantes, & des autres Enfants qu'il a, & aura de  
 „ tous les Legitimes Successeurs (ce que Dieu ne  
 „ veuille, ni permette) seroit venu à manquer,  
 „ d'autant que ce nonobstant ils ne devront pas suc-  
 „ ceder, ni prétendre de succéder en aucun cas,  
 „ tems, ni accident, ni événement, Elle ni ses En-  
 „ fants, ni Descendants, sans avoir égard auxdites  
 „ Loix, Coutumes, Ordonnances, & Dispositions,  
 „ en vertu desquelles l'on a succédé, & se succède à  
 „ tous ledits Royaumes, Etats, & Seigneuries, &  
 „ à quelconques Loix, & Coutumes de la Couronne  
 „ de France, lesquelles empêchent cette Exclusion  
 „ au prejudice des Successeurs d'icelle, tant à pre-  
 „ sent, comme aux tems & cas que la Succession se  
 „ différencieroit, à toutes lesquelles, & à chacune d'icel-  
 „ les Leurs Majestés devront déroger, & abroger en  
 „ tout ce qu'elles feront contraires, & empêcheront  
 „ le contenu en ces Articles, & son accomplisse-  
 „ ment, & execution, & que l'on entende, que par  
 „ l'approbation de ce Traité elles y derogent, & les  
 „ tiennent pour derogées, & que le même soit, &  
 „ s'entende, que Madame l'Infante & ses Descendants  
 „ demeurent excluse & exclus de pouvoir succéder  
 „ en aucun tems, ni cas aux Etats, & Pais-Bas de  
 „ Flandres & Comté de Bourgogne & de Charolois,  
 „ avec tout ce qui y est adjacent, & leur apparten-  
 „ nent. Mais aussi on declare expressément, que s'il  
 „ arrivoit (ce que Dieu ne veuille, ni permette) que  
 „ la Serenissime Infante viendrait à être veuve, sans  
 „ avoir Enfants de ce Mariage, qu'en ce cas elle de-  
 „ meurera libre de l'Exclusion susmentionnée, &  
 „ pourra jouir des Droits de succéder à tout ce qui  
 „ lui pourroit appartenir en deux cas. L'un, si elle  
 „ s'en retournoit en Espagne étant veuve de ce Ma-  
 „ riage, & sans Enfants; l'autre si pour convenance  
 „ du bien public, & pour justes considérations elle  
 „ se remarquoit du consentement du Roi Catholique son  
 „ Pere, & du Prince d'Espagne son Frere; auxquels  
 „ cas Elle demeurera capable, & habilitée à pou-  
 „ voir hériter & succéder.  
 „ Que la Serenissime Infante Madame MARIE-  
 „ THERESE aura à faire dépêcher un Acte, avant  
 „ de célébrer & contracter le Mariage par parole de  
 „ present; s'obligeant pour soi, & ses Successeurs, à  
 „ l'accomplissement, & observance de ce que dessus,  
 „ & de son Exclusion, & de ses Descendants; ap-  
 „ prouvant le tout selon, & comme il est contenu  
 „ en ce Traité avec les Clausules nécessaires, & ser-  
 „ ment, & à ce qu'insérera ce Traité, & l'Acte d'o-  
 „ bligation & approbation, que son Altesse aura fait  
 „ faire, elle en fera un autre semblable conjointement  
 „ avec le Roi Très-Christien aussi-tôt qu'elle sera  
 „ mariée avec Sa Majesté, lequel devra être enregis-  
 „ tré, & passé par le Parlement de Paris, en la for-  
 „ me, & avec les Clausules accoutumées, & Sa Ma-  
 „ jesté Catholique devra approuver ladite Renoncia-  
 „ tion & Ratification en la forme, & avec les Clau-  
 „ sules accoutumées & autres nécessaires, la faisant  
 „ aussi passer & enregistrer par le Conseil d'Etat: &  
 „ lesdites Renonciations & Approbations étant fai-  
 „ tes, ou obtenues de faire, dès à present, en vertu  
 „ de ce Traité, & du Mariage qui s'ensuivra en vertu

ANNO  
1701.

„ d'icelui, on les tient pour faites & expédiées, pour  
 „ passées, & enregistrées par le Parlement de Paris  
 „ par la publication de la Paix en ce Royaume-là.  
 „ Et d'autant qu'après le Traité susmentionné,  
 „ notre très Saint Pere ALEXANDRE VII, a dis-  
 „ pensé pour les degrés de Parentage, qu'il y a en-  
 „ tre ledit Roi Très-Christien & moi, & approuve  
 „ par son Autorité & Bénédiction Apostolique notre  
 „ Traité de Mariage, & les Articles, & que le cas  
 „ & tems est venu, que le Mariage se doit célébrer,  
 „ & contracter avec la Bénédiction de Dieu, & à ce  
 „ que l'on doit espérer pour sa gloire & service, ex-  
 „ altation de la Sainte Foi, & tranquillité de la Re-  
 „ publique Chrétienne; moiennant quoi le cas, &  
 „ tems est aussi arrivé, que je dois accomplir pour  
 „ ce qui me touche (avant mes Epousailles & Ma-  
 „ riage) le contenu aux Articles 5, & 6, qui sont in-  
 „ sérés en cet Acte, & qu'il est ainsi que je me  
 „ trouve en âge majeure de 20. Ans, & que dans  
 „ icelle il a plu à notre Seigneur de me donner ca-  
 „ pacité & discretion, pour entendre, & compren-  
 „ dre la substance & l'effet desdits Articles, dont je  
 „ suis certaine & advertie, d'autant que je m'en suis  
 „ souvent informée, & de leur convenance pendant  
 „ le tems de six mois, qu'il y a que l'on les a arrêté  
 „ & publié, & qu'ils ont été résolu & arrêtés, &  
 „ qu'il suffisoit, afin que j'aurais la satisfaction que  
 „ je dois, de leur justification, de savoir que c'a été  
 „ une affaire examinée & accordée par le Roi mon  
 „ Seigneur, lequel souhaite & procure mon conten-  
 „ tement, & mon bien, avec tant d'amour, & de  
 „ soin, prenant conjointement égard au public &  
 „ commun des Royaumes que Dieu lui a enchargé,  
 „ lesquels & ceux de France font également inter-  
 „ sez, à ce que la Grandeur & Majesté qu'ils sou-  
 „ tiennent, & conservent en eux-mêmes depuis tant  
 „ d'années & avec tant de bonheur, & de gloire du  
 „ nom de leurs Rois Catholiques & Très-Christiens,  
 „ ne soit point diminuée & ne déchoie point, com-  
 „ me nécessairement elle se diminueroit & déche-  
 „ roit, si par le moyen, & à cause de ce Mariage ils  
 „ se viendroient à unir, & conjoindre dans quel-  
 „ ques-uns des Enfants & Descendants, dont le succès  
 „ causeroit aux Sujets & Vassaux le mecontentement  
 „ & affliction, qui se peut considérer, & dont jus-  
 „ tement on pourroit craindre qu'il resulteroit les  
 „ dommages & inconveniens qui le rencontrent & se  
 „ reconnoissent plus facilement avant qu'ils arrivent,  
 „ qu'ils ne les repareroient & remedieroient, après  
 „ qu'ils seroient arrivés, & que l'on les auroit expé-  
 „ rimentés; & partant il a convenu prévenir les re-  
 „ medes à ce qu'ils n'arriveront pas, & que ce Ma-  
 „ riage ne soit cause d'effets contraires à ceux que  
 „ l'on se promet, & que l'on doit espérer, que l'on  
 „ obtendra par icelui; outre qu'avec cet exemple,  
 „ & à son imitation on facilitera d'orenavant les Ma-  
 „ riages reciproques entre mes Enfants, & Descen-  
 „ dants, & ceux du Roi Mon Seigneur, ce qui m'est  
 „ une considération de particulière consolation, &  
 „ contentement, d'autant que ce sera le moyen d'é-  
 „ troire, & renouveler plusieurs fois le lien du sang,  
 „ & du Parentage, & d'affirmer, & affermir plus for-  
 „ tement & efficacement les Alliances, Amitiez, &  
 „ bonne correspondance, lesquelles ont été liées  
 „ par de si heureux Principes, & contractées entre  
 „ ces deux Royaumes, & se continueront à la gloire  
 „ de Dieu, & demeureront glorieusement entre iceux,  
 „ & les Rois Catholiques & Très-Christiens, ce qui  
 „ étant, le bien public & commun le doit par bonne  
 „ raison préférer au mien particulier, & à celui de  
 „ mes Enfants & Descendants; lequel dans l'état  
 „ present doit être tenu peu en considération,  
 „ d'autant qu'il est fort éloigné, ainsi qu'il se recon-  
 „ noit; A quoi il concourt pour ma plus grande sa-  
 „ tisfaction, & Acte, que je me conforme & suis, en  
 „ l'accordant, l'exemple de celui qu'octroya pour son  
 „ Mariage, & avant icelui, la Très-Haute, Très-  
 „ Excellente, & Très-Puissante Princeesse Madame  
 „ ANNE Infante d'Espagne, & aujourd'hui Reine  
 „ Très-Christienne de France, & ma très-aimée,  
 „ reverée Tante & Dame, & qu'outre les considéra-  
 „ tions, & causes publiques susmentionnées, & celle  
 „ de conserver & affirmer la Paix entre les deux Cou-  
 „ ronnnes (lesquelles concourent aussi, & s'allegue-  
 „ rent dans ledit Traité, & Renonciation) il a con-  
 „ couru dans l'état present, & a été considéré com-  
 „ me cause publique, la plus principale, & la plus  
 „ grande, pour la Renonciation accordée dans mon  
 „ Traité

ANNO  
1701.

Traité de Mariage, que l'Accord de mon Mariage auroit été notoirement le moyen & cause plus principale de la Pacification d'une Guerre de vingt cinq ans entre les deux Couronnes, Catholique & Très-Chrétienne (dans laquelle s'étoient intereffez, par Alliance ou Dependence les plus grands Potentats de la Chrétienté) & son bien universel & la cause publique, & supreme de la Religion Catholique; le tout ayant paté notablement par la Guerre, & ne s'y pouvant remedier que par la Paix accordée par le moyen, & à cause de ce Mariage, lequel ne s'accorderoit point, & le Roi Monseigneur n'y consentiroit point sans la Renonciation accordée, ainsi qu'il a été considéré dans l'Article premier de mon Mariage, & dans le 33. de la Paix des deux Couronnes, lequel en cette consideration se refere au Traité particulier fait sur les Conditions de mon Mariage, & tous deux ont été signés en même jour & date, & dans ledit Article 33. de la Paix, l'on a déclaré que ledit Traité, fait sur les conditions de mon Mariage, nonobstant qu'il fût separé, auroit la même force, & vigueur que celui de la Paix; comme en étant la partie plus principale, & les Arrhes plus précieuses pour sa plus grande sûreté, & durée. Partant de mon propre mouvement, libre, spontané, & agreable volonté, & ayant certaine Science, & connoissance de l'Acte que je fais, & de ce qu'il importe, & peut importer mon contentement, j'approuve, confirme, & ratifie en la voye, & forme que mieux je puis, & dois, ledit Accord selon, & de la façon qu'il est contenu plus particulièrement dans ledit Article 1. & en cas qu'il sembleroit necessaire, & convenable, je donne mon Pouvoir absolu & suffisant au Roi Mon Seigneur, & au Roi Très-Chrétien, à ce qu'ils le puissent arreter, & accorder de nouveau. Quoi qu'en vertu, & accomplissement dudit Article je me declare & tiens pour exclusif, éloigné, & les Enfants & Descendants de ce Mariage exclus, & inhabilités absolument, & sans limitation, difference, ou distinction des personnes, degrez, sexes, & tems de l'Action & Droit de succeder aux Royaumes, Etats, Provinces, Terres, & Seigneuries de cette Couronne d'Espagne exprimez, & declarez par icelui, & que je veux, & consens pour moi, & pour lesdits miens Descendants, que dès maintenant comme pour lors l'on les tienne comme cede, & transferez à celui qui se trouvera le plus proche en degre (à cause que moi, & eux sommes exclus, inhabiles & incapables) & immediat au Roi par la mort duquel il vaquera, & se devra regler, & deferer la Succession desdits Royaumes, & afin qu'il les tienne & possede comme legitime, & vrai Successeur de même façon que si moi, & mes Descendants ne fussions pas nez, ni étions au Monde, parce que nous devons être tenus, & reputés pour tels, afin qu'en ma personne, & en la leur l'on ne puisse considerer, ni faire fondement de representation active ou passive, principe, ou continuation de lignée effective, ou contentive de substance, de Sang, ou de qualité, ni tirer la Descendance, & computation des degrez de celle du Roi Monseigneur, ni de celle des Glorieux Rois ses Predecesseurs, ni pour aucun autre effet, afin d'entrer en la Succession, ou preoccuper le degre de proximité, & d'en exclure la personne qui se trouvera (comme dit est) proche en degre; & je promets, & m'oblige en foi & parole Royale, qu'en tout ce qui dependra de moi, & de mes dits Enfants & Descendants, l'on procurera tout & en tout tems, que l'observation, & accomplissement dudit Article, & de ce mien Acte, que je fais pour son approbation, & confirmation, soit inviolable, sans permettre, ni consentir que l'on aille, ou agisse au contraire, directement, ou indirectement, en tout, ou en partie; & je desiste, & cede tous, & quelconques remedes seens, ou ignorez, ordinaires, ou extraordinaires, & qui tous pourroient appartenir par Droit commun, ou Privilege special, à moi ou à mesdits Enfants & Descendants pour reclamer, dire, & alleguer contre ce que dessus, & je renonce à tous, & specialement à celui de la Restitution *in integrum*, fondée sur l'ignorance, ou inadvertence de ma Minorité, ou sur la Lésion évidente, enorme & très-enorme que l'on pourroit considerer, être intervenue dans la Desistance, & Renonciation du Droit de pouvoir succeder en aucun tems à

tant, & à de si grands Royaumes, Etats, & Seigneuries, & je veux que nul desdits remedes, ni aucuns autres de quelconque nom, caractère, importance, & qualité qu'ils soient, nous servent ou nous puissent servir judiciairement, ou extrajudicialement, & que si nous les intentions, ou taschions de les deduire en voye de justice & contestations, l'on nous desiste, & ferme toute sorte d'audiance, & si de fait ou sous quelconque couleur mal pretendue, deffaut de la Justice (parce que nous n'en avons aucune pour succeder aux dits Royaumes) nous les voulussions occuper par force d'armes, faisant, ou mouvant Guerre offensive, que dès maintenant comme pour lors, l'on la tienne, juge, & declare pour illicite, injuste, & mal attentée, & pour violence, invasion, & usurpation tyrannique & faite contre raison, & conscience; & qu'au contraire on juge, & qualifie pour juste, licite, & permise celle qui se viendrait à faire, ou mouvoir par celui qui y devroit succeder, à mon Exclusion, & de mes dits Enfants & Descendants, lequel les Sujets & Habitans devront recevoir & obeir, lui faire, & prêter serment, & l'hommage de fidelité, & le servir comme à leur Roi & Seigneur legitime; & j'affirme, & certifie, que pour octroyer cet Acte, je n'ai été induit, attiré, ni persuadé par le respect, & veneration que je dois, & ai pour le Roi Monseigneur, comme à Prince si puissant, & comme à Pere qui m'aime tant, & que j'aime, & qui me tient, & m'a tenué sous sa Puissance Paternelle, parce que véritablement en tout ce qui se passe, & s'est passé au regard de la conclusion, & effet de ce Mariage; touchant ledit Accord, & Article de mon Exclusion, & de celle de mes Descendants, j'ai en toute la liberté que j'ai pu souhaiter pour dire, & declarer ma volonté, sans que de sa part, ou d'aucune autre personne l'on m'ait fait aucune peur ni menace, pour m'y induire, ou attirer à faire aucune chose contre elle, & que pour plus grande validité, & assurance de ce qui est dit, & promis de ma part, je jure solennellement par les Evangiles contenus en ce Missel (sur lequel je mets ma main droite) que je le garderai, maintiendrai, & accomplirai en tout, & par tout, & que je ne demanderai point de dispense de ce Serment à notre très-Saint Pere, ni au Saint Siege Apostolique, ni à son Legat, ou à aucune Dignité qui auroit faculté de me la pouvoir octroyer, & que si l'on me l'octroyeroit à mon instance, ou de quelconque Universalité, ou personne particuliere, ou *motu proprio*, encore que ce seroit seulement afin de pouvoir entrer en jugement sans toucher à la substance desdits remedes, & de la force de cet Acte, & du Traité, que j'approuve par icelui, je ne me prevaudrai point, ni m'en servirai; au contraire, en cas que l'on me l'octroyeroit, je fais un autre semblable serment, afin qu'il y en ait, & demeure toujours un sur toutes les Dispenses qui me seront octroyées, & sous le même je dis, & promets que je ne fais, ni ferai aucune Protestation, ou Reclamation en public, ou en secret, qui puisse empêcher, ou diminuer la force du contenu en cet Acte, & que si je la fais (encore qu'elle soit sous serment,) qu'elle ne fera d'aucune valeur, & ne puisse avoir aucune force, ni effet, & je supplie sa Sainteté, que puisse ce Mariage, & son Traité, à été conclu, & accordé avec sa Sainte & Apostolique Approbation, & se doit effectuer, & celebrer avec sa Benediction, elle soit servie d'accroître la force du lien, & Religion de ce Serment par l'autorité de sa confirmation Apostolique; & je promets, & m'oblige qu'en conformité, & accomplissement de l'Article 6. susmentionné, aussi-tôt que j'arriverai au lieu, où le Roi Très-Chrétien me doit recevoir, je serai & ferai faire avec son intervention, & autorité, & conjointement avec Sa Majesté Très-Chrétienne, & avec toutes Clausules, Sermons, & Conditions necessaires, & convenables, un autre semblable Acte de Confirmation, & Ratification de celui qui a été fait, & depêché dans cette Cité de Fontarabie, où se trouve à present le Roi Catholique Monseigneur, avec sa Cour, & Palais, le second jour de Juin de cette Année, mille six cent & soixante, en presence du Roi notre Maître. Et pour plus grande solemnité, autorité, & validité de cet Acte, Sa Majesté Catholique a dit pour

ANNO  
1701.



ANNO  
1701.

l'accomplissement des Articles 5. & 6. y inserez, que pour ce qui regarde la cause publique & le bien commun de ses Royaumes, Sujets, & Vassaux d'iceux, elle confirmoit, & a confirmé cet Acte selon & en la forme que l'a fait, & fait dépecher la Serenissime Infante Madame MARIE-THERESE, Reine promise, & future de France, sa très-chère & très-aimée Fille, & que de son propre mouvement, certaine science, pleine, & absoluë Puissance & comme Roi & Seigneur, qui ne reconnoit point de Supérieur dans le temporel, elle suppléoit, & vouloit que l'on tint pour suppléé par sa Royale autorité quelconques défauts, ou omission de fait, ou de Droit, de substance, ou de qualité, de sile, ou de Coutume, qu'il y pourroit avoir en cet Acte, & qu'elle confirmoit, & approuvoit spécialement & particulièrement ledit Article 5. & ce qui est resolu, & arrêté par icelui entre Sa Majesté Catholique, & Très-Chrétienne de France, & qu'elle vouloit, & commandoit qu'il auroit force & vigueur de Loi, & de sanction Pragmaticque, & que comme tel il seroit reçu, & se garderoit, & observeroit & exécuteroit dans ses Roiaumes, Etats, & Seigneuries, sans prendre garde aux Loix, Ordonnances, Usages, & Coutumes qu'il y auroit, ou pourroit avoir au contraire, auxquelles elle dérogeoit, & veut que pour cette fois elles soient tenues pour abrogées, & derogées, encore qu'elles seroient telles, & de telle qualité, que pour leur derogation seroit requise, & nécessaire, une autre plus expresse, & spéciale mention, & commanda que l'on le feroit avec son Seel Royal, & qu'il seroit enregistré, & publié en son Conseil de Chambre & dans les autres auxquels il appartiendra; de tout quoi ont été témoins à ce appellex, & requis, Don Louis Mendez de Haro, Comte-Duc d'Olivares: Don Ramiro Nunez de Guzman, Duc de Medina de las Torres: Don Gaspar de Haro, Marquis de Elche: Don Juan Domingo de Guzman, Comte de Monterey: Don Diego d'Arragon, Duc de Terranova: Don Gilen Ramosi de Moncada, Marquis de Aytona: Don Pedro Portocarrero, Comte de Medellin: Don Pedro Colon de Portugal, Duc de Veraguas: Don Antonio de Peralta Hurtado de Mendoza, Marquis de Mondejar: Don Alonço Peres de Vivero, Comte de Fuenfaldagne, du Conseil d'Etat: Don Juan de Caravajal & Sandi du Conseil, & Chambre: Don Diego de Teada, Evêque de Pamplenne, & plusieurs autres Seigneurs, & Cavaliers, & Domestiques de Sa Majesté qui se trouverent presens.

Signé,

JE LE ROI, JE MARIE-THERESE.

JE Don Fernand de Fonseca Ruys, de Contreras, Marquis de la Lapille, Chevalier de l'Ordre de St. Jacques, des Conseils de Guerre, Indes & Chambre d'icelles, Secrétaire d'Etat & de la Dépêche Universelle, & Notaire dans ses Royaumes & Seigneuries qui ai été présent au Serment, Oïroï, & tout le surplus ci-dessus contenu, en fais foi, & que les Articles ci-dessus écrits, ont été copiez fidelement, & collationnez avec l'Original qui est en mon Pouvoir. En temoignage de la vérité, je l'ai signé & souscrit de mon Nom.

DON FERNAND DE FONSECA RUYS  
DE CONTRERAS.

Cet Acte a encore été fortifié par la Paix des Pirenées, dont il étoit non seulement la partie principale & plus digne, selon l'Article 33., mais aussi le plus grand & le plus précieux gage de la sûreté de sa durée. Aussi le Contrat de Mariage & son observation y ont été exprimez, comme s'ils y étoient mot à mot. De sorte que tout ce qui a été mis en usage par les deux Rois pour appuyer & fortifier la Paix, doit être censé avoir donné une nouvelle force & vigueur au Contrat de Mariage, comme aussi l'abdication, cession & transport de tous les Droits, contenus dans le Contrat de Mariage & dans la Renonciation, doivent être entendues pour faites & répétées dans le Traité de Paix; &

par conséquent de tout ce qui a été rapporté ci-dessus touchant la force de la Paix, fondée sur le Droit des Gens, doit pareillement avoir lieu en cette occasion. On trouve à propos de rapporter ici tout ledit Article 33. avec la Conclusion du Traité.

ANNO  
1701.

## ARTICLE XXXIII.

ET afin que cette Paix & Union, Confédération, & bonne Correspondance, soit, comme on le desire, d'autant plus ferme, durable, & indissoluble; lesdits deux Principaux Ministres Cardinal-Duc, & Marquis-Comte-Duc, en vertu du Pouvoir special qu'ils ont en à cet effet des deux Seigneurs Rois, ont arrêté & accordé, en leur nom, le Mariage du Roi Très-Chrétien, avec la Serenissime Infante, Dame MARIE-THERESE, fille aînée du Roi Catholique: & ce même jour, date des Présentes, ont fait & signé un Traité particulier, auquel on se remet touchant les conditions reciproques du dit Mariage, & le tems de sa célébration: Lequel Traité à part & Consignation de Mariage, sont de la même force & vigueur que le présent Traité de la Paix, comme en étant la partie principale & la plus digne, aussi bien que le plus grand & le plus précieux gage de la sûreté de sa durée.

## Conclusion du Traité de Paix des Pirenées.

ET pour plus grande sûreté de ce Traité de Paix & de tous les Points & Articles y contenus, sera ledit Traité verifié, publié, & enregistré en la Cour du Parlement de Paris, & en tous autres Parlements du Royaume de France & Chambre des Comptes du dit Paris: Comme semblablement sera ledit Traité verifié, publié, & enregistré tout au Grand Conseil, & autres Conseils & Chambre des Comptes dudit Seigneur Roi Catholique, aux Pays-Bas qu'aux autres Conseils des Concomres de Castille & d'Arragon: le tout suivant & en la forme contenue au Traité de Vervins de l'an 1598., dont seront baillées les Expéditions de part & d'autre, dans trois Mois après la publication du présent Traité.

Lesquels Points & Articles ci-dessus énoncez, ensemble tout le contenu en chacun d'iceux, ont été traitez, accordez, passez, & stipulez entre les susdits Plenipotentiaires desdits Seigneurs Rois Très-Chrétien & Catholique, au nom de Leurs Majestez: lesquels Plenipotentiaires, en vertu de leurs Pouvoirs, dont les Copies sont insérées au bas du présent Traité, ont promis & promettent, sous l'obligation de tous & chacun les Bienes & Etats presens & à venir des Rois leurs Maîtres, qu'ils seront par Leurs Majestez inviolablement observez & accomplis, & de le leur faire ratifier purement & simplement, sans y rien ajoûter, diminuer, ni retrancher, & d'en bailler & délivrer reciproquement l'un à l'autre Lettres authentiques & scellées, où tout le présent Traité sera inséré de mot à autre, & ce dans trente jours, du jour & date de ces présentes, & plutôt si faire se peut. En outre ont promis & promettent lesdits Plenipotentiaires, auxdits Noms que lesdites Lettres de Ratification étant échangées & fournies ledit Seigneur Roi Très-Chrétien, le plutôt que faire se pourra, & en présence de telle personne ou personnes, qu'il plaira audit Seigneur Roi Catholique députer, jurera solennellement sur les Croix, Saints Evangiles, Canon de la Messe, & sur son bonneur, d'observer & accomplir pleinement, réellement, & de bonne foi tout le contenu aux Articles du présent Traité. Et le semblable sera fait aussi, le plutôt qu'il sera possible par ledit Seigneur Roi Catholique, en présence de telle personne ou personnes qu'il plaira audit Seigneur Roi Très-Chrétien députer. En temoin desquelles choses lesdits Plenipotentiaires ont souscrit le présent Traité de leurs Noms, & fait apposer le cachet de leurs Armes. Dans l'Isle appelée des Faisans le 7. Novembre 1659.

Signé,

CARDINAL MAZARIN,

ET DON LOUIS MENDEZ DE HARO.

Il auroit veritablement suffi, pour confirmer aussi la Renonciation de MARIE-THERESE par le Consentement des Etats d'Espagne, de ce que la Paix des Pirenées & le Contrat des Mariage furent faits & publiez en presence de tant de Grands &

ANNO & d'autres personnes, & qu'ils furent enregistrez dans les Actes des Conseils. Cependant on le servit d'une solennité plus particulière & plus expresse l'États du Royaume, assemblés en 1662, & dans la suite pour le faire plus authentiquement. Et comme on en a parlé ci-dessus en traitant de la Renonciation d'ANNE, pour éviter la longueur, nous le passerons sous silence, nous contentant d'y renvoyer le Lecteur.

Il est tems à présent de traiter du Consentement & de la Ratification de la personne même du Roi Très-Chrétien, qui ne manquent pas, quoi qu'Elles ne fussent point du tout nécessaires pour donner de la force aux Actes de l'Infante MARIE-THERÈSE qui n'étoit pas encore liée avec ce Roi. Car Elle a pu toute seule avant de contracter le Mariage par le Droit commun de Nature & des Gens, s'obliger de faire en toute liberté, ce qui après le Mariage pouvoit rendre au bien de la Maison Paternelle, & à la sûreté & à l'honneur de la Patrie; d'autant plus qu'avant Elle d'autres Infantes d'Espagne; qui devoient être mariées dans la Famille Française, avoient fait la même chose, par l'approbation & applaudissement des États de l'un & de l'autre Royaume, & de tous les Peuples, & par la congratulation même des Princes Étrangers; & qu'Elle savoit d'ailleurs, que la même chose avoit été souhaitée ci-devant par ses Ancêtres, & qu'elle étoit pratiquée communément dans les Païs Étrangers. Or, pour ce qui regarde le Consentement du Roi Très-Chrétien, nous ne pouvons assez nous étonner, de l'Imprudence, ou pour mieux parler de l'Impudence des Écrivains Français, qui ont osé mettre en avant que le Cardinal Mazarin avoit consenti à la Renonciation & à l'Exclusion sans en avoir d'ordre; puisque l'ordre général qu'il avoit, quoique illimité & avec une clause de supplément pouvoit suffire pour une Affaire de si grande conséquence qui requeroit un ordre particulier s'il n'y avoit d'autres expressions. D'ailleurs, le même Contrat de Mariage montre que tout ce qui y est contenu a été fait en vertu des Pouvoirs & Ordres de l'un & de l'autre Pleinpotentiaire; & le Roi Très-Chrétien a inséré dans sa solennelle Ratification le même Contrat, & même mot à mot. Nous parlons à présent de la Ratification particulière du Contrat de Mariage, dont le commencement & la fin sont en ces termes.

**L**OUIS, par la Grace de Dieu, Roi de France & de Navarre, à tous ceux qui ces présentes Lettres verront : salut.

Comme ainsi soit que le Traité de Mariage d'entre nous & la Sérénissime Infante d'Espagne, Dame MARIE-THERÈSE Fille aînée de notre très-cher & très-aimé Père & Oncle le Roi des Espagnes DON PHILIPPE IV. de ce nom, ait été conçu, arrêté, & signé, par notre très-cher & très-aimé Cousin le Cardinal Mazarin de notre part, & le Seigneur DON LOUIS MENDEZ de Haro de la part dudit Roi d'Espagne, le septième jour de Novembre dans l'Isle dite des Faisans, dans la Rivière de Bidassoa, aux confins des deux Royaumes, de France & d'Espagne, en vertu de leurs Pouvoirs & Commissions : par le dernier Article duquel Traité notre dit Cousin le Cardinal Mazarin, aiant promis & stipulé en notre Nom, de faire fournir nos Lettres de Ratification, en la forme & manière accoutumée, & de la faire délivrer en trente jours, avec les derogatoires à quelconques Loix, Coutumes, & Dispositions, qui servient au contraire audit Traité, duquel la teneur ensuit.

„ Au nom de la très-Sainte Trinité &c. &c. „ Tout le Contrat de Mariage est rapporté mot à mot; & après avoir aussi rapporté les Pleins-Pouvoirs des Rois Très-Chrétien & Catholique, le Roi LOUIS XIV. continué de la sorte.

Nous de Paris de la Reine, notre très-honorée Dame & Mere, de notre très-cher & très-aimé Frère unique le Duc d'Anjou, plusieurs Princes, Ducs, Pairs, & Officiers de notre Couronne & autres Grands & notables Personnages de notre Conseil : après nous être fait lire de mot à autre ledit Traité, avons icellui, en tous & chacun ses Points & Articles agréé, approuvé, & ratifié, agréons, approuvons, & ratifions par ces présentes signées de notre main : promettant en bonne foi & parole de Roi, de l'accomplir, faire

garder, & entretenir inviolablement, sans jamais aller & venir au contraire, directement ni indirectement, en quelque sorte & manière que ce soit, dérogeant à cette fin comme nous dérogeons à toutes Loix, Coutumes, & Dispositions au contraire : car tel est notre plaisir. En témoins de quoi nous avons fait mettre notre scel à cesdites Présentes. Donné à Thoulouse le vingt-quatrième jour de Novembre, l'an de Grace mil six cent cinquante-neuf, & de notre Règne le dix-septième.

Signé,

LOUIS.

Et plus bas,

Par le Roi,

DE LOMÉNIE.

Ce Contrat de Mariage fût ratifié de la même manière dans tous ses Points & Articles par le Roi Catholique, pour lui & ses Successeurs, les Royaumes & États, dérogeant à toutes Loix, Coutumes, & Dispositions au contraire, à Madrid le 10. Décembre 1659.

ON ne sauroit même disconvenir, qu'un Contrat n'ait encore été ratifié une seconde fois par le Roi Très-Chrétien, & par une autre raison solide, puisque nous avons dit ci-devant que le Contrat ayant été rapporté dans le Traité de Paix des Pyrénées, il en faisoit la principale partie, & ainsi en ratifiant ladite Paix, on le ratifioit en même tems & de la même manière. Cette Ratification de la Paix fut faite en ces termes.

**L**OUIS, par la Grace de Dieu, Roi de France & de Navarre : A tous ceux qui ces présentes Lettres verront : salut. Comme en vertu des Pouvoirs respectivement donnés par Nous, & Très-Haut, Très-Excellent, & Très-Puissant Prince le Roi Catholique des Espagnes, notre très-cher & très-aimé Frère & Oncle, à notre très-cher & très-aimé Cousin le Cardinal Mazarin, & au Seigneur DON LOUIS MENDEZ de Haro Guesman : ils aient dans l'Isle dite des Faisans, en la Rivière de Bidassoa, aux confins des deux Royaumes, du côté des Pyrénées, le septième du présent mois de Novembre, conclu, arrêté, & signé le Traité de Paix & Reconciliation, duquel la teneur ensuit.

La Paix des Pyrénées fuit tout du long.

Nous ayant le Traité susdit agréable, en tous & chacun les Points & Articles, qui y sont contenus & déclarés : avons icellui, tant pour nous que pour nos Héritiers, Successeurs, Royaumes, Païs, Terres, Seigneuries, & Sujets, accepté, approuvé, ratifié, & confirmé, acceptions, approuvons, ratifions, & confirmons, & le nous promettons en foi & parole de Roi, & sous l'obligation & hypothèque de tous & chacun nos biens présents & à venir, garder, observer, & entretenir inviolablement, sans jamais aller ou venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque manière que ce soit : En témoins de quoi nous avons signé ces présentes de notre main, & à icelles fait mettre & apposer notre scel. Donné à Thoulouse le vingt-quatrième Novembre l'an de Grace mil six cent cinquante-neuf & de notre Règne le dix-sept.

Signé,

LOUIS :

Et plus bas,

Par le Roi,

DE LOMÉNIE.

Et scellé du Grand Sceau de Cire jaune.

A ces choses, faites avant la consommation du Mariage, furent ajoutés les Serments de la Paix, qui furent enjointes à l'un & à l'autre Roi, & qui furent prêtés aussi-bien par le Roi Très-Chrétien que par le Roi Catholique, avec toutes les formalitez si solennelles qu'on ne pouvoit en trouver ni penser de

ANNO  
1701.



ANNO  
1701.

de plus grandes entre des Rois Chrétiens, & même entre des hommes, lesquelles néanmoins il seroit superflu de rapporter ici, puis qu'il y a déjà long tems qu'elles sont connues, & qu'elles ont été par le passé en usage en pareilles occasions.

On étoit de plus convenu par les Articles susdits du Contrat de Mariage, qu'au tems des Epousailles, ils seroient de nouveau ratifiés, & confirmés, par Serment, tant par le Roi Très-Chrétien, que par l'Infante MARIE-THERÈSE, & qu'ils seroient enregistrés dans les Actes du Parlement de Paris. Nous ne défavouons pas, mais plutôt nous nous plaignons avec le Roi PHILIPPE IV. (qui étoit presque à l'Article de la mort, & qui ne songeoit plus qu'aux choses éternelles, ce que nous recommandons pour l'éclaircissement de la suite à la mémoire des Lecteurs ou des Auditeurs,) que le Roi Très-Chrétien, ni son Epouse, n'ont rien fait de tout ce qu'ils avoient promis par deux ou trois fois répétées. Cependant nous soutenons en même tems, que cela n'a point diminué la vigueur & la force du Contrat de la Renonciation, & de l'Exclusion, non seulement parce que personne n'est acquité d'une obligation par sa propre négligence, ou par sa perfidie; mais aussi parce que dans le premier Contrat ratifié, on avoit expressement énoncé, qu'en telle omission, si elle arrivoit, ne préjudicieroit en aucune manière aux Conventions & aux Actes; & que nonobstant cette omission, le tout resteroit en sa vigueur & force, & qu'à cette fin on devoit tenir le tout pour accompli par la publication même de la Paix. Mais, afin que ces choses fassent plus d'impression dans l'esprit des gens, il ne sera pas hors de propos de rapporter les paroles mêmes du Roi PHILIPPE, qu'il prononça non pas avec la langue d'un demi-mort, mais d'un esprit exempt de toute dissimulation & d'ipocrisie, & déjà tout disposé pour aller au Ciel, en ces termes.

*J'ai promis par une autre Clause de ladite Capitulation à l'Infante ma Fille, cinq cent mille Ecus d'or sur pour dot, y compris sa Légitiime Paternelle & Maternelle, & tout autre Droit; & cela fut fait sous condition que ladite Renonciation seroit approuvée & ratifiée par Serment & avec toutes les Clauses nécessaires par Elle, ensemble avec le Roi Très-Chrétien d'abord après la célébration de son Mariage, & qu'Elle seroit acceptée par le Parlement de Paris en la forme & manière accoutumée, & qu'on en enverroit des Actes à moi ou à mon Successeur; ce qui cependant jusqu'ici n'a pas été accompli par le Roi Très-Chrétien & par ma Fille, par où j'ai été & suis déchargé de l'obligation de payer le dot que j'avois promis. Néanmoins, parce que j'espère que le Roi Très-Chrétien, & ma Fille, s'acquiesceront de cette obligation, ainsi qu'ils y sont tenus en justice & en conscience, puis qu'il est hors de doute que je n'aurois jamais consenti audit Mariage, que sous lesdites Conditions; j'ordonne & veux, que quoique le Roi Très-Chrétien & ma Fille n'aient satisfait à leur devoir, le dot que j'ai promis soit payé, toutes & chacune des Conditions exprimées dans la Capitulation restant, ainsi qu'elles doivent rester, fermes & valables, ainsi qu'il est expédient pour une plus grande gloire de notre Religion Catholique, & pour la Paix & la Tranquillité entre l'une & l'autre Couronne.*

Or, regardant tout ce que nous avons jusques ici rapporté pour prouver l'Exclusion de tout le Sang de France à la Succession Universelle d'Espagne, & qui est déjà trop étendu, nous nous empêcherions volontiers d'en parler davantage, n'étoit qu'il reste encore des choses qui contiennent un Abrégé des Statuts précédens, & qui montrent en toute évidence & en paroles précises le Droit incontestable de la Maison d'Autriche. La première chose est tirée de la Convention de la Dot faite entre l'Empereur FERDINAND II. & le Roi PHILIPPE III., pour FERDINAND III. pour lors Roi d'Hongrie & de Bohême & l'Infante MARIE, qui ont été les Père & Mere de l'Empereur LEOPOLD en 1628. en ces termes.

*ET parce que la Serenissime Reine de France, Dame ANNE Infante d'Espagne, en vertu du Contrat de Mariage & de la Renonciation faite par consentement & permission du Serenissime & Très-Chrétien Prince LOUIS XIII., Roi de France, son Mari, est & reste excluse en sorte de tout Droit de Succession*

*que tous ses Enfants qui viendront d'Elle, tant males, que femelles, & tous ses Descendans tant premier, que deuxième & troisième ni, même à l'infini, en quelque degré qu'ils soient à tout jamais, ne peuvent ni doivent, sous quelque titre ou prétexte que ce soit, succéder dans aucun Royaume, Etat, Province, Domaine, ou Lieu du Serenissime Roi Catholique, & ses Heritiers & Successeurs légitimes, tant dans les Royaumes d'Espagne, que dehors d'icelle dans les autres Provinces, & Royaumes que le même Serenissime Roi Catholique & ses Successeurs possèdent, ou posséderont ou leur appartiendront ci-après; c'est pourquoi la Serenissime Infante Dame MARIE, se réserve son Droit naturel, ensemble avec celui qu'Elle a acquis par ladite Renonciation faite par la Reine de France sa Sœur, sous l'approbation & confirmation qu'en a fait le même Serenissime Roi Catholique pour lui & tous ses Heritiers & Successeurs, ce qui doit tenir lieu & avoir force & vigueur d'une Loi stable, incontestable, & inviolable; excepté néanmoins le Droit qui lui convient, & qui est réservé dans ledit Heritage & Succession, dans les deux cas rapportez dans ledit Contrat de Mariage fait entre lesdits Serenissimes Roi & Reine de France, à savoir le premier, si ladite Serenissime Reine de France survécut au Roi Très-Chrétien son Mari, & qu'Elle étant venue sans avoir aucun Enfant, resourait en Espagne; & l'autre si pour le maintien du bien public & pour d'autres justes causes ou considérations, Elle vint à se remarier par la volonté & consentement du Serenissime Roi Catholique, son Frere ou de ses Successeurs.*

Toutes & chacune desquelles choses ont été traitées & arrêtées entre les susnommez Serenissimes & très-Puissans Princes & Seigneurs, le Seigneur FERDINAND III. Roi d'Hongrie & de Bohême, & de la Serenissime Dame MARIE Infante d'Espagne, leurs respectifs Fils & Sœur, en vertu des Pleins Pouvoirs ci-dessus rapportez, avec promesse reciproque & stipulation solennelle, en parole d'Empereur & de Roi de tenir pour établi & ratifié tout le contenu dans lesdits Articles, & de faire qu'ils seront pareillement approuvez & ratifiés par les Serenissimes Roi FERDINAND, & l'Infante Dame MARIE, afin qu'ils aient un plein & entier effet. En témoin de quoi ils ont signé les Présentes de leur propre main, & y ont fait apposer leurs Sceaux, en présence de Don Ramire Philippe de Guzman, aîné de la maison des Guzman, Duc de Medina de las Torres, Marquis de Toralès &c. Grand Echançon du Roi Catholique d'Espagne, Grand Chancelier des Indes, Capitaine des cent Nobles &c., Tresorier General du Roi & du Royaume d'Aragon; de Don Augustin Messe, Conseiller d'Etat de Sa Majesté Catholique &c. &c. Don Juan de Mendoza & Luna &c. &c. Gentilhomme de la Chambre du Roi Catholique, Conseiller d'Etat, & premier Président du Conseil Souverain d'Aragon &c. &c. Don Philippe de Guzman Marquis de Leganés, Gentilhomme de la Chambre de Sa Majesté, Conseiller d'Etat, Capitaine General de la Cavalerie légère de Flandres & de l'Artillerie d'Espagne; & Melchior de Molina, Conseiller de la Chambre & d'Etat du Royaume de Castille &c. &c. Donné à Madrid dans le Palais Royal le Dimanche 3. de Septembre, l'an de Grace mil six cent & vingt-huit.

Une autre Instruction de celles qui appartiennent à notre Affaire est la partie du Testament fait par PHILIPPE III., qui s'y accorde tout-à-fait du 30. Mars 1621., & qui est d'autant plus remarquable, parce qu'elle exprime clairement qu'après la Renonciation ou Abdicacion d'ANNE mariée au Roi Très-Chrétien, & laquelle selon sa naissance étoit l'aînée, MARIE sa Sœur mariée à FERDINAND III. doit être censée l'aînée, ou comme si Elle fut restée seule. Ce qui est traduit mot à mot de l'Espagnol ainsi.

*ET puis qu'il a plu à Dieu de me donner deux Filles, dont l'aînée l'Infante Dame ANNE, par de justes Considerations du bien public de ces Royaumes & de la Chrétienté, a été donnée en Mariage au Roi Très-Chrétien de France, sous les Conventions & Conditions qu'on peut voir dans les Articles du Contrat de Mariage & de la Renonciation. C'est pourquoi, à l'instance de ces mieiux Royaumes, une Loi fut faite suivant lesdits Articles stipulez dans le Contrat de Mariage, auxquels ladite Serenissime Infante a consenti à Burgos le 16. Octobre 1615. Ainsi confirmant, consentant, & approuvant les choses susdites, & ladite Loi, je commande & declare qu'on doit conserver en tout & par tout les*

ANNO  
1701.

ANNO  
1701.

dites Conditions du Contrat de Mariage, & les autres Ecrits d'Approbation faits à Burgos, aussi-bien que ladite Loi, car ainsi est convenable pour le bien de ces Royaumes & de la Chrétienté, aussi pour plusieurs autres raisons exprimées plus amplement dans le Contrat de Mariage, que je ne raporte pas, les supposant connus, & par d'autres raisons.

Par où par conséquent l'Infante Dame MARIE resteroit dans l'état présent comme ma Fille aînée & unique, laquelle je déclare & commande devoir succéder en ces Royaumes & Etats, Elle & toute sa Posterité légitime après l'extinction des Personnes & Descendants desdits Princes DON PHILIPPE, & des Infants DON CHARLE & DON FERDINAND & de leurs Descendants.

La troisième Instruction, qui peut tenir lieu de tout, & qui doit suffire à toute intention, est le Testament du Roi PHILIPPE IV. non seulement pour l'autorité & la Puissance de celui qui l'a fait, fondées sur les Loix & les Conventions; mais parce qu'il a été fait avec une Deliberation plus grande, plus mure, & plus peüsé qu'aucun autre qui ait jamais été fait; & qu'il explique très-clairement la pensée la plus intérieure & la volonté la plus efficace du Roi & Législateur en ces termes.

SI cependant, ce qu'à Dieu ne plaise, le Prince mon Fils vient à mourir avant qu'après qu'il auroit succédé à ces Royaumes, sans laisser d'Enfants ou autres Descendants légitimes Mâles ou Femelles; j'institute pour mon Heritier Universel dans tous mes Royaumes, Etats, & Seigneuries, le second Fils mâle que Dieu me donneroit par ce Mariage ou par un autre, & ses Descendants légitimes, & ne & procédés d'un légitime Mariage, Mâles & Femelles selon le même ordre d'ainesse: & à défaut d'aucun d'iceux, j'appelle le troisième Fils mâle de ce Mariage ou de quelque autre, & ses Enfants & Descendants, Mâles ou Femelles, légitimes & ne & d'un légitime Mariage, afin qu'ils succèdent selon l'ordre d'ainesse. Ce qui doit être aussi entendu des Enfants mâles légitimes, & ne & d'un Mariage légitime, que Dieu m'auroit donné, même après ma mort, si je laissois la Reine enceinte, & qu'un mâle fut né, afin qu'il succède en son lieu & selon son degré.

Si le Prince, ainsi qu'on vient de dire, vient à mourir, ce qu'à Dieu ne plaise, sans laisser d'Enfants ou Descendants Mâles ou Femelles, légitimes & venus d'un Mariage légitime, ou si Dieu m'aient donné plusieurs Enfants mâles du Mariage présent ou de quelque autre, ils viennent aussi à mourir, sans laisser d'Enfants ou Descendants, selon ce qui a été dit, à leur défaut j'institute pour mon Heritier Universel de tous mesdits Royaumes, Etats, & Seigneuries l'Infante Dame MARGUERITE ma Fille & de la Reine Dame MARIE-ANNE ma très-chère & très-aimée Epouse, & ses Fils & Filles & Descendants Mâles & Femelles, légitimes & ne & d'un légitime Mariage, que Dieu lui donneroit; & Elle & eux venant à fuir, j'appelle la troisième Fille & ses Descendants; & de la même manière & ordre, j'appelle à hériter les autres Filles légitimes & venant d'un légitime Mariage, que Dieu m'auroit donné, & même les post-humes de ce présent Mariage, ou de quelque autre, & les Descendants légitimes de chacune d'elles, qui succéderaient dans le même ordre d'ainesse, préférant l'aîné au cadet, & le mâle à la femelle de la même ligne & degré.

Et venant à manquer mesdits Enfants, Mâles & Femelles, de ce Mariage présent ou de quelque autre à l'avenir, que j'appelle, je déclare que la Succession de tous mesdits Royaumes, Etats, & Seigneuries doivent appartenir & appartenir aux Enfants & Descendants légitimes Mâles & Femelles de l'Impératrice Infante MARIE ma très-chère & très-aimée Sœur, qui est déjà décédée, & en la même manière que j'ai déclaré dans l'Institution de mes Fils & Filles.

Et à défaut des uns & des autres de la Ligne, je déclare aussi que la Succession de mesdits Royaumes, Etats, & Seigneuries appartient à la Ligne de l'Infante Dame CATHERINE ma Tante, Duchesse de Savoie, & à ses Enfants & Descendants légitimes, & venant par un légitime Mariage, tant Mâles que Femelles, préférant la ligne de l'aîné aux autres, en la manière qu'on a dit ci-dessus.

Dans tous les tems & âges passez, on s'est servi d'une particulière circonspection en faisant les Mariages des Infants d'Espagne avec les Rois de France, à cause des inconvénients qui résulteroient de la conjonction & de

l'union de ces deux Couronnes; car, l'une & l'autre & chacune à part étant si grandes qu'Elles ont conservé leur grandeur avec tant de gloire de ses Rois Catholiques & Très-Christiens, étant unies leur élévation se diminuerait & tomberait, & en résulterait d'autres grands inconvénients pour les Sujets & Vassaux & pour le bien public & l'état de l'un & l'autre Royaume & de toute la Chrétienté. Ce que pour éviter, & pour faciliter les Mariages entre les deux Couronnes, pour l'utilité des Vassaux reciproques & des Etats en général, on a empêché leur Union par une Convention qui a force de Loi stable & ferme en faveur des Royaumes & du bien public d'iceux, & particulièrement dans le Contrat de Mariage, fait à cette Cour le 22. d'Août 1612. entre le Roi Mon Seigneur & Père, & LOUIS XIII. Roi Très-Christien de France, à cause du Mariage, que j'ai contracté avec la Reine Dame ISABELLE de Bourbon ma très-chère & aimée Epouse & de celui que ledit Roi a contracté avec la Reine Très-Christienne Dame ANNE, ma très-chère & aimée Sœur, il fut convenu & établi, que les deux Couronnes ne se joignent ou puissent se joindre, & qu'à ces effets l'Infante ma Sœur doit renoncer & renonceroit pour Elle & ses Descendants de ce Mariage à tous & chacun des Droits qui lui appartiendroient ou pourroient lui appartenir de succéder à mes Royaumes, en sorte qu'en nul cas pensé ou ignoré Elle y succéderoit, & que la Succession passeroit à l'ordre qui suivroit, puis que la dite Infante Dame ANNE & tous ses Descendants Mâles & Femelles a été déclaré exclus de cette Succession, & de toute espérance de succéder, Ledits Majestez Catholique & Très-Christienne ayant aboli toutes Loix, Droits, Coutumes, Dispositions, & Titres desdits deux Couronnes, par lesquels on succède ou on peut prétendre de succéder auxdits Royaumes, Etats, & Seigneuries, tant à présent qu'aux tems à venir, & aux cas de déser la Succession, en tant qu'elles seroient par quelque raison contraires ou d'empêchement à ladite Renonciation & Exclusion de ladite Infante Dame ANNE, avec l'addition d'une Declaration, que Ledites Majestez devoient par l'approbation dudit Contrat de Mariage, y déroger & les avoir pour derogées. Et en execution de ce Contrat ladite Reine Très-Christienne ma Sœur, ayant les Eponailles par paroles de présent, fit une Renonciation de la manière la plus solennelle & par Serment en la Ville de Burgos, le 17. Octobre 1615. en présence du Roi Monseigneur & Père qui y paronna par devant Antoine d'Arlesigny son Secrétaire & Notaire public de ces Royaumes, & moientant cette dite Renonciation, le Mariage eut son effet, & le Roi Monseigneur & Père commanda qu'Elle fût gardée, & accomplie, & mise en execution par une Loi générale, qu'il fit & publia à l'instance & priere de ces Royaumes le 3. de Juin de 1619. & par la Clause 38. de son Testament, par laquelle il declara que ladite Reine ma Sœur, & ses Enfants Descendants de ce Mariage, Mâles & Femelles, étoient exclus de tous lesdits Royaumes, Etats, & Seigneuries. Et suivant cet exemple, aussi bien que d'autres, on a ajouté entre autres les deux Chapitres 5. & 6. (qu'on a rapporté ci-dessus) aux Traitez contractez par moi & par le Roi Très-Christien LOUIS XIV. mon très-cher Neveu par ma Sœur, touchant la Paix & le Mariage, qui a été contracté, entre l'Infante Dame MARIE-THERESE ma très-chère & aimée Fille & le même Roi, moientant la Grace de Dieu & à son plus grand bonheur, & pour le bien général des Couronnes, & pour leur repos & leur tranquillité; ainsi qu'il consiste par ledit Traité de Mariage, qui a été contracté pour moi & à mon nom par Don Louis Mendez de Haro, Comte-Duc d'Olivera, mon Grand Ecuier d'une part, & de l'autre au nom du Roi Très-Christien par le Cardinal Jules Mazarin, en vertu de l'ordre donné le 7. de Novembre 1659. souscrit par Pierre Colonna mon Conseiller de Guerre, & Secrétaire d'Etat, Notaire public de ces Royaumes. Et dans le Traité de Paix fait par les mêmes Plenipotentiaires le même jour par devant ledit Pierre Coloma; il a été mis un Chapitre sous le nombre 33. de la teneur suivante (on peut voir ce Chapitre 33. ci-dessus.) Et pour l'accomplissement de ces Traitez, ladite Infante Dame MARIE-THERESE ma Fille a en effet fait & juré ladite Renonciation dans la Ville de Fontarabie le 2. de Juin 1660. sous le témoignage du Sieur Ferdinand de Fonseca Ruyz de Contreras mon Conseiller de Guerre, Secrétaire d'Etat & des Depêches Universelles, & Notaire public de ces Royaumes. Et quoique j'espère que l'Infante ma Fille & le Roi Très-Christien son Mari accompliront & observeront tout ce qui a été rapporté, & tout

ANNO  
1701.



ANNO  
1701.

le contenu dans ledit Traité de Mariage, & dans la Renonciation, puis que la justice & la conscience le veut; néanmoins, puisque la Paix & la tranquillité de la Chrétienté en dépend, afin que l'accomplissement soit assuré par tous les moyens connus par les Loix, comme Père & Maître naturel de tous mes Royaumes, Etats, & Seigneuries, en vertu du Souverain Pouvoir, dont je me sers & que j'ai de disposer & d'ordonner pour le bien de mes Vassaux & de la Cause commune, comme aussi de pourvoir à la bonne administration, & d'éviter les dommages, qui pourroient résulter de la conjonction des deux Couronnes, des Royaumes & Etats, à chacune d'icelle, de mon propre mouvement, de certaine science, & par un plein Pouvoir Royal absolu, dont je veux me servir & me sers, étant pleinement instruit des exemples de mes Prédecesseurs, qui ont disposé, changé, & renversé l'ordre de la Succession de mes Royaumes & Etats par l'exclusion des Aînés & de leurs Descendants; en vue & à cause des Traitez de Paix & de Mariage, & par autres justes considérations, Je déclare que ladite Infante MARIE-THERÈSE ma Fille, & tous ses Descendants de ce Mariage, tant Mâles que Femelles, seront, resteront, & sont exclus, & autant qu'il est nécessaire je les exclue de tout Droit ou espérance qu'ils pourroient avoir, ou ont, par quel cas que ce soit, de succéder dans chacun de mes Royaumes, Etats, & Seigneuries, à perpétuité, tout de même que s'ils n'étoient pas nés; & je déclare que cette Exclusion & tous ce que j'ai disposé & dispose touchant icelle à l'égard de ladite personne de l'Infante Dame MARIE-THERÈSE ma Fille & de ses Descendants de ce Mariage, tant Mâles que Femelles, doit être observé, & où il seroit nécessaire, je veux, commande, & ordonne d'être observé, accompli, & exécuté à l'égard de la Reine Très-Christienne Dame ANNE ma Sœur & ses Descendants, suivant ses Traitez de Mariage & la Renonciation qu'Elle fit, & suivant la disposition du Roi DON PHILIPPE III. Mon Seigneur & Père, rapportez, dans ladite Loi & dans son Testament, dont le tout a eu vigueur de Loi stipulée entre l'une & l'autre Couronne, & laquelle s'approuve avec & sous la même qualité qui est dans les Loix conventionnelles entre les Princes Souverains, usant de mon Plein-Pouvoir, & restant abolies, & annulées toutes les Loix, Statuts, Droits, Dispositions, & Coutumes autant qu'il sera nécessaire, & qui pourroient en quelques manières que ce soit empêcher ladite Exclusion, ni plus ni moins que si chacune d'elles étoit ici exprimée, & qu'il en fut faite une mention particulière. Je déclare néanmoins, je veux, & commande, que si (ce qu'à Dieu ne plaise) le Mariage de l'Infante MARIE-THERÈSE ma Fille venant à être dissolu sans Enfants, restant veuve Elle revint en Espagne, ou si restant veuve, en vue du bien public & par de justes considérations, Elle passât à de secondes noces par mon consentement, ou après ma mort par celui du Prince mon Fils, l'Exclusion & la Renonciation ne lui seroit point contraire, & qu'Elle & ses Enfants & Descendants de ce second Mariage, pourvu que ce ne soit point en France, seroient capables de succéder auxdits Royaumes & Etats.

Par une autre clause de ladite Capitulation j'ai promis pour dot à ladite Infante ma Fille cinq cent mille Ecus d'Or au soleil avec le reste rapporté dans le Contrat de Mariage. Toutes lesdites quelles choses je commande qui soient accomplies, gardées, & exécutées dans la Succession de mes Royaumes & Seigneuries, par tous mes Sujets & Vassaux de quelque qualité qu'ils soient, & par tous mes Royaumes, Etats, & Seigneuries, & qu'ils Pobservent & gardent en force comme une Loi, & un Statut fait dans l'Assemblée des Etats, & qui sera publié selon la forme & les solennitez usitées dans chaque Royaume, Etats, & Seigneuries.

Tout ce qu'on a rapporté jusques ici, & qui a été répété à cause de la pluralité des Instructions qui contiennent la plus part la même chose, regarde la Monarchie Universelle d'Espagne & n'admet point le moindre Droit du Sang François à la moindre ni à aucune de ses parties; aussi, tout le Sang de France en général est, non pas une fois, ni en un lieu particulièrement, exclus de tous les Fiefs, soit qu'ils aient été conférés à d'autres par les Rois d'Espagne, soit qu'ils les tiennent d'autres: entre lesquels, sans aucun doute, les principaux étant ceux qu'ils ont reçus de la Sainte Eglise Romaine & du Sacré Empire Romain, personne ne niera qu'ils ne soient compris dans la translation de toute la Succession d'Espagne en faveur de Sa Majesté Impériale & de

ses Enfants, sous ce nom, par la disposition exclusive des François, & par ce qui la suit. Par où on voit clairement, que rien ne peut être allégué au contraire ni prétexté par les termes des Investitures, soit Pontificales ou qui regardent le Royaume de Naples, soit Impériales du Duché de Milan, le Marquisat & Port de Final, la Principauté de Piombin, le Vicariat de Sienné, & les Fiefs de Montfort, &c., qui ont été accordés; soit que ces Investitures soient tant vieilles que nouvelles, qui selon l'ordre d'aînesse défèrent la Succession tant aux mâles qu'aux femelles: au contraire, ces termes doivent plutôt être interprétés de la sorte, à savoir que les Traitez particuliers contractés par l'Autorité des Papes, & les Loix publiées pour exclure le Sang de France natif ou intrus, restant en leur force, le Droit qui en est transporté à d'autres doit toujours être gardé en son entier. Enfin, par la même raison on dira derechef, selon le Testament de PHILIPPE III. rapporté ci-dessus, que les Infantes aînées d'Espagne, mariées en France, cessent d'être telles par les Loix & les Contrats; & que ceux ou celles qui sont plus proches aux Princes du Sang d'Espagne entrent en leur lieu & place, s'acquérant en même tems le nom d'aînés, ou d'aînées: c'est de la sorte que le Patriarche Jacob, qui étoit le jumeau puîné, & qui devoit cependant devenir le Père des autres Patriarches & de St. Joseph, après qu'Esau son Frère aîné lui eût vendu son Droit d'aînesse pour un potage de lentilles, il répondit à Isaac son Père qui l'interrogeoit qui il étoit? Il répondit, dis-je, à bon droit qu'il étoit son Fils aîné Esau, ainsi que cela passe pour une vérité incontestable tant auprès des Juifs que des Chrétiens, & que la bénédiction divine obtenue par Isaac son Père, & qui même réjaillit sur nous, le montra. Il faut plutôt éviter l'Empereur, quoi qu'il veuille néglier les Affaires de sa Maison, de ne pas prodiguer mal-à-propos les Affaires de l'Empire, en consacrant ou laissant les Fiefs Impériaux à une Famille qui depuis long-tems lui a été ennemie, & lui a ravi de ses principales parties par des voyes injustes & par des tromperies qui lui sont naturelles, & qui sous le prétexte de l'obéissance dûe à cause du Fief, n'aspire pas à moins que de dépeupler l'Empire de tous ses Fiefs d'Italie, & de mettre à la fin toute l'Italie sous le joug, & d'arracher aux Allemands la Dignité même Impériale, pour la transporter aux Successeurs de Capet. La même chose s'entend de la Flandre, & des Provinces qui lui sont annexées, dont il est souvent parlé dans les Instructions ci-dessus rapportées, tant parce qu'elles sont avantageuses, non seulement pour donner lieu aux François de subjuguier les Peuples voisins, que pour inspirer de la terreur aux étrangers & leur enlever leurs commodités, que parce qu'outre le lien du Fief de quelques-unes qui sont par là attachées à l'Empire, & la Succession reçue anciennement en icelles des seuls mâles même les plus reculés, elles appartiennent toutes tellement à l'Empire & à la Maison d'Autriche, qu'Elles sont un Cercle particulier de l'Empire, appelé de Bourgogne, & n'appartiennent aux Rois d'Espagne leurs Possesseurs que sous le titre d'Archiduc d'Autriche, & c'est par là qu'Elles ont séance & voix avec les autres prerogatives de l'Auguste Maison d'Autriche aux Assemblées de l'Empire. Une preuve très-évidente qu'Elles n'ont appartenu aux Rois d'Espagne par d'autre raison, qu'elles ne peuvent échoir qu'aux Archiducs d'Autriche sont, pour passer sous silence d'autres, les termes & mots mêmes de la Transfation connue faite à l'Assemblée d'Augsbourg le 26. de Juin 1548. entre l'Empire & l'Empereur CHARLES V. touchant la Flandre & les Provinces qui y sont annexées; & que CHARLES V., comme Empereur & Seigneur de ces Provinces, & au nom de l'Empire les Electeurs de Mayence & Palatin, l'Archevêque de Saltzbourg & le Duc de Bavière, l'Abbé de Wîngartz, le Comte de Furstemberg, & le Magistrat de la Ville d'Augsbourg, pour eux & pour les autres Electeurs, Princes, Ecclesiastiques & Seculiers, Prelats, Comtes, & les Villes immédiatement Impériales, à la requisiion de l'Assemblée de tous les Etats, signèrent, & mirent parmi les Statuts de l'Empire, & qu'enfin comme éternelle fut enregistrée & acceptée par la Chambre Impériale, qui est restée à Spire jusques au tems de la ruine de cette Ville, & qui est à présent à Vezlar, & qui fut aussi pareillement ratifiée par les Etats desdites Provinces, en ces termes.

ANNO  
1701.

ANNO 1701. NOUS CHARLES V., par la Grace de Dieu, Empereur des Romains, toujours Auguste, Roi d'Allemagne, de Castille, d'Aragon &c. &c. Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne &c. &c. faisons savoir

& ce d'autant plus que non seulement selon les Contrats de Mariage rapportez, les uns & les autres Contractans l'ont demandé avec une reverence filiale aux Souverains Pontifes, mais aussi parce qu'Eux mêmes ont volontiers accepté ces prières selon le témoignage des Clausés des Renonciations, & ont réellement confirmé les Contrats par l'Autorité Apostolique : Pour ne pas repeter avec ennui ce qu'on a déjà dit des Empereurs qui ont stipulé ces choses pour eux & leur Posterité.

ANNO 1701.

&c. Nous sommes aussi convenu en vertu de ces Présentes, en la meilleure manière &c. &c. Que nous comme vrai Héritier & Seigneur territorial de nos dites Héritières & Successeurs, ensemble avec nos Provinces de Flandres qu'on nommera successivement, savoir &c. &c. sont à l'avenir & perpétuellement sous la protection, défense, garantie, & secours des Empereurs, des Rois des Romains, & du sacré Empire, & qu'elles jouissent de ses Privilèges & Droits, & seront toujours par lesdits Empereurs, Rois, & Etats du sacré Empire, de même que ses autres Princes, Etats & Membres protégés, défendus, & aidés avec fidélité, & qu'Elles sont aussi invitées & appelées à toutes les Assemblées de l'Empire, Et nous & eux avec les autres Etats d'avoir le pouvoir d'y comparoître, ou selon qu'on le trouve à propos d'y envoyer ; & Nous, & nos Héritiers & Successeurs, nos Deputés & les leurs devons être admis à la Sance, & y avoir voix à cause d'elles Provinces, comme Archiduc d'Autriche, & sous le nom d'Archiduc d'Autriche. De plus aussi Nos Héritiers & Successeurs de notre dite Province, avec tous les Princes qui leur appartiennent ou dépendent &c. &c. devons Periger & constituer en un Cercle particulier sous le nom de Cercle de Bourgogne, sous lequel Elles seront toutes comprises, quoique quelques unes d'entre Elles aient été ci-devant comprises dans d'autres Cercles de l'Empire &c. &c. Cependant toutes lesdites Principautés & Provinces qui sous le nom & la qualité de Fiefs confèrent par l'Empire ont été ainsi possédées ou posséder, iceux & icelles doivent être reçues & posséder à l'avenir sous de même qu'il a été pratiqué par le passé &c. &c. C'est pourquoi nous promettons & donnons notre parole Imperiale pour Nous, nos Héritiers, & nos Successeurs, & toutes nosdites Provinces Héritières de Bourgogne, que cette Transaction, Composition, & Convention dans toutes & chacune partie, Points, Clausés, & Decrets qui nous concernent nous ou les nôtres, seront par nous & par Elles, serment, perpétuellement, & inviolablement observées & exécutées, & on n'y contreviendra en aucune manière que ce soit, ni on permettra que cela se fasse par les nôtres ou par d'autres. Toutes les choses pareillement qui ont été tentées, ordonnées, établies, & obtenues contre ce Traité, qui pourront être tentées, ordonnées ci-après &c. &c. sont & doivent être cassées, annulées, & invalides &c. &c.

Ce que PHILIPPE III. & PHILIPPE IV. ont eu soin de faire par leurs Testaments par precaution pour les Provinces de Flandres qui appartiennent aux Rois d'Espagne entant qu'ils sont de la Maison d'Autriche, & est conçu en des termes si conformes qu'une Clause prise du Testament de PHILIPPE IV. peut servir pour les deux, & elle est en ces termes.

ET je declare particulièrement que les Etats de Flandres & tous autres, qui ont été possédés ci-devant par la Serenissime Infante Dame ISABELLE ma tante & lesquels étant ensuite devenus à ma Couronne, j'ai possédés & posséder, doivent selon ma volonté rester toujours unis avec mes autres Royaumes & Seigneuries, & qu'ils ne doivent être divisés, ou séparés par aucun cas que ce soit. Je charge aussi & commande à mes Successeurs qui seront en quelque temps que ce soit ci-après qu'ils protegent seriemment, assistent de tout leur pouvoir, & défendent lesdits Etats, & leurs Vassaux, puisque cela regarde beaucoup l'exaltation de la Foi Catholique, la conservation & la Paix de mes autres Royaumes, Etats, & Seigneuries, & les Droits de la Maison d'Autriche, dont je possède la qualité d'ainé ainsi qu'il est connu par tout le monde.

Enfin, pour mettre la dernière main à cette partie de notre Deduction, nous avons trouvé à propos d'ajouter que comme toutes ces choses insérées dans les Traitez de Paix, dans les Conventions, & Sanctions, ont été confirmées & ratifiées & munies d'un Pouvoir suffisant, tant par les Souverains Pontifes que par les Empereurs, les uns & les autres sont obligés à la vangeance & à la défense desdites Conventions, aussi bien que les autres Garands de tous les Traitez de Paix ou des Conventions particulières ;

TOM. VIII. PART. I.

Après toutes ces Conventions, Sanctions, Renonciations, Cessions, & Serments, personne n'auroit pu se mettre en tête, ou si par hazard cela étoit arrivé à quelqu'un, sans doute il lui auroit aussi paru incroyable, que le Roi Très-Chrétien & ses Enfants, négligeant & méprisant ce que dessus, ne se seroit fait aucun scrupule, le cas arrivant, de chicaner Sa Sacrée Majesté Imperiale & ses Enfants sur la Succession d'Espagne, ou de s'en approprier quelque partie, si l'expérience ne l'eût fait voir. La couleur, dont on s'est servi pour pallier cette injustice, ne pourroit être mieux découverte que dans les Ecrits que les François ont ci-devant mis en lumière, comme aussi d'autre côté les Réponses qui y furent faites par les Espagnols mêmes sont très-bien voir, combien ces couleurs François étoient altérées de leur nature : Aussi on trouve fort à propos de rapporter en abrégé ce qui a été imprimé de part & d'autre, & d'ajouter à la fin une Clause prise du Testament, qui aient été fait par le Roi CHARLES, a donné un nouvel Argument à la France, & dont cependant le seul recit peut servir de Refutation.

Après la mort de PHILIPPE IV., le Païs-Bas Catholique ayant été envahi, les François mirent toute leur application, quoi qu'un vain, pour persuader aux autres ce qu'eux-mêmes ne croyoient pas : savoir que les Heritages des Pères & Mères appartiennent aux Enfants par le Droit de Nature, & par le Droit Divin, Humain, & Civil, & particulièrement par le Droit Romain ; & qu'on ne pouvoit sans un très-grand tort en priver les Filles. Ce s'étoit contre les bonnes mœurs de faire des Conventions sur l'héritage d'une personne vivante, parce que les Renonciations des Filles repugnent autant à icelles qu'à la justice, puis qu'Elles doivent être contentes de leur dot, sans pouvoir espérer ni demander quelque chose des biens Paternels ; c'est pourquoi elles n'ont point été admises par le Droit Romain. Qu'il est vrai qu'enfin le Pape Boniface huitième les avoit confirmées, lors qu'elles étoient jurées, pourvu qu'elles ne fussent pas frauduleuses ou violentes ; mais que sous le pretexte de maintenir le serment, c'étoit réellement pour sa propre utilité, & pour étendre l'Autorité Pontificale sur le bien d'autrui, non sans avoir laissé par tout une mechante renommée. Néanmoins, que cette demeurée Decretale étoit exorbitante & absurde, & que sa force ne s'étendoit pas sur les Rois & les Princes ou sur les Principautés & Empires qui sont hors de prix. Que nomment cette Renonciation dont il s'agit, quoi qu'Elle ait été fardée par plusieurs raisons inventées par le Conseil d'Espagne, & munie de Clausés non accordées, étoit destituée de tout Droit & équité à cause de la Minorité de celle qui renonçoit, & de son énorme lésion : mais principalement qu'elle n'a dû dès le commencement subsister, ou qu'elle a été de nulle valeur, ou qu'elle est dans la suite tombée, & le premier Droit revenu à MARIE-THERESE, parce qu'on n'avoit pas payé la dot au tems dont on étoit convenu. Cependant, il a déjà été démontré par la solidité par les Ministres & les Ecrivains d'Espagne, & il a été prouvé par l'évidence des choses, qu'on ne demande pas avec plus de Droit la décision des questions publiques par le Droit Civil ou Romain, reçu par tout presque en toutes choses, ou par quelque autre, fait pour les affaires privées des Sujets, que les différends publics entre les Princes Souverains puissent être décidés ou jugés par leurs Tribunaux particuliers : on peut même plus appliquer à ceux-ci les finesces des Juris-Consultes Privés. Il y a à la vérité dans les Contrats de Mariage diverses Clausés abrogatoires & derogatoires des Loix particulières, & des Costumes municipales, qui selon l'écorce des mots auroient peut-être semblé contraires, touchant la dévolution usitée entre des particuliers dans quelques Provinces du Païs-Bas. Mais tout cela n'a été fait seulement que par une plus grande & surabondante precaution, & afin que



ANNO  
1701.

les Contractans employoient leur plus grand soin pour ôter ou prévenir avec plus de clarté tous les pretextes possibles; non pas que ces Loix eussent pu autrement être appliquées à la succession des Princes plus convenablement que les Ecrivains François voudroient adopter ici les Decrets des Papes. Mais il seroit très absurde de rapporter les choses qui ont été mises pour valider la disposition des Contractans, ou plutôt qui ont été créées pour la renverser. Au contraire, il faut considérer selon ce qu'avoient les Ecrivains même les plus sages parmi les François, le Statut, qui a été fait dans chaque Royaume touchant sa Succession, par ceux qui avoient le pouvoir de le faire, & ce qui a été transigé pour l'utilité mutuelle des Peuples, & le repos commun entre des Rois ou Princes, qui ne sont sujets qu'à Dieu, & par le consentement du Peuple, de la Succession duquel il s'agit. Comme il fust pour cela un âge capable d'actions humaines, & telle qui est convenable à la Dignité Royale tant en Espagne qu'en France, sans compter celle qui est estimée en plus d'un lieu de la Monarchie d'Espagne, capable d'administrer les Affaires d'une famille, & que les Anciens ont appelé un âge prochain à une jeunesse très-robuste, on peut recueillir très-clairement des formules des Renonciations l'âge que l'Infante MARIE-TERESE avoit lors de son Mariage. Il a été permis à la France, & à d'autres Royaumes, même à de moindres Etats, & à des familles, toutes fois qu'ils le trouvoient convenable à leurs intérêts, de changer la maniere, reçue d'ancienneté, tant de l'Election que de la Succession, & par des Loix, même par des Traitez, là où ils avoient lieu & où on n'ôtoit le droit compétant aux autres contre leurs volontés, & par des Testaments d'unir comme en une masse, ou en un assemblage, & d'incorporer tous les biens ou les Provinces qu'on possédoit, quoi qu'elles fussent auparavant de différent ressort, & qu'Elles fussent acquises par différentes Successions, & par d'autres titres, & tant d'exclure d'icelles toutes sans distinction les deuxièmes nez & Cadets, par une assignation d'alimens, ou par les apanages, qui en tiennent lieu, que d'en forclorre à jamais les femmes & leur postérité en donnant une dot modique, ou de désigner la Succession sous d'autres conditions. La France s'est servi de ce Droit contre l'Espagne & contre d'autres Royaumes & Etats aussi bien que contre leurs Princes, même par des Renonciations expresse faites de tems en tems par ses Filles, & particulièrement dans le Contrat de Mariage d'ELIZABETH DE BOURBON, Première Femme de PHILIPPE IV. Roi d'Espagne, laquelle a été exclue à perpétuité, avec tous les Enfans & Descendans de ce Mariage là, de la Succession de tous les Royaumes, & Seigneuries Paternelles, & de celles-mêmes, auxquelles après l'extinction des Mâles les Femmes ont droit de succéder, aussi-bien que de tout l'Heritage de la Reine de France sa Mére. Or pourquoi n'est-il ou n'a-t-il pas été permis à l'Espagne de faire la même chose contre la France? puis qu'Elle y étoit non seulement portée, mais contrainte, non pas par une seule, mais par plusieurs particulières raisons, publiques & privées, comme pour ne pas séparer ou diviser, mais pour transmettre par une Succession unie & indivise, à la postérité future, tant de Royaumes & Etats qu'Elle posséde, & ainsi par conséquent d'exclure de tous & chacun d'iceux les Filles de ses Rois qui se marieroient en France, & toute leur Postérité masculine & féminine. Bien loin que le Droit de Nature prescrive quelque chose, qui doive être perpétuellement observé touchant les heritages des Pères, Mères, & Frères ou autres parents, ou que les Conventions & Loix qui en établissent les manières, soient contraires au Droit de Nature, tout le monde convient que par ce Droit-là, les Pères & Mères ne sont tenus à rien autre envers leurs enfans, qu'à l'éducation & aux alimens; & le Droit Divin, publié aux Israélites, a non seulement exclu les Filles du Royaume & du Patrimoine public; mais il a même donné dans les Successions privées ou des particuliers le principal Droit aux Mâles. Les Anciens Romains ont été beaucoup plus rigides, qui outre les très anciens Droits des acquisitions qu'ils avoient retenus, & les autres Droits de la puissance paternelle, aussi-bien que les pleins Droits des émancipations d'une famille, & l'éloignement perpétuel des femmes de toutes les Charges, par la Loi faite par le Sénat Ro-

main à la persuasion de Caton, ont éloigné les filles femmes des heritages, en sorte, que nul dénombrement des Censeurs ne pouvoit faire héritière aucune Vierge ou Femme, mais pas même le Pere ne pouvoit faire héritière sa fille unique, même dans le tems que le pouvoir de faire des Legs ou de tester de ses biens, étoit en sa force entière dans le Pere de famille. Il est vrai que cette férocité fut de tems en tems tant soit peu adoucie; cependant, à l'égard des heritages les femmes & leurs Descendans ont toujours été de pire condition que les Mâles & leurs Enfans, jusques à ce qu'enfin la voye étant ouverte aux femmes, non pas de prendre le soin de l'Empire ou d'aspirer aux Charges de la République, mais d'avoir part aux Heritages privez, on ôta la différence du sexe & des Enfans qui étoient sous puissance & tutelle. Cependant un Soldat pouvoit faire un Testament inefficace ou défavantageux à ses Enfans, soit par un Droit Militaire ou Civil, ainsi qu'il lui plaisoit, & alors les Filles ne pouvoient le plaindre de ce que le Pere ne leur avoit rien laissé du tout; par où on pouvoit à plus forte raison exclure ou impunément desheriter les Filles. C'est une chose assez connue, sans qu'il soit nécessaire d'en faire un détail, combien, après l'introduction des Fiefs, la diversité d'y succéder a été différente parmi divers Peuples; & combien le Droit des Femmes a été limité, particulièrement dans les Fiefs qui viennent de l'Empire; ce qui prouve évidemment qu'on n'a arrêté là dessus aucune chose par le Droit de Nature. Si ce n'étoit la vérité de ce dogme, les Loix & Costumes qui tant en plusieurs autres Païs, que dans la Sicile aussi-bien qu'en Italie, & notamment dans le Duché de Milan, privent les Voïageurs ou les Enfans nez ailleurs ou les Etrangers des Successions privees, ne seroient point exemptes de crime: du moins l'avidité des François connue par tout le monde seroit tant moins excusable dans ces Heritages que le Fief s'attribue par le Droit d'Aubaine, excepté dans les lieux où l'utilité plus grande & plus fréquente, l'usage du commerce journalier, ou de quelque autre commodité, a extorqué quelque moderation. Pendant quelque tems les Conventions faites sur les Heritages des personnes vivantes ont été tenues par quelques Loix Romaines entre contre les bonnes moeurs, parce qu'elles excitoient le desir de leur mort: mais ce n'étoit que celles qui se faisoient sans le sù ou contre le gré de la personne de qui l'Heritage dépendoit, & qui lui ôtoient le pouvoir de tester, & non pas celles qui se faisoient de son gré, & lors qu'elle persévérerait dans la même disposition jusques à la fin de ses jours; non plus que celles qui se faisoient entre les Soldats par une prompte faveur des Princes Romains, ou par lesquels l'Heritage seroit abdiqué. On a même beaucoup plus accordé à la suite des tems, & non seulement les Fiefs ont été transportez, ou cédés entre vifs, à d'autres compris dans la première investiture, & que ceux-ci ont toujours pu recevoir; mais les autres biens & leur espérance sont aujourd'hui accoutumés d'être remis, transportez, & acquis par des Traitez & des Contrats tant de Mariage qu'autrement, particulièrement entre les Personnes illustres. Il y a des volumes étendus des Jurisconsultes François du premier calibre, par lesquels il paroît qu'en France aussi-bien qu'ailleurs, même entre les Nobles ordinaires, les Droits d'aînesse des Mâles sont en force, aussi-bien que les Renonciations des Filles, & que c'est là-dessus, plus que sur toute autre precaution, bâtir le maintien des familles nobles dans leur entier. On voit aussi par les sentimens des mêmes Jurisconsultes que les Arrêts Souverains de France ont prononcé plus d'une fois, que les Renonciations de cette nature, même entre les particuliers, ne peuvent point être revoquées, ni à cause de la minorité de l'âge, ni à cause d'une lésion énorme, particulièrement si elles tendent à la conservation des Familles illustres ou des Familles nobles privées. Il consiste amplement par les Canons & Loix Romaines, que tous les sermens des Femmes qui sont en minorité, ne doivent pas moins être accomplis que ceux des autres, lors qu'on les peut garder sans danger de damnation éternelle, & on appelle perfidie & parjure lorsqu'un Mineur pretextant l'âge pretend Pouvoir retracer le serment qu'il avoit fait pour ses affaires, ou qu'il demande seulement d'en être delivré, & que pour cela il ne doit pas être entendu. Mais quand même on

ad

ANNO  
1701.

ANNO admettroit en certains cas, soit à l'égard des Prin-  
1701. ces ou des Particuliers la nullité d'une Renonciation,

à cause de la petitesse de la Dot, cependant dans le cas que nous avons entre les mains, on ne doit pas avoir égard à la somme de la Dot, quoi qu'Elle ait été la plus grande de toutes celles d'Espagne, & à ce qui d'ailleurs a été alors donné, ou fourni auparavant, à l'Infante MARIE-THERÈSE, mais à cause de l'Union de la Paix des Pirenées & du Mariage, estimée nécessaire & inséparable par les Contractans, il faut en même tems considérer les biens immenses & inestimables qui ont été transportez & cedez à la France par l'Espagne par cette Paix en vûe de ce Mariage, ce qui même a servi d'un moiën très-propre pour avancer & conclure la Paix. La faute de ce que, comme la Dot n'a pas été demandée par les François, n'a pas aussi été payée par l'Espagne au jour déigné, ou en autre tems, vient de la France, parce que l'Acte de Ratification qui devoit être fait par le Roi & la Reine de France incontinent après la célébration de leurs noces, n'a pas été fait avant le jour de la représentation de la Dot, ainsi que les Traitez portoient, ni celui de la Renonciation qu'on devoit réitérer, & faire enregistrer dans les Monumens & Actes publics du Parlement de Paris, n'a pas été délivré au Roi PHILIPPE jusques à sa mort; ni, selon l'aveu des François, cette Ratification promise, ou la réitération, ni la publication n'ont point été accomplies, & l'Invasion de la Flandre a été préférée à la dot qui avoit été offerte de son propre mouvement par PHILIPPE QUATRIÈME dans son Testament; & cette faute de la France, ou plutôt selon qu'on aperçoit clairement par les Ecrits des François, cette fourberie promettée de longue main, la violation de son propre Serment machinement concertée, & l'Invasion violente fur le bien d'autrui, ne doit en aucune manière lui donner de l'avantage, ou nuire à l'Espagne. Et quand même on pourroit par un Droit très-severe, assavoir très-défavorable, imputer quelque chose à l'Espagne, ce que pourtant, après avoir bien considéré toutes les circonstances, ceux qui cherchent avec soin les pointilleries des syllabes, & qui tendent des pieges aux actions de tout le monde, font voir qu'ils n'aiment pas de suivre les intentions ni l'équité, ne sauroient faire sans fe couvrir de honte, elle pourroit être justifiée par la pratique journalière, puisque dans les autres promesses faites pour un jour limité, sur tout pour le paiement de la Dot, on peut, & il arrive d'ordinaire, de se servir de quelque délai, lequel ne sauroit faire autre chose qu'imposer quelque sorte de peine avec le paiement dû, ou obliger le débiteur de réparer le dommage, qu'on auroit reçu par le délai, & non pas d'abolir tout-à-fait la convention même & toute l'obligation mutuelle. On ne peut sous-entendre ou suppléer dans aucune convention une Loi de dévolution : mais pour être valable, il faut l'exprimer en termes exprès, & alors même elle est odieuse, ou selon les propres termes de la Loi, elle doit déplaire & être réprimée. Nous ne trouvons dans toute la suite des Affaires que nous avons rapporté ci-dessus aucune Clause pareille; ou qui y tende, mais plutôt un Pouvoir réservé seulement de demander la dot promise, jusques à ce qu'Elle soit payée, & qu'avant ledit paiement celle qui a renoncé ne peut point être obligée de fe tenir en repos & d'être contente. On voit clairement par les Articles 5. & 6. du Contrat de Mariage, que la promesse de la dot & la demande ou paiement étant énoncés dans l'Article deuxième, ce n'a pas été en vertu d'elle, mais par d'autres raisons très-justes & de très-grande importance, dont une partie étoit la tranquillité universelle de la Chrétienté, qu'a été faite l'Exclusion du Sang de France de tous les Royaumes & Etats de la Monarchie d'Espagne, non seulement par une Renonciation arbitraire de la Fille, & d'ailleurs éternelle, immuable, présente, & absolue, & qui ne pouvoit être suspendue par la promesse ou le paiement de la Dot, mais même confirmée séparément par une Loi qui étoit déjà en usage. L'Infante MARIE-THERÈSE, ainsi qu'on l'a pris ci-dessus, a souscrit avant la consommation du Mariage deux Actes tant de Renonciation que d'Exclusion ou Cession. Par l'un Elle abandonna toutes les Successions, & par l'autre elle abdiqua les Royaumes & Principautés, sans faire la moindre mention de la Dot, ou plutôt Elle se soumit à la Loi établie

là-dessus qui l'autorisoit. C'est pour cette raison qu'en premier lieu l'Article 33. de la Paix des Pirenées, conçu de la manière que nous avons dit ci-dessus, & la Renonciation, & la Cession & Transport répété en icelle, & tout ce qui a été transigé de la sorte ont été reçus, conjointement & séparément en diverses occasions dans le nombre des Loix perpétuelles. Pour faire ces choses, quoique dans le Transport mutuel des Droits des Sujets, afin de finir la Guerre & de faire la Paix, on ait de coutume de prendre rarement garde à leur consentement ou à leur opposition, l'Infante MARIE-THERÈSE n'a point été poussée par un Pere, non seulement très-complaisant & plein d'Amitié, mais même très-doux avec tout le monde, ni jamais il n'a paru en aucune occasion le moindre indice d'une pareille chose; mais selon tout ce qui s'est passé, & d'ailleurs par la Déclaration même on voit que le tout a été fait de sa très-libre volonté, & parallèlement le même Roi Très-Christien a consenti sans doute volontiers que toute crainte & force étoit bannie, lors qu'il a contracté, & ratifié tous ces Actes : Hommes peut-être que pour rompre & éluder toutes les Conventions, Transactions, & Pacifications, il ne veuille appeler crainte, violence, & force, défendus par les Loix, ce que nous avons indiqué ci-dessus, assavoir qu'il n'a point fait cette Renonciation, Abdication, & Cession, non seulement le Mariage n'auroit pas en son effet, mais la France n'auroit pas aussi acquis par la Paix tant d'avantages; & qu'il n'ait en en vûe de recevoir & retenir les avantages & cependant de décliner ou rejeter ce qu'il y avoit d'incommode dans les obligations mutuelles & reciproques. On ne sauroit entendre ou comprendre plus aisément que par la lecture des Ecrits François combien sont légers, vains, & frivoles tous les subterfuges, les objections, interprétations, detours, & pour parler plus juste, les tromperies, avec lesquelles, selon le génie & la pratique de la Nation, ils s'efforcent, quoi qu'en vain d'attaquer sérieusement, de refuser, invalider, & renverser tous les Traitez, Conventions, Alliances, Promesses, Dispositions, Testamens, Clauses, Loix, Canons, Sermons, & Imprecations; & comment chicanant sur un petit mot ils tâchent de le tordre, de l'éluder, & souvent même de lui donner un sens contraire, ou de s'en moquer ouvertement & de le calomnier; jusques là qu'ils se glorifient de leur tromperie, & de ce qu'ils ont faussé leur foi, & ensuite ils n'ont point de honte de s'en servir pour défendre leur cause. A présent pour une plus grande explication nous ajoutons en peu de mots, comme cette Affaire regardoit non seulement le Roi PHILIPPE, mais tous les parens de Droit incontestable, & tous les Royaumes & Provinces qui lui étoient sujettes, & que selon la coutume, qui a été toujours observée dans la Serenissime Maison d'Autriche de l'une & l'autre Branche, Sa Sacrée Majesté Imperiale ou ses parens; n'ont point consenti aux Mariages de France qu'on devoit faire avec les deux Rois LOUIS, autrement qu'en conservant toujours cette Loi dans son entier, & qu'on n'y contrevient jamais, le Droit de la Famille d'Autriche de la Branche d'Allemagne, & particulièrement de Sa Sacrée Majesté Imperiale & ses Enfants & des autres Familles parentes, leur étant une fois acquis & ayant été en suite souvent renouvelé, n'a pu & ne peut leur être arraché par aucune démarche faite ensuite, soit par PHILIPPE ou ses Ministres, ou par quelques autres, & encor moins par leur omission ou faute, ou par quelque délai que ce soit, n'a pu & ne peut être changé au préjudice des Royaumes d'Espagne & des Etats annexés; mais non obstant toutes omissions ou faits des autres, auxquels tous & chacun des Parens, appelez à la Succession, aussi bien que les Royaumes d'Espagne & leurs Etats n'ont point donné de consentement, tous leurs Droits qui leur appartiennent, & tous leurs avantages, sont toujours restez, & resteront à jamais en leur entier.

Il reste en dernier lieu de rapporter & examiner les paroles qui regardent cette Affaire, & qui sont tirées du Testament qui a été publié sous le nom du Roi CHARLES, & cela avec une très-grande modération & autant que la chose peut souffrir d'être quelquefois appelée par ses noms, quoi que ceux qui, selon le bruit public, les ont machinées en soient élimés indignes. Elles sont de la teneur suivante.

ANNO  
1701.



ANNO  
1701.

Alant remarqué, conformément au résultat de toutes les Consultations tenues par Nos Ministres d'Etat & de Justice, que les raisons, pour lesquelles les Infantes Dame ANNE & Dame MARIE-THERESE, Reines de France, mes Tante, & Sœur, ont renoncé à la Succession de ces Royaumes, n'étoient fondées que sur le danger & le préjudice si ce Royaume venoit à être uni avec celui de France; & aiant considéré que la Raison fondamentale ne subsistoit plus, le Droit de la Succession étoit devolu au plus proche Parent selon les Loix de ces Royaumes, & que ce cas est maintenant versé en la personne du second Fils du Dauphin de France. C'est pourquoi me réglant sur lesdites Loix, je déclare pour mon Successeur, si Dieu me retire sans avoir laissé d'Enfants, le Duc d'Anjou, second Fils du Dauphin, & en conséquence de ce je l'établis & le nomme pour succéder dans tous mes Royaumes & Etats, sans en excepter aucun. Je commande & ordonne à tous mes Sujets & Vassaux de tous mes Royaumes & Etats que le cas arrivant que je meure sans laisser d'Enfants, qu'ils le reconnoissent & le reçoivent pour leur Roi & Seigneur naturel, & que sans délai ils le mettent actuellement en possession d'iceux, pourvu qu'il fasse & prête les sermens accoutumés d'observer les Loix, Ordonnances, & Costumes de mesdits Royaumes & Etats. Et mon intention étant que pour le bien de mes Sujets, & pour maintenir la Paix de la Chrétienté & de toute l'Europe, cette Monarchie soit toujours séparée de la Couronne de France, je déclare que si ledit Duc d'Anjou venoit à mourir, on à être appelé à la Succession de France, préférant la jouissance de cette Couronne à celle d'Espagne, alors la Succession de la Monarchie sera sous les mêmes Conditions devolue au Duc de Berry, troisième Fils du Dauphin. Et en cas que le Duc de Berry vint à mourir ou à hériter la Couronne de France, je déclare & je nomme à la Succession l'Archiduc second Fils de l'Empereur mon Oncle, exclusant par les mêmes raisons, & par les mêmes inconvénients, contraires à l'intérêt de mes Sujets, le Fils aîné dudit Empereur mon Oncle; Et en cas que l'Archiduc vint aussi à mourir, je déclare & nomme à ladite Succession le Duc de Savoie & ses Enfants. Et c'est ma volonté que ceci soit exécuté par tous mes Sujets de la manière que je l'ordonne; car il est expédient pour leur bien qu'ils ne souffrent pas que la Monarchie soit partagée ou diminuée, mais qu'Elle demeure dans le même état que mes Ancêtres l'ont glorieusement fondée. Et comme j'ai beaucoup à cœur & que je souhaite uniquement le maintien de la Paix & de l'Union si profitable à la Chrétienté entre l'Empereur mon Oncle & le Roi Très-Christien, je les prie & exhorte que cette Union soit plus fermement cimentée par le lien d'un Mariage entre le Duc d'Anjou & l'Archiduchesse afin que l'Europe jouisse du repos qui lui est si nécessaire. Sc. le 2. d'Octobre 1700.

Personne ne lira ou entendra ces choses, qui ne plaignt en même tems le sort d'un Prince d'ailleurs très pieux, & pendant qu'il étoit en santé, très-tendre pour sa Maison, en ce que peu de personnes, attachez seulement à s'enrichir, ou sacrifiant le tout à la haine & l'envie, ou d'ailleurs méchants en eux mêmes, aient pu tellement abuser de sa maladie, & de la foiblesse de son esprit, que de commettre une méchante action sous son nom, & de le faire devant tout le monde coupable non seulement d'ingratitude, mais d'injustice la plus criante de toutes à l'égard de sa propre Famille qui a toujours obligé sa Personne & son Etat, laquelle tâche ne sauroit être effacée par aucune longueur de tems. Car comment peut-il paroître vraisemblable que ce Prince, s'il avoit été dans son bon sens & qu'il eut pesé le contenu de la Clause ci-dessus rapportée, ou qu'il l'eût même légèrement scû, eût pu être induit à faire une chose si indigne contre les innombrables promesses & assurances qu'il avoit saintement faites & même plus d'une fois, en plusieurs rencontres, & peu avant le Testament qu'on lui attribue, & ce de bouche & par des Lettres écrites; & qu'il eût voulu en même tems par peu de mots pleins de fausseté renverser tant de Traitez & Sanctions dressées avec tant de soin par les communs Ancêtres, & rachetées par beaucoup de Sang de la Maison en général, & par la perte de plus d'une Province entre celles qui lui appartiennent d'ancien Droit. Alant remarqué, dit-il, conformément au résultat de toutes les consultations tenues par les Ministres d'Etat & de Justice (avoir de ceux qui étoient ou des Prevaricateurs connus, ou des Transfuges, ou des gens qui dégénèrent de

leur noble Famille, ou autres dont les Ancêtres, ou peut-être eux-mêmes, sont nommez dans les Contrats de Mariage & dans les Testaments des précédents Rois d'Espagne, & ont été pressés à l'Assemblée des Etats du Royaume, ou le sont employé à refuser & rejeter les prétentions précédentes des François) que la raison pour laquelle les Infantes Dame ANNE & Dame MARIE-THERESE &c. ont renoncé à la Succession (valide même selon lui & qui ne doit en aucune manière être attaquée, ni renversée) la raison en que le fonda la Renuncia n'étoit fondée que sur le péril de l'Union de la Monarchie d'Espagne avec la France. Cependant son Grand-Père & son Père, par l'approbation & l'applaudissement de tout le Royaume, & même de tout l'Univers, de l'aveu même des Ecrivains François, dans les Contrats de Mariage & ailleurs, disent ouvertement que ce n'étoit pas par la seule cause d'éloigner l'Union & d'éviter les occasions qui y tendoient, mais aussi pour retener l'égalité de la Succession entre l'un & l'autre Royaume, & qu'outre les autres raisons sus-alléguées, il y en avoit en encore d'autres, qui les avoient portés à établir cette Exclusion. Certainement si la raison d'éviter l'Union eût été la seule, elle n'auroit jamais persuadé l'Exclusion des Femmes de France & de leurs Descendants de la Succession d'Espagne, puisqu'Elles ne sont pas moins exclues des Royaumes d'Espagne, que les Mâles de France. Le Roi CHARLES a continué ainsi: qu'ayant considéré que la raison fondamentale ne subsistoit plus, le Droit de la Succession doit devolu au plus proche Parent, selon les Loix d'Espagne, & que ce cas est versé en la personne du second & troisième Fils du Dauphin, savoir parce que d'autres avant eux, sont appelés à la Succession de France, & cessant ou manquant la raison de la Loi, la même Loi doit aussi cesser. Mais qui est-ce qui a jamais fait place à cette commune règle du Droit là où plusieurs raisons concourent en établissant une Loi, lesquelles, à juger par cette Loi-là du présent cas, sont connues, ne pas cesser toutes? Ou qui est-ce qui affirmera aussi à son péril que cette crainte d'Union est éloignée du second & troisième Fils du Dauphin? Que répondra-t-on enfin au Père & Grand-Père, qui étoient sans contredit de très-bons Interprètes de leur volonté, de leurs Conventions, & des Loix qu'ils faisoient, ou plutôt que répondra-t-on sans calomnie & impiété à l'une & à l'autre Parties des Contractans qui ont clairement exprimé dans les Contrats de Mariage & ailleurs, que tous les Enfants & Descendants Mâles ou Femelles des Infantes mariées en France devoient être exclus, & tenus pour exclus, quoique ceux-ci ou quel qu'un d'eux voulussent ou pussent prétendre que dans leurs personnes ne courent, ni se peuvent & doivent considérer les raisons expresses ou autres, lesquelles ladite Exclusion se pourroit fonder. Or reste, nous ne nions point qu'on ne doive suivre les Loix d'Espagne pour la Succession du Royaume, comme si nous voulions nous faire fort sur leur prescription, mais en même tems nous soutenons que par de nouvelles ou déroge aux antérieures, & que ces nouvelles Loix font tant contenues dans les Contrats de Mariage suivant les paroles expresses qui y sont de Loi stable & ferme à jamais, que trouvées dans le nouveau Code des Loix d'Espagne, publiées dans les Assemblées plus récentes des Etats du Royaume. C'est très-mal, & contre la Teneur de ces Loix, que CHARLES ensuite continué: que par cette raison, venant à mourir sans Enfants, il déclaroit & appelloit pour Successeur dans les Royaumes le Duc d'ANJOU second Fils du Dauphin; & en cas de mort dudit Duc, le troisième Fils dudit Dauphin. Puisque par ces mêmes Loix, non pas une mais plusieurs fois, les Infantes mêmes, non seulement le Mariage François subsistant; mais même étant dissout non sans Enfants, & tous leurs Enfants François Mâles & Femelles, & leurs Descendants, premier, 2. 3. & 4. nez & tous à l'infinit, sans aucune distinction de degré, quand même la race, non seulement masculine, mais en général des Rois Catholiques qui seroient alors, ou qui succédroient en quelque tems que ce soit, viendrait à être éteinte, sans aucune exception de cas pensé ou ignoré, de tous & de manière, sont exclus & déclarez exclus de toutes les parties de la Monarchie d'Espagne, présentes, passées, ou à venir, même des parties royales, tant de même que s'ils n'étoient jamais nez. Mais, pourquoi suivant cette vaine manière d'argumenter, n'a-t-on pas aussi appelé par le même moyen le Duc d'Orléans à la Succession,

ANNO  
1701.

ANNO  
1701.

mais pourquoi a-t-il été absolument négligé, si la vérité même n'avoit pas obligé d'avouer, qu'on n'a pas eu d'égard à son ordre le plus éloigné pour succéder en France & que cependant il est aussi-bien que le Roi Très-Christien, le Dauphin & son Fils aîné, entièrement exclus de la Succession d'Espagne, par la validité illimitée des Renonciations ? On peut plutôt inférer selon la Règle du Droit citée par le Roi CHARLES que, quoique cette Disposition ou Declaration eût été en son pouvoir, ainsi qu'on voit qu'Elle n'y étoit pas, selon les Testamens contraires ; & selon le Grand-Pere, & le Pere, & selon tant de Loix opposées, & de Conventions jurées ; & confirmées par le Siège Apostolique ; lui-même n'auroit pas voulu qu'Elle fut valable, s'il avoit pu clairement voir, que la raison qu'il rapportoit, & sur laquelle seule la Declaration étoit fondée, ne subsistait pas clairement ; ainsi, ni le Duc d'ANJOU, ni le Duc de BERRY, ne doivent être censés avoir été par lui appelés. Ce qui est encore la chose la plus injuste & la plus absurde de toutes, est que l'Archiduc second Fils de l'Empereur est appelé, avec l'Exclusion de l'Aîné le Roi des Romains & ses Enfants, par la raison ci-devant rapportée, & pour conserver l'égalité, & les Filles d'Autriche sont absolument omises, & substituées enfin à l'Archiduc en cas de mort, le Duc de Savoie & ses Enfants. Nous comptons aussi ce Duc entre les Successeurs d'Espagne, mais après la Maison d'Autriche : c'est pourquoi nous tenons pareillement qu'on lui a fait tort, en préférant deux Princes François qu'il faisoit exclure, ainsi qu'ils le sont. Or quand même nous resterions dans le silence, il n'y a personne qui ne voie que de ne vouloir admettre d'une autre manière la Maison d'Autriche de l'un & l'autre Sexe, & de quelle dignité que ce soit à la Succession d'Espagne, & d'en ouvrir l'entrée à la Famille de France, selon les rares Auteurs d'un nouveau Droit, n'est autre chose que dire & confesser ouvertement, qu'ils ne veulent pas, s'il dépendoit d'eux que pas une des Dispositions des Rois précédens, & pas un des Contrats de Mariage, aussi-bien que d'autres Conventions, plus même qu'ils ne voudroient, soient favorables à la Maison d'Autriche, & nier enfin contre les exemples anciens & modernes que les Rois d'Espagne n'ont jamais été revêtus de la Dignité Impériale, ou n'y ont jamais pensé, ou n'ont jamais pu y aspirer. On ajoute à la fin, non seulement pour conserver la Paix & la bonne intelligence entre l'Empereur & le Roi Très-Christien, mais aussi pour mieux les cimenter par son Mariage. Il étoit nécessaire au Roi CHARLES de faire ce qu'on vient de rapporter pour donner quelque couleur, comme si par ce Conseil & cette instance il eût amplement satisfait à sa conscience lesée, & que tout le tort qu'il venoit de faire à la Maison d'Autriche, eût été par-là pleinement réparé : mais personne n'ignore quelle est l'obligation de chacun pour exercer la justice, & à qui elle doit être rendue ; non plus que ce qu'un Pere doit à ses Enfants, & un légitime Prince à ses Sujets, aussi-bien que ce que l'Empereur doit faire, quoique très-affectionné pour la Paix, afin d'en jouir honorablement. Or quelque tromperie ou violence qui ait été faite jusques ici, ou qui sera faite à l'avenir, Dieu qui est l'Auteur, le Témoin, & le Conservateur des Traitez assistera par son secours la justice de la Cause : les Princes & Etats de l'Europe, & particulièrement les Protecteurs & Garands de la Paix des Pyrénées, & des autres Traitez, s'élèveront pour réprimer la convoitise demeurée de la Maison de Bourbon pour plus d'un Monde. Les Peuples mêmes, qui à présent ne cherissent pas plus qu'ils detestent la main étrangère, qui les opprime, se souvenant de

la douceur d'Autriche, qu'ils ont éprouvée par tant de Siècles, & en même tems de leur devoir, retourneront bien-tôt ouvertement à leur première obéissance, & les perfides Violateurs & Infractioneurs de la Justice, & les Tyrans, avec tous leurs Adherens, Satellites, & Ministres, n'échapperont certainement pas aux punitions divines & humaines.

VII.

Extrait de l'Alliance Offensive & Défensive, conclue le 1<sup>er</sup> Juin.  
entre le Roi d'Espagne PHILIPPE V, & le Roi de Portugal DON PEDRO. En Juin.

I. QU'ON renouvelle tous les Traitez faits ci-devant entre l'Espagne & le Portugal, & particulièrement celui qui a été fait avec le Roi D. SEBASTIEN devant la Réunion & avec le Roi D. ALPHONSE VII. en l'année 1668.

II. Que le Roi d'Espagne donnera satisfaction à la Compagnie Portugaise, touchant le Commerce des Nègres, de la manière qu'on conviendra dans un Traité réparé.

III. Que le Roi d'Espagne renoncera à tout son prétendu Droit sur St. Gabriel, proche los Buenos Ayres, & que les Portugais y retourneront dans la paisible possession.

IV. Que le Roi de Portugal garantira le Testament du feu Roi d'Espagne CHARLES II. touchant la Succession du Roi PHILIPPE V.

V. Que le Roi de Portugal se déclare Ennemi de ceux qui feront la Guerre pour ladite Succession au Roi PHILIPPE V., en refusant ses Ports à leurs Vaisseaux tant Marchands que de Guerre.

VI. Que le Roi d'Espagne, & celui de Portugal, ne protégeront pas les Rebelles ou Criminels de l'une ou de l'autre Couronne ; & qu'on les renverra à la première requilition. Que ceux qui fraudent les Droits du Tabac, & dont il n'est pas fait mention dans les anciens Concordats, y seront compris maintenant.

VII. Que si le Bled manque en Portugal, le Roi d'Espagne fera lever les défenses, pour pouvoir y en transporter.

VIII. Que cette Alliance sera pour 20. ans, & garantie par le Roi de France.

Le Traité touchant les Nègres doit contenir XIV. Articles, dont les principaux sont, Que le Roi d'Espagne payera du premier argent qui viendra avec la Flote 300000. Ducats, monnoye de Portugal, à la Compagnie, pour la dédommager ; Que la Compagnie renonce au Contrat des Nègres, non-obstant qu'il devoit encore durer deux ans ; & le Roi d'Espagne en fait autant, en faisant restituer les 200000. Ecus avec les Rentes, que la Compagnie a été obligée de payer à la signature dudit Contrat. Cet argent sera remboursé au retour de la seconde Flote, ou des Galions, ou de la Flotille, avec & pour cent d'intérêt, jusques au jour du payement ; Que tous les Arrêts & Saïses sur les Biens de la Compagnie Portugaise dans les Ports de l'Amerique seront d'abord levés, & que tout l'argent qu'on lui doit pour la vente des Nègres, ou autrement, sera payé dans deux mois de tems, & qu'il lui sera libre d'emporter tous ses Effets dans un terme convenable, pour les faire transporter à Lisbonne, ou ailleurs.

Le Traité, qui contient les Articles Secrets, doit limiter le cas de la Guerre & les prestanda en Troupes & en Vaisseaux de part & d'autre.



## VIII.

15. Jun. *Traaſaat van Vriendſchap, Goed-Verſtand en Commerce tuiſſchen zyne Majesteit FREDERIC de IV. Koning van Denemarken, en de Hoog Mogende Staaten Generaal der VEREENIGDE NEDERLANDEN, door welke 't Traaſaat van 't jaar 1645. vernieuwt en tot fondament van 't tegenwoordige geſelt zynde, men omſtandig eens word, niet alleen aangaande al 't geene de vryheid van Commerce en Navigatie in de Zeen, Havens en Rivieren van wederzyde Partijen betreft; maar ook wegens de Regten die de Nederlandſche Schepen en Koopmanſchappen zullen moeten betaalen, en over de Exemption die deze in Denemarken en Noorwegen zullen moeten genieten. Gedaan in Coppenhage op den 15. Junii 1701. Mitsgaders een afgezonderde Artyskel betreffende de Exemptione aan de Nederlandſche Schepen toegeſtaan van 't Regt genaamt Defenſions-Schepen, van den zelven Dag, Maand en Jaar als boven. Als mede een Extract van de Tol-Lyſt, of Tarif der Regten in 't jaar 1691. door den Koning van Denemarken geordnert. [Getrokken uit de Handt-Schriften van Haar Hoog Mogende de Heeren Staaten Generaal der Vereenigde Nederlanden.]*

*Exhibitum den 23. Juny 1701.*

ALSO 'er van alle oude tyden tuiſſchen de Koningen van Denemarken en Noorwegen &c. ter eenre, ende de Hoogh Mogende Heeren Staten Generaal der Vereenigde Nederlanden ter andere zyde Traaſaten en Onderhandelingen ſyn geweeſt tot vaſtſtellinge van een ſceckeren voet, volgens dewelcke de Onderdanen van wederzyden, ende principelyck de Ingezetenen van de Nederlandſche Provincien haere Commerce op de reſpectieve Rycken van Denemarken ende Noorwegen, ende andere Landen en Furiſtendommen van de Hoogſtged. Koningen, als oock door de Zont, met vrugt en voordeel fouden kunnen dryven ende voortſetſen ende den Alder-Doorlychtigſten, Grootmaghtigſten Koningh en Heer, Heer FREDERICK de IV. Koningh van Denemarken ende Noorwegen, der Wenden en Gotten, Hertogh van Schleswyck, Holſtein, Stoomarn en Dithmarſen, Graaf van Oldenburgh en Delmenhorſt &c. ende de Hoog Moog. Heeren Staten Generaal der Vereenigde Nederlanden nu als nogh (niet min genegen ſynde het wel zyn ende nut van haere reſpectieve Onderdanen ſoo veel mogelyck te bevorderen) in ſoo loffelycken gebruyck hebben willen continueeren, ſoo ſyn van wegens hoogſtged. ſyne Koninckl. Majest. gecommitteert de Hooggeboren, en Hoogh en Wel Geboren Heeren, Heer CONRAD, Graef van Reventlauw, Heer van Friſenwaldt, Loyſtrup, Calloë en Clausholm, Ridder, Geheyme Raed en Groot Cancellier van ſyne Konincklycke Majesteit; de Heer CHRISTIAEN SIEGFRIED van Plieſſen, Heer tot Parin en Hoyckendorff, Ridder en Geheyme Raed van ſyne Koninckl. Majest.; de Heer KNUDT THOTT Heer tot Kundiſtrup en Gavnoë, Ridder, Geheyme Raed en Gedeputeerde over de Finantien van ſyne Konincklycke Majest.; de Heer CHRISTIAEN VAN LENTHE, Heer tot Barlhaufen, Ridder, Geheyme Raed en Over-Crygs-Secretaris van ſyne Koninckl. Majest.; ende de Heer CHRISTIAEN VAN SCHESTEDT, Over-Secretaris en Elſas Raed van ſyne Koninckl. Majest.; En van wegens Hoogſtged. Haer Hoogh Mogende de Heer ROBERT GOES, Heer van Bouckhorſtburg &c. Reſident van haer Hoog Moog. by Hoogſtged. ſyne Koninckl. Maj., om aengaende de voorſ. Vaert, principelyck op Denemarken ende Noorwegen, mitsgaders op andere Landen ende Furiſtendommen van hoogſtged. ſyne Koninckl. Majest. als oock door de Zont,

## VIII.

Traité d'Amitié, de bonne Intelligence & de 15. Juin. Commerce, entre FREDERIC IV. Roi de Danemarck & les Seigneurs Etats Généraux des PROVINCES-UNIES des Pais-Bas, par lequel le Traité de Pan 1645. étant renouvelé, & posé pour fondement de celui-ci, on convient fort en detail de tout ce qui regarde non ſeulement la Liberté du Commerce & de la Navigation dans les Mers, Ports & Fleuves de Pune & de l'autre Partie; mais auſſi des Droits que les Vaiſſeaux ou Marchandises des Hollandois devront payer, & des Exemptions dont ils devront jouir, en Danemarck, & en Norwege. Fait à Coppenhague le 15. Juin 1701. Avec un Article Separé concernant l'Exemption accordée aux Vaiſſeaux Hollandois du Droit appellé *Defenſions-Schepen*, du même jour, mois & an que ci-deſſus. Comme auſſi un Extrait du Rolle ou Tarif des Droits, ordonnés par le Roi de Danemarck en 1691. [Tiré des Archives de L. H. P. les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies.]

Exhibé le 23. Juin 1701.

COMME il y a eu de tout tems entre les Rois de Danemarck & de Norwege &c. d'une part, & leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, d'autre part, des Négociations & Traitez pour regler & établir sur quel pied les Sujets de part & d'autre, & principalement les Habitans des Provinces-Unies des Pais-Bas, pourroient avec fruit & avantage exercer & poſſer leur Commerce dans lesdits Royaumes de Danemarck & de Norwege, & autres Pais & Principautés de Sadite Majeste, comme auſſi par le Sond; & comme le Très-Illustre & Très-Puissant Roi & Seigneur FREDERIC IV. Roi de Danemarck, de Norwege, des Vandales & des Goths; Duc de Slesvic, de Holſtein, de Stormarn & de Dithmarſen; Comte d'Oldenbourg & de Delmenhorſt &c. & lesdits Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, ont encore voulu continuer un usage si louable, (les uns & les autres étant également portez à avancer, autant qu'il est poſſible le bien & l'avantage de leurs Sujets); à cette fin de la part de Sadite Majeste ont été nommez Commissaires les Très-Nobles Seigneurs, Mr. CONRAD Comte de Reventlauw, Seigneur de Friſenwaldt, Loyſtrup, Calloë & Clausholm; Monsieur CHRISTIAEN SIEGFRIED VON PLESSEN, Seigneur de Parin & Hoyckendorff, Chevalier & Conseiller Privé de Sa Majeste; Mr. KNUDT THOTT, Seigneur de Kundiſtrup & Gavnoë, Chevalier, Conseiller Privé & Député sur les Finances de Sa Majeste; Mr. CHRISTIAN VON LENTHE, Seigneur de Barlhaufen, Chevalier, Conseiller Privé & Premier Secrétaire de Guerre de Sa Majeste; & Mr. CHRISTIAN VON SCHESTEDT, Premier Secrétaire & Conseiller d'Etat de Sa Majeste; Et de la part desdits Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas Monsieur ROBERT GOES, Seigneur de Bouckhorſtburg &c. Reſident de L. H. P. après de Sadite Majeste, pour convenir à l'amiable de ce qui concerne ladite Navigation, principalement vers le Danemarck & la Norwege, auſſi bien que vers les autres Pais & Principautés de Sadite Majeste, de même que par le Sond,

ANNO 1701. Zont, en speciaelyck over de Tollén, die aldaer sou- den moeten werden betaelt, inder minnen te con- veniëren, gelyck deselve Heeren, na communicatie ende exhibitie van wederzyds volmagten in den naem en van wegen haere Hooge Principalen syn geconvenieert in manieren als volgt.

## ARTICUL I.

ERSTELYCK, sal tusschen syne Majesteit en desselvs Koninkrycken, Vorstendommen, Landen en Onderdanen aen de ene zyde, en haere Ho: Mo: Heeren Staten Generael, haere Provintien, Landen en Onderdanen aen de andere zyde, allenthalve soo te water als te Landen een opregte en bestendige Vriendschap en Nabuurschap gehouden en gepleegt werden, den een den anderen getrouwelyck meynen, ende niet wat tot des anderen nadeel of schade tref- ken magh, nog door hem selfs of door quade prac- tycken van anderen uytwrcken, maer veel meer elckanderen voordeel soo veel doonlyck bevorderen, met dat verstand, dat door dese Conventie de Trac- taten, die syn Koninkl. Majest. en haer Ho: Mo:, met andere Koningen, Republiken, Princen ende Potentaten hebben gemaect (den inhoud van dit Tractaet niet contrariërende) niet sullen gederoecht ofte geprejudiciert werden.

## II.

Den Tol in den Orizond sal vande Ingezetenen der Vereenigde Nederlanden conform de Letter van het Christianoels Tractaet in den iaere 1645. ge- maect, en volgens de Lyst ofte Tol-rolle doon- maels geaccordeert, ook met wederzyds handteek- ningen en Zegels voltrocken, ende welke Tolrolle mits desen werd gerenoveert, ende aen het einde deses is geinfreert, voortaan voor den tyd van twintigh agter een volgende Jaeren, te reeckenen van den dagh van de uytwyselinghe der Ratification van het jegenwoordige Tractaet, geheven en betaelt ver- den, wel verstaende, dat de lasten, maten en gewi- gen van Waeren en Koopmanschappen, welke vol- gens den voorsz. Tol-rolle by 't Last, Maat of Ge- wigt, moeten betalen, sullen werden geconsideert en genomen op een en deselve voet als die werd gereeckt ter plaatse, daer die Waeren, die ver- zellen, syn geladen; Ende omme dat geen verschil sal vallen van de uytreckening van Wynen, soo sal een vat Bourdeaux Wyn in de Zond, geschee- mer op twee-en-tyftigh Ryxdaelders, en een vat Nantoise op vyf-en-veertigh Ryxdaelders, Spaen- sche Wynen aengaende, een pype Mallagaïse of andere Spaensche Wynen, op vyf-en-veertigh Ryx- daelders, ende sal volgens dese taxatie den tol be- taelt werden naer de Christianoelsche Tol-Lyste, dat is den dertighften Penning.

## III.

En wat aengact de Waeren of Goederen, die in de voorsz. Tol-rolle van Ao. 1645. niet gespecifi- ceert zyn, dat selve den Orizontiche Tol nae haere waarde sullen betalen, ende dat die waarde sal wen- den gereeckt na de plaatsen, van waar deselve kom- men, en een van het hondert van die waarde be- taelt.

## IV.

Nademael in het 2. en 3. Articul is gestipuleert, op wat voet den Tol in den Orizond in de vol- gende twintigh jaeren sal geheven werden, ende betaelt, soo sullen oock gedurende dien tyd geen andere bytollen geheven noch eenige verhoginge geintroduceert worden, onder wat pretext het londe mogen wesen; En foo 'er eenige mogten geheven syn, sullen deselve cesseren, en de Tollenaers en de Tollchryvers oock sijn niet onderstaen, de Schip- pers meer, als zy na uytwyfen van de letter van dit Tractaet schuldigh zyn af te dwingen, ofte voor 't schryven der Tol-Cedullen, 't zy in de Rycken van Denemarcken en Noorwegen, of in de Zont iets meer te neemen, als de Extracten uyt de res- pectieve Ordonnantien van syne Majesteit op dat subjeet, beide aen het eynde deses geinfreert ex- presselyck mede brengen. Op penne, dat die goede, die dese contrarie sal komen te doen, metter daed

TOM. VIII. PART. I.

Sond, Et particulierement des Plages qu'on y devoit payer, lesquels Seigneurs, après l'acte de paix, s'en étoient réservés, par le présent Traité, par lequel on a vu de la part de Leurs Seigneurs et Maîtres, sont convenus ensemble de ce qui s'en suit.

ANNO 1701.

## ARTICLE I.

Prémierement on observera et maintiendra entre Sa Majesté et ses Royaumes, Principautés, Pais et Sujets d'une part, et entre L. H. P. les Seigneurs Etats Généraux et leurs Provinces, Pais et Sujets d'autre part, tant sur Mer que sur Terre, une paisible et durable Amitié comme bon Voisin, et avec de sin- cères intentions les uns pour les autres, qu'on ne fera rien directement ni indirectement, par soi ni par de mauvaises pratiques, de qui que ce soit, qui puisse rendre au préjudice ou dommage les uns ou des autres; mais que plutôt on travaillera autant qu'il sera possible à l'avantage mutuel; bien entendu, que par cette Conventio- tion on ne dérogea ni préjudiciera aux Travaux que Sa Majesté et L. H. P. ont faits avec d'autres Royaumes, Républiques, Princes et Potentats, et lesquels ne sont pas contraires à la teneur de ce présent Traité.

## II.

Le Péage dans le Sond se levra et sera payé desci- mais par les Habitans des Provinces-Unies des Pays- bas conformément à la Lettre du Trésor de Christian- stadts faite dans l'année 1645. et selon la Liste ou Rôle de Péage dressé alors et par suite par les Seigneurs et Seigneurs de part et d'autre, lequel Rôle ou Tarif des Droits de Péage est ainsi renouvelé et est annexé à la fin du présent Traité, pendant le tems de vingt années consé- cutives, à compter du jour de l'Echange des Ratifica- tions du présent Traité; bien entendu, que les Lestres, Mesures et Poids des Denrées et Marchandises, lesquelles doivent payer selon ledit Rôle de Péage par Lest, Me- sure, ou Poids, seront considérées et pris sur le même pied qu'on les compte sur les lieux où ces Denrées et Marchandises ont été chargées; Et pour qu'il ne sur- vienne aucune contestation sur la supputation des Vins, un Tonneau de vin de Bourdeaux sera taxé dans le Sond à cinquante-deux Richisdalers, et un Tonneau de Vin de Nantes à quarante-cinq Richisdalers; à l'égard des Vins d'Espagne, une Pipe de Vin de Malaga ou d'au- tres Vins d'Espagne à quarante-cinq Richisdalers; et se- lon cette Taxation on payera le Péage sur tout le Rôle de Péage de Christianstadts, c'est-à-dire, le trentième denier.

## III.

A l'égard des Denrées ou Marchandises, qui ne sont pas spécifiées dans ledit Rôle de Péage de l'année 1645, elles payeront la même chose au Péage du Sond selon leur valeur, et cette valeur sera comptée selon les en- droits d'où elles viennent; et elles payeront au pour cent de cette valeur.

## IV.

Comme l'on a stipulé dans le 2. et 3. Article, sur quel pied on levra et payera le Péage dans le Sond durant les vingt années suivantes, aussi pendant tout ce tems-là, on n'introduira aucun nouveau Péage ni au- cune nouvelle augmentation, sous quel prétexte que ce puisse être: Et s'il arrivoit qu'il en fût levé quelques nouveaux, on les discontinuera, et le Donatier et les Ecrivains de la Douane ne seront pas si hardis que de contraindre les Maîtres de Navires de payer plus qu'ils ne sont obligés selon la Lettre du présent Traité, ni de prendre pour l'Ecriture des Billets de Péage, tant dans les Royaumes de Danemarck et de Norwege que dans le Sond, plus que les Extraits des Ordonnances de Sa Majesté faites sur ce sujet et qui sont à la fin du présent Traité, n'ordonnent expressément: Sous peine, que quiconque viendra à faire le contraire, perdra d'abord

E



ANNO  
1701.

34

## CORPS DIPLOMATIQUE

sal verliezen syn Ampt en Bedieninge daer inne hy is, en gedogende, conniverende of aensienende, dat sulx by anderen soude mogen werden gedaen, sal deselve voor de eerstemael van syn Ampt, ende het inkomen daer toe staende, werden gesuspenseert, voor den tyd van drie maanden, voor de tweedemael voor den tyd van negen maanden, ende voor de derdemael metter daeden effectivelyck syn Ampt ende Bedieninge verliezen.

V.

Sullen oock de Tolbedienden tot meerder gerief ende spoediger expeditie van de Schippers gehouden syn op de Orizondische Tol-Camer te vacceeren alle werckdagen, des Somers van Paesschen tot Michiels des voormiddags van ses uren tot elf, ende des naermiddags van een uur tot seven, des Winters van Michiels tot Paesschen van agt uren tot elf, ende des naermiddags van een uur tot vier. Maer die buyten die tyd of des Sondaghs en andere heylige dagen, om sign van de goede wind te bedienen, haere expeditie verlangen, sullen daer voor een Ryxdaelder aen den Armen geven, sonder meer.

VI.

De uytteekeninge van de Tollen sal in 't toekomende door die, dewelcke syne Majesteit daer toe verordineert heeft, niet in een somme of in 't gros, maer specifielyck, ende van ieder parthyge goeds in het byzonder gedaen, aen de Schippers gegeven werden, ten eynde daer uyt mag werden gesien, of de Tollen conform de Letter van 't tegenwoordige tractaat gevordert werden.

VII.

De betalinge van de voorz. Tollen sal moeten geschieden als van ouds gebruyckelyck is geweest met specie banco Ryxdaelders. Dogh alsoo de Neerlandische Schippers klagen, dat de Tollenaers, insonderheid in Noorwegen, seer difficiel syn in het ontfangen van deselve banco Ryxdaelders, onder pretent, dat sy haer volle wigt niet houden ende andere uytvlagen, en daer door de Schippers meeningemael noodtaecken deselve Ryxdaelders wecom te rug te noemen, ende soo doende tweemael het pericul van de Zee te lopen, sal syne Majest. ordonneren, dat de Tollenaers soo wel in Denemarcken als in Noorwegen sonder onderscheide alle soorten van Ryxdaelders sullen aennemen, die voor banco Ryxdaelders bekent zyn, ten waere dan dat men evidentelyck konde aanwyzen dat sy behoefte waren; En aengezien het oock by verscheide toevallen sou kunnen geschieden, dat de Schippers geen gelegenheid vonden om haer op haere reys na dese Rycken van banco Ryxdaelders te voorsien, of dat het perikel van de Zee of van den Vyand te groot was, om die over te voeren, sullen sy mogen volstaen, met het betalen in Deensche Croonen, mits gevende tot opgeld voor isder Ryxdaelder het geen, waer over men nader ter goeder trouw sal convenieren, na dat men het rechte onderscheid tusschen de banco Ryxdaelders en Deensche Croonen, de ordinaris cours van de wissel en andere omstandigheden sal hebben geexamineert, en daer op ingenomen het sentiment van Luyden hen des verstaende.

VIII.

De Waeren en Koopmanschappen eenmael inden Orizond vervolt, welcke by het blijven ofte aen de grond raeken van de Scheepen op eenige plaetsen aen de Schoonste Kust, het Cattegat, de Eylanden Anout of Lefouw, of elders daer omtrent, of wel de Oost-Zee ingezeylt wesende, genoodtaeckt syn de Zond weder in te komen, sullen niet subjeet mogen werden gemaect, om soo wanneer die voor de tweede reys den Orizond in of uytgaen, noghmaels den Orizondischen Tol of eenige andere ongelden te betalen, sullende 't selve oock also verstaen werden van Scheepen die door storm of contrarie wind genoodtaeckt werden de Zond weder in te komen.

IX.

Sullen oock de Scheepen welcke van elders in den Orizond

d'abord l'Emploi & l'Office qu'il a; & s'il permet connaitre & voit commettre ladite chose à quelque autre, il sera la première fois suspendu de son Emploi & de ses Gages pendant trois mois, la seconde fois pendant neuf mois, & la troisième fois il perdra entièrement son Emploi & Office.

V.

Pour plus grande commodité & plus prompte expédition des Maîtres de Navires, les Officiers de la Douane seront aussi obligés, de vager au Bureau de la Douane tous les jours ouvriers, l'Est depuis Pâques jusqu'à la S. Michel, le matin depuis six heures jusqu'à onze, & l'après midi depuis une heure jusqu'à sept, l'Hiver depuis la S. Michel jusqu'à Pâques, le matin depuis huit jusqu'à onze heures, & l'après-midi depuis une heure jusqu'à quatre. Mais ceux qui hors de ce tems, ou les Dimanches & autres jours de Fête, troubleront leur Expédition pour profiter du vent favorable, donneront une Richisdale aux Pauvres sans plus.

VI.

La suppression des Droits de Plage sera donnée à l'avenir aux Maîtres de Navires par ceux que Sa Majesté a établis à cette fin, non en somme ni en gros, mais sera spécifiée & faite de chaque Portion de Marchandise en particulier, afin qu'on puisse voir par là, si les Droits ont été exigés conformément à la Lettre du présent Traité.

VII.

Le payement desdits Droits de Plage se fera, selon l'ancien usage, en Richisdales de banque en espee. Mais comme les Maîtres de Navires Hollandois se plaignent que les Douaniers, particulièrement ceux de Norwege, font très-grande difficulté de recevoir ces Richisdales de banque, sous prétexte qu'elles ne font pas de poids & autres raisons, & que par là ils obligent souvent les Maîtres de Navires de reprendre leurs Richisdales & de courir deux fois les périls de la mer, Sa Majesté ordonnera que les Douaniers, tant de Danemarck que de Norwege, accepteront sans distinction toute sorte de Richisdales qui sont connus pour des Richisdales de banque, hormis qu'on puisse faire voir évidemment qu'elles sont rogues: Et d'autant qu'il pourroit arriver en certains cas, que les Maîtres de Navires n'auroient pas occasion de se pourvoir de Richisdales de banque pour leur voyage vers ces Royaumes, ou que les périls de la Mer ou des Ennemis seroient trop grands pour les transporter, ils pourrout satisfaire en payant en Croonen ou Ecus Danois, pourvu qu'ils aient pour chaque Richisdale le surplus dont on conviendra de bonne foi, après qu'on aura considéré la différence valeur des Richisdales de banque & des Croonen ou Ecus Danois, aussi bien que le cours du Change & autres circonstances, & que sur cela on aura pris l'avis des Personnes à ce entendus.

VIII.

Les Denrées & Marchandises, dont on aura une fois payé les Droits de Plage dans le Sond, étant obligés d'y rentrer après que les Vaisseaux auront fait naufrage ou auront échoué sur quelques endroits de la Côte de Schonen, du Cattegat, des Iles d'Anout ou Lefouw, ou des environs, ou bien après avoir fait voile vers la Mer Baltique, seront obligés de rentrer dans le Sond, ne pourront être sujettes, rentrant dans le Sond ou en sortant une seconde fois, à payer de nouveau le Plage du Sond ou autres Droits; ce qu'on entendra aussi des Vaisseaux, qui par tempeste ou vent contraire seront obligés de rentrer dans le Sond.

IX.

De même les Vaisseaux, qui viendront d'autres lieux dans

ANNO  
1701.

ANNO 1701. Orizond aankomen, 't fy om voor storm of ouwer een bequame Ree of wel andersints in cas van oorlogh om Convoy te soecken, ende welke mitsdien het Casteel van Croonenburgh voor by zylen, om met te meer veiligheid voor Effeneur te ankeren, schoon fy de wille niet hebben van verder te gaen, niet mogen werden aengesproocken, of gemoeltceert om den Orizondsen Tol.

X.

Insgelyx sullen oock de Nederlandfche Schippers ingeladen hebbende Waeren en Coopmanschappen na Coppenhagen gedestineert, aengaeende de Tol in de Zond, op den selven voet getraecteert werden als fyne Majesteits eygene Onderdanen.

X I.

Het visiteren der Scheepen en Goederen, den Ingezeten der Geunierde Provincien toebehoorende, ende door de Zond passerende, sal geduurende de voorgem. jaeren in de Zond geen plaats hebben, ende de Schippers, wanneer sy haere opregte Convooy, ende de Pond-Cedullen toonen, daer op ge looft werden, ende sullen deselve, wanneer sy daer na hebben vertold, sonder ophouden, ofte molestatie passeren, oock sonder te setten voor den drooge voor Coppenhagen. Edogh soo wanneer in 't toekomende wiede bevonden, dat fyne Konincklycke Majest, door dese bewilliging in het heffen van fyne Tollen, met Lorendraeyere of bedrogh sou werden verongelyckt, soo sullen haer Ho : Mo : wanneer deselve daer van werden onderriegt, ende des verloght, alle mogelycke middelen bedencken, ende soo veel doenlyck ordre stellen, dat fyne Koninckl. Majesteit anders niet als wat recht en billyck is wledervaren moge. Haer Ho : Mo : sullen oock tot te meerder praecautie die ordre stellen, dat de Commissen de visitatie hebbende gedaen, in derselver Certificaten niet met Cysfyr = Letters, maar met Woorden het getal van de Paspoorten sullen uytdrucken.

X II.

Verders sal het den Ingezeten der Verenigde Nederlanden vrystaen allerhande Waeren en Coopmanschappen, wat naem die oock souden mogen hebben, door de Zond onverhindert te voeren, maar in tyd, dat fyne Koninckl. Majesteit van Dene-marcken in oorlogh mogte wesen, sullen sy fyne Vyanden geen Waeren van Contrebande toevoeren, & sic vice versa.

X III.

Onder sulcke Waeren van Contrabande sullen alleen verstaen werden allerhande Vuurwerken, ende daer toe behorende staecten, als Canon, Musquetten, Mortieren, Petarden, Bomben, Granaten, Saucissen, Pek - kranfen, Affuyten, Fourquetten, Bandeliersen, Polver, Lont, Salpeter, Kogels, Picken, Degens, Stormhoeden, Helmen, Curassen, Helbaerden, Paerden, Zadels, Holsters, Draegbanden, Zeylwerck, Touwerck, Pick, Teer en Hennip, mitsgaders die tot de Equipage ter Zee ende den Oorlogh te Lande dienen, sonder eenige verdere Waeren van wat natur die syn daer onder te comprehenderen ; Maar sal het wederzyds Onderdanen vry staen deselve Waeren nae Vyanden Landen te mogen vervoeren, en van daer af te halen, uytgezondert in ende nae belegerde Steden, Fortresen, Casteelen en Havenen.

X IV.

Nederlandse Goederen, die in andere als Nederlandse Schepen souden mogen ingescheept wesen, sullen vermogen de Zontvry en onverhindert passeren, mits betalende den Tol, dewelcke van Nederlandse Goederen werd gegeven, dogh dat zy met opregte Certificaten van de Nederlandse of andere aen de Oost-Zee gelegene Steden bewyfen dat die Goederen niemanden anders als Nederlandse Inwoonderen toebehooren.

TOM. VIII. PART. I.

X V.

ANNO 1701. dans le Soud, pour y chercher une bonne Rade contre la tempeste ou orage, ou bien pour y prendre du Convoi en cas de Guerre, & qui à cette fin passeront devant le Château de Cronenburg pour aller ancrer avec plus de sûreté devant Effeneur, s'ils n'ont pas l'intention d'aller plus loin, on ne pourra leur rien demander ni les molester pour le Péage du Soud.

X.

De même encore les Maîtres de Navires Hollandois, qui auront chargé des Denrées & Marchandises destinées pour Coppenhague, seront traités, à l'égard du Péage du Soud, sur le même pied que les propres Sujets de Sa Majesté.

X I.

La visitation des Vaisseaux & Effets appartenant aux Habitans des Provinces-Unies, & passant par le Soud, n'aura point de lieu dans le Soud pendant toutes les susdites années ; & les Maîtres de Navires, des qu'ils auront présenté leurs véritables Billets de l'Amarauté, seront crus là-dessus ; & après qu'ils auront payé le Péage, ils pourront passer outre sans être empêchés ni molestés, ni sans s'arrêter devant Coppenhague. Mais s'il se trouvoit dans la suite, que Sa Majesté reçut, par ce consentement & complaisance au sujet de la levée de ses Droits de Péage, quelque préjudice par quelque Commerce caché ou autre fraude, en ce cas L. H. P., lorsqu'elles en seront informées & prées, ne manqueront pas de pourvoir aux moyens, & de mettre ordre autant que faire se pourra, qu'il ne soit fait à Sa Majesté que ce qui est juste & équitable. L. H. P. donneront aussi ordre pour plus grande précaution, que les Commissaires ayant fait leur visitation, expriment dans les Certificats le nombre des Passports non en chiffres, mais en termes exprès.

X II.

En outre les Habitans des Provinces-Unies auront la liberté de faire passer sans aucun obstacle par le Soud toutes sortes de Denrées & Marchandises, quel nom qu'elles puissent avoir ; mais que dans un tems auquel Sa Majesté pourroit être en Guerre, ils ne porteront à ses Ennemis aucunes Marchandises de Contrebande ; & ainsi vice versa.

X III.

Sous ce nom de Marchandises de Contrebande, on entendra seulement toutes sortes de Feux d'artifice & ce qui y appartient, comme Canons, Mouquets, Mortiers, Petards, Bombes, Grenades, Saucisses, Cercles poissés, Affus, Fourchettes, Bandoulières, Poudres, Mèches, Salpêtre, Boulets, Piques, Epées, Pois en tête, Casques, Cuirasses, Halebardes, Chevaux, Selles, Fourreaux de Pistolet, Ceinturons, Voilage, Cordage, Poix, Gondron & Chanvre, outre tout ce qui sert à l'Equipement par Mer & à la Guerre par Terre, sans y comprendre aucune autre Marchandise de quellemature qu'elle puisse être ; mais il sera permis aux Sujets de part & d'autre de transporter lesdites Marchandises dans des Pays ennemis & d'y en aller querir, excepté dans les Villes, Fortereses, Châteaux & Ports assiégés.

X IV.

Les Effets de Hollande, qui seront chargés dans d'autres Vaisseaux que ceux des Hollandois, pourront passer le Soud librement & sans empêchement, pourvu qu'ils payent le Péage qui se donne pour les Effets de Hollande, mais que par de bons Certificats des Villes de Hollande ou de celles de la Mer Baltique ils prouvent que ces Effets n'appartiennent à aucun autre qu'à des Habitans des Provinces-Unies.

X V.

E 2



36  
ANNO  
1701.

CORPS DIPLOMATIQUE

XV.

Alle Nederlanders, dewelcke sigh in de Oostersche Steeden ophouden, het zy voor haer selfs of in Commissie en factorie, wanneer sy haer eygen ofte andere Nederlandsche Inwoonders Goederen in Scheepen door de Zont passeeren, deselve welken even werden getraecteert, gelyck andere Onderdanen der Geunierde Provintien, mits dat sy met behoorycke Certificaten van de Magistrat van de plaets daer sy resideeren bewyfen, dat dese Goederen haer of andere Neerlandse Ingezetenen toehoren.

XVI.

Vorders sullen oock de Scheepen in de Vereenigde Nederlanden t' huys horende, eenige Waeren of Coopmanschappen in de Rycken van syne Majesteit brengende, het zy dat deselve Waeren en Coopmanschappen gebragt werden directelyck uyt de eerste hand, ofte van de plaets daer se syn gevallen, dan niet, of wel eenige Waeren ofte Coopmanschappen uyt syne Majesteits Rycken elders wilende vervoeren, geen hogher of meerder Tol betalen, als de eygen Inwoonders ofte Onderdanen van syne Majesteit, ende sal dienvolgende oock cesseren de vier dubbelde Tol gelegd op Waeren en Coopmanschappen, die niet uyt de eerste hand, of van de plaets daer se zyn gevallen, met Nederlandsche Scheepen in syne Majesteits Rycken worden gebragt. Gelyck mede ophouden sal het verbod voor de Nederlandsche Scheepen, omme Waeren of Coopmanschappen tusschen de Rycken van syne Majesteit, ofte tusschen Provintien, Stiften, ofte Steden te vervoeren, gelyck mede sullen ophouden de voorregete ende immuniteyten en exemptien aen de soo genaemde exemptions, ende diergelycke Scheepen, soo ten respecte van de Tollén, die op het inkomen en vyngaen werden betaelt, als ten opsigte van de Orizondische Tol, door syne Koninckl. Majesteit geaccordeert, en sullen oock de Ingezetenen van syne Koninckl. Majesteits Rycken en Landen in de Vereenigde Nederlanden geene swaerder Tol en lasten betalen, als haer Ho: Mo: eyge Onderdanen.

XVII.

Indien de Onderdanen van syne Majesteit of eenige andere Natien eenige verligtinge soudén mogen hebben of na desen verkrygen in syne Majesteits Rycken en Landen, soo sullen de Ingezetenen der Vereenigde Provintien het selve mede genieten (uytgezonderd de Tol vryheid in de Zont, die de Sweeden is toegestaan) ende indien oock de Onderdanen van haer Ho: Mo: of eenige andere Natien eenige verligtinge soudén mogen hebben ofte verkrygen in de Vereenigde Nederlanden, soo sal het selve oock syne Majesteits Onderdanen toegestaan werden.

XVIII.

Nederlandsche Scheepen den Tol in eenige Haven van Denemarcken of Noorwegen betaelt hebbende ende daer op gevisiteert synde geworden, sullen in geene andere Haven het zy in Denemarcken of Noorwegen, soo wanneer daer niet laden of lossen, gevisiteert werden, maar sullen vry passeren, maar om alse sluykeryen voor te komen, soo werd gestatueert ende valsgeset, dat de voornoemde Schippers haere expeditié van den Tollenaar of Tolbedienden bekomen hebbende, den wind dienende, sigh aenstonts onder zeyl ende in de ruyne Zee sullen moeten begeven, ten zy sulx hun door contrary wind, of andere regmatige beletzelen mogte werden verhindert, ofte zy om op Convoy te wagen, ofte uyt vrees voor Capers, langer genoodsaectt waeren aen de plaetsen daer sy haere ladinge hebben ingenomen te verbylven, ofte in andere Havens te moeten inlopen; Het selve werd verstaen van de Scheepen van syne Koninckl. Majest. Onderdanen die in differente Havens van haer Ho: Mo: mogen komen te havenen.

XIX.

De Oorlogh-Scheepen van syne Majesteit en haer

XV.

Tous les Hollandois, qui resident dans les Villes de la Mer Baltique tant pour leurs propres affaires qu'en Commission ou comme Facteurs, lorsqu'ils passeront par le Sound dans des Vaisseaux leurs propres Effets ou ceux d'autres Habitans des Provinces-Unies, seront traités tout comme les autres Sujets des Provinces-Unies, pourvu qu'ils fassent voir par des Certificats convenables du Magistrat du lieu où ils resident, que ces Effets leur appartiennent ou à d'autres Habitans des Provinces-Unies.

XVI.

De plus les Vaisseaux appartenans à ceux des Provinces-Unies, portant dans les Royaumes de Sa Majesté quelques Denrées ou Marchandises, qu'elles y soient portées directement de la première main, ou de l'emport où elles auront abordé, & ne voulant pas transporter ailleurs aucune ni quelques Denrées ou Marchandises hors des Royaumes de Sa Majesté, en ce cas ces Vaisseaux ne payeront pas un plus haut Péage que les propres Habitans ou Sujets de Sa Majesté, & par conséquent cessera aussi le quadruple Péage imposé sur les Denrées & Marchandises qui ne seront pas transportées par des Vaisseaux Hollandois dans les Royaumes de Sa Majesté hors de la première main ou du lieu où elles auront abordé. De même cessera la défense aux Vaisseaux Hollandois de transporter des Denrées ou Marchandises dans les Royaumes, Provinces, Diocèses & Villes de Sa Majesté, comme aussi cessent les Privilèges, Immunités & Exemptions accordés par Sa Majesté aux Vaisseaux nommez Exemptions-Schepen, & autres pareilles, tant à l'égard des Péages qu'on paye pour l'entrée & la sortie, qu'à l'égard du Péage du Sound, de même aussi les Habitans des Royaumes & Pais de Sa Majesté ne payeront pas dans les Provinces-Unies au plus gros Péage ni de plus gros Impôts que les propres Sujets de L. H. P.

XVII.

Si les Sujets de Sa Majesté ou si quelques autres Nations viennent à avoir ou à obtenir dans la suite dans les Royaumes & Pais de Sa Majesté quelque soulagement ou diminution, alors les Habitans des Provinces-Unies en jouiront de même (excepté l'exemption du Péage du Sound accordée aux Suedois); de même aussi si les Sujets de L. H. P. ou quelques autres Nations viennent à avoir ou à obtenir dans les Provinces-Unies quelque soulagement, la même chose sera aussi accordée aux Sujets de Sa Majesté.

XVIII.

Les Vaisseaux Hollandois ayant payé le Péage dans quelque Port de Dannemarck ou de Norwege, & ayant été là-dessus visités, ne seront plus visités dans aucun autre Port de Dannemarck ou de Norwege, pourvu qu'ils n'y chargent ni ne déchargent pas, mais ils passeront librement; & pour prévenir qu'on ne fraude les Droits de Péage, ou statué & ordonné que lesdits Maîtres de Navires, ayant reçu leur Expédition du Douanier ou Officier de la Douane & le vent étant favorable, auront à mettre aussi-tôt à la voile & à se retirer en haute mer, sinon qu'ils en fussent empêchés par le vent contraire ou par quelque autre empêchement légitime, ou que pour attendre le Convoy ou de crainte des Capres ils fussent obligés de rester plus long-temps aux lieux où ils auroient pris leur charge, ou de devoir entrer dans quelque autre Port: La même chose s'entend des Vaisseaux des Sujets de Sa Majesté, qui viendront à entrer dans les différents Ports de L. H. P.

XIX.

Les Vaisseaux de Guerre de Sa Majesté & ceux de L.

ANNO  
1701.

# DU DROIT DES GENS.

37

ANNO  
1701.

haer Ho: Mog: fullen den een des anderen synie Reeden, Stroomen, Rivieren, Bayen en Havenen ten allen tyden open syn en blyven, om daer inne en yrt te lopen; ende soo lange voor ancker te blyven leggen, als het de noodsaekelykheid verelycht, sonder gevisiteert te worden, ende fullen soo haest de Capiteynen van wederzyden aldaer aengekomen syn, het selve aen den Gouverneur, ofte de Commanderende Officiere met reden syner aenkomste en verblyvens bekent maecten, ende niet meerder als ses Oorlogschepen telkens ofte te gelyck aen een plaetse mogen komen, dogh soo het noodigh waer meerder getal nae de een of andere plaetsten te senden, soo sal sulx alvorens behoorlyck aen synre Majesteit ofte haer Ho: Mo: (op welke Rivieren, Bayen ende Havens sodanige Schepen komen) genotificeert werden, omme derelver goedvinden ende vergunting daer op te vernemen.

XX.

Gelyck oock sulcke Schepen, soo lange zy aldaer verblyven, sijn stil en vriendelyck fullen moeten houden, soo als het onder Hooge Geallieerden betaemt, oock geen de minste hostiliteyt, tegen wie het oock is ondernemen, oock geen andere Schepen, schoon fy oock haere Vyanden waeren, van daer nyt vervolgen, ten zy dan dat lyse eerst viertwintigh uren hadden laten voor afgaen.

XXI.

Sal oock de passagie ende navigatie door de Zont als oock de trafieq in synre Koninklycke Majesteits Rycken en Landen yn en onverhindert blyven, ende derhalven by continuatie mede cesseren het verbod tegens den invoer van verscheide Waeren, Manufacturen ende Coopmanschappen by ofte van wegen synre Majesteit vooreen gecmanect, en fullen synre Koninklycke Majesteits Onderdanen reciproquelyck op deseive voet in de Vereenigde Nederlanden gehandelt werden.

XXII.

Verders is verdragen en geconvenieert, dat binnen ses maanden na het uytwyselen van het tegenwoordige Tractaat tot onderling vermoegen en satisfactie een exacte en pertinente manier van meting van deseive Schepen, die facil en accurat en op de tegenwoordige Fabriquen applicabel is, uytgevonden sal werden, ende ondertusschen sal de meting der Schepen gereguleert blyven na het geen des wegen in den jaere 1669, is geconvenieert.

XXIII.

De houtlasten der Schepen, volgens de meting in het even voorgaende Articel gearresteert begroot en uytgevonden synde, heeft synre Koninkl. Maj. beslist dat van die Schepen, die met haeren opregten ondergeschreven Maatbrieven voorfin syn, ende hout ytt Noorwegen voeren, voor des Konings Tol gevordert en betaelt sal werden een en een agte Ryxdaelders van yder last, fullende geen ondericheyd onder het hout, her welke vergunt is om ytt te voeren wegens den Tol werden gemaect, maer alles by lasten, als nu even gemelt, werden gereceent, sonder dat het daer en boven enige andere Tollen of bytollen, wat naem die oock mogen hebben, godurende den tyd van dit Tractaat gevordert fullen mogen werden; ende derhalven oock in metter daed fullen moeten cesseren, en ophouden alle by-lasten, onder wat voorwendel ofte pretezt het soude mogen wesen, ende de Tollenaers en de Tol-Schryvers in Noorwegen soo wel als in Denemarcken sijn exactelyck moeten reguleren naer ten geen Articulo IV. hier vooren is ter neder gestelt.

XXIV.

En Schip het welck hout geladen heeft; magh wel op de Houthavens andere Waeren, als Pick, Teer, Huyden, Talk (ofte het gunt anders kan werden uytgevoert) inncemen; nochtans sal daer af na het truck ofte gewicht; volgens synre Koninkl. Majesteits Tollrole in gelyckheid van synre Majesteits eygen Onderdanen den behoorlycken Tol werden

L. H. P. d'owervont mutuellement & d'accorderont en tout tems leurs Rades, Anrager, Rivieres, Bayes & Havres pour y entrer & en sortir, & y pouvoir rester à l'autre aussi long-tems que la nécessité le demande, sans être visités; & dès que les Capitaines des uns ou des autres seront arrivés en ces endroits-là, ils le feront savoir au Gouverneur ou Officiers Commandans avec la raison de leur arrivée & de leur séjour, & qu'il ne pourra y venir dans un même endroit pas plus de six Vaisseaux de Guerre en un même tems; mais que s'il étoit nécessaire d'en envoyer un plus grand nombre vers l'un ou l'autre endroit, on notifiera auparavant dûment à Sa Majesté ou à L. H. P. dans quelles Rivieres, Bayes ou Havres tels Vaisseaux sont destinés, pour avoir là-dessus leur agrément & leur consentement.

XX.

Es d'autant que de tels Vaisseaux, aussi long-tems qu'ils restent dans ces endroits, s'y doivent tenir paisiblement & comme Amis, ainsi qu'il conviendrait entre de Hautes Alliez, ils ne doivent aussi entreprendre aucune hostilité contre qui que ce soit, ni pour suivre de là aucuns autres Vaisseaux quoi qu'ennemis, horsins qu'ils n'ayent auparavant donné à ces Vaisseaux ennemis le tems de vingt-quatre heures pour se retirer.

XXI.

Le Passage & la Navigation par le Sond, aussi bien que le Trafic dans les Royaumes & Pais de Sa Majesté, resteront libres & sans opposition, & par conséquent cessera aussi désormais la défense émanée ci-devant de Sa Majesté contre l'Entrée de diverses Denrées, Manufactures & Marchandises; & les Sujets de Sa Majesté seront traités réciproquement sur le même pied dans les Provinces-Unies.

XXII.

En outre on est convenu, que dans le cours de six mois après l'Echange du présent Traité, on travaillera à trouver, pour le contentement & satisfaction réciproque, une manière convenable & exacte de mesurer ces Vaisseaux, & qui soit aisée, juste & applicable aux présentes Fabriques; & que pendant le mesurage des Vaisseaux restera réglé selon ce qu'on en est convenu dans l'année 1669.

XXIII.

Les Lestes de Bois dans les Vaisseaux étant réglés & trouvés selon le mesurage arrêté dans l'Article précédent, Sa Majesté a trouvé à propos, que des Vaisseaux qui auront leurs véritables Billets de Mesurage signés & qui seront chargés de Bois de Norwege, sera exigé & payé à la Douane de Sa Majesté pour chaque Leste une Rischdale & un huitième; & qu'à l'égard du Pèlage on ne fera aucune différence entre le Bois qu'il est permis de tirer de Norwege; mais que tous sera compté par Lestes, comme on vient de le dire, sans qu'on puisse exiger aucun autre Pèlage ou Droit, quel nom qu'il puisse avoir, pendant la durée du présent Traité; que par conséquent cesseront & discontinueront, comme en effet doivent cesser & discontinuer toutes autres Impositions sous quel prétexte que ce soit; & que les Domestiques & Officiers de la Douane en Norwege aussi bien qu'en Dannemarck se devront régler exactement selon l'Article IV. couché ci-dessus.

XXIV.

Un Vaisseau, qui aura chargé du Bois, a aussi permission de prendre dans les Ports à Bois, d'autres Marchandises, comme de la Poix, du Gondron, des Peaux, du Saif, ou autres choses qu'on peut transporter; cependant on en payera le Droit convenable de Pèlage par pièce ou par poids, sur le pied que les propres Sujets de Sa Majesté le payent selon le Rôle de Pèlage; De plus

ANNO  
1701.



ANNO  
1701.

den betaelt; oock sullen sodanige Scheepen, dewelke meer als hout inladen, nopende de voorst. andere Waeren, die sy daer nevens innemen, de visitatie, als billik subjeet en onderworpen zyn, al even wel sullen van de taxatie van 't Schip soo-veele lasten afgetrocken werden, als de Goederen komen te belopen, dewelcke buyten dien en in 't byzonder vertolt syn.

## XXV.

In 't vorderen van den Tol sal geen onderscheyd gemaect werden, of de Scheepen met de beste, slegste, ofte middelbarige soorten van hout-waeren beladen mogten wesen, noch ten reguarde van dien, ofte op praesumptie, datse eenige onvrye ofte verbodene houtwaren ingeladen mogten hebben, eenige visitatie, recherche, veel min retardement werden gedaen; Maer sullen alle de verbodene ofte onvrye houtwaren aengehouden werden, soo wanneer deselve om te laden buyten de Scheepen werden gevonden, boven het welck de Ingezetenen der Vereenigde Nederlanden onder geenderley praetext ter oorfaeck van dien, eenige de minste molestatie ofte ongelegentheid aen haer Personen ofte Goederen toegevoegt sal mogen werden, maer sullen na de betalinge van de hier voorgeselde Tol vry en onverhindert mogen vertrecken ende haere reysle vorderen.

## XXVI.

De Scheepen, welcke in het Koningryck Noorwegen haere volle ladinge in een Haven hebben ingenomen, ende aldaer respectievelyck ende voor foot verre by de voorgaende XXIII. en XXIV. Articulen is toegelaten, syn gevisitert, ende vertolt, sullen verder niet gevisitert werden, het sy in deselve, ofte wat Haven die oock mogten inloopen, maer sullen die Schippers toomende hunne Tol-Cedullen, vry passeren; ende wanneer sy haere ladinge in verscheide Havens innemen, sal in de Havens alwaer die lading ingenomen werd, den inhoud van de bovengeroerde drie en vier-en-twintigste Articulen werden geobserveert.

## XXVII.

De Nederlandse Schippers en Cooplyuden sullen in Noorwegen niet gedwongen werden Deele of andere Houtwaren van seckere luyden aen te nemen of te kopen, maer het sal hun vry staen deselve te koop van wien ende waer 't hun best belieft. Dogh sal de afslading niet anders mogen geschieden, als op sulcke plaetfen, die tegenwoordigh actuelyck voor lading-plaetfen werden gebruyckt, en hier na nogh verder tot lading-plaetfen bequaem gemaect en gebruyckt sullen werden.

## XXVIII.

Oock sal het de Onderdanen van de Vereenigde Nederlanden toegelaten wesen in Noorwegen allerhande soorten van hout, wat naem het selve mogte hebben, te handelen ende uyt te voeren, uytgefondert het geene syne Majesteit tot desselfs particuliere of publick gebruyck soude mogen van noden hebben; soo nochtans, dat in sulcken cas het verbod van uitvoer van sodanige noodwendigheden sal moeten wesen generael, ende niet particulier voor de Ingezetenen en Onderdanen der Geuniceerde Provincien, blyvende nogtans 't geen in 't voorgaende XXV. Articulu is ter nedergeeffelt in syn volle kragt ende valuer.

## XXIX.

Boven de betalinge van de voorst. Tol, sullen de Nederlandse Scheepen, die Hout, ofte andere Waeren in Noorwegen geladen hebben, niet beswaert werden met enige onkosten, die aldaer tot gerief ende versceekeringe van de Scheepen soude mogen aengewend werden, en sulx oock niet met enige ringgelden, ten waere de ringen en de klippen niet by ofte van wegen syne Majest, maer alleen by particuliere op haer eygen kosten tot commoditeyt van de Scheepen souden mogen syn gemaect, ende verders nog anders niet; Des dat de Schippers van

ANNO  
1701.

zels Vaisseaux, qui chargent plus que du Bois, savoir les autres susdites Marchandises qu'ils prennent aussi, seront sujets à la Visitation comme étant juste; cependant on déduira de la Taxation du Vaisseau autant de Lestes, auxquels pourront monter les Effets dont le Droit de Péage est déjà réglé à part.

## XXV.

En exigeant les Droits de Péage on ne fera aucune distinction, si les Vaisseaux sont chargés de la meilleure, de la moindre, ou de la moyenne sorte de Marchandises de Bois, à l'égard de laquelle il ne se fera aucune visitation ni recherche, moins encore donnera-t-on du retardement sous présumption qu'ils pourraient avoir chargé quelques Marchandises de Bois défendues; mais toutes les Marchandises de Bois non permises ou défendues seront arrêtées, si on les trouve hors des Vaisseaux avant de les charger; outre cela on ne fera aux Sujets des Provinces-Unies, sous aucun prétexte à ce sujet, le moindre chagrin ou empêchement tant à l'égard de leurs Personnes qu'à l'égard de leurs Effets, mais ils pourront partir et faire leur voyage librement et sans empêchement après avoir payé le susdit Péage.

## XXVI.

Les Vaisseaux, qui auront pris toute leur charge dans un Port du Royaume de Norwege et qui y auront été visités, et auront payé le Droit de Péage conformément et selon les précédents Articles XXIII. et XXIV., ne seront plus visités, s'ils viennent à rentrer dans le même Port ou dans quel autre que ce soit, mais ces Maîtres de Navires ayant montré leurs Billeets de Péage, passeront librement; et lorsqu'ils prendront leur charge dans différents Ports, la seuleur desdits Articles XXIII. et XXIV. sera observée.

## XXVII.

Les Maîtres de Navires et Marchands Hollandois ne seront pas contraints en Norwege de prendre ou d'acheter de certaines Personnes des Planches ou autres Marchandises de Bois, mais ils auront toute liberté de les acheter de la Personne et à l'endroit qu'il leur plaira; mais la charge ne se fera qu'aux lieux qui servent présentement et actuellement de lieux à charger et qu'en ceux qui dans la suite seront rendus propres et serviront aussi de lieux à charger.

## XXVIII.

Il sera aussi permis aux Sujets des Provinces-Unies de faire en Norwege commerce de toute sorte de Bois quel qu'il soit, et de l'emporter, excepté celui dont Sa Majesté pourroit avoir besoin pour son usage particulier ou public; bien entendu cependant, qu'en un tel cas la défense du transport de telles choses nécessaires devra être générale, et non particulière pour les Habitans et Sujets des Provinces-Unies; ce qui est couché dans le précédent Article XXV. restant pourtant dans son entière force et vigueur.

## XXIX.

Outre le paiement dudit Droit de Péage, les Vaisseaux Hollandois, qui ont pris en Norwege du Bois ou autres Marchandises, ne seront chargés d'aucun frais qu'on y pourroit faire pour la commodité et sûreté des Vaisseaux, ni même du Droit d'Anneaux, à moins que les Anneaux n'ayent point été attachés aux Rochers par Sa Majesté ou par les ordres, mais seulement par des particuliers à leurs propres dépens pour la commodité des Vaisseaux, et point autrement; qu'ainsi les Maîtres de Navires, qui

ANNO  
1701.

ANNO  
1701.

de Schepen, welke liever willen blijven leggen op de Reede voor haer anker als de ringen te gebruycken, van de betalinge der voorf. Ringgelden fullen fyn en blijven bevryd; Ende dat onder de naem of titul van andere Commoditeyten, ofte onder hoedanigh ander pretext het oock fonde mogen wefen, geen oncoften van wat natuur die oock fouden mogen wefen, dewelcke fouden mogen werden aengevend tot commoditeyt ofte confervatie der Schepen, 't haeren lafte gebraght fullen mogen werden; Maer dat aen defelve tot voortfettinge van den handel alle hulp bewefen, ende de nodige Comhodieyten verfchaft fullen werden, fonder haer daer over met eenige uitgift te bewaeren.

XXX.

Dat oock voor haven-geld van de Schepen die op eenige Ree ofte Havnen van fyne Majesteit komen ofte overwinteren, niet meer fal mogen aefgevordert werden als van fyne Majesteits Onderdanen na de laetfte Toll-rolle van Ao. 1691, werd gegeven, ende van gelyken fal het wefen met de Schepen van fyne Majest. Onderdanen, die in haerer Ho : Mo : Havnen inlophen. Ende fal geen Schip, dat op de Reede wil blijven leggen, gedwongen werden in te lophen, foo verre hy in behoorycke diftantie van de Casteelen figh onthout, maer die Schepen, die nyt nood gedwongen werden een Haven aen te doen, fullen maer de helft betalen, foo wanneer fy niet loffen of laden.

XXXI.

Is mede tot voorkominge van alle onhøylen by fyne Majesteit beloofd, dat in 't toekomende de Tonnen, Vuuren en Baken, behooryck fullen onderhouden werden, ende foo daer omtrent eenige nalatigheid is gepleegt, neemt hoogftged. fyne Maj. op figh daer in behooryck te laten voorfeen; Gelyck oock is toegefeyt dat een nieuwe Ton op den Trin del met een kloek daer op fal geleyt werden: Waer tegen het vuur-en baecgeld gedurende dit Traetaet conform het voorige van Ao. 1647. te weten vier Ryxdaelders voor een geladen, ende twee Ryxdaelders voor een ballast Schip, als van ouds fal betaelt werden; Maer als men eenige nieuwe Vuuren ofte Baeken begeert, daer over fal men in 't byzonder convenieren.

XXXII.

De Privilegien en Geregtigheden der refpective Steden in de Vereenigde Nederlanden, in het Spierfe Traetaet vermeld, ende anderfyns by de voorige Koningen van Denemarcken verleent, ofte by fyne Majest. van Denemarcken en Noorwegen felfs voor defen uitgegeven, fullen niet verfaen werden door dit Traetaet verkort of in eenigerley manieren gepjudiciert te fyn, gelyck oock met defen alle voorige Traetaten met den Staat gemaectt werden gerenoveert, foo verre defelve dit Traetaet niet contrariëren.

XXXIII.

De Ratificatie van dit Traetaet fal te gelyck met die van de Defenfive Alliantie, infigelycx op huyden gefloten hier tot Copenhagen uitgewiffelt worden ende twee jaeren voor de expiratie van het felve fullen fyne Majest. en haer Ho : Mo : door haere Minifters wederzyds by den anderen komen, om te convenieren over de Prolongatie van 't felve Traetaet.

Aldus gedaen tot Copenhagen den 15. Juny 1701.

Getekent,

C. G. V. REVENTLOUW.

C. S. V. PLESSEN.

KNUDT THOT.

C. VON LENTEN.

C. SCHESTEDT.

Articul

qui aiment mieux refier à l'ancre dans la Rade que de fe servir des Ancres, feront & demoureront d'ebarger du Droit d'Ancres; & que fous le nom ou titre d'autres commoditez, ou fous quel prétexte que ce puiſſe être, on ne leur impoferà la charge d'aucuns fuis de quelle nature qu'ils foient, lesquels pourroient être joints pour la commodité ou fureté des Vaiſſeaux; mais qu'on leur donnera pour l'avantage du Commerce toute aſſiſtence & toutes les commoditez néceſſaires, fans les charger pour cela d'aucun débouſſement.

XXX.

Qu'auffi pour le Droit d'Ancrege des Vaiſſeaux qui viennent ou hivernent dans quelques Bayes ou Ports de Sa Majesté, on n'exigera pas plus que les Sujets de Sa Majesté en donnent ſelon le Rôle de Plage de l'année 1691; & il en ſera de même des Vaiſſeaux des Sujets de Sa Majesté qui entreront dans les Ports de L. H. P.; & aucun Vaiſſeau, qui voudra refier à la Rade, ne ſera contraint d'entrer dans le Port, pourvu qu'il ſe tienne à une diſtance convenable des Châteaux; mais les Vaiſſeaux, qui ſont obligés par néceſſité d'aborder à un Port, ne payeront que la moitié s'ils ne chargent ou ne déchargent pas.

XXXI.

Sa Majesté promet auffi, que pour prévenir tout malheur & tout ſâcheux accident, les Tonnes, Fanaux & Balises ſeront à l'avenir exactement entretenus; & ſi à cet égard il y a en quelque négligence, Sa Majesté ſe charge d'y faire pourvoir comme il conviendra; Pon promet auffi qu'on mettra ſur le Trindal une nouvelle Tonne avec une cloche deſſus; & Pon payera comme autrefois pour les Droits de Fanaux & de Balises pendant la durée du préſent Traité conformément à celui de l'année 1647. ſavoir quatre Richidales pour un Vaiſſeau chargé, & deux Richidales pour un qui ſera ſans charge; mais ſi Pon deſire quelques nouveaux Fanaux ou Balises, Pon en conviendra en particulier.

XXXII.

Les Privilegies & Prérôgatives des Villes des Provinces-Unies, dont il eſt parlé dans le Traité de Spire, & qui ont été accordés par les précédents Rois de Danemarck ou conſentis autrefois par Sa Majesté de Danemarck & de Norwege elle-même, ne ſeront pas entendus être reſtreints, ni diminués, ou recevoir aucun préjudice de quelle manière que ce ſoit par ce préſent Traité; par lequel tous les précédents Traitez ſaits avec L. H. P. ſont renouvellez, pour autant qu'ils ne contrarient pas à ce préſent Traité.

XXXIII.

La Ratification du préſent Traité ſera échangée en même tems que celle de l'Alliance Défensive, conclue auffi ce jourd'hui à Copenhague; & deux années avant ſon expiration, Sa Majesté & L. H. P. confereront enſemble par leurs Miniftres pour convenir de la Prolongation dudit Traité.

Fait à Copenhague le 15. de Juin 1701.

Signé,

C. G. V. REVENTLOUW.

C. S. V. PLESSEN.

KNUDT THOT.

C. VON LENTEN.

C. SCHESTEDT.

Article



ANNO  
1701.

Article Secret.

A Engelsen 'er in het XVI. Articul van het jegenwoordige Tractaat wel werd gesproken van het doen ophouden der Voorregten, Immuniteyten en Exemptien van de soo genaemde Exemptions-Scheepen; Maer in het selve Articul niets en werd gestatuert ten opsigt van het afschaffen der Voorregten, Immuniteyten en Exemptien van de soo genaemde Defensions-Scheepen, waer op haer Ho: Mo: egter niet minder insisteren als op die van de Exemptions-Scheepen; heeft syne Majest. van Denemarcken by dit Secrete Articul sigh wel willen verpligten, de gedagte Voorregten, Immuniteyten en Exemptien van dewelcke de voorst. Defensions-Scheepen, nu eenige jaren aen den ander hebben geprofiteert, haer van nu af aen te ontnemen en te doen ophouden. Dogh ingevalle haer Ho: Mo: nae de expiratie van het Commerce Tractaat, het welck sy tegenwoordigh met Sweeden hebben, aen deselve Croon de Voorregten, Immuniteyten en Exemptien van de Sweedsche Defensions-Scheepen op nieuws quamen te cederen of coniveren, in sulcken geval sullen soo wel syne Majest. als haer Ho: Mo: desen aengaende wederom in haer geheel syn. Dat. ut f.

Gesteent,

C. G. V. REVENTLOUW.  
(L. S.)C. S. V. PLESSSEN.  
(L. S.)KNUDT THOTT.  
(L. S.)C. VON LENTE.  
(L. S.)C. SCHESTEDT.  
(L. S.)

Extrait uyt de Koninkl. Tolrolle de Anno 1691.

EN vermits sommige Tollenaers en Tolbedienden aen de Tolplaetsen in beyde de Rycken (den Orizond uitgefondert) sigh foudren onderhaen tot het waernemen van haere functien aen de Tolplaetsen, dewelcke haer selfs aenbetrouwt syn, Cleriquen en Dienaers te houden, dewelcke van de trafiquerende Coopluyden en Schippers tot derselver niet geringe beswaernisse en onconlen, een deel geld voor haere moeyte op een onbillycke manier eyfchen en ontfangen, ende op de bestemde uren in de Tolhuysen selfs niet soo neerfich opwagten als haer is gelaet en aenbevolen geworden, en daer en boven niet in gebreecke blyven van de trafiquerende Coopluyden en Schippers meer als tot hier toe haer gepermitteert is, te nemen, onder voorwendinge dat het de Coopluyden en Schippers selfs vrywillig en ongedwongen vereeren; soo sal hier mede ernstelyck en strengelyck bevolen syn, dat niemand van de gemelte Tollenaers en Tolbedienden, meer als aen het eynde deses is gespecificeert sal mogen aennemen, ende wel by verlies van hunne bedieningen, en restitutie van tweemaal soo veel aen die geene, die bewyfen sullen, dat se boven het geaccordeerde quantum van hen ontfangen hebben, en daer en boven even soo veel aen den Armen; Veel min sullen sy magt hebben eenige Dienaers tot dese ofte geene opwagtinge te houden, behalven de Tollenaers binnen Copenhagen, Christiania, Bergen, Drontheym en Drammen, dewelcke alleen gepermitteert sal zyn een Schryver te houden om de trafiquerende des te spoediger te expedieren, indien sy de expeditie niet selfs kunnen waernemen; Edogh sal hen voor sodanigen Dienaer, veel min aen de Dienaer selfs gepermitteert syn, iets van de trafiquerende te ontfangen, al was het oock, dat de Coopluyden, of de Schippers 't selve aen haer vrywilligh wilden geven, alles onder de bovengemelte poene, op dat onder sodanigen pretext niet iets anders en onbehoorlyx mede moge bedreven worden. Aen de verdere bedienden, dewelcke niet expresselyck tot het bedien van de Tolhuysen aengestelt syn,

Article Secret.

ANNO  
1701.

Comme dans le XVI. Article du présent Traité, il est bien parlé de faire cesser les Privilèges, Immunités & Exemptions des Vaisseaux appelés Exemptions-Schepens; mais que dans ce même Article il n'est rien statué à l'égard de la suppression des Privilèges, Immunités & Exemptions des Vaisseaux nommés Defensions-Schepens, sur lesquels L. H. P. n'insistent pas moins que sur ceux des Exemptions-Schepens; Sa Majesté a bien voulu s'obliger par cet Article séparé à lever & faire cesser dès à présent lesdits Privilèges, Immunités & Exemptions des Vaisseaux Defensions-Schepens ont jous pendant quelques années consécutives. Mais en cas que L. H. P., après l'expiration du Traité de Commerce qu'elles ont présentement avec le Suède, visissent à ceder ou coniver à cette Couronne les Privilèges, Immunités & Exemptions des Defensions-Schepens Suédois, en ce cas-là tant Sa Majesté que L. H. P. ne seront tenus en rien sur ce point. La Date comme ci-dessus.

Signé,

C. G. V. REVENTLOUW.  
(L. S.)C. S. V. PLESSSEN.  
(L. S.)KNUDT THOTT.  
(L. S.)C. VON LENTE.  
(L. S.)C. SCHESTEDT.  
(L. S.)

Extrait du Rôle ou Tarif des Droits ordonnez par Sa Majesté le Roi de Dannemark en 1691.

ET comme quelques Douaniers & Officiers de la Douane pourroient entreprendre de tenir aux endroits où est la Douane dans les deux Royaumes (excepté dans le Sond), des Clercs ou Serviteurs pour exercer leurs Fonctions aux Douanes qui sont confiées à eux-mêmes, lesquels Clercs ou Serviteurs exigent pour leurs peines d'une manière injuste & reçoivent de l'argent des Marchands trafiquans & des Maîtres de Navires à leur grand dommage & frais, & ne sont pas presens aux Douanes aux heures ordonnées aussi assidûment qu'il leur est enjoint & recommandé, & qu'outre cela ils ne manquent pas d'exiger des Marchands trafiquans & Maîtres de Navires au delà de ce qui leur a été permis jusqu'à présent, sous prétexte que les Marchands & Maîtres de Navires le leur donnent eux-mêmes volontairement & sans contrainte, ainsi il sera présentement ordonné strictement & sévèrement, qu'aucun desdits Douaniers ou Officiers de la Douane ne prendront pas plus que ce qui est spécifié à la fin de cette présente, & cela sous peine de la perte de leurs Emplois & de restitution du double à ceux qui prouveront qu'ils auront reçu d'eux au delà de la taxe réglée, & outre cela encore autant aux Passagers; encore moins auront-ils le pouvoir de tenir des Serviteurs pour ladite ou autre Vacation, exceptez les Douaniers de Copenhague, de Christiania, de Bergen, de Drontheym & de Drammen, qui seuls auront la permission de tenir un Ecrouain pour expédier d'autant plus promptement les Négocians, s'ils ne peuvent pas vaquer eux-mêmes à l'Expédition; Cependant il ne leur sera pas permis de prendre pour un tel Serviteur, encore moins licite au Serviteur même de prendre quelque chose des Négocians, quand même les Marchands ou Maîtres de Navires le leur voudroient donner volontairement, le tout sous la peine susdite, afin que sous un tel prétexte il ne se commette pas aussi quelque autre chose d'injuste. On défendra absolument l'entrée dans le Bureau de la Douane aux autres Officiers ou Serviteurs qui ne sont pas expressément établis.

ANNO 1701.

syn, sal de Tolmaer ten eenemaal verboden syn, op poene van gevangenis in die naect gelegene Coopstad wanneer aldaer betrappt fullen werden, ende fullen mede betalen de boeten daer toestaende, en gehouden werden voor dodanige, dewelcke sijn onbehoorlycke middelen hebben aengematigt. Ende indien iemand van de Civile of Magistraets Bedienden ofte militaire Personen, dewelcke gelast syn de wagt aldaer te houden, sijn fouden verhouten de Trahquerende Coopluyden op te houden, of eenigh schryffloon of drinckgeld, of voor sijn selfs, ofte voor haer onderhoorige iets af te cyschen en te nemen soo fullen deselve bedienden van haere bedieningen ontfeyt syn, ende tot een boete het duplum geven aen den armen, als mede aen die geene van dewelcke sy iets genomen hebben, alles als boven gemelt, ende haere Luyden en bedienden by de Tolhuysen betrappt werdende op deselve maniere getraect werden, als boven van de bedienden der Tol-Officianten is gemelt. Maer de militaire Persoonen, dewelcke sijn hier in fullen komen te vergrypen, fullen naer het Krygsrecht ende de Zee-Articles, gelyck als ten opsigte van andere onbetamelijke dingen gestraft werden; Werdende derhalven aen de aengeselde Bedienden tot een Schryfgeld van ieder Schip, soo wel inkomende als uytgaende te samen bewilligt.

blis pour servir aux Douanes, sans peine, quand on les y trouvera, de prison dans la Ville la plus prochaine, & ils payeront aussi les amendes ordonnées & seront regardés comme s'étant arrogés des biens illicites. Et si quelque'un des Officiers Civils, ou de la Magistrature, ou Personnes Militaires, qui sont chargés d'y faire la garde, viennent à s'embarquer à retenir ou annexer les Marchands trafiquans, ou à leur demander & prendre quelque récompense pour leurs Ecritures ou quelque argent pour boire, pour eux-mêmes ou pour ceux qui dépendent d'eux, alors ces Officiers seront démis de leurs Emplois, & pour amende ils donneront le double aux Pauvres, comme aussi à ceux de qui ils auront reçu ou pris quelque chose, le tout comme il est dit ci-dessus; & leurs Gens ou Valets étant surpris près des Douanes seront traités de la même manière qu'il est marqué ci-dessus à l'égard des Serviteurs des Officiers de la Douane. Mais les Personnes Militaires, qui se seront emparés sur cet Article, seront punis selon le Droit de la Guerre & les Articles de la Mer, de la même manière qu'on les punit pour d'autres actions défendues: Par conséquent l'on accorde aux Officiers établis, pour Argent d'Ecriture de chaque Vaisseau, tant entrant que sortant conjointement, ce qui suit.

ANNO 1701.

Van en	50 Last daer boven	Van tot	49 Last 20.	Van 5	19 tot Last	Van 4 tot 1 Last	
met de lading	Ballast en ander geringe als Bootsman voering ende andere lading tot 1 deel.	met de lading	Ballast en ander slegt goet als Bootsman voering ende andere lading tot 1/2 deel.	met de lading	Ballast en de andere geringe goederen als Bootsman voering ende andere lading tot 1/2 deel.	met de lading	Ballast en de anderen slegte goederen als Bootsman voering ende andere lading tot 1/2 deel.
Een Tol- lenacr....	6 3	6 2	6 1	6 2	6 3	6 12	6 12
Control- leur en Visiteurs wanneer twee aen een plaats aengesicht syn, ge- niet een ieder apart.	3	2	1	1	8	6	4
Maer wanneer Control- leur, en meer als twee Vi- siteurs syn aengesicht sal aen haer in plaats van het geene in de bo- venstaen- de linie toegelegt is t'samen gegeven worden.	9	6	3	2	12	8	6

De 50 Lastes et au dessus.	De 49 Lastes jusqu'à 20.	De 19 Lastes jusqu'à 5.	De 4 Lastes jusqu'à 1 Last.				
Avec Ballast et la autres choses de peu de valeur, comme l'équipage et agents du Bossman, ou Contremaître, et autre charge à 1 partie.	Avec Ballast et la autres choses de peu de valeur, comme l'équipage et agents du Bossman, et autre charge à 1 partie.	Avec Ballast et la autres choses de peu de valeur, comme l'équipage et agents du Bossman, et autre charge à 1 partie.	Avec Ballast et la autres choses de peu de valeur, comme l'équipage et agents du Bossman, et autre charge à 1 partie.				
Un Dou- nier....	6	3	2	1	12	12	6
Control- leur et Vi- siteurs, lorsqu'il y a un Control- leur et plus de deux Visiteurs établis, on leur don- nera en- semble à la place de ce qui leur est assigné plus haut dans la ligne, savoir.	3	2	1	1	6	6	4
	9	6	3	2	12	8	6

TRANSLAET.

TRADUCTION.

WY FREDERIK de vierde, door Gods genade Koningh van Denemarcken ende Noorwegen, der Wenden en Gotten, Hertogh van Sleswyck, Holsteyn, Stormarn en Dittmarsen, Graef van Oldenburgh en Delmenhorst &c. Doen kond hier mede, dat Wy allenredigst goedgevonden hebben een secker Ordonnantie voor onse Tolbedienden in de Zond te maken, hoe veel een ieder

TOM. VIII. PART. I.

voor

Nous FRIDERIC IV, par la Grace de Dieu Roi de Danemarck, de Norwege, des Vandales & Goths; Duc de Sleswic, de Holftein, de Stormaren & de Dittmarsen; Comte d'Oldenbourg & de Delmenhorst &c. faisons savoir par la Prêente, que de notre grace speciale Nous avons trouvé à propos de faire une Ordonnance pour nos Officiers de la Douane dans le Sond,

combien

F



ANNO voor sigh in het toekomende van een ieder Schip  
1701. de Zond passerende te ontfangen sal hebben;

Namentlyck.

Onsen Tol-Directeur. . . . . 1 Ryxd.  
Voor de vier Tol-Cameriers à een  
Ryxort te samen. . . . . 1 Ryxd.  
De Zegelklopper, dewelcke te gelyck  
het getimpelde Papier tot de Paspoor-  
te moet beforren, ende de Bode van  
het Tolhuys, dewelcke soo wanneer  
de Schippers aenkomen, en wanneer  
iets anders van ontfenwegen te ver-  
rigten voorvalt, het selve aenseyt en  
bekent maect, genieten te samen en  
voor het getimpelde Papier in alles. 1 Ryxd.

Waer naer sigh alle de geene, die het aengaet  
aller onderdanigst sulen hebben te richten, ende  
voor schade te wagten, indien se op de een ofte an-  
dere wyse iets meer als voorgemelt souden komen  
te ontfangen, en sal dit Patent tot een ieders narig-  
tinge in de Tolkamer aengeplakt worden.

### TRANSLAET.

N Aerdemael syn Koninckl. Majest. van Dene-  
marken en Noorwegen, &c. alleronderdanigst  
is voorgedragen, in wat voegen de Schippers en  
Bootslyuden met Hollandische Scheepen de Zond  
passerende, tot hier toe een feecker tantum per cen-  
to, soo betalinge van de Oriondsche Tol van ieder  
Schip en desselfs ladinge onder de naem van Boots-  
mans voering uyt Konincklycke Genade genoten  
hebben, soo heeft syn Koninckl. Majest. allerge-  
nadigst declareren en verklaren willen, invoegen de-  
selfe hier mede is declarerende en verklarende, dat  
de voorsz. Schippers en Bootslyuden van de Hol-  
landische Scheepen de Zont passerende deselve be-  
genadiginge noch verder ende soo lange het Tol-  
tractaet tusschen syn Koninckl. Majest. en de  
Heeren Staten Generael den 15. Juny 1701. geslo-  
ten sal dueren, sulen hebben te genieten, ende dat  
dit syn Koninckl. Majest. Declaratoir sal syn van  
die selve kragt, als of het in het voorsz. Tol-Trac-  
taet selfs geinfereert ware.

combien chacun aura à recevoir à l'avenir de chaque  
Vaisseau passant par le Sond; Sçavoir:

ANNO  
1701.

Notre Directeur de la Douane. . . . . 1 Richsd.  
Pour les quatre Commis de la Douane, à  
un quart de Richsdale chacun. . . . . 1 Richsd.  
Le Frappeur du Secau, qui doit aussi four-  
nir le Papier timbré pour les Passeports;  
& l'Huissier de la Douane, qui lorsque  
les Maîtres de Navires arrivent, & lors  
qu'il survient de devoir exécuter quelque  
autre chose de Notre part, l'avance &  
fait savoir, jouissent ensemble & pour le  
Papier timbré, en tout. . . . . 1 Richsd.

Selon quoi tous ceux que cela regarde auront à se  
régler exactement, & à se donner de garde de ne  
pas prendre d'une ou d'autre manière plus qu'il n'est  
marqué ci dessus; & cette Présente sera affichée dans le  
Bureau de la Douane pour l'instruction de chacun.

### TRADUCTION.

Comme on a très-humblement représenté à Sa Majesté  
le Roi de Dannemarck & de Norwege &c., comme  
quoi les Maîtres de Navires & Boismans (ou Contre-  
Maîtres) passant le Sond, avec des Vaisseaux Hollan-  
dois, ont jous jusqu'à présent par sa grace Royale d'un  
certain tantum pour Cent dans le payement du Péage  
pour chaque Vaisseau & pour sa Charge sous le nom  
d'Equipage & Agreils au Boismans, Sa Majesté a  
bien voulu par grace spéciale déclarer & ordonner, com-  
me Elle déclare & ordonne par la Présente, que les-  
dits Maîtres & Boismans des Vaisseaux Hollandois  
passant par le Sond jouiront de la même grace & faveur  
encore & aussi long-tems que durera le Traité de Péage  
conclu le 15. de Juin 1701. entre Sa Majesté & les Sei-  
gneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, & que  
cette Déclaration de Sa Majesté aura la même force &  
vigueur que si elle étoit insérée dans ledit Traité de  
Péage.

### IX.

2. Juny Vergleich zwischen Herzog Friedrich Wilhelm  
zu Mecklenburg-Schwerin und der Meck-  
lenburg. Ritter- und Landschaft wegen der Gar-  
nisons-Legations-Kosten zu Reichs-Deputa-  
tions- und Crepstågen / auch Cammer Zielen.  
Geben Schwerin den 16. July 1701. Mit  
Kaiserl. Majest. Leopoldi Confirmation.  
Geben Laxenburg den 2. Juny 1702. LU-  
NIGS Teutisches Reichs-Archiv Part. Spec.  
Contin. II. Abtheil. IV. Abz. VI. pag. 601.  
d'où l'on a tiré cette Piece, qui se trouve  
aussi dans FRANC. FRIDER. AB AN-  
DLERN Corporis Constitut. Imperial. Tom.  
II. pag. 1352. dans le Theatrum Europaeum  
Tom. X. pag. 180. & dans THUCELIUS  
in Actis Publicis Part. II. pag. 273.]

C'est-à-dire,

Convention entre FRIDERIC GUILLAUME,  
Duc de MECKLENBOURG-SWERIN &  
les Nobles, Landassés, & Sujets Provinciaux  
de sa dependance; sur ce qu'ils devront lui payer,  
& en quels termes, pour la dépense des Fortereffes  
& des Garnisons, & pour celle des Ambassades,  
des Dietes, & des Deputations aux Assemblées  
Circulaires. A Swerin le 16 Juillet 1701. Avec  
la CONFIRMATION IMPERIALE,  
donnée à Laxembourg le 2 Juin 1702.

IKR Leopold von Gottes Gnaden / erwählter  
Römischer Käyser / zu allen Zeiten Mehrerer  
des Reichs etc. Bekennen öffentlich mit diesem  
Brieffe / und theuen Kund allermänniglich / was  
massen an Unsern Käyserlichen Reichs-Hof-Rath  
N. N. Ritter- und Landschaft beeder Herzogthümer  
Mecklenburg / Schwerin und Güstrow / so wohl  
mit denen Legtabgeordneten / Herzogen Christian Eub-  
wig / und Gustaf Adolph / Herzogen zu Mecklen-  
burg / und nach deren respectiv erfolgtes Ab-  
sterben / mit des darauff in der Regierung gefolgten  
Herzog Friedrich Wilhelm zu Mecklenburg Edd.  
wegen verschiedener Gravaminum in langwierigen  
Rechts-Streit begiffen gewesen / worinnen dann  
auch nach allerseits bescheyener gerichtlichen Hand-  
lung und vorgegangener Relation der Acten /  
und reiffter Erwägung derselben / an obgedacht Un-  
sern Käyserlichen Reichs-Hof-Rath / in specie  
wegen der Garnison- und Legations-Kosten / zu  
Reichs-Deputation- und Crepß-Zügen / auch  
Cammerzielen / am Siebenden Julii / Sechzehen  
hundert Acht und neunzig eine Sententia definiti-  
va ausgefallen / und Sie Ritter- und Landschaft  
solches alles zu begahlen condemnirt worden;  
Nachdem aber selbe gegen solthane Urtheil das  
Beneficium Revisionis ergriffen / darzu auch  
nach Prästirung all deren in Krafft des letzten  
Reichs-Abchieds erforderlichen Prästandorum  
admittirt worden / und wir zu versphiden gehabt  
daß beede streitende Theile in noch weitern ihnen  
und

ANNO  
1701.

und dem ganzen Lande höchstschädliche Mißver-  
ständnisse verfallen und gerathen wären: So ha-  
ben wir zu Abwendung dessen / von allerhöchsten  
Käyserl. Amts wegen / eine Commission zur Güte  
und Untersuchung deren obbemeldten Garnisons-  
Kosten und sonst/ angeordnet / und selbige Unserm  
Generaln der Ober- und Vorder-Oesterreichischen  
Landen / daselbstigen geheimen Rath Feld-Marschal-  
Lieutenant / bestellten Obristen und des Reichs  
lieben Getreuen / Johann Martin Geschwind von  
Pfeckstein unterm Dato den dreyzehenden Septem-  
bris / Siebzehenhundert aufgetragen / welcher denn  
auch balden darauff in Person in das Mecklenbur-  
gische sich begeben / und nach vielfältig angewandter  
Mühe und Fleiß / obgedachten Herzogs Friedrich  
Wilhelm zu Mecklenburg lbb. mit Ritter- und  
Landschafft beeder Herzogthümer Schwerin und  
Güstrow / in denen zwischen ihnen bisshero obge-  
schwebten Differentien / also und dergestalt ver-  
glichen / wie solches von Wort zu Wort hernach  
geschrieben stehet / und also lautet:

Von Gottes Gnaden Wir Friedrich Wilhelm /  
Herzog zu Mecklenburg / Fürst zu Wenden / Schwerin  
und Rügenburg / auch Graf zu Schwerin / der Lande  
Rostock und Stargard Herr; Ahtkünden und be-  
kennen öffentlich Krafft dieses / vor Uns / Unsere  
Erben und Nachkommen / regierende Herzogen zu  
Mecklenburg / daß / nachdem durch einige Jahre her  
zwischen Uns / und Unserer ehrbaren Ritter- und  
Landschafft / verschiedene Mißhellig- und Streitig-  
keiten / sonderlich derer Garnisons- Legations-  
Kosten zu Reichs-Deputations- und Creysz-Tägen /  
auch Cammer-Zieler / sich erhoben / und bey einem  
Hochlöbl. Käyserlichen Reichs- Hof Rath in Wien  
durch Recht / wärdlichen sich anhängig gemacht /  
und bis anhero angehalten haben / also zwar / daß in  
ersüßigten Puncten der Garnisons- Legations-  
Kosten zu Reichs-Deputations- und Creysz-Tä-  
gen / und Cammer-Zieler / in vortwohlgedachten  
Hochlöbl. Käyserl. Reichs- Hof Rath ein Urtheil  
unterm dato 7. Jul. An. 1698. vor Uns ausge-  
fallen / und durch dieses Unsere Ritter- und Land-  
schafft / solche Ankosten zu bezahlen / und zu erstatten  
schuldig erkennt / und verdammt; Hierauß aber von  
Ritter- und Landschafft nicht allein das Reme-  
dium Revisionis eingewandt / vollkommen erhal-  
ten / und in Revisorio fordersamst wiederum ge-  
sprochen werden sollen / sondern auch von Ihro  
Käyserl. Majest. unter andern zu gütlicher Hin-  
legung derer obberührten Streit- Sachen eine  
Commission ex officio allergnädigst verordnet /  
und dieselbe dero wärdlichen Cämmern / Ober-  
Oesterreichischen Geh. Rath / Generaln der Ober-  
und Unter-Oesterreichischen Landen / Feld-Mar-  
schall-Lieutenant / und bestellten Obristen über ein  
Regiment zu Fuß / Herrn Johann Martin Ge-  
schwind von Pfeckstein ist aufgetragen worden.  
Wir in Ansehung dessen angewandten vielen Sor-  
gen / und unverdrossenen Bemühung / beßdererist  
Ihro Käys. Maj. zu allerunterthänigsten Ehren /  
Uns dahin bewegen lassen / und folgender Gestalt  
verglichen haben.

1. Als gönnen und geben wir allen Mißhellig-  
keiten / welche durch den obbanden gewesenem Pro-  
cess sich ereignet haben / eine Amnestie und ewige  
Vergessenheit / unter welcher Amnestie und Ver-  
gessenheit / ingleichen Befreyung von Processen in  
genere und in specie, gesammte Ritter- und Land-  
schafft / sonderlich die Stadt Rostock mit einge-  
schlossen / auch selbe auff des Landes Bediente / und  
Consulenten mit verstanden ist: Solcher gestalt /  
daß denenselben / weder directē noch indirectē  
wegen ihrer dem Land geleisteten Diensten einiges

T O M . V I I I . P A R T . I .

Mißvergüngen erwecket werden / oder ausgenommen  
seyn / sondern durch diesen Vergleich zwischen Uns  
und Unserer getreuen Ritter- und Landschafft ein  
respective gnädigstes und unterthänigstes Verneh-  
men hienit wiederum hergestellt / und es dabey sein  
beständiges und ewiges Verbleiben haben soll.

2. Vergüngen wir Uns / daß von E. C. Ritter-  
und Landschafft Unserer beeden Herzogthümer  
Mecklenburg-Schwerin / und Güstrow / wegen  
mehrbemeldten Garnisons- Legations Kosten /  
zu Reichs-Deputations- und Creysz-Tägen / und  
Cammer-Zieler / einhundert und zwanzig tausend  
Reichs-Thaler / von beyden Herzogthümern / den  
Stargardischen Distrikt mit eingeschlossen / jährli-  
chen in October in der / annoch dieses laufende 1701.  
Jahr / gleich nach der Erndte / gegen Anfang des  
Herbsts / im ganzen Lande Mecklenburg einzufal-  
lenden uniformen gangbaren Mähg und Werth /  
als die alten ein- und zwey drittel vor voll / die  
neuen respective zu sunffzehn / und dreyßig  
Schilling / Uns abgetragen werde. Massen E. C.  
Ritter- und Landschafft des Mecklenburg-Schwe-  
rinischen Getrats ihres Theils dasjenige / was in  
diesem Jahr / das ist vom Octobr. 1700. bis Oct.  
1701. zu rechnen / verfallen / und welches vor Uns  
vor erst hie vorangemercktes Jahr dem Mecklen-  
burg. Güstrow. Herzogthum nachgesehen worden /  
mit sechzig tausend Reichsthalern / (wovon Unsere  
Fürstl. Schwerinsche Domina dinstahl den drit-  
ten Theil / und künfftig hin in beeden Herzogthü-  
mern / nach den beliebenden uniformem modum  
contribuendi / das Zehnte beyntragen haben) /  
à dato inner neun Wochen / ohnschickbar und richtig  
erlegen / hinführo aber das behandelte gange Quan-  
tum derer Einhundert und zwanzig tausend Reichst.  
jährlichen vom Octobr. dieses 1701. Jahres anzu-  
fangen / von beyden Herzogthümern / in kurz vor-  
bedeuteter im ganzen Lande gleich gangbaren  
Mähgen und Werth / nach Maßgebung des As-  
securations-Revers de dato 23. Febr. Anno  
1621. J. 18. in den Land-Kassen nach Rostock  
gebrachte / und von daraus ferner an Unsere Fürstl.  
Cammer so fort bezahlet / und die dabey sich befin-  
dende Übermaß zu gemeinem Besten des Landes /  
auff die in erstermeltem J. 18. entfallene Weiß /  
und Anzeig / soll gelassen / gebraucht und verwen-  
det werden.

3. Aufser oberwehnt- behandeltem Quanto derer  
jährlichen Einhundert zwanzig tausend Reichs-  
thaler wollen wir ex capite vel causa derer  
Garnisons- Legations- Kosten zu Reichs-De-  
putations- und Creysz-Tägen / auch Cammer-  
Zieler / zu keinerley Zeit / Weiß / und Wegen von  
E. C. Ritter- und Landschafft Unserer beeden Hert-  
zogthümer Schwerin und Güstrow / ein mehreres  
fordern / oder unter keinerley Vorwand / Nahmen /  
weniger via facti zu mehrern Erlag sie nicht an-  
halten / auch soll dieselbe ex hoc fundamento vel  
causa / derer Garnisons- Legations- Kosten zu  
Reichs-Deputations- und Creysz-Tägen / auch  
Cammer-Zieler / ob gleich mehr oder weniger  
Bestungen im Land Mecklenburg-Schwerin und  
Güstrow iezo / oder in künfftiger Zeit / von / und  
angelegt / viel- oder weniger Mannschafft / Pro-  
viant / Munition / oder andere Kriegs-Requi-  
siten zu des Landes / und derselben Beständig-Erhalt-  
Besserung und Bau / oder sonst dargu nöthig mäch-  
ten erfunden werden / nicht verbunden / sondern von  
solchen allen und jeden / unter was Nahmen / Vor-  
wand / Concession / Indulto generali vel spe-  
ciali / aut horum extensione / gegenwärtig oder  
zukünfftighin / per novas Constitutiones Im-  
perii / es beschehen könnte / durch Erlag mehr ange-  
regten jährlichen Quanti derer einhundert und  
zwanzig

ANNO  
1701.



ANNO  
1701.

zwanzig tausend Reichsthaler (welches E. E. Ritter- und Landschaft eigenem Erbietten nach in Unserer freyen / zu des Landes Sicherheit abziehen- den Disposition gestellt / und gelassen wird) gäng- lichen und überall besreyet seyn und bleiben / über diesen auch zu keinen andern Collecten / als die im Lande rechtlich / gewöhnlich und üblich seyn / ge- halten seyn. Hierunter jedoch

4. Wird Quartier- und Lagerstadt vor dem Soldaten ausgenommen / und nicht verstanden / Sondern gleichwie Ritter- und Landschaft / nach hievor gesetzten Einhalt / von Bezahl- und Verpfle- gung derer Soldatesca besreyet / und solche von dem behandelten quanto zu unterhalten wir über- nehmen / also auch kan und soll das Land und Städte / dem Soldaten Nach und Nach / ohne Service zu geben / nicht sich entziehen / mit Uns aber jederzeit sich vergleichen mögen / ob solche Ein- quartierung effectiv zu leisten / oder davor Geld abzutragen / wir thunlich oder nöthig befinden. Und

5. Zumahlen bey der unterm dato 22. Jan. insiehenden Jahrs gehaltenen Conference von gesamter Ritter- und Landschaft angezeigt worden / wie das von der gangen Summa des zu behandel- den Quanti, pro rata die Stargardische Quota abzuziehen seyn würde / wann / wie verlauten wollet / bey genädigter Successions- Sache / der Star- gardische Creyß vom Osttrauschen Herzogthum solte separirt werden / und nunmehr nach Jnn- halt des / unterm dato Hamburg den 8. Martii a. c. getroffenen Vergleichs / dieser Stargardische District an des Herrn Herzogs Adolph Friedrichs Ebd. abgetreten worden ist: Als wird Ritter- und Landschaft unterthänigstem Witten nach / die gnä- digste Versicherung andurch gegeben / und lassen wir gnädigst geschehen / das die Stargardische Quota dem gesamten Land / und von der gangen Quota der Einbundert und zwanzig tausend Reichs- thaler jährlichten mögen abgetragen / und daran ein- behalten werden. Im Fall Ihero Kayserl. Maj. wider Unser unterthänigstes Vermuthen / dasir halten würden / das des Herrn Herzogen zu Stre- litz Ebdn. an diesem in sententia fundirten und darüber transgirten Garnisons- Legations- Kos- ten / und Cammer- Zieler / einige Rechtebefugte Ansprache haben können.

6. Solches dermahlen behandelte Quantum der einbundert und zwanzig tausend Reichsthl. Gar- nisons- Legations- Kosten zu Reichs- Deputa- tions- und Creyß- Tagen / auch Cammer- Zieler / soll jährlich auf einen Land- Tag (welchen wir alternatim zu Sternberg und Malchum / vermöge der letzten Reversalien de Anno 1621. ob es gleich nunmehr nicht nöthig wäre / aus Gnaden wollen halten lassen) wie gebräuchlich / per Edic- tum kund gemacht / von Ritter- und Landschaft der Modus contribuendi zu Unserer Censur und Approbation übergeben / die etwan sich befindende Lands- Gravamina von Uns angehöret / und nach Recht und Billigkeit (jedoch das die Erlegung der Contribution an diese Anhö- und Erledigung deren Gravaminum nicht gebunden ist) abgethan; die Steuer oder Contribution von Unserm Do- minio, wie von Ritter- und Landschaft / nach hievor puncto 2. beschriebener Weiß / Maas / Münz und Werth / in den Land- Kassen nach Ro- stock gebracht / und von daraus weiters gehörig be- zahlt und verwendet werden. Auch

7. Zu Ausweich- und Verhütung aller Stritt- und Mißvernehmen / welche wegen des Modi Con- tribuendi, des Land- Kassen und Exemption derer Contribuenten ferner hin sich ereignen könten / so soll es bey freywilligen / wie bey Reichs- und Creyß- Steuern / in specie auch bey diesem

jego behandelten Quanto derer Garnisons- Le- gations- Kosten zu Reichs- Deputations- und Creyß- Tagen / und Cammer- Zieler / nach Maas- gebung des Affeurations- Revers de Anno 1621. §. 18. gehalten seyn und bleiben / nehmlichen das bey Uns und Unsern Nachkommen / regieren- den Herzogen zu Mecklenburg / jederzeit zweyen Schlüssel / und bey Unserer getreuen Ritter- und Landschaft ingleichen zweyen Schlüssel / als einer bey denen von der Ritterschafft / und der ander bey denen Städten hinführo seye / auch die Einnehmer in Unsern und gemeiner Landschaft Nahmen be- steller und beeydet / und die einkommene Gelder in Unser Verordneten / und der von der Landschaft Deputirten Besseyen gehörlich berechnet / und was übrig / ohne der Landschaft unterthänige Beliebung nicht in Unserm / sondern allein zu des Landes / und gemeinen Besten gebraucht und verwendet werden. Wobey von Abtrag dieses behandelten Quanti derer jährlichen Einbundert und zwanzig tausend Reichsthl. wir nicht allein eine andere / als welche de jure eximirt seyn / besreyen wollen / sondern es sollen auch Unsere eigene Fürstl. Domania juxta uniformem modum contribuendi / hier zu jedesmahl steuren / und vor diesemal der jezige modus contribuendi intermititisch gebraucht / ehe und bevor aber eine weitere Contribution er- legt wird / ein neuer modus contribuendi ver- gestalt vest gestellt seyn soll / das / wann Ritterschafft und die Städte darunter inner 6. Monaten à dato des geschlossenen Vergleichs / nicht sich vereinigen könten / wir so dann solchen modum pro equita- te determiniren mögen / und wo Ritterschafft und Städte sich diesesfalls vergleichen / wir die bisherö übliche Approbation darüber Uns bevor behalten / utroque casu aber der immunitati No- bilitum quoad personas, und der wahren alten Ritter- Fürsten (wogegen imgleichen die Freyheit Unserer wahren alten Mayer- Höffe Uns offen bleibet / und ausnehmen) so viel an Uns / nicht al- lein nicht wiedersprechen / sondern auch bey Ihero Kayserl. Maj. bestehen wollen. Von dem Abtrag derer Reichs- und Creyß- Steuern aber ist nie- mand besreyet / sondern wie es die Reichs- Con- stitutiones wegen der Hoff- Bedienten / Cleri, und Gerichts- Verwandten Erlag in denen Reichs- Steuern betreiben / also soll es hierin ferner ge- halten werden.

8. Und damit Unsere gnädigste Neigung und Wille zu Aufhebung aller bisherigen und künftigen Mißlichkeiten und vollständiger Herstellung re- spectiv gnädigst- und unterthänigstens Bernehmens und Ruhestandes Unsere Erb- Ritter- und Landschaft so vielmehr dandnehmig erkennen mö- gen; Als haben wir nicht allein alle dermahlen in lire hangende / und bey gegenwärtiger Kayserlicher Commission angebrachte Gravamina (worüber ein à parte Recesß unter heutigem dato auf- gerichtet worden) nach Billigkeit gnädigst abgethan; Sondern auch diejenigen Reloluciones, so bey der in Anno 1684. bis 1685. vorgewesenen Kay- serl. Commission, und darauf weiter An. 1686. vor die Hand genommenen Handlung / sind er- theilet worden / gnädigst confirmirt / und wollen selbe / nach über diesen Vergleich eingelangter Kay- serl. allergnädigsten Confirmation, innerhalb 4. Wochen publiciren lassen / und so fort durch zu- längliche Mandata die gnädigste Anstalt dahin verfügen / das denenselben extra & in Judiciis in allen nachgelebet werde. Wassen überhin die Lands- Reversalien / überall in ihrem Vigore blei- ben / und denenselben hierdurch nichts benommen wird.

9. Das behandelte Quantum der jährlichen abzu.

ANNO  
1701.

ANNO 1701. abzutragenden einhundert und zwanzig tausend Reichsthlr. soll Ritter- und Landschaft/ ingleichen die Domanial-Unterthanen bey Einquartierung und Kriegs-Pressuren / jedesmahl und so lange abführen / als dieselbe bey dem Ihrigen ruhig wohnen / und desselben zu ihrem Unterhalt und Be-  
huff genießen können. Und bleibe es wegen der sich ereigneten Marchen und Remarchen bey der Anno 1685. abgefassten Schwertinschen Resolution ad gravam. polit. 11. & 12.

10. Wann Reichs- und Creys- Steuern separatim oder conjunctim in dem Reich und Creys sollen verkündiget und abgegeben werden / lassen wir in Gnaden geschehen / daß von dem verglichenen Quanto derer jährlichen einhundert und zwanzig tausend Reichsthlr. der aus dem gleich hiernach

1. Wann in dem Reich / Welche ertragen am  
bewilliget werden ein- Geld sechzig tausend  
hundert und zwanzig Reichsthaler.  
Römer- Monat!

2. Wann beliebt werden ein hundert und vierzig Römer- Monat. Welche ertragen sieben-  
zig tausend Rthlr.

3. Wann beliebt werden einhundert sechzig Römer- Monat. Welche ertragen achtzig  
tausend Reichsthlr.

4. Wann beliebt werden einhundert und achtzig Römer- Monat. Welche ertragen neun-  
zig tausend Reichsthlr.

5. Wann beliebt werden zweyhundert Römer- Monat. Welche ertragen einhun-  
dert tausend Rthlr.

Dargestalt / daß diese siebenzig tausend Reichsthaler Uns allemahl netto verbleiben / und Ritter- und Landschaft solche siebenzig tausend Reichsthaler / ohne Abzug der Stargardischen Quota, Uns allemahl abzutragen übernehmen / im Fall / wider Unser allerunterthänigstes Vermuthen / Kayserliche Majestät dafür halten würden / daß des Herrn Herzogen Adolphs Friedricks Edd. an diesen in sententia fundirten / und darüber transigirten Garnisons- Legations- Kosten und Cammer- Zieler / einige Rechtsbefugte Ansprache haben können; Als bey welchen es zu jederzeit / in allen sein Verbleiben haben / und das Quantum der Einhundert und zwanzig tausend Reichsthlr. solcher gestalt nicht soll überschritten werden.

11. Denenjenigen An- und Gegenforderungen / welche so wohl wir an Unsere Erb- Ritter- und Landschaft ex capite der Garnisons- Legations- Kosten zu Reichs- Deputations- und Creys- Tagen und Cammer- Zieler / als hinwiederum an Uns Ritter- und Landschaft / sonderlich der vorgewiesenen Executionen und präcendirter Restitucendorum halber gestellt haben / diesen allen und jeden gesamt und sonders begeben sich Ritter- und Landschaft trafft dieses nunmehr völlig gleich- wie wir vor Uns und Unsere Nachkommen / regierende Herzogen zu Mecklenburg / solchen allen / so wir gedachter Garnisons- Legations- Kosten zu Reichs- Deputations- und Creys- Tagen /

stehenden Schemate zu ersiehende Abzug Uns ge- ANNO  
machtet werde. 1701.

## Schema.

Wann Reichs- und Creys- Steuern separatim oder conjunctim auf die hernach gesetzte Römer- Monaten steigen / und so viel Geld dargu aufzubringen erfordert wird / lassen wir Uns folgender gestalt von dem behandelten Quanto den Abzug machen.

Die einhundert Römer- Monate / welche funfzig tausend Reichsthlr. ertragen / lassen wir Uns von dem behandelten Quanto der jährlichen einhundert und zwanzig tausend Reichsthlr. nichts abziehen.

So lassen Wir an dem beliebten Quanto der einhundert und zwanzig tausend Reichsthaler abziehen zehn tausend Reichsthlr.

Lassen wir Uns abziehen zwanzig tausend Reichsthaler.

Lassen wir Uns abziehen dreyzig tausend Rthlr.

Lassen wir Uns abziehen vierzig tausend Reichsthlr.

Lassen wir Uns abziehen funfzig tausend Rthlr.

Und geben Uns Ritter- und Landschaft; den Stargardischen District mit eingeschlossen / nur einhundert und zehn tausend Reichsthlr.

Und geben Uns Ritter- und Landschaft einhundert tausend Reichsthaler / den Stargardischen District mit eingeschlossen.

Und geben Uns Ritter- und Landschaft neunzig tausend Reichsthaler / der Stargardische District mit eingeschlossen.

Und geben Uns Ritter- und Landschaft achtzig tausend Reichsthlr. der Stargardischen District mit eingeschlossen.

Und geben Uns Ritter- und Landschaft siebenzig tausend Reichsthaler.

auch Cammer- Zieler in verlossener / bis auf gegenwärtige Zeit gemacht haben / anruch völlig renunciren / also daß alle sothane gegen einander gestellte Prætenfionen und Rechnungen hiemit abgethan / völlig aufgehoben / und hierum weder wir an Unsere ehrbare Ritter- und Landschaft / weder diese an Uns oder Unsere Nachkommen / regierende Herzogen zu Mecklenburg / weiter was / es seye viel oder wenig / fordern mögen / sollen und wollen. Nachst dem

12. Und schließlich wir dem / dis- und andere wegen annoch obschwebenden Processui in genere und in specie mit der Stadt Rostock / wie von Ritter- und Landschaft unter einem ansezo beschickte / überall hiemit kräftigst entsagen / auch allen und jeden Exceptionibus / solche mögen Mahnen haben / wie sie wollen / in specie der Exception lationis, rei non transigibilib, rebus in eodem statu non permanentibus, novæ constitutionis ex causa derer Garnisons- Kosten / persuasione, rei non sic, sed aliter gestæ, restitutionis in integrum / und der gemeinen Rechts- Regul / generalem renunciationem non valere, nisi specialis præcesserit, in Kraft und Macht dieses / jezo und furohin / ein vor allemahl in das gesamt / und besonders Uns gänglichken begeben haben wollen / und wissenschaftlich und wohl bedacht hiemit begeben / also daß hiertwider keinem Theil was zustatten kommen / sondern da wir dages



ANNO  
1701.

gen was vornehmen würden / derley Actus contraventionis eo ipso kraftlos / todt-ab- und nichtig seyn sollen; Und hierauff vor Uns und Unsere Erben / und nachkommenden regierenden Herzogen zu Mecklenburg / bey Fürstl. Ehren / Würden / wahren Worten und Glauben / diesen Vergleich / stet / vest / unabträglich / und aussrichtig zu halten / und noch durch Uns / noch durch Unsere Råthe und Bediente / noch jemand andern dagegen zu handeln / oder was vorzunehmen / in keinerley Wege / Weiß und Zeit zu gestatten / so wohl versprechen / als auch gerne geschehen lassen / daß in omni casu Contraventionis, hac edocta & probata, so gleich Mandata poenalia S. C. erkandt / und ergehen / nicht weniger / da dieser ungeachtet / wir die Parition nicht leisten würden / ad Mandatum Caesareum, der Cregß / oder wer von denen Reichs-Ständen hierzu allergnädigst möchte beliebet werden / Unsere Erb-Ritter- und Landschaft beg dem Vergleich handhaben soll. Zu mehrer Versicherung dessen allen Ihr. Kayserl. Majest. Unser allergnädigster Herr / diesen Vergleich / nach eigenen allergnädigsten Gefallen / Befinden und Willen / auf das kräftigst- und verbindlichste confirmiren mögen. Alles treulich und ohne Gefährde.

Zu diesem Ende / und steter Besthaltung dessen allen / haben wir diesen Vergleich vor Uns / Unsere Erben und Nachkommen / auch Tutorio nomine vor Unserer Herren Obrbiderer Ebn. Ebn. mit eigener Hand unterschrieben / und mit Unserm Fürstl. Inseigel fertigen und bekäftigen lassen / So geschehen in Unserer Residenz, und Bestung Schwerin / den sechzehenden Monats-Tag Julii, des Eintausend / siebenhundert und ersten Jahres.

Friedrich Wilhelm.  
(L. S.)

Demnach durch Ihre Kayserl. Majestät allergnädigste und allgeredteste Vorsorge vor die Berrückung Unsers Vaterlandes / und die Wiederherstellung eines respectivē gnädigsten und unterthänigsten Wohlvernehmens / zwischen dem Durchleuchtigen Fürsten und Herrn / Herrn Friedrich Wilhelm / Herzogen zu Mecklenburg / Fürsten zu Werben / Schwerin und Rågeburg / auch Grafen zu Schwerin / der Lande Rostock und Stargard Herrn / Unserm gnädigsten Lands-Fürsten und Herrn, auch Uns von Ritter- und Landschaft Seiten / eine Commission ex officio auf den Hochwohlgebohrnen Herrn / Herrn Johann Martin Geschwindt / Baron von Pockheim / der Königl. Kayserlichen Majestät würdlichen Cammer-Herrn / Ober-Oesterreichischen geheimbden Rath / Generalen der Ober- und Border-Oesterreichischen Lande / Feld-Marschall-Lieutenanten / und Obristen über ein Regiment zu Fuß ic. gegeben / auch durch dessen unermiddete Officia, die Sache / vermittelt göttlicher Hülffe / den 16. Julii dieses Jahres zu einem gedeplichen Schluß dergestalt gebracht worden / daß zweien Recessus errichtet / und von Ihre Hochfürstl. Durchl. gnädigst unterzeichnet seyn. So bezeugen wir Endes Unterschribene / als dazu per Mandatum cum libera, welches von Uns den. Jul. ad Protocolum des Kayserlichen Herrn Commissarii Excell. sub sigillo eingereicht ist / von Ritter- und Landschaft gungsam Bevollmächtigte / nicht allein Unsere unterthänigste Annehmung vorgedachter Recessen / und aller dorer Einhalts hie mit / sondern wir statten auch desfalls Ihre Kayserl. Maj. und Ihre Hochfürstl. Durchl. Unsere respectivē allerunterthänigste Danksagung hie mit ab / mit geziemender Ansuchung an des Kayserl.

Herrn Commissarii Excell., daß er ferner be- ANNO  
1701.  
mühet seyn wolle / die allergnädigste Kayserl. Confirmation über mehrerwehnte zivene Recessse mit dem forderfamsten auszuwirken / gleichwie Ihre Fürstl. Durchl. Unser gnädigster Landes-Fürst und Herr / solches eben wohl in denselben gnädigst bewilligt haben / und wir um des Kayserl. Herrn Commissarii Excell. mit geziemender gegenwärtigen und künftigen Dandnehmung jederzeit zu erkennen beflissen seyn werden.

Uhrkundlich ist dieserwegen von Uns dieses nicht allein sub sigillo der Ritter- und Landschaft / ostberührten Herrn Kayserl. Commissarii Excell. ausgestellt / sondern auch mit absonderlicher Unser Namens Unterschrift und abgedruckten / angebohrnen Pittschafft bestätiget / So geschehen Schwerin / den sechzehenden Tag Julii Anno Eintausend / siebenhundert und eins.

(L. S.) vom K. u. L.

August von Lutzow. (L. S.)

H. V. Molzahmen. (L. S.)

D. V. Plessen.

P. C. V. Bassewitz. (L. S.)

Jost Heinrich Behr. (L. S.)

Bülów. (L. S.)

Wegen Schwerinschen Amtes. (L. S.)

Joachim Friedrich Vieregge. (L. S.)

Wegen des Amtes Güstrow.

J. B. Bülow. (L. S.)

S. V. Bülow. (L. S.)

Raben G. B. Bülow. (L. S.)

Wegen des Amtes Buchow. (L. S.) (L. S.)

E. Molthe. (L. S.)

Wegen des Amtes Stadenhagen.

L. S. St. Lesten, (L. S.)

Ch. Molthe, (L. S.)

Wegen des Amtes Knoyen.

J. J. B. Sperling. (L. S.)

Bartold Heinrich Schackh. (L. S.)

Christian von Blüchern. (L. S.)

Diese wegen des Amtes Mecklenburg.

Adam Kemier Koppelow. (L. S.)

Joachim Hartwig von Ditten ic. (L. S.)

Wegen des Amtes Grabow.

Gustav Pritzbuhr, (L. S.) (L. S.)

Wegen des Amtes Wendenhagen und Lübbz

L. S. B. Meerheim. (L. S.)

B. Barner. (L. S.)

Wegen des Amtes Schwan.

M. F.

ANNO  
1701.

M. F. Berner, (L. S.)

Ispersing. (L. S.)

Wegen des Amtes Crimwiz.

J. V. Hilow, (L. S.)

Aus dem Amte Sternberg.

E. V. Knefbeck, (L. S.)

Wegen Boitzenburg.

H. von Restorff.

G. Du Pais. (L. S.)

J. D. Preens. (L. S.)

Wegen des Amtes Räditz.

S. S. V. Halberstadt. (L. S.)

Nicolaus Schmidt, (L. S.)

Wegen der Stadt Parchim und nomine der  
gesamten Städte Schwerinschen Antheils.

J. Vick, (L. S.)

Nomine der Städte Güstrow, und sammtl.  
Städte Güstrowschen Antheils.

C. H. Poggenberg. (L. S.)

Wegen der Stadt Schwerin.

Und Uns nun so wohl obgedachten Herzog Friedrich Wilhelms zu Mecklenburg Liebden als auch ermelde Ritter- und Landschaft/ diesen unter Jhnen Autoritate Commissionis nostrae Caesarea getroffenen Vergleich notificiret/ und beiderseits respectiv selbst/ und durch ihren ad Acta legitimirten Procuratorem, um Ertheilung Unserer gnädigsten Kayserlichen Confirmation angeruffen und gebeten; Als haben wir angesehen/ nicht nur solch allerseits in Streit begeiffenen gewesenen Theilen unterthänigstes/ an sich selbst höchstbillliches Gesuch/ sondern auch daß hiedurch dieselbe vermähleinst in Ruh und Fried gesetzt/ und denen bey Continuation dieses Processus zu allerseits interessirten Theilen unwiederbringlichen Schaden/ zu befahren habenden vielfältigen gefährlichen Weiterungen gänglich abgeholfen werde/ und daher mit gutem Rath/ rechtem Wissen/ und wohlbedächtiger Überlegung aller dieser Sachen halber/ Uns von Unserer Kayserlichen Commission eingeschickten Relationen und geführten Protocolli so wol/ als auch von denen verglichenen Theilen/ und sonderlich von einigen gegen diesen Vergleich sich angegebenen Adlichen Mit-Gliedern eingelangten Nothdurfft/ obinscribten Vergleich/ in allen seinen Puncten/ Clausulen/ Innhalt/ Mein- und Begreifungen/ des ersterwehnter massen von einigen Adlichen dagegen beschehen unbefugten Einwendens ungehindert/ gnädigst confirmirt/ befähigt/ und all dasjenige/ was in Krafft obtragenden allerhöchsten Kayserlichen Amtes dabey zu prästiren seyn kan oder mag/ prästiren haben wollen. Jhn das/ confirmiren und bestätigen denselben hiemit von Römischer Kayserlicher Mache/ Vollkommenheit wissenschaftlich in Krafft dieses Briefes/ und meinen/ sehen und wollen/ daß obinscribter Vergleich alles seines Innhalt/ gültig und kräftig seyn/ stet/ fest/ und unverbrüchlich gehalten und vollzogen/ und darwider in keinem Punct ichtwas vorgenommen/ sondern denselben von allerseits interessirten Theilen insgesamt/ und einem

jeden insonderheit völlig nachgesehen und erfüllt werden soll. Und gebieten darauff allen und jeden Churfürsten/ Fürsten/ geistlichen und weltlichen/ Prälaten/ Grafen/ Freyen/ Herren/ Ritters/ Knechten/ Land-Boigern/ Hauptleuten/ Bigdomben/ Boigern/ Pflegern/ Berwessern/ Amtleuten/ Land-Richtern/ Schultheissen/ Bürgermeistern/ Richtern/ Rätchen/ Burgern/ Gemeinden/ und sonst allen andern Unsern und des Reichs Unterthanen und Getreuen/ in was Würden/ Stand oder Wesen die seynd/ ernstlich und festiglich mit diesem Brief/ und wollen/ daß Sie die sämtlich verglichene Theile/ wieder obinscribten Vergleich und Recels und diese Unsere darüber cum plenissima causae cognitione ertheilte Confirmation und Befräftigung nicht irren oder hindern/ sondern sie deren/ wie obsteht/ ruhiglich und unpertorbt freuen/gebrauchen/ augen und genieffen lassen/ insonderheit aber Wir seiner des Herzog Friedrich Wilhelms zu Mecklenburg Lieb/ wie auch Ritter- und Landschaft des Herzogthums Mecklenburg/ Schwerin und Güstrowschen Antheils insgesamt/ und einem jeden derselben/ insonderheit deren Erben und Nachkommen/ daß Sie auch Ihres Orts obstehenden Vergleich in allen Puncten/ Articulen/ Clausulen/ Innhalt/ Mein- und Begreifungen/ gestracks nachkommen/ und geleben/ darwider nichts thun/ handeln oder sich nehmen/ noch das jemand andern zu thun gestatten/ in keinerlei Weiß noch Weg/ als lieb einem jeden sey/ Unserer Kayserliche Ungnad und Straff und dargu eine Pönn/ nehmlich funffzig Mark löbigen Goldes zu vermeiden/ die ein jeder/ so oft er freventlich hiewider thäte/ Uns halb in Unsere Kayserliche Kammer/ und die andere Helffte denen interessirten Theilen/ oder welcher von Jhnen hiedurch beleidigt wäre/ und nachlässig zu bezahlen verfallen seyn solle. Mit Urkund dieses Briefes besiegelt/ mit Unserm Kayserlichen anhangenden Inseigel/ der geben ist zu Lauenburg/ den anderten Monats-Tag Junii/ nach Christi Unsers lieben Herrn und Seligmachers gnadenreichen Geburth/ im Ein tausend sieben hundert und anderten/ Unserer Reiche des Römischen im vier und vierzigsten/ des Hungarischen im Sieben und vierzigsten/ und des Böhmischen im vierzigsten Jahr.

Leopold.

L. S.

Vr. Dominicus Andreas, Graf von Kaunig.

Ad Mandatum Sac. Caesar. Majest.  
proprium. C. F. Eusebrich.

X.

Herrn Herzogs Friedrich Wilhelms von Mecklenburg-Schwerin Resolution der Ritter- und Landschaft ertheilt/ Wodurch Er die von seinen Vorfahren Herzog Christian Ludwig in Schwerin/ und Herzog Gustav Adolph zu Güstrow ertheilte und extradirte Resolutiones auf gewisse Art und Maass confirmirt/ und in eben der Maass den vbligen effect von Landes-Fürstlichen Constitutionibus denselben beyleget/ und gerne zu zu lassen verspricht/ daß in causa Contraventionis Mandata poenalia sine Clausula wider ihn erstattet/ und da er die partition nicht leyten würde/ ad Mandatum Caesarem

ANNO  
1701.

16. Juill.



ANNO  
1701.

fareum der Creyß / oder wer von Reichs-  
Ständen hier zu beliebet würde / die gemelte  
Ritter- und Landschafft bey denen Resolutionen  
handhaben solle. Schwerin den 16. July 1701.  
[LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part.  
Special. Contin. II. Abtheil. IV. Abßag. VI.  
pag. 630. d où l'on a tiré cette Pièce, qui  
se trouve aussi dans THUCELIUS Adæ  
Publica S. Rom. Imp. Part. II. pag. 273.]

C'est-à-dire,

*Resolution de FREDERIC GUILLAUME  
Duc de Mecklenbourg Swerin en faveur de sa  
Noblesse & du Pais, par laquelle il confirme  
toutes les Resolutions accordées par ses Predeces-  
seurs CHRISTIAN LOUIS Duc de Swerin,  
& GUSTAVE ADOLPHE Duc de Gustrawen,  
voulant qu'elles aient la même force, & le même  
effet que les Constitutions Ducales & Territoria-  
les; & consentant qu'en cas de Contreven-  
tion de sa part, on puisse obtenir contre lui des Man-  
dements pernaux sine Clausula; & que s'il manque  
d'y obéir, quelqu'un des Etats du Cercle soit choisi  
par Commandement de l'Empereur pour les execu-  
ter, & pour maintenir sa dite Noblesse & le Pais  
dans la pleine jouissance desdites Resolutions. A  
Swerin le 16. Juillet 1701.*

**VON** Gottes Gnaden / wir Friedrich Wilhelm  
Herzog zu Mecklenburg / Fürst zu Wendin /  
Schwerin und Rügenburg / auch Graf zu Schwerin /  
der Lande Rostock und Stargard Herz. Vrkun-  
den und befehlen hiemit / Demnach bey jero vor-  
seynender Käyserl. Commission Unsere getreue Rit-  
ter- und Landschafft beyder Herzogthümer Mecklen-  
burg unterthänigst zu erkennen gegeben / wie daß  
die in Anno 1684. und 1685. bey damahls vor-  
gewesener Käyserl. Commission und darauff wei-  
ter in Anno 1686. erfolgten weiteren Handlung /  
von Unseren Vorfahren / Herrn Herzog Christian  
Ludwigs / und Herrn Herzog Gustav Adolphi /  
Eddn. Eddn. nummero Hochsehl. Andenkens / gnä-  
digst respectiv ertheilt- und extradirte Reso-  
lutiones nicht publici juris geworden / auch daher  
dieselbe bey Unserer Regierungen / Land- und Hof-  
Gerichten und andern Gerichten / in judicando  
und sonst nicht observirt werden können / mit  
dem gehorsamsten Ersuchen / Wir solche Reso-  
lutiones nicht allein gnädigst zu confirmiren / be-  
sondern auch den volligen Effect von Fürst Lan-  
des-Constitationibus denselben beizulegen / und  
darnach in Unsern Gerichten sententzioniren und  
sprechen zu lassen / in Gnaden geruhen möchten /  
Und dann solchem Unser getreuen Ritter- und Land-  
schafft unterthänigstem Gesuche / Wir in Gnaden  
dergestalt deferirt / daß / nachdem dieselbe bey  
nummero consolidirten Schwerin- und Güstrow-  
schen Herzogthümern Uns vortier zu ferer Wahl  
gelassen / von denen so genannten Schwerin- und  
Güstrowischen communibus Resolutionibus zu  
nehmen / welche Uns gnädigst beliebig / Wir darauf  
auf Maaß und Weise / wie das nachfolgende dar-  
legt / die Güstrowische / da aber von seihen keine / ob-  
cessans gravamen Gultroviensie vorhanden / die  
Schwerinische Resolutiones an dero statt solcher  
gestalt erwöhlet haben / daß nichts desto minder bey  
denen Schwerinischen und Güstrowischen so ge-  
nannten Specialibus & Specialissimis Resolu-  
tionibus von Adel und Städten es / wie gleicher  
gestalt nachsteht / sein Verbleiben haben solle / Je-  
dennoch / daß / so weit die bey gegenwärtiger Käys.  
Commission gnädigst abgegebene Resolutiones  
ad additamenta, welche hiebey angefügert seyn / in

ein und andern von denen vorangeführten abstim-  
mig seyn möchten / diese Legtere denen Ersteren dero-  
giren / und darauff / der vorergehenden andern Re-  
solutiones ungeachtet / in judicando und sonst  
reflectirt werden solle.

Was die so genannte wenige Excepta Gultro-  
viensia belanget / weiln man darunter sich nicht hat  
vergleichen können / sind dieselbe zu Ihro Kayserl.  
Majest. allerhöchsten Decision ausgefegert / indes-  
sen zur Nachricht gleichfalls hiebey / und zwar vor  
denen bey gegenwärtiger-Commission übergebenen  
Additamentis annectirt / daß solchem nach alles  
in nachfolgender Ordnung / also / daß das Grava-  
men an der einen / und die Resolution an der  
andern Seiten gegen über gesetzet worden.

Zu dessen mehrern gnädigsten Versicherung Wir  
allen und jeden Exceptionibus, sie indgen Ma-  
ßen haben wie sie wollen / hiemit kräftigst ensa-  
gen / in specie der Exceptioni Læisionis, rei  
non transigibilis, rebus in eodem statu per-  
manentibus, novæ Constitutionis ex causa  
der Guarnisons-Kosten / Persuasionis, rei non  
sic sed aliter gestæ, restitutionis in integrum,  
und der gemeinen Rechts-Regul. Generalem re-  
nunciationem non valere, nisi specialis præ-  
cesserit, in Krafft und Macht dieses / jero und  
fürhin / ein für allemahl / in das gesamt und be-  
sonders / Uns gänglichen begeben haben wollen / und  
wissentlich und wohl bedacht hiemit begeben / also /  
daß hiewieder keinem Theil was zustatten kommen /  
sondern / da wir dagegen was vornehmen würden /  
derley Actus contraventionis eo ipso Krafft-  
los / todt / ab / und nichtig seyn sollen. Und hier-  
auff vor Uns / Unsere Erben und nachkommende  
regierende Herzogen zu Mecklenburg / bey Fürstli-  
chen Ehren / Wärdn / wahren Worten / und Glauben  
/ diese Resolutiones stet / fest / unabdrücklich  
und aufrichtig zu halten / und noch durch Unsere  
Räthe und Bediente / noch jemand anders dage-  
gen zu handeln / oder was vorzunehmen / in keinerlei  
Wege / Weise und Zeit zugestatten / so wohl ver-  
sprechen / als auch gerne geschehen lassen / daß in  
omni Casu contraventionis, hæc edicta &  
probatæ so gleich Mandata poenalia sine clau-  
sula ertant und ergehen / nicht weniger / da diesel-  
be ungeachtet / Wir die Partition nicht leisten wür-  
den / ad Mandatum Cæsareum der Creyß / oder  
wer von denen Reichs-Ständen hierzu allergnädigst  
möchte beliebet werden / Unsere Ehrbare Ritter-  
und Landschafft bey denen Resolutionibus hand-  
haben solle.

Zu mehrer Versicherung dessen allen Ihro Kay-  
s. Majestät / Unser allergnädigster Herr / diese Re-  
solutiones nach eigenen allergnädigsten Gefallen /  
befinden und Willen auf das kräftigste und verbind-  
lichste confirmiren mögen. Alles treulich und  
ohne Gefährde; Zu diesem Ende und fester Fest-  
haltung dessen allen / haben Wir diese Resolutio-  
nes vor Uns / Unsere Erben und Nachkommen /  
auch Tutorio nomine vor Unserer Herren Ge-  
brüdere Eddn Eddn mit eigener Hand unterschrie-  
ben / und mit Unserm Fürstlichen Innsiegel fer-  
tigen und bekräftigen lassen. So geschehen in  
Unserer Residentz und Residenz Schwerin den  
sechzehenden Monats-Tag Julii des Eintausend  
Siebenhundert und Ersten Jahres.

Friedrich Wilhelm.



Eccle.

ANNO  
1701.

ANNO  
1701.

Ecclesiastica Gravamina.

1. Membrum 1. § 1. Reversal. Ist einer Ehrbaren Ritter- und Landschaft versprochen / daß Sie ohne einige Aenderung in Doctrinalibus & Ceremonialibus geruhiglich gelassen / und (2.) das Consistorium neben dem Jure Episcopali gemein bleiben / und dasselbe die Inspection haben / inquiriren / die dahin gehörige Sachen cognosciren / und darinn sprechen soll.

Membr. 2. Wogegen im Lande geklaget wird / daß zu merklicher Gefahr der Kirchen-Sachen / theils Consistorial-Sachen nach Hofe gezogen / particular Synodi gehalten /

Membrum 3. Einseitige Verordnungen gemacht / und per subsequencia Mandata Einseitig haben wollen introduciret werden / und zwar

Membr. 4. Inter alia die Kirchen-Gelder in sciis, & invitis dotantibus Patronis, als dorec Ecclesiarum. 1. Zur Superintendenten-Rut-schen / 2. Erbauung anderer Kirchen und Priester-Häuser. 3. Bezahlung der Superintendenten bey den Synodis. 4. Ausgabe an die Superintendenten bey denen Priester-Präsentationen / und andern dergleichen verwendet / Executiones desfalls ertheilet / und so wohl in diesem / als in demne / daß zu Belegung der Kirchen-Gelder und Aufnahmen der Kirchen-Rechnung dem Patrono, ohne Vorbehalt und Beyseyn des Superintendenten, dem Herkommen nach / zu verfahren wil verborhen werden.

Membr. 5. Bey solchen Rechnungen so gar dem Superintendenten und Visitationis-Notario jedem 1. Reichthaler gereicht werden soll / wodurch dem Patrono höchlich präjudiciret / und demselben als wieder das Herkommen / Policy-Ordnung / und Fürstl. Versprechen in der Kirchen-Ordnung / da niemand an seinem Jure Patronatus Eintrag geschehen soll / diese von dem löbl. Vorfahren hergebrachte / und bis diese Zeit geruhiglich gehabte Jura genommen / und das Land besorgen müssen / daß bey denen Religions-ändersahmen läufften männiglich in die äufferste Seelen-Gefahr gesetzt / und verwüstete Kirchen erfolgen werden / um so viel mehr / da

Membr. 6. Patroni nicht liberam praesentationem der Prediger / wie vor Alters behalten / dessen Effect zum theil die Chur-March Brandenburg zeigen kan / wofür man aber / wenn die so sorgfältig von denen Antecessoribus eingerichtete Functiones der Patronorum (von denen Sie ja ohne dem zu aller Zeit auff gnädigstes erfordern des Episcopi, Rede und Antwort zu geben schuldig seyn) mit Beystande eines wohlbesetzten Consistorii allenfalls der gnädigsten Landes-Herzschafft Assistenz versichert seyn kan:

2. Daß

Resolutiones.

ANNO  
1701.

Ad Grav. I. Membr. 1. Daß in Ecclesiasticis in beyden Herzogthümern Mecklenburg / nach Inhalt der Kirchen- und Consistorial-Ordnung eine Conformität beygehalten / und solchem nach auch in specie die General-Fast-Buß- und Beth-Tage / aller Orten gantz und zu gleicher Zeit gefeyret werden sollen.

Ad Membr. 2. Daß / wie das Consistorium nebst dem Jure Episcopali vermöge Affec-tations-Revers de Anno 1621. §. 3. nch wie vor gemein bleibet / also auch die ans Consistorium vermög der Consistorial-Ordnung und Reversalen, auch sonst de Jure gehörige Sachen nicht sollen einseitig an die Fürstl. Höfe gezogen / sondern bey dem Consistorio, als einem geistlichen Gerichte zu rechtlicher Cognation und Decision unbehindert gelassen werden.

Ad Membr. 3. Daß auch bey Einseitigen Synodis nichts erdret / weniger concludiret werden möge / was Inhalts der Kirchen-Ordnung / oder sonst de Jure dahin nicht gehöret / die Relationes so viel der Prediger und Zuhörer Leben und Wandel betrifft / und die Reversalen, und Superintendenten-Ordnung etwas mehr erfordert / dem Consistorio eingeschicket werden sollen.

Ad Membr. 4. Wollen Ihre Hoch-Fürstl. Durchl. dahin sehen / daß die Kirchen-Gelder conserviret werden / und lassen es bey dem Inhalt der Superintendenten-Ordnung §. 7mo verl. So sollen ingleichen die Oeconomi &c. allerdings bewenden.

Ad 5. Membr. Es lassen auch Ihre Durchl. geschehen / daß die Patroni der Kirchen / sambt dem Pastore von denen Kirchen-Vorstehern laut der Policy-Ordnung jährlich Rechnung fordern und nehmen mögen / jedoch ohne Nachtheil oder Abbruch weiterer Untersuchung / und gehöriger Revision der Superintendenten.

Ad 6. Membr. Ferner auch die Patroni bey ihrem Jure Patronatus, in specie bey Nomination, wie auch Präsentation gewisser subiectorum zum Predig-Amte / nach Inhalt der Superintendenten- und Kirchen-Ordnung / alten Christlichen Herkommen und Gewohnheit gemäß / zu sambt dem Jure vocandi geschäget werden sollen. Wie dann 3. Fürstl. Durchlauchtigkeit wegen der Rülster-Wahl es auch bey obgerogter Superintendenten Ordnung bewenden lassen / und daß / wenn desfalls zwischen denen Patronen und Predigern einige Streitigkeiten entstehen / welcher der Superintendentens in Güte nicht heben könnte / dieselbe bey dem Consistorio ausgemacht werden mögen; Jedoch wollen Ihre Durchl. Ihrem Juri Episcopali nichts abgebrochen / wider präjudiciret / sondern dasselbe expresse reserviret und vorbehalten haben.



ANNO  
1701.

2. Daß das Consistorium so lange Jahre nicht vollkommen / absonderlich mit JCris beſetzt / wodurch viele vorkommende geistliche ans Consistorium gehörige Sachen weitläufig gemacht / und ihrer Wichtigkeit nach / nicht befördert werden können.

3. Daß der Appellation vom Consistorio ans Hoff-Consistorio per specialia Rescripta ihr freyer Lauff gehindert wird.

4. Daß nach Maßgebung der Fürstlichen Erbverträge und Reveralen keine gemeine einmältige Visitation von beeden hohen Fürstlichen Häusern angeordnet / weniger dieselbe nach gnädigstem Versprechen §. 11. Reveralen ans Consistorium eingeschickt / und dadurch einmältige Verordnungen in Behrdrung beider Theile / der Lehrer und Zuhörer / auch sonst in Ceremonialibus gemacht / sondern bey den Special Visitationibus mehrentheils auff einseitigen Bericht der Prediger mit einer grossen Ungleichheit sonderliche Verordnungen inaudita utraque parte gemacht / den Pastoren zu allerhand Excessen, auch denen andern Religionen diese unsere Religion zu verlästern Anlaß giebet.

5. So findet sich in denen meisten Städten / daß die Oeconomeyen die größten Theile der Städte Acker an sich gebracht / und dieselbe dem gemeinen Oneri entziehen / sich auch den gewöhnlichen Schoß von sothanen Aekern / als ein Onus fundo inharens, abzustatten verweigern / wodurch das Publicum defraudiret / und die Städte nimmer wieder angebaut werden können / sondern da Sie sothane Acker wieder bauen müssen / bey ruinirtem Zustande in weitere Schuld gerathen / und endlich gar verwüestet / also bey hiesfallenden Unglücks-Fällen ihren Kirchen und Prediger-Häusern in Erbauung hinwieder zu Hülffe zu seyn incapabel gemacht werden.

6. Wenn die Patroni bey nöthigem Kirchen-Bau wollen angehalten werden / zuobstert Relation abzustatten / wodurch der Bau mercklich verhindert / und

7. Wenn die Anstehende bey der Catechismus-Lehre von denen Pastoren mit Geld-Buß belegt / und solche der Direction des Predigers gelassen werden wollen / da doch die Geld-Straffen ad brachium seculare gehören.

8. Wenn bey Ausleihung der Kirchen-Gelder der Superintendens mit interessiren will / so doch dem Herkommen nach den Vorstehern gehöhret / mit Zuziehung des Pastoris.

9. Wenn wegen der verwüesteten Hufen Wärsel / Eyer / Opffer-Geld zc. von den Pastoren und Küstern gefodert / und solche Praestationes den übrigen Miteingepfarrten aufgebürdet werden wollen / welches sehr beschwerlich / und zu remediren gebeten wird.

## Gravamina Politica.

1. Daß die versprochene und so vielfältig sollicitirte Lehn- und Land-Rechte / nachdem Sie so mühsam ausgearbeitet / und das erste der gnädigsten Herrschafft Censuraz übergeben / nicht zur Publication wollen geben / und dadurch vielen Processibus und Ankosten vorbeugen werden.

2. Daß

Ad Grav. 2. Werden Ihre Fürstl. Durchl. ANNO nicht ermangeln / die vacirende Theologische und Juristen-Stellen im Consistorio mit tüchtigen 1701. Subjectis soderamst zu besetzen.

Ad Grav. 3. Auch den Appellationibus vom Consistorio, an das Land- und Hoff-Gerichte ihren rechtlichen Lauff Innhalts der Reveralen gnädigst gönnen / und

Ad Grav. 4. Wenn Ihre Durchl. befinden / daß eine General-Visitation nothig sey / wollen Sie sich darüber mit dem Fürstl. Schwerinischen Hause vereinbaren / und können ihres Orths wohl mit geschehen lassen / daß innerhalb Jahres-Frist damit der Anfang gemacht werde / wollen auch im übrigen gehörige Vorsehung thun / daß so wohl bey General- als Special-Visitationibus niemand wider Recht / und wohlgegründetes Herkommen graviret / noch unerhöret wozu verurtheilt werde / und dafern dergleichen bißhero geschehen / solches gnädigst ändern / und wieder aufheben.

Ad 5. Grav. Es werden auch Ihre Durchl. denen Oeconomeyen und andern geistlichen Stiftungen / wegen an sich gebrachter Städte Acker oder Häuser / den Schoß nach Proportion, und andere Onera Regalia hinlänglich abzuschützen / nach Recht und Billigkeit auferlegen / und wegen des Praerogati gerichtliche Handlung beyden Theilen verstaten / gleicher maßen auch wegen der Daur-Acker und Häuser / da Onera Realia darauf haften solten / es also halten lassen.

Ad Grav. 6. Ihr Durchl. verstaten gnädigst / daß zu Besparung der Ankosten die Patroni jedes Orths mit Zuziehung Pastoren und Kirchen-Juraten, auch Zimmer- und Mauer-Leute / die baufällige Kirchen und geistliche Gebäude besichtigen / und so weit es nöthig befunden wird / bessern lassen mögen.

Ad Grav. 7. Die Bestrafung derjenigen / welche bey der Catechismus-Lehre ausbleiben / kan zwar per modum implorationis brachii secularis der weltlichen Obrigkeit jedes Orths verstatet werden / die daher fließende Geld-Strafe aber ist dem Pastori zur Berechnung / und Anwendung ad pias causas zuzustellen / und muß

Ad Grav. 8. Die Anstehung der Kirchen-Gelder von dem Pastore und Vorstehern / mit vorwissen und Einwilligung des Superintendenten, und der Patronen geschehen / diese auch selbst ohne Consens der Superintendenten solche nicht auf Zins nehmen.

Ad Grav. 9. Endlich sind wegen der wüsten Hufen keine Wärsel / Eyer oder Opffer-Geld zu fordern / jedoch ist das Mißthorn davon zu entrichten / und werden dahin vorige Constitutiones hie-mit declarirt.

## Resoluciones.

Ad Gravamen 1. Ihre Durchl. werden nicht ermangeln / das exhibirte Concept eines Lehns-Rechts / mit denen dabey von Ritter- und Landschafft angemerkten unvorzeifflichen notis zu revidiren / und innerhalb den nächsten zweyen Jahren zur Publication zu befördern / auch innerhalb

sol.

ANNO  
1701.

2. Daß die Land-Räthe-Stellen nicht wieder er-  
setzt / und deren gutes Einrathen dem Lande in so  
weit entzogen worden / zumahlen bey Unserer Vor-  
fahren / auch noch Unseren Zeiten bey jedem Für-  
stenthum zugleich Here gewesen.

3. Daß die ausgestorbene Lehne zum Theil nicht  
wieder conferiret :

4. Die Fürstliche Domainen (wovon Mirow  
und Grabow Exempel nehmen) ab Oncribus  
publicis, in specie die neue Meyereyen / welche  
von Adlichen Gütern gemacht / eximiret wer-  
den / cum tamen res transeat cum onere.

5. Einseitige Mäng-Schäffer-Gesinde- und  
andere Ordnungen / (auch obgleich dabey Ritter-  
und Landschafft Schaden oder Vortheil zu empfin-  
den hat) dennoch ohne deren Zuziehung wieder der  
Vorfahren Gebrauch publiciret.

6. Gemeinschafts-Dehuter einseitig oncriret /  
absonderlich Klostcker Dörffer / die sonst ihr Con-  
tingent bey Collectis immediatè in den Kassen  
gebracht / eine Zeit hero an die Nembrer gezogen  
worden.

7. Die Städte mit Einspennigern besetzt.

8. Die gedachten Städte / wenn gleich keine  
Contributions im Lande gehen / dennoch mit  
Tom. VIII. PART. I. der

folgenden andern zweyen Jahren ein teutsches  
Land-Richt nach Inhalt der Reverfalen, wie  
sie schon längst gnädigst intentionirt gewesen /  
verfertigen zu lassen / und beydes ante publica-  
tionem einigen Deputirten von Ritter- und Land-  
schafft communiciren / jedoch Ihre Durchlaucht.  
an dero hohen Sure statuerend unpräjudicialisch.

Ad 2. Wollen Ihre Fürstliche Durchl. die  
Stellen der Land-Räthe / so oft dieselbe vaciren /  
gnädigst wieder besetzen.

Ad 3. Die wieder-Conferirung der erlöschten  
Lehn betreffend / welche sonst nach bekandten Le-  
hen-Rechten Ihre Durchl. als Domino Feudi  
wieder anheim fallen / da zweifeln Ihre Durch-  
lauchtigkeit nicht / daß dero Hochbittliche Vorfah-  
ren / und Ihre Durchlauchtigkeit selbst sich also  
bezeuget / daß die von dero getreuen Ritterschafft  
sich dessen werden dankeschuldig zu erinnern haben /  
wollen auch hinführo sich also gegen dieselbe bezi-  
gen / daß die Meriten getreuer Landes-Patrioten  
untergessen bleiben sollen / jedoch können Ihre Dur-  
chl. sich hierinn nicht verschreiben lassen.

Ad Grav. 4. Membr. 1. Wie infra ad Grav.  
2. & 3. ex Processibus.

Ad 2. Membr. Daß die restirende Collecten  
von Mirow / außer jedoch / was bey Anwesenheit  
der Fürstlichen Frau Wittwen aus gewissen Ab-  
sachen in Annis 1677. 78. & 79. remittiret und  
nachgelassen / die Eintheilung auch desfalls von  
denen Fürstl. Nembrern / wie auch Ritter- und  
Landschafft unter sich gemacht / und Grabow gleich  
andern executivè eingetrieben werden sollen.

Ad 3. Membr. Um daß die Aequabilität bey  
den Collecten / so Nempterweise aufgebracht wer-  
den / statt finde / wenn von Ritter- und Landschafft  
ein oder ander Pertinentien von dero Gütern an  
Ihre Fürstl. Durchl. und wiederum von Ihrer  
Durchl. Domainen etwas an Ritter- und Land-  
schafft transferiret / sollen solche Städte gegen  
einander quoad dictas Collectas compensiret /  
oder da kein æquivalent in einem und andern  
Umbt zu finden / demjenigen Theil / welchem solcher  
gestalt etwas abgangen / billige satisfaction wie-  
derfahren / und von dem abgegangenen pertinenti  
die gewöhnliche Onera præstiret werden / bis ein  
æquivalent erfolget / es wäre denn / daß man sich  
in den Nembrern schon verglichen hätte / oder auch  
negsthin mit Vorwissen der Fürstlichen Cammer  
anders vergleichen könnte.

Ad 5. Wegen der Mäng-Schäffer-Gesinde-  
und anderer Ordnung inhäeriren Ihre Hoch-Fürstl.  
Durchlaucht. ihren Regalibus und Juri consti-  
tuendi, lassen es aber doch wegen der Mäng-Or-  
nung bey den Reverfalen, und wollen wegen  
der Schäffer-Gesinde und anderer dergleichen Lan-  
des-Ordnungen ante publicationem die Land-  
Räthe vernehmen.

Ad 6. Wollen Ihre Durchl. geschehen lassen /  
daß die Collecten von dero Ambts-Untertanen /  
wie auch aus denen also genandten Klostckschen  
Dörffern immediatè in den gemeinen Kassen würd-  
lich geliefert werden / jedoch / daß Ihr auch daraus  
ohne Verzug die Nothdurft abgeselet werde. Bey  
militarischen Einquartierungen aber lassen Ihre  
Durchlaucht. es bey dem Herkommen / Krafft wel-  
ches die Klostckschen Dörffer zu denen Nembrern /  
worinn Sie belegen / gezogen werden müssen / aller-  
dings betenden.

Ad 7. Ist schon inter specialia Gravamina  
der Städte zulänglich relolviret.

Ad 8. Wegen der Accise sind Ihre Hoch-  
Fürstl. Durchlauchtigkeit gnädigst gemeinet / daß  
G 2 die

ANNO  
1701.



ANNO der Accise Erlegung beschweret werden.  
1701.

9. Wenn in der Dobbertinschen Jagt-Gerechtigkeit auff den Sand-Probstei-Kloster Dörffern das Kloster vom Amte Mirow turbiret / kein Forum im Lande will agnosciret / besonders solcher massen status in statu gemachet werden.

10. Wenn auch über vielfältiges sollicitiren die Execuciones wieder die alten Kasten-Restanten nicht nachdrücklich wollen versiehet werden.

11. Da auch bey frembder Bölder Durch-March der gnädigsten Herrschafft keine Caution de damno gestellet / noch den Gravirten nach den Reichs-Sagungen Zahlung geschiehet.

12. Keine Gleichheit bey den Kriegs-Oneribus an Contribution, Marchen und Einquartierung bey den eingeseßenen Einwohnern ohne Unterscheid gehalten / sondern oft denen Commissariis und sonst eine Exceptions-Verordnung gegeben wird / Krafft deren entweder Kempter oder sonst einige Minißtri besreyet seyn.

13. Durch welches Verfahren nicht auff die nächsten Wege die Marchen geführt / sondern diejenige / welche sonst conserviret beybleiben können / offters allein ruiniret / und dem Lande zum Beytrag ferner inutil gemachet werden.

14. Ist höchst beschwerlich / daß denen Schäffern / welche zum Adel ziehen / Zoll abgefordert / die aber in die Fürstliche Kempter ziehen / damit verschonet werden / weil dadurch die Schäffler schwierig gemachet / häufig davon gehen / und ihr Vieh in benachbarte Lande heimlich hinweg treiben.

15. Item, Daß die den Land-Begüterten competirende Jagt-Gerechtigkeit allzusehr beschweret werde durch die ergangene Interdicta und Verbotze / unter andern / indem 1. die Fürstlichen Jäger und Beamten das in der Policy-Ordnung enthaltene Verbotz / zu gewissen Zeiten das Wild zu fällen / gar nicht respectiren / und gleichwohl Einer Edlen Ritter- und Landschafft allein dieses Verbotz zu halten angemachet / und wieder dieselbe executive verfahren wird / 2. Daß besagtes Verbotz bey den Gerichten wieder die Regeln und Gebrauche der Jagt- und Oeconomy geudeutet und expliciret / als in der besten Zeit / wenn man diejenigen Thiere / welche nicht allezeit bey uns bleiben / verboten werden wollen / e. g. Die Auer- und Bergbahnen in der Volgzeit / die Cadren und Gänse um die Oster-Zeit / die Ringel-Tauben in der Fasten- und dergleichen / 3. Daß die dem Guts-Herrn zustehende / und in der Policy-Ordnung gelassene Freyheit zu Ehren- und Nothfällen / angesachtet der verbotenen Zeit ihr

die Städte damit unbillig nicht beschweret werden sollen / wollen auch in solcher Consideration keine in den Land-Kasten gehörige Accisen von Ihnen fordern / jedoch ist hiemit nicht gemeinet / weniger aufgehoben die Accise, welche à part die Städte ex pacto Ihre Durchlaucht geben.

Ad 9. Wegen Mirow hat es jezo eine andere Bewandniß / und wird es also / was wegen der Dobbertinschen Jagt-Gerechtigkeit prætendiret wird / juxta §. zum dritten 10. in dem Assurance-Revers de Anno 161. per litis pendentiam in foro competentis untersucht / und allda remediret werden können.

Ad 10. Wollen Ihre Durchlauchtigkeit die alten und neuen Restanten unterlängst und ohne Unterscheid eintreiben lassen / doch daß beym Land-Kasten die Billigkeit observiret / also daß niemand über Vermögen angestrenget und ruiniret werde.

Ad 11. Ratione der Durchzüge auch Lauff-Plätze / als des 11ten Gravaminis lassens Ihre Fürstliche Durchlaucht. bey dem Assurance-Revers de Anno 1621. §. 38. betwenden / in andern Fällen / jedoch / da vis major herrschet / wollen Ihre Durchlauchtigkeit sich eines solchen gewaltigen Verlauffs bey publicquen Reichs- und Creys-Diäten / auch sonst andern dienlichen Dingen Landes-väterlich annehmen / daß dem Lande des zugefügten Schadens halber Satisfaction geschehen / auch bessere Securität / denen Reichs-Sagungen / in specie der Executions-Ordnung gemäß / wiederfahren möge.

Ad 12. Es soll überall im ganzen Lande die Billigkeit observiret werden / daß keiner für dem andern mit Einquartierung / Contribution und Marchen beschweret / die Marchen den geradesten Weg dirigiret und geleitet / auff welchen Fall jedoch dem beschwerten Ort von denen übrigen verschonet billiger Beytrag geschehen / welcher gestalt aber / und wie der Abtrag zu machen / desfalls kan bey Ihrer Fürstlichen Durchlauchtigkeit Eine Edle Ritter- und Landschafft mit Ihrer unterthänigsten Erinnerung einkommen.

Ad 13. Beziehet sich auff vorige Resolution ad 12 num.

Ad 14. Gehet Ihre Durchlauchtigkeit gnädigste Resolution dahin / daß von den Schäffern / die im Lande bleiben / und von einem Ort zum andern bey Abwechselung der Schäffler / und nicht zum Verkauf getrieben werden / kein Zoll gefordert werden soll.

Ad 15. Bey dem 15. Gravamine, die Jagt zu verbotener Zeit belangend / inhaziren Ihre Durchlauchtigkeit bloß und lediglich dem Buchstab publicirter Policy-Ordnung de Anno 1572. vom 2. Julii, und bleibet das Verbotz des Termini à quo & ad quem von Fastnacht bis Jacobi / und weiter nicht / ausgefallet / jedoch lassen Ihre Hoch-Fürstliche Durchl. bis zuhero anderwärtigen Resolution gnädigst geschehen / daß das Feder-Wildpret / doch mit gebührender Moderation, unter solchem Verbotz nicht gemeinet seyn soll / ob auch zwar E. E. Ritter- und Landschafft hiebey unterthänigste Instanz gemachet / Ihre Hoch-Fürstliche Durchlauchtigkeit ihren Jägern und Forstmeistern / auch andern davon dependirenden Bedienten per Edicta injungiren wolten / sich des Schiessen und Jagens zu verbotener Zeit zu enthalten / so hat es zwar die Meinung keines Weges ex parte Ihrer Fürstlichen Durchlauchtigkeit / daß sothanen ihren Bedienten auff expressen Befehl nicht erlaubt seyn sollte /

ANNO  
1701.

ANNO  
1701.

Wird zu schieffen / beschränket werden will / indem sie angewiesen werden wollen / vorher per Supplicam Concessionem zu suchen dessen / welches Ihnen ohne dieselbe vergönnet ist / da der Abusus, wenn er sich ergiebet / ohne dem gestraffet und verhütet werden kan.

16. Daß von denen Adlichen und andern de Jure freyen Güthern Zoll gefodert wird.

17. Daß verschiedene Adliche Güther an die Aemter gezogen / und in oneribus publicis dem Lande entzogen werden.

18. Daß in denen Aemtern contra morosos unter der Ritterschafft und Städte / welche ihr Contingent zu den Unkosten der Deputirten nicht entrichten / die Execution verweigert wird.

19 Daß die Visitatores mit Leib- und Lebens-Gefahr ihr Amt wegen der an Seiten Schwestern / Fürstlichen Bauren verrichten / auch denenselben verboten wird / ohne Beyseyn der Beamten ihre Function zu verrichten / solchem nach denenselben Schutz gehalten werde.

Judicialia Gravamina.

1. Inbeme bey denen Cangeleyen den Appellationibus nicht also / wie vor Alters und verglichen / wil deferiret / noch die Appellantes ad praestationem solennium admittiret / hingegen im Hoff-Gerichte vor dem Beweis keine Proceffe erlanbt / auch unter andern die Causae multarum vor inappellabel gehalten werden.

2. Wenn diese Schwierigkeit überstiegen / findet sich eine anderwärtige in ipsa Executione derer im Hoff-Gerichte publicirter Urtheil / indem post instantiam restitutionis in integrum, welche nach der Hoff-Gerichts-Ordnung die letzte ist / und kein Remedium suspensivum weiter admittiret / neue Revisiones bey Hofe gesucht / die Executiones dagegen gehemmet / und lites immortales oder effectu carentes gemacht werden / zu Bedruck der Armen und der Justiz selbst.

3. Gra-

ANNO  
1701.

so viel des Bildprets bey der Hoffstatt nöthig / anzuschaffen / ausser solchen Fällen aber wollen Ihre Durchlauchtigkeit obbenenneten ihren Bedienten expresse und alles Ernstes bey Straffe hiemit anbefehlen / Ihre Fürstlichen Edicta gehorsamlich zu respectiren ; Im übrigen so wollen Ihre Fürstliche Durchlaucht. mit denen Beamten wie auch der Ritterschafft einerley modum tractandi halten / daß nicht weniger denen Beamten verboten seyn solle / ohne expresse Concession zu verböthlichen Zeiten kein Bildpreit zu schieffen und zu fällen.

Ad 16. Ihre Fürstliche Durchlauchtigkeit wollen die alten Zoll-Register nachsehen lassen / und von den Güthern / welche von Alters Zollfrey gewesen / keinen Zoll exigiren lassen / nach Inhalt des Assurances-Revers de Anno 1621. §. 15.

Ad 17. Lassens Ihre Durchl. bey der Resolution ad Grav. 4ti Membr. 3. gnädigt beywenden.

Ad 18. Ihre Durchlauchtigkeit wollen auff unterthänigstes Anhalten / contra morosos unter der Ritterschafft und Städte / welche ihr Contingent zu den Unkosten der Deputirten nicht entrichten (jedoch ausserhalb Land-Tagen und dergleichen / da ein jeder von der Ritterschafft in Person erscheinen muß / und keine Deputatio statt hat) die Execution ergehen lassen.

Ad 19. Ihre Durchl. wollen / wie bißhero ihres Orths auch geschehen / denen Visitatoren bey Ihren Verrichtungen gehörigen Schutz und Sicherheit verschaffen.

Resolutions.

Ad 1. Ihre Hoch-Fürstliche Durchlauchtig. erklären sich gnädigt dahin / daß Sie denen Appellationibus von der Cangelz ans Land- und Hoff-Gerichte / vernöge des Assurances-Revers de Anno 1621. §. 5to ihren rechtlichen Lauff gönnen / auch dem Judici adquem die cognition super relevantia gravaminum in puncto devolutionis überlassen / und die Acta, praetis prius solennibus, aus besagter ihrer Justiz-Cangelz ediren lassen / jedoch in Casum succumbentiae die Abhandlung reserviret / und vorbehalten haben wollen. Ob aber / wenn des Appellanten Anrug ex Actis prioribus erhellet / das Juramentum ad evitandum periculum perjuri auszusagen / solches wird billig dem Richterlichen Ermessen / pro circumstantiis caularum, weil auch des Gegentheils Interesse darunter mit verfür / heimgestellt / in Causis Fiscalibus five multarum aber lassen Ihre Durchlauchtigkeit den anmaßlichen gravirten Theil / an statt der Appellation, das beneficium Supplicationis zu / wollen auch auff dessen Begehren die Transmision der Acten an eine unpartheyliche Facultät zu Einholung eines Rechtlichen Responsi verstaten.

Ad 2. Gleichwie Ihre Durchlauchtigkeit Intention niemahln gewesen / dem Land- und Hoff-Gerichte in Administration der Justiz hinderlich zu seyn / als werden Sie auch / wenn künftigh bey derselben sich jemand über einem und andern von erwähnten Gericht gethanen Spruch beschwehren wird / von Richter und Assessoribus nur ihren Verichte cum rationibus decidendi erfordern / und nach Befindung darauf die Nothdurfft Ihnen rescribiren / jedoch fernere Untersuchung und Revision der Acten / da nöthig / bey anzustellender Visitation, nach Inhalt der Land- und Hoff-Ge-

G 3



ANNO

1701.

3. Graviret die Partes, daß indistincte wie der die Appellantes, wenn Sententia prior confirmiret / mit Execution und Fiscalischer Straff verfahren wird / insonderheit wenn expensæ in secunda Instantia compensiret / Sententia alda limitiret / und nicht pure oder gar nicht ad exequendum remittiret wird / dahero per declarationem Constitutionis diesem Gravamini Wandel zu gönnen.

4. Graviret das Land zum höchsten / daß die Vorbescheide promiscue bey nahinhabster Pœn angelegt / und in Entstehung der Comparitioa, nullis attentis Circumstantiis, darauff exequirt wird.

5. Ein hartes Landes-Gravamen ist / daß nach Vergönnung ungehinderter Appellation, viele Justitz-Cangelley von der Justitz-Cangelley (wohin Sie de Jure alle gehörig) an die Geheimbte / Raths-Rent- und Lehn-Cammer genommen werden / und dazu davon keine Appellation gestattet werden will.

6. Wenn auch die Cognitio super Gravaminibus bey judice à quo, sub prætextu cognitionis super admisione ad juramentum in denen Cangelleyen vorgenommen werden wil / und

7. Die Verhöhung der Gerichts-Sportulen über das was dieser wegen in der Hoff-Gerichts-Ordnung und Reverfalen verordnet / und versprochen worden / bey den Lehn- und Justitz-Cangelleyen verhöhet / so wird das Land auch durch jedes beschwehret / und die Processu schwer gemacht.

8. So seyn ferner die Articulierte Libelli, welche per Recessum Imperii novissimum de anno 1654. in Camera aufgehoben / im Hoff-Gerichte sehr beschwerlich.

9. Wie denn auch die Processus Appellationis zu des Landes Beschwerde sehr protrahiret werden / wenn das à practicis so hochrecommendirte beneficium, daß man Instrumentum Appellationis loco libelli repetiren / und similiter ad Acta priora submittiren möge / nicht admittiret werden will.

10. Höchst beschwerlich ist auch / wenn Documenta appellationis von Fürstl. Hn. Räten bey Land-Tagen nicht wollen angenommen werden / da juxta dispositionem Recessus Imperii de anno 1654. innerhalb 4. Wochen Appellatio intimiret werden muß / sub pœna dejectionis, auch wenn

11. Consense gesucht werden sollen von denen / die Jure Crediti Lehne besitzen / cum tamen Creditum sit allodiale quid.

12. Wenn die Muth-Zettel der Vorfahren zu produciren / und

13. Alte Possessores der Lehne nun allerezt titulum possessionis zu dociren / contra Reverfales, wollen angehalten werden.

14. Daß promiscue keine Supplicationes in theils Gerichten angenommen werden wollen / es sey dennal

Gerichts-Ordnung part. I. Tit. 1. §. gemelte ANNO 1701.

Untere Land-Richter / & leqq. vorbehalten.

Ad 3. Ihre Durchl. werden hiebey genädigst consideriren / ob die gesprochene Urtheil pro nova, wenigst in Expensis limitata, oder pro pure confirmata anzusehen / da auff letzten Fall allein Appellantes mit der Straffe billig / auff jedem Fall aber damit nicht zu belegen seyn.

Ad 4. Ihre Fürstliche Durchlauchtigkeit seyn Krafft dieses resolviret / verfügen auch hiemit sine ulteriore jussione so wohl an das Cangelley-als Land- und Hoff-Gericht / in denen Citationibus zur mündlichen Berhör circumspecte zu verfahren / und in denen Justitz-Sachen allein / worinnen die Comminationes pœnae de Jure statt finden / sich derselben / sonst aber nicht / zu gebrauchen / wie dann keine Vorbescheide ohne Apparence eines sonderbahren Nutzens für die Partheyen anzusehen.

Ad 5. Sollen die Sachen / welche contentioſe Jurisdictionis sind / und worinn die Partheyen wegen ihres privat-Interesse mit einander zu streiten haben / bey der Justitz-Cangelley gelassen / und dafern etliche derselben bey dem Geheimbden Lehn- oder Cammer-Collegio anhängig seyn / van dannen dahin verwiesen werden.

Ad 6. Ist schon oben sub Imo gravamine begriſſen.

Ad 7. Seind Ihre Fürstl. Durchl. Ihres Orts geneigt eine neue billige Taxt-Ordnung so wohl in dem gemeinen Land- und Hoff-Gerichte als in der Justitz-Cangelley noch innerhalb Jahres-frist fertig zu lassen / und vor deren Publication R. und L. mit ihren unvorgreiflichen Monitis darüber zu vernehmen.

Ad 8. & 9. Hierüber wollen Ihre Hochfürstl. Durchl. talvis articulibus probatorialibus bey dem Land- und Hoff-Gerichte eine solche Verordnung machen lassen / die sich mit dem letzten Reichs-Abchiede de anno 1654. vergleiche.

Ad 10. Die Documenta Appellationis gehören nicht auff die Land-Tagen / darzu die Fürstl. Räte restrictim committiret / Zu Hofe aber sollen dieselben bey gegenseitiger Infination, der Billigkeit nach angenommen werden.

Ad 11. Consense müssen billig gesucht werden / und ist solch Lehn-Rechts- und Herkommens / Im übrigen wie infra inter addit. grav. Class. 6. ad 13. Grav.

Ad 12. Ihre Fürstl. Durchl. haben an Dero Lehn-Räte Befehl ergehen lassen / wegen der Muth-Zettel und deren Producirung nichts / als was den Rechten gemäß / zu verordnen / und in specie, daß Sie bey Suchung neuer Muth-Zettel den vorhergehenden Legten in Consideration nehmen sollen.

Ad 13. Ihre Fürstl. Durchl. lassen es distals bey dem Buchstäblichen Inhalt §. 19. des Affecurations Revers de Anno 1621.

Ad 14. Sey bey allen wolbestaltten Gerichten gebräuchlich / und dienet die Advocatos zu hinter-

ANNO 1701. denn/ daß Sie von einem Advocato unterschrieben seyn.

ANNO 1701. treiben / daß Sie die öfters eingeschobene anhängliche Schrifften zurück lassen / und also wie nomine recto zugeschehen pfleget / keine personalia tractiret / unterdessen sollen die extra judicial Suppliquen / wenn der Principalis Sie eigenhändig unterschreibet / und dieselbige gehöriger maßen sonst eingerichtet sind / angenommen werden.

## Gravamina ex Processibus.

1. Daß dem Aufschuß und dem Eingefessenen in Aemtern potestas conveniendi verboten / und Sie des fals mit harten Mandatis beschweret / auch deren Supplicationes und Schreiben verworffen.

2. Daß auff Land-Tagen schriftliche Handlungen nicht völlig zugelassen / und schriftlich nicht allemahl / wenn es nöthig / geantwortet werden wollen.

3. Daß die Gravamina, so altioris indagationis etwa gehalten werden möchten / nach Maassgebung der Reversalen vor einen nieder gesetzten Gericht annoch nicht abgethan / noch dazu resolviret.

Additamenta Gravaminum.  
Class. 1.

1. Wenn bey denen Land- und Deputation-Tagen Serenissimi von denen Reichs- und Cräyß-Conclusis keine vollständige Abschrifte / sondern / wenn desfalls Steuern erfordert werden / nur bloße Extracte / und solche nicht einmahl vollständig ertheilen. Non obstant, daß die Reichs-Abschiede wollen / daß den Land-Ständen eigentliche und vollständige Abschrifte ertheilet werden soll / wie sie steuern sollen.

2. Wenn Serenissimi difficultiren / die Land-Räthe und Land-Marschälle zu defrayren / non obstant, daß es anders hergebracht / und die Herrschafft versprochen / es bey dem Herkommen zu lassen / und solche Bediente und Ministri die Land-Tage auff eigene Kosten zu beziehen nicht schuldig seyn.

3. Wenn R. und L. von Land- oder Deputation-Tagen einige an die Fürstl. Hofe deputiret / dieselbe daselbst nicht allemahl gehöret / noch Briefe und Supplicationes angenommen werden wollen.

4. Ob

## Resolutiones.

Ad 1. Wegen der Conventen lassen Ihre Durchl. gnädigst geschehen / daß der Aufschuß vermöge vor diesen ertheilte Fürstl. Confirmation bey dem Land-Kasten zu Rostock / um die dahin gehörige Geld-Sachen zu expediren / zusammen kommen möge / und wollen an statt der durch Todt / oder sonst abgehenden Persohnen andere von R. und L. zu benennende / auff gehöriges Ansuchen / gnädigst confirmiren. Wenn auch auff Land-Tagen etwas vorfallen sollte / daß wegen R. und L. an einen oder beyde Höfe auß ihren Mittel Deputatos zu schicken vor nöthig befunden würde / wollen Ihre Durchl. dieselbe gnädigst admitiren und hören / und sich auff ihr anbringen nach Befinden erklären / sollte es aber eine Sache seyn / darüber mehrmahlige Zusammenkünfte der Deputierten erfordert wurden / hat R. und L. solcher Deputation halber zuorberst unterthänigste Anzeige / mittelst Exprimirung der Materie und Benennung der Personen zuthun / und genädigste Confirmation darüber zu suchen / und lassen Ihre Durchl. ratione der etwa vorfallenden Process-Sachen es bey dem Kayf. Rescripto vom 27. Febr. 1681. auch übrigens bey der Disposition §. 3. der letzten Kayserl. Wahl-Capitulation bewenden.

Ad 2. Ihre Durchl. werden dießfalls den kühnsten und richtigsten Weg oberviren / gleichwohl der R. und L. Schrifften auff Land-Tagen und andern Diecten / so weit / und so oft es die Nothwendigkeit erheischet / annehmen lassen / und darüber sich hinwiederum schriftlich erklären.

Ad 3. Wissen sich Ihre Fürstl. Durchl. des Inhaltes der Reversalen wohl zu erinnern / und wenn künftig einige Gravamina entstehen solten / denen sonst nicht abgeholfen werden könnte / wollen Ihre Durchl. darunter nach Befindung verfahren lassen.

Resolutiones.  
Class. 1.

Ad 1. Wollen Ihre Durchl. bey Indicirung Reichs- und Cräyß- Steuern / dasjenige in acht nehmen / was dießfalls die Reichs-Abschiede im Munde führen / und die Hülfsnahmen- und eigentlich exprimiren lassen.

Ad 2. Wollen Ihre Durchl. die Defravung der Land-Räthe und Land-Marschälle auff Land- und Deputations-Tage / wie bißhero geschehen / übernehmen / und da ein Rückstand von voriger Zeit sich findet / denselben entrichten lassen / es wäre dann / daß man sich dieses Puncts halber anders vergleichen konte.

Ad 3. Es wollen auch Ihre Durchl. nicht minder / wenn von Land- und Deputation-Tagen an dieselbige einige Deputirte abgeschicket werden / selbige / wie bißhero geschehen / gnädigst hören / ihre Briefe und Supplicationes / wenn dieselbe geziemend eingerichtet / annehmen / und darüber gehörige Resolutiones ertheilen lassen.

Ad 4.



ANNO

1701.

4. Ob zwar in den Landes-Reversalen ausdrücklich versehen / daß wenn die gnädigste Herrschafft auff Land-Tagen selbst nicht erscheinen könnte / sie alsdenn die Ihrigen mit gebührender Instruction dahin schicken und abfertigen wolten / da aber wichtige Sachen vorkämen / da deroelben Gegenwart erfordert würde / Sie sich so dann dergestalt bezeigen wolten / wie es dero Land und Leuten erspriesslich ist. Diesem zu wieder ist von beyderseits gnädigsten Herrschafft in so vielen Jahren keiner zu den Land-Tagen gekommen / wie doch dero Löbl. Vorfahren gethan / besonders es sind die abgeschickte Rätthe solcher gestalt gebunden / daß sie das geringste mit R. und L. nicht ausmachen wollen / besonders von allen referiren müssen / worüber denn Zeit und Kosten verlohren gehen.

5. Wenn die Fürstl. Resolutiones nicht ehe und bevor der Modus contribuendi extrahiret / ertzeilet werden wollen.

6. Beschweret das Land sehr / daß zu den Land-Tagen einige Zeit her / so hart und ungewöhnlich clausulirte Ausschreiben ausgelassen / darinn die Stände nicht allein bey ihren Eiden und Pflichten / damit sie der Herrschafft verwandt / sondern auch sub præjudicio / und über dem bey nahmhaffter Straffe beschrieben werden / und angehalten werden wollen / Ihr Aufseheben per Supplicam zu entschuldigen / auch von Land-Tagen / ohne Special Erlaubniß / sich nicht weg zu begeben / da doch ein jeder / dem es möglich ist / und seine Gelegenheit zugiebet / gerne bey Land-Tagen erscheint / eines jeden Gelegenheit aber nicht zugiebet / Supplicas zu verfessigen / und den Schluß abzuwarten.

Class. 2.

1. Wenn die Land-Rätthe ad Negotia publica in Land-Sachen / dazu das Land etwas beytragen soll / oder wovon es sonst interessirt ist / solcher gestalt nicht gezogen werden / wie es die Landes-Reversalen erfordern. Innhalt S. 37. de anno 1621. ibid. S. 22. item anno 1572. Asscurat. art. 1mo.

2. Wenn in Bestellung der Land-Rätthe dem Herkommen nicht gefolgt wird / indem aus denjenigen / welche das Land vorschlägt / mehrmahlen keiner von der gnädigsten Herrschafft gewählt / auch von Serenissimis dem Lande kein Subjectum zur Wahl vorgeschlagen worden / non obstante, daß es also Herkommens / wie im Lande notorium, aus den Protocollis zusehen / und da nöthig / mit Fürstl. Schreiben zu bestärken.

3. Wenn die Land-Rätthe nicht in Gegenwart ihrer Collegi beeydiget / und in der Formula Juramenti oder andern Verpflichtungen von dem Herkommen abgegangen wird.

Class. 3.

Ad 1. Wenn die Hertzogthümer Mecklenburg bey Reichs- und Cräfft-Anlagen weder durch Werbung gänglicher Verschönerung / noch durch moderation der Matricular sublevirt werden / non obstante, daß dieses Land mehr / als andere / durch den Krieg verdorben / andern diese Sublevation widerfähret und solches in den Reichs-Abschieden verordnet.

2. Daß gediffere Summen diesem Lande auf Reichs- und Cräfft-Tagen zugetheilet werden / als es ohne weitem Ruin ertragen kan.

3. Daß der von der R. und L. ausgestellter modus contribuendi zu dero Schaden ohne Noth geändert worden.

4. Wenn

Ad 4. Wird lediglich bey dem Inhalt Art. 23. ANNO Reversal. de Anno 1621. gelassen.

1701.

Ad 5. Wegen der Extrahirung der Fürstl. Resolutionen auff Land-Tagen lassen es Ihre Fürstl. Durchl. bey dem Herkommen bewenden.

Ad 6. Mit Einrichtung der Ausschreiben zum Land-Tage / und deren Clausulen wollen Ihre Durchl. nach der Sachen und Zeiten Umständen verfahren.

Class. 2.

Ad 1. Ihre Fürstl. Durchl. lassen es desfalls allerdings bey den Reversalen bewenden.

Ad 2. In Erwehlung der Land-Rätthe behalten sich Ihre Durchl. die freye Hand / aus deritterschafft dazu zuziehen / welche sie wollen.

Ad 3. Ihre Fürstl. Durchl. haben die formula Juramenti der Land-Rätthe so gelassen / wie Sie dieselbe gefunden / und finden dieselbe sonst nicht / daß bey Beeydigung der Land-Rätthe die übrige zugegen seyn müssen.

Class. 3.

Ad 1. Ihre Durchl. wollen sich angelegen seyn lassen / wie Sie schon ohne diese Erinnerung aus gnädigster Propension gegen dero Land und Leute es vorgehabt / gleich andern Reichs-Ständen auch eine moderationem Matricular zu erhalten.

Ad 2. Dahin auch das 2te Gravamen zu referiren und auszustellen.

Ad 3. Wie ad Grav. 16. hujus Classis, und wenn bey dem von R. und L. producirenden modo

Con-

ANNO  
1701.

4. Wenn unter dem Namen der Reichs- und Erbh- Steuern auf denen Land- Tagen mehr vom Lande gefodert wird/ als das wahre Quantum erfordert.

5. Wenn vor den Restanten-Kasten Fürstl. Schlösser gelegen/ wider das Herkommen und Reversalen de anno 1621. §. 18.

6. Wenn die freye Disposition zu des Landes Nothdurfft über die Contributions- übermässige E. Ritter- und Landschafft wider die Reversales und bekannte Rechte will entzogen werden/ da doch dieselbe von jeher und noch aniezo in Possessione vel quasi begriffen seyn.

7. Daß wegen der Fräulein- Steuer ein mehr als die Einfache Land- Wehde getragen prætendirt wird/ non obstante, daß es wider das Herkommen/ und die Reversalen anläufft.

8. Daß der Fürstlichen Aemter Specificationes zu rechter Zeit dem Kasten nicht eingeliefert werden.

9. Wenn das Fürstliche Contributions-Contingent immediate ad cassam nicht geliefert wird.

10. Wenn die zu dieser Materie Collectarum gehörende von dem Engern Ausschuss im Februario Anno 1683. der gnädigsten Herrschafft zugefertigte Monita nicht in Gnaden attendirt/ noch auf die Neuen/ so der Kayserl. Commission übergeben/ reflectirt worden/ wie der Ausschuss sub A. & B. besaget.

11. Wenn die dem Engern Ausschuss zustehende Disposition und Direction über die Visitation und Execution der Contribuenten/ und Ratione der Executores gehindert/ und was desfalls bey dem Ausschuss geschehen solte/ an die Fürstlichen Höfe gezogen worden. Non obstante des Schwanschen Land-Tags Concluti de Anno 1668. der formulæ Juramenti Executorum, eorumque instructionis.

12. Daß die Execuciones zuweilen ohne Noth forßbar gemacht werden/ zu augenscheinlicher Ruin der Contribuenten.

13. Wenn auf diese Landes- Restanten angewiesen worden/ solche zu bezahlen/ die aus den Fürstlichen Rent- Cammern ihre Bezahlung haben sollen/ non obstante der Disposition in den Reversalen de Anno 1621. §. 23. und des Herkommens.

TOM. VIII. PART. I.

14. Wenn

Contribuendi Ihre Fürstl. Durchl. etwas desideriren/ wollen sie solches E. E. und L. eröffnen/ welche dann die defectus zu endern und zu bessern hat/ damit alles auff dem Land-Tage ausgemachet werden könne.

Ad 4. Ihre Fürstl. Durchl. begehren ein mehrers nicht zu fordern/ als so hoch sich die Reichs- und Erbh- Steuern eigentlich betragen/ und lassen es im übrigen bey der Resolution ad Grav. Imum Class. Imæ.

Ad 5. Lassens Ihre Fürstl. Durchl. bey den Reversalen de anno 1621. §. 18. unter der Distinction des freywilligen und des Reichs- und Erbh- Kastens/ seines Inhalts/ bewenden/ und wollen/ wenn Sie wegen der Reichs- und Erbh- Steuern völlig befriediget/ das Schloß für dem einen Kasten wegnehmen lassen.

Ad 6. Es geben Ihre Fürstl. Durchl. aus gnädigsten Willen zu/ daß ratione præteriti die etwa befindliche übermässige von Reichs- und Erbh- Steuern R. und L. um selbige zu des Landes und gemeinen Besten anzuwenden/ jedoch auff gebührliche Berechnung/ verbleibe.

Ratione futuri aber soll es mit gedachter übermässigkeit also gehalten werden/ daß dabon nur die necessaria zur Besoldung der gemeinen Kasten- Bedienten/ und zu Entrichtung der Unkosten so sonst bey dem Kasten vorfallen zu nehmen/ was aber als dem noch übrig/ davon ist der gnädigste Herrschafft ihre rata/ respectu des aus den Aemtern hergebrachten Quanti Contributionis auszufolgen/ oder alles in den Kasten der nächstfolgenden Contribution zu Hälfte zu lassen.

Ad 7. Diesen Punkt das Quantum der Fräulein- Steuer betreffend/ wollen Ihre Fürstliche Durchl. bis zu nächstkünftigen Land-Tage ausgestellt seyn lassen.

Ad 8. Die Specificationes aus den Aemtern sollen zu rechter Zeit erfolgen.

Ad 9. Wie ad Gravamen etum in Politicis.

Ad 10. Wegen der Fürstl. Aemts- Unterthanen Contribution erinnern sich Ihre Fürstliche Durchl. des zu Schwan auf damaligem Land-Tage bewilligten modi exequendi, ob Sie zwar annoch nicht resolvirt/ daß derselbe beständig bleiben soll gar wohl/ Wie aber Ihre Fürstl. Durchl. die Verrichtung der Contribution durch zulangliche Execution gerne facilitirt sehen/ als werden Sie auff die dahin abzielende Monita ebender reflectiren/ und dero gnädigste Resolution darüber forderambst ertheilen.

Ad 11. Werden Ihre Fürstliche Durchl. die Visitatores und Executores an Einschickung der Relationen bey den Kasten/ secundum formulam Juramenti, und nach der eventualiter approbirten Instruction keines wegens hindern/ sondern Sie vielmehr dahin gnädigst remittiren/ und zu Instruction-mässiger Verwaltung ihres Aemts anweisen.

Ad 12. Wollen Ihre Fürstliche Durchl. die Tätigkeit alle dem gemeinen besten schädliche Execuciones abstellen lassen/ und hiemit gänzlich verbotzen haben.

Ad 13. Ihre Fürstliche Durchl. Tätigkeit werden auf die Contributions- Restanten weiter/ als Sie befugt/ keine Assignment ertheilen/ und lauffet dieser Punkt mit hinein in Grav. etum dieser Class. woselbst mehrere Resolution darüber zu finden.

H

Ad 14.

ANNO  
1701.



ANNO  
1701.

14. Wenn die Contributiones de Anno 1678. & 79. ohne vorher gehaltene Land - Tage ausgeschrieben und eingetriben / non obstante, daß es in Reversalibus anders verordnet / item daß es in dem Land - Tags - Schluß de Anno 1677. anders versprochen.

15. Wenn die gnädigste Herrschafft den Modum Contribuendi in Annis 1678. 79. und 80. auch 82. und 83. gegen R. und L. Intention sezer und ausschreibet / und den von R. und L. zu legt übergebenen Modum Contribuendi ohne Ursache verworfen / non obstante, daß der Modus Contribuendi ad Regalia nicht / sondern den Contribuenten zu sezen gehört.

16. Wenn in dem Contributions - Edict de Anno 1682. n. 5. asseriret werden will / ob wäre der Modus Capitationis vor mehr als 30. Jahren continuiret / adplaciret und kein sächlicher Modus beyzubringen.

17. Daß in Sammlung der Contribution nicht allein die vorhin gedachte hactenus streitige / vom Käyser aber verbotene Exemptiones, sondern auch noch andere kleinere gegen die publicirte Edicta selbst laufende Exemptiones e. g. bey denen Pest - Barbieren / Hof - Verichts - Apothekern / und dergleichen / auch anderer Art Leute verordnet / gebraucht / oder doch tacite zugelassen werden.

18. In dem Affecurations - Revers de 23. Febr. Anno 1621. wird gemeldet / daß der gnädigsten Herrschafft damahls obliegende Schulden abzuweisen / von E. E. Ritter - und Landschafft zugesaget und versprochen / von sothanen Fürstlichen Schulden Jedemahl hundert tausend Gulden sambt den Zinsen anzunehmen / und also der gnädigsten Herrschafft Schulden abzutragen etc. Und haben diesem zu folge vor hochgedachte gnädigste Landes - Herrschafft in dem Erb - Verträge de 3. Martii Anno 1621. verglichen / daß wenn einer unter ihnen in wärender Contribution mit Tode abgehen solte / so solte nichts desto weniger desselben restirende Quota jetzt bestrittener Contribution in seine nachgelassene Schulden verwandt werden / und graviret dahero das Land / wenn die gnädigste Herrschafft diese ihre Schuld der 1000000. Gulden mit den Zinsen durch dero getreueste R. und L. nicht haben abtragen lassen / sondern das meiste von diesem Gelde zu sich baar genommen / und dennoch viele im Lande gefessene Creditores unbezahlt / und verschiedene Bürgen in Angelegenheit stecken lassen.

19. Weil bekannt / daß wegen der Reichs - und Cräys - Verfassung des nächst abgewichenen Jahres die Hoch - Fürstlichen Häuser Mecklenburg annoch eine ziemliche Summa restiren / unangesehen R. und L. ihr dazu schuldiges Contingent bezahlet hat / so wird darunter das Land unschuldig graviret / und derenthalben unterthänigst gebeten / durch Bezahlung des Residui das Land zu liberiren / und ins künfftige dergleichen zu verhüten / daß zu dem Ende dieselbige / welche die Reichs - und Cräys - Verfassungs - Gelder haben solten / immediat ad Cassam, mittelst der gnädigsten Herrschafft Assignment, verwiesen werden mögen.

Class. 4.

Ad 1. Wegen der Vor - Jagden wollen Ihre Fürstl. Durchlauchtigkeit ihren Edictis einen gewissen Terminum, laut der Reversalen de Anno 1621. §. 19. inseriren lassen / und soll nach solcher

ANNO 1701.  
Ad 14. Ob zwar Ihre Fürstl. Durchl. daran keine Schuld haben / so sind Sie doch damit einig / daß / was diesfalls geschehen / Ritter - und Landschafft unpräjudicialisch seyn müsse.

Ad 15. Können und wollen Ihre Durchl. geschehen lassen / daß R. und L. auff Land - Tagen den Modum Contribuendi verfassen möge / jedoch der gnädigsten Herrschafft die Ernägung und Approbation vorbehältlich / und bleibet es im übrigen bey der Resolution ad Grav. 3. Class. 3.

Ad 16. Wollen Ihre Durchl. gestatten und zugeben / daß ein ander billiger Modus extra Capitationem begriffen werde.

Ad 17. Ist schon rechtliche Verordnung gemacht / und werden Ihre Durchlauchtigkeit niemand / so dem herkommen nach für seine Person steuerbar ist / oder steuerbare Güter hat / darunter verschonen lassen / wiewol jedoch zu gemeinem besten und Conservirung aller Einwohner des Landes / Leben und Gesundheit / und in andern dergleichen Casibus necessitatis einige Exemption gewissen Personnen zu ertheilen / der hohen Obrigkeit nicht verboten seyn kan.

Ad 18. Ihre Fürstliche Durchlaucht. sind der gnädigsten Intention ihren väterlichen Creditoren von dem noch befindlichem Nachstande der freywilligen Landes - Contribution, auch sonst mit billigmäßiger Satisfaction zubegegnen. Wissen zuverdesse sich nicht zu erinnern / daß ibrentbalben noch einige Bürgen im Lande unter der Last stecken solten.

Ad 19. Wird sich nicht finden / daß Ritter - und Landschafft die Reichs - und Cräys - Steuern von nächsten Jahren ab Anno 1682. her völlig bezahlet haben. Wenn aber solches wird geschehen seyn / wollen Ihre Durchl. Sie von fernern Anspruch liberiren und befreyen / und müssen diese Rechnungen dieser Sachen den Ausschlag geben / deren Aufnahm Ihre Fürstliche Durchl. fordern samst veranlassen wollen.

Class. 4.

1. Wenn die Vor - Jagden nach den Erb - Verträgen und Herkommen nicht / sondern auf ungewisse Zeiten zu Schaden der Landbesitzer angesetzt werden / und so lange des Guts Herr

ANNO 1701. Herrn-Jagdt durch dieses Mittel verbotzen wird / so lange es den Jägern gefällt.

2. Daß in den Jädelichen Fürstl. Schwertinschen Jagdt-Ausschreiben die Hirsch-Jagdt indistincte denen Landbegüterten verbotzen wird / und also auch an denen Orten / woselbst die gnädigste Herrschafft keine Vor-Jagden hat.

3. Da auch in den Ausschreiben expresse gesetzt / daß Ihre Durchl. vermöge des Forst-Rechts sich der Jagdt-Gerechtigkeit auch in der verbotzenen Zeit überall zu gebrauchen hätte / welches aber wieder das Herkommen / und expresse Disposition der Reversalen.

4. Daß in Ehren- und Nothfällen durch Particulier-Concessionen einem mehr Freyheit in der Jagdt für andern gegönnet werde / als was die Policey-Ordnung in Ehren- und Noth-Fällen ohne dem verordnet.

5. Daß auch an verschiedenen Orten die Ausschreiben zur Vor-Jagdt geschickt und insinuiert worden / da Ihre Durchl. die Vor-Jagdt gar nicht haben.

## Class. 5.

1. Daß Fürstl. Gustrowischer Seiten wegen des Closters Ribnig / und Fürstl. Schwerinscher Seiten wegen Liberierung der Bürgen / denen Contracten nicht gefolget / auch sonst in dergleichen das Credit-Wesen merklich gehindert wird.

2. Wenn wegen der Mänge und deren Gätigkeit und Werth keine Gleichheit in beiden Herzogthümern gehalten / und darüber denen Commerciis grosser Schade zugesüget wird / non obstante, daß es ganz anders Herkommens und verglichen.

3. Wenn neue Zölle angelegt werden.

4. Wenn nicht allein von Adlichen Gütern Zoll gefodert / sondern auch mehr andere Güter / auch Zollfrey damit belegt werden / unter andern zu Dassa / Grewismühlen / Neuen Buckow / Dobtrah / bey denen zu Gistrow / und sonst anhalten den Jahr-Märkten / non obstante daß es anders.

TOM. VIII. PART. I.

ANNO 1701. solcher verfloßener Zeit / denjenigen / welche die Jagt-Gerechtigkeit auf ihren Gütern haben / sich des Jagens und Schießens zu gebrauchen frey stehen.

Ad 2. Seynd Ihre Fürstliche Durchlaucht. gnädigst gewilliget / so viel die Hirsch-Jagt / nicht weniger auch die Vor-Jagdt belanget / denen Reversalen in Anno 1621. in allen nachzugehen E. E. R. und L. darinn keines weges ein Präjudicium zufügen zu lassen / inassen dahin Ihre Fürstliche Durchlauchtigkeit Edicta, welche dem alten Scylo gemäß eingerichtet werden sollen / allerdings interpretiret / und damit alle sorgliche Neuerungen abgestellt werden / solcher gestalt denn dem die Hirsch-Jagt bey denen Gütern / also selbige über Rechts-verwehrt Zeit hergebrachte / keine Behinderung oder Einhalt Krafft dieses geschehen soll.

Ad 3. Daß freylich das Forst-Recht von dem Jure Territoriali dependiret / nichts desto weniger aber auch obgemeldten 19. §. angezogener Reversal. den gebührenden Nachdruck zu geben / gnädigst reflectiren / jedoch hat es dabey diesen Verstand / da Ihre Fürstliche Durchlauchtigkeit gleich zu verbotlichen Zeiten / das Jagten in ihren Nembtern durch ihre Jäger verrichten lassen würden / daß Sie in solcher verbotlichen Zeit / E. E. R. und L. Felder nicht berühren lassen / sich auch der Vor-Jagdt anberechtigt nicht / als wie es der 19. §. in den Reversalen besaget / gebrauchen wollen.

Ad 4. Wollen Ihre Fürstliche Durchlaucht. außer Ehren- und Noth-Fällen / deshalb ad Resolut. ad Grav. 15. Polit. hiemit bezogen wird / niemand / außershalb / was zu dero eigenen Hofstat nöthig ist / in der verbotenen Zeit / etwas zu jagen und zu schiessen / ohne bewegende Ursach erlauben.

Ad 5. Ihre Durchlauchtigkeit wollen in Puncto der Vor-Jagdt niemand wieder das alte Herkommen beschwern / noch auch die Ausschreiben wegen der Vor-Jagdt auf andere und mehr Güter / als woselbst Ihre Fürstl. Durchlauchtigkeit die Vor-Jagdt zukommet / extendiren.

## Class. 5.

Ad 1. Das Credit-Wesen haben Ihre Fürstliche Durchlauchtigkeit niemahl gehindert / sondern es vielmehr denen Reversalen gemäß zu befördern getrachtet / daß es aber damit zur Würcklichkeit nicht gekommen / daran ist R. und L. selbst schuldig ; Ihre Durchlauchtigkeit aber werden darauf bedacht seyn / daß dennoch die Sache ihren Effect, nach Inhalt der Reversalen erreiche. Im übrigen wie ad Grav. 18. Class. 3. ritz und was das Kloster Ribnig anbelangt / wie ad specialissima.

Ad 2. Ihre Fürstliche Durchl. seynd ihres Orths allezeit bereit gewesen / aus der Mänge ein commun Werth zu machen / und Gleichheit darinn zu halten / dabey sie noch beharren.

Ad 3. Wird Fürstlicher Gistrowischer Seiten in facto nicht zu erweisen stehen / und begehren Ihre Fürstliche Durchlauchtigkeit keine ungehörliche neue Zölle zu introduciren.

Ad 4. Wie es mit dem Zoll zu Gistrow bewandt / dessen wollen sich Ihre Fürstl. Durchlauchtigkeit erkundigen / und wieder das Herkommen niemand damit beschwern lassen.

Ad 5.

H z



ANNO 1701. weiten Herkommens/ und den Reverfalen, Fürstl. Resolutionen, und Privilegien zuwider.

5. Wenn E. E. Ritter- und Landschaft die Mittel/ die Landes- Schulden zu bezahlen/ entzogen/ oder nicht vergönnet werden/ und dennoch die Ursachen/ daß forthane debita nicht bezahlt werden/ nomine der gnädigsten Herrschafft E. E. Ritter- und Landschaft imputiret werden will/ non obstante des Participations- Vergleichs/ und des Landes Zustand/ der bey grossen Contributionen nicht zuläset/ die Schulden zugleich abzuführen.

6. Wenn R. und L. oder dero Deputirte ohne Verschulden in Schreiffen oder mündlich durch die Fürstliche Ministros mit unerweislichen Imputationibus, als ob jene gegen Fürstlichen Respect, oder das Fürstliche wahre Interesse handelten/ indigne tractiret werden/ und desfalls mit ihrer Nothdurfft nicht einmahl gehört werden wollen.

7. Wenn die Schaffer bey denen Fürstlichen Aemtern zu rechter Zeit nicht erlassen/ sondern zu Schaden der Landbegüterten aufgehalten werden.

8. Daß die Kloster- Rechnungen zu Dubberthien in so langen Jahren nicht aufgenommen/ sondern von einer Zeit zur andern verschoben.

#### Class. 6.

1. Wenn die Hoff- Gerichts- Präsidenten und Vice-Präsidenten an die Fürstlichen Höfe abgefodert/ dafelbst geraume Zeit aufgehalten/ auch wohl auffser Landes verschicket/ und dadurch/ wider die Hoff- Gerichts- Ordnung/ von den Quartal-Rechts-Tagen so wohl/ als andern Gerichtlichen Handlungen abgehalten werden.

2. Wenn der Hof- Gerichts- Präsident zu gleich/ als geheimer Rath bey Fürstl. Höfen bestellt wird/ non obstante, daß solches dem Herkommen zu wider/ und der Hoff- Gerichts- Ordnung nicht gemäß.

3. Wenn das bey dem Landes- Herrn gemeine und in den Reverfalen bestätigte Land- und Hof- Gericht mit versprochener Besoldung der Präsidenten/ Vice-Präsidenten und Assessoren/ nicht richtig unterhalten wird. Non obstante, daß dadurch das Gerichte in Verachtung gebracht/ und viele gute Leute davon abgeschreckt werden/ item, daß hiedurch bey der verstorbenen Gerichts- Widwitten und Wäysen viele Klagen und Seuffzen verursacht werden/ mehr andere schädliche effectus zu geschweigen.

4. Wenn die Ritter- und Landschaft Appellationes intimiret/ und Acta requiriret/ die dazu nöthige Schrifften nicht wollen angenommen werden/ wie in puncto Commercii Salis zu Günstrow und sonst dem Engern Aufschuß mehr mals wiederfahren.

5. Wenn post interpositam appellationem, pendente lite von den attentatis nicht abgestanden/ sondern in præjudicium Appellationis die Land- Stände weiter beschweret werden/ non obstante, daß es den Rechten/ der Land- Gerichts- Ordnung und den Reverfalen zuwider.

6. Wenn bey der Lehn- Cammer die Fürstl. Concluse über die Contractus und Obligationes, wie auch die Muth- Zettel wider das Herkommen aufgehalten/ und nicht ausgefertigt werden.

ANNO 1701.

Ad 5. Ihre Fürstl. Durchl. sind gleichfalls des gnädigsten Erbierens/ nach cessirenden andern nöthigen Collecten/ den Kasten freywilliger Contribution wieder anrichten zu lassen/ damit die auff dem Lande haßfende Schulden daraus bezahlt werden können.

Ad 6. Diese Beschwer- führung wird Fürstlicher Günstrowischer Seiten nicht agnosciert/ wie dann auch Ihre Durchl. daran keinen Gefallen tragen/ Wenn nur hingegen die von R. und L. sich auch in gebührenden Terminis halten.

Ad 7. Muß specificiret werden/ welche Be- amten solches gehindert/ und approbiren Ihre Fürstliche Durchlauchtigkeit/ wenn es ohne rechtmäßige Ursachen geschicht/ solches nicht/ lassen es auch ihres Orths bey der publicirten Schaffer- Ordnung bewenden.

Ad 8. Die Aufnahme der Dobberthienischen Kloster- Rechnung halten Ihre Fürstliche Durchlauchtigkeit vor nöthig/ und wollen dazu gehörige Anstalt versorgen.

#### Class. 6.

Ad 1. Gehet Ihre Fürstliche Durchlauchtigkeit Resolution dahin/ wie dieselbe die Processen im Land- und Hof- Gerichte an ihrem Lauff nicht zu behindern/ eben so wenig den Präsidenten oder einige der Assessoren davon abzuhalten gemeinet/ excepta necessitate.

Ad 2. Erinnern sich Ihre Fürstl. Durchl. zwar wohl/ daß sie den jetzigen Hoff- Gerichts- Präsidenten mit dem Titel eines Geheimen Raths begnadiget/ welches aber der Hoff- Gerichts- Ordnung unabbrüchig geschehen/ allermaßen Ihre Fürstl. Durchl. Ihn auch mit einem absonderlichen Eyde desfalls nicht belegen.

Ad 3. Die Bestellung wie auch die Besoldung des Präsidenten/ Vice-Präsidenten/ und der andern beyden Assessoren/ wie auch der übrigen Bedienten/ gehöret ad Curam Ihrer Fürstl. Durchl. und wollen Sie gnädigst darauff bedacht seyn/ auch die Verfügung thun/ daß Selbige ihre Besoldung bekommen.

Ad 4. Sind Ihre Fürstl. Durchl. der gnädigsten Intention, nach intimirter Appellation, auch Requisition der Acten/ die desfalls übergebende Schrifften an gehörigen Orten ad Acta nehmen zu lassen.

Ad 5. Ihre Fürstl. Durchl. werden disfalls nach Inhalt der Reichs- Satzungen/ Kayserl. Wahl- Capitulation auch gemeinen Rechten procediren.

Ad 6. Wollen Ihre Fürstl. Durchl. daß die bey der Lehn- Cammer gesuchte und erkannte Concluse, wie auch die Muth- Zettel denen Requirirenten ausgefolget/ und selbige damit nicht auff.

ANNO  
1701.

werden wollen / wie eine zeithero am Fürstl. Gubernatori chen Hofe geschehen ist.

7. Wenn die Formalia in den Lehn-Briefen nach der alten Form nicht eingerichtet / sondern wider Willen der Interessenten darin etwas ausgelassen / oder verändert wird.

8. Wenn die Consens zu suchen indistincte denen Vasallis und übrigen Possessoribus der Lehne aufgedrungen werden will. Non obstante, daß hiesige Mälenburgische Lehne auch ohne Consens Schulden tragen / item: daß theils Possessores Jure Crediti die Lehne besitzen / worüber in Grav. Judicial. 12. gehandelt / item non attenta distinctione inter dominium revocabile & irrevocabile, und daß jenes keinen Consens bedarff.

9. Beschweret die Ritterschafft und Begüterte / daß ihre Unterthanen und andere / so in ihrer Botmäßigkeit wohnen / wenn die Beamte und andere / so Ansprache an Sie zu haben vermeinen / irrequisito Judice competente, darunter Sie wohnen / für Gerichte gegogen / und dasebst wider Sie erkant wird / da doch dem Adel und Landbegüterten / weil Sie die Jurisdiction haben / prima instantia gebühret.

10. Daß auch mehrmahlen ex injuria privata Fiscalische Processse gemacht werden / zu mercklichem Schaden und Nachtheil der Interessenten.

11. So beschweret auch das Land sehr / daß die Creditores, welche Jure Crediti entweder durch Adjudication, oder durch einen Kauff / oder sonst durch andern rechtmäßigen Titel Lehn-Güter besitzen / die Güter zu Lehn anzunehmen gezwungen werden wollen / da doch solches den Rechten und Herkommen zu wieder / wie ungleichen.

12. Daß den meisten Contributions-Abgaben inferiret / daß die Creditores, welchen die Güter adjudiciret / schuldig seyn sollen / über die Ihnen adjudicirte pertinentien particularer Fürstl. Consens zu bitten.

13. Beschweret die Ritterschafft absonderlich / daß durch concedirte Accis-Hebung der Stadt Rostock / die dasebst wohnende von der Ritterschafft mit unter die Accise gezogen werden.

auffgehalten werden.

Ad 7. Wollen Ihre Fürstl. Durchl. in den Lehn-Briefen die alte gewöhnliche Formalien und Clausulen beybehalten lassen.

Ad 8. Resolviren sich Ihre Fürstl. Durchl. dahin / daß Sie nur allein in denen Fällen die Consensus erfordert werden und wollen / da selbige de Jure Feudali & communi, nach Inhalt der Reverfalen zu erbitten nöthig seyn

Ad 9. Erklären sich Ihre Durchl. gnädigst / daß Sie E. E. Ritter- und Landschafft bey der Ihnen cum Feudo und übrigen Gütern verliehenen Jurisdiction und deren Instanz, durch die Beamte / oder andere beeinträchtigen zu lassen / nicht gemeinet / solcher gestalte Ihre Fürstl. Durchl. einem jedwedem seine Jurisdiction, um die Sache zu erst / dafern Er anders selbst dabey nicht interessiret / wider die unter seiner Jurisdiction befindliche / zu verhören und zu entscheiden / gnädigst lassen / vorher aber die Cognition für die Justiz-Engelley / Land- und Hoff-Gerichte / und Consistorio (es möchten dann simpliciter Consistorialia, oder solche Sachen seyn / welche quoad primam instantiam ans Consistorium, und jetztgedachte hohe Gerichte gehören) zu ziehen nicht verstaten wollen; Es müssen aber auch die von R. und Landschafft den Partheyen gebührenden und fordersauesten Rechts verfahren.

Ad 10. Sey klaren Rechts / daß in denen Injurien-Sachen actio civilis & criminalis erlaubt / solte nun der Fiscalis an der legen kein Theil haben / noch keine atrocitas injuriarum sich befinden / will vielmehr denen Klägern obliegen / ohne zuthun Fiscalis die actionem Injuriarum Criminalem für sich selbst auszuführen.

Ad 11. Ihre Durchl. wissen zwar von keinem Zwang / Sie lassen es aber desfalls bey denen Gemeinen und Lehn-Rechten.

Ad 12. Ihre Fürstl. Durchl. verstaten gnädigst / und lassen gnug seyn / daß wegen der Güter / so per Distributionem verschiedenen Creditoribus zugeschlagen / nur in genere über die geschene Distribution, nicht aber von einem jedwedem Creditore ein particular Consens seiner rath halber noch gesucht werde / wie denn auch Ihre Fürstl. Durchl. bey particular adjudicationibus die Verordnung in dero Lehn-Cammer stellen wollen / daß deswegen das sonst gewöhnliche Consens-Geld (es möchte dann seyn / daß derjenige / welcher das Adjudicatum erhalten / solches an andere wieder veräußern wolte) nicht / sondern nur das Schreib-Geld dafür genommen werden solle.

Ad 13. Hierüber wollen Ihre Fürstl. Durchl. zuverderst Bürgermeister und Rath der Stadt Rostock vernehmen / und folgendes in der Sache / was billig und recht ist / verordnen.

ANNO  
1701.



ANNO  
1701.A. MONITA des Engern Ausschusses / de dato Rostock im Februarii,  
Anno 1683.ANNO  
1701.

Bey diesem Creys-Kasten fällt zu erinnern :

Daß nicht / wie Herkommens / die Cräys-Einnehmer / in Beyseyn derer gebollmächtigten Deputirten des Engern Ausschusses von R. und L. an den Kasten und dessen Einnehmer / besondern wider R. und L. vorhin geschabenes unterthänigstes Ansuchen jeden Fürstl. hohen Orts einseitig angewiesen seyn.

2. Die Executores auch nicht nach dem Land-Tags placito de dato Schwab 1668. und wie solches nach der Zeit allhie in Rostock geschehen / in praesentia R. und L. Deputatorum, sondern theils einseitig beordiget / auch nicht von R. und L. vorgeschlagen worden / und ihre instructiones in derschreibenen Puncten differiren.

3. Die Restanten nicht / wie R. und L. bey jüngstem Land-Tage mit beweglichen Remonstrantibus gebeten / alle / sondern nur von Anno 1677 bis 80. erfordert / solcher gestalt aber die Summa so hoch nicht würde heraus kommen können / daß man des in Edicto gedruckten andern Termins nicht bedürfte / wie R. und L. allemahl zu hochst-nöthiger Sublevation der Armuth in-tendiret und verhoffet hat.

4. Daß ob wohl R. und L. bey dem Land-Tage denen Fürstl. abgeordneten Herren Räten kund gemacht / daß Sie dem gesammten Engern-Ausschuß die Vollmacht bey dieser Cräys-Steuer aufgetragen hätten / dennoch denselben von Fürstlich-Schwerinischer Regierung gar keine Notification von dieser Diarte geschehen / sondern dieserwegen ein ganz ungewöhnliches Schreiben an die Deputirte der Kemter abgangen / wessfalls Namens R. und L. man billig de präjudicio bey bedingen müssen Sollte auch das an Fürstl. Höchstwärtiger Seiten inserirte Beding vor dighmahl citra omnem consequentiam wider verhoffen zu R. und L. Nachtheil geminct seyn / würde man solches gleichfalls bedentlich zu verbitten gemüthiget werden.

5. Daß propter angustiam termini weder denen Engern-Ausschuß Deputirten / noch auch alten Relatantibus, weniger in specie nahmentlich die Zeit der Erscheinung kund worden / und dahero sich zur Liquidation besorglich fast wenige einfinden dbeßten / welches jedoch wann an Seiten gnädigster Herrschafft ante terminum Solutionis vel potius Executionis R. und L. oftmahliges unterthänigstes Desiderium wegen Exequirung der Restanten hätte mögen statt finden / anjogo seine Richtigkeit ohne alle Beschwerde hätte haben / und daraus kein Zweifel / wenn diese dringliche überhäuffte Einnahme nur vorher seyn wird / etwa ohnmaßgeblich in 14. Tagen oder 3. Wochen nach gnädigster angeordneter Verwarung durch die Viscatores die Sache sich ohnschwer zur Richtigkeit wird anschicken können / wenn nur die gnädigste Herrschafft als Gerechtigkeit liebendes Landes Väter die sämtliche eingesandte Restanten einfordern zu lassen gnädigst beliben werden. Zu welcher dann die Einnehmer der überhäufften Arbeit sich entladen / und was zu Ihrer Function in einem und andern gehörig herbey gebracht werden müste / desto fählicher werden practiren können / weil sonst die jüngere Restanten / und welche bis dahin das Ihrige willig beygetragen / sich desto höher beschweren dürften / daß man Sie allein vornehmen / und die Alten verschonen wolte / welche doch billig am ersten exequirt werden solten ; damit aber hier

bey alle etwa besorgende Unbilligkeit / und rigueur verhütet werde / so wird nachmahlen hiebedoriges Erbieten wiederholt / nemlich / daß befindlichen Umständen nach solche Moderation könne gebraucht / und alles in die Wege gerichtet werden / damit niemand mit fuge sich hierunter zu beschweren haben / inhin auch alle Confusion zwischen Land- und Creys-Kasten verhütet werden möge.

6. Weil auch die Executio continua & sine intervallo das Land arin / und nhr die Executores reich zu machen schreinet / anerwogen denen Contribuenten / welche absque omni mora seyn / wann Sie ihre Specificationes und Geld nach dem Kasten bringen / und wider ihren Willen nicht expediret werden können / und deren theils das Geld allhie deponiren müssen / dennoch beydes wegen der unterdessen Sie betrückenden continuirlichen Execution , als auch Zehrung sehr graviret zu seyn fast evident erscheinen ; So müssen hiedurch E. E. Hoch-Fürstl. Hoch-Fürstl. Durchl. Durchl. R. und L. Engern Ausschusses Deputati unterthänigst bitten / dieselbe wollen geruhen / denen armen Leuten im Lande zum besten / an die Executores solche Verordnung ergehen zu lassen / daß Sie diejenigen / welche sich in opera solutionis absonderlich schon auff der Rostocker Reise befinden / zur Begahlung / oder vorhin ihre Contribution allda zu Verhaltung grosser Zehrungs-Kosten / und Versäumniß zu Haus etwelich deponiret und parat haben / in der Zeit mit keiner Execution-Gebühr zu belegen befugt seyn / sondern / da Sie keine andere Dertze zu besuchen haben solten / mit Futter und Mahl vorlieb nehmen / oder eine Zeit von 14. Tagen befristen müssen / auch da Sie propter excessum überwießen werden solten / Ihre Ihre Durchl. Durchl. schwere Abhandlung zugewarten haben solten.

7. Als auch ratione der Münze dem Lande ein unbeschreiblicher Schade zuwachset / und bey nahe guten Theils die Ausgabe bey der Contribution zum fünften Theil höher kömt / als andern im Lande wohnenden / So werden Ihre Ihre Durchl. Durchl. unterthänigst ersuchet / solches Fürstlich zu beherzigen / und zu Abwendung dero Landes Ruin die harte Münze und Markstücke gleich andern benachbarten Landen voll gelten zu lassen / damit sich dadurch die kleine Sorten verlihren / und die Verbehaltung des Landes möge besderrt werden / weil sonst kein ander Expediens auszufinnen / in welchem nicht das Remedium ärger / als die Krankheit selbst zu seyn fast abläuglich zu mercken sey.

8. Weil auch bey Liquidation der Restanten in Anno 1677. die Fürstl. Kemter nicht wollen zum Vorschein nach Liquidation gebracht werden / damit man auch daselbst die völlige Richtigkeit erhalten möge ; So wird unterthänigst gebeten / hierunter den Edictis und Herkommen nachgehen zu lassen / und die Restanten der Kemter nicht dissortes von den andern werden zu lassen / sondern zugleich adjouctiren

9. Als auch von verschiedenen Jahren die Rechnungen von den Einnehmern nicht aufgenommen / und wegen Sterblichkeit der Personen / auch anderer Incidenten es hochnöthig seyn will / mit Aufnahm solcher hinterstelligen Rechnungen zu verfahren / so wird es zu Fürstgnädigster Vereinbarung gestellt / was vor einen bequamen Termin im bevorstehenden Fröh-Jahr Sie dazu bestimmen /

ANNO stimmen / und dem Engern Ausschuss bey Zeiten  
1701. solchen notificiren lassen wollen.

10. Weil auch der 14te Februar. eventualiter nach Malchin wieder einzukommen von den Fürstl. abgeordneten Räten / R. und L. damahls intimirt worden / aber nicht zu wissen / ob rebus

sic stantibus, und da ein jeder mit der Contribution beschäftigt ist / sondern auch sich andere impedimenta finden möchten / das Ziel in solchem Termino zu erreichen. So wird gleichfalls von Fürstl. Herrschafft in Untertänigkeit verlangt / sich dessals nachrichtlich zu expectiren.

ANNO  
1701.

Lit. B. Auch ad Additamenta Classis 3tiae, Grav. r.

Um die Contributions-Visitatores bey wärender Käyserl. Commission nach dem Herkommen und Schwanischen Land-Tags Concluso de Anno 1668. wiederum bestellet / und instruiert werden mögen / So ist nöthig

1. Weilen einer von den Gästrowischen Visitatoren legitim, die übrigen beyde aber wieder die Verträge und das Herkommen bey Fürstl. Hofe / und nicht in Bessern R. und L. Deputirten beeydiget / daß dieselbe nunmehr in gewöhnliche Pflicht genommen werden.

2. Weil auch ein Gästrowischer Visitor mangelte / und die übrigen 3. des 4ten District nicht fähig bereiten können / wenn kein neuer bestellet werden sollte / daß derwegen einer in der Stadt Wahren wohnhaft / Büschhoff genannt / zu dem Ende / daß er den 4ten 1700 vacanten Platz der Executores bekleide / und dessals beeydiget werde / anhero beschreiben werden möge.

3. Weil an Schwerinischer Seiten nur 5. Executores seyn sollen / 1700 aber sich befindet / daß der gedachte Büschhoff zum 7ten Executore wider des Land-Tags Conclusum de Anno 1668. und wider das Herkommen bestellet worden / daß derwegen dieses wieder aufgehoben / und der gedachte Büschhoff der Schwerinischen Pflicht und Bestallung zuvörderst wieder erlassen werde.

4. Daß denen Executores und Visitatoren deutlich vorgelesen werde / die zu Schwan Anno 1668. festgesetzte instruction und formula Juramenti. damit Sie sich darnach bey Vermeldung der in gedachter instruction exprimirten Strafen richten müssen.

5. Weil aber in gedachter Schwanischen instruction die angedrohte Geld Straffe nicht eben exprimirt / so würde zu mehrern Nachdruck dienen / daß dieselbe determinirt / und auff jedes dergleichen in der instruction mit Geld-Busse belegtes Verbrechen / der Verlust des Viertentheils des dem Verbrecher sonst gehörenden Salarii gesetzt werde.

6. Über das / was in besagter Schwanischen instruction und formula Juramenti enthalten ist / hat sich in praxi befunden / daß nachfolgendes ferner denen Visitatoren und Executores vorzustellen / und zu injungiren nöthig sey.

1. Daß die Visitatores denen Contribuenten die Specificationes nicht machen / vielweniger die Contribution von den Contribuenten einnehmen.

2. Daß die Visitatores die laut Edicti von den Contribuenten verwickelte Straffe nicht endern / weniger deswegen mit engeln Personen / oder ganzen Communen und Dorfschafften einige Handlung pflegen sollen.

3. Daß die Visitatores niemand mit ihren Visitationibus übersehen / sondern alle und jede Contribuenten visitiren.

4. Daß die Visitatores bey denen Executionen sich nicht gang / oder aus gewisse Mäße sollen abkauffen lassen.

5. Weilen aber nicht thünlich fallen sollte / bey ein oder andern Contribuenten / daß die Execu-

tores so lange bey Ihnen liegen bleiben / bis er völlig bezahlet habe / daß Sie so dann für die Zeit / da Sie anderwärts hinciren / die Execution-Gebühr fordern sollen.

6. Vornehmlich / daß die Visitatores diejenige Contribuenten mit Abforderung der Execution-Gebühr verschonen sollen / die wirklich ihre Contribution zu bezahlen auff der Reise beweislich begriffen seyn / oder ihr Geld unter Wegens haben.

7. Daß die Executores, insonderheit diejenige Contribuenten / welche keine Specificationes eingeschickt haben / so lange exequiren / und doppelte Execution fordern sollen / bis Sie die besagte Specificationes bey dem Rasten eingebracht und justificirt haben.

8. Daß die Visitatores ihre Visitationes unvertwanter Sachen vollführen / und davor nicht kund werden lassen / an welchem Orthe Sie visitiren wollen.

9. Weil dessals geklagt wird / daß theils Fürstl. Beamten die Visitatores zwingen wollen / daß denen Beamten davor angemeldet werden solle / welche Zeit und Stunde die Visitation bey den Amts-Bauren geschehen soll / solches aber zu großem Unterschleiff Anlaß giebet / daß dahero bey denen Beamten dieses gänzlich verboten / und denen Visitatoren in diesen und dergleichen dem Contributions-Besetz schädlichen Dingen / der Beamten einseitigen Befehlen / nicht zu pariren injungirt werde.

10. Wenn sechs zutrüge / daß von einem oder andern Orthe die Contribution oder Specification nicht erfolgen könnte / daß so dann solches und dessen Ursachen die Executores denen Deputirten bey dem Rasten ohnverlangt schriftlich anzeigen sollen / damit in Zeiten / was hierunter ferner nöthig sey / beobachtet werden könne.

11. Weil auch geklagt / daß die Visitatores, wann Sie in den Fürstl. Dörffern ihre Visitationes verrichten / an dieser ihrer Amts-Verrichtung oftmahls gewaltthätiger weise verhindern / und solthane Excessus guten Theils ungestraft bleiben / also daß Sie endlich ihres Lebens nicht sicher seyn / daß hierunter zureichende Anstalt zu machen / daß dergleichen nicht mehr zu besorgen / die Fürstliche Höfe und Beamten betrogen werden mögen / die Executores aber / wenn Ihnen dergleichen Gewalt wiederfähret / schuldig seyn sollen / solches denen Deputirten bey dem Rasten alsobald anzuzeigen / damit durch dieselbe bedröge scharffe Straffe der Verbrecher hervorben werden könne / pro ratione delicti wäre wohl nöthig / daß die poena exasperiret würde.

12. Weil bey denen Fürstlichen Höfen zuweilen Inhibitiones ertheilet / die Restanten an theils Orthen nicht einzutreiben / dergleichen einige Personen von der Contribution einseitig eximirt werden / solches aber denen Reversalen / Schwanischen Land-Tags = Schluß / auch dem Herkommen und dem Contributions-Werck selbst zuwider läuft / daß dahero dieses gänzlich abgestellt werden möge.

Gra-



ANNO  
1701.

## Gravamina Specialia Syerinenfia.

1. Ist bey dem in Anno 1677 zu Rostock gehaltenem Land-Lage ad Grav. spec. 3tium gnädigst versprochen/ daß/ wenn die Candidati Ministerii präsentiret/ und von Superintendenten examiniret worden/ so dann unverzügliche Verordnung wegen Ordination und Introduction geschehen soll. Weil aber sich nach der Zeit befunden/ daß/ wenn dieses alles geschehen/ die newertwichte und ordinirte Prediger über dieses alles annoch Confirmationem bey Hofe zu suchen an gehalten werden wollen/ solches aber dem Herkommen zugegen/ und große Unkosten causiret/ so wird unterthänigst gebeten/ auch hierunter gnädigsten Wandel R. und L. zu gönnen.

2. Währet auch das Gravamen annoch/ so dicto Anno sub No. 4. wegen Retaxation der Güter geführt worden/ ob gleich gnädigste Remedierung versprochen.

3. Ergreuet sich eine neue Beschwerde/ indem die Consensie über die Lehne difficultiret werden wollen/ sub prætectu einiges Laudemii, welches jedoch dem Herkommen zugegen/ auch in den Rechten in alienationibus necessariis nicht statt findet/ auch dieses inconueniens nach sich ziehet/ daß ein jeglicher lieber die adjudicirte Güter Jure Crediti besitzen/ als dieselbe zu Lehen nehmen/ und also allendlich die Lehne von nicht Lehenfähigen werden occupirt werden.

4. Weil auch contra Jura & consuetudinem provincialem der Abschuß im Lande wil introduceden werden/ wenn Lehen-Leute ihre Lehne cum consensu, quorum interest, verkaufen/ und entweder auffser Landes/ oder auch nur aus einem Fürstenthum ins andere ziehen.

5. Auch ist eine große Landes-Beschwerde/ daß die Abscheide bey Vorbescheiden von allen Partheien/ die ultra rationem an der Sache interest/ absonderlich/ und in Fiscalischen Sachen von dem beklagten Theil in duplo ausgeliefert werden müssen.

6. Wer.

## Resolutiones.

ANNO  
1701.

Ad 1. Lassen es Ihre Fürstl. Durchl. bey der in Anno 1677. ad gravamen tertium vero getreuesten R. und L. ertheilten gnädigsten Resolution betwenden/ solcher gestalt/ daß/ w. n. zuerst das Mandatum an den Superintendentem oder Seniores ad examinandum, die Relation von Ihm ad Episcopum wegen des examinirten Habilität ergangen/ gestruckt/ und zu einem mahl die Confirmatio, wie auch der Befehl ad ordinandum & instituendum erfolgen soll/ und keine mehrere Confirmation zu verlangen.

Ad 2. Hat man je zwar vermerket/ es bey der alten Taxa zu lassen/ wornach die Güter indifferenter zu steuern hätten/ diweiln aber nunmehr ein neuer Modus contribuendi erfunden/ Ihre Fürstliche Durchlauchtigkeit darüber einen absonderlichen Recess ertheilet/ so ist derselbe forderstamst ad generalem praxin zu bringen/ gestaltsam Ihre Fürstliche Durchlauchtigkeit auch solches bey der Königlichen Dänischen Præstation, und zwar nächst künftigen Michaelis exequirt wissen wollen. Weiln aber der Adel im Schwerinschen Amte/ wegen bisheriger Collecten/ mit Gottfried Eridigen streitig/ dieser/ wie asserirt wird/ ein höhers und mehrers nicht/ als das provisionale remedium austragen kan/ præstiret und beygetragen/ hingegen der Adel geklagter massen des Eridigen übrige Portion übernehmen müssen/ so ist wegen dieses Præteriti, da das Futurum unter den neuen Modum Contribuendi gehöret/ die Fürstliche Resolution dahin gerichtet/ transmissiohem Actorum ergehen zu lassen.

Ad 3. Mit dem Laudemio werden Ihre Fürstliche Durchlauchtigkeit ander gestalt nicht/ als nach den Rechten verfahren/ und weilen die Ritterschafft vornehmlich in Feudis die Laudemia in calum necessaria alienationis verbitet/ und die Exempeln nicht allein ex antiquo, sondern auch dem Fürstenthum Güstrow anziehet/ und dann Ihre Fürstliche Durchlauchtigkeit die Ritterschafft wieder das Herkommen zu beschweren nicht gemeinet/ vielmehr æquabilem tractatum, wie an Seiten Güstrow/ als auch in dero Landen verlangen/ so wird es noch zur Zeit darauff beruhen/ ob ein ander Herkommen ex antiquo die Fürstliche Regierung darthun möge/ worüber jedoch die Ritterschafft/ wie billig/ gehöret/ und ein Responsum Juris von einer Juristen-Facultät eingeholet/ biß dahin das Laudemium in casu necessariae alienationis suspenderit seyn soll.

Ad 4. Ob das jus detrahendi in Feudis einen oder keinen Plag habe/ davon hat das erste die Fürstliche Regierung per contrarium zu behaupten/ ein Responsum Juris, wenn Ritter und L. zuorderst darüber gehöret/ einzuholen/ biß dahin der Adel billig damit zu übersehen.

Ad 5. Soll die gedoppelte Præstation von dem beklagten Theil in causis Fiscalibus keinesweges hinführo bey der Justitz-Cancley gefordert/ in denen übrigen Sachen die Abscheide-Gebühr von Klägern/ Intervenienten und Beklagten/ weiter aber nicht/ exigirt werden/ Solten aber die Intervenienten in mehrer Anzahl unam, non diversam causam foviren/ hat man von allen denen nicht mehr/ denn vor einen Abscheid zu fordern.

Ad 6.

ANNO 1701. 6. Werden auch einigen Gemeinen gegen die Rechte und Gewohnheit Prediger angedrungen / die Sie vorher nicht gehört / noch ihrer Lehr / Lebens und Wandels zur Gnade versichert seyn.

7. Wobey wegen der verstorbenen Ambts-Höf-fer die Prästationes, so den Kirchen / geistlichen Häusern / Pastoren und Rüstern gebühren / den übrigen Eingepfarrten mit aufgebürdet werden / welches sehr beschwerlich und zu remediren gebeten wird.

8. Daß einige Adelige Güter an die Nembter gezogen / und denen von der Ritterschafft keine Versicherung geschehen / daß dieselbe Güter dem Adel in denen Nembtern in den Collectis zu Hälffe kommen / oder auch denenselben anderwärts desfalls Satisfaction verschaffet werden soll.

#### Specialia de 26. May.

1. Haben Schwerinische Herren Land-Räthe Ursache sich zu beschweren / daß mehrmahlen / wenn Ihnen etwas zu verrichten vom Hofe anbefohlen wird / gang harte und ungewöhnliche Comminationes angehängt werden / als daß / daferne Sie dieses oder jenes nicht beschaffen / Sie dafür respondiren / item daß Sie den Schaden / so dadurch entstehen möchte / wieder zu ersetzen gehalten seyn sollen / und dergleichen / da doch / was solcher gestalt von Ihnen begehret wird / in Ihrem Vermögen nicht ist / und von Ihnen begehrtet mas sey nicht præstiret werden kan.

2. Beschweret sich Berend Friedrich von Bülowen Witwe / daß in der Pastorschen Concurs-Sache / alle andere attentata zu geschweigen / wegen eines geringen Postes von 400. Gulden der Rentmeister zu Schwerin sich des Gutes Passie angemasset / retaxation und adjudication erhalten / da doch Sie und mehr Creditores durch den neuen Taxt mercklich lædirt / und in Occupirung des Gutes gedachte Witwe höchst gravirt / indem Ihr als posteriori Creditrici das Jus offerendi nicht zugestan-

TOM. VIII. PART. I.

Ad 6. Wie in solchen Fällen die Präsentatio bey dem Patrono, dem darunter nicht verzegrißten werden soll / Commissio ad examinandum; eventualis confirmatio bey dem Episcopo, so erklären sich Ihre Fürstliche Durchlauchtigkeit gnädigt dahin / und lassen es dabey bewenden / was desfalls in denen Reversalibus de anno 1621. §. 12. gesetzt / solcher gestalt / daß auch bey denen die das Jus Patronatus nicht haben / nicht allein denen Gemeinen gegen die Rechte und Gewohnheit keine Prediger sollen angedrungen werden / die Sie vorher nicht gehört / noch ihrer Lehr / Lebens und Wandels zur Gnade versichert seyn / sondern auch / und da hinfünftig einer von Adell oder die Räte in den Städten eine Person / die Er / oder Sie / zu seinem oder ihrem Seelsorger aus erheblichen Ursachen gerne haben / und bevorzert seyn möchten / nominiren / und um unsere gnädige Bewilligung und Confirmation unterthänigst anhalten werden / daß Ihre Fürstliche Durchlauchtigkeit dem in gedachten Reversalen gnädigt gethanen Erbietten nachkommen wollen.

Ad 7. Sey billig / daß die vorkin unter den Eingepfarrten gewöhnliche proportio praestandum conserviret und beygehalten / keiner der Eingepfarrten Onere Tertii beßelliget / sondern es von denen wüßten Hufen nach als vor genommen / und hierinnen denen Fürstlichen Verordnungen unterm 4. Octobr. A. 1641. und 28. Maji 1641. nachgegangen / jedoch / daß dieselbe / was die Hebung und Salaria der Priester betrifft / weiter nicht wegen der wüßten Hufen extendirt werde / als allein auff das Mißkorn und stehende Pächte an den Orthen / da dieselbe von Alters gegeben / da dann alle übrige Prästationes personales ganglich cessiren.

Ad 8. Wie es mit denen Collecten der Adelligen zu der Fürstlichen Cammer ex emto sonstn gelegter Güter künfftig zu halten / das erweisen Ihre Fürstliche Durchlauchtigkeit für billig / wenn Sie ihres hohen Orths her Beräufierung einiger Pertinentien aus dem Amte der Collecten habet ihr voriges Jus, daß auch ex equabili ratione die Ritterschafft ihre Gerechtigame nicht weniger zu reserviren / es wäre dann / daß man sich eines andern verglichen hätte / oder auch bey einer befindlichen inaequalität Satisfaction anderwärts geschehe / welche dann auf befindlichen Fall utrinque zu verschaffen.

Ad 1. Wegen der Land-Räthe in puncto scharffter Mandatorum öfters unnützliche Dinge auszurichten movirender Beschwerde / seynd Ihre Fürstl. Durchl. gnädigt gemeint / die Rescripta an dieselbe dergestalt in gnädigsten Terminis abzufassen / dabey subjectam materiam nicht weniger anzusehen.

Ad 2. Auff das 2te Gravamen was von sel. Berend Friedrich von Bülowen Wittwen wegen des Gutes Passie vorgebracht / expliciren sich Ihre Fürstliche Durchlaucht. gnädigt dahin / daß Sie ungesäumte Nachricht von dero Justiz-Cantzley erfordern / und der Wittwen die Justiz wie verfahren lassen wollen.

Ad 3.

ANNO 1701.



ANNO 1701. den werden wollen / da doch solches in Jure Communi fundiret / auch durch einen in Fürstl. Justiz-Canzley publicirten Abschied Ihr expresselie zugewilliget.

3. Beschweret sich gedachte Wittve von Bülowen / daß Ihr das auf Fürstl. Ordre behandelte / und zu bezahlen anbesohlene Quantum von 4000. Gulden Capital nicht wolle bezahlt werden / ob Sie es gleich zum höchsten benöthiget und dawieder nichts eingewandt werden könne.

4. Ist eine überaus harte Beschwerde / so die Flotowen zum Städter drucket / indem Sie wegen einer wüsten Feld - Mark Distorff / im Stifft Bägow belegen / von Ihren Gütern allhier im Lande die Contribution abzustatten gezwungen werden / und desfalls harte Executions übertragen müssen / da doch dieselbe sich erbothen / sehr erhöhte Feldmark fahren zu lassen / und für die prärendirte Contribution hinzugeben.

5. Beschweret sich die Ritterschafft des Amtes Gadebusch ganz sehr / daß Sie zwar vielfältig gesucht / daß Ihnen das Guth Lovig / welches vor Jahren ein Dorff gewesen / so theils nach Greisdahlen / theils nach Gadebusch gehöret / möchte beygelegt und incorporiret werden / da doch Ihnen bereits verschiedene Stücke abgegangen / als Steinbeck / Jarmstorff / und dergleichen / überdem auch notorie der Adel des Amtes Gadebusch nur klein wäre / und das Guth bis dato keinem Amte zugeleget.

6. So befindet sich die Ritterschafft des Amtes Mecklenburg auch sehr beschweret / indem Ihnen das den Schabbels Erben zustehendes Dorff Wendorff vor etlichen Jahren wieder entzogen / so an statt Blumenhagen / das von Alters ein Adelig Guth gewesen / und allezeit bey der Ritterschafft gesteuert / gedachten Erben cediret worden. Und ob gleich desfalls per Supplicam bey Hofe Remonstratzen geschehen / dennoch bis dato keine Remedirung darauf erfolgt.

7. Findet sich auch dieses Jahr de novo die Beschwerde wegen Umzuehung der Schäffer / indem der Herr Obrister Schack zu Prischendorff einen Schäffer / der jeto bey dem Hofe Neuschen dorff im Amte Schönberg sich aufhält / zu rechter Zeit gemiethet / der Schäffer auch das Gottes-Geld 4. Wecken bey sich behalten / und hernach wieder zurück gesand hat / unterm Vorwand / daß Fürstl. Beamte ihn nicht erlassen wolten / durch welches der Beamten unziemliches Aufhalten grosse Confusion entsteht / und das Land grossen Schaden leidet.

8. Dergleichen hat Daniel Friedrich von Pfaffen zu Döckendorff im Amte Rehna einen Schäffer gemiethet / der sein eigen Unterthan / und dennoch von den Fürstl. Beamten nicht erlassen werden will.

9. Der Stadt Sternberg Beschwerde ist auch / daß die Kirchen / Oeconomeyen und Hospitalien von denen an sich gebrachten / zu Stadt-Recht liegenden Gütern und Aedern den Schoß sich wegern abzuführen.

10. Drucket das Land sehr hart / daß die Scharfrichter sich eine zeithero unterstanden / nicht allein Ihre Execution-Gebühr so hoch zu

stei

ANNO 1701.

Ad 3. Geben Ihre Fürstliche Durchlauchtigkeit gedachter Wittven diese gnädigste Erklärung / wo dieselbe allbereit eine Fürstliche Anweisung von Ihrer Fürstlichen Durchlauchtigkeit an dero Cammer erhalten / daß Sie gemelter Ihrer Cammer gnädigst befehlen wollen / sich mit der Wittven Ihrer Forderung halber und wie bey jetzigen Zeiten möglichst zu Ihrer Befriedigung gelangen möge / zu vergleichen.

Ad 4. Der Flotowen Beschwerde belangend / ist dieselbe wieder Recht und gang unbillig / von denen im Fürstenthum Schwerin belegenen unbeweglichen Gütern im Herzogthum Mecklenburg zu steuern / welches / da es sich also befindet / Ihre Fürstliche Durchl. gänglich abgeschafft wissen wollen.

Ad 5. Was von der Ritterschafft des Amtes Gadebusch wegen des Guthes Löwig angeführet / erheischt die Equabilität / vermöge Ihre Fürstlichen Durchlaucht. ad Gravamina generalia allbereit ertheilten Resolution, weilen verschiedene Stücke / als Steinbeck und Jarmstorff dem Fürstlichen Amte zugefallen / daß auch ex reciproco die Collecte von besagtem Guthes Löwig der Ritterschafft hinwiederum zu wachsen müsse / und nächsthin der Ritterschafft im Amte Gadebusch incorporiret seyn soll.

Ad 6. Die Ritterschafft des Amtes Mecklenburg / in specie das Dorff Wendorff / denen Schabbels Erben zuständig / betreffend / desfalls wollen Ihre Fürstliche Durchlauchtigkeit der Fürstlichen Cammer gemessenen Befehl ertheilen / warum man der Ritterschafft besagtes Dorff Wendorff aus der Ritterschafft Collecten gezogen / darüber denn der Ruchmeister zu Mecklenburg Rede und Antwort zu geben / auf welchen ergangenen Fall die Fürstliche Cammer darinn billichmäßige Verfügung ergeben lassen soll.

Ad 7. & 8. Was von dem Driften Schacken zu Prischendorff / und Daniel Friedrich von Pfaffen zu Döckendorff in Unterthänigkeit vorgestellt / desfalls lassens Ihre Fürstl. Durchl. bey der publicirten Schäffer- und Gesinde-Ordnung / als darin befindlichen Modulo allerdings bewenden / wornach man sich allenthalben zu reguliren.

Ad 9. Wegen der Kirchen-Oeconomeyen und Hospitalien von der Stadt Sternberg an sich gebrachten zum Stadt-Recht liegenden Gütern und Aedern / als des 9ten Gravaminis, haben sich Ihre Fürstl. Durchl. allbereit dahin gnädigst resolviret / daß solche adjudicirte Güter und Aeder nothwendig cum onere gemeldten Kirchen / Oeconomeyen und Hospitalien zufallen müssen.

Ad 10. So erklären sich auch Ihre Fürstl. Durchl. fürs rote der Scharfrichter und Ihrer bey denen Executionen vornehmenden Excessen

hal-

ANNO steigern / als sie immer können / sondern auch wohl in gewissen Fällen gedoppelt zu fordern / und noch dazu verwohren wollen / daß die Obrigkeit nicht Macht haben soll / einen Scharfrichter aus andern und fremdden Orten in der Nähe zu nehmen / sondern ihrer gemachten Anstehung nach denselben oft auff viele Meilweges / und das mit grosser Ungelengeheit holen müssen.

### Grav. Nobilium Special.

Über dasjenige / was bereits in denen vorher verschiedentlich übergebenen Gravaminibus angeführt ist von der gnädigsten Herrschaft dero Mecklenburgische Ritterschafft absonderlich graviret / und zwar

1. Wider die der Mecklenburgischen Ritterschafft de jure & consuetudine totius Germaniae, so aus den Reversalen / aus allen Lehen-Nechten / und sonst competierende Steuer-Freyheit / in dem 1. Die gedachte Ritterschafft wider ihren Willen Anno 1678. und hernach mit Steuern belegt / und solche Steuern zu bezahlen mit harten Executionen gezwungen / 2. Zu der Adelschen Lehen-Leute noch mehrer Verkleinerung andere nicht mehr / als sie de jure exempti aus dem in Comitibus Anno 1677. von den Mecklenburgischen Land-Ständen gebührend übergebenem Modo Contribuendi an Seiten der gnädigsten Herrschaft und in dero Namen ausgestrichen / und in gedachte- und folgenden Jahren / gegen das Herkommen / Reichs-Abseide und Käys. Decreta von der Steuer bestreyet worden / so dann 3. indem Nahmens der gnädigsten Herrschaft mit öffentlichen Scripits begynn Käyserl. Reichs-Hoff. Nach nicht anders / als mit-contribuierende Anzerthanen / die Mecklenburgische Ritterschafft angegehen werden wollen / da doch solches in facto gang irrig / und des Adels Steuer-Freyheit zuwider ist. Die Hoch-Fürstl. Resolution darauff wird ohnmaßgeblich folgender Gestalt unterthänigst gebeten.

Daß die Mecklenb. Ritterschafft bey der dero-selben obangezogener massen competirender Steuer-Freyheit gnädigst geschuget / und hinführo ohne ihre Bewilligung mit einigen Steuern nicht belegt. Wenn auch der Modus Contribuendi von Ritter- und L. universal gemacht wird / derselbe nicht verändert / sondern darnach / nemine excepto / ins künfftige gesteuert / und was in Processu ad Acta gebracht / der Mecklenburgischen Ritterschafft Steuer-Freyheit zu Nachtheil nicht gedeutet werden soll.

2. Hat die gnädigste Herrschaft in dem Modo Contribuendi selbst dero getreueste Ritterschafft beschweret / indem dero-selben wider ihren Willen in annis 1678. 79. 80. &c. Der Modus Capitationis, ungesehen er des Adels Steuer-Freyheit / und gemeinem besten in viele Wege nachtheilig ist / dennoch imponiret / und in dem Edicto de anno 1682. asseriret worden / daß der Modus Capitationis über 30 Jahr lang in Mecklenburg continuiret / und kein süsslicher Modus einzuführen gewesen / welches sich aber in facto weit anders befindet / wenn nur die Acta und Steuer-Edicta nachgesehen / und die Requisita praescriptionis dabey attendiret werden / hierauff wird die Resolution folgender gestalt einzurichten ehnußgeblich gebeten: Daß die Mecklenburgische Ritterschafft mit dem Modo Capitationis hinführo nicht beschweret / vielmehr dieser Modus abgeschafft / und was desfalls in vorigen Edictis dem zuwideren gesetzt seyn mag / zu Nachtheil der Ritterschafft Steuer-Freyheit nicht verstanden werden soll.

TOM. VIII. PART. I.

3. Fin.

halber gnädigst dahin / daß Sie die Executions-Gebühr allerdings beym Alten lassen sollen / kein gedoppeltes aus einer Urtheil zu fordern / in denen Aemtern / worinnen keine Scharfrichter befindlich / von denen nechst belegenen Dörtern und Städten nach Belieben zu nehmen.

ANNO 1701.

### Ihro / Herrn Christian Ludwigens /

Zu Mecklenburg Fürstliche Durchlauchtigkeit ertheilt gnädigste Resolution, auff die von E. E. Ritterschafft absonderlich movirte Gravamina, und zwar

Ad 1. Erinnern sich Ihro Fürstl. Durchl. gnädigst / wie es denn dero vorige gnädigste Resolutiones ad Communia von selbst zu Tage legen / daß E. E. Ritterschafft mit ihren Ritterlichen Gütern für einen freyen Stand / vermindte der Reversalen billig zu achten / so beruhet es denn noch lediglich hier auff / daß aus dem vorigen Modo Capitationis. an Ihm selbst ohne das verhänglich / ein ander und besser Modus, welcher sich mit E. E. Ritterschafft zustehender Freyheit vergleichen könne / vorbehältlich jedoch Ihro Fürstl. Durchl. gnädigsten approbation, erfunden werde / damit E. E. Ritterschafft solcher Freyheit sähig seyn möge / wie denn allbereit bey hiesiger Diar ein ander Modus Contribuendi mit E. E. Ritterschafft erfunden / welchem aber die Landschaft völig bisher nicht beygefallen / des fals Ihro Fürstl. Durchl. vigore Ihres über den Modum Contribuendi ausgegebenen sonderlichen Recessus der festen Entschliessung / dem allen / was in gedachten Recess befindlich / gebührenden Nachdruck zu geben / und die Jura Magistratus dero bey zu adhibiren.

Ad 2. Weilen die Stände unter sich in einigen Jahren super Modo Contribuendi nicht einig werden können / habe man bey voriger Capitation verbleiben müssen / es soll aber solches nicht in Consequence gezogen werden. Auff die allegirte praescription wird gar nicht reflectiret / dioweil aber nunmehr ein neuer Modus Contributionis erfunden / so cessiret das Gravamen billig.

Ad 3.

II



ANNO  
1701.

3. Findet sich die Ritterschafft ratione der Lehen-Dienste beschweret/ indeme auff die bißhero in grosser Unbilligkeit gestandene Lehen-Rollen nicht reflectirt/ und die tractu temporis dahin verursachte inæquabilität/ und prægravationes nicht redressirt/ da doch solches von Rechts wegen geschehen sollte/ und dorthin auff Land-Läden versprochen.

Die RESOLUTIO hier auff wird gebeten.

Dass Jhro Durchl. die Rectificirung der Lehn-Dienste allerordersaufst in diesem Jahre beschaffen wollen.

4. Beschweret die Ritterschafft/ dass eine zeithero wenig aus dem Adel ad officia publica gezogen/ und der Noblesse viele Gelegenheit ihre der gnädigsten Herrschafft zu Dienst tragende sonderbare Begierde in der That zu erweisen/ gleichsam benommen/ welches jedoch anders in vorigen Zeiten zu der gnädigsten Herrschafft mit dero Lande Nutzen gehalten worden. Loco resolutionis wird gebeten.

Dass Jhro Durchl. dero getreuste Ritterschafft ad officia publica, und zu ihres Fürstlichen Hauses Diensten bey vorfallender Gelegenheit gnädigst zu besondern geneigt seyn.

#### Gravamina Specialissima Suerinensia.

1. Beschweret sich der Adel des Amtes Lügß/ dass der Stadt-Boigt zu Parchim sich eine zeithero anmasset/ von denen durchgehenden Bahren einen Schilling ohn Unterscheid zu erfordern; Weil aber solches wider das Herkommen/ und nur neuerlich zur Ungebühr introducirt/ so wird gebeten/dem Stadt-Boigt solches bey nachlässiger Pönn zu inhibiren/ und was hoc nomine gehalten/ hinwieder zu restituiren.

2. Es beschweret sich Herr Hauptmann Bischoff von Köchov/ dass sein Schäfer Ihm durch sein Vieh in der Saat geessenen Schaden zugefügt/ und als er denselben betrosfen/ und ihm sothane verwiesen/ da hätte derselbe ihm mit importanen Worten also bezegnet/ dass er auch endlich dadurch bewogen worden/ ihm etliche Streiche zu geben/ worauff aber der Schäfer ihn so fort beym Fürstl. Fiscal in Schwerin verklaget/ und auff sein Vorbringen so viel erhalten/ dass ihm 100. Reichsthalter Fiscalische Straffe dictirt worden/ und ob er zwar seine Wegen-Nothdurfft wider dessen falsches Angeben eingewendet/ so hätte doch solches nichts versangen wollen/ sondern es wäre bey dem Ersten geblieben/ ja man hätte Ihm auch hinwieder nicht einmal die Appellation, vielweniger dass er solches mit dem Schäfer per ordinarium Processum ausführen möchte/ verstaten wollen.

2.) Es beschweret sich der Major Peterswald/ dass wie er vor 3. Jahren sein Haußgeräth/ so er des Krieges wegen nach Lübeck fahren lassen/ habe wollen durch 6. Wagen abholen lassen/ der Zollner zu Jarrenthien dessen Wagen/ unangesehen des Passes/ so sie unter des Majors Hand und Pitschacht bey sich gehabt/ angehalten/ von jedem ein Dätgen gefordert/ auch seinen Diener/ weil er ihm das geroderte nicht geben wollen/ 2. Stühle vom Wagen genommen/ und biß dato behalten.

3.) Es

Ad 3. Wegen der Lehen- und Mann-Dienste habe es diese bewandniß/ dass dieselbe denen Pactis familiaræ annectirt/ dieweil nun dieses ein gemeines Beck/ und auff eine beyderseits Fürstl. Resolution beruhen will/ so wollen Jhro Fürstl. Durchl. nach geschehener Communication mit Bistrow sich hierüber weiter vernehmen lassen.

Ad 4. Sey zwar die Constitutio ad officia publica Juris Territorialis, und zu Jhro Fürstl. Durchl. freyer disposition juxta subiecta gestellt/ darum aber Jhro Fürstl. Durchl. ganz nicht gemeint/ den Adel hievon zu excludiren/ wie dann so wohl die Exempla Majorum, als ihre eigene bey dero Fürstl. Cangelcy-Scricten und sonstigen bezeugen: Solcher gestalt denn E. E. Ritterschafft sich Jhro Fürstl. Durchl. gnädigster Inclination nach befindlichen Qualitäten in Begebenheiten erfreuen mögen.

#### Resolutiones.

Ad 1. Wegen der Klagen vom Adel aus dem Amte Lügß/ dass dieselbe von dem Stadt-Boigt zu Parchim angehalten/ und zu Erlegung eines Schillings neuerlich constringirt worden/ so soll/dasern es sich richteter massen verhält/ der Stadt-Boigt zur Restitution des zur Ungebühr abgenommenen angehalten/ und demselben sich dessen ins künftiz zu enthalten bey nachlässiger Straffe anbefohlen werden/ und der Effect dessen/ in termino 3. Wochen à dato an zu rechnen/ erfolgen.

Ad 2. Et quidem Membr. 1. Zum Fall dem von Bischoffswangen noch zur Zeit keine Satisfaction gegeben/ so soll demselben annoch frey stehen und zugelassen seyn/ seine Verzugniß nochmahls ad Acta anzuführen/ da dann/ und wann zusehst das Gegentheil darüber gehöret/ darinn von einer auswärtigen Juristen-Facultät gesprochen/ und da derselbe bey solcher ausgeprochenen Urtheil zu acquiesciren nicht gemeinet wäre/ darin verfahren werden/ wie in Resolutione ad Gravamina generalia, sonderlich ratione mulctarum, befindlich.

Ad 2. Hierüber soll der Zollner zu Jarrenthien so fort vernommen/ die Neuerung abgeschafft und das Abgenommene und vorenthalte in termino drey Wochen restituirt werden.

Ad 3.

ANNO 1701. 3.) Es beschweren sich einige von der Ritterschen Hünner geklagt / soll als eine Menderung der Zöllner bey nahmbaffter Straffe verboten / und dieselbe zu Bezahlung der Hünner in termino 3. Wochen angehalten werden.

ANNO 1701.

4.) Beschweret sich Hende Lügow zu Quasfel gang sehr / daß vor Jahren von den Schwerinischen Beamten die alte Erde ihm abgegraben und umgeliehet / wodurch ihm seine Wiesen überschwemmet / und die Fisch-Gerechtigkeit grossen Theils abgeschnitten worden / darüber er / wie dieses von denen Beamten zur Hand genommen / so fort bey Fürstl. Cammer geklagt / und hievor auff den Land-Tagen um Altkennz gebeten / aber biß dato nicht die geringste Satisfaction erhalten können / da doch dem Herrn Obrist-Leutnant Hundten zu Wandekau / verindig Fürstl. Abscheids / bereits in Anno 1671. Satisfaction gegeben worden.

5.) Hauptmann Bülow zu Wölgow beschweret sich / daß durch einen Fürstl. Corporal und 2. Einspanniger Ihn sein Voigt mit Gewalt vom Hofe genommen / und nach Schwerin in Arrest gesetzt / unter diesen Prätext / ob hätte er einiger in Hagenow passirter Schlägerey beygewohnt / da doch der Voigt daran unschuldig / das maßt in Hagenow nicht gewesen sich aber dennoch mit einem Eyde purgiren / und in 7. Tage zu Schwerin in der Corps de Garde sitzen / und sein Geld verzehren müssen.

3. Beschweret sich Ulrich Negenbanch zu Eggerstorf / daß seine Lant von seinem Viehe / so er durch Wölgow und Tessen treiben lassen / den Zoll zu erlegen angehalten worden.

4. Beschweren sich die Schwerinischen Städte zum höchsten / daß Sie mit den so genannten Lagerstat und Quartier-Geldern pragravirt werden.

5. Ungleichheit beschweret sich die Stadt Parchim / daß wegen der Oeconomeyen und Geistlichen Schulden vor etlichen Jahren auff andalten der Herrn Geistlichen eine Fürstliche Verordnung gemacht worden / daß die geistliche Schulden dem Schoß / der doch ein onus fundo inhærens wäre / solten vorgezogen werden / Ja auch von denen wüßten Städten / so den Geistlichen in solutum zugestlagen / kein Schoß erlegt werden wolle / und bitter / daß dieses remediert / und in vorigen Stande / wo es vor alters gewesen / gesetzt werden möge.

6. Beschweret sich die Stadt Grabow über den vorkin zu Dönig gewesenen / voriege aber zu Ebdena sich befindenden Amtmann Krullen / so einige Jahre hero monopolia exerciret / wenn derselbe nicht nur alles an sich gezogen / indem die Wahren ihm Honig und dergleichen Wahren zuführen / und andere von Ihn annehmen müssen / sondern er hat ein Brannewerk zugelegt / daß niemand in solchem Amte gehöriger Wahren eine Tonne Bier / wofern Sie nicht von ihm geachtet / es sey auch auf Hochzeit / Kirchgangen und Kindtauffen / ob ihnen gleich eine geschendet würde / bey Straffe auszupfen dürfen / wodurch hiesiger Stadt die Nahrung gar entzogen wird / weil dieselbigen Amts-Wahren sonst von hinnen das Bier geachtet / und hat die Stadt in Ebdena 3. Krüge gehabt / wird daher um Remedirung gebeten.

7. Beschweret sich die Stadt Dönig / daß Sie für

Ad 3. Was wegen Abnehmung der Ralecutschen Hünner geklagt / soll als eine Menderung der Zöllner bey nahmbaffter Straffe verboten / und dieselbe zu Bezahlung der Hünner in termino 3. Wochen angehalten werden.

Ad 4. Membr. Das Gravamen soll so fort und ungehindert durch billige Wege zum längsten innerhalb Monats-Grätz abgethan werden.

Ad 5. Soll der Schwerinischen Justiz-Camsey so fort injungiret werden / wegen der von dem Hauptmann Bülow zu Wölgow geklagten Beschwerden in Begnehmung seines Voigts von seinem Hofe Red und Antwort zu geben / dabey sich der gravirte Bülow anzumelden / und dieser geklagten Beschwerde forderlichste Abhelfung / so ihm hiemit alleriret wird / zu suchen.

Ad 3. Wegen Ulrich Negenbanchen Beschwerde / daß nemlich von seinem Viehe zu Wölgow und Tessen der Zoll gefordert / befindet es sich dieser Gestalt / daß daselbst durchaus kein Zoll befindlich / sondern allein ein Dam-Geld / wovon sich keiner eximiren kan / gefordert wird.

Ad 4. Wegen der Lagerstat-Gelder / wovon / so viel die Gelder an ihm selbstem belanget / eigentlich die Frage / erklären Ihro Fürstl. Durchl. sich gnädigst dahin / dieser movirten Beschwerde gnädigsten Wandel zuschaffen / und die Städte damit zu versehen / auch sich sonst ad gravamina generalia zu der Städte Satisfaction und Abnahn erklären wollen.

Ad 5. Wegen der Stadt Parchim geklagten präferenz in puncto des Stadt-Schoffes halten Ihro Fürstl. Durchl. gang billig und recht / daß der Stadt Schoß zu präferiren / darum denn die Ecclesiastici demselben nachzusehen / hiemit und in Krafft dieses angewiesen werden.

Ad 6. Wegen der Stadt Grabow wider den Amtmann Krullen geführter Klage in puncto monopolii soll dem Amtmann / weil Ihro Fürstl. Durchl. gang keine Meinung verstaten wollen / das angelegte neue Brannewerk / und Aufstauffung des Kornes / da dieselbe bey angestellter Nachfrage befindlich / in termino 3. Wochen nieder zulegen und aufzuheben / anbeziehen / und demselben mit Ernst Nachdruck gegeben werden.

Ad 7. Der Stadt Dönig von der Garnison



ANNO  
1701.

für andern Städten wegen der Garnison zum höchsten prägraviret / allermaßen die wenige an noch vorhandene und ausgemergelte Bürgerschaft / derselben nicht allein das Lagerstad / Feuer und Licht geben und reichen / sondern und über das auch die ganze hierin liegende Compagnie mit benöthigter Grastung für ihre Pferde ohn Entgelt unterhalten muß / da sonst die Stadt für den Ort / so ihnen zur Weide eingeräumt werden müssen / 30. bis 40. Reichshaler Heuer haben könte / zugeschwiegen der großen Beschwerde / so das Lagerstad dieser gedoppelten Einquartierung mit sich führet / denn weiln die Soldaten fast mehrentheils verweibet / und viele Kinder haben / hat mancher Wirth fast keinen Raum in seinem eigenen Hause / weßwegen er dann seine Nahrung nicht der Gebühr abwarten kan / sondern dieselbe fahren lassen / und nahrungslos sitzen muß / und wo in hoc passu der Stadt keine Sublevation geschieht / wird derselben Ruin nicht ferne seyn / in mehrer Erwägung dieselbe von der Soldatesque nicht die geringste Nahrung hat / sondern alles / was zu derselben Sultentation von nöthen / es sey Brod / Bier oder andere Victualien / ihnen von der Bestellung gerichtet wird.

8. Beschweret sich die Stadt Schwein / daß zum grossen Abbruch der Bürgerlichen Nahrung gereicht / daß ihrer unterschiedlich dazu privilegiert werden / fremdes Bier feil zu haben / und auszuschenken / gestalt denn erweislich / daß jährlich mehr denn 1000 Tonnen fremdes Bier in die Stadt hinein geschleppt werden / dahero die Einwohner gänzlich um ihre Nahrung gebracht werden / hingegen die andern Städte Thun Ihr Brodt dadurch hinweg nehmen.

2. Daß man zu den Jahrmärkte-Zeiten / da alsdann außserhalb der Stadt das Viehmärkte gehalten wird / denen Bürgern und Einwohnern nicht verstaten wolle / eine einzige Tonne Bier ohne Abstattung 3. Schilling Accise hinaus zuführen / und unter die fremden Jahr-Märkte-Lente auszuspenden / welches vorhin nie herkommens gewesen / welche Neuierung denn der Stadt höchst beschwerlich und präjudicialisch fällt / gestalt ohne dem die gewöhnliche Prästationes an Accise, Matrik- und Maßgeld für das Maß entrichtet werden / und dahero unbillig ein Ding mit doppelter Accise zu belegen und zu beschwören.

3. Memb. Daß die Einquartierung der Garnison und Reuter diese Stadt dermaßen hart drücke / daß es in die Länge nicht mehr zu ertragen / gestalt man die Garnisons-Last nicht allein schon viele Jahre her / auch zu Friedens-Zeiten / da andere Landes-Stände von dergleichen Beschwerden nichts empfinden / getragen / sondern selbige sich auch von Tage zu Tage ergrößert / und jeco die monatliche respectiv Service und Quartier-Gelder effectiv schon auf 70. Thaler baaren Geldes hinan laufen / dahingegen die Bürgerschaft so diese harte Last ob dem Halse hat / gar wenig und an der Zahl sich kaum auff 130. Mann erstreckt / unter denen doch nicht 20. zu finden / die noch ein Stück Brodes haben / ohne daß auch die armseelige Bürgerschaft / ungeachtet der vorhandenen vielen Soldaten / dennoch auch selbst / mit Hindansetz- und Veräußerung ihrer Nahr- und Handthierung auf die Wache gehen / selbsten die Vices der Soldaten vertreten / und wenn sie dahero für sich und die ibrigen nichts erwerben noch gewinnen können / dennoch nichts desto weniger denen Soldaten ihre monatliche Service verschaffen müssen / dahero es denn kömmt / daß die Bürger allgemählig verlaufen / die Soldaten zum Theil der Bürger-Häuser an sich bringen / und noch dazu / weil unterschiedene / und fast allerhand Art Handwerker dar-

und Reuter empfindener / und doppelter Beschwerde halber / soll in gleicher Moderation, wie mit Schwein verfahren werden. ANNO 1701.

Ad 8. Wegen geklagter Beschwerde der Stadt Schwein ad 1.) Ihre Fürstl. Durchl. competiret Krafft Landes Fürstl. Obrigkeit / Privilegia zu ertheilen / und gereicht es zum gemeinen besten / daß Städte mit fremden Bier und Wein versehen werden. Der Fremden Bier- und Weinschend aber soll allein denen Bürgern / keines Weges aber denen Exemptis, Sie hätten sich denn zuvor mit Bürgermeister und Rath billigmäßig verglichen / beygelegt / und vergönnet werden.

Ad 2. Sey allbereit auff jüngstem Viti-Markt desfalls nach Bürgermeister und Raths Gesuch die Nothdurfft verfügt / und soll alle Neuierung cum effectu abgeschafft werden.

Ad 3. Memb. Mit den Reutern in Fürstl. Residenz und denen dieselwegen präterendierten Lagerstadts Geldern / hat es gleiche Verwandtniß / wie ad Grav. atum bereits resolviret / und weiln im übrigen die Moderation eine nöthige Sache / deren sich dann die Stadt auch wegen der Musquetirer, nach jegiger Anlage zur Helffte zu erfreuen haben soll / so wollen auch Ihre Fürstliche Durchl. die Bürgerschaft in der Stadt außer Nothfällen mit der Wacht nicht beschwören / der Militz durchaus keine Handthierung / noch weniger die Erkauffung einiger Häuser verstaten / sie hätten sich denn des Raths Jurisdiction unterworfen / wollen auch bey Abforderung der Militz nach andern Orten / kein Lagerstad-Geld in ihrer Abwesenheit von der Bürgerschaft erfordern und einziehen lassen.

Ad 4.

ANNO unter sind / mit Betreibung solcher Handwerker  
1701. denen Bürgern in- und ausserhalb der Stadt grossen  
Abbruch an der Nahrung thun / und ihnen das  
Brod gleichsam säum Maul wegzeissen.

4. Daß in der Stadt Schwerin so viele Privilegirte und Eximirte sich befinden / welche zwar die bürgerliche Nahrung mit Weauen / Mälzen / Herbergieren / Ackerbau / Viehzucht / und andern dergleichen bürgerlichen Gewerben mehr / aufs beste und stärkste treiben / hingegen aber sich denen Stadt- oneribus tam realibus, quam personabilibus durchaus entziehen / und der bedrängten Bürgererschaft wieder aller Völkere Recht / da ein jeder der das Commodum hat / billig / und de Jure Naturæ auch das incommodum zu sustiniren schuldig / mit keinem Heller die Last tragen helfen wollen / dahero sie / die wenige Bürgererschaft ohnsehbare zu Grunde gehen muß / hingegen die Eximirte und Privilegirte mit deren Schaden sich bereichern und empor steigen.

9. Beschweret sich die Stadt Kröpelin,

(1.) Daß sie durch das neu angelegte Brauwerk zu Dobberahn zum höchsten graviret / über-

(2.) Der Stadt-Boigt daselbst ab oneribus publicis eximiret werden wollen / wie nicht weniger

(3.) Daß die Stadt Kröpelin in dem letzten Ausschreiben zum Land-Tage präteriret worden.

10. Beschweret sich Victor Friedrich von Winterfeld / daß er Anfangs von den Fürstlichen Jägern wegen der Mit-Jagde auff den Pampierer Platz / Rauer- und Darfabler Feldern turbiret / und dar-auff vom Fisco in der Fürstlichen Schwerinschen Justiz-Canzley zu Schwerin in Anspruch genommen / woselbst post cognitionem causæ Er in possessione bestätiget / und Fisco ad petitorium verwiesen / welcher auch so lange Er gedachter Winterfeld / die Feldmark quæstionis gehabt / acquiescirt / nachgehends / und wie Er dieselbe an den Rittmeister Düren verkaufft / in die Cammer gezogen / und daselbst die in der Justiz-Canzley für Ihn ausgesprochene Urtheil reformiret worden.

11. Beschweren sich die Buchwaldsche / Erwig-sche / Rangowsche und Biereggische Fidejussores, daß sie nicht allein von jetztgemeldten Creditoribus aufs höchste gedrungen / und mit Execution belegt werden / sondern auch / daß dasjenige / was von der gnädigsten Herrschaft ihnen dieserwegen verschert worden / zu keinem Effect gelangen wollen.

12. So beschweret sich Ulrich Negenandt zu Eggersdorf / daß Er wegen eines Gelübdes für Ihro Fürstl. Gnaden Herrn Herzog Adolph Friedrich hochseel. Andenkens / wolle in Anspruch genommen und mit der Execution von denen Creditoribus bedröhet werden.

13. Ingleichen Johann Bilow / daß / wie Er einen Maleficanten bey Rittmeister Sittmann denunciiret / ihm angemahlet werden wollen / wieder

Ad 4. Memb. Die Eximirte / welche bürgerliche Nahrung treiben / sollen davon / so wol in der Stadt Schwerin / als übrigen Städten nach gnädigster billigmäßiger Verordnung zum gemeinen Besten Beytrag thun.

Wegen des Schwerinschen Schöff-Boigts Bierseckens / wollen Ihro Fürstl. Durchl. von dero verordneten Regierung es in termino 3. Wochen untersuchen / und remediren lassen.

Ad 9. Auf der Stadt Kröpelin eingereichte Supplique wird

Quoad 1. Memb. Wegen des Brauens resolviret / wie auff der sämtlichen Städte gravamen in hoc puncto.

Ad 2. Memb. Des Stadt-Boigts halber soll der bereits vorhin Fürst gnädigst abgegebenen Resolution, so in vorigen Jahren erfolgt / be-effect gegeben werden / solcher gestalt daß derselbe ab oneribus realibus sich keines wegens entziehen könne noch solle.

Ad Memb. 3. So soll auch die Stadt Kröpelin / wenn Land-Tage und andere gemeine Landes-Versammlung ausgeschrieben werden / gleich denen übrigen Städten / wie vorhin / also auch nachgehends ersodert und beschrieben werden.

Ad 10. Wegen des von Winterfeldten Beschwerben wieder den Advocatum Fisci in puncto der Jagd / wollen Ihro Fürstliche Durchl. Acta nachsehen / Erkundigung einziehen / und darnach in der Sachen Recht-mäßig verfahren / und unparteyische Justitz forderksam administriren lassen / und wenn in possessorio, wie allegiret / allbereit gesprochen / darüber / bis Fiscalis ein anders in Judicio petitorio und zwar in foro competentis erwiesen / und dargethan / billigmäßig halten.

Ad 11. Wegen der Buchwald- Erwig-Rantow- und Biereggischen Fidejussions-Sache / fällt es Ihro Fürstlichen Durchlauchtigkeit anjehs ganz unnützlich / laut des Fürstlichen Vergleichs die Bürgen vor jezo zu secundiren / sie wollen auch keines Weges verstaten und zugeben / daß dieselbe von denen Creditoribus mit Execution belegt werden sollen; Im übrigen sind Ihro Fürstliche Durchlaucht. keines weges gemeinet / von vorigem Fürst. Vergleich abzugeben / dabon sie wegen der jetzigen bedruckten Zeiten verhindert werden.

Ad 12. Ihro Fürstliche Durchlauchtigkeit sind nicht minder des Erbittens / sich gegen Ulrich Negenandt / wenn bey der Fürstlichen Residentz Er sich einfinden wird / pro justitia & æquitate zu erklären / da Er denn keines weges zu verfahren / daß einige Execution von der Creditoren Seiten geschehen soll / allermaßen Ihro Hochfürstl. Durchl. bey den Gerichten Ihn assistiren wollen.

Ad 13. Auch wollen Ihro Fürstl. Durchl. des Johann von Bilowen unterhängigstes desiderium so fort untersuchen / solches in termino 3. Wochen

ANNO  
1701.



ANNO  
1701.

wieber alle Recht und Billigkeit/ die auf solchen Inquisition's-Process verurtheilte Kosten der Fürstl. Cammer zu refundiren.

14. Wiederholer die Stadt Dömitz ihre Beschwerde sub grav. 7. wegen der Milice, und bittet/ daß/ weiln Sie wegen des grossen Wasser-Schadens sehr ruiniret/ Sie billig eine Erstat- und Erleichterung bey der Contribution geniessen möge.

14. Die in Parchim wohnende Hopffensführer beklagen sich/ was gestalt Sie vor diesem an Zoll-Gelde für ein Fuder Hopffen zu Crivitz 4. fl. zu Schwerin 8. fl. und in Gadebusch von jedwedem Pferde für einen Hopffen-Wagen einen Scheffel Hopffen/ in natura, und zwar noch für weniger Zeit geben müßten; Wenn nun die Zeiten anjeho sehr schlecht und narlos/ und insonderheit auff Hopffen wenig zu verdienen/ offtermahls auch ein ziemlicher Verlust dabey wäre/ Sie aber/ unangesehen dessen allen/ zu Crivitz an statt 2. Schilling nunmehr 8. Schilling/ zu Schwerin vor 8. Schilling 2. Gulden und zu Gadebusch gleichfalls 2. Gulden geben müßten/ als hätten Sie diesem Gravamini einen gnädigsten Wandel zu gönnen.

16. Beschwerer sich das Städtlein Nebna/ das von feil. Hauptmann Levin Harnsen daselbst Ao. 1654. eine Schäferey/ dem Städtlein zum höchsten präjuditz und Schaden angelegt/ daher Sie gemüthiget worden/ ihr Viehe eines Theils des Sommers auf fremdder Weide mit grossen Unkosten und Gefahr treiben zu lassen/ und ob Sie gleich grosse Expensen desfalls angewandt/ hätten Sie doch nichts erhalten mögen/ dahero Sie es endlich nachgeben müßten.

2.) Daß gedachtes Städtlein nicht so viel Hölzung habe/ darinnen ihre Schweine könten feist gemacht werden/ und dasjenige Weichholz und Riehe/ so auf ihrem Felde stünde/ und sie von Alters her hauen und schneiden lassen mögen/ ihnen von den Voigten abgenommen würde/ welche es nicht zu Ihro Fürstlichen Durchlauchtigkeit/ sondern in ihren eigenen Nutzen verkaufen/ und noch dazzu/ wenn Sie jemand von ihnen betreffen/ ihre Weile und Aeren wegnehmen.

3.) Daß es viel grosse und andere Frey-Häuser daselbst gebe/ so aber in keinerlei Oneribus dem Städtlein im geringsten zu Hülffe kämen/ imgleichen/ daß etliche Amts-Bedienten daselbst/ und die Kräger in den Amts-Wohnungen wohneten

4.) Daß ihnen gleich andern Städten wegen der Lagerstat- und Service-Gelder zu nahe geschehe/ indem sie die Soldaten mehrentheils zu Unfangs mit Essen und Trinken egliche Tage verpflegen/ und doch ihr völliges Contingent geben müssen.

5.) Daß Sie die Quartam de Anno 1680. völlig bezahlt/ und dieselbe/ wie andern Contribuenten widersfahren/ ihnen noch zur Zeit nicht gut gethan worden.

#### Additamenta Specialissimorum Suerinensium

Über dasjenige/ so bereits Anno 1681. bey der Deputation zu Hoftock von E. E. Ritter und L. übergeben/ werden nachfolgende Beschwerde geführt.

1. Von der Ritterschafft im Amte Grevismühlen/ daß von dem Zöllner daselbst/ wenn nur auff dem Lande Dienstbothen von einem Dorffe zum andern ziehen/ so wohl von deren Geräthe/ als ihren Wagen ein zwiefacher Zoll gefordert wird.

2. Von

Wochen remediren/ und ehe solches geschehen/ Anno eine Execucion wieder ihn ergehen lassen. 1701.

Ad 14. Der Stadt Dömitz geklagten Beschwerde wegen der Militz, bleibt es bey der ad grav. Speciale 4tum bereits ertheilten Resolution, im übrigen derselben wegen des grossen Wasser-Schadens bezugreten/ wie andern ob casus fortuitos wiederfahren ist.

Ad 15. Die von dem Parchimer Hopffensführer geklagte Neuer- und Erhöhung des Zolls zu Schwerin/ Gadebusch und Crivitz/ soll/ wenn es sich berichteter maßen verhält/ abgestellt werden.

Ad 16. Wie denn auch Ihro Fürstl. Durchl. die von der Stadt Nebna angeführte Beschwerde/ als wegen angelegter Schäferey/ Holz- und Rechtwerbung/ besetzter Häuser/ Beschwerung von der Milice, wenn sichs geklagter maßen verhält/ in termino 3. Wochen rechtmäßigen Wandel verschaffen/ und dem Städtlein/ gleich wie denen übrigen im Lande/ die quartam de Anno 1680. remittiren/ und desfalls Beschl. an die Einnahme ergehen lassen wollen.

#### Resolutiones.

Auff die von Ritter- und Landschaft den 7. Maji übergebene neue Gravamina wird folgende Resolution ertheilt.

Ad 1. Den von der Ritterschafft des Amtes Grevismühlen wider den Zöllner daselbst angeführten beschwerlichen Zoll belangend/ desfalls beruht sich die Ritterschafft auff das Herkommen/ welchem zuwider/ so wohl von dem Geräth als von den Wagen/ wenn sie nur von einem Dorffe zum andern

ANNO 1701.

ANNO 1701.

2. Von der Ritterschaft in dem Amte Wittenburg/ daß der Zöllner zu Jarrentzien/ wenn von dem Adel etwas bey ihm durch gefahren wird/ wider das Herkommen einen Paß oder Schein fordert/ und wenn ihm gleich ein Paß vorgezeigt wird/ er dennoch Ausflüchte suche und sage/ es wäre kein Ochsen- Kopf darunter/ item, er fordere auch von jedwedem Wagen etliche Schilling Trinkel-Geld.

3. Beschweret sich Ulrich Friedrich von Strahlendorff zu Strömhkendorff/ daß ex Actis provincialibus bekannt wäre/ wie anxie sein Seel. Vater geklaget/ daß er von denen Beamten zu Nedentzien und dem Pensionario zu Strömhkendorff gar hart graviret/ und an seinem Antheil Strömhkendorff beeinträchtigt werde/ indem

(1.) Schon zu Ihro Fürstl. Gnaden Herrn Herzog Adolph Friedrichs Zeiten/ in dem Dorffe Strömhkendorff/ worin Ihro Fürstl. Durchl. einen/ und gedachter Paul Ulrich von Strahlendorff den andern Hoff hat/ 2. Scheuren und ein Schäfer-Nathe von denen Beamten auff die gemeine Freyheit gebauet.

(2.) Die gemeine Weyde nicht allein von Ihro Fürstl. Durchl. Hofe Strömhkendorff vollkommen und überflüssig betrieben würde/ sondern daß auch von andern Ihro Fürstliche Durchlauchtigkeit Höfen als Nedentzien/ Jarben/ bey Sommer-Zeit eine solche Menge an Pferden/ Ochsen und andern Viehe getrieben würde/ daß sein Ulrich Friedrich von Strahlendorff und der Unterthanen Viehe verhungern und verschmachten mußte/ zugeschwigen/ daß das Weyde-Geld für das fremdde Viehe/ so bey diesem Guthe sonst allemahl ein großes getragen/ ihm dadurch entzogen würde.

(3.) Ihro Fürstl. Durchl. Pensionarius zu Strömhkendorff sich viele Jahre hero der Schäferey auff dem Strömhkendorffer Felde de facto und allein gebraucht/ da doch die Schäferey zu beyden Höfen gehöret/ und ein jeder für Alters einen Schäfer gehabt/ und ob zwar Ulrich Friedrich von Strahlendorff für wenig Jahren eine Schäferey wieder angelegt/ so würden doch von dem Fürstl. Pensionario mehr Schaafse gehalten/ als ihm zur Hülffe zukommen könnten/ so hätte er auch wegen des unerträglichen Schadens/ der so wohl seinem seeligen Vater/ als ihm wegen verwehrtter Schäferey/ in so vielen Jahren zugewachsen/ keine Satisfaction erhalten können.

(4.) Geschehe ihm sehr ungleich/ indem von Seiten Ihro Fürstl. Durchl. zu dem Hofe von andern Orten gewisse Dienste geleet/ welche nicht allein mit großer Anspannung/ sondern auch mit vielen lebigen und Wechsel-Pferden das Feld betrieben/ wenn sie zu Hofe dienten/ und der Weyde großen Schaden zufügten/ ohne daß demselben bisher die geringste Erstattung dafür wiederfahren.

4. Ist höchst beschwerlich/ daß ein Baur Namens Hans Pinnow/ mit dem seinigen und dessen zuehdt/ so anjago in Wanschow wohnet/ denen Landes-Reversalen zuwider/ von den Schwerinschen Beamten nach Grubenhagen/ woselbst er ein Erb-Untertan ist/ nicht wolle abgesolget werden.

TOM. VIII. PART. I. 5. De.

andern geführt/ ungetöblicher Zoll präcendiret und gefordert wird/ daß Ihro Fürstl. Durchl. an solcher ersädlichen Neuerung keinen Gefallen haben/ besonders solches gänglich abgeschafft wissen wollen.

Ad 2. Vernehmen Ihro Fürstl. Durchl. der Ritterschaft im Amte Wittenburg Beschwerde wider den Zöllner zu Jarrentzien/ daß er nicht allein keine beglaubte Pässe annehmen wolle/ sondern auch mit ungeziemenden Worten ausfahre/ So fordere er auch von allen Wagen etliche Schilling Trinkelgeld/ desfalls ihm committirt werden sol/ sich bescheidenlich zu verhalten/ beglaubte Pässe anzunehmen/ auch von jedem Wagen durchaus kein Trinkelgeld zu fordern/ und zum Fall er dagegen handeln würde/ derselbe exemplariter bestraft werden solle.

Ad 3. Den halben Theil seines des Strahlendorffes Gutes Strömhkendorff/ und verschiedentliche Beschwerden belangend/ versprechen Ihro Fürstl. Durchl. selbige in den nächsten drey Wochen/ bey Fürstl. Cammer/ fürgehends billigmäßiger Cognition, abzu thun/ und bemelden von Strahlendorff die häßliche Hand zu Abstellung fernerer Klagen zu lassen.

Ad 4. Die Restitution eines Bauren/ Namens Hans Pinnow/ in Wanschow nacher Grubenhagen betreffend/ wollen Ihro Fürstl. Durchl. denen Landes-Reversalen zu leben/ nachdrücklichem Befehl ergehen lassen/ um so vielmehr/ weil der Land-Rath Molsahn sich vorher zu billigen

K

Cor-



ANNO  
1701.

5. Beklaget sich die Wittib von Bulowen zu Krigow / und die ihrige ganz wehemüthig / daß sie auff ihr bey Fürstl. Schwerinschen Cammer zinsbaar stehendes Capital in vielen Jahren keine Zinsen bekommen / obgleich das Capital an sich eine bey Hoch-Fürstl. Cammer bekantliche Schuld / und vorher jährlich verzinsset worden.

6. Beschweren sich Bürgermeister und Rath der Stadt Wahren / daß nach Abhandlung der jüngsten Krieges-Bücker / sich so viele Kramer aufwerffen / welche nicht allein das Land durchstreichen / ihre Wahren auff den Dörffern verkaufen / sondern sich gar in den Dörffern häuslich nieder lassen / und alskhand Krachm / wie in den Städten / feil haben / wodurch die Kramer in den Städten verdröben werden.

7. Beklaget sich Bürgermeister und Rath der Stadt Parchim / daß sie auff gnädigsten Befehl Ibro Fürstl. Durchl. Unfers gnädigsten Herrn vier Brücken / die allesamt kurz zuvor mit grossen Kosten repariret / und eine Mühlen-Arcke ändern und verweitem müssen / allein dieser Ursachen halber / daß der Amtmann Krull und Hans Grang ihr Holz / so sie gekauft / und ihren eigenen Nutzen und Vortheil dabey gesucht / für ihren Mühlen nicht auflösen und ungehindert durch flößen könten / und dieses alles bald bey Pcen, daß Ibro Fürstl. Durchl. ihre Mühlen in Possession nehmen wolten / bald bey Pcen 500. Reichsthaler Straffe / und anderweitiger ihnen nicht wohlgefälliger Verordnung / daher denn dieselbe verlangt / daß ihnen von demselben Amtmann Krull / und Hans Grangen solche Baukosten erstattet / und wenn sie hinkünftig mehr durchflößen würden / ihnen gewisse Erstattung zu thun / daß ihre Mühlen so lange stille stehen und nichts verdienen könen.

8. Es wird auch wegen der Stadt Schwerin unterthänigst gebeten / weils derselben nachfolgende Beschwerden anliegen / Ibro Fürstl. Durchl. wolten gnädigst geruhen / zu veranlassen / daß selbige abgethan werden möchten.

(1.) Dem Holzvoigt zu Schwerin ist aussierhalb des Sichenbaums / jedoch gar nahe darbey ein Haus gebaut / zu dem Ende / daß er darinn wohnen / und auff die einfahrende Baur-Wagen / so mit Holz beladen / desto besser Achtung geben könne / Es ist aber nie dorten ein Haus gestanden / vielweniger bürgerliche Nahrung darinn getrieben / Es unternimmt sich aber dieser Holzvoigt / bürgerliche Nahrung zu treiben / indem er darinn herbergiret / selber brauet / und jedermänniglich / der es nur begehret / das Bier verkauft / worunter die Stadt und arme Bürgerschaft / sonderlich die vom Brauwerck sich allein ernehren / und davon nach dem ersten Stande zum härtesten contribuiren müssen / merklich leyden und in ihrer Nahrung beeinträchtigt werden / von solcher treibender bürgerlicher Nahrung aber Ibro Fürstliche Durchlauchtigkeit keinen Vortheil / sondern nur Schaden haben / indem bey selbigen Holzvoigt die Bahren / wenn sie wieder aus der Stadt kommen / und ein wenig Geld gelöst / einkehren / sich toll und voll und also das wenige Geld mehrentheils bey ihm wieder verfaufen / und wird dahin gestellt / ob der Holzvoigt mit den Bahren auch destoerger nicht *connoître* und

Conditionen, zu Hinterlassung der Hof-Wehr / ANNO  
wie auch der Helfste ihrer Kinder respectu der ANNO  
Mutter / als aus dem Herzogthum Mecklenburg 1701.  
Schwerinschen Theils bürdig / offeriret / und er-  
bierbig gemacht.

Ad 5. Wegen der Wittiven von Bulowen zu Krigow bey Fürstl. Cammer habender / als bekantlich agnoscirter Schuld-Forderung / wollen Ibro Fürstliche Durchlauchtigkeit gnädigst / daß der Wittiven jährlich die Zinsen abgeführt / und mit ihr desfalls Richtigkeit gemacht / und die Liquidation nicht allein zugeleget / sondern auch / was derselben etwa annoch restiren möchte / durch leidliche Termine baar abgeführt werden solle.

Ad 6. Sonderlich wegen der Bürgermeister und Rath zu Wahren / der Stadt zum präjudiz auff den Dörffern einschleichender Krämer / und Verkäufer / befinden Ibro Fürstl. Durchl. solchen Unstand / als den Städten überall verhänglich / keines Weges zu leiden / sondern wollen denselben aller Orthen mit ernstlichen Verbot / und sub poena Confiscationis gänglich abgeschafft wissen.

Ad 7. Auff Bürgermeister und Rath zu Parchim ihrer erweiterten 4. Brücken und Mühlen-Arcke halber / sonderlich dem Amtmann Krull und Hans Grangen zu gute / angeführte Beschwerde / da lassen es Ibro Fürstl. Durchl. lediglich bey demjenigen bewenden / daß ein jeder seine Brücken / und also auch Bürgermeister und Rath dieselbe in erbaulichem Stande erhalten müssen / desfalls besagter Amtmann Krull / und Hans Grang dahin anzuhalten / daß sie wegen veranlasseter übermäßigen Baukosten Bürgermeister und Rath billigmäßige satisfaction verschaffen / auch im übrigen wegen künftiger Kosten / auch Abgangs an denen Mühlen-Intraden sich mit dem Senat vergleichen / bis dahin aber sich des Flößens enthalten / oder gewärtig seyn sollen / daß sie zu Parchim für und unter den Brücken angehalten werden mögen.

Ad 8. Auff Bürgermeister und Rath der Stadt Schwerin übergebene letztere Gravamina und zwar

Ad 1. membr.) Soll dem Holzvoigt aussierhalb des Sichenbaums ernstlich verboten und gehemmet werden / keine bürgerliche Nahrung der Bürgerschaft zum präjudiz zu treiben / das Bier allein aus der Stadt von den Bräuern zuziehen.

Ad 2.

ANNO  
1701.ANNO  
1701.

und ob auch nicht die Accise untergeschlagen werde / weil das Malz außerhalb der Stadt kan gemahlen werden / bitten demnach Bürgermeister und Rath unterthänigst / daß solche bürgerliche Nahrung dem Holzvoigt möge verboten werden.

2. Unternehmen sich auch andere / so färm Thor wohnen / denen man endlich das Krügen oder Bier-schenken zu gdnen hätte / gleichfals des Brauwercks / worüber die Brauer in der Stadt gleichfals Schaden in ihrer Nahrung leiden / bitten demnach Bürgermeister und Rath unterthänigst / daß selbigen Leuten das Brauwerck möge verboten / und daß sie das benöthigte Bier aus der Stadt holen / injungiret werden.

3. Der Gärtner so färm Thor wohnt / Namens Bartold Evers / ist nicht in Fürstl. Diensten / pretendiret aber exemption / gebraucht aber bürgerliche Nahrung mit dem Herbergieren / Märgen / Brauen und Aufschneiden des Biers / da er doch der Stadt nicht mit einem Heller in denen Oneribus zu Hülffe kömmt / bittet demnach Bürgermeister und Rath unterthänigst / daß demselben solche bürgerliche Nahrung und in specie das Brauwerck möge verboten werden ; und wenn ihm ja endlich das Herbergieren und Krügerey erlaubet werden könnte / er dennoch deswegen der Stadt Onera mit tragen helfen / auch weil er nicht in Fürstl. Diensten / den Bürger. Eyde zu Rathhause abstaten müsse / zumahlen er in Bürgermeister und Rath's Jurisdiction wohnt / und bey seinem Hause einen grossen Garten hat / darin etliche Scheffel Korn gesäet werden / er aber aus demselben mit seiner Gärtnerrey sich reichlich ernehren kan.

## Gravamina Specialia Gustrovensia.

1. Bey dem §. 15. Reversalen kommt unterthänigst zu erinnern / was bey dem Zoll zu Ternow in dem Guthe derer von Buchem fürfällt / da berichtet wird / daß der Zoll vor Alters nicht / sondern Anfangs bey Wallensteinischen Dominar alda introducirt / nachgehends von den Buchen stets besprochen worden / auch Ihre Durchl. Land daburch sehr beschweret wird / da an Churfürst. Seiten der Weg / der sonst ungleich näher und besser ist / für der Hand denen in Ihre Durchl. lauchtigkeit Land Wohnenden verboten / und dieselbe einen grossen Umweg auf Jedemick zu nehmen wollen gezwungen werden.

2. Daß Ritter- und Landschafft Ihre Durchl. Lande den Vorschuss / welchen Sie vor etliche Städte in nächster Chur- Brandenburgischen Belagerung auf Ihre Durchl. lauchtigkeit Vermittelung thun müssen / versprochenen maßen nicht wieder fähig gemacht werden

3. Daß die Obligation wegen der Fincelischen Stipendien- Gelder Ritter- und Landschafft noch nicht wieder bekommen / ob gleich das Geld aus dem Hof- Gerichte / woselbst es deponirt gewesen / von Ihre Hoch- Fürstlichen Durchl. lauchtigkeit gehoben worden / dahero Ihre Fürstliche Durchl. lauchtigkeit unterthänigst ersuchet werden / die gnädigste Anstalt zu verschaffen / daß entweder die Obligation extradiret / oder das Geld ad depositum wieder gebracht werden möge

4. Eine gleichmäßige Bewandniß hat es auch mit denen in der Cancellaria verschiedentlich deponirten Geldern / die daselbst gleicher gestalt nicht zu befinden / also den Rechten nach / billig wieder herbey zu bringen seyn.

5. Weil das in denen Reversalen reservirte alte Jäger- Ablager bey dem Kloster Malchow Tom. VIII. PART. I. nicht

Ad 2. Memb. Soll keiner außerhalb der Stadt / der sich des Krügens annahmet / sich des Brauens zum feilen Verkauf unterfangen / sondern wie ad 1. resolviret / das Bier aus der Stadt von der Bürgerchafft nehmen / das fremde Bier aber zu verkaufen ihnen gänglich verbotthen werden.

Ad 3. Memb. Eine gleiche Bewandniß hat es mit dem 2ten Gravamine wider den nunmehr verstorbenen Gärtner Bartold Evers / jeso dessen Erben belangend / daß dieselbe zwar sich des Herbergierens gebrauchten / keines weges aber zum Besang der Bürger icken Nahrung selbsten brauens / sondern das Bier von der Bürgerchafft aus der Stadt nehmen mögen und sollen.

Wie sie dann auch sich mit Bürgermeister und Rath der ihnen vorgeregter massen zugelassener Nahrung halber erkänntlich absinden und vergleichen sollen.

## Resolutiones.

Ad 1. Daß weil die Sache bey der Fürstl. Gästropischen Justiz- Cangeley zwischen den Fürstbergischen Creditoren / und dem von Buch recht- hängig / daselbst die Cognitio und der Ausschlag Rechtens abzuwarten / unterdessen / wenn beglaubte Nachricht von dem in diesem Gravamine angezogenem Verbot beygebracht werden könnte / werden Ihre Fürstl. Durchl. nicht erman- geln / die Nothdurfft deswegen an Churbrandenburg gelangen zu lassen.

Ad 2. Um diesem Gravamini rechtlicher Artch nach abzuheffen / sey beygehendes Mandatum de solvendo cum clausula an die Städte / vor welche der Vorschuss geschehen / erant / allbiweilen dieselbe ante condemnationem darüber billig zu hören.

Ad 3. So bald sich die Fincen anmelden werden / soll ein kurzer Terminus zu Fortsetzung der veranlasserten Commission bestimmt werden.

Ad 4. Wenn jemand sich deswegen bey Ihre Fürstlichen Durchl. lauchtigkeit anmelden wird / wolten dieselbe / was recht ist / ergehen und geschehen lassen / also daß keine Querelen mehr nöthig seyn / sondern einem jeden rechtliche Satisfaction widerfahren möge.

Ad 5. Weil Ihre Fürstl. Durchl. und dero Vorfahren weit über Menschen Gedendens Zeit



ANNO  
1701.

nicht allein dahin gerathen / daß durch das ganze Jahr Bild-Führen geschehen müssen / sondern daß mit andern Führen / welche nur an Menschen und Wahren fast aus allen im Stargardischen Crayß belegenen Aemtern begehret / zum größten Ruin bemeldten Klosters / und Verlust derer Unterthanen schuldige Dienste fatigiret werden; Als ist gnädigste Remedirung dieses Gravaminis, und daß ohne Ihro Durchlauchtigkeit Special-Verordnung dergleichen nicht geschehen möge / vermittlest Publicirung derselben unterthänigst zu bitten.

6. Weil dem Herkommen zuwider / die Fürstliche Verordnungen an dem Stargardischen Crayß / und in dem Amte Stadenhagen nicht an die Land-Marschälle daselbst / sondern an einige Privatos unter dem Adel zu verschiedenen malen ergangen / welches allerhand Schwierigkeiten und Confusion verursacht / so wird auch um dessen Remedirung unterthänigst zu bitten seyn.

7. Daß auch Ihro Fürstliche Durchlauchtigkeit getreuester Ritterschafft von denen tempore belli gewesen Commissariis in denen Aemtern / bey Ihren Angelegenheiten die Zusammenkünfte wollen untersaget werden / und solches gleichwol gegen die von Städten zu compariren / als denen solches nicht verwehret wird / der Ritterschafft zu höchster Verkleinerung gereichen wolte / so leben Sie der unterthänigsten Hoffnung / es werden ihre redliche Actiones zeigen / daß Sie zu dergleichen niemahlen Ursache gegeben haben / dahero Sie auch gnädigere Propension und Aufhebung sothanen Verbots / unterthänigst bitten und hoffen.

8. Beschwerlich ist auch die Abforderung der Acten und Inhibition aus Hof-Gerichte / wie in Causa Ritter- und I. contra Knegenderffsen geschehen / zumalen da der ex officio veranlassete Fiscalische Inquisitionis-Processus ins Strecken gerathen / und nicht zum Stande gebracht wird.

9. Nicht weniger / daß gefessene von Adel im Lande bey den Cangelen mit Arresten wegen Geld-Straffen beschweret werden / wie Passirigen begegnet.

10. Beschwerlich ist / wenn in einem in Neulichkeit gedrucktem Fürstlichen Befehl / die Zauberey betreffend / sub dato 18. August. jüngsthin / die von der Ritterschafft so gar denen Richtern und Rätthen in den Städten nachgesetzt worden.

15. Als auch in der Fürstlichen Lehn-Cammer keine auscultirte Copia zum Beweisethum wollen angenommen / sondern Originalia desideriret / Scheine aber zurück zu geben verweigert / und dennoch die Consenle nicht erfolgen wollen / sondern die Sachen unexpediter lange Zeit zurück behalten werden / und aber Sterbens-Fälle bey solchen Umständen die Interessenten leicht graviren könten / so werden Ihro Fürstliche Durchlauchtigkeit um gnädigste Verordnung zur Beschleunigung der Retradition, und Sachen Expedition unterthänigst gebeten.

12. Als auch Ihro Fürstliche Durchlauchtigkeit Lehn-Leute wegen der Lehn-Briefe Anschaffung sehr fatigiret werden / da doch notorium ist / daß bey den bösen Zeiten dem mehrentheile ohne sein Verschulden die Briefe hinweg gekommen / und aber die Reverales die Briefe von solcher Ansprache / nach langer Jahre Possess liberiren / so werden Ihro Fürstliche Durchlauchtigkeit um Enthebung dieses Gravaminis unterthänigst gebeten.

die Führen Quæstionis sine interruptione ge- ANNO  
braucht / wollen Sie die alten Acten nachsehen lassen / und sich nach Befindung dieses Puncts halber ferner erklären. 1701.

Ad 6. Wenn das allegirte Herkommen gehöriger maßen wird dociret seyn / wollen Ihro Fürstl. Durchl. sich darauff gnädigst und rechtlich erklären.

Ad 7. Ihro Fürstl. Durchl. erinnern sich nicht / daß wenn die Ritterschafft in einem oder andern Amte zusammen kommen wollen / sie solches bis-hero gehindert / derowegen die Gravamen in facto itzig.

Ad 8. Die Knegenderffsche Sache ist schon bekandter maßen gütlich gehoben / und läuft das übrige in das Gravamen secundum Judiciale hinein.

Ad 9. Ihro Fürstliche Durchlauchtigkeit wollen in causis mulctarum niemand / sonderlich die im Lande gnugsam gefessen / über Gebähr mit Arrest nicht beschweren lassen / sondern nach Befindung denen Condemnatis ein Laxamentum temporis indulgiren.

Ad 10. Ist per errorem des Concipienten geschehen / und tragen Ihro Fürstl. Durchl. daran keinen Gefallen.

Ad 11. Ihro Fürstl. Durchl. haben denen Lehn-Rätthen schon gnädigst befohlen / daß Sie das / was hier begeben / gebührend beobachten / und ohne rechtmäßige Ursache die exhibirte Originalia nicht zurück zu halten / und wenn die Zurückhaltung der Original ex causis legitimis statt hat / dennoch einen Schein darüber zu ertheilen sich nicht verweigern sollen / immittelst ist bekandt / daß die Sache / wohin mit diesem Gravamine abgezielet wird / schon gänglich abgethan und gehoben sey.

Ad 12. Es muß billig ein jeder / der seine Briefe durch Krieg oder Brand / und andere Causas fortuitos erweislich verlohren / sich bey Zeiten anmelden / und bey der Lehn-Cammer neue Instrumenta ausbitten / die Ihn in Gnaden gefolget und keine neue Consens-Gelder dafür begehret werden sollen; Im übrigen hat es bey dem Art. 29. Rev. in dem Casu, dabon er redet / sein Verbleiben.

13.

Ad 13.

ANNO 1701. 13. Gereicht zu des Landes Beschwerte / daß in Gustrów kein Wage einkommen könne / es sey denn / daß der Wachhaltenden Soldatesque deswegen 6. 7. bis 8. Schilling erlegt werde. wie denn auch

14. Die Bürger selbst in Gustrów von ausgehenden Wahren wieder das Herkommen / Zoll zu geben angehalten werden.

#### Gravamina Specialissima Gustroviensia.

1. Weilen Ihre Durchl. ad instantiam der Eingefessenen Landbesitzerten im Stargardischen Cräyße / vermittelst eines Mandati vom 29. Maji Anno 1684. an die sämtliche Junstigenossen des Leinweber - Handwercks darselbst eine Verordnung ergehen lassen / daß Sie bey willkührlicher Straffe diejenigen Leinweber auf den Dörffern / da vor Alters welche gewesen / unbeeinträchtigt lassen / und wieder das Herkommen Ihnen nichts anmuthen sollen / und aber dieselbe in Neulichkeit sich auf dem Lande hinwieder angemeldet / und auf ein Privilegium vom 28. Octobr. Anno 1682. beruffen / darinnen Ihnen verliesen sey / auf eine Meile Weges um die Städte keine Leinweber auf dem Lande zu leyden / als wird unterthänigst gebeten / obbeimeldes gnädigste Befehl in parenti forma gnädigst renoviren / und ins Land communiciren zu lassen.

2. Kloster Rübzig Beschwerte.

(1.) Wegen Execution in den Kloster - Dörffern Kuhlrad und Poppendorf / Bier vom Amte Rübzig zu holen betreffend?

(2.) Daß von den restirenden Zins - Geldern dem Kloster von Ihrer Durchlauchtigkeit Rent-Cammer einige mögen gereicht werden / denn in Entstehung dessen die Kloster - Jungfern / welche sehr dürfftig an Unterhalt seyn / unmöglich erhalten werden können.

(3.) Weil Ihre Durchlauchtigkeit in dem mit Ritter- und L. wegen des Klosters gemachten Vergleich zu des Klosters und Kirchen - Bau 1200. Reichsthaler gnädigst versprochen / und in denen verfloffenen Jahren die Gebäude mehr und mehr hauffällig worden / und zum Theil mit Leib- und Lebens - Gefahr derer / die darinne wohnen / gar zum Niederfall sich neigen / so wird unterthänigst gebeten / sothane Gelder nummehro auszahlen zu lassen.

(4.) Weil oben gedachte Dörffer in Kriegeszeiten bey allen Collecten zu des Amtes Portion mit gezogen worden / solches aber dem Contract zuwider / und bey dieser Brandenburgischen Belegung böse Effectus nach sich gezogen / so zu des Klosters grossen Beschwerten gereicht / als wird auch hierum um gnädigste Remedirung dieses gravam. unterthänigst gebeten.

(5.) Als auch Ihre Durchlauchtigkeit zu Reparirung des Klosters / das Bauholz aus der Amtes - Hölzung gnädigst versprochen / so wird auch dessen Verordnung zur Abfolge unterthänigst gebeten.

(6.) Als auch von Ihrer Durchlauchtigkeit die dem Kloster annoch restirende 10000. Rthlr. Capital nicht / wie der Vergleich mit Ritter- und L. verspricht / bezahlt worden / so wird dahero hiezu um gnädigste Anstalt unterthänigst gebeten.

(7.) Weil auch dem Kloster jährlich ein gewisses Wildprey im Contract für die Kloster - Versammlung verschrieben / solches aber noch nie-mahlen erfolgt / so werden Ritter- und L. ge-mh.

Ad 13. Ist schon abgestellt / und vorhin zu ANNO 1701. Ihrer Fürstl. Durchl. Wissenschaft nicht gekommen.

Ad 14. Ist inter gravamina specialia der Stadt Gustrów bereits gehoben.

#### Resolutions.

Ad 1. Ist schon vorläufig durch Abforderung der Einspenniger / wegen darunter vorgelauffenen Mißbrauchs abgethan / auch auf die übergebene Supplic das verlangte Mandatum erlant.

Ad 2. Ad Memb. 1. 2. & 3. Werden Ihre Fürstl. Durchl. den Ribbenischden Vergleich zu adimpliren nicht unterlassen / wollen auch vor der hand / bis die Sache weiter untersucht ist / die Dörffer Kuhlrad und Poppendorf zunehmung des Biers vom Amte nicht zwingen / deshalb hergehendes Mandatum an den Amtes-verwalter erlant.

Ad 4<sup>um</sup> dieses grav. gehdret mit ad grav. 6 in Politicis, woselbst die Resolution zu finden.  
Ad 8.



ANNO  
1701.

müßiget / dieses zu erinnern / mit unterthänigster Bitte / daß Ihr Durchl. hierzu gnädigste Ver-  
ordnung stellen wollen.

(8.) Ferner wird unterthänigst gebeten / daß dem Amtes-Verwalter zu Ribnig möge inhabi-  
tirt werden / sich des Klosters Güter / als wel-  
che besage Contractus, mit dem Amte gar  
keine Verwandtschaft mehr haben / gänzlich enthal-  
ten solle.

(9.) Als auch des gewesenen Proviloris des  
Klosters / David Brandten Erben / wegen der un-  
schuldigen erlittenen Execution, derer bey der Prä-  
sentation des Kloster-Predigers von dem Seel.  
Herrn Superintend. Siricio, wieder das Her-  
kommen gemachten Prätenzion halber / noch kei-  
ne Erstattung widerfahren / so wird dasselbe zu  
gnädigster Abhelfung dieser Beschwerde noch-  
mahls unterthänigst erinnert.

3. Die Ritterschafft im Amte Bredehagen  
hat Beschwerde geführt / daß Sie daselbst vom  
Amte wieder des Adels Freyheit und das Her-  
kommen / mit Zoll belegt würde.

Item, Daß Zimmer-Leute daselbst gang in-  
solent wären / und nicht verhalten wolten / daß  
man sich anderer Zimmer-Leute zur Arbeit be-  
dienen sollte.

Ad 8. Quoad Membr. 8. Ueber / wenn sol-  
ches von den Dörffern verstanden wird / die tem-  
pore Contractus zu dem Kloster gehört haben /  
wird dem petito hiemit deferiret.

Ad 3. Wegen der beyden gravamina des  
Amtes Bredehagen concernirend / wird quo-  
ad prius die rechtliche Erkenntnis in der bey der  
Fürstlichen Cammer anhängig gemachten Sache  
abzuwarten / quoad posterius ein zulängliches  
Mandatum hiezu zu empfangen seyn.

Bessen aber sich sonst einige particulier-  
Personen beschweret / damit werden dieselbe nach  
Hofe gewiesen / allwo Ihr Durchlauchtigkeit gnä-  
digst befohlen / solche Gravamina gehörrig maßen  
zu untersuchen / und so weit Sie fundiret / nach  
Recht und Billigkeit abzuhandeln.

#### Gravamina Excepta Gustroviensia.

Die Gravamina, welche gang oder zum Theil  
1686 den 8. Maj in Östrow unerlediget geblie-  
ben / und was bey denselben / wie auch sonst  
gleichermassen annoch unterthänigst desideriret / und  
eventualiter zur Käyserlichen Decision ausgesetzt  
wird / solches alles bestehet in deme / was hier-  
nachst folget / und ist

#### IN ECCLESIASTICIS.

Resolutione ad Grav. 1. Membr. 5. Wird  
gebeten zu inferiren in fine: bey General-Visi-  
tationibus.

#### IN POLITICIS.

Resolutione ad Grav. 5. Wird gebeten / daß  
vor das Wort: Land-Räthe / gesetzt werde: Ei-  
nige Deputirte von Ritter- und Landschaft.

#### IN JUDICIALIBUS.

Resolutione ad Grav. 1. Membr. 2. Wird  
gebeten / daß die Resolution dahin eingerichtet  
werden möge / daß auch in Causis Fiscalibus de-  
nen Appellationibus deferiret werden solle / Cau-  
sas Criminales proprie sic dictas ausgenommen.

Resolut. ad Grav. 2. Wird gebeten / post  
verb. Erfodern: zusehen: indessen aber das obste-  
hende Theil an dem Effect erhaltener Urtheil nicht  
zu behindern.

Resolut. ad Grav. 12. Wird gebeten / was  
in hoc passu in parenthesi gesetzt. Class. 6.  
Grav. 13. auszulassen.

#### EX PROCESSIBUS.

Resolut. ad Grav. 9. Wird unterthänigst ge-  
beten / post verba: zusammen kommen möge:

hingu zu thun: Wollen auch die an Seiner  
Durchl. abzulassende Memorialia und Supplica-  
tiones bey Hofe annehmen lassen / & omittantur  
verba: Und wollen an statt der 2c. usque ad gnä-  
digst confirmiren / und post erklären: Solte es  
aber usque ad darüber zu suchen / & addatur:  
im übrigen es bey dem Käyserl. Rescripto. vom  
27. Februarii Anno 1681. betwenden lassen wol-  
len / omittis ceteris.

Resolut. ad Grav. 15. Wird gebeten / die  
Worte: nach Befindung / auszulassen.

#### EX ADDITAMENTIS CLASS. 2.

Resolut. ad Grav. 2dum. Wird gebeten / in  
Erwehlung der Land-Räthe auf die von der Rit-  
terschafft präsentirte eine gnädigste reflexion zu  
machen.

#### CLASS. 3.

Resolut. ad Grav. 7. Wird voriges wieder-  
holt / und eventualiter ausgesetzt.

Resolut. ad Grav. 19. Wird gebeten / die  
Resolutionem ad existentiam necessitatis al-  
lein zu restringiren.

#### CLASS. 6.

Resolut. ad Grav. 1. Wird unterthänigst ge-  
beten / bey der Disposition der Land- und Hoff-  
Gerichts-Ordnung es zu lassen / und die Wörter /  
necessitate excepta, auszulassen.

Resolut. ad Grav. 13. Wird nochmahlen ge-  
beten / die Resolution dahin einzurichten / daß die  
Creditores und deren Cessionarii die ihnen ad-  
judicirte Güther wieder ihren Willen zu Lehn an-  
zunehmen nicht sollen adstringirt werden.

AD

ANNO  
1701.

ANNO  
1701.AD SPECIALIA ECCLESIASTICA  
GUSTROV.

Resolut. ad Grav. 2. Wird gebeten / es da-  
bey zu lassen / daß solche Gelder von dem Pastro-  
re bey denen Kirchen-Rechnungen zu berechnen.

Resolut. ad Grav. 3. Wird gebeten / die Re-  
solution folgender gestalt zu fassen / daß die Aus-  
leihe der Kirchen-Gelder geschehen solle / mit  
Einwilligung der Patronen und Vorwissen der  
Pastoren.

## AD SPECIALIA POLITICA.

Resolut. ad Grav. 3. Wird gebeten / die ver-  
sprochene Richtigkeit nach Inhalt des Gravami-  
nis und ergangenen Commissorii, unverläng zu  
befordern.

Resolut. ad Grav. 4. Wird gebeten / daß das ANNO  
Gravamen wirklich gehoben / die Gelder hin-  
wieder ad dispositum gebracht / und die Interel-  
lenten zu dem Ihrigen geholfen werden mögen. 1701.

Resolut. ad Grav. 5. Wird gebeten / es bey de-  
nen in dem Affecurations-Revers vom 2. Julii  
1572. ausdrücklich benannten Herbst Ablager-Fuh-  
ren schlechter Dinge zu lassen.

Resolut. ad Grav. 6. Wird gebeten / daß der  
Land-Marschall bey dem Jure convocandi ge-  
schützt werden möge.

Resolut. ad Grav. 8. Wird das monitum ad  
Grav. 2. Judiciale Commune wiederholt.

Resolut. ad Grav. 9. Wird gebeten / Die  
Wörter: über Gebühr / und nach Befindung in  
Resolutione auszulassen / und also das Gráva-  
men pure zu resolviren.

Additamenta so bey der Kayserlichen  
Commission Anno 1701. übergeben.

1. Wenn künftig ein Lehn allodial zu machen  
gesucht wird / sollen alsdenn die Lebens-Folger da-  
rüber vernommen werden / sonst aber die Allo-  
dialschafft null und nichtig seyn soll.

2. Wenn Ihro Hoch-Fürstliche Durchlauchtig-  
keit von ihren Domänial-Gütern eines oder an-  
ders gegen Adelsche Lehn-Güter umsetzen und ver-  
tauschen / daß als denn das permutirte Domä-  
nial-Guth die Qualität und Eigenschaft vorigen /  
nunmehr aber vertauschten Lehn-Guths haben /  
und in allen Stücken dafür gehalten werden solle.

3. Wird unterthänigst gebeten / weil die Spor-  
tulen in den Gerichten auf ein großes verdöhret  
worden / sonderlich aber für die Muth-Zetteln und  
Confirmation der Allodial-Güter / mehr denn  
jemahlen gefodert wird / daß hierinn der in densel-  
ben Reverfalen gesetzten Taxa nachgelebet werden  
möge.

4. Weil auch eine Zeithero bey denen neuen  
Lehn-Briefen man angemerket / daß darinn der  
hohen und niedrigen Jagten / Hals- und Hand-  
Gerichte / wie auch des Juris Patronatus nicht  
gedacht worden / ohngeachtet der Beleyhne solches  
alles gehabt / und noch hat / so wird gebeten / daß  
ins künftige solche Stücke specialiter mit beneh-  
nen / denjenigen aber zu gute / in dero Lehn-Brie-  
fen selbe nicht enthalten / einmahl für allemahl de-  
clariret werden möge / daß solches Ihnen an Ihrer  
habenden Gerechtigkeit der hohen und niedrigen  
Jagd / Hals- und Hand-Gerichte / wie auch Ju-  
ris Patronatus nicht schädlich seyn solle.

5. Wird unterthänigst gebeten / wenn ein Do-  
manial-Guth gegen ein Adelsches vertauschet /  
oder auch von Ihro Hoch-Fürstl. Durchl. gekauft  
wird / daß darüber Kayserl. Consense zu erbiten  
frey stehen möge.

6. Wenn Mangel an Korn und sonst sich im  
Land ereugen / und desfalls einig Verboth für nö-  
thig befunden werden möchte / daß solches nicht an-  
ders / als mit Einwilligung der Land-Räthe und  
Deputirten veranlassen / sonst auch der vorgege-  
bene Mangel durch gewisse bezygte Commissa-  
rien von Nembtern / Adel und Städten untersucht /  
dem Korn aber kein gewisser Preiß in solchen  
Fällen

## Resolutiones.

Ad 1. Wenn künftig ein Lehn Allodial zu  
machen gesucht wird / sollen alsdenn die Lebens-  
Folger darüber vernommen werden / sonst aber die  
Allodialschafft null und nichtig seyn.

Ad 2. Wenn Ihro Durchl. von ihren Domä-  
nial-Gütern eines oder anders gegen Adelsche Gü-  
ter umsetzen und vertauschen / so solle das per-  
mutirte Domänial-Guth die Qualität und  
Eigenschaft vorigen / nunmehr aber vertauschten  
Lehn-Guths haben / und in allen Stücken dafür  
gehalten werden.

Ad 3. Ihro Hoch-Fürstliche Durchlauchtigkeit  
ist nicht bewußt / daß die Sportulen in denen Ge-  
richten solten erhöht / oder auch für die Muth-  
Zettel / und Confirmation der Allodial-Güter  
ein mehrers / denn Recht und Herkommen / ge-  
fordert seyn / so oft ein wideriges kan erweislich  
gemacht werden / soll dessen Remedirung gesche-  
hen / gestalte Ihro Hoch-Fürstliche Durchlauchtig-  
keit gnädigst wollen / daß hierinn der in denen Re-  
verfalen gesetzten Taxa allerdings nachgelebet  
werden möge.

Ad 4. Die Lehn-Briefe sollen nicht verändert /  
sondern allemahl nach dem Einhalt der Alten / aus-  
gefertiget werden / und bleibet es im übrigen bey de-  
nen Reverfalen und der Resolution de Anno  
1686. ad grav. 8. Class. 6. de Judicialibus.

Ad 5. Ihro Hoch-Fürstl. Durchl. bewilligen  
gnädigst / wenn ein Domänial-Guth gegen ein  
Adelsches fürhin vertauschet / oder auch von Ihro  
Hoch-Fürstl. Durchlauchtigkeit gekauft wird /  
daß darüber Kayserl. Consens erbeten werden mö-  
ge.

Ad 6. & 7. Wenn Mangel an Korn und son-  
sten sich im Lande ereuget / und desfalls einig Ver-  
both vor nöthig befunden werden möchte / sollen  
die Land-Räthe vor dem Verbot gebietet werden /  
auch durch gewisse Commissarien von Nembtern /  
Adel und Städten / die Untersuchung des Man-  
gels / auf Ihro Hoch-Fürstl. Durchl. Verord-  
nung geschehen / imgleichen dem Korn kein ferner  
ge



ANNO 1701. Fällen gesetzet / sondern hierinn einem jeden nach seinem Belieben zu verfahren / frey gelassen werden solle.

7. Wenn die Ritterschafft sich erbiethen und offeriren möchte / zu Sublevirung der Armuth das nöthige von Kora herbey zu schaffen / und selbe zu versorgen / daß von denen Knechten und Städten ein gleiches geschehen / und jenen an ihrer freyen Ausfuhr und Handlung mit den benachbarten Städten kein Einhalt geschehen solle.

8. Sollen die von der Ritterschafft und dero Unterthanen mit keinen Zöllen und Consumptions = Steuern wieder die Reversales, noch sonst jemand wider das Herkommen / damit beschweret werden.

9. Weil auch die Städte Lübeck / Wismar und Rostock / die Landes = Einwohner mit neuen Zöllen und Accise belegt / als wird gebeten / die Sorge dahin zu tragen / damit solches abgeschaffet / und das Land bey seiner alten Freyheit gelassen werden möge.

10. Weil in denen Gerichten die hangende Rechte. Processse sehr weislaufftig gemacht / und über die Gebühr aufgehalten werden / wodurch die Partheyen in grossen Schaden gesetzet / und an Mitteln sehr entblößet werden / so wird unterthänigst gebeten / die Verordnung gnädigst zu stellen / damit / so viel salva Justitia geschehen kan / die Processse verkürzt werden mögen.

11. Weil auch befänglich / daß Fiscalis, ohne vorher angestellte gnugsame Erkundigung / eheliche Eute an Guth / Ehr und Leben anklaget / und dennoch / da solches ungegründet befunden / den Beklagten keine gehörige Satisfaction gegeben / wird gebeten / Fiscalen ernstlich dahin anzuhalten / daß er ohne gnugsamen Grund / zu dergleichen Actionibus nicht schreiten / sondern bedachtam und denen Rechten gemäß verfahren / widerigens aber / und nach befundener Unschuld und erfolgter Absolution, dem Beklagten wegen erlittenen Schadens / Schimpffs und Ankosten / völlige Erstattung zu thun schuldig seyn solle.

12. Weil auch dem Kloster Ribnig für die / an Herrn Herzog Gustaff Adolphs Durchlauchtigkeit Hoch = Seel. Andenkens / verkaufte Kloster = Güter / die Kauff = Gelder noch nicht bezahlt / in dessen die Güter in Possess und Nutz genommen worden / das Kloster aber weder Capital noch Zinsen / wie vielfältig es auch darum angemahnet / bekommen können / als wird unterthänigst gebeten / die gnädigste Vorforge zu tragen / damit entweder die Güter restituiret / oder das Kauff = Geld nebst den Zinsen / und was sonst per Contractum dem Kloster gebühret / von den Fürstlichen Erben abgetragen werden möge.

13. Wird unterthänigst gebeten / die gnädigste Vorforge zu tragen / damit der Land = Kassen wieder in Stand gebracht / die Schulden bezahlt / und also das Land von seinen Creditoribus befreiet werden möge.

14. Wenn Grenz = Irrungen zwischen Ritter- und L. und denen Beamten vorkommen / sollen selbige durch unpartheyische Commissarien untersucht / und die Sache an das Hof = Gerichte zu rechtlicher Entscheidung verwiesen werden.

15. Weil auch die Ritterschafft von dem Onere Decimationis jederzeit frey gewesen / als wird dieselbe dabey zu lassen seyn / und des falls eine gnädigste Resolution unterthänigst gebeten.

16. Die

gewisser Preiß gesetzet werden / als demjenigen / ANNO 1701. was zu der Armuth nöthigen Versorgung erforderlich / wenn diese versorget / soll kein Einhalt an der Ausfuhr geschehen / jedoch muß auch zu denen Magazinen zusehret dasjenige / was nöthig seyn wird / gegen der benachbarten Handel = Städte Preiß geliefert werden.

Ad 8. Sollen die von der Ritterschafft und dero Unterthanen mit keinen Accisen / Zöllen und Consumptions = Steuern über den Einhalt der Reversalen und das Herkommen / beschweret werden.

Ad 9. Ihre Hoch = Fürstliche Durchlauchtigkeit wollen / so weit recht und möglich / sich dasitz incesfiren / daß die Städte Lübeck / Wismar und Rostock die Landes = Einwohner mit denen Zöllen und Accisen ferner weit nicht belegen / sondern das Land bey seiner alten Freyheit lassen mögen.

Ad 10. Auch wollen Ihre Durchlauchtigkeit die gnädigste Verordnung stellen / daß / so viel salva Justitia geschehen kan / die Processse verkürzt / und über die Gebühr nicht aufgehalten werden mögen.

Ad 11. Wird es dabey gelassen / was die Jura Communia davon disponiren.

Ad 12. Wird künftigt / praevia informatione ex Archivo Gustavoviensi, was recht und billig darunter verfiget werden.

Ad 13. Wird nach Möglichkeit / Recht und Billigkeit gerne secundiret werden.

Ad 14. Wenn Grenz = Irrungen zwischen denen Beamten und Adel auch Städten vorkommen / sollen selbige durch unpartheyische Commissarien untersucht / oder auch die Sache an das Hof = Gerichte zu rechtlicher Entscheidung verwiesen werden / und bleibt es übrigens bey den Reversalen.

Ad 15. Ob das Jus detrachendi in feudis et non oder keinen Platz habe / davon hat das erste die Fürstliche Regierung per contrarium noch zu Zeit zu behaupten / ein Responsum Juris, wenn Ritter- und Landschafft zusehret darüber gehöret / einzuholen / bis dahin der Adel billig damit zu übersehen.

Ad 16.

ANNO 1701. 16. Die Accise in den Städten ist ein pars Contributionis, und muß also dem Lande gut gethan / als auch bey künftigt zu behandelndem Quantio, so wol ratione prateriti als futuri, mit angerechnet werden / wie solches die vorhin desfalls ergangene Kayserl. Verordnungen und Mandata an Hand geben.

17. Wird unterthänigt gebeten, daß die von vielen Contributionibus im Lande befindliche Restanten per Executionem eingetrieben / und desfalls gehörige Befehl an die Executores, auf die von Ritter- und Landschaft Ihnen zu überreichende Specificationen versüßt werden mögen / mit dem Anbange / daß solche Restanten ungesäumt Sie eintreiben / und in den Kassen nach Rostock liefern solle / wie solches denen vorhin ertheilten Fürst- gnädigsten Resolutionibus allerdinge gemäß ist.

18. Als durch die Wasserstaung der Fürstl. Mühlen / den benachbahrten ein großer Schaden zugesüßt wird / so wird die Remedirung desfalls unterthänigt gebeten.

19. Wird gebeten / daß Ihre Durchlauchtigkeit sich der auf denen Strömen und Bächen / welche durch Ueliche Felder fließen / wieder das Herkommen angemessenen Jurisdiction und Fischerey gnädigt begeben mögen.

20. Wird die Restitution der Uelichen Güter Hohen Viecheln und Passire / vermöge übergebenen Memorialis, unterthänigt gebeten.

21. Und weil auch das Lehn über das Guth Hohen-Prig dem Herrn Hofmeister Perckenhien conferiret / denen Bülowen aber entzogen / so wird gebeten / solcherwegen denselben Satisfaction zu gönnen.

Friedrich Wilhelm.

L. S.

Ad 16. Die Accise in denen Städten soll à dato dieses Vergleichs / pro parte Contributionis gehalten / von denen Städten eingenommen / auch in den Land- Kassen geliefert werden.

Ad 17. So bald Ritter- und L. durch die geschworne Einnemer zu Rostock die Restanten einschicken / und um Execution anhalten werden / soll desfalls ungesäumte Ordre an die Executores jedesmahl ergehen / mit expressen Befehl / alle dieselbe ohne jemandes verschonen einzutreiben / und die Gelder an den Land- Kassen zu liefern.

Ad 18. Wenn die Orter specificiret werden / soll nach Recht und Billigkeit die Abthung geschehen.

Ad 19. Wenn die Casus specificiret werden / soll darauff rechtlicher Bescheid erfolgen.

Ad 20. Wegen Viecheln und Passire soll die Sache untersucht / und darauff nach Recht und Billigkeit resolviret werden.

Ad 21. Wenn erst wegen Hohen-Prig die Leihens- Folge bewiesen / ergethet fernere Beisügung.

Demnach durch Ihre Kayserl. Majestät I. I. ergnädigste und allergerechteste Vorforge vor die Veruhigung unsers Vaterlandes / und die Wiederherstellung eines respectivē gnädigsten und unterthänigsten Wohlbernehmens zwischen dem Durchlauchtigsten Fürsten und Herrn / Herrn Friedrich Wilhelm / Herzogen zu Mecklenburg / Fürsten zu Wenden / Schwerin und Rostock / auch Grafen zu Schwerin / der Lande Rostock und Stargard Herrn / unsern gnädigsten Landes- Fürsten und Herrn / auch Uns / von Ritter- und Landschaft Seiten / eine Commission ex officio auff den Hoch- Wohlgebohrnen Herrn / Herrn Johann Martin Gschwind / Baron von Weststein / der Königlich Kayserlichen Majestät würcklichen Cammer- Herrn / Ober- Oesterreichischen geheimten Rath / Generalen der Ober- und Nider- Oesterreichischen Lande / Feld- Marschall- Lieutenanten / und Obristen über ein Regiment zu Fuß u. gegeben / auch durch dessen unermüdete Officia, die Sache vermittelst Gütlicher Hülffe / den 16. Julii dieses Jahres / zu einem gedeßlichen Schluß vergestalt gebracht worden / daß zweyen Reccessus

TOM. VIII. PART. 1.

errichtet / und von Ihre Hoch- Fürstlichen Durchlauchtigkeit gnädigt unterzeichnet seyn. So bezeugen Wir Endes- Unterschriebene / als dazu per Mandatum cum libera, welches von Uns den Julii ad Protocolum des Kayserlichen Herrn Commissarii Excellenz sub Sigillo eingereicht ist / von Ritter- und Landschaftt gnugsam Bevollmächtigte / nicht allein Unsere unterthänigste Annehmung vorgebachter Reccessen und aller deren Inhalts hiemit / sondern Wir statten auch desfalls Ihre Kayserlichen Majestät und Ihre Hoch- Fürstlichen Durchlauchtigkeit Unsere respectivē allerunterthänigste und unterthänigste Danksagung hiemit ab / mit geziemender Ansuchung an des Kayserlichen Herrn Commissarii Excell. mit geziemender gegenwärtigen und künftigen Danksnehmung jedersit zu erkennen beflissen seyn werden.

Uhrkundlich ist dieser wegen von Uns dieses nicht allein sub Sigillo der Ritter- und Landschaft / offüberührten Herrn Kayserl. Commissarii Excell. ausgestellet / sondern auch mit absonderlicher Unser Nahmens Unterschrift / und an gedächten angebohrnen Pilschaftt bestätiget.

L

So



ANNO 1701. So geschähen Schwerin den 16. Tag Julii Ao. Eintausend Siebenhundert und Ein.

von K. und. L. (L. S.)

P. C. V. Bassévitz. (L. S.)

August von Lutzow. (L. S.)

J. D. V. Plessen. (L. S.)

Wegen Schwerinischen Ambts.

Jost Heinrich Behr. (L. S.)

J. D. Molzahmen. (L. S.)

C. S. V. Bülow/ (L. S.)

Joachim Friedrich Vieregge. (L. S.)  
Wegen des Ambts Güstrow.

Raben. (L. S.)

C. V. Bülow/ (L. S.)

V. Buleau. (L. S.)

Wegen des Ambts Buchau.

J. B. Zölom. (L. S.)

H. V. Sperling (L. S.)

Bartold Heinrich Schackh. (L. S.)

Christian von Blüchern. (L. S.)

Diese wegen des Ambts Mecklenburg.

E. Molcke/ (L. S.)

Wegen des Ambts Stavenhagen.

C. W. V. Lehsten. (L. S.)

J. V. Molcke. (L. S.)

Wegen des Ambts Gnoyen.

Adam Kemier Koppelow/ (L. S.)

Joachim Hartwig von Ditten u. (L. S.)  
Wegen des Ambts Grabow.

C. W. Meerheim. (L. S.)

J. Barner. (L. S.)

Wegen des Ambts Schwan.

Gustav Prigbuer/ (L. S.)

Wegen des Ambts Wendenhagen und Lübz

E. V. Knefebeck, (L. S.)

Wegen Boizenburg.

M. F. Berner, (L. S.)

J. Iperling. (L. S.)

H. von Restorff.

Wegen des Ambts Crivitz.

G. Dupuis. (L. S.)

J. D. V. Pren. (L. S.)

Wegen des Ambts Ribbeniz.

H. v. Halberstatt/ (L. S.)

ANNO

J. v. Bülow.

1701.

Aus dem Ambt Sternberg.

Nicolaus Schmidt/ (L. S.)

Wegen der Stadt Parchim und nomine der gesamten Städte Schwerinischen Anteils.

J. Vick, (L. S.)

Nomine der Städte Güstrow / und sammt. Städte Güstrowisch. Anteils.

C. F. Poppenberg. (L. S.)

Wegen der Stadt Schwerin.

Und Uns nun so wol obgedachten Herzog Friedrich Wilhelms zu Mecklenburg / Liebden / als auch ernelte Ritter- und Landschaft diesen unter ihnen autoritate Commissionis nostrae Caesarea getroffenen Vergleich notificiret / und beiderseits respectiv selbst und durch Ihren ad Acta legitimirten Procuratorem, um Ertheilung Unserer gnädigsten Kaiserlichen Confirmation angeruffen und gebeten; Als haben Wir angesehen nicht nur solch allerseits in Eircit begriffen gewesenen Theilen unterthänigstes an sich selbst den höchst billiges Gesuch / sondern auch daß hierdurch dieselbe demaleinst in Ruh und Fried gesetzt / und denen bey Continuation dieses Processus zu allerseits interessirten Theilen unwiederbringlichen Schaden zu befahren habenden vielfältigen gefährlichen Weiterungen gänglich abgeholfen werde / und dahero mit gutem Rath / rechtem Wissen / und wohlbedachtlicher Überlegung aller dieser Sachen halber Uns von Unserer Kaiserlichen Commission eingeschiedenen Relationen und geführten Protocolli so wohl / als auch von denen verglichenen Theilen / und sonderlich von einigen gegen diesen Vergleich sich angegebenden Adlichen Mitgliedern eingelangten Nachdrücken / obinlerirten Vergleich in allen seinen Punkten / Clausulen / Inhalt / Main- und Begreifungen / des ersterwehnter maßen von einigen Adlichen dagegen beschehen unbefugten Einwendens ungehindert / gnädigst confirmirt / bestättiget / und all dasjenige / was in Krafft obtragenden allerhöchsten Kaiserlichen Ambts dabey zu prästiren seyn kan oder mag / prästirer haben wollen. Thuen das confirmiren / und bestättigen denselben hiemit von Römischer Kaiserlichen Macht Vollkommenheit wissentlich in Krafft dieses Briefs / und meinen / setzen und wollen / daß obinlerirter Vergleich alles seines Inhalts / gültig und kräftig seyn / stet / best und unverbrüchlich gehalten und vollzogen / und darwider in keinem Punct ichts was vorgennoms / sondern denselben von allerseits interessirten Theilen insgesamt / und einem jeden insonderheit völlig nachgesehen und erfüllt werden soll. Und gebiethen darauff allen und jeden Chur- Fürsten / Fürsten Geistlichen und Weltlichen / Palaten / Grafen / Freyen / Herren / Ritters / Knechten / Landvögten / Hauptleuten / Bigdouben / Vögten / Pflegern / Berweisen / Amtleuten / Land- Richtern / Schultheissen / Wärgemeistern / Richtern / Rächten / Wärgern / Gemeinden / und sonst allen andern Untern und des Reichs Unterthanen und Getreuen / in was Würden / Stand oder Befen die seind / ernstlich und vestiglich mit diesem Brief / und wollen / daß Sie die sämtlich verglichene Theile wider obenverleibten Vergleich und Recels, und diese Unsere darüber cum plenissima causa cognitione ertheilte Confirmation und Beträftigung nicht iren / oder hindern / sondern Sie deren / wie obic-

het /

ANNO 1701. het ruhiglich und unperturbirt freuen/gebrauchen/  
nugen und genießen lassen / insonderheit aber Wir  
Seiner des Herzogs Friedrich Willhelms zu Meck-  
lenburg Liebden / wie auch Ritter- und Landschaft

des Herzogthums Mecklenburg / Schwerin- und  
Güstrowischen Antheils insgesamt / und einem je-  
den derselben / insonderheit / deren Erben und Nach-  
kommen / daß Sie auch ihres Orts obstehenden  
Vergleich in allen Puncten / Articulen / Clausu-  
len / Inhalt / Mein- und Begreifungen / gestracks  
nachkommen / und geleben / darwieder nichts thun /  
handeln / oder fürnehmen / noch das jemand andern  
zu thun gestatten / in keinerlei Weiß noch Wege /  
als lieb einem jeden seye / Unsere Kaysertliche Un-  
gnad und Straff / und darzu eine Poen / nemlich  
Funffzig Tausend löthigen Golds zu vermeiden / die  
ein jeder / so oft er freventlich hiewieder thäte / Uns  
halb in Unsere Kaysertliche Cammer / und die andere  
Hälfte denen interessirten Theilen / oder welcher  
von ihnen hieburch beleidigt würde / unnachlässig zu  
bezahlen versallen seyn solle.  
Mit Urkund dieses Briefs besetzt / mit Unserm  
Kaysertlichen anhangenden Innsiegel / der geben ist

zu Larenburg den anderten Monaths Tag Junii, ANNO  
nach Christi Unserer lieben Herrn und Seeligma-  
chers gnadenreichen Geburt im Eintausend Sie-  
benhundert und anderten / Unserer Reichs des Röm-  
ischen im Vier und Bierzigsten / des Hungarischen  
im Sieben und Bierzigsten / und des Böheimischen  
im Sechs und Bierzigsten Jahr.

Leopold.

Vr. Dominicus Andreas,  
Graf von Rannitz.



Ad Mandatum Sac. Cæsar.  
Majestatis proprium.

C. F. Conbruch.

Demnach der Durchlauchtigste Fürst und Herr/  
Herz Friedrich Wilhelm Herzog zu Mecklen-  
burg / Fürst zu Wenden / Schwerin und Rügenburg /  
auch Graf zu Schwerin / der Lande Rostock und  
Stargard Herr / Seiner getreuen Ritter- und Land-  
schaft in ingressu der coram Commissione Cæ-  
sarea den 16. Julii Anno 1701. ertheilten Re-  
solutionum, gnädigst versprochen / die so gedannte  
Güstrowische Resolutiones von denen Commu-  
nibus gnädigst zu confirmiren / und aber errore  
describentis, ad Gravamen Politicum deci-  
mum quantum die Suerinensis Resolutio an-  
statt der Güstrowischen / abgeschrieben / auch solcher  
gestalt à Cæsarea Majestät allergnädigst con-  
firmirt worden / So erslahren Seine Hoch-Fürst-  
liche Durchlauchtigkeit / auff unterthänigstes Insu-  
chen Mecklenburgischer Ritter- und Landschaft /  
Sich in Gnaden dahin / daß in diesem Pasts allein  
die Güstrowiensis Resolutio, gleich als wann  
Sie höchstgedachter Kaysertlicher Confirmation  
inlerirt gewesen wäre / in dero Gerichten gelten /  
und darnach sententionirt und gesprochen werden  
soll / welche wörtlichen Inhalts lautet / wie folget:

Ad Grav. 15. Gleichfalls wollen Ihr. Durch-  
lauchtigst zugeben und geschehen lassen / daß inner-  
halb der in der Policey-Ordnung expirirten Zeit  
in nachgedachten Ehren- und Nothfällen / nemlich  
zu Hochzeiten / Kindtauffen / und Begräbnissen /  
sonsten aber nicht / ohne Anmeldung bey Hofe / und  
erlangter Special-Concession, nach Nothdurfft  
etwas Bild gefället / daneben auch die Berghahnen/  
wie auch wilde Gänse / Enten und Haasen / ohne  
Unterscheid der Zeit / jedoch mit ziemlicher Moder-  
ation, geschossen werden mögen / und sollen auch  
die Fürstlichen Beamten und Jäger / ohne was zur  
Nothdurfft gelieffert wird / die verbotene Zeit re-  
spectiren.

# XI.

27. Août. ASSIENTO ou Privilège pour l'Introduction &  
la Vente des ESCLAVES NEGRES dans  
l'AMÉRIQUE ESPAGNOLE, contenant les  
conditions auxquelles il est accordé à la Com-  
pagnie Royale de GUINÉE établie en France,  
pour le tems de dix ans. A Madrid le 27.  
d'Août 1712. [Actes & Memoires de la  
TOM. VIII. PART. I

Paix d'UTRECHT. Tom. II. pag. 124. de  
la seconde Ed. On trouve aussi cette Pièce  
dans une Feuille volante, imprimée en Fran-  
çois & en Espagnol à Paris chez Christophe  
Balard en 1712. in 4 ]

MONSIEUR DUCASSE, Chevalier de  
l'Ordre de Saint LOUIS, Chef d'Escadre  
des Armées Navales de Sa Majesté Très-Chrétien-  
ne, Gouverneur du petit Golivave & autres lieux  
en dépendants dans l'Îlle Espagnole, autrement ap-  
pellée par les François, Saint Domingue, s'oblige,  
tant en son nom, que pour toute la Compagnie  
Royale de Guinée, établie en France en vertu du  
pouvoir de ladite Compagnie, qu'il a représenté;  
d'exécuter & remplir toutes les conditions mention-  
nées au présent Traité de l'Introduction des Escla-  
ves Nègres dans tous les Pays, Terres fermes &  
Îles de l'Amérique appartenantes à Sa Majesté Ca-  
tholique.

I. Ladite Compagnie Française de Guinée ayant  
obtenu la permission de leurs Majestés, Très-Chrétien-  
ne, & Catholique, de se charger de l'Assiento,  
ou Introduction des Esclaves Nègres dans les In-  
des Occidentales de l'Amérique appartenantes à Sa  
Majesté Catholique, afin de procurer par ce moyen  
un avantage & une utilité reciproque à leurs dites  
Majestés, & aux Sujets de l'une & de l'autre Cou-  
ronne: offre & s'oblige, tant pour Elle, que pour  
ses Directeurs & Associez solidairement, d'introdui-  
re dans lesdites Indes Occidentales appartenantes à  
Sa Majesté Catholique, pendant le tems & espace  
de dix années qui commenceront au premier May  
de l'année prochaine 1702., & finiront à pareil jour  
de l'année 1712. quarante huit mille Nègres pieces  
d'Inde, des deux sexes & de tous âges, lesquels ne  
seront point tirez des Pays de Guinée, qu'on nom-  
me Minas & Cap-Vert, attendu que les Nègres des-  
dits pays ne sont pas propres pour lesdites Indes Oc-  
cidentales; c'est à-dire, quatre mille huit cens Né-  
gres chaque année.

II. Pour chaque Nègre piece d'Inde, de la me-  
sure ordinaire, & suivant l'usage établi audit Indes,  
au sujet du paiement des Droits, qui sera régu-  
lièrement suivi & observé, ladite Compagnie payera  
trente-trois écus & un tiers d'écu, chaque écu  
de la valeur de trois livres tournois, monnoie de  
France; ce qui est la même chose que trente trois  
Piastres & un tiers de Piastre; dans lequel paiement  
de trente trois écus & un tiers d'écu sont & seront  
compris généralement tous Droits d'Entrée, Sortie,  
ou autres qui appartiennent, ou peuvent appartenir,



ANNO  
1701.

à Sa Majesté Catholique, sans que Sadite Majesté en puisse prétendre, ni imposer aucune autre.

III. Ladite Compagnie payera d'avance à Sa Majesté Catholique pour les pressants besoins de son Etat la somme de six cens mille livres tournois de France en deux payemens égaux, dont le premier sera fait deux mois après que Sa Majesté aura approuvé & signé le présent Traité, & le second deux mois après le premier; & ladite Compagnie ne pourra être remboursée des six cens mille livres d'avance que pendant les deux dernières années de ce Traité, & elle prendra son remboursement, tant sur les Droits qui seront payés à Sa Majesté Catholique pour l'Entrée des Nègres pendant lesdites deux dernières années, que sur les profits que Sa Majesté pourra faire sur l'intérêt qu'Elle a dans la fourniture desdits Nègres; ainsi qu'il sera ailleurs expliqué.

IV. Ladite Compagnie sera obligée de payer à Sa Majesté Catholique lesdites avances dans Madrid, ou à Paris, au choix de Sadite Majesté, aussi bien que les Droits de chaque année pour l'introduction des Nègres, sans prétendre se prévaloir de ce qui a été dit ci-dessus, qu'Elle seroit le payement desdits Droits aux Indes, attendu que Sadite Majesté aime mieux les recevoir à Madrid, ou à Paris.

V. Les payemens des Droits d'us chaque année à Sadite Majesté, se feront de six en six mois, dont le premier payement commencera au premier de Novembre de l'année prochaine 1712. & les autres se feront faits successivement de six en six mois jusqu'à la fin du présent Traité, sans aucun retardement, prétexte ni interprétation contraire, bien entendu toutefois, que ladite Compagnie ne sera obligée de payer lesdits Droits que pour le nombre de quatre mille Nègres pieces d'Inde, par chaque année, Sa Majesté faisant, comme Elle le fait par ces Prétentes, don & gratification dans la meilleure forme qu'il est possible, des Droits qui pourroient lui appartenir pour les huit cens Nègres pieces d'Inde restants desdits quatre mille huit cents que ladite Compagnie pourra introduire chaque année; & ce en considération des avances que ladite Compagnie fait à Sa Majesté, sans intérêt, de la somme de six cens mille livres, & des risques qu'elle courra, pour faire tenir les payemens des Droits de Sa Majesté dans Paris ou Madrid: Ce que Sa Majesté a désiré qu'il fût précisément expliqué, tant pour l'avantage particulier qu'Elle en doit retirer, que pour faciliter & rendre plus évidents les comptes qui seront faits de ladite fourniture des Nègres.

VI. Comme en cas de Guerre, ladite Compagnie a sujet de craindre d'être troublée dans l'introduction desdits Nègres, & qu'elle s'expose à un danger évident de perdre ses Navires & leur chargement, Sa Majesté Catholique déclare, que pendant tout le temps que la Guerre durera, ladite Compagnie ne sera pas obligée à introduire plus de trois mille Nègres pieces d'Inde chaque année, Sadite Majesté lui laissant la liberté de pouvoir remplir les dix-huit cens restants pour faire le supplément aux quatre mille huit cents qu'elle a permission d'introduire chaque année, dans les années suivantes; & si par quelque autre accident elle ne pouvoit encore remplir pendant chaque année ledit nombre de trois mille Nègres, Elle jouira pareillement de la faculté de le remplir dans les années suivantes, en justifiant le nombre qu'elle aura manqué de remplir; Mais ladite Compagnie sera toujours obligée de payer à Sa Majesté Catholique la somme de trois cens mille livres tournois pour les Droits desdits trois mille Nègres pieces d'Inde, de six en six mois, pendant chacune desdites années que la Guerre durera, soit qu'elle les fournisse ou ne les fournisse pas; & si elle en fournit au delà desdits trois mille pieces d'Inde, elle payera les Droits du surplus en la manière ci-dessus expliquée.

*Et en marge dudit sixième Article est écrit.*

J'ajoute, que si pendant les dix années que le Traité doit durer, la Guerre ne cessoit point, & qu'elle empêchât ladite Compagnie de fournir ladite quantité de Nègres à laquelle elle est obligée par le présent Traité, elle ne laissera pas d'être tenue de payer entièrement les Droits de Sa Majesté; Mais elle aura la liberté de remplir son obligation pendant les trois années que Sa Majesté lui accorde pour régler & terminer ses comptes; & retirer tous les ef-

fets qui lui appartiendront; sans qu'elle soit obligée de payer aucuns autres Droits, tels qu'ils puissent être.

VII. Il a été pareillement convenu que même en tems de Paix, ladite Compagnie ne sera pas absolument & nécessairement obligée à introduire pendant chaque année lesdits quatre mille huit cents Nègres pieces d'Inde, à cause des différens accidents qui peuvent l'en empêcher, & qu'elle aura la liberté de remplir dans les années suivantes & pendant toute la durée de ce Traité, le nombre qu'elle n'aura pas fourni pendant chacune desdites années; mais ladite Compagnie sera toujours tenue & obligée de payer à Sa Majesté pendant chacune desdites années, les Droits qui lui appartiennent pour lesdits quatre mille Nègres pieces d'Inde, de six en six mois, comme si elle les avoit introduits: ainsi qu'il a été ci-dessus expliqué.

VIII. Ladite Compagnie aura la liberté de se servir des Navires de la Majesté Très-Christienne; de ceux qu'elle pourra avoir en son propre, ou de ceux des Sujets de Sa Majesté Catholique équipés de François ou Espagnols, à son choix; & en cas qu'elle fût obligée de se servir d'autres Equipages que desdits François, ou Espagnols (ce qui n'est pas à présumer) tous lesdits Equipages seront de la Religion Catholique Romaine: Il sera pareillement loisible à ladite Compagnie, d'introduire les Nègres, auxquels elle est obligée par le présent Traité, dans tous les Ports de la Mer du Nord, dans quelques Navires qu'ils viennent, pourvu qu'ils soient Alliez à cette Couronne, de la même manière qu'il a été accordé aux précédents Affinités, à condition toutefois que tous les Capitaines & Commandans desdits Navires, & leurs Equipages seront tous professors de la Religion Catholique Romaine.

IX. Comme l'on a reconnu qu'il étoit très-préjudiciable aux intérêts de Sa Majesté Catholique, & de ceux de ses Sujets, qu'il ne fût pas loisible aux Affinités, d'introduire leurs Nègres généralement dans tous les Ports des Indes, étant certain que les Provinces qui en manquent, fissent de grandes misères par le défaut de culture de leurs Terres; ce qui les oblige à mettre tout en œuvre pour en introduire en France; ce qui cause un très grand préjudice aux Droits de Sa Majesté Catholique; Il a été expressément arrêté, que ladite Compagnie pourra introduire & vendre ses Nègres dans tous les Ports de la Mer du Nord, à son choix; Sa Majesté Catholique dérogeant, comme elle déroge expressément par ce Traité, à la condition par laquelle les précédents Affinités étoient exclus de les pouvoir introduire par d'autres Ports que ceux qui étoient désignés par leur Traité; à la charge toutefois que ladite Compagnie ne pourra introduire ni débarquer lesdits Nègres que dans les Ports où il y aura actuellement des Officiers Roiaux de Sa Majesté Catholique, pour visiter les Navires de ladite Compagnie & leurs chargemens, & donner des Certificats des Nègres qui seront introduits: Il a été pareillement convenu, que les Nègres qui entreront dans les Ports des Isles du Vent, Sainte-Marthe, Cumana, & Maracaybo, ne pourront être vendus par ladite Compagnie chacun plus de trois cens Piastras, & qu'elle les donnera même, s'il est possible, à meilleur marché, afin de donner moyen aux Habitans desdits lieux de les pouvoir acheter & payer; Mais à l'égard de tous les autres Ports de la Nouvelle Espagne & de Terre-Ferme, il sera loisible à ladite Compagnie de les vendre le plus cher & le plus avantageusement qu'elle le pourra.

X. Comme il est permis à ladite Compagnie de faire entrer ses Nègres dans tous les Ports de la Mer du Nord, pour les raisons qui viennent d'être expliquées, il a été pareillement convenu qu'elle pourra les introduire dans le Port de Buenosayres, & pour cet effet Sa Majesté Catholique lui permet d'y faire entrer pendant chacune desdites dix années que le présent Traité doit durer, deux Navires capables de porter sept ou huit cens Nègres des deux sexes, pour les y vendre à tel prix qu'elle avisera bon être, en vue des avantages & de l'utilité que les Provinces voisines dudit Buenosayres en retireroient; Mais si ladite Compagnie en portoit au delà desdits sept ou huit cents; Elle ne pourra les vendre ni débarquer; & le Gouverneur & autres Officiers de Sa Majesté Catholique ne pourront le lui permettre, sous quelque cause, prétexte & motif que ce puisse être.

ANNO  
1701.

ANNO  
1701.*Est en marge dudit 10. Article est écrit ce qui suit.*

Je consens, qu'au lieu de la permission qui m'étoit accordée par le présent Article, d'introduire sept ou huit cens Nègres à Buénosayres, le nombre soit réduit à cinq ou six cens.

XI. Pour conduire & introduire les Eclaves Nègres dans les Provinces de la Mer du Sud, ladite Compagnie aura, comme elle a par ce présent Traité, la liberté de fabriquer ou acheter en échange des Nègres, ou autrement, soit à Panama, ou dans quelque autre Port & Arsenal de la Mer du Sud, deux Navires Frégates ou Hourques de 400. Tonneaux ou environ, pour embarquer les Nègres à Panama, & les conduire dans tous les autres Ports du Perou, & rapporter le produit de la vente d'iceux, soit en Marchandises, soit en Réaux, Barres d'Argent, ou Lingots d'Or; qui soient quintez & sans fraude: Ladite Compagnie ne pourra être obligée à payer aucun Droit pour ledit Argent & Or, Réaux, Barres ou Lingots; soit d'Entrée, soit de Sortie, attendu qu'elle doit être exempte de tous Droits, de la même manière que si ledits Réaux, Barres d'Argent, ou Lingots d'Or appartiennent à Sa Majesté: Ladite Compagnie aura pareillement la permission, comme elle lui est accordée par le présent Traité, d'envoyer d'Europe à Portobello, & de faire passer de Portobello à Panama les Cordages, Voiles, Bois, Fers, & généralement tout autre sorte de peleterie, Agress, & Appareux nécessaires pour la construction, Equipement, Armement & entretien dedit Vaiffeaux, Frégates ou Hourques seulement, bien entendu, que, sous quelque prétexte que ce soit, elle ne pourra vendre ni débiter ledits Appareux en tout ou en partie, sous peine de confiscation, & de tel autre châtiment qui sera juste, tant contre les Vendeurs que les Acheteurs, & d'être privée sur le champ & pour toujours de ladite permission, à la charge aussi qu'après l'accomplissement du présent Traité ladite Compagnie ne pourra se servir dedit Frégates, Hourques, ou Navires, ni les faire repasser en Europe, à cause des inconveniens qui en pourroient arriver; mais qu'elle sera obligée de les vendre, troquer, ou donner, comme bon lui semblera, six mois après la fin du présent Traité.

*Et à la marge dudit 11. Article est écrit ce qui suit.*

Je consens de fretter des Navires pour transporter des Nègres dans les Provinces du Perou, à condition qu'il sera libre à ladite Compagnie de choisir des Equipages; & de nommer des Officiers de Mer & de Guerre, à sa volonté, & qu'il sera permis de faire transporter d'Europe tout ce qui sera nécessaire pour l'Equipement, Armement, & entretien des Navires qu'il se frettera.

XII. Ladite Compagnie pourra se servir de François ou d'Espagnols, à son choix, pour la Regie de ce Traité, tant dans les Ports de l'Amérique; que dans le dedans des Terres; Sa Majesté Catholique dérogeant à cet égard aux Etrangers, & déclarant; voulant, & ordonnant, que pendant la durée de ce Traité, les François soient regardés & traités comme ses Sujets Espagnols, & dans ce cas principalement, à condition toutefois que dans chacun dedit Ports des Indes il ne pourra y avoir plus de quatre ou six François, du nombre desquels ladite Compagnie choisira ceux dont elle aura besoin; pour les envoyer au dedans des Terres prendre soin de sa Regie & du recouvrement de ses effets; qu'elle fera de la manière & ainsi qu'elle avisera bon être, sans qu'aucun Ministre de Sa Majesté Catholique, soit de Justice, de Guerre, ou de Police, de quelque rang & qualité qu'il soit, puisse lui apporter aucun trouble ni empêchement, sous quelque prétexte que ce soit, en ce qui ne sera pas contraire aux Loix établies, ni à ce qui est contenu au présent Traité.

XIII. Ladite Compagnie pourra nommer dans tous les Ports & autres lieux principaux de l'Amérique des Juges Conservateurs, pourvu qu'ils ne soient point Officiers de Sa Majesté Catholique, auxquels il n'est pas permis de l'être; & qu'ils soient Sujets de Sadite Majesté, & qu'ils aient les qualités requises pour avoir son approbation; Et ledits

Juges Conservateurs prendront seuls, à l'exclusion de tous autres, la connoissance de toutes les causes & dépendances de ce Traité, avec un plein & absolu pouvoir de les juger & terminer; Sa Majesté Catholique défendant à tous les Tribunaux, Ministres, & Prélats; Capitaines Généraux, Gouverneurs, Corregidors, Grands Alcaldes, & tous autres Officiers, Juges & Justiciers, & même aux Vice-Rois de ses Royaumes, d'en prendre aucune connoissance, la réservant auxdits Juges Conservateurs seuls, des Jugemens desquels les appellations dans les cas prescrits par le Droit, ressortiront au Conseil Royal & souverain des Indes; Sa Majesté accordant pareillement, que celui qui est, ou qui fera à l'avenir Président dudit Conseil, ou la personne qu'il plaira à Sa Majesté de mettre à la tête, soit le Protecteur de ce Traité, & qu'en outre la Compagnie puisse proposer à Sa Majesté un des Conseillers dudit Conseil, pour être Juge Conservateur dudit Traité, à l'exclusion de tous autres; Sa Majesté lui donnant pour cet effet son approbation & tout pouvoir, de la même manière qu'il a été ci-devant accordé à tous les précédents Affiliés.

XIV. Les Vice-Rois, les Tribunaux d'Audience, les Présidents; Capitaines Généraux, Gouverneurs, ni aucuns autres Officiers & Ministres de Sa Majesté Catholique ne pourront, sous quelque cause, motif ou prétexte que ce soit, saisir, retenir, ni armer en Guerre, ou destiner à quelque autre usage, les Navires servants à l'exécution de ce Traité, ni retarder les voyages: Mais au contraire ils seront tenus & obligés de leur donner & faire donner tous les secours & assistance que ladite Compagnie ou ses Agents lui demanderont, soit pour accélérer leur départ & chargement; soit pour avoir des vivres ou autre chose dont ils pourroient avoir besoin, qui leur seront donnés au prix courant; à peine contre les contrevenants; de répondre en leur propre & privé nom des dommages, que ladite Compagnie pourroit recevoir par la détention de dedit Vaiffeaux.

XV. Ledit Vice-Rois; Présidents; Capitaines Généraux, Gouverneurs, Corregidors, grands Alcaldes, Juges & Officiers Royaux; ni aucun autre Ministre, quel qu'il soit, ne pourront pareillement, sous quelque prétexte que ce puisse être, prendre, détourner, saisir ni arrêter par violence ou autrement, les biens ni effets dépendants dudit Traité de l'Assiette, & appartenants à ladite Compagnie, à peine d'être châtiés; & de répondre en leur propre & privé nom du dommage que ladite Compagnie, ou ses biens & effets en pourroit recevoir.

XVI. Ladite Compagnie, & ses Commis & Facteurs auxdites Indes pourroient avoir à leur service les Matelots, Volturiers, Armes, & autres gens nécessaires pour la charge & décharge de leurs Navires; en convenant avec eux de gré à gré, & leur payant les soldes & appointements dont ils seront convenus.

XVII. Il sera au choix de ladite Compagnie de charger les effets qu'elle aura auxdites Indes, pour les transporter en Europe sur les Navires de la Flotte; ou sur les Gallions, en convenant avec les Capitaines & Maîtres dedit Navires, ou de les faire passer sur ses propres Navires, lesquels pourroient, si bon leur semble, venir de concert avec ledits Flottes, Gallions, ou autres Navires de Guerre de Sa Majesté Catholique, laquelle aura agréable de donner ses Ordres aux uns & aux autres de les prendre sous leur protection & sauvegarde.

XVIII. Il a été accordé, que depuis le premier jour du mois de May de l'année prochaine mille sept cens deux, soit avant que ladite Compagnie ait pris possession, soit après, la Compagnie de Portugal, ni autres personnes ne pourroient introduire aucuns Eclaves Nègres dans ledites Indes; & si le cas arrive, Sa Majesté Catholique le déclarera, comme dès à présent Elle le déclare perdus & confisque au profit de ladite Compagnie; qui payera toutefois à Sa Majesté les Droits d'Entrée pour ces Nègres ainsi confisqués, de la manière qu'il a été réglé & expliqué ci-dessus.

XIX. Il a été pareillement accordé, & c'est une des conditions expressees du présent Traité, que ladite Compagnie, ou ses Agents, Commis & Porteurs de ses Ordres pourroient seuls faire naviger leurs Vaiffeaux, & introduire leursdits Eclaves Nègres dans les Ports des Côtes du Nord des Indes Occidentales; Sa Majesté défendant à tous autres,

ANNO  
1701.



ANNO 1701. soit qu'ils soient étrangers, d'en faire entrer, transporter, ni introduire, sous les peines portées par les Loix; Et Sa Majesté Catholique a bien voulu engager sa Roy & sa Parole Royale à ladite Compagnie, qu'elle la maintiendra dans la pleine & entière possession & dans tous les conditions du présent Traité, pendant le temps qu'il doit durer, sans souffrir ni permettre qu'il ne soit rien fait au contraire, Sa Majesté le regardant comme son propre bien, & voulant que tout ce qui y est contenu, soit exactement & ponctuellement exécuté.

XX. Et en cas que ladite Compagnie fût troublée dans l'exécution dudit Traité, soit par procès, ou de quelque autre manière que ce soit; Sa Majesté déclare qu'elle se réserve à Elle seule la connoissance de tous les cas qui peuvent survenir, & défend à tous autres Juges & Julticiers, ou Autoritez quelconques, de prendre connoissance, ni de juger les différends qui pourroient arriver dans l'exécution du présent Traité.

XXI. Aussi-tôt que les Navires de ladite Compagnie arriveront dans les Ports des Indes avec leurs chargemens de Nègres, les Capitaines d'iceux seront tenus de certifier qu'il n'y a aucune maladie contagieuse dans leurs Bords, afin que les Gouverneurs ou autres Officiers de Sa Majesté leur permettent l'entrée dedit Ports, sans qu'ils n'y feroient pas admis.

XXII. Après que lesdits Vaisseaux auront entré & mouillé en quelq'un dedit Ports, ils seront visités par le Gouverneur ou Officiers Royaux; & lorsqu'ils débarqueront leurs Nègres, ou partie d'iceux, ils pourront en même temps débarquer les vivres nécessaires pour leur nourriture, en les mettant dans quelque maison ou Magasin particulier, après avoir été visités, & obtenu la permission dedit Gouverneurs ou autres Officiers Royaux, pour éviter tout sujet de fraude & discussion; mais ils ne pourront faire entrer, vendre, ni débiter aucune sorte de Marchandise, sous quelque cause & prétexte que ce soit, autre que lesdits Nègres & leur nourriture, à peine de la vie contre ceux qui l'entreprendront, & contre les Officiers & autres Sujets de Sa Majesté Catholique qui le souffriront; Sadite Majesté voulant que toute entrée de Marchandises soit absolument défendue à ladite Compagnie, comme contraire aux Loix & usages du Royaume, & à la bonne foi avec laquelle elle doit s'acquitter de son obligation; Sadite Majesté déclarant & ordonnant que les Marchandises qui se trouveront entrant en fraude & contre cette défense, soient taxées & apriétés, & ensuite incontinent brûlées publiquement par l'ordre dedit Gouverneurs ou Officiers Royaux, & que pour servir d'exemple, les Capitaines ou Maîtres de Navires, quand même ils ne seroient coupables que de négligence, pour n'avoir pas soigneusement veillé à empêcher le débarquement de pareilles Marchandises, soient condamnés à en payer la valeur; & s'ils sont eux mêmes coupables, ils soient condamnés à mort, & la Sentence exécutée sans délai ni appellation contre tous ceux qui se trouveront coupables & complices de la même fraude, afin que par la crainte de ce châtiment Sa Majesté puisse être assurée qu'il ne se commettra plus de pareilles fraudes; & Elle déclare, qu'Elle fera rendre un compte exact & régulier du contenu ci-dessus à tous ses Ministres & Officiers; mais il a été convenu, qu'à l'égard des Vaisseaux, sur lesquels les Nègres seront embarqués, & lesdits vivres, ils ne pourront être sujets à la peine ci-dessus expliquée, Sa Majesté les en déclarant libres, & voulant qu'ils puissent continuer leur commerce en la manière prescrite: Sa Majesté déclare pareillement exempts de la peine de mort ceux des coupables dedit fraudes, dont les Marchandises fausses n'excéderont pas la valeur de cent Piastras ou écus; auquel cas Elle veut, & ordonne seulement, que lesdites Marchandises soient apriétés, & ensuite brûlées, sans aucune remission, & que le Capitaine soit condamné à en payer la valeur pour la peine de sa négligence, ainsi qu'il a été ci-dessus expliqué.

*Et à côté dudit Article est écrit ce qui suit.*

Je consens que les appellations des Jugemens qui seront rendus au sujet dedit fraudes ressortissent à l'ordinaire au Conseil Souverain des Indes.

XXIII. Ladite Compagnie ne payera aucuns

ANNO 1701. Droits d'Entrée, de Sortie, ni autres quelconques, pour les vivres qu'elle débarquera ou rembarquera dans ses Vaisseaux pour la nourriture de ses Nègres, seulement en cas que lesdits vivres lui appartiennent, & proviennent de dedit Vaisseaux; mais si elle les achète des Sujets de Sa Majesté Catholique, elle en payera les mêmes Droits que payent lesdits Sujets.

XXIV. Les Droits dûs à Sadite Majesté pour l'Entrée des Nègres étant en cesx devoir être payés du jour que lesdits Nègres auront été débarqués en chacun dedit Ports; L'intention de Sadite Majesté est, comme Elle le croit juste, que quand même quelques-uns dedit Nègres débarqueront viendroient à mourir, avant d'être vendus, ladite Compagnie soit tenue & obligée de lui en payer les Droits, suivant son obligation, sans qu'elle puisse à cet égard se réserver aucune préférence.

XXV. Lorsque ladite Compagnie, ses Agens, ou Facteurs auront vendu dans un Port partie des Nègres qu'ils y auront introduit, il leur sera permis de transporter le reste dans un autre Port; comme aussi de prendre en payement dedit Nègres, & embarquer librement des Réaux, Barres d'Argent & Lingots d'Or, pourvu que lesdites Barres & Lingots d'Or soient quintés & sans fraude, & autres sortes de Denrées & Marchandises qui se tirent dedit Indes, & pourront librement faire sortir de tous les Ports, les Réaux, Barres d'Argent, & l'Or qu'ils recevront en payement, sans payer aucuns Droits; mais payer seulement les Droits de sortie des Marchandises qu'ils embarqueront, suivant qu'ils sont établis sur les lieux, d'où ils les feront sortir. Il a été pareillement accordé à ladite Compagnie & à ses Agens, qu'en cas qu'ils vendent leurs Nègres en échange & troc de Denrées & Marchandises, de quelque espèce qu'elles soient, des lieux où il ne se trouvera pas d'argent pour les payer, ils pourront les faire embarquer dans leurs Vaisseaux, & les transporter d'un Port dans un autre, pour les vendre, en payant les Droits ordinaires.

*Et à côté dudit Article 25. est écrit ce qui suit.*

Je consens que les fruits que je prendray en payement de la vente des Nègres, & que je feray transporter d'un Port à un autre, ne soient vendus que dans lesdits Ports, & que je ne pourrai les vendre dans les Terres du dedans dedit Royaume.

XXVI. Il a été expressément convenu, que ladite Compagnie aura la liberté de faire partir les Vaisseaux dont elle se servira pour l'exécution de ce Traité, soit des Ports de France, ou d'Espagne, à son choix, en donnant avis à Sa Majesté Catholique de leur départ: Elle pourra pareillement faire ses retours, soit en Réaux, Barres d'Argent, Lingots d'Or, ou autres fruits, Denrées & Marchandises provenant de la vente dedit Nègres dans lesdits Ports d'Espagne ou de France, à son choix; bien entendu que si lesdits retours se font dans les Ports d'Espagne, les Capitaines & Commandants dedit Vaisseaux seront obligés de faire leur déclaration aux Officiers de Sa Majesté Catholique de ce qui composera leurs chargemens; Et si lesdits retours se font dans les Ports de France, ils seront tenus d'en envoyer l'état & la facture à Sadite Majesté, afin qu'elle en ait une entière connoissance; mais aucun dedit Navires ne pourra rapporter d'autres Réaux, Barres d'Argent, Lingots d'Or, & autres fruits, Denrées & Marchandises, que ceux qui proviendront de la vente dedit Nègres; Sa Majesté leur défendant de charger aucuns effets appartenants à ses Sujets naturels dedit Indes; Et ladite Compagnie consent que le cas arrivant qu'aucuns de ses Capitaines, Commandants & autres Officiers se chargeraient des effets dedit Particuliers, ils soient déclarés coupables d'avoir fraudé les Droits de Sadite Majesté, & sans aucune autre forme, châtiés comme Transgresseurs de ce qui est contenu au présent Article, & des Ordres qu'il plaira à Sadite Majesté de donner pour son exécution, & pour empêcher dans tous les Ports de pareilles fraudes, afin qu'en quelque temps qu'on pourra prouver qu'elles auront été commises, les Contrevenants puissent être convaincus & châtiés.

XXVII. Si quelques Navires de l'Asiense sont retenus en Guerre, & sont des prises sur les Ennemis de l'une ou l'autre Couronne, ou sur les Pirates & les Corsaires qui croissent & désolent ordinairement les

ANNO  
1701.

les Mers de l'Amérique, lesdites prises, & les Vaisseaux qui les auront faites; seront reçus dans tous les Ports de Sa Majesté Catholique; & si leurs prises sont jugées bonnes, les Preneurs ne pourront pas être obligés de payer de plus grands Droits d'Entrée que ceux qui sont établis, & que les propres & naturels Sujets de Sadite Majesté payent ordinairement: Si dans lesdites prises il se rencontre des Nègres, ils les pourront vendre à compte de ceux qu'elle est obligée de fournir, comme aussi les vivres dont elle n'aura pas besoin; mais non pas les Marchandises & Manufactures dont Sa Majesté veut que la vente leur soit défendue: Mais, voulant bien avoir égard à leur intérêt, Elle leur permet de faire porter lesdites Marchandises ou Manufactures aux Ports de Cartagène ou Portobello, & de les remettre aux Officiers de Sadite Majesté, auxquels elle ordonnera, comme elle ordonne dès à présent de les recevoir, & d'en faire un Inventaire, & de les mettre en présence desdits Preneurs en un Magasin, pour y être gardés, jusqu'à l'arrivée des Gallions; & lorsque la Foire d'Espagne se tiendra auxdits Ports de Cartagène & Portobello, lesdits Officiers de Sa Majesté auront soin de vendre lesdites Marchandises & Manufactures en présence & de concert avec les Deputés du Conseil & desdits Preneurs, ou de ceux qui auront leur pouvoir, dont le quart appartiendra à Sadite Majesté, & sera remis dans ses Trésoreries; & envoyé en Espagne avec le procès Verbal de ce que le Total aura produit; Et à l'égard des trois autres quarts de chaque prise, ils appartiendront & seront remis sans aucun délai aux Preneurs ou à leurs Procureurs, après toutefois qu'on en aura déduit les frais qui auront été faits pour la vente & Magasinage. Pour éviter tout prétexte de discussion, Sadite Majesté a déclaré & déclare, que les Navires, Navanres, ou autres Bâtimens pris, tels qu'ils puissent être, avec leurs Armes, Artillerie, Munitions, Agrès & Appareux appartiendront entièrement & sans réserve auxdits Preneurs.

XXVIII. Comme le Traité se fait & s'accorde particulièrement en vû du service que Leurs Majestés Très-Christienne & Catholique en peuvent recevoir, & de l'avantage de leurs Finances, il a été réglé, que lesurdis Majestés y seront intéressées pour la moitié, & chacune d'Elles pour un quart, ainsi qu'il a été convenu; Et d'autant qu'il seroit nécessaire que Sadite Majesté Catholique, pour pouvoir participer aux profits que cette Affaire pourra donner, fit compter & payer à ladite Compagnie un million, faisant le quart de quatre millions de livres tournois, que ladite Compagnie a compté & jugé être nécessaire pour la Regie & exécution de ce Traité; Il a été convenu; que, si Sadite Majesté Catholique ne juge pas à propos de faire compter & payer par avance cette somme, ladite Compagnie en fera l'avance, bien entendu que Sadite Majesté Catholique en payera l'intérêt à ladite Compagnie, à raison de huit pour cent par chaque année, à compter du jour de ladite avance jusqu'à l'entier, parfait & réel remboursement, que Sadite Majesté en fera suivant le compte qui lui en sera présenté, moyennant quoi ladite Compagnie s'oblige dès à présent à compter à Sadite Majesté des profits qui lui appartiendront, à proportion de son intérêt d'un quart dans la totalité de ce présent Traité; mais en cas que par quelque malheur ou pertes, ladite Compagnie ne fit aucun profit, & qu'au contraire elle souffrit quelque perte, Sadite Majesté Catholique sera obligée, comme elle s'oblige dès à présent, à rembourser ladite Compagnie de la part pour laquelle Sadite Majesté est intéressée, selon la justice, & de la manière qui sera la moins préjudiciable à ses intérêts.

XXIX. Ladite Compagnie donnera le compte des profits qu'elle aura faits les cinq premières années du présent Traité finies & accomplies, avec les Attestations signées, & les papiers en bonne forme, du prix de l'achat, subsistance, transport & introduction des Nègres, & de tous les frais qu'elle aura été obligée de faire pour l'exécution dudit Traité: Elle rapportera pareillement des comptes certifiés en bonne forme du produit de la vente des Esclaves Nègres dans tous les Ports & lieux de l'Amérique appartenants à Sadite Majesté Catholique, où lesdits Nègres auront été transportés & vendus; & lesdits comptes tant de dépense que de recette, seront examinés; vûs & liquidés par les Officiers de Sa Majesté Très-Christienne; à qui cela appartiendra pour l'Intérêt qu'elle

a dans ce Traité, afin que dans cette Cour l'on puisse de même vûs & liquider l'intérêt de Sadite Majesté Catholique, & le retirer de ladite Compagnie, qui sera tenu & obligée de le payer régulièrement & ponctuellement, comme elle y est obligée par cette condition, qui aura la même force & vertu que les Actes authentiques.

XXX. Si le produit des profits des cinq premières années excédoit la somme qui doit être avancée par Sa Majesté Catholique, & qui l'aura été; ensemble des intérêts à raison de huit pour cent, qui seront compris avec le capital de la manière qu'il a été expliqué, ladite Compagnie se remboursera en premier lieu de ce qu'elle aura avancé, & des intérêts, & payera à Sadite Majesté Catholique, outre les Droits annuels dits pour l'introduction des Nègres, tout ce qui devra lui appartenir & revenir desdits profits, sans aucun délai ni retardement: Le même ordre s'observera & se continuera pendant les cinq dernières années dudit Traité, à la fin & accomplissement desquels ladite Compagnie rendra compte des profits qu'elle aura faits, de la même manière qu'il a été expliqué pour les cinq premières années; afin que Sa Majesté, & les Ministres qu'elle commettra, en demeurent entièrement satisfaits.

XXXI. Ladite Compagnie offrant par le troisième Article de ce Traité d'avancer à Sa Majesté six cents mille livres tournois, monnoye de France, ou deux cents mille piastres monnoye d'Espagne, dans les termes mentionnez audit troisième Article, dont elle ne pourra retirer son remboursement & recouvrement entier que dans les deux dernières années de ce Traité, sans qu'elle puisse prétendre aucune chose pour les intérêts & risques de ladite somme, il a été convenu, que si par le compte que ladite Compagnie rendra à la fin des cinq premières années il se trouve des profits, & qu'elle désire se rembourser de cette somme, après s'être remboursée de l'avance du quart, & des intérêts qu'elle doit prendre en premier lieu, il lui sera loisible de se payer & retenir par ses mains le tout, ou partie de ladite somme de six cents mille livres, afin que les Droits de Sa Majesté lui reviennent en entier pendant lesdites deux dernières années, bien entendu qu'on lui en payera le décompte, & qu'elle jouisse des profits qui lui doivent revenir pendant les cinq dernières années de ce Traité; mais s'il n'y a point de profits dans lesdits cinq premières années, l'on observera ce qui a été expliqué audit Article troisième.

XXXII. Ledit Traité étant fini & accompli, Sa Majesté Catholique accorde à ladite Compagnie trois années de terme pour liquider tous ses comptes, retirer ses effets desdites Indes, & rendre à Sadite Majesté son compte final; & pendant lesdites trois années ladite Compagnie, ses Agents & Commis jouiront des mêmes Privilèges & Franchises qui leur sont accordées pendant la durée du présent Traité pour l'entrée libre de ses Vaisseaux dans tous les Ports de l'Amérique, & pour en retirer les effets, sans qu'il puisse y être apporté aucun changement ni restriction quelconque.

XXXIII. Tous les débiteurs de ladite Compagnie seront contraints au paiement de leurs dettes comme pour les propres affaires & deniers de Sa Majesté Catholique, laquelle pour cet effet a mis & met ladite Compagnie en tous ses Droits, noms, raisons & actions.

XXXIV. Et afin que tout ce qui est contenu au présent Traité & aux Articles inférés à la marge d'icelui, & généralement tout ce qui en peut & pourra dépendre & résulter, soit exécuté & accompli sincèrement & en bonne foi, nonobstant toutes raisons, causes & prétextes quelconques, Sa Majesté Catholique a dérogé & déroge en vertu du présent Traité à toutes les Loix, Ordonnances, Cédules, Privilèges, Usages & Coutumes qui pourroient y être contraires dans tous les Ports, Lieux & Côtes de l'Amérique appartenants à Sadite Majesté pendant le temps & espace de dix années que le présent Traité doit durer, & des trois années que Sa Majesté accorde à ladite Compagnie au delà desdites dix années pour retirer tous ses effets, & rendre son compte final de la manière qu'il a été ci-devant expliqué; Lesdites Loix, Ordonnances, Cédules; Privilèges, Usages & Coutumes demeurants en leur force & vigueur, pour tout ce qui ne regarde point le présent Traité. Et enfin Sadite Majesté accorde à ladite Compagnie, ses Agents, Facteurs, Commis, &

ANNO  
1701.



ANNO  
1701.

& autres Officiers, tant de Guerre, que de Police, soit par Mer, soit par Terre, toutes les mêmes Graces, Franchises, Privilèges & Exemptions qui ont été accordées aux précédents Assemblées, sans en excepter aucuns pour tout ce qui n'est pas contraire aux Articles précédents ci-devant exprimés : Et ladite Compagnie s'oblige pareillement d'accomplir & d'exécuter entièrement & ponctuellement tout ce qui est contenu ausdits Articles, & mondit Sieur Du Casse promet & s'oblige, tant en son nom, que comme porteur du Pouvoir que ladite Compagnie Royale de Guinée lui a donné à Paris, en date du vingt-troisième Juillet dernier, qu'il a représenté, de rapporter l'Approbation & Ratification du présent Traité dans le terme qui lui sera marqué par ladite Majesté. Fait à Madrid le vingt-septième jour d'Aoust de l'année mil sept cent un.

Signé,

DU CASSE.

## XII.

31. Août. Associations-Recess der zu Heylbronn versamlet gewesener Chur-Rheinisch-Fränk-Bayer-Schwab- und Ober-Rheinischer Creysse / Woburch die im Chur-Rheinischen Creysse gelegene Herren Churfürsten und Stände sich mit den beiden Creysen Francken und Schwaben / Ihro Chursf. Durchl. in Bayern und dem löbl. Bayerf. und Ober-Rheinischen Creys und zwar nach dem zu Heydenheim den 23. Novem. 1700. zwischen Francken und Schwaben errichteten / nachgehends den 6. May 1701. extendirten und ratificirten Recess associiren; Welches gleichfalls von Churbayern so wohl vor sich als in Vertretung des Churbayrischen Creyses / nicht minder auch von dem Ober-Rheinischen Creys beschiet / und mit einer gewissen Anzahl Volcks zu concurriren versprechen. Geschehen Heylbronn den 31. Aug. 1701. [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Cont. I. Abtheil. II. pag. 377. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui le trouve aussi dans THUELIUS *Acta Publica* Part. I. pag. 647.]

C'est-à-dire,

*Recès d'Association conclu par les Cercles Electoral du RHYN, de FRANCONIE, de BAVIERE, de SUABE & du HAUT-RHYN assemblés à Heilbron, par lequel les Electeurs & Etats situés dans le Cercle Electoral du Rhyn; l'Electeur de Baviere pour lui, & pour le Cercle de Baviere; & le Cercle du Haut Rhyn, s'unissent & associent aux Cercles de Franconie & de Suabe, aux conditions du Recès particulier de ces deux Cercles conclu à Heydenheim le 23. Novembre 1700. étendu & ratifié le 6. May suivant; avec promesse d'y contribuer un certain nombre de Troupes. A Heilbron le 31. d'Aoust 1701.*

Zu wissen: Demnach eine Zusammenkunft der sich mit einander zu associiren vorhabender löblichen Chur-Rheinisch-Fränk-Bayer-Schwab- und Ober-Rheinischer Reichs-Creysen anhero nach des Heil. Reichs Stadt Heilbronn auf den 17. dieses zu End laufenden Monats Augusti, laut Lit. A. veranlaßt worden / und dann neben denen Fränk- und Schwabischen sich auch der Chur-Rheinische / ingleichen ihre Churfürstliche Durchl. in Bayern / als Churfürst / und in Vertretung des Bayerischen Creyses / nicht weniger der Ober-Rheinische Creys / durch Ihre allerhöchsten Bevollmächtigte Creys-Ausschreibs-Ambs Gesandte eingefunden; Daß solchem nach mit Abstrahirung von allen Ceremonien und Formalitäten / jedoch cit-

ra consequentiam & præjudicium ejusdem- ANNO  
que, die Proposition nach Lit. B abgelegt / und 1701.  
nach gehöriger Limitation der zwischen Fräncken und Schwaben den 23. Nov. 1700. zu Heydenheim an der Preng errichtete / nachgehends in formam extensorem gebrachte / und den 6. May. laufenden Jahres von erhermelten löblichen Creysen ratificirte Recess pro fundamento & objecto deliberationis gesetzt / und darauf von denen übrigen löblichen Gesandtschaften folgende Declarationes beschehen / respective an- und ad referendum genommen worden seyn.

1. Hat die Chur-Maynische Gesandtschaft Namens des gesamten Chur-Rheinischen Creyses sich dahin erklärt und erboten / daß die in dem Chur-Rheinischen Creys gelegene Herren Churfürsten und Stände den obgedachten zwischen Francken und Schwaben errichteten Recess samt dessen Articulo separato, als das fundamentum, basin & regulam des ganzen Wercks amplectiren / allen dessen Punkten und Clausuln / außer was die darinnen enthaltene und zu eines jeden Creyses Disposition stehende oeconomica betrifft / getreulich nachkommen / und mithin auf diesen Recess und dessen Conditiones so wohl mit löblich. erwehnten beiden Creysen / Francken und Schwaben / als Ihro Churfürstlichen Durchl. in Bayern / und dem löbl. Bayerischen und Ober-Rheinischen Creys / in eine Alliance wärzlich eintreten / und sich mit denselben associiren / so dann zu denen andern Allirten Creys-Troupen auf Maas und Weise / wie solches der sub Lit. C. hiebeygefügte Extractus des ohnlaßigst hin zu Frantzfurt abgefaßten Chur-Rheinischen Creys-Recessus mit mehrern besagt / mit 3000. Mann zu Fuß / und 1000. Mann zu Pferd / concurriren wolle / welches Offertum und Anerbieten dann auch also von denen löbl. Chur-Bayer-Fränk- und Ober-Rheinischen Gesandtschaften auf ungezweifelte Ratification der übrigen Fränk- und Ober-Rheinischen H. H. Creys-Ständen acceptirt / von dem Schwabischen aber noch zur Zeit ad referendum genommen worden / ingleichen hat

2. Die löbliche Chur-Bayerische Gesandtschaft sich dahin respective erklärt und erboten / daß Ihro Churfürstl. Durchl. in Bayern / so wohl vor Dero eigener Hohen Churfürstl. Person / als in Vertretung löbl. Chur-Bayerischen Creyses / in die zwischen denen Chur-Rhein-Fränk-Schwab- und Ober-Rheinischen Reichs-Creysen obhabende Allianz mit eintreten / und demnach nicht allein den zwischen jetzt wohlgedachten Creysen / Francken und Schwaben / zu Heydenheim an der Preng in nechst vorigen Jahr errichteten / und ad extensorem formam hernach gebrachten Recess (samt dessen Articulo separato gleich dem Chur-Rhein. Creys mit amplectiren / sondern auch vor sich und löbl. gedachten Bayerischen Creys zusammen mit 15000. Mann theils Cavallerie, theils Infanterie, concurriren wollen / welches dann auch also und dergestalten Chur-Rhein- und Fränkischer Seiten / auf gleichfalls ohngezweifelter Ratification Dero sämtlichen Herrn Witt- / Ständen / acceptirt und angenommen worden / daß weilen man noch zur Zeit zu Erreichung des vorhabenden Zwecks eben eines solchen Corporis nicht nöthig haben / sondern genug seyn möchte / wann Hochgedachte Ihro Churfürstl. Durchl. vor sich und in Vertretung des löbl. Bayerischen Creyses nur mit einem der jetzigen Fränk- und Schwab. Creyses-Berfassung proportionirten Quanto, so sich biß auf 10000. Mann beließe / concurriren wollten / ein solches Ihr. Churfürstl. Durchl. nicht zuwider seyn lassen / gleich.

ANNO gleichwohl den Rest der offerirten Mannschafft  
1701. in zwischen bey der Hand halten / und da sich die  
Zeiten und Coniuncturen gefährlich anlieffen / und  
es die Noth erfordern solte / damit denen andern  
alsdan nothleidenden und Allirten Crayßen / auff  
Ihre beschohene requisition, nach Innhalt des  
mehermelten Heydenheimischen Reccellus bestes-  
ten und succurriren würden / welches aber von der  
Schwab- und Ober-Rheinischen Gesandtschaft der  
Zeit nur ad referendum genommen worden

3. Hat die löbl. Ober-Rheinische Gesandtschaft  
sich erklärt / daß sie der mehr bemelten zwischen  
Franken und Schwaben geschlossenen Alliance  
(als welche allein zu der confederirten Crayße  
Conservation und Sicherheit angesehen / mithin  
Ihrer Kayserl. Maj. als des höchsten Ober-Haupts  
im Reich allergnädigsten Intention nicht zuwider  
ist) mit accediren / und ofgedachten Heydenhei-  
mer Reccell alles Innhalt / außer einem die oeco-  
nomica concernirenden Punkten, amplexiren /  
mithin auf dem Fall der mutuellen Assistenz und  
Schiff-Erhaltung mit 2. Regimenten zu Fuß und 1.  
zu Pferd (so 3335. Mann effectiv betragen)  
concurriren wolten / gestalten solches die Beyslage  
Lit. D. mehrern Innhalt besagt. Nun haben  
zwar auch dieses Offertum die löbl. Chur-Rheinisch-  
Chur-Bayerisch- und Fränkische Gesandtschaften  
gleichmäßig auf ohngezeigte Ratification deren  
sämtlichen H. Hn. Mit-Ständen acceptirt / die  
löbl. Schwäbische Directorial-Gesandtschaft aber  
es nur ad referendum genommen / mit dem Ver-  
melden / weil die von denen andern Creyß-Direc-  
toris eingelangte Antwort-Schreiben / auf die  
an sie beschohene Invitation, nur von der Qua-  
sition An? Meldung gethan / des bey zu bestellten  
gemeinten Quanti und Modi aber gar nicht ge-  
dacht / sie die Schwäbische Directorial-Gesand-  
schaft in specie instruit worden wäre / anferderst  
auf was vor eine Weise die übrige ohwogemeldte  
Creyße und Stände in die Allianz mit einzutreten /  
und mit was vor einem Mannschafft-Quanto zu  
concurriren / erbietig seyen / bey gegenwärtigem  
Convent anhören / und darüber denen löblichen  
Schwäbischen Creyß-Ständen zu-dero Entschlie-  
ßung gehörige Relation erstatten solte. Es hat  
jedoch mehr löblich gemelte Schwäbische Direc-  
torial-Gesandtschaft sich anbey dahin erbothen / bey  
dem ohne das anhero nach Heilbronn auf den 3. nächst  
künftigen Monate ausgeschriebenen engeren Con-  
vent, den so wohl Chur-Rhein-als Bayer- und  
Ober-Rheinischer Seiten anerböthenen Modum  
accedendi gleich Anfangs gehörig zu referiren /  
und in Proposition zu stellen / auch darauf er-  
folgenden endlichen Entschluß am ehesten denen an-  
dern löblichen Creyß-Directoris kund zu machen /  
welches dann von denen Chur-Rheinisch-Chur-  
Bayerisch-Fränk- und Ober-Rheinischen Gesand-  
schaften mit denen respective ad ratificandum  
& referendum genommenen Punkten zu thun re-  
ciprocce anerböthen worden / allermaßen man auch

4. In der Hoffnung / daß anbey irgendwo eini-  
ger fernerer Anstand werde genommen werden / sich  
eventualiter des sub Lit. E. beygefüigten formu-  
laris, wie nemlich auf die einlangende allerseitige  
final-Resolutiones die Accession in die zwi-  
schen Franken und Schwaben errichtete Allianz  
von Seiten derer andern Hn. Hn. Churfürsten /  
Fürsten und Ständen zu bewerkstelligen / und zu  
einem beständigen Reccell zu bringen / verglichen /  
und dan

Schlüsslich hat zwar die Chur-Rheinische Ge-  
sandtschaft besage der Beyslage sub Lit. F. um-  
ständlich bey gegenwärtigem Convent vorgezeiget /  
aus was vor Ursachen und Motiven von des löbl.

TOM. VIII. PART. I.

ANNO Chur-Rheinischen Creyßes Hn. Hn. Chur-Für-  
1701. sten und Ständen verlangt werde / daß die Creyß-  
lichen Hn. Hn. Grafen und des Reichs Stadt  
Eölin zu dem von Ihnen bey dem Chur-Rhei-  
nischen Creyß-Tag gesuchtem Vestritt in die vorha-  
bende Allianz mit nichten admittirt werden / die  
löbliche Ober-Rheinische Gesandtschaft auch auf  
gleichmäßige Admision der löbl. Oesterreichischen  
und Westphälischen Creyßen ihrer habenden In-  
struction gemäß angetragen / auch wegen des löb-  
lichen Oesterreichischen Creyßes von des sich hier  
eingefundenen hochansehnlichen Kayserl. Herrn Ge-  
santen Grafen von Löwenstein Excell. Instanz  
gemacht worden : Weils aber die übrige Gesand-  
schaften defectum Instructiois vorgezeiget / als  
ist von denselben legitime abgelehrt ad referendum  
genommen worden. Untendlich ist dieses schluß-  
fertig / und von allerseits gebollmächtigten Hn.  
Hn. Abgesandten unterschrieben und gesiegelt wor-  
den / so geschehen Heilbronn den 31. Augusti  
1701.

1. Von wegen des Chur-Rheinischen Creyßes /  
George Friedrich Peringer. (L. S.)

2. Von wegen Ihrer Chur-Fürstlichen Durchl.  
in Bayern /  
Caspar Marquard Zindt / Freyherr von  
Künzingen. (L. S.)

3. Von wegen des Fränkischen Creyßes /  
Johann Georg Schaff / und Johann  
Christoph Staudt. (L. S.)

4. Von wegen des Bayerischen Creyßes /  
Caspar Marquard Zindt / Freyherr von  
Künzingen. (L. S.)

5. Von wegen des Schwäbischen Creyßes / im  
Namen Ihrer Hoch-Fürstl. Gnaden zu Conslanz  
und Ihrer Hoch-Fürstl. Durchl. zu Württemberg  
Johann Eder von Bachmeister.  
(L. S.)

6. Von wegen des Ober-Rheinischen Creyßes /  
Johann Friedrich Faber. (L. S.)  
Philipp Heinrich von Jodoci. (L. S.)

## XIII.

Tractatus Federis inter Sacram Caesarum Majesta- 7. Sept.  
tem LEOPOLDUM I, Regiam Majestatem Bri-  
tanniae WILHELMUM III, nec non Praepotentes  
Ordines Generales Federatarum BELGII PRO-  
VINCIAE, ad procurandum suae Caesar:  
Majestati ratione praetensionis suae in Successionem  
Hispanicam satisfactionem equam, & rationi  
convenientem, uti & ad adipiscendum pro Rege  
Magne Britanniae & Dominis Ordinibus Genera-  
libus securitatem particularem & sufficiens.  
Hage Comitus die 7. Septembris, anno 1701.  
Cum ARTICULO SEPARATO. Nec non  
RATIFICATIONE Imperatoris LEOPOL-  
di Eberstorfii, 19. Septembris 1701. [Tiré du Pro-  
tolle de l'Ambassade Imperiale en Hollan-  
de, & au Congrès d'Utrecht.]

NOs Leopoldus Divina favente Clementia elec-  
tus Romanorum Imperator semper Augustus,  
ac Germaniae, Hungariae, Bohemiae, Dalmatiae, Croa-  
tiae, Slavoniae Rex, Archi Dux Austriae, Dux Bur-  
gundiae, Brabantiae, Syriae, Carinthiae, Carnio-  
lae, Mar-  
chio



ANNO  
1701.

chio Moravia, Dux Luxemburgie, ac superioris & inferioris Silesiæ, Wirtembergæ, & Teckæ, Principes Sueviæ, Comes Habsburgi, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi & Goritiæ, Landgravius Alsatiz, Marchio Sacri Romani Imperii, Burgoviz, ac superioris & inferioris Lusatia, Dominus Marchie Sclavonice, Portus Naonis, & Salinarum.

Nōtum testatumque facimus omnibus, & singulis quorum interest, aut quomodolibet interesse potest, quod cum Nos inter, & Serenissimum ac Potentissimum Principem, Dominum Wilhelmum Magnæ Britannia, Franciæ & Hiberniæ Regem, Consanguineum & Fratrem nostrum Charissimum; necnon Charissimos Amicos nostros, Ordines Generales Fœderatarum Belgii Provinciarum per utrinque ad id Deputatos, & sufficienti Mandato instructos Legatos & Ministros Plenipotentiariorum die septimâ currentis mensis & anni Hagæ Comitum Tractatus Fœderis sequentem in modum intus & conclusus sit.

Quandoquidem mortuo sine Liberis non ita pridem gloriosissima memoria Caroli II. Hispaniarum Rege, Sacra Sua Cæsarea Majestas Successionem in Regna, & Provincias Regis defuncti Domini Suae Augustiæ legitimè debet assertuerit, Rex autem Christianissimus pro Nepote suo Duce Andegavensi eandem Successionem ambiens, & Jus illi ex Testamento quodam Regis defuncti natum esse præferens, pro modo dicto Duce Andegavensi possessionem universæ Hereditatis sive Monarchiæ Hispanicæ arripuerit, Provincias Hispano-Belgicas, Ducatumque Mediolanensem armis occupaverit, Classem in Portu Gaditano paratam teneat, Naves bellicas ad Indias Hispano parentes miserit, atque hoc modo aliisque plurimis Regna Galliarum & Hispaniarum tam arctè inter se uniantur & coalescant, ut posthac non aliter quam per uno eodemque Regno consideranda esse videantur, adeo ut nisi prospectum fuerit, satis appareat, Cæsareæ suæ Majestati abjiciendam esse omnem spem, unquam sibi de prætensione sua satisfactum iri, sacrum Romanum Imperium Jura sua in Feuda, quæ sunt in Italia & in Belgio Hispanico perditurum, Britannis & Belgis fœderatis liberum Navigationis & Commerciorum usum in Mare Mediterraneum, in Indias & alibi funditus peritum, unitumque Belgium destitutum iri securitatem, quam ex interpositis inter se & Gallos Provincis Hispano-Belgicis, vulgo *Barriere*, tenebat, denique Gallos & Hispanos ita conjunctos adeo omnibus formidandos brevi evasuros, ut totius Europæ Imperium facile sibi vindicaturi sint. Quum autem ob hunc procedendi modum Regis Christianissimi, Cæsareæ suæ Majestati necessitas imposita fuerit, Exercitum in Italiam mittendi ad conservanda tam jura sua privata, quam Feuda Imperii, Rex Magnæ Britannicæ necessarium existimaverit, Copias suas auxiliares mittere Belgio Fœderato, cujus res eo loco sunt, ac si re ipsa jam aggressum foret, & Domini Ordines Generales Uniti Belgii, quorum fines undique ferè patent, effracto & remoto obice, vulgo *Barriere*, qui Gallorum vicinitatem arcebat, coacti sint, ea cuncta pro securitate & salute Reipublicæ facere, quæ Bello impetiti facere debuissent, vel potuissent, quumque tam anceps rerum constitutio ipso Bello periculosa sit, & hoc rerum statu Gallia & Hispania abutantur, ut se magis & magis inter se devinciant, ad opprimendam Europæ libertatem, & tollendum Commerciorum usum, his rationibus adducti, Sacra sua Cæsarea Majestas, Sacra sua Regia Majestas Magnæ Britannicæ, & Celsi ac Præpotentes Domini Ordines Generales Uniti Belgii tantis remedia afferre cupientes, ardam inter se conjunctionem, & Confederationem pro depellenda communis periculi magnitudine necessarium esse existimaverunt, scilicet Sacra sua Cæsarea Majestas Nobilissimos, Illustrissimos & Excellentissimos Dominos, Dominum Petrum Sacri Romani Imperii Comitem a Goessen, Dominum de Carlsberg, Sacræ Cæsareæ Majestatis Camerarium, Consiliarium Imperialem Aulicum & ad Celsos & Præpotentes Dominos Ordines Generales Uniti Belgii Aulegatum Extraordinarium, & Dominum Joannem Wencellauum, Sacri Romani Imperii Comitem Wratissau à Mitrowitz, Dominum de Gineç, & Malentrix, Sacræ Romanæ & Hungariæ Regiæ Majestatis Camerarium, intimæ Cancellariæ Aulico-Bohemice Consiliarium & Assessorem, necnon Sacræ Cæsareæ Majestatis ad Serenissimum Magnæ

Britanniæ Regem Aulegatum Extraordinarium, Legatos suos Extraordinarios & Plenipotentarios: Sacra sua Regia Majestas Magnæ Britannicæ, Nobilissimum, Illustrissimum atque Excellentissimum Dominum, Dominum Joannem Comitem de Marlborough Baronem Churchill de Sandrige, Sacræ Regiæ Majestatis à Consiliis intimis, Copiarum Pedesrium Ducem, vulgo Generalem, & summum Exercitus memoratæ suæ Sacræ Regiæ Majestatis in Belgio Præfectum, Legatum ejus Extraordinarium, Commissarium, Procuratorem & Plenipotentiarium: Et Domini Ordines Generales, Dominos Didericum Eck de Pantaleon, Dominum de Gent & Erlekum: Fredericum Baronem de Rheede, Dominum de Lier, Agri Sti Antonii, & de Terlece, Commendatorem Buræ, unum Nobilium & in Ordine Equestris Hollandiæ & Westfrisiæ conscriptum: Antonium Heinsium Dominorum Ordinum Hollandiæ & Westfrisiæ Consiliarium & Syndicum eorumdem, Magni Sigilli Custodem ac Fœdorum Præsidentem, Wilhelmum de Nassau Dominum de Odyk Cortgiene &c. Primum Nobilem & representantem Ordinem Nobilium in Dominorum Ordinum Zealandiæ & eorumdem Deputatorum Congressu: Everhardum de Weede Dominum de Weede, Dikveld, Kateles &c. Fundi Civitatis Oudewaater Dominum, Capituli Stæ Mariæ, quod Trajecti ad Rhenum est, Decanum, Consiliarium Primum & Præsidentem Consilii Provincie Ultrajectinæ, Aggerum fluminis Leccie Prefectum & Prætozem: Wilhelmum van Haren, Agri Biltani in Frisia Grietmannum, Universitatis Francuagariæ Curatorem, a parte Nobilium in Consessu Dominorum Ordinum Frisiæ Deputatum: Burchardum Justum a Welvelde in Bukhorst & Molokate Toparchum in Zalick, & Vekaten Yselmuytani agri Saragum: & Wicherum Wichers Civitatis Groningensis Senatorem, respectivè Dominorum Ordinum Geldriæ, Hollandiæ & Westfrisiæ, Zealandiæ, Ultrajecti ad Rhenum, Frisiæ, Transylvaniæ & Groningæ & Omlandorum ad Conventum Dominorum Ordinum Generalium Uniti Belgii Deputatos, qui vi Mandatorum suorum in sequentes Fœderis leges convenerunt.

I. Sit maneatque inter Sacram Cæsaream Majestatem, Sacram Regiam Majestatem Magnæ Britannicæ, & Dominos Ordines Generales Uniti Belgii constans, perpetua & inviolabilis amicitia & correspondentia, teneaturque alter alterius commoda promovere, damna vero & incommoda pro posse avertere.

II. Sacra sua Cæsarea Majestas, Sacra Regia Majestas Magnæ Britannicæ & Domini Ordines Generales, cum nulla res ipsis magis cordi sit, quam pax & tranquillitas generalis totius Europæ, judicaverunt ad eam stabilendam nihil efficacius futurum, quam procurando Cæsareæ suæ Majestati ratione prætensionis suæ in Successionem Hispanicam satisfactionem æquam & rationi convenientem, & ut Rex Magnæ Britannicæ & Domini Ordines Generales securitatem particularem & sufficientem pro Regnis, Provinciis Ditionibusque suis, & pro Navigatione, & Commercii Subditorum suorum adipiscantur.

III. Propterea Fœderati ante omnia operam dabunt quantum possunt maximam ad obtinendam via amicabilem, & per Transactionem solidam & firmam Cæsareæ suæ Majestati satisfactionem æquam & rationi convenientem in causa memoratæ Successionis, ac securitatem modo indigetam Regiæ suæ Majestati Magnæ Britannicæ, & Domini Ordines Generales Uniti Belgii, impendentque Fœderati in hunc finem omni studio & absque ulla intermissione, spaciū duorum mensium à die quo Ratificationum Tabulæ commutabuntur, numerandum.

IV. Quod si præter spem & vota, intra tempus præfixum res eo, quod dictum est modo transigi nequeat, Fœderati sibi invicem spondent & promittunt, se alter alterum omnibus viribus adiuturos, idque juxta specificationem peculiari in Conventione determinandam, ut ita aquirant satisfactionem & securitatem ante memoratas.

V. Fœderati ad procurandam satisfactionem & securitatem antedictas, omnes nervos intendunt, ut inter alia, recuperent Provincias Hispano-Belgicas, ut sint obex & repagulum, vulgo *Barriere*, Galliam a Belgio Fœderato removens & separans pro securitate Dominorum Ordinum Generalium, quemadmodum ab omni tempore intervenerunt, donec Rex Christianis-

ANNO  
1701.

ANNO  
1701.

nissimus nuper eas Milite suo occupavit, ut & Ducatum Mediolanensem cum dependentiis ejus, tanquam Feudum Imperii, acque securitati Provinciarum Hæreditariarum Cæsareæ Majestati interfervens. Præterea Regna Neapolitana & Sicilia, & Terras atque Insulas circa ora Hætruriae in Mari Mediterraneo, quæ sunt Ditionis Hispanicæ & ejusdem usus esse possunt, ut & prodesse Navigationi & Commercialibus Subditorum Regis Magnæ Britanniae & Belgii Uniti.

VII. Licetum sit Regiæ suæ Majestati Magnæ Britanniae, & Dominis Ordinibus Generalibus communi Consilio pro utilitate & comodo Navigationis & Commercialibus Subditorum suorum, quas poterant in Indis Hispanicæ Ditionis Terras & Urbes armis occupare, quidquid autem occupaverint, ipsorum manebit.

VIII. Neutri Partium fas sit Bello semel suscepto de Pace cum hoste tractare nisi conjunctim & communicatis Consiliis cum altera Parte, nec Pax incutatur, nisi adepta prius pro Cæsare sua Majestate satisfactione æqua, & rationi conveniente, & pro Regia sua Majestate Magnæ Britanniae & Dominis Ordinibus Generalibus securitate pecuniari Regnorum, Provinciarum, Ditionum, Navigationis, & Commercialium suorum, & nisi iustis cautelis antea provisum sit, ne Regna Galliae & Hispaniae unquam sub idem Imperium veniant & uniantur, nec unquam unus & idem utriusque Regni Rex fiat, & speciatim ne Galli unquam in possessionem Indiarum juris Hispanici veniant, neque ipsis ibidem Navigatio Mercaturæ exercenda causa, sub quocunque prætextu directè vel indirectè permittatur & denique nisi pacta pro Subditis Regis Magnæ Britanniae & Fœderati Belgii facultate plena utendi & fruendi omnibus isdem Privilegiis, Juribusque, Immunitatibus & Libertatibus Commercialium Terra Marique in Hispania, Mari Mediterraneo, & in omnibus Terris & locis, quæ Rex Hispaniarum postremò defunctus tempore mortis, tam in Europa quam alibi possedit, quibus tunc utebantur & fruebantur, vel quibus amborum vel singulorum Subditi jure ante obitum dicti Regis Hispaniarum quæsito, per Tractatus, per Pacta conventa, per Consuetudinem, vel per alium quæcumque modum uti & frui poterant.

IX. Tempore quo dicta Transactio vel Pax fiet, Fœderati inter se conveniant, de omnibus iis, quæ ad stabilendam Navigationem & Commercio Subditorum Regis Magnæ Britanniae & Dominorum Ordinum Generalium in Terris & Ditionibus aquirendis, & a postremo defuncto Hispaniarum Rege possessis necessaria erunt, quemadmodum etiam de modo quo Domini Ordines Generales per obicem antedictum, vulgo *Barrière*, securi reddentur.

X. Et quoniam Controversie quædam Religionis ergo exorti possint, in Locis à Fœderatis, uti sperant, armis occupandis de exercitio ejus inter se, etiam eodem quo supradictum est, tempore conveniant.

XI. Fœderati se invicem omnibus viribus juvare & opem ferre contra Aggressorem teneantur, si Rex Christianissimus vel quisquam alius aliquem Fœderatorum ex causa hujus Fœderis aggredi sustineat.

XII. Quod si vel nunc super sepe indigitata satisfactione, & securitate transigi queat, vel post susceptum necessario Bellum Pax iterum coalescat, post talem vel Transactionem vel Pacem conclusam, sit & maneat semper inter Partes contrahentes Fœdus defensivum pro Guarantia ejusdem, vel Transactionis vel Pacis.

XIII. Ad hujus Fœderis societatem admittentur cuncti Reges, Principes & Status qui volent quibusque Pax Generalis cordi est: quoniam autem faceri Romani Imperii peculiariter interest Pacem publicam servari, & hic inter alia agatur de recuperandis Imperii Feudis, ad hujus Fœderis societatem dictum Imperium speciatim invitabitur: Præterea Fœderati conjunctim vel singulis seorsum licitum sit accessiorem ad hoc Fœdus requirere, eorum quos requirere ipsis visum fuerit.

TOM. VIII. PART. I.

XIV. Ratihabebitur hoc Fœdus ab omnibus Fœderatis intra spatium sex septimanarum vel citius si fieri poterit, in quorum fidem nos supramemorati Plenipotentiarii præfens Fœdus Subscriptionibus & Sigillis nostris munivimus. Hæc Comitum die septimo Septembris anni millesimi septingentesimi primi.

(LS.) PETRUS Comes a GOESSEN.

(LS.) JOHANNES WENCESLAUS Comes WRATISLAV a MITROWITZ.

Nos prædictum Fœdus sic initum & conclusum per omnia & singula, approbaverimus, confirmaverimus, & ratum habuerimus, quemadmodum id huius approbamus confirmamus; & ratum habemus, promittentes verbo nostro Imperiali & Regio, Nos omnia & singula in præfato Fœdere contenta firmiter & constanter observaturos, impleturos, observari & impleri curaturos, neque quantum in nobis erit passuros, ut a quopiam sub quocunque demum prætextu, directè vel indirectè, violenter & infingantur. In cujus rei fidem hæc manu nostra subscriptas, sigilli Nostri Cæsarei appensione muniti iussimus. Dabantur in Arce Nostra Ebersdorfii, die decima nona mensis Septembris, Anno millesimo septingentesimo primo. Regnorum nostrorum Romani 44. Hungarici 41. Bohemici vero 46.

LEOPOLDUS.

VI D. A. C. A KAUNITZ.

Ad Mandatum Sacre Cæsareæ Majestatis proprium.

C. F. CONSRUCH.

ARTICULUS SEPARATUS de reparatione Regi magnæ Britanniae, circa agnitionem præfensi Wallie Principis in Regem Angliæ per Regem Galliae attentatam, procuranda. Cùm RATIFICATIONE Cæsareæ. Vienna 22. Martii 1702. [Manuscript tiré du Protocole de l'Ambassade Imperiale en Hollande & au Congrès d'Utrecht.]

NOS LEOPOLDUS Divina favente Clementia electus Romanorum Imperator semper Augustus, ac Germaniæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiae, Slavoniæ, Rex, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiae, Styriae, Carinthiae, Carniolæ, Marchio Moraviae, Dux Luicemburgiæ, ac superioris & inferioris Silesiæ, Wirtembergæ, & Teckæ, Princeps Sueviæ, Comes Habsburgi, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi & Goritiæ, Landgravius Alsatiæ, Marchio Sacri Romani Imperii, Burgoviae ac superioris & inferioris Lusatiæ, Dominus Marchiæ Sclavoniæ, Portus Naonis & Salinarum.

Notum testatunquæ facimus omnibus & singulis, quorum interest, quòd, cùm die 7. Septembris Anni proximè elapsi inter nos & Serenissimum ac Potentissimum Principem Dominum Wilhelmum Magnæ Britanniae, Franciæ & Hiberniæ Regem, Consanguineum & Fratrem nostrum Charissimum, nec non Charissimos Amicos nostros Ordines Generales Fœderatarum Belgii Provinciarum, per utrumque ad id deputatos & sufficienti Mandato instructos Ministros Fœdus initum & conclusum sit, omnibus verò Partibus superius placuerit de sequenti adhuc Articulo convenire.

Quandoquidem post Fœdus inter Sacram suam Cæsaream Majestatem, Sacram suam Regiam Majestatem Magnæ Britanniae, & Cellos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Uniti Belgii Hæc Comitum die 7. mensis Septembris 1701. Anni consecutum signatumque, Rex Galliae sibi tantum arrogaverit, ut præfens Wallie Principem agnosceret, declararetque Regem Angliæ, Scotiæ & Hiberniæ, atque eo facto Sacre suæ Regiæ Majestati Magnæ Britanniae & universæ Nationi Britannicæ gravem, admodum & indignam injuriam intulerit: Convenit conclusumque est inter prædictos Dominos Confederatos, Sacram suam Cæsaream Majestatem, Sacram suam Regiam Majestatem Magnæ Britanniae, & Cel-

M 2

fos

ANNO  
1701.



ANNO 1701. **ANNO** 1701.

fos ac-Prepotentes Dominos Ordines Generales U-  
niti Belgii per presentem hunc Articulum (qui pa-  
rem & eandem prolium vim, virtutem & vigorem  
obtinebit, ac si supradicto Fœderi ab initio infer-  
tus esset) quod nulla cum Gallis Pax omnino in-  
bitur, priusquam ante memoratam Sacre sue Re-  
giæ Majestati Magnæ Britanniz pro eadem atroci  
injurya reparatio facta sit.

Nos eundem Articulum separatim per omnia &  
singula approbaverimus, confirmaverimus, & ratum  
habuerimus, quemadmodum eum hinc approba-  
mus, confirmamus & ratum habemus, promitten-  
tes verbo Nostro Imperiali & Regio, nos omnia,  
quæ in eo continentur, bona fide præstituros & ad-  
impleruros, neque quantum in Nobis erit, passu-  
ros esse, ut à quopiam sub quocunque demum præ-  
textu directè vel indirectè violetur & infringatur:  
In cuius rei fidem hæc manu Nostra subscriptas  
Sigilli Nostri Cæsarei appensione muniti iussimus;  
Quæ dabatur in Civitate Nostra Viennæ die 22.  
Martii Anno 1702. Regnorum Nostrorum, Romani  
quadragesimo quarto, Hungarici quadragesimo  
septimo: Bohemici verò quadragesimo sexto.

LEOPOLDUS.

(L. S.)

Vt. D. H. C. à KAUNITZ.

Ad Mandatum Sacre Cæsareæ  
Majestatis propriam

C. F. CONSBRUCH.

#### XIV.

23 Oct. **Fürst-Brüderliche Convention zwischen Herrn  
Rudolph Augusten- und Anthon Ulrichen  
Herzogen zu Braunschweig und Lüneburg / wo-  
durch Sie zu Conservation Ihrer Lande / auch  
alten Prärogativen und Rechten sich in einen  
Bündelg. Defensions-Stand setzen. Braun-  
schweig den 23. Octobr. 1701. [Theatrum Eu-  
ropæum Tom. XVI. pag. 150. col. 2. d'où  
cette Pièce est tirée. On la trouve aussi  
dans L'UNIG Teutisches Reichs = Archiv.  
Part. Spec. Abtheil. V. I. Absag. IV. pag. 169.]**

C'est-à-dire,

*Convention fraternelle, entre les Serenissimes Prin-  
ces RODOLPHE AUGUSTE, & AN-  
THOINE ULRIC, Ducs de Brunswick - Lu-  
nebourg pour la conservation efficace de leurs Do-  
maines, Droits & anciennes Prerogatives. A  
Brunswick 23. Octobre 1701.*

**D**ennach wir von Gottes Gnaden Rudolph  
Augustus und Anthon Ulrich / Herzoge zu  
Braunschweig und Lüneburg / bey Unser führenden  
Brüderlichen Gesamt-Regierung uns jederzeit an-  
gelegen seyn lassen / durch einmüthigen Rath die  
Böthschaft Unsers Erats zu befördern / wir auch  
vermittelst Göttlicher Assistenz bishero unser Für-  
stenthum und Lande in gutem Friede und Ruhe-  
stand erhalten; die gegenwärtige Coniuncturen  
aber / und zumahl die Unserm Hause anscheinende  
Particulier Gefährlichkeiten / uns vor dasinahl  
um so mehr obligiren / ein treu-brüderliches ein-  
müthiges Concert zu fassen / in Betracht da 1.  
durch den von Hannover gesuchten Electorat,  
und was demselben anhangig ist / Unser von so vie-  
len Seculis her in einer egalen Dignität und ge-  
nauer Vereinigung gestandenes Herzogliches Ge-  
samt-Haus hauptsächlich getrennet / wir aber als

(1) Cette Pièce étant tirée du *Theatrum Europæum* on en a conser-  
vé la Date. Celle de *L'UNIG* est du 3. peut-être par une faute d'im-  
pression. (D U M.)

ANNO 1701.  
der schwächere Theil von solcher Revolution und  
derselben etablierten Präpotenz nichts anders  
[müssen wir es allbereit bey der Sachsen-Lau-  
enburgischen und andern Sachen wirklich empfin-  
den / als ein verkleinertes Tractament, thät-  
liche Proceduren und Bedrängnisse / auch zu-  
legt wohl gar eine gängliche Oppression erwar-  
ten können; Nunmehr auch 2. der Spanische Suc-  
cessions-Streit und darüber herfürbrechender  
Krieg einen jeden Reichs-Patrioten und Uns in-  
sonderheit streichen machet / daß selbiger Teutsch-  
land mit ergreifen / und nach dem Exempel des  
vormahligen dreyßigjährigen Krieges unser Fürsten-  
thum und Lande mit Durchzügen / Exactionen /  
Eingebartierung / Brennen / Rauben und Plün-  
dern abermahl verheeret und zu Grunde gerichtet  
werden möchten; Aber dem 3. die einige Zeithero  
von so vielen Orten wider uns erschollene Bro-  
hungen und continuierende gefährliche Gerüchte /  
mithin die dergleichen einlaufende vielfältige War-  
nungen uns in die gerechte Apprehension und  
Vermuthung setzen / daß von Unsern übelwollenden  
und ihren gegen Uns animirten Freunden ein oder  
ander gefährliches Dessen wider Uns machinir-  
ter werde / und wir dannhero uns Ehren- und  
Gewissens halber verbunden achten / Uns / Unsern  
Erat / Fürstenthum und Lande für feindlichen Trac-  
tament zu retten / und Uns bey allen Unsern von  
Gott verheißen und uns angeerbten Rechten nach  
äußersten Kräften zu maintainiren; So haben  
wir nach gehaltener gemeinsamer reisser Berathschla-  
gung / bey Erwegung vorangeführter und mehrer  
gefährlicher Umstände / uns dahin treu-brüder-  
und einmüthiglich miteinander vernommen / concertir-  
ter und geschlossen / Unsere dorthin gehabte ordina-  
re Defensions-Verfassung bezüglichenwärtigen Zei-  
ten auf eine stärkere und solche Proportion einzu-  
richten / daß wir im Stande seynmögten / nicht nur  
denen angedrohten Entreprisen und Gewaltthatig-  
keiten nachdrücklich widerstehen / Unsere Besitzungen  
bewahren / und Land und Leute für Ruin schütten;  
sondern auch zu Erhaltung des Reichs-Friedens  
und gemeinen Ruhe-Standes schuldigster massen  
concurriren zu können; zu welchem End wir  
dann bey Unser Milice die Compagnien / inson-  
derheit bey der Infanterie, so weit verstärken  
lassen wollen / daß mit ebenen Unserer Defensions-  
Verfassung effectivement in zwölfftausend Mann  
regulirte Troupen bestehen möge / die wir auch  
nach äußerster Möglichkeit so lange beizubehalten  
trachten wollen / bis wir aus der Gefahr gerettet /  
und Unser Erat, Rechte und Befugnissen auf ein  
oder andere reputirliche Weise in Sicherheit ge-  
setzt seyn werden / mithin auch bey dem Spani-  
schen Successions-Streit die Bewahrung des ge-  
meinsamen Reichs-Friedens und Ruhestandes in  
Teutschland wird effectuiren und beschaffen seyn.  
Gleichwie wir aber Unser getreuen Landschafft  
dorthin gnädigst versichert haben / daß durch die  
Augmentation unsrer Troupen Land und Leu-  
ten keine mehrere Onera, als vor dem zu der or-  
dinären Kriegs-Cassa bewilliget / aufgelegt /  
sondern die zugeworbene Milice, und was davon  
dependiret / ohne Last und Zuthun des Landes / aus  
denen von der Cron Frankreich bey dem mit der-  
selben zu Maintainirung des Westphäl- und Rys-  
wickschen Friedens in Teutschland vor einiger  
Zeit getroffenen Tractat veraccordinirten Subsi-  
dien unterhalten werden soll; Also wollen wir  
auch darüber ernstlich halten / und Unsere Un-  
terthanen in so weit aller neuen Beschwerung  
gänglich entheben.

Und obwohl diese von Uns concertirte Ver-  
fassung die Disposition der Reichs-Constitu-  
tio-

ANNO tionen und des Westphälischen Friedens-Instrumente, zufoerdert aber die schuldige Treue und Pflicht/ womit wir dem Reich und dessen allerhöchsten Ober-Haupt verbandt/ zum Fundament hat/ dahero auch von keinem Wohlgefinneten desfalls eine widrige Explication zu vermuthen;

1701.

So declariren wir dennoch zum Ueberflus einmüthiglich/ und mit aufrichtigen Teutschen Herzen/ weder des neunbten Electorats halber/ noch ex quovis alio capite jemanden/ er sey mer er wolle/ offensive anzugreifen/ sondern Uns mit Unser Armatur in terminis & statu defensionis und zwar solcher massen zu halten/ daß wir zufoerdert für unsern Etat, für Unsere alte Prærogativen und Rechte/ für die Sicherheit Unser Bestungen und Lande ein wachen des Auge haben/ und uns dabey auf keinerlei Weise verächtlich halten/ bedrängen/ beschden/ weniger unterdrücken lassen/ daneben auch stets bereit und gefast seyn wollen/ wann dem Reich und gemeinem Vaterlande eine besondere Gefahr zustoßen und der Friede und Ruhestand troubliert werden solte/ so dann dagegen alle mögliche Hüffe zu dessen Rettung und Friedens-Erhaltung mit zu beschaffen/ und an keinem Stück/ so die Reichs-Gelege auch die Rechte der Natur und Wölcker von alten Teutschen Fürsten des Reichs requiriren/ es ermangeln zu lassen.

Zu Beträfftigung dessen allen haben wir dieses Unser einmüthiges Concert mit eigenen Händen unterschrieben/ und mit Unserm geheimten Cangeley-Secret bedrückt lassen. So geschehen in Unser Stadt und Bestung Braunschweig den 23. Oct. 1701.

Rudolph Augusts. Anthon Ulrich.

## XV.

11 Nov. Vergelyk en Compromiss tusschen de Heeren ARNOLD MAURITS WILLEM ter centre, en ERNST en STATIUS PHILIP ter andere zyde, Graven te Bentheim, &c. waardoor sy syne Majesteit van Groot Brittanje tot Arbitrer van hare Differentien en geschillen verkiesen; ende Grave ARNOLD MAURITS WILLEM verklaart, hoe dat hy de *Gravamina Ecclesiastica en Politica* sal reguleren en wecnemen. Gedact in s'Gravenhage den 31. Octobr. 1701. Met de Compromissoriale Uitspraak van syne Brittannijsche Majesteit. Gedact in s'Gravenhage den 11. Novembr. 1701. [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Contin. II. Abtheil. VI. In Supplement. des I. Abfages von den Grafen von Bentheim pag. 513. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans le *Theatrum Europæum* Tom. XVI. pag. 239. en Allemand.]

C'est-à-dire,

Compromis entre ARNAULD MAURICE GUILLAUME Comte de Bentheim d'une part, ERNEST & STATIUS PHILIPS aussi Comtes de Bentheim d'autre part, par lequel ils remettent la Decision de tous leurs Differents à l'Arbitrage du Roi de la Grande Bretagne, le Comte ARNAULD MAURICE GUILLAUME declarant de plus, comment & de quelle maniere il reglera & satisfera aux Grievs Ecclesiastiques & Politiques. Fait à la Haye le 31. Octobre 1701. Avec la SENTENCE Arbitrale de sa Majesté Britannique rendue à la Haye le 11 Novembre 1701.

WY ondergeschreye, Arnold Maurits Willem ter centre, en Ernst en Statius Philip ter andere zyde, Graven te Bentheim, Steenfurt, Tecklenburg, &c. onderrecht zijnde, dat sijne Majesteit van Groot Brittanje geerne soude sien, dat de openstaende differentien en geschillen, dewelcke tusschen haer nu eenige jaren aen den anderen hebben gerootert, uit den wech wierden geleght, en geaccommodeert, ende dat hoogstgedachte sijne Majesteit de adimpletie van het soo genaemde Byeleveltische Verdragh daer toe het gereedste middel oordeelt te zijn, verklaren by desen, dat wy voor ons, ende onse Erigenamen en Successeurs, na een volkomen overleg, en uyt goede redenen ons daer toe moverende, hebben overgegeven en geaccordeert, gelijk wy overgeven en accorderen by desen, dat wy met den anderen over de adimpletie van het voorschreive Byeleveltische Contract in der minne, en de plano sullen trachten te verdragen, ende in cas wy in de selve onderhandelinge den anderen niet konden verstaan, soo submitteren wy ons volkomentlijk aan omtrent aen de decisie, ende het oordeel van hoogstgedachte sijne Koninglijcke Majesteit van Groot Brittanje: Belovende by desen, voor ons, en onse Erigenamen en Successeurs, dat wy ons na des selfs uytprake sullen gedragen, verlokende sijne Majesteit met alle respect by ontteueninge van ons onderlinge verdrag, de voorschreive decisie en uytprake te willen doen, en die in alle sijne deelen te willen executeren.

Noch is geaccordeert, dat de sultenne van Grave Ernst en Statius Philip aengaende de invaliditeit des Byeleveltischen Contracts in sijne waerde en onwaerde gelaten zijnde, hun sal vry staen de voornoemde sultenne in rechten te kunnen allieeren, daar en soo sy te rade souden mogen werden.

Wijders verklaert meer gemelden Grave Arnold Maurits Willem, soo voor hem als voor des selfs Erigenamen en Successeurs, dat hy de *Gravamina Ecclesiastica en Politica*, soo ras als hoogstgedachte sijne Majesteit de decisie en uytprake sal hebben gedaen, sal reguleren en wecnemen, gelijk hy die van nu voor als dan reguleert ende wech neemt by desen, ende op de volgende maniere, als hier onder van woerde tot woerde geïntereert staet, over de reserve en aantekeninge op den tweeden Articel van de *Gravamina Politica* breder in margine geëxprimeert.

1. De protestierende Ingezetenen der Graeffschap Bentheim sullen alleints in den staet en observantie harer Religie, in den jare 1624. tot de veranderinge van wijlen Heere Grave Ernst Willem in den jare 1668. gelaten, herfelt ende beschermt werden.

2. Dienvolgende sal de oude afgeschafte Over-Kerkenraedt, ofte het Opper-Consistorium, ingeslegt tot waarneminge van het Geestelick of Kerkelick regiment door wijlen Heer Graef Arnold Joost, wederom aengefelt werden, en bestaen uit vijf personen, ten deele Geestlijcke, ten deele Wereldlijcke, welke tot dat ampt bequaem, en alle van de Gereformeerde Religie sullen zijn, met name...

3. Wanneer een van de selve door verster of andersints komt af te gaen, sullen de referende Leden een ander Gereformeerde Persoon in sijne plaats verkiesen, en den selven aen de Heeren Graven als Lands-heeren praesenteren, om binnen een maent geconfermeert te werden.

4. De voorschreive Over-Kerkenraedt sal van tijdt tot tijdt na ouder gewoonte, en vereyfch van saken vergaderen en besoigneren, doende alles wat men volgens de Fundatie van den dertienden October 1613. plagt en behoort te doen, en van alle sijn doen goede notulen en protocol houden, door een Actuaris, die daer toe gequalificeert is, by het voorschreive Opper-Consistorium te verkiesen.

5. Voornamentlijk sal den Over-Kerkenraedt forge dragen, dat devacante Pastoryen, School-Kofter-ende Organist-diensten spoedig, en wel, wederom voorfien werden; ten welken eynde de persoon sal aengefelt werden by de Opper-Consistorialen, met de Leden des Onder-Kerkenraets daer de plaetse vacceert, by meerderheyt van stemmen. Daer na sal de aengefelde persoon pæremptorie van haer worden geëxamineert, of van het eerwaerde Classis, op haer begeerte gepraesenteert, ende van de selve binnen een maent geconfermeert werden, sonder daar voor yetwes te genieten, uytgenomen



ANNO  
1701.

de *jura* en *leges* van de Cancellerye, welke niet een forme van twaelf ryksdaelders voor een Pastor, en ses voor een Schoolmeester, Koster of Organist fullen excederen. Na de confirmatie sal hy van twee Gecommitteerden des Kerckenraeds geordineert en geïnfallceert worden in tegenwoordigheyt van een Graeffelijke gecommitteerde op kolten van de Gemeenten, sullende elck gecommitteerde, boven de wage-vrachten, noyt meer als twee ryksdaelders daegs genieten, sonder echter een particulier Collator, die eenig recht heeft daar mede te praedjudiceren.

6. Voorts sal meer gemelde Over-Kerckenraedt ten minsten eens des jaers de Classicale vergaderinge, de Onder-Kerckenraden, en de gesamentlycke Gemeentens visiteren, om alle gebreken te verbeteren, sullende in de Kercken-boete mogen procederen, niet alleen tot suspensie, maer oock tot het deportement van Praedikanten, Schoolmeesters, Organisten, Kosteren, Geestelyke Rentmeesters, Kerk en Armen-Providoren, ende hare onder-Dinassars, die het meriteren, mits dat daer van notificatie aen sijn Excell. worde gedaen, sonder daer door de executie te suspenderen.

7. De voorschree Over-Kerckenraedt sal op alle Geestelyke goederen nauwkeurig acht geven, ten eynde daer van niets veralienere, noch tot eenig ander gebruyck besteedt werde, als tot nutte van de Gereformeerde Godtsdienst; daarom fullen de Geestelyke Rentmeesters, en alle Arme en Kercken-Providoren, onder de opzicht van meer gemelde Kercken-raedt staen, sullende eens des jaers voor haer van ontfang en uitgave, in tegenwoordigheyt van een van sijn Excell. gecommitteerden, rekeningne doen, het ware dan in dese of geene Steden of Dorpen een andere gewoonte ware, daer het by het oude gebruyck sal blijven; om welke oorlake den Geestelyken Rentmeester (dewelcke altijt van de gereformeerde Religie sal zyn) van het Opper-Consistorie oock aangestelt, ende t'elkens by de vacature van sijn ampt, van de hooge Overigheyt geconfirmceert sal werden, so als van Pastoren, Kosteren en Organisten art. 5. is gesegt.

8. Noch incumbereet den Over-Kerckenraedt alle Echt-faken, na Gods Woordt en de Wereldlycke Rechten, sonder appel of revisie by rechtelycke decisie te ontfeynden; desgelijcks Armen-ende Kercken-faken, oock alle Proceffe, welke de Pastoren Schoolmeesters, Kosteren ende Organisten om eenige redenen haer ampt concernerende worden aengedaen, zijnde voor geen ander Rechtbanck convenibel.

9. Wanneer de Kerckenraedt tegens eenige scandaleuse Leden der Gemeente verder procedereet, als tot de verbiedinge des heyligen Avondmaels, ende deprecatie voor den Kerckenraedt ter plaetse daer de ergernisse begaen is, (het welke de Onder-Consistorien altijt geëxerceert hebben, en voortaan fullen exerceeren) en dat men genoodtsaect wordt het scandael openbaerlyck voor de Gemeente te laten repareren, of dat het alleruytstee middel van communicatie gebruyckt werde, sulcks sal alles van den Over-Kerckenraedt geordonneert en gereguleert worden, met notificatie aen de hooge Overigheyt, sonder echter de executie daer door te suspenderen.

10. Om alle het voorgenoemde met effect uyt te voeren, mag de Over-Kerckenraedt oock de middelen van dwangh en executie gebruycken, gelijck als het selve allen en yegelycken hoogh Graeffelijke Amptenaren, Bedienden, hooge en lage in de Pandatie bevolen werde. Maer om van die macht geen misbruyck te maken, ende om in het Kercken-wesen alles met bescheydenheyt te behesten, en niet te domineren, fullen de Over-Kerckenraden in gewichtige faken het advies van het Classis hebben te vragen, oock het advies van een Gereformeerde Universteit inhalen.

11. Het Klooster tot Schutterop, met de Kloosterkercke en de verdere annexe Gebouwen, fullen aen de Gereformeerde wederom werden ingeruymt tot den Gereformeerden Godtsdienst en andere gebruyken, ende in specie het tweede Pastoriehuys aldaer, voor den gedeposideerden Praedikant, als mede het tweede Pastorie-huys tot Benthem voor den tweden Pastor, mitsgaders alle canones, pachten, intraden, welke de Praedikanten, Kercken, Armen, Schoolmeesters, Kosteren en Organisten uyt de domeynen van sijne Excellentie ende anders competeren; item

huysen, schoolen, welke de Gereformeerde anno 1624. hebben beseten, en het ganstijcke Geestelycke Register, soo als het anno 1624. ende onder de regeringe van de Heer Graef Arnold Joost is geweest, waar in sijn Excellentie oock aenneemt te betalen de posten, die sijn Heer Oom ofte des selfs voorvaderen daer in schuldig zyn, mitsgaders alle het geene wat sy tot verbeteringe van Pastoryen, Kercken en Schoolen, gefundeert, gegeven en gelegateert hebben, mits dat de agterfallen niet meer geëyscht werden.

12. Daarenboven sal richtig betaelt werden aen het Gymnasium van Steenfort een capitaal van vijf hondert ryksdaelders, sonder de interesten, die tot hier toe zyn verlopen.

13. Noch neemt sijn Excellentie aen te betalen het gerechte derde part van twee duysent agt hondert negen ryksdaelders, door de Heer Graef Arnold van de Kercke tot Steenfort opgenomen, belovende daer nevens sijn ytterste best te doen dat de twee andere derde-parten van de hoogh-Graeffelyckehuyfen Teckelenburgh en Stagenfort mede voldaan werden.

14. Wat na dese herstellinge van de geestelycke goederen mogte overschieten sal van de voorschree Over-Kerckenraedt tot verbeteringe van sommiger Praedikanten ende Schoolmeesteren geringe tractementen werden aengewent, als mede tot onderhoudinge van hare nagelatene Weduwen en wefen, tot het twintigste jaar hares ouderdoms, ofte oock tot stichtinge van nieuwe Kercken en Scholen, daer het de eere Gods en dienst van de Ingezetenen vereyscht, echter alles met kennisse van de hooge Landts Overigheyt. Specijalijck sal te Wilsum wederom een Pastor, en te Velthuyfen een tweede Pastor werden aangestelt, elck op een tractement van drie hondert guldens, met name de Candidatus *Schrader* tot Praedikant van Wilsum, en de Candidatus *Hulken* als tweede Praedikant tot Velthuyfen; en yender Praedikants weduwe in de Graefchap Benthem en Steenfort sal na desen een pensioen van twintig ryksdaelders jaerlijcks werden toegelegd uyt den overschot der geestelycke goederen, het welke in de eerste plaetse sal werden voorgenomen ende afgedaen, eer dat de voornoemde overschot der geestelycke goederen tot yetwes anders geëmployeert werde.

15. Wat den Roomsch-Catholijken Godtsdienst betreft, sal de selve alleen werden geëxerceert op dese navolgende plaetfen, te weten op het Slot tot Benthem, en in de Kerke door de Roomsch Catholijken aldaer gebouwt; en op het Huys te Altena tot Schutterop; op het Huys te Brantjeet tot Brandtlegt; op de Borg tot Noorthorn; op het Ampt-huys tot Nienhuys; ende in het Dorp Emmelenkamp, tot die tijdt, dat over dit verskil anders sal zyn geconvenieert, of dat het selve in het Roomsche Rijk sal zyn gedecideert, sullende oock geen andere proceffe in de Graefchap, als die op St. Joannes des Tauffers dag te Benthem gecelebreert werden.

16. Indien yetwes in dit Contract niet mogte zyn uygedrukt en gelpulsteert, sal na het Instrument van de Westphaelsche Vreede in den jaer 1648. geregleert en onderhouden werden.

1. Ten reguarde van de Politicque Grieven neemt sijn Excellentie den Heere Grave Arnold Maurits Willem aen alle immuniteyten, Privilegien, Voorrechten, door sijne Heeren Voorfaten aen de Stenden, Steden, Dorpen en Viecken, Boerschappen en particuliere Ingezetenen verleent, ofte van haer van oudts beseten, te confirmeren, en de selve niet te verminderen, nimmer na verdiensten te vermeerderen, specijalijck de voorgaende Landdags-Recessen, en die daer op gegronde Concordaten, door wijlen Heere Grave Ernst Willem met de Stenden gemaakt, heylighlijck te onderhouden.

2. In vrijwillige contenten, hoedanig de subsidien zyn, ende de selve na desen altoos daer voor fullen gereputeert werden, sal de overstemminge of *majora vota* by de Stenden geen plaets hebben, en de voornoemde subsidien uyt kracht van pluraliteyt van stemmen niet mogen geëyscht werden; sullende de Gecommitteerden van sijne Majesteit van Groot Britagnietot de Benthemsche Landt-dagen de voorschreeve subsidien na tijds gelegentheyt sich laten gerecommandeert zyn.

3. Sijne Excellentie neemt aen alle deugdelijcke schulden (waar over met de Crediteuren noch niet

ANNO  
1701.

ANNO 1071. geaccordeert en geconvenieert mogte hebben.) van ANNO 1701.

zijne Heeren Voorfaten, ende in fpecie van wijlen Heere Grave Ernft Willem gemaect, te betalen, voor foo verre na recht en jultitie daar toegehouden is, ten welken eynde Arbiters fullen genomineert werden, twee door fijn Excellentie, met name

ende twee

aen de zyde der Creditreuren, met name

om in de tijt van een of twee jaren

defe faeck te vuideren en uytvondig te maken, foo

als na rechten behoort, en welckers uytprake en

vonnis fijn Excellentie fal gehouden zijn defchulden

te betalen.

4. De Gereformeerde Onderdanen fullen van gee-

ne ampten ofte eeren werden uytgefloten, maer tot

de Landts-deputatie, Drost-ampten, Hof-en Neder-

gerichten, item Rentmeesterijen, Landts en particu-

liere Ontfangers plaetfen, en alle andere charges en

bedieningen na verdienften worden angeftelt, en den

uytveemfchen voortgetrokken, befonderlijk na het

overlijden van een der Adellijcke Aftelforen fal het

Hof-gericht wederom op den ouden voet gefelt

worden, en beftaan in drie perfonen, te weten,

in een Hof-richter, een Adelycke, en een ge-

leert Aftelfor; voorts foo wel na een Catholijc-

Hof-richter, als na een Catholijcke Aftelfor altoos

een Gereformeerde, en *vice versa* fuccederen. Tegen-

woordigh fal het felve bekleedt en bedient wen-

den van de Heer Cancellier Riccius als Hof-richter,

Heere van Ertzag tot Langen, Heere van Heuvel

tot Ravenshorft, en Doctoor Wiedenbrugge als Af-

ftelforen, genietende de tradicemenen daer toe gera-

dicieert. Ende by aldien een Gereformeerde Landts-

heer aen de Regeringe nu ofte daer na mogte komen,

fullen de Catholijcken den effect en alternative in

defen Articel vermeldt infigelijcks hebben te genieten.

5. De Conventie tuffchen wijlen den Heere Grave

Ernft Willem ende den Heere Adolf Hendrick van

Raesvelt in de jaren 1651. en 1680. ingegaen, van

fijne Keyferlijcke Majefteyt allergenadigft geconfir-

meert, fal in alle fijne Poincten en Claufulen werden

geapprobeert, en tot nakominge van dien wederzydts

Ingezetenen werden verplicht.

6. Voorts werd geaccordeert een eeuwige Amne-

stie en vergetenheyt van het gepaffeerde van werken-

ten, uyt welke niemand, onder wat praetext en

voorwondfel het oock foudde mogen zijn, fal werden

uytgefloten, en de fpeciale Amnestie fal aen die

het begeren in het byfonder werden gegeven, fullende

de proceduren tegens den Landt Ontfanger voor

defen gefluitueert mede geaccaffet blijven, en noyt

uyt eenigen hoofde gereftitueert werden.

7. Eyndelijck verfeekert fijne Excellentie alle-pro-

ceduren tegens de gefamenlijcke Stenden der Graef-

fchap Benthem, by den Rijcks-Hof-raedt tot Wee-

nen, als mede de Keyferlijcke Commiffie van fijne

Chur-Furftelijcke Doorlichtigheyt van de Paltz

terfchont te doen ftaken.

8. Alle het geene de Heeren Stenden, ofte der

felver Gedeputeerden, federt de verdelinge der

over-en neder-Graefchap Benthem hebben moeten

aen de Landts-Ontfanger ordonneren, tekenen en

de refolveren, fal fonder eenige contradictie geap-

probeert, voor goet gekeurt en in rekestinge geva-

dicieert werden.

Eyndelijck verfoecken de ondergefchreve Graven

fijne Keyferlijcke Majefteyt, haren aldergenadig-

ften Heere, mitsgaders fijne Koninglijcke Majef-

teyt van Groot Britagne, voorts haer Hoog Mog.

de Heeren Staten Generael, en alle Cheur-Furften,

en Furften des Roomfchen Rijcks dit Compromis

en Declaratorij daer op volgende te guaranderen.

Aldus gedaen, geaccordeert, beloof en gecom-

promitteert in 's Gravenhage op hyden den een en

dertigften October, ende by ons onderfchreffe ge-

tekenet op den eerften November beyde defes jaars

1701. en met onse aengeboorne Cachetten bekrach-

tigt. Was getekent, *A. M. W. Graef van Bent-*

*hem.* Hebbende in margine des felfs cachet gedrukt

in roodt lach.

Syne Majefteyt van Groot Britannien, &c. aen-

genomen hebbende, conform 't voorenftaende Com-

promis, de uytprake te doen, heeft de adimpletie

van het fo genaemde Bylevelfche Contraft begroot,

gelijk het felve begroot werde by defen op een fom-

me van 60000. Rijkd. by Grave Arnold Maurits

Willem aen Grave Ernft en Statius Philip uyt te

keeren, boven de Graefchap Steynfurt, Alpen en

Havickerweert, neffens fiekete rente van duyfent

Rijkd. jaerlijcks; of 20000. Ryckfdaelders capitael,

op de fteenkuylen gehypothequeert, en al 't geene

gemelde Graven Ernft en Statius Philip uyt krach-

te van het meergemelde Bylevelfche Contraft reeds

actueelijc poffideren, mitsgaders boven het geene ge-

duyrende de Sequeftratie by de Graven Ernft en

Statius Philip uyt het Neder-Graefchap van Ben-

them is getrocken, van welke voorft. capitael

van felfg duyfent en twintigh duyfent, ende fulcks

te famen tachtigh duyfent Rijckfdaelders Hollandts

geldt, Graef Arnold Maurits Willem fal mogen

volftaan met jaerlijcks fclckens op den verfehij-

dag precis aen de Graven Ernft en Statius Philip

te betalen den intereft tegens vijt per cento, ge-

duyrende de eerfte tien jaren, anvang nemende

met dato defes, ofte wel binnen den voorfchreven

tydt het felve capitael af te loffen, fo hy fulks

mogt komen goede te vinden, na expiratie van

welcke tien jaren Graef Arnold Maurits Willem

geobligiert fal zijn, tot vermaninge van de Graven

Ernft en Statius Philip hetwoorfchreffe geheele ca-

pitael van tachtigh duyfent Rijckfdaelders Hollandts

met de verloopene intereffen van dien af te loffen

en te voldoen; ende daer door alle differenten,

wegens de adimpletie van het Bylevelfche Contraft

gemoveert, fullen af, dooft en te niet zijn; ge-

lijck mede daer door geperimeert fal welen de weder-

zydfche pratenfie van de gemelde Heeren Graven,

nopende de pachten ende renten van de Toornfche

goederen tot dato defes verfehnen, mitsgaders de

rente van het bovengemelde capitael van twintigh

duyfent Rijckfdaelders, op de fteenkuylen ftande,

mede tot dato defes verfehnen; alles voorbehou-

dens aen de Graven Ernft en Statius Philip haer

hier voor gerefolveert Recht, om ten petitoire in

rechten te mogen fultineren de nulliteyt van het

voorfchreffe Bylevelfche Contraft; ende by aldien

defelve daer inne mochten komen te triumpheren,

ende de voornoemde tachtigh duyfent Rijckfdaelders

Hollandts aen de voornoemde Graven Ernft en Sta-

tius Philip mogten voldoen en betaelt zijn, fullen

fy konnen volftaan met het refitueren van de voorn-

oemde tachtigh duyfent Rijckfdaelders Hollandts fon-

der intereffen. Voorts neemt fyne Majefteyt geno-

egen in het reguleren van de *Gravamina Ecclefiaftica*

en *Politica*, foo als hier vooren is gefelt, fpecia-

lijck met de explicatie van den tweeten Articel om-

der de *Gravamina politica*, fonder daer mede de an-

dere Landt-Standen in haer recht te praecedieren.

Ende foo ras Grave Arnold Maurits Willem we-

gens de bovenftaende fomme van tachtigh duyfent

Rijckfdaelders Hollandts, verfeckeering ten geno-

egen van fyne Majefteyt fal hebben gedaen aen de

Graven Ernft en Statius Philip, ordonneert fyne

Majefteyt hier mede die van fijnen Raed en Rece-

keninge Grave Arnold Maurits Willem met Nyen-

huys en fijn toebehoren te investieren, en fo ras de

*Gravamina Ecclefiaftica* en *Politica* zijn gerecedeert,

de gefequeftreerde Neder-Graefchap ten behoeve

van Grave Arnold Maurits Willem wederom in te

ruymen. Voorts fal den Rentmeesters Goddaeus

gehouden zijn binnen den tijdt van veertien dagen,

voor Commiffariffen van onsen Raede te doen be-

hoorlijcke reekeninge, bewijs en reliqua wegens

fijne Adminiftratie van de revenues der Neder-

Graefchap Benthem, zedert den tijdt der Sequeftra-

tatie, te weten, van den felfden October 1696. tot da-

to defes; en al het geene hy boven de penningen

aen de refpectieve Heeren Graven van Benthem im-

middels uytgetelt, bevonden fal werden in cassa te

hebben, als mede de onbetaelde refanten fal hy aen-

ftonts demanueren en over tellen aen den Heere van

Ripperda tot Weldam, en den Rentmeester Pon-

tanus, om daer mede, fo verre het ftrecken kan,

de deugdelijcke en meest krijtende fchulden te beta-

len, dewelcke daer toe geauthorifeert werden by

defen; fullende oock Graef Arnold Maurits Willem

gehouden blijven de Graven Ernft en Statius Philip

af te houden en te indennieren van alle de deugdelij-

cke onbetaelde fchulden harer Voorvaderen, ende in

fpecie van Graef Ernft Willem op Benthem fpecia-

lijck gevefigt; gelijk mede van het capitael daer de

Graefchap Steenfart en de Gravinne van Oxtentem

voor verpant is, blijvende buyten defe gefpecifi-

ceerde poften de beyde Graefchappen Benthem en

Steyn.



ANNO Steynfort, met haer dependentien, tot yeders profijte en laste.

1701.

Tot Leden van den Over Kercken-raedt zijn aengefelt de Heer *Ripperda*, Heere tot Weldam, &c. en den *Rentmeester Pontanus*, onse gecommitteerden ten Landdage, en tot de Benthemscheaffaires; de Heere *Willen van Etzbag tot Langen*; en nefens haer *D. Metercamp Senior*, *Prædicator tot Nieuwenhuys*, en *D. Frantzen*, *Prædicator tot Schuttorp*; de *Licentiaet Frederick Silvester Danckelman*, tot Geestelijke Rentmeester, en *Doctoor Wydenbrugge* tot Aduarius van den Over-Kercken-raedt. Tot Arbiters nomine Creditorum zijn verkoren *Doctoor Hinfen*, *Borgemeester tot Wesel*, *Doctoor Meyer*, *Borgemeester tot Osabrügge*, *Doctoor Jo. Fockinghen*, *Doctoor Wolter ten Brink*, beyde *Advocaten tot Deventer* alternative, te weten telkens een Duytich met een Hollandsch Advocaet, om so veel te korter de faken te konnen termineren, yuterlijck binnen den tijt van een jaer. Dese fullen alle schulden examineren, en liquideren, voorts ter praesentatie van onse Gecommitteerden ten Landdage, alvorens tot den dienft te treden, eenen werckelijken eed praesteren, om alle faecken na rechten, en sonder aensien van personen, binnen 's jaers, sonder eenigh verder appel te termineren; daer nevens gemelde Heere Graef Arnold Maurits Willem mede gehouden zijn binnen een maent te declareren, of den selven sal goetvinden te kiezen vier Doctoren, die de voorschreve faecken met die boven-genoemde vier alternative doen, of twee die gestadigh blijven fullen, welke Gecommitteerden alvorens eenige decisie of uytpraecke te doen, met alle vijlt eers fullen trachten de Partyen tot een accoord te brengen, daer toe niet konnende geraecken, fullen deselve met de definitive voortvaren, en het Gewijste sal hy Graef Arnold Maurits Willem promptelijck voldoen, en sal de conventie-plaets tot dit examen en liquidatie Schuttrup zijn.

Sijne Majesteit reserveert aen hem d'interpretatie van dese uytpraecke in alle sijne Poincten en Clausulen, soo daer over eenige differenten mochten komen te ontsien.

Ende op dat dese uytpraecke volkomen en stipelijck nagekomen werde, soo belooft Sijne Majesteit mits desen het selve te fullen gusanderen, en in cas van contraventie daer toe des noodt, aende gelaedeerde Party de stercke hand te bieden. Aldus gedaen, en by onse arbitrale uytpraecke gedeceideert in 's Gravenhage den elfden November seventien hondert een, in het dertiende jaer onser regeringe.

Accordeert met het Register, ter Griffie van Sijne Koninglijke Majesteit van Groot Brittanje glorieuser memorie berustende.

Onderstondt,  
In kennisse van my.  
Was geteekent,

W. V. SCHUYLENBURGH.

XVI.

Decem. *Traité pour un Corps de cinq mille Hommes que le*  
1702. *Roi de PRUSSE promet de fournir au Roi de la*  
*GRANDE BRETAGNE, & aux Seigneurs*  
Janvier. *Etats Generaux des PROVINCES-UNIES*  
*pour les servir à leur solde, aux conditions y*  
*contenues. Fait à la Haye & à Londres aux mois de*  
*Decembre 1701. & de Janvier 1702. Avec*  
*un ARTICLE SEPARÉ concernant le*  
*General Commandant, & les Officiers de ce Corps.*  
[Tiré des Archives de L. A. P. les Etats Generaux des Provinces-Unies.

SA Majesté le Roy de Prusse ayant offert à sa Majesté le Roy de la Grande Bretagne & à Leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies de leur remettre un Corps de cinq mille hommes de bonnes & vieilles troupes, & cette

offre aiant esté bien receüe, on en est convenu de part & d'autre, aux conditions suivantes.

I. Ce Corps consistera, suivant la Liste cy-jointe, en deux Regimens de Cavallerie, faisant ensemble avec l'Etat major, & primes planes, huit cents septante quatre hommes; & en cinq Regiments d'Infanterie, chacun de douze Compagnies, faisant ensemble avec les Etats majors & primes planes quatre mille deux cents cinquante cinq Hommes, & le total en Cavallerie & Infanterie cinq mille cent vingt neuf Hommes.

II. Ces Troupes seront bien habillées & bien armées, & la Cavallerie sera fournie de bons chevaux, & elles seront en tout traitées & payées sur le même pié que l'Etat traite les siennes propres.

III. Lesdites Troupes seront payées, moitié de la part de sa Majesté le Roy de la Grande Bretagne, & l'autre moitié de celle de Leurs Hautes Puissances, ce payement sera aussi prompt, & sur le pié des Troupes de Sa Majesté le Roy de Prusse qui ont esté au service de Leurs Hautes Puissances, durant la dernière Guerre.

IV. On fera payer à ce Corps un mois de gage pour son transport dès qu'il se mettra effectivement en marche.

V. Sa Majesté le Roy de Prusse fera sortir des quartiers & mettre en marche le dit Corps de troupes quinze jours après la signature de ce Traité & plus-tost s'il est possible.

VI. La solde de ces Troupes ne commencera que du jour qu'elles seront entrées dans les limites des Etats de Leurs Hautes Puissances, c'est alors qu'on en fera la reveüe par les Commissaires de Sa Majesté Britannique & ceux de Leurs Hautes Puissances & que les dites Troupes presteront serment au Roy de la Grande Bretagne & à l'Etat.

VII. A l'égard des recrutés des dites Troupes, on en usera sur le pié que Leurs Hautes Puissances feront avec leurs propres Troupes; & d'ailleurs on laissera de part & d'autre, aux dites Troupes la liberté de faire leurs recrutés où il leur sera le plus convenable, aussi bien dans les Etats de Sa Majesté le Roy de Prusse, que dans ceux de Leurs Hautes Puissances.

VIII. En tems de guerre on fera payer à ces mêmes Troupes, en argent, pour charlots & autres equipages, ce qu'on paye de la part de Leurs Hautes Puissances à leurs propres Troupes, & au reste on traitera les dites Troupes en tout également à ce qui se pratique envers celles de Leurs Hautes Puissances.

IX. Au cas qu'après un Accommodement ou Paix faite avec les Couronnes de France & d'Espagne, Sa Majesté le Roy de la Grande Bretagne & Leurs Hautes Puissances veulent renvoyer le dit Corps de Troupes. Sa Majesté le Roy de Prusse fera averti deux mois devant qu'il se mette en marche pour son retour.

X. Si Sa Majesté le Roy de Prusse venoit d'être attaqué dans ses propres Etats, éloignez du Rhin, & seroit obligée de redemander là-dessus les dites Troupes, on les luy renverrait incessamment & sans aucune contradiction.

XI. Quand Sa Majesté le Roy de la Grande Bretagne & Leurs Hautes Puissances renverront le dit Corps de Troupes, en ce cas il luy sera payé un mois de gage pour le retour & transport; mais au cas que Sa Majesté le Roy de Prusse le rappelle, on ne luy paiera que le reste du mois de gage dans lequel le rapel se fait.

XII. Au cas de Renvoy, ou de rapel de ces Troupes, Sa Majesté le Roy de la Grande Bretagne & Leurs Hautes Puissances ne paieront ni ne remplaceront point les simples Soldats, qui y pourroient alors manquer, & ce sera aux Officiers dudit Corps d'en repondre à Sa Majesté le Roy de Prusse.

XIII. Audit cas de Renvoy ou de rapel des dites Troupes, ce qui se trouvera alors leur être dû, sera payé promptement, & autant qu'il est possible, avant qu'elles se mettent en marche pour leur retour.

XIV. La présente Convention sera ratifiée, & les Ratifications seront échangées de part & d'autre, dans l'espace de six Semaines à compter du jour de la signature.

En foy de quoy nous soussignés Plenipotentiaires de Sa Majesté le Roy de la Grande Bretagne, de Sa

ANNO  
1701.

Ma-

ANNO  
1702.

ANNO  
1702.

XVII.

Majesté le Roy de Prusse & des Seigneurs Etats Généraux, en vertu de nos Pleins-Pouvoirs, avons conclu, signé & scellé du Cachet de nos Armes la présente Convention; à savoir moy le Comte de Marlborough de la part de Sa Majesté Britannique à Londres le 1<sup>er</sup> Janvier 1702. & Nous le Baron de Spanheim, & le Baron de Schmettau de la part de Sa Majesté le Roy de Prusse; le premier à Londres le 2<sup>o</sup> Janvier 1702. & le second à la Haye le 30 Decemb. 1701. N. St. & Nous soussignés Deputez des Seigneurs Etats Généraux de leur part à la Haye le 30. Decemb. 1701. Nouveau Stile.

Signé,

(L. S.) MARLBOROUGH,  
(L. S.) B. DE SPANHEIM,  
(L. S.) B. DE SCHMETTAU,  
(L. S.) J. VAN ESSEN,  
(L. S.) F. B. VAN REEDE,  
(L. S.) A. HEINSIUS,  
(L. S.) W. DE NASSAU,  
(L. S.) DU TOUR,  
(L. S.) AR. LEMKER,  
(L. S.) S. L. GOCKINGA.

Articles Separés.

I. DURANT que le Corps de Troupes de Sa Majesté le Roy de Prusse, dont on est convenu au jourd'huy, restera au service de Sa Majesté Britannique & de Leurs Hautes Puissances, Sa Majesté le Roy de Prusse aura à remplir les places vagues des Officiers suivant ce qui s'est pratiqué entre Sa Majesté & Leurs Hautes Puissances dans la Guerre précédente terminée par la Paix de Ryswick; Mais on fera à chaque remplacement de Charge vacante, donner part à celui que le Roy de la Grande Bretagne ordonnera, & au Conseil d'Etat par le Ministre du Roy de Prusse du nom de l'Officier qui succedera, afin de tenir les Listes en bon ordre; Sa Majesté le Roy de Prusse aura tout l'égard possible à la recommandation des Officiers que Sa Majesté le Roy de la Grande Bretagne & Leurs Hautes Puissances voudront faire.

II. Pour la conservation de ce Corps de Troupes, & pour y observer un bon ordre & discipline, il sera commandé par un General Major, qui sera entrete-nu sur le pié que Leurs Hautes Puissances entretiennent les leurs; Et au cas que le commandement fut donné par Sa Majesté le Roy de Prusse à Son Altesse Royale le Margrave Albert son Frere, ce sera alors avec la qualité de Lieutenant General, & pareillement sur le pié que Leurs Hautes Puissances entretiennent les leurs.

Ces Articles Separés seront de la même force, & auront la même vigueur, comme s'ils étoient inserés dans la Convention principale faite aujourd'huy. En foy de quoy nous les avons signez pareillement & scellés du Cachet de nos Armes. Fait à Londres le 1<sup>er</sup> Janvier 1702. Et à la Haye le 30. Decemb. 1701. no : stile.

Signé,

(L. S.) MARLBOROUGH,  
(L. S.) SPANHEIM,  
(L. S.) SCHMETTAU,  
(L. S.) J. VAN ESSEN,  
(L. S.) F. B. VAN REEDE,  
(L. S.) A. HEINSIUS,  
(L. S.) W. DE NASSAU,  
(L. S.) DU TOUR,  
(L. S.) AR. LEMKER,  
(L. S.) S. L. GOCKINGA.

TOM. VIII. PART. I.

Reverso del Serenissimo Principe EUGENIO DI SAVOIA, al Serenissimo Principe Duca di Modena, tocante alla Restituzione della Piazza di BERSELLO tosto che sarà fornita la Guerra, ovvero che li Francesi faranno fuori d'Italia, à Luzzara An. 1702. [Tiré du Protocolle de l'Ambassade Imperiale en Hollande & au Congrès d'Utrecht.]

EUGENIO Principe di Savoia e Piemonte, Consigliere di Stato, Colonnello d'un Regimento di Dragoni, Marescalco di Campo, e General Comandante dell'Armata di S. M. Cef. in Italia, Cavigliere del Tifon, d'Oro &c.

HAVENDO S. A. Serenissima il Sig. Duca di Modena, per contrassegno della sua innata divozione, e gran zelo, sempre dimostrato, nell' maggior servizio di S. M. Cef. generosamente secondata la richiesta, da me fattale in nome della medesima, con far consignare in mio potere, volè à dire, all' armi angli, sott'il mio Comando, la Fortezza di Bersello, di sua ragione, & incorporata ne suoi Stati. Così in virtù della Plenipotenza clementemente conferitami in questa parte dalla Maestà Sua, prometto che tosto sarà fornita la presente Guerra, e che i Francesi faranno fuori d'Italia, verba fedelmente restituita la detta Piazza al Serenissimo Sig. Duca, con tutte le appartenenze, che vi si trovano in oggi dentro, cioè Artiglieria, Munizioni, si da Guerra, che da bocca, ed altri accessori & attrezzi, secondo la qualità e quantità, riconosciutosi in tempo della consegna, come appare dall' Inventario, fatto e sottoscritto da ambe le Parti, ed in evento, che per parte di S. M. Cef. venissero fatte, tanto dentro, che fuori, qualche bonificazione, o aggiunta di nuove fortificazioni, tutto cederà à beneficio del Sig. Duca, che non farà tenuto à compenso, ò reintegrazione di alcuna spesa, sotto qualsivoglia titolo ò pretesto. Tall è la mente di S. M. Cef. in nome della quale promette la piena esecuzione di tutto cio. In fede di che la presente farà da me sottoscritta e corroborata col mio solito Sigillo. Dat. dal quartier generale in Luzzara li 8. .... 1702.

Luogo del Sigillo,

EUGENIO DI SAVOIA.

XVIII.

Accommodement de la LITHUANIE. Fait à 17. Janv. Varsovie le 17. Janvier 1702. [Feuille volante.]

LES Differens qui ont été depuis quelques années dans le Grand Duché de Lithuanie, ayant causé beaucoup de troubles à la République de Pologne, les Grands qui d'une part ont été choisis par Sa Majesté, & de l'autre requis par les deux Parties contraires, pendant la présente Diète de Varsovie, ayant pour President le Prince Michel, Cardinal Radziowski, Primat de la Couronne de Pologne, les ont apaisés de la maniere suivante.

I. Ce qui a été jusqu'à présent changé dans l'Etat & les autres Loix du País, sera remis sur le premier pié, selon l'ancien Usage.

II. Les Charges demeureront sans lésion, avec leurs precedentes prerogatives; selon l'ancien droit des dernieres modifications; à toutes les Personnes, tant du plus grand que du moindre rang. Pour les Docteurs de Prusse qui appartiennent depuis longtemps à la Table de Sa Majesté, elles y demeureront; & l'Armée, en sas qu'on n'en ait pas besoin, sera licenciée, en consequence de la modification.

III. On restituera à ceux qui ont perdu leurs biens en cette Guerre Civile, tous leurs biens en leur entier; & l'on ordonne par ces presentes, sous l'autorité de la République, à tous les Tribunaux des Provinces ou des Châteaux, d'accorder leurs secours à chacune des Parties qui les en requerra.

IV. Tous & chacun, quels qu'ils puissent être, de grandes Familles, riches, ou possédants de grandes Charges, seront sujets aux mêmes Droits; Tribunaux;



ANNO  
1702.

bunaux, & peines; & ne seront point en droit d'empêcher les Libertez & les Résolutions communes de la Noblesse, mais se serviront en tous les différends qui pourront survenir des voies de Droit, & non de la force; & les Justices supérieures & inférieures sont exhortées par les présentes de rendre justice à tous & chacun, sans acception de Personne, contre ceux qui enfreignent les Loix, & contre les Rebelles; & de se conformer aux procédures prescrites selon l'ancien Droit de la Nation, afin d'observer autant qu'il sera possible selon les Loix, à de semblables troubles.

V. Qu'ainsi ceux qui jusques à présent ont vécu en querelle & en Guerre, se desont chrétiennement & sincèrement de toutes leurs animosités & rancunes, & les termineront par une Amnistie, à l'exception néanmoins du Procès pendant devant le Clergé, à l'occasion de la mort violente du Grand Ecuier de Lithuanie.

VI. Que si quelqu'un, suivant quelque ordre, chercheoit secrètement ou ouvertement à se vanger lui-même, ou par un autre, il sera puni comme Perturbateur de la Paix publique, rebelle, & criminel, selon la rigueur des Loix.

VII. Les procédures de Droit, prétentions, obligations passives & actives sur les Srs. Sapieha & leurs biens, demeureront en leur valeur; & les Tribunaux de Lithuanie en jugeront au plûtôt, pour satisfaire les Intérêts, nonobstant, & sans avoir égard aux Procès passés pendant les mouvements de discorde, depuis le mois de Novembre jusques à ce jour.

VIII. On rendra la même justice à ceux qui n'ont pas pu paroître en justice, pendant cette Guerre intestine, & qui auront assez prouvé, & légalement, ce qui les en a empêchés; les Décrets qu'on aura obtenu contre eux ne leur portant aucun préjudice; mais leurs prétentions leur étant réservées, pour être selon l'exigence du Droit & de la Justice, débattues devant des Juges compétens.

IX. Pour ce qui regarde la Tutelle de la Principesse de Neubourg, & de ses biens, prétendue par Mr. le Grand Maréchal des Camps de Lithuanie, Waiwode de Wilna, & par ses Fils d'une part, & le Prince de Radziwil Grand Chancelier de Lithuanie d'autre part, les deux Parties s'en rapportent au jugement provisoire, & veulent nommer comme Sous-Arbitres, avec Mr. le Cardinal, quatre Amis qui seront agréés des deux côtés; & ce que ces Arbitres en décideront comme Juge, & le recevront comme un jugement définitif.

Pour plus grande fermeté de ce Traité, Sa Majesté, tous les Sénateurs, & toute la Noblesse des deux Provinces de la Couronne, comme aussi les Maréchaux des Camps de la Couronne, avec le consentement du Grand Duché de Lithuanie, se chargent de la Garantie, pour ce qui regarde la sûreté des Personnes.

Mais, afin qu'il y ait une plus ferme confiance entre les deux Nations, Nous mettons tous nos Droits & Alliances, dont nous sommes attachés, à l'intérêt & à la sûreté publique de notre République pour gage de ce Traité, & le signons dans l'intention qu'il sera sans contradictions incorporé aux Constitutions du Royaume & de la Diète. Et en cas que, ce que Dieu ne veuille pas permettre, elle vint à ne se pas finir, il sera mis entre les Actes de la Matricule de la Couronne & du Grand Duché de Lithuanie, ayant vigueur de perpétuité jusques à ce qu'une autre Diète se termine heureusement.

MICHEL Cardinal RADZIEWSKI, *Primas.*

CONSTANTIN ZIELOUSKI, *Archevêque de Lemberg.*

Fait à Warsovie le 17. Janvier 1702.

## XIX.

17. Fev. *Sententia Super-Arbitralis à D. Papa CLEMENTE XI. In Causa Successionis & Hereditatis tam Principis CAROLI LUDOVICI, quam Principis CAROLI Electorum Palatinorum controversa; Inter Electorem Palatinum JOANNEM WILHELMUM, & Ducissam*

*Aurelianensem ELISABETHAM CHARLOTTAM, publicata die 17. Februarii 1702. Per Acta Pelusii Notarii A. G. [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Abtheil. IV Absq. I. pag. 749. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans FABRI Europæische Staats-Contzley Tom. VI. pag. 824. dans le Theatrum Europæum Tom. XVI. pag. 744. sub anno 1702. en Allemand & en Abregé, dans THUCELII Acta Publica Tom. III. pag. 359. en Latin, & dans la Continuation des Actes & Memoires de la Paix de RYSWICK pag. 680. en François.]*

*Christi nomine invocato.*

IN causa inter Serenissimum D. Elisabetham CharloTTam Comitiſſam Palatinam Rheni, Ducissam Aurelianensem, viduam, ex una & Sereniss. D. Johannem Wilhelmum Comitem Palatinum Rheni S. R. I. Principem & Electorem ex altera, Partibus de & super successione in Bonis & Hereditate tam Principis Caroli Ludovici, quam Principis Caroli præfatæ Serenissimæ Aurelianensis Ducissæ Patris & Germani Fratris respectivè rebusque aliis in Actis Compromissi latius deductis. Viso Processu Compromissi Francofurtensis in executionem Pacis Ryswicensis ad Sanctissimum D. N. Papam Clementem XI. tanquam Super-Arbitrum delato, & in Actis Notarii Sacri Palatii Apostolici producto, attempta discordia Sententiarum seu Laudorum latorum & promulgatorum à Delegatis per Sacram Cæsaream Majestatem & Sacram Regiam Majestatem Christianissimam in executionem Articuli VIII. Pacis Ryswicensis.

Visa Deputatione Congregationis ab eodem Sanctissimo D. N. Papa in Nos infra scriptos Delegatos facta in Libello Sanctitati sue porrecto nomine antedictæ Seren. D. Duc. Aurel. Viso Chirographo ab eodem Sanctissimo Domino Noſtro signato cum præſervationibus & declarationibus tam in eo, quam in prædicta Deputatione oppositis, illisque inhærentes; Ac visis Juribus utriusque Partis in Processu Compromissi contentis, & sique plene examinatis & discussis, earumque Procuratoribus & Advocatis pluries auditis, tam in scriptis quam oretenus etiam in Contradictorio informatibus in Congregationibus desuper in sacro Palatio Apostolico habitis & maturè consideratis omnibus de jure considerandis, & inhærendo Juramento ad Sancta Dei Evangelia jam per nos in Actis præſtito, ad formam ejusdem Compromissi, Christi Nomine repetito & solum Deum præ oculis habentes, ac infimul congregati in Sac. Palatio Apostolico Vaticano, per hanc nostram ultimam definitivam & arbitralem Sententiam, quam in his Scriptis ferimus, dicimus, pronunciamus, decernimus, declaramus, sententiamus ac laudamus Serenissimum Dominum Johannem Wilhelmum, Comitem Palat. Rheni & S. R. I. Electorem absolvendum & liberandum fore & esse (salva tamen infra dicenda declaratione & obligatione) ab omnibus & quibuscunque actionibus, petitionibus & præſentionibus ex parte dictæ Serenissimæ Dn. Duc. Viduæ Aurelianensis in Processu Arbitrali intentatis, motis ac deductis occasione prædictarum Successionum & Hereditatum Principum Caroli Ludovici Patris & Caroli Fratris, pro quibuscunque rebus & Bonis mobilibus & Suppellectilibus, etiam pretiosis, Gemmis, Margaritis, Argentis, Pecuniis, Creditis, Nomini-bus Debitorum, quomodolibet, ex Actis se moventibus fructibus & quarumvis Scripturarum & Inventariorum exhibitione & respectivè confessione, nec non pro quibuscunque aliis Bonis Immobilibus, Urbanis & Rusticis, tam Allodialibus quam ex quocunque titulo & Causa Feudalibus & Emphyteuticis, Principatibus, Ducatibus, Comitatibus, Urbibus, Oppidis, Castris, Arcibus, Bonis contentis in Libello Aurelianensi, ac in toto Processu Francofurtensi, eorumque pertinentiis, accessionibus, melioramentis, Juribus & Actionibus universis, nihil penitus excepto, prout Nos eundem Seren. Elect. plenariè absolvimus & liberamus & pro absoluto & liberato haberi volumus & mandamus omni &c.

Item pari nostra Sententia dicimus, decernimus, declaramus, pronunciamusque & laudamus Nomina Debitorum, Actiones & Credita, quæcunque ad

Hære-

ANNO  
1702.

Hæreditates præfatorum Principum Caroli Ludovici & Caroli spectantia, illiusque quomodolibet debita de Jure & in futurum debenda per quasvis Personas & Universitates, adjudicanda fore & esse dicto Ser. D. Elect. Joanni Wilhelmo, prout adjudicamus & pro adjudicatis haberi volumus & mandamus; nulloque Jus imposterum super illis, ac aliis Bonis & Juribus Hæreditariis supra expressis, præfate Ser. Ducissæ Arel. competere declaramus omni &c.

Item pari nostra Sententia dicimus, pronunciamus, decernimus, declaramus & laudamus prædictum Ser. Du. Electorem fuisse & esse obligatum solvere dictæ Ser. D. Ducissæ Aurelianiensi summam scutorum trecentum mille monetæ Romanæ, sive illorum valorem pro omni & toto eo, quod ex quacunque causa & titulo eadem Ser. Domina Ducissa præterdere ponit, & potest à Ser. D. Electore, occasione Successionis in Bonis & Hæreditate Principis Caroli Ludovici ejus Patris & Principis Caroli ejus Germani Fratris, & in dicta summa compensandas & excomputandas fore & esse omnes & quæcunque solutiones factas prædictæ Ser. D. Ducissæ ac ejus Ministris, tam ante, quam post Tractatum Pacis Rysvici. ratione dd. Successionum, prout compensari & excomputari volumus & mandamus, & propterea dictum Ser. Electorem teneri & obligatum esse ad solutionem residualis summe scutorum trecentum mille, faciendam tamen intra quatuor annos ab hodie proximis, ratam scilicet partem in fine cujuslibet anni &c.

Ita pari nostra Sententia dicimus, decernimus, declaramus, pronunciamus & laudamus, præfatam Ser. D. Ducissam absolvendam & liberandam fore & esse a petita reconventione in Actis Arbitrii Francofurtensis facta pro parte Ser. D. Elect. prout eam absolvimus & liberamus, ac pro absoluta & liberata haberi volumus & mandamus. Et secundum prædicta arbitralia Sententias prolatas à Dominis Delegatis Cæsareæ Maj. & Regis Christianissimi in ea parte, in qua huic nostræ Sententiæ & Laudo sunt conformes, confirmamus. In parte vero contraria revocamus, perpetuumque silentium desuper utrique Parti imponimus & ita dicimus, decernimus, declaramus, pronunciamus, laudamus, ac definitivè sententiamus, non solum promissio, sed & omni alio meliori modo.

Ita pronunciamus & laudavi Ego Johannes Dominicus Thomatus, Episcopus Cyrenensis, Judex à S. S. D. N. tanquam Super-Arbitrator delegatus.

Ita pronunciamus & laudavi Ego Cyriacus Canetta, S. Rotæ Auditor à S. S. D. N. tanquam Super-Arbitrator delegatus.

Ita pronunciamus & laudavi Ego Ferdinandus Nuptius, Cam. Apost. Clericus à S. S. D. N. tanquam Super-Arbitrator delegatus.

Ita pronunciamus & laudavi Ego Gabriel Philipp Puccius, Signaturæ Justitiæ votans, à S. S. D. N. tanquam Super-Arbitrator delegatus.

Ita pronunciamus & laudavi Johannes Dominicus Paraccianus, S. S. D. N. Papæ Auditor & ab eodem tanquam Super-Arbitrator delegatus.

Ita pronunciamus & laudavi Ego Silvius de Cavaleris R. C. Apost. Comm. Generalis, à S. S. D. tanquam Super-Arbitrator delegatus.

## XX.

20. Mars. Nördlingischer Associations-Recess derer 1661. Reichs-Crayse / nemlich Chur-Rhein / Oesterreich / Franken / Schwaben und Ober-Rhein; Worinnen Sie einander in allen Nothfällen getreulich beyzustehen / und communibus Consiliis atque Auxiliis gefahr und schaden abzuwenden versprechen / Sich auch zu dem Ende einer gewissen auf den beinen unterhaltenden Mannschafft vergleichen. Geschehen Nördlingen / von seihen Franken und Schwaben den 16. Von seiten Oesterreich den 17. und von seiten der Chur- und Ober-Rheinischen den 20. Martii 1720. [LUNIG Teutsches Reichs. Archiv. Part. Spec. Abtheil. II. pag. 378. d'où l'on a tiré cette Piece. qui se trouve aussi dans le *Theaurum Europæum* Tom. XVI. pag. 506. & dans *THUCELIUS Acta Publica* Part. II. pag. 644.]

TOM. VIII. PART. I.

C'est-à-dire,

ANNO  
1702.

*Recess d'Association conclu à Nördlingen entre cinq CERCLES de l'Empire, savoir l'ÉLECTORAL du RHYN, ceux d'AUTRICHE, de FRANCONIE, de SUABE, & du HAUT-RHYN; par lequel ils se promettent une mutuelle & reciproque assistance en tous leurs besoins; & d'agir tous-jours de concert quand il sera nécessaire de détourner quelque danger commun; à quel effet aussi ils conviennent de l'entretien ordinaire d'un certain nombre de Troupes: Fait de la part de Franconie & de Suabe le 16. Mars, de la part d'Autriche le 17. & de la part des Cercles du Haut & Bas Rhyne le 20. Mars 1702.*

Zu wissen / demnach die beede 1661. Reichs-Creyse Franken und Schwaben auf den andero nach des Heiligen Römischen Reichs-Stadt Nördlingen auf den roten dieses veranlasseten Convent / den vormahls zu Heydenheim errichteten Recces, nach denen sich zeithero gränderten Conjunctionen mehrers erläutert / und darzu mit dem löblichen Oesterreichischen Creys / auf das derenthalben von Ihro Kayserlichen Majestät hiesigen Orten habenden Abgesandten / Herrn Grafens von Löwenstein Excellenz beschickenes Anerbieten / die Association fest gestellt haben / wie ein solches die hierüber aufgerichtete und hieby gegessige Reccessen mit mehrern besagen / und von Wort zu Wort lauten / wie folget:

Zu wissen: Nachdem zwischen beeden löblichen Fränk- und Schwäbischen Creys: Ausschreib- Nembtern in Betrachtung der vorjogo vorwaltenden gefährlichen Conjunctionen eine Zusammenschickung deren darzu bevollmächtigten Gesandtschafften / anfanglich nach Heydenheim an der Preng veranlasset / und sich am 23. Novemb. des 1700ten Jahres / auf gesammter Fürsten / und übriger beeder löblichen Creysen / Herren Mit-Ständen bedungener Ratification / gewisser Puncten mit einander verglichen / nachgehends aber / auf darvon bey denen allgemeinen Creys- Versammlungen zu Nürnberg und Ulm erstatteten auslöblichen Bericht / dieselbe in extensioerem formam gebracht / die darin auf die sich ereignete Necessität ausgestellte Augmentierung der stipulirten Mannschafft / durch einen Articulum separatum, so gleich um ein drittel zu erhöhen / mit allerseitig durchgehenden Belieben resolviret / und den 6. May vorigen 1701ten Jahres gegen einander ausgewechselt / wegen der sich zeithero in etwas geduerten Conjunctionen aber / eine dermalighe seener weitige Zusammenkunft / auf anhero des heiligen Reichs-Stadt Nördlingen veranlasset / und dabey ohne Alteration der Haupt-Sache / in wenigen Puncten mehrers erläutert worden / wie nachgehender Recces zeigt.

Zu wissen: Nachdem die beede löbliche Creyse Franken und Schwaben nicht nur vor geraumer Zeit in guter Correspondenz miteinander gestanden / sondern auch solche durch gewis in Anno 1691. & 92. errichtete Tractaten mehrers etabliert / und sich in eine auf die Reichs-Sagungen und Executions-Ordnung gründendes special-Foedus, mit der Condition eingelassen / daß solches so lange dauern solte / bis die dermalighe höchst gefährliche Conjunctionen sich milderten / und zu einem sichern und reputirlichen Frieden anliesen / da man so dann der utrinque befindenden convenienc nach / sich miteinander weiter zu vernehmen hätte / und nun zwar durch Gottes Gnade noch mit Ausgang des 1697. Jahres der Friede zu Ryswick

N 2

erfolg



ANNO  
1702.

erfolget / dadurch aber diese obere Reichs-Creyse und Lande / des in währendem Krieg erlittenen grossen Schadens und ruins halber / keineswegs ergötzt / sondern mehrers als vorher exponirt gelassen / und zu äussersten Grängen des Reichs gemacht worden / die dermalige Conjunctionen auch mißlich und weit aussehend / daß man mehr als jemahls Ursache gehabt / sich in beiden löblichen Fränk- und Schwäbischen Creysen / zu Beybehaltung des theuer erworbenen Ruhestands / wohl mit einander zu verstehen / und disfalls getreulich zusammen zu halten; Als ist nach hinc inde hierüber gepflogenen münd- und schriftlichen Communicationen eine Zusammenschickung beider erstgedachten löblichen Creysen Hochfürstlichen Ausschreib-Neumtern / und deren dargu bevollmächtigten Gesandtschaften / anfänglich nach Heydenheim veranlaßt / und sich daselbst am 23. Novembr. 1700. auf gefamter Fürsten und Stände sothaner beiden löblichen Creysen bedungene Ratification, gewisser Punkten miteinander verglichen / und nebst deme ratione der Verstärkung des zu Heydenheim verglichenen Quanti Associabilis, errichteten Articulo separato, den 6. May vorigen 1701ten Jahres / von beiden löblichen Creysen ratificirt / und gegen einander ausgetauscht / bey denen dermaligen Conventen zu Nürnberg und Ulm aber / und darbey vorgekommenen extension solcher Association, auf noch mehr löbliche Reichs-Creyse / ein und anders mehrers darinnen zu erweitern / und ohne Alterirung der Substanz, bey einigen Punkten / nach denen sich zeithero geänderten Conjunctionen / etwas klärer eingerichtet vor nöthig befunden / auch zu dem Ende eine fernerweite Zusammenschickung der beiden löblichen Creysen / auf andero des Heyl. Römischen Reichs-Stadt Nürnberg veranlaßt / und durch die dargu bevollmächtigte Creys- = ausschreibende Gesandte es denen beiderseits hoc in passu conform befundenen Instructionen gemäß / in die Form gebracht worden / wie hernach folget:

1. Und zwar bleibt es in substantia bey obersweyheim zu Heydenheim projectirten / und vorigen Jahres ratificirten Recels dergestalt ungedändert / daß jeder der löblichen Associirten Creysen / des andern Nutzen und Wohlfarth befördern / die gemeine Interesse mutuo secundiren / und an deme nichts unterlassen solle / was zu verbindlicher Caltevirung vertraulicher Zusammensetzung dienen kan / ansonderst aber solle man in allen Nothfällen einander getreulich beystehen / und communibus Consiliis & Auxiliis Gefahr und Schaden aufersten Fleißes abzuwenden trachten / vornehmlich auch alles dahin richten / und behöriger Orten alles dienliche vorsehen / daß
2. Allerförderst der Securität der beiden löblichen Creysen aufs zulänglichste prospicirt, und von Fürsten und Ständen die Gefahr / so die ob-schwebende mißlich- und weit aussehende Zeiten und Lässen nach sich ziehen möchten / abgewendet / hingegen sie bey ihrer Consistentz bestens conservirt werden mögen / wie sie dann
3. Zu dem Ende / und um sich hierinn / auch vor sich / und so viel in ihren Kräften / destomehr zu manutreniren / die anfangs auf 14200. zu stellen / hernachmalis noch um ein Drittel zu augmentiren resolvirte Mannschafft in solchem erhöheten Stand / noch fütters folgender massen zu erhalten entschlossen / daß
4. Der löbliche Fränkische Creys drey Regimente / als Essl / Schneblin / und Prinz Dnolbach zu Fuß / jedes von 2260. Köpfen / dann Bayeruth zu Pferd und Fußs Dragoner / jedes von 600. Köpfen / also zusammen 8000. Mann / der

löbliche Schwäbische Creys aber 5. Regimente zu Fuß / als Baaden-Baaden / Baaden-Durlach / Fürstenberg-Möckirch / Fürstenberg-Stühlingen und Reissach zu Fuß / jedes von 1800. Dann Erb-Prinz Württemberg und Stauffenberg zu Pferd / auch Zollern Dragoner / jedes von 600. Köpfen / also zusammen 10800. Mann / an guten geworbenen Leuten effectiv auf den Weinen habe / und was noch ein und andern Orts davon abgehen möchte / soderist supplirt, und um mehrerer zuverlässiger Gewisheit willen / die reciprocirliche Musterung der beiderseits überkommenen Contingenten / auf Verlangen nicht difficultirt werde.

5. Die Eintheilung der Compagnien / wie auch die Verpflegung der Mannschafft und disfalls errichtete Ordonnance bleibet eines jeden Creyses Convenienz anheim gestellt / doch daß / so viel möglich / hirsinnen eine Gleichheit gehalten / und dadurch denen sonst bey erpessenden gleichen Diensten / aus der Ungleichheit entstehenden Klagen und Confusionen / vorgebogen werden möge / so bleibt auch

6. Jedem löblichen Creys über seine eigene Völker die Justiz bevor.

7. Wegen des Mangs der subalternen Generalität läßt man es bey der Kriegs-üblichen Obervanz verweiben / nach welcher in Commando und sonst in die Ancienneté zwischen beider löblichen Creysen Officers, so in gleicher Charge stehen / zu beobachten / und der Rang darnach zu reguliren / in allen wichtigen Vorfällen / und bey halten dem Kriegs-Rath aber das Concerto gemeinschaftlich zu fassen / belangend

8. Das Commando, welches hat ein jeder löblicher Creys / wann beyderley Truppen nicht bey-sammen stehen / durchaus allein und zu freyer Disposition, wann aber eine Conjunction beiderseitigen Mannschafft geschähe / ist deme sich gemäß zu bezeigen / was die Executions-Ordnung und der Reichs-Abchied de Anno 1555. §. 78. disfalls mit sich führet / nach Maßgab deren auch

9. Bey sich äusserder Gefahr dem nothleidenden Creys alle Assistance mit zusammen gesetzten Kräften zu leisten / und alle beschwerliche Zumuthungen und Weintrachtigungen conjunctis viribus abzuwenden / welches auch

10. Auf die Land-verderblichen Marches, Remarches, Still-lager und Quartier zu versehen / und hierinn dem den 18. Febr. vorigen Jahres mit der löbl. Kayserlichen Hoff-Cammer errichteten March-Reglement nachzugehen / und daselbe so wohl bey beider löblichen Creysen eigenen / als andern Truppen zu beobachten / und gleichwie

11. Dieses ganze Association-Werk auf den Fuß der Executions-Ordnung und üblichen Reichs-Constitutionen sich gründet; Also solle auch / Krafft deren die Hülfss-Leistung unentgeltlich / und auf des succurrirenden Creyses alleinige Kosten geschehen / und deswegen eines jeden Creyses Contingent an Mannschafft und Vörden / aus dessen eigenen Mitteln / mit dem ordonnanz-mäßigem Brod und Habern / desgleichen den gehörigen Monat / Sold / wovon der Soldat die übrige Nothdurft sich anzuschaffen hat / richtig versehen / und durch dessen eigenes Commissariat verpflegt / mitbin den Soldaten alle Gelegenheit und Ursach benommen werden / aus Mangel der Provision und Solds / die Unterthanen und Land-Ingeessenen in diesem oder jenem Creys zu belästigen / und / unter dem Vorwand der Fouragierung / allerhand Excesse zu verüben / dann das Land-verderbliche Fouragiren auf die Früchte im Feld / neben dem Cantoniren und Refraichiren in denen Dörffern /

ANNO  
1702.

ANNO  
1702.

Dörffern / Flecken und Städten / gänglich verbot-  
ten seyn / das Fouragiren aber auf Graß / nicht  
anderst / als mit guter Ordnung / nach der com-  
mandirenden Generalität / und jedes Orts Herr-  
schafft Anweisung / beschehen solle / und hat dannen-  
hero ein jeder Creyß sich bey jedesmalh bevorstehen-  
der Conjunction in Zeiten mit nothdürfftigen  
Wehl / Habern- und Heu- Magazinen in einem  
besondern Det zu versehen / auch zu ordentlicher Bey-  
bringung des Proviants zu denen Regimentern bey  
seinen Troupen ein zulängliches Proviant Fuhr-  
werck zu halten / um die Lands- Unterthanen mit  
Anschaffung ein- und andern Land- Fuhrern nicht  
zu beschweren / welche auch auf ein- und andern  
Nothfall nicht anderst als gegen Prästirung billig-  
mässiger Zahlung zu ersuchen / auch nicht eigen-  
mächtig von denen Officiren und Commissaria-  
ren zu erpressen / sondern von eines jeden Orts Ma-  
gistrat oder Beamten mangelich zu suchen / und  
nach derselben machenden Repartitionen anzu-  
schaffen sind / doch solle dem höchstleistenden Creyß  
von demjenigen / dem die Hälfte zukommt / auf vor-  
begehende geziemende Requisition Platz zu vorge-  
bachten Magazinen an einen sichern und ver-  
schlossenen Ort / ohnentsgeltlich eingebracht / und  
von dem Magistratu loci angeliefen / keine Präe-  
mension der freyen Quartier oder Services vor die  
Commissarien / Proviant- oder Magazin- Be-  
dienste / noch auch freye Stallung und Futter auf  
Pferd / und dergleichen gesucht werden; Inmassen  
solches alles / wann dergleichen geschähe / für Ex-  
cels zu achten / und von dem / so etwas erpressen  
oder genießten solte / zu bezahlen / und hat man ein-  
ander reciprocé versprochen / daß / um mit denen  
Magazinen desto besser aufzukommen / die vivres  
und Fourage , so bey vornehmenden Kriegs- Ope-  
rationen / vor die zu halten kommende Mann-  
schaften / einzukauffen wären / gegen des löblichen  
associirten Creyßes Angehörige nicht gesteigert /  
sondern denen Fremdben wie denen Einheimischen /  
in gleichem billigen Preiß und Anschlag gegen  
richtige Bezahlung geliefert / deswegen dienliche  
Anstalten gemacht / und alle solche in die Maga-  
zinen / nomine publico , verordnete Nothdurften /  
jedoch / daß darmit von denen Privatis kein eigen-  
mässiger Unterschleiß zu schulden komme / von denen  
Land- u- Herrschafften / gegen Vorzeigung beglaubter  
Attestationen / Zoll- und Mautfrey passiret wer-  
den sollen. Gleichwie es nun

12. Mit dieser also abgeredeten Verfassung die-  
se Meynung hat / daß solche bey entstehenden Mo-  
tusibus vor allen andern zur Defension der beyden  
Creyssen / employret / und so lang sie deren hiez-  
zu von nöthen / nicht außer denselben gezogen wer-  
den sollen; Also will man sich hingegen weder eini-  
ge freye Winter- Quartier vor fremdde / und in sol-  
che Creyße nicht gehörige Troupen / noch sonst  
einer anderwärtig weiten Last mit Geld- Prästa-  
tionen / oder wie es immer Mahnen haben mag /  
aufladen lassen / sondern hat sich gegen einander da-  
hin verbunden / daß / im Fall dergleichen Zumu-  
thungen geschehen solten / man mit Rath und That  
einander reciprocé assistiren / und solches von  
dem nothleidenden Theil abzuwenden / sich auf das  
kräftigste bearbeiten wolle / wäre es dann /

13. Daß bey schon öftters erwähneter würcklichen  
Conjunction der Troupen noch ein- und an-  
ders mehrere Erläuterung erfordern solte / so solle  
dasselbige durch gütliche Zusammenkunft gesche-  
hen / und auch sonst in allen vertraute Correpon-  
denz zwischen beeden löbl. Creyssen gepflogen /  
dieselbigen sich von keinem Theil ohne Vorwissen  
des andern in weitere Affociations- Tractaten  
mit jemand eingelassen / noch einseitig hierunter

etwas alteriret / oder dabon absque praesente & ANNO  
consensu beeder Theilen abgewichen werden.

14. Und weiln das gange Abschehen dieser Asso-  
ciation auf die allgemeine Wohlfarth und den  
Weg zu der gemeinsamen Beforgung / mittelst suc-  
cessiver Erreichung der vollständigen Reichs-Ver-  
fassung zu bahnen gerichtet; Als sollen alle und  
jede löbliche Reichs- Creyße / die in Corpore mit  
beytreten / und obigen solchergestalt accediren wol-  
len / admittiret / und auf den Conjunctions- Fall /  
sich auch so dann mit ihnen über alle Vorfällenhei-  
ten fernerweit vernommen / in dergleichen gemeinsa-  
men Zusammenkünfften und Unterredungen aber /  
die per Constitutiones imperii , in Verfaß-  
sungs- Sachen stabilirte majora , observirt wer-  
den. Zu Urkund und steter Besthaltung dessen  
allen ist gegenwärtiger Recels in duplo gefertigt /  
von beeden löblichen Creyssen hierzu bevollmächtig-  
ten Creyß- ausschreibenden Befandtschafften unter-  
schrieben und gesiegelt / und jedem Theil ein Ex-  
emplar zugestellet worden. So geschehen Nörd-  
lingen / den 16. Martii 1702.

Johann Lorentz Scharf.  
(L. S.)

Johann Adam Tanner von Reichersdorff.  
(L. S.)

Friederich von Dürckheim.  
(L. S.)

Johann Friedrich von Staßdorf.  
(L. S.)

Johann / Edler von Bachmeister.  
(L. S.)

Und nun Ihre Keyserliche Majestät / als regie-  
render Herzog zu Oesterreich / durch dero an beide  
löbl. Associirte Creyße Franken und Schwaben /  
accreditirten Gesandten / Herrn Grafen von Ed-  
wenstein Excellenz , solcher Association , mit  
dero Oesterreichischen Creyß / beyzutreten / darzu  
16000. Mann zu stellen und dieselbige mit behöri-  
ger Generalität und Feld- Artillerie zu versehen /  
allergnädigst offeriren lassen / ein solches von mehr-  
gedachten beeden löblichen Creyßen / durch deren re-  
spective den 19. Octobr. 1701. und 15. Febr.  
1702. ausgestellte Resolutiones , mit allerunter-  
thänigstem Dank acceptiret / und sich mit Sr.  
Excellenz , de modo , quanto & quali , bey  
hiesigem Congress vernommen / und dahin condi-  
tioniret worden / daß Ihre Keyserliche Majestät /  
als regierender Erz- Herzog von Oesterreich / und  
in solcher Qualität / notorischer Vertreter des löb-  
lichen Oesterreichischen Reichs- Creyßes / sohaner /  
zwischen denen auch löbl. Fränk- und Schwäb-  
ischen Reichs- Creyßen / errichteten Verbindniß / mit  
allen Prästationen und Clausula / wie selbige / dem  
obinlerirten ausführlichen Recels , nach seinem  
buchstäblichen Inhalt / einverleibt seynd / ohne  
darnider etwas zu verhängen / zu thun oder thun  
zu lassen / von nun an beyzutreten / und 16000. Mann /  
jedoch so wohl dem löbl. Oesterreichischen / als an-  
dern Associations- verwandten Creyßen / an dero  
gewöhnlichen Reichs- Contingentien / ohne Con-  
sequenz oder Nachtheil / darzustellen / dieselbige  
mit behöriger Generalität und Feld- Artillerie  
versehen / und weil ermitteltes Quantum zu dieser  
Association beständig gewidmet seyn solle / die Re-  
gimentern / worinnen sie bestehen werden / innerhalb  
drey Wochen nahmbafft machen / dieselbe stets in  
completen und gutem Stande erhalten / und so



ANNO  
1702.

lang man deren zur Sicherheit der associirten Creysen / und dazzu gehöri gen Herrschaften / Land- und Bestungen / auch Fortsitz- und Ausföhrung / der ertheilenden Nothdurfft nach / pro bono publico & Imperii conjunctim vornehmenden / unter sämptlicher Generalität zuvor concertirten operationen / von nöthen / nicht anderst wohin ziehen / durch sie die notwendige Postirungen mit besorgen lassen / jedoch darinnen die Mannschafft völig und durchaus ohne Zuthuung des Postirungs-Orts erhalten / und so wenig mit dieser / als mit all äbriger / noch weiter etwann ins Reich schickender Mannschafft an eigenen oder von andern übernehmenden Trouppen / die Creyse und deren incorporirte Fürsten und Stände / und dero Angehörige / auf einigerley Weise / es seye mit Quartieren / Unterhalt / Adjuto, oder wie es immer Nahmen haben mag / beschweren; So dann vor allen auch die nachdrucksame Ordre stellen / und darob vest halten wollen / daß in denen Marchen / dem / in dem Associations-Recess angezogenen / und dem beygelegten March-Reglement so wohl in denen Marchen / der ins Reich und Italien gehenden Kayserlichen und Alliirten Regimentern / als bey Ablösung der Garnisonen / in denen vördern Oesterreichischen Bestungen / und Beziehung der Quartiere / in- und an Schwaben gelegenen Länden / auch Ansrückung aus denselben ins Feld / besser als bisher nachgelebet werde / allermassen auch unter dem / von dem löblichen Fränc- und Schwäbischen Creysen herzustellenden pacificirten Mannschafft-Quanto, die zur ordinari-Beforgung der Creys-Bestungen erforderre Garnisonen nicht verstanden / also mag auch unter dem dermaligen bestellenden Oesterreichischen Creys-Quanto der 16000. Mann / die zu der Oesterreichischen Bestungen ordinari-Beforgung / nöthige und wärdlich gebrauchende Mannschafft / nicht an dem stipulirten Associations-Quanto angerechnet werden; Aber dieses seynd auch Eingangs ernannten Kayserlichen Gesandten / Herrn Grafen von Löwenstein Excell. von beeder löbl. associirten Fränc- und Schwäbischen Creysen wegen / angelegentlichst ersuchet worden / bey Ihro Kayserlichen Majestät dero Officia zu interponiren / damit allerhöchstenannte Ihro Kayserliche Maj. aus denen des Herrn Gesandten Excell. mündlich vorgebrachten Bewegnüssen / allergnädigst geruhen möchten / über obig bestimmtes Contingent der 16000. Mann / noch weiter über Ihro zu erforderre Feld-Artillerie herstellendes Associations-mässiges Quantum, die übrige zu dem Associations-Corpo erforderliche Artillerie, und die dazzu gehöri ge Requisita, an hoch- und niedern Artillerie-Bedienten / Munition und andern / auch Pferden und Knechten / aus eignen Mitteln anzuschaffen und zu erhalten / und solches alles ohne des Hülff-requirirenden / und deren bedürfftigen löbl. associirten Creyse Entgelt / Kosten oder Beschwerte / auf erforderlichen Conjunctions-Fall / zur Operation beizustellen / und darinnen ohne Distinction der Jahres-Zeit / so lange es die Nothdurfft erfordern wird / zu continuiren / welches Sr. Excellenz allerhöchsten Orts allerunterthänigst zu hinterbringen / und dahin / so viel an ihrem Ort möglich / zu secundiren / übernommen / daß Ihro Kayserliche Majestät an der Artillerie und Zugehörte / vor denen löbl. associirten Creysen ein übriges zu thun / allergnädigst geruhen möchten / Als ist hieauf diese allergnädigste Declaration von beeden allbereits associirten löbl. Fränc- und Schwäbischen Creysen / mit der recipirlichen Obligation, angenommen worden / daß / was diese beede Creyse / Krafft obangezogenen Recessus gegen einander allein zu

practiren schuldig gewesen / auch gegen allerhöchsten Anno  
gedachter Ihro Kayserl. Majestät / als Erz-Hert- 1702.  
zogen zu Oesterreich / und dem löbl. Oesterreichischen Creys oberviret / und nach solchen / die recipirliche Hülffe einander / in allen Vorfällen heiten / getreulich geleistet werden solle.

Zu dessen Bestätigung ist diese Accessions-Formul in triplo ausgefertiget / und zwey Exemplaria von des Kayserl. Herrn Gesandten Excellenz, Nahmens des löblichen Oesterreichischen / für die beede übrige associirte löbliche Creyse / das dritte von den beeden löblichen Fränc- und Schwäbischen Creysen ausschreibenden Gesandtschafften / von wegen dieser beeden Creysen unterschrieben / gesiegelt / und gegen einander ausgewechselt worden. So geschehen Nördlingen / den 17. Martii Anno 1702.

Maximilian Carl / Graf zu Löwenstein  
Wertheim.

L. S.

Und dann von beeden löbl. gedachten Creysen Fräncen und Schwaben / auch die löbliche Chur- und Ober-Rheinische Creyse / um gleichfalls mit denselben / dieses vorhandene Associations-Berck / nach Anleitung dieses / und der vorigen Recessen / dirmahlen zu seinem Stand zu bringen / anhero eingeladen worden / auch darauff ihre dazzu bevollmächtigte Deputirte sich eingefunden / daß endlich mit denen erstgedachter massen bereits Associirten drey löblichen Oesterreichischen / Fränc- und Schwäbischen Creysen / folgendes abgehandelt und beschloffen worden seye / nemlich:

1. Thun die Deputati der Chur- und Ober-Rheinischen Creyse nicht allein den / zwischen den beeden löblichen Creysen Fräncen und Schwaben / allhier zu Nördlingen anhero errichteten und gegenwärtigem Recessui mit inserirten Recess, in allen seinen Punkten und Clausula, auch den darinnen beschöhenen Anerbietungen / (außer was die zu eines jeden Creyses Disposition stehende Oeconomica betrifft) / amplectiren / sondern auch sich zugleich mit dem löblichen Oesterreichischen Creys / auf die / zwischen des Kayserlichen Herrn Abgesandten Excellenz, von wegen ichtgedachten Oesterreichischen Creyses / und denen beyden Creysen Fräncen und Schwaben belibete Conditiones, hiermit wärdlich und folgender massen associiren / daß vors

2. Man mit und benebens denen Fränc- und Schwäbischen Creysen / in puncto des March-Befens / auf demjenigen Reglement beständig halten lassen werde / welches man zwischen dem Chur- und Ober-Rheinischen Creys zu treffen / schon im Berck begriffen / und darinnen sich nach denen Reichs-Constitutionen / und dem in §. 10. dieses letztern zwischen Fräncen und Schwaben errichteten Recessus, angezogenen Reglement, so viel es des Chur- und Ober-Rheinischen Creyses Länden Situation und Constitution leiden / reguliren wird / dahingegen sollen der Chur-Rheinische Creys

3. So viel dessen Quantum associabile betrifft / die 6.000. Mann / welche die in dem Chur-Rheinischen Creys gehöri ge / und sich im Stand der Association, beystreten zu können bynblliche Herren Chur-Fürsten und Stände / allbereits auf den Weinen haben / benanntlich bey Chur-Mainz 2.500. Mann /

ANNO  
1701.

Mann / unterm Sächsischen Regiment zu Fuß / und 500. unterm Siberschen Dragoner-Regiment / bey Chur-Trier / unterm Hächsischen Regiment zu Fuß / 2000 Mann / so dann bey Chur-Pfalz 450. Mann zu Pferd und 1000. Mann zu Fuß / in zweyen Regimentern / so man Chur-Pfalz'scher Seiten längstens innerhalb drey Wochen benamen solle / in completem Stande erhalten / und obwohl nicht ohne / daß von diesen Troupen die Besatzungen deren in den Chur-Rheinischen Creys gelegenen Gränz-Besungen / an deren Conservation dem allgemeinen Wesen so viel gelegen / mit zu besorgen / so hoffte man doch vor einer Attaque oder Belagerung auffser Furcht / und in dem Stand zu seyn / wann eine Armée in dem Feld steht / und diese Besetzungen dadurch bedeckt / oder sonst ausser Gefahr seyn werden / daraus so viel Troupen / als man nach Beschaffenheit der Conjunctionen und Raïson de Guerre entbehren kan / und mit einander vor gut befinden wird / ins Feld / mit denen darzu gehörigen Regiment-Stücken / und andern nöthigen Requisitionis / schicken / und mit operiren lassen zu können / massen man dann zum wenigsten auf diesen Fall / Chur-Mainz'scher Seiten / 1000. Mann zu Fuß / und 500. Mann zu Pferd / Chur-Trier eine Bataillon zu Fuß von 500. Mann / und von wegen Chur-Pfalz / 450. zu Pferd und 1000. zu Fuß / jedoch ohne einiges Präjudiz und Nachtheil der sonst nach dem Matricular-Anschlag zu concurriren habender Proportion / denen andern associirten Creys-Troupen bestellen / und mit denselben operiren lassen will / so viel aber

4. Den löblichen Ober-Rheinischen Creys betrifft / derselbe solle von denen 3600. Mann / welche dessen in der Verfassung stehende Herren Stände (die 6. Compagnien mit eingerechnet / so zu Hanau und Frankfurt in Garnison liegen bleiben) auf denen Weinen haben / zu seinem Quanto associabili 3000. Mann / nemlich 2700. zu Fuß / in dem Nassau-Weilburgischen / und dem Buttlarischen Regiment / so dann 300. Mann zu Pferd / gleichfalls unter dem Nassau-Weilburgischen und Buttlarischen Regiment / in completem Stand / und bey der Hand halten / und wann es nöthig / mit denen dazu gehörigen Regiment-Stücken und andern Zugehörungen / ins Feld schicken / und mit operiren lassen / wobey sich löblich gemelte / in der Verfassung noch zur Zeit allein stehende Ober-Rheinische Herren Creys-Stände dahin erbothen / daß / wann die noch zur Zeit bekanntlich abgehende Stände / der habenden Hoffnung nach / dem Creys gebührend beytreten / man so dann die dadurch anwachsende Mannschafft / welche ein merckliches noch auswerfen wird / zu obigen Troupen vollends mit bestellen wolle. Nachdem nun dahingegen.

5. Mehr löblich gedachte beide Chur- und Ober-Rheinische Creys / sowohl von denen beyden Creysen / Francken und Schwaben in die zwischen ihnen allhier errichtete obangeregte Association auf- und angenommen / auch des hochgemelten Kaysertlichen Herrn Abgesandten Excellenz / Namens des löblichen Oesterreichischen Creyses sich gleichfalls mit denselben auf obangeführte Conditiones wirklich associiret / mithin dadurch zwischen mehr löblichen gedachten fünf Creysen / dermahlen dieses vorgehabte Associations-Werck zu seinem völligen Stand gebracht worden / jedoch mit dem Vorbehalte / daß es keinem Creys in Corpore / noch dessen Stand in particulari / zu einigem Vortheil oder Präjudiz gereichen solle / wann er etwan zu dem Quanto associabili weniger oder mehr sellet / als man sonst dem Matricular-Anschlag nach / zu

thun schuldig gewesen wäre / Als ist darüber ge- ANNO  
genwärtiger Recels fünfmahl ausgefertigt / und 1701.  
davon zwey Exemplaria von des Kaysertlichen Herrn Abgesandten Excellenz / von wegen des Oesterreichischen Creyses / und denen Deputirten der beiden löblichen Creysen Francken und Schwaben / denen Deputirten der Chur- und Ober-Rheinischen Creysen / und von diesen hingegen obigen / drey Exemplaria / und alle unter gewöhnlicher Subscription / der beygedruckten Siegel den obgedachten Herren Abgesandten und Deputirten ausgefertigt zugestellet worden. So geschähen Nürnberg den 20. Martii 1702.

Von wegen des Chur-Rheinischen Creyses

George Friedrich Berninger.

(L. S.)

Lothz Friederich vort Hundheim.

(L. S.)

Von wegen des Ober-Rheinischen Creyses

Johann Friedrich Saver.

(L. S.)

Philip. Seneric. von Jobaci.

(L. S.)

Joachim Georg Ploennies.

(L. S.)

## XXI.

Versicherung derer sämtlichen Fürsten zu Anhalt / an Fürst Leopold zu Anhalt-Desau / daß sie dasjenige Pactum / so sie mit dem Herrn Vatern weiland Fürst Johann Georg zu Anhalt Anno 1678. den 4. Januarii aufgerichtet / erneuern / und auf seine Gemahlin Prinzessin Louissam und seine mit dieser erzeigte Prinzen Wilhelm Gustav und Leopold Maximilian einrichten und verändern wollen. Geschehen den 21. Martii 1702. [LUNIGS Teutsches Reichs- Archiv. Part. Spec. Cont. II. In Supplem. Unter von Anhalt pag. 95. d'où l'on a tiré cette Piece, qui se trouve aussi dans THUCELII *Actorum Publicor.* Tom. III. pag. 740.]

C'est à-dire.

Assurance donnée à LEOPOLD Prince d'Anhalt-Desau par les autres Princes de la Maison d'ANHALT, pour le renouvellement du Pacte conclu le 4 Janvier 1678. avec le Prince JEAN GEORGE son Pere, avec extension & application en faveur de son Epouse ANNE LOUISE, & de ses Fils GUSTAVE GUILLAUME & LEOPOLD MAXIMILIEN. Fait le 21 Mars 1702.

VON GOTTES Gnaden / Wir Victor Amadeus, Wilhelm / Carl Wilhelm und Emanuel Lebrecht / wie auch respective in Vollmacht der Durchlauchtigsten Fürsten / Herrn Anthon Günthers / Herrn Johann Adolphs und Herrn Johann Ludwigs / allerseits Fürsten zu Anhalt / Herzoge zu Sachsen / Engern und Westphalen / Grafen zu Alcanien / Herren zu Bernburg und Zerbst / respective Jever und Kniephausen / Hierkünden



ANNO  
1702.

hiernit und bekennen / demnach Uns der Durchlauchtigste Fürst und Herz Leopold / Fürst zu Anhalt / Herzog zu Sachsen / Engern und Westphalen / Graff zu Ascanien / Herz zu Zerbst und Bernburg / Unserer freundlichen geliebten Herrn Veters Lieben durch einen besondern Abgeschickten freundschaftlich ersuchen lassen / dasjenige Pactum, so Wir mit dero Herrn Vater / weiland Fürst Johann Georg zu Anhalt Lieben Christmilden Andenkens Anno 1678. den 4. Januar. aufgerichtet / aus allerhand angeführten triffigen Motiven zu erneuen / und auf hochgedachter Unserer Herrn Veters Fürst Leopolds Lieben Gemahlin / die auch Durchlauchtigste Fürstin / Frau Anna Loyla, vermählte Fürstin zu Anhalt / Herzogin zu Sachsen / Engern und Westphalen / Gräfin zu Ascanien / Frau zu Zerbst und Bernburg Lieben / und die mit derselben erzeugten 2. Prinzen / namentlich Wilhelm Gustav, und Leopold Maximilian, einzurichten und zu verändern / daß Wir zwar aus freundschaftlicher Affection hochgedachtens Unserer Herrn Veters Fürst Leopolds / wie auch hocherwehnte Dero Fürstliche Gemahlin und Prinzen Lieben / Lieben / Lieben / Uns ganz geneigt befunden / und dazu bereit gewesen; Alldieweil aber Seiner Lieben Abreise zu dero Commodo am Nieder = Rhin = Strohm / welche sie unumgänglich diese Woche anzutreten sich gemüßiget gefunden / solches nicht fähig verstaten wollen / indem obgemeltes Pactum de Anno 1678. ziemlich weitläufftig / auch wichtige puncta in sich hält / so einiger Aenderung unterworfen / mithin wohl einige Tage zur revision erfordern dürfte; So haben Wir mehr hocherwehnten Unserer freundlich vielgeliebten Herrn Veters Fürst Leopolds Lieben Krafft dieses inzwischen versichern wollen / daß / wann dieselbe in dero Abwesenheit / oder auch nach dero Wiederkunft dieses Werck zu Stande zu bringen verlangen werden / Wir dero selbst zu willfahren ganz kein Bedenken tragen / sondern dessen forderliche Anmahnung und angelegen seyn lassen wollen / biß dahin aber sohanes Pactum allerdings in seinem vigore bleibt / da auch / welches der grundtliche Grund in Gnaden abzuwenden wolle / Fürst Leopolds Lieben / und dero 2. Prinzen vor dero Wiederkunft oder Einrichtung bemeltes Pacti mit Tode abgehen solte / versprechen Wir hiermit obhochgedachter dero Gemahlin Lieben den Genosß des Amtes Freyleben / zum Wittumb / mit allen Emolumenten und Nuzungen / ohne einige Contradiction, zu vergönnen. Urfundlich haben Wir diese Versicherung Seiner Ldb. unter unser eigenhändigen Unterschrift und sorgeordneten Fürstlichen Inseigel aufgestellt; So geschähen den 21. Martii 1702.

Victor Amadeus, F. zu Anhalt.  
(L. S.)

Wilhelm, Fürst zu Anhalt.  
(L. S.)

Carl Wilhelm, F. zu Anhalt.  
(L. S.)

Emanuel Lebrecht, F. zu Anhalt.  
(L. S.)

## XXII.

22. Mars. *Accessio Circulorum Imperii Romani, nimirum Rhenani Electoralis, Francici, Suevici, & Rhenani Superioris ad magnum Fœdus Cæsareo-Anglo-Belgi-*

*cum. Nordlingæ in Conventa placita Die 22. Martii 1702. Cum ACCESSIONE & RECEPTIONE per ANNAM REGINAM MAGNÆ BRITANNIÆ. Dat. in Palatio S. Jacobi 20 Junii. 1702. [Copie communiquée par un des Ministres de la Negociation.]*

ANNO  
1702.

ANNA DEI Gratia magnæ Britannię, Francię, & Hibernię Regina, Fidei Defensor &c. Omnibus & singulis ad quos præsentis Literæ pervenerint salutem. Quandoquidem inter quosdam è Sacri Romani Imperii Circulis, qui ad Societatem Fœderis inter Sacram Cæsaream Majestatem, Guilielmum tertium Gloriosissimæ memoriæ, Magnæ Britannię &c. nuper Regem, & Dominos Ordines Generales uniti Belgii die septimo mensis Septembris, Anno Domini millesimo septingentesimo primo conclusi, Regis præfati Literis invitati erant, Circulum scilicet Rhenanum Electoralem, Franco-nicum, Suevicum & Rhenanum superiorem, de conditionibus, quibus Fœderi prædicto accedere parati sunt, Nordlingæ die vicesimo secundo mensis Martii superioris filio novo, verbis quæ sequuntur convenum fuerat.

Articuli five Conditiones, quarum adualem præstationem Circuli Associati, & ad Fœdus inter Sacram Cæsaream Majestatem, Sacram Regiam Majestatem Magnæ Britannię & Dominos Ordines Generales Uniti Belgii septimo Septembris ultimi elapsi anni initum invitati, quoad quæstionem quomodo in hoc Negotio sibi stipulantur.

I. Cum principalis scopus Tractatus hujus inter Dominos Confœderatos initi eo tendat ut ipsis omnibus & singulis satisfactio æqua & securitas sufficiens procuretur, æquitas suadet, ut etiam securitati & conservationi Circulorum Associatorum, in primis vero periculo viciniorum omnino prospiciatur, eum in finem.

II. Sacra Cæsarea Majestas quam clementissime operam dabit, ut sedecim illa millia Armatarum quæ ab eadem nomine Circuli Austriaci pro quanto associabili, juxta tenorem Recessus Associationis promissa sunt, sine mora præsto sint, uti & vicissim reliqui Circuli associati, ea quæ ex vinculo Associationis ipsis incumbunt, stricte adimpleant.

III. Quod si vero omnia hæc ad scopum præcedente Articulo memoratum obtinendum non sufficientia esse dignoscerentur; sed majorem ad id tam Militum numerum, quam apparatus rei Armamentariæ, Tormentorum Bellicorum reliquique Instruæus Bellici requiri appareret, hiæc quoque omnibus, præsertim vero modo dictis requisitis Bellicis, utpote quæ Circulis Associatis quam maxime defunt, quibusque eos ita facile instrui haud possibile est, altermemorati Domini Federati subvenire tenebuntur.

IV. Cum quoque Circulorum Associatorum multum interfit, compertum habere, quomodo inter Dominos Confœderatos alteri alterum adjuvare velit, quam sit specificatio illa, cujus determinatio peculiaris Conventioni in Articulo quarto Tractatus Fœderis hujus reservata est, tum etiam quomodo tam super his, quam iis quæ nunc & decimo Articulo modo nominati Tractatus similiter ad ulteriorem Conventionem remissa sunt, forsitan jamjam inter se convenerint, omnium horum sufficientem explicationem certiorationemque antecedentem a Dominis Federatis expetunt.

V. Quod si vero imminentes & quibusdam in locis jam exorti motus per stipulatam a Federatis Articulo tertio ad obtinendam amicabilem rei compositionem officiorum interpositionem, quasque sine dubio adhucdum eum in finem impendent, componi nequeant, resque ad Arma & actualem Bellam deveniat, sæpius dicti Confœderati Circulos Associatos in omnibus communem defensionem causamque concernentibus rebus in partem curarum consiliorumque assumere, & cum iis tanquam compascientibus super iis omnibus fideliter communicare, ante omnia vero eo Consilia & dispositiones suas bellicas dirigere tenebuntur, quo

VI. Communi securitati superiorum ipsa sua situatione omni periculo satis expositorum Circulorum sufficienter prospiciatur, ique in tuto, quantum possibile contra hostiles irruptiones collocentur, imminens quoque ipsis vis hostilis mediante alia operatione bellica statim distrahatur, alioque diver-

ANNO  
1702.

tatur, & necessaria ad hoc mandata semper in tempore ita expediuntur, ut Circuli Associati Dominorum Fœderatorum eam quippe illi Dominorum Fœderatorum in hoc negotio mentem esse præsupponunt, quemlibet Fœderatorum alteri, consequenter etiam Circuli Associati ipsi, post eorum ad Fœdus hoc accessionem, in quocunque casu omni possibili, auxilio non tantum adfuturum, sed & quemlibet eorum in casum actualis Belli inter Partes suo nomine belligerantes computatum, eaque propter

VII. Juxta proportionem præstantis a se auxilii in partem emolumentorum, aliorumque quiper modum contributionum, stationum aut aliâ quacunque viâ Dominis Fœderatis obvenire possent Belli fructuum, pro rata quoque admittuntur.

VIII. Stipulantur sibi, ut inter alia præprimis etiam redintegrationis superiorum Imperii Circulorum, mediante restitutione tot ab iis avulsorum Commembris, Civitatum Terrarumque in pristinum statum & Jura, quo ante avulsionem ab Imperio gavisi sunt, cura ratioque habeatur, nullumque mediocrum ad eam obtinendam conducentium omittatur, propterea quoque etiam nulli unquam Fœderatorum cum hoste Tractatus separatos inire fas sit, sed ut de Pace conjunctim tractetur, eaque non aliter nisi obtenta prius in quantum possibile redintegratione supra memoratorum Circulorum, & donec ad minimum securitati Associatorum Circulorum, omni meliori quo fieri potest, & tutiori quam hæcenus modo, satis superque prospectum fuerit, concludatur.

IX. Cum porro Circuli Associati in Tractatu inter Dominos Fœderatos inito, & præcipue ejusdem Article undecimo mentionatorum commodorum participationem sibi expresse reservent, ejus erga Dominos Fœderatos fuit fiducia, eos ipsis instante hoste non tantum sufficienti semper auxilio subventuros, sed etiam re ad Tractatus Pacis tandem perveniente, majorem ipsorum, quam antehac in iis rationem habituros, omni opera & cura in id alaboraturos esse, ut inprimis Circulis durante Bello damnificatis ab iis qui damna hæc intulerunt æqua & condigna perpeffarum ruinarum, & illorum damnorum indemnificatio, sufficiens ad stabiliendam securitatem Circulorum Associatorum Cautio atque Garantia præferatur.

X. Cum vero Negotium, hoc tanquam omnes Sacri Romani Imperii Electores, Principes ac Status concernens, ad Comitria Sacri Romani Imperii pertinere dignoscatur, de eoque quamprimum in Dieta Generali Imperii Ratisbonæ tractandum fore, eo minus dubitetur, quod Domini Ordines Generales Uniti Belgii ipsimet in datis a se ad Associatos Circulos Litteris invitoris Negotium hoc ibi quoque tractari desiderent, non deerunt tunc comprehensi in modo dictis Circulis Principes & Status votis suis hoc Negotium in præfata Dieta ad finem propositum promovere, id sibi interea expresse reservantes, quod promissionem tum Generale Imperii Conclufum, æque ipsi ac cæteris Statibus & Circulis Sacri Romani Imperii prodeffice huius Conclufu Comititali per præfatos Tractatus nullatenus derogantur aut præjudicium esse debeat, sicut & pari modo omnia beneficia & emolumenta in Tractatu Associationis inter ipsos hic Nordlingæ inito comprehensa, præcipue vero ea qua respectu Assignmentum, Quartiorum, Transitus Militarium, & quoad hoc vel jam factarum aut in posterum adhuc faciendarum Ordinationum, vel etiam in aliis in illo disposita inveniantur, sibi hisce specificè reservant, ea erga sæpe alte memoratos Dominos Fœderatos freti fiducia, non tantum eos ipsosmet, sed eorumdem Officiales modo dicti Tractatus Conditiones ex integro observaturos, & quod illarum in iis partium est, bona vicifim fide adimpleturos esse. Nordlingæ viceffimo secundo Martii 1702.

Nos, visis & perpenfis Articularis fide conditionibus præfatis, easdem approbavimus, ratas, gratas, firmasque habuimus, sicut per presentes, pro nobis, Hæredibus, & Successoribus nostris, easdem approbamus, ratas, gratas, firmasque habemus, ita tamen ut, quæ in Article secundo & tertio continentur, nos ulterius obligare non intelligantur, quam quo per ipsum Fœdus prædictum jam obligamur, & ut Articulus septimus eo sensu duntaxat hoc Instrumento comprehendatur, quatenus locos illos, in quibus Circulorum Copiæ militant spectat, spondentes & in verbo Regio promittentes, nos omnia & singula qua

TOM. VIII. PART. I.

in Conditionibus prædictis continentur, sanctè observare & præstare velle, neque pati, quantum in nobis est, ut a quopiam violentur aut ullo modo iisdem controvenerint; In quorum majus robur & fidem præsentibus manu nostra Regia signatis Magni nostri Angliæ Sigillum apponi iussimus. Quæ dabantur in Palatio nostro a Sancto Jacobo nominatim die viceffima Mensis Junii Anno Domini Milleffimo septingentesimo secundo, Regni nostri primo.

ANN A R.

XXIII.

Vergleich zwischen Herrn Herzog Friedrich Wilhelm zu Mecklenburg-Schwerin und der Stadt Rostock / wodurch man wegen der Fürstlichen Besatzung in der Stadt Rostock diese an den Herrn Herzog ihre Oberund Unterjagd in der so genannten Rostocker Heyde ad tempus vitæ einräumet / begeben Ihro Durchl. die Stadt bey dero Privilegien und Erbrechten zu schügen / das in der Stadt anzulegende Schloß zu keiner aparten Festung und Casell zu machen / sondern innerhalb der Stadtmauer anlegen zu lassen versprechen. Geschehen Rostock den 27 Martii 1702. Mit des Herrn Herzogs Confirmation aller und jeder Privilegien, Freyheiten und Gerechtigkeiten der Stadt Rostock / sub eod. loco & die data. [LUNIG, Teutsches Reichs. Archiv. Part. Spec. Cont. IV. andern Theils Fortsetzung. Abtheil. IX. Abfag XVII. von Rostock pag. 725. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui le trouve aussi dans THUCELIUS Acta Publica Part. II. pag. 323.]

C'est-à-dire :

Accord entre S. A. S. FRIDERIC GUILLAUME Duc de Mecklenbourg-Swerin, & la Ville de ROSTOCK, touchant la Garnison que le Prince devra mettre dans la Ville, & par lequel aussi ladite Ville lui cède pour sa vie durant le Droit entier de la Chasse dans le Rostocker Heyde, il lui promet en échange de la maintenir dans tous ses Droits, Privileges & Passes Hereditaires, & que le Château qu'il veut y construire ne sera point une Forteresse separée de la Ville, mais seulement un Palais interieur pour son habitation. A Rostock le 27. Mars 1702. Avec la CONFIRMATION de tous les Privileges, Droits & Immunités de la Ville, par le Serenissime Duc. Du même jour.

21 wissen! demnach der Durchlauchtigste Fürst und Herz! Herz Friedrich Wilhelm! Herzog zu Mecklenburg! Fürst zu Wenden! Schwerin und Rügenburg! auch Graff zu Schwerin! der Lande Rostock und Stargard Herz etc. nach nümmeher consolidirten beyden Herzogthümern Mecklenburg! und da! nach Abgang der Hochfürstl. Güstrowischen Linie, das Jus Communions mit dem Hochfürstlichen Güstrowischen Hause auf dero Erbunterthänigste Stadt Rostock zugleich gänzlich mit aufgehoben und selbige ihro allein heimgesallen / aus Fürst! gnädigster und Landes! Bäterlicher Propension, diese ihro durch Krieg und Brand! in Abgang der Nahrung leider! gerathene Stadt! mit der Hülffe Gottes! aus ihren Ruins in besserer Wohlstand hinwieder zusetzen! in Gnaden resolviret! dahin Ihro Hoch! Fürstl. Residence und Hoff! Stadt! nicht sonder dero grössten Schaden und Unkosten! zu versetzen! und Burgermeister und Rath! wie auch eine ehtlebende Bürgerchafft nicht allein diese Fürst! gnädigste Verjorge vor ihre Wohl!

ANNO  
1702.



ANNO  
1702.

Wohlfarth/ und Landes-Bäuerliche Hulde / mit-  
geziemtem Dank und Freuden unterthänigst an-  
genommen/ besondern auch/ da Seine Hochfürstl.  
Durchl. zu mit-Übernehmung der gemeinen Stadt  
allein zu tragen zu schwer fallenden Besagungs-  
Last/ und dazu haltenden genugsamen Militis Prä-  
sidiarii sich gnädigst anerbieten/ zu mehr vergnüg-  
licher deroelben dahin zuhebender Demoure die  
Ober-und Nieder-Jage in der so genannten Ro-  
stocker Heyde / zu dero Hochfürstl. Plaisir, gegen  
gewissen billichen und nachfolgenden Conditioni-  
bus, ad Dies vitae, Seiner Hochfürstl. Durchl.  
in Unterthänigkeit überlassen/ daß über dieses alles/  
und zu Verhütung beständigen respective gnä-  
digsten und unterthänigsten Vertrauens und guten  
Vernehmens/ zwischen Sr. Hochfürstl. Durchl.  
und dero Erb- unterthänigsten Stadt Rostock/  
und zu Verhütung alles besorgenden Mißverstan-  
des/ folgender aufrichtiger und beständiger Vergleich  
zwischen der hochgedachter Hochfürstl. Durchläuch-  
tigkeit und der Stadt Rostock abgeredet/ getroffen  
und/ im Namen Gottes/ vollzogen worden.

1. Erstlich und anfänglich versprechen Seine  
Hochfürstl. Durchl. dero Erb- unterthänigsten Stadt  
gnädigst/ bey dero Privilegien/ Freyheiten und  
Gerechtigkeiten/ in Specie auch bey denen Erb-  
Verträgen/ und absonderlich den Rath bey der sol-  
chen einmahl privative gnädigst bengelegten om-  
nimoda Jurisdictione & Jure Politiae mit alle  
dem/ so davon dependiret/ item/ bey dem an der  
hiesigen Universität/ insonderheit der aufgerichteten  
Formulæ Concordiæ gemäßen Rechte /  
Fürst- gnädigst zulassen/ und zu allen Zeiten zu  
mainteniren.

2. Nicht weniger Bürgermeister und Rath die  
bisherige Freyheit zulassen/ das Stadt-Regiment/  
ihren Statutis und Oblervangen gemäß/ und nach  
Verlieben zu bestellen und zu führen;

3. Sind auch des gnädigsten Erbietens/ nie-  
mand/ als der E. E. Raths Jurisdiction unter-  
würffig/ und alle Bürgerliche Onora mit trägt/  
und hieselbst Bürger werden/ weder directe noch  
indirecte einige Bürgerliche Nahrung und Ge-  
werbe zu verstaten/ besondern/ die Nahrung zu  
Wasser und Lande/ inn- und außershalb der Stadt  
allein denen wäckerlichen Bürgern zu lassen und zu  
vergönnen.

4. Gestalt dann auch Seine Hochfürstliche  
Durchl. dero Titulair-Bedienten/ a Jurisdictione  
Senatus & oneribus civicis nicht zu eximi-  
ren gemeinet seyn/ sondern sub Jurisdictione ur-  
bica gelassen haben wollen.

5. Alle Häuser / so Ihro Hochfürstl. Durchl.  
Ministri zu ihrer Demoure bereits erkaufft ha-  
ben/ und noch erkauffen / oder erbauen möchten/  
bleiben zu Bürger-Recht/ und tragen alle denen  
immobilibus imponirende Onera, in specie  
auch das jährlich entrichtende Wasser-Geld/ wie  
dann auch der Eigenthümer desfalls die Bürger-  
schaft zu gewinnen/ und in Actionibus reali-  
bus vor E. E. Rath zu stehen/ schuldig und ge-  
halten seyn soll; Dabey eben wol Se. Hochfürstl.  
Durchl. des gnädigsten Erbietens seyn/ daß dero  
zugo am Hopffen-Markt habende Hochfürstliche  
Häuser/ sobald sie solche von dero eigenen Woh-  
nung verlassen/ und das hie aufbauende Schloß selbst  
beziehen werden/ gleichfals zu Bürger-Recht wie-  
der kommen/ und bloß das erbauende Schloß ex-  
empt seyn soll.

6. Lassen/ ohngeachtet die Hochfürstliche Can-  
gleyen andero nummehro transferiret werden sollen/  
Se. Hochfürstl. Durchl. dennoch auch darunter in  
Specie es bey den Erb-Verträgen bewenden/ daß

die von Sr. Hochfürstl. Durchl. hier assignirnde  
Mandata E. E. Rath zur Affixion und Pu-  
blication zugesandt werden.

ANNO  
1702.

7. So sind auch Se. Hochfürstl. Durchl. des  
gnädigsten Erbietens/ daß Sie/ was zu dero  
Hochfürstl. Hoff-Statte benöthiget/ von hiesigen  
Bürgern gnädigst nehmen/ und keine absonderliche  
Hof-Handwerker einsetzen und privilegiren lassen  
wollen; Doch daß auch die hiesige Bürger gute  
richtige Arbeit zu verfertigen/ und was zur Hoch-  
fürstl. Hoff-Statte und deren Angelegenheiten von  
nöthen/ gegen civilen Preiß/ bey Zeiten an die  
Hand zu schaffen/ sich bemühen und bestreuen  
sollen.

8. Was die Jurisdiction über Hof- und Can-  
gley- Bediente/ item die Advocaten und andere  
Gelehrte betrifft/ erklären Se. Hochfürstl. Durchl.  
sich dahin in Gnaden/ daß die wäckerl. Hof- und  
Cangley- Bediente/ unter Sr. Hochfürstlichen  
Durchl. hohen Jurisdiction, denen Erb-Verträ-  
gen unabtrügig/ zwar seyn und bleiben/ die Ad-  
vocati graduati aber/ so Matriculam Aca-  
demicam gewinnen werden/ sub Jurisdictione &  
Privilegiis Academicis, die non graduati aber/  
wie auch die Notarii, unter des Raths Juri-  
sdition seyn/ und Bürger werden sollen.

9. Da einige von denen geringern Hoff-Be-  
dienten tumultuiren/ oder sonst/ extra Aulam,  
bey Tage oder Nacht delinquiren/ oder denen  
Bürgern und eingefessenen Schädten zufügen solten/  
und deswegen in Arrest genommen werden müßten/  
so bleibet zwar dem Rath frey/ solche zu apprehen-  
diren/ sie werden aber hernach/ auf Vergehren  
Sr. Hochfürstl. Durchl. zu dero Cognition und  
Bestrafung ausgeliefert. Wie dann auch hinge-  
gen/ da ein unter Raths Jurisdiction gehörender/  
innerhalb des Hochfürstl. Hoffes Jurisdiction,  
vorbesagter massen/ sich vergehen solte/ von Sr.  
Hochfürstl. Durchl. derselbe inhaftiret/ und/ auf  
Requisition E. E. Raths zu deren Cognition  
und Bestrafung ausgeliefert/ auch sonst seinem  
ein Asylum in Aula verstatet werden soll.

10. Sind auch Se. Hochfürstliche Durchl. nicht  
gemeinet/ daß ein Bürger/ oder sonst jemand ad  
Jurisdictionem civicam gehörender/ ad Testi-  
monium dicendum, oder auch sonst ad Aulam  
evociret werden soll/ besondern des gnädigsten Er-  
bietens/ solche und dergleichen Sachen ad Sena-  
tum urbicum zu verweisen. Wie denn auch von  
des Rathes Erkenntnis die Appellationes, soweit  
sie denen Erb-Verträgen nicht entgegen/ ans Hof-  
Gerichte/ und/ nach Maßgebung vorgedachter  
Erb-Verträge/ geben/ sonst aber E. E. Raths  
Verordnungen kein Einhalt geschehen soll. Doch  
bleibet/ denen Erb-Verträgen gemäß/ an Se.  
Hochfürstl. Durchläuchtigkeit denen hiesigen Bür-  
gern der gnädigst verstatete Recursus allerdings  
frey.

11. Haben Se. Hochfürstl. Durchl. sich dahin  
gnädigst erkläret/ daß sie mit der Stallung der  
aufs höchste nicht über fünfzig haltenden Guard-  
Reuter die hiesige Bürgerschaft gnädigst übersehen/  
auch das hie anlegende Schloß nicht zu einer a-  
parten Festung und Castel machen/ sondern inner-  
halb der Stadt-Mauern legen lassen wollen.

12. Bleibet auch die Präsentatio, Electio  
und Vocatio der Herren Prediger E. E. Rath  
und der Gemeinde eines jeden Kirchspiels/ denen  
Erb-Verträgen und Herkommen gemäß/ al-  
leine.

13. Wie denn auch Se. Hochfürstl. Durchl. sich  
dahin gnädigst erkläret/ daß selbige im Lande/ zu  
dero hiesigen Stadt Präjudiz, keine Monopo-  
lia verleyhen wollen.

14. Be-

ANNO  
1702.ANNO  
1702.

14. Wegen des Ranges / so wol mit des Hoffes-  
civil- als militär- Bedienten / wollen Sr. Hoch-  
fürstl. Durchl. nehmens ein gewisses Reglement  
in Gnaden verfügen / da dann die Bürgermeister  
denen wärtlichen Rärthen in der Ordnung im-  
mediate folgen / auch wegen der übrigen Raths-  
Glieder / die Competenz besorget werden soll.

15. Und damit in der Accise von den eximir-  
ten Hof- Bedienten kein besorgender Unterschleiff  
geschehen möge / so ist weiter verabredet / daß einem  
jeden / so Hauswirthschaft hat / zu Vorschuss der sel-  
ben / ein gewisses jährliches Quantum gesetzt /  
solches mit des Ober- Marschalls Hand bescheinigt  
/ darnach die Accis- Zettel frey gesetzt / was  
über das gesodert werden möchte / soll ein jeder ge-  
bührend zu veracessen schuldig seyn.

16. Wollen Sr. Hochfürstl. Durchl. darob gnä-  
digst halten / daß alhier keine commercirende Ju-  
den ausser Jahrmarches Zeit zu dulden / und werden  
dieselbe alsdann von dem regierenden Bürgermeis-  
ter / gegen bisherige gewöhnliche Gebühr / aufge-  
nommen.

17. Die zu Friedens- Zeiten Sr. Hochfürstlichen  
Durchl. in diese Stadt einzulegende militärische  
Bewagung belangend / erbeten Sr. Hochfürstliche  
Durchl. sich dahin gnädigst / daß (1) dieselbe nur  
bloß in Fuß- Bold bestehen / und (2) nicht über  
fünf Compagnien extendirt werden / die Bür-  
gerschaft auch denen gemeinen und Unter- Officie-  
ren nichts an Service oder sonst / auch nicht  
einmal Vorbesusses- Weise / sondern nur bloß  
Obdach und Lagerstat zu geben / schuldig seyn solle.  
Gestaltam denn auch die Milice ihr selber die  
Nothdurfft von Bürgern / oder zu Märkte kommen-  
den Land- Mannen ankauffen / und die Bürger  
solche / nach der etwa künfftig machenden Ordo-  
nance, ihnen anzuschaffen / oder zu liefern / keines-  
weges gehalten seyn. Was die Ober- Officiere  
anbetrifft / sollen zwar die Bürger denenselben nichts  
als Quartier, im bloßen Obdach und Lagerstat  
bestehend / verschaffen / jedoch mit dem Anbange  
daß wann der Wirth nicht mit sie / oder sie nicht  
mit dem Wirth zu frieden / und der sich beschwe-  
rende Theil / nach von dem Commandanten und  
Bort- haltenden Bürgermeister vorher versuchter  
Ausöhnung / sich nicht finden lassen wolte / er als-  
dann respective so viel monatlich zu geben oder  
anzunehmen gehalten seyn soll / wofür / nach Gut-  
befinden des Commandanten und regierenden Bür-  
germeisters / der Officier ein ander Quartier ha-  
ben kan.

18. Sollte aber / so der groffe Gdt verhöte /  
Krieges- Gefahr entstehen / und bey solcher die Gar-  
nison der Stadt verständiget werden müssen / wollen  
Sr. Hochfürstl. Durchl. über nöthige Veranstat-  
tung / zu Abnehmung solcher Gefahr / mit Bür-  
germeister und Rath seiner gnädigste Commu-  
nication pflegen / und mit deren Zuziehung / was  
zu gemeiner Stadt Bestem gereichen kan / in Gna-  
den veranlassen.

19. So behält die Stadt ihre Compagnie von  
50. Mann mit ihren Officieren in der Stadt-  
Liverey / und thut dieselbe / doch proportionabi-  
liter, nebst Sr. Hochfürstl. Durchl. Soldatesca  
ihre Dienste / und werden deren Officiere denen  
übrigen gleich geachtet. Es reichet denenselben  
und deren Officieren die Stadt den Sold / so  
wie sich mit ihnen darüber verglichen wird / wo-  
bey gleichwol auch Rath und Bürgerschaft unter-  
thanigst bedingen / Sr. Hochfürstliche Durchl.  
auch ebenwol gnädigst eingewilligt / daß die Stadt  
diese Anzahl ihrer Milice, nach Befinden / zu  
mehrern zu mindern / oder auch gar / doch salvo  
Jure Comprehendi, denen Verträgen gemäß /

TOM. VIII. PART. I.

völlig abzudanken / benächtigt seyn soll / und soll  
nichts minder der Commandant und übrige Of-  
ficierer / auch Soldaten / mit in der Stadt Ey-  
den und Pflichten bleiben und treten / es auch son-  
sten / bey allem übrigen hierin enthaltenen / gelassen  
werden.

20. Und da der Stadt das Comprehensum blei-  
bet / so wird der Commandant (welchem doch  
nicht minder Sr. Hochfürstl. Durchl. allein das  
jährlichen Salarium zu geben / sich in Gnaden er-  
klären) in Seiner Hochfürstlichen Durchläuchtig-  
keit und gemeiner Stadt Nahmen bestellt / und  
soll derselbe und dessen Succesores, auch so wol  
als andere izehige und künfftige Officiere und  
Soldaten / nebst Seiner Hochfürstlichen Durch-  
läuchtigkeit / ebenwol dem Rath und der Stadt  
schwören / und solche Eyde in Presence der De-  
putatorum Senatus aufgenommen werden.

21. Wegen der Thor- Schlüssel und des Borts  
ist beliebt / daß dem regierenden Bürgermeister alle  
Abend von der Parole Notiz gegeben / auch wann  
Seine Hochfürstliche Durchläuchtigkeit in hoher  
Person nicht zugegen / die Thor- Schlüssel dem-  
selben anvertraut und hingebracht / demselben auch  
des Abends der tägliche Thor- Zettel der Einkom-  
mendanten communicirt werden soll. Wenn aber  
Seine Hochfürstliche Durchläuchtigkeit in hoher  
Person alhier zugegen / bleiben bey derselben die  
Schlüssel.

22. Die Artillerie samdt dem Zeughaufe / Ge-  
wehre / Ammunition, und was dazu gehöret  
bleibet der Stadt / als ihr Patrimonium ad pu-  
blicum civitatis usum, und soll aussershalb der  
Stadt nicht verführert werden.

23. Weil die Stadt ihr Contingent zu dem  
mit Ritter- und Landschaft veraccordirten jährli-  
chen Quanto der einhundert zwanzig tausend  
Reichsthaler zu Fortifications- Garnisons- Le-  
gations- Kosten und Cammer- Ziehlern / so wie  
sich darüber mit Ritter- und Landschaft verglichen  
an dieselbe versprochen / so lassen Seine Hochfürst-  
liche Durchläuchtigkeit in Gnaden geschehen / daß  
davon die Reparation der Wälle und übrige  
Nothdurfft / so die Stadt reichen wird / propor-  
tionabiliter, aber auff den Legations- Kos-  
ten und Cammer- Ziehlern / geführt werde.

24. Die Jurisdiction über die Soldatesca  
(welche denen Raths- Personen die bisher gewöhn-  
liche Ehre / mit Ausretzung der Wache in den Tho-  
ren / auch ins künfftige erzeigen soll) betreffend  
/ so ist verabredet / daß / da ein Soldat delinquit  
/ und solches wegen / oder auch civiliter zu be-  
langen / die Sache von dem Commandanten cog-  
noscirt und decidirt / da aber ein Bürger auf  
der Wache etwas verbrechen würde / solcher zu ge-  
meiner Stadt Deputirten und der Officiere der  
Bürger- Fahnen Cognition und Bestrafung ge-  
stellt werden soll : Es wäre dann / daß das De-  
lictam an Ehren / Gut und Blut geben möchte /  
Auf welchen Fall die Cognition und Bestrafung  
E. E. Rath / und denen Amtestragenden Per-  
sonen / darunter der Verbrecher gehörig seyn möch-  
te / Krafft habender Jurisdiction, allein verblei-  
bet.

25. Wann die Bürger mit auf die Wache zie-  
hen (womit sie doch jederzeit / ohne in vorfallenden  
von dem grossen Gdt abwendenden Krieges- läus-  
ten / und wann alsdann die Noth so groß seyn  
dürffte / daß der bestimmte Miles praefidarius  
nicht capabel, es allein zu bestellen / auch außer  
Ehren- Fällen / bey Durch- Zügen / oder Entréen  
des gnädigsten Landes- auch fremder Herrn und  
Potentaten / verschonet werden sollen) so sollen  
sie von denen Soldaten / oder deren Officieren  
nicht

O z



ANNO  
1702.

nicht molestiret / sondern von ihren / aus ihren Mitteln vorgestellten Officieren geführt werden / auch diese ihre Officiere / nebst der Soldatesque Officieren / zugleich die Rinde geben / und eine Wache die andere abwechselnd secundiren. Wie dann auch in solchen Fällen sie der Commandanten Commando, in Bestellung der Wachen / und Verwahrung der ihnen conjunctim nebst der Soldatesca assignirten Orten und Posten / innerhalb denen Wällen / nicht aber in denen Contrechampen / es erfordert denn die höchste Noth und der Stadt Defension, auch zu keinen Ausfällen obedi- ren.

26. Wann der jegt mit einmüthigem / respectiv- gnädigstem und unterthänigstem Belieben Sr. Hochfürstl. Durchl. und der Stadt Rostock bestallte Commandant, Obrist Gideon du Guitz, abgeben dürfte / so ist beliebt / daß es mit Wieder- Bestellung eines andern also gehalten werden soll / daß Seine Hochfürstliche Durchläuchtigkeit ein qualificirtes Subjectum, dem solches Com- mando wieder anvertraut werden könnte / gnädigst präsentire / welches / auf sothane Präsentation, mit Bürgermeister und Raths Beliebung / und da sie keine Ursache zu dissentiren hätten / der Soldatesca in ihrem Rahmen mit vorzustellen und gleicher massen mit zu beeyden ist.

27. Und gleichwie der Stadt Disposition allein die Mächung der Quartiere / so der Miles praefectus triegret / ausser welchem auch vor niemand Quartiere verlangt werden sollen / anheim gelassen bleibt: Also ist auch verabredet / daß Sr. Hochfürstliche Durchläuchtigkeit sich mit dem Rathe / um gute Disciplin bey der Soldatesca beizubehalten / sich eines gewissen Articuli-Briefses gnädigst vereinigen wollen / nach welchem die Soldatesca zu leben angewiesen / und / wenn sie dawider sündigen dürfte / gestraffet werden soll.

28. Der Garte auf dem Wall / wie auch ein Revelin bleibt denen Bürgermeistern / das Gras auf dem Wall aber / ingleichen die Fische und Krebse im Stadt-Graben gemeiner Stadt.

29. So soll von dem in denen Thoren abgeben- den Holze die benöthigte Feuerung in denen Corps des Gardes genommen werden / und der Com- mandant dahin sehen / daß solches / zu dem Behuf / so fort auf den so genannten Zwinger gebracht / da- selbst asserviret / und keinem Soldaten davon et- was mit nach Hause zu nehmen / oder ad alios Ufus zu verweisen verstatet werde; die zu denen Wachen benöthigte Lichte aber werden von Seiner Hochfürstlichen Durchläuchtigkeit und der Stadt proportionabiliter gegeben.

30. Gemeine Stadt giebet dero Compagnie die benöthigte Ammunition, und wird weiter nicht beschwehret.

31. Und da Seiner Hochfürstlichen Durchläuch- tigkeit zu mehrer deroelben Plaisir, auf dero gnä- digstes Anstinnen / die Stadt Rostock Ihre Ober- und Unter-Jagt in der so genannten Rostocker Heyde ad tempus vitæ hiemit unterthänigst über- läßt und einräumet; So nehmen Seine Hochfürst- liche Durchläuchtigkeit solche ad tempus vitæ un- terthänigst concedirte Jagt in Gnaden an / und versichern hiemit gnädigst / daß dieses auf Seiner Hochfürstlichen Durchläuchtigkeit Nachkommen und Successores nicht extendiret werden soll / sondern es sollen Bürgermeister / Rath und Ge- meine besagt seyn / alsobald / wann / nach Gottes gnädigstem Willen Seine Hochfürstliche Durch- läuchtigkeit hinkünftig / so der Allerhöchste bis ins hohe Alter Seiner Hochfürstlichen Durchläuch- tigkeit allergnädigst ausgesetzt seyn lassen wolle / die- ses Zeitliche gesegneten dürfte / ohne einiges Beding-

und Rückhalt / sowohl die Ober- als Unter-Jagt in der Heyde wieder an sich zurücke zunehmen / und damit / als ihr Eigenthum / nach / wie vorhin / zu verfahren / und sich allein derselben / nach ihrem Gefallen / wieder zugebrauchen; Wie dann auch Sr. Hochfürstliche Durchläuchtigkeit sich dahin gnädigst erklären / daß durch diese ad tempus vitæ unterthänigst überlassene Jagt / auch die Zeit da sie solche gebrauchen / der Stadt an dem Eigen- thum der Heyde / der darin befindlichen Weyde / Mast / harten und weichen Holzung / und beydes / nach eigenen Belieben / zum Bau- und Brenn-Holz zu fällen / item an denen da vorhandenen Dorff- schaften / Höfen und Meyeeren / Bäumen / Acker- werken / Wiesen / auch überall durch die ganze Heyde / und so weit solche sich weiter erstreckt / der Stadt zustehenden Jurisdiction, und was von diesem allen dependiret nichts benommen seyn soll / allermassen dieses alles / nach eigenem Belieben / wie vorhin / also auch ins künftige zu gebrauchen / zu genießen / und zu exerciren der Stadt gang ungeschindert verbleibe / und sollen daneben die Un- terthanen mit keinen Jagt-Diensten / Ablager oder Wild-Fahren beschwehret werden; Wann aber Wolfs-Jagten anzustellen / so sollen sich auch zu solchen / als weit die Rostocker Heyde gehet / die Röversberger Bäumen / wann Ihre Hochfürstliche Durchläuchtigkeit solches vom Rath gnädigst bege- ren / mit gebrauchen lassen.

32. Und gleich Seine Hochfürstliche Durchläuch- tigkeit darob ein ungnädigstes Mißfallen tragen / daß / dem Bericht nach / die Bewohner der Offi- cialen und des Dobbranschen Hofes sich des eigen- nen Brauens / auch Brandtwein-Brennens zum feyen Kauffe / auch anderer Bürgerlicher Nahrung angemasset / und solches / auch die auf dem so ge- nannten Dobbranschen Hofe angelegte Rost-Wähle gänglich so fort gnädigst wieder abstellen lassen wollen; welche Dinge dann auch zu keinen Zeiten hinfüro der Orten / zum Praejudic dieser guten Stadt / geduldet werden sollen: Also versprechen auch Seine Hochfürstliche Durchläuchtigkeit hi- mit in Gnaden / daß sie / in Compensationem der ihr ad tempus vitæ unterthänigst überlassenen Jagt in der so genannten Rostocker Heyde / die dem Dobbranschen Hofe und der Officialen innerhalb Hauses bezeugte Schenke des Rostocker und frem- den Bieres / in specie auch des so genannten Knie- senacks / zu mehrer Aufnahm der hiesigen Braue- ren / als welche dadurch unter andern zimblischen mit herunter gekommen / so lange die concedirte Jagt wehret / nehmlichen ad tempus vitæ Seiner Hoch- fürstlichen Durchläuchtigkeit gnädigst legen zu lassen. Allermassen denn die Schenken auf der Officialen und auf dem Dobbranschen Hofe so fort van Jo- hannis dieses Jahres an cessiren und gehoben seyn sollen; Da aber / nach Gottes gnädigstem Wil- len / Seine Hochfürstliche Durchläuchtigkeit / wel- ches der groffe Gott in Gnaden bis an dero spätes Alter ausgesetzt seyn lassen wolle / das Zeitliche ge- segnet / und dadurch dorgeachte Jagder Stadt wie- der heimfallen solte / so behalten Seine Hochfürst- liche Durchläuchtigkeit ihr per expressum bedor / Ihre bey diesen Höfen habende hohe Gerechtigkeit / gleich als hievor / alsdann zu exerciren / auch unmittelbar / ausser denen Schenken dieser beyden Höfe / sonst competirende Privilegia zu conser- viren.

33. Wie dann auch Seine Hochfürstliche Durch- läuchtigkeit des gnädigsten Erbetens seyn / daß / zu Wieder-Aufbeffung der Stadt / derselben die Krüge auf dem Lande / so ihr vorhin assignirt ge- wesen / umb solche mit ihrem Bier wieder zu ver- legen / wieder zugebracht / denn auch von dem Lande die

ANNO  
1702.

ANNO  
1702.

die Handwerker weg geschafft / und dieser wegen in der bevorstehenden Policey Ordnung forderstamft gnädigste Verfügung gemacht werden soll

34. So erbitten auch Seine Hochfürstliche Durchlauchtigkeit sich in Gnaden hiebei / daß sie jährlich dem Räte-Stuhl / umb solche unter sich zu vertheilen / zwey groffe Stüde Wild / 4. groffe wilde Schweine / und 6. Rehe / welche dem Wort haltenden Bürgermeister / wann er sich desfalls bey Zeiten bey dem Ober-Jäger-Meister gemeldet / geliefert werden sollen / an statt der durch überlassene Jagt abgehenden Ergöglichkeit geben / auch denen Bürgern zu Ehren- und Noth-Fällen ein groff Stük Wild zu vier / ein groff wild Schwein zu vier / ein mittel Schwein zu drey / einen Fröschling zu zwey / und ein groffer Reh zu drey Abtheil. wann selbige gleichfalls sich bey dem Ober-Jäger-Meister bey Zeiten gemeldet / zukommen lassen wollen. Jedoch mit dem Anbange / daß / wann ein und anderer solches auswärtig verkauft / oder damit Handlung getrieben zu haben überführt werden sollte / er sich dadurch dieser Hochfürstlichen Hulde Zeit Lebens verlustig gemacht haben solle.

35. Ist verglichen / daß / damit Seiner Hochfürstlichen Durchlauchtigkeit in dero unterthänigst überlassene Jagt von niemanden Eintrag geschehen möge / auch von Seiner Hochfürstlichen Durchlauchtigkeit in so weit / und auf solche gute Acht zu haben / die von gemeiner Stadt aniezo bestellte / und auch ins künftige zu bestellende so genannte Heyde-Boigte von Seiner Hochfürstlichen Durchlauchtigkeit dahin mit beeydiget werden mögen / daß sie niemand / er sey auch / wer er wolle / daselbst einiges Wildt zu schiessen / oder auch mit Gewehr und Zucht oder Bindhunden sich finden zu lassen verstat. n / sondern sich derselben bemächtigen / und / salva cæterorum Jurisdictione Senatui urbi in der so genannten Rostocker Heyde / zu gebührender Bestrafung / Seiner Hochfürstlichen Durchlauchtigkeit anzeigen sollen.

36. Schlieslichen und 37ten bebinget die Stadt unterthänigst / und concediren auch Seine Hochfürstliche Durchlauchtigkeit in Gnaden / daß / unter der ad tempus vitæ unterthänigst überlassenen Jagt / dieselbe nicht zu verstehen / welche die Stadt auch dero Armen-Häuser / in übrigen deren Holzungen / auf deren Feldern / und bey deren Dörffern hat / allermaßen diese übrige Jagt / ausserhalb der so genannten Rostocker Heyde / gemeiner Stadt und dero Armen-Häusern gar allein verbleibet / und sind sie solche / nach wie vor / ungehindert zu gebrauchen befuget.

Dessen zu Urkund und fester Haltung haben Seine Hochfürstliche Durchlauchtigkeit diesen Vergleich mit Ihrem Fürstlichen Insignel und Unterschrift wie auch Bürgermeister und Rath mit der Stadt Secret befähiget. So geschehen Rostock den 27. Martii, Anno eintausend siebenhundert zwey.

Friedrich Wilhelm.  
(L. S.)

(L. S.)  
(Urb.)

28. Mars. Folget des Herrn Herzogs Confirmation über der Stadt Rostock aller und jeder Privilegien den 28. Martii 1702. [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. IV. Absag. XVII. pag. 730. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans THUCELII Acta Publica Part. II. pag. 328.]

C'est-à-dire,

ANNO

1702.

Confirmation des Privileges de la Ville de ROSTOCK par le Serenissime Duc de MECKLENBOURG SVERIN le 28. Mars 1702.

Wir Gottes Gnaden Wir Friedrich Wilhelm! Herzog zu Mecklenburg / Fürst zu Wenden / Schwerin und Rügenburg / auch Graf zu Schwerin / der Lande Rostock und Stargard Herr etc. Für uns und unsere Nachkommende Herzogen zu Mecklenburg / thun kund / und mit diesem Brieffe öffentlich bekennen / als nach selbigem irdlichen Hinterrit der Weyland Durchleuchtigsten Fürsten / Herrn Christian Ludewichen / und Herrn Gustav Adolphin / Herzogen zu Mecklenburg / Fürsten zu Wenden / Schwerin und Rügenburg / auch Grafen zu Schwerin / der Lande Rostock und Stargard / Herrn etc. Unserer in Gdt ruhenden vielgeliebten Herrn Vetter und Vaters Gnaden und Edd. hochblühlichen Bedenkens / wie die Regierung der Mecklenburgischen gesambten Lande angetreten / und dan die Ehrenveste und Ehrfahne / unsere liebe Getreue / Bürgermeister / Rath und ganze Gemeine unser Erb-unterthänigsten Stadt Rostock bey uns ihrem einigen izzigen Landes-Fürsten und Erb-Herrn / umb die Confirmation ihrer von unsern hochblühlichen Vorfahren erhaltenen Privilegien unterthänigst angehalten. Daß wir demnach / in Ansehung derer getreuen Dienste / die gemeldte Bürgermeister / Rath und Gemeine uns und unsern Vorfahren allwege gethan / und uns hinfürther thun können und sollen / ihnen ihre Kirchen / Klöster und Capellen / besage Inhalts des Anno 1773. aufgerichteten Erb-Vertrages / wie auch alle ihre Privilegia / Freyhiet und Gerechtigkeiten / sambt und besondere versiegelte Brieffe und Schrifften / Eddich oder Schwerins Recht / in ihren Dörffern / Höfen / Aeckern und Hufen / wie ihnen dieselbe von unserm Gottseligen Herrn Vetteren / und allen unsern irdlichen Vorfahren / Christlicher Gedächtnis / verlehnet / versiegelt / confirmirt und befähiget worden / confirmirt und befähiget haben / confirmiren und befähigen ihre gemeldte Privilegia / Freyheiten und Gerechtigkeiten / versiegelte Brieffe und Schrifften / Eddich und Schwerins Recht / hiemit und in Krafft dieses Brieffs / wissentlich vor uns / unsere Erben / und nachkommende Herzogen zu Mecklenburg. Jedoch soll durch diese unsere Confirmation / denen Anno 1774. mit unserer Stadt Rostock aufgerichteten Erb-Verträgen nichts benommen seyn / sondern wir wollen dieselben Verträge auch in allen ihren Articulen und Punkten hiemit ratificirt / beliebet / confirmirt und befähiget haben.

Vereden und geloben darauf / bey unsern Fürstlichen Ehren und Worten / mehr gedachte Bürgermeister und Rath / und ganze Gemeine unser Stadt Rostock / ihre Nachkommen / Kirchen und Klöster / bey ermeldten ihren Privilegien / Frey- und Gerechtigkeiten / versiegelten Brieffen / Schrifften und Verträgen verbleiben zu lassen / ungehindert unser Erben und Nachkommen / sie auch dabey festiglich zu schützen und zu vertreten / getreulich und obgehörlich.

Zu Urkund / haben wir diesen Confirmations-Brieff mit unserm Fürstlichen Hand-Zeichen und Insignel bestärket / geben und geschehen in unser Erb-unterthänigen Stadt Rostock / den 2ten Tag Martii, nach Christi unsers einigen Erlösers und Seeligmachers Geburt / im ein tausend sieben hundert und zweyten Jahr.

Friedrich Wilhelm. (L. S.)

O ;

XXIV.



ANNO

XXIV.

1702.  
19 Avril.

Vergleich zwischen dem Fürstl. Braunschweigischen Hauff beyder Linien / Zell und Wolfenbüttel / durch Interposition Ihrer Königl. Majest. in Preussen / und des Land-Grafen zu Hessen-Cassel / in puncto der von Wolfenbüttel geschickenen Armaturæ, woben einige Regimenter an Zell und Hannover / zur gemeinen sache überzulassen versprochen wird. Geschehen zu Braunschweig den 19ten April 1702.  
[LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. II. Abthg. IX. pag. 1023.]

C'est-à-dire,

*Convention passée entre les Ducs de BRUNSWICH de la Ligne de ZELL, & de celle de WOLFENBÜTTEL par la Médiation du Roi de PRUSSE & du Land-Grave de HESSE-CASSEL, touchant l'Augmentation des Troupes faite de la part de WOLFENBÜTTEL, & dont on promet de rendre incessamment quelques Régimens à la Maison de ZELL & de HANNOVER pour être employez pour la Cause publique, à Brunswick le 19. Avril 1702.*

Demnach wegen der Fürstl. Wolfenbüttelschen Armatur einige Mißverständnisse entstanden / dahero es in dem Durchleuchtigsten Hause Braunschweig und Lüneburg zwischen beyden Linien Zell und Wolfenbüttel zu Weiterungen gekommen / hernach aber gütliche Tractaten darüber angestellt worden; so ist vermittelst Ihrer Königl. Majestät in Preussen und des Herrn Landgrafen zu Hessen-Cassel Durchl. interposition von denen dazu bevollmächtigten Ministern deshalb folgendes abgehandelt und verglichen.

Art. 1.

Soll alles dasjenige / was dieser Sache halber an beyden Seiten vorgegangen / in ewiges Vergessen gestellt seyn / und der eine Theil solches dem andern in Unguten nie entgelten lassen / noch es von einem Theil gegen den andern jemahls angezogen / auch einer von dem andern desfalls inn-oder aussershalb Gerichts nie belanget oder besprochen / sondern es als nie geschehen geachtet werden / undt aboliret und aufgehoben seyn. Des effects dieser amnestie sollen auch alle undt jede beyderseitige Civil-undt Militair-Debiente / Unterthanen undt Angehörige für ihre Personen / auch Haab und Güter / mit zu genissen haben.

Art. 2.

Declariren beyde Theile / undt versprechen festiglich / daß sie dero bisshero gehabte / oder noch habende Fœderæ, einer zu des andern offenkion nicht gebrauchen wollen.

Art. 3.

Erklären sich Herzog Rudolph Augusti zu Braunschweig undt Lüneburg Durchl. mittelst dieses dahin / daß sie bey denen jetzigen höchst gefährlichen Conjunctionen zu desto mehrer Bezeugung dero für Ihre Käyserliche Maj. als das höchstgeehrte Ober-Haupt des Reichs / undt die gemeine Sache tragenden patriotischen Neigung / von ihren auf den Weinen habenden Troupen, an guter / untadelhafter / mit tauglichem Gewehr undt ihrer völliger Montirung versehenen Mannschafft / dem Publico zum Besten / so fort undt ohne allen Anstand zwey Regimenter Infanterie, jedes a 12.

Compagnien / jegliche a 100. Mann inclusive prima plana, denn drey Regimenter Reuter undt zwey Regimenter Dragoner, welche laut übergebener Liste 769. gemeine Berittene / undt 48. Unberittene annoch anemachen / hergeben undt überlassen wollen.

ANNO  
1702.

Art. 4.

Sofort als diese Convention von beyderseits gnädigster Herrschafft ratificiret worden / soll von Seiten Herrn Herzog Rudolph Augusti vorberregte Anzahl Troupen durch undt an die dazu verordnete Commissarios an denen dazu beliebenden Örängen an Zell undt Hannover richtig geliefert / dieselbe auch sodann zugleich der bisserigen Wolfenbüttelschen Pflichten erlassen / undt in die Zell-undt Hannoversche Pflichten angewiesen / undt solche Troupen folgendes / so baldt als nur mit Ihrer Käyserlichen Majestät undt dero hohen Allirten / in specie Engelandt undt Hollandt / deshalber Abrede genommen seyn wird / an Ort undt Enden / wo es die Noth erfordert undt beliebt werden wird / abgeführt werden.

Art. 5.

Es verspricht auch Rudolph Augusti dabey / daß solchen an Zell undt Hannover zu überlassenden Troupen nicht allein ihrer bis zu gebachter Überlieferung richtig geliebene monatliche Verpflegungs-Gelder richtig bezahlet / sondern auch den selben ihre Regimenter-undt Mundirungs-Casse, undt was dazu gehörig / gelassen undt abgefolget / wofern auch einige von besagten Troupen deleriren / undt sich in die Wolfenbüttelsche Lande wieder begeben solten / selbige ohnweiterlich wieder ausgeliefert werden solten.

Art. 6.

Zell-undt Hannoverscher Seite wird hiebey versprochen / daß sie diese Troupen, so lange bis dieselbe aus ihren Landen ab-undt weiter geführt werden / welches denn bestmöglichst befördert werden solle / verpflegen wollen.

Art. 7.

Ingleichen wird Zell-undt Hannoverscher Theils hiemit festiglich zugesaget undt versprochen / daß sofort / als die Abführung solcher dem Publico herzugebenden Troupen aus den Fürstlichen Wolfenbüttelschen Landen / undt deren Lieferung an Zell undt Hannover geschieht / zugleich undt pari passu alle undt jede Zell-undt Hannoversche in denen Wolfenbüttelschen Landen stehende Troupen abgeführt / undt wieder in ihre eigene Lande zurück gezogen / dabey auch die scharffe undt exacte Ordre gestellt werden soll / daß bey solchem Abzuge die geringste desordres undt exactiones nicht geschehen / oder wenn ja dergleichen vorgehen würde / dessen Ersehung / wann davon richtige Specificationes eingesandt werden / beschaffet / undt die Contravenienten der gebühr mit scharffer Bestrafung angesehen werden solten.

Art. 8.

Es hat auch Zell undt Hannover / umh zu zeigen / daß man derselb keine intention, einen Vortheil aus dieser Sache zu ziehen / sondern nur ihre eigene undt gemeine Sicherheit für Augen gehabt / dan auch aus sonderbarer Consideration für Herzog Rudolph Augusten / aus eigener Be-

weg.

ANNO 1702. wegnis sich erkläret / daß alle von Zeit der Einrückung derselben Truppen in die Wollfenbüscheliche Lande erhobene Contributiones, ausgenommen das / was auf Abschlag derselben Besueß solchen Truppen an Körne / zum Commits oder zu Subsistenz der Cavallerie gereicht worden / restituiret werden solle.

Art. 9.

Beide Theile versprechen hiemit / daß / wann ein oder der ander Theil / dieser Convention habet / von jemanden / er sey auch wer er wolle / angegriffen werden solte / man einander nicht allein dagegen treulich assistiren / sondern auch Zell und Hannover bey Ihrer Kayserlichen Majestät / auch Engel und Hollandt / und übrigen hohen Garants dieses Vergleichs ihre beste Officia dahin anwenden wollen / daß in der über solchen Vergleich auszustellenden Garantie, dieselbe auch in specie hierüber möge accordiret werden.

Art. 10.

Herr Herzog Rudolph August will / so viel an Ihro / daran seyn / dero Herrn Bruders Herzogs Anton Ulrichs Ratification über diesen Vergleich innerhalb zween Monaten a dato dieses zu verschaffen. Es werden auch die hohe Pailances, welche die Garantie solchen Vergleichs übernehmen / in specie solche dero Garantie dar auf richten / und nachdrücklich darüber halten / daß von Herrn Herzog Anton Ulrich oder dessen Nachfolger an der Regierung / diesem Vergleich in keine Wege solle zuwider gehandelt werden.

Art. 11.

Gleichwie man beyderseits diesem allen / was ob steht / also treulich und unanverbrüchlich nachzukommen / bey Treu und Glauben hiemitzusaget und verspricht / also sollen auch Ihro Kayserliche Majestät / als des Reichs höchstes Ober-Haupt / nebst der Eron Engellands / und Ihre Hochmögenden die Herren General Staaten der vereinigten Niederlanden / die Garantie darüber zu prästiren und zu halten / von beyden pacificirenden Theilen ersucht werden / wie dann auch von den Königlichcn Preussischen / und Fürstlichen Hessen-Casselschen Mediations-Ministres auf ebenmäßigcs Ersuchen / Mahmens dero hohen Herren Principalen / die Garantie darüber gleichfalls zu leisten versprochen / und deswegen eine Acte ausgeseliet worden.

Art. 12.

Diese Convention soll sobald möglich / und längstens innerhalb 3. Tagen a dato dieses / von beyderseits gnädigster Herrschafft ratificiret / und die Ratificationes allhie zu Braunschweig gegen einander ausgewechselt werden.

Zu Urkund und Festhaltung dessen / was obsteht / haben beyderseits hierzu deputirte Ministri und Räthe nach beyderseits hinc inde ausgewechselten Vollmachten / diese Convention, welche in triplo ausgefertigt / mit ihrer Hand und begedruckten Verschaften beträffiget / auch die Königlichcn Preussische / und Landgräfliche Hessen-Casselsche Mediations-Ministri dieselbe mit unterschrieben. So geschehen Braunschweig den 19. April 1702.

P. F. von Sächs / als Mediations-Minister. (L. S.)

Jacob Friedrich Kettler / als Media- ANNO  
tions Minister. (L. S.) 1702.

W. V. Fabritius.  
(L. S.)

Hillbert von dem Busch.  
(L. S.)

P. V. Wendhufen.  
(L. S.)

F. V. Steinberg.  
(L. S.)

U. Ludecke.  
(L. S.)

XXV.

Protesta stipulata per mano di pubblico Notaro nella Città di NAPOLI segretamente, per essentarsi delle violenze, il giorno ultimo d'Aprile 1702. da un grande numero de Nobili, Ceto Civile, Fedelissimo Popolo della Città, e Regno di Napoli, e fatta stampare per universale cognizione. [Feuille volante imprimée à Naples.]

CORRE voce, ch'il Serenissimo Signor Duca d'Angiò, che si attova in questa Città di Napoli, sia per voler eleggere il Giuramento di fedeltà, come s'egli ne fosse il legittimo Re. E perche ciò è contro à Privilegi, e Constitutioni del Regno, le quali vietano, che non si debba da chi si fa prestare tal Giuramento, se prima non precede l'investitura della santa Sede, e non si chiamino li Parlamenti Generali di tutto il Regno, & è pure proibito da Bolle di Sommi Pontefici, che non si possa da alcuno sotto pena di scomunica riconoscere per Re di Napoli se non chi ha ottenuta prima la Investitura, il che non è succederà mai nella persona del suddeto serenissimo Signor Duca d'Angiò, al quale di ragione non aperta; considerando noi d'ogni Ceto di persone, che dalla prepotenza potremmo esserè altrieri à far questo passo contro la Giustizia, contro le Leggi della nostra Patria, e contro la nostra coscienza, si siamo risoluti di fare la presente dichiarazion e in ogni miglior modo, e forma, volendo, che questa sia la più solenne, che possa praticarsi, colla quale si protestiamo à nostri Cittadini, al sommo Pontefice Clemente XI. à tutto il mondo, & à Dio, che se questo seguirà, farà per pura tirasìa necessità, e per salvare la vita, e che qual si sia giuramento, come qualunque dimostrazione di Cavallate, d di donativi, d altri atti, che significassero consenso alla riconoscenza del suddeto Serenissimo Signor Duca d'Angiò, perche surrepti, e violenti, non prodotti dalla volontà, ma eittori dalla forza, faranno nulli & invalidi, per lo che non faremo tenuti ad alcun obbligo, ne potrà pregiudicar mai alla nostra puntualità, ne riputarli à mancanza di Fede, quando al prossimo arrivo dell' Armi dell' Augustissimo Imperatore nel Regno noi fossimo per secondarle, come del legittimo Erede alla successione dell' Augustissima Casa d'Austria, e per avere il Serenissimo Arciduca Carlo dal pio Leopoldo à Noi destinato per Re, à risiedere in Napoli, e liberarci dalla tirannide de' Ministri subalterni, che ci comandano, e che oggidì tentano d'ingannare la Gente con apparenza di togliere gabelle, mà con animo veramente attento d'imporci nuovi aggravii, e far cumulo di denaro, per renderci sempre più miserabili. Et acciò che sia noto, non essere questa Protesta qualche ritrovato insufficiente di poche persone, la habbiamo fatta stipulare da pubblico Notaro coll' intervento di Giudice à perpetua memoria colla sottoscrizione di grande, e cospicuo numero d'ogni grado, e condizione, che ha potuto concedere la necessità del segredo, per esserci dalle tiranne violenze con altri praticate. E perche sappiamo, ch'ogni fedele Cittadino amante della nostra afflitta Patria, farà dello stesso sentimento, habbiamo voluto renderne una pubblica rimostranza, ponendo questa Protesta alla stampa



ANNO  
1702.

stampa, accioche a ciascheduno sia noto che se bene non haverà potuto fottoferirvi, può però confortarvene nell' interno d' ogni istessi sentimenti, li quali noi habbiamo prima della stipulatione dell' Instrumeto consultati con molti Sacerdoti, e Teologi, che vi sono intervenuti, e che hanno giudicato, che debba publicarfi questa nostra solenne Protesta, a fine, che ogn' uno cüstelora possia la propria coscienza, sappia, che il Giuramento come forzato non obbligherà all' osservazione, e che non potrà alcuno esser tacciato di mancanza di Fede, quando verrà il tempo di liberarci dal barbaro giogo, a cui vogliano fotto- porci li Francesti, e Spagnuoli, uniti per la nostra oppressione; facendo pure palese, che sarà lecito ad ogn' uno a suo tempo di fottoferirvi nel presente Instrumeto, perchè si riconfermi la di loro intenzio- ne, quando furono violentati a prestare il preteso Giuramento, che non può darli, che sacrilegamen- te, proibendolo li Decreti della Patria, i Privilegi del Regno, e le Scomuniche de Pontifici. In fede di che

Noi N. N. N. N. N. N. N. N. &c.

## XXV.

8. Mai. *Manifeste, contenant les Raisons qui obligent les Etats Généraux des PROVINCES UNIES des Pais Bas, de déclarer la Guerre à la France & à l'Espagne. Fait à la Haye le 8. de Mai. 1702. Publié le 15. du même Mois & An. [Feuille volante.]*

**L**es Etats Généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas, à tous ceux qui ces présentes verront ou entendront lire, **SALUT.** Sçavoir faisons, que depuis un très long-temps, le Roi de France aiant jeté les yeux sur ces Provinces, pour s'en emparer, s'il lui étoit possible, ou autrement pour les ruiner, ravager, & réduire en desert, il a entrepris & attaqué l'Etat à cette fin en deux treizecents fois, & sçavoir dans les années mil fix cent septante-deux, & mil fix cent quatre-vingt & huit, & ce par une Guerre très-fort & très-injuste, quoique de nôtre côté nous eussions employé tous les Devoirs imaginables pour l'éviter & pour continuer le Repos & la Paix. Qu'il n'y a rien de plus connu, que le Roi de France avoit pu se rendre Maître de ces Provinces, s'étoit le moyen de se frayer le chemin à la Monarchie Universelle, ou qu'en cas qu'il eût affoibli l'Etat, & gagné tellement sur lui le dessus qu'il eût été obligé de demeurer en repos & se séparer de ses Alliez, il n'auroit pas laissé, en maîtrisant d'autres Princes & Potentats, de parvenir à ce but, & auroit dans ces entreprises ou dans la suite mis ces Provinces en danger d'être subjugues, & les auroit ainfi dépouillés de leur Liberté & de leur Religion, gages précieux pour lesquels les Sujets & Habitans de l'Etat ont été obligés de soutenir ci-devant tant de terribles persécutions, & qui n'ont pu être mis en pleine liberté qu'après que les mêmes Sujets ont exposé & hazardé volontairement & avec la dernière confiance tout ce qu'ils avoient de plus cher, & soutenu une Guerre de quatre-vingts ans consécutive contre les puissans Rois d'Espagne.

Il est vray que le Dieu Tout-Puissant a dans la suite voulu punir ces Provinces par ces sùffidites deux dernières Guerres, à cause des grands pechez de ses Habitans; mais, par son Conseil qui gouverne toutes choses, il n'a pas voulu permettre que le Roi de France ait exécuté ses ambileux Desseins; au contraire, il a tellement beni les Armes de l'Etat & de ses Alliez, que la Paix générale s'en étant ensuivie six années mil six cent soixante & dix-sept, & mil six cent quatre-vingt & dix-sept, le Roi de France a été contraint par la dernière de restituer à l'Empereur & au Roi d'Espagne, des Provinces, Païs, & Villes très-importantes & très-considerables, dont, contre la teneur du Traité de Nimegue, il s'étoit emparé, en partie sous le nom de Réunion & autres prétextes, en partie à force ouverte, & en partie enfin par ses tromperies & artifices.

Le Traité de Ryfwick, tant de Paix que de Commerce, aiant été si solennellement conclu en la susdite année mil fix cent quatre-vingt & dix-sept, nous avions sujet de nous attendre qu'il seroit satisfait de bonne foi au contenu d'icelui; mais nous avons

ANNO 1702.

expérimenté au contraire que lorsque la France l'a fait, ce n'est point été dans l'intention de l'obliger, mais seulement pour nous faire à nous & à nos Alliez mettre bas les armes, nous définir les uns des autres; ruiner après cela notre Commerce & affaiblir & épuiser entièrement les Sujets Négocians de l'Etat, pour pouvoir ensuite plus facilement contenir ses précédens Défenseurs; car, à peine les fustidés Traitez de Paix & de Commerce furent ratifiez, qu'on vit clairement qu'on avoit pour but de traverser de nouveau le Commerce de ces Païs, qui en est le nerf, puis qu'on s'opiniâtra publiquement à refuser le Tarif promis par le fustidé Traité, & qu'on fit à cette occasion plusieurs vexations aux Sujets de l'Etat qui se mêlent du Commerce, par où, après une longue & pénible Négociation, & pour éviter seulement un plus grand mal, nous fûmes nécessairement, contre le Traité fustidementionné, d'accepter un Tarif beaucoup plus défavantageux.

En outre, nous avons été obligés de voir, que sans avoir égard à l'Article quinzisième du susdit Traité de Commerce, en vertu duquel nos Sujets qui s'établissent en France pour y traffiquer ne doivent point être compris dans les charges publiques qui se-  
ront imposées sur les étrangers, ils n'ont pas laissé d'être chargés d'impositions exorbitantes.

Le Roi de France, nonobstant toutes ces choses, n'a rien omis, pour nous perfluer par toutes les Protestations imaginables de sincérité, qu'il n'avoit point d'autre intention que de confervier la Paix, & de vouloir éloigner tous les obstacles qui pourroient s'y opposer; & comme le Roi d'Espagne étoit d'une constitution très-froible, & que venant à deceder, la Succession pouvoit causer de très-grands Différens & de fâcheuses Guerres, cela a donné lieu à des ouvertures pour un Traité, par le moienu duquel d'un côté on devoit prévenir le trop grand pouvoir où le Roi de France feroit monté par son Avènement à toute la Monarchie d'Espagne, & les suites qui en auroient résulté pour toute l'Europe; & d'un autre, contenter par-là ceux qui aspireroient à cette même Succession, afin qu'ainsi la Paix générale fût conservée.

Sur ce fondement, le Roi de France aiant fait un Traité solennel avec celui d'Espagne, et cet état de la trêve, le Roi d'Espagne, qui étoit le plus puissant, les troisfième & vingt-cinquième de Mars, l'année 1659, nous avions espéré que la Paix générale seroit par-là maintenüe; mais à peine le füt-il fait, qu'il conclü & ratifié, que nous expérimentämes clairement que l'intention de ce Roi n'avoit nullement été de le tenir & de l'exécuter, & qu'au contraire il emploioit toutes sortes de devoirs & d'artifices à nous d'Espagne, pour y rendre non seulement l'Empire odieux, mais pour obliger de plus le Roi d'Espagne à faire un Testament en faveur de la France.

En effet, le Roi d'Espagne étant venu à mourir dans ces entrefaites, on a aussi-tôt produit un Testament, par lequel le Duc d'Anjou Petit-Fils du Roi de France est institué Héritier de tous ses Royaumes & Etats.

Ledit Testament n'a pas plutôt été rendu public, que le Roi de France a donné des preuves de son absolue & intérieure intention de satisfaire par toutes fortes de voies & de moyens son ambition & sa mesurée. A cette fin, sans avoir égard à un Traité si solennel & si nouvellement fait, & à ses gages & iteratives protestations de s'y vouloir sincèrement tenir, il n'a pas laissé d'accepter dans le même sens ledit Testament, & de rejeter & rompre le Traité susmentionné, sans même avoir donné la moindre communication ni connoissance préalable de son intention à ceux avec qui il l'avoit fait; se contentant de le notifier sans aucun déguisement à l'Etat & d'en donner pour principale raison, qu'il n'avoit égard à l'Esprit ou sens, & non pas aux termes du mot de Testament, expliquant cet esprit & ce sens selon son véritable sens, non sans menace & avertissement de divers dangers & pertes, si nous ne voulions point nous conformer à cet esprit: ce qui est une Infraction si grande, & si inouïe, que jamais il n'a été parlé de telle dans le monde, & une Maxime suivant laquelle on ne seroit jamais obligé d'observer aucun Traité.

Le même Roi en conséquence de ce Testament n'a pas seulement fait proclamer le Duc d'ANJOU pour Roi d'Espagne; il a de plus, en son nom, pris possession de tous les Roiaumes & Domaines feu

ANNO  
1702.

ANNO  
1702.

feu Roi, sans réfléchir le moins du monde sur les Préentions de l'Empereur, lesquelles néanmoins, par le Traité dont il vient d'être parlé, avoient été si bien reconnues dans toute leur force, qu'elles en ont été non seulement la raison fondamentale, mais qu'elles y furent même avouées si légitimes, que la plus grande partie de la Monarchie d'Espagne devoit en conséquence appartenir à l'Archiduc d'Autriche.

Ledit Roi n'en demeurant pas-là, il a bien-tôt après fait occuper tous les Pais-Bas Espagnols par ses propres Troupes, quoique pour la conservation d'eux les nôtres y fussent en Garnison du consentement du susdit feu Roi, & ne les en a laissé sortir, qu'après beaucoup de difficulté, & avoir souffert bien du dommage & de la perte.

Par-là, l'Etat s'est vu privé tout d'un coup de la Barrière pour laquelle il avoit déjà soutenu deux sanglantes Guerres, & que le Roi de France même, dans les conditions du Traité de Paix de l'année mil six cent soixante & dix sept, lui avoit spécialement assigné, aiant même nommément été stipulé par le Traité de Partage dont il a été parlé, que les susdits Pais-Bas Espagnols demeureroient à l'Archiduc d'Autriche.

Outre cela, le Roi de France a commencé aussitôt à gouverner disposiquement, tant à l'égard de la Police que de la Guerre, les Roiaumes & Domaines d'Espagne, sous le nom de son Petit-Fils, & les a tellement réunis aux siens, que le tout n'est plus que comme une même Monarchie & un seul Gouvernement; ce qui ne peut paroître plus fortement, que dans la direction qu'il a desdits Pais-Bas Espagnols, qui sont le Rempart de l'Etat: par où se confirme très-évidemment, (ainsi que les Avis même d'Espagne le portent) qu'ils ont été offerts, délaissés, & cédés entièrement au Roi de France, pour y gouverner en Souverain, tant à l'égard des choses qui concernent la Police, & la Milice, que les Finances.

Ce même Roi étant parvenu à cette énorme Puissance (pour laquelle toute la Chrétienté avoit si long-tems appréhendé) & aiant par ce moyen jeté le parfait fondement pour parvenir à la susdite Monarchie Universelle, il ne tarda guère à travailler sur ce plan, en envoyant une formidable Armée en Italie, pour s'y rendre entièrement le Maître, & en inondant de plus les Pais-Bas Espagnols de ses Troupes, afin de nous intimider, s'il lui étoit possible, & nous obliger d'entrer en une Négociation particulière, sans la participation de nos Alliez: & voyant que tous les soins qu'il employoit à cet effet se trouvoient inutiles, il a cherché toutes les voies imaginables afin de nous y contraindre par la force. Il s'est fait à cette fin de la Citadelle de Liege, malgré le Doien & le Chapitre, & à l'insu de l'Empereur ou de l'Empire; faisant, pour ne point trouver d'obstacle à l'exécution de ses desseins, & inspirer de la terreur au Chapitre, enlever le Doien & le conduire par force sous la Jurisdiction d'Espagne.

Ne se contentant pas de s'être emparé de Liege, il s'est, pour nous environner & resserrer encore davantage, & contre le gré du Chapitre de Cologne, rendu Maître de la plupart des Places de ce Diocèse, & spécialement des Fortereses de Bonn, de Kaiserswert, & de Rhinberg; (la Ville de Cologne, où ses desseins ne purent réussir, lui ayant échappé par la bonne conduite qu'elle a tenue.) Et s'étant mis par-là en état de faire invasion à toute heure dans cette République, selon le plan de l'année mil six cent soixante & douze, il n'en est pas demeuré là; mais, pour agir encore plus sûrement & bloquer & assiéger en quelque manière entièrement ce Pais, il a à ses propres dépens levé un nombre considérable de Troupes dans le Wolfembüttel, afin de pouvoir aussi en même tems nous attaquer de ce côté, & à fait dans ces entre-faites transporter au travers de Pais étrangers toute forte de munitions de Guerre & d'Artillerie, pour d'autant plus facilement envahir ces Provinces.

Ce Roi fût-il n'étant pas satisfait de nous avoir ainsi resserré par terre, il a poussé les choses encore plus loin, il s'est emparé des Ports de Mer d'Espagne, de Naples, de Sicile, & des autres Iles de la Méditerranée, comme aussi des Havres des Pais-Bas Espagnols au nom du Roi d'Espagne: il s'est aussi fait des Indes, s'est rendu Maître par cette voie de tout le Commerce de l'Europe, & s'est mis en pouvoir d'en exclure & nous & les autres; & afin de ne plus laisser aucun lieu au nôtre, il a encore tâché

TOM. VIII, LIET. I.

de persuader au Roi de Portugal de nous défendre ses Havres: sans compter qu'il a envoyé une Escadre aux Indes, pour se saisir de la Flote d'argent, dans laquelle les Sujets de l'Etat, aussi-bien que d'autres Princes & Potentats de l'Europe, font considérablement intereffez.

Voiant donc les choses dans une situation si dangereuse & si capable de donner de l'inquiétude, nous nous sommes, comme les plus exposés à l'embarquement, trouvez nécessairez, après l'invocation du nom de Dieu pour notre secours & assistance, de nous mettre en posture de nous défendre, & de nous armer autant qu'il nous a été possible tant par Mer que par Terre contre une si grande Puissance & un péril si menaçant; ensemble de demander, outre cela, les secours qui par les Traitez nous étoient promis, en cas d'attaque, par nos Voisins, & Alliez, & lesquels nous ont été accordés avec toute la promptitude que nous avions désiré: par où nous trouvant en état de rejeter les Négociations particulières proposées par la France, nous nous sommes alliez avec Sa Majesté Impériale, les Rois d'Angleterre & de Prusse, & autres Princes & Potentats, pour la Défense de nos Roiaumes & Pais reciproques, la Conservation de la Liberté de toute l'Europe, & le Rétablissement de la Tranquillité & de la Paix générale.

Ainsi, chacun commençant à ouvrir les yeux, & à penser à sa Défense naturelle, l'Empereur a envoyé une Armée considérable en Italie pour s'opposer au Roi de France.

Outre cela, Sa Majesté Impériale, aiant songé à faire retirer les François du Diocèse de Cologne. Elle a employé pour cela tous les devoirs imaginables, & nous a requis d'y interesser les Directeurs des Cercles, afin d'y prêter leur assistance; ce que, suivant notre devoir, & nos engagements, & en égard à notre propre Défense, nous n'avons pu refuser; mais nous avons au contraire fait par manière de diversion agir nos Troupes, comme Auxiliaires, tant là qu'ailleurs.

C'est ainsi que par le Procédé des François, la Guerre se voit commencée & poussée vivement en plusieurs Contrées du Monde, à notre grand déplaisir.

Et bien loin d'y avoir jamais donné de notre part la moindre occasion, nous avons toujours au contraire fait tout ce qui étoit en nous pour conserver la Paix générale. En effet, nous avons senti une joie & un plaisir extrême, voyant que le Roi de France avoit envoyé ici ses Ministres, & avons fait tout ce que nous avons pu pour que l'on fit quelques Propositions pour une Paix générale; ce qui ne se faisant point, nous avons nous-mêmes demandé ce que nous jugions convenable pour parvenir à cette fin, & nous faire avoir notre sûreté particulière, sans qu'on nous ait jamais fait la moindre réponse ni la moindre offre.

On a bien, à la vérité, fait de l'autre part plusieurs Protestations apparentes de Paix; mais cependant on n'a pas laissé de continuer les Armements, de s'emparer des Pais de nos Voisins, & de s'allier avec divers Princes & Potentats; faisant en même tems paroître clairement, qu'à moins que nous ne traitassions séparément de nos Confédérés, il n'y avoit rien à faire, comme en effet on l'a assez vu par le rappel incessant des susdits Ministres.

Jusques là que ce Roi nous a enfin fait déclarer par un Mémoire de son Résident, que ses Armées étoient en état d'agir contre nous, si nous ne nous résolvions d'accepter les Propositions faites par le susdit Mémoire.

Il n'est, de plus, rien de si notoire, que le but du Roi d'Espagne d'à présent, contre la Liberté de notre Etat & de notre Commerce, est le même que celui du Roi de France: en effet, cela paroît clairement par la manière dont les Affaires sont entièrement dirigées & conduites; & personne n'en peut douter: le Roi d'Espagne ne peut ou ne veut rien faire que selon le bon plaisir du Roi de France, les Roiaumes de l'un & de l'autre sont animés d'un même esprit; & par conséquent on ne peut entendre la chose autrement, si non que tout ce que le Roi de France fait contre nous & nos Alliez sous le nom du Roi d'Espagne, se fait aussi par ce dernier, ou du moins par tous les deux. C'est de cette manière que le Roi de France, outre les choses dites ci-dessus, se sert des Troupes Espagnoles au nom du

ANNO  
1702.



ANNO du Roi d'Espagne pour exécuter ses desseins contre nous; c'est sous ce nom qu'il a même construit un Fort à la portée du Canon d'une des Forteresses de l'Etat, directement contre le Traité de Paix fait avec le Roi d'Espagne en l'année 1648. & contre le Droit des Gens & de la Guerre.

Le Roi d'Espagne souffre non-seulement toutes ces démarches de son Grand-Père, mais il les autorise entièrement, tant en ce qui regarde l'occupation effective de la Monarchie d'Espagne en général, que celle des Pais-Bas Espagnols en particulier, qui font le Rempart nécessaire de cet Etat.

Ainsi, les Loix divines & humaines nous dictent, qu'étant de la manière, qu'il est dit ci-dessus, environnez, & comme bloquez & assiégez de toutes parts, & même réellement & de fait insultez & attaquez par les Rois de France & d'Espagne, & que nous sommes menacés de tant de dangers; Nous nous trouvons aussi obligés de nous servir des moyens que Dieu & la Nature nous a mis en main, pour la Défense de nos Sujets & pour la Conservation de leur Liberté, & de leur Religion, & en conséquence de prendre les Armes contre les Rois de France & d'Espagne qui ont ensemble entrepris notre ruine & notre perte, & de leur déclarer la Guerre, comme nous faisons par ces présentes; Nous confiant que le Dieu Tout-Puissant benira abondamment notre juste Cause, & les moyens que nous devons employer.

Requerant tous Rois, Princes, Républiques, & Etats, qui ont à cœur & aiment leur propre Salut, leur Liberté, & celle de toute l'Europe, de recevoir notre Déclaration, comme y ayant été contrainés & forcés pour la défense & protection de Nous, & de nos Sujets, & de toute l'Europe, & de s'opposer avec nous aux pernicieux desseins des Rois de France & d'Espagne, & à leur trop grand pouvoir, dont ils veulent se servir pour se rendre Maîtres de toute la Chrétienté; & ce faisant nous assister & nous secourir.

Enjoignant enfin & ordonnant à tous nos Sujets & Habitans, Commandans, Officiers, & Soldats, & à qu'il peut appartenir, de quelque condition & qualité qu'ils puissent être, de reconnaître les Rois de France & d'Espagne pour Ennemis de cet Etat, de poursuivre & attaquer hostilement leurs Pais, Peuples, Habitans, & Sujets en tous Lieux par Terre & par Mer; de se défendre contre leur attaque & violence, & de faire tout ce qu'il convient & qu'on est obligé de faire pour la défense de notre chère Patrie, & pour le dommage de nos Ennemis.

Et afin que personne n'en prétende cause d'ignorance, mandons & requérons les Seigneurs Etats, Conseillers Députés, & les Etats Députés des Provinces respectives, comme aussi tous autres Officiers de Justice des susdites Provinces, qu'ils fassent annoncer, publier, & afficher ces présentes le quinzième du présent mois de Mai dans tous les Lieux où l'on est accoutumé de faire telles Publications & Affiches; enjoignons & commandons que pareilles Publications & Affiches soient faites dans le District de la Généralité au Lieu où elles se font ordinairement. Fait & arrêté dans l'Assemblée des susdits Seigneurs Etats Généraux à la Haie, le huitième Mai 1702.

*Etoit paraffé,*

W. DE NASSAU,

*Et plus bas étoit écrit,*

Par Ordonnance d'iceux,

Signé,

F. FAGEL;

Et sur l'espace étoit imprimé le Cachet des susdits Seigneurs Etats en cire Rouge, couvert d'un papier.

XXVII.

8. Mai. Convention entre ANNE, Reine de la Grande Bretagne, & les Etats Généraux des PROVINCES-UNIES, d'une part; & l'Electeur de TREVES, de l'autre. A la Haye le 8 de Mai 1702. & à Londres le.... de Mai de la même Année.

ANNO 1701. I. SA Majesté la Reine de la Grande-Bretagne, & les Seigneurs Etats Généraux, ayant invité Son Altesse Electorale de Treves, d'entrer dans l'Alliance faite & conclue à la Haie le 7. Septembre 1701. entre Sa Majesté Impériale, le Roi de la Grande-Bretagne GUILLAUME III. de très-glorieuse mémoire, & ledits Seigneurs Etats Généraux, à quoi fadite Altesse Electorale ayant consenti, on est convenu que Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne & les Seigneurs Etats Généraux feront dépêcher chacun un Acte en bonne & dûe forme pour l'incision de fadite Altesse Electorale dans l'Alliance susmentionnée. Son Altesse Electorale de son côté fera dépêcher des Actes semblables par lesquels il entrera dans la même Alliance, & ces Actes seront changés avec les Ratifications de la présente Convention.

II. Son Altesse Electorale entretiendra pendant la Guerre trois Bataillons pour servir de Garnison à Ehrenbreitstein, Coblenz, & Treves & être en après employés là où le service de la Cause commune les pourra requérir.

III. Son Altesse Electorale accordera sans difficulté aux Armées Alliées les passages du Rhin & de la Moselle sur ses Ponts de Coblenz, que la raison de Guerre demandera pour le service de la Cause commune.

IV. La Guerre étant commencée, Son Altesse Electorale permettra l'érection des Magasins à Coblenz ou en tel autre lieu qu'on souhaitera dans ses Etats.

V. En cas qu'il se doive faire quelque entreprise de Guerre sur la Moselle, Son Altesse Electorale y apportera les facilités possibles dans ses Etats, & prêtera en même cas de Siège dans le voisinage, quelques Canons, si Elle en peut manquer à Coblenz, à condition pourtant qu'Elle soit assurée de la restitution & du remboursement des frais pour faire refondre les dommages par celui des Alliez qui les aura requis.

VI. En considération de ceci & vu les constantes bonnes intentions de Son Altesse Electorale pour le Bien Commun, comme aussi que ses Etats sont plus exposés qu'aucuns autres aux incommodités & dégâts de la Guerre, Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne & Leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Généraux, donneront à Son Altesse Electorale tant que la Guerre durera, chacun d'Eux la moitié, tous les ans une assistance de cinquante mille Ecus payables de trois mois en trois mois, dont le premier paiement de douze mille cinq cents Ecus, & savoir six mille deux cents cinquante Ecus par l'Angleterre & six mille deux cents cinquante Ecus de l'Etat, se fera immédiatement après la Ratification, & puis sera continué exactement le même paiement de trois mois en trois mois. Et d'autant que son Altesse Electorale n'a personne en Angleterre pour y recevoir ledit argent, Sa Majesté veut bien avoir cette bonté particulière pour Elle, que de le faire payer par son Ministre ou par quelqu'autre, à la Haie ou à Amsterdam, à celui qui résidera à la Haie de la part de Son Altesse Electorale.

VII. Sa Majesté la Reine & Leurs Hautes Puissances concourront avec les autres Hautes Alliez autant que faire se pourra, pour assurer la Ville de Treves, & prévenir que les François n'y reprennent pied ferme, ou ne la ruinent entièrement.

VIII. On épargnera les Etats de Son Altesse Electorale autant qu'il se pourra des Campemens & autres incommodités de la Guerre; mais si le service du Bien public requiert de faire marcher & camper des Armées dans ledits Etats, cela se fera avec une exacte discipline, & en sorte que les Troupes soient fournies de Magasins, sans que les Sujets de Son Altesse Electorale soient tenus à autre chose qu'aux Voitures pour un prix raisonnable; & afin que cela soit aussi observé par les Alliez, Sa Majesté, & Leurs Hautes Puissances, interposeront en cas de nécessité leurs bons offices auprès d'eux.

La présente Convention sera ratifiée & les Actes des Ratifications seront échangés à la Haie dans quatre semaines, ou plutôt si cela se peut; En foi de quoi nous soussigner, Ambassadeur Extraordinaire, Député & Plenipotentiaires desdits Hautes Contractans, avons signé la présente Convention & y avons apposé le Cachet de nos Armes.

# DU DROIT DES GENS.

115

ANNO A la Haie le 8. de Mai 1702. & à Londres le...  
de Mai de la même Année.

D. VAN ECK.

V. PANT, *Heer van Gende.*

F. G. DE REEDE.

A. HEINSIUS.

W. DE NASSAU.

E. DE WEEDE.

W. SCHELTINGA.

ARNOLD LEMKER.

IDE DREWS.

## XXVIII.

1. Mai. *Declaration de Guerre de la Reine de la Grande  
Bretagne contre la France & l'Espagne. Donné à  
St. James le 4. de Mai 1702. [Feuille volante.]*

ANNE R.

" D'AUTANT qu'il a plu à Dieu de Nous ap-  
" peller au Gouvernement de ces Roiaumes,  
" dans le tems que feu notre cher Frère GUIZ-  
" LAUME III. de glorieuse Mémoire, étoit entré,  
" en conséquence des Avis réitérés du Parlement de  
" ce Royaume, en des Traitez solennels d'Allian-  
" ce, avec l'Empereur d'Allemagne, les Etats Gé-  
" néraux des Provinces-Unies, & d'autres Princes  
" & Potentats, pour conserver la Liberté & la Ba-  
" lance de l'Europe, & pour abatre le Pouvoir ex-  
" horbitant de la France; Lesquels Traitez sont  
" fondez sur les injustes Usurpations du Roi des  
" François, qui s'est saisi & retient encore en sa pos-  
" session une grande partie des Etats de la Couronne  
" d'Espagne, exerçant une Autorité absolue sur  
" toute cette Monarchie, qui s'est emparé du Mila-  
" nez & des Pais-Bas Espagnols avec ses Armées,  
" & s'est rendu Maître de Cadix, de l'entrée dans la  
" Méditerranée, & des Ports de l'Espagne, dans les  
" Indes Occidentales, par le moyen de ses Flotes,  
" dans le dessein d'envahir par tout les Libertez de  
" l'Europe, d'empêcher la Liberté de la Navigation  
" & du Commerce. Et étant accordé par les trois-  
" sième & quatrième Articles des Alliances ci-dessus  
" mentionnées, que si dans l'espace de deux mois,  
" qui sont expiré depuis quelque tems, les injures  
" dont on se plaignoit, n'étoient réparées, les Par-  
" ties intéressées s'affisteroient mutuellement les unes  
" les autres de toutes leurs Forces; Et comme le  
" Roi des François au lieu de donner la satisfaction  
" qu'on devoit justement attendre de lui, n'a pas seu-  
" lement commis de nouvelles violences, mais y a  
" encore ajouté un grand affront & une indignité  
" envers Nous & nos Roiaumes, en présumant de  
" déclarer le prétendu Prince de Galles Roi d'An-  
" gleterre, d'Ecosse, & d'Irlande, & a aussi porté  
" l'Espagne à concourir avec lui dans ledit Af-  
" front & Indignité, ainsi que dans ses autres op-  
" pressions; Nous Nous trouvons obligés, pour  
" maintenir la Foi publique, pour vanger l'honneur  
" de notre Couronne, & prévenir les malheurs dont  
" toute l'Europe est menacée, de déclarer, & Nous  
" déclarons par les Présentes, la Guerre contre la  
" France & l'Espagne. Et comme Nous nous repo-  
" sons entièrement & mettons toute notre confian-  
" ce en l'assistance du Dieu Tout-Puissant, dans  
" une Entreprise si juste & si nécessaire, Nous pour-  
" suivrons vigoureusement, conjointement avec nos  
" Allies, ladite Guerre, tant par Mer que par Ter-  
" re: Nous tenant assurés que Nos Sujets concou-  
" rront avec Nous, & nous assisteront de bon cœur,  
" dans une cause qu'ils ont si ouvertement & si cor-  
" dialement épousée; Nous requérons & Nous en-  
" joignons par les présentes, à notre Grand Amiral  
" d'Angleterre, au Général de nos Armées, aux  
" Gouverneurs de nos Provinces & Comtez, aux  
" Gouverneurs de nos Ports & de nos Places, &  
" à tous nos autres Officiers & Soldats servant sous

TOM. VIII. PART. I

" eux, tant par Mer que par Terre, de commettre  
" & exercer tous Actes d'hostilité en poursuivant cet-  
" te Guerre contre la France & l'Espagne, leurs  
" Vaux & Sujets, s'opposer à leurs Attentats &  
" Entreprises, enjoignant à tous nos Sujets d'en pren-  
" dre connoissance; Et nous leur défendons expres-  
" sement d'entretenir à l'avenir aucune Correspon-  
" dance ou avoir aucune Communication avec la  
" France ou l'Espagne ou leurs Sujets. Mais, comme  
" il y a dans nos Roiaumes plusieurs des Sujets  
" de France & d'Espagne, Nous déclarons que nô-  
" tre intention est, que tous les Sujets de France ou  
" d'Espagne, qui se comporteront comme ils doi-  
" vent envers Nous, seront assurés en leurs Person-  
" nes & en leurs Biens.  
" Donné en notre Cour, à St. James, le quatrié-  
" me jour de Mai 1702. & de notre Règne le pré-  
" mier.

## XXIX.

*Declaration de Guerre de l'Empereur LEOPOLD 15. Mai.  
contre le Roi de France & le Duc d'Anjou. Fait  
à Luxembourg le 15 de Mai 1702. [Feuille  
volante.]*

" NOUS LEOPOLD, par la Grace de Dieu élu  
" Empereur des Romains en Allemagne, tou-  
" jours Auguste, Roi de Hongrie, de Bohême, de  
" Dalmatie, de Croatie, & de Slavonie, Archiduc  
" d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Styrie, de Ca-  
" rinthie, de Carniole, & de Wurtemberg, Comte  
" de Tyrol, &c. Sçavoir faisons, que quoique, de-  
" puis la conclusion d'une Paix générale faite depuis  
" peu d'années à Ryswick en Hollande, la Couron-  
" ne de France ait, tant par le long refus qu'elle a  
" le tort & dommage qu'elle a causé à la Maison de  
" Montebiard, & par plusieurs autres transgressions,  
" donné abondamment à connoître, que son inten-  
" tion n'étoit pas d'entretenir ce Traité solennel  
" mieux que les précédents; Néanmoins, espérant  
" que nous pourrions passer en paix le reste du tems  
" de notre pénible Règne, & maintenir le St. Em-  
" pire Romain, aussi-bien que nos Roiaumes & Pais  
" Héréditaires dans la jouissance de la Paix présente,  
" après avoir souffert tant d'oppressions, & empêché  
" enfin à l'avenir l'effusion de tant de sang Chrétien  
" innocent, Nous avons mieux aimé souffrir patiente-  
" ment tous ces attentats, & chercher les moyens de  
" terminer les différens à l'amiable, que d'en venir  
" pour cet effet à un nouveau déléti, & que d'en-  
" treprendre une ruineuse Guerre. Mais, comme  
" incontinent après le décès de CHARLES II.  
" Roi d'Espagne, & Archiduc d'Autriche, sous pré-  
" texte d'un Testament que l'on suppose que ce  
" Prince auroit fait, mais qui en effet, est nul & de  
" nulle valeur, & que nonobstant tous les Contrats  
" de Mariage, Renonciations, Cessions, Traitez de  
" Paix, & Sermens précédents, le Roi de France s'est  
" emparé de tous les Roiaumes & Terres de fidèle  
" Sérénité, (entre lesquelles il y en a aussi qui ont  
" appartenu à notre Maison Archiducal, avant qu'el-  
" les fussent venues au pouvoir de la Couronne  
" d'Espagne, outre celles qui relevent de l'Empire);  
" qu'il y a intrus son Petit-Fils le Duc d'ANJOU,  
" & a pris par force outre cela non seulement le  
" Duché de Mantoue & les autres Fiefs de l'Empire,  
" quoiqu'ils n'aient jamais appartenu à la Monarchie  
" d'Espagne, mais aussi à fait entrer une quantité de  
" Troupes dans le Diocèse de Cologne, & dans ce-  
" lui de Liège; qu'il s'est emparé & a mis Garnison  
" dans toutes les Villes & Places fortes; qu'il les  
" a outre cela fortifiées, y a dressé par tout des Ma-  
" gazins, & qu'il a contre nos légitimes Ordonnan-  
" ces, & exécutions, conformes aux Loix de l'Em-  
" pire, commises aux Princes des Cercles, soutenu à  
" main armée & fortifié l'Electeur de Cologne dans  
" sa desobéissance, & qu'au contraire il a fait em-  
" prisonner les fideles Sujets de l'Empire, & spécia-  
" lement le Baron de Meun Doien de Liège, & en-  
" levé quelques autres de dessus les Terres de l'Em-  
" pire, & attaqué hostiellement & maltraité lesdits  
" Princes des Cercles, qui selon leur devoir, ta-  
" choient d'exécuter nos légitimes Mandemens Im-  
" périaux. Outre que son Petit-Fils le Duc d'AN-  
" JOU s'est approprié les Titres qui n'appartiennent  
" qu'à



ANNO  
1702.

qu'à notre Maison Archiducale, & s'est fait nommer Archiduc d'Autriche, Comte de Habsbourg, & de Tyrol. Il nous semble être une chose inexcusable de passer plus long-tems sous silence de telles hostilités, infractions, & violences, commises tant contre notre Maison Archiducale, que contre notre haute Dignité Impériale, mais au contraire nous nous trouvons obligés, en conséquence, & en vertu du Droit Naturel, du Droit des Gens, & du St. Empire Romain, & particulièrement en conséquence de la Capitulation que nous avons jurée, lorsque nous avons été élu Empereur, & de Notre Dignité Impériale & Archiducale, comme aussi de celle de Notre Patrie, de les prévenir de toutes nos forces & pouvoir (puisque tous les efforts des autres Potentats, ont aussi peu valu auprès de ladite Couronne de France, que les offres que nous avons faites d'un Accord à l'amiable) & cela d'autant plus, que c'est une chose constante que ledit Testament, qui sert aujourd'hui de prétexte auxdites hostilités de la France, a été dressé par quelques Conseillers Espagnols corrompus, suivant l'intention du Roi de France; & qu'il a été proposé audit feu Roi Catholique, lors qu'accablé de foiblesse de corps, & de jugement, il n'étoit plus en état de lire, ou d'entendre, & beaucoup moins de peser & examiner comme il falloit l'ample contenu dudit Testament. Comme aussi, c'est une chose tout à fait repugnante à l'intention dudit feu Roi, laquelle il nous a si souvent fait connoître, & que ledit Testament est rempli de choses fausses, inconvenables, & contradictoires, & enfin qu'il donne aussi peu de satisfaction à notre juste demande, que le Roi de France en a pu accepter, pour ne pas dire, qu'il n'a pas encore été effectivement exécuté par lui-même, mais qu'il l'a déjà violé en plusieurs points; & bien particulièrement parce qu'il est bien constant, que lesdites entreprises arbitraires tant par lui-même qu'au nom de son Petit-Fils, comme prétendu Seigneur du Cercle de Bourgogne, & par conséquent l'Ennemi déclaré de Nous & de l'Empire, tendent au renversement & à l'oppression de la Dignité Impériale, de l'Autorité, & des Droits, qui nous ont été offerts par une légitime Election.

A ces causes, appuyés sur la justice de notre cause, & sur l'espérance du secours d'en haut, Nous déclarons & publions par ces présentes, & en conséquence, que nous tenons pour nos Ennemis, le Roi de France aussi-bien que le Duc d'Anjou, avec leurs Sujets & leurs Adhérens, & que pour détourner la violence & le tort public qui nous est par eux fait, & à l'Empire, & aux fideles Etats dudit Empire, & pour défendre nos Droits Impériaux & autres, nous sommes obligés de prendre les Armes, & de faire à cette fin marcher nos Troupes contre eux. Ordonnons par ces présentes aux fideles Sujets de Nous & de l'Empire, par le devoir auquel ils sont engagés envers Nous & envers l'Empire, & sous peine de privation de Corps & de Biens, & voulons très-sérieusement par ces présentes, qu'aucun d'eux ne s'engage dans le service de ladite Couronne de France, du Duc d'Anjou ou de ses Adhérens, & qu'aucun n'entreprenne en la moindre chose, de leur rendre aucun service, aide, ou faveur, & entretienne avec eux directement ou indirectement aucun Négocié, Communauté, ou Correspondance, mais que dès ce moment ils s'en retirent & s'en abstiennent entièrement, & qu'ils nous aident de toutes leurs Forces à poursuivre & courre sus à nosdits Ennemis & les leurs. Nous avons aussi cette pleine confiance envers les Electeurs, Princes, & Etats de l'Empire, que tous tant en général, qu'en particulier, dès maintenant & à l'avenir, lorsque selon l'exigence des choses nous consulterons avec eux, sur ce qu'il sera besoin de faire, dans une Affaire qui ne nous regarde pas seulement, mais qui concerne aussi le bien & la sûreté des autres Principaux Membres de l'Empire en particulier, & par conséquent celui de tout l'Empire Romain, ils nous secourront, & nous aideront dans notre légitime & juste entreprise, de leur fidele & sage conseil, & de leur sincère, unanime, & ferme Union de toutes les Forces, que Dieu & l'Empire leur a données, pour se tirer de l'oppression eux & les autres Etats opprimés; qu'ils

contribueront pour détourner tous les malheurs, & qu'ils ne se laisseront pas détourner en aucune manière. Surquoi chacun se reglera pour éviter son dommage. En foi dequoi Nous avons fait sceller ces présentes de notre Sceau Impérial, donné à Luxembourg le 13. Mai 1702, en la quarante quatrième année de notre Règne en l'Empire, en la quarante-septième de notre Règne en Hongrie, & en Bohême la quarante-sixième.

„ Eloit signé,

„ L E O P O L D.

„ (L. S.) vt. D. A. Comte DE CAUNITS.

„ Par Mandement exprès de Sa Majesté  
„ Impériale,

„ Signé,

„ C. F. CONSBRUCK.

XXX.

Traité entre ANNE Reine de la Grande Bretagne & la Maison de LUNEBOURG. Avec les ARTICLES SEPAREZ. Fait à la Haie le 21. de Juin 1702.

ANNA, Dei Gratia, Magnæ Britannia, Franciæ, & Hiberniæ Regina, Fidei Defensor &c. omnibus & singulis ad quos Præsentis Literæ pervenerint, Salutem. Cum Conventio inter Nos & Serenissimos & Celsissimos Principes, Domini Electorem, & Dominum Ducem Brunsvico-Luneburgicum, de Auxiliis decem mille hominum præstandis, Hagæ-Comitum, die vicesimo primo præsentis Mensis Junii Sûlo Novo, Conditionibus & Verbis que sequuntur, conclusa & signata fuerit.

Convention entre Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne, & Leurs Alteffes Electorale & Serenissime de Brunswik-Lunebourg, pour un Secours de dix mille Hommes.

I. LEURS Alteffes Electorale & Serenissime le Seigneur Electeur & le Seigneur Duc de Brunswik-Lunebourg, promettent de fournir à Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne, pour le Service de la Cause Commune pour cette Campagne, un Corps de Troupes de dix mille Hommes, dont une partie est arrivée déjà au Bas Rhin, & le reste effectivement en marche pour suivre avec toute la diligence possible.

II. Sa Majesté fera payer & entretenir ces Troupes Auxiliaires à raison de sept cens Chevaux en deux Régimens de Cavallerie & neuf mille trois cens Fantassins en douze Régimens d'Infanterie, sur le pied des Troupes que leurs Alteffes Electorale & Serenissime ont aux Services des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, tant pour les Gages ordinaires, que pour les Emolumens extraordinaires, ce qui fera pour un long mois de six semaines ou de quarante deux jours, suivant l'Etat joint à cette Convention, la somme de deux cens & trois mille sept cens & quinze frans huit sols & un quart monnoie de Hollande, qui sera payée à Rotterdam, régulièrement de quinze jours en quinze jours, à commencer du premier jour de ce mois de Juin nouveau Stile. Ces Troupes jouiront aussi dans tout le reste sans exception, des mêmes avantages, bénéfices, douceurs, & commoditez que ceux que Leurs Alteffes Electorale & Serenissime ont aux Services de Leurs Hautes Puissances.

III. Ces Troupes Auxiliaires seront reçues par le Commissaire de Sa Majesté, sur la Frontière des Etats Généraux, & lui prêteront alors le Serment.

IV. Sa Majesté ne payant la Cavallerie suivant l'Article deuxième, que sur le pied de deux Régimens de sept cens Chevaux, nonobstant qu'il y en a un beaucoup plus grand nombre qui ne passe dans la paye que pour de l'Infanterie, on est convenu de part & d'autre, que Leurs Alteffes Electorale & Serenissime pourront, quand il leur plaira, changer contre de l'Infanterie, ce qu'il y a de Cavallerie dans ce Corps

ANNO  
1702.

Corps au dessus desdits deux Regimens qui font les sept cens Chevaux ensemble.

V. Leurs Alteſſes Electorale & Sereniſſime ſe reſervent la liberté de retirer ces Troupes, ou toutes, ou en partie, en cas qu'Elles ſoient attaquées, ou dans un danger évident de l'être, dans les États qu'Elles poſſèdent, & Sa Majeſté conſent à cette reſervation. Pour faciliter leur retraite dans des cas ſemblables, on les éloignera le moins qu'il ſera poſſible du Bas Rhin.

VI. Les Deſerteurs pourront être reclaimés reciproquement & ſeront rendus de bonne foi, ſans aucune reſtitution des frais ou depenſes. Et comme il arrive ſouvent qu'on diſpute ſi les gens reclaimés peuvent être reputés Deſerteurs ou non, on n'aura pour cela beſoin d'autres preuves, ou forme de procès, que de trouver ces ſortes de gens dans d'autres Corps ſans congé par écrit de leurs Commandans.

VII. Quoique cette Convention n'eſt faite que provisionnellement pour cette Campagne, l'intention eſt pourtant de travailler pendant ce tems-là, à une plus particuliere, & pour plus long tems; ainſi on compte que ces Troupes ne ſeront pas obligées de ſ'en aller après que la Campagne ſera finie. Mais ſi contre l'attente cela arrivoit, on les renverra le quinième Novembre, ou au plus tard à la fin de ce mois, ſans rien retrancher des Gages promis, par l'Article denxième juſqu'à la fin de l'année ainſi que ce qui en reſtera alors puſſe ſervir aux frais de leur Marche penſible dans cette mauvaiſe Saiſon, d'autant que cela eſt conforme à la coutume, & à toutes les Conventions ſemblables que leurs Alteſſes Electorale & Sereniſſime ont fait juſques ici avec les États Généraux; ainſi ce qui reſtera à leur départ du payement ſupplé ci-deſſus à l'Article deuxième, ſera païé alors d'abord par avance juſqu'à la fin de l'année.

VIII. Les Ratifications de la préſente Convention ſeront échangées ici en quatre ſemaines, ou plutôt ſ'il ſe peut. Fait entre les ſouſſignés Comte de Marlborough, Ambaſſadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire de Sa Majeſté la Reine de la Grande-Bretagne, & le Baron de Bothmer Plenipotentiaire de Leurs Alteſſes Electorale & Sereniſſime de Brunſwic-Lunebourg. A la Haye ce vingt & unième Juin mil ſept cens deux.

MARLBOROUGH. DE BOTHMER.  
(L. S.) (L. S.)

*NOS viſa & petenſi Conventione preſatis, eandem in omnibus & ſingulis ſuis Articulis & Clauſulis approbavimus, ratam, gratam, firmamque habuimus, ſicut per preſentes pro Nobis, Hereditariis, & Succelloribus noſtris eandem approbamus, ratam, gratam, firmamque habemus, ſpondentes, & verbo Regio promittentes, Nos omnia & ſingula que in Conventione predicta continentur, ſanctè, religioſeque, obſervare & præſtare velle; neque pati, quantum in Nobis eſt, ut a quopiam violentur, aut ullomodo iſdem contraveniantur. In quorum majus robur, & fidem, Preſentibus Mann Noſtrâ Regiâ ſignatis, Magnum Noſtram Angliæ Sigillum apponi juſſimus. Que dabuntur in Palatio Noſtro à Sancto Jacobo nominato, die viceſimo Menſis Junii, Anno Domini milleſimo ſeptingenteſimo ſecundo, Regnoſque Noſtri primo.*

Articles Séparez.

I. Les raiſons très-importantes que Leurs Alteſſes Electorale & Sereniſſime de Brunſwic-Lunebourg ont de deſirer pour la ſûreté de leurs États, que leurs Troupes qui ſont employées pour la Cauſe Commune, ne ſoient pas plus éloignées d'Eux que pour les opérations ſur le Bas Rhin, les ayant obligé de ſe le reſerver à l'égard de celles qu'ils ont envoyé à Sa Majeſté la Reine de la Grande-Bretagne à l'Article cinquième de la Convention faite là-deſſus, & ayant conſidéré depuis que l'intérêt public pourroit les rendre néceſſaires même en deſà de la Meuſe; on eſt convenu de part & d'autre, que lors-

que la raiſon de Guerre demandera une opération en deſà de cette Riviere, où toute l'Armée ſera employée, leſdites Troupes la paſſeront & agiront avec elle. Mais ſi on en laiſſe en deſà un Corps aſſez conſiderable pour y employer toutes ces Troupes de Leurs Alteſſes Electorale & Sereniſſime, elles le feront préférentiellement aux autres de cette Armée: au reſte ledit Article cinquième de la Convention demeure pour le cas de la propre neceſſité dans ſon entier.

II. La Marche pour retourner chez eux devenant par ces éloignemens d'autant plus longue, on les renverra au plus tard le 15. Novembre pour ne point les expoſer, après leurs Services, à la ruine d'une marche dans la dernière & la plus mauvaiſe Saiſon de l'Année, ſi entre ici & ce tems-là, on ne convient pas pour les garder pour d'autres Campagnes ſuivantes, comme c'eſt l'intention ſelon l'Article ſeptième de la Convention, auquel dans le reſte il ne ſera rien derogé par celui-ci.

III. Et comme Leurs Alteſſes Electorale & Sereniſſime ont fait voir que leurs Troupes qui ont ſervi le feu Roi de la Grande-Bretagne de glorieuſe mémoire, dans la Guerre précédente, ne lui ont pas prêté le ſerment, Sa Majeſté la Reine ne le prétend pas non plus de leurs Troupes qui la ſervent préſentement.

Ces Articles Séparez ſeront de la même force que la Convention, & comme ſ'ils y étoient intéreſſez mor pour mor. Fait au Campement de Nimegue ce 10. Juillet 1702.

MARLBOROUGH. H. BOTHMER.  
(L. S.) (L. S.)

Etat de la Paix des Troupes d'Hanovre & de Cel, à la Solde de Sa Majeſté la Reine de la Grande-Bretagne pour un long mois de fix ſemaines, ou quarante deux jours.

DOUZE REGIMENS D'INFANTERIE.

Etat Major d'un Régiment.

Hommes . . . . .	Francs Sols En 43 jours.
1 Colonel. . . . .	393 15
1 Lieutenant-Colonel. . . . .	131 5
1 Major. . . . .	205 0
1 Quartier-Maître. . . . .	150 0
1 Adjudant. . . . .	90 0
1 Chapelain. . . . .	150 0
1 Auditeur. . . . .	100 0
1 Chirurgien-Major. . . . .	80 0
1 Tambour-Major. . . . .	20 0
5 Hautbois. . . . .	61 5
1 Prevôt. . . . .	40 0
	Francs Sols

12. 1321 5

Une Compagnie.

1 Capitaine. . . . .	150 0
1 Lieutenant. . . . .	70 0
1 Enseigne. . . . .	60 0
2 Sergens. . . . .	48 0
3 Bas Officiers. . . . .	73 16
1 Chirurgien. . . . .	25 0
3 Caporaux. . . . .	69 16
1 Ecrivain. . . . .	12 0
2 Tambours. à 15-10 . . . . .	31 0
16 Appointez. à 14-5 . . . . .	228 0
75 Factionnaires. à 12-5 . . . . .	918 15
3 Valets. à 8-0 . . . . .	24 0

109 1710 7  
654 Six autres Compagnies pour former le Régiment. 10262 2

775 En tout pour un Régiment. 13293 14  
8525 Pour onze autres Régimens. 146230 14  
9300 Fait pour les douze Régimens. 159524 8

ANNO  
1702.



ANNO  
1702.

## DEUX REGIMENS DE CAVALERIE.

*Etat Major d'un Régiment.*

Hommes      Francs      Sols      Pour 42. jours.

1 Colonel.	393	15	
1 Lieutenant-Colonel.	131	5	
1 Major.	109	0	
1 Quartier-Maître.	180	0	
1 Auditeur.	100	0	
1 Adjudant.	100	0	
1 Chapelain.	150	0	
1 Chirurgien-Major.	80	0	
1 Timbalier.	35	10	
2 Prevôt & son Valet.	40	0	

Francs      Sols

8      1315      10

*Une Compagnie.*

1 Capitaine.	400	0
1 Lieutenant.	180	0
1 Cornette.	145	0
1 Quartier-Maître.	80	0
1 Chirurgien.	36	0
2 Trompettes.	70	0
1 Ecrivain.	28	0
3 Caporaux.	à 50	150
40 Maîtres.	à 28	1288

37      2377      0  
285 Cinq autres Compagnies pour  
former le Régiment.      11885      0

350 En tout pour un Régiment.      15577      10  
350 Pour un autre Régiment.      15577      10

700 Fait pour la Cavalerie.      31155      0  
9300 Pour l'Infanterie.      159524      8

10000 En tout      190679      8

*Transport.*

En 42 jours.  
Francs      Sols  
190679      8

La paie d'un Lieutenant-Général à 500 Francs par

mois, de douze dans l'Année, pour sept mois, à com-

mencer le premier Juin.      3500

De plus pour six mois de

Campagne à 500 Francs par

mois.      3000

Pour six Chariots à deux

Francs par Chariot pour

184 jours de Campagne.      2208

8708

La paie d'un Général-Major à 250 Francs par

mois, pour sept mois à com-

mencer le premier de Juin.      1750

De plus pour six mois de

Campagne à 250 Francs par

mois.      1500

Pour quatre Chariots à

deux Francs pour les 184

jours de Campagne.      1472

4722

[Pour les Chariots de Cam-

pagne à raison de douze cha-

que Régiment d'Infanterie,

à sçavoir deux pour le Co-

lonel, un pour le Lieute-

nant-Colonel, un pour le

Major, un pour le petit

Etat, & un pour chaque

Compagnie à deux Francs

par jour chaque Chariot,

fait pour les douze Régi-

mens en 184 jours.

52992

66422

En tout deux cens & trois

mille sept cent & quinze

Francs huit sols & un quart

tous les quarante & deux

jours, à commencer du pré-

mier de Juin 1702. St. N.

XXXI.

ANNO  
1702.  
3. Juillet

*Déclaration de Guerre de LOUIS XIV. Roi de France, contre l'EMPEREUR, l'ANGLETERRE, les Etats Généraux des PROVINCES UNIES, & leurs Alliez. A. Marli, le 3. Juillet 1702.*

## DE PAR LE ROI.

BIEN que le Traité conclu à Ryfwick, dans le tems que le Roi par la supériorité de ses Forces étoit en état de donner la Loi aux Princes voisins jaloux de sa Puissance, soit une preuve certaine du désir sincère que Sa Majesté a toujours eu de donner la Paix à ses Sujets, & rétablir la tranquillité dans l'Europe, Sa Majesté a néanmoins vu que l'Empereur, sans aucun Droit légitime à la Succession des Roiaumes & Etats de la Monarchie d'Espagne, s'est mis en état par l'augmentation de ses Troupes, par des Traitez & Alliances avec plusieurs Princes, & particulièrement avec l'Angleterre & les Etats Généraux des Provinces-Unies, de troubler le repos de l'Europe par une nouvelle Guerre aussi injuste qu'elle est mal fondée. Ils ont commencé de toutes parts des Actes d'hostilité, contre & au préjudice des Traitez si solennellement jurez; l'Europe entière est témoin de la modération de Sa Majesté, elle a vu attaquer des Places, prendre des Postes avantageux, arrêter des Convois, faire des Prisonniers, avant qu'il y eût aucune Déclaration de Guerre, dans le tems que Sa Majesté faisoit agir ses Ambassadeurs ou Envoyez pour conserver la Paix. Toutes ces Démarches si contraires à la bonne foi & à leurs propres intérêts, les Manifestes & Déclarations de Guerre de l'Empereur, de l'Angleterre, & des Etats Généraux, ayant été publiés, Sa Majesté s'est trouvée dans la nécessité, pour conserver ses propres Etats & ceux du Roi son Petit-Fils, d'armer de sa part, & de faire des levées assez considérables pour pouvoir s'opposer aux entreprises de leurs Ennemis communs, & à cet effet Sa Majesté a résolu d'employer toutes ses Forces tant de Terre que de Mer, solennelles de la Protection Divine qu'elle implore pour la justice de sa Cause, de déclarer la Guerre à l'Empereur, à l'Angleterre, aux Etats Généraux des Provinces-Unies, & aux Princes leurs Alliez. Ordonne & enjoint Sa Majesté à tous ses Sujets, Vassaux, & Serviteurs, de courre fuis aux Sujets de l'Empereur, aux Anglois, Hollandais, & aux Sujets de leurs Alliez, & à défendre & défendre très-expressement d'avoir ci-après avec eux aucune Communication, Commerce, ni Intelligence, à peine de la vie; & en conséquence Sa Majesté a dès à présent révoqué & révoque toutes Permissions, Pass-ports, Sauvegardes & Saufconduits qui pourroient avoir été accordés par Elle ou par ses Lieutenans-Généraux & autres ses Officiers, contraires à la Présente, & les a déclaré & déclare nuls, & de nul effet & valeur, défendant à qui que ce soit d'y avoir aucun égard. Mande & ordonne Sa Majesté à Monsieur l'Amiral, aux Maréchaux de France, Gouverneurs & Lieutenans-Généraux pour Sa Majesté en ses Provinces & Armées, Maréchaux de Camp, Colonels, Maîtres de Camp, Capitaines, Chefs & Conducteurs de ses Gens de Guerre, tant de cheval que de pied, François & Etrangers, & tous autres ses Officiers qu'il appartiendra, que le contenu en la Présente ils fassent exécuter, chacun à son égard, dans l'étendue de leurs Pouvoirs & Jurisdictions: CAR TELLE EST LA VOLONTÉ DE SA MAJESTÉ, laquelle veut & entend que la Présente soit publiée & affichée en toutes les Villes tant Maritimes qu'autres, & en tous ses Ports, Havres, & autres lieux de son Roiaume & Terres de son obéissance que besoin sera, à ce qu'aucun n'en prétende cause d'ignorance.

Signé,

LOUIS.

Et plus bas,

CHAMILLART.

Fait à Marly le troisième Juillet  
mille sept cens deux.

XXXII.

ANNO  
1702.

XXXII.

21 Juillet Protestation von Seiten eines Hochwürdigem Thumb-Capituls des Erzstiftes Cölln wider Jhro Churfürst. Durchl. von Pfalz/ in puncto der Stadt und Vestung Kayserwerth Cölln den 21. Julii 1702. [Feuille volante imprimée à Cologne.]

C'est-à-dire.

*Protestation de l'illustrissime Chapitre Metropolitain de COLOGNE contre le Serenissime Electeur Palatin du Rhyn touchant la Ville & Forteresse de Keiserswerth. A Cologne le 21. Juillet 1702.*

Inem Hochwurd. Thumb-Capitul dieses hohen Erz-Stifts Cölln ist nicht weniger schmerz-als bestembtlich zu vernehmen vorkommen/ welcher gestalt von Seiten des Herrn Churfürsten zu Pfalz Lieb. und Durchleucht gegen alles Vermuthen/ und besonderes auff Dieselbe/ als von Jhrer Käyserl. Majestät allergnädigst angeordnetem Commisariaten gestelltes Betragen/ an plaß der/ bey gegenwärtigen betrübnen Kriegszeiten verhoffter/ und mehrmahlen veranlaßter Treueleistung/ die Erz-Stiftische/ zwar mit Französischer Guarnison/ aber gegen Capituli außdrücklichen willen/ auch desselben und gesambter Ebl. Land- & Ständen öffentliche vielfältige Widerprechungen/ belegt gewesen- und auff- Anordnung Jhro Käyserl. Mayest. nunmehr durch die Wapen derselben hoher Herzen Alliirten ohnlangst zur Übergab gezwungene Stadt und Vestung Kayserwerth/ von hiesiger Kirchen ab- und abn sich zu ziehen längstlin thätlich gesucht/ zu dem Ende dan den widerlichen Besitz dafelbstn eigenmächtig ergreifen/ mithin die Einwohnere und gemeine Bedienten in Aydt und Pflichten nehmen zu lassen/ kein Bedenkens gemacht worden.

Gleich wie nun dies in keinen Rechten verantwortliches/ sondern gegen den allgemeinen Landfrieden/ und die Reichs- Pfanungs-Constitutionen absonderlich streitendes factum Capitulo desto tieffer zu Herzen gehet/ jemehr bekandt/ daß vorbemelte Vestung Kayserwerth bereits über einige Sacula per continuam & nunquam interruptam Possessionem, dem Stift Cölln äigenthümlich incorporirt/ und hiesige Kirch ex hoc solo cursu longissimū temporis in optimo Jure & titulo proprietatis, allen Rechten zufolge/ unumwerrflich befestiget/ auch deswegen unnötig ist/ zu weiterer Verwehrung dierstigen Gerechtsams mit andervwertigen Documentis extra terminos Possessorii sich ein- und aufzulassen/ also wird die diesfalls obhandene Nichtigkeit/ auch gar durch die von höchstgemel. Seiner Chur-Pfalzischen Lieb. und Durchl. zu vermeinter Beschönung dieses thätlichen Verfahrens aufgeführte Motiva zu Tag gelegt/ wahren darin (wie wohl mit besonderer alterierung des Facti) jedoch außdrücklich gestanden und nachgegeben wird/ daß ein zeitlicher Erz-Bischoff zu Cölln/ Nahmens des Erz-Stifts und der Kirchen schon von viel hundert Jahren her die Burg/ Stadt/ und Boll Kayserwerth mit ihren Zubehörungen legitimo titulo in ruhigem Besitz gehabt habe/ welcher wolshergebrachter ruhiger Besitz/ obivohl nun durch ein vom Herren Pfalz-Graffen Rupprechten im Jahr 1368. dem Angeben nach/ erteiltes Reversale umgeworffen werden will/ so kan jedoch dieser allzuweit herangezogene Prætextus das Chur-Pfal-

zische Verfahren darum für dasmaßt so weniger entschuldigen/ noch die äigenmächtige angemaste Recht-Sprechung beschönnen/ weilen dem äigenen Erzehlen nach/ vor hundert und mehr Jahren eben selbige Einwurffe ins Mittel gebracht/ an Seiten des Erz-Stifts aber dergestalt hintertrieben worden/ daß gehöriger hoher Deyhen nuh über ein Saculum und weiter/ auff die Erdtrertung zu treiben/ ahn Gütlicher Seiten die Lust vergangen/ worzu man aber diesseits/ so weith nötig/ annoch erbietig. Inzwischen aber den rechtmäßig hergebrachten Besitz civiliter ac naturaliter behalter/ und sich auff das/ in dergleichen Fällen pro norma & regula inter Status Imperii gestelltes Instrumentum Pacis art. 17. §. 7. unabweindig fuesset: Ut nulli omnino Statuum Imperii liceat jus suum vi, vel armis persequi, sed si quid controversia sive jam exortum sit, sive posthac inciderit, unumquique jure experiatur, secus faciens, reus sit fractæ pacis &c. Und dieses alles um demer/ dabe die Belägerung Kayserwerth der Ursachen bekandlich vorgekommen/ damit Jhro Käyserl. Majestät zu Auß- und Abtreibung der fremdden Kriegs-Macht vom Reichsbodem führende allergnädigste Intention erreicht/ der freye Handel auff dem Rheinstrom wieder eröfnet/ dem Chur-Cöllnischen Lande die Ruhe und Sicherheit wieder gebracht/ und dasselbe ins künftige durch alle zulängliche Mittelen daben gehandhabt/ nicht aber durch dergleichen im Reich höchst verbotenes thätliches Verfabren/ nach so treu- und auffrichtiglich geführt/ und von Jhro Käyserl. Majestät und allerseits hohen Herrn Alliirten offgerühmter Patriotischer Conduite, an statt allergnädigst zugesagten Schutzes/ in seinem Eigenthumb verfürgt werden solle.

Biewohl nun hochgemeltes Thumb-Capitul das für halter/ es werden Se. des Herren Churfürsten zu Pfalz Lieb. und Durchl. bey näherer der Sachen Erwägung/ die vorgangene Uneruglung/ und den untergelauffenen Irthumb von selb erkennen/ und Dero hoher Equanimität zufolge hiesig Erz-Stift in seinem uralt ruhigem Besitz unangefochten stehen lassen/ da sonst kan danielben alle rechtliche Possessions-Mittel pro manutenentia fundebatlich zu Hülf kommen.

So hat danning hochgemeltes Capitulum zu äbriger Verbehaltung sein und der Kirchen zustehenden Rechtens gegen vor angeregte in sich selbst nichtig-und ungültige Possessions-Ergreifung/ und alle darauf sterner entstehende Beeinträchtigungen sich auffz zierlichst bedingen/ zum höchsten dardwider beschwören/ und alle geziemeende Rechts-Mittelen dagegen vorbehalten/ auch die von des Herren Herzogens von Sachsen Thumb-Probstens Lieb- und Durchl. in gemeinen Kayserwerth gleich Anfangs nomine Capituli teptligst eingedagte Protestation absonderlich hierin wiederholten/ und dieselbe coram Notariis & testibus bey heuth gewöhnlicher massen sitgendem Capitulo Generali Margarethæ der Gebürh Rechtens interponiren wollen.

Urkund Unsers diesem vorgetruckten Capitalar Insigell/ und Secretarii Unterschrift/ so geschähen Cölln den 21. Julii 1702.



XXXIII.



ANNO

XXXIII.

1702.

23. juillet.

Declaration Herrn Herzog Friedrich Wilhelms zu Mecklenburg Schwerin/ wider eisse von der Ritterschafft / welche dem zwischen Ihme Herzogen und der Ritter- und Landschaft / zu Schwerin den 16. Julii 1701. geschlossenen Vergleich contradiciret/ worinnen selbige nicht allein der verwilligten Amnestie, samt aller andern Emolumenten/ Beneficien/ und Immunitäten unwidrig erkläret sondern auch alle und jede Wundung und Besiguns wider dieselbe reservirt worden. Geschehen Schwerin den 23. Julii 1702. [LUNIGS, Teutsches Reichs- Archiv. Part. Spec. Cont. II. Abtheil. IV. Abthg. VI. pag. 608. d'où l'on a tiré cette Picce, qui se trouve aussi dans THUCELII Acta Publica S. Rom. Imp. Part. II. pag. 316.]

C'est-à-dire,

Declaration de FRIDERIC GUILLAUME Duc de Mecklenbourg-Suerin contre Onze Gentils-hommes qui avoient contredit au Traité fait le 16. Juillet 1701. entre lui, Sa Noblesse & le Pais; par laquelle il les declare indignes de son Amnistie, & de tous autres Benefices, Droits & Immunités, se reservant contr'eux toute legitime Action & Animadversion. A Suerin le 23. Juillet 1702.

WIR GÜTES Gnaden! Friedrich Wilhelm/ Herzog zu Mecklenburg etc. Nachdem Wir mit ungnädigstem Mißfallen vernehmen müssen/ daß nach geschlossenem / und von der Kayserlichen Commission signirten Vergleich/ zwischen Uns und Unser getreuen Ritter- und Landschaft/ sich einige/ dem Vernehmen nach/ in Eilff Persohnen/ benamtlich Bernstorff zu Rätig/ Baserwig zu Balmstorf/ Nagenband zu Eggersdorf/ und Negenband zu Jitow/ Lügow von drey Lügow/ Lepel zu Grambow/ Lügow von Goldebau/ Plesse von Goites/ Gabel/ Jürgen Rabe von Strickle/ Penge von Besendorf/ und Penge von Lügow/ unter dem Nahmen von denen Vier Kämtern Unseres Herkogthums Schwerin/ als Schwerin/ Gadebusch/ Wittenburg und Grevis- Mählen/ jedoch ohne vorgewießenes Rechts- gültiges Mandat, hervor geben/ und bemelbtem Vergleiche nichtiglich contra leges & consuetudinem Unserer beyden Herkogthümer/ in welchen nicht allein pluralitas vorum bey allen Landschaftlichen Gemeinen/ und der Kämtern Conventibus, den Schluß machet/ sondern auch abfentes & tacentes quando citati sunt, gleichwie bey gegenwärtiger Commission von dem Kayserl. Herrn Commissario, General Johann Martin Geßtvind von Puckstein/ ohnstreutig geschehen/ pro praesentibus & consentientibus gehalten worden/ zu contradiciren sich vermessentlich unternehmen; So können Wir nicht entzweygen seyn/ diese neuerliche Verwegenheit/ welche auch so weit sich erstrecket/ daß dieselbe ihren wärcklichen Deputirten bey dieser Commission das gehabte Mandatum, nach in ihrem Nahmen mitgetroffenen Vergleiche/ & re non amplius integra, zu disputiren und abzu- leugnen sich unterstehen/ nicht allein als null und nichtig zu erklären/ sondern auch Uns darwider alle hohe Landes- obrigkeitliche Wundung kräftigst zu reserviren/ absonderlich vorbedeutete Eilff Persohnen/ und alle diejenigen/ welche aus berührten Kämptern wider Unser gnädigstes Vermuthen/ sich

Ihnen etwa noch nahmentlich zugesellen dürfften/ ANNO  
Unserer in denen bey dieser Kayserlichen Commission ausgestellten Recessen/ gnädigst verwilligten Amnestie, und aller andern Emolumenten/ Beneficien und Immunitäten unwidrig zu erklären/ folglich alle und jede Besugniß wider dieselbe zu reserviren/ gleichwie Wir sub dato den 15. & 19. dieses vergleichenen Declaration schon durch unsere Deputatos, coram Commissione und in Gegenwart sämtlicher Ritter- und Landschaft- Deputirten / zu Bestrafung aller Refractarien gethan/ und Uns quavis competentia reservirt haben/ auch nochmahln vorbesagter maßen hiet- mit thun und reserviren. Wir seynd danebst zu Ihrer Kayserlichen Majestät des allerunterthänigsten Vertrauens/ Sie werden nach Inhalt der Wahl- Capitulation, diese widerstpenstige/ falls sie bis an dero allerhöchste Person ihre unziemliche Intention erstrecken solten/ tractiren/ mit Ungnaden ab/ und zu Unser gebührenden Bestrafung an Uns verweisen/ dieses alles um so viel mehr/ als dero eigner in dieser Sachen verordneter Herr Commissarius von offt berührten Refractarien unverantwortlichen und höchststraffbaren Begehungen die beste und wahrhaffte Relation erstatten kan und wird. Unstündlich haben wir diese Unsere wohlbedachte beständige Declaration unter Unserm Fürstl. Hand- Zeichen und Insignel aus- gestellt. So geschehen auf Unserer Residenz und Bestung Schwerin den 23. Julii Anno 1702.

Friedrich Wilhelm.

(L. S.)

XXXIV.

Extrait de la Déclaration de Guerre de l'Empereur 28. Sept. & de l'Empire contre le Roi de France & contre le Duc d'Anjou & ses Alliez. [Lettres Historiques, Mois de Novembre, pag. 566.]

COMME le Roi de France a enfreint la Paix de Ryswick, premierement par le refus, & ensuite par un long délai à restituer la Ville de Brisac, la Forteresse de Philipsbourg, & le Palatinat; & par le paiement injuste qu'il a exigé avec violence de l'Electeur Palatin, &c. Qu'ensuite, après la mort de CHARLES II. Roi d'Espagne, il a pris possession à force ouverte de toute la Monarchie Espagnole, où son Petit-Fils le Duc d'ANJOU est intrus pour Roi, sous prétexte d'un Testament nul & suggéré, contre la foi des Contrats, Sermons, Cessions, & Traitez de Paix; & nonobstant que plusieurs Membres de la Monarchie appartiennent à l'Empire & à la Maison d'Autriche, & en particulier le Cercle de Bourgogne, les Duchez de Milan & de Mantoue, & plusieurs autres Fiefs de l'Empire occupés à main armée, où la France a exercé toutes sortes d'hostilités: Qu'il a fait passer une Armée formidable dans l'Archevêché de Cologne & Principauté de Liege, sous le nom frivole de *Troupes du Cercle de Bourgogne*, & en a rempli les Villes, ayant fait contreire quelques nouveaux Forts contre le Droit des Gens, établi des Magazins d'Artillerie, & de toutes sortes de Munitions de guerre & de bouche; enlevé le Seigneur de Meun, Grand Doien de Liege, & autres Sujets de l'Empire; exigé des Contributions insupportables; défolé les Terres de plusieurs Etats de l'Empire, par des pillages & autres hostilités criantes; troublé le libre Commerce sur le Rhin & autres Fleuves; envahi les Etats Impériaux du Cercle de Westphalie, avec toutes sortes d'hostilités; rebellé les Etats de l'Empire contre l'Empereur, qui en est le premier Chef, & contre eux-mêmes, taché de détruire l'autorité des Colleges de l'Empire, n'omettant rien de tout ce qui pouvoit contribuer à l'affoiblissement, & même à l'entière ruine de la Nation Allemande, en abolissant ses Libertés, & assujettissant

**ANNO 1702.** tant tant de fideles Etats, Pais & Fiefs de l'Empire, afin de parvenir d'autant plutôt à son but de la Monarchie Universelle, qu'il ambitionne depuis longtemps; outre que le Duc d'ANJOU ne s'est pas abstenue d'usurper le titre d'*Archiduc d'Autriche, Comte de Habsburg & de Tirol, &c. &c.* LES ELECTEURS ET ETATS DE L'EMPIRE, après avoir fait leurs très-humbles remerciemens à Sa Majesté Imperiale, déclarent qu'ils tiennent les Conventions, Occupations, Détentions, Hostilités ci-dessus mentionnées, & autres, pour une haute infraction de la Paix; Et A CES CAUSES, reconnoissent le Roi de France & son Petit-Fils le Duc d'ANJOU, & leurs Alliez, pour Ennemis de l'Empire; leur déclarent la Guerre au nom de tout l'Empire; & commandent, sous les peines capitales, à tous les Sujets de l'Empire, d'exercer contre eux toutes sortes d'hostilités, jusqu'à ce qu'une Paix générale, profitable & solide, s'ensuive; Défendant sous les mêmes peines, toute Correspondance & Commerce de Laines, Soies, Manufactures d'or & d'argent, & autres Marchandises, Vins, Eaux de vie, Huiles, &c. Ensemble, Change, & Contre-change; Commandant à tous les Sujets de l'Empire de sortir des Terres de leur Domination; & déclarant les Marchandises qui en proviennent pour Contrebande & confiscables; Défendant particulièrement qu'on y envoie des Grains, Chevaux, Poudre, Plomb, &c. directement ou indirectement, déchargeant les Sujets de l'Empire de tous Sermens & Alliances faites avec les Ennemis; & ordonnant qu'ils aient à se rendre au plutôt au Service commun de l'Empire, sous peine de la perte de leurs Biens, &c.

*Avocats de l'Empereur, adressantes aux Sujets de l'Empire qui sont au Service du Roi de France ou du Duc d'ANJOU.*

COMME le Roi de France & le Duc d'ANJOU, leurs Alliez & Adherens, ont été déclarés Ennemis de l'Empereur & de l'Empire, & la Guerre leur étant déclarée au nom de tout l'Empire; Il est défendu à tous Sujets & Alliez de l'Empire, de quelque état & condition qu'ils puissent être, & sous quelque prétexte que ce soit, de rester, ou se mettre au Service des Ennemis, sous peine de la vie, & de perte de tous leurs biens, &c. Mais au contraire, tous ceux qui se trouvent au Service du Roi de France & du Duc d'ANJOU, sont déclarés libres de leur Serment, en vertu du Pouvoir Impérial, avec promesse, à ceux qui voudront se joindre, pour servir fidèlement l'Empereur & ses Alliez, les Electeurs, Princes & Etats de l'Empire bien intentionnés, qu'ils seront reçus en grace & leur sera donné à chacun, selon la qualité & condition, des Emplois & Dignités Militaires, &c.

*Avocats de l'Empereur, adressantes aux Sujets de l'Empire qui sont au Service de l'Electeur de Bavière.*

COMME l'Electeur de Bavière a levé une puissante Armée dans l'Empire avec l'argent de la France, &c. Qu'il a surpris Ulm, & s'en est emparé avec violence: Qu'il a contraint la Ville de Memmingen à se rendre à lui, contre toutes sortes de Droits, & traité hostilement le reste des Etats des Cercles de Suabe & de Franconie, qui s'opposent à lui; Et qu'il a entretenu des intelligences & correspondances avec la Couronne de France, par le moien des Ministres François, & par des Lettres, dont quelques-unes ont été interceptées; quoi que cette Couronne fût déclarée Ennemie par tout le St. Empire: ayant fait cela, non seulement contre Dieu, la propre conscience, son serment, & son devoir, mais aussi contre les Statuts de l'Empire, Alliances, &c. &c. & directement contre le Traité de Paix de Westphalie. Ces hostilités ne pouvant être reconnues que pour une infraction ouverte de la Paix, Sa Majesté Imperiale, à la prière instante des Electeurs, Princes, & Etats de l'Empire, ordonne à tous Généraux, Colonels, & autres Héros & Bas Officiers, ensemble à tous Soldats tant à pied qu'à cheval, originaires, ou habitants de l'Empire, présentement au Service dudit Electeur, de l'aban-

TOM. VIII. PART. I.

**ANNO 1702.** donner, & venir se rendre au Service du St. Empire; sous peine aux contrevenans d'être déclarés Infâmes, gens sans honneur, méprisans l'Empire, & Traîtres à leur Patrie; leurs noms devant être publiés dans tout l'Empire. leurs Biens & Effets confisqués, & eux punis de mort, dès qu'on pourra s'en saisir, &c.

## XXXV.

*Instrumentum Accessionis Circuli Inferioris Rhenano-Westphalici ad Magnum Fœdus inter Imperatorem LEOPOLDUM, WILHELMUM Magnæ Britannicæ Regem & Ordines Generales Fœderati Belgii, die Septima Septembris Ann. 1701. initum, Colonia ad Rhenum 29. Mensis Septembris 1703.*

NOS, Dei Gratia FRIDERICUS-CHRISTIANUS Episcopus Monasteriensis, Burggravius Strombergensis, &c. Romani Imperii Princeps, Dominus in Borkeloe; JOANNES-WILHELMUS, Comes Palatinus Rheni, Sacri Romani Imperii Archi-Thesaurarius, Bavarie, Julie, Civitæ, ac Montium Dux, Comes Veldentis, Sponheim, Marchia Ravensbergi & Morfe, Dominus in Ravensstein; FRIDERICUS Rex Borussia, Marchio Brandenburgicus, Sacri Romani Imperii Archi-Camerarius & Elector, Supremus Princeps Auricus, Magdeburgi, Clivia, Julie, Montium, Steintin, Pomerania, Cassuborum, & Vandalorum, ut & in Silesia Crothe Dux, Burggravius Norimbergæ, Princeps Halberstadii, Mindenæ & Camini, Comes in Hohenzollern, Marce Ravensbergæ, Lingon, Moers, Buren, & Leerdami, Marchio in Veenen & Vlissingen, Dominus in Ravensstein, Lavenburg; Buttania, Atley, & Breda; Nostro ut Directorum, reliquorumque Principum & Statum incliti Circuli Inferioris Rhenano-Westphalici ad hoc specialiter requisiti nomine omnibus & singulis quorum interest aut quomodolibet interesse poterit, Notum testamurque facimus, quandoquidem Sacra sua Cæsarea Majestas nos certiores reddiderit, sese existimavisse periculossimâ hæc rerum Constitutione natâ ex fatali postremo defuncti gloriosissimæ memoriæ Hispaniarum Regis decessu, ad præveniendâ & averiendâ, quæ toti Europæ ruinam & interitum minuantur & ad procurandam cum incolumitate publicâ Pacem bonam, firmam & constantem, nihil magis necessarium esse, quam ut hunc in finem, se quantum fieri posset arduissimo Fœdere jungerent, & propterea inter illos pactum fuisse Fœdus, formâ & tenore sequenti.

Inferatur hæc Fœdus incipiens  
*Quandoquidem mortuo sine Liberis non ita pridem gloriosissimæ memoriæ &c.*

Cumque altissimè memorata Sacra sua Cæsarea Majestas virtute Articuli 13. Nos ut Directores ceterosque incliti Circuli Inferioris Rhenano-Westphalici Principes & Status ad Societatem dicti Fœderis invitaverit & requirerit, ut illi accedere, accessione nostrâ illud corroborare, atque ad ejus observationis & executionis Garantiam nos obstringere vellemus; Nos itaque nostro reliquorumque modò memorati Circuli Inferioris Rhenano-Westphalici Principum & Statum nomine, ut testamur faciamus, quanto & Nos erga publicum feramur affectu & studio ad consequendum finem in supra scripto Fœdere propositum, illud in totum ut & singulos ejus Articulos approbavimus, ratum, gratum & acceptum habemus, vigore præsentium declarantes Nos cunctas obligationes in eo contentas in Nos proprio & cæterorum Principum & Statum nomine recipere, constituentes Nos vindicæ vulgò Guardanos pro ejus observatione & executione, atque Nos ut & Successores & Hæredes Nostros hæc erga altissimè memoratam Sacram suam Cæsaream Majestatem ad inviolabiliter præstandâ & exequenda cuncta & singula que in supra scripto Fœdere contenta sunt, abique ulla exceptione eodem modo ac si ab initio cum eadem Fœdus hoc pepigissimus, spondentes ac bonâ fide promittentes, nos nihil quidquam directè vel indirectè unquam faceremus, quod illi contrarium esse possit, itâ tamen ut Nos inclitusque Circulus Inferior Rhenano-Westphalicus pariter omnium exinde provenientium commodorum & jurium participes reddamur, illudque quod in supero Nordlingæ in

Q par-



ANNO  
1702.

partibus Sueviæ habito Congressu 22. mensis Martii anni adhuc currentis Superiores associati Circuli per Abligatos suos stipulati sunt, & sicut ex post per Litteras subsecutas ratificatorias promissum est, insuperque id ipsum quod supradicti Directores & Status Circuli Weshalicii 29. Septembris. in Congressu Coloniae habito sibi alterius stipulati sunt, vicissim praestetur & observetur; Cumque ab altissimè memoratà suà Sacra Caesareâ Majest. Nobis super hac inclyti Inferioris Rheno-Weshalici accessione Instrumentum receptionis extradiatum sit, ita Nos vicissim nullatenus dubitantes, pro ut Reverendissimus & Serenissimus Episcopus Javariensis, Saxoniae Dux fidem suam desuper interposuit, idem à Suâ Regiâ Majest. Magnae Britanniae, & Dominis Ordinibus Generalibus Uniti Belgii extradendum esse, ad hujus rei & praedictorum omnium majorem fidem, hoc praesens Instrumentum Accessionis Nostro reliquorumque Principum & Statuum nomine subscriptimus, & Sigillis Nostri Secretariis communiri iussimus. Signatum Coloniae ad Rhenum 29. mensis Septembris 1702.

## Instrumentum Receptionis.

NOS LEOPOLDUS, Divinâ favente Clementiâ Electus Romanorum Imperator semper Augustus, Bohemiae, Dalmatiae, &c. &c. &c.

Notum & testatum facimus omnibus & singulis, quorum interest, aut quomodolibet interesse potest, quod cum ad invitationem nostram Venerabilis FRIDERICUS - CHRISTIANUS Episcopus Monasteriensis, Princeps devotus nobis dilectus, nec non Serenissimus & Potentissimus FRIDERICUS Prussiae Rex, Marchio Brandenburgensis, Magdeburgi, Saccinae, Pommeraniae, Cassubiorum, & Wandalarum Dux, Burgravius Norimbergensis, Princeps Halberstadii, Minden, & Caminae, Comes in Hohenzollern, Sacri Romani Imperii Archicamerarius; ac Serenissimus JOHANNES WILHELMUS, Comes Palatinus Rheni, Dux Bavariae, Comes in Veldenz & Sponheim, Sacri Romani Imperii Archithesaurarius, respectivè Consanguineus & Frater consobrinus & Principes Electores Nostri Charissimi, seu Principes convocantes & Directores inclyti Circuli Weshalici, tam suo, quam reliquorum ejusdem Circuli Principum, ac Statuum nomine, confecto desuper Instrumento declaraverint, se Fœderi nos inter, & Serenissimum Principem Dominum WILHELMUM, Magnae Britanniae, Franciae, & Hiberniae Regem, Consanguineum & Fratrem nostrum Charissimum, nec non Charissimos amicos nostros Ordines Generales Federatarum Belgii Provinciarum, per utrumque ad id Deputatos, & sufficienti Mandato instructos Ministros, die septimo Septembris Anni proximè elapsi in Hollandiâ Hagâ Comitibus percussio, suâ etiam ex parte accedere, illudque ratum, & gratum habere, & ad ejus inviolabilem observationem obligari velle. Nos praememoratos Principes & Status, ad dicti Fœderis societatem admiserimus & acceptaverimus, quemadmodum hîcè admittimus, acceptamus, eisdemque hujus Fœderis participes facimus; adstringentes Nos reciprocè verbo nostro Imperiali Regio, atque Archiducali, erga praefatos Principes & Status, ad praestandum illis omnia, quae in memorato Fœderis Tractatu, eisdem concernere queant, non secus, ac si cum illis simul ab initio conclusus & signatus fuisset, pro ut etiam ipsis, omne illud, quod in Europâ Nordlingæ in Sueviæ partibus habito Congressu superiorum associatorum Circulorum Directores & Status, per Abligatos suos, specialiter sibi stipulati sunt, nosque ipsis per subsecutas Litteras nostras ratificatorias, denudè promissimus, nec non id ipsum quod supradicti Circuli Weshalici Directores & Status, vigesima nona Septembris in Congressu Coloniae habito, sibi ulterius per expresse stipulati sunt, vicissim actualiter praestari volumus, in cuius rei fidem & majus observantiae robur hoc Instrumentum, manu nostra subscriptum Sigilli nostri Caesarei appensione muniri iussimus, quod dabatur in Civitate nostrâ Viennâ die &c. Anno Domini 1702. Regnorum nostrorum Romani quadragesimo quinto, Hungarici quadragesimo octavo, Bohemici verò quadragesimo sexto.

LEOPOLDUS. &amp;c.

XXXVI.

ANNO  
1702.  
2. Dec.

Testament Fürst Emanuel Lebrechts zu Anhalt Cöthen / in welchem unter andern der Frau Gemahlin / Frau Gisela Agnesa / nach dessen Absterbung / die Vormundschaftliche Landes-Administration, bis zu des ältesten Prinzen Majorennität / aufgetragen: Ihro Königliche Majest. in Preussen aber zu dero Protectorn und Ober-Vormund / wie auch Executorn dieses letzten Willens / ernennet und aus- gebetten worden. Geschehen Cöthen den 2. Decembre 1702. [LUNIG, Teutsches Reichs- Archiv. Part. Spec. Contin. II. Abtheil. IV. Absq. XIII. pag. 290. d'où l'on a tiré cette Piece, qui se trouve aussi dans THUCELIUS Actor. Publicor. Tom. III. pag. 220.]

C'est - à - dire,

Testament d'EMANUEL LEBRECHT Prince d'Anhalt-Cöthen, par lequel, entr'autres choses, il declare la Princesse GISELA AGNES, sa Femme pour Tutrice de ses Enfants, & Administratrice du Païs; en cas que sa mort arrive avant qu'ils atteignent l'âge de Majorité; remettant néanmoins au Roi de Prusse la Tutelle Supérieure, & l'Execution de son Testament. Fait à Cöthen le 2. Decembre 1702.

Im Nahmen der Heiligen Hochgelobten Dreysäligkeit / Gottes des Vaters / Sohnes / und z. Geistes / Amen.

Demnach von Gottes Gnaden Wir Emanuel Lebrecht / Fürst zu Anhalt / Herzog zu Sachsen / Engern und Westphalen / Graf zu Alcanien / Herr zu Bernburg und Zerbst ic. in Christlicher Betrachtung erwoget / wie mancherleyen unversehnen Zufällen unsere ohne das schwache menschliche Natur in diesem flüchtigen und vergänglichem Leben unterworfen / und was massen unsere Tage wie der Schatten vorüber gehen / daß dahero in diesem Ende und Jammerthal nichts gewisser / als der zeitliche Tod / dessen eigentlicher Deth / Stunde und Weise aber dem Allwissenden Gott allein bekandt und vorbehalten seyn.

Damit dann uns die ungewisse Stunde des Todes bey denen jezigen ohne das geschwinden läufften / nicht unbedenkens übereile / ehe und bevor wir unsern letzten Willen und Intention denen Anseigen zu erkennen gegeben / so leben wir der ungewissten Zuversicht / der Dreyeinige / Allgewaltige und Barmherzige Gott / der uns die Zeit unsers gangen Lebens unzählig viel Gutes gethan / werde uns / so lange wir in dieser Zeitlichkeit noch wandeln und walten / in seiner Gnade erhalten / und bey beständiger Bekänntniß der Christlichen Evangelischen Reformirten Religion, als wir inen wir bisshero gelebt / bis an unser letztes Ende kräftiglich stärken / so dann wenn wir den Lauff vollendet und Glauben gehalten haben / uns an jenem Tage die begelegte Krone der Gerechtigkeit geben / und aussagen / denn wir uns dann in irdischen mit Leib und Seele empfehlen und sowohl bey gesunden Tagen und guten Lebens-Kräften / die wir durch göttliche Gnade vor iewo empfinden / als auch in Menschlichen Zufällen bereit seyn / Ihme unsern Gott / dem wir leben und sterben / auff das Verdienst Christi unseres Heylandes / Christlich / willig und freudig zu folgen;

Nachdem aber nächst Versorgung unserer See-

ANNO  
1702.

len! eine unserer vornehmsten und wichtigsten Angelegenheiten ist! zu disponiren und zu verordnen! was unser Nachlaß des zeitlichen Vermögens! absonderlich aber und zuvörderst die Regierung unserer Lande und Leute betrifft; So haben Wir bey guter Zeit! und indem wir oberwehelter Massen noch gesunden Leibes! auch unterwehelter Sinnen und Veransteht seyn! mit wohlbedachtem Muth und reiffen Rath! aus eigener Bewegnuß! und freyen ungehinderten Willen! diese unsere testamentarische letzte Verordnung aufgerichtet! richten auch dieselbe hiermit und Krafft dieses auf! in aller bester Form und Gestalt! wie solches vermöge Geist- und Weltlichen Rechte! Gewohnheit und Gebrauch! insonderheit bey Fürstl. Standes Personen geschehen soll! kan oder mag; Inmassen hiernach mit mehrern unterschiedlich folget.

Weiln auch unsere Prinzen und Prinzessinnen annoch in ihren ersten Jahren begriffen! und wir nicht wissen! ob der große GOTT das zeitliche Leben uns so lange kränken mochte! daß wir Sie selbst bis zu ihrer Majorennität erziehen könten! und wo hierbei billig erwegen! die ungemeyne Liebe und Treue! welche unsere von Herzen geliebte Gemahlin! die Durchläuchtigste Fürstin und Frau! Gisela Agnes! Fürstin zu Anhalt! Herzogin zu Anhalt! Herzogin zu Sachsen! Engern und Wephalen! Gräfin zu Ascanien! geborne Reichs-Gräfin von Mienburg! Frau zu Bernburg und Zerbst &c. Uns und unsere Fürstlichen Kindern bis anhero erwiesen! und dahero niemand sicherer und besser! als Ihr Derenselben Aufzuehung anvertrauen können; So haben wir aus wohlbedachtem Muth und gutem Rath hiermit wohlgedachte unser Frau Gemahlin zur einzigen Vormünderin unserer nachgelassenen Fürstlichen Pupillen und Minorennium dergestalt constituirte und geordnet! daß selbige nicht nur die Aufzuehung derselben über sich nehmen und führen! sondern auch hierbei die völlige Administration! was den statum publicum Regiminis unserer Fürstlichen Landes-Portion anbelanget! gleichmäßig allein haben und exerciren soll! und zwar nach dem Exempel des Fürstlichen Desauischen Landes! als wo durch die Obervanz die Mütterliche Vormundschaft! sowohl quoad effectum educationis, als Administrationis bey dem Fürstlichen Hause Anhalt nunmehr eingeführt und bestätigt worden! auch sonst dergleichen bey andern Fürstlichen Häusern üblich! die völlige Vormundschaft! sowohl was die Landes-Regierung selbst! als die Aufzuehung unserer nachgelassenen Kinder betrifft! aufgetragen! und ersuchen Sie Krafft dieses! nach unserm! GOTT auch seligem Absterben! solche Vormundschaft auff sich! auch unsere nachgelassene Räte und Diener so fern durch einen Handschlag! in ihre als Regierender Vormünderin Pflicht zunehmen! und unsern zu Sie tragenden Vertrauen nach die Regierung des Landes dergestalt vorstichtig zu führen! damit alle unnötige Kosten vermieden! die Aemter in fleißiger Obacht gehalten! die Cammer-Intraden zu rechter Zeit eingetrieben! die Schulden abgetragen! und so viel möglich ein guter Vorrath vermittelst Göttlichen Segens! erhalten werde. Damit aber Unser Freundlich geliebte Frau Gemahlin! bey der Ihr aufgetragenen Vormundschaft und Landes-Administration desto nachdrücklicher geschützt werden möge; So haben wir annoch bey unserm Leben! Ihre Königliche Majestät in Preussen! unsers gnädigen und Hochgeachteten Herrn Vettern protection vor Sie und unsere nachgelassene Prinzen und Prinzessinnen ausgebeten! dergestalt! daß Ihre Majestät zu gleich die Execution

TOM. VIII. PART. I.

unsers letzten Willens übernehmen wolten! damit solchem in allen Punkten und Clausula nachgelebet werden möge! welches auch Hochgedachte Ihre Königliche Majestät! laut Dero Schreiben vom 24ten Novembris 1702. gnädig und freundlicherweise übernommen! daher wir Krafft dieses der Hochgedachte Königliche Majestät in Preussen zum Beschützer unserer nachlassenden Frau Gemahlin! Prinzen und Prinzessinen! nehmlich benennen! und derselben die Execution unsers letzten Willens aufgetragen! auch Derselben die Ober-Vormundschaft dergestalt committiren! daß unsere nachbleibende Frau Gemahlin! als würdliche Administricende und Regierende Vormünderin! in vor kommenden wichtigen Sachen sich Dero Höben Raths erholen! und bey unverbesserter Kränkung in Dero Vormundschafts-Verwaltung! sich Dero Königlichen Schutzes gebrauchen! auch auff dero wichtigen Fall! bey Ihrer Römischen Kaiserlichen Majestät! unsern Allergnädigsten Herrn! daß Sie ein absonderliches Prosectorium an Ihre Königliche Majestät in Preussen ertheilen möchten! allerunterthänigst ansuchen! damit in allen Stücken unser leger Wille erfüllt werden möge.

Was unsere Räte und Bediente! so unserer Frau Gemahlin Lieben zu der Regierung zuzuhören bedürftig! betrifft! überlassen wir derselben! als künftiger Regentin und Vormünderin! freyen Disposition! selbige nach Ihren Gutbefinden zuhalten! abzudanken und andere an Ihre Stelle anzunehmen.

Wann aber wie vorgeacht unsere Frau Gemahlin Lieben mit Tode abgingen! ehe unsere Prinzen Majorennis werden! so sollen alsdann die Räte! so sie bey Ihrem seligen Absterben verordnen wird! verbleiben.

Indessen aber soll unserer Frau Gemahlin Lieben dahin sehen! daß Sie mit unnötigen Dienern und deren salarierung die Camme-Intraden nicht vermindere! sondern sich mit wenigen! redlichen! und Ihr wohlthätigen nützlichen Dienern begnüge.

Und obzwar auch sonst eine Fürstliche Mutter die Vormundschaftliche Administration über sich nimmt! diese zu Aufrichtung eines Inventarii und Ablegung ordentlicher Rechnung der von Ihr geführten Administration! verbunden ist; So wollen wir dennoch unsere Frau Gemahlin von dieser Bürde des Rechtes befreit wissen! dergestalt! daß Sie des gantzen Landes Revenuen einheben! und Dero Gefallen nach! genießen und gebrauchen möge! bis zu des ältesten Prinzen Majorennität; und soll dieser alsdann mit demjenigen! was unsere Gemahlin Ihn von denen bishero gehobenen Intraden heraus geben wird! ohne Forderung einiges Inventarii, oder abzulegenden Rechnung! sich vergnügen zulassen schuldig seyn. Zum Beschluß! wollen wir! daß im Fall! dieses unser Testament und letzter Wille! aus Mangel einiger solennität der beschriebenen Rechte! oder von Gewohnheit wegen! als ein zierlich und förmlich Testament nicht geachtet werden! noch Bestand haben sollte! dennoch als ein Codicill! Übergabe auffm Todesfall! eine Väterliche Disposition! und Abtheilung unter Kinder! oder sonst als ein anderer letzter Wille! auf was Art und Weise nur solcher einiger Massen stand haben kan! in Krafft dieses gehalten! auch dessen Fehler! Mängel und Gebrechen! so deren einige sich ereignen und befinden solten! in allen und jeden Punkten und Articula! wo dieselbe seyn mochte! hiermit aller Müdigkeit nach abgethan und ersetzt haben wollen.

Wir behalten uns darneben ausdrücklich bevor diese

ANNO  
1702.



ANNO  
1702.

diese unsere Disposition nach unserm Gefallen zu ändern / zu verbessern / zu vermindern und zu vermehren / wollen auch / daß dasjenige / was wir durch ein oder mehr Codicill, auch eingelegten Zetteln / Väterliche Annotation, oder sonst weiter verordnen werden / also stark und gültig seyn solle / als wenn es hierunter mit ausgedruckten Worten begriffen wäre.

Dessen alles denn zu mehrer Uthetund und Beglaubigung / haben wir nicht allein solches alles durch eigenhändige Unterschrift auff allen Seiten der Blätter / und hieran zu Ende wohlbedachtig unterschrieben / und zugleich unser Fürstliches Hand-Secret darunter aufgedrucket / sondern haben auch zugleich diesen unsern letzten Willen / unserm Cantzler und Räten versiegelt übergeben / damit sie solches denen Actis beylegen / und nach unsern in Gottes Händen stehenden Tode / erdñen sollen.

Wir ersuchen aber nochmahls Ibro Römische Kayserliche Majestät unsern allergnädigsten Kayser und Herren / allerunterthänigst / dieses unser Testament sowohl / was die Primogenitur, als auch was die Vormundschaft unserer Frauen Gemahlin / auch die Ober-Vormundschaft Ihrer Königlich Majestät in Preussen / und alle übrige darin befindliche Puncta und Clausula betrifft / wenn es von uns bey unserm Leben / oder auch nach unserm Tode / von unserer Gemahlin gebührend geschützt wird / allergnädigst zu confirmiren / auch darneben / daß demselben überall strikte nachgelebet werden möge / mit Kayserlicher Majestät Macht und Gewalt zuhalten / und unserer Gemahlin ein ordentliches Tutorium allergnädigst zu erteilen / und dergestalt die Execution dieses unsern letzten Willens mit Nachdruck ohne Verstatung einiges Processus oder andern Weislaufftigkeit mächtigst zu befördern.

Womit wir also unsern letzten Willen im Nahmen Gottes beschlossen haben wollen; So geschehen in unserer Residenz-Stadt Eßßen den 2ten Decembris Anno 1702.

Emanuel Lebrecht / Fürst zu Anhalt.  
(L. S.)

## XXXVII.

1703.  
15. Mars.

Convention entre la Reine de la<sup>e</sup> GRANDE BRÉTAGNE, les Etats Généraux des PROVINCES UNIES & le Duc de HOLSTEIN.  
Faitte à la Haye le 15. de Mars 1703.

I. LA Reine de la Grande-Bretagne & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, renouvelleront, comme ils renouvellent par la presente, la Garantie des Traitez d'Altena du vingtième Juin 1689. de Travendaal du 18. d'Août 1700. à ce qu'il n'y soit contrevenu en aucune maniere, & spécialement en cas d'attaque des Etats de Son Altesse Sérénissime pour avoir donné ses Troupes aux Alliez.

II. Son Altesse Sérénissime fournira à ladite Reine de la Grande-Bretagne & auxdits Seigneurs Etats Généraux deux Regimens de Dragons, chaque Regiment de 601. Têtes, & deux Regimens d'Infanterie, chaque Regiment de 881. Hommes, y compris les Officiers, selon la Liste ci-jointe, bien montez, habillez & armez.

III. Ladite Reine & lesdits Seigneurs Etats Généraux paieront à Son Altesse Sérénissime cent mille Ecus, à la Haye, ou à Amsterdam; la moitié dans quinze jours après la Ratification du present Traité, & l'autre moitié quand lesdits quatre Regimens seront arrivez sur les Frontieres de l'Etat des Provinces-Unies, en dedommagement de l'augmentation desdits Regimens, & de la depense, que Son Altesse Sérénissime est obligée de faire.

IV. Les deux Regimens de Dragons se mettront en marche le 26. d'Avril, ou plutôt s'il se peut;

& les deux Regimens d'Infanterie s'embarqueront à l'Ouingue le 20. à peu près, vers lequel tems Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne, & les Seigneurs Etats Généraux y enverront à leurs depens, le nombre des Vaisseaux de transport, qu'il faudra, & le Convoi pour la sûreté de leur passage. Le paiement des uns & des autres ne commencera, que du jour, qu'ils arriveront sur les Frontieres & dans les Ports de l'Etat, & il sera assigné sur de bons Comptoirs, suivant la Liste de la paie ci-jointe *sub Lit. A.* & fait aussy promptement, que celui des Troupes de Hanovre & Cell, qui ont stipulé le prompt paiement. Et ils jouiront au reste des Chariots, recrûs & autres avantages, dont jouissent les Troupes susmentionnées.

V. L'on paiera pour chaque Regiment d'abord qu'il arrivera sur les Frontieres, ou dans les Ports de Leurs Hautes Puissances un mois de six semaines pour la marche de ces Troupes.

VI. Parmi les Colonels desdits quatre Regimens il pourra y avoir un Général-Major, à qui on paiera les Gages & autres Emolumens sur le pied de ceux de l'Etat, & qui servira & roulera selon son ancieneté.

VII. Lesdits quatre Regimens seront employez en Campagne & serviront dans la même Armée ou dans le même Corps, sans qu'on pourra les en detacher separement; Et pour faciliter les Recrûs, ils auront leurs quartiers d'hiver sur la Meuse, sur le Rhin, ou en d'autres endroits plus proches des Etats de Son Altesse Sérénissime, le tout autant que la nécessité & la raison de Guerre le permettront.

VIII. Les Troupes sables & leurs Officiers seront obligez de prêter ferment de fidelité à ladite Reine & auxdits Seigneurs Etats Généraux, entre les mains de leurs Commissaires, qui seront passer en revê les Dragons au passage de l'Elbe, & l'Infanterie lors qu'elle s'embarquera.

IX. Son Altesse Sérénissime remplira les Charges des Officiers qui vagueront; mais elle en fera savoir d'abord les noms au Général de la Reine & au Conseil d'Etat respectivement selon qu'elles seront remplacées pour les inferer dans les Listes, & aura égard à la recommandation de ladite Reine & de Leurs Hautes Puissances autant qu'il se pourra faire. Lesdits quatre Regimens auront leur Justice à part, & la feront administrer par leurs Officiers & gens à cela destinez: Excepté lors qu'il s'agira d'un crime, qui regarde directement le service de ladite Reine & desdits Seigneurs Etats Généraux, dans le cas de trahison, lâcheté, & semblables: auquel cas le Criminel sera jugé par la Justice ordinaire; en y admettant néanmoins un tiers des Officiers de son Altesse Sérénissime.

X. Il sera permis aux Officiers desdits quatre Regimens de faire leurs recrûs dans les Etats de son Altesse Sérénissime.

XI. Lesdits quatre Regimens resteront dans le service de ladite Reine & desdits Seigneurs Etats Généraux durant la presente Guerre, & lors qu'ils seront congédiez, la Paix faite, il leur sera payé deux mois courants de solde de douze dans l'année pour le retour, outre l'argent de recrue à raison de soixante Ecus par Dragon & de vingt cinq par Fantassin, pour autant de têtes, que les Officiers verifient avoir perdu devant l'Ennemi, lesquels au reste répondront à Son Altesse Sérénissime de ce qui pourra alors manquer aux Regimens.

XII. Si Son Altesse Sérénissime venoit d'être attaquée dans son propre Pais on sera obligé de lui renvoyer lesdits quatre Regimens, & on le fera paraillement, en cas que Sa Majesté le Roi de Suède fut attaquée en Pomeranie, ou dans le Pais de Bremen par un Etat ou Prince, qu'il n'auroit pas attaqué le premier: Bien entendu, qu'au dernier cas, Son Altesse Sérénissime sera obligée de rendre par Dragon soixante Ecus, & par Fantassin vingt cinq, de ce que Son Altesse Sérénissime rappellera avant qu'on sera obligé de les faire marcher: Mais en ce cas Son Altesse Sérénissime pourra aussi donner en paiement ce qui pourroit être dû à ses Troupes, soit en argent de Chariots, de recrûs ou d'une autre maniere, Son Altesse Sérénissime s'engage à les renvoyer dès que le peril sera passé & qu'il en sera requis, & en ce cas, Son Altesse Sérénissime sera remboursée de l'argent stipulé par Dragon & par Fantassin, qu'Elle aura été obligée de paier, en les rappelant & les faisant revenir.

XIII.

ANNO  
1703.

# DU DROIT DES GENS. 125

ANNO XIII. L'échange des Ratifications de cette Convention se fera dans l'espace des trois semaines, ou plutôt, si se peut faire.

En foi de quoi Nous soussignez Envoyé Extraordinaire & Plenipotentiaire de Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne: Deputez des Seigneurs Etats Généraux: & Lieutenant-Général & Plenipotentiaire de son Altesse Sérénissime le Duc de Holstein-Gottorp, avons signé la présente Convention & y avons apposé le cachet de nos Armes. A la Haie le quinzième Mars mil sept cens trois.

ALEXANDRE STANHOPE. &c.

L I T. A.

Etat Major d'un Regiment de Dragons en 42. jours.

1 Colonel.	300
1 Lieutenant-Colonel.	100
1 Major.	90
1 Maréchal de Logis.	90
1 Adjudant.	62
1 Chapelain.	50
1 Auditeur.	45
1 Chirurgien-Major.	45
1 Timballier.	25 6 1
6 Hautbois.	119
2 Prevôt & Valet.	30 10 1
	946 16 2

Compagnie de Dragons en quarante deux jours.

1 Capitaine & son Valet.	248
1 Lieutenant & son Valet.	99
1 Enseigne & son Valet.	94
2 Sergeants.	112
1 Fourrier.	56
1 Ecrivain.	24
1 Chirurgien.	25
1 Fahn - Schmidt.	24
2 Tambours.	52
3 Caporaux.	126
6 Appointez. à 24 flor.	156
45 Dragons. à 24 flor.	1080
68 Hommes.	2107

Etat Major d'un Régiment d'Infanterie en 42. deux jours.

1 Colonel.	300
1 Lieutenant-Colonel.	100
1 Major.	80
1 Maréchal de Logis.	80
1 Adjudant.	46
1 Chapelain.	50
1 Auditeur.	45
1 Chirurgien-Major.	55
6 Hautbois.	91 10
1 Tambour-Major.	17 7 7
1 Prevôt & son Valet.	30 10 1
	895 7 8

Compagnie d'Infanterie en quarante deux jours

1 Capitaine & son Valet.	158
1 Lieutenant & son Valet.	53
1 Enseigne & son Valet.	48
2 Sergeants.	48
1 Fourrier.	24
1 Ecrivain.	12
1 Capitaine d'Armes.	22
1 Chirurgien.	21
2 Tambours.	28 10
3 Caporaux.	60
17 Hommes.	
8 Appointez.	114 10
14 Fantassins.	661
79 Hommes.	1250

Articles Séparez.

I. Les Sujets du Duché de Sleswigh n'étant pas Membres de l'Empire, & consécutivement pas compris dans la présente Guerre, auront la liberté du Commerce sur le même pied que ceux du Roi de Danemark.

II. Les Deserteurs des Troupes de ladite Reine & d'élits Seigneurs Etats qui seront dans lesdits quatre Regimens à leur arrivée sur les Frontières d'élits Seigneurs Etats ne seront pas recherchés ni redemandés, excepté néanmoins ceux qui pourroient desertter, après la signature du présent Traité.

III. Les arrages des subides de la dernière Guerre seront payez dans quinze jours après la signature du présent Traité; ce qui s'entend de ce qui est dû des Provinces-Unies, & l'on fixera un tems, auquel l'on touchera pour le commencement d'une partie de celles d'Angleterre, dont on pourra convenir de la somme dans les Articles Séparez.

IV. La Guerre étant finie & leurs Hautes Puissances trouvant bon de renvoyer les Troupes, leur paiement sera toutefois continué jusqu'au jour qu'elles quitteront les Frontières de l'Etat, sans que cela puisse être rabattu de deux mois de solde, stipulée à l'Article XI. du présent Traité pour le retour d'élits Troupes.

En foi de quoi Nous soussignez Envoyé Extraordinaire & Plenipotentiaire de Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne: Deputez des Seigneurs Etats Généraux: & Lieutenant-Général & Plenipotentiaire de son Altesse Sérénissime le Duc de Holstein-Gottorp, avons signé ces Articles separéz, & y avons apposé le cachet de nos Armes. A la Haie le quinzième Mars mil sept cent trois.

ALEXANDRE STANHOPE. &c.

XXXVIII.

Articles convenus pour faciliter le Commerce entre 25. Mars les Sujets d'ESPAGNE & de FRANCE. A Bruxelles le 15. Mars 1703. [Feuille volante imprimée à Bruxelles en 1703, in 4.]

NOUS Jean de Brouchoven Comte de Bergeyck, Surintendant Général des Finances, & Ministre de la Guerre dans le Pais-Bas Espagnol, au nom & de la part de Sa Majesté Catholique; Et nous Deux Louis Dugué Chevalier, Seigneur de Bagnols, Conseiller d'Etat ordinaire, Intendant en Flandres, au nom & de la part de Sa Majesté Très-Christienne, sommes convenus de ce qui s'enfuit pour la facilité du Commerce reciproque d'entre les Sujets de Sa Majesté Catholique dans le Pais-Bas Espagnol, & les Sujets de Sa Majesté Très-Christienne.

Marchandises de France passant dans le Pais-Bas Espagnol.

I. Il ne sera payé pour Droits d'Entrée dans le Pais-Bas Espagnol sur les Huiles de Semences de Colzat, de Choux, de Navette, & autres venant de France, que trois Florins quinze patars par aune de soixante mesures de Gand, ou de cent pots, ci. 3. florins 15. patars.

II. Les Chapeaux des fabriques de France payeront seulement pour Droits d'Entrée dans les Pais-Bas Espagnols, savoir;

Les Chapeaux de Castor, la piece un florin, ci.

1. florin.

Les Chapeaux de Vigogne, la piece dix patars, ci.

10. patars.

Les Chapeaux de Poil de Lapin, la piece dix patars, ci.

10. patars.

Les Chapeaux de Laine, la piece neuf patars, ci.

9. patars.

III. Les Gans venant de France dans le Pais-Bas Espagnol payeront pour Droit d'Entrée, savoir;

Les Gans en broderie, ou garnis de Franges, la paire six patars, ci.

6. patars.

Les Gans de Frangipane, la douzaine de paires seize patars, ci.

16. patars.

Les Gans de Cerf, demi Cerf, ou de Dain, la douzaine

ANNO 1703.



ANNO

1703.

- zaine de paires, dix neuf patars, ci. 19. patars.  
 Les Gans communs, la douzaine de paires six patars, ci. 6. patars.  
 IV. Les habillemens & les ajustemens de toutes fortes venant de France, payeront à l'entrée du Pais-Bas Espagnol pour Droits dix pour cent de la valeur, suivant l'estimation dont les Marchands, & les Commis des Fermes conviendront, sinon au dire d'experts, ci. 10. pour cent.  
 V. Les Canaux de Tournay ne payeront pour Droits d'Entrée dans le Pais-Bas Espagnol, que quarante patars la mesure de dix-huit paniers, ci. 40. patars.  
 La Censée vingt patars la mesure de dix-huit paniers, ci. 20. patars.  
 VI. Le Sel de France ne payera pour Droits d'Entrée dans le Pais-Bas Espagnol, que trois florins, raziere de 250. l. pesant, ci. 3. florins.  
 Le Sel de France, qui sera tiré de Dunkerque par les Canaux, pour être transporté dans le Pais-Bas Espagnol, demeurera déchargé à la sortie de Dunkerque du Droit de trente sols par raziere, suivant l'Arrêt du Conseil de France du 21. Octobre 1702.  
 VII. Le Verre de France, entrant dans le Pais-Bas Espagnol, ne payera pour Droits d'Entrée que vingt patars par panier de vingt quatre feuilles, ci. 20. patars.  
 VIII. Les Livres non reliés venant de France, payeront pour Droits d'Entrée dans le Pais-Bas Espagnol, le cent pesant un florin, ci. 1. florin.  
 Les Livres reliés venant de France, payeront pour Droits d'Entrée dans le Pais-Bas Espagnol, le cent pesant deux florins, ci. 2. florins.  
 Les Livres reliés & non reliés venant de France, dans lesquels il y aura des estampes, ou des Cartes Geographiques, ne payeront autres ni plus grands Droits à l'Entrée du Pais-Bas Espagnol, que ceux ci-dessus marqués.

*Marchandises, du Pais-Bas Espagnol  
passant en France.*

- IX. Les Livres non reliés sortant du Pais-Bas Espagnol pour venir en France, payeront pour Droits de sortie le cent pesant un florin, ci. 1. florin.  
 Les Livres reliés, sortant du Pais-Bas Espagnol pour venir en France, payeront pour Droit de Sortie le cent pesant quinze patars, ci. 15. patars.  
 Les Livres reliés, & non reliés, dans lesquels y aura des Estampes, ou des Cartes Geographiques, ne payeront autres ni plus grands Droits à la Sortie du Pais-Bas Espagnol, que ceux ci-dessus marqués.  
 X. Les Mines, Sables, Terres, Pierres bleues, & autres matieres servant aux fourneaux, ne payeront à la Sortie du Pais-Bas Espagnol pour venir en France, que six deniers la poile de cent quarante livres pesant, ci. 6. deniers.  
 XI. Les Charbons de bois ne payeront à la Sortie du Pais-Bas Espagnol pour venir en France, que huit patars par Benne, ci. 8. patars.  
 XII. Les Charbons de Terre du Haynaut Espagnol, qui seront déclarés au Bureau de Condé pour passer dans le Pais-Bas Espagnol, demeureront déchargés du Droit d'Entrée de cinq sols par Baril, porté par l'Arrêt du Conseil de France du 21. Decembre 1700. ensemble du paiement des Droits de Sortie, & payeront seulement le Droit de deux sols six deniers par Wague dits au Domaine de Sa Majesté Très-Christienne à Condé, celui de dix-huit livres dix-sept sols six deniers par Batteau pour le Droit de la grande Ecluse, le droit de quatre livres dix sols, aussi par Batteau pour le Droit de l'Etat Major, & le Droit de peage appartenant à Monsieur le Comte de Solre de vingt-quatre patars par Batteau, à la charge par ledits Bateliers & Conducteurs de prendre aquit à caution au Bureau de Condé pour assurer la Sortie des Charbons de Terre par le Bureau & Ecluse de Tournay.  
 XIII. Les Camelots des Fabriques du Pais-Bas de la Domination d'Espagne, pourront entrer directement dans la Flandre Française, par les Bureaux de Lille, Menin, ou Valenciennes, & de la Flandre Française dans les autres Provinces du Royaume par les Bureaux de S. Quentin, Peronne & Amiens en payant pour tous Droits d'Entrée six livres par

pièce de vingt Aunes, à condition que chaque pièce de Camelot portera au chef le nom du Fabriquant, & celui du lieu de sa demeure, avec un Plomb qui sera appoîlé par le Magistrat du même lieu portant d'un côté ces mots MANUFACTURE DE LA FLANDRE ESPAGNOLE.

XIV. Les Tapisseries des Manufactures du Pais-Bas Espagnol payeront aux Entrées de France, savoir :

Celles rehaussées d'Or, & d'Argent, tant vieilles que neuves, le cent pesant cent soixante livres, ci. 160. liv.

Et celles de pure Laine ou mêlée de foye, sans Or, ni Argent, tant vieilles que neuves, le cent pesant quatre-vingt livres, ci. 80. liv.

XV. Les Cuirs dorés des Fabriques du Pais-Bas Espagnol, payeront aux Entrées de France le cent pesant quinze livres, ci. 15. liv.

XVI. Les Dentelles de Fil des Fabriques de Malines, & autres lieux du Pais-Bas Espagnol, tant fines que communes entrant dans le Pais de l'obéissance de Sa Majesté Très-Christienne, payeront pour Droit d'Entrée, savoir celles destinées pour la Flandre & Haynaut François, à l'Entrée dudit Pais, la livre pesant dix-huit livres, ci. 18. liv.

Celles destinées pour les Provinces de l'étendue des cinq grosses Fermes, & autres Provinces du Royaume, à l'Entrée des cinq grosses Fermes, la livre pesant vingt-cinq livres, ci. 25. liv.

XVII. Les Camelots, Tapisseries, Cuirs dorés, & les Dentelles des Fabriques du Pais-Bas Espagnol qui seront destinés pour la Flandre Française, acquitteront les Droits d'Entrée ci-dessus marqués aux Bureaux de Lille, Menin, ou Valenciennes; lesdites Marchandises qui seront destinées pour les Provinces de l'étendue des cinq grosses Fermes ou autres Provinces du Royaume, seront déclarées à l'un des Bureaux de Lille, Menin ou Valenciennes, & y prendront aquit à caution pour venir en acquiter les Droits aux Bureaux de S. Quentin, Peronne, ou Amiens.

*Article Commun.*

IL ne sera respectivement payé aucuns Droits d'Entrée ni de Sortie, conformément aux Traités de Nimègue & de Rylwick, pour les Marchandises qui seront transportées d'un lieu de la domination de France dans un autre lieu de la même domination en passant par les Terres enclavées dans la domination d'Espagne, ou d'un lieu de la domination d'Espagne dans un autre lieu de la même domination, en passant par les Terres enclavées dans la domination de France, à la charge de faire par les Marchands ou Voituriers les déclarations nécessaires, & de prendre les aquts à caution & passavans accoutumés, & de rapporter au Bureau où la déclaration aura été faite, certificat de Sortie des terres de la domination dont on aura emprunté le passage dans le tems qui sera marqué par l'aquit à caution à proportion du tems nécessaire pour le trajet qu'il y aura à faire : sans qu'il soit payé aucun Droit pour la déclaration, pour l'aquit à caution ou passavant, pour le certificat de Sortie, ni pour la décharge de l'aquit à caution, & sans que les Marchandises puissent passer par les Villes ni être déchargées sur les terres de la domination dont il aura été déclaré que l'on emprunte le passage. Le tout suivant l'Arrêt du Conseil de France du 15. Novembre 1702. & suivant l'Arrêt du Conseil de Bruxelles du 23. Septembre 1702. attachez à ces présentes.

*Transit pendant la Guerre.*

ET pour faciliter davantage quant à présent le Commerce des Manufactures du Pais-Bas Espagnol, nous sommes encore convenus que les Marchandises desdites Manufactures, pourront être transportées par terre en Espagne & en Italie pendant la presente Guerre en passant au travers du Royaume de France sans payer aucun Droit d'Entrée ni de Sortie, mais en payant seulement pour Droit de Transit deux & demi pour cent de la valeur, à condition que toutes les Marchandises des Manufactures de la Flandre Espagnole qu'on voudra faire passer par transit en Espagne, ou en Italie, seront transportées dans la Ville d'Anvers, où avant que

ANNO

1703.

ANNO 1703. que d'être emballées, elles seront visitées par un Commissaire qui sera établi à cet effet de la part de Sa Majesté Très-Chrétienne pour visiter les Marchandises, en tenir registre, plomber les Balles, Ballots ou Caisses, & pour donner des Certificats de la visite qu'il en aura faite, dans lesquels il exprimera aussi la qualité des Marchandises, le nombre des Pièces, des Balles, ou Caisses qui seront envoyées par chaque Marchand, le prix qui lui aura été déclaré, & le port ou passage par lequel les Marchands auront déclaré que les Marchandises devront sortir du Royaume.

Sur la représentation du Certificat du Commissaire de France, & sur la reconnaissance des Plombs qu'il aura apposés aux Caisses, Balles, & Ballots, le Droit de Transit de deux & demi pour cent sera payé à Maubeuge & Valenciennes, Lille, ou Menin, après que les Marchandises auront été déclarées au premier Bureau de la Flandre Française, & qu'on y aura pris des aquts à caution pour acquitter les Droits audit Bureau de Maubeuge, Valenciennes, Lille ou Menin; il sera pris aux mêmes Bureaux avec l'aquit du paiement du Droit un aqut à caution pour le Bureau de l'extrémité du Royaume marqué dans le Certificat du Commissaire d'Anvers, par lequel les Marchands ou Conducteurs s'obligent de faire sortir les Marchandises spécifiées dans le même Certificat, savoir par terre par les Bureaux du Pont de Beauvoisin & de Bayonne, & par mer par le Port de Toulon, par le Bureau de Septèmes pour Marseille, & par les Ports de Bourdeaux, Bayonne, la Rochelle, Nantes & S. Malo, ensemble de rapporter dans six mois au dos de l'aquit à caution, un Certificat de l'embarquement ou sortie des Marchandises hors du Royaume signé des Receveurs & Contrôleurs du Bureau déclaré pour la sortie à peine du double des Droits ordinaires. L'aquit du paiement du Droit, & l'aquit à caution seront représentés & vifés, & les Plombs reconnus à tous les Bureaux de la route jusqu'à celui désigné pour la sortie, & en cas de soupçon de fraude, il pourra être ouvert au dernier Bureau un, ou plusieurs Ballots au choix des Commis.

Les Marchandises qui ne seront pas accompagnées d'un Certificat du Commissaire qui sera établi à Anvers de la part de Sa Majesté Très-Chrétienne, ne jouiront point de la faculté du Transit, quoi que destinées pour Espagne ou pour Italie, & payeront en entrant dans les Terres de l'obéissance de Sa Majesté Très-Chrétienne les Droits d'Entrée établis, & en sortant les Droits de Sortie.

Les Marchandises venant d'Espagne & d'Italie, tant celles qui sont nécessaires pour l'entretien des Manufactures du Pais-Bas Espagnol qu'autres provenant des retours des Marchandises qui seront envoyées par Transit du Pais-Bas Espagnol en Espagne ou en Italie, jouiront aussi, pendant la présente Guerre, de la faculté du Transit en payant pareillement pour tous Droits deux & demi pour cent de la valeur; à la charge qu'elles seront déclarées, & les Balles, Ballots, ou Caisses plombées au premier Bureau d'entrée en France, où le Droit de Transit de deux & demi pour cent sera payé, savoir par terre aux Bureaux du Pont de Beauvoisin, ou de Bayonne, & par Mer au Bureau de Toulon; à celui de Septèmes pour celles qui seront entrées par Marseille, & aux Bureaux de Bourdeaux, Bayonne, la Rochelle, Nantes ou S. Malo, & de prendre à celui d'entre les Bureaux par où elles entreront, avec l'aquit du paiement du Droit, un aquit à caution pour le dernier Bureau de Sortie des Terres de l'obéissance de Sa Majesté Très-Chrétienne; qui sera désigné dans l'aquit à caution, lequel aquit à caution, ensemble le Certificat de Sortie de Marchandises par le dernier Bureau de Sortie, seront représentés au Commissaire de Sa Majesté à Anvers, où les Marchandises de retour seront directement conduites à leur arrivée, avant que d'être distribuées dans les autres Villes du Pais-Bas Espagnol, pour être l'aquit à caution, & le Certificat de Sortie du dernier Bureau des Terres de l'obéissance de Sa Majesté Très-Chrétienne vifés par le Commissaire, & en être aussi également tenu registre, & ensuite l'aquit à caution reporté au Bureau d'Entrée, où il aura été pris pour y être chargé.

L'aquit du paiement du Droit, & l'aquit à cau-

tion qui auront été expédiés pour les Marchandises de retour, seront représentés & vifés, & les Plombs des Balles, Ballots, ou Caisses reconnus à tous les Bureaux de la route jusqu'à celui désigné pour la Sortie, & en cas de soupçon de fraude, il pourra être ouvert au dernier Bureau un, ou plusieurs Ballots au choix des Commis.

Le présent Traité aura lieu à commencer du premier Avril prochain: & pour plus grande sécurité de l'exécution d'icelui, Nous Jean de Brouhoven Comte de Bergeyck avons promis de le faire ratifier par Sa Majesté Catholique.

Et Nous Deux Luis Dugué Chevalier Seigneur de Bagnols avons aussi promis de le faire ratifier par Sa Majesté Très-Chrétienne. Fait à Bruxelles le quinziesme Mars, mil sept cens trois.

Le Comte de BERGEYCK. DUQUE DE BAGNOLS.

### LE ROI EN SON CONSEIL.

SA Majesté, a, par avis de son Conseil & à la deliberation de son Commandant Général de ce Pais, ordonné, comme elle ordonne par cette aux Conseillers & Admodiateurs Généraux, Receveurs, Contrôleurs, Commis & Gardes des Droits d'entrée & sortie, & à tous autres à qui il peut toucher, de se regler ponctuellement selon le contenu dans le Traité ci-dessus. Si declare Sa Majesté en faveur des Fabriques de ce Pais, que ne sera levé aucun Droit de sortie sur les Manufactures qui seront envoyées par Transit de la Ville d'Anvers par la France en Espagne & Italie parmi prenant un Passavant des Officiers du Comptoir d'Anvers que les Caisses, Ballots & Tonneaux qui contiennent ledites Marchandises des Fabriques, de ce Pais y ont été ficellés & plombés & déclarés pour sortir par Transit par la France vers l'Espagne & l'Italie, lesquels Passavants les Conducteurs seront obligés de faire vifés aux Comptoirs de leur passage & laisser au dernier Comptoir de la sortie du Pais, (où il leur sera donné un autre Passavant pour la sortie) & les Officiers dudit dernier Comptoir seront obligés de tenir un Registre séparé d'entre les Passavants, & de les renvoyer tous les mois aux Officiers du Comptoir d'Anvers pour en tenir notice sur leur registre pour la verification de l'issue. Fait à Bruxelles le 2. d'Avril 1703. Etoit signé, EL MARQUES de BEDMAR, plus bas.

Comte de BERGEYCK.

### XXXIX.

*Fœdus offensivum & defensivum inter LEOPOLDUM 16. Mai.*  
DUM Imperatorem Romanorum, ANNAM  
Reginam Angliæ & Ordines Generales Fœderati Belgii ab una; & PETRUM II.  
Regem Lusitanie ab altera parte intum, Liberatis Hispaniarum ostendere, communisque periculi totius Europe avertendi, atque Jura Augustissimæ Domus Austriæ in Monarchiam Hispanicam vindicandi causâ. Olisipone 16. Maii 1703.  
Cum SEPARATIS ARTICULIS eodem die factis & firmatis. [Tiré du Protocole de l'Ambassade Imperiale en Hollande]

CUM Serenissimus ac Potentissimus Princeps LEOPOLDUS, Romanorum Imperator, & Serenissimus ac Potentissimus Princeps Guillelmus III. Magnæ Britannię quondam Rex; nec non Celsi ac Præpotentes Domini Ordines Generales Fœderatarum Belgii Provinciarum Fœdus inter se iniverint Hagæ Comitum conclusum die septimo Septembris anni millesimi septingentesimi primi, quod post obitum prædicti Regis Serenissima ac Potentissima Princeps Anna Magnæ Britannię Regina alacriter servandum suscepit, Serenissimum ac Potentissimum Petrum II. Portugalliæ Regem invitaverunt, ut in ejus Fœderis Societatem venire vellet, ipsa autem Sacra Regia Majestatis Portugalliæ cum tam amica invitatione Dominorum Fœderatorum permota, tum etiam reputans Christianissimum Regem Ludovicum XIV. postquam ipse Neposque ejus, ex Serenissimo Desino secundo loco natus fecum



ANNO  
1703.

cum postrema percussissent Fœdera multa edidisse non modo signa, sed etiam facta, quibus manifestè ostendit ejus consilia eo solum tendere, ut oppressa Gallicæ Dominatæ Hispanorum Libertate, Hispaniæ Regna & Ditiones Provinciarum in modum Gallicæ Regno adjungat, quod non modo rei Lusitanæ perincommodum accidisset, ac periculi plenum, sed etiam ceteris Europæ Regnis ac Nationibus; consultiſſimum ac rectiſſimum fore statuit, si ipse pro virili conaretur commune discrimen avertere, Hispanosque finitimiſſimam Gentem Lusitaniamque cognatam & ad eodem auctores origines referentem, ab impotenti Dominatione asserere, præsertim cum verendum esset, ne & præsens & postera ætas consilium improbare Regis ortu & origine Hispani (nam & Lusitani Hispanorum nomine censentur) si Hispaniam commune natale solum gravissimo ejus tempore deseruisset, & quasi imploranti opem atque ab illis quæ generat repoposcenti amicam manum porrigere recuſasset: Itaque cum nihil de Jure Successionis Hispaniæ decusum fuerit Fœderibus inter ipsam Sacram Regiam Majestatem Portugalliæ Regemque Christiſſimam atque ejus nepotem initis, utpote quæ, non præjudicata eâ causâ id unum respiciant, ut præbita aliquali opera pax & tranquillitas Hispaniæ ceteraque Europæ juvaretur, visum fuit eidem Serenissimo ac Potentiſſimo Regi Portugalliæ Fœdus inire cum eodem Serenissimo ac Potentiſſimo Principe Leopoldo Romanorum Imperatore, ut cum Successio Hispaniæ mortuo sine liberis Catholico Rege Carolo hujus nominis secundo, gentilitio iure pactisque obveniret, atque una cum ejus Fœderatis & in eam causam conspirantibus, nempe cum Serenissima ac Potentiſſima Principe Anna Magnæ Britanniæ Regina & Celsis ac Præpotentibus Dominis Ordinibus Generalibus Federatarum Belgii Provinciarum, ut conjunctis animis & viribus communi Securitati, Hispanorum Libertati, Legitimoque in Regna succedendi juri quam firmissime consulatur. Quæ de causâ ad id Fœdus ineundum Plenipotentiis suas & Mandata dederunt ab una parte Sacra Cæsarea Majestas Domino Carolo Ernesto Comiti à Waldstein Aurei Velleris Equiti, Consiliario suo Arcano, & Serenissimi ac Potentiſſimi Romanorum & Hungariæ Regis Camerario, ac Legato suo Extraordinario in Lusitania, Serenissima ac Potentiſſima Principes Anna Magnæ Britanniæ Regina, Domino Paulo Methwen Armigero & Ablegato suo Extraordinario in Lusitania, Celsi ac Præpotentes Domini Ordines Federatarum Belgii Provinciarum, Domino Francisco Schonenberg, ab altera vero parte Serenissimus ac Potentiſſimus Princeps Portugalliæ Rex Domino Nonio de Mello Alvaes Pereira Consanguineo suo Carissimo, Duci de Cadaval, Marchioni de Ferreira, Comiti de Tentugal, Domino Oppidorum de Povoa, de Sancta Christina, Villa nova de Aruos, Noudar, Barrancos, Rabazal, Arega, Alvadaſere, Buarios, Arcobra, Carapito, Mortagua, Aqua de Peixes, Operat, Avermella, Cereal, Commendatario de Grandola in Sodalitio Equitum Jacobensem, in Avissensem vero de Noudar & Barrancos, Palatini Senatus Præſidi, hac in Urbe Regia totaque Regione Estremadura equeſtrium ac pedestrium Copiarum Magistro, suæ Sacræ Regiæ Majestati immediatè, Statusque Consiliario; & Domino Emanueli Telles de Silva Marchioni de Alegrete, Comiti Villar Majorio, in Sodalitio Equitum Christi Commendatario Sancti Joannis de Alegrete, & Trapetorum de Soure; in Avissensem vero Collegio Commendatario Sancti Joannis de Moura, & Sanctæ Mariæ de Albuſeira, Triumviro Fisci Moderatori, primæ admiſſionis Cubiculario, Sacræ Regiæ Majestatis suæ ejusque Status Consiliario &c; Domino Francisco de Tavora Comiti de Alvor, Domino Oppidi de Albuta, Pinelli Præſecto in Christi Equitum Sodalitio Commendatario de Sancto Andrea de Reixeda, Porto Sancto, Sancta Maria duarum Ecclesiarum, & Sancto Salvatore de Baſto, Præſidi Consilii Transmarinis rebus præpositi, Statusque Consiliario &c. Domino Roquo Montegros Paim, Domino de Alva, Villa Cains & Refryos, in Sodalitio Cheilli Equitum Commendatario Sanctæ Mariæ de Campanana, & Sanctæ Mariæ de Germinde, Consiliario & Secretario ejusdem Sacræ Regiæ Majestatis, & Domino Josepho de Faria publico totius Regni Tabulario præposito, Regni Historiographo Maximo, Regiæque Signature Secretario, & Consiliario summa dictæ Sacræ Regiæ Ma-

jestatis, qui quidem Plenipotentiarii virtute prædictarum Plenipotentiarium respective sibi concessarum (quæ priusquam huic Tractatui subscribere p. pen. & excuſas sunt, & pro legitimis ac ſufficientibus habitis commutata) re diligenter matureque deliberata Dominorum suorum altissime memoratorum nomine, in Capita five Articulis sequentes conveniunt & conſentunt.

I. Tres Potentiæ Federatæ alte memoratæ una cum Sacra Regiæ Majestate Lusitanicæ operam conferent unanimiter, ut Serenissimus Archi-Dux Carolus Filius secundo genitus Sacræ Cæsareæ Majestatis immittatur in possessionem totius Hispaniæ, prout illam Rex Catholicus Carolus secundus possidebat, cum eo tamen temperamento, ut Sacra Regiæ Majestas Lusitanicæ non teneatur Bellum facere offensivum præterquam in ipsa Hispania.

II. Ad id autem Bellum offensivum in Hispania faciendum Sacra Regiæ Majestas Lusitanicæ non tenebitur habere & alere de suo plus quam duodecim millia Pedum & Equitum tria millia, quos educere in aciem debeat.

III. Præterea Sacra Regiæ Majestas leget tredecim millia Militum Lusitanorum, ut sint in universum Lusitanæ Copiæ duo de triginta millia militum, quorum quinque millia Equites erunt, viginti tria millia Pedes.

IV. Ex his tredecim millibus Militum nempe undecim millibus Pedum & duobus millibus Equitum, ipsa undecim millia Pedum congruentibus armis ornabuntur, quæ ad rem Domini Federati præbere debent, insuperque etiam pro auctario ipsorum Militum causâ duo millia armorum.

V. Domini Federati tenebuntur dare Sacræ Regiæ Majestati Lusitanæ decies centena millia Philippæorum argenteorum Monetæ Hispanicæ, five ut vulgo vocant millionem Patacarum singulis annis, quibus Bellum extiterit ad sumptum supra dictorum tredecim Millium militum tum in stipendiâ, tum etiam in alias omnes impensas, quarum ipsis opus fuerit tam in stativis, quam in agmine.

VI. Solutio horum decies centenorum millium Philippæorum argenteorum Hispanicæ Monetæ, five ut vulgo vocant millionis Patacarum, fiet per pensiones, per omnes anni menses æqualiter divisa, nempe quæ pars ad stipendia tredecim millium Militum spectat à permutatione Ratificationum incipiet, idque pro rata portione, quæ competat ad eum numerum Militum, qui jam lecti fuerint & subinde legentur; quod autem ad eam partem hujus millionis spectat, qui ad sumptus extraordinarios Exercitus ex stativis educi pertinet, incipiet ejus solutio ex quo primo die ex stativis Copiæ educuntur. Cautum tamen est ad solutionem primæ partis hujus millionis paratas fore semper Olisiponæ duorum mensium pensiones; ad secundæ autem partis hujus millionis solutionem cum primum Exercitus ex stativis educatur, duorum mensium pensiones in antecessum dabuntur, quæ non imputabuntur, nisi postremis duobus anni mensibus.

VII. Quod si evenierit, ut Sacra Regiæ Majestas Lusitanicæ tota supra dicta tredecim millia Militum non legerit, ex hac Patacarum millione ea pars stipendiorum imminuetur, quæ ad eum numerum congruat Militum, qui re ipsa lecti non fuerint.

VIII. Præter prædicta decies centena millia Philippæorum argenteorum, Hispanicæ Monetæ, five millionem patacarum, quæ singulis annis præbere Domini Federati debent in solutionem tredecim millium Lusitanorum Militum, prout præsertim, tenebuntur etiam præbere Sacræ Regiæ Majestati Lusitanicæ quinquies centena millia Philippæorum argenteorum five quinquies centena millia Patacarum ad apparandum Exercitum, & reliqua quæ opus fuerint, hoc priore anno, eamque argenti summam tempore Ratificationis hujus Fœderis tradent.

IX. Præbeant etiam Domini Federati, & hoc in Regno Lusitanicæ parata semper habebunt, omnibus, quibus Bellum duraverit annis duodecim millia externorum Veteranorum Militum, decem scilicet Pedum millia, mille Equites levis armaturæ, milleque Dimachas quos Dragones vocant, quæ quidem duodecim millia Militum non solum subinde impendio suo suppleant, prout necesse erit, sed armare etiam, & ære suo eis solvere quidquid ipsis opus fuerit, cum ad stipendia, quæ merebunt tam in stativis quam extra ipsa, tum ad militare panem Militibus præbendum, paleam & hordeum equis, qui quidem pa-

ANNO  
1703.

ANNO  
1703.

nis, palea & hordeum eisdem pretiis præbebitur quam propriis Militibus Sacra Regiæ Majestatis Lusitanie præberi solet & reapse præbentur; idque ministerio & curâ ejus Generalium Quæstorum, atque Officialium, ita tamen ut Sac. Reg. Maj. Lusitanie nullam omnino impensam in prædictas Copias externas facere debeat, neque ipsi quidquam præbere, præterquam valetudinaria & vehicula, quæque ad valetudinaria & rem vehicularem pertinent.

X. Sacra Regia Majestas Lusitania bis mille equos in Lusitania præbebit ære Dominorum Fœderatorum emendos ad instruendas externas ipsorum Copias, ita ut pro singulis equis Militibus attribuendis quadraginta millia Regalium Monetæ Lusitanie solvant, sive ut vocant, quadraginta millia *Reis*. Pro equis vero, qui Officialibus attribuuntur, sexaginta millia Regalium ejusdem Monetæ, sive, sexaginta millia *Reis*; quibus etiam pretiis ceteros omnes equos præbebit, quos pro copia & facultate Regni ab ipsa desideraverint, Domini Fœderati ad augendum Equitatum.

XI. Una cum supra dictis duodecim externorum veteranorum Militum millibus ære sumptuque Fœderatorum apportari debent; decem enæ Tormenta magni modi fusi aptata vehiculis cæteroque apparatu ad usum agminis necessario instructa præterquam multis, quibus trahentur.

XII. Ad hoc cum armis ad armanda undecim millia Lusitanorum et tredecim millibus, quæ Sac. Reg. Majestas Lusitania legere debet, apportabuntur etiam alia decem enæ Tormenta suis aptata vehiculis ea magnitudine, quæ ad globos competat a duodecim usque ad viginti quatuor libras; atque hæc Tormenta simul cum armis pro undecim millibus Lusitanorum Militum propria fient Sac. Reg. Majestatis Lusitanie, ita ut repeti ab ea non possint, nec eorum pretium exigi.

XIII. Tenebuntur Domini Fœderati statim apportanda curare suo fide empti quatuor millia quintalium nitrati pulveris, quorum singula quintalia centum duodeciginta libras expleant ponderis Lusitanici ad usum expeditionis hujus prioris anni, singulis autem frequentibus annis, quibus Bellum duraverit, alia quatuor millia quintalium pulveris nitrati suo item ære empti, prius quam Copiæ ex stativis educantur, apportanda curabunt.

XIV. Mittent etiam Domini Fœderati statim cum externo Milite duos Præfectos, sive Magistris Campi Generales, qui sint ea dignatione, ut jam munere Sub-Præfecti, sive Tenentis Generalis functi sint, de quibus Majestas sua, qualesnam sint, prius docebitur; quatuor Aciei Instrutores, sive Sergentes Majores prælii; quatuor Officiales Equitatus, qui in eo Commissariariorum munere fungantur; duos Sub-Præfectos, sive Tenentes Magistris Campi Generales, duos Sub-Præfectos, sive Tenentes Generales rei tormentarie; duodecim Architectos militares; quadraginta Tormentorum Librarios; decem ignium Artifices, viginti Cuniculorum fodendorum pericos; quibus universis Domini Fœderati de suo solvent eodem modo, quo duodecim millibus externi Militis solvere tenentur.

XV. Universæ externæ Copiæ, quas Domini Fœderati mittere & conservare in Lusitania debent, subiectæ erunt non solum Majestatis suæ Lusitanie supremis Imperiis, sed etiam Præfectorum ejus sive Generalium atque etiam Officialium, qui ob manus, quod obierint, ipsi superiores fuerint. Cæterum ob rupta imperia, crimina & flagitia, quæ committent, per Præfectos sive Generales & Auditores Generales Exercitus plectentur, prout plectantur, aut plectentur more Militiæ ipsimet Lusitani, maxime propter ea, quæ ad violationem rerum ad Religionem spectantium pertinebunt.

XVI. Domini Fœderati facultatem præbeant auxilium & adjuvamentum omne redemptoribus Sacra Regiæ Majestatis Lusitanie ad extrahendum ex suis Portionibus & Terris omnem nitratum pulverem, tela, annonam, ceteraque omnia Belli Instrumenta atque omnes apparatus, tum maritimos, tum terrestres, quæ ab illis desiderantur, idque eisdem pretiis, quibus ea sum in usum comparare consueverint idem Domini Fœderati & absque ulla pretii immutatione.

XVII. Potentiæ maritimæ tenebuntur habere & conservare in ora maritima Lusitanie & in Portibus ejus competentem Navium Bellicarum numerum, ad ipsam oram Portusque toto ab hostili vi defen-

TOM. VIII. PART. I.

ANNO  
1703.  
dendos, Commerciumque & Classes Emporeticas, ita ut comperto, vel etiam intellecto, posse Portus ipsos & Classes prædictas majore vi hostili invadi, teneantur idem Domini Fœderati prius quam castus ejus invasionis eveniat, cum Bellicarum Navium numerum in Lusitaniam mittere, qui par sit, atque etiam superior Navibus viribusque hostium, qui in Portus aut Classes prædictas invadere meditabuntur. Ad subitos autem castus, qui evenire possunt abscidentibus ab ora Portusque Lusitanie dictorum Dominorum Fœderatorum Navibus ipsi Domini Fœderati ita facere tenebuntur, ut his in Maribus aut in Portibus ea Naves maneant, quantum opus esse Sacra Regia Majestas Lusitanie judicaverit.

XVIII. Quod si quæ Potentiæ in transmarinis Lusitanorum Provinciis aut Ditionibus Bellum inferant, aut si Sacra Regia Majestas Lusitanie id hostes meditari cognoverit, Domini Fœderati Sacra Regia Majestati Lusitanie tantum Bellicarum Navium præbeant, quantum par competensque fuerit ad hostiles Naves, atque etiam superiores, ita ut eis non solum possit obfidi, sed id etiam Bellum impediri, aut irrupto quandoque Bellum duraverit & occasio possit evenire. Si vero hostes aliquod Oppidum ceperint, Locumve occupaverint, quem manant in prædictis transmarinis Provinciis & Ditionibus, hæc auxilia continuabunt donec integre recuperetur id Oppidum, aut Locum plurave Oppida & Loca si cauta fuerint.

XIX. Omnes auxiliares Naves Sac. Reg. Majestatis Lusitanie Imperis subiectæ erunt, ut ea agent, quæ ipsi imperata fuerint à Majestate sua. Quod si in Provinciis Transmarinis, Lusitanorumque Ditiones proficiantur, ea etiam agent, quæ Sacra Regia Majestatis suæ nomine per Prætores ejus & Gubernatores ipsi injuncta fuerint.

XX. Cum vero hæ Naves auxiliares duarum Potentiarum quacunque occasione casive cum Lusitanis Navibus conjungentur, Præfectus Classis Naviumve Lusitanarum cui jus ferendi sit vexilli, signa dabit, & ad Bellicum Consilium convocabit, quod in ipsa Lusitana Prætoria habebitur, & per ipsum Classis Lusitanarumve Navium Præfectum expedientur imperia ad ea exequenda, quæ in Consilio deliberata fuerint, quæ ipsi Præfecti auxilium Navium exequentur unusquisque suis Navibus.

XXI. Neque Pax neque Inducæ fieri poterunt, nisi mutuo consensu omnium Fœderatorum, neque ullo tempore fient, manente in Hispania Secundo Genito Regis Christianissimi ex Desino Nepote; quolibetve alio Principe ex stirpe Gallica, & quin Lusitana Corona integre possideat & dominetur omnibus Terris, Regnis, Insulis, Statibus, Ditionibus, Arcibus, Urbibus, Oppidis, Pagis, eorumque Territoriis & annexis, quæ nunc tam in Hispania, quam extra ipsam habet.

XXII. Eodem modo etiam Pax fieri non poterit cum Rege Christianissimo, nisi ipse cedat quocunque Jure, quod habere intendit in Regiones ad Promontorium Boreale vulgo *Caput de Nori* pertinentes & Additionem Status Maraconi spectantes, jacentesque inter Fluvium Amazonum & Vincentis Pinonis, non obstante quolibet Fœdere, sive provisionali sive decisivo inter Sac. Reg. Majestatem Lusitaniam & ipsam Regem Christianissimum inito super possessione jureque dictarum Regionum.

XXIII. Serenissimus Archi-Dux Carolus postquam Hispaniæ dominabitur, Sac. Regiæ Majestati Lusitanie Indicacque Societati solvet quicquid Corona Hispaniæ ipsis solvere tenebatur ex vi Transactionis cum ipsa inita, peninde ac si cum eo re ipsa inita fuisset, transactis in ipsum omnibus Obligationibus & Conditionibus ejus, ut eas exacte observet, curetque ut solutiones fiant iisdem Temporibus in ea expressis, nempe prima solutio in Adventu primæ Classis Indicæ aut Classicæ, quæ in Hispaniam apulerit, postquam in ipsa dominabitur prædictæ Serenissimus Archi-Dux, Secunda vero in Adventu Secunda, ceterisque rebus satisfaciatur, quæ in prædicta Transactione continentur, ita ut Corona Lusitanie Indicacque Societatis omnia consequatur, quæ ut prædictæ Transactionis consequi debebat. Sacra autem Regia Majestas Magnæ Britannie & Celsi ac Præpotentes Domini Ordines Generales Fœderati Belgii sese obligant tanquam Guarantes Serenissimum Archiducem contentis in hoc Article satisfacturum.

XXIV. Serenissimus Archi-Dux Carolus huc in Lusitaniam appellet, & descendet in eam cum omnibus auxiliis, quæ Domini Fœderati mittere debent, prout

R



ANNO

1703.

prout in hoc Fœdere pactum & conventum est; neque Sacra Regia Majestas Lusitanie tenebitur Bellum inferre, nisi egresso in Lusitaniam Serenissimo Archiduce, appulsus ad eam omnibus auxiliis, tam hominum, quam Navium.

XXV. Cæterum quam primum Serenissimus Archidux in Lusitaniam advenerit cum Sacra Regia Majestas Lusitanie agnoscat & habeat pro Rege Hispanie, prout ipsam Carolus II. Rex possidebat, ita tamen, ut Sac. Reg. Majestati Lusitanie prius iudice innoscat jus illud quo fit Rex Hispanie in eum legitimo modo cessum & translatus esse.

XXVI. Eo ipso tempore, quo Sacra Regia Majestas Lusitanie Bellum illatura erit, Potentie maritimæ valida Classe irrumperere tenebuntur in oram Hispanie, eamque pro virili infestam reddere, ut hostium vires dilrahantur, eoque proclivior factu reddatur expeditionis summa.

XXVII. Eadem de causa tenebuntur Domini Fœderati acriter Bellum inferre tam in Belgio & Superiore Rheno parte, quam in Italia eo ipso tempore, quo a Lusitania inferenda erunt arma in Hispaniam, idque deinceps eo modo continuabitur cæteris annis, in quibus Bellum duraverit.

XXVIII. Cautum est, ne ullo unquam tempore dictis Potentis liceat petere aut prætere de Corona Lusitanie sumptus & expensas, five universas, five partem aliquam, quæ sicut auxiliorum causa ipsi suppeditandorum ex hujus Fœderis vi, tam terrestrium Copiarum, subilium & Navium auxilium, quam pecunie, armorum, nitrati pulveris, Tormentorum & quorumlibet aliorum, quamvis de eo cautum non sit, omnibus & singulis hujus Fœderis Capitibus, five Articulis, in quibus hæc auxilia pacifcuntur, cum in aliquo tamen eorum ea de re speciatiim caveatur.

XXIX. Tractatus hic confirmabitur & ratihabitur legitima ac debita forma per alte memoratos Dominos ipsorum Plenipotentiariorum, ipsæque Ratificationes commutabuntur Olisipone intra trium mensium spatium à subscriptione ejus.

In quorum omnium Fidem ac Testimonium Nos supra memorati Plenipotentiarii Sacre Cæsareæ Majestatis & Sacre Regiæ Majestatis Lusitanie nec non Celsorum ac Præpotentium Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii hoc Instrumentum manibus nostris subscripsimus, appositisque Insignium Nostrorum Sigillis munivimus. Ipse vero Dominus Plenipotentiariorum Sacre Regiæ Majestatis Magnæ Britannie vitandæ controversiæ causa, quæ est de loci prærogativa inter Coronas Lusitanam & Britannicam, pro more consuetudineque inter utramque Coronam observata, separatim, alia Instrumenta ejusdem tenoris subscripsit & Sigillo apposito munivit. Olisipone die decimo sexto Maji Anni Domini millesimi septingentesimi tertii.

(L. S.) C. DE WALDSTEIN.

(L. S.) D. MARQUIS FERREIRA.

(L. S.) SCHONENBERG.

(L. S.) MARQUIS D'ALLEGRETE.

(L. S.) CONDE DE ALVOR.

(L. S.) ROQUE MONTEGRO PAIM.

(L. S.) JOSEPH DE FARIA.

*Articuli Secreti & Separati.*

**C**ONSULTUM visum fuit, ut Secreti essent duo Articuli inferiores scripti ad Fœdus offensivum spectantes hoc ipso die subscriptum & obsignatum, ab una parte per Dominos Plenipotentiariorum Sacre Cæsareæ Majestatis & Sacre Regiæ Majestatis Magnæ Britannie, nec non Celsorum ac Præpotentium Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii, ab altera vero parte per Dominos Plenipotentiariorum Sacre Regiæ Majestatis Portugaliæ, cum eo tamen, ut non mihiorem firmitatem habent, sed eodem valore & validitate gaudeant, tanquam pars integrans & substantialis ejusdem Fœderis Offensivi.

I. Cautum est, ut Serenissimus Archi-Dux Carolus postquam in ipsum cessum & translatus legiti-

me fuerit jus, quo fit Rex Hispanie & Indiarum Occidentalium, prout ambo hæc Catholicus Rex Carolus Secundus possidebat, cedat, donecque Sacre Regiæ Majestati Lusitanie Oppida Pacem Augustam, five Badajoz, Albuquerque, Valenciam, & Alcantaram in Regione Estremadura, & Oppida Guardam, Tuy, Bajonam & Vigam in Regno Gallicæ, eaque omnia Oppida, Urbes & Castella cum agro singulis attributo, prout ad singula eodem spectat, eodemque modo, quo in præfatis habetur. Quæ quidem cessio & donatio fiet Coronæ Portugaliæ in perpetuum, ut ea omnia Oppida, Urbes & Castella, sicut præfatur, eodem Jure, proprietate & supremo Dominio habeat, quo illa omnia prædicta Catholicus Rex Carolus Secundus possidebat.

II. Præterea Serenissimus Archi-Dux eodem tempore & modo tenebitur cedere & donare Sacre Regiæ Majestati Lusitanie, ut ipsius Regni Coronæ in perpetuum fiat, omne & quodvis jus, quod habebat & habere poterat in Regionibus ad ripam Borealem Fluminis Argentei, five de Plata sitas, ut illa Americæ Dominia utriusque Coronæ prædictæ argenteo Fluminis dividantur, eosque Sacra Regia Majestas Lusitanie habere & præfidiis suis occupare possit, tanquam supremæ & verus corum Dominus, non aliter quam ceteras ejus Dominionum, non obstante quolibet Tractatu tam provisionali quam decisivo cum ipsa Corona Hispanie sancito. In quorum omnium fidem &c.

(L. S.) C. WALDSTEIN.

(L. S.) D. MARQUIS FERREIRA.

(L. S.) SCHONENBERG.

(L. S.) MARQUIS D'ALLEGRETE.

(L. S.) CONDE DE ALVOR.

(L. S.) ROQUE MONTEGRO PAIM.

(L. S.) JOSEPH DE FARIA.

*Declaratio preliminaris à Comité Waldstenio & Amirante Castelle nomine LEOPOLDI Cæsaris & CAROLI III. Hispaniarum Regis facta, circa tertiam partem Subsidiorum & Munitionum Regi Lusitanie, Fœderis causa promittendarum. Olisipone 2 Maji 1703. Cum RATIFICATIONE Cæsareæ. Datum Vienna die 9. Septembris 1703. [Tiré du Protocole de l'Amassade Impériale en Hollande.]*

**N**OS LEOPOLDUS Divina favente clementia electus Romanorum Imperator semper Augustus ac Germaniæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatia, Slavoniæ, Rex, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantie, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, Marchio Moraviæ, Dux Lucemburgiæ, ac Superioris & Inferioris Silesiæ, Wurtembergæ & Teckæ, Princeps Sueviæ, Comes Habsburgi, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi & Goritiæ, Landgravius Alsatiæ, Marchio Sacri Romani Imperii, Burgoviæ ac Superioris & Inferioris Lusatiæ, Dominus Marchiæ Slavonicæ, Portus Naonis & Salinarum.

Notum facimus & testamur quod cum sub conclusionem Fœderis inter nos, Serenissimam Potentissimamque Principem Dominam Annam Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ Reginam: uti & Ordines Generales Fœderati Belgii ex una: Et Serenissimum ac Potentissimum Principem Dominum Petrum Secundum Lusitanie & Algarbiæ Regem ex altera parte die decimo sexto præteriti mensis Maji Olisipone initii Legatus noster ibidem Extraordinarius Comes à Waldstein una cum Amirante Regni Castellæ ad summoendas difficultates quæ circa tertiam Subsidiorum, Armorum & Munitionum Regi Lusitanie promissorum exorta Fœderis istius subscriptionem ex parte Ministrorum Serenissimæ Regiæ Magnæ Britannicæ & Ordinum Uniti Belgii videbantur remoraturæ, sequentem ediderit Declarationem.

Los Ministros Plenipotentiarior de las dos Potencias maritimas que se hallan en esta Corte de Lisboa,

ANNO

1703.

ANNO 1703. boa, han expreſſado repetidas veces las conſiderables ſumas que les piden Portugueſes, para entrar en la Liga y que deſpues de haver pueſto la mayor y mas continuada ſolicitud en que ſe rebaxaſſen mucho las que propuſieron en el Proyecto ſiempre quedan inſoportables los ſocorſos que por ultima reſolucion quieſen para entrar en la Liga, anadiendo que les ſara ympoſſible firmar con tanto diſpendio de ſus Amos eſte tratado ſi fu Mag<sup>a</sup>. Ceſarea y el Señor Rey Don Carlos III. no ſe obliguſen à que la Monarquía de Eſpaña que es la Principal ynterſeſada contribuya con la tercera parte de dichos Subſidios, Armas y Municiones que ſe dieren a Portugal para eſta Alianza y conſtaren del Tratado con ellos, obligandose ambas Potencias a ſuplir eſta tercera parte mientras la Monarquía de Eſpaña no eſta en aptitud de concurrir con ella, con la condicion de que aya de ſatisfazerla quanto antes pueda deſpues de hallarſe el Señor Rey Carlos III. en la poſſeſſion del Reyno de Eſpaña, y haviendo conſiderado el Conde de Waldſtein Embaxador Extraordinario en eſta Corte por ſu Mag. Ceſarea y ſu Plenipotenciario en el Tratado de eſta Liga, y el Almirante de Caſtilla que fin eſta circunſtancia peligrata un Tratado que eſta ſuma de las coſas para el fin deſeado, y tan de la mayor importancia al ſervicio y exaltacion de la Aug<sup>ma</sup>. Caſa que abierta eſta puerta entra con tanto mayor brevedad y ſeguridad a la Suceſſion Hereditaria de ſu Monarquía Eſpañoſa, y que por otra parte las razones, que alegan dichos Miniſtros Plenipotenciarios de las Potencias Maritimas ſon tan juſtificadas y convenientes tes ha parecido muy pueſto en razon, mas como les falta poderes para tratar con las Potencias Maritimas no han podido obligarſe formalmente a ello, pero no dudan que ambas Mag<sup>tes</sup>. Ceſarea y Catholica ſe dignaran de aprobar eſto mismo que eſtan de ſu Real Servicio, y en fee de ello firmaron la preſente y corroboraron con el Sello de ſus Armas. En Liſboa à 2 de Mayo de 1703.

(L. S.) EL CONDE DE WALDSTEIN.

(L. S.) EL ALMIRANTE DE CASTILLA.

Nos eandem confirmaverimus, approbaverimus & ratam habuerimus, approbamus etiam illam & ratam habemus, Promittentes verbo nostro Cæsareo illam non solum a Serenissimo Filio nostro Secundo-genito statim atque à nobis Successoribus Monarchiæ Hispanicæ publice declaratus fuerit, approbatur: sed etiam deinceps bona fide servatum & impletum iri. In cuius rei maius robur hanc paginam manu nostra subscriptam Sigillo nostro Cæsareo muniri iussimus. Dabatur in Urbe nostra Viennæ die nona Septembris Anno millesimo septingentesimo tertio, Regnorum nostrorum Romani quadregesimo sexto. Hungarici quadregesimo nono, Bohemici vero quadregesimo septimo.

LEOPOLDUS.

(L. S.)

Vt. D. A. C. A. KAUNITZ.

Ad Mandatum Sacræ Cæsareæ  
Majestatis proprium.

Ratificatio ejusdem Declarationis per CAROLUM III. Hispaniarum Regem Catholicum Viennæ die 13. Septembris 1703. [Tiré du Protocolle de l'Ambassade Imperiale en Hollande.]

Nos CAROLUS TERTIUS Dei Gratia Rex Castellæ, Legionis, Arragoniæ, Utriusque Siciliæ, Hierosolymorum, Navarræ, Granatæ, Toleti, Valentici, Galliciæ, Majoricæ, Minoricæ, Seville, Sardinie, Cordubæ, Corsicæ, Murciæ, Gienne, Algarbiæ, Algeziræ, Gadum, Insularum Canariarum, Indiarum Orientalium & Occidentalium, Insularumque & Terræ Firmæ Maris Oceani, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantie, Mediolani, Athenarum & Neopatriæ, Comes Habsburgi, Flandriæ, Tyrolis & Barchinonis, Cantabrie, & Molinæ Dominus.

TOM. VIII. PART. I.

ANNO 1703. Notum facimus & testatur quod cum Translationi Hispanicæ Monarchiæ ab Augustissimo Imperatore Domino & Parente nostro colendissimo, uti & Serenissimo Principe Domino Josepho Romanorum ac Hungariæ Rege Charissimo Fratre nostro Primogenito in nos hesternæ die solemniter factæ, ea conditio addita & à Nobis acceptata sit, ut omnes Conventiones ratas habeamus quæ ad vindicandam ejusdem Monarchiæ possessionem Sacra Cæsarea Majestas invexit, atque inter alias nobis exhibitæ fuerit Declaratio quadam ab ejusdem Ministro & Extraordinario in Aula Lusitanica Legato, Comite a Waldstein, nec non ab Amirante Regni Castellæ Olyssipone facta & à Sacra Cæsarea Majestate approbata tenoris sequentis.

Nos LEOPOLDUS &c.

(Fiat Insertio.)

Nos Sacræ Cæsareæ Majestatis verbum in omnibus implere ejusque fidem liberare cupientes, prædictam Declarationem & Promissionem Cæsaream gratam ratamque habuerimus, prout eam hinc gratam ratamque habemus & promittimus, nos illam accurate observaturos & juxta illius tenorem Serenissimæ Reginæ Magnæ Britannicæ & Ordinibus Generalibus Federati Belgii bona fide satisfacturos esse. Harum vigore Literarum manu nostra subscriptarum & Sigillo nostro Regio munitarum, quæ dabantur Viennæ Austriæ die decima tertia mensis Septembris Anno post Nativitatem Salvatoris nostri millesimo septingentesimo tertio, Regnorum nostrorum primo.

CAROLUS.

(L. S.)

XL.

Decretum Augustissimi Cæsaris LEOPOLDI I. 9. Juillet.

Serenissimo RAINALDO, Murine Duci datum de plenaria ejus Restitutione in pristinum statum nec non de damnis sue Celsitudinis illatis inferendisque, per futuros Pacis Generalis Tractatus referendis. Viennæ die 9. Julii 1703. [Tiré du Protocolle de l'Ambassade Imperiale, en Hollande, & au Congrès d'Utrecht.]

Nos Leopoldus &c. (tit.) notum testatumque facimus, quod cum nobis Serenissimus Rainaldus Mutinæ & Regii Dux, Princeps Corregii, Marchio Estensis, Rhodigii & Carpi Comes, Consanguineus & Princeps noster Charissimus per suum ad Aulam nostram Abſeſatum Extraordinarium Carolum Antonium Giannini decenter exposuisset, se cum ob traditum nobis Fortalitium Bercellense, testatamque in nostris & S. R. I. Bonicæ Publici rationibus promovendis constantiam, tum ob neglectas Regis Franciæ minas promissionesque, una cum Provinciis Subditisque suis, in maximas angustias redactum, quin imo illis non minus, quam & ipsis alimentis spoliatum & destitutum esse, ac proinde tam in Universalibus Pacis Tractatibus sui rationem haberi, demisse petierit, ut de plenaria in pristinum statum restitutione, resarciendisque non minus illatis quam inferendis porro hujus Belli tempore, damnis secuta esse queat Dilectio sua; Nos benevole perpendentes constantissimum ejusdem erga nos Sacrumque Romanum Imperium, & Augustam Domum nostram intemeratæ fidei & observantiæ, nec non publicæ rei promovendæ studium, & præterea considerantes hocce desiderium equitati consentaneum esse, constitimus & declaravimus, nos pro parte nostra non solum omnibus viribus annisuros, sed & apud Federatos nostros impense curaturos, ut in Pacis prædictis Tractatibus Serenissimus Mutinæ & Regii Dux in pristinum statum omnino restitatur, jussuque ei & debita indemnitas præstetur. Harum testimonio Literarum manu nostra subscriptarum & Sigilli nostri Cæsarei appensione munitarum. Dabantur in Civitate nostra Viennæ nona mensis Julii, Anno millesimo septingentesimo tertio, Regnorum nostrorum &c.

R 2

XLI.



ANNO

1703.

1. Aout.

*Fadus inter ANNAM Magnae Britanniae Regi-  
nam, CAROLUM XII. Sueciae Regem, &  
Ordines Generales UNITI BELGII pro mutuae  
securitatis conseruatione initum. Hagae Comitum  
die 1. Augusti 1703.*

XLI.

CUM Sacra Regia Majestas Magnae Britanniae atque Celsi & Praepotentes Domini Ordines Generales Uniti Belgii colendae cum Sacra Regia Majestate Sueciae sincere Amicitiae & Foederum cum eadem sibi intercedentium religiose seruandorum apprimè studiosi hoc quidem rerum temporis-que habitu pro bono publico & causa communi necessarium existimauerint, adhuc arctius cum altissimè memorata Sacra Regia Majestate Sueciae sese deuin-  
cire, quo cura consilisque sociatis eo maturius tran-  
quillitas Europae reddi & restaurari possit, atque  
vicissim Sacra Regia Majestas Sueciae non minori  
desiderio teneatur propriorem cum Sacra Regia Ma-  
jestate Magnae Britanniae & Dominis Ordinibus  
Generalibus conjunctionem inuendi & publicae tran-  
quillitatis modo securo & in futurum stabili unità  
cum ipsis opera reducendae. Cumque cum in finem  
alte memoratae Sacrae Regiae Majestates & Domini  
Ordines Generales Plenipotentiarios Suos nomina-  
uerint & Mandatis necessariis instruxerint: Scilicet  
Serenissimus & Potentissimus Princeps & Dominus,  
Dominus Carolus Duodecimus Dei Gratia Sueco-  
rum, Gothorum, Vandalorumque Rex; Magnus  
Princeps Finlandiae; Dux Scaniae, Esthoniae, Li-  
voniae, Careliae, Bremae, Verdae, Stetini, Pome-  
raniae, Cassubiae & Vandaliae; Princeps Rugiae;  
Dominus Ingriae & Vismariae, nec non Comes  
Palatinus Rheni, Bavariae, Juliaci, Cliviae, &  
Montium Dux &c. Illusterrimum & Excellentissi-  
mum, Dominum, Dominum Nicolaum Comitem  
de Lillienrooth, Sacrae Suae Regiae Majestatis Se-  
natorem & Legatum Extraordinarium & Plenipo-  
tentiarum, nec non Academicum Pernauensis Cancel-  
larium: Serenissima & Potentissima Princeps & Do-  
minia, Domina, Anna Dei Gratia Magnae Britan-  
niae, Franciae & Hiberniae Regina, Fidei Defen-  
satrix Joannem Ducem & Comitem de Marlborough,  
Marchionem de Blandford Baronem Churchill de  
Saurage & Ainsouth, Sacrae Regiae Suae Majes-  
tatis a Consiliis intimis, Nobilissimi Ordinis Peri-  
scellidis Equitem, Rei Tormentariae Praefectum, Co-  
piarum Regiae Suae Majestatis terrestrium Ducem,  
Summum Exercitus ejus in Belgio Generalem, &  
memoratae Sacrae Regiae Majestatis Legatum Ex-  
traordinarium & Plenipotentiarium; & Celsi & Prae-  
potentes Domini Ordines Generales Uniti Belgii,  
Dominos, Dominos Joannem ab Essen Civitatis  
Zurphaniensis Consulem; Allardum Merens Civi-  
tatis Hornanae Senatorem & Consularem, Antho-  
nium Heinsium Dominorum Ordinum Hollandiae &  
West-Frisiae Consiliarium & Syndicum, eorundem  
Magni Sigilli Custodem & Fendorem Praefidem;  
Guilielmum de Nassau Dominum de Odyk, Gort-  
gene &c. Godard; Guilielmum de Tuyt de Seras-  
kerk, Dom. de Welland, Nederhorst, Berg Hoeff-  
waar Ascriptum ex primo Ordine in Consessu D. D.  
Ordinum Provinciae Ultrajectinae; Augustinum  
Lycklama a Nycholt, Dioeceseos Opster-Landiae in  
Frisia Grietmannum; Burchardum Justum a Wel-  
velde in Bukhorst & Molekate Toparcham in Tallik  
& Vekate Yffelmuydani agri Satrapam; & Petrum  
Joannem de Steenhuyse respectue Dominorum Or-  
dinum Gelriae, Hollandiae & West-Frisiae, Zelan-  
diae, Ultrajecti ad Rhenum, Frisiae, Transylaniae,  
& Groningae & Omlandorum ad Conuentum altè  
memoratorum Ordinum Generalium Deputatos, qui  
collatis consiliis in sequentes condiciones conuen-  
iunt.

I. Priora Foedera per praefens, iis tanquam fun-  
damento superstructum, differtè renovata & confir-  
mata censentur.

II. Cum hujus Tractatus praecipuus scopus sit  
Amicitiam inter summos Pacificantes magis magisque  
corroborare, hi mutuo sibi promittunt, quod alter  
alterius commoda & utilitatem omni meliori modo  
promovere, damna verò auertere, & quaecumque  
sibi compertas molitiones & noxia alterutri consilia  
praevenire eidemque sincera fide aperire velit.

III. Porro invicem sese obstringunt, quod nullo  
proffus modo, neque directè neque indirectè hosti-  
bus alterutrius sive praesentibus sive futuris auxilium  
ferre vel Partes eorum quacunque alià viâ fovere  
velint.

IV. Sacra Regia Majestas Sueciae sigillatim pro-  
mittit, quod simul ac Pax cum Rege Poloniae &  
Moscorum Czaro inita fuerit, vel citius etiam si fieri  
possit, Serenissimae Reginae Magnae Britanniae &  
Celsis ac Praepotentibus Dominis Ordinibus Gene-  
ralibus Uniti Belgii si requisita ab eis fuerit decem  
mille Militum auxilio eis adita, & si acciderit eos  
urgente quadam necessitate dictis Copiis indigere ante-  
quam utraque haec Pax coalescere poterit, Sacra  
Regia Majestas Sueciae nihilominus easdem eis ex-  
hibebit, si modò ullatenus rationes ejus id fieri per-  
mittant, quae quidem Copiae, quas, sive in totum  
sive ex parte, praefari congerit, sumptibus Angliae  
& Uniti Belgii sustentabuntur, hac quidem adhibita  
distinctione, ut Regia Majestas Sueciae si demum ab  
omni Bello undequaque libera cas exhibeat, simplici  
eorundem sustentatione sit contenta: quod si verò  
adhuc dum Bello Polonico & Moscovico vel altero  
eorum esset involuta, sive etiam novus ipsi  
hostis emergeret, eo casu Magnae Britanniae Regi-  
na & Domini Ordines Generales praeter sustentatio-  
nem, tenebuntur solvere pretium conductionis (*la  
levée*) eo modo; de quo cum aliis ut plurimum  
transactum esse intelligitur, reservata de caetero Sa-  
crae Regiae Majestati Sueciae facultate Copias suas  
revocandi si ipsamet hostiliter laesam eis indigere eve-  
nerit.

V. Neuter Pacem nisi cum alterius Foederati par-  
ticipatione & inclusione inibit, si illud requisiverit.

VI. Praefens Foedus defensionis ejusdem dura-  
tionis erit cum Foedere anno millesimo septingentesi-  
mo inito.

VII. Ratihabebitur hoc Foedus intra spatium duo-  
rum mensium vel citius si fieri poterit & Ratificatio-  
num tabulae hic Hagae Comitum commutabuntur.

In quorum fidem Nos supranominati Plenipoten-  
tarii praefens Foedus cuius sex Instrumenta confecta  
sunt subscriptionibus & Sigillis nostris munivimus:  
scilicet Ego Nicolaus Comes de Lillienrooth pro  
Rege Sueciae Hagae Comitum die <sup>quinto</sup> <sub>decimo</sub> Augusti  
anni millesimi septingentesimi tertii. Ego Joannes  
Dux de Marlborough pro Regina Magnae Britan-  
niae in Castris apud <sup>die</sup> <sub>quinto</sub> Augusti  
anni millesimi septingentesimi tertii: & nos Deputati  
Dominorum Ordinum Generalium pro iisdem Hagae  
Comitum die <sup>quinto</sup> <sub>decimo</sub> Augusti anno millesimo sep-  
tingentesimo tertio.

MARLBOROUGH. LILLIENROOTH.

J. VAN ESSEN.

ALLARD MERENS.

A. HEINSIUS.

W. DE NASSAU.

G. DE TUYL DE SERAS-  
KERK.

LYCKLAMA A NYEHOLT.

J. B. WELVELDE.

P. VAN STEENHUYSEN.

Articulus Separatus.

CUM Sacra Regia Majestas Magnae Britanniae  
& Celsi ac Praepotentes Domini Ordines Ge-  
nerales Uniti Belgii amice requisiverint Sacram Re-  
giam Majestatem Sueciae, ut Foederi, quod ipsi  
cum Sacra Caesarea Majestate die octavo Septembris  
1701. iniverunt, accederet, eademque ad hanc acces-  
sionem pronam sese declaraverit, quatenus memora-  
tum Foedus Angliae & Uniti Belgii rationes con-  
cernit: interea verò cum eo temporis angustiam de  
conditionibus plenè convenire non licuerit, hoc Ar-  
ticulo Separato conventum est, quod ulterior hac de  
re

ANNO

1703.

# DU DROIT DES GENS.

133

ANNO  
1703.

re negociatio instituitur, sicut etiam de auxiliis quae Sacra Majestas Sueciae, vigore Fœderis antecessoris adhuc petit. Praefens Articulus ejusdem vigoris erit cum ipso Fœdere hosti conclusio & itidem ratihabebitur intra spatium duorum mensium, vel citius, si fieri poterit, & Ratificationum Tabulae hinc Hagae Comitum commutabuntur. In quorum fidem nos infra scripti Plenipotentiales, hunc Articulum Separatum, cuius sex Instrumenta confecta sunt, subscriptionibus & sigillis nostris munivimus: scilicet Ego Nicolaus Comes de Lillienrooth pro Rege Sueciae Hagae-Comitum die <sup>quinto</sup> decimo <sup>tercio</sup> Augusti anni millesimi septingentesimi tertii. Ego Joannes Dux de Marlborough pro Regina Magnae Britanniae, in Castris apud <sup>quinto</sup> die Augusti anni millesimi, septingentesimi tertii: & nos Deputati Dominorum Ordinum Generalium pro iisdem, Hagae-Comitum <sup>quinto</sup> die <sup>decimo</sup> decimo <sup>tercio</sup> Augusti anno millesimo septingentesimo tertio.

(S) MARLBOROUGH. (S) LILLIENROOTH.

(S) J. VAN ESSEN.

(S) ALLARD MERENS.

(S) A. HEINSIUS.

(S) W. DE NASSAU.

(S) W. DE TUYL DE SE-  
RASKERKE.

(S) AUG. LACKLAMA,  
A NYERHOLZ.

(S) B. J. WELVELDE.

(S) P. J. STEENHUYSEN.

XLII.

12. Sept. *Cessio Monarchiae Hispanicae Archiduci CAROLO LEOPOLDO Imperatoris secundo genito ab eodem Imperatore & ejus Filio Primogenito JOSEPHO Romanorum & Hungariae Regis facta. Vienne, die 12. Septembris. 1703.*

NOS CAROLUS III. Dei Gratia Rex Castellae, Legionis, Aragoniae, utriusque Siciliae, Hierosolymorum, Navarrae, Granatae, Toleti, Valentiae, Gallitiae, Majoricae, Minoricae, Seville, Sardiniae, Cordubae, Corficae, Murciae, Gienae, Algarbiae, Algeriae, Gadum, Insularum Canariarum, Indiarum Orientalium & Occidentalium, Insularumque & Terrae Firmae Maris Oceani, Archidux Austriae, Dux Burgundiae, Brabantiae, Mediolani, Athenarum & Neopatriae, Comes Habsburgi, Flandriae, Tyrolis & Barchinonis, Cantabriae, & Melinae Dominae: Notum facimus omnibus praefentibus & futuris. Cum invictissimus Princeps Dominus LEOPOLDUS Romanorum Imperator semper Augustus, Dominus & Parens noster amantissimus & summa veneratione colendus, una cum Serenissimo Principe Domino JOSEPHO, Romanorum & Hungariae Rege, Fratre nostro Charissimo pro hoc benigni & benevoli in nos propensione haereditario jure sibi delatum morte Serenissimi quondam & Potentissimi Domini CAROLI II. Hispaniarum & Indiarum Regis pietissimae recordationis, Hispanicam Monarchiam, simulque Belgium Catholicum antiquum inelyctae Domus nostrae patrimonium in nos transulit prout sequitur.

Nos LEOPOLDUS; divina favente clementia Electus Romanorum Imperator semper Augustus, ac Germaniae, Hungariae, Bohemiae, Dalmatiae, Croatiae, Slavoniae Rex, Archidux Austriae, Dux Burgundiae, Brabantiae, Stiriae, Carinthiae, Carniolae, Luxemburgi, ac superioris & inferioris Silesiae, Wirtembergae, & Teckae, Princeps Sueviae, Marchio Sacri Romani Imperii, Burgoviae, Moraviae, superioris & inferioris Lusatiae, Comes Habsburgi, Tyrolis, Ferretis, Kiburgi & Goritiae, Landgravius Alsatie, Dominus Marchiae, Slavonicae, Comes Mahonis & Salinarum: Notum testaturque facimus. Cum per mortem pietissimae Memoriae

Serenissimi quondam & Potentissimi Principis Domini CAROLI II. Hispaniarum & Indiarum Regis, Fratris & Nepotis nostri Charissimi, omnia ab illo possessa Regna & Ditiones ad nos Haereditario jure pervenerint; nos tamen serio perpensis, quam difficile sit, tot & tam longe diffitas Provincias, simul cum aliis Regnis & Provinciis nostris haereditariis ab uno Principe sic gubernari; ut his praefentim temporibus communis Europae salus & cunctorum nostrorum Subditorum utilitas efflagit. Maturè praeterea consideravimus, cum moderatae res Hispanicae ita comparatae sint, ut Regis sui praefentiam quantocius requirant, non solum nos iustitiae impediri quo minus illuc nos statim conferamus, sed nec filium nostrum dilectissimum primogenitum Serenissimum Regem Romanorum & Hungariae JOSEPHUM, ad quem post nos omnis Successio nostra primo jure pertinet; istud nunc iter arripere & ab Imperio Romano, Regisque nostris & Provinciis Austriacis abesse posse. Non minus ab oculis nobis positum quae jam à teneris unguiculis in altero nostro Filio perilecto Serenissimo Archiduce CAROLO indoles emicuerit, talis nimirum, qualis eos quos divina ipsi benignitas concessit natales deceat, quam etiam progredientibus annis omni virtutum se, & domibus unde ortum trahit dignum genere excoluerit, & quod jam eà aetate sit, ut divino auxilio praesente accedente fidelium Ministrorum Consilio, & ope, populi à Deo sibi concessis laudabiliter praefice queat. Non potuimus denique pro certissimo approbantis, deudentis, & secundantis divinae voluntatis indicio grati non agnoscere & venerari, quod & primogenitus noster Serenissimus Romanorum Rex hujus sui Fratris amantissimi incrementa pro suis reputet, & hic communibus non modo Populorum Hispanicae Ditioni subditorum, sed totius paene Europae votis ad Hispanicam caepessendam Monarchiam destinatur & invitetur, eumque ad finem assequendum à plurimis potentia & iustitia fulgentibus Statibus nulli sumptui aut operae etiamnum parcat. His igitur aliisque permoti gravissimis rationibus in nomine Sacro-Sanctae & individuae Trinitatis, consentiente & adjuvante & promovente dilectissimo Filio nostro primogenito Serenissimo Romanorum & Hungariae Rege JOSEPHO; cessimus & assignavimus, cedimus & assignamus, virtute praefentium Literarum, omni meliori modo & quam firmissime id fieri possit, eidem Filio nostro secundo genito Serenissimo Archiduci CAROLO, ejusque posteris ex legitimo matrimonio nascituris, non quatercumque legitimis aut legitimandis, Universam Monarchiam Hispanicam, omnique ad eam pertinentia, ubicunque sita Regna & Provinciae, unaque Belgium quod Catholicum audit, & ad Serenissimam Domum nostram Austriacam antiquo jure spectat, illique & illis plenam & absolutam suo nomine omnes easdem Ditiones adipiscendi, possidendi, regendi & gubernandi tribuimus facultatem, et planè ratione, iisque titulis & praerogativis, quibus defunctus Rex CAROLUS II. eas possedit, tenuit, rexit, & gubernavit, aut possidere, regere & gubernare potuit aut debuit; nosque ipsi aut dilectissimus Filius noster primogenitus pontissimus aut debissimus, salvo semper eventibus casibus totius Serenissimae Domus nostrae Successionis jure & ordine, observatis quoque ubique cujusque Populi privilegiis, quae illibata penitus quibuscumque cupimus. Reservamus etiam Nobis & Successoribus nostris Romanorum Imperatoribus & Regibus, Sacroque Romano Imperio, omnia Imperii jura in illas Provincias, quae praecedentes Reges Hispaniae sub quacumque qualitate ab Imperio acceperunt, Filiusque noster Serenissimus CAROLUS III. accipiet & possidebit, non secus ac si speciatim hic singula expressa fuissent, quaeque adeo idem conservare & suo quaevis loco & tempore in effectum deducere omnino tenebitur. Volumus similiter ut eam porro huic Cessione seu Translationi conditionem dicimus, & Filius noster Charissimus Serenissimus Rex CAROLUS III. omnes Conventiones ratas habeat, atque jam ratas habuisse censeri debeat, quas ad vindicandam & in illum transferendam Hispanicam Successionem fecimus, seu iniuvimus & ad eas implendas suo nomine differre obstringat; ac jam obligatis censetur, fidemque à nobis datam reapse liberet atque nos Filiumque nostrum Regem Romanorum Josephum & illius posteros, eà de causa securos & indemnes praefert, perinde ac si omnes istae Conventiones & Praelectiones hic sigillatim descriptae

R 3

scrip-

ANNO  
1703.



ANNO  
1703.

scriptae essent. In horum omnium Testimonium, & majus robur, Nos, una cum Filio nostro dilectissimo Romanorum Rege JOSEPHO, non tantum praesentes has Literas manibus nostris subscriptis Sigillis nostris munivimus & Charissimo Filio nostro Serenissimo Rege CAROLO III. Hispaniarum & Indiarum tradidimus, ab eoque vice mutua aliud Acceptationis Instrumentum, cui hoc Instrumentum verbo tenus insertum est, recepimus, sed & de eorum tenore semper observando, ac omnibus viribus propugnando nos amboque Filii nostri, pro nobis, omnibus posteris nostris verbo Imperiali & Regio, iureque jurando corporaliter praefixito fidem nostram quam solemnissime adstrinximus, nullo unquam tempore aut modo à nobis aut aliis infringendam, omni quorumlibet qualicunque contradictione, exceptione generali ac speciali restitutione, dispensatione & absolutione etiam Pontificia, aliisque beneficiis Legis seu Consuetudinis aut nominali perpetuo exclusis. Actum praesentibus praecipuis Aulae nostrae Caesareae Proceribus, aliisque Consiliariis factoribus nostri Consilii Status, Viennae, die duodecima mensis Septembris, Anno à partu Virginis millesimo septingentesimo tertio, Regnorum nostrorum Romani quadragésimo sexto, Hungarici quadragésimo nono, Bohemici verò quadragésimo septimo.

Et nos JOSEPHUS, Dei Gratia Romanorum, ac Hungariae, Dalmatiae, Croatiae Rex, Archidux Austriae, Dux Burgundiae, Brabantiae, Styriae, Carinthiae, Carnioliae, Lucemburgi ac superioris & inferioris Silesiae, Wirtembergae, Tockae, &c. Princeps Sueviae, Marchio Sancti Romani Imperii Burgaviae, Moraviae, superioris & inferioris Lusitaniae, Comes Habsburgi, Tyrolis, Ferretis, Kiburgi, & Goritiae, Landgravius Alsatiae, Dominus Marchiae, Sclavonicae, Portus Mahonis & Salinarum, Testamur & profiteamur omnia superiora descripta ab Augusto Domino & Parente nostro summè venerando, nobis maximè volentibus, assentientibus, & una cedentibus decreta, acta, & cessa esse; assentimur etiam & cedimus pro nobis & Posteris nostris omni meliori quo fieri possit modo, verbo aeternae Veritatis & Regio, additico corporali Sacramento, promittente, nos omnia & singula exactissime servaturos, nec iis unquam contraventuros, aut aliis id permitturos esse, abolitis omnibus quibuslibet exceptionibus aut beneficiis contrariis, undecunque aut quomodocunque provenientibus, etiam eorum jure vel consuetudine singulari mentio vel amplior renunciatio fieri debuisset. Viennae die & Anno expressis.

LEOPOLDUS *Mann propria.*  
(L. S.)

JOSEPHUS *Mann propria.*  
(L. S.)

Nos, cum Cessionem ipsam, tum additas Conditiones gratissimo animo acceptasse, sicut hisce acceptamus, pro nobis & omnibus Posteris nostris, Regio verbo promittentes, & tactis Sacro-Sanctis Scripturis, jurantes, nos & ipsos omnia & singula accuratissime custodituros, & optima fide impleturos, illis nunquam contra iuros aut ut ab aliis contra eatur passuros, & si quae ulterior aut iterata, vel facilius repetita, licet non necessaria confirmatio à nobis, Posterisque nostris quibuscumque, nostrisque Regnis & Provinciis quandocumque possitetur, eam quoque daturus & ut quam solemnissime expeditur curaturos esse, omni qualicunque tergiversatione, generali vel speciali exceptione, restitutione & absolutione cujusvis Ecclesiasticae aut saecularis potestatis etiam Pontificia aliisque beneficiis contrariis quibuscumque perpetuo exclusis. Ita nobis, Posterisque nostris summa Divinitas semper propitia sit uti cupimus felicissimis & florentibus Regnis & Provinciis à Serenissimis Parente & Fratre nobis ea fiducia ultro concessis. Actum praesentibus praecipuis Caesareae Aulae Proceribus, aliisque suae Majestatis Consiliariis Sanctioris Consilii Status. Viennae die 12. Mensis Septembris Anno à Nativitate Christi Domini & Salvatoris nostri supra millesimo, septingentesimo tertio, Regnorum nostrorum primo.

CAROLUS.  
(L. S.)

PRÆSENTES facre Eminentissimus & Celsissimus Princeps Dominus Leopoldus, Sacrae Romanae Ecclesiae Cardinalis à Kollonitz Archi-Episcopus Strigoniensis & Colozensis, Regni Hungariae Primas; Reverendissimus ac Celsissimus Princeps Dominus Christianus Augustus Coadjutor Archiepiscopus Strigoniensis, Episcopus Jaurinensis, Saxoniae Dux; Celsissimus, Dominus Ferdinandus Princeps à Schwartzenberg Aulae Augustae Imperatricis supremus Praefectus, auri Velleris Eques; Dominus Theodorus Princeps à Salm Aulae Serenissimi Regis Romanorum supremus Praefectus; Dominus Ferdinandus Princeps à Lobkovitz Serenissimae Romanorum Reginae supremus Aulae Praefectus; Dominus Antonius Florianus Princeps à Lichtenstein Aulae Serenissimi Regis Hispaniarum supremus Praefectus, auri Velleris Eques; Dominus Eugenius, Princeps Sabaudiae & Piedmonti, Caesarei Consilii Belli Praefectus, & Campi Marefchallus, auri Velleris Eques Illustrissimus & Excellentissimus Dominus Ferdinandus Bonaventura Comes ab Harrach, supremus Aulae Caesariae Praefectus; Dominus Wolfgangus Comes ab Oting, Excellsi Consilii Imperialis Aulici Praefectus; Dominus Joannes Franciscus Comes à Vurben, Sacrae Caesariae Majestatis, uti Regis Bohemiae Supremus Cancellarius, auri Velleris Eques; Dominus Joannes Henricus Princeps de Fundis Comes à Mansfeld, supremus Sacri Cubiculi Praepositus, auri Velleris Eques; Dominus Dominicus Andreas Comes à Kauniz, S. R. I. Cancellarius, auri Velleris Eques; Dominus Sacrae Caesariae Robertus Octavius Comes Kinsky, Sacrae Caesariae Aulae Regiae Praefectus; Dominus Georgius Adamus Comes de Martinz, supremus Aulae Caesariae Marefchallus, auri Velleris Eques; Dominus Otto Henricus Comes ab Abensberg & Traun, Statum inferioris Austriae Marefchallus, auri Velleris Eques; Dominus Hothardus Henricus Comes à Salaburg; Dominus Wenceslaus Adalbertus Comes à Sternberg, Sacrae Caesariae Majestatis in Regno Bohemiae supremus Judex, & Aulae Regiae Marefchallus; Dominus Carolus Maximilianus Comes de Turri & Valsfinz, Sacrae Caesariae Majestatis in Marchionatu Moraviae Locum tenens; Dominus Julius Fridericus Comes Buccellini Aulae Caesariae Cancellarius; Dominus Hermanus Jacobus Comes de Ithernin, supremus in Regno Bohemiae Praefectus; Dominus Philippus Sigismundus Comes à Dietrichstein, supremus Caesarei Stabuli Praefectus, auri Velleris Eques; Dominus Ferdinandus Marchio degli Obizzi, Caesareus Campi Marefchallus, & Praefidii Viennensis Praefectus, auri Velleris Eques; Dominus Joannes Volckardus Comes à Conzin, supremus Aulae Serenissimae Dominae Archi-Ducissae Elizabethae Praefectus; Dominus Leopoldus Donatus, Comes à Trautshon, supremus Serenissimi Romanorum Regis Cubiculi Praepositus; Dominus Albertus de Longueval, Comes de Bouqui, Ordinis de Calatrava Eques; Dominus Norbertus Leopoldus Leibskinsky, Comes à Kolororatz; Dominus Aloysius Thomas Raymondus, Comes ab Harrach, supremus Caes. Protectorum pedestrium Praefectus; Dominus Jacobus, Comes ab Hamilton, Sacrae Caesariae Majestatis in Marchionatu Burgaviae Nomarcha; Dominus Carolus Josephus, Comes à Paar, supremus in Regnis & Provinciis Haereditariis Curris publici Praefectus; Dominus Nicolaus, Comes de Palfi Caesar. Protectorum equestrium Praefectus, Generalis Campi Marefchallatus Locum tenens; Dominus Ferdinandus Gobertus Comes ab Aspermont, Generalis Campi Marefchallus Locum tenens; Dominus Gundackerus Thomas, Comes de Stahrnberg, Camerae Aulicae Caesariae Praefectus; Dominus Hugo Franciscus, Comes à Koningsegg, Episcopus Leutomericensis Coadjutor, Metropolitanae Ecclesiae Colonienfis Canonici; Dominus Joannes Fridericus liber Baro à Seilgen; & Dominus Franciscus Moles, Dux de Peret; omnes Sacrae Caesariae Majestatis Consilarii Status. In fidem veritatis nomen meum subscripsi ac Signillum meum apposui, Sacrae Caesariae Majestatis Consiliarius Aulicus, Secretarius Status & Referendarius, atque autoritate Caesarea & Archiducali creatus Notarius Publicus qui haec omnia fieri praefens audivi & vidi ego

JOANNES IGNATIUS ALBRECHT  
AB ALBRECHTSBERG.  
(L. S.)

XLIII.

ANNO  
1703.

ANNO Ratificatio Casarea. Voyez ci-dessus pag. 130. 131.

1703.

4. Dec.

## XLIII.

*Declaration de Guerre de Louis XIV. Roi de France contre VICTOR AMEDEE Duc de Savoie le 4. Dec. 1703. [Sur l'Imprimé à Paris.]*

**L**Es Manifestes que le Duc de Savoie a répandus dans ses Etats, pour engager ses Sujets à prendre les Armes pour leur conservation; Et l'impression qu'il a voulu donner dans toutes les Cours de l'Europe, de la violence qui avoit été faite à ses Troupes le 29 Septembre, lorsqu'elles furent arrêtées & déarmées par le Duc de Vendôme, en conséquence des ordres de S. M. auroient pu produire quelque effet sur les esprits, si les démarches de ce Prince déjà trop connues, n'avoient forcé S. M. à prendre cette résolution si contraire à la conduite qu'Elle a tenue dans les tems que la supériorité de ses Armes, & les avantages considérables qu'elles avoient remportés sur les Princes & Etats ligués contre Elle, l'avoient mise en état de donner la Paix à telle condition qu'Elle auroit voulu. Le Traité fait en 1696. entre S. M. & le Duc de Savoie, dont le Mariage de son Petit-Fils le Duc de Bourgogne avec la Fille aînée de ce Prince fut le lien, en fournit un exemple bien authentique, & des avantages qu'il trouva à manquer à celui qui étoit entre lui, l'Empereur, l'Angleterre, & la Hollande.

Le Roy Charles II. étant mort en l'Année 1700, & la Succession de la Monarchie d'Espagne ayant été dévolue à Philippe V. par le Droit du Sang, par la disposition des Loix de tous les Etats dont cette puissante Monarchie est composée, par la volonté du dernier Roy, & par ses vœux de tous les Peuples, cette disposition ayant réveillé la Jalousie des Ennemis de la grandeur de la France, Sa Majesté fut obligée; pour conserver cette Monarchie entière, de faire marcher des Troupes dans l'Italie, qui sembloit être attaquée la première; Elle fit proposer en même tems un nouveau Traité au Duc de Savoie, par lequel il s'engagea pendant le tems que la Guerre dureroit, de fournir 10000 Hommes de ses Troupes, moyennant les Subsidés convenus. Par ce même Traité il devoit avoir le Commandement des Armées des deux Rois en Italie; S. M. consentit en suite au Mariage du Roy d'Espagne avec la seconde Fille de ce Duc, afin de fortifier de si grands engagements & des marques d'une confiance aussi entière; L'Union qui devoit être assurée pour toujours entre Sa Majesté, le Roi d'Espagne, & ledit Duc, & l'engager à contribuer de tout son pouvoir aux avantages des deux Couronnes; Ce Traité a été exécuté de bonne foy de la part des deux Rois la première année; Et quoy que le succès n'ait pas été heureux, que l'Armée de l'Empereur ait pénétré avant dans l'Italie, & que le Duc de Savoie ait retiré ses Troupes dans le tems qu'elles étoient le plus nécessaires, on ne peut pas dire qu'il ne l'ait point été de son côté. A peine cette Campagne fût achevée, que S. M. voyant les progrès des Troupes Ennemies, se détermina d'envoyer 30 Bataillons & 30 Escadrons d'augmentation, pour fortifier son Armée & lui donner la supériorité si nécessaire pour rétablir la tranquillité de l'Italie, & ôter à l'Empereur toute espérance de s'en pouvoir rendre le Maître. Ce fut dans ces tems-là qu'il revint à S. M. des avis de toutes parts, des haïssons qu'il conservoit avec l'Empereur & l'Angleterre, qu'il fit proposer par son Ambassadeur une augmentation de Subsidés, & qu'ayant rendu la fidélité suspecte, S. M. se détermina à consentir la réduction de ses Troupes à la moitié de ce qu'il en devoit fournir, & que le Roy d'Espagne vint lui même se mettre à la tête des Armées.

Ces soupçons déjà trop bien fondés, n'ont fait qu'augmenter par les assurances certaines, des négociations & des propositions de traiter avec l'Empereur. Les soins de ce Duc pour conserver le secret, n'ont point empêché qu'il n'ait été pénétré, que les Gazettes n'ayent été remplies des conditions, que l'Ambassadeur de l'Empereur à Rome ne les ait dites publiquement, & que S. M. n'ait été informée par des voyes sûres, que le Comte d'Aversberg Ministre de l'Empereur, étoit arrivé à Turin le 15. Juillet dernier, avec tous les Pouvoirs nécessaires pour le conclure.

Cette Négociation a été faite pendant les nuits dans la maison du Marquis de Prié, où ce Ministre a été long tems caché, & dans laquelle le Duc de Sa-

voye, & le Comte de la Tour, ont eu de fréquen-  
tes Conférences avec lui.

ANNO

1703.

Le bruit s'étant trop répandu du séjour du Comte d'Aversberg à Turin, il en sortit pour se retirer à la Cassine du Comte de Tarini, où le Marquis de S. Thomas se rendoit très-souvent, & où le Duc de Savoie a été lui même plusieurs fois. S. M. bien informée de toutes ces démarches, confirmées depuis par une Lettre interceptée du Comte d'Aversberg au Comte de Sinzendorf, datée du 13. Octobre de Turin, Elle ordonna à son Ambassadeur d'en parler au Duc de Savoie, qui donna des ordres au Comte de Vernon de renouveler à Sa Majesté par des protestations publiques, la fidélité de ses engagements, qu'il ne s'en départiroit jamais, qu'il n'y avoit aucun Ministre de l'Empereur à Turin, & qu'il n'écouterait aucune proposition de sa part; Et il donna de pareils ordres à son Ambassadeur à Madrid pour le Roy d'Espagne.

Une pareille conduite ne laissant plus lieu à S. M. de douter des mauvaises intentions de ce Prince, Elle ordonna par une précaution aussi juste que nécessaire au Duc de Vendôme, de faire décamer le peu de Troupes de ce Duc qui restoient dans l'Armée de S. M. & du Roy Catholique, de s'avancer vers ses Etats; Mais avant d'y entrer & d'exercer aucun Acte d'hostilité, S. M. luy fit proposer de donner des Places de sûreté & de réduire le nombre de ses Troupes sur le pied du Traité de 1696. pour affluer la communication de ses Etats avec ceux du Roy son Petit-Fils, & se garantir dans la suite de la mauvaise volonté du Duc de Savoie.

Des propositions si convenables aux intérêts du Duc de Savoie, & seules capables de maintenir la tranquillité dans les Etats, ont été rejetées; Il a fait arrêter à Turin l'Ambassadeur de S. M. & celui du Roy d'Espagne, sans leur laisser aucune communication, ni même la liberté de donner de leurs nouvelles, pendant que le Comte de Vernon son Ambassadeur auprès de S. M. étoit en liberté sur la parole qu'il avoit donnée de n'en point abuser. Il a même fait arrêter tous les François, les Officiers des Troupes & les Soldats de S. M. qui passaient dans ses Etats; Il a fait saisir tous leurs effets, & se tenant sûr des Secours qu'il attendoit de ses nouveaux Alliés, en exécution des Traités qu'il avoit conclus avec eux, il a fait marcher des Troupes pour aller au devant de 2000. Chevaux commandés par Visconti, qui ont été entièrement défaits par le Duc de Vendôme, avant de l'avoir pu joindre. Il a fait prendre les armes à tous ses Sujets, donné des ordres pour de nouvelles levées, & n'a rien omis pour faire voir à toute l'Europe, qu'il compte pour rien de violer la foy des Traitez. Cette conduite ne laissant pas lieu de douter de ses intentions, S. M. pour en prévenir les suites, a résolu de lui déclarer la Guerre tant par Terre que par Mer, comme Elle fait par la Présente. Ordonne & enjoint pour cet effet S. M. à tous ses Sujets, Vassaux & Serveurs, de courir sus aux Sujets du Duc de Savoie; Et leur a défendu & défend très-expressement d'avoir ci-après avec eux aucune communication, commerce, ni intelligence, à peine de la vie; Et à cette fin S. M. a dès à présent révoqué & révoque toutes Permissions, Passeports, Sauvegardes, & Sauveconduits, qui pourroient avoir été accordés par Elle, ou par ses Lieutenants Généraux, & autres ses Officiers, contraires à la Présente, & la déclare & déclare nuls & de nul effet & valeur; Défend à qui que ce soit d'y avoir aucun égard. Mande & ordonne S. M. à Mr. l'Amiral, aux Maréchaux de France, Gouverneurs, & Lieutenants Généraux pour S. M. en ses Provinces & Armées, Maréchaux de Camp, Capitaines, Chefs & Conducteurs de ses Gens de Guerre, tant de cheval que de pied, François & Etrangers, & tous autres ses Officiers qu'il appartiendra, que le contenu en la Présente ils fassent exécuter chacun à son égard dans l'étendue de leurs Pouvoirs & Jurisdictions; Car telle est la volonté de S. M., laquelle veut & entend que la Présente soit publiée & affichée en toutes les Villes tant Maritimes qu'autres, & en tous ses Ports, Havres & autres Lieux de son Royaume & Terres de son obéissance que besoin sera, à ce qu'aucun n'en prenne cause d'ignorance. Fait à Marli le 4. jour de Décembre 1703.

Signé, LOUIS,

Et plus bas, CHAMILLART.  
XLIV.



ANNO

XLIV.

1703.

15. Dec.

*Tractaat van Vrede, Navigatie, ende Commerce, tusschen haer Hoogh. Mog. de Heeren Staten Generael der VEREENIGDE NEDERLANDEN, ende de Bassa, Bey, Divan ende Regeering van TRIPOLI. Gedoen in Tripoli di Barbaria (1) den 15. Decemb. 1703. Met de RATIFICATIE van haer Hoogh Mogende van den 1. Decemb. 1703. [Tiré des Archives de L. H. P. les Etats Généraux des Provinces-Unies.]*

**D**E Staten Generael der Vereenigde Nederlanden. Allen den geen die desen sullen sien, Salut. Alsof den Envoÿd Juda Cohen door ons gesuithoriseert tot het sluÿten van de Vrede met de Regeering van Tripoly, van daer weder gekomen synde, aen Ons heeft overgebragt het Tractaat, daer by de Vrede tusschen Ons, en den Bassa Bey, Divan en geheelen Raet van t Koningryck van Tripoly wert vernieuwde, indiervoegen, als het Tractaat van t voorst. Tractaat in de Nederduytsche taal hier na van woorden te woorden staet geinfereert.

*Den name Gods zy gepresen.*

**H**Y is barmhertig en magtig, die de Sleutels van de barmhertigheid heeft, die de Weereld en de Creaturen heeft geschapen, en dien weder breekt, hy is 't die het Licht ende de Duysterisse heeft gemaect, die de Hoovaerdige straft sonder haer weten, sonder nodig te hebben enige hulp, hy is den Koning, den Heer, den Magtige en den Gevreesden, geïegent sy hy en synen heyligen naem.

Nu wat aengaet de Negocie en Commerce met liberteit en securiteit, de tegenwoordige is de waerheid, dat alhier in Onse presentie is gekomen den Envoÿd Juda Cohen, met magt van de Hoog Mogende de Heeren Staten Generael, om met Ons het Koningryck van Tripoly de Vrede te tracteren, en hebbende daer in gesien, dat hy het werck oock sal doen met Tunis, en Algiers; en considerende, dat dese Vredens syn raedfaem aen Ons en aen U. sullen wy ons gedragen aen de voorgaende, hopende in God, datse sekerder sullen syn, door uwer H. M. goedheit, en op de wys als wy d'accord syn gebleven in presentie van hare Excellentien Hamed Bassa, Helil Bey, en den Divan en geheelen Raed, naar veele differentien die wy gehad hebben, met den voorn. Envoÿd, over de Articulen die hy meer prætendeerde, en wy oock, syn wy overeengekomen de onderstaende Articulen buyten die van de voorgaende Vrede; en alsoo wy d'accord daer in syn, sal ons lief wesen te sien uwe brieven van Vrede, die God uw Hoog Mog. wil verleenen met veel voorspoed.

I. Eerfelyck, soo uwe Oorlog-Schepen in onse Havens komen, en nodig hebbende enige levensmiddelen, sullen wy het haer laten toekomen.

II. De Koopvaarders sullen mogen in onse Havens komen, om te koopen en verkoopen, alle de Goederen die haer nodig syn, en ingeval, dat enige van hare Goederen mogten overig honden, sullen deselve aen boord mogen brengen, sonder regten te betalen.

III. Soo enige Hollandische Schepen enige Goederen van contrabande, te weten, Yfer, Stael, Bunkruyt, Kogels, of diergelycke quamen in te brengen, sullen geene regten betalen, maer van de Koopmanschapen die geen contrabande syn, sullen drie per cent betalen.

IV. Soo onse beyde Schepen malkander ontmoeten, soo sullen yder gehouden syn, syn Sloep met twee mannen aen malkanderens boord te senden, om de Passpoorten te sien, en soo die goed syn, is het wel, en in toegende die in 't ongelucky sal bevonden werden, sal de schade dragen, soo als, naer Justitie sal bevonden werden, door Ons en uwen Consul.

V. Soo enig Schip op onse Kusten quam te stan-

(1) Il y a faute dans l'une ou l'autre de ces dates, mais on ne l'auroit dû dire dans la suite. Ce qu'il y a de certain est, que la Ratification n'a pu précéder le Tracté. (D. M.)

XLIV.

ANNO

1703.

15. Dec.

*Traité de Paix, de Navigation & de Commerce, entre L. H. P. les Seigneurs Etats Généraux des PROVINCES-UNIES des Pais Bas & le Bacha, Bey, Divan & Regence de TRIPOLI. Fait à Tripoli de Barbarie le 15. Decembre 1703. Avec la RATIFICATION de Leurs Hautes Puissances du 1. Decembre 1703.*

**L**ES Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais Bas. A tous ceux qui ces Présentes verront, Salut. Comme l'Envoÿd Juda Cohen, autorisé par Nous pour la conclusion de la Paix avec la Regence de Tripoli, étant de retour ici, nous a apporté le Traité, par lequel la Paix entre Nous & le Bassa Bey, le Divan & tout le Conseil du Royaume de Tripoli, est renouvelée, de la maniere que la Traduction dudit Traité s'ensuit mot à mot.

*Le Nom de Dieu soit loué.*

**L** est misericordieux & puissant, lui qui tient les Clefs de la miséricorde; qui a créé le Monde & les Créatures & qui les détruit; c'est lui qui a fait la lumière & les ténèbres, qui sans avoir besoin de secours punir les orgueilleux sans qu'ils le sçachent; il est le Roi, le Seigneur, le puissant & le redouté; Lui & son saint Nom soit béni.

Pour ce qui concerne le Negoce & le Commerce avec liberté & sûreté, ceci est certain, que l'Envoÿd Juda Cohen est comparu ici en notre présence avec Plein-pouvoir de la part de L. H. P. les Seigneurs Etats Généraux pour traiter de la Paix avec Nous, le Royaume de Tripoli; ayant vu qu'il le fera aussi avec Tunis & Algiers; & considerant que de telles Paix sont profitables à Nous & à Vous, nous nous conformerons aux précédentes, esperant en Dieu qu'elles seront plus solides par la bonté de Vos Hautes Puissances & sur le pied que Nous en sommes tombés d'accord en présence de Leurs Excellences Hamed Bassa, Helil Bey, le Divan & tout le Conseil, après avoir long-tems débattu avec ledit Envoÿd sur les Articles qu'il prétendoit de plus, comme Nous aussi; nous sommes convenus des Articles suivants entre ceux de la Paix précédente; & comme nous sommes d'accord là-dessus, il Nous sera agréable de voir Vos Lettres de Paix que Dieu veuille accorder à Vos Hautes Puissances avec beaucoup de prospérité.

I. Premièrement, si vos Vaisseaux de Guerre arrivent dans nos Ports, & qu'ils aient besoin de quelques Viesres, nous les leur accorderons.

II. Les Vaisseaux Marchands auront la liberté d'entrer dans nos Ports, pour y acheter & vendre tout ce dont ils auront besoin, & en cas qu'ils aient quelques Effets & Marchandises de reste, ils pourront les rapporter à bord, sans payer aucun Droit.

III. Si quelques Vaisseaux Hollandois venoient à y faire entrer quelques Marchandises de contrebande, comme Per, Acier, Poudre, Boulets, ou semblables, ils n'en payeront aucun Droit; mais à l'égard des Marchandises qui ne sont pas de contrebande, ils en payeront trois pour cent.

IV. Si Nos Vaisseaux & les Viesres se rencontrent les uns les autres, chacun sera tenu d'envoyer à bord de l'autre sa Chaloupe avec deux hommes, pour visiter les Passports, & s'ils sont bons, c'est bien; & au contraire celui qui sera trouvé dans le tort, en souffrira la peine de la maniere que selon la justice il en sera jugé par Nous & Votre Consul.

V. Si quelque Vaisseau venoit à échouer sur nos côtes,

ANNO  
1703.

stranden, sullen het selve mogen brengen; sonder van ymand daer in verhinderd te werden, ter contrarie in het geen wy behulpzaam konnen sijn, beloven het te doen.

VI. Soo wanneer eenige van uwe Oorlogschepen ten anker in onse Havens kornen, sullen wy gehoupen sijn, om uyt te laten roepen in de Stad, ten eynde de Patronen van Hollandische Slaven, deselve sullen hebben te bewaren; en soo naer dese waerschouwing enige Slaven quamen te onrvglugten aen 't boord van de voorfz. Schepen of Schip van Oorlog, sal niemant vermogen denselven van 't boord te ligten, nog sijn Patroon daer voor yetwes van den Hollandischen Consul te eyschen.

VII. Soo eenige Koopluysden van de Hollandische Natie, die hier te Lande komen om te negotieren, en alhier stervende, sal hare goederen, volgens haer Testament blijven; maar sonder Testament stervende, sal syne goederen blijven onder den opsigt van den Hollandischen Consul met inventarisatie van onsen Secretaris van Divan, met ordre van onsen Heer Bey, tot dat advys kome van haer Hoog Mogendheden de Heeren Staten aen wien het selve te leveren.

VIII. Soo de Hollandische Schepen quamen te nemen eenig Franfch Schip, en op deselve sig bevond eenig Koopman van onse Dominie met paspoort van den Hollandischen Consul, sal geen Slaef sijn, nog hy nog sijn goed; en dese conitie sal soo wel voor u, als voor ons sijn, en sal de vragten die onse Koopluysden beloofd hebben aen de Franfchen, in sulken geval aen de Hollanders betalen.

IX. Soo eenige Hollandische of Joodfche Koopluysden Onderduken van de Heerh-Staten, in onse Stad, of Havens quamen te woonen, sullen deselve Privilegien genieten, als de Koopluysden van onse Steden; datte van de markt mogen kopen sonder accyons, en hebben liberteyt tot te tuynen.

X. Soo eenig Hollandfche Koopman quam te failieren met Goederen van Turcken, of van wie het selve soude mogen wefen, sullen niets van den Consul mogen pretenderen.

En op dese wyse en condition sluyten en ratificeren wy de Vreede, synde alsoo dat wel doorgeffen, daer niets beter als de vreede; en het geen aen den Excellentien Juda Cohen uwen en onsen Envoyé hebben geeycht is maar alleen om op te volgen een gebruyck die wy van ouds hebben; en hoopden dat de Vreede soo lang niet ongeratificeerd sal blijven als de voorgaende, hebbende vier jaren onsen Envoyé opgehouden, en daer naer hem met schulden te rug gesonden, soo verwagten wy van haer Hoog Mog. datte hem beter sullen traetoren, als tot nu toe geschiet is: Want door sijn toedoen is de ratificatie van dese Vreede geschiet; want hy heeft ons doen accorderen, 't geen wy nooyt hebben gedaen, nogte onse voorfaren; En wy hebben het alles 't sijn gevallen gedaen. En alsoo bidden wy aen den Grooten Magtigen God van Hemel en van Aerde, dat hy ons wil maintainen in vrede, en ons geven victorie jegens onse vyanden.

Geven aen den Excellentien Juda Cohen uwen en onsen Envoyé magt om te doen en te laten, als of het onse eigene Persoon ware, met consent van alle de Raden en Edelen, Hooge en Lage. En de tegenwoordige is geteken en gezegelt van de Bey en Divan. Geschreven den laetsten van Saban het Jaer 1116.

Volgt de Certificatie van den Engelschen Consul Benjamin Lodington, Agent en Consul voor haer Majesteyt van Groot Britannien, in dese Stad en Koningryck van Tripoly.

Dese is om te certificeren voor die geene daer dese presente sal komen, dat de bovenstaende Tekening en Zegels sijn deselve, in presentie van my getreken en gezegeld door Illustre Lords of Heeren Mohamed Bassa, en Hillel Bey, Gouverneurs en Commandanten van de Stad en Koningryck van Tripoly in Barbarien; 't welk hare Excellentien hebben gedaen, tot confirmatie van de bovenstaende Articulen van Vrede, met de Hoog Mogende Heeren Staten Generael der Vereenigde Nederlanden, getraceert en geconcludeert met haer Hooggemelte Excellentien ter eenre, en den Heer Juda Cohen Envoyé van Hooggemelte Heeren Staten Generael ter andere zyde. Gegeven onder myn Hand en Zegels

TOM. VIII. PART. I.

il leur sera permis de le sauver, sans y être empêché par qui que ce soit; même nous leur promettons tous le secours qui pourra dépendre de nous.

ANNO  
1703:

VI. Si quelques-uns de vos Vaisseaux de Guerre viennent à jeter l'ancre dans nos Ports, nous serons tenus de le faire publier par la Ville, afin que les Patrons des Esclaves Hollandais prennent garde à eux; Et si après cet avertissement quelques Esclaves viennent à s'enfuir à bord desdits Vaisseaux ou Vaisseaux de Guerre; il ne sera permis à personne de les aller reprendre à bord, Et le Patron ne pourra rien prétendre pour cela au Consul Hollandais.

VII. Si quelques Marchands de la Nation Hollandaise qui viennent ici pour y négocier, venant à y mourir, leurs Biens & Effets seront maintenus selon le tenement de leur Testament; Et mourant sans Testament leurs effets resteront sous la garde du Consul Hollandais avec l'Inventaire fait par notre Secrétaire du Divan, avec ordre du Seigneur Bey; jusqu'à ce qu'il arrive avis de L. H. P. les Etats Généraux à qui est-ce qu'il faudra les livrer.

VIII. Si les Vaisseaux Hollandais viennent à prendre quelque Vaisseau François; par lequel il se trouve quelque Marchand de notre Royaume fourni d'un Pas-portfolio au Consul Hollandais, il ne sera Esclave ni l'un ni ses Effets; Et cette condition sera autant pour vous que pour nous; Et en un tel cas le passage & le fret promis par vos Marchands aux François, sera payé aux Hollandais.

IX. Si quelques Marchands Hollandais ou Juifs, Sujets de L. H. P. viennent habiter dans notre Ville ou Porte, ils y jouiront du même Privilege que les Marchands de nos Villes; d'acheter au marché sans payer d'accise, & d'avoir la liberté d'entrer dans les jardins.

X. Si quelque Marchand Hollandais venoit à faire faillite avec des effets des Turcs, on de qui que ce soit, on n'aura rien à prétendre au Consul.

De cette manière & à ces conditions nous concluons & ratifions la Paix, car tout bien considéré il n'y a rien de meilleur que la Paix; & ce que nous avons demandé à l'Excellent Juda Cohen votre Envoyé & le nôtre, n'a été que pour suivre une coutume établie dès longtemps parmi nous; Et nous espérons que cette Paix ne restera pas si long-temps sans être ratifiée, comme l'a été la précédente, notre Envoyé ayant été arrêté pendant quatre années, & puis renvoyé avec des dettes; Ainsi nous attendons que cela n'a été fait jusqu'à présent; car par son entremise la Ratification de cette Paix s'est faite; Et étant né en Barbarie, il est établi Protecteur de la Nation Hollandaise, & nous a porté à accorder ce que nous n'avions jamais fait ni nos Prédécesseurs: Nous avons fait le tout à sa considération. Et ainsi nous prions le Dieu tout puissant du Ciel & de la Terre de nous vouloir maintenir en Paix, & nous accorder la victoire sur nos Ennemis.

Donnons à l'Excellent Juda Cohen Votre Envoyé & le Nôtre, le Pouvoir de faire & laisser, comme s'il étoit notre propre Personne, avec le consentement de tous les Conseils & Nobles; hauts & bas. Et la présente est signée & scellée par le Bey & le Divan. Fait le dernier de Saban, l'année 1116.

Suit le Certificat du Consul Anglois Benjamin Lodington, Agent & Consul de Sa Majesté de la Grande-Bretagne, dans cette Ville & Royaume de Tripoli.

Celle-ci est pour certifier à tous ceux à qui parviendra la Présente, que les Seings & Sceaux ci-dessus, sont les mêmes qui ont été signez & scellés en ma présence par les Illustres Lords ou Seigneurs Mohamed Bassa & Hillel Bey, Gouverneurs & Commandants de la Ville & Royaume de Tripoli en Barbarie; ce que Leurs Excellences ont fait pour confirmer les susdits Articles de Paix avec L. H. P. les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas, traités & conclus avec leursdites Excellences d'une part, & d'autre avec Monsieur Juda Cohen Envoyé de L. H. P. les Etats Généraux. Fait sous mon Seign & Sceau



Was getekent,

BENJAMIN LODINGTON  
 Agente en Consul.  
 (L. S.)

Zoo is 't, dat wy het voorschreve Traact gesien en geexamineerd hebbende, het selve hebben geapprobeerd en geratificeerd, approberen en ratificeren mits desen; belovende oprechtelyk en ter goeder trouw het selve in allen delen van onse zyde te sulen agtervolgen, en nakomen, doen agtervolgen en nakomen, sonder te gedogen, dat iets weds gedaen werde, dat daer tegens soude mogen sryden; Aldus gedaen in 's Gravenhage onder het Groot Zegel van onsen Staat, de Paraphure van den Heer Præsidentende in onse vergaderinge, en de Signature van onsen Griffier. Op huyden den 1. Decemder 1703.

• Etoit signé,

BENJAMIN LODINGTON,  
 Agent & Consul.  
 (L. S.)

A ces Causes, après avoir vu & examiné le susdit Traité, nous l'avons approuvé & ratifié, approuvons & ratifions; promettant sincèrement & de bonne foi de l'observer & exécuter en toutes ses parties, de le faire observer & exécuter sans permettre qu'il se fasse la moindre chose qui puisse y être contraire. Fait à la Haye sous le Grand Sceau de nos Etats, la Paraphe de Monsieur le Président de l'Assemblée & le Secrétaire de notre Greffier. Ce jour d'hui le 1. Decembre 1703.

XLV.

1704. Manifeste contenant les Droits de CHARLES III.  
 9. Mars. Roi d'Espagne, & les justes motifs de son Expedition, publié en Portugal. [Feuille volante.]

CHARLES III. Roi d'Espagne & Archiduc d'Autriche se rendant en personne dans les Espagnes pour prendre possession de toute la Monarchie, telle qu'elle appartient à CHARLES II. son Prédécesseur; l'Expedition de Sa Majesté Catholique est fondée premièrement sur le Droit incontestable, que l'Empereur son Pere & le Roi des Romains son Frere aîné lui ont cédé en bonne forme; & en second lieu sur le Bien public & le salut des Grands, & des Peuples, que la conscience & leur intérêt capital doivent porter à se ranger du côté de Sa Majesté. Ce Manifeste fera voir l'un & l'autre Point clair comme le jour, le plus sincèrement qu'il sera possible.

Pour ce qui est du Droit, il est notoire que l'Empereur LEOPOLD se rendant en personne dans les Espagnes pour prendre possession de toute la Monarchie, telle qu'elle appartient à CHARLES II. son Prédécesseur; l'Expedition de Sa Majesté Catholique est fondée premièrement sur le Droit incontestable, que l'Empereur son Pere & le Roi des Romains son Frere aîné lui ont cédé en bonne forme; & en second lieu sur le Bien public & le salut des Grands, & des Peuples, que la conscience & leur intérêt capital doivent porter à se ranger du côté de Sa Majesté. Ce Manifeste fera voir l'un & l'autre Point clair comme le jour, le plus sincèrement qu'il sera possible.

Néanmoins les Droits de toutes ces personnes, qui auroient pu faire obstacle aux Droits de l'Empereur LEOPOLD, savoir les Droits d'ANNE & de MARIE-THERÈSE Reines de France, & de MARIE ANTONIA Electrice de Baviere, ont été écartés & annulés par leurs Renonciations approuvées par les Epoux avant les Mariages; outre que le Prince Electoral de Baviere, Fils de MARIE ANTONIA, a suivi sa Mere en bas âge; de sorte qu'il n'y a point d'autre postérité que celle des deux Reines de France ANNE & MARIE-THERÈSE, exclues avec leurs Descendants par les Renonciations les plus solennelles que la prudence humaine puisse inventer, jurées sur les Evangiles, confirmées par les Sermens de leurs Epoux & par les Traitez publics les plus autorisés. Celui des Pirenées qui a été le Traité de la Paix entre les deux Couronnes, qui a rendu le Repos à l'Europe, en terminant une grande & longue Guerre, sert particulièrement de

Loi fondamentale de part & d'autre. Or sans la Renonciation le Mariage ne se feroit point fait; donc elle doit subsister, ou bien ceux, qui s'y opposent, déclarent hautement, qu'ils ne font des Traitez que pour tromper, que les Sermens ne leur servent que de pièges, & que la Justice & la Religion ne passent chez eux que pour des chimères toutes pures.

Cependant, chose bien étrange & de très mauvais exemple dans la Chrétienté, les Armes de France ayant envahi les Pais-Bas Espagnols après la mort de PHILIPPE IV. sous le prétexte frivole d'un Droit de Dévolution, établi entre les particuliers dans ces Provinces, où la Fille du premier Lit est préférée en certains cas au Fils né du second; on vit des Ecrivains François munis d'autorité publique pour établir les Droits prétendus de leur Reine, s'émanciper jusqu'à révoquer en doute la validité de la Renonciation de cette Princesse. Mais leurs sophismes furent détruits par des Ecrits opposés de la part de l'Empereur & de l'Espagne, d'une manière, qui eût l'approbation de toute l'Europe non intéressée, laquelle condamna hautement l'injustice manifeste & insupportable du procédé de la France. Et ce fut dès lors que les Desseins de cette Couronne tendans à l'établissement de la Monarchie Universelle, & à l'oppression de la Liberté publique furent reconnus; Et que les Puissances les plus intéressées se virent forcées à prendre des mesures pour s'y opposer de bonne heure.

Ces Ecrivains cherchoient des chicanes tirées mal à propos du Droit Civil, & ils alleguoient principalement, que les Renonciations des Filles qui se démettent de leurs Droits sur l'hérédité paternelle, sont odieuses & limitées en bien des manieres: Comme si l'on ne savoit point que les Loix Civiles des particuliers ne sauroient faire préjudice au Droit des Gens, & au Droit public, qui reglent la Succession des Royaumes, & l'observation des Traitez des Couronnes, & que le but de ces Loix Civiles dans ce Point n'a été, que d'empêcher que les Filles ne se ruinent par leur facilité. Au lieu qu'un Roi ne sauroit mieux pourvoir à sa Fille, qu'en lui procurant un Mariage avec un autre grand Roi; & que le salut de l'Etat, qui ordonne d'empêcher la translation d'une Monarchie dans une Nation qu'on a tant de raisons d'apprehender, est infiniment préférable aux intérêts d'une personne seule, dont le bonheur est rendu assuré d'ailleurs, & qui par conséquent renonce de pleine volonté & le plus raisonnablement & efficacement du monde, à ce qu'on ne peut point lui accorder avec ce Mariage.

Les mêmes Ecrivains faisoient encore une objection des plus absurdes, en prétendant que les 500. mille pistoles de dot n'avoient pas été payées à leur Reine, & que par conséquent sa Renonciation ne subsistait point.

Mais on leur opposa, que les François eux-mêmes avoient empêché ce payement; parce qu'on demanda réciproquement en Espagne, que le Traité des Pirenées & le Contrat de Mariage fussent enregistrés dans les Parlemens de France, comme il avoit été stipulé dans le Traité, à quoi la France manqua de satisfaire. D'ailleurs, le bon sens dicta, qu'il

ANNO 1704. qu'il n'y a point de proportion entre cette somme & la Monarchie d'Espagne, & que tout au plus cette Reine ou le Roi son Mari (si le manquement n'avoit pas été de leur côté) en auroient pu demander les intérêts, & que faute de ce paiement on ne pouvoit point renverser une clause essentielle, qui avoit été le fondement du Mariage même, qu'il auroit fallu révoquer aussi à ce compte avec ses effets. De plus la dot ne se donnoit pas à l'Infante en équivalent des Royaumes & Etats, mais des joiaux, meubles & autres biens propriétaires, comme le Texte du Contrat de Mariage le marque assez : Ainsi son regrés en ce cas n'auroit pu aller qu'à ces fortes de biens de la succession de Pere & de Mere.

Des personnes passionnées pour le parti des Bourbons, & peu versées dans le Droit ont allégué quelques autres raisons de peu d'importance contre la force de la Renonciation. Et comme on ne peut point faire préjudice au Droit d'autrui, ils s'imaginent que la renonciation d'un Pere ou d'une Mere ne sauroit détruire le Droit qui pourroit appartenir aux enfans : Et qu'ainsi ce que la Reine MARIE THERÈSE & le Roi son Epoux ont promis, ne sauroit nuire au Dauphin & à ses Enfants. Mais outre que le Roi Très-Christien au moins ne pourroit donc pas appuyer les prétentions du Dauphin & de sa lignée, lié comme il est par son Serment : il faut savoir qu'il est vrai, qu'on ne peut point déroger au droit acquis d'autrui, & que même un Pere ne peut point diminuer celui de ses Enfants déjà engendrez ; mais quant à celui des Enfants futurs, toute la Jurisprudence (par rapport aux dispositions qu'on peut faire à leur préjudice du consentement des autres intéressés, & avec confirmation du Prince, s'il en est besoin) les compte ici pour non-existens, & pour des non-êtres, qui sont sans attributs, & par conséquent comme n'ayant encore aucun droit acquis ; sans cela il seroit impossible de faire des Loix, Pactes, Aliénations ou Transactions stables ; puisque ceux qui ne sont pas encore ne sauroient être portez à consentir, & seroient toujours rejets à s'opposer à ce qui a été fait. Et cela auroit lieu sur tout entre les Princes ou les Républiques ; car on ne pourroit jamais lier la postérité ; & par conséquent les Traitez, Cessions & Echanges, entre les Puissances, ne seroient que personnels, & seroient toujours en danger d'être renversés. Ce qui priveroit les hommes du moyen de terminer les Guerres par quelque Convention durable, & seroit par conséquent contraire absolument au Droit Naturel, au Droit Divin, & au Droit des Gens.

C'est pourquoi la Cour de France voyant que toute la Terre avoit en horreur ces Maximes, qui tenoient à violer les Sermens les plus expès, & à renverser tout ce qu'il y a de plus sacré parmi les hommes ; s'avisa enfin d'un autre expédient & prit le parti de reconnaître la Renonciation pour bonne & valable, afin de sauver (si cela fe pouvoit) les apparences de la bonne foi. Mais ce fut après avoir forgé une chicane qui paroïssoit propre à en éluder l'effet, & à éblouir ceux qui fe payent de paroles.

Ce fut à ce dessein que les Partisans de la France à la Cour de Madrid dressèrent un Testament au nom du feu Roi ; lors qu'il étoit près de sa fin, où dans l'Article XVII. on lui faisoit interpreter le Traité des Pyrénées & le Contrat de Mariage de la Reine MARIE THERÈSE, avec la Renonciation qui y est insérée, d'une manière contraire à tout ce qu'on avoit jamais entendu ; comme si le but de cette Renonciation n'étoit autre que d'empêcher l'union des deux Couronnes sur une même tête ; ce qui se pouvoit éviter (disoit-on) en appelant le Duc d'Anjou, second Fils du Dauphin, à la Couronne d'Espagne, à condition que si le Duc de Bourgogne venoit à décéder sans laisser de Successeurs en France, le Duc d'Anjou fut obligé d'opter, & qu'au cas qu'il voulut préférer la Couronne de France, le Duc de Berry son puîné devint Roi d'Espagne aux mêmes conditions, ce qui se devoit encore entendre de leurs Successeurs. Et le Roi Très-Christien acceptant ce prétendu Testament, & aultout fe prévaloir de cette interpretation, & s'en est servi dans un Edit, qu'il a fait donner au Ministre que les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas tenoient à sa Cour, qui fe plaignoit de la part de Leurs Hautes Puissances de la violation du Traité fait entre les Rois de France & d'Angleterre & les mêmes Etats.

TOM. VIII. PART. I.

Pour ne point parler des Ecrits que les Ministres de France ont fait courir en Hollande & ailleurs, qui s'appuioient sur cette même interpretation de la Renonciation de la Reine MARIE THERÈSE.

Il n'est point nécessaire d'examiner ici, si le Testament où cette étrange explication a été mise en avant, doit être attribué au feu Roi, & si ce Testament est valable. L'on sait que le Roi encore peu de semaines avant sa mort, comme toujours auparavant, s'étoit engagé envers l'Empereur de la manière la plus forte, & la plus positive du monde, à lui conserver la Succession & à sa postérité ; reconnoissant que cela étoit entièrement conforme au Droit. L'on sait aussi que ce Prince avoit été toujours constant dans ces sentimens malgré toutes les sollicitations contraires ; croiant qu'il y étoit obligé en conscience, & ne pouvant s'en départir sans faire à l'Empereur & aux siens le plus grand tort du monde, & sans plonger l'Espagne & toute la Monarchie, dans les plus grands malheurs ; comme l'Empereur de son côté avoit été religieux observateur de sa parole & n'avoit jamais voulu écouter les offres les plus spécieuses qu'on lui avoit fait pour s'en départir. Ainsi il n'est point croyable que le feu Roi dans le dernier moment de sa vie se soit éloigné de ce qu'il avoit toujours voulu sur de si fortes raisons, supposé que son esprit ait été dans son affaïté ; & qu'on n'ait point employé de mauvais artifices pour l'obliger à signer une disposition contraire à sa volonté constante & perpétuelle. Il faudroit des preuves claires comme le jour pour persuader que tout s'est passé comme il faut dans une action si étrange.

Les Loix Civiles ont suivi la raison naturelle, en voulant que les Testamens fussent accompagnés d'un bon nombre de témoins sans reproche, & d'autres solemnités propres à exclure les supercheries. Si cela se doit observer dans le Testament d'un particulier, à combien plus forte raison doit-on y avoir égard quand il s'agit de la Succession d'un Roi & d'une des plus grandes Monarchies du Monde, & quand il y a tant de sujets de défiance. Il falloit ne rien omettre de tout ce qui pouvoit lever les soupçons & les doutes. Il ne falloit pas enfermer le Roi, ni éviter la présence de la Reine ; de l'Ambassadeur de l'Empereur & des Grands, contraires au parti des Bourbons. Il falloit qu'une si grande action & si extraordinaire fut comme publique. Il falloit que le Roi ordonnât de son mouvement, qu'on dressât un tel Testament, & non pas, qu'on lui en apportât un tout dressé, & qu'on tâchât de le passer après à le signer.

Il falloit qu'on n'abusât point du nom de Dieu, & des Droits de la Conscience, & qu'on ne feignît point une sédition Populaire pour donner de fausses terreurs à un Prince destiné à agoniser, dont on s'étoit rendu maître, & qu'on menaçoit cruellement de la damnation éternelle & de la violence toute prête, mais imaginaire, d'une canaille brutale, pour le forcer à signer ce qu'on vouloit : sans parler de plusieurs autres considérations qui rendent ce Testament insoutenable.

Mais quand il auroit été fait par le Roi CHARLES II. de son plein gré & de la manière du monde la plus incontestable, il ne serviroit de rien pour changer la Loi fondamentale de l'Etat & de la Paix des Pyrénées par une interpretation contraire au Texte, à la Raison & à toute la Jurisprudence ; au préjudice des engagements pris, & du Droit acquis d'autrui.

Tout le monde convient, qu'il n'est pas dans le pouvoir d'un Roi de disposer de ses Royaumes par Testament, soit qu'il le fasse directement, ou qu'il prétende de le faire comme interprete des Loix ou Pactes, si cette interpretation ne se feroit pas d'ailleurs ; & les François ont assez fait voir cette vérité eux-mêmes, lors qu'ils n'alloient pas encore qu'un Testament d'un Roi d'Espagne leur pourroit être favorable. Il s'agit donc d'examiner cette interpretation en elle-même, savoir s'il est vrai, qu'un Prince de Bourbon descendant de la Reine MARIE THERÈSE peut hériter l'Espagne nonobstant la Renonciation de cette Princesse, pourvu qu'il ne soit point en même tems héritier présomptif de la Couronne de France ; Et si cette exception fe peut soutenir, sous prétexte que le motif de la Renonciation n'est autre que l'empêchement de l'union des deux Couronnes sous un même Roi & cesse ainsi en sa personne.

S z

Pour

ANNO 1704.



ANNO

1704.

Pour renverser cette exception de fonds en comble & faire voir qu'il n'y a jamais eu de chicane plus insupportable, & moins capable d'exercer la violation des Traitez & des Sermens les plus solennels; il est plus que suffisant de montrer : 1. Que les Jurisconsultes condamnent en général depuis long-temps cette exception du motif cessant ; 2. Que la France en fait un très-mauvais usage. 3. Qu'on auroit du parler tout autrement, dans le Contrat de Mariage, si cette exception eût été conforme au sentiment des Contractans. 4. Que ce motif même, qu'on prétend cesser ne cesse pas ici. 5. Que l'Acte de Renonciation marque cela lui-même. 6. Qu'il paroît, qu'on doit avoir encore d'autres motifs. 7. Que l'Acte même en donne des marques. 8. Que cela est dit expressément. 9. Qu'on particularise même en termes formels encore un autre motif, qui a lieu ici, outre ceux qu'on peut sous-entendre. 10. Qu'enfin quand tous les motifs marquez cesseroient véritablement, l'exception du motif cessant est rejetée en termes formels dans l'Acte même. On vérifiera tous ces points par ordre.

*Primo.* L'Exception du motif cessant qu'on met sur le tapis dans le prétendu Testament, est si peu applicable ici, qu'il n'y a point de vrai Jurisconsulte, qui ose raisonner comme on y fait, de peur de se prostituer. Il ne faut avoir que ce qu'on appelle une Jurisprudence célebrée, c'est-à-dire, que les personnes peu instruites se forment de leur tête sur de légères apparences, pour confondre la condition avec la cause exprimée dans quelque disposition. Les vrais Jurisconsultes y ont pourvu, il y a long-temps, en rejetant cette exception dans un tel cas. Caius ancien Jurisconsulte Romain dans la dix-septième Loi du Titre des Digestes, qui traite des conditions & désignations, remarque que si le Testateur dit, je donne ma terre à Titius, parce qu'il a eu soin de mes affaires, ce leg est dû, quand la raison se trouveroit fautive; mais si la raison avoit été marquée conditionnellement, c'est-à-dire si le Testateur avoit dit, je lui donne la terre, s'il se trouve, qu'il a eu ce soin-là; rien ne lui seroit dû en cas que cela ne se trouvât point vrai. Cette distinction est fort judicieuse: il y a bien de la différence entre *si*, & *parce que*: l'Enonciation modifiée par un *si* est en suspens; mais l'Enonciation dont on veut donner la raison, est pure & absolue, & peut subsister quand cette raison n'auroit point de lieu. Souvent les hommes n'expriment pas tous leurs motifs, ou se servent de prétextes pour couvrir leurs véritables raisons, & cela suffit sans déroger à leur volonté & à son effet, sur tout dans le cas, où leur disposition pourroit suffire quand ils n'en donneroient aucune raison.

II. Dans les Contrats aussi (pour ne point dire qu'il ne s'agit pas tant des raisons qui sont marquées que de celles qui sont les véritables) on ne peut point en interpréter les motifs comme l'on veut au préjudice d'autrui. Autrement il seroit aisé de renverser toutes les Conventions suivant la nouvelle Méthode que la France a voulu introduire pour le départir du dernier Traité qu'elle avoit fait avec le feu Roi d'Angleterre, & les Etats Généraux sur la Succession d'Espagne; où elle a voulu employer la même exception frivole du motif cessant, en posant tel motif que bon lui semble, & puis le faisant passer pour cessant quand bon lui semble. Car elle prétendoit que le motif unique du Traité avoit été d'empêcher la Guerre, ce qui n'étoit point, puis qu'on devoit avoir égard non seulement à la Paix; mais encore à la justice; Et si pour conserver la Paix on vouloit tout souffrir, les plus méchans prévauddroient par-tout.

La même Couronne-prétendoit aussi que ce motif cessoit & que la Paix se conserveroit mieux par l'acceptation du prétendu Testament; supposant contre toutes les apparences que personne n'oseroit renier après un tel coup. Ainsi cette exception est un beau moyen de justifier toutes les violences. Car on peut dire que le but de tous les Traitez est la Paix; mais en les violant, & en se rendant maître des Forces d'autrui on a trouvé le moyen le plus sûr de la conserver, personne après cela n'étant en état de faire résistance. Voilà le bel usage que la France fait de l'exception du motif cessant. On montrera dans le dernier Point que le Contrat de Mariage la rejette en termes exprès.

III. Quoi que cela seul soit plus que suffisant, néanmoins il y a bien d'autres choses à dire encore,

qui détruisent absolument cette chicane. Il est clair sur tout, que si l'intention de ceux qui sont intervenus à la Renonciation avoit été uniquement d'empêcher la jonction des deux Monarchies dans la personne d'un seul Monarque, & de limiter la disposition à ce seul cas; ils pouvoient & devoient parler comme on a coutume de s'expliquer dans des rencontres d'une si grande importance, pour obvier aux doutes & prévenir les difficultés: c'est-à-dire ils devoient exprimer clairement qu'en cas que le Roi Louis XIV. eût deux Enfants mâles de la Reine Marie Thérèse, le second pourroit succéder en Espagne, ou s'il n'avoit qu'un Mâle avec des Filles, ou des Filles seulement; l'aînée des Filles y pourroit succéder, &c. au lieu qu'il est dit tout le contraire, comme on remarquera tantôt. Peut-on croire qu'un aussi habile Négociateur que le Cardinal Mazarin, & tout le Ministère de France (qui songent dès lors aux moyens d'établir cette Renonciation; comme les Lettres du Cardinal & les Discours publiés immédiatement après le Mariage l'ont fait connoître) auroit négligé de faire marquer distinctement une disposition de cette conséquence en faveur de la Maison de Bourbon; s'il avoit vu jour pour cela; s'il avoit sçu que c'étoit le sens de l'Acte, & s'il avoit osé en faire la moindre mention: Il faudroit en effet avoir perdu le sens commun pour se le persuader; & cela seul suffiroit pour prouver certainement, que l'interprétation qu'on a forgée un peu tard, est ridicule & insupportable. Car on ne doit jamais admettre des interprétations, qui obligent celui qui s'y fonde de confesser, ou que ceux qui ont part à l'Acte, & qui plus est lui-même, ou ses Prédécesseurs, & les Ministres qu'on a employés de son côté ont été stupides au dernier point, ou qu'autrement ils ont été malicieux au suprême degré & pleins de fraude, dont il est injuste, que les Coupables, & leurs Principaux, ou leurs Successeurs profitent: Or l'interprétation qu'on vient de controuver est de cette nature. Car si la Cour de France a ignoré, ou manqué de faire exprimer un sens si manifeste, s'il étoit le véritable, ceux qui avoient part à l'affaire étoient les plus stupides de tous les hommes; mais s'ils n'osoient point le mettre sur le tapis, voyant bien qu'il seroit rejeté d'abord, & qu'il étoit contraire à la nature de l'Acte, qui ne pouvoit point passer avec cette déclaration, comme c'est la vérité toute évidente; ils songeoient à malice & à fraude; supposé qu'ils aient eu ce sens *in petto*, & prétendu de s'en servir en tems & lieu. Ce qui suffit pour rejeter ce sens (quand d'ailleurs il seroit passable) & pour faire l'interprétation contre ceux qui ont part à une telle conduite. Mais s'ils n'ont point fait marquer le sens, & ne l'ont point en pensée non plus, eux qui y avoient le plus d'intérêt, il est de la dernière évidence, que ce n'étoit donc pas l'esprit du Contrat ni le sens des Contractans; mais il se trouve de plus, que le contraire de ce sens y est exprimé fort clairement, ce qu'ils ne devoient point permettre, s'ils n'y consentoient pas; ou bien il faudroit qu'ils eussent été stupides au delà de tout ce qu'on peut s'imaginer.

IV. Qui plus est, l'exception du motif cessant n'a point de lieu, puisque ce motif de l'empêchement de l'union des deux Couronnes, qu'on allègue comme unique cause de la Renonciation, ne cesse point. Il est vrai, que maintenant on s'abstient d'unir ces Couronnes, mais on se met dès à présent en état de les pouvoir unir un jour, lorsque l'occasion s'en présentera. Et quoi qu'on promette de s'en abstenir encore à l'avenir, il n'y a point de sûreté: car outre qu'en général ces distinctions & réservations sont périlleuses & sujettes à caution dans une si grande affaire; les sujets de défiance ne seroient jamais être plus grands, qu'ici, puis qu'on n'aura d'autre assurance contre ce qu'on craint, que la parole & la bonne foi des Bourbons, chez qui l'on fait profession ouverte par les discours & les raisonnemens, & plus encore par les faits, & les actions, de n'être point esclave de sa parole. Ne peut-il pas arriver aisément que le Fils aîné du Dauphin manquant en France, ou sa lignée, le second ou quel'un de sa postérité, déjà Roi d'Espagne, lui succède chez les Français; qu'on fera alors bien moins en état qu'à présent de mettre à la raison, & de faire lâcher prise chez les Espagnols: danger des plus évidens, & où il seroit inexcusable de s'exposer, sur tout avec des gens chez qui les Promesses, les Traitez & les Sermens ont

ANNO

1704.

ANNO  
1704.

ont si-peu de force. Et afin qu'on n'en prétende point cause d'ignorance quelque jour, la France vient de nous l'insinuer tacitement, pour ne pas dire bien clairement; lors que le Duc d'ANJOU partant pour l'Espagne se réserva éventuellement les Droits sur la France par un Acte solennel mis par écrit, qu'on a voulu faire paroître en public; où l'on a ômis tout exprès la clause & limitation mise dans le fufdit Testament attribué à CHARLES II. sur lequel toute la prétendue Roiauté du Duc d'ANJOU étoit fondée, fâvoir qu'un Roi d'Espagne succédant en France doit quitter la Monarchie Espagnole. Et puis qu'on a ômis cette clause, quand la mémoire en étoit encore fraîche, dans un endroit où elle devoit entrer le plus naturellement, il est de la dernière évidence qu'on l'a ômise à dessein & de propos délibéré; & qu'on doit s'attendre qu'une telle clause aiant été méprisée & ômise, quand on n'y devoit avoir égard qu'en paroles; on la negligera à plus forte raison, quand il faudra l'observer en effet, & se priver volontairement d'une grande Monarchie: Chose d'ailleurs fort difficile à digérer, & où la nature patriote bien sans contradict. Qui doute qu'alors on ne se moquera point du prétendu Testament, si peu valable d'ailleurs; autant & bien plus qu'on s'est joué, & si joué encore de la plus forte Renonciation qui fut jamais, tantôt ouvertement & tantôt par des chicanes où la mauvaïse foi est toute visible.

V. Ainsi la nécessité évidente & le salut de l'Espagne (afin qu'elle ne soit point un jour réduite en Provinces) demande qu'on ne l'y expose pas, après tant de sujets de craindre qui faillent aux yeux: & le moyen le plus sûr d'éviter cette fatale conjonction, est celui que l'Acte de la Renonciation a suggéré lui-même; c'est-à-dire de prévenir dès à présent (ce sont les termes formels) les occasions d'une pareille conjonction; & ainsi de couper entièrement le fil de la Succession des Princes François en Espagne, pour faire cesser l'espérance des mêmes François & la crainte des Espagnols. Tellement qu'outre la raison incontestable, les termes de l'Acte même marquent que le motif de l'empêchement de la conjonction des Couronnes ne cesse point, tant qu'on n'en a point prévenu jusqu'aux occasions; sur tout quand on n'évite pas une occasion aussi pleine de danger & aussi peu susceptible de remède, que celle de mettre un Prince presque héritier présomptif de la Couronne de France sur le Trône des Espagnes.

VI. Mais quand on voudroit s'imaginer ou supposer contre les plus grandes évidences du monde, que ce motif de la Renonciation; qui consiste à prévenir le danger de la conjonction des deux Couronnes sur une même tête, cesse entièrement, & quand on sauroit par une prophétie immanquable & divine, que la Branche de l'ainé du Dauphin ne finira jamais en France pour faire place à celle qui veut s'établir en Espagne, il faut fâvoir qu'il y a encore d'autres motifs de la Renonciation qui subsistent. Car on a crû sans doute, en faisant le Traité des Pyrénées & le Contrat de Mariage, que le danger pour l'Espagne & pour toute la Chrétienté ne seroit guères moindre, si ces deux grandes Couronnes étoient jointes dans la même Maison de Bourbon si formidable déjà; & si deux Rois si étroitement unis & dont les grands Pais sont joints immédiatement & de plein pied, se trouvoient en état de s'entr'aider à opprimer les Grands & les Peuples des Roiaumes & Provinces de la Monarchie Espagnole, & même la Liberté de l'Europe. Danger qui n'a jamais été plus grand que maintenant, que le Roi de France gouverne aussi absolument la Monarchie d'Espagne usurpée sous le nom de son Petit-Fils, que celle de France même.

VII. Outre que la raison fait connoître qu'on a voulu exclure la Race des Bourbons de toutes les manières, l'Acte même de la Renonciation le dit clairement, & en donne des marques certaines: puisque cet Acte ne permet pas même que les Filles des Princes Bourbons succèdent en Espagne, & qu'il leur donne exclusion aussi bien qu'aux Mâles. Car on y fait renoncer l'Infante MARIE THERESE pour toute la postérité Mâles & Femelles de quelque degré qu'ils puissent être. Donc il est évident, qu'on n'a point voulu être soumis en Espagne à qui que ce fut de la Maison de Bourbon, sans dis-

tinguer s'il seroit en même tems Roi de France ou non; puis qu'on a déclaré que cette Renonciation devoit s'étendre jusqu'aux Filles descendues de l'Infante mariée en France, quoique ces Filles n'y puissent point succéder suivant l'hypothèse de la Loi Salique. Donc il faut qu'il y ait encore d'autres motifs que l'empêchement de la conjonction des deux Couronnes, & que le sens de l'Acte ait été plus étendu.

VIII. Mais afin qu'on n'en puisse point douter en aucune manière, l'Acte même le dit formellement, & parle de ces autres motifs: après quoi c'est un abus insupportable & une audace sans exemple d'avancer avec les Partisans des Bourbons, que le motif de la Renonciation n'étoit autre que la crainte de voir les deux Monarchies unies; car dans ledit endroit du Contrat de Mariage de la feue Reine de France, ou dans l'Acte de la Renonciation, il est dit expressement, attendu la qualité des justes & autres justes raisons, & notamment celle de L'EGALITE qui se doit conserver. Il y a donc eu plus d'un motif, & cette crainte de l'union des deux Couronnes n'est pas l'unique.

IX. Et il est visible de plus, qu'on nomme même ici un de ces autres motifs, fâvoir l'égalité qui se doit conserver. c'est-à-dire, l'égalité entre les deux Couronnes, & cette égalité ne peut signifier sans doute que la Retorsion ou Talion contre les François, qui ne permettent point que d'autres, & particulièrement ceux qui sont descendus des Filles de France mariées en Espagne, succèdent chez eux; comme ils l'ont fait connoître lorsque l'Infante ISABELLE Fille de PHILIPPE II. Roi d'Espagne & de la Reine ELISABETH de la Branche de Valois, prétendoit à la Succession de France après l'extinction de cette Branche; pour ne rien dire des anciennes prétentions d'EDOUARD III. Roi d'Angleterre & autres Descendans des Filles de France, qu'on y a exclus, ce qui oblige les autres Etats de rendre la pareille aux François. Ce Droit de Retorsion est fondé dans l'équité naturelle & pratiqué entre différens Etats. Car on ne permet point par exemple dans un Pais que les Sujets d'un Etat voisin y héritent, si ce même Voisin n'en accorde autant aux nôtres. Et cette raison a lieu sur tout dans la Succession des Etats & des Roiaumes, puis qu'autrement le Roi de France pourroit acquiescer d'autres Etats par des Mariages sans que d'autres Rois en puissent espérer autant dans le Roiaume de France; les François par cette seule raison seroient capables enân d'absorber la meilleure partie de l'Europe, comme ils commencent de vouloir faire dès à présent. Ainsi quand le motif de la crainte de l'union des deux Couronnes cesseroit, il en resteroit assez d'autres; il est aisé même de juger qu'il y en a eu, qu'on n'a point voulu exprimer nettement dans l'Acte: comme l'apprehension que la liberté des Roiaumes & Provinces d'Espagne pourroit être opprimée par les Bourbons accoutumés au Gouvernement Despotique & assez puissans pour l'introduire par tout où ils auroient mis le pied; la forte répugnance, que les véritables Espagnols ont eu & doivent avoir encore à recevoir le joug de leurs Ennemis, & à se soumettre à un Prince François, après tant de maux, que la même Nation leur a fait ou tâché de faire; le dessein de conserver la Monarchie dans la Maison d'Autriche, dont le Gouvernement est si doux & si conforme aux Droits & aux humeurs des Espagnols; l'exemple de la Renonciation d'ANNE d'Autriche mariée à LOUIS XIII. & d'autres raisons dont il est inutile de mettre ici le détail.

X. C'est pourquoi comme toutes les raisons de la Renonciation ne pouvoient pas bien être exprimées, & qu'il n'étoit pas même nécessaire d'en exprimer dans l'Acte dont il s'agit; on y a mis une clause qui décide tout, & détruit tellement cette chicane du motif cessant dont on a voulu se servir pour éblouir les gens; qu'après cela on ne sauroit s'y fonder sans une imprudence extrême. C'est que le Contrat de Mariage, ou l'Acte de la Renonciation disent en termes formels: que ladite Dame MARIE THERESE dit & déclare être & demeurer bien & dûment excluse ensemble tous ses Enfants ou Descendans mâles ou femelles, encore qu'ils voulussent ou pussent dire & prétendre qu'en leurs personnes ne courent ni ne se peuvent & doivent considérer les dites raisons de la chose publique ni autres auxquelles la dite exclusion se pourroit fonder. . . . parce que comme il a été dit en

ANNO  
1704.



ANNO  
1704.

aucun cas, ni en aucun tems, ni en quelque maniere qui peut advenir, ni elle, ni eux, les Hoirs & Successeurs, n'ont à succéder ni à prétendre pouvoir succéder &c. Est-il possible de trouver des paroles plus claires & plus fortes pour détruire l'exception frivole du motif éssant mise en avant dans le prétendu Testament que les Bourbons font valoir. Et ne faut-il point avouer, si l'on prétend que des Déclarations si solennelles fortifiées par des Sermens, ne servent de rien, que c'est en effet déchirer tous les Traitez, fouler aux pieds le Droit des Gens, renoncer à toute justice parmi les hommes, & se moquer de Dieu même vangeur des fraudes & des parjures.

Ainsi la Renonciation pure & absolue de la feue Reine MARIE THERESE pour elle & pour sa posterité subsistant dans sa pleine vigueur, il n'y a plus lieu de douter que l'Empereur seul & sa lignée a droit sur la Succession d'Espagne préférentement à tout autre, & que Sa Majesté Impériale aussi bien que le Roi des Romains aient cédé leurs Droits à l'Archiduc second Fils de l'Empereur maintenant CHARLES III. Roi d'Espagne, Sa Majesté Catholique doit être reconnu par tout pour véritable & unique Successeur & Monarque de toutes les Provinces de la Monarchie Espagnole. On peut même dire que la France venoit de reconnoître que la lignée de l'Empereur a de l'avantage du côté du Droit, puis qu'en faisant tout fraîchement son Traité du prétendu Partage, elle avoit consenti que l'Archiduc auroit le Corps de la Monarchie Espagnole, dont on ne vouloit détacher que les Etats d'Italie qui devoient être partagez entre le Dauphin & le Duc de Lorraine, sans parler de quelques autres changemens de moindre importance.

C'est pourquoi les Partisans des Bourbons deboutez du côté du Droit de Succession, ont recours maintenant à un prétendu possession légitime, comme si les Peuples de la Monarchie Espagnole avoient reçu volontairement le Duc d'ANJOU pour être leur Roi. Mais on ne doit point attribuer à toutes ces Nations sans une preuve manifeste, qu'elles aient eu intention de commettre une injustice criante, & de déroger au Droit du légitime Successeur; c'est un des plus grands principes de la justice, qu'excepté le cas d'une nécessité extrême & indispensable, qui n'a point de loi, on ne peut ôter à personne ce qui lui appartient, sans qu'il soit coupable. Or que peut-on imputer à l'Empereur, qui par un grand principe de droiture a rejeté les offres très-avantageuses de la France & des autres Puissances qui avoient fait le Traité de Partage; la vûe de Sa Majesté Impériale étant de ne rien faire qui ne fût conforme au Droit, & dont le Roi & les Peuples d'Espagne se pussent plaindre avec apparence de justice; aussi le feu Roi étoit-il fermement résolu de tenir parole à Sa Majesté Impériale, & ce qui a été fait comme de sa part à l'article de la mort doit être compté pour rien, comme on l'a assez montré. On sçait d'ailleurs que lors même qu'il arrive qu'une force majeure oblige les Sujets, & tout un Pais de prêter hommage à un Conquerant usurpateur, ou d'abjurer leur Maître, comme il arrive souvent dans la Guerre, quand une Place est prise par les Ennemis; le véritable Seigneur a toujours son Droit sans & entier, jusqu'à ce qu'il y renonce par le Traité de Paix, ou autrement. Or si cette force ou nécessité même ne détruit point le Droit du Seigneur légitime, combien moins fera-t-il détruit ici, où cette nécessité ne se trouve point? car le Roi Très-Chrétien n'avoit garde de se rendre maître de la Monarchie Espagnole assurée du secours du reste de l'Europe; outre que les Fiefs & Terres de l'Eglise de Rome & de l'Empire Romain ne peuvent point être donnez à celui qui n'y a point de Droit sans le consentement du Seigneur du Fief.

On dira peut-être que les Espagnols ont été forcez de se donner à un Prince François pour éviter le démembrement de quelques parties de la Monarchie dont ils étoient menacez, & qu'ils ont mieux aimé faire un coup de désespoir que de s'y résoudre, suivant ce que l'Ambassadeur d'Espagne avoit écrit dans son Memoire présenté à la Haie. On a répondu souvent à cela, que quand ce démembrement eût été inévitable, ce seroit sans doute une action plus que désespérée & digne seulement d'un enragé que de se perdre, & le tout pour ne point perdre une partie; & de se soumettre à l'Esclavage d'un ancien Ennemi, plutôt que de dominer sur quel-

que Province de moins. Ainsi il n'y a point d'apparence qu'on puisse attribuer à une Nation aussi grave & aussi sage que l'Espagne des sentimens si déraisonnables, & qui approcheroient de la folie; mais outre que l'Empereur n'avoit point de part à ce démembrement, & ne pouvoit point en être responsable, & par conséquent n'en devoit point souffrir; & qu'il n'étoit rien de plus indigne de la générosité Espagnole que de récompenser de toute leur Monarchie celui qui faisoit tout le mal, & étoit l'auteur de ce prétendu démembrement; qu'il n'avoit peut-être mis en avant, que pour leur tendre ce piège; & que de plus les Espagnols en se donnant à un Prince de Bourbon & ne voulant point reconnoître le Successeur légitime, causeroient eux-mêmes le démembrement qu'ils abhorrent, parce qu'ils détacheroient volontairement de leur Corps, les Fiefs de l'Empire, & de l'Eglise, dont ils n'ont point droit de disposer au préjudice de celui qui y succede en vertu des Loix des Fiefs: Outre tout cela, dis-je, il s'en falloit beaucoup que le démembrement que la France avoit projeté fût une affaire si certaine, & si inévitable, qu'elle dût porter à une résolution désespérée.

Car il s'agissoit dans le prétendu Partage de donner au Dauphin les Roiaumes de Naples & de Sicile avec les Places Espagnoles de la Toscane. Mais non seulement l'Empereur & les Peuples de ces Roiaumes, mais aussi le Pape & presque tous les Princes & Etats Catholiques y étoient contraires, les Princes Protestans aussi & les Rois du Nord, qu'on invitoit à acquiescer au Traité, n'y vouloient point avoir de part; & tout l'Empire s'opposoit ouvertement à un Traité où l'on disposoit du Milanois & des autres Fiefs Impériaux. Or les Forces de la Monarchie Espagnole se joignant à ce parti, il n'auroit pas été trop aisé à la France de s'emparer des Roiaumes de Naples, de Sicile, & de Toscane, où elle ne pouvoit aller facilement que par Mer, & où l'Empereur pouvoit aller avec plus de facilité par Terre, aiant le Milanois pour lui & apparemment aussi la République de Venise, le Duc de Savoie, & tout le reste de l'Italie. Les Anglois & les Hollandois n'auroient secouru la France tout au plus que par un Secours dont elle n'avoit point besoin, c'est-à-dire avec leurs Flottes. Car il ne faut point croire que pour maintenir le Partage ils eussent voulu attaquer l'Espagne, les Pais-Bas, ou l'Empire; aussi le Traité ne les y obligeoit point. Le Parlement d'Angleterre n'auroit point concouru à l'exécution de ce Traité, quand même le Roi d'Angleterre seroit resté en vie; ce Traité paroissant aux Anglois contraire à leurs vrais intérêts, comme ils le firent connoître aussitôt qu'ils en eurent la connoissance; & la France entreprenant comme elle eût, & se mettant si peu en peine des Traitez & de ses Amis, auroit fait sans doute bientôt des démarches qui auroient dispensé & l'Angleterre & la Hollande d'exécuter leur parole, & auroit même autorisé ces Puissances à épouser le parti opposé. L'explication même du Traité leur en fourniroit un sujet. Car les François prétendent soutenir cette Maxime extraordinaire que ce qui appartient à leur Roi, est uni, & comme incorporé à la Couronne. Mais il y avoit une clause dans le Traité qui étoit contraire à cette incorporation, car les Roiaumes de Naples & de Sicile étoient accordez au Dauphin & à sa Posterité mâles & femelles; ce qui ne sçauroit avoir lieu à l'égard des Pais incorporez dans la Couronne de France, où l'on prétend que les Femmes ne succèdent point. Mais apparemment, si le cas fût jamais arrivé qu'une Fille eût dû succéder aux Roiaumes de Naples & de Sicile au préjudice d'un Roi de France; on se seroit moqué de cette clause du Traité, & on se seroit fondé sur la Maxime prétendue de l'incorporation; donc ces Puissances avant que de travailler à l'exécution du Traité de Partage avoient droit de demander à la France une sûreté suffisante contre cette prétention d'incorporation, qu'on avoit droit de craindre, & qu'on ne pouvoit point ignorer, puisque les François ont assez publié leur Maxime; sans parler de beaucoup d'autres raisons qui pouvoient brouiller cette Triple Alliance, dont la liaison étoit si peu naturelle.

Il n'y avoit donc point d'ombre de nécessité qui put porter les Roiaumes & Provinces de la Monarchie d'Espagne à se donner à un Prince de Bourbon contre le Droit incontestable de l'Empereur. Mais aussi il ne se trouve point que la reception volontaire

ANNO  
1704.

ANNO 1704. du Duc d'Anjou pour Seigneur ou Roi, que les Partisans des Bourbons attribuent à ces Peuples, soit avéré. La volonté des Nations ne s'explique point par les Magistrats ou Regens, mais par les Assemblées des Etats des Royaumes, & des Provinces. Il falloit donc que ceux qui s'étoient érigés en Regens, asemblassent ce qu'on appelle *Lai Corpes* ou les Etats, tant en Castille qu'en Aragon, avant que de prendre la moindre résolution sur la Succession. Car on sçait bien, qu'un Roi n'a point de Droit de donner son Royaume par Testament, quand même celui qu'on attribue à CHARLES II. eût été dans les formes; quant aux Gouverneurs ou Viceroyes des Pais-Bas, du Milanois, de Naples, & de Sicile, que le feu Roi avoit continué jusqu'à nouvel ordre du Successeur (quoi qu'ils n'en eussent point besoin) ils avoient Droit & obligation non seulement d'assembler les Etats des Royaumes ou Gouvernemens, pour résoudre ce qui étoit à faire par *interim*, & de recourir à l'avis des Seigneurs Suprêmes des Fiefs, là où il y en avoit; mais aussi de se rapporter aux Assemblées des Etats des Royaumes d'Espagne; & de communiquer avec elles; & en attendant de garder le Pais pour le véritable Successeur. Il est bien manifeste que si on eût observé ces formalitez requises, & qu'on se fût conformé à la volonté des Etats & des Peuples, comme à l'avis des Seigneurs des Fiefs; toute crainte des armes étrangères, aussi bien que toutes mauvaises pratiques au dedans venant à cesser, le Droit de la Maison d'Autriche qui seroit tombé dans l'état ancien, & dans son entier, auroit prévalu sans difficulté. Mais au grand étonnement de tout le monde ceux qui avoient en main le timon du Gouvernement, n'ont rien fait de cette nature, pour avoir le véritable sentiment des Peuples & des Intérêts, tout au contraire quelques personnes de la Cabale à la Cour d'Espagne se font fait nommer pour Regens dans le prétendu Testament attribué au feu Roi; ils ont proclamé le Duc d'Anjou, personne n'a osé s'y opposer, intimidé par la crainte de la Faction François, & de peur d'être mal-traité. La conservation, l'amour du repos, & la terreur d'un Parti déjà prévalant a fait le même effet dans les Provinces d'Espagne; & les Gouvernemens au dehors ont suivi le torrent, & ont été gagnés. Cependant ces irregularitez & ces violences ne seroient point donner de Droit à l'un, ni en ôter à l'autre, ni passer pour la volonté des Peuples.

On n'a qu'à venir à l'épreuve pour s'en assurer; Que les Bourbons, s'ils osent, rendent la liberté aux Pais de la Monarchie & les laissent choisir volontairement & de plein gré un Roi pour les gouverner; qu'ils fassent cesser la terreur des Armes, & que les François nouveaux venus sortent de Madrid & de toute l'Espagne, mais sur tout des Pais-Bas, & du Milanois. Le Roi CHARLES III. & ses Alliez en seroient avertis, & seroient retirer leurs Troupes, & on verra de quel côté tombera le choix.

Maintenant le Droit de la Maison d'Autriche parvenu au Roi CHARLES III. étant pleinement établi, il n'est point nécessaire de prouver amplement le second Point de cette Déduction, qui est que la Conscience & la considération du Bien public & du salut de la Monarchie, doit porter les Grands & les Peuples à se ranger du côté de leur vrai & légitime Roi. Car quant à la Conscience, le Droit du Prince étant clair suivant ce qu'on vient de montrer, on n'en peut prétendre cause d'ignorance, & les Bourbons refusant tout jugement ou arbitrage, & ne se fondant que sur les Armes & les Usurpations ils se condamnent eux-mêmes, & reconnoissent le Droit du Roi, comme ils avoient déjà fait en effet dans leur prétendu Partage; & afin que tout le monde le reconnoisse généralement, il ne faut que sçavoir lire ce qu'on a voulu mettre à la fin; c'est-à-dire l'Extrait du Contrat de Mariage de LOUIS XIV. & de l'Infante MARIE THERESE, ou de l'Alte de la Renonciation, qui est la Pièce la plus décisive du monde; & comme il ne s'agit pas seulement du Droit du Roi, mais encore du salut de la Monarchie, qui est sur le point d'être précipité irrémédiablement dans un abîme de malheurs; la conscience de ceux qui sont en état de contribuer en toute sorte de manières, à redresser les choses, en demeure chargée, & ils seront responsables devant Dieu & devant les hommes des maux horribles qu'ils auront causés, ou qu'ils pourroient empêcher. Car ceux qui auroient peut-être pu se flatter au commencement de cette Révolution

contretoutre forte de raisons, que la Monarchie demeureroit en Paix, & qu'on pourroit recevoir un Prince de Bourbon Petit-Fils du Roi Très-Chrétien, sans recevoir le Joug Despotique de la Domination François, auroient été défabusés de ces esperances frivoles, par l'événement, & par les entreprises des François, qui les gouvernement déjà la baguette à la main.

Or que le salut de la Monarchie, & de la Nation Espagnole n'a jamais été dans un plus grand danger depuis l'Invasion des Sarrasins, c'est la chose du monde la plus visible. On ne peut pourtant se dispenser d'en toucher quelque chose, sans s'étendre dans un champ si vaste, pour faire voir qu'on doit attendre de grands malheurs d'un Roi Bourbon, & qu'on n'a rien à craindre d'un Roi Autrichien. Il faut considérer que les malheurs qui peuvent arriver par la volonté d'un Roi Bourbon, ou même malgré lui, par la conséquence des choses, par ses volontés ou ses desirs, fondez, ou dans son inclination ou même sur son intérêt, seront fort contraires au bien de l'Etat, & au génie des Peuples. Un Roi peut avoir des inclinations séparées de ses intérêts, & l'un pourra être aussi dangereux que l'autre. Or les inclinations des Bourbons sont connues, s'ils chassent de race; du moins on doit présumer d'eux ce qui convient aux manières de leur Nation. Car si même ils ne les suivoient pas entièrement, ils auroient toujours du penchant à les tolérer, pour ne pas dire à les favoriser; l'intérêt d'un tel Roi ne seroit-il pas de donner sa confiance à ceux de sa Nation qu'il considéreroit comme plus affidés & attachez à sa personne & plus propres à le servir dans ses desseins.

Les manières des François sont absolument étrangères des manières ou coutumes d'Espagne. Il y a en France une grande liberté, sur tout par rapport au Sexe, & il est à craindre qu'ils ne l'introduisent avec eux au préjudice des bonnes mœurs. Aussi sçait-on ce qui a causé les Vespres Siciliennes, mais on ne veut point s'arrêter sur une matière si odieuse; il y a d'ailleurs une opposition infinie entre les usages d'Espagne & ceux de France, & il y a des Livres faits exprès sur ce sujet: D'un côté on est grave, sérieux, & réglé: On est pour l'exacte observation des Loix & des Coutumes; on est bien aise de s'y conformer, & l'on veut que les autres s'y conforment; dans ce que les Loix n'ont point réglé, la Sagesse de la Nation y a suppléé, & a introduit des Coutumes qui tiennent lieu de Loix. Dans la conversation & le commerce de la vie, comme on ne veut point incommoder les autres, on n'en veut point être incommodé, & la Jeunesse même tient de la gravité de la Nation. Mais de l'autre côté, c'est-à-dire du côté des François, c'est tout le contraire. On ne se donne point de repos, & on n'en laisse point aux autres; le grave & le sérieux passent pour ridicules, & la règle ou la raison pour pedantisme; le caprice pour quelque chose de galant, & l'inégalité dans la façon d'agir avec les gens pour une adresse: on se fourre dans les maisons; on poursuit les gens jusques chez eux, on fait des querelles mal à propos. La Jeunesse sur tout fait gloire de sa folie, & de ses desordres qui vont loin aujourd'hui, comme si c'étoit une marque de bel esprit; elle ne respecte ni le Sexe, ni l'âge, ni le mérite.

Peut-on s'imaginer que la Cour & les Provinces se remplissant de telles gens, qui seront même dans la faveur & dans les Emplois, la Nation Espagnole s'en puisse accommoder sans se corrompre enfin par tant de mauvais exemples, à Dieu ne plaise que cela arrive jamais. On dira que ce sont des bagatelles, mais ce n'est rien moins que cela; car outre que la pitié, la vertu, & la raison vont par dessus toutes choses, la douceur de la vie consiste en bonne partie à n'être point incommodé chez soi par des importuns dangereux; il est bien plus dur incommoder dans son trouble, moqué, affronté, & maltraité dans son domestique, dans sa personne, dans les sens, & de traîner une vie pleine de chagrin causée par les mépris & les insolences de ceux avec qui on a à vivre, & qu'on est obligé de souffrir malgré soi, & même de craindre; que d'être mis sous le joug d'un Conquerant, ou d'être opprimé par un Tyran qui ne se prend qu'au général ou à la bourse.

La considération de la Religion encore ne doit pas être de peu d'importance, sur tout dans un Pais très-Catholique. L'on sçait qu'en France on n'est Catholique qu'à

ANNO 1704.



ANNO  
1704.

\* L'evêque X.

qu'à demi, & plutôt à Dieu, qu'on y fût assez Chrétien ! L'Autorité du Pape même dans les matières Ecclésiastiques n'y est considérée que lors qu'on les veut flatter pour les avoir à sa dévotion, & pour les opprimer un jour avec les autres. On a fait mille affronts à un Saint Pontife\*, parce qu'il étoit Zéléateur de la justice, & n'approuvoit point les desseins ambitieux de la France. On attaquoit ouvertement alors l'Autorité du Saint Siège, & on persécutoit ceux qui la soutenoient comme des Hérétiques. On opprimoit les Libertés des Eglises par les prétentions mal fondées de la Regale, contre la Doctrine expresse d'un Concile Général de Lion; & des Evêques exemplaires, qui n'étoient point esclaves de la Cour au préjudice de leur conscience, étoient traités avec la dernière inhumanité. De plus, il s'étoit formé depuis long-tems un grand parti dans l'Eglise de France, qui tendoit à renverser entièrement l'Autorité du Pape, & à réformer plusieurs Dogmes de l'Eglise Catholique Apostolique & Romaine comme des abus. Ce parti triomphait maintenant parmi le Clergé Séculier de France, & on en verroit les effets un jour, si Dieu permettoit que la Maison de Bourbon obtint la paisible possession des deux Monarchies, & que par conséquent le Pape avec Rome fût à la discrétion.

L'ambition de la France aussi a conservé les Mahométans en Europe, que l'Empereur étoit sur le point d'en chasser; Qu'on ne dise point que cette Couronne apprenoit l'accroissement de la puissance de la Maison d'Autriche, car elle n'avoit qu'à prendre part à la dépouille; La Grece avec la Thrace (pour ne rien dire de l'Asie) l'attendoient & lui étoient assurées. Mais elle a mieux aimé se réserver pour l'insulte l'invasion de la Monarchie d'Espagne; & encore maintenant elle fait des efforts pour pousser la Porte Ottomane à attaquer la Chrétienté tout de nouveau. C'est cette Couronne qui par son avidité, a causé une horrible effusion de sang Chrétien depuis près de trente ans, en attaquant toujours les autres; & presque tous les maux que l'Europe a souffert depuis ce tems-là, lui doivent être imputés. Ce sont là les merites que la Maison de Bourbon peut alléguer pour remporter un aussi grand prix que celui de la Monarchie d'Espagne, & pour l'honneur à l'Empereur toujours fidèle à son Dieu & à ses Alliez.

Mais le pis de tout est, que l'Athéisme marche déjà en France tête levée; que les prétendus esprits forts y sont à la mode, & que la pitié y est tournée en ridicule. Ce venin se répand avec l'esprit François, & par tout où ce génie met le pied & se rend supérieur, il le porte avec lui. Se soumettre à la Domination François, c'est ouvrir la porte à la dissolution & au libertinage; aussi peut-on bien être assuré que la pitié ne sauroit régner où la justice est foulée aux pieds, ainsi que la France l'a fait tant de fois, & avec tant de hauteur; & si l'esprit insolent des François dès qu'ils sont les maîtres, doit obliger les honnêtes gens à ne les point laisser prendre le dessus dans leur Pais; leurs sentimens & leurs actions impies doivent effrayer les gens de bien & les bons Prélats, de même que tous ceux du Clergé qui ont du zèle pour la Maison de Dieu. Il faut avoir assez bonne opinion des Princes Bourbons pour croire que les maux arrivent, & arriveront malgré eux, & qu'ils ne favoriseront point le dérèglement, ni l'impieeté: Mais la mauvaise coutume, quand les esprits y ont pris goût, est plus forte que les Ordonnances, & nous le voyons maintenant en France même, où sous un Roi dévot, sévère, & absolu, le désordre & l'irreligion, sont allés au delà de tout ce qu'on a jamais vu dans le Monde Chrétien. Dieu veuille qu'on n'ait point besoin de se précautionner contre ce mal François, & que la grandeur de cette Nation, qui va toujours en croissant, si on ne s'y oppose, ne soit un nouveau fleau contre la Religion. L'Espagne s'en ressentira, les Eglises sur tout; & les Espagnols en seront les plus coupables s'ils se permettent à cette dangereuse Nation, & la mettent par là en état de maîtriser le reste de l'Europe.

L'intérêt, aussi bien que l'inclination d'un Roi Bourbon & des François, sera de se rendre absolu pour pouvoir exercer un Gouvernement Despotique. L'on sçait que cette forme de Gouvernement est établie en France, qu'elle y est exaltée par les flatteurs, & qu'un Petit-Fils d'un Roi de France ne

sçauvoit manquer d'être inbu de ces Maximes. On y a réduit à rien les libertés des Grands & des Peuples; le bon plaisir du Roi tient lieu de tout, les Princes du Sang Royal même y sont sans aucune Autorité; les Grands ne sont que titulaires & se ruinent de plus en plus, pendant que des personnes de peu de considération sont élevées pour servir d'instrumens à l'oppression des autres. Dans les Pais à Etats, on n'assemble les Etats que pour la forme, & ces Assemblées ne servent plus qu'à exécuter les ordres de la Cour, sans qu'on ait égard à leurs griefs. La Noblesse est appauvrie au dernier point, vexée par des chicanes & par des recherches, obligée de se consumer au service du Roi & de sacrifier son bien & son sang à l'ambition d'un Conquerant, pendant qu'elle ne se nourrit que d'espérances d'une fortune chimérique & d'avancements qui ne sont donnés qu'à un très-petit nombre. Ceux qui sont dans les Emplois Civils & sur tout dans les lucratifs, s'étant enrichis aux dépens du commun, parce qu'on leur lâche la bride, sont ensuite pressés comme des éponges par les revisions de leurs Comptes & de leurs Affaires, par la venalité des Offices, par la création de nouvelles Charges, & par de grandes sommes qu'on leur demande, sans aucun sujet, & qu'ils sont obligés de paier pour s'exempter de la vexation. Le Peuple est foulé sans miséricorde & réduit au pain & à l'eau par les Tailles, Taxes, Impôts, Capitations, Quartiers d'Hiver & passages des Gens de Guerre; par des Monopoles, par des changemens de Monnoie qui enlèvent tout d'un coup à tout le monde une bonne partie de son bien, & par mille autres inventions; & tout cela n'est que pour servir à l'insatiabilité d'une Cour qui ne se soucie point des Sujets qu'elle a déjà, & qui ne cherche qu'à augmenter le nombre des misérables en étendant ses Etats. Maintenant tous les Peuples de la Monarchie d'Espagne étant sur le point d'éprouver le même sort; les véritables Espagnols qui aiment leur Patrie, & l'honneur de leur Nation n'en feront-ils point émus?

On n'a qu'à se figurer tout ce que l'esprit remuant & chicanier des François est capable d'entreprendre en Espagne pour enrichir le Roi, & pour élever sa Puissance aux dépens des Sujets. La France fourmille de donneurs d'avis & de Partisans de profession affamez de l'or & de l'argent des Indes & des richesses d'Espagne qu'ils doivent déjà des yeux. Le Roi se rendra Maître du Commerce de l'Amérique, & disposera des Mines du Perou à son plaisir, en y introduisant des Entrepreneurs François; les particuliers n'en auront qu'à se louer, & qu'il leur faudra laisser pour continuer les ouvrages dont il n'est pas à propos que le Prince se charge. En Espagne on verra des Fermiers à la mode de France & des Gens d'Affaires qui succéderont jusqu'à la moëlle du Peuple, pour l'obliger (diront-ils) à être plus industrieux & à travailler davantage; mais il ne jouira gueres de son travail, dont le profit ne sera que pour la Cour & pour les Etrangers.

Les Gens de Justice, de Police & de Finances éprouveront de terribles réformes; on changera les uns, on retiendra les autres, & on leur donnera des Collegues comme on le trouvera à propos; & cela ne se fera gueres sans Finances, quand même on n'introduiroit pas ouvertement si-tôt la venalité des Charges. Il y en aura beaucoup qu'on forcera à se racheter pour s'exempter des vexations & des recherches prétendues. Généralement on les renverra à l'école chez les François, sous prétexte que tout est si bien réglé en France; mais dans le fonds afin que les François devenant leurs Précepteurs, entrent dans le secret de toute l'économie de l'Espagne, & se fassent dans toutes sortes d'Emplois. S'ils changent quelque chose en mieux, ce sera non pas pour le bien des Peuples, mais pour celui du Roi, dont on fait que le Trésor ou le Fosse ressemble dans l'Etat, à la ratte dans le corps humain, de qui la grandeur énorme est la diminution des autres membres ou viscères: Outre que ces excessives richesses toutes prêtes mettent les Rois en état de méditer des Conquêtes, & d'entreprendre des Guerres, qui achevent de miner les particuliers & augmentent les desordres & les misères du Genre-Humain.

Les Grands & les Seigneurs ne seront point exempts des vexations; au contraire ceux, dont la puissance sera tant soit peu ombragée seront bien-tôt mis au petit pied: on les enveloppera dans les recher-

ANNO  
1704.

ANNO  
1704.

ches du Domaine de la Couronne aliéné, & on les obligera d'y renoncer sous plusieurs prétextes : On leur donnera des Emplois d'une fautive distinction, mais qui feront rompreux & propres à les ruiner : on engagera les Gentilshommes dans le luxe & dans les Procès ; on les obligera de paroître à la Cour, à l'Arrière-Ban & dans les Armées, sous peine d'être méprisés & même mal-traités. Les Emplois lucratifs & de confiance feront, ou pour les étrangers, ou pour de petits compagnons du Pais, fouples & bons à tout faire & à tout souffrir, sans se foucher de l'honneur & du bien de la Patrie. Les Gens d'Eglise ne feront gueres mieux traités, & l'exemple de la France leur servira de Loi. Le Roi assisté de celui de France forcera le Pape à tel Concordat qu'il voudra ; la Cour s'emparera de la Collation presque de tous les Benefices, & donnera des Penfions là-dessus ; elle introduira la Regale dans sa rigueur ; les Juges Séculiers réformeront les Sentences Ecclesiastiques sous prétexte d'abus ; on rognera les ailes aux Prélats qu'on croira trop riches ; & on demandera tant de dons gratuits coup sur coup, que la condition du Clergé ne sera point meilleure que celle des Laïques, dont ils seront obligés d'aider à supporter la misère.

Pour ce qui est des Affaires publiques, il peut arriver fort aisément que le Duc d'Anjou, pour être appuyé par son Grand-Pere, ou par son Pere sera obligé de sacrifier à la France ; ou aux intérêts des Bourbons une partie des Etats, ou des Droits de la Monarchie.

On fit sonner bien haut dans ce parti, la disposition du prétendu Testament attribué au feu Roi, qui défend de faire dans la Monarchie aucune sorte d'aliénation ou de séparation ; & la France fit connoître qu'elle ne permettoit pas le démembrement d'un pouce de terre. Mais ses intentions & ses paroles sont bien différentes. L'on sçait qu'elle flarte l'Electeur de Bavière de l'espérance des Pais-Bas : pendant qu'elle même se met en possession de toutes les Fortereses de ce Pais, aussi bien que du Milanais, & fait assez connoître qu'elle veut être embellie de ses frais. Que savons-nous si les François ne s'adonneront pas de la Catalogne, des Châteaux de la Ville de Naples, & de quelque Port en Sicile, pour avoir la Monarchie à leur discrétion, afin que le Roi Bourbon soit toujours sous la Tutelle de celui de France, comme le Duc d'ANJOU l'est sous celle de son Grand-Pere ; & ce jeune Prince qui s'estime trop heureux de régner à Madrid, plutôt que dans le Château du Meudon qui auroit été de son appanage, donne les mains à tout : Outre qu'il peut espérer de régner lui-même un jour en France. D'ailleurs, il paroît fort vrai-semblable que la France prendra ses mesures pour empêcher un jour les Espagnols de changer de parti, quand ils le voudroient. Car il n'y a point d'apparence qu'elle veuille fortifier une rivale au hazard d'en être incommodée un jour. On peut juger de ce que cette Couronne, ou du moins un Roi François peut faire & fera dans la suite des tems à loisir, & quand il aura les bras libres au dedans & au dehors, par tout ce que les François ont déjà fait depuis deux ou trois ans ; quoi qu'ils aient de grands ennemis sur les bras, & qu'ils soient obligés de ménager encore un peu les Espagnols. Il faut avouer qu'à juger de l'avenir par cet échantillon, & que si les François avancent à proportion de ce qu'ils ont déjà fait, ils auront bientôt l'Espagne dans les fers ; car ils sont déjà presque maîtres des Pais-Bas & du Milanais, seules Provinces de la Monarchie pourvues de quantité de Fortereses ; Et sur le moindre soupçon ils tâcheront de deslamer les Espagnols, comme ils ont deslamer les Troupes du Duc de Savoie. Ils renvoient maintenant en Espagne la plupart des Espagnols & des Italiens qui sont aux Pais-Bas avec les Seigneurs Wallons qui leur sont suspects ; ils prennent des mesures pour s'assurer toujours de Pampelune, de Barcelone & des Ports de la Biscaye pour avoir les Clefs de l'Espagne en leur pouvoir. Ils travaillent à introduire les François dans le Mexique & dans le Perou, & ils ont déjà bien commencé. Ils s'en est peu fallu qu'ils n'aient mené la Flor de Argent de l'Amérique dans quelque Port de France, & s'ils y ont manqué la première fois, ils n'y manqueront point la seconde, si on leur en donne encore l'occasion. Ils s'assurent du commerce des Negres à l'exclusion des autres Nations, ce qui met les Mines du Perou

TOM. VIII. PART. I.

dans leur dépendance. D'ailleurs, ils mal-traitent déjà les Sujets d'Espagne, & leur apprennent à obéir à la Francoïse. On se moque des privilèges des Pais & des Villes : On exige l'argent qu'on jugé à propos, & pour toute réponse aux plaintes qu'on fait, on dit : Le Roi le veut.

Pour tout dire en un mot, le Roi Très-Christien, est aussi absolu à Madrid qu'à Paris, & il gouverne la Monarchie d'Espagne comme la France. Les Maréchaux de Villeroi & de Boufflers ont commandé sans avoir aucun égard au Marquis de Bedmar dans les Pais où il devoit faire la fonction de Capitaine & de Gouverneur General. Le Duc de Bourgogne étoit muni d'une Procuration du Duc d'ANJOU son Frere pour y avoir un pouvoir sans réserve. C'étoit mettre les meilleures Places des Provinces de l'Espagne dans le pouvoir de l'Héritier présomptif de la Couronne de France ; Peut-on en user plus despotiquement, & d'une manière plus contraire aux intérêts des Espagnols ? Les Ministres d'Espagne dans les Cours Etrangères semblent être comme à la suite de ceux de France, ou tout au plus comme des secondaires ; la Clef du Secret & des Affaires est entre les mains des François ; & dès le commencement de cette Révolution Don Quiros l'éprouva lors qu'il se trouva en Hollande avec le Comte d'Avaux. Les Espagnols sont obligés aussi de céder par tout aux Ministres de France, & de reconnoître la préférence de cette Couronne ; ce qu'ils n'avoient garde de faire autrefois.

La Maison de Bourbon n'en use gueres avec moins de hauteur en Espagne même. Les François visitent les Ports d'Espagne, & s'informent des Fonds & des Revenus de la Monarchie : On a déjà mis au niveau les Grands d'Espagne avec les Ducs & Pairs de France, qui pourtant ne se couvrent devant leurs Rois, que dans certaines rencontres. Quand quelque Grand en a murmuré on l'a envoyé en exil, ou mal-traité autrement. A peine le Duc d'ANJOU fut-il en état de se faire obéir, qu'on chassa & mit en prison un Ecclesiastique de distinction sans aucun sujet légitime & sans aucune forme de justice. On s'est moqué dès lors de la Regence établie dans le prétendu Testament, & depuis on est allé jusqu'à donner au Cardinal Porto-Carrero un Surveillant en la personne du Comte d'Ertes. Car on voit bien, que si le Cardinal François est rappelé maintenant ce n'est que dans l'intention d'appaîser les esprits aigris.

Le Testament prétendu étant le fondement des démarches des Regens & de la France, cette Couronne devoit au moins faire semblant d'y avoir égard, si elle vouloit ménager le public. Mais on y fit d'abord une brèche très-grande, & on se soucia fort peu des volontés & de la gloire du feu Roi, en traitant indignement la Reine Dotiaïre son illustre Epouse, nommée Regente dans ce Testament, ce qui étoit peut-être la seule clause conforme aux véritables intentions de ce Prince : & avant même que le Duc d'ANJOU fût arrivé à Madrid, on la dépouilla de la Regence & on l'éloigna de la Cour par une Lettre des plus dures, qui lui fut écrite au nom du Duc, & on n'eut pas le moindre égard à l'option que ce même Testament donnoit à cette grande Princesse.

On se réserva même expressement les moïens d'annéantir un jour toute la force de ce Testament ; sur le point de la Succession, à l'égard des cas qui pourroient être contraires à l'intérêt des Bourbons, par les réservations & protestations qu'on reçut de la part des Ducs d'ANJOU & d'Orléans : comme il a déjà été remarqué ci-dessus.

Le Duc d'ANJOU avant son départ pour l'Espagne fit un Acte, où il réserva son regnès à la Couronne de France en cas que la Ligne Masculine de son aîné vint à manquer ; mais il n'y fit pas la moindre mention de quitter l'Espagne dans le cas, rapporté dans le Testament ; quoi que ce fût le lieu d'en parler, & qu'on le dût faire pour éviter les soupçons : Donc ne le faisant point, on marquait, qu'on ne se soucioit gueres ni de la condition, ni du Testament, ni même des jugemens, que les Espagnols & les autres Peuples & les Puissances, qui ont tant d'intérêt que les deux Monarchies ne soient point unies, en pourroient faire.

On révoquoit encore qu'on ne se met point en peine du prétendu Testament, qu'en ce qu'il est utile, en recevant la protestation du Duc d'Orléans

T

con-

ANNO  
1704.



ANNO  
1704.

contre ce Testament même, qui prétendoit comme Descendant de la Reine de France ANNE, Sœur aînée de PHILIPPE IV. d'être préféré à la postérité de la Sœur cadette MARIE ANNE Mere de l'Empereur, & à celle de CATHERINE Sœur de PHILIPPE III. dont descend le Duc de Savoie, nonobstant la Renonciation de ladite Reine ANNE. Ce qui fait voir que les Bourbons prétendent retenir la Monarchie d'Espagne quand même toute la Lignée du Dauphin viendrait à manquer. Car, si le Roi Très-Christien avoit sérieusement l'intention de faire observer le Testament, & avoit cru au moins alors qu'il lui étoit utile d'avoir des égards pour les Espagnols, le Duc d'Orléans n'auroit point osé faire publiquement sa Protestation, comme l'on fait qu'il n'en a point osé faire contre le Traité de Partage, ni en d'autres rencontres.

On ne doit donc point douter que les François, s'ils en font les maîtres, n'aient le dessein de retenir la Monarchie d'Espagne dans la Maison de Bourbon contre les clauses du Testament & au préjudice des Substituez: Qu'ils ne manqueraient pas d'unir cette Monarchie à la Couronne de France si le cas échut, & de réduire l'Espagne en Province; Qu'un Roi Bourbon ne voudrait pas la gouverner moins despotiquement un jour, qu'il le fait dès à présent, ou son Grand-Pere pour lui, encore qu'ils aient une Révolution à craindre, qu'ils ne craindraient plus quand ils auront pris racine: Que la confiance, les principaux Emplois, ou les plus lucratifs, le Commerce, sur tout celui de l'Amerique, le Commandement des Troupes, les plus fortes Places, & les Clefs de l'Etat, seront pour les François, ou pour ceux qui seront dépendans d'eux, & dévoués à la Cour: Qu'on gouvernera sur le modèle de la France; Qu'on abaissera les Grands; qu'on opprimerà les Petits sans aucun égard aux Droits & Privileges; & qu'on appauvrira les uns & les autres par une infinité d'Impôts, d'extorsions; & de vexations, pour mettre le Roi en état de contribuer beaucoup à la Monarchie universelle des Bourbons. Enfin qu'on affrontera les Espagnols chez eux, & qu'on les insultera même dans leur domesticité, suivant les manieres insolentes & libertines des François; & qu'une Nation qui avoit passé pour une des plus genereuses, & qui avoit dominé à tant d'autres, sera le jouet de son Ennemie, & l'opprobre de toute la Terre; d'autant plus qu'elle aura été la cause des malheurs & de l'oppression de toutes les autres en se soumettant à la France la première.

Il y a des gens qui disent que toutes ces craintes se réduisent à un avenir incertain, & qu'il ne faut point se tourmenter réellement sur les idées d'une possibilité future. Mais le mal en bonne partie est déjà présent, & sur le point de venir à sa maturité & à son accomplissement; on est enchaîné à demi, & si on ne se réveille au plutôt, on ne sera plus en état d'être affranchi de l'esclavage, ni par ses propres forces, ni par celles de ses amis. Mais quand tout le mal ne consisteroit que dans l'avenir, ne fait-on pas que toute la prudence humaine n'a que l'avenir pour objet. Car on doit prendre des précautions, s'il est possible, contre de grands maux qui peuvent arriver facilement, ou plutôt qui diffi- cilement n'arriveront pas en l'état où sont les choses.

C'est justement cette fatale nonchalance où les hommes ne sont que trop portez, en s'attachant au présent, qui a causé la plupart des mauvais conseils, dont nous voyons de funestes suites. C'est ce qui a fait naître les relâchemens des uns, qui négligent la Patrie, & ne pensent qu'à vivre doucement le reste de leurs jours, (quoi qu'ils se trompent en cela même, les malheurs n'étant que trop prochains, & la corruption des autres, qui tâchent à profiter du présent, & de contribuer même aux maux de la Patrie pour en tirer de l'avantage. Ces principes sont indignes des gens qui font profession de sagesse, d'honneur & de probité; & il faut avoir renoncé aux sentimens de l'honnêteté & de la conscience pour les soutenir.

Il y a des esprits de cette trempe, c'est-à-dire gagez par les Bourbons ou plongez dans une mollesse effeminée, qui se flattent eux-mêmes, ou jettent de la poudre aux yeux des autres, en tâchant d'affaiblir les plus grandes & les plus justes craintes,

lors qu'ils soutiennent que les deux Branches de la Maison de Bourbon pourrout aisément se brouiller ensemble, alors (disent-ils) les Affaires de l'Europe reviendraient en l'état où elles étoient avant la mort du feu Roi; Mais outre que le Duc d'Anjou, quand il voudroit, ne pourroit point se détacher des intérêts du Roi de France, qui en qualité de Curateur de son Petit-Fils, est Monarque commun des deux Monarchies, & prend des mesures pour le demeurer, & pour laisser ces avantages sans exemple au Dauphin, qui aura encore l'autorité d'un Pere, l'affection & le respect du Fils, & le même pouvoir en main pour se faire obéir: outre cela, dis-je, l'intérêt véritable des deux Branches de Bourbon, est, de demeurer unies. Elles seront plus en état de s'entraider que celles de la Maison d'Autriche, à cause de la contiguité de leurs Etats. Le Duc d'Anjou sous son Grand-Pere, ou sous son Pere, sera le Monarque absolu de toute la Monarchie, & le mettra en état d'en employer les grandes forces aux des- seins communs, dont la France sera toujours l'ame & le premier mobile: & le Duc de Bourgogne étant parvenu à la Couronne de France, les mêmes raisons ne laisseront pas de subsister entre les deux Freres. Peut-on croire qu'ils se voudront borner & arrêter dans la plus vaste & la plus belle carrière qu'on ait vu ouverte depuis la décadence des Romains? Le Monde est assez grand pour que les deux Rois puissent se donner les mains, & s'aider à faire des Conquêtes sans s'entrechoquer & se nuire: Il faudroit qu'ils eussent perdu la raison pour en user autrement, & pour se brouiller. Et si le salut de l'Espagne, ou même de toute l'Europe ne depend que d'une si grande bonté des Bourbons, il ne sauroit être plus mal affermi.

On ne peut donc point compter là-dessus, sans s'aveugler volontairement, & il est clair comme le jour, que si l'Espagne demeure au Duc d'Anjou elle sera à la discrétion des Bourbons. Car quelles forces aura-t-on à leur opposer, quand ils y seront affermis? Les efforts inutile qu'on fera pour se délivrer ne serviront qu'à rendre les chaînes plus pesantes. Il y a de grandes Puissances armées maintenant pour tirer l'Espagne du danger évident où elle est, de tomber dans l'esclavage. L'Empereur, l'Empire, l'Angleterre & la Hollande lui envoient son Roi légitime; le Portugal le reçoit & l'assiste de toutes ses forces. Quelques Puissances d'Italie commencent à se déclarer, & un peu de succès fera suivre ceux qui ne balancent que par crainte; si les Espagnols s'y joignent eux-mêmes l'affaire est faite. Mais il faut profiter des conjonctures favorables, en se déclarant maintenant ou jamais. Car si nous laissons passer ce fatal moment, tout est perdu, autant que l'esprit humain est capable d'en juger.

La grande Alliance, si les choses traînent, ne sauroit subsister long-tems; les Bourbons demeurant les maîtres de la Monarchie d'Espagne, seront capables de causer en Angleterre & en Ecosse les plus tragiques revolutions. La Hollande ne sauroit continuer à fournir aux frais immenses d'une longue Guerre, & ne voudra pas se ruiner sans esperance de fruit. Il sera impossible à l'Empereur de soutenir le faix de la même Guerre, on lâchera les Rebelles & les Turcs sur lui, & on l'incommodera dans l'Empire même, qui sera fort près de la desolation. Ainsi nous sommes à la veille d'un renversement general, & la Monarchie universelle des Bourbons ne sauroit être arrêtée que par un coup extraordinaire du Ciel; mais de faire son compte là-dessus, c'est tenter Dieu, & c'est se tromper soi-même. Dependont ces grands changemens ne sauroient arriver que par un deluge de sang, & par les miseres horribles des Peuples, tant du côté des Conquerans que de ceux qui résistent; l'Espagne aura sa part des grands maux, & son esclavage sera la planche & servira de modèle à l'oppression des autres.

Mais en recevant le légitime Roi, ces craintes cessent. Les Princes de la Maison d'Autriche gouvernent doucement, & suivant les Loix; & quand ils voudroient opprimer la liberté & les Privileges des Peuples, ils ne seroient pas en état de le faire, n'ayant point de secours à esperer de la branche d'Allemagne, qui est éloignée, & ayant la France à craindre près d'eux. Ainsi l'Espagne & l'Europe demeureroient dans leur premier état, il n'y aura point d'autre mal que la nécessité de chasser les François des postes qu'ils

ANNO  
1704.

ANNO  
1704.

qu'ils ont occupé, sous prétexte de nous assister. Comme nous avons presque toute l'Europe de notre côté, qui y est intéressée autant que nous, on est assuré du succès avec l'assistance de Dieu protecteur de la justice & vangeur des mauvaises actions.

Pour conclure, figurons-nous l'Espagne & les Provinces de sa domination sous le joug des François, les mœurs corrompues, la Religion & la Piété méprisées, les honnêtes gens insultés; les Peuples réduits à la besace; les Grands bas & rempans; les étrangers maîtres des Forces & des richesses du País; Le Roi gouvernant à l'Ottomane; ses Favoris, Officiers, Soldats & autres Ministres de son pouvoir, exerçant à la rigueur ce que Samuël prédisoit au Peuple d'Israël, deshonorant les familles, s'emparant de ce qu'ils trouvent à leur gré, & ne répondant aux plaintes que par des moqueries ou de nouveaux affronts: sans qu'il y ait aucun espoir de délivrance, puisque les François ne manqueraient pas sans doute de se précautionner contre des Vespres semblables à celles de Sicile, & que le reste de l'Europe sera en bonne partie dans la même oppression & hors d'état de pouvoir donner du secours à ceux qui seront opprimés. Outre que les autres Nations haïront & mépriseront celle qu'elles considéreront avoir été la cause des malheurs communs par son imprudence & par son peu de courage, lorsqu'on la verra applaudir à des misérables affamés, qui auparavant venoient travailler & chercher du pain chez elle.

Ceux que les images de ces malheurs horribles & inévitables ne touchent point, font dignes de maux encore plus grands, & ne méritent point de porter le glorieux nom d'Espagnols.

Les Confalves, les Ximenes, les Toledos, les Pizares, & tous les autres anciens Espagnols fondateurs d'une grande Monarchie, dominateurs de tant de Nations, s'ils revenoient au monde, avoueroient-ils pour être de leur sang, ceux qu'ils verroient prêts à subir le joug de leurs Ennemis par une indigne lâcheté, puisqu'ils sont en état de s'en garantir, & que l'Europe leur tend les bras? Mais il faut croire qu'il y en aura bien peu de ce nombre, & que ceux-là mêmes qui ont reçu un Prince François, voyant combien on les a trompés, feront des plus ardens, pour réparer la faute qu'ils ont faite; que la conscience, le devoir, l'honneur, le salut de la Patrie, & le bonheur ou le malheur de chacun en particulier feront des impressions vives sur un Peuple qu'on n'a pas accusé autrefois d'avoir le cœur bas; & que toute cette généreuse Nation, rendant justice à son légitime Roi, & à elle-même, fera voir à toute la Terre qu'elle n'a point dégénéré de la valeur de ses Ancêtres.

*Extrait du Contrat de Mariage de LOUIS XIV.  
Roi Très-Christien, & de MARIE-THERÈSE Infante d'Espagne, dont les paroles sont répétées dans l'Acte de la Renonciation.*

Que d'autant que leurs Majestés Très-Christienne & Catholique sont venues & viennent à faire ce Mariage, afin de tant plus perpétuer & assurer par ce nœud & lien la Paix publique de la Chrétienté, & entre leurs Majestés l'amour & fraternité que chacun espère entre Elles; & en contemplation aussi des justes & légitimes causes, qui montrent & persuadent l'égalité & convenance dudit Mariage, par le moien duquel, & moienant la faveur & grâce de Dieu, chacun en peut espérer de très-heureux succès; & au grand bien & augmentation de la Foi & Religion Chrétienne, au bien & bénéfice commun des Roiaumes, Sujets & Vassaux des deux Couronnes; comme aussi pour ce qui touche & importe au bien de la chose publique & conservation d'ellesdites Couronnes: qu'étant si grandes & puissantes, elles ne puissent être réunies en une seule, & que dès à présent on prévienne les occasions d'une pareille jonction: doncques attendu la qualité des susdites & autres justes raisons, & notamment celle de l'égalité qui se doit conserver: Leurs Majestés accordent & arrêtent par Contrat & Pacte conventionnel entre Elles qui forcé, & aura lieu, force & vigueur de Loi ferme & stable à tout jamais, en faveur de leurs Royaumes, & de toute la chose publique d'iceux: que la Sérénissime Infante d'Espagne Dame MARIE-THERÈSE, & les Enfants procréés d'Elle, soient mâles

TOM. VIII. PART. I.

ou femelles, & leurs descendants premiers ou seconds, trois ou quatre, nez ci-après, en quelque degré qu'ils se puissent trouver, voire à tout jamais; ne puissent succéder ni succéder à ses Royaumes, Etats, Seigneuries & Dominations, qui appartiendront à Sa Majesté Catholique, & qui sont compris au-dessous des Titres & Qualitez mentionnées en cette présente capitulation, ni en aucun de ses autres Royaumes, Etats, Seigneuries, Provinces, Isles adjacentes, Fiefs, Capitaineries, ni és Frontières, que Sa Majesté Catholique possède de présent, ou qui lui appartiennent, ou pourront appartenir tant dedans que dehors le Royaume d'Espagne, & qu'à l'avenir ladite Majesté Catholique ou ses Successeurs auront, posséderont, & leur appartiendront; ni en tous ceux qui sont compris en iceux ou dépendans d'iceux, ni même en tous ceux que par ci-après, en quelque tems que ce soit, elle pourroit acquérir ou accroître & ajouter aux susdits siens Royaumes, Etats & Dominations, ou qu'Elle pourroit retirer ou qui lui pourroient échoir par dévolution, ou par quelques autres titres, droits ou raison que ce puisse être; encore que ce fut durant la vie de la Sérénissime Infante Dame MARIE-THERÈSE, ou après sa mort, en celle de qui que ce soit de ses descendants, premiers, seconds, troisièmes nez ou ultérieurs; que le cas ou les cas, par lesquels ou de Droit, ou par les Loix ou Coutumes d'iceux Royaumes, Etats & Dominations, soit par dispositions de Titres, par lesquels ils puissent succéder ou prétendre pouvoir succéder auxdits Royaumes, Etats ou Dominations, leur dût donner la Succession. En tous lesquels susdits cas dès à présent ladite Dame MARIE-THERÈSE Infante, dit & déclare être & demeurer bien & dûment exclue, ensemble tous ses enfans & descendants mâles ou femelles, encore qu'ils voulussent ou pussent dire & prétendre qu'en leurs personnes ne courent ni ne se peuvent, & doivent considérer lesdites raisons de la chose publique, ni autres auxquelles ladite exclusion se pourroit fonder; ou qu'ils voulussent alléguer (ce qu'à Dieu ne plaise) que la Succession du Roi Catholique ou de ses Sérénissimes Princes ou Infantes & d'abondant des mâles qu'il a & pourra avoir pour ses légitimes Successeurs, est manquée & défailli: parce que comme il a été dit, en aucun cas ni en aucun tems, ni en quelque manière qui peut venir, ni Elle, ni eux, ses Hoirs & ses descendants, n'ont à succéder ni prétendre pouvoir succéder nonobstant, &c.

## XLVI.

*Declaration de CHARLES III. Roi d'Espagne, 9. Mars.  
publiée à Lisbonne le 9. Mars 1704.*

D'autant que par la merveilleuse bonté & miséricorde de Dieu nous sommes arrivés heureusement en Portugal, après un fâcheux & dangereux voyage, que nous avons pourtant entrepris avec toute la joie imaginable, ayant mieux aimé exposer notre Personne Royale à quantité de dangers éminens, que de permettre que nos bien-aimés Sujets d'Espagne restassent plus long-tems sous le joug d'un injuste esclavage & tyrannie, dans laquelle ils font malheureusement enveloppez par l'introduction violente & l'usurpation du Duc d'Anjou, du Roi de France & de ses Adhérens: A ces Causes, étant venu ici par bienveillance pour nos bien-aimés Sujets, & par une compassion Royale de leurs souffrances & de leur oppression, nous avons absolument résolu non seulement de recouvrer nos justes Droits sur la Couronne d'Espagne, à laquelle les Loix de Dieu & de la Nature nous donnent un juste titre, mais aussi pour fournir à nos Sujets l'occasion pendant qu'il en est tems, de rentrer dans leur devoir & dans la fidélité, & de s'affranchir de cette servitude & de ce joug insupportable dont on les a injustement chargés. Nous ne doutons pas, vu la justice de notre Cause, que par la benediction de Dieu sur nos efforts & sur nos Forces jointes à celles de nos chers Alliez, nous ne soyons dans peu rétablis dans nos justes Droits & nos Peuples dans leur légitime Liberté, Prérogatives & ancien bonheur. Nous ferons état que la plupart de nos Sujets contribueront de tout leur cœur & de toutes leurs Forces pour procurer leur délivrance, en détruisant la Tyrannie & l'Usurpation.

T 2

Et



ANNO  
1704.

Et pour encourager nos bien-aimés Sujets à exécuter une si légitime entreprise, puis qu'on les a empêchés jusques à cette heure de se joindre à nos Forces, nous déclarons solennellement sur notre parole Royale, que tous ceux de nos Sujets qui ont été contraints de prendre service contre nous chez les Ennemis, soit de gré ou de force, jouiront de notre pardon Royal, s'ils se rendent à nous dans le terme de 30. jours, après que nos Forces se seront approchées des Frontières d'Espagne. Outre cela, ils recevront aussi des marques de notre faveur Royale, selon leur rang, leurs degrez, & le mérite de devoir & de fidélité envers leur légitime Souverain. Au contraire c'est notre volonté Royale & notre bon plaisir, que si quelqu'un de nos Sujets après le terme de 30. jours est trouvé en armes contre nous, contre son devoir & son obéissance, au mépris de notre Déclaration Royale, & qu'il persiste dans sa Rébellion au service des Usurpateurs François, de leurs Contédérés ou Adhérens au préjudice de notre légitime Monarchie, que telles personnes méprisant notre benigne Déclaration, soient traitées comme Ennemis de leur Patrie, & comme indignes de la moindre de nos faveurs Royales. Quant à nos autres fidèles & bien-aimés Sujets, qui n'ont point pris les armes contre nous, ils pourront rester dans leurs maisons sans craindre d'être molestés par nos Troupes soit en leur personne, soit en leurs effets.

Et afin que personne de nos Soldats ne puisse prétendre ignorance du cas, nous voulons que tous nos Généraux, Commandans, Officiers & autres dans leur Département, prennent garde qu'il ne se fasse aucune violence aux Eglises, Cloîtres, Maisons Religieuses, ou à qui que ce soit de nos Sujets dans les Marches ou Contremarches.

Et si quelque Officier ou Soldat contre notre volonté Royale s'ingéroit de molester ou de troubler en quelque façon nos Sujets tranquilles & fideles, soit en leurs Cloîtres, Maisons Religieuses, Personnes, Biens, Terres & Bétail, sur les plaintes qui en seront portées à nos Généraux, les Transgresseurs encourront non seulement notre disgrâce, mais seront aussi punis avec la dernière rigueur.

Donné en notre Cour à Lisbonne le 9. Mars 1704.

La première année de notre Règne.

## XLVII.

*Manifeste du Roi de Portugal pour la justification de ses Armes, dans la résolution qu'il a prise d'aider la Nation Espagnole à secouer le joug de la Domination Française, & à mettre sur le Trône Royal de la Monarchie le Roi Catholique CHARLES III.* [Traduit de l'Espagnol, imprimé à Lisbonne, par le commandement de S. M. P. chez *Valentin de Acofta Deslandes*, Imprimeur de la Maison Royale.]

QU'IL soit notoire à tous Rois, Princes, Républiques, & Potentats, à leurs Sujets & Vassaux; & en particulier aux très-Illustres Grands d'Espagne, Ducs, Marquis, Comtes, & autres Personnes qui composent l'Ordre de la Noblesse de cette Monarchie, aux Présidens, Conseillers, & Ministres des Conseils, Régens & Auditeurs des Chancelleries, Corregidors, & Magistrats des Cités, Villes, & Lieux, & à toutes les autres Personnes desdits Roiaumes & Seigneuries, de quelque degré, état, & condition qu'elles puissent être; aux Révérens Archevêques, Evêques, Prélats & autres Personnes de l'Estat Ecclésiastique: Que Sa Majesté Portugaise faisant consister sa première obligation à veiller inlassablement à la conservation & sûreté de ses Royaumes & Vassaux, & à prévenir le péril dont ils sont menacés par l'union de la Monarchie d'Espagne à celle de France, soit par une réelle incorporation de l'Espagne & de ses Seigneuries à la Couronne de France, ce qui est déjà quasi fait, quoi que sous les feintes apparences d'un Titre imaginaire, ou par une étroite union des intérêts de l'une & l'autre Monarchie, ce dont personne ne peut présentement douter; elle a tâché de prendre les moyens les plus proportionnés à la présente conjoncture, & à l'effet désiré. Dieu notre Seigneur, qui est le vrai Scrutateur des cœurs, & qui tient en sa puissante main ceux des Rois, est témoin que son intention n'est point, & n'a point

été, d'ajouter de nouveaux Royaumes & Provinces à sa Couronne, & que l'ambition, ni la vaine gloire, n'ont point eu de part à la résolution qu'il a prise, étant inconcevable qu'il a méprisé les favorables occasions que les derniers tems lui ont offertes, & qui étoient suffisantes pour satisfaire toute ambition.

Tout le monde sait que la stérilité des Mariages du Roi Catholique CHARLES II. de bonne mémoire, sa santé débile & périlleuse, & la considération des prétentions du Dauphin à la Succession de ce Prince, donna lieu aux Puissances d'Angleterre & de Hollande de faire un Traité avec la France, par lequel on partageoit la Monarchie d'Espagne entre le Dauphin, & le Sérénissime Prince CHARLES Archiduc d'Autriche. Car la France se trouvant supérieure à l'Espagne & à tous ses Etats, étant pourvue de beaucoup de Troupes fort aguerries, & ayant de puissantes Armées en mer, il étoit évident que le Roi Catholique venant à mourir sans enfans, cette Couronne s'introduiroit dans la possession de toute la Monarchie, laquelle étant incorporée à celle de France, il s'en formeroit un Corps si supérieur, & si formidable à tous les autres Royaumes & Etats de l'Europe, que bientôt ils se trouveroient soumis au Despotisme de la France. Pour éviter cet éminent danger, on donnoit dans le Traité de Partage à l'Archiduc CHARLES, en cas de mort du Roi Catholique, les Royaumes & Etats, que ce Prince possédoit en Espagne, les Etats de Flandres, & les Royaumes de Sardaigne, Majorque & Minorque, avec les Indes, & tous les autres Etats, avec partie du Guispecoa au Dauphin.

Le Roi Très-Christien ne refusa point le tempérament de cette répartition, & après en être convenu par un Traité solennel, conclu entre lui & les deux Puissances d'Angleterre & de Hollande, il convia toutes les autres principales Puissances de l'Europe d'y entrer, particulièrement Sa Majesté Portugaise, à laquelle il en fit faire tout d'abord des instances, & qui y donna les mains, persuadée que ce chemin étoit le plus sûr pour conserver la Paix publique de l'Europe, & la délivrer du danger éminent qui la menaçoit. Ainsi il se fit là-dessus un Traité avec le Roi Très-Christien dont lesdites Puissances d'Angleterre & de Hollande furent Garands.

Mais le Roi Catholique CHARLES II. étant mort à la fin de 1700. il parut un Testament en son nom, par lequel on déclaroit le Duc d'Anjou, second Fils du Dauphin, pour Successeur à la Monarchie. Alors le Roi Très-Christien changea tout d'un coup de langage, & romboit le Traité de Partage peu auparavant conclu avec les trois Puissances, de Portugal, Angleterre, & Hollande, & sans égard pour la foi qui y étoit engagée, il accepta la Succession de la Monarchie d'Espagne pour son Petit-Fils. En même tems il écrivit une Lettre aux Gouverneurs de la Monarchie pendant l'Interregne, dans laquelle il statoit les Espagnols de l'espérance qu'il rétablirait cette Couronne en son ancienne splendeur, & qu'il l'éleveroit au plus haut degré de Gloire, leur insinuant ainsi qu'il y réunirait les Roiaumes & Etats qui en ont été séparés.

Cette résolution du Roi Très-Christien prise au même instant que la nouvelle de la mort du Roi Catholique arriva, avec une manifeste infraction du Traité, & au mépris des Puissances qui y étoient intéressées, irrita extrêmement l'esprit de ces mêmes Puissances, & plus encore l'Empereur qui n'avoit pas voulu y donner son consentement. Cependant, le Roi Très-Christien ayant fait représenter à Sa Majesté Portugaise, par le Président Rouillé son Ambassadeur; qu'il trouvoit plus convenable à sa tranquillité, & à celle de toute la Chrétienté, que la Monarchie d'Espagne toute entière, & telle que la possédoit le feu Roi Catholique, demeurât unie sous un seul Prince (quoi qu'il dût lui en coûter, & à sa Couronne, une considérable portion de cette même Monarchie qui lui devoit appartenir par le Traité de Partage) que ce Prince devoit être son Petit-Fils le Duc d'Anjou, en qui le feu Roi Catholique avoit reconnu le Droit incontestable du Dauphin, déclarant ledit Duc d'Anjou pour Successeur universel de tous ses Etats; que la Monarchie d'Espagne seroit gouvernée par ses propres Loix, par ses Constitutions & Coutumes, sans la moindre altération, ni dépendance de la France, de sorte qu'il n'y auroit rien de changé que la seule Famille régnante,

ANNO  
1704.

ANNO gnante, celle de Bourbon étant placée au Trône au lieu de celle d'Autriche; Qu'ainsi toute l'Europe demeureroit au même état où elle étoit avant la mort du Roi Catholique CHARLES II. Et qu'enfin, le Roi Très-Christien desiroit renouveler les anciens Traitez, que son Petit-Fils en feroit de même, & qu'il seroit Garand de la Paix entre la Couronne de Portugal & celle de Castille.

Sa Majesté Portugaise ayant fait sur ces représentations la réflexion que la circonstance du tems demandoit, il lui sembla qu'elle devoit sacrifier au bien de la Paix, la violation que la France venoit de faire du Traité de Partage, sur tout puis que l'Europe demeurait à peu près au même état & constitution où elle étoit auparavant. Et pour éloigner de ses Royaumes toute inquiétude de Guerre, ce qui n'auroit pas été possible en permettant l'entrée de ses Ports aux Nations qui seroient la Guerre à l'Espagne, puis que l'incendie voisin auroit pu aisément passer en ses propres Etats, Sa Majesté fit un Traité avec le Roi Très-Christien & avec son Petit-Fils, par lequel Sa Majesté Portugaise s'obligea tant seulement, à ne donner point d'entrée dans ses Ports aux Nations qui seroient la Guerre aux deux Couronnes, pour cause de la Succession du Duc d'Anjou, accordant cette commodité au seul Duc comme possesseur de la Monarchie, afin qu'elle pût servir à la sûreté des Royaumes de Portugal, & du moins à diminuer le danger de la Guerre. Mais comme il pouvoit arriver que les Puissances d'Angleterre & de Hollande ne voudroient pas consentir à la prohibition desdits Ports, & que l'on avoit avis qu'elles devoient s'allier avec l'Empereur pour venger l'infraction du Traité, & pourvoir à leurs intérêts & à leur conservation, le Roi Très-Christien s'obligea d'envoyer en Portugal le secours de Troupes & de Navires que Sa Majesté Portugaise jugeroit convenable & nécessaire en l'occasion.

Le Duc d'Anjou céda aussi à la Couronne de Portugal le Droit, que celle de Castille prétendoit avoir aux Terres situées au rivage Septentrional du Rio de la Plata, où se trouve établie la Colonie du Sacramento, & il s'obligea d'indemniser la Compagnie Royale des Indes, où les Vaisseaux de ladite Couronne de Portugal étant intéressés pour de grandes sommes, ont fait aussi de très-grandes pertes, par les conventions que le Gouvernement d'Espagne a faites aux conditions de leur Contrat, quoi qu'il eût été autorisé par les deux Couronnes de Castille & de Portugal.

L'observation de ce Traité fut très-conforme à celle du précédent, car le Roi Très-Christien ayant fait savoir par le Président Rouillé son Ambassadeur à Sa Majesté Portugaise, que les Armées que les Puissances d'Angleterre & de Hollande équipaient, étoient destinées contre les Ports & Flottes de Portugal, Sa Majesté déclara en tems convenable, qu'elle souhaitoit qu'on lui envoiât un médiocre nombre de Vaisseaux pour aider à la défense du Commerce de ses Sujets, & des Côtes de ses Royaumes, mais on ne lui en envoya pas le tiers de ce qu'il en avoit demandé, le Ministre de la Cour de France se trouvant obligé à déclarer à celle de Portugal qui sollicitoit ce secours, que la Couronne ne se trouvoit pas en état de satisfaire à cette obligation, & que le Roi Très-Christien reconnoissoit que celle de Portugal demeurait dégagée du Traité qu'elle avoit conclu avec lui, & avec son Petit-Fils, sous la condition du secours.

La ponctualité avec laquelle le Duc d'Anjou accomplit son Traité, ne fut pas différente de celle du Roi Très-Christien son Aïeul, car il ne faisoit point aux sommes qu'il devoit payer à la Compagnie des Indes, il ne la délivra point des vexations & violences qu'on lui faisoit selon qu'il avoit été stipulé, mais au contraire on lui fit les plus grandes oppressions, & le Gouverneur de Buenos-Ayres, par des ordres secrets de la Cour, contraires à ceux qui avoient été publiquement expédiés en vertu du Traité, empêcha aux Vaisseaux de Sa Majesté Portugaise l'usage des Terres adjacentes à la Colonie du Sacramento, par un Blocus ouvert.

Toutes lesquelles choses justifient assez la conduite du Roi de Portugal dans sa séparation du dernier Traité avec le Roi Très-Christien & son Petit-Fils, & le ressentiment qu'il a de tant d'infractions répétées. Cependant, il y faut ajouter, qu'à peine le second Traité fut conclu, que le Roi Très-Christien

commença à montrer que son dessein étoit d'unir la Monarchie d'Espagne à la sienne, la gouvernant à son plaisir en toutes choses, sans en excepter les plus grandes, ni les plus petites affaires. Les Négociations & les Ambassades commencèrent à être dirigées, non par les simples instructions, mais les ordres exprès de la Cour de France. Les Vice-Royaumes & Gouvernemens des Royaumes, Provinces, & Seigneuries d'Espagne, les Présidences des Conseils, les Archevêchés, Evêchés, & Prélatures, les Commanderies, Places, Postes, Charges Militaires & Politiques, & généralement tout l'utile & l'honorable, dépendit entièrement de la présentation des Ministres François. Les Avant-murs de la Monarchie, Flandres, & Milan, furent occupés par les armes de France sous le spécieux prétexte d'Auxiliaire. Les Grands d'Espagne, que les Rois avoient mutuellement élevés à un degré voisin de leur Souveraineté Royale, se virent opprimer & outrager. On a obligé plusieurs d'entre eux à s'aller humilier à Paris sous le Gouvernement Despotique de la Cour de France, & on les a égalés aux Pairs, & les Pairs à eux, comme si ce n'étoit plus qu'une même Nation, & qu'ils ne servissent tous qu'un seul Roi. Le Sacré Tribunal de l'Inquisition a été opprimé en son Chef, & en ses Membres. Les Bannières de l'Armée Royale d'Espagne ont été obligées de céder dans ses propres Mers à celles de France. Le Commerce des Indes qui n'est pas permis même à tous les Vaisseaux de la Monarchie d'Espagne, mais seulement à ceux de la Couronne de Castille, a été ouvert aux François, à la ruine manifeste de toute l'Espagne. Enfin, tous les Espagnols ont été méprisés, opprimés, & traités en esclaves par les Ministres & autres Personnes de la Nation Française; quoi que souvent ceux-ci fussent de la plus grande qualité, & ceux-ci de la plus vile condition. L'illustre Nation Espagnole se trouvant ainsi réduite sous le joug François, & voilà à quoi se sont terminées les promesses qu'on lui avoit faites de la relever, & de la rétablir dans son ancienne splendeur.

Il n'est pas nécessaire de particulariser les personnes & les affaires dont on pourroit tirer la démonstration de ce qu'on vient de dire. Il est connu non seulement à tous les Espagnols, mais aussi à toute l'Europe, que les Grands ont été obligés de se soumettre à servir en des Ministères non convenables à leur Grandeur, ou à chercher asile dans les Pais étrangers, abandonnant leurs Maisons & Etats, pour conserver les Honneurs & Prérogatives, héritées de leurs Ancêtres. Puis pour avilir par tous moyens cette haute Dignité, la France y a admis des Personnes qui ne pouvoient y aspirer, ni par leur qualité, ni par leur mérite, & qui en effet n'y ont été poussés que parce qu'ils se sont rendus les instrumens de l'esclavage de leur Patrie; des personnes enfin, qui semblaient à des vipères, meurtrières de la Mere qui leur avoit donné le jour, n'ont employé leurs soins & leurs peines qu'à sustenter & nourrir le cancer vorace de la Monarchie.

Le dessein de la France pour unir la Monarchie d'Espagne à sa Couronne, & la mettre au rang des autres Provinces conquises, étant donc découvert, & la séparation & indépendance de l'Espagne ayant été au contraire la base & le fondement du Traité conclu avec le Roi Très-Christien & son Petit-Fils, Sa Majesté Portugaise voyant une Nation si illustre & héroïque traitée avec mépris & oppression comme une Nation conquise, Elle a été obligée de chercher d'autres moyens & d'autres voyes que ceux qu'elle avoit pris, pour assurer ses Royaumes, & tâcher à rompre les fers dont l'ambition Française a chargée la Nation Espagnole. D'ailleurs, il eût de la réputation de Sa Majesté, entre les mains de laquelle Dieu a mis une partie de l'Espagne, savoir la Lusitanie, de travailler à la Liberté de tout le nom Espagnol, & de l'affranchir de l'opprobre d'une Domination étrangère & violente.

C'est pourquoi, du consentement unanime de toutes les Puissances engagées dans la grande Alliance, & avec l'approbation générale de celles-là même qui ne s'y intéressent que par leurs vœux & affections, il sembla que le meilleur, le plus juste, le plus prompt, & le plus efficace moyen pour parvenir à ces deux fins seroit, que Sa Majesté Impériale, & son Fils aîné le Sérénissime Roi des Romains, cédaient & renonçaient, en faveur de l'Archiduc CHARLES d'Autriche, Fils puis-né de Sadite Ma-



ANNO

1704.

jesté Imperiale, & Frere dudit Roi, le Droit qui leur appartenait à la Succession de la Monarchie d'Espagne. Et en effet, quand même le Droit de cette Renonciation & Cession, ne seroit pas entièrement indisputable, comme il l'est du consentement commun de tous, il faudroit pourtant que pour l'écarter, les Partisans de la France, qui ne peuvent être autres que les François, & ceux qui se sont laissés corrompre par eux-mêmes, en vû de quelque intérêt, souffrissent la maxime du monde la plus execrable, & de la plus pénible conséquence pour le Genre-Humain, sçavoir, que la foi des promesses des Rois est vaine & insubstantielle, lors que l'exécution se trouve contraire à leurs intérêts, quoi que cette foi ait été fortifiée par la solennité des Traitez, & par le sacré lien du Serment, comme il fut notoirement prouvé au Traité des Pyrénées, d'où vient que le premier soin des Défenseurs de la France, consiste à sonder & persuader cette Doctrine.

Sa Majesté Portugaise promet donc, par un Traité solennel qui fut conclu avec Leurs Majestés Imperiale & Britannique, & avec les Etats Généraux des Provinces-Unies, que lors que la Renonciation à la Monarchie d'Espagne seroit faite par Sa Majesté Imperiale, & par le Roi des Romains, en faveur du Serenissime Prince CHARLES Archiduc d'Autriche, toutes les quatre Puissances Alliées concourroient à mettre ce Prince sur le Trône d'Espagne, sans qu'aucune d'Elles pût faire la Paix avant de l'y avoir établi. Et comme Sa Majesté Imperiale a satisfait à son obligation touchant la Renonciation, laquelle a été aussi approuvée par le Roi des Romains, & que le Serenissime Archiduc CHARLES a été reconnu pour legitime Roi d'Espagne, non seulement par l'Empereur son Pere, & par le Roi des Romains, mais aussi par toutes les Puissances de la Ligue, & autres Princes, ainsi que tout le monde sçait, & que ledit Roi Catholique CHARLES III. est arrivé dans les Royaumes de Sa Majesté Portugaise pour mettre en execution un dessein si juste & si salutaire à la tranquillité de toute l'Europe, Sa Majesté Portugaise a trouvé bon, avant que de commencer aucune operation d'Armes, non seulement de déclarer les divers motifs qui l'y portent, mais aussi de représenter à la Noble Nation Espagnole, que c'est ici la conjoncture la plus propre, & même l'unique qu'elle puisse avoir, pour recouvrer sa Liberté, sa Réputation & sa Gloire, en excluant du Trône Royal de la Monarchie, un Prince qui est de la Famille la plus contraire à ses intérêts & à son héroïque réputation; & lequel elle n'a admis qu'à son grand regret, se voyant forcée à prendre cette résolution par la terreur & la violence des Armes du Roi de France qui ne lui laisse uniquement que le titre de Roi, & qui s'arroge au reste le commandement absolu de la Monarchie.

La Noblesse d'Espagne, & tous ses Peuples & Etats, ont vû & expérimenté l'insubstantielle des promesses flatteuses de la France, & que l'augmentation promise de la Monarchie s'est changée en une servitude injurieuse, & indigne de toute ame noble & généreuse, telles que doivent être celles des vrais Espagnols. C'est à eux de considérer ce qu'ils devroient attendre, si la grande Alliance venoit à se dissoudre, & qu'ils demeurassent sous le joug de la France, puis que cette Couronne les traite avec si peu d'égard, dans le tems même que tant de Puissances sont armées pour l'obliger à ne pas excéder les bornes de la Raison, & pour délivrer les Espagnols de l'oppression où elle les tient. Qui peut douter qu'elle acheveroit de les réduire à la dernière misère? Elle les regarderoit comme des Peuples, qui se seroient rendus à la discrétion du Vainqueur, & on laisse à juger s'il y a lieu d'espérer de rencontrer facilement une autre conjoncture semblable à celle-ci, dans laquelle quatre Puissances si grandes & si propres à travailler avec succès à la Liberté de la Monarchie Espagnole, se sont unies pour cette bonne fin.

Toutes ces considérations font croire, que les Espagnols rassurés contre la crainte de la France qui les a obligés à prendre pour leur Roi le Fils puîné du Dauphin, & voyant à présent tant de Puissances accourir à leur aide avec des Forces de Terre & de Mer supérieures à celles de France, agiront vaillamment de leur côté pour leur honneur, leur réputation, leur gloire, & leur Liberté, rejetant un Prince qui a occupé le Trône de leur Monarchie par

violence, & recevant celui qu'ils souhaitoient ardemment d'avoir en Espagne au tems de la mort du Roi CHARLES II. pour lui remettre le Sceptre en main. Il est certain que le Droit de ce Prince à la Couronne d'Espagne est incontestable par la Renonciation de l'Empereur son Pere, & du Roi des Romains son Frere, que ses héroïques vertus sont dignes de la Couronne d'une si grande & si opulente Monarchie, & qu'elles sont égales ou supérieures à celles des glorieux Princes d'Autriche, qui ont porté le Sceptre d'Espagne pendant deux siècles; tems heureux sous lequel l'Illustre Nation Espagnole a été élevée au plus haut comble de la gloire, les Espagnols & tous les autres Vassaux de la Monarchie étant alors gouvernez avec un amour semblable à celui d'un Pere pour ses Enfants, au lieu que depuis le peu de tems qu'ils vivent sous le Gouvernement François, ils n'ont éprouvé que rigueur & oppression.

Toutefois, si les Espagnols, ou préoccupés par une terreur panique du pouvoir de la France, ou infatués des chimériques persuasions des François qui mêlent le faux avec le vrai-semblable, & cachent leur venin sous des apparences agréables, venoient à fermer les yeux & les oreilles à tant d'évidence, & que devenant cruels à eux-mêmes, ils vouloient aider leurs mortels & irréconciliables Ennemis les François, pour achever d'opprimer leur Liberté, Sa Majesté ne pourra se dispenser, en aidant le Roi Catholique CHARLES III. & protégeant la justice de sa Cause par ses Armes & celles de ses Alliez, de tâcher à donner par force aux Espagnols le remède qui leur est nécessaire. Sa Majesté en usera en tel cas avec eux, comme on fait avec les frénétiques & les léthargiques, auxquels il est nécessaire, pour leur conservation de tirer du sang, quoi qu'ils ne le souhaitent pas & qu'ils y résistent, parce que les uns & les autres n'ont pas les opérations de l'Entendement & de la Raison libres, & qu'ils ne sont pas en état de raisonner, ni de connoître leurs propres intérêts. Ainsi, tout le sang Chrétien qui sera répandu pour cette cause, & tous les dommages qui en résulteront, seront imputés à ceux qui prétendent soutenir un Prince injuste possesseur d'une Monarchie qui appartient de tout Droit au Roi Catholique CHARLES III.

## XLVIII.

Renovirte und auf fünfzig-Jahr prorogirte Defensiv-Allianz zwischen Carl den XII. König in Schweden an einem/ dann Ihro Durchleucht/ wie auch dem Herzog Georg Wilhelm zu Braunschweig und Lüneburg andern Theils/ zu beschuzung und sicherheit dero Land und Leuthen wider alle feindliche Ueberräthel und andere denen Creys- Constitutionibus entgegen lauffende exactiones und beschwärdn/ aufgerichtet/ zu Stockholm den 28. April 1704. Sambt Articulis Separatis, enthaltend die beschuzung des Fürstl. Hauses Schleswigs Holstein wieder die Cron Denemarck/ wie auch Conservirung der Ruhe in dem Unter-Sächsischen Creys/ geben wie oben. Diebst noch einem Articulo Separato, die beschuzung des Landes Hadeln betreffend. [LUNIG, Teutsches Reichs- Archiv. Part. Spec. Continuat. II. Absq. IX. pag. 1025.]

C'est-à-dire,

Alliance Defensive renouvelée & prorogée pour cinq ans, entre CHARLES XII. Roi de Suède d'une part, le Serenissime Electeur de BRUNSWICH LUNEBURG & le Duc GEORGE GUILLAUME d'autre part, pour la sûreté, & defense de leurs Etats contre toute Hostilité, & contre toute Exaction, ou Venation qui seroit contraire aux Constitutions du Cercle. A Stockholm le 28. Avril 1704. Avec les ARTICLES SEPARÉS pour la Commune Defense

ANNO

1704.

ANNO  
1704.ANNO  
1704.

*Et Assistance de la Maison Ducale de Siles-WICH-HOLSTEIN contre la Couronne de DANNEMARC & pour maintenir la Tranquillité dans le Cercle de la Basse Saxe, dudit jour 28. Avril 1704. Et un autre ARTICLE SEPARÉ pour la Defense particuliere du Païs de Hadeln, dudit jour 28. Avril 1704.*

Kund und zu wissen sey hiemit jedermänniglich / als zwischen der nunmehr in GOTTA ruhenden Königlichen Majestät von Schweden glorwürdigsten Andenkens / und dem gesambten Fürstlichen Braunschweigischen Hauße den 3. October Ao. 1690. eine defensiv-Bündnis auf 3. Jahr geschlossen / selbige auch hernach zwischen der jetzt regierenden Königlichen Majestät von Schweden / und der jetzt regierenden Churfürstlichen Durchlauchtigkeit zu Braunschweig Lüneburg / wie auch Herrn Herzogen Georg Wilhelm zu Braunschweig und Lüneburg Durchl. unterm 10. Martz 1698. erneuert / und auf 5. Jahr erstreckt / von beyden Seiten aber vorbehalten worden / darüber / gegen Ablauff erweiter fünfjähriger Frist / Handlung pflegen zu lassen / daß demnach zwischen vorhöchstdenckter jetzt regierenden Königlichen Majestät von Schweden und Churfürstlichen Durchl. zu Braunschweig und Lüneburg / wie auch Herrn Herzogen Georg Wilhelm zu Braunschweig und Lüneburg Durchl. hierunter beandten Ministris in Krafft der ihnen desfalls erteilten zu Ende dieses Tractats angefügten Special Vollmachten / wegen weiterer Continuation obnähergeachter defensiv-Bündnis abgeredet und geschlossen worden / wie folget :

1. Soll diese Zusammenlegung und defensiv-Allianz zu keines Menschen Offension oder Beleidigung / weniger wider die Römische Kaiserliche Majestät oder das Römische Reich / sondern allein dahin gerichtet und angesetzt seyn / daß Ihre Königliche Majestät auch Chur- und Fürstliche Durchlauchtigkeit eine gute vertrauliche Correspondence in allen besagten dero Länder Sicherheit und Beruhigung concernirenden Fällen pflegen / und dahin mit zusammen gesetzten Kräften arbeiten wollen / daß / wie obverhonet / dieselbe / und die darinnen gefessene Unterthanen / sowohl für allem feindlichen Ein- und Überfall / als andern denen Reichs- und Creiß-Constitutionibus und Executions-Ordnung entgegen lauffenden Invasionen / Exactionen und andern Violentien und Beschwerden / wie selbige in nachstfolgenden 3. Art. specificiret / und sonstigen Nahmen haben / auch von wem / und unter welcherley prätext dieselbe geschehen und herübern möchten / besreyet / und in ihrer Consistence und friedlichen Zustande erhalten werden mögen.

2. Zu welchem Ende dann Ihre Königliche Majestät und Chur- und Fürstliche Durchl. Ol. einander im rechten Vertrauen mit Rath und That desfalls festiglich bey einander halten / einer des andern Bestes befördern / Schaden und Arges warnen und wehren / über allen Begebenheiten / woraus Anruhe und Gefahr entstehen könnte / wie auch was zu deren Abwendung gereichen möchte / fleißig und vertraulich communiciren / auch sich angelegen seyn lassen / mit einander solche melures zu nehmen / welche dem Reiche und dessen allgemeinen Frey- und Sicherheit zuträglich seyn mögen / Wie sie dann auch ihren auf Reichs- und Creiß-Tagen und sonstigen habenden Ministris anbefehlen wollen / vertrauliche Correspondenz und Communication mit einander zu pflegen.

3. Diesemachst wird in Krafft dieser Allian-

ce beyderseits versprochen / daß / daserne entweder Ihre Königliche Majestät oder Ihre Chur- und Fürstliche Durchl. Durchl. in ihren hierunter benannten Landen und Provinzen / oder an ihren Rechten / denen Reichs-Sagungen zuwider / angegriffen / oder jetztbesagte dero Lande mit Verbungen / Muster-Plätzen und Einquartierungen / Standquartieren / Durchzügen / Contributions-Providant- und Munitions-Lieferungen / oder dergleichen Auflagen und Zumuthungen graviret / turbiret / und verfolgt werden / oder daß solches geschehen würde / gewisse Nachricht vorhanden seyn sollte / man andern Theils sich dessen treulich annehmen / und die in diesem Foedere versprochene Hülffe wirklich und effectiv zu leisten verbunden seyn / keiner der Alliirten aber von den andern um Hülffe requiriret werden sollte / wenn dieser / ohne vorher mit jenem gepflogene Communication und dessen Beyfall / jemand attaquiren oder gewaltthätig angreifen / und darüber in seinen Landen oder an seinen Juribus von dem Attaquirten oder dessen Bündn-Genossen angegriffen / oder vergewaltthätiget werden sollte.

4. In solchem Foedere soll nun an Seiten Ihrer Königlichen Majestät und der Cron Schweden die Herzogthümer Wexhmen / Verden und Pomern / das Fürstenthum Rügen / wie auch die Stadt und Herrschaft Wismar / und was dazu gehörig / an Seiten Ihrer Chur- und Fürstlichen Durchl. Durchl. zu Braunschweig und Lüneburg aber alle denselben zustehende und gegenwärtig besitzende Lande / ohne allem Unterscheid und Exception / in specie auch die Lauenburgische Lande eingeschlossen seyn / Weilen jedoch Ihre Königliche Majestät von Schweden / durch diese Inclusion des Lauenburgischen in das jezige Foedus niemanden an seinen etwa habenden Recht zu präjudiciren gemeinet / und die Hülff-Leistung wegen des Lauenburgischen nicht contra legitimam viam juris / sondern nur seibiglich contra viam facti / und wann Ihre Chur- und Fürstliche Durchl. mittelst einiger Thätigkeit im Lauenburgischen / von wem / und unter was Prätext es auch seyn möchte / turbiret werden solten / zu practiren sich verbinden / um den Ruhestand und die Sicherheit des Nieder-Sächsischen Creyßes wider alle Turbationes und Actualitäten / wie die Nahmen haben mögen / zu mainceniren / So bleibt im übrigen einem jeden seine vermeintliche Pretension am Lauenburgischen rechtlich auszuführen unbenommen. Was das Stifft Osnabrück betrifft / so ist zwar auch dasselbe der Eingangs angezogener Allianz vom 3. October 1690. Art. 4. mit eingeschlossen gewesen / Es ist aber jetzt beyderseits beliebt / daß nunmehr solches Stifft aus dieser Allianz zu lassen / bis der Calus Instrumenti Pacis / wegen der Alternation im Stifft Osnabrück / für das Hauß Braunschweig Lüneburg wiederum existiren wird / Als auch von Seiten Ihrer Königliche Majestät von Schweden wegen Inclusion der Pfalz-Zweybrückischen Landen in das jetzt renovirte Foedus / Erwernung und Instanz geschehen / So haben zwar Ihre Chur- und Fürstliche Durchl. Durchl. zu Braunschweig und Lüneburg dero in diesem Foedere übernommenes quantum an Mannschafft in eventum nach gedachten Zweybrückischen Landen wirklich marchiren zu lassen / aus denen deswegen vorgestellten Ursachen sich nicht entschließen können / gleichwohl aber versprechen die selbe hiermit und Krafft dieses / daß wann mehrgedachten Pfalz-Zweybrückischen Landen eine solche Gefahr zustoßen würde / daß Ihre Königliche Majestät von Schweden ihre Böcker aus dero denen Braunschweig- und Lüneburgischen Landen nachst-

geh-



ANNO 1704.

gelegenen Teutschen Provinzien nach dem Zweybrückischen zu schicken / obligiret werden solten / Ihre Chur- und Fürstliche Durchl. Durchl. also dann den dadurch verursachenden Abgang durch besagtes dero Hülfss-Quantum ersetzen / solches in vorgedachten Ihre Königlichen Majestät von Schweden Teutsche Provinzien verlegen / und zu deren Defension gebrauchen lassen wollen.

5. Was das Quantum betrifft der Völk-Hülffe / womit beyderseits Alliirte existente calu Föderis einer dem andern zu assistiren gehalten seyn solten; So ist für diesmal verglichen / daß Ihre Königliche Majestät von Schweden / dafern Ihre Churfürstliche und Fürstl. Durchl. Durchl. zu Braunschweig und Lüneburg insgesamte / oder deren einer / feindlich angegriffen / oder auf vorerwehnte Masse beleibigt / oder beschwehret werden solte / auf Erfordern mit 6000. Mann / als 1000. zu Pferde an Reutern oder Dragonern / und 5000. zu Fuß von dero in Teutschland haltenden Miliz / und hingegen / da Ihre Majestät von Schweden in obgemelten dero Provinzen vorgeseht massen arraquirret werden solten / Ihre Chur- und Fürstl. Durchl. Durchl. zu Braunschweig und Lüneburg insgesamte derselben gleichfalls mit 6000. Mann / als 1000. zu Pferde an Reuterey oder Dragonern / und 5000. zu Fuß assistiren wollen und solten. Da auch bey anscheinender Gefahr von ein oder anderen Theil ein mehreres noch verlangt werden möchte / ist abgedet und versprochen / die Hülf-Leistung nach vorheriger deshalber zwischen beyden hohen Theilen gepflogenen Communication auf 8000. Mann zu extendiren / und wenn hierunter / oder auch unter dem zuvörderst ermelten Hülf-Quanto der 6000. Mann mehrere Cavallerie / als bereits genennet / erfordert werden möchte / soll selbige nach vorherig beschaffter Unterhandlung / nach Billigkeit gegeben / jedoch das Augmentum der Cavallerie nach der gewöhnlichen Proportion einen Reuter oder Dragoner für 3. Fantassins zu rechnen / abgezogen werden.

6. Sollte aber die jetzt benandte vereinbarte Hülf noch nicht zulänglich seyn / und dem requirirenden von seinen Feinden so hart zugesetzt werden / daß er mehrer Hülf bedürffte; Auf solchem Fall wollen beyderseits Contrahenten die Hülf / nachdem es die Noth erfordert / vergrößern und erhöhen / auch alsdenn mit einander sich darüber vereinbaren / was zu beyderseits mutuellen Sicherheit und Convenienz vonnöthen seyn möchte; Es bleibt auch in des requirirenden Willkür / ob er die stipulirte Hülf / befindenden Umständen nach / nicht ganz sondern nur zum Theil begehren wolle / jedoch solten die Hülfss-Trouppen / welche also gesandt werden / außer sonderbahren Noth-Fällen / ohne des requirirten Willen und Consens von einander nicht getrennet noch separiret werden.

7. Und obzwar der Requisitus eben nicht verbunden mit dem den requirirenden arraquirenden Theil selbst in Ruptur zu treten / ihm auch freysteht / bey demselben alle gütliche Officia. zu Abwendung der Gefahr und Reparierung des dem beleibigten Bundes-Genossen bereits zugesetzten Schadens / zu interponiren / und zu versuchen / ob die Sache in Güthe und ohne fernere Weislauffigkeit componiret werden könne; So soll jedoch derselbe nichts bestominder die in dieser Allianz versprochene Hülfss-Völk / sobald immer möglich / und längstens innerhalb den nächsten 3. a. 4. Wochen nach beschederer Requisition / ohne einige Aus- und Wider-Rede / unter was Prätext es auch sey / zu assistiren / und an den Ort / welchen der Requirirende benennen wird / wirklich amarchiren zu lassen / auch mit der Hülf zu continuihren / gehalten

seyn / bis daß der beleibigte Theil in seinen vorigen Stand / worinnen er ante turbationem vel invasionem gewesen / plenarie restituiret und ersetzt sey / es wäre dann / daß der Assistent in denen in dieser Allianz eingeschlossenen Landen und Orten überzogen oder vergewaltigert / und derselbe zu seiner eigenen Defension und Rettung der Auxiliar-Völk gang oder zum Theil vonnöthen haben möchte / oder auch der Requisitus eine eben so große oder größere Völk-Hülf einem andern seiner in diesem Föderis nicht begriffenen Bundes-Genossen / wider selbigen Feind und Aggressorum albereit geschickt hätt. Dafern jedoch regimelte Völk-Hülf nicht so hoch / als das in dieser Allianz beyderseits versprochene und stipulirte Quantum seyn solte / soll der Requisitus schuldig seyn / das übrige / was zu völliger Ergänzung des in diesem Reces bewilligten Assistentz-quantum anoch erfordert wird / dem Requirirenden zuzuschicken / geschehe aber der Angriff oder Einfall von einem neuen Aggressor, soll alsdenn solches pro cala Föderis gehalten / und die darinn versprochene Hülf geleistet werden.

8. Da aber der Requisitus wegen solcher leistenden Hülf / oder sonst feindlich angegriffen / und also beyde Theile in einen Krieg verwickelt werden solten / soll keiner in einige Handlung von Frieden oder Suspension der Waffen sich einlassen / viel weniger darunter etwas schließen / es sey denn mit des andern guten Belieben und vollkommener Concurrenz / und daß zuvörderst dem beleibigten Theil der erstene Schaden gut gethan und ersetzt werde.

9. Die nöthige Feldt-Artillerie und Munition verschafft ein jeder den Seinigen / nach Proportion der Völk / und wie es die sich ereignende Occasion und Nothwendigkeit erfordert / und ist in specie wegen der Artillerie abgedet / daß ein jeder die nöthige Feldt- oder Regiments-Stücke für seine Völk / als etwa auf eine jede Bataillon zwey dreyßigstündige Feldt-Stücke / sambt ihrer Zugehör / die übrige schwere Stücke oder Mörser aber / so zu einer Belagerung vonnöthen / sambt deren Requisitis an Constabularen / Pferden / Geschütz / Munition und dergleichen / der Requirirende hergeben und verschaffen / jedoch aber der Requisitus / wenn er dergleichen in der Nähe und in Vorrath hat / und desselben ohne Schaden entbehren kan / auf nöthigen Fall / und des Requirirenden Begehren / demselben gegen billigmäßige Satisfaction damit an die Hand gehen soll.

10. Soll zwar derjenige / welcher die Hülf leistet / seine Auxiliar-Trouppen mit behöriger Verpflegung und Gage versehen / der Requirirende aber die Verfassung thun / daß demselben das nöthige Proviant und harte Futter / um billigen Preis / und wie er für seine Völk haben kan / (derentwegen denn von Monathen zu Monathen richtige Zahlung zu thun) zur Hand geschaffet / und überlassen werden mögen / Rauch-Futter und Grefierung aber / wird denen Hülfss-Völkern in des Requirirenden Land / ohne Entgelt / jedoch nach jeden Theils gemachten Reglement / und auf gehörige Anweisung gereicht.

11. Damit denn auch die ungleiche Besetzung und Tractamenten der also bey einander stehenden Trouppen keine Ungelegenheit verursachen möge / so wollen Ihre Königliche Majestät und Ihre Churfürstliche Durchl. sich so fort bey Conjunction derselben einer gleichmäßigen Verpflegung. Ordonnanz / sambt einem Anschlag / wie das Proviant und harte Futter zu bezahlen / vergleichen / auch dabenebst zu desto mehrer Verhütung aller Confusion / wegen Formirung der Regi-

ANNO 1704.

ANNO 1704. menter und Compagnien / und anderer dergleichen Sachen und Particularien / eine gewisse Abrede nehmen / damit / soviel möglich / durchgehende Gleichheit in allen Dingen observiret / und alle Verwirrung desto besser evitiret werden könne.

11. Wann nun die Conjunction der Troupen, wie obgesagt / wirklich geschehen / bleibt bey jedem commandirenden Officiern / bey denen ihm untergebenen Hülfss- Bädern / das Commando un Justiz über selbige / ohne einige Hinderung und Eingriff. Es soll aber derselbe / damit die Unterthanen auf keinerley Weise beschweret / sondern dieselbe bey den übrigen geruhig bleiben / und also die von denselben und andern Orten benötigte Zufuhr der Lebens- Mittel / und anderer Nothwendigkeiten nicht gehindert werden mögen / gute Ordre und Kriegs- Disciplin zu halten / und die Abtreter / ohne einigen Aufschub / connivence oder andern Aufschlächten / als dann exemplariter zu bestrafen / schuldig seyn / soviel aber das General- Commando in dem Felde / und denen Actionibus militaribus betrifft / bleibt solches demjenigen Allirten / welchem die Hülfss- zugesandt wird / und dessen General unstreitig / jedoch dergestalt / daß nichts haupt-sächlichliches vorgenummen werde / ohne daß die Sache vorher im Kriegs-Rath / und in Beyseyn des von dem Requisition geschickten Generals, oder commandirenden Officiern / überleget und resolviret worden.

12. Damit dann auch aus Gleichheit / und Proportion der Chargen / um so weniger Irrungen und Mißverständnisse erwachsen mögen / so soll derjenige von denen Allirten / so der Hülfss- benötigt / bezzeiten anzeigen / was vor ein Haupt er zum General- Commando gebrauchen wolle / damit der assistirende Theil sich darnach richten / und einen solchen Ober- Commandanten / mit seinen Hülfss- Troupen, welcher unter seinem Commando stehen kan / schicken möge.

13. Wollen beyderseits Concedirte einer dem andern / und den Allirten Ständen des Nieder- Sächsischen Crayffs mit keinen unnötigen Durchzug beschwehret fallen / sondern deren Lande darum / so viel immer möglich / versehen / und sich einer andern Route bedienen / da es aber die unumgängliche Nothwendigkeit erfordert / einen Durchzug zu begehren / soll zwar derselbe verstatet / jedoch dabey exacte Ordre und Disciplin gehalten / von dem Herrn aber / durch dessen Land der Durchzug genommen wird / die Befügung geschehen / damit denen marchirenden Bädern das benötigte Proviant, Hart- und Rauch- Futter / wie auch andere Nothwendigkeiten herbey geschafft werden mögen / welches alles dann in solchem Preiß bezahlet / und es sonstens dergestalt gehalten werden solle / wie es das mit beyderseits Gutshaden aufgerichtete March- Reglement mit sich bringet und erfordert.

14. Diese Bündnis soll fürs erste auf 5. Jahr sich strecken / jedoch daß auf dem Fall / da bey Verfließung solcher Zeit / man zu Rettung eines oder der andern der Herzen Allirten / und dessen Land in wirklicher Action begreifen seyn würde / alsdann die Hülfss- Bäder nicht ehe / bis daß sothane Operation, und dem beleidigten Theil Satisfaction geschehen / zurück geruffen / sondern dabey gelassen werden solle.

15. Wann auch nach Verfließung solcher 5. Jahren Ihre Königliche Majestät und Fürstl. Durchl. dieses Foedus zu prolongiren nöthig finden / wollen dieselbe in Felten / und etwa 6. Monat vor deren Ablauf darüber weiter conferiren / und Handlung pflegen lassen.

16. Ertlich ist hiebey verabredet und versprochen

TOM. VIII. PART. I.

worden / daß die Ratification beiderseits Herr ANNO 1704. ren Contrahenten über diesen Tractat, innerhalb den nächsten 2. Monaten a dato, oder eher / wann es möglich / zu Stockholm ausgewechselt werden sollen.

Zu Urkunde dessen / was obsteht / ist dieser Tractat in Triplo ausgetiret / und von Ihre Königl. Maj. und Ihre Ehr- und Fürstlichen Durchl. dazu bevollmächtigten Ministris unterschrieben und besiegelt / so geschehen Stockholm den 28ten April 1704.

Guldenstolp.

Polus.

Lilienroth.

Bergenhiehm.

Snolzky.

T. Grote.

Articuli Separati.

Demnach die zwischen Ihre Königlichen Majestät in Schweden an einer / und St. Ehrfürstl. Durchl. zu Braunschweig und Lüneburg / samte Herrn Herzogen Georg Wilhelm zu Braunschweig Lüneburg Durchl. an anderer Seiten / unter heutigem dato renovirender Defensiv- Alliance, nicht allein zu beiderseits Conferirten mutuellen defension und Sicherheit / sondern auch zu Erhaltung des Ruhestandes im Nieder- Sächsischen Crayff / zumahlen ratione ihrer respective dafelbst tragenden Crayff- Weipster angesehen / Als wollen beyderseits hohe Theile die Tranquillität solchen Crayffs insgesamt / denen Reichs- Constitutionen gemäß / ihnen sorgfältig angelegen seyn lassen / haben auch zu solchem Ende für dienlich befunden / wegen einiger special Cadium, woraus zu Störung des Ruhestandes in vorbezagtem Crayff besorglich am meisten Anlaß erwachsen könnte / sich nach Einhalt der hiernächst folgenden Separat- Articula zu vergleichen.

1. Demnach beide hohe Theile den zwischen der Cron Dänemark und des nunmehr in Gdt ruhenden Herrn Herzogen Friedrich zu Schleswig Holstein Durchl. zu Travendahl den 18ten August 1700. errichteten Friedens- Recess mit denen dazu gehörigen Articulis separatis durch ausgestellte besondere Acten garantirt / So bleibt es nicht allein bey dem Inhalt solcher garantirten Acten / sondern es ist auch hiemit verglichen / daß / wann das Fürstliche Haus Schleswig- Holstein Gottorf sothane Travendahlischen Friedens- Recess zuwider / auf einigerley Weise beeinträchtigt / beunruhigt oder angegriffen würde / solches ein Casus der Eingangs ernannten iezo renovirenden Defensiv- Alliance mit seyn / und in solchem Casu vorhochbestattem Hause Schleswig- Holstein- Gottorf der Effect seze ermelter renovirender Defensiv- Alliance völlig und ohnweigerlich geleistet werden solle.

2. Demnach der Art. 8vus mehrangezogener Travendahlischen Friedens- Recess klare Maß giebet / wie es wegen des Pacti gehalten werden solle / welches das Fürstliche Haus Schleswig- Holstein Gottorf Anno 1647. mit dem Thum- Capitul zu Lübeck / wegen der Wahl zum Coadjutore oder Bischoffen zu Lübeck auf 6. Genera-

V

tio-



ANNO  
1704.

tiones aus jetzt besagtem Hause errichtet / und dann  
forhanem Pacto zu folge des jegigen Herrn Admini-  
nistrators , Herzogen Christian Augusti zu  
Schleswig Holstein Durchl. zum Coadjutore  
zu Lübeck vom Thumb-Capitul daselbst per majora  
benennet und erweglet worden / dem aber von  
Seiten der Cron Dennemark contradiciret / und  
dass forhan Wahl auf einen Prinzen vom Königl-  
ichen Dänischen Hause aufgesallen / präzendiret  
wird; Als soll insonderheit auch die maintainirung  
vorhochgerachten Herrn Administratoris Durchl.  
bey dero durch vorallegirtes Pactum de Anno  
1647. und ihren dem zu folge geschenehen vorbe-  
sagten Benennung und Wahl zum Coadjutore er-  
worbenen Juribus, ein Casus Eingangs ermelten  
iezo renovirenden Defensiv-Alliance seyn / und  
deren Effect dem Fürstlichen Hause und Er.  
Durchl. gleicher Gestalt / wie im obigen Art. 1.  
vermehlet ist / geleistet werden.

3. Wollen Ihre Königl. Maj. von Schweden  
mit Er. Churfürstlichen Durchlauchtigkeit zu  
Braunschweig und Lüneburg / sambt Herrn Herzog  
Georg Wilhelms zu Braunschweig und Lüneburg  
Durchl. das Stifft Lübeck mit denen demselbigen  
zugehörigen Ländern und Gerechtsahmen / wider  
alle denen Reichs- Constitutionen zuwider lauf-  
fenden Annuhungen kräftigst schügen und verthei-  
digen / und da daselbe Stifft in besagten seinen  
Gerechtsahmen turbiert / zumahlen aber unter dem  
Prætext der Kayserl. vormahligen Beytrags- Af-  
signationen / demselben etwas Widriges / dem Ar-  
ticulo separato Vro vorostanzogenen Tr. Frie-  
dens-Recessus zugegen / angemuthet werden solte /  
solchem Stifft kräftigst assistiren.

4. Ingleichen will man beiderseits alles Fleisses  
sich anlegen seyn lassen / dass der zwischen Herrn  
Herzog Friedrich Wilhelm / und Herrn Herzog  
Adolph Friedrichs zu Mecklenburg Durchl. Durchl.  
den 8. Martii Anno 1701. zu Hamburg errich-  
tete Vergleich / bey seinen wahren und billigen Ver-  
stände in allen Stücken und Fällen erhalten / folg-  
lich des Herrn Herzog Adolph Friedrichs Durchl.  
nach dero desfalls beschenehen Requisition bey Ihrer  
durch ermelten Vergleich erwordenen Gerechtsahmen  
kräftigst geschützet und gehandhabet / auch dasjeni-  
ge / worinnen etwa bereits obbesagtem Vergleich  
contraveniret seyn möchte / nach Anleitung und  
Massegung desselben / forterstärktest abgethan und  
redressiret werde.

5. Als auch dem Nieder-Sächsischen Creyß die  
Conservation der Städte Lübeck und Hamburg  
in ihrem izeigen freyen Stande viel importiret /  
so wollen beide hohe compaciscirende Theile bey  
denen Emergentien und Zufällen / da solcher  
Städte halber einige Unruhe und Weiterung zu be-  
sorgen stünde / nach Bewandtnus der Zeiten und  
Conjunctionen / mit einander ferner gemeinsame  
Mesures nehmen / und beiderseits mit zusammen  
gesetzten Rath und Kräften / ohnverweilt daran  
seyn / dass besagte Städte nicht in frembde Hände  
gerathen mögen / gestalten Ihrer Königl. Maje-  
stät / Chur- und Fürstliche Durchl. Durchl. zu  
solchem Ende sofort bey sich eräugender Gefahr dero  
respective in ihren Teutschen Provinzen und in  
ihren Ländern befindliche Troupen ohngesäumt  
an Ort und Ende / wo es nöthig / zusammen sezen /  
und die Conservation beeder vorgedachter Städte  
in gegenwärtigen Standt gegen frembde Gewalt /  
nach allen Kräften und Vermögen / ihnen angele-  
gen seyn lassen wollen.

6. Gleicher Gestalt wollen Ihre Kön. Maj.  
und Ihre Chur- und Fürstl. Durchl. Durchl. der  
zu dem Nieder-Sächsischen Creyße ebenfalls mit-  
gehörigen Städte Mühl- auch Nordhausen und

Goslar sich dahin kräftigst annehmen / dass dieselbe ANNO  
bey ihrer Reichs-Immediat und Juribus in al- 1704.  
len erhalten / und was zu deren Abbruch etwa be-  
reits geschenehen / oder hinführo geschenehen möchte / for-  
dersambst aufgeben / und in vorigen Stand wie-  
derumb gesetzt werden möge.

Zu Urkund dessen was obsteht / sind obige Ar-  
ticuli Separati, welche eben so gältig seyn sollen /  
als wann sie der Eingangs angezogenen unter heu-  
tigem dato renovirender Defensiv-Allianz  
wörtlich einverleibet wären / abgefasst / und von  
beiderseits gebollmächtigten Ministris unterschrie-  
ben und besiegelt worden / so geschenehen Stockholm  
den 28ten April 1704.

Guldenstolp.

T. Polus.

Lilienroth.

Bergenhielm.

G. F. Snolsky.

T. Grote.

Articulus Separatus.

Demnach bey der zwischen Ihrer Königl.lichen  
Majestät von Schweden an einer / und Er.  
Churfürstl. Durchl. zu Braunschweig und Lüne-  
burg / sambt Herrn Herzoge Georg Wilhelm zu  
Braunschweig und Lüneburg Durchl. am andern  
Theil / heute renovirten Defensiv-Allianz ver-  
abredet worden / dass das Land Hadeln in der Ga-  
rantie solcher Allianz dergestalt begriffen seyn sol-  
le / damit selbiges Land contra tertium, der sich  
etwa directe oder indirecte dahin einbringen  
trachten / und folglich Unruhe im Niedersächsi-  
schen Creyße erwecken würde / kräftigst möge  
verteidigt und geschützt werden; Als ist dieser  
besondere Articul darüber errichtet / welcher glei-  
che Kraft / als ob er dem Allianz-Renovations-  
Recess einverleibet wäre / haben / auch zugleich  
mit demselben ratificiret werden solle. Zu dessen  
Urkund ist dieser Articul von beyderseits Geboll-  
mächtigten unterschrieben und besiegelt worden. So  
geschenehen Stockholm den 28. April. 1704.

Guldenstolp.

Polus.

Lilienroth.

Bergenhielm.

G. F. von Snolsky.

T. Grote.

XLIX.

Declaration de Guerre de PHILIPPE V. Roi 30. Avril.  
d'Espagne contre le Roi de PORTUGAL,  
l'Archiduc CHARLES D'AUTRICHE &  
leurs Allies. Donnée à Placentia le 30. Avril 1704.

LA Guerre est la dernière justice des Souverains,  
qui ne la doivent entreprendre que dans les re-  
gles de l'équité; aussi puis-je que les Guerres les plus  
justes attirent nécessairement la ruine des Provinces  
& la déolation des Peuples, il est bon qu'en pareil-  
les occasions ils aient la consolation qu'on leur fasse  
connoître les motifs qu'on a de s'y engager. Il est  
de notoriété publique que nous sommes parvenus à la  
Succession de la Monarchie d'Espagne par le Droit  
de

ANNO  
1704.

de la Naissance, reconnu par le feu Roi DON CHARLES SECOND, mon Oncle d'heureuse mémoire, qui par cette raison nous a institué seul & unique Héritier & Successeur à la Couronne. Nous avons été reconnus en cette qualité par tous les Sujets, qui la composent, & qui nous ont prêté Serment solennel. Notre Saint Pere le Pape nous a aussi reconnu, de même que Sa Majesté Très-Chrétienne, Monseigneur & mon Aïeul, comme aussi des Puissances d'Angleterre & de Hollande, les principaux Princes & Etats d'Italie, la plus grande partie du Nord, enfin le Roi de Portugal lui-même, depuis quatre ans, sans que la Guerre allumée par l'Empereur & ses Alliez en Italie & dedans les Pais-Bas, eût altéré en rien la fidélité de mes Royaumes & de mes Sujets.

Nous devons à la bonté de Dieu Tout-Puissant tant d'heureux succès, dans lesquels il a fait connoître la justice de notre Cause, que nous avons tout sujet d'en espérer la continuation. Cependant, le Roi de Portugal se laissant séduire par des personnes mal-intentionnées, non seulement a manqué à l'exécution des Traitez de Ligue Offensive & Défensive, qu'il avoit faits avec les deux Couronnes, mais encore à la Neutralité qu'il a ensuite demandée: Et enfin, il a fait Alliance avec l'Empereur, l'Angleterre & la Hollande, & sous le prétexte imaginaire du Bien & de la Liberté de l'Europe, il a entrepris de mettre l'Archiduc CHARLES d'Autriche en possession des Royaumes d'Espagne & de ses Dépendances; d'en démembrer les principales Provinces, en se faisant céder à perpétuité, la Ville de Badajoz, les Places d'Alcantara, d'Albuquerque & de Valencia en Estramadure, de Bayonne, de Vico, de Tux & de la Gardia en Gallicie; & tous les Pais au delà du Rio de la Plata dans les Indes Occidentales. Pour lequel effet il s'est fortifié de Troupes Auxiliaires, autant ennemies des deux Couronnes que de la Religion Catholique, leur ouvrant, pour ainsi dire, la porte des Eglises pour les faire entrer en mes Royaumes, & les exposer aux Sacrilèges, dont ils les menacent. Il a aussi introduit l'Archiduc dans le dessein d'exciter des Séditions par sa présence: Et enfin, il a fait faire un Vaisseau, & les Effets de mes Sujets contre le Droit des Gens, sans aucune Déclaration de Guerre précédente, pour prétexte de représailles.

Toutes ces justes Raisons nous ont obligé à nous mettre à la tête de nos Armées pour défendre la gloire, que nos Sujets ont toujours acquise, autant par leur fidélité inviolable que par leur valeur, & nous avons jugé à propos de les rendre publiques, afin que tout le monde connoisse avec combien de justice, Nous & nos Sujets prenons les Armes pour la Foi, pour la Couronne, & pour l'honneur de la Patrie, déclarant en conséquence pour Ennemis de l'Etat le Roi de Portugal, l'Archiduc CHARLES d'Autriche & leurs Alliez, & nous exhortons, en chargeons, & ordonnons à tous nos Sujets de se joindre à nous pour la défense de notre Cause & de la leur, & d'éviter les attentats de ceux qui ont pris les Armes, plutôt pour combattre la Religion, que pour d'autres intérêts.

Et afin qu'un chacun ait connoissance de cette notre Résolution, nous avons ordonné de la faire publier dans tous nos Etats pour être exactement exécutée. Fait à Placentia le 30. d'Avril 1704.

MOI LE ROI.

D. ANTONIO DE UBILLA Y MEDINA.

L.

12. Juillet. *Er. Königl. Majest. in Preussen* FRIDERICI I. Garantie über den Vergleich der Grafen von Bentheim de Anno 1701 1. Nov. und Ausspruch Seiner Groß-Britannischen Majestät. Köln an der Spree den 12. July 1704. [LUNIG, Teutsches Reichs- Archiv. Part. Special. Continuat. II. 26theil. VI. pag. 518.]

C'est-à-dire,

*Garantie de FRIDERIC Roi de Prusse sur le Compromis, & sur la Sentence Arbitrale rendue entre les Comtes de BENTHEIM. A Cologne sur la Spree le 12. Juillet 1704.*

TOM. VIII. PART. I.

*Wir* FRIDERICH von Gottes Gnaden König in ANNO Preussen 2c. thun kund und fügen hiermit zu wissen. Demnach zeit einigen Jahren zwischen denen Graffen von Bentheim / wegen der Grafschaft Bentheim und Steinfurt gewisse ireungen entstanden / solche streitigkeiten auch theils durch einen zwischen beiden theilen darüber errichteten Vergleich / theils durch des sezt verstorbenen Königs von Groß-Brittanien Majestät auf vorher beliebtes Compromiß darüber gethanen Ausspruchs erörtert und abgethan worden / welcher Vergleich / Compromiß und Ausspruch von wordt zu wordt lautet wie folget:

*Inseratur* Vergelijk en compromissoriale uitspraak van sijne Britanniëche Majesteyt.

Dass wir auf Ihr Hoch-Mögende der Herren General Statuten der Vereinigten Niederlande durch dero an unsern Hofe substituierenden Envoye extraordinaire den H. H. von Lutelo deshalb bey uns geschehene vorstellung / die Garantie des ebinserirten Vergleichs und Königlichten Englischen Ausspruchs über uns genommen haben / thun auch solches und versprechen hiermit und kraft dieses bester und beständigster massen / dass wir über solchen Bentheimischen Vergleich und Ausspruch in allen dessen puncten und articulen feste halten / auch dass beyderseits Interessenten den in allen stücken genau und unbedrücklich nachkommen / befördern: Auf den fall aber da von jemanden dartwider gehandelt würde / wir mit alle denen übrigen Puissancen / die sich zu solcher Garantie ebenfals verbunden haben / dem dadurch lachirten theil die starke hand bieten / und das solcher ihm angethaner unsung cum omni causa redressiret und abgestellset werde / uns bemühen wollen / jedoch uns an unsern aberal habenden Rechten ohne schaden. Des zu uhrkund geben in unserer Residenz zu Köln an der Spree den 12. Juli 1704. in vierten Jhar unser Königlichten Regierung.

Was getekent,

Concordat cum Actis Archivi Regis Boruffi, die 28. Jan. 1707. J. Chuner, K. P. Rhat und Archivarius, hebbende in margine het Koninglijke zegel in root was.

L I.

*Traité entre Louis XIV. Roi de France & 25. Août.*

LEOPOLD Duc de Lorraine & de Bar, pour le Partage des Terres dont la Souveraineté étoit demeurée en surseance entre le Duché de Lorraine, & le Comté de Bourgogne, & le Reglement des difficultez & prétentions, qui étoient entre Sa Maj. T. C. & son Altesse Royale, sur plusieurs Villages mi-partis, & autres situez sur les Frontières dedit Duché & Comté. Fait à Besançon le 25. d'Août, 1704. S'ensuivent la RATIFICATION du Roi du 15. Sept. 1704. Celle de S. A. R. de Lorraine du 20. Octobre de la même année. Et les ARRETS d'Enregistrement au Parlement de Besançon du 8. Janvier, & à la Cour Souveraine de Lorraine du 20. Mars 1705. [Tiré des Archives de Lorraine].

NOUS LOUIS DE BERNAGE, Chevalier Seigneur de S. Maurice, Conseiller du Roi en ses Conseils, Maître des Requêtes Ordinaire de son Hôtel, Intendant de Justice, Police & Finances & des Troupes au Comté de Bourgogne, Commissaire nommé par Sa Majesté, par Commission du 31. Mai dernier;

V<sup>o</sup> 2

Et



ANNO  
1704.

Et CHARLES DE SARRAZIN, Chevalier Seigneur d'Abaucourt & de S. Agnan, Conseiller d'Etat de Son Altesse Royale Monseigneur le Duc de Lorraine, & Maître de Requêtes Ordinaire de son Hôtel, nommé Commissaire de Sadite Altesse, par Commission du 22. Juillet aussi dernier; à l'effet d'entrer en connoissance des prétentions que Sa Majesté & Son Altesse Royale, peuvent avoir réciproquement l'un l'autre, ou les Sujets de l'un envers les Sujets de l'autre, soit à l'occasion des Villages mi-partis, & des Terres de surseance, soit pour toutes autres prétentions & difficultés généralement quelconques, & de quelque nature qu'elles puissent être; les terminer, régler & décider entre Nous, ainsi qu'il sera jugé plus convenable, & en passer tous Traitez, & autres Actes, ainsi qu'il est plus amplement expliqué par nosdites Commissions & Pouvoirs, que Nous nous sommes respectivement communiqués, & dont les Copies seront insérées de mot à mot à la fin du présent Traité: Après avoir conféré touchant lesdites prétentions & contestations respectives entre Sa Majesté comme Comte de Bourgogne, & Son Altesse Royale, sur plusieurs Lieux & Villages situés sur les Frontières entre le Comté de Bourgogne & la Lorraine, tant de surseance, mi-partis, & tripartis, qu'autres, qui ont été formées très-anciennement, & discutés en différens temps, mais particulièrement dans les Conférences tenues entre les Commissaires du Comté de Bourgogne & de Lorraine, dans les Villes de Vefoul & Fontenoy, es années 1613. & 1614. Avons jugé en premier lieu, Qu'il étoit à propos que Visite exacte fût faite des Terres avouées être tenues en surseance de Souveraineté, & des Villages mi-partis & tri-partis, pour reconnoître le nombre & la force des Sujets, celui des feux, l'étendue & la qualité des territoires; à l'effet de quoi Nousdit Sieur Sarrazin nous transportâmes sur les lieux avec le Sieur Salivet Subdélégué en la Ville & Bailliage de Vefoul, Commis par Nousdit Sieur de Bernage, suivant le Pouvoir à Nous donné par Sa Majesté; ce qui ayant été exécuté, & Procès Verbal dressé en conséquence, lequel a encore depuis été vérifié par une seconde Visite, que Nousdits Commissaires avons faite des mêmes lieux, Nous sommes convenus de ce qui s'ensuit; S'AVOIR,

I. Que les Terres & Lieux, dont la Souveraineté est tenue en surseance, & déposée entre les mains des Seigneurs, ou qui doivent être considérés comme tels, suivant l'état où ils se font trouvent en l'année 1670. temps auquel la Lorraine fut occupée par les Armes de Sa Majesté, & qui a été rapellé par le Traité de Ryfwick pour les réstitutions qui devoient être faites par la France à la Lorraine, sont ceux cy-après nommez.

La Terre & Seigneurie de Fougerolles, Villages, Granges & Hameaux en dépendans, consistans à ceux de Fougerolles-l'Eglise, Grange de l'Eglise, le Pont, sous le Chemin du Pont, le Cloz, le Fay, Grange du Fay, Sarcenotte, Bolmont, Croslure, Blunzel, le Champ, Fougerolles-le-Château, les Granges de Fougerolles, Bans, Finages & Territoires dedit lieux, selon que le tout est à présent tenu & possédé en garde & dépôt de Souveraineté, par les Seigneurs Hauts-Justiciers & Propriétaires de ladite Terre.

Moitié du Village de Frêne sur Apance, Bans, Finage & Territoires en dépendans; l'autre moitié n'étant tenue en surseance, mais possédée par Son Altesse Royale de Lorraine.

La Seigneurie commune de Montureux sur Saône, distincte quant audit état & surseance, de la Seigneurie particulière dépendante de l'Abbaye de Luxeuil, dont la Souveraineté est possédée par Sa Majesté, & de la Seigneurie du Château, dont la Souveraineté est possédée par S. A. R. de Lorraine.

La partie de la Comté de Fontenoy, dite la Côte-lès-Fontenoy, avec les Villages du Mesnil, Tremontey, Montmontier, Forge du Montmontier, leurs Bans, Finages & Territoires.

Le Village de Fontenoy-la-Ville, Grange, Ban, Finage & Territoire en dépendans.

Et le Village de Ruau, Ban, Finage & Territoire dudit lieu.

II. Sommes aussi convenus que les Villages mi-partis entre le Comté de Bourgogne & la Lorraine, à cause du Duché de Bar, étoient ceux de Corre, Ameuvelle, & Boufferaucourt; non compris le Vil-

lage de Blonde-Fontaine, dans lequel il appartenait quelques Sujets aux Comtes de Bourgogne; & celui de Montdoré, dans lequel pareillement il appartenait quelques Sujets aux Ducs de Bar.

Et les Villages tri-partis entre la Champagne, le Comté & la Lorraine, aussi à cause du Duché de Bar, étoient ceux de Lironcourt, Grignoncourt, & Rongecourt.

Et que le Village d'Alaincourt appartenait par indivis, & par moitié pour la Souveraineté, à Sa Majesté & à Son Altesse Royale; & pour la Justice & propriété à S. A. R. & aux Seigneurs de Vauvillers, ainsi qu'il a été reconnu par le Traité du vingt-neuf Octobre dernier.

III. Et pour terminer & prévenir les contestations qui ont été formées, & pourroient l'être à l'avenir entre Sa Majesté comme Comte de Bourgogne, & Son Altesse Royale, & leurs Sujets, tant à l'occasion des Terres de surseance, qu'à raison de la confusion des Maisons, Sujets & Territoires dedit Villages mi-partis & tri-partis, & toutes autres généralement quelconques entre le Comté de Bourgogne & les Duchés de Lorraine & de Bar; après avoir meurement examiné la force & l'étendue des lieux, & discuté les anciennes prétentions respectives entre les Comtes de Bourgogne, & les Ducs de Lorraine & de Bar, sur plusieurs Lieux & Villages non tenus en surseance, & dont la Souveraineté est possédée tant par S. M. que par S. A. R. Nous sommes convenus que lesdites Terres tenues en surseance, & lesdits Villages mi-partis & tri-partis, seront partagés & échangés, de manière que la totalité de chacun dépende à l'avenir de la domination de S. M. ou de S. A. R. à l'exception néanmoins des Villages tri-partis, dont la partie qui dépend de la Champagne, n'entrera dans le présent partage, sauf à s'en accommoder dans la suite avec S. A. R. en donnant par Elle des Terres, en Souveraineté, équivalentes en ladite Province, s'il est ainsi jugé convenable.

IV. Et pour procéder ausdits Partages & Echanges, il a été accordé qu'à Sa Majesté & à ses Successeurs Rois & Comtes de Bourgogne, appartiendra en tous Droits de Souveraineté, la Terre & Seigneurie de Fougerolles, Villages, Granges, Hameaux & Territoires en dépendans, ainsi qu'ils ont été exprimés ci-devant, & tels qu'ils sont tenus en dépôt de Souveraineté, sans en rien retenir ni réserver, & sans que Sa Majesté puisse rien prétendre en conséquence, sur le Valdaïort; à l'effet de quoi les Territoires dedites Terres de Fougerolles & du Valdaïort, seront limitées, conformément à la possession actuelle, par des Commissaires qui seront nommés; & il y sera planté des bornes aux endroits qui seront par eux jugés nécessaires.

Appartiendra aussi à S. M. en tous Droits de Souveraineté, la Terre & le Village entier de Fresse sur Apance, autrement dit lés-Vaudois, Ban, Territoire & Finage d'icelui, non-seulement pour la moitié qui est tenue en surseance, mais encore pour l'autre moitié, qui étoit possédée par S. A. R. sans en rien retenir ni réserver par Elle en Droit de Souveraineté, mais seulement les Droits de Justice, Domaine & Propriété, qui lui peuvent appartenir, pour en jouir par Elle sous la Souveraineté de Sa Majesté.

Lesquels lieux, ainsi que ceux qui seront ci-après cédés à S. M. demeureront sous sa domination, comme dépendans du Comté de Bourgogne au Bailliage de Vefoul.

V. Et réciproquement appartiendra à S. A. R. & à ses Successeurs Ducs de Lorraine, à perpétuité, en tous Droits de Souveraineté, la partie de Fontenoy, dite la Côte-lès-Fontenoy, avec les Villages du Mesnil, Tremontey, Montmontier, forge de Montmontier, leurs Bans, Finages & Territoires.

Le Village de Fontenoy-la-Ville, Granges, Finages & Territoires en dépendans; la Terre & Seigneurie de Montureux sur Saône, non-seulement pour la partie de la Seigneurie commune, qui est tenue en surseance, mais aussi pour la Seigneurie dépendante de l'Abbaye de Luxeuil, dont la Souveraineté appartenait à Sa Majesté, avec les Bans & Territoires en dépendans, & le tout sans aucune réserve.

VI. Et à l'égard de Village de Ruau, qu'on a aussi reconnu avoir été tenu en surseance jusqu'en l'année 1670. attendu qu'il a été stipulé par le Traité passé à Besançon le vingt-neuf Octobre dernier, que pour éviter les difficultés & inconvénients qui pourroient naître à l'avenir, à l'occasion de la Souveraineté que

ANNO  
1704.

ANNO  
1704.

que S. M. & S. A. R. possèdent par indivis à Alaincourt, on conviendrait le plutôt qu'il seroit possible d'échanger ladite partie de Souveraineté qui appartient à S. A. R. contre quelque autre appartenant à S. M. il a été arrêté que ledit Village, Ban, Finage & Territoire de Ruux, demeureroient en tout Droit de Souveraineté à S. A. R. & à ses Successeurs Ducs de Lorraine; au moyen de quoi Elle a cédé à Sa Majesté & ses Successeurs Rois & Comtes de Bourgogne, le Droit de Souveraineté qui lui appartient dans ledit Village d'Alaincourt, Ban & Territoire en dépendant; & ce faisant, ledit Traité du 29. Octobre dernier demeurera comme nul & non advenu, sans préjudice néanmoins du Droit de Justice, qui appartient à S. A. R. par indivis, & autres Droits de propriété qui peuvent lui appartenir dans ledit Village & Territoire d'Alaincourt, dont elle continuera de jouir tant qu'Elle les détendra sous la Souveraineté de S. M. & Ressort du Parlement de Besançon.

VII. Et quant aux Villages mi-partis & tri-partis, il a été reconnu qu'il n'en pouvoit être fait d'échange plus égal & plus convenable, que celui porté par le Traité non ratifié ni exécuté, qui avoit été arrêté entre les Commissaires du Comté de Bourgogne & ceux de Lorraine le premier Juillet mil six cent quatorze: Mais attendu que le partage & échange fait ci-dessus des Terres de surfaïnce, & de quelques-unes non tenues en surfaïnce, s'est trouvé plus avantageux à Sa Majesté qu'à S. A. R. suivant la force & valeur des lieux partagez & cédés, il a été accordé que le Village d'Ameuveille, qui étoit de ceux mi-partis, dont la part appartenait à S. A. R. devoit être par Elle cédée, pour demeurer en entier dans la Souveraineté du Comté de Bourgogne, conformément audit échange du Traité de mil six cent quatorze, seroit cédée par Sa Majesté, comme en effet Elle le cède à S. A. R. & ses Successeurs Ducs de Lorraine, pour le tenir en entier, avec le Ban, Finage & Territoire en dépendans, en tous Droits de Souveraineté, ainsi que les autres Terres & Lieux de son Duché de Lorraine, sans en rien réserver ni retenir.

VIII. A aussi Sa Majesté cédée, quitté & transporté à Sadite Altesse Royale les Maisons, Sujets, portions, & Territoires qui dépendent de la Souveraineté au Comté de Bourgogne, dans les Villages de Lironcourt, Grignoncourt & Vougecourt, pour en jouir à perpétuité par Sadite Altesse Royale, & ses Successeurs Ducs de Bar, en tels & semblables Droits qu'Elle possède & exerce sur les autres Lieux dépendans du Barrois-mouvant; ensemble tous les Droits de Justice, propriété & Domaine, qui peuvent appartenir dans lesdits Lieux à S. M. sans aucune autre réserve de sa part, que des Droits de la Couronne de France sur le Barrois-mouvant, & des Maisons, Sujets & parties de Territoires qui appartiennent à S. M. dans lesdits Villages, à cause de sa Province de Champagne, ainsi qu'il est porté par l'Article trois.

IX. Et en contre-échange, S. A. R. a cédée, quittée & transportée à S. M. pour en jouir à perpétuité par Elle & ses Successeurs Rois & Comtes de Bourgogne, ainsi que des autres Villages & Sujets dudit Comté, les Maisons, Sujets & parties de Territoires qui appartiennent à Sadite Altesse Royale dans les Villages de Corre & de Boufferaucourt, avec les mêmes Droits qu'Elle y possédoit, comme dépendans du Barrois-mouvant; même ceux de Justice; propriété & Domaine, à l'exception néanmoins de la redevance due par les Habitans de Boufferaucourt, à cause de la concession qui leur a été faite de l'usage dans la Forêt de Darney, attendu que ladite redevance est indépendante de la Seigneurie de Boufferaucourt.

X. Et au surplus l'échange fait par le Traité de 1614. ci-dessus mentionné, de quelques Sujets appartenans aux Comtes de Bourgogne dans le Village de Blonde-fontaine, contre quelques autres appartenans aux Ducs de Bar dans Mont-doré, demeurera exécuté, pour jouir par S. M. desdits Sujets, ainsi qu'Elle en jouit actuellement, comme des autres Sujets desdits Comtes, & par S. A. R. de ceux de Blonde-fontaine, ainsi qu'Elle en jouit pareillement comme de ses autres du Barrois-mouvant.

XI. De toutes lesquelles Terres & Lieux ainsi cédés, S. M. & Son Altesse Royale entreroient en possession & jouissance, aussi-tôt après l'échange des Ratifications du présent Traité; se réservant néanmoins

reciproquement la levée & perception des impositions ordinaires & extraordinaires, faites sur lesdits Lieux pour l'année courante seulement, qui finira au dernier Decembre prochain.

XII. Et au moyen des Partages & Echanges ainsi faits desdites Terres de surfaïnce & Villages mi-partis & tri-partis, S. M. se déporte pour toujours en faveur de S. A. R. & ses Successeurs Ducs de Lorraine, de toutes prétentions de Souveraineté, & autres Droits généralement quelconques, sur les bans de Longchamps & de Ramonchamps, & sur les bans de Fontanoy & Charel, Château & Seigneurie de Montureux; Village de Monfavillon, Granges & Fiefs de Mervaux, Hommes, Sujets, Villages, Hameaux, Finages & Territoires dépendans desdits Bans & Lieux ci-dessus exprimez, & généralement sur toutes autres Terres & Sujets, dont Elle auroit pu prétendre la Souveraineté, ou autres Droits, comme dépendans du Comté de Bourgogne, sans en rien réserver ni retenir.

Comme aussi Son Altesse Royale se déporte de sa part en faveur de S. M. & ses Successeurs Rois & Comtes de Bourgogne, à perpétuité, de la prétention qu'Elle avoit que la Terre de S. Loup devoit être réputée Terre de surfaïnce; & de toutes autres prétentions de Souveraineté, ou autres Droits sur ladite Seigneurie de S. Loup, & les Villages de Francalmont, Ailleveillers, Jamey, Cunes, Plainemont, Bolligny, Marlieroncourt, Magnoncourt, Fontaine, Angrogne, Fleury, la Vaivre, & Cosbenay, & Territoires en dépendans, & généralement sur toutes autres Terres, Lieux & Sujets que S. A. R. auroit pu prétendre sur le Comté de Bourgogne, à cause de ses Duchés de Lorraine & de Bar, sans en rien réserver ni retenir; le présent Traité vaillant, entant que besoin; cession respective de tous lesdits Droits & prétentions de S. M. & de S. A. R. sans préjudice néanmoins d'autres prétentions respectives qui ne concernent ledit Comté de Bourgogne, n'étant entré au présent Traité que celles qui peuvent être entre ledit Comté & les Duchés de Lorraine & de Bar.

Sans préjudice aussi de Droits de Justice, Fiefs, Patronages, redevances, & autres de propriété, qui peuvent appartenir aux Seigneurs propriétaires, Communautés & Particuliers, sur lesdites Terres & Villages, & Sujets, respectivement partagez, échangez, & cédés; même les Droits d'usages de pâturages & parcours, que les Communautés voisines peuvent avoir les unes sur les autres; tous lesquels Droits lesdits Seigneurs propriétaires, Particuliers, & Communautés, pourront exercer conformément à leurs titres & possessions, & tout ainsi qu'ils ont fait ou dû faire, quoi qu'ils ne soient ici plus particulièrement exprimez, encore que les Terres & Lieux se trouvent dépendans de la Souveraineté dont ils ne seront Sujets; auquel effet S. M. & S. A. R. leur accorderont tous secours, justice & protection.

Il a été aussi convenu, que les Sentences & Jugemens rendus entre les Particuliers par les Juges des Lieux respectivement partagez, échangez & cédés, subsisteront, sauf néanmoins à se pourvoir par les voyes de Droit, pardevant les Juges & Cours où ils ressortiront dorénavant.

XIV. Et attendu qu'on n'a pu faire les Partages, Echanges & Cessions cy-dessus, de manière qu'il ne se soit trouvé quelques-uns des Lieux cédés, enclavés dans le Comté de Bourgogne & la Lorraine & Barrois; en sorte qu'on ne peut y aller par des Chemins praticables des autres lieux de la Souveraineté dont ils sont dépendans, sans passer par quelques Villages & Territoires dépendans de l'autre Souveraineté, ce qui produiroit une très-grande incommodité & interruption de commerce aux Sujets & Habitans, s'il ne leur étoit permis de passer librement, & sans être inquiétés, ainsi qu'ils faisoient ci-devant; il a été convenu que les Habitans du Comté de Bourgogne pourroient passer debout & sans s'arrêter, avec leurs Chariots, Chevaux, Denrées & Marchandises, sur les Villages & territoires de Blonde-Fontaine, Melay, Lironcourt & Grignoncourt, dépendans du Barrois, pour aller à Fresne sur Apance, à Godoncourt & Fignevelle, dépendans dudit Comté de Bourgogne, & revenir desdits Lieux dans les autres dépendans dudit Comté; comme aussi ceux de Lorraine & Barrois pourroient passer & repasser de la même manière, par les Villages & Territoires de Fresne sur Apance, Boufferaucourt, Godoncourt & Fignevelle,

ANNO  
1704.



ANNO  
1704.

velle, dépendans du Comté de Bourgogne, avec Charlots, Chevaux, Marchandises & Denrées, pour aller à Châtillon, Melley, Blonde-Fontaine, Lironcourt & Grignoncourt, dépendans du Barrois, ou revenir dedit Lieux en ceux de Lorraine & Barrois, sans qu'on puisse exiger des uns ni des autres aucuns Droits d'entrée ni de sortie, ni arrêter les Marchandises & Denrées, dont les entrées & sorties peuvent être défendues; à la charge néanmoins de prendre des Acquits à caution en passant dans ledits Lieux, pour ledites Marchandises & Denrées sujettes aux Droits, ou dont l'entrée ou sort e sont défendues; en cas néanmoins que dans ledit Lieux il soit établi des Bureaux pour la conservation des Fermes, & non autrement.

Le présent Traité a été ainsi fait, conclu & arrêté par Nousdits Commissaires, sous le bon plaisir de Sa Majesté, & de Sadite Altesse Royale; promettans respectivement, en ladite qualité, de le faire agréer & ratifier incessamment, & d'en échanger les Ratifications le plutôt que faire le pourra. FAIT double à Besançon, le vingt-cinquième Aoust mil sept cents quatre.

Signé,

DE BERNAGE. ET C. SARRAZIN.

Ratification du Roi Très-Christien.

LOUIS par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre; A tous ceux qui ces Presentes Lettres veront, SALUT. Ayant vû & examiné le Traité que notre amé & feal le Sr. de Bernage de S. Maurice, Conseiller en nos Conseils, Maître des Requêtes Ordinaire de notre Hôtel, Intendant de Justice, Police & Finances & sur nos Troupes en notre Comté de Bourgogne, Commissaire par Nous député, a en vertu du Pouvoir que nous lui en avions donné, conclu, arrêté & signé à Besançon le 25. Aoust dernier, avec le Sieur Sarrazin d'Abaucourt, Conseiller d'Etat de notre tres-cher & tres-amé Frere le Duc de Lorraine, & Maître des Requêtes Ordinaire de son Hôtel, & son Commissaire, pareillement muni de son Pouvoir; duquel Traité la teneur ensuit.

Nous Louis de Bernage, Chevalier Seigneur de Saint Maurice, Conseiller du Roy en ses Conseils, Maître des Requêtes Ordinaire de son Hôtel, Intendant de Justice, Police & Finances & des Troupes au Comté de Bourgogne, Commissaire nommé par Sa Majesté, par Commission du 31. May dernier; Et Charles Sarrazin, Chevalier Seigneur d'Abaucourt & de Saint Agnan, Conseiller d'Etat de Son Altesse Royale Monseigneur le Duc de Lorraine, & Maître des Requêtes Ordinaire de son Hôtel, nommé Commissaire de Sadite Altesse, par Commission du vingt-deux Juillet aussi dernier, &c.

Nous avons le susdit Traité agréé, approuvé & ratifié, agréons, approuvons & ratifions par ces Presentes signées de notre main; Promettant, en foi & parole de Roy, de l'accomplir, observer, & faire observer, en tous ses Points & Articles sans souffrir que pour quelque cause & occasion que ce soit il y soit contrevenu directement ni indirectement. En témoin de quoi Nous avons signé ces Presentes, & y avons fait apposer notre Scel. DONNE' à Fontainebleau, le quinziesme jour du mois de Septembre l'an de grace mil sept cents quatre, & de notre Regne le soixante-deuxiesme.

Signé,

LOUIS.

Et plus bas:

Contresigné Par le Roy,

CHAMILLART,

Avec Paraphe.

Ratification de S. A. R. M. le Duc de Lorraine.

LEOPOLD par la grace de Dieu Duc de Lorraine & de Bar, Roi de Jerusalem, Marchis, Duc de Calabre & de Guelbres, Marquis de Pont-à-

Mousson & de Nonnemy, Comte de Provence, Vaudemont, Blamont, Zutphen, Sarwerden, Salm, Falkenstein, &c. A tous ceux qui ces Presentes veront, SALUT. Ayant vû & examiné le Traité que notre très cher & feal Conseiller d'Etat des Nôtres, & Maître des Requêtes Ordinaire de notre Hôtel le Sieur Charles Sarrazin, Seigneur d'Abaucourt & de Saint Agnan, Commissaire par Nous député, & en vertu du Pouvoir que Nous lui en aurions donné, auroit conclu, arrêté & signé à Besançon le vingt-cinquième Aoust dernier, avec le Sieur de Bernage de S. Maurice, Conseiller du Roi Tres-Christien en ses Conseils, Maître des Requêtes Ordinaire de son Hôtel, Intendant de Justice, Police & Finances & sur les Troupes, en son Comté de Bourgogne, & son Commissaire, pareillement muni de son Pouvoir; duquel Traité la teneur s'ensuit:

Nous Louis de Bernage, Chevalier Seigneur de Saint Maurice, Conseiller du Roy en ses Conseils, Maître des Requêtes Ordinaire de son Hôtel, Intendant de Justice, Police & Finances & des Troupes au Comté de Bourgogne, Commissaire nommé par Sa Majesté, par Commission du trente-un May dernier; Et Charles Sarrazin, Chevalier Seigneur d'Abaucourt & de Saint Agnan, Conseiller d'Etat de S. A. R. Monseigneur le Duc de Lorraine, & Maître des Requêtes Ordinaire de son Hôtel, nommé Commissaire de Sad. A. R. par Commission du 22. Juillet aussi dernier, &c.

Nous avons le susdit Traité agréé, approuvé & ratifié, agréons, approuvons & ratifions par ces Presentes: Promettant en foi & parole de Prince, de l'accomplir, observer & faire observer en tous ses Points & Articles, sans souffrir que pour quelque cause & occasion que ce soit, il y soit contrevenu directement ni indirectement. En témoin de quoi Nous avons aux Presentes signées de notre main, & contresignées par l'un de nos Conseillers Secretaires d'Etat, Commandemens & Finances, fait mettre & apprendre notre grand Scel. DONNE' en notre Ville de Lunéville, le vingtième Octobre mil sept cents quatre.

Signé,

LEOPOLD.

Et plus bas:

Par Son Altesse Royale,

J. LE BEGUE.

Avec Paraphe, &amp; scellé du grand Sceau.

Arrêt d'Enregistrement du Parlement de Besançon.

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre; A nos Amez & feaux Conseillers les Gens tenant notre Cour de Parlement de Besançon, SALUT. Par le Traité conclu, arrêté & signé en notre nom, & en celui de notre tres cher & tres amé Frere le Duc de Lorraine, à Besançon le 25. jour d'Aoust dernier, par notre amé & feal le Sieur de Bernage de S. Maurice, Conseiller en nos Conseils, Maître des Requêtes Ordinaire de notre Hôtel, Intendant de Justice, Police & Finances, & sur nos Troupes, en notre Comté de Bourgogne, Commissaire par Nous député, & muni de notre Pouvoir à cet effet; Et le Sieur Sarrazin d'Abaucourt, Conseiller d'Etat de notredit Frere, Maître des Requêtes Ordinaire de son Hôtel, & son Commissaire pareillement muni de son Pouvoir, les prétentions que Nous, comme Comte de Bourgogne, & notredit Frere, pouvions avoir reciproquement l'un envers l'autre, comme aussi les Sujets de l'un envers les Sujets de l'autre, soit à l'occasion des Villages, & Lieux mi-partis & tri-partis, & des Terres de surseance, soit pour toutes autres prétentions & difficultez generalement quelconques, ont été réglées & terminées; & comme ledit Traité contient plusieurs dispositions, en conséquence & conformité desquelles vous pourrez avoir à prononcer en Jugement; Nous avons estimé nécessaire de vous l'envoyer, afin que notre volonté vous étant connue, vous puissiez vous y conformer dans vos Arrêts. A CES CAUSES, & voulant faire garder, executer & observer de notre part ledit Traité, dont la teneur ensuit.

Nous

ANNO 1704. Nous Louis de Bernage, Chevalier Seigneur de S. Maurice, Conseiller du Roi en ses Conseils, Maître des Requêtes Ordinaire de son Hôtel, Intendant de Justice, Police & Finances, & des Troupes au Comté de Bourgogne, Commissaire nommé par Sa Majesté par Commission du 31. Mai dernier, Et Charles Sarrazin, Chevalier Seigneur d'Abaucourt & de S. Agnan, Conseiller d'Etat de S. A. R. Monseigneur le Duc de Lorraine, Maître des Requêtes Ordinaire de son Hôtel, nommé Commissaire de Sdite Altesse, par Commission du 22. Juillet aussi dernier, &c.

l'autre, soit à l'occasion des Villages mi-partis & tri-partis, & des Terres de fureillance, soit pour toutes autres difficultés généralement quelconques, on nommeroit des Commissaires pour entrer en connaissance des prétentions reciproques au sujet desdits Villages mi-partis & tri-partis, & des Terres de fureillance, les terminer, regler & décider, ainsi que toutes autres difficultés qui pourroient refter sur les frontieres de nos Duchez de Lorraine & de Bar, & dudit Comté de Bourgogne; Traité auroit été fait, conclu, arrêté & signé à ce sujet, en ladite Ville de Belançon le 25. Août de l'année dernière 1704. en notre nom par ledit Sieur Charles Sarrazin, en qualité de notre Commissaire; Et en celui de S. M. par ledit Sieur de Bernage de S. Maurice, en qualité de son Commissaire; Et comme ledit Traité, dont les Ratifications auroient été échangées de part & d'autre, contient plusieurs dispositions, en conséquence & en conformité desquelles vous pourriez avoir à prononcer en Jugement; Nous aurions jugé nécessaire pour le bien de notre service, de vous l'envoyer, pour que vous vous y conformiez dans vos Arrêts. A CES CAUSES, & voulant faire exécuter, garder, & observer de notre part ledit Traité dont la teneur ensuit.

Nous Louis de Bernage, Chevalier Seigneur de S. Maurice Conseiller du Roi en ses Conseils, Maître des Requêtes Ordinaire de son Hôtel, Intendant de Justice, Police & Finances, & des Troupes au Comté de Bourgogne, Commissaire nommé par S. M. par commission du 31. Mai dernier. Et Charles Sarrazin Chevalier Seigneur d'Abaucourt & de S. Agnan Conseiller d'Etat de S. A. R. Monseigneur le Duc de Lorraine, & Maître des Requêtes Ordinaire de son Hôtel, nommé Commissaire de Sdite Altesse par commission du 22. Juillet aussi dernier &c.

Nous voulons & entendons, que le contenu au susdit Traité soit gardé & observé inviolablement, sans souffrir qu'il y soit contrevenu directement ni indirectement. Et à cet effet Nous vous mandons & ordonnons par ces Presentes, que vous ayez à juger & terminer tous Procès nés & à mouvoir pardevant vous, où il s'agira de l'exécution & observation dudit Traité.

Si vous mandons, que ledit Traité, avec ces Presentes, vous ayez à faire lire, publier & registrer par tout où besoin sera, & leur contenu garder & observer, cessant & faisant cesser tous troubles & empêchemens; nonobstant tous Edits, Declarations, Arrêts, Jugemens, & autres choses à ce contraires, auxquelles pour ce regard seulement Nous avons dérogé & dérogeons par cesdites Presentes: Car ainsi nous plaît. En foi de quoi Nous avons à icelles signées de notre main, & contresignées par l'un de nos Conseillers Secretaires d'Etat, Commandemens & Finances, fait mettre & appendre notre grand Scel. DONNE' en notre Ville de Lunéville le vingt Mars mil sept cent cinq.

Signé,

LOUIS.

Et plus bas :

Par le Roi,

Signé,

CHAMILLART.

Là, publié & registré, où & ce requérant le Procureur General du Roi, en l'Audience de la Cour de Parlement de Besançon, le 8. Janvier 1705. laquelle a ordonné que Copies en soient envoyées dans les Bailliages & Sieges du Ressort dudit Parlement, pour y être pareillement là, publié, registré & observé selon sa forme & teneur; & enjoins aux Substituts dans lesdits Sieges, d'en certifier la Cour dans le mois.

Signé,

BONNE.

Arrêt d'Enregistrement de la Cour souveraine de Lorraine.

LEOPOLD par la grâce de Dieu Duc de Lorraine & de Bar, Roi de Jerusalem, Marquis de Pont-à-Mousson & de Nommeny, Comte de Provence, Vandemont, Blamont, Zutphen, Sarwerden, Salm, Falkenstein, &c. A nos tres-chers & feaux les Prèsidens, Conseillers & Gens tenans notre Cour souveraine de Lorraine & Barrois, SALUT. Les difficultés & contestations concernans les limites des lieux de Coravillers & de Lonchamps, & les Droits de Souveraineté & de Justice sur le Village d'Allaincourt, ayant été terminées par les Traitez conclus, arrêtez & signez en la Ville de Besançon le 29. Octobre de l'année 1703. entre notre tres-cher & feal Conseiller d'Etat & Maître des Requêtes Ordinaire de notre Hôtel le Sieur Charles Sarrazin, Seigneur d'Abaucourt; Et le Sieur de Bernage de S. Maurice, Conseiller du Roi Tres-Chrétiens en ses Conseils, Maître des Requêtes Ordinaire de son Hôtel, Intendant de Justice, Police & Finances, & sur ses Troupes en son Comté de Bourgogne, & depuis ratifiés de part & d'autre; Et ayant été convenu que pour prévenir tous autres différends & contestations qui pourroient naître entre Sa Majesté Tres-Chrétienne & Nous, ou entre les Sujets de l'un & de

Signé,

LEOPOLD.

Et plus bas :

Contresigné,

J. LE BEGUE.

Là, publié & registré, l'Audience tenante, où & ce requérant le Procureur General, pour être suivi & exécuté selon sa forme & teneur. Ordonné qu'à sa diligence Copies dûment collationnées soient envoyées dans tous les Bailliages & Sieges ressortissans immédiatement à la Cour, pour y être pareillement là, publié, suivi, exécuté & registré. Enjoins au Substitut de chacun desdits Lieux de tenir la main à l'exécution, & d'en certifier la Cour au mois. Fait à Nancy, en la grande Salle du Palais le 23. Avril 1705. en présence du Greffier soussigné.

Signé,

VAUTRAIN.



ANNO

1704.

2. Oct.

&amp;

21. Mai

1705.

LIII.

*Deux Traitez faits entre Louis XIV. Roi de France, & LEOPOLD Duc de Lorraine & de Bar &c. pour reconnoître & distinguer les Sujets du Roi, & ceux de Son Altesse Royale dans les Villages de Burey en Vaux, Badonvillers, Goussaincourt, d'Espiey, Saint Germain, Lezeville, & Dainville, dont la Souveraineté est indivise entre Sa Majesté, à cause de ses Prévôtés de Vaucouleurs, de Grand, & d'Andolot, & S. A. R. à cause de ses Prévôtés de Gondrecourt, & de Foug. Le Premier Traité fait à Vaucouleurs le 2 Octobre 1704. Et le second à Châlons le 21. Mai 1705. S'ensuivent, la COMMISSION du Roi T. C. donnée à Versailles le 12. Decembre 1702. & CELLE de S. A. R. de Lorraine donnée à Luneville le 13. Septembre 1704. [Tiré des Archives de Lorraine.]*

CE JOUR D'HUI deuxième Octobre mil sept cent quatre, à huit heures du matin, Nous ANDRÉ DE HARROUIS, Chevalier, Seigneur de la Seilleraye, Conseiller du Roi en ses Conseils, Maître des Requêtes Ordinaire de son Hôtel, Intendant de Justice, Police & Finances en la Province & Frontière de Champagne; Et CHARLES DE SARRAZIN, Chevalier Seigneur d'Abaucourt & de Saint Agnan, Conseiller d'Etat de SON ALTESSE ROYALE Monseigneur le Duc de Lorraine, & Maître des Requêtes Ordinaire de son Hôtel; étant assemblés en la Ville de Vaucouleurs, en conséquence des Ordres & Pouvoirs qui nous en ont été donnés, & que nous nous sommes communiqués; Scavoir, à Nousdit Sieur de Harrouis, par Commission du grand Sceau, en date du 12. Decembre 1702. Signée LOUIS; Et plus bas, Par le Roi, CHAMILLART. Et à Nousdit St. de Sarrazin, par Commission de S. A. R. du 13. Septembre de la présente année, Signée LEOPOLD, scellée du Scel secret, & contresignée LE BEGUE, un de ses Secretaires d'Etat; pour reconnoître & distinguer les Sujets qui se trouvent dans plusieurs Villages, dont la Souveraineté est indivise entre Sa Majesté & S. A. R. avons procédé à ladite reconnaissance & distinction, en la manière qui suit;

C'est à sçavoir, qu'ayant fait comparoître pardevant Nous tous les Sujets que Sadite A. R. a dans le Village de Burey en Vaux, dépendant des Prévôtés de Vaucouleurs & de Gondrecourt; & ceux qu'Elle prétend lui appartenir dans ledit lieu; ensemble le Maire & les quatre anciens Habitans, pour être entendus sur l'origine & qualité d'icells Sujets, & d'iceux pris & reçu le serment: Nous, après avoir meurement examiné & discuté toutes choses, avons, sous le bon plaisir & vouloir de S. M. & de S. A. R. reconnu que suivant la Coutume qui s'observe dans ledit lieu de Burey en Vaux, de même que dans les Villages de Badonvillers, Espiey, Goussaincourt, Lezeville & Saint Germain, par laquelle il est d'usage que le fruit suit le ventre; les nommez Laurent George, Noël Pelletier, Claude Royer, Jean Mathieu pere, Claude Pancé, Claude Coutellier, la Veuve de Louis Pigot, Anne Nicolas veuve de Jean Guyot, tous résidents dans ledit lieu de Burey en Vaux, sont Sujets Lorrains; & en cette qualité appartiennent à Sadite A. R. Ayons pareillement reconnu que les nommez Antoine Carbon, Claude Thenot, François Jaquet, Habitans dudit lieu, sont aussi Sujets Lorrains; mais comme ils résident actuellement dans le Château & Moulin dudit Burey en Vaux, Fief relevant de S. M. il a été convenu, qu'ils seront réputés François, & seront compris dans toutes les Impositions Françaises, tant qu'ils demeureront dans ledits Château & Moulin. Et venant à quitter leur résidence, pour s'aller établir dans le Village dudit Burey en Vaux, ils reprendront leurs premières qualités de Lorrains, & seront compris dans toutes les Impositions Lorraines. Et à l'égard de Marguerite Bonnat, veuve de

Touvenin, comme la naissance de sa mere a paru incertaine, & qu'elle paye actuellement les impositions en France, elle demeurera Sujette du Roi,

sauf aux Officiers de S. A. R. de justifier dans six mois, comme sa mere de lad. Bonnat étoit Lorraine; auquel cas icelle Bonnat appartiendra à S. A. R. & passé ledit temps, elle demeurera, faute de preuves, Sujette du Roi définitivement. Quant à ce qui concerne Jean & Antoine de Louze, Nous les avons aussi reconnus Lorrains, sauf aux Officiers de S. M. de justifier le contraire dans pareil délai de six mois; & que leur mere étoit Française: sinon & à faute de ce faire, & ledit temps passé, ledits de Louze demeureront définitivement Lorrains. Et pour ce qui est de tous les autres Habitans de Burey en Vaux, qui ne sont point cy-dessus nommez, ils ont été reconnus être incontestablement Sujets de Sa Majesté.

Et ledit jour, à deux heures de relevée, Nous avons fait comparoître les Sujets répétez par S. A. R. dans le Village de Badonvillers, dépendant des Prévôtés de Vaucouleurs & de Gondrecourt, avec le Maire, & les quatre anciens Habitans dudit lieu; après avoir pris leurs sermens, & iceux ouïs, avons reconnu que Joseph Antoine & Jeanne Volin, François le Maire dit des Ainville, Diélot Colas, Jean & Joseph Fageot, Claude Simon, de Mauge, & Jeanne les Rezens, sont tous Sujets Lorrains; & en cette qualité appartiennent à S. A. R. Et à l'égard de Dominique Bourdin, Jean Flambeau, & Dorothee Desbernard, comme la naissance de leurs meres nous a paru incertaine, nous les avons déclarés Sujets François par provision, sauf aux Officiers de S. A. R. de justifier dans ledits six mois, que leurs meres étoient Lorraines; faute de quoi, & led. temps passé, demeureront définitivement Sujets de S. M. Et quant aux autres Habitans résidents audit Badonvillers, qui ne sont ci-dessus dénommez, Nous les avons reconnus Sujets François irrévocablement.

Et le troisieme du present mois d'Octobre, à huit heures du matin, procédant par continuation à la reconnaissance & distinction d'icells Sujets répétez par S. A. R. Nous avons fait comparoître pardevant Nous ceux qu'Elle prétend lui appartenir dans le Village de Goussaincourt, dépendant des Prévôtés de Vaucouleurs & de Gondrecourt, ensemble le Maire & quatre Anciens dudit lieu, desquels après avoir pris le serment, aussi-bien que d'icells Sujets répétez, Nous avons reconnu, par la même règle que le fruit suit le ventre, que François Bertrand, Humbert André, & Louis Pierre, sont Sujets Lorrains, & appartiennent à S. A. R. Nous avons aussi reconnu que Claude Georget est Sujet Lorrain: mais comme il demeure actuellement dans le Château de Mr. de Belleport, Fief relevant de France, il a été convenu qu'il sera réputé François, & payera les impositions Françaises, tandis qu'il résidera dans ledit Château; & venant à quitter cette résidence pour s'aller établir audit Village de Goussaincourt, il reprendra sa premiere qualité de Lorrain, & payera les impositions en Lorraine. Et pour ce qui est des nommez Jean Gerardin, & François Royer, la naissance de leurs meres n'étant pas connue, ils demeureront Lorrains par provision: mais en versant par les Officiers du Roi dans les six mois, que leurs dites meres étoient Françaises, ils retourneront sous l'obéissance de Sa Majesté. A l'égard de Claude & Jean Taron, Nicolas Claude & Etienne Fournier, Claude Carmouche, & Antoine Guyot, comme la naissance de leurs meres nous a paru incertaine, ils demeureront par provision Sujets du Roi; sauf aux Officiers de S. A. R. de justifier dans ledits six mois, que leurs meres étoient Lorraines; auquel cas ils appartiendront à S. A. R. & passé ledit temps, & faute de faire la preuve, ils demeureront définitivement Sujets du Roi. Et quant à tous les Habitans dudit Goussaincourt, autres que ceux cy-dessus dénommez, ils demeureront irrévocablement Sujets de S. M.

Et le même jour, deux heures de relevée, nous avons fait comparoître les Sujets répétez par S. A. R. dans le Village d'Espiey, dépendant des Prévôtés de Vaucouleurs, & de Gondrecourt, avec le Maire & les quatre Anciens dudit lieu; & après les avoir ouïs sommairement, ensemble ledits Sujets répétez, le serment d'iceux pris préalablement, Nous avons reconnu que Jean Voyot, Pierre Aubert, François Monner, Mathieu Poirion, & Jean François, sont Sujets Lorrains, & appartiennent à S. A. R. Et à l'égard de François & Charles Urgot, & Joseph Man-

ANNO

1704.

ANNO 1704. Mangeot, comme la naissance de leurs meres nous a paru incertaine, ils demeuront par provision Sujets du Roi, sauf aux Officiers de S. A. R. de justifier dans ledits fix mois, que leurs Meres étoient Lorraines; faute de quoi, & passé ledit temps, ils demeureront irrévocablement Sujets de S. M. Et pour ce qui est de tous les Habitans demeurans audit Espiey, autres que ceux ci-dessus nommez, nous les avons reconnus Sujets du Roi.

Et ledit jour troisième du présent mois, Nous avons fait comparoître les Sujets de S. A. R. & ceux par Elle répétez dans le Village de Saint Germain, dépendant des Prévôtés de Vaucouleurs & de Foug, avec le Maire & quatre Anciens dudit lieu, desquels après avoir pris le serment, & desdits Sujets répétez, iceux ouïs sommairement; Nous avons reconnu que Christophle Pigeolet, Jean Simon, François & Claude Abraham, tous les Enfants de Pierre Etienne, Pierre Brocard, Nicolas Robert, François Martin le jeune, Nicolas Jeambloir, Nicole Denis, & Pierre Robert, sont Sujets Lorrains, & appartiennent à S. A. R. A l'égard de Nicolas Philbert, dit Branot, Louis Biget, François Aubert, Claude Donat, Jacques le Munier, Laurent Tergorese, Gerard Simon, & Fiacre, Jacques, comme la naissance de leurs Meres nous a paru douteuse, ils demeureront par provision Sujets Lorrains, sauf aux Officiers du Roi de justifier dans ledits fix mois comme leurs Meres étoient Françaises; faute de quoi, & ledit temps passé, ils resteront définitivement Sujets Lorrains. Et comme la naissance des Meres de Jean & Nicolas Cudel, Charles Buisson, Manfrette Jacob, François Blanchard, Nicolas Bourdin, Pierre Rouillon & Claude Henry, nous a aussi paru douteuse, ils resteront par provision Sujets François, sauf aux Officiers de S. A. R. de justifier dans ledits fix mois, que leurs Meres étoient Lorraines; faute de quoi, & passé ledit temps, ils demeureront définitivement Sujets du Roi. Et quant à tous les Habitans résidens audit Saint Germain, autres que ceux ci-dessus dénommez, ils ont été reconnus Sujets de S. M. irrévocablement.

Et le quatrième du même mois, huit heures du matin, Nous avons fait comparoître les Sujets répétez par S. A. R. dans Lézeville, Village dépendant de la Prévôté de Grand, & de celle de Gondrecourt, avec le Maire & les quatre anciens Habitans dudit lieu; & après les avoir ouïs par serment, ensemble ledits Sujets répétez, Nous avons reconnu que Claude Henrion, Jean Grosjean, Mangin Varin, Mangeote Jacob, & Barbe Bourbonnois, sont Sujets Lorrains, & appartiennent à S. A. R. Et que tous les autres Habitans dudit Lieu appartiennent au Roi irrévocablement.

Et ledit jour quatrième dudit mois, deux heures de relevée, Nous avons fait comparoître les Sujets qui appartiennent à S. A. R. & ceux qu'Elle répète dans le Village de Dainville-aux-Forges, dépendant des Prévôtés d'Andelot & de Gondrecourt, dont la regle commune est que le fruit suit la verge; comme aussi le Maire & les quatre Anciens dudit lieu, desquels après avoir pris le serment, & desdits Sujets répétez, nous avons reconnu Claude le Moine, la veuve Charles François, Claude Guillaume, Jean Martin, Claude Serva, François Mathieu, Pierre Milhomme, Jean Thouvenin, Claude Bataille, François Jacob, Joseph Eslein, François Vuillaume, la veuve Pierre Vuillaume, Benjamin Nicolas & Claude Jeannot, la veuve Pierre Aubert, Jean Humbert, Claude le Clerc, François Servart, Benjamin Bataille, Demange & Dominique Jacob, Sébastien Claudel, la veuve Nicolas Claudel, François Milhomme, la veuve Charles Esloys, Pierre Humbert, Louis Parmentier, Michel Poinfot, Dominique & Jacques Antoine, Jacques Collot, François Maubert, Pierre Masson, Pierre Gaon, & Paul Bourbonnois, être tous Sujets Lorrains, & appartenir à S. A. R. Quant au nommé Antoine Cornot, nous sommes convenus que par provision il restera Sujet François, sauf aux Officiers de S. A. R. de justifier dans le même délai de six mois, que la Censé appellée Vuidebary ne dépend point du Fief de Dainville, partie de France. Et à l'égard de tous les autres Habitans dudit lieu de Dainville, ils ont été reconnus être Sujets François, & appartenir irrévocablement à Sa Majesté, sauf Jean Thierry, la veuve Bontemps, la veuve Jacques Charlier, qui demeureront Lorrains par provision, à la charge d'être restitués à Sa Ma-

TOM. VIII. PART. I.

jesté en cas que dans ledits six mois il soit justifié que leurs Peres étoient François.

Et comme dans ledit lieu de Dainville, il y a Forge, Fourneau & Moulin, qui sont de Fief relevant de S. A. R. à cause de son Duché de Bar, il a été convenu que tous les particuliers qui résident ou résideront à l'avenir dans l'étendue desdites Forges, Fourneau, Moulin & dépendances, seront reputez Lorrains, & payeront les impositions en Lorraine: mais ledits Particuliers qui seront François, venant à quitter ledites Forge, Fourneau, Moulin, & dépendances pour s'établir audit Dainville, ils reprendront leur première qualité de François, & payeront les Impositions en France.

Comme une partie des Sujets ci-dessus dénommez, que nous avons reconnu appartenir à S. A. R. sont actuellement compris dans les Impositions faites en Champagne pendant la présente année mil sept cent quatre, il a été arrêté que ceux qui se trouveront dans ce cas, seront tenus de payer les sommes pour lesquelles ils auront été taxez dans ledites Impositions, quand bien même tous les termes de payemens n'en seroient pas échus, sans cependant y pouvoir être compris à l'avenir. Et pourtant ledits Lorrains reconnus, user & se servir dès-à-présent du Sel de Lorraine, & se regir & gouverner comme tous les autres Lorrains, avec cette condition néanmoins, que dans led. Paroisses de Dainville & Lézeville, ledits Habitans Lorrains nouvellement reconnus, seront tenus de prendre & de payer le Sel auquel ils auront été imposés pendant la présente année, & jusqu'au dernier Decembre prochain inclusivement, sans que cette condition les prive d'user dès-à-présent de Sel de Lorraine, comme les autres Sujets Lorrains; & ne pourront, après ledit jour dernier Decembre, se servir d'autre Sel que de celui de Lorraine, & seront aussi compris dans toutes les Impositions qui se feront en Lorraine.

Et finalement a été convenu, que pour les reconnoissances & distinctions qui seront à faire à l'avenir desdits Sujets dans toutes ledites Paroisses ci-dessus nommées, dont la Souveraineté est indivisible, il en sera usé suivant les anciennes regles, & comme du passé.

FAIT & arrêté double par Noudits Sieurs Commissaires, à Vaucouleurs, les an, jour & mois susdits.

Signé,

DE HARROUIS, ET C. SARRAZIN;

Avec Paraphe.

ET depuis, Nous Commissaires susdits, Nous étant rassemblez en la Ville de Chaalons, cejourd'hui vingt-un May mil sept cens cinq, & autres jours suivans, ainsi que Nous en sommes demeurez d'accord depuis le Traité ci-dessus, pour regler définitivement l'état des Sujets du Roi & de Sadite Altesse Royale, qui sont demeurez en surseance par ledit Traité; & après nous être communiqué respectivement les Titres, Pièces & Preuves servans à justifier de l'état desdits Sujets, & les avoir suffisamment discuté, sommes convenus que ledits Sujets resteront; sous le bon plaisir & vouloir du Roi & de Sadite Altesse Royale;

#### S Ç A V O I R,

NOMS des Communautés.	NOMS des Sujets reconnus pour le Roi.	NOMS des Sujets reconnus pour S. A. R.
BUREY EN VAUX.	Marguerite Bonat.	Jean & Antoinne de Louze.
BADONVILLERS.	Jean Flambeap, & Dominique Bourdet.	Dorothee des Bernard.
GOUSSAINCOURT.	Claude Car-mouche, Nico-las François Royer, las Claude, & Etienne Four-taron, & Jean Etienne Guyot.	Jean Girardin, François Royer, & Antoinne Guyot.
ESPIEY.	François & Charles Huriot, & Joseph Maugecot.	

X

SAINT

ANNO 1704.



ANNO  
1704.NOMS des  
Communautés.NOMS des  
Sujets reconnus  
pour le Roi.NOMS des  
Sujets reconnus  
pour S. A. R.

SAINT GERMAIN.

Fiacre Jacques,  
Jean & Nicolas  
Curel, Claude  
Henry & Nicolas  
Bourdin.Nicolas Phil-  
bert, dit Bravot,  
Louis Biget,  
François Au-  
bert, Tiffier,  
Claude Bonat,  
le nommé Jac-  
ques, demeurant  
au Moulin de  
Chanteraine,  
Laurent Ter-  
gorel, Gerard  
Simon, Charles  
Bussenot, Man-  
suet Jacob,  
François Blan-  
chard, & Pierre  
Routon.

DAINVILLE.

Antoine Purnot.

Jean Thierry,  
la Veuve Bon-  
temps, la Veuve  
Jacques Char-  
lier.

Tous lesquels Sujets ainsi distribués resteront au Roi & à Sadite A. R. définitivement & irrévocablement ; ainsi que tous les autres Sujets qui doivent appartenir dans lesdites Communautés à Sa Majesté & à Sadite Altesse Royale, suivant que le tout est expliqué dans notre dit Procès verbal, lequel au surplus sera exécuté dans tous les points, selon sa forme & teneur ; ayant de plus été convenu entre Nous, que la nommée Marguerite Desnoissons demeurante à Lézéville, dont il n'a été fait aucune mention en icelui, restera & demeurera à Sadite A. R. aussi définitivement, comme reconnu sa Sujette naturelle ; & que la Demoiselle de Huraut, demeurant dans le Fief de ladite Paroisse de Dainville, aussi Lorraine, naturelle, demeurera définitivement à Sadite A. R. de même que tous autres Sujets François ou Lorrains qui résideront dans ledit Fief, sans aucune suite de leur naissance, ni de celle de leurs Peres & Meres ; avec cette condition néanmoins, que les Sujets François résidant dans ledit Fief, venant à s'en retirer, pour aller résider dans ledit Village de Dainville, seront fournis à la règle ordinaire dudit lieu, qui est que le fruit suit la Verge.

Après quoi, de la part de Nous Commissaire de S. A. R. a été demandé que les Curez desdites Paroisses indivises fussent reglez & distingués, suivant ce qui s'est toujours pratiqué, & conformément aux règles & usages établis pour les autres Sujets ; à l'effet de quoi nous sommes prêts de justifier par nombre de pièces le droit & la possession de S. A. R. au Sujet desdits Curez, & que dans les cas où ils ont été reconnus François, ils ont appartenu au Roi, & que quand ils ont été reconnus Lorrains, ils ont appartenu à S. A. R.

Soutenant de plus, Nousdit Commissaire, que S. A. R. a d'autres droits & prétentions sur plusieurs lieux & Villages mi-partis, & autres, qui ont été unis à la Province de Champagne depuis mil six cent soixante & dix, comme Maxey sous Brixy, qui est de la Souveraineté de Lorraine ; la rue du Fief de Pagny, dépendante de la Prévôté de Gondrecourt, le Village de Mauvage, qui en est pour la totalité, de même que ceux de Brouffey & de Nesve en Blois, & le Village, Ban, Finage & Territoire de Martinville qui dépend de l'Office de Darney & du Bailliage de Voges, à l'exception d'une seule Tour, faisant Fief mouvant de la partie du Roi à Passavant ; & que le Sr. le Gros, Gruyer de Coisly, a fait en mil six cents quatrevingt plusieurs anticipations dans la Forêt de Darney, appartenante à S. A. R. Sur tous lesquels Chefs compris au présent Article, Nous estimons qu'il est aussi nécessaire de prendre un Règlement, à moins que le Roi ne juge à propos d'accorder une Commission particulière pour en décider, dont S. M. est très-humblement suppliée ; le tout sans préjudice d'autres droits & prétentions qui restent à régler, en exécution du Traité de Paix fait à Ratiswick, & des anciens Traitez faits en mil six cent soixante-un & mil six cent soixante-trois.

Et de la part de Nous Commissaire de S. M. a été dit qu'il ne s'agit point ici de faire la distinction des

Curez, qui se trouvent dans les sept Paroisses dénommées dans le présent Procès verbal, parce qu'ils appartiennent au Roi, & qu'ils sont de l'Officialité de Vaucouleurs, soit qu'ils soient nez Sujets de S. M. ou de S. A. R. sans distinction de naissance ; Sa Majesté étant dans le droit & la possession immémoriale desd. Curez, comme premier & plus noble Souverain dans lesdites sept Paroisses ; faisant au surplus toutes protestations contraires à celles de mondit Sieur Sarrazin, pour la conservation des Droits de S. M.

Sur quoi, & après qu'il a été soutenu par mondit Sieur Sarrazin que la Souveraineté étant commune & indivise entre les deux Souverains, les Droits & les Sujets en doivent être partagés par portion égale, sans qu'il y puisse avoir aucune préférence pour les Sujets, & que la possession alléguée au sujet desdits Curez dans l'Officialité de Vaucouleurs, ne pourroit, quand elle seroit véritable, que non, nuire ni préjudicier au Droit de la Souveraineté, les Officiers de S. A. R. étant dans une possession contraire, tant pour la Jurisdiction qu'imposition, en cas de Decimes, & autres cas ; le contraire de quoi a encore été maintenu par mondit Sieur de Harrouis.

Nous Commissaires susdits, sommes convenus, sans déroger à nos demandes & protestations, que le chef concernant lesdits Curez dans lesdites sept Paroisses, sera & demeurera indécié, & que les choses resteront en l'état où elles se trouvent actuellement, jusqu'à ce qu'il ait plu au Roi & à Sad. A. R. d'en ordonner autrement.

FAIT & arrêté double cejourd'hui vingt-troisième May mil sept cent cinq. Et pour la validité du présent Procès verbal, les Commissions de Nous Commissaires susdits ; ont été transcrites à la fin d'icelui.

Signé,

DE HARROUIS, ET C. SARRAZIN.

Avec Paraphes.

Commission de Sa Majesté Très-Christienne.

LOUIS par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre : À notre amé & feal Conseiller en nos Conseils, Maître des Requêtes Ordinaire de notre Hôtel, Intendant de Justice, Police & Finances en Champagne, le Sieur de Harrouis, SALUT. Dans le dessein que Nous avons eu de prévenir tous différends & contestations qui pourroient naître entre nos Sujets, & ceux de notre très-cher & très-ami Frere le Duc de Lorraine, à l'occasion de ce que la Souveraineté de quelques Villages limitrophes de nos Etats, & de ceux de notre dit Frere & Neveu, nous appartient aussi-bien qu'à lui par indivis ; & que suivant l'usage qui s'est pratiqué jusqu'ici, les Habitants desdits Villages se distinguent, par la naissance du côté maternel, les uns pour nos Sujets, & les autres pour Sujets de notre dit Frere & Neveu ; Nous sommes convenus avec lui de nommer des Commissaires pour se transporter sur les lieux, & procéder conjointement à la reconnaissance & distinction reciproque des Sujets de part & d'autre ; & Nous vous avons choisi pour notre Commissaire à l'effet susdit ; persuadé que Nous ne saurions confier cette fonction à un Sujet plus capable que vous de s'en bien & dignement acquies, ni qui soit plus zélé pour le bien de notre service. A CES CAUSES, & autres à ce Nous mouvans, Nous vous avons commis, ordonné & député, commettons, ordonnons & députons par ces Présentes signées de notre main, pour de concert avec le Commissaire qui sera à cet effet nommé par notre dit Frere & Neveu, vous transporter aux Villages de Burey en Vaux, Badonvillers, Gouffaincourt, Espley, Lézéville & Dainville aux Forges, qui dépendent en partie de Vaucouleurs, & en partie de Gondrecourt, & dont la Souveraineté nous appartient, & à notre dit Frere & Neveu par indivis ; comme aussi au Village de Saint Germain, dont la Souveraineté nous appartient par indivis ; & y étant, procéder conjointement à la reconnaissance & distinction des Sujets de part & d'autre ; & passer à cet effet avec le Commissaire de notre dit Frere & Neveu, tous Traitez & autres Actes nécessaires. De ce faire Nous vous avons donné & donnons tout Pouvoir, Commission, Autorité & Mandement spécial par cesdites Présentes ; promettant en foi & parole de Roi, d'avoir pour agréable, approuver, confirmer & ratifier tout ce dont vous serez convenu, & que vous aurez accordé

ANNO  
1704.

ANNO en notre nom. Mandons à tous nos Justiciers, Offi-  
1704. ciers & Sujets qu'il appartiendra, de vous recon-  
noître en ladite qualité de notre Commissaire, & de  
vous donner toute l'assistance dont vous pourrez  
avoir besoin pour le fait de ladite Commission : CAR  
tel est notre plaisir. DONNE' à Versailles le dou-  
zième jour de Decembre, l'an de grace mil sept cent  
deux, & de notre Règne le soixantième.

Signé,

LOUIS.

Et plus bas :

Par le Roi,

CHAMILLART.

Commission de Son Altesse Royale Monseigneur le  
Duc de Lorraine.

LEOPOLD par la grace de Dieu Duc de Lorraine & de Bar, Roi de Jerusalem, Marchis, Duc de Calabre & de Guelbres, Marquis de Pont-à-Mousson & de Nonneny, Comte de Provence, Vaudemont, Blamont, Zutphen, Sarwerden, Salm, Falkenstein, &c. A notre très-cher & feal Conseiller d'Etat des nôtres, & Maître des Requêtes Ordinaire de notre Hôtel, le Sieur CHARLES SARRAZIN, Seigneur d'Abaucourt, SALUT. Ayant jugé du bien de notre service de nommer quelque personne de confiance, pour avec le Commissaire qui sera dénommé de la part du Roi Très-Chrétien éclaircir, reconnoître, regler & terminer toutes les contestations qui peuvent être sur les frontières de nos Duchez de Lorraine & de Bar, & du Comté de Champagne, tant au sujet de Mauvage, Nefve, & autres Lieux, que des Villages mêlez ou mi-partis entre nosdits Duchez & ledit Comté de Champagne, & généralement toutes autres difficultés qui peuvent concerner les Villages & Territoires situés sur lesdites Frontières ; Scavoir faisons, qu'étant pleinement informé de votre capacité, expérience, bonne conduite, fidélité & affection au bien de notre service, & étant satisfait de la manière dont vous vous êtes déjà acquittés des autres Commissions de pareille nature, dont Nous vous aurions chargé depuis notre avènement dans nos Etats : A CES CAUSES, & autres à ce nous mouvans, Nous vous avons commis, nommé, ordonné & député, commettons, nommons, ordonnons & députons par ces Présentes, pour vous transporter sur les Lieux, pour avec le Commissaire qui sera dénommé par Sa Majesté Très-Chrétienne, éclaircir, reconnoître, regler & terminer toutes les contestations qui peuvent être sur les Frontières de nosdits Duchez de Lorraine & de Bar, & dudit Comté de Champagne, tant au sujet de Mauvage, Nefve, & autres Lieux, que des Villages mêlez ou mi-partis entre nosdits Duchez & ledit Comté, & généralement toutes autres difficultés qui peuvent concerner les Villages & Territoires situés sur lesdites Frontières ; passer à cet effet avec ledit Commissaire de S. M. tous Traitez & autres Actes à ce nécessaires ; de quoi faire Nous vous avons donné tout Pouvoir, Commission & Mandement expres & special ; promettant d'avoir pour agreable, approuver, confirmer & ratifier tout ce dont vous serez convenu, & que vous aurez accordé en notre nom à cet effet. Mandons à tous nos Officiers, Justiciers, & Hommes & Sujets qu'il appartiendra, de vous reconnoître en ladite qualité de notre Commissaire, & de vous donner toute l'assistance dont vous pourrez avoir besoin pour le fait de ladite Commission : CAR ainsi Nous plaist. En foi de quoi Nous avons ausdites Présentes, signées de notre main, & contre-signées par l'un de nos Conseillers-Secrétaires d'Etat, Commandemens & Finances, fait mettre & apposer notre Scel secret. DONNE' en notre Ville de Lunéville, le treize Septembre mil sept cent quatre.

Signé,

LEOPOLD,

Et scellé.

Et plus bas :

J. LE BEGUE.

Signé,

DE HARROUIS, ET C. SARRAZIN.

Avec Paraph.

Tom. VIII. PART. I.

LIII.

Traité conclu entre JOSEPH Roi des Romains, & THERÈSE, Electrice de Baviere. Fait à Ibersheim le 7. de Novembre 1704.

ANNO

1704.

7. Nov.

PAR la Grace de Dieu, Nous THERÈSE CUNIGUNDE, Duchesse de la Haute & Basse Baviere, comme aussi du Haut Palatinat, Palatine du Rhin, Electrice, Landgrave de Leuchtenberg, née Princesse Royale de Pologne, Grande Duchesse de Lithuanie, &c. &c. &c. Scavoir faisons par ces Présentes, & particulièrement pour détourner un plus grand dégat de la Guerre, qui a déjà si sensiblement fait souffrir l'Electorat & les Etats de Baviere, que nous sommes convenus de conclure avec Sa Majesté Royale & Romaine le Traité particulier ci-dessous, sous la très-gracieuse Ratification de Sa Majesté Imperiale, qui a déjà été expédié ; savoir,

Qu'entre Sa Majesté Romaine & Royale de Hongrie, de la part de Sa Majesté Imperiale son très-gracieux Seigneur & Père, par ses Ministres constitués & pourvus de Plein-Pouvoir pour cet effet, savoir le Sieur Jean Leopold Donat Trautdon, Conseiller Privé de Sa Majesté Royale, & son premier Chambellan, Comte de Falkenstein, Baron de Sprechen, & Schroffenstein, Seigneur de Martorey, Kain, Laa, St. Polcken, Maitenitz, Krailowitz, Thutitz, Ruffudon & Rebbon, Maréchal Héréditaire d'Autriche sous l'Ens, & Matéchal Héréditaire du Trol, Chevalier de l'Ordre de la Toison d'Or ; & le Sieur Philippe Louis, Conseiller Privé & Chambellan de Sa Majesté Imperiale, Tresorier Héréditaire du Saint Empire Romain, Comte de Sinzendorf & de Thonhausen, Burgrave de Rheingau, Baron d'Ernstbumez, Echanton Héréditaire d'Autriche sur l'Ens, Seigneur de Gefel, Belowitz & Benlitz ; Et le Sieur Jean Wentzel, Chambellan de ladite Majesté Royale, Gouverneur Général & Juge Suprem de Boheme, & Envoyé Extraordinaire de Sa Majesté Imperiale à la Cour d'Angleterre, Comte du Saint Empire Romain de Wratislaw à Mitrowitz, Seigneur de Grenetz & Malekitz, d'une part ; & de l'autre, entre Son Altesse Electorale Madame l'Electrice de Baviere, Dame THERÈSE CUNIGUNDE, née Princesse Royale de Pologne, &c. &c. ; Par son Ministre de même légitime par un Plein-Pouvoir suffisant le Sieur Jean Sebald Neufoner, son Conseiller & Directeur de sa Cour & des Finances, il a été convenu & conclu aujourd'hui 7. de Novembre 1704, ici dans le Quartier-Général du Roi à Ibersheim devant Landau, sous l'agrément & la Confirmation de ladite Majesté Imperiale ; savoir,

I. Que quoi qu'il ait été fait, de la part de Son Altesse, Madame l'Electrice, de pressantes représentations au sujet des Fortresses, & particulièrement touchant les Arsenaux, il ne lui a pu être accordé autre chose, vu les circonstances de la Conjoncture d'alors, sinon que toutes les Places fortifiées dans toute l'étendue des Etats de Baviere, & actuellement occupées par la Milice Bavaroloise, seroient cédées avec les Arsenaux, l'Artillerie, Munitions, Armes & autres Provisions de Guerre, & seroient après la reception de la Ratification de Sa Majesté Imperiale, remises aux Commissaires Imperiaux, continués à cet effet ; à l'exception de ce qui sera exprimé dans l'Article III. ci-dessous, touchant la Ville d'Ingolstadt.

II. Que comme pareillement la réduction, que Sa Majesté Imperiale demande de toute la Milice, qui se trouve dans les Etats de Baviere, soit à cheval ou à pied, n'a pu, nonobstant les représentations au contraire, être limitée autrement, sinon qu'en choisira de toute la Milice, 400 hommes pour servir de Garde à la Personne de Son Altesse Electorale, & de la manière, qu'il sera expliqué plus amplement dans l'Article V. III. ci-dessous, & qu'on les laissera en état de pouvoir servir. Ainsi tout le reste des Troupes Bavaroloises, tant les Hauts & Bas-Officiers que les Fantassins & Cavaliers, comme aussi tous les Officiers d'Artillerie, & enfin tout ce qui peut être compris sous le nom de Militaire, seront congédiés en présence des Généraux Imperiaux, députés pour ce sujet, & seront castrés ; de sorte qu'ils auront bien la liberté, ou de chercher ailleurs servi-



ANNO

1704.

ce, ou de rester dans le Pais, ou bien de se retirer chez eux; mais que les Vaux & Sujets de l'Empereur & de l'Empire, s'engageront par Serment de ne point servir contre Sa Majesté Impériale, ni contre l'Empire, ou ses Hauts Alliez.

II. Mais comme il se passera quelque tems jusqu'à ce que la Ratification de Sa Majesté Impériale puisse arriver, & que néanmoins il seroit besoin de laisser préliminairement prendre possession de quelques Places, Son Altesse Madame l'Electrice s'oblige de donner, dès après avoir reçu ce Traité, les ordres nécessaires pour que le 18. de ce mois on ce de pleinement aux Généraux Impériaux, ou autres Officiers de Guerre constitués pour cela, & qu'on leur remette avec les Arsenaux, Magasins, Canons, Munitions, & Armes, comme il a été dit ci-dessus, la Forteresse d'Ingolstadt, & ensuite Kofstein en Tirol, comme aussi le Château de Neubourg sur l'Inn, après en avoir préalablement retiré toutes les Garnisons qui s'y trouvent.

IV. Qu'on restituera aussi tout ce qui sera prouvé avoir été enlevé du Tirol, avec tout ce qui en dépend.

V. Son Altesse Madame l'Electrice sera aussi obligée de livrer dans le terme fixé ci-dessus, tous les Prisonniers, faits des Troupes Impériales, de celles de l'Empire & des Alliez, & de les remettre à la disposition desdits Généraux. Ce qui sera pareillement observé de la part de Sa Majesté Impériale, de l'Empire & des Alliez, à l'égard des Prisonniers Bavaïrois; avec cette réserve néanmoins, qu'ils seront tenus comme caftés, & qu'ils s'engageront par serment, de même que les autres, de ne point servir contre Sa Majesté Impériale, l'Empire Romain & les Alliez. S'il se trouve encore quelque peu d'Officiers François en Baviere, on leur accordera sans délai des Passeports, pour se retirer librement.

VI. En considération de cela, Sa Majesté Romaine & Royale accorde à Son Altesse, Madame l'Electrice, le Gouvernement de Munich, avec la Jurisdiction Territoriale, comme aussi tout ce qui se trouve dans l'ancien Tresor Electoral de Munich, de Meubles, d'Archives, de Peintures, de Joiaux, les Ecuries, les Maisons de Plaisance Schweigen & Schleisheim, & tout ce qui peut dépendre de ces choses spécifiées; de forte néanmoins & avec cette réserve, qu' hormis les Revenus, on n'accorde rien à sadite Altesse Electorale, ni à Ingolstadt, ni à Rhein, & Wendingen, étant des appartenances du Gouvernement de Munich. Mais pour ce qui est de Donawerth, qu'on a voulu de la part des Bavaïrois tirer sous le Gouvernement de Munich, on entend qu'il n'est pas de ses Dépendances, & qu'il en sera excepté, de même que les autres Terres.

VII. Parce que la Ville de Munich avec son Gouvernement & ses Revenus a été cédée de la manière ci-dessus pour la Résidence & l'Entretien de Son Altesse Madame l'Electrice, & qu'il y a beaucoup d'Ouvrages & Fortifications, faites nouvellement depuis l'année 1704, ces Ouvrages seront entièrement démolis & rafés, & par conséquent la Ville, quant à sa défense, laissée dans l'ancien état. Mais on livrera sans aucune réserve aux Généraux, constitués pour cela dans cette Ville, de même que dans les autres Fortereses, Forts & Châteaux, l'Arfenal & les Magasins avec toute l'Artillerie, Munitions & Provisions de Guerre.

VIII. On accorde de plus à Son Altesse Madame l'Electrice, la Garde désirée de 400. hommes, pour le service de sa Personne, à choisir parmi la Milice à congédier; mais il ne pourra y avoir plus d'Officiers, qu'il n'est communément nécessaire, & que le pied des Compagnies le demande.

IX. Pour ce qui regarde les Apanages & autres Charges en commun, on les remet à la gracieuse décision de Sa Majesté Impériale.

X. La susdite Majesté Royale ne refusera pas de consentir, que Son Altesse Madame l'Electrice, après que tout le contenu des susdits Articles, aura été exécuté, puisse se retirer, comme Elle le trouvera à propos avec les siens & toute sa Cour, & de faire expédier pour cela les Passeports requis.

XI. Sa Majesté Romaine & Royale déclare de vouloir laisser les Etats de Baviere dans la jouissance de leurs Privilèges, Usages, & Coutumes.

XII. Et finalement promet de faire délivrer à Son Altesse Madame l'Electrice, la Ratification de Sa Majesté Impériale son très-gracieux Seigneur & Pere

dans la huitaine, à compter du jour de l'arrivée du Courier à dépêcher sur ce sujet à Vienne. A l'encontre de quoi Son Altesse Electorale fera incessamment exécuter le contenu des Articles arrêz & conclus ici, & s'engagera par écrit de ne point permettre que les Sujets & dépendans du Gouvernement qu'Elle prendra en possession, trament ou entreprennent, tant pour le présent qu'à l'avenir, quelque chose qui puisse être préjudiciable à sa Majesté Impériale & à l'Empire Romain. En conséquence de quoi le Commerce sera dès à présent libre, & demeurera rétabli entre les Sujets de part & d'autre.

Pour plus de foi & témoignage, on a fait deux Exemplaires d'un même contenu, lesquels, les Plenipotentiaires de part & d'autre ont signé & muni de leurs Cachets, & donné un Exemplaire à chaque Partie. Fait comme ci-dessus dans le Quartier-Général du Roi à Ibersheim devant Landau le 7. Novembre 1704.

(L. S.) JEAN-LEOPOLD, COMTE DE TRAUTSON.

(L. S.) PHILIPPE-LOUIS, COMTE DE SINZENDORF.

(L. S.) JEAN WENTZEL, COMTE DE WRATISLAW.

(L. S.) JEAN S. NEUSÖNER.

Et comme en vertu d'icelui, il a été stipulé que Nous nous engagerions de ne point permettre, que par les Sujets & les Terres qui nous restent pour le présent, il ne se trame ni se fasse rien à présent, aussi bien qu'à l'avenir qui puisse être préjudiciable à sa Majesté Impériale, & au Saint Empire Romain; Nous promettons, non-seulement de l'exécuter fidèlement, & de ne point souffrir que les Sujets & Habitans de notre Pais trament, ou entreprennent quelque chose de préjudiciable à sa Majesté Impériale & au Saint Empire; mais aussi de contribuer en tout à la conservation de la Paix & du Repos, & d'entretenir un bon Voisinage, tant avec les autres Etats de Baviere, qu'avec les Pais Hereditaires Circonvoisins; dans la confiance que de la part de sa Majesté Impériale, on nous laissera & les Habitans & Sujets du Pais à Nous réservé, jouir en tout d'une sûreté réciproque, conformément aux promesses faites, & de nous laisser dans la tranquille jouissance d'icelui, le tout fidèlement & sans préjudice. En foi de quoi Nous avons signé cette Promesse de notre propre main & muni de notre Seau Electoral. Donné dans notre Capitale & Résidence, la Ville de Munich, le 21. Decembre 1704.

Signé,

THERESE, ELECTRICE.

LIII.

Abscheid zwischen denen Erbherzog. Oesterreichischen Herren Commissarien, dann dem Schwäbischen Creyß / von wegen einigen Imposito der Baaren / wie auch der Contraband-Baaren halber aufgerichtet / auf welche ein jeder Fürst und Stand des Creyßes gute obacht haben / und sich dieweil des competierenden Juris Fisci bedienen solle. Geschehen den 26. Novemb. zu Eßlingen anno 1704. [L. V. NIG, Teutsches Reichs Archiv. Part. Spec. Continuat. I. Absq. IV. pag. 127.]

C'est-à-dire,

Reeds entre la Maison Archiducal d'AUTRICHE, & le Cercle de SUABE, touchant l'imposition d'une certaine Gabelle sur le Sel, comme aussi, au sujet des Marchandises de Contrabande, sur lesquelles chaque Prince & Etat veillera diligemment en son propre Territoire, & pourra les faire confisquer à son profit. A Eßlingen le 26. Novembre 1704.

ANNO 1704. ANNO 1704.

Wir wissen; Als bey dem demahligen Schwäbischen Creysß-Convent man neben andern auch bedacht gewesen/ wie nach so vielen überstandenen Trankstalen und erlirrenen grossen Ruinen man dannoch Mittel auffinden möge/ die obhabende schwere Kriegs-Onera zu bestritten und das bonum publicum nach äussersten Kräfften zu befördern/ zu gleicher Zeit auch eine hochansehnliche Commission von dem hochpreilichlichen Erz-Haus Österreich sich hier eingefunden/ und sich mit derselben über ersterwähntes so wol/ als förderist/ wie der Röm. Kayf. und Königl. Maj. auch des ganzen H. Reichs Verordnungen wegen der Pferd-Ausfuhr und andern zu vollziehen/ so mehr freundschaftlich vernommen worden/ als die Oesterreich-Schwäbische Creysß-Ort neben und unter einander gelegen/ und ohne gemeinsames Zutun in dergleichen nicht wol etwas mit Bestand statuiret werden kann/ das man darauff hinwider oberwehnter löbl. Commission und dem löbl. Schwäb. Creysß die Abrede genommen/ und sich miteinander auf allerhöchste Gehenshaltung allerhöchst-gedachten Röm. Kayf. auch Königl. Maj. doch daß jeder sonst präjudiciallicher Actus nur pro voluntarie ob exigentiam boni publici concessio zu halten/ auch in keine Consequenz gezogen/ weniger zu eines oder des andern präjudiz seiner sonst habenden Juriam gereichen solle/ dahin verstanden/ daß

1. Ob denen ergangenen Verbotten der Pferd-Ausfuhrn Stricke gehalten/ und die disfalls noch weiters vorkommene Präcautiones in ein ferneres Patent gebracht/ und zu Beobachtung der durchgehenden Gleichheit durch den Druck publiciret/ auch vorgekehrt/ auch

2. Wegen der Correspondenz und des Commercii mit dem Feind/ auch der Contrebanden/ demjenigen durchaus nachgegangen werden solle/ was die Kayf. und des H. Reichs Avocatoren und Inhibitorien mit sich führen/ auch mit denen hohen Allirten darüber concertirt worden/ so/ daß beides die löbl. Ober-Oester. Wesen und auch ein jeder Fürst und Stand des Creysßes hierunter alle gute Absicht zu tragen/ und da sich keine entgegen etwas ausen solte/ sich dagegen von jedes Orts Herrschafften des ichto competirenden Juris Filii zu bedienen/ auch hierunter so gute Correspondenz zu pflegen/ daß wann jemand in Erfahrung brächte/ daß in des andern Territorio darwider gehandelt worden/ oder gungsaamer Argwohn vorhanden/ daß es geschehen möchte/ er es selbigen Orts Herrschafft oder dero Beampten nachrichtlich anzufügen befugt seyn/ und wann es sich so befinden/ und verglichen attrapirt werde/ daran einen gewissen Antheil pro denunciatione zu genießen haben solle. Wäre es aber/ daß wegen der Contrebanden zwischen den preilichwichtigsten Erz-Haus und Creysß-Ständen sich einige Differentien herbor thäten/ ob nemlich solch ein in Oester. oder Obren Creysß-Ständen Territorio attrapirt und angehalten worden/ auch ob solche Waar für Contraband zu halten/ und weime diese solchen Falls gehören solle/ also hierunter so wol der Creysß als Oesterreich interessirt wäre/ solche jedoch citra omne präjudicium zur decision dienen ohne das/ des Impostko halben/ von halb zu halb Jahren zusammen kommenden Oesterreichisch- und Creysß-Deputirten/ wie in dem folgenden §. ato mit mehrern zu sehen/ ausgestellt/ und sodann von denselben dieses entschieden werden/ bey welchem Spruch es hienach/ ohne weiters bringen zu können/ sein Verbleiben haben/ sonst aber so wenig denen Kayf. Oester. als des Creysßes Contreband-Commissariis, einig andere Activität auf andern als des Herrn Territorio, von welchen

er dependiret/ es seye zu Wasser oder zu Land/ nisi per modum denunciationis, wie oft gemeldet/ gestattret werde/ sondern wann deme/ wieder sich jemand was präjudicialliches zu unternehmen/ oder auch denen Insassen oder Begüterten der löbl. Markgraffschafft Burgau/ wieder die vorhandene Vertrag etwas zuzumuthen unterstünde/ solchenthalts wieder denselben von dem Domino Territorio, als dessen Jurisdiction laedit worden/ die gebührende Abhandlung/ bey dessen in seiner Jurisdiction beschehenden Attrapirung/ auch selbstn vorzuziehen erlaubt seyn solle/ wie denn auch die gewöhnliche Landstrassen und Routen noch füraus beständig zu gebrauchen/ und finde man an Seiten des Creysßes demahlen keine gungsaame Ursach/ daß der so genannte Rande in Verbest gelegt/ wohl aber daß zwischen denen löbl. Interessenten hierüber nachstens ein Augenschein/ was es mit dieser Strassen eigentlich für eine Verwandnis habe/ beliebt/ in zwischen aber solche passirt/ und sodann das weitere/ so zu beiderseitiger Contento gereichen möchte/ mit einander einverstanden werden solle/ hingegen sollen all andere ungewöhnliche Umb- und Nebenweg gänglichlich verboten seyn/ doch wird von obigen Contrebanden

3. Dasjenige ausgenommen/ wessen man in dem Reich nicht wohl entzarten/ und nitzen der/ dann aus Feindes Landen haben kann/ als da seynd Saffran/ Gränpflan/ Saffir/ Bunteluch/ Baumöl/ Mandel/ Altermes und Gollstein/ so von denen Handelsleuten jedoch gegen Erlegung eines gewissen Impostko, in das Reich reich zu bringen und zu verkauffen/ und gleiche Freyheit wegen der in der Schweiz fabricirten Waaren zu gestatten/ massen auch all übriges commercium im Reich durchaus frey bleibt.

4. Solle auf das aus Tyrol und Bayern kommende Salz ein geringer Aufschlag von zwen Gulden dreyßig Kreuzer auf jedes ordinari-Fässlein Tyrol. und eben so viel auf das Baperische solch Quantum ausmachende Salz gelegt werden/ dergleichen bey dem Eintritt in den Creysß/ soltlich auch von allen demel/ so in dem Creysß consumirt/ oder dadurch verfährt wird/ zu erheben/ und von dem Tyroler Salz/ auch was davon die obere Strassen gehet/ auf der gewöhnlichen Durchfuhr zu Hintelang durch den allort sich befindlichen Hoch-Stift-Augsburg. Salz-Factoren oder Zollnern/ auf der untern Route durch besagten Hoch-Stifts-Salz-Factorn oder Zollnern zu Füssen/ Neffelzwang und Dy/ von dem Baperischen aber so über Landperg kommet/ durch den Hoch-Stift Augsburg. Zollner zu Buchlöv/ was über Friedberg zu Augsburg/ und dann was über Donauwörth gehet/ allda/ nicht weniger zu Schongau/ und auch zu Badung/ allwo auch das/ was über den Adelsberg gehet/ zu beobachten/ durch die bestellende Receptores auch verbunden seyn sollen/ demjenigen/ so den Impostko befehlt eine Politen des Erlags halber/ zu geben/ damit dieser nicht auch anderwärts/ und also zweymal angehalten/ mithin auch andere Unbilligkeiten verhärtet werden mögen. Und haben die Receptores auch Absicht zu tragen/ daß kein Salz durch andere als ersterwähnte alt- übliche Weg durch practiciret/ sondern wann dergleichen etwa betreten würde/ dasselbe gleich confiscirt/ da auch jemand diesen Impostko zu erlegen difficultirt/ ihm so lange/ bis solcher entrichtet/ das Salz zurück gehalten werde/ und sollen diese Receptores so wol deren hochlöbl. Erz-Haus Oesterreich/ als dem löbl. Creysß die Pflicht leisten/ hieninne treulich zu verfahren/ auch wochentlich an das Hochfürstliche Creysß-Ampt/ wie auch löbl. Ober-Oester. Wesen zu Insprung/ was die Wo-



ANNO  
1704.

chen über eingangen / berichten / von halb zu halb Jahren aber denen alsdann zu Augsburg und Kemp- ten / oder wie man sich dithals mit einander ver- stehen wird / derentwegen zusammen kommenden Dester. und Creys-Deputirten ordentlich Rech- nung über alles erstatten / und das eingenommene baar erlegen / da so dann der / nach Abzug der dar- auff gegangenen passirlichen Kosten / verbleibende Ertrag / anter Oesterreich und dem Creys gleich getheilt / und da sich einige Unrichtigkeiten dabey hervor-thäten / solche durch die beiderseitigen Herrn Deputirte abgethan werden sollen; In gleichen solle

5. Auf Garn und Wollen / so aus dem Reich gehet / ebenfalls dem verkauffenden Unterthanen ein leidentlich Imposto, nach der darüber noch zu publiciren stehenden Tariffa, angesetzt / das hiezu begehende in eine gemeinsame Cassa geleget / und davon Oesterreich ein Drittel / und dem Creys zween Drittel zugetheilt / und was davon / auch von dem Salz eingehebt / zu denen Kriegs-Vorfällenheiten und prästandis verwendet werden; All übriges /

6. Als da sepad Toback / fremdde und eigene Wein / Brandwein / Cymer- oder Maßweiss / auch Pferd und Vieh / und was sonst seyn mag / solle nach jedes Orts Gutbefinden / per modum eines Accis, oder wie man es nennen will / bey diesen extraordinari-Kriegs-Zeit- und Läuften belege werden / oder auch auf andere Arth / nachdem es sich hier und da am süglichsten schickt / von extra- ordinari-medii, jedoch ohne des dritten präju- dicio, dergleichen Anschlag eingeführt werden kön- nen / und trägt man

7. An Seiten des Creyses keinen Zweifel / al- terhöchstegebacht Ihr. Kayserliche und Königl. Majestäten den allergnädigsten Consens hierzu er- theilen und zumahl die allergnädigste Verordnung ergeben lassen werden / das gegen Beziehung ober- wehnten / dem Publico allein zu staten kommenden Imposto von dem Salz / all übriger etwa daraus hoffender deley Oblag abgethan / und es allein bey diesen gelassen / mithin das Salz / als ein unent- behrliches / nicht ein oder andern zum präjudiz vertheuert werden möchte. Und dieses alles von jeso an auf ein halb Jahr / da sich dann weiter zeigen wird / ob nach eines jeden befindenden Con- venienz dasselbe zu verbessern / zu prorogiren / oder gar aufzuheben.

Dessen allen zu Urkund ist gegenwärtiger Re- cels in duplo gefertigt / und das eine Exemplar von der hochansehnlichen Ober-Oester. Commis- sion mit ihren Hand-Unterschriften und Petti- schaften bestätiget / das andere aber mit der 5. Wäuren gewöhnlichen Inseignen corroboriret / und gegen einander ausgewechselt worden / So geschehen Eßlingen den 26. Novembr. 1704.

LV.

1705.  
2. Aout.

Vertrag zwischen Johann Wilhelm Churfür- sten zu Pfalz / dann Franz Ludwig Bischof- fen zu Worms durch beiderseitige Bevollmäch- tigte Deputirte geschlossen; Wodurch die zwi- schen Ihnen wegen der Stadt Ladenburg und anderer verschiedenen Dörfern in puncto pos- sessionis entstandene Strittig- und Mißhellig- keiten / vermittelst einander reciproce gethanen Cedirung und Renuncirung verschiedener Ohe- ren Recht- und Gerechtigkeiten güt. beigelegt wor- den; Geben zu Dusseldorff den 2. Aug. 1705. [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Abtheilung IV. Absagung I. pag. 751.]

C'est-à-dire.

ANNO  
1705.

Accord & Transaction entre JEAN GUILLAV- ME Electeur Palatin & LOUIS Evêque de Worms par laquelle au moyen de certaines Cessions de lieux & de certaines Renonciations, les anciens différends qu'ils avoient au sujet de la Possession de la Ville de Ladenbourg, & de quelques autres Lieux du Pais, sont entièrement accommodés & terminés. A Dusseldorp le 2. d'Aoust 1705.

3. Dm Gottes Gnaden Wir Johann Wilhelm (tot. tit.) und von desselben Gnaden wir Franz Ludwig (tot. tit.) Biskennen und thun kundt Krafft dieses / vor Uns und Unsere Erben und Nachkommen / so wohl des Churfürstenthums der Pfalz als des Hochstifts Wormbs / nachdem von langen Jahren hero zwischen Unserm respect. Churfürst / dem Hochstift Wormbs viel und schwere Strittig- und Mißhelligkeiten sich ereignet / das wir und Unsere Vorfahren zu deren gehnlichen Hindansetzung anfänglich zwaren den Weg Rech- tens durch verschiedne Process- und gerichtliche Händel zu ergreifen gemüthiget worden / nachmalß aber Uns eines arbitral-Endscheidts und Com- promißs / und zwaren sub auspiciis weyland Jo- ro Röm. Kayserlichen Majestät gloriwürdigster Ge- dächtns / beiderseits entschlossen / und nunnhero in Erwehung / was dergleichen Endscheidt und Lauda vor Weiterung nach sich zu ziehen pflegen / zu gut- und freunt- beherdlichen Vergleich und gänglich- Abthung aller hinc inde entstandener gravami- num und differentien eine wiederholte Zusam- menschickung Unserer beiderseits specialiter hierzu bevollmächtigter Deputirten und Räthen veranlaß- set haben / umb alles in den Stand zu setzen / wie man hinfürro in beständiger Freund- und Nachbar- schafft verbleiben möge / worauf dann wir Uns fol- gender gestalt gütlichen verglichen.

1. Cediret das Hochstift Wormbs der Chursf. Pfalz die Bischöfliche Wormbsche Stadt Lade- burg und das Dorf Niederhausen / wie auch die im Odenwald liegende Dörfflein Altenbach / Ringes und Heubach / von nun an eigenthümlich mit aller Landes- Bisklicher Superiorität / Juribus, Rechten und Gefällen zu ewigen Zeiten / dergestalt / das das Hochstift einig theil daran nit mehr haben solle / ausgenommen dasjenige / so von dem ge- dachten Hochstift an denen Straßheimer Höffen dernalhen Pfandweis possidiret und genossen wird. Item sein Antheil Zehenten zu gedachtem Ladenburg so lang / bis die Churfürstl. Pfalz ein æquivalent verschaffen wird / so dann die heimges- fallene und noch heimfallende Lehen / so richt. von Statt und Burg / sondern von dem Hochstift Wormbs immediatè dependiren / nicht weniger die Schaffnerey zu gedachtem Ladenburg / welche das Domb-Capitel zu Wormbs daselbst sambt zugehörigen Renten und Gefällen bishero gehabt und genossen / welches alles unter solcher cession und Übergab keines weges verstanden / sondern beyrn respectiv. Hochstift und Domb-Capitul wie- bishero eigenthümlich verbleiben solle; Was aber die Kellerey Stein belanger / nachdem solche dem Hochstift Wormbs vermittelst dieses Trac- tats / mit aller Territorial- superjorität und hie- von dependirenden juribus quibuscunque ei- genthümlich verbleibet / so wird solche inbails der Pfand- Verschreibung nicht allein restituiret / sondern auch alle hohe und niedere Jagdweiden / Waldung / Wörten / Auen / Schaffnereyen / Rentn und Gefäll / welche die Churfürstl. Pfalz bishero nit

1795. strittig und obstrittig besessen und genossen / so dann das der Churfürst. Pfalz zuständiges so genanntes Neuschloß und dazzu dormalen gehörige Güther auch hohe und niedere Jagdbarkeiten / so das Chur-Haus Pfalz in denen Lambertheimer Waldungen präzendirte / und so weit der Chur-Pfals solche gebühren mögten / dem Hochstift Wormbs überlassen werden / und nicht das geringste bey sothaner Kellerey Stein vorbehaltlich verbleiben / Chur-Pfals auch wegen der Lambertheimer Jagdbarkeiten alle inhabende Documenta fideliter dem Hochstift extradiren solle. Hingegen

2.) Cediret und übergibt ebenfalls auf ewig das Hochstift Wormbs der Churfürstl. Pfalz das Amt Hembach / in denen Dörffern Hembach / Landbach und Sulzbach / und dessen zugehörnde Bestände / wie solche von besagtem Hochstift bisher besessen und genossen / auch vermög der Kauff-Verbeschreibung präzendirte werden / nichts ausgenommen.

3.) Thut das Hochstift auf die bisshero präzendirte von Chur-Pfals aber nicht eingestandene Rheins-Gerechtigkeit dergestalt renunciiren / daß jedoch dem Hochstift in dem Rheins-Distrikt von der Rotheimer Rinnen an bis an die steinern Bach cum superioritate territoriali eigenthümlich seyn / und verbleiben solle / die darinnen befindl. Auen / Wörten / und zwar in specie der so genannte Rosen-Garten / die Maulbeer Aue / der Heylsaud / auch liggende Auen / Insulin oder Wörten / und was von Chur-Pfals in solchem quaestionirten Rheins-Distrikt auch in der Kellerey Stein Jure alluvionis, oder sonst besessen und genossen worden / auch künftig sich weiter daran legen möchte. Weßher der so genannte Norheimer Alt-Rhein und Alt-Wässers / sambt allen Fischereyen / hohen und nieder-Jagdbarkeiten / und was sonst in denen bis und jenseitigen und obgemelten im Rhein liggenden Bischoffl. Auen / und Wörten / Chur-Pfalsl. Seite / sub quocunque titulo exercirte worden / oder werden können / als dessen allen sich die Chur-Pfals gänzlich ergeben / und nichts anders reserviren thut / als besagte Rhein-Gerechtigkeit. Nemlich die bisshero erhaltene Rhein-Kuge und in dem Rhein künftig entstehende weitere Insulin / sambt einigen bisshero in ipso flumine Rheni Chur-Pfalsl. Seiten ohne Contradiction besessenen Auen / und Wörten und damit keine Difficultät wegen des Leinpfades am Rhein entstehen mögen so ist verglichen worden / daß die Bischoffl. Wormbsische Unterthanen solchen Leinpfad zu Beförderung der Schiffart in solchem Distrikt unterhalten sollen / der Churfürstl. Pfals aber / gleich wie das / was in ipso flumine Rheni, also auch auff dem Leinpfad bey und occasione der Schiffarten von denen Fuhr- oder Schiff-Leuthen straffbares vorgehet / zu examiniren und zu bestraffen freyhebe / außer diesen Fällen aber dem Hochstift Wormbs ratione juris territorialis die Cognitio und Bestrafung zukommen solle.

4.) Herentgegen versprechen wir der Churfürstl. die funffzig tausend Gulden Ladenburger Kauff-Schilling keineswegs zu fordern sondern renunciiren darauf gänzl. dergestalt / daß das Hochstift davon frey seyn und bleiben / und an dasselbe zu ewigen Tagen dienstwegen nichts gefordert werden solle / was

5.) Die Bischoffl. Rhein-Dörffer selbst bestreife / so renunciire die Churf. Pfalz dem bisshero in denen Bischoffl. Rhein-Dörffern benaudetlich Hercheimbs / Norheim / Bobenheim und Mörsch gehabt / exercirten juri Wildfangiaris und der Leibaigenschaft in realibus &

personalibus us dasige Unterthanen und Einwohnere / auch was davon dependirte / und in kraft deren von der Chur hergebrachten Privilegien und alten Herkommens competiren mag / und cedirte ganz und völlig dem Hochstift Wormbs alle die Jura und Realia sambt hohen und niedern Jagdbarkeiten in obgedachter Rhein-Dörffer Bezirk / bis an die Gränge der Stadt Wormbs / wie solche von Chur-Pfals bis dato hergebracht / exercirte und genossen werden können / weiter alle und jede in diesem Territorio, denen Rhein-Dörffern befindlicher Waldungen / Wälsche / Gehölz / oder Gesträuch / wie solche Nahmen haben mögen / begriffen seind / umb haben auch der Ends stehende so genannte Chur-Pfalsl. Jagd-Säuel abgestellt werden solle / daß also solchemnach sothane Dörffer sambt ihren Distrikten und Gemeindungen dem Hochstift Wormbs plenissimo & absoluto supremi Domini ac superioritatis territoriali jure, mit allen davon fließend und dependirenden Gerechtsahmen / von dato auf dem privative und allein zustehen / der zu Norheim befindliche Grabnen aber demolirt und abgethan werden solle / zu welchem Ende dann auch Chur-Pfals sich hiernit und Grafft dießes obligirte und verbindet / dem Gräfflichen Haus Nassau-Saarbrücken / in specie dem Grasen von Nassau-Weilburg / Herrn Johann Ersten / wegen des an obgedachten Rhein-Dörffern titulo feudi, von dem Bistumb Wormbs inhabende Halbscheid ein anderwert annemliches æquivalent innerhalb 4. Monatß à dato dießes geschlossenen Tractats / zu verschaffen / also und dergestalt / daß der jetzige Possessor und seine Agnaten an sothanen Rheinbörffern hinfaro nit mehr participiren / oder sonst einen Anspruch (wie er immer genant werden mag) zu haben oder zu machen befugt / auch hierüber schriftlichen Revers und Versicherung dem Bistumb aufzustellen verbunden seyn / wiedrigen falls aber und da gemelter Herr Graff von Nassau-Weilburg nit vollkümlich vergnügt / und dessen so wohl als seiner Agnaten förmlich und in Recht verbindliche Renunciacion nit beygebracht werden solle / als dann Chur-Pfals die gehörige Evictionem zu prästiren thut.

6. Cediret und übergiebt weiters die Churfürstl. Pfals dem Hochstift Wormbs die von demselben zu Lehen getragene Helffte deren Dorfschafften Dirnbstein u. Lamersheim / mit aller Landsfürstl. Superiorität und Botmäßigkeit / auch allen erwann fließenden Gerechtsahmen / wie solche von der Churfürstl. Pfals gegenwärtig possidirt und genossen werden / und Chur-Pfals vermög Lehen-Reverialien / und Ubergab bisshero possidirt und genießen können / mit gänzlicher Renunciacion auf alle bis hiehin in dieser Gemeinschaft präzendirte Jura præcipua, und was davon derivirt.

7. Cediret und übergiebt Chur-Pfals dem Hochstift Wormbs die Dorfschafften Neuhausen / Rheindürkheim und Weintersheim sambt allen Appertinentien und Dependencien, cum omni-modi Jurisdictione ac superioritate Territoriali, und sonst / nichts davon ausgenommen / wie es Nahmen haben mag / und es Chur-Pfals besessen / also und dergestalt / daß oft-erwehntes Hochstift von nun an / und zu ewigen Zeiten sothane Dörffer und Appertinentien besitzen und genießen solle / wie die Churfürstl. Pfals solche gegenwärtig besetzt und genießt / ausgenommen die in der Rheindürkheimer Gemeindung und Botmäßigkeit von dem Obrist Räte aufgeführte Gebäw mit dem Grabnen und Bordthandel / so an seithen der Churfürstl. Pfals demselben schon vor einigen Jahren erb-

ANNO  
1795.



ANNO 1705. erbekendlich überlassen / und dahero conditionirt werden / daß er Röhre und seine Erben bey dem Erbstand gelassen / und dargegen nit beschweret / sondern vielmehr beschützet werden / jedoch ohnerachtet er und diejenige Churfürstl. Pfälz. Erbstände seind / dennoch der Bischöflichen Wormbschen Landesfürstl. Jurisdiction unterworfen bleiben / im übrigen auch gleich andern Bischöf. Landes-Eintwohnern dem Hochstift die Herrschafft. onera, in so weit es der Erbstandes-Concession nit zuwider ist / abtragen solle.

8. Nachdem das Hochstift Wormbs inständig verlanget / daß so wohl in der Gemeinschaft Dirmstein und Lamersheim / als denen Rheindörffern / wie nit weniger in der Kellerey Stein die Zölle abgestellt werden sollen / so haben wir der Churfürst und freund- brüderlich dahin erklärt / so viel den Zoll in der Kellerey Stein betrifft / solcher auf Art und Weis bey dem Distumb verbleiben solle / wie die Churfürstl. Pfälz selbigen bisshero inaghabt und genossen / so viel aber die Zölle in denen Rheindörffern angehet / solche wollen wir uns und der Churfürstl. Pfälz beyhalten; Jedoch zu Verhütung alles Streits / so sich offters mit denen Zöllen und occasione derselben ereignet / sothane Zollstöcke in andere uns gelegne und zuständige eigene Dörter transferiret / in der bissherigen Gemeinschaft Dirmstein und Lamersheim aber der Zoll daselbst abgestellt; Im übrigen in den cedirten Dörthen Rheindörffern / u. Weintersheim / wie bey denen Rheindörffern der Zoll ebenmäßig transferiret / der Zoll an der Brücken zu Neuhausen aber in statu quo gelassen / jedoch aber der Zollstock aus dem Dorf hinweg gethan / u. an das Zollhaus gesetzt werden. Was dz Gelaid in dem Bischöf. Territorio angehet; So ist es dahin vergl. daß / obwohl sothanes Gelaid der Churfürstl. Pfälz bisshero VigoreLaudi Heilbronnensis privative zustünde / daß jedoch bey denen Messen-Gelaiden denen Bischöf. Bedienten dem Gelaid-Actui beyzuwohnen gestattet werde.

9. Was die von seihen des Hochstifts präterdirte restitution des Stiffts Neuhausen / und krafft des zu Augspurg in anno 1566. ergangenen Urtheils betrifft / da ist Chur-Pfalz und Bischöf. Wormbscher seihen verglichen worden / daß man beiderseits sich zu demjenigen zu bequemen / was dieserhalben in Judicio competent, nemlich bey dem Kayserlichen Reichshof-Rath / nach Ersuchen der anteaforum vor recht und billich wird erkannt / und amicabiliter verglichen werden.

10. Was das Religions-Wesen in denen hinc inde cedirten Dörthen betrifft / ist quoad exercitium Religionis verglichen / daß dierfalls keine Newerung eingeföhret / sondern solches in statu quo gelassen werden solle.

11. Renunciret das Hochstift Wormbs auf seinen Antheil der präterdirten drey Dörffer Hochheim / Leisselheim / Pfifflichheim / jedoch mit Vorbehalte der in die Kellerey Wormbs unstrittig gehörigen / bisshero / vermög selbiger Rechnung / allda eingezogener und genossener Renthen u. Gefällen.

Item auf die zu Hammern / Ibersheim / Dirmhoffen u. Schwabenheim auch alle andere in bisshriger Handlung formirte präterfiones; so dann versprechen wir der Bischöf zu Wormbs / wegen der von unsen an die Dom-Capitulische Dörffer Nieder Ebersheim / Radenbach / und sonstigen ha-

bender präterfion, mit selbigen uns absenderlich abzufinden / damit die Churfürstl. Pfälz diese Dörffer hinsühro ohne Anspruch gemissen möge / und damit man

12. Alles zu gegenwertiger u. künftiger Versicherung auch Abwendung Streits / desto besser einrichten möge / so ist verabredet / dz die in denen hinc inde cedirten Dörtern und darzu gehörigen Districthen sich befindende sämmtl. Jura, Rentn u. Gefälle ordentl. aufgezeichnet und von denen Deputirten subsignirt, zu unser beiderseits Unterschr. um diesem Tractatu beyzufügen / zugestellet werden.

13. Weilen unsers freuntlich geliebten Herrn Bruders Bischöfens zu Wormbs Lieb. Uns zu erkennen gegeben / was massen das Wormbsche Domb-Capitul und übriger Clerus noch einige Gravamina bey bisshriger Conferention vorgebracht / welche sie ebenfals gern erörtert sehen möchten; Als erklären wir uns / solche Gravamina nach Vollziehung solches Tractats / so gleich vornehmen / u. der Billigkeit nach / remediren zu lassen.

14. Erklären wir uns beiderseits dahin / daß gegen diesen unsren gütlichen freund- brüderlichen Vergleich uns nichts schügen oder zustatten kommen solle / einige Exception, in specie Läsionis und dergleichen / oder andere Beneficia und remedia juris, sie haben Nahmen / wie sie wollen / gestalten wir solchen hiemit in genere und in specie ausdrücklich renunciiiren / und derselben uns gänglichen begeben. Wan aber

15. Hiernächst über kurz oder lang wegen Erläuterung oder interpretation dieses güt. Vergleichs einige Irungen u. Zweifel entstehen sollte / dieselbe vermög der Reichs-Constitutionen abgemacht / und unterdessen keinem Theil / wer der auch seye / erlaubet oder zugelassen seyn / mit seiner vermeinten Befugniß via facti durchzubringen; sondern dem possidirenden Theil bis zu rechtlicher Decision und Auspruch ohnturbirt und ruhig zu lassen / zu mehrer verthalt. Sicherheit und Bestätigung alles dessen / was in gegenwertigum Tractat u. güt. Vergleich enthalten / geloben und versprechen wir unsrer respective Hn. Brüdere u. Pfälz-Sulzbach / als nächsten Agnaten / auch Dom-Capitulichen Consensum innerhalb 1. Jahr / à dato in recht beständiger Form beyzubringen / desgl. Ihr Kayserl. Maj. Confirmation, Manutennenz u. Garantie auszuwirken / bis zu erfolg so wohl ein als des andern aber solle nichts darwenger mittler Zeit dieser gütliche Tractat in seiner vollkommenen Wahrheit und effect bestehen / mithin derselbe in allem vollzogen / und solem in allen Stücken / Punkten u. Clausulen treul. u. ohnverbrüchtl. nachgelebet werden / gestalten dann die Execution und Vollziehung dieser Tractaten durch beiderseits hierzu verordnete besondere Commissarios und Bevollmächtigte / innerhalb 6. Wochen à dato, oder so bald immer möglich / vermittels gewöhnlicher Immission und Ergreifung wirklicher possession, wie solches bey dergleichen sálen gebräuchlich / geschehen solle.

Zu Urkund und mehrerer Bekräftigung dessen alles haben wir gegenwertigen gütlichen Vergleich in duplo ausfertigen / selbigen eigenhändig unterschreiben / und unsere geheime Secret- Insigel daran hängen lassen / So geschehen Düsseldorf den 2. Aug. 1705.

ANNO

LVI.

1705. 15. Sept.

Revers Herzogs Friedrich Wilhelm zu Mecklenburg-Schwerin / an Herzog Adolph Friedrich zu Mecklenburg-Strelitz / daß er Ihme / die zu folge dem Hamburgischen Recesse de dato 8. Martii 1701. jure perpetui Domini gebörige / und annoch restirende Zoll-gelder der 9000. Thaler zu Wölgensburg richtig abzahl / und subrohin an derselben erhebung unperturbirt lassen wolle. Geben zu Schwerin den 15. Septembris 1705. [LUNIG, Teutsches Reichs- Archiv. Part. Special. Contin. II. Abtheil. IV. Abfag. VI. pag. 626. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans le *Thesaurum Europaeum* Tom. XVII. sub anno 1705. pag. 178.]

C'est-à-dire,

Revers donné par FREDERIC GUILLAUME Duc de Mecklenbourg-Schwerin, au Duc ADOLPH FREDERIC de Mecklenbourg-Strelitz, par lequel il lui promet le payement des Arverages des 9000. Ecus, qui lui doivent revenir annuellement du Péage de Boitzenbourg, en conséquence du Reces fait entre eux à Hambourg le 8. Mars 1701. Et de ne point le troubler à l'avenir dans la perception du même Péage. Donné à Schwerin le 15. Septembre 1705.

On Gottes Gnaden / Wir Friedrich Wilhelm / Herzog zu Mecklenburg / Fürst zu Wendten / Schwerin und Rugenborg / auch Grafe zu Schwerin / der Lande Rostock und Stargard Herr: Ihr kunden und bekennen hiermit / demnach Wir / mit unsers Herren Bettern / Herzogs Adolph Friedrichs zu Mecklenburg Ldb. wegen von Uns beschehener Vorenthaltung und Erhebung / der zu Folge des zu Hamburg den 8. Martii Anno 1701. errichteten Recessus Ithro Ldb. Jure perpetui Domini jährlich competirende 9000. Rthlr. Wölgenburgischer Zoll-Gelder in Streit und Trung gerathen / und solche nunmehr auf Unterhandlung und fleißiges Zusprechen / der von den Hohen Guarands obgedachten Vergleichs verordneten Herren Commisfariis bergestalt gültig gehoben und abgethan worden / daß Wir dasjenige / was mit Fürstl. Mecklenburg-Strelitzischen Original-Quittungen auf diese Zoll-Gelder nicht als baar bezahlt so fort belegen werden kan / mit den 4. Wochen nach jüngst verfloßenen Johannis verfallenen Termin, *præ via liquidatione*, noch rückständig befunden wird / mit und nicht dem Interesse a 5. pro Cento, innerhalb 6. Tagen à dato dieses / in einer nachdrücklichen Summ an speciebus in der Stadt Hamburg an den / oder diejenigen / so mehr Hochgedachte Ihr Ldb. darzu bevollmächtigen werden / baar / ohn einigen Aufenthalt / zu bezahlen gelobet / und unter denen bey weitem Aufschub Uns zur Last gereichenben Conditionen / welche der hohen Herren Guarands verordnete Ministri an statt der todrücklichen Execucion, zur Sicherheit solthanen unsers Versprechens völligen Erfüllung / in einem Neben-Recessu abjuren und zu bedingen / auch Wir einzugestehen mit belibet / versprechen: Als werden Wir dem nicht allein gebörig nachkommen / sondern wir geloben und versprechen auch Krafft dieses bey Fürstlichen wahren Worten und Ehren zum verbindlichsten / als es immer geschehen kan und mag / und unter der beständigen Garantie vor Höchstgedachten bedurten Puissances hiermit / damit Ihr Ldb. *ratione futuri* der ruhigen Erhebung dieser Ithro Jure perpetui Domini zugehöriger Zoll-Gelder / desto völliger und allerdings gesichert seyn mögen / daß Wir Ihr Ldb. dieselbe

TOM. VIII. PART. I.

von nun an / und hinkünftig ohn einigen Abgang / ANNO  
Schmälerung und Eingriff / nicht allein wollen ru-  
big und ohnperturbirt erheben lassen / sondern auch  
den zeitigen Zoll-Verwalter mit Vorgeiffung / In-  
hibition, Compensation, oder sonsten andern  
Vorwand und Prætext, wie derselbe auch genannt  
wer den könnte / deren Zahlung nicht hemmen /  
weniger wegen unser / an die Contribution des  
Stargardischen Crapfes machenden Forderung (als  
welche Wir auf die in dem Hamburgischen Recesse  
abgeredete Weise nechstens vor einer Arbitrage  
an- und auszuführen / jedoch aber Ihr Ldb. eher  
Wir dieselbe durch rechtlichen Spruch erhalten /  
an deren richtigen Perception und Genuß auf  
keine Weise zu hindern versprechen) diese Gelder  
occupiren und an Uns ziehen / so daß Wir / wenn  
auch gleich inzwischen einige Mandata inhibito-  
ria oder andere dergleichen Verordnungen / Arre-  
sta, oder sonsten ergienge / solche nicht attendi-  
ren / gebrauchen / oder die Abführung dieser Gelder  
an Ithro Ldb. dadurch aufzuhalten Uns bedienen  
werden / wollen oder mögen. Innmaßen dann / zu  
mehrer Festhaltung dieses alles / nicht allein der  
jetzige Zoll-Verwalter und dessen Succesores, so  
oft einer diesen Dienst antritt / Krafft dieses beset-  
licht und angewiesen werden / und stets schuldig seyn  
sollen / vor hochgedachten unsers Herrn Bettern Lb-  
den und dero Nachkommen / sich eydlich zu ver-  
pflichten und zu verbinden / diese Ithro zugehörige  
Gelder auf die verfloßene Termine richtig zu be-  
zahlen / und Uns von denen Zoll-Intraden den U-  
berschuß nicht eher zu liefern / bis diese bey je-  
dem Termin richtig und gänzlich vergnaget / mit  
dem verbindlichen Anhang / da / wieder Verhoffen  
der Zoll-Verwalter daran säumig würde / und die  
Gelder innerhalb 14. Tagen / nach dem verfloßenen  
Termin, nicht baar abführte / alsdann das ob  
ulteriorem moram erwachsende Interesse selbi-  
ger aus eigenem Beutel / oder in casum ipsius in-  
nocentiae & inopiae, Wir selbst aus denen Zoll-  
Geldern solche una cum Capitali abtragen / und  
contentiren lassen wollen. Wir können und wol-  
len auch gerne zusehen und leiden / daß unsers Herrn  
Bettern Ldb. der jetzige Zoll-Verwalter / wenn er  
die Bezahlung eines Termins wieder Zuvorsicht  
verzögert / nach Verfließung 4. Wochen nach dem-  
selben / so lange bis die Bezahlung wirklich erfolgt /  
monatlich von 100. Rthlr. einen Rthlr. nebst dem  
vorgemelten Interesse abführen / und diese aufge-  
legte Straffe von unsers Bettern / Herzog Adolph  
Friedrichs Ldb. ad pias Causas verwendet / auch  
durch Unser / oder do Wir Uns dessen weigern /  
die hohe Herren Guaranteurs exequiet werden  
sollen. Würden Wir auch / das doch nimmermehr  
seyn solte / selbst in diese Gelder greiffen / oder de-  
ren Abführung verhindern / so wollen Wir geschehen  
lassen / daß durch der offgemeldten hohen Garantie  
Hülffe offte-hochgedachte Unsers Herrn Bettern  
Ldb. auf Art und Weise / wie Sie am besten dazu  
gelangen mögen / das Ihrige nebst Kosten und Scha-  
den / von Uns wieder exigiren / und wie unsers  
Herrn Bettern Lieb. annoch einen Anspruch an  
uns / wegen der von Ihr Ldb. zu Erhaltung der  
Restitution solcher Wölgenburgischen Zoll-Gelder  
angewandten Kosten zu machen vermeinen / so wol-  
len wir derselben vor der Arbitrage, wann Sie  
deshalber Klage führen / derentwegen zu rechte stehen  
und was alsdann das Recht mitbringt / prästiren.  
Zu Urkund dessen haben Wir dieses eigenhän-  
dig unterzeichnet / und mit unserm Fürstlichen In-  
stempel bekräftiget. So geschehen auff unser Bestung  
Schwerin / den 15. Septembr. Anno 1705.

Friedrich Wilhelm.

(L. S.)

Y

LVII.



ANNO

1705.  
25. Oct.

LVII.

*Acte du Parlement d'Angleterre pour la plus grande sûreté de la Personne & du Gouvernement de Sa Majesté BRITANNIQUE & de la Succession, de la Couronne dans la Ligne Protestante de HANOVER; passé anno quarto & quinto ANNAE REGINAE, de la première Session, qui commença le 25. d'Octobre 1705. [Sur la Copie imprimée par ordre d'un Ministre d'Angleterre, à la Haye chez T. Johnson. Anno 1706. in fol. grand format.]*

P OUR la plus grande sûreté de la Personne & du Gouvernement de Notre très-gracieuse Souveraine, & de la Succession à la Couronne d'Angleterre dans la Ligne Protestante, comme elle est présente-ment établie, limitée & fixée par les Loix & les Statuts de ce Royaume; Qu'il soit ordonné par Sa très-Excellente Majesté, avec & de l'avis, & du contentement des Seigneurs Spirituels & Temporels, & des Communes assemblées dans ce présent Parlement, & par l'Autorité d'iceux, Que si quelque personne ou personnes que ce soient, depuis & après le vingt-cinquième jour de Mars de l'an de Notre Seigneur mil sept cens six, déclarent, solennellement, & affirment malicieusement, de conseil délibéré & directement, par des Ecrits, ou des Imprimez, Que Notre Souveraine la Reine à présent Regnante, n'est pas la légitime & la véritable Reine de ces Royaumes: ou Que le Prétendu Prince de Galles, qui prend à présent le Titre de Roi d'Angleterre sous le nom de JACQUES III. a aucun Droit ou titre à la Couronne de ces Royaumes: ou Qu'aucune autre personne a aucun Droit ou titre à ladite Couronne, autrement qu'il n'a été établi par l'Acte du Parlement passé la première année du Règne de feu leurs Majestés le Roi GUILLAUME & la Reine MARIE d'heureuse & de glorieuse mémoire, Intitulé Acte déclarant les Droits & les Libertés des Sujets, & établissant la Succession de la Couronne; & d'un autre Acte fait l'an douzième du Règne de la feu dite Majesté le Roi GUILLAUME III., Intitulé, Acte pour une plus grande Limitation de la Couronne, & pour mieux assurer les Droits & les Libertés des Sujets: ou Que les Rois ou Reines d'Angleterre avec & de l'autorité du Parlement d'Angleterre n'ont pas le Pouvoir de faire des Loix & des Statuts d'une force & d'une validité suffisantes, pour limiter & restreindre la Couronne de ce Royaume, & la Descendance, la Limitation, Chaque telle personne ou personnes seront coupables de Haute Trahison, & en étant atteints & convaincus, suivant les Loix & Statuts de ce Royaume, ils seront reputez & jugez Traîtres, & subiront la peine de mort, & toutes les pertes & confiscations comme en cas de Haute Trahison.

Et Qu'il soit ordonné de plus par l'Autorité susdite, Que si après ledit 25. jour de Mars, Quelque personne ou personnes déclarent, solennellement, & affirment malicieusement & directement en prêchant, en enseignant, ou dans leurs discours préméditez, Que la Reine notre Souveraine à présent Regnante n'est pas la légitime & véritable Reine de ces Royaumes, ou Que le Prétendu Prince de Galles, qui se dit à présent Roi d'Angleterre sous le Nom de JACQUES III. a aucun Droit, ou Titre à la Couronne de ces Royaumes, ou Qu'aucune autre personne ou personnes, a ou ont, aucun Droit ou Titre à ladite Couronne, autrement que suivant un Acte du Parlement fait la première année du Règne de feu leurs dites Majestés le Roi GUILLAUME & la Reine MARIE, Intitulé, „ Acte qui déclare les Droits & les Libertés de Sujets, qui établit la Succession de la Couronne “; Et suivant un autre Acte fait l'an douzième du Règne de feu ladite Majesté le Roi GUILLAUME III., Intitulé, „ Acte pour une plus grande Limitation de la Couronne, & pour mieux assurer les Droits & les Libertés des Sujets “: ou Que les Rois ou Reines d'Angleterre avec ou de l'autorité du Parlement d'Angleterre, n'ont pas le pouvoir de faire des Loix, ou des Statuts d'une force & d'une validité suffisantes pour limiter & restreindre la Couronne de ce Royaume, & la Descendance, la Limitation, l'Hérédité & le Gouvernement de ladite

Couronne, Chaque telle personne ou personnes, en étant dûment convaincus, encourront le danger & la peine de PRAEMUNIRE, mentionnez dans le Statut de PRAEMUNIRE fait la seizième année du Règne du Roi RICHARD II.

Pourvu toujours, & Qu'il soit ordonné par l'Autorité susdite, Que personne ne sera poursuivi en vertu de cet Acte, pour aucunes paroles dites, & moins que l'Information desdites paroles ne soit faite sous Serment devant un ou plusieurs Juges de Paix, dans le tems de trois jours après que lesdites paroles auront été prononcées; & Que la poursuite de ladite offense sera faite dans le tems de trois mois après ladite Information; Et Que personne ne sera convaincu en vertu de cet Acte, pour aucunes telles paroles prononcées; que sur le Serment de deux Témoins dignes de foi.

Et Qu'il soit ordonné de plus par l'Autorité susdite, Que ce présent Parlement, ou quelqu'autre Parlement, qui sera appelé & convoqué par Sa Majesté la Reine ANNE, ses Héritiers ou Successeurs, ne sera ni fini, ni dissous par la Mort, ou la Demise de ladite Majesté ses Héritiers ou ses Successeurs, mais que ledit Parlement continuera; & il est ordonné par ce présent Acte de continuer: Et a pouvoir, & est requis par ce même Acte, en cas qu'il tienne Séance dans le tems de ladite Mort ou Demise, de continuer immédiatement d'agir, nonobstant ladite Mort, ou Demise, pour & durant le tems de six mois, & pas plus longtems; à moins que le même Parlement ne soit prorogé, ou dissous avant ce tems-là par la personne à qui la Couronne de ce Royaume d'Angleterre viendra, demeurera, & sera, conformément aux Actes pour la Limitation & Etablissement de la Succession ci-dessus mentionnée: Et si ledit Parlement ne trouve prorogé alors, il s'assemblera & tiendra Séance le jour auquel il aura été prorogé, & continuera le reste dudit tems de six mois, à moins qu'il ne soit plutôt prorogé ou dissous, comme il a été dit.

Deplus il est ordonné par l'Autorité susdite, Que s'il y a un Parlement dans le tems de la Mort ou Demise de Sa Majesté, de ses Héritiers, ou Successeurs, & qu'il arrive que ledit Parlement soit séparé par l'ajournement, ou Prorogation; ledit Parlement immédiatement après ladite Mort ou Demise, s'assemblera, tiendra Séance, & agira nonobstant ladite Mort, ou Demise, pour & durant le tems de six mois, & non plus long-tems; à moins qu'il ne soit plutôt prorogé, ou dissous, comme il a été dit.

Il est de plus ordonné par l'Autorité ci-dessus, Qu'en cas qu'il n'y ait point de Parlement actuel dans le tems dudit décès, lequel se soit assemblé & ait tenu Séance; Alors le dernier précédent Parlement s'assemblera immédiatement, tiendra ses Seances à Westminster, & sera un Parlement pour continuer, comme il a été dit, à tous égards & propos, comme si ledit Parlement n'avoit jamais été dissous; mais il sera pourtant sujet à être prorogé & dissous, comme il a été dit.

Pourvu toujours, & Il est déclaré par ce présent Acte, Que rien de ce qui y est contenu ne s'étendra, ou ne sera entendu s'étendre à altérer ou à abroger le Pouvoir de la Reine, de ses Héritiers, ou Successeurs: de proroger, ou de dissoudre les Parlements; ni à révoquer, ou annuler un Acte du Parlement passé l'an six & septième du Règne de feu Sa Majesté le Roi GUILLAUME III., Intitulé, „ Acte pour une fréquente Assemblée & Convocation des Parlements: Mais Que ledit Acte continuera en force, dans chaque chose qui n'est pas contraire ou inconsistante avec ce qui est ordonné par cet Acte.

Il est de plus ordonné par l'Autorité susdite, Que le Conseil Privé de Sa Majesté, de ses Héritiers, ou Successeurs, ne sera point fini ni dissous par le Décès, ou la Demise de Sa Majesté, de ses Héritiers, ou Successeurs; mais que ledit Conseil Privé continuera & agira, comme tel, pendant le tems de six mois, immédiatement après ladite Mort ou Demise, à moins qu'il ne soit fini plutôt par le prochain Successeur à qui la Couronne Imperiale de ce Royaume doit aller, demeurer, & descendre selon la Limitation de la destination de ladite Couronne. Et ne demeureront point vacants pour raison de la Demise, ou Décès de Sa Majesté, ses Héritiers, ou Successeurs Reines ou Rois de ce Royaume, les Offices & Places de Chancelliers, de Gardes du Grand Sceau d'Angleterre, de Grand Tresorier d'Angleterre,

ANNO  
1705.

ANNO  
1705.

terre, de Président du Conseil, de Garde du Sceau Privé, de Grand Amiral d'Angleterre, ni aucun des Grands Officiers de la Maison de la Reine ou du Roi pour le tems présent; Ni pareillement aucun Office, Place, ou Emploi, Civil ou Militaire, dans les Royaumes d'Angleterre ou d'Irlande, Principauté de Galles, la Ville de Berwyk sur la Twede, les Iles de Jersey, Guernsey, Alderney, & Sark, ni aucunes des Colonies de Sa Majesté; Mais ledit Chancelier, ou Garde du Grand Sceau d'Angleterre, le Grand Tresorier d'Angleterre, le Président du Conseil, le Garde du Sceau Privé, le Grand Amiral d'Angleterre, les Grands Officiers de la Maison Royale, & toute autre personne ou personnes dans quelques-uns des Offices, Places, ou Emplois susdits, continueront chacun dans son Office, Place, ou Emploi, pendant le tems de six mois prochains, après ledit décès, ou ladite Demise; à moins qu'ils n'en aient été éloigner & démis par le Successeur, comme il a été dit.

Il est de plus ordonné par l'Autorité susdite, Que le Grand Sceau d'Angleterre, le Sceau Privé, le Cachet Privé, & tous les autres Sceaux publics, qui subsisteront au tems de la Mort ou Demise de Sa Majesté, de ses Héritiers, ou Successeurs, continueront & serviront comme les Sceaux propres du Successeur, jusqu'à ce que ledit Successeur en ordonne autrement.

Il est ordonné par l'Autorité susdite, Qu'en quelque tems que Sa Majesté (que Dieu veuille longtemps conserver) vienne à decéder sans issu de son corps, le Conseil Privé, qui subsistera dans le tems du décès de Sa Majesté, fera proclamer ouvertement & solennellement en Angleterre & en Irlande, avec toute la diligence convenable, le plus proche Successeur Protestant, qui a le Titre à la Couronne d'Angleterre, en vertu des Actes ci-dessus mentionnez, selon la maniere & la forme selon lesquelles les précédens Rois & Reines d'Angleterre ont eu coutume d'être proclamés après le décès de leurs Predecesseurs: Et que tous & chacun des Membres dudit Conseil Privé qui negligera, ou refusera volontairement de faire faire une semblable Proclamation, seront coupables de Haute Trahison, & en étant atteints & convaincus selon les Loix & les Statuts de ce Royaume, seront reputés & jugés Traîtres, & subiront les peines de Mort, & tous dommages & confiscations comme en cas de Haute Trahison. Comme aussi chaque Officier & tous les Officiers desdits Royaumes d'Angleterre & d'Irlande, qui seront requis par ledit Conseil Privé de faire lesdites Proclamations, & qui refuseront ou négligeront volontairement de les faire, seront coupables de Haute Trahison, & en étant atteints & convaincus suivant les Loix & les Statuts de ce Royaume, seront censés & jugés Traîtres, & subiront les peines de Mort, & tous les dommages & confiscations comme dans le cas de Haute Trahison.

Et parce qu'il peut arriver que le prochain Successeur Protestant, peut dans le tems de la Mort ou Demise de Sa Majesté, être hors du Royaume d'Angleterre & delà la Mer; C'est pourquoi il est ordonné par l'Autorité susdite, Que pour continuer l'Administration du Gouvernement au nom dudit prochain Successeur Protestant, jusqu'à son arrivée en Angleterre, les sept Officiers ci-dessus nommez, qui seront en possession de leurs Offices dans le tems de ladite Mort ou Demise de Sa Majesté; c'est-à-dire, l'Archevêque de Cantorbéry, alors en Charge; le Grand Chancelier, ou le Garde du Grand Sceau d'Angleterre, alors en Charge; le Grand Tresorier d'Angleterre, alors en Charge; le Président du Conseil, alors en Charge; le Garde du Sceau Privé, alors en Charge; le Grand Amiral d'Angleterre, alors en Charge, & le Chef de Justice du Banc de la Reine, alors en Charge, seront, & sont, en vertu de cet Acte, constitués & établis Seigneurs Justiciers d'Angleterre, & en vertu dudit Acte, auront & ont Pouvoir au nom dudit Successeur, & en sa place, d'exercer & executer tous pouvoirs, autoritez, matieres, & Actes du Gouvernement, & l'Administration du Gouvernement, d'une maniere aussi étendue, que ledit prochain Successeur pourroit faire s'il étoit présent en personne dans ce Royaume d'Angleterre; jusqu'à ce que ledit Successeur vienne, ou qu'il fasse finir autrement leur autorité.

Néanmoins, il est de plus ordonné par l'Autorité susdite, Que ladite Personne, qui par les Limites.

TOM. VIII. PART. I.

tations susdites, est, ou sera la plus proche à succéder à la Couronne de ce Royaume, en tas de Mort de Sa Majesté sans issu, aura & a le Pouvoir, en vertu de cet Acte, de nommer & de constituer, dans quelque tems que ce soit, durant la vie de Sa Majesté, par trois Instrumens signez de sa main, & scellez de son Sceau, lesquels Elle pourra revocquer, ou changer à sa volonté & à son plaisir, telles, & autant de personnes, nées Sujettes de ce Royaume d'Angleterre, qu'Elle le jugera à propos, pour être Seigneurs Justiciers, ou la plus grande partie d'iceux qui s'assembleront, pourvu qu'ils ne soient pas moins de cinq, pourront employer & exercer tout le pouvoir & l'autorité ci-dessus mentionnez, aussi amplement & avec autant d'effet à tous égards, que s'ils avoient été tous assemblés, & qu'ils eussent tous donné leur consentement.

Il est de plus ordonné par l'Autorité susdite, Que les trois dits Instrumens revocables, & qui peuvent être changez, comme il a été dit, seront transmis bien cachetez en Angleterre, au Ministre Resident de la Personne qui doit succéder, comme ci-dessus dit, (duquel Ministre Resident les Lettres de Créance seront enregistrees dans la Grande Cour de la Chancellerie) & à l'Archevêque de Cantorbéry, & au Grand Chancelier, ou Garde du Grand Sceau d'Angleterre; & après qu'ils auront été ainsi transmis, ils seront mis séparément sous divers Couverts, qui seront séparément scellez des trois differens Cachets dudit Ministre Resident, de l'Archevêque de Cantorbéry, & du Grand Chancelier, ou du Garde du Grand Sceau d'Angleterre: Et l'un desdits Instrumens étant ainsi scellé, sera mis & déposé entre les mains dudit Ministre Resident, un entre les mains dudit Archevêque de Cantorbéry; & l'autre entre les mains du Grand Chancelier, ou du Garde du Grand Sceau d'Angleterre: Et si le prochain Successeur a dessein de revocquer, ou de changer la Nomination, & Destination faites, comme il a été dit, il demandera par trois Ecrits de la même Teneur, sous sa Main & sous son Sceau lesdits Instrumens deposer, comme il a été dit, pour être délivrés à une ou plusieurs Personnes autorisées pour les recevoir; Alors & dans ledit cas lesdites Personnes entre les mains de qui seront deposer lesdits Instrumens, & chacun d'iceux, & en cas de mort de quelqu'un de ces Personnes, leurs Executeurs ou Administrateurs, & toute autre personne en la garde de qui seront lesdits Instrumens, les délivreront semblablement, & sont autorisés, & requis de le faire par ce présent Acte. Et s'il arrive qu'aucune desdites Personnes entre les mains de qui lesdits Instrumens seront deposer, vienne à mourir, ou soit demis de son Emploi, ou Office, pendant la vie de Sa Majesté à présent Regnante; Ladite Personne ou Personnes, & en cas de mort leurs Executeurs ou Administrateurs respectivement, & toute autre Personne à la garde de qui sera aucun desdits Instrumens, délivrera ou délivreront avec toute la diligence convenable, tels desdits Instrumens qui seront en sa ou en leur garde, au Successeur, ou Successeurs de la Personne, ou Personnes mortes ou demises de leurs Emplois, ou Offices, comme il a été dit: Lesquels dits differens Instrumens, ainsi scellez & deposes, comme il a été dit, seront apportez devant le Conseil Privé immédiatement après le Décès de Sa Majesté sans issu, où ils seront aussitôt ouverts & lus, & ensuite enregistrez dans la Grande Cour de la Chancellerie.

Et Qu'il soit de plus ordonné par l'Autorité susdite, Que si quelqu'une desdites Personnes entre les mains de qui lesdits Instrumens seront deposer, comme il a été dit, ou quelqu'un de leurs Executeurs ou Administrateurs ou quelqu'autre Personne en la garde de qui seront lesdits Instrumens, après la Mort de quelqu'un desdites Personnes, ouvre aucun desdits Instrumens, ou negligé ou refuse volontairement, de les produire devant ledit Conseil Privé, comme il a été dit; Telle Personne ouvrant ainsi, negligant, ou refusant de les produire, encourra les peines & amandes de *Premunire*, infligées par ledit Statut de *Premunire*.

ANNO  
1705.



ANNO  
1705.

Il est de plus ordonné par l'Autorité susdite, Que si tous ledits Instrumens déposés, comme il a été dit, ne sont pas produits devant ledit Conseil Privé, comme il a été dit, Alors un ou plusieurs d'entre Instrumens ainsi produits, comme il a été dit, auront le même effet pour donner la même Autorité, comme il a été dit, aux Personnes qui y seront nommées, comme s'ils avoient tous été produits, comme il a été dit : Et Que s'il n'y a point de Nomination faite par de tels Instrumens, Alors les sept suivants Officiers, ou cinq d'entre Eux, quels qu'ils soient, seront constitués & appointés pour être Seigneurs Justiciers d'Angleterre, & seront revêtus du Pouvoir & de l'Autorité mentionnés dans le présent Acte.

Il est de plus ordonné, Que les Seigneurs Justiciers constitueront, comme il a été dit, ne dissoudront point le Parlement qui est continué & ordonné de s'assembler, & de tenir ses Séances, comme il a été dit, sans un Orre exprès de la Reine ou du Roi, qui succedera; Et que ledits Seigneurs Justiciers feront & font par cet Acte restraints & rendus incapables de donner le consentement Royal dans le Parlement, à aucun Bill ou Bills pour revoquer, ou alterer l'Acte passé l'an treizième & quatorzième du Règne du Roi CHARLES II., intitulé, *Acte pour l'Uniformité des Prières Publiques, & pour l'Administration des Sacramens, & autres Rites, & Cérémonies, & pour établir la forme de faire, d'ordonner, & de consacrer des Euvques, Prêtres, & Diacres dans l'Eglise Anglicane*, Et que tous & chacun d'entre Seigneurs Justiciers, qui concourront à donner le Consentement Royal au Bill ou Bills, pour revoquer ou alterer ledit Acte, seront coupables de Haute Trahison, & souffriront les peines & confiscations comme dans le cas de Haute Trahison.

Et Qu'il soit de plus ordonné par l'Autorité ci-dessus dite, que ledits Seigneurs Justiciers ayant qu'ils agissent & entrent dans la fonction d'Offices, & d'aucune partie de l'Autorité, qui leur a été donnée par cet Acte, prêteront le Serment mentionné dans un Acte passé la première année du Règne de feu leurs dites Majestés le Roi GUILLAUME & la Reine MARIE, intitulé, *Acte pour abroger les Sermens de Fidélité & de Suprématie, & pour ordonner d'autres Sermens*; & aussi les Sermens exprimés dans la suite de cet Acte; Lesquels Sermens seront prêtés devant le Conseil Privé, qui doit continuer en vertu de cet Acte; Lequel Conseil Privé est requis & a pouvoir d'exiger ledit Serment. Et tous les Membres des deux Chambres du Parlement, & chaque Membre du Conseil Privé, & tous les Officiers & Personnes dans quelques Offices, Places, ou Emplois, que ce soit, civils, ou militaires, qui sont & seront continués par cet Acte, comme il a été dit, prêteront ledit Serment, & feront tous les autres Actes requis par les Loix & Statuts de ce Royaume, pour se qualifier & rendre capables d'être & de continuer dans leursdites Places, Offices & Emplois, dans le même tems, de la même manière, & sous les mêmes peines, amendes & incapacitez qu'ils le devroient prêter, s'ils avoient été nouvellement élus, nommez, constitués, & mis dans lesdits Offices, Places, ou Emplois, dans la manière ordinaire & accoutumée.

Il est de plus ordonné & établi par ce présent Acte, Que toutes & chaque Personnes qui seront Seigneurs Justiciers en vertu de cet Acte, seront estimés & regardés comme Personnes exerçant des Offices de Confiance dans ce Royaume, & seront requis de faire tous les Actes exigés par les Loix & les Statuts de ce Royaume, pour se qualifier, & continuer dans leursdits Offices, ou Places de Confiance, dans ledit tems, en ladite manière, & sous lesdites peines, amendes & incapacitez, comme il est requis dans & par lesdits Actes.

Et qu'il soit de plus ordonné par l'Autorité susdite, Que depuis & après le décès de Sa Majesté sans Issue de son corps, au lieu du Serment ordonné par l'Acte passé l'an premier du présent Règne de Sa Majesté intitulé, *Acte pour déclarer les changemens faits dans le Serment qui doit être pris en vertu de l'Acte intitulé, Acte pour la plus grande sûreté de la Personne de Sa Majesté, & de la Succession à la Couronne dans la Ligne Protestante, & pour éteindre les espérances du prétendu Prince de Galles, & de tous les autres Prétendants & leurs Fauxseurs secrets ou déclarés, & pour déclarer que l'Association est finie*; Le

Serment suivant sera prêté par toutes les Personnes qui sont requises par cet Acte, de prêter le Serment qui y est mentionné, selon les altérations & changemens faits dans ce présent Acte; c'est à dire,

„ Je A. B. reconnais, confesse, témoigne & déclare véritablement & sincèrement, en conscience, ce, devant Dieu, & devant le Monde, que notre

„ Souveraine

„ est légitime & véritable

„ de ce Royaume & de tous les autres Etats & Pais

„ appartenans à Sa Majesté, & je déclare solennel-

„ lement & sincèrement, que je croi en conscience

„ que la Personne que l'on prétendoit être Prince

„ de Galles pendant la vie du Roi Jacques, & qui

„ depuis sa mort prétend être & prend sur soi le sty-

„ le & titre de Roi d'Angleterre sous le nom de Ja-

„ ques III. n'a aucun Droit ni titre que ce soit à

„ la Couronne de ce Royaume, ni à aucun des E-

„ tats qui en dépendent; & je renonce, abjure, &

„ refuse de lui rendre aucune fidélité & obéissance; &

„ je jure que je serai fidèle, & rendrai une véri-

„ table obéissance à

„ ; & que je défendrai de tout

„ mon pouvoir contre toute sorte de Conspirations,

„ & attentats quels qu'ils puissent être, qui seront

„ commis contre sa Personne, sa Couronne, ou sa

„ Dignité; & que je ferai tous mes efforts pour dé-

„ couvrir & faire connoître à Sa Majesté & à ses

„ Successeurs, toutes trahisons & conspirations que

„ je saurai être contre

„ ou quelqu'un d'eux; & je

„ promets fidèlement & de tout mon pouvoir, de

„ supporter, maintenir, & défendre la Limitation

„ & Succession de la Couronne, contre lui ledit Ja-

„ ques & toutes autres Personnes que ce soit, comme

„ elle est & demeure limitée dans la Personne

„ de la Princesse Sophie, Electrice & Duchesse

„ Douairière d'Hanover & les Héritiers de son corps

„ qui seront Protestans, par un Acte intitulé, *Acte*

„ pour la plus grande Limitation de la Couronne, &

„ pour la plus grande sûreté des Droits & Libertez des

„ Sujets; Et je reconnais & jure entièrement & sin-

„ cèrement toutes ces choses, suivant les paroles

„ expressées que j'ai prononcées, & suivant le sens

„ naturel & commun de ces mêmes paroles sans au-

„ cune équivoque, évasion mentale, ou réservation

„ secrète, & que j'ai faites; & je fais cet

„ aveu, cette abjuration, renonciation, & promesse,

„ de tout mon cœur, volontairement & sincèrement

„ sur la vraye foi d'un Chrétien.

*Ainsi Dieu me fasse grace.*

Les Blancs duquel Serment seront remplis du nom de celle, ou de celui, comme Reine, ou Roi, qui sera le plus proche de la Succession, conformément audit Acte; Pour la plus grande Limitation de la Couronne, & pour la plus grande sûreté des Droits & Libertez des Sujets, quand ledit Serment aura lieu, & avec les autres additions propres des mots Elle, ou Lui. Et depuis & après la mort du prétendu Prince de Galles, les paroles suivantes (à savoir) *Et je déclare solennellement & sincèrement, que je croi en conscience que la Personne que l'on prétendoit être le Prince de Galles pendant la vie du Roi Jacques, & qui depuis sa mort prétend être & prend sur soi le style & titre de Roi d'Angleterre, sous le nom de Jacques III. n'a aucun Droit, ni à aucun des Etats qui en dépendent; & je renonce, abjure, & refuse de lui rendre aucune fidélité & obéissance*, seront laissées, comme aussi les paroles, *contre ledit Jacques, & toutes autres personnes que ce soit, seront omises, & à leur place il sera inséré, contre toutes personnes que ce soit.*

Et qu'il soit de plus ordonné par l'Autorité susdite, Que lesdits prochains Successeurs Reine, ou Roi, se serviront & pourront se servir de quelque Sceau que ce soit pour apposer à chaque Ecrit ou Instrumens, lequel Elle, ou Lui, fera ou passera avant l'arrivée de l'une ou de l'autre en Angleterre, pour exécuter, ou faire exécuter tout Acte Royal; & qu'étant marqué dans ledit Ecrit, ou Instrumens, Que ledit Sceau aura le même effet que s'il étoit passé sous le grand Sceau d'Angleterre, ou sous quelques Sceaux publics dont on se sera, ledit Ecrit, ou Instrumens sera de la même force & effet, que s'il étoit actuellement scellé du Grand Sceau d'Angleterre, ou de quelque autre Sceau public; lequel dit

Sceau

ANNO  
1705.

ANNO 1705. Sceau du Successeur est déclaré en avoir la force & l'effet dans ledit Ecrit, ou Instrument.

Et qu'il soit de plus déclaré & ordonné, Que si après la mort de Sa Majesté sans issue, & avant l'arrivée de quelque Successeur, Reine, ou Roi en Angleterre, aucun Parlement est convoqué par les Seigneurs Justiciers, par des Ordres sous leur Seing, ledit Parlement ne sera pas dissous par l'arrivée dudit Successeur en Angleterre; mais après ladite arrivée il continuera sans aucune nouvelle convocation.

Pourvu toutefois, Que si aucun desdits sept susdits Offices, autre que la Charge de Grand Trésorier d'Angleterre, sera en Commission au tems de la Mort de Sa Majesté, alors le premier Commissaire d'une telle respectueuse Commission sera un desdits Seigneurs Justiciers d'Angleterre, & emploiera, exercera, & exécutera tous Pouvoirs, Autorités, matières, & Actes du Gouvernement, dont les Seigneurs Justiciers d'Angleterre sont revêtus par cet Acte, selon les Directions & les Provisions de ce même Acte, d'une manière aussi étendue, & aussi ample, que si ledits Office, ou Offices, étoient entre les mains d'une seule Personne. Pourvu que s'il n'y a point de Grand Trésorier d'Angleterre, & que l'Office de Trésorier de l'Échiquier soit en Commission; alors le premier Commissaire de cette Commission sera un des Seigneurs Justiciers d'Angleterre.

Et d'autant que dans & par ledit Acte du Parlement fait l'an douzième du Règne du feu Roi Guillaume III. de glorieuse mémoire, intitulé, *Acte pour une plus Grande Limitation de la Couronne, & pour la plus grande liberté des Droits & Libertés des Sujets*, il étoit ordonné entr'autres choses dans les termes suivans, *Que depuis & après le tems que la plus Grande Limitation faite par cet Acte aura lieu, toute sorte de matières & de choses, qui ont rapport au bon Gouvernement de ce Royaume, & dont la connoissance appartient proprement au Conseil Privé par les Loix & les Coutumes de ce Royaume, y seront débattues, & arrêtées, & que toutes les Résolutions qui seront prises là-dessus seront signées par les Membres du Conseil Privé, qui les auront conseillées, & y auront donné leur Consentement: Il est ordonné par l'Autorité susdite, que cette dite Clause sera & est en vertu de cet Acte annulée & révoquée, comme si ledit Acte n'avoit jamais été fait.*

Et d'autant que dans ledit Acte il étoit aussi entr'autres choses ordonné dans les termes suivans, *Que toute Personne qui a une Charge ou Place de profit, sous le Roi, ou reçoit Pension de la Couronne, sera incapable d'être Membre de la Chambre des Communes; & qu'il paroît raisonnable que cette dite Clause soit révoquée; Qu'il soit ordonné par l'Autorité susdite que ladite Clause sera & est en vertu de cet Acte, annulée & révoquée, comme si ledit Acte n'avoit jamais été fait. Pourvu toutefois; Et il est de plus ordonné par l'Autorité susdite, Que depuis & après la fin ou dissolution de ce présent Parlement, toute personne qui aura en son propre nom, ou au nom de quelque personne ou personnes ayant cause & confiance d'elle, ou pour son profit, aucune nouvelle Charge ou Place de profit quelconque dépendante de la Couronne, laquelle sera érigée & créée à l'avenir, & que toute Personne qui sera Commissaire, ou Sous-Commissaire des Prises, Secrétaire, ou Receveur des Prises, Contrôleur des Comptes de l'Armée, Commissaire des Navires de Transport, Commissaire de l'Hôpital des malades & des blessés, Agent de quelque Régiment, Commissaire des Licences pour la Vente du Vin, Gouverneur, ou Sous-Gouverneur de quelque'une des Colonies, Commissaire de la Marine, employé dans quelque Port de Mer; & enfin toute personne qui aura Pension de la Couronne à volonté, sera incapable d'être élu, ou d'avoir séance, ou de donner la voix comme Membre de la Chambre des Communes dans quelque Parlement qui sera convoqué & tenu à l'avenir.*

Pourvu toutefois, Que si quelque personne étant choisie Membre de la Chambre des Communes, accepte à l'avenir après la fin ou Dissolution du présent Parlement, quelque Charge de profit de la Couronne, pendant le tems qu'il sera Membre de ladite Chambre, son Election sera & est par cet Acte déclarée nulle, & on expédiera un nouvel Ordre, pour faire faire une nouvelle Election, comme si une telle Personne qui accepte une telle Char-

ge étoit naturellement morte. Pourvu toutefois, Qu'une telle personne pourra être élue derechef, comme si la place n'avoit pas été vacante, comme il a été dit.

Pourvu aussi; Et qu'il soit ordonné pour empêcher à l'avenir qu'un trop grand nombre de Commissaires ne soit fait ou constitué pour l'exécution d'aucun Office; Qu'il ne sera pas fait & constitué pour l'exécution d'aucun Office un plus grand nombre de Commissaires, qu'il n'en a été employé dans l'exécution d'un tel Office, quelque tems avant le premier jour de cette présente Session de Parlement.

Pourvu aussi; Que rien de ce qui est contenu dans cet Acte, ne s'étendra ni ne sera censé s'étendre à aucun Membre de la Chambre des Communes qui est Officier dans la Marine, ou dans les Armées de Sa Majesté, lequel recevra une nouvelle ou autre Commission dans la Marine ou dans les Armées.

Et qu'il soit de plus ordonné, Que si quelque Personne, qui en vertu de cet Acte est rendu & déclarée incapable d'avoir séance, ou voix dans quelque Parlement qui sera assemblée à l'avenir, sera non-obstant cela députée pour servir comme Membre de quelque Comté, Ville, Bourg, ou d'un des cinq Ports dans aucun tel Parlement, une telle Election & Députation est ordonnée & déclarée par cet Acte nulle à tous égards & propos quels qu'ils soient; & si une telle personne rendu & déclarée par cet Acte incapable d'être élu, présume à l'avenir, après la dissolution du présent Parlement de prendre séance, ou de donner la Voix comme Membre de la Chambre des Communes dans quelque Parlement qui sera convoqué à l'avenir, une telle Personne qui prend séance ou donne la voix, payera l'amende de cinq cents livres Sterling; Laquelle somme sera recouvrée par toute Personne qui en fera la poursuite par Action de Dette, Requête, Plainte, ou Information, dans laquelle on ne lui accordera aucun Essoin, Protection ou Gageure de Loi, & seulement une Imparalance.

## LVIII.

Fœdus perpetuum inter CAROLUM XII. Re. 18. Nov.

gem Sueciæ, & STANISLAUM LESZCZYNSKI in Regem Polonia contra AUGUSTUM II. in defectione electum. Actum Varsaviæ die 18. Novembris 1708. Cum RATIFICATIONIBUS CAROLI 24. Novembris, STANISLAI 5. Decembris, & Senatoribus aliquibus Adherentibus 5. Decembris datis Anno 1705. [ANDRÆ CHRYS. in ZELUSKIE. ZALUSKI Episc. Varmienfis Episc. Tom. 3. pag. 735.]

NOTS CAROLUS Dei Gratia Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Rex, Magnus Princeps Finlandiæ, Dux Sæviæ, Esthoniæ, Livoniæ, Bremae, Verdae, Stetini, Pomœranie, Cassubie, & Vandalie, Princeps Rugiæ, Dominus Ingrie, & Vismariæ, nec non Comes Palatinus Rheni, Bavariæ, Juliaci, & Montiani Dux. Omnibus & Singulis, quorum interest aut nullo modo interesse poterit, notum, testatumque facimus. Quod cum ad renovandum Olivæ Fœdus, illudque pro habitu presentis temporis amplificandum nos inter, & Seren. ac Potent. Principem, Fratrem, Amicum, & Vicinum nostrum Charissimum, Dominum STANISLAUM I. Poloniæ Regem, Magnæ Ducem Lithuanie, Russiæ, Prussiæ, Moldaviæ, Samogitiæ, Kyoviæ, Volhyniæ, Podoliæ, Podlachie, Livoniæ, Smolentziæ, Severiæ, Czerniebowique &c. &c. &c. nec non Rempubliæ Polonæ, per denominatos nringue Legatos, ac Commissarios, Varsaviæ Tractatus sit institutus, atque hoc anno, die 18. Novembris, ab ipsidem conclusus, atque signatus, sensu, ac tenore, quo hic insertus reperitur. Universis ac Singulis &c. Igitur supra memoratum Tractatum, omnibus & Singulis Punctis, ac Clausulis, sicut infra verbotenus descriptus, ac insertus legitur, approbavimus, & ratihabimus; quemadmodum etiam virtute presentium approbamus, & ratihabemus, Regio verbo spontantes, nos omnia, ac singula in eodem comprehensa religiose observaturos, ac impleturos. Neque quantum in Nobis erit unquam passuros, ut nullo modo, ac pretextu violenter, ac infringatur. In quorum maiorem fidem hoc Diploma





ANNO  
1705.

D. D. D. Chrysostomus in Gnin Gainski Episcopus Camenecensis, Abbas Wągrowensis, D. Franciscus Zypolski, Castellanus Stradiensis, D. Franciscus in Debiary Debinski, Castellanus Sandecensis, Ex Ordine Equitum, & quidem ex Provincia Minoris Poloniae D. Stanislaus Comes in Melsztyna Martio Praefectus Culinae Regni, D. Franciscus in Włodzisław Lanckornski, Sacramentarius Generalis, Palatinatus Cracoviensis, ac Zatorienfis, & Oswiecimenfis, Ducatum, Vielicenfis, Bochienfis, Rognicenfis, &c. Capitaneus, D. à Zydzow Zydzoski Vexillifer, & Juxta Caltrenfis Cracoviensis, D. Albrachthus à Debiary Debinski, Vexillifer Ducatum Zatorienfis, & Oswiecimenfis. Ex Provincia Majoris Poloniae, D. Franciscus à Buin Radzewski, Wic'hovenfis Gubernator. Ex Provincia M. D. L. D. Christophorus Comes in Bakfuty, & Burdyczow Zawisza, Miniscenfis, Czernicenfis Dolinenfis Gubernator, D. Josephus Piotrowski, Tribunus Czernichowienfis, renovatis auspiciis feliciter adeo continuari coepum est, ut in mutuas tandem Fœderis, & æternum duraturæ Amicitia leges concefferint tenore sequenti.

I. Maneat Pax perpetua, sit vera, sinceraque Amicitia, inter Seren. ac Potent. Principem, ac Dominum D. CAROLUM XII. Dei Gratia Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Regem, Magnum Ducem Finlandia, Scania, &c. &c. &c. ejusque Regia Majestatis Successores, ac posteros Reges Suecorum, Regnumque Sueciae, nec non subiectas illi Regiones, ac Provincias ab una, atque Serenissimum & Potentissimum Principem, ac Dominum, D. Stanislaum Dei Gratia Regem Poloniae, Magnum Ducem Lithuaniae, Russiae, Prussiae, Mafoviae, Samogitia, Kyovnia, Volynia, Podoliae, Podlachiae, Livoniae, Smolenciae, Severiae, Czerniechowieque &c. &c. &c. ejus Regia Majestatis Successores, ac posteros Reges Poloniae, Magnos Duces Lithuaniae, atque subiectas illi Regionibus & Provincias ab altera parte, ita ut alter alteri nihil hostilitatis unquam, aut inimicitiae, clam ac palam, directè vel indirectè inferat, vel per suos, aut alios inferri faciat, nec alterius hostibus auxilia quocunque nomine praestet, non cum alterius hostibus Fœdera huic Pacto contraria ineat, nec quicquam in alterius Status, & Securitas diminutionem, per se, vel per alios molitur, sed ut utraque Pars, alterius utilitatem, honorem, ac commodum quærat, ac promoveat, & fidem invicem, pacificamque vicinitatem colat, ac servet, pericula quoque alteri imminenda, quantum possit, amoliat, ac praevia, nec non tempestive moneat, si quid alteri discriminis insidare intellexerit. Pacta vero, ac Fœdera, quae cum aliis Principibus, ac Statibus utraque Pars sancta habet, in antiquo vigore conserventur, ita tamen, ut huic Fœderi nihil quicquam derogare possint.

Pax Olivenfis huic Tractatui, ut basis, & fundamentum inviolabile, subsisterit, adeoque ad omnia sua Capita, Articulus, & Clausulas, tanquam verbotenus hic inserta essent, confirmatur, nisi quatenus aliter jam statutum, uberiusque explicatum, vel in posterum ab utraque pacificentium Partis commodum, & ad praesentes motus componendos, & per rationes Belli, mutuo consensu statuere, explicare & decernere necessarium fuerit.

§. 1. Cum ex Bello hoc, quod Factio Saxonica excitaverat, non pauci in usumque Genrem redundassent incommoda, ea omnia, quocunque tandem nomine, five molestia, hostilitatis, onerum, aut studii partium veniant, generali hac Amicitia perpetuae tradidit oblivioni, nec uni Partium post hunc diem, liceat eorum, quae ita acta sunt, alteri quicquam imputare, exprobrare, aut quempiam illorum, qui alteri Parti adhaesissent, propterea accusare, aut persequi.

§. 2. Hac generali Amicitia gaudent omnes, & singuli cujuscunque status, conditionis, & Religionis fuerint, ut & omnes Communitates, quae utrinque Partes Belligerantes secuta sunt, aut in hostilem potestatem devenerunt, praesertim autem illi, qui relicta Parte contraria, salutare in publicum Majoris Poloniae Bonum sensus amplexi sunt, ejusdemque Boni publici promovendi, & salvandae Patriae conatus opera sua adjuverunt, aut non impediverunt, quibus anteriores actiones, studia partium, & hostilis in pacificantes animus, nequam nocebunt, sed cuncta perpetuae oblivioni tradantur.

§. 3. Cum vero quorundam impietas augendaeque per mala Reipub. fortunae studium, ingentium tam Regno Sueciae, quam Poloniae ærumnarum dederit

occasionem: Proinde excludantur, ab hac Amicitia omnes, qui una cum Factione Saxonica, Pacem Publicam, & Amicitiam inter Suecia, & Polonia Regna perturbant, qui Parti contrariae contumaciter, & perfacite adherentes, non tantum salutem Publicam varie morati sunt, & adhuc morantur, vel morabuntur, sed & hostium Reipub. destinatis omni modo faventes, contra Reipub. ejusque Fœderatos, exercitus ducere, consiliisque, aut alia ratione mala Reipub. augere, & protrahere ausi, interitum ejus jugiter promotum irere: In hos omnes licet ex rigore Patriarum Legum animadvertendum esset ita, ut hostes Patriae, ac tanquam Perduelles, honoris, Bonorum, viteque jacturam meruisse cernerentur; quo tamen utrique Regno quies, ac tranquillitas, tanto facilius restitatur, animique civium coalescant, detur illis respiciendi spatium trimestre, à die conclusi, & subscripti Tractatus computandum ita, ut intra determinatum tempus respiciantur, & ad meliorem mentem redeunt, Testimonium Documentisque authenticis, & ipso facto bonam fidem, ac sincerum animum comprobantes, S. R. Majestatis Sueciae gratiam quarentes Seren. Regis Stanislaus, ac Reipub. Fœderatæ obsequium amplectentes, idem Amicitiae beneficiam, & praeteritorum oblivio complectatur. Quod si neglexerint, utraque pacificentium Pars illos ut hostes ea, quam merentur, severitate ubivis locorum persequetur.

II. §. 1. Quemadmodum Augustus Rex quondam Poloniae, hac Amicitia comprehendi nequit, ita ille, omnesque illius Partibus adherentes, five Saxones sint, five alterius Nationis, pro utrinque Regni hostibus habendi, ac tandem hostiter persequendi, donec Reipub. finibus ejiciantur, neque ulli Parti Pacificentium liberum erit cum his transigere, Inducias facere, Pacem inire, aut ullam aliam Conventionem stabilire, sine mutuo utriusque Partis consensu, cujus hac necessaria erit conditio, ut dictus Rex Augustus Coronae Poloniae, omnique Juri, quod ad ipsum pertinere praetendere vellet, renuntiet, & S. R. Majestati Sueciae, ut & Reipub. Poloniae, pro omnibus molitiis, damnisque quae hujus Belli occasione passae sunt, satisfaciatur.

§. 2. Et sicut hoc Bellum contra Jura, & Constitutiones Reipub. Poloniae ceptum improbatum, ita S. R. Majestas & Reipub. Poloniae clarificationem initio hujus Belli à Rege Augusto, contra S. R. Majestatem & Regnum Sueciae editam, declarant nullo fundamento nixam, nullam, & irritam, uti & omnes criminationes, quae in ea allegantur, pro non competentibus, & nullis valoris, cum Reipub. in praestatae clarificationis promulgationem nunquam consenserit. Quemadmodum Seren. Rex, & Reipub. Poloniae, ad suam censuram pertinere non existimant, quicquid Segensium Regi Sueciae in Subditos Livoniae Sue, ac aliarum Regni Sueciae Provinciarum, visum fuerit statuere.

§. 3. Decreta, & Statuta, quae vulgo Lauda vocantur, quocunque tempore, nomine, & loco, tam in Regno Poloniae, quam in M. D. Lit., praesertim vero in Varaviaensi Senatus Consilio, Marienburgensi, Thorunenfi, Elbingensi, Savorovienfi, Sandomiriensi, Cracoviensi, Brestensi, Olkieniensi, & aliis Congressibus, tam extra, quam intra Provincias Regni, & Reipublicae, durante hoc Bello per Augustum Regem, ejusque Affectas peracta, non tantum in eversionem Status Reipub. Poloniae, sed etiam in sublationem Pacis Publicae per Pacta Olivenfia cum Regno Sueciae conclusa, & stabilita, tum & ipsa Comitatus Lublinensis, uti Liberrati Poloniae novicia, & ipsi Pactis Olivenfis contraria, Decretaque in contumaciam Tribunalitatis, ceterorumque Subdilectorum M. D. L. durante hoc Bello, contra adherentes Partibus Pacificentium, in Regno vero Poloniae, post remotionem Regis Augusti, quovis loco & tempore, à parte contraria lata, Confiscationes Bonorum, & Abrogationes Dignitatum, pro irritis, & nullis declarantur.

§. 4. S. R. Majestas, & Reipub. Poloniae, improbant, irritaque pronuntiant omnia Pacta, vel Fœdera, quae cum aliis Principibus, Statibusque antehac sancta sunt, quatenus S. R. Majestati Regnoque Sueciae noxia deprehendantur, praecipue autem ea, quae à Rege Augusto in Clarigatione superius abrogata allegantur, ibique ad conciliandum injuncto huic Bello aliquam speciem, recensentur. Pati modo Serenissimus Rex, & Reipub. Poloniae, nullum prorsus Fœdus pacificentium, & concludent cum ante memoratis,

ANNO  
1705.



ANNO  
1705.

tatis, aut aliis extraneis Potestatibus, quæ in damnum, aut præjudicium S. R. Majestatis Regni Sueciæ vergere poterunt, nec Reipubl. Regibus suis ulla Fœdera inire permittit, quæ Regibus Regnoque Sueciæ contraria sint, sed ea impedit, & improbat; quemadmodum etiam ea hiæ in antecessum pro nullis declarat.

III. §. 1. Quoniam Czarus Moscoviæ, non modo Pacem præsentis Bello subdidit artibus, & moliminibus suis, sed etiam ad illud prosequendum, tum armis, Copiisque, tum pecunia Regem Augustum adjuvit, & adhuc adjuvat, maxima damna utrique Regno inulit, & etiamnum infert. Idcirco pacificentes mutuo consensu de eo conveniunt, quod ab hoc Fœdere non tantum excludatur, sed etiam quod cum S. R. Maj. Sueciæ, S. R. Maj., & Reipubl. Poloniæ arma conjungant, iisque ipsum tandem persequantur, usque dum pro illatis illi utrique Parti injuriis & damnis, tyrannideque, quam in Terras, & Subditos utriusque Regni exercuit, ad desiderium satisfecerit. Quemadmodum etiam unanimi consensu statutum est, ut neutra Pars Pacificentium, Inducias, Pacem, aut quæcunque demum Fœdera, Pactave cum eo inire possit, aut velit, nisi pravia mutua deliberatione, communicationisque Rationibus, & Consiliis.

§. 2. Quo autem modo, quibus conditionibus arma conjungenda, quoque numero, & quibus in locis auxilia præstanda sunt, peculiari Pacto conveniunt.

§. 3. S. R. Majestas Sueciæ hiæ quoque promittit S. R. Majestati, & Reipub. Poloniæ, auxilia sua contra præsentis eorum hostes, quodque arma sua non prius revocatura sit, quam Deo favente Serenissimus Rex, & Respublica in quiete & securitate sint constituta.

§. 4. Si annuente supremo Numine, à S. R. Majestate Sueciæ, & auxiliariis ejusdem armis, Provinciæ, & Loca aliqua munita, quæ anteriori Bello, per Czarum Moscoviæ Reipub. Poloniæ adempta sunt, recuperata fuerint, repensis S. R. Majestati Sueciæ sumptibus, Reipub. Poloniæ restituantur.

§. 5. Loca munita Regni Poloniæ, & M. D. Lit. quæ S. R. Majestas Sueciæ præsentis tempore tenet, & in posterum ex circumstantiis sui Belli ab hostibus capere poterit, eadem S. R. Majestas teneat, ibique præstidia sua habeat, & colloceat.

§. 6. Sacra Regiæ Majestati Sueciæ liberum erit per totam Præsentem, ejusque Urbes, Oppida, & Pagos, aliasque Reipub. Provincias, ubicunque visum fuerit, Milites, exercitumque conducere, & supplementa facere durante hoc Bello, atque quamdiu Serenissimo Regi Sueciæ propter mortis Polonicos Copias suas intra fines Reipub. retinere necesse fuerit, ita tamen, ne defectus Militum Serenissimi Regis Poloniæ ullo modo impediatur.

§. 7. Quod si S. R. Majestati Sueciæ Copias, apparatus Bellicum, aliasve res suas ex Polonia, vel Lithuania, alio per Mare, vel Flumina transportare necesse fuerit, non modo iisdem Portus Reipubl. patebunt, sed etiam cujuscunque magnitudinis, & generis Naves, ad eas trajiciendas, sine ulla remora, & objectis obstaculis concedentur.

§. 8. Si alterutri Regnorum Sueciæ, & Poloniæ, ac M. D. Lithaniæ, Bellum cum vicinis eorum gerere contigerit, altera Pars, alterius hostibus, hostiumque adiutoribus, nullam Bellicam suppellectilem, vel veteritas Merces advehet, vel quocunque modo suppeditabit, aut advehi, vel suppeditari faciet, aut sinet. Præterea nullo transitu Militum fieri, nullaque cujuscunque generis auxilia præstari iisdem permittit; nec ulla ratione in alterius Partis damnum favebit.

§. 9. Quod si post finitum hoc Bellum, quispiam ex Regni Poloniæ, & M. D. Lithaniæ Incolis, vel Civibus arma contra Sacram Regiam Majestatem Sueciæ sumere, ejusque Regna vel Provincias hostiliter aggredi, aut infestare, quemadmodum hoc Bello factum est, ausus fuerit, vel tentaverit, S. R. Majestas, & Reipub. Poloniæ se præsentis Fœdere obstringunt, quod talia molimina, ceptave serio reprimere, delinquentes debita poena afficere, atque Serenissimo Regi, Regnoque Sueciæ pro illatis damnis satisfacere vellent.

§. 10. Omnes, qui hoc Bello, quocunque in loco capti, vel posthac capiuntur, siue Sueci sint, siue Poloni, siue alterius Nationis, cujuscunque demum sortis, vel generis, conditionis, ac status sub signis Sueciæ, vel Polonicis, vel Lithanicis militaverint, sine ullo soluto pretio, finito hoc Bello, pristina liber-

tati restituantur, sicut & illi, qui ob delicta sua capti detinentur, tunc reddentur Dominis suis, pro arbitrio, ut cum ipsis agant, si autem Natione Sueci, aut alii, qui arma Sueciæ gestarunt, inter Tartariam, aliasque Regiones finitimas in Captivitate abducti comperiantur, Seren. Rex & Reipub. Poloniæ, ad liberandos eos, si reperiri possent, sedulam operam navabunt; qui durante Captivitate debita contraxerint, eadem solvere, vel vadinonium dare tenebuntur.

§. 11. Si quis Suecorum Subditorum, qui hostis signa vel partes secutus est, à Copiis Polonicis captus fuerit, is sine omni cunctatione Sueciæ Militiæ Præfœctis reddetur, pari modo S. R. Majestas Sueciæ, Regni Poloniæ Cives, aut Subditos, ejusdem delicti reos Reipub. restituere vult, pravia cautione, ne hostibus postea serviant.

§. 12. Omnes Subditi, siue Milites, siue Rustici, aut cujuscunque conditionis, & status homines, qui hoc Bello, à Regionibus Sueciis in Provincias Reipub. transfugerunt, sine ulla mora, ubicunque deprehendantur, cum Uxoribus, Liberis, Familia, Bonis, & Rebus suis Dominis eos requirentibus reddentur, & restituantur, nec ulli Regni Poloniæ Civium, vel Subdito à Territorio Suecico profugos, apud se recipere, & celare liberum erit, sed tales cum venerint, apprehendunt, & in custodia detinebunt, donec Domino, vel proximè adjacenti Urbi, vel Loco munito significatum fuerit, qui eos recipiant, & abducent. Idem viceversa observabitur, si qui fugitivi à Territorio Polonico in Provincias Suecicas reperti fuerint. Cavetur tamen, ne Civitati Rigeni in jure suo præscriptionis biennalis, quod in fugitivis à Regionibus Reipub. ab iisdem temporibus, quibus Episcopis, & Magistris Ordinis Teuthonici parit, continua temporum serie habeat, Regesque Poloniæ plures illi confirmantur, quicquam decedat, sed ut eodem Civitatis vestigio jure, in posterum, velut hactenus illibato fruetur, salva tamen restitutione Bonorum si extant, quæ eodem transfugas secum injustè abstrulisse probari poterit.

IV. Quæcunque in Illustrissimam Sapiehanam Domum, ceterosque Lithaniæ Nationis, à Factione Saxonica eo nomine facta sunt, quod eius ceptis, moliminibusque obstitit, hoc Fœdere in perpetuum abrogata sunt, & ne in posterum ad similia deveniant, in auctores adversæ Factionis, qui per ruinam hujus Familiiæ, & Reipub. simul oppressum ierunt, violataque securitate Publica Prædictum stabuli in M. D. L. Illustrum Comitum, Michaelæ Sapieham, crudelissime trucidant, ex rigore Patriarum Legum animadvertitur, & uraque pacificentium Pars, de dicta cæde curabit satisfactionem fieri. Dicta autem Domus, ceterique eum ea oppressi in pristinam Dignitatem, honores, munia, prærogativas, ac fortunas, facta restitutione damnorum, ab usurpatoribus omnimode restituantur. Bona vero Regalia, quæ hiæ in conspirationis premium cessant, ad primos Possessores redeant. Utraque demum pacificentium Pars cavet, ut non ea modo, de quibus ita hic conventum est, executioni mandentur, verum etiam ut eum, eosque qui dictam Domum ceterosque cum ea oppressos, hæc ex occasione perturbare in posterum, & persequi instituerint, pro perturbatoribus Pacis Publicæ habeat, & vindict.

§. 1. Sacra Regiæ Majestas Poloniæ, & Reipub. ratihabent, ac se tutiores declarant, Pacem, ac Securitatem, quam Dissidentes à Religione Rom. Catholica, tam in Polonia, quam in Lit. nacti sunt, Confœderationibus, Pactis Conventis, Confirmationibus Jurium, & ipsismet Juramentis Regum firmatam, adeo, ut Protestantium Religioni addictis, quamdiu pacifice se gerant, fides, quam profiterentur, damno non sit futura, aut quocunque prætextu impedimentum adferatur, quominus locis solitis, ac concessis, Sacra rite peragant, liberosque suos in Religione ævita intruere ac educare possint, si que actio cuiquam causa Religionis eorum intenderetur, illa non ex capite Ariarum, sicut Ariarum, judicabitur.

§. 2. Civitatibus Prussiarum, omnia Jura, Immunitates, Privilegia, Jurisdictiones, & Prærogative, quibus siue in Ecclesiasticis, siue prophanis, ante vel post factam Pacem Olivenfem gavisi sunt, conservantur, & confirmantur. Si vero aliqua postmodum, contra eandem acta, & tentata fuisse inventiantur, à S. R. Majestate Poloniæ, & Reipub. judicabuntur, & non modo irrita, injusta declarabuntur, sed etiam abrogabuntur, & abolebuntur, pristinoque statui, sicuti etiam

Seren.

ANNO  
1705.

ANNO  
1705.

Seren. Rex, & Respub. Poloniae hifce fpondent, fanctaque promittunt, quod nullam infractionem, vel mutationem dictis in rebus inpofterum faciant, vel fieri fient.

V. Sint inter Sueciae, & Poloniae Regna, & M. D. L. ut & inter Pruffia, Ruffia, Samogitia, Curlandia, totiusque Livonia Incolas, & Subditos, tam Terra quam Mari, libera, & fecundum veterem atque antiquum ufum, non impedita commercia. Dictum vero priftinum, & veterem ufum inter alia in fequentibus confiftere, & obfervari debere utrinque conventum eft, nempe,

§. 1. Ne Portus & nova Emporia alibi, quam Rigae, debeant erigi & frequentari, fed Merces, ex Lithuania, Ruffia, Pruffia, Samogitia, Curlandia aliisque Provinciis ad folum Portorium & Forum Rigenfe, fecundum morem, & antiquam confuetudinem, Privilegiis, & Pactis cautam ubique venire, & diftrahi, indeque, ad Naves evehi debeant. Iis vero, qui nihil Rigae debent, aut ibi contraxerunt, liberum fit Merces fuas domi vendere, aut Rigam, aut Viliam transferre.

§. 2. Ne Mercibus aut Mercatoribus, Rigam tendentibus, aut inde venientibus, impedimenta ulla fiant, neglecta hactenus viarum, aut portuum, trajectuumque refectio in Ducatu Lithuaniae, Ruffiae, Pruffiae, Samogitiae, Curlandiae, & aliis locis, ubi ab antiquo fuerunt, quantocius fieri, & facta recta confervari debent.

§. 3. Ne Cives Rigenfes, in jam dictis locis in libera coemptione rerum necellarum, boum, lignorum, pifcium, aliarumque rerum impediuntur, aut prohibeantur, fecundum veterem praxin, falvis Telonis Regiis, & Republica, ab antiquo defuper constitutis.

§. 4. Ne Bona naufraga, Naves vi ventorum, aut tempeftatis in Litora, & Brevia adacta, caeteraque res omnes, quocunque Locorum, aut in Mari, aut in Fluminibus à quocumque occupentur, aut sub quovis praetextu detineantur, fed Dominis, atque Proprietariis, abfque ulla tergiverfatione reftituantur, nec praeter aequum, & iuftum, pro folo falvationis labore praemium, inter Partes, fi ipfae ea de re convenire non poſſint, à Judicibus iuratis determinandum, quicquam exigatur. Intortumum ejusmodi paſſis quocunque modo ab Accoſis Litorum, atque Fluminum, aliisque auxilium fuivis non obtrudatur, fed liberum fit pro libitu, aut cum Nautis fuis, aut cum aliis quibuscumque, quos illi ipſimet ad ſitum vocaverint, res fuas falvare, & ſubinet open ferre, ac quaerere, neque quando auxilio indigent, idque per ſignum quoddam inſicant, adſiſſe ſunt expectare, donec illi, qui forte à Dominis iuncti, vel ripae ad ea deſtinati ſunt, veniant, ſed quemcumque, qui prior eſt, recipere, ipſiusque opera, pro debita ſatisfactione, uti fas ſit. Quemadmodum ſcitum cuilibet ſit ad ejusmodi ſignum datum, ſine mora accurrere, & quo poteſt meliori modo, in periculis conſtitutis open ferre, ſcopulos quoque ad quos fere quotannis Naves, & rates, cum maximo Commerciorum damno & impedimento allidi, & frangi ſolent, remove, non reſuſcito fundi Domino, niſi ipſemet monitus, hoc praefare velle, cuilibet id liberum ſit, citra tamen jus eo nomine, à Mercibus, aut Navigiis praeterentibus aliquid exigendi.

§. 5. Ne novis Teloniis, aliisque impoſitionibus quibuſcumque, contra Pacta Olivenſia, Perſonae, & Merces Rigam devehende, in Ruffia, Lithuania, Samogitia, Curlandia aliisque locis graventur, vice etiam verſa Subditi Polonici in Livonia eodem jure gaudeant. Ideo quae contra dicta Pacta in hac reſacta ſunt, inſuſta declarantur, & aboleantur, taliaque in poſterum fieri prohibeantur; quemadmodum mos etiam iſte, qui poſt factam Pacem Olivenſem in Regionibus Reipubl. invaluit, quod ſcilicet Mercatores, & alii Subditi Suecici Polockam, Witepſkum, Dyſnam aliasque ad hoc Fluvium Dunae Urbes & Loca adeuntes, cenſum trium, aut quatuor, aut quinque talerum imperialium, per ſingula capita ſolvere coacti fuerint, non modo improbatum, & rejicitur, ſed etiam ſi quid in poſterum ejusmodi evenierit, in caſu protractae, vel denegatae juſtitiae, jus talionis in Incolas Reip. in Territorium Suecicum venientes exercere licebit.

§. 6. Merces omnes ex dictis locis Rigam delatae cenſuram publicam, per Juratos Cenſores ſubeant, & Merces, quae non notae ſunt, Dominis ſuis reſtituantur, ut de iſis pro libitu diſponere liceat.

TOM. VIII. PART. I.

ANNO  
1705.

§. 7. Ne Nobilibus Subditisque Polonicis ſimul cum duobus de Mercibus ſuis contrahere, aut poſtquam illarum ab uno Cive Rigenſi pecuniam mutuo accepit, poſtea quoque ab altero inſcio priore ſumere liceat, quo factio anterior Creditor, tanquam tempore prior, potius jus, & praefentiam in omnibus debitoris ſui Mercibus pro pretio, quod tunc communiter erit, habeat, reliquique Creditores parata pecunia, à priore Creditore evolenda contenti ſint.

§. 8. Ne dicti Poloni Nobiles, & Subditi, tempus de Mercibus ſuis, certum, & determinatum pretium communiter ſtatuenſi protrahant, praecipue illi, qui debita contraxerunt Rigae, ſed ut teneantur, quando tempore verno, cum ratibus, & Navigiis ſuis vulgo *Straſti* dictis Mercatores ad numerum circiter viginti deſcenderunt, pretio cum Civibus Rigenſibus intra octiduum convenire, tempore vero autumnali, quia tunc Navigatio minore moram patitur, ſtatim poſt adventum ſuum.

§. 9. Cum ab antiquis temporibus, etiam Ruſſici Lithuanici, aequae ac alii, poſtquam Dominis ſuis praetanda praſtiterint, liberam vecturam Mercium reliquarum ad Civitatem Rigenſem habuerint, & plurimi eorum ibidem mutua debita contraxerint, eadem iſis in poſterum, negotiandi libertas relinquatur, nec Domino fas ſit contra veterem ufum, & in fraudem Creditorum, ipſorum Merces, ab illis comendo impedire, quominus Rigam venire, & debita ſua ſolvere poſſint.

§. 10. Quicunque contractui ſuo non ſatisfaciat, ejus Bona omnia tam mobilia, quam immobilia, eorumque redditus, ubicunque locorum ſint, Creditori ſuo Hypotheca loco obligata maneat, & quamvis ipſe Debitor morte extinctus ſit, Haeredes ejus, aut quicunque Occupator, atque Poſſeſſor debitum ſolvere teneatur, nec liberum ſit, ejusmodi Bona, eorumque proventus in fraudem Creditoris emere, niſi de poſſita in Judio alio loco tuto pecunia ad ſatisfactionem Creditoris.

§. 11. Securitas in utriſque Regnis eorumque Provincis, Aequae, & Terra peregrinantibus, & res atque negotia ſua curantibus praſtetur tam pro perſonis, quam pro bonis ſuis.

§. 12. Quae ratione menſurae, & ponderis inter Subditi Polonici, & M. D. L. & Cives Rigenſes conventa ſunt, ea ſtriſſe obſervari debent.

§. 13. Cum penes Fortaliſſimum Kokephauen Subditi Polonici Navigia ſua quando ibidem viſitantur, propter rapiditatem Fluvii Dunae ſapius perire, Naufragiumque pati queantur, commodior ſi fieri poteſt locus per Commiſſarios ad id deputandos deligi, ibidemque viſitatio fieri debet.

§. 14. Nemo Mercatorum Rigenſium famulo, vel ſervo alicujus Poloni pecuniam dabit, Plenipotentia vel assignatione Domini ſui non inſtructo.

§. 15. Si Subditi aliquis Lithuanicus debita apud Rigenſes contracta non ſolverit, Bona alterius eam ob cauſam arreſto nunquam ſunt proſequenda, ſed ipſe Debitor, ejusque Fidejuſſores ſoli ad ſolvendum adigi debent.

§. 16. Qua ratione debita, inter Inſtitores, vel Mandatarios, & Subditi Polonicos, cum Civibus Rigenſibus, in poſterum ita contrahi, & probari debeant, ut nec Creditoribus, nec Debitoribus injuria fiat, & quae praeterea ratione Commerciorum, eorumque commodioris uſus, utrinque moneri poſſint, ea cum ab ipſis contrahentibus, ex Conſuetudine deſuper facta melius determinari queant, per Commiſſarios utrinque ab ipſiſmet deſignandos, in loco ipſis cotrimodo complanari ad poſtmodum à Regibus utriusque Regni ratihaberi, & confirmari poterunt.

§. 17. Debita inter utriusque Regni Subditi Literis Chyrogaphis, contractibus, aliisque legitimis modis probata, ſive ante ſive durante hoc Bello contracta, aut in poſterum contrahenda ſint, rite, atque exacte ſolvi debent, & Creditoribus open ipſorum, qui in quolibet loco, Regione, ac Provincia Judicis, aut Incolis cum imperio praefunt, deſiderantibus, ſine ulla mora, Juſtitia adminiſtrari, ipſisque ſtatim ad deſideria ipſorum, reſponſum Literis conſignatum extradi debet. Sententiae, aut Decreta ſuper debitis, aliisque rebus, inaudita Partis petentis, cauſa lata, irrita & nulla ſint, omni proſus effectu in perpetuum careant ita, ut auctori integrum ſit, cauſam ſuam legitimam, Juris via poſtmodum libere proſequi, ac ſi nunquam Judicium aliquod, aut nulla Sententia interveniſſet.

VI. Cum antehac Poſnania, verſus Stetinam, per

Z.

Flu-



ANNO  
1705.

Fluvios Wartam, & Oderam Mercium transitus liber fuerit, Commmerciumque inter eandem, aliasque ad dictos Fluvios adjacentes Urbes Locaque in magnum utriusque Regni Incolarum emolumentum viguerit, navigatio ista, par Fluvium, Wartam, unde potest esse navigabilis, in posterum liber, & immunis reddetur. Ideoque Molendina, aliaque Edificia, quæ super dicto Fluvio instructa, navigationem impediunt, destruantur, & tollantur.

VII. Quandoquidem contra veterem usum, & damnum tam Civitatum Livonia, quam Prussia & Curlandiae Portus novus ad Polangam, ante aliquot annos exterius Navibus frequentari cœperat, idco defolabitur, nec ibi, nec alibi novus quispian Portus erigetur, aut præter antiquos frequentabitur. Prout etiam nulli abhinc five indigenæ, five extraneo illuc vela facere, vel ejuscuque fortis Merces inde transportare licebit. Quod si quis tentaverit eum prohibere & abducere Succis fas erit, Mercibus cum Navi publicatis.

§. 1. Mercatores Suecici, quibus in Polonia, five per Provincias, & Flumina ejusdem mercaturam instituerit, & exercere volupe fuerit, eodem usu, iisdemque ut aliis amicissimarum Nationum Mercatores, Libertatibus, Prærogativis, & Privilegiis ibidem gaudeant.

§. 2. Imprimis liberum sit Suecicis Subditis, Mercatoribus eorundemque Infinitoribus, omni onere exemptis commorari non solum prout antehac moris fuit, Gedani, verum etiam in aliis Majoris, Minorisque Poloniae Civitatibus, utpote Torunii, Varavia, Cracoviae, Lepolii, & Jaroslavia, atque in Civitatibus Lithuanis, aliisque Fluminibus proxime adjacentibus locis, ibique Merces quascunque venales, pro libitu coemere, & ad Urbes maritimas, Terra, aut Aqua in Scaphis, aut Navigiis, quæ aut ipsimet sibi comparare, aut pro justo pretio ab aliis conducere possunt, transportare, absque ullius certa dictanda pœna, turbatione, vel interruptione.

§. 3. Conceditur Suecicis Mercatoribus, pro quo conveniri potest, ordinarium tamen non excedente sed usitato pretio, singulis annis, ex Salifodinis Reipub. emere certam copiam Salis, camque vel in magnis partibus, prout frangitur, vel coactam ad Urbes maritimas, atque illinc postmodum in Sueciam transmittere, solutis quæ Reipub. pendii solent vectigalibus.

§. 4. Similiter quoque varias Hungaricas Merces, utpote Vinum, Carnem Bovinam, Coria, Adipem, Cretam, & ejusmodi alios fructus apud Hungaros venales emanat, eosdemque ex Hungaria per Territoria Polonica tuto abducant, invehant, & exportent.

§. 5. Quascunque demum Merces, & Mercimonia, quæ vel in Polonia, vel ex vicinia Hungaria coemuntur, integrum sit Suecicis Incolis, solutis tantummodo Telonis ordinariis, & usitatis exportare, & ad Urbes maritimas, Terra, & Aqua vehere, ita tamen, ut modo dictæ Merces in aliquo loco Polonico, in Polonicoorum Mercatorum noxam, aut præjudicium non possint divendi.

§. 6. Contra autem Commercia, quæ Moschovia per Poloniam, & Lithuaniam, cum exteris Nationibus, aliquo tempore exercuerunt, prohibeantur, utpote non modo Civitatibus Polonicis summe noxia, sed etiam juribus, & Privilegiis earum repugnantiæ, adeo, ut nulli abhinc Merces è Moschovia in alias Regiones, vel ex illis in Moschoviam per Reipub. Provincias transmeare, licitum sit, sed ejusmodi Merces, in Civitatibus Polonicis deponentur, & dividuntur, secundum veterem legem, & consuetudinem in locis descriptis, his tantummodo exceptis, quæ longo usu, Aqua vel Terra, ex Moschovia per Territoria Reipub. Polonæ, & M. D. L. Rigan vehuntur, quibus eadem, quæ hæcenus transiendi libertas conceditur.

VIII. Quod si ex Incotis Regni Sueciæ, ejusque Provinciarum, Jure Conductionis, vulgo Arendæ ad extensionem, perceptionemve summe pecuniarum mutuo datæ, bona Nobilium, ac Regalia acquisiverit in Polonia, & M. D. Lit. quamdiu illa possiderit, Reipubl. Patrocinio & Securitate, ac Privilegiis gaudeat, ac Jurisdictioni subaceat, uti Incotæ ejusdem.

IX. Cum ad Commerciolorum facilitorem usum, & Negotiorum quorumcunque promotionem quoque

spozat, Postarum seu Tabellariorum Publicorum liber curius, S. R. Majestati Sueciæ prout ante, & durante Induciarum tempore, & posthac quoque liberum sit, tam Veredaris, quam Equicibus, per quascunque Reipub. Provincias, & Territoria, itum usum continuare. Ideoque ubicunque Tabellarii insignibus Coronæ Sueciæ muniti seu abeant, seu revertantur, non tantum nullo modo, nulla specie detinebuntur, vel impediuntur, quominus tempore cursuque consueto, salvi, liberi & inviolati cum Literis, Vectura, Hominibus, & Equis transcant, verum etiam certa jisdem Stationum loca, vel Hospitia assignabuntur, quæ ubi opus fuerit divertere, requiem capere, & equos commutare, ac justo pretio conducere possit.

X. Convenit quoque est, ut omnis Moneta depravata, sic & Solidi Valachici vulgo *Dymnieze* abrogentur, cursusque eorum, vigore Tractatus presentis interdicatur, salvo usu Solidorum Regni Poloniæ ordinariorum in Regionibus ejus. Quando vero in tranquillo statu Respublica Monetam cudere statuerit, talem cudi curabit, quæ pretio, & valori Monetæ Regni Sueciæ ejusque Provinciarum respondeat.

Ad omnimodam vim, & firmitudinem præsentis Fœderis conciliandam, S. R. Majestas, & Respub. Poloniæ idem cum omnibus suis Punctis, Articulis, & Clausulis, se candidè sanctæque servaturas hinc in præsentiarum testantur. Quod vero ad tempora futura attinet, Respub. Poloniæ promittit, & spondet se singulos Reges suos continua serie regnatos, ad ejusdem observationem per Pacta Conventa, & Juramentum Coronationis obstringere velle, & debere, quemadmodum se ipsam ad idem jam, & in perpetuum obstrictam declarat. Et si quis autem Regum Poloniæ præsens Fœdus ruperit, & Respub. consiliis & armis serio se ei non opposuerit, Respubl. de damno & injuria illatâ S. R. Majestati Sueciæ debitam satisfactionem præstabit.

Si quæ Regna, Republicæ, & Status, hoc Fœdere comprehendere, idemque quoad omnes Partes comprobare velint, unanimi utriusque Paciscentium Partis consensu admittentur, & recipiantur.

Præterea de eorum Principum, ac Potestatum Fidejussione, & Guarantia super hoc pactum conjunctum expenda conventum est, quæ eandem præter publicum commodum in se fuscipere velint, quorumque salus, & conservatio Regnorum Sueciæ, & Poloniæ, quam maxime interfuerit.

Denique præsens Conventio, hoc modo feliciter peracta, utrinque intra hebdomadam, a die subscriptionis computandam, optima ritaque forma ratiabitur exemplaribus ratiabitur, intra præfatum tempus commutatis. Atque ut eo firmior, & stabilior permaneat, Respubl. eandem proximis Comitibus non modo iterata Ratiabitione se confirmaturam, sed etiam Volumini Legum, & Constitutionum Reipub. universalium, tanquam Legem inviolabilem universalem, itaque perpetuam observandam, inserturam esse sanctè promittit. In quorum omnium Testimonium, & Fidem, tam Nos S. R. Majestas Sueciæ Legati Extraordinarii, quam Nos S. R. Majestas Poloniæ, & Reipub. Commissarii, præsentem Tractatum, cujus duo exemplaria ejusmodi tenoris scribi, literisque mandari fecimus, m. pp. figuravimus, ac Sigillis nostris corroboravimus. Dabamus Varaviae in Suburbio Cracoviensi, & quidem in Cœnobio Carmelitarum Discealeatorum 18. Novemb. 1705.

(L. S.)

ARVERD. HOM.

GEORGIUS WACHSCHLAGER.

JUSTUS A PALMBERG.

CHRYSOST. BENEDICTUS GNINSKI,  
*Episc. Cammen. Abb. Wag.*FRANCISCUS ZAPOLSKI, *Castell. Siradien.*FRANCISCUS GRZYBOWSKI, *Castell. Inowlad. & reliqui qui supra.*

LIX.

ANNO  
1705.

ANNO

LIX.

1705.

21. Nov.

Recès, welcher zwischen Sr. Königl. Majest. in Preussen Frederico / und Sr. Churfürstlichen Durchl. zu Pfalz Johann Wilhelm / wegen der Reformirten Religion, Gewissens-freyheit / und freyen Religions-Exercitii in der Chur-Pfals / aufgerichtet zu Dusseldorff den 21. Nov. 1705. Nachst der Declaration gedachter Churfürstl. Durchl. zu Pfals auf Ihrer Königl. Majest. in Preussen eingelegte Recommendation, in faveur der Evangelischen und Reformirten Religions Verwandten von sich gegeben / und in der Pfals publiciren lassen / betreffend die Gewissens-Freyheit aller 3. im Römischen Reich recipirten Religionen / die Eintheilung der Kirchen / restablirung der Universität zu Heidelberg / bestellung des Kirchen-Raths etc. : Dusseldorff ut supra. [LUNIGS, Teutsches Reichs- Archiv. Part. Spec. Abtheilung IV. Abthg. I. pag. 754. d'où l'on a tiré cette Piece, qui se trouve aussi dans le *Theatrum Europaeum* Tom. XVII. sub anno 1705. pag. 143. dans LEHMANNUS Reichs-Handlungen von Religions-Frieden. pag. 796.]

C'est-à-dire,

Recès conclu entre FREDERIC I. Roi de Prusse, & Electeur de Brandebourg d'une part, & JEAN GUILLAUME Electeur Palatin d'autre part, au sujet de la liberté de conscience, & d'Exercice public, pour ceux de la Religion Reformée dans l'Electorat Palatin. A Dusseldorff le 21. Novembre 1705. Avec La DECLARATION de son Altesse Electorale Palatine publiée à ce sujet dans ses Etats en faveur des trois Religions reçues dans l'Empire ; par laquelle il est pourvu, entre plusieurs autres choses, au partage des Temples & au retablissement de l'Académie de Heidelberg, & du Conseil Ecclesiastique. A Dusseldorff le même jour.

Wir wissen: Nachdem auf Ihrer Königl. Maj. in Preussen / bey Ihrer Churf. Durchl. zu Pfals eingelegte Recommendation dieselbe in favor der Evangelischen Reformirten Religions-Verwandten in der Chur-Pfalsischen Landen unterm heutigen dato diese hiernach folgende Declaration von sich gegeben.

Wir GOTTES Gnaden wir Johann Wilhelm / Pfalzgraff bey Rhein / des heiligen Römischen Reichs Erzg-Schatzmeister und Churfürst / in Bayern / zu Gölch / Cleve und Berg Herzog / Graf zu Veldenz / Sponheim / der Mark Ravensberg u. Mörs / Herr zu Ravenstein / etc.

Thun kund und zu wissen, Nachdem wir von Anfang Unserer / in Unseren Chur-Pfalsischen Landen angetretenen schweren Regierung uns vornehmlich unter andern beflissen / denen zwischen Unseren Chur-Pfalsischen Unterthanen vor und nach Ihrer differenten Religion / und deren Exercitien halben angewachsenen Irrungen vorzukommen und solchen nach Möglichkeit abzuheffen So haben wir auch zu diesem Ende von Zeit zu Zeit wohlmeinende Verordnungen ertheilet / und nichts unterlassen / was wir zu Erhaltung obigen Zwecks zutänglich zu seyn erachtet. Nachdem wir aber gegen alles verhoffen / dennoch vornehmen müssen / daß auch dadurch Unsere heilsame Intention nicht allerdings assequirt worden / weiln Unsere der Reformirten Religion bezugthane Unterthanen durch

TOM. VIII. PART. I.

verschiedene eingeführte Mißbräuche und Trefsen einigermassen beschwöret zu seyn vermeinen wollen; Also haben wir absouderlich auf verschiedene Unserer Alliirten / und Auswärtige Potentien bey Uns eingewendten ansehnlichen Recommendationen / zu Beybehaltung der Unseren Unterthanen so nöthigen Einigkeit / diese hernachfolgende unveränderliche Verordnung in unserm Chur-Fürstenthum der Pfalz und zugehörigen Landen / Krafft dieses gnädigst publicirt, befehlen auch / und verordnen solchem nach gnädigst und ernstlich:

Daß von nun an / u. ins künftige Unseren gesanimten / denen dreien / in dem Röm. Reich recipirten Religionen zugehörigen Unterthanen durchgehends in obgedachten sämmtl. Chur-Pfalsischen Landen / in specie in dem Ober-Amt Germersheim / die vollkommene Gewissens-Freyheit mit Abstellung aller dagegen sich etwan hervor gethanen Mißbräuchen unbehindert gelassen / u. dieselbe keineswegs weder beeinträchtigt / noch turbirt, auch folgende specialia, zu allen Zeiten steth und unverdröcht, gehalten werden / u. die Unsige bey Unserer höchsten Ungnad sich darnach reguliren sollen.

Diesemnach kan ein jeder eine der dreien im Römischen Reich erlaubten Religionen öffentlich bekennen / und ohne Hinderung Alt und Jung / wann diese Annos discretionis haben / die vöilige Gewissens-Freyheit gänzlich genießen / auch nach Willen von einer Religion nach der andern sich begeben; Zu welchem Ende alle disfalls der obgedachten Gewissens-Freyheit entgegen laufende in der Unten-Pfals und Ober-Umkt Germersheim etwa ergangene Mandata hiemit aufgehoben seyn sollen. In Matrimonio mixtis steht denen Eltern frey ihre Kinder in der Religion tauffen zu lassen / und zu erziehen / wie es die Ehe-Gerichts-Ordnungsmäßige Ehe-Pacta, oder ihre / stante Matrimonio, beschlene aythentische Abrede mit sich bringet; Wo aber weder Ehe-Pacta, noch dergleichen Abrede / so viel diesen Punct angeht / beständig / da folgen die Kinder dem Capiti Familias, jedoch bleibe den Kindern / wie obgedacht / die vollkommene Gewissens-Freyheit / wann sie ad annos discretionis kommen / auch dem letztlebenden Vater oder Mutter bevor / die Kinder nach Belieben in ihrer Religion zu erziehen.

Wann von unterschiedlichen Religions-Genossen Heyrathen geschehen / sollen die Proclamationes in eines jeden seiner Religion Kirchen / ob sie gleich in einer Stadt / oder Kirch-Spiel wohnhaft / ordentlich verrichtet / dimissoriales gefordert / jedoch unbedingt und unwaigerlich / auch unentgeltlich gegeben werden / und soll in Puncto der Copulation die Braut dem Bräutigam folgen / sonsten aber die Catholische Geistlichkeit und Pastores keine Evangelische Religions-Verwandte / und vice versa die Evangelische Prediger keine Römische-Catholische ohne Dimissorialibus ihrer Priester / Pastoren oder Prediger / zusammen geben.

Denen Pupillen werden Vormänder von der Religion verordnet / in welcher sie / nach denen Ehe-Pacten / oder his deficientibus, nach der hiebei vorgetzten Regul erzogen werden müssen. Bezug-dachte Augsburgische Confessions-Verwandte / Reformirte und Lutherische sollen an keine andere Ceremonien / als an die Ihrige gebunden seyn / daher sie weder direct noch indirect angehalten werden sollen / bey denen Catholischen Processionen Graß zu streuen / Meyen zu stecken / May-oder andere dergleichen bey denen Römisch-Catholischen gebräuchliche Feyer-Glocken anzuläuten / das Ave Maria / oder die Catholische Feyer-Tage anzuläuten / vielweniger mit dem Gewehr bey der Procession

Z 2

auf

ANNO

1705.



ANNO  
1705.

aufzuwarten / Fahnen oder Creutze zu tragen / bey der Morgens- Mittags- oder Abends- Glocken den Huth abzugeben; Sie sollen auch dieserhalben von niemand beschweret / vielweniger begehret werden / vorher erzählten und andern Catholischen Ceremonien und Ritibus beizuwohnen / herentgegen die Catholische in ihrem Gottesdienst und üblichen Ceremonien weder direct noch indirecte behindert / verstimmt / verspottet noch beeinträchtigt werden sollen.

Ferner sollen beyderseits A. C. Verwandte die verschlossene Zeiten nach Catholischer Kirchen-Gewohnheit / nach vorher von der Churfürstlichen Regierung erhaltener Erlaubnis / eben zu observiren nicht schuldig seyn. Über dieses so sollen jetztgedachte Evangelische / bey denen Catholischen Processionen / und wann das Venerabile zu denen Kranken getragen wird / nicht gezwungen werden / das Gehehr zu präsentiren / oder nieder zu knien / hingegen aber keine vorfällige Aergernis geben / sondern so lange / bis die Procession vorbei / auf die Seite in ein Haus / oder zurück gehen / oder wo sie nicht ausweichen können / den Huth abziehen. Es solle auch den Evangelischen / so Reformirte Lutherischen / in denen Städten / und in den Häusern / bey verschlossenen Thüren / Läden und Fenstern / auf Catholische Fest-Tage zu arbeiten erlaubt seyn / und sollen sie deswegen keine Inquisition und Bestrafung zu besorgen haben / jedoch sollen die Grobschmied (außer was vor die Reisende nöthiger weise beschleßet / und andere Handwerker / welche ein großes Geröhl machen / auf diese Tage öffentl. nichts verfertigen.

Es stehet denen beyderseits A. C. Verwandten frey / auf solchen Catholischen Feiertagen öffentlich Schul oder Catechizationes zu halten / und ist ihnen auch unvertuehret / ihre monatliche Bett-Tage zu seyn. Beyderseits A. C. verwandte Eltern können nicht gezwungen werden / die Noth-Taufe zu adhibiren / oder Catholischer Hebammen wider Willen sich zu bedienen. Es bleibt obgenannten Reformirten und Lutherischen bevor / in der Fasten / und an Catholischen Abstinenz-Tagen in ihren Häusern Fleisch zu speisen.

Niemand / er sey geist- oder weltlich / solle der Religion halber / er seye darinn geboren / oder habe dieselbe von kurzen oder lang angenommen / verfolgt / vielweniger aus einer Stadt / Dorff / oder Land / disfalls zu emigriren genöthigt / auch seines Glaubens halber verachtet / nachgeruffen / ausgeschrien / oder gescholten werden. Niemand soll von der Magistratur, Bürger-Recht / von Kaufleuten / Handwercken / oder Rünften / Gemeinschaften / auch öffentlichen Gewerben / Handthierungen / Handwercken / Contracten / Kauf und verkauf beweg- und unbeweglichen Gütern / von Veranherung-Recht / wo es hergebracht / noch von einigen Erbschaften / Erb-Verwandschaften / oder Legaten / oder andern Gerechtigkeiten und Handlungen / der Religion halber ausgeschlossen werden.

Ferner gestatten wir gnädigst / daß in Ehe-Sachen / so viel die beyderseits A. C. verwandte Personen angehet / es auf Artz und Weise / wie solches in Unsern Sächlich- und Bergischen Ländern / verordnunge des errichteten Religions-Raths verglichen / in allen Punkten gehalten werden / und selbige von Unserm Evangelischen Ehe-Gerichte / oder wann selbiges noch nicht retabillirt / von dem Reformirten Kirchen-Rathe / oder dazu expresse committirten Evangelischen Rätthen beurtheilt werden sollen.

In denen Fällen / wann zwischen Catholisch- und Evangelischen Unterthanen Ehe-Streit vorfällt / folgt der Actor das Forum Rei, und wird der

Evangelische nach denen von Evangelischen angenommenen / der Catholische nach der Catholischen geistlichen Rechten / insonderheit in puncto divorcii & repudii gerichtet; Ratione dispensationis in matrimonialibus quoad gradus prohibitos wollen wir es nach der Chur-Pfälzischen Ehe-Gerichts Ordnung halten / und also denen Evangelischen das Recht nach ihrer Religion gedenken lassen.

Damit auch die bishero wegen des Exercitii simulcranci sich hervorgethane Beschwerden auf einmahl geendigt seyn mögen; So haben wir nach reiflicher Überlegung solches dergestalt aufzuheben beschloffen / heben solches auch hiemit dergestalt auf / daß nichts desto weniger selbiges in denjenigen Orten / wo es schon bey Zeiten des Chur-Fürsten Carl Ludwigs Christmildesten Andenkens mit denen benachbarten Herrschaften / und in specie mit Chur-Magaz in dem Bergstrassischen Reich de Anno 1650. dem Regensburger Vergleich von Anno 1653. wie auch mit dem Fürstl. Hauß Baden-Baden 1652. 1653. 1661. errichteten Pactis, welche in ihrem Vigor bleiben / und nach deren wörtlichem Inhalt wir die beyderseitige Religions verwandte Unterthanen handhaben / und selbige gegen alle bishero etwa beschene Beeinträchtigungen obbesagten Reccessen gemäß gnädigst schügen wollen / etablirt / ohne daß die geringste Behinderung causirt werden möge.

Wie wir dann zugleich gnädigst verordnen / damit gesamte Unsere liebe Unterthanen in der Religion ihr besonders / à partes, öffentliches / freyes und unbehindertes Religions-Exercitium ruhig haben / daß es mit den Kirchen-Pfarr- und Schul-Häusern / samt denen dazü gehörigen Gütern / Zinsen / Zehenden und Renten auf hernach beschriebene Weise gehalten werden solle.

Gestalten dann / so viel Unsere drey Haupt-Städte in obgedachten Unserm Chur-Pfälzischen Ländern / Heidelberg / Mannheim und Frankenthal / und Unsere sämtliche übrige Ober-Unters-Städte / nahmentlich Alzen / Bacharach / Bretzen / Lautern / Mosbach / Neustadt / Oppenheim / Simmern / Stromberg und Ladenburg betrifft / wie gnädigst wollen / daß / wo zwey oder mehrere Kirchen / oder Kirchen-Plätze / woselbst in der Reformirte Anno 1685. ihr Exercitium Religiosis gehabt / oder sie nach der Hand auf ihre Kosten erbauet / sich befinden / und hingegen die Catholische keine eigene Stadt- oder Kloster-Kirche dabeist haben / denen Catholischen eine davon privative eingeräumt werden solle; Jedoch behalten dieser Regul ungeachtet die Catholische die von denen P. P. Franciscanis inhabende so genannte Kloster-Kirche / und des Gymnasii Platz zu Heidelberg / wie auch die so genannte Spital- oder Garnisons-Kirche in der Vorstadt (worunter gleichwohl das Spital / und dessen Gefälle nicht begriffen) desgleichen das Chor der heil. Geist-Kirchen dabeist / welches mit einer Mauer separirt / und nicht durch den Navem Ecclesiae, sondern von außen her der Eingang gemacht werden solle / privative. Da hingegen die Reformirte navem Ecclesiae sohaner heiligen Geist-Kirchen mit dem Thurn (dessen Gebrauch / samt dem Geläut / mit denen Catholischen gemeinschaftlich seyn solle) wie auch die St. Peters-Kirch / nebst dem Chor cum pertinentiis, und endlich alle übrige Kirchen-Plätze / und Rudera cum pertinentiis, nebst allen Pfarr- und Schul-Häusern / oder deren Plätzen / in deren Possession die Reformirte Anno 1685. gewesen / privative bekommen / und an statt obgedachten Gymnasii, Garnison- und Kloster-Kirchen der Schönauer in Heidelberg gelegener Hoff /

ANNO  
1705.

ANNO 1705. Hoff / mit seinem völligen Bezirk / um selbigen nach Welchen zu einer Kirchen / Gymnasio, Schul / Pfarr- oder Schul-Häuser / oder ad alios Ecclesiasticos ulus zu employren / privativē eingeiraumt wird.

Verordnen wir gnädigst / daß nach sothaner Regul denen Reformirten zu Manheim privativē zugesesselt werde die provisionaliter erbaute Kirchen (gestalten die Catholische / bis sie eine anderwärtige Kirche bekommen / sich in der Patrum Capucinorum Kirch bekehren mögen) nebst dem grossen Kirchen-Platz / und daselbst gelegten Fundament / so zu der Hochreutischen / und Ballonischen Gemeinden destiniert seynd / mit allen etwa daselbst befindlichen Pfarr- / Rectorats- und Schulhäusern / oder deren Plätze / und Pertinentien / welche die Reformirte 1685. besessen / oder seithero an sich justo titulo gebracht / oder gebauet.

So wollen wir auch gnädigst / daß zu Fränkenthal denen Reformirten derjenige Kirche mit ihrem völligen Bezirk zukommen solle / in dessen Chor anjeho das Simultaneum eingeföhret ist / und solle das Pädagogium daselbst / die Pfarr- und Schul-Häuser / oder vielmehr deren Plätze / und was sie sonst Anno 1685. gehabt / denen Reformirten / und denen Catholischen die zweyte Kirche / so die P. P. Capuciner anjeho inhaben / die dritte aber denen Reformirten für die Ballonische Gemeinde privativē gleichfalls verbleiben.

In Unsern übrigen vordennannten Ober-Unt- und andern Städten bleibt es bey obiger Regul / zu folg solcher die grosse Kirche zu Alzey denen Reformirten / den Catholischen aber die andere zu Lautern gleichfalls / und zu Oppenheim die grosse Pfarr-Kirche denen Reformirten / denen Catholischen aber in beyden Orten sich befindliche Franciscaner-Kirche / und zu Bacharach denen Catholischen die Kirche am Berg / denen Reformirten aber die Stadt-Kirche / und weniger nicht denenselben zu Weinheim / die in der Vorstadt gelegene Pfarr- und die Rudera der in der Stadt befindlichen Spital-Kirchen / denen Catholischen aber die daselbstige Carmeliter-Kirche privativē zukommen solle.

In welcher Ober-Unt-Stadt aber nur eine Kirche / oder Kirchen-Platz sich befindet / daselbst solle Navis Ecclesiae cum pertinentiis denen Reformirten / das Chor aber denen Catholischen gelassen werden / und mit einer Mauer auf beyder Theile Kosten separiret werden / auch jedem Theil frey stehen / wo Raum vorhanden / noch etwas an seinem Theil anzubauen.

Wir wollen und verordnen auch ferner / daß die Kirchen in allen übrigen Unsern Städten / und in denen Flecken und Dörfern auff dem platten Lande / wo nur eine Kirche ist / darinnen die Reformirte Anno 1685. ihr Exercitium gehabt / und die Catholische keine Clöster / oder eigene Kirche bereits haben / solchergestalt getheilet werden / daß diejenige Reformirte Mutter-Kirchen von Anno 1685. woselbst anjeho kein Reformirter Pfarrer mehr / sondern ein Catholischer Pfarrer wohnet / die Catholische zum voraus auff Abschlag ihrer 3 Theil haben sollen / jedoch daß hingegen die Reformirte aus derjenigen Inspection, worinnen sothane denen Catholischen überlassene Mutter-Kirchen gelegen / ihre / ratione dieser / denen Catholischen zum voraus einzuwendenden Kirchen zukommende 3 Theil aus denen Kirchen / wo die Reformirte Pfarrer gegenwärtig wohnen / zum voraus ebenfalls wählen mögen / daß also / so oft die Catholische zwey Mutter-Kirchen behalten / denen Reformirten hingegen fünf Kirchen / wo ihre Reformirte Pfarrer wohnen / gleichfalls zukommen. Die übrige Kirchen insgesamt sollen auf folgende Weiß getheilet werden /

ANNO 1705. daß nach jetztgedachter vorhergegangenen Theilung erstlich die übrige Kirchen / wo annoch Reformirte Prediger wohnen / zweitens die wohlgebaute / drittens die baufällige Filialen / und endlich vierdens die Rudera jedesmalen sieben und sieben aus einer / oder da sieben verglichen Kirchen darinnen nicht befindlich / aus der nechsten Inspection zusammen gesetzt werden / davon denen Reformirten fünf / und denen Catholischen zwey privativē dergestalt zukommen sollen / daß Unsern Reformirten Kirchen-Rath daraus die erste / und die zweyte Wahl Unsern darzu expressē benannten Räten nomine Catholicorum, die dritte denen Reformirten abermals / die vierde denen Catholischen / und der Rest denen Reformirten verbleiben solle. Wobey wir expressē verordnen und befehlen / daß alle bey solchen ihnen Reformirten privativē eingeiraumten habenden Kirchen befindliche Pfarr-Güter / Renten / groß und kleine Zehenden und Zinsen / so Anno 1685. ein Reformirter Pfarrer salarii loco genossen / oder durch die Collectur erhoben worden / zu der Reformirten Kirchen Behueß privativē, ohne die geringste Schmälerung und bey der hergebrachten Freyheit überlassen / auch Unser Hof-Cammer / und die unter derselben stehende Corpora, wie auch die benachbarte Stifter / oder Herrschaften / Communen / und andre Corpora zu Ablegung des etwa schuldigen Beytrags / der Obervang gemäß / angehalten werden sollen; Gleiches Recht genießen die Catholische bey denen ihnen durch vorgesezte Regul privativē zukommenden Kirchen; jedoch werden die Stifts- und Klöster-Gefälle hierunter nicht verstanden.

Wir verwilligen und gestatten ferner gnädigst / daß allen Reformirten / und Evangelisch-Lutherischen / wann schon denen Catholischen in ein- oder andern Ort die Kirche / Pfarr- und Schul-Häuser privativē zukommen / ihr Exercitium Publicum in einem Privat-Haus / oder wo sie es dienlich erachten / zu äßen / unverwehret seyn solle / & vice versa denen Catholischen / gestalten einem jeden Theil auch unbenommen ist / an allen Orten / wo er es nöthig erachtet / neue Kirchen mit Thüren / Glocken und übrigen Zugehörungen / wie auch Pfarr- und Schul-Häuser zu erbauen; welchen Falls wir auch die neue Plätze / wohin die Kirchen / Schulen / Pfarr- und Schul-Häuser angerichtet werden möchten / von allen herrschaftlichen Beschränkungen hiemit gänglich befreyen / und sothane Gebäude und Häuser / so lang sie zu obbemeltem Gebrauch gewidmet bleiben / bey der Immunität gnädigst schützen / und handhaben wollen.

Alle von denen Reformirten 1685. in der ganzen untern Pfalz besessene Gymnasia, Pädagogia, Rectorats-Häuser / und lateinische Schulen / oder deren Plätze / in specie das Collegium Sapientiae, und die Medar-Schul zu Heidelberg / und das Casimirianum zu Ruffart / oder an dessen Stelle eines in Dach und Fach wohl-conditionirtes Äquivalent; das Gymnasium zu Fränkenthal / Manheim und andern Orten / oder deren Plätze / sollen denen Reformirten cum omnibus Reditibus & Accessionibus, wie sie selbige 1685. gehabt / privativē verbleiben. Und damit hinkünftig alle fernere Disputen unterbleiben mögen / wollen wir gnädigst / daß Jurisdictionem Ecclesiasticam & Jura Parochialia cum Cura animarum & omnibus annexis Exercitii publici gesamte Religionen über ihre Glaubens-Genossen allenthalben exerciren mögen / ungeachtet die Kirche selbigen Orths nur einer Religion angewiesen / daher die Jura Ordinariatus & Stolar, vielwinger Jurisdictio Ecclesiastica keineswegs auf andere Religions-Verwandte extendiret



ANNO  
1705.

ret werden/ sondern alle dergleichen Prætenfiones  
hiemit expresse aufgehoben/ und verboten seyn  
sollen.

Wir wollen auch gnädigt/ daß die Glocken und  
Kirch-Höfe von denen Kirchen dependiren/ je-  
doch daß ein Theil dem andern um die Gebühr  
bey denen Begräbnissen/ Hochzeiten/ und derglei-  
chen/ läuten/ auch wo nur ein Kirch-Hoff vorhan-  
den/ derselbige gesammten Religionen ihre Toden  
zu begraben gemeinschaftlich erlaube/ und einer  
jeden Religion ihre Gesänge und Ceremonien  
dabey zu üben ungehindert gestattet/ dabey gleich-  
wohl jedem verwillt/ und frey stehen solle/ einen  
absonderlichen Kirch-Hoff anzuschaffen/ oder mit  
Theilung des vorhandenen Kirchhoffs sich unter-  
einander nach Zustand des Orts und Gelegenheit  
gütlich zu vergleichen/ welches eben den Verstand  
haben solle/ wo die Kirchen gemeinschaftlich über-  
lassen werden/ dafelbst die Reparation des Clo-  
sters denen Catholischen/ navim Ecclesiaz aber  
zu unterhalten denen Reformirten/ des Thurns und  
Glocken-Unterhaltung beyderseits Glaubens. Ge-  
nossen gemeinschaftlich obliegen solle/ es sey dann/  
daß etwa ein Patronus, Decimator, oder son-  
sten jemand von alters her die Reparation zu  
thun obligirt wäre/ So soll auch in denen Kir-  
chen/ welche denen Reformirten zu theil/ keiner  
das Jus Patronatus exerciren/ der es in Anno  
1687. nicht exercirt hat. Und gleichwie ferner  
zu Zeiten Unserer Vorfahren diejenige aus denen  
eingezogenen Stiftern/ Probsteien/ Clöstern/ Prä-  
laturen und dergleichen Corporibus gefallene Ren-  
ten/ und Einkünften meistens ad pias causas  
verwendet worden/ und wir dann gleichmäßig gnä-  
digt entschlossen/ alle solche Gefälle von denen ge-  
sammten obgedachten Corporibus, wie selbige die  
sogenannte Verwaltung An. 1685. wirklich be-  
stehen/ zu gleichmäßigem Ziel gebrauchen zu lassen/  
Also verordnen und befehlen wir hiermit und in  
Kraft dieses gnädigt/ daß zu Unterhaltung des  
Reformirten Kirchen-Raths/ Pfarzer/ Kirchen-  
und Schuldiener/ Reparation, Erbau- und Er-  
haltung der nöthigen Kirchen und Schulen/ fünf-  
zehn Theil von denen eingehenden obgedachten Ge-  
fällen an Geld/ Früchten/ Wein/ und dergleichen  
employret und angewendet werden. Die übrigen  
zwey sieben Theil deductis pro rata oneribus,  
Uns/ zu Unserer freyen Disposition verbleiben sol-  
len. Und sollen die etwa vorhandene Früchte/ oder  
Wein unter dem gemeinen Land-Preis und ohne  
habrem Gelde nicht begehret/ oder durch einen Vor-  
schuß geschmälert/ oder sonst etwas sive ad  
usus politicos, sive Ecclesiasticos, noch un-  
term Nahmen der Landes-Resung und Schutzes  
verlangt werden mögen.

Und damit allem weiterm Mißtrauen vorgebogen  
werde/ befehlen wir gnädigt/ daß vorge dachte Gü-  
ter und Gefälle durch eine General-Administraction  
bestehend in zweyen Catholischen und zweyen  
Reformirten Räten/ und übrigen nöthigen Be-  
dienten solcher gestalt verwaltet werden sollen/ daß  
jederzeit quartaliter die Catholische und Reform-  
irten die Einkünften gemeinschaftlich repartir-  
ren/ und solche Repartition ungesäumt/ und also  
fort denen Verwaltungs-Bedienten im Lande per  
modum Relipecti von beyderseits Religions-  
Verwandten Verwaltungs-Räten unterschrieben/  
bekannt gemacht werden/ welche alsdann denen  
beyderseits Religions angestellten Receptoren/  
nemlich den Cathol. ihre/ Theil/ und die denen  
Reformirten angewiesene Portion der/ dem  
Reformirten Receptor einzuliefern und zu ver-  
rechnen haben/ Unter dessen aber bevor die Repar-  
tition geschehen/ auf keines theils Affignation

nicht das geringste abgefolgt/ Uns aber Rech-  
nung und Reliqua darüber præstirt werden/ je-  
doch daß jedem Theil der Überschuß zu seinem  
privaten Gebrauch gewidmet verbleiben solle.

ANNO  
1705.

Demnach sollen die Verwaltungs-Räte nicht  
mehr gemeinschaftlich/ sondern jeder Religions-  
Verwandte über ihr Antheil privative zu dispo-  
niren ermächtigt/ und die Unter-Beidiente als-  
dann von denselben separatim dependiren/ und  
ihre Verordnungen unverweigerlich respectiren/  
wie sie dann in denen Uns leistenden Pflichten  
wirklich dergestalt sollen angewiesen werden/ In  
allen übrigen Vorfällen aber bleibt es bey der  
bisherigen Verwaltungs-Ordnung.

So viel sonst den Reformirten Kirchen-Rath  
und dessen Jurisdiction betrifft/ solle selbiger nach  
Inhalt der Chur-Pfälzischen Kirchen-Raths-  
Ordnung von Anno 1564. und wie er An. 1685.  
bestellet gewesen/ hinwieder ersetzt/ und bey der-  
selben vermög gemelter Ordnung und Observanz/  
bis ad Annum 1685. zukommender Verrichtung/  
Freiheit/ Immunität/ Besoldung/ Rang/ und  
Herkommen kräftigst geschützt und gehandhabt  
werden.

Worbey wir noch ferner gnädigt verordnen/  
daß dem Kirchen-Rath bedürftigen solle/ so viele  
Pfarzer und Schul-Diener/ als er nöthig erach-  
tet/ doch nicht ohne Unserm Vorwissen anzuneh-  
men/ selbige nach Bedingen zu transferiren/ auch  
die Partheien zu combiniren und zu separiren.

So soll auch/ im Fall ein oder anderer Predi-  
ger beschuldigt werden würde/ gegen die Catholi-  
sche Religion unzulässig gepredigt/ geschmälet  
oder sonst gehandelt zu haben/ alsdann die In-  
quisition, da dergleichen nöthig befunden würde/  
jedemal mit Zugiehung eben so vieler Kirchen-  
Räten/ als anderer dargu beordneten Commis-  
sarien beschehen/ und darinnen und sonsten in allen  
übrigen Beschuldigungen/ und Inquisitionen der  
Chur-Pfälzischen Inquisitions-Ordnung gemäß  
verfahren/ und unpartheysische Justiz administriert  
werden.

Und damit auch Unsere vornahm so berührte  
Universtät zu Heidelberg um so viel eherer wie-  
der in vorigen Flor und Frequenz gerathen/ ge-  
sammten Religionen auch in allen Facultäten zu  
profitiren Gelegenheit gegeben werden möge/ so  
haben wir gnädigt resolvirt/ zu der Theologi-  
schen Facultät beständig zwey Reformirte The-  
ologos gnädigt zu verordnen/ und selbige mit der  
gewöhnl. vorigen Besoldung ordentl. salariren/ und  
unterhalten zu lassen/ wie wir dann vorjog von  
Unserm Reformirten Kirchen-Rath ein oder  
andern Vorschlag erwarten/ wie wir solche Pro-  
fessuren zu bestellen vermöchten/ gestalten wir auch  
hiernächst bey Abgang eines oder andern Reformir-  
ten Theologi, zu Ersetzung der dadurch vaci-  
renden Professur gedachten Kirchen-Raths un-  
terthänigste Vorschlag gnädigt erwarten wollen.  
Worbey wir gnädigt declariren/ daß die Allmo-  
sen/ so von jeder Religion à parte gesammelt/  
oder gestiftet werden/ auch von jeder privative  
administriert und distribuiert werden.

Die Legata und Capitalien aber/ in specie  
zu Heidelberg/ Mannheim/ Grandenbatal/ und an-  
dern Orten/ so noch vorhanden/ und nicht bereits  
aniego consumirt seynd/ werden denjenigen Re-  
ligions-Verwandten restituit und gelassen/ so  
vor der eingeführten Gemeinschaft/ oder Theilung  
in deren Possession gewesen/ und administriert  
jeder Religions-Theil die seinige privative,  
worinnen von keinem dem andern eingegriffen wer-  
den solle. So viel aber die Stipendia anbelangt/  
so Anno 1685. in Observanz gewesen/ wird es  
eben.

ANNO ebenfalls nach sothanem Jahr damit gefallen / und  
1705. kommen selbige / wie auch diejenigen / so seithe-  
ro gestiftet worden / oder noch gestiftet werden  
möchten / nach des Testatoris Willen / denjenigen  
Religions-Verwandten zu / deren der Fundator  
gewesen.

Bei den Spitalern / Waisen-auch andern verglei-  
chen Armen-Häusern / so für die Einwohner und  
Bürger gewidmet seyn / wollen wir / daß nach der  
von uns concedirten Proportion der  $\frac{1}{3}$  und  $\frac{2}{3}$   
Theil / jede Religions-Verwandten recipirt / und  
in ihrer Religion nicht turbitur: Vorab aber die  
Waisen nach der Religion / deren der Vater gewe-  
sen / erzogen werden.

In dem übrigen aber verordnen wir gnädigt /  
daß ohne Ansehen der Religion / die Armen / oder  
Kranken aufgenommen werden / und ebenfalls alle  
Gewissens-Freyheit genießen.

Wir wollen auch / und befehlen gnädigt / daß  
denen Evangelisch-Lutherischen nicht allein die An.  
1624. zugekommene / sondern auch diejenige Kir-  
chen / welche sie seithero erbauet / oder noch künftig  
erbauen / privative gelassen.

Das von uns ausgerichtete Evangelisch-Lutheri-  
sche Consistorium auch von den Reformirten  
Kirchen-Rath independent verbleiben / denen sel-  
ben annebenst dasjenige / so ihnen an geistl. Gütern /  
Pfarr- und Schul-Häusern / Zehenden / Renten  
und Gefällen / An. 1624. erweislich zugekommen /  
zu ihrer Administration überlassen werden solle.  
Urkund unserer eigenhändigen Unterschrift und hier-  
auf gedruckten gemeinen Cammer-Canzley-Secret-  
Insigels. Gegeben in Unserer Residenz-Stadt  
Düsseldorf den 21. Nov. 1705.

Joh. Wilhelm / Churfürst.



Und dann so wohl dem Publico / als höchstge-  
dachten Ihr. Kön. Maj. u. Churf. Durchl.  
selbstn daran nicht wenig gelegen / daß zu Vermeidung  
aller etwa hiernechst bevorstehenden weitem Re-  
ligions-Trennungen / obbemelte Declaration in al-  
len Punkten und Clausulen nicht allein aniezo zur  
Execution gebracht / sondern auch hinkünftig / bis  
man von gesamttem Reich wegen sich der Re-  
ligions-Gravaminum halber erwan anders verglei-  
chen / oder in dessen Entschung eine Comitial-  
Decision erfolgen möchte / unverbrüchlich gehalten  
und beobachtet / auch gesamte Interessirte Re-  
ligions-Verwandte dabey auf das kräftigste geschüzet  
und manumetret werden / daß höchstgemelte Ihr.  
Churf. Durchl. zu Bezeugung Ihr vor Ihr. Königl.  
Majest. in Preußen beständigst habender Hochach-  
tung nicht allein vorbelegte Declaration dergestalt  
zu baldigster Execution bringen zu lassen fest ge-  
setzt / daß / so bald der Kirchen-Rath durch die ab-  
gängige Subjecta wider bestellt / gestalten Ihr.  
Churfürstl. Durchl. darüber von gemeldtem Kir-  
chen-Rath ebenfalls die nöthige Vorschläge erwar-  
ten / den Anfang sothaner Execution durch  
expresse dargu bestellter Commissarios und besag-  
ten Reformirten Kirchen-Rath machen / und den  
Rest zum schleunigen Ende befördern lassen wollen;  
Sondern versprechen und geloben auch hiermit / und  
in Krafft dieses vor sich und Ihrer Chur Nach-  
kommene / gemelte Declaration / wie selbige von  
Wort zu Wort hier oben geschrieben / in obgemel-

ten Chur-Pfälzischen Landen / fest und unwieder-  
ruffl. halten und beobachten zu lassen.

1.) Wollen mehr höchstged. Ihr Churfürstl.  
Durchl. daß in dem an den Herrn Bischöffen zu  
Büdingen oppignorirten Amt Vorberg der Sta-  
tus Religionis, quo tunc, observiret werde /  
wie in der Pfand-Verschreibung von 18. Febr. 1691.  
expresse pacificiret worden.

2.) Daß wegen Dirmstein und derjenigen Orten  
dieses Ampts / wie auch der Kellersen Stein / so an  
des Hrn. Bischöffen zu Wormbs Hochfürstl. Durchl.  
unlängst cediret / und dabey der Status quo pa-  
cificiret worden / Ihre Churf. Durchl. dero Of-  
ficia nebst des Königs in Preussen Maj. dahin  
anwenden wollen / damit obgemelte Declaration  
gütlich angenommen / und dafelbst observiret wer-  
de / in allen übrigen etwa Lehn-weise oder sonst  
etwa abgegebenen Orten es ebenfalls in puncto  
Religionis usque ad Comitialen Decisionem  
in Statu hujus Declarationis verbleiben solle.

3.) Daß ratione des Amtes Bickelheim Ihr.  
Churf. Durchl. bei Chur-Magis und der Käyserl.  
Sequestration Ihre Officia nebst des Königs in  
Preussen Majest. dahin interponiren wollen / da-  
mit durante sequestratione, und bis zur Comi-  
tial-Decision dieser Declaration alda gleichfalls  
nachgeliebet werde.

4.) Wann Ihr Churf. Durchl. hiernechst et-  
was vertauschen solten / so wollen dieselbe jederzeit  
den Statum Religionis, salva Comitiali deci-  
sione nach obiger Declaration ausbedingen / u.  
keine

5.) Verwaltungs-Güter alieniren / sondern sel-  
bige jederzeit vorbehalten.

6.) Diejenige Verwaltungs-Güter / so die Ca-  
tholische Geistlichkeit bereits besitzt / wollen Ihr  
Churf. Durchl. in Rechnung jährlich bringen / und  
deren Einkünfte an den zwey siebenden Theil de-  
courtiren lassen / auch alles / was Ihrer Churf.  
Durchl. Krieger-Commissariat nach gepflogener  
Liquidation vor empfangenen Haber / oder sonst  
schuldig zu seyn befunden wird / davon wollen die-  
selbe fünf sieben Theil denen Reformirten resti-  
tuiren lassen / welche sie zu Erbauung ihres Gym-  
nasii und Collegii Sapientiae anwenden sollen.

8.) Obhöchstged. Ihr Churfürstl. Durchl. wol-  
len auch nicht gestatten / daß die Verwaltung der Uni-  
versität ein mehrers als sie An. 1686. gezogen /  
jährl. entrichte / oder von einem alten Rückstand  
Præsentiones gemacht werden / indeme sie selbst  
nichts genießen.

9.) Und gleichwie die Verwaltung pari nume-  
ro Religionis von Reformirten und Catholischen  
angeordnet worden / und derselben Unter-Debiente  
in fünf-sieben Theil Reformirten bestehen werden /  
also wollen Ihr Churfürstl. Durchl. bei jedesmaliger  
Vacanz selbige wieder mit Reformirten besetzen  
und der Reformirten Kirchen- und Verwaltungs-  
Räthen unterthänigsten Vorschlag jederzeit deswe-  
gen erwarten / und den tüchtigen annehmen / wo aber  
die Corpora durch Admodiationes, gleichwie  
bisher / administrirt werden / solle nicht auf die  
Religion / sondern auf die inciviblerende reflecti-  
ret / jedoch keine Geistliche von beyderseits Re-  
ligionen dazu admittirt werden.

10.) Demen Reformirten Pfarrern u. Schul-  
dienern wollen Ihr Churfürstl. Durchl. gleiche  
Freiheit und Immunität von allen Oncribus ge-  
nießen lassen / als von Schatzung / Wacht / und  
Frohn / und allen übrigen Lasten / wovon sie unter  
ihrer eignen Religion zugethanen Herrschaften  
befreyet seynd / und sie sub prætextu Juris Patro-  
natus, collaturæ, &c. so bey derselben Vorkahren  
denen Churfürsten / Pfalzgraffen Carl Ludwig / und

ANNO  
1705.



ANNO und Carl Christumbeiden Andenkens nicht in Ob-  
1705. servanz gewesen / an ihren Functionen nicht hin-  
dern lassen.

11.) Versprechen und wollen Ihre Churfürstl. Durchl. auch / daß es mit dem Ober-Amte Gernersheim auf nachfolgende Weise gehalten werden solle / nemlich daß wegen der Gewissens-Freyheit / Ehe-Sachen / ungehinderten Exercitii publici cum annexis & privati in allen und jeden Orten dieses Ober-Amtes / der geistl. Jurisdiction, Jurium parochialium & curæ animarum, Auf-richtung neuer Kirchen mit Thüren / Glocken und Zugehörigen / Schulen / Pfarr- und Schulhäu-  
ser / eben auf denselben Fuß gehalten werden solle / wie Ihre Churfürstl. Durchl. solches in dem übrigen Chur-Pfälzischen Landen zu erhalten unter heutigem dato declariret haben / zu dessen Folge dem Reformirten Kirchen-Rath so viel Pfarrer und Schuldiener in gedachtem Ober-Amte anzu-ordnen / als von demselben nöthig zu seyn erachtet wird / erlaubt und zugesagt seyn solle / und ver-sprechen Ihre Churfürstl. Durchl. zu denenjenigen Kirchen / so die Reformirte weiters in gedachtem Ober-Amte Gernersheim bauen werden / das dazu nöthige Holz aus dem nächsten Waldungen gratis hergeben zu lassen

So viel die Stifter / Prælatoren und Abteyen zu Caserthal / Hörs / Elingen / Münster / und Gernersheim angeht / behalten selbige die Catholische sammt denen dabey befindl. Stifte-oder Kloster-Kirchen / nebst allen darzu gehörigen Ritten und Gessällen privative, denen Refor-mitten und Evangelisch-Lutherischen aber bleiben alle diejenige Kirchen / wo sie selbige ansezo besitz-ten / woben ihnen die Kirchen zu Zimpfingen / Sche-chenheim / und Godtraustein auch einzuräumen / gestalten mehr höchstged. Ihr. Churfürstl. Durchl. dann auch gnädigst bewilligen / daß vor allen übrige-n sich in gemeindtem Ober-Amte befindl. geistl. Corporibus / wie selbige Anno 1685. unter der Verwaltung gestanden / zu Unterhaltung der nöthi-  
gen Prediger / ein dritter Theil denen Reformirten zukommen / und gleich übrigen geistl. Gütern nach Inhalt obiger Declaration verwaltet werden mögen.

Dahingegen Ihr. Königl. Majest. in Preussen geloben und versprechen / daß sie wegen der zu Re-gierung auff dem Reichs-Convent vorgelommen-nen Chur-Pfälzischen Religions-Gravaminum keine weitere Klagen führen / auch im Fall derent-willen anderwärts was vorkommen solle / Sr. Kö-nigl. Majest. selbige / so viel mögl. bis zur Comi-tial-Erörterung und Decision ablehnen und sich mit demselben / so in vor officievehuter Declaration enthalten / allerdings befriedigen wollen.

Dessen zu wahrer Urkund seynd gegenwärtigen Recces zwey gleichlautende Exemplaria verser-tiget / und mit beyderseits hierzu verordnet- und de-putirter Ministrorum eigenhändiger Unterschrift und siegedruckten Verschaften bekräftiget / und pa-cificiret worden / daß beyderseits gnädigster Herrn Principalem Ratificationes, so bald möglich / gegen einander ausgewechselt werden sollen / so geschehen Düsseldorf den 21. Novemb. 1705.

## LX.

1706.  
12. Janv.

Fœdus inter Rempublicam VENETAM ab una,  
& Incluyas Civitates TIGURUM atque BER-  
NAM ab altera parte, ad duodecim annos &  
amplius, quo mutuum sibi invicem auxilium pro-mittunt & quidem ex parte Reipublice Venetæ pecunia, & ex parte Civitatum Militibus præstan-dum. Actum 12. Januarii 1706. [Copie communicuée par un des Ministres de la Ne-gociation]

In nomine Sacro Sanctæ & Individuæ Trinitatis Dei  
Patris, Filii & Spiritus Sancti, Amen.

ANNO  
1706.

QUANDOQUIDEM æterno omnium rerum Creatori & Conservatori Politiarum inde ab Orbe condito placuit Concordia atque Justitia omnia augere atque promovere, ut ita sincera Amicitia & vicina Politia & Republica divina favente Clemen-tia perfectiorem suam securitatem consequi & con-servare usque & usque possint, majores etiam An-tecessores nostri Serenissimæ Reipubl. Venetæ, sic & incluyarum Urbium Tiguri & Bernæ non solum prillimorum seculorum decursu Amicitiam fidelem ætatioremque conjunctionem, Cœlesti irrorante gratia, semper coluerunt, verum etiam quia firmis-sima inter Reipubl. Amicitia, quæ quanto vetustior tanto robustior, anno supra millesimum sexcentessim-um decimo sexto pro mutua sui conservatione Fœdus invicem inierunt. Quernadmodum vero eor-um & optanda sequendaque maxime Societas, qui semper officium & fidem servarunt, quia probata fi-des comprobat Amicitiam, ideo

Nos Aloysius Mocenigo Dei Gratia Dux Veneti-arum &c. Et nos Senatus-Major & Minor Du-centum Virorum Civitatum Tigurinæ & Bernensis, Membra veteris illius ac magni Fœderis superioris Germaniæ, Helvetiæ, ante oculos nobis ponentes præsentium temporum faciem omnino requirere, ut Principes atque Reipubl. majorem subinde curam & operam impendant, quin Unionum, Amicitiarum, & conjunctionum fidarum vinculo se tutos præstare, salvosque & incolumes conservare valeant, quod ut fiat, liberis cum primis & veteri Amicitia sibi invicem conjunctis Rebus Publ. & Statibus, quales nos divina providentia esse voluit, opera sedulo danda est, in eundem finem veterem restaurare necessitudinem & Confederationem conveniens atque necessarium reputantes.

Nos predictus Venetiarum Dux circumspæctum virum Vendraminum Bianchi ad commemoratos Amicos nostros ambarum incluyarum Urbium Tigurinæ & Bernensis ablegavimus, qui id Mandato age-ret, quomodo verus & optima illa Amicitia inter Reipubl. nostram atque ipsas Urbes renovato Fœderis vinculo ad utrinque Partis commoda & protectio-nem conservari & propagari possit. Id quod Deo T. O. M. benigne auspice aliis interlocutioni-bus peractum est, ita utrobis predictus Dux Veneti-arum ex una parte, & nos Consul, Scultetus ac Se-natus uterque Urbium prædictarum Tiguri & Ber-næ ex altera parte ad Dei gloriam saltem & prosperi-tem mutuum in Dominio Veneto & ambarum Ur-bium Tigurinæ & Bernensis Jurisdictionibus & Ter-ris illorumque Subditis fovendam & conservandam, sincera mente & deliberato Consilio, his qui se-quuntur Articulis & Conditionibus, ærto Fœdere & vera animorum conjunctione (quod felix faustum-que sit) nosmet ipsos obligaverimus.

I. Serenissima Respublica Veneta & binæ Incluyte Urbes Helvetiæ Tigurum & Berna, omnibus in re-bus bonam Amicitiam & Vicinitatem inter se co-lunt, sicut veros, sinceros & bonos Amicos & Con-federatos decet.

II. Si Serenissima Respublica Bellum gerens, five Belli periculum expectans à binis Incluyis Urbibus Tiguro & Berna Milites desideret, teneantur hæc in auxilium & subsidium illius conservationem mittere peditum 4000 voluntariorum, qui in duas Legiones & totidem Collonellos, Tigurinum unum, alterum Bernensem distincti sunt, assignati cuilibet Vexillo viri 2000. Quod si Serenissima Respublica tanto numero non opus habeat, teneatur petere ad minimum 2000, ita tamen, ut huius numero minori non duo fed unus duntaxat Collonellus præficiatur, qui quidem in prima expeditione sit Tigurinus, & Collo-nellus Locumtenens Bernensis, in secunda vero Collonellus Bernensis & Collonellus Locumtenens Tigurinus, adeo ut Urbium ambarum Collonelli alternas vices gerant, & si acciderit, ut durante expeditio Collonellus aliquis moriatur, vel quacum-que ratione Militiam delectat, Successor ipsi ex eadem Urbe unde fuit constituitur; cum hac declaratione, ut quælibet Urbs posteriori casu quinque vexilla suppediet, atque hi Milites five majori five minori numero obligati sunt Serenissimæ Reipublice fide-liter servire, tum in Castris tum per Prædia ad de-fensionem Regionum & Populorum ipsi hoc tempore

subsectorum, in Continenti five in Terra firma Italiae, contra omnes & singulos, qui hostiliter eam oppugnare possint; atque non si Serenissima Respublica Veneta ab utraque parte Militem petat eo tempore, quo vel utraque vel alterutra in periculo sit, five in imminenti Belli discrimine constituta sit & Bellum pertineat, nec utraque nec alterutra teneatur auxilia permittere, quin & supradicti Urbium Milites Serenissimae Reipublicae militantes ab oppugnationibus, & à Militia maritima plane eximantur. Officiales uniuscujusque Vexilli erunt Locumtenens superior & inferior, 1. Vexillifer, 4. Praefecti Vigiliam, 4. Officiales inferiores, 6. Corporales, 6. Appuntati, 4. Tamburi & unus Tibicen, itemque Chirurgus, Bellicus & Trabantes eodem numero 200. Militum comprehenduntur.

III. Si Serenissima Respublica constituerit expeditionem facere & in Urbium ambarum Regionibus, ac Jurisdictionibus Milites conscribere, teneatur tunc ea singulis Capitaneis pro Vexillis illorum solvere 533. Dublones Hispanicos iusti ponderis ante protectionem pro sufficienti cautione, eo modo ut post unum annum effluxum singulis mensibus 30. Dublones detrahendo Serenissimae Reipublicae restituantur, sin vero, in primo Armilustrio vel insequentibus, unus aut plures in numero commemorato 200. Militum, desiderentur pro singulis qui desiderantur Capitaneo menstruatim detrahantur Dublones unus cum dimidio minus una libra Veneta, & pro mensibus singulis computari debent dies 30, & pro anno menses duodecim.

IV. Quod si instituta expeditione una vel altera Urbs 200. Milites cum necessariis suis Officialibus ad protectionem paratos habeat, tunc eos dimittere potest cum attestatione, quo die ab Urbe profecti sint, adeo ut eodem tunc die his Militibus conscriptis, stipendium tunc initium sumat; postea vero pro reddito ad Patriam Vexillis singulis stipendium unius mensis vel 30. dierum in protectionem à Serenissima Republica solvitur; verum cum hac clausula, ut hi Milites exautorati vel in patriam remitti non debeant eo tempore quo montes nivibus clausi, adeoque itineri faciendo inapti sint.

V. Si Milites Urbium ambarum servicio Serenissimae Reipublicae semel destinati tribus durantibus annis in servitio habeantur, neque durante hoc tempore exautorari possint, & si praelium committatur in quo, auxiliante Deo, victoria reportetur, Serenissima Respublica stipendium menstruum praeliarum Collonello, Capitaneis, Officiariis & Militibus gregariis perfolvitur.

VI. Conformatis Castris Regiminia pro hodierna ratione militandi in Bataliones quidem dividi possunt, si vero ambarum Urbium Milites in Serenissimae Reipublicae propugnaculis & Arcibus per praesidia sint disponendi tunc Regimina dividi possunt per Vexilla, Milites vero à propriis Vexillis non separentur, sed una maneant.

VII. Collonelli & Capitanei obligati sunt in Castris atque in rebus Militaribus obedire Archistratego Serenissimae Reipublicae, Generalibus, Gubernatoribus, Generalibus Proveditoribus, aut aliis qui, ipsorum nomine, imperium in Exercitum habent, at in praesidiis Milites teneantur obedire eorum Recto-ribus & Gubernatoribus, sicut apud alios Officiales & Milites Serenissimae Reipublicae usus est.

VIII. Quod si ambae Urbes simul, aut una separatim ab hostibus suis Bello impetantur, aut in periculo imminenti Belli fuerint tempore illo, quo Milites earum Serenissimae Reipublicae stipendia merent, licitum tunc illis esto eos domum revocare, eorumque opera declinandis propriis periculis uti, sic tamen ut in tali casu Serenissima Respublica ejusmodi Militibus revocatis teneatur dare stipendium unius mensis pro reddito à Limitibus ejus, nec non illos usque ad Confina sua versus Rhetorum Dominium tutos, securosque & ad transportandos aegrotos & Officialium fupellestem necessarios carris instructos sine Officialium & Militum expensis deducere.

IX. Ambarum Urbium Milites armati sunt Sclopetis vulgo *Fafilis* dictis, Bajonetis & Bandoleris, liberumque esto praedictis Urbibus ipsismet hoc modo in Patria sua Milites armandi vel armaturam Serenissimae Reipublicae concedendi, quo posteriori casu singulis Militibus menstruatim sex Solidi Veneti, pro consumptione Armorum detrahantur: Teneatur vero Serenissima Respublica Veneta pro singulis sic armatis Vexillis five in Campo five per Praesidia opo-

ra eorum utatur, menstruatim perfolvere Doblones Hispanicos trecentos triginta tres iusti ponderis, singulis autem Collonellis tam pro menstruo honorario unius cujusque Regiminis, Doblones Hispanicos centum quadraginta quinque iusti ponderis perfolvantur, sic nos clarius explicantes, si Serenissima Respublica alio aureo vel argenteo nummorum genere omnes expensas in hoc Tractatu expressas facere cogitet & quivis Duplus Hispanicus ad viginti novem libras monetæ Venetae computetur; tum ad æqualem constituendum valorem sequentes auri & argentei numi hoc pretio expendantur, scilicet Duplus Italicus pro viginti octo libris & decem solidis; Cechinus pro 17. Libris, Scutus feu Coronatus argenteus pro novem Libris & 12. Solidis, Philippus seu Justina Veneta pro 8. Libris & 10. Solidis, Ducatus aureus seu Hungarus pro 16. Libris, Ducatus currens pro sex Libris & 4. Solidis supradictæ Monetæ Venetae. Quod si unus vel alter Capitaneus plures quam ducentos Milites, imo usque ad numerum ducentorum viginti habent, hi viginti supernumerarii dum sunt effectivi & Helvetii, stipendium unius Dublonis & tertias Partis accipiant. Non gravabitur etiam Serenissima Respublica dare Militibus pulverem Tormentarium & Plumbum gratis, prout id apud alios Principes ac Dominos haecenus in usu fuit. Si unum quodque Vexillum minorum numero quam centum septuaginta quinque Militum numero fuerit, Capitaneus perdet Doblones viginti menstruatim, & si diminuat infra centum septuaginta quinque, Capitaneus perdet Doblones quadraginta. Quod si praelium committatur, & ea five etiam morbi contagio causa (id quod Deus avertat) Vexilla dimittantur, Capitaneus duorum mensium spatio stipendium accipiet, secundum ultimam lustrationem praecedentem, ut eo facilius numerum suorum Militum redintegrare possint.

X. Milites ambarum Urbium, qui Serenissimae Reipublicae servant, omnibus ac singulis Privilegiis, Libertatibus, Immunitatibus, Juribus, ritibus & consuetudinibus tam in administrando fure, & exercenda Justitia, quam in aliis omnibus rebus tractant, quibus in Gallia & aliis utuntur & haecenus omni tempore usi sunt. Militibus etiam pro libero Exercitio Religionis in aliqua domo locus commodus & honestus assignandus, neque hi in Exercitio suo ullo modo turbandi, aut ulla occasione nec publice, nec privatim molestandi erunt, itemque pro sepultura mortuorum locus honestus permittendus.

XI. Aegrotantes Milites in Xenodochia recipiantur, iisque tamdiu stipendium cedat, quamdiu Serenissimae Reipublicae servitio sint addicti, usque dum aut convalescant aut morte perfungantur, utque nihil hoc tempore detrahatur, quam alii Serenissimae Reipublicae Militibus detrahi solet. Liceat etiam Pastoribus Bellicis suae Nationis eos invisitare, eos consolari, sine ullo impedimento, nec cuiquam concedatur, eos à sua Religione quocunque modo avellere.

XII. Si Serenissima Respublica destinatum stipendium Capitaneis in singulos menses non solvat prompte, debet tunc eis numerare stipendium juxta Tabulas ultimas lustratorias hac cum exceptione, si armilustrum primis decem diebus, quando mensis initium cepit, non sit habitum, ut tunc mense illo nullus Capitaneus teneatur Vexillum suum lustrare, sed stetur, ut supradictum, Catalogo Armilustrii praecedentis proxime.

XIII. In conferendis Militibus utriusque Collonelli nominatio penes Serenissimam Remp. esto, at Capitaneorum electionem Urbium ambarum Magistratus reservant sibi, ita tamen, ut tum Collonelli, tum Capitanei debeant esse Incolae Officiorum Publicorum in Urbibus Tigurina & Bernensi capaces, qui non minus Magistratibus utriusque Urbis, quam Serenissimae Reipublicae placeant & non plus quam unus Capitaneus singulis Vexillis esse praeposendus, hi vero Capitanei electionem Officialium subalternum liberam habeant, hac tamen conditione, ut homines ad id idoneos, atque ambarum Urbium Incolas nullo modo vero exteros eligant.

XIV. Omnibus & singulis utriusque Partis personis ac Subditis reciproca potestas esto in ipsarum Urbium & Territorii libere eundi, permanendi, trans-eundi, redeundi, agendi & administrandi quavis negotia, res & artes suas tam Mercimoniales, quam Militares sine impedimento aut ullis Impositionibus aut Gravaminibus, quocunque tandem nomine infig-



ANNO  
1706.

niantur, adeo præter hucusque consueta Vectigalia aliud perfolvere non teneantur, à quo expresse excipitur Vectigal Corporale, item Boletæ, & Bona, quæ quis Valis impacta aut proprio vehit equo, aut bajulat corpore suo, pro quibus nunc Vectigal debet exponi, & illorum causa quæquam inquiri, attamen reservantur hic tempora, quibus morbi contagionis regnant, tunc enim quælibet Respublica Commercio & Transitu potest inhibere pro lubitu quoad suspicio contagionis durat, quod intelledum quoque volumus de Urbium ambarum Militibus à Militia Veneta exauctoratis, aut ab Urbibus revocatis, ut nempe euntes & redeuntes cum apparatu suo Militari omni, quicquid bajulant corpore aut equis, vel alio modo vehunt, ab omni Vectigali prorsus sint immanes, prout vetus hæc consuetudo apud omnes Nationes invaluit. Definitum præterea est, ut tum Tigurini tum Bernenses, sive transeant, sive Reipublicæ Venetæ stipendia mereant, & morte perfundi sint, itidem à Vectigali aliove onere immunes sint, libere & absque impedimento sine impositione ex Territorio Veneto vehi aut in honestis Locis sepeliri possint, ipsorum Bona legitimis Heredibus relinquuntur, quod in Ditionibus ambarum Urbium pari & reciproco modo erga Serenissimam Rempubicam & ejus Subditos observabitur. Cuiuslibet Vexillo liceat habere ex suis Militibus qui comestibilia vendat in Campo, hincque omnium onerum & impositionis immunis sit, in Præsidio vero hinc homo ratione comestibilium cum Impressariis aut Gubernatoribus Reipublicæ convenire teneatur quoad solutionem Vectigalium, ita tamen, ut comestibilia sua nemini, quam Militibus Helvetiis vendat. Ratione Privilegiorum, Prærogativorum, Beneficiorum, Hospitiorum & Utensilium Milites Helvetii, ut & eorum Collonelli aut Officiales, pari modo tractentur, ut alii Serenissimæ Reipublicæ merentur.

XV. Ambe Partes teneantur omnibus Militibus aliarum Nationum, qui ad partem oppugnatam per Jurisdictionem alterius se conferre volent, liberum transitum concedere, ita tamen, ut Magistratus, per cuius Ditionem transitus iste instituitur, de eo prius erudiatur, atque moneatur & ut servantur Leges, quas Magistratus jam dictus præscribere possit, & Conventiones inter Cantones Helvetie, per quorum Dominium transitus faciendus esset.

XVI. Quælibet Respublica teneatur hostibus Partis alterius transitum per sua Dominia negare, nec non manu etiam armata, si opus sit, & viribus necessariis eos à transitu arcere & propulsare.

XVII. Si ambe Urbes Tigurum & Berna, vel una earum Bello petantur, tunc Serenissimam Respublicam tum Urbem, quæ Bello invaditur, tum etiam alteri, quæ Bello petitur, teneatur auxilium ferre; singulis mensura numerare Ducatos 4000 Venetos, aut horum valorem, ad sumptus illarum Bellorum, in auxilium & sublevationem necessitatis ipsarum, quoad Bellum durat, ita quidem, ut cum primum Serenissimam Respublicam per Urbes hac de re certior fiat, & in angustis suis Bellicis prædictam opem sint petiture, sine interposita mora & absque ulla reservatione, illam ad menses tres in singulas binas Urbes distincte dari curet, & si Bellum trimestri diutius duret, ut tunc iterum ad trimestre altera summa commemorata numeretur, de qua summa expensa ambe Urbes Serenissimæ Reipublicæ finito Bello, rationem reddent, & quam semper rationem reddere teneantur, quid nempe ex Fœderis pacto de pecunia accepta, aut infusum sit, aut remanere possit, Serenissimæ Reipublicæ reddendum.

XVIII. Quod si una vel altera Urbs, quæ Bello confidatæ auxilia juxta Fœderis pacta & petit, & accept, Pacis Transactionem instituire velit, teneatur ea Coadiutores suos ante conclusionem Pacis hac de re certiores facere, quo & ipsi suo lubito & commodo ea in pace comprehendendi, aut præteriri possint.

XIX. Serenissimam Respublicam sub finem cujusque anni, à die Ratificationis hujus Fœderis, quandiu illud durat, utriusque Urbis Magistratibus, singulatum perfolvito pro pensione annua 711. Doblones Hispanicos juxta ponderis in manu hujus, quem dictæ Urbes ad recipiendum continent.

XX. Omnes & singuli Urbis Cives ac Subditi liberam potestatem habeant eundi, permanendi, transiendi, redeundi, habitandi & negotia sua exequendi in toto Dominio Veneto, sine impedimento inquisitionis Eadem potestas esto Serenissimæ Reipublicæ

Subditis in ambarum Urbium Dominis, dummodo neutri eorum loquantur, disputent, aut rem ullam exerceant vel agant, quæ contra Religionem eorum locorum in quibus degerint, esse possit.

XXI. Neutri Partium ictum esto ad se recipere alterius rebelles aut perduelles, vel propter atrociam criminum condemnatos, uti Latrones, Sodomites, publice infames, Fures, Proditores, Incendarios, violatores & raptores Virginum, prædones, ac falsos Monetarios, sed quælibet Pars teneatur personas hujusmodi condemnatas atque proscriptas alteri Parti cuius sunt Subditi reddere, si repetantur & æqui sumptus refundantur.

XXII. Præfens Unio & Confœderatio debet durare duodecim annos proximos & amplius, pro Partis utriusque placito, & dum alterutra Partium ei non renungit; Utra vero Pars ei renunciare volet, ea tenebitur à alteri Parti notum facere annum ante duodecimum, & quamvis renunciatio fuerit facta illo tempore, tamen Fœdus usque ad finem duodecennii firmum & constans maneat. Quod si sub finem duodecennii neutra Pars huic renunciaverit, tum illud confirmatum habeatur per alterum duodecennium & sic successive; At si forte sub finem duodecennii, renuntiatio jam facta Fœderis, alterutri Parti adhuc periculum aut necessitas quæpiam incumbat, liceat ei tunc aut admissa auxilia Militum retinere, aut commemorata pecunia promissa uti tansper, dum omne periculum præterit.

XXIII. Si lites utrinque orientur, & amicabilem (quæ via prius tentanda est) componi nequeant, quælibet tunc Pars duos idoneos Judices eligat, qui quaterni Curie Rhetorum convenient, litesque finiant; si id facere nequeant, conveniunt in duas æquales Partes divisi, tum a quælibet Parte tertius quispiam vir prudens & neutri Parti suspectus aut addictus assumatur, ex quibus, duobus modo assumtis, forte eligatur Judex supremus, quique probatione unius vel alterius Sententiæ, controversiam litem decidat, cuius iudicium postea ratum haberi possit.

XXIV. Si lites orientur inter utriusque Partis homines privatos, quibuscunque de causis, actor reum in jus citato sub illo Magistratu, cui reus ille est subiectus, qui Magistratus jus procurabit, & dicet sine longiori interposita mora, dictam vero Sententiam exequetur absque respectu Personæ hujus vel illius Religionis.

XXV. Durante hoc Fœdere neutra Parti licitum esto Fœdus cum quoquam facere, quod præfens Fœderis Articulis ullo modo repugnet aut præjudicio esse possit.

XXVI. Denique ambe Urbes Tigurum & Berna in hac Unione & Confœderatione sibi reservant Sacrum Romanum Imperium & omnia Fœdera, Pacta & Conventa, quæ ipsi sunt cum Fœderatis suis Helvetiis, nec non perpetuas & certis annis determinatas Uniones, ante hoc Fœdus initas, & nominatim Transactionem Pacis perpetuam, & Fœderis cum Regno Gallia, adeo ut Fœderibus & Conventis illis omnibus ac singulis communiter & privatim per præfens hoc Fœdus nihil derogari aut præjudicio vel incommodo servire, verum omnia sincere & integre servari debeant, omni furo ac dolo malo penitus excluso.

XXVII. Et si ullus reservatorum ab Inclytis Urbibus Serenissimam Rempubicam invaderet aut quoviscunque modo damnum inferret, directe aut indirecte, in Regionibus, Civitatibus & Ditionibus, quas pro præfenti tenet, tunc ambe Inclytæ Urbes, absque ulla consideratione reservationis supra scriptæ, Partem læsam atque molestiam infestam ac turbatam contra quoscunque aggressores tueri, & ipsi subsidio venire, obligatæ sunt.

XXVIII. Ad hoc autem, ut Milites duarum Inclytarum Urbium pro Serenissimam Respublicam conscribendi ab Illusterrimis DD. Rhatibus Trium Fœderum transactionem liberum habeant per illorum Dominium, Serenissimam Respublicam simul & conjunctim cum amabus Inclytis Urbibus omnia sua studia & officia, ut hinc transitus liberi obtineatur, conferat, & ipsarum Urbes Inclytæ, prout opus erit, & Serenissimam Respublicam postulari, in ejusdem Reipublicæ impensis sumptibus, Legatorum suorum expeditionem studiis Residentis Veneti adjuvare non recusabit.

In fidem & testimonium rerum omnium supra commemoratarum ambe Nos Partes ternas Tabulas Fœderis ejusdem exempli, tum Serenissimæ Reipublicæ

ANNO  
1706.

ANNO publicæ tum binarium Inclytarum Urbium Tiguri  
& Bernæ, appensis Sigillis Iecretoriis communis  
1706. iustissimis.

Actum die 12. Januarii, anno à Nativitate Do-  
mini & Redemptoris nostri Jesu Christi MDCCCVI.

## LXI.

15. Mars. *Reglement des Seigneurs Etats Generaux des Pro-  
vinces Unies touchant la Discipline Mi-  
litaire. Fait à la Haye le 15. Mars 1706.  
[Feuille volante.]*

LES Etats Generaux des Provinces-Unies des  
Pais-Bas, aiant meurement & attentivement  
consideré, de quelle maniere on pourroit le mieux re-  
medier aux abus, aux dereglemens, & aux desor-  
dres, qui depuis quelque tems se sont glissés dans  
l'Armée de l'Etat, par le relâchement, & l'inobser-  
vation des anciens Ordres & Reglemens, ou autre-  
ment; tant à l'égard de la subordination convenable  
& necessaire de la Discipline Militaire, de l'ordre  
touchant le fourage, des Gardes, des Ceremonies,  
du Secret, qu'à l'égard du soin que l'on doit avoir  
pour que la Milice soit complete, des Sauvegardes  
& des autres choses semblables; de quelle maniere  
on pourroit & devoit mettre de meilleurs ordres,  
& comment on devoit faire en sorte que le tout fut  
observé; après avoir pris l'avis du Conseil d'Etat,  
ont trouvé bon, d'établir, statuer & ordonner par  
ce present Reglement, comme nous établissons, sta-  
tuons & ordonnons par ces presentes, les Points &  
Articles suivans.

I. Lors que deux Vels-Marchaux se trouveront  
dans une même Armée, le premier commandera  
seul en Chef, en se communiquant avec le second  
en toutes choses, & dans un jour de Bataille, le se-  
cond se tiendra soit auprès du premier, pour s'aider  
mutuellement de la main & du conseil, ou bien, où  
ils trouveront être à propos.

II. Quand deux Generaux de la Cavalerie, ou de  
l'Infanterie, se trouveront dans une Armée, sans  
un General au dessus d'eux, ou un du même rang  
qui soit plus ancien, le premier commandera en  
Chef, & le second commandera la Cavalerie, ou  
l'Infanterie respectivement, & en un jour de Bataille  
le second prendra en consequence le poste, qui ap-  
partient au General de la Cavalerie, ou de l'Infan-  
terie respectivement.

III. Quand deux Generaux de la Cavalerie, ou  
de l'Infanterie se trouveront dans une Armée, sous  
un General au dessus d'eux, ou plus ancien, le pre-  
mier fera seul tout le détail de la fonction, mais dans  
les affaires de quelque importance il se consultera  
avec le second, & prendra son poste en un jour de  
bataille dans la premiere Ligne, & le second sera  
dans la seconde Ligne.

IV. En l'absence des Generaux respectifs de la  
Cavalerie, & de l'Infanterie, les plus anciens Lieu-  
tenans-Generaux, ou Generaux-Majors, qui se trou-  
veront sous le commandement d'un General au des-  
sus d'eux, soit dans la Cavalerie, soit dans l'Infan-  
terie, ne seront point dispensés de rouler avec les  
autres Generaux de même caractère.

V. Le General de l'Artillerie n'aura du chef de  
sa Charge aucun rang plus haut, que celui de Lieu-  
tenant-General, & roulera avec les Lieutenans-Ge-  
neraux, sans se mêler d'aucun autre détail, que de  
celui de l'Artillerie, excepté lors que les autres Lieu-  
tenans-Generaux seront absens.

VI. Leurs Hautes Puissances entendent, sans pré-  
judice des Droits du Gouverneur de l'Ecluse & des  
Forts & Places de Flandres de sa dépendance, pou-  
voir se servir pour le commandement, des Troupes  
qui seront tirées pour l'Armée de Flandres, soit des  
Garnisons de Flandres, soit d'ailleurs, comme elles  
le trouveront bon.

VII. Messieurs les Deputés à l'Armée ne donne-  
ront aucun ordre directement aux Generaux subal-  
ternes, ou aux Troupes, soit qu'elles soient détachées  
de l'Armée, ou non, mais ils feront passer  
tous les ordres, par le Canal du premier General.

VIII. Comme aussi celui-ci aussi-bien que les  
moindres Generaux & les Officiers, chacun dans la  
fonction de sa Charge, feront passer leurs ordres  
par les ressorts & les degres ordinaires du Comman-  
dement.

TOM. VIII. PART. I.

ANNO 1706. IX. Messieurs les Deputés ne recevront aucunes  
plaintes des Generaux ou moindres Officiers, & ne  
disposeront de rien à ce sujet, soit en principal, ou  
provisoirement; mais ils les renvoyeront au pre-  
mier General, pour y avoir égard, & pour terminer  
l'affaire par son autorité, ou par le Conseil de Guer-  
re suivant la nature de la chose, à moins que les  
plaintes qui leur seront portées ne fussent contre le  
General même, ou contre d'autres, dans des affaires,  
ou le service, ou la grandeur de l'Etat fussent  
particulièrement intéressés: auquel cas ils en feront  
informer, & en donneront connoissance à Leurs  
Hautes Puissances.

X. Ils donneront & laisseront absolument au premier  
General le soin de donner des Congés, lequel pourra  
donner congé aux moindres Officiers, jusques aux Co-  
lonels inclusivement, sans l'approbation de Messieurs  
les Deputés à l'Armée, mais non sans leur appro-  
bation aux Officiers qui sont au dessus.

XI. Le premier General ne fera pas seulement au-  
torisé, mais sera spécialement chargé de faire procé-  
der selon la rigueur du Reglement appelé *Arikel-  
Brief* par le Conseil de Guerre, contre tous & un  
chacun, sans distinction, de ceux qui entreprendront  
de quitter l'Armée, ou qui s'en abstenront; autre-  
ment qu'avec un congé écrit de sa main.

XII. Le General donnera toutes les semaines à  
Messieurs les Deputés à l'Armée une liste des Congés,  
par lesquels y trouvant de l'excès, en pourront  
avertir le General, ou en écrire à l'Etat selon l'oc-  
casion.

XIII. A l'heure ordinaire que l'offi donne les  
Ordres, non seulement les Generaux - Majors,  
& les Brigadiers de la Cavalerie & de l'Infan-  
terie qui seront de jour, & les Majors de Brigades  
se trouveront au Quartier General, pour recevoir  
les ordres, mais aussi les Generaux de la Cavalerie  
& de l'Infanterie respectivement, & en leur absence  
les premiers Generaux qui les suivent, à moins que  
ce ne soit pour cause légitime d'empêchement.

XIV. Le General en Chef aiant donné ses or-  
dres auxdits Generaux-Majors ceux-ci les porteront  
aux Generaux de la Cavallerie, & de l'Infanterie  
respectivement, & en leur absence aux premiers Ge-  
neraux qui les suivent.

XV. En suite le détail desdits ordres sera fait  
& distribué par les Generaux de la Cavalerie, & de  
l'Infanterie, ou en leur absence par les premiers Ge-  
neraux qui les suivent, aux Brigadiers de jour, &  
aux Majors de Brigade.

XVI. Premièrement, que les Troupes prises au  
service sont absolument & entièrement sous les or-  
dres de l'Etat, soit étant qu'elles sont prises au ser-  
vice par l'Etat seul, ou par l'Angleterre & par l'Etat  
conjointement, & en commun, sinon étant qu'il y  
aura quelque chose expressément contraire à ce qui  
aura été arrêté dans le Traité.

XVII. En second lieu, qu'il ne dépend pas du  
jugement des Generaux des Troupes prises au servi-  
ce, de décider si les ordres qui leur sont donnés  
de la part de l'Angleterre & de l'Etat, sont contraires  
aux Traitez, ou non; mais qu'ils sont tenus d'o-  
béir sans limitation & sans reserve, excepté seule-  
ment dans les cas qui sont exprimés en termes clairs  
dans les Traitez, laissant hors de ces cas à l'Etat, à  
répondre des ordres qui auront été donnés.

XVIII. En troisième lieu, qu'en cas de desobéissance  
auxdits Ordres, les Generaux des Troupes  
prises au service, seront tenus de comparoître  
en Justice devant le Grand Conseil de Guerre de  
l'Armée.

XIX. En quatrième lieu, que les Princes, dont  
les Troupes ont été prises au service, ne sont point  
en Droit de limiter par des ordres secrets leur subordi-  
nation sur les ordres de l'Angleterre & de l'Etat, mais  
doivent se confier à l'Angleterre & à l'Etat, & croi-  
re qu'ils ne donneront aucun ordre qui repugne, ou  
qui soit contraire aux Traitez. Que si le contraire  
se trouve, ils doivent en porter leurs plaintes à l'An-  
gleterre & à l'Etat, qui redresseront selon l'équité,  
ce qui pourroit être contraire aux Traitez.

XX. Et enfin, que l'intention de Leurs Hautes  
Puissances est, que les quatre Points ci-dessus soient  
maintenus avec vigueur.

XXI. On recommande sérieusement aux Gene-  
raux de l'Etat une meilleure pratique de la Disci-  
pline Militaire, que l'on n'a fait ci-devant; & à cette  
fin, il est spécialement ordonné au premier General  
de



ANNO de la Milice de l'Etat, d'entretenir bonne correspondance avec le Président du Conseil de Guerre, & de le faire incessamment informer, si le Fiscal de la Généralité, & le Prevôt-General de l'Armée, s'acquittent, comme il faut, de leur devoir, pour prévenir & empêcher tous les desordres & les excès, pour prendre & faire punir ceux qui en sont coupables, & ensuite donner, tant au Président du Conseil de Guerre, qu'au Fiscal, & au Prevôt-General, tout le secours possible pour l'exécution de leurs Charges.

XXII. En conséquence des ordres ci-devant donnez, & de l'ancien usage, le Règlement appelé *Artikel-Brief*, sera publié à la tête de tous les Régimens aussi-tôt que l'Armée sera formée, & ensuite tous les deux mois, soit que ledits Régimens aient leur Conseil de Guerre particulier, ou non, avec dénonciation, & avertissement, que l'intention de Leurs Hautes Puissances est, de les faire exécuter sans la moindre connivence.

XXIII. Aucune Sentence criminelle prononcée à l'Armée ne pourra être exécutée sur les ordres par écrit du *Velt-Marschal*, ou du premier General Commandant les Troupes de l'Etat dans l'Armée, sans néanmoins assujettir ladite Sentence à son jugement, ou sans lui donner Droit de l'approuver ou de la désapprouver, autrement que par voie de pardon; sous les limitations suivantes.

XXIV. A savoir, que le *Velt-Marschal* aura le pouvoir de disposer sur les demandes de pardon & de grace, pendant les expéditions, des délits commis à l'Armée, non seulement par les simples Soldats, mais aussi par les Officiers, jusques aux Capitaines inclusivement, mais cela non autrement qu'après avoir pris l'avis du Conseil de Guerre, & du consentement de Messieurs les Deputez à l'Armée; & n'y ayant point de Deputez au Camp, sur l'avis du Conseil de Guerre.

XXV. A la réserve des Cas, où il pourroit s'agir de crime de Lèze Majesté, de trahison, de lâcheté, d'assassinat, & d'autres semblables crimes énormes; dans lequel cas le *Velt-Marschal* ne pourra point donner de grace.

XXVI. Tous les Chevaux pris sur les Ennemis, & autres butins, seront incontinent déclarez au Fiscal de la Généralité, & seront mis en la garde du Prevôt-General, afin qu'en cas d'abus il puisse être redressé par le Grand Conseil de Guerre, & l'Officier Commandant le Parti, ou le Détachement qui aura fait le butin, condamné à l'amende de six mois de ses gages.

XXVII. Sans que les Conseils de Guerre particuliers des Troupes prises au service puissent en prendre connaissance.

XXVIII. Le premier General de la Milice de l'Etat fera informer par le Fiscal de tous les excès qui viendront à se commettre par les Troupes prises au service, aussi-tôt qu'elles viendront à sa connaissance, soit que les intéressés en aient porté leurs plaintes, ou non.

XXIX. Il fera ensuite mettre ces informations entre les mains du General Commandant des Troupes qui auront commis ces excès, & lui prescrira en même tems, un tems court & péremptoire, pour faire Droit dans l'affaire, sous peine qu'il y soit fait Droit par le Conseil de Guerre de l'Armée.

XXX. Et si le fera montrer les Sentences qui auront été prononcées dans ces affaires, avant qu'elles soient mises à execution.

XXXI. Il tiendra la main à ce que les Troupes étrangères aussi-bien que les Suisses, rendent la Justice suivant l'Ordonnance Militaire, ou *Artikel-Brief* de ces Provinces, & non selon aucunes autres Loix, ou Coutumes.

XXXII. Semblablement il aura soin, qu'ils se gardent bien de donner pardon ou grace, encore que ce puisse être une chose usitée parmi eux.

XXXIII. Si pour des raisons importantes il trouve qu'il soit besoin de faire assister le Fiscal de la Généralité, dans les Conseils de Guerre des Troupes prises au service, & ayant leur propre Judicature, il le fera, non pour y exercer aucune fonction, soit d'Accusateur, ou de Juge; mais pour voir & pouvoir rapporter si dans ces Conseils de Guerre on agit dans l'ordre, & si l'on y rend la Justice suivant l'*Artikel-Brief* & les autres Ordonnances Militaires de ces Provinces.

XXXIV. Il fera aussi donner accès audit Fiscal, aux Rôles criminels, aux Registres, touchant la Justice Militaire, lesquels sont tenus par les Auditeurs, les Greffiers, ou les Ecrivains de Justice desdites Troupes.

XXXV. Lors que l'Armée se formera, on dénoncera aux Generaux des Troupes étrangères, que l'on fera paier à tout le Corps en rabattant sur le paiement & la solde, le tort & le dégât, que les Officiers & les Soldats feront à quelqu'un contre le Droit de la Guerre.

XXXVI. Et on dénoncera semblablement à la tête de tous les Régimens de la Milice de l'Etat, que le dommage, & le dégât qui auront été commis par la Milice de l'Etat, seront paiez par le Régiment, ou par les Régimens qui les auront commis.

XXXVII. Les Dispositions en seront faites, non pour chaque Ligne séparément, comme cela s'est pratiqué jusques à cette heure dans l'Armée combinée, mais pour toute l'Armée dans le Quartier du General en Chef.

XXXVIII. Dans une Armée combinée; ces dispositions seront faites par les Maréchaux des Logis Generaux, *Quartier-Messers General*; de part & d'autre.

XXXIX. Ensuite les Ordres seront donnez par le General en Chef; après qu'il en aura communiqué avec le General de l'Etat dans une Armée combinée; & réciproquement, si le premier General de l'Etat commande l'Armée en Chef; le tout avec connoissance de Messieurs les Deputez à l'Armée.

XL. On punira suivant *Artikel-Brief*, & les Ordres Militaires, le rachapt direct ou indirect du fourage.

XLI. Qui que ce soit, outre le General Commandant, & spécialement les Aides de Camp, *Ayudans*, les Secretaires, les Fourriers ou autres Domestiques des Generaux, n'entreprendront d'assigner le fourage, en quelque petite quantité que ce puisse être, mais un chacun, sans exception, fera fourager en même tems, & en la même manière, avec les Régimens dans lesquels, ou autour dequels il a son poste, sous peine de correction arbitraire.

XLII. Aucune Ville ouverte, Village, Eglise, Cloître, ou Maison Seigneuriale, ne seront fouragez, que par un ordre spécial du General Commandant l'Armée, & qu'après qu'ayant pris un état de la quantité de fourage qu'il y a dedans, le partage en aura été fait par le Maréchal des Logis General, *Quartier-Messier General*, sous peine de la vie, à l'égard des Cavaliers, Dragons, & Soldats; & à l'égard des Officiers qui l'auront fait, ou souffert, sous peine d'être cassé.

XLIII. Il est aussi défendu sous la même peine aux Fourageurs d'entrer dans les Villages, quand on fourage à la Campagne.

XLIV. Quand les Cavaliers, Dragons & Soldats iront à la paille, ils seront commandez par des Officiers, & auront des Escortes pour les couvrir, de même que les Fourageurs, lesquels Officiers auront soin, tant dans les Villages que dehors, que les Habitans des maisons & granges, s'ils s'y trouvent, portent eux-mêmes la paille hors de leurs maisons, sans permettre que les Cavaliers, les Dragons & les Soldats, se rendent en ce cas maîtres des maisons, ou granges, & qu'ils endommagent les toits, bien moins, que sous pretexte d'aller chercher de la paille, ou du bois à brûler, ils pillent, ou brisent les maisons ou granges, soit que les habitans les aient abandonnées, ou non. Le tout sous les mêmes peines que ci-dessus.

XLV. Les mêmes ordres & les mêmes punitions auront lieu, quand après la Moisson on viendra à fourager les Maisons & les Granges; avec cette réserve néanmoins, qu'en cas de besoin, les Officiers pourront commander un petit nombre d'hommes, pour aider à sortir le fourage, & à l'apporter hors de la maison, en ayant soin qu'il ne s'y commette aucun desordre, sous peine d'en être responsables.

XLVI. Qui que ce soit ne pourra fourager sans escorte, ou aux jours que l'Armée ne fourage pas, sous peine de la vie; ceci & les quatre Articles précédens devant être publiez à l'Armée, tout au moins tous les deux mois; avec ordre au Prevôt-General de l'Armée d'avoir particulièrement l'œil à leur execution, & de faire punir sur le champ les contrevenans.

XLVII.

ANNO 1706.

XLVII. Messieurs les Deputés à l'Armée, & le *Veld-Marechal* des Troupes de l'Etat, ou le premier General des Troupes de l'Etat dans une Armée combinée en son absence, auront un Drapeau à leur garde.

XLVIII. Semblablement un General Commandant une Armée séparée aura aussi un Drapeau à sa garde; mais outre ceux-là, personne.

XLIX. Touchant le fait des Gardes, & la batterie du Tambour, on suivra les Reglemens de Sa Majesté Britannique de glorieuse memoire, du 6. Septembre 1688., & du troisième Avril 1691. & quant au differend qui pourroit s'élever au sujet du dernier, il y sera remédié par un nouveau reglement, au premier avertissement qui en sera fait par Messieurs les Deputés à l'Armée, ou par le premier General de l'Etat.

L. Les Gardes des Generaux seront prises de toute l'Armée, comme toutes les autres Gardes, sans qu'ils puissent affecter pour cela les Regiments qui sont sous eux, & les dispenser par ce moyen des autres services; avec cette exception seule, que la Garde du Colonel-General des Suisses sera prise des Regimens Suisses.

LI. Les Generaux ne pourront avoir à leurs quartiers une Garde plus forte que celles qu'ils doivent avoir, beaucoup moins faire camper aucune Milice hors des Lignes, pour la sûreté de leurs Quartiers, & en general aucune Milice ne pourra camper hors des Lignes, à moins que le General en Chef ne le trouve bon pour des raisons qui regardent le service.

LII. Les Generaux seront obligés de se loger si proche des Troupes, qu'à la moindre alarme, ils puissent être aussi-tôt à leur tête, & s'il n'y a point de Maisons, ils devront camper à leur poste, tout au plus à un demi quart d'heure du lieu, où les Generaux ont leur poste respectif.

LIII. Aucun Brigadier, ni moindre Officier, ne pourront loger dans les Maisons, ou Granges, mais devront camper avec les Troupes chacun à son poste, sous peine de confiscation de trois mois de tous traitemens ordinaires & extraordinaires, pour les Generaux, Brigadiers, & moindres Officiers qui contraviendront à cet Article, & au precedent respectivement.

LIV. Les Quartiers des Generaux seront faits dans la distance insulée par le Marechal des Logis de l'Armée, sans que les Generaux puissent s'en attribuer la disposition, ni témoigner au Marechal de Logis General le moindre mécontentement à cause du quartier qu'il leur aura assigné; mais en cas qu'ils pensent n'avoir pas un quartier convenable, ils devront le remontrer au premier General de l'Etat.

LV. Auel il est chargé, comme aussi à Messieurs les Deputés à l'Armée de maintenir le Marechal des Logis General dans l'exercice de ce que dessus, & dans toutes les autres parties de sa Charge contre tous & un chacun, qui que ce puisse être.

LVI. Le principal projet des opérations de la Campagne, sera entre les mains du General qui commandera l'Armée en Chef, & Messieurs les Deputés à l'Armée, en conformité de leur Instruction, & de la Resolution de Leurs Hautes Puissances du trentième Juin de l'an 1702.

LVII. Dans une Armée combinée, si le General en Chef est au service de l'Angleterre, le premier General de l'Etat aura part dans toutes les deliberations, & reciproquement, pourvu qu'il soit d'un caractère au-dessus de celui de Lieutenant-General, aussi en conformité de ladite Resolution de Leurs Hautes Puissances.

LVIII. Le premier General de l'Etat demandera de tems en tems le sentiment des Generaux de la Cavalerie, & de l'Infanterie, touchant les Opérations Militaires; il ne demandera celui des Lieutenans-Generaux, que dans les occasions importantes, & celui des Generaux Majors que fort rarement.

LIX. Le General en Chef & Messieurs les Deputés à l'Armée, étant pris les sentimens des moindres Generaux en delibereront séparément & tiendront la conclusion secreete, jusques à l'exécution; excepté seulement, que dans une Armée combinée, le premier General de l'Etat, si le General en Chef est au service de l'Angleterre, & reciproquement, assistera aux deliberations, comme il a été dit plus haut.

LX. On laisse bien à la liberté du General en Chef & de Messieurs les Deputés à l'Armée, comme aussi au premier General de l'Etat dans une Armée

combinée, qui est commandée par un General Anglois, de pouvoir demander séparément le sentiment de ceux qu'ils veulent, mais non autrement, que sous promesse spéciale ou sous serment, & avec recommandation de ne se servir de la liberté que très rarement, & pour des raisons particulieres.

LXI. Tous les ordres, même ceux de peu d'importance ne seront distribués en présence de qui que ce soit, que de ceux qui doivent en avoir connoissance, & avoir part à l'exécution.

LXII. Les Aides de Camp, les Secretaires, & les Clercs des *Veld-Marchaux* & des Generaux de la Cavalerie & de l'Infanterie devront être natifs & habitans des sept Provinces-Unies, ou du ressort d'icelles; à moins que pour des raisons importantes, Leurs Hautes Puissances ne trouvent bon unanimement d'en dispenser, laquelle dispense ne pourra néanmoins s'étendre sur ceux qui seront nez Sujets de l'Ennemi de l'Etat, encore qu'ils fussent de la véritable Religion Reformée.

LXIII. Les mêmes Aides de Camp, Secretaires & Clercs, seront tenus de prêter le serment de garder le secret; lequel serment ils prêteront à l'entrée de la Campagne entre les mains de Messieurs les Deputés à l'Armée; & en leur absence entre les mains du Président du Conseil de Guerre.

LXIV. Les Generaux de la Religion Romaine ne pourront avoir auprès d'eux d'autres Prêtres que des Seculiers, natifs & habitans desdites Provinces; à quoi le Fiscal de la Generalité est chargé de prendre garde de près.

LXV. On ne pourra envoyer aucun Trompette, ou Tambour, au Camp de l'Ennemi, que par & avec la connoissance du General en Chef, & dans une Armée combinée, de la connoissance du premier General après lui.

LXVI. On suivra précisément l'Article treizieme de l'*Artikel-Brief*, à l'égard des Trompettes & Tambours qui viendront de la part de l'Ennemi; & si cela ne suffit pas, on y mettra de tels ordres, que Messieurs les Deputés à l'Armée trouveront être nécessaires, après en avoir consulté avec le General en Chef.

LXVII. Quand il y aura plus d'un General de la Cavalerie, ou de l'Infanterie, ils ne feront pas tous deux employés en même tems au Commandement General, ni empêcher par ce moyen d'avoir soin du detail de leur Charge.

LXVIII. Maintenant qu'on a établi plus d'un General de la Cavalerie, & de l'Infanterie, chacun aura son département assigné, lors que l'Armée n'est pas en Campagne, l'un ayant l'inspection de la Milice du côté de l'Est de la Meuse, & l'autre celle de la Milice du côté de l'Ouest de la même Riviere; à condition qu'aucun d'eux ne pourra faire le moindre changement dans les Ordres reçus, à l'égard de l'Armement, de l'Habilleement, de l'Exercice, & en general de tout ce qui regarde le detail & l'economie de la Milice.

LXIX. Quand l'Armée se formera, le premier General de la Milice de l'Etat se fera informer de Regiment en Regiment, comme aussi Messieurs les Deputés à l'Armée, incontinent après leur arrivée au Camp, si tous les Officiers y sont; & ensuite sans aucune connivence ils feront proceder devant le Conseil de Guerre de l'Armée contre les absens, à ce qu'ils soient caitez, pour quelque raison que ce puisse être qu'ils soient absens, soit à cause d'indisposition, d'emploi sur les frontieres, d'Actes titulaires, ou autres; à moins qu'ils ne soient pourvus & munis de Congé en forme, & qu'ils n'en livrent copie authentique entre les mains du premier General à l'entrée de la Campagne, à laquelle fin les Officiers en seront avertis de bonne heure.

LXX. Messieurs les Deputés à l'Armée feront non seulement de tems en tems la revue de la Milice conformément à leur instruction, soit par eux-mêmes, soit par les Commissaires des Montres que le Conseil d'Etat enverra pour cet effet à l'Armée, mais sur tout ils se feront souvent donner les Listes de la force des Regimens, & y trouvant quelque diminution considerable, ils se feront apporter les livres des Regimens, & feront eux-mêmes, ou par les Generaux de la Cavalerie, & de l'Infanterie respectivement, une exacte recherche, des raisons de cette diminution, afin que si par hazard c'étoit la faute des Capitaines, on pût proceder contre eux selon la rigueur des Placards émanés au sujet des Revues.



ANNO  
1706.

LXXXI. Messieurs les Deputez à l'Armée se feront informer avec tous les soins & toutes les précautions possibles, si les Sous-Officiers & les simples Soldats & Cavaliers, reçoivent leur prêt tout entier, suivant l'Ordre du Pais, & trouvant qu'il y a faute, ils en avertiront Leurs Hautes Puissances, & le Conseil d'Etat.

LXXXII. Dans une Armée composée de Troupes d'Angleterre, & de l'Etat, suivant ce dont on est convenu avec Monsieur le Duc de *Marborough*, personne ne donnera des Sauvegardes, que le General Commandant en Chef; sinon lors que le General qui le suit est *Velt-Marechal*, auquel cas les Sauvegardes seront données au nom des deux premiers Generaux, & signées d'eux deux.

LXXXIII. Les Secretaires des deux susdits Generaux devront avoir soin qu'il y ait toujours bonne provision de Sauvegardes signées & prêtes, pour être distribuées à ceux qui les viendront demander, & lesdits Secretaires tiendront bon compte des Sauvegardes qui auront été distribuées, & de l'argent qui aura été reçu; pour être partagé entre lesdits deux premiers Generaux; soldant leur Compte chaque mois.

LXXXIV. Pour un Sauvegarde vivant il ne sera payé par jour au General qu'une pistole, & une Rixdaller pour le Cavalier, outre la nourriture pour lui & pour son cheval.

LXXXV. On ne pourra exiger aucun Droit de Sauvegarde sur les Terres de l'Etat, sans que pour cela on puisse refuser des Sauvegardes à ceux qui en auront besoin pour leur fureur.

LXXXVI. On n'obligera personne à recevoir des Sauvegardes.

LXXXVII. On ne donnera qu'une Sauvegarde à la fois à un Village, à un Cloître, & à une Maison Seigneuriale, sinon à la demande expresse des Intéressés.

LXXXVIII. Les Cloîtres & les Maisons Seigneuriales qui sont enclavés dans les Villages, & ceux qui n'en sont pas éloignés d'une distance considerable, seront compris sous les Sauvegardes des Villages.

LXXXIX. On ne pourra donner aucune Sauvegarde pour empêcher le fourage des fruits de la Campagne, qui pourroient être fouragés selon les manieres accoutumées de fourager.

LXXX. Pour une Sauvegarde par écrit, on ne payera pas par jour, mais on payera une fois pour tout, autant que l'on paie pour un Sauvegarde vivant; outre une Rixdaller pour la dépêche au Secrétaire du General, & l'on ne donnera aucune Sauvegarde par écrit pour moins de tems que pour un mois.

LXXXI. Et pour empêcher les excès qui pourroient se commettre à l'avenir au sujet des Sauvegardes, Messieurs les Deputez à l'Armée auront l'œil, que les Articles susdits soient exécutés comme il faut, & y trouvant quelque excès, ils avertiront les Generaux, qu'ils aient à se tenir précisément auxdits Articles; comme aussi il est ordonné au President du Conseil de Guerre, & au Fiscal de la Generalité, de proceder à la dernière rigueur, contre ceux qui violent & forcent les Sauvegardes.

LXXXII. Chaque Bataillon n'aura que six Vivandiers, & chaque Escadron, que deux, lesquels devront être pourvus d'un Aîte par écrit du Colonel, ou de l'Officier Commandant le Regiment, & seront tenus de suivre lesdits Bataillons ou Escadrons, pendant toute la Campagne, tant dans l'Armée, que quand ils en seront détachés, & pour cette fin ils se pourvoiront d'un bon chariot ou charette, attelés tout au moins de deux forts chevaux, & devront camper à la queue desdits Bataillons ou Escadrons, le tout sous peine de confiscation de leurs denrées & de correction arbitraire, sans qu'aucun de ceux que l'on nomme *Hegh-Soutelaers*, *Vivandiers de Buissons*, puissent se tenir derrière ou autour desdits Bataillons ou Escadrons, sous semblables peines.

LXXXIII. Tous les autres Vivandiers & Marchands ou Merciers, devront s'adresser au Prevôt General de l'Armée, qui leur donnera un Aîte d'Admission, & avec la consultation du Fournier de l'Etat Major General leur assignera à chacun le lieu où ils pourront tendre leurs tentes, ou dresser leurs huttes, dans le quartier General des Vivandiers; sans qu'aucun, outre lesdits Vivandiers des Regimens, puisse faire ce métier sans Aîte du Prevôt General, ou

hors du lieu, qui lui sera assigné, sous les mêmes peines que dessus.

LXXXIV. Le Prevôt General aura grand soin que l'on n'apporte, & qu'on ne vende point dans le Camp aucunes Denrées ou Boissons gâtées, ou corrompues, & à cette fin toutes les Denrées que l'on apportera au Camp devront lui être déclarées en l'absence des Commis & Contrôleur General des vivres; comme lui-même & son Substitut pourront les visiter en tout tems, sans contredit de personne, sous peine de six francs d'amende à chaque fois.

LXXXV. Les Vivandiers se régleront dans le debit des vivres & de la boisson, sur la Taxe qui aura été faite à l'Armée, toutes les fois que le plus ou le moins de distance des Lieux d'où les vivres doivent être amenés au Camp, ou les autres circonstances le requerront, sans l'outrepasser, sous peine de correction arbitraire.

LXXXVI. Le prix sera mis comme anciennement par le Prevôt General, de l'avis du President du Conseil de Guerre, & de l'approbation du Seigneur Deputé à l'Armée par le Conseil d'Etat, & en son absence de celle du General de l'Armée, & ensuite il sera publié par le Prevôt General, afin que chacun en soit averti.

LXXXVII. Les Vivandiers, ou qui que ce soit, ne pourront se servir à l'Armée d'aucunes mesures, poids, ou aune, que de celles qui auront été marquées par le Prevôt General, ou son Substitut, à peine de douze francs d'amende; & ceux qui se serviront de faux poids, ou de fausses mesures, ou aune, outre la confiscation de leurs marchandises seront corrigés arbitrairement.

LXXXVIII. Qui que ce soit ne pourra tirer aucun profit des Vivandiers, ou des Marchandises & Denrées qu'ils apporteront à l'Armée, sous quelque nom, ou prétexte que ce puisse être, non pas même pour les Aîtes d'Admission, dont il est parlé dans les Articles LXXXII & LXXXIII. sous peine de correction arbitraire; excepté seulement, que le Prevôt General tirera des Vivandiers & de tous les autres faisant quelque negoce à l'Armée, tant à la suite des Regimens, sans en excepter aucun, que dans le Quartier General, ou auprès de l'Artillerie, en quelque part que ce soit, les émolumens suivans, comme autrefois, savoir trois fols de chaque tonne de biere, vingt-quatre fols de chaque Muid de vin, ou *Oxbosts*, quarante huit fols de chaque *Oxbosts*, ou Pipe d'Eau-de-vie, ou autres eaux distillées; un demi-fol de chaque bouteille d'un pot de vin, de toutes les sortes de Vins qui seront apportés au Camp en bouteille; la tête d'un mouton, ou d'un veau qui sera tué, la langue d'un bœuf ou d'une vache; la moitié de la tête d'un cochon, & de toutes les autres Denrées & Boissons; à l'avenant.

LXXXIX. Item trois fols par semaine pour la Place de la Tente ou de la Hutte de chaque Vivandier, ou Mercier, ou de qui que ce soit qui fasse quelque negoce, & qui pour cet effet dresse une Tente ou Hutte au Camp, semblablement sans exception, si les Vivandiers sont placés à la queue des Regimens, ou dans le Quartier General des Vivandiers. Desquels trois fols néanmoins le Prevôt General rendra compte entre les mains du Marechal des Logis General de l'Armée, *Quartier-Meester*, en présence du Fiscal de la Generalité, pour les deux tiers être distribués au profit des soldats malades ou blessés, & des veuves & des enfans des soldats, ensemble pour la Justice Militaire, & autres semblables fraix extraordinaires, sans que les Fourniers des Generaux, les *Quartier-Mestres*, ou Marechaux des Logis, des Regimens, ou qui que ce puisse être, puissent s'attribuer l'argent desdites Huttes ou Places; excepté seulement que le Fournier de l'Etat Major General profitera de la moitié de la portion du Prevôt General, dans l'argent des Huttes, quant à ce qui est du quartier general des Vivandiers, & non au delà.

XC. Les Vivandiers ne pourront point donner à boire ni faire écôt le matin avant le lever du Soleil, ni le soir après la retraite; ou que les Gardes sont rentrées; sous peine de trois francs d'amende à chaque fois.

XCI. Anciens Vivandiers, Bateliers, Charretiers des Quais pour le pain, ou d'autres chariots de Munition, ou autres personnes; ne pourront acheter, prendre en gage, ou emmener hors du Camp, aucun Fer, Metal, Bronze, Boulets, Armes, Poudre

ANNO  
1706.

ANNO à Canon, ou autres Munitions, tonneaux de Munition, ou aucune autre Marchandise défendue; sous peine d'être fonettez publiquement, outre la confiscation desdites Marchandises défendues.

XCII. Les Articles ci-dessus touchant les Vivandiers seront publiez & affichez par tout le Camp aussi-tôt que l'Armée sera formée, afin qu'un chacun en soit averti; & le Fiscal de la Generalité, à la requisition du Prevôt General, aura incontinent à proceder sans connivence devant le Conseil de Guerre de l'Armée contre les Transgresseurs d'iceux, afin d'entretenir une bonne économie dans l'Armée.

XCIII. Le General en Chef, aussi-bien que Messieurs les Députés à l'Armée, auront soin que l'Armée ne soit pas trop affoiblie par le commandement de trop grosses Escortes auprès du Bagage, & qu'aucuns Généraux, ou moindres Officiers n'emploient des Cavaliers ou Soldats au Bagage.

XCIV. Aucunes Calèches, Chaises, Chariots de cuisine, ou autres Voitures, ne pourront marcher dans la Ligne avec les Régimens, sinon une seule pour chaque General, mais elles devront marcher avec le gros bagage de l'Armée.

XCV. Semblablement aucuns Chariots de bagage, Calèches, Chaises, ou autres Voitures, à qui que ce soit qu'ils puissent appartenir, ne pourront marcher à la tête de l'Armée, soit avec les Marchands des Logis, Quartiers-Messiers, qui sont envoyez devant pour marquer le Camp, ou separement.

XCVI. Qui que ce soit ne pourra employer pour son Bagage, ou pour d'autres services, les Conducteurs du *Wage-Messier-General*, ou les Guides.

XCVII. Qui que ce soit ne pourra aussi employer pour son service particulier, les chevaux des Quaisons, ou Chariots de Munitions, de l'Artillerie, ou des Pontons, sous quelque pretexte que ce puisse être, sous peine du double de ce que lesdits Chariots, ou Chevaux coûtent à l'Etat, pendant tout le tems de la Campagne.

XCVIII. Outre les Maisons & les Granges qui servent au logement du General, personne ne s'attribuera la disposition des autres Maisons & Granges, qui seront de reste autour du Camp; beaucoup moins en pourront-ils faire leur profit particulier, en les louant à d'autres, ou autrement, sous semblables peines que dessus.

XCIX. Leurs Hautes Puissances entendent ne déroger par ce Reglement en aucune partie aux autres Ordres & Reglemens Militaires; qui ont été faits ci-devant en tant qu'ils ne sont point contraires à ces presentes; mais entendent au contraire, qu'ils feront precisement executez, tout de même que s'ils avoient été expressément renouvellez par ce Reglement, & qu'ils y fussent inferéz.

C. Ce Reglement sera mis entre les mains de tous les Généraux, comme aussi au Président du Conseil de Guerre, au Fiscal de la Generalité, & au Prevôt-General de l'Armée avec serieux & expres commandement de l'exécuter & faire exécuter precisement & sans aucune connivence, ou dissimulation, chacun entant qu'il le regarde.

CI. Et tous les Généraux, ensemble lesdits Président & Fiscal seront tenus d'en prêter le serment particulièrement, aussi chacun en tant qu'il le regarde; lequel serment sera prêté entre les mains de Leurs Hautes Puissances, par ceux qui se trouvent ici, & par les absens, entre les mains de Messieurs les Députés à l'Armée, aussi-tôt que l'Armée sera formée.

CII. Et le Duc de *Mariborough* sera aussi serieusement prié, tant de tenir la main à l'observation de cedit Reglement, en tant qu'il le regarde les Troupes communes, que de faire observer une severe discipline entre les Troupes Angloises, & entre celles qui sont prises au service par l'Angleterre separement.

Ainsi fait & arrêté en l'Assemblée de Leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, à la Haie le 15. Mars 1706.

*Etoit paraphé,*

J. VAN ESSEN, vt.

*Plus-bas*

Par Ordonnance desdits Seigneurs,

*Signé,*

F. FAGEL.

*Estant sur l'espace imprimé le Cachet de Leurs Hautes Puissances sur une Ombre rouge, couverte d'un quart de papier.*

LXIII.

*Lettres Patentes de l'Empereur JOSEPH pour mettre au Ban de l'Empire le Prince JOSEPH CLEMENT de Baviere, Eleveur & Archevêque de Cologne. Données à Vienne le 29. Avril 1706.*

ANNO

1706.

29. Avril.

NOUS JOSEPH, par la Grace de Dieu, élu Empereur des Romains, toujours Auguste, Roi en Germanie, de Hongrie, de Boheme, de Dalmatie, de Croatie, de Sclavonie, &c. Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Stirie, de Carinthie, de Carniole, de Luxembourg, de Wintemburgh, de la Haute & Basse Silezie, Prince de Suabe, Marckgrave du Saint Empire Romain, de Burgaw, de Moravie, de la Haute & Basse Luface; Comte Prince de Habsbourg, de Tyrol, de Pfird, de Kybourg, & de Gortz, Landgrave d'Alface, Seigneur de Windisfmark, de Porentru, & de Salins, &c. À tous & un chacun les Eleveurs, Princes Ecclesiastiques & Seculiers, Prelats, Comtes, Barons, Chevaliers, Ecuyers, Gouverneurs de Provinces, Chefs de Gendarmes, Evêchez, Baillifs, Chatelains, Substituts, Officiers, Intendants de Provinces, Droissards, Bourguemaitres, Juges, Conseillers, Bourgeois, Communautéz, & generalement à tous nos autres Vassaux, Sujets & Peux de l'Empire, de quelque état, qualité, & condition, qu'ils soient; & particulièrement à l'Archevêché de Cologne, Diocèse de Ratisbonne, Evêché de Liege, & aux Etats de Berchergarde, Sujets, Vassaux, Amis & Parens, qui ces presentes nos Lettres Imperiales, ou Copies authentiques d'icelles, verront, liront, ou lire orront, ou qui en étant avertis, s'y soumettront ou conformeront; Offrons notre Amitié & bienveillance d'Oncle & de Cousin, faveur Imperiale, Grace & tout Bien.

Il n'est pas besoin de longs discours, pour prouver quels pernicieux desseins & mauvaises résolutions JOSEPH-CLEMENT jufques ici Eleveur de Cologne, & son Frere aîné, alors Eleveur & Duc de Baviere, ont brazé depuis long-tems contre feu notre très-gracieux & très-honoré Seigneur & Pere, Empereur de Glorieuse Memoire, & contre l'Empire Romain, & quelles Alliances défendues ils ont fait avec la France, pour l'exécution de ces pernicieux desseins; attendu que cela paroît non seulement par les propres Ecrits, qu'ils ont publiez, mais aussi par les crimes de dangereuse consequence qu'ils ont commis aux yeux de tout le Monde. Semblablement Nous croions qu'il est inutile, d'en faire une énumération circonstanciée, & nous nous en rapportons seulement aux Ecrits qui ont été publiez, de quelle maniere il a fait de grosses levées de Gens de Guerre avec l'argent des François contre l'Electorat de Cologne, sans le consentement & l'approbation du Chapitre, & s'est engagé avec eux par sermens comme son Predecesseur; comment au contraire & avec quelle fidelité, le Chapitre a taché de l'en détourner, & lui a fait ressouvenir de la foi & hommage qu'il avoit prêté à l'Empereur, à l'Empire, & au Diocèse, comment paternellement aussi feu Sa Majesté Imperiale de haute & glorieuse Memoire, lors qu'elle apprit cette affaire, l'a exhorté & fait exhorter à son devoir par ses Commisaires qu'elle lui avoit députez. Mais, qu'il n'a pas voulu suivre ces voyes de douceur de Sa Majesté Imperiale, enforte que voyant l'opiniâtreté dudit JOSEPH-CLEMENT, elle a été contrainte, de laisser le cours à la Justice contre les Plaintes portées contre lui; & conséquemment de le solliciter par Sentence judiciaire, à l'observation de l'union des Pais hereditaires, & enfin de permettre aussi qu'on fit d'autres procédures judiciaires; & d'en commettre l'exécution, aux Princes & Cercles de Westphalie, & du Bas Rhin & des Electeurs; ce qui leur a été aussi signifié par feu Sa Majesté. Et quoi que sadite Majesté & tout le Monde ait esperé, qu'au moins il rentreroit en soi-même, qu'il reconnoîtroit ce qu'il devoit à Dieu, à Sa Majesté, à l'Empire, au Chapitre, & aux Etats de l'Empire dont il relevoit, & qu'il ne se plongeroit pas lui & les siens dans un plus grand malheur; cependant, l'experience nous a fait voir, que le Roi de France, son Frere MAXIMILIEN EMANUEL & lui n'ont pensé à autre chose qu'à exc-



ANNO  
1706.

executer leur damnable & impie Conjuración, & les desseins qu'ils avoient complottez ensemble; attendu que fort peu de tems après MAXIMILIEN EMANUEL, solumit proditoirement & par un esprit de revolte au pouvoir des François, les Pais-Bas Espagnols, dont le feu Roi d'Espagne CHARLES SECOND de Glorieuse Memoire lui avoit confié le Gouvernement, qui étoient dépendans de l'Empire, & appartenoient à notre Maison Archiducal d'Allemagne; sous le nom specieux & moqueur, de Troupes de Bourgogne, a fait entrer des Troupes Françaises dans le Diocèse de Cologne, & dans celui de Liege, & en a fait occuper les Places fortes; & depuis il n'a pas manqué de remontrances renouvelées de la part de feu notre Seigneur & Pere, qui repose en Dieu, & des autres États de l'Empire, de même que des Chapitres de Cologne & de Liege, même on a vivement représenté à JOSEPH CLEMENT les rudes punitions que telles entreprises lui attireroient, principalement en faisant entrer des Troupes si dangereuses, sur les Terres de l'Empire Romain, malgré les défenses, encore plus à lui qui n'en étoit pas le Seigneur propriétaire; mais qui ne les possédoit que comme Gouverneur, avec certaines restrictions, en vertu de l'Union des Pais héréditaires & autres Droits, & que non seulement en conséquence d'iceux à cause de son opiniâtreté, il seroit & demeureroit déposé de ce Gouvernement, mais qu'aussi il le perdroit inmanquablement suivant les Constitutions de la Chambre Imperiale, & les dernières résolutions de la Diète de l'Empire; que par l'effective opposition & résistance qu'il a fait au Jugement judiciaire qui a été rendu, il a de fait encouru, au lieu du Ban Imperial & de l'Empire contre les Seculiers, en qualité d'Ecclesiastique, la perte de toutes les Prerogatives, & de tous les Bienfaits qu'il tenoit de Sa Majesté Imperiale, & du Saint Empire. Mais il ne s'est pas pour cela converti, mais au contraire s'est emporté contre les Capitulaires, qu'il regardoit de mauvais œil, & à qui il portoit une haine mortelle, les a persécutés à la dernière rigueur, en partie, & en a livré une partie aux François qui les ont emprisonnés & se sont vengés d'eux par autres voies, après avoir semé par tout toutes sortes de Pasquils & de Libelles diffamatoires contre nous, & contre les principaux États de l'Empire, & avoir temerairement entrepris sous le titre & nom d'Arch-Chancelier en Italie la défense du Rebelle & felon Duc de Mantoue dans & hors de l'Empire, & de le porter à la desobéissance contre nous; aiant aussi fait pour lui dans les Pais de sa dépendance de grands préparatifs de Guerre, & s'étant chargé avec plaisir de tous ses propres crimes & de ceux des autres. Si bien qu'après plusieurs demarches inutiles, feu Sa Majesté Imperiale a été contrainte de prendre les armes contre lui & contre les François de sa Faction, & d'assiéger entr'autres la Forteresse de Keyferswaert, qui lui a été heureusement prise, quoique ce n'ait pas été sans effusion de beaucoup de sang Chrétien; mais au lieu de venir à resipiscence, il a mis au jour quantité de pièces & autres choses frivoles, remplies de stile François, dans lesquelles il a déclaré rondement, qu'il n'accepteroit aucune des offres qu'on lui faisoit quelques avantageuses qu'elles fussent, pour le faire rentrer dans son devoir; mais qu'il tâcheroit de tout son pouvoir à maintenir ses Troupes Bourguignonnes, sur lesquelles seules il se confioit, & qu'avec elles il se feroit la satisfaction, qu'il ne pouvoit trouver autrement.

Peu de tems après la Déclaration de Guerre de feu notre Seigneur & Pere à la persuasion de l'Empire, contre la France, & contre le Duc d'Anjou, ses Suppôts & ses Adherans, & particulièrement contre son Frere & lui, il s'est encore expliqué par écrit, qu'il aimoit mieux exposer son corps, sa vie, son bien & son sang, que de jamais souffrir, que les Electeurs libres l'exhorassent encore, à le débarrasser de l'Alliance qu'il avoit faite, à congédier les Troupes Françaises, & à se comporter comme un Etat fidele de l'Empire, ni encore moins de lui faire aucune sollicitation, mais qu'au contraire en rejetant toutes les offres & les avances de feu Sa Majesté Imperiale pour qu'il acceptât de se reconcilier, il résolut plus fort que jamais de s'attacher inviolablement à l'Alliance des François. Il a écrit lui-même à son Frere, & la memoire en est encore toute recente, des cruautés qu'il fit en ce tems-là,

pour contraindre la Ville de Cologne à la Neutralité, par le pillage, la desolation, l'incendie de plusieurs Lieux & Places du Pais de Juliers & de Bergues, & par le mauvais traitement qu'il a fait aux Habitans de l'un & de l'autre Sexe, par le moiën d'un grand nombre de Troupes Françaises; c'est dont il s'est vanté comme de choses dignes d'admiration & glorieuses. Enfin, il a mieux aimé abandonner l'Electorat de Cologne, & la Principauté de Liege, ceder aux François la Ville de Bonne, lieu de sa Residence, & se mettre avec ceux de sa suite au pouvoir des François sous une Escorte de la même Nation, passer chez les Ennemis déclarés de l'Empire, & y demeurer encore actuellement, que de se rendre à son devoir; sans parler de la quantité de desseins meurtriers, commis par lui ou de son côté avant & depuis ce tems-là contre des Princes & Personnes Ecclesiastiques; ni des autres Crimes, qu'il a commis, ou fait commettre. Ainsi il ne reste plus, en conséquence, sinon que suivant le jugement qui a été rendu & accompli, nous de notre part nous excluons expressément ledit JOSEPH CLEMENT du nombre, de la Dignité, & de la jouissance des Membres de l'Empire d'Allemagne; ainsi que le merite son infraction de Paix, ses Crimes de Lèze-Majesté, sa Desobéissance opiniâtre, & ses autres grosses fautes, & que le demandant la Bulle d'Or, les Constitutions de l'Empereur & de l'Empire, la Paix du Pais, les derniers Statuts de l'Empire, & les dernières Résolutions de Sa Majesté Imperiale & de l'Empire; & comme nous y sommes obligés suivant la Capitulation, jurée à l'Electon, & par notre Charge d'Empereur. C'est pourquoi nous le mettons lui JOSEPH CLEMENT par ces presentes, ci-devant Electeur de Cologne, Prince du Saint Empire, de Ratisbonne, de Liege & de Bergtergade, ou comme il se nomme de Hildesheim, né Duc de Baviere, & Comte Palatin du Rhin, hors de notre grace & de celle du Saint Empire, Protection, Défense, & Intercession, & nous le déclarons & publions & reconnaissons pour déposé, pour avoir perdu de fait toutes les Prerogatives, Franchises, Droits, Regales, Honneurs, Dignitez, Fiefs, Proprietez, Patronages, Terres, Biens, Hommes, & Sujets, qu'il avoit & tenoit de nous & de l'Empire; quels qu'ils soient sans en excepter aucuns. Défendons à tous & à chacun les Vassaux de l'Empire de quelque état & condition qu'ils soient, d'avoir dorénavant aucune communication avec ledit JOSEPH CLEMENT ci-devant Electeur de Cologne, Prince de l'Empire, de Ratisbonne, de Liege, & de Bergtergade, ou comme il se qualifioit de Hildesheim, Duc de Baviere, & Comte Palatin du Rhin, sous quelque prétexte que ce soit, de le retirer chez eux, le loger, lui donner le Couvert, lui donner à manger ou à boire, ou de lui fournir quoi que ce soit, ni lui donner aucune aide ou assistance, ni de lui faire tenir quelque chose, ni de le recevoir en leur garde & protection. Nous commandons encore à ceux qui ont été ses Vassaux, Sujets, Officiers, Habitans ou Dependans, Ecclesiastiques & Seculiers, de n'avoir plus aucuns égards pour lui, ni de recevoir de lui, ni de sa part & des siens, quels qu'ils soient, aucun ordre, beaucoup moins de le suivre, mais de n'écouter que nous, & n'obéir qu'à nous & à ceux auxquels nous les avons déjà adjugés, ou à qui nous les adjudgerons ci-après selon l'occasion; Nous rappelons particulièrement tous & à chacun les Officiers & Soldats qui lui sont encore attachez, par nos réitérées Avocatoires pour la dernière fois, qu'ils aient à le quitter incessamment & nos autres Ennemis, & à se ranger de notre côté, de ne se point engager, ni laisser employer pour la défense de lui ou de ceux de sa Faction, ni pour rien entreprendre contre nous, contre l'Empire, contre ses fideles États, ou contre nos Vassaux & ceux de l'Empire, mais au contraire de servir contre lui & contre ses Suppôts, de courre sus à lui, & aux siens, & de lui faire tout le tort & le dommage possible, afin de regagner par-là notre Grace & notre Generosité. Nous absolvons tous ceux qui lui sont en quelque maniere engagez ou obligés, ou qui pourroient croire lui être engagez ou obligés, de toute foi & hommage, Serment de fidelité, devoirs, obéissance, intelligence & Alliance, quelles qu'elles soient, ou qu'elles puissent être nommées, comme étant nulles & sans force depuis sa felonie, & Crime de Lèze-Majesté; & icelles font déclarées telles par

ANNO  
1706.

**ANNO** ces présentes, & ne peuvent & ne doivent plus lier, ni adreindre personne. Ordonnons que tous & un  
**1706.** chacun nos Vassaux & de l'Empire qui ont encouru semblablement & de fait ledit *Ban & Arrière-Ban*, & la privation Ecclesiastique, & les autres peines mentionnées dans les Constitutions de l'Empire, ou celles que nous avons exprimées, soient réputés tels dès ce moment, & pour tels reconnus, déclarez & tenus; & les autres qui lui font soumis ou qui voudront en quelque manière s'opposer, ou ne pas vouloir accomplir parfaitement, nos présentes Déclarations, Avertissements, Manifestations, Publications, Décharges, Abolitions, Admonitions, Commandemens, Ordres & Défenses. Enfin, nous cassons, annulons, & révoquons toutes & une chacune les Graces, Privilèges, Franchises, Coutumes & Usages, donner, accordez, ou confirmez ci-devant par nous, nos Prédecesseurs en l'Empire, ou autres, qui sont en quelque manière contraires aux présentes, & qui pourroient être alléguées à l'encontre, en quelques termes, ou sens qu'ils soient conçus, & reservez. Wantant expressément, que qui que ce soit, de quelque état, qualité, ou condition qu'il soit; n'excepte aucune de toutes nos présentes Ordonnances, ne s'y oppose, ou n'y contredise en aucune manière. Le tout par autorité Impériale Romaine, en vertu de ces Lettres Patentes suivant lesquelles chacun aura à se régler, & à se garder de domage, & de ruine. Donné à notre Ville de Vienne, le vingt-neuvième Avril mil sept cens six, l'an de notre Règne Romain le dix-septième, de Hongrie le dix-neuvième, & de Bohême le Premier.

JOSEPH,

(L. S.) FRID. CHARLES COMTE  
DE SCHONBORN, VI.Par le propre Mandement, de Sa  
Sacrée Majesté Impériale.

C. F. CONSRUGH.

LXIII.

**29. Avril.** Lettres Patentes de l'Empereur JOSEPH pour  
mettre au Ban de l'Empire, MAXIMILIEN  
EMANUEL, Electeur & Duc de Bavière  
Données à Vienne le 29. Avril 1706.

**N**OUS JOSEPH, par la Grace de Dieu, élu Empereur des Romains, toujours Auguste, Roi en Germanie, de Hongrie, de Bohême, de Dalmatie, de Croatie, & de Slavonie, Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Brabant, de Styrie, de Carinthie, de Carniole, de Luxembourg, de Wirtemberg, de la Haute & Basse Silese, Prince de Suabe, Margrave du Saint Empire Romain, de Burgrave, de Moravie, de la Haute & Basse Lusace, Comte Prince d'Habsbourg, de Tyrol, de Pfird, de Kybourg, & de Gortz, Landgrave d'Alsace, Seigneur de Windimark, de Porentru, (ou Portenou) & de Salins, &c. A tous & un chacun les Electeurs, Princes, Ecclesiastiques & Seculiers, Prelats, Comtes, Barons, Chevaliers, Ecuys, Gouverneurs de Provinces, Chefs de Gendarmes, Evêchez, Baillifs, Chateaux, Substituts, Officiers, Juges de Provinces, Drouffards, Bourguemaitres, Juges, Conseillers, Bourgeois, Communautés, & généralement à tous nos autres Vassaux, Sujets & Vaux, & de l'Empire, de quelque état, qualité & condition qu'ils soient; & particulièrement aux Etats de Bavière, Sujets, Vassaux, Parents, ou Amis; qui ces présentes nos Lettres Impériales, ou Copies authentiques d'elles, verront, liront, ou lire orront, ou qui en étant avertis, s'y soumettront ou conformeront; offrons notre amitié d'Oncle & de Neveu, faveur Impériale, Grace; & tout bien.

Tout le monde sçait comment MAXIMILIEN EMANUEL, jusques ici Electeur & Duc de Bavière, animé en partie d'un esprit d'ambition demeurée, en partie poussé par une haine secrète, inveterée, & illegitime, contre Sa Majesté Impériale son Seigneur & Cousin de glorieuse Memoire, s'est depuis quelques années tellement déclaré, contre notre Maison Archiducal, que méprisant & foulant aux pieds tout l'amour, le devoir, l'honneur,

TOM. VIII. PART. I.

& la fidélité dds à feu Sa Majesté & à l'Empire Romain, il s'est attaché au Roi de France, & a machiné avec lui par toute sorte de voyes, les moins de pouvoir parvenir à ce souverain degré de grandeur & d'élevation où il aspirait, & au contraire à abaisser, affoiblir, déchirer, & opprimer le Saint Empire Romain, mais sur-tout à ruiner feu Sa Majesté Impériale & notre Maison Archiducal, aiant de fait taché d'exécuter ce maudit & pernicieux dessein particulièrement depuis la mort de CHARLES SECONDE, Roi d'Espagne, de chrestienne & glorieuse Memoire, arrivée en mil sept cens un; & duquel dessein il ne s'est pas encore desisté.

Mais sur-tout il est notoire dans l'Empire & ailleurs, comment par un Esprit de revolve & de felonie, lui MAXIMILIEN EMANUEL, a proditoirement fait tomber au pouvoir de la France, les Pais-Bas Espagnols dont la garde & le Gouvernement lui avoient été confiés, qui étoient dépendans de l'Empire, & appartenoient à notre Maison Archiducal d'Allemagne. Avec quelle impudence celui qu'il députa de la part de la Bourgogne au nom du Duc d'ANJOU à la Diete de Ratisbonne, entreprit de s'opposer à feu notre Seigneur & Pere, (qui repose en Dieu) avec quelle méchanceté il a séduit son Frere, alors Electeur de Cologne, pour faire une Alliance défendue telle qu'il a faite, & pour recevoir dans l'Electorat de Cologne & dans le Diocèse de Liege des Troupes Françoises, que par derision il nommoit Troupes de Bourgogne. Avec quelle fierté il a voulu forcer les Louables Cercles de Franconie & de Suabe à procurer l'avancement de ses pernicieux & damnables desseins, & les obliger à se soulever contre Sa Majesté Impériale. Par quels artifices il a cherché à retarder les Résolutions de la Diete de l'Empire, contre la France, & contre ceux de la Faction; ce qu'il a machiné d'ailleurs, & de quels maux non seulement il a menacé ceux qui refusoient de lui obéir, mais comment il les a accablés par tout, en se saisissant subtilement de notre Ville Impériale d'Ulm le jour de Notre-Dame; qu'il n'en est pas demeuré là, mais que lui seul a temerairement éludé les desseins & les Conseils de tous les Etats de l'Empire, (hormis les siens,) ceux de Sa Majesté Impériale, & leur Déclaration de Guerre contre la parjure Couronne de France, le Duc d'Anjou, leurs Fauteurs, & Adherans; qu'il a méprisé les Ordonnances émanées contre lui en particulier, en considération de cette infraction de Paix; & s'est moqué des exhortations & avertissements de tout l'Empire, & des remontrances plus que paternelles, aussi bien que des ordres de l'Empereur; qu'il s'est emparé par surprise, ou par force des Villes Impériales les unes après les autres, qu'il en a fait de même des Provinces, sans distinction, ni différence; si elles appartenoient à Sa Majesté Impériale; & à notre Maison Archiducal, ou autres fideles Etats de l'Empire, autant qu'il a pu faire, & cela avec les Troupes de l'Enneini qu'il a appelées dans l'Empire, qu'il a forcé toutes lesdites Provinces & Places, à lui payer contribution, qu'il y a commis toute sorte de pillage, de Meurtres, & d'Incendies, sans avoir épargné ni les Eglises, ni les autres Lieux sacrez; jusques-là qu'il a investi le jour de Pâques, la Ville Impériale de Ratisbonne, nonobstant que la Diete de l'Empire, & son propre Envoyé fussent dedans, qu'il s'en est emparé, & a prétendu de la retenir pour soi en propre; aiant voulu forcer les Envoyés à révoquer les Conclusions Impériales qui avoient été prises contre lui, & contre ceux de la Faction, jusques à ce qu'enfin à l'arrivée des Troupes il a été contraint de l'abandonner. Toutes ces choses ne se prouvent pas tant par les Ecrits & les Negotiations publiques, & particulieres, qui se font faites & tenues depuis ce tems-là, que par les fleuves de sang Chretien, qui a été répandu, & par l'abondance des larmes qui coulent encore des yeux d'un nombre infini de personnes qui ont long-tems gémi, & qui pleurent encore en réclamant la vengeance divine & humaine. On n'a pas aussi moins expérimenté combien lui & ses Sappôts se font donné de peines, pour faire ensorte, quoi qu'inutilement, que la constante Porte Ottomane, qui sçait bien mieux qu'eux tenir sa parole, se déclarât contre feu notre Seigneur & Pere & contre nous; qu'il a sur-tout exhorté nos Sujets Rebelles de Hongrie à perséverer dans leur revolte, & à rejeter tous les moyens d'accommodement qui leur ont été offerts

B5

par

**ANNO**  
**1706.**



ANNO  
1706.

par feu Sa Majesté Imperiale & par nous; qu'il leur a promis toute forte de prompt secours, les assurant qu'à leur requisiion, non seulement comme Vainqueur indubitable de notre Maison Archiducal, mais aussi quand même contre son attente, il seroit vaincu, il passeroit vers eux en propre personne, & les meneroit contre nous; comme cela paroît par les autres revoltes & trahisons, tramées, suscitées & fomentées dans plusieurs autres endroits par lui & par les siens, contre Sa Majesté Imperiale, contre nous, & contre l'Empire. Sans parler des Injures atroces, & des Calomnies infâmes qu'il a vomies & fait publier contre nous de vive voix & par écrit, dans toutes les Eglises de Baviere, ni comment avant le commencement des Hostilités, Sa Majesté Imperiale n'a pas manqué de l'exhorter, lui MAXIMILIEN EMANUEL à rentrer en soi-même, à songer à ce qu'il devoit à Dieu, à Sa Majesté, à l'Empire Romain, à soi-même, à ses Enfants, & à ses Sujets, & à ne se point précipiter avec eux dans le dernier malheur, au grand dommage & détriment de feu Sa Majesté Imperiale, de nous, & de notre Maison Archiducal, en lui faisant les offres du monde les plus honnêtes & les plus avantageuses. Sa Majesté Imperiale lui ayant aussi depuis & à plusieurs reprises, & même après le rude échec que lui & ses Troupes Auxiliaires avoient reçu après de Donawert confirmé ses premières demandes, portée à cela en partie par les avances trompeuses, que lui & les siens avoient faites à Sa Majesté, & en partie par les remontrances des Hauts Alliez bien intentionnez; pour voir, si par les voyes de la douceur lui & son Frere pourroient être induits à rétablir au plutôt le Repos & la Paix dans le Pais. Mais tous ceux qui avec Sa Majesté Imperiale, & nous, s'en sont mêlez, ont expérimenté qu'il n'a cherché que des subterfuges, & que tous les grands avantages & les offres que Sa Majesté Imperiale lui a faites de lui donner des Terres & des Principautés en propre, n'ont pu le rassasier, ni les Villes & les Terres de Suabe & de Baviere contenter ses desirs immoderez, pour le récompenser sans honte de ses mauvaises Actions. Au contraire il a toujours constamment persisté dans ses premiers dessein pernecieux & impies, n'ayant attendu pour les executer, qu'un renfort de nouvelles Troupes, & une nouvelle occasion; & (ce qu'on ne sauroit dire sans rougir) à peine a-t-il cru avoir ce qu'il prétendoit, que se moquant d'une maniere, qui ne se peut souffrir, de Sa Majesté, il n'a pas négligé un seul moment de le faire paroître. Mais Dieu, qui est juste, du Nom & de la Patience duquel il avoit si long-tems abusé, dans ses paroles & dans ses Ecrits, est intervenu par sa Toute-Puissance, & a donné aux Generaux de l'Empereur, de l'Empire, de la Serenissime Reine d'Angleterre, & des Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas, & aux autres Commandans & simples Soldats de leur Armée une telle force, prudence, courage, & bravoure, accompagnés de bonheur, qu'après la défaite entière des siens & des François qui l'avoient joint, après que plusieurs milliers ont été faits prisonniers, lui avec le peu de Troupes, qui lui étoient restées, a été mis en fuite, & contraint d'abandonner son propre Pais, s'étant tenu depuis ce tems-là parmi les Ennemis de l'Empire ses Compagnons sans le moindre repentir, ni aucune apparence de conversion, ayant persisté publiquement & couvertement dans ses premiers Crimes. Il ne reste donc plus en conséquence, sinon que suivant le Jugement qui a été rendu, & accompli, nous de notre part, nous excluons positivement lui MAXIMILIEN EMANUEL, du Nombre, de la Dignité, & de la jouissance des Membres de l'Empire Romain, ainsi que nous l'en déclarons exclus, & que nous faisons publier formellement, publiquement, & sans plus de délai le Ban, selon que le méritent ses infâmes Calomnies, & ses Crimes de Leze Majesté & autres; & que le demande la Bulle d'Or, les Constitutions de l'Empereur & de l'Empire, la Paix du Pais, & les autres Statuts de l'Empire, & sur-tout les dernières Résolutions Imperiales, & comme nous y sommes obligés par la Capitulation jurée à l'Election, & par notre Charge d'Empereur.

A ces Causes, nous publions, & déclarons, par ces présentes, lui MAXIMILIEN EMANUEL ci-devant Electeur & Duc de Baviere, Comte Palatin du Rhin, Landgrave de Leuchtenberg, & le met-

tons au Ban & Arriere-Ban de nous & de l'Empire, & le déclarons avoir encouru de fait toutes les punitions & peines que contiennent & tiennent après elles telles Déclarations, selon le Droit & les Constitutions. Nous le déposons par ces présentes, déclarons, & faisons savoir, qu'il est déposé, & qu'il a perdu toutes les Graces, Libertés, Droits, Regales, Honneurs, Charges, Titres, Fiefs, Propriétés, Patronage, Terres, Biens, Hommes, & Sujets, quels, & quelque part qu'ils soient; Faisons savoir à tous ceux qui appartiennent à lui MAXIMILIEN EMANUEL, autrefois Electeur & Duc de Baviere, Comte Palatin du Rhin, Landgrave de Leuchtenberg, qu'aucun d'eux n'ait à se joindre à lui, ni à embrasser son parti, comme ayant été déposé, & mis hors de notre Paix, & protection, & de l'Empire, & étant dans notre disgrâce & incertitude; en s'y étant mis lui-même. Défendons à tous & un chacun les Membres de l'Empire, de quelque état & condition qu'ils soient, d'avoir dorénavant aucune correspondance avec lui, de le retirer chez eux, le loger, lui donner à boire ou à manger, ou de lui rien fournir en aucune maniere, de lui donner aucun secours ou assistance, ou de lui en faire avoir, ou de le prendre en leur garde & en leur protection; Nous commandons encore à ceux qui ont été ses Vassaux, ses Sujets, ses Officiers, & ceux qui étoient de sa dépendance, Ecclesiastiques, & Seculiers, de n'avoir plus aucun égard pour lui, ni de recevoir de lui, ni de sa part ou des siens quels qu'ils soient, aucun ordre, beaucoup moins de le suivre, mais de n'écouter que nous, & n'obéir qu'à nous & à ceux auxquels nous en avons donné la Commission, ou à qui nous la donnerons ci-après selon l'occasion. Nous réitérons en particulier pour la dernière fois tous & un chacun nos Avocats, à tous les Officiers & Soldats qui l'ont suivi, & sont encore attachés à sa Personne, les avertissant qu'ils aient à le quitter & nos Ennemis incessamment, à se ranger de notre côté, & à ne se point laisser employer pour sa défense, ni celle de ceux de sa Faction, & à ne rien entreprendre contre nous, contre l'Empire, ses fideles Etats, ou contre nos Sujets, ou ceux de l'Empire, mais au contraire à s'employer contre lui & contre ses Suppôts, à lui courre sus & aux siens, à lui nuire en tout, & à mériter par là notre grace & bienveillance. Nous absolvons tous ceux qui lui sont en quelque maniere engagez & obligés, ou qui pourroient croire lui être engagez & obligés, de tout Serment de fidelité, de foi & hommage, Devoirs, Obéissance, Intelligence & Alliance, de quelque nature qu'elles puissent être, ou qu'elles puissent être nommées, comme étant nulles & sans force du moment de sa felonie, & crime de Leze-Majesté; & elles sont déclarées nulles par ces présentes, & ne peuvent, & ne doivent plus lier personne. Ordonnons que tous & un chacun nos Officiers & Vassaux de l'Empire qui ont encouru semblablement & de fait ledit Ban & Arriere-Ban, comme aussi la privation Ecclesiastique, & les autres peines mentionnées dans les Constitutions de l'Empire, ou les peines exprimées par nous, soient reconnus, déclarez & reputés tels dès cette heure, & les autres qui lui sont soumis punis à la dernière rigueur par Corps & de la Vie, lesquels s'opposeroient en quelque maniere à nos présentes Déclarations, Manifestations, Publications, Décharges, Admonitions, Commandemens, Ordres, & Défenses, ou qui ne s'y conformeront pas entièrement. Enfin, nous cassons, annulons, & relevons toutes & une chacune les graces, Privilèges, Franchises, Coutumes & Usages, donnez, accordez, ou confirmés ci-devant par nous, nos Predecesseurs en l'Empire, ou autres, qui sont en quelque maniere contraires aux présentes, ou qui pourroient être allégués à l'encontre en quelques termes, ou sens qu'ils soient conçus, & réservez; Vouant expressement que qui que ce soit, de quelque état, qualité, ou condition qu'il soit, n'excepte aucune de ces présentes nos Ordonnances, ne s'y oppose, ou n'y contredise, en aucune maniere. Le tout par Autorité Imperiale Romaine, en vertu de ces Lettres Patentes, auxquelles chacun aura à se conformer, & à se garder de danger & de ruine.

Donné en notre Ville de Vienne, le 29. Avril 1706. &c.

LXIV.

ANNO  
1706.

ANNO

1706.

10. Mai. *Decret Commissorial Imperial contre les deux Freres JOSEPH CLEMENT de Baviere, & MAXIMILIEN EMANUEL Duc de Baviere, Electeurs de Cologne & de Baviere. Donné à Ratisbonne le 10 Mai 1706.*

LXIV.

„ SA Majesté Romaine Imperiale, Hongroise & Bohemienne, nôtre très-gracieux Empereur & Seigneur, a fait savoir au très-éminent & très-haut Prince & Seigneur, le Seigneur Jean Philippe, &c. &c. son Conseiller Privé, & son Principal Commissaire à cette Diète de l'Empire, ce qui suit, par le Rescript daté de Vienne le 29. Avril dernier. A savoir qu'il n'étoit pas besoin de repeter par le menu aux Electeurs, Princes, & Etats de l'Empire, aux Conseillers, Ambassadeurs, & Envoyez des Princes ici présents, combien grossièrement & intolérablement les deux Freres JOSEPH CLEMENT, & MAXIMILIEN EMANUEL ci-devant Electeurs de Cologne & de Baviere, se font écartez de leurs devoirs & ont entrepris par leur quantité d'Intrigues séditionnaires, pernicieuses & violentes malversations, & par leur Infraction à la Paix, contre la Grandeur de la Majesté Imperiale, contre la Liberté de l'Empire, & contre les Constitutions; comment ils ont persistés dans leur desobéissance, dans leur revolte, & dans leurs damnables desseins; ayant méprisé les Avertissements & Admonitions plus que paternelles de feu Sa Majesté Imperiale, & s'étant moquez & ayant rejeté les Propositions & les Offres qui leur ont été faites, par les fideles Princes & Etats, & par la Diète même, qui leur étoit bien intentionnée; jusques-là qu'ils ont à la fin mieux aimé abandonner leurs propres Pais, & se jeter entre les mains & au pouvoir des Ennemis jurés & déclarez de l'Empire, que de se desliser de leurs pervers desseins; attendu que c'est une chose connue de tout le monde, & que les Envoyez ont contribué en partie à imaginer & à conseiller generalement, ce qui étoit bon & nécessaire; tellement qu'il n'est plus resté, sinon, que suivant l'Instruction de la Bulle d'Or, les Constitutions Imperiales, & de l'Empire, la Paix du Pais, du Saint Empire, & les autres, & sur-tout aussi en consequence de la Capitulation Imperiale jurée à l'Electeur, & des Resolutions de l'Empire prises au sujet de cette presente Guerre, l'Empereur fasse le devoir de sa Charge d'Empereur, & que pour punir selon leurs demerites les deux dits Freres Infraçteurs de la Paix, Parjures, Felons, Contempteurs de la Liberté & des Loix d'Allemagne, & pour servir d'exemple aux autres, Sa Majesté Imperiale les exclue du nombre & de la Dignité des Princes de l'Empire, comme ils s'en sont exclus eux-mêmes de fait, & qu'elle les déclare & tienne, & qu'ils soient tenus pour exclus de toutes les Terres qu'ils possédoient tant en qualité d'Electeurs que de Princes, de toutes les Graces, & de la Protection qu'ils ont eues de l'Empereur & de l'Empire; & qu'à l'égard du Seculier en particulier, & notamment, il soit mis au Ban & Arriere-Ban de l'Empire; c'est pourquoi aussi Sa Majesté Imperiale l'a voit aussi executé par le moien de la Publication des Lettres Patentés que nous avons reçûes, n'ayant pu differer plus long-tems; & a bien voulu le communiquer gracieusement à cette Diète de l'Empire pour lui servir d'avertissement & satisfaisance à la Coutume. Laquelle Volonté & Commandement de Sa Majesté Imperiale, les hauts & éminens Princes, Electeurs, & Etats, les excellens Conseillers de l'Empire, les Ambassadeurs & Envoyez n'ont pas voulu empêcher, au contraire comme bien intentionnez, ils ont voulu s'y conformer, & y perseverer. Donné à Ratisbonne, le 10. Mai 1706.

„ JEAN PHILIPPE, Cardinal de Lamberq,  
„ Evêque & Prince de Passau,

LXV.

*Convention faite entre Sa Majesté la Reine de la GRANDE BRETAGNE, & les Etats Generaux des PROVINCES UNIES, d'une part & Son Altesse Electorale PALATINE d'autre part, pour l'entretien de trois mille Hommes, dont les Troupes de S. A. E. au service de sadite Majesté & de Leurs Hautes Puissances seront augmentées.*

Les sept mille hommes des Troupes de Son Altesse Electorale Palatine au service de l'Angleterre & de l'Etat, envoyées d'un commun consentement en Italie, & Son Altesse Electorale ayant offert d'augmenter le Corps de ces Troupes au service susdit jusques à dix mille hommes, sans pretendre aucun argent de Levée pour les Troupes d'augmentation, Sa Majesté de la Grande-Bretagne, & Leurs Hautes Puissances ont accepté cette offre, aussi l'on est convenu de part & d'autre, que Son Altesse Electorale donnera, & Sa Majesté Britannique & Leurs Hautes Puissances accepteront à leur service encore trois mille Hommes, à sçavoir deux Regiments d'Infanterie, & trois Esquadrons de Cavallerie, suivant la liste jointe à cette Convention.

Ces trois mille hommes seront paiez par l'Angleterre & par l'Etat, sur le même pied que les sept mille Hommes ci-devant mentionnez sont paiez, suivant les Conventions & la liste ci-jointe.

Sa Majesté Britannique prendra à sa charge & paiera les deux tiers, ou deux mille Hommes, & Leurs Hautes Puissances un tiers, ou mille Hommes des trois mille susdits.

Le paiement commencera du jour que les quatre mille Hommes, qui iront les premiers en Italie, se seront mis en marche pour y aller; & pour éviter toute dispute là-dessus, on comptera deux longs mois avant le jour que les premiers quatre mille Hommes seront arrivez en Italie, & y auront joint l'Armée Imperiale, à condition que les trois mille Hommes susdits soient complets dès à present.

Ces trois mille Hommes serviront aux Pais-Bas, ou autre part, où Sa Majesté & Leurs Hautes Puissances le trouveront à propos.

Sa Majesté Britannique & Leurs Hautes Puissances s'engagent à faire paier les arrages d'us aux Troupes Palatines au plutôt.

La presente Convention sera ratifiée, & les Actes de Ratification en seront échangés ici à la Haie dans le terme d'un mois, ou plutôt s'il se peut.

En foi de quoi nous soussignez Plenipotentiaires & Deputez de Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne, & de Leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies d'une part, & de Son Altesse Electorale Palatine d'autre part, avons signé la presente Convention, & y apposé le Cachet de nos Armes.

A la Haie le vingt sixieme de Mai, mille sept cent six.

(L. S.) ALEXANDER STANHOPE.

(L. S.) J. H. V. HETTERMAN.

(L. S.) G. H. VAN REEDE.

(L. S.) F. B. VAN REEDE.

(L. S.) A. HEINSIUS.

(L. S.) JOHAN BEKER.

(L. S.) A. B. SCHURMANUS.

(L. S.) NIELAND.

(L. S.) W. VAN BORCK.

ANNO

1706.

26. Mai.



196  
ANNO

# CORPS DIPLOMATIQUE

1706. *Etat & Ordonnance de Son Altesse Electorale Palatine touchant la Convention arrêtée avec Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne & avec Leurs Hautes Puissances au sujet du Paiement de 3000. Hommes, qui consistent en quatre Bataillons d'Infanterie, & en trois Escadrons de Cavallerie, pour lesquels est requis, en un mois de 42. jours suivant l'Ordonnance de la Province d'Hollande, savoir,*

ANNO  
1706.

*Direction.*

*Ordonnances.*

Personnes d'une Compagnie d'Infanterie.

Fl. d'Holl. Ecus d'Holl.

1 Capitaine.		150		60
1 Lieutenant.		45		18
1 Enseigne.		40		16
2 Sergeants.	à f 25	50		20
1 Fourrier.		20		8
3 Caporaux.	à f 17	51		20
1 Chirurgien.		17		6
1 Ecrivain.		17		6
2 Tambours.	à f 13	26		10
3 Valets.	à f 8	24		9
1 Solliciteur.		12		4
10 Exempts ou Gefreyden.	à f 13	130	5	45
51 Soldats.	à f 12 5	624	15	249

78 Personnes pour une Compagnie en tout.	1207
78 Personnes la 2 Compagnie.	1207
78 Personnes la 3 Compagnie.	1207
78 Personnes la 4 Compagnie.	1207
78 Personnes la 5 Compagnie.	1207
78 Personnes la 6 Compagnie.	1207
78 Personnes la 7 Compagnie.	1207
78 Personnes la 8 Compagnie.	1207
78 Personnes la 9 Compagnie.	1207
78 Personnes la 10 Compagnie.	1207
78 Personnes la 11 Compagnie.	1207
78 Personnes la 12 Compagnie.	1207
78 Personnes la 13 Compagnie.	1207
78 Personnes la 14 Compagnie.	1207
78 Personnes la 15 Compagnie.	1207
78 Personnes la 16 Compagnie.	1207

1248 Personnes pour le Regiment entier.

19312

Un Regiment consiste en deux Bataillons.

Ordonnance de l'Etat Major.

*Etat Major d'Infanterie.*

Flor. Sols d'Holl.

1 Colonel.		393	15
1 Lieutenant-Colonel.		131	5
2 Majors.	à f 105	210	0
1 Marechal des Logis.		53	
2 Adjutants.	à f 48	96	
1 Auditeur.		40	
1 Pasteur.		45	
1 Chirurgien-Major.		25	
1 Tambour-Major.		20	
1 Prevost.		20	
1 Valet ou aide Prevost.		13	
6 Hautbois.	à f 12 5	73	10

19 Personnes doivent avoir en 42 jours.	1128	10
1 Capitaine de la Compagnie Colonelle	150	

20 Personnes de l'Etat Major.	1278	10
1248 Personnes de 16 Compagnies doivent avoir	19312	

1268 Personnes pour le Regiment entier avec l'Etat Major.	20590	10
1268 Personnes encore pour un Regiment.	20590	10

2536 Personnes pour deux Regimens doivent avoir	41181	
---	-------	--

La somme totale pour les deux Regimens d'Infanterie, qui consistent en quatre Bataillons de 2536. Personnes, doivent avoir en 42. jours, avec l'Etat Major la somme de f 41181. de Hollande; Et font en Ecus d'Hollande 16472 : 20.

Un

# DU DROIT DES GENS.

197

ANNO  
1706.

Un Regiment de Cavallerie de trois Esquadrons.

Personnes.	Chevaux.	Flor.	Sols d'Holl.
1 Capitaine de Cavallerie.	6	400	0
1 Lieutenant.	4	180	0
1 Cornet.	3	145	0
1 Wagtmeester ou Sergeant.	2	80	0
1 Marechal de logis.	2	70	0
3 Caporaux.	3	96	0
2 Trompettes.	2	70	0
1 Chirurgien.	1	35	0
1 Ecrivain.	1	35	0
1 Solliciteur.	1	28	0
1 Marechal.	1	32	0
1 Sellier.	1	32	0
35 Cavaliers.	35	980	0

50 Personnes en tout.	62	pour 1 Compagnie.	2183	0
50 Personnes &c.	62	pour 2 Compagnie.	2183	0
50 Personnes &c.	62	pour 3 Compagnie.	2183	0
50 Personnes &c.	62	pour 4 Compagnie.	2183	0
50 Personnes &c.	62	pour 5 Compagnie.	2183	0
50 Personnes &c.	62	pour 6 Compagnie.	2183	0
50 Personnes &c.	62	pour 7 Compagnie.	2183	0
50 Personnes &c.	62	pour 8 Compagnie.	2183	0
50 Personnes &c.	62	pour 9 Compagnie.	2183	0

450 Personnes &c.	558	pour un Regiment.	19647	0
-------------------	-----	-------------------	-------	---

## L'Etat Major de Cavallerie.

Personnes.	Flor.	Sols d'Holl.
1 Colonel.	393	15
1 Lieutenant-Colonel.	131	5
1 Major.	105	0
1 Marechal de logis.	53	0
1 Adjudant.	48	0
1 Auditeur.	48	0
1 Pasteur.	45	0
1 Chirurgien.	25	0
1 Timbalier.	35	0
2 Prevôt & son valet.	39	0

11 Personnes doivent avoir	973	0
1 Capit. de Cavall. de la Colonelle.	250	0

12 Personnes de l'Etat Major.	1246	0
450 Personnes de 9. Compagnies.	19647	0

462 Personnes d'un Regiment avec l'Etat Major.	20880	0
--	-------	---

Somme totale pour les 3000 Hommes porte en 42 jours.	62074	0
--	-------	---

Ou en Rycksdallers ou Ecus de Hollande.	24829	30
---	-------	----



ANNO

LXVI.

1706.

7. Juin.

*Resolution des Etats de la Province de Flandres, par laquelle ils reconnoissent Sa Majesté Catholique le Roi CHARLES III. pour leur légitime Souverain du 7. Juin. 1706. [Copie Manuscrite & sûre. Elle est aussi dans LUNIG, Teutsches Reichs = Archiv. Part. Special. Continuat. I. 26 pag. III. Zinhang zu Burgund pag. 203.]*

**L**A Lettre qu'il a plu à Son Altesse Mylord Prince & Duc de Marlborough, & à Leurs Excellences Mrs. les Deputés des Etats Généraux des Provinces-Unies, d'écrire à l'Assemblée des Etats de cette Province de Flandres, ayant été lué avec tout respect, & le contenu avantageux d'icelle ayant été pris en considération.

Il a été résolu unanimement de reconnoître, comme ladite Assemblée reconnoît par les présentes, la Souveraineté de Sa Majesté CHARLES III., auquel elle se soumet comme bons & fideles Sujets; dans l'assurance que S. M. maintiendra cette Province dans tous les Privileges, Usages & Coutumes, tant pour le Spirituel que pour le Temporel: Que S. M., en qualité de Comte de Flandres, ne souffrira pas qu'il y soit rien changé ou diminué dans aucun point; Et qu'Elle voudra bien agréer, & approuver la constitution du Gouvernement de ladite Province, des Cours, Pais, Villes, Châtellenies, Offices, & Lieux Subalternes, & généralement de tous les Departemens & Districts du ressort d'icelle, tant par rapport aux Fermes des Finances, qu'aux Deniers empruntez à intérêt jusqu'à ce jour de quelque nature qu'ils puissent être, sans aucune exception, tant pour la sûreté du Public en général, que de chacun en particulier. Et pour l'accomplissement de ce que dessus, S. A. Mylord Prince & Duc de Marlborough, & leurs Excellences Mrs. les Députés des Etats Généraux des Provinces Unies sont très-humblement priez de vouloir ratifier ce qu'ils ont déjà eu la bonté d'octroyer aux Colleges & Villes de la Province, sur les prières & représentations qui leur en ont été faites.

Et comme plusieurs Habitans de cette Province, tant Ecclesiastiques que Séculiers, trouvent que leurs Biens sont confisquez ou saisis, on se promet que lesdites saisies, & confiscations seront levées, & cesseront entièrement du jour de la présente fournition. Fait à l'Assemblée des Députés Ecclesiastiques & Séculiers de la Province de Flandres, à la Maison de Ville de Gand le 6. Juin. 1706. Signé J. THYSEBAERT. Et icellé du sceau de la Province de Flandres.

Le tout accordé au nom de S. M. C. le Roi CHARLES III. *Au Camp d'Aerfele, le 7. Juin 1706.*

Signé,

Le Prince &amp; Duc DE MARLBOROUGH.

FERDINAND VAN COLLEN.

J. H. BARON VAN RENSWOUDE.

J. VAN GOSLINGA.

CUYPER.

LXVII.

13. Juin.

*Traité par lequel les Etats de Tournay & Tournaysis se soumettent aux Contributions de Guerre ordonnées sur leur Pais, par L. H. P. les Seigneurs Etats Generaux des Provinces Unies. Fait à Gand le 13. Juin 1706. [Pièce authentique tirée des Registres des Etats de Tournay & Tournaysis.]*

**D**E Raad van Staate de Vereenigde Nederlanden, gesien ende examinert hebbende het Accord door Mr. Ernst Pesters en Johan Theodor Wieris Onsfanger der Contributien als daar toe door haar Ed. Mog. geantworst, gestooten met gedeputeerden vande Stad

*Doruck over de Contributien vande voorsz. Stad ende Brillegge vitzgaders Banlieue en verdere dependencien vande en des 13. deser volgende hier van worde te worde,*

ANNO

1706.

**N**OUS Ernest Pesters Conseiller Pensionnaire de la ville de Maaltrijt & Jean Theodor Wieris ayans la direction des Contributions pour le service des Etats Generaux des Provinces Unies d'une part, Messire René Becau Vicairie & Deputé de Mr. le Cardinal de Medicis Abbé de St. Amand & Conseiller Clerc au Parlement de la Ville de Tournay, Thicry Ignace Errembert Esqr. Seigneur de Beaurepaire Grand Baillif de Mortagne, & Jean Baptiste Ignace Dubois Esqr. Seigneur d'Inchy Grand Baillif de Rumme, autorisé de la part des Etats, & de la Ville & Banlieue de Tournay suivant leurs Pouvoirs des deux & sept de ce mois, qui ont été exhibés pour traiter des contributions imposées par lesdits Etats Generaux, sur le Bailliage de Tournay, y compris la Banlieue & dependances, à l'occasion de la présente Guerre, declérons d'avoir convenu de ce qui s'ensuit.

Que moyennant la somme de deux cent quarante huit mille deux cent florins monnoye de Change, le Louis d'or à neuf Florins, l'Ecu à quarante huit patars, & l'escalin à six patars, ledit Bailliage de Tournay, Dependances & Banlieue, à la réserve des sept Quartiers de la Banlieue, de la Ville de Tournay, & les Villages tant de l'ancien que du nouveau Tournaisis reuny par la paix de Ryswick, situés au delà de l'Escault qui doivent continuer de payer à Maaltrijt demeureront bien & valablement déchargés de tout ce qui pourroit être deu pour Contribution, Fourrages, Vaches & autres choses generalement quelconques, qui pourroit être exigible à ce titre depuis le quinze May mil sept cens deux, jour de la Declaration de la présente Guerre, jusques à pareil jour de l'année mil sept cens sept, sauf les Droits des Sauvegardes dont il en sera pris & payé d'eux pendant l'année commencée le quinze May dernier par chaque Paroisse à raison de vingt quatre Florins aussi argent de Change, & quatre Escalins de permission pour les Droits d'enregistrement, & les habitants dudit Bailliage, Dependances & Banlieue tant nobles qu'autres, excepté les militaires, demeureront en toute seureté avec leurs Biens, Bestiaux, Grains, Fourrages & autres choses generalement quelconques, sans qu'il leur soit fait aucun tort ou empeschement par les troupes des Etats Generaux susdits & de leurs Alliés.

Le payement de la ditte somme de deux cent quarante huit mille deux cent Florins sera fait entre les mains dudit Sr. Wieris, sçavoir une moitié au huitiesme du mois de Juillet prochain & l'autre moitié en deux termes, dont le premier écherra le huitiesme du mois de Septembre, & le deuxiesme pendant tout le mois de Novembre de la présente année, pour la seureté de tous lesquels payemens & execution du present Traité, il a été convenu qu'il sera donné à l'echange des Ratifications au gré dudit Sr. Wieris de la part des Etats de Tournay bonne & suffisante Caution dans la Ville d'Amsterdam ou telle autre qu'il trouvera convenir, qui s'oblige personnellement & solidairement à faire lesdits payemens sans aucune division ou discussion à peine d'y être contraint après une simple sommation de payer, ou bien il sera donné des Lettres de Change pour le payement de la somme susdite aux termes marquez, sur Amsterdam, ou telle autre Ville que Mr. Wieris trouvera convenir, acceptées par les Marchands qui devront les acquiescer.

Que les partis qui pourroient être envoyés dans ledit Bailliage, Dependances & Banlieue pour le service des Alliés seront tenus d'y vivre en bon ordre & discipline de Guerre, & ils n'y rafraichiront que pour leur argent, sans être en aucune maniere à charge au pays. Si lesdits partis n'observoient point ce qui est réglé par le present Article, il sera tenu des Procès verbaux devenement vérifiés par les gens de loy des lieux, des dommages & interets qu'ils y auront causés pour en être tenu compte par lesdites Contributions.

Les habitants dudit Bailliage, Dependances & Banlieue pourront prendre les Armes contre les Marodeurs, Voleurs, & les Partis qui ne seront pas munis des Passeports suffisans, sans que pour cela ils soient reputez avoir commis aucune hostilité ou chose contraire au present Traité.

Les

ANNO 1706. Les Generaux Commandants & autres Officiers ne pourront exiger d'édits habitants aucune chose à titre de donation, preffens ou autrement, sous quelque pretexte que ce puisse être, & si nonobstant le présent Traité ils en exigeoient quelque chose, il en sera aussi dressé des Procez verbaux par les gens des lieux, lesquels étans trouvés veritables seront envoiés par lesdits Srs. des Etats de Tournay au Sieur Wierls, pour qu'il les examine, & en tienne compte sur la Contribution.

Il sera permis aux habitants de la Ville de Tournay d'aller librement dans les Faubourgs de ladite Ville y compris les Auberges de la Tombe & le Vermont & point au delà sans qu'ils puissent y être faits prisonniers par les partis des Alliés.

Il sera delivré des Passeports gratuits aux Deputés Ecclesiastiques, Baillifs, Conseillers, Greffier & Contrôleur d'édits Etats de Tournay, comme aussi au grand Prevost, Majeur, Commis aux Finances; Premier Conseiller, Pensionnaire subdelegué de l'Intendant, Procureur Fiscal, Greffier & Tresorier de ladite Ville, pour leurs Personnes, Femmes, Enfants & Domestiques, ensemble ou separément en telle voiture qu'il leur plaira &c. & à l'égard des Huissiers & Messagers d'édits Etats de Tournay & Banlieue, des Baillifs, Greffiers & Collecteurs des Communautés dudit Bailliage & Banlieue, aussi bien qu'à l'égard de tous ceux qui occupent & cultivent des terres dans ledit Bailliage, Dependances & Banlieue, de quelle qualité qu'ils soient demeurants dans ladite Ville ou ailleurs, ils seront libres d'aller & venir en toute seureté faire la fonction de leur Charge dans les Villages, & y labourer leurs Terres étans munis d'un Certificat du Greffier d'édits Etats, contenant leur qualité & occupation.

Le présent Traité sera ratifié de part & d'autre dans le terme de douze jours; scavoir de la part des Sieurs Peffers & Wierls par les Seigneurs du Conseil d'Etat des Provinces Unies se faisant fort de tous leur Alliez, nuls exceptés, & de la part des Srs. Deputés par leurs Principaux. Ainsi fait & stipulé à Gand ce treizieme Juin mil sept cens six. E. PESTERS, J. T. WIERTS, BECUAU, BREMBAUT & de BEAUREPAIRE, DUBOIS D'INCHY, *undersont my present Controleur FRANÇOIS DENIK.*

Heeft het voorst. Accord geaggreert en geapprobeert, aggreert en approbeert 't selve in kragte deeser belovende 't selve in alle deele te sullen doen obferveren en naarkomen,

Aldus gedaen in s'Gravenhage de 13. Juny 1706. Was geparapeert R. V. AUDRINGA onderfount ter Ordonnantie vanden Raad van Staat ende was onderteekent J. VAN SINGELAND ter zyde fiont het Zegel van Hoogemelte. Ed. Mog. Heeren in een rooden Ouwel overdeekt met een witte papiere ruyte, onderfount, Accordert met zyn Origineele ons Ontfanger en Controleur der Contributien in kennisse der waarheyt dese onderteekent hebben de, onderteekent WIERTS en FRANÇOIS DENIK.

Collationné à la Copie, Signé comme dessus, & trouvé accorder, temoin le seing du Greffier Criminel de la Ville & Cité de Tournay, & mis jointement le Cachet secret de ladite Ville.

D. VAFFELART.

LXVIII.

22. Juillet 1706. Traité pour l'Union de l'Angleterre & de l'Ecosse, conclu & signé par les Seigneurs Commissaires des deux Royaumes. A Londres le 22. Juillet 2. Août. 1706. [Traduit de l'Original imprimé à Edimbourg, par ordre du Parlement d'Ecosse.]

Articles d'Union conclus le vingt-deuxieme de Juillet, dans la cinquième année du Règne de Sa très-Excellente Majesté ANNE par la grace de Dieu, Reine d'Ecosse, d'Angleterre, de France & d'Irlande, Défenseur de la Foi, &c. & l'un de nre Seigneur mil sept cens six; par les Commissaires nommez de la part du Royaume d'Ecosse, sous le grand Secau d'Ecosse, le 27. de Fevrier dernier; en conséquence du quatrième Acte de la troisième Session du présent

Parlement d'Ecosse, dans la quatrième année du Règne de Sa Majesté; & les Commissaires nommez de la part du Royaume d'Angleterre sous le grand Secau d'Angleterre, daté de West-Minster le 10. d'Avril dernier, en conséquence d'un Acte du Parlement fait en Angleterre dans la troisième année du Règne de Sa Majesté, pour traiter de l'Union desdits Royaumes. Lesquels Articles doivent être présentés en toute humilité à Sa très-Excellente Majesté, & offerts à la consideration & examen des Parlements respectifs des deux Royaumes, conformément auxdits Actes & Commissions.

I. QUE les deux Royaumes d'Ecosse & d'Angleterre seront dorenavant à perpétuité unis en un seul Royaume sous le nom de GRANDE-BRETAGNE, à commencer le premier jour de Mai prochain. Et que les Armes dudit Royaume Uni seront telles que Sa Majesté l'ordonnera; & les Croix de Saint André & de Saint George seront jointes ensemble de la manière que Sa Majesté le trouvera à propos, & seront employées dans tous les Pavillons, Drapeaux, Etendards, & Bannières, tant par mer que par terre.

II. Que la Succession à la Monarchie du Royaume Uni de la Grande-Bretagne, & des Terres & Seigneuries qui en dépendent, sera, demeurera & continuera après la Sacrée Majesté, & au défaut d'Enfants issus de son Corps, à la très-Excellente Princesse SOPHIE Electrice & Duchesse Douairière d'Hanover, & ses Hoirs issus de son Corps, étant Protestans, sur lesquels la Couronne d'Angleterre est établie par un Acte du Parlement fait en Angleterre dans la douzième année du Règne de feu Sa Majesté le Roi Guillaume Troisième, intitulé, *Acte pour une plus ample limitation de la Couronne, & pour mieux assurer les Droits & les Libertez des Sujets.* Et que tous les Papistes, & personnes mariées à des Papistes, seront exclus, & incapables à perpétuité d'hériter, posséder, ou jouir de la Couronne Impériale de la Grande-Bretagne, & des Territoires qui en dépendent, ou d'aucune partie d'icelles. Et en tous & tels cas semblables, la Couronne & le Gouvernement iront de tems en tems, & seront possédés par une Personne Protestante; comme elle en auroit hérité & joui en cas que telle Personne Papiste ou marié à un Papiste, fût morte naturellement; conformément à l'Ordonnance pour la Succession à la Couronne d'Angleterre, faite dans un autre Acte du Parlement d'Angleterre dans la première année du Règne de feu Leurs Majestez, le Roi Guillaume & la Reine Marie, intitulé, *Acte declarant les Droits & Libertez des Sujets, & pour établir la Succession de la Couronne.*

III. Que le Royaume Uni de la Grande-Bretagne sera représenté par un seul & même Parlement, lequel sera nommé le Parlement de la Grande-Bretagne.

IV. Que tous les Sujets du Royaume Uni de la Grande-Bretagne, auroit après l'Union entière Liberté & Correspondance de Commerce & de Navigation, dans tous les Ports & Places dudit Royaume Uni, & des Terres & Colonies qui en dépendent. Et qu'il y aura communication de tous les autres Droits, Privilèges & avantages, qui appartiennent, ou qui peuvent appartenir aux Sujets de l'un ou l'autre Royaume; à la réserve de ce qui est autrement & expressément convenu dans ces Articles.

V. Que tous les Vaisseaux appartenans aux Sujets de Sa Majesté en Ecosse au tems de la signature de ce Traité pour l'Union des deux Royaumes, quoi que construits hors du Pais, seront estimés & passeront pour Vaisseaux de la fabrique de la Grande-Bretagne; Le Propriétaire, ou les Propriétaires, ou un, ou plusieurs des Propriétaires, faisant Serment dans l'espace de douze mois après l'Union, qu'au tems de la signature dudit Traité, ces Vaisseaux appartiennent à lui ou à eux, ou à quelqu'autre Sujet, ou Sujets d'Ecosse, qui seront nommez particulièrement, avec les lieux de leur demeure respective; & que lesdits Vaisseaux appartiennent à lui ou à eux, & qu'aucun Etranger, directement ou indirectement, n'y a aucune part, portion, ou intérêt. Lequel Serment sera fait en présence du principal ou principaux Officiers de la Douane dans le Port le plus proche de la demeure desdits Propriétaire, ou Propriétaires. Et lesdits Officier, ou Officiers, auront le pouvoir de recevoir ledit Serment. Et le Serment étant ainsi prêté

ANNO 1706.



ANNO  
1706.

prété, sera attesté par l'Officier, ou les Officiers, qui l'auront reçu; & étant enregistré par ledits Officier, ou Officiers, il sera délivré aux Maîtres des Vaisseaux pour la sûreté de leur Navigation; & il en sera donné un double par ledits Officier, ou Officiers, aux Principaux, ou Chefs des Officiers de la Douane, dans le Port d'Edimbourg, pour y être enregistré, & de-là être envoyé au Port de Londres, pour y être couché sur le Registre general de tous les Vaisseaux Marchands appartenans à la Grande-Bretagne.

VI. Que toutes les Parties du Royaume Uni auront toujours; après l'Union, les mêmes Avantages & Privilèges, & seront soumises aux mêmes Défenses, Restrictions, & Réglemens de Commerce, & tenus aux mêmes Douanes & Droits d'entrée & de sortie. Et que les Avantages, Privilèges, Défenses, Restrictions, & Réglemens de Commerce, de même que les Douanes & les Droits d'entrée & de sortie, établis en Angleterre au commencement de l'Union, auront lieu après l'Union par tout le Royaume Uni.

VII. Que toutes les Parties du Royaume Uni, seront à perpétuité, depuis l'Union tenus aux mêmes impôts sur toutes les Liqueurs sujettes aux Impôts; & que les Impôts qui se trouveront être mis en Angleterre sur telles Liqueurs au commencement de l'Union, auront lieu par tout le Royaume Uni.

VIII. Que depuis l'Union, tout le Sel qui sera apporté des Pais étrangers en Ecosse, sera chargé des mêmes Droits d'entrée, que ce même Sel est présentement chargé pour l'entrée en Angleterre; & qu'il y sera levé & pris de la même manière. Mais l'Ecosse sera exemptée pendant l'espace de sept ans, à commencer depuis l'Union, de payer en Ecosse sur le sel qui y sera fait, les Droits ou Impôts qui se payent maintenant sur le sel qui est fait en Angleterre; mais après l'expiration desdites sept années, on sera sujet & tenu aux mêmes Droits pour le Sel fait en Ecosse, qui seront alors établis & imposés sur le Sel fait en Angleterre, pour y être levé & pris en la même manière; & avec les mêmes retours & avantages qu'en Angleterre. Et pendant lesdites sept ans, il sera payé en Angleterre pour tout le Sel fait en Ecosse, & de là transporté en Angleterre, les mêmes Droits que l'on y paye pour le Sel fait en Angleterre: pour être levé & pris de la même manière, que les Droits du Sel étranger se prennent & se levent en Angleterre. Et que pendant lesdits sept ans, on n'apportera point de Sel quel qu'il soit, d'Ecosse en Angleterre, par terre en aucune manière, sous peine de confiscation du Sel, des chariots & du bétail employé pour le transport, & de payer vingt schellings pour chaque boisseau de Sel; & à proportion, selon qu'il y en aura plus ou moins; au payement de quoi le Charretier & le Propriétaire seront aussi bien tenus l'un que l'autre, & chacun d'eux solidairement. Et les Personnes, qui le porteront ou conduiront, seront emprisonnées par tout Juge de Paix, pendant l'espace de six mois, sans caution, & jusqu'à ce que l'amende soit payée. Et pendant lesdites sept années, toute la Viande & le Poisson salé, porté d'Ecosse en Angleterre, ou employé pour les provisions des Vaisseaux d'Ecosse, & toute la Viande embarquée en Ecosse, pour être transportée dans les Pais étrangers laquelle sera salée du Sel d'Ecosse, ou de quelque mélange dudit Sel sera confiscuée & pourra être saisie; Et que depuis l'Union, les Loix & les Actes du Parlement d'Ecosse, touchant la Pêche, le Sallage, & Emballage de Harang, du Poisson blanc & du Saumon, qui doit être transporté, étant salé avec du Sel étranger seulement, & pour prévenir toutes fraudes dans le Sallage & Emballage du poisson, demeureront dans leur force & vigueur en Ecosse; étant néanmoins sujets aux changemens & alterations qui seront faites par le Parlement de la Grande-Bretagne. Et que tout le Poisson, qui sera transporté d'Ecosse dans les Pais étrangers, qui sera salé avec du Sel étranger seulement, aura les mêmes soulagemens, récompenses, & retours, qu'il est & sera alloué aux personnes qui transporteront d'Angleterre le même Poisson. Et s'il se trouve ci-après quelques affaires ou fraudes au sujet desdits Droits de Sel, à quoi il n'a pas encore été suffisamment pourvu par cet Article, elles seront sujettes à telles autres plus amples provisions, qu'il sera trouvé convenable par le Parlement de la Grande-Bretagne.

ANNO  
1706.

IX. Que quand la somme d'un million neuf cens nonante-sept mille sept cens & soixante & trois livres, huit schellings, & quatre sous & demi, sera ordonnée par Acte du Parlement de la Grande-Bretagne, pour être levée dans la partie du Royaume Uni appelée aujourd'hui Angleterre, sur les Terres, ou autres choses, taxez ordinairement dans ledit Royaume par ordre du Parlement, pour donner des Subsidés à la Couronne, par une l'axe des Terres; Cette partie du Royaume Uni, appelée aujourd'hui Ecosse, sera chargée par le même Acte d'une somme de quarante-huit mille livres, franchises & quittes de toutes charges, comme étant la Quote part de l'Ecosse dans cette l'axe; & ainsi proportionnellement, pour chaque somme qui sera levée au dessus, ou au dessous, en Angleterre, par aucunes Taxes sur les Terres, & autres choses taxées ordinairement avec les Terres. Et qu'une telle Quote pour l'Ecosse sera levée dans les cas susdits, & recueillie de la même manière, que se levent & recueillent aujourd'hui les Taxes des Terres dans ledit Royaume; mais qu'elle sera sujette aux Réglemens, touchant la manière de la recueillir, qui seront faits par le Parlement de la Grande-Bretagne.

X. Que pendant la continuation des Droits respectifs sur le Papier timbré, le Velin, & le Parchemin, par des Actes qui sont maintenant en vigueur en Angleterre, l'Ecosse ne sera point chargée desdits Droits respectifs.

XI. Que pendant la continuation des Droits payables en Angleterre sur les Fenêtres, & les Lumières, qui doivent finir au premier jour du mois d'Août de l'an 1710, l'Ecosse ne sera point chargée des mêmes Droits.

XII. Que pendant la continuation des Droits payables en Angleterre sur le Charbon, de toutes sortes, & qui doivent cesser le trentième jour de Septembre 1710, l'Ecosse ne sera point chargée desdits Droits sur les Charbons, qui s'y consumeront, mais elle en sera chargée comme l'Angleterre, pour tout le Charbon qui ne se consumera pas en Ecosse.

XIII. Que pendant la continuation du Droit payable en Angleterre sur la Dreche & qui doit finir le vingt-quatrième jour de Juin 1707, l'Ecosse ne sera point chargée de ce Droit.

XIV. Que le Royaume d'Ecosse ne sera chargé d'aucun autre Droit imposé par le Parlement d'Angleterre, avant l'Union, à la reserve de ceux dont on est convenu dans ce Traité; à cause qu'il a été accordé; que toutes les provisions nécessaires seront faites par le Parlement d'Ecosse pour les Charges publiques, & pour le service de ce Royaume pour l'année 1707. Pourvu néanmoins, que si le Parlement d'Angleterre trouve à propos de mettre quelquel autre Impôt, par manière de Droits de Douane, ou telles Accises, dont en vertu de ce Traité l'Ecosse doit être chargée également avec l'Angleterre; En ce cas l'Ecosse sera tenue aux mêmes Droits de Douane & d'Accises, & aura un Equivalent, qui sera réglé par le Parlement de la Grande-Bretagne. Et comme on ne sauroit supposer, que le Parlement de la Grande-Bretagne imposera jamais aucune sorte de charges sur le Royaume Uni, que celles qui seront trouvées nécessaires, pour le bien & la conservation du Tout, & cela en égard aux circonstances, & aux forces de chaque Partie du Royaume Uni; A ces causes, il est arrêté, qu'on n'insinuera plus sur aucune exemption pour aucune partie du Royaume Uni, mais que la considération de quelques exemptions que ce soit au delà de ce qui a déjà été convenu dans ce Traité, sera laissée à la détermination du Parlement de la Grande-Bretagne.

XV. Comme par les termes de ce Traité, les Sujets d'Ecosse, pour conserver une égalité de Commerce par tout le Royaume Uni, seront tenus à tous les Droits de Douane, & Accises, qui se payent aujourd'hui en Angleterre, lesquelles devront servir à acquitter les Dettes d'Angleterre, contractées avant l'Union; Il est convenu que l'Ecosse aura un équivalent, pour ce que ses Sujets devront être chargés, pour le payement desdites Dettes d'Angleterre, dans toutes les Particularités quelles qu'elles soient, en la manière suivante; c'est à savoir, Qu'avant l'Union desdits Royaumes, la somme de trois cens quatre-vingt dix neuf mille, & quatre-vingt-cinq livres dix schellings, sera accordée à Sa Majesté par le Parlement d'Angleterre, pour les besoins mentionnez ci-dessus; étant l'Equivalent qui doit

**ANNO 1706.** doit être payé à l'Ecoffe, pour telle partie desdits Droits de Douane & d'Accises, sur les Liqueurs, de quels ce Royaume-là doit être chargé après l'Union, qui sera applicable pour le paiement desdites Dettes d'Angleterre, cela étant à proportion des Droits présents de l'Ecoffe, qui sont de trente mille livres par an; par rapport à la Douane d'Angleterre supputée à un million trois cents quarante & un mille, cinq cents cinquante-neuf livres par an; & proportionnellement aux présentes Accises, sur les Liqueurs acceffibles d'Ecoffe, qui sont trente-trois mille & cinq cents livres par an, par rapport aux Accises sur les Liqueurs acceffibles en Angleterre, supputé à neuf cents quarante-sept mille six cents & deux livres par an. Laquelle somme de trois cents quatre-vingt-dix-huit mille quatre-vingt-cinq livres dix schellings, sera due & payable, depuis le tems de l'Union. Et comme après l'Union l'Ecoffe sera tenue & sujette aux mêmes Droits de Douane pour l'entrée & pour la sortie, & aux mêmes Accises sur les Liqueurs acceffibles, comme en Angleterre, aussi bien par cette raison, qu'à cause de l'augmentation de monde & de commerce; (qui sera l'heureuse conséquence de l'Union,) Lesdits revenus augmentent beaucoup au delà de la valeur annelle mentionnée ci-dessus, dont on ne peut faire maintenant l'estimation. Cependant pour les raisons susmentionnées, étant juste qu'il y ait un Equivalent rendu à l'Ecoffe: *On est convenu*, qu'après l'Union, il sera dressé un Compte de tous lesdits Droits qui se leveront en Ecoffe, afin qu'il puisse apparaitre, combien il faudra rendre à l'Ecoffe pour l'Equivalent de telle partie de ladite augmentation, qui sera destinée au paiement des Dettes d'Angleterre. Et pour parvenir plus efficacement à toutes les fins mentionnées ci-après, *on est convenu* que depuis l'Union, toute l'augmentation des revenus des Douanes, & Droits d'entrée & de sortie, & les Accises mises sur les Liqueurs qui y sont sujettes, en Ecoffe, au delà & par dessus le produit annuel desdits Droits respectifs, sur le pied que ci-dessus, servira & sera applicable pour l'espace de sept ans, aux Usages mentionnez ci-dessus; Et que sur ledit Compte, l'Ecoffe sera remboursée tous les ans, à commencer à la fin de sept ans après l'Union, d'un Equivalent proportionné à la part de ladite augmentation, qui devra être employé au paiement des Dettes d'Angleterre.

Et comme après l'expiration de sept ans, après l'Union, le Sel fait en Ecoffe doit être sujet aux mêmes Droits que le Sel fait en Angleterre; *Il est accordé*, que quand ces Droits auront lieu, il sera rendu à l'Ecoffe un Equivalent pour telle portion desdits Droits, qui sera employé pour le paiement des Dettes d'Angleterre; Desquels Droits il sera tenu Compte exact afin que l'on puisse voir ce qu'il faudra pour faire ledit Equivalent à l'Ecoffe. Et généralement que l'Ecoffe aura un Equivalent pour telle portion des Dettes d'Angleterre, qu'elle sera ci-après tenue de payer à raison de l'Union, quelles qu'elles soient, outre celles pour lesquelles le Parlement d'Angleterre a approprié les Doianes, & autres Droits d'entrée & de sortie, d'Accises sur les Liqueurs acceffibles, & sur le Sel, au regard desquelles Dettes, on a déjà ordonné plus haut l'Equivalent. Et pour l'emploi qui doit être fait de ladite somme de trois cents quatre-vingt-dix-huit mille quatre-vingt-cinq livres dix schellings, qui doit être donnée comme dessus; & tous les autres deniers dont on doit répondre à l'Ecoffe, ou qui lui doivent être aliouez, comme dessus; *On est convenu* que de ladite somme de trois cents quatre-vingt-dix-huit mille quatre-vingt-cinq livres dix schellings, seront payées toutes les Dettes publiques du Royaume d'Ecoffe, & aussi le fonds Capital de la Compagnie Ecoffoise d'Afrique & des Indes, ensemble avec les intérêts pour ledit fonds capital à raison de cinq pour cent par an depuis les tems respectifs du paiement qui en a été fait. Et on est convenu que sur le paiement dudit fonds capital & des intérêts, ladite Compagnie sera dissoute & cessera; & aussi que du jour que l'Acte du Parlement d'Angleterre sera passé pour la levée de ladite somme de trois cents quatre-vingt-dix-huit mille, quatre-vingt-cinq livres, dix schellings, ladite Compagnie ne négociera plus, & ne donnera plus permission de négocier. Et pour le surplus de ladite somme de trois cents quatre-vingt-dix-huit mille quatre-vingt-cinq livres dix schellings, après le paiement desdites Dettes du Royaume d'Ecoffe, & dudit fonds

TOM. VIII. PART. I.

capital & des intérêts; & aussi toute l'augmentation des susdits Revenus des Douanes, Droits, & Accises, au dessus de la présente valeur, qui seront levez en Ecoffe, pendant ledit terme de sept ans, ensemble avec l'Equivalent qui sera dû au sujet de l'augmentation des Revenus en Ecoffe, après ledit terme. Et aussi pour ce qui est de toutes les autres sommes, qui suivant les Conventions susdites seront dûes à l'Ecoffe par voye d'Equivalent, pour ce que ce Royaume fournira ci-après pour le paiement des Dettes d'Angleterre; *On est convenu* que cela sera appliqué en la manière suivante; savoir, que de là les pertes qui pourront avoir été soutenues ou souffertes par des particuliers à cause de la réduction de la Monnoye d'Ecoffe à la valeur de celle d'Angleterre, seront dédommages autant qu'il sera jugé nécessaire. Après quoi le reste sera entièrement appliqué pour encourager, & avancer la Pêche, & telles autres Manufactures & Négoce en Ecoffe, qui pourront le plus contribuer au bien général du Royaume Uni. *Et il est arrêté*, Que Sa Majesté sera autorisée pour nommer des Commissaires, qui seront tenus de rendre compte au Parlement de la Grande Bretagne, pour employer aux usages ci-dessus mentionnez, ladite somme de trois cents quatre-vingt-dix-huit mille quatre-vingt-cinq livres dix schellings, & tous les autres deniers qui seront dûs à l'Ecoffe, en vertu de l'Accord & Convention ci-dessus. Lesquels Commissaires seront autorisés à demander, recevoir, & disposer desdits deniers en la manière susdite, & à prendre inspection des Livres des Collecteurs desdits Revenus, & de tous les autres Droits, ou Impôts d'où se pourra lever un Equivalent. Et que les Collecteurs, & Directeurs desdits Revenus & Droits, seront obligés de donner auxdits Commissaires, des Extraits authentiques & signez du produit desdits Revenus & Droits levez dans l'étendue de leurs Ressorts respectifs. Et que lesdits Commissaires auront leurs Bureaux dedans les Limites d'Ecoffe: Que dans lesdits Bureaux seront tenus les Livres, contenant les Comptes du montant des Equivalens, & de quelle manière il en aura été disposé, de tems en tems: Lesquels Livres pourront être vus par qui que ce soit des Sujets qui les voudront voir.

**XVI.** Que du moment de l'Union, & après, la Monnoye sera de même titre & valeur par tout le Royaume Uni, comme elle est présentement en Angleterre. Et l'Hôtel de la Monnoye sera continué en Ecoffe sous les mêmes régles, que la Monnoye d'Angleterre; & sera sujet à tels Réglemens que Sa Majesté, ou ses Hoirs, & Successeurs, ou le Parlement de la Grande-Bretagne le trouveront à propos.

**XVII.** Que du moment & après l'Union, on se servira par tout le Royaume Uni des mêmes Poids & Mesures, qui sont à présent établis en Angleterre. Et les Modeles desdits Poids & Mesures seront gardez dans les Bourgs d'Ecoffe, à qui la garde des Modeles des Poids & Mesures, qui sont aujourd'hui en usage, appartient de Droit spécial. Tous lesdits Modeles seront envoyez auxdits Bourgs, étant formez sur ceux qui sont gardez dans l'Echiquier à Westminster; étant sujets néanmoins aux Réglemens qui seront trouvez utiles par le Parlement de la Grande-Bretagne.

**XVIII.** Que les Loix concernant le Reglement du Commerce, des Douanes & des Accises, auxquelles en vertu de ce Traité, l'Ecoffe doit être sujette, seront en Ecoffe les mêmes après l'Union qu'en Angleterre. Et que toutes les autres Loix qui sont usitées dans le Royaume d'Ecoffe, seront après l'Union, & nonobstant l'Union, dans la même vigueur qu'auparavant, à la reserve de celles qui sont contraires & ne peuvent subsister avec les termes de ce Traité, mais elles pourront être changées par le Parlement de la Grande Bretagne; avec cette différence entre les Loix concernant le Droit Public, la Police, & le Gouvernement Civil, & celles qui concernent le Droit particulier, que les Loix qui concernent le Droit Public, la Police, & le Gouvernement Civil, pourront être les mêmes par tout le Royaume Uni; mais qu'on ne pourra faire d'altération, ou changement aux Loix qui concernent le Droit particulier, à moins que ce ne soit pour l'utilité évidente des Sujets d'Ecoffe.

**XIX.** Que la Cour de Session, ou le College de Justice, sera & demeurera après & nonobstant l'Union, en tout tems en Ecoffe; telle qu'elle est maintenant

**ANNO 1706.**



ANNO  
1706.

tenant établie par les Loix de ce Royaume; & avec la même autorité & les mêmes Privilèges, qu'avant l'Union; étant néanmoins sujette aux Reglemens qui pourront être faits pour mieux administrer la Justice, par le Parlement de la Grande-Bretagne; & que la Cour des Justiciers, demeurera aussi après & nonobstant l'Union en tout tems en Ecosse, telle qu'elle est maintenant établie par les Loix de ce Royaume, & avec la même autorité, & les mêmes privilèges, qu'avant l'Union, étant néanmoins sujette aux Reglemens qui seront faits par le Parlement de la Grande-Bretagne; & sans préjudice des autres Droits de Justiciers; Et que toutes les Jurisdictions de l'Amirauté seront soumises au Lord Grand Amiral, ou aux Commissaires de l'Amirauté de la Grande-Bretagne, qui seront alors en Charge. Et que la Cour de l'Amirauté, qui est maintenant établie en Ecosse, sera continuée; & que toutes les Revisions, Réductions, ou Suspensions de Sentences en causes de Marine, appartenant à la Jurisdiction de cette Cour, demeureront dans la même manière après l'Union, qu'elles sont maintenant en Ecosse, jusqu'à ce que le Parlement de la Grande-Bretagne y fasse les Reglemens & les changemens, qui seront jugez expédiens pour tout le Royaume Uni; mais il fera à tousjours continué en Ecosse une Cour d'Amirauté, telle qu'en Angleterre, pour terminer toutes les Causes Maritimes, qui auront du rapport aux Droits particuliers d'Ecosse, appartenans à la Jurisdiction de la Cour de l'Amirauté, laquelle sera néanmoins sujette aux Reglemens & Alterations, qui seront jugez devoir être faits par le Parlement de la Grande-Bretagne. Et que les Droits Héritaires d'Amirauté, ou de Vice-Admirauté en Ecosse seront relèves aux Propriétaires respectifs, comme Droits de propriété, sujets néanmoins, pour la manière d'exercer ces Droits Héritaires, aux Reglemens & Alterations, qui seront jugez utiles par le Parlement de la Grande-Bretagne; & que toutes les autres Cours qui sont maintenant dans le Royaume d'Ecosse, demeureront, mais seront sujettes aux Alterations qui pourront être faites par le Parlement de la Grande-Bretagne. Et que toutes les autres Cours subalternes qui sont dans ledit Royaume, demeureront subordonnées, comme elles sont présentement, aux Cours Souveraines de Justice, dans lesdites Limites en tout tems. Et qu'aucunes causes d'Ecosse, ne pourront être évoquées, ni renvoyées à la connoissance des Cours de la Chancellerie, du Banc de la Reine, des Plaids Communs, ou de quelque autre Cour à Westminster; Et que lesdites Cours, ou aucune autre de semblable nature, après l'Union; n'auront pas le pouvoir de connoître, revoir, ou changer les Actes ou Sentences des Judicatures d'Ecosse, ou d'en suspendre l'exécution. Et qu'il y aura une Cour de l'Echiquier en Ecosse après l'Union, pour décider les questions, ou disputes, concernant les Revenus, Douanes & Accises du Païs, laquelle aura le même pouvoir & la même autorité, en tels cas, que la Cour de l'Echiquier a en Angleterre. Et que ladite Cour de l'Echiquier en Ecosse aura le pouvoir de passer des Signatures, des Dons, des Tutelles, & autres choses comme à la Cour de l'Echiquier qui est en Ecosse à présent: Et ladite Cour de l'Echiquier qui est à présent en Ecosse demeurera jusqu'à ce que le Parlement de la Grande-Bretagne en forme une nouvelle après l'Union. Et Sa Majesté & ses Successeurs Royaux pourront après l'Union continuer un Conseil Privé en Ecosse, pour le maintien & la conservation de la Paix publique, & pour entretenir un bon ordre, jusqu'à ce que le Parlement de la Grande-Bretagne jugera à propos de le changer, ou d'établir à cette fin, quelque autre méthode efficace.

XX. Que toutes les Charges Héritaires, les Jurisdictions Héritaires, les Charges & les Jurisdictions à vie seront conservées aux Propriétaires comme Droits de propriété, de la même manière qu'elles sont aujourd'hui possédées par les Loix d'Ecosse, nonobstant ce Traité.

XXI. Que les Droits & les Privilèges des Bourgs Royaux d'Ecosse, tels qu'ils sont aujourd'hui, demeureront dans leur entier après l'Union, & nonobstant l'Union.

XXII. Qu'en vertu de ce Traité, seize des Pairs d'Ecosse au tems de l'Union, feront le nombre de ceux qui devront avoir Seance & voix dans la Chambre des Seigneurs, & quarante-cinq feront le nombre

des Représentans pour l'Ecosse dans la Chambre des Communes du Parlement de la Grande-Bretagne. Et que lors que Sa Majesté, ses Hoirs, ou Successeurs, déclarera son bon plaisir, pour la convocation du premier Parlement, ou de quelque autre de la Grande-Bretagne, jusqu'à ce que le Parlement de la Grande-Bretagne y ait plus amplement pourvu, il sera expédié un ordre, sous le grand Sceau du Royaume Uni, qui sera adressé au Conseil d'Ecosse, par lequel il lui sera ordonné de faire sommer seize Pairs, pour avoir Seance dans la Chambre des Seigneurs, en Parlement, & de faire élire quarante-cinq Membres pour avoir Seance dans la Chambre des Communes du Parlement de la Grande-Bretagne, suivant les conventions de ce Traité, en la manière qu'il sera réglé avant l'Union par le Parlement d'Ecosse; & que les noms des Personnes ainsi nommées & élus seront envoyez par le Conseil privé d'Ecosse, à la Cour d'où ledit Ordre sera émané. Et que si Sa Majesté déclare sous le Grand Sceau d'Angleterre avant le premier jour de Mai prochain, jour que l'Union doit avoir lieu; qu'il est expédié que les Seigneurs du Parlement d'Angleterre, & les Communes du présent Parlement d'Angleterre soient les Membres des Chambres respectives du premier Parlement de la Grande-Bretagne, de la part de l'Angleterre, alors lesdits Seigneurs du Parlement d'Angleterre, & les Communes du présent Parlement d'Angleterre, seront les Membres des Chambres respectives du premier Parlement de la Grande-Bretagne, pour la part de l'Angleterre. Et Sa Majesté pourra par sa Proclamation Royale sous le Grand Sceau de la Grande-Bretagne ordonner ledit premier Parlement de la Grande-Bretagne, pour s'assembler en tels tems & lieu que Sa Majesté trouvera à propos; lequel tems ne sera pas moins de cinquante jours après la date de la Proclamation; & le tems, & lieu de l'Assemblée du Parlement étant ordonné, il sera immédiatement après envoyé un ordre sous le Grand Sceau de la Grande-Bretagne, adressé au Conseil Privé d'Ecosse, pour la Somination, ou Assignation des seize Pairs, & pour l'Election des quarante-cinq Membres, qui doivent représenter l'Ecosse dans le Parlement de la Grande-Bretagne; & les Seigneurs du Parlement d'Angleterre & seize Pairs d'Ecosse, lesdits seize Pairs aiant été sommés & retournés en la manière dont on est convenu dans ce Traité; & les Membres de la Chambre des Communes dudit Parlement d'Angleterre, & les quarante-cinq Membres pour l'Ecosse, lesdits quarante-cinq Membres étant élus & retournés, en la manière dont on est convenu dans ce Traité, s'assembleront respectivement, dans leurs Chambres respectives du Parlement de la Grande-Bretagne; dans le tems & lieu qui sera ordonné par Sa Majesté; & seront les deux Chambres du premier Parlement de la Grande-Bretagne. Et ce Parlement pourra continuer autant de tems seulement que le présent Parlement d'Angleterre auroit pu être continué, si l'Union des deux Royaumes n'avoit pas été faite; à moins que Sa Majesté ne le dissolve plutôt. Et que chacun des Seigneurs de la Grande-Bretagne, & chaque Membre de la Chambre des Communes du Parlement de la Grande-Bretagne, dans le premier Parlement de la Grande-Bretagne, & dans les suivans, jusqu'à ce que le Parlement de la Grande-Bretagne soit autrement réglé, prêteront les Sermens respectifs, qui sont ordonnés & doivent être prêtés en la place des Sermens d'Allegiance, & de Supremacie, par un Acte du Parlement fait en Angleterre dans la première année du feu Roi Guillaume & de la Reine Marie, intitulé, *Acte pour l'Abrogation des Sermens de Supremacie & d'Allegiance, & pour ordonner d'autres Sermens*, & seront, signeront, & repèteront à haute voix la Declaration mentionnée dans un Acte du Parlement fait en Angleterre en la trentième année du Regne du Roi Charles Second, intitulé, *Acte pour la plus effective conservation de la Personne du Roi, & du Gouvernement, en rendant les Papistes incapables d'avoir Seance dans l'une ou l'autre des Chambres du Parlement*; & ils prêteront & figureront le Serment mentionné dans la première année du Regne de Sa Majesté, intitulé, *Acte pour expliquer les changemens dans le Serment, qu'il est ordonné de prêter par l'Acte intitulé, Acte pour la plus grande sûreté de la Personne de Sa Majesté, & de la Succession à la Couronne dans la Ligne Protestante, & pour éteindre & éteindre les esperances du prétendu Prin-*

ANNO  
1706.

ANNO  
1706.

Prince de Galles & de tous les autres Prétendants, & de leurs Partisans déclarez, ou convertis, & pour déclarer que l'Affociation est terminée, en tel tems, & de la manière, que les Membres des deux Chambres du Parlement d'Angleterre ont ordre par lesdits Actes respectifs, de les prêter, faire, & signer, sous les peines portées dans lesdits Actes respectifs. Et il a été déclaré & convenu, que ces mots, *Ce Royaume, La Couronne de ce Royaume, & la Reine de ce Royaume* mentionnez dans le Serment & Declaration contenus dans les Actes susdits, qui étoient dits pour signifier la Couronne & le Royaume d'Angleterre, seroient entendus de la Couronne & du Royaume de la Grande-Bretagne; Et que ce sera en ce sens que lesdits Sermens & Declarations seront prêtés & signés par les Membres des deux Chambres du Parlement de la Grande-Bretagne.

XXIII. Les susdits seize Pairs d'Ecosse mentionnez dans l'Article précédent pour avoir Séance dans la Chambre des Seigneurs du Parlement de la Grande-Bretagne auront tous les Privilèges de Parlement, que les Pairs d'Angleterre ont maintenant, & qu'Eux ou aucuns Pairs de la Grande-Bretagne auront après l'Union; & particulièrement le Droit de Séance aux Jugemens des Pairs. Et en cas de jugement de quelque Pair, en tems d'ajournement ou de prorogation de Parlement, les susdits seize Pairs seront sommés de la même manière, & auront le même Pouvoir & Privilèges à un tel jugement, qu'aucun autre Pair de la Grande-Bretagne; Et en cas qu'il arrive ci-après aucun jugement de Pair, lors qu'il n'y aura point de Parlement; les seize Pairs qui auront assisté au dernier Parlement précédent, seront sommés de la même manière, & auront les mêmes Pouvoirs & Privilèges à ces Jugemens, qu'aucun autre Pair de la Grande-Bretagne. Et tous les Pairs d'Ecosse & leurs Successeurs à leurs Honneurs & Dignitez, seront après l'Union Pairs de la Grande-Bretagne, & auront Rang & Préséance proche & immédiatement après les Pairs de pareil ordre & degrez en Angleterre, au tems de l'Union, & devant tous les Pairs de la Grande-Bretagne de pareil ordre & degrez qui pourront être créés après l'Union: & seront jugés comme Pairs de la Grande-Bretagne, & jouiront de tous les Privilèges des Pairs aussi pleinement & entièrement qu'en jouissent maintenant les Pairs d'Angleterre, ou qu'Eux, ou quelque autre Pair de la Grande-Bretagne en pourra jouir ci-après, à la réserve du Droit & Privilège d'assister à la Chambre des Seigneurs, & les Privilèges qui en dépendent, & particulièrement le Droit d'assister au Jugement des Pairs.

XXIV. Qu'après l'Union, il y aura un Grand Sceau pour le Royaume Uni de la Grande-Bretagne, qui sera différent du Grand Sceau usité maintenant dans l'un & l'autre Royaume; Et que l'Ecartellement des Armes, de la manière qui conviendra le mieux à l'Union, sera laissé à Sa Majesté, & que cependant le Grand Sceau d'Angleterre servira de Grand Sceau pour le Royaume Uni. Et que le Grand Sceau du Royaume Uni, sera employé pour sceller les Lettres de Convocation, ou Somination, & Election de la Grande-Bretagne, pour sceller tous les Traitez avec les Princes & Etats Etrangers, & tous les Actes Publics, Instrumens, & Ordres d'Etat qui concernent tout le Royaume Uni, & dans toutes les autres affaires relatives à l'Angleterre, de la même manière qu'on se sert aujourd'hui du Grand Sceau d'Angleterre; & qu'après l'Union on gardera toujours en Ecosse un Sceau, dont on se servira dans toutes les affaires relatives aux Droits & Concessions particulières, qui ont ordinairement été passées sous le Grand Sceau d'Ecosse, & qui ne concernent que les Charges, Concessions, Commissions, & Droits particuliers dans ce Royaume; Et que jusqu'à ce qu'un tel Sceau soit ordonné par Sa Majesté, le présent Sceau d'Ecosse y sera employé; & que le Sceau Privé, le Cachet des Cours de Justice, & tous les autres Sceaux des Cours dont on se sert aujourd'hui en Ecosse seront continuez, mais que lesdits Sceaux seront altérés & appropriés à l'Etat de l'Union, comme Sa Majesté le trouvera à propos. Et lesdits Sceaux & chacun d'eux & les Gardes desdits Sceaux, seront sujets aux Réglemens, que le Parlement de la Grande-Bretagne fera ci-après.

XXV. Que toutes les Loix & Statuts des deux Royaumes, en tout ce qu'ils seront contraires & ne pourront subsister avec les termes de ces Arti-

TOM. VIII. PART. I.

cles ou aucun d'eux, cesseront & seront abolis après l'Union, & seront déclarés être ainsi par les Parlemens respectifs desdits Royaumes.

En foi de quoi les Commissaires de la part des Royaumes respectifs autorisez comme dessus, ont signé & scellé ces Articles, contenus en ces présentes à Westminster jour & an que dessus.

SEAFIELD Chancelier.

QUEENSBURY C. P. S.

MAR. S.

LOUDON S.

SUTHERLAND:

MORTON,

WEMYSS,

LEVEN,

STAIR,

ROSEBERIE,

GLASGOW,

ARCH. CAMPBELL,

DUPPLIN,

ROSSE:

HEW. DALRYMPLE,

AD. COCKBURNE,

P. MONTGOMERIE,

DAVID DALRYMPLE,

PAT. JOHNSTON,

THOMAS CANTUAR.

WILLIAM. COUPER C. S.

GODOLPHIN,

PEMBROKE P.

NEWCASTEL C. P. S.

DEVONSHIRE,

SOMMERSET,

BOLTON,

KINGSTON;

SUNDERLAND,

ORFORD,

TOWNSHEND,

WHARTON,

PALETT,

SOMERS,

J. SMITH,

HARTINGTON.

GRANBY,

C. HEDGES.

JA. SMALLET,

W. MORISON,

ALEXANDER GRANT,

W. SETON.

JOHN CLERK,

DAN. STEWART,

DANIEL CAMPBELL.

RO. HARLEY,

H. BOYLE,

J. HOLT,

THO. TREVOR

EDW. NORTHEY,

SYM. HARCOURT,

J. COOKE,

ETIENNE WALLER.

Cc 2

LXIX.

ANNO  
1706.



ANNO

1706.

22 Sept.

LXIX.

*Tractatus Pacis inter Reges SUECIE & POLONIE de die 22 Septembris 1706.* [Sur l'Exemplaire imprimé à la Haye par ordre du Ministre de Suede en 1706. chez *Adrien Moetjens* en 8.]

*In Nomine Sacro-Sanctæ Trinitatis.*

CUM Polonicum tenente Sceptrum Serenissimo ac Potentissimo Principe ac Domino, Domino FRIDERICO AUGUSTO Rege ac Electore Saxonie, grave ortum esset Bellum, quod anno jam septimo continuatum, non modo Regna Suecie ac Polonie, sed etiam Electoratum Saxonie variis molestiis, turbis & incommodis cumulaverat: Secuta est interim ea rerum commutatio, ut Respublica Polona, in partes scissa, Serenissimum ac Potentissimum Principem ac Dominum, Dominum STANISLAUM Primum, Regem sibi eligeret, adque Solium Ejusdem tuendum, cum Serenissimo ac Potentissimo Principe ac Domino, Domino CAROLO XII. Rege Suecie societatem iniret. Quo facto quamvis accensa belli flamma vehementius exardescere, latiusque se diffundere videretur; singulari tamen Dei bonitate accidit, ut belligerantes Principes ac Reges feruim pacis desiderium animis conciperent, atque ad restituendum funestum hujus Belli incendium paria studia & vota adferrent. Constituti igitur sunt, ac plena potestate muniti, qui operi tam salutari manus admovent. Et quidem à Sacra Regia Majestate Suecie Illustrissimi, Excellentissimi ac Nobilissimi Viri, Dominus CAROLUS PIPER, Senator Regius, supremus Aula Præfectus, Consiliarius Cancellarius Regie, & Academiæ Upsaliensis Cancellarius, ut & Dominus OLAUS HERMELINUS, Secretarius Status: Et à Sacra Regia Majestate Polonie, sicut Fœderato Sacre Regie Majestatis Suecie, Illustrissimi, Excellentissimi ac Nobilissimi, Dominus, JOHANNES STANISLAUS, Comes Jablonowski, Palatinus & Generalis Tertiarum Russiæ, ut & Dominus ALEXANDER PAULUS, Comes Sapieha, Supremus Magni Ducatus Lithuanie Marechalhus; & a parte vero Sacre Regie Majestatis & Electoralis Serenitatis, Illustrissimi, Excellentissimi ac Nobilissimi Dominus ANTONIUS ALBRECHTUS, Liber Baro de Imhof, Consiliarius intimus & Camera Præses, ut & Dominus GEORGIUS ERNESTUS PRINGSTEN, Referendarius intimus, qui in Castris Suecicis congressi, Tabulis plenæ Potentie ritè commutatis, rem eo deduxerunt, ut favente supremo Numine, diu optata Pax restitueretur, inque mutuas Amicitie leges consentiretur, tenore sequenti.

## ARTICULUS I.

Sit Pax perpetua, firma & sincera Amicitia inter Serenissimum ac Potentissimum Principem ac Dominum, Dominum CAROLUM XII. Dei gratia, Stæcorum, Gothorum, Vandalorumque Regem; Magnum Principem Finlandiæ, Ducem Scaniæ, Ethoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verde, Stettini, Pomeraniæ, Castubiæ & Vandalie, Principem Rugiæ, Dominum Ingræ & Vismariæ; Nec non Comitum Palatinum Rheni, Bavarie, Juliaci, Clivia & Montium Ducem, &c. &c. Ejusque Successores ac Posteriores Reges, Regnum Suecie, & subjectas illi Regiones ac Provincias: Nec non Fœderatum Sacre Regie Majestatis Suecie, Serenissimum ac Potentissimum Principem ac Dominum, Dominum STANISLAUM I. Dei gratia, Regem Poloniæ, Magnum Ducem Lithuanie, Russiæ, Prusiæ, Masoviæ, Samogitiæ, Kyovie, Volhinie, Podoliæ, Podlachie, Livoniæ, Smolencie, Severiæ, Czerniekwieque, &c. &c. Ejusque Successores ac posteriores Reges Poloniæ Magnosque Duces Lithuanie, atque subjectas illi Regiones ac Provincias ab una parte; Et ab altera inter Serenissimum ac Potentissimum Principem ac Dominum, Dominum FRIDERICUM AUGUSTUM, Dei gratia, Regem, Ducem Hæreditarium Saxonie, Sacri Romani Imperii Archimareschallum & Electorem, Landgravium Thuringiæ, Marchionem Misnie, nec non Superioris & Inferioris Lusatiæ, Burgavium Magde-

burgensem, &c. &c. ejusque Hæredes ac Successores; Adeo ut omnia omni hostilitate alteri pars alteri nihil damni clam aut palam, directè aut indirectè, inferat, aut per suos aliove inferri faciat; Nihil moliar in alterius Partis diuinationem & incommodum; Non hostibus alterius quocunque prætextu auxilia præstet, nec Fœdera cum aliis huic Pacificationi adversa feriat; sed obstricta sit utraque Pars ea post hac quærere ac agere quæ alteri honori sint atque emolumento, fidamque vicinitatem & mutuam Amicitiam intemeratè colere ac observare.

II. Sit damnorum quoque omnium, quæ utraque Pars paciscentium occasione hujus Belli passa sit, æterna oblivio; Neutri Partium liceat ea, quæ ante acta sunt, exprobrare, aut via facti vel speciei juris persequi; nec ob sumtus huius Bello impenso, damnaque accepta, ab altera satisfactionem expetere.

§ 1. Privatis nulla competat actio ratione eorum quæ tempore Belli fisco addicta sunt; Salvo tamen vigore Articuli sexti infra sequentis.

III. Ut radix funesti hujus Belli ac inimicitiarum omnium penitus extirpetur, Serenissimus Princeps ac Dominus, Dominus FRIDERICUS AUGUSTUS, Rex, & Elector Saxonie, amore Pacis ductus, Regno Poloniæ cedit, omnique juri & prætentioni in Poloniæ & Magnum Ducatum Lithuanie, Provinciasque illi subjectas, nunc & in posterum renunciat; Serenissimum vero Principem ac Dominum, Dominum STANISLAUM I. pro Rege Poloniæ & Magno Duce Lithuanie vero ac legitimo, vigore hujus Transactionis, solenniter agnoscit & declarat; Adeo ut neque eo superstitè, aut post facta ejus, si ipse supervixerit, in Regno Poloniæ, Magnum Ducatum Lithuanie, subjectasque illi Provincias, quidquam præstentur sit.

§ 1. Conveniunt autem esse, ut Serenissimus Rex & Elector Saxonie Nomen honoreque Regis ad dies vite retineat, absque tamen insignibus ac titulo Regis Poloniæ.

IV. Spondet insuper Serenissimus Rex & Elector, quod abdicationem hanc Solenni Diplomate conscriptam Ordinibus Reipublice Poloniæ notam faciat ac manifestabit; Quodque hoc Diploma intra sex hebdomadarum spacium, à die conclusi ac subscripti hujus Tractatus computandum, in manus Serenissimi Regis Suecie tradi corabit. Quemadmodum jam nunc & præsentè hac Conventione, eisdem Reipublice Poloniæ Ordinibus, universisque ac singulis Poloniæ & Lithuanie Incolis jurando & obsequio, quo adstricti antea fuerant, solvit ac liberat, & in jussurandum & obsequium Serenissimi Regis STANISLAUI I. concedere sinit.

§ 1. Promittit quoque bona fide, se post hoc tempus nulla cum illis conditione clam aut palam agitare velle; Neminem eorum, qui novi Regis imperium fortè aut jam detrectaverit, aut in posterum malitiosè detrectare poterit, recipere, juvare aut protegere; Nec quidquam cum illis aliisve quibuscumque tentare aut moliri, quod huic Conventioni & Serenissimo Regi STANISLAO Reipubliceque Poloniæ fraudi sit atque detrimento.

V. Pariter omnia Fœdera & Pacta, quæ cum aliis Principibus ac Statibus contra Serenissimos Reges Regnaque Suecie & Poloniæ sancita habet, præsentè pacificatione abrogat & irrita declarat; Inprimis vero illa, quæ cum Czaro Moscovie contra Eisdem Reges ac Regna, vel ante Bellum hoc vel durante illo iniverat.

§ 1. Eidem Czaro Moscovie non modo nullas post hunc diem supplicas mittet, verum etiam omnes Saxonice Nationis, qui auxilio ipsi antehac missi sub signis Moscoviticis militavit, à servitio ejusdem revocabit.

VI. Simili modo omnia Decreta & Statuta, quæ vulgo *Landa* appellantur, præsertim ea, quæ in Varsaviensi Senatus Concilio, in Conventu Mariaburgensi, Thorunensi, Elbingensi, Javoroviensi, Sandomiriensi, Cracoviensi, Breslensi, Olchivensi, & Novissimo Grodensi, aliisque Congressibus, ipsique Comitibus Lublinsibus, quatenus huic pacificationi contraria reperiantur: Confessiones etiam Bonorum, & abrogationes Dignitatum, decretaque in contumaciam tribunalia ceterorumque subfelliorum quæ post diem 24. Mensis Februarii anni 1704. facta sunt, nunc & in æternum abrogantur.

§ 1. Quæ ab eo tempore Dignitates ac Beneficia, tam Ecclesiastica quam Secularia, à Serenissimo Rege ac Electore in suarum partium homines collata sunt,

ANNO

1706.

ANNO  
1706.

sunt, ea rescindere aut conservare, in potestate ac arbitrio Serenissimi Regis Poloniae esto.

VII. Diademata Polonica, reliquaque Regni Poloniae insignia ad Cultum Regalem pertinentia, ut & Archiva omnia Regni, quae fortè in Saxoniam asportata sunt, cum omni ornatu ac lapidibus preciosis, eidem Serenissimo Regi, ratihabito hoc Tractatu statim extrahentur.

VIII. Serenissimi Principes Regii, Principes Jacobus ac Constantinus, eodem tempore à custodia liberati, in Castris Suecicis decenti modo sistentur; qui iusto antea Diplomate cavebunt de non offendendo, aut vindicando in posterum, quae tempore Belli aut detentionis toleraverant.

§. 1. Serenissimus autem Rex & Elector promittit, se Serenissimo Principi Poloniae vigore dati Chirographi debitam pecuniam summam soluturum, iussurumque ut absque ulla tergiversatione ad liquidum illa deducatur.

IX. Similiter omnes Poloni ac Lithuani qui in Saxoniam abduci sunt, ibique vel alibi locorum iussu Serenissimi Regis ac Electoris captivi detinentur, cuiuscunque sortis sint ac conditionis, pristinae restitutioni libertati. Promittit etiam Serenissimus Rex & Elector, se officia apud Pontificem Romanum interpositurum, ut Episcopus Posnaniensis quamprimum dimittatur.

X. Sic quoque omnes Sueci qui hoc Bello capti sunt, & in custodia Saxonica ubicunque locorum asservantur, cuiuscunque fuerint gradus ac conditionis, Ratihabitione facta, absque lytro dimittentur. Quemadmodum Sacra Regia Majestas Suecia totidem Saxonice Nationis, & praeterea omnes Belli Duces, Ordinarios Duces eodem tempore, & absque lytro, dimissa est: Reliquos vero gregarios, haud aliter ac eos quos fuo dudum adactos habet Sacramentum, ad beneplacitum detinere, militiaeque suae adscribere fas esto.

§. 1. Qui Officialium utriusque Partis, durante captivitate, es alienum contraxerant, antequam liberabuntur, illud solvere aut vadimonium praestare tenebuntur.

XI. Extrahentur Sacra Regia Majestati Sueciae omnes transfugas ac proditores qui in Saxoniam reperiuntur, siue Sueci fuerint, siue ex Provinciis Suecicis oriundi, interque eos nominatim Johannes Reinholdus Patkul, qui donec decedat, in arcta continetur custodia.

XII. Milites praeterea Moscovitae, quotquot in Saxoniam Electorali superant, ut captivi, in potestatem Sacrae Regiae Majestatis Sueciae tradentur.

XIII. Quaecunque Signa Militaria, Vexilla, Tympana, Tormenta Bellica, aliaque ejusmodi reperiuntur, quae Suecis adempta sunt, & tropaeorum instar esse possunt, ea omnia consequenter, & Sacra Regia Majestati Sueciae, absque ullo detentionis titulo restituentur.

XIV. Quoniam Tribuno Ciortzio, quem in fidem Sacra Regia Majestas Sueciae accepit, absenti & in dicta causa, gravis supellex nota inhiesta est; hac penitus abolita, pristino honori atque exaltationi idem restituetur.

XV. Cum propter distantiam locorum longius videatur requiri tempus antequam Pacificatio haec rati haberetur, ac sponsones infra nominandae obtineri queant; Sacra Regia Majestati Sueciae integrum erit copias suas per totum Electoratam, ejusque Provincias, in hybernis collocare, ibique commeatum ac stipendia pro iisdem colligere. Inter ea Copias Sacrae Regiae Majestatis & Electoralis Serenitatis, quae in Saxoniam remanserant, certi attribendi sunt Dietricus, quibus pro sua sustentatione tuto ac quiete frui possint: Quae vero earum in Regno Poloniae degunt, tam diu illic sine noxa commoveantur ac sustentantur, & quidem in Regione à Suecicis stationibus remota, donec deducto à Saxoniam Milite Sueco, ad patrias remigrare scdes possint.

XVI. Eodem tempore Urbes ac Arces Cracoviensis ac Tychofenensis, & si quae alia loca munita Praedictis Saxonice insidentur, evacuabuntur, illique quos Sacra Regia Majestas Poloniae ad hoc nominaverit ac constituerit, cum Tormentis cunctis & apparatu Bellico, quae in illis hoc inveniuntur tempore, tradentur.

XVII. Et cum, Lipsia cum adjacente Arce tradita, Viteberga quoque Praesidium recipiat Sueci-

cum, quoad leges hujus Foederis impletae fuerint, & executioni datae, conventum est ut iis impletis ac executioni datis, Urbes haec atque Arces Praedictae Suecico liberatae, in priorem statum integrè restituantur, & Exercitus Suecicus ad certum diem finibus exeat Saxoniam.

XVIII. Cessabunt autem omnes hostilitates in Saxoniam & Provinciis Electoralibus, Inducique in earum locum succedent & bona fide servabuntur ab eo die, quo Foedus hoc à constitutis utriusque Partis paciscentium Commissariis conclusum fuerit ac signatum. In Polonia vero ac Lithuania, quam primum notitia factae Pacis ad Exercitus utriusque Partis pervenire possit. Ad quam perferendam 21. dierum spatium utrique constituitur.

XIX. Inter Serenissimum Regem Sueciae, & Serenissimum Regem & Electorem Saxoniam peculiariter hoc Pacto transactum est, ut ambo, tanquam Membra Imperii Romano-Germanici, Religionem Pace Westphalica stabilitam firmiter tueantur, inque ceteris Imperii Negotiis consilia jungant societate. Et quo Ordines Nicolaeque Saxoniae & Lusitiae de Illibato Religione Evangelicae vii reddantur confirmationes, ad instantiam Sacrae Regiae Majestatis Sueciae tanquam sponsoris ejusdem Pacis, promittit Sacra Majestas & Electoralis Serenitas, pro se suisque posteris Electoribus Saxoniae, nullam unquam Religionis Evangelicae mutationem in dictis Regionibus admittendam aut introducendam, neque permittemdam, ut Templis, Scholis, Academiae, Collegia vel Monasteria, aut loca ad ea extruenda, Pontificia Religionis hominibus, iis ibi nunc aut in posterum concedantur.

XX. Quod si Serenissimus Rex ac Elector Saxoniae, ob Foedus hoc à Czaio Moscoviae aut alio quopiam Bello impetatur, Serenissimi Reges Sueciae ac Poloniae eidem contra vim aggressoris auxilio esse volunt.

§. 1. Spondent pariter, cum eo devenit fuerit ut Pax cum Czaio Moscoviae restauranda sit, in ea pacificatione rationem Serenissimi Regis ac Electoris esse habendam, ut in iis, quae jure postulaverit, aequa contingat satisfactio.

XXI. Quae hoc Tractatu ita constituta, promissa ac transacta sunt, non tantum Serenissimi Reges ac Principes paciscentes inviolabiliter ac sanctè pro se quisque observabunt, bonae fide & exacte implebunt, in omnibus Clausulis & Foederis hujus Articulis; Sed etiam ut haec Pax eo firmiter ac stabilior sit, in se recipit Serenissimus Rex & Elector Saxoniae, quod earum Conventionum, quae hoc Tractatu continentur, fideiussorem à Serenissimo ac Potentissimo Imperatore Romano, à Serenissima ac Potentissima Regina Magnae Britanniae, ut & à Celsis ac Praepotentibus Ordinibus Generalibus Foederati Belgii, expetere velit, & iptra semestris spatium, à die subscriptionis numerandum, iusta ac solenni formulae conscriptam extrahere. Sacra Regia Majestati Sueciae quoque licebit, ultra memoratas Potestates, plures hujus Tractatus fideiussores, si placuerit, suscipere ac adsciscere.

XXII. Denique hac Pacificatio, cujus bina Instrumenta confecta sunt, intra sex hebdomadas, à die subscriptionis computandas, optima formula à singulis paciscentium rati habebitur. Exemplaria autem quae rati habebuntur, à parte Sacrae Regiae Majestatis Sueciae & Sacrae Regiae Majestatis Poloniae singula, à parte vero Sacrae Regiae Majestatis & Electoralis Serenitatis bina conficienda: Quae statuto die ac loco intra praefatum tempus per utriusque Partis Commissarios commutabuntur. In quorum omnium fidem Nos supra nominati Commissarii, plena Potestate ac Mandatis instructi, Instrumentum geminum ejusdem tenoris, utrumque manibus ac sigillis Nostris signavimus ac corroboravimus. Quod factum est in Pago Alt-Ranstedt die 11. Septembris Anno supra millesimum septingentesimo & sexto.

(L. S.) C. PIPER.

(L. S.) O. HERMELINUS.

(L. S.) ANTONIUS ALBERTUS, *Liber*  
*Baro de Imhoff.*

(L. S.) GEORGIUS ERNESTUS PFINGSTEN.

ANNO  
1706.



ANNO  
1706.

## ARTICULUS SEPARATUS.

QUAMQUAM Serenissimus Princeps, Dominus FRIDERICUS AUGUSTUS, Rex & Elector Saxonie, Articulo ipsius Foederis vigesimo & primo promiserat; se fideiussiones ibi nominatas intra semestrem spacium acquirere velle atque exhibere; si tamen contingat certas ob causas, unam alteramque non posse obtineri, aut earum traditionem ultra praefatum tempus differri, conventum est, ut Foedus ipsum nihilominus in vigore suo permaneat, nec propterea ejus validitati quidquam detractum esse existimetur.

Huic Articulo Nos initio hujus Foederis nominati Commissarii eandem vim ac robur tribuimus, ac si ipsius Foederis tabulis insertus esset, eundemque intra tempus Tractatu expressum, ratihabituiri spondemus. Insuper duo Exemplaria pari tenore confecta subscripsimus, Sigillisque nostris munivimus. Actum in Pago Alt-Rantfeda ad Lipsiam die 17. Septembris, anni millesimi septingentesimi ac sexti.

(L. S.) C. PIPER.

(L. S.) O. HERMELINUS.

(L. S.) ANTONIUS ALBERTUS, *Liber Baro de Imhoff.*

(L. S.) GEORGIUS ERNESTUS PFINGSTEN.

## LXX.

24. Sept. *Acte de Sureté, de Bienveillance, & de Protection accordé à la Ville & au Duché de MILAN, par le Duc de SAVOYE au nom de l'EMPEREUR. Au Camp de Corsico le 24. Septembre 1706. [Copie Manuscrite & sûre. On le trouve aussi dans LUNIG, Teutsches Reichs Archiv Continuat. I. Abtheilung I. Abhangs. Abthg. V. pag. 34.]*

LA Ville & Duché de Milan se trouvant à l'approche des Armes de Sa Majesté Imperiale, dans la liberté de pouvoir exercer, avec une extrême joye, l'ancienne & inviolable fidélité que tous les Ordres de cet Etat ont toujours conservée envers la Très-Auguste Maison d'Autriche, ont député par Acte du 23. de ce Mois, les Seigneurs Comtes Jean Baptiste Scotti & Uberto Stampa, pour lui rendre les hommages de l'obéissance qui lui est due, en rentrant dans le bonheur de sa légitime Domination. Pour cet effet, jeldits Seigneurs Comtes se sont rendus dans ce Camp, pour faire la reverence à Son Altesse Royale, Suprême Commandant des Armes de S. M. I. en Italie, & faire entre les mains de sa Personne Royale, au nom de la Ville & Duché, cette publique & authentique Déclaration de leur soumission envers la Très-Auguste Maison d'Autriche, à laquelle ils protestent de vouloir obéir, servir, & s'attacher avec la fidélité qu'ils ont toujours conservée dans le cœur, & qu'ils professeront ouvertement à l'avenir, comme les bons & véritables Sujets. Ce qui ayant été entendu de Son Altesse Royale avec une particuliere satisfaction, Elle déclare au nom de Sa Majesté Imperiale, & de la part de la Très-Auguste Maison, accepter cet Acte d'Obéissance, & recevoir, comme elle reçoit, ladite Ville & Duché de Milan sous la Très-Haute Protection de Sa Majesté Imperiale, & de la Très-Auguste Maison, auprès de laquelle Son Altesse Royale s'employera, avec une particuliere inclination, afin de lui faire éprouver les effets de la benigence & magnanimité si naturelle à la Très-Auguste Maison envers cet Etat & les Peuples sujets à sa Domination.

Signé,

V. AMEDE'E

C. BATTISTA SCOTTI.

C. UBERTO STAMPA.

Du Camp de Corsico le 24.  
Septembre 1706.

## LXXI.

ANNO  
1706.  
14. Dec.

Trattato concluso tra S. E. il Signor Marchese di Prié, come Plenipotenziario di S. M. Cesaree in Italia, e gli Signori Commissarii di S. A. S. Il Signor Duca di PARMA, per il regolamento del Quartier d'Inverno ne' Stati di PARMA e PIACENZA. Piacenza nel Convento di San Savino li 14. Dicembre 1706. [Tiré du Manifeste Latin, de Sa Majesté Imperiale publié en 1708, dans le Demele avec la Cour de Rome.]

Articoli concordati tra S. E. il Signor Marchese di Prié, come Plenipotenziario di S. M. Cesaree in Italia, in virtù dell' Imperial Diploma delli 4. Maggio scaduto, e l'Illustrissimo Signor Governatore Francesco Malspeli Deputato di S. A. S. il Signor Duca di Parma, all' intervento degl' Illustrissimi Signori Conte Gio: Francesco Marazzani Visconti & Marchese Annibale Scotti, due Cavalieri di questo Pubblico di Piacenza, dal quale coll' approvazione e consenso di S. A. S., come da suo benignissimo Foglio in data di 20. Novembre promesso passato, sopra il regolamento del presente Quartiere d'Inverno, che si è preso di fatto ne' Stati di Parma e Piacenza, mediante l'ingresso delle Truppe Cesaree & Collegate, e col mezzo de' suoi Ministri, come pure da questa Comunità di Parma e Piacenza, s'è venuto all' Accordo infrascritto, affinché si stabilisca il buon ordine e si scassinio li maggiori danni e pregiudizi.

SI è fissato dal soddetto Sign. Marchese di Prié per parte del Commissario Cesareo l'ammontare di esso Quartiere à la somma di doppie 9000. di Spagna, ò loro valore, delle quali ne toccheranno doppie 67750. alli particolari Secolari d'essi due Stati (esclusa la tangente degl' Ecclesiastici riservata nell' Articolo nono) da sborsarsi ne' termini e modi infra espressi alla Cassa Cesaree per il mantenimento delle Truppe che resteranno acquartierate in questi Stati, e de' Regimenti di Cavalleria, che si sono rimossi per maggior sollievo di essi, mediante la qual somma sarà buonificata tutto ciò che verrà somministrato in natura dal Paese; tanto per le porzioni da bocca che di Cavalli, e dovranno pure non meno li Signori Generali & Ufficiali che li Soldati commun (esclusi le infrascritte porzioni) pagare puntualmente la carne a vino e tutti li commestibili, che saranno tassati à giusti prezzi, e seguendo qualche disordine contro il buon regolamento, che si pubblicherà e stabilirà ne' Quartieri, sarà riparato con ogni più accurata diligenza da' Signori Comandanti de' Reggimenti, che dovranno obligare li trasgressori ad una congrua indenziazione, la quale ove non si ottenesse col loro mezzo, si ricorrerà all' Eccellentissimo Signor Generale de la Cavalleria Marchese Visconti, Commandante in questo Quartiere, che farà dar loro la dovuta soddisfazione.

II. Hà pure condesceso detto Signor Marchese di Prié alla compenà di doppie cinque mille dalla total somma delle doppie 9000., tanto à favore degl' Ecclesiastici, secondola loro porzione; che de' Secolari, in isconto del pane somministrato in occasione del passaggio dell' Armata Cesaree nello scorso Mese d'Agosto, di cui si promise la restituzione, come pure del pane ed altri commestibili ricevuti in più occasioni dalle Truppe Afrane e dal Corpo delli 500. Cavalli comandati ultimamente dal Tenente Colonello St. Amor, che si è avuto in ciò pure qualche riguardo alli carri, che verranno provvisti da essi Stati per la vettura de' Grani ed Avena, che converrà introdurre da varie parti per la sussistenza delle Truppe, & per non accrescere la penuria del Paese, à cui verranno concessi gli oportuni Passaporti, che saranno bramat, tanto per Acqua che per Terra per l'introduzione pure de' Grani, che mancasero al loro bisogno.

III. Per facilitar maggiormente il Paese al pagamento della sudetta somma spettante a' Secolari, si è convenuto per patto espresso, che saranno sborsate le due terze parti, ch' importano doppie 42500. nel Mese d'Aprile, e l'altra terza parte di doppie 21250. mediante l'obligazione de' migliori Banchieri di questi Stati in due termini, cioè la metà nel Mese di Agosto,

ANNO  
1706.

to, e l'altra metà in Ottobre dell' anno prossimo venturo, colle quali somme si dichiara da detto Signor Marchese di Prié, che s'intende soddisfatto per parte del Signor Duca alle obbligazioni feudali, che gli corrono verso Sua Maestà Cesare.

IV. Come si è creduto spediente per minor peso de' questi Stati di divenire all' erezione d'un Monte per un Capitale di doppie 36000. e più, così si pubblicherà senza ritardo nel Mese corrente. Sarà destinato per fondo di esso Monte, che ascenderà a doppie di Spagna 36000. e più un reddito annuo da accettarsi sopra li propri effetti di S. A. S. a ragione del cinque per cento, che del giorno dell' impiego correrà a favore de' compratori. Si daranno in oltre tutte le cautele possibili per sicurezza ed invito di essi Compratori; ed a questo fine si ubigheranno non solo li Pubblici della Città di Parma & Piacenza, ma ancora in *solidum* sei delle Casse più commodi e benefizianti, e li migliori Banchieri d'ambidue dette Città, al puntuale pagamento de' frutti come sopra di trimestre in trimestre a termini maturati, ed alla restituzione del Capitale in due termini, cioè doppie 18000. in Ottobre dell' anno 1708., e l'altre 18000. di più nello stesso mese del 1709. Perche poi detti Signori hanno dubitato (attese le circostanze de' presenti tempi) di non poter ritrovare tutta la somma per riempire il Monte, però si è benignamente accolto S. E. il Signor Marchese di Prié (nel caso suddetto) di prender sopra di sé il carico di trovar' una o più persone, che suppliscano fino alla somma di doppie venti mila nella compra di esso Monte, laquale fra tanto dall' E. S. sarà compensata in detti termini. Si è però convenuto che si pratichino senza ritardo da' suddetti Signori tutte le possibili diligenze a Milano, Genova, e Bologna per rinvenire il più prontamente che si potrà tutta essa somma, ed ove ciò riesca, ed a misura ch' entrerà il danaro si farà sborsare indilatamente alla Cassa Cesare di Guerra.

V. Affine di accertare il punto più essenziale, che si è discusso, cioè il modo di potere stabilire e combinare col servizio Cesareo, e la sussistenza delle Truppe, la conservazione del Paese, e perciò il sostentamento del Popolo e del Bestiame (attesi li frequenti passaggi di Truppe, la penuria de' grani e de' foraggi, che si prova nel corrente anno per la siccità della scorsa Estate, e le straordinarie inondazioni ultimamente accadute) si è convenuto che l'ubbligazione per parte del Paese, di provvedere il pane sia puramente ristretta alli tre Reggimenti Imperiali di Cavalleria e Dragoni, e sarà bonificato per oncie trenta di peso, ch' importa per cadauna porzione, ed oncie dieci otto carne al giorno, che sarà somministrata dal Paese, doppia una di Spagna al Mese, comprese lire dodici di questa moneta di Piacenza, che saranno pagate per il vino che si venderà a Soldati nel Paese stesso a giulli prezzi. Quanto poi alle Truppe di Prussia sarà totalmente a carico del Commissario Cesareo il provvederle, e l'introdurre grani per la sussistenza loro, e saranno puramente somministrate le vetture dal Paese entro il Territorio. Si farà però l'anticipazione per un Mese di tre mila porzioni di pane ogni giorno, il quale sarà puntualmente restituito in grano della medesima specie. Dovrà pur'anco somministrarsi il foraggio con carri del Paese, distribuirsi con tutto il miglior ordine e la più esatta misura che sarà possibile, cioè a ragione di 15. libbre di fieno per ogni porzione da Cavalto, e si provvederà per quattro mila in circa, secondo la ripartizione, specificazione che sarà data da' Commissari di Guerra di Sua Maestà Cesare, perche li lasci la necessaria sussistenza per il bestiame, senza laquale non aurbere potuto questo Paese assumere, nè supplire alle suddette ubbligazioni. Si restringerà però esse bestiame al numero puramente indispensabile alla cultura de' Terreni, ed alla metà delle Vaccherie; e si destineranno pur' anche Commissari d'ambue le parti per fare la recognizione e concessione de' foraggi, e procurare, che tutto ciò sia posto puntualmente in esecuzione.

VI. Si è fissato il prezzo del foraggio, regolato alle suddette libbre 15, al giorno, a due terzi di doppie di Spagna ogni Mese, e l'altro terzo per l'avena di libbre 9. per porzione, che si somministrerà dal Paese fino al fine di Genaro prossimo (passaro il qual tempo, sarà tenuto il Commissario Cesareo a provvederle) con facoltà al Paese medesimo di poter somministrare in difetto dell' avena suddetta altri grani confacevoli alla sussistenza della Cavalleria

Imperiale, secondo una giusta porzione, che dovrà stabilirsi col suddetto Signor Marchese Generale Visconti, e dove venissero dette porzioni da Cavallo ad essere calcolate a maggior prezzo nello Stato di Milano, si seguirà la stessa regola.

VII. Mediante le accennate prestazioni ed ubbligazioni, non dovranno li suddetti Stati essere altretti, nè soggetti ad alcun altro peso, tolone il cuoperto coll' uso del fuoco, lume e letto o pure pagliarizzo, secondo il comodo de' Paciani per li Soldati in casa de' particolari; ed esigendosi di più, si farà soddisfare da' loro Ufficiali. Parimente non faranno astretti gli Stati fodati che a dare il puro cuoperto e la legna (in quella quantità che sarà limitata dal Signor Generale Visconti) per li Signori Generali ed Ufficiali, liquali pure non potranno ubbligare il Paese a somministrare il foraggio per li loro cavalli, il quale potesse eccedere le porzioni che sono a loro assegnate &c.

VIII. Sarà compensato nella detta somma l'ammontare del foraggio per tutti li Reggimenti Cesarei e Prussiani dal tempo, che sono entrati in questo Paese, e sono stati di passaggio dal principio dello scorso Mese di Novembre, e perche non si può fare presentemente un' esatto calcolo di tutto ciò, che di foraggio ed avena hanno ricevuto, si dichiara che per temperamento d'equità si compenserà ogni porzione a quattro quinti di doppia. Si farà pure rimborsare da' Reggimenti il pane, carne e vino, che si giustificà esser stato dal suddetto tempo somministrato o ricavato dal Paese. Lo stesso si praticherà esattamente nell' avvenire per tutte le Truppe, che occorresse di far passare per questi Stati, eccettuato il foraggio in erba, che si somministrerà senza alcun pagamento dal Paese, ispirato il termine de' Quartieri.

IX. Per uguagliare il peso del presente Quartiere, e sollevare questi Stati dovranno concorrere li particolari tutti indistintamente, ancorche privilegiatissimi, mentre S. A. S. istessa effettivamente concorre per la quota de' suoi beni; E come gli Ecclesiastici, siano Secolari o Regolari, possiedono buona parte de' terreni in ambi detti Stati, ed hanno già concorso altre volte a' Quartieri, come pure concorrono anche attualmente per la quarta parte de' Secolari al mantenimento de' Presidi di Parma e Piacenza, così si riserva al Commissario Cesareo la facoltà nelle dovute legittime forme, di ricavare da essi la loro rata fino a doppie vent' un mila e 250., mediante il che restano pure esenti li beni de' suddetti Ecclesiastici dalli danni maggiori, che aurbere potuto patire indistintamente, quando non si fossero divertiti con li suddetti temperamenti, nel che tutto però si protetta per parte de' Secolari di non voler' avere alcuna parte; ed ingerenza.

X. Il Signor Marchese Generale Visconti Comandante di queste Truppe farà osservare ogni più esatta disciplina nell' suddetti Quartieri alla mente e conformità di questo stabilimento, ed invigileranno pure li Signori Commissari di S. A. S. e di essi, ed affinchè si faccia la più giusta e proporzionata disposizione de' Quartieri.

In fede di che si è sottoscritta la presente, e munita de' rispettivi Sigilli. Piacenza nel Convento di San Savino li 14. Dicembre 1706.

Sottoscritto

Il Marchese di PRIÉ.

FRANCESCO MARPELI Governatore, e Delegato.

GIO: FRANCESCO MARAZZANI VISCONTI.

ANNIBALE SCOTTI.

LXXII.

Dundnuß endzwischen des Durchlaucht. Republic Venedig eines und den Ebl. dreyen Bänden des ersten alten Rhætia andern theils auf 20. Jahr und länger beschloffen/ wodurch sie einander reciprocirliche Hülff von Seiten Venedig mit Geld/ von seiten der 3. Bänd mit Geld abzustatten promittiren. Thut den 27. Decembr. Anno 1706. [Copie communiquée par un des Ministres de la Negociation.] C'est-

ANNO  
1706.

27. Dec.



ANNO  
1706.

C'est-à-dire,

*Traité d'Alliance entre la Serenissime Republique de VENISE d'une part, & les Seigneurs des TROIS LIGUES GRISES d'autre part, pour le tems de vingt-années & davantage, par lequel les deux Republiques se promettent une reciproque Assistance en cas de besoin; sçavoir de la part de Venise en argent, & de la part des trois Liges en Soldats. A Coire le 27 Decemb. 1706.*

In Nahmen der Allerheiligsten ohnzertheilten drey Einigkeit/ Gottes des Vaters/ des Sohns/ und des heiligen Geistes/ Amen.

Wiewohl der höchste Schöpfer aller Dingen vermittlest seiner vollkommensten Wirkungen manniglichen eingegeben und unterwisen/ daß die wahre vollkommenheit aller Sachen vornehmlich in der Einigkeit und Gerechtigkeit bestehe/ habend danach die Vorfather der Durchl. Herrschafft von Venedig/ und der loblichen dreyen Pündten des ersten alten Rhætia, sich vor dem höchsten angelegen seyn lassen eine reciprocirliche freundschaft und nahe Verbindung gegen einander zu unterhalten/ wie Sie dann in dem Jahr 1630. in solchem absehn eine gute Allianz zwischen ihnen aufgerichtet. Und sittemahlen die Einigkeit allezeit absonderlich zwischen freyen Ständen/ und vorauf zwischen denen welcher gute Treu man in der That erfahren/ sehr nützlich und erprießlich ist/ Haben wir

Aloysio Mocenigo.

VON Gottes Gnaden Herzog zu Venedig/ re. und wir Land-Richter/ Präsident, Landammann/ Rath/ und Gemeinder/ dis- und jenseits der Bergen/ der dreyen Pündten/ des Grauen/ Gottshaus/ und Zehen Richtern des ersten Alten Rhætia, vergarrende/ und verbleibende in den hochloblichen Fußstapfen Unser Alt-fordern und Vorfaheren/ umb vermittlest des allerbesten und höchsten Gottes genädigen Beystand/ diese gute Einigkeit zubestätiget und zubevestnen/ anständig sein erachtet/ diese alte Pündtnus zu erneuere.

Zu welchem Ende dann wir obermelter Herzog von Venedig abgeordnet habend den Fürstlichen und Weissen Vendraminum Bianchi als Unsern Residenten bey gedachten drey löbl. Pündten/ umb die gemelte Erneuerung der Pündtnus/ zu Ehren Vortheil/ und Nutzen beyder Theilen zu tractieren/ welches dann durch die Gnad des Allmächtigen Gottes solcher gestalten beschehen/ daß zu seiner Ehren/ und beyder Herrschafften Schutz/ Ruhe/ Sicherheit und Erhaltung/ wir ganz freywillig und auß sicherer wissenschafft Uns zu nachfolgenden Articlen (über welche seine Gottliche Majest. den Himmlischen Sorgen ausgießen wolle) verstanden haben.

Erstlichen daß beyde Republiken in allen Sachen eine gute Freundschaft und Nachbarschaft unter einander halten/ wie es gueten und getreuen freunden und verpündten gebühret.

2. Daß wann die Durchleuchtige Herrschafft Venedig vorndtlen seyn wurde/ sich der Truppen auß dem Landt der löbl. 3. Pündten zubedienen/ selbige schuldig seyn ihro zuverwilligen/ daß Sie durch Ihre bestellte Oberste und Hauptleuth solche künne werden bis auß 4000. gute und freywillige zu fues/ auß das meiste/ aber nicht weniger als

1500. welche sollen schuldig seyn zu dienen zu Anno 1706. Geld oder in den Besagungen abgetheilt/ in dem Gebiet der Durchl. Herrschafft (nella terra ferma) des festen Landts in Italien/ doch sollen sie nicht schuldig seyn zu sturmen/ noch über Meer wider einichen Vorwand zu gehen/ wol aber verpflichtet seyn/ zu zeiten/ daß die Durchl. Herrschafft im krieg were/ derselbigen zu dienen wider alle und jede/ zu Schutz und Schirm/ Ruhe/ Sicherheit und erhaltung Ihrer Sachen/ Landen und Herrschafften/ so sie dertmalen in Italia besitzet: Mit disen klaren Vorbehalt jedoch/ daß in ansehung der von löbl. 3. Pündten gethanen erkehlung/ in disen vorträhenden krieg eine genaue Neutralitet zu halten/ und niemanden im Nahmen des Stands einige Werbungen zugestatten/ Sie die drey Pündten bis zu Endigung dieser kriegs wegen dieser Werbung sich nicht impegniren/ sondern mennlichlichen frey lassen wollen zu werden/ und zu dienen/ ohne Impegno des Stands/ gleich gegen anderen Herrn und Fürsten/ auch geschicht: Wann aber dieser krieg geendet/ so solle dieser Vorbehalt aufgehoben/ und die Durchl. Herrschafft allezeit schuldig seyn/ wann sie Hilffs- Völcker vorndtlen heite/ die löbl. Herren Pündner seß und ins fünftige gleicher Consideracion zuhalten wie die 2. löbl. Dert Zürich und Bern/ das ist/ allezeit wan einiche Schweizerische Werbung vorgenommen wurde/ einen dritten theil Pündtner zunehmen und sollen die Pündnerische Truppen unter die Regiment der Schweizer oder anderer Nationem nicht mögen untergestossen werden/ sondern in einem befondern Regiment oder Corpo under ihren eygenen Officier allein dienen.

Gleichwohl wann die Durchl. Herrschafft von den löbl. 3. Pündten Truppen begehren solle in der zeit/ da sie den krieg sehr fürchteten/ das ist/ in aufscheinender gefahr stunden/ daß sie dann mit schuldig sein sollen diese Werbungen zugestatten. Jede Compagnie solle 200. Mann vor ein fahnen haben/ und die Officiere sollen sein ein Ober- und Unter Leutenant/ ein Fendrich/ 4. Wachtmeister/ 4. Ander Officier/ 6. Corporalen/ 6. Gefreute/ 4. Trummenlager und ein Pfeifer/ auch solle der Feldscherer/ und die Trabanten in der zahl der 200. begriffen sein.

3. Wan die Durchleucht. Republic bestelln wird/ einen zug zu thun/ und in gemeiner 3. Pündten Landen und Gebieten Truppen zu werben/ so solle sie schuldig sein/ jedwedern Hauptmann vor seine Compagnie 533. Spanische Duplonen guten gewichts vor dem abzug/ gegen gungslamer Bürgschafft der restitution, zubezahlen/ also daß nach verfließung eines Jahres jeden Monat der Durchl. Republic 30. Duplonen durch abzug Zuruck gegeben werdind/ man aber in der ersten oder folgenden musteringen einer oder mehr an bemelter zahl der 200. mangelte/ so solle dem Hauptmann vor jeden so mangelte monatlich ein nnd ein halben Duplonen weniger ein Venetianisch pfund abgezogen werden: Jeden Monat solle man zu 30. Tagen/ und jedes Jahr zu 12. Monat rechnen.

4. Wan nach angestelltem zug die Obristen und Hauptleuth 200. Soldaten mit ihren gebhörigen Officiere zu dem bereiffen fertig hätten/ so soll man selbige können lassen gehen mit attraction welchen Tag sie auß dem Land verreise/ also daß an eben diesem Tag disen geworbenen Truppen der sold den anfang nemen/ hernacher aber solle jede Compagnie vor ihre ruckkehr/ eines Monats oder 30. Tagen sold auß die reiß von den grengen der Durchleucht. Herrschafft bis in ihro Vaterland bezalt werden/ doch mit diesem Vorbehalt/ daß diese Truppen nicht abgedanck/ oder in ihre Vaterland zuruck geschickt werden

ANNO werden konnen in der zeit / da die Berge von  
1706. Schnee beschloffen / also daß sie zu der reiß untuch-  
tig sein.

5. Wan die Truppen löbl. 3. Pündten sich einmahl dem dienst der Durchl. Herrschafft ergeben / so sollen sie 3. Jahr in dem dienst behalten und wehrender dieser zeit nicht können abgedanckt werden: Und wan ein schlacht solte gehalten werden / in welcher durch Gottes hilff der sig erhalten würde / so solle die Durchl. Republic den Obersten / Hauptleuten / Officierern und gemeinen Soldaten einen Monatlichen sold bezahlen

6. Wan die Lager formiret / so sollen die Regimenter nach heütiger Kriegs-gewohnheit in Battallions können abgetheilet werden / wan aber löbl. 3. Pündten Truppen in den Mauren und Bestun- gen der Durchl. Republic zu besatzung verlegt / dan sollen die Regimenter in Compagnien können zertheilt / die Soldaten aber von ihren eygenen Fahnen nit abgeschriben werden / sonderen bey ein- andern bleiben.

7. Die Obersten und Hauptleuthe sollen schul- dig seyn / im Feld und in allen Kriegs- Sachen der Durchl. Herrschafft Proveditor General ihren Gubernatoren Generalen, Providito- ren, und andern so in ihren Nahmen den befehl über die Truppen habend / zu gehorsamen / in den besatzungen aber sollen die Truppen ihren Führern und Gubernatoren zu gehorsamen schuldig sein / wie es bey anderen Officieren und Soldaten der Durchl. Herrschafft bröchlich ist.

8. Wan die löbl. 3. Pündt von ihren feinden mit Krieg angefallen würden / oder in augenschein- licher Kriegesgefahr weren / in der zeit da ihre Trup- pen in dem dienst der Durchl. Republic stunden / so solle ihnen dan erlaubt seyn / selbige zurück zube- rufen / und sich derselben in ihren eygenen gefah- ren zu gebrauchen / also zuwahren / daß in diesem fahl die Durchl. Republic solle schuldig seyn / diesen zurückberufenen Truppen ein Monat sold vor ihre Duckeriß von ihren grenzen zubezahlen / auch sie bis auf ihre grenzen gegen dem Windanischen gebiet / frey und sicher zuführen / und zu führung der kran- ken und Officier Bagage mit nöthigen Karren / ohne der Officier und Soldaten unkosten / zuversehen.

9. löbl. 3. Pündten Soldaten sollen gewaffnet sein mit Schnapphanen oder falks, Bajonnetten und Bandolieren / und soll denen Oberst- und Haupte- leuten frey stehen die Truppen in ihrem Land selbst zu bewaffnen / oder die bewaffnung der Durchl. Herrschafft zu überlassen / in welchem le- zteren fahl den Soldaten Monatlich 6. Venetia- nische Soldi vor den vorstuch des gewehrs sollen abgezogen werden: Die Durchl. Herrschafft aber solle schuldig sein / vor jede so bewaffnete Compag- nie / sie bediene sich deren im Feld oder in Garni- son Monatlich 333. Spanische Duplonen guten gewichts zubezahlen / dem Obrist aber so wol für seinen Monatlichen sold / als vor seinen tisch / und Monatliche ehrensoldung / eines jeden Regiments sollen 145. Spanische Duplonen guten gewichts bezalt werden / wan aber die Durchl. Republic, mit einer andern gattung guidner oder silberner münz alle in diesem Tractat gemelte aufgaben / bezahlen wolte / solte die Spanische Duplonen zu 29. pfund außgeworffen und gerechnet werden / und hingegen die Ital. Duplonen zu 28. pfund 20. soldi / die Prechm 17. pfund / die silberne Kronen oder Scudi 9. pfund 12. sold. der Füllipp oder Benedische Ju- stina 8. pfund 10. sold / die Ducaten oder Ongari 16. pfund / die Ducatelli oder Venetianische Kro- nen 6. pfund 4. sold. alles Venetianischer währung.

Wan ein oder anderer Hauptmann mehr dan 200. Soldaten / ja bis auf 220. hett / so sollen

TOM. VIII. PART. I.

diese 20 Supernumerarii, wan sie effectiv und ANNO  
Pündtner seyn / Monatlich 14. Duplonen sold emp- 1706.  
fangen. Die Durchl. Herrschafft wird auch den  
Soldaten das schieß- pulver und bley umbkosten  
geben / gleich wie es bey anderen Fürsten und Her-  
ren bis dato im brauch gewesen.

Wan ein jedwedere Compagnie an der zahl we-  
niger als 175. Man were / so solle der Hauptman  
jeden Monat 20. Duplonen verliehen / und wan  
sie die Compagnie bis under 165. verringerte / so  
solle er 40. Duplonen verliehen. Wan eine schlacht  
geschehen solte / und dadurch / oder von wegen anste-  
kender krankheit (worvor Gott seien wolte) die  
Compagnien verringert würden / so sollen die Haupte-  
leuthe zweyer Monat sold / nach der letzten vorgegan-  
genen manstern / empfangen / damit sie desto reich-  
ter / die zahl ihrer Soldaten ergenzen können.

10. Die bemelten Truppen sollen aller und jeden  
Privilegien / Freyheiten / Immuaiteten / Rechten /  
gebrauchen / und gewohnheiten / sowol in Administra-  
tione des Reichens und auführung der Justitiaz /  
als in allen anderen sachen / genießen / wie sie es  
diesmahl in Frankreich / und anderstwo gebrauchten  
und bishero zu aller zeit gebraucht haben. Es soll  
auch denen Truppen zu dem freyen exercitio ihrer  
Religion in etwelchem hauff / ein bequemer und ehy-  
licher Orth angewiesen werden / und sollen sie in  
ihrem exercitio auf keine weis zerstreut / noch bey  
einem anlaß weder öffentlich noch ins besonde-  
re beschwerdt werden / gleichmehlig soll man ihnen zu  
der begräbnis ihrer Todten ein erlichen Orth ge-  
statten.

11. Die Kranken sollen in die Spitäle aufge-  
nommen und ihnen der sold so lange gelassen wer-  
den / als lange sie dem dienst der Durchl. Herrschafft  
ergeben / bis sie entweder ihre gesundtheit erlangen /  
oder mit Todt abgehen / und soll ihnen in diser zeit  
nichts anders abgezogen werden / als das was man  
anderen Soldaten der Durchl. Herrschafft abzu-  
ziehen pflegt. es soll auch denen Feldpredigern ihrer  
Nation erlaubt sein / selbige zubesuchen / und zu  
trösten / ohne einige verhinderung / und soll niemand  
zugelassen sein / sie von ihrer Religion / auf was  
weis es seien mochte / abzutreiben

12. Wan die Durchl. Republic denen Haupte-  
leuten jeden Monat den verordneten sold nicht  
schleunig bezalt / so soll dan ihnen der sold nach  
dem letzten muster-Model gezehlt werden / mit die-  
sem vorbehalt / daß wan die musterung in den 10.  
ersten Tagen des Monats nit gehalten wurde / daß  
dan in diesem Monat kein Hauptman solle schuldig  
sein / seine Compagnie mustern zu lassen / sondern  
mann soll sich wie oben gesagt an dem legt vorge-  
henden muster-Model halten.

13. Jedweder Compagnie soll erlaubt sein / einen  
auf ihren Soldaten zuhaben / der die Victualien  
im Feld verkauft / und diser soll aller beschwerden  
und aufagen frey sein / in den besatzungen aber soll die-  
ser Man in ansehung der Victualien niemand anders  
als den Pündtnerischen Soldaten verkaufen / in  
ansehung der Privilegien / Prærogativen / Gut-  
theten / Quartieren / Utenilien / sellend die  
Pündtnerische Soldaten / wie auch ihre Oberste  
und Officier auf gleiche weis tractiert werden / wie  
andere Truppen der Durchl. Herrschafft.

14. Es solle allen und jeden beyder Parteyen  
Personen und Unterthanen reciprocierlich frey  
stehen in ihren Städten / und Gebieten frey zugehn  
zu bleiben / zu passiren / repassiren / zu fuß und  
zue pferdt mit den gewöhnlichen pißolen / zu thun  
und zu verrichten alle ihre gewerbe / Sachen und  
Kunst / so wol in Kaufmanschaften als Militar-  
Sachen / ohne einige verhinderung / auftrag oder be-  
schwerd / was nahmen sie haben möchten / also daß  
Dd ohne



ANNO  
1706.

ohne die gewöhnliche alte zoll sie nichts anders zu bezahlen schuldig sein sollen / von welchem expressé aufgedruckt der leibzoll / item die bolletten / und der zoll deren sachen / die man in den felleisen auf seinem eygenen pferd führet / oder auf seinem leib traget / von welchen sachen man keinen zoll geben soll / noch solcher wegen niemand untersucht / molestirt / oder beschwert werden / jedoch werden die zeiten der pest und des verdachts der contagion oder ansteckung vorbehalten / dan dazumahlen kan dan jede Republic den paff nach gurdunkten aufheben / so lang solcher verdacht währet. Welches auch soll verstanden werden von denen Truppen / so von der Durchl. Republic abgedancket / oder von den löbl. 3. Pündten zurückberuffen wurden / daß sie nemlich wan sie kommen / und wan sie wiederum zurück gehen / mit allem ihrem Kriegs-gerüst / oder was sie auf dem leib tragen / mit den Pferden / oder auf andere weis führen / von allem zoll auf alle weis gänzlich sollen frey sein / wie dieses ein alte gewohnheit bey allen Nationen gebräuchlich / über diß hat man beschloffen / daß die Pündtner / wan sie passieren / oder in dem dienst der Durchl. Republic stehend / und mit Tode abgehend / gleichmäßig von allem zoll / und andern beschwerden frey seind / auch frey ungehindert / und ohne aufsehe aus dem Venetianischen gebiet können gesucht und an einen eylichen orth begraben werden / desgleichen ihre güter ihren rechtmässigen erben überlassen werden / welches in den gebieten der löbl. 3. Pündten auf eine gleiche reciprocirliche weis gegen der Durchl. Herrschafft Unterthanen solle beobachtet werden.

15. Daß der Durchl. Herrschafft Benedich der paff durch das Gebiet der löbl. 3. Pündten vor die Truppen so in ihren dienst zugehen willens / solle vergunt / aber darbey nachfolgende ordnung gehalten werden / daß die Truppen unbewaffnet passieren sollen / und zwar zu fues nur mit ihrem degen an der zahl 200. zum tag / und die zu pferd mit Pistolen ohne Schloß / 50. täglich / also daß sie einen tag voneinander zertheilt sein / sie sollen in gebührender zeit diejenigen Orth avisiren / wo sie zu passieren haben / damit man die notwendige provision künlich machen könne / und wan auf einen Tag 200. zu fues / und 50. zu pferd passieren würden / sollen sie 2. ungleiche strassen brauchen / nemlich die zu pferd eine / und die zu fues eine andere / sie sollen auch alle unkosten ihrer zehrung ordentlich abstatten / und anbey alle und jede schaden / so sie dem gemeinen weesen / oder den particularen zufügen würden / wan sie erwiesen / und verificiert werden / zu bezahlen schuldig / auch benebens die Obersten verpflichtet sein / gute ordnung zuhalten / und jede Truppen mit Officier und einen Commissario von den 3. Pündten / auf der Durchl. Herrschafft oder der durch-passierenden Truppen unkosten / begleiten zu lassen / und die gewöhnlichen zoll zu bezahlen / zu sicherheit der wirthen und der erfolgenden schaden / soll die Durchl. Herrschafft von jedem Pündt eine person ernahmen / welche die erfolgende und erwiesene schaden zu bezahlen schuldig sein solle / Jedoch daß vergleichen durch-passirende Truppen keines wegs können gebraucht werden zum schaden und nachtheil derjenigen mit welchen die 3. Pündt einige Pündtnis und Convention haben / weilen aber in wehren dem diesem Krieg die 3. Pündt eine exacte Neutraliter zuhalten versprochen / gibt man keinen von fremden Fürsten und Herren übernehmenden Truppen / freyen Paff / ausgenommen denen so die 2. löbl. Cantons Zürich und Bern der Durchl. Republic geben werden / welchen Truppen man einen freyen paff geben wird / damit nach den occurrenzen oder zufälligkeiten dieser Durchl. Republic , und nach den Ca-

pitulationen des Allianz-Tractats zwischen selbiger und bemelten 2. löbl. Cantonen diese Truppen sich in den Venetianischen Staat vortzen zu selbiges defension zu dienen konnend vertragen.

16. Der ein und andere Theil reciprocirlich soll den paff verhindern / auch mit den Waffen selbst / so es nöthig / jedem feind / so sich zu des andern schaden durch sein Land tringen wolte.

17. Wan die löbliche 3. Pündt mit offensentlichen Krieg angefallen würden / oder sonst in augenscheinlicher Kriegs-gefahr wären / in solchem Falle solle die Durchl. Herrschafft schuldig sein / ihnen jeden Monat / gleich einem Canton von Zürich und Bern / 4000. Venetianische Ducati an ihren Kriegs-unkosten zu bezahlen / zu hilff und erleichterung ihrer notwendigkeiten / so lange als der Krieg währet / also zwar / daß wann die Durchl. Republic dieser sache berichtet / und in Krieges-nöthen vorbesagte gelthülff begehret wird / sie ohne verweilen und einigen vorbehalt schuldig sein solle / diese summa jede 3. Monat anticipat zu übermachen / und wan der Krieg langer als 3. Monat wehret / daß dan wiederum vor die andere 3. Monat bemelte summa bezahlet werde : von welcher ausgelagten summa die löbl. 3. Pündt nach gegendtem Krieg der Durchl. Republic allezeit eine billige rechnung zu geben sollen schuldig sein / was namlich nach des Pündts-Vertrag von dem empfangenen gelt verbraucht worden / oder der Durchl. Republic zu restituiren übergeblieben.

18. Die Durchl. Republic solle schuldig sein / denen löbl. 3. Pündten zu end eines jeden Jahres wehrender dieser Capitulation eine pension von 711. Spanischen Duplonen guten gewichts in der Statt Chur zu bezahlen / wie auch verpflichtet die Durchl. Herrschafft ihnen den 3. Pündten 8. Metallene Canons oder stück von 6. pundtigem qualibre auf ihren kosten nach Zürich / Morbegno, oder Clesin zu liefern / nach belieben der Durchl. Herrschafft / als namlichen 2. vier Monat nach der Ratification dieser Pündtnis / und dan alle 4. Jahr 2. bis die zahl der 8. erfüllt.

19. Alle Personen der 3. Pündten von was Religion sie seind / und ihre Unterthanen / sollen frey gehen können / wohnen / passieren / repassieren / und handeln / in dem Staat der Durchl. Republic mit gewiesung aller der Privilegien / Vortheilen / und Gebrechen / so sie in verwichenem seculo in allen Orth der Durchl. Herrschafft genossen / und ohne einige verbindung der Inquisition, und aller anderen Tribunalen in Religionen / Sachen / doch daß selbige nicht disputirend / und in bemeltem Staat einige sache ühend / die wieder die Catholische Religion seye / weder der ein noch der andere Theil soll nicht können aufnehmen einige Rebellen / noch solche die wegen schweren missthaten angeklagt sind / das ist / Mördere / Sodomit / verschreite Dieben / Mordbrenner / Jungfrauen / schänder / und falsche Mörder / sonder der ein und anderer theil solle schuldig sein / die bemelten Banditen / und angeklagten / wan sie Unterthanen / bannisset oder angeklagt sind / von dem theil so sie begehren würden / gegen erlegung der billigen unkosten wieder auf zu liefern.

20. Diese gegenwärtige Capitulationen sollen die zwanzig neigt folgende Jahre wehren / und auch lenger / nach beyder theilen gefallen / also daß man keiner von beyden selbige aussaget ein Jahr zuvor ehe sie verlossen / sollen sie noch 20 andere Jahren dauern / wan aber ein theil dem anderen diese Pündtnis abgeben wolte / solle solches allezeit ein Jahr vor verliessung der 20. Jahren beschehen / und obchon die aufsayung von einem oder dem anderen theil in wehren diesen 20. Jahren beschehen

ANNO  
1706.

ANNO  
1706.

schien würde. Sollte doch dieser Punkt nichts desto weniger fest und beständig bleiben / bisß die vollige 20. Jahr verfloß.

21. Wan einiger Zwispalt zwischen beyden partheyen wegen dem gemeinem wesen entstehen sollte / und selbiger nicht freundlich bergelegt werden möchte / sollte man zwey Commissarien / von jedem theil einen / erwählen / und wan die ungleicher meinung wehren / sollte ein drittmann von Eöbl. Dreyen Zürich oder Bern zum Richter ernest / und die zusammenkunft zu Eüssen gehalten werden.

22. Wan unter beyden theilen privat-Personen streitigkeit entstehen sollte / von was sachen es sein möchte / so sollen keine artzelt gegen einandern vergütet und vorgenommen werden / sondern es solle der anklager den schuldigen vor / Recht citieren / vor der Obrigkeit / wo der schuldige gesessen / welche Obrigkeit das Recht verschaffen und sprechen solle ohne langen aufsuch / und die gesprochene Sentenz vollführen / ohne aufsehung der Person dieser oder jener Religion.

23. Zeit wehrendem diesem Punkt solle keinem theil erlaubt sein / eine Pündnß mit jemand einzugehen / welche gegenwertigen Pündnß-Artickeln auf einige weise widrig oder nachtheilich sein könnte.

24. Es wöllen in dieser Pündnß die Eöbl. 3. Pündt ihnen vorbehalten haben / alle andere Pündnß / Conventionen / die Erbvereinigung und ewigen Frieden / so vor diesem auf eine gewisse zeit oder vor immerhin zuhalten / sind aufgerichtet worden / welchen sambt der in diesem Krieg von ihnen angenommenen Neutralität obgemelte 3. Pündt durch diese gegenwertige Pündnß kein schaden / nachtheil oder abbruch wollen gethan haben / welcher vorbehalt jedoch nicht verhindern soll / daß die Truppen der Eöbl. 3. Pündten zu laut den 2ten. Artikel wider alle und jede / auch die so vorbehalten / im faß selbige die Durchl. Herrschafft in den Ständen die sie besiget / solten angreifen oder beschweren / mögen gebraucht werden.

25. Die Durchl. Republic verspricht den Eöbl. 3. Pündten den freyen paß zugehen vor 3000. saum torn / welche sie in anderen Länden erkauffen / ohne daß man einige tractat außer dem gewöhnlichen zoll zu bezahlen schuldig / Wan man aber aus dem gewalt der Durchl. Republic auch extrahieren wollte / solle man befürget seyn / gegen der bezahlung der gewöhnlichen zöllen / auch 2000. saum zu extrahieren / vorbehalten / wan groff und überschwenkliche Forderung und mangel were.

26. So gemelte 3. Pündt vor ihr Land und Leuth saß notwendig weren / solle die Durchl. Herrschafft in dem kauff und wehrt / das notwendige Salz geben / wie sie es ihren Zöllnern und Salzmeistern zu Brelcia und Bergamo auch gibt.

27. Wan der ein und andere Theil / der in Kriegs-nöthen die hülß begehret / und empfangen / die friedenshandlung vornehmen sollte / so soll er dan schuldig sein / seine helferen vor dem Friedensschluß zu berichten / damit dieselbigen nach ihrem gutduncken und komblichkeit in diesen frieden entweder eingeschlossen / oder übergangen werden können.

28. Die Durchl. Republic verspricht auch auf ihren kosten den weg über St. Marco / so weith als ihre Grenzen gehen / in gutem wandelbahnen stande zu setzen und zu erhalten / also daß Menschen und Vieh mit ihrer last komlich und sicher passieren und repassieren mögen / gleichert gestalten solle auch von den Herrn Pündtnern auf ihrer seithen des bergs die straaß accommodirt / und erhalten werden / und der eine theil wie der andere solle die freyheit haben / zu beleyhung deren die arbeiten werden / umb die wege allzeit practicabel zu erhalten.

TOM. VIII. PART. I.

ten / die reisenden zu verspflichten / etwas weggeld vor den paß eines jeden pferds oder ander gattung Viehes zu bezahlen / aber so wollen die Herrn Pündtnern und ihre Unterthanen sollen auf dem Venetianischen Staado / als die Venetianischen Unterthanen auf der Pündtnischen seithen bemelten bergs St. Marco aller aufgaben frey sein / und deswegen mit beschweret werden / jedoch will man hierdurch den alten Conventionen / bräuch / und gewohnheiten wegen eröffnung und offenhaltung des gedachten bergs zu winterszeit nichts benommen haben / Falls einige dergleichen weren. Mit vorbehalt / daß die Durchl. Republic, und die Eöbl. 3. Pündten sich wegen der Anlagen / so denen fremden reisenden / welche nach inhalt dieser Pündnß nit besetzt sind / auf zu legen / mit einandern zuver gleichen.

In Artund aller diser obverschribten Sachen / haben wir beyde theil beschloß / daß zwey gleiche exemplarien / das eine in Italianischer und das andere in Teitscher Sprach / abgesetzt und mit den Siglen der Durchl. Herrschafft von Venedich und der Eöbl. 3. Pündten besiglet worden / so beschehen den 6. und 17. Decembris 1706.

LXXIII.

Erklärung derer beyden ausschreibenden Fürsten 1707.  
des Eöblischen Schwäbischen Creyßes / nemlich  
Bischoffs Johan Frantz zu Costanz / und  
Herzogs Eberhard Ludwigs zu Württemberg / daß die Creyß-Negoria communicato  
Consilio tractirt / und alle deswegen entstandene differentien aufgehoben seyn. Geben  
Müßburg den 21. Jan. 1707. [LUNIG,  
Stuttgard den 29. Jan. 1707. Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Abtheil. II. pag. 387.]

C'est-à-dire,

*Declaration de JEAN FRANÇOIS Evêque de  
Constant, & EBERARD LOUIS Duc de Wurtemberg  
comme Directeurs du Cercle de Suabe, por-  
tant que les Affaires du Cercle, & les Differents  
survenus ont été accommodés d'un commun Conseil.  
A Müßburg le 21. Jan. 1707.  
& à Stuttgard le 29. Jan. 1707.*

In Abheffung der zwischen Ihro Hochfürstliche Gnaden zu Costanz / und Ihro Hochfürstliche Durchlauchtigkeit zu Württemberg / als des Eöblischen Schwäbischen Creyßes beyden Herren ausschreibenden Fürsten / wegen der / Vigore solchen Ausschreib-Ampts / Ihnen sambt und sonders zukommenden / von alters hergebrachten Jurium und Functionen entstandenen Differentien; declariren  
Ihr. Hochfürstl. Gnaden zu Costanz / & iteratö  
Hochfürstl. Durchl. zu Württemberg  
hiemit / daß sie es lediglich bey deme / was disfalls die uhralte Creyß-Observanz mit sich bringt / und deren gemäß in Anno 1662. zwischen denen damaligen beiderseitigen Höchst-Eöbl. Regenten des Hochstifts Costanz / und des Herzogthums Württemberg / abgeredt / reservirt / und durch die hinc & inde darauf gewechselte Missiven-befästiget worden / beenden lassen wollen / dasselbe auch pro Norma & Regula sowohl bey / als außer denen Conventen beiderseits beobachtet / mithin nach dessen klarem Verstand und Maßgab die Creyß-Negoria communicato Consilio tractirt / auch einer jeweiligen Costanzischen Gesandtschaft / aus dem Creyß-Protocoll, Extractus, je / nachdem sie es verlangen wird / erteilt werden.  
Cc 3 den /



ANNO den/ was aber deme entgegen bis dato verbis & scriptis geschehen / und in denen bishero hierunter gedruckten oder geschriebenen Deductionen / Informationen / Schreiben / oder wie man es nennen mag / ein oder andern Theil präjudicialisches eingeschlossen seyn möchte / tam quoad realia, quam Perionalia gänglich aufgehört und abgethan seyn solle. Mörsburg den 21. 3 Jan. 1707. Stuttgart den 29. 3

Johann Franz / Episc. Const.

Eberhard Ludwig / Herzog zu Württemberg.

## LXXIV.

12. Fev. Garantie van de Heeren Staeten Generael der VEREENIGDE NEDERLANDEN over de Vergelyck en Uitspraak tusschen de Graven STATIUS ende PHILIPPUS van Bentheim, in Octobere en Novembre 1701 gescheit. Dat. 's Gravenhage 12. February 1707. [LUNIG, Teutsches Reichs Archiv. Part. Special. Contin. II. Witten. VI. pag. 518.]

C'est-à-dire,

*Garantie des Seigneurs Etats Généraux des PROVINCES-UNIES des Pais-Bas, sur l'Accord & Sentence Arbitrale des Mois d'Octobre & de Novembre 1701, entre les Comtes STATIUS & PHILIPPE de Bentheim. Donnée à la Haye le 12. Fevrier 1707.*

DE Staten Generael der Vereenigde Nederlanden, allen den genen, die desen tegenwoordigen sullen sien, Salute. Also voor enigen tyd tusschen de Graven van Bentheim verscheidene verschillen twisten en onlusten sijn ontstaan geweest over de Graeffschappen van Bentheim ende Steinfurt, om welke weg te nemen, tusschen de geïnteresseerde partijen een Vergelyk en Compromis is aangegaen geweest, by het welke de verschillen sijn gecompromitteert aen de uitspraak van sijne Majesteit den Konink van Groot Brittanien, doormaals regeerend, daar op de uitspraak gevolgt is in dier voegen, als het voorschreve Vergelyk en Compromis en de voorschreve uitsprake hier na volgen geïntereert :

*Inseratur Vergelyk en compromissoriale uitspraak van sijne Brittannische Majesteit.*

En also wy verfogt zijn het voorschreve Vergelyk en de voorschreve uitsprake door onse Garantie te bekrachten: So is 't, dat wy het een en het ander getamincert en overwogen hebbende, en oordeelende de rust en eenigheid tusschen de Graefflike Huyfen van Bentheim daar door te sullen wêden bevordert, als mede dat sulx strekkende is, ten goede van de Graeffschappen van Bentheim en Steinfurt, en van de goede Ingeestenen van dien, goedgevoonden hebben, op het voorschreve Vergelyk, en de voorschreve uitsprake, sodanig als hier voren zijn geïntereert, onse Garantie te verleenen: Belovende dienvolgens hier mede, krachtelijk de hand daar aan te sullen houden, dat het voorschreve Vergelyk, en uitspraak, in het geheel, en ieder Artikel in het bysonder naar behoren sullen werden naergekomen, achtervolgt, en gecöcutteert; en ingevalle tegens alle verwattinge iemand van de geïnteresseerde daer van mogte komen in gebreke te blijven, ofte daer van quam af te gaen, dat wy in sodanige gevalle onse hulpe, en des noods de sterke hand sullen bieden aan die geene van de partijen, die geladeert soude mogen weesen, om het voorschreve Vergelyk en uitsprake, in allen deele sijn effect te doen hebben. Aldus gedaan onder het Cachet van den Staat, & de Paraphure van den Heer Praesiderende in onse Vergaderinge en de Si-

gnature van onsen Griffier op den 22. February ANNO outsent seven hondert en seven. 1707.

Onderfond,

E. V. ITTERSUM, vt.

Ter Ordinantie van de Hoogmogende Heeren Staten Generael,

J. FAGEL.

En was in margine gedruckt het Cachet van de Hoogmogende Heeren Staten Generael in roode wasse.

## LXXXV.

Capitulation generale, accordée aux François par Son Altesse Serenissime le Prince EUGENE DE SAVOYE, pour l'Evacuation entiere de la Lombardie & de toutes les Places qu'ils y possédoient. Du 13. Mars 1707. Avec la RATIFICATION de Son Altesse Royale de Savoye. [Feuille Volante imprimée en Hollande.] 13. Mars.

I. ON abandonnera toutes les Places occupées par les Troupes des deux Couronnes, qui s'évacueront dans la forme, & jour dont on conviendra, & aux conditions suivantes. Accordé.

II. Toutes les Troupes des deux Couronnes de quelque Nation qu'elles puissent être tant de Cavalerie, Dragons, qu'Infanterie, & généralement tous les Officiers, & autres, qui composent les Etats Majors des Places, sortiront avec Armes, Bagages & Equipages, Ensignes déployées, avec tous les honneurs de la Guerre, dans l'état où elles sont présentement, marcheront en gros & en détail à notre choix, comme il s'enfuit pour la commodité des Troupes, & seront rendus en toute sécurité par le plus court chemin à Suze, sans qu'il leur soit fait aucun tort, retard, ni empêchement à eux ni leurs Equipages, ni que sous aucun prétexte on puisse y contrevenir de la manière qu'il suit. Accordé.

III. La Garnison de Sefola se rendra à la Mirandole, & pour cet effet l'Ennemi donnera un Passeport pour l'y conduire en sécurité. La Garnison est déjà prisonnière de Guerre.

IV. La Garnison de Final partira le 26. du mois present avec dix pièces de canon pour se rendre à Suze par la route qui sera réglée, & les mesures nécessaires pour sa sécurité, & subsistance jusqu'au dit Suze. On n'en promet que quatre, savoir deux de douze, & deux de six livres, lesquels en cas de difficulté de pouvoir être conduits par Terre pourront être emportez par Mer. De plus sera donné à cette Garnison un Officier Général, & un Commissaire de Guerre pour la sécurité de sa marche, & de sa subsistence.

V. La Garnison du Château de Milan partira le 20. de ce present mois pour se rendre à Valence, où elle joindra la Garnison de cette Place pour marcher ensemble droit à Suze avec les mêmes circonstances. Elle marchera sans se détourner droit à Novare, & joindra le gros à Suze. Celle de Valence sera prise en passant par celle de Cremonne. On fera publier au plus vite une suspension générale, enaisie de laquelle le Château donnera des Otages.

VI. La Garnison de la Mirandole partira le 29. de ce present mois, & se rendra à Gualtieri pour se joindre à celle de Mantoue le jour qu'elle y passera. Accordé.

VII. La Garnison de Mantoue partira le premier d'Avril pour passer le lendemain le Pô à Borgoforte sur le Pont, que nous ferons faire, & se rendre à la hauteur du Pont de Cremonne par le chemin dont on sera convenu. Accordé.

VIII. La Garnison de Sabionetta partira le 1. d'Avril, & ira joindre celle de Cremonne par les chemins, & gites, qui lui seront réglés. Accordé.

IX. La Garnison de Cremonne passera le Pô sur le Pont de Cremonne. Accordé.

X. Toutes lesdites Garnisons de la Mirandole, Mantoue, Sabionetta & Cremonne, s'assembleront au bout du Pont de Cremonne pour marcher toutes ensemble par le Pailantin, le Milanois, & les Etats de S. A. R. de Savoye droit à Suze selon la route, & les gites dont on sera convenu. Accordé.

XI.

ANNO  
1707.

ANNO  
1707.

XI. Chaque Garnison pourra emmener avec soi dix piéces de Canon avec les mêmes Equipages que l'Artillerie, & cent coups à tirer par piéce, chaque Soldat & Cavalier pourra porter avec lui vingt coups de poudre, & de plomb. On promet dix piéces pour toutes les Places sans y comprendre celles, qui ont été accordées pour final, & on conviendra de l'endroit précis, d'où elles devront être tirées, à savoir quatre de douze, deux de six, & quatre de trois livres avec cinquante coups à tirer pour chacune.

XII. En cas que les Gouverneurs des Places ayent quelque chose à ajouter aux présents Articles pour leurs propres intérêts, ou de ceux qui composent leur Garnison, on leur accordera ce qu'on ne peut savoir, que lors qu'on leur enverra les ordres pour l'exécution de l'évacuation. Si les Gouverneurs des Places ont quelque chose à ajouter auxdits Articles, on s'entendra avec eux selon la justice.

XIII. Aucun Deseigneur de quelque Nation qu'il soit ne sera pris ni rendu. Il sera permis aux Deseigneurs de retourner à leurs Corps, mais en cas qu'ils ne veuillent pas, on ne les prendra pas par force.

XIV. Aucun Officier, Soldat, & autre, de quelque caractère qu'ils puissent être de la part des Ennemis, ne pourra se mêler dans les Troupes des deux Couronnes pour déboucher les Soldats, Cavaliers, ou Dragons. Accordé.

XV. Les Chariots nécessaires seront fournis gratis tant des endroits dont les Garnisons sortiront, que par tout ailleurs dans leur marche jusqu'à Suze, autant qu'il en faudra pour le transport des effets des Rois, les malades & les Equipages des Troupes, & ceux des Officiers Généraux. On passera pour chaque Bataillon trois chariots gratis, & même trois chariots pour chaque Régiment de Cavalerie; le reste des chariots les Ennemis seront obligés de les payer, à la réserve des Officiers Généraux, auxquels on les donnera aussi gratis.

XVI. Il sera permis de laisser de notre part deux Commissaires de Guerre dans les Places du Milanois, ou Piémont à notre choix tant pour prendre soin des malades, qui seront restés dans les Places, à qui il sera donné des routes pour s'en aller en France, quand ils seront guéris sur le même pied, qu'elles auront été données aux Troupes, que pour liquider toutes les dettes, & les affaires, qui n'auront pas été consommées tant en Lombardie qu'en Piémont, moyennant quoi les Commissaires, Trésoriers, Commis, & autres retenus dans Pavie, Alexandrie, Casal, & Turin pour régler les dettes, & assister les prisonniers, auront permission de repasser en France après qu'ils auront remis auxdits deux Commissaires, qui seront nommés par Mr. le Prince de Vaudemont, le Mémoire des affaires dont ils étoient chargés. Accordé. Entendu que l'on ne comprenne pas les Munitions & les armées militaires dans les effets des Gouverneurs, sachant bien que l'on ne parle point de Munitions de Guerre dans cet Article, mais on l'a mis par précaution.

XVII. Les Ennemis, & les Païs où nous avons fait la Guerre, ne pourront rien repeter sur des Chariots fournis dans les marches extraordinaires, & perte des Bœufs dans les Convois, & pour autres fournitures de soin, paille, & bois faites dans les passages des Troupes pendant que nous en avons été en possession. Accordé.

XVIII. Qu'il sera permis d'évacuer les Hôpitaux des Places par barque sur le Pô, sans attendre le départ des Troupes, moyennant quoi il sera accordé des Passeports tant pour les barques, malades, blessés, & utenciles; que pour les Commissaires & les Commis, qui doivent avoir soin de leur conduite jusqu'à Chivas, où il sera fourni des Chariots pour mener le tout à Suze, & que si la nécessité obligeoit de laisser quelques Malades, ou effets dans quelque Place du Milanois, ou du Piémont, on les y recevra: bien entendu, que ce seroit aux dépens du Roi pour leur subsistance. Accordé.

XIX. Outre les piéces d'Artillerie, que chaque Garnison peut emmener avec soi, on pourra emmener l'Artillerie de Campagne, qui consiste en trente piéces de Canons de tout calibre, & cinq Mortiers, avec les Munitions, que l'on voudra porter à la suite. Quant au Canon des Places, il y a été répondu par l'II. Article. A l'égard de l'Artillerie de Campagne, l'on accorde vingt-quatre piéces, & point de Mortiers, & cinquante coups par piéce.

XX. Les Chariots nécessaires pour le service de

ladite Artillerie seront fournis gratis de la part des Ennemis en cas de besoin. Outre les Bœufs nécessaires pour les piéces de Canon on donnera pour toute l'Artillerie trente Chariots gratis; s'il en faut davantage les Ennemis les payeront.

XXI. Tous les Officiers d'Artillerie, & tous les Gens qui la servent, passeront à Suze avec ladite Artillerie aux mêmes conditions que les Troupes. Accordé.

E F F E T S.

XXII. Pendant le terme de trois mois à commencer du jour de la Signature du Traité, il nous sera permis de tirer tous les vivres, & toutes les Munitions de Guerre, qui sont dans les Places, & autres effets appartenans aux deux Couronnes pour les conduire à Gennes, Venise, ou Suze, tant par Eau, que par Terre, avec les Passeports nécessaires pour leur sûreté en payant les voitures, qui seront fournies, avec liberté pourtant de s'accommoder sur les Lieux, soit avec les Commissaires de Sa Majesté Impériale, soit avec les Particuliers, ou Juifs, qui voudront les acheter. Quant aux provisions de bouche, qui appartiennent aux Ennemis, il sera permis de les vendre, n'étant pas possible de fournir les voitures pour le transport; on permettra aussi de laisser des Commissaires pendant trois mois pour la vente, & la Liquidation desdits effets. Les Munitions de Guerre resteront dans les Places, hors celle, qui sera donnée pour l'Artillerie aussi bien de Campagne, que de Garnison, & distribuée selon ce qui a été accordé aux Troupes.

XXIII. L'Intendant, les Commissaires de Guerre, les Généraux des Vivres, Directeurs des Hôpitaux, & des Postes, Ingenieurs, Trésoriers, & généralement tous les employez dont il sera donné un état par l'Intendant pourront marcher avec les Troupes ou séparément, en leur fournissant des Passeports pour se rendre en sûreté jusqu'à Suze. Accordé.

XXIV. Les Galeottes pourront être conduites à Venise pour en faire l'usage, que l'on voudra, les Officiers & Matelots desdites Galeottes suivront les Troupes aux mêmes conditions, qui sont spécifiées ci-dessus pour les Troupes & Officiers. Accordé.

XXV. Tous les prisonniers de Guerre faits en Italie de quelque caractère, & de quelque Nation qu'ils puissent être nous seront rendus de bonne foi & suivront les Troupes, nous obligeant à rendre dans le terme d'un mois tous ceux, qui sont en France, & qui ne sont pas à portée d'être rendus sur le champ. Les prisonniers Français, qui se trouvent marqués dans une spécification signée à part & entre les mains des Impériaux actuellement seront rendus, aussi bien que quelques autres qui sont détenus à Roveredo, l'Abadia, & au corps du Général Weizel; A l'égard des Espagnols, Italiens, Suisses, & Grisons on en fera de même depuis le Colonel en bas, exceptez ceux, qui voudront prendre parti dans les Troupes de l'Empereur, ou de S. A. R. ou s'exempter tout-à-fait du service. En échange on se contente pour les prisonniers Impériaux de ce qui a été offert dans l'Article, à savoir aussi du Colonel en bas.

XXVI. Tous les Suisses, qui ont été faits prisonniers, & qui se trouvent dans l'Etat de Milan, ou dans leur Païs, seront déclarés libres. Ceux qui n'ont pas pris parti sont censés être compris sous l'Article des prisonniers.

XXVII. Le pain, le fourrage, & le logement seront fournis gratis par les Ennemis à toutes les susdites Troupes tant de Cavalerie que d'Infanterie, & aux Equipages des Officiers Généraux des Troupes, des Vivres, & de l'Artillerie dans tous les lieux de passage, dont il sera donné un état par l'Intendant, & que de quatre jours l'un, les Troupes séjourneront ne faisant au plus que dix milles d'Italie par jour. Le pain, & l'avoine, ou autre grain pour les Chevaux ne peuvent pas être donnés gratis, quand l'Ennemi prétend profiter des Magasins, qui sont dans les Places: ainsi ils doivent payer ces espèces, ou donner une certaine quantité de farines, & de grains dont on leur fournira chaque jour. Jusques aux frontières du Piémont le soin s'accorde gratis, & où il ne s'en pourra trouver les Ennemis se contenteront de paille, ou de la sorte du fourrage, que l'on y pourra avoir: on accorde de même la marche de dix milles d'Italie par jour, & le séjour au quatrieme.

XXVIII. Monsieur & Madame la Princesse de  
Cc 3 Vau-



ANNO  
1707.

Vaudemont, & tous les Officiers Généraux de quelque Nation qu'ils puissent être marcheront avec les Troupes, ou séparément, à leur choix droit à Suze, par le plus court chemin avec tous leurs Carrosses, Chaises, Equipages, Suites, & Domestiques. Il leur sera fourni sur le parti qu'ils prendront les Passeports & Escoites convenables pour leur sûreté, le logement & le fourrage. *Accordé pour Monsieur & Madame la Princesse de Vaudemont, & les Officiers Généraux, les Suites, & Equipages, & on se fie à leur parole, qu'ils ne demanderont que ce qui sera de pure nécessité.*

XXXIX. Il ne sera permis de retenir aucun Officier, Soldat, Valet, ou autre Personne pour dettes, puis qu'on offre de laisser des Commissaires pour liquider lesdites dettes en route équité. *Accordé.*

XXX. Quant aux dettes que Monsieur le Prince de Vaudemont peut avoir dans Milan, & le Milanois, il y satisfera en donnant des cautions valables dès à présent pour la sûreté du paiement dans le terme de six mois, moyennant quoi main levée lui sera donnée de ses Meubles, & effets, & la liberté à ses Domestiques de faire emballer les dits Meubles & effets, & de les envoyer par Passeports à Gennes, ou à Suze, moyennant des voitures, qu'on lui fera fournir en payant: il sera permis à Mr. Carlos Sempé, & à la Gorge deux de ses Domestiques comme à tout autre, qu'il enverra pour faire les recherches des Meubles, & hardes à lui appartenant, qui auront pu être pris par les Particuliers dans les désordres de l'évacuation de la Maison, de faire toutes les diligences nécessaires à cet effet, & en ce cas on demande l'autorité de Mr. le Prince Eugene, & ses ordres pour l'exécution de ce que dessus. *On ne fait aucune difficulté de faire rendre les Meubles de Mr. le Prince de Vaudemont pourvu que les Créanciers aient sereté & satisfaction; & Mr. le Prince Eugene consent de faire intervenir son autorité pour que le tout s'ajuste avec équité & justice.*

XXXI. La même chose sera accordée pour tous les Meubles, & hardes des Domestiques de Mr. le Prince de Vaudemont, qui pourront se trouver dans Milan, ou le Milanois, auxquels il sera permis pendant trois mois de les retirer à Gennes, ou à Suze. Pour cet effet lesdits Domestiques pourront envoyer de leurs Valets, ou y aller eux-mêmes pour faire la recherche de leurs Meubles, ou Hardes, auxquels il sera fourni des Passeports valables pour trois Mois tant pour aller à Milan, que pour les retirer à Gennes, ou à Suze. *Accordé hors ce qui n'aura pas été pris, ou dissipé dans le commencement.*

XXXII. Tous les Officiers Généraux, & particuliers de quelque Nation, qu'ils puissent être, qui pourront avoir laissé de leurs Bagages dans les Villes du Piémont, ou du Milanois pourront également les retirer à Gennes, ou à Suze sur des Passeports, qui leur seront donnés quand ils en demanderont. *Accordé hors ce qui n'aura pas été confisqué, ou dissipé dans le commencement.*

XXXIII. On pourvoira à la subsistance, & à la sûreté de la marche des Troupes, & de tous les Equipages jusqu'à Suze. *On pourvoira à la sûreté de la marche; & sur la subsistance, on a répondu aux autres Articles précédents.*

XXXIV. Mr. le Prince de Vaudemont demande à l'Etat de Milan le payement de cinquante mille Ecus qui lui sont dûs de ses appointemens comme Gouverneur Général du Milanois échus dès le mois de Septembre 1706. avant que les Ennemis y soient entrés. *On accorde à Mr. le Prince de Vaudemont la Liquidation des comptes pour ce qui concerne ses gages ordinaires, & extraordinaires de Gouverneur de Milan jusqu'au terme exprimé dans l'Article; & au cas, qu'il lui en résulte quelques arriérages Mr. le Prince Eugene lui fera faire raison par l'Etat de Milan.*

XXXV. Le même Etat de Milan payera aux Entrepreneurs de l'Artillerie, du pain de munition, fourrage, Grains, & autres, ce qui leur est dû, & de la manière, qu'il est stipulé dans les assignations qui leur ont été données à cet effet par le Magistrat, & l'Etat de Milan. *C'est une discussion, qui regarde l'Etat de Milan, & le Magistrat, & qui sera décidée en justice, à laquelle les ennemis n'ont plus de part.*

XXXVI. Il sera donné un Passeport à Mr. D. Jean de Herrera Grand Chancelier, qui est à Bologne pour joindre les Troupes avec son Equipage,

& marcher avec elles, ou séparément, comme il lui plaira droit à Suze, ou à Gennes par le plus court chemin. Il lui sera permis aussi de pouvoir retirer les effets, qu'il peut avoir laissés dans Milan ou le Milanois. *Accordé quant aux effets sur le même pied de ce qui est dit aux points précédents.*

XXXVII. En rendant le Modenois il sera permis de faire rendre compte par Mrs. de la Consulte de Modene de ce qui est dû au Roi jusqu'au jour de l'évacuation de la Citadelle de Modene des Fermes de Modene, & des billets faits payables à la fin de Septembre dernier par ladite Consulte pour la somme de 22. mille livres, savoir 12. mille à Mr. de Chemerault, 6. mille à Mr. le Chevalier de Luxembourg, & 4. mille à Monfr. d'Esclainvilliers. *La Citadelle de Modene ayant capitulé, cet Article sera renvoyé à la Capitulation de la Citadelle de Modene.*

XXXVIII. On laissera en pleine liberté sans pouvoir contraindre tous Officiers, Soldats & autres personnes de quelque Nation, caractère, ou profession, que ce puisse être, comme aussi leurs familles, de suivre les Troupes, ou de rester en Italie dans leurs emplois, ou métiers, avec la liberté d'emporter avec eux leurs effets ou les vendre dans le terme de trois mois, sans inquiéter en aucune façon ni sous aucun prétexte ceux qui auront servi en quelque qualité que ce soit les deux Couronnes, ou leur auront été attachés. *Accordé, à la réserve que ceux, qui voudront rester après trois mois auront besoin d'une nouvelle permission.*

XXXIX. Les Officiers Généraux, Particuliers, ou autres étant au Service des deux Couronnes pourront jouir du bien, qu'ils ont dans le Milanois, le Monferat, le Modenois, & le Mantouan, ou auront la liberté pendant un an d'en pouvoir disposer par vente, ou autrement. *Accordé pour six mois à prendre le parti, qu'ils jugeront à propos.*

XL. On rendra à Monfr. le Duc de Mantouë la partie du Monferat, qui lui appartient, ou pour Equivalant Cremonne, & le Cremonois avec la même Neutralité, que lui resteront Mantouë & ses Etats: dans lesquels sont compris le Guastallois, & le Bozolois, & qu'il lui sera libre de mettre telle Garnison neutre, qu'il lui plaira dans Mantouë & Cremonne, quand les Troupes des deux Couronnes en sortiront. *Refusé en tous points: on promet cependant la conservation des privilèges aux habitants de Mantouë, & Juss y demeureront.*

XLI. On rendra aussi à Mr. le Duc de la Mirandole, la Mirandole, & ses Etats. *Répondus par l'Article précédent.*

XLII. Tous les Bateaux, & Attilars nécessaires pour les Ports sur les passages des Rivières, qui se trouveront dans la marche des Troupes jusqu'à Suze seront faits, & fournis aux dépens des Ennemis, & les ordres de la part des Ennemis seront donnés à cet effet, comme aussi de faire descendre incessamment les bateaux pour achever de construire le Pont de Cremonne. *Accordé.*

XLIII. Il sera donné des Otages de part & d'autre jusqu'à l'entière exécution du présent Traité dont S. A. R. de Savoye, & Monfr. le Prince Eugene demeureront Garants dans tout son contenu. *Convenu par deux Officiers, savoir un Maréchal de Camp, avec un Colonel, ou un Brigadier; & pour ladite Garantie. Fait à Milan, le 13. de Mars 1707.*

LE COMTE SCHLIK. St. PATER.  
(L. S.) (L. S.)

LE COMTE DAUN. LA JAVELLIERE.  
(L. S.) (L. S.)

Vicior Amé II. par la Grace de Dieu Duc de Savoye, Prince de Piémont, Roi de Chypre &c.  
Supreme Général Commandant des Armées de Sa Majesté Imperiale en Italie.

AYANT vu les Articles ci-dessus signés par Monfr. le Prince Eugene nous les avons approuvés, ratifiés & confirmés, approuvés, ratifiés, & confirmés selon leur forme, & teneur; Promettant en foi, & parole de Prince de les observer, & faire inviolablement observer sans y contrevenir, ni permettre qu'il y soit contrevenu directement

ANNO ment ni indirectement. En temoin de quoy nous  
avons signé les présentes de nôtre S<sup>eu</sup>l secret. Don-  
nées à Turin ce 16. Mars 1707.

Signé,

V. A M E D E E.

Et Contresigné,

DE ST. THOMAS.

LXXVI.

6. Avril. Versicherung-Brief Adalbert Abts des Stiffts  
Fulda / denen Unterthanen des wieder von ihm  
eingelösten Amts Fischberg ertheilet; Worin  
derselbe die der Augspurgischen Confession  
Verwandte bey ihrem Religions-Exercitio,  
wie auch deren Kirchen und Schul-besoldungen/  
einkommen / allmosen / und gerechtigkeiten unge-  
hindert zu lassen verspricht; auch sollen die Ewange-  
lische Unterthanen mit denen Römischen die unge-  
wöhnliche feiertage mit zu feyern nicht genöthiget  
seyn. Geben zu Fulda den 6. Aprilis Anno  
1707. [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv.  
Parr. Spec. Cont. I. Fortsetzung. III. Abtheil.  
III. Abjag. X. pag. 165.]

C'est-à-dire.

*Lettres d'Assurance accordées par ADELBERT  
Abbé de Fulde à ses Sujets de la Ville de Viech-  
berg, par lesquelles il promit de les garder &  
maintenir inviolablement dans leurs Droits &  
Privileges, & en particulier dans l'Exercice de  
la Religion, selon la Confession d'Ausbourg, com-  
me aussi dans la perception, & usage de leurs Re-  
venus, Salaires, Aumones &c. aussi ne seront-  
ils pas contraincts à célébrer avec les Catholiques  
les Fêtes inaccoutumées, & particulieres. A Fulde  
le 6. Avril. 1707.*

WM Gottes Gnaden Wir Adalbertus,  
Abt des Stiffts Fulda / des Heil. Römischen  
Reichs Fürst / Römischer Kayserin Erz-Cantler/  
durch Germanien und Gallien Primas &c. Ab-  
künden und bekennen / für Uns und unsre Nachfol-  
ger am Stifte Fulda mit und krafft dieses / Demnach  
Wir Unser eine geraume Zeithero unter dem Ehur-  
und Fürstl. Hauff Sachsen Pfandts Weisze gestan-  
dene Amt Fischberg / mit seinen Dorffschafften  
und pertinentien / gegen verglichenen Abtrag des  
Pfand Schillings / wiederum einzulösen gemeinet /  
weßwegen bisz daher verschiedene Recht- und Gütl.  
Handlungen gepflogen worden / und ober die Un-  
terthanen dieses unsers Erb-Amts der Evangelischen  
Religion und Glaubens-Lehre nach der Aug-  
spurgischen Confession zugethan / und verwandt  
sind; Als erklären Wir Uns uff gepflogene Un-  
terhandlung in Gnaden dahin / haben Uns auch per  
modum Pacti, auff Intercession der bisherigen  
Pfands-Inhaber / mit Ihnen also verglichen / und  
versprochen Ihnen und Ihren Nachkommen sambt und  
sonders hiermit und in krafft dieses Briefs / daß wir  
dieselbe in bemelter ihrer Religion und Gottes-Dienst  
mit Reformation oder sonstn weder directe noch  
indirecte nicht turbiren / oder fräncken / sondern Sie  
und Ihre Nachkommen sambt und sonders bey dem  
publico und privato Exercitio der Evangelischen  
Religion, bey denen Kirchen und Schulen / auch  
Pfarr- und Schul-Besoldungen in fixo, wie auch  
Juribus Stolz und Accidentien / denen Kirchen-  
Gütern / Renten / Gülden / Zinsen / Zehenden  
an Geld oder Früchten / oder andern Victualien /  
Gerechtigkeit und Einkommen / die Mahnen haben

ANNO wie sie wollen / nicht weniger auch denen Hospi-  
talien / Almosen / Mildensachen / Stifftungen und  
deren Perception, ohne alle Hinderung und Ab-  
bruch beständig lassen / und ihnen sambt und son-  
ders dem zu gegen über kurz oder lang nichts zuzu-  
muthen / noch daß solches von denen Anstigen ge-  
schehe / gestatten wollen; Worbey im fall Wir als  
Territorial-Herr / Unsere Religion in besagten  
Amt exerciren wolten / solches jedoch iedoch iedertweh-  
ren Unsern Amts Fischbergischen Unterthanen iezo  
zugestandenem Exercitio ihrer Religion cum an-  
nexis ohnabdrückig seyn / und demselben einiger  
Beitrag oder prästation an die Catholische Pri-  
sterschafft / Kirchen- und Schul-Gebäude nicht auf-  
geburdet / auch in ihren Kirchen und Schulen kein  
Simultaneum eingeführt werden soll. Wie nun  
dahero die iezigen Pfarr-Kirchen und Schul-Be-  
dienten besagten Amts / in ihrer Amts- und Reli-  
gions-Übung unversöhrt gelassen werden / also /  
wenn an einem Ort einer mit Todt oder sonstn  
abgieng / hat der benachbahrte Evangelische Pfarrer  
die Sacra, so lange gewöhnlicher massen zu ad-  
ministriren / bisz die Gemeinde mit einem andern  
versehen / die Wittib aber die Besoldung auff eine  
gewisse Zeit / dem Hertommen nach / ohne Abbruch  
zugeneressen / und versprechen Wir an der abgehen-  
den Stelle / jedesmahl solche Personen zu wählen  
und zu confirmiren / welche ihrer Lehre und untad-  
elhaften Lebens auch Geschicklichkeit halber gung-  
samen Attestata von Evangel. Theologischen Fac-  
ultäten oder Consistoriis, auch im fall sie schon  
im Pfarr-Amte ständen / und ordinirt weren /  
von denen Gemeinden bekommen; Wie denn die  
Pfarrherren nach Gewohnheit der Evangel. Kirchen  
denen Gemeinden mit Verstatung einer Prob-pred-  
igt präsentiren / und wenn Sie nichts erhebliches  
ihrer Lehre und guten Wandels halber einzuwenden /  
wormit und wenn Sie auch sonst wieder ihre  
Pfarrer und Schul-Diener eine Klage und Be-  
schwerung hätten / Wir sie nicht entöhen / sondern  
die Justiz ihnen wiederfahren lassen wollen / von  
Evangel. Superintendenten uff vorgehende Prä-  
sentung / in Gegenwart einiger von der Gemeinde or-  
dinirt / die Schul-Bedienten auch durch Jeds  
Orths Pfarrern eingeführt werden sollen; Indem  
auch die Augspurg. Confessions-Verwandten in  
verschiedenen Materien / als in puncto divortii  
& repudii, dispensationis in gradibus prohi-  
bitis, &c. von denen bey den Catholischen reci-  
pirten Canonibus differiren / als wollen Wir in  
obigen und sonst discrepierenden fällen den Wechs-  
ten aufgeben / daß er mit Zugiehung eines dasebsti-  
gen Geistlichen / als in einer Consistorial-Sache  
vor allen Dingen die Güte tentire / Sollte diesel-  
be aber nicht versagen / und weßwegen die Sache  
vor Unserer nachgesetzten Regierung in Contradic-  
torio aufgebuet werden wollen / so solle dasebst  
nach ihren Religions-Principien die Sache erör-  
tert / oder auff Begehren der Partheyen / von Aus-  
wärtigen / gleicher Religions-Academia oder  
Rechtsgelehrten ein / oder nach Befinden und Wich-  
tigkeit der Sachen / mehr Decisiv-Urtheil einge-  
hohlet / und also die ungefränckte Justiz ertheilet  
werden.

Dieweil auch nach dem Verbesterten Calendar  
die Haupt-Feste beider Religionen / auff gleiche  
Zeit celebriert werden / so hat es dabey kein Be-  
wenden / und wollen Wir die übrige Catholische  
bey denen Evangel. ungetöndliche feiertage Un-  
sere Unterthanen in bemelten Amt mit zu feyern /  
nicht nöthigen / Uns im übrigen zu ihnen / samt  
und sonders verscheid / Sie werden sich in Um-  
gang und Wandel gegen die Catholische Religions-  
zugethane / vergesalt schied- und friedlich bezeigen /  
wie



ANNO  
1707.

wie es das Osnabrückische Friedens-Instrument, der Religions-Friede/ und Reichs-Constitutiones erfordern/ dergleichen die Unsrige denn auch gegen jene gehörend beobachten sollen; Daferne auch ausser diesen Angeführten denen Unterthanen sammt und sonders ein mehrers in puncto Religionis, vermöge obangeführten Instrumenti Pacis competiret/ sollen Sie gleichfalls dabey ungehindert gelassen werden.

Diese Unsere Zusage und Versicherung/ haben offergemelte Unsere Unterthanen des Amtes Fischberg/ mit unterthänigsten Dank acceptiret/ und angenommen/ wieder welche wir und Unsere Nachkommen am Stifte Uns mit keinen Exceptionen/ wie dieselbe Nahmen haben/ oder aus Kayserl. und Päpstlichen Rechten erfunden werden möchten/ be-  
heissen/ inmassen Wir Uns derselben auff das kräftigste hiermit begeben/ sonder derselben/ als obbesagten Instrum. Pac. Westphal. gemäß/ bey der darinnen vorgesehenen Versicherung/ deren auch Unsere Unterthanen des Amtes Fischberg und ihre Nachkommen billig genießen/ Fürstlich nachleben wollen/ Treulich sonder Gefährde. Zu Wirtum und mehrer Versicherung dessen allen/ haben Wir diesen verbindlichen Vergleichs-Zusatz- und Versicherungs-Brieff eigenhändig unterschrieben/ mit Unserm Secret und Insiegel bestärket/ und wijsentlich von Uns gestellet; So geschehen und geben Jbidem den 6. April, im Jahr nach Christi Unserm Herrn und Erlösers Geburt/ Tausend Sidenhundert und Sieben.

ADALBERT Abt.



LXXVII.

7. Mai. *Traité entre Louis XIV. Roi de France & LEOPOLD Duc de Lorraine, de Bar &c. par lequel S. A. R. est rétablie, & doit demeurer en la pleine & paisible possession de la Terre & Seigneurie de Commercy, ses Appartenances dependances, & Annexes; savoir des Villes, Bourg, & Fauxbourg de Commercy, & des Villages de Breuil, Lerouville, & d'Euville, en tous Droits de Souveraineté & encore des Villages de Ville-Issey, Saint Aubin, Meligny le grand, Mesnil la Horgne, Chonville, & la Neuville au Rup, leurs Appartenances, Dependances & Annexes; à la charge neanmoins, du Ressort au Bailliage de Vitry, & en cas d'Appel, au Parlement de Paris. Fait à Metz le 7. Mai 1707. Avec les POUVOIRS, & les RATIFICATIONS de l'une & de l'autre Partie; Et le PROCES VERBAL de la prise de Possession pour S. A. R. de Lorraine, du 19. d'Août 1707. [Tiré des Archives de Lorraine.]*

NOUS DOMINIQUE DE BARBERIE, Chevalier, Seigneur de Saint Contest, & autres lieux, Conseiller du Roi en ses Conseils, Maître des Requêtes Ordinaire de son Hôtel, Intendant de Justice, Police & Finances en la Generalité de Metz, Frontières de Champagne, du Luxembourg, & de la Sarre; Commissaire nommé par Sa Majesté, par Commission du dix sept Avril dernier; Et JEAN-BAPTISTE DE MAHUET, Chevalier, Seigneur de Drouville, & autres lieux, Conseiller d'Etat de

Son Altesse Royale Monseigneur le Duc de Lorraine, Premier Président en la Cour Souveraine de Lorraine & Barrois; Et PAUL PROTIN, Chevalier Seigneur de Vulmont, aussi Conseiller d'Etat de S. A. R. & Maître des Requêtes Ordinaire de son Hôtel, Commissaires nommez de Sadite Altesse, par Commission du 20. Fevrier aussi dernier; à l'effet d'examiner les prétentions que Sa Majesté peut avoir dans la Terre & Souveraineté de Commercy & ses dépendances; ce qui peut appartenir à Sadite Altesse Royale dans la même Terre & Souveraineté; de quelle maniere le Duc Charles en jouissoit en l'année mil six cent soixante & dix; & passer ensuite entre Nous tous Traitez, Conventions, & autres Actes nécessaires, pour conserver les Droits & prétentions légitimes de Sa Majesté, ceder & abandonner à Sadite Altesse tout ce qui se trouvera lui appartenir dans ladite Terre & Souveraineté de Commercy & ses dépendances, ainsi qu'il est plus au long spécifié par nosdits Pouvoirs & Commissions, que nous nous sommes respectivement communiqués, & dont les Copies seront interces mot à mot à la fin des Présentes.

Sur quoi ayant de nouveau examiné le Procès verbal que Nous avons fait sur ce sujet le vingt-quatrième jour de Fevrier, en consequence des ordres particuliers que nous en avions reçus de Sa Majesté & de Sadite Altesse Royale, contenant les raisons alléguées de part & d'autre, & les Titres & Papiers sur lesquels elles étoient fondées; Nous avons reconnu que la Terre & Seigneurie de Commercy doit être considérée comme se divisant en deux parties; l'une composée des Châteaux, Ville, Bourg & Fauxbourgs de Commercy, & des Villages de Breuil & Lerouville, qui depuis plusieurs siècles ont été possédés par indivis en Souveraineté par les Ducs de Lorraine & les Seigneurs Damoiseaux dudit Commercy, lesquels possédoient encore seuls en Souveraineté le Village d'Euville.

L'autre partie composée des Villages de Ville-Issey, Saint-Aubin, Chonville, Meligny le grand, Mesnil la Horgne, & la Neuville au Rup, qui appartenoient ausdits Seigneurs Damoiseaux seuls, & neanmoins fournis au ressort de la juridiction du Bailliage de Vitry, où ils ressortissent actuellement, & par appel au Parlement de Paris, & que tout ce qui appartenoit ausdits Seigneurs Damoiseaux en ladite Terre & Seigneurie de Commercy, ses appartenances, dépendances & annexes, a été vendu en l'année 1665 par feu M. le Cardinal de Retz au feu Duc Charles IV.

Au moyen de quoi Nous sommes convenus, qu'en vertu du Traité de Paix de Ryfwick, Son Altesse Royale doit être rétablie & demeurer en la pleine & paisible possession de ladite Terre & Seigneurie de Commercy, ses appartenances, dépendances & annexes, savoir des Châteaux, Ville, Bourg & Fauxbourgs dudit Commercy, & des Villages de Breuil, Lerouville, & d'Euville en tous Droits de Souveraineté, ainsi que les Ducs ses Prédecesseurs, & les Seigneurs Damoiseaux de Commercy en ont ci-devant joui, & en jouissoient en l'année 1670. Et des Villages de Ville-Issey, Saint-Aubin, Chonville, Meligny, Mesnil la Horgne, & la Neuville au Rup, & leurs dépendances, appartenances & annexes, à la charge neanmoins du ressort au Bailliage de Vitry, & en cas d'appel au Parlement de Paris; Et en consequence tous les empêchemens qui auroient été apportés de la part de Sa Majesté, à la pleine & libre jouissance de Sadite Altesse Royale, sont & demeurent levés, & les ordres donnez de la part de Sa Majesté, nuls & revoquez.

Le présent Traité a été ainsi fait, conclu & arrêté par Nosdits Commissaires, sous le bon plaisir de Sa Majesté, & de Sadite Altesse Royale; promettant respectivement en ladite qualité, de le faire agréer & ratifier incessamment, & d'en échanger les Ratifications le plutôt que faire se pourra. FAIT double à Metz, le septième jour de May mil sept cens sept,

Signé,

DE BARBERIE DE SAINT-CONTEST.

J. B. MAHUET, &amp; PROTIN.

Comme

ANNO  
1707.

ANNO  
1707.*Commission de S<sup>r</sup> Majesté T. C. pour M. de  
Saint Contest.*

**L**OUIS, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre; A notre amé & feal Conseiller en nos Conseils, Maître des Requêtes Ordinaire de notre Hôtel, Intendant de Justice, Police & Finances en la Generalité de Metz, & sur nos frontieres de Champagne, Luxembourg & la Sarre, le Sieur de Saint Contest, SALUT. Notre tres-cher & tres-amé frere & neveu le Duc de Lorraine Nous a fait représenter que par l'article XXVIII. du Traité de Paix conclu à Ryfwick, il est porté qu'il sera rétabli, pour lui, ses Hoirs & Successeurs, dans la libre & pleine possession des Etats, lieux & biens que le Duc Charles son Oncle paternel possédoit l'an 1670. lors qu'ils furent occupés par nos Armes; Qu'en cette année-là, ledit Duc Charles possédoit la Terre & Souveraineté de Commercy, ses appartenances, dépendances & annexes; sçavoir, la moitié de cette Souveraineté acquise par ses Auteurs en l'année 1433. & l'autre moitié, par l'acquisition que le même Duc Charles en fit en 1665. du Cardinal de Retz, à qui elle appartenoit incontestablement, en qualité de Legataire universel de Charles d'Angennes son cousin germain, Damoiseau de Commercy; à l'exception de quelques Villages, que notre dit Frere & Neveu reconnoît être du Ressort du Bailliage de Vitry, & dont les Appels vont en notre Cour de Parlement de Paris; Que le Cardinal de Retz, par le Contrat de vente qu'il fit de sa moitié, se réserva la jouissance & l'usufruit, sa vie durant, tant de la moitié qu'il avoit vendue, que de celle qui appartenoit audit Duc Charles, dont il a jout paisiblement jusqu'à son décès, & dont Nous n'avons pris possession que par la voie des armes, & par les Arrêts de réunions, dont Nous avons bien voulu depuis Nous départir en faveur de la Paix generale, par l'article IV. du Traité de Ryfwick. Et comme notre dit Frere & Neveu Nous a fait proposer de nommer un Commissaire de notre part, pour, avec ceux qu'il choisira de la sienne, examiner les Droits que Nous avons sur ladite Souveraineté de Commercy, & ses dépendances, & ceux qui peuvent aussi lui appartenir, pour les régler & terminer définitivement; Nous avons cru que Nous ne pouvions choisir personne qui pût s'en acquiescer plus dignement que vous, par la connoissance que Nous avons de votre capacité, de votre vigilance, de votre zèle, & de votre attachement à notre service, dont vous avez déjà donné des preuves en plusieurs occasions importantes. **Pour ces Causes**, après Nous être fait représenter lesdits Articles IV. & XXVIII. dudit Traité de Ryfwick, & l'Article XLIX. du même Traité, qui porte que la cession ou la restitution de tous les lieux, personnes, effets, ou Droits, que Nous avons faite, n'acquiescera aucun nouveau Droit à ceux qui auront été rétablis, ou qui le devront être; Voulans favorablement traiter notre dit Frere & Neveu, & lui donner des marques de l'estime & de l'affection que nous avons pour lui, Nous vous avons commis, ordonné & député, & par ces Présentes signées de notre main, commis, ordonnons & députons, pour avec les Commissaires qui seront par lui nommez, munis de Pouvoirs justifiés, examiner les Droits & prétentions que Nous pouvons avoir dans la Terre & Souveraineté de Commercy & ses dépendances; ce qui peut appartenir à notre dit Frere & Neveu dans la même Terre & Souveraineté; de quelle manière le Duc Charles en jouissoit en 1670. & passer ensuite avec ses Commissaires, tous Traitez, Conventions, & autres Actes nécessaires, pour conserver nos Droits & prétentions légitimes, céder & abandonner à notre dit Frere & Neveu tout ce qui se trouvera lui appartenir dans ladite Terre & Souveraineté de Commercy & ses dépendances; & généralement promettre, stipuler, conclure & accorder tout ce que vous estimerez nécessaire, pour terminer entièrement cette affaire, avec la même autorité que Nous serions ou pourrions faire, si Nous y étions présents en personne, encore que le cas requiert un Mandement plus spécial: Promettant en foi & parole de Roi, d'avoir agreable, & de tenir ferme & stable à toujours, tout ce que vous aurez arrêté, conclu & signé en notre nom, & d'en fournir la Ratification en bonne forme.

TOM. VIII. PART. I.

me dans les temps dont vous serez convenu: Car tel est notre plaisir. **DONNE'** à Versailles, le dix-septième jour du mois d'Avril l'an de grace mil sept cent sept, & de notre regne le soixante quatrième.

*Signé,***L. LOUIS.***Et plus bas :*

Par le Roi,

*Signé,***COLBERT.***Et scellé du grand Sceau de cire jaune.**Commission de S. A. R. M. le Duc de Lorraine  
pour Messieurs Mahuet & Protin.*

**L**EOPOLD par la grace de Dieu Duc de Lorraine & de Bar, Roi de Jerusalem, Marchis, Duc de Calabre & de Guelbres, Marquis de Pont-à-Mousson & de Nommeny, Comte de Provence, Vaudemont, Blamont, Zutphen, Sarwerden, Salin, Falkenstein, &c. A nos très chers & Feaux le Sieur Jean-Baptiste de Mahuet, Baron du Saint Empire, Seigneur de Saulcy & Drouville, Conseiller en nos Conseils d'Etat & Privé, & premier Président en notre Cour Souveraine de Lorraine & Barrois; Et le Sieur Paul Protin, aussi Conseiller d'Etat des Nôtres, & Maître des Requêtes Ordinaire de notre Hôtel, SALUT. Ayant jugé du bien de notre service de nommer & commettre quelques personnes de notre part, pour, avec le Commissaire qui sera dénommé par le Roi Très-Chrétien, entrer en connoissance des difficultez & contestations qui se rencontrent entre Sa Majesté Très-Chrétienne & Nous, au sujet de la Souveraineté des Terre & Seigneurie de Commercy, & Villages en dépendans; sçavoir faisons; qu'étans pleinement informez de votre capacité, expérience, bonne conduite, fidélité, & affection au bien de notre service; **ACES CAUSES**, & autres bonnes & justes à ce Nous mouvantes, Nous vous avons commis, nommé, ordonné & député, commettons, nommons, ordonnons & députons par ces Présentes pour nos Commissaires, & en cette qualité reconnoître avec le Commissaire qui sera par ellement nommé par Sa Majesté T. C. toutes les difficultez & contestations qui se rencontrent au sujet de la Souveraineté desdites Terre & Seigneurie de Commercy, ses appartenances & dépendances, les terminer, régler & décider entre vous & lui, ainsi qu'il sera jugé plus convenable, & en passer tous Traitez & autres Actes à ce nécessaires; De quoi faire Nous vous avons donné & donnons tout Pouvoir, Commission, & Mandement exprès & spécial. Promettant d'avoir pour agreable, ferme & stable, approuver, confirmer & ratifier tout ce dont vous serez convenus en notre nom à cet effet. Mandons à tous nos Officiers, Justiciers, Hommes & Sujets qu'il appartiendra, de vous reconnoître en qualité de nos Commissaires, & de vous donner toute l'assistance dont vous pourrez avoir besoin pour le fait de ladite Commission: Car ainsi Nous plait. En foi de quoi Nous avons aux Présentes signées de notre main, & contresignées par l'un de nos Conseillers Secretaires d'Etat, Commandemens & Finances, fait mettre & appandre notre grand Sceau. **DONNE'** en notre Ville de Lunéville, le 20. Fevrier mil sept cens sept.

*Signé,***LEOPOLD.***Et plus bas :*

Par Son Altesse Royale,

**J. LE BEGUE,***Et scellé du grand Sceau de cire rouge. Collationné,**Signé,***DE BARBERIE DE SAINT CONTEST,****J. B. MAHUET & PROTIN.****Ec***Rais.*



ANNO  
1707.

Ratification de Sa Majesté T. C.

**L** OUIS par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre; A tous ceux qui ces Presentes Lettres verront, **SALUT**. Ayant vu & examiné les Articles du Traité conclu & signé en notre nom le septième de ce mois, entre notre aimé & feal le Sieur de Saint Contest, Conseiller en nos Conseils, Maître des Requêtes ordinaire de notre Hôtel, Intendant de Justice, Police & Finances de la Généralité de Metz, & sur nos frontières de Champagne, Luxembourg & de la Sarre, en vertu du plein Pouvoir que Nous lui en avons donné; & entre les Sieurs de Mahuet, Conseiller d'Etat de notre tres cher & tres-ami Frere & Neveu le Duc de Lorraine, & premier Président en sa Cour Souveraine de Lorraine; Et le Sieur Protin, aussi Conseiller d'Etat de notre dit Frere & Neveu, & Maître des Requêtes ordinaire de son Hôtel, munis pareillement des Pouvoirs nécessaires; duquel Traité la teneur s'ensuit.

Nous Dominique de Barberie, Chevalier Seigneur de Saint Contest & autres lieux, Conseiller du Roy en ses Conseils, Maître des Requêtes Ordinaire de son Hôtel, Intendant de Justice, Police & Finances en la Généralité de Metz, frontières de Champagne, du Luxembourg & de la Sarre, Commissaire nommé par Sa Majesté, par Commission du dix-sept Avril dernier, &c.

Nous ayant agreable le susdit Traité, en tout & un chacun les Points & Articles qui y sont contenus & declarez, avons iceux lue, approuvé & ratifié, louons, approuvons & ratifions par ces Presentes signées de notre main; Promettant, en foi & parole de Roy, de l'accomplir, observer, & faire observer sincèrement & de bonne foy, sans souffrir qu'il soit jamais allé directement ou indirectement au contraire, pour quelque cause & occasion que ce puisse être. En témoin de quoi Nous avons signés ces Presentes, & à icelles fait apposer notre scel. **DONNE'** à Marly le trente & unième jour de May l'an de grace mil sept cent sept, & de notre Regne le soixante cinquième.

Signé,

**LOUIS.**

Es plus bas :

Par le Roy,

Signé,

**COLBERT;**

Es scellé du grand Sceau de cire jaune.

Ratification de S. A. R. Monseigneur le Duc de Lorraine.

**L** EOPOLD par la grace de Dieu Duc de Lorraine & de Bar, Roi de Jerusalem, Marchis, Duc de Calabre & de Guelbres, Marquis de Pont-à-Mousson & de Nommeny, Comte de Provence, Vaudemont, Blamont, Zutphen, Sarwerden, Salm, Falkenstein, &c. A tous ceux qui ces Presentes verront, **SALUT**. Ayant vu le Traité que nos tres chers & feaux le Sieur Jean Baptiste de Mahuet, Baron du S. Empire, Seigneur de Saulcy & de Drouville, Conseiller en nos Conseils d'Etat & Privé, Président en notre Cour Souveraine de Lorraine & Barrois; & le Sieur Paul Protin, aussi Conseiller d'Etat des Nôtres, & Maîtres des Requêtes ordinaire de notre Hôtel, Commissaires par nous députez en vertu du Pouvoir que Nous leur avons donné, auroient conclu, arrêté & signé en la Ville de Metz, le septième du présent mois de May, avec le Sieur Dominique de Barberie de Saint Contest, Conseiller du Roi T. C. en ses Conseils, Maître des Requêtes ordinaire de son Hôtel, Intendant de Justice, Police & Finances en la Généralité de Metz, frontières de Champagne, du Luxembourg & de la Sarre, & son Commissaire pareillement muni de son Pouvoir, duquel Traité la teneur ensuit.

Nous Dominique de Barberie, Chevalier Seigneur de Saint Contest & autres lieux, Conseiller du Roy en ses Conseils, Maître des Requêtes ordinaire de son Hôtel, Intendant de Justice, Police & Finances en la Généralité de Metz, Frontières de Champagne, du Luxembourg, & de la Sarre, Commissaire nommé par Sa Majesté, par Commission du dix-sept Avril dernier, &c.

Nous avons le susdit Traité agréé, approuvé & ratifié, agréons, approuvons & ratifions par ces Presentes; Promettant en foi & parole de Prince, de l'accomplir, observer & faire observer en tous ses Points & Articles, sans souffrir que pour quelque cause & occasion que ce soit, il y soit contrevenu directement ni indirectement. En témoin de quoi Nous avons ausdites Presentes signées de notre main, & contresignées par l'un de nos Conseillers Secretaires d'Etat, Commandemens & Finances, fait mettre & appendre notre grand Scel. **DONNE'** en notre Ville de Lunéville, le quatorzième dudit mois de May mil sept cent sept.

Signé,

**LEOPOLD.**

Es plus bas :

Par Son Altesse Royale,

Signé,

**J. LE BEGUE.**

Proces-verbal de Prise de possession par M. Mahuet, pour S. A. R. M. le Duc de Lorraine.

**C** E JOUR D'HUI dix-neuvième Aoust mil sept cent sept. Nous **JEAN-BAPTISTE MAHUET**, Chevalier Seigneur de Saulcy, Drouville, & autres lieux, Conseiller d'Etat de Son Altesse Royale, Premier Président en la Cour Souveraine de Lorraine & Barrois, Commissaire par Elle nommé par Lettres expédiées à Lunéville, le quatorze du présent mois, signées de Sadite Altesse Royale, & contre signées **LANGE'**, & scellées de son Scel secret, à l'effet de prendre pour Elle & en son nom, possession de la Souveraineté des Châteaux, Ville, Bourg & Faubourg de Commercy, ses appartenances, dépendances & annexes, en execution du Traité passé en la Ville de Metz le troisième May dernier, entre Monsieur Barberie de Saint Contest, Conseiller du Roi tres-Chrétien en ses Conseils, Maître des Requêtes Ordinaire de son Hôtel, Intendant de la Généralité de Metz, & Commissaire nommé par Sa Majesté Tres-Chrétienne d'une part; Nous, & Monsieur **PROTIN**, Chevalier Seigneur de Vulmont, Conseiller d'Etat de Son Altesse Royale, Maître des Requêtes Ordinaire de son Hôtel, Commissaires nommez par Sadite Altesse Royale, d'autre part; à l'effet de terminer les difficultez & contestations qui se rencontroient entre Sa Majesté Tres-Chrétienne & Sadite Altesse Royale, au sujet de la propriété de la Souveraineté de la Terre & Seigneurie de Commercy, ses appartenances, dépendances & annexes, ledit Traité ratifié par Son Altesse Royale le quatorze dudit mois de Mai, & par Sa Majesté Tres-Chrétienne le trente & unième du même mois; Nous étant transportez en cette Ville de Commercy pour l'execution de notre Commission & dudit Traité, par lequel il est convenu & arrêté qu'en vertu du Traité de Paix conclu à Ryswick le trentième Octobre de l'année 1697. Sadite Altesse Royale devoit être rétablie & maintenue en la pleine & paisible possession de la Souveraineté de ladite Terre & Seigneurie de Commercy, ses appartenances, dépendances & annexes; Nous avons fait avertir les Sieurs Charles-François Durand, Jean Noirel, & Henry-François Bonnet, Président & Juges de la Cour Souveraine des grands Jours dudit Commercy, & le Sieur François-Anne Dupuy, Procureur General de ladite Cour, de se rendre dans la Salle de leurs Séances ordinaires, accompagnés de leurs Greffiers & Huissiers; Ou nous étant pareillement rendu, & ayant pris séance, Nous y avons mandé les Prevôts de la Justice ordinaire dudit lieu, leurs Lieutenans, les Procureurs Filicaux, & leurs Substituts, les Pre-

ANNO  
1707.

ANNO 1797. vôt, Procureur, Syndic & Secrétaire de la Justice des Chanoines dudit lieu, les Officiers de l'Hôtel commun de ladite Ville, & les Maires de tous les Villages dépendans de ladite Terre & Seigneurie : Tous lesquels ayant comparu ; Scavoir M. Jean Baptiste Raillard, Prevôt, pour Madame la Princesse de Lillbonne, Dominique Rouyer son Lieutenant, François Lallemand Procureur d'Office de ladite Dame, François Dominique Lallemand son Substitut, Nicolas Martin, Humbert Saintin, & Nicolas Martinot Greffier desdites Prevôtes ; les Sieurs Jean Guillermin, Prevôt de la Justice des Chanoines, Jean Haybelot Syndic, & Nicolas Rouyer Secrétaire ; M. Dominique Rouyer Maire de Commercy, François la Paillette le jeune, Lieutenant, Anthoine Denis, Nicolas Gallois, & Gilbert Baudot Echevins, ledit Dominique Rouyer Maire de Breuil, Jean Larcher Maire d'Euville, Jean Hebert, & Christophe Saintin Maire de Lécrouville, Claude Desboeufs Maire de Chonville, Jacques Toussinel Maire de Saint-Aubin, Gerard Petit, Maire de Mesnil la Horgne, Pierre Lacion Maire de la Neuville au Rup, Claude Fromont & Martin Maury Maire de Méligny le grand, Nicolas Rouyer Maire de Ville-Isley.

Nous leur avons déclaré qu'en vertu du Traité dudit jour septième May dernier, des Ratifications qui en ont été bien & dûment faites & échangées, & de notre Commission dont nous leur avons fait donner lecture, nous étions venus pour prendre, comme effectivement nous prenons en leur présence possession au nom de Son Altesse Royale, de la Souveraineté de ladite Terre & Seigneurie de Commercy, ses appartenances & dépendances annexes ; pour en jouir par Sadite Altesse Royale dans les Châteaux, Ville, Bourg & Fauxbourg dudit Commercy, & encore dans les Villages de Breuil, Lécrouville, & Euville, en tous Droits de Souveraineté, ainsi que les Ducs les Prédecesseurs, & les Seigneurs Damoiselaux de Commercy en ont ci-devant joui, & en jouissoient en l'année 1670. Et encore dans les Villages de Ville-Isley, Saint-Aubin, Méligny le grand, Mesnil la Horgne, Chonville, & la Neuville au Rup, leurs appartenances, dépendances & annexes, sous le ressort néanmoins de la Justice desdits six Villages, leurs appartenances, dépendances & annexes, au Bailliage Royal & Siège Présidial de Vitry, & en cas d'appel au Parlement de Paris. Et en conséquence, nous avons ordonné que par M. Philippe Larcher, Greffier par nous commis, ledit Traité, notre Commission, & notre présent Procès-verbal seront registrez dans les Registres de la Cour Souveraine desdits Grands Jours, & que par les Greffiers ordinaires desdites Prevôtes & Hôtel de Ville, ils feront pareillement registrez dans les Registres desdites Juridictions, pour être le contenu audit Traité exactement suivi & exécuté selon la forme & teneur.

Ensuite de quoi, & du Pouvoir qu'il a plu à Son Altesse Royale de nous donner, avons destiné lesdits Sieurs Durand, Noirel, Bonnet & Dupuy des Offices & Commissions, en vertu desquels ils exerçoient la Jurisdiction de la Cour Souveraine des Grands Jours de Commercy, de même que le Greffier & les Huissiers de ladite Cour, & leur avons fait desdites d'y plus faire les fonctions des emplois dont ils étoient revêtus, en vertu des Titres & Commissions qu'ils en avoient. Et de la même autorité, nous les avons établis, sous le bon plaisir de Son Altesse Royale, pour y faire les mêmes & semblables fonctions, en son seul nom, sous son Scel, & sous son autorité Souveraine, tant qu'il lui plaira, avec les mêmes titres & qualitez, Séances, Honneurs, Prérogatives, Autoritez, Prééminences, Franchises, Privilèges, Droits, Emolumens, profits & revenus dont ils ont ci-devant joui, & dû jouir de Droit. A l'effet de quoi Nous avons pris & reçu d'eux le serment au cas requis. Avons en outre enjoint ausdits Prevôts, & encore au Prevôt, Procureur Syndic des Chanoines dudit lieu, dont les appellations ressortissoient immédiatement à ladite Cour Souveraine, ensemble aux Maires & Officiers de l'Hôtel de ladite Ville, de bien & fidèlement exercer leurs emplois, sous l'autorité Souveraine de Son Altesse Royale, de même qu'aux Maires des Villages de Breuil, Lécrouville, & Euville, de reconnoître pour Juges Souverains, & en dernier ressort, les Présidens & Officiers par Nous établis pour exercer la Jurisdiction de ladite Cour Souveraine des Grands

TOM. VIII. PART. I.

ANNO 1797. jours : Enjoignant pareillement à ceux des Villages de Ville-Isley, Saint-Aubin, Chonville, Méligny le grand, Mesnil la Horgne, & la Neuville au Rup, de reconnoître, comme ils ont fait ci-devant, les Gens tenans le Bailliage Royal & Siège Présidial de Vitry pour Juges du Ressort de leurs Justices, & en cas d'Appel, le Parlement de Paris ; & à tous les Hommes, Sujets, Officiers, Justiciers & Habitans de la Souveraineté de ladite Terre & Seigneurie de Commercy, ses appartenances, dépendances & annexes, de se comporter en tout comme bons & fideles Sujets de S. A. R. doivent faire, & de lui obéir fidèlement en tout ce qui leur sera ordonné & commandé de sa part. A l'effet de quoi Nous avons pareillement pris & reçu le serment au cas requis, desdits Prevôts, leurs Lieutenans, Procureurs fideaux, leurs Substituts, & des Officiers dudit Hôtel de Ville, & des Maires de tous lesdits Villages, en présence des plus notables Ecclesiastiques & bourgeois de ladite Ville & Souveraineté. FAIT en la Salle de l'Audience de la Cour Souveraine des Grands Jours dudit Commercy, ledit jour dix-neuvième Août mil sept cens sept.

Signé ;

J. B. MAHUET,  
DE LAHEVILLE,  
DURAND,  
J. NOIREL,  
H. F. BONNET,  
DUPUY,  
J. B. RAILLARD,  
BRADY,  
F. LALLEMAND,  
F. D. LALLEMAND Substitut,  
BARROIS,  
L. S. NICOLAS, Doyen & Curé de Commercy,  
LA PAILLOTTE Lieutenant de Maire,  
BAULIN Avocat,  
D. ROUYER Maire,  
ANTHOINE DENIS,  
NICOLAS GALLOIS,  
F. LARTILLIER Avocat,  
C. BAUDOT,  
N. THOMAS Substitut,  
FRANÇOIS LA PAILLOTTE Lieutenant de Prevôt,  
GUILLERMIN Prevôt,  
MARTINOT Greffier,  
J. HEYBLot Procureur Syndic du Chapitre,  
N. ROYER Secrétaire,  
D. MAILLOT Prieur de Breuil,  
D. LOUIS POINSIGNON Procureur,  
J. HEBERT.  
JEAN CHEVENIER,  
JEAN LARCHER Maire d'Euville,  
NICOLAS GUICHARD,  
J. VOITOU,  
J. BICRAT,  
C. DESBOEUFs Maire de Chonville,  
JACQ. TOUSSENEL,  
C. SAINCTIN,  
G. PETIT,  
N. ROUYER,  
F. B. RAMBONNET Prieur de l'Abbaye de Réval,  
C. FROMONT,  
F. JEAN BOTTIN Procureur de l'Abbaye de Réval,  
M. MAURY, & LARCHER Greffier de la Cour.

Ec 2

LXXXVIII.



ANNO

LXXXVIII.

1707. *Traité par lequel la Ville & Cité de Tournai, se soumet pour sa Banlieue ancienne & nouvelle, aux Contributions de Guerre ordonnées par L. H. P. les Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES. Fait à Gand le 30. Juillet 1707. [Pièce autentique tirée des Registres de la Ville & Cité de Tournai.]*

*DE Raad van Staete der Vereenigde Nederlanden gesien en geexamineerd hebben de het Accord door den Onsfinger der Contributien Johan Theodoor Wierds als daar soe wegens haar Ed. Mog. geauthorisert gestooten over der Contributien met die van het Banlieue van Doornick op de 30. Julii laast leede volgende hier na van woerde te woerde.*

Nous Jean Theodore Wierds ayans la direction des Contributions pour le service des Etats Generaux des Provinces Unies, autorisé de la part du Conseil d'Etat desdites Provinces d'une part, Jean Baptiste Vivequin, Maximilien Cambier, & Pierre François de la Rue, respectivement deputez pour les Banlieues ancienne & nouvelle de la Ville de Tournay au del à de l'Escault costé de Lille & de la Flandres d'autre part, pour traiter de la Contribution de la presente année, qui est commencée le quinze de May dernier à finir à pareil jour de l'an mil sept cens huit, declaram, sans tirer à consequence pour la suite, qu'il sera payé par lesdites Banlieues ancienne & nouvelle avec les dependances la somme de sept mille cinq cens Florins argent de change, pour toute Contribution, Fourrages, Vaches & autres choses, generalement quelconques qui pourroient être exigibles à ce titre ou autres charges de quelque nom qu'on les puisse nommer & qualifier pendant ledit terme, sans les Droits de Sauvegardes dont il en sera pris & payé deux pendant ladite année par chaque Paroisse de ladite Banlieue ancienne & nouvelle à raison de cinq Escus chacune, & deux escalins de permission pour les Droits d'enregistrement, excepté les Droits de Comptoir.

II. Le payement de la ditte somme de sept mille cinq cens Florins sera entre les mains dudit Sr. Wierds en quatre termes, dont le premier escherra au quinze d'Aoust prochain, le deuxiesme pendant tout le mois d'Octobre aussi prochain, le troisieme pendant le mois de Janvier mil sept cens huit, & le dernier au dix d'Avril de la mesme année.

III. Au moyen de quoy les Partis qui pourroient être envoyez dans lesdites Banlieues pour le service des Alliez, seront tenus d'y vivre en bonne ordre & discipline de Guerre, & ils n'y rafraichiront que pour leur Argent, sans être en aucune maniere à charge auxdites Banlieues, & s'ils faisoient le contraire, il sera tenu des Procès verbaux deuement verifiez par les Officiers ou Gens de Loy des Lieux des dommages & interets qu'ils y auront causez, pour en être tenu compte sur ladite Contribution.

IV. Les Habitans desdites Banlieues pourront prendre les Armes contre les Marodeurs, Voleurs, & les Partis qui ne seront pas munis de Passeports suffisans, sans que pour cela ils soient reputez avoir commis aucune hostilité ou chose contraire au present Traité.

V. Les Generaux, Commandants, & autres Officiers desdits Alliez, ne pourront exiger desdits Habitans aucune chose, soit à titre de donation, presents, courtoisie, ou autrement, sous quelque pretexte que ce puisse être, & si nonobstant le present Traité, ils en exigeoient quelque chose, il en sera dressé des Procès verbaux par les gens de Loy ou Officiers des Lieux, lesquels étans trouvez veritables seront envoyez audit Sieur Wierds, pour les examiner, & en tenir compte sur ladite Contribution.

VI. En sorte que les Habitans desdites Banlieues, tant Nobles qu'autres, de telle qualité qu'ils soient, excepté les Militaires, demeureront en toute seureté avec leurs Biens, Bestiaux, Grains, Fourrages, Utenfiles, Denrées & tous autres effects generalement quelconques, & pourront aller venir & trafiquer librement dans toute l'étendue des Terres & Places de leur Souverain, & de ses Alliez, pourveu qu'ils soient munis d'un Certificat de la Justice ou gens de Loy de leur residence.

VII. Il sera delivré de Passeports gratis aux grand

Prevoist, Majeur, Commis aux Finances; Conseiller Pensionnaire, Subdelegué de l'Intendant, Commis au Logement, Procureur Fiscal, Greffier & Tresorier de ladite Ville, & auxdits Cambier & de la Rue Deputez, pour leurs Personnes, Femmes, Enfants & Domestiques, ensemble ou sepárement en telle voiture qu'il leur plaira.

VIII. Que les Seigneurs & Dames des Paroisses & Seigneuries esdites Banlieues, les Baillifs, Greffiers Collecteurs des Tailles des Communautés aussi bien que les Laboureurs du College demeurans dans ladite Ville pourront aller & venir librement, & en toute seureté, faire les fonctions de leurs Charges dans les Villages, de ladite Banlieue de Tournay, & en general il sera permis conformement à la resolution de leurs Nobles Puissances, du 27. Janvier de la presente année, que les Habitans de ladite Banlieue de Tournay gagnant leur vie à l'Agriculture ou Negoce & demeurant dans le plat Pais à une lieue des Terres d'Espagne occupés par les Armes des Alliez, d'aller l'espace d'une lieue sur lesdites Terres & au plus proche marché & plat Pais d'Espagne, munis d'un Certificat des Gens de Loy de leurs Villages.

IX. Que les Habitans desdites Banlieues & les Laboureurs dudit College, étans commandés comme Pionniers, ou bien avec leurs Chevaux, Chariots, ou Charettes, pour le service de leur Souverain, ses Armées ou Alliez, pourront aller & retourner librement avec leurs outils, Chevaux, Charettes, ou Chariots par toutes lesdites Terres sans être de bonne prise, moyennant un Certificat des Officiers ou Gens de Loy de leur residence, & qu'ils vout par ordre de leurs Superieurs pour le service de leurdit Souverain, ou de ses Alliez, tant dans les Armées que dans les Places.

X. Il a été convenu que l'or & l'argent monnoyé dont les particuliers desdites Banlieues & autres ci-dessus specifiez se trouveront porteurs & celui qu'ils conduiront provenant des Contributions, Aides & Subsidies, Denrées & Manufactures, ne sera point reputé de contrebande, & pourra être conduit librement sur la foy tant des Certificats du Magistrat de ladite Ville, & des Officiers ou Gens de Loy des Paroisses desdites Banlieues, que de tous Passeports, qui pourroient être delivrez.

XI. Il sera permis aux Habitans de ladite Ville de Tournay d'aller & venir librement dans tous les Faubourgs de ladite Ville, y compris la Chartreuse & la Tombe.

Le present Traité sera ratifié de part & d'autre dans le terme de douze jours; savoir de la part dudit Sieur Wierds, par les Seigneurs du Conseil d'Etat des Provinces Unies, se faisant fort de tous leurs Alliez, nuls exceptés, & de la part desdits Srs. Deputez de leurs Principaux. Ainsi fait triple à Gand le trente de Juillet mil sept cens sept,

*Was geteekent,*

J. T. WIERTS,  
F. DE LA RUE,  
M. CAMBIER,  
JEAN BAPTISTE VIVEQUIN.

*Lager stont,*

Moy present,  
*En gecontrasigneert,*  
FRANÇOIS DENIK.

Heeft het voorst. Accord geapprobeert en geratificeert, approbeert en ratificeert 't selve in kragt deeser belovende 't selve in alle deele te sullen doen observeren en naarkomen,  
Aldus gedaan in s'Gravenhage den 13. Septembre 1707.

*Ondertekent,*

V. DEDEM, vt.

Onder stont ter Ordonnantie van de Raad van Staete,

*Ondertekent,*

J. VAN SLINGELANDT.

*Collationné & trouvé accorder à son Original, temoin le seing du Greffier Civil de la Ville & Cité de Tournay, cy mis jointement le Cachet secret de ladite Ville.*

D. VAEFFELART.  
LXXXIX.

ANNO  
1706.

ANNO  
1707.

LXXIX.

11. Août.  
21. Août.  
1. Sept.

*Articuli Conventionis inter Augustissimum Cæsarem JOSEPHUM, & CAROLUM XII. Regem Suecie in puncto liberi Religionis Exercitii Incolis Silesiæ Augustanæ Confessioni additis, concessi, quorum primus in Castris Regiis Alt-Ranspadiensibus die 11. Augusti initus est, reliqui vero in eisdem Castris die 21. Augusti 1. Septembris. 1707. [LEHMANNUS Suppletus & Continuatus inter Acta Religionis Silesiaca. pag. 848. LUNIG. Teutisches Reichs Archiv. Part. Special. Abtheil. I. Abfag. I. pag. 203. en Allemand & en Latin.]*

*Promissitur a parte Sac. Cæsar. Majestatis*

## ARTICUL. I.

**L**IBERUM Religionis Exercitium, quod Principibus Silesiæ, Comitibus, Baronibus, Nobilibus, eorumque Subditis, nec non Civitatibus, Suburbis, & Pagis Augustanæ Confessioni additis, Pace Otinaburgensi est concessum, non modo saluum & imperturbatum fore, sed etiam, quæ contra genium ejus Pacificationis Sentum innovata reperiuntur, sequentibus modis correctum iri:

§. 1. Quæ Tempia & Scholæ in Principatibus Liginitio, Briga, Munsterberga, ac Oelsa, ut & Urbæ Vratislaviæ, Civitatibusque reliquis, Suburbis & Pagis post Pacem Westphalicam adeptæ sunt, sive Catholicis Sacris initiata, sive tantum oculis fuerint, illa in eum statum, in quo tempore dictæ Pacificationis erant, reponantur, & Augustanæ Confessionis additis cum eundem Juribus, Privilegiis, Redibus, Fundis, Bonisque eo pertinentibus, intra Semestre spatium ad summum aut citius restituantur.

§. 2. Ecclesiis, quæ Tempia habent extructa ad moenia Civitatum Schwidnitz, Javorii, ac Glogoviz, non tantum liberum esto, tot alere Sacerdotes, quot sacris administrandis sufficiant, verum & pro Educatione Liberorum Scholæ prope eadem Tempia habere & insulaurare.

§. 3. In his vero locis, ubi publicas Augustanæ Religionis Utus interdixit esse, nemo prohibebitur, cultum divinum pacifice & tranquille in Aedibus suis pro se, suisque Liberis, Inquilinis ac Domesticis peragere, Liberosque suos exteris fide Religionis Scholis, aut privatis Domi Præceptoribus instituendos tradere: Nec quisquam Augustanæ Confessionis in Silesiâ cogetur Sacris Catholicorum interesse, Scholæ eorum frequentare, Religionem amplecti, aut Parochos Catholicorum, ad Actus Ministeriales, velut Copulationis, Baptizationis, Funerales, Communicationis Sacræ, aliosque ejusmodi adhibere, sed integrum cuique erit, horum Negotiorum causa, ad Loca vicina intra vel extra Silesiam, ubi Augustana Religio viget, se conferre, solutis Parocho Loci is, quæ ex veteri Usu debentur. Porro non impediuntur Sacerdotes Augustanæ Confessionis, cum accersentur, ægros suæ Religionis sub Catholicorum Jurisdictione degentes invisere, nec non captivis & ad mortem damnatis communicando, conducendo, & consolando, adesse.

§. 4. Nobiles alique Catholicæ Fidei, qui in Parochiis Augustanæ Religionis additis degunt, aut Fundos habent, Parocho Ecclesiæ Augustanæ Decimas, aliosque Reditus, qui Stolæ nomine veniunt, solvere tenentur.

§. 5. Pupillis ac Orphanis, qui Parentibus Augustanæ Confessionis nati sunt, cujuscunque Sexus & Conditionis fuerint, Tutores ac Curatores diversæ Religionis non obtulerunt, multo minus hinc fas erit pupillis in Monasteria abdere, suæque Religionis Principis imbucere, & cum Matribus de Jure naturali competat Tutela ac Educatio Liberorum suorum, licetum esto illis, ubi Tutores ac Curatores legitimi aut Testamentarii non adsunt, alios Augustanæ Religionis expetere, sibi que adjungere.

§. 6. Cum Negotium Religionis causa incidat, à Præfecto aut Judice Sabellii inferioris Executioni non mandabitur, antequam is, cui lis intentatur, ad Supremum Silesiæ Regimen, aut ipsam Sacram Cæ-

saream Majestatem, illud deferre possit, ibique Jus experiri: Proinde licitum erit Statibus Augustanæ Religionem profitentibus hunc in finem certos Homines ac Mandatarios, ad Aulam Cæsaream propriis sumptibus alere ac sustentare.

§. 7. Causæ Matrimoniales, aliæque ad Religionem spectantes Consistorio Catholico, vel non subiciuntur; aut secundum Canones, in Augustana Religione receptos; judicabuntur: In his vero Principatibus; ubi tempore Pacis Westphaliæ Consistoria Augustanæ Confessionis fuerunt, juxta veterem usum restituta sunt, quæ ejusmodi Causas examinant, decidentque, salva ubique Appellatione ad summum Principem.

§. 8. Nullæ amplius Ecclesiæ ac Scholæ in Civitatibus, Suburbis, ac Pagis per universam Silesiam, ubi Augustanæ Religionis Exercitium adhuc manet; sive à Collatione Cæsareâ sive aliorum Patronorum Catholicorum dependeat; auferentur, sed cum Pastoribus ac Collegiis Scholarum conservabuntur & protegentur. Patronis quoque Ecclesiarum Jus saluum esto; vocandi Sacerdotes ac Ministros Religionis Augustanæ ad munia in Ecclesiis & Scholis obeunda, nec illis impedimento erunt Contradictiones Catholicorum, qui Jus Patronatus habent simultanei; qui si tergiversentur, nec intra tempus consuetum se declarant, Universitati facultas esto, Sacerdotes ac Ministros Scholarum idoneos vocandi; sine tamen diminutione Juris Patrono hac in Causa competentis.

§. 9. Nobiles, Vassalli, ac Subditi Augustanæ Religionis ab Officiis Publicis; quatenus ad ea idonei fuerint, non arceantur, neque vetabuntur, Bona sua vendere, & extra Territorium, cum libitum fuerit, commigrare, quemadmodum Pace Westphalica fuit est expositum.

§. 10. Sacra Cæsareâ Majestas amicis Sacræ Regiæ Majestatis Sueciæ, Principum, ac Statuum ejusdem Religionis Interventionibus ac Intercessionibus pro majori Exercitii Religionis Libertate, iisdem Statibus obtinenda, locum relinquere, non recusabit; ad mentem Pacis Westphaliæ.

§. 11. Mandabit pariter recepto more; ut quæ hic ita acta ac transacta sunt, non tantum ad dictum tempus Executioni tradantur, sed etiam, ut omnes ac singuli Articuli, qui hic comprehenduntur, exacte, ac bona fide quovis tempore observentur, ac impleantur. Quemadmodum is nunc quoque & in perpetuum vim Legis tribuit, nullis contrariis Rescriptis ac Mandatis infringendæ. Permittit denique ut Minister Sueciæ Executioni adstet, ac eorum, quæ hoc in Negotio aguntur, Communicationem accipiat. Dabantur in Castris Regiis Alt-Ranspadiensibus die 11. Augusti 1707.

JOHANNES WENCESLAUS,  
Comes WRATISLAV.

(L. S.)

*Ultiores Articuli Conventionis inter Sac. Cæsaream Majestatem ac Sereniss. Potentissimumque Regem Sueciæ die 21. Augusti. (1. Septem.) A. MDCCVII. in Castris Regiis Alt-Ranspadii consummate.*

## ARTICULUS II.

**C**UM S. R. M. Sueciæ maxime sibi cordi esse testata sit Serenissimæ Domus Holfato-Gottorpensis commoda; pollicetur Sac. Cæsareâ Majest. se, cum ab hac Ducali Domo decenti modo requiratur, Pactum illud, quod Capitulum Lubecenfe An. 1647. de eligendis ex illa in sextam usque generationem Episcopis ac Coadjutoribus iniverat, prævia cognitione intra spacium quatuor mensium confirmaturam.

§. 1. Propensam insuper se declarat ad continuandum in Domo regnatrice Holfato-Gottorpensi Jus Primogenituræ, ordinatione Ducis Johanni Adolphi die 9. Januarii 1608. introductum; quatenus à subsequitis continua serie Cæsariis confirmatum est: Adeo, ut, cum supra memoratum Pactum, tum hanc toties constabilitam Ordinationem, recepta in Aula Cæsareâ forma, non tantum confirmare velit, verum

ANNO  
1707.



ANNO rum etiam hinc quæsitum Seren. Domus Holfato  
1707. Gottorpensis Jus in vigore suo conservare, neque  
permittere, ut quicquam in contrarium unquam sta-  
tuatur.

## ARTICUL. III.

Remittit Sac. Cæsarea Majest. S. R. Majestati  
Sueciæ omne subsidium Militis five pecunie, alius-  
que Præstationis, quam ob Provincias suas Germa-  
nicas, cum ad priora tempora, tum ad præsens à  
Sac. Cæsar. Majestate & Imperio, contra Galliam  
ejusque Afflicta decretum Bellum conferre tenebatur,  
& durante Bello hoc, debere poterit. Neque fas erit  
eo nomine S. R. Majestatem ejusque Successores,  
aut Regnum Sueciæ ipsasque Provincias Germanicas,  
quavis ratione, ullo tempore compellere aut moles-  
tare: Manente alias omni nexu, quo, extra hanc  
remissionem, propter Provincias has S. Cæs. Majes-  
tati ac Imperio obstricta est & impolterum obstricta  
erit.

## ARTICUL. IV.

Ut autem hisce promissis eo majus robur addatur,  
certiorque fides fit, omnia ac singula, quæ in his  
continentur, sancte ac inviolabiliter servatum iri: S.  
Regia Majest. Sueciæ potestas relinquitur, eos quos  
voluerit, fidei-Jussores pro his nominandi atque sus-  
cipiendi.

In quorum omnium fidem Sac. Cæs. Majest. Mi-  
nister Plena Potestate instructus, præsentem Con-  
ventionem subscriptam Sigillo suo solito confirmavit, at-  
que à Sac. Cæs. Majestate intra terminum duarum  
Septimanarum, ab hoc die computandam, ratam  
habuit, ipsumque adeo Ratihabitionis Instrumen-  
tum rite extraditum iri, promissit. Dabantur in Cas-  
tris Regiis Alt-Rantadenibus die 21. Augusti  
(1. Sept.) 1707.

(L. S.)

JOHAN. WENCESLAUS,  
Comes WRATISLAV.

*Declaratio CAROLI XII. Sueciæ Regis, erga  
suam Majestatem Cæsaream JOSEPHUM I.,  
quod pro firmanda necessitudine inter se, & suam  
Cæsaream Majestatem, Pacem Osnabrugensem  
inviolatè custoditurus, Copiasque suas ex Silesia,  
quam primum Ratihabitionis Conventionis Alt-Ram-  
tadiensis secuta fuerit, educaturus sit. Datum  
Wolkowitz 21. Augusti 1. Septembris 1707.  
[LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part.  
Special. Abthell. I. pag. 208.]*

**N**OS CAROLUS, DEI gratia Suecorum, Go-  
thorum, Vandalorumque Rex, Magnus Prin-  
ceps Finlandiæ, Dux Scaniæ, Estoniæ, Livoniæ,  
Cæliæ, Bremæ, Verdæ, Stettini, Pomeraniæ, Cas-  
subiæ & Vandalæ, Princeps Rugiæ, Dux Ingræ, &  
Wismariæ, nec non Comes Palatinus Rheni, Bava-  
riæ, Juliæ, Cliviæ, & Montium Dux, &c. Notum  
testaturque facimus, quod quandoquidem Sereni-  
ssimus ac Potentissimus Princeps ac Dni. Dni. JOSE-  
PHUS, Romanorum Imperator semper Augustus,  
Germaniæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croa-  
tiæ, Sclavoniæ Rex, Archi-Dux Austriæ, Dux Bur-  
gundiæ, Brabantie, Stiriæ, Carinthiæ, Carniolæ,  
Marchio Moraviæ, Dux Luttenburgiæ, ac superio-  
ris Silesiæ, Wurtembergæ & Tece, Princeps Sue-  
viæ, Comes Habsburgi, Tyrolis, Pniti, Terræ Ky-  
burgii & Goricii, Landgravius Alsatia supra Ana-  
lium & Marchio Sacri Romani Imperii Burgoviæ,  
ac superioris & inferioris Lusitiæ Dux Marchiæ,  
Sclavoniæ, Portus Naonis & Salinarum &c. Frater  
& Consanguineus & Amicus noster charissimus mis-  
so ad Castra nostra Consiliario suo intimo, & Regni  
Bohemiæ Cancellario, Illustriss. Johann. Wenceslao  
Comite de Wratislau, natus forte inter nos con-  
troverfias componi fecisset iis Conditionibus, quas In-  
strumentum superius confectum d. 21. Augusti (1. Sep-  
tembr.) nuper præterlapso, atque à dicto Ministro  
signatum nobisque extraditum dilucide exprimit ac  
comprehendit; Nos igitur non minus prout cum ad

vetrem, quæ nobis cum Sacra Cæsarea Majestate,  
Augustaque Domo Austriaca intercedit necessitudi-  
nem firmandam consolidandamque, tum ad omnem  
impolterum similitatis anam præscindendam sequen-  
tibus Articulis studia nostra integerrimèque ani-  
mum declarare testarique volumus.

ANNO  
1707.

## ARTICUL. I.

**P**ACEM Osnabrugensem, quæ communis nobis  
cum Sacra Cæsarea Majestate & Sacro Romano  
Imperio æternæque Lex erit, non modo integre ac  
inviolatè custodiemus, verum etiam cum Sacra Cæ-  
sarea Majestate sinceram & illibatam conservabimus  
Amicitiam, & cum ratione controversarum, quæ  
nuper exortæ erant, nobis satisfactum est, quicquid  
ea de causa præterfens fuit, aut præteriri potest, abo-  
lemus, atque perpetua sepulchrum esse oblivione volu-  
mus.

## ARTICUL. II.

Copias quoque nostras tam Pedestres quam Eque-  
stres ex Silesia Regionibus Sacra Cæsarea Majestatis  
Hæreditariis sine mora educum iri promittimus,  
quam primum Ratihabitionis eorum, quæ à parte Sacræ  
Cæsariæ Majestatis in nominato supra Instrumento  
promissa sunt, ad nos allata fuerint, mandataque de  
his simul rite exequendis debito modo promulgentur.  
Si vero, dum hæc expectantur, Copiis nostris in Si-  
lesia commorari necesse fuerit, comعات quidem  
idem iis suppeditandus est, exactam tamen inter illas  
disciplinam servari curabimus, nec ullum ab iis vio-  
lentia genus patrari permitimus.

## ARTICUL. III.

Quod si præter expectationem contigerit, ut ea quæ à  
Sacra Cæsarea Majestate jam stipulata sunt, ad præsti-  
tutum tempus tradita aut impleta non fuerint, libe-  
ram semper nobis reservamus facultatem, Copias in  
Silesiam reducendi, donec executio horum omnium  
facta fuerit.

In quorum omnium fidem nos Diploma hoc Ma-  
nu nostra subscriptum, sigilloque Regio confirmari  
jussimus, quod ædum est in Castris Wolkowicenfibus  
die 21. Augusti. (1. Septembris.) 1707.

CAROLUS.

(L. S.)

C. PIPER.

*RATIFICATIO Cæsarea. Data Vienne die 6.  
Septembris 1707. [Copie Manuscrite com-  
muniqée par un Ministre de Suede.]*

NOS JOSEPHUS, &amp;c.

**N**OTUM testaturque facimus, quod, cum Nos  
inter & Serenissimum ac Potentissimum Prin-  
cipem Dominum Carolum, Gothorum Vandalor-  
umque Regem (not. tit.) Consanguineum & Fra-  
trem nostrum charissimum quædam quædam &  
Controversiæ obortæ essent, illique componendis ex  
parte nostra Illustriss. & Magnificus Consiliarius hos-  
ter arcanus, Camerarius & Regni nostri Bohemiæ  
Cancellarius, Sacrique Romani Imperii fidelis di-  
lectus Joannes Wenceslaus Comes à Wratislau,  
quem ad Serenitatem suam sufficienti facultate mun-  
itum miseramus, sequentes inierit conclusiveritque  
Articulos.

Fiat insertio.

Nos cum ad veterem quæ nobis cum prædicto Se-  
renissimo Rege & Regno Sueciæ intercedit neces-  
situdinem firmandam consolidandamque, tum ad om-  
nem in posterum similitatis anam præscindendam præ-  
roni, Articulis supra insertos ratos gratosque habe-  
mus, & exactè servaturi, neque iis contraveniri pas-  
suri sumus. Harum vigore Literarum manu nostra  
subscriptarum & Sigillo nostro Cæsareo munitarum.  
Quas dedimus in Civitate nostra Vienne die sexta  
mensis Septembris Anno Domini millesimo septin-  
gesimo septimo, Regnorum nostrorum, Romani  
deci-

ANNO decimo octavo, Hungarici vigesimo, Bohemici vero tertio.

1707.

JOSEPHUS.

(L. S.)

H. FRIDERICH. G. V. SCHONBORN.

Ad Mandatum Sacrae Caesaricae  
Majestatis proprium.

C. F. CONSBRUCH.

8. Fev. Fernere Erklärung Ihrer Kayserl. Majest.

JOSEPHI wegen endlicher Terminirung des in den Alt-Ranstädtschen Conventions- Articlen geschlossenen Schlesienschen Religions-Werds/ von der zu dieser Executions-Sache an-geordneten Kayserl. Commission, dem Königl. Schwedischen Plenipotentiario Freyherrn von Strahlenheim communicirt. Breslau den 8. Februar. 1709. Nebst der Consignation derrer in verschiedenen Schlesienschen Fürstenthümen an die Augspurgische Confessions-Verwandten Strände/vermöge der Alt-Ranstädtschen Convention retradirten Kirchen. [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Abtheil. I. Abseg. I. Num. LXIV. pag. 210.]

C'est-à-dire,

Ulteriore Declaration de JOSEPH I. Empereur des Romains, sur les Affaires de la Religion en Silésie, & de la Convention d'Alt-Ranstadt, communiqué par les Ministres de la Commission Impériale, au Baron Strahlenheim Plenipotentiaire du Roi de Suède. A Vraislaw le 8. Fevrier 1709. Avec la Consignation des Temples restitués à ceux de la Confession d'Ausbourg, dans diverses Principautés de Silésie, conformément au Traité d'Alt-Ranstadt.

Hoch- Wohlgebohrner Freyherr/ Hochansehnlicher Königlich-Schwedischer Herr Plenipotentiarie,

Wie auch Euer Excellenz aus denen erfolgten Communicationen der zeitherigen Executions-Actum wohl erinnern sey wird/ welcher Gestalt Ihre Kayserl. und Königl. Majestät/ nach Veranlassung der Alt-Ranstädtschen Convention, zu dem freyen Exercitio der unveränderten Augspurgischen Confession, in denen Fürstenthümen/ Liegnitz/ Brieg/ Wohlau/ Münsterberg/ Delf/ und der Stadt Breslau/ die in heyliger Consignation specificirte Kirchen hinwiederum einräumen zu lassen/ so haben auch allerhöchst-erwähnte Kayserl. und Königl. Majestät zu endlicher Terminirung dieses weitläufigen Religions- Negotii (Religions-Werds) sich über die bey der Execution angekommene Puncten fernere weitig allergnädigst zu declariren nicht ermangelt/ und zwar dergestalten/ daß

I. Was die in der Alt-Ranstädtschen Convention §. 2. angedeutete Vernehmung der bey denen Kirchen vor Schweidnitz/ Jauer und Glogau erforderlichen Ministrorum anlangete/ nachdem dieselbe in dem Tractat fundirt/ man Ihre Majestät nicht gemeynet sey/ einige Obstatula dawider zu machen/ wenn nur die Präsentation auf Art und Weiße geschehen würde/ wie solche bey Auferebauung derselben introducirt worden. Wie denn auch allerhöchst-erwähnte Ihre Kayserl. und Königl. Majestät auf speciale Intercession,

St. Königl. Majestät von Schweden/ die Erbauung der Thüre/ Verstattung des Glocken-Klanks/ und den öffentlichen Leichen-Conduct, jedoch salvis omnibus Juribus Stolz, (unbeschadet derrer denen Catholischen Pfarern zukommenden Gebühren) so denen darselbstigen Catholischen Stadt-Parochis zukommen und gebühren/ nicht difficultiren/ auch allergnädigst zulassen werden/ daß gemeldte drey Kirchen und neu-aufgerichtete Schulen/ aus Mauer und Stein (jedoch wenn solche einen Stütz-Schuß weit von der Stadt hinaus entfernt würden) erbauet werden möchten.

II. Condescendiren (willigen) Ihre Kayserl. und Königl. Majestät allergnädigst in die verstatte Reichung des Abendmahls/ bey Besetzung der Kranken/ Augspurgischer Confession, wenn diese Auspendung von solcher Confession Pfarern/ so an denen angränzenden Fürstenthümen/ wo beyderley Religion zugelassen/ besidlich und angelesen/ geschehen wird.

III. Haben Ihre Kayserl. und Königl. Majestät bereits eine neue Taxam Stolz (Taxa Stolz ist ein Verzeichniß oder Verordnung derrer denen Geistlichen zukommenden Gebühren) aufgerichtet/ und dieselbe dero ganzen Erb-Fürstenthum Schlesiens angeben lassen/ sind auch allergnädigst nicht gemeynet/ daß/ wenn solche Taxa denen Catholischen Pfarern von ihren Parochianis der unveränderten Augspurgischen Confession, dem Herkommen nach/ nur entrichtet würde/ gemeldete Confessions-Verwandte weber zu dem Exercitio quoad Ceremonialia (Glaubens-Übung) was die äußerlichen Gebräuche anlangt/ noch auf einigen in ihrer Religion gebräuchlichen Actum, zwingen zu lassen.

IV. Soll denen Pupillen frey gelassen werden/ wenn sie ihre Jahre erreichet/ mit ihren Gütern/ gleichwie andere zu disponiren/ auch denen Witwen und Jungfrauen nicht verwehret seyn/ sich nach Belieben/ sowohl mit In- als Ausländischen zu verheyrathen. Und gleichwie

V. Ihre Kayserl. und Königl. Majestät wegen Communication derrer Kayserlichen und Königl. Verordnungen in Originali, denn nicht minder/ daß in denen Religions- und Consistorial-Gällen/ die Execution, interposita Appellatione, (nach eingewendeter Appellation) nicht fortzusetzen/ kein Bedenken tragen/ also thun dieselben auch

VI. Bey demjenigen/ was wegen pacificirter Education (vergleichener Auferziehung) der Kinder/ in dieser oder jener Religion/ inter personas diversae Religionis, (zwischen Personen unterschiedlichen Glaubens) wie inglichen auch derrer Copulationen halber/ respectu Parochi Sponsae, (Trauungen halber/ so viel den Geistlichen (Pfarern) dahin die Braut gehdrig) verlangt worden/ keinen fernern Instand machen. Inglichen solle.

VII. Sowohl denen von Adel/ und der Bauerschafft auf dem Lande/ als denen Bürgern in denen Städten/ Güter und Häuser/ in denen unter Catholischer Herrschafft gelegenen Fundis, (Herrschaften/ Güter/ Gebiete) zu erkauffen/ und an sich zu bringen/ nicht verwehret/ noch einiger Herrschafft oder Obrigkeit einige Exceptiones, oder Privilegium in contrarium, (Ausflucht oder Befreyung/ so diesem entgegen) darwider vorzuschüben/ zugelassen/ Denn

VIII. Denen unveränderten Augspurgischen Confessions-Verwandten in denen Kirchen-Festis und Feyer-Tagen zu arbeiten/ doch dergestalten/ daß der Cultus Divinus (Gottesdienst) der Catholischen dadurch nicht turbirt werde/ keinesweges

ANNO  
1707.



ANNO  
1707.

wegs vertriehet / auch die Freyhaltung ihrer Bus- und Beth-Tage / und daß die Collatores sich in diejenigen Kirchen / bey welchen ihnen das Jus Patronatus zufließt / solutis Stolz Accidentis (wenn denen Geistlichen das ihre entrichtet) begeben / auch daselbst ihre Epithaphia und Monumenta aufstellen lassen können / allergnädig erlaubet seyn.

IX. Haben Ihre Käyserl. und Königl. Majestät die Stadt-Kirche und Schule zu Goldberg / wie auch die zu Banchen / hinwiederum denen Augspurgischen Confessions-Verwandten einzuräumen / allergnädigst anbefohlen / sind auch nicht abwidrig / daß das zu Brieg in der Vorstadt gelegene so genannte Polnische Kirchel / zum libero Exercitio (freyen Übung Evangelischen Glaubens) der Augspurgischen Confession überlassen werde. Was aber die Kirche zu Lossen belanget / da lassen es öfters allerhöchst-erwähnte Ihre Käyserl. und Königl. Majestät bey dem allergnädigst begehenden / daß solche hinwiederum in eum statum, qui fuit tempore conclusæ acis Westphalicæ (in demjenigen Stand / darinnen sie beyin Schluß des Westphälischen Friedens gewesen) gesetzt werde / und ferner darbey verbleiben solle / es wäre denn / daß / zwischen dem Prälaten zu St. Vincenz und der Ritterschafft / mit beiderseitigem Vergnügen / ein anders unter sich verglichen würde. Nicht minder ist

X. Die Auf- und Einrichtung / der aus dem Fürstlichen Geistliche zu S. Joannis in der Stadt Liegnitz fundirten Ritter-Academie, bereits in ein vollkommenes Esse gebracht worden / bey welchem es nochmalen öfters allerhöchstgedachte Käyserl. und Königl. Majestät nicht allein allergnädigst bewilligen lassen / sondern tragen auch kein Bedenken / solche eurer Excellenz durch uns zu communiciren.

XI. Nachdem die Filial-Kirchen / so im Territorio dero reſtituirten Matrum (in dem Gebiete dero wieder erstatteten Haupt-Kirchen) nicht beständig / wohl aber in Territorio Reformationi obnoxio, salvis in Conventione expressis passibus, (in dem Gebiete dero / so der Reformation jedoch ohne Nachtheil dero in dem Vergleich ausgenommenen Fälle / unterworfen) gelegen / nummehr zu denen Matribus nicht gehörig / sondern Separatione facta, eo ipso selbst Matres worden / (nach erfolgter Theilung / vor sich selbst Haupt-Kirchen worden) / so ist der Willigkeit gemäß / daß auch deren Jura, Privilegia, Reditus, Fundi, & Bona eo pertinentia (Recht / Freyheiten / Einkünfte / Herrschaften und dahin gehörige Güter) ihnen gelassen werden müssen. Gleichwie nun aber solche erwähnte Filial-Kirchen / als ihr Eigenthum nicht entzogen werden können / sondern billig zu reserviren seyn; also sind hingegen Ihre Käyserl. und Königl. Majestät nicht abwidrig / daß die Accidentia Stolz, (geistlichen Einkünfte) mit denen der unveränderten Augspurgischen Confession zugehörigen Parochianis, (Pfarrern) auch denen retradirten Matribus (auch denen wiedergegebenen Haupt-Kirchen) gleichmäßiger Confession, intuius der daselbst verrichtenden Ministerialium, (in Ansehung dero daselbst verrichtenden Kirchen-Dienste) überlassen werden mögen.

XII. Die Extradition der Lutherschen Tochter solle auch ferner nicht difficultiret / sondern solche gewissen Augspurgischer Confession-Verwandten Vormündern anvertrauet werden.

XIII. Mit der quoad Formam & Materiam (so viel die äußerliche und innerliche Einrichtung und Gestalt betrifft) auf den Fuß / welcher

tempore Pacis Westphalicæ gewesen / herabgesetzten Einrichtung der Consistoriorum zu Liegnitz / Brieg und Wohlau / hat es nummehr seine Endschafft erreicht / und sind die dazu beordnete Catholische Präsidens, daß sie secundum Canones in Augustana Religione receptos, & majora Aſſessorum vota, (nach Anleitung dero bey der Evangelischen Lehre Augspurgischer Confession hergebrachten Gebräuche und meisten Stimmen dero Beschickten) bey denen vorkommenden Sachen / salva ubique Appellatione immediata, (jedoch der unmittelbaren Appellation allezeit ohne Nachtheil) an Ihre Käyserl. und Königl. Majestät zu concludiren und decidiren hätten / gleich anfangs hiernach instruirer worden. Was aber die Confirmationes dero Präsenratorum belanget / da haben Ihre Käyserl. und Königl. Majestät sich dahin allergnädigst entschlossen / daß bey denjenigen Partheyen / allwo deroelben das Jus Patronatus immediate (Kirchen-Recht unmittelbarer weise) zukommet / weilen jethanes Jus præsentandi und cum Jure confirmandi unſeparirer verknüpft ist / (Recht / dieselben vorzustellen / mit dem Rechte sie auch zu bestätigen unſeparirer verknüpft ist) / solches auch absolute deroelben reservirer verbleiben müsse. Damit aber binnen dieser Zeit die eingepfarrten in denen Cammer-Dorffschafften sich über den abgängigen Gottesdienst nicht zu beklagen hätten / so werden sich Ihre Käyserl. und Königl. Majestät nicht entzogen seyn lassen / daß inzwischen / und in so lang dero allergnädigste Collatur (welche jedesmahl geistlich eingerichtet werden wird) erfolgt / fortwährender Gottesdienst / nebst denen Ministerialien / entweder von denen angränzenden Pfarrern / oder von einem von dem Consistorio, provisorio modo (auf allen Fall und Vorſorge) hierzu erlichem Substituto verrichtet werde; Wie denn auch öfters erwähnte Käyserl. und Königl. Majestät dahin allergnädigst condescendiren / daß in demjenigen Casu, allwo denen Privatis mehr gemeldtes Jus Patronatus gehörig / das Consistorium den von denen Privatis præsentirten Pfarrern / so bald er demselben vorgeſteltet worden / also gleich provisorio modo die Ministerialia (gleichsam nur auf eine Vorſorge) inzwischen verrichten / und super qualitatibus & habilitate (über der Beschicktheit und Gelehrsamkeit) des vocirten Subjecti Bericht erstatten / und die diesfällige Bestätigung bey Ihrer Käyserl. Majestät durch Vorzeigung seiner Vocation ausbitten und erwarten solle. Nicht minder

XIV. Solle auch das Consistorium, oder so genannte Kirchen-Ampt bey der Stadt Breslau / in derjenigen Verfassung / wie solche tempore Pacis Westphalicæ (zur Zeit des Westphälischen Friedens) gewesen / annoch ferner verbleiben. Und nachdem die bisherige Notorische Praxis gezeigt / daß entzwichen dem Bischöflichen Consistorio und obrerwehntem Breslauischen Kirchen-Ampte / das Jus præventionis und electionis (das erste und Wahl-Recht) allezeit statt gefunden / und in der litigirten Partheyen freyen Willkühr bestanden / zu welchen sie sich aus beeden wenden wollen: Also müſte es auch darbey um so viel mehr ins künftige verbleiben / als deroley zu dem Bischöflichen Consistorio ſerwillig recurrirende Partheyen / von demselben entweder secundum Canones in Augustana Religione receptos, & quidem, salva semper Appellatione immediata (sich freywillig wendende Partheyen von demselben entweder nach Anleitung dero bey der Evangelischen Religion hergebrachten Regeln) und zwar allezeit mit Vorbehalt der unmittelbaren Appellation) an Ihre Käyserl. und Königl. Majestät judiciret / oder aber

ANNO  
1707.

ANNO gleich anfangs nach der Sachen Bewandnis und Umständen den erwehnten Bischöflichen Judicio abgewiesen / und an das Breslauerische Kirchen-Amts remittiret werden sollen.

XV. Haben wir auch in Materia der Ersehung derer Officiorum publicorum (öffentlichen Aemtern) von wegen und im Nahmen öfters Allerhöchst-erwähnt Ibro Kayserl. und Königl. Maj. Euer Excell. zu bedeuten / daß gleich wie vorhin schon notorisch / welcher gestalt die unter derselben Unterthanen der Augspurgischen Confession zugethane Subjecta, weder von den Militar- oder Civil-insonderheit aber denen Landes-Officiis, ihrer Tüchtigkeit nach / nicht arciret würden; Also auch inständtliche Ibro Kayserl. und Königl. Majestät auff selbige allergnädigst reflectiren / und nicht weniger bey denen Städten und Magistraturen die rathlichen Subjecta Augsp. Confession in allemildeste Consideration zu ziehen / unvergesen seyn werden.

XVI. Was endlich die verlangte Erlaubniß über die / nach dem Westphälischen Friedens-Schlusse / in denen Vorstädten zu Schweidnitz / Jauer / und Glogau erbaute drey Kirchen / annoch eine größere Anzahl Kirchen und Schulen concerniret: So wollen Ibro Kayserl. und Königl. Maj. zu Bezeugung dero gegen Ibro Königl. Maj. von Schweden stets hygenden Freund- u. Brüderlichen Propension, und wie begierig sie seyn / alles dasjenige bezutragen / was zu fernereitiger Cultivierung beständig guten Vernehmens und Freundschaft gereichen könnte: Wie nicht minder um diesen so viel- und langjährigen Religions-Negotio einen vollkommenen Ausschlag zu geben / mithin sich von allen weiteren dießfälligen Angehen hinführo zu befreyen / allergnädigst erlauben und zulassen / daß öfters erwehnten unveränderten Augspurgischen Confessions-Verwandten / über oben gemeldete drey Kirchen / annoch eine Anzahl von anderen sechs Kirchen / und dazu gehörigen Schulen / nach Art und Weise / obgeräthter Schweidnitz / Jauer- und Glogauischen / und zwar dergestalten / daß selbige keine Actus parochiales (Pfarr oder geistlichen Verrichtungen) zum Prajudiz der daselbstigen Catholischen / zu exerciren befugte seyn / woeniger denen Parochis loci an ihrer Stola (Orden) / so die Pfarr-Gerechtigkeit haben / an ihren Einkünften / Zehenden / oder andern Accidentiis einigen Eintrag thun / auch quoad praesentationem Ministrorum (so viel die Vorstellungen derer Geistlichen betrifft) auff gleiche Weise / wie obige benamsetete drey Kirchen verfahren / und die Praesentatos, zu allergnädigster Kayserl. Confirmation, so denn jedesmahl einfinden sollen / auf ihre selbst eigene Kosten / in denen ihnen denominirenden Dertern / auf denen ausstreckenden Plätzen / frey und ungehindert erbauen mögen. Gleichwie nun aber hierzu öfters allerhöchst-erwehnte Kayserl. und Königliche Majestät nachfolgende Dertter / als in dem Fürstenthum Sagan vor der Stadt Sagan / in dero Erb-Fürstenthum Groß-Glogau vor

der Stadt Frenstade / in dero Erb-Fürstenthum Schweidnitz und Jauer vor denen beyden Städten Hirschberg und Militsch vor der Stadt Militsch / und in dero Erb-Fürstenthum Teschen nahe bey der Stadt Teschen / allergnädigst denominiret und ausgesehen; Also werden auch dieselbe fernertwilt nicht ermangeln / die erforderliche Verordnungen dahin vorkehren zu lassen / damit / so bald nur die Declaration, der vollkommentlich vollzogenen Alt-Kanstädtischen Convention halber / Königlicher Schwedischer Seits erfolget / auch der hierzu benötigte Platz und Ort alsogleich und ohne weiteren Anstand / benötigter massen nach / auszeichnet werden möge.

Welches alles wir Euer Excellenz zu dero Notiz und Wissenschaft hiermit ersinnen und beibringen wollen / nicht zweifelnde / daß / gleichwie Euer Excellenz darauff so viel ersichen / und wahrnehmen werden / daß man von Seiten Ibro Kayserl. und Königl. Majestät alles dasjenige gethan / was zu vollkommener Erreichung und Erfüllung mehr gemeldter Alt-Kanstädtischen Convention gereichen / und verlangt werden könne; Also man auch hingegen Königlich-Schwedischer Seits mit der endlichen Declaration, wie nemlichen öfters angezogener Alt-Kanstädtischen Convention nunmehr ein sufficientes (gangames) und zulänglichcs Genügen geschehen / und solche dergestalt vollkommentlich erfüllt worden / keinen weiteren Anstand machen / sondern dieses so lang geschwebere wichtige Religions-Werd zu der gänglichen Endschafft bringen helfen werden / und dieses zwar um so viel eherer / als Ibro Kayserl. und Königl. Majestät dero Königl. Ober- und Nieder- Herzogthum Ober- und Nieder-Schlesien bereits allergnädigst dahin beordert / daß / sobald nur immer obgemeldete Declaration Königlicher Schwedischer Seits erfolget seyn würde / obangezogene dero allergnädigste Resolutiones allen und jeden geist- und weltlichen Instanzen intimiret und zu wissen gemacht / auch deren Punctuale Befolgung und Execution in allem Ernst und Nachdruck mitgegeben / und darüber steiff und feste Hand gehalten werden solle. Worbey wir übrigens verharren

Euer Excellenz.

Breslau / den 8. Febr. 1709.

Gehorsame Diener /

Johann Anthon / Graf Schaffgotsch.

Christoph Wilhelm / Graff Schaffgotsch.

Frantz Anthon / Graff Schlegenberg.

Frantz Albrecht Langius von Kramichs stad.

ANNO  
1707.



226  
ANNO  
1707.

# CORPS DIPLOMATIQUE CONSIGNATION.

ANNO  
1707.

Derr

In dem Fürstenthum Liegnitz

An die Augsburgischen Confessions-Verwandte Stände / vermöge der  
Alt-Königlichen Convention retradirten Kirchen:

Die Stadt-Kirche zu Goldberg.  
Die Stadt-Kirche zu Hainau/  
die Begräbnis-Kirche daselbst.  
Die Stadt-Kirche zu Lüben/  
item zwey kleine Kirchel:  
dann das Begräbnis-Kirchel zu Allerheili-  
gen.  
Die Kirche zu Wahlstadt/  
Kaltwasser/  
Nöcklich/  
Pantzenau.  
Die Kirche zu Parchwitz/  
das Begräbnis-Kirchel daselbst.  
Die Kirche zu Groß-Baudis/

Die Kirche zu Groß-Ling/  
Kaschwitz/  
Kasch/  
Zemkau/  
Bärndorf/  
Hepdau/  
Groß-Läßwig/  
Waldau/  
Kaysers-Waldau/  
Börschdorf/  
Blumenrode/  
Wangten/  
Griebnitz/  
Kampern.

Im Fürstenthum Brieg:

Die Kirche zu Kauern/  
Kägendorf/  
Stoberau/  
Schepflowitz/  
Neudorf/  
Scheidelwitz/  
Michelwitz/  
Linden/  
Briesen/  
Bamkau/  
Jägerndorf/  
Schönau/  
Bömischesdorf/  
Michelau/  
Pampig/  
Kargen/  
Steinkirchen/  
Kensdorf/  
Wiltau/  
Senis/  
Heydersdorf/  
Langen-Deß/  
Naßelwitz/  
Wilschowitz/  
Sigroth/  
Groß-Knigwitz/  
Karschen;  
Pfarr-Kirche zu Treilburg/

Mänten/  
Peisterwitz/  
Wüste-Prieße/  
Groß-Weiskerau/  
Gaul/  
Zedlig/  
Pohlisch Kirchel zu Strehlen/  
Eisenberg/  
Priborn/  
Crommendorf/  
Oßendorf/  
Stadt-Kirche zu Nimtsch/  
St. Georgen-Kirchel.  
Die Kirche zu Prauß/  
Rudelsdorf/  
Begräbnis-Kirchel/  
Jacobsdorf;  
Pfarr-Kirche zu Witschen/  
item St. Hedwigis/  
Polanowitz/  
Goltowitz/  
Neudorf/  
Kostau;  
Pfarr-Kirche zu Reichstein/  
Pfarr-Kirche zu Silberberg/  
Das Polnische Kirchel vor der Stadt Brieg/  
Stadt-Kirche zu Ohlau/  
Das Polnische Kirchel daselbst.

Im Wohlauischen Fürstenthum:

Stadt-Kirche zu Wohlau/  
Filialis zu Klein Anker;  
Stadt-Kirche zu Steinau/  
Begräbnis-Kirchel/  
Timmendorf/  
Gütsch;  
Stadt-Kirche zu Rauden/  
und dasige Filialis,

Alt-Rauden;  
Stadt-Kirche zu Witzig/  
Hospital-Kirche daselbst/  
Weschna;  
Stadt-Kirche zu Heranstadt/  
Begräbnis-Kirchel/  
und Filialis zu St. Andrea.

Im

ANNO  
1707.

Im Fürstenthum Münsterberg :

ANNO  
1707.

Zeppelwoda/  
Nobischg/  
Quickendorf/  
Ober- und Nieder-Empersdorf/  
Stolz/

Giesdorf/  
Rosenbach/  
Dittmansdorf/  
Obersdorf.

Im Fürstenthum Oelf :

Die Stadt-Kirche zu Trebnitz/  
Schawan/  
Polnisch-Hammer/

Lucin/  
Schlotten/  
Pavlan.

Hey der Stadt Breslau :

Die Kirche zu Dombelau/  
Rienberg/

Schwotzsch/  
Protzsch an der Oder.

Hanns Anthon/ Graf Schafgotsche.  
(L. S.)

Franz Anthon/ Graf Schlegenberg.  
(L. S.)

Christoph Wilhelm/ Graf Schafgotsche.  
(L. S.)

Franz Albrecht Langius von Krannichstätt.  
(L. S.)

Declaratio nomine & autoritate CAROLI XII.  
Regis Sueciæ facta, quod per sacram Cæsaream  
Majestatem Conventioni Alt-Ranstadiensis plenè &  
plene satisfactum sit. Vratislaviæ 18. Febru-  
arii. 1709. [LUNIG, Teutsches Reichs-Ar-  
chiv. Part. Spec. Abtheil. I. Abtag I. pag.  
215.]

loco ejusdem, alia Provincia equivalentis valoris  
proximis Pacis Conventionibus ipsi assignanda. Datum  
Viennæ die 30. Novembris 1707. [Actes &  
Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. I. pag.  
149. Sec. Edit.]

P O T E A Q U A M a Sacra Regia Majestate Sueciæ  
mihi, Sacræ Suez Majestatis ad Aulam Cæsaream  
Alegato extraordinario, in Mandatis datum est, exe-  
cutioni Conventionis Alt-Ranstadiensis, die 11. Au-  
gusti Anno 1707. initæ, assistere, ac id sedulo agere,  
ut ea, quæ in illa pacta sunt, promissæ executioni  
mandentur, eoque præstatæ Alt-Ranstadiensis Con-  
ventionis executio, aspirante divini Numinis gratia,  
& officiis Dominorum Commissariorum, nec non  
supervenientis Comitæ de Zinzendorf, largissimè  
præstitis, remotis funditus difficultatibus &  
obstaculis deveniret, ut singula, quæ in memorata  
Alt-Ranstadiensi Conventione, de restauranda libero  
in Silesia Augustanæ Confessionis exercitio, stipula-  
ta, & in vim Legis sancita sunt, fideliter & genuinè  
adimpleta esse, profiteri debeam, omniaque jam ple-  
ne executioni mandata sint: Ideo, quam fieri potest  
solemnissime, profiteor, non solum nihil superesse,  
quod in hoc Religiosis Negotio amplius, sub quo-  
cunque prætextu, desiderari possit, sed etiam gratis-  
simo agnoscere Sacram Regiam Majestatem animo,  
quod ad illius intercessionem sex nova Tempia ædi-  
ficanda Subditis suis concesserit, eamque vicissim  
fraternis officiis recognituram.

Quemadmodum hæc quoque Confessionem Man-  
dato Sacræ Regiæ Majestatis Sueciæ, enunciata, &  
in hoc Instrumento conscriptam, manu mea sub-  
scripsi & sigillo communivi. Dabantur Vratislaviæ,  
die 8. Febr. 1709.

(L. S.) HENNING, Liber Baro  
a Stralenheim.

LXXX.

30. NOV. Decretum JOSEPHI Romanorum Imperatoris  
LEOPOLDO Duci Lotharingæ datum de jactura  
Ducatus Montisferrati ei resarcienda, deque,  
TOM. VIII. PART. I.

S A C R A Cæsareæ Majestati, Domino Nostro Cle-  
mentissimo, ex porrectis a Domino Alegato Lo-  
tharingico, Libellis Memorialibus humillime rela-  
tum est, inopinatum & grave accidisse Serenissimo  
Domino Duci Lotharingæ, quod Ducatum Montis-  
ferrati sine facto & consensu suo in Serenissimum  
Sabaudia Ducem per Tractatus Fœderis à Sacra Cæ-  
sareæ Majestate, & ejus Dominis Fœderatis cum  
illo initos translatum esse intelligat, petereque eun-  
dem Serenissimum Dominum Ducem Lotharingæ,  
ut cum successio Montisferrati sibi post futura Man-  
tuani Ducis fata non uno titulo indubitatè competat,  
Sacra Cæsareæ Majestas ejus Investituram vel sibi  
benignè concedere, vel illam saltem, usque dum de  
Æquivalente conventum, & de ejusdem securi sta-  
bilibus possessione prospectum satis fuerit, Domino  
Duci Sabaudia denegare, & desuper Decretum as-  
secutorium sibi impertiri benignè velit.

Petitione hac maturè perpensa jussit Sacra Cæsareæ  
Majestas non celari Serenissimum Dominum Ducem,  
quod postquam statim a morte Regis Hispaniarum  
Caroli Secundi pietissimæ recordationis, Sacri Ro-  
mani Imperii hostes universam Italiam, sicque etiam  
Ducatus Mantua & Montisferrati adjuvante Man-  
tuani Ducis perditione & perduellione occupasset,  
exercitusque Cæsareus immensis sumptibus illuc mis-  
sus hæc Imperii Feuda integro amplius biennio frus-  
tra vindicare conatus esset, Augustissimus Imperator  
& Parens suus Leopoldus gloriosissimæ Memoriz  
haud aliud ea recuperandi sibi & Imperio medium  
superesse ratus fuerit, quam ut prædictum Domi-  
num Ducem Sabaudia in Societatem armorum per-  
traheret, ideoque cum illo Fœdus, quo inter cetera  
Ducatus Montisferrati cessio, in ipsum, & Succes-  
sores illius Mæculos continetur, annis circiter ab-  
hinc quatuor conclusisset, subsecutis deinde Poten-  
tiarum Colligatarum Fœderibus, & Garantia ut  
vocat fideiussione firmatum, ut proinde non vi-  
deat Sacra Cæsareæ Majestas, quo modo aut hujus  
Pacti iustitiam seu probabilitatem nunc in dubium  
revocare possit, aut conditionis hujus implementum  
reculare.

Ff 2

Quem-



ANNO  
1707.

Quemadmodum tamen probè novit defuncti Augustissimi Genitoris sui mentem semper fuisse, ut quicquid alias obsequi posset, Serenissimus Lotharingus Dux ex ea cessione, & Mantuani Ducis feloniam, quam minimum detrimenti caperet, disique Ducatus jactura ipsi aliunde resciretur, ita & pro arduissimo sanguinis vinculo, & intimo, quo Serenissimum Ducem a teneris complectitur, amore & benevolentia, nec non immortalium ejusdem Serenissimi Parentis in Christianum & Austriacum nomen, meritorum indelebili memoria, omnem operam, curam, conatus, armis, consiliisque una cum Dominis Federatis sese adhibiturum spondet, ut eidem Serenissimo Domino Duci in vicem & compensationem dicti Ducatus æquivalentis valoris Provincia in futuro Pacis Tractatu assignetur, & tradatur, deque securâ & perpetua ejusdem possessione omni humano modo caveatur. In cujus Declarationis majus robur Sacra Cæsarea Majestas præfens Decretum Serenissimo Domino Duci consignari voluit, eidem Gratia & Benevolentia Suae Cæsareæ affectum prolixissime confirmans. Signatum Viennæ sub altissimi dictæ Sacre Cæsareæ Majestatis Sigillo secreto die trigesima mensis Novembris, Anno Domini millesimo septingentesimo septimo.

(L. S.) FRED. CAROL., Comes de Schönborn.

C. L. CONSBRUCK.

LXXXI.

1708.  
18. Janv.

Vollmacht Frauen Dorothea Maria vermahelter Herzogin zu Sachsen-Meiningen / und geborener zu Sachsen-Gotha / vor dero Herrn Brudern Friedrich Herzog zu Sachsen-Gotha / zu empfangung der ihr zukommenden rata von der / nach dero Frauen Schwestern Johanna vermahlt-gewesener Herzogin zu Mecklenburg-Strelitz / verbliebenen Verlassenschaft. Geben Coburg zur Ehrenburg den 18. January 1708. [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. II. Absq. IV. pag. 625.]

C'est-à-dire.

Plein-Pouvoir de DOROTHEE MARIE Duchesse de Saxe-Meiningen, née Duchesse de Saxe-Gotha à son Frere FRIDERIC Duc de Saxe-Gotha, pour recevoir en son nom la portion qui lui appartient de la succession de sa Sœur JEANNE Duchesse de Mecklenbourg Strelitz. A Cobourg dans le Château d'Ehrenburg le 18. Janvier 1708.

VON Gottes Gnaden wir Dorothea Maria / geborene und vermählte Herzogin zu Sachsen / Jülich / Cleve und Berg / auch Engern und Westphalen / Landgräfin in Thüringen / Marggräfin zu Meissen / gefürstete Gräfin zu Henneberg / Gräfin zu der Mark und Ravensberg / Frau zu Ravensstein und Zonna ic. vor Uns und Unsere Fürstl. Erben und Erbenhmen / Urkunden hiermit / Demnach durch jüngst erfolgtes Hochseel. Ableben des weyl. Durchl. Fürsten / Unseres freundlich geliebten Herrn Schwagers / Herrn Adolph Friedrichs zu Mecklenburg-Strelitz Lieben / der zwischen diesem und dem Fürstl. Sachsen-Gothaischen Hause / wegen der daseibst gewesenen Herzogin / Unser auch in Göt. ruhenden Frau Schwester Lieben schon ehedem provisionaliter verlebene Fall nach Gottes heiligen Rath sich würcklich ereignet / und der auch Durchl. Fürst / Unser freundl. geliebter Bruder und Gewanter / Herr Friedrich / Herzog zu Sachsen / Jülich / Cleve und Berg / auch Engern und Westphalen / Landgräfin in Thüringen / Marggräfin zu Meissen / gefürsteter Gräfin zu Henneberg / Graf zu der Mark und Ravensberg / Herr zu Ravensstein und Zonna / sich gegen Uns dahin Freund-

bederl. erkläret / bey nunmehriger Urgir- und Erhebung Ihrer daher habender Forderung auch so viel als Uns zu Unserer rata daran zukommt / mit besorgen und einbringen zu lassen / und wir denn solch Freund-brüderl. Offertum zu Freund-schwesterl. Dank angenommen. Als geben Ihre Edden. wir hierdurch volle Macht und Gewalt / daß sie bey hier nachster Eintreibung ihrer diffisalfigen Prætenzion auch Unsern Antheil mit besorgen und einheben lassen / auch statt Unserer darüber quittiren sollen und mögen / Altemassen alles das / was Ihr. Edd. hierunter unsererwegen thun und verrichten werden / wir als von Uns selbst geschehen / vor genehm achten und halten wollen : In dessen Urkunde wir diese ausgefertigte Vollmacht eigenhändig unterschrieben / und mit Unsern Fürstl. Siegel bekräftiget. So geschehen Coburg zur Ehrenburg den 18. January 1708.

L. S.

Dorothea Maria f. z. S.

Vollmacht Frauen Anna Sophia geborner Her- 8. Juin.  
zogin zu Sachsen-Gotha / und vermählter Gräfin zu Schwarzburg / dero Herrn Brudern Herzog Friedrich zu Sachsen-Gotha ertheilet / womit derselbe dero contingent / von dero Frauen Schwester Johanna vermählt-gewesener Herzogin zu Mecklenburg / Verlassenschaft empfangen möge. Geben Panlin Zelle den 8. Juny 1708. [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. II. Absq. IV. pag. 624.]

C'est-à-dire,

Plein-Pouvoir d'ANNE SOPHIE née Duchesse de Saxe-Gotha, & mariée Comtesse de Schwarzburg à FRIDERIC son Frere Duc de Saxe-Gotha pour recevoir en son nom sa portion competente de la Succession de sa Sœur la Duchesse de Mecklenbourg sa Sœur. A Panlin Zelle le 8. Juin 1708.

Wir Anna Sophia / geborene Herzogin zu Sachsen / Jülich / Cleve und Berg / auch Engern und Westphalen / Landgräfin in Thüringen / Marggräfin zu Meissen / gefürstete Gräfin zu Henneberg / vermählte Gräfin zu Schwarzburg und Hohnstein / Frau zu Arnstadt / Sonderhausen / Leutenberg / Lohra und Clottenberg / vor Uns und Unsere Erben / Urkunden hiermit / daß als der Durchl. Fürst / Herr Friedrich / Herzog zu Sachsen / Jülich / Cleve und Berg / auch Engern und Westphalen / Landgraf in Thüringen / Marggraff zu Meissen / gefürsteter Graf zu Henneberg / Graf zu der Mark und Ravensberg / Herr zu Ravensstein und Zonna ic. Unser freundlich geliebter Herr Bruder / nach erfolgten Absterben des Herzogs von Mecklenburg-Strelitz Hochseel. Edd. gemeinet sind / wegen derer bey Vertheilung Unser in Göt. ruhenden Schwester / gewesenen Herzogin zu Mecklenburg-Strelitz Edd. Verlassenschaft unter denen receffirten 10000. Thl. Ruckfalls-Geldern mit enthaltenen 1000. Thl. Morgengabts- und Nachschuß-Geldern gehöriges Theil schriftlich / auch da nöthig durch Abschiedung / mündliche Erinnerung thun zu lassen / wir solchem nach Unser hochged. Herrn Bruders Edd. Freund-schwesterlich ersucht / die Ein-

ANNO 1708. Einbringung Unseres dießfallsigen Contingents mit besorgen zu lassen / gestatten den mehr hochged. Sr. Edd. sich auch hierzu Freund- & brüderl. und willig auertläßet haben; wir ersuchen dieselbe demnach / und überlassen Ihre Kräfte dieses die Einbringung des obgedachten Uns hierunter zukommenden Contingents dergestalt / daß Sr. Edd. solches in Unsern Namen / mit in Empfang zu nehmen / darüber zu quittiren / und dabey an Unser Statt dasjenige zuthun / oder durch dero käufftliche abgeordnete thun zu lassen belieben mögen / was die Nothdurfft hierunter allenthalben erfordert / und wir selbst thun und verzichten könten; Allermassen wir hierzu Sr. Edd. vollkommenen Poreßtat hierdurch überlassen / und was dieselbe hierunter unfertig thun und verzichten werden / für gemach acht nehmen wollen. Urtkundlich ist diese Vollmacht eigenhändig unterschrieben und besiegelt worden So geschehen Paulin Zella, den 8. Juny 1708.

(L. S.)

Anna Sophia G.H.Z.S.V.G.Z.S.V.H.

16. Jun. Vollmacht Frauen Friderica Fürstin zu Anhalt-Zerbst / geborne Herzogin zu Sachsen-Gotha / dero Herrn Brudern Herzog Friedrich ertheilet / daß selber die ihr zu kommende portion / von demnach dero Frauen Schwester Johanna vermählt gewesener Herzogin zu Mecklenburg-Strelitz / hinterlassenen Verlassenschaft / und Rückfalls-Geldern / im nahmen ihrer einbringen möge. Geben Zerbst den 16. Juny 1708. [L. U. NIG Zeitliches Reichs Archiv. Part. Spec. continuat. II. Abfag. VI. pag. 625.]

C'est-à-dire,

Plein-Pouvoir de FRIDERIQUE Princesse d'Anhalt-Zerbst, née Duchesse de Saxe-Gotha, sur son Frere FREDERIC pour recevoir en son nom la portion qui doit lui revenir de la succession de la defuncte Sœur, Duchesse de Mecklenbourg. A Zerbst le 16. Jun 1708.

VON Gottes Gnaden Friderica, Fürstin zu Anhalt / Herzogin zu Sachsen / Jülich / Cleve und Berg / Engern und Westphalen / geborne Herzogin zu Sachsen / Jülich / Cleve und Berg / Gräfin zu Ansbach / Frau zu Zerbst / Bernburg / Jever und Knipphausen etc. Urtunden hiermit: Demnach durch den unvermutheten Todt des weyland Durchl. Fürsten Herrn Adolphs Friedrichs Herzogin zu Mecklenburg-Strelitz / Christlieb. Andenkens Edd. die von Unser in Gott ruhenden Frauen Schwester / der weyland Durchl. Fürstin / Frauen Johannen / Herzogin zu Mecklenburg-Strelitz eingebrachte Ehe-Gelder / vermöge deßhalb auffgerichteten Receßus, nunmehr zurick fallen / und zum Theil auff Uns verfällt worden; Als geben Unsers freundlich geliebten Herrn Bruders Edd. dem Durchl. Fürstin / Herrn Friedrichen / Herzogin zu Sachsen / Jülich / Cleve und Berg / mit Vollmacht Unsers herrlich vielgeliebten Herrn Gemahls und Vormunders Fürst Johann Augusts zu Anhalt Edd. wir hienit völlige Macht und Gewalt / daß hochermeldete Sr. Edd. sothane Gelder Unserer wegen an den Fürstl. Strelitzischen Hoffe einheben / darüber quittiren / und alles andere / was in sothane negotio nöthig sein wird / thun können und mögen; wie wir denn alles dasjenige / was mehr hochermeldete Sr. Edd. in sothane Angelegenheit thun / handeln / schließen und verzichten werden / ge-

nehm halten wollen / getreulich sonder Gefährde / ANNO 1708. urkundlich haben nebst obgedachten Unserm Herrn Gemahl wir diese Vollmacht eigenhändig unterschrieben / und mit Unsern Fürstl. Inseigel betrueten lassen. So geschehen Zerbst den 16. Juny 1708.

Friderica F. Z. A. F. Z. S.

(L. S.)

Johann August / F. Z. S. in ehelicher Vormundschafft.

(L. S.)

LXXXII.

Decret de la Reine de la GRANDE BRETAGNE 6. Sept. GNE en faveur de S. A. R. de LORRAINE, promettant de contribuer tout ce qui dependra d'elle pour l'indemniser de la perte du Duché de Montferrat, Et lui en procurer un Equivalent convenable. Donné à Whitehall le 6. Septembre 1708. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. I. pag. 152.]

LE Memoire de l'Envoyé Extraordinaire de Mr. le Duc de Lorraine, ayant été présenté à Sa Majesté la Reine, par lequel il demande au Nom dudit Duc son Maître, que Sa Majesté veuille bien en conformité de la Garantie, qu'Elle a donnée du Traité conclu à Turin entre feu Sa Majesté Impériale, & Mr. le Duc de Savoye le 8. Novembre 1703. lui donner par un Acte authentique des assurances, qu'Elle tâchera de procurer audit Duc de Lorraine un Equivalent pour le Duché de Montferrat, & un dédommagement pour la perte qu'il souffre par la Non-jouissance dudit Duché; Sa Majesté ayant considéré ledit Memoire, a ordonné qu'on fassé la Déclaration suivante.

Que quoique Sa Majesté la Reine ait déjà donné audit Duc de Lorraine de fortes assurances de ses bonnes intentions sur ce qui le regarde, & particulièrement par une Lettre écrite à St. James le 14. du mois de Mars passé; Neantmoins Sa Majesté pour faire voir audit Duc la véritable disposition où Elle est à son égard, & l'attention qu'Elle a pour les instances réitérées qu'il vient de faire par son dit Envoyé Extraordinaire, renouvelle encore ses assurances de la manière la plus ferme. Et comme Elle s'est engagée de garantir ledit Traité de point en point, Elle ne manquera pas d'avoir des égards particuliers pour ce qui regarde les intérêts dudit Duc de Lorraine, & ses prétentions à une Indemnité juste & raisonnable pour le Duché de Montferrat, conformément à l'Article cinquième dudit Traité. Et que Sa Majesté est si éloignée de souffrir qu'on lui fassé le moindre tort touchant ses prétentions, & Droits legitimes, qu'Elle est prête dès à présent à prendre les mesures nécessaires avec Sa Majesté Impériale, & Leurs Hautes Puissances Messieurs les Etats Généraux pour regler, & désigner un équivalent convenable pour ledit Duché de Montferrat, & pour la perte, que ledit Duc de Lorraine en pourroit avoir fait par sa Non-jouissance depuis la mort du Duc de Mantoue, & si les conjonctures présentes ne se trouvent pas assez favorables pour désigner ladite Indemnité, Sa Majesté la Reine déclare, qu'Elle a tant d'estime, & d'amitié pour ledit Duc de Lorraine, & une considération si particulière pour ses prétentions justes, qu'Elle s'intéressera efficacement avec ses autres Alliés pour cette affaire à la Paix générale, afin que ledit Duc en ait toute la satisfaction, & le dédommagement possibles, de quoi ledit Duc peut être fermement assuré, comme d'une chose, que Sa Majesté fera autant par inclination, que par ses engagements.

A Whitehall ce 6. Septembre 1708.

H. BOYLE.

Ff 3

LXXXIII.



ANNO  
1708.

LXXXIII.

1. Dec. *Traaht van Vrede, Navigatie, en Commerce, tusschen Haare Hoog Mogende de Heeren Staten Generaal der VEREENIGDE NEDERLANDEN, en de Bassa, Dey, Bey, Raadt en Divan van de Regering van TUNIS, gedaan en gesloten op de voet der oude Traataten van Vrede, met byvoeging van verscheide nieuwe voordeelen, Getekent tot Tunis door de Regering den 24. Maart 1704. Geaccepteert en Geratificeert door Haar Hoog Mog. in 's Gravenhage den 1. December 1708. Nevens vier Artykels van Verklaringen, in de Acceptatie van Haar Hoog Mog. ingevoegt.* [Tiré des Archives de L. H. P. les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas.]

DE Staten Generaal der Vereenigde Nederlanden. Allen den geen die desen sullen sien, Salut. Alsoo den Envoyé Juda Cohen door ons geauthoriseert tot het sluyten van de Vrede met de Regering van Tunis, van daar weder gekomen zynde, aen Ons heeft overgebracht het Traaht, daer by de Vrede tusschen Ons, en den Bassa Dey en Bey, neffens die van den Rade, Divan en Edelen van het Koninkryk van Tunis, werd vernieuwd, in diervoegen, als het Translaet van het voorz. Traaht in de Nederduytsche tale hier na van woorden te worde staet geïntereerd.

In de Name Gods, die gelooft zy.

HY is de magtige, de barmhertige die de Weereld en alle dat aëssen heeft, geschapen heeft, en weder daar van naar zyne goedertierentheit disponeert, die het ligt en de duyternisse form heeft gegeven. Die de superben na zyn welbehagen strafte. Hy is den Almagtigen Koning boven alle Koningen zonder van ymand te dependeren. Gezegt zy zynen heyligen naam.

Hoog Mogende Heeren de Staten Generaal.

ALhier is den voortreffelyken Juda Cohen onzen Envoyé van Tripoly en Algiers gearriveerd, en heeft ons gepresenteert uwen Hoog Mo. Credentiael met volle magt om de Vrede met dese drie Regeringen te trahteren en sluyten, zynde verbyd, dat aen uw Hoog Mog. den voorz. Envoyé aengenaem is geweest.

Ik Ibrahim Serif Bassa Dey, en Bey, neffens die van mynen Rade, Divan en Edelen met eenparige stemmen hebben goedgevonden te trahteren, ajusteren en ratificeren, met den voorz. voortreffelyken Juda Cohen in voegen als voren de Vrede met de Hoog Mog. Heeren Staten Generaal der Vereenigde Nederlanden onse en desselfs Onderdanen op denselven voet als de laatste voorgaande reys is geslooten, en daar en boven geamplieerd met de volgende Articulen op instantien van den voortreffelyken Juda Cohen toegestaan; aennemende op het arrivement van den Schepen der Hoog Mog. Heeren Staten Generaal, den Oorlog te declareren aen alle derselver vyanden, en hen, onder Godes hulp, te helpen verdelgen, naar ons vermogen.

I. Vooreerst werd toegelaten aen alle de Hollandse Schepen 't zy van Oorlog, Commissie-Vaarders als Koopvaardy-Schepen, de Havens van dese onzen Kopinckryk, vry en liber te frequenteren, zonder enig te betalen.

II. Dat wanneer de Oorlogs-Vloten van den Staat der Vereenigde Nederlanden in de Havens van dit Ryk sullen komen te arriveren, sullen sig mogen voorfien van alle nodige behoeften, als Brood, Oly, Taruw, Vleesch, en alle het geen verders nodig sullen hebben, niets uitgezondert.

III. Dat alle zodanige behoeften, die de Regering van Tunes en desselfs Onderdanen sullen nodig hebben, geen uitgezondert, uyt de Landen van de Heeren Staten Generaal by onse Ingezetenzen sullen mogen werden gehaalt en hier gebragt en a couranten prys mogen ingekogt werden.

IV.

LXXXIII.

ANNO  
1708.

1. Dec.

Traité de Paix, de Navigation, & de Commerce, entre les Seigneurs Etats Généraux des PROVINCES-UNIES, & le Bacha, Dey, Bey, Conseil & Divan de la Regence de TUNIS, fait & conclu sur le pied des anciens Traitez de Paix, avec addition de divers nouveaux avantages. Signé à Tunis de la part de la Regence le 24. Mars 1704. Accepté & Ratifié par Leurs Hautes Puissances à la Haye le 1. Decembre 1708. Avec Quatre ARTICLES d'Explication, inferés dans l'Acceptation de Leurs H. P.

LES Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas. A tous ceux qui ces presentes verront, Salut. Comme l'Envoyé Juda Cohen, autorisé par Nous pour conclure la Paix avec la Regence de Tunis, étant de retour de là, nous a apporté le Traité, par lequel la Paix est renouvelée entre Nous & le Bacha, Dey, Bey, Conseil, Divan & Nobles du Royaume de Tunis, de la manière comme la Traduction dudit Traité est inserée ci-après mot pour mot.

Au Nom de Dieu, qui soit loué.

IL est le puissant, le misericordieux, qui a créé le Monde & tout ce qui respire, & qui en dispose selon son bon plaisir, qui a formé la lumiere & les tenebres; qui punis les superbes selon sa volonté. Il est le Roi tout-puissant par dessus tous les Rois, sans dépendre de personne. Son saint Nom soit loué.

Hauts & Puissants Seigneurs les Etats Generaux.

L'Excellent Juda Cohen, notre Envoyé, est arrivé ici de Tripoli, & d'Alger, & nous a présenté vos Lettres de Crillance avec Plein-pouvoir de traiter & conclure la Paix avec ces trois Regences. Nous sommes ravis que ledit Envoyé ait été agreable à Vos Hautes Puissances.

Nous Ibrahim Serif Bacha, Dey & Bey, avec ceux de notre Conseil, Divan & Nobles, avons trouvé bon d'une commune voix, de traiter, ajuster & ratifier avec ledit Excellent Juda Cohen la Paix avec L. H. P. les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, entre nos Sujets & les leurs, sur le même pied que la precedente dernière a été conclue, & outre cela l'avons amplifiée par les Articles suivants aux instances de l'Excellent Juda Cohen, nous engageans de déclarer, à l'arrivée des Vaisseaux de L. H. P., la Guerre à tous leurs ennemis, & d'aider avec le secours de Dieu à les détruire selon notre pouvoir.

I. Premierement, on permet à tous les Vaisseaux Hollandois, tant de Guerre, qu'Armateurs & Vaisseaux Marchands, de frequenter les Ports de notre Royaume librement & sans payer aucuns Droits.

II. Que lorsque les Flotes de Guerre de L. H. P. viendront à arriver dans les Ports de ce Royaume, elles pourront se fournir de vires necessaires, comme Pain, Huile, Bled, Chairs, & de tout ce dont ils auront besoin de plus, rien d'excepté.

III. Que nos Habitans pourront aller querir dans les Pais de L. H. P. & apporter ici toutes les choses nécessaires dont la Regence de Tunis & ses Sujets auront besoin, nulles exceptées, & pourront en faire l'achat au prix courant.

IV.

ANNO  
1708.

IV. De Onderdanen van de Heeren Staten Generael, in de Landen onder onze gehoorzaamheyt komende fullen hare handel vry en neffens de Ingezetenen mogen dryven in alle soorten van Waaren, en in hare Personen en vryheden werden genaaiteneerd.

V. Als mede wanneer de Onderdanen van de Heeren Staten in de Havens van onze Regering, eenige Waaren mogten hebben ingebragt, deselve, naar haar genoegen niet konnende verkopen, als dan fullen die weder mogen uyivoeren naar andere Gewesten, mits betalende de helft van de regten, die gereguleerd fullen werden, zoo als de Engelfche Natie betaalt.

VI. Dat in cas eenige van onze Onderdanen, een boord van Franche, ofte van andere Schepen in Oorlog met de Heeren Staten Generael zynde, bevonden mogten werden, fullen by hare Onderdanen, in cas van verovering niet mogen gedetineerd werden, maar neffens hare effecten aen Landt en in vryheyt gestelt werden, mits betalende de vragten die van haar bedongen waren.

VII. Dat wanneer de Schepen van onze Onderdanen en die van de Heeren Staten maikanderen fullen ontmoeten in Zee, fullen hare Schepen moeten uytzetten, en met twee Man aen maikanderen boord senden met de Passpoorten en die wederzyts gecexamineert zynde, fullen yder in Vrede hare route vervolgen.

VIII. Gebeurende, dat eenig Schip of Schepen toebehoorende de Onderdanen van de Heeren Staten Generael op de Kust van onze Domeinie quamen te stranden (dat Godt verhoede) in zodanigen geval, zal Schip en Goed zodanig als geborgen zal zyn, gehouden werden ter dispositie van de eygenars, zonder dat ymand anders yets zal mogen pratenderen, en in gelyk geval fullen de Onderdanen van ons Ryk van Tunes, in de Landen van de Heeren Staten Generael op de eyge manier werden behandelt.

IX. In cas eenige Hollandfche Schepen by die van Tunes komende, en onder een andere vreemde vlag sig in bataille begaven met die van onze Onderdanen veroverd werden, zal zyn en blyven voor goeden prys, Schip en Goed, en het Volk als Slaven; en op den eygen voet fullen de Onderdanen van Tunes by die van de Heeren Staten Generael, in gelyk geval werden getraecteert.

X. Gebeurende dat de Onderdanen van Tunes eenige Schepen van andere Natie quamen te veroveren en in deselve eenige Vassallen van de Heeren Staten Generael werden bevonden zodanige Passagiers met alle hare Goederen daar in geladen, naar inhout van haar Passpoort, fullen vry zyn, te weten op Koopvaerdye Schepen, en geen Commiffie-Vaerders, reciproquelyk en in gelyk geval zal werden gehandelt de Onderdanen van Tunes door de Vassallen van de Heeren Staten Generael.

XI. En in cas dat een Hollandfch Koopman in de Landen van Tunes wonende, quam te faillieren, voor de schulden van de Ingezetenen van Tunes, zal den Hollandfchen Consul daar over niet mogen werden aengefproken.

XII. Gebeurende, dat in de Landen van Tunes eenige Kooplyden van de Hollandfche Natie kwam te sterven zonder Testament, zal desselfs nalatenschap by niemand mogen werden gepratendeerd, maar die, onder behoortlyke inventarisatie door Notaris en Getuygen, in handen, en onder den Consul werden bewaard, tot den tyt, dat de Heeren Staten Generael daar over fullen komen te disponeren, ten behoeve van die geen, daar toe geregigt fullen vinden. Op de bovenstaande condition, naer deselve wel te hebben gecexamineert, hebben de Vrede getraecteert, geconcluedeert en gratificeert met den voortreflyken Envoyé Juda Cohen, als by Ons geconcluedeert en gratificeert werd by desen.

Zynde de regalen die door den voorz. Juda Cohen van uw Hoog Mog. komen te verfoecken, alleen om te voldoen aen de Usantie, van ouds by onze Voorzaten gebruykt; verhopende dat uw Hoog Mo. die niet zullen ophouden, als by de laatste reys is geschied, met detentie van onzen Envoyé den tyt van vier jaar, naar welkers verloop, deselve in diepe schulden alhier is gekomen; vertrouwende dat uw Hoog Mog. den voorz. Juda Cohen onsen Envoyé beter en spoediger als voor desen zult tradieren en expedieren zynde by het Instrument van het fluyten deses Tractaets van Vrede, en alhoewel een Inboorling deser Landen zig getoond, en aen dit Hof

ANNO  
1708.

IV. Les Sujets de L. H. P. venant dans les Pais de notre Obéissance, pourront faire leur Commerce en toutes sortes de Marchandises librement avec nos Habitans, & seront maintenus en leurs Personnes & Libertez.

V. De plus, lorsque les Sujets de L. H. P. ayant apporté dans les Ports de notre Regence quelques Marchandises, & ne pouvant les vendre à leur contentement, alors ils pourront les transporter en d'autres Pais, en payant la moitié des Droits, qui seront reglez comme la Nation Angloise paye.

VI. Qu'en cas que quelques uns de nos Sujets se trouvent à bord des Vaisseaux François ou d'autres Nations étant en Guerre avec L. H. P. ils ne seront pas, en cas de prise, détenus par les Sujets de L. H. P. mais ils seront mis à terre & en liberté avec leurs effets, en payant le Fret accordé avec eux.

VII. Que lorsque les Vaisseaux de nos Sujets & de ceux de L. H. P. se rencontreront en Mer, ils devront s'envoyer reciproquement à bord deux Hommes avec les Passaports, qui étant examinez de part & d'autre, chacun poursuivra librement sa route.

VIII. S'il arrivoit, que quelque Vaisseau ou Vaisseaux, appartenant aux Sujets de L. H. P. venient à échouer sur les Côtes de notre Domaine, ce qu'à Dieu ne plaise, en ce cas-là le Vaisseau & les Effets qu'on aura sauvé, seront à la disposition des Propriétaires, sans que qui que ce soit y puisse rien prétendre; & en un pareil cas, les Sujets de notre Royaume de Tunis seront traités de la même maniere dans les Pais de L. H. P.

IX. En cas que quelques Vaisseaux Hollandois venant à s'approcher des Vaisseaux de Tunis, & ayant arboré un Pavillon étranger à se battre contre les nôtres, s'ils sont pris par nos Sujets, ces Vaisseaux & leurs effets seront & resteront de bonne prise, & les Hommes faits Esclaves; & en pareil cas les Sujets de Tunis seront traités de la même maniere par ceux de L. H. P.

X. S'il arrive que les Sujets de Tunis se rendent Maîtres de quelques Vaisseaux d'autres Nations, & qu'en y trouve quelques Sujets de L. H. P. tels Passagers seront libres avec tous leurs effets qui s'y trouveront conformément à la teneur de leur Passaport, savoir sur des Vaisseaux Marchands mais non pas Armateurs; & les Sujets de Tunis seront en pareil cas traités de même par les Sujets de L. H. P.

XI. Et en cas qu'un Marchand Hollandois, Habitant dans le Royaume de Tunis, vint à faire faillite, le Consul Hollandois ne pourra pas en répondre ni être inquiet pour les dettes des Habitans de Tunis.

XII. S'il arrivoit que quelque Marchand de Nation Hollandoise vint à decéder dans les Pais de Tunis sans Testament, les Biens qu'il aura laissez ne pourront être prétendus de personne, mais ils seront remis au Consul, après en avoir fait un Inventaire dûment dressé par un Notaire & des Temoins, pour les garder jusqu'à ce que L. H. P. en aient disposé en faveur de ceux qui y auront un droit légitime.

Sous ces susdites Conditions, après les avoir bien examinées, nous avons traité, conclu & ratifié la Paix avec l'Excellent Envoyé Juda Cohen, comme en effet nous la concluons & raisonnons par ces presentes.

Les Droits regaliens, que nous demandons à Vos H. P. par ledit Juda Cohen, n'étant que pour suivre la coutume établie d'ancienneté par nos Predecesseurs; espérant que Vos H. P. ne les suspendront pas, comme cela est arrivé la dernière fois, en retenant notre Envoyé l'espace de quatre ans, après lequel tems il est retourné ici chargé de dettes; nous statant que Vos H. P. traiteront mieux & expedieront plutôt que ci-devant ledit Juda Cohen notre Envoyé, qui est l'Instrument de la conclusion de ce Traité de Paix; & quoi que natif de ce Pais, il s'est montré & comporté à notre

Cour



ANNO 1708. Hof geëverueerd als een Voorftander van de Hollandfche Natie, hebbende door zyne aengename

Conduite ons geperflueerd en gebragt tot het ampleren van zodanige Pointen in het Tractaat, als nooyt by Ons nog onze Voorzaten zyn toegeftaan, waar toe wy ons felve hebben laten bewegen om hem te complacere.

Bidden aen den Groten en magtigen Godt die Hemel en Aarde gefchapen heeft, dat zyne Goddelyke Majest. ons confervere in eene cendragtige Vreede, en verleene voorfpoed jegens onze vyanden. Men geeft nog aen den voortreflyken Juda Cohen Envoÿé, pouvoir om ontfenthalven verders te handelen en te doen al het geen geraden zal vinden, als of hy was onze eige Perfoon, met eenparig content van allen onzen Rade, Hoge en Lagen Adel.

Deſe is de Copie van de Articulen van Vreede en deſſelfs Ratificatie tuſſchen het Ryk van Tunes en de Hoog Mog. Heeren Staten Generael der Vereenigde Nederlanden, overgeſet van woord tot woord, uyt de Arabiſche Taal, op ordre van den Excellen-ten Baſſa Ibrahim Serif Dey en Bey, den Divan en het Hof met deſſelfs Raden heden 24. Maart 1704.

*Volgt de Certificatie van den Engelfchen Conſul.*

John Goddard Agent voor haere Majesteyt van Groot Britanniën &c. en Conſul Generael in deſe Stadt en Koningryk van Tunes, certificeer by deſen, dat de bovenlaende Schriften zyn Articulen van Vreede, geacordeert tuſſchen ſyne Excellentie Ibrahim Baſſa Dey en Bey, gefamentlyk met den geheelen Divan van deſe Stadt en Koningryk van Tunes ter eenre, en den Heer Juda Cohen Envoÿé van de Hoog Mogende Heeren Staten Generael der Vereenigde Nederlanden, voor haar Hoog Mog. ter andere zyde, dewelke is gezegelt met haere reſpective Zegels van de Hooggemelte zeer Excellente Heeren. Gegeven op haar verſoek in Tunes den 23. Maart 1704.

*Was getekent,*

J. GODDARD.

En nademaal wy om wegh te nemen eenige duy-ſterheden, van gemelten Envoÿé Juda Cohen verſogt hebben zyne verklaring op de vier volgende Pointen, daar op hy gegeven heeft de verklaringen in Margine van yder Point ſtaande geannotceerd. Zoo als volgt.

*Declaration van den Envoÿé Juda Cohen.*

I.

Den Ondergeſchreven verklaart dat dit Point al-ſoo zal geobſerveert werden, dog niet anders als bevondende de cognofcemen-ten by de Goederen in het voorſ. vyandlyk Schip, en daer by gedeclareert te zyn, voor rekening van den Onderdanen van deſen Staat.

2.

Verklaart den Ondergeſchreven alſoo geobſerveert ſal werden vermits uytdruckelyk heeft geacordeert, dat de Onderdanen van deſen Staat van alle voordelige vryheden die aldaar by andere Natien werden genoten, ſullen profiteren

3. Ver-

*Pointen waar op het Declaratoir is verſogt.*

I.

Eerſtelyk, dat de vrydom dewelke by het Art. 6. en 10. van het voorſ. Tractaat geacordeert is aen den Onderdanen van den Staat met haere Goederen op vyandelyke Schepen gevonden werdende, ook plaats zal hebben ten opſigt van den Goederen van deſelve Onderdanen ſchoon deſelve by haere Goederen niet praefent zouden mogen zyn.

2.

En ten tweeden, dat van Goederen, door de Ingeſterenen van deſen Staat aldaar werdende ingevoert, en van daar werdende uytgevoert, geene andere reſten ſullen werden betacht, als door de Engelfche: namentlyk drie percent, van de ingevoert werdende Koopmanſchappen.

3. En

ANNO 1708. *Cour comme Protecteur de la Nation Hollandaise; nous ayant par sa bonne conduite persuadé & porté à accepter de tels Points, que nos Ancêtres ni Nous n'avons jamais accordé, & nous nous sommes laissés persuader pour lui complaire.*

*Nous prions le grand Dieu tout-puissant, Créateur du Ciel & de la Terre, que sa Majesté divine nous veuille conserver dans une Paix durable, & nous faire prospérer contre nos Ennemis. On donne encore à l'Excellent Juda Cohen, notre Envoyé, le Pouvoir de traiter de notre part outre ce ci-dessus, & de faire tout ce qu'il jugera expédient, comme s'il étoit notre propre Personne, du consentement unanime de tout notre Conseil, de toute notre Noblesse haute & basse.*

*Cette présente est la Copie des Articles de Paix & de sa Ratification entre le Royaume de Tunis & L. H. P. les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, traduits et mis à mort de la Langue Arabe, par ordre de l'Excellent Baſſa Ibrahim Serif, Dey & Bey, le Divan & la Cour, avec ses Conseillers. Aujourd'hui ce 24. Mars 1704.*

*Suit le Certificat du Conſul Anglois.*

*Jean Goddard Agent de Sa Majesté de la Grande Bretagne &c. & Conſul General dans cette Ville & Royaume de Tunis, certifie par la présente que les Ecrits ci-dessus sont des Articles de Paix accordée entre son Excellence Ibrahim Baſſa, Dey & Bey, ensemble tout le Divan de cette Ville & Royaume de Tunis d'une part, & entre le Sieur Juda Cohen Envoyé de L. H. P. les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas pour L. H. P. d'autre part, laquelle est scellée des Sceaux de leurs-dites Excellences. Fait à leur requisition à Tunis ce 23. Mars 1704.*

*Etoit Signé,*

J. GODDARD.

*Et comme pour lever quelques obscuritez, nous avons demandé audit Envoyé Juda Cohen son explication sur les quatre Points suivants, il nous l'a donnée placée à la marge de chaque Point, comme il suit.*

*Eclairciſſement de l'Envoyé Juda Cohen.*

I.

*Le ſouſſigné déclare que ce Point ſera obſervé de cette manière-là, mais pas autrement que lorsqu'on y trouvera les Connoiſſemens des effets, qui ſont dans les Vaiſſeaux ennemis, avec la déclaration jointe que ces effets ſont pour le compte de Sujets de L. H. P.*

2.

*Le ſouſſigné déclare que cela ſ'obſervera ainſi, d'autant qu'il a été accordé expreſſement, que les Sujets de L. H. P. profiteront de toutes les Libertez avantageuſes dont y jouiſſent les autres Nations.*

3. De-

*Points ſur leſquels on a demandé explication.*

I.

*Premierement que la liberté & immunité accordée par les Art. 6. & 10. du ſuſdit Traité aux Sujets de L. H. P. s'entend avec leurs effets ſur des Vaiſſeaux ennemis, aura auſſi bien lieu pour les effets des mêmes Sujets, quand même ils ne ſeroient pas préſents en Perſonne près de leurs effets.*

2.

*En ſecond lieu, que pour les effets que les Sujets de L. H. P. y auront fait entrer, & en auront fait fortir, on n'en payera pas d'autres Droits, que les Anglois en payent; ſavoir trois pour cent pour les Marchandises qu'on y aura fait entrer*

3. Et

ANNO  
1708.ANNO  
1708.

3.

3.

3.

3.

Verklaart alzoo geob-  
serveert zal werden, alzoo  
by het Traetaat is bedon-  
gen, en wel expresselyck  
geaccordeert, dat de On-  
derdanen van den Staat  
sullen betalen zoo als de  
Engelsche by het sluyten  
van de Vreede hebben be-  
taalt, en niet zoo als na-  
maels sullen komen te be-  
talen.

En dat die alzoo gestel-  
de regten sullen blyven  
niet tegenstaande deselve,  
ten opsigte van Engelsche  
naderhandt verkogt zou-  
den moogen werden.

*Declare que cela sera ob-  
servé de même, parce qu'on  
a stipulé dans le Traité &  
accordé bien expressement  
que les Sujets de L. H. P.  
payeront comme les Anglois  
ont payé lors de la Conclusion  
de la Paix, & non pas com-  
me ils viendroient à payer  
dans la suite.*

*Et que ces Droits ainsi  
établis subsisteront, quand  
même par rapport aux An-  
glois les Droits viendroient  
à être baiffés dans la suite.*

4.

4.

4.

4.

Declareert den Onder-  
geschreven tot antwoord,  
als by het 2de Articul.

*Was getekent,*

JUDA COHEN.

Dog zoo deselve uit re-  
gard van de Engelsche, of-  
te van andere Natien zou-  
den mogen werden ver-  
minderd, dat de Ingezete-  
nen van desen Staat, in  
allen gevalle getrackteert  
sullen werden als de Na-  
tie die het favorabelste  
werd getrackteert.

*Declare le soussigné en ré-  
ponse ce qui est au 2. Article.*

Etoit signé,

JUDA COHEN.

*Mais si ces Droits ve-  
noient à être diminués par  
rapport aux Anglois ou au-  
tres Nations, que les Sujets  
de L. H. P. seront en toutes  
les occasions traités, comme  
la Nation qui est traitée le  
plus favorablement.*

Soo is't, dat wy het voorschreve Traetaat gesien en  
geexamineert hebbende; en gelet op de verklaringen  
door gemelde Envoyé Juda Cohen gedaan, en ge-  
neen zynde, om met de Regeringh van Tunes in  
vreede en vrundichap te leven, het voorz. Traetaat  
van Vreede, onder beneficium van de hier voorstaande  
verklaringen, hebben geaprobeert en ratificeren het  
selve mis desen; belovende opgetelyk en ter goe-  
der trouwe, het selve in allen deelen van onze zyde,  
te sullen agtervolgen en nakomen, doen agtervolgen  
en nakomen, zonder te gedogen, dat iets gesdaan  
werde dat daar tegens zoude mogen slyden. Al-  
dus gedaan in 's Gravenhage onder het groot Zegel  
van onzen Staat, de Paraphure van den Heer Präsi-  
derende in onze Vergaderinge en de Signature van  
onzen Griffier, op huyden den 1. December 1708.

*A ces causes, après avoir vu & examiné le susdit  
Traité, & fait attention aux explications faites par  
ledit Envoyé Juda Cohen, & désirant de vivre en  
Paix & Amitié avec la Regence de Tunis, nous avons  
approuvé & ratifié le susdit Traité sous le bénéfice des  
explications ci-dessus; promettant sincèrement & de  
bonne foi de le suivre & observer, de le faire suivre  
& faire observer de notre part en toutes ses parties,  
sans permettre qu'il se fasse la moindre chose qui y soit  
contraire. Fait à la Haye sous le grand Sceau de No-  
tre Etat, le Paraphre de Mr. le Président de notre  
Assemblée & la Signature de notre Greffier, ce jour-  
d'hui le 1. Decembre 1708.*

## LXXXIV.

1709. *Trattato per il restabilimento di una perfetta e dure-  
vole corrispondenza tra SUA BEATITUDINE, & la Maestà dell' Augustissimo IMPERATORE e tutta l'Augustissima Casa. In Roma li di 15. Gennaio 1709. [Simple Copie.]*

PER il restabilimento di una perfetta e durevole  
corrispondenza, tra Sua Beatitudine, e la Maestà  
dell' Augustissimo Imperatore & tutta l'Augustissima  
Casa, si sono concordati in virtù delle Plenipotenze,  
che si sono vicendevolmente cambiate tra Sua Emi-  
nenza il Signor Cardinale Paolucci Segretario di Sua  
Santità, & Sua Eccellenza il Signor Marchese di Prié,  
Consigliere intimo di Stato di Sua Maestà Cesare,  
gl' infraferiti Articoli.

I. Sua Eminenza il Signor Cardinale Paolucci, co-  
me Plenipotenziario Pontificio, promette, che Sua  
Santità, attese le infraferite promesse che si fanno da  
Sua Eccellenza il Signor Marchese di Prié Plenipo-  
tenziario Cesareo, riformerà le Truppe che presen-  
tamente hà in Ferrara, Forte Urbano, Roma, Anco-  
na, Civita-Vecchia, & in tutto il rimanente dello  
Stato Ecclesiastico, riducendole al piede & alla for-  
ma che erano prima del presente armamento, cioè al  
numero di cinque mila huomini in circa, trà Caval-  
leria & Fanteria, con licenziare tutti li Officiali e Sol-  
dati stranieri, non soliti à servire alla Santa Sede;  
anzi per torre ogni gelosia, & attese le accennate vi-  
cendevoli sicurezze e promesse, continuerà su l'istesso  
piede durante la presente Guerra, ne accrescerà le  
dette Truppe oltre il suddetto numero solito à ritenersi  
di cinque mila huomini in circa, e la sudetta riforma

TOM. VIII. PART. I.

e riduzione di Truppe, dovrà principiare nel termino  
di tre giorni doppo la sottoscrizione de' presenti Ca-  
pitoli, e compiutamente terminarsi nello spazio di ven-  
ti giorni.

II. Si ridurranno li Presidii di Ferrara e di Forte  
Urbano allo stato antico, cioè al numero de' Soldati  
solito à tenerli prima di quest' armamento.

III. Sua Santità farà parimente rimuovere li Pre-  
sidii, da i Luoghi e Porti che sono stati nuovamente  
muniti e fortificati, nelle frontiere del Regno di Na-  
poli, cioè dal canto del Garigliano e dell' Abbruzzo,  
come pure da quello del Mantouano.

IV. Che Sua Santità farà rimuovere il suo Presi-  
dio da Paliano, & si rimetterà nello stato di prima.

V. Promette all' incontro Sua Eccellenza il Si-  
gnor Marchese di Prié, Plenipotenziario Cesareo,  
in corrispettività del detto Disarmo, e delle infra-  
scritte promesse, che si fanno per parte di Sua San-  
tità, di fare in modo che in conformità degli ordini  
che sono dati da Sua Maestà Cesareà à i Generali  
Commandanti delle sue Armate in Italia, sia quanto  
prima sia possibile sollevato lo Stato Ecclesiastico  
dalle Truppe Cesaree, alleate, & ausiliarie. Parti-  
ranno immediatamente da i Confini dello Stato, quel-  
le che si trovano dal canto del Garigliano, e del  
Tronto sotto il Commando di Sua Altezza il Signor  
Principe di Darmstadt. Sua Eccellenza il Signor Ma-  
resciallo Conte di Daun, Commandante Generale  
dell' Armata Cesareà, che si trova nelle tre Legazio-  
ni, farà uscire due mila Cavalli, subito che havrà  
l'auviso della conclusione del Trattato, e sottoscri-  
zione de' presenti Articoli.

VI. Quando Sua Santità ridurrà al numero e sta-  
to come sopra, il Presidio della Città e Fortezza di  
Ferrara e Forte Urbano, promette detto Signor Mar-  
chese, che il detto Signor Maresciallo farà subito

Gg

lcavare



levare il Blocco di dette Piazze, e farà parimente dare le opportune sicurezze, affinché li Soldati che si licenziano possano liberamente ritornare alle loro case e dove loro parerà.

VII. A misura che anderà succedendo detta riforma, per parte di Sua Santità, ancheranno pur anche uscendo le sudette Truppe Imperiali, ausiliari & alleate, di modo che resti quanto prima sia possibile interamente evacuato lo Stato Ecclesiastico dalle medesime, alla riserva di un piccolo Corpo da restare in Comacchio, come si dirà in appresso.

VIII. Che in tanto che anderanno uscendo le Truppe dallo Stato Ecclesiastico, quelle che vi resteranno fino alla totale evacuazione, debbano contenerli nelle sudette tre Legazioni di Ferrara, Bologna & Romagna, osservando tutta la più esatta disciplina, che è stata prescritta da Sua Maestà Cesare, senza che possano commettere alcuna sorte Possibilità.

IX. Restando in tal forma stabilito il riposo e la sicurezza dello Stato Ecclesiastico, senza che possano entrarvi nuovamente durante quella Guerra le Truppe dell' Augustissima Casa, come il detto Signor Marchese promette, & avendo pur anche Sua Santità domandato d'essere assicurata da Sua Maestà Cesare, per conto dell' Altezza Serenissima del Signor Duca di Modena, al che essendo condescendi Sua Maestà; perciò il detto Eccellentissimo Signor Marchese promette & assicura, a nome della medesima, che lo Stato della Chiesa non farà molestato per detto tempo dalle armi di detto Signore Duca, ne d'alcun altro Principe. Per tal riguardo Sua Beatitudine assicura all' incontro Sua Maestà Cesare, e col di lei mezzo detto Serenissimo Signor Duca, come così promette l'Eminentissimo Paolucci per parte della medesima, che per tutte le sue preteseioni particolari saranno sentiti li suoi Ministri e Defensori, avanti una Congregazione particolare de' Signori Cardinali, che sarà subito dalla Santità Sua deputata, accio sia tutto diligentemente riconosciuto e determinato *prout de jure*, e sia refra al detto Signor Duca una pronta & esatta giustizia.

X. Promette pure detto Eccellentissimo Signor Marchese, che il Signor Maresciallo di Daun farà restituire tutti i Prigionieri di Guerra delle Truppe Pontificie, & in quanto a gli Avignonesi che sono stati presi in mare, farà detto Eccellentissimo Signor Marchese le sue parti appresso l'Ammiraglio, affinché siano rilasciati & occorrendo si contenterà Sua Maestà Cesare, farne passare officio in Inghilterra.

XI. Si farà da i Generali Cesarei l'intera restituzione de' Cannoni & attrezzi militari, che sono stati presi doppo le correnti emergenze, a chi farà commesso da Sua Santità.

XII. Si restituirà pure per parte di Sua Santità, tutto ciò che fù preso e ritrovato sopra le barche, che furono arrestate vicino a Ferrara, nel principio del passato Settembre.

XIII. Si rimetteranno tutti li Desertori Allemanni che si ritrovano nelle Truppe Pontificie, a' quali si concederà da Sua Maestà Cesare l'Amnistia per tale riguardo.

XIV. Si demoliranno per parte di Sua Santità, le nuove Fortificazioni fatte ne' luoghi che non erano fortificati prima delle presenti emergenze, nelle Frontiere del Regno di Napoli e del Mantovano.

XV. Non si darà alcun impedimento alla Navigazione libera del Pd, nel modo che si pratica fra Principi Amici, per tutto ciò che possa occorrere per il Cesareo servizio e dell' Armata, secondo li Passaporti che saranno spediti a quest' effetto da i Generali Cesarei.

XVI. Sarà contenta Sua Santità durante la presente Guerra di dare libero il transito alle Truppe dell' Augustissima Casa, per la Cavalleria e rimonte che convenisse fare passare nel Regno di Napoli, come pure alla Fanteria, e sue Recrute, ove effigesse la necessità di farla passare per Terra, o fosse troppo difficile di spedirla per mare, dovrà in tal caso tal transito essere innoxio, cioè senza danno & aggravio alcuno dello Stato Ecclesiastico e suoi Suditi, come si pratica ne' Stati de' Principi neutrali, e seguire di un solo Regimento per volta con precedente avviso di giorni quindici, e per la strada del Tronto che è la più breve, e di minore incomodo allo Stato della Chiesa, di modo che fra l'uno e l'altro Regimento corra sempre lo spazio di tre giorni, affinché resti più praticabile. Si contenterà per altro

Sua Santità, in caso di straordinaria necessità, per soccorro del Regno, di concedere il passaggio tutto Terracina, e si assegnerà da Sua Beatitudine in tal caso la strada più comoda e vicina.

XVII. Desiderando Sua Santità di cooperare pur anche alla quiete delle Provincie confinanti, nella quale hà tanto interesse lo Stato Ecclesiastico, non permetterà che si dia alcuna assistenza e favore a i forusciti di Napoli, ne che vi sia in Roma, o nel di lei Stato chi fomenti torbidi in quel Regno.

XVIII. Sua Santità deputerà uno o più Cardinali, fra i quali & il sudato Eccellentissimo Signor Marchese come Ministro Cesareo, o chi sarà in luogo destinato dalla Maestà Sua, si esaminerà e discuterà la materia delle vertenti pendenze sopra li Stati di Parma, Piacenza e Comacchio, e questo non in veruna forma di giudizio, ma per appagamento comune, tanto di Sua Santità che di Sua Maestà Cesare.

XIX. E perchè Sua Maestà intende che la Città di Comacchio colle dette Valli debba restare in sue mani nello stato in cui è di presente, con un piccolo Corpo di Fanteria Imperiale, fin tanto che sia in detto Congresso ventilata e di poi terminata detta pendenza, con che detto Corpo non possa commettere alcuna offesa, & all' incontro intendendosi per parte di Sua Santità, che detta Città con le predette Valli debba restituirsi liberamente alla Santa Sede, hà Sua Beatitudine tal fiducia in Sua Maestà Cesare, che confida sia dalla medesima p.r. originarsi, che così venga eseguito. Quando poi Sua Maestà non inclini, e persista come ora in detta intenzione, non per questo si lascerà per parte di Sua Beatitudine di adempire a quel tanto che ne' predetti Articoli si conviene, e colle condizioni sopra stabilite, ne permetterà in tal caso, che si dia alcuna molestia al sudito Corpo in Comacchio, ne che sia impedita la libera comunicazione, tanto per Aqua che per Terra al medesimo, essendo Sua Santità sommamente bramosa di contribuire, dal canto suo, tutte le maggiori facilità per il sollievo de' suoi Suditi, & insieme di dare questo nuovo argomento della confidenza che ripone in Sua Maestà Cesare, che si preggia del Titolo di Avvocato e Difensore della Chiesa.

Promette detto Eminentissimo Cardinale Paolucci, di riportare la Ratificazione da Sua Santità del presente Trattato tra li termini di giorni venti cinque, e detta Eccellenza del Signor Marchese da Sua Maestà Cesare fra giorni trenta cinque, senza che s'ia tanto si ritardi in alcun modo la puntuale esecuzione del presente Trattato. In fede &c. Dat. in Roma li di 15. Gennaio 1709.

F. Cardinale PAOLUCCI.

Il Marchese di PRIE.

LXXXV.

Articles Preliminaires, pour parvenir à la Paix 28. Mai.

Générale, dressé sous le Ratification, entre les Ministres de l'EMPEREUR, de la Reine de la GRANDE BRETAGNE, & des Seigneurs Etats Généraux des PROVINCES-UNIES, d'une part, & ceux du Roi de l'EMPEREUR, d'autre part, mais signés seulement des premiers. Par lesquels on conviendrait, que la MONARCHIE d'ESPAGNE sera entièrement remise & cédée, à Sa Majesté Catholique CHARLES III. Et qu'elle demeurera dans la Maison d'Autriche, sans qu'aucune de ses parties puisse en être jamais démembrée. A la Haye le 28. Mai. 1709. [Tiré du Protocole de l'Ambassade Impériale aux Traités de Paix à la Haye, & à Utrecht]

ON procédera incessamment à faire une bonne, ferme & durable Paix, Confédération, & perpétuelle Alliance & Amitié, entre Sa Majesté Impériale, comme aussi entre tous & chacun des Alliez de Sa Majesté Impériale, & principalement le Royaume de la Grande-Bretagne, & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies d'une part; & de l'autre, entre Sa Majesté Très-Chrétienne &

ANNO  
1709.

ANNO  
1709.

ses Alliez. Et comme les conjonctures présentes n'ont pas permis que Sa Majesté Impériale ait préalablement pu recevoir l'agrément, & un consentement de l'Empire sur tout ce qui le regarde dans plusieurs Articles contenus dans ces Préliminaires, elle tâchera d'obtenir, suivant l'usage établi dans l'Empire, le plutôt qu'il sera possible, le Consentement & la Ratification dudit Empire, avant l'exécution de ces Articles qui regardent particulièrement l'Empire.

II. Et pour parvenir à ce but tant salutaire au présent, & d'en jouir à présent autant qu'il sera possible, on est convenu des Articles Préliminaires qui doivent servir de fondement aux Traitez de la Paix générale.

III. Premièrement, en considération & conséquence de ladite bonne Paix & Réunion sincère de toutes parts, le Roi Très-Chrétien reconnaitra dès à présent publiquement & authentiquement, comme aussi après dans les Traitez de Paix, à faire, le Roi Charles III. en qualité de Roi d'Espagne, des Indes, de Naples, & de Sicile, & généralement de tous les Etats & Dépendances compris sous le nom de la Monarchie d'Espagne, en quelque partie du monde qu'ils soient situés, à la réserve de ce qui doit être donné à la Couronne de Portugal & au Duc de Savoie, suivant les Traitez faits entre les Hauts Alliez, & de la Barrière que ledit Roi Charles III. doit faire tenir auxdits Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies dans les Pais-Bas, selon la teneur de la Grande Alliance de l'année 1701, & de ce qui sera dit ci-après du Haut Quartier de Gueldre, & des Conventions à faire avec ledit Roi Charles III., sans rien excepter d'avantage, ainsi & avec tous les Droits que le feu Roi d'Espagne Charles II. a possédés, ou dû posséder, tant pour lui, que pour ses Héritiers & Successeurs, selon la disposition testamentaire de Philippe IV. & les Pactes établis & reçus dans la Sérénissime Maison d'Autriche.

IV. Et d'autant que le Duc d'Anjou est présentement en possession d'une grande partie des Royaumes d'Espagne, des Côtes de l'Océan, des Indes, & d'une partie des Pais-Bas, il a été réciproquement convenu, que pour assurer l'exécution desdits Articles, & des Traitez, à faire & à achever, dans l'espace de deux mois, à commencer du premier du mois de Juin prochain s'il est possible, Sa Majesté Très-Chrétienne fera en sorte que dans ce même terme le Royaume de Sicile soit remis à Sa Majesté Catholique Charles III. & ledit Duc sortira en pleine sûreté & liberté, de l'étendue des Royaumes d'Espagne, avec son Epouse, de l'étendue des Princes ses Enfants, leurs Eux, & généralement toutes les Personnes qui les voudront suivre : En sorte que si ledit terme finit sans que ledit Duc d'Anjou consente à l'exécution de la présente Convention, le Roi T. C. & les Princes & Etats stipulans, prendront de concert les mesures convenables pour en assurer l'entier effet, & que toute l'Europe, par l'accomplissement desdits Traitez de Paix, jouisse incessamment d'une parfaite tranquillité.

V. Pour en avancer l'établissement, Sa Majesté Très-Chrétienne retirera dans le terme desdits deux mois, les Troupes & les Officiers qu'elle a présentement en Espagne, & aussi celles qui se trouvent dans le Royaume de Sicile, aussi bien que dans les autres Lieux, Pais, & Etats dépendans de ladite Monarchie d'Espagne en Europe, & des Indes, aussitôt qu'il sera possible : promettant en foi & parole de Roi, de n'envoyer désormais au Duc d'Anjou, s'il refuse d'y acquiescer, ni à ses adhérens, aucun secours, soit de Troupes, Artillerie, Ammunitions de Guerre, ou d'argent, directement ou indirectement.

VI. La Monarchie d'Espagne demeurera dans la Maison d'Autriche, de la manière qu'il a été dit ci-dessus, sans qu'aucune de ses parties puisse en être jamais démembrée, ni ladite Monarchie en tout ni en partie, être unie à celle de France, ni qu'un seul & même Roi, ni un Prince de la Maison de France en devienne le Souverain, de quelque manière que ce soit, par Testament, Apels, Succession, Conventions matrimoniales, Dons, Ventes, Contrats, ou autres voyes, telles qu'elles puissent être, ni que le Prince qui régnera en France, ni un Prince de la Maison de France, puisse jamais régner aussi en Espagne, ni acquérir dans l'étendue de ladite Monarchie aucunes Villes fortes, Places, ou Pais, dans

TOM. VIII. PART. I.

aucune partie d'icelle, principalement dans les Pais-Bas; en vertu d'aucuns Dons, Ventes, Echanges, Conventions matrimoniales, Hérités, Apels, Succession par Testament, *ab intestato*, en quelque sorte & manière que ce puisse être, tant pour lui que pour les Princes ses Enfants, & Freres, leurs Héritiers & Descendans.

VII. Spécialement, que la France ne pourra jamais se rendre Maître des Indes Espagnoles, ni envoyer des Vaisseaux pour y exercer de Commerce; sous quelque pretexte que ce soit.

VIII. Sa Majesté Très-Chrétienne voulant donner des marques certaines du dessein qu'Elle a de maintenir une Paix ferme & stable, & faire cesser tout ombrage de desseins, consent à remettre à Sa Majesté Impériale, & à l'Empire, la Ville & Citadelle de Strasbourg, dans l'état où elle se trouve présentement, avec le Fort de Kell & ses dépendances, situés des deux côtes du Rhin, sans aucune répétition de fraix ou dépenses, sous quelque pretexte que ce soit, avec cent piéces de Canon de bronze, de différent calibre, savoir cinquante piéces de vingt-quatre & de douze livres de bales; & cinquante piéces de huit, & de quatre livres, & les munitions à proportion, pour être rétablie dans les Prérogatives & Privilèges des Villes Impériales, dont elle jouissoit avant que d'être sous la Domination de Sa Majesté Très-Chrétienne : laquelle Ville de Strasbourg & Forts, seront rendus & évacués aussitôt après les Ratifications de l'Empereur & de l'Empire, qui seront échangées à la Haye, & qu'il comparoitra aux Portes de ladite Ville de Strasbourg & Forts, quel qu'un muni d'un Plein-pouvoir de Sa Majesté Impériale, & de l'Empire, selon la forme accoutumée, pour en prendre possession.

IX. Que la Ville de Brisac, avec son Territoire soit évacué par Sa Majesté Très-Chrétienne & remise par elle à Sa Majesté Impériale, à la Maison d'Autriche, avec tous les Canons, Artillerie & Ammunitions de Guerre qui s'y trouveront à la fin de Juin au plus tard, pour en jouir désormais en toute propriété; ainsi que Sa Majesté Impériale en a joui & dû jouir en exécution du Traité de Paix de Ryfwick avec les Canons, Artillerie & Ammunitions de Guerre qui s'y trouvent.

X. Sa Majesté Très-Chrétienne possédera désormais l'Alsace, dans le sens littéral du Traité de Westphalie, en sorte qu'Elle se contentera du Droit de Préfecture sur les dix Villes Impériales de ladite Alsace, sans pouvoir néanmoins étendre ce Droit au préjudice des Prérogatives, Droits & Privilèges qui leur compétent, comme aux autres Villes libres de l'Empire pour en jouir aussi-bien que des Prérogatives, Revenus & Domaines, ainsi que Sadite Majesté a dû jouir, lors de la conclusion dudit Traité, devant aussi être remises les Fortifications desdites Villes au même état qu'elles étoient alors; excepté toutefois la Ville de Landau, dont la possession & propriété appartiendront pour toujours à Sa Majesté Impériale & à l'Empire, avec faculté de démolir ladite Place s'il est jugé à propos par l'Empereur & l'Empire.

XI. Qu'en conséquence dudit Traité de Westphalie Sadite Majesté Très-Chrétienne fera démolir dans le tems convenu, à ses dépens, les Forteresses qu'elle a présentement sur le Rhin depuis Bâle, jusques à Philipsbourg, nommément Hunningen, le Neuf-Brisac, & le Fort Louis avec tous les ouvrages, & dépendances dudit Fort tant en deça qu'au delà du Rhin, sans que jamais on puisse le rétablir.

XII. Que la Ville & Forteresse de Rhinfeltz avec ce qui en dépend demeurera au Land-Grave de Hesse-Cassel, juiques à ce qu'il en soit convenu autrement.

XIII. La Reine de la Grande-Bretagne & les Seigneurs Etats Généraux soutenant que la clause insérée dans l'Article IV. du Traité de Ryfwick touchant la Religion, est contre la teneur de la Paix de Westphalie, & que conséquemment elle devoit être revoquée; il a été trouvé bon que cette affaire sera remise à la Négociation de la Paix Générale.

XIV. Quant à la Grande-Bretagne, Sa Majesté Très-Chrétienne reconnaitra dès à présent & dans la Négociation de ce Traité de Paix à faire, la Reine de la Grande-Bretagne en cette qualité.

XV. Sadite Majesté reconnaitra aussi la Succession à la Couronne de la Grande-Bretagne dans la

G g 2

Ligne



ANNO  
1709.

Ligne Protestante ainsi qu'elle est établie par les Actes du Parlement de la Grande-Bretagne.

XVI. Le Roi Très-Chrétien cèdera à la Couronne de la Grande-Bretagne ce que la France possède dans l'Isle de Terre-neuve, & on restituera, de la part de la Reine de la Grande-Bretagne aussi-bien que de la part de Sa Majesté Très-Chrétienne tous les Pais, Iles, Forteresses, & Colonies que les Armes de l'un & de l'autre côté ont occupées depuis la présente Guerre en quelques lieux des Indes qu'ils soient situés.

XVII. Sa dite Majesté promet de faire raser toutes les Fortifications de la Ville de Dunquerque, du Port, & des Rysbances, & ce qui en pourroit dépendre à ses dépens, sans exception, en sorte que la moitié desdites Fortifications soit rasée, & la moitié du Port comblé dans l'espace de deux mois, & l'autre moitié des Fortifications rasée aussi-bien que l'autre moitié du Port comblée dans l'espace de deux autres mois, le tout à la satisfaction de la Reine de la Grande-Bretagne & des Etats Généraux, sans qu'il soit permis de rétablir ces Fortifications & de rendre le Port navigable à jamais, ni directement, ni indirectement.

XVIII. La personne qui prétend être Roi de la Grande-Bretagne ayant désiré de sortir hors du Royaume de France & de prévenir la demande que la Reine de la Grande-Bretagne & que la Nation Britannique ont faite, se retirera en tel Pais & de telle manière que par le prochain Traité de Paix Générale il sera convenu sur les moyens dudit Traité.

XIX. Dans la Négociation principale du Traité à faire on tâchera de convenir d'un Traité de Commerce avec la Grande-Bretagne.

XX. A l'égard du Roi de Portugal, Sa Majesté Très-Chrétienne consentira qu'il jouisse de tous les avantages établis en sa faveur par le Traité fait entre lui & les Alliez.

XXI. Sa Majesté reconnoitra le Roi de Prusse en cette qualité, & promettra de ne le point troubler dans la possession de la Principauté de Neuchâtel & du Comté de Vallengin.

XXII. Et quant aux Seigneurs Etats Généraux, Sa Majesté leur cèdera, dans les termes les plus précis qu'il conviendra, les Places de Furnes, & Furner-Ambarg, le Fort de Kenok, y compris Menin avec sa Verge, Ypres avec sa Châtellenie & ses dépendances, qui seront désormais Baillen ou Belles, Warneton, Commines, Werwic, Popperingen, & ce qui dépend des lieux ci-dessus exprimés. (La Ville & Châtellenie de Cassel demeurant à Sa Majesté Très-Chrétienne.) Lille avec sa Châtellenie (à l'exception de la Ville & Gouvernance de Doillai.) Tournai, Condé, & Maubeuge, avec toutes leurs dépendances, le tout en l'état que sont à présent lesdites Places, spécialement avec les Canons, Artillerie, & Ammunitions de Guerre qui s'y trouvent, pour aussi servir de Barrière avec le reste des Pais-Bas Espagnols auxdits Seigneurs Etats Généraux, & pour en pouvoir convenir avec ledit Roi Charles, selon la teneur de ladite Grande Alliance tant à l'égard de la Garnison que lesdits Seigneurs Etats Généraux y tiendront, que de toutes les autres choses dans les Pais-Bas Espagnols, & particulièrement pour avoir en toute Propriété & Souveraineté le haut Quartier de Gueldre selon le XII. Article du Traité de Munster de l'an 1648, comme de tems en tems ils le trouveront à propos, bien entendu que s'il y a un Magasin général à Tournai on conviendra de la quantité & qualité d'Artillerie & Munitions, qui seront laissés dans ladite Place.

XXIII. Sa Majesté Très-Chrétienne rendra aussi toutes les Villes, Forts & Places qu'Elle aura occupées dans les Pais des Espagnols, dans l'état qu'ils sont présentement, avec leurs Canons, Artilleries, & Ammunitions de Guerre, bien entendu que si depuis que les Troupes du Roi Très-Chrétien sont entrées dans Namur, il s'est fait quelque Magasin ou Amas d'Artillerie, & Ammunitions dans ladite Ville & Château, outre que pour leurs défenses, ils seront retirés par les Officiers de Sa Majesté Très-Chrétienne, de concert avec ceux des Etats Généraux dans le tems de l'évacuation, laquelle ne pourra être retardée pour raison de cela; mais sera faite dans le tems qu'il sera réglé, le tout sous condition expresse, que la Religion Catholique sera maintenue dans toutes lesdites Places rendues, & Lieux & Dépendances, en la même manière qu'elle

y est établie, hormis que les Garnisons de l'Etat pourront exercer leur propre Religion, tant dans les Places cédées pour l'augmentation de la Barrière, que dans les Places des Pais-Bas Espagnols rendus.

XXIV. Et afin que cette Convention puisse sortir un plein effet, Sa Majesté Très-Chrétienne promet de ne faire sortir dès à présent ni Canons, ni Artillerie, ni Ammunitions de Guerre des Villes & Forts qui devront être rendus & cèder en vertu de ces Articles.

XXV. Sa Majesté accordera auxdits Seigneurs Etats Généraux touchant leur Commerce ce qui est stipulé par le Traité de Ryfwick & le Tarif de 1664. La suppression des Tarifs faits depuis la révocation de tous Edits, Déclarations, & Arrêts postérieurs, contraires audit Tarif de l'an 1664, & aussi l'annulation du Tarif fait entre la France & lesdits Seigneurs Etats Généraux le 29. Mai l'an 1699. de sorte qu'il n'y aura que le Tarif du 18. Sept. de l'an 1664, qui aura lieu à leur égard : ensemble l'exemption de 50. sous par tonneau sur les Vaisseaux Hollandois trafiquans dans les Ports de France.

XXVI. Sa Majesté reconnoitra lors de la signature des Traitez de Paix le Neuvième Electorat érigé en faveur de Son Altesse Electorale d'Hannover, de Brunswick & Lunebourg.

XXVII. Le Duc de Savoye sera remis en possession du Duché de Savoye, du Comté de Nice & de tous les Lieux, & Pais qui lui appartiennent, & que les Armées de Sa Majesté auront occupées pendant le cours de la présente Guerre, sans aucune réserve, consentant d'ailleurs que Son Altesse Royale jouisse de tous les Pais, Etats & Places qui lui ont été cédés par l'Empereur & ses Alliez.

XXVIII. Que le Roi T. C. cède à Mr. le Duc de Savoye la Propriété & Souveraineté des Villes d'Exilles, Fenestrelles, & Chaumont, occupées présentement par les Armes de Son Altesse Royale aussi-bien que de la Vallée de Pragelas, comme aussi de tout ce qui est en dedans du Mont-Général & autres, en sorte que désormais ces dits Monts servent de Barrière & de Limites contre le Royaume de France & la Principauté de Piémont.

XXIX. Quant aux ci-devant Electeurs de Cologne & de Bavière, leurs demandes & prétentions seront remises à la Négociation du Traité de Paix; & ces Dispositions & Décrets de Sa Majesté Impériale, & de l'Empire faits & émanés durant cette Guerre seront soutenus à l'égard de Son Altesse Electorale Palatine qui restera dans la possession du Haut-Palatinat, du Comté de Cham & dans le rang & dignité, tout de même comme il en a été investi par Sa Majesté Impériale, comme aussi à l'égard de ce qui a été fait en faveur de la Ville Impériale de Donawert & de plusieurs autres dispositions de cette nature : & pour ce qui regarde les Garnisons qui se trouvent ou se trouveront ci-après de la part des Etats Généraux dans la Ville de Huy, la Citadelle de Liege, & dans la Ville de Bonn, elles y resteront jufques à ce qu'il soit convenu autrement avec Sa Majesté Impériale, & l'Empire.

XXX. Et pour faire cesser tous ces doutes sur l'exécution desdits Articles & en avancer l'exécution dont dépend le rétablissement du repos général & de la Confiance & Amitié réciproquement.

XXI. On promet que les demandes ultérieures que l'Empereur, la Reine de la Grande-Bretagne, & lesdits Seigneurs Etats Généraux pourront faire dans la Négociation de la Paix Générale, aussi-bien que le Roi Très-Chrétien, ne pourront interrompre l'Armistice dont il sera parlé ci-après.

XXII. Pour l'Empire, les quatre Cercles associés, le Roi de Portugal, le Roi de Prusse, le Duc de Savoye, & autres Alliez, il leur sera libre, outre ce qu'il leur est accordé ci-dessus, de faire dans ladite Assemblée générale telles demandes qu'ils trouveront convenables.

XXIII. La Négociation générale se terminera, s'il est possible, dans le tems de deux mois, comme ci-dessus.

XXIV. Et afin que ladite Négociation se puisse tant mieux faire dans le terme desdits deux-mois, & que sur l'exécution desdits Articles, la Paix s'en puisse suivre immédiatement, il a été accordé qu'il y aura une Cessation d'Armes entre les Armées de toutes les Hautes Parties qui sont en Guerre, à commencer par tout lors que la conclusion desdits Articles pourra venir à la connoissance desdites Hautes Parties présentement en Guerre.

XXXV.

ANNO  
1709.

ANNO XXXV. Le Roi T. C. pour donner des preuves de son desir & inclination pour terminer cette sanglante Guerre, dès à présent promet aussi-tôt la Conclusion & la Ratification dedit Articles, d'évacuer comme ci-dessus aux Pais-Bas, les Villes de Namur, Mons & Chaderoi, devant le 15. de Juin prochain; Luxembourg, Condé, Tournai & Maubeuge, 15. jours après; & devant le 15. de Juillet, les Villes de Nieuport, & Furnes, & les Forts de Kenoke, & Ypres; & devant l'expiration de ces deux mois, de raser & combler, comme on est convenu ci-dessus, les Fortifications & le Port de Dunquerque, le rapportant, à l'égard de Strasbourg & du Fort de Kell, à ce qui est stipulé par l'Article VIII.

XXXVI. Sa Majesté Très-Christienne promet de même au tems de ladite conclusion, & devant l'expiration des deux mois après, d'exécuter tout ce qui a été accordé ci-devant à l'égard des autres Alliez.

XXXVII. Et en cas que le Roi Très-Christien exécute tout ce qui a été dit ci-dessus, & que toute la Monarchie d'Espagne soit renduë & cédée audit Roi Charles III. comme il est accordé par ces Articles, dans le terme stipulé, on a accordé que la Cessation d'Armes entre les Armées des Hautes Parties en Guerre, continuera jusques à la Conclusion & à la Ratification des Traitez de Paix à faire.

XXXVIII. Tout ceci servira de base & de fondement des Traitez de Paix à faire, dont on fera l'extension dans les formes les plus amples comme on a accoutumé de faire dans les Traitez de Paix, tant à l'égard de Cession, Succession, Renonciation, Dépendances, & Annexes, Evacuation du Canon, Artillerie, & Ammunitions de Guerre, Galères, & Chourmes, sans frais ni depens, & semblables choses.

XXXIX. Les Ratifications des Articles Préliminaires ci-dessus seront formez & échangez de la part du Roi Très-Christien, de la Reine de la Grande-Bretagne, & des Seigneurs Etats Généraux, avant le 15. Juin prochain; de la part de l'Empereur, le premier Juillet suivant, & de celle de l'Empire le plutôt qu'il sera possible, & aussi-tôt après la délivrance dedit Ratifications de la Grande-Bretagne & des Seigneurs Etats Généraux, l'on procédera à l'exécution de ce qui est stipulé touchant l'évacuation des Places que Sa Majesté Très-Christienne doit rendre & céder, aux Pais-Bas, comme aussi touchant la démolition de la Ville de Dunquerque & Comblement du Port, & tout ce qui est accordé audit Puissances. La même exécution aura lieu pour ce qui est stipulé en faveur de l'Empereur, & du Roi Charles III. après la Ratification de S. M. Imperiale.

XL. Et pour avancer la conclusion des Traitez de Paix Générale, il a été convenu que le 15. du mois de Juin prochain le Congrès commencera en ce lieu de la Haye, & tous les Rois, Princes, & Etats, Alliez & autres, seront invitez d'y envoyer leurs Ministres & Plénipotentiaires pour prévenir toutes les difficultés & embarras sur le Cérémoniel, & avancer d'autant plus la conclusion de la Paix Générale. Ceux dedit Ministres qui auront le Caractère d'Ambassadeurs ne le déclareront que le jour de la signature des Traitez de ladite Paix. Ainsi fait, convenu & signé par les Plénipotentiaires de Sa Majesté Impériale, de Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne, des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, avec les Ministres Plénipotentiaires de Sa Majesté Très-Christienne. A la Haye ce 28. Mai 1709.

EUGENE DE Le Prince J. VAN WELDERE.  
SAVOYE. & Duc de (L. S.)  
(L. S.) Marlborough.  
(L. S.) F. B. DE REEDE.  
(L. S.)

PHILIPPE TOWN-  
LOUIS. SEND. A. HENSIUS.  
(L. S.) (L. S.)  
Comte de (L. S.)  
Suzendorf. (L. S.)  
(L. S.) CONINGH.  
(L. S.)

F. Baron de REEDE  
DE RENSWOUDE.  
(L. S.)

S. VAN GOSLINGA. ANNO  
(L. S.) 1709.

E. VAN ITTERSUM.  
(L. S.)

W. WICHERS.  
(L. S.)

WILHEM BUYS.  
(L. S.)

VANDER DUSSEN.  
(L. S.)

LXXXVI.

Decretum CAROLI III. Hispaniarum Regis 19. Juii  
Catholici, pro LEOPOLDO Duce Lotharingie, de Indemnitate Ducatus Montisferrati per aliquam compensationem ei prestanda. Datum Barcinone die 19. Junii 1709. [Actes & Mémoires de la Paix d'Utrecht, Tom. I. pag. 155.]

SACRA Regia Catholica Majestas ad debitam requisitionem eidem factam ex parte Serenissimi Domini Ducis Lotharingie sequentem resolutionem responsi loco præberi benignè jussit. Quod videlicet, uti præfata Sua Majestas Serenissimi Domini Ducis petitionem justitæ atque æquitati omni modo contentancam censit, quatenus nimirum ob cessionem & investituram Ducatus Montisferrati ab Imperatore Leopoldo Domino Genitore ejusdem Colendissime felicissime memorie, cause publicæ, & Augustissimæ Domus Austriacæ indispensabili necessitate, atque notoriâ, utilitate præteritorum annorum tempore ita exigente, Serenissimo Domino Sabaudia Duci concessam Serenitas sua Lotharingica, prout in Fœdere inter divum Cæsarem, ac prædictum Sabaudia Ducem inito Article 5. sancitum est, indemnitas habeatur, ac proinde ob alios in tabulis Pacis Riswicensis fundatos, & hæcenus à Corona Gallica executioni nondum traditos Articulos eidem debita & plenaria satisfactio reddatur, ita altè fata Sua Majestas Catholica tum ex obligatione vi Fœderis ab eadem confirmati nascente, tum & præcipue quidem ex strictissimo Sanguinis, atque intimi affectus & Amicitia nexu quo Serenissimum Dominum Lotharingia Ducem à teneris amplexus est, omni curâ, & studio, atque armis & consiliis cum moderna Sacra Cæsarea Majestate Domino Fratre ejusdem dilectissimo, cæterisque Dominis Collegatis in id incumbere velit, ut non solum Serenissimo Domino Duci Lotharingia Ducatus Montisferrati jactura aliunde refarciatur, & eidem in vicem & compensationem præfati Ducatus æquivalentis valoris Provincia, aut Terræ in futuro Pacis Tractatu assignentur, & in eandem actualem, & quietam possessionem immittatur, sed etiam ob alias Serenissimo Domino Duci erga Franciam ex Pace Riswicensi remanentes actiones, atque credita eidem debita ac plenariè satisfiat. Pro cujus Declarationis majore ac fortiori robore Sacra Regia Catholica Majestas præfens Decretum affecutorium Serenissimo Domini Duci benignè extradi, eidemque ac toti Serenissimæ Domui Lotharingia constantem animi & benevolentia suæ Regia affectum denub confirmare voluit. Signatum Barcinone sub altissimè dictæ suæ Majestatis Sigillo secreto, & Secretarii sui intimi subscriptione firmatum die decima nonâ mensis Junii, Anno Domini millesimo septingentesimo nono.

(L. S.) Subscribatur GUILLIELMUS  
Liber Baro de KELLERS.

LXXXVII.

Manifeste du Roi AUGUSTE pour son retour en 8. Août.  
Pologne, donné le 8. Août 1709. en Latin, & traduit en François par l'ordre de ce Prince.  
[Feuille volante.]

NOUS AUGUSTE SECOND, par la Grace de Dieu, Roi de Pologne, Grand Duc de Lituanie,



ANNO  
1709.

tuanie, de Russie, de Prusse, de Maffovie, de Samogitie, de Kiovie, de Volhinie, de Podolie, de Podlachie, de Livonie, de Smolensko, de Severie, & de Czernicow; Duc de Saxe, de Juliers, de Cleves & de Mons, d'Angrie & de Westphalie, Archimarché & Electeur du Saint Empire; Landgrave de Thuringue, Margrave de Milhie, de la Lusace superieure & inferieure, Burgrave de Magdebourg, Prince Comte de Henneberg, Comte de la Mark, de Ravensberg & Barbi, Seigneur de Ravenstein, &c. &c.

Faisons à sçavoir, & d'ailleurs tout le monde sçait, que Nous fumes contraints en 1699. de prendre les armes contre la Suede, pour rétablir la liberté du Commerce, qui étoit une des conditions de la Paix d'Olive, & qui avoit été promise au Royaume de Pologne, & à ses Habitans, par l'Article XV. de cette Paix. Les Suedois avoient tellement troublé cette liberté du Commerce, qu'après avoir vu qu'ils n'avoient point d'égard aux plaintes & aux représentations qui leur étoient faites là-dessus de la part de nos Sujets, Nous crûmes être obligés en conscience, de Nous servir de la voye des armes, non seulement pour leur faire observer cette condition, dont Nous venons de parler; mais aussi plusieurs autres qu'ils avoient violées, contre les engagements où ils étoient par la même Paix d'Olive. Nous étions cependant dans le dessein de ne Nous servir de nos Armes, que comme il est reçu & pratiqué parmi les Chrétiens. Nous donnâmes même d'abord plusieurs preuves que c'étoit là notre intention. Non seulement Nous tâchâmes de rappeler par des Edits remplis de douceur ceux qu'une crainte vaine avoit fait fuir de la Province de Livonie, à notre approche; mais qui plus est, Nous fîmes distribuer du pain & des semences, à ceux qu'une terreur panique avoit contraints de ravager eux-mêmes leurs propres possessions. Nous ne méprîmes pas les propositions de reconciliation qui nous furent faites, tant par l'Envoyé de France, qui étoit déjà sur les lieux, que par celui de Hollande qui vint bien-tôt après. Et même la complaisance, que Nous témoignâmes dans cette occasion, interrompit le furore de nos Armes, qui avoient alors tout le bonheur que Nous pouvions desirer.

Cependant CHARLES XII. Roi de Suede, ne pensoit pas à moins qu'à Nous arracher le Sceptre des mains, & à nous faire descendre du Trône. Animé de cet esprit, il fit irruption en Pologne; & après avoir rejeté les propositions qui lui furent faites, & par Nous-mêmes, & avec notre permission, par les Etats de notre Royaume, il fit tous ses efforts pour porter le flambeau fatal de la sedition parmi nos Sujets, & pour les attirer à son parti. Pour parvenir à ses fins, il fit courir le bruit, que Nous avions violé les Conventions que Nous avions faites avec la République, & qu'on supposait un Interregne chimérique, le Roi légitime de Pologne étant plein de vie. Il attira de plus à Varsovie quelques Etats de notre Royaume, sous le specieux prétexte de traiter de la Paix; & quoi que ceux qui s'y rendirent, n'eussent reçu des Instructions qu'à cet égard, il tâcha de se servir de leur présence pour le dessein impie & ténébreux qu'il avoit formé de nous ôter la Dignité Royale.

Le Comte Stanislas Leszcinski, dont Nous avions combié le Pere & la famille d'un grand nombre de bienfaits, à qui nous avions conféré le Palatinat de Pologne, que Nous avions accablé de nos grâces & de notre bienveillance; enfin, qui nous avoit si souvent, & si saintement juré une fidélité inviolable; ce Comte Leszcinski se porta à un tel degré de rémérité & d'aveuglement, qu'il voulut servir comme d'organe aux complots criminels qu'on faisoit de nous ôter la Couronne; il osa s'ériger en Roi de l'illustre Nation Polonoise, & prétendit commander à tant d'autres, qui étoient autant, pour ne pas dire infiniment plus que lui; & cela contre les Loix fondamentales du Royaume. Ces monstrueux projets furent enfantés dans cette petite Assemblée, à la crainte & la terreur, que lui inspiroit le voisinage de l'Armée Suedoise, étoient toute sorte de liberté, & à laquelle on eut la hardiesse de donner le nom de *Diète d'Élection*. Mais le Cardinal Radziowski Primat du Royaume, quoi qu'il n'eût pas peu contribué lui-même à ce dessein criminel, contre la Foi & la Conscience, ne voulut pourtant pas

assister à cet Acte chimérique, ni être présent au vain Couronnement qu'on méditoit. Ceux des Etats de Pologne qui étoient présents, protestèrent contre toutes les Procédures qu'on pourroit faire à cet égard, & se servirent du Droit reçu de tout tems chez les Polonois, par lequel tout Acte de cette nature, est sans force, & censé absolument nul, quand il n'y auroit qu'un seul opposant.

Les Sénateurs, les Grands du Royaume, & généralement tous ceux qui avoient à cœur le bien de leur Patrie, demeurèrent inébranlables; ils ne voulurent point violer la Foi qu'ils devoient à Dieu, l'Auteur de la Majesté Royale, à leur Roi légitime, & aux Loix du Royaume, ni rien faire de préjudiciable à leur liberté. Animez au contraire d'un zèle véritable, ils firent publier au Camp de Landshut le 28. Juillet 1704. un Manifeste, où, à l'exemple de ce qui avoit été fait l'année précédente à l'Assemblée de Sendomir, le prétendu *Détrouement* (comme ils l'appelloient) & toutes les démarches que les malintentionnez avoient faites à ce sujet, étoient déclarées nulles, illégitimes & criminelles; par ce même Manifeste, ils témoignèrent l'indignation que de tels projets leur avoient inspirés, ils protestèrent contre l'Acte de cette Election forcée, ils déclarèrent Leszcinski, & les Complices de son attentat, traites, ennemis de la Patrie, & criminels de Lèse-Majesté; ils confirmèrent les *Confédérations* qu'ils avoient faites, pour s'opposer à tous les injustes efforts des Conjurez; ils s'engagèrent envers nous, par de nouveaux sermens, à une obéissance & à une fidélité inviolables. Tout cela fut encore répété & confirmé par de nouveaux Decrets, dans les autres Assemblées qui se firent ensuite.

Il y avoit une *Conclusion* de l'Empire faite à la Diète de Ratisbonne le 30. Septembre 1702. confirmée par l'Empereur, & par tous les Etats de l'Empire, approuvée par le Roi de Suede même, en conséquence des Etats qu'il posséda en l'Allemagne, par laquelle *Conclusion* on déclarait; que quiconque attaqueroit ou troubleroit, de quelque manière que ce fût, un Electeur, un Prince, un Etat, ou un Allié de l'Empire, durant la Guerre contre la France & ses adhérens, seroit déclaré ennemi de l'Empire, ses entreprises seroient regardées comme étant faites contre l'Empereur & l'Empire mêmes; que tous Electeurs, Princes, Etats & Alliez de l'Empire, seroient obligés d'unir leurs forces pour s'opposer à ses desseins. Une pareille *Conclusion* ne fut pas capable de retenir le Roi de Suede, & de l'empêcher de faire des entreprises contre l'Empire, ni de porter la Guerre dans notre Electorat, & dans nos Etats Héritaires.

Les premières paroles que la Chancellerie du Roi de Suede adressa à nos malheureux, quoi qu'innocens Sujets, furent des menaces de fer & du feu. La Déclaration qu'il donna à son Camp près de Krummels le 5. Septembre 1706. lors de son irruption en Saxe, portoit; que quiconque seroit assez hardi pour vendre ses maisons & ses possessions, pour mettre à couvert ses meubles, ou cacher dans la Terre ce qu'il auroit de précieux, qui seroit la moindre résistance, ou n'obéiroit pas promptement aux ordres des Officiers & des Commissaires, qu'un tel homme, de quelque condition & de quelque ordre qu'il pût être, & en quelque endroit qu'il fût pris, & que ses biens fussent trouvés, seroit traité comme ennemi, & châtié par le *Fer & le Feu*. Le Roi de Suede avoit encore amené avec lui, le Traître Leszcinski accompagné d'un amas de perfides Polonois.

Il est aisé de juger quelle crainte & quelle terreur dût jeter dans l'esprit de nos Sujets cette irruption inopinée. La Déclaration remplie de menaces, inouïes jusques-là parmi les Chrétiens, laquelle ils avoient devant les yeux, les jetoit dans la dernière consternation; ils n'osoient rien cacher de ce qu'ils avoient, ni l'ôter de devant les mains du Soldat avide, & en quelque endroit qu'il fût pris, & que ses biens fussent trouvés, seroit traité comme ennemi, & châtié par le *Fer & le Feu*. Le Roi de Suede avoit encore amené avec lui, le Traître Leszcinski accompagné d'un amas de perfides Polonois.

Les choses étant ainsi, qui est-ce qui pourra donner un mauvais tour à la compassion paternelle qu'exerceront dans notre cœur les misères de nos Sujets, & les calamitez où ils étoient réduits? Il y avoit d'ail-

ANNO  
1709.

ANNO d'ailleurs une autre considération qui nous sollicitoit  
1709. fortement, c'étoit la crainte que nous avions, qu'un  
parcil événement n'allumât la Guerre dans le cœur  
de l'Empire même, & n'interrompît les heureux suc-  
cès des Armes des Princes Alliez contre la France.  
Ces considérations nous obligèrent donc à nommer  
des Plénipotentiaires, & nous en choisîmes qui dans  
d'autres occasions nous avoient donné quelque sorte  
de preuve de leur fidélité, & de qui nous avions d'autant  
plus de sujet de concevoir de bonnes esperances dans  
celle qui se présentoit, qu'ils s'étoient offerts eux-mêmes,  
& avoient fortement sollicité d'être employez  
dans une affaire si delicate. Nous leur donnâmes  
des Instructions, & leur ordonnâmes d'aller trouver  
notre Ennemi. Pour ramener plus promptement une  
tranquillité si ardemment désirée, & pour faire con-  
noître à nos Plénipotentiaires mêmes, la bonne opi-  
nion que Nous avions de leur fidélité & de leur ha-  
bileté, nous leur mîmes entre les mains des Blancs  
signez, dont ils pussent se servir dans cette négocia-  
tion, lors que cela seroit nécessaire. Mais nous in-  
férmes cette Clause dans le Plein-Pouvoir dont Nous  
les munîmes, & que nous leur donnâmes au Camp  
près de Novogrodeck le 16. Août 1706. *Qu'ils tra-  
taient sous des conditions équitables & Chrétiennes*;  
Clause qui a été souvent répétée depuis par les Sue-  
dois eux-mêmes. Or tout le monde peut voir s'ils  
ont observé cette *Equité Chrétienne*; il n'y a pas un  
Article dans ce Traité, qu'on appelle Traité de Paix,  
& qui fut conclu à Randstadt par nos dits Plénipo-  
tentiaires le 14. (24.) Septembre 1706. où il paroisse  
la moindre ombre d'Equité ou de Christianisme. De  
là vient aussi que ces malheureux & imprudens au-  
teurs de la Paix, n'osent pas nous remettre, ni pre-  
senter à nos yeux le Traité qu'ils avoient conclu,  
tel qu'il a été publié dans la suite. Tout au contrai-  
re, George Ernest Pfingsten, qui nous étoit venu trou-  
ver à Petricow, & qui se disposoit à retourner en Sa-  
xe le 20. Octobre, osa bien Nous assurer, qu'il n'y  
avoit encore rien de conclu; qu'on n'étoit pas con-  
venu des Conditions, lesquelles on n'avoit que pro-  
posées; que quoique les Suédois en exigeassent quel-  
ques unes qui paroissent trop dures, il seroit assés  
de les adoucir, à notre arrivée en Saxe, dequoi il étoit  
persuadé, & ce qu'il pouvoit prouver par son *Pro-  
tocolle*; & quoi qu'il fût certain, & que la suite l'ait fait  
voir, qu'ils n'en avoient tenu aucun; & cela paroît  
d'autant mieux, que le Traité avoit déjà été signé de  
part & d'autre le 14. (24.) Septembre, lors qu'il ra-  
choit de Nous persuader la vérité des assurances dont  
nous venons de parler. De plus on abusa d'un des  
Blancs-signez que nous avions donnez, & on s'en  
servit malicieusement, à notre infu & contre notre in-  
tention, pour ratifier les Articles d'un Traité fraudu-  
leux, que Nous n'avions pas seulement vu. Et pour  
rendre la chose plus vrai-semblable, ledit Pfingsten fit  
dater cette Ratification du même jour qu'il étoit parti  
d'auprès de nous, & qu'il Nous avoit voulu per-  
suader des choses si contraires à la vérité.

Ces faux recits dont ils Nous abusèrent, & les vaines  
esperances qu'ils Nous donnerent, Nous ôterent  
des mains tout le fruit que Nous devions attendre de  
la Victoire que Nous venions de remporter, près de  
Calisch le 29. Octobre, avec nos Troupes, secondées  
de la valeur de celles de Sa Majesté Chrétienne, & par  
l'assistance de Dieu, sur le Général Mardefeld, qui  
avoit dessein de Nous surprendre, & sur son Armée  
composée de Suédois & de quelques Polonois rédi-  
teurs. Nous ne pourrîmes donc pas une Victoire,  
dont nous aurions pu retirer des avantages très-  
considérables; mais nous donnâmes au Roi de Sue-  
de de nouveaux témoignages de la même Generosité,  
avec laquelle Nous Nous étions conduits, pendant  
tout le cours de la Guerre que Nous avions eue a-  
vec lui. Nous donnâmes la liberté au Général  
Mardefeld, & à tous les autres Prisonniers que  
Nous avions faits, Nous leur fîmes rendre leur bagage  
& leurs équipages. Ensuite, Nous hâtaâmes notre re-  
tour en Saxe, nous fiant sur l'assurance qui Nous avoit  
été donnée, que les choses s'ajusteroient à l'amia-  
ble, & conformément aux Loix de l'*Equité* & du  
*Christianisme*, lors que Nous Nous serions abou-  
ché avec le Roi de Suede; que ce Prince ne fe-  
roit pas infensible aux liens d'un même sang qui  
nous unissoient.

A notre arrivée; on ne manqua pas de Nous  
donner de bonnes paroles; mais Nous n'eûmes pas  
de peine à découvrir au fond une dureté extrême

& presque incroyable. Nos Plénipotentiaires com-  
mencerent alors leurs regrets, & reconnurent en-  
fin, mais trop tard, qu'ils avoient été surpris, &  
qu'on les avoit trompez.

Les choses étant dans cette situation, quel parti  
y avoit-il à prendre? Nous nous voyions environ-  
né d'ennemis, & à leur merci; Nous avions laissé  
échapper de nos mains tout le fruit que Nous pou-  
vions attendre de notre Victoire, & Nous avions  
perdu l'occasion de profiter des Conditions avan-  
tageuses qui Nous avoient été proposées; cette bel-  
le Paix avoit déjà été rendue publique dans toute  
l'Europe. Il ne fut donc pas en notre pouvoir de  
Nous défendre de donner cette Déclaration du 9.  
(19.) Janvier 1707. que le Roi de Suede Nous ar-  
racha. Mais ne pouvant différer notre juste ven-  
geance, nous fîmes arrêter, & Nous envoyâmes à  
notre Forteresse de Sonnenstein, les perverses  
Auteurs de la Paix, après les avoir privez de leurs  
Dignitez & de leurs Charges; & on prononcera  
dans peu, contre eux, la juste Sentence qu'ils ont  
méritée.

Quelques dures & injustes que fussent les Con-  
ditions de la Paix, qu'on Nous avoit imposées, le  
Roi de Suede n'observa pas seulement celles à  
quoi il s'étoit engagé. Pour en être convaincu,  
on n'a qu'à lire le premier Article du Traité de  
Paix; il porte, que *faisant cesse toutes hostilités, ils  
promettent de part & d'autre, de ne rien faire par  
eux-mêmes ni par d'autres, secrètement ni ouverte-  
ment, directement ni indirectement pour s'entretenir;  
de ne donner aucun secours l'un contre l'autre, sous  
quelque prétexte que ce puisse être; mais plutôt de  
chercher & de faire dorénavant tous ce qui peut con-  
tribuer à leur honneur & avantage* &c.

D'ailleurs, par l'Article XV. du même Traité,  
on étoit seulement convenu, qu'il seroit permis au  
Roi de Suede, de mettre ses Troupes en Quartiers d'hi-  
ver dans la Saxe, & d'y exiger de quoi les faire sub-  
sister. Cependant on étendit ces Quartiers d'hiver  
jusqu'au milieu de l'Été, sous divers prétextes, &  
par des demandes injustes qu'il étoit impossible de  
satisfaire; & ils ne finirent qu'après que les diffé-  
rens qui étoient survenus entre l'Empereur & le  
Roi de Suede, furent terminés, par le moyen du  
Comte Wenceslas de Wauillau Envoyé de Sa Ma-  
jesté Imperiale; de sorte que ces Quartiers d'hiver  
durèrent au delà d'une année. En effet le Roi de  
Suede, après avoir passé l'Oder à Steinau, avoit fait  
irruption dans nos Etats le premier de Septembre  
1706. & il n'en sortit, pour rentrer en Pologne par  
le même endroit, que le 16. Septembre de l'année sui-  
vante; il falut même que nos Sujets voiturassent jus-  
ques en Pologne, les provisions de fourrage qu'il avoit  
faites pour son Armée.

Nous avions déjà, avant le Printemps, rempli toutes  
les Conditions du Traité, comme le Roi de  
Suede Nous l'avoit demandé par des Lettres qu'il  
Nous fit rendre au mois de Février 1707. par son  
Secrétaire Cederhielm. Nous avions donné la li-  
berté à tous les Prisonniers Suédois, que Nous a-  
vions faits à la Bataille de Calisch, & Nous n'a-  
vions reçu en échange aucuns de ceux d'entre les  
nôtres qui avoient été emmenez prisonniers en Sue-  
de; à quoi pourtant le Général Mardefeld avoit  
engagé sa parole, par une promesse qu'il avoit don-  
née par écrit, lors que Nous lui rendîmes la liber-  
té, & à ceux qui étoient prisonniers avec lui. Nous  
fîmes même obligé de rendre, aux faveurs des Sue-  
dois, ceux de nos Soldats & de nos Sujets qu'ils  
avoient fait prisonniers à la Bataille de l'Alaun-  
stadt, & que Nous avions délivrez à celle de Ca-  
lisch.

Quoi que Nous n'y fussions aucunement engagé  
par le Traité de Paix, Nous voulûmes bien dé-  
cider à la prière qui Nous fut faite par le Roi de  
Suede, d'écrire à Stanislas une Lettre de notre pro-  
pre main, dans laquelle Nous le traitâmes de la même  
manière, & Nous lui donnâmes les mêmes titres  
qui lui étoient accordez par le Roi de Suede.  
Notre intention étoit de témoigner par cette dé-  
marche, que Nous ne voulions, négliger aucun des  
moyens qu'on croyoit propres à fouler la Saxe, &  
à la délivrer des calamitez sous lesquelles elle ge-  
missoit.

Enfin, Nous Nous rendîmes, autant que cela dé-  
pendit de Nous, aux instances réitérées qui Nous  
furent faites, contre notre attente, au mois de Juin  
de

ANNO  
1709.



ANNO  
1709.

de la même année ; mais ce ne fut pas sans de grands combats que la douleur livra dans notre cœur.

Cependant Nous n'avancions rien ; toutes ces démarches, dont Nous venons de parler, ni plusieurs autres que Nous faisons, ne produisoient aucun effet.

Quoi que Nous eussions fait sortir nos Garnisons de Cracovie & de Tycozyn, Villes de Pologne, vers le commencement de l'année 1707. celles que le Roi de Suede avoit mises dans le Château de Leipzig & à Wittemberg, ne vident ces Places, que lors que l'Armée entière se retira, contre la teneur de l'Article XVII. du Traité.

Les sommes excessives d'argent qu'ils tiroient de nos pauvres Sujets, au lieu de diminuer après la conclusion de la Paix, alloient au contraire tous les jours en augmentant ; & après que le Traité eût été signé, ils levent de plus grosses contributions, dans l'espace d'un mois, qu'on n'en pouvoit raisonnablement exiger dans l'espace de seize ; ce qui ne pouvoit qu'épuiser entièrement le Pais. En effet, lors que l'on calcule à quoi montent les contributions que les Suedois ont exigées en Saxe, sous les noms de *Portions* & de *Rations*, on trouve qu'ils ont tiré de cette Province jusques à 23. millions d'écus ; même sans y comprendre les desordres causés par la licence des Soldats, & par leurs rudes exécutions. Mais quoi, ces paroles, *De quoi les faire subsister*, signifioient-elles les sommes immenses d'argent, & la quantité de fourrage, que les Suedois exigeoient sans bornes & sans mesure ? D'ailleurs il est clair, que lors qu'on étoit convenu d'entretenir l'Armée Suedoise pendant le Quartier d'hiver, on la supposoit dans l'état qu'elle étoit du tems de la conclusion du Traité, & non telle qu'elle avoit été augmentée du depuis. Il est certain qu'on auroit dû nourrir & entretenir près de cent mille hommes avec les contributions excessives qu'on exigeoit en Saxe. Cependant on avoit renoncé, par l'Article II. du Traité, à tous dédommagemens qu'on auroit pu prétendre pour les frais de la Guerre.

Avoit-il été stipulé, que l'Armée Suedoise augmenteroit de la moitié dans nos Etats ; qu'on y feroit des levées d'hommes, & qu'on les dégarniroit par là d'Habitans. Les Soldats qui desertoient de nos Forteresses & de nos Garnisons, avec leurs armes & leurs équipages, étoient enrôlés ouvertement par les Suedois. Aussi osent-ils Nous faire l'affront d'arracher & de déchirer en plusieurs occasions, & en différents endroits, mais sur tout dans la Lusace inférieure, les Edits que Nous avions fait afficher, comme c'est la coutume, contre les Deserteurs.

Il n'y avoit pas un seul mot dans le Traité qui Nous eugât à nourrir cette foule de Polonois, qui accompagnoient Stanilas, & dont le nombre n'étoit pas petit ; moins encore Stanilas lui-même, qu'ils avoient osé prendre pour Chef. Cependant on arrachoit avec violence, de l'argent & du fourrage de nos Sujets, pour leur entretien ; joint à cela, que ces Bandits pilloient & déroboient, avec une licence qui croissoit de jour en jour ; de telle sorte, que le Roi de Suede fut obligé lui-même de publier un Edit le 12. Octobre 1706. pour empêcher ces desordres, & de permettre qu'on emprisonnât de tels voleurs.

L'Armée des Suedois ne fut pas moins à charge à notre Elécorat & à nos Etats. On n'exemptoit pas plus des contributions, les Lieux qui avoient été brûlés, que ceux qui étoient dans leur entier ; il falloit même que les Habitans qui restoient payassent pour les Lieux deserts & dont il y avoit déjà long tems que Nous ne retirions plus rien. Les Lieux mêmes qui étoient été brûlés par la faute des Suedois, ce qui étoit souvent arrivé, n'étoient pas exempts des contributions. Nous avons un triste exemple de ce que nous venons d'avancer, dans ce qui arriva à Bebra Ville située dans le Cercle de Thuringue. Les Suedois firent mettre le feu aux quatre coins de la Ville, parce que les Habitans n'avoient pas fourni assez promptement tout le fourrage qu'on leur avoit demandé ; & ce qu'il y a de plus abominable dans cette conduite barbare, est, que ceux d'entre les Habitans qui s'étoient sauvés dans l'Eglise, croyant trouver près de l'Autel un refuge assuré, furent arrachés de cet asyle sacré, & chassés à coups de roüet. Nous ne disons rien de ce qui est arrivé en d'autres Lieux,

dont les ruines sont encore des témoins bien tristes de leur fatal sort.

Nous Nous étions offert d'employer nos soins, pour recueillir les contributions, & cela dans la pensée d'empêcher la ruine dont nos Sujets étoient menacés, par la manière inégale & disproportionnée dont les Suedois levoient ces Impôts que l'on appelle *Steuer-Schock* ; mais on ne vouloit pas nous le permettre. Nous avions aussi souhaité que ces Impôts généraux qu'on appelle *Accises*, demeuraissent toujours sur le même pied qu'ils étoient, pour pouvoir amasser plus aisément les sommes qu'on exigeoit de nos Sujets, & subvenir à leur pauvreté. Mais on ne se contentoit pas d'abolir entièrement lesdites *Accises*, on chassoit encore de leurs Poîtes ceux qui étoient commis pour les recueillir, on les mal-traitoit en plusieurs manières, jusques à les traîner souvent en prison. Ainsi, nonobstant la Paix qui avoit été conclue, Nous Nous voyions encore priver de tous les Droits que Nous avions naturellement sur nos Sujets.

Ce n'étoit pas assez que le Roi de Suede donnât des ordres de son Quartier, pour faire lever des contributions si excessives, il falloit encore que les Officiers taxassent nos Sujets à leur fantaisie, & qu'ils en exigeassent les *Portions* & les *Rations* qu'ils jugeoient à propos. Et si quel qu'un d'entre ces Officiers étoit condamné à rendre ce qu'il avoit pris de trop, il trouvoit pourtant toujours quelque prétexte pour le détourner, & en frustrer ceux à qui la restitution devoit être faite ; & il arrivoit quelquefois, que ceux qui porteroient des plaintes là-dessus, étoient, pour cela même, exposés à toute sorte d'insultes.

Ils n'étoient jamais contents du poids, ni de la mesure. Pour faire un plus grand dégât de fourrage, ils faisoient litière de foin à leurs chevaux. On ne respectoit plus ni Officiers, ni Juges, ni Magistrats ; il n'y avoit plus de sûreté, pour eux : on les traînoit en prison sous divers prétextes. S'il y avoit dans une Communauté quel qu'un qui fût plus à son aise que les autres, on le mettoit en prison & on le faisoit payer pour ceux qui ne le pouvoient pas.

Ni le respect que l'on doit aux Eglises, ni la sainteté des jours de Fête n'étoient pas capables de se défendre contre les insultes. On exigeoit des personnes & des Lieux mêmes qui avoient déjà fourni ce à quoi ils étoient taxés, qu'ils payassent pour ceux qui ne l'avoient pas fait. On enlevait les habits, les lits & les autres meubles, & on les vendoit à des Juifs qu'on avoit fait venir exprès de Bohême, à peine la quatrième partie de ce qu'ils valoient. Combien de nos Sujets, négligeant le Salut de leurs Ames, se sont portés à la funeste extrémité de se tuer eux-mêmes, pour se délivrer tout d'un coup, des peines & des souffrances, à quoi ils étoient exposés ?

C'est une chose qui passe l'imagination, que ce que les Suedois exigèrent à leur départ. Comme si tout leur eût appartenu, ils demandoient & prenoient des chevaux, soit pour les monter, soit pour traîner leur bagage & ils choisissoient les meilleurs ; ils enlevaient les bestiaux, ou ils s'en faisoient payer la valeur. Ils avoient déjà auparavant levé des sommes considérables d'argent pour acheter des chevaux pour leur Artillerie, de la toile, des tentes, du biscuit, & une infinité d'autres choses de cette nature. Ils contraignirent nos Sujets de les suivre non seulement jusques en Pologne, mais jusques dans l'Ukraine, d'où une partie n'est pas encore de retour à l'heure qu'il est. Ils faisoient assembler des troupes nombreuses de bœufs, d'où ils choisissoient les plus gras qu'ils emmenaient. Nous passons sous silence une infinité d'autres choses de cette nature.

Du reste, le Roi de Suede même ne pouvoit pas nier que tous les excès, dont Nous avons parlé, ne fussent commis ; car Nous lui écrivîmes deux Lettres, l'une du premier Août 1707. & l'autre du 12. du même mois, par où Nous l'avertîmes de tous ces desordres & de tous ces excès. Mais il n'alléguait autre chose, pour toute excuse, dans la Réponse qu'il fit le 29. Juillet (9. Août) à notre première Lettre, si ce n'est, qu'il étoit impossible de subvenir à l'entretien d'une Armée aussi nombreuse que la sienne, & d'y subvenir pendant si long-tems, sans que le Pais en souffrit un peu.

Il étoit nécessaire que Nous rapportassions ces exemples, pour faire connoître à toute la terre de quelle manière on s'est comporté avec Nous ; quelles misères & quels dommages ont souffert nos Sujets,

ANNO  
1709.

ANNO jets, qui attendoient de tout autres fruits de la Paix ;  
comment le Roi de Suede y a satisfait, comment il  
a d'abord violé les engagements où il s'étoit mis.

1709. Nous ajouterons ici, que notre Partie adverse, contre l'Article VI. du Traité, a dépouillé plusieurs Polonois des Dignitez & des Charges qu'ils possédoient en Pologne & dans le Grand Duché de Lithuanie, & que Nous leur avions conférées, avant le terme marqué par le Traité, savoir avant le 5. (15.) Février 1704.

Après tout, Nous sommes persuadés, que tout ce qu'il y a de gens de bon sens au monde, ont regardé avec indignation une Paix si dure & si cruelle, & dans laquelle on a voulu Nous imposer des conditions si déraisonnables ; une Paix d'ailleurs qu'on a prescrite à nos Commissaires, qu'ils ont signée contre les ordres que Nous leur avions donnés ; puisque, comme Nous l'avons déjà remarqué, Nous avions mis cette restriction au Plein-pouvoir que Nous leur avions donné, qu'ils ne devoient traiter que sous des conditions équitables & Chrétiennes. Nous sommes aussi persuadés que ces mêmes gens de bon sens, ont mis cette Paix au rang des engagements que l'on n'est pas obligé de tenir.

Toutes les conditions qu'on exigeoit de Nous par ce Traité fatal, ne sont pas seulement contraires à la Dignité Royale, & à l'honneur, qui doivent être aussi chers que la vie ; mais qui plus est, elles sont contraires à l'Équité, aux Costumes & au Droit des Gens ; & elles sont accompagnées de difficultés insurmontables ; de sorte que dès là elles doivent être considérées comme nulles & sans force.

Qui a jamais osé dire, qu'on ait contraint, ou seulement exigé, d'un Roi qui l'est légitimement, de déclarer un Sujet rebelle, Roi légitime ; mais un Sujet qui n'avoit d'autres titres, pour justifier ses prétentions téméraires, que la rébellion, sa foi violée malgré les sermens solennels qu'il avoit si souvent faits à son Souverain, un dévouement criminel à l'Ennemi de sa Patrie ; un Sujet qui avoit contre lui toutes les Loix du Royaume de Pologne, dont l'Élection n'a été faite que par les Ennemis du Roi & de la Patrie, par la force & par la violence ? Quoi ! un Souverain oseroit lui-même, de dessus son front le Diadème sacré qui y est placé légitimement, pour le mettre sur la tête d'un tel Sujet rebelle ? Il foudroieroit à l'injuste pouvoir d'une perfidie, des Etats qui ne lui ont jamais manqué de fidélité, des Sujets qui ont toujours eu à cœur l'intérêt de leur Patrie ? Mais est-il au pouvoir d'un Roi de Pologne de casser & d'annuler, sans le consentement des Etats, les Loix & les Déclarations faites dans les Diètes Générales, dans les Conseils du Senat, & dans d'autres Assemblées ? Dépend-il de lui de quitter la Couronne, & de transférer ses Droits à un autre ? Qui est-ce qui ne scait pas les Constitutions du Royaume de Pologne ? C'étoit-là cependant ce qu'on exigeoit de Nous, par l'Article II. du Traité.

Mais encore ; de quel Droit, & par quelle raison, étoit-il remis à la liberté du Roi de Suede par l'Article X. de retenir nos Soldats que la fortune des Armes avoit fait tomber entre les mains ? Pourquoi s'arrogeoit-il le pouvoir de retenir prisonniers, après la Ratification du Traité, des hommes libres, nos Sujets, dont plusieurs ont encore actuellement leurs familles & des maisons dans nos Etats ? Et cependant on Nous obligeoit, par l'Article IX. & X. à relâcher tous les Prisonniers Suedois que Nous avions faits, sans qu'il Nous fût permis d'en retenir aucun.

C'est, sans doute, une chose bien dure, que de vouloir rompre les nœuds qui unissent des Alliez ; cependant elle n'est pas sans exemple. Mais avoir exigé de Nous que Nous livrassions un Ministre d'un de nos Alliez, que Nous ne gardions que pour le rendre bien-tôt à son Maître, & à qui on a fait souffrir dans la suite de si cruels supplices ; avoir prétendu que Nous arrêterions & que nous remissions entre les mains de leurs Ennemis, comme prisonniers de Guerre, des Troupes Auxiliaires que Nous avions dans nos Etats ; c'est ce dont on ne trouve aucun exemple dans les Histoires, & ce qui est porté par les Articles XI. & XII. du Traité de Randstadt.

Mais ce n'étoit pas encore assez. N'est-ce pas s'attaquer la Majesté de Dieu elle-même, que de vouloir usurper sur la Conscience un Empire qui appartient à Dieu seul ? Sans parler de ce que le Roi de Suede a souffert de notre obéissance, des Sujets qui nous avoient toujours été fidèles, & qu'il les a contraints de

devenir parjures. Nous demandons seulement, si quelqu'un au monde étoit en droit d'exiger que Nous faussions les Sermens réitérés, par lesquels Nous avions engagé notre Conscience ? N'avions-Nous pas juré, selon les Conventions faites avec la République, de régner tout le tems de notre vie, & de n'abdiquer jamais la Couronne, qu'avec le consentement des Etats ? N'y avoit-il pas une Constitution particulière du Royaume, qui fut faite après l'Abdication de Casimir, laquelle portoit, qu'il ne seroit jamais permis à aucun Roi de Pologne de travailler à son Abdication, ni d'abandonner la Couronne, sans avoir auparavant fait assembler, pour ce sujet, généralement toute la République. Nous avions confirmé ce Serment dans l'Assemblée Générale de l'Arrière-ban & Nous avions promis solennellement par un Decret particulier, que Nous n'abandonnerions jamais les Règles du Gouvernement ; & que Nous ne serions pas séparément la Paix avec le Roi de Suede. Nous étions entrez dans les mêmes Engagemens en 1703, à la Diète de Lublin, & en 1704. à l'Assemblée Confédérée de Sandomir. Le Serment étoit conçu en ces termes. *De quelle manière qu'il plaise à Dieu de disposer de la République, Nous ne l'abandonnerons jamais ; mais plutôt Nous la défendrons tout le tems de notre vie, au prix même de notre sang. Nous ne donnerons jamais les mains à aucune Scissio, ni à aucune condition de Paix séparées. C'est ce que Nous Nous engageons par un saint Serment, d'observer religieusement.* Quel autre que Dieu, peut Nous dégarer d'un pareil Serment ?

Les Suedois ayant pris un grand soin, en dressant les Articles de la Paix de Randstadt, pour insérer & exprimer en détail dans l'Article VI. tous les Decrets & les Statuts, nommez vulgairement *Landa*, qui avoient été faits depuis le 5. (15.) Février 1704, pour notre conservation, pour celle des Loix du Royaume & de la Liberté publique, oublièrent, comme par une direction secrète de la Providence, d'y insérer le Decret qui avoit été fait à Landskut généralement par toute la République, contre la prétendue Élection de Lesinski.

Maintenant Nous donnons à juger à toute la Terre, s'il est juste que Nous tenions un Traité, qui a été prescrit à nos Commissaires par la force & par la crainte, & qui a été fait dans un tems où nos affaires étoient en très-mauvais état ; si ce ne seroit pas au contraire agir contre notre Conscience que de nous y arrêter ? C'est une chose qui passe l'imagination, que le Roi de Suede ait pu exiger de Nous de semblables conditions ; & ne doit-il pas s'accuser lui-même d'en avoir mis dans le Traité, qui sont du rang des choses impossibles ? Par là même ne consentoit-il pas tacitement, qu'il fut libre de ne pas s'en tenir à un Traité, qu'il faisoit avec un Prince, dont il ne pouvoit ignorer l'état, puisqu'il étoit connu de toute la Terre ?

C'est une Maxime de la Morale, que *Personne n'est obligé à l'impossible*. Or ne doit-on pas mettre au rang des choses impossibles, celles qui sont contraires à la Volonté de Dieu, à la Foi, à la Conscience, à l'Honneur, à l'Honnêteté & aux bonnes Mœurs ? Il n'y a personne à qui il reste seulement une étincelle de droite raison, qui ne juge que nous sommes entièrement dégaré de toute obligation.

Ceux qui avoient projeté le Traité, en étoient bien persuadés, en leur Conscience, d'où vient que dans l'Article second ils tâchent d'éloigner tout prétexte de Droit, pour cacher, en quelque manière, leur injustice aux yeux du monde. Mais si la vérité peut souffrir quelque fois des éclipses, elle ne sauroit pourtant jamais être entièrement obscurcie.

Nous sommes obligés de donner ici les loiaiges qui sont si justement dûs à la constance de notre Ami & Frere le Grand Czar de Moscovie. Nous devons aussi rendre justice à la Fidélité des Illustres Etats du Royaume de Pologne, auxquelles Nous ont gardée inviolablement, depuis la Confédération de Sandomir. Notre Ami, Frere & Allié, les Etats & les fidèles Sujets de notre Royaume, Nous sollicitent, nous appellent, Nous conjurent ; notre Conscience même ne nous permet pas de plus longs délais. Il ne nous reste donc plus rien à faire, qu'à rentrer dans la possession d'un bien que Nous avons reçu de Dieu & du Droit. C'est pour cette fin, qu'après plusieurs Négotiations, Nous avons renouveau nœuds l'Amitié & l'Alliance qu'il y avoit entre Nous & Sa Majesté Czarienne.

Hh

Nous



ANNO 1709. Nous reconnoissons de plus ici, qu'il n'étoit pas en notre Pouvoir de faire, sans l'aveu de la République, (qui n'a pas été dûment convoquée à cet Acte) l'Abdication de la Couronne de Pologne, du Grand Duché de Lithuanie & des autres Provinces qui en dépendent.

Il s'ensuit naturellement de là, que l'Acte d'Abdication daté de Petricow le 20. Octobre 1706. dont on a pareillement rempli frauduleusement un de nos Blancs-signe, est nul & sans force. Nous prenons donc ce que la Providence Divine Nous a donné, & qui Nous appartient de Droit.

Nous déclarons ensuite par ce présent Manifeste, qu'encore que Nous ayons reçu beaucoup d'injures du Roi de Suède, que nos Sujets en ayant été mal-traités, que notre Electorat & nos autres Etats aient souffert de grands dommages de sa part, que ce Roi ait violé lui-même cette prétendue Paix : Nous n'avons cependant pour but principal, que de Nous rétablir dans la ferme possession de la Couronne du Royaume de Pologne, du Grand Duché de Lithuanie & des autres Provinces qui en dépendent, de ramener la tranquillité dans notre Royaume, de ne pas abandonner la République, & de secourir notre fidèle Allié dans ses justes entreprises.

Nous souhaitons donc, & Nous l'espérons, que le Roi de Suède rentrant en lui-même, & pesant les raisons Divines & humaines que Nous avons de notre côté, n'entreprene rien pour empêcher l'exécution de notre dessein, & ceux des nôtres qui Nous ont toujours gardé la foi depuis le tems de la Confédération de Sandomir.

Que si le Roi de Suède persiste à Nous être contraire, & s'oppose encore à notre dessein, Nous prenons toute la Terre à témoin, qu'il fera l'Auteur de tous les maux qui enpourront arriver ; puisque Nous ne cherchons qu'à conserver une Dignité que Nous avons reçue de Dieu ; qu'en ce cas-là, le Roi de Suède devra ne s'en prendre qu'à lui-même, si nous le contrainsons à réparer les torts & les dommages que nous ou les nôtres avons soufferts ou souffrirons, & de Nous donner une satisfaction telle que Nous la pourrions exiger.

Au reste, Nous espérons que tous Rois, Electeurs, Princes & Etats Chrétiens, Nous donneront dans cette occasion, des témoignages du panchant qu'ils ont à la Justice ; qu'ils considéreront combien peut être pernicieux à tous, l'exemple du *Dérèglement* qu'on avoit projeté ; qu'ils regarderont avec horreur un pareil attentat, & que non seulement ils ne Nous feront pas contraires dans notre juste entreprise, mais qu'ils Nous y prêteront leurs secours. Nous l'espérons d'autant plus, que Nous promettons de n'abandonner jamais les Princes Alliez contre la France, d'observer constamment les Traitez que Nous avons faits avec eux, & de ne retirer de leurs Armées aucunes de nos Troupes, tant que ces Traitez dureront. Nous déclarons de plus, que nous ne sommes pas dans le dessein d'envahir les Provinces que le Roi de Suède possède dans l'Empire.

Vous nos très chers Sénateurs, Grands & Palatinats du Royaume de Pologne, du Grand Duché de Lithuanie, & des Provinces dépendantes, qui depuis la Confédération de Sandomir, avez toujours maintenu avec tant de force & de courage, la gloire & la liberté de l'illustre République de Pologne, perséverez dans l'attachement que vous avez toujours eu pour votre Patrie ; rappelez dans votre esprit ces belles paroles du Decret qui fut fait d'un consentement unanime & tout d'une voix à Grodnow ; *Pour la Foi, pour la Loi, & pour le Roi ; souvenez-vous, d'un côté, avec quel soin Nous avons toujours observé les Loix du Royaume, depuis que Nous régnons sur vous, & considérez de l'autre, comment cette précieuse liberté des Polonois, vantée & célébrée par toute la Terre, est foulée aux pieds par le Soldat étranger, à la honte de toute la Nation ; comment elle est opprimée par un homme de beaucoup inférieur à la plupart d'entre vous, dont la volonté est entièrement soumise à celle d'un Prince étranger, & qui n'exécute rien, que par ses Ordres.*

Joignez vous donc à Nous & à notre très-cher Allié, unifiez vos forces avec les nôtres, & secouez le joug insupportable, qui peu s'en faut, vous accable depuis tant d'années. C'est là la seule voye qu'il y ait à prendre pour conserver à la Patrie son ancienne Liberté, c'est l'unique moyen de rétablir le Commerce ; sans cela il est impossible que la République puisse subsister.

ANNO 1709. Dans ce dessein Nous Nous disposons à vous aller trouver dans peu en Pologne. Dieu veuille secourir & favoriser nos entreprises ! Nous mettons toute notre confiance en sa Grâce & en son secours.

Or comme notre principal dessein, est de ramener la tranquillité dans le Royaume de Pologne, dans le Grand Duché de Lithuanie, & dans les Provinces qui en dépendent, Nous avertissons, avec une affection de Pere, tous ceux qui ont été jusques ici du Parti contraire, & qui ont offensé la Majesté de Dieu, & celle que Nous tenons de Lui, qu'ils aient à rentrer dans la bonne voye, qu'ils se repentent de leurs crimes passés, & qu'ils retournent à leur Roi légitime. Nous leur accordons trois mois de tems pour rentrer dans leur devoir ; & Nous promettons d'abolir & d'oublier tout ce qu'ils ont fait par le passé, & de les recevoir dans nos bonnes grâces ; pourvu que dans cet espace de tems, ils Nous donnent des preuves véritables de leur Obéissance & de leur Fidélité.

Mais si au contraire ils négligent cet avertissement paternel, qu'ils s'en prennent à eux-mêmes, lors que Nous les traiterons avec la dernière sévérité, & que Nous les punirons comme des Ennemis, & des Traîtres de la Patrie, par les supplices, les Confiscations & les autres peines dont les Loix du Royaume, qui sont déjà établies, menacent ceux qui se sont rendus coupables d'un crime tel que le leur. Mais Nous souhaitons, avec toute l'ardeur dont Nous sommes capables, de n'être pas contraints d'en venir à cette extrémité.

En foi de quoi Nous avons signé de notre propre main le présent Manifeste, & Nous y avons fait mettre notre Sceau Royal & Electoral. Fait à Dresden le 8. Août 1709.

(L. S.)

AUGUSTE Roi.

LXXXVIII.

Declaration de Leurs Hautes Puissances les Etats 24. Août. Généraux des PROVINCES UNIES des Pais bas, en faveur de S. A. R. le Duc de LORRAINE portant qu'elles auront à cœur ses intérêts, dans la future Negotiation de la Paix generale, principalement à l'égard de l'Indemnité qui lui est due, touchant le Duché de Montferrat. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. I. pag. 157.]

Du Samedi 24. d'Août 1709.

ON a examiné de nouveau le Mémoire du Sr. le Begue, Envoyé Extraordinaire de Son Altesse le Duc de Lorraine, tendant à ce que leurs Hautes Puissances veuillent entrer avec Sa Majesté Imperiale, & la Reine de la Grande-Bretagne dans la désignation d'un Equivalent promis audit Duc par le Traité du 8. Novembre 1703. entre Sa Majesté Imperiale & Son Altesse Royale le Duc de Savoye sous la Garantie de ladite Reine, & de leurs Hautes Puissances & demandant, qu'en cas que les conjonctures présentes ne fussent point assez favorables pour en faire jouir ledit Duc de Lorraine dès à présent, leurs Hautes Puissances veuillent en conformité de leur Garantie, & à l'exemple de leurs Majestés Imperiale & Britannique lui donner des assurances par un Acte authentique, que cette affaire sera terminée à sa satisfaction dans les Préliminaires de la Paix générale, tant pour le fond, que pour la perte qu'il souffre par la Non-jouissance actuelle du Montferrat mentionnée plus amplement dans ledit Mémoire. Sur quoi ayant été délibéré, il a été trouvé bon, & arrêté, qu'il sera répondu audit Sr. le Begue sur ce Mémoire, qu'il sera répondu audit Sr. le Begue sur ce Mémoire, que leurs Hautes Puissances, tant par l'affection & l'estime qu'Elles ont pour la personne & pour l'amitié de Son Altesse le Duc de Lorraine, qu'en considération des bons services rendus à la Cause commune par feu les Ducs son Pere & son Grand Oncle de glorieux mémoire, ont toujours été portées, & le sont encore, à avancer les intérêts de Son Altesse, en ce qui dépend d'Elles, autant qu'il est possible.

Que

ANNO  
1709.

Que s'étant engagées à garantir le Traité susmentionné de point en point, Elles ne manqueraient pas d'avoir des égards particuliers pour ce qui regarde les intérêts dudit Duc de Lorraine, & ses prétentions à une Indemnité juste & raisonnable pour le Duché de Montferrat conformément à l'Article cinquième dudit Traité. Que leur intention n'est nullement qu'on lui fasse le moindre tort touchant ses Droits & Prétentions légitimes, & qu'Elles sont prêtes dès à présent de prendre les mesures nécessaires avec leurs Majestés Impériale & Britannique pour régler & délimiter un Equivalent convenable pour ledit Duché de Montferrat, & pour la perte que ledit Duc de Lorraine en pourroit avoir fait par la Non-jouissance depuis la mort du Duc de Mantoue. Mais si les conjonctures présentes ne se trouvent pas assez favorables pour désigner ladite Indemnité, leurs Hautes Puissances déclarent, qu'Elles s'intéresseront efficacement avec leurs Alliés pour cette affaire à la Paix générale, afin que ledit Duc en ait toute la satisfaction & le dédommagement possibles, dont Son Altesse peut être fermement assurée. L'Extrait de la présente Résolution sera mis entre les mains dudit Duc le Bègue pour servir en temps & lieu, où il appartiendra.

Étoit signé,

FAGEL.

LXXXIX.

29. OCT.

*Traité d'Alliance & de Garantie, appelé communément le Traité de Barrière, fait & conclu entre ANNE Reine de la Grande Bretagne & les Seigneurs Etats Généraux des PROVINCES UNIES des Pais-Bas, pour le maintien de la Succession à la Couronne de la Grande-Bretagne dans la Ligne Protestante, selon qu'elle est établie par les Loix, & assurer à L. H. P. une Barrière suffisante aux Pais bas, contre la France, & autres, qui les voudroient surprendre & attaquer. A la Haye le 29. d'Octobre 1709. Avec les Articles Separés du même jour & an. [Sur l'imprimé à la Haye chez Schelrus, par ordre de L. H. P. Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. I. pag 54.]*

SA MAJESTÉ la Reine de la Grande Bretagne, & les Seig. Etats Généraux des Provinces-Unies, ayant considéré, combien il importoit au repos & à la sûreté de leurs Royaumes & Etats, & à la tranquillité publique, de maintenir & d'assurer d'une part la Succession à la Couronne de la Grande Bretagne, telle qu'elle est présentement établie par les Loix du Royaume, & que d'autre part ledits Etats Généraux des Provinces-Unies aient une forte & suffisante Barrière contre la France, & autres qui les voudroient surprendre ou attaquer; & Sa Majesté & ledits Seigneurs Etats Généraux appréhendant, avec juste raison, les troubles & les malheurs qui pourroient survenir au sujet de cette Succession, s'il se trouvoit un jour quelque Personne ou quelque Puissance, qui la revouât en doute, & que les Pais & Etats dedit Seigneurs Etats Généraux ne fussent pas munis d'une telle Barrière. Pour cesdites raisons, Sadite Majesté la Reine de son âge, & jouissant d'une parfaite santé, (que Dieu lui confère longues années) par un effet de sa prudence & de sa pitié ordinaire, a jugé à propos d'entrer avec les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies dans une Alliance & Confédération particulière, dont la principale fin & l'unique but seront le repos & la tranquillité publique, & de prévenir par des mesures prises à temps, tous les événements qui pourroient exciter un jour de nouvelles Guerres: C'est dans cette vûe que Sa Majesté Britannique a donné son plein-Pouvoir, pour convenir de quelques Articles d'un Traité Additionnel aux Traitez & Alliances, qu'Elle a déjà avec les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, à son Ambassadeur Extraordinaire & Plénipotentiaire, le Sieur Charles Vicomte de Townshend, Baron de Lynregis, Conseiller du Conseil Privé de Sa Majesté Britannique, Capitaine des Gardes Hallesbardiens de Sadite Ma-

TOM. VIII. PART. I.

jesté, & son Lieutenant dans la Comté de North; & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies aux Sieurs Jean de Welden, Seigneur de Valburg, Grand-Baillif de la Baile-Betuwe, du Corps de la Noblesse de la Province de Gueldre; Frederik Baron de Rhee, Seigneur de Lier, St. Antoine, & ter Lee, de l'Ordre de la Noblesse de la Province de Hollande & West-Frise; Antoine Heinsius, Conseiller-Pensionnaire de la Province de Hollande & West-Frise, Garde du grand Sceau, & Sur-Intendant des Fiefs de la même Province; Cornelis van Gheel, Seigneur de Spanbroek, Bulkesteijn, &c. Gedeon Hoeuit, Chanoine du Chapitre de St. Pierre à Utrecht, & Conseiller élu dans les Etats de la Province d'Utrecht; Heffel van Sminia, Secrétaire de la Chambre des Comptes de la Province de Friesland; Ernest d'Iterfium, Seigneur d'Ofterhof, du Corps de la Noblesse de la Province d'Over-Yssel; & Wicher Wichers, Senateur de la Ville de Groningue; tous Députés à l'Assemblée dedit Seigneurs Etats Généraux de la part respectivement des Provinces de Gueldre, de Hollande & West-Frise, de Zelande, d'Utrecht, de Frise, d'Over-Yssel, & de Groningue & Ommelandes, lesquels, en vertu de leurs Plein-pouvoirs, sont convenus des Articles suivants.

I. Les Traitez de Paix, d'Amitié, d'Alliance & de Confédération entre Sa Majesté Britannique & les Etats Généraux des Provinces-Unies, seront approuvés & confirmés par le présent Traité, & demeureront dans leur première force & vigueur, comme s'ils y étoient insérés de mot à mot.

II. La Succession à la Couronne d'Angleterre ayant été réglée par un Acte du Parlement, passé la 12. année du Règne de son S. M. le Roi Guillaume III, dont le titre est, *Acte pour la plus ample limitation de la Couronne, & pour la plus grande sûreté des Droits & des Libertés des Sujets*; & nouvellement en la 6. année du Règne de S. M., la Reine à présent régnante, cette même Succession ayant encore été établie & affermie par un autre Acte, fait pour la plus grande sûreté de la Personne & du Gouvernement de Sa Majesté, & de la Succession à la Couronne de la Grande-Bretagne, &c. dans la Ligne de la Serénissime Maison de Hanovre, & en la Personne, de la Princesse Sophie, & de ses Héritiers, Successeurs & Descendants, Males & Femelles, nez & à naître. Et aucune Puissance n'ayant droit de s'opposer aux Loix faites sur ce sujet, par la Couronne & le Parlement de la Grande-Bretagne: Si il arrivoit néanmoins, sous quelque prétexte, ou pour quelque cause que ce pût être, que quelque Personne ou quelque Puissance ou Etat, prétendît révoquer en doute l'établissement que le Parlement a fait de ladite Succession, dans la Serénissime Maison de Hanovre, de s'opposer à ladite Succession, d'aider ou de favoriser ceux qui s'y opposeroient, soit directement ou indirectement, par une Guerre ouverte, ou en fomentant des Seditions & des Conspirations contre Celle, ou Celui, en faveur de qui la Couronne de la Grande-Bretagne seroit ouverte, conformément aux Actes susdits; les Etats Généraux des Provinces-Unies s'engagent & promettent d'assister, & de maintenir dans ladite Succession, Celle ou Celui à qui elle apartiendra, en vertu dedit Actes du Parlement, de les aider à en prendre possession, s'ils ne l'avoient déjà prise, & de s'opposer à ceux qui voudront les troubler dans la prise de possession, ou dans la possession actuelle de ladite Succession.

III. Sadite Majesté & les Etats Généraux, en conséquence du cinquième Article de l'Alliance, conclue entre l'Empereur, le feu Roi de la Grande Bretagne, & les Seigneurs Etats Généraux le 7. Septembre 1701. emploieront toutes leurs forces, pour recouvrer le reste des Pais-Bas Espagnols.

IV. Et de plus, on tâchera de conquérir autant d'autres Villes & Forts qu'il se pourra, afin qu'ils puissent servir de Barrière & de sûreté auxdits Seigneurs Etats.

V. Et comme suivant le 9. Article de ladite Alliance, on doit convenir entre autres choses, comment & de quelle manière l'Etat sera mis en sûreté par le moyen de cette Barrière, la Reine de la G. Bretagne fera ses efforts pour procurer, que dans le Traité de paix il puisse être convenu, que tous les Pais-Bas Espagnols, & ce que l'on pourroit en outre trouver nécessaire, soit à l'égard des Villes & Places conquises ou non conquises, serviront de Barrière à l'Etat.

Hh 2

VII

ANNO  
1709.



ANNO  
1709.

VI. Qu'à cette fin, L. H. P. pourront mettre & avoir Garnison, la changer, augmenter & diminuer, comme ils le jugeront à propos, dans les Places suivantes; à savoir, *Niepoort, Brunes* avec le Fort de *Krucke, Yper, Menin*, la Ville & la Citadelle de *Lille, Tournay* & la Citadelle, *Cœst, l'ancienne*, & les Places qu'on pourra conquérir encore sur la France; *Munster, Charleroi, Namur* & la Citadelle, *Liere, Isle* à fortifier, les Ports de la *Perle, Philippe, Dammé*, le Château de *Gand & Denckermonde*; le Fort St. *Donas* étant attaché aux Fortifications de l'*Ecluse*, & y étant entièrement incorporé, demeurera & sera cédé en propriété à l'Etat; le Fort de *Radenbysen* en dedans de *Gand* sera razé.

VII. Lesdits Seig. Etats Généraux pourront aussi mettre, en cas d'attaque apparente, ou de Guerre, autant de Troupes qu'ils jugeront nécessaire, dans toutes les Villes, Places & Ports des Pais-Bas Espagnols, où la raison de Guerre le demandera.

VIII. Et pourront aussi envoyer dans les Villes, Ports & Places, où ils auront leurs Garnisons, sans aucun empêchement, & sans payer aucuns Droits, des Vivres, Munitions de Guerre, Armes & Artillerie, des Matériaux pour les Fortifications, & tout ce que pour lesdites Garnisons & Fortifications sera trouvé convenable & nécessaire.

IX. Lesdits Seigneurs Etats Généraux pourront aussi mettre dans les Villes, Ports & Places de leur Barrière, mentionnées dans l'Article VI. ci-dessus, ou ils auront leurs Garnisons, tels Gouverneurs & Commandans, Majors & autres Officiers qu'ils trouveront à propos, lesquels ne seront sujets à aucuns autres ordres qui regardent la sûreté desdites Places & le Militaire, quels qu'ils soient & de qui ils puissent venir, que seulement privativement à ceux de L. H. P. sans préjudice pourtant aux Droits & Libertés, tant Ecclesiastiques que Politiques du Roi *Charles III.*

X. Qu'en outre lesdits Seigneurs Etats pourront fortifier lesdites Villes, Places, & Ports qui en dépendent, & en réparer les Fortifications, de la manière qu'ils le jugeront nécessaire, & de plus faire tout ce qui sera utile pour leur défense.

XI. On laissera aux Seigneurs Etats Généraux tous les revenus des Villes, Places, Châtellenies & leurs Dépendances, qu'ils auront pour leur Barrière de la France, desquelles la Couronne d'Espagne n'étoit pas en possession au temps de la mort du feu Roi *Charles II.* & outre cela on fixera un million de livres, à payer cent mille Ecus chaque trois mois des Revenus les plus clairs des Pais-Bas Espagnols, dont ledit Roi étoit alors en possession, pour servir l'un & l'autre à l'entretien des Garnisons de l'Etat, & pour fournir aux Fortifications, comme aussi aux Magasins & autres dépenses nécessaires dans les Villes & Places susdites: Et afin que les frais à supporter puissent être trouvez dedit Revenus, on tâchera d'étendre les dépendances & Châtellenies susmentionnées autant qu'on pourra, & spécialement de stipuler avec la Châtellenie d'*Ypre*, celle de *Cassel*, & le Bois de *Niepe*, & avec la Châtellenie de *Lille*, la Gouvernance de *Dunay*, l'une & l'autre y ayant été attachées avant la présente Guerre.

XII. Qu'aucune Ville, Fort, Place ou Pais des Pais-Bas Espagnols, ne pourra être cédé, transporté ou donné, ou échoir à la Couronne de France, ou à quelqu'un de la Ligne Française, soit en vertu d'aucun Don, Vente, Echange, Convention matrimoniale, Hérité, Succession par Testament, ou au rachat, de quelque titre que ce puisse être, ni de quelque autre manière que ce soit, être mis au pouvoir ou sous l'autorité du Roi T. C. ou de quelqu'un de la Ligne Française.

XIII. Et comme lesdits Seigneurs Etats Généraux, en conséquence de l'Article 9. de ladite Alliance, doivent faire une Convention, ou un Traité avec le Roi *Charles III.* pour mettre l'Etat en sûreté, par le moyen de ladite Barrière, la Reine de la G. B. concourra par ses devoirs, ainsi que tout ce que dessus, touchant la Barrière de l'Etat, soit inséré dans le susdit Traité ou Convention, & que Sa dite Majesté continuera ses devoirs, jusqu'à ce que la susdite Convention entre l'Etat & ledit Roi *Charles III.* soit conclue, conformément à ce qui est dit ci-dessus, & que S. M. g. a. aura ledit Traité ou Convention.

XIV. Et afin que lesdits Seigneurs Etats jouissent des, à présent, autant qu'il sera possible, d'une Barrière aux Pais-Bas Espagnols, il leur sera per-

mis de mettre leurs Garnisons dans les Villes déjà occupées, & qui pourront l'être encore avant que la Paix soit faite, & mise en exécution, & cependant ledit Roi *Charles III.* ne pourra entrer en possession desdits Pais-Bas Espagnols, ni en tout ni en partie; & pendant ce temps-là, la Reine aidera L. H. P. à les y maintenir dans la jouissance des revenus, & à trouver le million de livres par an, ci-dessus mentionné.

XV. Et comme L. H. P. ont stipulé par le Traité de *Munster*, Article XIV. que la Rivière de l'*Ecluse*, comme aussi les Canaux du *Sar, Swyn* & autres Bouches de Mer y aboutissans, seroient tenues closes du côté de cet Etat.

Et Article XV. Que les Navires & Denrées entrans & sortans des Havres de Flandres, seroient & demeureroient chargées de toutes telles impositions & autres charges qui se levont sur les Denrées, allans & venans au long de l'*Ecluse* & autres Canaux susmentionnés.

La Reine de la G. B. promet & s'engage, que L. H. P. ne seront jamais inquiétées dans leur Droits & possession à cet égard directement ni indirectement; mais qu'elles continueront d'en jouir pleinement; comme aussi qu'au préjudice dudit Traité, le Commerce ne sera pas rendu plus aisé par les Ports de Mer, par ladite Rivière, Canaux & Bouches de Mer, du côté de l'Etat des Provinces-Unies, ni directement ni indirectement.

Et puis que par le même Traité de *Munster*, Articles 16. & 17 S. M. le Roi d'Espagne s'est obligé de traiter les Sujets de L. H. P. aussi favorablement que les Sujets de la Grande-Bretagne & des Villes Anstiques, qui étoient alors les Nations les plus favorablement traitées, Sa Majesté Britannique & L. H. P. promettent aussi de faire en sorte, que les Sujets de la G. B. & de L. H. P. seront traités dans les Pais-Bas Espagnols, aussi bien que dans toute l'Espagne, Royaumes & Etats en dépendans, également & tant les uns que les autres aussi favorablement que les Nations les plus favorisées.

XVI. Ladite Reine & les Etats Généraux s'obligent à donner, par Mer & par Terre, les secours & assistances nécessaires, pour maintenir par la force Sa dite Majesté dans la paisible possession de ses Royaumes, & la Serenissime Maison de *Hannovre* dans ladite Succession, telle qu'elle est établie par les Actes du Parlement ci-dessus mentionnez, & pour maintenir lesdits Etats Généraux dans la possession de ladite Barrière.

XVII. Après les Ratifications de ce Traité, on fera une Convention particulière des conditions auxquelles ladite Reine & lesdits Seigneurs Etats Généraux s'engageront de fournir les secours, que l'on jugera nécessaires, tant par Mer que par Terre.

XVIII. Si S. M. B. ou les Etats Généraux des Provinces-Unies, étoient attequez, de quoi que ce pût être, à cause de cette Convention, ils s'assisteront mutuellement l'un l'autre de toutes leurs forces, & ils se rendront Garands de l'exécution de ladite Convention.

XIX. Seront invitez & admis dans le présent Traité, le plutôt qu'il se pourra, tous les Rois, Princes & Etats qui voudront y entrer, particulièrement S. M. Imperiale, les Rois d'Espagne & de Prusse, & l'Electeur de Hanovre: Et il sera permis à S. M. Britannique, & aux Etats Généraux des Provinces-Unies & à chacun d'eux en particulier, de requérir & inviter ceux qu'ils jugeront à propos de requérir & inviter, d'entrer dans ce Traité & d'être Garands de son exécution.

XX. Et comme le temps a fait connoître l'omission qui s'est faite dans le Traité signé à *Reizyk* l'an 1697. entre l'Angleterre & la France, au sujet du Droit de la Succession d'Angleterre, dans la Personne de S. M. la Reine de la G. B. à présent Regnante; & que faute d'avoir établi dans ce Traité ce Droit incontestable de Sa Majesté, la France a refusé de la reconnoître pour Reine de la G. B. après la mort du feu Roi *Guillaume III.* de glorieuse Memoire, S. M. la Reine de la Grande-Bretagne & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, conviennent & s'obligent aussi de s'entretenir dans aucune Négociation, ni Traité de Paix, avec la France, avant que le Titre de S. M. à la Couronne de la Grande-Bretagne, comme aussi le Droit de la Succession de la Serenissime Maison de *Hannovre* à la susdite Couronne, telle qu'elle est réglée & établie par les susdits Actes du Parlement, ne soit pleinement reconnu par

ANNO  
1709.

# DU DROIT DES GENS.

245

ANNO 1709. par la France, comme Préliminaire, & que la France n'ait en même temps promis l'éloignement hors de ses Etats, de la Personne qui prétend être Roi de la Grande-Bretagne, & que l'on n'entrera dans aucune Négotiation ni discussion formelle des Articles dudit Traité de Paix, finon que conjointement & en même temps avec ladite Reine ou avec ses Ministres.

XXI. Sa Majesté Britannique & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies ratifieront & confirmeront tout ce qui est contenu dans le présent Traité, dans l'espace de quatre semaines à compter du jour de la Signature.

En foi de quoi les Soussignés Ambassadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire de Sa Majesté Britannique & Députés des Seigneurs Etats Généraux ont signé le présent Traité, & y ont apposé le Cachet de leurs Armes.

A la Haye le 29. d'Octobre l'An 1709.

Signé,

L. S. TOWNSHEND.

L. S. J. v. WELDEREN.

L. S. F. B. van RHEEDE.

L. S. A. HEINSIUS.

L. S. G. HOEFT.

L. S. H. van SMINIA.

L. S. E. van ITTERSUM.

E. S. W. WICHERS.

Premier Article Separé concernant le HAUT QUARTIER de GUELDRES, & les Garnisons à tenir dans Liege, Huy & Bonn.  
[Tiré des Archives de L. H. P. les Etats Généraux des Provinces-Unies]

COMME dans les Articles préliminaires, signés icy à la Haye le 28. May 1709. par les Plenipotentiaires de Sa Majesté Imp., de Sa Majesté la Reine de la Gr. Bretagne & des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, il est stipulé entre autres choses, que les Seigneurs Etats Généraux auront en toute propriété & Souveraineté le Haut Quartier de Gueuldres, selon le §2. Art. du Traité de Munster de l'An. 1648. comme aussi, que les Garnisons qui se trouvent, ou se trouveront cy après de la part des Seigneurs Etats Généraux, dans la Ville de Huy, la Citadelle de Liege & dans la Ville de Bonne, y resteront jusques à ce qu'on en soit convenu autrement avec Sa Majesté Imp. & l'Empire. Et comme la Barrière sur laquelle on est convenu aujourd'hui, dans le Traité principal, pour la garantie mutuelle entre Sa Majesté Britannique & les Seigneurs Etats Généraux, ne peut donner aux Provinces-Unies, la Sécurité pour laquelle elle est établie, sans qu'elle soit bien serrée d'un bout bien liée ensemble, à quoy le Haut Quartier de Gueuldres & les Garnisons dans la Citadelle de Liege, Huy & Bonne, sont absolument nécessaires, l'expérience ayant fait voir par trois fois, que la France ayant voulu attaquer les Provinces-Unies, s'est servie des endroits susmentionnés, pour venir à elles, & pour pénétrer dans lesdites Provinces. Que de plus à l'égard de l'équivalent, moyennant lequel, le Haut Quartier de Gueuldres doit être cédé aux Provinces-Unies, suivant l'Art. §2. du Traité de Munster susmentionné, Sa Majesté le Roi Charles III. sera beaucoup plus gratifié & avantage en d'autres endroits, que cet équivalent ne peut importer; Ainsi pour faire avoir aux Seigneurs Etats Généraux le Haut Quartier de Gueuldres en toute propriété & Souveraineté, & pour que ledit Haut Quartier soit cédé de cette manière auxdits Seigneurs Etats Généraux, dans la Convention ou le Traité qu'ils doivent faire avec Sa Majesté le Roi Charles III. suivant l'Art. 13. du Traité conclu aujourd'hui; Comme aussi, pour que leurs Garnisons dans la Citadelle de Liege, dans celle de Huy & dans Bonn-

ne, y restent, jusques à ce qu'on en soit convenu autrement avec Sa Majesté Imp. & l'Empire; Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne s'engage & promet par cet Art. séparé, qui aura la même force, que s'il étoit inséré dans le Traité principal, de faire pour tout cela les mêmes efforts qu'elles s'est engagée de faire pour leur faire obtenir la Barrière dans les Pais-Bas Espagnols. En foy de quoy les soussignés Ambassadeur extraordinaire & Plenipotentiaire de Sa Majesté Britannique, & Députés des Seigneurs Etats Généraux, ont signé le présent Art. Separé, & y ont apposé le Cachet de leurs Armes. A la Haye le 29. d'Octobre, l'An 1709.

(Etoit signé)

(L. S.) TOWNSHEND.

(L. S.) J. v. WELDEREN.

(L. S.) F. B. van RHEEDE.

(L. S.) A. HEINSIUS.

(L. S.) G. HOEFT.

(L. S.) H. SMINIA.

(L. S.) E. v. ITTERSUM.

(L. S.) W. WICHERS.

Deuxieme Article Separé, concernant l'extension du Territoire de L. H. P. en FLANDRES.  
[Tiré des Archives de L. H. P. les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies.]

COMME les Seigneurs Etats Généraux ont représenté que dans la Flandre les limites entre la Flandre, Espagnole, & celle de l'Etat, sont réglées de telle manière, que le terrain de l'Etat y est extrêmement étroit, de sorte qu'en quelques endroits, le territoire de la Flandre Espagnole, s'étend jusques aux Fortifications, & sous le Canon des Places, Villes, & Forts de l'Etat, dont il arrive plusieurs inconveniens, ainsi qu'on en a vu un exemple, peu avant le commencement de la présente Guerre, quand on a voulu bâtir un Fort sous le Canon du Zas de Gand, sous prétexte que c'étoit sur le territoire d'Espagne; & comme pour éviter ces sortes d'inconveniens & autres, il est nécessaire, que le terrain de l'Etat aux confins de la Flandre soit élargi, & que par là les Places, Villes & Forts, soient mis plus à couvert; Sa Majesté Britannique, entrant dans les justes motifs desdits Seigneurs Etats Généraux à cet égard, promet & s'engage par cet Article Separé, que dans la Convention, que lesdits Seigneurs Etats Généraux doivent faire, avec Sa Majesté le Roi Charles trois, Elle les aydera, à ce qu'il soit convenu, que par la cession auxdits Seigneurs Etats Généraux de la propriété d'une étendue de terrain nécessaire à obvier à de pareils & autres inconveniens, leurs limites en Flandre soient élargies plus convenablement à leur sécurité, & ceux de la Flandre Espagnole, plus éloignés de leurs Villes, Places & Forts, pour que ceux cy ne foyent plus si exposés. En foy de quoy les soussignés Ambassadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire de Sa Majesté Britannique, & Députés des Seigneurs Etats Généraux ont signé le présent Article Separé, & y ont apposé le cachet de leurs Armes. A la Haye le vingt neuvieme d'Octobre l'an mil sept cent neuf.

(Etoit signé)

(L. S.) TOWNSHEND.

(L. S.) F. B. van RHEEDE.

(L. S.) A. HEINSIUS.

(L. S.) G. HOEFT.

(L. S.) SMINIA.

(L. S.) W. ITTERSUM.

Hh 3

XC.



ANNO

1710.

XC.

2. Janv. *Projet de la France pour la Paix, publié le 2. Janvier 1710.* [Feuille Volante.]

**Q**UOIQUE l'engagement que le Roi avoit pris pour la Paix ait cessé aussi-tôt que les Ennemis de Sa Majesté ont refusé de la conclure aux conditions qu'elle avoit bien voulu leur offrir. Elle desireroit toutefois si sincèrement de contribuer au prompt rétablissement du repos de l'Europe, qu'elle consent de traiter encore aux mêmes conditions qu'elle avoit bien voulu accorder, si les Princes & Etats actuellement en Guerre contre elle veulent traiter aussi sur ce fondement, convenir d'un lieu pour les Conférences & former une Assemblée de Ministres autorisés à traiter & à signer la Paix. Les conditions seront,

I. A l'égard de l'Espagne une promesse autentique de la part du Roi de reconnoître, immédiatement après la signature de la Paix, l'Archiduc CHARLES d'Autriche en qualité de Roi d'Espagne & généralement de tous les Etats dependans de cette Monarchie, tant dans l'ancien que dans le nouveau Monde, à la réserve seulement des Etats & Pais dont le Roi de Portugal, & le Duc de Savoie ont stipulé le demembrement en vertu des Traitez qu'ils ont contracté avec l'Empereur, & ses Alliez, & à la réserve aussi des Places que l'Archiduc s'est engagé de laisser aux Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas.

Une semblable promesse, non seulement de retirer tout le secours que Sa-Majesté a pu donner au Roi son petit-fils; mais encore de ne lui envoyer désormais aucune assistance pour se maintenir sur le Trône, de quelque nature que ce soit directement ou indirectement.

Et pour gage de l'effet de cette promesse, Sa Majesté veut bien confier aux Etats Généraux 4. de ses Places en Flandres, qu'elle choisira pour les remettre entre leurs mains, & pour être par eux gardées jusqu'à ce que les affaires d'Espagne soient terminées, comme Otages & comme sûreté de la Parole qu'elle donnera de ne s'interesser directement ni indirectement aux affaires de cette Monarchie.

Elle promettra pareillement de défendre à ses Sujets sous de rigoureuses peines de prendre parti dans les Troupes du Roi Catholique, s'obligeant d'apporter une attention si vive à faire observer ces défenses, qu'aucun n'y contreviendra.

Sa Majesté veut bien aussi consentir que la Monarchie d'Espagne, ni aucune de ses parties ne soit jamais unie à la Monarchie de France, & qu'aucun Prince de la Maison de France ne puisse ni régner ni rien acquiescer dans l'étendue de la Monarchie d'Espagne par aucune des voies qui seront toutes spécifiées.

Les Indes Espagnoles seront comprises dans tout ce qui sera dit au sujet de la Monarchie d'Espagne, comme en composant une partie principale, & le Roi promettra qu'aucun Vaisseau de ses Sujets n'ira aux dites Indes, soit pour exercer le Commerce, soit sous quelque autre prétexte.

II. A l'égard de l'Empereur & de l'Empire, le Roi rendra la Ville & la Citadelle de Strasbourg au même état où elles sont présentement.

Le Fort de Kehl sera de même rendu avec l'Artillerie spécifiée dans le 8. Article des Preliminaires, la Ville de Strasbourg devant désormais être rétablie dans les Prerogatives, & Privileges de Ville Impériale, & en jouir ainsi qu'elle en jouissoit avant que d'être sous la domination de Sa Majesté.

Elle consentira pareillement à rendre à l'Empereur la Ville de Brisac avec son Territoire, & l'Artillerie spécifiée dans le 9. Article des Preliminaires, à se contenter de la Possession de l'Alsace suivant le sens literal du Traité de Westphalie & les Articles 10. & 11. des Preliminaires.

A laisser à l'Empire la Ville de Landau, avec la liberté d'en demolir les Fortifications.

A rasoir enfin celles qu'elle a fait bâtir sur le Rhin depuis Bale jusques à Philisbourg & qui seront toutes spécifiées.

Elle consentira que la Ville de Rhinfeld soit remise au Land-Grave de Hesse-Cassel.

Que le 4. Article du Traité de Ryswick soit discuté dans les Conférences.

Elle reconnoitra l'Electeur de Brandebourg en qualité de Roi de Prusse, promettant de ne le point troubler dans la possession de Neuchâtel & Valengin, & pareillement elle reconnoitra le 9. Electorat érigé en faveur du Duc d'Hanover.

III. A l'égard de l'Angleterre le Roi reconnoitra la Princeesse ANNE en qualité de Reine de la Grande-Bretagne, & d'ordre de la Succession à cette Couronne, ainsi qu'elle est établie dans la Ligne Protestante, suivant les Actes du Parlement.

Sa Majesté cédera l'Isle de Terre-neuve à cette Couronne, & conviendra d'une restitution réciproque de tout ce qui a été occupé dans les Indes, tant de la part de la France que de celle de l'Angleterre depuis la presente Guerre.

Sa Majesté fera raser toutes les fortifications de Danquerque & combler le Port, avec promesses qu'elles ne pourront jamais être rétablies.

Elle consentira pareillement au dessein que le Roi d'Angleterre a formé de sortir de France, aussitôt que la Paix sera faite, pourvu qu'il ait une entière liberté de se retirer & d'aller où il voudra, & qu'il y jouisse d'une neutralité parfaite.

IV. A l'égard des Etats Généraux des Provinces-Unies le Roi leur cédera, pour former une Barrière, toutes les Places dénomées dans l'Article 22. des Preliminaires, savoir Furnes, le Fort de Knok, Menin, Ipres, Lille, Tournai, Condé & Maubeuge, avec les dependances, & aux conditions spécifiées par ce même Article.

Quant aux Places des Pais-Bas, qui appartiennent encore au Roi d'Espagne, le Roi retirant ses troupes d'elles, fera en sorte qu'elles soient remises au pouvoir de l'Archiduc, immédiatement après la signature de la Paix. Sa Majesté confirmera ce qu'elle a offert aux Etats Généraux au sujet de leur Commerce, & l'Article 25. des Preliminaires fera ponctuellement suivi.

V. A l'égard du Duc de Savoie, le Roy veut bien accorder les demandes que les Alliez de ce Prince ont faites pour lui par les Articles 27. & 28. des Preliminaires. Mais Sa Majesté demande aussi que les Electeurs de Cologne & de Baviere soient rétablis dans leurs Etats & Dignitez, & leurs Ministres admis aux Conférences de la Paix pour y défendre leurs intérêts.

Enfin s'agissant d'un Traité de Paix, & non d'une Trêve, le tems que l'on marquera pour l'exécution de ces conditions, sera, suivant l'usage ordinaire des Traitez, après l'échange des Ratifications.

C'est sur ce fondement que le Roi propose encore d'envoyer des Plenipotentiaires pour traiter la Paix & de profiter de l'espace de tems que l'Hiver donne pour cet effet, avant qu'on aprobe de l'ouverture de la Campagne prochaine.

Si les offres que Sa Majesté veut bien faire ne sont pas acceptées, elle declare qu'elle est libre de tout engagement, & qu'il n'y aura pas lieu de lui attribuer la prolongation d'une Guerre qui fera repandre encore tant de sang Chrétien.

## XCI.

*Decret Commissorial de l'Empereur JOSEPH pour 15. Janv la Garantie de la Neutralité du Nord. Donné à Ratisbonne le 15. Janvier 1710.*

**L**E très digne, & hautement né Seigneur & Prince, Jean Philippes, Prêtre de la Sainte Eglise Romaine, Cardinal de Lambert, Conseiller Privé & de Conférence de Sa Majesté Impériale, & son principal Ambassadeur, &c., &c., espere que les Magnifiques Conseillers & Ambassadeurs des Electeurs, Princes & Etats de l'Empire, se ressouvendront bien de ce que sa très haute Majesté Impériale leur a fait amplement connoître par son Decret de Commission du 18. Décembre de l'année dernière, touchant la Garantie requise de Sadite Majesté Impériale, par les Puissances du Nord Alliées contre la Couronne de Suède, contre les entreprises des Troupes Suédoises qui sont présentement en Poméranie. Et d'autant que Sa Majesté Impériale a été informée depuis, que les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies n'ont pas seulement résolu de renouveler leurs précédents Offices, afin que les susdites Troupes Suédoises qui sont en Poméranie,

ANNO

1710.

ANNO 1710. nie, ne retourne point en Pologne, & ne commettent aucune hostilité contre l'Empire, ou contre Sleefwich & le Jutland, en cas qu'elles ne puissent pas sortir de Poméranie sans passer par les Terres de l'Empire; mais que de plus Leurs Hautes Puissances ont déjà fait remonter, là où il appartenait, que si nonobstant leurs Offices & Propositions amiables, lesdites Troupes retournoient de Poméranie en Pologne, ou venoient à commettre quelque hostilité contre les Pais de l'Empire, ou contre Sleefwich & Jutland, alors Leurs Hautes Puissances seroient obligées, conjointement avec Leurs Majestés Impériale & Britannique, & les Electeurs & Princes qui se sont déclarés là-dessus, ou qui se déclareront à l'avenir, de prendre des mesures avec les autres Puissances Alliées, contre la Suède, pour empêcher lesdites Troupes de retourner en Pologne, & de commettre hostilité contre les Provinces de l'Empire, qui appartiennent au Danemarck & à la Saxe & contre Sleefwich & Jutland; & pour les porter à l'observation de la Neutralité; avec assurance aussi, que du côté des Parties adverses, il ne sera entrepris aucune hostilité contre les Provinces Suedoises situées en Allemagne: Sa Majesté Impériale ayant mûrement considéré cette Résolution de Leurs Hautes Puissances, s'est étroitement engagée avec les Puissances maritimes pour la maintenir, & pour d'autant mieux conserver le repos de l'Empire; persuadée d'ailleurs que Sa Royale Majesté de Suède elle-même, y trouvera son avantage, & ceux de ses Provinces Allemandes. Et comme dans le cas insinué du contraire, Sa Majesté Impériale ne voit pas comment le susdit repos de l'Empire pourroit être maintenu, ni comment la diversion que l'Ennemi attend de ces troubles du Nord pourroit être empêchée, Sa dite Majesté Impériale a trouvé bon d'en donner très gracieusement part à cette Diette, afin qu'elle y fasse une dûte réflexion, & qu'elle considère ce qui est à faire en cela de la part de l'Empire. C'est aussi ce que Sa Haute Principale Eminence a voulu exécuter très-humblement par les présentes au commencement de cette année, & elle demeure, &c.

Ratisbonne le 15.  
Janvier 1710.

JEAN PHILIPPES,  
Cardinal de Lambert Evêque  
de Prince de Passau.

## XCII.

31. Janv. *Extrait du Registre des Résolutions de Leurs H. P. Messieurs les Etats Généraux des PROVINCES UNIES des Pais Bas, au sujet de la Ville de Vervier.* [Tiré du Protocole de l'Ambassade Impériale en Hollande, & au Congrès d'Utrecht.]

Du Vendredi 31. Janvier 1710.

MESSEURS de Welderen & autres Deputés de L. H. P. pour les affaires étrangères ayant examiné en conformité & exécution de Leurs Résolutions Commissoriales de différentes dates les Pièces qui concernent les différents malheureusement survenus par les intrigues & troubles de la Ville de Vervier, & les facheuses suites qui en sont résultées, ont fait rapport, à l'Assemblée qu'après en avoir conféré avec Messieurs les Comtes de Sintendorff, & de Welz & le Baron de Heerns Ministres de Sa Majesté Imp. qui se trouvent ici, ils étoient convenus avec lesdites Seigneurs Ministres de la manière suivante.

Points dont on est convenu pour pacifier la Ville de Vervier.

EN suite des ordres de S. M. Imp. en date du 25. Decemb. de l'an 1709. concernant l'accommodement à faire au sujet des troubles & des ordres arrivés à Vervier, on a mûrement considéré, le contenu desdits Ordres, la nécessité qu'il y a de remettre le calme dans la Ville de Vervier, & ce que les Conjonctures présentes permettent de faire pour obtenir ce but & on a trouvé à propos de convenir des Conditions suivantes:

I. Premièrement que la Bourgeoisie de Vervier aye à députer quatre ou six Personnes de leur Corps à Liege, pour assurer de bouche le Ministre Plénipotentiaire de S. M. Imp. le Comte de Welz en présence du Conseil Imperial que les Habitants de ladite Ville de Vervier n'ont jamais eu la moindre pensée, ny intention de s'opposer aux Ordres de S. M. Imper. pour lesquels ils auront toujours, comme ils sont obligés, tout le respect, veneration, soumission, & obéissance dues à leur Seigneur supreme & dominant; suppliant S. M. Imp. de pardonner par un effet de Sa Clemence ce qui s'est passé & les desordres commis par quelques-uns de leurs habitants pendant le cours des Dissensions intestines de la Ville; requérant en outre S. M. Imp. de leur accorder un pardon & Amnistie, afin que le passé soit oublié & que ses Habitants puissent à l'avenir vacquer avec tranquillité à leurs affaires, & Commerce, & jouir de la protection Imp. comme les autres Sujets fidèles, & obéissants, tels qu'ils promettent vouloir inviolablement être.

II. Que l'Amnistie à accorder de la part de S. M. Imp. & par la Chancellerie de l'Empire soit faite selon que ladite Chancellerie le juge à propos dont la substance consistera que S. M. Imp. en considération de Messieurs les Etats Généraux, ses bons Alliés, qui se sont intéressés pour ceux de Vervier par rapport au Commerce que les Habitants de leurs Provinces ont avec la Ville de Vervier, veut bien pardonner à ceux qui ont donné occasion aux troubles passés, ou y ont été mêlés, & abolir & annuler en vertu de son autorité supreme toutes les procédures & enquetes faites à cette occasion, de sorte que les Bourgeois & Habitants de Vervier puissent librement retourner & demeurer dans la Ville & ailleurs, où leurs affaires le requerront, & exercer leurs Charges, ou vacquer à leur trafic sans être recherchés ou inquiétés sur le passé qui ne leur pourra être reproché, ny prejudicier en leurs honneurs, Biens, & Effets, de laquelle Amnistie on excepte & exclut pourtant 1. Genat, 2. Du Buiffon, 3. Jean Renant, 4. Weldery, 5. Holland, & Joseph Daniel.

III. Cette Amnistie ne leur sera pourtant pas donnée avant qu'ils aient satisfait à ce, dont on est convenu à l'égard des fraix & depences, c'est-à-dire que les fraix & depences payés déjà pour le proces & autres débourséments, & qui montent environ à 1500. Ecus, resteront à la charge de la Ville, & que ceux qui par la première enquête ont été jugés apprehensibles, payeront & remettront en main du Ministre Mr. le Comte de Welz la somme de deux mille Ecus, lequel Ministre selon les avis du Conseil Imperial emploiera ces deux mille Ecus pour acquitter les fraix des procédures & des Officiers de Justice qui ont été occupés dans ces affaires pendant les troubles.

IV. Que pour le bon & paisible Gouvernement futur de la Ville on lui accordera un Reglement desja projeté conforme aux Loix du Pais & convenable au bien, & repos de la Ville de Vervier.

Surquoy étant délibéré L. H. P. ont agréé ce rapport & ont approuvé ce qui a été accordé, Messieurs les Deputés étant remerciés de la peine qu'ils ont prise dans cette affaire.

S'accorde avec ledit Registre.

FAGEL.

## XCIII.

*Extrait du Registre des Résolutions de L. H. P. 23. Fev. les Etats Généraux des PROVINCES UNIES des Pais-Bas, pour la Neutralité en Allemagne.*

Du Jeudi 23. Fevrier 1710.

LES Sieurs de Welderen & autres Deputés de Leurs Hautes Puissances pour les affaires étrangères ont rapporté à l'Assemblée que les Ministres de Sa Majesté Czarienne de Moscovie & de Leurs Majestés les Rois de Pologne, de Danemarck & de Prusse aiant témoigné depuis quelque tems à Leurs Hautes Puissances la considération que Leurs Majestés ledit Czar & Rois avoient pour les intérêts des Hauts Alliez, & aiant déclaré que leur intention n'est

ANNO  
1710.



ANNO  
1710.

n'est pas de porter la Guerre en Allemagne, ni de rappeler leurs troupes, qui sont au service des Hauts Alliez, ils avoient en même tems requis que de la part des Hauts Alliez il fut fait en sorte que les troupes Suedoises ne retournassent point en Pologne, ni n'attaquassent pas les Pais de Saxe ou de Danemarck, situés dans l'Empire, mais que la tranquillité fut conservée & que cela fut garanti par Leurs Hautes Puissances conjointement avec Sa Majesté Imperiale & la Reine de la Grande-Bretagne. Que là-dessus Leurs Hautes Puissances par leur Résolution du 28. Novembre dernier, avoient déclaré combien leur étoit agreable la considération que Leurs Majestez avoient témoigné pour les intérêts des Hauts Alliez, & avoient trouvé à propos de requerrir le Sieur Palmquist, Envoyé Extraordinaire de Sa Majesté le Roi de Suede, de vouloir procurer une Declaration de la Regence de Suede, en l'absence de ladite Majesté, que le Corps de troupes qui est sous le commandement du Major General Craffau en Pomeranie, ne retournera pas en Pologne & qu'elles n'entreprendront rien contre les Pais situés dans l'Empire, & spécialement contre la Saxe, ni les Pais de Danemarck situés dans l'Allemagne ni contre Sleswick & le Jutland. Que sur les nouvelles instances faites à ce sujet par les Ministres de Sa Majesté Czarienne, & de Leurs Majestez les Rois de Pologne, de Danemarck & de Prusse, Leurs Hautes Puissances par une autre Résolution du 24. Decembre dernier, avoient jugé à propos de renouveler leur precedente requisiion près dudit Sieur Palmquist, ajoutant qu'en cas que les troupes Suedoises, nonobstant les representations & offices déjà faits, voulussent retourner en Pologne ou commettre quelques hostilités dans l'Empire, ou contre le Pais de Sleswick ou le Jutland, Leurs Hautes Puissances avec Sa Majesté Imperiale, Sa Majesté Britannique, & Son Altesse Electorale de Brunswick & Lunebourg & les autres Princes de l'Empire, qui ont en ceci un intérêt commun, & qui voudront se déclarer là-dessus, seront obligés de prendre des mesures avec les Alliez du Nord, pour empêcher le retour desdites troupes Suedoises en Pologne & qu'elles ne commettent des hostilités dans l'Empire ou contre Sleswick & le Jutland, pour ôter toute prétention au rapel des troupes qui servent contre la France. Que ledit Sieur Palmquist aiant écrit fur ce sujet à la Regence de Suede à Stockholm, & en aiant obtenu réponse, avoit ensuite déclaré, que la Suede voulant répondre favorablement aux instances des Hauts Alliez en faveur de la tranquillité de l'Empire, elle déclaroit qu'il ne tiendrait pas à elle qu'il ne s'y observât une exacte Neutralité. Qu'à cette fin elle vouloit bien promettre que les troupes qu'elle y a ne commettraient aucune hostilité, non plus qu'en Pologne & Sleswick, ni en Jutland, à condition qu'elle fut assurée que celles de Danemarck qui sont en dedans de la Mer Baltique, ou qui sont presentement en Jutland, dans le Duché de Sleswick, dans l'Empire ou au service des Hauts Alliez, ne fassent aucune hostilité ni hors, ni dans l'Empire, & que moiennant cela elle est prête non seulement de donner les mains à la Neutralité proposée, mais aussi de traiter avec les Alliez pour une partie des troupes dernièrement revenues de Pologne, sous le commandement du Major General Craffau. Qu'eux Sieurs Députés avoient communiqué cette réponse aux Ministres de Sa Majesté Imperiale, de Sa Majesté Britannique, de Leurs Serenitez Electorales Palatin & Brunswick-Lunebourg & du Prince & Evêque de Munster, avec le concert desquels Leurs Hautes Puissances avoient pris la Résolution du 24. Decembre dernier, & qu'ils avoient encore à faire pour le maintien du repos dans l'Empire, & pour prévenir que suivant lesdites Declarations & promesses, aucunes troupes de celles qui sont presentement employées contre les Ennemis communs ne fussent rappelés à l'occasion de la Guerre du Nord.

Surquoi aiant été deliberé, il a été en consequence & en conformité de ce qui a été concerté avec lesdits Sieurs Ministres, trouvé bon & arrêté que comme par ladite declaration ci-dessus donnée par ledit Sieur Palmquist de la part de Suede, on a satisfait en grande partie à ce qui a été requis par la precedente Résolution de Leurs Hautes Puissances en cas que ladite declaration soit effectuée, & qu'on

y ajoute seulement cette condition que la Suede puisse être assurée que les troupes de Danemarck qui sont en dedans de la Mer Baltique, ou qui sont presentement en Jutland, dans le Duché de Sleswick dans l'Empire, ou au service des Hauts Alliez ne commettront aucune hostilité ni dans ni dehors l'Empire. Que pour aplanir les difficultez qui pourroient naître de cette condition & amener les choses à une égalité equitable, on requerra d'un côté Sa Majesté Danoise de vouloir consentir & déclarer que pour la conservation de la tranquillité & de la Neutralité de l'Empire, les troupes de Sa Majesté qui sont presentement en Jutland, dans le Duché de Sleswick & dans l'Empire ne feront aucune hostilité contre qui ce soit, ni dans ni dehors l'Empire, le Duché de Sleswick & le Jutland y compris; & de l'autre côté sera la Regence de Suede requise de consentir & déclarer semblablement que les troupes de Sa Majesté Suedeise, qui sont presentement en Pomeranie ou ailleurs dans l'Empire, ne retourneront plus en Pologne, ni ne commettront pareillement aucun hostilité contre qui ce soit, ni dedans ni dehors l'Empire, tout le Sleswick & le Jutland y compris, laquelle declaration étant faite ici en bonne & convenable forme par les Ministres de leurs dites Majestez, Leurs Hautes Puissances seront trouvées disposées de concourir à en maintenir l'effet avec Sa Majesté Imperiale & l'Empire, Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne, Son Altesse Electorale de Brunswick & Lunebourg & les autres Princes de l'Empire qui se déclareront là-dessus: Comme aussi de concerter alors avec les susdits Hauts Alliez de quelle maniere la plus convenable quelques-unes des troupes de Sa Majesté Suedeise qui sont dans l'Empire, comme semblablement quelques-unes de celles de Sa Majesté Danoise, qui sont aussi dans l'Empire, dans le Duché de Sleswick & en Jutland, & de l'une & de l'autre desquelles ils pourroient se passer, pourroient entrer au service des Alliez; le tout dans cette ferme & sûre confiance que suivant les promesses faites, aucune des troupes qui sont au service de Hauts Alliez & employées contre l'Ennemi commun ne seront rappelés, & sera un extrait de la presente Résolution de Leurs Hautes Puissances mis en main dudit Sieur Palmquist & en celles du Secretaire van Stöcken, avec requisiion de vouloir donner conformément à ce qui est mentionné ci-dessus, une declaration au nom de Sa Majesté Suedeise ou de ceux de la Regence de Suede, & une de Sa Majesté Danoise respectivement & en cas qu'ils ne soient pas assez instruits ni autorizés à cela, ils seront requis d'employer leurs bons offices, pour qu'ils puissent au plutôt pour le mieux être instruits & autorizés à cet effet, comme aussi d'employer leurs bons offices à ce que cependant & par provision qu'il sera deliberé là-dessus, d'un côté, il ne soit commise aucune hostilité par les troupes de Sa Majesté Suedeise qui sont en Pomeranie ou ailleurs dans l'Empire, ou d'autre part par celles de Sa Majesté Danoise qui sont dans le Jutland, dans le Duché de Sleswick & dans l'Empire, & ce ni dedans ni dehors de l'Empire de la maniere susdite; mais que le repos & la tranquillité de l'Empire, du Jutland & Sleswick soient conservées, afin que Leurs Hautes Puissances avec Sa Majesté Imperiale & l'Empire, Sa Majesté Britannique, Son Altesse Electorale de Brunswick & Lunebourg & les autres Princes de l'Empire qui y ont un intérêt commun ne soient pas obligés avec lesdites Puissances de convenir ensemble pour prendre d'autres mesures. Qu'il sera en outre représenté audit Sieur Palmquist que Leurs Hautes Puissances croient qu'on ne doit pas faire mention des troupes de Sa Majesté Danoise qui sont au service des Hauts Alliez, & dont il est parlé dans la réponse ci-dessus mentionnée, parce que les Provinces de l'Empire, le Jutland & Sleswick & les troupes qui y sont, font seulement le sujet de la presente negociation; outre que les troupes Danoises qui sont au service de la Grande-Bretagne & de l'Erat y sont fermement engagées; & que de plus Sa Majesté Danoise a iterativement déclaré qu'elle ne les rappellera pas. Et sera aussi un Extrait de la presente Résolution de Leurs Hautes Puissances mis en main des Ministres de Sa Majesté Czarienne, Polonoise & de Prusse, avec instances de vouloir concourir par leurs bons offices à ce que Sa Majesté Danoise donne la declaration requise, & que pendant la deliberation il ne soit rien entrepris qui y soit contraire

ANNO  
1701.

ANNO  
1710.

1. Mars. *Ratificatio CAROLI XII. Sueciae Regis super  
Conventione Altranstadiensis in puncto Religionis  
facta. Datum ad Urbem Bender die 21. Martii  
Anno 1710. [LUNIG, Teutsches Reichs-  
Archiv. Part. Spec. Continuat. I. Absq.  
III. pag. 464.]*

CXIV.

NOS CAROLUS, &amp;c.

**E**X Relationibus ad Nos transmissis a Ministrō & Ablegato Nostro extraordinario ad Aulam Majestatis Vestrae, laetis auribus percipimus Religionis negotium in Silesia Conventione Altranstadiensis cautum & ordinatum tam prosperos habuisse successus, ut non modo omnia & singula ejus capita jam sint adimpleta, atque omni modo executioni mandata, sed Majestatem quoque Vestram generoso proflus animo & ad posteritatem commendando exemplo id dedisse amicae intercessionis Nostrae, ut VI. nova Templi in usum & solatium A. C. additorum Subditorum suorum edificari permiserit, confecto super hisce omnibus publico Instrumento seu Recepto, ut vocant formali: atque edito ad supremum Silesiae Magistratuum severissimo Mandato, ne, quae ita solenniter sancte & religiose utrinque promissa, atque in vim Legis perpetuae jam fincitate sunt, quisquam ausit temerario conatu labefactare, aut in dubium unquam revocare: Majestatis Vestrae aequitatem, moderationemque animi arguunt, atque nobis cum primis luculentum probant Documentum studii & amoris, quo Majestas Vestra Nos prosequitur, ita non possunt non ex asse Nobis pergrata atque rata à Nobis semper haberi, utpote qui Amicitiam quoque Majestatis Vestrae semper magnificamus, eamque sincero studio & affectu colere parati sumus. De cetero Majestatem Vestram divine commendamus tutelae, atque fausta & felicia ex animo eidem apprecamur. Dab. ad Urbem Bender d. 21. Martii 1710.

CXV.

1. Mars. *Conventio inter Imperatorem JOSEPHUM,  
ANNAM Magnae Britanniae Reginam, & Ordines Generales FEDERATI BELGII, de  
Neutralitate Imperii, facta die 31. Martii Anni  
1710.*

**Q**UUM Sacra Caesarea Majestati, Sacra Regiae Majestati Reginae Magnae Britanniae & Celsis ac Præpotentibus Dominis Ordinibus Generalibus Uniti Belgii, maxime semper cordi fuerit, & etiamnum sit, ut quies & tranquillitas in Imperio conservetur. Et ideo communicatis cum quibusdam Federatorum suorum Consiliis, ab aliquo jam tempore, ad conservandam eandem tranquillitatem, Principes inter se belligerantes sedulo & serido exhortati sint, atque officiosa interposuerint, ne occasione Belli quod in Oris Septentrionalibus geritur, turbaretur, vel quicquam agatur, siue revocando copias, siue alio quocumque modo; quod rationibus & commodis Federatorum contra Galliam belligerantium noxium sit, vel præjudicium afferre queat. Quumque Sacra Caesarea Majestas ejusque Federati Poloniae & Danica Reges, mox nequaquam hesitantes declaraverint, firmam sibi stare sententiam, nihil quidquam facere quod ad turbandam tranquillitatem in Imperio animam præbere possit, & ex quo res Federatorum bello Gallico implicitorum, siue revocando Copias, aut alio quocumque modo detrimentum, vel præjudicium patiantur. Et cum simul etiam posuissent, ut securi reddantur, Copiae Regis Sueciae, quae jam in Pomerania sunt, in Poloniam non redituras, nec actus ullos hostiles in Terris Imperii committuras. Idcirco etiam illorum Ministri sepius instanter flagitauerunt, ut alternemotari Federati illos hæc de re certos & securos reddere velint; Quorum petitiones Sua Regia Majestas Borussiae officiis suis suffulsi: Quum etiam post communicata hec desideria cum Regimine pro administratione Regni Sueciae, in absentia Regis constituto, Regis Sueciae Majestatis Ablegatus Extraordinarius de Palmquist, acceptis hæc de re illius Mandatis, declaraverit per Sueciam minime statutum

TOM. VIII. PART. I.

quod minus constans Neutralitas in Imperio servetur, eumque in finem se paratum fore, nomine Sueciae spondere, Copias Suecicas quae in Imperio sunt, ibidem, uti etiam nec in Polonia, nec in Ducatu Slesvicensi nec in Jutlandia, nihil hostile tentaturas, hæc tamen sub conditione, Sueciam vicifim securam redditum iri, Copias Regis Danicae, quae sunt ex hac parte Maris Baltici, vel quae sunt in Jutlandia, in Ducatu Slesvicensi, in Terris Imperii ad hanc Coronam spectantibus, & quae Federatis militent nec intra nec extra limites Imperii nihil quoque hostile tentaturas. Quumque communiter post modum Regi Danicae conditione, sub qua Regnum Sueciae Neutralitati in Imperio adimplatur, supra nominati Federati quoque ad conservandam in Imperio tranquillitatem & neutralitatem proposuerint, ut ab una parte Rex Danicae spondeat & consensum præbeat, Copias suas in Jutlandia, in Ducatu Slesvicensi & in Imperio degentes, nihil hostile contra ullum, quisquis ille fuerit, nec intra nec extra limites Imperii, toto Ducatu Slesvicensi, Jutlandia una comprehensis, tentaturas vel facturæ esse, utque pari modo ab altera, Regimen in Suecia constitutum vicifim spondeat & consensum præbeat, Copias Regis Sueciae in Pomerania & aliis Imperii Terris & Provinciis existentes, in Poloniam non redituras, nec quicquam hostile contra ullum quisquis ille fuerit, nec intra nec extra limites Imperii, toto Ducatu Slesvicensi & Jutlandia una comprehensis, tentaturas vel facturæ esse. Addita quoque ulteriori declaratione, à supra memoratis Federatis, se propensos & paratos fore, aliquas Copias utriusque Partis ad usum suum conducere, & de iis quantocius transigere. Supra quibus Suae Regiae Majestatis observationibus, nullum se, vel revocatione Copiarum, vel alio modo Federatis incommodum vel præjudicium allaturam; præterea nomine ejusdem Regiae Majestatis declaraverit, illam ut novo Documento ostendat, quam pro no erga Federatos feratur affectu, utque ad illorum petita respondeat, consensum præbere, si ex parte Sueciae positivè affirmetur, Copias ejusdem nunc in Pomerania degentes sub Duce Craffavio, aliasque omnes in Provinciis Sueciae, in Imperio sitis, nihil hostile contra Ditiones Regis Danicae vel ejus Federatorum, tam intra quam extra limites Imperii subditas, tentaturas esse, tum quoque Regiam suam Majestatem Danicae nullas ex Ducatibus Holsatiae, Slesvici vel ex Jutlandia Copias, aut etiam à Czarea Sua Majestate auxilio mittendas, per Germaniam, ullasve Imperii Ditiones vel Terras minime transituras, in his omnibus confidens absque ulteriori morâ, Federatos sponsonem siue Garantiam suam, pro stabilienda in Imperio, Ducatu Slesvicensi & Jutlandia neutralitate, interposituros esse.

Itaque infra scripti Plenipotentiarii & Deputati Sac. Caesar. Majest., Suae Regiae Majestatis Magnae Britanniae, & Dominorum Ordinum Generalium Uniti Belgii, ritè perpensis, Czarea Suae Majestatis, Regumque Poloniae, Danicae & Prussiae iteratè expostitis desideriis, pro tuenda & sponsonem siue Garantiam confirmanda Neutralitate intra limites Imperii, acceptisque super his ab Imperatore, Regina, & Ordinibus Generalibus Mandatis, illorum vi, tenore praesentium, notum testatumque faciunt nomine Sacrae Caesareae Majestatis, Suae Regiae Majestatis Magnae Britanniae & Dominorum Ordinum Generalium Uniti Belgii, se grato atque libenter animo accipere supra memoratorum Principum in Septentrione belligerantium mentis & voluntatis declarationem, pro conservanda in Imperio tranquillitate & quiete, & illius Neutralitate, tam in omnibus Imperii Provinciis & Ditionibus, quam toto Ducatu Slesvicensi & Jutlandia, proinittentes Sacram Caesarem Majestatem, Regiam suam Majestatem Magnae Britanniae & Dominos Ordines Generales conjunctim elaboratos ne ullo modo Neutralitas in Terris Imperii infringatur, sed ut ab utraque Partium ritè servetur; eumque in finem operam daturus, ne Copiae Regis Sueciae in Pomerania, aliisque Ditionibus Imperii degentes, in Poloniam redeant, actus ullos hostiles, contra ullum, quisquis ille fuerit, nec intra nec extra limites Imperii, toto Ducatu, & Jutlandia in illo comprehensis, committant, & ne, pari quoque modo, Copiae Regis Danicae in Jutlandia, Ducatu Slesvicensi & Ditionibus Imperii degentes, actus ullos hostiles contra ullum, quisquis ille fuerit, intra vel extra limites Imperii, Ducatu Slesvicensi in illo comprehensis committat. Quemadmodum etiam ne

ii

Copie

ANNO  
1710.



ANNO  
1710.

Copie S<sup>ue</sup> Czare<sup>e</sup> Majestatis, Regi Danie; in auxilium forsitan mittend<sup>a</sup>, per Terras Imperii transcant; verum ut omnes & singula Imperii Ditiones, respectu Partium in Septentrione belligerantium, ab omni transitu Copiarum immunes maneant, & perfecta Neutralitate gaudeant. Præterea infra scripti, nomine ut supra, declarant Sacre Cæsare<sup>e</sup> Majestati, S<sup>ue</sup> Regiæ Majestati Magnæ Britanniæ & Dominis Ordinibus Generalibus statutum esse, eò quod dictum est modo, quietem & tranquillitatem in Imperio tueri. Et quamvis post declarationes supra memoratas minime expectandum, ullam belligerantium partem, illam infringere vel quicquam quod illi contrarium sit, facere velle. Si tamen præter omnem spem & expectationem quisquam hanc Neutralitatem violaverit, in hoc inopinato casu, modò nominati Federati, simul omnes se cum illo qui Neutralitatem observaverit, & factæ violationis refectionem petierit, jungent, quo casu, si opus fuerit, communibus viribus ad conservandam Neutralitatem, eò quod dictum est modo, utentur.

Ut autem hæc declaratio promptiorem effectum fortiri possit, S<sup>ua</sup> Cæsare<sup>a</sup> Majestas operam dabit, ut Imperium hinc declarationi quantocyus accedat, sicut & Regina Magnæ Britanniæ & Domini Ordines Generales Imperium ad hoc invitabant.

Principes pariter & Status quibus conservatio Neutralitatis & quietis in Imperio cordi sit, ad corroborandam accessione sua hanc Declarationem, quæ Partibus quorum interest hinc inde loco Garantie crit, invitabantur. Præstentis Declarationis exemplaria dabantur Ministris Sacre Czare<sup>e</sup> Majestatis & Regiarum Majestatum Daniæ & Poloniæ ab una, S<sup>ue</sup> Regiæ Majestatis Succiæ ab altera parte, requirantur ut officia sua adhibeant, quo Czare<sup>a</sup> & Regiæ Majestates supradictæ declarationem hanc gratam habere, nec quicquam quod illi contrarium sit, facere velint.

Signatum erat,

(L. S.) Le Comte de SINZEN-DORFF. (L. S.) Le Prince & Duc de MARLBOROUGH.

(L. S.) TOWNSEND.

(L. S.) RANDWICK.

(L. S.) ALLARD MERENS.

(L. S.) A. HEINSIUS.

(L. S.) GHEELVAN SPANBROEK.

(L. S.) J. A. Baron de REEDE DE RENSWOUDE.

(L. S.) V. GOSLINGA.

(L. S.) E. VAN ITTERSUM.

(L. S.) V. POTT.

CXVI.

23 Juillet *Extrait du Registre des Résolutions de L. H. P. les Etats Généraux des PROVINCES-UNIES des Paix-Bas, touchant les Conférences de Paix à Gertruydenberg.*

*Du Mercredi le 23. de Juillet 1710. au soir à six heures & demi.*

LES Sieurs de Randwyck, & autres Deputez de Leurs Hautes Puissances pour les affaires étrangères, ont rapporté à l'Assemblée, que le Sieur Conseiller Pensionnaire Heinsius leur avoit communiqué une Lettre des Sieurs Marechal d'Uxelles & Abbé de Polignac, Plénipotentiaires de Sa Majesté le Roi de France, écrite à lui Conseiller-Pensionnaire, de Gertruydenberg le 20. du courant, servant de réponse à ce qui leur a été proposé dans la dernière Conférence par les Sieurs Deputez Buys & vander Dussen, & sur quoi ils avoient traité; qu'eux Sieurs Deputez avoient trouvé le contenu de cette Lettre de telle nature, qu'elle ne regardoit pas seulement l'Etat, mais aussi tous les Alliez, & que pour cette raison ils avoient jugé devoir communiquer à leurs Ministres, qui sont ici, afin que tout ayant jusques

à présent été fait de concert avec eux, on en fit de même à cet égard, & que ledits Sieurs Ministres aussi-bien qu'eux Sieurs Deputez avoient été d'avis, que ledits Plénipotentiaires, rejetant par ladite réponse les propositions à eux faites, & déclarant, qu'il étoit inutile, de tenir encore des Conférences sur lesdites propositions, & rompant ainsi les Négociations à cet égard, il ne restoit rien autre chose à faire du côté des Hauts Alliez que d'y acquiescer, & de ne plus entrer en d'autres Conférences, tant que les Ennemis demeureront dans ces sentimens, & puisque dans les dispositions, dans lesquelles ils se trouvent, cela ne produiroit aucun fruit, mais pourroit donner seulement occasion à des agresseurs, au lieu d'acheminer les choses à la Paix, ce que l'Etat & ses Hauts Alliez ont toujours cherché. Sur quoi ayant été délibéré, Leurs Hautes Puissances se sont conformées au sentiment, tant de leurs Deputez, que des Ministres des Hauts Alliez; & il a été en outre trouvé bon & arrêté, que les Sieurs Deputez Buys & vander Dussen seroient requis & autorisés, comme ils le sont par ces présentes, pour le faire savoir par Lettre aux susdits Sieurs Plénipotentiaires, sans entrer en débat sur le contenu de la Lettre ci-dessus mentionnée, quoi qu'avec beaucoup de facilité & de fondement elle pourroit être refusée, tant à l'égard de l'affaire en elle-même, qu'à l'égard des termes.

Que de plus Copie de ladite Lettre sera mise ès mains desdits Sieurs de Randwyck, & autres Deputez de Leurs Hautes Puissances pour les affaires étrangères, pour concerter avec ledits Sieurs Ministres ce qu'il convient de plus de faire, & de résoudre en cela, & du tout en faire ici rapport à l'Assemblée.

*Esoit Paraphé,*

E. V. ITTERSUM, vt.

*Et plus bas,*

S'accorde avec ledit Registre.

*Signé,*

F. FAGEL.

XCVII.

*Extrait du Registre des Résolutions de L. H. P. 27 Juillet Messieurs les Etats Généraux des PROVINCES-UNIES des Paix-Bas, contenant les Raisons, pourquoi les Conférences de Gertruydenberg doivent être censées rompues par les Ministres Plénipotentiaires de la France.*

*Du Dimanche 27. de Juillet 1710.*

LES Sieurs de Randwyck & autres Deputez de Leurs Hautes Puissances pour les affaires étrangères, en vertu de leur Résolution Commissoriale du 23. du courant, & pour y satisfaire, ayant été en Conférence avec les Sieurs Ministres des Hauts Alliez, au sujet du contenu de la Lettre des Sieurs Marechal d'Uxelles, & Abbé de Polignac, écrite au Sieur Conseiller-Pensionnaire Heinsius, & datée de Gertruydenberg, le 20. passé, servant de réponse à ce qui leur avoit été proposé dans la dernière Conférence, par les Sieurs Deputez Buys & vander Dussen, & ce qui avoit fait le sujet de cette Conférence. Et ayant examiné ensemble ce qu'il seroit convenable de faire & de résoudre là dessus; ont rapporté à l'Assemblée, que ledits Sieurs Ministres, conjointement avec eux Sieurs Deputez, avoient témoigné généralement qu'ils voyoient avec un sensible déplaisir, que les Ennemis, rompant les Négociations qu'on avoit reprises, pour parvenir à une Paix bonne & generale, ils faisoient par-là évanouir les espérances, qu'on en avoit conçues, & éloignoient la Paix, qui étoit si ardemment souhaitée, de la part des Alliez; mais qu'ayant considéré, que l'on ne peut pas faire de Paix sans la volonté des Ennemis, & paroissant clairement, que cette volonté est autant éloignée de leur pensée en effet, qu'elle est prompte dans leur bouche avec de belles paroles, il ne reste plus rien à faire à l'Etat & à ses Hauts Alliez, que d'acquiescer, quoi qu'à regret, à cette rupture, & de se consoler par la forte persuasion dans laquelle ils sont, que leur intention, d'assurer la Paix sur des fondemens solides & équitables, a été sincère, & qu'ayant souhaité ardemment d'y parvenir, si la chose

ANNO 1710. chose avoit été possible, aussi toute Personne impartiale & équitable ne leur pourra pas imputer la Rupture des Négociations & la continuation de la Guerre; car quoi que la stupide Lettre soit toute remplie d'insinuations abusives, & d'expressions odieuses, & qu'elle tende à imputer aux Hauts Alliez la rupture de la Négociation & la continuation de la Guerre, comme s'ils demandoient des choses nouvelles, injustes, & impossibles à être exécutées; la vérité du fait demeure toujours la même, & il n'en est pas moins clair, que c'est aux Ennemis seuls qu'il faut s'en prendre, qui se sont départis des fondemens, sur lesquels on a commencé la Négociation, & qui tâchent de rendre illusoire dans son exécution le Point capital, savoir la restitution de l'Espagne & des Indes. Que pour le montrer clairement il faut considérer: que depuis long-tems lors que les Ennemis demandèrent d'entrer en quelque Conférence, & en Négociation pour la Paix, on n'a pas voulu, ni pu y consentir de la part des Alliez, à moins que pour fondement, on ne convint de certains Points sur lesquels on pût bâtir & appuyer l'ouvrage de la Négociation, pour parvenir à une bonne & générale Paix; entre lesquels Points le premier & le principal a été la restitution de l'Espagne & des Indes au Roi CHARLES III., ce qui fut aussi accordé par la France, même avant la venue du Sieur Rouillé & du Sieur Marquis de Torcy dans ce Pais, & ainsi avant la conclusion des Articles Préliminaires, par lesquels cette restitution est confirmée avec plus d'étendue, & stipulée & promise de nouveau; que par conséquent personne ne peut trouver étrange, que du côté des Hauts Alliez on insiste sur un Point aussi capital que celui là, qui a été la cause pour laquelle on est entré en Guerre, & pour laquelle elle a duré depuis si long-tems, ni que lesdits Alliez prétendent à l'égard d'un Point d'une si grande importance, qu'ils doivent avoir une entière sûreté.

Que lesdits Alliez croyant ne pouvoir trouver cette sûreté, que dans l'Article XXXVII. des Préliminaires, & si Majesté le Roi Très-Christien n'ayant pas jugé à propos d'approuver lesdits Préliminaires, à cause dudit XXXVII. Article; ainsi c'est cet Article qui est devenu le sujet de la Négociation, que les Ennemis viennent de rompre présentement, & laquelle avoit été proposée, pour chercher quelque moyen équivoque, par lequel il fut donné aux Alliez la même sûreté, qu'ils avoient par ledit XXXVII. Article des Préliminaires. Que dans la première Conférence qui se tint à ce sujet à Gertruydenberg, entre les Sieurs Maréchal d'Auxelles, & Abbé de Polignac d'une part, & les Sieurs Buys & vander Dussen, d'autre; ces derniers ayant fait voir, que les propositions qui avoient été faites jusques alors, de donner aux Alliez des Villes d'otage aux Pais-bas, qui n'insistent lieu de la sûreté, qu'ils prétendoient trouver dans le XXXVII. Article des Préliminaires, ne pouvoient point être acceptées, parce que les Alliez se trouveroient par là engager dans une Guerre particulière, & incertaine avec l'Espagne, pendant que la France, de son côté, jouirait de la Paix, & qu'on ne pouvoit pas avec raison exiger des Alliez, qu'ils demeurassent dans une Guerre, qui seroit sujette à toute sorte d'incidents, & qui même leur seroit courir le risque, de ne recouvrer jamais l'Espagne & les Indes; mais qu'il falloit que la Paix fût générale; les Plenipotentiaires de France en parurent si persuadés, que dans cette première Conférence & dans les autres qui ont suivi après, ils proposèrent que puis qu'ils voyoient que les Alliez ne souhaïtoient point d'autre Paix, qu'une Paix qui fut générale, avec la restitution de l'Espagne & des Indes, dont le Roi PHILIPPE étoit encore en possession, il n'y avoit que deux moyens pour le réduire à s'en défaire, l'un de contrainte, & l'autre de persuasion, dont le premier, à ce qu'ils soutenoient, seroit dû à la France, & le dernier ne seroit praticable, qu'en leur mettant en main quelque portion de la Monarchie d'Espagne, par le moyen de laquelle le susdit Roi pourroit être persuadé à se défaire du reste; sur quoi ayant demandé, si du côté des Alliez, pour parvenir à une Paix générale, on ne pourroit pas entendre à un partage, ils ont proposé plusieurs alternatives; dont une étant agréée, la Monarchie d'Espagne, déduction faite de la portion qui seroit laissée au Roi PHILIPPE, viendrait au Roi CHARLES: Qu'après plusieurs Conférences tenues, les susdits Sieurs Plenipotentiaires de France

ce ont réduit enfin les susdites alternatives à la Sicile & à la Sardaigne, ce que du côté des Hauts Alliez on n'a pas pu, ni admettre, ni comprendre autrement, si non que ces deux Royaumes étant laissés au Petit-Fils de Sa Majesté Très-Christienne, il seroit par-là persuadé par la France, de restituer aux Hauts Alliez le reste de la Monarchie d'Espagne, dont il étoit encore en possession, mais que les Hauts Alliez ayant appris, de ce qui s'étoit passé dans l'avant-dernière Conférence, & par le rapport des Sieurs Deputés, que quand même les Hauts Alliez pourroient se résoudre à accepter la proposition, qui avoit été faite pour parvenir à une Paix générale, il n'en seroit néanmoins incertain, si par-là ils parviendroient à la Paix générale, parce que lesdits Sieurs Plenipotentiaires de France ne s'expliquoient pas clairement, si en tel cas l'Espagne & les Indes étoient laissées au Roi CHARLES, conformément aux Préliminaires, & même qu'ils paroissent supposer le contraire, puis que l'un des deux (quoi que ce fut comme la pensée particulière) s'étoit avancé à proposer, si les Alliez ne se contenteroient pas, quand le Roi de France voudroit les assister d'une certaine somme d'argent pour les aider à conquérir l'Espagne & les Indes, ils ont crû, qu'avant que de s'ouvrir sur la susdite proposition, il falloit qu'ils fussent éclaircis de l'intention de la France, dans une affaire si sérieuse, & si essentielle; auxquelles fins ils requièrent le Sieur Petkum, qui ci-devant avoit été employé dans la Négociation, & qui le fut encore pour cela, d'en parler aux Sieurs Plenipotentiaires de France, & de leur faire connoître que du côté des Hauts Alliez on ne pourroit accepter ce qui avoit été avancé touchant des subsides, parce que cela supposoit une Paix particulière avec la France; & la continuation d'une Guerre particulière avec l'Espagne, à quoi les Alliez ne pourroient consentir pour les raisons alléguées dans la première Conférence; demandant en même tems un éclaircissement sur les intentions de la France, au sujet de l'évacuation de l'Espagne & des Indes, en faveur du Roi CHARLES, en conformité des Préliminaires, avant que du côté des Alliez on pût s'expliquer sur la proposition du partage, avec cette déclaration de la part des Hauts Alliez, que leur intention étoit, que le fondement, qui avoit été posé, savoir que l'Espagne & les Indes, suivant les Préliminaires, leur seroient restitués, devoit demeurer ferme, & que sur ce pied-là, la Négociation pouvoit être continuée; que si l'on venoit à s'en départir, les Conférences qu'on tiendrait encore, seroient sans fruit; que lesdits Sieurs Plenipotentiaires, n'ayant pas trouvé bon de répondre en aucune manière, sur ce que le Sieur de Petkum leur avoit proposé, & ayant demandé quelques jours après une nouvelle Conférence, & les Sieurs Deputés ayant remarqué par la Réponse par eux faite, qu'ils étoient en état de pouvoir s'expliquer sur ce que le Sieur de Petkum leur avoit proposé, ils s'en sont retournés à Gertruydenberg, où lesdits Sieurs Plenipotentiaires leur dirent, que quoi qu'ils ne se crussent pas obligés de recevoir un message du Sieur Petkum, ils avoient néanmoins envoyé sa proposition à la Cour, mais que selon eux, elle y avoit été trouvée si générale & ambiguë, qu'ils n'avoient là-dessus pu recevoir aucun ordre, sur quoi lesdits Sieurs Deputés avoient si bien expliqué & justifié la dite proposition auxdits Sieurs Plenipotentiaires, qu'il n'étoit resté à cet égard aucun doute, ni aucune ambiguë. Leur ayant représenté, que les Hauts Alliez ne pouvoient accepter les propositions des subsides, pour le recouvrement de l'Espagne & des Indes, & y ajoutant les raisons qu'ils en avoient, savoir, parce que dans les discours, tenus à cet égard dans la Conférence précédente, ils avoient aperçu très-clairement, qu'on ne pourroit jamais s'accorder là-dessus, tant à l'égard des sommes, que pour la sûreté du paiement, non plus qu'à l'égard de la sûreté, que donneroit la France de n'assister directement ni indirectement le Duc d'Anjou, d'où il paroît que le refus de toute offre d'argent, de quelque nature, qu'elle pût être, & quelque sûreté qu'il pourroit y avoir, est un peu trop libéralement posé dans ladite Lettre. Mais que la raison principale & essentielle, pourquoi cette nouvelle proposition desdits Sieurs Plenipotentiaires ne pouvoit pas être acceptée, étoit, parce qu'elle supposoit une Guerre particulière avec l'Espagne, & qu'il faudroit que ce Royaume & les Indes fussent conquis par les Armes

ANNO 1710.



des Alliez, ce qui étoit contraire au premier fondement, & à l'intention des Hauts Alliez; qu'en outre pour éclaircissement du surplus de la proposition dudit Sieur Petkum, ils avoient représenté, apuïant la chose de bonnes raisons, que les susdits Sieurs Plenipotentiaires ayant proposé un partage, & l'ayant réduit à la Sicile & à la Sardaigne, on avoit toujours été, & on étoit encore, du côté des Hauts Alliez, dans la persuasion, que le véritable sens de cette proposition étoit, qu'au cas qu'ils voulussent s'expliquer là-dessus, les Articles Préliminaires alors devoient rester en leur entier, tant le XXXVII. que tous les autres, que la France avoit déclaré devoir subsister, avant qu'on eût repris cette négociation, & que par conséquent l'Espagne & les Indes, avec ce qui en dépend, devoient être restitués en conformité des Préliminaires, savoir dans le tems, qui y est exprimé, ou dans tel autre, dont on conviendrait, & que cela ne se faisoit pas, ce qui y est stipulé auroit lieu, savoir que la suspension d'armes cesseroit; Que ce Point de la restitution de l'Espagne & des Indes, avec ce qui en dépend, étant le fondement, & le Point essentiel de la négociation, on ne pouvoit pas du côté des Alliez demeurer dans aucune incertitude à cet égard, ni se contenter de paroles & de promesses, sans être sûr que l'effet s'en ensuivroit; Que pour cela ils prétendoient qu'on devoit leur donner là-dessus une déclaration précise, avant que de pouvoir s'expliquer sur le partage proposé; mais que lorsqu'ils seroient éclaircis & confirmés à cet égard, ils faciliteroient les voyes pour terminer tout le reste & le mener à une bonne fin. Qu'entre les moyens, qui pourroient servir à faciliter l'affaire, celui-ci en pourroit être un, qu'en cas que le Roi de France ne pût pas persuader son Petit-Fils, à quitter & rendre l'Espagne & les Indes, suivant les Préliminaires, mais qu'il lui fallût pour cela user de voyes de contrainte, en ce cas-là, les Alliez seroient agir aussi leurs Troupes, qui sont en Espagne & en Portugal, à cet effet, durant le tems limité pour la cessation d'armes, ou durant celui dont on conviendrait encore, quoi que suivant les Préliminaires, ils n'y fussent pas obligés, mais y satisferoient en demeurant dans l'inaction; Que du côté des Alliez ayant trouvé nécessaire de s'expliquer ainsi clairement & précisément & de demander une explication de même de la part de la France, les susdits Sieurs Plenipotentiaires s'étoient chargés de recourir en Cour, ce qui leur avoit été proposé; sur quoi ils viennent d'envoyer présentement la réponse, contenue dans leur Lettre ci-dessus mentionnée. Il est notoire & incontestable qu'avant que d'entrer en aucune négociation, que pendant qu'on a traité des Préliminaires, & par les mêmes Préliminaires, qu'avant qu'on ait repris cette dernière négociation, & pendant toute sa durée, la restitution de l'Espagne & des Indes a toujours été posée pour le fondement ferme & inébranlable de la négociation, & qu'il ne reste aucune question à cet égard, sinon que les Hauts Alliez prétendent qu'on leur donne une entière sûreté; que ce fondement, une fois posé, demeure ferme, & ne soit point renversé, & que ce qui leur a été promis à cet égard, dès le commencement & sans difficulté, forte son plein effet, ou pour le moins qu'on leur donne une sûreté aussi grande, que celle qu'ils croient avoir par le trente-septième Article des Préliminaires, ce Point essentiel étant de si grande importance, que ce seroit agir contre toute sorte de prudence & de raison, que de consentir qu'il restât le moindre doute là-dessus. Il est, semblablement, clair & évident, que les Hauts Alliez sont en droit de demander pour la Maison d'Autriche la restitution de l'Espagne & des Indes, & de ce qui en dépend, non seulement du Duc d'Anjou, comme en ayant la possession, mais principalement du Roi de France, comme de celui, qui contre une Renonciation & des Traitez solennels, les a occupés de la manière qu'on sait, & qui par conséquent est obligé de les restituer; sans que l'impossibilité alléguée l'en puisse exempter; car outre que cette impossibilité, dont on ne convient nullement, ne pourroit avoir d'autre cause que le propre fait dudit Roi, en mettant son Petit-Fils en état de se maintenir contre sa volonté dans la possession où sadite Majesté l'a mis, par où l'obligation de sadite Majesté ne seroit en aucune manière amoindrie, personne ne se laissera facilement persuader, que le Petit-Fils de sadite Majesté, qui hors de l'Espagne

n'a aucun apuï ni ressource, qu'après de sadite Majesté, pût ou osât s'engager à retenir l'Espagne & les Indes, si sadite Majesté veut de bonne foi & sérieusement lui déclarer sa volonté à cet égard, & lui en faire sentir les effets en cas de besoin, particulièrement lors que les Hauts Alliez y concourront pendant le tems de la Treve. Cela est si évident, qu'il n'est pas concevable, comment autrement le Roi Très-Christien auroit pu sans difficulté promettre la restitution de l'Espagne & des Indes, même avant que d'entrer dans la première négociation, comment il auroit pu la poser pour le premier fondement, & sur lequel tout a depuis été construit, ni comment on pourroit avoir une autre opinion, que celle-ci, savoir que sadite Majesté a fort bien su la volonté & l'intention de son Petit-Fils, de se dessister de l'Espagne & des Indes, ou qu'il connoissoit les moïens de l'y contraindre, s'il étoit nécessaire, puis qu'autrement il s'ensuivroit, que sadite Majesté dès le commencement auroit voulu amuser les Hauts Alliez, & les flater, en leur promettant une chose si essentielle, qu'il n'auroit point été en volonté ni en pouvoir d'effectuer, ce qui n'est point à présumer, sans qu'on voulût douter de sa bonne foi; d'autant moins que dans une Conférence tenue ici l'année passée avec les Ministres de France, l'un d'eux dit, que le Roi PHILIPPE seroit peut-être à Versailles plutôt que lui, preuve évidente, qu'on ne doutoit alors nullement à la Cour de France d'une chose, qu'on veut aujourd'hui faire passer pour impossible, & qu'on étoit bien persuadé qu'en tout cas la chose ne dépendoit que de la volonté ou du pouvoir de sa Majesté Très-Christienne; il suit donc incontestablement de tout ceci, que dans la dernière Conférence ledits Sieurs Députés n'ont rien demandé de la part des Hauts Alliez, que ce qui dès le premier commencement, & dans la suite, a toujours été posé pour fondement, que ce qu'ils ont pu demander avec justice, & que ce que la France étoit en pouvoir d'effectuer, & que par conséquent ce qui est allégué dans cette Lettre, & qui y est répété si souvent, savoir que les propositions faites par les Sieurs Députés dans la dernière Conférence seroient nouvellement inventées, injustes & impossibles dans leur exécution, n'a aucun fondement, puis que la restitution de l'Espagne & des Indes, avec ce qui en dépend, hormis ce dont on conviendrait autrement, a toujours été demandé avec raison, dès le commencement jusques à la fin, & n'a pu être proposé de la part de la France, que comme une chose possible, & qu'elle a été réputée telle, & l'est encore par les Alliez. Ensuite, il est très facile de détruire ce qui est allégué en plusieurs endroits de cette Lettre, savoir que ledits Sieurs Députés auroient souvent varié, se seroit contredit dans de différentes propositions, en auroient fait de contraires aux Articles IV. & V. des Préliminaires, & se seroient retrachés en un tems de ce qu'ils auroient proposé en un autre, & plusieurs autres choses semblables, qui y sont déduites d'une manière odieuse; car il paroît par ce qui a été dit ci-dessus, que ledits Sieurs Députés ont toujours en cette pensée, & n'ont pu en avoir une autre que celle-ci, savoir, que la proposition d'un partage, fait de la part de la France, le fut dans le sens, & dans l'intention, que si on pouvoit s'accorder là-dessus, on leveroit par là toutes les difficultés, qui se sont rencontrées jusques à présent dans l'exécution des Articles Préliminaires, & qu'en même tems on préviennoit celles qui consistoient à prendre des mesures mentionnées dans l'Article IV., lesquelles mesures aussi n'auroient pu avoir lieu qu'au cas que cet Article pût être séparé du XXXVII., ce qui pourtant n'est pas dans le cas non attendu, que le Duc d'Anjou ne voulût pas quitter l'Espagne, & que la France, après avoir empuïé à cette fin deux mois inutilement, eût eu besoin de l'apui des Alliez, pour lui faire abandonner non seulement l'Espagne & les Indes, mais aussi toute la Monarchie, sans le moindre démentement; qu'à l'occasion, qu'y donnerent ledits Sieurs Plenipotentiaires dans la penultième Conférence, on avoit bien parlé, si l'on ne pourroit point trouver des moïens propres pour assurer aux Alliez la restitution de l'Espagne & des Indes plus efficacement, mais ledits Sieurs Députés ne se sont jamais départis pour cela de leur premier sentiment, qui étoit que la proposition d'un partage avoit été faite pour faciliter ladite restitution,

# DU DROIT DES GENS.

253

ANNO  
1710.

ANNO  
1710.

& pour exécuter, à la faveur du partage proposé, les Articles Préliminaires en toutes leurs parties ; mais les discours tenus sur ce sujet ayant donné lieu d'appréhender, que l'intention de la France ne pût bien être autre, cela a donné occasion d'en demander l'éclaircissement, & d'expliquer nettement dans la dernière Conférence la pensée des Alliez à cet égard, sans que pour cela on pût dire desdits Sieurs Députés, qu'ils aient varié, & se soient contredit, & retracé, comme on les en accuse, puis qu'ils se font toujours tenus au principal Point, savoir la sûreté, que doivent avoir les Alliez à l'égard de la restitution de l'Espagne & des Indes ; pareillement tout ce qu'on allégué de la prétendue variation des Alliez, suivant les événemens de la Guerre, & la facilité que la France apportoit à la Paix, est dénué de tout fondement, aussi bien que les preuves qu'on en apporte ; car on n'a point de connoissance, & l'on n'avoit nullement du côté des Alliez, que l'année dernière ils auroient regardé comme une injure, qu'on les eût capables de demander au Roy de France d'unir ses forces aux leurs, cela n'ayant jamais été allégué, ni l'année précédente, ni celle-ci, dans aucune des Conférences, que si quelque chose a pu être dit hors de là, cela ne peut tirer à aucune conséquence : Et certainement si l'on avoit été porté à quelques variations, suivant les événemens, ce qui s'est passé depuis l'ajustement des Préliminaires, comme la conquête de la Ville & Citadelle de Tournay, la Victoire de Malplaquet, la réduction de Mons, le passage des Lignes auprès de la Scarpe, & la prise de Douay, auroient asés donné lieu. Quant à ce que lesdits Sieurs Plenipotentiaires s'étendent en plusieurs endroits de leur dite Lettre sur la dureté des conditions, en ce qu'on voudroit, que le Roi leur Maître fit seul la Guerre à son petit-Fils, & qu'au cas que dans deux mois la restitution de l'Espagne & des Indes ne fût point entièrement faite, la Trêve cesseroit, quoi que le Roi de France eût exécuté toutes les autres conditions des Préliminaires ; il est à remarquer, que ce qui est dit en un endroit, savoir que le Roi devoit faire seul la Guerre à son petit-Fils, se contredit dans une période suivante un peu plus bas, où il est dit, que les Troupes, que les Hauts Alliez ont en Portugal & en Catalogne, concourent avec celles de la France, pendant l'espace de deux mois ; car encore qu'on y ait ajouté, que cela ne seroit que comme une grâce, ainsi qu'on a jugé à propos de l'exprimer, pour rendre odieuse une facilité, que les Alliez ont bien voulu apporter, & qu'après ce terme expiré ; ces mêmes Troupes des Alliez cesseroient d'agir ; néanmoins il est constant que ce seroit, un assez considérable secours, pour ledit terme de deux mois, ou pour tel autre plus long terme, dont on pourroit convenir, & qu'on ne peut pas trouver extraordinaire, que ces Troupes ne pourroient agir plus long tems, puis qu'après ce terme la Trêve seroit expirée ; outre cela lors qu'on se plaint de la dureté qu'il y auroit à charger le Roi Très-Christien seul, d'effectuer la restitution de l'Espagne & des Indes, il ne paroît pas, qu'on ait fait attention à la dureté qu'il y a voit, quand sadite Majesté s'est emparé aussi seul de toute la Monarchie d'Espagne, & quand il a mis le reste de l'Europe dans le danger d'être emparé de même. Mais au fond la chose étant bien considérée, on ne trouvera pas qu'il y ait en cela plus de dureté, que celle qui se rencontre dans tous les Contrats ou Traitez, qui portent quelques restitutions, & particulièrement dans ceux, où il s'agit de restitutions de choses qu'on possède injustement ; cependant on peut assez présumer de la situation, où sont les affaires d'Espagne, qu'il ne couleroit pas beaucoup à sadite Majesté le Roi Très-Christien d'obliger, soit par la voye de la persuasion, soit par celle de la contrainte, son Petit-Fils à la restitution de l'Espagne & des Indes, pour peu que sa Majesté voudrait s'y employer sincèrement, & que son Petit-Fils, & la Nation Espagnole fussent bien persuadés, que véritablement ce seroit l'intention & la volonté sérieuse de sadite Majesté. Davantage, il n'y a pas plus de dureté, que toute celle qui se rencontre dans toute autre Convention & Traité, en ce que le tems limité pour la restitution de l'Espagne étant expiré, la Trêve cesseroit ; car comme les Hauts Alliez auroient raison de prendre pour une infraction du Traité, si quelques Villes, dont on auroit stipulé la cession, n'étoient point livrées dans le tems prescrit, & de la pourchasser par les armes ; il est en-

core bien plus juste & raisonnable, que si un Article aussi important, que celui de la restitution de l'Espagne & des Indes, tenoit à n'être point exécuté, pendant le tems stipulé, ils iroient en droit de reprendre les armes, pour obtenir le Point le plus essentiel de tous ceux dont on seroit convenu, & l'on ne pourroit compter pour une dureté, que les Alliez, dans un tel cas, se fussent de toutes leurs forces. De plus les Hauts Alliez ont d'autant plus de raison d'insister à ce que la France effectuât la restitution de l'Espagne & des Indes, dans le tems prescrit, qu'il a paru assez clairement par le discours d'un des Sieurs Plenipotentiaires, que quand même il faudroit en venir à joindre les forces pour se faire faire cette restitution, on formeroit, ou on pourroit former tant d'obstacles dans l'exécution, qu'on ne pourroit jamais en venir à bout, ayant fait entendre, qu'il faudroit auparavant examiner & régler, combien de forces de terre chacun devra contribuer ; si on agira conjointement ou séparément, le nombre des Troupes que chacun y contribuera, comment & où les employer, de combien de Vaisseaux on aura besoin ; où on les emploiera, qui aura le commandement, tant de celles de Terre que de celles de Mer, & qui le donnera, quelle instruction il faudra qu'ils aient, & par qui elle sera formée, & plusieurs autres semblables difficultés, par où on a pu comprendre, qu'on pourroit en faire tant naître, que jamais on n'en verroit la fin. On allégué bien dans ladite Lettre que la France, & pour elle les Sieurs Plenipotentiaires avoient consenti à tout ce qui leur avoit été proposé, & qu'ils n'ont jamais varié, ni ne se sont retracés d'aucune chose ; mais il est difficile de deviner, en quoi consiste cette grande facilité ; ils n'ont même encore jamais consenti à déclarer la Guerre à l'Espagne, en cas de refus du Duc d'Anjou de s'en dessister, ce qui leur a été néanmoins proposé. Et étant venu ici pour traiter d'un équivalent sur le XXXVII. Article des Préliminaires, après avoir auparavant promis, qu'ils se tiendroient à tous les autres Articles, eux mêmes ils ont proposé un partage, pour servir d'équivalent, & l'ont réduit à la Sicile & la Sardaigne, & à cette heure, qu'on leur demande de déclarer positivement, si donc les Articles Préliminaires seroient signés & exécutés, afin que de la part des Alliez on pût s'expliquer sur leur proposition, ils prennent cette demande pour un dessein de rompre les Conférences, ce qui est bien loin de cette facilité qu'on prône tant, & d'avoir, consenti à tout, sans aucune variation ni rétractation. Sans doute le monde devra être étonné, qu'après que la France a déclaré iterativement, que tous les Articles des Préliminaires subsisteroient, excepté le XXXVII. & offert ci-devant en la place de celui-ci, pour la sûreté de l'exécution des susdits autres Points préliminaires, trois Villes d'otage aux Pais-Bas, (desquelles n'ont pu être acceptées ; comme ne pouvant pas exempter les Alliez d'une guerre particulière avec l'Espagne, pendant que la France de son côté jouiroit de la Paix) & en suite pour lever cette dernière difficulté, proposé un partage, qu'elle a restreint elle-même à la Sicile & Sardaigne, comme un moyen propre à persuader le Duc d'Anjou d'accepter l'Espagne & les Indes : Qu'après tout cela la France étant sommée de se déclarer sur l'exécution des Points Préliminaires, afin que les Hauts Alliez se pussent expliquer sur la proposition qui leur étoit faite, elle prend cette sommation, pour un dessein formé de rompre la Négotiation, comme il a été dit plus haut. Que la France prétende que les Hauts Alliez, au lieu de tous les Préliminaires, excepté le XXXVII. Article, & les Villes d'otage dans les Pais-Bas, qui leur ont été offertes, se contenteront à présent des susdits Articles Préliminaires, aussi sans le trente-septième Article, sans les Villes d'otage, & de plus en laisseront deduire la Sicile & la Sardaigne, laissant la restitution de l'Espagne & des Indes aussi incertaine comme auparavant, & qu'elle veuille faire valoir cela, comme s'ils avoient consenti à tout, sans aucune variation, ou rétractation, accusant les Hauts Alliez d'injustice & d'obédience, parce qu'ils ne veulent pas accepter une si belle proposition ; & ne craigne pas d'invoquer là-dessus, avec une humilité apparente, la protection Divine, pour imputer aux Alliez les calamités publiques & l'effusion de tant de sang Chrétien, dont ce pendant l'occupation de la Monarchie d'Espagne, &



ANNO  
1710.

de ce que le Duc d'Anjou desist encore, est la grande cause; lesquelles calamitez & effusion de sang ils peuvent faire cesser sur le champ en restituant ce qu'ils ont envahi contre la bonne foy des Traitez les plus solennels. Il paroît clairement de toute la conduite de la France, en cette rencontre, que les propositions d'un partage, comme aussi celles de régler préalablement des demandes ultérieures, réservées dans les Préliminaires, qu'ils avoient avancées auparavant, n'ont été faites à d'autre fin, que pour flatter & faire naître, s'il étoit possible, de la jalousie & de la desunion entre les Alliez, pour parvenir ainsi plus facilement à ses fins, lesquelles sont, comme il paroît clairement, de retenir l'Espagne & les Indes, quoi que la réalité on, qui s'en doit faire, ait été posée pour le premier fondement de toute la Négociation; & comme ces propositions n'ont eu dans doute d'autre fin que la desunion des Alliez, on trouve dans la dite Lettre plusieurs passages (qu'on pourroit bien attendre d'ennemis, mais nullement de Personnes envoyées pour le rétablissement de la Paix) qui paroissent n'avoir été inventés, que pour donner de mauvaises impressions aux Sujets tant de l'Angleterre, que de l'Etat, contre le Gouvernement, comme si ceux, qui y sont à la tête, & les Chefs des Alliez, seroient la cause de la continuation de cette onéreuse & sanglante Guerre; mais la cause en est trop bien prouvée ci devant, pour qu'ils puissent espérer que ces insinuations affectées & odieuses fassent quelque impression sur l'esprit des Nations, qui respirent une douce liberté, qui ne portent les charges de la Guerre que pour défendre cette précieuse liberté, & dont le jugement n'est point corrompu par un long esclavage & une longue oppression, comme celui d'autres Peuples, auxquels sans cela les Alliez pourroient avec bien plus de raison s'en rapporter, comme à ceux qui sentent combien cherement leur coute l'avidité de dominer sur les Voisins. Enfin, les six jours, que lesdits Sieurs Plenipotentiaires ont seulement employé pour fournir cette réponse, & qu'ils semblent vouloir faire valoir comme une marque de sincérité, pour ne pas amuser les Alliez, paroît bien plutôt être une preuve d'une résolution déjà prise & toute préparée à rompre les Conférences; & ils ont tort de vouloir insinuer, comme ils font dans plus d'un endroit de la Lettre, comme si le terme de quinze jours leur avoit été prescrit, car les Srs. Deputez ont bien demandé qu'ils voulussent procurer une prompte réponse, mais ils ne leur ont prescrit aucun terme, au contraire lors qu'il leur fut demandé, s'ils en vouloient prescrire un, ils leur ont civilement dit, que non, & que les Conférences ayant déjà si long tems duré, que quelques jours de plus ou de moins ne seroient pas une affaire. Quant à la plainte, que font les Srs. Plenipotentiaires, pour ce qui les regarde en particulier, savoir un prétendu mépris de leur caractère, l'impression & la publication de Libelles injurieux, l'ouverture de leurs Lettres, l'empêchement des visites qu'on vouloit leur rendre, & leur demeure, comme s'ils avoient été dans une espèce de prison; il est à considérer, que les susdits Srs. Plenipotentiaires, suivant ce dont on étoit convenu ensemble, sont venus sans caractère, pour traiter incognito & sans cérémonie; que c'est aussi pour cette raison qu'aucun Ceremoniel n'a été observé de part ni d'autre; qu'au reste on a eu toute sorte de considération pour leur naissance, leur qualité & leur mérite, sans qu'on sache ni qu'on puisse deviner, surquoi peuvent tomber les plaintes qu'ils font sur ce sujet; qu'on ne sait pas non plus ce qu'on veut dire par les Libelles injurieux, dont on se plaint; ces sortes de Libelles étant défendus dans ce Pais très-sévèrement, & quoi que cela n'empêche pas, qu'ici, comme ailleurs, il ne s'en repande quelques uns, néanmoins le Gouvernement les condamne, & lors qu'on en découvre les Auteurs & les Imprimeurs on les punit conformément aux Loix: qu'on n'a jamais entendu, & qu'on n'a point de connoissance que du grand nombre de Courtiers, que les Sieurs Plenipotentiaires ont reçu & dépêché, & par lesquels sans doute ils ont envoyé & reçu leurs Lettres les plus importantes, on en ait retenu aucun, ni qu'on ait intercepté les Lettres qu'ils ont envoyées par les Ordinaires; qu'on n'a jamais empêché personne d'aller auprès des Sieurs Plenipotentiaires, & qu'on n'a pas donné d'ordre non plus de s'informer qui venoit auprès d'eux; mais que dans toutes les Villes

Frontieres, l'usage voulant que personne n'y entre, à moins qu'il ne se donne à connoître à la porte & au Commandant, & que cet usage n'ayant pas discontinué pendant le séjour des susdits Sieurs Plenipotentiaires à Geertruydenberg, on ne doit pas le trouver étrange ni s'en formaliser; que si quelqu'un a été retenu de les aller voir; parce qu'il craignoit d'être connu, on ne peut pas pour cela dire, qu'on ait empêché de leur rendre visite, & l'on ne pourroit certainement point être blâmé, si craignant qu'ils ne découvrirent des choses qu'on vouloit tenir cachées, on l'auroit prevenu: qu'enfin on ne peut pas nommer une espèce de prison une Ville, où lesdits Sieurs Plenipotentiaires sont convenus de faire leur résidence, & laquelle ils ont preferée à Anvers, qui est une grande & belle Ville. Toutes lesquelles raisons les susdits Sieurs Ministres des Hauts Alliez, & les Sieurs Deputez de leurs Hautes Puissances, ont crû qu'il seroit bon qu'elles fussent envoyées à leurs Principaux, avec la Lettre desdits Sieurs Plenipotentiaires & la Résolution prise à ce sujet par leurs Hautes Puissances le vingt-troisième de ce mois, qu'ils s'étoient reciproquement exhorté, puis que l'ennemi avoit ainsi rompu la Négociation qui se faisoit pour parvenir à une Paix bonne & generale, & qu'ainsi il ne restoit rien autre chose à faire qu'à continuer & pousser la Guerre avec vigueur, d'employer chacun tous les meilleurs offices auprès de leurs Principaux, afin qu'on ne neglige rien de ce qui est à faire; mais qu'au contraire chacun fassent tous les efforts possibles. Surquoi ayant été délibéré, il a été trouvé bon & arrêté, qu'il sera de ce que dessus donné connoissance aux Etats des Provinces respectives, & qu'il leur sera envoyé Copie de la susdite Lettre & de la Résolution du vingt-troisième de ce mois prise à ce sujet, & qu'il leur sera en même tems représenté, que puis qu'il paroît par l'événement, que les ennemis n'ont eu aucune intention sincere de traiter la Paix serieusement, ni de restituer l'Espagne, & les Indes, mais qu'ils ont rompu les Conférences, sans laisser aucun sujet de délibération pour les continuer ou discontinuer, & que par ainsi il n'y a plus qu'à pousser la Guerre vigoureusement, que les Hautes Puissances ne doutent nullement, que les susdits Seigneurs Etats ne mettent en usage d'une manière cordiale, constante & unanime, tous les moyens possibles & imaginables pour avancer la cause commune, dans l'espérance que Dieu continuera d'y donner sa benédiction, & que par sa bonté & son assistance les ennemis seront réduits à prendre de meilleurs sentimens.

Qu'en outre lesdits Sieurs de Randwick, & autres Deputez de LL. HH. PP. pour les affaires étrangères, seront requis & commis, comme ils le sont par ces présentes, d'entrer de nouveau en conférence avec les Ministres des Hauts Alliez pour délibérer de quelle manière & par quels moyens la Guerre pourra être poussée par-tout avec le plus de vigueur & du tout faire rapport à l'Assemblée.

Etoit paraphé,

E. V. ITTERSUM, VI

Plus-bas,

S'accorde avec ledit Registre.

Signé,

F. FAGEL.

XCVIII.

Convention entre l'Empereur JOSEPH, la Reine 4. Août. de la Grande-Bretagne ANNE & les Etats Generaux des PROVINCES - UNIES des Pais-Bas, pour assembler des Troupes pour la conservation de la Neutralité dans l'Empire. A la Haye le 4. Août. 1710.

QUANDOQUIDEM Sacra Cæsarea Majestas, Sacra sua Regia Majestas Regina Magnæ Britannicæ & Celsi ac Præpotentes Domini Ordines Generales Uniti Belgii, scripto per Plenipotentiaros & Deputatos suos die 31. Martii anni curren-

ANNO  
1710.

NNO 710. hic Hagæ - Comitum signato, testati sunt & declaraverunt, quantopere ipsis quietis & tranquillitatis in Terris Imperii conservatio respectu belli quod in Septentrione geritur, cordi sit; quâ in re sua Sacra Regia Majestas Rex Borussia, Serenitates sue Electorales Palatini & Brunsvico-Luneburgensis & Celsitudo sua Episcopus & Princeps Monasteriensis accedentes ad dictam declarationem se se cum illis conjunxerunt. Cumque Cæsarea Majestas sua, Regia sua Majestas Magnæ Britannicæ & Domini Ordines Generales Uniti Belgii, non tantum hanc declarationem tuendam esse persuasissimum habebant, sed & præterea non in hac acquiescendum esse, quod hæc declaratio facta sit, verum in eundem esse vias & media quibus finis propter quem hæc declaratio facta est, assequi queat, summopere necessarium ducant. Itaque Plenipotentiarii & Deputati aliter memoratæ Cæsareæ sue Majestatis, Regiæ sue Majestatis Magnæ Britannicæ & Dominorum Ordinum Generalium, communicatis cum Ministris & Plenipotentiariis Regis Borussia, Electorum Palatini, Brunsvico-Luneburgensis, & Episcopi cum Ministris & Plenipotentiariis Electoris Moguntini, & Ducum Brunsvici & Luneburgi in Wolfenbutele, Megalopolis & Landgravii Hassiæ Cassellani, qui se quoque in hac causa cum illis conjunxerunt; statuerunt & decreverunt quatenus fieri poterit, 15. vel 18000. militum certo in loco congregandum esse pro tuenda declaratione de die 31. Martii hujus anni & pro conservanda quiete & tranquillitate Imperii modo in eadem declaratione explicato.

Ad coadunandum & constituendum modo indicatum exercitum contribuent sua Cæsarea Majestas binas Equitum turmas (*Regimens*) singulas mille Equitum.

Regina Magnæ Britannicæ & Domini Ordines Generales duodecim Cohortes (*Bataillons*) quarum singula septingentorum Pedum.

Cæterum certa spes concipitur, cæteros quoque Principes qui Declarationi antedictæ accesserunt vel Neutralitatem Imperii sibi cordi esse ostenderunt, ad componendum eundem Exercitum copias collaturos modo sequenti.

Rex Borussiae turmam quingentorum Equitum & tres Cohortes septingentorum Pedum singulas.

Electo Moguntinus cohortem unam. Elector Palatinus turmam (*Escadron*) Equitum unam, & Cohortes binas.

Electo Brunsvico - Luneburgensis turmam quingentorum equitum, & Cohortes septingentorum pedum tres.

Episcopus Princeps Monasteriensis cohortem pari numero septingentorum pedum.

Dux Brunsvico-Luneburgensis in Wolfenbutele cohortem pedum septingentorum.

Dux Megalopolitanus itidem cohortem singulam.

Princeps Helliö-Cassellanus Cohortem unam.

Hunc in finem ulterior hæc declaratio cum illis communicabitur, requiranturque ut eidem accedere velint, quemadmodum & ad accessione parem certo cum initium numero invitabuntur alii quoque Principes, quorum Neutralitatem in Imperio servari æque interit.

Omnes hæc turmas & Legiones in locis proximis & idoneis constitutæ, paratæ teneantur, ita ut absque mora se versus Oderam vel Albiam, vel aliam in Regionem, prout res exigit, movere, & in unum Corpus coalescere queant.

Unusquisque Copias suas propriis sumptibus & impensis mittet & alit, Cohortes quas quilibet mittet tormentis minoribus cum omnibus eo requisitis munitis erunt.

Quoniam Electores, Principes & Status Imperii in Comitibus Ratisbonensibus, Conclusus & Decretis

suis à Cæsare sua Majestate confirmatis etiam pro conservanda quiete & Neutralitate in Terris Imperii relative ad bellum quod in Septentrione geritur, mentem suam explicaverunt & se ad eandem tuendam paratos fore declaraverunt, Sacra sua Cæsarea Majestas eisdem Electores, Principes & Status conjunctim atque Directores & Status Circulorum in specie, modo quem efficacissimum fore judicaverint, ad augendum, si opus fuerit, antedictum Copiarum numerum & ad suppeditanda quævis necessaria, quibus ad rem bene agendam Exercitus instructus esse debet admovebit & exhortabitur.

Cæsarea sua Majestas Civitates Imperiales Lubecum, Hamburgum, aliisque quibus æquum ipsi videbitur, itidem exhortabitur & impellet, ut tormenta cum munitionibus ad illa dirigenda artis conferant.

Cæterum Principes quibus quies & tranquillitas Imperii curæ cordique est, successu temporis & quavis datâ occasione Consilia inter se conferent, ut una porro statuatur atque decernatur quæcumque ad conservandam, tuendamque eandem quietem & tranquillitatem in Terris Imperii ad normam in declaratione ante memoratâ enunciatam, utilis vel necessaria erunt.

In horum omnium fidem nos infrascripti Sacræ Cæsareæ Majestatis, Sacræ Regiæ Majestatis Reginæ Magnæ Britannicæ & Celsorum ac Præpotentium Dominorum Ordinum Generalium Uniti Belgii, Plenipotentiarii & Deputati ulteriorem hanc Declarationem manu nostra subscripsimus & Sigilla nostra apposuimus.

Signatam,

(L.S.) PHILIPPUS LUD.  
Comes à SINCENDORFF.

(L.S.) TOWNSHEND.

(L.S.) J.B. van RANDWICK.

(L.S.) ALARD MERENS.

(L.S.) A. HEINSIUS.

(L.S.) C. van GOSLINGA.

(L.S.) E. van ITTERSUM.

(L.S.) A. van NIEVEEN.

Hagæ Comitum, die 4. Augusti. 1710.

# XCIX.

Excerptum à Libro Decretorum Celsorum ac Præpotentium Dominorum Ordinum Generalium UNITI BELGII, pro ulteriori Explicatione, Neutralitatis in Septentrione servandæ.

Die 11. Augusti 1710.

DELIBERATIONE instituta & considerato die 4. mensis currentis signatum fuisse à Plenipotentiariis & Deputatis Sacræ Cæsareæ Majestatis, Sacræ Regiæ Majestatis Reginæ Magnæ Britannicæ & Celsorum ac Præpotentium Dominorum Ordinum Uniti Belgii unam Declarationem de certo Copiarum numero congregando ad tuendam priorem Declarationem die 3. Martii proxime præteriti factam & ad conservandam quietem & Neutralitatem in Terris Imperii, modo in hâc priore declaratione explicato, attentoque ne quid ambiguitatis vel obscuritatis in verbis posterioris Declarationis remaneat, elucidatione majori opus videri: itaque postquam ea de re communicatum fuit cum Plenipotentiariis Sacræ Cæsareæ Majestatis ac Regiæ Magnæ Britannicæ, visum & decretum est: secundum Declarationem die 31. Martii præteriti factam, hinc iterum declarare, quietem & Neutralitatem Imperii, de qua mentio fit in posteriore declaratione, ita intelligendam, nè Copiæ Regis Sueciæ in Pomerania, aliisque Ditionibus Imperii degentes, in Poloniam redeant, nec actus ullos hostiles contra ullum, quicquid ille fuerit, nec intrâ nec extra limites Imperii, toto Ducatu Slesvicensi, & Jutlandiâ in illo comprehensis, committant; & ne pari quoque modo Copiæ Regis Daniæ in Jutlandiâ, Ducatu Slesvicensi & Ditionibus Imperii degentes, actus ullos hostiles contra ullum, quicquid ille fuerit, intra vel extra limites Imperii, Ducatu Slesvicensi in illo compre-

ANNO 1710.



ANNO prehensio, committant. Quemadmodum etiam ne Copias Czaree Suae Majestatis, Regi Danie in auxilium forsan mittende per Terras Imperii transiant; verum ut omnes & singule Imperii Ditiones, respectu partium in Septentrione belligerantium, ab omni transitu Copiarum, immunes maneant, & perfectâ Neutralitate gaudeant ita, ut in Declaratione 31. Martii expressum fuit.

1710.

C.

22. Août. *Memoire de M. MATHIEU Ambassadeur, de Moscovie sur la Neutralité de l'Empire, présentée aux Etats Generaux des PROVINCES UNIES le 22 Août 2 Septemb. 1710.*

## CELSI AC PRÆPOTENTES DOMINI.

INFRASCRIPTI SUE SACRÆ CZARÆ MAJESTATIS RUSSIÆ IMPERATORIS, DOMINI sui Clementissimi Legatus Plenipotentiarius recens instructus specialibus Suae Majestatis Mandatis, Petropoli die 30. Julii 10. Augusti datis seriem eorundem quæ par est cum existimatione Celsis ac Præpotentibus Dominationibus Vestris exponere officii sui esse duxit. Quod quandoquidem Sua Czarea Majestas omnibus Celsis cum Galliâ belligerantibus Fœderatis, in exhibitâ Declaratione Marienverderâ 22. die Octobris immediatè præterlapsi 1709. anni fufus patefecit, nequaquam suo, Celsorumque Suorum Fœderatorum Danie, Poloniæque Regiarum Majestatum animo inesse, in Imperio Romano motus per invasionem Suecicarum ibi jacentium Provinciarum, ad præjudicium belli contra Galliam, excitare; Tameñ omnia Jura Gentium ac belli ratio per illis militent: sub ejusmodi conditione nihilominus, ut prædicti contra Galliam belligerantes Fœderati, nec non Romani Imperii Ordines, antememoratis in Septentrione bellantibus pariter Fœderatis tantam procurent securitatem, quò minus ex dictis Provinciis aggressioni subiaceant, ac inde Suecorum copias irumpere in Saxoniam, Daniam vel in Poloniam tentare audeant. Tum etiam nè in iisdem Provinciis plus militis, ac ad præsidia Arcium requiruntur, tenere fas sit, nec copias ibidem conscriptione tyronum aut receptione militum ad stipendia multiplicare Suecis liceat. Sin autem Fœderatæ eadem Potentia, Suae Czareæ Majestatis sibi quædè junctis eam securitatem non procuraverint aut quocumque modo hostibus illorum opem rulerint, & hos in dictis Provinciis vires suas resumere vel etiam indè invasionem tentare fiverint, ex parte Suae Czareæ Majestatis declaratum erat, in tali casu, eandem Majestatem, illiusque Fœderatos invitos hunc hostem suum ubi locorum potuerint insequi, viresque illius distrahere conaturos & tunc jam in malam partem illis id non interpretandum firi. Quum etiam ad hanc Suae Czareæ Majestatis Declarationem, altè dictæ contra Galliam belligerantes Fœderatæ Potentia prævio comuni animi inter se consensu, nec non accedente Holmiæ à Senatu, qui Regis Sueciæ in absentia Autographum confecerit, assensu in locum guarantee Regiminis fauces perit, assensu in locum guarantee conditionem seu neutralitatem in Germaniâ obstringere, ac declarare, quod si alterutra disidentium Partium absque illâ assensu, Pacta hæc non observabit ac in hostilitatem erumpet, tum Partii læsæ arma jurgent, aggressori opponent, eundemque ad servandam compellent. Deinde etiam Sua Czarea Majestas hanc Neutralitatem ratihabuit sub nominatis in primâ Declaratione conditionibus, ac ipsi Legato suo hic Hagæ Comitibus id patefacere mandavit. Nunc autem Suae Czareæ Majestati compertum est, Suecorum Copias in Pomerania Bremenique Ducatibus subsistentes noviter conscriptis Tyronibus maxime adauctas esse, & summo opere adhuc numero invalescere. Prætereaque in iisdem Provinciis, Civibus & Colonis aliquot millia virorum per equitatu & peditatu cogerè intimatum esse; has etiam Copias armis instrui, vestitu provideri ac ad movenda castra, iterque suscipiendum paratas stare. Tum quoque innouit à nonnullis Imperii Principibus, nominatim verò à Duce Holstatiæ Gottorpensi aliquot millia militum iisdem in auxilium promissa esse (proui jam & publicè divulgatum) quibuscum infimam Saxoniam aut Poloniam invadere statutum esse Suecis, adque id explendum Benderâ à Rege illorum omnino Mandata ve-

nisse, utque Copiæ non amplius Holmiensis Senatus, ac Regis, ipsiusmet & Lezinski jussibus obsequantur. Insuper & certum est eundem Regem in Mandatis quæ Ministris suis misit, explicasse, quod dicto ad conservandam Neutralitatem confecto autographo non contentus est, nec ad omnimodam adimplentionem illius teneri vult. Denum Suae Czareæ Majestati à Legato illius Constantinopoli degente certa pervenit notitia, dictum Regem non ob aliam causam Benderâ tam diu morari, ut quam Portam Ottomanam sub quocumque valet plausibili prætextu ad Pacis directionem cum Sua Czarea Majestate & Regiâ Poloniæ Majestate inducat. Quod & hanc ob rem primò per unum adherentium sibi Polonorum Poniatovium, ac paulò post per sic dictum Palatinum Kiovic Potocium, Portæ, & ipsemet Benderæ Cano Joseph Bacha, suo & Lezinskii nomine, ut numerosa illi Turcarum Tartarorumque manus, ac si conductitiorum more detur, fuisse stipulari Regnum Poloniæ ingredi, interque Polonos seditiones complicare intendit, ut Lezinskii iterum Throno obtrudatur, qui eodem tempore à Pomeraniâ ad conjungendas copias viresque per Silesiam procederet, ibidemque plurimos Suae Czareæ Majestatis Sueco velificantes Subditos & Confœderatos Ungaros partibus illius adficeret, hoc modo tam Suae Regiæ Majestatis Poloniæ quam & Suae Czareæ Majestatis in Poloniâ subsistentes auxilias Copias obstruatur. Dum verò voti hujus compos redderetur, parte unâ hujus exercitus adversè suæ ad hucdum parti in Polonia & Suae Czareæ Majestati opponenda, altera autem invasioni Saxonie, & suscitando belli igne in Imperio, Franciæ commodo, admovenda. Quodque in gratitudinem hujus auxilii promittit idem Rex Sueciæ una cum Lezinskio à parte Poloniæ, plurima Portæ Ottomanæ emolumenta, extremo ejusdem Regni exitio, totiusque Christianitatis detrimento. Quæ omnia idem Suae Czareæ Majestatis Legatus cum Celsis ac Præpotentibus Dominationibus Vestris ac Fœderatorum Principibus cum Ministris apertè communicare mandata tenet. Ex quibus malignis Suecicis tris in modo Suae Czareæ Majestati ac suis Fœderatis, sed & toti Orbi Christiano perniciosissimis, Celsi Fœderati contra Galliam faciliè inferent, utrum eadem Czarea Sua Majestas illiusque Fœderati absque omni apparatu ad frustrandas hæc machinationes pacifici permanere, hostilemque sui invasionem parte ab utraque (quam Deus avertere velit) præstolari possunt, innixi tantummodo contextu ex dictionibus generalibus archetypi à parte illorum loco Guarantee exhibitæ, sine omni actuali executione; Etenim quantumvis Czarea Sua Majestas siquæ discrimina hæc, nec non augmentationem virum Suecicarum in Pomerania per suos Ministros Celsis Fœderatis exponere mandaverint, desiderantes, ut adinventioe hoc in negotio securitatis morem illis gerere velint, huc usque effectus non nisi verbis comprobatur.

Eapropter Suam Czarem Majestatem necessitas premit & consensu suorum Fœderatorum, Poloniæ, Danicæ Regiarum Majestatum, nec desperantem quin & Suae Regiæ Majestatis Borussia ex nexu Fœderis defensionis accedat, præstanti declaratione dictis Celsis Fœderatis manifestum reddere suum desiderium, ab iisdem optare, ut irremotè omnia prævidendo, non modo scriptum, sed & actualiter promissam exequantur Guarantee & securitatem efficiant contra supradictas, hostiles Suecicas in Germania latitantes vires, atque perfectam ita immobilis Imperio procurent tranquillitatem. Præcipue verò, ut eadem Suecicæ Copiæ, quamquam à Rege suo mandata acceperint, in statu non sint Poloniæ, Saxonie, Danicæ Provincias hostiliter invadere contra data promissa. Quod secus fieri non poterit, nisi dum à Fœderatis Principibus ad Guarantee obstrictis, validis mediis compellentur; quo præter sufficientia præsidia, quæ sextis aut septenis millibus Militum (ut fertur) ibidem constitui poterunt, plus Militis Sueci in dictis non foret Provincis, superfluous vero vel ad stipendia Celsorum Fœderatorum ducant aut penitus dimittant; nec non ut omnis extranei Principes obligati reddantur, nè ultas Copias illis contra Suam Czarem Majestatem suorumque Fœderatos impudent. Vicissim Suae Czarea Majestas suo suorumque Fœderatorum nomine superius dictis Potentibus omnimodam promittit securitatem, ac neque se cum propriis Copiis lapsius memoratas Provincias ingrediatur, nec suis

ANNO 1710.

Fœdæ

ANNO  
1710.

Fœderatis ad id agendum assensuram. Quod si autem Celsi a Guarantiam obstricti Fœderati, hujusmodi securitatem Suae Czareæ Majestati suisque Celsis l'ordans procurare boni non duxerint. Tunc oblique nec pro violatione sanctæ Neutralitatis recepturi non sunt, si ipsimet integritati suæ ac preventioni supradictarum Regis Suecia machinationum tempestivè consuluerint ac ad dissipandas numero accrescentes Suecorum Copias, nominatas jam Provincias accedere coacti fuerint. Et ob eandem causam Suae Czareæ Majestatis Fœderatæ Poloniæ, Daniæque Regiæ Majestates ad revocationem Copiarum, quæ nunc illis militant, compellerentur, quia non alio fine quam pernecessaria sibi securitatis comparanda gratia id agerent; ne semetipsos irreparabiliter deinde committerent discrimini ac cunctas rationes suas everfioni, dum remoto omni delectu hanc violentiam sui aggressionem præstolarentur. De cætero Suae Czareæ Majestatis pro se, suisque Celsis Fœderatis spondet, illis non aliquid earundem contra Franciam bellantium Potentiarum, aut Romani Imperii ad præjudicium suscipere, sed tantum securitatem advenire animum esse; qui expectabunt ad hanc declarationem, sine temporis dispendio categoricam, fidamque voluntatis illorum explicationem & resolutionem, nè inviti extrema arripere media cogantur. Periculum enim in mora est, & holles Suae Czareæ Majestatis continuò pro loci & temporis rationibus machinationi aut cunctationi incumbendo, salutaria ad pacandam tranquillitatem Imperii, Poloniæ & aliarum in Neutralitate comprehensarum Provinciarum sæpius jam nominata consilia eludere ac diu præmeditatum pariter ac speciosis illecebris obumbratum propositum in lucem tandem prodere annuntur.

Expositis huius idem Legatus nihil aliud ad complementum muneri sibi desiderari credit, quam ut Celsis ac Præpotentibus Dominationibus Vestris omnia, facta ac prospera ex corde apprecans celeriter ad supradicta sibi dari Resolutionem instantè exposcat, quam per proprium Tabellarium voluntari Dominii sui Clementissimi consensu ad Aulam ipsius missurus est, quique perenniter manebit,

CELSARUM AC PRÆPOTENTIUM DOMINATIONUM VESTRARUM,

Signatum,

AN. DE MATUEOF.

Hage-Comis die 22. Augusti  
27. septembris 1710.

CI.

9. Sept. *Extrait du Registre des Résolutions de L. H. P. les Etats Generaux des PROVINCES - UNIES des Pais-Bas, sur le Memoire precedent.*

Mardi 9. Septembre 1710.

OÙ le raport des Sieurs Oldersfon & autres Deputez de Leurs Hautes Puissances sur les affaires éuangeres qui suivant la Résolution Commissoriale du 2. de ce mois courant, ont examiné le Memoire du Sieur Matueof Ambassadeur de Sa Majesté Czarienne de Moscovie, tendant à ce que les nécessaires mesures pussent être prises pour la conservation de la tranquillité & de la Neutralité dans l'Empire & pour prévenir que du côté des Suedois on ne pussent, par les Troupes qu'ils ont en Pomeranie, rien entreprendre qui pussent faire breach à la Declaration donnée sur cela &c. Sur quoi aiant été délibéré il a été trouvé bon & arrêté qu'il sera donné audit Sieur Matueof pour réponse au dit Memoire: Que Leurs Hautes Puissances se tenoient obligées à Sa Majesté Czarienne pour la declaration qu'elle a bien voulu faire donner ici, de ne rien faire qui pussent troubler la tranquillité de l'Empire ou apporter aucun préjudice aux Hauts Alliez, engagez dans la Guerre contre la France. Que Leurs Hautes Puissances de leur côté & en même temps de celle de leurs Hauts Alliez avoient aussi taché d'assurer Sa Majesté Czarienne & ses Hauts Alliez, que les troupes Suedoises qui étoient en Pomeranie ou dans l'Empire, ne retour-

neroient pas en Pologne, & ne feroient aucun hostilité dans ni dehors de l'Empire, y compris tout le Sleswig & le Jutland; mais que les terres de l'Empire resteroient dans une parfaite Neutralité par raport à la Guerre du Nord. Et à cet effet les Hauts Alliez, conjointement avec les Princes interezes dans la tranquillité de l'Empire, avoient passé la declaration du 31. de Mars de cette année, laquelle declaration Leurs Hautes Puissances sont résolus d'accomplir & de maintenir dans toutes les parties. Que ledit Sieur Ambassadeur est averti qu'à cette fin on a depuis peu arrêté un Accord pour assembler un Corps de 15. à 20000. hommes, pour être employé à maintenir en cas de besoin la tranquillité & la Neutralité. Que Leurs Hautes Puissances ont déjà désigné les Bataillons pour leur quote-part d'un tel Corps, & qu'elles ont écrit à Leurs Deputez à l'Armée pour convenir avec les Generaux comment on pouvoit les tenir prêts à une prompte marche, comme aussi de parler avec Monsieur le Prince & Duc de Marlborough sur les Bataillons qui doivent être à cette fin, fournis de la part de Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne: qu'on a aussi parlé ici aux Sieurs Ministres des autres Princes qui doivent donner des Troupes pour ledit Corps, afin de les tenir prêts, ainsi qu'on a assuré qu'elles l'étoient pour la plus grande partie: Que de plus on concerteroit avec les mêmes de regler tout ce qui peut servir au maintien de la tranquillité & de la Neutralité dans l'Empire, conformément à la declaration donnée. Que tant touchant les difficultez qui pourroient être faites de la part des Suedois contre ladite declaration, que touchant celles qui leur sont déjà venues de la part du Dannemarck, ou ce que celui-ci pourroit encore faire, qui ne fût pas conforme à ladite declaration, Leurs Hautes Puissances parloient & concerteroient avec les Ministres des Hauts Alliez, qui sont interezes dans la conservation de la tranquillité & de la Neutralité dans l'Empire, comment ces difficultez pourroient être ôtées suivant la raison & l'équité, & comment on pourra prévenir les plaintes reciproques. Cependant Leurs Hautes Puissances ont le malheur de voir que non seulement le Ministre suffisamment autorisé de la part du Roi de Dannemarck, à present ici, rend plus mal aisée la solution & le reglement des difficultez reciproques; mais qu'aussi la declaration du 31. Mars 1710. n'étoit pas encore acceptée de la part du Dannemarck, ce qui cependant devroit & seroit nécessaire pour mieux & fermement assurer par-là la tranquillité & la Neutralité dans l'Empire, de la maniere qu'elle est réglée dans ladite declaration. C'est pourquoi Leurs Hautes Puissances prient que de la part de Sa Majesté Czarienne on puisse porter Sa Majesté de Dannemarck à accepter nettement & sans restriction ladite declaration. Que Leurs Hautes Puissances esperent d'ailleurs, ainsi qu'ils ne peuvent s'attendre autrement de l'affection de Sa Majesté Czarienne & de ses Hauts Alliez pour la cause commune des Hauts Alliez, engagez dans la Guerre contre la France, que voiant avec quelle ardeur & avec quel soin Leurs Hautes Puissances aussi bien que Leurs Hauts Alliez contribuent pour conserver la tranquillité & la Neutralité dans l'Empire, conformément à ladite declaration du 31. de Mars passé, & pour prévenir qu'on n'entreprene rien au contraire, voudront aussi de leur côté persévérer à ne rien faire qui puisse réjaillir au préjudice de la cause commune dedit Hauts Alliez. Et un Extrait de cette Résolution de Leurs Hautes Puissances sera par l'Agent Rosenboom mis es mains dudit Sieur Ambassadeur Matueof.

CII.

Convention entre le Prince EUGENE DE SA-VOYE, le Prince & Duc de MARLBOROUGH, & Messieurs les Deputez de L. L. H. H. P. P. pour fournir le pain & fourrage aux Troupes Imperiales dans les Pais-Bas. Faite au Camp devant Aire le 1. Novembre 1710. [Tiré du Protocole de l'Ambassade Imperiale en Hollande, & au Congrès d'Utrecht.]

COMME il est trouvé absolument nécessaire au bien du service que le Corps des Troupes de S.

Kk

M. Imp.

ANNO  
1710.



ANNO  
1710.

M. Imp. consistant en trente Escadrons, & huit Bataillons avec deux Régiments des Houffars qui ont servi dans ces Pays la Campagne passée, y demeurent aussi pendant l'Hyver, il est convenu entre S. A. le Prince Eugene de Savoye & S. A. le Prince & Duc de Malbrough avec Messieurs les Deputez de L. L. H. H. P. P. les Etats Generaux des Provinces-Unies, que les Troupes cy-dessus mentionnées demeureront auxdits Pays sous les Conditions suivantes.

1. Qu'on fournira le pain & le fourage complets aux Generaux & à l'Etat Major, de même qu'aux trente Escadrons & huit Bataillons, avec les deux Régiments des Houffars, suivant la spécification cy jointe, tandis qu'ils resteront en Quartier d'Hyver. bien entendu que ledits Quartiers seront de six Mois, commençant le premier du Mois de Novembre présent.

2. Que l'Argent provenant des places & portions, du Pain & du Fourage, qui ne seront pas reçus en nature, seront payées sans faute, delay, ou deduction, à savoir 2097. rations du pain & 1815. rations de Fourage, dont l'importance, comptant pour chaque ration de fourage, à sept sols & demi & celle du pain à un & demi, sera incessamment assignée sur les fonds les plus clairs, qui seront appropriés pour le payement du pain & du fourage, & l'Assignation sera remise entre les mains du Commissariat de Guerre de Sa Majesté Imperiale.

3. Les Troupes observeront le même Règlement que l'Année passée, & jouiront des mêmes douceurs, comme seront aussi les Generaux & l'Etat General.

4. Comme il y a six Escadrons & quatre Bataillons des Troupes de son Altesse Electorale Palatine au service de S. M. Imp. qui ont fait la dernière Campagne dans ces Pays, il leur sera donné le pain & fourage suivant la Spécification cy jointe sur le même pied que les Troupes Imperiales doivent recevoir les places & portions du pain & du fourage qu'elles ne prennent point en nature, à condition que son Altesse Electorale fasse fournir auxdites Troupes des quartiers d'Hyver dans ses Etats entre la Meuse, le Rhin, & la Roere.

5. Que toutes les Troupes susmentionnées obeiront aux ordres du General qui commandera en Chef l'Armée des Alliez dans ces Pays, marcheront quand il trouvera que le service le demande, & serviront la Campagne prochaine auxdits Pays sur le même pied que la Campagne passée. Ainsi fait au Camp devant Aire, ce 1. Novembre 1710.

BUGENE DE SAVOYE,

Le Prince &amp; Duc de MARLBOROUGH.

## CHIL

30. Nov. *Protestatio CAROLI XII. Regis Suecia circa Fœdus inter Sacram CÆSAREAM Majestatem, Serenissimam MAGNÆ BRITANNIÆ Reginam, & Dominos Ordines FOEDERATI BELGII Generales, atque complures Imperii Principes, pro tuenda tranquillitate Germaniæ initum: Quod nimirum illi nec velit nec possit præfato Fœdere teneri. Dat. ad Urbem Benderam die 30 Novembris 1710.* [Tiré du Protocole de l'Ambassade Imperiale en Hollande.]

QUAM PRIMUM Sacra Regia Majestas inaudit Serenissimum Romanorum Imperatorem, Serenissimam Reginam Magnæ Britanniae atque Cælos & Præpotentes Ordines Generales Uniti Belgii, nec non complures Imperii Principes pro tuenda tranquillitate Germaniæ in mutuum consensu Fœdus, nulla equidem dubitavit, quin scopus istius Fœderis sit tantum fore, ut Regna & Provinciae suæ adversus vim Hostium tectæ ac ruitæ manerent, id enim ab alte memoratarum Potestatum Amicitia Factorum lege ad mutuum Defensionem stabilita expectare, atque Jure etiam suo postulare debuit.

Verum postquam ipsi innotuit iniquissimam Adversariorum suorum Causam eodem pariter protegi at-

que fieri, Regnaque & Provincias suas injuriis Hostium abundantum opportunitate temporum relinquere absque ullo amicorum suorum auxilio, protecta est palam, & per Ministros suos declarare iussit, scilicet nulla ratione teneri posse Legibus istius Fœderis ipsa invita ac vix citra partium studia ini.

Protestatur adhuc atque notum hisce testaturque facit omnibus & singulis, se fratrem Auxilio Divino atque æquitate Causæ salvam sibi reservatam vellet omnimodum ac nullis Legibus circumscriptam facultatem utendi mediis ac viribus, quas Deus concessit adversus hostes suos, ubicunque Locorum & quocunque tempore usus & ratio Belli id poposcerit.

Quod si autem præter omnem spem & expectationem nem quisquam amicum animum exuens, remoram aut obstaculum Ipsi objiceret, tum cum in eo fuerit, ut iustis armis sit prosequendus conjuratus Hostis, declarat Sacra Regia Majestas se non posse eundem alio quam Aggressoris loco habere.

In quorum maiorem fidem hisce manu propria subscripsit, ac ita rata esse voluit. Actum ad Urbem Benderam d. 30. Novembr. Anni 1710.

Signatum,

(L.S.) CAROLUS.

N. P. MULLER.

## CIV.

Resolution de L. H. P. les Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des Pais-Bas sur la marche des Troupes pour la NEUTRALITE EN ALLEMAGNE. Du Vendredi 2. Janvier 1711.

ANNO  
1711.  
2. Janv.

LES Sieurs de Brockhuysen & autres Deputez de LL. HH. PP. aux affaires étrangères, ont rapporté à l'Assemblée, que les Ministres de Sa Majesté Czarienne & de Sa Majesté le Roi de Pologne pressioient continuellement afin que le Corps des Troupes destinées à la conservation & au maintien de la tranquillité & de la Neutralité en Allemagne, fut sans ulterieure delai assemblée. Qu'ils y insistoient encore plus fortement depuis l'avis venu de Turquie que la Porte avoit résolu la Guerre contre le Czar & la Pologne, & que par conséquent il étoit à craindre avec raison: Que les Troupes Suedoises en Pomeranie n'entreprissent quelque chose contraire à la Neutralité. Qu'eux Sieurs Deputez avoient conféré là-dessus avec les Ministres de Leurs Majestés Imperiale & Britannique & d'autres Puissances qui sont intéressées à la conservation & à la Neutralité de l'Empire; & qu'ils avoient été tous de sentiment que par rapport à la Guerre du Nord, la tranquillité & la Neutralité de l'Empire devoit être maintenue sur le pied des Aides du 31. Mars & 4. d'Août de l'année passée, & que le Corps destiné des Troupes dans le dernier de ces deux Aides devoit être assemblé aussi-tôt que la nécessité le requerrait; mais comme la saison ne permet présentement pas de faire de grandes marches avec des Troupes, moins encore d'agir en campagne, il faudroit pour cette raison que ces Troupes destinées à former ledit Corps, fussent tenues prêtes, & mises à la main avant qu'il seroit possible, afin qu'en cas de besoin elles pussent en peu de tems s'assembler, soit du côté de l'Elbe ou de l'Oder, suivant que la conservation & le maintien de ladite Neutralité le demanderoit. Que pour cet effet on étoit convenu que les 2. Régiments de Cavallerie de Sa Majesté Imperiale se tinssent prêts en Silésie; les 3. Escadrons & 3. Bataillons de Sa Majesté le Roi de Prusse dans le Neumark ou à l'Oder sur les confins de Pomeranie; le Bataillon de l'Electeur de Mayence à Erfort en Turinge; un Bataillon ou un Régiment de Cavallerie à la place du Duc de Mecklembourg dans le Pais de Mecklembourg, puisqu'ils sont tous destinés à ce Corps, afin qu'ils pussent marcher à tout moment & se joindre: Que le Bataillon du Landgrave de Hesse qui est à Rhinfeis devoit marcher à Erfort en Turinge, pour être à la même fin à la main. Que l'Electeur Palatin n'ayant point présentement de Ministre ici, seroit requis de faire marcher provisionnellement ses deux

**ANNO 1711.** Bataillons & un Escadron du Haut Palatinat vers la Silesie, de laquelle demande Mr. le Comte de Sinzendorf s'est chargé. Que les 2. Bataillons de l'Electeur de Brunswick-Lunebourg, un du Duc de Brunswick-Lunebourg à Wolfenbittel; & un de l'Evêque de Munster qui sont allés à la main dans leur pays, seroient pareillement tenus prêts, & s'approcheroient si bien des confins & autant que cela peut le faire sans aucun danger évident. Que les 6. Bataillons de l'Etat qui sont postés dans la Province d'Over-Yssel & la Comté de Zutphen se tiendroient prêts sur les confins de l'Etat les plus voisins à la Westphalie, pour pouvoir marcher au premier ordre, suivant que les occurrences l'exigeront. Quant aux 6. Bataillons de Sa Majesté Britannique, ses Ministres avoient représenté qu'ayant quitté fort tard la campagne & ne faisant qu'entrer en garnison, il leur falloit quelque temps pour se remettre, de sorte que sans grande incommodité & sans négliger à se remettre ils ne pourroient point faire de mouvemens; mais que cependant ils se tiendroient prêts à marcher lorsque le danger augmenteroit. Surquoi aiant été délibéré LL. HH. PP. ont agréé ce rapport, & il a été trouvé bon d'en donner avis aux Ministres de Sa Majesté Czarienne & Polonoise, pour leur information, & que le Conseil d'Etat fera requis comme il l'est par ces présentes de donner des ordres réitérés aux six Régimens subsistans de l'Etat de se tenir prêts pour pouvoir marcher au premier ordre.

F. B. van RHEEDE:

*S'accorde avec ledit Registre.*

FAGEL.

CV.

**17. Janv.** *Iustitia Armerum, quæ Sacra sua Czarea Majestas PETRUS I. Moigne Russiæ Imperator in sui defensionem adversus perfidum Tatararum Sultanum ACHEMETEM, Pacis violatorem arripuit, propalam expostita. Ad Mandatum ejusdem Majestatis typis evulgata. Accedunt nonnulla Apographa rei hujus pecuniaria.*

**V**IDERUNT secula motus; Pax & Bellum alternis semper redibant gressibus; omni fere ævo insuperis fluctuante vicissitudinibus innotas: Ast hodiernæ Ottomanorum perfidiam patem, vix memorerant antiqui; merito excecrauit moderni.

Neminem detegit vulgaris præterit fama; cunctis ergo ad assem notum est, qualiter nunc regnans Turcarum Sultanus Achemetes, initam olim inter Sacram suam Czaræam Majestatem Magnæ Russiæ Imperatorem & Prædecessorem Sultanum Mustapham, tricennalem Pacem, quam ipsemet modo primum elapso 1710. anno solemniter ratihabuit, jurejurando coram Altissimo confirmavit, in Litteris ad eandem Czaræam Majestatem datis, nec non renovationis Instrumento roboravit, impie, frivole, absque ulla vel minima ansa violavit, pessundedit, Bellum mense Novembri anni præacti eodem Solis gessu Bizantii publice indixit; Suae Czaræ Majestatis Legatum Extraordinarium ac Infinitum Consiliarium Dominum a Tolstoy contra quavis Jura Gentium inhumani contumelia primo affectum, veluti nefandi sui ausus ad complementum in carcerem; quem *Edicul* vocant, cum sua Familia detrudi jussit, cuncta ejus substantia direpta.

Profecto, mitime degener Atavorum stirpe, Christiani Nominis natus hostis, non ideo pacificetur, ut sanctas observet leges, sed quo religioni Paſtorum confisus, honoris expers, turpiter aggrediatur, gravius obruat.

Retroactorum nuntii testantur Historici, & inter cæteros præstantissimus Hieropolymorum Patriarcha Sanctus Nectarius, Ottomanos ab origine ipsa discepcionibus ac dissensionibus inter Principes & Regna Christianiorum callide invigilasse, taliaque nactus non Pacis transactioni, non jurijurando pepercisſe, & sic prædonum spoliatorumque prolem paucis modo sæculis tot incluta vetustate Regna & Provincias a potiori parte Christianas, sacra, venerandaque loca potestati suæ subjecisse, & in adeo potentem Gentem evahisse.

Gemunt Barbarorum jugo oppressi Græci, Valachi, Bulgari, Servique; quanta fit illis religio Paſtorum,

TOM. VIII. PART. I.

determinæ suæ miseriæ experiuntur, nec minus Regnum Hungariæ notabili damno probavit.

Rossiana Monarchia exitium sibi anno 1677. a Turcis paratum reminiscitur, dum felicissime regnante pia glorioſaque Memoria Czaræ & Imperatore Theodoro Alexiade, totius Rossia Autocratore, idem doctus hostis Minorem Rossia Regionem prædæ suæ fore præsumens, Doroszenii Cosacorum trans Borysthenem Ducis proditione fretus, violata Pace, cum prægrandi horrendaque suorum manu Ucrainam invaserat, & quamvis immergeretur dictum jam clementiam suæ Czaræ Majestatis implorasse, Sedemque illius Czigitinum præfidiarii ejusdem Majestatis occupatam fuisse inaudivisset, præmeditatum Regioni, in Civitatem sat exigue munitam, frustra obsessam, & nisi exigente belli ratione à Rossicis Chiliarchis prævia devastatone, eductoque ad castra præfidiario Milite, derelictam, evomerat virtus; quoniam generosa Rossicarum Copiarum virtus, ulteriorem in Ucrainam ferre pedem vetabat, adeo ut maximo suorum cum dispendio, ignominia obrutus in suas recedere oras, pacemque a Sua Czaræa Majestate anno 1681. conclusam, poscere cogeretur.

Memoranda clades hinc Fœdistragis ad Vicienam Austria anno 1683. inflicta faustissimè deinde ardorem Christianorum progressus recentes valde sunt, & quanta cum insolentia Turca ad obsequendam tunc Metropolim dictam proruperit supervacuum esset recensere.

Notant Archiva Christianorum Principum, quomodo il, astuta barbarorum instituta singulariter Regna illorum deglutire, serib advertentes, sanctum mutuumque iniverant fœdus. Scilicet Sua Czaræa Romanorum Majestas & Imperium, sua Regia Poloniarum Majestas, ejusque Regni, nec non Venetiarum Respublica, cui etiam Pontifex Romanus accesserat, & communis Christianorum salutis ergo, Suae Czaræ Majestatis, pie recordationis, Joannes Alexiades, & nunc feliciter regnans Petrus Alexiades hinc, continua Turcarum Tartarorumque in Dominia sua irruptione, & iniqua aliorum Principum Christianorum hostili aggressionem impulsi, anno 1686. unierant, primo quidem perpetuis Pacis & offensivæ ac defensivæ itidem perpetui cum Sua Regia Poloniarum Majestate, & tandem sequenti 1697. anno triennalis Fœderis cum Sua Czaræa Romanorum Majestate & Venetiarum Republica, vinculis sese obstruendo, Regiorum Hungariæ, Sclavoniæ, Dalmatiæ, Moreæ, nec non Civitatum Tanæ, vulgo Affovy & Casiterieny & faucibus infidelium vindictarum, libertati, & vix non exoptato successui, si votis Suae Czaræ Majestatis consueve aliquot modo annis bello contra hostem jam ad incitas redactum protracto, irreparabilis lapsus, vel saltim Christiano Orbis nupiam nocituri roboris, eidem imposita fuisset conditio.

Ast proh dolor! irreconciliandus Barbarus iste partim suasionibus partim technis in Congressu Carolovicensi Celso Fœderatos ad pacificendum induxit, cunctas Potentias a Societate Suae Czaræ Majestatis abstraxit, & Pacem pro 25. annis exclusa illa inivit, nec alius modus Legato ejusdem Domino a Woznicin remansit, quam biennale armistitium Anno 1700. Mensis Julii tertia die constituere, quod brevi post Tricennalis Pacis Tractatus inter Suam Czaræam Majestatem & præcedentem Sultanum Mustapham per Ablegatos prioris, Dominos ab Ucrainfow & a Czeredewoj Constantinopoli conclusus sequebatur. Sed sat remotius acta perstrinxisse, recentiora iustra diligentius perustrare expedit.

Sua Czaræa Majestas Tractatum novissimum ea religione illibatam servabat, ut quævis ante Ratificationem ejusdem Sultanus Tartarorum Agri Budiacensis, potentissimo Sceptro illius sese cum suis subdere ambivisset: repulſam tulerit, ne vel minima contraventionis ictus daretur, infectis rebus pariter dimisso Turcico Subdito Kubeick Murza, qui cum non spernenda Cubanensium Tartarorum cohorte Affovium venerat homagium oblatorus.

Majori adhuc studio altè dicta Majestas, ratificata per suum Legatum Extraordinarium, & Plenipotentiarium Dominum Principem Demetrium a Galicin, hacce Pace, in servandam ferebatur. Gubernatoribus confinium Terrarum, Zapotogienſium sibi subditarum Copiarum Duci, cæterisque suorum Exercituum more patrio, & extraneo arma gerentium omnis ordinis Præfedis strictè sub rigorosis poenis injunxit, ne excursionibus ac depredationibus Turcarum, Tartarorum

KK 2

**ANNO 1711.**



ANNO 1711. rorumque oras tranquillitatem turbare audent, aut vicinalem lacerare amicitiam.

Perfectus hic Paſtorum cultus ex parte Suae Cſaræ Majestatis eo uſque proceſſit, ut dum 1701. Anno protervi quidam Zaporogienſes Incolæ nonnullos Græcos cum mercibus Ucrainam petentes ſpoli ſſent, Sultanuſque Turcarum damna hæc reſundi expoſu- laſſet, Suae Cſaræ Majestas, quoniam prædonum ex ſubſtantia fruſtra id quæreretur, ex proprio Theſauro

Græcos indemnes reddi, & centum circiter, millia uncialium Thalerorum perſolvi juſſit.

Contraria penitus bilance Pax hæc, eſt ſultani Litteris, jurejurandoque roborata, non obſuit quo Turcæ, Tartarique Suae Cſaræ Majestatis ſubditos, continuo & omni modo haud injuriarunt, quos irruptionibus neci dabant, captivos abducebant, equos, pecudesque abigebant, prouti extracta ex Regiſtris exempla dilucide tempus & facinora norant.

ANNO 1711.

Anno 1699. prope Aſſovium, ad ripas maris, & juxta Oppida Coſacorum

Trucidarunt, Sauciarunt, Captivarunt, equos abduxerunt.

1700	3	2	40	1684					
			147	72					
				& 4	Camelos				
1701	6	1	91	936					
1702	2	2	125	906					
1703	6		60	73					
1704		3	3	1300					
1705	12	27	368	pecudes	3418				
1706	14	15	39	pecudes	274				
					67				
1707	1	18	151		594				
1708	2		74		73				
Summa	48	49	1098		9401				

Dum Suae Cſaræ Majestatis Legatus Bizantii deſuper conqueretur, in vanum ſollicitavit, non damno- rum reſuſio, non captivorum libertas, neve interdi- ctio prædationum ſucceſſere, quametiſ ex parte Suae Majestatis, etiam vacillantium præſentionum, Turcæ compotes redderentur.

Quſſiam dubitaret ſuperius nominatis firmæ ami- citiæ Suae Cſaræ Majestatis documentis, in repudia- tione tot homagiorum exhibitis, viciffim pari æqua- nimitate in ſimilibus caſibus certatum eſſe debuiffi; ſed & hic res adverſum ſortita eventum.

Turcæ rebellibus Coſacis Anno 1708. profugis Necraſſio & complicitibus, in Dominio ſuo non modo receptaculum dedere, auxilio fuere, ſed & ad- junctis Tartariſ ad Suae Cſaræ Majestatis oras ex- currere permiſere.

Non minori candoris imparitate Anno 1709. glorio- ſo illo ad Poltaviam peracto prælio celebri, ac tum, reſiduæ Suecorum Copiæ, Rex ipſe una cum diſſipa- torum ſuorum Caſtrorum Præſectis & Milite, qui vic- tricis gladii trepida fuga evaſerant rigorem, nec non Suae Cſaræ Majestatis proditor deſertendus Mazepa & ejus Aſſecle ad Turcicas ſeſe conferendo Ditiones, tutelam ſibi invicere. Hos enim quamvis Suae Cſaræ Majestatis Copiæ optimo Gentium & belli jure inſequi poterant, inhibitu habebant ad Oczacoviam, ubi hoſtes diſti rebellesque morabantur, appropinqua- re, & ad conſinia ſua viam relegere juſſa: cum autem Suae Cſaræ Majestas ternis Litteris ad Sultanum exar- tis fuſiori ditionum congerie, & per Legatum ex- poſtularer, ne hoſtem illius foveret, ſed Traſtatuſ Pa- cis & amicitia vinculis morem gerendo, ſaltem irre- more ſua Ditione excedere faceret, rebelles vero ex- traderet; neutrum adimpletum, diu poſt ad Litteras non reſponſum, hoſtibus & rebellibus facultas data Di- tiones Suae Cſaræ Majestatis aggredi; qui & cum Valachiſ Tartariſque Oppidum Jahorlik noctu inva- derunt, Præſectum ejus captivarunt, & cum omni ſu- pelleſcite abduxerunt.

Deinde 1710. anno Oppidorum Targovicii, & Nemi- balce Incolæ ab agris & focis cum ſubſtantia in capti- vitatem traxerunt; Umanenſis Coſacorum Legionis plurimos commiſſiones & centurionem trucidarunt, altero ejuſdem gradus officiali & tere 150. Militibus pariter abductis, catervam vecorum Poltavienſis Legionis, Motocnem Oppidum ſalis apportandi gra- tia pergentium expilant, plures illorum comprehen- derunt, equorum bigas in prædam acceperunt: cur- rus avehonis bellicorum impedimentorum ergo ad Kamennî Zaton locum ſic dictum deſtinatos ſpolia- runt, potiorem aurigarum partem, & cuncta jumen- ta poſt ſe duxerunt; Cziginienſis Legionis in agro Oppidum Camencam devaſtarunt.

Perſecta damna hæc non reſarcita, & hoſtilis in- vaſionis delationibus ſatiſſactio varia excuſationis ſpe- cie protrahabatur.

Ad extremum pacificis indicis fucoſum Ottoman præ ſe ferre animum conſtituerunt. Summus Mini- ſter illorum (*Vizir*) Ali Baſſa Legato Suae Cſaræ Majestatis propoſuit, ut Suae Majestas initum jam cum Fratre nunc regnantis ſultani triennalem Pacem confirmare annucret, quam a ſultano ratiſhabitum iri, & de diſceſſu Regis Sueciæ illius dominis tranſigen- dum fore ſpondidit, modo præſacta Majestas pacem hanc firmiter ſervare velle aſſeveraret.

Quapropter Suae Cſaræ Majestas dictum Legatum ſuum plena authoritate in eum ſinem munire, Litteras- que ejuſdem tenoris ſultano exarare dignata eſt, & horum vigore ſultanus Turcarum Pacem cum eadem Majestate Anno 1709. menſe Decembri ſolemniter obſervavit, ejuſdemque leges juramentorioris votis cor- ram Altiffimo Numine prolatis, (uti ex adjuncto in- ſerſus autographo eluceſcit) religioſe colere promiſit, & Ranſcriptionis Tabulæ adinvicem extraditæ ſunt.

Quantum vero Regem Suecorum attinet, pactum erat cum Summo Miniſtro Ali Baſſa, ut eundem Tur- cia, uſque ad quingentos viros ſtipendiarii manu per Poloniam, in illius Regiones comitari liceret, & ob ſecuritatem a Copiis Suae Cſaræ Majestatis, Offi- cialiſ ejus Roſſicque præſidiarii in limitibus exceptum, illuc ſidem conduceret: proditores vero Coſaci Tur- cicis Ditionibus ejicerentur.

Non deſuit Suae Cſaræ Majestas huic quoque ſti- pulationi aſſentiri, & Litteras ſuo Legato deſuper tranſmitti mandavit. Turca autem procul executione Statutorum nec Regem Sueciæ dimiſit, nec prodito- res expulſit: Quinimo triciſ, & machinationibus adverſus Suam Cſaræ Majestatem laxavit habenas.

Exploratis hiſ artiſiciis Suae Cſaræ Majestas e re eſſe duxit ſultano Litteras denuo perſcribere, (quarum exemplar ad ſinem poſſitum A. indicat) hiſque de- clarare voluit ſe annuere, quo ſtipendiario Turcarum numerus, comitatui Regis Sueciæ deſignatus, ad 3. millia militum extenderetur, Legato vero ſuo in- junxit, etiam de 5. millium numero convenire.

Incaſſum ad id vel minima quidem reſponſio ex- peſtabatur, illiſque loco denſi inebriare rumores de inclinante ad Bellum Turcarum mente.

Quamobrem Suae Cſaræ Majestas iterum Litteras ad ſultannum, per Delegatum eo ſolo nomine expe- ditum anno 1710. Octobris 13. die, (exemplo, quod ſignum B. à cæteris diſtinguit, teſte) miſi juſſit: Verum pro reſponſionis vice, Delegatum contra Gentium Jura detentum, & ad ſubterraneos carce- res deſtruſum fuiſſe (ubi ad hunc diem ſqualet) per- cepit.

Mox tandem undique accurrerunt hūnti jam & actualiter Bellum Suae Cſaræ Majestati ſultano ad inſtigatorem Chani Tartarorum Bizantii (ut ſu- pra) nihili cauſa, nonnullorum motivorum ac ſi ex parte Suae Cſaræ Majestatis ad violationem Pacis urgentium, quæ perperam dicta, & vigore noviffim Tra-

ANNO  
1711.

Tractatus abolita sunt, præterea, indicium Legatum ejusdem Majestatis contra Jura Gentium abiectissimis opprobriis vexatum, carceri inclusum esse retulerunt, per totum Turcicum Imperium bellicos apparatus contra Suam Cæsarem Majestatem intrui, Copias ad Banderam congregari, cunctis Armorum Præfidiis (vulgo *Baffis*) expeditionem intimatam, utque Militem egerent mandatum esse edocuerunt.

Satis superque hoc modo quidem perfidia Sultani in apertum venerat, tamen Sua Cæsare Majestas, quo universus Orbis, non illius, sed Sultani culpa præfessionem Pacis, & sanguinis humani inevitandam effusionem futuram agnosceret, adhuc ultimo superfluoque iere Literas Sultano, suo nomine die 25 Januarii anni præsentis Petropoli perferibi fecit, ejus tenoris, qui in adjecto aliis sub C. ad finem extat, exemplo, itemque, quod si de renovanda, & integre servanda Pace irreperere certior non redderetur, non alio id, quam dirimptionis ejusdem sensu explicata esset, ultis austeris amplius circumvenienda, sed auxiliante DEO bellicam expeditionem exorsura, & qua Terra Exercitus, qua Mari Classes ad prælium mature oppositura.

Examinet honestus, & a partium studio alienus mundus Turcicæ Belli declarationis falsæ & nec minus inepte contextæ & passim divulgatæ capita, ac criminationes.

Perhibent Ottomanî; se ac si in gratiam rebellis Lesczynii existimati illius Poloniarum Regis, & ad petita nomine Republicæ ejusdem Regni per creditos Abligatos, recte autem Patriæ suæ proditores, exautoratum Palatinum Kyoviae Potocium, & Poniatovium; quasi ad liberandam eandem ab exercitu Suæ Cæsare Majestatis, Bellum hoc inferrent, tum & quod dicta Majestas Exercitus hoc ad requisitionem Turcarum inde educere, & Suam Regiam Poloniarum Majestatem Augustum ejus nominis secundum Fœderatum Suum destrituere recusat.

Quis mortalium rem factu dignam esse censuerit? quis postulat hoc juitum esse affirmaverit? Quandoquidem tota Regni Poloniæ, & Magni Ducatus Lithuanicæ Republica Suam Regiam Majestatem Augustum Secundum pro Rege legitime agnosceat, & idem Rex atque Regnum in Fœdere cum Sua Cæsare Majestate persistunt, cujus vigore durante hoc bello Exercitus dicti auxilio eorum in Polonia adesse tenentur, & ipsos Regem & Ordines ad retinendos eodem necessitates premit: quoniam clarius sole allucescit, hostem communem Regem Suecorum, nec non Rebelles Polonos non alio fine Sultani gauderetur la, quam ut illorum opera cruentum bellum iterum in Russiis, Polonicisque Ditionibus recrudescat: & insuper, quod si Sua Cæsare Majestas Exercitus dictos extraheret, nil aliud obveniret, nisi Turcas introducto Rege Sueciæ in Poloniam parte ab ipsorum devastato latere ab altero, Regnoque hujus Suam Cæsarem Majestatem oppugnatos, & sic novissima prioribus pectora patraturos esse. Hæc est ratio, quare Sua Cæsare Majestas arrogantia Turcarum annuere, destituisse Fœderatis, Poloniam Barbarorum prædæ exponere nolit.

Cum Rex Suecorum alio vel alio per Suam Cæsarem Majestatem proposito modo, terra aut mari, etiam per Poloniam, selecta est multitudo; præstantiori via; omni questio & oblique inducitur colore dempto ex Turcia non dimissus? Ecce Sua Cæsare Majestas Exercitus suos ex Polonia, cunctisque hujus Reipublicæ munis locis, quæ nunc communis securitatis ergo, quoad periculum cesset, præfidiis suis servat; eodem instanti exuisset.

Conqueruntur Turcæ in belli declaratione, ac si Suæ Cæsare Majestatis nonnulla Propugnacula, super fundo limitum Oromancæ Ditionis constructa essent; sed falsissimam questionem movent: quia dicta Majestas nuppiam gentium moenia erigi jussit, nisi in locis, qui tam Tractatu Pacis, quam & limitationis decreto, nominatim Anno 1704, circiter Tanam vulgo Alfovium inter ejus Urbis Gubernatorem Dominum a Tolstoy, & Hassanum Bassam; in Ucrainam vero inter Dominum ab Ucrainstow & Kasz Mehemetem Bassam, 1705, ad decisionem confinio- rum combinato, Imperio suo incorporati, & adjudicati sunt.

Sin autem Turcæ in eadem Belli declaratione, Copias Suæ Cæsare Majestatis sub infectione Suecorum tanquam fugientium hostium, in territorium illorum irrupisse, ibique nonnullos trucidasse, alios ca-

pitasse objiciunt: Rosi egerunt hæc Belli more, quem ipsimet Ottomanî recte explicatum paulo ante non reprobant; & quod magis est, cæus ille postmodum confirmatione Tractatus Pacis penitus lubatus, & in perpetuum obliteratus.

Cætera criminationum nomina, cæpius jam dicta Turcicæ Belli declaratione comprehensa, despectum, non refutationem merentur.

Quantum vero intrinsecum illud & verum Turcarum propositum perferuntur licet; eo tendit, ut exercitus Suæ Cæsare Majestatis, vigore Fœderis cum sua Regia Poloniarum Majestate Augusto secundo; & Regni ejusdem Republica intercedentis, (uti jam superius dictum) auxilioque illorum in Polonia commorantes, prævia aggressione illinc secedere cogantur; Rex Sueciæ illuc inducatur; seditio excitetur; Altedictus legitimus Rex iterum solio amoveatur; violenter a Rege Sueciæ in Regem inauguratus rebellis Stanislaus Lesczynius Poloniæ fascibus obrudatur, idemque Regnum non tantum barbarum Ottomanorum servitutis subeat jugum, & tributarium reddatur, sed & plures Provincie illius avulsæ, una cum Propugnaculo Camenecensi Infidelibus cedant, secundum promissa Regis Sueciæ, & nomine Lesczynii per sic huncupatum Palatinum Kyoviae Potocium, & Poniatovium desuper, & de solutione annua terminellorum millium aureorum Ducatorum, ac si a tota Republica vestigialis nomine sponte oblata; Portæ data; Nec non, ut in Imperio Romano qua Fœderatorum suorum artificis, qua Sueciis, Lesczyni- nyque Copiis in Pomerania nunc latitantibus tumultus exciteretur, Martiusque ignis succendatur, his peractis vero, Regi Sueciæ tanquam fœderato associari, simulque pessima quæque machinantes Suæ Cæsare Majestati Bellum eo perniciosius gerant Turcæ, perfido rebellium Mæspanorum, & Bulavianorum Co- sacorum, qui in illorum oras transigunt (uti dictum est) ministerio, in Imperium Suæ Majestatis seditiones invehant, plurimamque malevola, & detestanda, Suæ Cæsare Majestati, Regiæ Poloniarum Majestati, & cuncto Christiano Orbi præmeditata exequantur molimina.

Ut itaque toti honesto Orbi Justitiæ causæ Suæ Cæsare Majestatis, quodque illa a primo Carolovicen- sium Induciarum puncto, & ex quo tricennalis; nunc a Sultano Turcarum fæde violata Pax conclusa erat; hucusque nullomodo ad dirimendam provocavit, sed sanctæ, religiosæque non attentis tot & tantis ex parte Turcarum contraventionibus, hostilibus irruptionibus scilicet in Dominia sua, rebellium sibi Subdito- rum protectione, & hostium tutela, servavit, eluceat, eandem, & a contrario iniquissimum Turcarum fœdus-fragium in propatulam hic exponi clementissime mandavit.

Perficiat unusquisque Suæ Cæsare Majestatis, in Pacem proclivem animum; æquos moderatosque in tota negotii superius enarrati serie gressus discutiat; accessitne vel minima ex parte ejusdem Majestatis ad violationem Pacis ansa, ventilet; & si præviis benevolæ propensionis suæ Documentis, vicissim a declaratione Belli perfido huic Christianorumque perpetuo hosti abstinere licebat, decidat; ac demum Bellum hoc imminens, contra fidem Pactorum, jurisque jurandi religionem suæ Cæsare Majestati illatum esse concludat: quæ invocato Supremi Numinis auxilio adversus perfidum hostem suum Turcarum Sultatum, ejus Fœderatos, & Affectos, in sui defensionem Exercitus ad confinia ducere constituit, brevi illos ipsamet secutura, causæque suæ justitiæ ejusdem DEI judicio, humiliter committens poplite, armis sese accingit.

Apographum Litterarum ad Suam Cæsarem Majestatem exaratarum.

*Sultanus Achemetis Chanus, Filius Sultani Me- chemetis Chani, semper Triumphator.*

GLORIOSISSIMO & Excellentissimo inter Al- tissimos Principes qui credunt in JESUM, in Messina Gente Regnantium Supremorum Dynastiarum Supremo Dynastæ, summorum negotiorum Christianæ Gentis Arbitro, Principi præstantissima virtute, splendore, honore, fama, & veneratione illi præfatis conspicuo, Cæsare Moschoviae, Imperatori totius Rossicæ, plurimum ei incorporatarum Ter-

ANNO  
1711.



ANNO  
1711.

rarum Monarchae PETRO ALEXIADAE (cujus exitus prosper, faustusque esto, & ad viam salutis collimet) postquam hae nostrae Imperatoriae traditae fuerint Litterae, innoteat. Missae quatuor Litterae Illius ad Suum in Nostra felici Porta commorantem I. patrum, celeberrimum Messinae Gentis inter Magnates Petrum Andreiadam à Tolstoy (cujus exitus prosper esto) ut Nostrae Imperatoriae insinuantur Majestati, nonnullaeque Commissiones à Vestra Majestate eidem de negotiis exponendis directae pervenire; illeque Legatus in fausta Nostra Porta, antiquo Ottomanii Imperii Nostrum more de his cunctis Vices-gerenti Nostrum Viziro Ali Bassa (cujus famam, & robur Altissimus in saccula augeat) ore tenus retulit; Nosque per eundem, Legato Vestro, ut in fulgidissima, felicissima, & faustissima Nostra Porta praevia demissa veneratione antiquo more, comprensus, has Litteras Nobis insinuaret, significari iussimus. Deinde superius nominati Viziri interpretationes, nec non Legati Vestri propositiones in Nostra potentissima Imperatoria Aula productae erant. Primae charissimae Vestrae Litterae continebant, quomodo feliciter regnante beatae memoriae Fratre Nostrum Sultano Mustapha Chano, (quem DEUS in mediis Paradisi constituit) anno ab obitu Mahometis (quem benedictio DEI coronet) 1122. (*id est Christiano more 1701.*) 26. die Mensis *Muharem, Turcis sic dicti*, inter Celsissimam Portam in saccula usque duraturam, & Vestrum Imperium pro 30. annis sequentibus conclusa est Pax, & in hunc diem parte ab utraque sancita ejusdem servata & illibate observata fuit; nunc verò Majestas Vestra bonum esse duxit, exponique iussit, ut eadem Pax renovetur.

Nostra Imperatoria Majestas, exquò in fausto celsosque Imperatorio collocata, & coronata est Throno, etiam negotium hoc nonnullorum obseculo- rum causa protrahendum erat, idem sentiebat.

Et quoniam Vestra mens candida esse exploratur, Vestroque Legato plena potestas collata, confirmationis, constitutionisque Amicitiae & perfectae Pacis officio fungi; nostrae quoque Imperatoriae Majestatis ex parte Amicitiam Vestram puram excolere, & salutationem excipere resoletum est, pro tempore, Imperatoris Litteris passionis, beatae memoriae Fratris nostri, designato, scilicet tricenis spatio: prout & de facto cunctos, nostris Imperatoris Litteris comprehensos Articulis, omnesque Pacis leges ac Conventionum Decreta, Nostra Imperatoria ex parte renovavimus, & coram Nostrae Imperatoriae Majestatis sereno vultu Legato Vestro tradi mandavimus; & ad mentem Passionis, ejusque efficaciter roborandae gratia Chano Crimeni, & caeteris in consiliis ad ripas Borythenis armorum Praefectis, quorumque debito ibi terrarum tractantur, executionem, ut necesse fuit, & serò convenientibus Exercitiis sui Ducibus eandem observantiam praescribat, laude dignam rem actura, si id palam fiet.

Quantum verò desiderium Illius, sancti Sepulchri Hierosolymorum ratione attinet, negotium hoc in discussione vertitur, ut Parti utriusque commodum sit. Quosaper cum Legato Ipsius deliberare tempus adhuc non vacabat, aut dum deliberatum erit, responsum per eundem transmittetur.

Aliarum Epistolarum trium de argumentis cum dicto Legato fuis, abundiusque colloquia instituire mandatum est & hac effectum assequuntur.

Caeterum quae ad mutuo excolendam Amicitiam parte ab utraque requirantur, constabit Illi ex relatis superius nominati, & innotebit.

Pax itaque sit super ambulante per viam salutis. Actum Anno 1121. (*id est Christianorum more 1710.*) primis diebus mensis *Zilcade* (*Turcis sic dicti*,) in Imperante Constantinopolitana Urbe, in Nostra Excel- sella Sultanea Aula.

#### Renovatae Pacis Instrumentum.

OMNIUM bonorum Creatoris, Omnipotentis, in aeternum perennaturus, inaccessibilis, invisibilis, semper laudandi, continuo glorificandi Unius DEI & Domini ope & misericordia, Prophetarumque praecipui, utriusque Orbis celeberrimi Mahometis Mustaphae (super quo benedictio DEI requiescat) multorum magnorumque miraculorum abundantia, sit Pax cunctis, & benedictio.

Sultanus Achmetis Chanus, Filius Sultani Mehemetis Chani, semper triumphator.

ANNO  
1711.

Nos honoratissimarum & benedictarum Urbium, venerandarum aedium, Sanctorumque locorum, ubi cunctus populus sese inclinat, honoratè à DEO Meche, sanctè fulgidè Mediæ, sanctaeque Urbis Hierosolymorum Minister & Dominator, Monarchicarum, desiderandarumque, trium Magnarum Urbium, Constantinopolis, Adrianopolis, Pruziaeque Imperator. Babilonis & Damasci, Paradisi odore perfusi, hodiernoque tempore incomparabilis Aegypti, totius Arabiae, Alepi, Antiochiae, Arabiae, Chaldaeae, Persiae, Achiae, Dalis, Riciae, Mesopotamiae, Parthorum Provinciae, Vanis, Culiciae, Georgientis, & Militensis Terrarum, Magnae Armeniae, Sibaetiae, Caramaniae, Barbariae, Aethiopiae, Arcierae, Trablosi, Insularum Rhododis, Cipri, & Candiae. Albi, Nigricae Maris, Insularumque Ithaciae, Anatoliae id est minoris Asiae, & Provinciarum Rume- liae, praecipue verò Tartarorum Provinciarum, Cip- cianensium Desertorum, Provinciae Capae cum per- tinentiis, Provinciarum Bosniae, Temesvarii, Albe- graecae cum dependentibus Urbibus, & Propugnacu- lis, Moldaviae, & Valachiae: plurimumque celeberrim, laudandorum, & declaratione dignorum locorum, Urbium, & iustorum thesaurorum Imperator, Imperatorum Imperator, Clementissimus & Potentis- simus Sultanus, Filius Sultani, Monarcha, Monar- chaeque Filius, Sultanus Achmetis Chanus, Filius Sultani Mehemetis Chani, Filii Sultani Ibrahim Chani.

Quandocumque post inaugurationem Nostrae Sultanae Majestatis, excelsam, felicem, plurimamque laudandam Imperatorum, Monarchicam, Thronum, accedente confirmatione confendendum Thronum, jam antea fortunatis diebus beatae memoriae introducti à DEO in gaudium aeternum Fratris No- stri Sultani Mustaphae (cui DEUS propitiis, & ab- solutor esto) cum Gloriosissimo & Excellentissimo inter Altissimos Principes qui credunt in JESUM, in Messina Gente regnantium Supremorum Dynas- tarum, Supremo Dynasta, Summorum Christianae Gentis negotiorum Arbitro, Principe splendore, praestantissima virtute, honore, fama, & veneratione illi praestita conspicuo, Csaro Moscoviae, Imperatore Totius Rossiae plurimamque ei incorporatarum Terrarum Monarcha Petro Alexiada (cujus exitus prosper faustusque esto, & ad viam salutis collimet) Pacem pro 30. sequentibus annis conclusam, Ratifi- cationisque Imperatorum Paetorum Tabulas extradi- tas fuisse recivimus; Nunc verò alie memorati Csaris ex parte ob firmiores ejus roborationem celeber- rimo Messinae Gentis inter Magnates, Dapifero, & Alatorienfi Gubernatori ad Nostrum Fulgidam Por- tam commoranti Legato Petro Andreiada à Tolstoy, (cujus exitus prosper esto) data est plena facultas, ejusdemque Csaris multum amanda Litterae perve- nere, cum desiderio, quò ille ratificationis Paetorum Imperatoriae Tabulae confirmetur, & renoven- tur; tum etiam Primus noster Minister, & selectis- simus Vices-gerens Celsissimus Vizirus Ali Bassa (cujus famam & robur Altissimus in aeternam au- geat) coram Nostrum Imperatorio splendecente vultu proposita hac exposuit. Nos quoque Illustri- bus Majestatis Nostrae nomine, cum suprascripto Csare con- dignam amicitiam, & concordiam optamus.

Ea propter harum honoratissimarum, potentiaque pollentium Imperatoriarum Litterarum instrumento, Pacis Tractatum, leges, & sancta, memoratis Ra- tificationis Tabulis comprehensa de verbo ad verbum, ipsasque praefatas, & praecedentes Ratificationis Ta- bulas, & 14. Paetorum Capita, quae etiam in Nostris Nobilissimis, Augustissimisque ratificationis Tabulis extant, singulatim renovamus, & confirmata esse declaramus, id est, constitutos regnante supradicto pia memoriae Fratre Nostrum anno 1112. mensis *Muharem* 26. die, pro completo spatio 30. annorum, Pacis Articulis nihil immutato, Nos quoque, hon- nestè confirmamus, Invocantes Creatoris Coeli & Terrae gloriosissimum & Sanctissimum Nomen DEI, & novissimi omnium Prophetarum Mahometis Mus- taphae (super quo pax, benedictio, & salvatio DEI esto); insultuque ejus plurimum miraculorum, Verbi Nostrum, quod Imperatoris Diademate redimiti est, fi- dem, Pacis Articulorum, & decretorum tenorem, quoad

ANNO quoad parte ab altera conventio defuerit, servare  
vovimus.

1711. Præterea mandatum erit à Nostra Imperatoria  
Majestàte, quòd, ad præsens auctoritati, & in poste-  
rum authorisandi Præcelis Gubernatores Provincia-  
rum, cæterique Nostrò nomine constituti & consti-  
tuendi Generosi Præfecti totius Nostris triumphantis  
Ejercitus, cunctique honorati Ministri, & Subditi  
superius dictis nil contra, aut præter agant.

Actum Anno 1121. (scilicet 1710.) primis diebus  
Mensis Cheval (Turcis nuncupati,) in Imperante  
Constantinopolitana Urbe, Nostraque Excella Sultana  
Aula.

## A.

*Apographum Litterarum à Sua Cæsarea Majestàte  
Sultano Turcarum perscriptarum.*

DUM recens ex rathabitis Pacis Tabulis, & Vestra  
Sultaneæ Majestatis ad Nos Magnum Do-  
minum transmissis Litteris, Ipsam, ante aliquot rur-  
sus annos, inter Nos, & Sultani Mustaphæ Fratrís  
ejus Majestatem conclusam tricennalem Pacem om-  
nimodè confirmasse, quà tenore memoratarum, quà  
jurejurando obfirmasse, deque illibatè servanda Nos  
certiores reddere voluissè intelleximus; Nos Magnus  
Dominus Nostra Cæsarea Majestas, ex grato animo,  
& cum omni genia satisfactione exceperimus; imò deesse  
non potuimus quin Vestram Sultaneam Majestatem  
Nostrò nomine de firmiter colenda hac sancta tran-  
quillitate affecurarem. Evidem ejusdem renova-  
tæ Pacis non alios fructus fore, quam Illam, omnis  
ansæ; suspitionisque ad violationem Pactorum ven-  
gentis; solum præscindendo, etiam infensissimum  
hostem nostrum Regem Sueciæ, qui unà cum Asse-  
clis suis, rebellibus nostris Subditis Cofacis, diremp-  
tionis mutua Amicitia Nostræ, continuo, vigilique  
allaborat studio, Chanumque Crimenfem & Tartar-  
os forsitan jam alleclit munerum in suas trahit par-  
tes; ex Ditionibus suis dimissuram, aliòque propulsa-  
turam esse sperabamus; eò certiss, quò Legatus  
Nostrus in Aula Majestatis Vestræ degens, & ad man-  
data Nostræ; non abs præjudicio Nobis dicto Regi  
Sueciæ in gratiam Sultaneæ Majestatis Vestræ, & ad  
postulata ejus, liberum meatum per Ejercitus Nos-  
tros; & totamque Poloniam cum spitorio Turcico  
quingentorum Virorum præsidio, proposuissè, quan-  
tè Jure Gentium & Belli; cuiuslibet hostem suum  
ubique locorum perquirere & insequi fas sit; & iussè  
præsentis rebellium Nobis Subditorum extraditionis  
loco, promissè nomine Sultaneæ Majestatis Vestræ  
expulsioni illorum ex Ditionibus ejusdem, acquie-  
vimus. Majora dicemus: cum horrore exploratum  
est Nobis; non modò Regem Sueciæ cum assignato  
præsidiorum numero Benderà non excessissè, &  
rebelles Cofacos Territorio Majestatis Vestræ non  
ejectos esse, at præter expectationem plurimas, Ot-  
tomanorum; Tartarorumque Copias juxta nomina-  
tum Propugnaculum congregari; inter dictum hostem  
Nostrum, Chanum Crimenfem, Iusuphum Seraskie-  
rum Bassam Silytrienfem, denique & nonnullos De-  
legatos ab Aula Vestra consilia iniri; rumores ex  
Litteris prædicti hostis Nostris ubique percrebescere,  
ac si Majestas Vestra, illi favendo, renovatam &  
hoc instanti ferè rathabitam Nobiscum Magno Do-  
mino Pacem spernere, bellumque Nostræ Cæsareæ  
Majestati gerere intenderet; datà interea licentià à  
Chano Tartarorum, Mazepæ complicitibus; Tanais-  
que ab unda nomenclatis Cofacis, & præcipuè se-  
ditiofo Necrassio, in Dominia Nostra irrumpere,  
eamdem devastare, Incolas captivitatè addicere, imò &  
in tutelam receptis, simili facultate gaudentibus  
Crimenfibus; Cubanenfibusque Tartaris, tanquam  
priorum facinoris sociis, & adjunctis.

Non præterit Nos quomodo turba hæc Sumfciæ  
Legionis irruens in agrum, bina Oppida Nerubaicam,  
Targoviumque, tum & Vicinam Lebedino Makie-  
vam expilavit, devastavit, plurimos civium abduxit.

Minimè subicebimus collatam auctoritatem ru-  
mularis Cofacis eligendi è medio sui, ejusdem fa-  
rinæ nequam Orisk, quasi in Ducem subditi Nobis  
Zaporogienfis Ejercitus, scandalo cætorum ejus-  
dem Nationis, qui fideitatem Nobis religiofè fer-  
vant.

Quid sibi vult declaratio, quam iussè Sultaneæ  
Majestatis Vestræ Summus Vizirus Uman Bassa  
Legato Nostrò ad Aulam Vestram commoranti ex-  
hibuit, quòd Sultaneæ Majestas Vestra Regi Sueciæ  
per Poloniam transituro, 40. millium Militis comi-  
tatum addere constituit, utque Ejercitus Nostris  
eodem Regno discedant, requissit.

Gravem in modum miramur, ejusmodi Tractatu  
Pacis obnoxia, contrahi postulata, cum jam per Le-  
gatum Nostrum in Aula Majestatis Vestræ signifi-  
catum sit, quòd si Rex Sueciæ adeò grandi Turcarum  
Tartarorumque circumdatus manu Poloniam acces-  
serit, actum hunc Nobis, Federatiffique Nostris Re-  
gi Poloniæ & Reipublicæ evidenti Pacis violatæ signo  
fore.

Explicamus itaque mentem Nostram Sultaneæ  
Majestati Vestræ, unius sanctæ intæ ac obfirmatæ  
Pacis, & Amicitie illius intuitu, probè expendat,  
nonne, si Regi Sueciæ, spargendorum inter Nostram,  
Vestram & Regis Poloniæ Majestates; dissensionis  
zizaniorum abesse conatus, ut quid liberum transi-  
tum sibi per Poloniam apud Vestram ambiret Majes-  
tatem, quoniam tot commodè illi latè patent viæ,  
æquora superando, aut Hungariam, & Germaniam  
ad suas Ditiones usque, nullo periculo ibi ex hostium  
offensione, pervadendo.

Si Vestra Sultaneæ Majestas Regem Sueciæ trans-  
versum Nostris Polonicisque Ejercitiis acies in va-  
do conductum esse desiderat, quingentorum spitorio-  
riorum jam præfixorum numerum etiam ad tria milia  
Turcici, nullo modo verò Tartarici Militis (cujus  
vehemens dirimendæ Pacis cupiditas, ne ad mis-  
sionem ejus condescendamus, arect) extendere, dic-  
tusque Rex cum hoc præsidio à Nostris, Polonicis,  
& Saxonis Ejercitibus securus, totam Poloniam  
peragrare poterit, & ubi illi visum, erit, in Pomer-  
niam, Silesiam, vel Hungariam dimittere.

Plenè rei hujus executionis curam suscipimus,  
quamvis Jure Gentium hosti nostro ejusmodi officia  
gerere non teneamur, ut Vestra Sultaneæ Majestati  
gratificemur: sin minus, & pollicitationem Nostræ  
Cæsareæ Majestatis in facie totius Orbis Vestræ Ma-  
jestati oblatam non convenire, Illamque declarati-  
onem per Vizirum Legato Nostrò intimatæ, de Rege  
Sueciæ, tanta ut supra stipato caterva; in Poloniam  
ducendo, persistere experimur, invitæ, una cum Fe-  
deratis nostris, pro Pacis violatione id suscepturi su-  
mus, & omnis exiti ac sanguinis infonitum effusio-  
nis culpa, coram Deo & Gentibus exolvendi.

Nusquam deficiemus à necessitudine Suae Regiæ  
Poloniæ Majestatis, & Reipublicæ, tanquam fide-  
lis Federatus, & quos in deteriori periculo; vigen-  
ti adhuc Suecorum potentia juvenimus, multò minus  
ad præsens in mediis fortunatis mutuo Nostris emol-  
umento progressibus, & hostili Suecorum robore ad  
occasum pendente, ope & unione destituimus.

Arctioris Federis cum Sua Regia Poloniæ Majes-  
tate, & Republica nexu, cum 30. circiter millibus  
Militum ad usum illorum in Polonia præstò esse, in  
summa verò temporum angustia, etiam totum Ejer-  
citus Nostrum contra quemlibet hostem in suppetias  
ducere Nobis incumbit: pari vinculo ad similem ca-  
sum illi quoque Nobis auxilio esse obstricti sunt.

Cuncta hæc Sultaneæ Majestatis Vestræ attentæ  
deliberationi commendamus, non diffidentes, quin  
illa (uti Pacis Tutorem, Justitiæque Cultorem de-  
cet) inique Regis Sueciæ artificia, perplexæ nimium  
sequele, vitare amant.

Præstolabimur Sultaneæ Majestatis Vestræ dila-  
tandæ desuper responsionem, & superius exaratorum  
postulorum benevolam adimpletionem.

Quod superest, ad futores Legati Nostris expo-  
sitiones remittimus. Dabantur Peropoli 15 Julii die,  
Anno à Nativitate Christi Salvatoris Nostris 1710.  
Regni verò Nostris Imperatorii 29.

## B.

*Secundum Apographum Litterarum à Sua Cæsarea  
Majestàte ad Sultatum Turcarum datarum.*

JAM aliquot elapsi sunt menses, exquò Nos Ma-  
gnus Dominus Vestrae Sultaneæ Majestatis Lit-  
teras, per Legatum Nostrum illi tradendas exaravi-  
mus, & in apicum tulimus, quantoperè Nos ini-  
quius

ANNO  
1711.



ANNO  
1711.

quies pertinet, quod rathabatur per Vestram Sultaneam Majestatem inter utriusque Nostrum Imperia constitutae, & à Nobis in hunc usque diem religiose servatae Pacis, ac condignae Amicitiae inanes, plurimae ex mora hostis Nostris Regis Sueciae, Atleclaramque ejus, Nobis rebellium Subditorum, in Ditionibus Vestris, Pacis dietae violationi gliscant lites.

Distinctè tunc pollicitabamur, quem in modum abs ulla Pacis noxa Rex Sueciae excedere posset, in comitatu scilicet stipulatorum quingentorum viro- rum, prout Legato Nostrum in Aula Vestrae Sultaneae Majestatis degenti cum Summo Viziro conventum erat: Sin verò numerus hic insufficiens crederetur, usque ad tria millia augendo acquiescebamus; didoque hosti, & comitatu liberum transitum per Poloniam (si aliud quodvis respuerit iter) apud Foederati nostri Poloniae Regis Majestatem & Republicam efficere, in Nos susceperamus; exindeque propensum hunc animum in Amicitiam Sultaneae Majestatis Vestrae, libenter excipendam, hostem autem Nostrum unà vel alià vià ad suas demittendum Regiones expectabamus. At hodie praeter spem negotium hoc penitus retrogradi, quinimò eidem hosti Nostrum citra priorem hospitalitatem, per solutionem insignis pecuniarum summae, apparatu ad bellum, nec non confinia Ditionum Nostrarum aggrediendi datà facultate, apertam inimicitiam Nobis obtendi advertimus.

Quamobrem Delegato, eo solo nomine expedito praesentes ad Sultaneam Majestatem Vestram committere boni esse dudimus, verum propositum illius rescire cupientes, lubeat ne ipsi religiose Nobiscum initam, rathabitam, jureque jurando assertam firmiter servare Pacem.

Si Vestra Majestas consentit, desideramus, ut Rex Sueciae superscripto modo, mediocri cum praesidio, per Poloniam, Nobis assecurantibus, vel alià quavis securiori vià (quarum ingens copia extat) Ditionibus ipsius illico dimittatur, & cuncti qui ad suspensionem Amicitiae provocant, praescindantur incessus. Nos vice verà Majestatem Vestram de observantia ejusdem Tractatùs, nunc & in aevum duratura, certiorum esse volumus.

Sin verò assensum recusaverit, Regem Sueciae ultra vernali tempestate in Regione sua foveat, ad Bellum sese infreuerit; hostique Nostrum quà nervo rerum gerendarum, quà armis ut etiam auxilium ferre voluerit, non dissimili cum fervore, indicet Nobis abs temporis dispendio, exposcimus.

Quo casu aequi bonique consuler, dum Nos quoque impulsu, securitati Nostrae prospiciendo, Exercitus Nostrum ad confinia decemus, Bellicis rebus una cum Foederato Nostrum Rege Poloniae Augusto totaque illi morigera Republica, vacabimus, & cuncta studia confundendis adversus Nos hostilibus machinationibus impendimus. Ut enim Altissimo teste Pacem cum Vestra Majestate illibatam colere intendimus, ita & confidemus, quòd si ulla Nostrae ex parte accedente ansa Vestra Majestas leges has transgredietur, Dominum Exercituum Adjutorem jactae causae Nostrae habebimus.

Responsum quantocius in scriptis ad haec per eundem Delegatum à Vestra Majestate Nobis transmitti etiam atque etiam flagitamus, ut eidem consonè Nos geramus: Taedet enim Nos amplius tantà incertitudine intrinseci.

Caeterum Majestati Vestrae longaequam valetudinem, fastum Imperii Regimen, & cuncta prospera ab Omnipotente exoptamus. Dabantur Petropoli Octobris 11 die, Anno à Nativitate Christi Salvatoris Nostris 1710. Regni verò Nostris Imperatorii 29.

## C.

*Tertium & postremum Apographum Littarum à Sua Celsa Majestate Sultano Tatarum exaratarum.*

QUAMETSÌ binas jam Litteras Vestrae Sultaneae Majestati, Julii 11, & Octobris 11 die, anni immediatè praeterlapsum praescripserimus, & ob diuturnam Regis Sueciae cum Atleclis, Nobis verò per duellibus Subditis Cosacis, nec non Foederati Nostris Poloniae Regis Majestatis proditoribus Kioviensis aitis, in Imperio Majestatis Vestrae, moram, inquietudinem Nostram sustinexposuerimus, cum annexo desiderio, quò idem Suecorum Rex à Territo-

rio Otomano, quacunque vià, Tractatu Pacis omnino salvo, in Regnum suum sese conferret; tum etiam proposuerimus, quòd si Majestas Vestra per Poloniam cum reverti velle perfliteret, Nos Majestatis Vestrae ergo liberum gressum ei, & praenuntiis Turcicis ad numerum trium millium, per Exercitum Nostrum admitteremus, & per Legatum Nostrum deinceps, stipulatorum Militum etiam quinque millium viro- rum agmen adaequare posse, declarari iusserimus; Suae Regiae Poloniae Majestatis & Reipublicae consensum ad id procurare promiserimus: Regem Sueciae sospitem transiturum esse sponderimus: simul & declaraverimus, casu quo Majestas Vestra institutum suum de dimissione Regis Sueciae, ingenti, aut majori cum turba ac conventum est, perpetuaret, & sic evidenter Paci cum Nostra Celsae Majestate, & Sua Regia Poloniae Majestate violentiam infligeret, Nos ea minime persequutos, & invicem Nobis ope & auxilio, vigore Foederis quod Nobis intercedit non defuturos esse; ab omni Pacis contraventione (quam Nostra ex parte sanctè servandam promittimus) exemptos, & effusionem sanguinis Aggressori imputandum fore probavimus: Quoniam Regi Sueciae abs Polonia tot securae proflant viae, & transitus ejus cum tanto Exercitu per dictum Regnum petitus, non aliter, nisi ad discordias & Pacis violationem dirigitur. Nihilominus non modò ullum responsum obtinuimus, ast nec quidem à Legato Nostrum, vel alio quovis modo percipimus, utrum haec Litterae ad manus illius pervenerint, & Vestrae Sultaneae Majestati traditae fuere nec ne.

Le contrario satis superque ab extraneis oris, Legatum Nostrum custodias traditum, Constantinopoli proclamatione, in caeteris verò Regionibus mandatis, quò Exercitus ad confinia properet, innotatum esse pro certo comperimus.

Non latet Nos Tartaris etiam, ut ad expeditionem bellicam sese praeparant, junctum esse; Majestatis Vestrae propositum de Rege Sueciae vi per Poloniam transducendo, Nostraeque Celsae Majestati bello inferendo confus Nos.

Itaque necesse esse credidimus semel adhuc his Nostris, Majestatem Vestram Sultaneam compellere, & tam ad priores, quàm & praesentes responsum, & mentis ipsius declarationem superesse fere require volumus. Est ne illi constitutum Triennalem Pacem Nobiscum proximè exacto anno renovatam, juramentoque ipsius coram Deo & Justo Iudice confirmatam servare, aut abs ulla nostri ex parte interveniente causà violare?

Testatur simul, quod si ad praesentes nullam decisivam responsum recepimus; de intacta Pacis observantia, à Vestra Majestate assecurati non erimus; de apparatu illius ad Bellum (prout nunc fit) & Regis Sueciae decreta violenta per Poloniam ductione non cessaverint rumores: id tanquam evidentem Pacis praescissionem respicere cogemur, ullis tergiversationibus seducemur, sed invocato supremo Numine securitati nostrae consulamus, & cuius hostili assultui praevenimus.

Jam Exercitus Nostrum ad confinia discedere iussimus, de violatione Pacis, & sanguinis effusione coram Deo & honesto mundo non accusandi, quia ad haec extrema, (supremus Arbitr cernit) compellimur, qui uti humani scrutator cordis nec minimam violandae Pacis mentem nobis fuisse, vel esse, sed firmiter servandae desiderium, novit. Idcoque confidimus iustitiam causae nostrae ab omnibus Pacis violatoribus, & perjuris sartam testamque fore.

Sin autem responsum Sultaneae Majestatis Vestrae, positivè assurance de religiose observandà Pace, de Rege Sueciae abs violatione ejusdem perducendo, nec non cunctorum discriminum resolutione, instructum acceperimus, Exercitus Nostrum, quantumvis in omnem eventum confinis vicini, nequaquam hostiliter sese gerent, & sub lato periculo, nullà hostilitate patrata, rursus recedent. Interea verò situato eorundem pro Pacis violatione reputari nequit.

Denique Majestati Vestrae Sultaneae bonam valetudinem vovemus. Dabantur Petropoli Januarii 7 die, Anno à nativitate Christi Salvatoris nostri 1711. Regni verò nostri Imperatorii 29.

*Explicatio mensium Turcico more superius insertorum.*

MUHAREM	Julius.
ZILCADE	Majus.
CHEVAL	Aprilis.

ANNO  
1711.

ANNO

1711.

19. Janv. *Resolution des Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des Pais-Bas sur les Troupes pour la tranquillité d'Allemagne.*

CVI.

Du Lundi 19. Janvier 1711.

LES Sieurs de Broekhuysen & autres Deputez de LL. HH. PP. pour les affaires étrangères aiant derechef été en conférence avec Mrs. les Ministres de Sa Majesté Imperiale, de Sa Majesté la Reine de la Grande Bretagne & d'autres Puissances intéressées dans la conservation de la tranquillité & de la neutralité dans l'Empire par rapport à la Guerre du Nord, ont rapporté à l'Assemblée que Mrs. les Ministres de Sa Majesté Czarienne & de Sa Majesté le Roi de Pologne ont fait savoir qu'ils avoient des avis que les troupes de Suede qui sont en Pomeranie étoient augmentées, & faisoient des préparatifs pour marcher, & qu'on devoit même y transporter des troupes de Suede. Sur quoi ils ont derechef fait instance que le Corps destiné pour le maintien de la Neutralité dans l'Empire pût sans aucun délai être assemblé. On'aient été dans une Conférence fait part de ces avis à Mr. Palmquist Envoyé Extraordinaire de Sa Majesté le Roi de Suede, il avoit assuré que suivant les dernières Lettres qu'il avoit reçues du Comte de Guldenstern de Pomeranie, les troupes qui y étoient, n'avoient point été augmentées; que seulement sur l'ordre de Sa Majesté on avoit tiré quelques hommes de quelques Regimens de Dragons qui étoient trop forts, & qu'on ne pouvoit pas nommer une augmentation. Qu'il n'avoit aucune connoissance des préparatifs prétendus pour faire marcher ce Corps-là; & qu'il n'avoit non plus entendu parler du transport de troupes de Suede pour la Pomeranie. Qu'eux Sieurs Deputez avec lesdits Srs. Ministres avoient l'idée de ce qu'ils avoient été tous de sentiment, qu'il falloit maintenir la Neutralité dans l'Empire suivant qu'elle avoit été ci-devant concertée; Et que par provision les troupes qui y étoient destinées devoient aussi être posées de la manière portée par la Resolution de LL. HH. PP. du 2. de ce mois. Qu'on avoit aussi fait de grandes instances que les troupes de Sa Majesté de la Grande Bretagne & de l'Etat pussent être envoyées plus à portée, comme étant le plus éloignées & que Mr. le Comte de Sinzendorf avoit fait savoir qu'il avoit réponse de Son Altesse Electorale Palatine, qui s'étoit chargée de laisser marcher ses troupes, suivant la demande faite dans la Resolution du 2. Sur quoi aiant été délibéré il a été trouvé bon & arrêté que les 6. Bataillons de l'Etat marcheront vers la moitié de Février, si la saison le permettoit, ou autrement au commencement de Mars pour aller par provision du côté de l'Elbe dans les Pais de Son Altesse Electorale de Brunswick-Lunebourg, pour aller ensuite là où la nécessité requerrait. Le Bataillon de Mr. l'Evêque de Munster marchera de même, c'est dont Mr. le Resident Norf s'est chargé d'écrire. Qu'on écrira à Sa Majesté Electorale pour le prier d'assigner auxdits Bataillons une place convenable, & qu'on prie-rait Mylord Townshend Ambassadeur Extraordinaire de Sa Majesté de la Grande Bretagne de faire en sorte par ses bons offices que les 6. Bataillons de Sa Majesté pussent être nommez pour ce tems-là, & avoir ordre de marcher pareillement avec ceux de l'Etat. Et un Extrait de cette Resolution de LL. HH. PP. sera remis entre les mains de Mrs. les Ministres de Sa Majesté Czarienne, & de Leurs Majestés de Pologne & de Danemarck, de même qu'en celles de Mr. Palmquist.

CVII.

28. Janv. *Defensio CAROLI XII. contra AUGUSTUM II. Regem Poloniae, Electorem Saxoniae. Data Benderæ die 28. Januarii anni 1711.*

NOS CAROLUS (totus titulus) omnibus & singulis presentes hactenus visurus aut audi-juris salutem & benevolentiam nostram Regiam. Supervacaneum esse ducimus, multis hinc commone orare, TOM. VIII. PART. I.

quemadmodum Rex AUGUSTUS Elector Saxoniae, potius in Polonia rerum, primordia Dominationis suae sumserit à violatione Legum Patriae, atque ab oppressione libertatis Civium, spectat Religione Pactorum conventorum, in qua sponte sua consenserat, & ad quae sanctè servanda jurejurando sese obstrinxerat: utque Gens inclita Polonorum animadvertens immane periculum, quod toti Reipublicae imminerebat, quodque vitae pariter ac fortunis civium, sparsis undique discordiarum seminibus, incendiis, caedibus & rapinis exhaustorum, ultimum periculum minitabatur, tandem coepit de rationibus expeditum salutis suae, deque vindicanda in pristinum libertatem, Jura ac Immunitates suas Patria seriò cogitare: Fluctuasse primum quidem multorum de Patria bene meritorum virorum animos constat, partim blanditis ac pollicitationibus, partim etiam minis infidi Principis inductos; sed vicissè denum amorem Patriae, & apud saniores Reipublicae partem, ingenium prae cae libertatis desiderium; excusso ac penitus rejecto servitutis iugo, quod Rex AUGUSTUS cervicibus ipsius, contra jus & fas imposuerat: atque sublato in Regiam Dignitatem liberis Civium votis & suffragiis, solemnibusque Regiae inaugurationis ceremoniis STANISLAO ejus nominis primo, ad regnandum à natura facto Principe, ob excessas, quibus exornatus est, virtutes: Quippe ab ipsa nascendi forte tenerimum patriae suae amorem traxit atque animo suo altè infixum tenet. Sufficit pro re nata tantum indicasse, peracta esse ac firmata haec omnia Tractatu Variavienfi; Regemque AUGUSTUM in eadem, ratihabita Pace Altranstadiensis libere concessisse, atque omni juri suo, quocunque demum nomine veniret, in Regnum Poloniae, atque Magnum Ducatum Lithuaniae in perpetuum sanctè solemniterque renunciasse: misso ad Ordines Reipublicae authenticum Diplomate, quo eosdem ipse ipsi data exsoluto, ad obedientiam novo Regi praestandam remisit. Post ejusmodi solennia Pactorum publicorum, fidejussionibus etiam maximorum Principum confirmatorum, quis dubitaret non satis prospectum casumque esse salutis Reipublicae, securitati Patriae, ac libertati denique omnium ac singulorum Civium; atque adeò finem jam tum adesse malorum, quae miseram Poloniam per tot annos variis fortune casibus agitatam affligerant? Sed ecce! Idem Rex AUGUSTUS tot passibus haecenus deservens ad fidem Orbis Christiano faciendam de pacato suo ingenio, deque sincera intentione non turbatae amplius tranquillitatis, aut trahendae in casum Reipublicae repente ad opprimendam Poloniam atque novum in eà belli incendium excitandum cum armata manu prorumpit. Regium Diadema depositum & abjuratum paulo ante sibi imponit: Moscum infensissimum hostem nominis Polonici in societatem facinoris assumit: ac innumerabilem propemodum turbam ignoti nominis hostium in finem Reipublicae invehit; eique hanc in praedam dat: quo facilius ac securius, dominatum in eam exsanguem & truncatam nobilioribus sui partibus demum exercet. Czarus enim isthac rerum ac temporum opportunitate callidè utens, in praemium submissi auxilii optimas Regiones ab AUGUSTO Rege stipulas, hominibusque Civium firmatas sibi vindicat in perpetuum possessionem: Loca contermina Imperio suo occupat atque Castellis ac Propugnaculis Praefectisque bellicis munit, ut totam Rempublicam facilius coëreat sibi tributariam reddat. Conspectiora sunt haec Czari tentamina, quam ut à quoquam in tantà luce rerum ignorari; graviora & Reipublicae pestilentiora, quam ut cordatum quemque Civem non vehementer commovere atque percellere possint. Amoliri equidem à se hanc sive culpam sive suspicionem, eamque in nos transferre nullis non artibus conatur conjuratus hostis: Nunc criminando moram, quam in Terris Imperii Ottomanici aliquandiu fecimus: Nunc diffeminando suppositicias NOSTRO nomine, si credere fas est, ad ipsum SULTANUM per scriptas Literas de dividenda atque insuper eidem obnoxia reddenda imperpetuum universa Polonia: ubique sanctè falsis criminationibus invidiam NOBIS confando, ut imple machinationes suae credulitate vulgi tegantur, NOSTRAE verò actiones & consilia in suspicionem revocentur. Verum enimverò dedignatur ejusmodi mendacis refellendis vel quantillum operæ hinc impendere: Qui enim aequitatem moderationemque animi NOSTRI norunt: quippe res à NOBIS pro illibata libertate & salute Polonorum haecenus gestas

LI

gestas



ANNO  
1711.

gelas ad æquam iudicii Lancem expendeant, de-  
fecto protinus fallaciarum harum vero architecto,  
haud facile sibi imponi poterint. Quæ cum ita sint,  
non possumus non ægrè ferre tristem hanc conditio-  
nem nobilissimæ Gentis, quam tanto labore ac pe-  
riculis, tantoque sanguinis Suecici impendio antea  
servavimus gementem sub impotenti dominatione  
Regis AUGUSTI. Eandem erga eam animum ad-  
huc conservamus, nulli neque labori, neque sumptui  
parcitur, antequam ipsam multitudinem hostium  
liberant in plenam libertatem asseruimus, ac le-  
gitimo Regi suo STANISLAO PRIM. pacatam re-  
liquerimus. In eum finem consilia NOSTRA com-  
municavimus cum Imperatore OTTOMANNICO &  
Magno Tartarorum CHAMO: Qui ambo pari  
nobiscum affectu in Rempublicam Poloniam, pariter  
etiam cupientes pristinum Libertatis statum eidem  
restitutum & assertum, sociâ nobiscum arma conjun-  
gent, ad frangendas ac retundendas eorum vires, qui  
libertatem Poloniam oppressam tenent. Ad hoc opus,  
proprio quod speramus NUMINE inchoandum,  
præmittimus nunc illusterrimum Palatinum Kioviensem,  
supremum Exercituum Regni Poloniæ Ducem,  
in Poloniam cum egregia Militum manu,  
mox ipsi cum numerosioribus Exercitibus, si opus  
fuerit, eundem secuturi: nulli dubitantes, quin  
omnes & singuli, quibus salus Patriæ, parentum  
cura, Coniugumque ac Liberos amor curæ cor-  
disque sunt, quique dignum Mavortii Gentis animi  
assuetudine infamæ servitutis nondum excrunt, ac  
denique qui finem malorum, quæ patriam exercent,  
videre cupiunt, erecto hoc salutis recuperandæ si-  
gno, unitis animis ac viribus quancumque sese jungant  
Cohortibus, quæ sub auspiciis Illustrissimi Palatini  
Kioviensis & supremi Exercituum Regni Poloniæ  
Ducis militant, proque libertate non minus quam  
aris & focis suis fortiter dimicant, veniam imperatri-  
uri omnium, quæ antea fecis egissent. Brevi tem-  
pore & modico labore oportet cungi ad hoc opus,  
DEO IUSTAM causam secundante, feliciter con-  
ficiendum, si omnes ad eundem salutarem scopum  
obtinendum unanimes conspirent. Quod si autem  
quemquam præsens conditio parum moveat, aut  
perversus in Patriam animus, commodique privati  
spes in adversis partibus deinceat; suæ vel pernici-  
e vel pertinaciæ is demum acceptum ferat, si quid  
inclementius in ipsum consularur. In quorum majore  
fidem has manu NOSTRA subscriptas Sigillo  
Nostro Regio muniri iussimus. Dabantur ad  
Urbem Banderam die 28. Januarii anni 1711.

CAROLUS,  
(L. S.)

H. G. VON MÜLLERN.

CVIII.

22. Fev. Manifestum, seu Declaratio de perfidâ Pacis viola-  
tione, Sultani Turcarum ACHEMETIS contra  
Suam Cæsarem Majestatem. Ad Mandatum Suae  
Majestatis in lucem data anno 1711. Februarii  
die 22. Interpretata ad normam Originalis.

NOTUM sit omnibus, quorum id scire interest,  
quoniam sine dubio universo Orbi constat,  
quomodo nunc regnas Sultanus Turcarum Ache-  
metis, constitutum cum Sua Cæsare Majestate à  
Fratre ejus Sultano Mustapha ante decem annos,  
& ab Ipso, præterlapso 1710. anno confirmatam,  
& per Litteras ad Suam Cæsarem Majestatem per-  
scriptas, juramentorè coram Altissimo Deo ob-  
servantem Tricennalem Pacem, sine ulla illi à Sua  
Cæsare Majestate datâ causâ diremit, & Bellum  
Constantinopoli præterito 1710. anno, mense No-  
vembri publicè declaravit, & postea Suae Cæsare  
Majestatis Legatum Extraordinarium, Consiliarium  
intimum, Dominum à Tolstoy, contra Jura Gen-  
tium, barbarè contumeliosè affectum, in carcerem,  
Ejundem dictum, mitti jussit, cujus tota substantia pe-  
nes hoc direpta est. Et nunc non tantum in toto  
Turcico Dominio Bellicosè apparatus contra Suam  
Cæsarem Majestatem tacti, & Exercitus ad Bende-  
ram congregari jussit. Sed & interceptis ad omnes

Præfatos & Bâzas suos de inceptione hujus Belli  
transmisit declarationem, ut conveniant cum Ex-  
ercitibus contra Suam Cæsarem Majestatem, pro-  
ponendo nonnullas causas, quas à Sua Cæsare Ma-  
jestate ad hanc directionem Pacis datas, quæ non  
tantum falsæ, sed & postremâ Pacis confirmatio-  
ne sunt resolutæ. Etenim omnes hæc ante hanc con-  
firmationem commemoratæ erant, ut de hoc infe-  
licis declaratum est. Et quantum intentionem illorum  
Turcarum advertere licet, illic tendit, ut Suae  
Cæsare Majestatis Exercitus qui in Polonia juxta  
Fœdus cum Regiâ Poloniæ Majestate AUGUSTO  
II., & Republicâ, & propter defensionem illorum,  
stant, obrutos, eisdem ex Polonia discedere cogant,  
& inducto in Poloniam Rege Sueciæ, turbinibus in  
hoc Regno factis, altissimum legitimum Regem de-  
nuo deiciant, & à Rege Sueciæ per violentiam  
inaugurato in Regem, Rebelli Stanislaui Leszczynski  
super Thronum Polonicum inducto, sic, non tan-  
tum Poloniam suo barbaro servituti jugo & tributo  
subjiciant, sed & multas Provincias ab illa, uni  
cum Fortissimo Cameneco ab hoc Regno sibi avellant,  
(uti hoc illi à Rege Sueciæ nomine Leszczynski per  
nuncupatum Palatinum Kyoviv, Potocki & Poniatowski  
Portæ promissum. Et quod quasi tota Res-  
publica velit illis dare pro hoc tributum quolibet  
anno quatuor millenorum millium Ducatorum)  
Nec non ut & in Imperio Romano per suos Fœ-  
deratos, Regem Sueciæ & Leszczynski, Exercitus  
in Pomerania manentibus turbinis faciant, & ignem  
Belli eodem tempore succendant. Et hoc facto, jux-  
ta suam malam & perfidam intentionem, Bellum  
contra Suam Cæsarem Majestatem, unâ cum Rege  
Sueciæ, uti Fœderato suo continent, & per ce-  
belles, Cosacos, Mæpianos & Bulavianos in Tur-  
cicum Dominium profugos, turbines in Suae Cæsare  
Majestatis Dominis conficiant. Et nunc multa  
mala proposita, & machinationes, non tantum con-  
tra Suam Cæsarem Majestatem, & Suam Regiam  
Poloniæ Majestatem, sed & contra totam Christi-  
anitatem exequantur. Et hanc ob rem Sua Cæsare  
Majestas assumpto Altissimo in auxilium, confidens  
veritati & Justitiæ armorum suorum, intendit contra  
illum perfidum, & juramenti Violatorem hostem  
suum, Sultanus Turcarum, & ejus Fœderatos, &  
affectas Bellum, in Nomine DEI, in sui defensionem  
incipere. Et idè jussit Capitales suos Exer-  
citus undique ad Turcarum confinia discedere, quo-  
rum & ipsa personâ suâ brevi advenire vult. Sed  
ut omni honesto mundo exponat Justitiam suam, &  
quoddam Sua Majestas à principio Carolovicensium In-  
duciarum, & postea à conclusione Tricennalis, nunc  
ab hoc Sultano Turcarum injustè violatæ Pacis, &  
usque ad hunc diem nec parvam occasionem & cau-  
sam ad direptionem ejus dedit; Sed illam sanctè  
& immobiliter observare voluit, non attentis mul-  
tis ex parte Turcarum factis injuriis, incursionibus  
in Terras Suae Cæsare Majestatis, susceptione  
Suae Majestatis Subditorum Rebelligum & traditorum  
in suam tutelam, & receptaculum illorum hostium  
Suae Majestatis in sua Ditione, & cætera: Eapropter jus-  
sit per hoc Manifestum, vel Declarationem, de hoc  
omni prolixè declarare, ut omni honesto mundo  
Justitia Suae Cæsare Majestatis, injustitia verò Sul-  
tani Turcarum sint nota. Etenim uti tota Christi-  
anitas, & præcipuè nunc sub jugo barbaro gementes  
multæ Christianæ Gentes: uti Græci, Valachi, Bul-  
gari, Servii, & cætera multæ cum prægrandi suâ  
miseriâ; Ita & Regnum Hungariæ, & Suae Cæsare  
Majestas Romana ipsamet cum non parvo dam-  
no hoc experti, quod hi Barbari Turcæ, uti Hære-  
ditarii hostes Christiani nominis, nihilo alio, quam  
continuis suis perfidis Pacis Violationibus, ex Spu-  
ficatoribus & latronibus permissione DEI paucis sa-  
culis se se roboraverunt, & in tam potentem & in-  
signem Gentem, & Monarchiam evaserunt, & tum  
celebria & vetusta Dominia & Terras, à potiori parte  
Christianis, sanctis & veneranda loca usurparunt,  
uti hoc testatur historie, & inter cæteros sanctissi-  
mus Hierosolymorum Patriarcha Nestorius in de-  
scriptione sua de Turcarum origine & incremento.  
Et expressè, quod semper callide invigilabant, ini-  
micitiis, dissensionibus, & scissionibus inter Prin-  
ces, & Dominia Christianorum. Et in talibus oc-  
casionibus nullo Tractatus respiciendo, pacificatio-  
nis sancta, juramenta, & perjuranda, in præteritâ  
Pacem cum Vicinis violabant, illosque aggredien-  
tes prædabantur, & suo jugo subiciebant. Et postea

ANNO  
1711.

ANNO 1711. iterum opportunitatem temporis advertentes. Pacem consueciant, retinendo sub suo Barbaro Domino hoc citra Pacis constitutionem crepro. Et sic denuo tanquam Leones capiebant usque ad aliam talem occasionem, continuò inter Christianos scissiones & inimicitias faciendo, & applicando illorum discordiam commodo suo. Et juxta hanc quoque perverfam consuetudinem intendebat hic rapax lupus Turca, etiam cum Rossiana monarchia praterito 1677. anno, fauente regnante pia dignaque memorie Magno Domino Cære & Magno Duce Theodoro Alexiada, Totius Rossie Autocratore, idem facere, dum ille putans, sibi obtinere in predam & capturam, subditam Suse Cære Majestati Minoris Rossie Provinciam, per proditionem trans Boristhenalis illius temporis Cofacorum Ducis Dorofzenok, violatâ Pacem cum prægrandi & horrendâ Militis manu in Ucrainam venerat. Ast advertens hunc Dorofzenok, jam Suse Cære Majestati se subdidisse, & illius olim residentiam Czigrinum, Suse Cære Majestatis Copiis occupatam fuisse, rabiem suam contra hanc Civitatem egerat, eandem deglutiri, & ulterius in Ucrainam ingredi cupiens. Sed validâ Exercituum Rossicorum resistentiâ, per biennales expeditiones, operationes, & multa expensa, non poterat hunc quamvis non valde munitionem locum hucusque capere, quousque ipsimet Rossici Chilarichi e resse duxerant, relicta hac Civitate, Præsidium ad Exercitum educere, cui Exercitui, quamvis hostis illum dissipare summo opere conaretur, tamen Altissimi misericordiâ, nil agere ac intentare poterat: at vel maxime perperus maximum sibi damnum, cum pudore ad suas reverti oras coactus erat. Et postea querere Pacificationem cum Suse Cære Majestate, quæ deinde 1681. anno etiam confecta. Post quam hic perfidus non servatis cum Suse Cære Romanâ Majestate Inductis, sine ullâ causâ 1683. anno rupturam insperatâ fecit, & Viennam Cærearem Residentiam accessit, illamque obsedit. Sed qualem ultionem pro sua perfidia suscepit, hoc viget adhuc recentem omnium memoria. Etenim dum Christianæ Potentiæ adverterunt talem ejus barbarem versipellemque intentionem, & dolos, unum post alium ex Christianis Principibus deglutire, concluderunt ii, nempe Suse Cære Majestas Romana, cum Ordinibus Romani Imperii, & Suse Regia Poloniæ Majestas cum Republica, nec non Venetiarum Respublica contra eundem fidelis infractionem, sic dictum Sanctum Fœdus, ad quod & Pontifex Romanus cum illis accesserat. Postea verò ob commune Christianorum commodum, & Suse Cære Majestates Joannem Alexiadem, & nunc feliciter Dominantem Petrum Alexiadem, illi Principes invitaverunt: cui Suse Majestates ob procliviores sese exhiberant, eam eundem sese 1686. anno adjuverant in principio per perpetuum Pacis Tractatum, & offensivum pro tempore, defensivum verò pariter perpetuum Fœdus cum Regno Poloniæ. Et postea 1697. anno per triennale Fœdus cum Suse Cære Romanâ Majestate, & Republicâ Venetiarum. Quoniam Suse Majestati continuò Tartarorum contra Pacis Sancta commisit in suas Terras, & Domina incurfionibus, tum etiam violationibus Pacis sine legitimis causis cum omnibus Christianis, sit ansæ à Turcis ad id datum erat. Et sic per hoc Fœdus adjuvante Altissimo, multa ante Christianis erepta Regna, Terras, & Civitates, scilicet Hungariam, Slavoniam, Dalmatiam, Moream, tum & Asioviu, Cafikermenum cum cæteris Civitatibus, felicitate Christianorum armorum, vindicata fuerant, & ille hostis ad tantam redactus erat impotentiam, ut si hoc Bellum juxta desiderium Suse Cære Majestatis, vigore Fœderis adhuc aliquot annis protrahum fuisset; hic Hereditarius Christianorum hostis, si non omnino casum subivisset, saltem Christianis nusquam ad nosciturum statum redactus fuisset. Sed quoniam ille per astutias suas & machinationes tempore Carolovicis Tractatus, Celso Fœderatis disposuerat ad pacificandum, & ita in hac occasione, cavillationes, inimicitias, inter dictos Fœderatos seminare cepit. Et hoc modo à Fœdere cum sua Cære Majestate cæteros Principes abstraxit, & Pacem particularem pro viginti quinque annis exclusâ Cære Majestate consecravit. Et sic deinde compulsus erat Suse Cære Majestatis Legatus Dominus à Woznich, biennale Armistitium cum hoc hoste inire. Post quod tandem Anno 1700. Mensis Junii 3. die per Alegates Suse Cære Majestatis D. D. ab Ukraintow, & à

Czeredew, Constantinopoli Tricennalis Pax inter Suam Cæream Majestatem, & priorem Sultanum Mustapham conclusa erat. Quam Suse Cære Majestas adeo sanctè, & immobiliter servabat, ut quamvis adhuc ante ratificationem ejusdem Pacis 1701. Anno, Nurudun Sultan cum totâ Budiacensium Tartarorum Cohorte, ad Suam Cæream Majestatem misissent, subicientes se Potentissimo ejusdem Majestatis Sceptro. Tamen Suse Majestas nolens ullam suspicionem & ansam violationi Pacis præbere, illos suscipere recusavit, at illos repudiavit. Pari modo & postea dum 1702. anno Turcarum Subditus Tubiek Murza Ipsemet Asioviu veniens, petiisset, ut Suse Cære Majestas illum cum multis Cûbanensibus Tartaris in Vassalagium suscipi mandaret, eundem recipere noluit. Enimverò quando Suse Cære Majestas hanc Pacem per Magnum & Plenipotentiarium Legatum suum, Camerarium Dominum Principem Demetrium à Galicin, Literis suis confirmare voluit, tunc vel maxime ab hoc tempore à Suse Cære Majestate extremos conatus de observatione ejusdem adhiberi mandatum, & omnibus Confiniarum Gubernatoribus, tum & Subditi Exercitus Zaporogienfis Duci, & aliis Suse Cære Majestatis regularis, & irregularis aciei Exercitibus fortiter injunctum, ut nec minimam causam ad violationem sub rigorosâ penâ excursionibus in Turcicam Tartaricamque Terram auderent adferre, & nil agere, quod Vicinali Amicitia, aut constituta Paci contrarium esset. Et hoc Suse Cære Majestas adeo firmiter servare voluit, ut, dum 1701. Anno protervi semper nequam Zaporogienfes nonnullos Græcos Mercatores, Ucrainam cum Mercimoniis petentes spoliassent, & de hoc à Sultano petito de satisfactione per Legatum Suse Cære Majestatis facta fuisset, & sic Suse Cære Majestas expendens hæc ablata ab his spoliatoribus reperi non posse, jussit hanc refusionem illis Græcis ex Theauro suo fieri, & circiter centum millia uncialium thalerorum illis persolvi.

Contrariè huic, quamvis Pax hæc à Sultano Turcarum vicissim per Literas & Juramentum confirmata fuisset; atamen Turcæ & Tartari Subditos Suse Cære Majestatis toto tempore illius Pacis omnino de injuriabantur, Subditosque Suse Cære Majestatis obruendo, post sanctum Pacem trucidabant, in captivitatem ducebant, & multos equos & jumenta illis abigebant, prout idem annalibus Regiis excerptum hic declaratur. Nominatim verò ad Asioviu, ad littora Maris, & juxta Donensia Oppida 1699. Turcici Subditi trucidarunt tres Subditorum Cære Majestatis, in captivitatem duxerunt 40. Viros, & mille sexcentos octuaginta quatuor equos. Anno 1700. occiderunt duos homines. In captivitatem duxerunt centum quadraginta septem homines, equos septuaginta duos abegerunt, & quatuor Camelos. Anno 1701. neci dederunt sex homines, unum fauciarunt, in captivitatem duxerunt nonaginta unum hominem. Equos abegerunt noningentos triginta sex, Anno 1702. occiderunt duos, fauciarunt duos, in captivitatem duxerunt centum viginti quinque homines, equos abegerunt noningentos sex. Anno 1703. trucidarunt sex, ac ceperunt sexaginta homines. Equos abduxerunt septuaginta tres. Anno 1704. vulnerarunt tres, in captivitatem duxerunt tres homines, equos abegerunt mille & trecentos. Anno 1705. occiderunt duodecim, vulnerarunt viginti septem. In captivitatem duxerunt sexaginta octo homines, pecudis abegerunt tria millia quadraginta octodecim. Anno 1706. trucidarunt quatuordecim, vulnerarunt quindecim, in captivitatem duxerunt triginta novem homines, equos abduxerunt duodecim, & quatuor equos. Pecudis sexaginta septem. Anno 1707. trucidarunt duos, ac ceperunt septuaginta quatuor homines. Equos abduxerunt septuaginta tres. Sana, occisi homines quadraginta octo, vulnerati quadraginta novem, in captivitatem ducti mille nonaginta octo homines. Equi abacti quinque millia noningenti duodecim. Cameli quatuor. Cornuta pecudis tria millia quadringenta octuaginta quinque, & quamvis de talibus injuriis per Legatum Suse Cære Majestatis Constantinopoli sufficientes querimonie proposte, tamen nihil proderant, & nullâ compensatio Cære Majestatis Subditis pro devastatione. Et nec restitutio captivorum facta, & hæc predationes non inhibite erant. E contrario autem hæc ex parte Suse Cære Majestatis ad instantias Turcarum, & ad injuria illorum petita satis factio semper facta: & quamvis Suse Cære Majestas per tales suos propensos ac-

ANNO  
1711.





ANNO  
1711.

cedere intueri nequit: Sed si Rex Suecia ex Turcica Ditione, Suae Clareae Majestatis propositioni consensit, quanvis per Poloniam, aut alia quavis via, terra aut mari, quarum sufficiens est copia, abs omnibus technis dimitteretur, tunc Suae Clareae Majestatis, mox Exercitus Suos, in Suam Ditionem ex Regno Poloniae & omnibus Civitatibus, quae Reipublicae pertinent, & nunc ab Exercitibus Clareae Majestatis communis commodi gratia, occupata sunt, deinde abs omni mora educere dignaretur. Quod vero commemoratur in Turcica declaratione, ac si a Sua Clarea Majestate in limitibus Turcicis Civitates exstructae sint: mera est falsitas. Quia Suae Clareae Majestatis, nullibi Civitates construi fecit, praeter tales locos, quae non modo vigore Tractatus Pacis, sed & facte cum Turcis limitationis parti Clareae Majestatis obviare, quae limitatio ab Ucraina 1709. anno, per Dominum Ukraintow cum Turcico Kassis-Mehmet Pasza, & ab Alivio Gubernatorem Afioventem Tolstou; 1704. anno, cum Hazan Pasza peracta.

Quod vero commemoratur Turcae in hac declaratione, quod Suae Clareae Majestatis Exercitus ingressi illorum Terram post hostem Successum, nonnullos illorum trucidarunt, & in captivitate duxerunt. Hoc iuxta Bellicum gentium Jus & iustitiam ab Exercitibus Clareae Majestatis, hostem insequentibus factum. Et hac reflexione etiam ab ipsis Turcis non aegre receptum, sed postea confirmato Pacis Tractatu omne id annihilatum est. Caeterae Turcarum causae Belli declaratae rursu magis, quam responsione dignae sunt.

Ex his omnibus quilibet à partium studio alienus colligere potest, quod hoc Bellum à Turcis adversus Suam Clareae Majestatem abs ulla causa, contra iustitiam Tractatum Pacis, & iuramentum inceptum est. Quod Suae Clareae Majestatis Dei Altissimi iudicio committens, iusta arma sua, contra hunc perfidum hostem fensere impulsus est, clementissimo Dei auxilio confidens.

## CIX.

i. Mai. *Puncta Pacificationis Hungariae Zaemari 29. Aprilis 1711. Cum Acceptatione Amnestiae. Karolii prima Maji 1711.*

**V**IGORE Clementissimae Plenipotentiae suae Sacratissimae Caesareae Regiaeque Majestatis pro reducenda stabiliendaque Regni Hungariae ac Transylvaniae quiete & tranquillitate, Domino Principi Ragoczi, eidemque additis praefati Regni Hungariae peraeque Transylvaniae Universis Statibus & Ordinibus resoluta.

I. Memorato Domino Principi, vigore praemissae Caesareae Regiaeque Plenipotentiae, Gratiam vitae, & universorum bonorum, mobilium & immobilium, exceptis illis, quae ad Praesidia pertinent, in Regno Hungariae & Transylvaniae partibusque eidem annexis existentium, cum secuta permanens in Regno una cum suis adherentibus servis & auxiliis impertitur, ad cuius determinationem fidem Dominus Princeps Caesarem Regiamque compieci gratiam, sed differre Juramenti fidelitatis praefactionem velit, terminus trium septimanarum ab emanatione praesentium computandus concessus sit; ita tamen, ut in casu differendi Juramenti fidelitatis secundum annexam formalam, interim fortalicia sub potentia manibusque illius existentia, in statu quo modo sunt, praesidiis Caesareis Regisque illuc inducendis bona fide tradantur, aut strictis mandatis tradenda istis Commendantibus imponatur, ac una etiam omnis Militia Praesidiaria exaudivetur & dimittatur, dum è contra promittitur ea praesidia in preventibus & bonis Dominii Principis nullum factura praedictum vel damnum, propriisque Caesareis Regisque alenda stipendiis. Haec vero omnia intra praescriptum temporis terminum explenda ac exequenda. Si porro istis probe, peractis ipsi Domino Principi permissio libera in Regnum disliceret, relinquatur ipsius arbitrio eandem etiam sub praescripto superius attacto homagio in Polonia habere, ubi citra laesionem homagialis obligationis, erga Caesarem, Regiamque Majestatem sese contineret: Illorum quoque restitutio, supra memoratis conditionibus rite ac fideliter executioni mandatis,

a gratiosissima Caesarea Regiaeque Majestate haud denegabitur.

II. Magnatibus, Praelatis ac Nobilibus superioris, item ordinis Militibus Hungaris pariter & Transylvaniae aut trium Nationum, qui modo in Regno penes Dominum Principem actu sunt, etiam qui eorum de se Reversales quaspiam, cuiuspiam antecesserit dedissent, similiter gratia intra saepius memoratum terminum, vitae & universorum bonorum Amnistialis pariter resoluta existit, quod de illis omnibus intelligendum, qui jam antea redierunt: intelligitur vero hic talium bonorum restitutio, quae fors uno vel altero titulo ac Jure cuiuspiam collata sive dividenda vel inscripta etiam per alios possessa actu sunt. Ita videlicet, ut illa quoque sine etiam fructibus medio tempore perceptis penes Literas Nostras ad Officiales, Fiscoles, vel Camerales generaliter, exarandis simpliciter absque ulteriori mora ac tergiversatione occupari queant; Non est quod aliqui, metuati de nequaquid commissa Commisione bouilque hoc titulo appellata, Amnistialis enim gratia tales tricas excludit, dum sincere bonorum promittitur restitutio.

Sin iter in agna censetur, ut quis Possessorum, ubi rusticus solvendae Contributioni par non erit, amissione bonorum multetur; per terminum vero depositionis armorum non hoc. ut ligatur, quasi liceat alicui arma non portare, vel cum omnino hosti ita cessario: Licet autem Magnatibus ac Nobilibus, eorumque servitoribus, iuxta antiquum receptumque morem, Nobilitati in istis prerogativis cum gestatione armorum (nullo tamen modo ad offendendum parato) libere uti, ac incedere: si porro aliquis timorem obtenderet; ideo Caesareae Regiaeque benignitati injuria sane inferretur; cujus Patina claritas similem processum in usum trahere non vult. Militibus vero inferioris ordinis actum Amnistialem gratiam simili ter arguimus, non ut illi contra vis fieri, ut servitia Caesareae Regiaeque Militaria, abdicatis praesentibus, accipere cogatur, solum ut praefatis fidelitatis juramento ad suas aedes discedant, ibique economiam colant, ac quiete sese contineant.

Militibus vero exterarum Nationum; Suecis videlicet, Gallis, Italis, Germanis alisque liber conceditur passus ad suos redeundi, illis exceptis, qui ex Regiminibus Caesareis perflagrant; quibus tamen etiam poena, quam propter desertionem Regiminis meruissent, remittitur, caeteroquin tales ad suas Legiones redire vel restitui debent. Si vero unus vel alius exterorum in servitio exiguae considerationis, quod aliquem Magnatum foret; dummodo non sint Militiae Caesareae Regiaeque adscripti, qui ibidem manere queant, nullum est dubium. Si qui porro ignobilioris sortis Milites his motibus se emeritis promotioneque dignos reddidissent, tales eo, quod jam praecedenter pro Libertinis per Status & Communitatem agniti sunt, vigore suae Majestatis Sacratissimae Plenipotentiae, pro talibus habendi resolvuntur, citra tamen praedictum Dominorum territorium.

III. Sacratissimum suam Caesarem Regiamque Majestatem in Religionis negotio receptas Regni Constitutiones mantentura, nec non exercitum ejusdem secundum Leges & Constitutiones ac Articulos Regni tam in Hungaria & Transylvania, cum beneficiis eorum de jure spectantibus concessura, non praecclusa via, modo in gratiam redeuntibus vel eorum Diacta ratione gravaminum sese infinuandi.

IV. Ut his motibus demortuorum Orphani & Viduae (erga quos praefata sua Majestas Sacratissima ex innata sua Clementia speciali reflexione ducitur benignitate & Clementia Regis gloriarum queant, cum alias Amnistialis gratia ex nostro duntaxat Regiae Clementiae sua promittatur, universa quoque harum Viuarum, Orphanorum, & successorum bona, necdum alicui collata distraeta vel dividenda restituantur, talia nihilominus bona, quae jam aliis collata sunt vel vendita, relinquuntur in ea parte, qua spectant ipsos duntaxat mortuos in statu quo; omni tamen officio allaboratur, ut in futura Regni Diacta, hi quoque omnibus melioribus practicabilibus modis consolari, successioneque talis participes esse possint. Hoc tamen declarato; ne haec moderna Sacrae Caesareae Regiaeque Majestatis munificentia, & gratia ullo unquam tempore in aliquam consequentiam, & exemplum trahatur. Diversa ratio habenda est talium Orphanorum & successorum, qui sive pueri sive puellae, vel jam Matrimonio locatae in partibus Do-



gistratus Civium per Ordines serios excitabuntur, ut ANNO  
pro contravenientium coercitione severam adhibeant 1711.

et salua meoſt facultas in futura Regni Dieta  
 caſa, gravitate meoſt proponendi, fed & que  
 no falſa & honoris Gentis meoſt ſerſa, permilla  
 ſubſcripta ab Clementiſſimo Imperatore ſa-  
 ſcriptis impoſendi, ut ſane nullus dubitare debeat, ſa-  
 criſſimum Caeſarem Regiamque Majestatem in con-  
 ſervatione Legum predicti Regni Hungariae & Tranſyl-  
 vania & adhibendis ad Regni Officia indignis totius  
 Orbis Chriſtiano teſtibus velle reddere, quod in pa-  
 tero affectu erga Hungaria Regnum & Tranſylva-  
 niam Principatum ab illa nihil magis deſiderari queat,  
 uti & eadem ſumme deſiderari, ne Gens Hungaria, &  
 caputque Nationis Tranſylvania juxta hac jurā  
 tractata nulli Communiſſe in Regem cedat.

Pro ultima tamen Clementia Caesaræ Regique coronide addendum, quod Cæsaria Regiæque Magnas omnibus & singulis superius memoratis, Majestas & Nobilibus Superioris & Inferioris Ordinis, qui partibus Domini Principis Ragoczi hæcenus additi fuerunt, Annuitalem gratiam quod vitam & bona nihilominus sub præfatis conditionibus concesserunt, et edictis Principes ad prædictum modo terminum non conpareat, proindeque forte præstatam Annuitalem Gratiam completi omnino recusaverit, aut Juramentum domagiale secundum propositam formulam per Procuratorem sufficienti Plenipotencia instructum depondere noluert, et tamen se benigne freta, quod prædicti Domini Magnates & reliqui abdicatis eisdem partibus in sua fidelitate permanentes securitati Patriæ quovis modo prospicere, ejusdemque Domini Principis machinationibus ulterius nullum dare locum, sed omnia ea se observare velint, ad quæ homagialis obligatio concutitur Jura & Leges Patriæ confligunt. Si vero Dominus Princeps prægnantibus causis impeditus dicitur Juramentum in præsentia præstare, neque conditionibus ab eo exequendis præfatis esse possit, eidem tamen concedatur illud per Plenipotentiarium in animam suam deferre, ac Gratiam Annuitalem amplecti, datisque veris & sinceris mandatis traditionem Fortalitiorum ordinare & disponere. Cafa vero quod Dominus Princeps traditione Fortalitiorum dimissionem militiæ modo ac sine mora, præfatis præstantis, depositionem Juramenti fidelitatis secundum Formulam præscriptam ad terminum diarium vel iori trahi, septimanarum differre vellet, illud ipsi etiam demum ex supposito Caesarææ summæ benignitatis, uti supra dictum, concessum sit, qui etiamnum ad redeundum semper dabitur. Verbo Regio plena securitas, quæ quidem universis & singula præmissis Punctis acta facere comprehensa vigoreque Plenipotencie nobis ac Sacratissima Sua Cæsaria Regiæque Majestate Clementer attributa in omnibus Fundis earumque clausulis vigore præstata clementissima Plenipotencia, ac in perpetuum absque ulla exceptione vel defectu valitura, constanter promittimus & validamus, ac pro majori robore subscriptionibus Siggillisque nostris secretioribus corroborata prædicto Domino Principi, eique hucusque adherentibus universis & singulis extradenda duximus.

GENERALIS COMES JOANNES PALFY  
CAROLUS LOHER DE LINDENHEIM.

Poloniae et tollendum ferulupum, aut quavis diffi-  
cultatibus Clementissimae refocta Annuitatis gra-  
tuita et bonorum, solenni Inframento inferta, qua  
totius per Principe & universis, & additis (slyd) ad  
omnes Magnates, Nobiles, Cives, Libertinos Mil-  
ites, Rusticos, cuiusvis demum conditionis & ordinis  
Hungaros pariter & Transylvanos trium Nationum  
seucondum conditiones superius praescriptas extenso)  
& absque omni dubio ab Augusta Aula confirma-  
nda & ad omnes Comitatus Districusque tam Hun-  
gariae Regni quam Transylvani Principatus per cer-  
tiorum consolatione impertienda procurabitur.

IX. Quod Sua Sacra Caesarea Regiaque Majestas Regni Hungariae et Transilvaniae Jura, Libertates, et Immunitates inviolatas et fandas sit conservatura, nec quae permittitur, ut contra annuiferalem gratiam hanc novis contentiosis et litigiis animi et causa praestetur, vel cuilibet quolibet molesti imperet, nec aliud quod modus aut ratio subministrat. Ut vero iugiter lenientissime Annuiferalis Gratia generalis, nec quis vel in quocumque statu, iuris, et alteri cuiusvis praefecti et ita praeiudicium ad praesens sit, unde Genialis Praefectus, Locumque Commandantes, et Praefecti et Vice-Comites, Rudes Nolluntque An-

Clementissimum itaque hanc Sacratissime Cesaræ  
Regique Majestatis Domini Domini nostri Ces-  
sarissimi medio prescriptorum P. n. pponimus, tum fide-  
rum Regno huius Hungarie patiens, Principatusque  
Transilvaniæ ac eorundem Liviciorum Statuum Condi-  
tionibus, Chibis supplicis item æque ac imperatoris con-  
ditionis Militoris, Nationibus, Incolis, in o & i his  
Rusticis benignè relictum generaliam Annulatione  
Gratiam benignagae Pacificationis Puncta nos quo-  
que infra scripti nomine totius Communitatis, abente  
adhuc tunc suprascripto Duce hæcenus nostro & i r-  
cipio, omni cum demissione & humilitate recognos-  
centes, eandem ut jam pridem magno desiderio ex-  
pectant amplius dimitti, eidemque Sua Majestatis Sa-  
cratissime debitum nostrum homagium secundum an-  
teanum Juramentum formalium humillime deponimus,  
nihil dubitantes quin Sua Majestas Sacrarissima quo-  
que benignis præmissis Reolutiones sit ratihabitura,  
fiduciamque in omnia Clausuli & Articuli satisfactura.  
Karoliis prima Maij 1711.

# D U D R O I T D E S G E N S .

271

ANNO FORMA JURAMENTI.

ANNO

1711.

1711.

E G O N. juro per Deum vivum Omnipotentem Cœli Terræque Creatorem. Postquam Sacratissima Cæsarea Regiæque Majestas ex superabundanti Clementia Amnistialem vitæ & bonorum gratiam vi Plenipotentis Illustrissimo ac Excellentissimo Domino Comiti Palfi ad Erdodt ejusdem Generali Campi Marefiallo per Regnum Hungariæ Supremo armorum Præfecto, Croatia Banno Cataphraclorum Tribuno concessæ fuere, per jam dudum emanatas ac publicas declarationes propter hosce præteritos motus largita & impertita sit: nec non Regni Hungariæ ac Transylvaniæ Jura, Leges & Libertates, tam in Politicis & Provincialibus, quam & Ecclesiasticis re-

ceptarum Religionum negotiis per se suosque Successores sanctè conservanda promiserit, imo suam confirmatorem quoque Ratificationem obtulerit; me proinde in posterum & semper usque ad ultimum vitæ spiritum eidem Sacratissimæ Cæsariæ Regiæque Majestati ejusdemque in Regno legitimo Successori futurum fore fidem ac fidelem, nec quicquam contra debitum homagialis vinculi obligamen directè vel indirectè, alieno vel proprio motu & consensu in contrarium commissurum; sed ea omnia rite ac probe adurum & præstiturum re & opere, quæ homagiali devotioni & obedientiæ & servitio agenda & præstanda incumbunt ac incumbent. Ita juro, spondeo & me sanctè & inviolabili fide obligo per sacrosancta Evangelia, uti me Deus trinus & unus adjuvet.

## S U B S C R I P T I O .

Ex parte Statuum Regni Hungariæ.

Partium Trans-Danubianarum.

Ex parte Transylvaniæ.

AL. CAROLY.

DAN. RAISKI.

MICH. BARISAY.

BERINNI.

JOAN. BELEZNAI.

MICH. TELEKI.

CAS. DE REVA.

JOAN. BELEZNAI.

ABR. BARCSAY.

EM. DE REVA,

OLSKAI SANDOR.

JOSIKA.

PETERI.

AL. OTLIC.

DAN. VA.

LADIS. VAIK.

AL. OTLIC.

AD. RHEDEL.

JOAN. BALLYAGI.

NIC. SENTEL.

JOS. DANIEL.

MICH. NYNZO.

IMBRE.

GEOR. PONGRAZ.

JOAN. KRUISAV.

STEPHANUS DANIEL.

PETER HALAZ.

DOMAHIDI LAZLO.

LADISLAUS KILA.

BACMARI MICLOS.

CTEPLEKI JANOS.

DANIEL ATAI.

KORAY MARTON.

GAB. HALLER.

IMBRE.

DAN. JOSIKA.

PIKO DEMETTER,

COMES STEPH. GUILAY.

DEAK FERENZ.

MICH. KARANIDI.

SIG. BITESKUTI.

FRAN. TARDI.

KUN ISTUAN.

ANDREAS RAZ.

PETRUS BALOG.

STEPHANUS HUNNIADI.

Nomina autem cæterorum universorum & singulorum, quoniam hoc Concursum adis & conclusionibus hisce præsentibus fuere homagique deposuerunt extra data per

DANIELEM BULIOUSEKI,

GEORGIUM PONGRAZ,

Ex parte Hungarorum in præmissis Notarium.

Transylvanorum bis Adis Notarium.

## CX.

Second Decret de la Reine de la GRANDE-BRETAGNE touchant l'Indemnité promise au Duc de LORRAINE, pour le Duché du Montferrat. A Whitehal le 14. Mai 1711. [Actes & Mémoires de la Paix d'Utrecht, Tom. I. pag. 160.]

LE Memoire du Baron de Forstner Conseiller d'Etat, & Chambellan de Monsieur le Duc de Lorraine touchant les intérêts de son Maître à l'égard d'un équivalent pour le Duché de Montferrat, ayant été considéré par la Reine, Sa Majesté m'a commandé d'y répondre, qu'Elle a déjà donné, & réitéré plusieurs fois ses assurances audit Duc, qu'Elle fera tout ce qui depend d'Elle, afin qu'il ait toute la satisfaction possible sur ses justes prétentions; qu'Elle continuë toujours d'avoir les mêmes sentimens pour Monsieur le Duc de Lorraine, & pour ses intérêts, qu'Elle ne manquera pas de lui faire voir les effets de son amitié & de son estime particuliere dans toutes

les occasions, qui se presenteront, & sur tout quand il s'agira de renouveler les Conférences pour un Traité de Paix, elle n'oubliera pas de donner des ordres très-précis à ses Ministres d'appuyer en son nom, & avec les instances les plus pressantes les demandes du Duc, afin de lui procurer une satisfaction sûre & raisonnable; Mais pour ce qui regarde la désignation d'un équivalent dès à présent, il est évident, que la situation des affaires est devenue si incertaine à cause de la mort de feu Sa Majesté Imperiale, & d'autres incidens, qu'on ne sçaurroit rien faire à cette heure sur ce sujet; mais lorsque le temps sera plus convenable, Sa Majesté sera prête à concourir avec les autres Puissances intéressées pour regler l'affaire d'un équivalent, & montrer par là comme en toutes autres choses le desir qu'Elle a de procurer le bien, & d'avancer les intérêts de Monsieur le Duc de Lorraine, & de toute Sa Maison.

Fait à Whitehal ce 14. Mai 1711.

Etoit signé,

J. JOHN.

CXI.



ANNO  
1711.

CXI.

*Deduction Abrégée touchant les Differens de son Altesse  
Electoral de BRUNSWICK avec le Chapitre  
d'HILDESHEIM. [Mercure Historique,  
Mai 1711. pag. 503.]*

CE fut l'an 1643. que par l'entremise de l'Empereur Ferdinand III., les Ducs de Brunswick remirent l'Evêché d'Hildesheim à l'Evêque d'alors, après l'avoir possédé comme un Fief de l'Empire pendant plus d'un Siècle. Dans le Traité fait à cet égard le 27. Avril 1643., on stipula entr'autres un libre Exercice de Religion aux Protestans de cet Evêché; & pour l'assurer davantage, on convint en même tems d'un Traité particulier qui ne regardoit que la Religion, entre les Ducs de Brunswick, & l'Evêque & Chapitre d'Hildesheim.

Comme par ce dernier Traité l'Exercice de la Religion Protestante étoit limité à un certain nombre d'années, les Etats de l'Empire assemblés au Traité de Westphalie convinrent, que jusqu'à ce qu'on pût s'accorder touchant la Religion, ledit Exercice demeurerait dans toute l'étendue de l'Empire sur le pied de l'an 1624., annulant tous Paëtes & Usages contraires; Et dans l'Instrument de la Paix, on fit mention du Traité susdit, afin que dans la suite l'Evêque & le Chapitre n'y pussent contrevenir, entant qu'il étoit conforme à ce qui s'étoit pratiqué ladite année 1624. On convint même en 1651., entre les Commissaires de l'Electeur de Mayence & de la Maison de Brunswick-Wolfenbützel, d'un Traité sur les affaires Consistoriales, qu'on a nommé depuis *Recez Consistorial*, par lequel (Art. 5.) les Paëtes faits avec les Ducs de Brunswick furent expressément confirmés; & ce Recez fut ratifié l'an 1652. par l'Evêque d'alors Maximilien Henri, Electeur de Cologne.

Il porte que les Protestans de l'Evêché demeurent dans l'Exercice libre & entier de leur Religion, sur le pied de l'an 1624., auquel tems ils l'avoient non seulement dans toute l'étendue de l'Evêché, mais même ils l'avoient seuls en plusieurs endroits, à l'exclusion des Catholiques Romains. Ce Recez porte de plus, que les affaires Consistoriales ne seroient plus du ressort de la Chancellerie de l'Evêque, mais qu'elles seroient jugées par un Consistoire établi pour cet effet, comme elles l'avoient été en 1624. par les Consistoires des Ducs de Brunswick.

Ce sont là les Paëtes & les Recez qu'un zèle mal réglé de Religion a fait violer tant de fois, & à tant d'égards, par la Régence, & par le Clergé Catholique Romain de l'Evêché. Ils ont bâti des Eglises en divers endroits où les Catholiques Romains n'en avoient point l'an 1624. Ils se sont emparés par force de plusieurs Eglises Protestantes, & y ont introduit le service de leur Religion. Ils ont forcé les Sujets Protestans qui se trouvoient dans leurs Baillages de se servir de Prêtres Catholiques Romains pour les Actes Ministériels. Ils ont ôté aux Eglises & aux Ecoles Protestantes leurs Revenus & leurs Apartenances. Ils ont obligé les Protestans à l'observation de leurs Fêtes. Ils ont mis les Eglises Protestantes à l'enchère, y établissant pour Ministres ceux qui offroient la plus grosse somme. Ils ont tiré devant leurs propres Tribunaux les personnes & les affaires qui étoient du Ressort du Consistoire. Ils ont défendu aux Officiers Protestans du Pais de respecter les Ordres & les Sentences du Consistoire & de s'y soumettre. Ils ont ôté les gages aux personnes qui composent la Jurisdiction Consistoriale. Enfin, ils ont commis plusieurs autres infractions qu'on peut voir plus au long dans les Déductions que les Etats Protestans de l'Evêché ont publiées pour faire connoître leurs griefs.

Il est vrai que ces Etats ayant porté leurs plaintes à l'Electeur leur Evêque, il leur promit que tout seroit redressé; mais étant mort peu après, l'Evêque Jodocus-Edmond son Successeur refusa d'écouter leurs plaintes, & les obligea à demander justice à la Chambre Imperiale de *Weitzlar*, qui leur accorda en 1694. & 1696. les Mandats faits aux Protestans de l'Evêché, surant la venue de l'Instrument de la Paix de Westphalie, & du Recez Consistorial, sans aucune Restriction.

ANNO  
1711.

Tout cela n'a produit aucun effet, & n'a pas empêché qu'on n'ait accumulé griefs sur griefs, & qu'on n'ait agi en toutes rencontres, comme ne se croyant obligé à rien, jusqu'à se déclarer ouvertement en ce sens-là par des Ecrits imprimés.

Il n'est donc pas surprenant que les Etats Protestans de l'Evêché se voyant ainsi traités, aient eu recours aux Directeurs du Cercle & à Leurs Altesces Electorales & Serénissimes de Brunswick, qui n'ont pas manqué d'employer en leur faveur, tant auprès du dernier Evêque, que depuis sa mort auprès du Chapitre, les intercessions les plus pressantes, mais qui ont été aussi inutiles que tout le reste.

La Maison de Brunswick étant Partie principale, tant dans le Traité général que dans le Traité particulier conclus en 1643., & ayant eu tant de part au Recez Consistorial; D'ailleurs étant obligée comme les autres Etats de l'Empire, à maintenir les affaires de la Religion sur le pied de l'an 1624. il n'étoit pas possible que S. A. E. n'ayant pu obtenir l'exécution desdits Paëtes & Recez, ne se portât à employer des moyens plus efficaces pour y parvenir.

Ce fut pour arriver à ce but, que S. A. E. voyant ses instances méprisées, procéda l'an 1703. à la saisie de tous les Effets appartenans dans ses Etats au Chapitre & au Clergé de l'Evêché, se flattant de faire redresser les Griefs par cette voye. En effet, le Chapitre promit alors, qu'aussi-tôt qu'on auroit levé la saisie, il remettrait toutes choses sur le pied susdit; il recommanda même à faire payer les gages aux Membres du Consistoire, & il se déclara favorablement sur quelques Articles; ce qui joint à l'intercession de Sa Majesté Imperiale & de plusieurs Princes, obligea S. A. E. à lever l'an 1709. ladite saisie.

On avoit sans doute alors tout sujet d'espérer que le Chapitre se conformerait à des Promesses faites par un si grand nombre de Princes: Mais tout le contraire est arrivé, & bien loin de remédier aux griefs; on les a encore aggravés par des infractions plus énormes que les précédentes.

On a privé le Clergé Protestant d'une grande partie de sa subsistance en lui ôtant ce qu'on appelle *Jurafide*; & lors que ce Clergé a représenté que c'étoit là une violation expresse du Traité de Westphalie, & même de la résolution donnée l'an 1706. par le Chapitre dans l'Assemblée des Etats, on leur a répondu que cette résolution étoit nulle, n'ayant pas été prise en plein Chapitre, & n'ayant été signifiée de sa part, ni aux Baillifs, ni aux Officiers subalternes du Pais; on s'est emparé des Cimetières des Protestans, & on a donné ordre aux Officiers de l'Evêque de prêter main forte pour cet effet aux Prêtres Catholiques Romains.

On cite en Justice les Ministres Protestans lors qu'ils vont consoler les malades de leur Religion qui sont au service des Baillifs & des autres Officiers Catholiques Romains de l'Evêché, & on les condamne à des amendes, quoi que la permission de visiter lesdits malades leur ait été expressément accordée par la Résolution de l'an 1706. ci-dessus mentionnée.

On continué à vendre au plus offrant les places de Ministres & de Maîtres d'Ecole, ce qui est non seulement une violation des Paëtes & des Recez, mais contre toute raison & justice; & lors que les Membres des Eglises Protestantes osent se plaindre de procédures si injustes, on tâche de les décourager par toute sorte de vexations, par des procès, & même par des exécutions militaires.

On prive le Consistoire de toute son autorité; on tire devant la Jurisdiction séculière les affaires qui appartiennent à la Jurisdiction Consistoriale; on fait défense au Consistoire d'en connoître; & lors qu'il a prononcé sur quelques-unes, on recommence à en connoître de nouveau à la Chancellerie de l'Evêque, où on ne manque jamais de les décider en faveur des Catholiques Romains.

Son Altesse Electorale ne pouvant pas dissimuler des infractions si criantes. n'a pas manqué de faire souvenir le Chapitre de ses promesses & de le presser sur cela. La réponse a été qu'on avoit déjà redressé plusieurs Griefs, mais qu'on avoit différé de remédier aux autres, d'un côté parce qu'on n'étoit pas d'accord touchant les principes surant lesquels on devoit procéder, & de l'autre parce qu'on ne convenoit pas des faits, ajout-

ANNO ajoutant qu'à la prochaine Assemblée des Etats on  
1711. feroit une nouvelle tentative.

Il est de notoriété publique que la première partie de cette Réponse est fautive, puis qu'aucun Grief n'a encore été redressé, & qu'on n'a pas même tenu aux Protestans ce qui leur avoit été promis dans l'Assemblée de 1706. Et à l'égard de la seconde, il est visible qu'elle ne tend qu'à éluder l'exécution du Traité de Westphalie & du Récez, & à traîner les choses dans une longueur sans fin. C'est ce qui a obligé S. A. E. (après avoir inutilement représenté au Chapitre que les principes suivant lesquels on devoit procéder, étant clairement établis par ledit Traité & le Récez, ils ne devoient plus être sujets à aucune contestation) de faire saisir de nouveau dans ses Etats les effets qui se trouvent appartenir au Clergé Catholique Romain de l'Evêché d'Hildesheim, dont la saisie n'avoit été levée en 1709, qu'à condition que les Griefs touchant la Religion seroient redressés.

Comme cette saisie s'est faite peu de tems avant que les Etats s'assemblaient, S. A. E. avoit espéré qu'elle obligeroit le Chapitre à examiner ces Griefs & à y remédier. De sorte qu'Elle a été fort surpris d'apprendre qu'il ne s'étoit rien passé à cet égard, sinon que de la part du Chapitre on avoit taché de se justifier par deux ou trois Griefs, & que les Etats ayant fait voir que ces Griefs étoient entièrement incompatibles avec le Récez Confissorial, le Chapitre avoit déclaré que ce Récez n'étoit aucunement obligatoire, & qu'il ne prétendoit pas y être tenu. C'est ainsi que le Chapitre s'est expliqué sur un point concluant l'intention du Traité de Westphalie, dont les Commissaires de Mayence & de Brunswick Wolfenbuttel étoient convenus avec les Deputés d'Hildesheim, qui avoit été ratifié par l'Electeur de Cologne alors Evêque; que la Chambre Impériale de Wetlar avoit décidé être la Régle suivant laquelle la Justice devoit être administrée aux Protestans; & que le Chapitre avoit promis à S. A. E. d'observer, lors qu'il avoit obtenu la levée de la saisie de ses effets.

La Déclaration que le Chapitre a fait mettre sur le Protocole de l'Assemblée des Etats porte, qu'il ne regarde point le Récez Confissorial comme obligatoire, puis qu'il avoit été imposé à l'Evêque malgré lui l'an 1651; mais le comble de la hardiesse, c'est que le Chapitre a osé écrire la même chose à S. A. E. & à S. A. S. le Duc de Wolfenbuttel dans des Lettres datées du 6. de Février de la présente année 1711., y joignant copie du Protocole susdit; ce qui fait clairement connoître que toutes les espérances que le Chapitre avoit données de redresser les griefs, & d'observer les Pactes & les Récez, avoient été illusoires, & n'avoient eu pour but que d'endormir les Etats Protestans de l'Empire, & en particulier S. A. E., pour avoir les mains d'autant plus libres à opprimer les Protestans de l'Evêché, & à abolir les Pactes & les Récez qui sont toute leur sûreté. Et comme un tel procédé est contraire à l'équité naturelle; & à toutes sortes de Droits; & que s'il avoit lieu on ne pourroit jamais s'affurer de personne, & la foi des Traitez seroit anéantie, S. A. E. espère qu'on ne pourra pas trouver mauvais qu'étant fondée sur les Pactes & sur les Récez susdits, elle accorde aux Protestans de l'Evêché la Protection qu'ils lui demandent; & qu'elle insiste que non seulement lesdits Pactes & Récez soient inviolablement observés, & que tout ce qui s'est fait au contraire soit redressé; mais aussi que le Chapitre lui donne des sûretés suffisantes de n'en agir plus de même à l'avenir, afin qu'on puisse être à couvert de nouvelles infractions, & que les Protestans de la Ville & de l'Evêché d'Hildesheim jouissent tranquillement de leurs Droits.

Le procédé du Chapitre a été si odieux, que S. A. S. le Duc de Wolfenbuttel (quoi que Catholique Romain) lui en a témoigné son mécontentement, ayant envoyé un de ses Conseillers à Hildesheim pour faire des plaintes au Chapitre de la Lettre qu'il avoit reçue, & de la déclaration mise sur le Protocole de l'Assemblée des Etats contre la validité du Récez Confissorial; demandant que les Griefs de Religion fussent incessamment redressés, & les Pactes conclus avec sa Maison reconnus pour obligatoires; & déclarant que jusqu'à ce qu'on eût donné satisfaction à S. A. E., il seroit cause commune avec elle.

Ce n'est pas seulement dans les affaires de Religion, mais aussi dans les Civiles, que le dernier Evê-

que & le Chapitre ont travaillé à la ruine des Protestans de l'Evêché. C'est ce qui a paru clairement dans le Droit de Brasserie dont ils ont presque entièrement privé la Ville d'Hildesheim: Et comme S. A. E. est Protecteur de ladite Ville; comme ses Ancêtres l'ont été, & que les Pactes conclus avec sa Maison portent que les Habitans de l'Evêché, & en particulier ceux de la Ville, seront maintenus dans la possession de leurs Droits tant Civils qu'Ecclesiastiques, il est juste que S. A. E. leur fasse ressentir sa Protection à l'un & à l'autre égard (sur quoi la Déduction entre dans un Detail très exact.)

Et afin qu'on ne s'imagine pas que l'Infanterie que S. A. E. a mise dans Hildesheim & Paine fasse aucune brèche aux Revenus ordinaires de l'Evêché, il est bon de sçavoir qu'elle n'est aucunement à charge à ces deux Villes, étant entretenue de la Caisse de Guerre de S. A. E.; & que les Troupes qui sont dans le plat-Païs, ne sont point dans le Bailliage de l'Evêché, mais seulement dans ceux du Chapitre, & ne tirent leur entretien ni du Poinau, ni de la Caisse des Contributions, ni même des Domaines de l'Evêque; mais qu'elles sont aux dépens du Chapitre, tirant la paye ordinaire, & rien au delà, des trois Bailiages qui lui appartiennent, du Revenu desquels on n'a jamais rien appliqué à des usages publics, ni au payement des Troupes de l'Evêché, &c. De sorte que les Troupes de S. A. E. n'apportent pas la moindre diminution à la Caisse des Contributions, qui est le fonds dont on tire le payement du Bataillon que l'Evêché fournit à l'Empire pour son Contingent, & qui est à présent en Garnison à Fribourg, &c.

On laisse à juger après tout ce qui a été dit, si S. A. E. peut retirer ses Troupes avant que le Chapitre lui ait donné satisfaction sur des Griefs, qui sont d'une telle importance que l'entière ruine des Protestans de l'Evêché en dépend, & d'une notoriété si publique que le Chapitre même est obligé d'en convenir; de sorte que ne pouvant nier les faits, il nie le principe & il soutient que les Pactes & les Récez ne sont pas obligatoires. On laisse à juger si après tant de promesses qui sont demeurées sans aucune exécution, S. A. E. doit encore se contenter cette fois de simples paroles, ou si elle doit admettre quelque expédient qui engage l'affaire dans de longues discussions, & qui donne le tems au Chapitre d'opprimer de plus en plus les Protestans de l'Evêché, & de les réduire à un si petit nombre qu'ils ne paroîtront plus mériter aucune considération. Que si le Chapitre se porte, comme il le faut espérer, à donner à S. A. E. la juste satisfaction qu'Elle demande, elle ne différera pas un seul moment à retirer ses Troupes, & à faire voir combien est mal fondée l'imputation répandue malicieusement dans le monde qu'Elle a en vue de s'approprier l'Evêché. C'est ce dont on devoit être entièrement défabulé par l'expérience du passé, les Troupes de la Serenissime Maison qui furent mises dans Hildesheim l'an 1703. en étant sorties, sans que S. A. E. ait eu à cet égard aucun reproche à se faire que celui de les avoir retirées avec trop de facilité, & de n'avoir pas pris alors toutes les précautions nécessaires pour guérir le mal, en sorte qu'il ne fût pas besoin d'y appliquer une seconde fois le même remède.

## CXII.

Résolution de L. H. P. les Etats Generaux des 15. Juin;  
PROVINCES - UNIES des Pais-Bas en  
Réponse à une Lettre du Czar qui demandoit que  
le Corps des Troupes de la Neutralité pût se  
joindre incessamment aux siennes.

Du Lundi 15. Juin 1711.

Où il le rapport des Sieurs de Broeckhuyfen & autres Deputés de LL. HH. PP. aux affaires étrangères, aiant en conséquence & pour satisfaire à la Résolution commissoriale du 6. du courant examinée la Lettre de Sa Majesté Czarienne de Moscovie, écrite de Jawarow le 29. d'Avril passé, tendante à ce que le Corps destiné pour le maintien de la Neutralité dans l'Empire en conformité des Actes passés sur ce sujet, soit promptement assemblée; & puis que Sa Majesté le Roi de Suede a déclaré de ne point vouloir se tenir à cette Neutralité, que ledit Corps

M m

puiffe



ANNO  
1711.

puisse se joindre aux troupes de Sa Majesté Czarienne & de ses Alliez les Rois de Dannemarck & de Pologne, & agir contre celles de Suede, ainsi qu'il est plus amplement porté dans ladite Lettre. Aiant d'ailleurs examiné les Memoires du Sr. Matueof, Ambassadeur ordinaire de sadite Majesté Czarienne, touchant & par rapport au même sujet. Sur quoi aiant été délibéré, il a été trouvé bon & arrêté qu'on écrira à sadite Majesté Czarienne, que LL. HH. PP. se tiennent obligées à Sa Majesté Czarienne de l'agréable témoignage, qu'elle a de nouveau bien voulu donner de son inclination pour elles & pour Leurs Hauts Alliez, & de la considération qu'elle a eue pour eux, pour ne rien faire qui pût leur faire de l'obstacle ou de la peine dans la Guerre qu'ils sont obligés de faire à la France. Que de leur côté reciproquement elles ont eu pour Sa Majesté & pour son Amitié toujours une haute estime qu'elles conservent encore; & qu'en cette considération elles ont gardé une parfaite impartialité par rapport à la Guerre du Nord, dont Sa Majesté Czarienne a témoigné plus d'une fois d'être satisfaite. Qu'elles aient volontiers vu & souhaité que la conservation de la Neutralité dans l'Empire, telle que par les Actes passés sur cela, avoit été projetée, eût été acceptée par les Hauts Alliez engagés dans la Guerre du Nord. Que quoique leurs demarches pour y parvenir n'aient pas eu le succès désiré pour en venir à bout, ladite Neutralité n'aient été acceptée que sous certaines conditions, & que même à présent Sa Majesté de Suede, s'étoit à leur regret déclarée, de ne vouloir pas se tenir à ladite Neutralité. Que LL. HH. PP. avoient néanmoins toujours été de sentiment que ladite Neutralité doit être conservée & de ne point laisser que de faire des instances auprès de Sa Majesté le Roi de Suede afin de vouloir encore approuver la Declaration donnée par la Regence de Suede en l'absence de Sa Majesté. Que cependant LL. HH. PP. croient qu'on ne peut pas leur imputer d'avoir négligé la moindre chose, qui fût en leur pouvoir de faire suivant les Actes passés sur ladite Neutralité. Que de ja avant l'hyver passé leur contingent pour le corps destiné au maintien de ladite Neutralité, qu'elles devoient fournir, avoit été prêt & tenu sur les plus proches frontières, pour être toujours à portée, & pour pouvoir en cas de besoin marcher au rendez-vous, quoi qu'on auroit leur besoin de troupes ailleurs, & qu'à présent les Bataillons qui doivent être fournis pour le compte de l'Etat pour ce Corps-là, sont depuis quelque tems en marche vers le rendez-vous dans la Silésie, & seront apparemment bien-tôt arrivés-là, & y seront à tems. Que LL. HH. PP. aiant ainsi fait leur devoir, n'ont pas laissé que d'exhorter leurs Alliez qui doivent aussi fournir leurs troupes pour ce Corps, de les envoyer au rendez-vous, & qu'elles continueront de les presser. Et que pour ce qui regarde ce qu'on doit faire avec ce Corps-là, que cela doit être réglé suivant la situation des affaires & des incidents qui peuvent survenir, & comme ledit Corps doit être composé de Troupes de diverses Puissances, également intéressées dans la conservation du repos & de la Neutralité dans l'Empire, aussi les ordres audit Corps doivent-ils être donnés d'un commun accord. Et que LL. HH. PP. concerteront, & continueront de tems en tems à concerter avec les Ministres de ces Puissances qui résident ici les ordres & les mesures qu'on doit prendre par rapport à ce Corps, suivant la situation des affaires qui arriveront, pour parvenir au but pour lequel on l'a assemblée. Et qu'après avoir de leur côté satisfait à ce qui est porté par les Actes de neutralité, & en aiant assemblé un Corps si considérable dans le milieu d'une onerueuse Guerre, dans laquelle il pourroit être employé avec beaucoup de succès contre l'Ennemi commun; la bonne volonté des Hauts Alliez paroît surabondamment pour le maintien de la Neutralité dans l'Empire. Et elle a même déjà produit quelque effet, puisque suivant les informations que LL. HH. PP. ont, elle a fait faire plusieurs reflexions à la Porte Ottomane, & a-t-elle peut-être été la cause que les préparatifs de Guerre ont été traités plus qu'on n'avoit pensé. Qu'ainsi on étoit dans l'espérance & une ferme assurance que Sa Majesté Czarienne considérant suivant la grande sagesse tout ce que dessus, ne concevra aucune pensée de l'avantageuse de leur conduite, mais percevra toujours dans la bonne volonté qu'elle a eu pour cet Etat, & pour la cause commune des Hauts Alliez, ainsi que LL. HH. PP. de leur côté s'ache-

ront toujours de donner à Sa Majesté Czarienne des preuves de la haute estime, qu'elles ont pour l'amitié de Sa Majesté Czarienne. Et cette Rescription avec une copie de ceci sera remise par l'Agent Rosenboom entre les mains dudit Sieur Matueof, pour lui servir de réponse sur les Memoires qu'il a présentés sur ce sujet.

ANNO  
1711.

## CXIII.

*Resolution de L. H. P. les Etats Généraux des PROVINCES UNIES des Pais-Bas, pour répondre à la Declaration du Roi de SUEDE au sujet des Actes passés pour la conservation de la Neutralité dans l'Empire, par rapport à la Guerre dans le Nord.*

15. Juin.

Du Lundi 15. Juin 1711.

OUI le rapport des Sieurs Broeckhuyfen & autres Deputez de LL. HH. PP. pour les affaires étrangères, qui suivant & pour satisfaire à leur Resolution commissoriale du 4. Mars dernier, ont examiné la Declaration de Sa Majesté le Roi de Suede, au sujet des Actes passés pour la constitution de la Neutralité dans l'Empire, par rapport à la Guerre dans le Nord, présentée par le Sieur Palmquist, Envoyé Extraordinaire de sadite Majesté dans une Conference, continuée plus amplement dans les Notules du 4. Mars dernier; comme aussi la demande faite en même tems par ledit Sieur Palmquist pour un prompt secours, en vertu du Traité de Travendahl, pour le maintien de la Paix suivant ledit Traité, ajoutant qu'en cas qu'il ne puisse l'obtenir, sadite Majesté espéroit qu'alors elles voudroient bien excuser les mesures qu'il feroit en ce cas-là contraint de prendre, pour y parvenir, dont il souhaiteroit fort d'être dispensé pour l'amour des Alliez, n'étant aucunement porté à leur préjudicier, & à traverser leurs affaires, ainsi s'attendant qu'on aura les mêmes égards pour celles de Sa Majesté. Sur quoi aiant été délibéré, il a été trouvé bon & arrêté, de prier par celle-ci & de commettre lesdits Sieurs Broeckhuyfen & autres Deputez de LL. HH. PP. pour les affaires étrangères, qu'avec délibération & concert avec les Sieurs Ministres des Puissances intéressées dans la conservation de la Neutralité dans l'Empire par rapport à la Guerre dans le Nord, ils donnent verbalement pour réponse audit Sieur Palmquist: Que la Declaration de sadite Majesté au sujet de ladite Neutralité dans l'Empire n'avoit pu autrement que, contre leur attente, surprendre LL. HH. PP., aussi-bien que les autres Puissances intéressées, car il étoit connu audit Sieur Palmquist que les Actes au sujet de ladite Neutralité avoient été arrêtés après une mûre deliberation, par rapport à la constitution des affaires, au tems que ces Actes ont été faits, & que suivant eux les Provinces mêmes de Sa Majesté de Suede situées dans l'Empire, étant mises à couvert contre toute attaque d'ennemi, il étoit aussi raisonnable que de la part des mêmes Provinces on ne commit aucun acte d'hostilité; mais que le tout seroit resté dans l'état, dans lequel les affaires étoient alors. Que cela n'a pas seulement été le sentiment des Puissances, qui se sont engagées pour le maintien de ladite Neutralité, sur le pied porté par lesdits Actes; mais aussi celui du Senat, chargé de la Regence en l'absence de sadite Majesté, lequel a approuvé & agréé ladite Neutralité, jusqu'à ce que lui aiant été offert de prendre les Troupes, que sadite Majesté avoit dans les Provinces dans l'Empire; il en est venu à une Negociation: Que ledit Senat aiant une parfaite connoissance de la constitution, dans laquelle les affaires étoient pour lors, il est à presumer qu'il a fait en cela ce qu'il a jugé être conforme tant à l'intention qu'au véritable intérêt de Sa Majesté, pour en être d'accord. Que les Puissances intéressées dans la conservation du repos dans l'Empire n'ont pu faire autre chose que de seferer au sentiment dudit Senat, & de se reposer en cette occasion sur l'approbation qu'il avoit donnée à la proposée Neutralité. Et comme sadite Majesté auroit eu raison de se plaindre, au cas que les Puissances intéressées n'eussent pas déféré au sentiment dudit Senat, chargé en l'absence de Sa Majesté, de la Regence, & dans la supposition que celui-ci est in-

im-

ANNO 1711. mé de l'intention de Sa Majesté aussi bien que du véritable intérêt de ses Roiaumes & Etats; qu'ainsi aussi lesdits Puissances, qui ont travaillé sur de si bons fondemens à l'ouvrage de ladite Neutralité, auroient raison de se plaindre en cas que Sadite Majesté ne se fût pas à la Declaration donnée ci-devant par le Senat avec bonne connoissance des choses. Que pour cela elles prient encore que Sa Majesté ne veuille pas se départir de la Declaration donnée ci-devant par le Senat, mais plutôt l'approuver, & qu'on priera ledit Sr. Palmquif d'y employer ses bons offices. Et pour ce qui regarde le secours, exigé en vertu du Traité de Travendhal: Que lesdits Sieurs Deputés donneront verbalement en réponse audit Sieur Palmquif. Que quoique LL. HH. PP. soient en doute si de la part de Sadite Majesté l'on ne donne pas trop d'étendue à l'obligation qui résulte à leur charge du Traité de Travendhal, ce qui seroit sujet à une exakte recherche & application, & quoique conjointement avec leurs Hauts Alliez, elles soient engagées dans une onéreuse Guerre qui les dispense suffisamment dans ces tems & ne leur permet de donner du secours, ce qu'elles pourroient autrement faire, & à quoi autrement leur bonne volonté pourroit s'étendre; que neanmoins de leur côté elles aideront volontiers à contribuer tout ce qui pourra servir au rétablissement de la premiere tranquillité par une Paix generale, & par-là faire toutes les reflexions possibles & raisonnables sur les intérêts de Sadite Majesté, s'assurant fermement que Sadite Majesté ne prendra aucune mesure par laquelle la cause commune de LL. HH. PP. & de Leurs Hauts Alliez puisse recevoir du prejudice.

CXIV.

21. Juill. Traité de Paix entre Sa Majesté Czarienne PIERRE ALEXIOWITZ, & ACHMET Han Sultan des Turcs, par lequel la Forteresse d'Azof doit estre rendue à la Porte Ottomane, avec demolition de quelques autres Places & Forts. Fait au Camp des Turcs près de la Riviere de Pruth le 6. de la Lune Gemaïel-Achir l'an de l'Hégire 1123. Et le 21. Juillet 1711. [Sur une Copie envoyée de Constantinople par un Ministre public.]

**L**A raison de cet Ecrit auquel on doit ajoûter foi est: Que par la Grace de Dieu, la Victorieuse Armée Musulmanne, ayant étroitement refermé le Czar de Moscovie avec toute son Armée dans le Voisinage de la Riviere de Pruth, il a lui-même demandé la Paix, & sur ses Instances, les Traitez & Articles ont été reglez & accordez en la manière qui suit.

1. Qu'il rendra la Forteresse d'Azof avec son Territoire & ses dépendances, dans le même état où elle étoit quand il la prit.

2. Que Faiganrock, Kamenki, & le nouveau Fort, construit sur la Riviere de Saman, seront entièrement démolis, sans que jamais on puisse faire bâtir d'autres Forts au même lieu; & que le Canon avec les Munitions du Fort Kamenki, seront laissez à la sublime Porte.

3. Que le Czar ne se mêlera plus des Polonois ni des Cosaques qui dépendent d'eux, & qu'on appelle Barabaci & Porcati, non plus que de ceux qui dépendent du très heureux Han-Deulet-Ghefai, mais qu'il les laissera sur l'ancien pied & qu'il retirera toutes ses forces de leur País.

4. Que les Marchands pourront venir avec leurs Marchandises sous la Domination bien gardée; mais que personne ne pourra résider à la Haute Porte en qualité d'Ambassadeur.

5. Que tous les Musulmans qui ont été faits Prisonniers, ou Esclaves par les Moscovites, avant ou pendant cette Guerre, seront remis en liberté.

6. Que le Roi de Suède s'étant rangé sous les Ailes de la puissante Protection de la Haute Porte, aura un libre & sûr passage pour s'en retourner; sans pouvoir y être empêché, ou retenu en aucune manière par les Moscovites; & que la Paix se fasse entr'eux, s'ils sont inclinez à la faire, & s'ils peuvent s'entendre entr'eux.

7. Et à l'avenir il ne sera fait aucun tort ou dommage par la Porte aux Moscovites, comme parcellle

TOM VIII. PART. I.

ment ceux-ci n'en feront point aux Sujets & dépendans de la Haute Porte.

La Bonté Royale & infinie de mon très-Puissant & Gracieux Seigneur & Empereur est si supérie qu'il lui plaise de ratifier les susdits Articles; & d'oublier la précédente mauvaise conduite du Czar.

C'est en la manière ci-dessus exprimée, qu'en vertu du Plein-Pouvoir qui m'en a été donné, j'ai fait la Paix avec lui, & lui en ai conigné l'Instrument. Nous conviendrons aussi des Otages qui seront donnez par le Czar, pour l'accomplissement des Articles qu'il contient. Pareillement les Traitez de Paix appelez Temeruki seront échangez de part & d'autre; & ensuite l'Armée du Czar pourra s'en aller librement en son País, par le plus court chemin; sans qu'il lui soit fait aucun empêchement par l'Armée Victorieuse, ni par les Tartares, ni par d'autres. Tous les Articles ci-dessus seront exécutez, & la Capitulation échangée des deux côtés; ensuite de quoi, & après que tout aura été à effet, nous donnerons congé aux deux Otages qui se trouvent présentement dans l'Armée Victorieuse, savoir le Renommé entre les Grands de la Nation du Messie le Chancelier Privé, Baron Pierre Schaphirof, & le Petit-fils de Czeremet Michel de Boriz, desquels la fin soit heureuse; & nous leur permettrons aussi-tôt de retourner en leur País. En foi de quoi, le présent Instrument a été signé au susdit Camp le 6. de la Lune Gemaïel-Achir de l'an 1123; ou le 21. de juillet 1711.

Autre Copie du même Traité signée des seuls Ministres de Sa Majesté CZARIENNE. Au Camp le 12. Juillet. vieux stile 1711. [Sur une Copie qu'on dit avoir été commencée à Leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies par l'Ambassadeur de Sa Maj. Czarienne.]

12-23  
Juillet.

**D**IVINA favente gratia Serenissimi ac Potentissimi Magni Domini Czari & Magni Ducis Petri Alexiowitz totius Russiæ Autocratoris nos, infra scripti nominati Plenipotentiarii hifce notum facimus. Nos cum Serenissimi ac Potentissimi Domini Sultani Achmetis Chami Illustrissimo Magno Vizirio Machmete Passia, post exortum inter utriusque Imperium Bellum, sequentem de æterna pace Tractatum conclusisse.

1. Postquam Pax inter Czaream Majestatem, & Sultaneam Majestatem quæ jam antea intercessit rupta esset, utriusque Exercitus etiam jam manus conferuissent, ulteriorem & omninodam tanti humani sanguinis effusionem prævertendi animo, de restauranda pace-consilium initum æternumque duratura Pax sequentibus sub conditionibus inita fuit & conclusa. Utpote restituantur Turcis occupatæ ab illis Urbes, & noviter extructæ iterum destruantur; utraque ex parte vacuæ relinquuntur; tormenta omnia & res tormentaria commeatibus Belli, & alia ex illis abducta Czareæ Majestatis permanent, exceptis in Camemnon Tolin existentibus tormentis, quæ Turcis tradantur.

2. Utrique Parti Polonorum rebus se se immisce-re vel illorum Subditos & Terras sibi arrogare non sit liberum.

3. Mercatores tam Czareæ Majestatis Subditi in Imperium Turcicum quam Sultaneæ Majestatis in Imperium Ruthenicum iter facere, redire & Commercium agere, omni libertate gaudeant.

4. Quia Rex Sueciæ protectioni Sultaneæ Majestatis se commisit, ideo Czareæ Majestatis, Sultaneæ Majestatis amicitia gratia, se illi liberum securumque reditum & transitum in ipsas terras concessuram promittit, & si invicem convenire possint, Pacem cum illo inituram.

5. Utriusque Partis tam Russicæ quam Turcicæ Subditis in posterum damnum vel detrimentum aliquod a nemine inferatur.

6. Vigore Tractatus hujus omnia antecedenter commissa acta hostilitati obli-vioni tradantur; & facta Exemplarium permutatione (ad quem Actum nos sufficienti Plenipotentia instruxi sumus) utriusque Partis Exercitus recedant neque in itinere alter alteri impedimentum afferat vel damnum.

7. Captivi Turci quotquot illorum in Imperio Czareæ Majestatis & præter hic in Castris reperitur

M m 2

liber-



ANNO libertate donabuntur; similiter ex parte Sultaneæ Majestatis omnes post ruptam Pacem in captivitate abducti Subditi Rutheni dimittentur & pristina libertate gaudebunt.

1711.

In quorum fidem nos hunc Tractatum propriis manibus subscripsimus, Sigilloque notavimus, & cum Illustrissimo Magno Vizirio Exemplaria permutavimus. Datum in Castris Turcicis, Idilo veteri die 12. Julii 1711.

Imperii Vice-Cancellarius Baro PETRUS  
SCHAFFIROUW.

Generalis Major Comes MICHEL SCHE-  
REMETOUW.

## CXV.

28. Juillet Resolution des Etats Generaux des PROVINCES  
UNIES sur la Succession d'ORANGE.

Le Mardi 28. Juillet 1711.

Les Sieurs de Broeckhuysen & autres Deputez de LL. HH. PP. aux affaires de la Succession de Sa Majesté de la Grande Bretagne de glorieuse memoire, ont rapporté à l'Assemblée qu'en consequence & pour satisfaire à la Resolution de LL. HH. PP. du 27. du courant, ils avoient parlé avec Messieurs IJgen & Hymen, Ministres de Sa Majesté le Roi de Prusse, sur le fondement de la conçûte Resolution interée dans les Notules de hier pour accommoder du mieux les affaires mentionnées, & ont en même tems livré ladite projectée Resolution, redressée en certains Points, ainsi qu'elle est interée comme suit.

Où le rapport des Sieurs de Broeckhuysen & autres Deputez de LL. HH. PP. pour les affaires de la Succession de Sa Majesté de la Grande Bretagne, aiant en consequence & pour satisfaire à leur Resolution commissoriale du 20. du courant, examiné le Memoire du Sieur de Hymen, Envois Extraordinaire de Sa Majesté le Roi de Prusse. Par où il témoigne à LL. HH. PP. combien Sa Majesté est touchée du triste malheur, arrivé à Monsieur le Prince de Nassau en venant de l'Armée ici, aussi bien que l'inclination de Sa Majesté de donner à Madame la Princesse Douairiere, & aux Descendants dudit Sieur Prince des preuves réelles de l'estime & de l'affection de Sa Majesté, contenant d'ailleurs quelques considerations sur l'état où étoit tombée par ce fatal événement la negociation sur les differens touchant la Succession, & demandant une Resolution de LL. HH. PP. sur divers Points contenus dans ledit Memoire, & dont il est plus amplement fait mention dans les Notules du 20. du courant mois. Sur quoi aiant été deliberé il a été trouvé bon & arrêté, qu'il sera donné en réponse audit Sieur de Hymen sur ledit Memoire : Que LL. HH. PP. ne sont pas moins extrêmement touchés de ladite Majesté par le déplorable malheur arrivé au Sieur Prince de Nassau de glorieuse memoire dans la fleur de son âge, & d'une maniere si fatale, qui doit inspirer de la compassion à tout le monde : Que LL. HH. PP. regardent la mort dudit Sieur Prince comme une grande perte : qui en attendant la compassion qu'il a plu à Sa Majesté de témoigner sur ce triste événement leur est fort agreable & consolant, & particulièrement la declaration de la Royale affection de Sa Majesté pour Madame la Princesse Douairiere, & les Descendants dudit Prince, avec la favorable assurance que Sa Majesté veut donner des preuves réelles de son affection, dont LL. HH. PP. ne peuvent pas douter puisque ledit Sieur Prince a bien voulu entreprendre le voyage pour venir ici, & qu'il venoit avec une disposition d'apporter de son côté toute la raisonnable facilité pour ajuster les differens qui étoient sur le tapis; & Sa Majesté aiant souvent témoigné d'en faire de même de son côté, & même par de remarquables avantages & de vouloir donner à l'infortuné Prince des preuves de la particulier estime de Sa Majesté pour sa personne, LL. HH. PP. avoient concé une esperance bien fondée des deux parties, que par leurs bons & bien intentionnez offices on auroit mis une bonne fin depuis si long-tems souhaitée aux affaires au contentement de l'une & l'autre

Partie intereessée. Mais qu'à present à leur profond chagrin & douleur, l'inopiné & déplorable malheur arrivé au Sieur Prince de Nassau a apporté un entier changement à l'état des affaires à l'égard de la negociation pour un accommodement, puisque par ladite mort du Prince le Plein-pouvoir qu'il avoit donné étoit venu à cesser, & ledit Sieur Prince aiant laissé une fille unique âgée d'un an, & Madame la Princesse son Epouse à present Douairiere, grosse de quelques mois, il est aisé à comprendre que ladite Princesse Douairiere, qui comme Mere doit être Tutrice de ses enfans mineurs, n'est pas en état dans la presente incommodité & très grande affliction, de prendre connoissance des affaires, ni de donner les ordres & l'autorisation pour la continuation de la negociation, il est d'une absolue & inévitable necessité, de cesser à present la negociation, du moins pour quelque tems, jusques à ce qu'on puisse la reprendre; qu'en consequence LL. HH. PP. jugeroient être à propos, que le tout fut laissé dans l'état où il est à present, jusques à ce que Madame la Princesse Douairiere ait eu un suffisant tems pour pouvoir mettre ordre à ses affaires, pour alors avec l'agrement de l'une & l'autre des hautes Parties intereessées reprendre la negociation. LL. HH. PP. ont ensuite vu par ce Memoire que les pensées de Sa Majesté tendent que quoique la negociation sur les affaires au principal ne peut pas être continuée à present, cependant on peut par provision disposer des points contenus dans ledit Memoire, les jugeant pour la plûpart fondez sur les Resolutions de LL. HH. PP. du 2. & 21. Avril passé; & elles ont une forte inclination pour donner des marques à Sa Majesté de leur haute estime pour Sa Majesté & pour son amitié & pour complaire à Sa Majesté & lui donner du contentement en tout ce qui est en leur pouvoir & qui peut en quelque maniere être avec équité exigé d'eux.

Qu'ainsi en cette vûe aiant considéré avec attention ce qu'elles pourroient & oseroient en cette occasion prendre sur eux de faire pour le contentement de Sa Majesté sans préjudicier à personne. Elles, pour ne pas venir en discussion ou contestation, si & jusques où ledites Resolutions du 2. & 21. Avril de cette année, sont encore applicables, dans le present inopiné événement, comme aussi pour encore éviter l'examen, quels Biens du Prince FREDERICK-HENRI de glorieuse memoire ne sont point en contestation entre les hautes Parties intereessées, & du different qui pourroit naître sur la déqualification de la legitime & Trebellianique, outre le rabais touchant le paiement des dettes & legs, n'y aiant à present personne ici qui puisse soutenir les Droits on les prétentions des Heritiers du feu Prince là-dessus, aussi LL. HH. PP. n'étant point Juges pour décider en cas de contestation. Que cependant pour laisser le tout autant qu'il est possible en son entier jusques à ce que les negociations pour le principal puissent ci-après être reprises & continuées, LL. HH. PP. sont d'opinion que la suivante Resolution peut servir à cela. Savoir que par provision & sans diminuer le droit & prétention d'un chacun, qui sont laissés en toutes leurs parties dans leur entier à l'égard de tous les Biens de la Succession, sans donner par cette provision le moindre droit à aucun, ou d'en prendre plus qu'on n'en avoit ci-devant, Sa Majesté le Roi de Prusse, outre ce dont il est à present en possession, aura encore par provision sur les biens & revenus de ladite Succession une somme annuelle de 50000. florins. Qu'à cette fin on livrera à Sa Majesté les Biens de Naeldwyck, Honsholredyck, Wateringen, le Opstal, le Honderland, Orange Polder, 's Gravefande, la Maison de Nieubourg, & la Maison dans le Nord-Eynde, comme aussi le Haut & Bas Swaluwe, dont les revenus après la soustraction des charges, sont calculez à la somme annuelle de 26033. florins 4. sols; que le surplus jusques à ladite somme de 50000. florins annuels, sera fourni des revenus des Biens de la Succession, qui restent sous l'administration de LL. HH. PP., par où ce qui étoit tiré des revenus pour l'entretien desdites Maisons cessera. Qu'outre cela Sadite Majesté pourra se servir de la Maison de Dieren avec les meubles qui y sont à present, & qui appartiennent aux Heritiers du Prince de Nassau, pendant le tems qu'il plaira à Sa Majesté d'y être en personne. Bien entendu que par-là il n'en naîtra aucun droit à Sa Majesté, au delà de celui qu'il a

pre-

ANNO  
1711.

ANNO 1711. présentement; mais que tout restera *in statu quo* jusques à ce qu'il en soit autrement convenu entre les hautes Parties intéressées, ou décidé par un Juge.

Que par contre par provision, & sans diminuer les Droits & prétentions d'un chacun, comme ci-devant les Héritiers du Sieur Prince de Nassau tirent des revenus des Biens de la Succession, qui resteront sous l'administration de LL. HH. PP. une somme annuelle de 150000. florins, & au cas que Madame la Princesse Dôliairière, comme Mere & Tutrice de son enfant, ou enfans mineurs, souhaitât qu'au lieu d'avoir ladite somme annuelle de 150000. florins en argent, on lui remit aussi quelques fonds, qu'alors on lui remettra aussi provisionnellement quelques Biens, excepté qu'alors on aura égard à la convenance de l'Etat, & des Provinces en particulier; & que Buren & Leerdam ne seront point d'avis à aucune des Parties intéressées, que de leur concert.

Que pareillement il sera laissé à la disposition de Madame la Princesse Dôliairière en sa qualité, de pouvoir se servir de la Maison de Loo y étant en personne sur le même pied que ci-dessus il a été dit par rapport à Sa Majesté de Prusse touchant la Maison de Dieren.

Que d'ailleurs suivant l'amitié que Sa Majesté de Prusse a témoigné de vouloir avoir pour Madame la Princesse Dôliairière & les Descendants du Sieur Prince de Nassau, ladite Dame Princesse Dôliairière dans sa qualité de Mere & Tutrice, en considération de la présente incommodité, aura encore des Biens de ladite Succession une fois la somme de 150000. florins, payables la moitié au plutôt, & l'autre moitié dans 2. termes annuels. Après que les sommes suivant cette Résolution reçues par Sa Majesté & par les Héritiers du Prince de Nassau avec le paiement préalable des charges & intérêts, s'il venoit à être trouvé qu'en déchargeant la somme à Sa Majesté de Prusse, aussi-bien que celle aux Héritiers du feu Prince de Nassau, les intérêts des capitaux à la charge de la Succession ne pourroient pas être payés hors des revenus des biens qui restent sous l'administration, en tel cas ce qui manqueroit seroit déchargé à l'une & l'autre des Parties à proportion, après que le Conseil autorisé à l'administration provisionnelle de la succession aura par compte ou autres valables preuves, fait paroître ce qui pourroit y manquer. Que le fût dit étant aussi par provision sans diminuer les Droits & prétentions d'un chacun, la négociation sur le principal pour en venir à un final accommodement final, on mettra pareillement alors sur le tapis les autres Points contenus dans le Mémoire.

Et pour ce qui regarde l'évacuation de Meurs, puisque c'est un point, sur lequel LL. HH. PP. ne peuvent rien résoudre sans avoir reçu le sentiment des Seigneurs Etats des Provinces respectives, Elles remettent ce point à leur délibération.

Que LL. HH. PP. d'abord que le Plenipotentiaire de Madame la Princesse Dôliairière sera arrivé, lui parleront, & tâcheront de travailler afin que pendant la négociation on suscipende toutes les procédures de justice.

Et touchant la demande de Sa Majesté des Canons qui peuvent se trouver à Meurs, qui appartiendroient au Prince FREDERICK-HENRI que LL. HH. PP. n'ayant aucune connaissance en quoi ils consistent, ils en attendront un Mémoire pour l'examiner afin de résoudre là-dessus.

Que LL. HH. PP. espèrent & s'assurent que ladite Majesté voyant par cette Résolution leur bonne intention & inclination pour autant que l'occurrence du tems & des affaires le permet, acheminer cet ouvrage à une bonne fin, & de donner à Sa Majesté le contentement autant qu'il est en leur pouvoir, approuvera conséquemment ladite Résolution pour le

Règlement des affaires, par provision & sans donner

atteinte au droit de personne; alors LL. HH. PP. donneront des ordres que les biens ci-dessus spécifiés soient par provision livrés à Sa Majesté, & qu'on satisfera de tems en tems au surplus pour faire la somme annuelle de 50000. florins, dans la certaine espérance & attente que dans la négociation sur le principal ladite Majesté voudra bien en bonne partie donner à Madame la Princesse Dôliairière & à son Enfant ou ses Enfans; bien des preuves de l'inclination ou affection que Sa Majesté a témoigné; espérant de même & s'assurant que Madame la Princesse Dôliairière de Nassau voudra aussi être contente de cette Résolution & de l'accepter. Sur quoi ayant été délibéré il a été trouvé bon d'arrêter par les présentes cette Résolution, & qu'elle sera mise au net, & remise entre les mains dudit Sieur de Hymen.

Et cette Conclusion a été formée par le Sr. de Renswoude, comme la Province d'Utrecht ayant presidé dans la semaine précédente.

Les Sieurs Deputés de la Province de Frise ont fait enregistrer sur ladite Conclusion; & au nom & par les ordres des Seigneurs Etats leurs Principaux ont pris à eux la fût dite Conclusion & l'ont contredite, protestant bien expressément de nullité & de dédommagement à l'égard de tout ce qui a été fait en ceci & résolu & qui pourroit ci-après être disposé, comme directement contre la manière, la forme, & le droit qui appartient à Madame la Princesse Dôliairière, déclarant que LL. HH. PP. ne font pas autorisées comme Exécuteurs de pouvoir en disposer avant que les Parties respectives par un amiable accommodement, ou par le droit en soient convenues; se réservant d'ailleurs de faire de tels enregistrements ou protestes, ainsi que leurs hauts Principaux trouveront leur appartenir.

Les Sieurs Deputés de la Province d'Over-Yssel ont déclaré de prendre copie de toute l'affaire, pour mettre en délibération devant les Seigneurs Etats leurs Principaux.

Le Député de la Province de Groningue qui se trouve ici a déclaré de ne point se conformer à ce qui a été rapporté; de contredire à la Conclusion comme contraire au pouvoir qui appartient à aucun Exécuteur du monde, & à la propre solennelle & incomparable Déclaration de LL. HH. PP., faite dans leur Lettre à Sa Majesté de Prusse du 14. Octobre 1704. & se réservant pour les Seigneurs Etats ses Principaux de faire de telles protestations, & de prendre de telles Résolutions & mesures qu'ils trouveront à propos, pour prévenir tout malheur.

## CXVI.

Manifeste de FREDERIC-AUGUSTE Roi de 20. Août:  
Pologne touchant sa Marche en Pomeranie. Donné près de Strelitz le 20. Août 1711.

NOUS FREDERIC-AUGUSTE, par la grace de Dieu, Roi de Pologne, Grand Duc de Lithuanie, Russie, Prusse, Mazovie; Samogicie, Kuyavie, Volhinie, Podolie, Podlachie, Livonie, Smolensco, Servie, & Zichernicovie; Duc de Saxe, Juliers, Clève & Mons; comme aussi d'Engern & Westphalie; Archi-Marechal & Electeur de l'Empire, aussi à présent Vicaire dudit Empire dans les Terres sous la Jurisdiction de Saxe, & lieux sujets à un tel Vicariat; Landgrave en Thuringe, Margrave de Magdebourg, Comte Prince de Henneberg, Comte de la Mark, Ravensbourg & Barby, Seigneur de Ravenstein, &c. &c. Ne doutons pas, qu'il ne soit connu à un chacun, comment durant les présents Troubles de Suede, nous nous sommes toujours & en toutes occasions tellement comportés, qu'un chacun puisse entièrement reconnaître notre équité, dont nous mêmes avons donné des preuves innombrables à nos Ennemis.

Et quoi que nous, par la mutinerie tout à fait contraire de nos Ennemis, eussions pu être portés à d'autres pensées, néanmoins nous avons mieux aimé suivre la passion de notre Ame, à toute réputation inclinée, que les exemples de nos Ennemis.

Comme nous, à notre retour en Pologne, l'an 1709, par un propre motif & soin, que nous avons pour le repos general de l'Empire, nous sommes résolu, & avons déclaré de ne vouloir pas, en aucune



ANNO manière, molester les Provinces Allemandes du Roi de Suede.

1711.

Quoi que peu de tems après la Contremarche du Corps de Craßau hors de la Pologne pour la Pomeranie, & plusieurs raisons en sortant, nous aurions pu facilement inciter à changer notre intention, pour poursuivre ledit Corps de Craßau jusques en Pomeranie, & ainsi prévenir d'abord ceux, qui alors en étoient saignés, & qui étoient en effet éloignés de leurs machinations hostiles, pour l'exécution de quoi nous n'avons pas manqué de moins, lorsque nos Troupes étoient appuyées par celles du Czar & l'Armée de la Couronne; mais au contraire nous l'avons discontinué par l'intercession des Hauts Puissances Alliées contre la France, sans considérer un moment le consentement à la Négociation de la Neutralité par elles moyennée: comme nos Alliez de tous côtes y ont consenti d'abord, dans l'esperance indubitable, que le Roi de Suede accepteroit ladite Neutralité principalement aussi concernant le salut & le repos de ses Provinces situées en Allemagne, & qu'il agréeroit & ratifieroit la Déclaration faite en son nom par le Senat de Stockholm.

Mais on s'est bien-tôt éclairci, que ni ladite notre Déclaration bien intentionnée & pacifique, n'a dûment été regardée, ni que le soin salutaire des Hauts Alliez contre la France n'a été accepté avec respect, mais au contraire le Roi de Suede a protesté contre cette Neutralité, & a quasi déclaré la Guerre avec de grandes menaces aux dits Hauts Alliez.

Ainsi donc, puisque du côté Suedois on a effectivement agi contre la Neutralité, tant par Mer que par Terre, & qu'encore dernièrement Smigelsky a été envoyé de la Pomeranie en Pologne, & après avoir exercé plusieurs hostilités, a été encore reçu dans la Pomeranie, & que le même a obligé l'Officier, secrètement surpris en Pologne, à donner un Revers de sa main, qu'après sa querison il se jetteroit à la Généralité Suedoise en Pomeranie. Ce donc qui sont de claires marques du futur dessein du Roi de Suede, & du Corps d'Armée en Pomeranie à ses ordres, & quelles suites périlleuses on a à craindre à l'avenir.

Ainsi nous nous trouvons nécessairement, pour prévenir à l'avenir tout le mal, dont nous menacent les démarches du Roi de Suede, & pour remettre la sûreté de notre Couronne & Terrés, comme aussi pour détourner l'inquiétude & le bouleversement de l'Empire en demeurant par la Suede, après avoir jusques ici inutilement employé des moyens plus doux, à chasser, avec l'assistance de nos fidels Alliez, les Troupes Suedoises en Pomeranie, comme la source du malheur qui est à craindre ci-après, & pour les mettre hors d'état, avec l'aide de Dieu, afin qu'ils n'exécutent pas leurs desseins pernicieux: par où nous au contraire nous pourrions procurer une bonne sûreté contre un voisinage si périlleux.

Mais nous déclarons par celle-ci, que ni nous, ni nos Alliez par ce notre dessein juste, & forcé par l'Ennemi, ne sommes nullement d'opinion, de faire la Guerre aux innocens Sujets Suedois, mais seulement aux Troupes armées dans leur País: ainsi donc, que nous promettons par celle-ci de notre part, & au nom de Sa Majesté le Czar, dont nous avons les Troupes avec nous, de vouloir laisser en tranquille possession & jouissance de leurs effets & Biens, tous les Habitans & Sujets Suedois Pomeraniens, qui ne s'oposeroient pas à nos armes & de nos Alliez, & de les défendre puissamment contre toutes forces & dommage; dans cette confiance, que ledits Sujets Suedois-Pomeraniens accepteront tant plus volontiers cette notre gracieuse Déclaration, & de nos Alliez, & qu'ils ne se soumettront pas seulement à toutes nos Armées qui sont en marche, mais qu'ils enverront aussi quelques-uns à la rencontre à leur charge, qui pourront traiter avec le Commissariat s'y trouvant, touchant l'entretenement inévitable & nécessaire de ces Troupes, pour éviter les accidens.

Nous assurons aussi, que nous n'agissons pas avec eux l'on l'exemple des violences exercées à nos Terres & Sujets, par les Suedois, mais que nous les traiterons en Chrétien & modérément, & que pour cela nous tiendrons sous une discipline & ordre rigoureux nos propres Troupes auxiliaires de Sa Majesté le Czar, que nous avons avec nous.

C'est pourquoi chacun peut autant moins douter, que tant plus de preuves de notre modération

ANNO nous avons déjà fait voir en toutes occasions. Ainsi peuvent tous les Suedois & autres, qui se font soumis aux Armes du Czar, rendre un témoignage constant de l'équanimité & modération de Sa Majesté le Czar, sans considérer le plus barbare traitement, par lequel les Prisonniers Russiens au contraire ont toujours été usés & tourmentés, & des autres procédures horribles exercées en plusieurs endroits par les Suedois qui méritoient bien un ressentiment & représaille plus rigoureux.

1711.

Mais en cas que l'un ou l'autre Habitant Suedois-Pomeranien feroit lui-même l'occasion à une action contraire, & qu'il se laisseroit séduire par une esperance vaine du subit retour du Roi de Suede; ou progrès supposés des Turcs contre les Moscovites, ou par quelqu'autre vûe, qu'ils ne voudroient pas accepter cette notre Intention salutaire, que nous & nos Alliez avons pour eux, mais qu'ils se déclareroient hostilement ou par force publique, ou machinations secrètes, comme aussi en quitant leurs maisons: Qu'alors ils se le pourroient attribuer à eux-mêmes, quand ils seroient encore traités comme des Ennemis, & qu'ils seroient ruinés & privés de leur entier; principalement puis que leur imagination n'est pas fondée, & que l'état désespéré & malheureux du Roi de Suede est connu à tout le monde. Où au contraire paroissent les progrès victorieux de Sa Majesté le Czar, & la soumission volontaire à icelle sans aucun coup d'épée des deux Provinces si renommées, à savoir de Moldavie & Walachie, par les Manifestes publiez des Princes dits Pais, & la conjonction de leurs Armées nombreuses avec celle du Czar.

Outre puis que les Turcs n'ont pu convenir ensemble, c'est pourquoi cette nouvelle Guerre, qu'ils ont commencée, n'a rien pu effectuer que leur défaite entière, dont les avis certains sont arrivés, avec cette confirmation, qu'il s'est déjà accordé une Paix éternelle entre Sa Majesté le Czar & la Porte Ottomane avec l'exclusion du Roi de Suede.

Selon ceci chacun, qui aime son salut, pourra profiter de cette admonition bien intentionnée, s'il ne veut pas s'attirer par sa propre faute un traitement hostile, & une juste execution d'être brûlé & empalé au plus rude & plus sévère, ce qui sera principalement exécuté aux parties de Mauit.

Qu'il soit notoire pour la confirmation de ceci, que nous avons aussi signé cette Lettre défensive avec propre main, & cacheté avec nos Armes Royales & Electorales. Ainsi fait dans la Campagne près de Strelitz le 20. d'Août 1711.

AUGUSTE Roi,

(L. S.)

J. H. Comte de FLEMMING.

G. PAULI.

LXVII.

Manifeste de FREDERIC IV. Roi de Danemarck. 21. Août. 1711. Donné à Rostock le 21. Août.

NOUS FREDERIC IV. Roi de Danemarck, &c. &c. faisons savoir par les présentes à tous & à un chacun des Habitans du Duché de Poméranie, tant Ecclésiastiques que Séculiers, ceux de la Noblesse, des Etats, Bourgeois, & Paysans, qui ont été soumis jusqu'à présent à la Suede, & généralement à tous ceux à qui il appartient, que comme nous sommes obligés de pénétrer dans le même País avec notre Armée, pour mettre par là en sûreté nos fidèles Sujets & Etats, & détourner, avec l'assistance de Dieu, l'Orage dont ils étoient menacés, & qu'il est néanmoins à craindre que les fâcheux Habitans du Duché de Poméranie, ne viennent à abandonner & détruire ce qu'ils ont sur la Terre, de peur d'un dégât general de la part de nos Troupes, ce qui iroirait à ces derniers le moyen d'habiller: A ces causes, souhaitant y pourvoir autant qu'il nous sera possible, nous avons jugé à propos d'avertir généralement par les présentes tous les Habitans de la Poméranie Suedoise en general, & chacun en particulier, que nous avons donné de si bons ordres à notre Armée, qu'il ne leur sera fait aucun tort, ni

ANNO en leurs Personnes, ni en leurs Biens, par nos Gens; Mais que chacun fera protégé & maintenu dans la paisible possession de ce qui lui appartient; & que nous sommes prêts à leur donner pour cet effet des Sauvages; à condition néanmoins, qu'à notre arrivée lesdits Habitants n'abandonneront point leurs Maisons & leurs Terres, & ne nous causeront aucun dommage, directement ou indirectement; mais qu'ils se soumettront volontairement à nous, obéiront à nos ordres, nous prêteront la même fidélité qu'ils ont fait jusqu'à présent à la Couronne de Suède, & nous payeront les Contributions ordinaires. En ce cas, nous leur promettons sur notre parole Royale, de prendre en notre protection, eux & tous ceux qui leur appartiennent, & de ne pas permettre qu'il leur soit fait aucune violence en leurs Personnes, ni aucune brèche en leurs Droits & Libertés; mais si au contraire, ils venoient à s'opposer à nos desseins, & à ne pas se soumettre à notre volonté, nous serons obligés, à notre grand regret, de leur faire subir ce que la Guerre entraîne après soi; de sorte qu'ils auront à se reprocher à eux-mêmes la totale ruine de leurs Biens & Effets, & le danger de leur propre vie. Qu'un chacun donc ait à se conserver & à prévenir tout dommage; en foi de quoi nous avons signé les présentes, & y avons aussi apliqué notre Sceau.

Signé,

FREDERIC REX,

Et plus bas :

D. WIBE.

Donné à Rostock le 21. Août 1711.

CXVIII.

28. Sept. Donation pleine & entiere du Duché de Limbourg faite par PHILIPPE Duc d'Anjou, comme Roi d'Espagne & Souverain des Pais-bas; à MARIE ANNE DE LA TREMOUILLE Princesse des URSINS, pour en jouir à toujours elle & ses Successeurs en toute propriété, & Souveraineté. Fait à Corella au Royaume de Navarre le 28. Septembre 1711. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. V. pag. 212.]

PHILIPPE, par la Grace de Dieu, Roi de Castille, de Léon, d'Arragon, des deux Siciles, de Jerusalem, de Navarre, de Grenade, de Toléde, de Valence, de Galice, de Majorque, de Seville, de Sardaigne, de Cerdeña, de Corse, de Marce, de Jaén, des Algarves, d'Algerie, de Gibraltar, des Isles de Majorie, & des Indes Orientales, & Occidentales, Isles, & Terre Ferme de la mer Océane, Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Brabant, & de Milan, Comte d'Alsace, de Flandres, de Tirol, & de Barcelone, Seigneur de Biscaye, & de Molina, &c. A tous présents, & à venir qui ces présentes verront, ou lire outront, salut. Notre très-chère & très-aimée Cousine la Princesse des Ursins nous a rendu depuis le commencement de notre Regne, & continue de Nous rendre tant de signalés & agréables Services, que Nous avons crû ne devoir pas différer davantage à lui donner des Témoignages éclatans de notre reconnaissance, & de l'Estime que nous faisons de sa personne. Cette Princesse après avoir quitté le Rang, & les Prerogatives, qu'Elle avoit à la Cour de Rome, pour accepter l'emploi de Camarera Major de la Reine notre très-chère Epouse, Elle a été la rejoindre à Nice de Provence, & l'a conduite dans nos Etats d'Espagne, & s'est acquittée de toutes ces Fonctions avec tant d'attention, d'exactitude, & de sagesse, qu'Elle s'y est acquise toute la Confiance & toute la Consideration possible.

Lorsque pour aller commander nos Armées dans nos Royaumes, & Etats d'Italie, nous avons confié la Regence de nos Royaumes d'Espagne à la Reine notre très-chère Epouse; la Princesse des Ursins a redoublé son zèle, & son assiduité, auprès de sa Personne, Elle l'a toujours assistée de ses soins, & de ses conseils avec tant de prudence & d'affection, que nous avons dans tous les tems, & dans toutes

les occasions senti les heureux effets d'une Conduite si judicieuse, si fidelle, & si estimable.

Depuis qu'il a plu à Dieu de benir notre Maison Royale, & d'en assurer la Succession par une heureuse Lignée, Elle s'est encore chargée de donner ses soins les plus tendres, & les plus effectifs à l'Education de notre très-cher & très-aimé Fils le Prince des Asturies, en qui on en remarque déjà le fruit & le Progrès. Tous ces Services si distingués, & si importants au Bien de nos Etats, & à la félicité de notre Regne, l'application avec laquelle cette Princesse Nous donne de plus en plus des preuves d'un parfait attachement à notre Personne, & à celle de la Reine notre très-chère Epouse, & des Princes nos Enfants, & les bons succès qui ont suivi les Salutaires Conseils, qu'Elle nous a donné, nous ont engagé à chercher les moyens de lui donner une récompense qui pût être proportionnée à tant de Services, & qui pût servir à l'avenir d'une marque certaine de la grandeur de notre Reconnaissance, aussi bien que du mérite, & des vertus de cette Princesse. C'est ce qui Nous a donné sujet de porter nos pensées à lui assurer non seulement un Revenu considerable, mais encore un Pays dont Elle pût jouir à titre de Souveraineté, à quoi Nous Nous sommes d'autant plus disposés, que cette Princesse étant sortie de la Maison de la Tremouille, une des plus anciennes; & des plus illustres du Royaume de France, se trouve alliée non seulement aux Princes du sang de la Maison de France, mais encore à plusieurs autres Maisons Souveraines de l'Europe, & que connoissant les Lumieres de son Esprit, & la Sagesse de sa Conduite en toutes choses, Nous sommes persuadés qu'Elle gouvernera avec Justice les Pais & les Peuples qui lui seront soumis; & que cette grande grace sera toujours regardée comme un juste effet de la Justice & de la Magnificence des Souverains envers ceux qui ont été assez heureux pour leur rendre des Services importants. A ces causes déclarons, que de notre pleine Puissance, propre Mouvement, & Autorité Royale, & Absolue, Nous avons donné, cédé, & transporté, & par ces présentes donnons, cédon; & transportons à notre très-chère & très-aimée Cousine Marie Anne de la Tremouille, Princesse des Ursins, pour Elle, ses Hoirs, Successeurs, & Ayans cause, le Duché, Ville & Chateau de Limbourg, faisant partie des Pays-bas Espagnols; avec les Villes, Bourgs, Villages, Châteaux, Maisons; Pais, & autres Circonstances & Dépendances du dit Duché, pour en jouir par la dite Princesse des Ursins, ses Hoirs, Successeurs, & Ayans cause, en toute Propriété, & en Souveraineté parfaite, sans aucune chose en réserver ny retenir à Nous, & à nos Successeurs, Rois d'Espagne, à quelque Titre que ce soit, soit de Ressort, soit de Feodalité, & encore sans retour, ny reversion, en aucuns cas, ni en aucuns tems, dont Nous avons exempté le dit Duché de Limbourg, & Dépendances comprises dans la présente Donation : à l'Effet de quoy en tant que besoin est, ou seroit, Nous avons éteint, & supprimé, éteignons & supprimons lesdits Droits; Voulant que ladite Princesse des Ursins exerce en son Nom; tous les Droits de Souveraineté dans ledit Duché de Limbourg, Territoires, & Jurisdctions y annexées, avec la même Autorité que Nous les exerçons, & ayons droit de les exercer avant ces présentes; & qu'Elle y jouisse de tous les Revenus, Fruits, Profits, & Emolumens quelconques, tant Ordinaires, qu'Extraordinaires & Casuels, de quelle nature qu'ils puissent être, soit pour la Collation & Patronage des Benefices, soit pour la Provision & Destitution des Offices, soit pour les Pèges, Entrées, Subsidies, Impositions, & autres Droits exprimés, & non exprimés, soit pour la défense du Pais, & la Tranquillité des Peuples, soit pour la levée des Revenus du dit Duché & Dépendances; de tous lesquels Droits & Revenus ladite Princesse des Ursins commencera à jouir du Jour des présentes, à compter duquel, les Agens, Receveurs, Commis, & Préposés à la perception desdits Revenus en rendront compte, & remettront le produit entre les mains des Porteurs des Pouvoirs de ladite Princesse; quoy faisant ils en demeureront valablement quittes & déchargés envers Nous, comme par ces présentes Nous les en déchargeons; & en conséquence, ladite Princesse des Ursins demeurera Propriétaire incommutable dudit Duché de Limbourg & des Dépendances d'iceluy, tant pour la Souveraineté, que pour

ANNO

1711.



ANNO  
1711.

pour tous les revenus, comme le tout à Elle appartenant en pleine, libre & entiere propriété, avec pouvoir d'en disposer par Donation entre vifs, ou Testament à telle personne, & avec telles Clauses & Conditions, qu'Elle jugera à propos; même d'en traiter par échange, ou autrement; & les mesmes Droits & Pouvoirs appartiendront successivement après Elle à son plus proche Héritier, en cas qu'Elle n'en ait pas autrement disposé. A l'effet de quoy, Nous avons déchargés, absous, & libérés, & par ces présentes déchargeons, absolvons, & libérons les Habitans dudit Duché de Limbourg, & Dépendances, de quelque état, qualité, ou condition qu'ils soient, tant Ecclesiastiques, que Seculiers, Politiques, Militaires, & de quelques autres Classes & Conditions qu'ils soient, & puissent estre, & chacun d'eux en général & en particulier, des Sermens de Fidelité, Foy, & Obéissance, Promesses, Obligations, & Devoirs qu'ils Nous gardoient comme à leur Seigneur & Prince Souverain: Leur ordonnons & enjoignons très expressément, qu'en vertu des présentes ils aient à recevoir & reconnoître ladite Princesse des Ursins, & après Elle ses Hoirs, Successeurs ou Ayans cause, successivement pour leurs Princes & Seigneurs Souverains; qu'ils luy fassent & jurent les Sermens de Fidelité & Obéissance en la maniere accoutumée, & que de plus ils luy voient & rendent tout Honneur, Reverence, Affection, Obéissance, Fidelité, & Services, comme bons & loyaux Sujets sont obligés de rendre à leur Seigneur Souverain, & comme jusqu'à présent ils l'ont rendu aux Roys nos Prédécesseurs, & à Nous. Et de plus notre intention étant, que le dit Duché de Limbourg, & Dépendances produisent au moins, de Revenu effectif annuel & réel, par chacun an, au Profit de ladite Princesse des Ursins, ses Hoirs, Successeurs & Ayant cause, trente mille Ecus, chèque Ecu de huit Réaux d'Argent double Monnoye ancienne de Castille, déduction faite de toutes les Charges locales, Entreteniens de Lieux, & d'Officiers qui ont accoutumé d'estre payés, & entretenus sur les Revenus dudit Duché. Voulons & Nous plait, que pendant la premiere Année de la Jouissance de ladite Princesse des Ursins, après sa prise de Possession du Duché de Limbourg, & après la Publication de la Paix, il soit fait un Etat des Revenus, & des charges du Duché de Limbourg & Dépendances, en présence de Gens qui seront commis à cet effet, tant de notre part, que de celle de ladite Princesse des Ursins; & en cas que déduction faite desdites charges, les Revenus, pour ce qui en restera net au profit de la dite Princesse des Ursins, ne se montent pas auxdits trente mille Ecus par An, soit à cause des Aliénations qui pourroient avoir été faites de quelque partie de ce Duché, soit parce que aucuns desdits Droits, Revenus, Circonstances, & Dépendances auroient été vendus, engagés, ou chargés de quelques Rentes, même de quelques Dettes, pour Sommes prises par Emprunt, ou Anticipation, en ce cas Nous ordonnons, voulons, & il Nous plait, que le tout soit racheté & déchargé, & les Acquéreurs, Engagistes, Rentiers, & autres Créanciers remboursés, payés & satisfaits du produit des Revenus les plus liquides des autres Provinces des Pays-Bas Espagnols, en sorte que ladite Princesse jouisse pleinement, réellemment & sans charge des dits trente mille Ecus de Rente, à l'effet de quoy, & jusqu'au parfait remboursement du rachat desdites Aliénations, ou Engagemens, Constitutions de Rentes, Anticipations, ou autres Emprunts, tels qu'ils puissent estre, les Acquéreurs des Fonds aliénés, ou Engagistes, Rentiers, & tous autres Créanciers seront & demeureront assignés comme dès à présent Nous les assignons à recevoir les Arrérages, ou Intérêts de leurs Capitaux sur lesdits Revenus des autres Provinces des Pays-Bas Espagnols; & en conséquence, Nous avons dès à présent cédé & transporté, cédon, & transportons tous & tels de nos Revenus qu'il conviendra aux Engagistes & Créanciers, & jusqu'à concurrence de leur Deub, en principaux Intérêts à prendre, avoir & percevoir du plus liquide, & effectif des Revenus desdits Pays-Bas Espagnols, autres que ceux du dit Duché de Limbourg, pour par eux en jouir, jusqu'à leur parfait Remboursement,

& s'il se trouvoit que nonobstant ledit rachat, & Remboursement, faits, ou assignés, le Revenu dudit Duché de Limbourg ne fût pas de la dite Somme de trente mille Ecus par An, toute charge déduite. Nous voulons qu'il soit démembré, comme dès à présent Nous démembrons des autres Pais qui Nous appartiennent adjacens, ou à la Bienfaisance du dit Duché de Limbourg, telles autres Villes, Bourgs, Villages, & Terroires qu'il conviendra pour parfaire par leur Revenu & produit Annuels ce qui manquera desdits trente mille Ecus de Rente dans le Duché de Limbourg, ensemble le Revenu, Circonstances, & Dépendances demeureront démembrés de nos autres Seigneuries, & seront unis & joints à l'avenir & pour toujours audit Duché de Limbourg, pour être possédés par ladite Princesse des Ursins, au même Titre de Souveraineté, Jurisdiction, & Prerogative, cy dessus, & comme faisant partie dudit Duché de Limbourg. Et attendu que par les diverses propositions qui Nous sont faites de tems à autre, pour parvenir à la Paix tant désirée par Nous, & par les autres Princes & Etats de l'Europe, engagés en la présente Guerre, aucunes tendent à certains Démembrements desdits Pays-Bas Espagnols, & des autres Etats qui composent notre Monarchie. Nous déclarons que notre Intention est, qu'il ne soit donné aucune atteinte à ces Présentes, par les Traités de Paix qui se feront, & que tous les Princes, & Puissances intéressés dans lesdites propositions ratifient le démembrement que Nous faisons par ces présentes dudit Duché de Limbourg, & l'Érection d'iceluy en toute Souveraineté en faveur de la Princesse des Ursins, en sorte qu'Elle en soit mise, & demeure en pleine possession, & paisible jouissance dans toute l'Étendue des présentes, selon leur Forme & Teneur, & sans aucune reserve, ny restriction, telle qu'elle puisse estre; voulant que la présente Donation soit une des Conditions des Traités, qui pourront être faits en ce qui concernera lesdits Pays-Bas Espagnols, afin que ladite Princesse des Ursins, ses Hoirs, Successeurs, & Ayans cause, puissent jouir dudit Duché de Limbourg, Circonstances, & Dépendances, pleinement, paisiblement, perpétuellement & à toujours, en Titre de Souveraineté, sans Trouble & Empêchement au contraire; à l'effet de quoy, & pour y faire contraindre tous ceux qu'il appartiendra, & qui pour ce seront à contraindre, Nous avons de notre pleine Puissance & Autorité Royale suppléé, & suppléons à tous défauts ou omissions de Droit ou de fait, qui pourroient se trouver, ou survenir dans cette Donation, Cession, & Transport, soit par le défaut de l'Expression de la valeur des Revenus, & des Charges dudit Duché de Limbourg, qui n'y sont pas spécifiés, ny déclarés, & qui pourroient estre requis par de précédentes Ordonnances, auxquelles, & aux Dérogatoires des Dérogatoires y contenues, Nous avons expressément dérogé & dérogeons par ces présentes, parce que telle est notre Volonté & bon Plaisir; Voulant que les présentes Lettres Patentes soient délivrées à ladite Princesse des Ursins pour les faire enregistrer, & publier où besoin sera, même les faire insérer avec la Donation & Cession y contenué, dans le Traité de la Paix qui se négociera, s'y faire inclure & reconnoître en qualité de Princesse Souveraine du Duché de Limbourg, & en cette qualité en exercer les Droits, & y faire Traitez, & Alliances, avec les Princes, & Souverains qui y interviendront; enjoignant aux Ministres & Ambassadeurs qui y seront de notre part, de l'y reconnoître comme telle, & à tous nos Officiers audit Duché de Limbourg, d'obéir à ces présentes, au moment qu'elles leur seront notifiées; & afin que cette présente Donation soit chose ferme & stable à toujours & à perpétuité, Nous avons signé ces présentes Lettres de notre main, & y avons fait mettre notre Grand Sceau; Voulons, & Ordonnons qu'Elles soient registrées en tous & chacun de nos Conseils & Chambres des Comptes, où il appartiendra. Donné en notre Ville de Corvella, au Royaume de Navarre le 28. Jour du mois de Septembre, l'an de Grace mil sept cens & onze, & de notre Regne l'ouzième.

ANNO  
1711.

ANNO

1711.

27. Sept.

8. Oct.

CXIX.

*Articles Préliminaires donnés de la part du Roi TRES-CHRETIEN par le Sieur MENAGER son Ministre, pour servir de fondement à la Paix generale. A Londres le 27 Septembre 8. Octobre 1711. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht Tom. I. pag. 162.]*

**L**E Roi voulant contribuer de tout son pouvoir au retablisement de la Paix generale Sa Majesté declare,

I. Qu'elle reconnoitra la Reine de la Grande Bretagne en cette qualité, aussi bien que la Succession à cette Couronne suivant l'établissement présent.

II. Qu'elle consentira volontairement & de bonne foi à prendre toutes les mesures justes & raisonnables pour empêcher que les Couronnes de France & d'Espagne soient jamais unies sur la tête d'un même Prince, Sa Majesté étant persuadée que l'excès de Puissance seroit contraire au bien & au repos general de l'Europe.

III. L'intention du Roi est que tous les Princes & Etats engagés dans la Guerre présente, sans en excepter aucun, trouvent une satisfaction raisonnable dans le Traité de Paix à faire : Que le Commerce soit retabli & maintenu désormais à l'avantage de la Grande Bretagne, de la Hollande, & des autres Nations qui sont accoutumées à l'exercer.

IV. Comme le Roi veut aussi maintenant exactement l'observation de la Paix lorsqu'elle aura été conclue, & que l'objet que Sa Majesté se propose est d'assurer les frontieres de son Royaume, sans troubler en quelque maniere que ce soit les Etats voisins, elle promet de convenir par le Traité futur de Paix que les Hollandois auront entre leurs mains les Places fortes qui seront spécifiées, dans les Pais-Bas, pour servir désormais comme de Barriere qui assure le repos de la Republique de Hollande contre toute entreprise de la part de la France.

V. Le Roi consent aussi qu'il soit formé à l'Empire & à la Maison d'Autriche une Barriere sûre & convenable.

VI. Quoique Dunkerque ait coûté au Roi des sommes très-grandes, tant pour l'acquiescer pour le fortifier, & qu'il soit nécessaire de faire encore une dépense très-considérable pour en rassembler les ouvrages, Sa Majesté veut bien toutefois s'engager à les faire demolir immédiatement après la conclusion de la Paix, à condition qu'il lui sera donné pour les fortifications de cette Place un equivalent convenable & dont elle soit contente. Et comme l'Angleterre ne peut pas fournir ledit equivalent, la discussion en sera remise aux Conférences qui se tiendront pour la Negociation de la Paix.

VII. Lorsque les Conférences pour la Negociation de la Paix seront formées, on y discutera de bonne foi & à l'amiable toutes les prétensions des Princes & Etats engagés dans la présente Guerre, & rien ne sera omis pour les régler & pour les terminer à la satisfaction des Parties intéressées.

En vertu du Plein-pouvoir du Roi, nous soussigné Chevalier de son Ordre de St. Michel & Député au Conseil du Commerce avons arrêté au nom de Sa Majesté les présents Articles Préliminaires. En foi de quoi nous avons signé.

Signé,

(L. S.) MENAGER.

Fait à Londres le 27. Septembre vieux stile & du nouveau le 8. Octobre 1711.

CXX.

5. Oct.

*Règlement ordonné par la Reine de la Grande-Bretagne, & par les Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES, pour le Gouvernement des Provinces du Pais-Bas Espagnol, sous leur Autorité administrative, jusqu'à ce que Sa Majesté Catholique le Roi CHARLES III. en soit mis en pleine possession. A Bruxelles le 5. Octobre 1711. A. TOM. VIII. PART. I.*

vec les ACTES de Representation, & d'Interpretation qui en dependent. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. III. pag. 399.]

ANNO

1711.

**S**A Majesté la Reine de la Grande-Bretagne & Leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies aiant fortement à cœur que le bon ordre dans l'Administration du Gouvernement des Pais-Bas Espagnols tant par rapport aux Affaires Militaires que de Justice, Police, & de Finances soit bien observé ; & reconnoissant de plus en plus que cela ne se peut faire sans une entiere Subordination dudit Gouvernement au pouvoir & à l'autorité des deux Puissances de la maniere qu'on l'a voulu établir dès le commencement depuis la Reduction desdits Pais-Bas sous l'obéissance de S. M. Catholique le Roi Charles III. leur Souverain légitime qu'Elles représentent jusqu'à ce que Sa Majesté soit mise en possession des Provinces desdits Pais-Bas Espagnols déjà soumises & qui sont encore à soumettre. Et voulant remédier à plusieurs abus qui se sont glissés dans le Gouvernement de ces Provinces par le manquement de ladite Subordination & être informés à fond des Revenus du Pais & de l'emploi des Deniers publics afin qu'ils ne soient appliqués qu'à la décharge des Peuples pour leur soulagement autant que le bien du Service de S. M. Catholique & de la Cause commune le peut permettre dans une Guerre aussi onéreuse que celle-ci. Après une mure réflexion sur l'état présent des Affaires qui vont tomber dans la dernière confusion si l'on n'y pourvoit point ; A ces Causes & effet ont jugé nécessaire & trouvé bon de faire le présent Règlement que tous les Conseillers d'Etat & de Finances devront reconnoître par leur signature & s'y conformer exactement ; & si quelqu'un d'eux refuse de le signer, ou si après la signature il y ait quelqu'un qui ne s'y conforme point, ceux-là seront déclarés déchus & privés de leurs Emplois auxdits Conseils d'Etat & de Finances.

**I.** Premièrement la présente forme du Gouvernement subsistera selon son institution pour autant qu'elle n'est pas changée ou retrainte par le présent Règlement qui servira d'interpretation & d'addition aux Instructions, Interpretations & Règlemens donnés & faits cy-devant par les deux Puissances.

II. Le Conseil d'Etat qui a été provisionnellement commis au Gouvernement Général des Pais-Bas Espagnols sous la direction des deux Puissances sera obligé de délibérer sans perte de temps sur les Requisitions de leurs Ministres, mettant toute autre affaire de quelque nature qu'elle puisse être à côté, jusqu'à ce que lesdites Requisitions soient exécutées selon leur forme & teneur.

III. Si le Conseil d'Etat pourra croire que la Requisition interesse les Privilèges, soit desdites Provinces en général, ou de quelque Ville ou District de l'une de ces Provinces en particulier qu'on déclare de vouloir maintenir exactement, de maniere que selon le sentiment dudit Conseil d'Etat il en pourroit résulter de grands inconveniens, ledit Conseil devra en tel cas représenter ces inconveniens à la Conférence par écrit avant que d'exécuter la Requisition, mais il ne pourra faire cette représentation qu'une seule fois. Et si après l'examen des raisons alléguées les Ministres des deux Puissances persistent dans leur Requisition, le Conseil donnera sans ulterieur délai les Ordres nécessaires pour l'exécution d'icelle.

IV. Ledit Conseil ne pourra accorder aucune interdiction de Justice, Surseance ou Moratoire que les Ministres des deux Puissances n'y donnent leur consentement unanime, après qu'ils seront exactement informés du fait, & pour cet effet le Conseil sera obligé de leur donner les informations par écrit, & lesdits Ministres déclareront toutes les Interdictions nulles qui seront accordées au préjudice de cet Article.

V. Ne pourra aucun Conseiller d'Etat ni de Finances s'absenter du Conseil que pour maladie ou par permission de la Conférence, à laquelle chacun d'eux devra se rendre toutes & quantes fois qu'il y sera appelé, & les Secrétaires desdits Conseillers seront obligés de remettre entre les mains des Ministres

N<sup>os</sup>

tres



ANNO  
1711. Les deux Puissances, à la fin de chaque semaine la Liste des Conseillers qui ont été présents pendant cette semaine là.

VI. Le Conseil des Finances sera subordonné au Conseil d'Etat en tout ce qui regarde son Administration pour l'exécution des Ordres qu'il en recevra en suite des Requisitions de la Conférence & pour ne pas retarder l'exécution desdits Ordres ledit Conseil des Finances mettra à côté toute autre Affaire de quelle nature qu'elle puisse être, jusques à ce qu'il ait donné sa Consultation là dessus, & ne fera qu'une seule représentation ou Consultation dans les Affaires que les Ministres des deux Puissances déclareront ne pouvoir souffrir un plus long délai, lui laissant le pouvoir de représenter jusqu'à trois fois dans les Affaires ordinaires.

VII. Ledit Conseil des Finances sera obligé de s'assembler les mêmes jours & à la même heure que le Conseil d'Etat, & ne pourra pas se séparer qu'à près la séparation de celui-ci.

VIII. Tous les Revenus publics, soit des Provinces en général ou de quelques Districts & Villes d'icelles en particulier, devront être affermés publiquement par ceux à qui il appartient au plus offrant après les Affiches & Publications usitées, la Livraison du Pain & des Fourrages pour les Troupes se fera de la même manière au moins offrant.

IX. Tous les Deniers Roiaux tant de Domaines, Aides & Subsidés, Droits d'Entrée & Sortie qu'autres devront passer par la Recepte générale des Domaines & Finances. Et il n'en sera aucun paiement par les Receveurs particuliers à qui que ce puisse être sous quittances particulières, sans avoir eu préalablement un Billet d'assignation du Receveur Général, lequel Billet avec la quittance de celui qui aura reçu, leur servira d'acquies provisionnel; Ensuite dequoy & en retirant ledit Billet d'assignation avec la quittance y servant, il leur sera dépêché des Lettres de Décharge pour leur servir d'acquies absolus pour leur être passées en compte les sommes qu'ils auront payées; de tous lesquels paiemens ainsi que de toute la Recepte, ledit Receveur Général remettra tous les deux Mois un état spécifique à la Conférence, de la même manière qu'il est obligé de le donner suivant ses Instructions au Conseil de Finances.

X. Le Conseil d'Etat sera obligé de remettre à la Conférence pour le moins dix jours avant le terme ordinaire du renouvellement des Magistrats des Villes & des Colleges qui ont voix dans l'Etat, une liste cachetée des Noms des Personnes qu'il propose de continuer ou d'établir de nouveau dans lesdits Magistrats, laquelle étant approuvée ou changée par les Ministres des deux Puissances comme ils le trouveront convenir, sera rendue au Conseil d'Etat aussi cachetée, le dit Conseil sera tenu de publier cette Liste desdits Ministres ainsi rendue pour le renouvellement desdits Magistrats.

XI. Les Généraux Commandans & autres Gens de Guerre ne dépendront que de leurs Officiers Supérieurs & des ordres des Ministres des deux Puissances, pour ce qui regarde les Affaires de Guerre, à la seule réserve de la revê des Troupes & des ordres à donner pour leur paiement dont le Conseil d'Etat continuera d'avoir soin, & lesdits Ministres disposeront des Emplois militaires, tant de Cavallerie que d'Infanterie, de la même manière que cela s'est pratiqué depuis la réduction.

XII. L'Administration de la Justice militaire pour autant qu'elle concerne purement & simplement la discipline & la subordination entre les Officiers & les Soldats ainsi que les Délits militaires, se fera par un Conseil de Guerre dûment convoqué par ordre du Général en chef. Mais les différends que les Militaires pourroient avoir pour d'autres causes tant civiles que criminelles, qui regardent la Judicature ou l'autorité civile du Gouvernement, comme dettes, disputes sur des intérêts particuliers & de famille & autres de pareille nature qui ne sont pas purement des cas militaires, seront jugés par l'Auditeur Général en conformité de ses Instructions, des Edits & Placards militaires & de la manière que cela s'est pratiqué pendant le Règne de S. M. Catholique Charles II. de glorieuse mémoire, & s'il y a contesté sur la nature des causes, sçavoir si elles doivent être réputées pour civiles ou pour militaires, la Conférence seule en prendra connoissance & les décidera.

XIII. La Solde des Troupes levées au Nom de S. M. Catholique, les Gages des Généraux desdites

ANNO  
1711. Troupes, des Gouverneurs ou des Commandans, & de l'Etat Major des Places & de toutes autres Personnes Militaires qui sont ou seront gagées, ensemble l'entretien & la réparation des Fortifications ou des Ports, comme aussi les nécessités des Magasins seront payées préférentiellement à tous autres Gages, Salaires ou Pensions de qui que ce soit, hors de la masse de tous les Revenus du Pais en général, & le Conseil des Finances aura soin de l'exécution du présent Article à peine d'en répondre chacun en leur privé nom.

XIV. Finalement les deux Puissances, comme représentantes le Roi Charles III. se réservent tout le pouvoir qui compete à S. M. Catholique, afin de le faire exercer par leurs Ministres, dont les Ordres devront être respectés en tout, pour autant qu'ils ne seront point contraires aux Privilèges du Pais. Ainsi fait à Bruxelles ce 5. Octobre 1711,

*Nous les soussignés Conseillers du Conseil d'Etat & des Finances, déclarons & promettons pour autant qu'il nous regarde chacun en particulier, de vouloir nous conformer au Règlement ci-dessus dans tous ses Points selon sa forme & teneur. En foi de quoi nous avons signé la présente.*

Elucidations sur quelques Articles dudit Règlement envoyée à Messrs. du Conseil des Finances,

Sur l'Art. 9.

Il sera disposé sur le contenu de cet Article avec ultérieure connoissance de Cause, sur la Représentation faire par le Conseil des Finances.

(Etoit vidimé.)

ORRERY, JOHAN VAN DEN BERGH.

Sur l'Art. 13.

Pour l'explication de la pénalité mentionnée à la fin du présent Article, les Ministres des deux Puissances déclarent en leur nom & de leur part, qu'elles tiendront le Conseil des Finances pour déchargé, en employant le plein & entier produit de tous les Revenus du Pais au Payement des Troupes, des Généraux, Gouverneurs & autres Officiers Militaires, comme aussi aux autres Charges ordinaires & extraordinaires de l'Etat, & sur tout aux Rentes hypothéquées préférentiellement aux Gages du Ministère, aussi avant que le Revenu le permettra.

(Etoit vidimé.)

ORRERY, JOHAN VAN DEN BERGH.

A Messieurs du Conseil des Domaines & Finances du Roi.

MESSIEURS,

AYANT examiné votre Représentation du 12. Octobre dernier, avec le Duplicata de votre Consultation du 3. Décembre 1707., & les Avis y joints des deux Chambres des Comptes de la même Année, comme aussi l'Avis du Receveur Général Van Uffele du 26. du Mois passé, au sujet des difficultés qui pourroient se rencontrer dans l'Art. 9. du Nouveau Règlement, portant qu'à l'avenir tous les Deniers Royaux, tant des Domaines, Aides & Subsidés, Droits d'Entrée & Sortie, qu'autres devront passer par la Recette Générale des Domaines & Finances; Nous trouvons convenir de vous requérir de suspendre jusques à autre disposition l'exécution dudit 9. Article du Règlement, & de continuer à en agir au fait de l'expédition des Ordonnances & Assignations à donner de la manière que vous avez fait jusqu'à présent en toutes choses à l'exception de ce qui regarde les paiemens qui pourroient être faits par les Receveurs particuliers, ce que nous croyons nécessaire au bien du Service d'empêcher dans la suite; Vous requérant d'ordonner en cette conformité à chaque Receveur particulier, de ne plus payer aucun

ANNO 1711. ne somme sous quittance de lui que ce puisse être, sans avoir une Ordonnance ou Assignation dépechée dans la forme accoutumée : Comme il est pourvu par le 9. Article dudit Règlement, auquel les deux Puissances sont d'intention que vous vous conformiez en tout, à la réserve de ce qui est présentement excepté par cette. Ainsi fait à la Conférence à Bruxelles ce 7. Novembre 1711.

*Etoit signé,*

ORRERY, JOHAN VAN DEN BERGH.

*Rapport fait par le Secrétaire Grabeis de la part du Conseil d'Etat le 13. d'Octobre 1711.*

LE Conseil d'Etat m'ordonne de dire aux Seigneurs de la Conférence, qu'il auroit déjà eu l'honneur de donner sa réponse à la Lettre, & au Règlement nouveau remises à Monsieur le Chancelier le 9. de ce Mois, qu'il a de suite communiqué au Conseil ; mais comme c'est une Affaire de grande importance, qui regarde indifféremment le Corps entier, & tous ceux qui le composent, le Conseil n'a pu, comme il auroit bien souhaité, satisfaire aux desirs d'edites Seigneurs de la Conférence, parce qu'il y a deux Absens, auxquels l'on a dépeché des Courriers avec des Lettres du Conseil, pour qu'ils auroient à s'y rendre pour ce matin, ou à y envoyer par écrit leur sentiment sur ladite Lettre, & Règlement nouveau, dont leur a été envoyé des Copies par les mêmes Courriers ; le Conseil a reçu réponse du Comte de Lannoy, qu'il se rendra aujourd'hui sans faute en cette Ville, & le Comte de Clairmont n'y a pas répondu, le Courier à lui envoyé étant revenu sans réponse, c'est l'unique circonstance, qui empêche que les Seigneurs de la Conférence n'ayent pas la Révolution du Conseil.

*A Messieurs du Conseil d'Etat commis au Gouvernement des Pais-Bas Espagnols.*

MESSIEURS,

APRÈS que les deux Puissances étoient convenues d'un Règlement si absolument nécessaire au Service, & qu'il avoit été si solennellement arrêté ; Nous nous sommes attendus, que vous n'aurez pas manqué d'y répondre au tems fixé, sur tout, à cause que les Affaires publiques sont arrêtées en attendant, & pour ce qui est de ce que le Conseil n'est pas assemblé, Nous ne croyons pas, que cela soit nécessaire, ni que cela regarde indifféremment le Corps entier, mais bien chaque Membre en son particulier ; cependant comme vous souhaitez plus de tems pour délibérer sur une Affaire de cette importance, Nous attendrons jusques à Jeudi qui vient, pour recevoir vos réponses positives & catégoriques là-dessus, & en cas de manquement, Nous le prendrons sans ultérieur délai pour un refus. Ainsi fait à la Conférence ce 13. Octobre 1711.

*Etoit signé,*

ORRERY, JOHAN VAN DEN BERGH.

MESSIEURS,

CE n'est pas sans surprise que le Conseil d'Etat a vu votre Requisition du 8. de ce Mois, avec le Règlement nouveau y joint. Nous n'avions pas lieu de croire, Messieurs, que le zèle que nous avons eü pour le Service des Pais, & dont nous avons donné tant de marques essentielles, méritât, que l'on nous chargât de n'avoir pas désiré à des Requisitions du service de Sa Majesté, & de la Cause commune, c'est une chose qui interesse trop sensiblement notre réputation, pour ne pas nous en justifier aux yeux du Roi, & des deux Puissances ; mais comme vous souhaitez, Messieurs, que nous répondions promptement & sans ultérieur délai sur votre Requisition, & si nous voulons accepter ou non ledit Règlement nouveau ; Nous dirons, que ni en conscience, ni en honneur nous ne pouvons exécuter les Requisitions, que nous jugerions être contraires soit à notre Religion, soit aux Intérêts du Roi, au Nom duquel

TOM. VIII. PART. I.

nous serions obligés d'exécuter ce qui pourroit être préjudiciable à ses Droits & Autorité, soit aux Loix & Privilèges de ces Pais. Nous nous flattons, Messieurs, que vous voudrez bien faire réflexion, que lors que ces Pais se sont soumis au Roi, les deux Puissances aiant trouvé convenir d'établir un Conseil d'Etat, pour exercer le Gouvernement de ces Pais, & faire toutes les expéditions au Nom du Roi, l'on nous a demandé si nous voulions être de ce Conseil, & jurer les Instructions du 21. de Juillet 1706. auxquelles ledit Règlement nouveau est entièrement différent & opposé, que nous avons accepté lesdites Instructions, de suite fait le Serment de les observer, en tous ses Points, & entr'autres de maintenir l'Autorité, les prééminences & prérogatives du Roi, comme Souverain, & Seigneur de ces Provinces, & la Liberté, Loix, Privilèges, Droits, Coutumes & Usances des mêmes Provinces, de ses Sujets en général, & de chaque Province, Ville ou Corps en particulier.

Enfin nous nous persuadons, Messieurs, que Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne, & Leurs Hautes-Puissances les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, voudront bien par leur Justice & Equité ordinaire réfléchir que selon l'Article 7. desdites Instructions, nous sommes obligés, de le suivre & observer, aussi long-tems & jusques à ce que les deux Puissances en conviendront autrement avec Sa Majesté. Nous avons l'honneur d'être,

MESSIEURS,

*Vos très humbles & très-obéissants  
Serveurs.*

Etoit signé,

L. J. D'AREMBERG.

DE GRYSERRE.

VANDER GOTE.

Le Comte D'URSEL.

Le Comte D'ERPS.

J. DE CAVERSON.

Le Comte DE LANNOY.

J. R. THISQUEN.

*Bruxelles au Conseil d'Etat ce 15. Octobre 1711.*

*A Messieurs du Conseil d'Etat commis au Gouvernement des Pais-Bas Espagnols.*

MESSIEURS,

AIANT vu contre toute attente par votre Lettre du 15. de ce Mois, que vous déclarez tous, à la réserve de Monsieur le Comte de Clairmont, de ne point en conscience, ni en honneur exécuter les Requisitions, que vous jugeriez être contraires, soit à votre Religion, soit aux intérêts du Roi au Nom duquel vous êtes obligés d'exécuter ce qui pourroit être préjudiciable à ses Droits & Autorité, soit aux Loix & Privilèges de ce Pais. Nous ne pouvons assez vous marquer notre étonnement, de ce que vous paraissez de vouloir insinuer par-là, comme si nous avions été capables de donner des Requisitions de la part des deux Puissances, qui sont contraires à votre Religion & aux Principes du Pais, ou préjudiciables aux intérêts de Sa Majesté Catholique ; & nous trouvons une telle insinuation, si injurieuse à l'honneur des deux Puissances & si fort contraire à leurs intentions, que nous ne pouvons nous dispenser de vous demander là-dessus, en leur Nom, une satisfaction convenable, d'autant plus, que ledit nouveau Règlement n'a pour but, qu'une entière Subordination auxdites deux Puissances, représentantes Sa Majesté Catholique, le Roi Charles III. jusques à ce qu'Elle fera mise en possession des Provinces desdites Pais-Bas Espagnols déjà soumises, & qui sont encore à soumettre, & que leur intention n'a jamais été de rien faire, qui soit directement ou indirectement contraire à la Religion Catholique Romaine, qu'Elle en

N 2

ANNO  
1711.



ANNO 1711. *lent maintenir en ces Pays-ci, de tout leur pouvoir, suivant qu'Elles l'ont déclaré solennellement après la Rédaction desdits Pays à l'obéissance de Sa dite Majesté.*

Le déclarant ici de nouveau, en leur Nom, & de leur part, pour autant qu'il est besoin.

*Comme aussi que leur intention n'est point de porter ou souffrir, qu'il soit porté aucune atteinte aux Libertés, Loix, Privilèges, Droits, Coutumes & Usages des Provinces desdits Pais-Bas Espagnols déjà soumis au Roi, ou de ses Sujets en général, & de chaque Province, Ville ou Corps en particulier.*

Et lors qu'il y aura des Requisitions données de la part des deux Puissances, que ceux du Conseil d'Etat croiront intéresser les Privilèges, & contre lesquelles ils croiront devoir faire une Représentation; on déclare de plus en ce cas-là, que les deux Puissances n'insisteront point sur l'exécution de telles Requisitions, sans avoir préalablement entendu là-dessus les Etats des Provinces, ou les Magistrats des Villes, & des Corps qui sont intéressés.

Pour ce qui concerne les intérêts de Sa dite Majesté, les deux Puissances ont donné trop de preuves à toute la Terre, combien ils leur sont chers, pour ne pas voir avec la dernière surprise, que vous puissiez affecter là-dessus le moindre doute, ne croiant pas, que vous devriez vous ériger en Juges dans des Affaires, dont les deux Puissances se réservent de donner en tems & lieu, un entier appaiement à Sa Majesté Catholique, le Roi Charles III.

Et sur ce, que vous dites par la fin de votre Ecrit, que selon l'Article 7. des Instructions, qui vous ont été données le 31. Juillet 1706. vous ne seriez obligés, qu'à le suivre & observer aussi long-tems & jusques à ce que les deux Puissances en conviendront autrement.

Nous Vous déclarons en outre, que leur intention n'a jamais été de se défaire de leur autorité, ou de renoncer au pouvoir de changer dans la suite le Gouvernement de ces Pais-ci, suivant qu'Elles le trouveront convenir pour le Service de Sa dite Majesté Catholique & de la Cause commune, tandis qu'Elle n'est pas encore mise en possession desdits Pais-Bas Espagnols, ainsi que nous nous trouverions obligés de faire par rapport à ceux de vous Messieurs, qui persistent à ne vouloir pas reconnaître, avant la fin de cette semaine, par leur Signature ledit Nouveau Règlement, que les deux Puissances ont trouvé si absolument nécessaire, qu'Elles ne pourront en aucune manière s'en départir. Ainsi fait à Bruxelles dans la Conférence ce 19. Octobre 1711.

*Etois signé,*

ORRERY, JOHAN VAN DEN BERGH.

MESSIEURS,

A IANT vu la Lettre que vous Nous avez fait l'honneur de nous écrire le 19. de ce Mois, Nous avons celui de Vous assurer, Messieurs, que nous avons eu, & aurons toujours pour Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne, & Leurs Hautes-Puissances les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, une trop parfaite vénération pour avoir pu concevoir la pensée de nous éloigner en la moindre manière de ce profond respect, que nous devons à ces deux Puissances, Nous Vous prions aussi, Messieurs, d'être persuadés, que nous avons & continuerons d'avoir pour vous toute l'attention, déférence, & considération que vous pouvez désirer.

Nous Vous assurons, Messieurs, de n'avoir manqué en quoi que ce soit, de ce qui regarde la direction qui nous a été confiée des Affaires de ces Pais, & si vous vouliez bien avoir la bonté de vous souvenir, Messieurs, & vous donner les peines de vous faire produire toutes les Ordonnances, Lettres & Décrets que nous avons donné pour le Service du Roi, & de la Cause commune, vous jugeriez aisément, Messieurs, que nous n'avons rien négligé, de tout ce qui pourroit y contribuer, c'est ce que nous continuerons avec tout le soin & exactitude imaginable, Vous priant d'être persuadés, que nous n'omettrons rien de tout ce que la conscience nous permettra de faire, pour montrer le zèle parfait, & l'attachement inviolable que nous avons pour la Cause commune, & pour donner, Messieurs, des preuves

plus évidentes du désir que nous avons de montrer nos bonnes intentions, & notre disposition à aller au devant de tout ce qui peut être avantageux au Service, Nous Vous prions, Messieurs, de trouver bon que tout le Conseil vous fasse offre de suspendre les Gages dudit Conseil pour être employés aux besoins que vous trouverez les plus pressants.

Nous avons l'honneur d'être,

MESSIEURS,

*Vos très-humbles & très-obéissants  
Serveurs,*

Etoit signé,

L. J. D'AREMBERG.

DE GRYSPERRE.

VAN DER GOTE.

Le Comte D'URSEL,

Le Comte D'ERPS.

Le Comte DE CLAIRMONT.

J. DE CAVERSON.

Le Comte DE LANNOY.

J. R. THISQUEN.

*An Conseil d'Etat le 24. d'Octobre 1711.*

*A Messieurs du Conseil d'Etat commis au Gouvernement des Pais-Bas Espagnols.*

MESSIEURS,

NOUS avons lieu de nous persuader après la Déclaration solennelle, que nous vous avons faite de la droiture des intentions des deux Puissances, pour le maintien & la conservation inviolable de la Religion & des Privilèges de ces Pais-ci, qu'il ne vous auroit resté aucun scrupule pour différer plus long-tems de reconnaître par votre Signature le dernier Règlement, dont le seul but est, d'expliquer la Subordination, dans laquelle vous avez été commis par les deux Puissances au Gouvernement de ces Pais; Mais nous voyons avec surprise par quelques expressions de votre Lettre du 24. de ce Mois, que vous paroissez toujours croire que la direction qu'on vous a confiée en doit être indépendante. Et quoi que cela même rende la signature dudit Règlement encore plus nécessaire, cependant comme les délais que vous continuez d'y apporter, ne peuvent causer qu'un très-grand préjudice pour le Service de Sa Majesté Catholique le Roi Charles III. & celui de la Cause commune, dans la situation, où les Affaires de ces Pais-ci sont présentement; pour montrer la modération avec laquelle les deux Puissances en veulent bien user à votre égard, nous avons trouvé convenir, Messieurs, de vous proposer de signer la Déclaration dont le projet est mis au bas de cette, afin que nous puissions assurer les deux Puissances de la Subordination qui leur est dû, comme représentantes Sa dite Majesté Catholique jusques à ce qu'Elle soit mise en possession de ces Pais; au moyen de quoi nous n'exigerons pas à présent que vous signiez ledit Règlement, dont pourtant les deux Puissances ne se départiront en aucune manière, voulant qu'il soit observé dans tous les Points, & se réservant bien expressement de le faire signer dans la suite, quand Elles le trouveront convenir; c'est en cela, Messieurs, que vous pouvez nous donner des preuves les plus évidentes du désir que vous avez de montrer vos bonnes intentions & votre disposition à aller au devant de tout ce qui peut être avantageux au Service. Mais le Gouvernement ne pouvant pas demeurer plus long-tems dans la situation présente, sans que le Service de Sa dite Majesté & de la Cause commune n'en souffre notablement, Nous nous trouvons dans la nécessité de vous déclarer au nom & de la part de ces deux Puissances que ceux de

ANNO 1711. votre Corps qui n'auront pas signé la Déclaration qui fut avant Vendredi prochain 30. de ce Mois, s'ils n'auraient mieux de signer le Règlement, en conformité de notre première Réquisition, sont remerciés dès à présent comme pour lors, & déchargés du Serment qu'ils ont prêté en qualité de Conseillers d'Etat, & que nous procéderons à l'expiration de ce terme sans ultérieur délai à en établir d'autres en leurs places. Ainsi fait à Bruxelles ce 27. d'Octobre 1711.

*Etoit signé,*

ORRERY, JOHAN VAN DEN BERGH.

NOUS les soussignés Conseillers du Conseil d'Etat ayant été commis de la part de Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne, & de leurs Hautes-Puissances les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, au Gouvernement du Pais-Bas Espagnol, pour en avoir la direction au Nom de Sa Majesté Catholique, le Roi Charles III. notre légitime Souverain, que nous reconnaissons être représenté par les deux Puissances, jusques à ce qu'Elle sera mise en possession de ces Pais-ci; Et n'ayant reçu nos Pouvoirs & Commissions que des deux Puissances au Nom de Sa dite Majesté, promettons de donner execution le plutôt que faire se pourra aux Réquisitions qui nous seront adressées de leur part, pour autant qu'elles ne seront pas contraires à la Religion & aux Privilèges de ces Pais-ci, & déclarons de plus d'accepter le dernier Règlement pour marquer le désir sincère que nous avons de contribuer autant qu'il dépend de nous à l'avancement du Service du Roi, & de celui de la Cause commune, dans l'entière confiance que lesdites Réquisitions n'auront aucun autre objet.

Ainsi fait au Conseil d'Etat à Bruxelles.

*Déclaration du Conseil d'Etat.*

NOUS du Conseil d'Etat commis au Gouvernement Général des Pais-Bas établis par les deux Puissances représentantes Sa Majesté notre légitime Souverain; promettons de donner execution, le plutôt que faire se pourra aux Réquisitions qui nous seront adressées de leur part, pour autant qu'Elles ne seront pas contraires à la Religion & aux Privilèges du Pais, & dans l'entière confiance que lesdites Réquisitions n'auront aucun autre objet, que l'avancement du Service du Roi, & celui de la Cause commune. Ainsi fait au Conseil d'Etat le 29. Octobre 1711.

*Etoit signé,*

L. J. D'AREMBERG

DE GRYSPERRE.

VAN DER GOTE.

Le Comte D'URSEL.

Le Comte D'ERPS.

Le Comte DE CLAIRMONT.

J. DE CAVERSON.

Le Comte DE LANNOY.

J. R. THISQUEN.

Prince DE RUBEMPRE.

F. C. D'EESBECK.

DIT VAN DER HAEGEN.

NOUS les soussignés Plénipotentiaires de Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne & Député de L. H. P. les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, aiant vu la Déclaration que Vous avez signée par laquelle Vous reconnaissez d'être établis par les deux Puissances représentantes Sa Majesté Catholique votre légitime Souverain & promet-

tez de donner execution le plutôt que faire se pourra aux Réquisitions qui vous seront adressées de leur part, pour autant qu'Elles ne seront pas contraires à la Religion & aux Privilèges du Pais, & dans l'entière confiance que lesdites Réquisitions n'auront aucun autre objet que l'avancement du Service de Roi & celui de la Cause commune.

Déclarons par celle-ci de vouloir bien agréer provisionnellement votre dite Déclaration dans l'entière confiance que Vous vous conformerez exactement au nouveau Règlement qui Vous a été présenté de la part des deux Puissances qu'Elles veulent tousjours faire observer. Ainsi fait à la Conférence ce 30. Octobre.

*Etoit signé,*

ORRERY, JOHAN VAN DEN BERGH.

CXXI.

Memoire de Son Altesse Electorale de HANOVER, 9. Dec. adressé à la Reine de la GRANDE-BRETAGNE, sur la Paix avec la France. du 9. Décembre 1711. [Feuille volante.]

SON Altesse Electorale de Brunswick-Lunebourg ayant renvoyé le soussigné, son Ministre d'Etat & de son Conseil Privé, le Baron de Bothmar, auprès de S. M. la Reine de la Grande Bretagne, lui a ordonné principalement de remercier très-humblement S. M. de l'honneur qu'Elle lui a fait, de lui communiquer ce qui s'est passé depuis peu touchant la Négociation de Paix, par une personne de distinction & de la confiance de M. le Comte de Rivers; & de la nouvelle marque de l'honneur de son Amitié, qu'Elle a bien voulu donner à cette occasion, à lui & à sa Serénissime Famille, par ses généreux soins pour ses intérêts.

Monsieur l'Electeur se rapporte particulièrement aux sentimens qu'il a fait connoître à Mylord Rivers, & à la Réponse qu'il lui a fait donner par écrit sur les Propositions, dont une Copie va ci-jointe. Il croit que ce seroit manquer au respect dû à la confiance dont Sa Majesté l'a honoré, s'il n'y répondoit avec la sincérité qu'Elle doit attendre de son plus véritable & de son plus zélé Serviteur & Ami, qui s'intéresse pour sa gloire & pour son intérêt plus que personne du monde. Il espère que Sa Majesté lui fera l'honneur de recevoir dans ce sens & selon cette intention, tant ce qu'il a pris la liberté de lui faire dire de ses sentimens, par le susdit Lord Rivers, que ce qu'il a ordonné au susdit son Ministre de se donner l'honneur de représenter encore à ceux de Sa Majesté.

Les sentimens de S. A. E. sur la Paix & sur la Négociation sont: Que les Alliez ont besoin, non seulement de Déclarations positives, mais encore de sûretés réelles, sur tout ayant à faire à un Ennemi dont les manières d'agir sont assez connues. C'est à quoi les Préliminaires précédens avoient pourvu, en obligeant la France à restituer préalablement des Places de sûreté. Ici, il n'y a ni sûretés réelles, ni aucunes Déclarations claires & précises: Tout se réduit à des généralitez vagues, qui au fond ne veulent rien dire, & sur lesquelles on pourroit négocier des années. On laisse à juger, quel est le moyen le plus sûr pour mettre une promesse fin à la Guerre; Ou d'exiger préalablement de la France de telles conditions, qu'il n'y ait plus rien à faire dans l'Assemblée générale, que de leur donner la forme de Traité; Ou d'ouvrir cette Assemblée sur des Articles captieux & obscurs, qui laissent le champ libre à la France de mettre en usage ses Intrigues & ses Chicanes ordinaires.

Il n'y a qu'une parfaite Union entre les Alliez, pendant qu'on traitera la Paix générale, & la Garantie mutuelle qu'ils se donneront de ce qui y aura été conclu, qui puissent les mettre en sûreté pour l'avenir. Sans cela, toute l'Europe tombera dans la confusion, & tôt ou tard dans l'Eclavage; sur tout, si on laisse l'Espagne & les Indes à un Prince de la Maison de Bourbon. On ne pourroit pas se flatter que même après la Paix conclue de telle manière, la Grande Bretagne pût être en sûreté, & se maintenir dans un état tranquille & florissant; à moins que de demeurer avec les Etats Généraux, & avec



ANNO 1711. les autres Alliez, dans une Union qui les met tous ensembble à couvert des entreprises de la France. Toutes leurs Forces unies ont à peine suffi pour s'en garantir : D'où l'on peut juger de ce qui arriveroit, si cette Couronne venoit à bout de les diviser ; & ce qu'elle feroit capable d'exécuter, après avoir respiré pendant quelques années, & après s'être renforcée par l'Espagne & par les Richesses des Indes. On ne doute donc pas, que S. M. Britannique ne se propose d'agir dans toutes ses affaires conjointement & de concert avec ses Alliez, conformément aux assurances qu'Elle leur a données. Mais pour bannir toute défiance, il seroit bon qu'il n'y eût aucune Négociation secrète, qui pût donner l'eu de soupçonner que l'un ou l'autre des Alliez pourroit faire son Traité séparément.

Tous les Alliez concourent avec plaisir à conclure la Paix, pourvu qu'elle leur procure leur sûreté ; n'y en ayant point qui ne soit las des dépenses & des inconvénients de la Guerre, & qui veuille la continuer lorsqu'elle cessera d'être nécessaire. De plus, il n'y en a point parmi eux qui ne se fassent un plaisir de contribuer de tout son pouvoir, à obtenir à la Grande-Bretagne les conditions & les avantages qu'elle peut prétendre de la France : Son Altesse Electorale se fera en particulier un devoir d'y apporter tous les soins qu'on pourra désirer d'Elle, rien au monde n'étant plus juste, après tant de grandes choses que S. M. Britannique a faites avec la Triomphante Nation pour la Cause commune, depuis le commencement de son glorieux Règne. Et cette voye paroît plus sûre à S. A. E., pour parvenir à ce but, & pour se conserver les avantages, que si la Grande-Bretagne y travailloit sans la concurrence de ses Alliez par une Négociation séparée. Rien ne seroit aussi plus avantageux à la France, que si par son habileté, elle pouvoit éblouir assez une Puissance Maritime, pour lui faire accorder quelque avantage tellement au préjudice de l'autre, que la Jalousie qui en naîtroit devint un obstacle à leur Union pour l'avenir ; laquelle, faisant leur sûreté réciproque, paroît à la France le plus grand empêchement à ses vaines Desseins.

S. A. Electorale peut répondre, que la Cour Impériale n'a jamais formé le dessein qu'on lui impute, de vouloir entamer avec la France une Négociation secrète, au préjudice des Intérêts de la Grande-Bretagne : Mais pour ôter à cet égard tout sujet d'ombrage, tant de la part de l'Empereur, que de la part des Etats Généraux des Provinces-Unies, on pourra prendre avec ces deux Puissances de nouveaux engagements : & on peut s'assurer qu'elles ne feront aucune difficulté de promettre à la Reine, de la manière la plus forte & la plus solennelle, de n'enir jamais avec l'Ennemi commun dans aucune Négociation, de ne recevoir jamais aucune ouverture ou proposition de sa part, sans la participation de S. M., & sans prendre de concert avec Elle des mesures communes. On allégué, que la Cour Impériale renoncera sans peine à l'Espagne & aux Indes, pourvu qu'on lui donne les Etats d'Italie & les Pays-Bas : Mais c'est sur quoi il est juste d'entendre le nouvel Empereur, qu'on sçait avoir fort à cœur les affaires d'Espagne.

Il est aisé de connaître les suites pernicieuses qu'on auroit sujet d'apprehender, si on laissoit l'Espagne & les Indes au Duc d'Anjou. S. M. Elle-même s'en expliquée ouvertement dans sa Harangue à l'entrée de la dernière Session de son Parlement, recommandant la Guerre d'Espagne, comme celle qui intéressoit le plus la Nation Britannique, qui ne fera aucunement dédomagée par le Commerce de la Mer du Sud, dont on la flate ; lequel, si on lui en donnoit même la réalité, dont on peut justement douter encore, ne seroit au moins que précaire, & ne dureroit qu'autant que la France & l'Espagne voudroient bien le permettre. Ces deux Couronnes ne pourroient être considérées au suscit cas que comme une même Puissance. Tout le monde sçait que c'est la France qui gouverne les Espagnols, dans leur Conseil, dans leurs Finances, dans le Militaire, & qui même fait leur Commerce aux Indes par les Vaisseaux : Elle s'est déjà rendue tellement la maîtresse de tout cela, que quand les Espagnols voudroient s'en affranchir, soit après la Paix, soit après la mort du Roi de France d'à présent, cela n'eût plus dans leur pouvoir, & aucun Traité ne sera assez fort pour obtenir de la France de quitter effective-

ment ces Avantages. Il y a outre cela à considérer, que si la Lignée du Duc d'Anjou, ou la Lignée même du Dauphin son Frere, venoit tôt ou tard à manquer, ces deux Couronnes seroient entièrement combinées sous une même Tête : Nul Traité, nulle Renonciation ne seroient assez forts pour empêcher cette combinaison en pareil cas ; dont la Renonciation faite à la Paix des Pirenées, & le Traité de Partage, fournissent entr'autres des exemples d'une assez grande évidence. Il est très-certain aussi, que le Roi de France, qui nonobstant la Paix & ses Engagemens avec le Roi Guillaume III. de glorieuse Mémoire, a reconnu de son vivant un autre pour Roi d'Angleterre, aussi tôt qu'il s'est crû Maître de l'Espagne par son Petit-Fils ; ne verra pas si-tôt ce lui-ci affermi sur ce Trône, qu'il travaillera à mettre sa Créature sur celui de la Grande-Bretagne, & qu'il en viendra à bout ayant augmenté sa Puissance par celle de l'Espagne, & ses Richesses par celles des Indes. Il est aisé de prévoir le danger où seroit en ce cas la Personne de la Reine, & ce que deviendroient alors la Liberté de la Grande-Bretagne, sous un Maître élevé dans les Principes de la France, & dans la haine contre les meilleurs Anglois qui l'ont abjuré selon la Loi, & ce qu'il seroit fait ensuite de celle de toute l'Europe & de la Religion Protestante, par la liaison d'obligation, de nécessité & de reconnaissance de trois Rois d'une Religion opposée, & d'une telle Puissance par Mer & par Terre, sous la direction de celui de France. Ce sont des conséquences où S. A. Electorale est trop intéressée, pour les considérer avec indifférence.

Quant à la Barrière aux Pays-Bas Espagnols, on ne peut pas dire qu'elle ne regarde que la sûreté des Provinces-Unies : elle regarde au contraire tout autant celle de la Grande-Bretagne, laquelle ne se trouveroit pas moins en danger que ladite République, si la France devenoit maîtresse des Pays-Bas Espagnols. C'est une vérité qui a été reconnue de tout tems par les Anglois, & même sous le Règne de Charles II. ; lequel, malgré ses liaisons avec cette Couronne, ne voulut pas permettre qu'elle en fit la Conquête : De sorte que la Barrière, qui ferme à ce dangereux Ennemi l'entrée aux Pays-Bas, est un intérêt commun aux deux Puissances Maritimes, de même qu'à l'Empire d'Allemagne ; outre que la Grande-Bretagne trouve à cette heure dans sa Garantie, celle de la Succession Protestante réciproquement.

Quelque chose qui arrive, & soit qu'on ouvre dès à présent l'Assemblée de la Paix, soit qu'on la renvoie à un autre tems, c'est à dire jusqu'à ce que la France ait fait des Déclarations plus satisfaisantes, S. A. Electorale croit que c'est d'une absolue nécessité de ne se point relâcher par rapport aux préparatifs pour la Campagne prochaine ; n'y ayant aucune espérance d'obtenir de bonnes Conditions de Paix, qu'en se mettant en état de poursuivre vigoureusement la Guerre, & de commencer la Campagne de bonne heure avec des Forces considérables, & cela d'autant plus, qu'on voit les préparatifs que la France fait déjà de son côté pour cela. C'est aussi par cette considération que S. A. Electorale ne veut point se prévaloir de la permission que S. M. a eu la bonté de lui accorder avec tant d'amitié, de prendre pendant cet Hiver quelques-uns de ses Régimens de Dragons dans son propre Pays, ayant résolu de les laisser tous au Pays-Bas. Monseigneur l'Electeur conservera ce nonobstant pour S. M. la même reconnaissance, que si Elle le lui fût servi effectivement de sadite permission. On ne doit pas douter que l'Empereur ne fût de beaucoup plus grands efforts que ci devant, & que les Etats Généraux ne fournissent ce à quoi ils sont obligés, par leurs Traitez ; S. M. Impériale étant prête de faire de nouveaux concerta là-dessus avec S. M. Britannique : Mais il sera sur tout essentiel de se garantir du piège d'une Cessation d'Armes, qu'il est très-apparent que la France proposera aussi-tôt que l'Assemblée de la Paix sera ouverte, & qui laissent les Puissances Maritimes dans la nécessité de faire les mêmes efforts & les mêmes dépenses pour la Guerre ; & d'entretenir les mêmes Flotes & les mêmes Armées, leur ôteroit les moyens de s'en servir, & arrêteroit les progrès de leur Armes Victorieuses.

Il y a lieu d'espérer, qu'en demeurant bien unis on réduira bien-tôt la France, avec la bénédiction de Dieu, à accorder des Conditions raisonnables : l'ex-

ANNO 1711.

ANNO l'extrême épuisement ou est cette Couronne, & le  
1711. besoin qu'elle a de la Paix, étant très-certain & con-  
firmé de tous côtez. Dieu a bñ les Armes de la  
Reine & de ses Alliez de tant de Triomphes sur leur  
Puissant Ennemi, pour les mettre à couvert, par  
une Paix sûre & avantageuse, de ce qu'ils ont à  
craindre de lui; qu'il ne vouldra pas, que tout épuisé  
& vaincu qu'il est dans toutes les occasions, il ob-  
tienne encore son but par cette Guerre, & qu'il en  
fasse par une Paix glorieuse pour lui, à la ruine des  
Alliez Victorieux, & à la destruction de la Liberté  
de toute l'Europe, en gagnant par cette Paix le pou-  
voir de donner un Roi à l'Espagne, d'en imposer un  
à la Grande-Bretagne, & de faire dépendre de son ap-  
probation la validité de l'élection d'un Chef de l'Em-  
pire. Fait à Londres ce 9. Decembre 1711.

Signé,

Le Baron de BOTHMER.

## CXXII.

19. Dec. Beschreibung Jhro Röm. Königl. Mayest. CA-  
ROLI VI. Kraft welcher Er die durch  
Dero Gewaltthabere mit denen Churfürsten des  
Reichs aufgerichtete Wahl-Capitulation an-  
nimmt, bestätiget/ und solche in allen un-  
verbrüchlich zu halten verspricht. Gegeben zu  
Frankfurt den 19. Decembris 1711. [Ge-  
genwärtige Verfassung der Kayserl. Regierung  
in Teutschland pag. 2.]

C'est-à-dire,

Revers de CHARLES VI. Roi des Romains  
pour l'acceptation & confirmation de la Ca-  
pitulation Imperiale faite par ses Plenipoten-  
taires avec les Electeurs de l'Empire, prome-  
tant de l'observer inviolablement. A Francfort  
le 19. Decembre 1711.

Wir Carl der Sechste von Gottes Gnaden/  
erwehelter Römischer König zu allen Zei-  
ten Mehrer des Reichs/ in Germanien/ zu  
Hispanien/ beyder Sicilien/ Hierusalem/ und  
Indien/ wie auch zu Hungarn/ und Böhmeim  
König/ Erz-Herzog zu Oesterreich/ Herzog zu  
Burgund/ Neuchamp/ Steyer/ Carnten/ Crain/  
und Württemberg/ Graf zu Habsburg/ Flandern/  
Tyrol/ und Görz. &c. Bekennen öffentlich mit  
diesem Brief: Als am Tag Unserer Wahl zum  
Römischen König/ welcher war der Zwölfte nechst  
abgewichenen Monats Octobris, die von uns  
als Königs zu Böhmeim/ und des Heil. Reichs  
Churfürsten/ zu jetzt besagter Wahl abgeordnete  
Wottschaffter/ Ernst Friedrich Graf von Win-  
disch-Grätz/ Frey-Herr von Waldstein/ und im  
Zahl. &c. Franz Ferdinand Graf Kinsky von  
Kunig/ und Tessa/ und Caspar Florentin von  
Consebruch/ Unserer jüngst in Gott seeligst entschlaf-  
senen Herrn Bruders Kayserl. Maj. und Lieben  
Hinterlassene respectiv geheimer Rath/ Cäm-  
merer/ und Churlicher Vice-Cantler im Königreich  
Böhmeim/ auch Reichs-Hof-Rath/ und gehei-  
mer Reichs-Hof-Referendarlus, nach vermög  
Unseres Ihnen deßhalb unter Unserm Inseigel  
zugestellten besondern völligen Gewalt/ als Unse-  
re Bevollmächtigte Gesandte/ und Gewalt-Ha-  
bere sich mit denen Hochwürdigsten/ und re-  
spective Durchleuchtigsten Fürsten Iohario Fran-  
zen zu Maynz. &c. Carln zu Trier Erz-Bischof-  
sen/ und Johann Wilhelm Pfalz-Grafen bey  
Rhein/ Herzogen in Bayern/ des Heil. Römi-  
schen Reichs/ durch Germaniaen/ Gallien/ und  
das Königreich Arelat/ Erz-Cantler/ und Erz-  
truchessen/ Unsern Lieben Neden/ Bettern und  
Churfürsten/ wie nicht weniger mit denen/ von

wegen/ und an statt der Durchleuchtigsten und  
respective Großmächten/ Friedrich Augusti  
Königs in Polen/ als Churfürsten zu Sachsen/  
Friedrichs Königs in Preussen/ als Churfürsten zu  
Brandenburg/ und Georg Ludwig Herzogs zu Braun-  
schweig/ und Lüneburg/ des Heil. Reichs Erz-Mar-  
schalls/ Erz-Cammerers/ und Erz-Schazkammerers  
Unserer Lieben respectiv Brüdern Rheinben/ und  
Churfürsten/ bey mehr gedachter Unserer Wahl  
erschiedenen Bevollmächtigten Wottschaffter/ Otto  
Heinrich/ Freyherrn von Frischen zu Rüdha/ und  
Gefchwig/ Christoph Burggraf/ und Grafen von  
Dhena/ und Friedrich Wilhelm/ Freyherrn von  
Schlig/ genannt von Görg/ Ihrer Lieben Lieb-  
lieb. respectiv Geheimen Räten/ Cantlers/  
General-Lieutenants/ und Cammer-Præsiden-  
tens, Gdt dem Allmächtigen zu Lob/ dem Hei-  
ligen Reich zu Ehren/ und um gemeines Nutzens  
willen etlicher Articul-Gedings- und Pactes-weiß  
in Unserm Nahmen/ und an Unserer statt verein-  
iget/ bewilliget/ vertragen/ angenommen/ und zu  
halten zugesaget haben/ wie die alle in eine offene  
Form gestellet/ und Ihnen unter Unserm Nah-  
men/ und angehängten Inseigel übergeben seynd/  
also lautende:

Wir Carl der Sechste von Gottes Gnaden er-  
wehelter Römischer König/ zu allen Zeiten Nie-  
rer des Reichs/ Erz-Herzog zu Oesterreich. &c.  
(desß datum stehet/ geben in Unserer/ und des  
Heil. Römischen Reichs-Stadt Frankfurt am  
Tag des Heil. Maximiliani, so da war der zwöl-  
te Tag des Monats Octobris nach Christi Un-  
sers Lieben Heern/ und Seligmachers Geburt/  
im Siebenzehnen Hundert/ und Fiffsten Jahr. &c.)

Unde aber gedachte Unsere bevollmächtigte  
Wottschaffter/ und Gewaltthabere daneben obbe-  
rächten Unseren an- und abwesenden Lieben Ne-  
den/ Bettern auch respectiv Brüdern/ Rhein-  
ben/ und Churfürsten Aufag gethan/ daß Wir  
dieselbige Articula/ so Wir hierauf in daß Heil.  
Röm. Reich/ und in Teutschland kommen/ Pers-  
öhnlich erneuern/ und mit Unserm Eyd bestetigen  
sollen. &c.

Daß Wir demselben nach jezo zu Unserer An-  
kunft in Teutsche Nation/ und vor empfangener  
Königl. Ordnung/ alle und jede Puncten/ und Ar-  
ticula/ davon obgemeldet/ wie die durch mehr ge-  
dachte Unsere verordnete Wottschaffter/ und Ge-  
waltthabere mit berührten Unsern Lieben Neden/  
und Bettern/ auch der abwesenden Churfürsten Ge-  
sandten bedungen/ bewilliget/ und angenommen/ auch  
in Unserm Nahmen und Siegel aufgangen/ und  
Ihnen übergeben seynd/ aus freyen gnädigen Wil-  
len/ jezo von Neuen bewilliget/ angenommen/ und  
zuhalten/ darzu auch sonst alles das zuthun/ das  
Uns als Römischen König gebühret/ zu Gott und  
den Heiligen geschwöhren haben: Unde thun das  
hiermit wissentlich/ in Crafft dieses Briefs/ alle  
Arglist/ und Gefährde hierinnen gänglich aufge-  
schrieben/ Desß zu Urkunde haben Wir Uns ei-  
genhändig unterschrieben/ und Unser Inseigel an  
diesen Brief hangen lassen/ der gegeben ist in Un-  
serer/ und des Heiligen Römischen Reichs-Stadt  
Frankfurt den 19. Decembris 1711.

Carl.

Vr. Friedrich Carl Graf  
von SchönbornAd Mandatum Sac. Regie  
Majestatis proprium.

C. F. Consebruch.

CXXIII.



ANNO

1711.

22. Dec. *Confirmation des Traitez faits entre la Reine de la GRANDE-BRETAGNE, & les ETATS GENERAUX, conclu entre les Ministres de Sa Majesté Britannique & Mr. Buys, le 22. Decembre 1711.*

*Ad relationem die 22. Decembris 1711.*

**S**ERENISSIMA & Potentissima Princeps ANNA, Dei gratiâ Magnæ Britannia, Franciæ, & Hiberniæ Regina, Fidei Defensor, & Celsi ac Præpotentes DD. Ordines Generales Fœderati Belgii ad rationes tam Belli præsentis quàm Pacis optandæ & Deo favente secururæ, animum omni studio adverterentes, & volentes quam maximè, ad Bellum feliciter finiendum, & cum Pax communi consensu inita fuerit, ad eandem contra quoscunque tuendam, omnem operam conferre, è re communi existimant, quamquam præcedentes Tractatus, qui inter Regiam suam Majestatem & dictos Ordines Generales intercedunt, eò satis tendant, eosdem Tractatus de novo confirmare & specialem eà de re pactionem insuper inire : Quapropter, communicatis consiliis super arduis hîc negotiis, suam & Orbis Christiani communem salutem tangentibus, de iisdem per infrascriptos suos Ministros plenâ Auctoritate munitos tenore sequenti convenire, æquum duxerunt & necessarium.

Vigore præsentis Conventionis mutuò sese obstringunt altè memorata Regia sua Majestas & præfati DD. Ordines Generales ad ea omnia præstanda, quæ Bello, quod nunc geritur, feliciter prosequendo, ipsi ex Pactis initis invicem incumbunt, imò plura, si necessarium fuerit, idque fè bonâ fide & totis viribus, qua Mari, qua Terra, facturos, donec hostis in Pacis æquæ ac tutæ Leges consenserit, & Pax Generalis obtineri ac stabiliri queat.

Pace insuper, Deo propitiante, partâ, sincere & solemniter spondent, & mutuò promittunt R. S. M. & DD. Ordines Generales se fideliter, sedulò, omnique industria rationem Consiliorum suorum esse directuros, mutuamque curam & operam impensuros etiam armatâ manu, si necessum fuerit, quo dicta Pax ritè observetur, & jus quod Fœderatorum quivis per eandem communi consensu acquisiverit, factum ipsi rectumque maneat, ac ut omnes ejusdem Pacis infractioes tempelivè evitentur ac impediantur, controversiæ verò omnes, quæ circa sensum ejus genuinum oriri poterint, amicè dirimantur, vel, si media amicabilia, intra bimestre spatium minus processerint, aut etiam citius, casu quo periculi exigentia moram non patiatur, communes suæ & Fœderatorum, qui Conventioni accesserint, vires conficiantur, & tali numero Mari Terraque contra quemcunque turbatorem adhibeantur, prout periculi magnitudo id exegerit, usque dum Parti læsæ fiat satis, ac Pacis ac tranquillitatis Publicæ redintegrationi & securitati omninò prospectum ac provisum fuerit.

In quem quidem finem ad firmam nempe solidamque tranquillitatem eò plenius & perfectius procurandam, eandemque tuendam, omnes & singuli Principes ac Status Christiani Pacem amantes, maximè vero Cæsarea S. M. aliique Fœderati invitandi erunt, ut in hæc Pacta transeant, deque iisdem ampliandis porro aptandique ad scopum suum pacificum & salutarem, quem sibi unicè proponunt altè memorati Contrahentes, consensum & operam suam adhibere velint.

*Confirmation du Traité de 1701: entre l'Empereur LEOPOLD, le Roi GUILLAUME d'Angleterre, & les ETATS GENERAUX, conclu entre les Ministres de Sa Majesté Britannique, & Mr. Buys, Envoyé Extraordinaire des Etats à Londres le 22 Decembre 1711.*

*Ad relationem die 22. Decembris 1711.*

**S**ERENISSIMA ac Potentissima Princeps ANNA, Dei gratiâ, Magnæ Britannia, Franciæ & Hiberniæ Regina, fidei Defensor, & Celsi ac Præpotentes DD. Ordines Generales Fœderati Belgii, ad

rationes tam Belli præsentis, quam Pacis optandæ & Deo favente secururæ, animum omni studio adverterentes, & volentes quam maximè ad Bellum feliciter finiendum, & cum Pax communi consensu inita fuerit, ad eandem contra quoscunque tuendam; omnem operam conferre, è re communi existimant, quamquam Tractatus anno 1701. inter Cæsaream suam Majestatem, nuperumque Magnæ Britannia Regem GULIELMUM III. gloriôsæ memoriæ & dictos Ordines Generales conclusus, aliisque anno 1703. inter supradictam Reginam Magnæ Britannia eosdemque Ordines Generales factus, eò satis tendant, eosdem Tractatus, de novo confirmare & specialem eà de re pactionem insuper inire : Quapropter communicatis consiliis super arduis hîc negotiis suam & communem Orbis Christiani salutem tangentibus, de iisdem per infrascriptos suos Ministros plena Auctoritate munitos, tenore sequenti convenire æquum duxerunt & necessarium.

Vigore præsentis Conventionis mutuò sese obstringunt altè memorata Regia sua Majestas & præfati DD. Ordines Generales ad ea omnia præstanda, quæ Bello, quod nunc geritur, feliciter prosequendo, ipsi ex pactis initis invicem incumbunt, imò plura, si necessarium fuerit, idque fè bonâ fide & totis viribus, qua Mari, qua Terra, facturos, donec hostis in Pacis æquæ ac tutæ Leges consenserit, & Pax Generalis obtineri ac stabiliri queat. Pace insuper, Deo propitiante, partâ, sincere & solemniter spondent & mutuò promittunt Regia sua Majestas & DD. Ordines Generales sese fideliter, sedulò omnique industria rationem consiliorum suorum esse directuros, mutuamque curam & operam impensuros etiam armatâ manu si necessum fuerit, quo dicta Pax observetur & jus quod Fœderatorum quivis per eandem communi consensu acquisiverit, factum ipsi rectumque maneat, ac ut omnes ejusdem Pacis infractioes tempelivè evitentur ac impediantur, controversiæ verò omnes, quæ circa sensum ejus genuinum oriri poterint, amicè dirimantur, vel si media amicabilia intra bimestre spatium minus processerint, vires conficiantur & tali numero Mari Terraque contra quemcunque turbatorem adhibeantur, prout periculi magnitudo id exegerit, usque dum Parti læsæ fiat satis, ac Pacis & tranquillitatis Publicæ redintegrationi & securitati omninò prospectum ac provisum fuerit.

In quem quidem finem ad firmam nempe solidamque tranquillitatem eò plenius perfectiusque procurandam, eandemque tuendam, omnes & singuli Principes ac Status Christiani Pacem amantes, maximè vero Cæsarea sua Majestas aliique Fœderati invitandi erunt, ut in hæc Pacta transeant, deque iisdem ampliandis porro aptandique ad scopum suum pacificum & salutarem quem sibi unicè proponunt altè memorati Contrahentes, consensum & operam suam adhibere velint.

## CCXXIV.

*Donation de toutes les Provinces du Pais-Bas Espagnol faite par PHILIPPE Duc d'Anjou, comme Roi d'Espagne, à MAXIMILIEN EMANUEL Electeur de Baviere, pour lui & ses Descendants mâles à perpétuité. A Madrid le 2. Janvier 1712. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. 1. pag. 257.]*

1712.

2. Janv.

PHILIPPE, par la Grace de Dieu, Roi de Castille, de Leon, d'Arragon, des deux Siciles, de Jerusalem, de Navarre, de Grenade, de Tolède, de Valence, de Galice, de Majorque, de Seville, de Sardaigne, de Cordoue, de Corse, de Maric, de Jain, des Algarbes, d'Alger, d'Algezire, de Gibraltar, des îles des Canaries, des îles des Indes Orientales & Occidentales, des îles & Terre Ferme de l'Océan, Archi-Duc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Brabant & de Milan, Comte de Habsbourg, de Flandres, de Tyrol & de Barcelonne; Seigneur de Biscaye, de Molina, &c.

**S**AVOIR faisons à tous ceux à qui il appartient, tant présents qu'à venir, que nous avons trouvé à propos, tant pour le bien commun de la Chrétienté, que pour celui des Pays-Bas en particulier, de ne pas différer plus long tems l'exécution de

cc

ANNO  
1712.

ce que le Roi Très-Chrétien notre Ayeul a négocié & conclu le 7. Novembre 1702., en notre Nom, & de notre Consentement, avec le très-Excellent Prince Maximilien Emanuel, Duc & Electeur de Bavière, notre bon Frere, Cousin, & Oncle, Vicaire Général desdits Pays-bas, au sujet de la Cession, Donation & Transport des fufdits Pays-bas. Qu'en considération de la proximité du sang & de l'amitié, des grands mérites & services dudit Duc Electeur de Bavière notre Oncle, & sur tout de l'affection toute particulière, de la vigilance & prudence avec laquelle il a gouverné ces Provinces en notre Nom, & à notre pleine satisfaction, aussi bien qu'à celle de nos très fidèles Sujets, pendant le cours de plusieurs années, nous avons résolu de transporter lesdits Pays-bas, audit très-Excellent Prince Maximilien Emanuel, Duc & Electeur de Bavière, notre bon Frere, Cousin & Oncle, Vicaire Général desdits Pays-bas, de la même manière que nous les possédions au tems dudit Traité du 7. Novembre 1702. & que nous les possédions à présent, avec tous les Droits, Actes, Prétentions & Jurisdictions qui nous appartiennent auxdits Pays-bas; afin que ledit Duc Electeur notre Oncle, ses Successeurs & Hoirs mâles puissent en jouir & disposer comme Legitimes & Souverains Princes desdits Pays-bas, sans aucune restriction ou réserve. Et ainsi nous Decla- rons, Etablissions, Institurons & Nommons par ces Présentes, en la forme & qualité susmentionnée, ledit Duc Electeur de Bavière notre Oncle & ses Successeurs mâles, Princes & Possesseurs desdits Pays-bas.

Nous accordons en outre, & donnons audit Duc Electeur de Bavière notre Oncle, notre plein Pou- voir & irrevocable, pour prendre, par lui même & de sa propre autorité, sans autre requifition ou per- mission, soit en Personne ou par Procuration, l'en- tière Possession de tous lesdits Pays-bas: Et pour cet effet, d'assembler les Etats Généraux ou les Etats particuliers de chaque Province, ou d'agir de telle autre manière qu'il jugera le plus convenable & né- cessaire, par rapport à la Donation, Cession & Trans- port que nous lui en avons fait, pour leur en don- ner connoissance, & faire prêter aux Etats & Sujets de ces Provinces les Sermens nécessaires qu'ils font obligés de prêter, pour les engager à s'acquiter de tous les devoirs requis par leurs Sermens précédens. Et en attendant que ledit Duc Electeur de Bavière, notre bon Frere, Cousin & Oncle ait reçu ou fait recevoir en son Nom, l'actuelle possession desdits Pays-bas, dans la forme & la manière spécifiée, nous demeurerons en possession desdits Pays-bas au Nom dudit Duc Electeur de Bavière.

Nous Ordonnons en conséquence, qu'on accorde nos Lettres Patentes audit Duc Electeur de Bavière notre Oncle, avec le Pouvoir de faire continuer & de nommer auxdits Pays-bas des Gouverneurs, Ju- ges & Officiers de Justice, soit pour la sûreté ou pour l'administration de la Justice & de la Police, ou pour la recette des Domaines & autres Revenus; & en général de faire tous actes de Princes & de Le- gitime Souverain de ces Provinces, selon les Loix & Coutumes, comme nous avons fait & aurions pu faire. Et pour cet effet nous avons déchargé & dis- pensé, déchargeons & dispensons par les Présentes, tous les Evêques, Abbés, Prélats & autres Eccle- siastiques, Ducs, Princes, Marquis, Comtes, Ba- rons, Gouverneurs, Commandans & Capitaines, tant à la campagne que dans les Villes, Chefs, Pré- sidents & autres Membres de nos Conscils & Cham- bres, ceux de nos Finances & Chambres des Comptes, autres Justiciers & Officiers, Capitaines & Soldats de nos Forts & Châteaux, & leurs Lieutenants, tous Chevaliers, Gentilshommes & leurs Vaux, aussi bien que les Gens du Roi, Bour- geois & Habitans des Villes, Bourgs & Villages, & généralement tous & un chacun des Sujets desdits Pays-bas respectivement, du Serment de fidélité qu'ils nous ont prêté, & de l'Hommage qu'ils nous doi- vent, comme leur légitime Souverain. Et nous Vou- lons, comme leur légitime Souverain. Et nous Vou- lons de plus, Ordonnons & Commandons très-ex- pressément, qu'ils reçoivent ledit Duc Electeur de Bavière notre Oncle, & ses Successeurs mâles, pour leurs Princes & Seigneurs; qu'ils lui prêtent le Ser- ment de fidélité, & lui fassent Hommage, suivant la constitution du Pais, des Diens, Fiefs & Seigneu- ries; & qu'ils aient pour lui tout le respect, l'affec- tion, l'obéissance & la fidélité, que de bons & fide- les

TOM. VIII. PART. I.

les Sujets doivent à leur Prince & Legitime Sou- verain, comme ils ont fait jusqu'à présent à notre égard.

Et pour suppléer à tous les manquemens & omis- sions, tant de droit que de fait, qu'il pourroit y avoir dans notre Donation, Cession & Transport; Nous, de notre propre mouvement, de notre science cer- taine, & en vertu de notre Puissance absolue & Souveraine, dont nous nous voulons servir, & nous servons à cet égard, avons renoncé & renonçons à toutes les Loix, Constitutions & Coutumes qui pourroient y être contraires: Car telle est notre vo- lonté & bon plaisir. En foi de quoi, afin que per- sonne n'en prétende cause d'ignorance, & que cet Acte soit ferme & durable à jamais, nous avons si- gné les Présentes de notre main, & y avons fait ap- poser notre grand Sceau, Voulant & Ordonnant qu'el- les soient enregistrées dans tous nos Conscils, Cham- bres des Comptes &c. Donné à Madrid le 2 Jan- vier de l'an de Grace 1712. & de notre Règne le douzième.

Signé,

PHILIPPE.

Et plus bas,

MANUEL DE VADILLO ET VELASCO.

Conditions (1) attachées, à la Donation & Cession des Provinces du Pais-Bas Espagnol, faite à l'Electeur de BAVIERE. [Actes & Me- moires de la Paix d'Utrecht. Tom. I. pag. 263.]

I. QUE le Sérénissime Prince Maximilien Ema- nuel, Duc, Electeur de Bavière, notre bon Frere, Cousin, & Oncle, & ses Successeurs Mâ- les, auxquels pourra échoir la Souveraineté & pro- priété desdits Pais-Bas, imitant la Picté & Religion, qui reluisent en lui, devront vivre & mourir en no- tre Sainte Foi Catholique, selon la créance & doc- trine de la Sainte Eglise Romaine.

II. Que ledit Electeur de Bavière approuvera, maintiendra, & mettra en execution la Donation que nous avons faite à notre Cousine bien aimée, Dame Marie Anne de la Trémouille, Princesse des Urins, d'un Etat; & propriété, & Souveraineté, indépendante pour Elle, & ses héritiers, & ceux qui auront son droit & actions, ou ayant cause à perpe- tuité, & pour toujours, conformément aux Lettres Patentes; qu'à cet effet nous lui avons fait expédier, avec le revenu Domanal, de trente mille Ecus, chaque Ecu de huit Reaux d'Argent, double Mon- noye ancienne de Castille, en chaque année, ex- empts de toutes Rentes, Hypothèques, & de toutes autres quelconques charges, soit pour tems limité, ou perpétuel, assignée ou imposée, pour quelle raison, ou cause, que ce puisse être, en telle Pro- vince, ou en tel endroit, que ladite Princesse nom- mera & choisira à la satisfaction, soit les trois Pais d'Outre Meuse, ou Lokeren, au Pais de Waes, avec les huit Paroisses de Keure, ou en telle autre Pro- vince qui soit le plus de sa convenance; & en cas qu'il se trouve dans ladite Souveraineté que ladite Princesse des Urins choisira quelqu'une de nos Mai- sons Royales ou Châteaux à nous appartenans, vou- lons qu'il ne lui soit rien déduit sur le fond que nous lui accordons desdits trente mille Ecus de rente par an, chaque Ecu de huit Reaux d'Argent, double Monnoye ancienne de Castille. Et d'autant qu'il se- ra difficile de rencontrer un Etat avec domaine qui nous appartienne, & qui soit suffisant pour y établir ledit Revenu Domanal de trente mille Ecus, cha- que Ecu de huit Reaux d'Argent, double Monnoye ancienne de Castille, en chaque année, ce qui fait l'essentiel & le lustre de cette Souveraineté; ledit Duc Electeur de Bavière sera obligé d'ajouter au- dit Etat d'autres Domaines qui soient assez le plus près qu'il se pourra dudit Etat, jusqu'à rendre com- plet ledit revenu Domanal de trente mille Ecus de huit Reaux d'Argent double Monnoye ancienne de Castille en chaque année.

III.

(1) La Date manque à ces Conditions; & on ne les donne qu'au- dessus du Diplôme entier qui marque, [DUM.]

O O

ANNO  
1712.



ANNO  
1712.

290

## CORPS DIPLOMATIQUE

III. Que ledit Sérénissime Duc Electeur de Bavière sera obligé de maintenir & garder aux Provinces, Villes, & Communautés, qui composent ledit Pais-Bas, les Privilèges, exemptions & immunités que nous & nos Prédécesseurs leur avons accordées, & dont nous leur avons juré l'observance au tems de notre inauguration; comme aussi de maintenir & conserver les Dignitez & Offices à tous ceux qui presentement s'en trouveront être pourvus, tant dans les Tribunaux de Justice & Chambres des Comptes, comme en tous autres Emplois & Charges particulieres par Lettres Patentes, dépêchées ou signées de nous ou de nos Prédécesseurs, à Madrid, ou en quelconque autre endroit de nos Royaumes d'Espagne, ou en leur nom, ou au nôtre, au Pais-Bas, à la réserve de ceux qui ont servi le Parti des Ennemis, & qui ont été pourvus par eux dans les Provinces qu'ils ont occupées ou qu'ils pourroient occuper durant le tems de la presente Guerre.

IV. Que ledit Duc Electeur sera obligé de maintenir & approuver toutes les aliénations qui auront été faites par ventes ou par engagement, tant par nous que par nos Prédécesseurs, jusques au jour de la presente Cession formelle dudit Pais-Bas, & aussi toutes les Conventions & engagements qui auront été faits ou contractés avec les Magistrats ou Receveurs des Châtellenies, Villages, & Communautés dudit Pais, de même que les Conventions & engagements que ledits Magistrats & Receveurs auront faits, soit pour les Charges qui auront été vendues, comme office de Notaires au profit des Villes & des particuliers, affectation sur le droit des papiers timbrés, ou de quelconque autre manière que cela ait été fait, de sorte qu'aucune Ville, Communauté, aucun particulier ne puisse être dépossédé de son Hypothèque, Office, ou Emploi, fondé sur ledites Conventions ou engagements, si auparavant il n'a été payé, remboursé, & satisfait des sommes qu'il aura fournies.

V. Que ledit Duc Electeur sera de même obligé de payer toutes & quelconques Rentes, Obligations, Charges, & Hypothèques, sur nos Domaines, Offices, & autres Revenus dudit Pais. Et comme à cause des continuels Guerres, il n'a pas été possible de donner entière satisfaction desdites Rentes, Obligations, & Charges, ledit Duc Electeur sera obligé de faire payer après l'extinction & conclusion de la Paix, en chaque année deux Canons écheus desdites Rentes, jusques à l'entiere extinction de tous les arriérages.

VI. Que ledit Duc Electeur sera aussi obligé à payer & accomplir toutes les Obligations & Contrats faits par nous ou par nos Prédécesseurs, & par nos Gouverneurs & Capitaines Généraux, en notre nom, & celui de nos Prédécesseurs, particulièrement ce qui aura resté dû aux Etats Généraux des Provinces-Unies, des avances d'Argent qu'ils ont faites, & pour les Escadres des Vaisseaux avec lesquels ils ont servi durant la dernière Guerre, qui finit l'an mille six cent quatre vingt & dixsept par la Paix de Ryfwik, & pour cet effet leur furent consignées & hypothéquées les Doüanes des Droits d'entrée & de sortie, conformément aux Traitez & Conventions faites avec eux.

VII. Que ledit Duc Electeur sera pareillement obligé de payer & satisfaire à l'Electeur de Brandebourg, ce qui se trouva lui être dû, du reste des Subsidés qui lui furent promis pour les Troupes avec lesquelles il servit durant la dernière Guerre, qui finit comme il a été dit ci-dessus l'an quatre-vingt & dixsept; dont la satisfaction lui fut conignée sur les Subsidés de toutes les Provinces dudit Pais, en conséquence des Traitez & Accords faits avec ledit Electeur de Brandebourg.

VIII. Que ledit Duc Electeur de Bavière sera aussi obligé de payer & satisfaire la Rente annuelle de cent mille florins, consignez au Prince d'Orange, par le feu Roi Charles II., notre Oncle, particulièrement sur la Doüane des Droits d'entrée & de sortie de Navaigne, sur la Rivière de Meuse, en vertu du Titre & Patentes qui lui en furent expédiées.

IX. Que ledit Duc Electeur de Bavière sera obligé de maintenir les conclusions des Contrats & adjudications des Fermes de nos Domaines & Rentes dans ledit Pais, pour le tems & aux conditions stipulées, validant aux Fermiers & Adjudicataires les avances faites de leur part pour notre service sur le prix de leur ferme.

X. Que ledit Electeur sera obligé de payer &

accomplir généralement toutes les dettes qui n'auroient point été satisfaites auxdits Pais & Provinces, d'entreprendre des Vivres, Fourrages, feux & lumières des Corps de Garde, & pour la Garnison durant l'Hiver, des Lits dans ledits Quartiers, Hôpitaux, & Fortifications, parce que ledites dettes ont été contractées pour le maintien & la conservation dudit Pais-Bas.

XI. Que finalement ledit Duc Electeur s'obligera à payer les pensions, lesquelles sont pour un certain tems limité ou héréditaires, & toutes les Donations, Recompenfes, ou Graces, que par nous ou nos Prédécesseurs auront été accordées & faites à quelques personnes que ce soit dudit Pais-Bas.

XII. Et d'autant que c'est notre intention & volonté que les suddites conditions aient & sortent leur entier & accompli effet, sous & moyennant icelles donnons, redons, delaissons, & transportons, renouons & accordons irrévocablement & pour toujours, & par quelque autre meilleure voye, manière, & forme, que de droit faire se puisse & doive valloir, sans que la forme invalide ou inutile puisse porter aucun préjudice à celle qui est valide, utile, & avantageuse, audit Duc Electeur notre Oncle, & ses Successeurs Mâles, nous nosdits Pais-Bas, & les Duchez, Principautés, Marquisats, Comtez, Baronies, Seigneuries, Villes, Châteaux, & Ports, qui sont en nos Pais-Bas, ensemble toutes Régales, Fiefs, Hommages, Droits, Libertez, Franchises, Droit de Patronage, Rentes, Revenus, Domaines, Aides, Confiscations, & Forfaitures, avec tous & quelconques Droits & Actions que pouvons ou pourrions prétendre à cause desdits Pais-Bas, avec toute Préminence, Prérrogatives, Privilèges, Exemptions, Gardiennes, Advoueries, Jurisdicions, Hauteurs, Ressorts, & autres supérioritez quelconques, comme & en quelque sorte elles soient, & à quelle cause & occasion elles nous puissent compter & appartenir, soit de Patrimoine ou autrement, à laquelle Titre & comme que ce soit & puisse être, pour en jouir entièrement & tout ainsi que nous les avons eû, & en avons joui sans rien excepter; à charge toutefois d'être gardées & observées inviolablement toutes & chacune desdites conditions ci-dessus spécifiées. Et c'est pareillement notre intention, comme nous le déclarons & ordonnons expressément par ces presentes, que moyennant cette notre Donation, Concession, & Transport, sera ledit Duc Electeur de Bavière notre Oncle, en la forme & manière conditionnelle ici dessus déclarée, tenu, obligé & chargé de payer & satisfaire toutes & quelconques Dettes & Obligations contractées par nous, ou en notre nom, ou de nos Prédécesseurs, sur nos Patrimoines & Domaines de nosdits Pais-Bas, & que semblablement il sera tenu & obligé de soutenir, porter, & maintenir, toutes & quelconques Rentes, Pensions à vie, & toutes autres, & quelconques Dons, Recompenfes, & Graces, que nous & nos Prédécesseurs ayons ou ayent données, assignées, accordées, & faites à quelconques personnes que ce soit, comme tout est déclaré ci-dessus.

*Esoit signé,*

PHILIPPE.

*Et plus bas;*

MANUEL DE VADILLO Y VELASCO:

Y pendant, à double Cordon d'Or, le grand Seel de Sa Majesté dans une Boîte d'Argent.

CXXV.

Manifeste du Conseil General des deux Religions 12. Avril.  
dans le TOGENBOURG. [Lettres Historiques, Juin 1712. pag. 694.]

Du 12. Avril 1712.

Nous l'Advoyer, Amman, & Conseil Général du Pais de Toggenbourg, sçavoir faisons & déclarons, non seulement à nos fidèles & Amez Habitans & Communautés du Pais de Toggenbourg, mais aussi à tous ceux qui se trouvent hors de notre dit Pais, de quel état & condition qu'ils puissent

ANNO  
1712.

ANNO sent être, & qui aiment la Justice & l'Equité, qu'en  
1712. suite des différens survenus depuis longues années,

Outre cela, les Ecclesiastiques se sont encore vive-  
ment appliquez à mettre encore le Ressort d'enhaut,  
en une pareille confusion. Ils se sont figurez que la  
situation des deux Convens Nouveau St. Jean &  
Magdenau leur pourroit donner le moyen, comme  
il étoit arrivé précédemment, en y mettant des  
Commandans, de mettre sans peine un frein audit  
Ressort d'enhaut, en leur coupant par ce moyen, la  
Communication, & remplissant ainsi de cette manie-  
re tout de terreur & de confusion.

ANNO  
1712.

C'est dans cette extrême nécessité que nous nous som-  
mes vus forcez de pourvoir, contre une telle force  
menaçante, à la sûreté de Nous, de nos Femmes, &  
de nos Enfants, & de nous rendre Maîtres, de  
deux Convens, & de les munir d'une transition con-  
venable, comme l'unique moyen pour éviter, avec  
l'aide de Dieu, le prédit danger, & pouvoir ram-  
ener les Rebelles, & redresser les simples, dans la  
droite voye, par une suffisante Information.

Nous prouvons donc tous sans exception, & sans  
ambiguïté ou différence de Religion, Nous prouvons,  
au-jour, en public, & devant Dieu, que l'occupation  
de ces deux Convens, n'est aucunement dans la vue  
d'opprimer la Religion Catholique, que pour cet effet,  
nous avons donné les ordres convenables qu'une tel-  
le Expedition se fit s'il étoit possible, sans pillage &  
sans effusion de sang, à moins que les Religieux par  
une induë résistance n'en donnassent quelque sujet,  
ne voulant faire aucun tort ni violence à leurs per-  
sonnes, ni à aucun d'eux, ni à tout ce qui dépend  
du Service divin, ni les empêcher, dans l'exercice  
d'icelui, mais cherchant tant seulement à conserver  
notre sûreté nécessaire, admonestans tous & un cha-  
cun de nos chers Compatriotes, prians & requérons  
aussi tous ceux de dehors, à qui ces choses peuvent  
parvenir, de n'ajouter aucune foi, ni créance à tout  
ce qui peut être dit au contraire, mais de demeurer  
persuadé que tout ce qui est ci-dessus est conforme  
à la vérité.

Ne désirans au reste rien plus, sinon de finir cette  
affaire, par des moyens justes & légitimes, nous  
déclarons par les présentes, que si le Révérendissime  
Convent de St. Gal veut traiter sincèrement de cette  
pacification, avec le Conseil Général du Pais, sans  
dissimulation de Religion, comme il a été machiné  
jusqu'à présent, ou laisser décider entièrement cette  
difficulté, par la Médiation ci-devant établie,  
Nous nous soumettrons à tout ce qu'avec justice,  
& autant qu'il sera convenable à nos Privilèges,  
pourra être requis de nous. Mais si au contraire,  
on cherche l'oppression, nous sommes résolus avec  
l'assistance Divine, de nous défendre nous & nos  
Privilèges, jusqu'à la dernière goutte de sang. Ce  
que nous voulons bien publier par ces présentes, pour  
l'instruction d'un chacun & pour notre justification  
Donné le 12. d'Avril 1712.

Chancellerie du Pais de TOGGENBOURG.

CXXVI.

Manifeste des Cantons de ZURICH & de BERNE, touchant les affaires du TOGGENBOURG. [Lett. Hist. Juin 1712. pag. 700.

13. Avril.

Le 13. d'Avril 1712.

NOUS le Bourguemaître, & l'Advoyer du Grand  
& Petit Conseil, de Zurich & de Berne, favois  
faisons à tous qu'il apartiendra, par ces présentes,  
que comme il est connu de tout le monde, que les  
Habitans du Pais de Toggenbourg souffrent depuis lon-  
gues années, de dures & d'insupportables charges de  
la part des Officiers de Mr. l'Abbé de St. Gal, sans  
pouvoir attacher autre chose de leur patience, que  
leur totale ruine, & l'extinction en eux des  
franchises, qu'ils se sont acquis par leur travail  
de gloire & de louange, de sorte qu'ils se sont vus  
contraints d'en porter leurs justes peines, aux deux  
Louables Cantons de St. Gall & Uri, leurs Com-  
patriotes, fondez sur le droit du Pais, appelé com-  
munement, Linderth.

Mais S. G. Mr. l'Abbé de St. Gal n'y voulant  
avoir aucun égard, ni reconnoître ledit droit du  
Pais, mais osant seulement le droit auxdits Lona-  
bles Cantons Suirs & Glaris, par devant ledits

Lou-

Mais d'autant que ledit Révérendissime Convent de  
St. Gal, a poussé les choses si loin, & parvenu à  
telle sorte à la jalousie, le Peuple de ces lieux, par  
divers instrumens, & par ses actions dangereuses, que  
le Conseil même, le Conseil Général n'osoit plus  
se trouver dans les Assemblées des Communautés de  
ces Endroits-là, ni leur représenter le véritable état  
des affaires, & sans prendre par un préalable, toutes  
leurs précautions suffisantes.

TOM. VIII. PART. I.



ANNO  
1712.

Louables Cantons assemblez à la Diette de Baden, où cette affaire a été pendant plusieurs années, & où ledits *Toggenbourgeois*, y étant enfin forcez, n'ont pas manqué d'y porter, avec tout le respect qui est dû, leurs plaintes, & n'y ayant pu trouver le secours, qu'ils en avoient lieu d'espérer, au contraire, ayant été encore amusez un fort long-tems, enfin ils se sont déterminez à avoir leur recours vers Nous, & à implorer très-inflammamment notre Conseil & notre Assistance, & Nous n'ayant pu voir un plus long-tems, un si déplorable état, & d'une si longue durée, Nous sommes crûs obliger, tant par notre compétence, que par notre devoir, de procurer tout l'avantage & prospérité du Louable Corps Helvétique, à l'exemple de nos Louables Prédécesseurs, qui en ont usé de même à Berne, l'an 1463, à maintenir ledit Landrecht, & à Zurich, l'an 1538. où nous avons affermi la Paix du Pais appelée *Landsfrieden*, trouvant être nécessaire, & de notre compétence, de nous en charger présentement, d'autant plus, que nous avons pris avec bien de la douleur, que les Louables Cantons Catholiques, pour terminer entièrement cette affaire, ont fait dresser un Acte de délibération particulière & remarquable à notre insçu, après la Diette générale, & le départ de nos Députez, dans la vue d'accorder uniquement ledit Seigneur de St. Gal, avec ledits Louables Cantons de *Suiss* & *Glaris*, en laissant les *Toggenbourgeois* à la merci dudit Mr. l'Abbé de St. Gal.

C'est pourquoi après avoir mûrement & avec toute l'exactitude possible, examiné les Titres fondamentaux dedit *Toggenbourg*, savoir le *Serment du Pais*, le *Droit du Pais*, & la *Paix du Pais*, de l'an 1538. & les ayant trouvez munis de si beaux Privilèges, nous déclarons selon cela, que nous les voulons protéger, défendre, & maintenir de toutes nos forces, contre tous ceux qui les voudront opprimer injustement & par violence, sans autre profit, intérêt, ou avantage particulier, en sorte que nous avons bien voulu consentir à une Médiation amiable, à nous proposée par le Louable Canton de Bâle d'une part, & les Louables Cantons de Lucerne, Uri, & Soleure, qui ont aussi travaillé de leur côté. Mais tout le monde sait, de quelle manière cette Médiation a été rompue & mise à part: nonobstant cela on espéroit qu'on laisseroit ledits Habitans du *Toggenbourg* jouir de leurs Privilèges, après lesquels ils souffroient dès long-tems, que Dieu même, par sa grace leur fournit lui-même les moyens à une décision finale de cette affaire.

Mais étant venu à notre connoissance, d'une manière très-évidente, que quelques Ecclesiastiques, & autres Ennemis & Perturbateurs du repos public, ne se sont pas contentez d'inciter & de pousser les gens du Pais, à la défobéissance, contre le Conseil Général dudit Pais, mais qu'ils ont aussi taché de le priver de toute autorité, & de tout respect nous l'element par des discours publics mais aussi en foulant aux pieds, les Mandats qui en étoient émanez, ayant mêmes attaqué & diffamé les principaux d'eux d'une manière très-injurieuse, & entrepris de leur propre autorité d'assembler leurs Communes, dans la Prefecture inférieure en vue d'empêcher de cette manière, par la force, le châtement que méritoient de tels Perturbateurs du repos public, & mettre enfin avec la totale ruine du Pais de *Toggenbourg* une entière & desolante desunion entre ceux, qui jusqu'à présent, nonobstant la diversité de Religion, ont vécu en bonne intelligence, & pour y mieux réussir ont fait toute sorte de préparatifs de Guerre, accompagnés de grandes menaces; en sorte que nous, par une affection singulière pour la Paix, & pour l'équité, n'avons pu de moins que de donner secours & assistance auxdits pauvres *Toggenbourgeois* opprimés, suivant leur ardent désir, leurs vœux nous étant suffisamment connus, postans des Troupes sur nos propres frontières près dudit *Toggenbourg*, afin qu'au cas que cela ne produisît son effet, nous fussions en état d'entreprendre ce que nous jugerons nécessaire, n'ayant toutefois point d'autre intention que de réprimer les desordres dudit Pais de *Toggenbourg*, & de conferver & entretenir, à tout le Louable Corps Helvétique, la tranquillité publique, sans donner sujet à aucun Louable Canton de croire qu'on en veuille à aucun d'eux en particulier, ainsi que nous le déclarons à tous, en toute sincérité & fidélité, attendu que nous sommes toujours portez à donner les mains à une honnête, sincère, & bien intentionnée Médiation, ne souhaitant sinon, que S. G. Mr. l'Abbé de St. Gal, proposant des moyens plus convenables audit Conseil du Pais, afin que cette affaire si fâcheuse, & de si longue durée, se pût une fois terminer par une Paix solide & durable, que le grand Dieu nous veuille donner en sa grace. En foi de quoi nous avons fait expédier & imprimer le présent Manifeste, pour la conduite d'un chemin. Ce 13. d'Avril 1712.

Chancellerie de la Ville de Zurich, au nom  
des deux Louables Etats & Cantons de  
ZURICH & de BERNE.

ANNO  
1712.

## CXXVII.

18. Juin. *Traictat van Vrede, Navigatie, ende Commerce, tusschen Haare Hoog-Mogende de Heeren Staten Generaal der VEREENIGDE NEDERLANDEN, ende de Hooge Regteringe, Pascha, Aga, ende overwinnende Militie van ALGIERS. Gedaan in het Jaar van Jesus 1712. den 18. van Juny ende van de Hegira 1124. den 18.* [Tiré des Archives de L. H. P. les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas.]

## EERSTE ARTICUL.

NA desen dagh sal met de Nederlanders wesen een vaste ende bestendige Vreede, soo als toegestaan ende bevestight is tusschen Haer ende den Doorluchtigen Ali, thans hoogheerde Pascha van Algiers ende haer onderhoorigh Koninghrijck, als mede den Aga der Janitzaren, ende de Weigeleerde ende Vroomde, ende de overwinnende Militie, ende sullen de Onderdanen van de Mogentheden aen weerkanten, als mede derselver Schepen, groote ende kleynen, ende die daer aen onderhoorigh zijn, van nu aen de een den anderen op geenerley wyse molesteren ofte verongelijken, noch met woorden noch met werken, maer sy sullen met forghvuldigheid des gemoeds, na het geene in haer vermogen

## CXXVII.

Traité de Paix, de Navigation, & de Commerce. 18. Juin. ce, entre les Hauts & Puissans Seigneurs Etats Généraux des PROVINCES-UNIES, des Pais-Bas, & la haute Regence, Bascha, Aga, & Victorieuse Milice d'ALGER. Fait le 18. Juin l'an de Jesus Christ 1712. & de l'Hegire 1124.

## ARTICLE I.

Après ce jour il y aura avec les Hollandois une Paix ferme & durable, telle qu'elle est accordée & confirmée entre eux & l'illustre Ali, maintenant très-honoré Bascha d'Alger & le Royaume dependant, de même que l'Aga des Janissaires, les Jurisconsultes & les Sages, & la victorieuse Milice, comme aussi leurs Vaisseaux, tant grands que petits, & ceux qui en dependent, ne se molesteront ni feront aucun tort les uns les autres en aucune manière ni de paroles ni de fait, mais selon qu'il sera en leur pouvoir, ils se feront bonnetés

ANNO is, de een den anderen beleeftheyt ende eere bewy-  
fno : Na desen dagh sal oock ganfch gene faeck  
1712. mogen gepretendeert worden.

II. De Nederlandtſche Schepen, groote of kley-  
ne, komende tot Algiers, ofte in eene andere Ha-  
ven onder haer gebiedt, moeten volgens oudt ge-  
bruyck betalen tien per cent van de Effecten, die  
verkochte worden: Doch ten refpecte van defe Vree-  
de, ende van haer verfoek, hebben Wy ſulcks a vyf  
per cent geſtelt.

Item, indien ſy de onverkochte Effecten ſullen  
willen wederom afvoeren, foo ſal men van deſelve  
niets vorderen.

Item, indien ende op wat tydt ſy ſullen willen  
vertrecken, foo ſal niemandt haer met overlaf aen  
te doen mogen ophouden.

Item, van de contrebande Goederen, Oorloghs-  
Gerceſſchap, Buskruyt, Loodt, Yzer, Swavel,  
Plaack, en alſerley Timmerhout, bequaem tot  
den Scheepsbouw, Pick, Teer, ende kleyn Oor-  
loghs-Geweer, ende alle andere dingen tot den Oor-  
logh noodigh, daer van en ſal de Regeering van  
Algiers niets vorderen.

III. Wanneer Nederlandtſche ende Algierſche  
(Oorloghs-), Commiſſie-ofte Koopvaerdyſchepen  
malkanderen in Zee ontmoeten, foo ſullen ſy onder  
malkanderen, noch de een den anderen geenſints  
mogen moleſteren, maar met beleeftheyt ende eer-  
bewyſſing van malkanderen ſcheyden, ende ſy ſul-  
len de een den anderen in de verrichtinge hares dienſts  
niet hinderlijck zyn.

Item, men ſal aen de Paſſagiers, die op de Sche-  
pen zyn, van wat Natie ſy ſouden mogen weſen,  
ende na wat Plaetſe ſy mogen deſtineert zyn, noch  
aen der ſelver Effecten, Goederen of Kleederen, de  
een den anderen geene moleſtatie mogen aendoen,  
noch enige ſaken van haer wechneemen.

Item, na wat Plaetſe ſy (hare Effecten) ſouden  
mogen brengen, ofte waer ſy die moghen laten ver-  
toeven, men ſal op geene de alderminſte wyſe de  
een den anderen ſchade noch overlaf toebrengen.

IV. Wanneer Algierſche Commiſſieſchepen ko-  
men te ontmoeten een Nederlandtſch Koopvaerdy-  
ſchep, groot ofte kleyn, indien dat ſelve van eene  
Plaetſe, ſtaande onder het Nederlandtſch gebiedt,  
uytgeſloopen is, foo ſal maar alleen de Sloop geſon-  
den, ende behalven de Roeyers twee Mannen daer  
in geſet worden, ende aen het Schip gekomen zynde,  
ſullen alleenlijck deſe twee Mannen, het en  
ware dan met permiffie van den Schipper van gemel-  
de Schip, aen boord overgaen, ende dan haer Paſ-  
poort getoont, ende haren dienſt, na wy vertrouwen,  
oprechtelijck gedaen hebbende, wederkeeren, ende  
ſal het Koopvaerdyſchep ſijne reyſe voortſetten, en-  
de niet mogen opgehouden worden.

Item, wanneer een van de Nederlandtſche (Oor-  
logh-ofte) Commiſſieſchepen komt te ontmoeten een  
Algierſch Commiſſie-ofte Koopvaerdyſchep, op wat  
plaetſe ſulcks moght gebeuren, indien gemelde Schip  
bevonden wordt voorſien te ſijn met het Paſpoort  
van wegens den Landtvooght van Algiers, of wel  
van wegens den Nederlandtſchen Conſul by hem  
reſiderende, foo ſal men niets mogen aenraken van  
het geene het gemelde Schip is toebehoorende, maer  
het ſal in veyligheyt ſijnes weeghs gaen.

V. Niemandt, het zy Capiteynen van Algierſche  
Schepen, noch der ſelver Officiers, noch yemandt  
van de Regenten, ſal mogen Perſonen van andere  
Narien, zynde aen boord van Nederlandtſche Sche-  
pen, uyt een Nederlandtſch Schip uythalen ende  
naer hare ofte andere Schepen overbrengen, noch  
ſelfs na yets mogen ondervragen, noch enige vio-  
lentie bedryven, na dat yemandt in het Nederlandt-  
ſche Schip gevonden is, ſal men hem niet mogen  
moleſteren, al is hy een Paſſagier.

VI. Indien een van de Nederlandtſche Schepen,  
ofte van de Schepen van hare onderhoorige Onder-  
danen, moght komen ſchipbreuck te lyden voor Al-  
giers, ofte elders op ſtrandt onder het gebiedt van  
haer Koninkrijck, foo ſal men geenſints het minſte  
van deſelfs Goederen noch Effecten mogen aenlaen,  
plunderen, noch prys maken.

Item, foo wanneer ſulck een geval moght gebeu-  
ren, ſal geen Tol van de geborgene Effecten mogen  
genomen, noch de Menſchen verkocht worden:  
Maer de geene, die onder het gebiedt van Algiers  
ſtaan, ſullen na haer vermoegen ſich hebben te beneer-  
tigen, om als goede Mahometanen hulpe ende by-  
tandt

et honneur en toute exaltation: Apres ce ANNO  
pour l'on ne pretendra auſſi aucune choſe.

1712.

II. Les Vaiſſeaux Hollandois, tant grands que petits,  
venant à Alger, ou dans quelque autre Port de leur  
Royaume, devoient, ſelon l'usage ancien, payer dix  
pour cent des Effects qu'on vendoit: Mais en égard à  
cette Paix et à leur demande, nous avons réglé cela à  
cinq pour cent.

Item, lorsqu'ils voudront rembarquer les Effects non  
vendus, l'on n'en exigera rien du tout.

Item, lorsqu'en tel tems que ce ſoit ils voudront par-  
tir, nul ne pourra les arrêter ni les inquiéter de aucune  
manière.

Item, la Regence d'Alger n'exigera rien des Mar-  
chandises de contrebande, Munitions de Guerre, Pou-  
dre, Plomb, Fer, Soufre, Poudres et de tout bois  
de charpente propre pour la construction des Vaiſſeaux,  
Poix, Gondron, et petites Armes de Guerre, et de  
toute autre choſe néceſſaire dans la Guerre.

III. Lorsque des Vaiſſeaux de Guerre, Armateurs  
ou Marchands Hollandois et Algeriens ſe rencontreront  
en Mer, ils ne ſe moleſteront en aucune manière les uns  
les autres, mais ils ſe ſepareront les uns des autres avec  
bon ordre et civilité, et ne ſe feront mutuellement au-  
cun empêchement dans l'exécution de leur ſervice.

Item, de part et d'autre il ne ſera permis de faire  
aucune vexation aux Paſſagers, qui ſont ſur les Vaiſ-  
ſeaux, de quelque Nation qu'ils puiffent être, et vers  
quelque lieu qu'ils ſoient deſtinés, ni à leurs Effects,  
Marchandises ou Habits, ni leur enlever aucune choſe  
qui ſoit à eux.

Item, en quelle Place qu'ils pourront transporter  
leurs Effects ou en quel lieu ils les laiffent, on ne  
cauſera en aucune manière, l'un à l'autre aucun dom-  
mage ni chagrin.

IV. Lorsque des Armateurs Algeriens s'endront à  
rencontrer un Vaiſſeau Marchand Hollandois, grand ou  
petit, s'il vient d'un lieu dépendant des Etats des Pro-  
vinces-Unies, on n'y crovera que la Chaloupe dans la-  
quelle outre les Rameurs on mettra deux Hommes, et  
étant arrivé au Vaiſſeau, il n'y aura ni les deux  
Hommes, hormis que ce ne ſoit avec la permiffion du  
Capitaine de ce Vaiſſeau, qui paſſeront ſur ſon bord: on  
leur ſera voir le Paſſeport, et après avoir fait fidelle-  
ment, comme nous eſperons, leur devoir, ſ'en retour-  
neront: et le Vaiſſeau Marchand pourſuivra ſon voyage,  
et il ne ſera pas permis de l'arrêter.

Item, lorsqu'un Vaiſſeau de Guerre ou Armateur  
Hollandois viendra à rencontrer un Armateur  
Hollandois Algerien, en quelque endroit que cela  
arrive, ſi l'on trouve que ledit Vaiſſeau eſt pourvu d'un  
Paſſeport du Regent d'Alger, ou du Conſul Hollandois  
qui y reſide, on ne touchera à rien de ce qui appartient  
à ledit Vaiſſeau, mais il ſera ſon voyage en toute ſen-  
reté.

V. Nuls, tant Capitaines de Vaiſſeaux Algeriens,  
que leurs Officiers, ni perſonne de la Regence, ne pour-  
ront enlever qui que ce ſoit des autres Nations qui ſeront  
à bord des Vaiſſeaux Hollandois, pour les mettre ſur  
leurs propres Vaiſſeaux ou autres, ni ne pourront les in-  
terroger ſur quoi que ce ſoit, ni leur faire aucune vio-  
lence étant trouvez dans un Vaiſſeau Hollandois, quand  
même ils ſeroient des Paſſagers.

VI. Si un Vaiſſeau Hollandois, ou un Vaiſſeau de  
leurs Sujets vient à faire naufrage devant Alger, ou  
ailleurs ſur la Côte de la domination de ce Royaume,  
on ne ſaifira, pillera, ni declarera de bonne priſe la  
moindre de ſes Marchandises ou Effects.

Item, ſi pareil cas arrivoit, on ne prendra aucun  
Droit des Effects qu'on aura ſauvez, ni les Hommes ne  
ſeront vendus; mais ceux qui ſont ſous la domination  
d'Alger, ſeront de tout leur pouvoir toute diligence,  
comme bons Mahometans, de donner ſecours et aſſiſten-  
ce



ANNO staand te bewijzen in het bergen van Menschen ende Goederen.

1712. VII. Geen van de Algerijfche Schepen, groot of kleyn, sal mogen met permiffie ende toelentiminge van den Landtvooght van Algiers mogen kaperyc plegen tegen Salee, ofte eenige andere Plaetsen, welke met de Nederlanders in vyandfchap moghten ftaan.

VIII. Geen van de Schepen van Algiers, groot noch kleyn, fal hebben cours te fitten mer een van de Steden, Forten ofte Havens in de Landen onder het gebiedt der Nederlanders, houdende de kaperyc op na dat defelve gefien zyn: Want fy en fullen niet hebben te bedriyven fulcke dingen, welke oorfeck van overtredinge fouden konnen worden.

IX. Die van Tunes, Tripoli, Salee of andere fullen geenfints Nederlandfche Schepen, groote noch kleyne, noch Menschen noch Effecten, tot Algiers mogen brengen om te verkoopen: Men fal oock niet toelaten, dat in Plaetsen onder haer gebiedt fullen mogen verkocht worden.

X. Wanneer Nederlandfche Commiffievaarders eenige Pryfe ofte buyt gemaecte Effecten fullen brengen in de Havens, ftaande onder het gebiedt van Algiers, foo fal niemant haer eenige tegenftand, geweld noch moeyte aendoen.

Item, de Commiffieſchepen fullen in geenerley wyſe betalen Tiendens, noch Rechten (genaemt Awaïd.)

Item, indien fy verkoopbare Waren op de Marckt ofte in de Winkelplaetsen begeeren te koopen, fal men aen hun die Waren overlaten voor den prys, welke andere daer voor geven, ende niet meer mogen gepretendeert worden.

XI. Wanneer Nederlandfche (Oorlogh-) Commiffieſchepen tot Algiers gekomen zynde, het Anker fullen hebben laten vallen, foo fal volgens oude gewoonte de Proviant (van ververfchinge) gegeven worden.

Item, wanneer Slaven uyt Algiers al zwemmende of anderfints aan boord ontvlucht fullen zyn, foo fal men de ſelve wederom van daer naer Algiers brengen, ende het Scheepvolck en fal dan niet mogen voorwenden, dat fy de ſelve niet en hebben gefien.

XII. Niemandt van de Nederlandfche Koopluyden, noch van andere Nederlandfche Onderdanen, fal mogen genomen, verkocht noch Slaef gemaekt worden op eenige der Plaetsen onder het gebiedt van Algiers, het zy onder pretext of fonder pretext.

Item, uyt hoofde van defe gemaecte Vreede met de Nederlanders fal tot haer niet mogen gefcydt worden, koop uwe Slaven, foo lange fulcks haer welbehagen niet en is: Maer wanneer om bovengemelde particuliere redenen fulcks haer begeerte fal zyn, dan fal het mogen gefchieden, het en ware dan dat die Slaven ſijne naelfbeltaande Bloedvrienden zynde, tot ſijne goedertierentheyt ende gemoeds beweeginge waren (behoorende.)

Item, daer en fal geen belofte noch tydt om te (moeten) vry koopen, mogen worden (voorgewendt) maer foo veel als aen haerluyden fal goetduncken (fullen fy mogen vry koopen, ende fal fulcks oock op een goede manier gedaen worden met der ſelver Patronen in (het accorderen over) den prys van de ſelve. Niemandt fal oock tot der ſelver Patronen feggen, laet my immers uwe Slaven voor fulcken prys over, al waren fy Slaven van den Paſcha ofte van de Regeringe, ofte van de Galleyen, maer wanneer dat tydt om Nederlandfche Onderdanen volgens oude gewoonte te loſſen fal gekomen zyn, wanneer dat oock weſen fal, dan fal fulcks volgens gewoonte met andere Natien (geſchieden,) ende de meer als van fulcke fal niet mogen gepretendeert worden.

XIII. Indien yemant van de Nederlandfche Koopluyden, of van hare Onderdanen, moght komen te krijden tot Algiers, ofte elders in de Landtſchappen ftaande onder haer gebiedt, foo fal den Landtvooght van Algiers noch yemant anders op geene wyſe, niet des gemelden Overleden Geldt, Goe d' of andere Effecten mogen aennaken. Indien hy van de overleden yemant heeft aengheleide uwe. Cuſtome, of den Boedel, foo fal men hem behalven dat wat hy van die Gedeſte ende Boedel en heeft aengheleide, niet den Boedel het voorgenomde koudt, noch anders te vinden is. Doch hi, foo er geſchiedt v. i. den Boedel en is, fal yemant anders,

ce pour ſauver les Hommes & les Marchandiſes.

ANNO

1712. VII. Nul Vaiſſeau d'Algerie, grand ou petit, ne pourra vers aucune des Villes, Ports ou Ports qui ſont ſous la domination des Etats des Provinces-Unies, la piraterie ceſſant à leur quai: Car ils ne commettront aucune choſe qui pourroit donner occaſion de contravention.

VIII. Nul Vaiſſeau d'Alger, grand ou petit, ne ſera cours vers aucune des Villes, Ports ou Ports qui ſont ſous la domination des Etats des Provinces-Unies, la piraterie ceſſant à leur quai: Car ils ne commettront aucune choſe qui pourroit donner occaſion de contravention.

IX. Ceux de Tunis, Tripoli, Salé ou autres, ne pourront en aucune maniere conduire à Alger des Vaiſſeaux Hollandois, grands ni petiti, ni Hommes, ni Effects pour les y vendre: On ne permettra pas auſſi qu'ils ſoient vendus dans aucune Place de leur Domination.

X. Lorsque les Armateurs Hollandois ameneront aux Ports ſous la domination d'Alger quelque Priſe ou Effects butinez, perſonne ne leur ſera aucune oppoſition, violence ni chagrin.

Item, les Vaiſſeaux d'Armateurs ne payeront en aucune maniere les Dixmes, ni les Droits appelez Awaïd.

Item, s'ils veulent acheter quelques Marchandiſes ou denrées aux Marches ou Boutiques, on les leur cedera au prix que les autres en donnent, & l'on n'en prendra pas davantage.

XI. Lorsque des Vaiſſeaux de Guerre ou Armateurs Hollandois arrivent à Alger, y auront jetté l'ancre, on leur donnera, ſelon la coutume ancienne, la proviſion de rafraichiffement.

Item, lorsque des Eſclaves ſe ſeront ſauvez d'Alger à leur bord en nageant ou autrement, ou les ramenera de là à Alger, & les Mariniers ne devront pas prétenter qu'ils ne les ont pas vus.

XII. Aucun des Marchands Hollandois ni des autres Sujets Hollandois, ne pourra être priſ, vendu ni fait Eſclave dans aucune des Places ſous la domination d'Alger, que ce ſoit ſous prétexte ou ſans prétexte.

Item, en vertu de cette Paix conclue avec les Hollandois, on ne pourra leur dire, Achetez vos Eſclaves, auſſi long-tems que ce n'eſt pas leur volonté: Mais lorsqu'ils auront ce vouloir pour les ſuſdites raiſons particulières, alors cela pourra ſe faire, borsmais que ces Eſclaves étant de ſes proches Parens ne dependent de ſa beniguidé & tendreſſe de cœur.

Item, on ne prétentera ni promeſſe ni ſerment pour acheter & mettre en liberté; mais ils en pourront racheter autant qu'ils le jugeront à propos, & cela ſe fera auſſi d'une bonne maniere avec leurs Patrons dans l'Accord pour le prix d'iceux. Nul ne pourra auſſi dire à ces Patrons, cedez-moi vos Eſclaves à tel prix, quand même ils ſeroient Eſclaves du Paſcha, ou de la Regence, ou des Galeres; mais lorsque le tems ſera venu de racheter ſelon l'ancienne coutume des Sujets Hollandois, ſi cela ſe fait, alors cela ſe fera ſelon l'uſage établi avec les autres Nations, & l'on n'en prendra pas davantage que de tels.

XIII. Si quelq'un des Marchands Hollandois ou de leurs Sujets, vient à mourir à Alger, ou ailleurs dans les Provinces qui ſont ſous cette domination, alors le Regent d'Alger ni qui que ce ſoit ne touchera en aucune maniere l'argent, Biers ni Effects qui lui ſeront. Si avant ſa mort il a établi quelq'un pour Curateur, de ſa Succeſſion, il n'y aura que celui-là qui touchera à ſes Biers & Effects, en cas qu'il ſe trouve, & dans le ſuſdit Royaume d'Alger. Mais ſ'il n'y a point de Curateur de la Succeſſion, alors quelque autre, quel qu'il ſoit, qui

ANNO  
1712. anders, wie hy ook zyn magh, welken de Overledene by laetste wille (als Executeur) aengestelt heeft, dese (segge ick als) Curateur sal des Overledenen Goederen ende Effecten aenvaerden, ende niemant anders het minste Stroockje mogen benaderen: Aldus dan sulcks gebeurende, soo sal hy, die Curateur is, of wel de aengestelde (Executeur) des Overledenen Geldt ende Goederen op een Inventaris gebraght hebbende, aenvaerden, ende ter tijdt als sulcks noodigh sal zyn, aen den geenen, die Erfgenaem is, toefendende doen toekomen, ende sal in dese bysondere affaire niemant mogen hinderlijck zyn.

Item, indien yemant van de Nederlandtsche Onderdanen schielijck moght komen te sterwen, ende voor sijn doot niemant aengestelt hadde, ende de Erfgenaem niet in het bereyck en is, alsdan sal den Nederlandtschen Consul de Goederen ende Effecten van den gemelden Overledene, op een Inventaris gebraght hebbende, aenvaerden, ende fullen de selve onder den Consul blyven, tot dat 'er uyt het Landt des Overledene ordre sal gekomen zyn.

XIV. Men sal tot Algiers, noch in het Koninkrijk staende onder haer gebiedt, de Nederlandtsche Negotianten door molestatie niet doen aennemem sulcke Effecten als men wil (hun opdringen) maer sy fullen sulcke Effecten mogen inslaen, als sy na haer welgevallen fullen willen.

Item, men sal oock in de Havenen van Algiers niet mogen met geweldt ende molestatie sulcke Effecten als men wil in Nederlandtsche Schepen inladen.

Item, men sal haer oock niet mogen afstenden op cene reyse tegen hun welgevallen.

Item, indien yemant van de Nederlandtsche Onderdanen in schulden vervallen was, ende de selve niet konde betalen, soo sal men van wegens de voornoemde schulden den Nederlandtschen Consul, noch yemant anders van de sijne, niet mogen arresteren, noch de selve doen betalen, het en ware dan dat yemant uyt eygen welbehagen voor den Schuldenaar borge geworden ware.

XV. Indien yemant van de Nederlandtsche Onderdanen gefchil kryght met een Mahometaan, ofte wel met yemant staende onder de heerschappy van Algiers, soo sal gemelde gefchil voor den Doorluchtigen (Day) ende het erwaerdige Hof uytgewesen worden, ende niet door yemant anders. Doch indien (Nederlanders) onder malkanderen gefchil krygen, dan sal hy de geene, die Consul is, het gefchil uytgewesen worden.

XVI. Indien het moght gebeuren, dat yemant van de Nederlandtsche Natie in gekyft raackte met een Mahometaan, ende de een den anderen quam te quetsen, of oock te dooden, dan sal in conformiteyt van de wet des Koninkrijcks gevonnilt zynde, gelijk een andere voldoeninge gegeven worden. Maer indien een Nederlander moght komen te dooden een Mahometaan, ende na begane manflagh gevloeden ende ontkomen was, (soen sal aen den Consul tot Algiers (residerende,) noch aen yemant anders van de sijne geene straffe aengedaen, noch sy gemolesteert mogen worden.

XVII. De geene die nu Nederlandtsche Consul is, of die sulcks in den toekomenden tydt soude mogen zyn, sal sonder vreesde zyn, ende vrymoedighlijck wandelen, ende niemant sal hem, noch sijne Effecten anrakende, mogen overlast bedriyven.

Item, hy sal eenen sulcken, als hy sal willen, tot Toelck mogen anstellen, insgelijcks oock tot Makelaer maken.

Item, t'aller tydt als hy sal willen aen bootdt gaen, of naer buyten in het veldt hem begeven, om in rust te zyn, sal niemant hem mogen hinderlijck zyn: Oock sal men hem, om volgens sijnen Godtsdienst (sijn) gebedt te doen, cene plaetse aanwijfen.

XVIII. Op dat onse Vreede ende vrientdschap vast moge zyn, soo sal, indien in het toekomende cene saeck moght voortvallen, strijdigh tegen onse Vreede ende vrientdschap, ende die aen weerkanten oorfaeck van rupture soude konnen wesen, (dan sal) hy, die Nederlandtsche Consul is, ende behalven hem de Nederlandtsche Onderdanen, tot Algiers ofte elders onder haer gebiedt sich bevindende, het zy staende de Vreede, of het zy in (geval van rupture) door niemant mogen gemolesteert worden. Ter tydt als sy fullen willen vertrecken, sal niemant hun hinderlijck zynde, mogen ophouden.

Item,

que le defunt a établi comme Executeur par sa dernière volonté, se chargera comme Curateur des Biens & Effets du defunt, & nul autre n'en revendiquera la moindre chose: Cela arrivant donc ainsi, alors le Curateur, ou Executeur établi, ayant fait un Inventaire de l'Argent & Effets du defunt, s'en chargera, & lors qu'il sera nécessaire les fera parvenir à celui qui en sera l'Heritier, sans que qui que ce soit y mette aucun empêchement.

Item, si quelqu'un des Sujets Hollandois venoit mourir subitement, & qu'il n'eût établi personne avant sa mort, & que l'Heritier ne fût pas à portée, alors le Consul Hollandois, après avoir fait un Inventaire des Biens & Effets dudit defunt, s'en chargera, & les gardera entre ses mains, jusqu'à ce qu'il sera venu ordre du Pays du defunt.

XIV. A Alger, ni dans le Royaume de sa domination, on ne forcera pas les Negocians Hollandois d'accepter tels Effets qu'on voudroit leur faire recevoir, mais ils pourront se pourvoir de tels Effets qu'ils voudront selon leur bon plaisir.

Item, on n'obligera pas par force ni vexation les Vaisseaux Hollandois de charger dans les Ports d'Alger tels Effets qu'on veut.

Item, on ne les enverra point aussi à aucun voyage malgré eux.

Item, si quelqu'un des Sujets Hollandois avoit fait des dettes, & qu'il ne les put pas payer, on n'arrêtera point lesdites dettes le Consul Hollandois ni aucun des siens, pour les faire payer, sinon que quelqu'un voudra de son bon gré être caution pour le débiteur.

XV. Si quelqu'un des Sujets Hollandois a quelque différend avec un Mahometan, ou autre qui soit sous la domination d'Alger, ledit différend se jugera par devant l'Illustre Dey & la venerable Cour, & non par aucun autre: Mais si des Hollandois ont quelque différend ensemble, alors ce différend sera jugé par celui qui est Consul.

XVI. S'il arrivoit que quelqu'un de la Nation Hollandoise eût querelle avec un Mahometan, & que l'un vint à blesser l'autre, ou à le tuer, alors en conformité de la Loi du Royaume sera donnée Sentence de la même manière qu'on donne satisfaction aux autres: Mais si un Hollandois venoit à tuer un Mahometan, & qu'après l' homicide il se fut enfui & évadé, alors on n'infirmera aucune peine au Consul résident à Alger ni à aucun des siens, ni on ne les molestera.

XVII. Celui qui est maintenant Consul Hollandois, ou qui le sera dans la suite, ne sera aucunement inquiété, il ira & viendra librement, & nul ne le molestera en sa Personne ni en ses Effets.

Item, il choisira pour interprète, de même que pour Courtier tel qu'il jugera à propos.

Item, en tout tems qu'il voudra aller à bord, on se retirera à la campagne pour y être tranquille, personne ne l'en empêchera: Aussi on lui marquera un lieu pour y faire sa Priere selon sa Religion.

XVIII. Afin que notre Paix & Amitié soit solide; s'il survenoit dans la suite quelque affaire qui fût contraire à notre Paix & Amitié & qui pourroit fournir de part & d'autre occasion de rupture, alors celui qui est Consul Hollandois, & entre lui les Sujets Hollandois, se trouvant à Alger ou ailleurs de cette domination, ne pourront être molestés par qui que ce soit, tant la Paix subsistant qu'en cas de rupture. Et lors qu'ils voudront se retirer, personne ne les en empêchera, ni ne les arrêtera.

Item,

ANNO  
1712.



ANNO  
1712.

Item, met welke Natie sy sal, n. v. l. en vertrocken, niemand sal mogen oorsaeck geven, om haer, noch hare Effecten ende Goederen, noch hare Dienstboden eenighints op te houden.

XLX. Indien yemant van de Nederlandsche Onderdanen na een (ander) Koninkrijk was vertrockende, of wel (van daer) komende, van welke Natie het soude mogen wesen, soo en sullen de Algiersche Schepen, groote noch kleyne, ter plaetse daer sy hem ontmoeten, geenints hebben temolestere, noch hem, noch sijn Effecten, noch sijne Bagage, noch sijne Dienstboden.

Ende ingelijcks, wanneer een Algierin by yemant gevonden wordt, die met de Nederlanders Vyandt is, ofte in der sijnver Schepen, sal niemand sijn Persoon, noch Goederen, Effecten, Penningen noch Dienstboden eenighints mogen molestere, noch aen de gemelde dingen sijn handt uytstrecken.

XX. Telkens als een Nederlandsch Capiteyn tegen over Algiers sal komen, wanneer hy nu sal geyen zyn, dan sal hy die Nederlandsche Consul is, na het Schip hem vervoegen, ende tydinge brengen, ende na dat gemelde Capiteyn het Ancker sal hebben laten vallen, sal de Landvooght van Algiers, om beleefthet te bewijzen, van dese Batterijen een en twintigh kanonschooten bevelen te lossen. Daer na sal de Nederlandsche Capiteyn, volgens het getal van gemelde kanonschooten beantwoordinge doende, even soo veel kanonschooten lossen.

XXI. Na dat dit Tractaet met toestemminge van sijnne Excellentie den doortluchtigen Ali Pascha gezegelt en voltrocken is, soo is het, dat het geene geschiedt is, dat is geschiedt, het geene gepasseert is, dat is gepasseert; niets sal voortaan in vyandschap meer mentionneert mogen worden, al het geene gepasseert is sal moeten vergeten worden, ende dese vrede, liefde ende vriendschap sal duursam, seker ende vast zyn.

Item, soo dickwils als voor ontfangene tydinge van dese gemaecte vrede aen weerkanten des eenen Goedt en Effecten door den anderen moghten genomen zyn, sal hy sulcks hebben wederom te geven, of andersints sal de waerdye van dien moeten betaelt worden. Doch indien van de gereedt zynde Effecten yets moght aghterblyven, soo sal dat selve, als het gevonden wordt, gerestitueert ende overgelevert moeten worden.

XXII. Indien van nu af in het toekomende yets, dat strydigh was tegen dese onse Vrede moght gebeuren, van welke kant sulcks geschieden moght, soo doch, dat aen onse Vrede geen geweld en was geschiedt, soo sal de selve Vrede staende blyven, gelijk sy was, ende die dingen en sullen geen vyandschap verwecken, ende de Beleedighde sal van vriendschap tot vyandschap niet mogen overgaen, maer sijn recht mogen cyschen, ende die geene, die van de Onderdanen sulcks begaen sullen hebben, sullen als Vredebrekers gestraft worden: Ende van nu af en is onse trouwe onse trouwe, ende ons woordt is ons woordt.

Aldus is door de hulpe van de Majesteit des hooghegeloofden Godts onse goede Vrede ende ons Verbondt ende Tractaet vernieuwt ende gezegelt in het jaer duyfent seven hondert en twaelf volgens de tydtrekeninge van Jesus, ende in het jaer duyfent een hondert en vier en twintigh na de tydtrekeninge van de Hegira van den Propheet. Gedaan in het midde deel van de maend Gemadi de eerste elf hondert vier en twintigh, den aghtlenden dagh van Junius.

Getekent,

ALI DAY VAN ALGIERS.  
(L. S.)N. N.  
Zoon van MUSTAFA.  
(L. S.)

Item, avec quelle Nation qu'ils veulent partir, personne ne pourra occasion d'arrêter en aucune manière ni eux, ni leurs Effets, ni leurs Biens, ni leurs Domiciles.

XLX. Si quelqu'un des Sujets Hollandois partant pour un autre Royaume de quelque Nation que ce soit, ou en venant, alors les Vaisseaux Algériens, grands ou petits, ne pourront inquiéter en aucune manière à l'endroit où ils le pourront rencontrer, ni lui, ni ses Effets, ni son Bagage, ni ses Domestiques.

Et de même, lorsqu'un Algérien sera trouvé parmi qu'un qui est l'ennemi des Hollandois, ou dans leurs Vaisseaux, personne ne molestera en aucune manière sa Personne, ni ses Biens, Effets, Argent ni Domestiques, ni ne mettra la main sur sesdites choses.

XX. Aussi souvent qu'un Capitaine Hollandois viendra à la vue d'Alger, dès qu'il sera vu, le Consul Hollandois se rendra au l'Escaut & portera nouvelles, & lorsque le Capitaine aura jecté l'ancre, le Regent d'Alger, pour lui faire bonneur, donnera ordre de tirer des Batteries cinq ou six coups de canon; & là-dessus le Capitaine Hollandois y répondant selon le nombre des coups de canon, en déchargera un pareil nombre.

XXI. Après que ce Traité aura été scellé & conclu avec le consentement de son Excellence l'illustre Ali Pascha, à ces causes, ce qui est arrivé, est arrivé; ce qui s'est passé, est passé; rien ne sera à l'avenir mentionné en inimitié, tout ce qui s'est passé devra être oublié, & cette Paix, Union & Amitié sera durable, sûre & solide.

Item au cas qu'avant la réception de la nouvelle de la conclusion de cette Paix l'on ait pris de part ou d'autre les Biens & Effets les uns des autres, on aura à les rendre, on entretiendra on devra en payer la valeur: Mais s'il venoit à manquer quelques Effets existants, lorsqu'ils seront trouvez, ils devront être restitués & livrés.

XXII. Si dès maintenant à l'avenir il arrivoit quelque chose qui fut contraire à cette notre Paix, de quelque part que cela vint, mais que par là aucune infraction n'eût été faite à notre Paix, cette même Paix subsistera telle qu'elle étoit, & ces choses ne causeront aucune inimitié, & l'Offense ne passera pas de l'Amitié à l'Inimitié, mais pourra demander son droit; & les Sujets qui auront commis telle chose seront punis comme Infractions de la Paix: Et dès maintenant notre foi est notre foi, & notre parole est notre parole.

De cette manière sous l'assistance de la très-bénie Majesté de Dieu a été renouvelée & scellée notre bonne Paix, Alliance & Traité en l'année mille sept cent deux selon l'Ere de Jesus, & en l'année mille cent vingt-quatre selon l'Hégire du Propheet. Fait au milieu du Mois Gemadi le premier mille cent vingt quatre, le dix-huitième jour de Juin.

Signé.

ALI DEY D'ALGER.  
(L. S.)N. N.  
FILS DE MUSTAFA  
(L. S.)

ANNO  
1712.

CXXVIII.

Avril. (1) *Traité de Paix & d'Amitié entre la PORTE OTTOMANNE & Sa Majesté Czarienne. Conclu le 3. Avril par la Médiation des Ambassadeurs de la GRANDE-BRETAGNE & des Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des Pais-Bas auprès du Grand Seigneur.*

*Au nom de la sainte Trinité.*

D'AUTANT qu'après le Traité d'une Paix perpétuelle conclue près de la Rivière du Prut en Moldavie, entre Sa Majesté le Czar de la Grande Russie d'une part, & le Grand Seigneur d'autre part, il est survenu quelques disputes & différends, on est convenu de part & d'autre de requérir & prier les Nobles Seigneurs Monsr. Robert Sutton Chevalier, & Monsr. Jacob Colyer, Comte de l'Empire Romain, Ambassadeurs en Hongrie de la part de Sa Majesté la Reine de la Grande Bretagne & de Leurs Hautes Puissances les Etats Generaux des Provinces Unies & Résidents à la Porte Ottomane, d'employer leur Médiation, au nom de leurs Hauts Souverains, pour terminer & ajuster les dits différends, Leurs Excellences y ayant consenti, le susdit Traité a été confirmé, approuvé & expliqué sous leur Médiation dans plusieurs Conférences tenues à cet effet entre Nous Ministres & Plenipotentiaires de Sa Maj. Czar. Pierre Schastriof Vice-Chancelier d'Etat, Conseiller privé, & Chevalier de l'Ordre de l'Aigle Blanche, & de la Generosité, & le Comte Michel Czeremerof General Major d'une part, & Son Excellence Jusuf Bacha Grand Vizir de Sa Hauteffe d'autre part, & pour la perfection nécessaire des Articles dudit Traité, a été conclu & arrêté ce qui suit.

## ARTICLE I.

QUE trente jours après la Signature des Présentes, Sa Maj. Czar. retirera toutes les Troupes qu'Elle a dans la Pologne de ce côté-ci; Mais comme il faut des ordres exprès de Sa Maj. Czar. pour celles qui sont à l'autre extrémité dudit Royaume on accordera pour celles-là le terme de trois Mois, pendant lesquels elles devront se retirer, après lequel temps aucunes Troupes Moscovites ne pourront rester dans ledit Royaume, sous quelque prétexte que ce soit & Sa Maj. Czar. ne pourra mêler en aucune manière du Gouvernement de la Nation Polonoise, encore moins y faire entrer ses Troupes à l'avenir; Mais si le Roi de Suède ou ses Troupes venoient à troubler ce Royaume dans la vue de porter en même temps la Guerre dans les Etats de Sa Maj. Czar., de sorte que ses desseins ennemis soient publics & notoires, alors il sera permis aux Armées Moscovites de les attaquer sans que la Haute Porte le prenne pour une rupture de la Paix; Bien entendu, que si le Roi de Suède ou ses Troupes se retiennent après quelque Bataille, entre les Armées Suédoises & Moscovites, Sa Majesté Czar. sera obligée de retirer aussi ses Troupes dudit Royaume, & de n'y laisser aucune Milice Moscovite.

II. Que lorsque la Haute Porte jugera à propos que le Roi de Suède retourne dans ses Etats, cela se fera par tel chemin, que le Grand Seigneur trouvera bon, sans stipuler pour cela ni tems ni route. Et en cas, que la Haute Porte prenne la résolution de faire passer Sa Majesté Suédoise avec les Troupes & celles de la Porte, par la Moscovie, jusques dans ses Etats, il ne sera fait aucun tort, ni publiquement, ni secrettement, aux Sujets ni aux Provinces Moscovites, ce qui sera aussi observé par Sa Maj. Czar. & par ses Sujets à l'égard du Roi de Suède, de ses Troupes & de celles, que la Haute Porte lui donnera, pour l'escorter, jusqu'à ce que Sa Maj. Suédoise, arrivée saine & sauve dans ses Etats d'où ses Troupes Ottomanes reviennent, elles n' pourront être aucunement inquiétées ou molestées par les Sujets de Sa Maj. Czar. qui les laisseront retourner paisiblement.

(1) On a tenu trop tard cette Paix, & la suivante pour les places, seulement de ce côté-ci & de l'autre.

ANNO  
1712.

III. Veueque Sa Majesté Czarienne est en possession de la Ville de Kiow, & de ses dependances, Territoire, & Forts en deça du Borithene, comme aussi du Pais des Cosaques nommé l'Ukraine située au delà du même Fleuve avec ses anciennes limites, ces Pais resteront en la Possession de Sa Maj. Czar. Mais d'un autre côté sadite Majesté Czarienne se retirera de tous les Châteaux, Forts, & Terres appartenantes aux Cosaques hors du Territoire de Kiow en deça du Borithene & de la même manière qu'ils les possèdent avec leurs anciennes limites: Comme aussi de l'Isle de Saccia, & à côté-ci dudit Fleuve, de sorte qu'à l'avenir Sa Maj. Czar. n'inquiète & ne moleste lesdits Cosaques ni secrettement ni publiquement, encore moins les Habitans de Crimée & autres Sujets de la Haute Porte. Et en cas, que contre la Teneur du Traité de Paix & d'Amitié il leur soit fait quelque tort Sa Maj. Czar. en punira rigoureusement les Agresseurs, & mettra bon ordre, pour que cela n'arrive plus. La Haute Porte promet de son côté, que, ni les Tartares, ni les Cosaques, qui sont sous sa Dependance n'entreprendront rien contre cette Paix, au prejudice des Moscovites, ou des Cosaques dependans de Sa Maj. Czar. & que faisant le contraire, ils seront punis par la Haute Porte.

IV. Comme la Ville d'Asoph est située à l'extrémité de l'Empire Ottoman & que la Forteresse de Circassi est sur les Confins de la Moscovie comme Place frontiere, de sorte que si l'on bâtissoit quelques nouveaux Forts entre les deux, cela ne manqueroit pas de causer quelque mécontentement & quelque jalousie, on est convenu, pour l'éviter, qu'il ne sera point bâti de nouveaux Forts entre ces Places frontieres ni d'une part, ni de l'autre. Et outre cela que dans l'espace de quatre Mois, à compter du jour de la signature de la presente Convention, tout Fort ou quelque Place que ce soit, ayant l'air de Forteresse, située entre les deux susdites Places frontieres sur le Territoire de la dernière pour la conservation du Magasin de Tagharok, sera détruite jusqu'aux Fondemens; Mais le Grand Seigneur pourra, s'il le juge à propos, faire rebâtir la Forteresse, qui est au delà du Tanais vis à vis d'Asoph, bâtie par Sa Maj. Czar. pendant qu'Elle étoit Maître d'Asoph & demolie environ le tems de la restitution de cette Place à l'Empire Ottoman; On pourra aussi rétablir la communication avec ladite Ville d'Asoph.

V. Comme, par les Articles de la Paix conclue, en Moldavie; on est convenu, que la Ville d'Asoph seroit rendue dans le même état où elle étoit lors qu'elle fut prise sur l'Empire Ottoman par Sa Maj. Czar. & que lorsque sa dite Maj. Czar. s'en empara, il y avoit 60. Pieces de Canon de Bronze, qui ne s'y sont pas trouvées, après la Restitution, d'autant qu'on n'a laissé en leur place que des Pieces de Fer, Sa Maj. Czar. sera obligée de faire reparoître les susdites Pieces de Bronze par une exacte recherche, & étant retrouvées les restituer. Et s'il y en manquoit quelques unes, d'en payer l'équivalent à la Haute Porte, ce qui étant exécuté, on rendra à Sa Majesté Czar. les Pieces de Fer qui ont été laissées à la place de celle de Bronze.

VI. D'autant qu'en conséquence du Traité de Paix conclu sur les Frontieres de Moldavie, la Forteresse de Kamenon, & le Chateau nouvellement bâti à l'Emboucheure de la Samar ont été demolis, sous condition que de part ou d'autre il ne sera bâti dans ces mêmes endroits aucun autre Fort, ledit Article subsistera dans son entier & sera observé, & il ne sera rebâti aucun Fort ni d'une part, ni de l'autre dans les deux endroits susdits.

VII. En conformité de cet Instrument de Paix on est convenu & a été accordé que cette Paix continuera pendant 25. Ans de suite à compter du jour de la Signature des Présentes, de sorte qu'elle sera observée de part & d'autre avec toute sorte de zèle & de droiture; Et en cas qu'on jugerai à propos de part & d'autre de prolonger ledit terme avant qu'il ait expiré, il sera permis de le faire. Si après la Ratification de cette Paix & la nomination d'un Ambassadeur pour faire l'échange de la Capitulation on trouve à propos de part & d'autre, de régler quelque autre point avantageux pour la conservation d'une bonne amitié, & harmonie entre les deux Etats, ce qui sera résolu, sera joint à la presente Convention & ratifié par la Haute Porte, autrement les sept Articles



ANNO 1712. ci dessus seront tenus pour acceptés & approuvés par nos Plénipotentiaires de Sa Maj. Czar. en vertu de nos Plein-Pouvoirs & sous la Médiation & en présence desdits Ambassadeurs Mediateurs. En foi de la vérité de ce que dessus nous avons signé de notre main, & scellé de notre Sceau cet Instrument dressé en Langue Russe & nous l'avons échangé conjointement avec une Traduction Italienne contre l'Instrument Turc, signé & scellé par le Grand-Vizir Jusuf Bacha à Constantinople le 5. Avril 1712. V. St.

*Etoit signé.*

(L. S.) PIERRE SCGAFFIROF.

(L. S.) MICHAEL CZEREMETOF.

### CXXIX.

30. Avril. *Erläuterungs-Recess* zwischen Ihro Königl. Maj. zu Dännemarch-Norwegen Friedrich den IV. und des Herrn Administratoris Christian Albrechts Herzogs zu Holstein-Schleswig Hochfürstl. Durchl. wodurch die über dem Hamburgischen Vergleich de dato den 5. Januarii 1711. entstandene Strittigkeiten in verschiedenen Punkten gehoben werden. Verschähen zu Rendsburg den 30. April 1712.

*C'est - à - dire,*

*Recess d'Elucidation entre Sa Majesté FRIDERIC IV. Roi de Dannemarc & de Norwege, & S. A. S. CHRISTIAN ALBERT, Duc & Administrateur des Duchez de Schleswig-Holstein, par lequel les Differents sur l'Accord de Hambourg, du 5. Janvier 1711. en divers Points sont accommodés. Fait à Rendsbourg le 30. Avril 1712.*

**W**issen: Daß / da bey Execution des zwischen Ihrer Königl. Maj. zu Dännemarch-Norwegen / und des Herrn Bischoffen zu Lübeck / auch Herzogen und Administratoris zu Schleswig-Holstein / Hochfürstl. Durchl. in obhabender Vormundschaft Herrn Herzog Carl Friedrichs Hochfürstl. Durchl. am 5ten Januarii anni præteriti zu Hamburg errichteten / und nachmahls resp. unterm 13. und 16. ejusdem, zu Kopenhagen und Kiel aller- und gnädigst ratificirten Vergleiches / unter denen beeden resp. Königl. und Fürstl. Regierungen / Cansleyen zu Glückstadt und Gottorp / sich einige Dubia hervor thua wöllen / welche doch sonsten in dem angeregten Vergleich ihr fundamentum decisionis schon wärrlich haben / indessen aber gleichwohl Ihr Königl. Maj. und Ihrer Hochfürstl. Durchl. beständiger aller- und gnädigster Wille ist / daß solches alles nach dem wahren Verstand des berührten Hamburgischen Vergleichs expliciret und entschieden werde; Diesinnach Dero Königl. und Fürstl. zu gegenwärtiger Landtags-Versammlung bevollmächtigte Räte / ihren erhaltenen Orden zu aller- und unterthänigsten Folge / sich auch solcherwegen zusammen gethan / und auf Königl. und Fürstl. aller- und gnädigste Ratification mit einander darüber / und was annoch in einem und andern bey der Landtags-Commission weiter vorgekommen / vereinbaret haben / wie folget:

I. Bleibet es allerdings / wegen derer unter gemeinschaftl. Königl. und Fürstl. Jurisdiction hin- und hergehender Kirchen / bey dem / was desfalls im Art. VII. mehr berührten Hamburgischen Vergleichs schon dorthin verabredet ist / und da das hierbey angeführte Fundamentum, gleich als man bey diesem allen nur lediglich dahin zu sehen hätte / wenn der Grund und Boden zugehöre / worauf die

Kirche stehet / beiderseits agnosciret / so soll bey diesem Fundamento es auch ein vor allemahl bleiben / wann gleich sonsten bey dieser oder jenen Kirchen Ihr. Königl. Maj. und Ihre Hochfürstl. Durchl. nicht nur etwa Com-Patroni, sondern auch so gar Patroni wären; Folglich lassen Ihre Hochfürstl. Durchl. auch zwar die gemeinschaftl. Jurisdiction über die Kirchen zu Seester / Uetersen / Münsterdorff / dergleichen zu Tzebo so lang fahren / bis ihrer Seits näher beygebracht / daß solche Kirchen / wie Königlich Seits das contrarium davon assertiret / und mit gewissen Documenten zum Theil beschieniget worden / nicht auf Königl. privativen / sondern auf gemeinschaftlichen Grund stehen; Ihre Königl. Maj. aber agnosciren dahingegen wiederum auch die gemeinschaftl. Jurisdiction über die sonst bis dato einigermaßen streitig gemachte Kirchen zu Ahse / Breitenberg / Collmer / Grossen-Brode / Haselau / Haselbörp / Heiligenkitten / Crummenbeck / Klipfel / Neukirchen / Nienbörp / Nübel / Pronstorp / Quaes / Wandtsbeck / Warber / 2c. 2c. Wie dann auch Ihre Hochfürstl. Durchl. nach obigen Fundament der gemeinschaftl. Jurisdiction übergeben die Closter-Kirche zu Schleswig / die Kirche zu Kaley / die Kirche zu Satrup / wie inql. die zum Gutk Aletwatt gehörige Kirche zu Wlterup 2c. 2c. und welche sich sonsten etwa über kurz oder lang auf einer oder der andern Seite mehr finden mögten / die auf gemeinschaftl. Grund und Boden liegen / ob sie schon hieselbst nicht exprimiret sind / und wollen sowohl Ihre Hochfürstl. Durchl. sofort an Dero General-Superintendenten und Präbste die nachdrückliche Befehle ergehen lassen / sich hiernach in allen zu richten / und darinnen keine Hinderung weiter zu machen.

II. Hat zwar ebenfalls in dem obangeregten Art. VII. bereits seine Decision, daß die Examinations und Ordinationes der Prediger / samt andern Actibus Juris Episcopalis, einem jeden Herrn in seinem Regierungsvertrage seine General-Superintend. die Examinatio, Ordinatio und Introductio zukomme; Wann dieser Actus allererst vorgenommen worden / da bereits vorhin unter des andern Herrn seinem Turno die Electio oder Vocatio geschehen; so ist beliebt / daß demjenigen General-Superintendenten oder Probst solches zukommen solle / dessen Herr zu der Zeit / da ein jeder Actus geschähet / die Regierung hat.

III. Als auch wegen der durch oder neben einem andern Herrn Stadt und Land fahrender und reitender Posten / zwischen dem Hochfürstl. Post-Directore, Johann Christoph Wolff / und denen Tzeboischen Röll-Fuhrleuten Streitigkeiten entstanden / so haben die Königl. und Fürstl. Commissarii sich zwar bemühet / bey diesem Vergleich auch solche Trungen aus dem Wege zu räumen / und desfalls zwischen erneuem Post-Directore und besagten Fuhrleuten einen Contract zu errichten; Nachdem aber diese die desfalls proponirte Conditiones und geschene Offerten zu acceptiren sich geweigert / so hat man nicht weiter in der Sache gehen können / sondern solche an die aller- und gnädigste Herrschaften remittiren müssen. Indessen hat es / bis zu näherer Vereinbarung über diesen Punkt bey dem XIV. Art. des Hamburgl. Vergleichs sein beständiges Verbleiben / und wollen Ihre Königl. Maj. die erstliche Verfügung an Dero Glückstädtsche Regierung so wohl / als an dem Magistrat zu Tzebo ergehen lassen / daß der Fürstl. Post-Director nach Belieben / beregeten Hamburgl. Vergleich gemäß / die Friedrichstädter Post mit seinen eigenen Pfer-

ANNO den/ es seyn nun derselben viel oder wenig/ durch  
1712. oder neben Jhrege/ nebst allen darauf seyenden Per-  
sonen und Pöden/ ungehindert gehen und fahren  
lassen könne.

IV. Vermeynen zwar Jhr. Hochfürstl. Durchl. die gemeinschaftliche Jurisdiction über Forst be-  
haupten zu können; Es ist jedoch beliebt/ daß vor  
auf Hochfürstl. Seite gemachte und hierdurch los-  
geschlagene prætensionen, Jhro Königl. Maj.  
auch alle Jhre auf Warleberg bis daher gemachte  
prætensionen, mit denen dazu von dem Guth  
Knepe erkaufften drey und ein halben Pflügen/  
gleichfalls so wohl in Jurisdiction als Collectis  
solich. gestalteten fahren zu lassen/ daß ratione der  
bey Forst sodann etwa noch überschüssenden Pflü-  
ge Jhrer Hochfürstl. Durchl. bey der künftig vor-  
zunehmenden Liquidation in denen beßhenden  
Adelichen Gütern ohne dem auch annehm Erstat-  
tung geschehe.

V. Soll die bey vorgewesenen Schleswigischen  
Land-Gerichte ausgelegte und von dem Herrn Gra-  
fen Carl von Ahlefeld/ wie auch die Herren Gra-  
fen von Nassau-Saarbrück/ touchirende/ in puncto  
testamenti verlebene Sache/ bey dem erst  
wieder kommenden Schleswigischen Land-Gerichte  
fürgenommen/ und wann in honorem judicii,  
exceptio fori non competentis opponiret  
wird/ gebührende reflexion darauf genommen  
werden.

VI. Nachdem auch von der Königl. Glückstäd. l.  
Regierung einige dem Herrn Grafen Ranzau zu-  
gehörige Güter in lequestrum gezogen worden;  
So lassen Jhr. Hochfürstl. Durchl. es dabei be-  
wenden/ zumahlen Jhr. Königl. Majest. hintwiede-  
rum versprechen/ daß so bald nur wegen ein- oder  
anderer Stüde/ so etwa mit lequestrirt seyn mög-  
en/ die Gemeinschaftl. Jurisdiction gezeigt wer-  
den wird/ eo ipso darauf das einseitig erkannte  
lequestrum cessiren solle.

VII. Wann ferner in dem Traventhal. Trac-  
tat zwischen Jhr. Königl. Majest. und Jhro Hoch-  
fürstl. Durchl. schon beständig verabredet worden/  
daß einem jeden Herrn in denen ihm zugetheilten  
Ämtern und Städten/ ohne einige Exception  
oder Exemption, die privative jurisdiction  
competiren solle; Nichts desto weniger aber sich  
hinc inde in denen Städten einige Häuser finden/  
welche unter Gemeinschaftl. Jurisdiction zu ste-  
hen prætendiren; So ist beliebt/ daß nach In-  
halt besagten Traventhalischen Tractats hierinnen  
schlechter Dinge verfahren/ und über keinem Haus  
in einer Stadt in beyden Fürstenthümern fernerhin  
einige Gemeinschaftl. Jurisdiction zugestanden/  
oder auch einiges Privilegium dagegen attendi-  
ret/ noch weniger von einem Herrn dem andern hier-  
innen Hinderung geschehen soll/ sondern alle solche  
Häuser dem Stadt-Magistrat, oder auch priva-  
tiven Herrschaftlichen Immediat- Jurisdiction  
eines jeden Ortes unterwürfig seyn sollen.

VIII. Desgleichen nachdem bey denen Marsch-  
ländern sich befindenden Röggen/ und zwar in spe-  
cie in dem so genannten im Hensbourg-Wiedstedt-  
schen und Lunderischen belegenen Stordewercks/  
und ideem Herrn zu Hülffe zugetheilten Rögge/ un-  
terschiedene von Adel entweder gleich von An-  
fang schon interessiret/ oder auch nachmahls  
sich darinnen eingekauft/ und nummero ra-  
tione solcher Ländereyen ebenfalls sub com-  
muni regimine aufstehen prætendiren; In-  
dessen aber auch dieses wieder bemeldten Traventhal-  
ischen Tractat dahero laufft/ diweilen keine Ex-  
ceptio und Exemption davorüber attendiret wer-  
den soll; So verbleibet es nachmahls dabei/ daß  
die denen Adelichen sowohl als andern Personen/

in denen Röggen zuständige/ von ihren in der Lan-  
des- Matricul begriffenen Gütern separate  
Marsch-Ländereyen desjenigen Herrn Jurisdiction  
unterworfen seyn sollen/ in dessen Amt und Ter-  
ritorio sie liegen. Doch bleibet denen Possesso-  
ribus solcher Güter frey/ rechtlicher Art nach zu  
erweisen/ daß solche Marsch-Ländereyen schon vor-  
hin unter derjenigen Pflug-Zahl begriffen/ welche  
in der Landes-Matricul ihren Gütern beygele-  
get ist.

IX. Daß sonsten Jhr. Königl. Majest. den  
Diaconat-Dienst zu Nordhastädte in Söder-Dith-  
marsen/ aus Mangel der Subsistence, eingezo-  
gen und die Revenuen dem Pastorat-Dienst bey-  
gelegt/ dabey lassen Jhr. Hochfürstl. Durchl. we-  
gen daselbst eingepfarrten Unterthanen/ nach ge-  
schehener Remonstracion, es nicht nur bewen-  
den/ sondern wollen auch die Verfügung machen/  
daß von denen in Nordhastädte etwa ausßen  
stehenden/ und der Nordhastädter Kirchen zuhö-  
rigen Capitalien seit einigen Jahren restirende  
Zinsen/ ohne weitem Anstand/ von denjenigen/ so  
sie zustehen/ ausgegahlet/ und die dem Pasto-  
ri als zugleich Diacono loci, dem Schwommen  
nach bestimmdende gebührende Accidientien gegön-  
net/ und nicht weiter entzogen werden sollen; wo-  
hingegen aber jedoch Jhr. Königl. Maj. versichern/  
daß wann gleichfalls in dem Fürstl. Territorio  
aus zweyen Geistlichen Diensten/ ex eadem  
causa, einer gewacht werden sollte/ Sie sich  
ungeachtet dero Königl. Unterthanen mit einge-  
pfarrt/ sich einem solchen nicht opponiren/ noch  
denen Jhrigen verstaten wollen/ darinnen eine  
Hinderung zu machen.

X. Ebenmäßig wollen Jhr. Hochfürstl. Durchl.  
Jhre sechs Hufen von grossen Schierensee dahin  
weisen/ daß sie wiederum zu der Westensker  
Kirchen sich halten/ und was sie nach Aufteilung  
des Hamburgl. Vergleich zu practiren schuldig  
und etwa daran noch restiren mögten/ denen Ein-  
gepfarrten gleich/ leisten und nachlegen müssen/  
doch mit dem ausdrücklichen Beding/ daß hinfüh-  
ro/ wann zu Westensee sich wiederum eine Wie-  
ster-Vacance ereignen sollte/ die Possessores von  
solchen sechs Hufen auch mit zur Wahl gezogen  
werden.

XI. Da auch verschiedene Irzungen zwischen  
beiderseits Cantzleyen daraus entstanden/ daß keine  
beständige Abrede genommen/ was eine jede Can-  
tzeley in turno Regiminis absque communica-  
tione, oder Bestizung des Land-Gerichts zu de-  
cretiren berechtigt sey/ oder worüber nothwendig  
vorhero mit des andern Herrn Cantzley gepflös-  
set werden müsse? So ist als eine beständige norma  
beliebet/ daß hinführo von derjenigen Cantzley/ wo  
der turnus zu der Zeit ist/ ohne Communication  
mit des andern Cantzley erkannt werden können:  
Citationes & Mandata, so jura partium con-  
cerniren/ Communicatoria, vel Mandata  
cum Clausula; Remissiones ad judicium pro-  
vinciale, Tutoria, Curatoria, Proclamata  
ad Preces Domini seu proprietarii, dispen-  
sationes in tertio gradulinez inaequalis. Im  
übrigen aber soll Communication geschehen/ wann  
etwas abgegeben wird/ welches vim Decreti in-  
feriret/ wo Citationes oder Mandata zu cassi-  
ren/ wo die Execution oder wirkliche Immissio,  
oder auch Compossessio zu erkennen und zu ver-  
hängen; wo ein Commisforium, es sey nun ad  
preces partium oder ex officio, auf eines oder  
des andern Herrn Räte oder Mandatum ex  
officio, es seye ad inquirendum, oder sonsten/  
zu erheilen; wann in demjenigen/ was schon an  
das Land-Gericht verwiesen/ oder daselbst bereits

ANNO  
1712.



ANNO 1712. anhängig ist / eine Aenderung zu machen; wo venia etatis, facultas testandi & alienandi, vel dispensatio in secundo gradu lineæ æqualis gesucht wird; Mandata sine clausula, Proclama ad preces Creditorum, confirmationes Transactionum, Contractuum vel Testamentorum, und hauptsächlich in allem demjenigen ohne Unterschied / worunter des Condomini jura nur einiger massen versiren; dergestalten / daß wann dennoch in denen vor-spezifirten Passibus etwas ohne Communication einseitig verfügt werden mögte / ein solches an sich null und nichtig seyn solle.

XII. Nachdem auch von denen Hochf. Ministris angebracht / wie daß durch geschene Abwerfung der über die Ober-Elber vornehmten gewesener Brücke anjetzo Ihr. Hochfürstl. Durchf. sehr litten / indem sie so wohl vor Ihre selbst eigene Person genöthiget werden / bey etwa nach Hamburg und der Orten vorfallenden Reisen / nebst bey sich habender Suite, einen Umweg auf zwei Meile über Kiel zu nehmen / als auch sonst die Fürstl. Ministri und mit Briefen etwa abgehende Expressen, wegen der bey Nächstlicher Weile / durch Rendsburg nicht practicablen Passage, ebenfalls solchen Weg nehmen müssen; Indessen aber zugleich hierbey angezeigt worden / wie daß zwar zu Osterade noch eine Brücke über die Ober-Elber befindlich / von dem Possessore des Guts hingegen die Farth darüber derentwegen nicht verstatet werden wolte / diemeilen er befürchten müsse / daß ein solches von Ihr. Königl. Majest. etwa ungnädig aufgenommen werden mögte; So ist gleichfalls beliebet / und lassen Ihr. Kön. Majest. gern geschehen / daß so wohl Ihr. Hochfürstl. Durchf. nebst deren Hoffstaat / als auch die Fürstl. Ministri, wann sie nach Hamburg reisen / wie nicht weniger die der Orten hingehende Staffetten / ihren Weg über die Brücke zu Osterade ungehindert nehmen mögen / nur daß gleichwohl unter diesem Prätext auch keine andere reisende Personen sich solcher Farth bedienen / noch weniger Kaufmanns-Waaren und dergl. Sachen überbracht werden / wovon der Zoll entrichtet werden muß. Dessen zu mehrer Artund sind zwey gleichlautende Exemplaria hierüber verfertigt / und bis auf Ihr. Königl. Maj. und Ihr. Hochfürstl. Durchf. aller-und gnädigste Ratification, von beiderseits dazu bevollmächtigten Räten unterschrieben und versiegelt worden. So geschene zu Rendsburg den 30. April. 1712.

(L. S.) Thomas Balchazar von Jessen.  
(L. S.) Johann Neve.  
(L. S.) Georg Heinrich von Schlitz / genannt von Götz.  
(L. S.) Christian Albrecht Calissen.  
(L. S.) Heinrich Christian Stryke.

Anmerk. Vorstehender Erläuterungs-Recess ist von Ihrer jeto regierenden Königl. Maj. zu Dänemark-Norwegen zc. vor Sich und Dero Königl. Erb-Successores an der Regierung / in allen seinen Articula / Clausula und Innhaltungen ratificiret / approbiret und bestätiget / auch bey Königl. Worten versprochen / daß Sie denselben Ihres Orts getreulich nachkommen und nicht gestatten wollen / daß deme zugegen etwas gehandelt oder vorgenommen werden soll. Dat. Coldingen / den 7. Mart. 1712.

Subscript.

(L. S.) FRIEDRICH REX.  
C. Scheffeldt.

Alliance & Capitulation entre Leurs Hautes Puissances les Etats Generaux des PROVINCES-UNIES & le Louable Canton de BERNE. L'Alliance fut conclue à la Haye, le 21. de Juin 1712. & la Capitulation le 8. Janvier 1714.

LES Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, & les Seigneurs l'Advoyer, petit & grand Conseil de la Louable République & Canton de Berne, aiant depuis longtems eu reciproquement les uns pour les autres une véritable & sincere amitié & une entiere confiance, ont jugé qu'il leur seroit utile & convenable de contracter ensemble un Traité de perpetuelle Union defensive, qui puisse servir à leurs conservations & maintiens prochains, & à cimenter indissolublement les Sentimens d'amitié & de confiance qu'ils ont eu jusques ici les uns pour les autres. Pour cet effet, les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas, ont autorisé les Sieurs de Broeckhuysen, van Alphen, Heinsius, Coninck, Ploos van Amstel, de Burum, Steenberg, & Steenhuy, leurs Députés; & la Louable République & Canton de Berne, le Sieur Pefine de St. Saphorin, qui, en vertu de leurs autorisations, sont convenus des Articles suivans.

I. Il y aura à perpetuelle une étroite Union defensive entre les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas, d'une part, & le Louable Canton de Berne de l'autre; en vertu de laquelle étroite Union, les Parties contractantes s'engagent d'avoir reciproquement un fidelle soin de leurs Intérêts mutuels, & de s'assister par tous les bons offices possibles, de prévenir le mal, dont l'une ou l'autre Partie pourroit être menacée, & de s'entre-secourir réciproquement en cas d'attaque.

II. Ce Traité d'Union s'étend de la part du Louable Canton de Berne, à la defense du Pais de leurs H. H. PP. & à celle de leurs Barrières, telles qu'elles seront réglées dans le Traité de la Paix; & cela, soit que leursdits Pais ou Barrières fussent attaqués, soit que L. H. P. fussent obligés d'entrer en Guerre pour la defense de leurs Pais ou Barrières. Leurs H. P. de plus seront dans le pouvoir d'employer les Troupes du Louable Canton qu'elles auront à leur service, pour la defense de tous les Etats du Roiaume de la Grande-Bretagne, qui sont dans l'Europe.

III. Le Louable Canton de Berne s'engage dans ce Traité de laisser au service de Leurs H. H. PP. non seulement les 16. Compagnies de Berne qui avoient déjà été avouées par le Louable Canton dans le projet de la Capitulation faite ci-devant, mais encore 8. autres Compagnies, commandées, l'une par un Bourgeois de Berne, & les 7. autres par des Sujets du Canton. Il avouera toutes les 24. Compagnies, & fournira aux Capitaines qui les commandent & qui les commanderont dans la suite, les Recrues nécessaires pour les maintenir, sans que le Louable Canton puisse rappeler en nul tems, lesdites 24. Compagnies que dans les cas marquez dans l'Article sixième du présent Traité.

IV. Le Louable Canton de Bernes s'engage de plus d'accorder à Leurs H. H. PP. en cas qu'elles fussent attaquées, ou en péril inévitable de l'être, une nouvelle Levée de 4000. Hommes, sans que ledit Canton puisse se dispenser d'exécuter cet engagement, à moins que lors qu'on lui demandera la nouvelle Levée il fût lui-même en Guerre, ou dans le péril éminent d'y entrer, & quand les Troupes seront levées, il leur fournira les recrues nécessaires.

V. D'autre part, Leurs H. H. PP. s'engagent au Louable Canton de Berne, en vertu du présent Traité, à la defense de la Ville de Berne, & à celle de tous les Etats qui sont sous sa domination, & sur lesquels elle a droit de Souveraineté, de même qu'à la defense de ses Combourgeois, & à celle de la Ville de Geneve, qui est sa Barrière; ses Combourgeois sont la Comté de Neuf-châtel, Vallangin, Bienne, la neuve & la bonne Ville & le Munsterthal.

VI. Si le Louable Canton de Berne étoit attaqué, ou se trouvoit engagé dans une Guerre, soit pour sa defense, soit pour celle de ses Combourgeois, ou ses Sujets, ou de sa Barrière, Leurs H. H. PP. lui fourniront pour Subside une somme pareille à ce, à quoi

ANNO 1712. quoi monte la paye présente des 24. Compagnies, tant de Berne, que des Sujets du Louable Canton, qui sont présentement à leur Service. Ce Subside sera païé régulièrement de mois en mois, pendant tout le tems que la Guerre durera; mais si le Louable Canton de Berne se trouvoit engagé, ou qu'il se vit dans le péril inévitable d'une Guerre si redoutable, qu'il se crût dans la nécessité absolue & indispensable de rappeler ses Troupes qui seroient au Service de Leurs HH. PP. Elles seroient obligées de les lui renvoyer à sa première demande, au choix du Louable Canton, soit une partie, soit toutes les Compagnies qui sont présentement à leur Service, & cela, soit que Leurs HH. PP. soient, elles-mêmes en Guerre ou non, mais avec ces restrictions, que si Leurs HH. PP. étoient en Guerre, & que le Louable Canton s'y trouvât de sa part engagé avec d'autres parties du Louable Corps Helvétique, ce dont Dieu veuille les préserver, sans qu'aucune Puissance Etrangere assistât, ni directement ni indirectement, lesdites Parties du Corps Helvétique, avec lesquelles il seroit en Guerre, ledit Louable Canton feroit, en ce cas-là, contenter du Subside sans pouvoir rappeler lesdites 24. Compagnies; de plus, quand même le Louable Canton de Berne seroit en Guerre avec quelque Puissance Etrangere, Leurs HH. PP. ne seroient pas dans l'obligation de lui envoyer, en cas qu'elles fussent elles-mêmes en Guerre, ce qu'elles pourroient avoir-glor de Troupes du Canton, de surplus que les 24. Compagnies. Quoi que ledit Louable Canton de Berne s'engage de bonne foi à ne les rappeler, par rapport même à des Guerres Etrangères, que lors qu'il se trouveroit engagé, ou dans le péril d'une Guerre si redoutable, qu'il ne puisse se dispenser de rappeler ou toutes, ou une partie des 24. Compagnies, il sera toujours à lui à connoître si la nécessité éminente requiert qu'il les rappelle, & lors qu'il les demandera, Leurs HH. PP. les lui renverront incessamment, sans pouvoir apporter aucune difficulté, & en faisant les offices convenables vers les Princes & Etats par où lesdites Troupes devront passer, pour avoir le libre passage & l'assistance nécessaire. Si une partie, ou toutes les 24. Compagnies se trouvoient dans le cas susdit rappelées par le Canton, Leurs Hautes Puissances s'engagent de les paier, & les entretenir pour le service dudit Canton pendant tout le tems qu'il sera en Guerre, & tout ce que leur coûtiera ledit entretien sera déchargé sur les Subsidies qu'elles s'engagent de lui payer; cette défaction sera comptée & commencera depuis le jour que les Troupes partiront pour la Suisse, jusques au jour qu'elles partiront pour revenir dans les Etats de Leurs Hautes Puissances, avec cette observation que si Leurs H. P. jugeoient à propos de se prévaloir dans la suite du pouvoir qu'elles ont par l'Article X. du présent Traité, de réduire lesdites 24. Compagnies à 150. Hommes chacune en tems de Paix, elles ne seroient obligées de paier & d'entretenir pour le service du Canton les Compagnies que ledit Canton rappellera, que sur le pied de la réduction qui aura été faite par Leurs HH. PP. avant ledit rappel; bien entendu qu'elles seront toujours païées complètes sur le pied de ladite réduction avec l'Etat major, tel qu'il est nécessaire pour le nombre des Compagnies que l'on appellera, & avec la gratification qui est accordée aux Capitaines pour la paye, & pour celle des Officiers; mais si le Canton se contente, soit pour une partie, ou pour le tout, du Subside; alors on le lui paiera, ainsi qu'il est dit au commencement de cet Article, sur le pied que les Compagnies le sont présentement.

VII. Ces Troupes resteront toujours au service de L. H. P. quoi qu'employées pour la défense du Louable Canton & reviendront ensuite dans les Etats de Leurs Hautes Puissances d'abord que le Louable Canton ne sera plus dans la nécessité de s'en servir.

VIII. Les 24. Compagnies, qui sont présentement au service de Leurs Hautes Puissances, seront mises dans trois ou dans deux Régimens, au choix de Leurs Hautes Puissances. Si c'est dans trois, deux Régimens seront composés chacun de huit Compagnies uniquement commandées par des Bourgeois de Berne, & les Compagnies de l'autre Régiment seront indifféremment commandées par des Bourgeois ou Sujets du Canton de Berne. Si on n'en compose que deux Régimens, chacun de dou-

ze Compagnies; Les Capitaines de l'un des deux Régimens devront tous être Bourgeois de Berne, & dans l'autre les quatre Compagnies, qui sont présentement commandées par des Bourgeois de Berne, & qui devront être dans ledit Régiment, resteront à des Bourgeois de Berne; & les autres seront indifféremment données & commandées par des Bourgeois de Berne ou Sujets du Canton.

IX. Leurs Hautes Puissances seroient dans l'obligation, qu'après que la Paix sera faite, de mettre les Compagnies du Louable Canton de Berne dans deux ou trois Régimens, mais qu'en attendant que cette séparation se fasse, les Compagnies du Régiment de May, commandées par des Bourgeois de Berne, ne pourront être redonnées qu'à des Bourgeois de Berne, & le Louable Canton aura à présent la nomination des Capitaines du Régiment.

X. Quant aux autres seize Compagnies soit des Bourgeois de Berne, soit des Sujets du Louable Canton qui sont répandues dans divers autres Régimens Suisses au Service de Leurs Hautes Puissances, les huit Compagnies déjà avouées par le Canton & commandées par des Bourgeois, resteront toujours entre les mains des Bourgeois; & les autres huit Compagnies seront données indifféremment à des Bourgeois de Berne, ou à des Sujets dudit Canton & non à d'autres; mais du reste, jusques à cette séparation des Compagnies qui sont dans divers Régimens, le choix des Capitaines lors que les Compagnies viendront à vaquer, se fera ainsi qu'il a été pratiqué jusqu'à présent.

XI. Les 24. Compagnies, qui sont présentement au Service de Leurs Hautes Puissances, seront conservées en tems de Paix; mais L. H. P. aura le Pouvoir de les réduire à 150. Hommes chacune.

XII. Lors que Leurs Hautes Puissances feront de nouvelles Levées dans le Louable Canton de Berne, en vertu de l'engagement, que le Louable Canton prend dans ce présent Traité, ledit Canton aura le choix des Capitaines qui commanderont les nouvelles Levées; mais il s'engage à n'en choisir que d'expérience & de capables.

XIII. Leurs Hautes Puissances pourront choisir parmi les Capitaines qui auront été nommez & choisis par le Canton de Berne, les Officiers de l'Etat Major.

XIV. Lors qu'un Régiment sera formé, & qu'il y aura une Compagnie vacante, le Colonel nommera toujours le plus vieux Capitaine-Lieutenant du Régiment, & le Capitaine-Lieutenant de la Compagnie vacante, pourvu que le dernier ait huit ans de service en qualité d'Officier, sans quoi les deux plus vieux Capitaines Lieutenans du Régiment seront nommez, & le Louable Canton de Berne aura droit de donner ladite Compagnie à l'un des deux Capitaines-Lieutenans nommez par le Colonel.

XV. Leurs Hautes Puissances donneront pour la nouvelle Levée la même somme qui a été donnée aux Capitaines Suisses qui en ont des particulières pour elles.

XVI. La Capitulation pour les nouvelles Levées sera la même que celle qui a été faite pour les Troupes Suisses Protestantes, qui sont déjà au Service de L. H. P. avec cette observation que, sans rien changer par rapport à la paye, cette Capitulation doit être mise le plus clairement possible, afin qu'il ne puisse naître aucune difficulté à l'égard de son exécution, & tout ce qui n'est pas réglé dans le présent Traité, le doit être dans la Capitulation de la manière la plus avantageuse pour les deux Parties contractantes, cette Capitulation étant bien éclaircie, devra avoir la même force, que le présent Traité.

XVII. Toutes les Alliances du Louable Canton, soit avec la Suisse en général, soit avec quelque partie en particulier, sont ici réservées. Les Troupes du Louable Canton de Berne ne pourront pas être employées au préjudice des Traitez que les Louables Cantons ont fait avec la France. soit avec la Souveraine Maison d'Autriche; Mais comme ces Alliances sont de même que le présent Traité d'Union défensive, le Louable Canton ne permettra pas que les susdites deux Puissances emploient leurs Troupes Suisses au-delà des termes que prescrivent ces Alliances, ni qu'elles s'en servent contre les Etats de leurs H. P. ni contre leurs Barrières.

XVIII. Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne fera en droit d'entrer dans le présent Traité d'Union, sur le pied du Projet qui avoit été proposé

ANNO 1712.



ANNO de faire avec Sadite Majesté conjointement avec leurs Hautes Puissances.

1712. XIX. Les autres Parties du Louable Corps Helvétique Protestantes, auront aussi droit d'entrer dans ce Traité, proportionnant le secours de Leurs Hautes Puissances en leur faveur aux Troupes qu'ils s'engagent de donner.

XX. L'échange des Ratifications se fera dans deux mois, au plus tard, & plutôt s'il se peut. Ainsi fait & conclu entre les soussignés Députés de Leurs Hautes Puissances & le Sieur Pesme de St. Saphorin de la part du Louable Canton de Berne. A la Haye le 21. Juin 1712.

#### Article Séparé.

COMME avant la conclusion & la signature du Traité d'Union conclu & signé aujourd'hui entre Leurs Hautes Puissances & le Louable Canton de Berne, il s'est élevé depuis peu une Guerre intestine dans la Suisse, il est stipulé, par cet Article séparé qui aura la même force comme s'il étoit inséré dans le Traité principal, que Leurs Hautes Puissances ne seront pas obligées par ledit Traité de fournir à la République de Berne pour la Guerre intestine présentement allumée en Suisse le Secours ici stipulé; mais si des Puissances Etrangères prenoient occasion de cette Guerre pour attaquer le Pais de sa Domination & sur lesquels elle a Droit de Souveraineté, de même que ses Combourgeois & sa Barrière, Leurs Hautes Puissances seront alors obligées à remplir les Conditions du Traité: Le présent Article sera ratifié en même tems que le Traité principal. Ainsi fait & signé entre les soussignés Députés de Leurs Hautes Puissances & le Sieur Pesme de St. Saphorin, de la part du Louable Canton de Berne. A la Haye le 21. Juin 1712.

Signé,

BROEKHUYSEN, PESME DE ST. SAPHORIN.

HEINSIUS,

PLOOS VAN AMSTEL,

STEENBERG.

VAN ALPHEN.

CONINCK,

VAN BURUM,

VAN STEENHUYSEN.

*Extract uit de Resolutien van de Heeren Staten van Holland en West-Vriesland, en haer Ed. Groot. Mog. Vergaderingb genomen op Woensdag den 13. December 1713.*

BY resumptie gedelibereert zynde op de Missive van de Heeren Staten Generael der Vereenigde Nederlanden geschreven alhier in den Haag den 23. Augusty laestleden, hebbende tot bylage een protieft Capitulatie over de Switserse Compagnien van het Canton van Berne, by de Heeren haer Hog. Mog. Gedeputeerden tot de Buytenlandsche Saaken, met enige Heeren Gecommitteerden uyt den Raet van State geformeert, ingevolge en tot voldoeninge van het jongste Tractaet met het voorge-melde Canton van Berne gesloten, onder de notulen van de voorst 23. Aug. breeder gementioneert hebben de Heeren van de Ridderchap en Edelen, mitsgaders de Gedeputeerden van de respectie Steden, uyt name en van wegen Burgemeestren en Vroedschappen van deselve Heeren haeren Principalen ge-consenteert en bewilligt, gelyk haer Ed. Groot Mog. consenteeren en bewilligen by defen in de Capitulatie voor de Switserse Compagnien van Berne, soo ende invoeegen de selve hier na staat geinscreert.

*Fiat insertio.*

Accordeert met de voorn. Resolutie.

*Was geteekent*

SIMON VAN BEAUMONT.

CAPITULATION pour les Nouvelles Levées que Leurs Hautes Puissances feront à l'avenir en droit de faire dans le Louable Canton de Berne, en conformité de leur Traité d'Union avec ledit Canton & pour l'entretien de toutes les Troupes du Canton qu'elles ont ou pourront avoir à leur Service.

ANNO 1712.

I. Leurs Hautes Puissances avanceront pour la Levée d'une Compagnie six mille Livres de France à trois Livres pour l'Ecu en espece, qui seront en suite rabattues aux Capitaines à raison de deux cens cinquante Livres par mois, à commencer du jour que la Compagnie sera complete, sans que les Capitaines soient obligés de paier aucun intérêt pour cette somme.

II. Leurs Hautes Puissances donneront, sans les pouvoir rabattre, cinq Ecus pour chaque Soldat, pour se rendre au lieu d'assemblée dans une Ville de la dépendance des Sept Provinces-Unies, la plus à portée de la Suisse, laquelle on assignera de bonne heure, & à mesure de leur arrivée au lieu d'assemblée la paie ordinaire commencera; Et afin que le Capitaine puisse payer les Officiers, il jouira de la moitié de la Gratification dès qu'il aura cent hommes; mais si les nouvelles Levées ou recrutés étoient, ou arrêtés en chemin par les Pays où elles devront passer, ou enlevées par les Ennemis de l'Etat, sans qu'il y eût de la faute du Capitaine, L. H. P. y auront les égards convenables.

III. Leurs Hautes Puissances donneront aussi, sans les pouvoir rabattre, cinq Ecus par Homme, pour les fraix de Suisse en Hollande.

IV. Chaque Compagnie doit être composée pour le moins de deux tiers de Suisses, & il sera permis aux Capitaines de remplir l'autre tiers par des hauts-Allemands, savoir des Cercles de Suabe, d'Autriche, de Bavière, de Franconie, du haut Rhin, & de la haute Saxe, & les Capitaines auront deux mois pour remplacer par de bons Hommes, tels qu'ils sont obligés de les avoir, suivant cet Article, ceux qu'ils viendront à perdre autrement que par congé, ou par l'expiration du terme pour lequel ils auront été engagés; bien entendu que les Compagnies devront être complètes à la revue générale qui se fait au Printems, sans que les Capitaines puissent prétendre les deux mois pour ceux qui manqueraient alors. II ne sera permis aux Capitaines de donner des Congez pour quelque raison que ce soit, depuis la Revue générale, jusques au 15. du mois de Novembre, à moins qu'ils n'eussent après ladite revue générale plus de monde que le compte de leurs Compagnies; auquel cas seul, & en le faisant voir préalablement, ils pourront congédier ceux qu'ils ont de surplus; & les Capitaines seront obligés de marquer distinctement, dans les Rolles des Revués que L. H. P. feront en droit de faire toutes les fois qu'elles viendront, la manière, soit désertion, mort, ou autre, dont ils auront perdu les Hommes qui manqueraient depuis la Revue précédente & dont ils prétendront la paye pendant ledit Terme de deux mois, & de confirmer le contenu des Rolles par Serment. Si les Capitaines négligent de prendre le soin nécessaire pour la conservation de leurs Compagnies & qu'ils causent par-là de la désertion, ou bien s'ils donnent des Congez depuis la Revue du Printems, jusques au 15. Novembre, à moins que ce ne soit les Congez de ceux qu'ils auront de plus que le compte de leurs Compagnies, ils seront mis au Conseil de Guerre, & cassés, ou punis autrement suivant l'exigence du cas, & suivant les Loix de Leurs Hautes Puissances.

V. Le Capitaine fournira, à ses dépens, à sa Compagnie les Armes & les Habits.

VI. Une Compagnie nouvellement levée, ne pourra être congédiée que trois ans après qu'elle aura commencée à jouir de la gratification.

VII. Leurs Hautes Puissances paieront, en tems de Guerre, pour chaque Homme 16. Livres quatre sols de France, c'est treize Livres dix Sols de Hollande, par mois, à compter douze mois, dans l'Année; mais en tems de Paix, elles pourront diminuer ladite paie de dix Sols d'Hollande par Homme, sans la pouvoir mettre plus bas.

VIII. Chaque Compagnie doit être pourvue de

tous

ANNO tous les Hauts & Bas Officiers nécessaires, savoir, 1712. d'un Capitaine, d'un Capitaine-Lieutenant, d'un Lieutenant, d'un Sous-Lieutenant, d'une Enseigne, de six Cadets, de quatre Sergents, de quatre Bas Officiers, à savoir, un Fourrier, un Porte-Enseigne, un Capitaine d'Armes, & un Prevôt; Item d'un Secrétaire, d'un Chirurgien, de quatre Trabants, de six Corporaux, & d'autant d'Apointez en tems de Guerre, mais en tems de Paix les Capitaines ne seront obligés d'avoir que quatre Corporaux, & autant d'Apointez; il devra de plus avoir quatre Tambours avec un Phifre, & le Capitaine sera obligé de paier lesdits Hauts & Bas Officiers, aussi bien que les Soldats de sa Compagnie, sur le pied suivant; Savoir, en tems de Paix, au Capitaine-Lieutenant cent Livres par mois, à trois Livres pour un Ecu en espèce; au Lieutenant septante-cinq, au Sous-Lieutenant soixante, à l'Enseigne cinquante, aux premiers Sergents vingt-quatre chacun, aux deux derniers Sergents chacun vingt, aux quatre Bas-Officiers, chacun dix-huit; aux Corporaux, chacun quinze; aux Apointez, quatorze à chacun; aux Trabants, chacun quinze; aux Cadets dix-huit chacun; & les Capitaines seront obligés de faire le décompte aux Soldats sur le pied de douze Livres huit Sols par mois, dont ils leur paieront, chaque Semaine, la valeur de 40. Sols & demi de France; ce qui est la même paie qu'ils ont eu jusques à présent. En tems de Guerre, les Capitaines seront obligés de paier par mois au Capitaine-Lieutenant, cent-vingt francs; au Lieutenant quatre-vingt-dix, au Sous-Lieutenant septante-cinq, à l'Enseigne soixante, & à chacun des Cadets vingt Livres. Ils bonifieront aussi dix Sols par mois à chaque Soldat de plus qu'en tems de Paix; mais ils ne leur donneront toujours que le même argent de Semaine, bien entendu que cela est bon argent de France, à trois Livres pour l'Ecu en espèce, ou pour 50. Sols de Hollande.

IX. Lors qu'une Compagnie Suisse sera sur le pied de deux cens Hommes effectifs, on payera au Capitaine vingt & sept Hommes de gratification.

X. Si même une Compagnie, qui devroit être de deux cens Hommes effectifs, n'en avoit que cent septante cinq, le Capitaine jouira toujours de la gratification de vingt & sept Hommes, & sera outre cela païé pour les présens & effectifs, pourvu qu'ils ne surpassent pas deux cens Hommes.

XI. Mais si une Compagnie, qui devroit être de deux cens Hommes, n'en avoit au delà de 174. effectifs, le Capitaine perdra alors la moitié de sa gratification.

XII. Et s'il laissoit diminuer sa Compagnie, jusques au dessous de cent soixante cinq Hommes, il perdroit alors toute sa Gratification, & il ne lui seroit païé que des effectifs.

XIII. Si Leurs Hautes Puissances jugeoient à propos de réduire Leurs Compagnies Suisses, ainsi qu'elles ont été pendant quelque tems, à cent septante-huit Hommes effectifs, en y comprenant tous les Hauts & Bas Officiers, comme aussi les Tambours, Phifres, & Trabants, on payera, outre les effectifs, aux Capitaines, vingt-sept Hommes de gratification.

XIV. Et même lors qu'une Compagnie, fut le pied de cent septante-huit Hommes, n'auroit réellement que 152. Hommes, le Capitaine, outre le paiement des effectifs, jouira encore de la Gratification de vingt-sept Hommes.

XV. Mais si elle se trouvoit au-dessous de cent cinquante & deux Hommes, le Capitaine ne jouira que de la moitié de la Gratification.

XVI. Et si elle tomboit au dessous de cent quarante Hommes, le Capitaine perdroit toute la gratification, & ne seroit païé que pour les présens & effectifs.

XVII. Leurs Hautes Puissances seront dans le pouvoir de réduire en tems de Paix, les Compagnies à cent cinquante Hommes, & non à moins, & alors Elles ne payeront que vingt-cinq Hommes de gratification, comme il a été réglé après la Paix de Ryfwyk.

XVIII. Lors qu'une nouvelle Compagnie sera congédiée, Leurs Hautes Puissances lui paieront deux mois de gages pour son retour en Suisse.

XIX. Si L. H. P. diminuent, conformément au droit qu'elles en auront par le Traité d'Union, nombre des Hommes qui sont dans les Compagnies du Canton, qu'elles s'engagent par le même de confer-

ver sur pied. Elles donneront pour le renvoi de tout ce qu'elles réformeront, deux mois de gages par Tête.

XX. L'Etat Major des Régimens, tant des Bourgeois de Berne, que des Sujets du Canton, sera païé au Colonel à raison de six cens Rixdalers à cinquante Sols la piece par mois en tems de Guerre, & quatre cens en tems de Paix, & le Colonel paiera sur cela tous les Officiers & personnes comprises dans l'Etat Major, le tout ainsi qu'il est pratiqué jusques à présent en tems de Paix, & en tems de Guerre, le Colonel ne fera pas en droit de demander augmentation des gages, en cas qu'il fût trouvé à propos de mettre le Régiment à 3. ou 4. Bataillons.

XXI. L. H. P., ou bien, si les Régimens sont repartis sur les Provinces, celles sur lesquelles les Officiers de l'Etat Major sont païez, auront le choix, soit en cas de vacance, soit dans les nouvelles Levées, des Colonels, Lieutenans Colonels, & Majors, qui dans les nouvelles Levées devront être pris parmi les Capitaines choisis par le Canton; & qui dans les vacances devront être remplis, pour les deux Régimens composés uniquement des Bourgeois de Berne par d'autres Bourgeois, qui sont actuellement au Service de l'Etat; & dans les Régimens, où les Bourgeois, & les Sujets sont également admissibles, par des Bourgeois ou Sujets qui sont de même au Service de l'Etat, à moins qu'il n'y ait des raisons particulières très-pressantes & très-fortes qui y fussent contraires. Les Places de l'Etat Major, qui viendront à vaquer, seront remplies par des Officiers du même Régiment où la vacance arrivera; Les Places vacantes de l'Etat-Major seront remplies dans six Semaines après l'Avertissement qui en sera donné, par l'Officier Commandant du Régiment, au Colonel Général; Lequel terme étant expiré, sans que la Place vacante ait été remplie, l'Officier du Régiment, qui est le plus proche par rang & ancienneté pour remplir la Place vacante, sera censé d'en être pourvu, & sera, en vertu de cette Capitulation, admis au Serment, bien entendu que les Etats de la Province qui auront le droit de remplir les Charges de l'Etat Major ayant été assemblés pendant ledites six semaines; S'ils ne l'avoient pas été ils devront remplir lesdites Charges aux conditions suivantes à leur première séance. Quant aux Compagnies de tous les Régimens du Canton de Berne déjà formées, soit de ceux qui se formeront à l'avenir, lors qu'elles viendront à vaquer, le choix des Capitaines appartiendra audit Louable Canton, sous la restriction marquée dans le quatorzième Article du Traité d'Union, qui contient: Lors qu'un Régiment sera formé, & qu'il y aura une Compagnie vacante, le Colonel nommera toujours le plus vieux Capitaine-Lieutenant du Régiment, & le Capitaine-Lieutenant de la Compagnie vacante, pourvu que ce dernier ait huit ans de service en qualité d'Officier; Sans quoi, les deux plus vieux Capitaines-Lieutenans seront nommez & le Louable Canton de Berne aura le droit de donner ladite Compagnie, à l'un des deux Capitaines-Lieutenans nommez par le Colonel; & immédiatement après que la vacance sera arrivée, le Colonel enverra au Canton la Nomination en conformité dudit Article, dont il enverra en même tems la copie au Colonel Général; & six Semaines, au plus tard, après que le Canton aura reçu ladite nomination, celui à qui l'on aura conféré ladite Compagnie devra présenter au Colonel Général la Patente du Canton; sur laquelle Patente on expédiera de la part de L. H. P. ou des Provinces respectives, les Actes nécessaires, lequel terme de six Semaines étant expiré sans que le Canton ait envoyé la Patente, L. H. P., ou bien la Province, sur laquelle la Compagnie est payée, seront en droit de remplir la Place vacante, en se conformant, pour le choix de la Personne, à l'Article quatorze du Traité d'Union; Mais s'il arrivoit une vacance, soit dans une Bataille, ou dans un Siege, alors le Terme de six Semaines, qui est donné au Canton pour le choix des Capitaines, sera restreint à un mois après que ledit Canton aura reçu la Nomination.

XXII. Les Capitaines des Régimens du Louable Canton de Berne auront la Nomination des Officiers subalternes de leurs Compagnies, sous l'agrément du Colonel respectif, & du Colonel Général, bien entendu que le rang & l'ancienneté seront observées autant que le bien du Service, & la conservation des Compagnies le pourront permettre;

ANNO

1712.





ANNO  
1712.

*Autre Declaration ou Decret de PHILIPPE Duc d'Anjou, comme Roi d'Espagne, touchant sa Renonciation à la Couronne de France. A Madrid le 8. Juillet 1712. [Actes & Mémoires de la Paix d'Utrecht. Tom. II. pag. 56.]*

L'ASSURANCE que les Couronnes d'Espagne & de France ne seroient jamais mises sur une même Tête, a été un des principaux & des plus importants motifs de la Guerre qui a affligé l'Europe jusqu'à ce jour: c'a été aussi comme le P. éliminatoire dans les vûes qu'on a eues pour la Paix, & principalement dans les Propositions qui ont été faites depuis peu en Angleterre. C'est là dessus qu'on a posé le fondement de cet Ouvrage, & l'on a jugé à propos d'établir la certitude, qu'en aucun temps, ni par quelque incident, & événement que ce soit, les deux Monarchies ne puissent être unies dans une seule Personne; & c'est sur ce Point & sur d'autres Points Préliminaires, qu'on est convenu du Congrès qui se tient à Utrecht, pour traiter des autres Articles de la Paix, & les régler, pendant lesquelles Négociations les morts imprévus des Dauphins nôtre Neveu étant survenus, l'Angleterre en prit occasion de porter les vûes jusqu'à prévenir & empêcher les effets de tous autres accidens qui pourroient encore survenir un jour; cette Couronne vint à proposer & soutenir, comme un moyen nécessaire pour éviter toutes fortes d'inconvénients dans les circonstances qui pourroient arriver, qu'il falloit que je renonçasse en mon nom & en celui de tous mes Descendans, dès maintenant & à toujours à la Monarchie d'Espagne, ou à celle de France: en telle sorte que si je demourois dans l'Espagne, aucun de mes Successeurs ne pourroit jamais succéder à celle de France; & que ceux qui régneront ou régneront en France, ni tout autre Prince qui est issu de cette Famille, ou qui en naîtra ci-après, ni ses Descendans, ne pourroient jamais posséder la Couronne d'Espagne.

Je ne héritais pas un moment fur la parti que j'avois à prendre, & aussi on ne me laissa pas le moindre loisir de prendre Conseil & de délibérer. Mon affection pour les Espagnols, la reconnaissance des obligations que je leur ai, les fréquentes expériences que j'ai faites de leur fidélité, & la reconnaissance que je dois avoir pour la Providence Divine, de la grande faveur qu'Elle m'a faite de m'avoir placé & maintenu sur ce Trône, & donné des Sujets si illustres & d'un si haut mérite, furent les seuls motifs, les seules raisons, qui eurent accès dans mon esprit, & influèrent dans ma résolution; laquelle lorsque je l'eus faite connoître, ne demeura pas sans être combattue par d'autres propositions & avantages, qu'on me vouloit faire envisager comme plus considérables que celles qui m'avoient déterminé: mais tout cela n'a servi qu'à m'affermir dans mon dessein, & à me mettre en état de pousser & terminer cette affaire, afin qu'il n'y ait rien qui puisse plus m'empêcher de vivre & de mourir avec mes chers & fidèles Espagnols. Mes sincères intentions & ma constance étant venues à la connoissance des Puissances qui sont intéressées au maintien des propositions & des moyens susdits, ont donné occasion à la Reine d'Angleterre de rendre compte à son Parlement, le 17. du mois passé, de l'état où étoit la Paix avec les deux Couronnes d'Espagne & de France; & cette notification y a été approuvée & applaudie. J'en ai aussi fait donner communication au Conseil des Indes, afin qu'il soit informé de l'état de cette importante Négociation.

*A Madrid le 8. de Juillet 1712.*

Signé,

MOI LE ROI.

CXXXII.

2. Août. *Baffen-Stillschandes Vergleich bis auf den künftigen allgemeinen Eydgemeinlichen Frieden/ zwischen Eöbl. Stand Zürich/ und Eöbl. Stand Schweiz. Geschehen in Schloß Baden Schweiß*

TOM. VIII. PART. I.

den (1) 2. August. 1712. [Europäische ANNO Staats-Cangley 19ter Theil. pag. 657.] 1712.

C'est-à-dire,

*Treves conclusés entre le Louable Canton de ZÜRICH, & le Louable Canton de SWITZ, pour durer jusqu'à la Paix Generale des Cantons Suisses confédérés. A Wädenswil le 2. d'Août. 1712.*

Nachdem ein Hochlöbl. Stand Zürich aus bekannten Ursachen / bewogen worden / dero Baffen wider die Eöbl. Cantons, so den zu Arau projectirten Frieden nicht angenommen / zu gebrauchen / hat ein Eöbl. Canton Schweiz durch Dero Herrn Deputirte uns die Einstellung der Hostilitäten Freund-Eydgemeinl. vortragen lassen / deroewegen wir auf nachfolgende Conditiones uns miteinander Freund-Eydgemeinl. dahin verglichen.

1. Erklären sich die Herrn Ehren Deputirte von Schweiz im Nahmen Ihrer Gn. Herrn und Obern / das was vorher von Eöbl. Eöbl. Oheren in der Friedens-Handlung mit den Eöbl. 5. Catholischen Orten / durch Ihre Herren Ehren-Gesandte zu Arau projectirt / und von einigen ratificirt worden / durch Ihre deroahl zu besagten Arau habende Herren Ehren-Gesandte gegeneinander zu halten und ratificiren / und was auch ferner mit obgedeuteten Eöbl. 5. Catholischen Orten daselbst nicht gehandelt werden / von denen selben sich nicht zu sondern.

2. Zu Bescheinigung ihrer aufsechtigen Begierde zu den Frieden erklären sie sich / alle ihre an den Gränzen zu Napferschweil / auch bey der Armée unter den Baffen stehende Trouppen, von nun an / abzuführen / und an keinen andern Ort wider beyde Eöbl. Stände feindlich gebrauchen zu lassen.

3. Niemanden durch Ihre Land und Bottenmäßigkeit feindl. wider beyde Eöbl. Stände. zu agiren / Was zugeben.

4. Bey diesen heutigen Nachmittag um 4. Uhr / die Pässe und Posten in der Schinbellegg / Hurden / und den Schloß Pfäfers / Jedoch diese letztern mit Vorbehalt Ihre. Hörsil. Gnaden zu Einsiedeln habenden Rechten / abzutreten / und unsere Trouppen zu besetzen übergeben. Was die Einquartierung der Trouppen, und Darreichung der Victualien und Fourage betrifft / so hat man sich dahin verglichen / das selbige / so viel möglich / ohne Beschwerung des Landmanns / und unbedeutliche Bezahlung eingerichtet und abgesehen werde.

5. Mit der Ratification des Instruments versprechen Sie 3. Ehrliche Pfand-Männer auszuliefern / welche Eöbl. Stand Schweiz zu erlauben und zu ordnen überlassen wird.

6. Napferschweil betreffende / erklären Sich Ehrengedachte Herrn Deputirte dahin / ihre Garnison aus selbigen abzuführen / auch niemanden weder Zusatz noch andere Zufuhr durch Ihre Land dahin zu bringen in keinerlei weis zu gestatten / sondern solches von unsern Trouppen besetzen zu lassen / darüber Sie aber / um sich mit übrigen von

(1) On se croit obligé d'avertir, que l'Auteur d'où l'on cite cette pièce a été du 15. Août; ce qui doit être regardé, comme une faute ou de Copie ou d'impression. Il est certain que la première Paix se fit le 18. Juillet; qu'elle fut rompue le 19. que la Bataille de Villmergen, ou les Protestans furent Vainqueurs, se donna le 25; que la Paix Generale se trouva finie le 2. & 11. d'Août; & que l'accommodement provisionnaire de Zurich & de Switz se fit entre le 10. & 11. d'Août & le jour de cette Paix. S'il y a quelque erreur dans notre Date, il est si au moins, qu'elle n'est pas considérable. (Dua.)



ANNO von andern Eöbl Orten darinnen liegenden Com-  
1712. mendanten / Trouppen und Burgerschaft /

Freund- Eyd- genöth / zu gleichen bereiden zu könn-  
nen! bis auf Morgen zu Mittag um 12. Uhr /  
einen Anstand und Termin verlanger! welcher  
Ihnen dahin verwissiget worden! daß zwar bis zu  
bemelter Zeit / die Feindthätlichkeiten solten einge-  
stellt / nach selbiger aber / Falls die von übrigen  
Eöbl. Orten darinnen in Besatzung liegende Com-  
mendanten und Burgerschaft sich nicht zu glei-  
chen verstehen wolten! Sie Ihre darinn habende  
Trouppen, ohnverwilt aufziehen! und weder der  
Stadt noch Garnison, auf einigerley weis assis-  
tentz zu leisten oder Vorschub zu thun; Unser  
seits aber die Feindthätlichkeiten mit allem Gewalt  
mögen fortgesetzt werden! und also ein Eöbl. Stand  
Schweiz sich hierinn ihrer nicht beladen! und Sie  
von diesem Tractat gänzlich ausgeschlossen seyn.

7. Solten die Violationen und Beschädigun-  
gen so von einer und andern seiten von 3. Mona-  
then her! bis zu erfolgter ruptur beschehen! durch  
beiderseits abgeordnete Commissarien in Frey-  
dschkeiten unterfucht werden! und dem leyenden  
Theil Satisfaction geschehen / auch zugleich wegen  
die zeithero sich beyderseits begehenden Beschwerlich-  
keiten / durch gemelte Commissarien ein freundli-  
cher Vergleich vermittelt werden. Hergegen ver-  
sichern wir die Kriegs- Räte von Zürich zu Räd-  
schweil versammelt! daß auch unser seits! gleich  
bey Einräumung dieser Paffen / alle Hostilitäten  
und Feindseligkeiten; so wohl gegen Eöbl. Orth  
Schweiz! als allen dessen angehörigen von unsern  
Grängen sollen eingestellt seyn! aufhören; und nie-  
manden in einigerley weise weder an Leib noch Gut /  
Gewalt zugefügt werden.

Es soll auch männiglich! so wohl Geist- als welt  
licher / bey ihnen so wohl geistl. als leiblichen Frey-  
heiten und Rechten! auch freyer ungehinderter Reli-  
gions- Übung kräftiglich beschirmt! und dabey in  
kein weisse noch wege perturbirt! zumahl einem  
jeden freyer Handel und Wandel! ungehinderter  
Paß- und Repaß mit Leib und Gut gestattet wer-  
den. Solte sich auch die Stadt Rapperschweil /  
bis auf angelegte Zeit erklären! unsere Besatzung  
einzunehmen! so erklären wir uns dargegen! Sie  
beg ihrer freyen ungehinderter Religions- Übung!  
so wohl als übrigen Geist- und leiblichen Freyheiten  
Recht! und Gerechtigkeiten! kräftigst zu schügen!  
und selbige darinnen nicht perturbiren zu lassen.  
Ueber dieses alles! wie articulatum bedeutet! ver-  
sprechen die Herrn Deputirte von Eöbl. Canton  
Schweiz! bis diesen Nachmittag um 4. Uhr die  
Ratification und völlige Einräumung der Paffen  
Schindellegi! Hurden / und des Hunder- Felds!  
sambt dem Schloß Pfäfsitan! alles in gegenwärti-  
gen Stand! ausser Artillerie, Wehr und Waff- n!  
zu übergeben! die völlige Ratification aber von  
Stadt und Land wegen! bis morgen zu Mittag  
um 12. Uhren! gleichmäßig einzuliefern! Wir aber  
versichern! daß weder von bemelten Orte aus! noch  
sonsten Jemand der Ihrigen von den unsrigen of-  
fendirt! lédirt / noch einigerley weis beschädiget  
werden! Zumahl dieser ganze Tractat auf dem zu  
Urau tractirten Friedens- Schluß beruhen solle.

Dessen zu wahrer Bestättigung! haben von seithen  
der Herrn Kriegs- Räten Eöbl. Stands Zürich! die  
hochgedachten Herrn! Herr Stadthalter und Com-  
mandant Andreas Mayer und Herr Junfmeister  
und alt Land- Vogt Leonhard Grudert: Von  
seithen Eöbl. Stands Schweiz aber! dessen Herren  
Ehren Deputirte! die hochgedachten Herren! Herr  
Oberst Joseph Antoni Reding von Wiberegg! Rit-  
ter- und Ambts- Stadthalter! und Herr Franz  
Dominican Wätschard! Quartier- Hauptmann und

des Raths! dieses Instrument eigenhändig unter-  
schrieben! und mit ihren Ehren- Insigeln beträf-  
tete! davon 2. gleichlautende aufgericht! jedem  
Theil eines zur hand gestellt! welcher Ratification  
von beyderseits hohen obrigkeiten förderlich solle ein-  
gebohlt! und solche auf den morgigen Nachmittag  
umb 12. uhr im Schloß Wädenschweil gegen ein-  
ander extradirt werden. Actum in Schloß Wä-  
denschweil den 2. Augusti 1712.

(L. S.) Andreas Meyer.

(L. S.) Leonhard Gruder.

(L. S.) J. A. Reding.

(L. S.) J. D. Wätschard.

CXXXIII.

Friedens- Schluß zwischen beyden Eöbl. Eöngeln 9. & 11.  
schen Ständen Zürich und Bern und denen Aout.  
V. Eöbl. Catholischen Ständen Lucern! Uri /  
Schweiz! Unterwalden und Zug wodurch  
der Friede vom 18. July 1712. Von Zürich!  
Bern! Lucern und Uri beliebt und unterschrie-  
ben! anigo von Ihnen insgesamt angenommen  
wird; die Ward- Linie zwischen denen Par-  
theyen regulirt! Zürich und Bern die Stadt  
Rapperschweil gelassen! Bern in die mir Ne-  
gierung im Thurgau! Rheintahl! Sargans und  
übrigen bezirk der freyen Unter aufgenommen!  
das vorige vergesen! und die gefangenen beyder-  
seits auf freyen fuß gestellt werden. Bisgeschlossen  
in Arau den 9. und 11. Aug. 1712. [Europ.  
Staats- Eangley 19. Theil pag. 821.]

C'est - à - dire,

Conclasion prise entre les Louables Cantons Evan-  
geliques de ZURICH & de BERNE, & les  
cinq Louables Cantons Catholiques de LUCER-  
NE, d'URI, de SCHWITZ, d'UNDER-  
WALD, & ZUG, par laquelle la Paix faite le  
18. Juillet 1712. & signée par les Cantons de  
Zurich, de Berne, de Lucerne & d'Uri est ac-  
ceptée; & confirmée, & par dessus cela les Li-  
mites réglées entre les uns & les autres; la Ville  
de Rapperschweil laissée aux Cantons de Zurich  
& de Berne; & celui de Berne admis à la Con-  
regence des Bailliages de Turgau, de Rhyndal,  
de Sargans, & des autres des Provinces Libres,  
toutes les offenses passées étant d'ailleurs recipro-  
quement mises en oubli. A Arau le 9. & 11.  
d'Aout 1712.

UND und zu wissen sey hiemit männiglich.  
Demnach unterm 18. July, zwischen denen  
Eöbl. Ständen Zürich und Bern! an einem / denen  
von Lucern und Uri am andern Theil! wärschlich  
ein fried abgeredt und verglichen / in ein Instru-  
ment verfast! von denenselben Ehren- Gesandten!  
Krafft von ihren Herren und Oberen empfangenen  
Gewalten! allseitig unterschrieben! und mit dero  
Wätschafften verwahrt worden; damahlen aber  
Eöbl. Stände Schweiz! Unterwalden und Zug!  
solchen verbrieften Frieden nicht annehmen noch be-  
lieben wollen; derowegen dann durch solchen An-  
stand die Sachen bekannter massen in noch meh-  
rere feindthätlichkeit und leidige Kriegs- Übungen  
verfallen; daß darüber hin alir Eöbl. XIII. und  
zugewandter Orten der Eydgenossenschaft Herrn  
Ehren Gesandte sich frischer dinge in Arau zu-  
sammen gethan; und nachdem die sämtliche Herzen  
Eh.

ANNO 1712. Ehren Gefandte Äbtl. Interessirte Orten die von dero allseitigen hohen Oberkeiten und höchsten Gerichten zum Friedens-Schluss empfangene Vollmacht gegen einander wohlmeinlich eröffnet und schriftlich erkläret / durch sämtlicher Herren Gefandten eingemeine besorgnus / eysen und besitzheit die Sachen dahin gebracht / daß unter gnädig himmlischer vergeltung / forthan Mißverständnis und Zweytacht nun völlig erörtert / entschieden / betragen / und (der höchste beschreibe es) zu einem innerwährenden Frieden und Vergleich veroduct worden wie von Puncten zu Puncten folget ; Und waren die Herren Ehren Gefandten / nemlich von Zürich / Herr Johann Jacob Escher / Burgermeister / und Herr Johann Jacob Ulrich / Stadthalter und des Rathes ; von Bern / Herr Samuel Frisching / Herr zu Rümmlingen und Benner / Herr Christoph Steiger / Seckelmeister / Welcher Landen / und Herr Abraham Tscharnet / alle drey des Rathes ; von Lucern Herr Johann Martin Schweizer Herr zu Luchras / Schultheis und Benner / und Herr Obrist Carl Anthoni am Rhein / des Rathes ; von Uri / Herr Landts-Haubtmann Joseph Antoni Pundtner / Obrist und Land-Ambtmann / und Herr Sebastian Jauch / Land-Schreiber ; von Schwyz / Herr Landts-Haubtmann Joseph Frantz Erler / Neu- und Herr Glich Christoph Schorno / Alt-Land-Amtmann ; von Niderwalden Obher / Nicolaus im Feld / Land-Amtmann und Panner-Herr / und Sebastian Remigius Käyser / Land-Amtmann / und Landts-Haubtmann / und Herr Hauptmann Joseph Ignatius Sultz / Alt-Land-Ambtmann und dem Kerenwald ; von Zug / Herr Landts-Haubtmann Beat Jacob zur Lauben von Thun und Gessellburg / Herr zu Hembrunn und Augstien / Ritter und Land-Amtmann / Herr Hauptmann Wolfgang Damian Müller / Seckelmeister / und Herr Gall Peter von Eger / und Herr Oswald Heggi / Alt-Ambtmann von Mentzingen alle des Rathes von Glarus / Herr Johann Heinrich Zwickl Land-Ambtmann und Zeugher / und Herr Jacob Gallati / Stadthalter und des Rathes / von Basel Herr Johann Balthasar Buntchard / Burgermeister / und Herr Christoph Burchard / Deputat und des Rathes ; von Freyburg / Herr Frantz Philipp von Landen / genannt Heid / Herr zu Egg au Mont und Ursin / Schultheis / Ritter / und Herr Frantz Nicolaus von der Werd alle des Rathes ; von Solothurn / Herr Baron Johann Friedrich von Röll / Herr zu Ennenholz Stadt-Benner / Ritter / und Herr Johann Jacob Joseph Glutz / Seckelmeister / Ritter / beyde des Rathes ; von Schaffhausen / Herr Michael Senn / Burgermeister / und Herr Melchior von Pfistern / Stadthalter und des Rathes ; von Appenzell / Herr Paulus Suter / Land-Ambtmann Innern- und Herr Lorentz Danner / Land-Ambtmann Aussen Rodens ; von Stadt St. Gallen / Herr Christoph Hochreutner / Stadt-Schreiber / J. V. Doctor und des Rathes / von Biel / Herr Peter Haas / Stadt-Benner und des Rathes / und Zwar.

I. Thun Äbtl. interessirte Orth Zürich / Bern / Lucern und Uri / welche den Frieden von 18. July Jüngsthin / damals wärdlich beliebt / unterschrieben und besiegelt ; desgleichen Schweiz / Niderwalden / ob und nid dem Kerenwald / und Zug samt dem aussern Amt / welche selbiger Zeit sich darzu nicht vertheilen wollen / diemahlen in krafft habender obbemeldter vollmacht sich dahin erklären / daß selbiger von Ihnen sämtlichen auch angenommen und bekräftigt seyn / dann auch in allen seinen Puncten und Articlen völlig nachgelebet und statt gethan werden soll.

TOM. VIII. PART. F.

II. Daß an statt in besagtem Instrument die Markt- und Sönderungs linie in den freyen Aemtern unter her dem Closter Hermetzschwyl / oberhalb Sarmentstorf / hinüber auf Fahrwegen angesetzt ware / dieselbe von Lunkhofen an auf Fahrwegen gezogen werden solle : Daß was unterher dieser linie, denen beyden Äbtl. Orth Zürich und Bern allein (mit vorbehalte Äbtl. Orth Glarus habenden Rechten) verbleiben / was aber ob dieser ermelten Markt-Linie, den VII. regierenden Äbtl. Orth zu dienen ; und an den diese Markt-Linie anders / als wie im ersten Instrument versehen / nichts bedeuten / sondern einem jeden sein Recht wie zu vor verbleiben / und damit des nachher kein streit erfolge / dieser Distrikt von nun an / nach Nothdurft ausgemerket werden solle. Dan so solle auch

III. Beyden Äbtl. Ständen Zürich und Bern überlassen bleiben (jedoch mit vorbehalte Äbtl. Ständes Glarus habenden Rechten) die Stadt Raperschwyl sambe der Bruck / Hoff und Zoll / und übrige Zugehö / nach Inhalt der den 1. Augusti dieses Jahres von beyden Äbtl. Ständen Zürich und Bern / mit Schultheis und Rath zu Raperschwyl geschlossenen Capitulation , wie auch das gegen über stehende Dorff Hurden / und von mitte desselben annoch ein Distrikt in allweg von drey tausend bekannten und üblichen Schuben / weiter hinaus ; Mit noch der Erläuterung / daß ermeltes Hurden und Einwohner bey ihrer freyen und ohngehinderten Catholischen Religions-Übung / Geist und Weltlichen Freyheiten / Rechte und Gerechtigkeiten / Haab und Guth / ohngehindert ruhig verbleiben / beschützt und beschirmet werden ; denen dann auch Ihr Recht und Aug-Nießung / so sie auf dem Schweizerischen Territorio derauhen haben / für daß zuständig bleiben solle. Darbey auch verglichen worden / daß zu ermelten Hurden keine Fortifications als Schanzen gegen einander gemacht werden sollen / und die neu aufgeworfene geschleiffet werden / um die vertrauliche nachbarschafft wiederum desto steiffer einzurichten und zu behalten. Item so solle auch

IV. Äbtl. Stand Bern in die Mit-Regierung in Thurgow / Rheintahl / Sargans und übrigen Bezirk der freyen Aemtern aufgenommen seyn / also daß selbiger von nun an daselbstige Bevogrigungen / auf Äbtl. Ständes Zürich aufbedienung anzutreten haben solle.

V. In diesem Frieden sollen auch kräftigst mit begriffen seyn nicht nur alle unsere Eynd- und Wunds-Genossen / Schirm- und Zugewandte insgemein / sondern auch ins besunder alle die / so dem ein-oder andern Theil mit Rath und That Hülffe geleistet.

VI. Erklären sich sämtliche interessirte Orth / alle die jenige einer wahren Amnestie genießen zu lassen / welche während der Zeit dieser Unruhen mit beschehenen oder unterlassenem Zugug / als sonst gegen ein- oder andern Theil verfehlt haben mögten ; auch diejenige / welche sich an beyde Äbtl. Stände zu ergeben genöthiget / und sich unter derselbigen Schutz ergeben / oder ergeben wollen / und aber wiederum an ihre vorige Obrigkeit gewiesen worden / denen solle hierum nichts zugesucht werden / noch sich einiger massen gegen jemanden zu entgelten haben.

VII. Die Kriegs-Gefangene sollen allerseits auf Etlag der Abzugs-Kosten gegen einander ausgewechselt werden ; und weilen beyde Äbtl. Ständ einen mercklichen Über-Schutz an der Zahl und Quantität haben / erklären sie sich / selbige ohne Rantzion, nach beschehener Bezahlung der Abzugs-Kosten / denen 5. Äbtl. Orth zu Bezeugung Eydenössischer Freundschaft / nach publicirten Frieden auf freyen Fuß zu stellen ; da dann zu

Qq 2

ANNO 1712.

mag



ANNO 1712. mahlen auch aller Orten Eöbl. Eydnosschafft der Eydn- und Bundesgenossische Handel und Wandel wieder hergestellt und offen seyn solle. Und was vor dem Krieg in ein oder andern Orts Boettmässigkeit für Waaren/ Anforderungen/ Schulden und Gegenschulden und dergleichen gewesen und gelegen seyn/ ohnverhindert jedem Theil wiederum angehehen und verabsolgt werden solle.

VIII. Solle es wegen des Herrn Prälaten zu St. Gallen bey dem dritten Artikel des geschlossenen Friedens von 18. July gänglich verbleiben. Und gleich wie die beyden Eöbl. Stände sich förderlich angelegen seyn lassen werden/ selbiges Geschäft mit Herren Prälaten und Convent ohnverzüglich beizulegen; Also wollen auch die 5. Cathol. Eöbl. Orth sich allen Fleisses anlegen seyn lassen/ diesen Frieden bestens ihres Vermögens in Güte zu befördern/ damit die allgemeine Ruhe und Wohlstand in gemeinen lieben Vaterland wieder hergestellt werde.

Schliesslichen sollen/ so bald die von Eöbl. 5. Orten per Expressos verlangte Ratification dieser Tractaten eingelangt und extrahirt seyn wird/ alle Feindschafflichkeiten/ als Contributionen und anders widriges aufgehoben/ und die Vöcker in eigene Lande zurück gezogen werden.

Zu mehrer bekräftigung alles obstehenden haben die Herren Ehren-Gesandte Eöbl. interessirter Orten gegenwärtiges Friedens- Instrument, Krafft habender abangezogener Vollmachten/ eigenhändig unterschrieben und mit dero angewohnten Petschafften versehen. Ubrigens sich die Eöbl. XIII. und zugewandte Orth Freund-Eydgendtsch erklärend die zusammen habende Bünd ausrichtig und gerechtlich zu beobachten und zu halten; der meynung/ daß von dato inner zehn Tagen dieser und vorige Friedens- Tractaten in ein Haupt-Instrument zusammen getragen/ von allen Eöbl. 13. und zugewandten Orten der Eydnosschafft/ als welchen ein beordlicher Frieden gang billich angelegen/ mit alleseitigen Standes Insiegeln verwahrt werden soll. Also behandelt und beschlossen in Aran den 9 und 11. Augusti 1712.

(L. S.) Johann Jacob Escher.

(L. S.) Hans Jacob Ulrich.

(L. S.) S. Frisching.

(L. S.) E. Steiger.

(L. S.) A. Tschärner.

(L. S.) J. M. Schweizer zu Buchsnaß.

(L. S.) E. A. am Ryn.

(L. S.) J. A. Püntiner.

(L. S.) J. Sebastian Jauch.

(L. S.) Joseph Franz Eiler.

(L. S.) Nicolaus im Feld.

(L. S.) Sebastian Remigi Keyser.

(L. S.) Joseph Ignatius Stolz.

(L. S.) D. J. Zurlauben.

(L. S.) W. D. Müller.

(L. S.) Gall Better.

(L. S.) Oswald Hächlin.

Traité pour une Suspension d'Armes de quatre mois, fait & conclu entre LOUIS XIV. Roi de France, & ANNE Reine de la Grande Bretagne, laquelle sera aussi observée en Espagne d'où la Reine retirera ses Troupes. A Paris le 19. d'Août 1712. Avec LA RATIFICATION de la Reine donnée à Windsor le 18-29. d'Août 1712. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht Tom. V. pag. 16]

ANNA, Dei Gratia, Magnae Britanniae, Franciae & Hiberniae Regina, Fidei Defensor &c. Omnibus quibus praesentes Literae pervenerint, salutem. Nos Henricus Vice-Comes de Bolougne, Dominus de John, Baro de Lilland Trego, nos a Secretis Constituti & e Primariis Secretis Status alter, contra plenaria Potestati, quae ei concessimus, fassus de Johanne Baptista Colberg, Episcopus, Archiepiscopus de Trevis, Croissy, Sault, Bois-Dauphin, abbasque, Raynon Chastillon, Christianus Frater Noster Regis Christianissimus Ministre & Secretarius Status, Coadjutor, Camerarius & Caplus Sigillorum Anglicorum Episcopus Orléans, Curiosi & Litterarum publicas Franciae Secretarius, et etiam Plenaria Potestati ei concessisse, octavo die praesentis mensis, Nihil secretum, auctoritate septingentesimi duodecimi signaverint Tractatum de armistitio in verbis sequentibus.

Comme il y a lieu d'espérer un heureux succès des Conférences établies à Utrecht par les soins de Leurs Majestés Britannique & Très-Christienne pour le rétablissement de la Paix Générale, & qu'Elles ont jugé nécessaire de prévenir tous les événements de Guerre capables de troubler l'état où la Negotiation se trouve présentement, leurs dites Majestés attentives au bonheur de la Chrétienté sont convenues d'une suspension d'Armes, comme du moyen le plus sûr pour parvenir au bien général qu'Elles se proposent: Et quoique jusqu'à présent la Majesté Britannique n'ait pu persuader les Alliés d'entrer dans ces mêmes sentimens, le refus qu'ils font de les suivre n'étant pas une raison suffisante pour empêcher sa Majesté T. C. de marquer par des preuves effectives le desir, qu'Elle a de rétablir au plutôt une parfaite Amitié & une sincère correspondance entre la Reine de la Grande Bretagne & Elle, les Royaumes, Etats & Sujets de leurs Majestés, la dite Majesté Très-Christienne après avoir confié aux Troupes Angloises la garde des Villes, Citadelle, & Fort de Dunkerque pour marque de sa bonne foi, consent & promet, comme la Reine de la Grande Bretagne promet aussi de sa part.

I. Qu'il y aura une suspension générale de toutes entreprises & faits d'Armes, & généralement de tous actes d'hostilité entre les Armées, Troupes, Flottes, Escadres & Navires de leurs Majestés Britannique & Très-Christienne pendant le terme de quatre mois, à commencer du vingt-deuxième du present mois d'Aout jusqu'au vingt deuxième du mois de Decembre prochain.

II. La même suspension sera établie entre les Garnisons & Gens de Guerre, que leurs Majestés tiennent pour la défense & garde de leurs Places dans tous les lieux, où leurs Armes agissent ou peuvent agir tant par Terre que par Mer, sur les Rivières ou autres Eaux, en sorte que s'il arrivoit, que pendant le tems de la suspension on y contrevint de part ou d'autre par la prise d'une ou de plusieurs Places, soit par attaque, surprise ou intelligence secreete, en quelque endroit du monde que ce fût; qu'on fit des Prisonniers ou quelques autres actes d'hostilité, par quelque accident imprévu, de la nature de ceux qu'on ne peut prévenir, contraires à la presente Cessation d'Armes, cette contravention se reparer de part & d'autre de bonne foi sans delai ni difficulté, restituant sans aucune diminution ce qui aura été pris, & mettant les Prisonniers en liberté, sans demander aucune chose pour leur rançon ni pour leur dépençe.

III. Pour prévenir pareillement tous sujets de plaintes & de contestations qui pourroient naître à l'occasion des Vaisseaux, Marchandises ou autres Effets, qui seroient pris par mer pendant le tems de

ANNO  
1712.

la suspension, on est convenu reciproquement, que lesdits Vaisseaux, Marchandises & Effets qui seroient pris dans la Manche, & dans les Mers du Nord après l'espace de douze jours, à compter depuis la signature de la susdite Suspension, seront de part & d'autre restitués reciproquement.

Que le terme sera de six semaines pour les Prises faites depuis la Manche, & les Mers Britanniques, & les Mers du Nord jusqu'au Cap. S. Vincent.

Et pareillement de six semaines depuis & au delà de ce Cap jusqu'à la Ligne, soit dans l'Océan, soit dans la Méditerranée.

Enfin de six mois au delà de la Ligne, & dans tous les autres endroits du monde sans aucune exception, ni autre distinction plus particulière de tems & de lieu.

IV. Comme la même Suspension sera observée entre les Royaumes de la Grande Bretagne & d'Espagne, sa Majesté Britannique promet, qu'aucun de ses Navires de Guerre ou Marchands, Barques ou autres Bâtimens appartenans à sa M. B. ou à ses Sujets ne seront désormais employés à transporter ou convoier en Portugal, en Catalogne, ni dans aucun des lieux où la Guerre se fait presentement, des Troupes, Armes, Habits, ni en général aucunes Munitions de Guerre & de Bouche.

V. Toutefois il sera libre à sa Majesté Britannique de faire transporter des Troupes, des Munitions de Guerre & de Bouche, & autres provisions, dans les Places de Gibraltar & de Port Mahon actuellement occupées par ses Armes, dont la possession doit lui demeurer par le Traité de Paix qui interviendra; Comme aussi de retirer d'Espagne les Troupes Angloises, & généralement tous les effets, qui lui appartiennent dans ce Royaume, soit pour les faire passer dans l'Isle de Minorque, soit pour les conduire dans la Grande Bretagne, sans que lesdits transports soient censés contraires à la Suspension.

VI. La Reine de la Grande Bretagne pourra pareillement, sans y contrevenir, prêter ses Vaisseaux pour transporter en Portugal les Troupes de cette Nation, qui sont actuellement en Catalogne & pour transporter en Italie les Troupes Allemandes, qui sont aussi dans la même Province.

VII. Immédiatement après que le présent Traité de Suspension aura été déclaré en Espagne, le Roi se fait fort que le blocus de Gibraltar sera levé, & que la Garnison Angloise aussi-bien que les Marchands, qui se trouveront dans cette Place pourront en toute liberté vivre, traiter & négocier avec les Espagnols.

VIII. Les Ratifications du présent Traité seront échangées de part & d'autre dans le terme de quinze jours, ou plutôt, si faire se peut.

En foi de quoi & en vertu des Ordres & Pouvoirs que Nous soussignés avons reçus de la Reine de la Grande Bretagne, & de S. M. T. Chrétienne, Nos Maîtresse & Maître, avons signé les présentes, & y avons fait apposer les Sceaux de nos Armes. Fait à Paris le dix-neuvième Août mil sept cens douze.

(L. S.) BOLINGROKE.

(L. S.) COLBERT DE TORCY.

*NO S viso & perpensa prasano Trebatu eundem in omnibus & singulis ejus Articulis & Clausulis approbavimus, & ratum firmanque habuimus, sicut per presentes eundem approbamus, & ratum firmanque habemus, spontentes, Verbuque Regio promittentes, nos omnia que in eo continentur, prestaturas ac inviolate observaturas, neque ei directè vel indirectè ullo modo contraveniatur. In quorum fidem majusque robur Præsentes manu nostra Regia signatas Magna Nostra Magna Britannica Sigillo communi fecimus. Dabantur in Arce Nostra Vindobore die decimo Octavo Mensis sextilis Anno Domini Millesimo Septingentesimo duodecimo, Regno Nostrum Undecimo.*

ANNA REGINA.

Proclamation faite à Paris de la Suspension d'Armes entre la FRANCE, l'ESPAGNE, & l'ANGLETERRE, selon l'ordre du Roi donné à Fontainebleau le 21. d'Août 1712. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. II. pag. 60.]

ON fait à l'égard de tous qu'il appartiendra, qu'il y a Suspension d'Armes générale, & de tous actes d'hostilité, tant par Terre que par Mer, entre très-haut, très-puissant, & très-excellent Prince LOUIS, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre, notre Souverain Seigneur : & très-haute, très-puissante, & très-excellente Princesse ANNE, Reine de la Grande-Bretagne, leurs Vaisseaux, Sujets, Serviteurs, en tous leurs Royaumes, Pais, Terres, & Seigneuries de leur obéissance, pendant le tems de 4. mois, à commencer du 22. jour du présent mois d'Août, & finissant le 22. du mois de Décembre prochain : Pendant lequel tems de 4 mois, il est défendu aux Sujets de S. M. de quelque qualité & condition qu'ils soient, d'exercer contre ceux de la Reine de la Grande-Bretagne, aucun acte d'hostilité par Terre, par Mer, sur les Rivières, ou autres Eaux, & de leur causer aucun préjudice ni dommage, à peine d'être punis sévèrement, comme perturbateurs du repos public

ANNO  
1712.

Fait à Fontainebleau le 21. Août 1712

Signé,

LOUIS.

Et plus bas,

COLBERT.

Autre Publication de la même Suspension d'Armes faite à Londres le 30. d'Août 1712. Avec la DECLARATION de la Reine de la GRANDE-BRETAGNE promettant des Passports à ceux de ses Sujets qui voudront faire Commerce en France. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. II. pag. 61.]

ANNE R

D'Autant que pour mettre fin à cette Guerre longue & onéreuse, & pour rétablir la Paix générale, on a commencé depuis quelque tems des Conférences à Utrecht, où elles se tiennent encore : & que pour prévenir l'effusion du sang Chrétien, & tous les événemens de Guerre capables de troubler le progrès de cette Négociation ; & pour mieux assurer le Commerce de nos Royaumes, & des Etats qui en dépendent, il a été convenu entre nous & Sa Majesté Très-Christienne, de ce qui suit, savoir :

Qu'il y aura une Suspension générale de toutes Actions & Entreprises Militaires, & de tous actes d'hostilité en général, entre les Armées, Troupes, Flotes, Escadres, & Vaisseaux de Sa Majesté de la Grande Bretagne & du Roi Très-Christien pendant le terme de quatre Mois, à commencer du 22. du présent mois d'Août, jusqu'au 22. du mois de Décembre prochain.

Et pour prévenir tous sujets de plaintes & de disputes qui pourroient naître à l'occasion des Vaisseaux, Marchandises, ou autres Effets qui seroient pris par Mer pendant le tems de la Suspension, il a été convenu reciproquement, que les Vaisseaux, Marchandises & Effets qui seront pris dans la Manche & dans les Mers du Nord, après l'espace de 12. jours, à compter depuis le 19. du présent mois d'Août, auquel le susdit Traité de Suspension a été signé ; & que tous les Vaisseaux, Marchandises & Effets qui seront pris après six semaines, depuis ledit 19. jour d'Août, au delà de la Manche, des Mers Britanniques & des Mers du Nord, jusqu'au Cap S. Vincent, ou au delà dudit Cap, jusques à la Ligne, soit dans l'Océan ou dans la Méditerranée, seront rendus des deux côtés.

Nous avons trouvé à propos, de l'avis de Notre Conseil Privé, de notifier le contenu ci-dessus à tous Nos bons Sujets ; & nous leur déclarons, que Notre Volonté Royale & Notre Plaisir est, & nous ordonnons & commandons expressement à tous Nos Officiers, tant par Mer que par Terre, & à tous Nos autres Sujets de quelque qualité qu'ils soient, d'empêcher tous actes d'hostilité, soit par Mer, soit par Terre, contre Sa Majesté Tres-Christienne, ses Vaisseaux ou Sujets, durant ledit espace



ANNO de quatre mois, sous peine d'enourir Notre plus grande indignation. Donné à notre Château de 1712. Windsor le 29. Août 1712., &c.

A Windsor le 29. Août 1712.

*Sa Très-Excellente Majesté la Reine étant en son Conseil.*

POUR prévenir les inconvéniens auxquels les Sujets de Sa Majesté pourroient être exposez, faute de ne pas entendre la teneur ou l'effet de sa Proclamation Royale, qui déclare la Suspension d'Armes, tant par Mer que par Terre, arrêtée entre Sa Majesté & le Roi Très-Chrétien, & qui en ordonne l'observation; & pour l'avancement & la sûreté du Commerce de ses bons Sujets pendant ladite Suspension d'Armes: Il a plu à Sa Majesté de déclarer, qu'aussi tôt que les Passports pourront être échangés, on les délivrera à ceux de ses Sujets qui en désireront pour leurs Vaisseaux, Biens, Marchandises & Effets, en observant exactement les divers Actes du Parlement qui subsistent encore, par rapport au Commerce & à la Correspondance avec la France.

EDWARD SOUTHWELL.

*Convention pour expliquer l'Article III. de la Suspension d'Armes entre la FRANCE & l'ANGLETERRE, à l'égard des prises qui se pourront faire par Mer par delà la Ligne. Faite à Fontainebleau le 24. d'Aout 1712. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. V. pag. 23.]*

COMME il est porté par l'Article 3. du Traité de Suspension d'Armes, que les Vaisseaux Marchands ou autres Effets, qui seroient pris de part & d'autre par Mer au delà de la Ligne, & dans tous les autres endroits du monde &c. suivant la dernière Clause dudit Article après l'expiration de six mois, seront réciproquement restitués; pour prévenir toute équivoque & tout embarras, qui pourroient naître, & toutes les difficultés, qu'on pourroit former sur le fondement que la suspension n'étant que de quatre mois, les prises qui seront faites dans lesdits endroits au bout de six mois seront bonnes, il a été convenu, si malheureusement, ce qu'à Dieu ne plaise, la Guerre recommençoit encore entre LL. MM. Britannique & Très Chrétienne, que la même suspension de quatre mois sera observée au delà de la Ligne, & dans les autres endroits marqués en général par la dernière Clause de l'Article 3. en sorte que ladite suspension commencera dans ces mêmes endroits le vingt-deuxième Février 1713. pour être observée jusqu'au vingt deuxième Juin de la même Année 1713. quoiqu'il arrive en Europe: Et les Ratifications de ce présent Article seront échangées de part & d'autre dans le terme de quinze jours, ou plutôt s'il est possible. Fait à Fontainebleau le vingt-quatrième Aout Mil sept cens douze.

(L. S.) BOLINGBROKE.  
(L. S.) COLBERT DE TORCY.

CXXXV.

1. Sept. *Traité d'Alliance entre LOUIS XIV. Roi de France & CHARLES XII. Roi de Suede. Fait à Bender le 1. de Septembre 1712.*

ARTICLE I.

SA Majesté Tres-Chrétienne promet d'employer tout son pouvoir à la Porte Ottomane, pour l'engager à rompre de nouveau avec le Czar de Moscovie, & à embrasser les intérêts de Sa Majesté Suedoise: Pour cet effet les ordres en seront amplement donnez & expédiés aux Ministres de S. M. T. C. à ladite Porte, & particulièrement au Sieur des Auteurs: On y fera aussi tenir & déboursier les sommes nécessaires pour cela, le tout aux dépens de S. M. T. C.

ANNO 1712.

II. Sa Majesté Suedoise sera tenue pour Garant de la parole du Roi Stanislas, & des Senateurs de son parti, savoir que lors qu'il sera retabi dans son Royaume, on cèdera à la Porte Ottomane la Ville & le Château de Caminiec, & toute cette partie de la Podolie qui en dépend du côté du midi, que la Porte a conquise & possédée avant la Paix de Carlowitz; & cela à perpétuité sans pouvoir jamais être réclamée pour quelque raison ou prétexte que les evenemens des affaires puissent suggerer.

III. Surquoi d'un autre côté la Porte Ottomane sera obligée & engagée à forcer le Czar de Moscovie à restituer à la République de Pologne, le Palatinat, la Ville & le Château de Kiovie avec ses Dependances & toutes les Places à la droite du Boristhene, qui ont ci-devant appartenu à la République de Pologne.

IV. Ladite Porte Ottomane obligera le Czar de Moscovie à ne plus se mêler en aucune maniere des affaires de la Pologne & de celles des Cosaques de l'Ukraine qui doivent rester dans leur ancienne & entiere liberté.

V. S. M. T. C. fera donner un Million de livres à la requisiion de S. M. Suedoise pour les Adhérens du Roi Stanislas en Pologne & le Sieur de Bosenval à Danzig les fera payer & déboursier en deux termes, dont le second sera un mois après le premier.

VI. En cas que la Paix d'Allemagne ne soit pas conclue cette année (à laquelle pourtant S. M. T. C. malgré ses grands avantages a bien voulu donner les mains. pour le bien commun de la Chrétienté selon les très justes & équitables dispositions de la Reine de la Grande Bretagne) S. M. Suedoise fera tenu après avoir joint & ramassé ses Troupes, & retabi les affaires en Pomeranie, d'entrer dans la Silésie & la Misnie selon le premier Accord, réitéré & confirmé de Bender le 17. Octobre 1710.

VII. En échange S. M. T. C. promet & s'oblige de faire payer à S. M. Suedoise ponctuellement tous les Mois 100 mille Ecus argent de France, à compter du premier jour que S. M. Suedoise entrera avec l'Armée dans les susdits Pais, jusqu'à celui qu'Elle en sortira, ou que la Paix se fera. Fait à Bender le 1. de Septembre 1712.

CXXXVI.

*Renunciacion jurada de FELIPE Duque de Anjou como Rey de España a la Corona de Francia por el y todos sus Descendientes perpetuamente, a favor del Duque de BERRI, y otros Principes de la Sangre de Francia, cadauno segun su grado, con clausula de incompatibilidad entre los dos Coronas, de suerte que jamas puedan ballarse unidas en una misma persona; A cuio fin, el Duque de SABOYA, y todos los Principes de su Casa, son llamados para succeder a la dicha Corona de España, en caso de quedar totalmente estinguida la linea de Felipe. Fecha en Madrid a los 5. Noviembre 1712. Reiterada y confirmada al Buenretiro a los 7. del mismo mes de Noviembre 1712. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. II. pag. 164. en Espagnol & en François. Feuille volante imprimée à Londres, en Espagnol, en François. & en Anglois par autorité publique chez Benj. Tooke & Joh. Barberoa, l'an 1713. in 4.]*

5. Nov.

EL REY.

POR quanto en cinco de Noviembre de este año de mil setecientos y doze, ante D. Manuel de Vadillo y Velasco mi Secretario de Estado y Notario mayor de los Reynos de Castilla y Leon, y testigos, otorgue, jure y firme el Instrumento publico del tenor siguiente que a la letra es como se sigue.  
D. Phelipe por la gracia de Dios Rey de Castilla, de Leon, de Aragon, de las dos Sizilias, de Hierusalem, de Navarra, de Granada, de Toledo, de Valencia, de Galicia, de Mallorca, de Sevilla, de Zerdeña, de Cordoia, de Corzeja, de Mur-

ANNO 1712. Murcia, de Jaen, de los Algarves, de Algecira, de Gibraltar, de las Islas de Canaria, de las Indias Orientales y Occidentales, Islas y Tierra firme del Mar Oceano, Archiduque de Austria, Duque de Borgoña, de Bravante y Milan, Conde de Alsburg, de Flandes, Tirol y Barcelona, Señor de Vizcaya y de Molina &c. Por la relacion y noticia de este Instrumento y escritura de renunciação y desistimiento, y para que quede en perpetua memoria, hago notorio y manifiesto a los Reyes, Príncipes, Potentados, Republicas, Comunidades y personas particulares, que son y fueren en los siglos venideros, que siendo unos de los principales supuestos de los Tratados de Paz pendientes entra la Corona de España y la de Francia, con la de Inglaterra, para zimentar la firme y permanente, y proceder a la general sobre la maxima de asegurar con perpetuidad el universal bien, y quietud de la Europa en un equilibrio de Potencias, desuerte que unidas muchas en una, no declinase la valanza de la defcada igualdad, en ventaja de una, apeligro y recelo de las demas: se propuso y into por la Inglaterra, y se combino por mi parte, y la del Rey mi Abuelo, que para evitar in qualquier tiempo la union de esta Monarchia, y la de Francia y la posibilidad de que in ningún caso subcediese se huviesen reciprocas renunciaciones por mi y toda mi descendencia a la subcesion posible de la Monarchia de Francia y por la de aquellos Príncipes y todas sus lineas existentes y futuras a la de esta Monarchia, formando una relacion decorosa de abdicacion de todos los derechos que pudieren azerarse para subcederle mutuamente las dos Casas Reales de esta y de aquella Monarchia separando con los medios legales de mi renuncia, mi rama del tronco real de Francia, y todas las ramas de la de Francia de la troncal derivacion de la Sangre Real Española: previniendose asimismo en consecuencia; de la Maxima fundamental y perpetua del equilibrio de las Potencias de Europa, el que assi como este persuado y justifica evitar en todos casos exorbitantes la union de la Monarchia de España con la de Francia fe precaciona fe el inconveniente de que en falta de mi descendencia, se diese el caso de que esta Monarchia pudiese recaer en la Casa de Austria cuyos dominios y adherencias aun fin la union del Imperio la haria formidable: motivo que hizo plausible en otros tiempos la separacion de los Estados hereditarios de la Casa de Austria del Cuerpo de la Monarchia Española, combiniendose y ajustandose a este fin por la Inglaterra con migo, y con el Rey mi Abuelo, que en falta mia y de mi descendencia entre en la subcesion de esta Monarchia el Duque de Savoya, y sus hijos y descendientes masculinos, nacidos en constante legitimo matrimonio, y en defecto de sus lineas masculinas, el Príncipe Amedeo de Carignan y sus de hijos y descendientes masculinos nacidos en constante legitimo matrimonio, y en defecto de sus lineas el Príncipe Thomas Hermano del Príncipe de Carignan sus hijos y descendientes masculinos nacidos en constante legitimo matrimonio que por descendientes de la Infante D. Cathalina Hija de el S. Phelipe Segundo y llamamientos expessos tienen derecho claro y conocido supuesta la amistad y perpetua alianza, que se deve fomentar y conseguir del Duque de Savoya, y su descendencia con esta Corona, deviendo creer, que con esta esperanza perpetua y incesable, sea el fiel invariable de la Valanza, en que amistosamente se equilibren todas las Potencias fatigadas del sudor y incertidumbre de las batallas, no quedando algun arbitrio a ninguna de las Partes para alterar este equilibrio federal, por via de ningún Contrato de Renuncia ni retrocedon, pues combonece la razon de su permanencia la que motiva el admitir le, formandose una constitucion fundamental que regle con ley inalterable la subcesion en lo por venir, he deliverado en consecuencia de lo referido, y por el amor a los Españoles y conocimiento de lo que al fuyo de yo, y las repetidas experiencias de su fidelidad, y por retribuir a la Divina Providencia con la resignacion a su destino el gran beneficio de haver me colocado, y mantenido en el trono de tan illustres y venereritos Vasallos, el abdicar por mi, y todos mis descendientes el derecho de subceder en la Corona de Francia, desfando no apartarme de vivir y morir con mis amados y fieles Españoles, dejando a toda mi descendencia el vinculo inseparable de su fidelidad y amor; y para que esta deliveracion tenga el devido efecto, y cese el que

se ha considerado uno de los principales motivos de la Guerra, que hasta aqui ha affligido a la Europa. De mi propio motu, libre, espontanea, y grata voluntad, yo D. Phelipe por la gracia de Dios Rey de Castilla, de Leon, de Aragon, de las dos Sizilias, de Hierusalém, de Navarra, de Granada, de Toledo, de Valencia, de Galicia, de Mallorca, de Sevilla, de Zerdeña, de Cordoña, de Corfega, de Murcia, de Jaen, de los Algarves, de Algecira, de Gibraltar, de las Islas de Canaria, de las Indas Orientales y Occidentales, Islas y Tierra firme del Mar Oceano, Archiduque de Austria, Duque de Borgoña, de Bravante y Milan, Conde de Alsburg, de Flandes, Tirol y Barcelona. Señor de Vizcaya y Molina &c. Por el presente Instrumento por mi mismo, por mis herederos y subcesores, renuncio, abduco, y me desisto para siempre jamas de todas pretensiones, derechos, y titulos que yo o qualquiera descendiente mio, aya desde ahora, o pueda haver en qualquier tiempo que subceda en lo futuro a la subcesion de la Corona de Francia, y me declaro y he por excluido, y apartado, y o y mis hijos herederos y descendientes perpetuamente por excluidos e inhabilitados absolutamente y sin limitacion, diferencia y distincion de personas, grados, sexos, y tiempos de la accion y derecho de subceder en la Corona de Francia, y quiero y consiento por mi y los dichos mis descendientes que desde ahora para entones, se tenga por pasado transferido en aquel que por estar yo y ellos excluidos inhabilitados e incapaces fe hallare siguiende en grado, e inmediato al Rey pro cuya muerte vacare, y se huviere de regular y diferir la subcesion de la dicha Corona de Francia en qualquier tiempo y caso, para que la haya y tenga como legitimo y Vendadero subcesor, asi como si yo mis descendientes no huvieramos nacido, ni fuésemos en el mundo, porque por tales hemos de fer tenidos y reputados, para que en mi persona y la de ellos no se pueda considerar ni hazar fundamento de representacion activa o passiva, principio o continuacion de linea efectiva contemptiva de substancia sangre o calidad, ni derivar la descendencia o computacion de grados de las personas del Rey Christianisimo mi Señor y mi Abuelo, ni del Señor Delphin mi Padre, ni de los gloriosos Reyes sus progenitores, ni para otro algun efecto de entrar en la subcesion ni preocupar el grado de proximidad y excluir le de el a la persona que como dicho es, se allare siguiende en grado. Yo quiero consiento por mi mismo y por mis descendientes que desde ahora como entones, sea mirado y considerado este derecho, como pasado y trasfaddo al Duque de Berry mi Hermano, y a sus hijos y descendientes masculinos nacidos en constante legitimo matrimonio, y en defecto de sus lineas masculinas al Duque de Orleans mi Tio, y a sus hijos y descendientes masculinos nacidos en constante legitimo matrimonio, y en defecto de sus lineas al Duque de Bourbon mi Primo y a sus hijos y descendientes masculinos nacidos en constante legitimo matrimonio, y asi subcesivamente a todos los Príncipes de la sangre de Francia sus hijos y descendientes masculinos para siempre jamas, segun la colocacion y la orden con que ellos fueren llamados a la Corona por el derecho de su nacimiento y por consecuencia a aquel de los dichos Príncipes, que siendo como dicho es yo y todos mis dichos descendientes excluidos, inhabilitados e incapaces) se pudiese hallar mas cercano en grado inmediato despues de aquel Rey por la muerte del qual subcediere la vacante de la Corona de Francia, y quien deviere pertenecer la Subcesion en qualquiera tiempo y en qualquiera caso que pueda fer, para que el la posea como subcesor legitimo y verdadero de la misma manera que si yo, y mis descendientes no huvieramos nacido. Y en consideracion de la mayor firmeza del Añio de Abdicacion de todos los derechos y titulos che me asistan ami y o todos mis hijos y descendientes para la Subcesion de la referida Corona de Francia, me aparto y desisto especialmente del que pudo sobrevenir a los derechos de naturaleza por las Letras Patentes, o Instrumento por el qual el Rey mi Abuelo, me conservo, reservò y havillo el derecho de Subcesion a la Corona de Francia, cuyo Instrumento fue despedido en Versailles en el mes de Diciembre del año de mil setecientos, y pasado, aprobado y registrado por el Parlamento, y quiero que no me pueda servir de fundamento para los efectos en el prevenidos, y le refuto y renuncio, y le doy por



ANNO  
1712.

por nullo, irrito, y de ningún valor y por cancelado, y como si tal Instrumento no se huviese executado, y prometo y me obligo en fe de palabra real, que en quanto fuere de mi parte, y de los dichos mis hijos y descendientes, que son y serán, procuraré la observancia y cumplimiento de esta escriptura, sin permitir ni consentir que se vaya o venga contra ella, directa o indirecte en todo o en parte y me desisto y aparto de todos y qualesquiera remedios favidos o agitados ordinarios o extraordinarios y que por derecho común o Privilegio especial nos puedan pertenecer a mi y a mis hijos y descendientes para reclamar de ella y alegar contra lo futo dicho, y todos ellos los renuncio, y especialmente el de la lesión evidente e enorme y enormissima que se pueda considerar haber intervenido en la desistancia y renunciacion del derecho de poder en algun tiempo subsecuer en la referida Corona, y quiero que ninguno de los referidos remedios, ni otros de qualquier nombre y ministerio, importancia y calidad que sean nos valgan, ni nos puedan valer, y si de hecho, on con algun color quisiéremos ocupar el dicho Reyno por fuerza de armas haciendo ó moviendo guerra ofensiva o defensiva desde ahora para entónces se tenga jufgue y declare por ilícita, injusta y mal atentada, y por violencia, inbafion y usurpacion, hecha contra razon y conciencia, y por el contrario se jufgue y califique por justa, lícita y permitida la que se hiciere, o moviere por el que por mi exclusion y de los dichos mis hijos y descendientes deviere subsecuer en la dicha Corona de Francia al qual sus subditos y naturales le hayan de acoger y obedecer, hacer y prestar el juramento y omengage de fidelidad, y servirle le coma à su Rey y Señor legítimo. Y este desistimiento y renunciacion por mi y los dichos mis hijos y descendientes hà de ser firme, estable, valida e irrevocable perpetuamente para siempre jamas. Y digo y prometo que no he hecho ni haré protextacion o reclamacion en publico o en secreto en contrario que pueda impedir o disminuir la fuerza de lo contenido en esta escriptura, y que si la hiciere aun que sea jurada, no valga ni pueda tener fuerza; y para mayor firmeza y seguridad de lo contenido en esta renuncia, y de lo dicho y prometido por mi parte en ella, empeño de nuevo mi fe y palabra real, y juro solemnemente por los Evangelios contenidos en este Missal sobre que pongo la mano derecha, que yo observaré mantendrè y complirè este Acto y Instrumento de Renunciacion tanto por mi como por todos mis subsecutores herederos y descendientes en todas las clausulas en el contenidas segun el sentido y construcion mas natural, literal y evidente, y que de este juramento no he pedido ni pedirè relaxacion, y que si se pidiere por alguna persona particular, o se concediere motu proprio no usaré, ni me valdrè de ella, antes para en caso que se me conceda, hago otro tal juramento paraque siempre aya y quede uno sobre todas las relaxaciones que me fuesen concedidas, y otorgo este escriptura ante el presente Secretario Notario de este mi Reyno, y lo firmè y mandè sellar con mi real Sello, siendo testigos prevenidos y llamados el Cardenal D. Francisco de Judice Inquisidor General y Arzobispo de Montreal, de mi Consejo de Estado D. Joseph Frz. de Velasco, y Tobar Condestable de Castilla. Duque de Frias, Gentilhombre de mi Camara mi Mayordomo mayor, Copero Mayor, y Cazador mayor D. Juan Claros Alonso Perez de Gufman el Bueno Duque de Medina Sidonia Cavallero del Orden de Santi Spiritus mi Cavalterizo mayor, Gentilhombre de mi Camara y de mi Consejo de Estado, D. Francisco Andres de Venaydes Conde de Sant Ilsevan de mi Consejo de Estado y Mayordomo mayor de la Reyna. D. Carlos Homodei Laffo de la Vega Marques de Albuquerque y Conde de Casa Palma Gentilhombre de mi Camara, de Consejo de Estado y Cavalterizo mayor de la Reyna. D. Restayno Cantelmo Duque de Ponoli, Cavallero de la Orden de Santi Spiritus, Gentilhombre de mi Camara y Capitan de mis Guardas de Corps Italianas. D. Fernando de Aragon y Moncada Duque de Montalto, Marques de los Velez Comendador de Silla y Benazul en la Orden de Montesa, Gentilhombre de mi Camara y de mi Consejo de Estado. D. Antonio Sebastian de Toledo Marques de Alacera, Gentilhombre de mi Camara, de mi Consejo de Estado, y Presidente del de Italia. D. Juan Domingo de Haro y Gufman Co-

menador mayor en la Orden de Santiago de mi Consejo de Estado D. Juachim Ponce de Leon Duque de Arcos, Gentilhombre de mi Camara, Comendador mayor en la Orden de Calatrava, de mi Consejo de Estado. D. Domingo de Judize Duque de Jovenazo, de mi Consejo de Estado. D. Manuel Coloma Marques de Canales, Gentilhombre de mi Camara, de mi Consejo de Estado y Capitan General de la Artilleria de España. D. Joaquin de Solis Duque de Montellano, de mi Consejo de Estado. D. Rodrigo Manuel Manrique de Lara Conde de Frigiliana Gentilhombre de mi Camara, de mi Consejo de Estado y Presidente del de Indias. D. Ildro de la Cueva Marques de Bedmar, Cavallero de la Orden de Santi Spiritus, Gentilhombre de mi Camara, de mi Consejo de Estado, Presidente del de Ordenes, y primer Ministro de la Guerra, D. Francisco Ronquillo Brizezon Conde de Gramedo, Governado de mi Consejo de Castilla. D. Lorenzo Armanguel Obispo de Girona, de mi Consejo y Camara de Castilla y Governador del de Navarra. D. Carlos de Borja y Centellas Patriarca de las Indias, de mi Consejo de las Ordenes, mi Capitan y Linotiero mayor, y Vicario General de mis Exercitos. D. Martin de Gufman Marques de Monte Alegre Gentilhombre de mi Camara y Capitan de mi Guardia de Alavarderos. D. Pedro de Toledo Sarmiento Conde de Gondomar, de mi Consejo y Camara de Castilla. D. Francisco Rodriguez de Mendaroz queta Comisario General de Cruzada, y A. Melchior de Acolaneda Marques de Valacanas, de mi Consejo de Guerra y Director General de la Infanteria de España. Y O E L R E Y.

Yo D. Manuel de Vadillo y Velasco Cavallero de la Orden de Santiago, Comendador de Bozuelo en la de Calatrava Secretario de Estado de su Magestad Notario y Ecrivano Publico en sus Reynos y Señorios, que presentè fui al otorgamiento y todo lo demas de futo contenido doy ffe de ello. Y en testimonio de Verdad lo fiquè y firme de mi nombre en Madrid à cinco de Noviembre de mil setecientos y doze. D. MANUEL DE VADILLO Y VELASCO.

Por tanto para el resguardo de los ombenios federales de que se hace mencion en el dicho Instrumento aqui inserto, y para que conste autenticamente a todas las partes donde combenga y pretendan valerle de futo contenido, y para todos los efectos que huviere lugar en derecho y puedan derivarle de futo otorgamiento de las clausulas, condiciones y fupellos en el contenidos, da mandè despachar la presente firmando mi mano, sellada con el Sello de mis Reales armas y referendada de mi infrascripto Secretario de Estado y Notario mayor de Estos Reynos. En Buen Retiro a siete de Noviembre de mil setecientos y doze.

YO EL REY.

MANUEL DE VADILLO Y VELASCO.  
(L. S.)

CXXXVII.

Traité entre LOUIS XIV. Roi de France & 7. Nov.

JEAN V. Roi de Portugal pour une Suspension d'Armes de quatre mois entre les Couronnes de France & d'Espagne d'une part, & celle de Portugal d'autre part. Fait à Utrecht le 7. Novembre 1712. Vêtes & Memoires de la Paix d'Utrecht, Tom. II, pag. 64.

NOUS Plenipotentiaires de sa Majesté le Roy très-Chrétien, & de sa Majesté le Roy de Portugal sommes convenus,

I. Qu'il y aura une suspension generale de toutes actions militaires par terre & par mer, entre les deux Couronnes de France & d'Espagne d'une part, & celle de Portugal de l'autre, leurs Sujets, Armées, Troupes, Flottes, Elicadres, & Vaisseaux, tant en Europe, que dans tout autre pays du monde, laquelle durera l'espace de quatre mois à commencer le quinziesme du present mois de Novembre, jusques au quinziesme du mois de Mars, que l'on comptera mil sept cent treize; & Sa Majesté Très-Chrétienne le fait sçavoir, qu'elle sera observée par la Couronne d'Espagne.

ANNO 1712. II. En vertu du présent Traité, tous actes d'hospitalité cesseront entre ces trois Couronnes de châtiment pendant ledit espace de quatre mois tant par terre, que par mer & autres Eaux, en sorte que s'il arrivoit que pendant le cours de ladite Suspension, on y contrevint de part ou d'autre, soit ouvertement, par quelque entreprise, ou autre fait d'armes, soit par surprise ou intelligence secrète, en quelque endroit du monde que ce fût, même par quelque accident imprévu, cette contravention se réparera de part & d'autre de bonne foy sans delay, ni difficulté: Les Places, Vaisseaux, & Marchandises seront rendus incessamment, & les Prisonniers mis en liberté, sans qu'on demande aucune chose pour leur rançon, ni pour leur dépense.

III. Afin de prévenir tous sujets de plaintes & contestations, qui pourroient naître à l'occasion des prises faites sur mer pendant le terme de la suspension, on est convenu que les Vaisseaux de part & d'autre qui seroient pris après l'expiration des termes ci-dessus marquez à commencer du jour de la signature de ce Traité, seront entièrement rendus avec le monde, l'Équipage, les Marchandises & les autres effets qu'on y aura trouvé, sans la moindre exception, savoir ceux qu'on aura pris depuis les Côtes de Portugal jusques à la hauteur des Îles Açores & du Détroit de Gibraltar après l'espace de vingt cinq jours: Depuis le même Détroit, jusques à tous les Ports de la Méditerranée après l'espace de quarante jours: Depuis les fûdites Côtes de Portugal vers le Nord & dans lesdites Mers après cinquante jours: Depuis la hauteur des Îles des Açores jusques au vingt cinquième degré du côté du Sud après cinquante jours, & enfin après ledit vingt-cinquième degré vers toute autre partie du monde après six mois. Bien entendu que dans l'endroit où la Suspension ne peut avoir lieu que dans six mois, il est stipulé, que ladite Suspension ne commençant qu'après les fûdits six mois, elle ne finira par conséquent que dans dix mois, & à l'égard des autres endroits, on observera la même chose à proportion des termes marquez, afin que l'on y ait connoissance de ladite suspension d'armes.

IV. Tous Vaisseaux & Bâtimens desdites trois Couronnes pourront naviguer librement & jouir de la présente suspension depuis les termes ci-dessus marquez, sans être munis d'autres Passeports que de ceux de leurs Souverains, & en cas que les Marchands souhaitent d'en avoir d'autres, on leur en accordera reciproquement.

V. Sa Majesté Très-Chrétienne promet que les Articles ci-dessus de la cessation d'armes par mer seront observés par tous les Capitaines de Vaisseaux & autres Bâtimens qui ont ou auront Commission de ses Alliez; & Sa Majesté Portugaise promet que de sa part ils seront pareillement observés à l'égard de tous les Alliez de Sa Majesté Très-Chrétienne.

VI. En vertu de la présente suspension d'armes les Troupes, que Sa Majesté Portugaise a présentement en Catalogne retourneront en Portugal le plutôt qu'il sera possible, & afin que Sa Majesté Portugaise ait le tems d'envoyer les ordres au General qui commande lesdites Troupes, ladite Suspension d'Armes ne commencera pour elles que le premier Decembre prochain, auquel jour elles seront & demeureront dans l'inaction jusqu'à leur départ sans pouvoir servir ni directement ni indirectement contre les deux Couronnes; & en cas que leur retraite se fasse par terre, des Commissaires Espagnols se trouveront sur la frontière pour concerter avec le General desdites Troupes Portugaises le jour de leur départ & toutes les mesures nécessaires, afin que leur marche au travers des Etats de la Couronne d'Espagne soit la plus courte & la plus commode qu'il sera possible & que leurs logements soient réglés dans la route: Bien entendu que pendant ladite Marche on leur donnera aussi des Commissaires pour les garantir de toutes insultes; & pour leur faire fournir des vivres aussi bien que tout ce qui leur sera nécessaire au prix commun & ordinaire dans le Pays. Sa Majesté Très-Chrétienne se fait fort, qu'on aura toute l'attention possible pour la sécurité desdites Troupes, & que si par quelque accident imprévu, il arrivoit que le terme des quatre mois de la suspension vint à expirer pendant leur passage par ter-

re ou par mer, en ce cas la suspension d'armes ne laissera pas de continuer à l'égard de ces Troupes seulement jusques à ce qu'elles soient arrivées en Portugal.

VII. Les Ratifications du présent Traité seront échangées de part & d'autre dans le terme de quarante jours, ou plutôt si faire se peut, nonobstant que la suspension doive commencer au quinzième du présent mois de Novembre.

En foy de quoy & en vertu des Ordres & Pleins pouvoirs que nous soussignez avons reçus de nos Maîtres le Roy Très-Chrétien & le Roy de Portugal, avons signé le présent Traité & y avons fait apposer les Sceaux de nos Armes. Fait à Utrecht le septième Novembre mil sept cens douze.

*Étoit signé,*

HUXELLES. J. Comte DE TAROUCA.  
L. S. L. S.

D. LOUIS DA CUNBA.  
L. S.

L. S. L'ABBE' DE PO.  
LIGNAC.

L. S. MESNAGER.

CXXXVIII.

*Certificado de D. FRANCISCO ANTONIO P. Nov.*  
DE QUINCOCES Cavallero de la Orden de St. Jago, del Consejo de su Magestad, Notario y Escrivano publico, en sus Reynos: que contiene Que la Renunciacion a la Corona de Francia, a sido presentada a las Cortes de Castilla juntadas en Madrid, donde a sido aprobada y confirmada en todos sus puntos y articulos estableciendo que en adelante sea tenida y guardada como a Ley fundamental del Reyno. Fecha en Madrid a los 9. Noviembre 1712. [Sur la Copie imprimée dans le Traité de Paix, entre la France & l'Angleterre à Paris, chez François Fournier Avec Privilege du Roi, in 4. Ann. 1713. en Espagnol & en Francois.]

DON Francisco Antonio de Quincoces Cavallero del Orden de Sant Jago, del Consejo de su Magestad y su Secretario del de la Camara, y Estado de Castilla, Notario y Escrivano publico en sus Reynos y Senorios. Certifico que en consecuencia de la proposicion que el Rey nuestro Senor (Dios le guarde) hizo al Reyno junto en Cortes, representado por todos los Cavalleros, Procuradores de las Ciudades, y villas que tienen voto en ellas, en el dia cincode este presente mes y ano, en su Real Palacio de Buenretiro, y en vista del Instrumento de renuncia otorgado por Su Magestad en el mismo dia, mes y ano, ante el Señor D. Manuel de Vadillo y Velasco, Su Secretario de Estado, Notario y Escrivano publico, en todos sus Reynos y Senorios que Su Magestad le mando remitir, y se leyo y publico en junta de Cortes que tubo por si solo el Reyno en nueve de este mes acuerdo lo siguiente.

Que se forme por el Reyno, la mas reverente representacion poniendo nos a los Reales pies de Su Magestad rindiendo le inmortales gracias por los inmensos favores, conque se ha servido honrar y exaltar la Nacion Española, atencionido al mayor bien y utilidad de sus amantissimos Vassallos, procurando a esta Monarchia el alivio de la deseada paz y tranquilidad y que deseado el Reyno por su parte, contribuir a logro de la Real intencion de Su Magestad asiente, y si fuere necesario para la mayor autoridad, validacion y firmeza aprueba y confirma la Renuncia que Su Magestad se sirve hacer por si y en nombre de toda Su real descendencia a la Sucesion posible de la Monarchia de Francia con la circunstancia de haver se de executar la misma Renuncia por los Principes de aquella Real familia y su descendencia a esta Corona. Y a si mismo la exclusion perpetua de la Casa de Austria a los Dominios de esta Monarchia. Y a si mismo para en caso de faltar (loque Dios no permita) la Real descendencia de Su Magestad, el

Rr

lla-



ANNO  
1712.

llamamiento de la Casa del Señor Duque de Saboya, y de todos sus Hijos y descendientes masculinos havidosen constante legitimo matrimonio y en defecto de todas estas lineas, al Principe Amadeo de Carignan, sus Hijos y descendientes masculinos nacidos en constante legitimo Matrimonio y en su falta al Principe Thomas Hermano del referido Principe de Carignan, sus Hijos y descendientes masculinos nacidos en constante legitimo Matrimonio, que por Descendientes de la Señora Infanta Dona Cathalina Hija del Señor Phelipe Segundo y llamamientos expresos tienen derecho claro y conovido, suponiendo la amistad y perpetua alianza que se deve solicitar, y conseguir del Señor Duque de Saboya, y su descendencia con esta Corona, y que todas estas tres cosas, y cada una de ellas, las aprueba consiente y ratifica el Reyno, con las mismas calidades, condiciones y supuesto que se expresan inferien, y concluyen en el referido Instrumento de Renuncia executado por Su Magestad que queda mencionado y referido y en fin que para asegurar y establecer la firmeza de estos trados, se obligan estos Reynos con todo su poder, y fueras a hazer mantenerlas Reales Resoluciones de Su Magestad, sacrificando en su real Servicio hasta la ultima gota de su Sangre, ofreciendo a Su Magestad vidas y azienas en obsequio de su amor. Y que para eterna memoria y observancia de la Real deliberacion de Su Magestad y acuerdo del Reyno se pida en su nombre (como con efecto lo ha pedido y suplicado por representacion, y consulta hecha el mismo dia nuebe de este mes) se sirva demandar, que derogando todas las que se hallaron en contrario, se estableca, por Ley fundamental, asi las Renuncias referidas, como la exclusion perpetua de la Casa de Austria, a los Dominios de esta Corona, y el llamamientos de la Casa de Saboya a la Succession de estos Reynos en falta (que Dios no permita) de la descendencia de Su Magestad que des de luego acuerdo el Reyno, con la aprobacion de Su Magestad como fundamento en que consiste el mayor bien y utilidad de esta Monarchia, tan atendida, favorecida, y exaltada de la Real vnevolencia de Su Magestad y haviendo se conformato el Rey nuestro Señor con este acuerdo y representacion unanime, y conforme de todos los Cavalleros procuradores de Cortes del Reyno ha sido servido por Su Real Decreto de diez y siete de este mes demandar la remitir a Su Consejo supremo, juntamente con la escriptura de Renuncia, ordenandole, que luego forme, estienda y disponga, el tenor de la Ley con todas las circunstancias de claridad, y firmeza para su mas inviolable, y perpetua observancia. Como todo lo referido, mas largamente consta y pareze de los mencionados Instrumentos acuerdo y Suplica del Reyno, que vanectados a que me remito. Y esta Certificacion firmada de mi mano, sellada con el Sello de las Reales Armas de Su Magestad la doi de Su Real Orden participada, en papel del Señor Marques de Mejorada y de la Brena de Su Consejo, Gentilhombre de Su Camara, Su Secretario de Estado y del Despacho universal, en Madrid a Dies y nuebe de Noviembre de mil setecientos y doce assi firmado FRANCISCO DE QUINCOCES, y sellado de las Armas del Reyno.

## CXXXIX.

18. Nov. *Traité d'Accommodement entre Sa Majesté le Roi de DANNEMARK & la Ville de HAMBOURG. A Altena le 18. de Novembre 1712.*

SAVOIR faisons, que comme il s'est élevé entre S. Majesté Frederic IV. Roi de Danemarc, de Norwege &c. & la Ville d'Hambourg &c. plusieurs differents, qui ont engagé S. M. à faire arreter en Norwege quelques Vaisseaux & Effets de Hambourg, & à donner ordre d'enlever tous les Vaisseaux & Effets de ladite Ville par tout où ils seront rencontrés en Mer; la Ville pour prevenir à tems la continuation des autres dommages, que son Commerce pourroit encore souffrir, a souhaité ardemment de rentrer dans la faveur de S. M. & de convenir amiablement; à quoi S. M. ayant aussi été disposée. Elle a donné plein-pouvoir à Messieurs Claus Hardwig de Perkontin, Hans Statio Hagedorn, & Hans Kalpar van Platen de traiter & de conclure un Accord avec les 3. Deputés nommés par le noble Con-

seil de la Ville, savoir Messieurs Gabriel Silm, Matthieu Schlutern, & Hans Jacob Faber. Cependant, comme après diverses Conférences, on n'a pu venir à aucune conclusion, à cause que la Ville ne s'étoit pas déclarée convenablement sur les sommes exigées, quoi-qu'on eut accordé plusieurs délais; & que sur cela quelques Regimens du Roi sont entrés dans le territoire de la Ville & des Communautés & y ont pris des quartiers; lesdits Sieurs Commissaires, après avoir repris le Traité, & tenu diverses Conférences, sont enfin convenus des Articles suivans avec Messieurs les Deputez de la Ville.

I. La Ville promet de donner à S. M. Danoise, au sujet de la satisfaction exigée pour le passé, 230. mille Risdals en bons Ecus Danois, ou en bon argent courant, avec l'agio de 4. pour cent; payables à M. van Platen, Commissaire-General des Guerres, qui en donnera quittance.

II. La Ville declare, qu'elle fournira pareillement pour chaque jour, après le dernier délai, accordé depuis le 28. Octobre jusqu'au 5. Novembre, qu'on est convenu sur ce point, 2000. Risdals par jour, & ainsi pour 8. jours 16000. Risdals, en bons Ecus Danois, ou argent courant, avec l'agio de quatre pour cent; dont Elle s'entendra pareillement avec M. le Commissaire General des Guerres van Platen.

III. Et comme le noble Conseil est obligé de faire justice promptement & impartialement à un chacun, il promet aussi de l'accorder particulièrement aux Sujets de S. M. Danoise.

IV. La Ville s'oblige d'envoyer encore 2 Deputez à Coppenhague, avant la fin de cette année, pour se concilier de plus en plus l'affection inestimable de S. M. D., pour solliciter, la protection Royale en faveur de son Commerce.

V. Et d'autre part, S. M. D. promet, avec le rétablissement de sa faveur, de retirer les Troupes qui sont dans le territoire de Hambourg, dès que la Ville pourra produire la Quittance du Commissaire General des Guerres van Platen, touchant le payement de l'entière somme de 246. mille Risdals en Ecus ou argent courant, avec l'agio de 4. pour cent; De delivrer les terres de Hambourg & des Communautés, de Troupes, & de n'y laisser prendre aucuns quartiers à l'avenir.

VI. S. M. veut pareillement relâcher d'abord les Vaisseaux conduits & retenus en Norwege, avec leurs charges & équipages, sans rien pretendre pour leur relachement, sous quelque pretexte que ce soit; & pour cet effet, ordonner & enjoindre que les Vaisseaux soient relâchez sans aucun retardement.

VII. Elle veut en outre retirer les ordres, qui avoient été expédiés, pour enlever un plus grand nombre de Vaisseaux de Hambourg; & qu'en cas que de pareils ordres aient déjà été exécutés, tout ce qui aura été pris soit d'abord relâché, accordant de nouveau au Commerce de la Ville, toute protection Royale.

Pour l'exécution de cet Accord, les Commissaires Royaux & les Deputez de la Ville ont signé & ont apposé leur Sceau; & il a aussi été arrêté en conséquence, que les Ratifications en seront échangées dans 4. jours. Fait à Altena le 18. Novembr. 1712.

C. H. DE PERKENTIN.

H. S. HAGEDORN.

H. C. VAN PLATEN.

G. SILM.

M. SCHLUTERN.

H. J. FABER.

## CXL.

Renonciation avec Serment, de PHILIPPE Petit-Fils de France, Duc d'ORLEANS à la Couronne d'Espagne, & à toute esperance d'y pouvoir succeder un jour, lui, ses Enfants, & ses Descendants. Fait au Palais Royal à Paris le 19. Novembre 1712. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. II. pag. 209. Feuille volante imprimée à Londres en Anglois & en Francois par autorité publique chez Benj. Toolke & John Barberon. l'an 1713, in 4.]

ANNO 1712. PHILIPPE, PETIT-FILS DE FRANCE, Duc d'ORLEANS, DE VALOIS, DE CHARTRES ET DE NEMOURS: A tous Rois, Princes, Républiques, Potentats, Communautés, & à toutes personnes, tant présentes, que futures; FAISONS SCAVOIR par ces Présentes, que la crainte de l'union des Couronnes de France & d'Espagne, ayant été le principal motif de la présente Guerre; & les autres Puissances de l'Europe ayant toujours appréhendé que ces deux Couronnes ne fussent sur une même tesse, on a posé pour fondement de la Paix que l'on traite présentement, & qu'on espère cimenter de plus en plus, pour le repos de tant d'Etats qui se sont sacrifiés, comme autant de victimes, pour s'opposer au péril dont ils se croyoient menacés, qu'il falloit établir une espèce d'égalité & d'équilibre entre les Princes qui étoient en dispute, & séparer pour toujours, d'une manière irrévocable, les droits qu'ils prétendoient avoir, & qu'ils défendoient, les armes à la main, avec un carnage réciproque, de part & d'autre.

Que dans la vûe d'établir cette égalité, la Reine de la Grande-Bretagne a proposé, & sur ces instances il a été convenu par le Roy notre très-honoré Seigneur & Oncle, & par le Roy Catholique notre très-cher Neveu, que pour éviter en quelque temps que ce soit, l'union des Couronnes de France & d'Espagne, il seroit fait des Renonciations réciproques; savoir par le Roy Catholique Philippe V. notre Neveu, pour luy & pour tous ses Descendants à la Succession de la Couronne de France, comme aussi par le Duc de Berry notre très-cher Neveu, & par Nous, pour nous & pour tous nos Descendants à la Couronne d'Espagne; à condition aussi que la Maison d'Autriche, ny aucun de ses Descendants, ne pourroit succéder à la Couronne d'Espagne, parce que cette Maison même, sans l'union de l'Empire seroit formidable, si elle ajoutoit une nouvelle puissance à ses anciens Domaines; & par conséquent cet équilibre qu'on veut établir pour le bien de tous les Princes & Etats de l'Europe, cesseroit. Or il est certain que sans cet équilibre, les Etats souffrent du poids de leur propre grandeur; ou que l'envie engage leurs voisins à faire des Alliances pour les attaquer & pour les réduire au point, que ces grandes Puissances inspirent moins de crainte, & ne puissent aspirer à la Monarchie universelle.

Pour arriver à la fin qu'on se propose; & au moyen de ce que Sa Majesté Catholique a de sa part fait la Renonciation le cinquième du présent mois; Nous nous contentons qu'au défaut de Philippe V. notre Neveu & de ses Descendants, la Couronne d'Espagne passe à la Maison du Duc de Savoie, dont les droits sont clairs & connus; d'autant qu'il descend de l'Infante Catherine Fille de Philippe II. & qu'il est appelé par les autres Rois ses Successeurs; de sorte que son droit à la succession d'Espagne est incontestable.

Et désirant de notre côté concourir à la glorieuse fin qu'on se propose, de rétablir la tranquillité publique, & prévenir les craintes que pourroient causer les droits de notre naissance, ou tous autres qui pourroient nous appartenir: Nous avons résolu de faire ce Désistement, cette Abdiccation & cette Renonciation de tous nos droits, pour nous & au nom de tous nos Successeurs & Descendants. Et pour l'accomplissement de cette résolution, que nous avons prise de notre pure, libre & franche volonté, Nous nous déclarons & nous tenons dès-à-présent, Nous, nos enfans & Descendants, pour exclus & inhabiles, absolument & à jamais, & sans limitation, ni distinction de personnes, de degré & de sexe, de toute action & de tout droit à la Succession de la Couronne d'Espagne. Nous voulons & consentons pour nous & nos descendants, que dès maintenant & pour toujours, on Nous tienne, Nous & les nôtres, pour exclus, inhabiles & incapables, en quelque degré que nous nous trouvions, & de quelque manière que la Succession puisse arriver à notre ligne, & à toutes les autres, soit de la Maison de France, soit de celle d'Autriche, & de tous les Descendants de l'une & de l'autre Maison, qui, comme il est dit & supposé, doivent aussi se tenir pour retranchés & exclus; & que pour cette raison, la Succession de ladite Couronne d'Espagne soit censée dévolue & transférée à celui à qui la Succession d'Espagne doit être transférée, en tel cas, & en quelque temps

TOM. VIII. PART. I.

que ce soit, en sorte que nous l'ayons & tenions pour légitime & véritable Successeur, parce que ny Nous, ny nos Descendants ne devons plus être considérés comme ayant aucun fondement de représentation active, ou passive, ou faisant une continuation de ligne effective ou contentieuse de substance; sang ou qualité, ny tirer droit de notre descendance, ou de compter les degrés de la Reine Anne d'Autriche notre très-honorée Dame & Ayeule, ny des glorieux Rois ses Ancêtres: Au contraire, nous ratifions la Renonciation que ladite Dame Reine Anne a faite, & toutes les clauses que les Rois Philippe III. & Philippe IV. ont insérées dans leurs Testaments: Nous renonçons pareillement à tout le droit qui nous peut appartenir & à nos Enfans & Descendants, en vertu de la Déclaration faite à Madrid le vingt-neuvième Octobre mil sept cens trois, par Philippe V. Roy des Espagnes notre Neveu; & quelque droit qui nous puisse appartenir pour Nous & nos Descendants, Nous nous en déistons & y renonçons pour Nous & pour Eux. Promettons & Nous obligeons pour Nous, nosdits Enfans & Descendants présents & avenir, de nous employer de tout notre pouvoir pour faire observer & accomplir ces Présentes, sans permettre ny souffrir que directement ou indirectement, on revienne contre, soit en tout, soit en partie. Et nous nous déistons de tous moyens ordinaires ou extraordinaires, qui de droit commun, ou par quelque privilège spécial, pourroit nous appartenir, à Nous, nos Enfans & Descendants; auxquels moyens Nous renonçons absolument, & en particulier à celui de la lésion évidente, énorme & très-énorme que l'on peut trouver en la Renonciation à la Succession de ladite Couronne d'Espagne; & voulons qu'aucuns desdits moyens ne nous servent, ny puissent nous valoir; & que si sous ce prétexte on feroit toute autre couleur, nous voulions nous emparer dudit Royaume d'Espagne à force d'armes, la guerre que nous ferions ou exciterions, soit tenue pour injuste, illicite & indément entreprise; & qu'au contraire, celle que nous seroit celui qui, en vertu de cette Renonciation, auroit droit de succéder à la Couronne d'Espagne, soit tenue pour permise & juste, & que tous les Sujets & Peuples d'Espagne le reconnoissent, luy obéissent, le défendent, luy fassent hommage & luy prêtent serment de fidélité, comme à leur Roy, & légitime Seigneur.

Et pour plus grande assurance & sûreté de tout ce que nous disons & promettons pour Nous & au nom de nos Successeurs & Descendants, Nous jurons solennellement sur les saints Evangiles contenus en ce Missel, sur lequel nous mettons la main droite, que nous le garderons, maintiendrons & accomplirons en tout & pour tout, & que nous ne demanderons jamais de nous en faire relever: Et que si quel-que personne le demande, ou qu'il nous soit accordé, *proprio motu*, Nous ne nous en servirons, ny prévaudrons. Bien plus, en cas qu'on Nous l'accordât, nous faisons un autre serment, que celui-cy subsistera & demeurera toujours, quelque Dispense qu'on puisse nous accorder. Nous jurons & promettons encore, que nous n'avons fait ni ferons, ni en public, ni en secret, aucune Protestation ny réclamation contraire qui puisse empêcher ce qui est contenu en ces Présentes, ou en diminuer la force; & que si nous en faisons, de quelque serment qu'elles fussent accompagnées, elles ne pourroient avoir ni force ni vertu, ni produire aucun effet. Et pour plus grande sûreté nous avons passé & passons le présent Acte de Renonciation, d'Abdiccation & de Désistement, pardevant Maîtres Antoine le Moine & Alexandre le Fèvre Conseillers du Roy, Notaires Garde-Nottes & Garde-Scels au Châtelet de Paris, soussignez: en notre Palais Royal, à Paris l'an mil sept cens douze, le dix-neuvième Novembre avant midi. Et pour faire insinuer & enregistrer ces présentes par tout où il appartiendra, Nous avons constitué pour notre Procureur le porteur, & avons signé ces Présentes & leur Minute est demeurée en la possession dudit le Fèvre Notaire. Signet PHILIPPE D'ORLEANS, LE MOINE & LE FEVRE; & à côté scellé ledit jour.

NOUS Hierosime d'Argouges, Chevalier Seigneur de Fleury, Conseiller du Roy en ses Conseils, Maître des Requêtes honoraire de son Hôtel, Lieutenant Civil de la Ville, Prevôt & Vicomte

R 2

ANNO 1712.

de



ANNO de Paris, certifions à tous qu'il appartiendra, que  
1712. Maîtres Antoine le Moine & Alexandre le Pèvre  
qui ont signé l'Acte de Renonciation de l'autre  
part, font Conseillers du Roy, Notaires au Châ-  
teau de Paris, & que foi doit être ajoutée, tant  
en Jugement que dehors, aux Actes par eux re-  
çus. En foi de quoi nous avons signé ces Pré-  
sentes, icelles fait contresigner par notre Secré-  
taire, & apposer le cachet de nos Armes. A Paris  
le vingt-un Novembre mil sept cens douze; Signé  
D'ARGOUES, & plus bas par mondit Seigneur  
BARBEY, & scellé.

## CXLI.

24. Nov. Renonciation avec Serment de CHARLES FILS  
de France Duc de BERRY à la Couronne  
d'Espagne, & à tout Droit d'y pouvoir un jour  
succéder, lui ou ses Descendants à perpétuité.  
A Marly le 24. Novembre 1712. [Actes &  
Memoires de la Paix d'Utrecht Tom. II.  
pag. 199. Feuille volante imprimée par au-  
thorité publique à Londres chez Benj. Toole  
& Job. Barbon l'an 1713. in 4.]

CHARLES, FILS de France, Duc de Berry,  
d'Alençon, & d'Angoulême, Vicomte de Ver-  
non, Andely & Gisors, Seigneur des Chastellenies  
de Cognac & Mervins, A TOUS les Rois, Princes,  
Républiques, Communautés, & à tous autres Corps  
& Particuliers, présents & avenir, SCAVOIR FAI-  
SONS. Toutes les Puissances de l'Europe se trou-  
vant presque ruinées à l'occasion des présentes Guer-  
res, qui ont porté la désolation dans les Frontières;  
& plusieurs autres parties des plus riches Monarchies  
& autres Etats, on est convenu dans les Congrès  
& Traitez de Paix qui se négocient avec la Grande-  
Bretagne, d'établir un équilibre & des limites Poli-  
tiques entre les Royaumes dont les intérêts ont été,  
& se trouvent encore le triste sujet d'une sanglante  
dispute; & de tenir pour maxime fondamentale de  
la conservation de cette Paix, que l'on doit pour-  
voir à ce que les forces de ces Royaumes ne soient  
point à craindre, & ne puissent causer aucune jalo-  
usie; ce que l'on a cru ne pouvoir établir plus solide-  
ment qu'en les empêchant de s'étendre, & en gar-  
dant une certaine proportion; afin que les plus foibles  
étant unis, puissent se défendre contre de plus  
puissans, & le soutenir respectivement contre leurs  
égaux.

POUR CET EFFET, le Roy Notre Très-Ho-  
noré Seigneur & Ayeul, & le Roy d'Espagne, No-  
tre Très-Cher Frère, sont convenus & demeurés  
d'accord avec la Reine de la Grande-Bretagne qu'il  
sera fait des Renonciations réciproques par tous les  
Princes présents & futurs de la Couronne de France  
& de celle d'Espagne, à tous droits qui peuvent ap-  
partenir à chacun d'eux sur la Succession de l'un ou  
l'autre Royaume, en établissant un Droit habituel  
à la Succession de la Couronne d'Espagne dans la  
Ligne qui sera habilitée & déclarée immédiate à ce-  
lle du Roy Philippe V. notre Frère par les Etats  
d'Espagne, qui ont dû s'assembler pour cette fin, en  
y faisant une balance immuable pour maintenir l'é-  
quilibre qu'on veut mettre dans l'Europe; & passant  
à particulariser tous les cas prévus de l'union, pour  
servir d'exemple de tous ceux qui peuvent se rencon-  
trer, il a été aussi convenu & accordé entre le Roy  
Très-Christien, notre Frère, & le Roy Philippe V. notre Frère, & la Reine  
de la Grande-Bretagne, que ledit Roy Philippe re-  
noncera pour lui & pour tous ses Descendants à l'es-  
perance de succéder à la Couronne de France; Que  
de notre côté Nous renoncerons aussi pour Nous  
& pour nos Descendants à la Couronne d'Espagne;  
Que le Duc d'Orléans, notre Très-Cher Oncle  
sera la même chose, de sorte que toutes les Lignes  
de France & d'Espagne respectivement, & relative-  
ment, seront exclues pour toujours & en toutes  
manières de tous les Droits que les Lignes de Fran-  
ce pourroient avoir à la Couronne d'Espagne, & les  
Lignes d'Espagne à la Couronne de France; Et en-  
fin que l'on empêchera, que sous prétexte desdites  
Renonciations, ni sous quelque autre prétexte que ce  
soit, la Maison d'Autriche n'exerce les Prétentions  
qu'elle pourroit avoir à la Succession de la Monar-

chie d'Espagne; d'autant qu'en unissant cette Monar-  
chie aux Pays & Etats héréditaires de cette Maison,  
elle seroit formidable, même sans l'union de l'Em-  
pire, aux autres Puissances qui sont entre-deux, &  
se trouveroient comme enveloppées, ce qui détruiroit  
l'égalité qu'on établit aujourd'hui pour assurer &  
affermir plus parfaitement la Paix de la Chrétienté,  
& ôter toutes jalousies aux Puissances du Nord & de  
l'Occident, qui est la fin qu'on se propose par cet  
équilibre politique, en éloignant & excluant ainsi  
toutes ces branches, & appelant à la Couronne  
d'Espagne au défaut des Lignes du Roy Philippe V.  
notre Frère & de tous ses Enfants & Descendants,  
la Maison du Duc de Savoie qui descend de l'In-  
fante Catherine Fille de Philippe II. Ayant été con-  
sidéré qu'en faisant ainsi succéder immédiatement la-  
dite Maison de Savoie, on peut établir comme dans  
son centre cette égalité & cet équilibre entre ces  
trois Puissances, sans quoy on ne pourroit éteindre  
le feu de la Guerre qui est allumé, & capable de tout  
ruiner.

VOULANS donc concourir par notre Désiste-  
ment & par l'Abdication de tous nos Droits, pour  
Nous, nos Successeurs & Descendants, à établir le  
repos universel, & assurer la Paix de l'Europe, par-  
ce que Nous croyons que ce moyen est le plus sûr  
& le plus précis dans les terribles circonstances de  
ce tems; Nous avons résolu de renoncer à l'es-  
perance de succéder à la Couronne d'Espagne, & à  
tous les droits qui nous y appartiennent & peuvent  
appartenir par quelque titre ou moyen que ce soit;  
Et afin que cette résolution ait tout son effet, &  
aussi au moins de ce que le Roy Philippe V. notre  
Frère, a de sa part fait sa Renonciation à la Cou-  
ronne de France le cinquième du présent mois de  
Novembre, de notre pure, libre & franche Volonté,  
& sans que nous y soyons induits par aucune  
crainte respectueuse, ni par aucun autre égard, que  
ceux ci-dessus exposés; Nous Nous déclarons, &  
tenons dès maintenant; Nous, nos Enfants & Des-  
cendants, pour exclus & inhabiles absolument à  
jamais, sans limitation ni distinction de personnes,  
de degré, ni de sexe; de toute action & de tout  
droit à la Succession de la Couronne d'Espagne;  
Nous voulons & consentons, pour Nous, nosdits  
Enfants & Descendants, que dès maintenant & pour  
toujours, on nous tienne, Nous & eux, en con-  
séquence des Présentes, pour exclus & inhabiles, de  
même que tous les autres Descendants de la Maison  
d'Autriche, qui comme il a été rapporté & supposé,  
doivent aussi être exclus en quelque degré que nous  
nous trouvions les uns & les autres, & que la Suc-  
cession nous arrive, notre Ligne, celle de tous nos  
Descendants & toutes les autres de la Maison d'Es-  
pagne, comme il a été dit, devant en être séparées  
& exclues: Que par cette raison le Royaume d'Es-  
pagne soit censé dévolu & transféré à qui la Succe-  
ssion doit en tel cas être dévolue & transférée en  
quelque tems que ce soit; Enforte que nous l'ayons  
& tenions pour légitime & véritable Successeur, par-  
ce que par les mêmes raisons & motifs; & en con-  
séquence des Présentes, Nous, ni nos Descendants  
ne devons plus être considérés, comme ayant au-  
cun fondement de représentation active ou passive,  
ou faisant une continuation de Ligne effective ou  
contentieuse de substance, sang ou qualité, ni même  
tirer droit de notre descendance, ni compter nos  
degrés des Personnes de la Reine Marie Therese  
d'Autriche, notre Très-Honorée Dame & Ayeule,  
de la Reine Anne d'Autriche notre Très-Honorée  
Dame & Bisayeule, ni des glorieux Rois leurs An-  
cêtres; Au contraire, Nous ratifions les clauses de  
leurs Testaments & les Renonciations faites par les-  
dites Dames nos Ayeules & Bisayeules; Nous  
renonçons pareillement au droit qui nous peut ap-  
partenir & à nos Enfants & Descendants, en vertu du  
Testament du Roy Charles II. qui nonobstant ce  
qui est rapporté ci-dessus, nous appelle à la Succe-  
ssion de la Couronne d'Espagne, la Ligne de Philip-  
pe V. venant à manquer; Nous nous désistons  
donc de ce droit, & y renonçons, pour Nous, nos  
Enfants & Descendants, Promettons & Nous obli-  
geons pour Nous & nosdits Enfants & Descendants,  
de Nous employer de tout notre pouvoir pour faire  
accomplir ce présent Acte, sans permettre ni souffrir  
que directement ni indirectement on revienne contre  
soit en tout, soit en partie, & Nous nous désistons  
de tous moyens ordinaires ou extraordinaires, qui  
de

ANNO de droit commun ou par quelque privilège spécial  
1712. pourroient nous appartenir, à Nous, nos Enfants &  
Descendants, auxquels moyens Nous renonçons aussi  
absolument, & en particulier à celui de l'évidente,  
énorme & très-énorme lésion qui se peut trouver en  
ladite Renonciation à la Succession de la Couronne  
d'Espagne; Et Voulons qu'aucun d'icelles moyens  
n'ait, ni ne puisse avoir d'effet; Et que si fous ce  
prétexe ou toute autre couleur, Nous voulions  
nous emparer dudit Royaume à force d'Armes, la  
Guerre que Nous ferions ou exciterions, soit tenue  
pour injuste, illicite, & indûment entreprise, &  
qu'au contraire la Guerre que nous feroit celui qui  
en vertu de cette Renonciation auroit droit de suc-  
ceder à la Couronne d'Espagne, soit tenue pour  
permise & juste, & que tous les Sujets & Peuples  
d'Espagne le reconnoissent, luy obéissent, le défen-  
dent, luy fassent hommage & luy prêtent serment  
de fidélité, comme à leur Roy & légitime Sei-  
gneur.

Et pour plus grande sûreté de tout ce que Nous  
disons & promettons pour Nous, & au Nom de  
nos Enfants & Descendants, Nous jurons sollemnel-  
lement sur les Evangiles contenus au Missel, sur  
lequel Nous mettons la main droite, que Nous le  
garderons, maintiendrons & accomplirons en tout  
& pour tout; Que Nous ne demanderons jamais de  
Nous en faire relever; & que si quelqu'un le de-  
mande pour Nous, ou qu'il nous soit accordé, *mon-  
ta proprio*, Nous ne nous en servirons, ni prévaun-  
drons; Bien plus, en cas qu'on Nous l'accordât,  
Nous faisons d'abondant cet autre serment, que ce-  
luy-cy subsistera & demeurera toujours, quelques dif-  
ficultés qu'on puisse nous accorder; Nous jurons  
& promettons aussi que Nous n'avons fait ni fe-  
rons, ni en public, ni en secret aucune protestation  
ni réclamation contraires, qui puissent empêcher ce  
qui est contenu en ces Présentes, ou en diminuer la  
force; Et que si Nous en faisons, de quelques ser-  
mens qu'elles fussent accompagnées, elles ne pour-  
ront avoir ni force ni vertu, ni produire aucun  
effet.

En foy de quoy, & pour rendre ces Présentes au-  
thentiques, elles ont été passées pardevant Mes-  
sieurs Alexandre le Fèvre, & Antoine le Moine, Con-  
seillers du Roy, Notaires Gardes-nottes de Sa Ma-  
jesté, & Gardes-Scel au Châtelet de Paris soussi-  
gnés, lesquels ont du tout délivré le présent Acte.

Et pour faire publier & enregistrer ces Présentes  
par tout où besoin sera, Monseigneur le Duc de  
Berry a constitué ses Procureurs généraux & spé-  
ciaux les Porteurs des expéditions par *Duplicata* d'icel-  
les, auxquels Mondit Seigneur en a donné Pou-  
voir & Mandement spécial par cesdites Présentes.  
A Marly le vingt-quatrième jour de Novembre mil  
sept cens douze, avant midi & a signé le présent  
*Duplicata* & un autre, & leur Minute demeurée au-  
dit le Moine Nostre. Signé CHARLES. LE FE-  
VRE & LE MOINE; Et à côté, scellé ledit jour.  
Ensuite est écrit: Nous Hierôme d'Argouges,  
Chevalier Seigneur de Fleury, Conseiller du Roy  
en ses Conseils, Maître des Requestes honoraire  
de son Hôtel, Lieutenant Civil de la Ville, Pré-  
posé & Vicomte de Paris; certifions à tous qu'il  
appartiendra, que Messieurs Alexandre le Fèvre &  
Antoine le Moine qui ont signé l'Acte des autres  
parts, sont Conseillers du Roy, Notaire Gardes-  
nottes de Sa Majesté & Gardes-Scel au Châtelet  
de Paris, & que foy doit être ajoutée tant en Juge-  
ment que dehors aux Actes par eux reçus; En foy  
de quoy Nous avons signé ces Présentes, icelles  
fait contresigner par notre Secrétaire, & apposer le  
cachet de nos armes. A Paris ce vingt-quatrième  
Novembre mil sept cens douze.

Signé,

D'ARGOUGES;

Et plus bas;

Par Mondit Seigneur BARBEY.

Et scellé.

CXLII.

14. Dec. Prorogation pour quatre mois, de la Suspension d'Ar-  
mes auparavant conclue, entre la FRANCE,

L'ESPAGNE, & L'ANGLETERRE. 1712.  
Versailles le 14. Décembre & à Londres le 7 du  
même mois 1712. Avec la PROCLAMA-  
TION faite à Paris suivant l'Ordre du Roi don-  
né à Versailles le 15. Décembre 1712. [Actes  
& Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. II.  
pag. 161.]

COMME un Traité de Suspension d'Armes tant  
par Terre que par Mer, ou autres Eaux, a été  
fait entre leurs Majestés Très-Chrétiennes & Britan-  
nique, & signé à Paris 19. d'Août 1712. pour le  
terme de 4. mois, à commencer le 22. dudit mois  
d'Août: Et comme ladite Suspension expirera le 22.  
jour de ce présent mois de Décembre, nouveau stile,  
leurs Majestés le Roi Très-Chrétien, & la Rei-  
ne de la Grande-Bretagne, étant du même sentiment  
qu'Elles étoient alors, & ayant les mêmes vûes pour  
le bonheur de la Chrétienté, ont jugé nécessaire de  
prévenir tous les evenemens de la Guerre, capables  
de troubler les mesures qui ont été prises pour par-  
venir au bien général qu'Elles se proposent: Et pour  
ces raisons & autres, ont agréé & consenti, comme  
elles agréent & consentent par ces Présentes, de  
prolonger & continuer ladite Suspension d'Armes  
pour le terme de 4. mois, à commencer dudit 22.  
de ce présent mois de Décembre nouveau stile, & à  
durer jusqu'au 22. du mois d'Avril de l'an 1713.  
nouveau stile, en sorte que ledit Traité de Suspendi-  
on d'Armes conclu à Paris le jour susdit, sera  
continué & prolongé en toutes manières, sans au-  
cune interruption ou obstruction pour le terme sus-  
mentionné, comme s'il étoit renouvelé & inséré ici  
de mot à mot.

En foy dequoy Nous avons signé les Présentes, &  
y avons apposé les Sceaux de nos Armes. Fait à  
Versailles, le 14. Décembre, & à Londres le 7. Dé-  
cembre 1712.

(L. S.) COLBERT DE TORCY.

(L. S.) BOLINGBROKE.

Proclamation de la Prorogation de la Suspension  
d'Armes entre la France & l'Angleterre.

DE PAR LE ROI.

ON fait à savoir à tous qu'il appartiendra, que la  
Suspension d'Armes accordée le 22. du mois  
d'Août dernier, entre Très-Haut, Très-Excellent,  
& Très-Puissant Prince, Louis, par la grace de  
Dieu, Roi de France & de Navarre, notre Souver-  
rain Seigneur: & Très-Haute, Très-Excellente, &  
Très-Puissante Princesse, Anne, Reine de la Grande  
Bretagne, leurs Vassaux, Sujets, Serviteurs, en tous  
leurs Royaumes, Pais, Terres & Seigneuries de  
leur obéissance, pour durer pendant le tems de 4.  
mois, commençant le 22. jour dudit mois d'Août  
dernier, & finissant le 22. du présent mois de Dé-  
cembre, a été prorogée & continuée pour l'espace  
de 4. autres mois, commençant ledit jour 22. du  
présent mois de Décembre, & finissant le 22. Avril  
prochain 1713. Pendant lequel tems il est défendu  
aux Sujets de Sa Majesté, de quelque qualité &  
condition qu'ils soient, d'exercer contre ceux de la  
Reine de la Grande-Bretagne, aucun Acte d'hostilité  
par Terre, par Mer, sur les Rivières ou autres  
Eaux, & de leur causer aucun préjudice ni domma-  
ge, à peine d'être punis sévèrement comme pertur-  
bateurs du repos public. Et afin que personne n'en  
pretende cause d'ignorance, ordonne Sa Majesté  
que la Présente sera lûe, publiée & affichée par tout  
où besoin sera.

Fait à Versailles le 15. Décembre 1712.

Signé,

LOUIS.

Et plus bas:

COLBERT.

Rr 3

XLIII.



ANNO

LXLIII.

1713.

27. Janv.

Tractat, so zwischen dem Herzog und Administratorem zu Holstein-Gottorf / und dem Schwedischen General Feldmarschall Grafen von Steenbock / im Nahmen Sr. Königl. Majest. von Schweden / geschlossen worden; wodurch der Schwedischen Armée, sich unter die Bestung Tönningen zu retiriren unter gewissen Bedingungen promittirt wird. Den 21. Januar annó 1713. [Sur l'Imprimé a Coppenhague in vero Königlichem Maj. und Univ. privilegirten Buchdruckerey in Folio.]

C'est-à-dire,

*Traité entre le Duc Administrateur de HOLSTEIN-GOTTORP, & le Comte de STEENBOCK Maréchal de Camp du Roi de SUEDE, par lequel Son A. S. promet de donner accès & refuge aux Troupes de Sa Majesté sous le Canon de Tönningue à certaines conditions. Fait le 21 Janvier 1713.*

Wissen ic. Demnach Ihr. Königl. Majest. zu Schweden Hochberrauter Rath wie auch verordneter General en Chef und Ober-Commandeur über dero in Teutschland stehende Armée, Herr Graf Magnus Steenbock von des Herrn Bischoffen zu Lübeck auch Herzogen und Administratorem zu Schleswig-Holstein / Herrn Christian August Hochfürstl. Durchl. inständigst verlangt / Ihn und dero unter seinem Commando stehenden Königlichen Armée zu vergütten / sich auf etwa benötigten Fall des Schutzes der Bestung Tönningen zu bedienen. Se. Excellenz der Herr Graf auch Sr. Hochfürstl. Durchl. zu motifs vorgestellt / wie eines theils bey der so gar nahe heran rückenden combinirten sehr überlegenen Feindlichen Krieges-Macht die Königl. Schwedische Armée der äußersten Gefahr exponirt stünde; Und dann des Ihr. Administratoris Hochfürstl. Durchl. ihres Ohres nicht ermangeln wollen / nach des Fürstl. Hauses unverbrüchlichen attachement vor die Cron-Schweden / bey einer so importanten Gelegenheit einen guten Willen und treuen Dienst-Lyffer an den Tag zu legen; Gleichwohl aber dieselben diese Sache so delicat und von grosser Wichtigkeit zu seyn befunden / daß Sie alle nur ersinnliche Präcautiones dabey zu nehmen vor unumgänglich nöthig erachtet; Als haben hochbesezte Ihr. Durchl. mit obwohlermelten Königl. Schwedischen hochberrauten Rath / General en Chef, und Ober-Commandeurs Hr. Grafen Magni Steenbocks Excellenz sich folgender Punkte vereinbahrer und verglichen.

## I.

Consentiren Se. Durchl. / daß der Hr. Graf Steenbock unter denen Etäten und Schutz der Bestung Tönningen seine Magazins vor die Königl. Armée formiren möge / gleich wie dann auch

## II.

Die gesammte unter des Hr. Grafen Com-

mando stehende Königl. Schwedische Armée, ANNO  
falls dieselbe von Ihrem Feinde solte in die Enge  
getrieben werden / solchen Schutzes unter besagter  
Bestung zu gewärtigen haben solle. 1713.

## III.

Wann der Hr. Graf Steenbock ein Treffen zu halten genöthiget würde / und wieder Vermuthen dabey den Kürzen zöge / soll derselbe ebenfals vor sich und seines Königs Armée des gedachten Schutzes unter der Bestung Tönningen zu gewärtigen und zu genießen haben.

## IV.

Die hiezu befußige Ordres sollen dem Herrn Grafen bey Vollziehung gegenwärtiger Convention wirklich zu handen gestellt werden.

## V.

Dahingegen versprechen des Königl. Herrn Raths General en Chef und Ober-Commandeurs Grafen Steenbock Excellenz in Krafft dieses im Nahmen Ihr. Königlichen Majest. zu Schweden bey treuen wahren Worten / Ehr und gutem Glauben / da durch die Formirung der Magazinen / durch die wirkliche Bequartierung und durch die Föhrung des Krieges hiesige Fürstl. Landen in totalen Ruin gesetzt werden auch wann der Calus existiren solte / daß die Königl. Schwedische Armée sich unter die Etäte von Tönningen setze / und daselbst den versprochenen Schutz genöthe / leicht zu erachten / daß Königl. Dänmischer Seits man solches für einen öffentlichen Frieden-Bruch nehmen / und nicht nur die Fürstl. Lande feindlich tractiren / sondern selbige gar unter seine Vorhänffigkeit zu bringen / und sie des Herrn Herzogens Carl Friderichs Durchl. gänzlich zu entziehen bedacht seyn würde / daß dannenhero Sr. Königl. Majest. zu Schweden keinen Frieden mit der Cron Denemarc eingehen noch machen sollen noch wollen / bevor das Fürstl. Haus nicht nur vollkömmblich restituirt / sondern auch wegen des erlittenen Schadens zünftiglich indemnifirt und demselben deßfalls wenigstens das Umte Segeberg zu sambe der Grafschafft Pinneberg von der Cron Denemarc cedirt und eingeräumt worden.

## VI.

Bist weniger wil und soll der Hr. Graf Steenbock mit seiner unterhabenden Armée, wann Seine Excellenz der Bestung Tönningen sich solten gebraucht haben / auf hiesigen Landen wegmarchiren / ehe und bevor der Friede mit der Cron Denemarc auf jetzt vorbesagtem Fuß wird erfolgt seyn; daferte aber Se. Excellenz der Bestung Tönningen sich zu Ihrem und der Königl. Armée Schutz gar nicht bedienet haben / sondern die Bestung gang vordrey gegangen seyn solten / so daß das Fürstl. Haus bey seiner völligen Neutralität bleiben könte; So wollen Se. Excellenz Ihnen auch alle Freyheit reservirt haben / mit der Königl. Armée zu marchiren / wosin Sie es gut finden möchten.

## VII.

Ferner verspricht der Hr. Graf Steenbock Nahmens Ihr. Königl. Majest. zu Schweden / daß Ihr. Majest. diejenige Willfährigkeit / so des Hr. Administratoris Durchl. demahlen Vermöge der ersten vier Article dieser Convention bewiesen / gegen Se. Hochfürstl. Durchl. ins besondere und gegen dero Fürstl. Familie mit aller ersinnlichen Danknehmung erkennen / auch Se. Durchl. und dero Familie von solcher Reconnoissance reelle Proben durch thätige Gegen-Bezeugungen geben / und andey Sr. Durchl. alle

alle Satisfaction wegen des Schadens / so Ihro aus obiger Entschliessung und Deference vor  
713. Se. Königl. Majest. zukommen möchte / verschaffen wollen und sollen.

## VIII.

Und weilen vorbesagter massen es leicht dahin kommen dürfte / daß nicht nur die Fürstlichen Lande ruiniret sondern auch von auswärtiger Macht überzogen würden / und dadurch geschähen könnte / daß der Fürstl. Rente- Cammer wenig oder gar keine Inraden zuflüssen / einfolgl. des Hr. Administratoris Durchl. in dem Stande gesetzt / wurden / daß Sie weder vor Ihrer Durchl. Herzog Carl Friderich noch auch vor der eigenen Hoff = Statt die Subsistence finden / Als verspricht der Hr. Graf Steenbock hiedurch Nahmens Sr. Königl. Majest. zu Schweden / auf solchen Erfolg dasjenige / was zum nöthigsten Unterhalt ermelter beider Hof- Staaten wird erfordert werden / bis zu Ende des gegenwärtigen Krieges mit der Cron Denmark und erfolgter restitution auch indemnisation des Fürstl. Hauses baar zu fourniren.

## IX.

Berspricht der Hr. Graf Steenbock auf gute Treu und Glauben und bey allem / was einen Ehrlichen Mann in der Welt verbinden mag / daß Er gegenwärtigen Tractat niemahls anderswo als einzig und allein vor Se. Königl. Maj. zu Schweden hoben Versohn zum Vorschein bringen / noch dessen Inhalt seiner Seite zu jemanbes Wissenschaft kommen lassen / auch wegen desselben Verwahrung solche Precautionen nehmen wolle und solle / daß man deßfalls außer allen Sorgen seyn könne / und ob zwar

## X.

Wegen kurze der Zeit und Entfernung Sr. Königl. Majest. zu Schweden / dero Ratification über diesen Tractat nicht eingeholt werden können / So nimbt dennoch der Hr. Graf Steenbock auf Sich / daß alles worüber man obstehender massen conveniret ist / und was dahin stipuliret worden / von Sr. Königl. Majest. vollkündlich werde und solle genehmiget werden. Urkundlich sind von diesem Tractat zwey gleichlautende Exemplaria fertig / beyderseitig eigenhändig unterschrieben auch besiegelt / und darauf gegen einander aufgetwehlet worden. So geschähen respectiv aufm Schlosse Gottorf und zu Husum den 21ten Januarij Anno 1713.

CHRISTIAN AUGUST.

(L. S.)

G. H. F. H. v. Görtz.

Johan Baner.

H. G. z. Reventlou.

A. E. Stambke.

Separat Articul zwischen dem Herzogen und Administratorern zu Holstein-Gottorf und dem Königl. Schwed. General Feldt-Marschalln Grafen von Steenbock im Nahmen Sr. Königl. Majest. von Schweden den 21. Januar. 1713. wodurch der Schwedischen Armée sich in die Bestung Tönningen retiriren zu dürfen unter gewissen Conditionen stipuliret wird.

C'est-à-dire.

ANNO

1713.

Articles Separés par lesquels le Duc Administrateur de Holstein Gottorp promet à certaines conditions de remettre la Forteresse de Tönningen au Comte de Steenbock & aux Troupes de sa Majesté Suedoise du 21. Janv. 1713.

Uferne über Vermuthen es sich begeben sollte / daß die Königl. Schwedische Armée von ihren Feinden eine Niederlage erlitt / und der Hr. Graf Steenbock sich mit denen Königl. Troupen unter denen Stücken der Bestung Tönningen nicht sicher genug glauben sollte / sondern Er genöthiget würde / mit seinen Leuten sich in die Bestung selber zu salviren / So wollen des Hr. Administratoris Hochfürstl. Durchl. auch darin hiemit consentiret haben / Gestalt dem Hr. Grafen Steenbock solcher halb eine eventuale Ordre an den Commandanten der Bestung hieby zu gestellt wird. Darentgegen verspricht der Hr. Graf Steenbock.

## I.

Daß Er solcher Retraite in die Bestung sich nicht anders dann in dem fall der äussersten Noth / wann nemlich keine andere Rettung vor Ihm und Ihr. Königl. Majest. zu Schweden Troupen mehr übrig wäre / bedienen wolle und solle.

## II.

Verbindet sich der Hr. Graf Steenbock / daß auf dem Erfolg besagter Retraite Er sich keines Commando über die Bestung annimmt / sondern dem Commandanten darüber nach wie vor alle freye Disposition lassen solle und wolle / gleich dann auch des Hr. Grafen Excellenz über die anjeto unter dero Commando stehende Königl. Troupen alle Disposition seiner ungehindert behalten.

## III.

Nichtweniger verbindet der Hr. Graf Steenbock sich hiedurch / wann entweder der Friede mit der Cron Denmark erfolgt seyn wird / oder auch sonst Se. Excellenz mit der Königl. Schwedischen Armée sich aus hiesigen Landen wieder abziehen solten / daß Se. Excellenz alsdann die Bestung Tönningen noch vor dem Abzuge der Königl. Armée gänglich wieder evacuiren / und unter keinerlei Pretext sich dessen weigern wollen noch sollen.

## IV.

Ist verabrebet und verspricht der Herr Graf Steenbock auch / daß er sich in des Fürstl. Hauses privat und Domestig vormundtschaftl. Affaires auf keine weise weder direct noch indirecte meliren / vielweniger des zu Tönningen in der wahrsamb sendenden von Wedderkopp und dessen Sachen sich weder durch intercession noch auf einige andere Art annehmen wolle oder solle. Urkundlich ist dieser separat Articul gleich dem Haupt-Recels vom heutigen dato beyderseitig unterschrieben und besiegelt. Es soll auch derselbe von eben solcher Verbindlichkeit und Würdung seyn / als ob er dem Haupt-Recels von Wort zu Wort inferiret stünde. Geschähen respectiv auf dem Schlosse



ANNO se Gottorf und zu Hufum den 21. Januarij  
1713. Anno 1713.

CHRISTIAN AUGUST.

(L. S.)

G. H. v. Goertz.

Joh. Banner.

H. G. z. Reventlow.

A. E. Stambke.

Concordare vidi & Copiam hanc manu  
propria scripti

MARTEN LILLIEHÖÖK.

(L. S.)

Die Schwedischen Generalität über vorhersehen-  
de Tractaten ausgestelltes Attestatum.

C'est-à-dire,

Attestation des Generaux Suedois sur ce Traité.

Wir unterschriebene attestiren hiemit/ daß  
E. Excellenz der Hr. Königl. Racht und  
General en Chef, der Hr. Graf Steenbock,  
uns obenstehendes Document sub juratoria fide  
silentij communiciret hat/ und daß dieser Actus  
von Er. Durchl. dem Hrn. Herzogen Admini-  
strator durch die Hrn. Geheimbte Rächte Hr. Ban-  
ner und Graf Reventlow ist proponiret und ab-  
gehandelt worden/ sambt daß diese Copia allerdings  
über ein kommt mit dem Original, welches der Hr.  
Geheimbte Racht Banner gegen Revers zu sich  
genommen und zu Vermeidung alles soupçons  
als Commissiones von Jhr. Durchl. dem Herzo-  
gen Carl Friderich intitalizet/ wegen Sicherheit  
Lebens und Sterbens. Wir bezeugen imgleichen/  
daß Jhr. Excellenz niemahlen vorher dieses pra-  
tendiret oder sich davon geduffet haben/ ehe es die  
Geheimbten Rächte selber proponiret haben. Nach-  
demnach Wir nun alle ins gesamte und sonders  
in Ansehung jziger Zeit Conjunctionen/ gar nicht  
haben zahtsam gefunden/ nach Jstland zu gehen/  
und uns also die Einräumung von Tönningen ganz  
nöthig und unumgänglich ist/ Als soll diese Ab-  
kündlich vidimirte Copia mit der Zeit dienen zur  
justification Jhr. Excellence hiebey geführten  
Conduite und zu Verfürung aller argen List und  
Gefährde. Gegeben im Haupt Quartier zu Hu-  
fum den 25. Januarij Anno 1714.

C. E. Alfenberg. Reinholt Pattkull.

Mariscalck. J. B. Schomer.

Carl Adam Stackelberg. Carl G. Mellin.

H. Strömfelt. V. C. Bassévitz.

In Ermangelung aller Pottschafften als Zeu-  
ge.

(L. S.) A. Brahe.

Die vom Fürstl. Gottorfischen Geheimen Rath  
Banner und dem Commandanten und andern  
Officieren in Tönningen an den Königl. Schwed.  
General Feld-Marschall Grafen von Steen-  
bock geschehene Vorstellung.

C'est-à-dire,

Representation faite au Comte de Steenbock par le  
Baron Banier Conseiller intime du Duc de Hol-  
stein Gottorp & Commandant de Tönningen, avant  
l'extradition de la Place.

Demnach Wir unterschriebene in Erfahrung ge-  
kommen/ wie Er Hochgräf. Excell. wohl-  
meinende Intention dahin gieng/ die ganze Kö-  
nigl. Armée in dieser Festung zu logiren/ und  
dadurch ihre Conservation zu suchen/ Als sind  
wir so wohl auß großem Respect und Treue  
vor Jhr. Königl. Majest. von Schweden/  
als auch vor unsers Gnädigsten Fürsten und  
Herrn Interesse, wovon wir bereits reelles  
preuves abgelegt haben/ in dem wir die  
Königl. Garnison auf Ordre würcklich  
mit eingenommen/ und unsers gnädigsten  
Fürsten und Herrn Länder dadurch dero  
Feinden zur victim übergeben haben/ bewo-  
gen worden/ folgendes gehorsamst und demüthigst  
vorzustellen.

1. Weil man eine gar geringe Zeit/ so wohl  
was Magazin und Brod-Korn/ so in dieser Feste  
obhanden/ betrifft/ damit aufkommen kan/ ge-  
schweige der zum Brod-bachen allein benöthigten  
Feuerung/ so nicht über drey Wochen dauern kan/  
da dann nach forhaner Zeit der Nothen roh müste  
gegessen werden/ und da Wir ohnfehlbare in An-  
sehung der Gelegenheit/ die der Feind zu Wasser  
von Rensburg und Glückstadt hat/ ein bombar-  
dement zu befahren/ dürfte alsdann ein mehrers  
von so gedachter kleinen Provision vergehen/ und  
wann die Magazins, Mühlen nebst der durch ver-  
muthliche Feurs-brunst dadurch ruiniret würden/  
so würde man also nicht die Treue und die  
große Zele, die wir vor die Conservation  
der Königl. Armée haben/ weisen/ sondern  
augenscheinlich befahren müssen/ daß der übrige  
Rest von der Armée und die Festung nebst  
allem was darinn in die Hände und Discretion  
der grausamen Feinde exponiret und überlassen  
werden müste.

2. Betreffend Bier/ Brandtwein und Toback/  
so wird auf das höchste solches alles nicht über ze-  
hen Tage zureichen/ weil keine Feuerung/ Malz  
und Hopffen verhanden/ und als dann ein jeder  
von den Obersten bis zum niedrigsten Wasser und  
Brackwasser zu trinden necessitirt seyn würden/  
wobey eine große Desertion von den Gemeinen  
zu befürchten.

3. Da auß Mangel dessen unaufbleiblich/ indem  
in bevorstehenden Monat Martio an diesem Orth  
die Krankheiten einreissen und grassiren/ über dem  
auch bereits von einem Regiment bey die 300.  
Kranken eingebracht/ und in der Guarnison de-  
rer eine gute Anzahl obhanden/ dieser Orth auch  
also beschaffen/ daß in dem Vor-Jahr sich stets  
große Krankheiten eräugen/ also anjzo desto mehr  
zu befürchten/ daß die Leute/ so in dieser conti-  
nuirlichen Nässe/ zu mahlen 6. à 8. Tage es im-  
mer eins wegreget/ stehen und wenig Obdach und  
Pflege genieffen/ imgleichen dieses Landes Luft  
nicht ertragen können/ wegen deß ungesunden Was-  
fers/ also/ aller Menschlicher apparence nach/  
eine große Contagion und Sterben unaufbleiblich

ANNO 1713. verursachen können/ so daß auch die lebendigen kaum die Todten möchten begraben können.

Diesem nach werden Eu. Excellence gütigst überlegen/ was bey solchen Sachen vor Messures zur Conservation Ihr. Königl. Armee und der Besse Tönnigen zu nehmen.

Ob es besser die ganze Armée allhie einlegen/ und die Pferde/ worinnen doch so ein großes Capital steckt/ umbbringen zu lassen/ da in diesem ganzen Lande/ nach der totalen Verwüstung keine mehr werden zu bekommen seyn/ welches sonst an alle fremde Herrschaften hat dergleichen mittheilen können/ oder nach Eu. Excellence eigen Dessen suchen/ entweder durch hiesige Fahrzeuge/ oder mit Schlagung einer Brücken/ wie Sie selbst am rathsamsten befinden/ dadurch die Cavallerie und Infanterie, so viel davon können brüthen gemacht werden/ möglichster massen zu salveren?

Was den Rest der Infanterie, so allhie verbleibet/ betrifft/ wollen wir derselben mit Respect und Treue vor Ihr. Majest. und unserm gnädigsten Fürsten denenselben so lange Brod mittheilen als wir selbst haben/ und so lange solches dauern wird. Datum Tönnigen den 17. Februarj 1713.

Johann Baner.

Joachim Wolff. Obr. und Commandant.

Joachim von Grumbkou Obr. und Vice-Commandant.

Carl Otto von Hoepken Major von der Artillerie.

K. Clasen Ingenieur-Major.

J. v. Buchwaldt Major von der Festung.

H. Müller Cammer-Arzt und Commissarius.

Hertzog Carl Friedrichs zu Holstein Gottorf Ordre an den Commandanten in Tönnigen de Dato 23. Julij 1712. Nebst der Schwed. Generalität Attestato.

C'est-à-dire,

Ordres du jeune Duc de Holstein Gottorp au Commandant de Tönnings, Et avec le Certificat de la Generalité Suedoise.

WIR Gottes Gnaden Carl Friederich, Erbe zu Norwegen, Hertzog zu Schleswig Holstein, Stormarn und der Dithmarschen, Graf zu Oldenburg und Delmenhorst ic. Unsern gnädigsten Gruß zuvor/ Wohlinaumbaffter und Wohl. Edler Commandant, Lieber Getreuer. Als E. Königl. Majest. zu Schweden demahlen bekandter massen verschiedene Feinde zu gleich haben/ und daher leicht zu erachten stehet/ daß der Königl. Hr. Rast und Gen. Graf Steenbock, es wol mit alen nicht auf einmahl werde aufnehmen können/ sondern derselbe nach den umständen der Sachen und Conjunctionen vielleicht möchte genöthiget werden/ mit der Königl. Armée, welche unter sein Commando gegeben ist/ ins Holsteinische hinein zu dringen/ umb die Cron Densmarck desto eher zu einem billigen Frieden zu rüchren; So ist Uns zu erkennen gegeben/ wie E. Königl. Majest. der importanteste Dienst geschehen konte/ wann dem Hr. Grafen Steenbock

TOM. VIII. PART. I.

ANNO 1713. von Uns erlaubt würde/ sich unserer Bestung Tönnigen zum Schutz und Sicherheit der Königl. Armée zu bedienen/ wosfern Er es nöthig haben sollte. Nun wissen Ihr selber/ was vor Erkenntlichkeit Wir E. Königl. Majest. vor dero unzählige Liebe und Güte schuldig sind/ die Wir von Hand auf allhie genossen/ in betrachte derselben/ und in Erinnerung Unserer Erkenntlichkeit/ die Wir billig bey allen Gelegenheiten zu zeigen verbunden sind/ haben Wir kein Bedenken tragen sollen E. Königl. Majest. Dienst/ so viel an uns ist/ zu befördern. Wir beschlen Euch demnach hiemit gnädigsten Erlasses/ und bey Vermeidung von Verlust Ehre und Lebens/ daß wann der Hr. Graf Steenbock von seinen Feinden gezwungen werden sollte/ oder zu Conservation der Königl. Armée nöthig fundet/ eine sichere Retirade, entweder unter die Canonen Unserer Bestung Tönnigen/ oder auch allenthalen in der Bestung selber zu suchen/ Ihr an/ Vorzugung dieser Unserer gnädigsten Ordre so forth darinn williget/ und ohne bey Jemand erst Vorfrage zu thun/ nach dem Zustand der Sachen das eine und das andere geschehen laßet/ doch habt Ihr dabey euer Commando über die Bestung Euch nichts desto weniger zu reserviren/ und solches nach wie vor in der Bestung zu exerciren. Wir versehen uns desto zu Euch in Gnaden unsehlbarlich. Auf den Fall aber Ihr diesem Unserm Befehl nicht gehorchet/ wurdet Ihr der angezeigten Straff gewiß zu gewärtigen haben. Sonsten aber sind und bleiben Wir Euch mit Gnaden wohl beggert. Gegeben Carlsberg den 23. Julij 1712.

CARL. FRIDERICH.

(L. S.)

Der Schwedischen Generalität Attestatum über vorhergehende Ordre.

Cum autographo mihi exhibito concordanciam testor copiae hujus manu propria scriptae.

MARTEN LILLIEHÖCK.

(L. S.)

WIR unterschriebene attestiren hiemit/ daß Seine Excell. der Herr Königl. Rast und General en Chef, der Hr. Graf Steenbock, uns obenstehendes Document, sub juratoria fide silentii communiciret hat/ und daß dieser Actus von E. Durchl. dem Hertzog Administrator durch die Herrn Geheimte Rüste Hr. Baner und Graf Reventlow ohne daß Ihr. Excell. vorher es pretendiret/ ist proponiret und abgehandelt worden. Samst daß diese Copia allerdings übereinkommt mit dem Original, welches der Geheimte Rast Banner gegen Revers zu sich genommen und zu Vermeidung alles soupçons als Commissiones von Ihrer Durchl. dem Hertzogen Carl Friederich intitulirer, wegen Sicherheit Lebens und Sterbens. Nachdem mahlen wir nun alle ins gesammt und besonders in Ansehung jegiger Zeit Conjunctionen gar nicht haben rathsam gefunden/ nach Zustand zu gehen/ und uns also die Eindämmung Tönnigen ganz nöthig und unumgänglich ist. Als soll diese Unkündlich vidimirte Copia mit der Zeit dienen zur Justification Ihr. Excell.

S

hic



ANNO hieby geführten Conduite und zu Verhütung aller argen List und Gesehrde. Gegeben im Haupt-  
1713. Quartier den 25. Januarii 1713.

C. v. Aschenberg. Reinhold Pattkull.

Marfealck. J. B. Schomer.

Carl Adam Stackelberg. Carl v. Mellin.

H. Strömfelt. V. C. Bassévitcz.

In Ermangelung aller Deitschafften als Zeuge.

(L. S.) A. Brahe

# CXLIV.

30. Janv. *Fœdus inter ANNAM Magnæ Britannie Regiam, & Ordines Unitarum BELGII Provinciarum Generales, pro mutua & reciproca Guarantia, Successionis nempe ad Coronam Britannicam, in Stirpe Protestantium, & Obicis vulgo Barriere præfatis Ordinibus debite, atque adversus Galliam perquam necessarie, quem in finem, priori Fœdere, quod die 29. Octobris 1709. factum fuit, prorsus rescisso & abrogato, ad novas Conventiones, Stipulationes Coronæ Britannicæ magis acceptas, deveniunt, seseque invicem obstringunt.* (1) [Actes & Mémoires de la Paix d'Utrecht Tom. II. pag. 260. en Latin, comme icy, avec une traduction François.]

QUANDOQUIDEM in Tractatu qui super Successionem ad Coronam Magnæ Brit. atque Obicem sive Repagulum, vulgo *Barriere*, Unitarum Belgii Provinciarum 29. die Octob. 1709. inter Serenissimum Principem Dominum Annam Mag. Brit. Fran. & Hiber. Reginam, fidei Defensorem, & Celso ac præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii conclusus fuit, complures Articuli Clausulæque continentur quæ ampliorem explicationem desiderant, quæque, nisi emendationes aliquæ ex æquo adhiberentur, jam nunc damna & proinde ex his quæ hinc olim sequi poterint, commodis rationibus Subditorum dictæ suæ Regiæ Majestatis periculum allaturis videantur; alique porro extent qui posteaquam Tractatus supradictus inius est, diutius nec necessarij neque apti sunt. Cumque Art. XVII. præd. Tractatus provissum fuerit, ut Conventio quædam separatim fieret de conditionibus quibus prædicta Regia Sua Majestas, Dominique Ordin. Gen. promitterent sponderentque, sese subministraturos auxilia, quorum usus foret ad Fidei iussiones, vulgo *Guarantias*, mutuo præstandas, quæ quidem Conventio haud quaquam facta est; Antedicta Regia Maj. Mag. Brit. & Dom. Ord. Gen. Fœd. Belgii serio perpendentes quanti interit, ut nihil imperfectum, nihil obscurum restaret in Tractatu qui utrique Nationi permagni adeo momenti est; quodque nulla ineunda sit Pactio quæ Subditis alterutrius Partis gravis esse videatur, in Fœdere cuius scopus propositumque fuerit ut Amicitie vincula ætius utrimque adstringerentur & de mutua securitate melius efficaciusque præcautum esset, e re fore exillimaverunt novum Tractatum conficere, cæteris Tractatibus Fœderibusque quæ inter ipsos nunc vigent addendum. Atque cum denique in finem Regia Sua Maj. Mag. Brit. mandatis suis atque autoritate sufficiente instruxit N. N. . .

Dominus vero Ordines Generales a sua parte Mandatis atque Autoritate sufficiente muniverunt N. N. . .

Qui quidem Ministri plenariis Potestatibus instruc-

(1) Le date & les Signatures qui manquent à ce Traité se trouvent dans la Traduction Française; en cette manière. Paix • Utrecht le 29. du Mois de Janvier de l'an 1713. En foi de quoi, les sùbdits Plénipotentiaires, ayant échangez respectivement les Lettres de leurs Plens pouvoirs ou concurremment en particulier signé du Traité de leurs propres mains, & l'un d'eux de leurs Seaux le 19. 30. du mois de Janvier de l'un de Nostres Seigneurs 1713. 1713. [D. 26.]

ti munique vi earundem in Articulis subsequentes convenierunt.

ANNO

1713.

19. Aout

I. Tractatus ille vulgo de Successione & de Obice sive *Barriere*, nominatus qui 29. die Mensis Octobris Anno Dom. 1709. Haga-Comitum inter Sereniss. Reginam Mag. Brit. & Dom. Ordin. Gen. Uniti Belgii conclusus fuit, unà cum duobus Articulis separatim eodem die signatis, nullius abhinc vigoris virtutis esse censetur: Dictusque Tractatus Articuli duo præfati rescinduntur jam irritique declarantur, eodem modo ac si nunquam facti aut ratificati fuissent. Omnes autem alij Pacis Amicitie, Unionis, Confœderationis Tractatus inter præmemorata Regiam suam Maj. & Dom. Ordines Generales conclusi, hinc comprobantur confirmanturque, atque eandem vim virtutemque obtinere debent ac si in præfatis hoc Tractatu inserti fuissent.

II. Cum Lege quadam in Parlamento Angliæ lata anno 12. Regni nuperi Sereniss. Regis Guilielmi III. cui Titulus est *Actum de Ulteriori Coronæ limitatione & meliore securitate Jurium Libertatunæ Subditorum* &c. sanctum declaratumque fuerit, quod post obitum prædicti Regis, Regiæ jam regnantis, quæ tum Princeps Anna Daniæ vocabatur, & deficiente Prole, ex Regina & etiam ex Rege supra memoratis oriunda; Corona Regaliq. Gubernatio Angliæ Franciæ atque Hiberniæ & Ditionum eo spectantium, deveniret pertinereque ad Excellentissimam Principem Sophiam Elefthricam & Ducissam viduam Hannoveranam & hæredes ejus Protestantes. Cumque ex eo tempore in plurimis cum Angliæ, tum Scotiæ Parliamentis statutum fuerit, ut Successio ad Monarchiam Regni uniti Mag. Brit. & Ditionum ed spectantium post dictæ Sereniss. Regiæ obitum & sobolea eadem deficiente, deveniret & pertinere ad Excellentissimam Principem Sophiam Hæredesque ipsius Protestantes: ut Pontifici omnes, atque si, eæve, qui cum Pontificiis matrimonium contraxerint, excluderentur a Corona Mag. Brit. & Ditionum eo spectantium, atque in perpetuum hereditatem, possessionem, vel usum fructum eorumdem habendi incapaces redderentur, Quæ quidem provisio diversis Parliamenti Actis constituta, super Successionem antedictam postea stabilita, firmataque fuit Lege quadam in Parlamento Magnæ Britannicæ, lata anno 6. Regiæ nunc regnantis, cui titulus est: *Actum de securitate persone, & gubernatione Regiæ Suae Maj. Successionisque, ad Coronam Mag. Brit. in stirpe Protestantium*. Cumque nulla Potestas extranea, neque Persona ulla quæcumque jus habere revocandi in dubium Constitutionem a Parlamento Mag. Brit. factam, aut sese eidem opponendi, quoad devolutionem, limitationem hereditatemve Coronæ ejusdem Regni. Si autem contingeret, ut Potestas aliqua extranea, vel Status, seu Persona, Personæ quæcumque, sub specie qualibet, directè vel indirectè bello aperto, vel conspiratione, proditiōe seu perfidio sese opponere velint juri Successionis Hæredum Majestatis Suae Regiæ post obitum ipsius, vel deficientibus hujusmodi Hæredibus, juri Successionis Excellentissimæ Principis Sophiæ, aut Hæredum ejus quoruncumque, ad quos dicta Successio nunc spectaverit, secundum Leges & Statuta Magnæ Brit. D., Ordines Generales Fœderati Belgii Provinciarum promittunt, ac spondent sese omni prorsus tempore, vivente Seren. Regiâ antea memoratâ, ipsi opitulaturos, ac pugnandum pro jure successionis ad Coronam Regiam Mag. Brit. prout per Leges, & Statuta ejusdem Regni stabilita determinataque est; & post obitum ante dictæ Serenissimæ Regiæ sese optem luros Hæredibus ejus de corpore suo natis, hinc deficientibus Principi Sophiæ supra memoratæ, aut talibus ejus Hæredibus ad quos, ut præfatum est, Successio ad Coronam Regiam Mag. Brit. post obitum Sereniss. Regiæ nunc regnantis, legitimè spectaverit, ut veniant in ejusdem possessionem, eandemque conservent; obitibus autem personæ cuiuslibet, quæ possessioni Coronæ ante dictæ, ejusque conservationi impedimentum aliquod afferre voluerit, secundum ejusmodi requisitionem, atque ad ea tempora, eoque modo, ac ea virum proportionem, terrâ marique, sicuti Artic. 13. hujusce Tractatus explicatis dictum est.

III. Quandoquidem Art. 5. Fœderis inter Serenissimum Romanorum Imperatorem Leopoldum, Serenissimum Regem Mag. Brit. Guilielm. III. gloriose memoriæ, & DD. Ord. Gen. Fœderati Belgii

ANNO  
1713.ANNO  
1713.

gli, Hagæ Comitum, die 7. Sept. Anni 1713. ex-  
fuit, eorum provocatione facta, ut dicti Præditi  
omnes nervos inundant, que dependent Præditi  
Hispano-Belgæ, ut in obex & repugnanti, vulgo  
*Barrerie*, Gallicæ, a Belgæ, utando relevata, &  
separans, pro securitate Ord. Gen. al. quædam  
modum ab omni tempore, hactenus, donec Rex  
Christianissimus eas Milite suo occupavit, conven-  
tum jam, concordatumque est, ut Regi seu Ma-  
jestati Mag. Brit. omni opæ atque operæ, ut in  
Tractatu Pacis hactenus, non solum ut in dicto  
Hispano-Belgica, verum Urbis, Oppidiorum, aliaque  
opæ, sit videantur, seu bello potius, sive non, in  
cepta, utando Ord. Generali, ut agito, vel  
re & in dicto.

IV. Eademque in finem pactum constitutumque  
est, ut DD. Ordines Generales Præsidia collocare, con-  
servare, augere, sive diminuire possint, prout ipsis  
visum erit, in locis sequentibus, scilicet Furnes, For-  
talisio Knock dicto, Ipres, Menincio, sive Menin:  
in Urbe & Arce Trinitatis, & Montibus, Caraborgia,  
in Urbe & Arce Namuræ, in Arce Gandavensi, in  
Fortalitiis la Perle, Philippe, & Damm, & appella-  
tis, nec non Fortalitio St. Donati, munitionibus  
(suis) penitus annexo, cujus proprietates Ordini-  
bus, & metatibus conceditur; & Fortalitium Roden-  
huyzen appellatum, cujus Gandavum dirigitur.

V. Sin autem eveniret, ut dicti Ordines Genera-  
les bello re ipsa impli, aut iterum contra Galliam, aut  
apertè paterent, Galliam ipsos aggressuram esse, eo  
casu iidem licenti erit, talem Còpiarum numerum,  
quem e re sua esse judicaverint, in eas Urbes, Oppi-  
da, & Fortalitia, Provinciarum Hispano-Belgarum  
mittere, quas belli ratio, & necessitas postulerint.

VI. Licetum porro ipsis erit, in Urbes, Oppida &  
Fortalitia, ubi Præsidia habuerint, commeatum, appar-  
atuum bellicos, arma, tormenta & adora, mun-  
itionum construendum materiam, & utique de-  
nique Præsidia ipsarum, & munitionum ipsarum,  
aut necessarium fuerit, nec impedimento atque omni  
Vestigali seu potiori subiacere.

VII. Alii memorati Dai Ordines Generales, in  
Urbibus, Oppidis, & Fortalitiis Art. 4. recentibus, ubi  
Præsidia habuerint, tales Guvernatores, Præfectos,  
Majores, aliosque Officiarios instituere possunt, prout  
ipsis visum erit, adeo ut nullus omnino Imperio,  
quoad securitatem locorum prædictorum, & Leges  
sive Consuetudines militares, subsistant, præter so-  
los unicosque Ordines Generales. Salvis tamen iis  
Juribus, & Libertatibus, cum Ecclesiasticis, tam po-  
sitivis Serenissimi Imperatoris Caroli Sexti.

VIII. Licetum autem erit prædictis D. Ordini  
General. dictas Urbes, Oppida, & Fortalitia eodem per-  
tinentia munire, munitionesque reficere, eo modo,  
quem necessarium duxerint, adeoque omnia facere,  
quæ eorundem defensionem concèdere posse vi-  
deantur.

IX. Convenit verò cum sit, quod Provinciarum  
Hispano-Belgarum, proprium & supremum Domi-  
nium ad Cæsarem suum Majestatem pertineat, tam-  
en eam quæ a nupero Hispaniarum Rege Carolo se-  
cundo tempore mortis sue possessa fuerant, quam  
causa, que in ejus possessionem non venerant, que-  
que Gallia Pacis futura Transfatione cedi continge-  
ret, necesse itaque erit, ut stipulatio fiat, atque adeo  
fit ut pactum concordatumque est, ut omnes redi-  
tus, præter eos quibus opus erit ad sustentandam Gu-  
bernati, nemini Civium, Urbium, Oppidiorum, Castel-  
lorum, & hinc locorum ad ipsos dependentium, eorum  
facta, & de Fructibus Repugali, in *Barrerie*, por-  
tibus & al. que ad nupera Hispaniarum Regem  
Carolum secundum tempore mortis sue nega-  
tam pertineant, in postum ad D. Ord. Gen. at-  
tinerentur, atque ab iidem colliguntur in  
usum sustentationemque Militum præsidiorum, &  
ad sumptus Munitionum, Apothecarum, aliarumque  
utrum impediantur: sub ea autem speciali conditio-  
ne, ne Ordines Generales virtute hujus Articuli, vel  
quocunque alio nomine, potestatem sibi unquam ad-  
fuerint nova Vestigalia in locis prædictis imponendi,  
vel antiqua augendi, diminuendi. Convenit  
porro conclusumque est sub eadem conditione, la-  
tis quæquam vero aliter, ut ad imp. nsa supra men-  
tata subministranda, decies centum millia Loreno-  
rum quotannis, sive centum mille Imperiales viri  
quoque mense, DD. Ord. Generalibus numerentur  
ex certissimis op. nique Provinciarum eam partium  
Provinciarum Hispano-Belgarum, quæ a nupero

TOM. VIII. PART. I.

Hispaniarum Regis tempore mortis sue possessa fuerant.

X. Nulla Urbs, Oppidum, Fortalitium, siue Terri-  
torium, in Provinciis Hispano-Belgicis cedi, trans-  
ferri, donari aut deveneri potest ad Coronam Galli-  
cam, vel ad quemquam ex stirpe Gallica, siue ad net  
virtute doni alicujus, seu venditionis, & mutatio-  
nis, etiam ex causa matris, ut si hactenus, itere, si-  
nibz ex Testamento, hactenus, & ceteris, quædam ti-  
tulo, vel quocunque alio modo nulla ex prædictis, rovin  
eius potestati, autoritate Regis Christianissimi, aut cu-  
jusquam ex stirpe Gallica unquam subiacere potest.

XI. Quandoquidem vero Article 9. prædicti, su-  
prædicti 7. die Sept. anno 1701. facti, constituti in est,  
ut tempore, quo Tractatus vel Pax fieret, Præditi  
inter se convenirent præter alias res, de modo, quo  
DD. Ord. Generales per Obicem antedictam vulgo  
*Barrerie* dictam, securi reddantur, Regia sua Majes-  
tas Mag. Brit. vi hujusce Prædicti promitti sese om-  
nem operam collaturam, ut Cæsarem suum Majesta-  
tem adducatur ad incendum cum Dominis Ord. Gen.  
Tractatum, is omnibus, quæ superius de Obice si-  
*Barrerie* concordata sunt, contentaneum: & Regia  
sua Regia Majestas promittit insuper, se studio omni  
& officio continuo conitram, donec Tractatus sive  
memoratus conclusus fuerit; eodemque contentio si-  
depositionem suam siue Guarantiam datam esse.

XII. Quandoquidem suprema Autoritas in Pro-  
vinciis Hispano-Belgicis, ex quo ab hostibus illas re-  
perari contigit, in Regia sua Majestate Mag. Brit.  
& in DD. Ord. Generalibus collocata fuerit, Co-  
pieque dictæ suæ Regia Majest. & DD. Ord. Gene-  
ral. maxime partem Urbium, Oppidorum, Forta-  
litionum, quæ ad ea pertinebant, jam nunc prædictis  
occupant; & Convenit hodie concordatumque est,  
quod nunc Provinciarum antememoratarum gubern-  
ationi mittitur, neque de quæquam ex Urbibus, Oppi-  
dis, & Fortalitiis prædictis deinceps præfati magi-  
lites, donec committatur auctoritate Subditorum Mag.  
Brit. ad mentem Regis siue Majestatis, & tunc illam  
committi & tractare Subditi eam Urbium, Belgii  
Provinciarum ad prædictum DD. Ord. General. omnia  
committatur tamen, atque Obex sua *Barrerie* DD.  
Ordinum Generalium modo supra designata consti-  
tuta fuerit ac firmata.

XIII. Cum vero usu compertum sit, summe ne-  
cessarium esse non solum omnem obstructionem, in-  
terruptionemque, aut alia quæcumque gravamina  
prævenire, quæ committuntur Britannico orbi possunt,  
ex eo quod jus prædicti D. Ordini Generalibus, in tot  
locis quæ Fluvii, & Canalibus imposita sunt, atque  
in aliis Provinciarum Hispano-Belgarum partibus  
conceditur, verum etiam, omnes fraudes & collu-  
siones præcèdere, quæ excitari queant ex abusu pri-  
vilegii, siue immunitatis Article 6. hujus Tractatus  
ipsis concessæ, pactum & conventum est, ut Sub-  
diti Seren. Regine Mag. Brit. in postum tam Bel-  
li, quam Pacis tempore, in omnibus locis Provinci-  
arum Hispano-Belgarum, ne Obicem seu *Barrerie* præ-  
dictis Ord. Gen. concedendis, Privilegiis, exemptio-  
nibus, Licentiarum, facilitationumque, quæ ad  
Commercium, tam quæ importationem, quam quæ ex-  
portationem spectant, ad aut, quibus unquam olim avi-  
si sunt, aut gaudere debeant, ut omnibus porro pri-  
vilegiis, exemptionibus, Licentiarum, & ceteris, quæ  
autantur, quæ Subditi Ord. Gen. in Provinciis Hispano-  
Belgicis & in locis ad Obicem seu *Barrerie* anten-  
nentibus, vel jam concessæ fuerint, vel in postum  
unquam concedentur, eo quidem modo, ut in  
omnino Officiario, seu Civili, seu Militari, Mercat-  
moniorum ad dictos Mag. Brit. Subditos pertinen-  
tiam, transsum impedire, vel tardare unquam po-  
tuerint, Spontentibus præfatis Ordini Gen. &  
graves penas, quantum in eis situm erit, nisi  
irrogatos, qui mentem hujusce Articuli & con-  
vendo in contrarium egisse coarguantur. Antedicti Ord.  
Gen. sese porro obstringunt, Mandata Regis, &  
officiale datus, eademque si cedi & ceteris  
turos, ne commeatibus, apparatusum Bellicorum,  
& ceterorum, quorum in dicto Art. V. mentionem  
est, subvehendorum nomine, fraud. & collu-  
santur, quoad vestigalia sive mercatorie inposita,  
quæ quidem res mercatorie in navigiis iidem, aliis-  
ve vehiculis, una cum dicto commatu, apparatus  
bellici, & ceteris, non onerabuntur unquam, nec trans-  
portabuntur. Quod tamen Leges & conditiones in-  
gula instituantur, quæ generali hujus Articuli melius  
& plenius observando necessaria esse queant, hujus  
552 infra



ANNO 1713. in super conclusum est, ut Commissarii ab utraque parte nominentur, qui intra 15. dierum spatium a Ratificatione hujus Tractatus conveniant, ad statucundum & perficiendum inter se, & cum Commissariis Cæsareæ Majestatis, si quo ipse a sua parte nominare voluerit, omnes res rationesque, quæ ad Commercium in Provinciis Hispano-Belgicis, & in locis ad Obicem five *Barriere* pertinentibus, habenda spectant, secundum verum sensum mentemque explicatissimum hujus Articuli.

XIV. Quo vero Fidejussiones five Guarantia v. hujus Tractatus mutuo susceptæ melius certiusque executioni mandentur, pactum conventumque est, ut Serenissima Regia Mag. Britannia, ejusdemque Hæredes, vel Successores, requisitione facta a parte DD. Ord. Gen. & non aliter, auxilia inferius expressa subministrabunt, ad præstandam Obicis five *Barriere* Fidejussionem vulgo Guarantiam: similiter DD. Ord. Generales requisitione facta ex parte Regiæ Majestatis, aut post obitum ipsius, Hæredis proximi ex illa nati, aut eo ille deficientibus, Successoris proximi Proteclantis, qui titulum ad Coronam tunc temporis habuerit, virtute Actorum Statutorumque Mag. Britannia, & non aliter, auxilia inferius designata subministrabunt, ad præstandam ipsorum Fidejussionem five Guarantiam super successione ad Coronam Mag. Brit. pactum ulterius conventumque est, ut casu existente, quo Partium contrahentium alterutra requisita fuerit modum supra dicto, auxilia que subministranda erunt, secundum proportionem sequentes mittentur: scilicet Serenissima Regia Mag. Brit. ejus Hæredes & Successores, in auxilium DD. Ord. Gen. 10000. pedites mittent, & vicissim DD. Ord. Gen. in auxilium Regiæ suæ Majest. ejusve Hæredum Successorumque 6000. pedium mittent armis bene instructorum sub ejusmodi Prædictis aliisque Officiariis atque in tales Legiones vulgo *Regimentis* atque Cohortes distributorum, prout Regiæ Majestati suæ ejusque Hæredibus & Successoribus, si ipsa ipse auxilia miserint, visum erit, & quemadmodum DD. Ordines Generales opportunum esse duxerint, si ab ipsis auxilia submittenda fuerint. Tenebitur etiam Pars alterutra 20. Naves Bellicas expedire, probe rebus omnibus ornatas munitaque, atque auxilia ante dicta, impensis Partis quæ illa miserit, alentur, insistenturque, in opem, & usum Partis, quæ eadem requisiverit. Sin autem acciderit, ut periculum adeo repentinum immincat, ut nihil temporis reliquum sit officiosis intercessionibus adhibendis, adeoque magnum & majorem Copiarum numerum Naviumque bellicarum postulat, tenebitur jam Pars utraque altera requisita, auxiliorum vim adaugere, Pacem cum aggressore dirimere Copiasque suas omnes Terra Marique cum Copiis Partis bello impetite conjungere.

XV. Conventum porro est, ut Reges, Principes Statusque, qui huic Tractatui accedere cupiunt, eo invitentur admittanturque, illo tamen modo, ut dicta invitatio atque admissio junctim, & non separatim, a Sereniss. Regia Majestate Mag. Brit. & a DD. Ord. General. proficiantur.

XVI. Regia Sua Majestas Mag. Brit. & DD. Ord. Gen. omnia & singula, quæ in præsentis Tractatu continentur, confirmabunt, ratihabebuntque intra spatium 4. hebdomadarum a die subscriptionis, vel citius si fieri poterit.

In quorum fidem &c.

Articulus Separatus, de limitibus Fœderati BELGII in Flandria extendendis, per Conventionem postmodum cum S. CÆSAREA Majestate faciendum. Dat. Trajecti ad Rhenum 19. 30. Januarii 1712-1713.

QUANDOQUIDEM Domini Ordines Generales Uniti Belgii proposuerunt, quod Ditionum suarum limites in Flandria tam arctæ & tam incongruè constituti sunt, ut nonnullis in locis Territorium alterius Flandriae ad ipsa ibidem Dominorum Ordinum Fortalitia peringat, unde plurima oriuntur incommoda, ut ex eo patuit quod sub initium Belli præsentis evenit, quum Fortalitiis constructio sub ipsis munimentis loci vulgo *Sa de Genâ* appellati tentata fuit, cò nempe prætextu, quod illud in alterius Domini Territorio fieret: Et cum proinde ad ejusmodi aliaque incommoda evitanda necessarium sit, ut

Territorium Dominorum Ordinum ibidem ita extendatur, ut Loca, Urbes & Fortalitia ea in parte Ditionum suarum satis in tuto sint, Regia sua Majestas Magnæ Britannia ista rationum momenta probant, per hunc Articulum separatum qui ejusdem, ac Tractatus hodie conclusus, vigoris erit, promittit respondetque, se se in Pactis, Cæsarem suam Majestatem inter, & Dominos Ordines Generales in eundem, operam & officia collaturam esse, quo per Cæsarem suam Majestatem Dominis Ordinibus Generalibus talis Territorium Flandrici pars in proprietatem perpetuam cedatur, quæ prædictis aliisque incommodis evitandis & limitibus ibidem amplificandis, meliusque constituendis omnino sufficiat.

In quorum fidem supra memorati Plenipotentiarii commutatis hinc inde Plenipotentiariis suarum Tabulis, hunc Articulum manu quisque sua signarunt & Sigillis suis confirmarunt. Ultrajecti die 17. mensis Januarii anni a Christo nati 1713.

Signatum,

JOH. BRISTOL. J. V. RANDWYCK.  
(L.S.) C. P. S. (L.S.)

STRAFFORD. (L.S.) W. BUYS.  
(L.S.)

(L.S.) B. VANDER DUSSEN.

(L.S.) J. A. VAN RHEEDE.

VRYHEER VAN RENSWOUDE.  
(L.S.)

(L.S.) SICCO VAN GOSLINGA.

GRAAF VAN KNIPHUYSEN.  
(L.S.)

Declaration des Ministres de Sa Majesté BRITANNIQUE en explication de l'Article XIII. du Traité. Faite le même jour 19-30. Janvier 1712-1713. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. V. pag. 36.]

D'AUTANT, que Messieurs les Ministres Plenipotentiaires de L. H. P. les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas, ont insisté à la conclusion du Traité de succession, & de Barrière, qui vient d'être signé aujourd'hui entre Sa Majesté la Reine de la Grande Bretagne & lesdits Seigneurs Etats, que les Ministres Plenipotentiaires de Sa Majesté voulaient s'expliquer, en quel sens ils entendent la clause de l'Art. 13. qui parle des Privilèges, Exemptions, Libertés & facilités dans le Commerce, dont les Sujets de Sa Majesté ont autrefois joui, ou dû jouir dans les Pays-Bas, comme aussi dans les Places, qui seront la Barrière de L. H. P.

C'est pourquoi les soussignés Ministres Plenipotentiaires de Sa Majesté ont déclaré, & déclarent par ces présentes, que la susdite Clause ne s'entend que des Privilèges, Exemptions, Libertés & facilités dans le Commerce, dont les Sujets de S. M. de la G. Bretagne y ont joui, ou dû jouir pendant le Règne du feu Roi Charles second d'Espagne.

Fait à Utrecht ce 19. de Janvier 1711.

Signé

JOH. BRISTOL. C. P. S. STRAFFORD.

CXLV.

Lettres patentes de LOUIS XIV. Roi de France, Mars. suprimant celles du Mois de Decembre 1709. admettant & autorisant la Renonciation de PHILIPPE Duc d'Anjou, comme Roi d'Espagne, à la Couronne de France, & celles de CHARLES Duc de Berri, PHILIPPE Duc d'Orléans, comme Princes de France, à la Couronne d'Espagne. Données à Versailles, au Mois de Mars l'an 1713. & registrées en Parlement le 15. du même Mois &c. an. [Actes & Memoires

ANNO  
1713.

res de la Paix d'Utrecht. Tom. II. pag. 223.  
Feuille volante imprimée à Londres en Fran-  
çois & en Anglois par autorité publique  
chez *Benj. Tooke & John Barberon* l'an 1713.  
in 4.]

**L** OUIS PAR LA GRACE DE DIEU, ROY  
DE FRANCE ET DE NAVARRE: A tous  
présens & à venir, SALUT. Dans les différentes  
révolutions d'une Guerre, où Nous n'avons combattu  
que pour soutenir la justice des droits du Roy notre  
très-cher & très-ami Frère & Petit-Fils sur la Mo-  
narchie d'Espagne, Nous n'avons jamais cessé de dé-  
sirer la Paix. Les succès les plus heureux ne nous  
ont point éblouis; & les événements contraires dont  
la main de Dieu s'est servie pour nous éprouver,  
plûtôt que pour nous perdre, ont trouvé ce désir en  
nous, & ne l'y ont pas fait naître: mais les temps  
marquez par la Providence divine pour le repos de  
l'Europe, n'étoient pas encore arrivés: La crainte  
éloignée de voir un jour notre Couronne & celle  
d'Espagne portée par un même Prince, faisoit tou-  
jours une égale impression sur les Puissances qui s'é-  
toient unies contre Nous; & cette crainte qui avoit  
été la principale cause de la Guerre, sembloit met-  
tre aussi un obstacle insurmontable à la Paix. Enfin  
après plusieurs négociations inutiles, Dieu touché  
des maux & des gémissements de tant de Peuples, a  
daigné ouvrir un chemin plus sûr pour parvenir à  
une Paix si difficile; mais les mêmes allarmes subsi-  
stant toujours, la première & la principale condi-  
tion qui Nous a été proposée par notre très-cher &  
très-ami Sœur la Reine de la Grande-Bretagne,  
comme le fondement essentiel & nécessaire des Trai-  
tez, a été que le Roy d'Espagne notre dit Frère &  
Petit-Fils, conservant la Monarchie d'Espagne &  
des Indes, renonçât pour luy & pour ses descendants  
à perpétuité, aux droits que sa naissance pouvoit ja-  
mais donner à luy & à eux sur notre Couronne; Que  
reciproquement notre très-cher & très-ami Petit-fils  
le Duc de Berry & notre très-cher & très-ami Ne-  
veu le Duc d'Orléans, renonçassent aussi pour eux  
& pour leurs descendants mâles & femelles à perpe-  
tuité, à leurs droits sur la Monarchie d'Espagne &  
des Indes. Notre dite Sœur Nous a fait représenter  
que sans une assurance formelle & positive sur ce  
point, qui seul pouvoit être le lien de la Paix, l'Euro-  
pe ne seroit jamais en repos, toutes les Puissances  
qui la partagent étant également persuadées qu'il é-  
toit de leur intérêt général & de leur sûreté com-  
mune de continuer une Guerre dont personne ne  
pouvoit prévoir la fin, plûtôt que d'être exposées à  
voir le même Prince devenir un jour le maître de  
deux Monarchies aussi puissantes qu'celles de Fran-  
ce & d'Espagne. Mais comme cette Princeesse, dont  
nous ne pouvons assez louer le zèle infatigable pour  
le rétablissement de la tranquillité générale, sentit  
toute la répugnance que nous avions à consentir  
qu'un de nos Enfants, si digne de recueillir la suc-  
cession de nos Pères, en fût nécessairement exclu,  
si les malheurs dont il a plu à Dieu de nous affliger  
dans notre famille, nous enlevoient encore dans la  
Personne du Dauphin, notre très-cher & très-ami  
arrière-Petit-Fils, le seul reste des Princes que notre  
Royaume a si justement pleuré avec nous; Et  
le entra dans notre peine; & après avoir cherché de  
concert des moyens plus doux pour assurer la Paix,  
Nous convînmes avec notre dite Sœur de proposer  
au Roy d'Espagne d'autres Etats, inférieurs à la ve-  
rité à ceux qu'il possède, mais dont la considéra-  
tion s'accroît d'autant plus sous son Règne que  
conservant ses droits en ce cas, il uniroit à  
notre Couronne une partie de ces mêmes Etats, s'il  
parvenoit un jour à notre succession. Nous employâmes  
donc les raisons les plus fortes pour luy per-  
suader d'accepter cette alternative; Nous luy fîmes  
connoître que le devoir de sa naissance étoit le pre-  
mier qu'il dû consulter; qu'il se devoit à sa Mai-  
son & à sa Patrie, avant que d'être redevable à l'Es-  
pagne; que s'il manquoit à ses premiers engagements,  
il regretteroit peut-être un jour inutilement d'avoir  
abandonné des droits qu'il ne seroit plus en état de  
soutenir. Nous ajoutâmes à ces raisons les motifs  
personnels d'amitié & de tendresse que nous crûmes  
capables de le toucher; le plaisir que nous aurions  
de le voir de temps en temps auprès de Nous, &  
de passer avec luy une partie de nos jours, com-

me nous pouvions nous le promettre du voisinage  
des Etats qu'on luy offroit; la satisfaction de l'ins-  
truire nous-mêmes de l'état de nos affaires, & de  
nous reposer sur luy pour l'avenir, en sorte que si  
Dieu nous conservoit le Dauphin, nous pourrions  
donner à notre Royaume, en la personne du Roy  
notre Frère & Petit-Fils, un Régent instruit dans  
l'art de regner; & que si cet Enfant si précieux à  
Nous & à nos Sujets, nous étoit encore enlevé,  
nous aurions au moins la consolation de laisser à  
nos Peuples, un Roy vertueux, propre à les gou-  
verner, & qui réuniroit encore à notre Couronne  
des Etats très-considérables. Nos instances réité-  
rées avec toute la force & toute la tendresse neces-  
saire pour persuader un Fils qui mérite si justement  
les efforts que nous avons faits pour le conserver  
à la France, n'ont produit que des refus réitérés  
de sa part, d'abandonner jamais des Sujets braves  
& fideles, dont le zèle pour luy s'étoit distingué  
dans les conjonctures où son Trône avoit paru le  
plus ébranlé; en sorte que persistant avec une fer-  
meté invincible dans sa première résolution, soute-  
nant même qu'elle étoit plus glorieuse & plus a-  
vantageuse à notre Maison & à notre Royaume,  
que celle que nous le pressions de prendre, il a  
déclaré dans l'Assemblée des Etats du Royaume  
d'Espagne, convoquée pour cet effet à Madrid,  
que pour parvenir à la Paix générale, & assurer la  
tranquillité de l'Europe par l'équilibre des Puissan-  
ces, il renonçoit de son propre mouvement, de sa  
volonté libre & sans aucune contrainte, pour luy,  
pour ses Héritiers & Successeurs pour toujours &  
à jamais, à toutes prétentions, droits & titres, que  
luy ou aucun de ses descendants ayent dès à pré-  
sent ou puissent avoir en quelque temps que ce  
soit à l'avenir à la succession de notre Couronne;  
qu'il s'en tenoit pour exclu, luy, ses Enfants, Hé-  
ritiers & Descendants à perpétuité; qu'il consentoit  
pour luy & pour eux que dès à présent comme a-  
lors, son droit & celui de ses descendants passât &  
fût transféré à celui des Princes que la Loy de suc-  
cession & l'ordre de la naissance appelle ou appellera  
à hériter de notre Couronne, au défaut de notre dit  
Frère & Petit-Fils le Roy d'Espagne & de ses des-  
cendants, ainsi qu'il est plus amplement spécifié par  
l'Acte de renonciation admis par les Etats de son  
Royaume: Et en conséquence il a déclaré qu'il se  
desistoit spécialement du droit qui a pu être ajouté à  
celuy de sa naissance par nos Lettres Patentes du  
mois de Décembre 1700. par lesquelles nous avons  
déclaré que notre volonté étoit que le Roy d'Es-  
pagne & ses descendants conservassent toujours les  
droits de leur naissance ou de leur origine, de la  
même manière que s'ils faisoient leur résidence ac-  
tuelle dans notre Royaume, & de l'enregistrement  
qui a été fait de nosdites Lettres Patentes, tant dans  
notre Cour de Parlement que dans notre Chambre des  
Comptes à Paris. Nous sentons comme Roi & com-  
me Père, combien il enl est à désirer que la Paix  
générale eût pu se conclure sans une renonciation  
qui fassent un si grand changement dans notre Maison  
Royale & dans l'ordre ancien de succéder à notre  
Couronne; mais nous sentons encore plus combien  
il est de notre devoir d'assurer promptement à nos  
Sujets une Paix qui leur est si nécessaire. Nous  
n'oublions jamais les efforts qu'ils ont faits pour  
Nous dans la longue durée d'une Guerre que nous  
n'aurions pu soutenir, si leur zèle n'avoit eu en-  
core plus d'étendue que leurs forces. Le salut  
d'un Peuple si fidèle est pour Nous une Loy supré-  
me, qui doit l'emporter sur toute autre considéra-  
tion. C'est à cette Loy que Nous sacrifions au-  
jourd'hui le droit d'un Petit-Fils qui nous est si  
cher; & par le prix que la Paix générale coûtera  
à notre tendresse, Nous aurons au moins la con-  
solation de témoigner à nos Sujets, qu'aux dépens  
de notre Sang même, ils tiendront toujours le pre-  
mier rang dans notre cœur. **P** O U R C E S C A U-  
SES & autres grandes considérations à ce Nous  
mouvans, après avoir vu en notre Conseil ledit  
Acte de Renonciation du Roy d'Espagne notre très-  
cher & très-ami Frère & Petit-Fils du cinq No-  
vembre dernier; comme aussi les Actes de renon-  
ciation que notre dit Petit-Fils le Duc de Berry & notre  
dit Neveu le Duc d'Orléans ont faits reciproquement  
de leurs droits à la Couronne d'Espagne, tant pour  
eux que pour leurs descendants mâles & femelles, en  
conséquence de la Renonciation de notre dit Frère &  
Petit-

ANNO  
1713.



ANNO  
1713.

Petit-Fils le Roy d'Espagne le tout cy-attaché à une Copie collationnée d'icelles Lettres Patentes du mois de Décembre 1700. sous le Contrescel de notre Chancellerie: De notre grâce spéciale, pleine puissance & autorité Royale, Nous avons édicté, statué & ordonné, & par ces Présentes signées de notre main, défais, statutions & ordonnances, voulons & Nous plaist, que ledit Acte de Renonciation de notre dit Frère & Petit-Fils le Roy d'Espagne & ceux de nostre dit Neveu le Duc d'Orléans, que nous avons admis & admettons, soient enregistrés dans toutes nos Cours de Parlements & Chambres de nos Comptes denoître Royaume & autres lieux où besoin sera, pour être exécutés selon leur forme & teneur; & en conséquence voulons & entendons que nosdites Lettres Patentes du mois de Décembre 1700. soient & demeurent nelles & comme non avenues; qu'elles nous soient rapportées; & qu'à la marge des Registres de nostre dit Cour de Parlement & de nostre dite Chambre des Comptes, où est l'enregistrement d'icelles Lettres Patentes, l'Extrait des Présentes y soit mis & inséré, pour mieux marquer nos intentions sur la revocation & nullité d'icelles Lettres. Voulons que conformément audit Acte de renonciation de notre dit Frère & Petit-Fils le Roy d'Espagne, il soit désormais regardé & considéré comme exclu de notre succession; que les Héritiers, Successeurs & Descendants en soient aussi exclus à perpétuité & regardés comme inhabiles à la recueillir. Entendons qu'à leur défaut, tous droits qui pourroient en quelque temps que ce soit leur competer & appartenir sur nostre dite Couronne & succession de nos Etats, soient & demeurent transférés à notre très-cher & aimé neveu le Duc de Berry & les Enfants & Descendants mâles, n. z. en loyal mariage, & successivement à leur défaut à ceux des Princes de notre Maison Royale & leurs Descendants, qui par le droit de leur naissance & par l'ordre établi depuis la fondation de notre Monarchie, devroient succéder à notre Couronne. **SI DONNONS EN MANDATEMENT** à nos amez & fidèles Conseillers les Gens tenans notre Cour de Parlement à Paris, que ces Présentes avec les Actes de Renonciation faits par notre dit Frère & Petit-Fils le Roy d'Espagne, par notre dit Neveu le Duc d'Orléans, ils aient à faire lire, publier & registrer; & le contenu en iceux garder, observer & faire exécuter selon leur forme & teneur, pleinement, paisiblement & perpétuellement, cessant & faisant cesser tous troubles & empêchemens, nonobstant toutes Loix, Statuts, Us, Coutumes, Arrêts, Règlement & autres choses à ce contraires, nulles & aux dérogatoires de dérogatoires, contraires. Nous avons dérogé & dérogeons par ces Présentes pour ce regard seulement & sans effet à conséquence: **CAR TEL EST NOTRE PLAISIR.** Et afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, Nous avons fait mettre nostre scel à cesdites Présentes. Donné à Versailles au mois de Mars, l'an de grâce mil sept cent treize, & de nostre Règne le soixante-dixième.

L. S.

LOUIS.

En plus de,

Par le Roy, PHELYPEAUX.

V. L. PHELYPEAUX.

Le sceau du grand Sceau en cire verte sur lacs de

CXLVI.

ANNO  
1713.

*Prerogative pour quatre Mois de la Suspension d'Armes accordée le 7. Novembre 1712. entre les Couronnes de FRANCE & d'ESPAGNE d'une part. Et celle de PORTUGAL d'autre part. A Utrecht le 1. Mars 1713. [Actes & Mémoires de la Paix d'Utrecht. Tom. II. P. 374.]*

**L**A Suspension d'armes entre les Couronnes de France & d'Espagne d'une part & celle de Portugal d'autre, que Nous Plénipotentiaires du Roy T. C. & du Roy de Portugal avons conclue pour le terme de 4. mois par ce Traité signé à Utrecht le 7. Novembre 1712. devant finir le 17. du présent mois de Mars, & le Roy T. C. & le Roy de Portugal persistant dans le desir de prévenir tous les évènements capables de troubler les mesures prises pour parvenir à la Paix, Nous sommes convenus des Articles suivants.

I.

Que ladite suspension d'armes sera prolongée & continuée pendant 4. autres mois, qui commenceront le 15. Mars, & finiront le 15. Juillet de la présente année. En sorte que durant ces 4. mois le Traité signé à Utrecht le 7. Novembre 1712. aura la même force & vigueur en tout & chacun de ses Articles, comme s'il étoit inséré icy mot à mot.

II.

Le Commerce sera ouvert entre les Sujets de France & d'Espagne d'une part, & ce x. de Portugal de l'autre pendant lesdits 4. mois, tant par terre que par mer, & autres eaux; & il se fera de la même manière, qu'il se faisoit avant la présente Guerre, en attendant qu'on ait réglé les conditions dudit Commerce entre les Couronnes de France & d'Espagne d'une part, & celle de Portugal de l'autre, ou par quelque Traité particulier, ou par celui de Paix à faire.

III.

Ce Traité sera ratifié de part & d'autre dans 40. jours, ou plus tost si faire se peut, Sa Majesté T. C. se faisant fort que le contenu en sera observé par la Couronne d'Espagne.

En foy de quoy, nous Plénipotentiaires du Roy T. C. & du Roy de Portugal avons signé le présent Traité, & y avons fait apposer le Sceau de nos armes.

Fait à Utrecht le 1. Mars 1713.

HUXELLES. CONDE DE TAROUCA.

(L. S.)

(L. S.)

MESNAGER. DON LUIS DA CUNHA.

(L. S.)

(L. S.)

ANNO

CXLVII.

CXLVII.

ANNO

1713.

1713.

14. Mars. (1) *Conventio inter Partes Belligerantes pro Evacuatione CATALAUNIÆ & Armistitio in ITALIA; mediantibus Plenipotentariis Britannicis facta. Trajecti ad Rhenum die 14. Martii. 1713.* [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht Tom. II. pag. 306]

Convention faite entre les Parties Belligerantes, par la Mediation des Plenipotentiaires Anglois, pour l'évacuation de la CATALOGNE, & pour un Armistice en ITALIE. A Utrecht le 14. Mars 1713.

Quo citius bella, & quæ exinde oboriri solent, mala finiantur, visum, & ad Pacis negotium maturandum utile judicatum fuit, super evacuando interin Catalauniæ Principatu, Insulisque Majorca & Ivica, nec non Armistitio per totam Italian Insulasque adjacentes, ac in Mari Mediterraneo sitas, ut Sacra Regiæ Celsitudinis Ducis Sabaudia Ditione inuicem convenire; Id quod etiam post varia colloquia inter Sacra Cæsareæ, & Catholicæ Regiæ Majestatis & Serenissimi Regis Christianissimi ejusque Fœderatorum Ministros Plenipotentarios habita, per indefessam præmissis operam Ministrorum Plenipotentiariorum Sacra Regiæ Majestatis Magnæ Britannia hinc inde collatam, sequentem in modum effectum est:

I.

Abducentur ex Principatu Catalauniæ; ut & Insulis Majorca & Ivica Copiæ omnes Cæsareæ & Fœderatorum, quo vero id eo promptius & cum omni securitate fieri possit, erit in locis omnibus supra memoratis, inter Partes Belligerantes earumque Exercitus, Milites & Subditos, Terræ marique, plena & integra Armorum & omnis hostilitatis suspensio, à die decimo quinto, ex quo hæc Conventio in Catalauniæ Principatu inchoasset inchoanda, quo ipso etiam Armistitii inchoandi & Potentia Catalauniam evacuatura tradet alteri Potentia Belligeranti five Barcinonam five Tarragonam; electione penes cedentem remanente, quam ex nominatis Urbibus usque ad peractam evacuationem retinere velit: Durabit vero dicta Armorum suspensio usque dum Aula Cæsareæ, ejus comitatus & quidquid adhuc Personarum, rerum, bonorumque cujusvis generis, ad illam spectat, una cum omnibus Cæsareis & Fœderatorum Copiis Personisque etiamnum Militaribus five Hispanis five aliis, Aulam sequi volentibus exiverint, & in Italian pervenerint. Cum autem hæc abductio non aliter ac per mare fieri queat, hinc ulterius conventum est, quod in casu ejusdem per partes faciendæ, primis evectis, quipso hos, usque dum sufficiens Navium numerus in promptu sit, remanebunt, in locis commodis tutisque collocari debeant, in conformitate eorum, quæ Articulo septimo continentur, interim occupata, ab exeuntibus alteri Parti, in eodem statu protinus extrahantur.

II.

Prædictæ Aulæ Copiarumque transfretatio absque omni mora inchoabitur & finietur, quæ vero ad illam accelerandam, & perficiendam spectant, Classis Britannica in istis Mariibus Præfectus, præviâ cum utriusque Partis Belligerantis supremis Militiis Duobus, five Commissariis ex utraque parte desuper nominandis communicatione determinabit.

III.

Suprà memoratæ Aulæ Cæsareæ, omnique ejus comitatus ac aliis sequi cupientibus, in primis Copiis universis pateat plenaria cum securitate ac sine ullo Gælie ejusque Fœderatorum earumque Classium Exercituumque aut Subditorum impedimento & periculo transitus ex Catalauniâ Insulique supra dictis in Italian sub Præsidio Classis Sacra Regiæ Majestatis Magnæ Britannia, respectu cum fœderis, Armis rebusque omnibus suis, Tormentis insuper bellicis, & reliquis Instrumentis Militaribus cæterisque eo spectantibus, ita tamen ut Tormenta & Instrumenta bellica, quæ tempore occupationis in locis evacuandis fuerint, ut & quæ Gallicis Scutis impressa ibi reperiantur, Parti alteri relinquantur; quod si ex Navibus

A Fin que la Guerre & les malheurs dont elle est suivie soient plutôt terminés, & pour avancer l'ouvrage de la Paix, on a trouvé à propos & très utile de convenir sur l'évacuation de la Principauté de Catalogne & des Iles de Majorque & d'Ivica, & sur l'établissement d'un Armistice dans toute l'Italie & les Iles situées dans la Mer Méditerranée; ainsi que dans les Etats de S. A. R. le Duc de Savoie, & qui après plusieurs Conférences tenues entre les Ministres Plenipotentiaires des Parties Belligerantes, auroit été enfin fait en la manière suivante, principalement par les soins inséparables des Ministres Plenipotentiaires de Sa Majesté Britannique.

I.

Toutes les Troupes Allemandes & Alliées seront transportées hors de la Principauté de Catalogne & hors des Iles de Majorque & d'Ivica; afin que cela se fasse plus promptement & avec plus de sécurité, il y aura entre les Parties Belligerantes, leurs Armées, Troupes, & Sujets dans tous les lieux mentionnez, une pleine & entière cessation d'Armes & de toutes hostilités, tant par Mer que par Terre, laquelle commencera quinze jours après qu'on y aura eu connoissance de la présente Convention. Le jour que ladite cessation commencera, la Puissance laquelle fait l'évacuation, remettra Barcelonne ou bien Tarragone à son choix entre les mains de l'autre Puissance, à qui elle devra faire la remise, & laquelle recevra la Place dévolue; & ladite Puissance qui évacue gardera l'autre de ces deux Villes jusqu'à la fin de l'évacuation; Ladite suspension d'Armes durera & sera observée de bonne foi, jusqu'à ce que la Cour qui fait présentement son séjour en Catalogne, toute sa suite & autres Personnes qui voudront la suivre, de quelque condition & Nation que ce soit, Espagnols ou autres, Militaires ou non, avec leurs Effets; ainsi que les Troupes dont il a été parlé ci-dessus, en soient entièrement sorties; & d'autant que tous ce monde doit en sortir par Mer; Il est convenu que ceux qui devront demeurer les derniers pourront après le départ des premiers & jusqu'à ce qu'ils aient trouvé les Vaisseaux nécessaires pour leur transport, y rester en sécurité & dans des lieux commodes, suivant ce qui est stipulé dans l'Article sept, à condition de remettre à l'autre Puissance les endroits occupés, dans le même état, à mesure qu'ils en sortiront.

II.

Le susdit transport de la Cour & des Troupes commencera & se finira sans aucun retardement, mais le plus promptement que faire se pourra. Le Commandant de la Flotte Angloise qui est dans ces Mers déterminera le jour pour commencer & pour finir l'Embarquement, après en avoir conféré & convenu avec ledit Commandant en Chef, ou les Commissaires nommez par l'une & l'autre Partie Belligerante.

III.

La susdite Cour & toute sa suite, ainsi que ceux qui la voudront accompagner, comme aussi les Troupes ci-dessus mentionnées, pourront passer en toute sécurité de Catalogne en Italie avec leurs Effets, Bagages, Armes, Canons & Instruments de Guerre. A l'exception toutefois des Canons & des Instruments de Guerre qui se sont trouvés sur les lieux, quand ils ont été occupés; & de ceux qui se trouveront marqués aux Armées de France, qui seront remis à l'autre Partie. Le Trajet de Catalogne en Italie se fera sous le Convoy de la Flotte de Sa Majesté Britannique, & sans que la France, ses Alliez, leurs Armes, Flottes & Sujets y puissent apporter aucun empêchement, & en cas que quelques-uns des Vaisseaux & autres Bâtimens seroient à ce transport fussent contrainsts par tempêtes ou autrement de relâcher dans les Ports ou sur les Côtes de France, ils n'y pourront être retenus ni arrêtés, au contraire il leur sera donné toute sorte d'assistance.

IV.

(1) Ce Traité se fit en Latin & en François, & en deux Instruments séparés, comme on le voit icy. Ils ne font ni les mêmes d'un bout à l'autre. C'est ce qui fait, qu'en les donnant tous deux, [Du m.]



ANNO  
1713.  
bus transvectioni inservientibus aliquæ ad Littora vel Portus Galliæ aut Fœderatorum tempestate vel alio casu appulsi fuerint, non erit licitum illas vel personas, aut res transvehendas retinere, sed omni potius modo adjuvabuntur.

## IV.

Debiti causa abiturus retinere fas non esto, quo autem Creditorum nominibus cautum sit, placuit utrinque Commissariis constituendis esse, qui tam de debitis, quam de obfidibus dandis statuunt.

## V.

Ægrotis vulneratisque, tam Militaribus quam civilibus interque hos etiam Ecclesiasticis, liceat cum omnimoda securitate, usque ad valerudinem recuperatam, propriis tamen illorum sumptibus, in Catalonia & didici Insulis permanere, postmodum vero exinde, sive id Mari per Italiam, sive Terra, per Galliam, fiat ad suos se recipere, ad quem finem illis petentibus Literæ securi transitus ab altera belligerantium Parte concedendæ erunt.

## VI.

Captivi omnes in Bello hoc Hispanico facti, relaxabuntur utrinque.

## VII.

Quæ vero ulterius ad accelerandum, & cum omnimoda securitate perficiendum hoc negotium pertinere videbuntur, imprimis vero de locis per Copias utriusque Partis interea & usque ad plenariam Catalonia Insularumque evacuationem occupandis, ut & de Aula ejusque Comitatus perinde ac Copiarum commoda & quietæ peramplione, & contra quoscunque insultus securitate, super his convenient Copiarum utrinque supremi Ductores, & quæ inter eos conventa sunt, pari cum cæteris hujus Conventionis contentis firmitate gaudebunt.

## VIII.

Concedatur præterea, & statim à tempore inchoandæ evacuationis in amplissima forma publicetur, pro omnibus Catalonia, dictarumque Insularum Subditis ac Incolis, cujuscunque conditionis, Sæcularibus & Ecclesiasticis, Amnestia Generalis & perpetua oblivio omnium eorum quæ ab illis in hoc Bello, vel occasione ejusdem contra partes ex adverso belligerantes quocunque demum loco modove facta sunt, ita ut nec eorum, nec ullius similis rei causa vel prætextu illis omnibus aut singulis posthac quidquam hostilitatis, aut inimicitia, molestiæ, ac impedimenti, quoad personas, Exterminationem, bona & securitatem clam aut palam, directo aut indirecto, sub specie juris aut vi facti inferri nequam fas sit. Sed omnes ac singulæ, tam occasione hujus Belli quam eo durante, verbis, scriptis aut factis illatæ injuriæ, violentiæ, hostilitates, damna, &c. absque omni personarum rerumve respectu ita penitus aboleantur, ut quidquid eo nomine contra illos forsitan pretendi potuisset, æterna oblivione sepultum maneat.

## IX.

Cum vero Ministri Plenipotentarii Suae Cæsareæ Majestatis pro fructione Privilegiorum Catalaunensium, ut & Majoræ & Viceque Subditorum & Incolarum adhuc ante evacuationem insisterint, ex parte vero Galliæ & Fœderatorum ejus, hoc quidquid est negotii, ad Pacis futuræ conclusionem remissum sit, Sua Regia Majestas Magnæ Britannici iteratò declaravit, se officia sua quam efficacissima, ubicunque opus fuerit interposituram esse, ut & imposterum Catalonia & Majoræ & Viceque Incolæ suis Privilegiis gaudere possint. In quo prædicti Ministri Plenipotentarii Cæsarei tandem acquievere, cum ipsemet etiam Rex Christianissimus se ad eundem finem alaboraturum fore per Ministros suos Plenipotentarios declarari fecerit.

## X.

Cum vero in Conventionis hujus serie de quibusdam aliis negotiis tractatum sit, scilicet de Amnestia universalis, ut & de conservatione Bonorum, Beneficiorum, Pensionum, aliorumque hujus generis commodorum, tam pro Subditis Hispanis, quam Bel-

## IV.

Il ne sera point permis d'arriser pour dettes ceux qui voudront s'en aller, mais on est tombé d'accord pour la sûreté des Créanciers de nommer de part & d'autre des Commissaires qui statueront sur les dettes & sur les gages qui seront donnez pour sûreté.

## V.

Il sera aussi permis aux malades & aux bleffez, tant gens de Guerre que d'aucune autre condition, & notamment aux Ecclesiastiques de rester en Catalogne en toute sûreté, jusqu'au recouvrement de leur santé & leurs dépens, & d'en sortir ensuite pour se retirer où & par où bon leur semblera, soit par Terre ou par Mer, & il leur sera accordé les Passports nécessaires sur leur simple requisiion.

## VI.

Tous les prisonniers faits dans la Guerre d'Espagne seront rendus de part & d'autre.

## VII.

Quant aux autres choses qui ont été jugées convenables pour accélérer & mettre à fin la présente affaire en ce toute sorte de sûreté, principalement ce qui regarde les lieux que les Armées & Troupes des deux Parties belligerantes devront occuper jusqu'à l'entière évacuation de la Catalogne, comme ce qui regarde le séjour commode de la Cour, & de la suite, & des Troupes, & leur sûreté contre toute sorte d'insulte, il est statué que les Commandans en Chef de chaque Partie belligerante en conviendront entre eux, & ce qu'ils régleront entre eux à cet égard sera observé comme s'il étoit ici stipulé.

## VIII.

Lors que l'Evacuation commencera, il sera accordé & publié en faveur de tous les Sujets & Habitans de Catalogne, Séculars & Ecclesiastiques, & de quelque condition qu'ils soient, une Amnistie générale, & un oubli perpétuel de tout ce qui a été fait par eux pendant cette Guerre & à son occasion, en quelque lieu & en quelque manière que ce soit contre les Parties en Guerre, en sorte que pour ces causes, ils ne puissent en général ou en particulier, ouvertement ou secrètement, ou directement ou indirectement, par voye de droit ou de fait, être molestés, ni souffrir aucun dommage, ou inimitié tant en leurs personnes qu'en leurs biens, mais que toutes les injures, violences, hostilités, dommages & dépenses, causés tant pendant la guerre qu'à son occasion, par paroles, écrits, ou faits, soient entièrement oubliés & abolis sans aucune distinction de personnes ou de choses, & qu'il ne puisse être fait à ces égards aucune recherche contre les Catalans.

## IX.

Et d'autant que les Ministres Plenipotentiaires de la Puissance qui retire ses Troupes de la Catalogne, ont encore insisté pour obtenir avant l'évacuation la jouissance des Privileges des Catalans, & que du côté de la France & de ses Alliez on a remis à la conclusion de la Paix future, cette affaire en tout son entier, Sa Majesté Britannique a fait une déclaration réitérée qu'Elle employeroit ses officiers les plus efficaces, tant à la Cour de France que par tout ailleurs où il en seroit besoin, afin que dans la suite les Catalans puissent jouir de leurs Privileges, à quoi les prédicts Ministres Plenipotentiaires de la Puissance qui évacue la Catalogne ont acquiescé d'autant plus volontiers, que le Roy Très-Christien lui-même auroit fait déclarer par ses Ministres Plenipotentiaires qu'il concourroit à la même fin.

## X.

D'autant qu'en rédigeant la présente Convention quelques autres Points ont été débattus, savoir l'Amnistie Générale, la conservation des Biens, Benefices, Charges, Pensions, & autres avantages, tant en faveur des Italiens & des Flamands, qui jusqu'à présent ont adbe-

ANNO  
1713.

Beliguae alterutras partes fecutis, aut sequi volentibus, neque & re iudicatum fuerit, de his quidem statuendi hac in Conventione de evacuanda Catalonia principaliter instituta, ad futuros Pacis Tractatus eadem quoque remittere placuit, Sua Regia Majestatis Magnae Britanniae declarante, se officia sua officiosissima adhibueram, ut & de his omnibus reciproce circa dicta Pacis conclusionem statuatur.

XI.

Conventum praeterea & concordatum est, inter Sacram Caesarem Majestatem & Sacram Majestatem Regem Christianissimum, accedente insuper Sua Regia Celsitudine Duce Sabaudiae, quod ulque ad futuram Pacem cum Gallia pangendam, in universa Italia, & Insulis in Mari Mediterraneo sitis, ac respective per Partes belligerantes possiditis, ut & in omnibus Terris, Provinciis ac Status Suae Regiae Celsitudinis Ducis Sabaudiae, tam citra quam ultra Alpes, intra quatuor hebdomadas a subscriptione praesentis Conventionis nuncrandas, plena ac integra esse debeat cessatio omnium cuiusvis generis hostilitatum, quocunque nomine veniant, aut quacunque occasione aut pretextu terra marive exerceri possint absque ulla reservatione, aut exceptione locorum, quorumcunque, qui Italiae, Insularumque supradictis, & Ducis Sabaudiae subjacent, inter Exercitus, Milites & Subditos alie memoratorum Contrahentium, qui sine dilatione Mandata necessaria mittent Supremis illorum Militaria Praefectis, aliisque quoque hanc Conventionem promptis executioni detur. Adeo ut quidquid quocunque denummodo, aut loco contra fiat, aut ab initio Amicitiae eoque durante factum sit, tam ex una quam altera parte incontinentiter restituatur, annuletur, & optima fide reparetur, expresse praeterea cautum & declaratum est, quod durante Armistitio in Regia Sacra Celsitudinis Ducis Sabaudiae & Gallia nunc possiditis Ditionibus, cessabunt omnes Contributiones Militares, ita ut nihil omnino ultra relictus ordinarius & confuetos ibidem exigatur; quae dicti Armistitii Conditiones observabuntur etiam respectu Provinciarum Gallicarum Ditionibus Ducis Sabaudiae circumvicinarum, & Subditis interea licebit invicem commercari.

XII.

Res in Italia durante hoc Armistitio in statu, quo nunc sunt, permanebunt, earum compositio, ad Pacis Negotium remittatur.

XIII.

Cum igitur ad hanc Conventionem ineundam, contulere plurimum amicitissimae Sacrae Regiae Majestatis Magnae Britanniae hortationes, atque ad eandem porro debita executioni mandandam opus omnino esse, visum sit, ut & ipsa in partes hujus Pacis veniat, proinde sponte ex parte sua & Federatorum suorum Sacra Caesarea Majestatis, & Sacra Regia Majestatis Magnae Britanniae fide data per praesens Instrumentum vim Pacti inter suas Majestates solemniter initii habiturum, Caesarem suam Majestatem Federatorum suos omnes & singulos hujus Conventionis Articulis bona fide observaturos, & integerrime adimpleturos esse. Ipsa quoque Sacra Regia Majestatis Magnae Britanniae praesenti Conventioni sponsorio nomine accedere voluit, in se recipiendo & promittendo, quod ab altera supra memoratorum Contrahentium parte omnes & singuli hujus Conventionis Articuli bona fide observabuntur, & integerrime adimpleri erunt.

Rati habebitur praesens Conventio a Sacra Caesarea & Regia Majestate ejusdemque Rati habitionis Tabula intra quatuor septimanas aut si citius fieri potest, Ultrajecti invicem commutabuntur.

In quorum fidem Nos Sacra Caesarea & Catholicae Majestatis, & Sacra Regia Majestatis Magnae Britanniae Ministri Plenipotentiarii praesentes Tabulas manibus nostris subscriptas, Sigillis nostris munivimus. Trajecti ad Rhenum die XIV. Martii Anno MDCC. XIII.

(L.S.) PHILIP. LUD. C. DE SINZENDORF.

(L.S.) MICHAEL ACHATZ L. B. DE KIRCHNER.

(L.S.) JOH. BRISTOL, C. P. S.

(L.S.) STRAFFORD.

TOM. VIII. PART. I.

ANNO  
1713.

adheret à l'un des deux partis, & voudroient dans la suite y adherer, & qu'il n'a point été jugé convenable de mixer la discussion de ces points dans la Convention qui se fait pour l'Evacuation de la Catalogne, on a trouvé bon de les remettre au Traité de Paix. Sa Majesté Britannique ayant déclaré avant toutes choses, qu'Elle emploiera ses officiers les plus efficaces, afin qu'on en convienne réciproquement, & qu'il soit statué sur cesdits Points, lors de la conclusion de la Paix.

XI.

Il est en outre convenu & accordé entre les Parties contractantes, avec le concours de Son Altesse Royale, le Duc de Savoie, que jusques à la Paix générale à faire, & quatre semaines après le jour de la signature du présent Traité, il y aura un Armistice entier & cessation de toute sorte d'hostilités par Mer & par Terre, sous quelque nom, prétexte, ou en quelque occasion qu'elles puissent s'exercer dans toute l'Italie, & dans toutes les Iles de la Mer Méditerranée, respectivement possédées par les Parties belligerantes, comme dans tous les Etats de Son Altesse Royale, le Duc de Savoie, si ce n'est en ce qui au delà des Alpes, & cet Armistice aura lieu sans réserve ni exception d'aucun endroit compris sous la dénomination d'Italie, des Iles de la Mer Méditerranée, & des Etats de Son Altesse Royale, le Duc de Savoie, ledit Armistice sera observé par les Armes, Soldats, & Sujets des Parties contractantes ci-dessus mentionnées, qui exécuteront, sans délai, les ordres nécessaires, afin qu'après l'Armistice en Chef & autres Officiers, afin que la présente Convention en soit plus promptement mise en exécution, de manière que toutes les conventions faites au présent Armistice, après qu'il aura commencé & pendant sa durée, tant de l'un que de l'autre côté, seront, de quelque façon & en quelque lieu que la chose advienne, radicalement, & sans retour, annulées & réparées de bonne foi; & encore expressément statué & déclaré que durant l'Armistice toutes Contributions militaires cesseront dans les Etats de Son Altesse Royale, le Duc de Savoie, qui sont présentement possédés par la France, & l'on n'y pourra absolument rien exiger au delà des revenus ordinaires & accoutumés; il sera permis réciproquement aux Sujets de commercer ensemble durant l'Armistice, bien entendu que toutes les Conditions de cet Armistice auront lieu, par toutes les Provinces de France qui touchent les Etats de S. A. S. le Duc de Savoie.

XII.

Les choses demeureront en Italie pendant le présent Armistice en l'état où elles sont présentement, & l'on venra à les ajuster à la Négociation de la Paix.

XIII.

Et d'autant que les exhortations affectueuses de Sa Majesté Britannique ont beaucoup contribué à ladite Convention, & qu'il a paru nécessaire, afin d'en assurer l'entière exécution, que ladite Majesté y prit part, & s'y engageât, Sa Majesté Britannique, se fondant sur l'assurance que lui donne le Roi Très-Christien, sans en son nom qu'un nom de ses Alliez, par la présente stipulation qui aura la force d'un Traité solennel, fait entre leurs Majestés Royales, que lui, le Roi Très-Christien & ses Alliez, accompliront de bonne foi & dans leur entier tous & chacun des Articles de cette Convention; Elle veut bien se rendre Garante du présent Traité; ainsi que prendre sur soi & promettre que les Parties Contractantes ci-dessus mentionnées observeront de bonne foi & accompliront pleinement tous & chacun des Articles d'icelui.

La présente Convention sera ratifiée par leurs Majestés Royales, & les Ratifications en seront échangées à Utrecht dans le terme de quatre semaines, ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires de Sa Majesté Très-Christienne ont signé & fait apposer le Cachet de leurs Armes à la présente Convention. Fait à Utrecht le 14. Mars 1713.

(L.S.) JOH. BRISTOL, C. P. S.

(L.S.) STRAFFORD.

(L.S.) HUXELLES.

(L.S.) MENAGER.

Tt

Artis



ANNO  
1713.*Articulus Separatus.* [Copie tirée du Protocollé de l'Ambassade Impériale en Hollande, & au Congrès d'Utrecht.]

EX occasione Conventionis super evacuanda Catalaunia, ut & Insulis Majorca & Yvica, & Armistitio in Italia hodie inito, plurimum, idque gravissimis rationum momentis, sacra Regia Majestas Magnæ Britannia institit, ut omni suspitionis materia, ex introducendis in prædictam Italiam Copiis adeo numerosis oritura forsitan, uti solet, obvianatur. Ideo infra scripti attemperata Sacra Cæsarea & Catholica Regia Majestatis Ministri Plenipotentarii de Studio Domini sui Clementissimi ad opus tam salutare prono certiores spondent solemniter ac promittunt, Sacram Cæsaream Majestatem curaturam eumque in finem talia supremis suæ militiæ Præfictis, Generalibus, Officialibus, Locumtenentibus aliisque Mandata daturam, ut Copiæ omnes ex Catalaunia, & Insulis prædictis transvehendæ, aliæque tam Cæsareæ, quam fœderatæ, sine omni mora, brevissimaque ac commodiore qua fieri potest via, transitu innoxio ubique observato, ex Italia in Germaniam abducantur, ita, ut in Italia prædicta, durante Armistitio hodie inito, tantum solummodo Cæsarearum & Fœderatarum Militum relinquatur, quantum ad præsidia munimentorum tutamenque Provinciarum ibi locorum requiritur, idque ita ut eorum numerus in universa Italia viginti millia Militum non excedat. Cumque exinde ratio Hyberna & Contributiones in reliqua Italia exigendi, sua sponte cesset, ut ipsimet Cæsareæ Majestati grave videretur, Italiam tranquillitati quo possimum tempore dedesse, quo se nihil magis quam universi Christiani Orbis Pacem & quietem cordi habere undequaque non exiguis Documentis testatum fecit. Promittit ideoque Sacra Cæsarea Majestas nullo quocunque titulo, vel Hyberna collocanda vel Contributiones quascunque exigendas esse, durante prædicto Armistitio in Italia, ullis in locis Principum, aliorumve, ubi ejusmodi Hyberna collocata & Contributiones durante hoc Bello collectæ sunt.

Cum igitur ad Conventionem supradictam ineundam, omnibusque in contrarium euntibus moliminibus obviandis plurimum amicissimæ Sacra Regia Majestatis Magnæ Britannia hortationes contulerint, atque ad eandem porro debitæ executioni mandandam opus omnino esse visum sit ut & ipsa in partes hujus Pactionis veniat. Proinde spondente ex parte sua Sacra Cæsarea Majestas & Sacra Regia Majestati Magnæ Britannia fide data per præsens Instrumentum, vim Pacti solemniter cum Sacra Regia Majestate Magnæ Britannia initi habituram Cæsaream Sacram Majestatem omnia & singula superius promissa bona fide observaturam & adimpleruram Mandata, quin etiam Ministris suis tam civilibus quam militaribus, quorum opera hac in parte usura sit, quam expressissima daturam, nequid ipsi, aut earum aliquis facere aut attentare præsumant, quo minus eadem omnia debitum plenariè sortiantur effectum, ipsa quoque Sacra Regia Majestas Magnæ Britannia in se recipit, & promittit quod ab altera supra memoratorum Contrahentium parte omnes & singuli hujus Conventionis Articuli, bona fide observabuntur, & integerrime adimpleti erunt.

Ratihabitur præsens Conventio a Sacra Cæsarea & Regia Majestate. Ejusdem Ratihabitionis Tabula intra quatuor septimanas, aut citius si fieri potest, Trajecti ad Rhenum invicem commutabuntur.

In quorum fidem nos Sacra Cæsarea & Catholica Majestatis, & Sacra Regia Majestatis Magnæ Britannia Ministri Plenipotentarii præsentis Tabulas manibus nostris subscriptas Sigillis nostris munitimus. Trajecti ad Rhenum die decimo quarto Mensis Martii, anni millesimi septingentesimi decimi tertii.

PHILIPPUS LUD. C. à JOH. BRITOL. C. P. S.  
SINZENDORF. (L.S.)

MICHAEL ACHATS L. B. STRAFFORD.  
DE KIRCHNER. (L.S.)

CXLVIII.

ANNO  
1713.

*Cessation d'armes pleine & entière faite & conclue entre LOUIS XIV. Roi de France & VICTOR AMEDEE Duc de Savoie pour durer jusqu'à la Paix. A Utrecht le 14. Mars 1713.*  
[Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. II. pag. 350.]

SA Majesté la Reine de la Grande Bretagne, ayant par son entremise procuré jusques à la Paix Générale, une Cessation d'Armes en Italie entre les Puissances qui y ont été en Guerre jusques à présent. Il a été convenu, & accordé entre les Ministres Plenipotentiaires de S. M. T. C. & ceux de son A. R. le Duc de Savoie, que jusques à la Paix à faire avec la France, il y aura une pleine & entière Cessation d'Armes, & de toutes sortes d'hostilité de quelque part, ou par quelque occasion ou prétexte qu'elles puissent être faites par Mer ou par Terre, sans réserve ni exception de lieux quelconques entre leurs Armées, Soldats & Sujets respectifs, & dans tous leurs Etats, tout comme ladite Cessation doit être dans toute l'Italie & Isles de la Mer Méditerranée, possédées respectivement par les Parties qui sont en Guerre, à commencer ladite Cessation d'Armes dans quatre semaines après la Signature de la présente Convention.

Et à ces fins S. M. T. C. & S. A. R. enverront incessamment les ordres nécessaires aux Généraux & Commandants de leurs Troupes, Gouverneurs & Commandants des Pâis & Places, & à tous autres qu'il sera besoin, pour que cette Convention soit incessamment exécutée & observée.

Et tout ce qui sera ou pourra être fait au contraire de quelque manière, & en quelque lieu que ce soit, depuis ladite Cessation d'Armes commencée, & durant icelle, soit d'une part ou d'autre, sera incessamment & de bonne foi rétabli, annulé & réparé.

Il a été en outre convenu & accordé, que pendant la susdite Cessation d'Armes toutes Contributions pour cause de Guerre, & exactions d'icelles, cesseront dans les Pâis & Lieux de S. A. R. de Savoie, possédés à présent par Sa M. T. C., & que l'on n'en exigera rien autre que les revenus ordinaires & accoutumés, & que cesseront de même toutes Contributions de la part du Seigneur Duc de Savoie dans les Provinces de France, voisines à ses Etats. Cependant les Sujets respectifs auront & pourront avoir entre eux la liberté entière du Commerce, & si pour plus de sûreté ils demandent des Passports, on les leur accordera.

Les affaires en Italie resteront pendant ladite Cessation d'Armes dans l'état où elles sont, & leur ajustement est renvoyé à la Négociation de la Paix, réservé cependant, & excepté l'entière création du Traité du 6. Novembre 1703. entre le défunt Empereur Leopold & ladite Altesse Royale.

La présente Convention sera ratifiée par S. M. T. C. & par S. A. R. de Savoie, & les Ratifications en seront échangées à Utrecht dans l'espace de quatre semaines, ou plutôt si faire se peut. En foi de quoi lesdits Plenipotentiaires de S. M. T. C. & ceux de S. A. R. de Savoie ont signé & fait apposer le Cachet de leurs Armes.

La présente Convention faite à Utrecht le 14. Mars. 1713.

CXLIX.

*ASSIENTO ou Privilège pour l'Introduction & 26 Mars.*

*la vente des Esclaves NEGRES dans l'AMERIQUE ESPAGNOLE: contenant les conditions auxquelles, il est accordé à la COMPAGNIE ANGLOISE. Fait à Madrid le 26. Mars 1713.* [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. V. pag. 72. Feuille volante imprimée en Anglois & en Espagnol à Londres, chez John Baskett Imprimeur de la Reine l'an 1713. in 4.]

ANNO  
1713.

LE ROI.

D'AUTANT que l'Affiento, dont on étoit convenu avec la Compagnie Royale de *Gaule*, établie en France, pour fournir des Esclaves Negres aux *Indes Occidentales* est expiré ; & que la Reine de la *Grande-Bretagne* souhaite d'entrer en ce Commerce, & en son nom la Compagnie *Angloise*, comme cela est stipulé dans les Préliminaires de la Paix, & que cet Affiento subsiste pendant le terme de trente Ans : Don Manuel Meneses de Gilligan, Député pour cet effet, par Sa Majesté de la *Grande-Bretagne*, a remis entre mes mains un plan dressé à cet effet, contenant quarante-deux Articles, pour servir de règle à ce Contrat, lequel j'ai communiqué à une Junta de trois Ministres de mon Conseil des *Indes*, pour favoriser leur sentiment sur chaque Article ou condition dudit Contrat. Mais comme sur cet examen il s'est trouvé plusieurs Points, dont ils n'ont pu convenir je l'ai fait examiner une seconde fois, par une autre Junta ; de sorte qu'étant informé à fond de la chose, j'ai résolu, nonobstant les objections faites par les uns & les autres, de conclure & terminer cet Affiento à la satisfaction de la Reine de la *Grande-Bretagne*. Dans cette vue, j'ai jugé à propos d'admettre & d'approuver par un Décret Royal du 12. de ce mois, les quarante-deux Articles contenus dans le Plan susmentionné ; de la manière ci après spécifiée, avec les additions, que j'ai résolu d'y ajouter de mon propre mouvement, en faveur de ladite Compagnie, aussi contenus dans mon dit Décret. Le tout de la manière suivante.

I. En premier lieu, pour procurer par ce moyen, mutuellement & réciproquement, l'avantage des Souverains & des Sujets des deux Couronnes, Sa Majesté de la *Grande-Bretagne* offre & s'oblige, pour les personnes qu'elle nommera & autorisera pour cet effet, de faire transporter aux *Indes Occidentales* de l'*Amerique*, appartenant à sa Majesté Catholique, à commencer du premier jour de Mai, 1713. jusques au même jour de l'année 1743. le nombre de cent quarante quatre mille Negres, *Piezas de India*, des deux Sexes & de tous les âges, sur le pied de quatre mille huit cent Negres *Piezas de India* par an, pendant le cours desdites trente années, à condition, que les personnes qui se transporteront aux *Indes Occidentales* pour travailler aux affaires de l'Affiento, se garderont de rien faire qui puisse offenser ; car en ce cas, ils seroient poursuivis en justice, & punis de la même manière, qu'ils l'auroient été en *Espagne*, supposé qu'une faute de la même nature y eût été commise.

II. Que les *Affientistes*, ou la Compagnie de l'Affiento, payera de chaque Negre, *Pieza de India*, suivant le modele regulier de sept quartiers, n'étant ni vieux ni débileux, selon ce qui a été pratiqué & établi jusques à présent aux *Indes*, la somme de trente-trois pieces de huit, en y comprenant tous les Droits d'*Alcabala*, de *Sisa*, d'*Union de Armas*, de *Boqueron*, ou aucun autre Droit, de telle nature qu'il puisse être, d'entrée ou de Regale, qui sont ou qui pourroient être imposés à l'avenir, appartenant à sa Majesté Catholique, en sorte qu'on ne pourra rien exiger au delà : Et au cas, que les Gouverneurs, Officiers Royaux ou autres Ministres en pressent davantage, on en tiendra compte aux *Affientistes*, & cela sera rabattu sur les droits des 33. pieces de huit & un tiers susmentionnez, qu'ils doivent payer à sa Majesté Catholique, la chose étant prouvée par un Certificat authentique, qui ne pourra être refusé par un Notaire public, à la requisiion des *Affientistes* : Et pour cet effet on fera publier un Ordre ou une Cédula generale, dont la teneur sera la plus ample qu'il se pourra.

III. Que lesdits *Affientistes* avanceront à Sa Majesté Catholique, pour suppléer aux besoins pressans de la Couronne, la somme de deux cent mille pieces de huit ou *Escudos*, en deux payemens égaux, de cent mille pieces de huit chacun, dont le premier se fera deux mois, après que Sa Majesté aura approuvé & signé cet Affiento ; & le second au bout de deux autres mois, après le premier payement ; & cette somme ainsi avancée ne sera remboursée qu'après le terme de six des vingt premiers années de cet Affiento, & alors on pourra la déduire par portions de

TOM. VIII. PART. I.

gales, pendant les dix années restantes, sur le pied de vingt mille pieces de huit par an, qu'on rabattra sur les droits imposés sur les Negres, payables pendant le cours de ces années-là.

IV. Que les *Affientistes* seront obligés de payer l'avance des deux cent mille pieces de huit, en cette Cour ; comme aussi de six en six mois, la moitié du montant des Droits payables pour les *Piezas* d'Esclaves, qu'ils sont convenus de transporter tous les ans.

V. Que le payement desdits Droits se fera de la manière mentionnée dans l'Article precedent, sans aucun délai ou dispute, & sans y donner aucune autre interpretation : Cependant, avec cette reserve, que les *Affientistes* ne seront obligés de payer ces Droits que pour quatre mille Negres, *Piezas de India*, par an, sans compter les huit cent qui restent, à Sa Majesté accordant par cet Article aux *Affientistes* les Droits qu'ils en devroient payer, pendant tout le cours des trente années de cet Affiento, en la meilleure forme & manière possible, en consideration des risques que courent lesdits *Affientistes*, & de l'intérêt qu'on devroit leur payer de l'argent avancé, & du payement, qu'ils font en cette Cour, des Droits des quatre mille *Piezas* susdits.

VI. Que lesdits *Affientistes*, après avoir fourni tous les ans, le nombre de quatre mille huit cent Negres selon leur Contrat, pourront encore, au cas qu'ils le jugent nécessaire pour le service de Sa Majesté Catholique, & celui de ses Sujets, en fournir un plus grand nombre, pendant les vingt-cinq premières années de ce Contrat, (car pendant les cinq dernières il ne leur sera permis d'en transporter que le nombre de quatre mille huit cent, dont on est convenu,) à condition, qu'ils ne payeront que seize pieces de huit, & deux tiers d'une piece de huit, pour tous les Droits de chaque Negre *Pieza de India*, qu'ils transporteront au delà des quatre mille huit cent, ce qui fait la moitié des trente trois pieces de huit & un tiers sus mentionnées ; & ce payement se fera aussi en cette Cour.

VII. Qu'il sera permis auxdits *Affientistes* d'employer pour ce Commerce les propres Vaisseaux de Sa Majesté de la *Grande-Bretagne*, ou ceux de ses Sujets, ou même ceux des Sujets, de Sa Majesté Catholique, du consentement des propriétaires, en leur en payant le fret, & en se servant de Matelots *Anglois* ou *Espagnols*, selon qu'ils le jugeront à propos ; à condition qu'on prendra soin, que les Officiers des Vaisseaux employez par les *Affientistes*, ni leurs Matelots ne troublent en aucune manière, & ne causent aucun scandale à l'exercice de la Religion Catholique ; sous les peines marquées, & les Reglemens établis dans le premier Article de cet Affiento. Il sera de plus permis auxdits *Affientistes* d'introduire leurs Esclaves Negres, selon le Contrat, dans tous les Ports de la Mer du Nord & de *Buenos Ayres*, sur aucuns des Vaisseaux susmentionnez, de la manière que cela a été accordé aux *Affientistes*, qui les ont précédés : Mais toujours à condition que ni les Officiers ni les Matelots ne causeront aucun scandale à la Religion Catholique Romaine, sous les peines susdites.

VIII. Que comme on a trouvé par experience, que rien ne peut être plus prejudiciable aux intérêts de Sa Majesté & à celui de ses Sujets, que de ne pas permettre aux *Affientistes* de transporter leurs Negres dans tous les Ports des *Indes* en general, puis qu'il est certain, que les Provinces qui sont privées de cet avantage en pâtissent, faute d'avoir leurs terres cultivées, ce qui les a réduits à la nécessité de s'en pourvoir même frauduleusement, il est permis auxdits *Affientistes* par une condition expresse de ce Contrat, de transporter & de vendre leurs Negres dans tous les Ports de la Mer du Nord, & ceux de *Buenos Ayres* à leur choix. Et pour cet effet Sa Majesté Catholique revoke les défenses contenues dans les Affientos precedens, de ne les transporter que dans les Ports marqués en iceux ; avec cette restriction cependant, qu'il ne sera permis auxdits *Affientistes* de les transporter & débarquer, que dans les Ports où il y a des Officiers Royaux, ou des Députés de leur part, qui puissent visiter leurs Vaisseaux & leurs Cargaisons, pour certifier le nombre des Negres transportez. On est aussi convenu, que les Negres transportez dans les Ports de la côte, qui est contre le vent, à *Sancta Martha*, *Cumaná* & *Maracaybo*, ne pourront être vendus par les *Affientistes* pour plus de trois cent pieces de huit chacun, & autant moins qu'il sera possible.

T 2

ANNO  
1713.



sible, pour encourager les habitants de ces lieux-là à les acheter; mais quant aux autres Ports de la Nouvelle Espagne, des Isles, & la Terre ferme, il sera permis aux Affientistes de les vendre au meilleur prix qu'il leur sera possible.

IX. Que comme il est permis auxdits Affientistes, pour les raisons alléguées dans l'Article précédent; de transporter leurs Negres dans tous les Ports de la Mer du Nord; on est convenu de même, qu'ils le pourront faire dans la Rivière de Plata, Sa Majesté Catholique leur permettant de transporter, (du nombre des quatre mille huit cent Negres, qu'ils peuvent introduire tous les ans en vertu de cet Affiento,) dans cette Rivière ou à Buenos Ayres, pendant chacune des trente années qu'elle Affiento, le nombre de mille deux cent de ces *Piezas de Indes* des deux Sexes, pour les y vendre au prix dont ils pourroient convenir, les embarquant sur quatre Vaisseaux capables de les contenir, huit cent desquels seront vendus à Buenos Ayres, & les quatre cent restans pourroient être transportés & serviroient pour les Provinces qui sont au dessus, & pour le Royaume de Chili, les vendant aux habitants, s'ils les veulent venir acheter dans ledit Port de Buenos Ayres. D'après, on declare qu'il sera permis à Sa Majesté Britannique, & aux Affientistes en son nom, de posséder dans ladite Rivière de Plata quelques Terres, que Sa Majesté Catholique ordonnera ou assignera, l'un avant ce qui a été stipulé dans les Préliminaires de la Paix, à compter du tems où cet Affiento aura lieu, suffisantes pour planter, pour cultiver, & pour entretenir du bétail, pour la subsistance des personnes appartenant à l'Affiento & de leurs Negres: Il leur sera même permis d'y bâtir des maisons de bois, & non d'autres matériaux, sans qu'ils puissent faire aucune levée de terre, ni les moindres fortifications. Sa Majesté Catholique nommera aussi un Officier, tel qu'elle le jugera à propos, & de les propres Sujets, lequel résidera sur lesdites Terres, & aura la direction de tout ce qui en dépendra. Et toutes les autres choses, qui concernent l'Affiento, seront sous la direction du Gouverneur & des Officiers Royaux de Buenos Ayres: Les Affientistes ne payeront aucuns Droits, à l'égard des Terres susdites, pendant tout le terme de l'Affiento.

X. Quant au transport & à l'introduction des Negres dans les Provinces de la Mer du Sud, il sera permis aux Affientistes de fretter, soit à Panama, ou dans tout autre Port ou Havre de la Mer du Sud, des Vaisseaux ou des Fregates d'environ quatre cent tonneaux, un peu plus ou moins, sur lesquelles ils pourroient les embarquer à Panama, & les transporter à tous les Ports du Peru, & à aucun autre de ce côté-là. Ils pourroient aussi mettre sur ces Vaisseaux les Equipages & les Officiers, tant militaires que de marine, qu'ils jugeront à propos; & il leur sera permis de même, de transporter le provenant de leur vente audit Port de Panama, soit en fruits du Pais, soit en argent monnoyé, en barres d'argent ou en Lingots d'or, sans être obligés de payer aucun Droit pour ledit or ou argent, soit d'entrée ou de sortie, pourvu qu'il soit marqué sans aucune fraude, & qu'ils fassent paroître que c'est le provenant des Negres, lequel doit être exempt de tous les Droits, de même que si ledit argent monnoyé, barres d'argent & lingots d'or appartiennent à Sa Majesté Catholique. Il sera pareillement permis auxdits Affientistes d'envoyer d'Europe à Portobello & de là à Panama, par la Rivière de Chagre, ou par des voiliers de terre, des Cables, des Voiles, du Fer, du Bois de charpente, & toutes sortes d'autres Munitions & Provisions nécessaires pour lesdits Vaisseaux, Fregates ou *Boineques*, & pour subvenir à leur propre entretien; bien entendu, qu'il ne leur sera cependant pas permis de vendre, ni de débiter lesdites Munitions & Provisions, soit en tout ou en partie, sous quelque prétexte que ce puisse être: Car en ce cas elles seroient considérées, & les Acheleurs aussi bien que les Vendeurs punis selon les Loix, & même les Affientistes seroient à l'avenir absolument privés de ce privilège, à moins de pouvoir produire pour cette vente une permission de Sa Majesté Catholique. On est aussi convenu, qu'après l'expiration du terme de cet Affiento, il ne sera plus permis auxdits Affientistes, de se servir des Vaisseaux, Fregates ou Barques pour les transporter en Europe, l'cause des inconvénients qui en pourroient résulter.

XI. Qu'il sera permis auxdits Affientistes de se servir d'Anglois ou d'Espagnols comme ils le jugeront à

propos, pour le gouvernement & la direction de cet Affiento, tant dans les Ports de l'Amérique, que dans les Places du Pais, Sa Majesté suspendant pour cela les Loix, par lesquelles il est défendu aux Etrangers d'entrer dans le Pais ou d'y habiter; déclarant & ordonnant que les Anglois seront regardés & traités, pendant tout le terme de cet Affiento, comme s'ils étoient Sujets de la Couronne d'Espagne; toutefois avec cette restriction qu'il ne sera pas permis à plus de quatre ou de six Anglois de résider dans aucun desdits Ports des Indes, du nombre desquels les Affientistes pourroient choisir ceux qu'ils jugeront à propos, pour les envoyer dans le Pais, où il est permis de transporter les Negres, pour le manement & la recette de leurs Effets. Ils le feront le plus commodément qu'il leur sera possible, selon le Règlement mentionné dans le premier Article, sans aucun empêchement ou trouble de la part des Ministres civils ou militaires, de quelque degré ou qualité qu'ils puissent être, & sous quelque prétexte que ce soit, à moins qu'on ne puisse les convaincre d'avoir agi contre les Loix établies, ou contre le contenu de cet Affiento.

XII. Que pour la bonne direction de cet Affiento, il plaira à Sa Majesté Catholique d'accorder, aussitôt que la Paix sera proclamée, qu'il soit permis à Sa Majesté Britannique d'envoyer deux Vaisseaux de guerre avec les Facteurs, Officiers & autres personnes, qui seront employées en ce service, en donnant premièrement une Liste des noms des uns & des autres, qui seront autorisés de mettre pied à terre dans les Ports, où il leur sera permis d'établir & de régler leurs Factures, tant afin qu'ils puissent aller plus commodément & plus sûrement, que pour pourvoir à toutes les choses nécessaires pour recevoir les Vaisseaux, qui serviroient au transport des Negres: Car comme il faut qu'ils les aillent prendre sur la côte d'Afrique, pour les conduire dans les Ports de l'Amérique Espagnole, il seroit tres incommode, & même tres désavantageux aux Facteurs & aux autres personnes employées pour cela de s'y transporter dans les Vaisseaux destinés à faire ces voyages-là. Outre qu'il est d'une nécessité indispensable qu'on leur prépare par avance, des maisons dans lesquelles ils puissent habiter, & qu'on fasse toutes les autres provisions, dont ils auront besoin; & pour le transport des Facteurs & des autres personnes, employées par la Compagnie, à Buenos Ayres, on leur accordera un Vaisseau de moyenne grandeur; bien entendu que ce Vaisseau, aussi bien que les deux Vaisseaux de Guerre, seront soumis à la visite & à la recherche des Officiers Royaux dans les Ports, lesquels pourroient saisir leurs Marchandises, au cas qu'ils en pourroient. De plus on fournira auxdits Vaisseaux les Provisions nécessaires pour leur retour à un prix raisonnable.

XIII. Lesdits Affientistes pourroient nommer, dans tous les Ports & principales Places de l'Amérique des Juges Conservateurs de cet Affiento, lesquels ils pourroient changer & en nommer d'autres en leur place, lors qu'ils le jugeront à propos; de la manière, que cela a été accordé aux Portugais, dans le huitième Article de leur Affiento; bien entendu qu'ils allèguent des raisons valables de ce procédé, devant le Président, Gouverneur ou l'Audience de ce Département, lesquels l'approuveront respectivement, pourvu que cette nomination tombe toujours sur un des Ministres de Sa Majesté Catholique: Et ces Juges-là prendront connoissance, exclusivement à tous les autres, de toutes les Causes, Affaires & Procès concernant cet Affiento, avec une entière autorité & juridiction: Aussi est-il défendu à toutes les Audiencias, Ministres, & Tribunaux, Présidens, Capitaines Généraux, Gouverneurs, Corregidores, Grands Alcaldes, & autres Juges quels qu'ils puissent être, sans en excepter les Vice-Rois de ces Royaumes-là de s'en mêler, d'autant qu'il n'y aura que lesdits Juges Conservateurs, qui puissent prendre connoissance de ces Causes-là, & des incidens, qui en pourroient naître; mais il y aura appel de leurs Sentences, dans les cas où la Loi le permet, au suprême Conseil des Indes; bien entendu que lesdits Juges Conservateurs ne pourroient commander ni présenter de plus grands salaires, que ceux, que lesdits Affientistes jugeront à propos de leur accorder pour ce service. Et au cas qu'aucuns d'entre eux en voudroient exiger davantage, Sa Majesté Catholique en ordonnera la restitution. Elle accorde aussi que le

NNO  
1713.

Président ou Gouverneur dudit Conseil, ou le *Decano* ou Doyen sera Protecteur de cet Affiento. Ils pourront aussi proposer un Ministre dudit Conseil, qu'ils jugeront le plus propre à cela, pour leur servir de Juge Conservateur préférentiellement à tous les autres, avec l'approbation de Sa Majesté, comme cela s'est pratiqué dans les autres Affientos.

XIV. Il ne sera permis ni aux Vice Rois, Audiencias, Présidens, Capitaines Generaux, Gouverneurs, Officiers Royaux, ni aux autres Tribunaux ou Ministres, de Sa Majesté Catholique, tels qu'ils puissent être, d'arrêter ou retenir dans les Ports les Vaisseaux appartenant à l'Affiento, ni d'empêcher leurs Voyages, sous quelque prétexte que ce soit, ni pour quelque cause ou motif que ce puisse être; quand même ce seroit pour les équiper en Guerre, ou pour toute autre entreprise; au contraire, ils leur accorderont toute la faveur, l'affistance & le secours, que lesdits *Affientistes* ou leurs Facteurs souhaiteront, soit pour équiper en diligence, dépêcher ou charger leurs Vaisseaux; pour leur avitailllement & tout ce dont ils auront besoin pour avancer leurs voyages, au prix courant, sous peine, pour ceux qui en agissent autrement, de faire bon à leurs propres dépens, & d'indemniser tout le mal & les pertes, que les *Affientistes* pourroient souffrir par de tels empêchemens ou de pareilles détentions.

XV. Il ne sera pas non plus, permis aux Vice-Rois, Présidens, Capitaines Generaux, Gouverneurs, Corregidors, Grands Alcaldes, Juges, ni à aucun autre Tribunal ou Officiers que ce puisse être, d'empêcher, saisir, retenir ou arrêter par violence dans les Ports, ou d'aucune autre manière, sous quelque prétexte, cause ou motif que ce soit, tant présant qu'il puisse être, aucuns des Fondez, Marchandises ou Effets du provenant de cet Affiento, ou appartenant aux *Affientistes*, sous peine de punition, & de payer de leurs propres biens, les dommages & pertes qui en résulteroient. Il ne sera pas non plus permis auxdits Ministres de visiter les Maisons ni les Magasins des Facteurs ou autres appartenant à cet Affiento, lesquels doivent jouir de ce privilège & de cette exemption, pour prévenir le scandale & la honte, qui accompagnent de pareils procédés; à moins qu'on ne soit convaincu par des preuves évidentes qu'il y ait de la fraude & des Marchandises défendues, & en ce cas, elles pourront être visitées en la présence du Juge Conservateur, absolument requise pour cet effet; afin qu'il prenne soin de prévenir les vols & les enlèvements, qui arrivent d'ordinaire par le grand nombre de Soldats & d'Officiers qui accourent en foule en ces occasions. On reste on est convenu, qu'au cas qu'il se trouve des Marchandises de cette nature, elles pourront être saisies; mais sans toucher au fond ou aux effets de l'Affiento, qui doivent être libres; Et au cas que les Facteurs soient coupables de pareilles offenses on les dénoncera au Conseil, afin de les faire punir.

XVI. Qu'il sera permis auxdits *Affientistes*, à leurs Facteurs & autres appartenant à leur Compagnie aux *Indes*, d'employer à leur service les Matelots, Voituriers & Ouvriers, dont ils auront besoin, pour charger & décharger leurs Vaisseaux, par un Accord volontaire fait avec eux, en leur payant les salaires & les gages dont ils seront convenus.

XVII. Que lesdits *Affientistes* auront la liberté de charger comme il leur plaira, les Effets qu'ils auront aux *Indes*, sur les Galions, pour les transporter en *Europe*, en s'accommodant pour le fret avec les Capitaines ou Propriétaires desdits Vaisseaux; ou sur les Vaisseaux appartenant à l'Affiento; lesquels pourront, au cas qu'ils le trouvent bon, venir sous le convoi desdits Galions ou autres Vaisseaux de Guerre de Sa Majesté Catholique, qui ordonnera expressément aux uns & aux autres de les admettre & prendre sous leur protection & sauvegarde, & il leur sera enjoint de ne requérir d'eux aucun Induit ou Droit ordinaire ou extraordinaire pour cela, ni sous prétexte qu'ils viennent de compagnie avec ladite Flote ou Galions: Et les Effets, dont ils seront chargés appartenant aux *Affientistes*, vérifiés par des Ecrits authentiques ne payeront aucuns Droits d'entrée en *Espagne*, leur Fond aiant le même privilège que s'il appartenait à Sa Majesté Catholique: Cependant il est défendu auxdits Vaisseaux appartenant à l'Affiento, & qui pourrout venir en compagnie à ces bons, de prendre sur leur bord des Vaisseaux *Espagnols*, ou aucuns Effets des Sujets de Sa Majesté Catholique.

ANNO

1713.

XVIII. Qu'à compter du premier jour de Mai de la présente année 1713. jusques à ce qu'ils aient pris possession de l'Affiento, ni après qu'ils l'aient prise, il ne sera plus permis à la Compagnie *Française de Guinée*, ou à qui que ce soit de transporter des Esclaves Negres aux *Indes*: Et au cas qu'ils le fissent, Sa Majesté Catholique les déclarera, comme Elle les déclare par cet Article, confisqués en faveur & à l'avantage des *Affientistes*, qui en prendront possession en payant les Droits des Negres introduits ainsi contre cet Article, & le Règlement établi par ce Contrat. Et pour cet effet, aussi tôt qu'il sera signé on dépêchera, de la manière la plus ample, des Ordres circulaires en *Amerique*, pour empêcher qu'on n'y admette aucuns Negres dans les Ports, sur le compte de la Compagnie *Française*, & la même chose sera notifiée à leur Agent: Et afin que ceci soit plus effectuel & plus avantageux au revenu Royal, on est convenu, que lors que les *Affientistes* seront informés qu'aucun Vaisseau chargé de Negres, ne leur appartenant pas, sera arrivé sur les côtes, ou entré dans aucun Port, il leur sera permis d'équiper, d'armer & de mettre en Mer immédiatement les Vaisseaux qu'ils auront en propre, ou aucuns de ceux de Sa Majesté Catholique ou de ses Sujets, avec lesquels ils conviendront de prendre, de saisir & confisquer de pareils Vaisseaux & leurs Negres, de telle Nation qu'ils puissent être, & à quelques personnes qu'ils puissent appartenir. Pour cet effet lesdits *Affientistes* & leurs Facteurs auront la liberté de prendre connoissance, & de visiter tous les Vaisseaux qui arriveront sur les côtes des *Indes*, ou dans ses Ports, & dans lesquels ils auront lieu de croire ou de soupçonner qu'il y aura des Negres de contrebande; bien entendu, que pour faire de pareilles recherches, & autres procédures comme dessus, il faudra qu'ils en aient premièrement la permission des Gouverneurs, auxquels ils communiqueront ce qui se passera, & les prient d'y interposer leur autorité; mais il faudra, que la Paix soit proclamée avant que ceci puisse se faire, ou que cet Affiento ait lieu.

XIX. Que lesdits *Affientistes*, leurs Facteurs & Agents auront la liberté de naviger & de transporter leurs Esclaves Negres, selon leur Contrat dans les Ports septentrionaux des *Indes Occidentales* de Sa Majesté Catholique, sans en excepter la Rivière de *Plata*; avec défense à tous autres, soit Sujets de la Couronne ou étrangers, d'y transporter ou introduire aucuns Negres, sous les peines établies par les Loix faites pour ce Contrat de Commerce: De plus, Sa Majesté Catholique, s'oblige en foi & Parole de Roi de maintenir lesdits *Affientistes* dans la pleine & entière possession de tous ces Articles, & de les faire exécuter, pendant le terme dont on est convenu, sans permettre ou conniver à quoi que ce puisse être, qui soit contraire à leur ponctuelle & exacte execution, Sa Majesté en faisant sa propre affaire; bien entendu qu'ils ne transporteront pas, ni dans ladite Rivière de *Plata* ni à *Buenos Ayres*, au dessus de douze cent *Piezas* de Negres accordés, par le 8. Article de ce Traité.

XX. Qu'au cas, que lesdits *Affientistes* fussent troublés dans l'exécution de cet Affiento, ou que l'on s'opposât à leur Trafic ou à leurs Privilèges par des Procès, ou de quelque autre manière, Sa Majesté Catholique déclare qu'Elle s'en réservera la connoissance uniquement, & de tous les Procès, qu'on pourroit leur intenter à cet égard, avec défense à tous les Juges, quels qu'ils puissent être, d'examiner & de prendre connoissance des Causes, Procès, omissions ou fautes, qui pourroient se commettre dans l'exécution de cet Affiento.

XXI. Que lors que les Vaisseaux desdits *Affientistes* arriveront dans les Ports des *Indes* avec leurs Cargaisons de Negres, les Capitaines desdits Vaisseaux seront obligés de certifier, qu'il n'y a aucun mal contagieux sur leur bord, afin d'obtenir des Gouverneurs & Officiers Royaux la permission d'entrer dans lesdits Ports, n'y pouvant être admis sans de pareils Certificats.

XXII. Lorsque lesdits Vaisseaux seront entrez dans aucun Port, ils seront visités par le Gouverneur, & par les Officiers Royaux, & examinés jusques au fond, même jusques au quintillage ou lest: Et après avoir débarqué leurs Negres en tout ou en partie, ils pourront de même décharger les Provisions né-



ANNO  
1713.

cellaires pour leur subsistance, qu'ils mettront dans les Maisons particulières ou des Magazins, en ayant obtenu la permission des Ministres, qui auront fait la visite dedit Vaisseau, pour prévenir par ce moyen les fraudes & les controveries : Mais il ne leur sera point permis de décharger, transporter ou débiter aucunes Marchandises ou Denrées sous quelque prétexte ou motif que ce soit, & même s'il s'en trouvoit sur leur bord, elles seroient saisies comme si elles eussent été déchargées ; à l'exception seulement des Negres, & des Magazins de Provisions pour leur subsistance, sous peine, pour les contrevenans, d'être sévèrement punis, & leurs Marchandises & Effets confisqués ou brûlés, outre qu'ils seront déclarés incapables de pouvoir jamais être employez dans ledit Affiento : Et les Officiers & Sujets de Sa Majesté Catholique, qui y donneront les mains, seront aussi punis exemplairement, tout transport & traite de Marchandises étant absolument défendu & refusé auxdits Affientistes, comme contraire aux Loix de ce Royaume, & à la sincérité & bonne foi avec laquelle on doit s'acquiescer des engagements de cet Affiento. Deplus, Sa Majesté déclare & ordonne que les Marchandises saisies de cette manière, étant frauduleusement transportées, seront estimées, & immédiatement brûlées dans une Place publique, par ordre dedit Gouverneur & Officiers Royaux, & que le Capitaine ou Patron dudit Vaisseau sera condamné à payer le prix auquel elles auront été estimées, quand il ne seroit simplement coupable que d'omission, en n'ayant pas pris soin d'empêcher qu'on ne chargât de pareilles Marchandises sur son bord : Mais qu'au cas qu'ils soient complices ou participans du fait, ils seront condamnés à une amende proportionnée à leur crime ; sévèrement punis, & déclarés incapables à jamais d'être employés au service de cet Affiento. Et Sa Majesté Catholique obligera tous ses Ministres & Officiers à lui rendre un compte exact de tout ce qui se sera passé à cet égard. Cependant les Vaisseaux à bord desquels seront les Negres, ou les Provisions à bord desquels leur subsistance, ne seront point sujets à cette confiscation, étant déclarés libres, comme innocens du fait ; & les personnes aux soins desquels ils seront commis, pourront continuer leur Négoce. Et au cas que les Marchandises ou Denrées saisies n'excèdent pas la valeur de cent pieces de huit, ou *Escudos*, elles seront brûlées sans remission après avoir été estimées, & le Capitaine sera condamné à payer la somme à laquelle elles auront été estimées, pour la punition de sa négligence & de son omission ; & ne payant pas la valeur des choses saisies de cette manière, il sera suspendu & emprisonné jusques à ce qu'il l'ait fait : Cependant en prouvant qu'il n'est point complice du fait il sera simplement obligé de produire le coupable, & sera remis en liberté.

XXIII. Que les Viandes & autres Provisions déchargées pour la subsistance des Negres ne payeront aucuns Droits d'entrée ni de sortie, ni aucuns des autres qui sont imposés à présent, ou pourroient l'être à l'avenir : Mais au cas que les *Affientistes* les achètent ou les transportent hors dedit Ports, ils seront obligés de payer les Droits établis, comme font les Sujets de Sa Majesté Catholique : Et l'on déclare qu'arrivant que les Provisions déchargées dans les Magazins ne fissent pas toutes consommées, & en danger de se gâter, elles pourront être vendues ou transportées en d'autres Ports, en payant les Droits établis ; tout cela se faisant par l'interposition & avec la connoissance des Officiers Royaux.

XXIV. Que les Droits imposés sur les Negres transportez, seront comptés du jour de leur débarquement dans aucuns des Ports des *Indes* après la visite, & que tout aura été réglé par les Officiers Royaux : Et au cas qu'aucuns dedit Negres vint à mourir avant qu'ils aient été vendus, les *Affientistes* n'en seront pas moins obligés de payer les Droits de ceux qui mourront ainsi, ni ne pourront former aucune prétention sur ce sujet, excepté seulement, qu'avant qu'il faille la visite, il se trouva quelques Negres dangereusement malades, on pourra les mettre à terre pour les guérir, & que ces Negres venant à mourir dans l'espace de quinze jours, à compter du jour de leur débarquement, les *Affientistes* n'en payeront point les Droits, parce qu'ils n'auront pas été débar-

quiez pour être vendus, mais pour le recouvrement de leur santé dans les quinze jours fixés pour cela ; après l'expiration desquels, ces Negres vivant encore, les Droits en seront payables, comme pour les autres, & se payeront en cette Cour selon l'accord marqué dans le cinquième Article.

XXV. Qu'après que les *Affientistes*, ou leurs Facteurs, auront fixé les Droits, & vendu une partie de la Cargaïson des Negres amenez en ce Port, il leur sera permis de transporter le reste dans aucun autre Port, ayant des Certificats des Officiers Royaux à l'égard des Droits, afin de n'être point inquiétés là dessus dans les autres Ports : Et il leur sera permis de recevoir en paiement pour ceux qu'ils vendront, de l'Argent monnoyé, des barres d'Argent & des lingots d'Or, qui auront payé le *Quinto* au Roi sans fraude : Ils pourront de même en recevoir des productions du País, qu'ils pourront aussi emporter & embarquer librement avec l'Argent monnoyé, les barres d'Argent & les lingots d'Or, comme les autres Effets & fruits provenus de la vente dedit Negres, sans être obligés de payer d'autres Droits que ceux, qui seront établis dans les lieux d'où ces fruits & ces Effets seront sortis, & qu'on leur permet de recevoir en échange ou pour la valeur de leurs Negres, de quelque nature qu'ils soient, sur les ventes faites de cette manière faute d'argent ; & ils pourront les emporter sur les Vaisseaux employés pour ce Commerce, & les transporter dans les Ports qu'il leur plaira, & les y vendre en payant les Droits ordinaires.

XXVI. Que les Vaisseaux, qui seront employés par cet Affiento, pourront faire voile des Ports de la *Grande-Bretagne* ou d'*Espagne*, comme il plaira aux *Affientistes*, qui rendront compte à Sa Majesté Catholique des Vaisseaux, qu'ils enverront tous les ans pour le Négoce des Negres, & des Ports où ils seront destinés ; & ils pourront retourner aux uns ou aux autres avec de l'Argent monnoyé, des barres d'Argent, des lingots d'Or, des fruits & productions du País, provenant de la vente de leurs Negres : Et au cas qu'ils entrent dans les Ports d'*Espagne*, les Capitaines & autres Officiers seront obligés de donner aux Ministres de Sa Majesté Catholique des Registres authentiques de ce qu'ils auront sur leurs bords : Ou avant qu'ils retournent directement dans la *Grande-Bretagne*, ils enverront une relation exacte de leur Cargaïson, afin que Sa Majesté en soit pleinement informée : Bien entendu, qu'il ne leur sera pas permis d'apporter dans aucuns dedit Vaisseaux, ni Or ni Argent ni d'autres Effets, au delà du provenant de la vente des Negres, ni aucuns Passagers *Espagnols*, leur étant défendu de recevoir à bord aucune Marchandise ou autres Effets, sur le compte des Sujets de Sa Majesté Catholique dans ces País là, sans une permission expresse de Sa Majesté. Et l'on est convenu qu'au cas, que les Capitaines ou autres Officiers, en prenant sur leurs bords de cette nature, sans une pareille licence, ils seroient déclarés coupables & punis, comme ayant fraudé les Droits de Sa Majesté, & contrevenu au contenu de cet Article, & aux ordres que Sa Majesté aura donné pour l'exécution, & pour prévenir de pareilles fraudes dans les Ports des *Indes*, pour lesquelles les contrevenans, en étant convaincus, seront constamment punis.

XXVII. S'il arrivoit, que les Vaisseaux de cet Affiento équipés en Guerre, fissent des Prises sur les Ennemis de l'une ou de l'autre Couronne, ou sur les Pirates qui croient & qui pillent ordinairement dans les Mers de l'*Amerique*, il leur sera permis de les conduire dans les Ports de Sa Majesté Catholique, où ils seront admis ; & ledites Prises étant déclarées bonnes & légitimes, ils n'en payeront pas d'autres Droits d'entrée, que ceux qui sont établis & payables par les Sujets naturels de Sa Majesté : Deplus, au cas qu'il se trouve des Negres sur ces Prises, ils pourront les vendre en partie du nombre, qu'ils se font engager de fournir, aussi bien que les Provisions qui se trouveront au delà de ce qui est nécessaire pour leur subsistance. Mais il n'en est pas de même à l'égard des Marchandises & Denrées, qu'ils pourroient prendre, dont la vente est toujours défendue. Cependant, en considération de leurs intérêts on leur permet de transporter lesdites Marchandises & Denrées, prises de cette manière, à *Carthagene* ou à *Portobello*, & de les

ANNO  
1713.

ANNO 1713. remettre entre les mains des Officiers du Roi, qui les recevront, en feront un Inventaire, & les mettront en leur présence dans des Magazins, où elles seront gardées jusqu'à l'arrivée des Galions, & au tems des foires desdits Ports de *Carthagene* & de *Portobello*, & alors les Officiers du Roi auront soin de les faire vendre par l'entremise & en la présence des Députés du Commerce, & des Propriétaires ou de leurs Agents : A cette fin Sa Majesté Catholique donnera les ordres nécessaires, comme Elle fait par le présent Article, afin qu'après avoir rabattu la quatrième partie du provenant de la vente, qui doit appartenir à Sa dite Majesté Catholique, être mis dans les coffres Royaux & envoyé en *Espagne*, avec un compte exact dudit provenant, on remette les trois autres parties de chaque Prise, sans aucun délai, entre les mains de ceux, qui les auront faites ou de leurs Agents, rabattant & remettant tous les frais de la vente, & des Magazins, & en payant, au tems que lesdites Prises seront vendues, les Droits ordinaires dans la Trésorerie. Et afin de prévenir toutes fortes de doutes & de disputes, Sa Majesté déclare, que tous les Vaisseaux pris de cette manière, de telle nature qu'ils puissent être, sans en excepter les Armes, Canons, Munitions, Cordages &c. appartiendront à ceux qui les auront pris.

XXVII. Et comme en établissant & en convenant de cet Affiento, on a eu un égard particulier à l'avantage, qui en pourroit résulter à leurs Majestés *Britannique* & Catholique & à leurs revenus ; on est convenu & on a stipulé que leurs Majestés y seroient intéressées de la moitié, c'est à dire chacune d'un quart, qui leur appartiendra en vertu de cet Accord. Et comme il est nécessaire, que Sa Majesté Catholique, afin d'avoir & de jouir de l'avantage du gain qui pourra provenir de ce Negoce, avance auxdits *Asientistes* un million de pieces de huit, *Estados*, ou un quart de la somme, qu'ils jugeront nécessaire pour mettre ce Negoce sur le pied où il doit être ; on est encore convenu, qu'en cas, que Sa Majesté Catholique ne trouve pas à propos d'avancer ladite somme, les susdits *Asientistes* le feront de leur propre argent, à condition, que Sa Majesté Catholique leur en payera l'intérêt, qu'on rabattra sur la somme, qu'ils lui doivent payer, sur le pied de huit pour cent annuellement, à commencer des jours respectifs auxquels ils débourseront cet Argent, & en continuant jusques à ce qu'ils soient remboursés & satisfaits, selon les comptes, qui lui en seront présentés ; afin que Sa Majesté jouisse ainsi des profits qui en pourront provenir, à quoi ils s'obligent dès à présent : Mais au cas qu'ils ne fissent point de profits, soit par des accidents ou autres malheurs, & qu'au contraire ils fussent des pertes, Sa Majesté sera obligée, comme Elle s'y oblige dès à présent, de leur faire rembourser la partie qui la regarde, selon les règles de la justice, & de la manière la moins préjudiciable à ses revenus Royaux. Et Sa Majesté Catholique nommera deux Directeurs ou Facteurs qui résideront à *Londres*, deux autres aux *Indes*, & un autre à *Cadix*, pour travailler de sa part, avec ceux de Sa Majesté *Britannique*, & des autres Intéressés, à toutes les procédures, achats & comptes de cet Affiento ; & Sa Majesté Catholique leur donnera des Instructions particulières pour leur servir de règle, & particulièrement à ceux des *Indes*, pour éviter tous les inconvéniens & toutes les disputes, qui pourroient survenir.

XXIX. Que lesdits *Asientistes* rendront compte de leurs profits & gains à la fin des cinq premières années de cet Affiento, lesquels comptes seront affirmés par serment, & certifiés par des pieces authentiques de la dépense, de l'achat, de la subsistance, du transport & de la vente des Negres, aussi bien, que de toutes les autres dépenses faites à cet égard : Ils produiront pareillement des Certificats en due forme, du provenant de leur vente dans tous les Ports & parties de l'*Amerique*, appartenant à Sa Majesté Catholique, soit qu'elles aient été transportées ou vendues : Et ces comptes-là, tant de la dépense que du provenant, seront premièrement examinés & réglés par les Ministres de Sa Majesté *Britannique* employez en ce service, en vertu de la part qu'elle doit avoir en cet Affiento, & ensuite en cette Cour ; & la part, que Sa Majesté Catholique doit avoir des profits, sera ajustée & recouvrée, de ces *Asientistes*, qui seront obligés de la payer régulièrement & ponctuellement, en vertu de cet Article, qui aura la même force & vigueur, que

si c'étoit un Acte public, & sous le Règlement mentionné dans le 28. Article, concernant les Facteurs, que Sa Majesté Catholique doit employer.

XXX. Que si le gain, qui se fera pendant les cinq premières années, n'excede pas la somme, que les *Asientistes* doivent avancer pour Sa Majesté Catholique, avec l'intérêt à huit pour cent, qui doit être inclus & remboursé de la manière sus-exprimée, les *Asientistes* se rembourseront eux-mêmes en premier lieu, de ce qu'ils auront avancé avec tout l'intérêt, & payeront ensuite à Sa Majesté Catholique le reste du profit de sa part, avec les Droits imposés sur les Negres annuellement transportez, sans aucun délai ou empêchement. La même chose se pratiquera & se continuera de cinq en cinq ans successivement, pendant le terme de l'Affiento ; à la conclusion duquel on rendra compte du gain des cinq dernières années de la même manière que des cinq premières : En sorte que Sa Majesté Catholique & les Ministres qu'Elle emploiera en cette affaire, soient pleinement satisfaits, selon le contenu du 28. Article, par rapport aux Facteurs, que Sa dite Majesté Catholique doit nommer.

XXXI. Et bien que les *Asientistes* aient offert par le 2. Article de ce Contrat d'avancer deux cent mille pieces de huit, de la manière exprimée dans cet Article, dont ils ne devroient être remboursés qu'à la fin des vingt premières années de cet Affiento, comme cela est marqué dans ledit 2. Article, & qu'ils ne pussent rien prétendre pour le risque ou l'intérêt de cette somme ; néanmoins s'il paroît, par le compte que lesdits *Asientistes* doivent donner au bout des cinq premières années, qu'ils aient fait du profit, ils pourront se rembourser de la somme, ou d'une partie d'icelle, qu'ils auront avancée pour la quatrième partie, à laquelle Sa Majesté Catholique est intéressée dans cet Affiento, selon ce qui est marqué dans le 28. Article.

XXXII. Que du moment de l'expiration & après l'accomplissement de cet Affiento, Sa Majesté Catholique accorde aux *Asientistes* le terme de trois années pour ajuster leurs comptes, pour retirer leurs Effets des *Indes*, & pour régler toute chose ; & que pendant ledit terme de trois années lesdits *Asientistes*, leurs Facteurs, Agents & autres personnes par eux employées, jouiront des mêmes Privilèges & Immunités qui leur sont accordées pendant le terme de ce Contrat, pour l'entrée libre de tous leurs Vaisseaux & Bâtimens dans tous les Ports de l'*Amerique*, & le transport des Effets, qu'ils y pourroient avoir, sans aucun changement ni la moindre restriction.

XXXIII. Que tous les Débiteurs des *Asientistes* seront obligés & forcés de payer leurs dettes, en faisant saisir leurs personnes & exécuter leurs biens, ces dettes devant être considérées comme dues à Sa Majesté Catholique, qui les déclare telles, afin qu'on les puisse plus facilement recouvrer.

XXXIV. Que comme il sera nécessaire pour la conservation & la subsistance des Esclaves Negres, que l'on débarquera dans les Ports des *Indes Occidentales*, aussi bien que pour celle des personnes employées dans ce Commerce, d'entretenir constamment des Magazins remplis d'Habits, de Medecines, de Provisions & autres choses nécessaires, dans toutes les Factures, qui seront établies pour la commodité de cet Affiento ; comme aussi de toutes sortes de Provisions navales, pour la réparation & l'équipement des Vaisseaux & Bâtimens employez en ce service, les *Asientistes* ne pourront pas que Sa Majesté Catholique ne veuille bien leur accorder de faire venir de tems en tems, en droiture, de l'*Europe* ou des Colonies, que Sa Majesté *Britannique* a dans l'*Amerique Septentrionale*, dans les Ports & sur les côtes de la Mer du Nord des *Indes Occidentales Espagnoles*, où il se trouvera des Officiers Royaux ou leurs Deputés, aussi bien que dans la Rivière de *Plata* ou à *Buenos Ayres*, des Habillemens, des Medecines, des Provisions, & tout ce qui est nécessaire pour la Marine, simplement pour l'usage des *Asientistes*, de leurs Negres, Facteurs, Domestiques, Matelots & Vaisseaux ; & il leur sera permis de les transporter dans des Vaisseaux d'environ cent cinquante tonneaux, & non dans ceux qui doivent servir au transport des Negres, en rendant compte à leur départ, du nombre de ces Vaisseaux & de leur Cargaison au Conseil

ANNO 1713.



ANNO  
1713.

seil des *Indes*, auquel ils enverront pareillement une déclaration des Fauteurs, contenant la qualité des choses contenues dans leurs Cargaisons, dont aucunes ne pourront être vendues, sous peine de confiscation & de punition exemplaire à l'égard des contrevenans, à moins que ce ne soit au cas d'une nécessité pressante, pour un Vaisseau *Espagnol*, dont le Capitaine seroit obligé de les acheter pour son retour, en s'accordant avec les Fauteurs.

XXXV. Pour le rafraichissement, & pour la conservation de la santé des Nègres, que l'on transporterait aux *Indes Occidentales*, après un si long & si pénible voyage, aussi bien que pour prévenir les maux contagieux parmi eux, les Fauteurs de cet Affiento auront la permission de louer les terres qu'ils jugeront nécessaires, dans le voisinage des Places & des lieux où les Factures seront établies, pour les cultiver & y faire des Plantages, pour de nouvelles Provisions pour leur support & leur subsistance: Et cette culture se fera par les habitants du País & par les Nègres, sans que d'autres s'en puissent mêler: Aussi ne sera-t-il permis à aucuns des Sujets de Sa Majesté Catholique de s'y opposer, pourvu qu'on s'en tienne à ce Règlement.

XXXVI. Qu'il sera permis aux *Asientistes* d'envoyer un Vaisseau de trois cent tonneaux aux *Illes des Canaries*, & d'y charger les fruits qu'on a coutume d'y prendre pour l'*Amerique*, selon ce qui a été accordé à Don *Bernardo Francisco Marin*, par le 26. Article de son Affiento; & par le 21. Article de l'Affiento de la Compagnie de *Guinée de Portugal*, pour une seule fois pendant le cours de l'Affiento.

XXXVII. Que l'on enverra des Ordres pour la Publication d'un *Indulto*, ou Taxe sur les Nègres qui seront introduits insensiblement, du jour que cet Affiento aura lieu, avec liberté aux Fauteurs de leur imposer cet *Indulto* au tems & au prix qu'il leur plaira, dont le provenant sera appliqué à l'avantage & au profit des *Asientistes*, lesquels seront obligés de payer à Sa Majesté Catholique les Droits réguliers de trente-trois pieces de huit & un tiers, pour chaque Nègre, au tems, que cet *Indulto* sera imposé.

XXXVIII. Que pour l'avantage & l'expédition de cette affaire, il plaira à Sa Majesté d'établir une *Junta* de trois Ministres, qu'Elle jugera les plus propres à cela, lesquels étant assistés du Fiscal & du Secrétaire du Conseil des *Indes*, entendront & prendront connoissance, à l'exclusion de tous autres, de toutes les choses, qui auront rapport à cela, pendant le terme stipulé; & que cette *Junta* représentera à Sa Majesté ce qui se passera à cet égard, de la même manière, que cela s'est pratiqué pour la Compagnie *Françoise*.

XXXIX. Que tout ce qui a été accordé aux *Asientos* précédens à Don *Domingo Grillo*, *Consejero de Sevilla*, Don *Nicolas Porcio*, Don *Bernardo Marin* & *Guzman*; aux Compagnies *Portugaises* & *Françoises*, pourvu que cela ne soit point contraire au présent Contrat, sera pareillement entendu & déclaré en sa faveur, comme si cela y étoit littéralement inséré: Et que tous les Ordres qui ont été dépêchés en aucun tems en faveur des *Asientistes* susmentionnez seront accordés de même à ceux-ci, lors qu'ils le souhaiteront, sans aucun doute ou difficulté.

XL. Qu'au cas d'une Déclaration de Guerre, ce qui sera de la part de la Couronne de la *Grande-Bretagne* & celle d'*Espagne*, cet Affiento sera suspendu: Néanmoins, en ce cas, les *Asientistes* pourront se retirer en toute sûreté, pendant le tems d'un an & demi, à compter du jour de la Déclaration de cette rupture, avec tous leurs Effets, & les transporter librement dans leur País, dans les Vaisseaux, qui se trouvent alors dans les Ports des *Indes*, ou dans ceux des *Espagnols*; à condition qu'au cas qu'ils les fissent entrer dans les Ports d'*Espagne*, ils pourroient librement les en faire ressortir, comme si l'Affiento subsistait toujours; bien entendu, qu'on prouve que c'est le provenant du Négoce des Nègres. On déclare de plus qu'au cas qu'il arrivât que les Couronnes d'*Espagne* & d'*Angleterre*, ou l'une des deux, conjointement ou séparément, entrassent en Guerre avec d'autres Nations, les Vaisseaux employés en cet Affiento prendront des Paileports, & porteront des Pavillons différens de ceux dont se servent ordinairement les *Anglois* & les *Espagnols*, selon le style, qui en sera fait par Sa Majesté Ca-

tholique, sans que l'on en puisse accorder de semblables à aucuns autres Vaisseaux, que ceux qui appartiendront à ce Négoce; & cela empêchera qu'ils ne soient troublés ni attaqués par les Vaisseaux des Nations, qui seront ou se déclareront Ennemis des deux Couronnes: Et pour cet effet Sa Majesté de la *Grande-Bretagne* se charge de solliciter & d'obtenir, dans le Traité de la Paix générale, un Article exprès, par lequel tous les Princes en auront connoissance, & seront obligés d'ordonner à leurs Sujets de s'y conformer & de l'observer exactement & ponctuellement.

XLI. Que tout le contenu du présent Contrat, & des Conditions, qui y sont insérées, comme aussi de tout ce qui y sera joint ou en dépendra, sera accompli & exécuté avec sincérité & exactitude, en sorte qu'il ne s'y trouve aucun obstacle, sous quelque prétexte, cause ou motif que ce soit. Et pour cet effet Sa Majesté doit suspendre, comme elle suspend par cet Article, toutes les Loix, Ordonnances, Proclamations, Privilèges, Etablissements, Usages & Coutumes, qui y sont contraires, dans tous les Ports, Lieux & Provinces de l'*Amerique* appartenant à Sa Majesté, ou elles pourroient subsister, pendant le terme de trente ans, que cet Affiento doit avoir lieu, outre les trois années accordées aux *Asientistes* pour retirer leurs Effets & ajuster leurs comptes, comme il a déjà été dit. Cependant ces Loix &c. doivent demeurer en pleine force & vigueur, dans tous les cas qui n'auront point de rapport à ce Contrat, & dans tous les tems à venir, après l'expiration de ses trente-trois années.

XLII. Enfin, Sa Majesté accorde auxdits *Asientistes*, à leurs Agens, Fauteurs, Ministres, Officiers civils & militaires, tant par mer que par terre, toutes les Grâces, Libertez, Privilèges & Exemptions, qui aient jamais été accordées à d'autres *Asientistes*, sans aucune restriction ou limitation, en tant que cela ne sera pas contraire à ce dont on est convenu, & qui est exprimé dans les Articles précédens, que lesdits *Asientistes* s'obligent pareillement d'accomplir & d'exécuter ponctuellement.

Outre les Articles précédens, dont on est convenu en faveur de la Compagnie *Angloise*, Sa Majesté Catholique, en considération des pertes, que d'autres *Asientistes* ont souffertes, & à condition expresse, que ladite Compagnie ne fera aucun Négoce défendu, ni ne l'entreprendra directement ni indirectement, sous quelque prétexte que ce soit: & pour manifester à Sa Majesté *Britannique*, à quel point Elle souhaite de lui plaire, & de confirmer de plus en plus une étroite & bonne correspondance avec Elle, a bien voulu accorder à la Compagnie de l'Affiento, par son Décret Royal du 12. Mars de cette présente année, un Vaisseau de 300. Tonneaux par an, pendant le terme des trente années qu'il doit subsister, pour négocier aux *Indes*, Sa Majesté Catholique aiant une quatrième partie du gain qu'il fera, comme Elle doit l'avoir de celui de l'Affiento: Et outre cette quatrième partie, Sa Majesté Catholique doit encore recevoir, pour cent du gain clair des trois autres parties, qui appartiennent à l'*Angleterre*; à condition qu'on ne pourra vendre les Marchandises, que chacun de ces Vaisseaux-là transportera qu'au tems de la Foire: Et au cas qu'aucun de ces Vaisseaux-là arrivât aux *Indes* avant les Flottes, ou les Galions, les Fauteurs de l'Affiento seront obligés, de débarquer les Marchandises dont ils seront chargés, & de les mettre dans des Magazins, qui seront rétermés à deux clefs, dont l'une sera entre les mains des Officiers Royaux, & l'autre entre celles des Fauteurs de la Compagnie, afin que lesdites Marchandises ne puissent être vendues que pendant le tems de la Foire; & elles ne payeront aucun Droit aux *Indes*.

Et d'autant que je veux, & qu'il est de mon bon plaisir, que tout ce qui est contenu dans chacun des Articles & des Conditions exprimées dans le projet inséré ci dessus, & dans le dernier de tous, ajouté de mon propre mouvement, ait son entier effet; Je les approuve & ratifie par ces présentes, & en ordonne l'observation, l'accomplissement & l'exécution à la lettre, en tout & par tout, selon la teneur du tout & de chaque Article, & de ce qui y est déclaré; & que l'on ne fasse, ni ne souffre qu'on fasse rien qui soit contraire à la teneur ou forme d'iceux, suspendant, comme je suspens pour cette fois, toutes les Loix & défences, qui y peuvent être contraires.

ANNO  
1713.

ANNO  
1713.

traies : Et j'engage ma foi & ma parole Royale, que pourvu que la Compagnie Angloise s'acquie de son côté du devoir de ce Contrat, autant que cela la regarde, & autant qu'elle y est obligée, je le ferai da mien. En témoignage de quoi j'ai accordé à Mylord Lexington, Ministre de Sa Majesté de la Grande-Bretagne en cette Cour, le présent Ecrit, & l'acceptation de ce Contrat, qui répond de son accomplissement & de la validité, & lequel en vertu de mes Ordres Royaux, a été dressé par le Greffier de la Chambre de mon Conseil des Indes, le 26. jour du présent mois de cette année : Et je veux, que pour l'exécution de tout ce qui est mentionné dans cet Assiento, toutes les Cédules, Expéditions & Ordres, requis pour en assurer l'effet & l'accomplissement, soient publiés en leur propre tems : Et les Contrôleurs des Comptes de mon d't Conseil, doivent prendre connoissance des présentes. Fait à Madrid le 26. jour de Mars 113,

MOI LE ROI.

Par ordre de notre Seigneur le Roi,

Don BERNARDO TINAGUERO DE LA ESCALERA.

CL.

2. Avril. Traité entre Vro Röm. Kayserl. und Königl. Cathol. Majest. Carl des VI., und Vro Königl. Majest. in Preussen Friedrich Wilhelm / Kräft dessen dem König von Vro Kayserl. und Königl. Majest. Dero Antheil des Ober-Quartiers von Geldern / benantlich die Stadt Geldern / die Vogtey / das Ambt von Geldern / wie auch die Städte / Ambter und Herrschaften / Strahlen / Wachtendonck, Middelaer, Walbeck, Aerßen, Afferden und Weel, ingleichen Racy, und Klein Kvelaer, und das Land von Kessel abgetreten worden / dahingegen der König sich allen hierauf gebahnten Forderungen / wovon der jetzt verstorbene König in Spanien Carolus II., ihm verhasstet ware / begeben. Utrecht den 2. April 1713. [Tiré du Protocolle de l'Ambassade Imperiale au Congrès d'Utrecht.]

C'est-à-dire,

Traité entre CHARLES VI. Empereur des Romains & Roi Catholique d'une part, & FREDERICK GUILLAUME Roi de Prusse d'autre part : par lequel Sa Maj. Imp. & Catholique cède & transporte audit Roi, diverses Places, Villes & Lieux situés dans le Duché de Gueldres, Savoir, la Ville & Bailliage de Gueldres : les Villes & Bailliages de Strahlen, Wachtendonck, Middelaer, Walbeck, Aerßen, Afferden, Weel, Racy & le petit Kvelaer, avec le Pais de Kessel, pour satisfaction de ses anciennes prétentions à la charge du feu Roi d'Espagne CHARLES II. Moyennant quoi aussi S. M. Prussienne renonce à toutes sesdites prétentions, & se tient pour content. A Utrecht le 2. Avril 1713.

2. Wissen / denen es nöthig / daß nachdeme von Vro Röm. Kayserl. Majest. Leopoldo I. glorwürdigsten Andenkens / auf sichere Arth und Weise / und unter gewissen Bedingungen versprochen worden / ein und andere Forderungen / womit der jetzt verstorbene König in Hispanien Carolus II. Höchstseel. Andenkens dem König in Preussen verhasstet gewesen / auf Sich zu nehmen. Hierauf auch erfolgt / daß deren Befriedigung : von Höchstgedachten König in Preussen verlanger / und deshalb ein ansehnlicher

TOM. VIII. PART. I.

ANNO 1713.  
Theil des Ober-Quartiers von dem Spanischen Geldern innen behalten worden. So ist zu Stiff- und Erhaltung guten Vernehmens / und in Ansehung der statlichen Verdienste / welche der lezhin abgestorbte König in Preussen glorwürdigsten Andenkens um das Erz-Haus von Osterreich samt ganzen gemeinen Wesen erworben / und von dem jezo in der Regierung mit gleichmäßigen Patriotischen Eysser einretrenden Nachfolger Königl. Majest. ferner verhoffet werden / Endes befinde. dato zwischen beyderseits allerhöchstgedachten Kayserl. und Königl. Majest. zu gegenwertigen Friedens-Congress bevollmächtigten Ministris, und zwar an Seiten Ihrer Röm. Kayserl. und Cathol. Königl. Majest. denen Hoch- und Wohlgebohrnen Herrn Philipp Ludwig des Hill. Röm. Reichs Erb- & Schwager-Meistern Grafen von Singenborff und Zanghausen / Freyherrn zu Ernsthaim / Herrn deren Herrschaften Gidl / Graf Selowitz &c. Burggrafen zu Rheinegg / Drist- Erb-Kampfr- Richten und Schildtragern / wie auch Drist- Erb-Lands-Verschneidern in Ober- und unter-Osterreich / Erb-Schenken in Osterreich ob der Enns / der Röm. Kayf. in Germanien Hispanien zu Hungarn und Böheim Königl. Maj. Cämmerern / würdlichen Geheimen Rath / Dristen Hoff- Canslers / Ritters des goldenen Flusses / und Ersten Bevollmächtigten zu dem allgemeinen Friedens-Congress, &c. Dann Michael Achat Freyherrn von Kirchnein / Herrn zu Gralich / Huntpolent / Vollerkeirchen / Rothenthurn und Quittenau &c. Ihrer Röm. Kayserl. Maj. würdlichen Reichs-Hof-Rath &c. An Seiten Vro Königl. Maj. in Preussen aber denen Hoch- und Wohlgebohrnen Herrn Otto Magnus des Heyl. Römisch. Reichs Grafen von Dönhoff / Erb- Herrn zu Friedrichstein / Benefeld und Schönborn &c. Sr. Königl. Majest. in Preussen Erats-Ministern und würdlichen Geheimen Kriegs-Rath / General-Lieutenant von der Infanterie, des Preussischen schwarzen Adlers Ritters / Gouverneur und Ober-Hauptmann zu Memmel / und erstern Plenipotentiario zu dem allgemeinen Friedens-Congress &c. Dann Johann August Marchal von Biberstein, würdlichen Geheimen Erats-Rath / Ober-Herolds-Meistern / Ambts-Hauptmann zu Gubichenstein und St. Moritzburg &c. des Preussischen schwarzen Adlers und des St. Johannis-Ordens Ritters &c. verglichen und abgeredet worden. Es begeben sich

Artic. I.

Vro Königl. Majest. in Preussen obgedachter Forderungen und renunciren auf dieselbe völlig / jedoch mit Vorbehalt derrerjenigen welche auf die Niederländischen Provinzien bereits würdlich ausge-setzt / und angewiesen worden / ziehen auch sogleich bey Einräumung der Possession der nachbenannten cedirten Lande ihre Trouppen aus der Bestung Venlo und dem Fort St. Michel.

Artic. II.

Dagegen überlassen Vro Kayserl. und Königl. Cathol. Majest. in bester Form Rechtens Dero Antheil des Ober-Quartiers von Geldern / benantlich die Stadt Geldern / die Vogtey / das Ambt und Nieder-Ambt von Geldern mit allem was dazugehöret / und davon dependirt / insonderheit auch die Städte / Ambter und Herrschaften / Strahlen, Wachtendonck, Middelaer, Walbeck Aerßen, V v

len,



ANNO  
1713.

sen, Afferden, und Weel, ingleichen Racy, und Klein Kevelaer, samt allen ihren Zugehörungen und Dependenzien/ ferner die Amanie Krickenbeck, mit allem was dazu gehöret/ oder davon dependiret. Ingleichen das Land von Kessel gleichfalls mit dessen Appertinenzien und Dependenzien allenthalben von obgedachten Ammanien und völigem District, nichts ausgeschloffen/ außer Erkelenz und dessen Zugehör und Dependenzien/ an Höchstgedachte Se. Königl. Maj. Fridrich Wilhelm, König in Preussen und dessen Erben und Nachkommen Mann- und Weibl. Geschlechts in der Qualität/ wie solches/ bis anhero bey dem Erz-Haue Oesterreich gewesen und mit aller Lands-Jurisd. Hoheit/ Rechten und Gerechtigkeiten/ Einkünften und Bortheylen/ sie mögen Nahmen haben wie sie wollen/ ebener massen wie solches bis anhero das Erz-Haus Oesterreich/ und sonderlich der letzt verstorbene König in Hispanien besessen und innen gehabt; jedoch mit denen darauf haftenden Verschwerungen und Pfandschaften. Es legen auch Ihre Kayserl. Maj. Se. Königl. Maj. in Preussen bey Auswechselung der Ratificationen dieses Tractats in die wärlliche Possession aller der cedirten Stücke/ welche Seine Königl. Maj. noch nicht besigen.

## Artic. III.

Was die Lehensschaften betrifft/ welche innerhalb obgedachten Districts gelegen/ oder zu denen angewiesenen Ammanien bisher gesehet/ oder geschlagen worden/ darüber soll dem König in Preussen das Dominium directum, samt allem was davon dependiret/ ohne einige Ausnahme/ zustehen/ dahingegen alle die/ welche aussershalb des abgetretenen Theils Landes zu finden/ es seye in dem übrigen Geldern/ oder an welchem Orte es immer wolle/ Ihre Kayserliche Majestät ebenfalls mit aller Lehn und Oberherl. juribus vorbehalten bleiben.

## Artic. IV.

Die Römische Catholische Religion soll allenthalben in Städten/ so wohl als auf dem Lande durchgehends in dem Zustande verbleiben/ wie solche zu der Zeit Caroli II. gewesen/ und darinnen/ wie auch allen darbey üblichen öffentlichen und andern Ceremonien/ als Processionen/ Wallfahrten/ Feich-Weggnüssen/ und dergleichen weder directe noch per indirectum die geringste Newerung oder Aenderung/ unter was schein und Vorwand es auch immer seyn möge/ gemacht werden.

## Artic. V.

Und gleichwie Ihre Römische Kayserliche und Catholische Königliche Majestät die Benennung und Nomination eines Bischoffen zu Ruremond ohne des vorbebleibet/ also soll gedachter Bischoff und seinen Nachfolgern die Geistliche Jurisdiction und das Jus Diecelesanum in dem vorhin gehaltenen völigem District gelassen werden/ wie er solche zu Zeit Caroli II. exerciret. Wie dann auch

## Artic. VI.

Die Klöster/ Kirchen/ Hospitäler/ Schulen/ Seminararia, samt allen Geistlichen Stiftungen ohne einige Beschränkung vor die Römische Catholische Religion, wie vorhin/ verbleiben/ und unter die Aufsicht und Collatur des Bischoffs zu

Ruremond gelassen/ auch die Beneficia Ecclesiastica durch niemand außer selbst vergeben werden sollen.

ANNO  
1713.

## Artic. VII.

Was anlangt die Privilegia und Freyheiten des Landes und der sämtl. Stände und Unterthanen/ so ist durch Ihre Königl. Majest. versprochen worden/ solche gewöhnlicher massen/ vermög des zu Venlo Anno 1543. geschlossenen Tractats, beschweren zu lassen/ und die sämtl. Stände und Unterthanen dabey ruhig und ungekränkt zu erhalten/ auch niemand zu gestatten etwas dargegen zu thun/ insonderheit Krafft derselben

## Artic. VIII.

Alle und jede Ehren-Ämter/ so wohl bey der Lands-Regierung als in Städten/ Obrigkeit/ Magistraten und Gerichten mit Eydgeseßenen Römisch-Cathol. Personen zu besetzen/ und

## Artic. IX.

Zu Handhabung der Justiz ein eygenes Tribunal zu bestellen/ damit die Stände und Unterthanen vor keine Gerichtigkeit außershalb Landes gezogen werden mögen/ oder da darbey Schwürigkeiten hervor kommen solten/ sich darüber mit Ihren Land-Ständen zu vernähmen.

## Artic. X.

Und weil auch die Einrichtung derer Landtschafft-Angelegenheiten/ wie solche hinführo ohne ein des andern Theils Nachtheil gesondert/ und die auf die Totalitatem Provinciar genommene Schulden bezahlet/ und versichert werden können/ eine besondere Untersuchung erfordert/ als sollen darzu von beyden seithen fordersamst Commissarii benennet/ und sowohl herein/ als wo es sonst nöthig/ die Billigkeit beobachtet werden.

## Artic. XI.

Auch haben beyde Theile sich anbeischig gemacht/ keine neue Bestung an der Maaß in dem Geldrischen Bezirk zu bauen.

## Artic. XII.

Wegen der jährlichen Renten von Achtzig Tausent Gulden/ welche auf die Maaß-Stölle verschrieben sind/ und von Friedrich Heinrich Prinzen von Oranien Christblicher Gedächtnus herühren/ ingleichen wegen Daesberg, St. Veit, Vianden, und Burgenbach, wie auch wegen allen übrigen zur Oranischen Succession gehörigen/ und in den Spanischen Niederlanden belegenen Stücken/ werden Seiner Königlichen Majestät in Preussen Ihre Jura reserviret.

## Artic. XIII.

Diesen Tractat werden beyde Theile innerhalb 6. Wochen à Dato der Unterschrift/ und wo möglich eher ratificiren. Zu Urkund dessen haben Eingangs-Genannte Ministri Plenipotentarii dieses eigenhändig unterschrieben/ und ihr gewöhnliches Perschaft dabey gedruckt. So geschehen Utrecht den Andern April im Jahr

ANNO Jahr Ein Tausend Sieben Hundert und Drey  
zehn.  
1713.

(L. S.) Philipp Ludwig Graf von Sim-  
zendorf.

(L. S.) Michael Achatz Freyh. v. Kirch-  
mann.

(L. S.) O. M. G. Dönhof.

(L. S.) J. A. Marschall von Sibirskien.

Artic. Separat.

Gleichwie nun alles dieses von Ihrer Königl. Majest. in Preussen erkindlich angenommen worden / also versprechen Sie dargegen Krafft dieses / so wohl auf den Fall / da der Fried erfolgen / als wider verhoffen der Krieg continuiren solte / aber die bereits vorhin mit Ihrer Kayserl. und Caroli Königlich Majestät habende Verbindnisse und Tractaten Sich genauer mit Derofelben zu setzen / und in solche Verfassung zu treten / wodurch die Derofelben zukommende Niederlande samt dem Ueberrest des Ob- u. Quartiers von Geldern bey dem Erz-Haus von Oesterreich erhalten / und künfftig vor allem feindlichen Ueberfall bedeckt bleiben / auch allenthalben die gemeine Ruhe und Sicherheit fest gestellet werden möge.

CLI.

31. Mars. Traité de Paix & d'Amitié entre Louis XIV.  
11. Avril. Roi de France & ANNE Reine de la Grande Bretagne, établi sur le fondement d'une Séparation réelle & perpétuelle des Couronnes de France & d'Espagne, par le moyen des Renonciations reciproques du Roi PHILIPPE & des Ducs de BERRI & D'ORLEANS qui y sont inferées : comme aussi sur la Reconnoissance que le Roi T. C. y fait, de la Succession à la Couronne de la Grande-Bretagne dans la Ligne Protestante de HANOVER, avec promesse de ne jamais rien faire, ni permettre qu'il soit fait, directement ou indirectement, en faveur de ceux qui voudroient la troubler. Le Roi T. C. y promet de plus de faire raser DUNKERQUE, & il y cede à la Couronne d'Angleterre, divers grands Pais dans l'Amerique septentrionale. Fait à Utrecht le 31. Mars 11. Avril 1713. Avec les Plein-pouvoirs de part & d'autre, & la Ratification du Roi T. C. donnée à Versailles le 18. Avril 1713. [Sur la Copie imprimée à Paris, chez François Fournier avec Privilege du Roi, in 4. Ann. 1713. Et dans les Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. II. pag. 457. où le Traité se trouve aussi en Latin sur l'Exemplaire des Anglois. Autre Copie imprimée à la Haye en Latin & en François par ordre des Plénipotentiaires d'Angleterre chez Th. Johnson l'an 1713. in 4.]

LOUIS par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Comme notre très-cher & bien aimé Cousin le Marquis d'Huxelles Marechal de France, Chevalier de nos Ordres, & notre Lieutenant Général au Gouvernement de Bourgogne, & notre très-cher & bien aimé, le Sieur Mégnier, Chevalier de notre Ordre de St. Michel, nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires, en vertu des Plein-pouvoirs que nous leur avons donné, auroient conclu, arrêté & signé à Utrecht le onzième

TOM. VIII. PART. I.

me du présent mois d'Avril, avec le Sr. Jean Evêque de Bristol, Garde du Sceau privé d'Angleterre, Conseiller de notre très-cher & très-aimée Sœur, la Reine de la Grande-Bretagne, en son Conseil d'Etat, Doyen de Windsor & Secrétaire de l'Ordre de la Jarretiere, & le Sr. Thomas Comte de Strafford, Vicomte de Wentworth, Woodhouse, & de Stainborough, Baron d'Oveiley, Neumarch, & Raby, Conseiller de notre dite Sœur en son Conseil d'Etat, son Ambassadeur Extraordinaire & Plénipotentiaire auprès des Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-bas, Colonel de son Regiment Royal de Dragons, Lieutenant Général de ses Armées, premier Seigneur de l'Amirauté de la Grande-Bretagne & d'Irlande, Chevalier de l'Ordre de la Jarretiere, en qualité d'Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de notre dite Sœur pareillement, munis de ses Plein-pouvoirs, le Traité de Paix dont la teneur s'ensuit.

D'autant qu'il a plu à Dieu tout puissant & misericordieux pour la gloire de son St. Nom, & pour le Salut du Genre humain d'inspirer en son tems aux Princes, le désir reciproque d'une réconciliation qui fit cesser les malheurs qui désoleient la terre depuis si long-tems, qu'il soit notoire à tous & à chacun à qui il appartiendra que par la direction de la Providence Divine, le Sérénissime & très-Puissant Prince Louis XIV. par la grace de Dieu Roy T. C. de France & de Navarre, & la Sérénissime & très-Puissante Princesse Anne, par la grace de Dieu, Reine de la Grande-Bretagne, remplis du désir de procurer (autant qu'il est possible à la prudence humaine de le faire) une tranquillité perpétuelle à la Chrétienté, & portez par la considération de l'intérêt de leurs Sujets, sont enfin demeurés d'accord de terminer cette guerre, si cruelle par le grand nombre de combats, si funeste par la quantité du sang Chrétien qu'on y a versé, laquelle après être malheureusement allumée il y a plus de dix ans, a toujours continué depuis avec opiniâtreté. Leurs susdites Majestés, afin de poursuivre un projet si digne d'Elles, ont nommé & constitué de leur propre mouvement, & par le soin paternel qu'Elles ont pour leurs Sujets & pour la Chrétienté, leurs Ambassad. Extraordinaires & Plénipotentiaires respectifs, savoir S. M. T. C. le Sieur Nicolas Marquis d'Huxelles Marechal de France, Chevalier des Ordres du Roy, Lieutenant Général au Gouvernement de Bourgogne &c., & le Sieur Nicolas Mégnier, Chevalier de l'Ordre de St. Michel ; Et Sa Majesté Britannique, le Bien Reverend Jean Evêque de Bristol, Garde du Sceau privé d'Angleterre, Conseiller de la Reyne en son Conseil d'Etat, Doyen de Windsor, & Secrétaire de l'Ordre de la Jarretiere, & le Sieur Thomas Comte de Strafford, Vicomte de Wentworth, Woodhouse, & de Stainborough, Baron de Neumarch, Overley, & Raby, Conseiller de la Reyne en son Conseil d'Etat, son Ambassadeur Extraordinaire & Plénipotentiaire auprès des Etats Généraux des Provinces-Unies, Colonel du Régiment Royal de Dragons de Sa Majesté, Lieutenant Général de ses Armées, premier Seigneur de l'Amirauté de la Grande Bretagne & d'Irlande, & Chevalier de l'Ordre de la Jarretiere, auxquels leurs Majestés Royales ont donné leurs Plein-pouvoirs pour traiter, convenir & conclure une Paix ferme & stable. Les susdits Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires après plusieurs Conférences épineuses tenues dans le Congrès établi pour cette fin à Utrecht ayant enfin surmonté, sans l'intervention d'aucune Médiation, tous les obstacles qui s'opposoient à l'accomplissement d'un dessein si salutaire, & après avoir demandé à Dieu qu'il daignât conserver à jamais leur ouvrage en son entier, & qu'il en fit ressentir le fruit à la postérité la plus reculée, & s'être communiqué respectivement leurs Plein-pouvoirs dont les copies seront inferées de mot à mot à la fin du présent Traité, & en avoir dûment fait l'échange, sont enfin convenus des Articles d'une Paix & Amitié mutuelle entre leurs dites Majestés Royales, leurs Peuples & Sujets de la manière qui suit.

I. Il y aura une Paix universelle & perpétuelle, une vraie & sincere amitié entre le Sérénissime & très-Puissant Prince Louis XIV. Roy Très-Chrétien & la Sérénissime & très-Puissante Princesse Anne, Reine de la Grande-Bretagne, leurs Héritiers & Successeurs, leurs Royaumes, Etats & Sujets, tant au dedans qu'au dehors de l'Europe ; cette Paix sera

V v a

invio-

ANNO  
1713.



ANNO  
1713.

340

# CORPS DIPLOMATIQUE

inviolablement observée entre eux si religieusement & siacèrement qu'ils feront mutuellement tout ce qui pourra contribuer au bien, à l'honneur, & à l'avantage l'un de l'autre, vivant en tout comme bons voisins & avec une telle confiance & si réciproque que cette amitié soit de jour en jour fidèlement cultivée, affermie, & augmentée.

II. Toutes inimitiez, hostilitiez, guerres & discordes entre ledit Roy Très-Christien & ladite Reyne de la Grande-Bretagne & pareillement entre leurs Sujets, cesseront & demeureront éteintes & abolies, en sorte qu'ils éviteront soigneusement à l'avenir de se faire de part ni d'autre aucun tort, injure ou préjudice, & qu'ils s'abstiendront de s'attaquer, piller, troubler, ou inquiéter en quelque manière que ce soit par terre, par mer, ou autres eaux dans tous les endroits du monde, & particulièrement dans toute l'étendue des Royaumes, Terres & Seigneuries dud. Roy & de lad. Reyne sans aucune exception.

III. Tous les torts, dommages, injures, offenses que led. Roy T. C. & lad. Reyne de la G. B. & leurs Sujets auront soufferts & reçeus les uns des autres pendant cette guerre, seront absolument oubliés; & leurs Majestez & leurs Sujets pour quelque cause ou occasion que ce puisse être, ne feront désormais, ni ne commanderont, ou ne souffriront qu'il soit réciproquement fait de part, ni d'autre, aucun acte d'hostilité, ou d'injustice, trouble ou préjudice, de quelque nature ou manière que ce puisse être, par autrui ou par soi-même, en public ou en secret, directement ou indirectement, par voye de fait ou sous prétexte de justice.

IV. Et pour affermir de plus en plus l'amitié fidèle & inviolable qui est établie par cette Paix, & pour prévenir tous prétextes de défiance qui pourroient naître, en quelque tems que ce soit, à l'occasion de l'ordre & Droit de Succession héréditaire établie dans le Royaume de la G. B. de la manière qu'elle a été limitée par les Loix de la Gr. B., tant sous le Règne du Roy Guillaume III. de très-Glorieuse Mémoire, que sous le présent Règne de lad. Reyne, en faveur de la Sérénissime Princesse Sophie, Dolaïere de Brunswik-Hannover, & ses Héritiers dans la Ligne Protestante d'Hannover; Et afin que cette Succession demeure ferme & stable, le Roy T. C. reconnoît sincèrement & solennellement lad. Succession au Royaume de la G. B. limitée comme dessus, & déclare & promet en foy & parole de Roy, tant pour luy que pour ses Héritiers & Successeurs, de l'avoir pour agréable à présent & à toujours, engageant à cet effet son honneur & celui de ses Successeurs, promettant en outre sous la même foy & parole de Roy & sous le même Engagement d'honneur, tant pour luy que pour ses Héritiers & Successeurs, de ne reconnoître jamais qui que ce soit pour Roy ou Reyne de la G. B., si ce n'est lad. Reyne & ses Successeurs selon l'ordre de lad. limitation: Et afin de donner encore plus de force à cette reconnoissance & promesse, le Roy T. C. promet que luy & ses Successeurs & Héritiers apporteront tous leurs soins pour empêcher que la personne qui du vivant du Roy Jacques II. avoit pris le titre de Prince de Galles, & au décès dud. Roy celui de Roy de la G. B., & qui depuis peu est sorti volontairement du Royaume de France pour demeurer ailleurs, ne puisse y rentrer, ni dans aucunes des Provinces de ce Royaume, en quelque tems & sous quelque prétexte que ce puisse être.

V. Le Roy T. C. promet de plus tant en son nom que pour ses Héritiers & Successeurs, de ne jamais troubler, ni molester lad. Reyne de la G. B., ses Héritiers & Successeurs, issus de la Ligne Protestante, qui posséderont la Couronne de la G. B. & les Etats qui en dépendent; & de ne donner ni luy, ni aucun de ses Successeurs, directement ou indirectement, par Terre ou par Mer, en Argent, Armes, Munitions, appareil de Guerre, Vaisseaux, Soldats, Matelots, & en quel que manière ou en quelque tems que ce soit, aucune assistance, secours, faveur, ni conseil à aucune personne ou personnes quelles qu'elles puissent être, qui fous quelque prétexte ou cause que ce soit, voudroient s'opposer à l'avenir à lad. Succession soit ouvertement, ou en fomentant des séditions & formant des conjurations contre tel Prince ou Princes, qui en vertu d'icel. Actes du Parlement occuperont le Throine de la G. B., ou con-

tre le Prince ou la Princesse en faveur de qui lad. Succession à la Couronne de la G. B. sera ouverte par icelids Actes du Parlement.

VI. D'autant que la Guerre, que la présente Paix doit éteindre, a été allumée principalement parce que la seureté & la liberté de l'Europe ne pouvoient pas absolument souffrir que les Couronnes de France & d'Espagne fussent réunies sous une même teite, & que sur les instances de Sa Majesté Britannique, & du consentement tant de S. M. T. C. que de S. M. Cath. on est enfin parvenu, par un effet de la Providence Divine, à prévenir ce mal pour tous les tems à venir, moienant des Réconciliations conclues dans la meilleure forme, & faites en la manière la plus solennelle dont la teneur suit ci-après.

*S'ensuivent ici les (1) Actes concernant les Réconciliations réciproques du Roy PHILIPPE d'une part, & de M. le Duc de BERRY & de M. le Duc d'ORLEANS d'autre part, &c.*

Etant suffisamment pourvu par la réconciliation ci relative, laquelle doit être éternellement une Loi inviolable & toujours observée, à ce que le Roy Catholique, ni aucun Prince de la postérité, puisse jamais aspirer ni parvenir à la Couronne de France; & d'une autre côté les réconciliations réciproques à la Couronne d'Espagne faites par la France, ainsi que les autres Actes qui établissent la Succession, héréditaire à la Couronne de France, lesquelles tendent à la même fin; ayant aussi suffisamment pourvu à ce que les Couronnes de France & d'Espagne demeurent séparées & distinctes; de manière que les susd. Réconciliations & les autres Transactions qui les regardent, subsistant dans leur vigueur & étant observées de bonne foy, ces Couronnes ne pourront jamais être réunies: Ainsi le Sérénissime Roy T. C. & la Sérénissime Reine de la G. B. s'engagent solennellement, & par parole de Roi, l'un à l'autre, qu'eux ni leurs Héritiers & Successeurs ne feront jamais rien, ni ne permettront que jamais il soit rien fait capable d'empêcher les Réconciliations & autres Transactions susd. d'avoir leur plein & entier effet; au contraire leurs Majestez Royales prendront un soin sincère & feront leurs efforts, afin que rien ne donne atteinte à ce fondement du salut public, ni ne puisse l'ébranler: En outre S. M. C. demeure d'accord & s'engage que son intention n'est pas de tâcher d'obtenir, ni même d'accepter à l'avenir que pour l'utilité de ses Sujets, il soit rien changé, ni innové dans l'Espagne ni dans l'Amérique Espagnole, tant en matière de Commerce qu'en matière de Navigation, aux usages pratiqués en ces Pais sous le Règne du feu Roi d'Espagne Charles II. non plus que de procurer à ses Sujets dans les susd. Pais aucun avantage qui ne soit pas accordé de même dans toute son étendue aux autres Peuples & Nations lesquelles y négocient.

VII. La Navigation & le Commerce seront libres entre les Sujets de leurd. Majestés, de même qu'ils l'ont toujours été en tems de Paix, & avant la Déclaration de la dernière Guerre, & particulièrement de la manière dont on est convenu entre les deux Nations par un Traité de Commerce aujourd'hui conclu.

VIII. Les voyes de la Justice ordinaires seront ouvertes & le cours en sera libre réciproquement dans tous les Royaumes, Terres & Seigneuries de l'obéissance de leurs Majestez, & leurs Sujets de part & d'autre pourront librement y faire valoir leurs Droits, actions & prétentions, suivant les Loix & Statuts de chaque Pais.

IX. Le Roi T. C. fera raser toutes les Fortifications de la Ville de Dunkerque, combler le Port, ruiner les Ecluses, qui servent au négoce dud. Port, le tout à ses dépens & dans le terme de cinq mois

(1) Il y en a six. Savoir: 1. La Renonciation du Roi Philippe, faite à Madrid le 6 Novembre 1712, ratifiée & confirmée au Buen Retiro le 7 du même mois. 2. Le Contrat de D. Fernand, Archevêque, Evêque Notaire public, & du consentement, approbation & confirmation des Etats de Castille sur ladite Renonciation, daté à Madrid le 9 Novembre 1712. 3. Renonciation du Duc de Berry à la Couronne d'Espagne, faite à Madrid le 24 Novembre 1712. 4. Celle du Duc d'Orléans, faite à Paris au Palais Royal le 10 Novembre 1712. 5. Les Lettres Puentes du Roi T. C. données au Mois de Décembre 1712, pour contester au Duc d'Anjou son Titre, Fils de Dieu de pouvoir succéder à la Couronne de France, & 6. les autres Lettres Puentes de ce même Roi données à Versailles au Mois de Mars 1713, cassant & annullant celles ci-dessus & autorisant les susdites Renonciations. Toutes ces Lettres se peuvent trouver et dans les originaux & dans les copies de ces Lettres, ou les a retranchées du Traité pour éviter une répétition inutile. (D'Urt)

ANNO  
1713.

ANNO  
1713.

ANNO  
1713.

mois après la Paix conclue & signée, savoir les ouvrages de Mer dans l'espace de deux mois, & ceux de terre avec lesd. Eclufes dans les trois suivans, à condition encore que lesd. Fortifications, Ports & Eclufes ne pourront jamais être rétablis, laquelle démolition toutefois ne commencera qu'après que le Roi T. C. aura été mis en possession généralement de tout ce qui doit être cédé en équivalent de la suid. démolition.

X. Le Roi T. C. restituera au Royaume & à la Reine de la G. B. pour les posséder en plein droit & à perpétuité, la Baye & le Détroit d'Hudson avec toutes les Terres, Mers, Rivages, Fleuves, & lieux qui en dépendent & qui y sont situés, sans rien excepter de l'étendue desd. Terres & Mers possédées présentement par les François; le tout aussi bien que tous les Edifices & Forts construits, tant avant que depuis que les François s'en sont rendus Maîtres, seront délivrés de bonne-foi en leur entier, & en l'état où ils sont présentement, sans en rien démolir, avec toute l'Artillerie, Boulets, la quantité de poudre proportionnée à celle des Boulets (si elle s'y trouve) & autres choses servant à l'Artillerie, à ceux des Sujets de la Reine de la G. B. munis de ses Commissions pour les demander & recevoir dans l'espace de six mois, à compter du jour de la Ratification du présent Traité, ou plutôt si faire se peut, à condition toutefois qu'il sera permis à la Compagnie de Quebec & à tous autres Sujets quelconques du Roy T. C. de se retirer desd. Terres & Détroit, par terre ou par mer, avec tous leurs Biens, Marchandises, Armes, Meubles & Effets de quelque nature ou espèce qu'ils soient, à la réserve de ce qui a été excepté cy-dessus. Quant aux limites entre la Baye d'Hudson & les lieux appartenant à la France, on est convenu réciproquement qu'il sera nommé des Commissaires de part & d'autre, qui les détermineront dans le terme d'un an, & il ne sera pas permis aux Sujets des deux Nations de passer lesd. limites pour aller les uns aux autres, ni par mer, ni par terre. Les mêmes Commissaires auront le pouvoir de régler pareillement les limites entre les autres Colonies Françaises & Britanniques dans ces Pais-là.

XI. Le Roy T. C. fera donner une juste & équitable satisfaction aux Intérêts de la Compagnie Angloise de la Baye d'Hudson, des pertes & dommages qu'ils peuvent avoir soufferts pendant la paix, de la part de la Nation Française par des Courses ou déprédations tant en leurs personnes que dans leurs Colonies, Vaisseaux & autres Biens, dont l'estimation sera faite par des Commissaires qui seront nommés à la réquisition de l'une ou de l'autre des Parties. Les mêmes Commissaires prendront connoissance des plaintes qui pourront être faites tant de la part des Sujets de la G. B. touchant les Vaisseaux pris par les François durant la Paix & les dommages qu'ils pourront avoir soufferts l'année dernière dans l'Isle de Monferrat, ou autres, que de la part des Sujets de la France touchant les Capitulations faites dans l'Isle de Nevis & au Fort de Gambi & des Vaisseaux François qui pourroient avoir été pris par les Sujets de la G. B. en temps de paix, & toutes autres contestations de cette nature, menues entre les deux Nations, & qui n'ont point encore été réglées; & il en sera fait de part & d'autre bonne & prompte justice.

XII. Le Roy T. C. fera remettre à la Reine de la G. B. le jour de l'échange des Ratifications du présent Traité de Paix, des Lettres & Actes authentiques qui seront foy de la cession faite à perpétuité à la Reine & à la Couronne de la G. B. de l'Isle de St. Christophe que les Sujets de Sa Majesté Brit. désormais posséderont seuls; & De la nouvelle Ecosse autrement dite Acadie, en son entier, conformément à ses anciennes limites, comme aussi de la Ville de Port-Royal, maintenant appelée Annapolis Royale, & généralement de tout ce qui dépend desd. Terres & Isles de ce Pais-là, avec la Souveraineté, propriété, possession & tous Droits acquis par Traité ou autrement que le Roy T. C., la Couronne de France ou ses Sujets quelconques ont eu jusqu'à présent sur lesd. Isles, Terres, lieux, & leurs habitans, ainsi que le Roy T. C. cède & transporte le tout à lad. Reine, & à la Couronne de la G. B., & cela d'une manière & d'une forme si ample qu'il ne sera pas permis à l'avenir aux Sujets du Roi T. C. d'exercer la pêche dans lesd. Mers, Bayes, & autres endroits à trente lieues près des côtes de la nouvelle E-

cosse au Sud-est, en commençant depuis l'Isle appelée vulgairement de *Sable* inclusivement, & en tirant au Sud-Ouest.

XIII. L'Isle de Terre-Neuve avec les Isles adjacentes, appartiendra désormais & absolument à la G. B., & à cette fin le Roi T. C. fera remettre à ceux qui se trouveront à ce commis en ce Pais-là, dans l'espace de sept mois à compter du jour de l'échange des Ratifications de ce Traité, ou plutôt si faire se peut, la Ville & le Fort de Plaisance, & autres lieux que les François pourroient encore posséder dans ladite Isle, sans que ledit Roy T. C. ses Héritiers & Successeurs, ou quelques uns de ses Sujets puissent désormais prétendre quoique ce soit, & en quelque tems que ce soit, sur ladite Isle, & les Isles adjacentes en tout, ou en partie. Il ne leur sera pas permis non plus d'y fortifier aucun lieu, ni d'y établir aucune habitation en façon quelconque, si ce n'est des échafauts & cabanes nécessaires & usitées pour sécher le poisson, ni aborder dans ladite Isle dans d'autres tems, que celui qui est propre pour pêcher, & nécessaire pour sécher le poisson. Dans ladite Isle il ne sera pas permis auxdits Sujets de la Fr. de pêcher & de sécher le poisson en aucune autre partie, que depuis le lieu appelé Cap de Bona Vista, jusqu'à l'extrémité septentrionale de ladite Isle & de là en suivant la partie Occidentale, jusqu'au lieu appelé Pointe-Riche. Mais l'Isle dite Cap-Breton & toutes les autres quelconques, situées dans l'embouchure & dans le Golphe de St. Laurent, demeureront à l'avenir à la France, avec l'entière faculté au Roy T. C. d'y fortifier une ou plusieurs Places.

XIV. Il a été expressément convenu que dans tous les lieux & Colonies qui doivent être cédées ou restituées en vertu de ce Traité par le Roy T. C., les Sujets dudit Roy auront la liberté de se retirer ailleurs dans l'espace d'un an avec tous leurs effets mobiliers, qu'ils pourront transporter où il leur plaira. Ceux néanmoins qui voudront y demeurer & rester sous la domination de la G. B. doivent joindre de l'exercice de la Religion Catholique Romaine tant que le permettent les Loix de la G. B.

XV. Les habitans du Canada & autres Sujets de la France, ne molesteront point à l'avenir les cinq Nations ou Cantons des Indiens soumis à la G. B. ni les autres Nations de l'Amérique, amies de cette Couronne. Pareillement les Sujets de la G. B. se comporteront pacifiquement envers les Américains Sujets ou amis de la France, & les uns & les autres jouiront d'une pleine liberté de se fréquenter pour le bien du Commerce, & avec la même liberté les habitans de ces Regions pourront visiter les Colonies Françaises & Britanniques pour l'avantage réciproque du Commerce sans aucune molestation, ni empêchement de part, ni d'autre. Au surplus, les Commissaires régleront exactement & distinctement, quels seront ceux qui seront ou devront être censés Sujets & amis de la France, ou de la G. B.

XVI. Toutes les Lettres, tant de représentations que de marque & de contre-marque qui ont été délivrées jusqu'à présent pour quelque cause, & occasion que ce puisse être, demeureront & seront réputées nulles, inutiles, & sans effet, & à l'avenir aucune desd. Majestés n'en délivrera de semblables contre les Sujets de l'autre s'il n'apparoît auparavant d'un délai ou d'un dény de justice manifeste, ce qui ne pourra être tenu pour constant à moins que la Requête de celui qui demandera des Lettres de représentations, n'ait été rapportée ou représentée au Ministre ou Ambassadeur qui sera dans le Pais de la part du Prince contre les Sujets duquel on poursuivra lesdites Lettres, afin que dans l'espace de quatre mois il puisse s'éclaircir du contraire, ou faire ou forte que le Défendeur satisfasse in-cassament le Demandeur, & s'il ne se trouve sur le lieu aucun Ministre ou Ambassadeur du Prince contre les Sujets duquel on demandera lesdites Lettres, l'on ne les expédiera encore qu'après quatre mois expirés à compter du jour que la Requête de celui qui demandera lesdites Lettres, aura été présentée au Prince contre les Sujets duquel on les demandera, ou à son Conseil privé.

XVII. D'autant que dans les Articles de la suspension d'armes conclue le 1<sup>er</sup> Août & prorogée ensuite pour quatre mois entre les Parties contractantes, il est expressément stipulé en quels cas les Vaisseaux, Marchandises & autres effets pris de part & d'autre



ANNO  
1713.

d'autre doivent demeurer à celui qui s'en est rendu Maître, ou être restitués à leur premier Propriétaire, il a été convenu que dans ledits cas les conditions de la suspension d'armes demeureront en toute vigueur, & que tout ce qui concernera ces sortes de prises faites, soit dans les Mers Britannique & Septentrionale, ou par tout ailleurs, sera exécuté de bonne foy selon leur teneur.

XVIII. Que s'il arrivoit par hazard, inadvertance, ou autre cause quelle qu'elle puisse être, qu'aucun des Sujets deld. Majesté fit, ou entreprit quelque chose par terre, par mer ou autres eaux en quelque lieu du monde que ce soit, qui put contrevenir au présent Traité, & en empêcher l'entière exécution, ou de quelqu'un de ses Articles en particulier, la Paix & bonne correspondance retable entre ledit Roy T. C. & lad. Reyne de la G. B. ne sera pas troublée, ni censée interrompue à cette occasion, & elle demeurera toujours au contraire en son entière & première force & vigueur; Mais seulement celui desdits Sujets qui l'aura troublée, reprendra de son fait particulier, & en sera puni conformément aux Loix en suivant les règles établies par le Droit des gens.

XIX. Et s'il arrivoit aussi (ce qu'à Dieu ne plaise) que les mésintelligences & inimitiés éteintes par ce Traité, se renouvellassent entre leursdites Majestés & qu'ils en vinssent à une guerre ouverte, tous les Vaisseaux, Marchandises, & tous les effets mobiliers des Sujets de l'une des deux Parties qui se trouveront engagés dans les Ports & Lieux de la Domination de l'autre, n'y seront point confisqués ni en aucune façon endommagés. Mais l'on donnera aux Sujets deldites Majestés le terme de six mois entiers à compter du jour de la rupture, pendant lesquels ils pourront sans qu'il leur soit donné aucun trouble ni empêchement, vendre, enlever ou transporter où bon leur semblera, leurs biens de la nature cy-dessus exprimée & tous leurs autres effets, & se retirer eux-mêmes.

XX. Il sera donné à tous & à chacun des Hauts-Alliés de la Reine de la G. B. une Satisfaction juste & équitable, sur ce qu'ils peuvent demander légitimement à la France.

XXI. Le Roy T. C. en considération de la Reine de la G. B. confentira que dans le Traité à faire avec l'Empire, tout ce qui regarde dans ledit Empire l'état de la Religion, soit conforme à la teneur des Traitez de Westphalie, en sorte qu'il paroisse manifestement que l'intention de S. M. T. C. n'est point & n'a point été, qu'il y ait rien de changé auxdits Traitez.

XXII. Le Roy T. C. promet encore qu'il fera incessamment après la Paix faite, faire Droit à la Famille d'Hamilton au fujet du Duché de Châtelleraut, au Duc de Richemont sur les prétentions qu'il a en France, comme aussi au Sr. Charles Douglas touchant quelques Terres en fonds qu'il repete, & à d'autres particuliers.

XXIII. Du consentement réciproque du Roy T. C. & de la Reyne de la G. Bretagne, les Sujets de part & d'autre faits prisonniers pendant la guerre, seront remis en liberté sans distinction & sans rançon, en payant les dettes qu'ils auront contractées durant leur captivité.

XXIV. Le Traité de Paix signé aujourd'hui entre S. M. T. C. & S. M. Portugaise fera partie du présent Traité, comme s'il étoit inséré icy mot à mot, Sa Majesté la Reyne de la G. B. déclarant qu'Elle a offert sa Garantie, laquelle elle donne dans les formes les plus solennelles pour la plus exacte observation & exécution de tout le contenu dans ledit Traité.

XXV. Le Traité de Paix de ce jourd'hui entre S. M. T. C. & son Altesse Royale de Savoye est spécialement compris & confirmé par le présent comme partie essentielle d'iceluy, & comme si ledit Traité étoit inséré icy mot à mot Sa Majesté la Reyne de la G. B. s'engageant expressément aux mêmes promesses de maintenance & de garantie stipulées par ledit Traité, ou celles par elle cy-devant promises.

XXVI. Le Sérénissime Roy de Suède, ses Royaumes, Territoires, Provinces & Droits, comme aussi le Grand Duc de Toscane, la République de Gènes & le Duc de Parme, sont inclus dans ce Traité de la meilleure manière.

XXVII. Leurs Majestés ont aussi-bien voulu

comprendre dans ce Traité les Villes Anseatiques, ANNO  
1713. nommément Lubek, Brème, & Hambourg, & la Ville de Dantzick, à cet effet qu'après que la Paix générale sera faite, elles puissent jouir à l'avenir, comme amis communs, des mêmes émolumens dans le Commerce avec l'un & l'autre Royaume dont ils ont cy-devant joui en vertu des Traitez, ou anciens usages.

XXVIII. Seront en outre compris dans le présent Traité de Paix, ceux qui avant l'échange des Ratifications qui en seront fournies, ou dans l'espace de six mois après, seront nommez à cet effet de part & d'autre & dont on conviendra réciproquement.

XXIX. Enfin les Ratifications solennelles du présent Traité, expédiées en bonne & dûe forme, seront rapportées & échangées de part & d'autre à Utrecht, dans l'espace de quatre semaines, ou plutôt s'il est possible, à compter du jour de la signature.

XXX. En foy de quoy, nous soussigner Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires du Roy T. C. & de la Reyne de la G. B. avons signé les présents Articles de notre main & y avons fait apposer les Cachets de nos Armes.

Fait à Utrecht le 11. Avril. 1713.

HUXELLES. JOH. BRISTOL. C. P. S.  
(L. S.) (L. S.)

MESNAGER. STRAFFORD.  
(L. S.) (L. S.)

Pleinpouvoir de Sa Majesté Très-Chrétienne.

LOUIS, par la Grace de Dieu, Roy de France, & de Navarre, à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Comme Nous n'avons rien oublié pour contribuer de tout notre Pouvoir au Rétablissement d'une Paix sincère & solide, que notre très-chère & très-aimée Sœur la Reine de la Grande-Bretagne a fait paroître le même désir, & qu'il y a lieu d'espérer que les Conférences, qui se tiennent à Utrecht pour parvenir à un bien aussi désirable, auront bien tôt un heureux succès; Vouloit encore apporter tous Nos soins pour en avancer l'effet, & Nous confiant entièrement en la capacité, expérience, zèle, & fidélité pour notre Service de notre très-cher & bien aimé Cousin le Marquis d'Huxelles, Maréchal de France, Chevalier de Nos Ordres, & notre Lieutenant Général au Gouvernement de Bourgogne, & de notre cher & bien-aimé le Sieur Mesnager, Chevalier de notre Ordre de St. Michel. Pour ces Causes & autres bonnes Considérations à ce Nous mouvans, Nous avons commis, ordonné, & député & par ces présentes signées de notre Main, commettons, ordonnons & députons les dits Sieurs Maréchal d'Huxelles, & Mesnager, & leur avons donné & donnons Pleinpouvoir, Commission, & Mandement spécial, en qualité de Nos Ambassadeurs Extraordinaires & nos Plénipotentiaires, de conférer, négocier, & traiter, avec les Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de notre dite Sœur, revestus de ses Pouvoirs en bonne forme; arrêter, conclure, & signer tels Traitez de Paix, Articles & Conventions qu'ils aviseront bon être. Vouloit qu'en cas d'absence de l'un d'eux par maladie, ou par quelque autre Cause légitime, l'autre ait le même Pouvoir de conférer, négocier, traiter, arrêter, conclure, & signer tels Traitez de Paix, Articles & Conventions qui conviendront au Bien de la Paix que Nous Nous proposons, & à l'utilité réciproque de nos Sujets, en sorte que Nosdits Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires agissent en tout ce qui regardera la Négotiation avec notre dite Sœur, avec la même autorité que Nous ferions & pourrions faire, si Nous étions présents en personne, encore qu'il y eût quelque chose qui requiert un Mandement plus spécial, non contenu en ces présentes. Promettant en foy & parole de Roy d'avoir agréable & tenir ferme & stable à toujours, accomplir, & exécuter ponctuellement tout ce que ledits Sieurs Maréchal d'Huxelles & Mesnager, ou l'un d'entre eux dans ledits cas d'absence ou de Ma-

ANNO  
1713.

Maladie, aurait stipulé, promis, & signé en vertu du présent Pouvoir, sans jamais y contrevenir, ni permettre qu'il y fût convenu, pour quelque cause, ou sous quelque prétexte que ce puisse être; Comme aussi d'en faire expédier nos Lettres de Ratification en bonne forme, & de les faire délivrer pour être échangées dans le tems dont il sera convenu par les Traitez à faire. Car tel est nostre plaisir. En témoin de quoy, Nous avons fait mettre notre Sceau à ces Présentes. Donné à Versailles le quatrième jour de Mars, l'An de grace mil sept cens treize, & de nostre Règne le soixante dixième.

Signé,

LOUIS.

Et sur le Reply, Par le Roy,

COLBERT.

*Instrumentum Mandati pleni & autoritatis Magnæ Britannie Regine.*

ANNA, Dei gratia, Magnæ Britannie, Franciæ, & Hiberniæ Regina, Fidei Defensor, &c. Omnibus & singulis, ad quos præsentēs Literæ pervenerint, Salutem. Quandoquidem Conventus pro Pace generali in eunda Anni proxime præteriti initio *Ultrajecti* ad Rhenum habitus, variis, præter spem & vota nostra, injectis Impedimentis ultra mensem decimum quartum productus fuerit; Jam vero, favente Dei Optimi Maximi bonitate, (qui Concordiæ amorem Partium Belligerantium mentibus fortius inspirare dignatus est) ad finem tam diu desideratum, & Europe Trankillitati Saluticæ adeo necessarium, feliciter spectare videatur: Nos tandem accommodatis cum bono Fratre nostro Rege Christianissimo, nostris utrinque tam Pacis, quam Commercio rationibus, quo Ministri nostri, qui Plenipotentiariorum Titulo hucusque freti, Provincie huic exornandæ summa cum nostra Approbatione incubuerunt, majori cum splendore Operi huic maxime salutari Coronidem imponere possint, Eos amplissimo Legatorum nostrorum Extraordinariorum Characterē insignire æquum esse judicavimus. SCIATIS igitur quod Nos Fidei, Industria, & in Rebus Magni momenti tractandis Usu ac Perpicacia Reverendi admodum in Christo Patris, perquam fidelis & dilecti Consilarii nostri, *Johannis Episcopi Bristolensis, Privati nostri Sigilli Custodis, Decani Windesoriensis, & Nobilissimi Ordinis nostri Persicelidis Registrarii, & perquam fidelis & prædilecti Conjuris & Consilarii nostri Thomæ Comitiss de Stafford, Vice-Comitiss Wentworth, Woodhouse & Stanborough, Baronis de Raby, Exercituum nostrorum Locum-Tenentis Generalis, Primarii Admiralitatis nostre Commissarii, Nobilissimi Ordinis nostri Persicelidis Equitis, & Legati nostri extraordinarii ac Plenipotentarii ad Celso & Præpotentes Dominos Ordines Generales Unius Belgii, plurimum confisæ, Eosdem nominavimus, fecimus, & constituimus, quemadmodum per Præsentēs nominamus, facimus, & constituimus, Nostros veros, certos, & indubitatos Legatos Extraordinarios, Commissarios, Procuratores, & Plenipotentarios, Dantes & concedentes illisdem, conjunctim vel divisim, omnem & omnimodam Potestatem, Facultatem, Autoritatemque, nec non Mandatum Generale, pariter ac speciale (ita tamen ut Generale Speciali non deroget, neque contra) cum Legatis Extraordinariis ac Plenipotentariis, quos prædictus Rex Christianissimus, sufficienti Autoritate instructos, ex sua parte deputaverit, *Civitate Ultrajectina ad Rhenum*, aut in alio quocunque loco, congregandi, colloquendi, ac de Pacis atque Amicitie Conditionibus tutis, firmis, & honestis, inter Nos & dictum Regem Christianissimum, tractandi, conveniendi, & concludendi; eaque omnia que ita conventa & conclusa fuerint, pro nobis & nostro Nomine signandi, superque conclusis Instrumenta quotquot & qualia necessaria fuerint, conscribendi, mutuoque tradendi, recipiendi, ac generaliter ea omnia præstandi, perficiendi, que quovis modo necessaria ad Pacis atque Amicitie Conditiones, ut supra dictum est, inendas, stabilendasque, vel quomodo-libet opportuna esse judicaverint, tam amplis modo & forma, ac vi effectusque pari, ac Nos Ipsæ, sin-*

teressimus, facere ac præstare possimus; Spondentes, ac in Verbo Regio promittentes, Nos omnia & singula, quæcunque à dictis nostris Legatis Extraordinariis, Commissariis, Procuratoribus, & Plenipotentariis, conjunctim vel divisim, vel præsentium transigunt, concludunt, & signari contigerint, grata, rata, & accepta, iis prorsus modo & forma quibus conventa fuerint, habituras. In quorum omnium majorem fidem & robur, Præsentibus manu nostra Regia signatis, Magnum nostrum Magnæ Britannie Sigillum apponi iussimus. Dabatur in Palatio nostro *Diei Jacobi*, vigesimo quarto die Mensis Martii, Anno Domini millesimo septingentesimo <sup>duodecimo</sup> <sub>decimo tertio</sub> Regni-que nostri duodecimo.

*Approbatio Tractatus Pacis initæ inter Magnæ Britannie Reginam & Regem Christianissimum, exhibita a parte Magnæ Britannie Regine.*

ANNA Dei Gratia Magnæ Britannie, Franciæ & Hiberniæ Regina, Fidei Defensor &c. omnibus & singulis ad quos præsentēs Literæ pervenerint, Salutem. Quandoquidem Pacis Concordiæque omnis Autori placuerit studiis hinc Nostris, inde vero Serenissimi ac Potentissimi Principis Ludovici XIV., Regis Christianissimi boni Fratris Nostris, ita favere, ut sanctissima belli flamma, quæ tandem in hisce Orbis Christiani partibus flagravat, feliciter tandem restingeretur; Et Legati utrinque Extraordinarii ac Plenipotentarii ad opus adeo salutare Mandatis atque autoritate sufficienter instructi, Tractatum Pacis & Amicitie inter Nos & dictum Regem Christianissimum <sup>trigesimo primo Martii S. V.</sup> <sub>undecimo Aprilis S. N.</sub> Trajecti ad Rhenum concluserint, signaverintque forma & verbis quæ sequuntur.

Fiat insertio.

Nos visis & perpenso Tractatu Pacis & Amicitie superscripto, eundem in omnibus & singulis ejus Articulis & Clausulis approbavimus & ratum firmumque habuimus, sicut per præsentēs pro Nobis, Hæredibus & Successoribus Nostris eundem approbamus & ratum firmumque habemus; spondentes & in verbo Regio promittentes Nos prædictum Tractatum omnique & singula que in eo continentur, sancte atque inviolabiliter præstaturas & observaturas, neque passuras unquam (quantum in Nobis est) ut a quopiam violentur, aut ut iis quocunque modo in contrarium eatur. In quorum majorem fidem & robur hisce præsentibus manu Nostra Regia signatis Magnum nostrum Magnæ Britannie sigillum appendi iussimus. Dabatur in Palatio nostro *Diei Jacobi* septimo die mensis Aprilis, anno Domini 1713. Regni-que Nostris Duodecimo.

Signatum erat,

ANNA REGINA.

Ratification de Sa Majesté Très-Chrétienne.

NOUS ayant agréable le susdit Traité de Paix en tous & chacuns les Points & Articles qui y sont contenus & déclarez, avons iceux tant pour nous que pour nos Héritiers, Successeurs, Royaumes, Pays, Terres, Seigneuries & Sujets, accepté, approuvé, ratifié & confirmé, & par ces présentes signées de nostre main acceptons, approuvons, ratifions, & confirmons, & le tout promettons en foy & parole de Roy, sous l'obligation & hypothèque de tous & un chacun de nos biens présents & à venir, garder, observer inviolablement, sans jamais aller, ni venir au contraire directement ou indirectement, en quelque sorte & manière que ce soit. En témoin dequoy nous avons fait mettre nostre Sceau à ces présentes. Donné à Versailles le 18. Avril, l'an de grace 1713. & de notre Règne le soixante dixième.

Signé,

LOUIS.

Et plus bas,

Par le Roy,

COLBERT.

Decla-



ANNO  
1713.  
11. Avril.

*Déclaration des Ambassadeurs de France, au sujet de la Langue Française dont on s'est servi dans l'un des deux Instrumens du Traité de Paix. A Utrecht le 11. Avril 1713. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. V. pag. 46.]*

Nous soussignés Ministres, Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de S. M. T. C. déclarons à la requête des Ministres, Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de S. M. B. qui n'ont pas voulu arrêter la conclusion de la Paix, que s'il se trouve que l'un des Instrumens des Traités faits & signés à Breda, & du depuis entre la France & la Grande Bretagne ne soit point en François, nous en fournirons un autre en Latin avant la Ratification de la Convention faite aujourd'hui. Fait à Utrecht le 11. Avril 1713.

*Signé,*

HUXELLES, MESNAGER.

### DECLARATION

*Des Ministres de France touchant la Personne nommée au 4. Article du Traité de Paix.*

Aux Instances des Ambassadeurs Extraordinaires de S. M. la Reine de la Grande-Bretagne, les Ambassadeurs Extraordinaires de Sa Majesté T. C. déclarent, que la personne nommée au 4. Article du Traité de Paix, qui doit être signée aujourd'hui, pour devoir sortir de France, en est actuellement déjà sortie. Fait à Utrecht le 11. Avril 1713.

*Signé,*

HUXELLES, MESNAGER.

### DECLARATIO

*Legatorum Magnae Britanniae super Mandatis suis.*

OBSERVANTIBUS S. Regiae Majestatis Christianissimae Domini Legatis Extraordinariis in nonnullis clausulis imperfectas esse Plenipotentiarum Tabulas per S. Regiae Majestatis Magnae Britanniae Dominos Legatos Extraordinarios hodie exhibitas, per praesentes promittunt dicti S. Regiae Magnae Britanniae Legati alias, in quibus defectus indigni corrigantur, conficiendas, & una cum Ratificationibus Fœderum hodie initorum extradendas esse. Trajecti ad Rhenum die 31. Martii  
11. Aprilis Anni, 1713.

*Signatura,*

JOH. BRISTOL. C. P. S. STRAFFORD.

### CERTIFICAT

*De l'échange des Ratifications des Traités entre la G. B. & la France.*

Nous Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de S. M. la Reine de la Grande Bretagne & de S. M. T. C. certifions à tous, que les Traités de Paix & de Commerce conclus en ce lieu, le 31. Mars  
11. d'Avril, ont été ratifiés solennellement par Sa Majesté Britannique & S. M. très C. & que les Actes des Ratifications ont été échangés ce jourd'hui à Utrecht le 28. Avril  
9. May 1713.

JOH. BRISTOL. C. P. S.

(L. S.)

STRAFFORD

(L. S.)

HUXELLES.

(L. S.)

MESNAGER.

(L. S.)

### INCLUSIO

*Regis Borussiae in Tractatu Pacis inter Reginam Britanniae & Regem Galliae.*

ANNA REGINA.

ANNA Dei Gratia Magnae Britanniae, Franciae & Hiberniae Regina, Fidei Defensor &c. Omnibus & singulis, ad quos praesentes Literae pervenerint, salutem.

Quandoquidem Articulo vigesimo octavo Tractatus Pacis & Amicitiae Trajecti ad Rhenum die trigesimo primo  
undecimo Mensis Martii proxime praeterlapsi inter nos, & Serenissimum ac Potentissimum Principem Ludovicum Decimum quantum Regem Christianissimum, per Legatos utrinque Extraordinarios ac Plenipotentiaros conclusi, cautum conventionemque sit, ut sub Tractatu praedicto comprehenderentur illi, qui ante Ratificationum permutationem, vel intra sex menses postea ab una alteraque Parte ex communi consensu nominati fuerint. Nos igitur quotestatum faceremus amicitiam singularem, qua prosequimur Serenissimum & Potentissimum Principem Fridericum Guilelmum Borussiae Regem, eum una cum Regno ipsius Borussiae ceterisque Provinciis ac Terris, speciarim vero, Principatu Novi Castrii & Valengiae ad dictam Majestatem suam pertinentibus nominavimus, ac per praesentes nominamus, & vi Articuli supra memorati dictum Regem, una cum Regno Borussiae, ceterisque Ditionibus superius expressis, sub praefato Pacis & Amicitiae Tractatu omnium meliori modo & forma comprehendimus, & pro revera comprehensum habemus, ita ut beneficio praefatus eodem, plenaeque securitate, & omnibus Pacis commodis utantur, sicutanturque, perinde ac si ipsimet Tractatu nominatim inserti fuissent.

In quorum omnium Testimonium & Fidem praesentes manu nostra Regia signatas communi nostro Sigillo muniri iussimus. Dabantur in Palatio nostro apud Kensington, vigesimo Die Mensis Julii, Anno Domini millesimo septingentesimo decimo tertio, Regni nostri duodecimo.

(L. S.)

*Ad Mandatum Serenissimae Dominae Reginae.*

BOLINGBROKE.

### INCLUSIO

*Rerum publicarum Heroviae Evangelicarum.*

ANNA REGINA.

ANNA Dei Gratia Magnae Britanniae, Franciae & Hiberniae Regina Fidei Defensor &c. Omnibus & singulis, ad quos praesentes Literae pervenerint, salutem.

Quandoquidem Articulo vigesimo octavo Tractatus Pacis & Amicitiae Trajecti ad Rhenum die trigesimo primo  
undecimo Mensis Aprilis proxime praeterlapsi inter nos, & Serenissimum ac Potentissimum Principem Ludovicum XIV. Regem Christianissimum per Legatos utrinque Extraordinarios ac Plenipotentiaros conclusi, cautum conventionemque sit, ut sub Tractatu praedicto comprehenderentur illi, qui ante Ratificationum permutationem, vel intra sex menses postea ab una alteraque Parte ex communi consensu nominati fuerint. Nos igitur ut traditi nostri favorisque eximii monumentum habere possint, Republicas sive Cantones Helvetiae Evangelicos, n. n. p. Tiguri, Bernae, Glaronae, Basileae, Schaffhousi & Abbatiscelae, una cum omnibus & singulis, quos inter se se respective habent Fœderatis, Republica & iocet & Civitate Genevensi, cum suis Dependentiis, Principatu Novi Castrii & Valengiae, Civitatibus Sancti Gallii, Multhuni & Biennae, atque Legis Rhodanis, sive Gitionis sociatis, cum suis Dependentiis nominavimus sicut per praefatus nominamus. Et vi Articuli iupramemorati dictas Republicas, Cantones, Civitates, Principatum. Ligatque una cum Concedera-

ANNO  
1713.

ANNO 1713. deratis & Dependentiis respective suis, sub præfato Pacis & amicitie Tractatu omni meliori modo & forma comprehendimus, & pro revera comprehensis habemus, ita ut beneficio prorsus eodem, plenaque securitate, & omnibus Pacis Commodis utantur fruaturque, perinde ac si ipsimet Tractatu nominatim inserti fuissent. In quorum omnium Testimonium & Fidem præsentis manu nostra Regia signatas communi nostro Sigillo muniri iussimus.

Dabantur in Palatio nostro apud Kensington Vigesimo die Mensis Julii Anno Domini Millesimo septingentesimo decimo tertio; Regniue nostri duodecimo.

(L. S.) Ad Mandatum Serenissime Domine Regine.

BOLINGBROKE.

• *Inclusio Reipublicæ VENETIARUM ex parte Regine MAGNÆ BRITANNIÆ facta. Dat. apud Kensington 5. Junii 1713. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. III. pag. 152.]*

ANNA dei Gratia Magnæ Britanniae, Franciæ, & Hiberniæ Regina, Fidei Defensor &c. Omnibus ad quos præsentis Literæ pervenerint, salutem. Cum Article vigesimo octavo Tractatus Pacis, & Amicitie Trajecti ad Rhenum die

*Tingesimo primo undecimo*

Mensis <sup>Manii</sup> <sup>Aprilis</sup> Anno præsentis inter Nos & Serenissimum, ac Potentissimum Principem Ludovicum Decimum Quartum Regem Christianissimum per Legatos utriusque Extraordinarios ac Plenipotentiarios conclusi, cautum conventumque sit, ut sub Tractu prædicto comprehendatur illi, qui ante Rathabitionum permutationem, vel intra sex Menses postea, ab una alterave parte ex communi consensu nominati fuerint. Nos igitur quo Amicitie Nostræ, studique singularis erga Serenissimum Rempubliam Venetam ob æqualitatis Fœdera fideliter servata, & ob plurima in Nos promerita, indicium daremus manifestum, Eam tanquam communem Amicam in Instrumento hoc speciali nominandam esse censuimus; Et vi Articuli supramemorati Eandem omni meliori modo, & forma sub antedicto Pacis, & Amicitie Tractatu comprehendimus ac pro reapse comprehensa habemus: Adeo ut dicta Respublica eodem prorsus beneficio utatur fruaturque perinde ac si ipsimet Tractatu nominatim inserta fuisset. In quorum omnium Testimonium & fidem præsentis manu Nostra Regia signatas communi Nostro Sigillo munire iussimus. Dabantur in Palatio nostro apud Kensington decimo quinto die Mensis Junii Anno Domini millesimo septingentesimo decimo tertio, Regniue Nostri duodecimo.

ANNA REGINA.

(L. S.)

BOLINGBROCK.

CLII.

31. Mars. 11. Avril. *Traité de Navigation & de Commerce entre Louis XIV. Roi de France, & ANNE Reine de la Grande-Bretagne, portant entr'autres Conventions & Stipulations avantageuses, que reciproquement les Sujets de l'une des deux Parties, feront traités dans les Royaumes & Etats de l'autre Partie, comme ceux des autres Nations les plus amies, & les plus favorisées: qu'ils y jouiront des mêmes Libertés & Privilèges à l'égard du Commerce & des Impositions, & qu'en particulier le rigoureux Droit d'Aubaine, n'y sera plus exercé sur eux. Fait à Utrecht le 31. Mars 11. Avril 1713. Avec la RATIFICATION de Sa Majesté T. C. donnée à Versailles le 18. Avril 1713. [Sur la Copie imprimée à Paris chez François Fournier avec Privilege du Roi in 4. Ann. 1713. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. III. PART. I.]*

res de la Paix d'Utrecht Tom. II. pag. 365. en Latin & en François moins complet qu'icy. Copie imprimée à la Haye par ordre des Plenipotentiaries Anglois en Latin & en François chez Th. Johnson l'an 1713. in 4.]

1713.

D'AUTANT que depuis que le Sérenissime & très puissant Prince Louis quatorze, par la grace de Dieu, Roy Très-Chrétien de France & de Navarre; Et la Sérenissime & très puissante Princesse Anne, par la grace de Dieu, Reine de la Grande-Bretagne &c. ont porté leurs vœs, par l'inspiration de Dieu tout puissant, du côté de la Paix; Leurs Majestés ont jugé que le moyen, le plus solide, de la confirmer, & de procurer à leurs Sujets les avantages qu'ils en doivent attendre, par une mutuelle liberté, & accroissement de Navigation & de Commerce; animées respectivement de ce désir: Elles ont par un effet de leur Clemence commandé à leurs Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaries de s'assembler à Utrecht, pour y traiter non-seulement de la Paix, mais encore pour renouveler les anciens Traités de Commerce qui ont été cy-devant faits entre les deux Nations; Savoir de la part du Roy Très-Chrétien, au Sieur Nicolas Marquis d'Huxelles, Marechal de France, Chevalier des Ordres du Roy, Lieutenant Général au Gouvernement du Duché de Bourgogne, & au Sieur Nicolas Mesnager, Chevalier de l'Ordre Royal de St. Michel, Et de la part de la Reine de la Grande-Bretagne, au bien Reverend Jean Eveque de Bristol Garde du Sceau privé d'Angleterre, Conseiller de la Reine en son Conseil d'Etat, Doyen de Windsor, & Secrétaire de l'Ordre de la Jarrière, & au Sieur Thomas Comte de Strafford, Vicomte Wentworth de Wentworth, Woodhouse & de Stainborough, Baron d'Overley, Neumarch, & Raby, Conseiller de la Reine en son Conseil d'Etat, son Ambassadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire auprès des Etats Généraux des Provinces-Unies du Pays-bas, Collonel du Regiment Royal de Dragons, Lieutenant Général de ses Armées, premier Seigneur de l'Amirauté de la Grande-Bretagne & d'Irlande & Chevalier du très noble Ordre de la Jarrière; Lesquels, pour parvenir à une fin si pieuse, & remplir un désir si salutaire de leurs Majestés, après s'être communiqués respectivement leurs Pleins-pouvoirs dont les Copies seront insérées de mot à mot à la fin du présent Traité en avoir dûment fait l'échange, & avoir tenu diverses Conférences & discuté la matière autant que la brièveté du temps l'a pu permettre, sont enfin convenus, sur le fait de la Navigation & du Commerce, des Articles qui s'ensuivent.

I. Il a été convenu & accordé entre le Sérenissime & très puissant Roy Très-Chrétien, & la Sérenissime & très-puissante Reine de la Grande-Bretagne, qu'il y ait entre les Sujets de part & d'autre une liberté reciproque & en toutes manières absolue de Navigation & de Commerce dans tous & chacun des Royaumes, Etats, Provinces, & Terres de l'obéissance de LL. Majestez en Europe, pour toutes & chacune sortes de Marchandises dans les lieux, aux conditions, en la maniere, & en la forme qu'il est réglé & établi dans les Articles suivans.

II. Pour affermer à l'avenir le Commerce & l'amitié entre les Sujets de leurs dites Majestez & afin que cette bonne correspondance soit à l'abri de tout trouble & de toute inquiétude, il a été convenu & accordé que si quelque jour il survient quelque mauvaise intelligence, interruption d'amitié, ou rupture entre les Couronnes de LL. Majestez (ce qu'à Dieu ne plaise,) il sera donné pour lors un terme de six mois après ladite rupture aux Sujets des deux Parties, & habitans qui demeureront dans les Etats de l'une & de l'autre Partie, en sorte qu'ils puissent se retirer avec leurs familles, biens, marchandises, & facultez, & les transporter où bon leur semblera. Comme aussi qu'il leur sera permis alors de vendre & d'aliéner leurs biens meubles & immeubles librement, & sans aucun trouble; Que pendant ce tems ils ne seront retenus ni molestés, par arrest ni par saisie de leurs effets, biens, marchandises, & facultez, ni de leurs personnes; & de plus il sera rendu aux Sujets de part & d'autre une bonne & prompte

Xx

justi-



ANNO justice, en sorte qu'ils puissent en profiter pour retirer  
1713. dans ledit espace de six mois leurs effets, & leurs fa-  
cultez confiez tant aux particuliers qu'au public.

III. On est aussi convenu, & il a été arrêté que les Sujets & habitants des Royaumes, royaumes, & Etats de L.L. Majestez n'exerceront à l'avenir aucuns actes d'hostilité ni violences les uns contre les autres, tant sur Mer que sur Terre, Fleuves, Rivières, & Rades, sous quelque nom & prétexte que ce soit, en sorte que les Sujets de part & d'autre ne pourront prendre aucune Patente, Commission, ou Instruction pour armermens particuliers & faire la course en Mer, ni Lettres vulgairement appellées de représailles de quelques Princes ou Etats Ennemis de l'un ou de l'autre, ni troubler, molester, empêcher, ou endommager en quelque manière que ce soit, en vertu ou sous prétexte de telles Patentes, Commissions, ou Lettres de représailles, les Sujets & habitants súdits du Roy Très-Christien ou de la Reine de la Grande-Bretagne, ni faire ces actes d'armemens, ou s'en servir pour aller en Mer; Et seront à cette fin toutes & quantes fois qu'il sera requis de part & d'autre dans toutes les Terres, Pays, & Domaines qu'ils soient, tant de part que d'autre, renouvelles, & publiées des défenses étroites & expressees d'user en aucune manière de telles Commissions ou Lettres de représailles, sous les plus grandes peines qui puissent être ordonnées contre les infractions, outre la restitution & la satisfaction entière, dont ils seront tenus envers ceux auxquels ils auront causé quelque dommage; Et ne seront données à l'avenir par l'un desdits Alliez au préjudice & au dommage des Sujets de l'autre, aucunes Lettres de représailles, si ce n'est seulement au cas de refus ou de délai de justice, lequel refus ou délai de justice ne sera pas tenu pour vérifié, si la requête de celui qui demande ledit. représailles n'est communiquée au Ministre, qui se trouvera sur les lieux de la part du Prince, contre les Sujets duquel elles doivent être données, afin que dans le terme de quatre mois, ou plutôt s'il se peut, il puisse faire connoître le contraire, ou procurer la juste satisfaction qui sera due.

IV. Qu'il sera libre aux Sujets & habitants des súdits Alliez d'entrer, & d'aller librement & seurement sans permission ni saufconduit général ou spécial, soit par terre ou par Mer, & enfin par quelque chemin que ce soit dans les Royaumes, Etats, Provinces, Terres, Isles, Villes, Bourgs, Places murées ou non murées, fortifiées ou non fortifiées, Ports & Domaines de l'autre Allié situé en Europe, quels qu'ils puissent être, & d'en revenir, d'y séjourner, ou d'y passer, & d'y acheter aussi & acquérir à leur choix toutes les choses nécessaires pour leur subsistance, & pour leur usage, & qu'ils seront traités réciproquement avec toute sorte de bienveillance & de faveur; Bien entendu néanmoins que dans toutes ces choses ils se comporteront & se conduiront conformément à ce qui est prescrit par les Loix & par les Ordonnances, qu'ils vivront les uns avec les autres en amis & paisiblement, & qu'ils entretiendront par leur bonne intelligence l'Union réciproque.

V. Il sera libre & permis aux Sujets de leursdites Majestez réciproquement d'aborder avec leurs Vaisseaux, aussi bien qu'avec les Marchandises & les effets dont ils seront chargés, & dont le Commerce & le transport ne sont point défendus par les Loix de l'un ou de l'autre Royaume, d'entrer dans les Terres, Etats, Villes, Ports, Lieux, & Rivières de part & d'autre situés en Europe, d'y fréquenter, séjourner, & d'en user sans aucune limitation de temps, même d'y louer des Maisons ou de loger chez d'autres, d'acheter ou de louer à propos toutes sortes de marchandises permises, soit de la première main, soit du Marchand, & de quelque autre manière que ce puisse être, soit dans les Places & Marchés publics ou sous exposées les Marchandises, & dans les foires, soit dans tout autre endroit où ces Marchandises se fabriquent ou se vendent. Il leur sera aussi permis de passer & de vendre dans leurs Magazins ou entrepôts, les Marchandises apportées, d'ailleurs, & de les exposer ensuite en vente, sans être obligés en aucune façon de porter leurs Marchandises súdites dans les Marchés & dans les Foires, si ce n'est de leur bon gré, & de leur bonne volonté, à condition néanmoins qu'ils ne les vendront point

en détail dans des boutiques ou ailleurs, & ils ne pourront pour raison de ladite liberté de Commerce, ou pour toute autre cause que ce soit, être chargés d'aucun impôt ou Droits, à l'exception de ceux qui doivent être payés pour leurs Navires ou pour leurs Marchandises, suivant les Loix & Coutumes reçues dans l'un & dans l'autre Royaume. Il leur sera aussi permis de sortir de l'un & de l'autre Royaume, quand ils le voudront, & d'aller ou ils le jugeront à propos par Terre ou par Mer, par les Rivières, & Eaux douces; Et aussi au cas qu'ils fussent mariés ils pourront emmener leurs Femmes, Enfants, Domestiques, aussi bien que leurs Marchandises, facultez, biens & effets achetez ou apportez, après avoir payé les Droits accoutumés, non-obstant toute Loy, Privilège, Concession, Immunité, ou Coutume à ce contraires en façon quelconque. Et quant à ce qui concerne la Religion, les Sujets des deux Couronnes, & leurs Femmes & Enfants au cas qu'ils fussent mariés, jouiront d'une entière liberté, ils ne pourront être contraints d'assister aux Offices divins, soit dans les Eglises ou ailleurs; Mais au contraire il leur sera permis sans aucun empêchement, de faire en particulier dans leurs propres Maisons, sans qu'il y intervienne qui que ce soit, les exercices de leur Religion suivant leur usage, quoique défendus par les Loix du Royaume. On ne refusera point de part ni d'autre la permission d'enterrer dans des lieux commodes & décents qui seront désignez à cet effet, les corps des Sujets de l'un & de l'autre Royaume décédés dans l'étendue de la Domination de l'autre, & il ne sera apporté aucun trouble à la sépulture des morts. Les Loix & les Statuts de l'un & de l'autre Royaume demeureront dans leur force & vigueur, & seront exactement exécutés, soit que ces Loix ou Statuts regardent le Commerce & la Navigation, ou qu'ils concernent quelque autre Droit à la réserve seulement des cas, auxquels il est dérogé par les Articles du présent Traité.

VI. Les Sujets de part & d'autre payeront les Doianes, impôts, & les Droits d'entrée & de sortie dds & accoutumés dans tous les Etats & Provinces de part & d'autre; Et afin que chacun puisse savoir certainement en quoy consistent les súdits Impôts, Doianes, & Droits d'entrée & de sortie, quels qu'ils soient, on est convenu qu'il y aura dans les Lieux publics tant à Rouen, & dans les autres Villes marchandes de France, qu'à Londres, & dans les autres Villes de l'obéissance de la Reyne de la Grande-Bretagne, des Tarifs qui indiquent les Impôts, Doianes, & Droits accoutumés, afin que l'on y puisse avoir recours, toutes les fois qu'il s'élèvera quelque contestation ou différend à l'occasion de ces Impôts, Doianes ou Droits, qui ne pourront se lever que conformément à ce qui sera clairement expliqué dans les súdits Tarifs, & selon leur sens naturel. Si quelque Officier ou quelqu'un en son nom sous quelque prétexte que ce soit exige & reçoit puolement ou en particulier, directement ou indirectement, d'un Marchand ou d'un autre, aucune somme d'argent, ou quelque autre chose que ce soit à raison de Droit dds, d'impôt, de visite, ou de compensation, même sous le nom de don fait volontairement ou sous quelque autre prétexte que ce soit, au delà ou autrement qu'il n'est marqué cy-dessus; En ce cas si ledit Officier ou son Substitut, étant accusé devant le Juge compétant du lieu où la faute a été commise, s'en trouve convaincu il donnera une satisfaction entière à la Partie lésée, & il sera même puny de la peine due & prescrite par les Loix.

VII. Les Marchands, les Capitaines de Vaisseau, les Maîtres de Navires, les Matelots, & quelques personnes que ce soit, les Navires, & généralement tous Marchandises & effets de l'autre Allié, & de ses Sujets ou habitants ne pourront être pris, saisis, ou arrestés, ni contraindre par aucune sorte de violence, molester, ou maltraiter au nom du public, ou d'un particulier, en vertu de quelque Edit général ou spécial que ce soit, dans les Terres, Ports, Havres, Rades, & Ports que ce puisse être de l'autre Allié pour le service public, pour des expéditions militaires, ou autre cause, encore moins pour aucun usage particulier, mais si sera défendu de prendre ou d'enlever par la force aucune chose aux Sujets de part & d'autre sans le consentement de celui à

ANNO  
1713.

ANNÉE 1713. qui elle appartient, & sans le lui payer en argent comptant ; & qui ne doit point néanmoins s'entendre de la faïste & de l'arrest qui sera fait par les voyes ordinaires, par ordonnance & de l'autorité de la Justice, pour cause de dette ou de crime commis, dans lesquelles occasions on procedera par les voyes de Droit & selon les régles de la Justice.

VIII. De plus ou est convenu & il a été establi pour régle générale que tous & chacun des Sujets du Sérénissime Roy Très-Chrétien, & de la Sérénissime Reyne de la Grande-Bretagne, usuront & jouiront respectivement dans toutes les Terres & Lieux de leur obéissance des mêmes Privilèges, Libertez, Immunités, sans aucune exception, dont jouit & use, ou pourra jouir & user & être en possession à l'avenir la Nation la plus amie, par rapport aux Droits, Doïanes, & impositions quels qu'ils soient à l'égard des personnes, marchandises, effets, Navires, fret, Matelots, enfin en tout ce qui regarde la Navigation & le Commerce, & qu'ils auront la même faveur en toutes choses, tant dans les Cours de Justice, que dans tout ce qui concerne le Commerce, ou tous autres Droits.

IX. On est de plus convenu que dans l'espace de deux mois depuis qu'il aura été fait une Loy dans la Grande-Bretagne, par laquelle il sera suffisamment pourvu à ce qu'il ne soit rien exigé sur les effets & marchandises qui seront portées de France dans la Grande-Bretagne, aucuns Impôts ou Droits plus grands que ceux qui se levent sur les effets & marchandises de la même nature qui y sont apportés de quelque Pays que ce soit, situé dans l'Europe, & que toutes les Loix faites dans la Grande-Bretagne depuis l'année 1664. pour défendre le Transport de quelques effets ou marchandises venant de France qui n'avoient point été défendues avant ladite année, soient abrogées ; Alors le Tarif général fait en France le 18. Septembre 1664. sera derechef observé dans ce Royaume, & les Droits que les Sujets de la Grande-Bretagne doivent payer pour les effets qu'ils apporteront en France, ou qu'ils en tireront, seront réglés suivant la teneur dudit Tarif, sans excéder la manière établie suivant ledit Tarif pour les Provinces, dont il y est fait mention. Quant aux autres Provinces des Droits n'y seront levés que suivant la régle prescrite en ce temps-là. Toutes les Défenses, Tarifs, Edits, Déclarations ou Arrests postérieurs à l'année 1664. faits en France & contraires au Tarif de ladite année, en ce qui concerne les effets & marchandises de la Grande-Bretagne seront abrogés ; Et comme on insiste de la part de la France que quelques Marchandises, savoir, celles de laine, le sucre, les poissons salés & ce qui provient de la Baléine soient exceptés de la régle du susdit Tarif, & qu'il y a d'autres Points qui regardent ce Traité proposés de la part de la Grande-Bretagne, & dont il n'a pas encore été convenu de part & d'autre, de tous lesquels la Spécification est contenue dans un Acte signé des Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires du Roy T. C. & de la Reyne de la G. B., on est convenu & demeure d'accord par ce présent Article, que dans l'espace de deux mois à compter de l'Echange des Ratifications de ce Traité, les Commissaires de part & d'autre s'assembleront à Londres pour examiner, & résoudre les difficultés sur les Marchandises à excepter du Tarif de l'année 1664. & sur les autres Points qui ne sont pas encore assez développés, comme il est dit cy-dessus.

Et les mêmes Commissaires donneront pareillement leurs soins (conformément à l'intérêt des deux Nations) à bien examiner les avantages reciproques du commerce, à lever tout embarras sur ce sujet, à trouver enfin, & à établir de part & d'autre des moyens justes & utiles pour moderer reciproquement les Droits. Bien entendu toutefois que tous & chacun des Articles de ce Traité demeureront en attendant dans leur pleine vigueur, & principalement que rien ne puisse empêcher sous quelque pretexte que ce soit, que l'avantage du Tarif Général de l'année 1664. soit accordé aux Sujets de la Grande-Bretagne, & qu'ils en jouissent sans aucun embarras ou retardement dans l'espace de deux mois après que la Loy dont il a été parlé cy-dessus aura été publiée dans la G. Bretagne ; cette jouissance devant être pour les Sujets de la Grande-Bretagne dans la forme & manière aussi ample que les Sujets de la Nation la plus amie jouiront du bénéfice du même Tarif, sans qu'aucunes choses à faire ou à

TOM. VIII. PART. I.

discuter par lesdits Commissaires le puissent empêcher.

X. Les Droits sur le Tabac préparé ou non préparé, lorsqu'il sera apporté en France, seront moderez à l'avenir sur le même pied de réduction, dont jouit déjà, ou pourra jouir à son entrée en France le même Tabac de quelque cru qu'il soit de l'Europe ou de l'Amérique. Les Sujets de part & d'autre payeront en France les mêmes Droits pour le Tabac. Ils auront une liberté égale d'en vendre, & les mêmes Loix dont jouiront les Marchands François mêmes, ou auxquelles ils seront assujettis, seront communes aux Sujets de la Grande-Bretagne.

XI. On a aussi statué que l'impôt ou le tribut de 50. f. tournois par Tonneau, mis en France sur les Navires de la Grande-Bretagne, cesse, & soit abrogé entièrement à l'avenir, & l'on supprimera pareillement le Droit de 5. Schellings Sterlings par Tonneau, imposé dans la Grande-Bretagne sur les Navires François. Ces levées & d'autres charges semblables ne seront plus imposées, dans la suite sur les Vaisseaux de part & d'autre.

XII. Il a été statué de plus, & l'on est convenu qu'il soit entièrement libre à tous les Marchands, Capitaines de Vaisseau, & autres Sujets de la Reyne de la Grande-Bretagne dans tous les lieux de France, de traiter leurs affaires par eux-mêmes ou d'en charger qui bon leur semblera, & ils ne seront tenus de se servir d'aucun interprete ou facteur, ni de leur payer aucun salaire, si ce n'est qu'ils veulent s'en servir. En outre les Maîtres des Vaisseaux ne seront point tenus de se servir pour charger ou décharger leurs Navires des personnes établies à cet effet par l'autorité publique, soit à Bordeaux soit ailleurs, mais il leur sera entièrement libre de charger ou de décharger leurs Vaisseaux par eux-mêmes, ou de se servir de ceux qu'il leur plaira pour les charger ou les décharger, sans payer aucun salaire à quelqu'autre personne que ce puisse être. Ils ne seront point tenus aussi de décharger dans des Navires d'autrui, ou de recevoir dans les leurs quelque Marchandise que ce soit, ni d'attendre leur chargement, plus longtems qu'ils ne le jugeront à propos ; & tous les Sujets du Roy Très-Chrétien, jouiront pareillement, & seront en possession des mêmes Privilèges & Libertez dans tous les lieux de l'obéissance de la Grande-Bretagne en Europe.

XIII. Il sera entièrement libre & permis aux Marchands & aux autres Sujets du Roy Très-Chrétien, & de la Reyne de la Grande-Bretagne de leguer ou donner, soit par Testament, par donation ou par quelque autre disposition que ce soit, faite tant en santé qu'en maladie, en quelque tems que ce soit, même à l'Article de la mort, toutes les Marchandises, effets, argent, dettes actives, & autres biens mobilières, qui se trouveront, ou devront leur appartenir au jour de leur décès dans les Terroires & tous lieux de la Domination du Roy Très-Chrétien, & de la Reyne de la Grande-Bretagne : En outre, soit qu'ils meurent après avoir testé, ou *ab intestato*, leurs legitimes Héritiers, Exécuteurs, ou Administrateurs demeurans dans l'un ou dans l'autre des deux Royaumes, ou venant d'ailleurs quoiqu'ils ne soient pas reçus dans le nombre des Citoyens, pourront recouvrer & jouir paisiblement de tous leurs biens & effets quelconques, selon les Loix respectives de la France & de la Grande-Bretagne, de manière cependant que les Sujets de l'un & de l'autre Royaume soient tenus de faire reconnoître selon les Loix, les Testaments, ou le Droit de recueillir les Successions *ab intestato* dans les Lieux où chacun sera décédé, soit en France, soit dans la Grande-Bretagne, & ce nonobstant toutes Loix, Statuts, Edits, Coutumes, ou Droit d'Aubaine à ce contraires.

XIV. Lorsqu'il arrivera quelque différent entre un Capitaine de Navire & ses Matelots, dans les Ports de l'un ou de l'autre Royaume, pour raison de Salaires dus auxdits Matelots, ou pour quelque autre cause civile que ce soit, le Magistrat du lieu existera seulement du Défendeur, de donner au Demandeur sa déclaration par écrit, attestée par le Magistrat, par laquelle il promettra de répondre dans la Patrie sur l'affaire dont il s'agira par devant un Juge compétent, au moyen de quoy il ne fera pas permis aux Matelots d'abandonner le Vaisseau, ni d'apporter quelque empêchement au Capitaine du Navire dans la continuation de son voyage. Il sera aussi permis aux Marchands de l'un ou de l'autre Royaume de

X x a

tenir

ANNÉE 1713.



ANNO  
1713.

tenir dans les Lieux de leur domicile, ou par tout Vaisseau où bon leur semblera, des livres de compte, & de Commerce, & d'entretenir avec correspondance de Lettres dans la langue, ou dans l'Idiome qu'ils jugeront à propos, sans qu'on puisse les inquiéter, ni les rechercher en aucune manière pour ce sujet; Et s'il leur étoit nécessaire pour terminer quelque procès ou différend, de produire leurs livres de compte, en ce cas ils seront obligés de les apporter en entier en Justice, sans toutefois qu'il soit permis au Juge de prendre connoissance dans ledits livres, d'autres Articles que de ceux seulement qui regarderont l'affaire dont il s'agit, ou qui seront nécessaires pour établir la foy de ces livres, & il ne sera pas permis de les enlever des mains, de leurs propriétaires ni de les retenir sous quelque prétexte que ce soit, excepté seulement dans le cas de Banqueroute. Les Sujets de la Grande-Bretagne ne seront pas tenus de se servir de papier timbré pour leurs livres, leurs Lettres, & les autres pièces qui regarderont le Commerce, à la réserve de leur Journal, qui pour faire foi en Justice, devra être coté, & paraphé *gratuit* par le Juge, conformément aux Loix établies en France, qui y assujettissent tous les Marchands.

XV. Il ne sera pas permis aux Armateurs étrangers, qui ne seront pas Sujets de l'une ou de l'autre Couronne, & qui auront Commission de quelque autre Prince ou Etat Ennemi de l'un & de l'autre, d'armer leurs Vaisseaux dans les Ports de l'un & de l'autre desdits deux Royaumes, d'y vendre ce qu'ils auront pris, ou de changer en quelque manière que ce soit les Vaisseaux, Marchandises, ou quelques autres chargemens que ce soit, ny d'acheter même d'autres vivres, que ceux qui leur seront nécessaires pour parvenir au Port le plus prochain du Prince dont ils auront obtenu des Commissions.

XVI. On ne pourra obliger les Vaisseaux chargés des deux Parties, passant sur les côtes l'une de l'autre, & que la tempête aura obligé de relâcher dans les Rades ou Ports, ou qui y auront pris terre de quelque autre manière que ce soit, d'y décharger leurs Marchandises en tout ou en partie, ou de payer quelque Droit, à moins qu'ils ne les y déchargent de leur bon gré, & qu'ils en vendent quelque partie: Il sera cependant libre après en avoir obtenu la permission de ceux qui ont la direction des affaires maritimes de décharger & de vendre une petite partie du chargement, seulement pour acheter les vivres ou les choses nécessaires pour le radoubement du Vaisseau, & dans ce cas on ne pourra exiger de Droits pour tout le chargement, mais seulement pour la petite partie qui aura été déchargée ou vendue.

XVII. Il sera permis à tous les Sujets du Roy Très-Chrétien & de la Reyne de la Grande-Bretagne de naviger avec leurs Vaisseaux en toute liberté & liberté, & sans distinction de ceux à qui les Marchandises de leur chargement appartiendront, de quelque Port que ce soit dans les Lieux qui sont déjà, ou qui seront cy-après en guerre avec le Roy Très-Chrétien, ou avec la Reyne de la Grande-Bretagne. Il sera aussi permis auxdits Sujets de naviger & de négocier avec leurs Vaisseaux, & Marchandises, avec la même liberté & liberté des Lieux, Ports, & endroits appartenant aux Ennemis des deux Parties ou de l'une d'Elles, sans être aucunement inquiétés ni troublez, & d'aller directement non-seulement desdits Lieux Ennemis à un lieu Neutre, mais encore d'un lieu Ennemi à un autre lieu Ennemi, soit qu'ils soient sous la juridiction d'un même ou de différens Princes; Et comme il a déjà été stipulé par rapport aux Navires & aux Marchandises, que les Vaisseaux libres rendront les Marchandises libres, & que l'on regardera comme libre, tout ce qui sera trouvé sur les Vaisseaux appartenant aux Sujets de l'un ou de l'autre Royaume, quoique tout le chargement, ou une partie de ce même chargement appartienne aux Ennemis de leursdites Majestés, à l'exception cependant des Marchandises de contrebande, lesquelles étant interceptées, il sera procédé conformément à l'esprit des Articles suivans; De même il a été convenu que cette même liberté doit s'étendre aussi aux personnes qui navigent sur un Vaisseau libre, de manière que quoi qu'elles soient Ennemis des deux Parties, ou de l'une d'Elles, elles ne seront point tirées du Vaisseau libre, & ce n'est que ce fussent des gens de

guerre actuellement au service desdits Ennemis.

XVIII. Cette liberté de Navigation & de Commerce s'étendra à toute sorte de Marchandises, à la réserve seulement de celles qui sont exprimées dans l'Article suivant, & désignées sous le nom de Marchandises de contrebande.

XIX. On comprendra sous ce nom de Marchandises de contrebande ou défendues, les Armes, Canons, Arquebuses, Mortiers, Petards, Bombes, Grenades, Saucisses, Cercles poissés, Affûts, Fourchettes, Bandouilliers, Poudre à Canon, Mefche, Salpêtre, Balles, Picques, Espées, Morions, Casques, Cuirasses, Hallebardes, Javelines, Fourreaux de Pistolets, Baudriers, Chevaux avec leurs Harnois, & tous autres semblables genres d'armes & d'instrumens de guerre servant à l'usage des Troupes.

XX. On ne mettra point au nombre des Marchandises défendues celles qui suivent, savoir toutes sortes de Drap, & tous autres ouvrages de Manufactures de Lainé, de Lin, de Soie, de Coton, & de toute autre matière, tous genres d'habillemens avec les choses qui servent ordinairement à les faire, Or, Argent monnoyé & non monnoyé, Etain, Fer, Plomb, Cuivre, Laiton, Charbons à fourneau, Bled, Orge, & toute autre sorte de grains & de Légumes, la Nicotiane, vulgairement appelée Tabac, toutes sortes d'Aromates, Chaires Salées, & Fumées, Poissons Salés, Fromage & Bourre, Bière, Huile, Vins, Sucres, toutes sortes de Sels & de provisions servant à la nourriture & à la subsistance des hommes, tous genres de Coton, Chanvre, Lin, Poix, tant liquide que sèche, Cordages, Câbles, Voiles, Toiles propres à faire des voiles, Ancres, & parties d'Ancre, quelles qu'elles puissent être, Mats de Navires, Planches, Madriers, Poitres de toute sorte d'arbres, & toutes les autres choses nécessaires pour construire ou pour radoubier les Vaisseaux; On ne regardera pas non plus comme Marchandises de contrebande, celles qui n'auront pas pris la forme de quelque instrument ou attirail servant à l'usage de la guerre sur Terre ou sur Mer, encore moins celles qui sont préparées ou travaillées pour tout autre usage. Toutes ces choses seront censées Marchandises libres de même que toutes celles qui ne sont pas comprises, & spécialement désignées dans l'Article précédent, en sorte qu'elles pourront être librement transportées par les Sujets des deux Royaumes, même dans les Lieux Ennemis, excepté seulement dans les Places assiégées, bloquées, & inviolées.

XXI. Mais pour éviter & prévenir la discorde, & toute sorte d'inimitié de part & d'autre, il a été convenu, qu'en cas que l'une des deux Parties, se trouvât engagée dans la guerre, les Vaisseaux & les Bâtimens appartenant aux Sujets de l'autre Partie, devront être munis de Lettres de Mer, qui contiendront le nom, la propriété & la grandeur du Vaisseau, de même que le nom & le lieu de l'habitation du Maître ou du Capitaine de ce Vaisseau, en sorte que par là il paroisse que ce Vaisseau appartient véritablement aux Sujets de l'une ou de l'autre Partie; & ces Lettres de mer seront accordées & conquies en la manière insérée dans ce Traité. Elles seront aussi renouvelées chaque année, s'il arrive que le Vaisseau revienne dans le cours de l'an. Il a été aussi convenu que ces sortes de Vaisseaux chargés ne devront pas être seulement munis des Lettres de Mer, cy-dessus mentionnées, mais encore de Certificats contenant les espèces de la charge, le lieu d'où le Vaisseau est parti & celui de sa destination, afin que l'on puisse connoître s'il ne porte aucune des marchandises défendues, ou de contrebande spécifiées dans le 19. Article de ce Traité. Lesquels Certificats seront expédiés par les Officiers du lieu d'où le Vaisseau sortira, selon leur coûtume; Il sera libre aussi, si on le désire, & si on le juge à propos, d'exprimer dans lesdites Lettres à qui appartiennent les Marchandises.

XXII. Les Vaisseaux des Sujets & habitans de leurs Sérénissimes Majestés de part & d'autre arrivant sur quelque côte de l'un ou de l'autre Allié, sans cependant vouloir entrer dans le Port, ou y étant entrez, & ne voulant point débarquer ou rompre leurs charges, ne seront point obligés de rendre compte de leur chargement, qu'au cas qu'il y ait des indices certains qui les rendissent suspects de porter

ANNO  
1713.

ANNO 1713. aux Ennemis de l'autre Allié des Marchandises défendues appellées de contrebande.

XXIII. Et dans ledit cas de soupçon manifeste, les susdits Sujets & habitants des Pays de leurs Sérénissimes Majestez de part & d'autre, seront obligés, de montrer dans les Ports, leurs Lettres de Mer, & Certificats en la forme cy-dessus expliquée.

XXIV. Que si les Vaisseaux dedités Sujets ou habitants de leurs Sérénissimes Majestez de part & d'autre estoient rencontrés faisant route sur les côtes, ou en pleine Mer par quelque Vaisseau de guerre de leurs Sérénissimes Majestez ou par quelques Vaisseaux armés par des particuliers, ledits Vaisseaux de guerre ou Armateurs particuliers, pour éviter tout désordre, demeureront hors de la portée du Canon, & pourront envoyer leurs Chaloupes au bord du Vaisseau Marchand qu'ils auront rencontré, & y entrer seulement au nombre de deux ou trois hommes, à qui seront montrés par le Maître ou Capitaine de ce Vaisseau ou Bâtiment, les Lettres de Mer, qui contiennent la preuve de la propriété du Vaisseau, & concédées dans la forme insérée au présent Traité; Et si le libre au Vaisseau qui les aura montrés de poursuivre sa route sans qu'il soit permis de le molester & le visiter en façon quelconque, ou de lui donner la chasse, ou de l'obliger à se détourner du lieu de sa destination.

XXV. Le Bâtiment Marchand de l'une des Parties qui aura résolu d'aller dans un Port Ennemi de l'autre, & dont le voyage & l'espece des Marchandises de son chargement, seroit justement soupçonné, sera tenu de produire en pleine Mer, aussi bien que dans les Ports & Rades, non seulement ses Lettres de Mer, mais aussi des Certificats, qui marquent que ces Marchandises ne sont pas du nombre de celles, qui ont été défendues, & qui sont énoncées dans l'Article 19. de ce Traité.

XXVI. Quesi par l'exhibition des Certificats susdits contenant un état du chargement, l'autre Partie y trouve quelques unes de ces sortes de Marchandises défendues & déclarées de contrebande par le 19. Article de ce Traité, & qui soient destinées pour un Port de l'obéissance de ses Ennemis, il ne sera pas permis de rompre ni d'ouvrir les Escotilles, Caisses, Coffres, Balles, Tonnesaux, & autres Vases trouvez sur ce Navire, ni d'en détourner la moindre partie des Marchandises, soit que ce Vaisseau appartienne aux Sujets de la France, ou à ceux de la Grande-Bretagne, à moins que son chargement n'ait été mis à Terre en la présence des Juges de l'Amirauté, & qu'il n'ait été par eux fait inventaire dedités Marchandises. Elles ne pourront aussi être vendues, échangées, ou autrement aliénées de quelque manière que ce puisse être, qu'après que le procès aura été fait dans les règles, & selon les Loix & les Coutumes, contre ces Marchandises défendues, & que les Juges de l'Amirauté respectivement les auront confisquées par Sentence, à la réserve néanmoins tant du Vaisseau même que des autres Marchandises qui y auront été trouvées, & qui en vertu de ce Traité doivent être censées libres, & sans qu'elles puissent être retenues, sous prétexte qu'elles seroient chargées avec des Marchandises défendues, & encore moins être confisquées, comme une prise légitime, & supposé que ledites Marchandises de contrebande ne fassent qu'une partie de la charge, le Patron du Vaisseau agréant, consentit & offrit de les livrer au Vaisseau qui les a découvertes, en ce cas, celui-ci après avoir reçu les Marchandises de bonne prise, sera tenu de laisser aller aussi-tôt le Bâtiment, & ne l'empêchera en aucune manière de poursuivre sa route vers le lieu de sa destination.

XXVII. Il a été au contraire convenu & accordé, que tout ce qui se trouvera chargé par les Sujets & les habitants de part & d'autre, en un Navire appartenant aux Ennemis de l'autre, bien que ce ne fut pas des Marchandises de contrebande, sera confisqué comme s'il appartenait à l'Ennemi même, excepté les Marchandises & effets qui auront été chargés dans ce Vaisseau avant la Déclaration de la guerre, ou même depuis sa Déclaration; pourvu que ç'ait été dans les termes qui suivent, à sçavoir de six semaines après cette Déclaration, si elles ont été chargées dans quelque Port & lieu compris dans l'espace qui est entre Terre-neuve en Norwege & les Sorlingues; De deux mois de-

puis les Sorlingues jusqu'à la Ville de Gibraltar; De dix semaines dans la Mer Méditerranée, & de huit mois dans tous les autres Pays, ou lieux du Monde, de manière que les Marchandises des Sujets de l'un & de l'autre Prince, tant celles qui sont de contrebande, que les autres qui auront été chargées, ainsi qu'il est dit, sur quelque Vaisseau Ennemi, avant la guerre, ou même depuis sa Déclaration, dans les tems & les termes susdits, ne seront en aucune manière sujettes à confiscation, mais seront sans délai & de bonne foy rendues aux propriétaires, qui les redemanderont, en sorte néanmoins qu'il ne soit nullement permis, de porter ensuite ces Marchandises dans les Ports Ennemis, si elles sont de contrebande.

XXVIII. Et pour pouvoir plus amplement à la liberté réciproque des Sujets de leurs Sérénissimes Majestez, afin qu'il ne leur soit fait aucun préjudice par les Vaisseaux de guerre de l'autre Partie, ou par d'autres, armés aux dépens des particuliers, il sera fait défense à tous Capitaines des Vaisseaux du Roi Très-Christien, & de la Reine de la Grande-Bretagne, & à tous leurs Sujets, de faire aucun dommage, ou insulte à ceux de l'autre Partie, & au cas qu'ils y contreviennent ils en seront punis, & de plus ils seront tenus & obligés en leurs personnes & en leurs biens de reparer tous les dommages & intérêts de quelque nature qu'ils soient, & d'y satisfaire.

XXIX. Et pour cette cause, chaque Capitaine des Vaisseaux armés en guerre par des particuliers sera tenu & obligé à l'avenir, avant que de recevoir les Patentes ou ses Commissions spéciales, de donner, par devant un Juge compétent, caution bonne & suffisante de personnes solvables, qui n'aient aucun intérêt dans ledit Vaisseau, & qui s'obligent chacune solidairement pour la somme de 10000. L. Tournois ou de 1500. L. Sterlings; & si ce Vaisseau est monté de plus de 150. Matelots ou Soldats, pour la somme de 33000. L. Tournois, ou de trois mille Livres Sterlings, pour répondre solidairement de tous les dommages & torts, que lui, ses Officiers ou autres étant à son service, pourroient faire en leur course contre la teneur du présent Traité, & contre les Edits faits de part & d'autre en vertu du même Traité, par leurs Sérénissimes Majestez, sous peine aussi de revocation & de cassation dedités Patentes, & Commissions spéciales.

XXX. Leurs Majestez susdites, tant d'une part que de l'autre, voulant respectivement traiter dans tous leurs Etats les Sujets l'une de l'autre aussi favorablement que s'ils estoient leurs propres Sujets, donneront les ordres nécessaires & efficaces, pour faire rendre les Jugemens & Arrêts concernant les prises, dans la Cour de l'Amirauté, selon les règles de la Justice & de l'équité, & conformément à ce qui est prescrit par ce Traité, par des Juges qui soient au dessus de tout soupçon, & qui n'aient aucun intérêt au fait dont il est question.

XXXI. Toutes les fois que les Ambassadeurs de Leurs Majestez susdites, tant d'une part que de l'autre, ou quelque autre de leurs Ministres publics, qui résideront à la Cour de l'autre Prince, se plaindront de l'injustice des Sentences qui auront été rendues, Leurs Majestez respectivement feront revoir & examiner de nouveau ledits jugemens en leur Conseil afin que l'on connoisse avec certitude si les Ordonnances & les précautions prescrites au présent Traité auront été suivies & observées. Leurdit Majestez auront soin pareillement d'y faire pourvoir pleinement, & de faire rendre justice dans l'espace de trois mois à chacun de ceux qui la demanderont, Et néanmoins avant ou après le premier jugement, & pendant la révision, les criés qui seront en litige ne pourront être en aucune manière vendus ni déchargés, si ce n'est du contentement des Parties intéressées, pour éviter toute sorte de dommage.

XXXII. Lorsqu'il y aura procès meut entre ceux qui auront fait des prises d'une part, & ceux qui les réclameront d'autre part, & que ledits Réclameurs auront obtenu un Jugement ou Arrêt favorable, ledit Jugement ou Arrêt aura son exécution, en donnant caution, non obstant l'appel de celui qui aura fait la prise à un Juge Supérieur; ce qui n'aura point de lieu, si la Sentence est rendue contre les Réclameurs.

XXXIII. Arrivent que des Navires de Guerre ou Marchands contrainits par tempeste ou autre accident,



ANNO  
1713.

échoient contre des rochers ou des Ecueils aux côtes de l'un ou de l'autre Allié, qu'ils s'y brisent & qu'ils fassent naufrage, tout ce qui aura été sauvé des Vaisseaux & de leurs appareaux, effets, ou Marchandises, & le prix qui en sera provenu, le tout étant réclamé par les Propriétaires ou autres ayant charge, & pouvoir d'eux, sera restitué de bonne foy, en payant seulement les frais qui auront été faits pour les sauver, ainsi qu'il aura été réglé par l'une & l'autre Partie pour le Droit de sauvement; sauf cependant les Droits & Coûtumes de l'une & de l'autre Nation: Et leurs Sérénissimes Majestés de part & d'autre interposeront leur autorité, pour faire chatier sévèrement ceux de leurs Sujets, qui auront inhumainement profité d'un pareil malheur.

XXXIV. Les Sujets de part & d'autre pourront se servir de tels Avocats, Procureurs, Notaires, Solliciteurs & Fauteurs que bon leur semblera, à l'effet de quoy, ces mêmes Avocats, & les autres susdits seront commis par les Juges ordinaires, lorsqu'il sera besoin, & que ledits Juges en seront requis.

XXXV. Et pour la plus grande sûreté & liberté du Commerce & de la Navigation, on est convenu en outre, que nile Roy Très-Christien ni la Reine de la Grande-Bretagne, ne recevront dans aucun de leurs Ports, Rades, Villes, ou Places des Pirates, & des Forbans quels qu'ils puissent être, & ne souffriront qu'aucun de leurs Sujets, & Citoyens de part & d'autre les reçoivent & protegent dans ces mêmes Ports, les retirent dans leurs Maisons, ou les aydent en façon quelconque; mais encore ils feront arrêter, & punir tous ces sortes de Pirates & de Forbans, & tous ceux qui les auront receus, cachés, ou aidés, des peines qu'ils auront méritées, pour inspiérer de la crainte, & servir d'exemple aux autres; Et tous leurs Vaisseaux, les effets & Marchandises enlevées par eux & conduites dans les Ports de l'un ou de l'autre Royaume, seront arrêtées, autant qu'il pourra s'en découvrir, & seront rendus à leurs Propriétaires ou à leurs Fauteurs ayant leur Pouvoir ou Procuration par écrit, après avoir prouvé la propriété devant les Juges de l'Amirauté par des Certificats suffisans, quand bien même ces effets seroient passés en d'autres mains par vente, & généralement tous les Vaisseaux & Marchandises de quelque nature qu'elles soient, qui seront prises en pleine Mer, seront conduites dans quelque Port de l'un ou de l'autre des deux Royaumes, & seront confiées à la garde des Officiers de ce même Port, pour être rendues entières au véritable Propriétaire, aussi-tôt qu'il sera dûment & suffisamment reconnu.

XXXVI. Les Vaisseaux de guerre de Leurs Majestés de part & d'autre, & ceux qui auront été armés en guerre par leurs Sujets, pourront en toute liberté conduire où bon leur semblera, les Vaisseaux & les Marchandises, qu'ils auront pris sur les Ennemis, sans être obligés de payer aucun Droit, soit aux Sieurs Amiraux, soit aux autres Juges quels qu'ils soient, sans qu'aussi ledites prises abordant & entrant dans les Ports de Leurdites Sérénissimes Majestés tant d'une part que de l'autre, puissent être arrêtées ou saisies, ni que les Visiteurs ou autres Officiers des lieux puissent les visiter, & prendre connoissance de la validité desdites prises: en outre il leur sera permis de mettre à la voile en quelque tems que ce soit, de partir, & d'emmener les prises au lieu porté par les Commissions ou Patentes, que les Capitaines desdits Navires de guerre seront obligés de faire apparoir; & au contraire il ne sera donné azile ni retraite dans leurs Ports à ceux qui auront fait des prises sur les Sujets de l'une ou de l'autre Majesté, mais y étant entrés par nécessité de tempesté ou de pèril de la Mer, on employera fortement les soins nécessaires afin qu'ils en soient & s'en retirent le plutôt qu'il leur sera possible, autant que cela ne sera point contraire aux Traitez antérieurs faits à cet égard avec d'autres Roys ou Etats.

XXXVII. Leurs dites Sérénissimes Majestés de part & d'autre ne souffriront point que sur les Côtes & dans les Ports & les Rivières de leur obéissance, des Navires & des Marchandises des Sujets de l'autre soient pris par des Vaisseaux de guerre, ou par d'autres qui seront pourvus de Patentes de quelque Prince, République, ou Ville quelconque; & au cas que cela arrive, l'une & l'autre Partie employeront leurs forces utiles pour faire repaier le dommage causé.

ANNO  
1713.

XXXVIII. S'il survenoit à l'avenir par inadvertance ou autrement quelques inobservations ou contraventions au présent Traité de part ou d'autre, l'amitié & la bonne intelligence ne sera pas d'abord rompue pour cela, mais ce Traité subsistera, & aura son entier effet, & l'on procurera des remèdes convenables pour lever les contraventions, comme aussi pour faire repaier les contraventions: Et si les Sujets de l'un ou de l'autre Royaume sont en faute, ils seront seuls punis, & sévèrement châtiés.

XXXIX. Que s'il est prouvé que celui qui aura fait une prise, ait employé quelque genre de torture contre le Capitaine, l'Equipage, ou autres personnes qui seront trouvées dans quelque Vaisseau appartenant aux Sujets de l'autre Partie, en ce cas non seulement ce Vaisseau, & les Personnes, Marchandises, & effets quels qu'ils puissent être seront relâchés aussi-tôt, & sans aucun déni, & remis en pleine liberté, mais même ceux qui seront convaincus d'un crime si énorme; aussi-bien que leurs complices, seront punis des plus grandes peines, & proportionnées à leur faute; Ce que le Roi Très-Christien & la Reine de la Grande-Bretagne s'obligent réciproquement de faire observer sans aucun égard pour quelque personne que ce soit.

*Formulaire des Passeports & Lettres, qui se doivent donner dans l'Amirauté de France, aux Navires & Barques qui en sortiront, suivant l'Article vingt-un du présent Traité.*

LOUÏS Comte de Toulouse, Amiral de France, à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Sçavoir faisons, que nous avons donné Congé & Permission à Maître & Conducteur du Navire nommé de la Ville de du port de Tonneaux ou environ, étant de présent au Port & Havre de de s'en aller à chargé de après que la vifitation aura été faite de son Navire; avant que de partir, fera serment devant les Officiers qui exercent la Jurisdiction des Causes Maritimes, comme ledit Vaisseau appartient à un ou plusieurs des Sujets de Sa Majesté, dont il sera mis acte au bas des présentes; comme aussi de garder, & faire garder par ceux de son Equipage les Ordonnances & Règlements de la Marine, & mettre au Greffe le Rôle signé, & vérifié, contenant les Noms & Surnoms, la Naissance & Demeure des hommes de son Equipage, & de tous ceux qu'ils embarqueront; lesquels il ne pourra embarquer, sans le sçu, & permission des Officiers de la Marine, & en chacun Port ou Havre où il entrera avec son Navire, fera apparoir aux Officiers & Juges de la Marine du présent Congé; & leur fera fidèle rapport de ce qui sera fait, & passé durant son Voyage; & portera les Pavillons, Armes, & Enseignes du Roi, & les nôtres, durant son Voyage. En témoin de quoi nous avons fait apposer notre Seing, & le Sceau de nos Armes à ces présentes, & icelles fait contre-signer par notre Secrétaire de la Marine à Jour de mil sept cens

*Formulaire de l'Acte contenant le Serment.*

NOUS de l'Amirauté de Certifications que Maître du Navire nommé au passeport ci-dessus, a prêté le Serment mentionné en icelui: Fait à le Jour de mil sept cens

*Formula Literarum Maritimarum petendarum, dandarumque, à Domino Domino Magno Admiralio Magnae Britanniae, &c. vel à Diminis Commissariis pro Officio Admiralitatis Magnae Britanniae, &c. secundum Articuli vigesimi primi hujus Tractatus dispositionem.*

OMNIBUS ad quos praesentes Literae pervenerint, Salutem. Nos Magnus Admiralis Magnae Britanniae, &c. (aut) Nos Commissarii pro Officio Admiralitatis Magnae Britanniae, &c. Notum, testatamque facimus per praesentes A. B. soli. x

solite habitationis loco. Magistrum sive  
Præfectum Navis vocatæ D. coram nobis  
comparuisse, & solenni Jurjurando asseruisse, (vel  
Literas Testimonialis sub Sigillo Magistratus, vel  
Officialium Teloniorum & Vætigalium Burgi &  
portus E. Mensis  
Anno Domini 17 de & super Jurjurando  
coram his alias præfatis, exhibuisse) dictam Navem  
& Navigium D. Mensurarum, quas Tuns  
vocat capacem, cujus ille ipse hoc tem-  
pore Magister sive Præfectus est, ad Subditos Sere-  
nissimæ Regiæ Majestatis, Domine nostræ Clemen-  
tissimæ, vere & realiter pertinere. Cum autem ac-  
ceptissimum nobis foret, prædictum Magistrum, si-  
ve Præfectum, in his quæ probe justique ab eo a-  
genda erunt, adjuvari, rogamus vos universos &  
singulos, ubicunque dictus Magister, seu Præfectus  
Navem prædictam, Mercisque in ea invecas & il-  
latas appeller, velitis eum benigne recipi,  
humaniter tractari, sub legitimorum, consuetorum-  
que Vætigalium, ac aliarum rerum solutione ad-  
mitti, ingredi, manere, egredi Portus, Flumina,  
& Domina vestra, & omnimodo Navigationis, Mer-  
caus, ac Commercio Jure, specieque uti, om-  
nibus in locis quibus hoc ei melius rectius visum  
fuerit, grato animo id rependere vobis paratissimi  
semper promptissimique. In quorum majorem Fide-  
m & Testimonium præsentis Manu nostra, & Si-  
gillo nostro, communiri curavimus. Dat. in  
Die mensis A. D. 17

*Formula Literarum Certificatariorum petendarum  
dandarumque a Magistratu, aut Officialibus  
Vætigalium & Teloniorum Burgi & Portus, in  
Burgis & Portibus suis respectivis, Navibus  
& Navigiis inde vela facientibus, secundum  
Articuli vigesimi primi hujus Tractatus dispo-  
sitionem.*

Nos A. B. Magistratus (aut) Officiales  
Vætigalium & Teloniorum Burgi & Portus  
C. certificamus & attestamus, quod die  
Mensis A. D. 17 personaliter coram  
nobis comparuit D. E. de F.  
& solenni Jurjurando declaravit, quod Navis sive  
Navigium vocatum G. Mensurarum quas Tuns  
vocat capax, cujus H. J. de K. solite ha-  
bitationis loco, est Magister, sive Præfectus, ei &  
aliis etiam Serenissimæ Regiæ Majestatis Domine  
nostræ Clementissimæ Subditis, iisque solis, justo  
titulo propria sit. Jam vero de Portu L.  
iter destinasse ad Portum M. onustam Merc-  
ibus & Mercimoniis hic infra speciatim descriptis  
& enumeratis. Scilicet & prout sequitur, viz.  
In quorum Fidem has Certificatorias Literas, sig-  
navimus, & Sigillo Officiali nostro sigillavimus. Da-  
bantur die Mensis A. D. 17

Le present Traité sera ratifié par le Roi T. C. &  
la Reine de la Grande-Bretagne, & les Ratifications  
en seront dûement échangées, dans l'espace de qua-  
tre semaines, ou plutôt, si faire se peut.

En foi de quoi Nous soussignez Ambassadeurs Ex-  
traordinaires & Plenipotentiaires du Roi T. C. &  
de la Reine de la Grande-Bretagne avons signé le  
present Traité de notre main, & y avons fait ap-  
poser les cachets de nos Armes. Fait à Utrecht  
le 11. d'Avril 1713.

HUXELLES. JOH. BRISTOL, C. P. S.  
(L. S.) (L. S.)

MENAGER. STRAFFORD.  
(L. S.) (L. S.)

Ratification de S. M. T. C. Donnée à Versailles le  
18. d'Avril 1713.

LOUIS par la Grace de Dieu Roy de France &  
de Navarre : A tous ceux qui ces presentes  
Lettres verront, Salut. Comme notre très-cher  
& bien aimé Cousin le Marquis d'Huxelles, Maré-  
chal de France, Chevalier de nos Ordres, & notre  
Lieutenant General au Gouvernement de Bour-  
gogne ; Et notre cher & bien aimé le Sr. Mesna-

ger, Chevalier de notre Ordre de S. Michel, nos  
Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, en  
vertu des Pleins-pouvoirs que nous leur en avions don-  
né, auroient conclu, arrêté, & signé le 11. du pre-  
sent mois d'Avril à Utrecht, avec le Sr. Jean E-  
vêque de Bristol, Garde du Sceau Privé d'Angleter-  
re, Conseiller de notre très-cher, & très-aimée Sœur  
la Reyne de la Grande-Bretagne, en son Conseil  
d'Etat, Doyen de Windsor, & Secrétaire de l'Or-  
dre de la Jarretière ; Et le Sr. Thomas Comte de  
Strafford, Vicomte Wentworth de Wentworth,  
Wordhouse, & de Stainboroug, Baron d'Oversly,  
Neumarch, & Raby, Conseiller de notre dite Sœur  
en son Conseil d'Etat, son Ambassadeur extraor-  
dinaire & Plenipotentiaire auprès des Etats Gene-  
raux des Provinces-Unies des Pais-bas, Colonel  
de son Regiment Royal de Dragons, Lieutenant  
General de ses Armées, premier Seigneur de l'Ami-  
rauté de la Grande-Bretagne & d'Irlande, Cheva-  
lier de l'Ordre de la Jarretière ; Ambassadeurs extra-  
ordinaires & Plenipotentiaires de notre dite Sœur,  
Parlement munis de ses Pleins-pouvoirs, le Traité  
de Commerce, Navigation, & Marine, dont la  
teneur s'ensuit.

*Fiat insertio.*

Nous ayant agreable le susdit Traité de Commer-  
ce, Navigation & Marine, en tous & chacun les  
Points & Articles qui y sont contenus & declarer,  
avons iceux tant pour nous, que pour nos Heritiers,  
Successeurs, Royaumes, Pais, Terres, Seigneuries,  
& Sujets accepté, approuvé, ratifié, & confirmé,  
& par ces presentes signés de notre main, accep-  
tons, approuvons, ratifions & confirmons, & le  
tout promettons en foy & parole de Roy, sous l'o-  
bligation & Hypothèque de tous & en chacun nos  
biens presents & à venir, garder, observer inviolable-  
ment, sans jamais aller ny venir au contraire, di-  
rectement ou indirectement, en quelque sorte &  
maniere que ce soit. En témoin de quoy nous avons  
fait mettre notre Scel à ces presentes. Donné à Ver-  
sailles le dix huitieme Avril l'an de grace mil sept  
cent treize, & de notre Regne le soixante-dix-  
ieme.

*Signé,*

LOUIS.

*Et plus bas :*

Par le Roi,

COLBERT.

Et scellé du Grand Sceau de cire jaune sur lacs de  
Soye bleüe, treffée d'or, le Sceau enfermé dans une  
boîte d'argent, sur le dessus de laquelle sont em-  
preintes & gravées les Armes de France & de Na-  
varre, sous un Pavillon Royal soutenu par deux  
Anges.

*Convention particuliere au sujet de quelques Points  
que par l'Article IX. du Traité de Commerce  
doivent être renvoyés à des Commissaires pour les  
discuter, & les regler. Fait à Utrecht le 11.  
d'Avril 1713. Avec la RATIFICATION  
du Roi T. C. du 18. Avril 1711. [Sur la  
Copie imprimée à Paris, chez François  
Fournier avec Privilege du Roi, in 4. Ann.  
1713. Autre Copie imprimée à la Haye par  
ordre des Plenipotentiaires Anglois, en Latin  
& en François, chez Th. Johnson l'an 1713.  
in 4]*

LOUIS par la grace de Dieu, Roi de France &  
de Navarre à tous ceux qui ces presentes Let-  
tres verront, Salut. Ayant vu & examiné la Con-  
vention que notre très-cher & bien aimé Cousin le  
Marquis d'Huxelles, Maréchal de France, Cheva-  
lier de nos Ordres, & notre Lieutenant General au  
Gouvernement de Bourgogne : Et notre très-cher &  
bien aimé le Sieur Menager, Chevalier de notre Or-  
dre de Saint Michel, nos Ambassadeurs Extraordi-  
naires



ANNO  
1713.

naires & Plenipotentiaires, ont conclu, arrêté, & signé le onzième jour du présent mois d'Avril, en vertu des Pleins-pouvoirs que nous leur en avons donnés; avec le Sr. Jean Evêque de Bristol, Garde du Sceau Privé d'Angleterre, Conseiller de notre très-honorable & très-amée Sœur la Reine de la Grande-Bretagne, en son Conseil d'Etat, Doyen de Windfor, & Secrétaire de l'Ordre de la Jarretière; Et avec le Sr. Thomas Comte de Strafford, Vicomte de Wentworth de Wentworth, Woodhouse, & de Stainborough, Baron d'Oversly, Newmarch & Raby, Conseiller de notre dite Sœur en son Conseil d'Etat, son Ambassadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire auprès des Etats Generaux des Provinces-Unies des Pays-bas, Colonel de son Regiment Royal de Dragons, Lieutenant General de ses Armées, Premier Seigneur de l'Amirauté de la Grande-Bretagne & d'Irlande, & Chevalier de l'Ordre de la Jarretière, en qualité d'Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de notre dite Sœur, pareillement munis de ses Pleins-pouvoirs; & de laquelle Convention la teneur s'ensuit:

Soit notoire à tous, que comme dans l'Article neuvième du Traité de Commerce entre le Sérénissime Roy Très-Chrétien, & la Sérénissime Reine de la Grande-Bretagne, conclu aujourd'hui par les Ambassadeurs Extraordinaires Plenipotentiaires de leurs Majestés, il est fait mention de quelques Points & Articles proposés de la part de la Grande-Bretagne, qui jusqu'à présent n'ont pu être ajustés de part & d'autre; de manière qu'on a trouvé convenable de les renvoyer à des Commissaires pour les discuter & les régler. A cet effet, nous soussignés Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de leurs Majestés, afin de déterminer certainement quels sont ces Points & Articles qui doivent être renvoyés aux Commissaires, nous avons résolu d'en faire dans cet Ecrit la Désignation spéciale, déclarant qu'il n'y en a point d'autres que ceux qui suivent.

I. A l'avenir aucune des Manufactures des Pays de l'Obéissance de leurs Majestés ne seront sujettes à la Visite, ou à la Confiscation, sous quelque prétexte que ce soit de fraude ou de défecuosité dans la Fabrique & travail, ou pour quelque défaut que ce soit. On laissera une entière liberté au Vendeur & à l'Acheteur de stipuler & d'en faire le prix ainsi qu'ils le trouveront à propos, non obstant toutes Loix, Statuts, Edits, Arrêts, Privilèges, Concession ou usage.

II. Et d'autant qu'il s'est établi un usage, lequel n'est autorisé par aucune Loy dans quelques Lieux de la France & de la Grande-Bretagne, suivant lequel les François payent en Angleterre une espèce de Capitation, nommée en langue du Pays *Head-mones*, & les Anglois payent le même Droit en France, sous le titre d'*Argent du Chef*: Il est convenu que cet Impôt ne s'exigera plus de part ni d'autre, ni sous l'ancien nom, ni sous quelque autre nom que ce puisse être.

III. Il ne sera plus défendu aux Marchands Anglois à l'avenir, de vendre leur Tabac à l'Acheteur auquel ils trouveront bon de le vendre; & à cette fin le Bail fait avec les Fermiers qui ont rachetés les Droits sur ladite herbe, cessera, & ne pourra être établi dans la suite.

IV. Excepté seulement au cas suivant; savoir, quand les Navires Anglois prendront des Marchandises en France, & qu'ils les transporteront d'un Port de France dans un autre Port de France; & quand les Navires François prendront des Marchandises en Angleterre, & qu'ils les transporteront dans un autre Port d'Angleterre pour les y décharger; auquel cas seulement, & nullement en aucun autre, les Sujets de leursdites Majestés seront obligés de payer les Droits qui viennent d'être supprimés, seulement suivant la Marchandise qu'ils auront déchargée, & non sur toute la capacité du Vaisseau.

V. Mais comme il y a plusieurs genres de Marchandises de celles qui seront apportées ou emportées en France par les Sujets de la Grande-Bretagne, qui sont emballées dans des tonneaux, dans des caisses, ou dans les emballages, dont les Droits se payent au poids; On est convenu qu'en ces cas, lesdits Droits seront seulement exigés par proportion au poids en brut de la Marchandise, & qu'on aura une

diminution du poids des tonneaux, des caisses & emballages, de la même manière qu'il a été pratiquée, & qu'il se pratique actuellement en Angleterre.

VI. Il est encore convenu, que si quelque inadvertance ou faute avoit été commise, par quelque Maître de Navire, l'Interprete, le Procureur, ou autre chargé de ses Affaires, en faisant la Déclaration de la cargaison, le Navire pour cela, ni la cargaison, ne seront sujets à confiscation; Il sera même loisible au Propriétaire des effets qui auront été omis dans la Liste ou Déclaration fournie par le Maître du Navire, en payant les Droits en usage suivant la Pancarte, de les retirer; pourvu toutefois qu'il n'y ait pas une apparence manifeste de fraude: Et pour cause de cette omission, les Marchands, ni les Maîtres de Navires, ni lesdites Marchandises, ne pourront être sujets à aucune peine, pourvu que les effets omis dans la Déclaration n'aient pas encore été mis à terre avant d'avoir fait ladite Déclaration.

VII. Et quand par les Lettres de Mer & les Certificats, il apparaitra suffisamment de la qualité du Vaisseau, & de celle de ses Marchandises, & de son Maître, il ne sera permis aux Commandans des Vaisseaux armés en Guerre, sous quelque prétexte que ce soit, de faire aucunes autres Vérifications. Mais si quelque Navire Marchand se trouvoit dépourvu de ses Lettres de Mer ou de Certificats; Il pourra alors être examiné par un Juge compétent, de façon cependant, que si par d'autres Indices & Documents il se trouve qu'il appartienne véritablement aux Sujets d'un des Confédérés, & qu'il ne contienne aucunes Marchandises de contrebande destinées pour l'Ennemi d'un d'eux, il ne devra point être confisqué; mais il sera relâché avec sa charge, afin qu'il poursuive son voyage. Comme il peut arriver souvent que les Actes dont il s'agit ne puissent parvenir au Vaisseau qui met à la voile, ou qu'ils soient perdus par quelque accident, ou qu'on les ait enlevés à bord du Vaisseau; & si outre les Actes expédiés suivant la forme mentionnée dans ce Traité, on trouve aussi d'autres Lettres de Mer ou Certificats dressés suivant une autre forme qui peut être la forme dans laquelle lesdits Instrumens doivent être connus suivant les Traitez faits avec d'autres Etats; il n'en sera pris aucun prétexte de détention, ou d'inquiétude en aucune manière les personnes & le Navire, ni faire aucun tort aux Marchandises. S'il arrive que le Maître de Navire dénommé dans les Lettres de Mer, soit mort, ou qu'ayant été autrement ôté, il s'en trouve un autre en sa place, le Vaisseau ne laissera pas d'avoir la même sûreté avec son chargement, & les Lettres de Mer auront la même vertu.

VIII. Il a été d'ailleurs arrêté & réglé que les Navires & effets ne seront point censés de bonne prise, encore qu'ils aient été vingt quatre heures en la puissance des ennemis; Mais s'il y a sujet de les restituer à quelqu'un, ils pourront être repez par leurs premiers Propriétaires, & leur seront rendus.

IX. Il sera libre respectivement à leurs Majestés, d'établir dans les Royaumes & Pays l'un de l'autre, pour la commodité de leurs Sujets, lesquels y négocient, des Consuls Nationaux, qui jouiront du Droit, Immunité & Liberté qui leur appartient, à raison de leur exercice & Fonction, & on conviendra dans la suite des Lieux où on pourra établir lesdits Consuls.

En foy de quoy, nous Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de Sa Majesté le Roy Très-Chrétien, & de Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne, avons signé les présents Articles de notre main; & y avons fait apposer les Cachets de nos Armes; l'ait à Utrecht le onzième Avril mil sept cent treize.

HUELLES. JOH. BRISTOL. C. P. S.  
(L. S.) (L. S.)

MESNAGER. STRAFFORD.  
(L. S.) (L. S.)

Nous ayant agréé la susdite Convention en tous & chacun les Points & Articles qui y sont contenus & déclarés, avons iceux lûs, approuvés, & ratifiés, & par ces présentes signées de notre main l'ouons, approuvons & ratifions, prometant en foy & parole

ANNO  
1713.

ANNO 1713. parole de Roy, de les accomplir, observer sincèrement, & de bonne foy, sans souffrir qu'il soit jamais allé directement ou indirectement au contraire, pour quelque cause & occasion que ce puisse estre. En temoin de quoy nous avons fait apposer notre Sceau à cesdites présentes. Donné à Versailles le dix-huitième Avril, l'an de grace mil sept cent treize, & notre Règne le soixante-dixième.

figuré,

LOUIS.

Et plus bas;

Par le Roy,

COLBERT.

Et scellé du grand Sceau de cire jaune sur lacs de foy bleüe treffée d'or, le Sceau enfermé dans une boîte d'argent, sur le dessus de laquelle sont empreintes & gravées les Armes de France & de Navarre, sous un Pavillon Royal soutenu par deux Anges.

Autre Convention au sujet de certaines Marchandises qui, par l'Article IX du Traité de Commerce, sont exceptées de la Règle du Tarif de l'an 1664. Et dont la discussion ultérieure est renvoyée à des Commissaires. Faite à Utrecht le 28. Avril 9. Mai 1713. [Simple Copie, mais sûre]

QU'IL soit notoire à tous, que dans le IX. Article du Traité de Navigation & de Commerce conclu le (31. Mars) 11. Avril entre la Serenissime Reine de la Grande-Bretagne, & le Serenissime Roi Très-Chrétien, par les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires leursdites Majestés, certaines Marchandises comme tout les Ouvrages de Laine, le Sucre, le Poisson Salé, & le produit des Baleines, sont exceptées en termes généraux de la règle du Tarif du 18. Septembre 1664. & remises à une discussion ultérieure de Commissaires. C'est pourquoi pour éviter toute ambiguïté ou erreur qui pourroient naître par ces expressions generales, & pour marquer clairement quelles sont les Marchandises en particulier qui sont renvoyées à la discussion desdits Commissaires, nous soussigner Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, avons déclaré & déclarons par ces présentes que l'exception des susdites Marchandises doit s'entendre de la manière suivante.

I. La Baleine coupée & apretée, les Fanons, & les Huiles de Baleine, payeront à toutes les entrées du Royaume les Droits portez par le Tarif du 7. Decembre 1699.

II. Les Draps, Ratines, & Serges, seront sujettes aux mêmes Droits du Tarif, du 7. Decembre 1699, & pour en faciliter le Commerce, il sera permis de les faire entrer par St. Valery sur Somme, par Roulin, & par Bourdeaux, où ces Etoffes seront sujettes à la visite de la même manière que celles qui se fabriquent dans le Royaume.

III. On ne pourra apporter dans le Royaume que le Poisson Salé en baril, & il sera levé à toutes les entrées du Royaume, Pais & Terres de l'obéissance du Roi, même des Ports-Frances, les Droits d'abord & de consommation ordonnez avant le Tarif de 1664. & en outre 40. Livres par Leth, composé de 12. Barils pesant 300. L. chacun, pour le Droit d'entrée, laquelle entrée ne sera permise que par St. Valery sur Somme, Rouen, Nantes, Libourne & Bourdeaux; & demeurera interdite pour les autres Havres ou Ports, tant de la Mer Occéane, que de la Méditerranée.

IV. Le Sucre raffiné en pain, ou en poudre, Candis, blanc ou brun, payera les Droits portez par le Tarif du 7. Decembre 1699.

En fait de quoi nous soussigner Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de S. M. B. & de S. M. T. C. avons signé ces présentes de nos mains, & y avons apposé nos cachets. A U-

TOM. VIII. PART. I.

trecht le (28. Avril) 9. Mai de l'an mille sept cent treize.

JOH. BRISTOL. C. P. S. (L. S.)

HUXELLES. (L. S.)

STRAFFORD. (L. S.)

MESNAGER. (L. S.)

CLIII.

Traité de Paix & d'Amitié entre LOUIS XIV. 11. Avril.

Roi de France, & JEAN V. Roi de Portugal, portant Cession & Renonciation de la part de Sa Majesté T. C. en faveur de Sa Majesté Portugaise, à toutes les Terres appellées Cap du Nord, à toutes celles des deux Costes de la Riviere des Amazones, & à la Navigation & Commerce de cette Riviere; sous la Garantie offerte & acceptée de la Reine de la Grande-Bretagne. Fait à Utrecht le 11. d'Avril 1713. [Copie imprimée à Utrecht chez Guillaume van de Water & Jacques Polsum par ordre ou permission des Plenipotentiaires Ann. 1713. in 4. en François & Portugais. Copie imprimée à Paris chez François Fourmier avec Privilège du Roi in 4. An. 1713. en François. Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht, Tom. II. pag. 144. aussi en François comme icy.]

LA PROVIDENCE DIVINE ayant porté les cœurs du très-Haut & très-Puissant Prince Louis XIV. par la grace de Dieu, Roy T. C. de France & de Navarre, & du très-Haut & très-Puissant Prince Dom Jean V. par la grace de Dieu Roy de Portugal & des Algarbes, à contribuer au repos de l'Europe en faisant cesser la guerre entre leurs Sujets. Et leurs Majestés souhaitant nonseulement de rétablir, mais encore d'affermir davantage l'ancienne Paix & Amitié qu'il y a toujours eue entre la Couronne de France & la Couronne de Portugal. A cette fin ils ont donné leurs Plein-pouvoirs à leurs Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires: Sçavoir: Sa Majesté T. C. au Sieur Nicolas Marquis d'Huxelles, Maréchal de France, Chevalier des Ordres du Roy, Lieutenant Général au Gouvernement de Bourgogne, & au Sieur Nicolas Menager, Chevalier de l'Ordre de Saint Michel. Et Sa Majesté Portugaise au Sieur Jean Gomes da Silva, Comte de Tarouca, Seigneur des Villes de Tarouca, Lillim, Lazarim, Penalva, Gullfar, & leurs dépendances, Commandeur de Villa Cova, du Conseil de Sa Majesté, & Maître de Camp Général de ses Armées; & au Sieur Don Louis da Cunha, Commandeur de Sainte Marie d'Almendra, & du Conseil de Sa Majesté. Lesquels s'étant trouvés au Congrès d'Utrecht, & après avoir imploré l'assistance Divine, & avoir examiné réciproquement leurs Plein-pouvoirs, dont les Copies sont inférées à la fin de ce Traité, sont convenus des Articles qui s'ensuivent.

I. Il y aura à l'avenir une Paix perpetuelle, une vraie amitié, & une ferme & bonne correspondance entre Sa Majesté T. C. & ses Hoirs, Successeurs & Héritiers, tous ses Etats & Sujets d'une part, & Sa Majesté Portugaise; ses Hoirs, Successeurs, & Héritiers, tous ses Etats & Sujets de l'autre; laquelle sera sincèrement & inviolablement observée, sans permettre que de part & d'autre on y exerce aucune hostilité en quelque lieu & sous quelque prétexte que ce soit. Et s'il arrivoit que par quelque accident même imprévu on vint à faire la moindre contravention à ce Traité, elle se réparera de part & d'autre de bonne foy, sans délai, ni difficulté, & les agresseurs en seront punis, le présent Traité ne laissant pas de subsister dans toute sa force.

II. Il y aura de part & d'autre un entier oubli de toutes les hostilités commises jusqu'icy, en sorte que tous & chacun des Sujets de la Couronne de France & de la Couronne de Portugal ne puissent alléguer réciproquement les pertes & dommages soufferts

Y y

peu



ANNO  
1713.

pendant cette Guerre, ni en demander satisfaction par voie de justice, ou autrement.

III. Tous les prisonniers de Guerre faits de part & d'autre, seront promptement rendus & mis en liberté, sans exception, & sans qu'on demande aucune chose pour leur rançon, ni pour leur dépense.

IV. S'il étoit arrivé que dans les Colonies, ou autres Domaines de leursdites Majestés de l'Europe, on y eût pris de costé ou d'autre, quelque Place, occupé quelque Poste, & bâti quelque Fort, dont on n'eût sauroit être assuré présentement à cause d'un si grand éloignement; Lesdites Places ou Postes seront incessamment rendus entre les mains du premier Possesseur dans l'état, où ils seront trouvés au tems de la Publication de la Paix, & les nouveaux Forts en seront démolis, en sorte que les choses restent sur le même pied, où elles étoient avant le commencement de cette Guerre.

V. Le Commerce se fera dans le Continent de France & de Portugal de la même manière qu'il se faisoit avant la présente Guerre; bien entendu que chacune des Parties se réserve par cet Article la liberté de régler les conditions dudit Commerce par un Traité particulier qu'on pourra faire pour ce sujet.

VI. Les mêmes privilèges & exemptions, dont les Sujets de Sa Majesté T. C. jouiront en Portugal, seront accordés aux Sujets de Sa Majesté Portugaise en France. Et afin de mieux pourvoir à l'avancement & à la sécurité des Marchands des deux Nations, on leur accordera réciproquement des Consuls avec les mêmes privilèges & exemptions, dont ceux de France avoient coutume de jouir en Portugal.

VII. Il sera permis réciproquement aux Vaisseaux tant marchands que de guerre d'entrer librement dans les Ports de la Couronne de France & dans ceux de la Couronne de Portugal, où ils avoient coutume d'entrer par le passé, pourvu que ceux-ci n'excèdent pas tous ensemble le nombre de six à l'égard des Ports d'une plus grande capacité, & le nombre de trois à l'égard des Ports qui sont moindres. En cas qu'un plus grand nombre de Vaisseaux de guerre de l'une des deux Nations se présente devant quelque Port de l'autre, ils n'y pourront pas entrer sans avoir demandé permission au Gouverneur, ou bien au Magistrat. Et s'il arrivoit que lesdits Vaisseaux poussés par le gros tems, ou contraints par quelque autre nécessité pressante vinsent à entrer dans quelque Port, sans en avoir demandé permission, ils seront obligés de faire part d'abord au Gouverneur, ou au Magistrat de leur arrivée, & ils n'y pourront pas séjourner au delà du tems qui leur sera permis, s'abstenant cependant de faire la moindre chose, dont ledit Port puisse être endommagé.

VIII. Afin de prévenir toute occasion de discord, qui pourroit naître entre les Sujets de la Couronne de France, & ceux de la Couronne de Portugal, Sa Majesté T. C. se désistera pour toujours, comme Elle le désiste dès à présent par ce Traité dans les termes les plus forts, & les plus authentiques, & avec toutes les clauses requises, comme si elles étoient insérées ici, tant en son nom, qu'en celui de ses Hoirs, Successeurs & Héritiers de tous Droits & prétentions, qu'elle peut & pourra prétendre sur la propriété des Terres appellées du *Cap du Nord*, & situées entre la Rivière des *Amajones* & celle de *Japoc*, ou de *Vincent Pinson*, sans se réserver ou retenir aucune portion desdites Terres, afin qu'elles soient désormais possédées par Sa Majesté Portugaise, ses Hoirs, Successeurs & Héritiers avec tous les Droits de Souveraineté, d'absolue Puissance, & d'entier Domaine, comme faisant partie de ses Etats; & qu'elles lui demeurent à perpétuité; sans que Sadite Majesté Portugaise, ses Hoirs, Successeurs & Héritiers puissent jamais être troublés dans ladite possession par Sa Majesté T. C. ni par ses Hoirs, Successeurs, & Héritiers.

IX. En conséquence de l'Article précédent, Sa Majesté Portugaise pourra faire rebâtir les Forts d'*Aracuari*, & de *Canab*, ou *Mallapa*, aussi-bien que tous les autres, qui ont été démolis en exécution du Traité provisionnel fait à Lisbonne le 4. Mars 1700. entre Sa Majesté T. C. & Sa Majesté Portugaise. PIERRE II. de glorieuse mémoire, ledit Traité provisionnel restant nul & de nulle vigueur en vertu de celui-ci. Comme aussi il sera libre à Sa

Majesté Portugaise de faire bâtir dans les Terres mentionnées au précédent Article autant de nouveaux Forts qu'Elle trouvera à propos, & de les pourvoir de tout ce qui sera nécessaire pour la défense desdites Terres.

X. Sa Majesté T. C. reconnoît par le présent Traité que les deux bords de la Rivière des *Amajones*, tant le *Méridional* que le *Séptentrional*, appartiennent en toute Propriété, Domaine, & Souveraineté à Sa Majesté Portugaise; & promet tant pour Elle, que pour tous ses Hoirs, Successeurs & Héritiers, de ne former jamais aucune prétention sur la Navigation & l'usage de ladite Rivière, sous quelque prétexte que ce soit.

XI. De la même manière que Sa Majesté T. C. se départ en son nom, & en celui de ses Hoirs, Successeurs & Héritiers de toute prétention sur la Navigation & l'usage de la Rivière des *Amajones*, elle se désiste de tout Droit, qu'elle pourroit avoir sur quelque autre Domaine de Sa Majesté Portugaise tant en Amérique, que dans toute autre partie du Monde.

XII. Et comme il est à craindre qu'il y ait de nouvelles dissensions entre les Sujets de la Couronne de France & les Sujets de la Couronne de Portugal à l'occasion du Commerce que les habitants de *Cayene* pourroient entreprendre de faire dans le Maragnan, & dans l'embouchure de la Rivière des *Amajones*; Sa Majesté T. C. promet tant pour Elle, que pour tous ses Hoirs, Successeurs, & Héritiers de ne point consentir que lesdits habitants de *Cayene*, ni aucuns autres Sujets de Sadite Majesté aillent commercer dans les endroits susmentionnés, & qu'il leur sera absolument défendu de passer la Rivière de *Vincent Pinson* pour y négocier, & pour acheter des esclaves dans les terres du *Cap du Nord*; comme aussi Sa Majesté Portugaise promet tant pour Elle, que pour ses Hoirs, Successeurs, & Héritiers, qu'aucuns de ses Sujets n'iront commercer à *Cayene*.

XIII. Sa Majesté T. C. promet aussi en son nom, & en celui de ses Hoirs, Successeurs, & Héritiers, d'empêcher qu'il y ait des Missionnaires François, ou autres sous sa protection, dans toutes lesdites Terres, censées appartenir incontestablement par ce Traité à la Couronne de Portugal; La direction spirituelle de ces Peuples restant entièrement entre les mains des Missionnaires Portugais, ou de ceux qu'on y enverra de Portugal.

XIV. Sa Majesté T. C. & Sa Majesté Portugaise n'ayant rien tant à cœur, que le prompt accomplissement de ce Traité d'où s'ensuit le repos de leurs Sujets, on est convenu qu'il aura toute sa force, & vigueur immédiatement après la publication de la Paix.

XV. S'il arrivoit par quelque accident (ce qu'à Dieu ne plaise) qu'il y eût quelque interruption d'amitié, ou quelque rupture entre la Couronne de France, & la Couronne de Portugal, on accordera toujours le terme de six mois aux Sujets de part & d'autre après ladite rupture, pour vendre, ou transporter tous leurs effets, & autres biens, & retirer leurs personnes où bon leur semblera.

XVI. Et parce que la très-Haute & très-Puissante Princesse, la Reine de la Grande-Bretagne offre d'être Garante de l'entière exécution de ce Traité, de sa validité, & de sa durée; Sa Majesté T. C. & Sa Majesté Portugaise acceptent la susdite garantie dans toute sa force & vigueur, pour tous & chacun des Articles stipulés par le présent Traité.

XVII. Lesdits Seigneurs Roi T. C. & Roi de Portugal consentent aussi que tous Rois, Princes, & Républiques, qui voudront entrer dans la même garantie, puissent donner à leurs Majestés leurs promesses & obligations pour l'exécution de tout ce qui est contenu dans ce Traité.

XVIII. Tous les Articles ci-dessus énoncés, ensemble le contenu en chacun d'eux, ont été traités, accordés, passés, & stipulés entre les susdits Ambassadeurs Extraordinaires, & Plénipotentiaires desdits Seigneurs, Roi Très-Christien, & Roi de Portugal, au nom de leurs Majestés; & ils promettent en vertu de leurs Plein-pouvoirs, que lesdits Articles en général, & chacun en particulier, seront inviolablement observés & accomplis par les susdits Seigneurs Rois, leurs Maîtres.

# DU DROIT DES GENS.

355

ANNO 1713. XIX. Les Ratifications du présent Traité, données en bonne & dde forme, seront échangées de part & d'autre dans le terme de 50. jours, à compter du jour de la signature, ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi, & en vertu des Ordres & Plein-pouvoirs, que nous soussignés avons reçus de nos Maîtres le Roi T. C., & le Roi de Portugal, avons signé le présent Traité, & y avons fait apposer les Sceaux de nos Armes.

Fait à Utrecht le 11. Avril. 1713.

HUXELLES. CONDE DE TAROUCA.  
(L. S.) (L. S.)

MESNAGER. DOM LUIS DA CUNHA.  
(L. S.) (L. S.)

Plein-pouvoir de Sa Majesté Très-Chrétienne.

LOUIS, par la Grace de Dieu, Roy de France, & de Navarre. A tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Comme Nous n'avons rien oublié depuis l'ouverture des Conférences qui se tiennent à Utrecht, pour contribuer de tout notre Pouvoir au Rétablissement d'une Paix sincère, & solide, entre Nous, & les Princes, & Etats qui sont encore contre Nous en guerre; que par la Miséricorde Divine, & la y lieu d'espérer qu'elles se termineront heureusement, & voulant encore apporter tous nos soins, par les moyens les plus prompts, pour avancer un bien aussi désirable, & pour faire cesser au plutôt la désolation de tant d'Etats, & arrêter l'effusion du sang Chrétien: Nous confiant entièrement en la capacité, expérience, zèle, & fidélité pour notre Service, de notre très-cher & bien aimé Cousin, le Marquis d'Huxelles, Marechal de France, Chevalier de nos Ordres, & notre Lieutenant Général au Gouvernement de Bourgogne, & de notre-cher & bien-aimé le Sieur Mesnager, Chevalier de notre Ordre de St. Michel. Pour ces Causes, & autres bonnes Considérations à ce nous mouvantes, Nous avons commis, ordonné, & député, & par ces présentes signées de notre Main, com-mettons, ordonnons, & députons lesdits Sieurs Marechal d'Huxelles, & Mesnager, & leur avons donné & donnons Plein-pouvoir, Commission, & Mandement spécial, en qualité de Nos Ambassadeurs Extraordinaires & nos Plénipotentiaires, de conférer, négocier, & traiter, avec les Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de notre très-cher, & très-ami Frère le Roi de Portugal, revêtus de Pouvoirs en bonne forme de la part de leur Maître, arrêter, conclure, & signer tels Traités, Articles & Conventions, que nosdits Ambassadeurs Extraordinaires, & Plénipotentiaires aviseront bon être: Voulant qu'en cas d'absence de l'un d'eux par Maladie, ou par quelque autre Cause légitime, l'autre ait le même Pouvoir de conférer, négocier, arrêter, conclure, & signer tels Traités, Articles & Conventions, qui conviendront au Bien de la Paix que Nous Nous proposons: En sorte que nosdits Ambassadeurs Extraordinaires, & Plénipotentiaires agissent en tout ce qui regardera la Négotiation de la Paix avec notre dit Frère, avec la même autorité que Nous ferions, & pourrions faire, si Nous étions présents en personne, encore qu'il y eût quelque chose qui requiert un Mandement plus spécial, non contenu en ces dites présentes. Promettant en foy, & parole de Roi, d'avoir agréable, tenir ferme, & stable à toujours, accomplir, & exécuter ponctuellement tout ce que lesdits Sieurs Marechal d'Huxelles, & Mesnager, ou l'un d'entre eux, dans lesdits cas d'absence, ou de Maladie, auront stipulé, promis, & signé, en vertu du présent Pouvoir, sans jamais y contrevenir, ni permettre qu'il y soit contrevenu, pour quelque cause, ou sous quelque prétexte que ce puisse être; Comme aussi d'en faire expédier nos Lettres de Ratification en bonne forme, & de les faire délivrer dans le temps dont il sera convenu par les Traités à faire. Car tel est notre plaisir. En témoin de quoi Nous avons fait mettre notre Sceau à ces Présentes. Donné à Versailles le quatriesme jour de Mars, l'An

TOM. VIII. PART. I.

de Grace, mil sept cent treize, & de notre Regne le soixante dixième.

ANNO 1713.

Signé,

LOUIS.

Et sur le Reply,

Par le Roy,

COLBERT

Et scellé du grand Sceau.

Instrumentum Mandati pleni & auctoritatis Regis Portugalie.

IOANNES, Dei Gratia, Rex Portugalie, & Algarbiorum citra & ultra Mare, in Africa Dominus Guineæ, Conquistionis, Navigationis, & Commercij Ethioipiæ, Arabiæ, Persiæ, Indiæque, &c. Norum, ac testatum facio singulis, & universis has meas Litteras visuris, quod cum nihil mihi sit antiquius, aut optabilius quam incendium atrocis Belli, quo pene universus Christianus Orbis per aliquot jam annos exardescit, penitus restringui, & æqua, ac stabili Pace commutari, atque etiam in eadem studia conspicerent ceteri Principes, ac Republicæ quæ sunt in Armis; consultum fore duxi Virum designare ex primaria hujus Regni Nobilitate, cujus fide, ingenio, dextérité, ac prudentia plurimum confiderem, qui in eam locum se conferat, de quo inter utramque partem conventum fuerit, ad Colloquia, Congressusque de Pace habendos. Quæ omnia cum in Joanne Gomefo Silva, Comite Tarouca, C. Consiliario meo, & Exercituum meorum Subpræfecto reperiantur, cum his Litteris Legatum meum Extraordinarium, & primum Plénipotentiarium constituo, ut ad locum habendis de Pace Congressibus modo superius dicto designatum proficiscatur, ibique, sive per Legatos Principis, aut Republicæ animos Pacemque conciliantis, qui quæve ab utraque Belligerantium parte acceptus, aut accepta fuerit, sive ipse per se nullo conciliante, possit agere, tractare, & inire Pacem inter me, & quemlibet Regum, Principum, ac Rerum publicarum ex adversa parte belligerantium, eaque de causa ei omnem Potestatem plenam, ac sufficientem, Mandatum generale, ac speciale concedo, spondeoque, ac fide Regia promitto quæcumque per superius memoratum Legatum meum Extraordinarium, & Plénipotentiarium, cum Legatis, Ministrisve supradictorum Regum, Principum, & Rerum publicarum pari Potestate invicem instructis, conventa, & pacta fuerint, ea omnia rata, grata, firmaque habiturum, & debita, ac solemnî forma intra constitutum tempus ratihabiturum, seduloque curaturum ut integræ executioni mandentur, neque passurum unquam, ut Fœdus illud ita initum in quolibet violetur. In quorum omnium fidem ac testimonium has Litteras fieri jussi, quæ sunt manu mea subscriptæ, & magno Sigillo Insignum meorum munitæ. Datæ Olibipone decima sexta die mensis Junii, anno Domini, millesimo septingentesimo nono.

DIDACUS à MENDOÇA, Corte Real subscripti

(L. S.)

IOANNES REX.

Alterum Instrumentum Mandati pleni & auctoritatis Portugalie Regis, quo secundum Plénipotentiarium constituit.

IOANNES, Dei gratia Rex Portugalie, & Algarbiorum citra, & ultra Mare, in Africa Dominus Guineæ, Conquistionis, Navigationis, & Commercij Ethioipiæ, Arabiæ, Persiæ Indiæque, &c. Norum ac testatum facio singulis, & universis has meas Litteras visuris, quod cum nihil mihi sit antiquius, aut optabilius, quam incendium atrocis Belli, quo pene universus Christianus Orbis per aliquot jam annos exardescit, penitus restringui, & æqua ac stabili Pace commutari, atque etiam in eadem studia conspicerent ceteri Principes, ac Republicæ quæ sunt in armis; consultum fore duxi Viros designare.

Y y 2





MEMBRUM valde illastre eminet, Dominus Rex Christianissimus hanc sibi mentem esse declarat, ut prædicta Pax Westphalica, tam in sacris, quam in profanis facta rectaque permaneat, perinde ac si hic ad verbum inserta esset.

VII. Pars Geldria superioris, hæcenus Hispanica dicta, quam tenet & possidet Dominus Rex Borussia, nominatim Urbs Geldria, Præfectura, Oppida, Vici, Feuda, cum omnibus prædiis, agris, censibus, redditibus, emolumentis, telonibus, aliisque vectigalibus, subsidiiis, tributis, & collectis, fructibus item Jurisdictionis feudalis, Juribus Dominialibus, aliisque quibuscunque, & in genere quicquid in illa parte Geldria superioris, quam Regia sua Majestas Borussia respiciat tenet ac possidet, continetur, cum omnibus quæ eo pertinent aut inde dependent, nullo prorsus excepto, ea omnia & singula eidem Regia sua Majestate Christianissima, vigore Potestatis à Domino Rege Catholico sibi concessæ, in perpetuum ceduntur, ac Domino Regi Borussiae ejusque Hæredibus ac Successoribus utriusque sexus perpetuo tempore cum plena proprietate omnique supremo Dominio maneant, eo plane modo quo Reges Hispania, interque eos Carolus II. gloriosissima memoris, prædictam Geldria partem omniaque superioris memoratæ possiderunt; Excluis omnibus exceptionibus, præventionibus, aliisque contradictionibus, moris vel movendis ad turbandam quietem Domini Regis Borussiae possessionem prædictæ partis cessat; cassaque & annullatis aliis quibuscunque Pactis, Conventionibus aut dispositionibus, quoquo modo huic Article contrariis. Cessionis huic tamen expressæ hæc Clausula adjicitur, quod Religio Catholica in prædictis locis cessis ubique in eodem statu per omnia permanebit, in quo ante occupationem Domini Regis Borussiae, & sub imperio Regum Hispania erat, ita ut Dominus Rex Borussiae nihil in eo mutare queat.

VIII. Pariter Sacra Regia Majestas Christianissima, vigore facultatis à Domino Rege Catholico sibi permissæ, Sacra Regia Majestati Borussiae, in superiori parte Geldria in perpetuum cedit, atque in Eandem ejusque Hæredes ac Successores utriusque Sexus transfert Tractum Kesselanum & Præfecturam Kriekenbecensem cum supremo Dominio omnique proprietate, ita ut eas Ditiones eodem plane modo possideat, quo Reges Hispania eas tenebant, & Rex Carolus II. inclite Memoræ eas possedit, cum omnibus accessionibus, & dependentiis, Urbibus, Oppidis, Vicis, Feudis, prædiis, agris, censibus, redditibus, emolumentis, telonibus aliisque vectigalibus, subsidiiis, tributis, & collectis, fructibus Jurisdictionis feudalis, Juribus dominialibus, & aliis quibuscunque ac generaliter, quicquid sub nomine prædictarum Ditionum venit ac comprehenditur. Huic cessionis, prout facta est, nullæ obstant exceptiones, præventiones aliæve disceptiones motæ vel movende, omniaque Pacta, Conventiones aut dispositiones prædicti Article quocunque ratione contrarias, pro nullis & invalidis habentur. Serventur tamen Status Religionis Catholice in prædicto Tractu ac Præfectura, quæ ac in Regione supra nominata cessis per omnia, plane uti fuit sub dominatione Regum Hispania, nec Domino Regi Borussiae quicquam in eo innovare liceat. Promittit quoque Regia sua Majestas Christianissima se effectum, ut prædicti Articuli præcedentique septimus cessionem partis superioris Geldria, in favorem Regis suæ Majestatis Borussiae factam continentes, intra duos Menses hodie subscriptionis Tractus hujus computandos, à Rege Catholico ratihabentur, ejusque Ratihabito rite extrahatur.

IX. Agnoscat Dominus Rex Christianissimus Dominum Regem in Borussia, p. o. supremo Domino Principatus Neo-Castri & Vallengia; promittit etiam ac spondet pro se ac successoribus suis, se minime turbaturum, five directe, five indirecte, Domini Regis Borussiae, ejusque Hæredum & Successorum tranquillam possessionem hujus Principatus, omniumque quæ ad illum pertinent, aut ab eo dependent; tum etiam in incolis ejusdem permittit facultatem, per universum Gallia Regnum, & Terras Ditioni Domini Regis Christianissimi subiectas, istem Juribus, Immunitatibus, Privilegiis & commodis frui, quibus Incolæ ceterarum Regionum Helvetiæ, & reliqui Nationis Helvetice gaudent, quibusque ipsi gaudiunt, antequam Dominus Rex Borussiae possessionem dicti Principatus Neo-Castri & Vallengia nactus esset.

Porro Dominus Rex Christianissimus sese obstringit, se nullam prorsus opem aut adjumentum, five directe five indirecte, culpam & Subsidium suis suppeditaturum esse, ad turbandum Regis suæ Majestatis Borussiae, ejusque Hæredum & Successorum quietam dicti Principatus Neo-Castri & Vallengia possessionem.

X. Cum Dominus Rex Borussia nihil magis optet, quam ut omnis, quæ quidem prævideri potest, dissensionum materia atque occasio præscindatur ac tollatur, ipse pro se, Hæredibus, ac Successoribus suis, in favorem Domini Regis Christianissimi ejusque Successorum, in perpetuum renunciat omni juri in Principatum Arauonensem, Dynastias & loca Successionis Cabillonensis & Chatebellinensis, in Gallia & Comitatu Burgundia sita, cum oneribus aque ac emolumentis omnibus, præsentibus ac futuris, absque ulla exceptione, eo effectum, ut cuncta in posterum ad Regiam suam Majestatem Christianissimam, ejus Hæredes, ac Successores, alioque causam habentes pertineant.

Et ut majus robur huic Renunciationi accedat, Dominus Rex Borussia in se recipit, ac promittit sub fide & verbo Regis, se hæredibus defuncti Principis Nassovici-Frissi circa præventionem eorum in dictum Principatum & Bona superioris memorata, per æquipollens satisfactorum, ita ut Dominus Rex Christianissimus per dictos Hæredes defuncti Principis Nassovici-Frissi in proprietate & tranquilla possessione ac usu dicti Principatus Arauonensis ac Bonorum memoratorum turbari aut inquietari nequeat. Iis qui inde emigrare volent, liberum sit, domicilium suum alio, quocunque libebit, cum omnibus suis Bonis mobilibus, intra unius anni spatium, à die Ratihabitionis præsentis Tractus computandum, absque ullo impedimento transferre. Quod verò ad Bona eorum immobilia attinet, five in dicto Principatu Arauonensi, five alibi sita sint, ea vendendi observato locorum usu, aut retinendi, & per Procuratores suos, donec vendita fuerint, administrandi libera ipsis facultas sit. Idem quoque illis, qui jam inde emigrarunt, permittum esto, nec ullum dictis venditionibus impedimentum adferatur.

Liberum sit denique Domino Regi Borussiae, nomen Principatus Arauonensis ei parti Geldria, quæ ipsi per Tractatum hunc cessa est, indere, atque insignia Titulumque ejus retinere.

XI. Consentiant Dominus Rex Christianissimus & Dominus Rex Borussiae, ut Regina Margareta Britannica, quæ per operam incessantem Legatorum suorum Extraordinariorum & Plenipotentiariorum, qui Conventui Ultrajectino interfuerint, tantum momenti ad Pacis opus attulit, omnesque alii Reges ac Principes, quibus animus erit pari se vinculo obstringendi, Regis suæ Majestati Christianissimæ, & Regis suæ Majestati Borussiae promittere ac sese obligare queant ad fideiussionem hujus Tractus præstandam, quo omnia & singula, quæ in eo continentur, executioni dentur ac religiose observentur.

XII. Præsentis hoc Pacis Tractatu tam ex Majestatis suæ Christianissimæ, quam ex Majestatis suæ Borussiae parte comprehenduntur omnes tredecim Pagæ Helvetiæ, cum omnibus eorum Sociis ac Foederatis, singulatim Principatu Neo-Castri & Vallengia, Republica & Civitate Genevatum cum iis quæ ab ea dependent, Civitatibus item Sancti Galli, Mulhusia, & Bienna, & septem Jurisdictionibus seu Decimis Valesianis, tum etiam Tres Ligæ Rhaticæ seu Grisones cum eorum dependentiis.

XIII. Pacem hoc modo conclusam promittunt infra scripti Legati Extraordinarii & Plenipotentarii, à Sacra Regia Majestate Christianissima & Sacra Regia Majestate Borussiae ratihabiti, & Ratihabitionum rite confectarum Tabulas intra quatuor hebdomadam spatium, ab hodierna subscriptionis die computandum, aut si fieri poterit, citius, hic recipere itaque commutatum iri.

In quorum omnium & singulorum supra memoratorum fidem roburque, infra scripti, Regi Legati Extraordinarii & Plenipotentarii prædicti Instrumentum Pacis suis manibus subscripserunt, Signisque propriis muniverunt. Acta hæc sunt Trajecti ad Rhenum die undecimo Aprilis, Anno



ANNO Domini supra millesimum septingentesimum decimo

1713.

HUXELLES, O. M. C. DE DÖNHOF.  
(L. S.) (L. S.)

MESNAGER. J. A. Marschalek DE BIEBERSTEIN.  
(L. S.) (L. S.)

*Articulus Separatus, de Titulo MAJESTATIS Regi BORUSSIE ejusque Successoribus, per Reges Gallie & Hispaniarum semper tribuendo.*  
[Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. II. pag. 593. en Latin & en François Copie Imprimée à Paris chez François Fournier avec Privilege du Roi. in 4. 1713. en François.]

QUANDOQUIDEM Dominus Rex Christianissimus agnovit habetque pro Rege Dominum Regem Borussiam, eique omnes honores cum Regia Dignitate conjunctos impertire cupit, in majus argumentum prolixi, quo in Regem Borussiam fertur, affectus, ac testaturus, quanti hoc incrementum Dignitatis in ejusdem persona faciat, Dominus Rex Christianissimus peculiari hoc Articulo declarat, promittit ac spondet, tam sua & Successorum suorum, quam Serenissimi & Potentissimi Principis, Domini Philippi V. Regis Hispaniarum, ejusque Successorum vice, vi facultatis sibi ab hoc data, se Regemque Catholicum abhinc & in perpetuum Domino Regi Borussiam, ejusque Hæredibus & Successoribus, Regibus Borussiam, Titulum Majestatis tributuros esse, nulla unquam sub specie, nullave occasione mutandum aut minuendum; Ministris etiam Regum Borussiam primi & secundi ordinis, eosdem ubique honores, sive pridem usitatos, sive noviter introductos, perinde ac aliorum Regum Ministris, nullo prorsus discrimine faciendo, exhibituros esse. Cæterum hic Articulus Separatus, cujus Ratihabitionem ex parte Domini Regis Catholici Dominus Rex Christianissimus recepit se intra duos menses curaturum, habebit ac si de verbo ad verbum Instrumento Pacis hac die conclusæ inferius esset, & Ratihabitiones ejus utrinque intra idem tempus, quo ipsius Tractatus, sequentur.

In cujus fidem Legati Extraordinarii & Plenipotentarii præsentem Articulum suis manibus subscripserunt. Sigillisque suis muniti curaverunt.

Actum Trajecti ad Rhenum die undecimo Aprilis Anno supra millesimum septingentesimum decimo tertio.

HUXELLES, O. M. C. DE DÖNHOF.  
(L. S.) (L. S.)

MESNAGER. J. A. Marschalek DE BIEBERSTEIN.  
(L. S.) (L. S.)

*Articulus Separatus, de Urbe RHENOBURGA evacuanda.* [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht Tom. II. pag. 590. en Latin & en François. Copie imprimée à Paris, chez François Fournier avec Privilege du Roi in 4. Ann. 1713. en François.]

CUM Legati Extraordinarii & Plenipotentarii Regis Christianissimi insisterint vi conditionis, in quam conventum est Articulo secundo Tractatus hae ipsa die nomine Regis sue Majestatis Christianissimæ ex una & Regis sue Majestatis Borussiam ex altera parte subscripti, ut Dominus Rex Borussiam pariter copias suas ex urbe Rhenoberga intra tempus dicto Articulo præstatum removeret, Legati Extraordinarii & Plenipotentarii Regis Borussiam itati, se ejusmodi stipulationem singularem hand posse imire eo quod ex parte Imperii nondum Pax ita sit, presentibus hisce declarant, prædictis Legatis Extraordinariis & Plenipotentariis Francie Regem Borussiam præsidium suum ex dicta Civitate Rhenoberga post con-

clusionem Pacis proximæ ab Imperio faciendæ deducturum esse, falsis omnino præfensionibus Regis sue Majestatis Borussiam contra Archi-Episcopum Coloniensem competentibus, qui eodem tempore estimationem earum cum Regia sua Majestate expedire, eidemque satisfacere tenebunt. Præfens hic Articulus eandem autoritatem habebit, ac si de verbo ad verbum ipsi Pacis Tabulis inferius esset, ac Ratihabitiones ei utrinque eodem tempore, quo ipsi Tractatus, accedent; in cujus fidem Legati Extraordinarii & Plenipotentarii præsentem Articulum suis subscriptionibus ac Sigillis muniverunt. Actum Utrecht die 11. Aprilis 1713.

HUXELLES. O. M. C. DE DÖNHOF.  
(L. S.) (L. S.)

MESNAGER. J. A. Marschalek DE BIEBERSTEIN.  
(L. S.) (L. S.)

*Plein-pouvoir du Roi T. C. pour ses Ambassadeurs.*

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre, à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Comme nous n'avons rien oublié depuis l'ouverture des Conférences, qui se tiennent à Utrecht, pour contribuer de tout notre pouvoir au rétablissement d'une Paix sincère & solide entre nous & les Princes & Etats, qui sont encore contre nous en Guerre; & que par la Miséricorde Divine il y a lieu d'espérer, qu'elles se termineront heureusement, & voulant encore apporter tous nos soins par les moyens les plus prompts pour avancer un bien aussi désirable, & pour faire cesser au plutôt la désolation de tant d'Etats, & arrêter l'effusion du sang Chrétien, Nous confiant entièrement en la capacité, expérience, zèle & fidélité pour notre service de notre très-cher & bien aimé Cousin, le Marquis d'Huxelles, Maréchal de France, Chevalier de nos Ordres, & notre Lieutenant Général au Gouvernement de Bourgogne, & de notre très-cher & bien aimé le Sieur Mesnager, Chevalier de notre Ordre de St. Michel, pour ces causes & autres bonnes considérations à ce nous mouvans, nous avons commis, ordonné & député, & par ces présentes signées de notre main commettions, ordonnons & députons lesdits Sieurs Maréchal d'Huxelles & Mesnager, & leur avons donné & donnons Plein-pouvoir, Commission & Mandement spécial en qualité de nos Ambassadeurs Extraordinaires & nos Plenipotentiaires, de conférer, négocier & traiter avec les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de Prusse, revêtus de Pouvoirs en bonne forme de la part de leur Maître, arrêter, conclure & signer tels Traités, Articles & Conventions, que nosdits Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires aviseront bon être: Voulant qu'en cas d'absence de l'un d'eux, par maladie ou par quelque autre cause légitime, l'autre ait le même pouvoir de conférer, négocier, traiter, arrêter, conclure & signer tels Traités, Articles & Conventions, qui conviendront au bien de la Paix, que nous nous proposons: En sorte que nosdits Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires agissent en tout ce qui regardera la Négociation de la Paix avec la Prusse avec la même autorité, que nous ferions & pourrions faire, si nous étions présents en personne, encore qu'il y eût quelque chose, qui requiert un Mandement plus spécial non contenu en cédés présentes. Promettant en foi & parole de Roi d'avoir agréable, tenir ferme & stable à toujours, accomplir & exécuter ponctuellement tout ce que lesdits Sieurs Maréchal d'Huxelles & Mesnager, ou l'un d'entre eux dans lesdits cas d'absence ou de maladie, auront stipulé, promis & signé en vertu du présent Pouvoir; sans jamais y contrevenir ni permettre qu'il y soit contrevenu pour quelque cause, ou sous quelque prétexte que ce puisse être: Comme aussi d'en faire expédier Nos Lettres de Ratification en bonne forme, & de les faire délivrer pour être échangées dans le tems, dont il sera convenu par les Traités à faire. Car tel est notre plaisir. En témoin de quoi nous avons fait mettre notre Scel à ces présentes. Donné à Versailles le quatrième jour de Mars, l'an





ANNO  
1713.

cius omnibus & singulis presentes Literas, inspecturis, lecturis vel audituris, aut quomodocunque infra scriptorum notitia ad ipsos pervenire poterit. Postquam ad resurgendum quod ante annos aliquot exaruit Bellum, Congressus Trajecti ad Rhenum institutus fuerit, Divina favente Clementia factum esse, ut post multos variosque ea de re habitos Tractatus per Serenissimi & Potentissimi Principis Domini Ludovici XIV. Dei gratia Galliarum & Navarre Christianissimi Regis, Fratrís & Cognati Nostri charissimi, & nostros ad id destinatos Legatos Extraordinarios & Plenipotentarios, Pax & Amicitia tandem conclusa, & ad Ratificationem usque Nostram perfecta sit, forma, modo & tenore sequenti.

In nomine sacro sanctæ Trinitatis.

(Sequitur Tractatus.)

Cum igitur hæc omnia & singula per nostros Legatos & Plenipotentarios supra memoratos nostro prædicto, jussu & mandato ad illum modum, prout, hic verbotenus inserta & descripta leguntur, gesta, peracta, & conventa sint; Nos ea omnia & singula, præhabita matura & diligenti consideratione, & certa nostra scientia approbamus, ratificamus, & confirmamus, ratæque & firma esse & fore virtute presentium, declaramus, simulque verbo Regio promittimus pro Nobis, Nostri & Regni Nostri Successoribus, Nos omnes & singulos supra descriptos Articulis, & quidquid, tota hac Pacis Conventionione continetur, firmiter, constanter & inviolabiliter servaturos, atque executioni mandatueros, nullaque ratione vel per Nos, vel per alios, ullo unquam tempore ei contraveniunt, aut ut per alios contraveniant, passuros, quocunque id fieri possit modo. In quorum omnium testimonium & fidem, Sigillum nostrum Regium majus huic Diplomati manu nostra subscripto appendi fecimus. Datum Colonia ad Spream, die XVII. Mensis Aprilis, anno reparato salutis MDCC XIII. & Regni nostri primo.

F. WILHELMUS R.

ILGEN.

Ratificatio Articuli separati de Regia Dignitate.

NOBIS FREDERICUS WILHELMUS Dei gratia Rex Borussiae (totus Titulus) notum facimus omnibus & singulis presentes Literas, inspecturis, lecturis, vel audituris aut quomodocunque infra scriptorum notitia ad ipsos pervenire poterit; Cum occasione Pacis inter Serenissimum, & Potentissimum Principem Dominum Ludovicum XIV. Dei gratia Galliarum & Navarre Regem Christianissimum, Fratrem & Cognatum Nostrum charissimum ex una & Nos ex altera parte per Nostros ad id deputatos Legatos & Plenipotentarios Trajecti ad Rhenum die XI. currentis mensis Aprilis initæ, Sacra Regia Christianissima Majestas de Regia Dignitate Domini Nostri pridem illata, cum plenius honoribus agnoscenda, Articulo Separato sese erga nos declaraverit forma & modo sequenti.

(Sequitur Articulus Separatus.)

Quod nos hæc Serenissimi & Potentissimi Galliarum Regis declarationem grato acceptavimus animo, prout eandem optinuo quo fieri potest modo, vi & vigore presentium acceptamus verbo fideque Regia promittentes, Nos hæc Sacra Sacra Christianissima Majestatis in nos Domumque Nostram restatam benevolentiam omni mutui affectus amicitiaque studio pensaturos esse. In cujus fidem & Testimonium, Sigillum nostrum majus huic Diplomati manu nostra subscripto appendi fecimus. Datum Colonia ad Spream die XVII. Mensis Aprilis, anno post Christum natum MDCCXIII. & Regni Nostri primo.

F. WILHELMUS R.

ILGEN.

ANNO  
1713.

Ratificatio Articuli Separati Urbem Rhenobergam concernentis.

NOBIS FREDERICUS WILHELMUS Dei gratia Rex Borussiae (totus Titulus) notum facimus omnibus & singulis presentes Literas inspecturis, lecturis, vel audituris, aut quomodocunque infra scriptorum notitia ad ipsos pervenire poterit, quod occasione Pacis inter Serenissimum, & Potentissimum Principem Dominum Ludovicum XIV. Dei gratia Galliarum & Navarre Regem Christianissimum, Fratrem & Cognatum Nostrum charissimum ex una & nos ex altera parte, per Nostros ad id deputatos Legatos & Plenipotentarios Trajecti ad Rhenum die XI. currentis Mensis Aprilis initæ, Articulo Separato de Urbe Rhenoberga peculiariter conventum sit, forma, modo, ac tenore sequenti.

(Sequitur Articulus Separatus.)

Nos hunc Articulum, præhabita matura & diligenti consideratione, & certa scientia nostra approbare, ratificare, & confirmare, ratumque, & firmum habere, prout illum virtute presentium optinuo quo id fieri potest modo approbamus, ratificamus, & confirmamus; Verbo Regio pro Nobis Nostri & Regni nostri Successoribus promittentes, Nos Articulum hunc & quicquid illo continetur, firmiter, constanter, & inviolabiliter, servaturos, atque executioni mandatueros, nullaque ratione vel per Nos, vel per alios ei contraveniunt passuros, quocunque id fieri possit modo. In cujus fidem testimoniumque, Sigillum Nostrum Majus huic Diplomati manu nostra subscripto appendi fecimus. Datum Colonia ad Spream die XVII. Mensis Aprilis, anno post Christum natum MDCCXIII. & Regni nostri primo.

F. WILHELMUS R.

ILGEN.

Ratification du Roi Très-Chrétien donnée à Versailles le 18. d'Avril 1713. [Sur l'Imprimé a Paris chez François Fournier avec Privilege du Roi, in 4. Ann. 1713.]

LOUIS par la Grace de Dieu Roy de France & de Navarre : A tous ceux qui ces présentes verront, Salut. Ayant vu & examiné l'Article Separé que nôtre très-cher & bien aimé Cousin le Marquis d'Huxelles, Maréchal de France, Chevalier de nos Ordres, & notre Lieutenant General au Gouvernement de Bourgogne : Et nôtre cher & bien aimé le Sr. Mesnager, Chevalier de notre Ordre de S. Michel, nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires ont conclu, arrêté & signé le onzième jour du présent mois d'Avril à Utrecht, en vertu des Pleins-pouvoirs que nous leur en avions donné; Avec le Sr. Othon-Magne de Donhoff, Comte de l'Empire, Ministre d'Etat & de Guerre de notre très-cher & très-ami Frere le Roy de Prusse, Lieutenant General de son Infanterie, Chevalier de l'Ordre de l'Aigle Noir de Prusse, Gouverneur & Drossard de Memmel, Seigneur de Friederichstein, Wenefeld, Schommoor &c. Et avec le Sr. Jean-Auguste Maréchal de Bischofsheim, Ministre d'Etat de notre dit Frere, Grand Maître des Armoiries, Baillif de Gleichenstein & de S. Moritzbourg, Chevalier des Ordres de l'Aigle Noir de Prusse, & de S. Jean, Ambassadeurs Extraordinaires & Pleins-pouvoirs de notre dit Frere, pareillement munis de les Pleins-pouvoirs; duquel Article Separé la teneur s'ensuit.

Fiat Insertio.

Nous ayant agréable le susdit Article Separé en tout son contenu, avons iceluy loué, approuvé & ratifié, & par ces présentes signées de notre main, l'olons, approuvons & ratifions; Promettant en faire observer sincèrement & de bonne foy, sans souffrir qu'il soit jamais allé directement ou indirectement au contraire, pour quelque cause ou occasion que ce puisse être. En temoin de quoy nous

ANNO 1713. avons fait mettre notre Scel à ces présentes. Donné à Versailles le dix-huitième jour d'Avril, l'an de Grace mil sept cens treize, & de notre Règne le soixante-dixième.

Signé,

LOUIS.

Et plus bas,

Par le Roy,

COLBERT.

Et scellé du Grand Sceau de cire jaune sur lacs, ou cordons de Soye bleüe treffée d'or, le Sceau enfermé dans une boîte d'argent, sur le dessus de laquelle sont empreintes & gravées les Armes de France & de Navarre, sous un Pavillon, soutenu par deux Anges.

Ratification du Roi T. C. sur l'Article Separé concernant la Ville de RHYMBERGUE. Donnée à Versailles le 18 d'Avril 1713. [Sur l'imprimé à Paris chez François Fournier, avec Privilège du Roi. in 4. Ann. 1713.]

LOUIS par la Grace de Dieu Roy de France & de Navarre : A tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Ayant vu & examiné l'Article Separé que notre très-cher & bien aimé Cousin le Marquis d'Huxelles, Maréchal de France, Chevalier de nos Ordres, & notre Lieutenant General au Gouvernement de Bourgogne ; Et notre cher & bien-aimé le Sr. Mesnager, Chevalier de notre Ordre de S. Michel, nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, ont conclu, arrêté & signé le onzième jour du présent mois d'Avril à Utrecht, en vertu des Pleins-pouvoirs que nous leur en avons donné ; Avec le Sr. Othon-Magne de Donhoff, Comte de l'Empire, Ministre d'Etat & de Guerre de notre très-cher, & très-ami Frere la Roy de Prusse, Lieutenant General de son Infanterie ; Chevalier de l'Ordre de l'Aigle Noire, Seigneur de Frederichstein, Wenefeld, Schonnor, &c. Et avec le Sr. Jean-Auguste Maréchal de Biberstein, Ministre d'Etat de notre dit Frere, Grand-Maitre des Armoiries, Baillif de Giebichenstein, & de S. Moritzbourg, Chevalier des Ordres de l'Aigle Noir de Prusse, & de S. Jean, Ambassadeurs extraordinaires & Plenipotentiaires des norredit Frere, pareillement munis de ses Pleins-pouvoirs ; duquel Article Separé la teneur s'ensuit.

Fiat insertio.

Nous ayant agreable le fustit Article Separé en tout son contenu, avons iceluy loué, approuvé & ratifié, & par ces présentes signées de notre main loitions, approuvons & ratifions ; Promettant en foy & parole de Roy, de l'accomplir, observer, & faire observer sincerement & de bonne foy, sans faulx, qu'il soit jamais allé directement ou indirectement au contraire, pour quelque cause ou occasion que ce puisse estre. En temoin de quoy nous avons fait mettre notre Scel à ces présentes. Donné à Versailles le dix-huitième jour d'Avril l'an de grace mil sept cens treize, & de notre Règne le soixante-dixième.

Signé,

LOUIS.

Et plus bas :

Par le Roi,

COLBERT.

Et scellé du Grand Sceau de cire jaune sur lacs, ou cordons de Soye bleüe treffée d'or, le Sceau enfermé dans une boîte d'argent, sur le dessus de laquelle sont empreintes & gravées les Armes de France & de Navarre, sous un Pavillon Royal soutenu par deux Anges.

TOM. VIII. PART. I.

Ratification du Roi PHILIPPE sur l'Article Separé du Traité de Paix fait entre les Rois de France & de Prusse, concernant le Titre Royal, & le Prédicat de Majesté. A Madrid le 2. Mai 1713. [Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. II. pag. 615.]

ANNO 1713.

DON PHILIPPE par la Grace de Dieu, Roi de Castille, de Léon, d'Arragon, des deux Siciles, de Jerusalem, de Navarre, de Grenade, de Tolède, de Valence, de Galice, de Majorque, de Seville, de Sardaigne, de Cordoue, de Corfou, & de Murcie, de Jaen, des Algarves, d'Alger, de Gibraltar, des Isles de Canarie, des Indes Orientales & Occidentales, Isles & Terre ferme de la Mer Oceane, Archi-Duc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Brabant & de Milan. Comte d'Apshurg, de Flandres, de Tirol, & de Barcelone, Seigneur de Biscaye, de Molina, &c.

Le Marquis de Bonac, Envoyé de France en cette Cour, ayant mis entre mes mains la Copie de l'Article Separé du Traité conclu par le Sérénissime Seigneur le Roi Très-Chrétien, mon Ayeul, avec le Roi de Prusse, réglé & signé à Utrecht le onzième d'Avril de la présente année 1713. par les Ministres Plenipotentiaires de ces deux Puissances, duquel Article Separé la teneur est à la lettre comme il suit.

Le Seigneur Roi Très-Chrétien ayant reconnu & considérant comme Roi, ledit Seigneur Roi de Prusse, & lui voulant bien accorder tous les Honneurs attachez à la Dignité Royale, pour donner une marque encore plus grande de son affection pour ledit Roy de Prusse, & pour lui témoigner, combien il estime en sa personne cette augmentation de Dignité, Sadite Majesté Très-Chrétienne déclare par cet Article & promet, tant pour Elle, que pour ses Successeurs, & de la part du Sérénissime & Très-Puissant Prince & Seigneur Philippe cinq, Roi d'Espagne, & de ses Successeurs, en vertu du Pouvoir qu'Elle en a, que Sadite Majesté & Roi Catholique donneront désormais & à perpetuité au Seigneur Roi de Prusse & à ses Héritiers & Successeurs Rois de Prusse, le Titre de Majesté, sans jamais le changer ou le diminuer sous quelque prétexte, & en quelque occasion que ce soit. Comme aussi de faire rendre aux Ministres des Rois de Prusse du premier & second ordre, les mêmes Honneurs soit anciens, soit nouveaux qu'on rend aux autres Ministres des Têtes Couronnées, sans aucune différence. Au surplus, cet Article Separé, dont Sa Majesté Très-Chrétienne se charge de faire fournir la Ratification dudit Roi Catholique dans le terme de deux mois, aura la même force que s'il estoit inséré mot pour mot dans le Traité de Paix, & les Ratifications en seront fournies de part & d'autre en même temps avec celle dudit Traité. En foi de quoi les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires ont soucrit de leurs mains propres le présent Article & fait apposer leurs Cachets. Fait à Utrecht le onzième Avril l'an de grace mil sept cens treize.

HUXELLES. O. M. C. DE DÖNHOF.

(L.S.)

(L.S.)

MESNAGER. J. A. Maréchal de BIDERSTEIN

(L.S.)

(L.S.)

C'est pourquoi ayant vu & examiné ledit Article, je l'ay approuvé & ratifié, comme en vertu de la présente je l'approuve & ratifie en la meilleure & plus ample forme que je puis, promettant en foi de ma parole Royale, de les accomplir entièrement, suivant ce qui y est contenu & exprimé, & à cet effet j'ay ordonné d'expédier la présente signée de ma main, scellée de mon sceau secret, & contresignée par mon soussigné Secrétaire d'Etat. Donné à Madrid le 2. May, mil sept cens & treize.

MOY LE ROY.

D. MANUEL DE VADILLO Y VELASCO.

Zz

Rati-



362  
ANNO  
1713.

## CORPS DIPLOMATIQUE

*Ratification du Roi PHILIPPE sur les Articles VII. & VIII. du Traité de Paix fait entre les Rois de FRANCE & de PRUSSE, & dans lesquels il est disposé d'une partie de la Gueldre Espagnole. A Madrid le 2. Mai 1713. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. II. pag. 610.]*

**DON PHILIPPE** par la Grace de Dieu, Roi de Castille, de Léon, d'Aragon, des deux Siciles, de Jerusalem, de Navarre, de Grenade, de Tolède, de Valence, de Galice, de Majorque, de Seville, de Sardaigne, de Cordoue, de Corfou, de Murcie, de Jaén, des Algarves, d'Alger, de Gibraltar, des Isles de Canarie, des Indes Orientales & Occidentales, Isles & Terre ferme de la Mer Océane, Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Brabant & de Milan, Comte d'Apshurg, de Flandres, de Tirol, & de Barcelone, Seigneur de Biscaye, de Molina &c.

Le Marquis de Bonac, Envoyé de France en cette Cour, ayant mis entre mes mains, les Copies des deux Articles sept & huit du Traité conclu par le Sérénissime Seigneur, Roi Très-Christien mon Ayeul, avec le Roy de Prusse, réglé & signé à Utrecht, le onze d'Avril de la présente année 1713. par les Ministres Plénipotentiaires de ces deux Puissances, desquels deux Articles la teneur est à la lettre, comme il suit.

### ARTICLE VII.

La partie du haut quartier de Gueldre, dite Gueldre Espagnole, que possède & occupe le Seigneur Roy de Prusse, nommément la Ville de Gueldre, les Préfectures, Villes, Bourgs, Fiefs, Terres, fonds, cens, rentes, revenus, péages de quelque nature qu'ils soient, subside, contributions & collectes, Droits féodaux, domaniaux & autres quelconques, & généralement tout ce qui est compris dans cette partie du haut quartier de Gueldre, que ledit Seigneur Roi de Prusse, occupe & possède actuellement, avec tout ce qui y appartient & en dépend, sans rien excepter, lui est cédée à perpétuité par Sa Majesté Très-Christienne, en vertu du Pouvoir qu'Elle en a du Roi Catholique, & demeurera audit Seigneur Roi de Prusse, ses Héritiers & Successeurs de l'un & de l'autre sexe, en pleine propriété & Souveraineté, ainsi & de la manière, que tout ce que dessus a été possédé par les Rois d'Espagne, & que l'a possédé le Roy Charles second de glorieuse Mémoire; nonobstant toutes exceptions, prétensions ou contradictions, faites ou à faire, pour troubler ledit Seigneur Roy de Prusse dans la paisible possession de ladite partie cy-dessus cédée; tous Pactes, Conventions ou dispositions contraires, étant censés nuls & de nulle valeur; cette cession ainsi faite avec cette clause expresse, que l'état de la Religion Catholique subsistera dans ledits Lieux, cedez en tout & par tout, tel qu'il étoit avant leur occupation & sous la domination des Rois d'Espagne, sans que ledit Seigneur Roi de Prusse y puisse rien changer.

### ARTICLE VIII.

Pacellement Sa Majesté Très-Christienne cède à perpétuité à Saite Majesté Prussienne, en vertu du Pouvoir, qu'Elle en a du Roi Catholique, le haut quartier de Gueldre, le Pais de Kessel, & le Bailliage de Hriekenbeck, pour le posséder lui & ses Héritiers & Successeurs de l'un & de l'autre sexe, en pleine Souveraineté & propriété, ainsi & de la manière, que l'a possédé le Roi Charles second de glorieuse Mémoire, avec tous leurs appartenances & dépendances, Villes, Bourgs, Fiefs, Terres, fonds, cens, rentes, revenus, péages de quelque nature qu'ils soient, subside, contributions, & collectes, Droits féodaux & domaniaux & autres quelconques, & généralement tout ce qui est compris sous le nom du dit Pais & Bailliage. Cette cession ainsi faite, nonobstant toutes exceptions, prétensions ou contradictions, faites ou à faire; tous Pactes, Conventions ou dispositions contraires étant censés nuls & de nulle

le valeur; à condition toutefois, que l'état de la Religion Catholique subsistera dans ledits Pais & Bailliages, comme dans les Pais cy-dessus cédés, en tout & par tout, tel qu'il étoit sous la domination des Rois d'Espagne, sans que ledit Seigneur Roi de Prusse y puisse rien changer. Sa Majesté Très-Christienne promet, de faire fournir la Ratification du Roi Catholique de cet Article & du 7. qui le précède, les deux contenant la cession d'une partie du haut quartier de Gueldre faite en faveur de Sa Majesté Prussienne, & de la délivrer dans l'espace de deux mois, à compter du jour de la signature du présent Traité.

C'est pourquoy ayant veu & examiné ledits Articles, je les ai approuvés & ratifiés, comme en vertu de la présente, je les approuve & ratifie, en la meilleure & plus ample forme que je puis; promettant en ma foi de ma parole Royale, de les accomplir entièrement, suivant ce qui y est contenu & exprimé. Et à cet effet j'ay ordonné d'expédier la présente signée de ma main, scellée de mon Sceau secret & contresignée par mon foudigné Secrétaire d'Etat. Donné à Madrid le 2. de May mil sept cents treize.

MOY LE ROY.

D. MANUEL DE VADILLO Y VELASCO.

### CLV.

*Traité de Paix & d'Amitié entre LOUIS XIV. 11. Avril. Roi de France, & VICTOR AMÉDÉE Duc de Savoie, par lequel Sa Maj. T. C. restituée à S. A. R. le Duc de Savoie, & le Comté de Nice: avec quelques Vallées, en échange desquelles S. A. R. lui en cède quelques autres. Les Renonciations des Ducs de BERRI & d'ORLÉANS à la Couronne d'Espagne avec les Lettres Patentes du Roi T. C. pour les autoriser y sont insérées. Fait à Utrecht le 11. Avril 1713. [Sur l'Imprimé à Paris chez François Fournier avec Privilège du Roi en 4. Ann. 1713.]*

**SOIT** notoire à tous présents, & à venir, qu'ayant plû à Dieu après une très-longue, & très-sanglante Guerre d'inspirer à toutes les Puissances qui y sont intéressées, un sincère désir de la Paix, & du rétablissement de la tranquillité publique, les Négociations commencées à Utrecht par les soins de la Sérénissime & très-Puissante Princesse Anne, par la grace de Dieu, Reine de la Grande-Bretagne, ont été par la prudente conduite de cette Princesse amenées au point de la conclusion d'une Paix Générale; à quoy désirant de contribuer le Sérénissime & très-Puissant Prince, Louis XIV. par la grace de Dieu, Roy Très-Christien de France, & de Navarre, qui durant la présente Guerre, a toujours cherché les moyens de rétablir le repos général de l'Europe; & Son Altesse Royale Victor Amédée second, par la grace de Dieu Duc de Savoie, & de Monterrat, Prince de Piémont, Roi de Cipro, &c. souhaitant de concourir à un ouvrage si salutaire, de rentrer dans l'amitié, & l'affection du Roi Très-Christien, toujours disposé à reprendre les sentimens de bonté, qu'il a eu ci-devant pour Son Altesse Royale, & de resserrer les liens du sang, qui l'unissent & la Maison à la Royale Maison de France, ont donné leurs Plein-Pouvoirs pour traiter, conclure & signer la Paix, savoir, Sa Majesté Très-Christienne au Sieur Nicolas Marquis d'Huxelles, Maréchal de France, Chevalier des Ordres du Roy, Lieutenant Général au Gouvernement du Duché de Bourgogne, & au Sieur Nicolas Mesnager, Chevalier de l'Ordre de St. Michel, ses Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires au Congrès d'Utrecht, & Son Altesse Royale de Savoie au Sieur Annibal Comte de Mafroi, Gentilhomme de la Chambre, & premier Ecuyer de Saite Altesse Royale, Chevalier de l'Ordre des Saints Maurice & Lazare, Colonel d'un Régiment d'Infanterie, Général de Bataille dans les Armées. Son Envoyé Extraordinaire auprès de Sa Majesté Britannique, au Sieur Ignace Solar de Morette Marquis du Bourg, Gentilhomme de la Chambre de Saite Altesse Royale, Chevalier Grand Croix de l'Or-

ANNO  
1713.

ANNO 1713. dire des Saints Maurice & Lazare, Son Envoyé Extraordinaire auprès des Messieurs les Etats des Provinces Unies des Pays-bas, & au Sieur Pierre Melared, Seigneur de la Maison Forte de Jordane, Conseiller d'Etat de Sadite Altesse Royale, les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires audit Congrès d'Utrecht, lesquels après s'être communiqué respectivement leursdits Plein-pouvoirs, dont les Copies sont insérées mot à mot à la fin de ce présent Traité, & après avoir fait l'Echange des Copies Authentiques d'iceux, sont convenus des Articles suivants en présence du Sieur Evêque de Bristol, & du Sieur Comte de Strafford Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de la Reine de la Grande-Bretagne.

I. Il y aura à l'avenir, & pour toujours une bonne, ferme, & inviolable Paix entre le Roy Très-Chrétien, ses Héritiers, Successeurs, & son Royaume d'une part, & Son Altesse Royale de Savoie, ses Héritiers, Successeurs, & Etats de l'autre, & une cessation de tous Actes d'Hostilités par Terre, & par Mer sans exception de lieux, ni de personnes.

II. Il y aura de part, & d'autre un oubly, & une amnistie perpétuelle de toutes les Hostilités réciproquement commises pendant la présente Guerre, ou à son occasion, sans qu'on puisse à l'avenir directement, ou indirectement en faire aucune recherche, par quelque voye ou sous quelque prétexte que ce soit, ni en témoigner du ressentiment, ni en prétendre aucune forte de réparation.

III. Le Roi Très-Chrétien immédiatement après la Ratification du présent Traité restituera à Son Altesse Royale de Savoie le Duché de Savoie, & le Comté de Nice avec leurs appartenances, dépendances, & annexes, pour les posséder à l'avenir comme Elle a fait avant cette Guerre, & généralement tous les Etats, & Lieux que les armes de Sa Majesté ont occupé sur Son Altesse Royale pendant cette Guerre sans aucune réserve, & les Places & Forts seront délivrés dans l'état où ils se trouvent présentement; Ceux qui existent avec toute l'Artillerie, & la quantité de Munitions de guerre qui s'y sont trouvées lors qu'ils ont été occupés.

IV. Sa Majesté Très-Chrétienne pour Elle, ses Héritiers, & Successeurs cède, & transporte à Son Altesse Royale de Savoie, à ses Héritiers, & Successeurs irrévocablement, & à toujours, les Vallées qui suivent, savoir la Vallée de Pragelas, avec les Forts d'Exilles, & de Bardonnache, & de Chateau Dauphin, & tout ce qui est à l'eau pendant des Alpes du côté du Piémont: Réciproquement Son Altesse Royale cède à Sa Majesté Très-Chrétienne & à ses Héritiers & Successeurs irrévocablement, & à toujours la Vallée de Barcelonnette, & ses dépendances; de manière que les bornes des Alpes, & Montagnes serviront à l'avenir de limites entre la France, le Piémont, & le Comté de Nice, & que les plaines qui se trouveront sur lesdites bornes, & hauteurs seront partagées, & la moitié avec les eaux pendantes du côté du Dauphiné, & de la Provence, appartiendront à Sa Majesté Très-Chrétienne, & celles du côté du Piémont, & du Comté de Nice appartiendront à Son Altesse Royale de Savoie.

Pour être à l'avenir les choses ci-dessus cédées, tenues, & possédées par Sa Majesté Très-Chrétienne, & par Son Altesse Royale de Savoie, leurs Héritiers, & Successeurs en toute propriété & Souveraineté, Régales, actions, juridiction, droit de patronage, nominations, prérogatives, & généralement tous autres Droits quelconques, sans rien réserver, & de la même manière en tout, & avec les mêmes privilèges que Sa Majesté Très-Chrétienne & Son Altesse Royale de Savoie les ont possédées au commencement de cette Guerre: Dérégant pour cet effet de part & d'autre, à toutes Loix, Coutumes, Statuts, Constitutions, & Conventions, qui pourroient être contraires; même à celles qui auroient été confirmées par serment, comme si elles étoient ici exprimées, auxquelles, & aux clauses dérogoires il est expressement dérogé par le présent Traité pour l'entier accomplissement desdites cessions, lesquelles vaudront, & auront lieu pour exclure à perpétuité toutes exceptions quelconques, sous quelque titre, cause, ou prétexte qu'elles puissent être fondées. Et à ce sujet, les habitants &

ANNO 1713. Sujets desdites Vallées, & lieux ci-dessus réciproquement cédés, sont dispensés par le présent Traité des serments de fidélité, foy & hommage qu'ils ont ci-devant prestés à leurs Souverains respectifs avant la présente cession; lesquels serments demeurent nuls, & de nulle valeur. Les Sujets des lieux réciproquement cédés, ou qui y ont des Biens ou Droits, en auront la libre possession & jouissance en quels lieux qu'ils habitent, ou du Royaume de France, ou des Etats de Son Altesse Royale, & auront la liberté d'en pouvoir percevoir les revenus, qu'ils pourront transporter où bon leur semblera, & de disposer & contracter desdits Biens & Droits entre vifs ou à cause de mort, & ils retiendront tous les mêmes Droits de succession, & autres qu'ils ont en jusques à présent. Et pour plus grande validité des présentes cessions, elles seront vérifiées, & enregistrées réciproquement dans les Cours de Parlements, & Chambres des Comptes de Paris, & du Dauphiné, comme aussi dans le Sénat, & Chambres des Comptes de Turin, & Senat de Nice, & les expéditions en seront délivrées 3. mois après, à compter du jour de la Ratification du présent Traité.

Et comme il n'a point été possible de régler par le présent Traité les limites, & dépendances des cessions réciproquement faites ci-dessus, on a trouvé bon de part & d'autre de renvoyer ce règlement aux Commissaires, que les Parties nommeront dans l'espace de quatre mois du jour de la signature du présent Traité, pour en convenir à l'amiable sur les lieux.

V. Comme en conséquence de ce qui a été convenu, & accordé entre leurs Majestés Très-Chrétienne & Catholique d'une part, & Sa Majesté Britannique de l'autre, pour une des conditions essentielles de la Paix, le Sérénissime & très-puissant Prince Philippe V. par la grace de Dieu, Roi Catholique des Espagnes & des Indes, a cédé & transporté à ses Successeurs l'Isle & Royaume de Sicile, & Isles en dépendances, avec ses appartenances & dépendances, nulle exceptée, en toute Souveraineté, en la forme, & manière qui sera spécifiée dans le Traité qui sera conclu entre Sa Majesté Catholique, & Son Altesse Royale de Savoie; le Roi Très-Chrétien reconnoît, & déclare que ladite cession de l'Isle, & Royaume de Sicile, ses appartenances & dépendances, faite par le Roi Catholique son Petit-fils à Son Altesse Royale de Savoie, est une des conditions de la Paix, & Sa Majesté Très-Chrétienne consent, & veut qu'elle fasse partie du présent Traité, & ait la même force, & vigueur que si elle y étoit insérée mot à mot, & qu'elle eût été stipulée par lui: Reconnoissant dès à présent en vertu de ce Traité Son Altesse Royale de Savoie pour seul, & légitime Roy de Sicile; & pour mieux assurer l'effet de ladite cession, Sa Majesté Très-Chrétienne promet en foy, & parole de Roy, tant pour Elle que pour ses Successeurs, de ne s'opposer jamais, ni faire aucune chose contraire à ladite cession, ni à son exécution, sous quelque prétexte, ou raison que ce puisse être, mais au contraire de l'observer, & faire observer inviolablement, promettant toute aide, & secours envers, & contre tous pour cet effet, & pour ladite exécution; comme aussi pour maintenir, & garantir Son Altesse Royale de Savoie, & ses Successeurs en la paisible possession dudit Royaume conformément aux clauses qui seront stipulées dans ledit Traité entre Sa Majesté Catholique, & Son Altesse Royale de Savoie.

VI. Le Roi Très-Chrétien consent pareillement, & veut, que la reconnaissance, & la déclaration du Roi d'Espagne, qui au défaut des descendants de Sa Majesté Catholique, assure la succession de la Couronne d'Espagne & des Indes à Son Altesse Royale de Savoie, à ses descendants mâles nés en conſtant & légitime mariage, aux Princes de la Maison de Savoie, & à leurs descendants mâles nés en conſtant & légitime mariage, à l'exclusion de tous autres, fasse, & soit tenue pour une partie essentielle de ce Traité suivant toutes les clauses spécifiées, & exprimées dans l'Acte fait par Sa Majesté Catholique le 5. de Novembre 1712. passé, approuvé, & confirmé par les Etats ou Cortes d'Espagne par Acte du 9. dudit mois de Novembre, lesquels Actes du Roi d'Espagne & des Cortes seront insérés dans le Traité qui sera conclu entre Sa Majesté Catholique, & Son Altesse Royale de Savoie, & doivent être tenus pour exprimés ici, comme s'ils y étoient insérés mot à mot. Les Renonciations que Monſieur le Duc de Ber-



ANNO 1713. ry. & Monseigneur le Duc d'Orléans ont faites pour eux, & leurs descendants pour toujours à tous Droits, & espérance de succession à la Monarchie & Comté d'Espagne des Indes, pour les raisons, causes, & motifs contenus dans les Actes qu'ils ont passé le 19. & 24. Novembre 1712. & dont la teneur & les Lettres patentes du Roy Très-Christien au mois de Mars dernier seront insérées à la fin du présent Traité, font, & seront de même à perpétuité partie essentielle de ce Traité; Sa Majesté Très-Christienne connoissant les motifs des susdites reconnoissances, Déclarations, Renonciations, & Actes, & qu'ils font le fondement & la sécurité de la durée de la Paix, promet pour Elle, ses Successeurs, & les Princes, qui ont fait lesdites Renonciations, & leurs Descendants, qu'ils seront inviolablement observés, & de n'y jamais contrevénir, ni permettre qu'il y soit contrevenu directement, ou indirectement, en tout ou en partie, de quelque manière, ou par quelque voie que ce soit; mais au contraire d'empêcher, qu'il n'y soit contrevenu par qui que ce soit, en quelque temps que ce soit, & pour quelques causes, raisons, ou motifs que ce puisse être: Sa Majesté Très-Christienne s'engageant pour Elle, & ses Successeurs de maintenir envers, & contre tous, nul excepté, le droit de succession de Son Altesse Royale de Savoie, & des Princes de la Maison de Savoie à la Couronne d'Espagne & des Indes, conformément à la manière dont il est établi par l'Acte fait par le Roy d'Espagne le 5. Novembre 1712., par celui des États ou Cortes d'Espagne du 9. Novembre 1712., & par les Renonciations de Monseigneur le Duc de Berry, & de Monseigneur le Duc d'Orléans, & autres Actes susdits; comme aussi d'employer (le cas arrivant) ses forces, & tant que besoin sera, pour mettre en possession de ladite succession le Prince de la Maison de Savoie, à qui elle appartient d'après l'ordre de vocation, envers & contre tous ceux qui voudroient s'y opposer. Tous Actes, & Protestations qui pourroient avoir été, ou être faits contraires aux susdites Déclarations, Renonciations, & Actes, & aux Droits reconnus, & établis en ic eux, devant être censés, & réputés contraires à la sécurité de la Paix & à la tranquillité de l'Europe, sont par le présent Traité déclarés nuls, & de nul effet à jamais.

VII. Pour assurer davantage le repos public, & en particulier celui de l'Italie, il a été convenu, que les cessions faites par le feu Empereur Leopold à Son Altesse Royale de Savoie, par le Traité fait entre eux le 8. Novembre 1703., de la partie du Duché de Monferrat qui a été possédée par le feu Duc de Mantoue, des Provinces d'Alexandrie, & de Valence avec toutes les Terres entre le Po & le Tanaro, de la Lumelina, de la Vallée de Scia, & du Droit ou exercice de Droit sur les Fiefs des Langhes, & ce qui concerne dans ledit Traité du 8. Novembre 1703. le Vigevanasco, ou son équivalent, & les appartenances, & dépendances desdites cessions restant dans leur force, & vigueur, fermes, & stables, & auront leur entier effet irrévocablement, nonobstant tous Rescrits, Décrets, & Actes contraires, sans que Son Altesse Royale, & ses Successeurs puissent être troublés, ni molestés dans la possession, & Droits, Traitements, & Conventions que ce puisse être, & par qui que ce soit, non pas même par rapport au Duché de Monferrat par ceux qui pourroient avoir Droit ou prétension sur ledit Duché, lesquels prétendants seront indemnisés conformément à ce qui est porté par ledit Traité du 8. Novembre 1703.; Sa Majesté Très-Christienne promettant pour Elle, & ses Successeurs de ne point assister, ni favoriser directement, ou indirectement aucun Prince, ou autre personne qui voudroit contrevénir auxdites cessions, s'obligeant au contraire, d'employer conjointement avec la Reine de la Grande-Bretagne ses officiers, & ses forces pour le maintien, & la garantie du contenu au présent Article, y comprise la Province de Vigevano. La Sentence arbitrale rendue par les Arbitres Compromissaires le 27. Juin 1712. devant au surplus rester dans sa force, & vigueur, & les motifs être prisés dans six mois par l'Arbitrage des Puissances garantes du Traité du 8. Novembre 1703. pour le paiement des créances de Son Altesse Royale de Savoie.

VIII. Comme par les incidents, & le sort de la guerre, les États de Son Altesse Royale de Savoie sont ouverts de toutes parts; Il a été trouvé bon

ANNO 1713. que les choses n'étant plus dans l'état, où elles étoient lors des précédents Traités de Paix & d'Alliance, sadite Altesse Royale puisse fortifier ses Frontières pour la sécurité de ses États, qui peut beaucoup contribuer à la sécurité, & à la tranquillité de l'Italie; & il sera libre à Son Altesse Royale de faire telles Fortifications que bon lui semblera dans tous les Lieux, & endroits qui lui ont été cédés de part, & d'autre par lesdits Traités, nonobstant toutes Conventions, & promesses précédentes à ce contraires.

IX. Son Altesse Royale de Savoie ayant demandé que le Prince de Monaco reconnoisse tenir de son Domaine direct Menton, & Rocabrana, & qu'il en prenne les Investitures d'Elle, de la manière que Son Altesse Royale prétend que l'ont fait les Prédecesseurs de ce Prince; Il a été convenu que l'on s'en rapportera respectivement à l'Arbitrage de leurs Majestés Très-Christiennes, & Britanniques, qu'Elles donneront six mois après la signature du présent Traité: Et pour cet effet les Parties représenteront leurs raisons, & leurs titres, dans l'espace de 3. mois, à ceux qui seront députés par leursdites Majestés à Paris.

X. Le Commerce ordinaire d'Italie se fera, & maintiendra comme il étoit établi du temps de Charles Emmanuel II. Pere de Son Altesse Royale, & l'on fera observer, & pratiquer, en tout & par tout, entre le Royaume, & toutes les parties des États de Sa Majesté, & ceux de Son Altesse Royale ce qui se faisoit, observoit, & pratiquoit en tout du vivant dudit Charles Emmanuel II. par le Chemin de Suze, la Savoie & Pont de Beau-voisin, & par Ville-Franche, chacun payant les Droits, & Douanes de part, & d'autre. Les Bâtimens François paieront aussi l'ancien Dace (communément appelé Droit de Ville-Franche) comme il se pratiquoit du temps du Duc Charles Emmanuel, à quoi il ne sera plus faite aucune opposition par qui que ce soit, comme l'on en pourroit avoir fait jusqu'à présent. Les Couriers & les Ordinaires de France passeront comme auparavant par les États de Son Altesse Royale, & en observant le Règlement paieront les Droits pour les Marchandises dont ils seront chargés.

XI. Le Roi Très-Christien acquiesçant à la demande que son Altesse Royale lui a fait faire, & pour lui donner en tout des preuves de sa sincère amitié, consent que Son Altesse Royale puisse vendre les Terres, Biens, & effets qu'Elle a dans le Royaume de France en Poitou, & en Bugy, sans qu'il y puisse être formé aucun empêchement de sa part, ni par ses Officiers, sadite Majesté se départant à ces fins en faveur de sadite Altesse Royale, & de ses Successeurs, ou de leurs acquireurs, de tous les Droits qu'Elle pourroit avoir, & prétendre à l'avenir sur lesdites Terres qui sont en Bugy, & qui appartiennent de présent à Son Altesse Royale, à laquelle au besoin Sa Majesté cède la propriété irrevocable desdites Terres pour Elle, & ses Successeurs Ducs de Savoie, & leurs acquireurs, qui auront une pleine sécurité à l'égard de Sa Majesté sans autre Patente, & en vertu seulement de ce présent Traité.

XII. Main levée est respectivement accordée des Biens & effets saisis, & confisqués à l'occasion de la guerre sur les Vassaux, & Sujets respectifs en quelques lieux qu'ils soient situés; & à cet effet toutes représailles, saisies, & confiscations, & les dons, & concessions d'icelles sont & demeurent anéantis, de même que les arrentements, desdits biens, & les Fermes échues après la signature de ce Traité seront payées aux Propriétaires.

XIII. Les Jugemens rendus en contradiction des Parties qui ont reconnu des Juges, & ont été légitimement défendues, tiendront, & ne seront les Condamnés reçus à les contredire, sinon par les voies ordinaires.

XIV. Les Sujets de Son Altesse Royale qui ont fait des fournitures, prêts, avances pour le service de Sa Majesté, ou à ses Entrepreneurs, Partisans, Commis, ou employés à son service, ou pour l'entretien de ses Troupes, Officiers, & Soldats, seront paies en brief terme sur les récépissés, ou obligations qu'ils représenteront, & Sa Majesté leur fera à cet égard rendre bonne, & brève Justice; Son Altesse Royale en fera user de même en tout à l'égard des Sujets de Sa Majesté.

ANNO  
1713.

XV. Tous les Prisonniers de guerre, & les Sujets respectés détenu en quelque lieu que ce soit pour cause de la Guerre, seront de part & d'autre, en vertu de la Paix, dès aussi-tôt mis en liberté.

XVI. Les Articles des Traités de Munster, des Pireues, de Nimégue, de Ryswick, & autres qui regardent Son Altesse Royale de Savoye, & celui de Turin de 1696, seront gardés, & observés autant qu'il n'y ait point dérogé par le présent Traité, comme s'ils étoient stipulés, & interés ici mot à mot, & notamment à l'égard des Fiefs qui regardent Son Altesse Royale, nonobstant tous Recripts, Décrets, & Provisions données au contraire.

XVII. Tous ceux qui seront nommés dans l'espace de 6. mois par le Roy Très-Chrétien, & par Son Altesse Royale de Savoye seront compris dans le présent Traité, pourveu que ce soit d'un commun consentement.

XVIII. Et afin que le présent Traité soit inviolablement observé, Sa Majesté Très-Chrétienne, & Son Altesse Royale promettent de ne rien faire contre, & au préjudice d'icelui, ni souffrir être fait directement, ou indirectement, & il fait étoit, de le faire réparer sans aucune difficulté, ni remise, & Elles s'obligent respectivement à son entière observation; & sera le présent Traité confirmé avec des termes convenables, & efficaces dans tous ceux que Sa Majesté Très-Chrétienne fera avec les Puissances Alliées.

XIX. Sera le présent Traité approuvé, & ratifié par Sa Majesté Très-Chrétienne, & par Son Altesse Royale, & les Lettres de Ratification seront échangées, & délivrées respectivement dans le terme d'un mois, ou plutôt s'il est possible, à Utrecht, cependant toutes hostilités cesseront de part & d'autre dès à présent.

*Ici doivent être insérées de mot à mot les (1) Renonciations du Duc de Berri, du 19. Novembre 1712. & du Duc d'Orléans, du 24. du même Mois, avec les Lettres patentes du Roi T. C. du Mois de Mars 1713.*

En foi de quoi nous Ambassadeurs Extraordinaires, & Plénipotentiaires du Roy Très-Chrétien & de Son Altesse Royale de Savoye, & en vertu de nos Plein-Pouvoirs avons signé le présent Traité, & avons fait apposer les Cachets de nos Armes. Fait à Utrecht le 11. d'Avril 1713.

(L.S.) HUXELLES. (L.S.) LE C. MAFFEI.  
(L.S.) MESNAGER. (L.S.) SOLAR DU BOURG  
(L.S.) P. MELLAREDE.

*Plein-pouvoir de Sa Majesté T. C.*

LOUIS par la grace de Dieu, Roy de France & de Navarre: A tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Comme nous n'avons rien oublié depuis l'ouverture des Conférences qui se tiennent à Utrecht, pour contribuer de tout notre pouvoir, au rétablissement d'une Paix sincère & solide, entre Nous & les Princes & États; qui sont encore contre nous en guerre; & que par la miséricorde Divine, il y a lieu d'espérer qu'elles se termineront heureusement: Et voulant encore apporter tous nos soins par les moyens les plus prompts pour avancer un bien aussi desirable, & pour faire cesser au plutôt la défection de tant d'États, & arrêter l'effusion du Sang Chrétien; Nous confiant entièrement en la capacité, expérience, zèle, & fidélité pour notre Service, de notre très-cher & bien aimé Cousin le Marquis d'Huxelles, Maréchal de France, Chevalier de nos Ordres, & notre Lieutenant General au Gouvernement de Bourgogne: Et de notre cher & bien aimé le Sieur Mesnager, Chevalier de notre Ordre de Saint Michel. Pour ces Causes & autres bonnes Considérations à ce nous mouvans, Nous avons commis, ordonné & député, & par ces présentes signées de notre main, commettons, ordonnons & députons lesdits Sieurs Maréchal d'Huxelles & Mesnager, & leur avons donné & donnons Plein-pouvoir, Commission, & Mandement spécial en qualité de nos Ambassadeurs Extraordinaires, & Plénipotentiaires,

(1) Voyez les ci devant sous leurs propres Dates. On les omet ici pour éviter la Répétition.

de conférer, négocier, & traiter avec les Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de notre très-cher & très-ami Frere le Duc de Savoye, revêtus de Pouvoirs en bonne forme de la part de notre dit Frere, arrester, conclure, & signer tels Traitez de Paix, Articles & Conventions; que nosdits Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires avisèrent bon estre; Voulant qu'en cas d'absence de l'un d'eux, par maladie ou par quelque autre cause légitime l'autre ait le même Pouvoir de conférer, négocier, traiter, arrester, conclure & signer tels Traitez, Articles, & Conventions, qui conviendront au bien de la Paix que nous nous proposons; En sorte que nosdits Ambassadeurs Extraordinaires, & Plénipotentiaires agissent en tout ce qui regardera la Négociation de la Paix avec notre dit Frere le Duc de Savoye, avec la même autorité que nous serions & pourrions faire, si nous étions présents en Personne, encore qu'il y eût quelque chose qui requit un Mandement plus spécial, non contenu en cesdites présentes. Promettant en foi & parole de Roy, d'avoir agréable, tenir ferme, stable à toujours, accomplir & exécuter ponctuellement tout ce que lesdits Sr. Maréchal d'Huxelles, & Mesnager, ou l'un d'entre eux, dans lesdits cas d'absence ou de maladie, auront stipulé, promis, & signé en vertu du présent Pouvoir, sans jamais y contrevenir, ni permettre qu'il y soit contrevenu, pour quelques causes, ou sous quelques pretextes que ce puisse estre; Comme aussi d'en faire expedier nos Lettres de Ratification en bonne forme, & de les faire délivrer pour estre échangées dans le temps dont il sera convenu par les Traitez à faire; Car tel est notre plaisir. En témoin de quoy nous avons fait mettre notre Scel à ces présentes. Donné à Versailles le quatrième jour de Mars l'an de grace mille sept cens treize, & de notre Règne le soixante dixième.

Signé,

LOUIS.

Et sur le Reply.

Par le Roy,

COLBERT.

Et scellé.

*Ratification du Roi T. C. Donnée à Versailles le 18. d'Avril 1713.*

LOUIS par la Grace de Dieu, Roy de France & de Navarre, à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Aiant vu & examiné le Traité de Paix conclu, arrêté, & signé en notre nom le 11. du présent mois d'Avril par notre très-cher, & bien aimé Cousin le Marquis d'Huxelles, Maréchal de France, Chevalier de nos Ordres, & notre Lieutenant General au Gouvernement de Bourgogne, & notre cher, & bien aimé le Sieur Mesnager, Chevalier de notre Ordre de St. Michel, nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires, en vertu des Plein-pouvoirs que nous leur en avons donné pour cet effet, avec le Sieur Annibal, Comte de Maffei, Gentilhomme de la Chambre, & premier Ecuyer de notre très-cher, & très-ami Frere le Duc de Savoye, Chevalier de l'Ordre des Saints Maurice, & Lazare, Colonel d'un Regiment d'Infanterie, General de Bataille dans ses Armées, son Envoyé Extraordinaire auprès de la Reine de la Grande-Bretagne; le Sieur Ignace Solar de Morette, Marquis du Bourg, Gentilhomme de la Chambre de notre dit Frere, Chevalier Grand-Croix de l'Ordre des Srs. Maurice & Lazare, son Envoyé Extraordinaire auprès des États Généraux des Provinces-Unies des Pays-bas; Et le Sieur Pierre Mellarede, Seigneur de la Maison Forte de Jordane, son Conseiller d'Etat, Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de notre dit Frere pareillement munis de ses Plein-pouvoirs, duquel Traité la teneur s'ensuit.

*Fiat inferio.*

Nous aiant agréable le susdit Traité de Paix en tous, & chacun des Points, & Articles qui y sont

ANNO  
1713.



ANNO  
1713.

sont contenus & déclarés, avons iceux, tant pour Nous, que pour nos Héritiers, Successeurs, Royaumes, Pays, Terres, Seigneuries, & Sujets, accepté, approuvé, ratifié, & confirmé; Et par ces présentes, signées de notre main, acceptons, approuvons, ratifions, & confirmons, & le tout promettons en foi, & parole de Roi sous l'obligation, & Hypothèque de tous, & un chacun nos biens présents, & avenir, garder, observer inviolablement, sans aller jamais, ni venir au contraire directement, ou indirectement, en quelque sorte & manière que ce soit. En témoin de quoi nous avons fait mettre notre Scel à ces Présentes. Donné à Versailles le 18. Avril l'an de grace 1713., & de notre Règne le sixième dixième.

Signé,

LOUIS:

Et plus bas.

Par le Roy,

COLBERT.

Et Scellé en queue.

Ratification de Son Altesse Royale.

VICTOR AMÉ II., par la grace de Dieu, Duc de Savoie, & Monferrat, Prince de Piémont, Roi de Chypre &c. à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT. Ayant vu le Traité de Paix que le Comte Maffei de la Religion des Saints Maurice, & Lazare, notre premier Ecuyer, Colonel d'un Régiment d'Infanterie, Général de Bataille dans nos Armées, & notre Envoyé Extraordinaire auprès de Sa Majesté Britannique, le Marquis du Bourg Gentilhomme de notre Chambre, Chevalier Grand Croix de la dite Religion des Saints Maurice, & Lazare, & notre Envoyé Extraordinaire auprès de LL. HH. PP. Messieurs les Etats Généraux, & notre Conseiller d'Etat Mellaredo, nos Ambassadeurs Extraordinaires, & Plénipotentiaires au Congrès d'Utrecht, en vertu du Plein-pouvoir que nous leur en avons donné; ont conclu, arrêté, & signé le 11. de ce mois dans ladite Ville d'Utrecht avec Monsieur le Marquis d'Huxelles Marechal de France, Chevalier des Ordres de Sa Majesté Très-Chrétienne, & son Lieutenant Général au Gouvernement de Bourgogne, & Monsieur Mesnager Chevalier de l'Ordre de St. Michel Ambassadeurs Extraordinaires, & Plénipotentiaires de Sa Majesté au fufdit Congrès d'Utrecht, munis pareillement du Plein-pouvoir nécessaire, duquel Traité suit la teneur.

Fiat Inferio.

Nous ayant agréable le fufdit Traité en tous, & un chacun des Points qui y sont contenus & déclarés, avons icelui accepté, approuvé, ratifié, & confirmé, acceptons, approuvons, ratifions, & confirmons, & le tout promettons en foi, & parole de Prince garder, & observer inviolablement, sans aller, ni venir au contraire directement, ou indirectement, ni permettre, qu'il y soit contrevenu en quelque sorte, & manière que ce soit. En témoin dequoy nous avons signé ces présentes de notre main, icelles fait contresigner par le Marquis de St. Thomas notre Ministre, & premier Secrétaire d'Etat, & y fait apposer le Scel de nos armes: Données à Turin le 25. Avril 1713.

Signé,

V. AMEDET.

Contresigné de

ST. THOMAS.

Et Scellé en queue

CLVI.

1<sup>er</sup> Avril. *Traité de Paix & d'Amitié entre Louis XIV.  
Roi de France, & les Seigneurs Etats Gene-*

raux des PROVINCES-UNIES des Pais-bas, par lequel on convient que les Couronnes de France & d'Espagne demeureront à jamais séparées sans pouvoir estre unies en une même personne; Que ledit Roi T. C. remettra auxdits Etats Generaux tous les Pais-bas appelés Espagnols pour les rendre à la Maison d'AUTRICHE, nonobstant les Pretentions que pourroit y avoir l'Electeur de Baviere, lequel sera obligé d'y renouer, le Roi T. C. y cede aussi la Ville de Tournai avec quelques autres Places & Lieux: Leurs Hautes Puissances lui rendent Lille, le Roi de PRUSSE garde la Ville de Gueldres, avec certains Bailliages; & quelques autres Stipulations suivent celles-là, à l'égard de l'Etat de la Religion dans l'Empire, & de la Fortresse de Rhynfelds. Fait à Utrecht le 11. d'Avril 1713. S'ensuivent divers ARTICLES SEPARÉS, ou Declarations, avec les Plein-pouvoirs, & Ratifications de part & d'autre. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. III, pag. 1. Copie imprimée à Paris chez François Fournier avec Privilege du Roi. in 4. Ann. 1713.]

Au nom de la Très-Sainte Trinité.

A tous présents & à venir soit notoire, que pendant le cours de la plus sanglante Guerre, dont l'Europe ait été affligée depuis long-tems, il a plu à la Divine Providence de préparer à la Chrétienté la fin de ses maux en conservant un ardent désir de la Paix dans le cœur de Très-haut, Très-excellent, & Très-Puissant Prince Louis XIV., par la Grace de Dieu, Roy Très-Chrétien de France & de Navarre; Sa Majesté Très-Chrétienne, n'ayant d'ailleurs en vûe que de la rendre solide & perpétuelle par l'équité de ses conditions; & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-bas, souhaitant de concourir de bonne foy, & autant qu'il est en eux, au rétablissement de la tranquillité publique, & de rentrer dans l'ancienne amitié & affection de Sa Majesté Très-Chrétienne, ont consenti que la Ville d'Utrecht fût choisie pour y traiter de Paix, & que pour y parvenir Sa Majesté Très-Chrétienne auroit nommé pour ses Ambassadeurs Extraordinaires, & Plénipotentiaires, le Sieur Nicolas, Marquis d'Huxelles, Marechal de France, Chevalier de ses Ordres, & son Lieutenant Général au Gouvernement de Bourgogne; & le Sieur Nicolas Mesnager, Chevalier de l'Ordre de St. Michel; & les Seigneurs Etats Généraux, les Sieurs Jacques de Ranowick, Seigneur de Rossum, & Burgrave de l'Empire & Juge de la Ville de Nimègue; Guillaume Buys, Conseiller Pensionnaire de la Ville d'Amsterdam; Bruno vander Dussen, ancien Bourguemaître, Sénateur & Conseiller Pensionnaire de la Ville de Gronde, Assesseur au Conseil des Hemrades de Schie, andt, Dyckgraeff du Crimpenerwaerd; Corneille van Gheel, Seigneur de Spanbroek & Bulkestein, Grand Baillif du Franc, & de la Ville de l'Ecluse, Surintendant des Fiefs relevans du Bourg de Bruges du ressort de l'Etat; Frederic Adrien Baron de Renede, Seigneur de Renfoude, d'Emminkhuysen & Moerkerken, Président de la Noblesse de la Province d'Utrecht; Sicco de Gollinga Grietman de Franqueradde, Curateur de l'Université de Franquer; & Charles Ferdinand, Comte de Inhuysen & de Kuiphuysen, Seigneur de Wreedewold, & Député dans leur Assemblée de la part des Etats de Gueldre, de Hollande & Westfrie, de Zeelande, d'Utrecht, de Frise, de Groningue & Ommelanden. Lesquels après le cours d'une longue Négociation, dans laquelle les Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de la très-Haute, très-Puissante & très-Excellente Princesse, la Reine de la Grande-Bretagne, n'ont point cessé d'employer leurs soins infatigables pour l'amener au point d'une conclusion de Paix générale, suivant le désir que cette Princesse a toujours eu de procurer le rétablissement de la tranquillité de l'Europe, sont enfin parvenus à convenir des conditions dont la teneur s'ensuit, ce qu'ils ont fait après avoir imploré l'assistance Divine & s'être communiqué respec-

ANNO  
1713.

ANNO 1713. tivement leurs Plein-pouvoirs, dont les Copies seront inférées de mot à mot à la fin du présent Traité, & en avoir dûment fait l'échange.

I. Il y aura à l'avenir entre Sa Majesté Très-Chrétienne, & ses Successeurs Rois de France & de Navarre, & ses Royaumes, d'une part, & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies du Pais-bas d'autre, une Paix bonne, ferme, fidelle & inviolable, & cesseront ensuite & seront délaissés tous actes d'hostilité, de quelque façon qu'ils soient, entre ledit Seigneur Roy, & lesdits Seigneurs Etats Généraux, tant par Mer, & autres Eaux, que par Terre, en tous leurs Royaumes, Pais, Terres, Provinces & Seigneuries, & pour tous leurs Sujets & Habitans de quelque qualité ou condition qu'ils soient, sans exception de Lieux ou de Personnes.

II. Il y aura un oubli & amnistie générale de tout ce qui a été commis de part & d'autre à l'occasion de la dernière Guerre, soit par ceux qui étant nés Sujets de la France, & engagés au service du Roy Très-Chrétien par les Emplois & biens qu'ils possèdent dans l'étendue de la France, sont entrés & demeurés au service des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, ou par ceux qui étant nés Sujets desdits Seigneurs Etats Généraux, ou engagés à leur service par les emplois & biens qu'ils possèdent dans l'étendue des Provinces-Unies, sont entrés ou demeurés au service de Sa Majesté Très-Chrétienne, & les futures Personnes de quelque qualité & condition qu'elles soient, sans nul excepter, pourront rentrer, rentreront, & seront effectivement laissés & rétablis en la possession & jouissance paisible de tous leurs Biens, Honneurs, Dignités, Privilèges, Franchises, Droits, exemptions, Constitutions & Libertés, sans pouvoir être recherchés, troublés ny inquiétés en général, ny en particulier, pour quelque cause ou prétexte que ce soit, pour raison de ce qui s'est passé depuis la naissance de la dite Guerre, & en conséquence du présent Traité, & après qu'il aura été ratifié tant par Sa Majesté Très-Chrétienne, que par lesdits Seigneurs Etats Généraux, leur sera permis à tous & à chacun en particulier, sans avoir besoin de Lettres d'abolition & de pardon, de retourner en personne dans leurs Maisons, en la jouissance de leurs Terres, & de tous leurs autres Biens, ou d'en disposer de telle manière que bon leur semblera.

III. Et si quelques prises se font de part & d'autre dans la Mer Baltique, ou celle du Nord depuis Terneuse jusqu'au bout de la Manche, dans l'espace de quatre semaines, ou du bout de ladite Manche jusqu'au Cap de St. Vincent, dans l'espace de six semaines, & delà dans la Mer Méditerranée & jusqu'à la Ligne dans l'espace de dix semaines, & au delà de la Ligne & en tous les autres endroits du Monde dans l'espace de huit mois, à compter du jour que se fera la Publication de la Paix à Paris & à la Haye; lesdites prises & les dommages, qui se feront de part ou d'autre après le terme préfix, seront portés en compte, & tout ce qui aura été pris sera rendu avec compensation de tous les dommages, qui en seront provenus.

IV. Il y aura de plus entre ledit Seigneur Roy, & lesdits Seigneurs Etats Généraux, & leurs Sujets & Habitans réciproquement, une sincère, ferme & perpétuelle amitié & bonne correspondance, tant par Mer que par Terre, en tout & par tout, tant dedans que dehors l'Europe, sans fe ressentir des offertes ou dommages, qu'ils ont reçus tant par le passé qu'à l'occasion desdites Guerres.

V. Et en vertu de cette amitié & correspondance, tant Sa Majesté que les Seigneurs Etats Généraux procureront & avanceront fidèlement le bien & la prospérité l'un de l'autre, par tout support, aide, conseil & assistances réelles en toutes occasions & en tous tems; & ne contraindront à l'avenir à aucuns Traités ou Négotiations, qui pourroient apporter du dommage à l'un ou à l'autre, mais les rompront & en donneront avis réciproquement avec soin & sincérité aussi-tôt qu'ils en auront connaissance.

VI. Ceux par lesquels quelques biens ont été saisis & enlevés à l'occasion de ladite Guerre, leurs Héritiers ou ayant cause, de quelque condition ou Religion qu'ils puissent être, jouiront d'iceux biens, & en prendront la possession de leur autorité privée, & en vertu du présent Traité, sans qu'il leur soit besoin d'avoir recours à la Justice; nonobstant

toutes incorporations au Fisc, engagements, dons en faits, Sentences préparatoires ou définitives données par défaut & contumace en l'absence des Parties, & icelles non ouïes, Traités, Accords & Transfactions, quelques Rénonciations qui aient été mises & dites Transfactions pour exclure de partie desdits biens ceux à qui ils doivent appartenir; & tous & chacuns Biens & Droits, qui conformément au présent Traité seront restitués, ou doivent être restitués réciproquement aux premiers Propriétaires, leurs Hoirs ou ayant cause, pourront être vendus par lesdits Propriétaires, sans qu'il soit besoin d'impeccer pour ce consentement particulier; & ensuite les Propriétaires des rentes qui de la part des Fiscs seront constitués en lieu des biens vendus, comme aussi des rentes & actions, étant à la charge des Fiscs respectivement, pourront disposer de la propriété d'icelles par vente ou autrement, comme de leurs autres propres biens.

VII. En contemplation de cette Paix, Sa Majesté Très-Chrétienne remettra & fera remettre aux Seigneurs Etats Généraux en faveur de la Maison d'Autriche tout ce que Sa Majesté Très-Chrétienne, ou le Prince, ou les Princes ses Alliez, possèdent encore des Pais-bas communément appelés Espagnols, tels que feu le Roy Catholique Charles II. les a possédés, ou dû posséder conformément au Traité de Ryfwick, sans que Sa Majesté Très-Chrétienne, ni le Prince, ou les Princes ses Alliez, s'en réservent aucuns Droits, ou prétentions directement, mais que la Maison d'Autriche entrera en la possession desdits Pais-bas Espagnols pour en jouir désormais & à toujours pleinement & paisiblement selon l'ordre de succession de ladite Maison, aussi-tôt que les Seigneurs Etats en seront convenus avec Elle, de manière dont lesdits Pais-bas Espagnols leur serviront de Barrière & de sécurité.

Bien entendu que du haut Quartier de Gueldre, le Seigneur Roy de Prusse retiendra tout ce qu'il y possède & occupe actuellement, savoir la Ville de Gueldre, la Préfecture, le Bailliage, & le Bas Bailliage de Gueldre, avec tout ce qui y appartient & en dépend, comme aussi spécialement les Villes, Bailliages & Seigneuries de Strahls, Wachtendonck, Middelaar, Walbeek, Aertsen, Afferden & de Weel, de même que Kacy & kleyn Kavelaer, avec toutes leurs appartenances & dépendances. De plus il sera remis à Sa Majesté le Roy de Prusse, l'Ammanie de Kriekenbeck, avec tout ce qui y appartient & le Pais de Kessel, pareillement avec toutes les appartenances & dépendances, & généralement tout ce que contient ladite Ammanie & ledit district, sans en rien excepter, si ce n'est Erklens, avec ses appartenances & dépendances, pour le tout appartenir à Sa Majesté Prussienne, & aux Princes, ou Princesses ses Héritiers ou Successeurs, avec tous les Droits, Prétrogatives, revenus & avantages de quelque nom qu'ils puissent être appelés, en la même qualité & de la même manière, que la Maison d'Autriche, & particulièrement le feu Roy d'Espagne les a possédés, toutefois avec les charges & Hypothèques, & en conséquence les Etats Généraux retireront leurs Troupes des endroits cy-dessus nommez, où il y en pourroit avoir, & déchargeront du serment de fidélité les Officiers tant civils, que des Comptoirs des Péages & autres, au moment de l'évacuation, qui se fera aussi-tôt après la Ratification du présent Traité.

Il a été encore convenu qu'il sera réservé dans le Duché de Luxembourg, ou dans celui de Limbourg, une terre de la valeur de trente mille écus de revenu par an, qui sera érigée en Principauté en faveur de la Princesse des Ursins & de ses Héritiers.

VIII. En conséquence de cela, Sa Majesté Très-Chrétienne remettra & fera remettre aux Seigneurs Etats Généraux, en faveur comme cy-dessus, immédiatement après la Paix & au plutôt en quinze jours après l'échange des Ratifications, le Duché, Ville & Forteresse du Luxembourg avec le Comté de Chiny; le Comté, Ville & Château de Namur, comme aussi les Villes de Charleroy & de Nieuport avec toutes leurs appartenances, dépendances; annexes & enclavemens; & tout ce qui outre cela pourroit encore appartenir auxdits Pais-bas Espagnols, définis comme cy-dessus, en l'état auquel le tout se trouve à présent; avec les Fortifications, sans en rien changer; qui s'y trouvent actuellement, & avec

ANNO 1713.



ANNO  
1713.

tous les Papiers, Lettres, Documents & Archives, qui concernent ledits Pais-bas, ou quelque partie d'eux.

IX. Et comme Sa Majesté Catholique a cédé & transporté en pleine Souveraineté & propriété sans aucune réserve ni retour, à Son Altesse Electorale de Bavière ledits Pais-bas Espagnols, Sa Majesté Très-Christienne promet & s'engage de faire donner un Acte de Sadite Altesse Electorale dans la meilleure forme, par lequel Elle, tant pour Elle-même, que pour les Princes ses Hoirs, & Successeurs nez & à naître, cede & transporte aux Seigneurs Etats Généraux en faveur de la Maison d'Autriche tout le Droit que son Altesse Electorale peut avoir, ou prétendre sur ledits Pais-bas Espagnols, soit en tout, ou en partie, tant en vertu de la cession de Sa Majesté Catholique, qu'en vertu de quelqu'autre Acte, titre, ou prétention que ce puisse être, & par lequel Acte Sadite Altesse Electorale reconnoisse la Maison d'Autriche pour légitimes & Souverains Princes dedit Pais-bas, sans aucune restriction, ou réserve, & décharge & dispense absolument tous & un chacun des Sujets dedit Pais-bas, qui lui ont presté serment de fidélité, ou fait hommage; lequel Acte de cession de son Altesse Electorale sera remis comme l'on en est convenu, à sa Reine de la Grande-Bretagne le même jour que les Ratifications du présent Traité doivent être échangées.

Bien entendu que l'Electeur de Bavière retiendra la Souveraineté & les revenus du Duché & Ville de Luxembourg, de la Ville & Comté de Namur, de la Ville de Charleroy, & de leurs dépendances, appartenances, annexes & enclavemens (sauf le paiement des rentes constituées & hypothéquées sur ledits revenus) jusqu'à ce que son Altesse Electorale ait été retablie dans tous les Etats qu'Elle possédoit dans l'Empire avant la Guerre présente, à l'exception du haut Palatinat, & qu'Elle aura été mise dans le rang de neuvième Electeur, & en possession du Royaume de Sardaigne, du titre de Roy; comme aussi son Altesse Electorale & pendant le tems qu'Elle gardera la Souveraineté des dits Pais, pourra tenir ses Troupes dans les dépendances du Duché de Luxembourg, lesquelles Troupes n'excederont pas le nombre de sept mille Hommes, & qu'aucunes Troupes des Seigneurs Etats Généraux, ou de leurs Alliez, excepté celles que ledits Etats Généraux enverront pour les Garnisons des Places de Luxembourg, Namur, & Charleroy, ne pourront passer, loger, ny séjourner dans les dépendances des Pais, dont son Altesse Electorale doit garder la Souveraineté, comme il est dit cy-dessus; il sera cependant permis aux Etats Généraux de faire voiturier, sans aucun empêchement ni opposition quelconque, toutes sortes de Munitions de bouche & de guerre dans la Ville de Luxembourg, qu'ils trouveront nécessaire. On est aussi convenu que l'Electeur de Bavière conservera la Souveraineté & les revenus de la Ville & Duché de Luxembourg & de leurs dépendances, appartenances, annexes & enclavemens, jusqu'à ce qu'il ait été dédommagé de ses prétentions à l'égard du Traité d'Ilmersheim; & l'on est convenu que ce dédommagement sera réglé par les Arbitres, dont on conviendra & du nombre desquels la Reine de la Grande-Bretagne a consenti d'être. Et ce règlement se fera par ledits Arbitres le plutôt qu'il sera possible. Sa Majesté Très-Christienne fera sortir l'Acte de cession de Son Altesse Electorale son plein & entier vifciet; & pour encore plus de sûreté, Sa Majesté Très-Christienne promet de faire en sorte, que Sa Majesté Catholique approuvera autant que de besoin, ladite cession de Altesse son Electorale dans son Traité, tant avec Sa Majesté Britannique qu'avec les Seigneurs Etats Généraux.

X. Cependant quoique l'Electeur de Bavière demeure en possession de la Souveraineté, & des revenus de la Ville & Duché de Luxembourg, de la Ville & Comté de Namur, de la Ville de Charleroy, & de leurs dépendances, comme il est dit cy-dessus; On est convenu que Sa Majesté Très-Christienne retiendra toutes ses Troupes de la Ville & Duché de Luxembourg, de la Ville & Comté de Namur, de la Ville de Charleroy, & de toutes leurs dépendances, immédiatement après la Paix, & au plutôt en quinze jours après l'échange des Ratifications du présent Traité, qu'Elle fera en sorte que Sadite Altesse Electorale en retirera aussi en même tems toutes les personnes (excepté des dépendances du Duché de Lu-

xembourg) & celles qu'il pourroit y avoir de l'Electeur de Cologne son Frère, sans aucune exception, & que la Ville & Forteresse de Luxembourg, la Ville & Chateau de Namur, & comme aussi la Ville de Charleroy, seront cependant gardés par les Troupes des Seigneurs Etats Généraux, lesquelles y entreront immédiatement après la Paix, & au plutôt en quinze jours après l'échange des Ratifications. On est convenu aussi que les Troupes dedit Seigneurs Etats y seront logées & traitées conformément au règlement fait sur ce sujet après la Paix de Ryfwick avec Sadite Altesse Electorale alors Gouverneur Général dedit Pais-bas, comme aussi que la Ville & Duché de Luxembourg, la Ville & Comté de Namur, & la Ville de Charleroy, & leurs dépendances, contribueront leur quote part d'un million de florins monnoye de Hollande, qui doit être assigné par un auxdits Seigneurs Etats Généraux sur les meilleurs, & les plus clairs revenus dedit Pais-bas Espagnols pour l'entretien de leurs Troupes, & des Fortifications des Villes & Places de leurs Barrières; les Etats Généraux de leur côté s'engagent & promettent que leurs Troupes ne troubleront en aucune manière l'Electeur de Bavière dans la possession de la Souveraineté, & des revenus dedit Villes & Pais pour tout le tems qu'il en doit jouir.

XI. Sa Majesté Très-Christienne cede aux Seigneurs Etats Généraux, tant pour Elle même que pour les Princes ses Hoirs & Successeurs, nez & à naître, & ce en faveur de la Maison d'Autriche, tout le Droit qu'Elle a eu, ou pourroit avoir sur la Ville de Menin avec toutes ses Fortifications, & avec sa Verge, sur la Ville & Citadelle de Tournay avec tout le Tournaisis, sans se rien réserver de son Droit là-dessus, ni sur aucune de ses dépendances, appartenances, annexes ou enclavemens; mais cede absolument ces Villes & Places avec tous leurs territoires, dépendances, appartenances, annexes & enclavemens, & avec tous les mêmes Droits en tout que Sa Majesté Très-Christienne les a possédés avant cette Guerre, excepté que St. Amaut avec ses dépendances, & Mortagne sans dépendances, reviendront & demeureront à Sa Majesté Très-Christienne; à condition néanmoins qu'il ne sera pas permis de faire à Mortagne aucunes Fortifications, ni Ecluses de quelque nature qu'elles puissent être; On est aussi convenu que le Prince d'Epinois rentrera en possession de la Terre d'Antoing en vertu du présent Traité, à condition que la Maison de Ligue pourra poursuivre ses Droits ou prétentions sur ladite Terre devant les Juges compétens. Les Seigneurs Etats Généraux promettent qu'ils rendront les Villes, Places, Territoires, dépendances, appartenances, annexes & enclavemens, que Sa Majesté Très-Christienne leur cede par cet Article, à la Maison d'Autriche, aussi-tôt que les Seigneurs Etats en seront convenu avec ladite Maison, laquelle en jouira alors irrévocablement & à toujours.

XII. Sa Majesté Très-Christienne tant pour Elle même que pour les Princes ses Héritiers & Successeurs nez, & à naître, cede aussi en faveur de la Maison d'Autriche tout le Droit qu'elle a sur Furnes, Furner Ambagt, y compris les huit Paroisses & le Port de Knoque, les Villes de Loo & Dixmuyden avec leurs dépendances, Ypres avec la Chastellenie, (Rouffelaer y compris) & avec les autres dépendances, qui seront désormais Poperingue, Warvignon, Commines, Warwich, ces trois dernières Places pour autant qu'elles sont situées du côté de la Lys vers Ypres, & ce qui dépend des Lieux cy-dessus exprimés, sans que Sa Majesté Très-Christienne se réserve aucun Droit sur ledites Villes, Places, Forts, & Pais, ni sur aucune de leurs appartenances, dépendances, annexes ou enclavemens.

Aussi fera Sa Majesté Très-Christienne, immédiatement après la Paix, & au plutôt en quinze jours après l'échange des Ratifications, évacuer & remettre aux Seigneurs Etats Généraux toutes ledites Villes, Places, Forts, & Pais avec toutes leurs appartenances, dépendances, annexes & enclavemens, sans en rien excepter, le tout de la même manière que Sa Majesté Très-Christienne les possède maintenant avec les Fortifications, comme elles sont, sans y rien changer, & avec tous les Papiers, Lettres, Archives, & Documents, qui concernent ledites Villes, Places, Forts, leurs dépendances, appartenances, & enclavemens, afin que ledits Seigneurs

ANNO  
1713.

ANNO 1713. gneurs Etats puissent rendre toutes ces Villes, Places, Forts & Pais, avec toutes leurs appartenances, annexes, & enclavemens, à la Maison d'Autriche aussi-tôt qu'ils en seront convenu avec Elle, laquelle en jouira irrévocablement, & à toujours.

XIII. La Navigation de la Lis, depuis l'embouchure de la Deule en remontant, sera libre, & il ne s'y établira aucun péage, ni imposition.

XIV. On est aussi convenu qu'aucune Province, Ville, Fort ou Place desdits Pais-bas Espagnols, ny de ceux qui sont cédés par Sa Majesté Très-Chrétienne, soient jamais cédés, transportés, ni donnés, ni puissent échoir à la Couronne de France, ni à aucun Prince, ou Princesse de la Maison ou Ligne de France, soit en vertu de quelque don, vente, échange, convention Matrimoniale, succession par Testament, ou ab intestat, ou sous quelque autre titre que ce puisse être, ni être mis, de quelque manière que ce soit, au pouvoir, ni sous l'autorité du Roy Très-Chrétien, ni de quelque Prince ou Princesse de la Maison ou Ligne de France.

XV. Ledits Seigneurs Etats Généraux remettront à Sa Majesté Très-Chrétienne la Ville & Citadelle de Lille avec toute sa Châtellenie sans aucune exception, Orchies, le Pais de Laleu & le Bourg de la Gourgue, les Villes & Places d'Aire, Bethune & St. Venant avec le Fort François, leurs Bailliages, Gouvernances, appartenances, dépendances, enclavemens, & annexes, le tout ainsi qu'il a été possédé par le Roy Très-Chrétien avant la présente guerre; lesquels Villes, Places & Forts, seront évacués immédiatement après la Paix, & au plus-tard en quinze jours après l'échange des Ratifications du présent Traité, avec toutes les Fortifications, dans l'état où elles se trouvent à présent, sans en rien changer, & avec tous les Papiers, Lettres, Documents, Archives, & particulièrement avec ceux de la Chambre des Comptes de Lille, & s'il y en avoit en quelques-uns de détournés, on les rapportera de bonne foy; bien entendu que ledits Seigneurs Etats Généraux ne seront point tenus à aucun dédommagement pour ce dont le Roy Très-Chrétien pourroit déjà être en possession desdits Pais, ni à faire réparer ce qui se trouvera avoir été détruit par la guerre. On est aussi convenu que le Prince d'Epinoi rentrera en possession des Terres de Cisoing & de Roubaï, & autres biens situés dans ledits Pais de Lille en vertu du présent Traité, à condition que la Maison de Ligne pourra poursuivre les Droits ou prétentions sur ledites Terres & Biens devant des Juges compétens.

XVI. Quant à la restitution des Canons, Artillerie, Boulets, Armes & Munitions de guerre de part & d'autre, on est convenu que la Ville & Forteresse de Luxembourg, la Ville & Château de Namur, la Ville de Charleroy & celle de Nicourt, & généralement toutes Places, Forts, & Places possédées par Sa Majesté Très-Chrétienne, ou ses Alliez, les Electeurs de Cologne & de Bavière, seront remis avec les Canons, Artillerie, Boulets, Armes & Munitions de guerre qui y étoient au tems du décès du feu Roy Catholique Charles II, suivant les Inventaires qui en seront fournis; que la Ville & Citadelle de Lille, la Ville d'Aire, avec le Fort François, Bethune & St. Venant, seront rendues avec les Canons, Artillerie, Boulets, Armes, & Munitions de guerre, qui y ont été au tems de la prise, suivant les Inventaires qui en seront délivrés de part & d'autre; bien entendu, qu'à l'égard des pièces d'Artillerie, qui ayant été endommagées pendant les sièges, ont été transportées ailleurs pour les refondre, les Seigneurs Etats Généraux les feront remplacer par un pareil nombre de même calibre. Que la Ville d'Ypres sera remise avec cinquante pièces de Canon de fonte de toutes sortes de calibre & avec la moitié des Munitions de guerre qui s'y trouvent présentement, & finalement que la Ville de Furnes sera remise avec les Canons, Artillerie, Boulets, Armes & Munitions de guerre, qui s'y sont trouvés au commencement de l'année courante, suivant les Inventaires qui en seront délivrés de la part de Sa Majesté Très-Chrétienne.

XVII. Les Troupes de part & d'autre se retireront aussi-tôt après l'échange des Ratifications du présent Traité, sur les Terres & Pais de leurs propres Souverains, & dans les Places & Lieux qui leur doivent réciproquement demeurer & appartenir suivant le présent Traité, sans pouvoir rester, sous quelque

prétexte que ce soit, dans le Pais de l'autre Souverain, ni dans les Lieux qui lui doivent pareillement cy-après demeurer ou appartenir, & il y aura aussitôt après la signature de ce même Traité cessation d'armes & d'hostilité, non pas seulement en tous endroits de la domination de Sa Majesté Très-Chrétienne & des Seigneurs Etats tant par Mer, & autres Eaux, que par Terre, comme il est dit cy-dessus, mais aussi de part & d'autre dans les Pais-bas entre les Pais, Sujets & Troupes de quelque Puissance que ce soit.

XVIII. Il a été aussi accordé que la perception des Aides, Subsidés, & autres Droits, dont le Roy Très-Chrétien & les Seigneurs Etats sont en possession, sur tous les Pais qui viennent d'être cédés de part & d'autre, sera continuée jusqu'au jour de l'échange des Ratifications, & que ce qui en restera dû, lors du dit échange des Ratifications, sera payé de bonne foy à celui, ou ceux, qui y auront droit, comme aussi que dans le même tems les Propriétaires des Bois confisqués dans les dépendances des Places, qui doivent être remis de part & d'autre, rentreront en la possession de leurs biens, & de tous les Bois qui se trouveront sur le lieu: Bien entendu que du jour de la signature du présent Traité, toutes les coupes de Bois cesseront de part & d'autre.

XIX. Il y aura de part & d'autre un oubly & une amnistie perpétuelle de tous les torts, injures & offenses, qui auront été commis de fait & de parole, ou en quelque manière que ce soit, pendant le cours de la présente Guerre, par les Sujets des Pais-bas Espagnols, & des Places & Pais cédés, ou restitués par Sa Majesté Très-Chrétienne, ou par les Seigneurs Etats Généraux, sans qu'ils puissent être exposés à quelque recherche que ce soit, & l'on est convenu que tout le contenu en l'Article second du présent Traité est rappelé pour être aussi exécuté entre les Sujets de Sa Majesté Très-Chrétienne & ceux desdits Pais-bas Espagnols, & Pais cédés, ou restitués, de la manière qu'il le sera entre ledits Sujets de Sa Majesté Très-Chrétienne & ceux des Seigneurs Etats Généraux.

XX. Par le moyen de cette Paix les Sujets de Sa Majesté Très-Chrétienne & ceux desdits Pais-bas Espagnols & des Places cédées par Sa Majesté Très-Chrétienne, pourront, en gardant les Loix, usages & coutumes des Pais, aller, venir, demeurer, trafiquer, retourner, traiter, négocier ensemble, comme bons Marchands, même vendre; changer, aliéner, & autrement disposer des biens, effets, meubles & immeubles, qu'ils ont, ou auront, fitez respectivement de part & d'autre, & chacun les y pourra acheter, sujet ou non sujet; sans que pour cette vente, ou achat, ils aient besoin de part ni d'autre de permission autre que le présent Traité, il sera aussi permis aux Sujets des Places & Pais cédés ou restitués par le Roy Très-Chrétien; & par les Seigneurs Etats Généraux, comme aussi à tous les Sujets desdits Pais-bas Espagnols de sortir desdites Places & Pais-bas Espagnols, pour aller demeurer ou bon leur semblera dans l'espace d'un an, avec la faculté de vendre à qui il leur plaira, ou de disposer autrement de leurs effets, biens meubles & immeubles, avant & après leur sortie, sans qu'ils puissent en être empêchés directement ou indirectement.

XXI. Les mêmes Sujets de part & d'autre, Ecclesiastiques & Seculiers, Corps, Communautés, Universités & Colleges, seront rétablis, tant en la jouissance des Honneurs, Dignitez & Bénéfices, dont ils étoient pourvus avant la Guerre, qu'en celle de tous & chacun leurs Droits, Biens meubles, & immeubles, rentes saisies, ou occupées à l'occasion de la présente Guerre, ensemble leurs Droits, actions & successions, à eux survenues, même depuis la Guerre commencée, sans toutefois pouvoir rien demander des fruits & revenus perçus & échus pendant le cours de la présente Guerre jusqu'au jour de la publication du présent Traité, lesquels rétablissements se feront réciproquement; nonobstant, toutes Donations, Concessions, Déclarations, Confiscations, Sentences données par contumace, les Parties non ouïes, qui seront nulles & de nul effet; avec une liberté entière auxdites Parties de revenir dans les Pais d'où elles se sont retirées, pour & à cause de la Guerre, pour jouir de leurs biens & rentes, en Personne, ou par Procureur, conformément aux Loix & Coutumes des Pais & Etats. Dans lesquels ré-

Aaa

tabli.



ANNO 370  
1713.

## CORPS DIPLOMATIQUE

tablissements sont aussi compris ceux, qui dans la dernière guerre, ou à son occasion, auront suivy le party contraire; néanmoins les Arrêts, & Jugemens rendus dans les Parlements, Contells & autres Cours superieures ou inferieures, & auxquels il n'aura pas été expressement dérogé par le présent Traité, auront lieu & sortiront leur plein & entier effet, & ceux qui en vertu desdits Arrêts & Jugemens se trouveront en possession de Terres, Seigneuries & autres Biens, y seront maintenus, sans préjudice toutefois aux Parties, qui se croiront lésées par lesdits Jugemens & Arrêts, de se pourvoir par les voyes ordinaires & devant les Juges competens.

XXII. A l'égard des rentes affectées sur la Généralité de quelques Provinces des Pais-bas, dont une partie se trouva possédée par Sa Majesté Très-Christienne, & l'autre par lesdits Seigneurs Etats Généraux, ou par la Maison d'Autriche, à laquelle les Pais-bas Espagnols doivent appartenir; il a été convenu & accordé que chacun payera sa quote part, & seront nommez des Commissaires pour régler la portion qui se payera de part & d'autre.

XXIII. Dans lesdits Pais, Villes & Places cede par le présent Traité, les Bénéfices accordez & légitimement conferez à des Personnes capables, pendant le cours de la présente Guerre, seront laissés à ceux qui les possèdent à présent, & généralement toutes choses, qui concernent la Religion Catholique Romaine & son exercice, y seront laissées & conservées de la part desdits Seigneurs Etats Généraux, & de la Maison d'Autriche, à laquelle les Pais-bas doivent appartenir, dans l'estat où elles sont, ou qu'elles étoient avant la présente Guerre, cession, ou évacuation, tant à l'égard des Magistrats, qui ne pourront être que Catholiques Romains, comme par le passé, qu'à l'égard des Evêques, Chapitres, Monastères, l'Ordre de Malte (pour les biens de cet Ordre situés dans les Pais-bas Espagnols, & dans les Pais-bas Espagnols, & dans les Pais cedez & restitués de part & d'autre par le présent Traité) & autres, & généralement à l'égard de tout le Clergé, qui seront tous maintenus & restitués dans toutes leurs Eglises, Libertez, Franchises, Immunités, Droits, Prerogatives & honneurs, ainsi qu'ils l'ont été sous les Souverains Catholiques Romains, & que tous & un chacun dudit Clergé pourvus de quelques biens Ecclesiastiques, Commanderies, Canoniques, Personnes, Prévostez, & autres Bénéfices quelconques, y demeurent, sans en pouvoir être dépouillés, & jouiront des biens & revenus en provenans, & les pourront administrer & percevoir, comme auparavant; comme aussi les Pensionnaires jouiront, comme par le passé, de leurs pensions assignées sur les Bénéfices, soit qu'elles soient créées en Cœur de Rome, ou par les Brevets de leurs Majestés Très-Christienne & Catholique avant le commencement de la présente Guerre, sans qu'ils en puissent être frustrés pour quelque cause ou prétexte que ce soit.

XXIV. Quant à l'exercice de la Religion Protestante par les Troupes que les Etats Généraux auront dans les Places desdits Pais-bas Espagnols, & dans celles cédées par le Roi Très-Christien, il s'y fera conformément au Règlement fait avec l'Electeur de Baviere, Gouverneur des Pais-bas Espagnols, sous le règne du Roi Charles II.

XXV. On est de plus convenu que les Communautés & Habitans de toutes les Places, Villes & Pais, que Sa Majesté Très-Christienne cede par le présent Traité, seront conservés & maintenus dans la libre jouissance de tous leurs Privilèges, Prerogatives, Coûtumes, Exemptions, Droits, Octrois communs & particuliers, Charges & Offices héréditaires avec les mêmes honneurs, rangs, gages, émolumens & exemptions, ainsi qu'ils en ont joui sous la Domination de Sadite Majesté Très-Christienne, & tout ce qui est porté dans le présent Article aura aussi lieu pour les Villes & Places restituées à Sa Majesté Très-Christienne par les Seigneurs Etats Généraux, pourvu qu'il ne s'y soit point fait d'innovations dans le Gouvernement civil.

XXVI. On est convenu que les Garnisons, qui se trouvent ou se trouveront cy-après de la part des Seigneurs Etats dans la Ville, Château & Forts

de Huy, comme aussi dans la Citadelle de Liège, y resteront aux dépens desdits Seigneurs Etats, & que Sa Majesté fera en sorte que l'Electeur de Cologne en qualité d'Evêque & Prince de Liège y consente; Et Sadite Majesté fera aussi en sorte que toutes les Fortifications de la Ville de Bonn soient traitées trois mois après le rétablissement dudit Electeur.

XXVII. Tous Prisonniers de guerre seront délivrez de part & d'autre sans distinction ou reserve, & sans payer aucune rançon, mais les dettes qu'ils ont contractées ou faites de part & d'autre seront payées, celles des François de par Sa Majesté Très-Christienne & celles de ceux de l'Etat de par les Seigneurs Etats, respectivement, dans le terme de trois mois après l'échange desdites Ratifications, à quelle fin seront nommez, immédiatement après cet échange, des Commissaires de part & d'autre, qui feront la Liste de ces dettes, les liquideront & feront donner caution valable pour l'assurance du paiement qui sera dû, & qu'il se fera dans ledit terme.

XXVIII. La levée des Contributions demandées & accordées de part & d'autre sera continuée pour tout ce qui restera dû, jusques au jour de l'échange des Ratifications du présent Traité, & les arrérages, qui resteront dûs lors de l'échange des Ratifications seront payés dans l'espace de trois mois après le terme susdit; Et aucune execution ne se pourra faire pour raison de ce, pendant ledit tems, contre les Chastellenies, Bailliages, Communautés & autres redevables, pourvu qu'elles aient donné bonne & valable caution restant dans une Ville de la domination de Sa Majesté Très-Christienne, ou des Seigneurs Etats, à qui lesdites contributions seront dûes. La même stipulation aura lieu à l'égard des contributions demandées de la part de Sa Majesté Très-Christienne & accordées par les Pais-bas Espagnols.

XXIX. Pour affermir d'autant plus & faire subsister ce Traité, on est de plus convenu entre Sa Majesté & les Seigneurs Etats Généraux, qu'étant satisfait à ce Traité, il se fera, comme se fait par celuy-cy, une Renonciation tant générale que particulière sur toutes sortes de prétentions tant du tems passé, que du présent, quelles qu'elles puissent être, que l'un parti pourroit interter contre l'autre, pour ôter à l'avenir toutes les occasions que l'on pourroit susciter, & faire parvenir à de nouvelles discussions.

XXX. Les voyes de la Justice ordinaire seront ouvertes, & le cours en sera libre réciproquement, & les Sujets de part & d'autre pourront faire valoir leurs Droits, actions & prétentions suivant les Loix & les Statuts de chaque Pais, & y obtenir les uns contre les autres sans distinction toute la satisfaction, qui leur pourra légitimement appartenir; & s'il y a eu des Lettres de représailles accordées de part ou d'autre, soit avant ou après la déclaration de la dernière Guerre, elles demeureront révoquées & annulées, sans aux Parties, en faveur desquelles elles auront été accordées, à se pourvoir par les voyes ordinaires de la Justice.

XXXI. Puisque l'on convient qu'il est absolument nécessaire d'empêcher que les Couronnes de France & d'Espagne ne puissent jamais être unies sur la teste d'un même Roy, & de pourvoir par ce moyen à la sécurité & à la liberté de l'Europe; & que sur les instances très-fortes de la Reine de la Grande-Bretagne, & du consentement, tant du Roy Très-Christien, que du Roy Catholique, ont été trouvés les moyens d'empêcher cette union pour toujours par des renonciations faites dans les termes les plus forts & passés à Madrid dans le mois de Novembre dernier, de la manière la plus solennelle & par la déclaration des Cortes d'Espagne là-dessus.

Et puisque par lesdites renonciations & déclarations, qui doivent toujours avoir la force de loy pragmatique, fondamentale & inviolable, il y a été arrêté & pourvu, que ni le Roy Catholique luy-même, ni aucun de ses Descendans, puisse à l'avenir prétendre à la Couronne, moins encore monter sur le Trône de France.

Et d'autant que par des Renonciations réciproques de la part de la France & par des Constitutions sur la succession héréditaire à la Couronne de France qui tendent au même but, les deux Couronnes de France & d'Espagne sont tellement séparées & distinguées l'une d'avec l'autre, que (lesdites Renonciations, Trans-

ANNO 1713.

ANNO 1713. Transfactions, & tout ce qui y a rapport demeurant dans leur vigueur & étant observés de bonne foy) lesdites deux Couronnes ne pourront jamais être unies; C'est pourquoy le Roy Très-Chrétien & lesdits Seigneurs Etats se promettent & s'engagent mutuellement & de la manière la plus forte, qu'il ne sera jamais rien fait ni par Sa Majesté Très-Chrétienne, ses Héritiers & Successeurs, ni par lesdits Seigneurs Etats, ni permis, ou souffert que d'autres fassent, que lesdites Renonciations, Transfactions & tout ce qui y a rapport, ne sortent leur plein & entier effet; mais au contraire Sa Majesté Très-Chrétienne & les Seigneurs Etats prendront toujours soin, & joindront leurs conseils & leurs forces, afin que lesdits fondemens du salut public demeurent toujours inébranlables & soient observés, inviolablement.

XXXII. Le Roy Très-Chrétien consent aussi & promet qu'il ne prétendra, ni n'acceptera aucun autre avantage, ni pour luy même, ni pour ses Sujets, dans le Commerce & la Navigation, soit en Espagne, ou dans les Indes Espagnoles, que celui dont on a jout pendant le regne du feu Roy Charles II., ou qui seroit pareillement accordé à toute autre Nation trafiquante.

Et qu'aussi long-tems que les Roys d'Espagne n'accorderont pas d'autres avantages à toutes les Nations trafiquantes, le Commerce & la Navigation en Espagne, & dans les Indes Espagnoles, se feront précisément & en tout de la même manière qu'ils le faisoient sous le regne & jusques à la mort dudit Roy Catholique Charles II.

Sa Majesté Très-Chrétienne & lesdits Seigneurs Etats se promettent réciproquement que leurs Sujets seront assujettis, comme toutes les autres Nations, aux anciennes Loix & Réglemens faits par les Roys Prédécesseurs de Sa Majesté Catholique au sujet dudit Commerce & de ladite Navigation.

XXXIII. Les Seigneurs Etats Généraux considérant que pour leur seureté il est nécessaire que rien ne puisse troubler la tranquillité de l'Empire, le Roy Très-Chrétien consentira que dans le Traité à faire avec l'Empire, tout ce qui regarde dans ledit Empire l'état de Religion soit conforme à la teneur des Traitez de Westphalie, en sorte qu'il paroisse manifestement que l'intention de Sa Majesté Très-Chrétienne n'est point & n'a point été qu'il y ait rien de changé aux Traitez tant à l'Ecclesiastique qu'au temporel.

XXXIV. Sa Majesté Très-Chrétienne consent aussi que dans le même Traité avec l'Empire, la Forteresse de Rhinfels & la Ville de St. Goar, avec tout ce qui en dépend, demeurent au Landgrave de Hesse-Cassel, & à ses Successeurs, moyennant un équivalent raisonnable à payer aux Princes de Hesse-Rhinfels; à condition que la Religion Catholique Romaine, de la manière qu'elle s'y trouve établie, y soit exercée sans aucune alteration.

XXXV. Si par inadvertance ou autrement il survenoit quelque inobservation ou inconvenient au présent Traité de la part de Sadite Majesté ou desdits Seigneurs Etats Généraux & leurs Successeurs, cette Paix & Alliance ne laissera pas de subsister en toute sa force, sans que pour cela on en vienne à la rupture de l'amitié & de la bonne correspondance; mais on reparera promptement lesdites contraventions, & si elles procedent de la faute de quelques Particuliers Sujets, ils en seront seuls punis & châtiés.

XXXVI. Et pour mieux assurer à l'avenir le Commerce & l'amitié entre les Sujets dudit Seigneur Roy & ceux desdits Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-bas, il a été accordé & convenu qu'arrivant cy-après quelque interruption d'amitié ou rupture entre la Couronne de France & lesdits Seigneurs Etats desdites Provinces-Unies (ce qu'à Dieu ne plaise), il sera toujours donné neuf mois de tems après ladite rupture aux Sujets de part & d'autre pour se retirer avec leurs effets & les transporter ou bon leur semblera, ce qu'il leur sera permis de faire, comme aussi de vendre ou transporter leurs biens & meubles en toute liberté, sans qu'on leur puisse donner aucun empêchement, ni proceder pendant ledit tems de neuf mois à aucune saisie de leurs effets, moins encore à l'arrest de leurs Personnes.

XXXVII. En ce présent Traité de Paix & d'Alliance seront compris de la part dudit Seigneur

ROY Très-Chrétien tous ceux qui seront nommez avant l'échange des Ratifications & dans l'espace de six mois après qu'elles auront été échangées.

Et de la part des Seigneurs Etats Généraux la Reyne de la Grande-Bretagne & tous leurs autres Alliez, qui dans le tems de six semaines, à compter depuis l'échange des Ratifications, déclareront accepter la Paix, comme aussi les treize loiables Cantons des Lignes Suisses & leurs Alliez & Conféderez; & particulièrement en la meilleure forme & manière, que faire se peut, les Républiques & Cantons Evangéliques, Zurich, Berne, Glaris, Basle, Schaffhouse, & Appenzel, avec tous leurs Alliez & Conféderez, nommément la République de Geneve, la Ville & Comté de Neuchâtel, les Villes de St. Gal, Milhausen, & Bienne; item les Lignes Grises & dépendances; les Villes de Brement & d'Embsen; & de plus tous Roys, Princes & Etats, Villes, Personnes particulieres à qui les Seigneurs Etats Généraux, sur la réquisition, qui leur en sera faite, accorderont d'y être compris.

XXXVIII. Et pour plus grande seureté de ce Traité de Paix, & de tous les Points & Articles y contenus, sera ledit présent Traité publié, vérifié & enregistré en la Cour du Parlement de Paris, & de tous autres Parlemens du Royaume de France & Chambre des Comptes dudit Paris; comme aussi semblablement ledit Traité sera publié, vérifié & enregistré par les Seigneurs Etats Généraux dans les Cours & autres Places là où l'on a accoutumé de faire les publications, verifications & enregistrements.

XXXIX. Le présent Traité sera ratifié & approuvé par le Seigneur Roy & les Seigneurs Etats Généraux, & les Lettres de Ratification seront délivrées dans le terme de trois semaines, ou plutôt si faire se peut, à compter du jour de la signature.

En foy de quoy nous Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de Sadite Majesté, & des Seigneurs Etats Généraux, en vertu de nos Pouvoirs respectifs, avons édités noms signés ces présentes de nos Seings ordinaires & à sceilles fait apposer les Cachets de nos Armes, à Utrecht le onzième Avril 1713.

signé,

HUXELLES. (L. S.) J. V. RANDWYCK.  
(L. S.)

MESNAGER. (L. S.) WILLEM BUYS.  
(L. S.)

(L. S.) B. V. DUSSEN.

(L. S.) C. V. GHEEL VAN  
SPANBROECK.

(L. S.) F. A. BARON DE REE-  
DE DE RENSWOUDE.

(L. S.) S. V. GOSLINGA.

(L. S.) GRAEF VAN KNIP-  
HUYSEN.

*Donné la teneur du Pouvoir des Ambassadeurs  
& Plénipotentiaires du Roy Très-Chrétien.*

LOUIS, par la Grace de Dieu, Roy de France, & de Navarre. A tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Comme Nous n'avons rien oublié pour contribuer de tout nôtre pouvoir au Rétablissement d'une Paix sincère, & solide, & qu'il y a lieu d'espérer que les Conférences, qui se tiennent à Utrecht, pour parvenir à un bien aussi désirable, auront, bien-tôt un heureux succès, voulant encore apporter tous nos soins pour en avancer l'effet, & pour faire cesser au plutôt la dissolution de tant de Provinces, & arrêter l'effusion du sang Chrétien: Nous constant intérieurement en la capacité, expérience, zèle, & fidélité

ANNO 1713.



ANNO  
1713.

pour notre Service, de notre très-cher & bien-aimé Cousin, le Marquis d'Huxelles, Maréchal de France, Chevalier de nos Ordres, & notre Lieutenant Général au Gouvernement de Bourgogne, & de notre cher & bien-aimé le Sieur Meïnager, Chevalier de notre Ordre de St. Michel. Pour ces Causes & les autres bonnes considérations à ce nous mouvantes, Nous avons commis, ordonné, & député, & par ces présentes, signées de notre Main, commettons, ordonnons, & députons lesdits Sieurs Marechal d'Huxelles, & Meïnager, & leur avons donné & donnons Plein-pouvoir, Commission, & Mandement spécial, en qualité de Nos Ambassadeurs Extraordinaires & nos Plénipotentiaires, de conférer, négocier, & traiter, avec les Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de nos très-chers, & grands amis les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-bas, revêtus de Pouvoirs en bonne forme, arrêter, conclure, & signer tels Traitez de Paix, Articles & Conventions, que nous nous proposons, & à l'utilité réciproque de nos Sujets; en sorte que nosdits Ambassadeurs Extraordinaires, & Plénipotentiaires agissent en tout ce qui regardera la Négotiation avec lesdits Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-bas avec la même autorité que Nous ferions & pourrions faire, si Nous étions présents en Personne, encore qu'il y eût quelque chose qui requit un Mandement plus spécial, non contenu en cesdites présentes. Promettant en foy, & parole de Roi, d'avoir agréable, & tenir ferme, & stable à toujours, accomplir & exécuter ponctuellement tout ce que lesdits Sieurs Marechal d'Huxelles & Meïnager, ou l'un d'entre eux, dans lesdits cas d'absence, ou de Maladie, auront stipulé, promis, & signé, en vertu du présent Pouvoir, sans jamais y contrevenir, ni permettre qu'il y soit contrevenu, pour quelque cause, ou sous quelque prétexte que ce puisse être; Comme aussi d'en faire expédier nos Lettres de Ratification en bonne forme, & de les faire délivrer pour être échangées dans le tems dont il sera convenu par les Traités à faire. Car tel est notre plaisir. En témoin de quoy Nous avons fait mettre notre Sceau à ces Présentes. Donné à Versailles le quatrième jour de Mars, l'An de Grace, mil sept cent treize, & de notre Règne le soixante dixième.

Signé,

LOUIS.

*Et sur le Reply,*

Par le Roy,

COLBERT.

Scellé du grand Sceau de Cire jaune.

*S'ensuis la teneur des Pouvoirs des Ambassadeurs & Plénipotentiaires des Seigneurs Etats Généraux.*

**L**es Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-bas, à tous ceux qui ces présentes, verront, salut. Comme nous ne souhaitons rien plus ardemment que de voir finir par une bonne Paix la Guerre, dont la Chrétienté est à présent affligée, & que la Ville d'Utrecht a été agréée pour le lieu des Conférences; Nous par ce même désir d'arrêter, autant qu'il sera en nous, la désolation de tant de Provinces, & l'effusion de tant de sang Chrétien, ayons bien voulu y contribuer tout ce qui dépend de nous, & pour cet effet députer à ladite Assemblée quelques Personnes du Corps de la nôtre, qui ont donné plusieurs preuves de la connoissance & expérience qu'ils ont des affaires publiques, aussi-bien que de l'affection qu'ils ont pour le bien de notre Etat. Et comme les Sieurs Jacques de Randwyck, Seigneur de Rossem, &c. Burggrave de l'Empire & Juge de la Ville de Nimegue, Guillaume Buys, Conseiller Pensionnaire de la Ville d'Amsterdam; Bruno vander Duffen, ancien Bourguemestre, Sénateur & Conseiller Pensionnaire de la Ville de Gouda, Affesseur au Conseil des Heemrades de Schieland, Dyckgraef de Crimpenerwaerd; Cornille van Gheel, Seigneur de Span-

broek, Bulkestein, &c. Grand Baillif du Franc & de la Ville de l'Ecluse, Surintendant des Fiefs relevant du Bourg de Bruges dans notre ressort; Frederic Adrien Baron de Rhee, Seigneur de Renswoude, d'Emminkhuyzen & Moerkerken, &c. Président de la Noblesse de la Province d'Utrecht; Sicco de Goslinga Grietman de Franekeradeel, Curateur de l'Université de Franeker; & Charles Ferdinand, Comte de Inghuyzen & de Kniphuyzen, Seigneur de Wredevold, &c. Député en notre Assemblée de la part des Etats de Gueldres, de Hollande & Westfrise, de Zelande, d'Utrecht, de Frise, & de la Ville de Groningue & Ommelandes, se sont signalés en plusieurs Emplois importants pour notre service, où ils ont donné des marques de leur fidélité, application & adresse au maniement des affaires; pour ces causes, & autres considérations à ce nous mouvantes, nous avons commis, ordonné & député lesdits Sieurs de Randwyck, Buys, vander Duffen, de Spanbroek, de Renswoude, de Goslinga & le Comte d'Inghuyzen & de Kniphuyzen, commettons, ordonnons & députons par ces présentes, & leur avons donné & donnons Pleinpouvoir, Commission & Mandement spécial, d'aller à Utrecht, en qualité de nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires pour la Paix & d'y conférer avec les Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de Sa Majesté Très-Chrétienne, munis de Pouvoirs justifiants, & y traiter des moyens de terminer & pacifier les différends qui causent aujourd'hui la Guerre, & pourront nosdits Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires tous ensemble, ou quelques-uns ou quelqu'un d'entre eux, en cas de l'absence des autres par maladie ou autre empêchement, en convenir, & sur iceux conclure & signer une bonne & saine Paix, & généralement faire, négocier, promettre & accorder, tout ce qu'ils estimeront nécessaire pour ledit effet de la Paix, & de faire généralement tout ce que nous pourrions faire si nous étions présents, quand même pour cela il seroit besoin de Pouvoir & Mandement plus spécial, non contenu dans ces dites présentes; promettant sincèrement & de bonne foy, d'avoir pour agréable, ferme & stable, tout ce que par lesdits Sieurs nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires, ou bien par quelques-uns ou quelqu'un d'entre eux en cas de maladie, d'absence ou d'autre empêchement des autres, aura été stipulé, promis & accordé, & d'en faire expédier nos Lettres de Ratification, dans le tems qu'ils auront promis en notre nom de les fournir. Donné à la Haye en notre Assemblée, sous notre grand Sceau, le paraphe du Président de notre Assemblée, & le Seing de notre Greffier, le septième d'Avril mille sept cent treize.

*Etoit paraphé,*

HENDRIK VAN HOORN. Vt.

Par Ordonnance des susdits Seigneurs Etats Généraux.

*Etoit signé,*

F. FAGEL.

Et scellé du grand Sceau de cire rouge.

*Article Separé, concernant la Paix à faire entre le Roi PHILIPPE & les Seigneurs Etats Généraux. A Utrecht le 11. d'Avril 1713. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. III. pag. 49. Copie imprimée à Paris chez François Fournier, avec Privilege du Roi, in 4. Ann. 1713. à la fin du Traité de Commerce.]*

**L**es Traités de Paix & de Commerce étant conclus ce jourd'hui onzième Avril mil sept cent treize, entre Sa Majesté Très-Chrétienne & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, & Sa Majesté voulant contribuer de plus au rétablissement de la Paix générale, particulièrement aussi de celle entre le Roy d'Espagne & les Seigneurs Etats Généraux, promet & s'engage, pour & au nom de Sa Ma-

ANNO  
1713.

ANNO 1713. Majesté Catholique, que la Paix se fera aussi entre Elle & les Seigneurs Etats Généraux, & que par le Traité de cette Paix tous les avantages & utilités de Commerce & de Navigation & autres, portez par le Traité de Munster, leur seront accordez, & que l'extension s'en fera en forme de Traité aussi-tôt que les Ambassadeurs Plénipotentiaires du Roy d'Espagne seront arrivés dans cette Ville d'Utrecht.

Cet Article séparé aura la même force que ledit Traité de Paix & comme s'il y étoit inséré de mot à mot, & sera ratifié dans le même tems que ce Traité.

En foy dequoy nous Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires du Roy Très-Chrétien, & des Seigneurs Etats Généraux avons signé le présent Article, & y avons fait apposer les Cachets de nos Armes, à Utrecht l'onzième Avril 1713.

Signé,

HUXELLES, (L. S.) J. V. RANDWYCK.  
(L. S.)

MESNAGER. (L. S.) WILLEM BUYS.  
(L. S.)

(L. S.) B. V. DUSSEN.

(L. S.) C. VAN GHEEL VAN  
SPANBROECK.

(L. S.) F. A. BARON DE RHEEDE  
DE RENSWOUDE.

(L. S.) S. VAN GOSLINGA.

(L. S.) GRAEF VAN KNIPHUYSEN.

Article Separé, portant que la Maison d'Autriche observera les Conditions stipulées dans le Traité, par rapport aux Pais-bas. A Utrecht le 11. d'Avril 1713. [Actes & Mémoires de la Paix d'Utrecht. Tom. III, pag. 51. Copie imprimée à Paris, chez François Fournier, avec Privilège du Roi, in 4. Ann. 1713.]

COMME les Pais-bas Espagnols, & les Villes & Places cédées par le Roy Très-Chrétien par le Traité conclu ce jourd'huy entre Sadite Majesté & les Seigneurs Etats Généraux, doivent appartenir à la Maison d'Autriche, ledits Seigneurs Etats Généraux s'engagent & promettent que ladite Maison d'Autriche exécutera toutes les conditions stipulées dans ledit Traité par rapport aux Pais-bas Espagnols & Villes & Places cédées par le Roy Très-Chrétien, après qu'Elle en aura été mise en possession.

Cet Article séparé aura la même force que s'il étoit inséré dans le Traité, & sera ratifié en même tems que ledit Traité.

En foy de quoy nous Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires du Roy Très-Chrétien, & des Seigneurs Etats Généraux avons signé le présent Article, & y avons fait apposer les Cachets de nos Armes, à Utrecht l'onzième Avril 1713.

Signé,

HUXELLES. (L. S.) S. J. V. RANDWYCK.  
(L. S.)

MESNAGER. (L. S.) WILLEM BUYS.  
(L. S.)

(L. S.) B. V. DUSSEN.

(L. S.) C. VAN GHEEL VAN  
SPANBROECK.

(L. S.) F. A. BARON DE REEDE  
DE RENSWOUDE.

(L. S.) S. V. GOSLINGA.

(L. S.) GRAEF V. KNIPHUYSEN.

# Declaration faite au Nom des Seigneurs ETATS

GÉNÉRAUX par leurs Ambassadeurs à ceux de FRANCE au sujet des Droits d'entrée & de sortie à regler de concert dans les Pais-bas Autrichiens. A Utrecht le 11. d'Avril 1713. [Actes & Mémoires de la Paix d'Utrecht. Tom. III, pag. 53. Copie imprimée à Paris chez François Fournier, avec Privilège du Roi, par Annexe au Traité de Commerce in 4. Ann. 1713]

COMME la Reine de la Grande-Bretagne & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-bas, sont convenus de faire une Assemblée de Commissaires de part & d'autre dans cette Ville d'Utrecht, pour & afin de regler les Droits d'entrée & de sortie, & la manière de les faire lever, dans les Pais-bas, communément appellés Espagnols, avec les Commissaires de la Maison d'Autriche, & que le Roy Très-Chrétien s'y trouve aussi interressé par rapport au Commerce de ses Sujets; Nous Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies déclarons au nom dedit Seigneurs nos Maîtres, qu'il leur sera agréable, que Sa Majesté Très-Chrétienne y envoie aussi des Commissaires de sa part, & qu'ils seront contents que provisionnellement, & en attendant, que ledits Commissaires ayent réglé les Droits d'entrée & de sortie, qui se payeront dans ledits Pais-bas Espagnols, les Sujets de Sa Majesté Très-Chrétienne, aussi-bien que ceux de la Grande-Bretagne, & ceux des Seigneurs Etats, payeront les mêmes Droits d'entrée & de sortie, que chaque Nation payoit en l'année 1610., & les Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de la Reine de la Grande-Bretagne, ayant veu la présente Déclaration, l'ont approuvée. Fait à Utrecht l'onzième d'Avril mil le sept cens treize.

Signé,

J. V. RANDWYCK. WILLEM BUYS.

B. VANDER DUSSEN. C. V. GHEEL VAN SPAN-  
BROECK.

F. A. BARON DE RHEEDE DE RENSWOUDE.

S. VAN GOSLINGA. GRAEF VAN KNIPHUYSEN.

Declaration & Promesse faite au nom des Seigneurs ETATS GÉNÉRAUX par leurs Ambassadeurs à ceux du Roi T. C. touchant le Royaume de Sardaigne en faveur de l'Electeur de BAVIERE. A Utrecht le 11. d'Avril 1713. [Actes & Mémoires de la Paix d'Utrecht Tom. III, pag. 52. Copie imprimée à Paris chez François Fournier, avec Privilège du Roi. in 4. Ann. 1713.]

NOUS soussignez Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, promettons au nom des Seigneurs nos Maîtres, qu'ils ne remettront à la Maison d'Autriche les Pais-bas, communément appellez Espagnols, qu'après qu'Elle aura fait un Acte de cession du Royaume de Sardaigne à l'Electeur de Baviere. Fait à Utrecht l'onzième d'Avril 1713.

Signé,

J. V. RANDWYCK. WILLEM BUYS.

B. VANDER DUSSEN. C. V. GHEEL VAN SPAN-  
BROECK.

F. A. BARON DE RHEEDE DE RENSWOUDE.

S. VAN GOSLINGA. GRAEF VAN KNIPHUYSEN.



ANNO  
1713.

Ratification du Roi T C sur le Traité de Paix.  
A Versailles le 18. d'Avril 1713. [Actes &  
Memoires de la Paix d'Utrecht Tom. III. pag.  
56. Copie imprimée à Paris chez Fatio-  
guois Fournier, avec privilege du Roi, in 4.  
Ann. 1713.]

**L**OUIS par la Grace de Dieu Roy de France & de Navarre, à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Comme Notre très-cher & bien Amé Cousin le Marquis d'Huxelles, Maréchal de France, Chevalier de Nos Ordres, & Notre Lieutenant General au Gouvernement de Bourgogne, & Notre cher & bien-ami le Sieur Mesnager, Chevalier de Notre Ordre de S. Michel, Nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires en vertu des Plein-pouvoirs, que Nous leur en avions donné, auroient conclu, arrêté & signé l'onzième du présent mois d'Avril à Utrecht, avec les Sieurs Jacques de Randwyck, Seigneur de Rossem, &c. Burgrave de l'Empire & Juge de la Ville de Nimègue; Guillaume Buys, Conseiller Pensionnaire de la Ville d'Amsterdam; Bruno vander Duffen, ancien Bourguemaitre, Sénateur & Conseiller Pensionnaire de la Ville de Gouda, Assesseur au Conseil des Heemrades de Schieland, Dyckgraef de Crimpenerwaerd; Cornelie van Gheel, Seigneur de Spanbroek & Bulckestein, Grand Baillif du Franc & de la Ville de l'Ecluse, Surintendant des Fiefs relevant du Bourg de Bruges du ressort de l'Etat; Frederic Adrien Baron de Rheede, Seigneur de Renfoude, d'Emminckhuysen & Moerkerken, Président de la Noblesse de la Province d'Utrecht; Sicco de Gossinga, Grietman de Franqueradeel, Curateur de l'Université de Franquer; & Charles Ferdinand, Comte d'Inhuysen & de Kniphuysen, Seigneur de Vredewold, &c. Députés dans leur Assemblée de la part des Etats de Gueldres, de Hollande & de Westfrise, de Zelande, d'Utrecht, de Frise & de Groningue & Ommelandes, Nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de Nos très-chers & grands Amis les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-bas, pareillement munis de Plein-pouvoirs, le Traité de Paix dont la teneur s'enfuit.

Fait insertio.

Nous ayant agréable le susdit Traité de Paix en tous & chacun les Points & Articles qui y sont contenus & déclarez, avons iceux tant pour nous que pour Nos Héritiers, Successeurs, Royaumes, Pais, Terres, Seigneuries & Sujets, accepté, approuvé, ratifié, & confirmé, & par ces présentes signées de Notre main, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, & le tout promettant en foy & parole de Roy, sous l'obligation & hypothèque de tous & un chacun nos Biens, présents & à venir, garder, observer inviolablement, sans jamais aller ni venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque sorte & manière que ce soit. En témoin de quoy Nous avons fait mettre Notre Sceau à ces présentes. Donné à Versailles le dix-huitième Avril, l'an de grace, mil sept cens treize, & de Notre Règne le soixante-dixième.

Etoit signé,

LOUIS.

Et plus bas;

Par le Roy,

COLBERT.

S'enfuit la Ratification des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-bas, sur le Traité de Paix.

**L**ES Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-bas, à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Ayant vu & examiné le Traité de Paix & d'amitié fait & conclu à Utrecht l'onzième

jour du mois d'Avril de la présente année 1713, par le Sieur Nicolas, Marquis d'Huxelles, Maréchal de France, Chevalier des Ordres de Sa Majesté Très-Chrétienne, & son Lieutenant Général au Gouvernement de Bourgogne, & le Sieur Nicolas Mesnager, Chevalier de l'Ordre de St. Michel, Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de Sa Majesté Très-Chrétienne à l'Assemblée d'Utrecht, au nom & de la part de Sa Majesté T. C.; & par les Sieurs Jacques de Randwyck, Seigneur de Rossem, Burgrave de l'Empire, & Juge de la Ville de Nimègue; Guillaume Buys, Conseiller Pensionnaire de la Ville d'Amsterdam, Bruno vander Duffen, ancien Bourguemaitre, Sénateur, & Conseiller Pensionnaire de la Ville de Gouda, Assesseur au Conseil des Heemrades de Schieland, Dyckgraef du Crimpenerwaerd; Cornelie van Gheel, Seigneur de Spanbroek & Bulckestein, Grand Baillif du Franc & de la Ville de l'Ecluse, Surintendant des Fiefs relevant du Bourg de Bruges du ressort de notre Etat; Frederic Adrien, Baron de Rheede, Seigneur de Renfoude, d'Emminckhuysen & Moerkerken, Président de la Noblesse de la Province d'Utrecht; Sicco de Gossinga, Grietman de Franqueradeel, Curateur de l'Université de Franquer; & Charles Ferdinand, Comte d'Inhuysen & de Kniphuysen, Seigneur de Vredewold, Députés en notre Assemblée de la part des Etats de Gueldre, de Hollande & Westfrise, de Zelande, d'Utrecht, de Frise, & de Groningue & Ommelandes, Nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires à ladite Assemblée d'Utrecht, en notre nom & de notre part, en vertu de leurs Plein-pouvoirs respectifs, duquel Traité la teneur s'enfuit.

Fait insertio.

Et d'autant que le contenu dudit Traité porte, que les Lettres de Ratification seront délivrées de part & d'autre en bonne & dûe forme, dans le terme de trois semaines, & plutôt si faire se peut, à compter du jour de la signature, Nous voulant bien donner des marques de notre sincérité, & Nous acquiescer de la parole, que nos Ambassadeurs ont donnée pour Nous; Nous avons agréé, approuvé & ratifié ledit Traité, & un chacun des Articles d'icelui, ci-dessus transcrits, comme Nous l'agréons, approuvons, & ratifions, par ces présentes; promettant en bonne foy & sincèrement de le garder entretenir & observer inviolablement de point en point, selon sa forme & teneur, sans jamais aller ni venir au contraire, directement ni indirectement, en quelque sorte ou manière que ce soit. En foy de quoy Nous avons fait signer ces présentes par le Président de notre Assemblée, contre-signer par notre Greffier, & y apposer notre grand Sceau. Fait à la Haye le vingt neuvième d'Avril 1713.

Etoit paraphé,

H. VAN ISSELMUDEN, Vr.

Sur le pli étoit écrit,

Par Ordonnance des susdits Seigneurs Etats Generaux.

Etoit signé,

F. FAGEL.

Et scellé du Grand Sceau de cire rouge.

S'enfuit la Ratification de Sa Majesté Très-Chrétienne sur l'Article Separé.

**L**OUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre, à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Ayant vu & examiné l'Article separé que Notre très-cher & bien-ami Cousin, le Marquis d'Huxelles, Maréchal de France, Chevalier de Nos Ordres, & Notre Lieutenant Général au Gouvernement de Bourgogne, & Notre cher & bien-ami le Sr. Mesnager, Chevalier de Notre Ordre de St. Michel, Nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, en vertu des Plein-pouvoirs que Nous leur en avions donné, ont conclu, arrêté & signé l'onzième du présent mois d'Avril à Utrecht, avec les Sieurs Jacques de Randwyck,

ANNO  
1713.

ANNO 1713.

Wijk, Seigneur de Rossem, &c. Burggrave de l'Empire & Juge de la Ville de Nimègue; Guillaume Buys, Conseiller Pensionnaire de la Ville d'Amsterdam; Bruno vander Dussen, ancien Bourguemaitre, Sénateur & Conseiller Pensionnaire de la Ville de Gouda, Affesseur au Conseil des Heemrades de Schieland & Dykgrave de Crimpenerwaerd; Corneille van Gheel, Seigneur de Spanbroek & Bulkestein, Grand Baillif du Franc & de la Ville de l'Ecluse, Surintendant des Fiefs relevans du Bourg de Bruges, du ressort de l'Etat; Friderick Adrien Baron de Rheede, Seigneur de Renfwoode, d'Emminkhuysen & Moerkerken, Président de la Noblesse de la Province d'Utrecht; Sizzo de Gollings, Grietman de Franequadeel, Curateur de l'Université de Franequer; & Charles Ferdinand, Comte d'Inhuysen & de Kniphuysen, Seigneur de Vredewold, &c. Députés dans leur Assemblée de la part des Etats de Gueldres, de Hollande & de Westfrise, de Zelande, d'Utrecht, de Frise & de la Ville de Groningue & Ommelandes, en qualité d'Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de Nos très-chers & grands Amis les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-bas, pareillement munis de Plein-pouvoirs, duquel Article séparé la teneur s'enfuit.

*Fiat insertio.*

Nous aiant agréable le susdit Article séparé en tout son contenu avons iceluy loué, approuvé & ratifié, & par ces présentes, signées de Notre main, louons, approuvons & ratifions. Promettant en foy & parole de Roy de l'accomplir, observer & faire observer fincèrement & de bonne foy, sans souffrir qu'il soit jamais allé directement ou indirectement au contraire, pour quelque cause & occasion que ce puisse être. En témoin de quoy nous avons fait mettre Notre Scel à cesdites présentes. Donné à Versailles le dix-huitième jour d'Avril, l'an de grace mille sept cents treize, & de Notre Regne le soixante dixième.

*Etoit signé;*

LOUIS.

*Plus bas:*

Par le Roy,

COLBERT.

*S'enfuit la Ratification des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-bas, sur l'Article Separé.*

Les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-bas, à tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Comme ainsi soit, qu'outre le Traité de Paix & d'Amitié fait & conclu à Utrecht l'onzième jour du mois d'Avril de la présente année 1713, il ait été fait de même un Article séparé, par le Sieur Nicolas, Marquis d'Huxelles, Maréchal de France, Chevalier des Ordres de Sa Majesté Très-Chrétienne, & son Lieutenant Général au Gouvernement de Bourgogne, & le Sieur Nicolas Mefnager, Chevalier de l'Ordre de St. Michel, Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de Sa Majesté Très-Chrétienne; & par les Sieurs Jacques de Randwyck, Seigneur de Rossem, Burggrave de l'Empire, & Juge de la Ville de Nimègue; Guillaume Buys, Conseiller Pensionnaire de la Ville d'Amsterdam; Bruno vander Dussen, ancien Bourguemaitre, Sénateur & Conseiller Pensionnaire de la Ville de Gouda, Affesseur au Conseil des Heemrades de Schieland, Dykgrave du Crimpenerwaerd; Corneille van Gheel, Seigneur de Spanbroek, & Bulkestein, Grand Baillif du Franc & de la Ville de l'Ecluse, Surintendant des Fiefs relevant du Bourg de Bruges du ressort de notre Etat; Friderick Adrien, Baron de Rheede, Seigneur de Renfwoode, d'Emminkhuysen & Moerkerken, Président de la Noblesse de la Province d'Utrecht; Sizzo de Gollings, Grietman de Franequadeel, Curateur de l'Université de Franequer; & Charles Ferdinand Comte d'Inhuysen & de Kniphuysen, Seigneur de Vredewold, Députés en notre Assemblée de la part des Etats de Gueldre, de Hollande

& Westfrise, de Zelande, d'Utrecht, de Frise, & ANNO de Groningue & Ommelandes, Nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires à la dite Assemblée d'Utrecht en notre nom & de notre part, en vertu de leurs Plein-pouvoirs respectifs, duquel Article séparé la teneur s'enfuit.

1713:

*Fiat insertio.*

Nous ayant pour agréable ledit Article séparé, l'avons approuvé & ratifié, l'approuvons & ratifions, par ces présentes; Promettant en bonne foy & sincerement, de le garder, entretenir & observer inviolablement, sans jamais aller ni venir au contraire, directement ni indirectement, en quelque sorte ou manière que ce soit. En foy dequoy Nous avons fait signer ces présentes par le Président de notre Assemblée, contresigner par notre Greffier, & y apposer notre grand Seau. Fait à la Haye le vingt neuvième d'Avril 1713.

*Etoit paraphé,*

H. VAN ISSELMUDEN. Vt.

*Sur le pli estoit écrit,*

Par Ordonnance desdits Seigneurs Etats Généraux.

*Etoit signé,*

F. FAGEL.

Et scellé du grand Seau en cire rouge.

*S'enfuit la Ratification de Sa Majesté Très-Chrétienne sur l'autre Article Separé.*

LOUIS par la grace de Dieu, Roy de France & de Navarre: A tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Aiant veu & examiné l'Article séparé que notre très-cher & bien-ami Cousin le Marquis d'Huxelles, & notre Lieutenant General au Gouvernement de Bourgogne, & notre-cher & bien ami le Sieur Mefnager, Chevalier de notre Ordre de Saint Michel, Nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, en vertu des Plein-pouvoirs que Nous leur en avons donné, ont conclu, arrêté & signé l'onzième du présent mois d'Avril à Utrecht, avec les Sieurs Jacques de Randwyck; Seigneur de Rossem, &c. Burggrave de l'Empire & Juge de la Ville de Nimègue; Guillaume Buys, Conseiller Pensionnaire de la Ville d'Amsterdam; Bruno vander Dussen, ancien Bourguemaitre, Sénateur & Conseiller Pensionnaire de la Ville de Gouda, Affesseur au Conseil des Heemrades de Schieland & Dykgrave de Crimpenerwaerd; Corneille van Gheel, Seigneur de Spanbroek & Bulkestein, Grand Baillif du Franc & de la Ville de l'Ecluse, Surintendant des Fiefs relevans du Bourg de Bruges; du ressort de l'Etat; Friderick Adrien Baron de Rheede, Seigneur de Renfwoode, d'Emminkhuysen & Moerkerken, Président de la Noblesse de la Province d'Utrecht; Sizzo de Gollings, Grietman de Franequadeel, Curateur de l'Université de Franequer; & Charles Ferdinand, Comte d'Inhuysen & de Kniphuysen, Seigneur de Vredewold, &c. Députés dans leur Assemblée de la part des Etats de Gueldre, de Hollande & de Westfrise, de Zelande, d'Utrecht, de Frise & de la Ville de Groningue & Ommelandes, en qualité d'Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de Nos très-chers & grands Amis les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-bas, pareillement munis de Plein-pouvoirs, duquel Article séparé la teneur s'enfuit.

*Fiat insertio.*

Nous ayant agréable le susdit Article séparé en tout son contenu avons iceluy loué, approuvé & ratifié, & par ces présentes, signées de Notre main, louons, approuvons & ratifions. Promettant en foy & parole de Roy de l'accomplir, observer fincèrement & de bonne foy, sans souffrir qu'il soit jamais allé directement ou indirectement au contraire, pour quelque cause & occasion que ce puisse



ANNO 1713. se être. En témoin de quoy nous avons fait mettre Notre Scel à celledites présentes. Donné à Versailles le dix-huitième jour d'Avril, l'an de grace mil sept cens treize, & de Notre Regne le soixante-dixième.

Etoit signé,

LOUIS:

Et plus bas,

Par le Roy,

COLBERT.

*S'ensuit la Ratification des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies Pais-bas, sur l'autre Article séparé.*

Les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-bas, à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Comme ainsi soit, qu'outre le Traité de Paix & d'amitié fait & conclu à Utrecht l'onzième jour du mois d'Avril de la présente année 1713., il ait été fait de même un Article séparé, par le Sieur Nicolas, Marquis d'Huxelles Maréchal de France, Chevalier des Ordres de Sa Majesté Très-Chrétienne, & son Lieutenant Général au Gouvernement de Bourgogne, & le Sieur Nicolas Mesnager Chevalier de l'Ordre de St. Michel, Ambassadeurs Extraordinaires, & Plénipotentiaires de Sa Majesté Très-Chrétienne, à l'Assemblée de Sa Majesté Très-Chrétienne, à l'Assemblée d'Utrecht, au nom & de la part de Sa Majesté Très-Chrétienne, & par les Sieurs Jacques de Randwyck, Seigneur de Rossem, Burgrave de l'Empire, & Juge de la Ville de Nimègue; Guillaume Buys, Conseiller Pensionnaire de la Ville d'Amsterdam; Bruno vander Duffen, ancien Bourguemestre, Sénateur, & Conseiller Pensionnaire de la Ville de Gouda, Assesseur au Conseil des Heemrades de Schieland, Dyckgrave du Crimpenerwaerd; Corneille van Gheel, Seigneur de Spanbroeck & Bulckestein, Grand Baillif du Franc, & de la Ville de l'Ecluse, Surintendant des Fiefs relevans du Bourg de Bruges du ressort de notre Etat; Frederic Adrien Baron de Rheede, Seigneur de Renfoude, d'Emminckhuysen & Moerkerken, Président de la Noblesse de la Province d'Utrecht; Sico de Gossinga, Grietman de Franequeradeel, Curateur de l'Université de Franequer; & Charles Ferdinand, Comte de Inhuyfen & de Kniphuyfen, Seigneur de Vreedewold, Député en notre Assemblée de la part des Etats de Gueldre, de Hollande & Westfrise, de Zeelande, d'Utrecht, de Frise, & de Groeningue & Ommelanden, Nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires à ladite Assemblée d'Utrecht, en notre nom & de notre part, en vertu de leurs Plein-pouvoirs respectifs, duquel Article séparé la teneur s'ensuit.

*Fiat inferio.*

Nous ayant pour agréable ledit Article séparé, l'avons approuvé & ratifié, l'approuvons & ratifions, par ces présentes; promettant en bonne foy & sincèrement de le garder, entretenir & observer inviolablement, sans jamais aller, ni venir au contraire directement ni indirectement, en quelque sorte ou manière que ce soit. En foy de quoy Nous avons fait signer ces présentes par le Président de notre Assemblée, contresigner par notre Greffier, & y apposer notre grand Seau. Fait à la Haye le vingt neuvième d'Avril 1713.

*Etoit paraphé,*

H. VAN ISSELMUDEN. Vt.

*Sur le pli estoit écrit,*

Par Ordonnance desdits Seigneurs Etats Généraux.

*Etoit signé,*

F. FAGEL.

Et scellé du grand Seau en cire rouge

*S'ensuit la Ratification des Seigneurs Etats Généraux sur la Déclaration.*

ANNO 1713.

Les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-bas, à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Ayant vu & examiné la Déclaration faite & donnée à Utrecht l'onzième jour d'Avril de la présente année 1713., par les Sieurs Jacques de Randwyck, Seigneur de Rossem, & Burgrave de l'Empire, & Juge de la Ville de Nimègue; Guillaume Buys, Conseiller Pensionnaire de la Ville d'Amsterdam; Bruno vander Duffen, ancien Bourguemestre, Sénateur & Conseiller Pensionnaire de la Ville de Gouda, Assesseur au Conseil des Heemrades de Schieland, Dyckgrave du Crimpenerwaerd; Corneille van Gheel, Seigneur de Spanbroeck & Bulckestein, Grand Baillif du Franc de la Ville de l'Ecluse, Surintendant des Fiefs relevans du Bourg de Bruges du ressort de notre Etat; Frederic Adrien, Baron de Rheede, Seigneur de Renfoude, d'Emminckhuysen & Moerkerken, Président de la Noblesse de la Province d'Utrecht; Sico de Gossinga, Grietman de Franequeradeel, Curateur de l'Université de Franequer; & Charles Ferdinand, Comte de Inhuyfen & de Kniphuyfen, Seigneur de Vreedewold, Député en notre Assemblée de la part des Etats de Gueldre, de Hollande & Westfrise, de Zeelande, d'Utrecht, de Frise, & de Groeningue & Ommelanden, Nos Ambassadeurs Extraordinaires, & Plénipotentiaires à l'Assemblée d'Utrecht, en notre nom & de notre part, en vertu de leur Plein-pouvoir, de laquelle Déclaration la teneur s'ensuit.

*Fiat inferio.*

Nous ayant pour agréable ladite Déclaration l'avons approuvée & ratifiée, l'approuvons & ratifions par ces présentes; Promettant en bonne foy & sincèrement de la garder, observer inviolablement selon sa forme & teneur, sans jamais aller ni venir au contraire, directement ni indirectement, en quelque sorte ou manière que ce soit. En foy de quoy Nous avons fait signer ces Présentes par le Président de notre Assemblée, contresigner par notre Greffier & apposer notre grand Seau. Fait à la Haye le vingt neuvième d'Avril 1713.

*Etoit paraphé,*

H. VAN ISSELMUDEN. Vt.

*Sur le pli estoit écrit,*

Par Ordonnance desdits Seigneurs Etats Généraux.

*Etoit signé,*

F. FAGEL.

Et scellé du grand Seau de cire rouge.

*S'ensuit la Ratification des Seigneurs Etats Généraux sur l'autre Déclaration.*

Les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-bas, à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Ay vu & examiné la Déclaration faite & donnée à Utrecht l'onzième jour d'Avril de la présente année 1713., par les Sieurs Jacques de Randwyck, Seigneur de Rossem, Burgrave de l'Empire, & Juge de la Ville de Nimègue; Guillaume Buys, Conseiller Pensionnaire de la Ville d'Amsterdam; Bruno vander Duffen, ancien Bourguemestre, Sénateur & Conseiller Pensionnaire de la Ville de Gouda, Assesseur au Conseil des Heemrades de Schieland, Dyckgrave du Crimpenerwaerd; Corneille van Gheel, Seigneur de Spanbroeck, de Bulckestein, Grand Baillif du Franc & de la Ville de l'Ecluse, Surintendant des Fiefs relevans du Bourg de Bruges du ressort de notre Etat; Frederic-Adrien, Baron de Rheede, Seigneur de Renfoude, d'Emminckhuysen & Moerkerken, Président de la Noblesse de la Province d'Utrecht, Sico de Gossinga, Grietman de Franequeradeel, Curateur de l'Université de Franequer; & Charles Fer-

ANNO  
1713.

CLVII.

ANNO  
1713.  
11. Avril.

dinand, Comte de Inhuysen & de Kniphuyfen, Seigneur de Vrecedewold, Député en notre Assemblée de la part des Etats de Gueldre, de Hollande & de Westfrise, de Zelande, d'Utrecht, de Frise, de Groningue & Ommelandes, Nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires à l'Assemblée d'Utrecht, en notre nom & de notre part en vertu de leur Plein-pouvoir, de laquelle Déclaration la teneur s'ensuit.

*Fiat inferio.*

Nous ayant pour agréable ladite Déclaration, l'avons approuvée & ratifiée, l'approuvons & ratifions, par ces présentes; promettant en bonne foy & sincèrement de la garder, entretenir & observer inviolablement selon la forme & teneur, sans jamais aller ni venir au contraire, directement ni indirectement, en quelque sorte ou manière que ce soit. En foy de quoy Nous avons fait signer ces présentes par le Président de notre Assemblée, contresigner par notre Greffier, & apposer notre grand Scau. Fait à la Haye le vingt neuvième d'Avril 1713.

*Esloit Paraphé,*

H. VAN ISSELMUDEN. Vt.

*Sur le pli étoit écrit,*

Par Ordonnance desdits Seigneurs Etats Généraux.

*Esoit signé,*

F. FAGEL.

Et scellé du grand Scau de cire rouge.

*Article ou Convention postérieure, pour accélérer le terme prescrit dans le Traité de Paix, entre S. M. T. C. & L. H. P. touchant la restitution des Vaisseaux pris de part & d'autre. A Utrecht le 12 Mai 1713. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht Tom. III. pag. 54]*

NOUS Ambassadeurs Extraordinaires, & Plenipotentiaires du Roy Très-Chrétien, sur ce qui nous a été représenté par les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires des Seigneurs Etats Généraux des Provinces - Unies des Pais-bas, qu'il leiroit bon pour la Navigation & le Commerce de part & d'autre que les termes prescrits par l'Article troisième des Traitez de Paix & de Commerce signez dans cette Ville l'onzième du mois dernier pour la restitution des prises faites de part & d'autre, comme il a été stipulé dans ledit Art. troisième, mais du jour de la signature, comme cela a aussi été réglé de cette manière après la Paix de Ryfwyck, nous avons consenti & accordé par ordre de Sa Majesté que tous ledits termes tant dans la Mer du Nord que dans les autres endroits; nommez dans ledit Article troisième, commenceront & seront comptez dudit jour de la signature, & réciproquement nous Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires des Seigneurs Etats Généraux avons consenti & accordé la même chose au nom de nos Supérieurs pour les Sujets de Sa Majesté Très-Chrétienne.

En foy de quoy nous avons signé le présent A&C & y avons fait apposer les Cachets de nos Armes. Fait à Utrecht le douzième May mil sept cent treize.

*Signé,*

HUXELLES, (L.S.) WILLEM BUYS.  
(L.S.)

MESNAGER. (L.S.) B. v. DUSSEN.  
(L.S.)

(L.S.) F. A. BARON DE RHEDE  
DE RENSWOUDE.

(L.S.) S. v. GOSLINGA.

(L.S.) GRAEF VAN KNIP-  
HUYSEN.

TOM. VIII. PART. I.

*Traité de Navigation & de Commerce entre*

LOUIS XIV. Roi de France, & les Seigneurs Etats Généraux des PROVINCES-UNIES des Pais-bas, contenant en substance, & avec peu de Limitation, que les Sujets & Habitans de l'une des deux Parties, seront traitéz dans les Etats de l'autre, par rapport au Commerce, à la Justice & aux Impositions, comme les Sujets propres & Naturels; Que le Droit d'Aubaine, ne sera point exercé en France sur les Hollandois; & que si la Guerre survient, il sera donné neuf mois de Liberté aux Marchands pour retirer leurs effets, lequel Traité durera vingt cinq ans, Fait à Utrecht le 11. d'Avril 1713. S'ensuit un ARTICLE SEPARÉ, pour l'exemption des Cinqante sols par tonneau, que les Navires étrangers payent en France. Fait le 11. d'Avril 1713. AVEC LES PLEINPOUVOIRS & les RATIFICATIONS de part & d'autre. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. III. pag. 77. Copie imprimée à Paris chez François Fourmier avec Privilège du Roi. in 4. Ann. 1713.]

LE Traité de Paix, qui a été conclu aujourd'huy entre le Roi Très-Chrétien & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, faisant cesser tous les sujets de mécontentement, qui avoient altéré pendant quelque tems l'affection que Sa Majesté a toujours eue pour leur bien & leur prospérité, suivant l'exemple des Rois ses Prédecesseurs, & lesdits Seigneurs Etats Généraux rentrant aussi dans la même passion, qu'ils ont cy-devant témoignée pour la grandeur de la France & dans les sentimens d'une sincere reconnaissance pour les obligations & les avantages considérables, qu'ils ont cy-devant reçus, Sa Majesté ne veut rien omettre de ce qui peut l'affermir, & lesdits Etats Généraux, ne souhaitant pas moins de la perpetuer, ont estimé, qu'il n'y en avoit point de meilleur & de plus aiséur moyen, que d'établir une libre & paisable correspondance entre les Sujets de part & d'autre, & pour cet effet regler leurs interets particuliers en fait de Commerce, Navigation & Marine, par des Loix & Conventions les plus propres à prévenir tous les inconveniens qui pourroient affoiblir la bonne correspondance; Sadite Majesté satisfaisant au désir desdits Etats Généraux, auroit ordonné le Sieur Nicolas, Marquis d'Huxelles, Maréchal de France, Chevalier des Ordres du Roi, Lieutenant Général au Gouvernement de Bourgogne; le Sieur Nicolas Mesnager, Chevalier de l'Ordre de St. Michel, ses Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires à l'Assemblée de la négociation de la Paix; Et lesdits Seigneurs Etats Généraux, les Sieurs Jacques de Randwyck, Seigneur de Rossum, & Bourgrave de l'Empire & Juge de la Ville de Nimègue; Guillaume Buys, Conseiller Pensionnaire de la Ville d'Amsterdam; Bruno vander Dussen, ancien Bourguemestre, Sénateur & Conseiller Pensionnaire de la Ville de Gouda, Adesseur au Conseil des Heemrades de Schieland, Dyckgraeve de Crimpenwaerd; Cornelie van Gheel, Seigneur de Spanbroek, Bulkstein, & Grand Bailiff du Franc & de la Ville de l'Ecluse, Surintendant des Fiefs relevant du Bourg de Bruges du ressort de l'Etat; Frederic-Adrien Baron de Rheede, Seigneur de Renswoude, d'Emminkhuysen, & Moerkaten, & Président de la Noblesse de la Province d'Utrecht; Sieco de Goffin, Grietman de Franckendaël, Carateur de l'Université de Franquer; Charles Ferdinand, Comte de Inhuysen & de Kniphuyfen, Seigneur de Vrecedewold &c. Députés dans leur Assemblée de la part des Etats de Gueldres, de Hollande & de Westfrise, de Zelande, d'Utrecht, de Frise, & de la Ville de Groningue & Ommelandes, & leurs Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires audit Congrès de Paix, de conférer & convenir en vertu de leurs Pouvoirs respectivement produits, & dont copie est cy-dessous

Bbb

trans-



ANNO

1713.

transféré, d'un Traité de Commerce & Navigation, en la manière qui s'ensuit.

I. Les Sujets de Sa Majesté & des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies du Pays-bas, jouiront réciproquement de la même liberté au fait du Commerce & de la Navigation, dont ils ont joui de tous tems devant cette Guerre par tous les Royaumes, Etats & Provinces de l'une & de l'autre part.

II. Et ainsi n'exerceront plus à l'avenir aucunes sortes d'hostilités ni de violences les uns contre les autres, tant sur Terre, que sur Mer, ou dans les Rivières, R. des & Eaux-douces, sous quelque nom & prétexte que ce soit ; & aussi ne pourront les Sujets de Sa Majesté prendre aucunes Commissions pour des Armeemens particuliers ou Lettres de représailles des Princes & Etats, ennemis d'icellés Seigneurs Etats Généraux, & moins les troubler ni endommager d'aucune sorte, en vertu de telles Commissions ou Lettres de représailles, ni même aller en course avec elles, sous peine d'être poursuivis & châtiés comme Pirates ; ce qui sera pareillement observé par les Sujets des Provinces-Unies à l'égard des Sujets de Sa Majesté ; & seront à cette fin toutes & quantes fois que cela sera requis de part & d'autre dans les Terres de l'obéissance de Sa Majesté & dans les Provinces-Unies publiées & renouvelles défenses très-expresse & très-précises, de se servir en aucune manière de telles Commissions ou Lettres de représailles, sous la peine susmentionnée, qui sera exécutée sévèrement contre les contrevenants ; outre la restitution entière, à laquelle ils seront tenus envers ceux, auxquels ils auront causé du dommage.

III. Et pour obvier d'autant plus à tous inconveniens, qui pourroient survenir par les prises, faites par inadvertance, ou autrement dans les Lieux éloignés il a été convenu & accordé, que si quelques prises se font de part ou d'autre dans la Mer Baltique, ou dans celle du Nord, depuis Terneuse en Norveque, jusques au bout de la Manche dans l'espace de quatre Semaines, ou du bout de ladite Manche jusqu'au Cap de St. Vincent dans l'espace de six semaines, & delà dans la Mer Méditerranée & jusqu'à la Ligne dans l'espace de dix semaines, & au delà de la Ligne & en tous les autres endroits du Monde dans l'espace de huit mois, à compter depuis la publication de la présente ; les dites prises & les dommages, qui se feront de part ou d'autre, après les termes préfix, seront portés en compte, & tout ce qui aura été pris, sera rendu avec compensation de tous les dommages, qui en seront provenus.

IV. Toutes Lettres de marque, & de représailles, qui pourroient avoir été cy-devant accordées, pour quelque cause que ce soit, sont déclarées nulles, & n'en pourra être cy-après données par l'un d'icellés Alliés, au préjudice des Sujets de l'autre, si ce n'est seulement en cas de manifeste dessein de justice, lequel ne pourra pas être tenu pour vérifié, si la requête de celui, qui demande lesdites représailles, n'est communiquée au Ministre qui se trouvera sur les Lieux de la part de l'Etat, contre les Sujets duquel-elles doivent être données, afin que dans le terme de quatre mois, ou plutôt, s'il se peut, il puisse s'informer du contraire, ou procurer l'accomplissement de justice qui sera dû.

V. Ne pourront aussi les particuliers Sujets de Sa Majesté être mis en actions ou arrest en leurs Personnes & Biens, pour aucune chose que Sa Majesté peut devoir, ni les particuliers Sujets d'icellés Seigneurs Etats Généraux pour les debtes publiques d'icellés Etats.

VI. Les Sujets Habitans des Pais de l'obéissance de Sa Majesté, & d'icellés Seigneurs Etats Généraux vivront, converseront, & fréquenteront les uns avec les autres, en toute bonne amitié & correspondance, & jouiront entre eux de la liberté de Commerce & Navigation dans l'Europe, en toutes les limites des Pais de l'un & de l'autre, de toutes sortes de Marchandises & Denrées, dont le Commerce & le transport n'est défendu généralement & universellement à tous tant Sujets qu'Etrangers, par les Loix & Ordonnances des Etats de l'un & de l'autre.

VII. Et pour cet effet, les Sujets de Sa Majesté & ceux d'icellés Seigneurs Etats Généraux pour tout franchement & librement fréquenter avec leurs Mar-

chandises & Navires, les Pais, Terres, Villes, Ports, Places & Rivières de l'un & de l'autre Etat, y porter & vendre à toutes Personnes indistinctement, acheter, trafiquer & transporter toutes sortes de Marchandises, dont l'entrée ou sortie, & transport, ne sera défendu à tous Sujets de Sa Majesté, & d'icellés Seigneurs Etats Généraux, sans que cette liberté réciproque puisse être défendue, limitée ou restreinte, par aucun Privilège, Océroy ou aucune Concession particulière ; & sans qu'il soit permis à l'un ou à l'autre de concéder, ou de faire à leurs Sujets des Immunités, Bénéfices, dons gratuits, ou autres avantages, par dessus ceux de l'autre à leur préjudice, & sans que lesdits Sujets de part & d'autre soient tenus de payer plus grands ou autres Droits, Charges, Gabelles ou Impositions quelconques sur leurs Personnes, Biens, Denrées, Navires ou Trains d'iceux directement ou indirectement, sous quelques noms, titre ou prétexte que ce puisse être, que ceux qui seront payés par les propres & naturels Sujets de l'un & de l'autre.

VIII. Les Sujets des Etats Généraux ne pourront aussi être traités autrement ou plus mal dans les Droits de Contable, d'Ancreage, du Sol-païs, & toutes autres charges & impositions de quelque nom qu'elles puissent être appelées, soit sous le titre du Droit étranger ou autrement, sans aucune réserve ou exception, que les Sujets mêmes de Sa Majesté Très-Christienne, qui ne seront pas Bourgeois dans les Lieux, ou ledits Droits se levont.

IX. Qu'à l'égard du Commerce du Levant en France, & de vingt pour cent qui se leve à cette occasion, les Sujets des Etats Généraux des Provinces-Unies jouiront aussi de la même liberté & franchise, que les Sujets du Roi Très-Christien, tellement, qu'il sera permis auxdits Sujets des Etats Généraux de porter des Marchandises du Levant à Marseille & autres Places permises en France, tant par leurs propres Vaisseaux, que dans des Vaisseaux François, & que ni dans l'un ni l'autre cas, lesdits Sujets des Etats Généraux ne seront assujettis audit vingt pour cent ; sinon dans les cas, où les François y sont sujets, portant des Marchandises dans leurs propres Vaisseaux à Marseille, ou autres Places permises, & qu'en ceci ne pourra se faire aucun changement au préjudice des Sujets d'icellés Etats Généraux.

X. Il sera permis aux Sujets des Seigneurs Etats Généraux d'apporter, faire entrer & débiter en France & dans les Pais conquis, librement & sans aucun empêchement du Harang salé, sans distinction, & sans être sujets au rempaquement, & ce non-obstant tous Edits, Déclarations & Arrêts du Conseil à ce contraires, & nommément ceux des quinziesme Juillet, & quatorzième Septembre, mil six cents quatre vingt sept, portant défenses d'apporter ni faire entrer dans les Ports de France, ou Places conquises du Harang autrement qu'en vrac & au dé sel de Broilage ; & qui ordonnent que ledit Harang sera apporté dans les Ports de Mer en vrac dans des Barils, dont les dix-huit composeront douze de Harang pacqué, lesquels Arrêts demeureront révoqués & annulés.

XI. L'on dépêchera réciproquement à la Dotiane ou aux Bureaux, tant en France qu'aux Pais des Etats Généraux, également & sans aucune distinction les Sujets de l'une & de l'autre Nation aussi-tôt qu'il sera possible, sans leur causer aucun empêchement ni retardement, quel qu'il puisse être.

XII. Les Navires de Guerre de l'un & de l'autre trouveront toujours les Rades, Rivières, Ports & Havres libres & ouverts pour entrer, séjourner, & demeurer à l'ancre, tant qu'il leur sera nécessaire, sans pouvoir être visités ; à la charge néanmoins d'en user avec discrétion, & de ne donner aucun sujet de jalousie, par un trop long & excessif séjour, ni autrement, aux Gouverneurs d'icelles Places & Ports, auxquels les Capitaines d'icellés Navires feront sçavoir la cause de leur arrivée & de leur séjour.

XIII. Les Navires de Guerre de Sa Majesté & d'icellés Seigneurs Etats Généraux & ceux de leurs Sujets, qui auront été armés en guerre, pourront en toute liberté conduire les prises, qu'ils auront faites sur leurs ennemis, ou bon leur semblera, sans être obligés à aucuns Droits, soit des Sieurs Amiraux ou de l'Admirauté, ou d'aucuns autres, mais qu'aussi lesdits Navires ou lesdites prises entrant dans

ANNO

1713.

ANNO  
1713.

les Havres ou Ports de Sa Majesté ou desdits Seigneurs Etats Généraux, puissent être arrêtées ou saisies, ni que les Officiers des Lieux puissent prendre connoissance de la validité desdites prises, lesquelles pourront sortir & être conduites franchement & en toute liberté aux lieux portés par les Commissions, dont les Capitaines desdits Navires de Guerre seront obligés de faire apparoir : Et au contraire ne sera donné azile ni retraite dans leurs Ports ou Havres à ceux qui auront fait des prises sur les Sujets de Sa Majesté ou desdits Seigneurs Etats Généraux ; mais y étant entrés par nécessité de tempeste ou péril de la Mer, on les fera sortir le plutôt qu'il sera possible.

XIV. Les Sujets desdits Seigneurs Etats Généraux ne seront point réputés Aubains en France, & ainsi seront exempts de la Loi d'Aubaine, & pourront disposer de leurs biens par Testament, Donation ou autrement : Et leurs Héritiers, Sujets desdits Etats, demeurans tant en France, qu'ailleurs, recueillir leurs successions, mêmes *ab intestato*, encore qu'ils n'aient obtenu aucunes Lettres de Naturalité, sans que l'effet de cette Concession leur puisse être contesté, ou empêché, sous prétexte de quelque Droit ou prérogative des Provinces, Villes, ou Personnes privées ; pourront pareillement sans leddites Lettres de Naturalité, s'établir en toute liberté les Sujets desdits Seigneurs Etats en toutes les Villes du Royaume, pour y faire leur Commerce & Trafic, sans pourtant y pouvoir acquérir aucun Droit de Bourgeoisie, si ce n'est, qu'ils eussent obtenu des Lettres de Naturalité de Sa Majesté en bonne forme ; & seront généralement traités avec des Provinces-Unies en tout & par tout autant favorablement, que les Sujets propres & naturels de Sa Majesté, & particulièrement ne pourront être compris aux taxes, qui pourront être faites sur les Etrangers ; & sera tout le contenu au présent Article observé au regard des Sujets du Roi dans le Pais de l'obéissance desdits Seigneurs Etats.

XV. Les Navires, chargés de l'un des Alliés, passans devant les costes de l'autre, & relâchant dans les Rades ou Ports, par tempeste ou autrement, ne seront contraincts d'y décharger ou debiter leurs Marchandises, ou partie d'icelles ; ni tenus d'y payer aucuns Droits, sinon lorsqu'ils y déchargeront des Marchandises volontairement & de leur gré.

XVI. Les Maîtres de Navires, leurs Pilotes, Officiers & Soldats, Matelots & autres gens de Mer, les Navires mêmes, ni les Denrées & Marchandises, dont ils seront chargés, ne pourront être saisis, ni arrêtés, en vertu d'aucun ordre général ou particulier de qui que ce soit, ou pour quelque cause ou occasion qu'il puisse être, non pas même sous prétexte de la conservation, & défense de l'Etat ; & généralement rien ne pourra être pris aux Sujets de part & d'autre, que du consentement de ceux, à qui il appartiendra, & en payant les choses, qu'on désirera d'eux, en quoi toutefois n'est entendu de comprendre les saisies & arrêts faits par ordre & autorité de la Justice, & par les voyes ordinaires, & pour loyales dettes, Contrats ou autres causes légitimes ; pour raison desquelles il sera procédé par voye de Droit, selon la forme de la Justice.

XVII. Tous les Sujets & Habitans de France & des Provinces-Unies pourront en toute seureté & liberté naviger avec leurs Vaisseaux, & trafiquer avec leurs Marchandises, sans distinction de qui puissent être les propriétaires d'icelles, de leurs Ports, Royaumes & Provinces, & aussi des Ports & Royaumes des autres Etats ou Princes, vers les Places de ceux qui sont déjà ennemis déclarés, tant de la France, que des Provinces-Unies ou de l'un des deux, ou qui pourroient les devenir. Comme aussi les mêmes Sujets & Habitans pourront avec la même seureté & liberté naviger avec leurs Vaisseaux & trafiquer avec leurs Marchandises sans distinction de qui puissent être les propriétaires d'icelles, des lieux, Ports & Rades de ceux qui sont ennemis de l'un & de l'autre desdites Parties, ou de l'un des deux en particulier, sans contradiction ou débourier, de qui que ce soit, non seulement à droiture desdites Places ennemies vers un lieu neutre, mais aussi d'une place ennemie à l'autre, soit qu'elles se trouvent situées sous la Jurisdiction d'un même Souverain, soit qu'elles le soient sous des divers.

XVIII. Ce transport & ce trafic s'étendra à toutes sortes de Marchandises à l'exception de celles de contrebande.

XIX. En ce genre de Marchandises de contrebande s'entend seulement être compris toutes sortes d'Armes à feu, & autres assortimens d'icelles, comme Canons, Mousquets, Mortiers, Petards, Bombes, Grenades, Sarcisses, Cercles-poisses, Affuts, Fourchettes, Bandolieres, Poudre, Mèche, Salpêtre, Balles, Piques, Epées, Morions, Casques, Culrasses, Hallebardes, Javelines, Chevaux, Selles de Cheval, Fourreaux de Pistols, Baudriers & autres assortimens servant à l'usage de la Guerre.

XX. Ne seront compris dans ce genre de Marchandises de contrebande les Froments, Bleds, & autres Grains, Légumes, Huiles, Vins, Sel, ni généralement tout ce qui appartient à la nourriture & sustentation de la vie, mais demeureront libres, comme autres Marchandises & Denrées, non compris en l'Article précédent, & en sera le transport permis, mêmes aux lieux ennemis desdits Seigneurs Etats, sauf aux Villes & Places assiégées, bloquées ou investies.

XXI. Pour l'exécution de ce que dessus, il a été accordé qu'elle se fera en la manière suivante. Que les Navires & Barques avec les Marchandises des Sujets de Sa Majesté, étant entrés en quelque Havre desdits Seigneurs Etats, & voulans de là passer à ceux desdits Ennemis, seront obligés seulement de montrer aux Officiers des Havres desdits Seigneurs Etats, d'où ils partiront, leurs Passeports, contenant la spécification de la charge de leurs Navires, attestés & marqués du sceau & sceing ordinaires, & reconnus des Officiers de l'Amirauté des lieux, d'où ils seront premièrement partis, avec la déclaration du lieu où ils seront destinés, le tout en forme ordinaire & accoutumée, après laquelle exhibition de leurs Passeports en la forme susdite, ils ne pourront être inquiétés ni recherchés, détenus ni retardés en leurs voyages, sous quelque prétexte que ce soit.

XXII. Il en sera usé de même à l'égard des Navires & Barques Françaises, qui iront dans quelques Rades des Terres de l'obéissance desdits Seigneurs Etats, sans vouloir entrer dans les Havres, ou y entrant, sans toutefois vouloir débarquer & rompre leurs charges, lesquels ne pourront être obligés de rendre compte de leur Cargaison, qu'en cas qu'il y eût soupçon qu'ils portassent aux ennemis desdits Seigneurs Etats des Marchandises de contrebande, comme il a été dit cy-dessus.

XXIII. Et audit cas de soupçon apparent, lesdits Sujets seront obligés de montrer dans les Ports leurs Passeports en la forme cy-dessus spécifiée.

XXIV. Que s'ils étoient dedans les Rades, ou estoient rencontrés en pleine Mer par quelques Navires desdits Seigneurs Etats, ou d'Armateurs particuliers, leurs Sujets, leddits Navires des Provinces-Unies, pour éviter tout désordre, n'approcheront pas plus près des François que de la portée du Canon, & pourront envoyer leur petite Barque ou Chaloupe au bord des Navires ou Barques Françaises, & faire entrer dedans deux ou trois Hommes seulement, à qui seront montrés les Passeports & Lettres de Mer par le Maître ou Patron des Navires François en la manière ci-dessus spécifiée, selon le Formulaire desdites Lettres de Mer, qui sera inséré à la fin de ce Traité, par lesquels Passeports & Lettres de Mer il puisse apparoir nonseulement de sa charge, mais aussi du lieu, de la demeure & résidence, tant du Maître & Patron, que du Navire même, afin que par ces deux moyens, on puisse connoître, s'ils portent des Marchandises de contrebande, & qu'il apparaisse suffisamment, tant de la qualité dudit Navire, que de son Maître & Patron, auxquels Passeports & Lettres de Mer se devra donner entière foi & créance ; & afin que l'on en connoisse mieux la validité, & qu'elles ne puissent en aucune manière être falsifiées & contrefaites, seront données certaines marques & contrefeings de Sadite Majesté & desdits Seigneurs Etats Généraux.

XXV. Et en cas que dans leddits Vaisseaux & Barques Françaises, destinées vers les Havres des ennemis desdits Seigneurs Etats, se trouve par les moyens susdits quelques Marchandises & Denrées de celles, qui sont cy-dessus déclarées de contrebande & défendues, elles seront déchargées, dénoncées & confiscuées par devant les Juges de l'Amirauté

ANNO  
1713.



ANNO 1713.  
des Provinces-Unies ou autres compéens, sans que pour cela le Navire & Barque ou autres Biens, Marchandises & Denrées libres & permises, retrouvées au même Navire, puissent être en aucune façon saisies ni confisquées.

XXVI. Il a été en outre accordé & convenu, que tout ce qui se trouvera chargé par les Sujets de Sa Majesté en un Navire des ennemis desdits Seigneurs Etats, bien que ce ne fût Marchandises de contrebande, sera confisqué avec tout ce qui se trouvera audit Navire, sans exception ni réserve; mais d'ailleurs aussi sera libre & affranchi tout ce qui sera & se trouvera dans les Navires appartenans aux Sujets du Roi Très-Christien encore que la charge ou partie d'icelle fût aux ennemis desdits Seigneurs Etats, sauf les Marchandises de Contrebande, au regard desquelles on se réglera selon ce qui a été disposé aux Articles précédents; & pour éclaircissement plus particulier de cet Article, il est accordé & convenu de plus, que les cas arrivans que toutes les deux Parties, ou bien l'une d'icelles, fussent engagées en guerre, les biens appartenans aux Sujets de l'autre Partie, & chargés dans les Navires de celui qui est devenu ennemi de tous les deux, ou de l'une des Parties, ne pourront être confisqués aucunement, à raison, ou sous prétexte de cet embarquement dans le Navire ennemi; & cela s'observera non-seulement quand lesdites Denrées y auront été chargées devant la déclaration de la Guerre, mais mêmes, quand cela sera fait après ladite déclaration, pourveu que c'ait été dans les tems & les termes qui s'ensuivent; à savoir si elles ont été chargées dans la Mer Baltique, ou dans celle du Nord (depuis Terneuse en Norvegue, jusques au bout de la Manche dans l'espace de quatre Semaines, ou au bout de ladite Manche, jusques au Cap St. Vincent, dans l'espace de six Semaines, & de là dans la Mer Méditerranée, & jusques à la Ligne dans l'espace de dix Semaines, & au delà de la Ligne, & en tous les autres endroits du Monde dans l'espace de huit mois, à compter depuis la publication de la présente: Tellement que les Marchandises & biens des Sujets & Habitans, chargés en ces Navires ennemis, ne pourront être confisqués aucunement, durant les termes & dans les étendues susnommées à raison du Navire qui est ennemy; ains seront restitués aux Propriétaires sans aucun délai, si ce n'est qu'ils aient été chargés après l'expiration desdits termes; & pourtant il ne sera nullement permis de transporter vers les Ports ennemis telles Marchandises de contrebande, que l'on pourroit trouver chargées en un tel Navire ennemi, quoy qu'elles fussent rendues par la susdite raison. Et comme il a été réglé cy dessus, qu'un Navire libre affranchira les Denrées y chargées, il a été en outre accordé & convenu, que cette liberté s'étendra aussi aux Personnes, qui se trouveront en un Navire libre, à tel effet, que quoy qu'elles fussent ennemies de l'une & de l'autre des Parties, ou de l'une d'icelles, pourtant se trouvant dans le Navire libre, n'en pourront être tirées, si ce n'est qu'ils fussent Gens de Guerre, & effectivement en service desdits Ennemis.

XXVII. Tous les Sujets & Habitans desdites Provinces-Unies jouiront réciproquement des mêmes Droits, libertés & exemptions en leur Trafic & Commerce dans les Ports, Rades, Mers, & Etats de Sadite Majesté: ce qui vient d'être dit, que les Sujets de Sa Majesté jouiront en ceux desdits Seigneurs Etats, & en haute Mer, se devant entendre que l'égalité sera réciproque en toute manière de part & d'autre; & même en cas que cy-après lesdits Seigneurs Etats fussent en Paix, Amitié & Neutralité avec aucuns Rois, Princes & Etats qui deviendront ennemis de Sadite Majesté, chacune des deux Parties devant user réciproquement des mêmes conditions & restrictions exprimées aux Articles du présent Traité, qui regarde le Trafic & le Commerce.

XXVIII. Et pour assurer davantage les Sujets desdits Seigneurs Etats, qu'il ne leur sera fait aucune violence par lesdits Vaisseaux de Guerre, sera fait cession à tous Capitaines des Vaisseaux du Roi, & autres Sujets de Sa Majesté, de ne les molester ni endommager en aucune chose que ce soit, sur peine d'être tenus en leurs Personnes & biens des dommages & intérêts soufferts, & à souffrir jusques à la due restitution & réparation.

XXIX. Et pour cette cause seront dorénavant les Capitaines & Armateurs obligés chacun d'eux, avant leur partement, de bailler caution bonne & solvable par devant les Juges compéens, de la somme de quinze mille livres tournois, pour répondre chacun d'eux solidairement des malversations, qu'ils pourroient commettre en leurs courses, & pour les contraventions de leurs Capitaines & Officiers au présent Traité & aux Ordonnances & Edits de Sa Majesté, qui seront publiés en vertu & en conformité de la disposition d'iceluy, à peine de déchéance & nullité desdites Commissions & Congés; ce qui sera pareillement pratiqué par les Sujets desdits Seigneurs Etats Généraux.

XXX. S'il arrivoit qu'aucun desdits Capitaines François fit prise d'un Vaisseau chargé desdites Marchandises de contrebande, comme dit est; ne pourront lesdits Capitaines faire ouvrir ni rompre les Coffres, Males, Bales, Bougettes, Tonneaux & autres Caisses, ou les transporter, vendre ou échanger; ou autrement aliéner, qu'elles n'ayent été descendues en Terre en la présence des Juges de l'Amirauté & après Inventaire par eux fait desdites Marchandises trouvées dans lesdits Vaisseaux, si ce n'est que lesdites Marchandises de contrebande ne faisant qu'une partie de la charge, le Maître ou Patron de Navire trouvât bon & agréât de livrer lesdites Marchandises de contrebande audit Capitaine & de poursuivre son Voyage; auquel cas ledit Maître ou Patron ne pourra nullement être empêché de poursuivre sa route & le dessein de son Voyage.

XXXI. Sa Majesté voulant que les Sujets desdits Seigneurs Etats Généraux soient traités dans tout le Pais de son obéissance aussi favorablement, que ses propres Sujets, donnera tous les ordres nécessaires pour faire que les Jugemens & Arrests, qui seront rendus sur les prises, qui auront été faites en Mer, soient donnés avec toute justice & équité, par Personnes non suspectes ni intéressées au fait, dont il sera question: Et donnera Sa Majesté des ordres précis & efficaces, afin que tous les Arrests, Jugemens & ordres de Justice déjà donnés & à donner, soient promptement & dèment exécutés, selon leurs formes.

XXXII. Et lorsque les Ambassadeurs desdits Seigneurs Etats Généraux ou quelque autre de leurs Ministres publics, qui seront à la Cour de Sa Majesté, seront plainte desdits Jugemens, qui auront été rendus, Sa Majesté fera revoir lesdits Jugemens en son Conseil, pour examiner si les ordres & précautions, contenues au présent Traité, auront été suivies & observées, & pour y faire pourvoir, selon la raison, ce qui sera fait dans le tems de trois mois au plus; & néanmoins avant le premier Jugement après iceluy, pendant la revision, les biens & effets, qui seront réclamés, ne pourront être vendus, ni déchargés, si ce n'est du consentement des Parties intéressées pour éviter le déperissement desdites Marchandises.

XXXIII. Quand procès fera meü en première & seconde instance contre ceux qui auront fait des prises en Mer, & les intéressés en icelles, & que lesdits intéressés viendront à obtenir un Jugement ou Arrest favorable, ledit Jugement ou Arrest aura son execution sous caution, nonobstant l'appel d'iceluy, qui aura fait la prise, mais non au contraire; & ce qui est dit au présent Article & aux précédens, pour faire rendre bonne & brève justice aux Sujets des Provinces-Unies, sur les prises faites en Mer, par les Sujets de Sa Majesté, sera entendu & pratiqué par les Seigneurs Etats Généraux, à l'égard des prises faites par leurs Sujets sur ceux de Sa Majesté.

XXXIV. Sa Majesté & les Seigneurs Etats Généraux pourront en tout tems faire construire ou retenir dans le Pais l'un de l'autre, tel nombre de Navires, soit pour la Guerre ou pour le Commerce, que bon leur semblera, comme aussi acheter telle quantité de Munitions de guerre, qu'ils auront besoin, & employeront leur autorité, à ce que lesdits marchés de Navires & achats de Munitions se fassent de bonne foy & à prix raisonnable, sans que Sa Majesté ni les Seigneurs Etats Généraux puissent donner à même permission auxdits ennemis de l'un & de l'autre, en cas que lesdits ennemis fussent attaqués ou agresseurs.

XXXV. Arrivant que des Navires de guerre ou Marchands échouent par tempête ou autre accident aux costes de l'un ou de l'autre Allié, lesdits

ANNO 1713.

ANNO dits Navires, Appareux, Biens & Marchandises, & 713. ce qui sera sauvé, ou le provenant, si ledites choses étant périssables ont été vendues, le tout étant réclamé par des Propriétaires ou autres ayant charge & pouvoir d'eux, dans l'an & jour, sera restitué sans forme de procès, en payant seulement les frais raisonnables, & ce qui sera réglé entre ledits Alliés pour le Droit de sauvement; & en cas de contravention au présent Article, Sa Majesté & ledits Seigneurs Etats Généraux promettent d'employer efficacement leur autorité, pour faire châtier avec toute la sévérité possible ceux de leurs Sujets, qui se trouveront coupables des inhumanités, qui ont été quelquefois commises à leur grand regret en de semblables rencontres.

XXXVI. Sa Majesté & ledits Seigneurs Etats Généraux ne recevront & ne souffriront, que leurs Sujets reçoivent dans nul des Pais de leur obéissance aucuns Pirates & Forbans quels qu'ils puissent être; mais ils les feront poursuivre punir & chasser de leurs Ports; & les Navires déprédés, comme les biens pris par ledits Pirates & Forbans, qui se trouveront en être, seront incontinent & sans forme de procès restitués franchement aux Propriétaires, qui les réclameront.

XXXVII. Les Habitans & Sujets de costé & d'autre pourront par tout dans les Terres de l'obéissance dudit Seigneur Roi & dedit Seigneurs Etats Généraux se faire servir de tels Advocats, Procureurs, Notaires & Solliciteurs, que bon leur semblera, à quoi aussi ils seront commis par les Juges ordinaires, quand il sera besoin, & que ledits Juges en seront requis; & sera permis audit Seigneurs & Habitans de part & d'autre, de tenir dans les lieux, où ils seront leur demeure, les Livres de leur Trafic & Correspondance, en la Langue que bon leur semblera, sans que pour ce sujet ils puissent être inquiétés ni recherchés.

XXXVIII. A l'avenir aucuns Consuls ne seront admis de part & d'autre; & si l'on jugeoit à propos d'envoyer des Résidens, Agens, Commissaires ou autres, ils ne pourront établir leur demeure, que dans les lieux de la résidence ordinaire de la Cour.

XXXIX. Sa Majesté & ledits Seigneurs Etats Généraux ne permettront point, qu'aucun Vaisseau de guerre, ni autre équipé pour la Commission & pour le service d'aucun Prince, République ou Ville, que ce soit, vienne faire aucune prise dans les Ports, Havres ou aucunes Rivières, qui leur appartiennent, sur les Sujets de l'un ou de l'autre; & en cas que cela arrive, Sadite Majesté & ledits Seigneurs Etats Généraux emploieront leur autorité & leur force, pour en faire la restitution ou réparation raisonnablement.

XL. S'il survenoit par inadvertance ou autrement quelques inobservances ou contraventions au présent Traité de la part de Sadite Majesté, ou dedit Seigneurs Etats Généraux, & leurs Successeurs, il ne laissera pas de subsister en toute sa force, sans que pour cela on en vienne à la rupture de la Confédération, amitié & bonne correspondance, mais on réparera promptement ledites contraventions, & si elles procédent de la faute de quelques particuliers Sujets, ils en seront seuls punis & châtiés.

XLI. Et pour mieux assurer à l'avenir le Commerce & l'amitié entre les Sujets dudit Seigneur Roi & ceux dedit Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-bas, il a été accordé & convenu, qu'arrivant ci-après quelle interruption d'amitié ou rupture entre la Couronne de France & dedit Seigneurs Etats dedit Provinces-Unies (ce qu'à Dieu ne plaise) il sera toujours donné neuf mois de tems après ladite rupture aux Sujets de part & d'autre, pour se retirer avec leurs effets, & les transporter où bon leur semblera; Ce qui leur sera permis de faire, comme aussi de vendre ou transporter leurs Biens & Meubles en toute liberté, sans qu'on puisse leur donner aucun empêchement, ni procéder pendant ledit tems de neuf mois à aucunes saisies de leurs effets, moins encore à l'arrest de leurs Personnes.

XLII. L'on prévoindra de part & d'autre, autant qu'il sera possible, tout ce qui pourroit en aucune manière empêcher directement ou indirectement l'exécution du présent Traité, & spécialement de l'Article septième; & on s'oblige aux moindres plaintes, qui se feront de quelques contraventions, de les faire incessamment réparer.

XLIII. Le présent Traité de Commerce, Navigation & Marine durera vingt cinq ans, à commencer du jour de la signature; & les Ratifications en seront données en bonne forme, & échangées de part & d'autre dans l'espace de trois semaines, à compter du jour de la signature, ou plutôt, si faire se peut.

XLIV. Et pour plus grande sûreté de ce Traité de Commerce & de tous les Points & Articles, y contenus, sera ledit présent Traité publié, vérifié & enregistré en la Cour du Parlement de Paris, & en tous autres Parlemens du Royaume de France, & Chambre des Comptes dudit Paris, comme aussi semblablement ledit Traité sera publié, vérifié & enregistré par ledits Seigneurs Etats Généraux dans les Cours & autres places, où on a accoutumé de faire les publications, vérifications & enregistrements.

*Formulaire des Passeports & Lettres de Mer, qui se doivent donner dans l'Amirauté de France aux Navires & Barques, qui en sortiront, suivant l'Article du présent Traité.*

LOUIS Comte de Thoulouse, Amiral de France, à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Sçavoir faisons, que nous avons donné congé & permission à Maître & Conducteur du Navire, nommé de la Ville de

du port de Tonneaux, ou environ, étant de présent au Port & Havre de de s'en aller à chargé de

après que vifitation aura été faite de son Navire, avant que partir sera seement devant les Officiers, qui exercent la Jurisdiction des causes maritimes, comme ledit Vaisseau appartenant à un ou plusieurs des Sujets de Sa Majesté, dont il sera mis Acte au bas des présentes; comme aussi de garder, & faire garder par ceux de son Equipage les Ordonnances & Réglemens de la Marine, & mettre au Greffe le Rôle, signé & vérifié, contenant les noms & surnoms, la naissance & demeure des Hommes de son Equipage, & de tous ceux qui s'embarqueront; lesquels il ne pourra embarquer sans le feu & permission des Officiers de la Marine, & en chacun Port ou Havre où il entrera avec son Navire, fera apparoir aux Officiers & Juges de la Marine du présent Congé; & leur fera fidele rapport de ce qui sera fait & passé durant son voyage; & portera les Pavillons, Armes & Enseignes du Roi, & les nôtres durant son voyage. En témoin de quoi nous avons fait apposer notre Seing & le Sceau de nos Armes à ces présentes; & icelles fait contresigner par notre Secrétaire de la Marine à

jour de mil sept cens Signé, LOUIS, Comte de Thoulouse, Et plus-bas, par

*Formulaire de l'Acte contenant le serment.*

NOUS de l'Amirauté de certifions que Maître du Navire, nommé au Passeport ci-dessus, a presté le serment mentionné en icelui. Fait à le mil sept cens jour de mil sept

*Autre Formulaire des Lettres, qui se doivent donner par les Villes & Ports de Mer des Provinces-Unies, aux Navires & Barques, qui en sortiront, suivant l'Article susdit.*

AUX Sérénissimes, Très-Illustres, Très-Puissants, Honorables & Prudents Seigneurs, Empereurs, Rois, Républiques, Princes, Ducs, Comtes, Barons, Seigneurs, Bourguemaîtres, Echevins, Conseillers, Juges, Officiers, Justiciers & Régens de toutes bonnes Villes & Places, tant Ecclesiastiques que Seculiers, lesquels ces présentes verront ou liront; nous Bourguemaîtres & Régens de la Ville de Sçavoir faisons que Maître du Navire comparant devant nous, a déclaré de serment Bbb 3 ment

ANNO 1713.



**ANNO 1713.** ment solennel que le Navire nommé grand environ lasses, sur lequel maintenant il est le Maître, appartient aux habitants des Provinces-Unies, ainsi Dieu le vouloit aider; & comme volontiers nous verrions ledit Maître de Navire aidé dans ses justes affaires, nous vous requerrons tous en général & en particulier, où le fuidit Maître avec son Navire & Dénrées arrivera, qu'il vous plaife de le recevoir benigne-ment & traiter dument, le souffrant sur les Droits accoutumés des péages & fraix, dans, par & auprès de vos Ports, Rivières & Domaines, le laissant naviger, passer, fréquenter, & négocier là où il trouvera à propos, ce que volontiers nous reconnoissons; en témoin de quoi, nous y avons fait apposer le Seau de notre Ville.

En foi de quoi nous Ambassadeurs fuidits de Sa Majesté & des Seigneurs Etats Généraux, en vertu de nos Pouvoirs respectifs, avons es dits noms signé ces présentes de nos Seings ordinaires & à icelles fait apposer les Cachets de nos Armes, à Utrecht l'onzième Avril 1713.

*Signé,*

HUXELLES. (L. S.) S. J. v. RANDWYCK.  
(L. S.)

MESNAGER. (L. S.) WILLEM BUYS.  
(L. S.)

(L. S.) B. v. DUSSEN.

(L. S.) C. VAN GHEEL VAN SPANBROECK.

(L. S.) F. A. BARON DE REEDE DE RENSWOUDE.

(L. S.) S. v. GOSLINGA.

(L. S.) GRAEF v. KNIPHUYSEN.

*Article Separé.*

**O**UTRE ce qui a été conclu & arrêté par le Traité de Commerce, fait entre les Ambassadeurs de Sa Majesté Très-Christienne, & ceux des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, ce jourd'hui onze Avril mil sept cents treize, il a été encore convenu par ce présent Article séparé, qui aura la même force & vertu que s'il étoit inséré de mot à mot dans le fuidit Traité, que l'imposition de cinquante sols par Tonneau, établie en France sur les Navires des étrangers, cessera entièrement à l'avenir à l'égard des Navires des Sujets des Etats Généraux des Provinces-Unies, & ne pourra désormais être rétablie, en sorte que les Navires des Sujets dedit Seigneurs Etats Généraux seront déchargés de ladite taxe, soit que ledits Navires aillent droit en France des Pais ou Terres dedit Seigneurs Etats Généraux, ou de quelque autre endroit que ce puisse être, soit chargés ou à vuide, soit aussi qu'ils soient chargés pour décharger dans une ou plusieurs Places de France, ou bien qu'étant destinés pour prendre charge aux lieux où ils auroient dessein d'aller, & n'y en trouvant pas, ils aillent en d'autres pour en avoir, soit aussi que ledits Navires des Sujets des Seigneurs Etats Généraux sortent des Ports de France, pour s'en retourner chez eux, ou pour aller ailleurs, en quelques lieux que ce puisse être, chargés ou vuides, soit même qu'ils aient pris leurs charges dans une ou plusieurs Places, puis-qu'il a été convenu, que ni dans ledits cas, ni dans aucun autre qui pourroit arriver, les Navires des Sujets dedit Seigneurs Etats Généraux ne seront pas sujets à ladite imposition, mais qu'ils en seront & demeureront exempts, tant en venant dedit Ports de France qu'en y allant, excepté seulement au cas suivant, savoir, quand ledits Navires prendront des Marchandises en France, & qu'ils les transporteront d'un Port de France en un autre Port de France, pour les y décharger, auquel cas seulement, & nullement en aucun autre, les Sujets dedit Seigneurs Etats Généraux seront obligés de payer ledit Droit comme les autres Etran-

gers. Le présent Article séparé sera ratifié & enregistré de même que le Traité de Commerce.

En foi de quoi nous Ambassadeurs de Sadite Majesté, & des Seigneurs Etats Généraux, en vertu de nos Pouvoirs respectifs, avons es dits noms signé cet Article séparé de nos Seings ordinaires & y avons fait apposer les Cachets de nos Armes. A Utrecht l'onze Avril 1713.

*Signé,*

HUXELLES. (L. S.) J. v. RANDWYCK.  
(L. S.)

MESNAGER. (L. S.) WILLEM BUYS.  
(L. S.)

(L. S.) B. v. DUSSEN.

(L. S.) C. VAN GHEEL VAN SPANBROECK.

(L. S.) F. A. BARON DE REEDE DE RENSWOUDE.

(L. S.) S. v. GOSLINGA.

(L. S.) GRAEF VAN KNIPHUYSEN.

*Plein-pouvoir du Roi T. C. pour ses Ambassadeurs.*

**L**OUIS, par la Grace de Dieu, Roi de France & de Navarre, à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Comme nous n'avons rien oublié pour contribuer de tout notre pouvoir au rétablissement d'une Paix sincère & solide, & qu'il y a lieu d'espérer que les Conférences, qui se tiennent à Utrecht pour parvenir à un bien aussi-désirable, auront bien-tôt un heureux succès, voulant encore apporter tous nos soins pour en avancer l'effet, & pour la rendre plus stable, Nous confiant entièrement en la capacité, expérience, zèle & fidélité pour notre Service, de notre très-cher & bien-ami Cousin, le Marquis d'Huxelles, Maréchal de France, Chevalier de Nos Ordres, & Notre Lieutenant Général au Gouvernement de Bourgogne, & Notre cher & bien-ami le Sieur Meïnager, Chevalier de Notre Ordre de St. Michel. Pour ces Causes & les autres bonnes considérations à ce nous mouvantes, Nous avons commis, ordonné, & député, & par ces présentes, signées de notre Main, commettons, ordonnons, & députons ledits Sieurs Maréchal d'Huxelles, & Meïnager, & leur avons donné & donnons Plein-pouvoir, Commission, & Mandement spécial, en qualité de Nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires, de conférer, négocier, & traiter, avec les Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de nos très-chers, & grands amis les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-bas, revêtus de leurs Pouvoirs en bonne forme, arrêter, conclure, & signer tels Traitez de Commerce, Articles & Conventions, que nosdits Ambassadeurs Extraordinaires, & Plénipotentiaires aviseroient bon être. Voulant qu'en cas d'absence de l'un d'eux par maladie, ou par quelque autre cause légitime, l'autre ait le même Pouvoir de conférer, négocier, traiter, arrêter, conclure & signer tels Traitez de Commerce, Articles & Conventions, qui conviendront au bien que nous nous proposons, & à l'utilité réciproque de nos Sujets; en sorte que nosdits Ambassadeurs Extraordinaires, & Plénipotentiaires, agissant en tout ce qui requerra la Négotiation avec ledits Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-bas avec la même autorité que Nous ferions & pourrions faire, si nous étions présents en Personne, encore qu'il y eût quelque chose qui requerra un Mandement plus spécial, non contenu en cesdites présentes. Promettant en foi, & parole de Roi, d'avoir agréable, & tenir ferme, & stable à toujours, accomplir & exécuter ponctuellement tout ce que ledits Sieurs Maréchal d'Huxelles & Meïnager, ou l'un d'eux, dans ledits cas d'absence, ou de Maladie, auront stipulé, promis, & signé, en vertu du présent Pouvoir, sans jamais y contrevenir, ni permettre qu'il y soit contrevenu, pour quelque cause, ou sous quel-

ANNO quelque prétexte que ce puisse être; Comme aussi d'en faire expédier nos Lettres de Ratification en bonne forme, & de les faire délivrer pour être échangées dans le tems dont il sera convenu par les Traités à faire, Car tel est notre plaisir. En témoin de quoy Nous avons fait mettre notre Sceau à ces Présentes. Donné à Versailles le quatrième jour de Mars, l'An de Grace, mil sept cent treize, & de notre Règne le soixante dixième.

Signé,

LOUIS.

Et sur le Reply,

Par le Roy,

COLBERT.

Scellé du grand Sceau de Cire Jaune.

*S'ensuit la teneur des Pouvoirs des Ambassadeurs & Plénipotentiaires des Seigneurs Etats Généraux.*

LES Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-bas, à tous ceux qui ces présentes verront, salut. Comme nous ne souhaitons rien plus ardemment que de voir finir par une bonne Paix la Guerre, dont la Chrétienté est à présent affligée, & que la Ville d'Utrecht a été agréée pour le lieu des Conférences; Nous par ce même désir d'arrêter, d'autant qu'il sera en nous, la désolation de tant de Provinces, & l'effusion de tant de sang Chrétien, avons voulu y contribuer tout ce qui dépend de nous, & pour cet effet députer à ladite Assemblée quelques Personnes du Corps de la nôtre, qui ont donné plusieurs preuves de la connoissance & expérience qu'ils ont des affaires publiques, aussi bien que de l'affection qu'ils ont pour le bonheur de notre Etat. Et comme les Sieurs Jacques de Randwyck, Seigneur de Rossem, &c. Burgrave de l'Empire & Juge de la Ville de Nimègue, Guillaume Buys, Conseiller Pensionnaire de la Ville d'Amsterdam; Bruno vander Dussen, ancien Bourguemaitre, Sénateur & Conseiller Pensionnaire de la Ville de Gouda, Assesseur au Conseil des Heemrades de Schieland, Dyckgrave de Crimpenerwaerd; Corneille van Gheel, Seigneur de Spanbroek & Bulkestein, &c. Grand Bailiff du Franc & de la Ville de l'Ecluse, Surintendant des Fiefs relevant du Bourg de Bruges dans notre ressort; Frederic Adrien Baron de Rhee, Seigneur de Renfwoode, d'Emminkhuysen & Moerkerken, &c. Président de la Noblesse de la Province d'Utrecht; Sizzo de Gossinga, Grietman de Franequeredel, Curateur de l'Université de Franequer; & Charles Ferdinand, Comte de Inhuysen & de Kniphuisen, Seigneur de Vrecedewold, &c. Députés en notre Assemblée de la part des Etats de Gueldres, de Hollande & Westfrie, de Zelande, d'Utrecht, de Frise, & de la Ville de Groningue & Ommelandes, se sont signalés en plusieurs Emplois importants pour notre service, où ils ont donné des marques de leur fidélité, application & adresse au maniement des affaires, & que pour ces causes, & autres considérations à ce nous mouvantes, nous les avons commis, ordonné & député d'aller à Utrecht, en qualité de nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires pour la Paix & d'y conférer avec les Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de Sa Majesté Très-Christienne, munis de Pouvoirs suffisants, & y traiter des moyens de terminer & pacifier les différends, qui causent aujourd'hui la Guerre, soulevant de plus, qu'avec la conclusion de la Paix, il soit aussi réglé par un Traité de Commerce, de Navigation & de Marine, tout ce qui sera propre à établir & fortifier la bonne Correspondance entre les Sujets de part & d'autre, & à prévenir tous les inconvénients qui pourroient l'affoiblir; pour ces raisons nous avons donné & donnons Plein-pouvoir, Commission & Mandement spécial, auxdits Sieurs de Randwyck, Buys, vander Dussen, de Spanbroek, de Renfwoode, de Gossinga, & Comte d'Inhuysen & de Kniphuisen, de conférer aussi avec les Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipo-

tentiaires de Sa Majesté Très-Christienne munis de Pouvoirs suffisants, sur les conditions d'un Traité de Commerce, Marine & Navigation, d'un traité & convenir; & pourront nosdits Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires tous ensemble, ou quelques-uns ou quelqu'un d'entre eux, en cas de l'absence des autres par maladie ou autre empêchement, conclure & signer un tel Traité de Commerce, Navigation & Marine, & généralement faire, négocier, promettre & accorder, tout ce qu'ils estimeront nécessaire pour le susdit effet, & de faire généralement tout ce que nous pourrions faire si nous étions présents, quand même pour cela il seroit besoin de Pouvoir & Mandement plus spécial, non contenu dans ces présentes; promettant sincèrement & de bonne foi, d'avoir pour agréable, ferme & stable, tout ce que par lesdits Sieurs nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires, ou bien par quelques-uns ou quelqu'un d'entre eux en cas de maladie, d'absence ou d'autre empêchement des autres, aura été stipulé, promis & accordé, & d'en faire expédier nos Lettres de Ratification, dans le tems qu'ils auront promis en notre nom de les fournir. Donné à la Haye en notre Assemblée, sous notre grand Sceau, le paraphe du Président de notre Assemblée, & le Seing de notre Greffier, l'onzième d'Avril mille sept cents treize.

*Esloit paraphé,*

JOHAN VAN WEDE, Vr.

*Plus-bas.*

Par Ordonnance des susdits Seigneurs Etats Généraux.

Signé,

F. FACEL.

Et scellé du grand Sceau de cire rouge.

*S'ensuit la Ratification de Sa Majesté Très-Christienne sur le Traité de Commerce, Navigation & Marine.*

LOUIS par la Grace de Dieu Roy de France & de Navarre, à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Comme Notre très-cher & bien Aimé Cousin le Marquis d'Eu, Maréchal de France, Chevalier de Nos Ordres, & Notre Lieutenant Général au Gouvernement de Bourgogne; & Notre-cher & bien-aimé le Sieur Nicolas Melnager, Chevalier de Notre Ordre de St. Michel, Nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires en vertu des Plein-pouvoirs, que Nous leur en avons donné, auroient conclu, arrêté & signé l'onzième du présent mois d'Avril à Utrecht, avec les Sieurs Jacques de Randwyck, Seigneur de Rossem, &c. Burgrave de l'Empire & Juge de la Ville de Nimègue; Guillaume Buys, Conseiller Pensionnaire de la Ville d'Amsterdam; Bruno vander Dussen, ancien Bourguemaitre, Sénateur & Conseiller Pensionnaire de la Ville de Gouda, Assesseur au Conseil des Heemrades de Schieland, Dyckgraef de Crimpenerwaerd; Corneille van Gheel, Seigneur de Spanbroek & Bulkestein, Grand Bailiff du Franc & de la Ville de l'Ecluse, Surintendant des Fiefs relevant du Bourg de Bruges du ressort de l'Etat; Frederic Adrien Baron de Rhee, Seigneur de Renfwoode, Emminkhuysen & Moerkerken, Président de la Noblesse de la Province d'Utrecht; Sizzo de Gossinga, Grietman de Franequeredel, Curateur de l'Université de Franequer; & Charles Ferdinand, Comte de Inhuysen & de Kniphuisen, Seigneur de Vrecedewold, &c. Députés dans leur Assemblée de la part des Etats de Gueldres, de Hollande & Westfrie, de Zelande, d'Utrecht, de Frise & de la Ville de Groningue & Ommelandes, en qualité d'Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de Nos très-chers & grands Amis, les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-bas, pareillement munis de Plein-pouvoirs, le Traité de Commerce, Navigation & Marine, dont la teneur s'ensuit.

Fiat



ANNO  
1713.*Fiat insertio.*

Nous ayant agréable le susdit Traité de Commerce, Navigation & Marine en tous & chacun les Points & Articles qui y sont contenus & déclarez, avons iceux tant pour nous que pour Nos Héritiers, Successeurs, Royaumes, Pais, Terres, Seigneuries & Sujets, accepté, approuvé, ratifié, & confirmé, & par ces présentes signées de Notre main, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, & le tout promettons en foi & parole de Roy, sous l'obligation & hypothèque de tous & un chacun nos Biens, présents & à venir, garder, observer inviolablement, sans jamais aller ny venir, au contraire, directement ou indirectement, en quelque sorte & manière que ce soit. En témoin de quoy Nous avons fait mettre Notre Scel à ces présentes. Donné à Versailles le dix-huitième Avril, l'an de grace, mil sept cens treize, & de Notre Règne le soixante-dixième.

*Etoit signé,*

LOUIS.

*Et plus bas;*

Par le Roy,

COLBERT.

*S'ensuit la Ratification des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-bas, sur le Traité de Commerce, Navigation & Marine.*

**L**ES Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-bas, à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Comme ainsi soit, que l'onzième jour du mois d'Avril de la présente année 1713, il a été fait & conclu à Utrecht un Traité de Commerce, Navigation & Marine par le Sieur Nicolas, Marquis d'Huxelles, Maréchal de France, Chevalier des Ordres de Sa Majesté Très-Chrétienne, & son Lieutenant Général au Gouvernement de Bourgogne, & le Sieur Nicolas Meunager, Chevalier de l'Ordre de St. Michel, Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de Sa Majesté Très-Chrétienne à l'Assemblée d'Utrecht, & par les Sieurs Jacques de Randwyck, Seigneur de Rossem, Burgrave de l'Empire, & Juge de la Ville de Nimègue; Guillaume Buys, Conseiller Pensionnaire de la Ville d'Amsterdam; Bruno vander Dussen, ancien Bourguemestre, Sénateur, & Conseiller Pensionnaire de la Ville de Gouda, Aïssieur au Conseil des Heemrades de Schiedam, Dyckgrave du Crimpenswaerd; Corneille van Gheel, Seigneur de Spanbroek & Bulckestein, Grand Baillif du Franc & de la Ville de l'Ecluse, Surintendant des Fiefs relevans du Bourg de Bruges du ressort de notre Etat; Frederic Adrien, Baron de Rheede, Seigneur de Renfwoode, d'Emminckhuysen & Moerkerken, Président de la Noblesse de la Province d'Utrecht; Sico de Gossinga, Grietman de Franekeradeel, Curateur de l'Université de Franeker; & Charles Ferdinand, Comte d'Inhuysen & de Kniphuisen, Seigneur de Vredewold, Députés en notre Assemblée de la part des Etats de Gueldre, de Hollande & Westfrie, de Zelande, d'Utrecht, de Frise, & de Groningue & Ommelandes, Nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires à ladite Assemblée d'Utrecht, en notre nom & de notre part, en vertu de leurs Plein-pouvoirs respectifs, duquel Traité la teneur s'ensuit.

*Fiat insertio.*

Et d'autant que le contenu dudit Traité porte, que les Lettres de Ratification seront délivrées de part & d'autre en bonne & dûe forme, dans le terme de trois semaines, à compter du jour de la signature, Nous voulant donner des marques de notre sincérité, & Nous acquiescer de la parole, que nos Ambassadeurs ont donnée pour Nous, Nous avons agréé, approuvé & ratifié ledit Traité, & un chacun

des Articles d'icelui, ci-dessus transcrits, comme Nous l'agréons, approuvons, & ratifions, par ces présentes; promettant en bonne foi & sincèrement de le garder, entretenir & observer inviolablement de point en point, selon sa forme & teneur, sans jamais aller ni venir au contraire, directement ni indirectement, en quelque sorte ou manière que ce soit. En foi de quoi Nous avons fait signer ces présentes par le Président de notre Assemblée, contre-signer par notre Greffier, & y apposer notre grand Seau. Fait à la Haye le vingt-neuvième d'Avril 1713.

*Etoit paraphé,*

H. VAN ISSELMUDEN, Vr.

*Sur le pli droit écrit,*

Par Ordonnance des susdits Seigneurs Etats Generaux.

*Etoit signé,*

F. FAGEL.

Et scellé du Grand Seau de cire rouge.

*S'ensuit la Ratification de Sa Majesté Très-Chrétienne sur l'Article Separé.*

**L**OUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre, à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Ayant vu & examiné l'Article séparé que Notre très-cher & bien-ami Cousin, le Marquis d'Huxelles, Maréchal de France, Chevalier de Nos Ordres, & Notre Lieutenant Général au Gouvernement de Bourgogne, & Notre cher & bien-ami le Sr. Meunager, Chevalier de Notre Ordre de St. Michel, Nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires, en vertu des Plein-pouvoirs que Nous leur en avions donné, ont conclu, arrêté & signé l'onzième du présent mois d'Avril à Utrecht, avec les Sieurs Jacques de Randwyck, Seigneur de Rossem, &c. Burgrave de l'Empire & Juge de la Ville de Nimègue; Guillaume Buys, Conseiller Pensionnaire de la Ville d'Amsterdam; Bruno vander Dussen, ancien Bourguemestre, Sénateur & Conseiller Pensionnaire de la Ville de Gouda, Aïssieur au Conseil des Heemrades de Schiedam & Dyckgrave de Crimpenswaerd; Corneille van Gheel, Seigneur de Spanbroek & Bulckestein, Grand Baillif du Franc & de la Ville de l'Ecluse, Surintendant des Fiefs relevans du Bourg de Bruges, du ressort de l'Etat; Frederic Adrien Baron de Rheede, Seigneur de Renfwoode, d'Emminckhuysen & Moerkerken, Président de la Noblesse de la Province d'Utrecht; Sico de Gossinga, Grietman de Franekeradeel, Curateur de l'Université de Franeker; & Charles Ferdinand, Comte d'Inhuysen & de Kniphuisen, Seigneur de Vredewold, &c. Députés dans leur Assemblée de la part des Etats de Gueldre, de Hollande & de Westfrie, de Zelande, d'Utrecht, de Frise & de la Ville de Groningue & Ommelandes, en qualité d'Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de Nos très-chers & grands Amis les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-bas, pareillement munis de Plein-pouvoirs, duquel Article l'Article séparé s'ensuit.

*Fiat insertio.*

Nous ayant agréable le susdit Article séparé en tout son contenu avons icelui loué, approuvé & ratifié, & par ces présentes, signées de Notre main, louons, approuvons & ratifions. Promettant en foi & parole de Roy de l'accomplir, observer & faire observer sincèrement & de bonne foi, sans souffrir qu'il soit jamais allé directement ou indirectement au contraire, pour quelque cause & occasion que ce puisse être. En témoin de quoy nous avons fait mettre Notre Scel à cesdites présentes. Donné à Versailles le dix-huitième jour d'Avril, l'an de grace mille sept

ANNO  
1713.

ANNO cens treize, & de Nôtre Regne le soixante dixième.  
1713.

Eloit signé,

LOUIS.

Plus-bas :

Par le Roy,

COLBERT.

*S'ensuit la Ratification des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-bas, sur l'Article Separé.*

LES Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-bas, à tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Comme ainsi soit, qu'outre le Traité de Commerce, Navigation & Maritime conclu à Utrecht l'onzième jour du mois d'Avril de la présente année 1713. il ait été fait de même un Article separé, par le Sieur Nicolas, Marquis d'Huxelles, Maréchal de France, Chevalier des Ordres de Sa Majesté Très-Chrétienne, & son Lieutenant Général au Gouvernement de Bourgogne, & le Sieur Nicolas Melnager, Chevalier de l'Ordre de St. Michel, Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de Sa Majesté T. C. à l'Assemblée d'Utrecht; & par les Srs. Jacques de Randwyck, Seigneur de Rossem, Bourgrave de l'Empire, & Juge de la Ville de Nimegue; Guillaume Buys, Conseiller Pensionnaire de la Ville d'Amsterdam; Bruno vander Duijsen, ancien Bourguemaitre, Sénateur & Conseiller Pensionnaire de la Ville de Gouda, Affesseur au Conseil des Heemrades de Schieland, Dyckgrave du Crimpenerwaerd; Cornelie van Gheel, Seigneur de Spanbroek, & Bulkestein, Grand Bailli du Franc & de la Ville de l'Ecluse, Surintendant des Fiefs relevant du Bourg de Bruges du ressort de nôtre Etat; Frideric Adrien, Baron de Rheede, Seigneur de Renfwoode, d'Emminkhuysen & Moerkerken, Président de la Noblesse de la Province d'Utrecht; Sisco de Gollinga, Gjetman de Fransqueradeel, Curateur de l'Université de Franeker; & Charles Ferdinand Comte d'Inhuysen & de Kniphuysen, Seigneur de Vredewold, &c. Députés en nôtre Assemblée de la part des Etats de Gueldre, de Hollande & Westsile, de Zelande, d'Utrecht, de Frise, & de Groningue & Ommelandes, Nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires à ladite Assemblée d'Utrecht en nôtre nom & de nôtre part, en vertu de leurs Plein-pouvoirs respectifs, duquel Article separé la teneur s'ensuit.

*Fiat inferio.*

Nous ayant pour agréable ledit Article separé, l'avons approuvé & ratifié, l'approuvons & ratifions, par ces presentes; Promettant en bonne foy & sincèrement, de le garder, entretenir & observer inviolablement, sans jamais aller ni venir au contraire, directement ni indirectement, en quelque sorte ou manière que ce soit. En foy dequoy Nous avons fait signer ces presentes par le Président de nôtre Assemblée, contresigner par nôtre Greffier, & y apposer nôtre grand Sceau. Fait à la Haye le vingt neuvième d'Avril 1713.

*Eloit paraphé,*

H. VAN ISSELMUDEN. Vl.

*Sur le pli estoit écrit,*

Par Ordonnance desdits Seigneurs Etats Généraux.

*Eloit signé,*

F. FAGEL.

Et scellé du grand Sceau en cire rouge.

TOM. VIII. PART. I.

Ordonnance du Roi T. C. pour le retablisement du Commerce tant par Mer que par Terre, entre ses Sujets & ceux des Provinces-Unies des Pais-bas. Donnée à Marly le 17. Mai 1713. Avec les PROCLAMATIONS de la Paix faites à Paris le 22. & à la Haye le 13. du même Mois & An 1713. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht Tom. III. pag. 137.]

ANNO 1713.

ON FAIT A SCAVOIR à tous qu'il appartiendra, qu'une bonne, ferme, stable & solide Paix, avec une amitié & reconciliation entiere & sincere, a été faite & accordée entre Très-Haut, Très-Excellent & Très-Excellent & Très-Puissant Prince, LOUIS, par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre, nôtre Souverain Seigneur; Très-Haute, Très-Excellent & Très-Puissante Princesse ANNE, Reine de la Grande-Bretagne; Très-Haut, Très-Excellent & Très-Puissant Prince FRIDERIC GUILLAUME Roi de Prusse; Très-Haut, Très-Excellent & Très-Puissant Prince VICTOR AME, Duc de Savoie; Et les SEIGNEURS Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, leurs Vassaux, Sujets, Serviteurs, en tous leurs Royaumes, Pais, Terres & Seigneuries de leur obéissance: Que ladite Paix est générale entre eux & leursdits Vassaux & Sujets; & qu'au moyen d'icelle il leur est permis d'aller, venir, retourner & séjourner en tous les lieux desdits Royaumes, Etats & Pais, négocier & faire Commerce de Marchandises, entretenir correspondance, & avoir communication les uns avec les autres, & ce en toute liberté, franchise & sûreté, tant par Terre que par Mer, & sur les Rivieres & autres Eaux, & tout ainsi qu'il a été & dû être fait en temps de bonne, sincere & amiable Paix, telle que celle qu'il a plu à la divine Bonté d'établir entre ledit Seigneur Roi, ladite Dame Reine, le Seigneur nommez, leurs Peuples & Sujets: Et pour les y maintenir, il est expressément défendu à toutes Personnes de quelque qualité & condition qu'elles soient, d'entreprendre, attenter ou innover aucune chose au contraire, ni au préjudice d'icelle, sur peine d'être punis severement comme infractions de Paix & perturbateurs du repos public. Et afin que personne n'en puisse prétendre cause d'ignorance, ordonne Sa Majesté que la Présente sera lue, publiée & affichée par tout où besoin fera. Fait à Marly le dix-sept May, mil sept cens treize.

*Signé,*

LOUIS.

*Et plus bas,*

PHELYPEAUX.

Et scellé du Sceau de Sa Majesté.

*De par le Prévôt des Marchands & Eschevins de la Ville de Paris.*

A TOUS ceux qui ces presentes Lettres verront, JEROME BIGNON, Chevalier, Conseiller d'Etat ordinaire, Prévôt des Marchands; & les Eschevins de la Ville de Paris, Salut. Sçavoir faisons que sur ce qui Nous a été remontré par le Procureur du Roi & de la Ville, que Sa Majesté par la Lettre de Cachet donnée à Marly le dix sept du présent mois de May, Signé, L O U I S. *Et plus bas :* PHELYPEAUX. Nous ayant adressé son Ordonnance du même jour pour faire publier la Paix conclue entre Sa Majesté, la Reine de la Grande-Bretagne, le Roi de Prusse, le Duc de Savoie, & les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, & tenir la main à ce qu'il n'y soit contrevenu en aucun



ANNO  
1713.

aucune manière, il étoit nécessaire pour rendre plus notoire ladite Ordonnance qui a été lûe & publiée ce jourd'hui dans les lieux ordinaires de cette Ville, de la faire afficher sur les Portes d'icelle & autres lieux de notre Jurisdiction, afin qu'elle soit exécutée selon sa forme & teneur. Pour quoy requeroit qu'il Nous plût y pourvoir. Nous ayant égard aux Remontrances & Requistes du Procureur du Roy & de la Ville, AVONS ORDONNÉ que ladite Ordonnance de Sa Majesté, donnée à Marly le dix-sept du présent mois, Signée, LOUIS. Et plus-bas, PHELYPEAUX. Et scellée, lûe & publiée ce jourd'hui dans tous les lieux ordinaires & acoustumés de cette Ville, sera affichée sur les Portes d'icelle, Ponts, Passages & autres lieux étans de notre Jurisdiction, à la diligence des Huissiers Commissaires de Police de l'Hôtel de cette Ville sur le Fait de la Marchandise de l'Eau & des Maîtres des Ponts, à ce qu'aucun n'en prétende cause d'ignorance, pour être exécutée selon sa forme & teneur. Fait au Bureau de la Ville, le vingt deuxième jour de Mai, mil sept cents treize.

Signé,

TAITBOUT.

Publication de la Paix, faite à la Haye le 22. May  
1713. &c.

LES Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas. A tous ceux qui ces Présentes verront ou entendront lire Salut; sçavoir faisons: Qu'à la louange & gloire du Seigneur Dieu Tout-Puissant, & pour le bien & l'avantage de ces Provinces-Unies en général, & des bons Habitans d'icelles en particulier; il a été fait & conclu à Utrecht, le 11. Avril de la présente année 1713., une bonne, ferme, fidelle & inviolable Paix, entre le Roi de France d'une part, & Nous d'autre part: dont les Ratifications ont été échangées de part & d'autre en forme convenable, à Utrecht le 12. du présent mois de May: Et que le même jour, on a passé un Acte pour abréger le terme dont il est fait mention dans le III. Article, tant du Traité de Paix que de celui de Commerce. Qu'en conséquence, tous actes d'hostilité cesseront, tant par Mer & Eaux douces, que par Terre, dans tous les Pais & Villes dépendans du ressort de part & d'autre, sans distinction de Places, en quelques endroits qu'elles soient situées, ensemble entre les Peuples & Habitans d'une & d'autre part, de quelque état & condition qu'ils puissent être; & ce après l'expiration des termes respectifs exprimés ci-dessous, sçavoir après l'expiration de 4. semaines, à compter du 11. Avril 1713. qui est le jour de la signature des Traitez, & ainsi après le 9. du présent mois de Mai, dans la Mer Baltique & celle du Nord, depuis Teriente en Norwege jusqu'au bout de la Manche; après le terme de 6. semaines, & ainsi après le 23. dudit mois de Mai, depuis le bout de la Manche jusqu'au Cap St. Vincent; après le terme de 10. semaines, & ainsi après le 20. Juin prochain, depuis le Cap St. Vincent jusques dans la Mer Méditerranée & jusqu'à la Ligne; & enfin après le terme de 8. mois, & ainsi après le 11. Décembre de cette année, au delà de la Ligne & dans tous les autres endroits du Monde.

C'est pourquoi Nous mandons & enjoignons expressément par ces Présentes à tous & un chacun, tant Sujets & Habitans des Provinces-Unies des Pais-Bas, que demeurans dans notre ressort & sous notre obéissance, d'observer inviolablement ladite Paix, conformément auxdits Traitez, sans y contrevenir; sous peine d'être punis comme Perturbateurs du repos public, sans aucune grace, faveur, support ni dissimulation. Ainsi fait & conclu en l'Assemblée des

susdits Seigneurs Etats Généraux, à la Haye le 13. Mai 1713. ANNO  
1713.

Paraphé,

J. V. WELDEREN, Vt. &amp;c.

Signé,

F. FAGEL, &amp;c.

## CLVIII.

Traité d'Alliance entre les Etats Généraux des 19. Avril.  
PROVINCES-UNIES des Pais-Bas & les  
LIGUES GRISES. Fait à la Haye le 19.  
Avril 1713. [Tiré des Archives des Etats à  
la Haye.]

LES Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, & les Seigneurs Chefs, Conseillers & Communes des Loïables trois Ligues de la Haute Rhœtie ayant depuis long temps eu réciproquement les uns pour les autres, une véritable & sincere Amitié, & une entière confiance, ont jugé qu'il leur seroit utile & convenable de contracter ensemble une étroite & perpétuelle union défensive qui puisse servir à leur maintien, & à leur conservation réciproque, & à cimenter indissolublement, les sentimens d'amitié & de confiance, qu'ils ont eu jusques ici les uns pour les autres: pour cet effet les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-bas, ont autorisé les Sieurs de Broekhuysen, Fagel, Heinfias, de Spanbroeg, de Weede, de Burum, d'Isselmuiden, & Wichers, leurs Deputez; & la Louable Republique des trois Ligues, le Sieur de Salls; qui en vertu de leur autorisation, sont convenus des Articles suivans.

I. Il y aura à perpétuité une étroite Union défensive entre les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, d'une part, & la Loïable Republique des trois Ligues Grises, de l'autre, en vertu de laquelle étroite union, les Parties Contractantes s'engagent d'avoir réciproquement une fidelle soïn de leurs intérêts mutuels, de s'assister par tous les bons offices possibles, de prévenir le mal, dont l'une ou l'autre Partie pourroit être menacée, & s'entresecourir réciproquement en cas d'attaque.

II. Ce Traité d'union s'étend de la part de la Loïable Republique des Ligues Grises, à la défense des Pais de Leurs Hautes Puissances en Europe & à celle de leurs Barrières, telles qu'elles seroient réglées, & cela, soit que Leursdits Pais ou Barrières fussent attaquées, soit que Leurs Hautes Puissances fussent obligées d'entrer en guerre pour la défense de leurs Pais ou Barrières. Leurs Hautes Puissances seront deplus dans le pouvoir d'employer les Troupes de la Loïable Republique des Ligues Grises, qu'elles auront à leur service pour la défense de tous les Etats du Royaume de la Grande-Bretagne, qui sont en Europe.

III. Les Loïables Ligues Grises s'engagent dans ce Traité de laisser au service de Leurs Hautes Puissances, les dix Compagnies qu'elles ont à leur service: sçavoir le Regiment Grifon de Smit avec son Etat Major, & deux autres Compagnies dispersées dans des Regimens Suisses. Les Loïables Ligues Grises avoueront ledites dix Compagnies, qui ont toutes été levées dans leur Pais; & permettront aux Capitaines, qui les commandent, & qui les commanderont dans la suite, de faire les recrutés nécessaires dans leurdits Pais pour ces dix Compagnies, sans qu'elles puissent être rappelées, dans aucun tems.

IV. Les Loïables Ligues Grises s'engagent deplus à accorder à Leurs Hautes Puissances, en cas qu'elles fussent attaquées, ou en peril inevitable de l'être, une nouvelle levée de deux mille hommes, sans que ledites Loïables Ligues Grises puissent se dispenser d'exécuter cet engagement, à moins que lors qu'on leur demandera ladite nouvelle levée, elles ne fussent elles-mêmes en guerre, ou dans le peril inevitable d'y entrer; & quand ces Troupes seront levées, il sera permis aux Officiers, d'y faire les recrutés nécessaires.

V. D'au-

V. D'autre part Leurs Hautes Puissances s'engagent aux Liables Lignes Grises, en vertu du présent Traité, à la défense desdites trois Lignes Grises, & à la conservation de leur domination, de leur Souveraineté & de tous leurs Droits sur les Païs qui leur sont fournis. Et comme Monsieur de Stanian Envoyé de Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne, a fait un Traité en l'année 1707, tant au nom de Sa Majesté qu'en celui de Leurs Hautes Puissances, touchant la renouveau & l'amélioration du Capitulat de Milan, & à l'égard d'autres choses à l'avantage des Liables Lignes Grises: lequel Traité a ensuite été approuvé par Leurs Hautes Puissances dans leur Résolution donnée le 3. Juin 1710. au Sieur de Salis Envoyé de ladite République des Grisons, & dans une autre Résolution confirmative du 21. Avril 1711. Leurs Hautes Puissances s'engagent à continuer à faire tous les efforts possibles, & à tenir la main pour procurer aux Liables Lignes Grises l'accomplissement du dit Traité, conformément aux Résolutions de Leurs Hautes Puissances.

VI. Si les Liables trois Lignes, ou les Païs qui sont sous leur Domination étoient attaqués, ou en péril évident d'être attaqués, ou si quelque Puissance étrangère suscitait, ou appuyait, soit directement, soit indirectement, quelque rébellion ou manœuvre des Sujets des Liables trois Lignes contre leurs Souverains, de telle manière que lesdites Lignes fussent en guerre, ou en danger de guerre, ou si quelque Puissance étrangère suscitait ou soutiendrait dans la République des trois Lignes, des divisions contre la constitution du Gouvernement; & que par là elle entrât en guerre, ou en péril évident de guerre, ou si les Liables trois Lignes, pour défendre leurs Droits sur les Païs, qui sont sous leur domination, étoient forcées d'entrer en guerre, en tous & chacun des cas susdits, aussi tôt que les Liables trois Lignes seront obligées de mettre des Troupes sur pied, Leurs Hautes Puissances s'obligent de leur payer chaque mois, une somme pareille à ce, à quoi monte la paye présente d'un Etat Major, & de leurs dix Compagnies, qui sont au service de Leurs Hautes Puissances; & ce subsidie sera payé régulièrement de mois en mois, pendant tout le tems que la guerre, ou le péril évident de guerre, durera, & que les susdites Troupes resteront sur pied; ce subsidie commencera à courir du jour que les Liables trois Lignes seront obligées de mettre sur pied des Troupes pour quelque'un des cas susdits; & quoy que Leurs Hautes Puissances fussent dans ce tems-là Elles mêmes en guerre, les Liables Lignes Grises pourront néanmoins outre le subsidie, rappeler le tiers de leurs Officiers qui se trouveront au service de Leurs Hautes Puissances, à sçavoir le Lieutenant Colonel, un tiers des Capitaines, & des Capitaines Lieutenants *promisus* & un tiers des Lieutenants, & des Enseignes; & si Elles n'étoient point en guerre alors, les Lignes Grises pourroient rappeler les deux tiers de leurs Officiers: à sçavoir le Lieutenant Colonel & deux tiers des Capitaines, & Capitaines Lieutenants, *promisus*, & deux tiers des Lieutenants & des Enseignes, lesquels dans l'un & en l'autre cas, conserveront cependant leurs Places & leurs appointemens, dans le service de Leurs Hautes Puissances.

VII. Le Regiment de Smit & toutes les Compagnies qui le composent, aussi bien que les deux autres Compagnies Grisonnes, seront conservés en tems de Paix; Mais Leurs Hautes Puissances auront alors le Droit de réduire les Compagnies à cent cinquante hommes, chacune: ledit Regiment de Smit & les huit Compagnies qui le composent, aussi bien que les susdites deux autres Compagnies, ne pourront être données qu'à des Officiers, Sujets des trois Lignes. Et quant en particulier au Regiment de Smit, & aux huit Compagnies, qui le composent, les Liables Lignes Grises se réservent d'avoir à présent le Droit de choisir les Capitaines de telle manière, qu'à chaque vacance, le Colonel nommera pour la remplir le plus vieux Capitaine Lieutenant du Regiment, & le Capitaine Lieutenant de la Compagnie vacante, pourvu que ce dernier ait huit années de service en qualité d'Officier, sans quoi les deux plus vieux Capitaines Lieutenants du Regiment seront nommés, & les Liables Lignes Grises auront le Droit de donner ladite Compagnie à l'un des deux Capitaines Lieutenants nommés par le Colonel.

TOM. VIII. PART. I.

VIII. Lors que Leurs Hautes Puissances feront de nouvelles levées dans le Païs des Liables Lignes Grises, en vertu de l'engagement, que lesdites Liables Lignes Grises prennent dans ce Traité; lesdites Lignes auront le choix des Capitaines qui commanderont les nouvelles levées; mais Elles s'engagent à n'en choisir que d'expérimentés & de capables. Quand cette nouvelle levée sera faite, soit en tout, soit en partie, les deux Compagnies Grisonnes, qui sont dans des Régimens Suisses, seront mises dans un même Corps avec cette nouvelle levée, & seront à l'égard de la nomination sur le même pied que les autres.

IX. Leurs Hautes Puissances choisiront parmi les Capitaines, qui auront été élus par les Liables Lignes Grises, les Officiers de l'Etat Major & prendront les trois Officiers de l'Etat Major un par Ligne; autant que cela pourra convenir au bien de leur service.

X. Lors qu'un nouveau Regiment sera formé, & qu'il y aura une Compagnie vacante, les Liables Lignes Grises, auront le Droit de choisir les Capitaines, de la manière dont il est expliqué dans l'Article septième de ce Traité.

XI. Leurs Hautes Puissances donneront pour les nouvelles levées la même somme qui a été donnée aux Capitaines Suisses qui en ont fait de particulières pour elles.

XII. La Capitulation pour les nouvelles levées, sera la même, qui a été faite pour les Troupes Suisses Protestantes, qui sont déjà au service de Leurs Hautes Puissances avec cette observation, que dans y rien changer par rapport à la paye, cette Capitulation doit être mise le plus clairement qu'il sera possible, afin qu'il n'en puisse naître aucune difficulté à l'égard de son exécution; & tout ce qui n'est pas réglé dans le présent Traité, le doit être dans la Capitulation, de la manière la plus avantageuse pour les deux Parties Contractantes.

Cette nouvelle Capitulation regardera toutes les Troupes Grisonnes, qui sont ou qui seront, au service de Leurs Hautes Puissances, & devra être par tout & en tout conforme à celle qui doit se faire pour les Troupes de Berne, de manière, que les susdites Troupes Grisonnes jouissent des mêmes avantages que celles de ce Liable Canton; & cette Capitulation étant bien établie, devra avoir la même force que le présent Traité.

XIII. L'Union héréditaire & toutes les Alliances antérieures de la Liable République des Lignes Grises, & spécialement celle qu'elle a avec les Liables Cantons de Zurich, & de Berne, sont ici réservées: nonobstant laquelle reservation, les Liables Lignes Grises s'engagent à exécuter tout ce qui est contenu dans le présent Traité.

XIV. Comme Sa Majesté Britannique est déjà dans un engagement positif avec la République des trois Lignes, comme garant du Traité fait pour le passage en 1707. Sa dite Majesté sera conviée d'un commun consentement d'entrer dans cette Alliance.

XV. L'échange des Ratifications du présent Traité se fera dans deux mois au plus tard, & plus tôt s'il se peut.

Ainsi fait & conclu entre les soussignés Deputés de Leurs Hautes Puissances, & le Sieur de Salis autorisé à cet effet de la part de la Liable République des trois Lignes de la Haute Rhétie. A la Haye le dix-neuvième Avril mil sept cens treize.

W. V. BROEKHUISEN.	PIERRE DE SALIS
(L. S.)	(L. S.)
(L. S.) F. FAGEL.	
(L. S.) A. HEINSIUS.	
(L. S.) C. V. GHEEL VAN SPANBROECK.	
(L. S.) A. VAN BURUM.	
(L. S.) H. VAN ISSELMUDEN.	
(L. S.) J. WICHERS.	



ANNO

CLIX.

1713.

15. Mai.

*Accord ou Capitulation conclue entre les DANOIS & les SUEDOIS, pour l'évacuation du Holstein. Fait & conclu à Oldensworth le 16. Mai 1713. [Mercure Historique, Juin. pag 641.]*

**T**OUTE l'Armée Suedoise, qui est entrée dans l'Eyderstad & la Ville de Tonningen, sous les ordres du Comte de Steenbock, se rendra au Roi de Danemarck, avec son Generalissime, ses Généraux, Officiers, Volontaires & Soldats. Tous les Généraux & Hauts-Officiers, de même que les Volontaires, conserveront leurs Armes & Bagages, toutes les Archives, la Caisse Militaire, & tout ce qui en dépend, de quelque nom que ce soit, sans pouvoir être fouillé, pillé ou visité. Les Bas-Officiers & Soldats conserveront seulement leurs Epées & montures. Le Canon, les Armes à feu, de même que les Chevaux des Cavaliers, des Dragons & de l'Artillerie, & généralement tout ce qui appartient à l'Armement de Guerre, dont on ne pourra rien détruire ni cacher, seront remis à Heyersworth, après l'évacuation de Tonningen, de même que les Drapeaux, Timbales, Etendards & Tambours. L'évacuation de ladite Place se fera 3. jours après la signature de cet Accord, & sera achevée dans 8. jours. La route & les quartiers pendant la marche seront assignez par les Commissaires de Guerre Danois.

II. Après que les Troupes Suedoises auront été échangées ou rançonnées, elles ne pourront être transportées qu'en Suede, & à leurs dépens : elles devront même se pourvoir des Bâtimens nécessaires, auxquels le Roi de Danemarck donnera des Passeports ; & elles pourront aussi employer des Vaisseaux Danois & du Holstein, moyennant qu'elles les puissent avoir librement.

III. Les Troupes Nationales de Suede ne pourront être séparées des Regimens Allemands, mais elles devront être transportées en même tems en Suede.

IV. On commencera le Transport incontinent après que les Troupes auront été échangées ou rançonnées.

V. Les Suedois auront les logemens francs pendant leur marche, mais ils se pourvoiront eux-mêmes de Vivres.

VI. Les Danois ou leurs Alliez prisonniers, qui ont pris parti parmi les Suedois, seront retenus, de même que les défecteurs ; mais s'ils retournent volontairement à leurs Regimens, ils obtiendront pardon.

VII. On ne pourra forcer aucunes Troupes Suedoises à prendre service, ni les retenir, excepté les défecteurs.

VIII. Le Bagage des Généraux, Hauts-Officiers & Volontaires, dont il est fait mention dans le premier Article, sera transporté en Suede ou ailleurs, sans aucun empêchement.

IX. L'évacuation se fera par Brigades, qui seront conduites par des Commissaires, & pourvues de Vivres, mais aux dépens des Suedois.

X. Les Troupes marcheront 3. jours, & seront alte le 4. ; & à ceux qui tomberont malades en chemin, on leur donnera des Chariots.

XI. Les malades dans Tonningen, seront transferez dans l'Eyderstad, & y resteront jusqu'au tems de leur convalescence, à leurs dépens.

XII. Les montures & les habits destinez pour les Troupes Suedoises, qui sont à Lubeck & à Hambourg, & qui ont été payez, pourront être transportez librement en Suede, avec Passeport.

XIII. Tous les prisonniers, qui sont en Danemarck, Holstein, à Hambourg, ou ailleurs, pourront retourner librement à leurs Regimens, après avoir satisfait au Cartel.

XIV. Les Officiers Suedois, qui pour cause de maladie ou blessure ont été retenus à Lubeck, Hambourg & Wismar, & n'ont pas été dans l'Eyderstad pourront être transportez où bon leur semblera, avec Passeport.

XV. Parcellement leurs Bagages, & autres choses.

XVI. On accorde 2. ou 3. Frégates, pour servir de Convoi au Transport des Troupes Suedoises vers Carelskroon, Carelschaven, Cimbervhaven ou Ydtedz ; & en cas que pendant le Transport, quelques Vaisseaux fussent dispersés par la tempête, ou jettez sur les Côtes Danoises, on ne pourra les retenir.

XVII. On enverra à Tonningen, de la part des Danois, un Medecin & un Chirurgien de Campagne, pour prendre information des malades ; & quelques Commissaires, pour dresser une liste des Chevaux & autres choses.

XVIII. Les Suedois s'engagent de relâcher les prisonniers des Alliez du Nord, qui sont dans les Provinces Allemandes - Suedoises, avant que le Transport se fasse, en déduction du Cartel ; promettent, que le Comte de Steenbock fera son possible que cela soit aussi exécuté à l'égard de ceux qui sont en Suede.

XIX. Le Roi de Danemarck promet, que de toute cette année il ne bombardera pas Tonningen ; les Tranchées & Batteries situées par les Danois devant cette Place, pourront être entièrement détruites par les Suedois, à leur furtive.

XX. Il sera libre aux Suedois de rechercher près d'autres Puissances, la Garantie de cette Capitulation, moyennant que cela ne cause aucun retardement à leur sortie.

XXI. Le Roi de Danemarck s'oblige d'exécuter ce que dessus en tous ses points, & de procurer le consentement des Chefs des Armées Alliées.

XXII. On fera deux Copies de cette Capitulation, lesquelles seront échangées.

*Fait & conclu à Oldensworth le 16. Mai 1713.*

Signé,

G. REINHOLE PATKULL. CARL MELLIN.

G. C. STROMFELDT. SIEWANDLODG.

Approbation du Comte de Steenbock.

**T**OUT ce qui fut accordé hier 16. Mai 1713, entre les Commissaires nommez de la part de S. M. le Roi de Danemarck & de Norwége, & de celle des Suedois, touchant la sortie des Troupes Suedoises hors de Tonningen, du consentement de S. A. le Prince Menzikoff, & de S. Exc. le Comte de Flemming ; & approuvé par la signature des 3. Chefs des Armées des Hauts Alliez, savoir Sadite Altesse le Prince de Menzikoff, S. Altesse le Duc de Wirtemberg, & le susdit Veld-Maréchal Comte de Flemming ; Je le confirme & approuve pour moi & au nom de toute la Generalité, Colonel & Chef ; je promets d'exécuter cet Accord en tous ses Points. Pour plus grande sûreté de ce que dessus, j'ai signé les présentes de ma propre main, pour moi & au nom de la Généralité, Colonel & Chef, & y ai apposé mon Cachet. A Tonningen le 17. Mai 1713.

Signé,

STEENBOCK.

CLX.

*Extrait du Conseil d'Etat du Roi Très-Chrétien 29. Mai. pour la Restitution du Prince d'Espinoi, en vertu des Articles 11. & 15. des Traités de Paix faits à Utrecht avec l'Angleterre & la Hollande : le 11. Avril dernier. Le 29. Mai 1713. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. V. pag. 489.]*

**S**UR la Requête présentée au Roi, étant en son Conseil, par la Princesse d'Espinoi, Tutrice du Prince d'Espinoi son fils, contenant que Sa Majesté aiant envoyé en 1668. un ordre au Sr. le Pelletier, alors Intendant en Flandres, pour faire rétablir en conformité & en exécution des Traités de Paix, le feu Prince d'Espinoi en possession, de l'Hô-

ANNO

1713.

tel

ANNO 1713. tel de Roubaix, situé dans la Ville de Lille, des Terres de Cysoing, Antoing, & Roubaix, qui appartiennent à la Maison de Meleun par le Droit du sang & par les substitutions contenues dans les Contrats de Mariages & les Testaments de la famille, & dont Pierre de Meleun son bifayeul avoit joui ou dû jouir, ledit Sr. le Pelletier auroit en conséquence & sur le vû des Pièces & titres, qui furent produits devant lui, rétabli ledit Prince d'Espinoi en possession desdites Terres & autres Biens scitués au Pais de Lille, lequel en auroit joui depuis ce tems-là, aussi bien que ses héritiers jusqu'en l'année 1709. que le Prince d'Espinoi son petit-fils en fut depouillé pendant la Guerre, mais par les Articles 11. & 15. du Traité de Paix, qui vient d'être conclu à Utrecht, toutes les Puissances ont concouru & sont convenues de rétablir ledit Prince d'Espinoi dans sa première possession, au moyen dequoi la suppliant, audit nom de Tutrice, ne peut s'adresser qu'à Sa Majesté pour obtenir l'exécution des Articles dudit Traité à l'égard des biens scitués dans les Pais de son obéissance, requeroit pour ces causes qu'il plût à Sa Majesté d'ordonner que ledits Articles 11. & 15. dudit Traité de Paix soient exécutez suivant leur forme & teneur, & en conséquence que ladite Princesse d'Espinoi en ladite qualité de Tutrice du Prince d'Espinoi son fils, soit reintégrée en la possession de l'Hôtel de Roubaix & des Terres d'Antoing, de Cysoing & de Roubaix & autres biens scitués audit Pais de Lille, conformément aux Articles 11. & 15. dudit Traité, à l'effet dequoi il plaira à Sa Majesté ordonner au premier Huissier, qui en fera requis, de faire ladite reintégration, & d'en dresser son Procès Verbal en la manière accoutumée, nonobstant toutes oppositions ou appellations, si aucunes interviennent. Vû ladite Requête, l'Extrait du Traité de Paix contenant ledits Articles : tout considéré, Sa Majesté étant en son Conseil, a ordonné & ordonne qu'en conséquence des Articles onze & quinze dudit Traité de Paix, & conformément à ce qui y est porté, la Princesse d'Espinoi en qualité de Tutrice du Prince d'Espinoi son fils, sera reintégrée en la possession de l'Hôtel de Roubaix scitué dans la Ville de Lille, & des terres d'Antoing, de Cysoing & de Roubaix & autres biens scitués au Pais de Lille, pour en jouir comme avant la déposition, à l'effet dequoi Sa Majesté a ordonné & ordonne au premier Huissier sur ce requis, de procéder à ladite Reintégration, & d'en dresser son Procès Verbal en la manière accoutumée, nonobstant toutes oppositions, ou autres empêchemens, pour lesquels ne sera différé. Fait au Conseil d'Etat du Roy, Sa Majesté y étant, à Paris le vingt neuvième jour du mois de Mai mil sept cent treize.

Signé,

VOISIN

## CLXII.

8. Juin. *Extrait des Resolutions de Leurs Hautes Puissances les Seigneurs Estats Generaux des PROVINCES-UNIES: pour la Restitution du Prince d'ESPINOI en vertu de l'Article XI. de leur Traité de Paix avec le Roi T. C. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. V. pag. 492.]*

Jendy 8. Juin, mil sept cens treize.

IL a été lu à l'Assemblée la Requête d'Elizabeth de Lorraine, Princesse d'Espinoi, Mere & Tutrice du Prince d'Espinoi son fils, demandant qu'en conséquence de l'Article onze du Traité de Paix fait à Utrecht le 11. Avril dernier il plût à Leurs H. H. P. P. de faire mettre la suppliant, en sa qualité, en possession des terres d'Antoing scituées dans le Tournais, pour en jouir suivant ledit Traité, & qu'il plût à L. L. H. H. P. P. d'ordonner au premier

Huissier, sur ce requis, de remettre ladite Princesse en la possession & jouissance desdites Terres, & d'en faire sa relation ou Procès Verbal, ensemble d'ordonner au Gouverneur de Tournai & Tournais, ou à celui qui peut y commander en sa place, de faire exécuter la teneur dudit Article onzième du Traité de Paix, & les ordres de L. L. H. H. P. P. & d'y prêter la main selon qu'il appartiendrait. Sur quoi aiant été délibéré, il a été trouvé bon & entendu d'acquiescer par cette à ladite requisição, & que suivant ce ladite Princesse d'Espinoi, en ladite qualité de Mere & Tutrice du Prince d'Espinoi son fils, sera mise en la possession & jouissance d'Antoing conformément à l'Article onzième du Traité de Paix, & il est enjoint & ordonné par cette au premier Huissier, sur ce requis, de mettre ladite Princesse en ladite qualité, en ladite possession & jouissance de la Seigneurie d'Antoing avec ses appartenances & d'en faire sa relation & Procès Verbal, & il est pareillement enjoint par cette au Gouverneur de Tournai, ou à l'Officier y commandant en son absence, de prêter la main à l'exécution de l'Article onzième du Traité de Paix en ce que dit est ci-dessus.

Etoit signé,

BURMANIA,

Plus-bas étoit écrit,

Il s'accorde audit Registre.

Signé,

F. FAGEL.

## CLXII.

*Instrumento de la Cession del Reyno de Sicilia, hecho por el Serenissimo Duque de ANJOU, como Rey de ESPAÑA, a VICTOR AMADEO Duque de Saboya por el y sus Descendientes masculinos perpetuamente, comprendiendo tambien en ella la Línea de los Príncipes de CARNIGAN saltando la Suya, baxo clausula de Reversion, en caso de quedar extinguidas dichas dos Líneas Masculinas, y lo mismo en caso que Su A. R. ó alguno de sus sucesores rompiesse la buena amistad, y Alianza con la Corona de España. Hecho en Madrid a los 10. de Junio 1713. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht Tom. VI. pag. 768. en Espagnol & en François.]*

10. Juin.

DON Philippe por la Gracia de Dios Rey de Castilla, de Leon, de Aragon, de las dos Sicilias, de Jerusalem, de Granada, de Navarra, de Toledo, de Valencia, de Galicia, de Mallorca, de Sevilla, de Sardenia, de Cordova, de Corcega, de Murcia, de Jaen, de los Algarves, de Alguessira, de Gibraltar, de las Yslas de Canaria, de las Indias Orientales, y Occidentales, Yslas, y Tierra firme del Mar Oceano, Archiduque de Austria, Duque de Borgofia, de Brabant, y Milan, Conde de Aufburgo, de Flandes, Tirol, y Barcelona, Señor de Biscaya, y de Molina &c. Siendo tan de la obligacion de todo Principe Christiano desear el sociego, y tranquilidad del Mundo, tan turbado en la mejor parte de el por la sangrienta, y cruel guerra, que por tan largo tiempo ha atigido à la Europa, y havendose considerado por la Reyna de la Gran Bretaña, por uno de los medios necesarios para estabiecer, y asegurar la Paz universal entre otras ventajas al Duque de Saboya, que yo le cedo el Reyno de Sicilia, y instandome a ello repetidamente, y conbenido con mi Mag. Britanica por concurrir por mi parte aunque tan costosamente, a que se configa este importante, y deseado bien universal en aquella mejor forma que pueda, y devo, è venido en executar por el presente Instrumento, y para que esta deliberacion tenga el devido efecto, por mi mismo, por mis Herederos, y subcesores, como Rey, y señor natural, y ablo-

Ccc 3



ANNO  
1713.

absoluto de dicho Reyno lo renuncio, cedo, y traíffo al Duque de Saboya, y sus Hijos y Descendientes Masculinos, nacidos en constante legítimo Matrimonio, y en defecto de sus Líneas masculinas, al Príncipe Amadeo de Carisán, y sus Hijos, y Descendientes Masculinos, nacidos en constante legítimo Matrimonio, y en defecto de sus Líneas al Príncipe Thomás, Hermano del Príncipe de Carisán, sus Hijos, y descendientes Masculinos, nacidos en constante legítimo Matrimonio, para que lo aya, y respectivamente sus Hijos, y descendientes Masculinos, y los de las dichas dos Líneas masculinas, nacidos en constante legítimo Matrimonio, con la misma soberanía, y poderío Real, que me pertenece, y al presente le poseo, y como le he poseído, y debido poseer los Reyes, mis Predecesores, así en lo general de dicho Reyno, y sus dependencias, como en lo particular de todas las Ciudades, Villas, y Lugares, Tierras, Castillos, Fortalezas, Puertos, Mares, Señorios, Vassallos, y Subditos contenidos en dicho Reyno, y todas las Rentas Reales, prerogativas, y preeminencias, de plena Potestad, Jurisdicción, y Dominio, derechos, y acciones, y pretensiones, que me competen, así en lo Secular, y Regalía de nombrar, y crear Ministros para los Tribunales, que hay, ó hubiere en él, y Gobernadores, Justicias, Capitanes, y otros Oficiales, que bien visto le fuere, para la manutención de dicho R. en la forma expresada, y según se dirá en este Instrumento, como en lo Eclesiástico el Patronato Real, y preeminencias de elegir, y presentar personas dignas para qualesquiera Arzobispados, Obispados, Iglesias Cathedrales, y Parrochiales, Abbadías, y otros qualesquiera Beneficios, Curados, ó simples comprendidos en el Territorio de dicho Reyno, sin reservar Regalía alguna, derecho, ó preeminencia de las que me pertenecen como tal Rey y Señor natural de Sicilia, y pudieran pertenecer a mis Sucesores, que no sea comprendida en esta Cesión, y traíffo a favor de dicho Duque sus Hijos y Descendientes, Masculinos, y de dichas dos Líneas masculinas, y expresadas, no obstante todas las Leyes, y Costumbres, Constituciones, Privilegios y Capítulos del Reyno hechos en contrario, a un que hayan sido establecidos, y confirmados por Juramento, y fuese necesario hazer específica mención de ellos; por que atados ellos, y a las cláusulas derogatorias, y a las derogatorias de derogatorias conque hubiesen sido establecidas derrogo expresamente por el presente Instrumento de Cesión, Traíffo, y renuncia que hago en mi nombre, y de dichos mis Sucesores a favor de dicho Duque y sus descendientes, y los de dichas dos Líneas, siendo mi determinación voluntaria que esta Cesión, traíffo, y renuncia haya, y tenga lugar, y efecto sin que la excepción general derroge a la particular, ni por el contrario la particular a la general, y que perpetuamente queden excluidas todas las excepciones de qualesquiera Derechos, Titulos, Causas, ó pretextos, que puedan excitarse en contrario, y en consecuencia de ello declaro, que consiento por mi, y en nombre de mis Sucesores, y es mi intención y voluntad que el Virrey que es, ó fuere al tiempo de darse cumplimiento a este Instrumento de Cesión, y traíffo, y los demás Capitanes Generales de Mar, y Tierra en aquel R. Consultor, Juez de la Monarquía, Presidentes de la Gran Corte, y Real Patrimonio, Ministros de este, y otros Tribunales de el, Justicias, Gobernadores, Alcaydes de Plazas, Castillos, Fortalezas, Ciudades, Villas, Comunidades, Duques, Marqueses, Condes, Barones, y demás habitantes de dicho Reyno, que en comun, y particular me hubieren prestado Juramento de fidelidad, y Vassallaje, sean, y queden libres, y absueltos desde ahora para siempre jamás mientras durare la Subcesión Masculina de dicho Duque, y de las otras dos Líneas Masculinas, de su Casa llamadas en falta de ella en la forma dicha de la fé, y homenaje, servicio, y juramento de fidelidad, que todos, ó cada uno de ellos, me hubiere, ó pudiese haver hecho, y a los demás Reyes mis Predecesores juntamente con la obediencia, sujeción, y Vassallaje, que por rason de ello me fuese debido, declarandolos nulos, y de ningún valor ni efecto, como si no hubiesen sido hechos, ni prestados jamás, y juntamente con dicho Reyno cedo, renuncio, y traíffo, al dicho Duque de Saboya sus Hijos y descendientes, y a los de las dos Líneas expresadas

de su Casa todas las Galeras, que tengo en el, con todos los equipajes, Marineros, y chulmas que hubiere en ellas obligandome en virtud de este Instrumento, y a mis Subcesores, a que daré las ordenes necesarias al Virrey de aquel Reyno, Gobernador de las Galeras, y demas Generales, y personas que combenga para el entero cumplimiento de esta Cesión, y a mandar entregar al Duque de Saboya, ó a su poder habiendo todos los Titulos, Papeles, y Documentos, pertenecientes a dicho Reyno y sus dependencias que pueden hallarse en ellos de España y así mismo a que desde Luego daré las ordenes combinentes a mis Plenipotenciarios, para que unidos, y puestos de acuerdo con los de S. M. B. tomen aquellas medidas que tubieren por más conducentes en el ajuste de la Paz, para que por todos los Plenipotenciarios de los demás Principes, y por sus Amos se asegure la manutención, y permanencia del Reyno de Sicilia en el Duque de Saboya, sus Hijos, y Descendientes masculinos, y de las dos Líneas expresadas en la forma dicha, con el gozo de la soberanía, y reconocimiento del Rey de Sicilia en pacífica posesión, todo loqual féa de entenderse de baxo de las Calidades y condiciones siguientes.

I. Que así como para la declaración que hice de los Varones legítimos de las Líneas de la Casa de Saboya, para la Subcesión de estos Reynos, en el caso de faltar descendencia mia legítima de Varones, y Hembras, de cuya disposición se promulgó Ley, y se admitió, y confirmó en el Reyno Junto en Cortes en la forma que en ella se contiene, aque me remito, se tomó como por fundamento, y firme supuesto la amistad, y perpetua alianza, que los Duques de Saboya, y Príncipes de su Casa havian de tener con mi Corona, así para esta Cesión del Reyno de Sicilia, se deve tener por condición, y expresa calidad de ella, que los referidos Duques de Saboya, y Príncipes de su Casa cada uno en su tiempo han de tener, establecer, consolidar, y renovar, amistad, y alianza perpetua cada uno en su tiempo conmigo, y con mis Subcesores en esta Corte, y conservarla firme y invariablemente, y si lo que no es de creer por qualquier accidente ó motivo pensado ó no pensado contra las reglas del verdadero y sólido interez, obligación, y gratitud el referido Duque de Saboya ó cualquiera de sus Subcesores faltase a esta condición, y no observase la supuesta amistad, y perpetua alianza en qualquier caso, y tiempo que esto succediese desde ahora para en tonces queda nula, irrita, y de ningún valor esta Cesión, y debido dicho Reyno a mi Corona, y este Instrumento como si no se hubiese hecho.

II. Que a falta de Sucesión Masculina de constante legítimo Matrimonio del Duque de Saboya, y líneas, a cuyo favor hago esta cesión, como se ha expresado, el dicho Reyno de Sicilia volverá a incorporarse en la Corona de España, y si entienda si legasse este caso desde luego transfirida la posesión civil, y natural de dicho Reyno, a un antes de adquirir la corporalmente en mi, ó en cualquiera de mis descendientes Subcesores de ella, con todas las mismas Regalías de Soberanía, y Poderío real, y Derechos, y Acciones, con que lo cedo, y pueda competirme, y a mis Subcesores, desde que faltare la subcesión de dichas Líneas, todo en la misma substancia, integridad, y forma que se le entregare al dicho Duque de Saboya el día que tomare la posesión de el.

III. Con calidad, y condición de que por ningún motivo, pretexto, ó causa no pueda dicho Duque, ni alguno de sus Subcesores en sus Líneas declaradas empeñar, trocar, ni anexionar el referido Reyno de Sicilia, ni en todo, ni en parte la menor que sea, ni dependencia alguna de el, a otra persona alguna sino es únicamente a mi Corona, y en caso que lo hiziere asíde a hora para entones, que da nula, irrita, y de ningún valor esta cesión, y debido dicho Reyno a mi Corona, y por cancelado este Instrumento, como si no se hubiese hecho.

IV. Que así como cedo, renuncio, y traíffo a favor del Duque, sus Hijos, y Descendientes Masculinos, y de dichas dos Líneas, toda la Soberanía, y preeminencias, Rentas, Reales, Acciones, y Derechos activos, que me competen, y pertenecen, por mi, y demás Reyes, mis Predecesores, y que pudieren competir, y pertenecer a mis Subcesores en dicho Reyno de Sicilia, y sus dependencias al mismo tiempo se hayan de transferir, y pasen en dicho Duque

ANNO  
1713.

que, Hijos, y Descendientes de él, y de dichas dos Líneas todas las obligaciones, Cargas, debitos, Pensiones, y Derechos pasivos, aque yo estoy obligado, y pudieran estarlo mis Subcesores, hora procedan de causa onerosa, ó de mera gracia mia, ó de mis Predecesores, por via de Contrato, Concesion, ó Privilegio, ó en otra qualquiera forma, quedando reciprocamente obligado a la satisfacion, y paga de todo ello del mismo modo que yo lo estoy, y lo estarian mis Subcesores, no haciendo esta Cesion, renuncia, y traspaso.

V. Que hayan de ser mantenidos, y se conserven qualesquiera Leyes, Fueros, Capítulos del Reyno, Privilegios, Gracías, y Exempciones, que al presente gozan y han debido gozar en mi tiempo, y de mis predecesores, así el Reino como qualesquiera Comunidades, Seculares, ó Ecclesiasticas, y todos los habitantes en aquel Reyno, manteniendo a todos en comun, y en particular las que tubieren, y sus Leyes, Constituciones, Capítulos de Reyno, Pragmáticas, Costumbres, Libertades, y Immuniidades, y Exempciones a ellos concedidas, y concedidas por mí, y los Reyes mis Predecesores, tanto al comun del Reyno como a las Ciudades, Villas, y lugares, y Tierras, y a qualesquiera personas, así Ecclesiasticas como Seculares, según, y como han uzado, y gozado, y debido uzar, y gozar de ellas.

VI. Que todas las Dignidades así Ecclesiasticas de Arcebispados, Obispos, Abades, y Beneficios Curados, y simples, como los Seculares de Titulos de Duques, Príncipes, Marqueses, Condes, Barones, y otros qualesquiera, así las concedidas hasta ahora, como las que yo fuere servido de conceder hasta el día en que al referido Duque de Saboya sea dada la posesion de el dicho Reyno de Sicilia: Y por lo que toca a las Prebendas, Beneficios, Pensiones, y Dignidades Ecclesiasticas, todas las que vacaren, ó hubieren vacado hasta el día en que al Duque de Saboya se le diere la posesion de el Reyno, por que todas como dicho es hasta el referido día han de ser de nombramiento, ó presentacion mia, según la Calidad de cada una se conserven, y mantengan por dicho Duque, sus Hijos, y Descendientes, y los de dichas dos Líneas en las personas que al presente la tienen, y sus Subcesores que por tiempo fueren en la misma forma, y con aquellas prerogativas, que las han gozado en mi tiempo, y de mis Predecesores, sin demerirlas, y alterarlas en cosa alguna.

VII. Que a qualesquiera personas, así naturales de aquel R. como de los demás que poseo, que en el tengan Estados, Feudos, Oficios, Haciendas, Bienes, Rentas, Frutos, Reditos, ó Pensiones, y otros qualesquiera utiles, así en cosas propias fijas, que con algun título les pertenezcan, como en lo concerniente a mi Real Patrimonio, ora proceda de Causa onerosa, ora de Gracia, Privilegio, ó merced, que yo, ó cualquiera de mis Predecesores hubieremos concedido en aquel R. se les conserven a ellos, y a sus Herederos, y Subcesores sin demerucion, ni ponerles embaraço alguno, y todos sus Honores, Derechos, y Acciones personales, y hereditarias presentes y futuras, así en el caso de hallarse actualmente residiendo en él, ó en Dominios míos, ó aunque estén en otros, como se hallen empleados en mi servicio, como en el de venir desde aquel R. a establecerse en los míos, ó que estando en ellos passaren en qualquier tiempo a residir en dicho Reyno de Sicilia, derogando para la firmeza de esta condicion las Leyes, Constituciones, Pragmáticas, y Capítulos del Reyno, que pudiera haver en contrario, y como las ó derogado antecedentemente para la de esta Cesion.

VIII. Que qualesquiera Personas, tanto naturales de aquel Reyno, como de otra qualquiera parte que se hallaren en él, con empleos, y cargos que yo, ó mis Predecesores les hayamos conferido, así en administracion de Justicia, como de Tribunales Seculares, y Ecclesiasticos, Gobiernos, y Capitanías de Provincias, Ciudades, Villas, Lugares, y Territorios, hayan de ser mantenidos, y conservados en ellos en la misma forma, y con los mismos gages, sueldos, salarios, acostamientos, y demas ayudas de Costa, que han percibido hasta ahora, y gozan al presente, queriendo quedarse en dicho R. ó pudiendo gozarselos estando fuera de él, por no requerir rezidencia personal, ó poder servirlos por substitutos, según la calidad de ellos, ó privilegios con que se hubiese concedido. Y en caso que alguno,

ó algunos de los que tubieren empleo Militar, ó Político de Mar, y Tierra en dicho Reyno, no sea de la satisfacion de dicho Duque, y quisiere, que no le sirva, y lo hubieren obtenido por via de beneficio pecuniario, en este caso el dicho Duque, ó sus Subcesores hayan de reembolcar a los que tienen dichos empleos antes de qui tarselos, lo que justificaren haver dado por ellos, y lo mismo que dará con obligacion de executar. El Duque de Saboya, con los sujetos en quienes estubieren provistos, las futuras, si las hubieren beneficiado con dinero, en caso de no querer conservarlos sus derechos, por ser justo, que los haga reembolcar de lo que les hubiere costado.

IX. Que respecto de que en consecuencia de esta cesion há de evacuarle aquel Reyno de las Tropas de Cavallería, y Infantería, que tengo en él; en este caso la Cavallería Española, y Yrlandesa se há de traer a España, y si algunos de los Soldados de ella quisieren que dárse en aquel Reyno lo podran hacer a condicion, de que sus Cavallos, Arneses, y Armas se entreguen a sus Oficiales. Y por lo que mira a la Infantería, si executará, y practicará lo mismo. Y por lo que toca a los Ymbalidos, y enfermos, no siendo justo abandonar los, y muy propio de la Caridad del Duque de Saboya el atenderlos, será obligado a continuarlos las mismas asistencias, de que gozan actualmente, y de todas las que hasta el día en que le fuere dada la posesion del Reyno, ó estubieren concedidas a todos los Ymbalidos, ó Enfermos, bien sean naturales, ó forasteros de aquel Reyno, pues habiendo hecho en el su merito, y contrahido en su servicio sus impedimentos, no es de Justicia ni de Equidad, que hayan de perecer, y mendigar.

X. Que las Dignidades, Rentas, Titulos, Señorios, y otros bienes, que en aquel Reyno han sido confiscados al Almirante de Castilla, al Duque de Monte Leon, al Condestable Colona, al Principe de Bisignano, y otros sujetos seculares, y á las que han sido sequestradas al Cardenal Colona, y otros Ecclesiasticos por haver faltado al juramento de fidelidad, y encurrido en el delito de felonía, y traicion haya de quedar, baxo demi mano, como lo estan oy, y con los mismos Ministros, ó los que me pareciere poner, y que a hora, ó en adelante pueda venderlos, darlos, cederlos, ó concederlos, a las personas que me pareciere, y por bien tubiere, y que si empre, que lo execute hayan de ser puestos en la posesion quieta, e pacifica de ellos, y los hayan de tener, y gozar con las condiciones que yó les impusiere, y para todo ello, haya de dar El Duque de Saboya, y los demás que le subcedieren el favor, y ayuda que se necesitare, y a sus Ministros, y Oficiales las ordenes que combengan, y menester fueren para su total execucion, y cumplimiento á la qual solo ha de reducirse la asistancia, y auxilio de los Ministros de Sicilia, por que sobre qualquiera duda ó execucion, ó entrepetracion, que por qualquiera persona, ó de baxo de qualquier pretexto pueda introducirse sobre los Bienes, Dignidades, Rentas, efectos, que hubieren sido, ó pudieren, y debieren ser confiscados, sequestrados, y detenidos, su administracion, percepcion, ó pertenencia por delitos, y faltas cometidas hasta el día en que al Duque de Saboya le diere la posesion de dicho Reyno de todas estas causas, y dependencias, conocimiento, y determinacion por via de Justicia, ó de Gobierno, no sea depoder, conocer sustanciar, ni intervenir, por otros Ministros, Jueces, ó Tribunales, que los queyo señalare, y nombrare con comission expresa para ello, y lo mismo se entienda qual quera disposicion, ó asignacion, queyo hubiere dado antes de el día en que el Duque de Saboya tomare la posesion de el Reyno, ó después de ella fuere yo servido de darla, ó altera; por que todo lo respectivo, y accidental en orden á los referidos bienes, que hubieren sido, ó pudieren ser confiscados, los reservo en mí, como dicho es, y con las referidas calidades, y condiciones, y no sin ellas hago la referida cesion, y del Reyno, y de baxo de ellos deve entenderse, y no de otra manera.

Y para que tenga efecto, y se cumpla todo lo contenido en este Instrumento de Cesion, Renuncia, y Traspaso de dicho Reyno a favor del Duque de Saboya, sus Hijos, y Descendientes masculinos, nacidos de constante legitimo Matrimonio y de dichas dos Líneas masculinas de su Casa prometo, y me obligo en fé de palabra Real. que en quanto fuere

ANNO  
1713.



ANNO de mi parte, y de mis Hijos, y Descendientes, obir-  
 1713. vare, y cumplire, y procurare a el cumplimiento de el fin contra-  
 y no permitir, ni consentir, que se e-  
 a dicha Cesion en la forma que va expresada, y recta,  
 3º indirectamente en todo, ó en parte. Y no a esta,  
 y a parto de todos, ó qualesquiera remedios, feli-  
 dos, ó ignorados, ordinarios, ó extraordinarios, y  
 que por Derecho comun, ó Privilegio especial, los  
 puedan pertenecer a mi, y a mis Hijos, y Descendien-  
 tes, para dezir alegar, y reclamar contra lo aso di-  
 cho, y todos ellos los renuncio, y especialmente el  
 de la leion evidente, inornme, y inornissima, que  
 se puea considerar haver intervenido en esta Cesion,  
 Renuncia, y Tratado. Y quiero que ninguno de los  
 referidos remedios, ni otros de qualquiera calidad  
 que sea, me valgan, ni sufragan en modo alguno,  
 a mi, ni a mis Hijos, Descendientes: en se de lo  
 qual mandé despachar el presente Instrumento, fir-  
 mado de mi mano, sellado con el Sello secreto de mis  
 Armas, y refrendado de mi infra escripto Secretario  
 de Estado. En Madrid a 10. de Junio de 1713.

YO EL REY,

MANUEL DE VADILLO, Y VELASCO.

CLXIII.

22. Juin. Traetat zwischen Ihre Königl. Majest. in Preus-  
 sen FRIEDRICH WILHELM  
 und des Herrn Administratoris von Holstein-  
 Gottorf Hochfürstl. Durchl. worinnen Selbstige  
 wegen gemeinschaftlicher Besatzung der Bestun-  
 gen Wismar und Stettin/ bis zu Erfolg  
 eines Friedens zwischen denen Nordischen Krie-  
 genden hohen Mächten/ sich vergleichen/ und  
 wegen cessirung der Blockade der Bestung  
 Ebnningen und Restitucion des Hochfürstl.  
 Holsteinisch-Gottorfischen Hauses einen Be-  
 schlusß fassen. Geschehen Berlin den 22. Junii  
 1713. [Ruße des jetztlebenden Europa, von  
 Johann Jacob Zincken/ Fürstl. Sächsis. Hof-  
 rath Dietrich Abtheilung pag. 305.]

C'est-à-dire,

Traité entre Sa Majesté FREDERIC GUIL-  
 LAUME Roy de Prusse d'une part & le Duc  
 Administrateur de HOLSTEIN-GOTTORP  
 d'autre, par lequel ils conviennent de mettre  
 une Garnison commune dans les Villes & For-  
 teresses de Wismar & Stettin, jusqu'à ce que  
 la Paix se fasse entre les Puissances du Nord,  
 de plus ils prennent une Resolution touchant la  
 cessation du Blocus de la Forteresse de Tön-  
 ningue & de la Restitution de la Maison Du-  
 cale de Holstein-Gottorp. Fait à Berlin le 22.  
 Juin 1713.

Demnach Se. Königl. Majestät in Preussen ei-  
 ner/ und des Herrn Administratoris zu  
 Schleswig-Holstein Durchl. anderer Seits/ nach  
 Dero vor die gemeine Wohlthat und Veruhigung  
 dieser Quartiere tragenden Sorgfalt/ auf Mittel  
 bedacht gewesen/ wie denen im Niedr. Sächsi-  
 schen Erbsse ferner zu befahrenden Kriegs- Trou-  
 blen am besten vorzukommen/ und die von Ihro  
 Kaiserl. Majestät und verschiedener anderer Pöis-  
 tancen von Europa darunter führende höchstschä-  
 ndliche Intention desto eher zum Effect zubringen;  
 So haben hochgedachte Se. Königl. Majestät und  
 des Herrn Administratoris Durchl. nach deßfalls  
 gepflegener Berathschlagung/ und nachdem von  
 Ihr. Hochfürstl. Durchl. bewirkt/ daß Königl.

Schwedischer Seiten hierinnen consentirt wor-  
 den/ sich über folgende Puncta verembhret und  
 verglichen:

ANNO 1713.

I. Die beyden Bestungen Wismar und Stettin  
 sollen beyde mit 4. Bataillons, nemlich 2. Königl.  
 Preussl. und 2. Fürstl. Gottorfischen besetzt wer-  
 den; Weilm aber mit solcher Besatzung sohaner  
 Bestungen sehr zu eilen seyn will/ und die Fürstl.  
 Generalsche dermahlen in Brabant stehende Trou-  
 pen so geschwinde nicht von dannen möchten zurücke  
 kommen können/ so ist beliebt/ daß inzwischen in  
 einer jeden der bemeldten Bestungen 2. Königl.  
 Schwedische Bataillons bleiben/welche aber soaleich  
 in des Fürstl. Gottorfischen Hauses Eyd und  
 Pflicht treten/ und hiernächst von so vielen Got-  
 torfischen Bataillonen abganz absetzt und nach Straf-  
 land geschicket werden/ welche 2. Fürstl. Gottorfische  
 Bataillons längstens innerhalb zwey Monathen/  
 oder auch wo nöthlich eher in bemelte Bestung  
 würckl. einziehen/ und dargegen die beyde  
 Schwedische Bataillons ehelichkeits heranz gezo-  
 gen werden sollen. Zu Sicherkeit der Fürstl. aus  
 Brabant zurück beruffenen Troupen wollen Seine  
 Königl. Majest. in Preussen sie durch Dero Lande  
 nach Pommern zu marchiren/ und ihnen eine  
 March-Route zuertreiben lassen/ und soll mit sol-  
 chem March anders nicht/ als denen Reichs-Con-  
 stitutionen gemäß/ durch Seine Königl. Maj.  
 und anderer Reichs-Stände/ die nothwendig da-  
 mit behrhet werden müssen/ der kürzeste und sicherste  
 Weg genommen werden.

II. Die ich in besagten beyden Bestungen be-  
 findliche Königl. Schwedische Troupen ziehen sich/  
 außer denen 2. Bataillonen welche in einer jeden  
 so lange bleiben/ bis die Fürstl. Gottorf. Trou-  
 pen aus Brabant zurück und dahin kommen/ von  
 dannen heraus/ so bald die Kön. Preussische Trou-  
 pen beliebter massen sich davor präsentiren/ und  
 marchiren so dann jene nach Straf- und Rü-  
 gen/ wohin Se. Königl. Majestät in Preussen ih-  
 nen den March sicher zu machen/ übernehmen.

III. Das Gouvernement wird in beyden  
 Orten durch einen Kön. Preussischen und Fürstl.  
 Gottorfischen darzu benannten Officier von gleichem  
 Character solchergestalt geführt/ daß keiner von  
 dem andern einige Dependenz habe/ sollen auch  
 beyde auf diesen Vergleich beeydiget werden/ wie  
 se denn auch in dem Commando und Ausübung  
 der Parole einen Tag um den andern zu alterniren/  
 in wichtigen Dingen aber keiner ohne des an-  
 dern Wissen und Einwilligung etwas vorzuneh-  
 men hat.

IV. Seine Königl. Majestät in Preussen  
 und des Herrn Administratoris Durchl. verspre-  
 chen einander/ daß/ so lange der gegenwärtige Nor-  
 dische Krieg währet/ oft gedachte beyde Bestun-  
 gen weder dem einen noch dem andern der Krie-  
 gen Theile einräumen/ noch selbstige in Dero Hän-  
 de kommen lassen/ sondern bey derselben Possession  
 sich einander/ bis zu Austrag der Sache/ main-  
 teniren/ wider alle feindl. Gewalt schügen/  
 nachher aber Se. Königl. Majest. in Schweden/  
 wenn es verlangt werden wird/ ohneweigerlich in  
 dem Stande/ wie Sie sich eingingeweiht werden/  
 wiederum abtreten wollen und sollen/ jedoch/ daß  
 Ser. Königl. Maj. und des Herrn Herzogs Durchl.  
 vor dem Abzug ihrer Troupen/ alles dasjenige  
 baar ersetzt und bezahlet werde/ was Sie so wohl  
 zum Unterhalte Ihrer in der Bestung Stettin und  
 Wismar verlegten Troupen/ als sonst zu Exe-  
 quierung dieses Tractats anwenden werden/ so weit  
 solches bey der Evacuation der Bestungen/ aus  
 denen Einkünften des Landes/ denen beyden hoch-

ANNO 1713. gebachten contrahirenden Theilen annoch nicht gut  
gethan seyn wird.

V. Nicht weniger wollen Se. Königl. Majestät in Preussen und des Herrn Administratoris Durchl. die Bestung Straßund und die Insel Rügen wieder allen feindlichen Anfall zu bedecken/ auch deßfalls die Nordische Allirte vor allen feindlichen Angriff durch sichere Mittel abzuhalten suchen; In dessen Entstehung aber unter einander ein zulängliches Concert machen/ wie allenfalls diese beyde Verrer/ gleich denen beeden Bestungen Wismar und Stettin/ defendiret/ und von Feindlichen Angriff befreiet werden.

VI. Was den Unterhalt der in besagten Bestungen zu verlegenden Troupen/ und Civil-Regiment in denenelben/ und auf dem Lande betriffet/ da bleibet es bey demjenigen/ was deshalb in dem zwischen des Herrn Administratoris Durchl. und dem Herrn Grafen von Belling zu Hamburg den 10. gegenwärtigen Monats Junii, wegen dieser Sache aufgerichteten Vergleich/ verabredet worden.

VII. Seine Königliche Majestät in Preussen verbinden sich/ daß Sie durch Dero Mediation und Interposition nachdrücklicher Officiorum es dahin befördern wollen/ daß der Friede auf raisonnablen Conditiones auf das förderksamste erfolgen möge.

IX. Im übrigen finden Seine Königliche Majestät in Preussen billig/ daß das Fürstl. Hauss Contorff von denen bisher erlittenen schweren Kriegs- Ingelegenheiten befreiet/ und in völligen Besiz und Genuß seiner Lande wieder gesetzt/ auch wegen des dabey erlittenen grossen Schadens/ denselben billige Satisfaction gegeben werde; Es wollen auch Se. Kön. Maj. in Preussen mit der Cron Engelland/ Chur. Braunschweig und denen General- Staaten der vereinigten Niederlande förderamst in ein Concert treten/ um denen Troublen in denen Holsteinschen Landen ein Ende zu machen/ auch nebst gedachten Puissancen bey der Cron Dänne-marc nachdrücklich insistiren/ daß selbige von allen ferneren Hostilitäten wieder das Fürstl. Hauss absetzen/ und insbesondere die Blockade von Tönningen aufheben möge. Im Fall aber jetzt erwöhnter Puissancen Beytritt in solchem Concert sich verweigern möchte/ so verbinden sich Se. Königl. Maj. in Preussen/ daß Sie nicht allein mit Zuzugung der Königin in Großbritannien im Ernst zur Sache thun/ und um nicht nur die Blockade von Tönningen ohnverlangt cessiren zu machen/ sondern auch des Fürstl. Hauses Restitution zu beschaffen/ alle darzu dienliche erachtete Mittel anwenden wollen.

IX. Die Ratification über diesen Tractat soll längstens innerhalb 14. Tagen alhier in Berlin ausgetrochelt werden. Dessen zu Urkund sind von diesem Tractat 2. gleich lautende Originalien ausgefertigt/ und von beyderseits dazu bevollmächtigten Ministern unterschrieben worden. So geschehen Berlin den 22. Junii 1713.

C. de Dohna.

W. L. von Prins.

CLXIV.

Tractatus Pacis & Amicitiae inter ANNAM Magnae Britanniae Reginam & PHILIPPUM Ducem Andegavensem tanquam Regem Hispaniarum initus; Quo, adhibitis inferisque Renunt.

TOM. VIII. PART. I.

tionum Instrumentis, PHILIPPI nempo ab una, & Ducum BITURICENSIS & AURELIANENSIS ab altera parte, praecavetur, ne ullo tempore Regna Francorum & Hispaniarum uniantur, vel ab uno capite regantur. PHILIPPUS porro agnovit Successionem Regiam Britannicam in Stirpe Protestantium, sicut Legibus determinata est, constituit Ditiones Hispanicas in America, nunquam per ipsam aut Successores ejus alienandas; Cedit Coronam Britannicam Urbem & Arcem Gibraltar, atque totam Insulam Minoricam, cum Portu Mahonis: Confirmat, & de novo concedit Societati Anglicae, Pactum Assiento de Negros dictum ad 30. annos; Regnum autem Siciliae VICTORIO AMADEO Duci Sabaudiae condonat: sub pacto de non alienando. Actum Trajecti ad Rhenum die 2. 13. Julii 1713. Cum RATIFICATIONE Britannica, apud Kensington data die 31. Julii 1713. Quam sequuntur ARTICULI SEPARATI duo, cum RATIFICATIONIBUS. Primus videlicet de Tractatu Madricense tenendo, de quo Provinciae Hispanicis nunquam alienandis: Alter de Ducatu Limburgico, Principisse URSINI assignando. Dat. 2. 13. Julii 1713. Accedunt Duae DECLARATIONES ad eundem Tractatum spectantes. Dat. 12. 23. Februarii 1713. 1714. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht Tom. V. pag. 136.]

CUM Supremo Rerum gravissimum, quod universum quasi Christianum Orbem tot per Annos caede & sanguine funestavit, pro Divina sua Clementia, Principum belligerantium animos, Armorum contentione diu delictos componere; Cumque Serenissima ac Potentissima Princeps & Domina, Anna, Dei Gratia, Magnae Britanniae, Franciae, & Hiberniae Regina, &c. & Serenissimus ac Potentissimus Princeps & Dominus, Philippus Quintus, Dei Gratia, Hispaniarum Rex Catholicus, &c. nihil magis in votis habeant, nihil opera vehementiori assuequi committantur, quam ut perantiqua Foederum atque Amicitiae inter Britannos, Hispanosque vincula non solum reficiantur, verum etiam novis necessitudinum commodorumque hinc inde Firmamentis fortius attingantur, atque ad longissimam usque Posteritatem nexa quasi indissolubili transmittantur; ad Negotium tam salutare ac tot nominibus exoptatum feliciter tandem conficiendum, Legatos Extraordinarios ac Plenipotentarios utrinque suos nominaverunt & Mandatis sufficientibus intruxerunt; Scilicet a parte sua Regina Magnae Britanniae, Reverendum admodum Johannem, permissione Divina Episcopum Bristolensem, Privati Angliae Sigilli Custodem, Regiae Majestati a Consiliis Intimis, Decanum Windsorensem, & Nobilissimi Ordinis Periscelidis Registrarium; ut & Nobilissimum, Illustrissimum, atque Excellentissimum Dominum Dominum Thomam Comitem de Strafford, Vice Comitem Wentworth de Wentworth-Woodhouse, &c. & de Stainborough, Baronem de Roby, Regiae Suae Majestati a Consiliis Intimis, Ejusdem Legatum Extraordinarium & Plenipotentiarium ad Celos & Praepotentes Dominos Ordines Generales Universitatis, Regiae Suae Majestatis Dimachorum Legatos, (vulgo Regiment) Tribonum, & Exercituum regiorum Locum-tenentem Generalem, Primarium Admiraltatis Magnae Britanniae & Hiberniae Dominum Commisarium, ut & Nobilissimi Ordinis Periscelidis Equitem. A parte autem sua Rex Catholicus Illustrissimum atque Excellentissimum, Dominum Dominum Franciscum Mariam de Paula, Teller, & Giron, Ducem de Ossin, Comitem de Ursues, Marchionem de Pennaf, Magnam Hispaniae primae Classis, Majorem Regis Cubicularium, in Capella Regni Notarium Majorem, Ordinis Caesaris commendatorem, & Majorem in Clavis, similiter in Divi Jacobi Ordine Commendatorem, Unum ex Grandibus Regi Catholico Philippo Quinto in Cubiculo assistentibus, in Regis Exercitibus Ducem Generalem.

Ddd

hera-



neralem, & in Regalibus Corporis Custodibus Ducem Primum; ut & Illustrissimum atque Excellentissimum Dominum *Isidoro Canedo de Azavedo de Rosales*, Marchionem de *Montelongo*, Vice-Comitem de *Azazur Real*, in Supremo *Labarum* Consilio suæ Regiæ Catholicæ Majestatis Senatorem, & unum ex Nobilibus Regis Cuiculiariis: Qui quidem Legati Extraordinarii ac Plenipotentiales, ad tenorem eorum, quæ facta sunt, & de quibus in Aulis tam *Londini* quam *Madridi* per Ministros utrinque conventum est, in Pacis atque Amicitia Leges in sequentes consenserunt, conveneruntque.

I. Pax sit Christiana, Universalis, & perpetua, veraque Amicitia inter Serenissimam ac Potentissimam Principem, *Annam Magnæ Britannie* Reginam, & Serenissimum ac Potentissimum Principem, *Philippum Quintum Hispaniarum* Regem Catholicum, eorumque Hæredes & Successores, nec non utriusque Partis Regia, Status, Ditiones, & Provincias ubicunque sitas, eorumque Subditos, eaque ita sincere servetur & colatur, ut neutra Pars ad alterius perniciem, vel detrimentum, sub quolibet colore, quidquam moliat, aut molientibus, seu quodvis damnum inferre volentibus, ullum auxilium, quocunque nomine veniat, præstare, aut juvare quavis ratione possit aut debeat. E contra autem tenebuntur Regiæ suæ Majestates alter alterius utilitatem, honorem, ac commodum promovere, eoque omni studio Consilia sua dirigere, quo mutuis Amicitia Documentis Paci nunc initæ nova indices accedant firmamenta.

II. Quandoquidem vero Bellum, cui finis Pace hac feliciter à Deo impositus est, ab initio susceptum, & tot per Annos, vi summa, immensis Sumptibus, & occasione prope infinita gestum fuerit, propter ingens periculum quod Libertati, Salutique totius *Europæ*, ex nimis arcta Regnorum *Hispaniæ*, *Galliæ*que Conjunctione, impenderet; Cumque ad evellendam ex animis hominum sollicitudinem omnem, suspicionemque, de istiusmodi conjunctione, & ad firmandam habendamque Pacem ac Tranquillitatem Christiani Orbis, iusto Potentia Equilibrio (quod optimum & maxime solidum mutua Amicitia & duratura undique Concordia fundamentum est) tam Rex Catholicus quam Rex Christianissimus, satis iustis cautelis provum esse voluerint, ne Regna *Hispaniæ* & *Galliæ* unquam sub eodem Imperio veniant & uniantur, nec unquam unus & idem utriusque Regni Rex fiat; atque cum in finem Majestatis suæ Catholicæ, pro se, Hæredibus & Successoribus suis, Juri, Titulo, Præfensionique omnimodæ ad Coronam *Galliæ* solemnissime renunciarit.

*Fiat in scriptis, Renunciatio nem (1)*

Dieta sua Majestas Catholica solemnissime Renunciationem ex parte sua superius memoratam hinc renovat & confirmat; Cuiusque Legis Pragmaticæ & Fundamentalis vim obtinuerit, pondeat denique, modo, quantum fieri potest, sanctissimo, sese illam inviolabiliter observaturam, observarique curaturam, operamque adeo daturam impensissimam, omnique studio provisoriam, ut Renunciationes antedictæ irrevocabiles observentur, & executioni mandentur, tam ex parte *Hispaniæ*, quam ex parte *Galliæ*; quibus nimirum in pleno vigore subsistentibus, & bona fide utrinque observatis, una cum aliis Transactionibus eo spectantibus, Coronæ *Hispaniæ* & *Galliæ* ab invicem ita separatæ erunt, & sejunctæ, ut in unum posthac coalescere nunquam poterint.

III. Sit perpetua utrinque Amicitia, & oblivio eorum omnium, quæ, durante nupero Bello, quocunque loco modove ultro citroque hostiliter facta sunt; ita ut nec eorum, nec ullius alterius rei causa, vel prætextu, alter alteri quidquam inimicitia, aut molestia, directe vel indirecte, specie Juris, aut via Facti, usquam inferat, aut inferri patiat.

IV. Captivi utrinque omnes & singuli, cuiuscunque status sint, aut Conditionis, statim à Ratificatione præsentis Tractatus, absque omni redemptionis pretio, soluti tantummodo debitis quæ durante Captivitate contraxerint, Libertati pristina restituantur.

(1) Voyez-les ci-devant sous leurs propres Dates, qui sont du 5. du 9. du 19. & du 24. Novembre 1712, & du Mois de Mars 1713.

V. Ad maiorem insuper Paci restitute, fideique & non temeranda amicitia firmitatem conciliandam, præcedensque omnes diffidentia occationes, quæ oriiri ullo tempore possent, ex stabilito Successionis Hereditariæ ad Regnum *Magnæ Britannie* Jure & Ordine, ejusque Limitatione per Leges *Magnæ Britannie* (regnantibus tum nupero Gloriosissimæ Memoræ Rege *Guilielmo* Tertio, tum hodiernâ Dominâ Regina) latas & sancitas, ad attemperatâ Dominæ Regiæ Progeniem, eaque deficiente, ad Serenissimam Principem *Sophiam Electricem Brunswic-Doraviam*, & ejusdem Hæredes in Linea Protestantium *Hannoveranâ*. Ut igitur dicta Successio, secundum Leges *Magnæ Britannie* facta recta maneat. Rex Catholicus supramemoratam Successionis ad Regnum *Magnæ Britannie* Limitationem fovere & solenniter agnoscit, eandemque gratam & acceptam sibi atque Hæredibus ac Successoribus suis esse, ac in perpetuum fore, sub Fide & Verbo Regis, oppignorato suo & Successorum Honore, declarat, spondetque. Sub eodem quoque Verbi Regis, ac Honoris vinculo promittit Rex Catholicus, neminem unquam præter ipsam Dominam Reginam, ejusque Successores secundum Limitationis seriem, Legibus, & Statutis *Magnæ Britannie* stabilitam, pro Rege, aut Regina *Magnæ Britannie*, per se, vel per Hæredes, ac Successores suos agnatum iri aut habitum.

VI. Promittit porro Rex Catholicus, tam suo, quam Hæredum & Successorum suorum nomine, nullo unquam tempore, sese dictam *Magnæ Britannie* Reginam, Hæredes Successoresque ejus, prædictâ Protestantium Gente oriundos, *Magnæ Britannie* Coronam, Ditionemque eidem subjectas, possidentes, turbatos, vel molestia aliqua affecturos, neque ullo tempore auxilium, fuppetias, favorem, aut consilium præstabit Rex Catholicus antedictus, ejusque Successorum aliquis, directe vel indirecte, Terra, Marive, Pecunia, Armis, Munitionibus, Apparatu bellico, Navibus, Milite, Nautis, aliove quovis modo, cuicunque Personæ, aut Personis, si quæ fuerint, quæ quacunque de causa aut prætextu, dictæ Successioni sese in posterum opponere molirentur, five aperto Marte, five Seditionem alendo, conjurationesque confando contra talem Principem, ac Principes, *Magnæ Britannie* Solium, Aëtorum Parliamenti ibidem sancitorum vigore occupantes, five contra illum, aut illam Principem, cui secundum Parliamenti Acta, ut supradictum est, ad Coronam *Magnæ Britannie* Successio patet.

VII. Redeat & aperiat ordinaria dispositio Justitiæ per Regna & Dominia alterutrius Regiæ Majestatis, ita ut liberum sit omnibus utrinque Subditis, allegare & obtinere Jura, Præfensiones, & Actiones suas, secundum Leges, Constitutiones, & Statuta utrinque Regni. Speciatim vero si quæ Querimonie sint de Injuriis, aut Gravaminibus, vel Tempore Pacis, vel sub Initium Belli nuperime confecti, contra Tractatum tenorem illatis, curabitur quæprimum, ut secundum Justitiæ normam damna refarciantur.

VIII. Liber sit Usus Navigationis & Commerciorum inter utrinque Regni Subditos, prout jam olim erat tempore Pacis, & ante nuperimi Belli denunciationem, regnante Catholico *Hispaniarum* Rege *Carolo* Secundo, Gloriosa Memoria, secundum Amicitia, Confederationis, & Commerciorum Pacta, quæ quondam inita erant inter utramque Nationem, secundum Consuetudines antiquas, Literas Patentes, Schedulas, aliaque Acta speciatim facta; atque etiam secundum Tractatum, vel Tractatus Commercio-rum, qui *Madridi* jam nunc confecti, aut mox conficiendi sunt. Cum vero inter alias condiciones Pacis Generalis, præcipua quædam & Fundamentalis Regula communi consensu stabilita sit, ut Navigationis & Commerciorum Usus ad *Indias* Occidentales *Hispaniæ* Juris eodem in statu maneat, quo fuit tempore præfati Regis Catholici *Caroli* Secundi; Quo igitur Regula hæc, fide inviolabili, & modo non temerando in posterum observetur, adeoque præveniantur, amoveanturque, omnes circa istos negotiorum diffidentia, suspitionumque causæ, conventum speciatim statutumque est, quod five *Galliæ*, seu Nationi cuiuscunque, quovis nomine, aut quocunque sub prætextu, directe vel indirecte, nulla unquam licentia, nullaque omnino facultas dabitur navigandi, Mercaturam exercendi, aut Nigritas, Bona, Mercimonias, vel Res quascunque in Ditiones *Ame-*

ANNO 1713. *ricanae* Coronæ *Hispanicae* parentes introduendi, præterquam quod Tractatu, vel Tractatibus Commerciorum supradictis, & Juribus ac Privilegiis in Pactione quadam concessis, vulgo *el Asiento de Negros* nuncupata, cujus Articulo Duodecimo mentio facta est, concordatum fuerit. Excepto etiam quidquid Rex Catholicus prædictus, vel Hæredes, Successoresve ejus Pacto seu Pactis quibusvis de Introductione Nigritarum in *Indias Occidentales Hispanicae* obtemperantes, ineundis spondebunt, postquam Pacto, si-ve *el Asiento de Negros* supradicta, determinata fuerit. Utque de Navigatione & Commercio ad *Indias Occidentales*, ut supradictum est, firmitus, & uberius undique præcautum sit; hisce præterea conventum concordatumque est, quod nec Rex Catholicus, neque Hæredes, Successoresque ejus quilibet-que, ullas Ditiones, Domina, si-ve Territoria in *America Hispanica* Juris, vel ullam earundem partem, seu *Gallia*, si-ve Nationi aliæ cuicunque vendent, cedent, oppignerabunt, transferent, aut ullo modo, ullove sub nomine, ab se & Corona *Hispanica* alienabunt. E contra autem, quo Ditiones *Americanae Hispanicae* obtemperantes facta testæ conserventur, spondet Regina *Magna Britannia* sese operam daturam, opemque laturam *Hispanis*, ut Limites antiqui Ditionum suarum *Americanarum* restituantur, figanturque, prout Regis Catholicus *Caroli Secundi* supradicti tempore steterat, si quidem compertum fuerit, ullo modo, ullove sub prætextu eisdem in parte quacunque effractus, imminutose esse, ex quo antedictus Rex Catholicus *Carolus Secundus* mortem obiit.

IX. Conventum insuper & statutum est pro regulâ generali, quod omnes & singuli utriusque Regni Subditi, in omnibus Terris & Locis utriusque circa omnia Jura, Impositiones, aut Vectigalia quæcunque, Personas, Merces, & Mercimonia, Naves, Naula, Nautas, Navigationem, & Commercio concernentia, si-ve ad minimum Privilegiis, Libertatibus, & Immunitatibus utentur, fruuntur, parique favore in omnibus gaudebunt, quibus *Galliarum* Subditi, aut amicissima quævis Gens externa, utitur, fruuntur, gaudent, aut ullo dehinc tempore uti, frui, aut gaudere possint.

X. Rex Catholicus pro se, Hæredibus, & Successoribus suis, hisce cedit Coronæ *Magnæ Britannia*, plenam, integramque Proprietatem Urbis & Arcis *Gibraltar* nuncupatæ, una cum Portu, Munitionibus, Fortalitioque eodem pertinentibus, dictamque Proprietatem habendam, fruendamque dat absolute, cum jure omnimodo in perpetuum, sine ulla exceptione, vel impedimento quolibet. Quo vero Abusus, Frausque in Mercimoniis quibuscunque importandis, evitentur, vult Rex Catholicus, atque intelligendum censet, ut Proprietas supranominata *Magnæ Britannia* cedatur, sine Jurisdictione quapiam Territoriali, & absque Communicatione aliqua aperta cum Regione circumvicina Terram versus. Quandoquidem vero Communicatio cum Ora *Hispanica* maritimo itinere omni tempore nec tuta, neque aperta esse possit, eoque fiat, ut Milites Prædarii, aliique Incolæ dictæ Urbis *Gibraltaricae* in summas adducantur angustias; Cumque Regis Catholicus mens solummodo sit, ut fraudulentæ Mercium Importationes, ut prædictum est, Communicatione Terrestri impediatur, provissum igitur est, ut Commæum, relique necessarias in usum Copiarum Prædiiarum, Incolarum, Naviumque in Portu stantium pecunia numerata in Ditione *Hispanica* circumvicina, iis in casibus emere liceat. Sin vero deprehendantur Mercimonia per *Gibraltariam*, vel permutationis ad victum conquirendum, vel alio quocunque nomine adfecta, eadem Fisco addicentur, & querimonia ea de re habita, illi qui contra Fœderis hujusce fidem commiserint, severe punientur. Majestas autem Sua *Britannica*, rogatu Regis Catholicus, consentit, convenitque, ut nec *Judei*, neque *Mauris*, facultas concedatur commorandi, aut Domicilia habendi; utque nullum Perfurium, neque receptaculum pateat *Mauorum* Navibus bellicis quibuscunque in Portu dictæ Urbis, quo Communicatio ab *Hispania* ad *Septem* Civitatem impediatur, aut Ora *Hispanicae Mauorum* excursionibus infestæ reddatur. Cum vero Amicitia Tractatus, & Commerciorum Libertas ac frequentia intercedant inter *Britannos*, Ditionesque quasdam in ora *Africana* sitas, intelligendum semper est, quod *Mauris*, eorum-

que Navigis, Mercaturæ solum exercendæ gratia Introitus in Portum *Gibraltaricum* a Subditis *Britannicis* denegari nequit. Promittit insuper Majestas Sua Regina *Magnæ Britannia*, ut Incolis præfatæ Urbis Romano-Catholicis, Religionis suæ liber usus indulgeatur. Quod si vero Coronæ *Magnæ Britannia* commodum olim visum fuerit, donare, vendere, aut quoquo modo ab se alienare dictæ Urbis *Gibraltaricae* proprietatem, conventum hisce concordatumque est, ut prima ante alios ejus redimendæ optio Coronæ *Hispanicae* semper deferatur.

XI. Rex porro Catholicus, pro se; Hæredibus, & Successoribus suis, cedit pariter Coronæ *Magnæ Britannia*, totam Insulam *Minorca*, ad eamque transfert in perpetuum Jus omne, Dominiumque plenissimum, super dictam Insulam, speciatim vero super Urbem, Arcem, Portum, & Munitiones *Sinus Minoricensis*, vulgo *Port Mahon*, una cum aliis Portibus, Locis, Oppidisque; in præfata Insula sitis. Provissum tamen est, ut in Articulo superscripto, quod nullum perfurium, neque Receptaculum pateat *Mauorum* Navibus bellicis quibuscunque in Portu *Mahonis*, aut in alio quovis Portu dictæ Insulæ *Minorca*, quo Ora *Hispanica* ipsorum Excursionibus infestæ reddantur; quinimo commercandi solummodo causis, secundum Pacta Conventa, *Mauris* eorumque Navigis introitus in Insulam præfatam permittetur. Promittit etiam ex sua parte Regina *Magnæ Britannia*, quod si quando Insulam *Minorca*, & Portus, Oppida, Locaque in eadem sita à Corona Regnorum suorum quovis modo alienari in posterum contigerit, dabitur Coronæ *Hispanicae*, ante Nationem aliam quamcunque, prima optio possessionem, & proprietatem præmemoratae Insulæ redirendi. Spondet insuper Regia Sua Majestas *Magnæ Britannia*, se se facturam, ut Incolæ omnes Insulæ præfatæ, tam Ecclesiastici quam Seculares, Bonis suis universis & Honoribus tuto, pacatæque fruantur, atque Religionis Romano-Catholicæ liber usus iis permittatur: Utque etiam ejusmodi rationes incantur ad tuendam Religionem prædictam in eadem Insula, quæ à Gubernatione Civili, atque à Legibus *Magnæ Britannia*, penitus abhorre non videantur. Poterunt etiam suis Honoribus & Bonis frui, qui nunc Sæ Catholicæ Majestatis servitio addicti sunt, etiam si in eodem permanserint; & liceat cuicunque, qui præfatam Insulam relinquere voluerit, Bona sua vîdere, & libere in *Hispaniam* transîtere.

XII. Rex Catholicus hisce dat porro, conceditque Majestati Sæ *Britannicae*, & Societati Subditorum suorum, ad id constituta, exclusis iam Subditis *Hispanicis*, quam aliis omnibus, Pactionem de introducendis Nigritis in partes diversas Ditionum Majestatis Sæ Catholicæ in *America*, vulgo *el Pacto de el Asiento de Negros*, per triginta Annorum spatium, continuata serie, initio facto à primo die Mensis *Maii*, Anno millesimo septingentesimo decimo tercio, iisdem sub conditionibus quibus eadem fruebantur *Galli*, aut ullo tempore frui poterant, vel debuerant; una cum Tractu, si-ve Tractibus Terræ à dicto Rege Catholico designandis, & Societati præfate, vulgo *la Compañia de el Asiento* tribuendis, in Loco quodam commodo ad Fluvium *Rio de la Platte* nominatum (nullis Vectigalibus Redituque a dicta Societate, durante Pactionis supramemorata tempore, haud tamen diutius, eo nomine pendendis;) Quinetiam ea Societatis prædictæ Sedes, si-ve Tractus Terræ, idonei erunt, sufficientique, ut ibi colatur, feraturque, & pecora pascantur, ad nutriendos eos, qui dictæ Societati servant, eorumque Nigritas; utque ibidem in tuto custodiantur dicti Nigritæ, quoad dividendi fuerint; atque insuper ut ibi Naves ad dictam Societatem spectantes prope ad Terram appellant, & ab omni periculo testæ conserventur. Regi autem Catholico fas semper sit, in dicto Loco, seu Sede Officarium constituere, qui ne quid admittatur, facilieturve, Regis suis Commodis contrarium, observet; omneque qui eo Locis res dictæ Societatis curæ habent, aut qui ad eam pertinent, prædicti Officii Inspectio subiecti erunt, quoad ea omnia, quæ ad Terræ Tractus supramemoratos spectant. Sin autem dubia quædam, Difficultates, si-ve Controversie suboriantur inter dictum Officarium, & rerum Societatis sæpe memoratæ Curatores, ad Urbem *Buenos Ayres* dictæ Præfectum deferentur, ab eodem judicanda. Voluit præterea Rex Catholicus alia quædam Commoda eximia dictæ Societati concedere, quæ plenius, fusiusque explicantur in Pactione

ANNO 1713.



ANNO  
1713.

tionem illa, el *Assiento de Negros* nuncupata, quæ facta & conclusa fuit *Madridi*, vigesimo sexto die Mensis *Martii* Anni præsentis, 1713. Quæ quidem Pactio, sive el *Assiento de Negros* omneque Clausula, Conditiones, Privilegia, atque Immunitates in eadem contentæ, huic Articulo haudquaquam contrariæ sunt, censentur ac censentur pars esse hujusce Tractatus, eodem modo ac si ad verbum hic insertæ fuissent.

XIII. Quandoquidem Regina *Magne Britannie* summo cum studio instare, atque urgere non destitit, ut Incolæ omnes Principatus *Catalaunie*, cuiuscunque status aut conditionis sint, non solum plenam perpetuamque eorum omnium quæ, flagrante nupero Bello, ada sunt, oblivione consequerentur, atque intemerata Bonorum suorum omnium, ac Honorum possessione fruerentur; verum etiam Privilegia sua antiqua, illæta, intactaque, conservarent; Rex Catholicus in gratiam dictæ Suae Majestatis *Britannicæ* huic concedit *Catalaunie* Incolis quibuscunque, confirmatque non solum Amnestiam desideratam, una cum plena possessione Bonorum suorum omnium Honorumque, sed etiam Privilegia ea omnia iis dat conceditque, quibus *Capillis* utriusque Incolæ, è cunctis *Hispaniarum* Populis Regi Catholico imprimis dilecti, fruantur, ac gaudent, aut in posterum frui ac gaudere possint.

XIV. Quandoquidem etiam Rex Catholicus, rogatu Regiæ Suae Majestatis *Britannicæ*, Regnum *Siciliæ* Celsitudinis suæ Regiæ *Vitæ Amicis* Duci *Sabaudie* cedere voluerit, atque per Tractatum inter dictam Regiam Catholicam Majestatem, & Regiam Celsitudinem *Sabaudie*, hodie initum, dictum Regnum cedit, antedicta Sua Regia Majestas *Magne Britannicæ*, promittit, spondetque sese omni studio curaturam, ut deficientibus ex Domo *Sabaudie* Hæredibus Masculis, præfati *Siciliæ* Regni possessio ad Coronam *Hispanicam* denno revertatur, consentitque præterea antememorata Sua Regia Majestas *Britannicæ*, ut Regnum *Siciliæ*, nullo sub prætextu, nulloque prorsus modo alienari, donative possit Principi, aut Statui cuiuscunque præterquam Regi *Hispaniæ* Catholico, & Hæredibus ac Successoribus suis. Cum vero Rex Catholicus Regiæ Suae Majestati testaturum fecerit, & rationi consentaneum, & sibi acceptum fore, ut non solum Regni *Siciliæ* Subditi, quantum in Ditionibus *Hispaniæ* degant, & dictæ Majestatis Suae Catholice servitio sese addiderint, sed etiam *Hispani*, alique Subditi *Hispanici*, qui Bona forte & Honores in præfato *Siciliæ* Regno habuerint, dictis suis Bonis Honoribusque, absque ulla diminutione perfruantur, & nullatenus sub prætextu personalis absentie à Regno sæpe memorato vexentur, inquietenturque. Cumque ex sua etiam parte prædictus Rex Catholicus libenter promittit, sese vicissim committurum, ut dicti Regni *Siciliæ*, alique præfata Suae Regiæ Celsitudinis Subditi, si forte Bona Honoresque habuerint in *Hispania*, aliisque Ditionibus *Hispaniæ* parentibus, iidem pariter absque ulla diminutione perfruantur, & nullatenus sub prætextu personalis absentie vexentur, inquietenturque. Spondet itaque Regia Sua Majestas *Britannicæ*, sese operam collaturam, suisque *Ultrajecti ad Rhenum* agentibus Legatis Extraordinariis & Plenipotentiaris in mandatis daturam, ut officia sua efficacissima interponant, quo Rex Catholicus & Regia sua Celsitudo super hac re inter se mutuo conveniant, & modo utrinque quam commodissimo de eadem caveant, provideantque.

XV. Regiæ Suae Majestates utrinque renovant, confirmantque Tractatus omnes Pacis, Amicitie, Confœderationis, & Commercio, inter Coronas *Magne Britannicæ* atque *Hispaniæ* initos antehac & conclusos, ac præfati hoc Fœdere renovantur, confirmanturque dicti Tractatus modo tam amplo explicatoque, ac si jam nunc sigillatim inserti fuissent, in quantum scilicet Tractatus Pacis ac Commercio novissime factis, signatque contrarii haud repugnant. Præfatum vero hoc Pacis Tractatu confirmantur, corroboranturque Pacta, Fœdera, Conventionesque, tam quæ Commercio & Navigationis usum in *Europa*, alibi, quam quæ Nigrarum Introductionem in *Americam Hispanicam* spectant, quæque *Madridi* inter utramque Nationem aut jam initæ sunt, aut quantocius inchoandæ. Quandoquidem vero ex parte *Hispaniæ* urgetur, Jura quædam Piscationis ad Insulam *Terræ Novæ* exercendæ: ad *Cantabrias*, aliisque Regis Catholici Subditos pertinere, consentit, convenitque Majestas Sua *Britan-*

nica, ut Privilegia omnia quæ *Cantabriæ*, aliisque *Hispaniæ* Populi, Jure sibi vindicare poterunt, ipsi facta testæ conserventur.

XVI. Quandoquidem in Conventionem de Armistitio instituendo ad die <sup>undecimo</sup> <sup>vigesimo secundo</sup> Mensis *Augusti* proxime præteriti, inter Regiam S. Maj. *Magne Brit.*, & Regem Christianissimum, in quatuor mentes facta; quam quidem Rex quoque Catholicus assensu suo comprobavit, atque huic porro comprobavit, quæque alio quodam

Pacto in diem usque <sup>undecimum</sup> <sup>vigesimo secundo</sup> Mensis *Aprilis* anni præsentis prorogata fuit, inter alias Conditiones expresse stipulatum sit, quibus in Casibus, Naves, Merces, alique Bona mobilia hinc inde capta, aut in prædam occupanti cederent, aut priori Domino restituerentur; Convenit idcirco est, quod illi in Casibus antedicti Armistitii Leges in pleno vigore manebunt, omniaque istiusmodi Capta, sive in Mariibus *Britannicis* & *Septentrionalibus*, sive alio locorum factas, concernentia, ad arctum tenorem bona fide fient.

XVII. Si vero acciderit per incogitantiam, aut imprudentiam, aut aliam quamlibet causam, ut quivis Subditus alterutrius prædictarum Regiarum Majestatum, faciat, aut committat aliquid in Terra, Mari, aut Aquis Dulcibus, ubi Gentium, quominus observetur præfatus Tractatus, aut quo particularis aliquis Articulus ejusdem cunctum suum non fortatur, hæc Pax & bona Correspondentia inter Dominam Regiam *Magne Britannicæ*, & Dominum Regem Catholicum non idcirco interrumpetur, aut infringetur, sed in pristino suo robore, firmitate, & vigore manebit. Subditus autem iste solummodo de suo proprio facto respondebit, & penas persolvere inflicta per Leges & Præscripta Juris Gentium.

XVIII. Sin autem (quod omni Deus Optimus avertat!) sopite Simulantes inter dictas Regias Majestates aliquando renouentur, & in apertum bellum erumpant; Subditorum utriusque Partis Naves, Merces, ac Bona quævis mobilia atque immobilia, quæ in Portibus atque in Ditione Partis adversæ hærent, atque extare deprehendantur, Fisco non addicantur, aut ullo incommodo afficiantur; sed dictis Subditis alterutrius dictarum Regiarum Majestatum semelre Spatium integrum hinc inde concedatur, quo Res prædictas, ac aliud quidvis ex suis Facultatibus vendant, aut quo libitum erit, citra ullam molestiam inde avehant, ac transferant, sequæ ipsos inde recipiant.

XIX. Reges, Principes, & Status, Articulis frequentibus indigant, ut & alii, qui ante Ratificationem permutationem, vel intra sex menses postea ab una alteraque Parte, ex communi consensu nominabuntur, sibi persuasum habentibus antememoratis Regis Majestatis eos dispositiones per hunc Tractatum factas & stabilitas agnoscunt, in eodem pro Amicitie reciproce Testimonio, includuntur, & comprehenduntur.

XX. Quidquid in Compositione Pacis, inter Sacram Regiam Majestatem *Hispaniæ*, & Sacram Regiam Majestatem *Lusitanicæ*, proxime inchoandæ, contentum fuerit, prævia Sacre Regiæ Majestatis *Magne Britannicæ* Approbatione, hujus Tractatus pars essentialis esse censetur, perinde atque hic transcriptum esset ad verbum. S. insuper Regia Majestas *Magne Britannicæ* sese offert Sponsorem, five Guarantem fore prædictæ Pacis Compositionis, quod illa reapse, conceptique verbis præfate spondet, eum in finem ut inviolatus, sanctusque servetur.

XXI. Tractatus Pacis hodie initus inter S. Regiam Majestatem Catholicam, & Regiam suam Celsitudinem *Sabaudicæ* Ducem, in hoc Tractatu specialiter, tanquam pars ejus essentialis, inclusus est & confirmatus, perinde ac si eadem verborum insertus esset, declarante per expremum Regia S. Majestatis *Magne Britannicæ*, sese ad promissas in eodem Assertionis & Guarantie Stipulationes teneri vellet.

XXII. Serenissimus Rex *Suevicæ* cum suis Regnis, Ditionibus, Provinciis, & Juribus, ut & Serenissimi Principes, Magnus Dux *Hetruricæ*, & Dux *Permae*, una cum eorundem Populis & Subditis, atque Subditorum in re Commercio Libertatibus & Compensibus, huic Tractatu omni meliori modo inclusi sunt.

XXIII. Serenissima Respublica *Venetæ*, ob æqualitatis Fœdera durante hoc Bello inter Partes beligerantes exacte servata, & ob plurima humanitatis officia præstita, inviolata semper manente sua, Statuumque ac Dominiorum suorum Dignitate, Potesta-

ANNO  
1713.

ANNO  
1713.

telitate, & Securitate, tanquam communis Amica, & cui Regiæ Suae Majestates sinceræ Amicitiae vices, prout res ejusdem exegerint, omni tempore referre cupiunt, in hoc Tractatu specialiter, optimo, quo fieri potest, modo, comprehensa & inclusa sit.

XXIV. Serenissimam Rempubicam *Genuensem*, quæ constanti Neutralitate durante hoc Bello observata; utriusque Coronæ *Britannicæ*, & *Hispanicæ* Amicitiam coluit & nexuit antiquam, in præsentis Tractatu comprehendi placuit; ut hujusce Pacis beneficium, ad id omne quod sua interest, extendatur, ejusque Subditi, quæ jampridem, & vivente *Carolo Secundo Hispaniarum* Rege Catholico, eadem in posterum Commercio libertate in omnibus, & ubique integre perfruantur.

XXV. Civitas itidem *Gedanensis* hisce pactis eo cum effectu includitur, ut pristinis Emolumentis, quibus in re Commerciorum, sive per Tractatus, sive per vetustam Consuetudinem in utroque Regno antehac usâ fuerit, in posterum quoque gaudere queat.

XXVI. Præsentis Tractatus solennes & rite confectæ Ratificationes, intra sex Hebdomadam spatium, à die Subscriptionis computandum, vel citius si fieri poterit, utrique exhibeantur, & reciprocè debiteque commutentur.

In quorum omnium fidem, Legati Extraordinarii ac Plenipotentiarii supramemorati, exhibitis utrique ac rite commutatis Plenipotentiariorum suarum Tabulis, præsentem hunc Tractatum subscripserunt, & Sigillis suis muniverunt, *Trajecti ad Rhenum*, die *secundo* Mensis *Julii*, Anno Domini millesimo septingentesimo decimo tertio.

JOH. BRISTOL. D. DE OSSUNA.

(L.S.) (L.S.)

STRAFFORD; EL MARQUES DE MONTELEONE.

(L.S.)

*Ratificationis Regine Magne Britannie.*

ANNA, Dei Gratia, *Magnæ Britannicæ, Francicæ, & Hibernicæ* Regina, Fidei Defensor, &c. Omnibus & singulis ad quos Præsentis Literæ pervenerint Salutem. Quandoquidem Tractatus quidam Pacis & Amicitiae, inter Nos & bonum Fratrem nostrum *Philippum Quintum, Hispaniarum Regem* Catholicum, per Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios, sufficienti Autoritate utrique munitos, *Trajecti ad Rhenum*, die *3<sup>a</sup>* Mensis præsentis conclusus & signatus fuerit, forma, & verbis quæ sequuntur:

*Fiat insertio.*

Nos vîso & perpenso Tractatu Pacis & Amicitiae supra scripto, eundem in omnibus & singulis ejus Articulis & Clausulis approbavimus, & ratum, firmumque habuimus, sicut per Præsentem, pro Nobis, Hæredibus, & Successoribus nostris, eundem approbamus, & ratum, firmumque habemus, spondentes, & in Verbo Regio promittentes, Nos prædictum Tractatum, omniaque & singula quæ in eo continentur, sancte atque inviolabiliter præstaturas, & observaturas, neque passuras unquam, quantum in Nobis est, ut à quopiam violentur, aut ut iis quocunque modo in contrarium eatur. In quorum majorem fidem & robur, hisce præsentibus Manu nostra Regia signatis, Magnum nostrum *Magnæ Britannicæ* Sigillum appendi iussimus. Dabantur in Palatio nostro apud *Kensington*, tricesimo primo die Mensis *Julii*, Anno Domini Millesimo septingentesimo decimo tertio, Regni nîstri Duo-decimo.

ANNA R.

*Mandatum sive Plenipotencia Legatorum Hispanorum. Datum Madridi die 28. Decembris 1711.*

DOMINUS PHILIPPUS, Dei Gratia, Rex *Cassiliæ, Legionis, Aragoniæ*, utriusque *Sici-*

*liæ, Hierosolymæ, Navarrae, Granatæ, Toleti, Valentiniæ, Galaciæ, Majoricæ, Hispalis, Sardinia, Cordubæ, Corsicæ, Murciæ, Gienæ, Algarviæ, Algeziræ, Gibraltariæ, Canariarum, Indiarum Orientalium & Occidentalium, Insularum, & Continentis, Maris Oceani, Archidux Austriæ, Dux Burgundiae, Brabantiae, & Mediolani, Comes Hapsburgi Flandriæ, Tirolis, & Barcelonæ, Dominus Biscaie, & Malinæ, &c. Cum propter inscrutabilia Dei iudicia; sanguinolentum, obstinatumque, magis quam visum unquam fuerit, Bellum, cum Populorum, & Provinciarum ruina, passa fuerit Europa, quin ad illius ignem extinguendum medium suffecerit, usque in præsens tempus, quo Divinæ Pietatis Gratia manifestantur Signa, & positivæ Dispositiones recuperandi Pacem & Quietem, tantopere ab omni Orbe Christiano desideratas, sed à nobis principaliter ob ea quæ respectivè passa fuerint Dominia Nostra. Cumque ab aliquibus ex principalibus Potentissimis Bellum gerentibus nominati fuerint Plenipotentiarii, Pacis tractandæ, & cum reciproca amicitia in eundem Autoritatem habentes; Ea propter tam laudabili, tamque glorioso desiderio ex parte nostra concurrere volentes, Vos, D. *Franciscum Mariam de Paula, Tellez Giron, Vesasides, Carrillo, & Toledo, Ponce de Leon, Ducem de Ossuna, Cognatum, Comitem de Uxena, Marchionem de Penusiel, ex Primis Nobilibus à Cubiculo nostro. Majoremque Cubicularium, Regiorum meorum Cassiliæ Notarium majorem, Equitem Ordinis de Calatrava, in ipso Ordine Majorem à Clavibus, & ejus Commendatorem, nec non de Uffage in Divi Jacobi Ordine, Ducem Primarium Regillum Corporis Custodem; D. *Joannem de Bruna, Joannem, Comitem de Bergeyck, Confiliarium nostrum, Bellique Ministrum, & nostri Exercitus in Flandria Generali Super-intendentem; Et D. Isidorum Cazado de Rosales, Marchionem de Monteleon, Affinem, & in Regio nostro Indiarum Concilio Senatorem; Legatos nostros Extraordinarios & Plenipotentiarios nominare statuimus; quemadmodum præsentium vigore nominamus, quia Personas vestras Prudentiæ, Experimentiæ, & pro Interesse nostro Zeli & Amoris qualitatibus, & Prærogativis ad tam gravem, & tante consequentiæ Negotii Dispositionem & Directionem summopere necessariis, ornatas esse certo scimus. Vos itaque oneramus, vobisque mandamus, ut eo citius *Trajectum Rheni* Conventui Pacis tractandæ destinatum iter faciatis; ut ibi simul cum Ministris, Plenipotentiaris à Regibus & Potentissimis interesse habentibus; nominatis, & Autoritate & sufficienti mandato munitis; ad Colloquia aut Conventus Pacis particularis aut generalis intretis; & intrare valeatis; & vobis Duci *Ossunæ, Comiti à Bergeyck, & Marchioni à Monteleone*, plenam & integram facultatem, & auctoritatem concedimus, ut vos tres simul, vel duo, in casu absentia aut infirmitatis alterius, aut unus solus, in simili casu absentia vel infirmitatis aliorum duorum, Tractatum Pacis inter nos, & alios Reges, & Potentias belligerantes, simul cum omnibus, aut separatim cum quibuscumque, Nomine nostro inire, concludere, & manuali Subscriptione vestra munire, ut & omnia Instrumenta ad hunc effectum necessaria, concordare, concludere, Subscriptione firmare, & tradere valeatis; & generaliter facere, promittere, stipulari Actus Declarationesque quæ fuerint necessariae ad Conventiones permutandas, & ad quancunque res Pacis Negotiationi, aut Conclusioni conducentes, & ad eas spectantes, quamvis hic non exprimentur, & cum illdem Facultate, Potestate, & Ampliatione, quibus nos, si præsentem effemus, facere possemus; & etiam in illis Negotiis & Actis, quæ specialius, magisve expressum quam quod in hac Plenipotencia continetur, mandatum requirere possent: Et omne quod vos tres simul, vel duo, in casu absentia aut agitudinis aliorum duorum, ut supradictum est, feceritis, tractaveritis, promiseritis, conclusiveritis, & Subscriptionem vestra firmaveritis, nos Fide nostra, Verboque Regio nostro datis, promittimus confirmare, approbare, & ratum habere sine quavis diminutione, cum Juramento aliusque requisitis, & Solemnitatibus in simili casu necessariis, intra terminum reciprocæ à Plenipotentiaris dicti Congressus assignatum. In quorum Fidem, expediti mandamus, & expeditis præsentem Manu nostra subscriptam Sigillo nostro Secreto munitam, & ab infra scripto Sacerdotis Confilii Secretario subsignatam. Datum Madridi, die***

Ddd 3

vige.

ANNO  
1713.



ANNO vigesima octava Decembris anni millesimi septingentesimi undecimi.

1713.

EGO REX.

D. EMANUEL A VADILLO ET VELASCO.

Mandatum Regine Magnæ Britannicæ, pro Legatis ejus. Datum in Palatio Divi Jacobi 3. Maii 1713.

ANNA, Dei gratia, Magnæ Britannicæ, Franciæ & Hiberniæ Regina, Fidei Defensor, &c. Omnibus & singulis ad quos præsentis Literæ pervenerint, Salutem. Cum Bello huic tam diuturno, tamque exitioso restituendo operam dare instituerimus, inter curas publicæ Tranquillitatis redintegrandæ, quas gestimus maximas, eo animum præmissis advertimus, ut archissima illa Amicitia necessitudinique vincula, quæ à longissimo usque tempore inter Coronas Britannicam & Hispanicam, intercessere, summo cum utriusque Nationis commodo, inter Nos & bonum Fratrem Nostrum Philippum Quintum Hispaniarum Regem Catholicum, novis & quam firmissimis nexibus in perpetuum constringerentur. Ministris itaque iisdem, qui tam diu, tantoque cum successu, Concordiæ operi maxime salutari inter Principes, Statuque Christianos promovendo confidendoque *Trajecti ad Rhenum* seipso Nomine nostro addixerint, etiam partes hæc demandare volumus, ut tam Pacis & Amicitia, quam Navigationis & Commerciorum, inter Nos & dictum Regem Catholicum, Leges, Conditionesque concluderent, signarentque. Scitis igitur, quod Nos, Fide, Industria, & in Rebus magni momenti tractandis, usu ac perspicacia Reverendi admodum in Christo Patris, perquam fidelis, & dilecti Consilarii nostri, *Johannis Episcopi Bristolensis*, Privati nostri Sigilli Custodis, Decani *Windsorensis*, & Nobilissimi Ordinis nostri Pericelidis Regilrarii; Et perquam fidelis, & prædicti Confanguinei & Consilarii nostri *Thomæ Comitis de Strafford*, Vice-Comitis *Wentworth de Wentworth-Woodhouse* & de *Stainborough*, Baronis de *Raby*, Exercituum nostrorum Locum-Tenentis Generalis, Primarii Admiralitatis nostræ Commissarii, Nobilissimi Ordinis nostri Pericelidis Equitis, & Legati nostri Extraordinarii ac Plenipotentarii ac Cælos & Præpositos Dominos Ordines Generales *Uniti Belgii*, plurimum confide, eosdem nominavimus, fecimus, & constituimus, quemadmodum per Præsentes nominamus, facimus, & constituimus. Nostros veros, certos, & indubitatos Legatos Extraordinarios, Commissarios, Procuratores, & Plenipotentarios, Dantes & concedentes iisdem, conjunctim vel divisim, omnem & omnimodam Potestatem, Facultatem, Autoritatemque nec non Mandatum Generale, pariter ac speciale (ita tamen ut generale speciali non deroget, neque contra) cum Legatis Extraordinariis & Plenipotentariis, quos prædictus Rex Catholicus, sufficienti Autoritate instructos, ex sua parte deputaverit, in Civitate *Ultrajectina ad Rhenum*, aut in alio quocunque loco, congregiendi, colloquendi, ac de Pacis atque Amicitia Conditionibus tutis, firmis, & honestis, inter Nos & dictum Regem Catholicum, tractandi, conveniendi, & concludendi; eaque omnia quæ ita convenita & conclusa fuerint, pro nobis, & nostro Nomine signandi, superque conclusis Instrumenta, quotquot & qualia necessaria fuerint, conficiendi, mutuoque tradendi, recipiendi, quæ quovis modo necessaria ad Pacis atque Amicitia Conditiones, ut supra dictum est, inendas, stabilis faciendæ vel quomodolibet, opportuna esse iudicaverint, tam amplis modo & forma, ac vi, effectaque pari, ac Nos ipsæ, si intercessimus, facere ac præstare possemus; Spondentes, & in Verbo Regio promittentes, Nos omnia & singula, quæcunque à dictis noster Legatis Extraordinariis, Commissariis, Procuratoribus, & Plenipotentariis, conjunctim vel divisim, vi præsentium transigi, concludi, & signari contigerit, grata, rata, & accepta, his prout modo & forma quibus convenita fuerint, habituras. In quorum omnium majorem fidem & robur, Præsentibus manu nostra Regia sig-

natis, Magnum nostrum Magnæ Britannicæ Sigillum apponi iussimus. Dabantur in Palatio nostro Divi Jacobi tertio die Mensis *Maii*, Anno Domini Millesimo septingentesimo decimo tertio, Regniæ nostræ Duodecimo.

ANNO 1713.

ANNA R.

Articulus Separatus, de Tractatu Madridi die 27. Martii inito observando, deque Provinciis Hispanicis Serenissimo PHILIPPO tribuendis, nunquam a Corona Hispanica alienandis. Datum die 2-13. Julii 1713. Cum RATIHABITIONE Regine Britannicæ. Dat. apud Kensington die 31 Julii 1713. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. V. pag. 203.]

PRÆTER ea que per Tractatum Madridi die 27. Martii superius clapsi, inter Dominum Baronem de Lexington, ex parte Regiæ Majestatis Magnæ Britannicæ, & Dominum Marchionem de Bedmar, ex parte Regiæ Majestatis Catholicæ, convenita sunt & stipulata, hoc insuper Articulo Separato, qui ejusdem roboris erit, ac si Tractatu, inter Regias suas Majestates hodie inito, verbotenus esset insertus, conventum & concordatum est, quod cum S. Regiæ Majestatis Catholica omnino sibi propositum habeat, & per præsentem ex parte sua solenniter spondeat, se in ullarum ejusque generis, aut ubicunque sitarum Ditionum, Provinciarum, aut Terrarum, ad Coronam Hispanicæ spectantium, alienationem ulteriorem non esse consenturum; proinde S. Regiæ Majestatis Magnæ Britannicæ, ex parte quoque sua reciproce spondeat, velle se, iis in rationibus & consiliis persistere, quibus ab ipsa provisum cautumque est, ne quis ex Partibus belligerantibus, in Pace inenda ulteriorem partis alicujus Monarchiæ Hispanicæ avulsionem a Regia sua Majestate Catholica exigat, aut adipiscatur; quin postulat istiusmodi nova denegante Sua Majestate Catholica, eo istud Negotium directum Regiam Majestatem Magnæ Britannicæ, ut ab iisdem penitus desistat.

Et cum Regiæ Majestati Magnæ Britannicæ e re communi visum sit, ut inter Majestatem suam Britannicam, Regem Catholicum, & Regem Lusitanicæ, novum in eatur Fœdus, quo Coronæ Lusitanicæ Securitati provideatur, consensum suum ad opus tam salutare per præsentem præbet Sua Majestas Catholica, & contestatum facit.

Hic Articulus rursus habebitur, & Ratihabitionum permutatio fiet *Trajecti ad Rhenum* intra sex Hebdomadas, & citius, si fieri poterit.

In quorum Fidem, Nos Legati Extraordinarii, & Plenipotentarii Regiarum Majestatum Britannicæ, & Catholicæ, vigore Plenipotentiarum hodie commutatarum præsentem Articulum subscripsimus, & Sigillis Nostris communivimus, *Trajecti ad Rhenum* die 1<sup>o</sup> decimo Mensis Julii, Anno Domini millesimo septingentesimo decimo tertio.

JOH. BRISTOL. C.P.S. D. DE OSSUNA.  
(L.S.) (L.S.)

STRAFFORD. EL MARQUES DE MONTELEONE.  
(L.S.) (L.S.)

Ratihabito primi Articuli separati facta a Regina Magnæ Britannicæ.

ANNA Dei Gratia, Magnæ Britannicæ, Franciæ & Hiberniæ Regina, Fidei Defensor, &c. Omnibus ad quos Præsentes Literæ pervenerint, Salutem. Quandoquidem Articulus quidam Separatus Primus dictus, ad Tractatum Pacis & Amicitia inter Nos & bonum Fratrem nostrum Philippum Quintum Hispaniarum Regem Catholicum, *Trajecti ad Rhenum* die 1<sup>o</sup> Mensis præsentis conclusum, pertinet, eodem in loco, eodemque die, per Legatos Extraordinarios & Plenipotentarios, sufficienti Autoritate utrius-

ANNO que munitos, signatus fuerit, forma & verbis quæ sequuntur:

1713.

*Fiat insertio.*

**N**O s viſo perpenſoque Articulo Primo ſeparato ſupraſcripto, eundem approbavimus, ratum, gratum, firmumque habuimus, ſicut per Præſentes eundem approbamus, ratum, gratum, firmumque habemus, ſpondentes, & in Regio Verbo promittentes, Nos ea quæ in præſato Articulo Primo continentur ſincere, & bona fide præſtare & obſervare velle. In quorum maiorem Fidem & Robur hiſce præſentibus manu noſtra Regia ſignatis, Magnum noſtrum *Magnæ Britanniæ* Sigillum apponi juſſimus. Quæ dabantur in Palatio noſtro apud *Kenſington* triceſimo primo die Menſis *Julii*, Anno Domini milleſimo ſeptingenteſimo decimo tertio, Regniſque noſtri duodecimo.

ANNA R.

*Articulus alter Separatus, de Ducatu Limburgi, vel alio, qui triginta millia ſcutorum annuatim reddat, Principiſſæ URSINI, aſſignando* Dat. 2-13. *Julii* 1713. *Cum RATIHABITIONE ANNÆ Regine.* Dat. apud *Kenſington* 31. *Julii* 1713. [ *Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. V. pag. 210.* ]

**U**T conſtaret quanti Sua Sacra Maieſtas Regina *Magnæ Britanniæ* D. Principiſſam *Urſini* faciat jam Articulo vigefimo primo Conventionum Pacificatoriarum inter Baronem de *Lexington*, ex parte dictæ Maieſtatis *Britanniæ*, & Marchionem a *Bedmar*, à parte Maieſtatis Sux Catholicæ, *Madriti*, die vigefimo ſeptimo *Martii* proxime elapſi firmatarum, dicta Sua Maieſtas Regina *Magnæ Britanniæ* ſe obligavit, ut præſenti Articulo, pro ſe & Succelloribus ſuis, iterum ſe obligat, promittit, & ſpondet, ſe effecturam & realiter procuraturam, ut ſtatim, & nulla interpoſita mora, dicta Domina Principiſſa *Urſini* mittatur in realeſm & actualem poſſeſſionem Ducatus *Limburgi*, ut aliarum Ditionum, quæ in *Belgiæ* Provinciis ad plenam dictæ Principiſſæ *Urſini* Satisfactionem ſubrogabuntur, cum omnimoda, abſoluta, & independenti Superioritate ab omni Feudi, & alio quocunque vinculo ſoluta, quæ reditum triginta millium ſcutorum annuatim reddant, ſecundum formam & tenorem, & ad mentem Diplomatis à dicta Regia Maieſtate Catholica dictæ Domine Principiſſæ, die vigefimo octavo *Septembris* anni 1711. conceſſi, cujus tenor ſequitur:

*Fiat insertio. (1)*

Spondetque dicta Regia Maieſtas *Britannica*, ſe dictam D. Principiſſam *Urſini*, cuſque Succellores, aut cauſam habentes, in reali, actuali, & pacifica poſſeſſione dictæ Superioritatis, & Domini, adverſus omnes & quocunque, quolibet tempore & in perpetuum, culturam, neque permiſſuram, quod in prædicta poſſeſſione à quolibet D. Principiſſa, Jure, Factove moleſtetur, turbetur, aut inquietetur. Et cum reali Poſſeſſione Superioritatis dicti Ducatus *Limburgi*, vel Ditionum, ut ſupra, ſubrogandarum dictæ D. Principiſſæ *Urſini*, vigore prælaudatæ Conventionis, die vigefimo ſeptimo *Martii* proxime præteriti concluſæ, jam tradi debuiffet, licet nondum fuerit tradita: Ideo prælaudata Regia Maieſtas *Britannica* pro majori cautela promittit, Verboſque Regio ſpondet, quod cuiquam dictas Provincias *Belgiæ* Catholicas non dimittet, nec relaxabit, nec dimitti, nec relaxari patietur, ſed eas ſervabit, & ſervari faciet, non ſolum quocunque dicta D. Principiſſa *Urſini* fit in actuali, & pacifica Poſſeſſione prælaudatæ Superioritatis, ſed & etiam quocunque a Principe, cui dictæ Provincie *Belgiæ* dimittendæ ſunt & relaxandæ, dicta D. Principiſſa

(1) Certe Donum à die infectæ ei deſſus ſous ſa propre Date qui eſt du 28 *Septembre* 1711.

*Urſini* pro ſuprema Domina prælaudatæ Superioritatis, ut ſupra, agnoſcatur, & manu teneatur. Præſens Articulus ratur habebitur, & Ratihabitionum Permutatio fiet *Trajecti ad Rhenum* intra ſex Hebdomadas, & citius, ſi fieri poſſit.

ANNO

1713.

In quorum Fidem, Nos Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii S. Regiæ Maieſtatis *Magnæ Britanniæ* præſentem Articulum ſubſcripſimus, & Sigillis noſtris communivimus, *Trajecti ad Rhenum* die *Secundo* Menſis *Julii*, Anno Domini milleſimo ſeptingenteſimo decimo tertio.

JOH. BRISTOL. C.P.S. D. DE OSSUNA.  
(L.S.) (L.S.)

STRAFFORD. EL MARQUES DE MONTELEONE.  
(L.S.) (L.S.)

*Ratihabitione ſecundi Articuli ſeparati, per Regiam MAGNÆ BRITANNIÆ. Dat. apud Kenſington* 31. *Julii* 1713.

**A**NNA, Dei Gratia, *Magnæ Britanniæ, Franciæ, & Hiberniæ* Regina, Fidei Deſenſor, &c. Omnia ad quos Præſentes Literæ pervenerint, Salutem. Quandoquidem Articulus quidam Separatus Secundus dictus, ad Tractatum Pacis & Amicitie inter Nos & Bonum Fiaſem noſtrum *Philippum Quintum Hiſpaniarum* Regem Catholicum, *Trajecti ad Rhenum* die 11. Menſis præſentis concluſum, pertinens, eodem in loco, eodemque die, per Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios, ſufficienti Authoritate utrinque munitos, ſignatus fuerit, forma & verbis quæ ſequuntur:

*Fiat insertio.*

Nos viſo perpenſoque Articulo Secundo ſeparato ſupraſcripto, eundem approbavimus, ratum, gratum, firmumque habuimus, ſicut per Præſentes eundem approbamus, ratum, gratum, firmumque habemus, ſpondentes, & in Regio Verbo promittentes, Nos ea quæ in præſato Articulo Secundo continentur ſincere & bona fide præſtare & obſervare velle. In quorum maiorem Fidem & Robur hiſce præſentibus manu noſtra Regia ſignatis, Magnum noſtrum *Magnæ Britanniæ* Sigillum apponi juſſimus. Quæ dabantur in Palatio noſtro apud *Kenſington* triceſimo primo die Menſis *Julii*, Anno Domini milleſimo ſeptingenteſimo decimo tertio, Regniſque noſtri duodecimo.

ANNA R.

*Declaratio, ſive Conventio, inter Legatos Hiſpanos & Anglos facta, quod Tractatus Pacis & Commerciorum die 2-13. Julii 1713. Trajecti ad Rhenum per ipſos firmati, ſortiri debeant eorum plenum effectum, licet Ratificationes temporis ſtatuto non ſint permutatæ. Actum Hagæ Comitum die 12-23. Februarii 1713-1714.* [ *Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. V. pag. 55* ]

**Q**UANDOQUIDEM intra tempus Articulo vigefimo Sexto Tractatus Pacis inter Regias ſuas *Magnæ Britanniæ* & *Hiſpaniarum* Maieſtates nuper initæ designatum, ejuſdem Pacis, ut & Articulorum ſeparatorum ab ea pendendum Ratihabitiones varias & graves ob cauſas commutari nequiverint, & quoniam pariter tempus Articulo decimo ſeptimo Tractatus Commerciorum inter dictas Regias ſuas Maieſtates nuper concluſi, Ratihabitionum Tabulis ejuſdem Tractatus ut & Articuli ſeparati ei annexi commutandis designatum jam per aliquot dies præterlapſum fit, Regiæ ſuas Maieſtates cavere volentes, ne quid exinde detrimenti capiant antedicti Tractatus, per infra ſcriptos Legatos ſuos Extraordinarios & Plenipotentiarios præſentem Declara-



ANNO  
1713.

clarationem fieri jufferunt. Scilicet mora, quæ in commutandis præfatis Rathabitionum Tabulis, accidit, non obstant, antedictos Tractatus Pacis & Commenciorum, omniaque & singula in eodem, ut & Articulis annexis contenta, in pleno vigore permanfura, observanda & præfanda esse, pari cum robore & effectu, ac si ipso die per eodẽdem Tractatus designata dictarum Rathabitionum Tabulæ permutatæ & invicem extradite fuissent.

In quorum Fidem nos infra scripti S. Maguz Britannicæ Regiæ, & S. Regis Catholici Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii præfatum Declarationem manibus nostris fubfcriptam, Sigillis nostris munivimus. Hagæ Comitû die 23. Mensis Februarii, Anni a Christo Nati 1713.

(L.S.) STRAFFORD. (L.S.) OSSUNA.

(L.S.) MONTELEON.

## CERTIFICATIO.

Rathabitionis Tractatus Pacis.

Nos Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii Sacræ Suez Majestatis Magnæ Britannicæ & Sacræ Suez Majestatis Catholicæ, notum testatumque facimus, omnibus quorum interest, Tractatum Pacis inter dictas suas Majestates, Ultrajecti ad Rhenum <sup>secundo</sup> die Mensis Julii 1713. initum Tractatum pariter <sup>decimo</sup> ibidem <sup>vicesimo octavo</sup> die Mensis <sup>Novembris</sup> Decembris ejusdem Anni conclusum solemniter per sacras Soas Majestates rathabitos, & Rathabitionum Tabulas hodie commutatas fuisse, Hagæ Comitû die <sup>duodecimo</sup> vigesimo <sup>tercio</sup> Mensis Februarii, Anno Domini 1713.

(L.S.) STRAFFORD. (L.S.) OSSUNA.

(L.S.) MONTELEON.

*Declaratio Legatorum Hispanorum de non præjudicando per Titulos a Domino suo in Rathabitionum Tabulis adhibitos. Dat. Hagæ Comitû die 12 - 23. Februarii 1713 - 1714.*  
[Actes & Mémoires de la Paix d'Utrecht. Tom. V. pag. 52.]

QUONIAM S. Regiæ Majestatis Magnæ Britannicæ Legatus Extraordinarius & Plenipotentiarius in Rathabitionum Tabulis Tractatum Pacis & Commenciorum Ultrajecti ad Rhenum anno præterito conclusorum, ex parte Regis Catholici hodie exhibitis reperit, Titulos inferi nonnullos Locorum & Provinciarum, quarum Cessio per S. Reg. Majestatem Catholicam jam antea facta fuit, idque optaverit, ut S. Regis & Domini sui mentem ea super aperire vellent S. Regiæ Majestatis Catholicæ Domini Legati, dicti igitur Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii ad tollendam dubii omnis ansam, quæ inde oriri posset, nomine Regis & Domini sui Clementissimi declarant, eam Regiæ Suez Majestatis Catholicæ mentem omnino non esse, ut Titulorum antememoratorum usus alteri cuiquam præjudicio esse debeat.

In quorum Fidem præfentes manibus suis fubfcriptos dicti Domini Legati S. Regiæ Majestatis Catholicæ Sigillis quoque suis communiri fecerunt. Hagæ Comitû die <sup>quartodecimo</sup> vigesimo <sup>tercio</sup> Mensis Februarii, Anno Domini millesimo septingentesimo <sup>decimo</sup> tercio, <sup>decimo</sup> quarto.

(L.S.) EL DUQUE DE OSSUNA.

(L.S.) LL MARQUES DE MONTELEON.

CLXV.

ANNO

1713.

15-20.

Juillet.

*Convention entre Sa Majesté BRITANNIQUE & Leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Généraux des PROVINCES-UNIES contenant un Règlement provisionnel pour le Commerce & les Droits d'Entrée & de Sortie, dans les Pais-Bas Autrichiens. Fait à Utrecht le 15-26. Juillet 1713. [Actes & Mémoires de la Paix d'Utrecht. Tom. IV. pag. 556.]*

Pour regler provisionnellement le Commerce, dans & par les Pays-Bas, tant ceux qu'on appelle Espagnols, que ceux qui ont été reconquis, & cédés, on est convenu :

I. Que dans toutes les Places d'entrée, & sortie desdits Pays-Bas Espagnols, soit reconquis, ou cédés, les Droits sur les Marchandises seront exigés, & payés, sur le pied qu'ils ont été exigés, & payés, dans l'année 1680.

II. Toutes sortes de Marchandises apportées par les Sujets de la Grande-Bretagne, & des Provinces-Unies, qui ont ci-devant joui du Droit de Transit, en jouiront encore à l'avenir ; & les Marchandises de la Grande-Bretagne, & des Provinces-Unies, qui ont joui de ce Droit de Transit en jouiront aussi, quoi que ceux qui les apporteront ne fussent pas ni Sujets de la Reine de la Grande-Bretagne, ni de Leurs Hautes Puissances, & ce Droit n'excedera pas 2½ pour cent.

III. Que tout Droit d'entrée sur les Marchandises sortant des autres parties des Pais-Bas Espagnols, & entrans dans ceux qu'on appelle reconquis & cédés cessera, & que les Sujets de la Grande-Bretagne, & des Provinces-Unies, pour tout leur Commerce, de même que toute Marchandise de la Grande-Bretagne & des Provinces-Unies, qui y pourroit être introduite par d'autres, seront dès à présent exempts de tout Droit d'entrée dans lesdits Pays reconquis, & cédés.

IV. Que les Droits de Conformation dans les Villes & autres Places du Pays reconquis & cédé, seront entièrement les mêmes sur les Denrées & Marchandises des uns & des autres, avec la même liberté de les vendre, & debiter, & que lesdits Droits ne surpasseront point ce qui a été perçu dans lesdites Villes & Places, avant la Conquête.

V. Que le Droit de sortie qu'on a exigé des Marchandises sortant des Pais-Bas pour aller dans les nouvelles Conquêtes ou Places cédées cessera dès à présent, comme aussi les Marchandises qui sortiront desdits Pais-Bas pour aller en France & autres Pays, soit par les Places nouvellement reconquises & cédées, ou autres, ne paieront qu'un seul Droit de sortie, & ledit Droit sera celui qu'on a païé dans l'année 1680. dans les Pais-Bas Espagnols. Et il ne sera pas permis pendant la durée de ce Règlement provisionnel, d'exiger plus ou moins pour l'entrée, sortie, ou le Transit des Marchandises, que ce qui a été païé dans ladite année 1680.

VI. Pour ce qui regarde le Droit de Convoi, on le remet à la discussion des Ministres de la Reine de la Grande-Bretagne & de Leurs Hautes Puissances à Bruxelles.

VII. La Reine de la Grande-Bretagne & Leurs Hautes Puissances donneront des Ordres à leurs Ministres à Bruxelles, de faire en sorte que tous & chacun des Articles de ce Règlement provisionnel puissent être promptement mis en execution, & dûment observés.

En foi de quoi, Nous avons signé le présent Acte, & y avons fait apposer les Cachets de nos Armes.

Fait à Utrecht le 26. jour de Juillet de l'an 1713.

(L.S.) J. BRISTOL. (L.S.) J. V. RANDWYCK.  
C. P. S. (L.S.) WILLEM BUYS.

(L.S.) STRAFFORD. (L.S.) B. V. DUSSEN.  
(L.S.) N. GREEL VAN SPANBROECK.

(L.S.) BARON DE RHEEDE  
DE RENSWOUDE.

(L.S.) GRAEF V. KNIP-  
HUYSEN.

CLXVI.

ANNO

1713.

13. Août. *Traité de Paix & d'Alliance entre PHILIPPE Duc d'Anjou, comme Roi d'Espagne, & VICTOR AMEDEE Duc de Savoie, par lequel le Droit de Succession à la Couronne d'Espagne est déferé à son Altesse Royale & à ses Descendants mâles, & le Royaume de Sicile lui est cédé & transporté, aux conditions marquées dans l'Acte de Cession du 10. Juin 1713. Le Montserrat lui est garanti, avec la Province de Vigevano, & les autres Cessions contenues dans son Traité avec l'Empereur du 8. Novembre 1703. Fait à Utrecht le 13. d'Août. 1713 [Copie Manuscrite. Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht Tom. VI. pag. 724. en François & en Espagnol, mais sans date & sans signature.]*

CXLVI.

ANNO

1713.

Seigneur Comte de Strafford, Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de la Reyne de la Grande-Bretagne, & en conséquence de ce qui a été arrêté, & dont on est convenu, tant à la Cour de Madrid, qu'à celle de Londres, par le moyen des Ministres respectifs.

I. Il y aura désormais une bonne, ferme & durable Paix, Confédération & perpétuelle Alliance & amitié entre Sa Majesté Catholique, ses Enfants, nez & à naître, ses Descendants, & ses Royaumes d'une part, & Son Altesse Royale de Savoie, ses Enfants nez & à naître, ses Successeurs & Etats d'autre, l'un procurant de tout son pouvoir le bien, l'honneur & l'avantage de l'autre, & évitant réciproquement autant qu'il leur sera possible, ce qui pourroit leur causer quelque dommage.

II. En conséquence de cette Paix & bonne union, tous actes d'hostilité cesseront par Mer & par Terre, sans exception de Lieux, ni de Personnes, & toutes les raisons de mauvaise intelligence demeureront éteintes & abolies pour toujours. Il y aura, de part & d'autre, un oubli & pardon perpétuel de tout ce qui s'est fait durant la présente Guerre, ou à son occasion, sans qu'on puisse en faire aucune recherche à l'avenir, directement, ni indirectement, par quelque voye, on sous quelque prétexte que ce soit, ni en faire paroître aucun ressentiment ni prétendre aucune sorte de réparation.

III. Par les mêmes raisons & motifs du Bien public, du Repos & de l'Equilibre de l'Europe & de la Tranquillité du Royaume d'Espagne en particulier, par lesquels Sa Majesté Catholique a fait pour soi, & pour tous ses Descendants a toujours la Renonciation à la Couronne de France, le 5. Novembre 1712. & la Reconnaissance & Déclaration que Sa Majesté Catholique a fait par le même Acte passé pour Loy, le 8. de Mars dernier, qu'au défaut de ses Descendants elle assure la succession de la Couronne d'Espagne & des Indes à Son Altesse Royale de Savoie, & à ses Descendants mâles nez de constant & légitime Mariage, & successivement aux mâles de la Maison de Savoie & à leurs Descendants mâles nez de constant & légitime Mariage, excluant toute autre Maison; par les mêmes raisons & motifs qui sont centes étre exprimés ici, il est convenu & stipulé expressément, que ledit Acte du 5. Novembre doit étre tenu, comme il est tenu, pour une partie du présent Traité, aussi bien que l'Acte du 9. dudit Mois de Novembre, fait par les Cortes d'Espagne, qui ont passé, approuvé & confirmé ledit Acte de Sa Majesté Catholique. Et ladite Loy faite en conséquence, le 8. Mars dernier, & publiée le même jour, fera tout de même une partie essentielle du présent Traité; le tout selon les clauses spécifiées & expliquées dans ledits Actes, desquels le Roy Catholique fera délivrer des Expéditions authentiques à Son Altesse Royale, dans l'espace de trois mois, avec les Enregistrements faits en tous les Conseils d'Etat, de Guerre, d'Inquisition, d'Italie, des Indes, des Ordres, des Finances & de la Croisade; & cependant ledits Actes de Sa Majesté Catholique, & des Cortes, des 5. & 9. Novembre 1712. & ladite Loy du 8. Mars de la présente Année, seront mis, selon leur teneur à la fin du présent Traité, avec les Actes de Renonciation à la Couronne d'Espagne, faite par le Seigneur Duc de Berry, du 24. dudit Mois de Novembre, & par le Seigneur Duc d'Orléans, le 19. du même mois, comme pareillement les Lettres Patentes de Sa Majesté Très-Chrétienne du Mois de Mars dernier, qui admettent lesdites Renonciations, & suppriment les Lettres Patentes du Mois de Decemb. 1700. Tous lesquels Actes de Renonciation & Lettres Patentes sont, & seront pour toujours, une partie essentielle du présent Traité; & Sa Majesté Catholique reconnoissant les motifs desdites Reconnoissances, Déclarations, Renonciations & Actes, & qu'ils sont le fondement & l'assurance de la durée de la Paix de la Chrétienté, elle promet, pour soi, & pour ses Descendants, que tout le contenu dans ledits Actes sera inviolable, & ponctuellement observé, selon sa forme & teneur, sans jamais y contrevenir, ni permettre qu'il y soit contrevenu, ni en tout, ni en partie, de quelque manière, ou par quelque voye que ce soit, mais au contraire d'empêcher qu'il n'y soit contrevenu par qui que ce soit, en aucun temps, ou par

Ecc

quel

AU nom de la très Sainte Trinité, sachant tous présents & à venir, qu'ayant plu à Dieu, après une si longue & si sanglante Guerre, qui a causé l'effusion de tant de sang Chrétien, & la défolation de tant d'Estats, d'inspirer aux Puissances, qui y étoient engagées un desir sincere de la Paix, & du rétablissement de la tranquillité publique; & les Negociations commencées pour cette fin à Utrecht, par la vigilance de la Serenissime & Très Puissante Princesse Anne, par la Grace de Dieu, Reyne de la Grande-Bretagne, étant par sa prudente conduite, parvenues au point de la Conclusion d'une Paix; afin de la rendre perpétuelle le Serenissime & Très-Puissant Prince Philippe V. par la Grace de Dieu, Roy Catholique d'Espagne &c. qui a toujours recherché avec soin les moyens de rétablir le Repos general de l'Europe & la Tranquillité de l'Espagne, & son Altesse Royale Vidior Amédée II. par la Grace de Dieu, Duc de Savoie, Roy de Chypre, qui de même a désiré de concourir à une œuvre si salutaire & toujours ardemment souhaité de refaire de nouveau par une Paix & perpétuelle Alliance les précieux nœuds, qui unissent si glorieusement son Altesse Royale & la Maison de Sa Majesté Catholique, ont donné pour cette fin d'amples Pouvoirs, pour traiter, signer & conclure le Traité de Paix & d'Alliance, c'est à sçavoir Sa Majesté Catholique aux Excellents Seigneurs Don François Marie de Paule, Telles, Giron, Venavides, Carrillo & Tolède, Ponce de Leon, Duc d'Osuna, Comte de Vruena, Marquis de Penafiel, Gentilhomme de la Chambre de Sa Majesté Catholique, Chambellan & Grand Echanfon, Grand Notaire des Royaumes de Castille, Chevalier de l'Ordre de Calatrava, Grand Clavier & Commandeur du même Ordre & Chevalerie, & de l'usage en celui de Saint Jacques, Capitaine de la Première Compagnie Espagnole des Gardes du Corps; & Don Isidore Calado de Asvedo & Rosales, Marquis de Monteleon, du Conseil des Indes, ses Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires audit Congrez d'Utrecht; & son Altesse Royale de Savoie à leurs Excellences le Seigneur Annibal Comte de Maffey Gentilhomme de la Chambre, & Prémier Ecuyer de son Altesse Royale, Chevalier Grand Croix de l'Ordre de St. Maurice & de S. Lazare, Colonel de son Regiment d'Infanterie, General de Bataille de ses Armées, son Envoyé Extraordinaire auprès de Sa Majesté Britannique; au Seigneur Ignace Solar de Moretta, Marquis del Borgo, Gentilhomme de la Chambre de Son Altesse Royale, Chevalier Grand Croix de l'Ordre de St. Maurice & de S. Lazare, son Envoyé Extraordinaire auprès des Seigneurs, Etats Generaux des Provinces-Unies du Pays-Bas, & au Seigneur Pierre Mellaredé, Seigneur de la Maison forte de Jordan, Conseiller d'Etat de Son Altesse Royale, ses Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires audit Congrez d'Utrecht; lesquels, après s'être communiqué ledits Plein-pouvoirs, dont les copies ont été échangées, ont convenus des Articles suivans, en présence de leurs Excellences le Seigneur Evêque de Bristol & le

TOM. VIII. PART. I.



ANNO  
1713.

quelque cause ou motif que ce puisse être ; & Sa Majesté Catholique s'engage expressément, pour soy, & pour ses Descendants, à maintenir contre tous, sans exception d'aucun, le Droit de Succession de Son Altesse Royale de Savoye & des Princes de la Maison de Savoye, à la Couronne d'Espagne & des Indes, conformément & en la manière établie par lesdits Actes de Sa Majesté, & des Cortes des 5. & 9. Novembre 1712. reconnus par les Actes faits par les Seigneurs Ducs de Berry, & d'Orléans, des 19. & 24. dudit mois de Novembre, par les Lettres Patentes du Roy Très-Christien du mois de Mars dernier, & par ladite Loy du 8. dudit mois, Sa Majesté Catholique supplant à tous les défauts & omissions de fait, de Droit, de style & de Coutume qu'il y pourroit avoir, confirme & approuve tous lesdits Actes, & veut qu'ils tiennent force & vigueur de Loi & de Pragmatique sanction, & qu'ils soient reçus, gardez, observez & exécutés comme tels en ses Royaumes par ses Vassaux & Sujets, auxquels elle ordonne présentement comme pour lors, en cas que la Descendance de Sa Majesté vienne à manquer, (ce que Dieu ne veuille) de reconnoître pour leur Roy & légitime Souverain le Prince de la Maison de Savoye à qui appartiendra la succession à la Couronne d'Espagne & des Indes, selon l'ordre établi dans lesdits Actes de Sa Majesté, & des Cortes des 5. & 9. Novembre 1712. & de ladite Loy du 8. Mars, & de le recevoir, & lui prêter à cette fin serment de fidélité, de lui obéir, selon leur devoir, comme à leur Roy, le maintenir & défendre contre tous, prohibant ausdits Vassaux d'en reconnoître aucun autre, & déclarant Usurpateur tout autre Prince qui voudroit monter sur le Trône d'Espagne, & que la Guerre qu'il entreprendra dans ce dessein sera injuste. Au contraire, Sa Majesté Catholique déclare juste & légitime la Guerre que ledit Prince de la Maison de Savoye fera obligé d'entreprendre pour occuper ledit Trône, ou pour s'y maintenir. Pour cet effet, Sa Majesté Catholique revoke de nouveau, & écarte que de besoin, rompt & annule expressément la Déclaration que Sa Majesté fit à Madrid, le 29. Novembre 1703. en faveur du Seigneur Duc d'Orléans, ses fils & Descendants, & Sa Majesté veut & entend, que ladite Déclaration soit & demeure nulle, & comme non avenue, confirmant en conséquence le Desistement & la Renonciation que le Seigneur Duc d'Orléans a fait par ledit Acte du 29. Novembre, & tous Actes qui pourroient ou peuvent avoir été faits contraires ausdites Déclaration, Renonciation & Actes, & au contenu du présent Article, & aux Droits qui y sont reconnus & établis, sont déclarés par le présent Article, nuls & de nul effet, à toujours, comme contraires à la sécurité de la Paix, & à la tranquillité de l'Europe.

IV. Parcellément en exécution de ce qui a été convenu en traitant de la Paix avec Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne, & par les mêmes raisons du repos & de l'Equilibre de l'Europe, comme aussi de la tranquillité de l'Espagne, Sa Majesté Catholique Philippe V. Roy des Espagnes, & des Indes &c. a donné, cédé & transporté, comme par le présent Traité elle donne, cède & transporte purement, simplement & irrévocablement à Son Altesse Royale Victor Amédée II. Duc de Savoye &c. pour lui, & pour les Princes ses fils, & leurs Descendants Masles, & successivement pour les Masles de la Maison de Savoye, d'ainé en aîné, le Royaume de Sicile & Isles dépendantes, leurs appartenances, dépendances & annexes, en toute Propriété & Souveraineté, avec tous les Droits de Monarchie, Jurisdiction, Patronat, Nomination ; les Prerogatives, Prééminences & Privileges, Regales & autres acquisitions quelconques de Droit, de Coutume, d'Usage, de Possession, ou par Concession faite aux Rois & au Royaume de Sicile, & généralement tout ce qui appartient, ou pu appartenir à Sa Majesté Catholique & aux Rois ses Prédecesseurs, sans en rien relever, ni retenir, comme il est contenu dans l'Acte de Cession que Sa Majesté a fait le 10. Juin dernier, lequel Acte dans toutes ses Clauses est tenu, & sera tenu pour toujours, faire une partie essentielle du présent Traité, & comme tel mis en sa teneur à la fin de cedit Traité. Et Sa Majesté Catholique reconnoissant les motifs & Clauses de ladite Cession comme un des fondemens de la Paix, promet pour soy & ses Descendants, que tout le contenu en sera

inviolablement & ponctuellement observé en sa forme & teneur, afin que Sa dite Altesse Royale & ses Successeurs, jouissent, comme il est dit ci-dessus, des Droits & autres choses ici cédées ainsi, & de la même manière que Sa Majesté Catholique & les Rois ses Prédecesseurs en ont joui, pu & dû jouir ; & ledit Seigneur Roy d'Espagne separe, en tant que de besoin, ledit Royaume de Sicile & Isles dépendantes de la Couronne d'Espagne, déclare, consent veut & entend qu'ils demeurent separez tant qu'il y aura des Masles de la Maison de Savoye, & jusqu'à ce que la Couronne d'Espagne tombe à un Prince de la Maison de Savoye, selon le contenu du présent Article ; & pour cet effet, Sa Majesté s'oblige, que Son Altesse Royale ratifiant le présent Traité, & d'abord après l'échange des Ratifications, elle revestira Son Altesse Royale dudit Royaume de Sicile, & Isles dépendantes avec les Appartenances, Dépendances & Annexes, & lui en donnera la pleine, réelle & actuelle possession, déclarant dès à présent, qu'en vertu du présent Traité, Sa Majesté a délaissé & s'est dépouillée, délaissé & se dépouille dudit Royaume de Sicile & Isles dépendantes avec ses Appartenances, Dépendances & Annexes, & que du tout elle en a revestit & revest Son Altesse Royale, pour ne tenir plus Sa Majesté, dès l'échange desdites Ratifications, ledit Royaume de Sicile, ni Isles dépendantes & Appartenances, Dépendances & Annexes en son nom, mais qu'ils seront tenus alors au nom de son Altesse Royale, par le Marquis de los Balbases, qui est actuellement Viceroy dudit Royaume, & qui le livrera à Son Altesse Royale ou à son ordre, quand Son Altesse Royale jugera à propos de faire prendre possession dudit Royaume de Sicile, Sa Majesté reconnoissant ledit Duc de Savoye pour seul & légitime Roy de Sicile, en ratifiant de sa part le présent Traité, & après l'échange des Ratifications reciproques ; & cependant les Fruits, Tributs & Rentes de ce Royaume, les Dépendances & Annexes, seront percus, par les mêmes Ministres & Fermiers qui les perçoivent actuellement, sous les ordres & à la disposition dudit Viceroy, pour servir à la subsistance & entretien des Troupes que Sa Majesté a dans ce Royaume, pendant le temps qu'elles y demeureront, en attendant que Son Altesse Royale y en envoie d'autres, comme aussi pour les frais de leur embarquement & transport en Espagne : Et pour l'exécution de ladite Cession Sa Majesté a libéré, déchargé & dispensé, libère, décharge & dispense tous les Archevêques, Evêques, Abois, Prélats & autres Ecclesiastiques, Ducs, Princes, Marquis, Comtes, Barons, Gouverneurs, Amiraux, Commandans, Capitaines & autres Officiers & Gens de Guerre & de Marine qui sont nez en Sicile, & tous les Supérieurs, dans le Gouvernement, Prélats, Magistrats & autres Membres de ses Conseils, Chanceliers & Justices, ceux des Finances, Chambre des Comptes, Ministres & Officiers de Justice, Capitaines, Lieutenans & soldats de ses Forts & Châteaux, & autres employez à son service par Mer ou par Terre qui sont Siciliens de naissance, Chevaliers, Gentilshommes, & Vassaux, Habitans & dépendans des Villes, Bourgs & Villages, & généralement tous & chacun des Sujets dudit Royaume de Sicile & Isles dépendantes, chacun en ce qui le concerne, du serment de fidélité qu'ils ont prêté à Sa Majesté, & de la foy & obéissance qu'ils lui doivent, leur ordonnant expressément & peremptoirement, que quand, en vertu du présent Traité & de l'échange des Ratifications d'icelui, Son Altesse Royale prendra possession dudit Royaume, ils aient, sans attendre autre disposition ni Ordre, à reconnoître tous ledit Seigneur Duc de Savoye pour leur seul & légitime Roi, à lui ooir, le défendre, & lui prêter serment de fidélité, foy & obéissance tel & semblable à ceux qu'ils ont prêté ou qu'ils ont été obligés de prêter jusqu'à présent à Sa Majesté, laquelle supplée toutes les fautes & erreurs de Droit, ou de fait, qui pourroient se trouver dans la présente Donation, Cession ou Transport du Royaume de Sicile & Isles dépendantes, ses Appartenances, Dépendances & Annexes, pour lequel effet Sa Majesté renonce à toutes les Loix, Statuts, Conventions, Constitutions & Coutumes qui pourroient estre contraires, & qui même auroient été confirmées par serment, auxquelles, & aux déroatoires desquelles elle le déroge expressément par le présent Traité, pour l'entier effet desdites Donations, Cessions & Trans-

ANNO  
1713.

ANNO  
1713.

Pott, qui vaudront & auront lieu, sans que l'expression ou spécification particulière déroge à la générale, ni la générale à la particulière; excluant toutes exceptions qui pourroient se fonder, sous quelques Titres, Droits, Causes & Prétextes que ce soit. Ordonne en même temps expressément & peremptoirement Sa Majesté au Viceroy de Sicile, de configner & remettre à Sadite Altesse Royale, ou à celui qu'elle députera, ledit Royaume de Sicile, les Isles dépendantes, les Appartenances, Dépendances & Annexes, & de lui en bailler la réelle possession, dès que Son Altesse Royale enverra pour la prendre, après l'Echange des Ratifications du présent Traité, sans attendre aucuns autres Ordres ni Dispositions, & de faire remettre à Sadite Altesse Royale, ou à ceux qu'elle députera, ou au Viceroy qu'elle établira, les Villes, Ports, Châteaux, Places, Forts & Forteresses qui sont dans ledit Eilat, dans lesquels se trouvent présentement l'Artillerie, les Arsenaux & Munitions de Guerre & de bouche, les Galeres & leur Chiourme, les Bâtimens, avec leurs Equipages & Matelots, & généralement tout ce qui appartient audit Royaume de Sicile, & Isles dépendantes, sans en rien échanger, déplacer ou retenir; bien entendu que toutes ces Galeres & leurs Chiourmes, les Bâtimens avec leurs Equipages & Matelots, demeureront à la disposition dudit Marquis de los Balbaces actuellement Viceroy, jusqu'à l'entier & parfait transport de toutes les Troupes que Sa Majesté y tient, & qu'il embarquera, pour le passage dedites Troupes, autant de ces Munitions de Guerre & de bouche qu'il sera nécessaire; & en conformité de ce que dessus, Sa Majesté ordonne expressément & peremptoirement aux Gouverneurs, Commandans, Capitaines & autres Officiers, de configner & délivrer à ceux qui seront députés par Son Altesse Royale ou par le Viceroy qu'elle y enverra, ledites Villes, Ports, Châteaux, Places Forts & Forteresses, leurs Galeres & autres Bâtimens où ils se trouveront, soit dans les Ports de Sicile, soit ailleurs, avec tout ce qui en dépend, sans remuer ni changer, aucune chose, sinon pour ce qui regarde les Galeres, Bâtimens, Matelots & Munitions, dont Sa Majesté se réserve expressément la disposition, seulement pour le Transport de ses Troupes de Sicile en Espagne, & ce nonobstant tous les sermens qu'ils ont presté ou pu prêter, desquels ils demeurent & sont dispensés. Sa Majesté Catholique s'oblige aussi par le présent Traité de bailler, & faire remettre, par duplicata, en faisant l'Echange du présent Traité, ledits Ordres aux Viceroy, Amiraux, Gouverneurs, Commandans, Capitaines & autres Officiers, comme aussi à tous les habitans dudit Royaume, de quelque qualité & condition qu'ils soient, avec les Clausules les plus peremptoires, & qui épargnent la nécessité, d'en demander d'autres plus amples, & d'autres dispositions reiterées; & de faire remettre les Contre-selgs, & s'il y en a, afin que l'exécution des Donations, Cessions & Transports, ci-dessus mentionnez, ne souffrent aucune difficulté ni retardement, & qu'au contraire ils soient exécutés d'abord après l'Echange des Ratifications de ce Traité, & que ledits Viceroy, Officiers & Soldats, évacuent, & partent de Sicile & de ses Dépendances, par le moyen dedites Galeres, Bâtimens, & Matelots, & avec ledites Munitions nécessaires à leur Transport, comme Sa Majesté le leur ordonne expressément, & comme il a déjà été dit, d'abord après, & au moment que Son Altesse Royale prendra la possession.

V. Sa Majesté Catholique & Son Altesse Royale promettent & s'obligent réciproquement, pour eux & pour leurs Descendans, à observer & maintenir tout le contenu du présent Traité, soit de la part du Roy d'Espagne, pour maintenir ladite Donation, Cession & Transport du Royaume de Sicile, soit de la part de Son Altesse Royale, pour maintenir Sa Majesté dans ses Eilats, & de n'y contrevenir jamais ni l'un, ni l'autre, ni permettre qu'il y soit contrevenu, pour aucune cause, & par quelque prétexte, ou motif que ce soit, ni par aucune personne, & de s'y opposer l'un & l'autre de toutes leurs forces, afin que ce présent Traité sorte son plein & entier effet. Ledit Seigneur Roy Catholique promet de remettre à celui qui sera envoyé par Sadite Altesse Royale, dans l'espace de trois mois après l'Echange des Ratifications du présent Traité, tous les Titres, Papiers & Documents qui concernent ledit Royaume de Sicile

le & ses Dépendances, qui sont, & se pourront trouver dans les Archives Royales d'Espagne, ou en celles de ses Conseils & Cours, ou de ses Ministres, Conseillers & Officiers.

VI. Selon ce qui a été convenu ci-dessus, il est aussi expressément convenu & stipulé ici, entre Sa Majesté Catholique & Son Altesse Royale, qu'en cas que les Descendans Males dudit Seigneur Duc de Savoye, & tous les Males de la Maison de Savoye viennent à manquer, (ce que Dieu ne veuille) en ce cas de défaut de Males de ladite Maison de Savoye, le Royaume de Sicile, & Isles Dépendantes, les Appartenances, Dépendances & Annexes ici cedez, retourneront de plein Droit à la Couronne d'Espagne, & de même Son Altesse Royale s'oblige & s'engage pour soi & ses Descendans Males, & pour tous les Males de Sa Maison, de ne pouvoir jamais vendre, céder, engager échanger, ni donner, sous quelque prétexte de subrogation ou autres, ni en quelque manière que ce soit, engager en tout, ou en partie, ledit Royaume de Sicile & Isles Dépendantes, ses Appartenances, Dépendances ou Annexes, à autres qu'aux Rois d'Espagne, ce qui doit être observé conformément audit Acte de Cession dudit Royaume de Sicile fait par Sa Majesté le 10. de Juin dernier, & jusqu'à ce que la Couronne d'Espagne tombe à un Prince de la Maison de Savoye, & qu'il soit Roy d'Espagne.

VII. Son Altesse Royale étant obligée, par la Cession & Clausules particulieres qui y sont stipulées, d'approuver, confirmer & ratifier tous les Privilèges, Immunités, Exemptions, Libertés, Styles & autres Coutumes dont ledit Royaume jouit ou a joui ci-devant, expliquez en détail dans ladite Cession, Son Altesse Royale approuve, confirme & ratifie le tout, & s'oblige à les maintenir selon qu'il a été stipulé en ladite Cession; & en même temps, Sa Majesté Catholique desirant donner à ses Vasseaux Espagnols, Siciliens & autres, qui ont persisté dans son obéissance, & qui ont des Biens dans ledit Royaume de Sicile, des preuves de la satisfaction qu'elle a de leur fidélité & service, déclare, qu'en cas que le Rôl ait procédé civilement, ou criminellement contre ledits Biens, ou partie d'eux, ou prétende procéder sous quelque prétexte, ou pour quelque fait déjà jugé, Sa Majesté Catholique le remet & pardonne dès à présent, & pour cet effet, casse & annule ledites Procédures, en sorte que pour tout ce qui a été fait pendant la Domination, & par le passé, ledits Vasseaux ne puissent être inquiétés ni troublés en leurs Biens, & Possessions, comme de son côté Son Altesse Royale promet que ses Ministres & Fiscaux ne les troubleront ni inquiéteront pour ce qui s'est passé, avant que Son Altesse Royale entre en réelle Possession dudit Royaume, le tout sans préjudice d'aucun, à quoi Sa Majesté ne prétend déroger.

VIII. Les Espagnols & autres Sujets de Sa Majesté Catholique & de ses Successeurs, comme les Siciliens qui sont & veulent demeurer dans les Eilats de Sa Majesté Catholique, ou à son service, pourront & devront jouir, & jouiront effectivement & librement des Fiefs, Seigneuries, Biens, Rentes, Regales, Droit de Patronat, & autres Droits que ce soit, qu'ils ont dans le Royaume de Sicile, ou qu'ils puissent avoir à l'avenir par Succession, Héritage, Fideicomis, Legs, Adjudications ou autre Droit, ou Titre que ce soit, & pourront, en payant les Droits comme les Regnicoles, retirer leurs Rentes, suances & fruits, ou en deniers, comme il leur semblera plus convenable, sans qu'ils puissent être arrestés; & commettre pour l'administration de leurs Biens & Droits, & pour exiger leurs Rentes, ceux qu'ils trouveront à propos, sans pouvoir être obligés d'habiter & vivre dans ledit Royaume de Sicile, ni être chargés, en leurs personnes, pour cause d'absence, plus que les Habitans & Regnicoles dudit Royaume, mais au contraire, seront traités à tous égards, comme ledits Regnicoles, tant pour ce qui est des Impositions, Contributions, Tributs, Vassallages & autres Obligations, qu'en l'administration de la Justice, qu'on leur rendra sans partialité, & le plus brièvement qu'il sera possible. Il leur sera aussi permis, comme il leur est permis, dans la forme la plus ample, en vertu de ce Traité, & des Clausules plus étendues, contenues dans l'Acte de Cession du Royaume de Sicile, de vendre, de céder, aliéner ou troquer, en tout, ou en partie, à une, ou plusieurs fois, ledits Biens qu'ils tiennent, ou pourront tenir ci-après dans

ANNO  
1713.



ANNO  
1713.

ledit Royaume de Sicile, à qui & avec qui ils voudront, soit Regnicoles ou Etrangers, & d'en retirer le prix à une ou plusieurs fois, & le faire transporter où il leur plaira, sans distinction de Biens, Francs, Libres, Allodiaux, Fideicommiss ou Majorasques, sans préjudice du Droit d'autrui, & avec cette réserve, que pour ce qui est des Fideicommiss & Majorasques on entendra ceux qui y sont appellés de Droit, pour la sécurité de ce qui les regarde, & les prix dedit Fideicommiss & Majorasques seront employés à l'acquisition d'autres Biens libres & leurs dans le Royaume d'Espagne, pour estre subrogés ausdits Fideicommiss & Majorasques, ce qui sera observé tout de même par Sa Majesté Catholique en ce qui regarde les Siciliens & autres qui n'ont point passé ni passeront, ni ne se trouvent dans le parti opposé à Sa Majesté, & qui ont des Biens & Fiefs, Rentes, Patronats & autres Droits en Espagne, & qui habiteront, ou voudront habiter en Sicile, ou autres Etats de Son Altesse Royale, & pour tout ce qui vient d'estre dit, Sa Majesté Catholique & Son Altesse Royale donneront, sans aucune difficulté ni retardement, les Consentemens & Ordres nécessaires, sans préjudice de leurs Droits de Regale, de Fief & de Vassallage.

IX. Les Sujets des Puissances Amies de la Couronne d'Espagne & de Son Altesse Royale auront à l'avenir un Commerce libre en Sicile, comme ils l'ont eu par le passé, & jouiront des mêmes avantages dont jouissent les Espagnols & les Sujets de Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne, & seront également favorisés.

X. Tous les Privilèges, Franchises & Immunités qui ont esté accordées à l'illustre Ordre de Malthe par l'Empereur Charles V. & par les Rois ses Successeurs de glorieuse Memoire sont confirmées par le présent Traité, de la manière dont ledit très illustre Ordre en a joui jusqu'à présent, tant par le Traité qui regarde la Traite des Bleds, du biscuit & des chairs de la Sicile, comme pour le produit des Biens qu'il possède en Sicile en espece, & en celles du Pais, & pour autres choses, quoi qu'elles ne soient pas ici spécifiées, moyennant ce satisfaisant ledit très illustre Ordre, il satisfasse aux engagements où il est envers le Roy & le Royaume de Sicile.

XI. Pour assurer le repos public, & en particulier celui de l'Italie, il a été convenu, que les Cessions faites par le feu Empereur Leopold à Son Altesse Royale de Savoye, par le Traité stipulé entre les deux, le 8. Novembre 1703. de la partie du Duché de Montserrat, qui a été possédée par le feu Duc de Mantoué, des Provinces d'Alexandrie & de Valence, avec toutes les Terres qui sont entre le Pô & le Tenare, de la Lomelline, de la Val de Sessia, & Droit ou Exercice de Droit sur les Fiefs des Langes, & ce qui dans ledit Traité, concerne le Vigevanois, ou l'Equivalent, & les Appartenances & Dépendances dedit Cessions, demeureront, comme Sa Majesté y consent par le présent Traité, fermes & stables, & dans leur force & vigueur, & auront leur entier effet irrevocable, nonobstant tous Rescripts, Droits & Actes contraires, sans que Son Altesse Royale & ses Successeurs puissent estre troublés ni molestés en la possession des choses & Droits déjà dits pour quelque cause & prétention, Droit, Traité & Conventions que ce puisse estre, ni par aucune Personne, non seulement pour ce qui regarde le Duché de Montserrat, par ceux qui pourroient avoir Droit, ou Prétention sur ledit Duché, lesquels Prétendants seront indemnisés, conformément au contenu dudit Traité du 8. Novemb. 1703. promettant ledit Roy Catholique, pour soi, & ses Successeurs, de n'y point contrevenir, ni assister directement ou indirectement aucun Prince ou autre personne que ce soit, qui veuille contrevenir ausdites Cessions; au contraire, offre Sa Majesté d'entrer, conjointement & réciproquement avec Son Altesse Royale dans l'union & garantie qui se concertera avec la France & l'Angleterre, pour maintenir tous les Traitez, dont il sera convenu entre ces quatre Puissances, pour la manutention & sécurité des présentes Paix, dans laquelle Garantie sera comprise, contre tous, celle de la Ville & Province de Vigevano, pour ce qui la regarde, ou ce que Son Altesse Royale pourra convenir de recevoir en équivalent; comme aussi pour ce qui est des Provinces, Villes,

Terres, Droits ou Exercice de Droit, qui ont dépendu de l'Etat de Milan, & ont esté cedez audit Seigneur Duc de Savoye, Sa Majesté Catholique se desiste & se separe, purement, simplement & irrevocablement, pour soi & pour les Successeurs, de tous Droits, noms, Actions & Prétentions qui lui appartiennent, ou peuvent appartenir, les cedant, comme il est nécessaire, les rendant & transférant, sans s'en rien réserver, afin que Son Altesse Royale possède ledits lieux sans aucun trouble ni empêchement, & jouisse des Droits ci-dessus mentionnez; & de plus, Sa Majesté promet, de faire délivrer à Son Altesse Royale ou à celui qu'elle commettra, dans trois mois après la Ratification du présent Traité, tous les Titres, Papiers, & Documents, qui se trouveront en Espagne concernant les Pays & Droits ci-dessus exprimés.

XII. Le Traité de Turin 1696. & les Articles des Traitez de Munster, des Pyrenées, de Nimègue & de Ryfwick, qui regardent Son Altesse Royale, seront gardez & observés réciproquement, en toute ce en quoi il n'y est fait déroger par le présent Traité, comme s'ils y estoient stipulés, & inferez mot à mot, & particulièrement pour ce qui est des Fiefs exprimez dans ledits Traitez qui regardent Son Altesse Royale, nonobstant tous Rescripts & Actes au contraire; tout de même le Traité fait entre Sa Majesté Très-Chrétienne & Son Altesse Royale, le 11. Avril de cette présente Année, est compris & confirmé par le présent, comme s'il y estoit transcrit, Sa Majesté offrant pour cet effet, d'entrer réciproquement avec Son Altesse Royale en l'union pour la garantie de tout ce qui a été stipulé dans les Paix qui viennent d'estre faites entre les quatre Puissances, d'Espagne, France, Angleterre & Savoye, afin qu'il ait son plein & entier effet, & soit observé à tous jours.

XIII. Tous ceux qui seront nommez par Sa Majesté Catholique & par Son Altesse Royale de Savoye dans l'espace de six mois seront compris dans le présent Traité, comme l'estant d'un commun contentement.

XIV. Afin que le présent Traité soit inviolablement observé, Sa Majesté Catholique, & Son Altesse Royale promettent, de ne faire, ni souffrir qu'il soit rien fait au préjudice d'icelui, directement ni indirectement, & si cela arrivoit, de le faire reparer, sans difficulté ni délai, & tous les deux s'obligent respectivement à son entière observation; & le présent Traité sera confirmé en termes convenables en tous ceux que Sa Majesté Catholique fera avec les autres Puissances, auprès desquelles elle employera ses offices les plus efficaces, conjointement avec Sa Majesté Très-Chrétienne & Sa Majesté Britannique, pour faire reconnoître Son Altesse Royale Roy de Sicile, & que ces Puissances entrent dans l'engagement d'assurer & maintenir à Son Altesse Royale & à ses Héritiers la Possession pacifique & perpétuelle dudit Royaume & de ses Dépendances; & Sa Majesté ne comprendra en ces Traitez, aucune ou ne Puissance, qu'elle n'ait fait, ou promis faire ladite Reconnoissance, & elle s'interfera vivement auprès des Puissances chez qui elle tient des Ministres, afin qu'elles reconnoissent Son Altesse Royale pour Roy de Sicile.

XV. Le présent Traité sera approuvé & ratifié par Sa Majesté Catholique & par Son Altesse Royale, & les Ratifications en seront échangées & délivrées respectivement par les Plénipotentiaires de l'un & de l'autre Prince, dans le terme de six semaines, ou plus tôt, s'il est possible, à Utrecht.

En foi de quoi nous Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de Sa Majesté Catholique, & de Son Altesse Royale de Savoye, avons signé le présent Traité, & y avons fait apposer les cachets de nos Armes.

Fait à Utrecht le 13. Août. 1713.

(L.S.) M. D. D'OS- SUNE.	(L.S.) LE C. MAR- FEI,
(L.S.) EL MARQUES DE MONTELEON.	(L.S.) SOLAR DU BOURG.
	(L.S.) P. MELLA- REDE.
	CLXVII.

ANNO  
1713.

NNO

1713.

Aout.

CLXVII

*Contractus vigore cujus CAROLUS VI. Romanorum Imperator Marchionatum Finariensem e-  
jusque Jura & annexa Reipublica GENUEN-  
SI vendidit Datum die 20. Augusti anni  
1713. [LUNIG. Codex Italiae Diplomaticus. Col. 2373]*

CAROLUS, Divina favente Clementia electus Romanorum Imperator, Temper Augustus, Rex Germaniae, Castellae, Leonis &c. Dignum censuimus Majestatem Imperialis culminis animum nostrum, uti & aliis Imperatorum munus tangentibus, sic Italici applicare rebus, & cum pro ratione praesentis rerum status, ad tutamen Sacri Romani Imperii, ipsiusque nostri Ducatus Mediolanensis conducere Nobis visum sit, Marchionatum Finariensem, ut modo ejusdem Dominium utile, Feudaleque possideamus, pariter ac allodia quavis a Nobis in eodem possessa, juraque omnia, ex possessione dicti Marchionatus quocunque titulo ad Nos spectantia, in personam quamdam, seu universitatem, aut Rempublicam, dum haud leve ex eo Aerario nostro accederet pecuniae subsidium, transire: Propterea ex omni Nobis, uti ejusdem Marchionatus Dominio, utili ac directo, Imperatoria facultate, quovisve alio nomine, jure, ac titulo competente, & competentiore etiam ex quacunque causa de futuro, certa scientia, matureque adhibito Consilio solemniter, super venditione spei dicti Marchionatus, ad benigna nostra iussa, inter Cameram nostram Caesaream Aulicam, & Serenissimae Reipublicae Genuensis Aulicam, Dominicum Mariam Spinolam, ea, quae par est, ad hoc negotium obeundum potestate, a Serenissima Republica instructum, inito, & confecto Contractu omni meliori modo, jure, via, & forma:

I. Alienamus, tradimus, concedimus, & vendimus eidem Serenissimae Reipublicae Genuensi, sepefatum Marchionatum, Arces, Fortalitia, omniaque bona, tam allodialia, quam feudalisa ejusdem Marchionatus, nihil eorundem excepto, atque omnia, ac singula loca, Terras, Villas, Pagos &c. tam citra, quam ultra Jura, de Gubernio, & etiam Jurisdictione, Ditione, & Territorio dicti Marchionatus, omniaque, & quaecunque alia eidem quomodolibet adjacentia, seu pertinentia, aut dependentia, ad quae omnia, & singula clementer nostram mentem extendimus, quae Nobis sincera, plena, & constants, ut venditione hac Marchionatus Finariensis, ejusdemque Ditionum, adjacientiarum, & pertinentiarum, ea forma, & statu, & cum omnibus iis, cum quibus ab Antecessoribus nostris, & a Nobis possessus est, & ad traditionem usque possidetur, Juribus, Prærogativis, Jurisdictionibus, Indultis, Honoribus, Libertatibus, Regalibus, facultatibus, Privilegiis, Immunitatibus, actionibus, praetensionibus quibuscunque & quomodolibet nobis nostraeque etiam Ducali Camera Mediolani competentibus, quacunque ex causa, nulla penitus exclusa, & demum omnibus bonis, & rebus, in Dominium, possessionem, & proprietatem Serenissimae Reipublicae Genuensis cedat, & tradat, omnemque propterea opportunam, & opportunas, Investituram & Investituras concessimus & concedimus, atque concessam, concessasque intelligi esse volumus, tenore praesentium, perpetuo robore valituras, valiturasque, etiam extendendas ad tenorem praesentis Contractus, & ad formam antiquarum Investiturarum concessarum Regibus Hispaniarum, Philippo III. & Philippo IV. congrua congruis referendo.

II. Tormenta bellica quod attinet, & alia, quae ad rem tormentariam spectantia in Urbem, ejusque munimentis, & Arce, seu Arcibus Finariensibus tempore traditae Domini reperiuntur, cuncta haec inter Res Reipublicae venditas intelligantur, praeter tormenta aenea, Italica, & bronzea, quorum dimidia pars Nobis relicta, altera eidem Serenissimae Reipublicae vendita sit, & maneat, partitione eorundem ad rationem ponderis, quae una vel altera ejusmodi Tormentorum species constitat, ac aequali quoque divisione Globorum Tormentorum, ac pulveris nitratii facien-

da, ita ut ex iisdem, globis scilicet & pulvere, dimidia una pars ad Nos, & altera ad Serenissimam Rempublicam spectet, & propria habeatur; hac tamen conditione, quod dictam dimidiam partem Tormentorum, globorum, & pulveris nitratii, nobis, ut supra, reservatorum, eidem Reipublicae retinere fas sit, donec alia propria subrogaverit, habita discreti temporis ratione, quod ut fiat, ejusdem temporis intervallum ultra annum non protrahatur.

III. Reipublica Genuensis, pro venditis, ac traditis modo dictis Marchionatus Finariensis Arcibus, bonis, juribus, praerogativis, jurisdictionibus, indultis, honoribus, libertatibus, regalibus, facultatibus, privilegiis, immunitatibus, actionibus, praetensionibus, & rebus, ut supra, unam Millionem, & decemta millia Petiorum, vicibus, ut statim commemorabuntur, solvenda dabit, quod monetæ genus Petia dictum id in effectu sit, ut unum Petium valorem realem quinque librarum, seu centum solidorum Genuensium, monetæ Genuæ currentis, in Cartularis banci primi, vel secundi Officii S. Georgii ferre, & continere debeat, solutio fiat medio Gyrj faciendi in una ex praedictis Cartularis in capite, & credito Majestatis Suae Caesareae, five pro ea illi, vel illis cui, vel quibus ordinaverit, seu mandaverit praefata Sua Caesarea Majestas, & quidem eo ipso tempore, dum Serenissimae Reipublicae immisso in possessionem Marchionatus venditi, ejusque & sui Domini traditio, una cum recognitione a Civibus, Incolis, & Subditis faciendi ejusdem Serenissimae Reipublicae in Dominium, & feudatariam dicti Marchionatus, sexcentis milibus Petiorum, ad finem anni modo currentis tercentis milibus Petiorum, & ad finem Mensis Junii in anno proximo 1714. ducentis milibus Petiorum, & ad finem Octobris ejusdem anni centum mille Petiorum, penes quam ipsam solutionem Serenissimae Reipublicae Genuensis promittit, quod ab eodem, quo primus ad traditionis tempus positus solutionis terminus celebratur, oportet, momento, non tantum nomen debitricis relictorum sexcentorum Millium Petiorum vere & solide ad Aerarium nostrum, & quoscunque ejus cessionarios, vel assignatarios efficaciter proficere, sed & assignationes, vel cessiones, quamvis in eandem summam in totam, vel per partes factas, ac a Camera nostra Caesarea Aulica, adeo ad Serenissimam Rempublicam directas, sis, quas Contractus hicce denotat vicibus, exolvendas, data solutionis fecutivae fide, in se recipere, ac solutionem, debito tempore, rite peragere velit & debeat.

IV. Quemadmodum Marchionatus Finariensis jure feudali Imperatoribus, & Imperio perpetuo subiacet, nec subjacere unquam desinat, cum non sub alia, quam Feudi, ea quippe omni qua a Nobis, nostrisque Antecessoribus possidebatur ratione, Serenissimae Reipublicae Genuensi vendatur, ac cum feudali collatione cedatur, sic Nos ad dictamen Juris de Imperialibus Feudis, ut ex hac Conventione peculiari Nobis, Successoribusque nostris Imperatoribus, & Archiducibus Austriae, jus liberi, & innoxii transitus per sepe fatum Marchionatum, Urbemque & Portum, seu Litus Finariense, eo pacto, ut transentiibus nostris, aut dictorum nostrorum Successorum Copiis, comestus, & annona pro pretio aequo a Nobis solvendo, quantum opus fuerit, praebatur, reservamus.

V. Serenissimae Reipublicae Genuensi vetitum, nec fas sit, in Urbem, Castellum, & Portum, seu Litus Finariense, defensionis causa, praeter suum & proprium, ullum alium, alteriusve Principis, aut Reipublicae, in nostri, vel Sacri Romani Imperii iurisdictionem tunc temporis constitutorum, minoris, vel majoris numeri Militum, quovis sub praetextu, ullove tempore, absque Caesareo Archiducali jussu, seu seu & consensu recipere, eaque Serenissimae Reipublicae, qua, & quamdiu Dominum ejusdem possessionem Marchionatus Finariensis jure feudi habet, tenetur hostibus nostri Imperii, & Domus nostrae non tantum, sed & di bis pauper, ac quovis de nomine hostili suspectis, atque adeo a Nobis, nostrisque Successoribus, pro talibus Serenissimae Reipublicae quocumque derogandis, cum transitum ipsum per Marchionatus Finariensis territorium, tum & multo magis aditum, aut ingressum in Urbem, Arcem, & Portum Finariensem, Praefidique eidem imponendi, aut eadem occupandi facultatem penitus, & constanter non tantum recusare, sed & quantum

ANNO

1713.



ANNO  
1713.

in eadem situm, ac per ejusdem Marchionatus vires possibile fuerit, omni ratione impedire.

VI. Serenissima Republica Genuensis, ex contractu venditionis hujus, ipso, quo Feudataria nostra, & Imperii tenentur jure, rem omnem concessit iudi, exceptis tamen Arcibus & Fortalitiis cujusvis generis, quas Republica ad libitum vel conservare, vel augere, vel demoliri fas sit, faciam, totamque servandam se obstringit, quantum ab ea pendet Fortum, seu Litus Finariense in eo omnimode statum, in quo, dum ei traditur, est, saltem conservare.

VII. Omnibus Juribus, Immunitatibus, & Privilegiis, concessis a Divis Imperatoribus, Antecessoribus nostris, de quibus omnibus constat per Diplomata Casarea, & ad quae tenentur iidem Divi Imperatores, ac in usu praesente statibus, ut nimirum Civis Ubis, & Marchionatus Finariensis, Incolae, ac Subditi cuncti ea jam habent, ac his imperturbate fruuntur, porro, & semper illidem gaudeant, ita, ut, post Dominium Marchionatus haece venditione (qua illidem quidpiam injuria, vel praefatis eorum Juribus, Immunitatibus, & Privilegiis praedictis inferri, nec jus permittit, nec animus Nobis est) translatum, immutationem circa eadem quampiam fieri nunquam fas sit, aut Serenissima Republica liceat ea, sub ullo praetextu, sive modo, ledere, aut infringere; exceptis tamen, si dictorum Jurium, Privilegiorum, & Immunitatum usus dictae Republicae Constitutionibus, Legibus, & Privilegiis repugnaret, quia tali casu super eisdem cum dictis Civibus, Incolis, & Subditis convenire fas sit; hinc etiam, ne dictorum Civium, Incolarum, & Subditorum conditio, hac condicione, in deterius evadat, maneat, & servetur imposterum in dicto Marchionatu idem, & illud salis pretium, quod hactenus statutum fuit, & hodie per eosdem Civis, Incolas, & Subditos solvitur in eodem Marchionatu in summa scutorum trium argenti, vulgo *Genoine*, pro qualibet minor talis in pondere, vulgo *di ratti tredici*, per mezzo *Officiali*, Italice *Stapholere*, ejusdem Republicae, quod pretium totum, & integrum semper remaneat penes ipsam Rempublicam, ad quod, ex obligatione Conventionis praesentis, Serenissima Republica Genuensis ad quavis postera tempora, fide Factorum, & cum in Subditos feudales debita, obligata sit & maneat.

VIII. Cum & ipsum commercium salis, quod Domum, seu Officium S. Georgii Republicae Genuae inter, & Ducalis Camerae Mediolanensis Salinae locata Conductores, in diuturno usu, & consuetudine viguit, commodum haud negligendum Ducatus Nostri Mediolanensis respiciat, e re Nobis visum, sollicitudini, qua omnigenam Subditorum nostrorum curam agere Nos obstrictos prosumus, contentanemus, atque adeo Nos inter & Serenissimam Rempublicam Genuensem, inter alia Contractus praesentis Capite, conventum est, quo peculiaris, justa, & certa hujus negotii, cum pretii, temporum & conditionum convenientia, ratio habeatur, eaque inter Plenipotentiarium Nostrium in Italia, & eos, quos hunc in finem Serenissima Republica Genuensis, ea, qua par est, autoritate, & facultate munitos, absque mora constituat, & interea non retardato praesentis venditionis effectu, & Contractus stipulatione, cum in modum perfici aggrediatur, quo, circa hocce commercium salis, Ducatus Noster Mediolanensis, in tempora ventura ita conclusum, & provisum extet, ne ob id damnum ex hac Marchionatus Finariensis alienatione inflictum unquam sentire, vel de eo iuste conqueri possit, aut debeat.

IX. Ceterum cum Nostra constans, & efficax voluntas sit, ea omnia, quae majori praesentis Contractus securitati, & pleniori effectui consulere valent, omnimode praestandi, teneri volumus & promittimus, operam non vacuam dare, & cum effectu agere ad hoc, ut in futurae Pacis Comitibus, inter alios Status Nobis in Italia assignandis, expressa mentio fiat supradicti Marchionatus Finariensis cum ejus adjacentiis, sicuti etiam a Collegiis sacri Romani Imperii Principum eidem Contractui eos, si qui necessarii esse possunt, Consensus, in decita & valida forma praebere, illisque praestari debere intra Menses sex proximos.

X. Licet hisce modo dictis, atque ita se habitis, omnis evictionis timor ab sit, volumus teneri nihilominus, & promittimus per Nos, & Nostros in dignitatibus & titulis praememoratis futuros Successores, & heredes, legitima & perpetua evictione, & defen-

sione, attentis etiam Juribus & actionibus, quas Respublica habere praetendit super dicto Marchionatu, & quibus per praesentem Contractum nullum intelligatur illatum praedictum, ad hoc ut ex eis se tueri possit, de quibus quidem Juribus decidendis a Divo quondam Imperatore Ferdinando, memoriae Augustissimae, facta fuit Commissio, & Delegatio Serenissimo D. Hispaniarum Regi, tanquam Duci Mediolani, anno Domini 1563. de Mense Novembr. cum in finem bona nostra & Successorum, ad promissorum implementum obligantes.

Quae omnia supradicta, & singula gesta sunt inter praefatam Sac. Caes. Maj. & Serenissimam Rempublicam Genuensem, mediantibus personis Excellentissimi Domini Joannis Francisci de Paceco, Ducis de Uceda & Consiliarii Status Sac. Caes. Majestatis Ejusque Plenipotentiarum, ac Illustrissimorum D. Joannis Antonii Justiniani & Clemens de Auria, Plenipotentiarum praefatae Serenissimae Republicae, de quibus Plenipotentis respectivo constat ex Litteris & Documentis in calce praesentis registrandis.

Omnibus dictis Dominis Plenipotentiarum praesentibus, & dicto Plenipotentiaro respectivo nomine, dicentibus, facientibus, & praestantibus suum Ministerium in omnibus, ut supra &c. seu quatenus ad praedictarum validitatem opus sit, geruntur, & contrahuntur inter ipsos Dominos Plenipotentiaros nominibus respectivo suorum dictorum Principum, mutuis hisce inde intervenientibus stipulationibus, vendentes, ementes, & invicem pacientes in omnibus & per omnia, ut supra.

Qui quidem Domini Plenipotentiarum expresse conveniunt & promittunt de approbatione, & ratificatione praesentis Contractus facienda intra bimestre proximum, nempe praefatus Excellentissimus Dominus Dux de Uceda a S. C. M. nominibus, de quibus in memorata scriptura venditionis, & praefati Domini Illustrissimi Joannes Antonius, & Clemens, a praefata Serenissima Republica, sive a Serenissimis Collegiis, tenentibus opportunam facultatem a Consiliis ejusdem, & hoc per scripturam authenticam, in opportuna, & consueta Juris forma, intra id temporis invicem commutanda; ad quem effectum praesentis Contractus duo confecta sunt originalia ejusdem prorsus tenoris, atque in fidem & testimonium omnium, quae praefertur, Nos D. Joannes Franciscus de Paceco, Dux de Uceda, Comes Montis Albani, & Consiliarius Status S. C. M. Eiusque Plenipotentiarum, & Nos Joannes Antonius Justinianus, & Clemens de Auria, Plenipotentiarum praefatae Serenissimae Republicae ut supra, praesentem Contractum propria manu nostra subscripsimus, eidemque Sigilla nostra imprefimus.

#### *Ratificatio Republicae Genuensis.*

Volentes igitur praefata Serenissima Collegia, utendo facultate ipsis competente, ea, quae per dictos Patritios Joannem Antonium Justinianum, & Clementem de Auria Plenipotentiarum ut supra promissa fuerint circa dictam Ratificationem adimplere;

#### *Ad Calculo; omnibus favorabiliter concurrantibus,*

ratificaverunt, approbaverunt, & confirmaverunt, prout ratificant, approbant, & confirmant supradictum Contractum, omnique, & singula in eo contenta, & cum omnibus illis Clausulis, Promissionibus, Pactis & aliis, de quibus in eo, quae hic pro expressis, & repetitis haberi voluerunt, & voluit, & ita praesentibus Notario Joanne Baptista Carderina, & Notario Jotepho Pompejo Rato, Sub-Cancellariis Serenissimi Senatus, testibus adhibitis.

(L. S.) Ivanlus Hav. Costa, Canc. & a Secretis  
Intimus Status.

*Articulus Secretus. Anno 1713. die 17. Octob.*

Serenissimus D. Dux, & Illustrissimi & Excellentissimi DD. Governatores, & Procuratores hujus Serenissimae Republicae Genuae in legitimo numero congregati constituentes Serenissima Collegia praefatae Serenissimae Republicae, intellecto tenore Articuli secreti, & seorsim a Contractu venditionis Marchionatus

ANNO  
1713.

ANNO natus Finarii stipulat, inter Excellentissimum Joannem Franciscum de Paceo, Ducem de Uceda, & Comitum Montis Albani, Plenipotentiarium S. C. M. ex una, & Patrios Joannem Antonium Justinianum &c. Antonii, & Clementem de Auria &c. Ambrosii, Plenipotentiariorum dictae Serenissimae Reipublicae ex altera, lecti praefatis Serenissimis Collegiis de verbo ad verbum; qui quidem Articulus sequitur ut infra:

Licet in Contractu venditionis Marchionatus Finarii facta per Sacram Caesarem Majestatem Serenissimae Reipublicae Genus dicatur, quod altissime dicta S. C. M. reservat sibi, & Successoribus suis tantum jus liberi, & innoxii transitus per dictum Marchionatum, & ejus Portum, five litus, attamen cum saepe, saepiusque non sit tutus Finariensi littori appulsi, ideo vult, & promittit eadem Serenissima Respublica transitum supradictum, tam de ita, quam de reditu, per brevioris viam faciendum, se concessuram, & permittendam, etiam ad & per Portum Vado dictum, quotiescunque necessitas postulaverit, & Serenissimae Respublicae de eadem monita ac requisita fuerit, & pacto, ut transeuntibus S. C. M. Ejusque dictorum Successorum copias, commetas, & annonam pro pretio aequo a praedicta S. C. M. ejusdemque Successoribus exsolvendo, quantum opus fuerit, praestetur.

Quod geritur inter praedictam S. C. M. & Serenissimam Rempublicam Genueensem, mediantibus Personis Excellentissimis Domini Domini Joannis Francisci de Paceo, Ducis de Uceda, Comitris Montis Albani, & Consilarii Status S. C. M. Ejusque Plenipotentiariorum, ac Illustrissimorum Dominorum Joannis Antonii Justiniani, & Clementis de Auria, Plenipotentiariorum praefatae Serenissimae Reipublicae, de quibus Plenipotentiariorum respectu constat, sub dicto Contractu venditionis, qui omnes Plenipotentiariorum dictorum Plenipotentiariorum respectu nomine, ad praemissum suum Ministerium praestant in omnibus, ut supra, & qui cum eadem promissione Ratificationis, prout in precedenti Contractu, propria manu subscribunt cum proprii Sigilli impressione, & ita &c. hac die vigesima Mensis Augusti anni 1713.

Luogo }  
de }  
Sigill. }  
+ del Duque de Uceda; Conte de Montalban.  
+ Gio. Ant. Giustiniano &c. Antonio.  
+ Clemente Doria &c. Ambrosio,

Volentesque igitur praefata Serenissima Collegia, utendo facultate ipsi competente, ea, quae per dictos Patrios Joannem Antonium Justinianum, & Clementem de Auria, Plenipotentiariorum ut supra, promissa facere, circa dictam Ratificationem praedicti Articuli adimplere,

*Ad Calculos omnibus favorabiliter concurrentibus,*

ratificaverunt, approbaverunt, & confirmaverunt, prout ratificant, approbant, & confirmant supradictum Articulum, omniaque & singula in eo contenta, quae hic pro expressis, & repetitis haberi voluerunt, & volunt, & ita &c. Praesentibus Notario Joanne Baptista Carderina, & Notario Josepho Pompejo Rato. Sub-Cancellariis Serenissimi Senatus, testibus adhibitis

(L. S.) I. Vanlos Hav, Costa Canc. & a Secretis Intimis Status.

CLXVIII.

Tractat zwischen Ihro Königl. Majest. in Preussen *SAJAKJES WJLSELM* einerseits/ und denert gegen Schweden Alliierten hohen Nordischen Mächten/ nemlich Ihro Königl. Majest. von Polen *SAJEDJES AUGUSTUS*/ und Seine Czarische Majestät *PETER* den I. anderseits ausgerichtet/ Krafft dessen letztere an Seine Preussische Majestät die von ihren Truppen belagert/ und

bombardirte Bestung *Stettin*/ mit einem gewissen Landstrich/ in sequestration biß zu Erfolg des Friedens im Norden einräumen/ auch mit *Stralsund* und *Wismar* ein gleiches zu thun versprechen: Wogegen Seine Königl. Majestät in Preussen auf sich nimt/ zu verhindern/ daß die in Vor-Pommern annoch befindliche Schwedische Truppen keine Feindschaften gegen einigen der hohen Nordischen Alliierten mehr ausüben können/ ingleichen von denen regulirten 40000. Reichs-Thalern Belagerungs-Mustern/ 200000. an den Czarischen General Fürst Menzikow, zu bezahlen. Gegeben Schwedt den 6. Octobr. 1713. [Johann Jacob Zinken/ Fürstl. Sächsis. Hof-Raths/ Ruhe des jetztlebenden Europa. Vierte Abtheilung pag. 461.]

C'est-à-dire;

*Traité entre Sa Majesté FREDERIC GUILLAUME Roy de Prusse d'une part, & les Hauts-Alliez du Nord contre la SUEDE, savoir FREDERIC AUGUSTE Roi de Pologne, & PIERRE I. Czar de Russie, de l'autre, en vertu duquel ceux-ci cedent au Roi de Prusse en sequestre la Ville de Stettin par eux assiégée & bombardée, avec une certaine portion de la Pomeranie Suédoise, & promettent de faire la même chose avec les Villes de Stralsund & Wismar: Le Roi de Prusse s'obligeant de son côté d'empêcher, que les Troupes Suédoises restantes dans la Pomeranie appartenante à la Suede ne puissent faire aucunes hostilités contre quelqu'un des Alliez du Nord, comme aussi de payer des fraix du Siège réglés à 400000. Ecus d'Allemagne, la moitié au General du Czar, le Prince Menzikow. Donné à Schwedt le 6. Octobre 1713.*

Der Zweck von diesem zwischen Seine Königl. Majestät in Preussen/ und denen Nordischen Alliierten getroffenen Foedere, ist die Beförderung des bald möglichst herzustellen Friedens/ und soll dieses Foedus dazu zum Fundament dienen. Es haben auch Seine Königl. Majestät in Preussen/ um dieses/ vor beyde in Norden kriegende Parteyen/ und vor das Römische Reich avantagewolche Werck desto mehr zu facilitiren/ insonderheit aber den Weg zu Herstellung der Ruhe auf dem Teutschen Boden zu bahnen/ sowohl die Königl. Schwedische Ministros, als die Nordische Alliierte vorher darüber sondiret/ und endlich mit den letztern sich folgender Puncten verglichen:

I. Die Nordische Alliierten declariren zufoerbst/ daß sie sich necessitiret gehalten/ von der Schweden sämtlichen in Teutschland habenden Provinzien sich Meister zu machen/ und daß sie in solchem Abzichen mit Stettin und der Insel Rügen den Anfang gemacht/ und beyde Orte zur Ubergabe gebracht.

II. Der Czar will aber von der Cron Schweden Teutschen Provinzien nicht profitieren/ und übergiebt dannahero Stettin mit seinen Dependencien und der darin verbandenen Artillerie seiner Königl. Majest. in Preussen.

III. Seine Königl. Majestät in Preussen versprechen dagegen/ daß sie den Ort in Possession und Sequestration nehmen/ selbigen auch der Cron Schweden eher nicht als bey künftigen Frieden wieder einräumen wollen.

IV.



ANNO IV. Eben diese Bedwands hat es auch mit  
1713. stungen sich freiwillig ergeben / oder durch der Nord-  
dischen Allirten Waffen occupirt werden; Sei-  
ne Königl. Majest. in Preussen sollen auch prä-  
caviren helfen / daß keine mehrere Schwedische  
Troupen ins Reich transportiret / und dadurch /  
wie zu befürchten / die Ruhe in Teutschland von  
neuem troubliret werde.

V. Wenn der Cron Schweden sämtliche auf  
dem Teutschen Boden annoch übrige feste Plätze  
per modum Sequestri, in Seiner Königl. Ma-  
jestät in Preussen Hände gebracht seyn werden / als-  
dann wollen die Nordischen Allirten Ihre in Vor-  
Pommern habende Troupen von dar abführen / und  
so lange der Krieg zwischen Ihnen und Schweden  
währet / mit ihren Armeen nicht wieder dahin kom-  
men / noch etwas feindseliges wider solche Vor-  
Pommerische Lande / oder etwas / so sonst den all-  
gemeinen Ruhestand im Reich ferner troubliren  
könnte / vornehmen / jedoch unter der ausdrücklichen  
Bedingung / daß

VI. Seine Königl. Majestät in Preussen sich  
auch hinwieder engagiren / keinesweges zugesat-  
ten / vielmehr auf alle Art und Weis / auch bedürf-  
tenden Falls mit den Waffen selbst behindern / daß  
die Königl. Schwedische Troupen aus solchen  
Vor-Pommerischen Landen wider Pohlen / Sach-  
sen / und die Herzogthümer Schleswig. Holstein  
nichts feindseliges vornehmen / noch durch selbige  
Lande andere denen Nordischen Allirten zugehörige  
Provinzen arraquiren / durch marchiren / oder /  
wann sie in selbige Lande von anderwärts her einen  
Einfall gethan / von dar nach Vor-Pommern /  
und die darinn belegene und an Sr. Königl. Ma-  
jest. in Preussen übergebene feste Plätze eine Re-  
traite nehmen.

VII. Seine Königl. Majestät in Preussen wol-  
len im übrigen bey diesem Nordischen Krieg eine  
exacte Neutralität halten / und dieselbe in keinem  
Dinge überschreiten.

VIII. Die Nordische Allirten engagiren  
sich auf das verbindliche / daß / wenn des Königs  
in Schweden Majest. wider besseres Vermuthen /  
dieses / von Seiner Königl. Majestät in Preussen /  
aus guter Meinung / dem allgemeinen Besten und  
dem Römischen Reich / absonderlich auch der Cron  
Schweden selbst zum Besten übernommene Seque-  
strum ungleich ausdeuten / auch darans Occasion  
und Prætext nehmen sollten / Seiner Königl. Ma-  
jestät Verdruss anzuthun / oder dieselbe auch gar / es  
sey selbst oder durch andere Puissancen / deshalb  
feindlich zu tractiren / alsdann hochgedachte Nord-  
dische Allirte sich Seiner Königl. Majestät in  
Preussen darwider nachdrücklich annehmen / und  
derselben mit den Waffen und ihrer ganzen Macht /  
wider alles / was zu Sr. Königl. Maj. in Preus-  
sen Schaden und Nachtheil / es seye von der Cron  
Schweden selbst / oder Dero Freunden und Alliir-  
ten / sie seyen wer sie wollen / dieserwegen vorge-  
nommen werden möchte / zu Hülfe kommen / auch  
den Frieden mit Schweden eher nicht schließen wol-  
len / es seye dann / daß Seiner Königl. Majestät  
in Preussen / wegen dieses / Derselben zugefügten  
Schadens / wirkliche und zureichende Satisfaction  
gegeben worden.

IX. Damit von diesen zwischen Sr. Königl.  
Maj. in Preussen und denen Nordischen Allirten  
genommenen Meluren niemand Ombrage neh-  
men möge / So wollen beyderseits Contrahenten  
Ihro Kaiserl. Majestät / dem Reich / auch Frank-  
reich / Engelland und dem Staat / Ihro hierunter  
führende Intention, und daß dieselbe auf nichts  
anders als auf die Beruhigung des Reichs / und

ANNO daß der Nordische Krieg allmählig gar gedämyset  
1713. werden möge / und zu Beförderung eines billigen  
und raisonnablen Friedens gerichtet sey / überall be-  
kannt machen. Höchstlich / zc. Begeben Schwedt  
den 6. Octobr. 1713.

#### Articulus Separatus Primus.

Obwohl in dem II. Articul des unterm heuti-  
gen dato zwischen Seiner Königl. Majestät in  
Preussen und den Nordischen Allirten aufgerich-  
teten Tractats nur von der Stadt und Bestung  
Stettin / und daß Sr. Königl. Majestät in Preus-  
sen dieselbe mit Ihren Troupen besetzen sollten / er-  
wehnet wird; So ist doch absonderlich hierbey ver-  
glichen / und zu dem / in dem Haupt-Tractat die-  
ses ganges Wercks föhrenden Haupt-Zweck noch  
ferner nöthig erachtet worden / daß Seine Königl.  
Majestät in Preussen den ganzen Strich Landes  
von der Oder an bis an die Pöbel / inclusive der  
an selbigem Strohm belegenen Städte Demmin,  
Anclam und Wolgast ebenfalls mit ihren Troup-  
en besetzen sollen / und zwar mit der ausdrücklichen  
Condition und Verbindung / daß Seine Königl.  
Majestät in Preussen solchen Strich Landes eben  
so wenig als die Stadt Stettin nicht an die Schwe-  
den wieder einräumen wollen noch sollen / ehe  
und bevor solches durch best künftigen Frieden also pa-  
cificiret worden Höchstlich / zc. Schwedt den  
6. Octobr. 1713.

#### Articulus Separatus Secundus.

Weilen auch das zu Beruhigung des Reichs und  
zum Besten der gemeinen Sache / auch absonder-  
lich zu der Cron Schweden höchsten Interesse in  
Vorschlag gekommene Vor-Pommerische Seque-  
strum von dem Königl. Schwedischen Gouver-  
neur in Stettin / ohnerachtet es demselben zu un-  
terschiedenen malen angetragen worden / nicht an-  
genommen werden wollen / und des Fürsten von  
Menzikows Durchl. sich daunenheto obligiret  
gefunden / gedachten Gouverneur zu Accepti-  
rung selbigen Sequestri durch die Waffen zu con-  
stringiren / Solche Attaque aber / wegen der von  
weit abgelegenen Orten mühsamlich angeführten Ar-  
tillerie und Munition, auch angeschaffter kost-  
baren Subsistence der Russi. Arme an Brod  
und sonst sehr große Kosten erfordert / auf deren  
Ersehung im Nahmen Ihr. Czar. Majest. und  
Sr. Königl. Majest. in Pohlen unbeweglich be-  
standen worden / auch des Fürsten von Menzi-  
kows Durchl. von Prosequierung der Attaque  
von Stettin und Belegung der Stadt mit Rus-  
sischen Troupen anderer gestalt nicht absehen  
wollen / als daß Ihr Königl. Maj. in Pohlen /  
und des Czaren Maj. wegen Ersehung solcher  
Kosten / die sich zu vielen Tennen Goldes belau-  
fen / behörige Vergnügung und Sicherheit zuför-  
dert verschaffet würde; Und denn Seine Königl.  
Majest. in Preussen / aus wahrer Begierde / den  
Ruhestand in der Nachbarschaft zu befördern / auch  
von der Stadt Stettin und denen umliegenden Vor-  
Pommerischen Landen deren gängliche Delolation  
abzuwenden / hierunter ins Mittel getreten / und  
die achtmal hundert tausend Reichsthaler / welche  
wegen Vergnügung solcher zur Subsistenz der  
Russischen Armée, und denen Stettinischen Ope-  
rations-Kosten / zu Folge eines darüber zwischen  
des Czaren und des Königs in Pohlen Maj. Maj.  
im Augusto anni currentis aufgerichteten Trac-  
tats / gefordert worden / auf viermal hundert tau-  
send Thaler Teutsch Courant-Geld behandelt;  
Als versprechen Sr. Königl. Majest. in Preussen  
hiermit!

ANNO hiermit! daß/ wöllen diese Gelder von der Cron Schweden/ und aus Vordommern/ so bald ohn-  
1713. möglich aufgebracht werden können! Sie die Halbscheid dieser 400000. Thlr. folgender gestalt vorschleiffen und abführen lassen wollen/ daß nemlich mit dem Anfang der bevorstehenden Woche 100000. Rthlr. und auf nechst künfftige Woch nachten wiederum 100000. Rthlr. gegen des Fürsten Menzikows Durchl. Dvitung/ in Berlin baar bezahlet; wegen der übrigen Halbscheid der gedachten 400000. Rthlr. aber/ welche das Fürstl. Hauß Holstein-Gottorf zu Folge des mit demselben aufgerichteten besondern Tractats zu übernehmen hat/ mit Ihro Königl. Majest. in Pohlen die Sache vergeltest verglichen/ und Deroelben deßhalb solche Satisfaction verschafft werden soll/ wie Sr. Königl. Maj. in Preussen durch einen à parten an des Fürsten Menzikows Durchl. ausgestellten Revers sich mit weßren anheißig gemacht haben

Se. Eaar. Maj. verbinden sich aber hingegen auch hiermit vor Sich und Ihre Alliirte aufs kräftigste! daß/ gleichwie Seine Königliche Maj. in Preussen eine so considerable Summe Geldes ohne einige Schuldigkeit/ bloß dem gemeinen Besten zum besten/ zu Verhigung der Nachbarschaft/ und zu Verstäkung der Stadt Stettin sonst inavoidablen äußersten Ruins anwenden/ und es dannenhero höchst unbillig seyn würde/ wann Seine Kön. Maj. hierbey den geringsten Schaden leiden solten! daß Sie Sr. Kön. Maj. in Preussen die Erseßung dieser vorschleiffenden Gelder/ auch übrigen auf dieses ganze Werk verwendeten oder noch verwendeten Ankosten/ von der Cron Schweden/ als die davon den größten Nutzen hat/ würdlich zuwege bringen/ auch anderer gestalt den Frieden mit selbiger Cron nicht machen wollen/ als daß Sr. Kön. Maj. dieserwegen an Capital, Interesse, Schaden und Ankosten völlig contentiret werden: alsermassen dann auch Se. Kön. Maj. bis dahin von denen Nordischen Alliirten und des Eaaren Maj. in specie bey der Possession der Stadt und Besetzung Stettin/ und deren Dependencien auf alle Weise manutreniret/ und wenn Se. Kön. Maj. darinn von jemand turbiret/ oder Ihro in Ihren Landen/ es sey wo es wolle! deßhalb von jemand einige Angelegenheit gestiftet werden wolte/ solches als eine Ihr. Eaarischen Majest. und denen übrigen hohen Alliirten selbst zugesagte Hostilität von Demselben rescentiret/ auch Sr. Kön. Maj. darwider alle verlangende Assistenz geleistet werden soll. Uñkündlich 10. Gegeben Schwed d. 6. Octobr. 1712.

## CLXIX.

28. Nov. *Tractatus Navigationis & Commerciorum, inter*  
9. Dec. *ANNAM Magnae Britanniae Reginam, & PHILIPPUM Ducem Andegavensem, tanquam Regem Hispaniarum initus; quò, Tractatibus de annis 1667. & 1670. confirmatis, conventum est, ut Subditi utriusque Partis, mutuo gaudeant eisdem Privilegiis, quibus amicissima gens quovis fruitur. Telonia porro omnia in unum reducantur ex quo fieri debet Index, sive Catalogus, vulgo Tarif, qui in unoquoque Portu publice profabit, & quicquid pro singulis mercibus solvenda erit, speciatim exprimet & continebit. Actum Trajecti ad Rhenum die 28. Novemb. 9. Decemb. 1713. Cum RATIFICATIONE Reginae Magnae Britanniae; quò etiam continentur tres Articuli, loco tertii, quinti, & octavi, substituit. Actum Windesore die 7. Februarii 1713-1714. Sequi-*

tur ARTICULUS SEPARATUS de *Judice conservatore in Insulis Canariis Mercatoribus Anglis concedendo, cum Ratificatione Britannica.* 1713.  
Sequitur item DECLARATIO Legatorum Hispanorum de Lingua Hispanica in supra memoratis tribus Articulis adhibita. Das. die 12-23. Februarii 1713-1714. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht Tom. V. pag. 250.]

STABILITA feliciter, Deo O. M. clementer annuente, Pace bona, firma, veraque, & sincera Amicitia, inter Serenissimum Principem & Dominam, Annam, Dei Gratia, Magnae Britanniae, Franciae, & Hiberniae Reginam, &c. & Serenissimum ac Potentissimum Principem & Dominum, Philippum V. Dei Gratia, Hispaniarum Regem Catholicum, &c. Eorumque Haeredes ac Successores, Regna, & Subditos, per Pacificationis Tractatum, Trajecti ad Rhenum die secundo Mensis Julii, novissimo

præteritis, conclusum, in eam præmissis curam iverunt Regiae Suae Majestates, ut mutuis Subditorum suorum in re Commerciorum Utilitatibus omni meliori modo prospiceretur; & propterea Legatis suis Extraordinariis & Plenipotentiaris, quorum Opera in Pace pangenda prospere successit, in Mandatis clementissimè dederunt, ut quæ in finem hunc salutare post perpensa rerum omnium momenta in Colloquiis ea de re Madridi habitis, maxime convenire perspectum fuerat, in Tractatum Commerciorum solennis fontem redigerent; Disiit igitur Legati, vigore Plenipotentiarum, quarum Apographa sub finem hujus Instrumenti verbotenus inserta erunt, super Commerciorum Articulis, ad Elucidationem Tractatum anteriorum, & procurandam uberiorem in Commerciorum negotiis expediendis facilitatem, modo & forma convenerunt, prout sequitur:

I. Tractatus Pacis, Commerciorum, & Consecrationis, inter Coronas Magnae Britanniae & Hispaniae, Madridi die decimo tertio Mensis Maji, Anno Domini 1667. conclusus, per hunc Tractatum rati-  
habetur & confirmatur.

## Fiat inferio. (1)

Spondent mutuo Regiae Suae Majestates, sese omnes & singulos Tractatus antecedentis Articulis, & quæcunque in istis, ut & Schedulis annexis, Privilegia, Concessionibus, Concordata, aliave cujuscunque generis ad Subditos utrinque redundantia beneficia continentur, bona fide præstituras, & adimplendas; utque a Ministris suis & Officialibus aliisque Subditis præstentur & adimpleantur, omni tempore curaturas; ita ut plenario eorumdem omnium & singulorum effectu, iis solummodo exceptis, de quibus in sequentibus Articulis ad reciprocam Satisfactionem aliter statutum est, ut & eorum omnium, quæ in Articulis sequentibus continentur, Subditi hinc inde gaudeant in posterum, & fruantur. Confirmatur insuper & de novo ratiabitur Tractatus Anno 1670. inter Coronas Magnae Britanniae & Hispaniae, pro tollendis Dissidiis, Depredationibus restringendis, stabilendaeque Pace in America, inter dictas Coronas initus, sine præjudicio nihilominus Contractus alicujus, aliave Privilegii aut Licentiae Reginae Magnae Britanniae, ejusve Subditi, per Majestatem suam Catholicam concessis in Tractatu Pacis nuperrime conclusæ, aut in Contractu de Affinitate, atque etiam absque præjudicio Libertatis, aut Facultatis alicujus Subditis Britannicis antea sive competentis, sive permixtæ, aut indultæ.

II. Subditi Regiarum Suarum Majestatum in Dominiis earundem alterutrinque Mercatam facientes, non tenebuntur majora pro Mercibus ab ipsis importatis exportandive Vestigalia aliave Onera quæcunque solvere, quam quæ a Subditis amicissimæ cujusvis Gentis exiguntur, & solvantur; ac si quæ Vestigialium Diminutiones, aliave Beneficia extra civis

(1) Voyez le ci. devant sous la Date du 23. Mars 1667.



ANNO  
1713.

Genti ab una altera parte concedi in posterum contingit, ipsam quoque utriusque Coronæ Subditi recipere & plenissime gaudebunt. Et sicut circa Vegetigalium Rationes, uti supra convenit, ita etiam pro Regula generali inter Regias Suas Majestates statutum est, quod omnes & singuli ipsarum Subditi in omnibus Terris Locisque hinc inde earundem Imperio subiectis, circa omnes Impositiones aut Vegetigalia quæcunque, Personas, Merces, Mercimonias, Naves, Naula, Nautas, Navigationem & Commertia concernentia, ipsam ad minimum Privilegiis, Libertatibus, & Immunitatibus utantur, fruatur, parique favore in omnibus gaudeant, tam in Curis Justitiæ, quam in iis omnibus quæ sive Commertia sive aliud Jus quodcunque respiciunt, quibus amicissima quævis Gens externa utitur, fruitur, gaudetque, aut in posterum uti, frui, aut gaudere possit, prout in Articulo XXXVIII. Tractatus de Anno 1667. in Articulo præcedente speciatim inserti, fusius explicatur.

III. Quandoquidem per Tractatum Pacis inter Regias Suas Majestates nuperime conclusum, pro Bati & Fundamento positum & stabilium fuerit, quod Subditi *Britannici* per omnia in Regnis *Hispaniæ*, ipsam uterentur & fruere Privilegiis, & in re Commertiorum Libertatibus, quibus tempore *Caroli Secundi* gavisi sunt; eaque proinde Regia Tractatus præsentis Commertiorum Basis pariter & Fundamentum sit, & esse debeat, quod & recipere quoad Subditi *Hispaniæ* in *Magna Britannia* commertiantes intelligitur, in iis omnibus quæ ipsis per Pacta competunt: Cumque ad Commertiorum Rationes rite & mutua cum utilitate constituendas, plurimum faciat Vegetigalium pendendorum certa, clara, & maxime expedita Methodus; Convenit proinde & conclusum est, quod intra trimestre spatium a ratihabito hoc Tractatu, *Madridi* vel *Gadibus* convenient ex parte utriusque Regiæ Majestatis Commissariis, ad id hinc inde designandi & constituendi, quorum Opera componatur, absque omni temporis dispendio, Index sive Catalogus novus, qui unoquoque Portu prostrabit publice, quique Vegetigalia super Mercibus in *Castiliam*, *Aragoniam*, *Valentiam* & *Catalaniam* introducendis, aut inde avehendis, in posterum pendenda speciatim exprimat, & contineat, & eo modo constituit, ut in unum reducatur, & in uno Vegetigali & una in summa pendenda contineantur omnia varia Onera, quæ tempore nuperi Regis *Caroli Secundi*, variis sub Nominibus, & in diversis Telonius, super Mercibus intrantibus aut exeuntibus in Portibus *Hispaniæ*, comprehensis etiam Regnis *Aragonie* & *Valentiæ*, Principatibus *Catalaniæ*, exceptis tantummodo *Guipiscæ* & *Biscayæ*, de quibus infra dicetur, soluta erant.

Cum autem per Legatum *Britannicum* quam instantissime postulatum fuerit, ut dictis Commissariis pro Regula præferberetur, illud in novo Indice præcipue curare, ne per eundem majora ulla Vegetigalia, aliave Onera quæcunque in Portu aliquo, sive Maritimo, sive Terrestri, intra Regis Catholici Dominiæ, exigenda & solvenda in posterum sint, quam quæ in Teloniis Portus *Santæ Mariæ* aut *Gadium*, regnante nupero Rege *Hispaniarum Carolo Secundo*, soluta fuerint; Consenserunt Legati *Hispaniæ*, adeoque convenit & stipulatum est, quod nempe quoad ipsos Portus *Gadium* & *Santæ Mariæ*, ea observetur Regula; ita ut cessante & sublata omni Vegetigalium Augmentatone, quæ post tempus *Caroli Secundi*, ex occasione Belli, sive sub Habilitationis nomine, aliave quocunque ibidem introducta forsitan fuit, Subditi *Britannici* in Portibus *Santæ Mariæ* & *Gadium*, pro Mercibus adveclis vel avehendis nulla majora Onera cuiusunque generis, aut sub quocunque Titulo, sive ante sive post confectos dictos Indices, solvere teneantur, quam quæ ibidem tempore *Caroli Secundi* soluta fuerint.

Dictis proinde Commissariis illud præcipimus, quoad Portus *Santæ Mariæ* & *Gadium* observandum in-jungetur, ne in novis Indicibus conficiendis ad Indices Vegetigalium antiquos, qui propter exorbitantiam Jurium per ipsos constitutorum tempore *Caroli Secundi* in usu esse desiderant, sese conforment, sed ductum eorum tantummodo Indicem sequantur, quos sive vulgo *Arancel*, sive Registros nuncupatos, tempore *Caroli Secundi* substituisse, & secundum quos Vegetigalia soluta fuisse, compertum fuerit.

Quinetiam convenit pariter est, quod Subditi *Britannici* liberum omnino erit, Merces post soluta pro ipsam in dictis Portibus Vegetigalia, ea nempe

quæ, donec Indices supradicti conficiantur, tempore *Caroli Secundi* soluta erant, aut quæ postea ad dictorum Indicium tenorem pro Mercibus adveclis pendenda fuerint, Terra *Marive* transferre ad alium quævis Dominorum *Hispaniæ* antedictorum Portum aut Locum, neque ea occasione Vegetigalia antea soluta, ullo modo ab ipsis exigatur.

Quinetiam ad præcedendas quæcunque Lites, quales non obstant exacta alias Justitiæ in *Hispania* Administratione, ortas olim esse constet, respectu aliorum Onerum maximo cum Commertiantium incommodo, & Commertiorum præjudicio aliquando exactorum; Convenit, est quod Merces pro quibus Vegetigalia, prout antedictum est, *Gadibus*, aut in Portu *Santæ Mariæ* soluta fuerint, & quæ in magna Mercatura, vulgo *en gros*, vendende transportata fuerint, ab omni alio Onere quocunque per totam *Hispaniam* libera & immunes erunt. Ita tamen ut Mercium Proprietarius, aut Infiniti Testimonia adducat, quæ Vegetigalium, prout præfertur, rite solutorum fidem faciant; sin secus fiat, Merces per fraudem transferri censentur. Respectu vero solutionis Jurium de *Alcavalas*, *Cientos* & *Millones*, vulgo nuncupatorum, convenit est, quod circa eadem Jura, secundum tenorem Articulorum hujus Tractatus Quinti & Octavi agendum sit.

Quoniam vero Legati *Hispanici* persuasum sibi habuerunt, illæ Regni *Hispaniæ* Legibus, varisque ibidem Privilegiis vim Legis habentibus, arcue etiam absque nimio Regis & Domini sui præjudicio, componi non posse Vegetigalia in unoquoque *Hispaniæ* Portu ad Normam eorum, quæ *Gadibus* aut in Portu *Santæ Mariæ* obtineantur, aut obtinere possint; visum proinde est, istam materiam Commissariis, qui novis Indicibus conficiendis adhibiti erunt, ventilandam & decernendam relinquere.

Spondet autem Rex Catholicus, tollendas statim in dictis Portibus omnes Vegetigalium Augmentationes, quæ post tempus *Caroli Secundi*, ex occasione Belli, sive sub Habilitationis nomine, aliave quocunque, ibidem introductæ forsitan fuerint, tum etiam quod aut eadem statueretur in dictis Portibus Regula, de qua respectu *Gadium* & Portus *Santæ Mariæ* convenit est, aut eam saltem observandam esse Regulam, tam ante, quam post confectos dictos Indices, quæ tempore *Caroli Secundi* in unoquoque respective Portu obtinuit; ita ut majora postea ibidem, aut in alio quocunque Transitus Loco, non exigantur Vegetigalia, quam quæ tempore *Caroli Secundi* dictis in Locis soluta erant. In ipsam insuper ea observanda erunt, quæ ratione Jurium de *Alcavalas*, *Cientos*, & *Millones*, in hoc Articulo superius indignantur.

Quoad Portus *Guipiscæ* & *Biscayæ*, aliove, Legibus *Castiliæ* non subiacentes, in quibus tempore *Caroli II.* Vegetigalia pendebantur iis minoræ quæ *Gadibus*, aut in Portu *Santæ Mariæ* soluta erant, non det Regia Sua Majestas Catholica eadem Vegetigalia dictis in Locis per Novum Indicem augenda non esse; interea autem prout tempore *Caroli II.* permanens. Merces tamen in Portibus *Biscayæ* & *Guipiscæ* introducæ, quæ in Regna *Castiliæ*, aut *Aragonie* postea per Terram deferrentur, in Portu primi Introitus earum in dicta Regna Vegetigalia tempore *Caroli II.* ibidem soluta, aut quæ per Novum Indicem statuerentur, solvere teneantur.

IV. Consensit Rex Catholicus promittitque, licitum in posterum fore Subditis *Britannicis*, qui in Provinciis *Biscayæ* & *Guipiscæ* degent, Domos vel Repositoria Mercibus suis conservandis idonea, conducere, id quod ut fieri possit, pari modo, ipsamque cum Privilegiis, quibus in *Andalusia*, aut in aliis quibuscunque *Hispaniæ* Portibus aut Locis, dicti Subditi *Britannici* ista Libertate vigore præfati Tractatus de Anno 1667, aut etiam vigore Diplomatis aliqujus, aut Ordinationis per Majestates suas Catholicas concessæ, gavisi sunt, aut gaudere debuerint, Regia Sua Majestas per Mandata repetita effectum dabit. Eadem Libertate gaudebunt Subditi *Hispanici*, in quibuscunque *Magna Britannia* Portibus & Locis, cum Privilegiis omnibus ipsis per prædictum Tractatum competentibus.

V. Ut autem obviam eatur abusu in colligendis Juribus de *Alcavalas* & *Cientos* nuncupatis, consentit Catholica Sua Majestas, quod Subditi *Britannici*, qui Merces suas in magna scilicet *Mercuria*, vulgo *en gros*, vendendas in quæcunque *Hispaniæ* Portum, sive Terrestrem, sive Maritimum, intulerit, in optione esse debet, utrum dicta Jura *Alcavalas*

ANNO  
1713.

ANNO  
1713.

los & Cientos in ipso primi Appulsus Loco aut Portu, vel potius secundum Leges *Cajitila*, ubi, & quando venduntur, solvere velint. Quae quidem Jura eadem erunt, quae tempore *Caroli II.* soluta fuerunt. Conven- tum etiam est, quod Mercēs pro quibus dicta Jura de *Al- cavalos*, & *Cientos* soluta semel fuerint, Subditi *Bri- tannici* in magna scil. Mercatura, vulgo *en gros*, vendendas mittere vel transportare poterunt ad Por- tum, aut Locum quemcumque Majestatis Suae Cat- tholicae Dominio in *Europa* subjacentem, absque ul- la molestia, ullave didorum Jurum exactione repe- titā, aut etiam aliorum pro prima venditione; ita ta- men ut illi qui dictas Mercēs vehent, Recepta vel Testimonia a Teloniorum Redemptoribus aut Commis- sariis, quibus pateat dicta Jura pro iis Mercibus soluta fuisse, aliaque fidelem Testimonia, dictas Mer- ces nondum esse dividendas, probantia; adducant. Quod si vero Mercator quicumque Mercēs suas mi- nuratim vendet, locales omnes & municipales Im- positiones, in iisdem vendendis debitas, & consuetas, una cum Juribus de *Alcavalos* & *Cientos*, & si quae alia cuiuscumque generis sint, solvere tenebitur, sub penis lege praefinitis.

Consentit insuper Regia Majestas Catholica, quod si post exhibita Testimonia superius memorata, Offi- cialis quipiam, aut Vexilligium Coactor eadem Jura de novo exegerit, Merciumve Transiitum ea de causa moraretur, aut quocunque modo molestia ali- qua afficeret, Officialis culpe praedictae reus poenam incurrit bis mille Ducatorum, in usum Camerae Regiae Suae Majestatis, aut Hospitii Generalis *Madri- tensis*; solvendum Teloniorum autem, aut Contra- bandae Notarii, pro dictis Testimoniis Certificatoriis expediendis ultra quindecim *Ryals Billon* non accipiant, nisi aliter in Novo Indice consensiente conventum fuerit.

V I. Et sicuti Subditis Regiarum suarum Majesta- tum integer, incolumis, & ab omni molestia im- munis Navigationis & Mercatorum Usus & Li- bertas utrinque constare debet, quamdiu Pax & Amicitia inter Regias Suas Majestates, eorumque Coronas intacta, subsistet, ita quoque cautum volue- runt Regiae Suae Majestates, ne propter orituras for- san Discordiarum scintillas, eadem dicti Subditi incolumitate priventur, quin pleno & contra Pacis be- neficio fruantur, quousque Bellum inter ambas Co- ronas declaratum non fuerit.

Quinetiam conventum insuper est, quod si quando contingerit, ut Bellum (quod Deus avertat) inter Re- gas Suas Majestates, earumque Regna, suboriatu- & declaratur, tum ad praerogatum Art. 36. saepe- citi Tractatus de Anno 1667. Terminis sex Mensium post talem rupturam declaratam utriusque Partis Sub- ditis, in alterius Ditione commorantibus, dabitur, quo recipere sese una cum Familiis, Bonis, Mercimo- niis, Navibus & Facultatibus suis, easque, solutis Vexilligialibus debitis & consuetis, alportare licebit Terra Marive, quoquoquevis ipsis placuerit, sicuti & iis permittitur tunc erit Venditio & Alienatio Bono- rum suorum, Mobilium, Immobiliūque rerum, ut & Pretii dividendorum Evectio, libere & absque ulla Interruptione, nec eorum Bona, Res, Mer- ces, & Facultates, necdum ipsimet, arresto, vel Manus iniectione, interea Temporis detinendi vel infestandi sunt. Bona quinetiam interea promptaque Justitia fruentur, & utentur alterutrinque Subditi, quo currente dicto Semestri spatio Res & Facultates suas, tam Publico quam Privatis conceditas, recuperare possint.

VII. Conventum insuper est, quod damna om- nia, quae Subditi utriusque Coronae, inennte Bello nuperimmo, contra Tenorem Art. 36. supramemorati Tractatus de Anno 1667. eo perpeffos esse debite monstraverint, sive ea in Bonis Mobilibus, vel Im- mobiliis consistant, ipsis, aut legitimis eorum Procuratoribus, vel Heredibus, eorumve causam habentibus, absque mora reciprocè refarciantur, res- titutis quae superesse contigerit, & quae Fisco addic- ta fuerint, sive Fundi, Aedificia, Hereditates, alia- ve Bona quaecumque sint, & soluto distractorum, si- ve ea ex Bonorum Mobilium, aut Immobiliū gene- re fuerint, iusto & legitimo pretio; eandem vero solutionem verificatis, ut antedictum est, istis pra- tentionibus per *Erariorum* suorum hinc inde Praefec- tos bona fide faciendam & praestandam esse, inter Regias Suas Majestates conventum & concordatum est.

ANNO  
1713.

VIII. Conventum est, & Regia Sua Majestas Catholica per Mandata sua effectum dabit, ut Vexil- lalia *Millones* nuncupata, super Piscibus, aliisque Annona, in Loco primi earum Mercium appulsus non exigantur, sed eadem Vexillalia more pristino per Leges stabilita, in Loco tantummodo Consump- tionis, Mercibusque dividendis, & non antea solven- da erunt.

I X. Spondet Regia Sua Majestas Catholica, quod Mercēs, quae speciatim in Indicibus, qui secundum Articulum hujus Tractatus Tertium consensiente sunt, nominatae non fuerint, iisdem nec majoribus ad va- lorem Vexilligialibus onerabuntur, quam quae Mercibus in dictis Indicibus nominatis imponuntur. Lite vero orta inter Teloniorum Redemptores vel Com- missarios & Mercatorem super aliquarum Mercium valore, Mercatoris in optione erit, Mercēs istas Redemptori vel Commissario relinquere, pro pretio per dictum Redemptorem ipsis imposito, quod parata pecunia, deductis solummodo Vexilligialibus, statim erit solvendum. Poterit etiam Mercator, recep- tis reliquis Mercibus, partem earundem secundum valorem ipsis per Redemptorem, uti dictum est, im- positum, Loco Vexilligialibus, Redemptori vel Commis- sario relinquere.

X. Conventum est, quod casu quo Subditi *Bri- tannici* Mercēs ex quibuscumque *Africae* Oris in *Hispa- niam* advehant, eademque ad Vexilligialia solvenda ad- missae fuerint, iisdem debite solutis, dictae Mercēs nullis aliis Oneribus, sive per Capitaneos Tractuum Maritimorum Generales, vel Portuum Praefectos, altrove quocunque Nomine, aut Titulo exigendis, in posterum gravandae erunt. praeter ea quae pro Mer- cibus in universum omnibus ejusdem generis in eorum Venditione pendenda sunt.

XI. Navium Mercatoriarum Praefecti Portum quemcumque *Hispaniae*, cum Navibus suis intrantes, intra viginti quatuor horas ab adventu suo, exhibere tenebuntur binas Declarationes vel Inventaria Mer- cium advectarum, vel illius earundem partis quam ibidem exonerare debent, unam scil. Declarationem Teloniorum Redemptori, vel Commissario, alteram Contrabandae Judici: neque Foros Navis aperient, antequam vel Scrutatores acceperint, vel per Vexil- ligium Redemptores ea ipsis licentia concessa fuerit. Nulla autem Mercēs alio intuitu exonerandae erunt, quam ut recta in Telonio, secundum permiffionem Scriptis eum in finem impertitam, inferantur. Ex Indicibus autem Contrabandae, aliisque Telonio- rum Officialibus, nemini licitum erit, quocunque sub praetextu, aperire Sarcinas aliquas, Cistas, Dolia, aliave Involutra Merciumquarumcumque ad Sub- ditos *Britannicos* spectantium, dum ad Telonium re- runtur, & antequam eo pervenerint, atque etiam adit earundem Proprietarius, aut Negotiorum ejus Gestor, qui Vexilligialia solvat, & Mercēs ad se re- cipiat. Adeffe autem poterunt dicti Contrabandae Ju- dices, eorumve Deputati, dum & Navi voluntur Mercēs, ut & dum in Telonio declarantur, expediuntur, & data Frandis suspicione, alias nempe altarum loco Mercēs expediendi animum esse, om- nes Sarcinas, Cistas, aut Dolia aperire licebit, mo- do id in Telonio, nec alibi fiat, praesente Mercato- re, ejusve Negotiorum Gestore, & non aliter; Ex- peditis autem & e Telonio erectis Mercibus, Cistif- que, Doliis, aliisque Involutris eandem continentibus, Officialis competentis Sigillo, Signove mun- tis, eandem denuo aperire, aut Abductionem earun- dem ad Domum Mercatoris impedire, nullus Con- trabandae Jux, aliisque Officialis praesumet. Ne- que illis postea licitum erit, quocunque sub praetextu, earundem Transvectionem ab una Domino aut Re- positio in aliud, intra ejusdem Urbis, aut Locum Muros, aut Ambitum impedire, modo illud intra horas octavam matutinam & quintam Vespertinam fiat, pravia etiam Notificatione Redemptoribus Ju- rium de *Alcavalos* & *Cientos* facta, quo eadem in- titu transferantur, scil. si ad venundandum, ut Ju- ra ista, modo antea soluta non fuerint, ibidem aut in Loco venditionis persolvantur; sin minus, ut Mer- catori Instructore Libellus Certificatorius ab ipsis mo- re consuetudo tradatur. De caetero Jus & Libertas Mercēs sub Conditionibus in Art. 5. hujus Tracta- tus indigitatis, à Portu, aut Loco quocunque intra Dominia Regis *Hispaniae*, ad alium quemvis Portum aut Locum, sive Terra sive Mari transferendi, ple- nissime & integerrime constabit.



ANNO 1713. XII. Vestigia pro Mercibus per Subditos Britannicos in Insulas Canarias adferendis, vel inde abducendis, majora non exiguntur, quam quae ibidem regnante nupero Rege Carolo Secundo soluta fuerunt, vel quae secundum novos Indices solvenda erunt.

XIII. Utriusque Regiae Majestatis Subditi, qui Subditis alterius in aere alieno sunt, sive ante Belli nuperi exordium, vel intra sex Menses ab eodem initio, vel eo durante, sub Literarum Salvi Conductus Tutela; vel denique post initum Armistitium inter ambas Coronas, ista Debita contraxerint, ad eandem bona fide solvenda tenebuntur & cogentur, perinde ac si Bellum inter ambas Coronas obortum omnino non fuisset; neque ipsis Exceptiones ullas ex occasione Belli contra iusta Creditorum postulata in-jicere licebit.

XIV. Subditis Britannicis Facultatem concedit Sua Majestas Catholica Domicilia sua figendi, & habitandi in Oppido St. Ander nuncupato, iis sub Con-ditionibus, quae in Articulis Nono & Tricesimo Tractatus de Anno 1667. indigatae sunt.

XV. Quantum ad Judicem Conservatorem, aliof-que per ipsum substitutos, concessa alii cuicunque Nationi exteræ ista Libertate, Subditi Britannici ead- dem pariter gaudere debent. Interea autem & donec de hoc Negotio certi aliquid statutum fuerit, Regia Majestas Catholica in Mandatis per expressum da- bit omnibus & singulis Regni sui Judicibus, aliisque quibuscunque, quibus Justitiae Administratio aut Exe- cutio ullatenus incumbit, iidem sub poenis gravissi- mis injunget, ut in causis omnibus Subditorum Bri- tannicorum, absque mora aut partium studio, favore, vel effectui, Jus dicant, & exequi faciant.

Consentit Rex Catholicus, quod Appellationes a Sententiis latis in Causis, quae Subditos Britannicos tangunt, ad Concilium Bellici Madriti Tribunal, nec alibi deferantur.

XVI. Si quis Regiae Majestatis Britannicae, sive Regiae Majestatis Catholicae Minister, aliusve Sub- ditus, hunc Tractatum, aut aliquem ejusdem Arti- culum violaverit, ille de damno omni inde exorto tenebitur; ac si quo in Officio publico constitutus fuerit, praeter Satisfactionem Parti laesae, uti praer- fatur, praestandam, eodem quoque Officio pri- vabitur.

XVII. Subditis Britannicis, per Mare adductis ex alio quocunque Hispaniae Portu, Vino, Vino ad- duto, Oleo, Smegmate, Uvis exsiccatis, aliisque Mercimoniis, & solutorum in exitu Loco Vestigal- ium Testimonium producentibus, Navibus suis in Por- tu Cadixim subsistentibus eadem imponere, aut etiam ibidem ex una Navi in aliam, consentientibus Re- rum Maritimarum Praefectis, ipsisque aut eorum De- putatis, si velint, praesentibus, ad evitandas quacun- que fraudes, tempore idoneo per dictos Praefectos intra viginti quatuor Horas designando, transferre, indeque avertere licitum erit; ea cum libertate, ut neque Impositionem Hondae vocatam, aliamve In- troitus, Exitusve quancunque, solvere teneantur.

Ratihabebitur praefens Tractatus a Serenissima Magnae Britanniae Regina & Serenissimo Rege Ca- tholico, ejusdemque Ratihabitionis Tabulae intra duos Menses, aut citius, si fieri possit, Trajecti ad Rhe- num invicem commutabuntur.

In quorum fidem, nos infra scripti Suae Magnae Britanniae Reginae, & S. Regis Catholici Legati Ex- traordinarii & Plenipotentarii praesentes Tabulas Man- ibus nostris subscriptas Sigillis nostris munivimus, Trajecti ad Rhenum Die <sup>vicesimo octavo</sup> Nono Mensis Decembris Anno à Christo nato, millesimi septingentesimi decimi tertii.

JOH. BRISTOL. D. DE OSSUNA.  
(L. S.) (L. S.)  
(L. S.) EL MARQUES DE MONTELEONE.

Ratihabitione Regiae Magnae Britanniae.

ANNA, Dei Gratia, Magnae Britanniae, Fran- ciae, & Hiberniae Regina, Fidei Defensor, &c. Omnibus & singulis ad quos Praesentes Literae per-

venerint, Salutem. Cum Reverendus admodum in Christo Pater, perquam Fidelis & dilectus Confilia- rius Noster, Johannes Episcopus Brisliensis, Lega- tus Noster Extraordinarius & Plenipotentarius, Be- canus Windesoriensis, & Nobilissimi Ordinis Nostri Periscelidis Registrarius, ex parte Nostra; una cum Plenipotentariis Suae Majestatis Catholicae, <sup>Nono</sup> die Mensis <sup>Novembris</sup> Anno Millesimo septingentesimo decimo tertio, Ultrajecti ad Rhenum, Tractatum Commertii inter Subditos Magnae Bri- tanniae & Hispaniae conclusit & signaverit, prout sequitur:

Fiat insertio.

Nos viso perpenfque Tractatu supra scripto, eun- dem approbavimus, & ratum, firmitque habuimus; sicut & per Praesentes, tam per Nobil- met Ipsos, quam per Haeredibus & Successoribus No- stris, approbamus, & ratum, firmitque habemus, exceptis solummodo tribus ejusdem Artic- ulis, videlicet, Tertio, Quinto, & Octavo, Ultra- jecti conclusis, quos forma & modo sequentibus in- telligi & observari volumus:

III. Quandoquidem per ultimum Pacis Tracta- tum, pro Basi, & Fundamento positum, atque ita- bilitum fuerit, quod Magnae Britanniae Subditi gau- derent, quoad Commertium, iidem Libertatibus & Privilegiis quibus regnante Carolo Secundo, in tota Regnorum Hispaniae amplitudine gavisi sunt; Hae ipsa Regula itidem pro Basi & Fundamento praesen- tis hujus Tractatus Commertii constitutenda, quod etiam reciproce intelligendum in gratiam Subditorum Hispaniae, qui intra Limites Terrarum Magnae Bri- tanniae Commertia exercituri sunt. Quumque nihil magis conducere possit ad Commertium, mutua cum utilitate stabilendum, quam Regula constans, clara, simul & facillima, pro solvendis Vestigali- bus, & quae maxime fit libellata ad normam mo- deratorem, & cujus proportio propius accedat ad Mercium valorem, secus etenim fraudes inducunt, magno cum detrimento Vestigalium Princi- pum, quod ipsa per se experientia comprobatum est in Hispania, ubi Tributa in antiquis Indici- bus (seu Tarifs, ut vulgo dicitur) designata, omnem sane modum excedunt. Ideo Majestas Sua Ca- tholica, cupiens non solum devitare quae inde nas- cuntur incommoda, sed & faciliorem, quantum in ipsa est, reddere viam ad libertatem Commertio- rum eademque fovere, & augere ex parte sua, tan- tum quantum vicissim id ipsum ex sua desiderat Majestas Sua Britannica: Vultu suppressere, tam varia ad Merces invectendas, & evendendas Vestigal- lia in praefatis Indicibus antiquis contenta, quam illa etiam quae deinceps, sub quibuscunque Nomi- nibus, & praetextis imposita fuerint: Satisque sibi esse duxit, si unum solum, & unicum Vestigal a- qualiter colligatur in Ingressu & Egressu Regni, ni- mirum decem pro centum, ut vulgo dicitur, va- loris Mercium, cujuscunque sint generis, seu pre- tium earum statuat expendere, mensura, numero solidorum Mercimoniorum, seu Computatione, vel Aestimacione. Exigeturque hoc Tributum aequali- ter in Regis commodum, in omnibus Portubus, & Exhedris Vestigalium Hispaniae, comprehensis si- mul hic Portubus, & Exhedris Aragoniae, Valentiae, & Catalauniae, solummodo ex hac generali Regula Provincialis, quae Guipusca & Biscaya nuncupantur, exceptis: Quarum Provinciarum Vestigalia in In- gressu, & Egressu fixa remanebunt, sicut erant Re- gnante Carolo Secundo. Quum vero hoc Tributum decem pro centum, in ipso Ingressu solum fue- rit, Locatores, vel Administratores Telonii, per quod dictae Merces fuerant invectae, tenebuntur cu- rare, ut signentur, & plumbentur Testis, & Plum- bis propriis ejusdem Telonii; utque tradatur Accepta- tio scripta, vi cujus Proprietario, Proprietariisve licitum erit, easdem Merces ad quasvis Regiones Hispaniae trans- ferre, nec deinceps exigatur ab eis aliud prorsus Vestigal, Tributum, vel Onus, in commodum Suae Catho- licae Majestatis, propter Transportationem praefatum Mercium, quam illud, quod jam penum fuerit, juxta novum Indicem (vulgo Tarifam) & de quo Acceptationes & Plumbea Sigilla, aut Testere ex- hibebuntur, quae, si desint, fraudulentè translatas

ANNO 1713.

fuille

ANNO fuisse censetur, salvis tamen Tributis, quæ *Alcavalas*, *Cientos* & *Millones* nominantur, de quibus infra Articulis Quinto & Octavo tractabitur.

1713. Quum autem Anglie Legatus significaverit, ad evitandas in posterum quacunque discussiones, omnino necessarium esse, jam nunc in perpetuum ad æstimationem prædictarum Mercium certam Normam figere, ita ut Tributum, decem pro centum, variari nequeat, propter auctum, vel imminutum commune pretium, quo in Commercio, diversis temporibus, & in variis Regni Partibus æstimari possent; in hunc finem inter Majestates Suas Catholicam & Britannicam, per suos Oratores conventum, atque stabilitum fuit, quod intra tempus Trium Mensium, post hujus Tractatus Rathabitionem, immo citius, si fieri possit, convenient *Madridi* vel *Gadibus*, nomine Suorum Majest. Commissariis rite ab eisdem nominati, & autoritate roborati, qui sine ulla temporis jactura, ad constituendum novum Væctigalium Iudicem, vel Catalogum incumbunt, ut Tributum illud quod posthac, & in perpetuum exigendum sit, pro quocunque genere Mercium, tam in earum Invectione, quam Evectione, ita stabilis sit, & limitetur, ut omnia Væctigalia, & Impositiones, quæ ad Ingressum, & Egressum Mercium, tam tempore Caroli Secundi, quam ante, vel post ipsius Regnum, exigebantur, sub quibusvis nominibus, & prætextibus, & in quibusvis diversis Teloniis, quæcunque ea demum sint, sub isto solo, & unico Væctigali comprehendantur, quod una simul Summa pendendum erit, seu ad Ingressum, seu ad Egressum Portuum *Hispanie*, in quibus comprehenduntur etiam illi, qui ad Regna *Aragonie*, *Valentie*, & Principatum *Catalaniam* pertinent, exceptis tantummodo Provinciis *Guipiscæ*, & *Biscayæ* jam supra nominatis. Et quia insuper Legatus *Magnæ Britannie* perquam exiè instiuit, ut præfatis Commissariis inungatur imprimis curâ servandæ Regulæ, quæ hoc Væctigali æqualiter, & generaliter stabilis sit pro cunctis Portibus, & Teloniis Ingressus, & Egressus *Hispaniæ*, ad Normam, quam vulgo vocant decem pro centum, & valoris quod dictæ Merces in cursu Commæciæ, & inter Negotiatores æstimantur in Portibus *Gadensis* & *Sanctæ Mariæ* nominatis: Legati *Hispaniæ*, huic rei assentiti sunt, ita tamen ut Mercibus, quæ invehantur in *Hispaniam*, per Portus Provinciarum *Biscayæ*, & *Guipiscæ*, & quæ postea transferantur ad alias Provincias, a Regnis *Castiliæ*, & *Aragonie* dependentes, teneantur solvere in primo Portu, vel Telonio, earum Ingressus in præfata Regna, Portoria illa, quæ per novum Indicem designantur.

V. Ut evitentur Abusus, qui committi possunt in perceptione Impositionum, quæ *Alcavalas* & *Cientos* vulgo dicuntur, Majestas Sua Catholica assentitur, quod Subditis *Magnæ Britannie* liberum sit differre solutionem harum Impositionum, toto tempore, quo Proprietarii Merces suas velint relinquere depositas apud præfata Telonia, in Apothecis ad illud destinatis, & donec eas velint rursus extrahere, five ad easdem ulterius in Regnum introducendas, five ad eas ipso in Loco vendendas, vel ad Domos suas avehendas, quod illis licitum erit, modo dent Obligationis Chirographum, sub valida & sufficienti Cautione, solvendi Impositiones *Alcavalas* & *Cientos* dictas, pro prima Venditione, duobus Mensibus post Diem Subscriptionis sui Syngraphi, & tunc ipsis tradentur ea de re Apochæ; simul dictæ Merces notabuntur & plumbabuntur Tessis, & Signis plumbeis propriis Mancipum Impositionum *Alcavalas* & *Cientos* dictarum, illis in Locis, ubi præfata Tributa primæ Venditionis hoc modo soluta fuerint, tunc quoque poterunt dicti Mercatores illas transferre, & vendere summam, in quibusvis Portibus & Terris sub Dominatione Majestatis Sæ Catholice in Europa sitis; nec propter præfatas Impositiones, *Alcavalas* & *Cientos* dictas, ullum eis Impedimentum offerri poterit, nec ad aliam solutionem, ob causam dictæ primæ Venditionis, impellentur. Dummodo tamen illi, qui dictas Merces conducent, exhibeant Apochas, Plumbeas Tesseras, vel Signa Mancipum, aut Commissariorum, quibus incumbit Collectio horum Tributorum, vel Testimonium quo probetur eas nondum fuisse revenditas. Sed si e contra Mercator aliquis Merces suas minutim vendat, tenebitur secunda vice solvere dictas Impositiones *Alcavalas* & *Cientos* nominatas, sub Pænis à Legibus præscriptis. Consequenter etiam vult Majestas Sua Catholica, quod

ANNO si post Exhibitionem Apocharum prædictarum, Officiarius aliquis, Commissariusve colligendarum Impositionum *Alcavalas* & *Cientos* dictarum, iterum extigeret aliam solutionem præfatorum Onerum prædictis Mercibus impositorum, & supradicto modo signatis, Plumbeisque Tessis munitis, vel sese opponeret earum Transitui, & Translacioni, five illis afferret vel minimum Impedimentum, condemnetur ad multam duorum mille Scutorum, *Ejuscus* vulgo dictorum, Regio *Ærario* adscribendorum. Adminisrtris Regiorum Teloniorum licitum non erit, ultra Summam quindecim Reales de Vellon, pro Expeditione Apocharum, vel Syngraphorum percipere, nisi aliud statuatur in novo Indice, de quo in posterum convenietur.

VIII. Pacta est Sua Catholica Majestas, iustitiam se, ut Tributum, vulgo *Millones* vocatum, quod colligitur de Piscibus, aliisque Mercimoniis ad Annonam rei penuriam spectantibus, non exigatur posthac, in Portibus vel primis Teloniis ad Ingressum in *Hispaniam*, quamdiu Proprietarii ea in Apothecis ad hoc destinatis deposita relinquere voluerint, hac Conditione tamen, quod cum ea extraxerint, tam ad ulterius in Regnum introducenda, quam in ipso loco vendenda, vel ad sua Domicilia vehenda, Syngraphum suum tradant, sub valida & sufficienti Cautione, solvendi Impositiones, de *Millones* dictas, intra duos Menses à Die Subscriptionis suorum Syngraphorum, tuncque ipsam illa de re tradentur Apochæ, simul etiam dictæ Merces signatæ, vel Plumbeis Tessis munitæ propriis Mancipum dictarum Impositionum de *Millones* illorum Locorum, in quibus dicta Tributa soluta fuerint, & tunc demum poterunt transvehî, & vendi in Locis, ubi illarum fiat Consumptio, sine ulteriori Onere Tributi de *Millones* solvendi. Ideoque vult Sua Majestas, quod si post Exhibitionem prædictarum Apocharum, aliquis Officiarius, aut Commissarius Mancipum Impositionis de *Millones*, dicta Tributa de *Millones* de illis Mercibus rursus exigat, vel sese earum Transitui, Transvectioni, aut Venditioni apponat, five ipsis, vel minimum afferat Impedimentum, condemnentur ad multam bis mille Scutorum, *Ejuscus* dictorum, Regio *Ærario* adscribendorum.

Vigore itaque Præsentium, Nos suprascriptum Tractatum approbamus, & ratum habemus, ita tamen ut Tres Articuli, videlicet, Tertius, Quintus, & Octavus, sicut in hoc Rathabitionis Instrumento sese habent, & ejusdem Tractatus pars esse intelligantur, & eandem vim & effectum fortiantur, ac si in ipso Tractatu inserti fuissent: Spontentes, & Verbo Regio promittentes, Nos omnia & singula quibus in hoc Tractatu conventum est, sanctè religioseque præstituras & observaturas, neque passuras, quantum in Nobis est, ut a quopiam violentur. In quorum maius Robur & Testimonium, Præsentibus Manu Nostra Regia signatis, Magnum *Magnæ Britannie* Sigillum affigi iussimus. Dabantur in Arce Nostra *Windesore*, Septimo Die Mensis *Februarii*, Anno Domini millesimo septingentesimo decimo Tercio, Regni Nostrî Duodecimo.

ANNA R.

Articulus Separatus, de Judice Conservatore constituendo in Insulis Canariis. Datum 28. Novembris 9. Decembr. 1713. Cum RATHABITIONE Anglicæ. Dat. *Windesore* die 7. Febr. 1713--1714. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. V. pag. 323.]

PER præsentem Articulum Separatum, qui ejusdem penitus roboris & vigoris erit, ac si Tractatu Commenciorum, hodie inter Regias Suas Majestates *Magnæ Britannicæ* & *Hispanicæ* conclusus, de verbo ad verbum infertus esset, cumque in finem non minus quam dictus Tractatus Catholica liberum fore, omni dehinc tempore, Subditis *Britannicis*, qui Commenciorum causa in Insulis *Canariis* degent, unum aliquem ex Subditis *Hispanicis* nominare, qui Iudicis ibidem Conservatoris Officio fungatur, atque de omnibus Causis ad Commercio *Britannicorum* spectantibus in prima instantia cognoscat; promittitque Regia Sua Majestas, se ejusmodi Iudici Conservatori taliter nominato, Commissiones esse concessuram, una cum eadem Autoritate & Privilegiis omnibus,



ANNO  
1713.

nibus, quibus Judices Conservatores in *Andalusia* gavisi sunt. Quin & si plures ejusmodi Judices ibidem habere, aut constitutos quovis triennio mutare cupiant Subditi *Britannici*, id ipsis liberum erit, & concedetur. Consentit quoque Rex Catholicus, quod Appellationes a dicti Judicis Conservatoris Sententiis ad Consilii Bellici *Madridi* Tribunal, nec alibi deferantur.

In quorum fidem, Nos infra scripti S. *Magnae Britanniae* Regina, & S. Regis Catholicus Legati Extraordinarii, Praesentes Tabulas manibus nostris subscriptas, Sigillis nostris munivimus, *Trajecti ad Rhenum* die 28. Novembris 5. Decembris Anno Domini millesimo septingentesimo decimo tertio.

(L.S.) JOH. BRISTOL. (L.S.) OSSUNA.

(L.S.) MONTELEON.

*Ratihabito Articuli separati facti a Regina Magnae Britanniae.*

ANNA Dei Gratia, *Magnae Britanniae, Franciae & Hiberniae* Regina, Fidei Defensor, &c. Omnibus & singulis ad quos Praesentes Literae pervenerint, Salutem. Cum Reverendus admodum in Christo Pater, perquam Fidelis & Dilectus Consiliarius Noster, *Johannes* Episcopus *Bristolensis*, Legatus Noster Extraordinarius & Plenipotentiarius, Decanus *Windsorensis*, & Nobilissimi Ordinis Nostri Periscelidis Registrarius, ex parte Nostra, cum Plenipotentiariis Regis Catholicus Tractatum Commertii inter Coronas *Magnae Britanniae & Hispaniae*, Die Vigesimo octavo Novembris Anno millesimo septingentesimo decimo tertio, *Ultrajecti ad Rhenum* conclusit & signaverit, & eodem tempore inter dictos Plenipotentiarios, sufficientibus Auctoritatibus ab utraque parte instructos, Articulus Separatus factus fuerit, prout sequitur:

Fiat insertio.

NOs viso, perpensoque hoc Articulo Separato, eundem approbavimus, ratum, gratum, acceptumque habuimus, sicut ac per praesentes approbavimus, ratum, gratum, acceptumque habemus, spondentes, & Verbo Regio promittentes, Nos omnia & singula in eodem Articulo contenta, sancte & inviolabiliter servaturas, neque quicquam fieri passuras, quod illi contrarium sit. In quorum majus Robur & Testimonium, huic Instrumento Manu Nostra Regia Signato, Magnum nostrum *Magnae Britanniae* Sigillum affigi iussimus. Dabantur in Arce Nostra *Windsore*, Septimo Die Februarii, Anno millesimo septingentesimo decimo tertio, Regni Nostra duodecimo.

ANNA R.

*Mandatum plenum Dominorum Legatorum, Extraordinariorum & Plenipotentiariorum Reginae Magnae Britanniae.*

ANNA, Dei gratia, *Magnae Britanniae, Franciae & Hiberniae* Regina, Fidei Defensor, &c. Omnibus & singulis ad quos praesentes Literae pervenerint, Salutem. Cum Bello huic tam diuturno, tamque exitioso restringendo operam dare instituerimus, inter curas publicae Tranquillitatis redintegrandae, quas gestibus maximas, eo animum praeripimus advertimus, ut arctissima illa Amicitiae necessitudinis vincula, quae a longissimo usque tempore inter Coronas *Britannicam & Hispanicam*, intercessere, summo cum utriusque Nationis commodo, inter Nos & bonum Fratrem nostrum *Philippum* Quintum *Hispaniarum* Regem Catholicum, novis & quam firmissimis nexibus in perpetuum constringerentur. Ministris itaque iisdem, qui tam diu, tantoque cum successu, Concordiae operi maxime salutari inter Principes, Statuque Christianos promovendo con-

ficiendoque *Ultrajecti ad Rhenum* sese Nomine nostro addixerint, etiam partes haec demandare volumus, ut tam Pacis & Amicitiae, quam Navigationis & Commercio, inter Nos & dictum Regem Catholicum, Leges, Conditionesque concluderent, signarentque. Scitis igitur, quod Nos, Fide, Industria, & in Rebus magni momenti tractandis, usu ac perspicacia Reverendi admodum in Christo Patris, perquam fidelis, & dilecti Consilarii nostri, *Johannis* Episcopi *Bristolensis*, Privati nostri Sigilli Custodis, Decani *Windsorensis*, & Nobilissimi Ordinis nostri Periscelidis Registrarii; Et perquam fidelis, & praedilecti Consanguinei & Consilarii nostri *Thomae* Comitis de *Stratford*, Vice-Comitis *Wentworth* de *Wentworth-Woodhouse* & de *Stainborough*, Baronis de *Raby*, Exercituum nostrorum Locum-Tenen-tis Generalis, Primarii Admiralitatis nostrae Commissarii, Nobilissimi Ordinis nostri Periscelidis Equitis, & Legati nostri Extraordinarii ac Plenipotentiarii ad Celso & Praepotentes Dominos Ordines Generales *Uniti Belgii*, plurimum confisae, eosdem nominavimus, fecimus, & constituitimus, quemadmodum per praesentes nominamus, facimus, & constituimus, Nostros veros, certos, & indubitatos Legatos Extraordinarios, Commissarios, Procuratores, & Plenipotentiarios, Dantes & concedentes iisdem, conjunctim vel divisim, omnem & omnimodam Potestatem, Facultatem, Auctoritatemque nec non Mandatum Generale, pariter ac speciale (ita tamen ut generale specialis non deroget, neque contra) cum Legatis Extraordinariis & Plenipotentiariis, quos praedictus Rex Catholicus, sufficienti Auctoritate instructos, ex sua parte deputaverit, in Civitate *Ultrajectina* ad *Rhenum*, aut in alio quocunque loco, congregandi, colloquendi, ac de Pacis atque Amicitiae Conditionibus tutis, firmis, & honestis, inter Nos & dictum Regem Catholicum, tractandi, conveniendi, & concludendi; eaque omnia quae ita conventa & conclusa fuerint, pro nobis, & nostro Nomine signandi, superque conclusis Instrumenta, quotquot & qualia necessaria fuerint, conficiendi, mutuoque tradendi, recipiendi, ac generaliter ea omnia praestandi, perficiendi, quae quovis modo necessaria ad Pacis atque Amicitiae Conditiones, ut supra dictum est, ineundas, stabiendasque vel quomodolibet, opportuna esse judicaverint, tam amplis modo & forma, ac vi, effectusque pari, ac Nos ipsae, si intereremus, facere ac praestare possemus; Spondentes, & in Verbo Regio promittentes, Nos omnia & singula, quaecunque a dictis nostris Legatis Extraordinariis, Commissariis, Procuratoribus, & Plenipotentiariis, conjunctim vel divisim, vi praesentium transigi, concludi, & signari contigerint, grata, rata, & accepta, iis prorsus modo & forma quibus conventa fuerint, habituras. In quorum omnium majorem fidem & robur, Praesentibus Manu nostra Regia signatis, Magnum nostrum *Magnae Britanniae* Sigillum apponi iussimus. Dabantur in Palatio nostro *Divi Jacobi* tertio die Mensis *Maj*, Anno Domini millesimo septingentesimo decimo tertio, Regni Nostra Duodecimo.

ANNO  
1713.

ANNA R.

*Plein-pouvoir des Ambassadeurs d'Espagne.*

DON Philippe, par la Grace de Dieu, Roi de Castille, Leon, Arragon, des deux Siciles, Jerusalem, Navarre, Grenade, Tolède, Valence, Galice, Majorque, Seville, Sardaigne, Cordoue, Corfisque, Murcie, Jaén & des Algarves, Algezire, Gibraltar, des Isles Canaries, des Indes Orientales & Occidentales, & des Isles & Continent de l'Océan; Archiduc d'Autriche; Duc de Bourgogne, Brabant & Milan; Comte d'Apshbourg, Flandres, Tirol & Barcelone; Seigneur de Biscaye, Molina &c. Comme nous avons souhaité & souhaitons de rétablir la paix & la tranquillité de nos Sujets, après les afflictions & les calamitez dont ils ont été agitez par une si longue & si sanglante Guerre, & d'en prévenir les déplorables suites, afin qu'ils puissent jouir du repos, de la splendeur & de la prospérité, qu'ils souhaitent ardemment, & que nous sommes obligés de leur procurer: Et aiant considéré que rien ne sauroit contribuer davantage à leur assurer un si grand bien,

ANNO  
1713.

bien, que de faire & conclure un Traité de Commerce entre cette Couronne & celle de la Grande-Bretagne, à l'avantage mutuel des Sujets des deux Couronnes : Nous avons jugé à propos de nommer pour cet effet Don Francisco Marie de Paula, Tellez, Giron, Benavides, Carillo y Toledo, Ponce de Leon, Duc d'Osune notre Cousin, Comte d'Ureña, Marquis de Peñañel, Gentilhomme de notre Chambre, Grand Chambellan & Grand Echanfon, Grand Notaire de nos Royaumes de Castille, Chevalier de l'Ordre de Calatrava, Grand Trésorier & Commandeur dudit Ordre & Chevalerie, & de l'Usagre dans l'Ordre de St. Jacques ; Capitaine de la première Compagnie de nos Gardes du Corps Espagnols : Et Don Isidoro Calado de Rosales, Marquis de Monteleon notre Cousin, de notre Conseil des Indes ; nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, étant bien assurés & persuadés, & aiant pleine confiance en leur fidélité, prudence & expérience, aussi bien qu'en leur zèle & affection pour notre service Royal, qualitez requises pour une Negociation de cette importance, pour traiter, conclure & finir, avec les Ministres Plenipotentiaires, nommez pour cet effet par la Reine de la Grande-Bretagne, le dudit Traité de Commerce, à l'avantage mutuel & commodité des Sujets des deux Couronnes ; promettant, comme nous promettons par les présentes, pour nous & pour nos Successeurs, sur notre Foi & Parole Royale, d'exécuter & tenir à jamais ce qu'ils auront stipulé, conclu & arrêté avec lesdits Ministres Plenipotentiaires de la Reine de la Grande-Bretagne, pour établir ledit Traité de Commerce, & que nous l'observerons & le ferons observer exactement sans y contrevenir en aucune manière, ni permettre qu'on y contrevenne directement ni indirectement. Et pour cet effet, & tout ce qui pourra y contribuer, nous donnons & accordons à nosdits Plenipotentiaires tout le pouvoir, autorité & faculté requise, & promettons d'approuver & de ratifier tout ce dont ils seront convenus mutuellement : Déclarant qu'en cas d'absence ou d'indisposition de l'un ou de l'autre, ledit Duc d'Osune ou le Marquis de Monteleon, pourra procéder à la conclusion dudit Traité de Commerce. Nous promettons aussi sur notre Foi & Parole Royale de l'approuver, confirmer & ratifier, avec toutes les solemnitez & formes requises, de même que s'il eût été ajusté & conclu par l'un & l'autre. En foi de quoi nous avons fait expédier & expédions les présentes, signées de notre Main, & scellées de notre Sceau privé, & contre-signées par notre sousseigné Secrétaire d'Etat. Donné à Madrid le 20. Octobre 1713.

MOI LE ROI.

D. EMANUEL DE VADILLO ET VELASCO.

Nous certifions que le présent Ecrit est une copie tirée de mot à mot sur l'original du Plein-pouvoir dont Sa Majesté nous a honoré. A la Haye le 23. Fevrier 1714.

DUQUE DE OSSUNA.

EL MARQUES DE MONTELEON.

*Declaratio Legatorum Hispanorum ad Legatos Magna Britannia facta, de Lingua Hispanica in tribus Articulis, loco tertii, quinti & octavi, substitutis adhibita, quod in exemplum nunquam erit ducendum. Datum Hagæ Comitum die 12 - 23. Februarii 1713 - 1714.* [Actes & Mémoires de la Paix d'Utrecht. Tom. V. pag. 54.]

Nos infra scripti, Legati Extraordinarii & Plenipotentarii Sacrae Suae Majestatis Catholicae per Praesentes declaramus, quod licet in Ratificationis Tabulis, Tractatus Commerciorum inter dictam Suam Majestatem, & Regnam Magnae Britanniae, Ultrajecti nonno die Mensis Decembris Anno 1713. inita, a nobis hodie exhibitis, Articuli tres, qui loco tertii, quinti, & octavi substituti, & inserti sunt, ut & Plenipotentiarum Tabulae, quibus hac in parte

inuniti sumus, lingua Hispanica concepta sunt, hoc tamen nunquam in exemplum ducendum, nec ullo unquam tempore impedimento fore, quo minus Tractatus Pacis & Commerciorum, inter Hispaniae & Magnae Britanniae Coronas antiquo more lingua latina in posterum conficiantur.

In quorum Fidem praesentes manibus nostris subscriptas Sigillis quoque nostris munit fecimus; Hagae Comitum die <sup>vigesimo tertio</sup> <sup>duodecimo</sup> Mensis Februarii, Anno Domini millesimo septingentesimo decimo <sup>tertio</sup> <sup>quarto</sup>.

(L. S.) EL DUQUE DE OSSUNA.

(L. S.) EL MARQUES DE MONTELEON.

CLXX.

*Traité de Paix entre CHARLES VI. Empereur des Romains, Roi Catholique des Espagnes &c. & l'Empire, d'une part, & LOUIS XIV. Roi Chrétien de France & de Navarre, d'autre part. Par lequel le Vieux Brissac & Fribourg sont rendus à la Maison d'Autriche, de même que les Pais-bas appellés Espagnols, sauf les Traitez de l'Empereur avec les Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES & avec le Roi de PRUSSE. Le Fort de Kehl y est rendu à l'Empereur & à l'Empire & Landau à la France, divers Forts situés sur le Rhyn doivent estre demolis. Le Roi T. C. y reconnoît l'Erection du NEUVIEME ELECTORAT dans la Maison de BRUNSWICH - HANOVER, & l'Empereur y promet de restituer les Electeurs de COLOGNE & de BAVIERE en tous leurs Etats, Dignités, Prerogatives, & Biens ; avec quelques Limitations à l'égard de la Ville de Bonn. Fait au Palais de Rastadt le 6. Mars 1714. AVEC TROIS ARTICLES séparés du même jour ; Le premier concernant les Titres pris par l'Empereur dans le Traité ; le second touchant la Langue Française dans laquelle il est couché, & le troisieme touchant le choix du lieu, où cette même Paix doit estre traitée plus solennellement. S'ensuivent les PLEINPOUVOIRS, & les RATIFICATIONS de part & d'autre. [Actes & Mémoires de la Paix d'Utrecht. Tom. V. pag. 342. Feuille volante imprimée à Paris chez François Fournier avec Privilege du Roi, in 4. Ann. 1714. Autre feuille volante imprimée à la Haye chez Guillaume de Voys en 1714. in 4.]*

AU nom de la très sainte & indivisible Trinité, soit notoire à tous, & à chacun à qui il appartient, ou qu'il pourra en quelque façon appartenir, que depuis plusieurs Années l'Europe ayant été agitée de longues & sanglantes Guerres, où les principaux Etats & Royaumes qui la composent, se sont trouvés enveloppez, il a plu à Dieu, qui tient les Coeurs des Rois entre ses mains, de porter enfin les esprits des Souverains à une parfaite réconciliation, & de préparer les voyes à terminer la Guerre commencée précédemment entre le Sérénissime, & très Puissant Prince & Seigneur, le Seigneur Leopold élu Empereur des Romains, tousjours Auguste, Roi de Germanie, de Hongrie, de Bohême, &c. de glorieuse mémoire, & depuis son décès, entre le Sérénissime, & très-Puissant Prince & Seigneur, le Seigneur Joseph son Fils, élu Empereur des Romains, tousjours Auguste, Roi de Germanie, &c. de glorieuse mémoire, & après sa mort, entre le Sérénissime, & très-Puissant Prince & Seigneur, le Seigneur Charles VI. élu Empereur des Romains tousjours Auguste, Roi de Germanie, de Castille, d'Ar-

ANNO  
1713.



ANNO  
1714.

d'Arragon, de Leon, des deux Siciles, de Jerusalem, de Hongrie, de Bohême, de Dalmatie, de Croatie, d'Esclavonie, de Navarre, de Grenade, de Tolède, de Valence, de Gallice, de Majorque, de Seville, de Sardaigne, de Cordoue, de Corse, de Murcie, des Algarbes, d'Alger, de Gibraltar, des Isles de Canarie, des Indes, Isles & Terre ferme de l'Océan, Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Brabant, de Milan, de Stirie, de Carinthie, de Carniole, de Limbourg, de Luxembourg, de Gueldres, de Wirttemberg, de la Haute & basse Silésie, de Calabre; Prince de Suabe, de Catalogne, d'Asturie; Marquis du Saint Empire Romain, de Burgaw, de Moravie, de la haute & basse Lusace; Comte de Hapsbourg, de Flandres, de Tyrol, de Frioul, de Kybourg, de Gorice, d'Artois, de Namur, de Rouffillon, & de Cerdagne; Seigneur de la Marche Esclavone, de Port Mahon, & de Salins, de Biscaye, de Molline, de Tripoli & de Malines, &c. & le Saint Empire d'une part; & le Sérénissime & très Puissant Prince & Seigneur, le Seigneur LOUIS XIV. Roi Très-Chrétien de France & de Navarre de l'autre part: en sorte que Sa Majesté Impériale, & Sa Majesté très-Chrétienne ne souhaitant rien aujourd'hui plus ardemment, que de parvenir, par le rétablissement d'une Paix ferme & inébranlable, à faire cesser la désolation de tant de Provinces, & l'effusion de tant de Sang Chrétien, Elles ont consenti, que pour y parvenir plus promptement, il se tint des Conférences à Rastadt, entre les deux Généraux Commandans en Chef leurs Armées, qu'Elles ont munis à cet effet de leurs Plein-pouvoirs, & établi leurs Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires pour ce sujet, Savoir de la part de l'Empereur: le très-haut Prince & Seigneur Eugène de Savoie, &c. & de la part du Roi très-Chrétien, le très-Haut, & très-Excellent Seigneur Louis Hector Duc de Villars, Pair & Maréchal de France, &c. Lesquels après avoir imploré l'assistance Divine, & s'être communiqué réciproquement les Plein-pouvoirs, dont les Copies sont insérées de mot à mot à la fin de ce Traité, sont convenus pour la gloire du Saint Nom de Dieu, & le bien de la République Chrétienne, des conditions reciproques de Paix & Amitié, dont la teneur s'ensuit.

I. Il y aura une Paix Chrétienne, universelle, & une Amitié perpétuelle, vraie & sincère entre Sa Majesté Impériale, l'Empire, & Sa Majesté Royale très-Chrétienne, & leurs Héritiers, Successeurs, Royaumes & Provinces, en sorte que l'une n'entreprene aucune chose, sous quelque prétexte que ce soit, à la ruine, ou au préjudice de l'autre, & ne prête aucun Secours, sous quelque nom que ce soit, à ceux, qui voudroient l'entreprendre, ou faire quelque dommage en quelque manière que ce pût être. Que S. M. Imp. & l'Empire, & Sa Majesté très-Chrétienne ne protegent ou aident, en quelque sorte que ce soit, les Sujets rebelles ou desobéissans à l'une ou à l'autre, mais au contraire, qu'Elles procurent sérieusement l'utilité, l'honneur, & l'avantage l'une de l'autre, nonobstant toutes promesses, Traitez, ou Aliances contraires, faites ou à faire en quelque sorte que ce soit.

II. Qu'il y ait de part & d'autre, un perpétuel Oubli & Amnitié de tout ce qui a été fait depuis le commencement de cette Guerre, en quelque manière, & en quelque lieu que les Hostilités se soient exercées; de sorte que pour aucune de ces choses, ni sous quelque prétexte que ce soit, on ne fasse désormais l'un à l'autre, ni ne souffre faire aucun tort, directement ou indirectement, ni par voye de fait, ni au dedans, ni au dehors de l'étendue de l'Empire & des Pais Hérititaires de Sa Majesté Impériale & du Royaume de France, nonobstant tous Pactes faits au contraire auparavant; mais que toutes les injures qu'on a reçues de part & d'autre, en paroles, écrits, actions, hostilités, dommages, & dépenses, sans aucun égard aux personnes & aux choses, soient entièrement abolies, de manière que tout ce que l'un pourroit demander & prétendre pour l'autre à cet égard soit entièrement oublié.

III. Les Traitez de Westphalie, de Nimègue, & de Ryfwick, sont considérés comme la Base & le fondement du présent Traité, & en conséquence, immédiatement après l'Echange des Ratifications, lesdits Traitez seront entièrement exécutés à l'égard du Spirituel & du Temporel & seront observés inviolablement à l'avenir, si ce n'est tant qu'il y sera expresse-

ment dérogré par le présent Traité, en sorte que tout sera rétabli généralement dans l'Empire & les Appartenances, ainsi qu'il a été prescrit par le susdit Traité de Ryfwick, tant par rapport aux changemens qui ont été faits pendant cette Guerre, ou avant, qu'à l'égard de ce qui n'a pas été exécuté, s'il se trouve effectivement que quelque Article soit demeuré sans exécution, ou que l'exécution faite ait été changée depuis.

IV. Conformément au susdit Traité de Ryfwick, Sa Majesté très-Chrétienne rendra à l'Empereur la Ville & Forteresse du vieux Brisack entièrement & dans l'état où elle est à présent, avec les Greniers, Arsenaux, Fortifications, Remparts, Murailles, Tours, & autres Edifices publics & particuliers, & toutes les Dépendances situées à la droite du Rhin, laissant au Roi très-Chrétien celles qui sont à la gauche, nommément le Fort appelé le Mortier, le tout aux Clauses & Conditions portées par l'Article vingtième du Traité conclu à Ryfwick au mois d'Octobre 1697, entre le défunt Empereur Leopold & le Roi très-Chrétien.

V. Sa Majesté très-Chrétienne rend pareillement à Sa Majesté Impériale & à la Sérénissime Maison d'Autriche, la Ville & Forteresse de Fribourg, de même que le Fort de St. Pierre, le Fort appelé de l'Etoile & tous les autres Forts construits ou réparés, là ou ailleurs, dans la Forêt noire, ou dans le reste de Brisgaw, le tout en l'état, où il est présentement, sans rien démolir, ou détériorer, avec les Villages de Leheim, Merzhausen & Kirchzarten, & avec tous leurs Droits, Archives, Ecritures, & Documents écrits, lesquels y ont été trouvés, lors que Sa Majesté très-Chrétienne s'en est mise dernièrement en possession, soit qu'ils soient encore sur les lieux, soit qu'ils aient été transportés ailleurs, sauf & réservé le Droit Diocésain & autres Droits & revenus de l'Evêché de Constance.

VI. Le Fort de Kehl construit par Sa Majesté très-Chrétienne à la droite du Rhin, au bout du Pont de Strasbourg sera pareillement rendu par Elle à l'Empereur & à l'Empire, en son entier sans en rien démolir, & avec tous ses Droits & Dépendances.

Quant au Fort de la Pile & autres construits dans les Isles du Rhin sous Strasbourg, ils seront entièrement razez aux dépens du Roi très-Chrétien, sans qu'ils puissent être rétablis ci-après par l'un ou par l'autre Party; Lesquelles ceffions, démolitions des Places & Fortifications cy-dessus énoncées seront faites dans les termes portés par les Articles suivans, c'est à dire, à compter du jour de l'Echange des Ratifications du Traité de Paix solennel ou général entre S. M. I. l'Empire & S. M. T. C.; la Navigation & autres usages du Fleuve demeurant libres & ouverts aux Sujets des deux Parties, & à tous ceux qui voudront y passer, naviger, ou transporter leurs Marchandises, sans qu'il soit permis à l'un ou l'autre de rien entreprendre pour détourner ledit Fleuve, & en rendre en quelque sorte le Cours & la Navigation ou autres usages plus difficiles, moins encore d'exiger de nouveaux Droits, Impôts ou Péages, ou augmenter les anciens, d'obliger les bateaux d'aborder à une rive plutôt qu'à l'autre, d'y exposer leurs Charges, & Marchandises, ou d'y en recevoir, mais le tout sera toujours à la liberté de chaque Particulier.

VII. Lesdits Lieux, Châteaux & Forteresse de Brisack, Fribourg & Kehl seront rendus à Sa Majesté Impériale & à l'Empire avec toutes leurs Juridictions, appartenances & dépendances, comme aussi avec leurs Artilleries & Munitions, qui se sont trouvées dans lesdites Places, lorsque Sa Majesté très-Chrétienne les a occupées pendant cette Guerre, suivant les Inventaires, qui en ont été faits, & seront délivrés sans aucune réserve, ni exception, & sans en rien retenir, de bonne foi & sans aucun retardement, empêchement ou prétexte, à ceux qui après l'Echange des Ratifications du présent Traité & celui des Ratifications du Traité de Paix solennel ou général entre Sa Majesté Impériale, l'Empire, & Sa Majesté très-Chrétienne, seront établis & députés spécialement pour cet effet par Sa Majesté Impériale seule, ou selon la différence des lieux par Elle & par l'Empire, & en auront fait aparoir leurs Plein-pouvoirs aux Intendants, Gouverneurs, ou Officiers François des lieux, qui doivent être rendus, en sorte que lesdites Villes, Citadelles, Forts & Lieux, avec tous leurs Privilèges, utilités, revenus, & émo-

ANNO  
1714.

NNO  
1714.

Inmens & autres choses quelconques y comprises retournent sous la juridiction, possession actuelle & absolue, puissance & Souveraineté de Sa Majesté Impériale, de l'Empire & de la Maison d'Autriche, ainsi qu'ils leur ont appartenu autrefois, & ont été possédés depuis par Sa Majesté très Chrétienne, sans que Sadite Majesté très-Chrétienne retienne ou se réserve aucun Droit ou prétention sur les Lieux susdits & sur leurs Jurisdictions.

Il ne sera rien exigé non plus, pour les fraix & dépenses employées aux fortifications & autres édifices publics ou particuliers. La pleine & entière restitution ne pourra être différée, pour quelque cause que ce soit, dans les termes qui seront prescrits ci après, en sorte que les Garnisons Françaises en sortent entièrement, sans molester, ni vexer les Citoyens & habitants, leur causer quelque perte ou quelques peines, non plus qu'aux autres Sujets de Sa Majesté Impériale ou de l'Empire, sous prétexte de dettes, ou de prétentions, de quelque nature qu'elles puissent être.

Il ne sera pas permis non plus, aux Troupes Françaises de demeurer plus long tems au delà des termes, qui seront stipulés ci-après, dans les Lieux, qui doivent être rendus, ou autres quelconques, qui n'appartiendront pas à Sa Majesté très Chrétienne, d'y établir des quartiers d'Hiver, ou quelque Séjour, mais seront obligés de se retirer incessamment sur les Terres appartenant à Sadite Majesté.

VIII. Sa Majesté très-Chrétienne promet pareillement de faire rasér à ses dépens, les Fortifications construites vis à vis Huningue sur la droite & dans l'Isle du Rhin, de même que le Pont construit en cet endroit sur le Rhin, en rendant les fonds & édifices à la famille de Baden. Comme aussi le Fort de Sellinque, les Forts qui se trouvent dans les Isles entre ledits Forts de Sellinque & le Fort Louis; & quant au Terrain du Fort démolí, il sera rendu avec les maisons à la famille de Baden : de détruire la partie du Pont, qui conduit dudit Fort de Sellinque au Fort Louis, & le Fort bâti à la droite du Rhin vis à vis ledit Fort Louis, sans qu'ils puissent désormais être rétablis par aucun des Partis; bien entendu que le Fort Louis & l'Isle demeureront au pouvoir du Roi très Chrétien. Généralement, Sadite Majesté très-Chrétienne promet de faire rasér à ses dépens tous les Forts, retranchemens, Lignes & Ponts spécifiés dans le Traité de Ryfwick, & que Sa Majesté aura fait construire depuis ladite Paix de Ryfwick, soit le long du Rhin, dans le Rhin, ou ailleurs dans l'Empire & ses appartenances, sans qu'il soit permis de les rétablir.

IX. Le Roi très-Chrétien s'engage & promet pareillement, de faire évacuer le Château de Bitich avec toutes ses appartenances, comme aussi le Château de Hombourg en faisant auparavant rasér les Fortifications pour n'être plus rétablies, en sorte néanmoins, que ledits Châteaux & les Villes, qui y sont jointes, n'en reçoivent aucun dommage, mais demeurent totalement en leur entier.

X. Trente jours après que les Ratifications du Traité de Paix général ou solennel, à faire entre Sa Majesté Impériale, l'Empire & Sa Majesté très-Chrétienne, auront été échangées, & même plutôt, si faire se peut, les Places, & Lieux fortifiés tant ci-dessus nommés, que généralement tous ceux qui doivent être rendus suivant le présent Traité relatif à celui de Ryfwick, dont les Articles seront tenus pour compris dans ce Traité, & exécutés ponctuellement de même que s'ils se trouvoient ici inférés de mot à mot, seront remis entre les mains de ceux, qui seront autorisés pour cet effet par l'Empereur & l'Empire, ou par les autres Princes particuliers, qui devront les posséder en vertu du Traité de Ryfwick, sans qu'il soit permis de rien démolir des Fortifications ni des édifices publics ou particuliers, & sans rien détériorer de l'état, ou ils se trouvent présentement, ni rien exiger pour les dépenses faites dans ledits Lieux, ou à leur occasion. Seront aussi rendus en même tems, toutes les Archives & Documents appartenans, soit à Sa Majesté Impériale ou aux Etats de l'Empire, soit aux Places & Lieux, que Sa Majesté très-Chrétienne s'engage de remettre.

XI. Comme l'intention du Roi très-Chrétien est d'accomplir, le plus promptement qu'il sera possible, les conditions du présent Traité, Sa Majesté promet,

que les Places & Lieux, qu'Elle s'engage à faire démolir à ses dépens, le seront; savoir les plus considérables, dans le terme de deux Mois au plus tard, après l'échange des Ratifications du Traité Général ou solennel à faire entre Sa Majesté Impériale, l'Empire, & Sa Majesté très Chrétienne, & les moins considérables dans l'espace d'un Mois à compter aussi de l'échange des Ratifications.

XII. Et comme Sadite Majesté très Chrétienne veut véritablement & de bonne foi rétablir une sincère Union avec l'Empereur & l'Empire, Elle promet & s'engage, lors qu'Elle traitera avec les Electeurs, Princes & Etats au Congrès général avec l'Empereur & l'Empire, de leur rendre, aussi bien qu'aux Sujets, Clients & Vassaux dudit Empire, tant Ecclésiastiques que Seculiers, & généralement à tous ceux qui sont nommez & compris dans la Paix de Ryfwick, quoi qu'ils ne soient pas ici nommément exprimés, les Etats, Places, Biens, dont Elle se feroit mise en possession pendant le cours & à l'occasion de la présente Guerre, soit par la voye des Armes, par confiscation, ou de telle autre manière que ce puisse être, comme aussi d'exécuter pleinement & ponctuellement toutes les clauses & conditions du Traité de Ryfwick, auxquelles il n'aura pas été expressément derogé par le présent Traité, s'il y en a quelqu'une qui n'ait pas été exécutée depuis la conclusion de la Paix de Ryfwick.

XIII. Reciproquement, Sa Majesté Impériale voulant témoigner le desir qu'Elle a de contribuer à la satisfaction de Sa Majesté très Chrétienne, & d'entretenir désormais avec Elle une amitié sincère & une intelligence parfaite, & en vertu de la Paix de Ryfwick rétablie par ce présent Traité, consent que la Ville de Landau avec ses dépendances, consistant dans les Villages de Nufsdorf, Danheim & Queicheim avec leurs Bans, ainsi que le Roi très-Chrétien en jouissoit avant la Guerre, demeure fortifié à Sa Majesté très-Chrétienne; Sa Majesté Impériale se faisant fort d'en obtenir le consentement & l'approbation de l'Empire, quand il fera question de dresser & de conclure le Traité de Paix solennel ou général entre Sa Majesté Impériale, l'Empire, & Sa Majesté très-Chrétienne.

XIV. La Maison de Brunswick-Hanovre ayant été élevée par l'Empereur, du consentement de l'Empire, à la Dignité Electorale, Sa Majesté très-Chrétienne reconnoitra, en vertu de ce Traité, cette Dignité Electorale daus ladite Maison.

XV. Pour ce qui est de la Maison de Bavière, Sa Majesté Impériale & l'Empire consentent, par les motifs de la tranquillité publique, qu'en vertu du présent Traité, général & solennel à faire avec l'Empereur & l'Empire, le Seigneur Joseph-Clement, Archevêque de Cologne, & le Seigneur Maximilien-Emanuel de Bavière, soient rétablis généralement & entièrement dans tous leurs Etats, Rangs, Prerogatives, Régaux, Biens, Dignitez Electorales, & autres, & dans tous les Droits, en la manière qu'ils en ont joui, ou pu jouir avant cette Guerre, & qui appartenoient à l'Archevêché de Cologne, & autres Eglises nommées ci-après, ou à la Maison de Bavière, médiatement ou immédiatement.

Ils pourront envoyer, avec des Plein-pouvoirs & sans caractère, au Congrès du Traité Général ou Solennel à faire entre Sa Majesté Impériale, l'Empire, & Sa Majesté très-Chrétienne, pour y négocier, & veiller à leurs Interêts, sans aucun obstacle, aussi-tôt que les Conférences commenceront. Pour cet effet, leur seront aussi rendus de bonne foy, tous les meubles, pierreries, bijoux & autres effets de quelque nature, qu'ils puissent être, comme aussi toutes les munitions, & Artilleries spécifiées dans les Inventaires authentiques, que l'on produira de part & d'autre, c'est à dire toutes celles, qui peuvent avoir été ôtées par l'ordre de l'Empereur, & de ses Prédecesseurs de glorieuse memoire, depuis l'occupation de la Bavière, de leurs Palais, Châteaux, Villes, Fortereses & Lieux quelconques, qui leur ont appartenu, & qui leur appartiendront, à l'exception de l'Artillerie, qui appartenoit aux Villes & Etats voisins, qui leur a été restituée, & pareillement toutes les Archives & papiers seront restitués.

Et sera le Seigneur Archevêque de Cologne rétabli en son Archevêché de Cologne, ses Evêchés de Hildesheim, de Ratisbonne, de Liège, & de la Prépositure de Berchtolsgrad, sans qu'aucune raison

ANNO  
1714.



ANNO  
1714.

des procès ou prétensions puissent en façon quelconque alterer la restitution totale. Sauf pourtant les Droits de ceux, qui pourroient en avoir, lesquels, il leur sera permis, après que les deux Electeurs y auront été actuellement rétablis, de poursuivre, comme avant la présente Guerre, par les voyes de Justice établies dans l'Empire. Sauf aussi les privilèges des Chapitres & Etats de l'Archevêché de Cologne, & des autres Eglises établis précédemment suivant leurs Unions, Traités, & Constitutions.

Et quant à la Ville de Bonn, en tems de Paix il n'y aura point de garnison du tout, mais la garde en sera confiée aux Bourgeois de la Ville; Et quant à celle du Corps, & du Palais, elle sera restraite dans les simples Compagnies de ses Gardes, dont il conviendra avec Sa Majesté Imperiale & l'Empire; bien entendu pourtant, que dans un tems de Guerre, ou apparence de Guerre, Sa Majesté Imperiale & l'Empire, puissent y mettre autant de Troupes, que la raison de guerre le demandera, conformément aux Loix & Constitutions de l'Empire: bien entendu aussi, que moyennant cette restitution totale, lesdits deux Seigneurs de la Maison de Bavière renonceraient pour tousjours, & seront censés déchus dès à présent de toutes prétensions, satisfactions ou dédomagemens quelconques, qu'ils voudroient prétendre contre l'Empereur, l'Empire & la Maison d'Autriche, pour raison de la présente Guerre, sans pourtant, que cette renonciation déroge en aucune manière aux anciens Droits & prétensions, qu'ils pourroient avoir eues avant cette Guerre, lesquelles, il leur sera permis de poursuivre, comme cy devant, par les voyes de Justice établies dans l'Empire; de sorte pourtant, que cette restitution totale ne leur donne aucun nouveau Droit contre qui que ce soit: Renonceraient aussi & sont pareillement censés déchus dès à présent de toutes Prétensions, Satisfactions; ou dédomagemens quelconques, tous ceux, qui voudront former des prétensions pour raison de la présente Guerre contre la Maison de Bavière, & les susdits Archevêchés, Evêchés & Prévoistés.

En vertu de cette restitution totale, les susdits Seigneurs Joseph Clement Archevêque de Cologne, & Maximilien de Bavière rendront obéissance, & garderont fidélité à Sa Majesté Imperiale, de même que les autres Electeurs & Princes de l'Empire, & seront tenus à demander & à prendre de même de Sa Majesté Imperiale le renouvellement de l'Investiture de leurs Electorats, Principautés, Fiefs, Titres & Droits, dans la manière & tems prescrits par les Loix de l'Empire, & sera tout ce qui est arrivé de part & d'autre, pendant cette Guerre, mis à perpétuité dans un entier oubli.

XVI. Les Ministres, Officiers, tant Ecclesiastiques que militaires; politiques & civils, de quelque condition, qu'ils soient, qui auront servi en l'un, ou en l'autre Parti, même ceux qui peuvent être Sujets & Vassaux de Sa Majesté Imperiale, de l'Empire & de la Maison d'Autriche, aussi bien que tous les Domestiques quelconques de la Maison de Bavière, & du Seigneur Archevêque de Cologne, seront pareillement rétablis dans la possession de tous leurs biens, charges, honneurs & dignités, comme avant la Guerre, & jouiront d'une amnistie générale de tout ce qui a précédé, moyennant & à condition, que cette même Amnistie soit entièrement reciproque envers ceux de leurs Sujets, Vassaux, Ministres, ou Domestiques, qui auront suivi pendant cette Guerre le parti de Sa Majesté Imperiale & de l'Empire, lesquels ne pourront pour ce sujet être molestés ou inquiétés en manière quelconque.

XVII. Quant au tems, auquel la restitution totale, spécifiée dans les deux Articles précédents, doit se faire, il sera limité dans le Traité général ou solennel, à faire entre l'Empereur, l'Empire, & le Roy Très-Christien, trente jours après l'échange des Ratifications dudit Traité, ainsi qu'il a été convenu dans l'Article dixième pour l'évacuation des Places & Lieux, que Sa Majesté Très-Christienne promet de rendre à l'Empereur, des Etats & Pais, & à l'Empire, de manière que l'un & l'autre, comme aussi la restitution à l'Empereur, des Etats & Pais, que la Maison de Bavière possède présentement aux Pais-Bas, se feront en même tems.

XVIII. Si la Maison de Bavière, après son rétablissement total, trouve qu'il lui convienne de faire quelques changemens de ses Etats contre d'autres, Sa Majesté Très-Christienne ne s'y opposera pas.

XIX. Sa Majesté Très-Christienne ayant remis & fait remettre aux Etats Généraux des Provinces Unies, en faveur de la Maison d'Autriche, tout ce que Sadite Majesté ou ses Alliez possédoient encore des Pais Bas, communément appelés Espagnols, tels que le feu Roy d'Espagne Charles II. les a possédés ou dû posséder, conformément au Traité de Ryswyk, Sa Majesté Très-Christienne consent, que l'Empereur entre en possession desdits Pais-Bas Espagnols, pour en jouir, lui, ses Héritiers & Successeurs, désormais & à toujours, pleinement & paisiblement selon l'ordre de Succession établi dans la Maison d'Autriche; Sauf les Conventions, que l'Empereur fera avec lesdits Etats Généraux des Provinces-Unies, touchant leur Barrière & la reddition des susdites Places & Lieux; bien entendu, que le Roy de Prusse retiendra du haut Quartier de Guelndres tout ce qu'il y possède & occupe actuellement, savoir, la Ville de Guelndres, la Préfecture, le Bailliage & le bas Bailliage de Guelndres, avec tout ce qui y appartient & en dépend, comme aussi spécialement les Villes, Bailliages, & Seigneuries de Strahlen, Wachtendonck, Midelaar, Walbeck, Aertfen, Aferden & de Weel, de même que Racy & Klein Kevelaar, avec toutes leurs appartenances & dépendances. Deplus, il sera remis au dit Roy de Prusse, l'Ammanie de Krickenbeck avec tout ce qui y appartient & en dépend, & le Pais de Kessel pareillement avec toutes ses appartenances & dépendances, & généralement tout ce que contient ladite Ammanie & ledit District, sans en rien excepter, si ce n'est Erckelens avec ses appartenances & dépendances, pour le tout appartenir audit Roy, & aux Princes ou Princeffes ses Héritiers ou Successeurs, avec tous les Droits, prérogatives, revenus, & avantages de quelque nom, qu'ils puissent être appelés, en la même manière, que la Maison d'Autriche, & particulièrement le feu Roy d'Espagne les a possédés, toutefois avec les charges & Hypotheses, la conservation de la Religion Catholique Romaine, & des privilèges des Etats.

XX. Et comme outre les Provinces, Villes, Places & Forteresses, qui étoient possédées par le feu Roy d'Espagne Charles II. au jour de son décès, le Roy Très-Christien a cédé, tant pour Sa Majesté Très-Christienne même, que pour les Princes ses Hoirs & Successeurs, nés & à naître, aux Etats Généraux, en faveur de la Maison d'Autriche, tout le Droit qu'Elle a eu; ou pourroit avoir sur la Ville de Menin, avec toutes ses Fortifications & sa Verge; sur la Ville & Citadelle de Tournay avec tout le Tournesin, sans se rien réserver de son Droit là dessus, ni sur aucune de leurs dépendances, appartenances, annexes, Territoires, & enclavemens, & Sa Majesté consent, que les Etats Généraux des Provinces-Unies rendent lesdites Villes, Places, Territoires, dépendances, appartenances, annexes & enclavemens à l'Empereur, aussi-tôt qu'ils en seront convenus avec Sa Majesté Imperiale, pour en jouir Elle, ses Héritiers & Successeurs, pleinement, paisiblement & à toujours, aussi bien que des Pais-Bas Espagnols, qui appartiennent au feu Roy d'Espagne Charles II. au jour de son décès; bien entendu toutefois, que ladite remise des Pais-Bas Espagnols, Villes, Places, & Forteresses cédées par le Roy Très-Christien, ne pourra être faite par lesdits Etats Généraux, qu'après l'échange des Ratifications des Traités de Paix entre Sa Majesté Imperiale, l'Empire, & Sa Majesté très-Christienne; bien entendu aussi, que Saint Amand avec ses dépendances, & Mortagne sans dépendances, demeureront à Sadite Majesté Très-Christienne, à condition néanmoins, qu'il ne sera pas permis de faire à Mortagne aucune Fortification ni Ecluse, de quelque nature qu'elles puissent être.

XXI. Pareillement, le Roy Très-Christien confirme en faveur de l'Empereur & de la Maison d'Autriche, la cession, que Sa Majesté a déjà faite en faveur de ladite Maison, aux Etats Généraux des Provinces-Unies, tant pour Elle même, que pour les Princes ses Héritiers & Successeurs, nés & à naître, de tous ses Droits sur Furnes, & Furnambach, y compris les huit Paroisses & le Fort de la Knoec; sur les Villes de Loo & Dixmude avec leurs dépendances; sur la Ville d'Ypres avec sa Chateleine, Russelaer y compris, avec les autres dépendances,

ANNO  
1714.

ANNO 1714. ces, qui seront désormais Poppinge, Varneton, Commines, Warwick, ces trois dernières Places, pour autant qu'elles sont situées du côté de la Lys vers Ypres, & ce qui dépend des Lieux, cy-dessus exprimés; desquels Droits ainsi cédés à l'Empereur, ses Héritiers & Successeurs, Sa Majesté Très-Chrétienne ne se réserve aucun sur lesdites Villes, Places, Forts & Pays, ni sur aucune de leurs appartenances, dépendances, annexes, ou enclavemens, consentant, que les Etats Généraux puissent les remettre à la Maison d'Autriche, pour en jouir irrévocablement, & à toujours, aussi-tôt, qu'ils seront convenus avec Elle sur leur Barrière, & que les Ratifications des Traités de Paix entre l'Empereur, l'Empire & Sa Majesté Très-Chrétienne auront été échangées.

XXII. La Navigation de la Lys, depuis l'embouchure de la Deule en remontant, sera libre, & il ne s'y établira aucun péage, ni imposition.

XXIII. Il y aura de part & d'autre, un oubli & une amnistie perpétuelle & reciproque, de tous les torts, injures & offenses, qui auront été commises de fait & de parole, ou en quelque manière que ce soit, pendant le cours de la présente Guerre par les Sujets des Pais-Bas Espagnols, & des Places & Pais cédés, ou restitués, sans qu'ils puissent être exposés à quelque recherche que ce soit.

XXIV. Par le moyen de cette Paix, les Sujets de Sa Majesté Très-Chrétienne & ceux desdits Pais-Bas Espagnols, & des Places cédées par Sa dite Majesté Très-Chrétienne, pourront, en gardant les Loix, Coutumes & usages du Pais aller, venir, demeurer, trafiquer, retourner, traiter & négocier ensemble, comme bons Marchands, même vendre, changer, aliéner, ou autrement disposer des biens, effets, meubles, & immeubles, qu'ils ont ou auront, situés respectivement de part & d'autre, & chacun les y pourra acheter, Sujets, ou non Sujets sans que pour cette vente, ou achat ils aient besoin de part ni d'autre, de permission autre, que le présent Traité.

Il sera aussi permis aux Sujets des Places & Pais reciproquement cédés ou restitués, comme aussi à tous les Sujets desdits Pais-Bas Espagnols, de sortir desdites Places & Pais-Bas Espagnols pour aller demeurer où bon leur semblera dans l'espace d'un an, avec la faculté de vendre à qui il leur plaira, ou de disposer autrement de leurs effets, biens, meubles & immeubles, avant & après leur sortie, sans qu'ils puissent en être empêchés directement ou indirectement.

XXV. Les mêmes Sujets de part & d'autre, Ecclesiastiques & Seculiers, Corps, Communautés, Universités & Colleges seront rétablis tant en la jouissance des honneurs, dignités, benefices, dont ils étoient pourvus avant la guerre, qu'en celle de tous, & chacun leurs Droits, biens, meubles & immeubles, rentes faibles, ou occupées à l'occasion de la présente Guerre, ensemble leurs Droits, actions, & successions à eux survenues, même depuis la Guerre commencée, sans toutefois rien demander des fruits & revenus perçus, & échus pendant le cours de la présente Guerre, jusques au jour de la publication du présent Traité; lesquels rétablissements se feront reciproquement, nonobstant toute donation, concession, déclaration, confiscation, Sentence donnée par contumace, les Parties non ouyées, qui seront nuls & de nul effet, avec une liberté entière auxdites Parties de revenir dans les Pais, d'où elles se sont retirées pour & à cause de la Guerre, pour jouir de leurs biens & rentes, en personne ou par procureurs, conformément aux Loix & Coutumes des Pais & Etats: dans lesquels rétablissements sont aussi compris ceux, qui la dernière Guerre, ou à son occasion auront suivi le Parti des deux Puissances contractantes: néanmoins les Arrêts & Jugemens rendus dans les Parlements, Conscils & autres Cours supérieures; ou inférieures, & auxquelles il n'aura pas été expressément dérogé par le présent Traité auront lieu, & forteront leur plein & entier effet, & ceux qui en vertu desdits Arrêts & Jugemens se trouveront en possession des Terres & Seigneuries & autres biens, y seront maintenus, sans préjudice toutefois aux Parties, qui se croiront lésées, par lesdits Jugemens & Arrêts, de se pourvoir par les voyes ordinaires, & devant les Juges compétents.

TOM. VIII. PART. I.

XXVI. Et à l'égard des rentes affectées sur la Généralité de quelques Provinces des Pais-Bas, dont une partie se trouvera possédée par Sa Majesté Très-Chrétienne, Sa Majesté Impériale ou autres, il a été convenu & accordé, que chacun payera sa quote part, & seront nommés des Commissaires pour régler la portion, qui se payera de part & d'autre.

XXVII. Comme dans les Pais, Villes, & Places des Pais-Bas Catholiques, que le Roi Très-Chrétien cède à l'Empereur, plusieurs Benefices ont été conférés par Sa Majesté Très-Chrétienne à des personnes capables, lesdits Benefices ainsi accordés seront laissés à ceux, qui les possèdent présentement; & tout ce qui concerne la Religion Catholique, Apostolique & Romaine, y sera maintenu dans l'état, où les choses étoient avant la Guerre, tant à l'égard des Magistrats, qui ne pourront être que Catholiques Romains, comme par le passé, qu'à l'égard des Evêques, Chapitres, Monastères, des Biens de l'Ordre de Malthe & généralement de tout le Clergé, lesquels seront tous maintenus & restitués dans toutes leurs Eglises, Libertés, Franchises, Immunités, Droits, Prérogatives & Honneurs, ainsi qu'ils l'ont été sous les précédents Souverains Catholiques Romains: Tous & chacun dudit Clergé pourvus de quelques biens Ecclesiastiques, Commanderies, Canonicats, Personnats, Prévôtés, & autres Benefices quelconques, y demeureront sans en pouvoir être dépossédés, jouiront des biens & revenus en provenans, & les pourront administrer & percevoir comme auparavant; comme aussi les Pensionnaires jouiront comme par le passé de leurs pensions assignées sur les Benefices, soit qu'elles soient créées en Cour de Rome, ou par des Brevets expédiés avant le commencement de la présente Guerre, sans qu'ils en puissent être frustrés pour quelque cause & prétexte que ce soit.

XXVIII. Les Communautés & Habitans de toutes les Places, Villes & Pais, que Sa Majesté Très-Chrétienne cède dans les Pais-Bas Catholiques par le présent Traité, seront conservés & maintenus dans la libre jouissance de tous leurs Privilèges, Prérogatives, Coutumes, Exemptions, Droits, Octrois communs, & particuliers, Charges & Offices héréditaires, avec les mêmes Honneurs, gages, emolumens, & exemptions, ainsi qu'ils en ont joui sous la domination de Sa Majesté Très-Chrétienne; ce qui doit s'entendre uniquement des Communautés & Habitans des Places, Villes & Pais que Sa Majesté a possédés immédiatement après la conclusion du Traité de Ryswick, & non des Places, Villes & Pais, que possédoit le feu Roy d'Espagne Charles II. au tems de son décès, dont les Communautés & Habitans seront conservés dans la jouissance des Privilèges, Prérogatives, Coutumes, Exemptions, Droits, Octrois, communs & particuliers, Charges & Offices héréditaires, ainsi qu'ils les possédoient lors de la mort dudit feu Roy d'Espagne.

XXIX. Pareillement, les Benefices Ecclesiastiques mediats ou immediats, qui auront été durants la présente Guerre conférés par l'un des Partis dans les Terres ou Lieux, qui lui étoient alors sujets, à des personnes capables, selon la regle de leur premiere Institution & Statuts legitimes, généraux ou particuliers, faits sur ce sujet, ou par quelques autres dispositions Canoniques faites par le Pape, lesdits Benefices Ecclesiastiques seront laissés aux présens Possesseurs, en sorte qu'aucun ne les puisse, ou doive désormais troubler ou empêcher dans la possession & legitime administration d'iceux, ni dans la perception des fruits, ni eux-mêmes être à leur occasion, ou quelque autre raison, passé ou présent, &, appellés ou cités en Justice, ou en quelque autre sorte inquiétés ou molestés à ce sujet; à condition néanmoins, qu'ils s'acquittent de ce à quoi ils sont tenus en vertu desdits Benefices.

XXX. Sa Majesté Impériale, & Sa Majesté Très-Chrétienne ne pourront, pour aucun sujet, interrompre désormais la Paix, qui est établie par le présent Traité, reprendre les Armes, & commencer, sous quelque prétexte que ce soit, aucun acte d'hostilité l'un contre l'autre, mais au contraire Elles travailleront sincèrement & de bonne foi, & comme Amis véritables, à affermir de plus en plus cette amitié mutuelle & bonne intelligence, si nécessaire pour le bien de la Chrétienté. Et

Ggg 2

ANNO 1714.



ANNO  
1714.

d'autant que le Roy Très-Chrétien, sincèrement reconcilié avec Sa Majesté Impériale, ne veut de former lui causer aucun trouble ni préjudice, Sa Majesté Très-Chrétienne promet & s'engage de laisser jouir Sa Majesté Impériale, tranquillement & paisiblement, de tous les Etats & Lieux, qu'Elle possède actuellement, & qui ont été ci-devant possédés par les Rois de la Maison d'Autriche en Italie, savoir du Royaume de Naples, ainsi que Sa Majesté Impériale le possède actuellement, du Duché de Milan, ainsi que Sa Majesté Impériale le possède aussi actuellement, de l'Isle & Royaume de Sardaigne, comme aussi des Ports & Places sur les côtes de Toscane, que Sadite Majesté Impériale possède actuellement, & qui ont été possédés ci-devant par les Rois d'Espagne de la Maison d'Autriche, ensemble de tous les Droits attachés aux susdits Etats d'Italie, que Sadite Majesté Impériale possède, ainsi que les Rois d'Espagne les ont exercés depuis Philippe I. jusques au Roy dernier décédé, Sadite Majesté Très-Chrétienne donnant sa parole Royale de ne jamais troubler ni inquiéter l'Empereur & la Maison d'Autriche dans cette possession, directement ni indirectement, sous quelque prétexte ou par quelque voye que ce puisse être, ni de s'opposer à la possession, que Sa Majesté Impériale & la Maison d'Autriche, a ou pourra avoir à l'avenir, soit par Negociation, Traité, ou autre voye légitime & paisible, en forte toutefois, que la Neutralité d'Italie n'en soit point troublée; L'Empereur promettant & engageant sa parole de ne point troubler ladite Neutralité, & le repos d'Italie, & par conséquent de n'employer la voye des armes pour quelque cause ou pour quelque occasion, que ce soit; mais au contraire de suivre & observer ponctuellement les engagements, que Sa Majesté Impériale a pris dans le Traité de Neutralité, conclu à Utrecht le 14. de Mars de l'année 1713. lequel Traité sera censé comme repeté ici, & sera exactement observé par Sa Majesté Impériale, pourvu que de l'autre part l'observation en soit reciproque, & qu'Elle n'y soit point attaquée, Sadite Majesté Impériale s'engageant pour le même effet à laisser jouir paisiblement chaque Prince en Italie, des Etats, dont il est actuellement en possession, sans que cela puisse préjudicier aux Droits de personne.

XXXI. Pour faire goûter aux Princes & Etats d'Italie les fruits de la Paix entre l'Empereur & le Roy Très-Chrétien, la Neutralité non seulement y sera exactement gardée, mais sera aussi rendue bonne & prompte justice par Sa Majesté Impériale aux Princes ou Vassaux de l'Empire pour les autres Places, Pais & Lieux en Italie, qui n'ont point été possédés par les Rois d'Espagne de la Maison d'Autriche, & sur lesquels ledits Princes pourroient avoir quelque prétension légitime, savoir au Duc de Guastalle, Pico de la Mirandole, & au Prince de Castiglione, sans pourtant que cela puisse interrompre la Paix, & Neutralité d'Italie ny donner sujet d'en venir à une nouvelle Guerre.

XXXII. Outre les susdites prétensions, le Maréchal Duc de Villars se trouvant chargé de plusieurs autres, pour lesquelles il auroit à insister au nom de Sa Majesté Très-Chrétienne, savoir sur la prétension de Madame la Duchesse Douairière d'Elbeuf, pour raison du Douaire & Conventions matrimoniales de la sœur Duchesse de Mantoue sa Fille; celle de Madame la Princesse des Ursins, la Princesse Piombin; & enfin le Duc de Saint Pierre sur la Principauté de Sabonette; & de l'autre côté le Prince Eugène de Savoie se trouvant aussi chargé de plusieurs prétensions, sur lesquelles il auroit à insister au nom de Sa Majesté Impériale, savoir quelques prétensions de Monsieur le Duc de Lorraine, outre celles, qui sont comprises dans le Traité de Ryfwick, & sous les Articles précédents relatifs audit Traité; celle du Duc de Modène, comme aussi celle de la Maison d'Arcmburg, de la Maison de Ligne, & enfin du remboursement des dettes, que les Troupes Françaises ont laissées dans le Duché de Milan, lesquelles toutes demanderoient trop de temps pour être viduées dans ce Traité, l'on est convenu d'en remettre la discussion reciproquement aux Conférences, qui seront établies pour le Traité de Paix général ou solennel entre Sa Majesté Impériale, l'Empereur, & Sa Majesté Très-Chrétienne, où il sera per-

mis à chacun de représenter ses Droits, & de produire ses Titres & raisons, lesquelles bien examinées, Sa Majesté Impériale & Sa Majesté Très-Chrétienne prometrent d'y avoir l'égard que demande la justice, sans que pourtant cela puisse altérer ou retarder l'exécution de la Paix.

XXXIII. La Conjoncture présente n'ayant pas laissé le tems à Sa Majesté Impériale de consulter les Electeurs, Princes & Etats de l'Empire sur les conditions de la Paix, non plus qu'à ceux-cy de consentir dans les formes ordinaires, au nom de tout l'Empire, aux conditions du présent Traité, qui les regardent, Sa Majesté Impériale promet, que ledits Electeurs, Princes & Etats enverront incessamment, au nom de l'Empire, des Plein-pouvoirs ou bien une Députation de leur Corps, munie pareillement de leurs Plein-pouvoirs, au lieu, qui sera choisi pour travailler au Traité général ou solennel, à faire entre l'Empereur, l'Empire, & le Roy Très-Chrétien, Sa Majesté Impériale engageant sa parole, que ladite Députation, ou ceux, qui seront chargés des Plein-pouvoirs consentiront au nom dudit Empire à tous les points, dont il est convenu entre Elle & Sa Majesté Très-Chrétienne par le présent Traité, lequel Elle s'engage & promet d'exécuter.

XXXIV. Comme il est porté par l'Article précédent, que les Electeurs, Princes & Etats de l'Empire enverront, au nom de l'Empire, une Députation de leur Corps, ou bien leurs Plein-pouvoirs pour les Conférences du Traité de Paix général ou solennel, à faire entre Sa Majesté Impériale, l'Empire, & Sa Majesté Très-Chrétienne, dans le Lieu, qui sera choisi & destiné à cet effet, l'Empereur & le Roy Très-Chrétien, conviennent de fixer ce Lieu dans un Pays neutre, hors de l'Empire & du Royaume de France, & pour cet effet leurs Majestés ont jeté les yeux sur le Territoire de la Suisse, dans lequel il sera nommé par Sa Majesté Impériale, ou par Sa Majesté Très-Chrétienne trois Villes pour en choisir une en la manière suivante, à savoir que Sa Majesté Impériale nommant & proposant lesdites trois Villes, Sa Majesté Très-Chrétienne fera le choix de celle, qui servira pour les Conférences, ou reciproquement, si Sa Majesté Très-Chrétienne propose les trois Villes, Sa Majesté Impériale aura le choix de celle des trois, qu'Elle voudra préférer, lesquelles propositions & élections se feront en même tems, que le présent Traité sera signé, en sorte qu'il n'y ait ny retardement, ny tems perdu pour traiter & conclure au plutôt la Paix générale & solennelle entre l'Empereur, l'Empire, & le Roy Très-Chrétien, & que leurs Ministres Plenipotentiaires puissent s'assembler le quinziesme jour du Mois d'Avril prochain, ou le premier May prochain au plus tard, dans le Lieu destiné pour y tenir les Conférences, pendant lesquelles tous les Electeurs, Princes & Etats de l'Empire qui, outre ce qui leur revient par l'exécution stipulée cy dessus des Articles du Traité de Ryfwick, auront des prétensions & raisons pour se faire comprendre particulièrement dans le Traité de Paix général à faire, pourront les produire, pour lesquelles Sa Majesté Très-Chrétienne promet d'avoir l'égard, que demande la justice; néanmoins pour que la fin desdites Conférences ne soit pas retardée, on est convenu de part & d'autre, qu'elles aient à se terminer par la conclusion du Traité général ou solennel dans deux Mois, ou trois au plus tard, à compter du premier jour que commenceront les Conférences.

XXXV. Au moment que le présent Traité de Paix aura été signé, toutes hostilités & violences cesseront de la part de l'Empereur & de l'Empire, aussi bien que de celle du Roy Très-Chrétien, & du jour de l'échange des Ratifications, Sa Majesté Très-Chrétienne n'exigera plus des Etats de l'Empire, ni contributions des fourages pour les Troupes, non plus que Sa Majesté Impériale & l'Empire n'en exigent des Etats de Sa Majesté Très-Chrétienne; & cesseront généralement toutes autres demandes reciproques faites à l'occasion de la présente Guerre, tant de la part de Sa Majesté Impériale, & de l'Empire, que de Sa Majesté Très-Chrétienne.

Les Prisonniers tant d'Etat que de Guerre de part & d'autre, seront renvoyés sans rançon, & quinze jours après l'échange des Ratifications du présent Traité, chaque Prince retirera ses Troupes du plat

ANNO  
1714.

14. NO Pays dans ses propres Etats ; Sa Majesté Impériale s'engageant à retirer aussi dans le même tems ses Troupes, & de faire aussi retirer celles de l'Empire du plat Pays de l'Archevêché de Cologne & de la Bavière, lesquels Pays & Etats, au reste, seront restitués dans la forme & terme, spécifiés par les Articles XV. XVI. XVII. & XVIII. du présent Traité.

XXXVI. Le commerce défendu durant la guerre entre les Sujets de Sa Majesté Impériale, de l'Empire, & ceux de Sa Majesté Très-Chrétienne sera rétabli, aussi-tôt après l'échange des Ratifications du présent Traité, avec la même liberté, qu'il étoit avant la Guerre, & jouiront tous & chacun, particulièrement les Citoyens & Habitans des Villes Anseatiques, de toute sorte de sûreté par Mer & par Terre, conformément à l'Article 32. de la Paix de Ryfwick.

XXXVII. Le présent Traité sera ratifié par l'Empereur & par le Roi Très-Chrétien, & l'échange des Ratifications sera faite au Palais de Radlat dans l'espace d'un mois, à compter du jour de la Signature, ou plutôt, si faire se peut.

En foi de quoi les susdits Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, tant de Sa Majesté Impériale, que de Sa Majesté Très-Chrétienne, ont soussigné le présent Traité de leurs propres mains, & y ont apposé les Sceaux de leurs Armes. Fait au Palais de Rastadt ce sixième Mars, mil sept cens & quatorze.

EUGENE DE SAVOYE. LE M. DUC DE VILLARS.  
(L.S.) (L.S.)

*Plenipotencia Sacre Cæsareæ Majestatis.*

NOs Carolus Sextus Divina favente Clementia electus Romanorum Imperator semper Augustus, ac Rex Germaniæ, Castellæ, Arragoniæ, Legionis, urisquæ Siciliæ, Hierusalem, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatia, Slavoniæ, Navarre, Granatæ, Toleti, Valentiniæ, Galliciæ, Majoricarum, Seville, Algarbiæ, Algeriæ, Gibraltaris, Incisularum Canariæ, & Indiarum, ac terrarum firmarum, Maris Oceani, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantie, Mediolani, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, Limburgiæ, Lucemburgiæ, Geldriæ, Wirtembergiæ, superioris & inferioris Silesiæ, Calabriæ, Abertinæ & Neopatriæ, Princeps Sueviæ, Cataloniæ & Asturiæ, Marchio Sacri Romani Imperii Burgundiæ, Moraviæ, superioris & inferioris Lusatiæ, Comes Habsburgi, Flandriæ, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi, Goriæ & Arthesiæ, Marchio Oristhani, Comes Goziani, Namurci, Rossilonis & Cerretaniæ, Dominus Marchiæ Slavonicæ, Portus Naonis, Biscaye, Molinæ, Salinarum, Tripolis & Mechliniæ &c.

Notum testatumque facimus: Quod cum Nobis à quibusdam de salute publica probe sollicitis insinatum fuerit, ad Pacem inter Nos & Imperium ex una, & Serenissimum ac Potentissimum Principem Dominum Ludovicum Franciæ Regem Christianissimum ex altera parte conciliandum, opportunum fore, si de nostra cum Supremo Exercitu Gallici Ducore (Tit.) de Villars auctoritate & Mandato hunc in finem necessariis instructio ageretur, & Nos, tamen Pacificatio Ultrajecti ex causis passim cognitæ nuper dissoluta fuerit, nihilominus adhuc parati sumus conditionibus junctum cum Imperio Pacem æquis conditionibus inire, nihil, quod eo facere possit, præmittendum ac proinde, quantumvis à Nobis deliberatum agiturque fuerit, de ejusmodi mandato prout Romano Imperio communicandum fuisse, ne tantum hujus salutari negotio mora interponeretur, haud diutius cunctandum existimaverimus, quin Illustrissimum Eugenium Principem Sabaudie & Pedemontium, auctori Velleris Equitem, Cæsarem Nostrum Consiliarium intimum, Consiliis Amico-bellici Præsidentem, Locumtenentem Generalem, Sacri Imperii Campi Marteschallum, nec non Consanguineum ac Principem charissimum, in cuius fide, prudentia, & singulari rerum gerendarum usu plene confidimus, ad supraddictum finem Legatum Extraordinarium constitue-

rimus, quemadmodum hisce constituimus, Dantes & concedentes Eidem plenam Potestatem agendi, tractandi, concludendi & signandi cum supra nominato Supremo Exercitu Gallici Ducore (Tit.) de Villars omnia, quæ ad procurandam Pacem pertinent, nec non promittentes verbo Nostrum Imperatorio, Nos quicquid per dictum Principem Eugenium adum, tractatum, conclusum & signatum fuerit, acceptum & gratum firmum quoque & ratum habitueros: In quorum fidem ac robur præsentem manu Nostrâ subscriptas, Sigillo Nostrum Imperatorio muniti iussimus, quæ dabantur in Civitate Nostrâ Viennæ die decima sexta mensis Decembris, Anno millesimo septingentesimo decimo tertio. Regnorum Nostrorum Romani tertio, Hispaniæ undecimo, Hungarici & Bohemici vero pariter tertio.

*Signatum Sc.*

CAROLUS

Inferius

VI. FRID. CARL. COMES DE SCHÖNBORN.

ex tergo.

*Ad Mandatum Sacre Cæsareæ Majest. proprium.*

PETRUS JOSEPHUS DOLBERG.

*Plein-pouvoir de Sa Majesté Très-Chrétienne.*

LOUIS par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre: à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, salut. Comme Nous désirons sincèrement de contribuer de tout Notre pouvoir à conclure l'ouvrage de la Paix générale, de convenir au plutôt des intérêts de notre très-cher & très-aimé Frère l'Empereur des Romains, & de ceux de l'Empire, & de chercher les moyens d'arrêter l'effusion du Sang Chrétien, & de faire cesser la désolation de tant de Provinces. Nous confiant entièrement en la capacité, expérience, zèle & fidélité pour Notre service, de Notre très-cher & bien aimé Cousin le Duc de Villars, Pair & Marechal de France, Général de Nos Armées en Allemagne, Chevalier de Nos Ordres, Gouverneur & Notre Lieutenant Général en notre Pays & Comté de Provence; pour ces causes, & autres bonnes considérations, à ce Nous mouvans, Nous avons commis, ordonné, & député, & par ces présentes signées de notre main comissions, ordonnons & députons Notre dit Cousin le Duc de Villars, & lui avons donné, & donnons Plein-pouvoir, Commission & Mandement spécial, en qualité de Notre Ambassadeur Extraordinaire & de notre Plenipotentiaire, de conférer, négocier & traiter avec les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, munis de Pouvoir en bonne forme, de la part de Notre dit Frère, & des Princes & Etats de l'Empire, arrêter, conclure, & signer tels Traités, Articles & Conventions, que Notre dit Cousin le Duc de Villars avisera bon-être, en sorte qu'il agisse entout ce qui regarde la Négociation de la Paix, avec la même autorité, que Nous ferions, & pourrions faire, si Nous y étions présents en personne, encore qu'il y eût quelque chose, qui requiert un Mandement plus spécial non contenu en cesdites Præfentes. Promettant en foi & parole de Roi d'avoir agréable, tenir ferme & stable à toujours, accomplir & exécuter ponctuellement tout ce que Notre dit Cousin le Duc de Villars aura stipulé, promis & signé en notre nom, en vertu du présent Pouvoir, sans y contrevenir, ni permettre qu'il y soit contrevenu, pour quelque cause, ou sous quelque prétexte que ce puisse être, comme aussi d'en fournir Notre Ratification en bonne forme, pour être échangée dans le tems dont il sera convenu, car tel est Notre plaisir, en témoin de quoi, Nous avons fait mettre Notre Scel à cesdites présentes. Donné à Paris le vint quatrième jour d'Aoust, l'An de grace mil sept



ANNO sept cent & treize, & de Notre Regne le soixante onzième.

1714.

*Etoit signé,*

LOUISE.

*Et plus bas, sur le repli.*

Par le Roy,

COLBERT.

1. Article séparé.

COMME dans les Titres, que Sa Majesté Impériale employe, soit dans les Plein-pouvoirs, soit dans le préambule du Traité, qui doit être signé ce jourd'hui entre le Prince Eugene de Savoye & le Maréchal Duc de Villars, Ambassadeurs Extraordinaires & très-Chrétiens, quelques-uns desdits Titres ne peuvent être reconnus par Sa Majesté très-Chrétienne, il a été convenu entre lesdits Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, par cet Article séparé & signé par Eux avant ledit Traité, que les qualités prises ou obmises de part & d'autre, ne donneront nul Droit, & pareillement ne causeront nul préjudice à l'une ou à l'autre des Parties Contractantes, & le présent Article séparé, aura la même force, que s'il étoit inséré mot à mot dans le Traité de Paix. Fait au Palais de Radstadt ce sixième Mars mil sept cens quatorze.

EUGENE DE SAVOYE. LE M. DUC DE VILLARS.  
(L.S.) (L.S.)

2. Article séparé.

LE présent Traité, par les raisons mentionnées dans l'Article XXXIII. ayant été commencé, poursuivi & achevé sans les solennités & formalitez requises & usitées à l'égard de l'Empire, & composé & rédigé en Langue Française, contre l'usage ordinairement observé dans les Traités, entre Sa Majesté Impériale, l'Empire, & Sa Majesté très-Chrétienne, cette différence ne pourra être alléguée pour exemple, ni tirer à conséquence, ou porter préjudice en aucune manière, à qui que ce soit, & l'on se conformera à l'avenir à tout ce qui a été observé jusqu'à présent dans de semblables occasions, tant à l'égard de la Langue Latine, que pour les autres formalités, & notamment dans le Congrès & Traité général & solennel à faire entre Sa Majesté Impériale, l'Empire, & Sa Majesté très-Chrétienne: le présent Traité ne laissant pas d'avoir la même force & vertu que si toutes les susdites formalités y avoient été observées, & comme s'il étoit en Langue Latine, & le présent Article séparé aura pareillement la même force, que s'il étoit inséré mot à mot dans le Traité de Paix. Fait au Palais de Radstadt ce sixième Mars mil sept cens quatorze.

EUGENE DE SAVOYE. LE M. DUC DE VILLARS.  
(L.S.) (L.S.)

3. Article séparé.

SA Majesté Impériale, conformément à l'Article XXXIV. du Traité conclu ce jourd'hui, ayant nommé & proposé pour le Lieu des Conférences du Traité de Paix général & solennel, à faire entre Elle, l'Empire & Sa Majesté Très-Chrétienne, les trois Villes suivantes dans le Territoire de la Suisse, savoir Schaffhausen, Baden en Ergau, & Frauenfeld, & le Maréchal Duc de Villars n'ayant pu encore recevoir les ordres de Sa Majesté Très-Chrétienne sur le choix de celle desdites trois Villes, qu'Elle voudra préférer, il promet de le faire savoir inces-

samment au Prince Eugene de Savoye par un Courier. Fait au Palais de Radstadt ce sixième Mars, mil sept cens & quatorze.

ANNO 1714.

EUGENE DE SAVOYE. LE M. DUC DE VILLARS.  
(L.S.) (L.S.)

COPIA

Ratificationis Pacis cum Gallia Radstadii conclusæ.

Vienne 17. Martii 1714.

NOS CAROLUS Sextus Divina favente clementia electus Romanorum Imperator semper Augustus, ac Rex Germaniæ, Castellæ, Arragoniæ, Legionis, utriusque Siciliæ, Hierusalem, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatia, Sclavoniæ, Navoriæ, Granatæ, Toleti, Valentie, Gallitiæ, Majoricarum, Sevilie, Sardinie, Cordubæ, Corsicæ, Muriæ, Giennis, Algarbiæ, Algeziræ, Gibraltaris, Insularum Canariæ & Indiarum, ac Terræ firmæ Maris, Oceani, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantie, Mediolani, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, Limburgiæ, Lucemburgiæ, Geldriæ, Wirtembergæ, superioris & inferioris Silesiæ, Calabriæ, Athenarum & Neopatriæ, Princeps Sueviæ, Cataloniæ & Asturiæ, Marchio Sacri Romani Imperii Burgoviæ, Moraviæ, superioris & inferioris Lusitiæ, Comes Habsburgi, Flandriæ, Tyrolis, Fretetis, Kyburgi, Goritiæ & Artheisæ, Landgravius Alatiæ, Marchio Oristhani, Comes Goziani, Namurci, Rosilonsi, & Cerretaniæ, Dominus Marchiæ Sclavoniæ, Portus Naonis, Biscayæ, Molinæ, Salinarum, Tripolis & Mechliniæ, &c. &c.

Notum facimus omnibus & singulis præsentis Litteras inspecturis, lecturis, vel legi audituris, aut quomodocunque infra scriptorum notitia ad ipsos pervenire poterit, postquam ad tollendum, quod cum inter Serenissimos quondam & Potentissimos Principes, Dominum Leopoldum colendissimum Parentem nostrum & Dominum Josephum amantissimum Nostrum Fratrem, Romanorum Imperatores, semper Augustos, Prædecessores Nostros gloriosissime memoriæ, tum inter Nosmetipsos & Romanum Imperium ex una: & Serenissimum ac Potentissimum Principem Dominum Ludovicum Franciæ Regem Christianissimum ex altera parte, multis abhinc annis duravit gravissimum Bellum, tractatum instituitur placuisse, factum Divina bonitate esse, ut per constitutos utriusque Legatos Extraordinarios & Plenipotentiariorum, à Nobis quidem Illustrissimum Eugenium Principem à Sabaudia & Pedemontium, auri Velleris Equitem, Cæsarem Nostrum Consiliarium intimum, Consiliis Aulico-bellici Præsidem, Locumtenentem Generalem, Sacri Imperii Campi Maréchalum, Nostrique & Imperii Exercitus supremum Ducem, Confanguineum & Principem nostrum charissimum, à Rege Christianissimo vero Illustrum Ludovicum Hectorum de Villars, Ducem & Patrem Franciæ, Supremumque Exercitus Gallici Ducem, Pax & Amicitia conclusa sit, forma & tenore sequenti.

Inferatur Instrumentum una cum binis Mandatis & tribus Articulis separatim.

CUM igitur hæc omnia Instrumento Principali, tribusque Articulis separatim contenta, prout hic verbotenus inserta & descripta legantur, Mandato Nostro gesta, peracta & conventa sint, Nos eadem omnia & singula, præhabita matura & diligenti consideratione, ex certa nostra scientia approbamus, ratificamus, & confirmamus rataque & firma esse & fore virtute præsentium declaramus, simulque verbo Imperiali & Regio promittimus Nobis, pro Nostri Successoribus, Nos omnes & singulos supra descriptos Articulos, & quicquid tota hæc Pacis Conventionione continetur, firmiter, constanter & inviolabiliter servaturos, atque executioni mandatueros, nulla ratione, ut vel ex nostra parte, vel per alios contraveniatur, passuros, quomodocunque id fieri poterit.

ANNO 1714. possit, omni dolo & fraude exclusis, Salva de reliquo Linguae Latinae ceterarumque solennitatum alias requisitarum reservatione Articulo separato tertio uberius expressa. In horum omnium testimonium & fidem Sigillum nostrum Caesareum majus huic Diplomati manu Nostra subscripto appendi fecimus. Datum in Civitate nostra Viennae, die decima septima mensis Martii, Anno Domini millesimo septingentesimo decimo quarto, Regnorum Nostrorum Romanorum tertio, Hispaniarum undecimo, Hungarici & Bohemici vero pariter tertio.

*Ratification du Roi T. C.*

**L** OUIS par la Grâce de Dieu, Roy de France & de Navarre: A tous ceux qui ces présentes Lettres verront; Salut. Comme notre très-cher & bien aimé Cousin le Duc de Villars, Pair & Maréchal de France, General de nos Armées en Allemagne, Chevalier de nos Ordres, Gouverneur & notre Lieutenant General en notre Pais & Comté de Provence, notre Ambassadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire, en vertu des Pleins-pouvoirs que nous luy en avions donné, auroit conclu, arrêté & signé le sixième du présent mois de Mars à Radstadt avec notre très-cher, & bien-aimé Cousin le Prince Eugene de Savoye, Chevalier de la Toison d'Or, Président du Conseil Aulique, Lieutenant General & Maréchal de Camp de l'Empire, en qualité d'Ambassadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire de notre très-cher & très-ami Frère l'Empereur, pareillement muni de ses Pleins-pouvoirs, le Traité de Paix & les Articles separez dont la teneur s'ensuit.

*Fait insérer:*

Nous ayant agréable les susdits Traité de Paix & Articles separez en tous & chacun des Points & Articles qui y sont contenus & declarer; Avons iceux tant pour nous que pour nos Heritiers, Successeurs, Royaumes, Pais, Terres, Seigneuries, & Sujets accepté, approuvé, ratifié, & confirmé; Et par ces Présentes signées de notre main, acceptons; approuvons; ratifions; & confirmons, & le tout promettons en foy & parole de Roy, sous l'obligation & hypothèque de tous & chacun nos biens présents & à venir, garder, observer inviolablement, sans jamais aller ni venir au contraire; directement ou indirectement en quelque sorte & maniere que ce soit: En témoin de quoy Nous avons fait mettre notre Scel à ces Présentes: Donné à Versailles le vingt troisième Mars l'an de grace mil sept cens quatorze, & de notre Regne le soixante-onzième.

Signé,

LOUIS.

*Et plus-bas.*

Par le Roy,

COLBERT.

Scellé du grand Sceau de cire jaune sur lacs de soye bleüe treffez d'Or, le Sceau enfermé dans une boîte d'argent; Sur le dessus de laquelle sont empreintes & gravées les Armes de France & de Navarre, sous un Pavillon Royal soutenu par deux Anges.

CLXXI.

3. Juin. *Traité d'Alliance entre les Seigneurs Etats Généraux des PROVINCES - UNIES des Pais-Bas & le Louable Canton de BERNE, projeté & signé à la Haye le 21. Juin 1712. perfectionné & conclu le 8. Juin 1714. avec la Capitulation pour les Troupes.*

**L** Es Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas & les Seigneurs l'Advoyer, petit & grand Conseil de la Louable République &

Canton de Berne; ayant depuis long-tems, & reciproquement les uns pour les autres une véritable & sincere amitié & une entiere confiance, ont jugé qu'il leur seroit utile & convenable de contracter ensemble un Traité de perpetuelle Union defensiva; qui puisse servir à leur conservation & maintien reciproque, & à cimenter indissolublement les sentimens d'amitié & de confiance qu'ils ont eu jusqu'ici les uns pour les autres. Pour cet effet les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas ont autorisé les Srs. de Brockhuysen, van Alphen, Heinsius, Conning, Ploos van Amstel, de Burum, Steinberg & Steenhuis leurs Députez: & la République & Canton de Berne le Sr. Pefine de St Saphorin, qui en vertu de leurs autorisations, sont convenus des Articles suivans.

I. Il y aura à perpetuité une étroite Union defensiva entre les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas d'une part, & le loüable Canton de Berne de l'autre, en vertu de laquelle étroite union, les Parties contractantes s'engagent d'avoir reciproquement un fidele soin de leurs intérêts mutuels, & de s'assister par tous les bons offices possibles, de prevenir le mal dont l'une ou l'autre Partie pourroit être menacée, & de s'entresecourir reciproquement en cas d'attaque.

II. Ce Traité d'Union s'étend de la part du loüable Canton de Berne à la défense du Pais de Leurs Hautes Puissances, & à celle de leurs Barrières, telles qu'elles seront réglées dans le Traité de Paix, & cela; soit que leursdits Pais & Barrières fussent attaquées; soit que Leurs Hautes Puissances fussent obligées d'entrer en guerre pour la défense de leurs Pais ou Barrières. Leurs Hautes Puissances de plus feront dans le pouvoir d'employer les Troupes du loüable Canton qu'elles auront à leur service pour la défense de tous les Etats du Royaume de la Grande-Bretagne, qui sont dans l'Europe.

III. Le Loüable Canton de Berne s'engage dans ce Traité de laisser au service de Leurs Hautes Puissances non seulement les 16. Compagnies de Berne qui avoient déjà été avouées par le Loüable Canton dans le Projet (\*) de la Capitulation faite ci-devant, mais encore huit autres Compagnies commandées l'une par un Bourgeois de Berne; & les sept autres par des Sujets du Canton. Il avouera toutes les 24. Compagnies, & fournira aux Capitaines qui les commandent, & qui les commanderont dans la suite, les Recrues nécessaires pour les maintenir, sans que le loüable Canton puisse rapeller en nul tems ledites 24. Compagnies, que dans les cas marquez dans l'Article VI. du présent Traité.

IV. Le Loüable Canton de Berne s'engage de plus d'accorder à Leurs Hautes Puissances en cas qu'elles fussent attaquées, ou en peril inevitable de l'être, une nouvelle levée de 4000. hommes, sans que ledit Canton puisse se dispenser d'exécuter cet engagement, à moins que lorsqu'on lui demandera la nouvelle levée, il fut lui-même en guerre, ou dans le peril éminent d'y entrer, & quand les Troupes seront levées, il leur fournira les Recrues nécessaires.

V. D'autre part Leurs Hautes Puissances s'engagent au Loüable Canton de Berne, en vertu du présent Traité, à la défense de la Ville de Berne, & à celle de tous les Etats qui sont sous sa Domination; & sur lesquels Elle a le Droit de Souveraineté; de même qu'à la défense de ses Combourgeois, & à celle de la Ville de Geneve, qui est la Barrière; ses Combourgeois sont le Comté de Neuchâtel, Vallangin, Bienne, la Neufve & la Bonneville & le Munsterthal.

VI. Si le loüable Canton de Berne étoit attaqué, ou se trouvoit engagé dans une Guerre, soit pour sa défense, soit pour celle de ses Combourgeois, ou ses Sujets, ou de la Barrière: Leurs Hautes Puissances lui fourniront pour subside une somme pareille à ce, à quoi monte la paye présente des 24. Compagnies tant de Berne que des Sujets du loüable Canton qui sont présentement à leur service. Ce subside sera payé régulièrement de mois en mois pendant tout le tems que la Guerre durera; mais si le loüable Canton de Berne se trouvoit engagé, ou qu'il se vit dans le peril inevitable d'une guerre si redoutable, qu'il

(\*) Ce Projet a été fait par feu Mr. de Rehoulet, Résident de Leurs Hautes Puissances en Suisse.

ANNO 1714.



ANNO  
1714.

qu'il se crut dans la nécessité absolue & indispensable de rappeler ses Troupes qui seroient au service de Leurs Hautes Puissances, elles seroient obligées de les lui renvoyer à sa première demande au choix du loüable Canton, soit une partie, soit toutes les Compagnies qui sont présentement à leur service, & cela soit que Leurs Hautes Puissances soient Elles-mêmes en guerre ou non, mais avec ces restrictions, que si Leurs Hautes Puissances étoient en guerre, & que le loüable Canton s'y trouveroit de sa part engagé avec d'autres Parties du loüable Corps Helvétique, ce dont Dieu veuille les préserver, sans qu'aucune Puissance étrangère assilât ni directement ni indirectement lesdites Parties du Corps Helvétique, avec lesquelles il seroit en guerre, ledit loüable Canton se devra en ce cas-là contenter du subside sans pouvoir rappeler lesdites 24. Compagnies; de plus, quand même le Loüable Canton de Berne seroit en guerre avec quelque Puissance étrangère, Leurs Hautes Puissances ne seroient pas dans l'obligation de lui envoyer, en cas qu'Elles fussent Elles-mêmes en guerre, ce qu'Elles pourroient avoir alors de Troupes du Canton de surplus que les 24. Compagnies. Quoique ledit Loüable Canton de Berne s'engage de bonne foi à ne les rappeler, par rapport même à des Guerres étrangères, que lorsqu'il se trouveroit engagé, ou dans le péril d'une Guerre si redoutable, qu'il ne puisse se dispenser de rappeler ou toutes, ou une partie des 24. Compagnies; il sera toujours à lui à connoître, si la nécessité éminente requiert qu'il les rappelle, & lorsqu'il les demandera, Leurs Hautes Puissances les lui enverront incessamment, sans y pouvoir apporter aucune difficulté, & en faisant les offices convenables vers les Princes & Etats, par où lesdites Troupes devront passer, pour avoir le libre passage & l'assistance nécessaire: Si une partie, ou toutes les 24. Compagnies se trouvoient dans le cas d'être rappelées par le Canton, Leurs Hautes Puissances s'engagent de les payer & entretenir pour le service dudit Canton pendant tout le tems qu'il sera en guerre, & ce que leur coûtera ledit entretien, sera délégué sur les subsides qu'elles s'engagent de lui payer, cette déléguation sera comptée & commencera depuis le jour que les Troupes partiront pour la Suisse, jusqu'au jour qu'elles partiront pour revenir dans les Etats de Leurs Hautes Puissances, avec cette observation, que si Leurs Hautes Puissances jugeroient à propos de se prevaloir dans la suite du Pouvoir qu'Elles ont par l'Article XI. du présent Traité, de réduire les 24. Compagnies à 150. hommes chacune en tems de Paix, Elles ne seroient obligées de payer & d'entretenir pour le service du Canton les Compagnies que ledit Canton rappellera, que sur le pied de la réduction qui aura été faite par Leurs Hautes Puissances avant ledit rapel, bien entendu qu'elles seront toujours payées complètes sur le pied de ladite réduction avec l'Etat Major, tel qu'il est nécessaire pour le nombre des Compagnies que l'on rappellera, & avec la gratification qui est accordée aux Capitaines pour leur paye & pour celle des Officiers; mais si le Canton se contente, soit pour une partie, ou pour le tout du subside, alors on le lui payera, ainsi qu'il est dit au commencement de cet Article, sur le pied que les Compagnies le sont présentement.

VII. Ces Troupes resteront toujours au service de Leurs Hautes Puissances, quoiqu'employées pour la défense du loüable Canton, & reviendront ensuite dans les Etats de Leurs Hautes Puissances d'abord que le loüable Canton ne sera plus dans la nécessité de s'en servir.

VIII. Les 24. Compagnies, qui sont présentement au service de Leurs Hautes Puissances, seront mises dans trois ou dans deux Regimens au choix de Leurs Hautes Puissances. Si c'est dans trois, deux Regimens seront composés chacun de huit Compagnies uniquement commandées par des Bourgeois de Berne, & les Compagnies de l'autre Regiment seront indifféremment commandées par des Bourgeois ou Sujets du Canton de Berne. Si on n'en compose que deux Regimens, chacun de 12. Compagnies, les Capitaines de l'un des deux Regimens devront tous être Bourgeois de Berne & dans l'autre les quatre Compagnies qui sont présentement commandées par des Bourgeois de Berne & qui devront être dans ledit Regiment, resteront à des Bourgeois de Berne, & les autres seront indifféremment données & commandées par des Bourgeois de Berne ou Sujets du Canton.

ANNO  
1714.

IX. Leurs Hautes Puissances ne seront dans l'obligation qu'après que la Paix sera faite, de mettre les Compagnies du Loüable Canton de Berne dans deux ou trois Regimens; mais qu'en attendant que cette séparation se fasse, ces Compagnies du Regiment de May, commandées par des Bourgeois de Berne ne pourront être redonnées qu'à des Bourgeois de Berne, & le Loüable Canton aura à présent la nomination des Capitaines du Regiment.

X. Quant aux autres seize Compagnies soit des Bourgeois de Berne, soit des Sujets du Loüable Canton, qui sont repandus dans divers autres Regimens Suisses au service de Leurs Hautes Puissances: les huit Compagnies déjà avouées par le Canton & commandées par des Bourgeois resteront toujours entre les mains des Bourgeois, & les autres huit Compagnies seront données indifféremment à des Bourgeois de Berne ou à des Sujets dudit Canton & non à d'autres; Mais du reste jusques à cette séparation des Compagnies qui sont dans divers Regimens, le choix des Capitaines, lorsque les Compagnies viendront à vaquer, se fera ainsi qu'il a été pratiqué jusqu'à présent.

XI. Les 24. Compagnies qui sont présentement au service de Leurs Hautes Puissances seront conservées en tems de Paix; Mais Leurs Hautes Puissances auront le pouvoir de les réduire à 150. hommes chacune.

XII. Lorsque Leurs Hautes Puissances feront de nouvelles levées dans le Loüable Canton de Berne en vertu de l'engagement que le Loüable Canton prend dans ce présent Traité, ledit Canton aura le choix des Capitaines, qui commanderont les nouvelles levées; Mais il s'engage à n'en choisir que d'expérimentez & des capables.

XIII. Leurs Hautes Puissances pourront choisir parmi les Capitaines qui auront été nommez & choisis par le Canton de Berne, les Officiers de l'Etat Major.

XIV. Lorsqu'un Regiment sera formé & qu'il y aura une Compagnie vacante, le Colonel nommera toujours le plus vieux Capitaine Lieutenant du Regiment, & le Capitaine Lieutenant de la Compagnie vacante, pourvu que le dernier ait huit ans de service, en qualité d'Officier, sans quoi les deux plus vieux Capitaines - Lieutenans du Regiment seront nommez, & le Loüable Canton de Berne aura droit de donner ladite Compagnie à l'un des deux Capitaines-Lieutenants, nommez par le Colonel.

XV. Leurs Hautes Puissances donneront pour la nouvelle Levée la même somme qui a été donnée aux Capitaines Suisses qui en ont levé de particulières pour elles.

XVI. La Capitulation pour les nouvelles Levées sera la même que celle qui a été faite pour les Troupes Suisses Protestantes, qui sont déjà au service de Leurs Hautes Puissances avec cette observation, que sans rien changer par rapport à la paye, cette Capitulation doit être mise le plus clairement possible, afin qu'il ne puisse naître aucune difficulté à l'égard de son exécution & tout ce qui n'est pas réglé dans le présent Traité, le doit être dans la Capitulation de la manière la plus avantageuse pour les deux Parties Contractantes, cette Capitulation étant bien éclaircie devra avoir la même force que le présent Traité.

XVII. Toutes les Alliances du Loüable Canton, soit avec la Suisse en général soit avec quelque partie en particulier sont ici réservées, les Troupes du Loüable Canton de Berne ne pourront pas être employées au préjudice des Traitez que les Loüables Cantons ont fait avec la France; soit avec la Souveraine Maison d'Autriche; Mais comme ces Alliances sont de même que ce présent Traité d'Union Défensive, le Loüable Canton ne permettra pas que les susdites deux Puissances emploient leurs Troupes Suisses au delà des termes que prescrivent ces Alliances, ni qu'Elles s'en servent contre les Etats de Leurs Hautes Puissances ni contre leurs Barrières.

XVIII. Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne sera en Droit d'entrer dans le présent Traité d'Union, sur le pied du Projet qui avoit été proposé de faire avec Sa dite Majesté, conjointement avec Leurs Hautes Puissances.

XIX. Les autres Parties du Loüable Corps Helvétique Protestant auront aussi Droit d'entrer dans ce Traité, proportionnant le secours de Leurs Hau-

ANNO 1714. Les Puissances en leur faveur aux Troupes qu'ils s'engagent de donner.

XX. L'Echange des Ratifications se fera dans deux mois au plus tard, & plutôt, s'il se peut; Ainsi fait & conclu entre les soussignés Deputés de Leurs Hautes Puissances & le Sr. Peime de St. Saphorin de la part du Louable Canton de Berne.

A la Haye le 21. Juin 1712.

## ARTICLE SEPARÉ.

Comme avant la conclusion & la signature du Traité d'Union conclu & signé aujourd'hui entre Leurs Hautes Puissances & le Louable Canton de Berne, il s'est élevé depuis peu une Guerre intestine dans la Suisse, il est stipulé par cet Article séparé, qui aura la même force, comme s'il étoit inséré dans le Traité principal, que Leurs Hautes Puissances ne feront pas obligées par ledit Traité de fournir à la République de Berne pour la Guerre intestine présentement allumée en Suisse le secours ici stipulé, mais si des Puissances Etrangères prenoient occasion de cette Guerre pour attaquer sa Domination, & les Terres sur lesquelles elle a Droit de Souveraineté, de même que ses Combourgeois & sa Barrière, Leurs Hautes Puissances seront alors obligées à remplir les Conditions du Traité; Le présent Article sera ratifié en même tems que le Traité principal. Ainsi fait & signé entre les soussignés Deputés de Leurs Hautes Puissances & le Sieur Peime de St. Saphorin de la part du Louable Canton de Berne.

Signé,

BROEKHUYSEN: PESME DE ST. SAPHORIN.

HEINSIUS.

FLOOS VAN AMSTEL.

STEENBERG.

VAN ALPHEN.

CONINCK.

VAN BURUM.

VAN STEENHUYSEN.

A la Haie ce 21. Juin 1712.

Extrait du Registre des Résolutions de Leurs Nobles & Grandes Puissances les Etats de Hollande & West-Frise du Mercredi 13. Decembre 1713.

AYANT été délibéré resumptivement sur la Lettre des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies écrite ici à la Haye le 23. d'Aout dernier, ayant pour annexe un Projet de Capitulation touchant les Compagnies Suisses du Canton de Berne; dressé par les Seigneurs Deputés de Leurs Hautes Puissances conjointement avec des Deputés du Conseil d'Etat, en conséquence & en exécution du dernier Traité conclu avec le susdit Canton de Berne mentionné plus au long dans les notes du dit 23. Aout; les Seigneurs du Collège des Nobles & les Deputés des Villes respectives au nom & de la part des Bourgeois & Conseils des Seigneurs leurs Commitans, ont consenti comme leurs Nobles & Grandes Puissances consentent par ces présentes à la Capitulation susdite pour les Compagnies Suisses du Canton de Berne, ainsi qu'elle est insérée ci-après.

Accorde avec ledit Registre,

Etoit signé,

SIMON VAN BEAUMONT.

TOME VIII. PART. I.

Capitulation pour les nouvelles Levées que Leurs Hautes Puissances feront à l'avenir en droit de faire dans le Louable Canton de Berne en conformité de leur Traité d'Union avec ledit Canton & pour l'entretien de toutes les Troupes du Canton.

ANNO 1714.

I. Leurs Hautes Puissances avanceront pour la Levée d'une Compagnie six mille Livres de France, 3. Livres pour l'Ecu en espee, qui seront ensuite rabattus aux Capitaines à raison de 250. Livres par mois; à commencer du jour que la Compagnie sera complete, sans que les Capitaines soient obligés de payer aucun intérêt pour cette somme.

II. Leurs Hautes Puissances donneront, sans les pouvoir rabattre, cinq Ecus pour chaque Soldat, pour le rendre au lieu d'assemblée dans une Ville de la dependance des sept Provinces-Unies la plus à portée de la Suisse, laquelle on assignera de bonne heure, & à mesure de leur arrivée au lieu d'assemblée la paie ordinaire commencera & afin que le Capitaine puisse payer les Officiers, il jouira de la moitié de la gratification des qu'il aura eut hommes, mais si les nouvelles Levées ou Recrues étoient ou arrêtées en chemin par les Pays où elles devroient passer, ou enlevées par les Ennemis de l'Etat, sans qu'il y eût de la faute du Capitaine, Leurs Hautes Puissances auront les égards convenables.

III. Leurs Hautes Puissances donneront aussi sans les pouvoir rabattre cinq Ecus par homme pour les frais de Suisse en Hollande.

IV. Chaque Compagnie doit être composée pour le moins de deux tiers Suisses, & il sera permis aux Capitaines de remplir l'autre tiers par des Hauts Allemands, savoir des Cercles de Suabe, d'Autriche, de Bavière, de Franconie, du Haut Rhin & de la Haute Saxe, & les Capitaines auront deux mois pour remplir par de bons hommes, tels qu'ils sont obligés de les avoir suivant cet Article; ceux qu'ils viendront à perdre autrement que par Congé ou par l'expiration du terme pour lequel ils auront été engagés, bien entendu que les Compagnies devront être complètes à la Revue générale qui se fait au printemps, sans que les Capitaines puissent prétendre les deux mois pour ceux qui manqueront alors. Il ne sera pas permis aux Capitaines de donner des Congés pour quelque raison que ce soit, depuis la Revue générale jusqu'au 15. du mois de Novembre, à moins qu'ils n'eussent après ladite Revue générale plus de monde que le compte de leurs Compagnies, auquel cas seul & en le faisant voir préalablement, ils pourront congédier ceux qu'ils ont de surplus & les Capitaines seront obligés de marquer distinctement dans les Rolles des Recrues que Leurs Hautes Puissances seront en droit de faire toutes les fois qu'elles voudront, la manière, soit desertion, mort ou autre, dont ils auront perdu les hommes qui manqueront depuis la Revue précédente & dont ils prétendront la paye pendant ledit terme de deux mois, & de confirmer le contenu des Rolles par serment. Si les Capitaines negligent de prendre le soin nécessaire pour la conservation de leurs Compagnies & qu'ils causent par là de la desertion, ou bien s'ils donnent des Congés depuis la Revue du Printemps jusques au 15. de Novembre, à moins que ce ne soient les Congés de ceux qu'ils auront de plus que le Compte de leurs Compagnies, ils seront mis au Conseil de Guerre & caffee ou punis autrement suivant les Loix Militaires de Leurs Hautes Puissances.

V. Le Capitaine fournira à ses dépens à sa Compagnie les armes & les habits.

VI. Une Compagnie nouvellement levée ne pourra être congédiée que trois ans après qu'elle aura commencé à jouir de la gratification.

VII. Leurs Hautes Puissances payeront en tems de Guerre pour chaque homme 16. Livres 4. Sols de France, c'est 13. Livres 10. Sols d'Hollande par mois à compter douze mois dans l'année, mais en tems de Paix Elles pourront diminuer ladite paye de 10. Sols d'Hollande par homme, sans la pouvoir mettre plus-bas.

VIII. Chaque Compagnie doit être pourvue de tous les Hauts & Bas Officiers nécessaires, à savoir

Hhh

d'un



ANNO  
1714.

426

# CORPS DIPLOMATIQUE

d'un Capitaine, d'un Capitaine Lieutenant, d'un Lieutenant, d'un Sous-Lieutenant, d'un Enseigne, de six Cadets, de 4. Sergeants, de 4. bas Officiers, savoir un Fourrier, un Port-Enseigne, un Capitaine d'Armes & un Prevot; Item d'un Secrétaire, un Chirurgien, de 4. Trabants, de 6. Caporaux & d'autant d'appointez en tems de Guerre; mais en tems de Paix les Capitaines ne seront obligés d'avoir que 4. Caporaux & autant d'appointez; Il devra de plus avoir 4. Tambours avec un Ffife, & le Capitaine sera obligé de payer ledits Hauts & Bas-Officiers aussi-bien que les Soldats de la Compagnie sur le pied suivant, savoir en tems de Paix au Capitaine-Lieutenant cent Livres par mois, à 3. Livres pour un écu en espee, au Lieutenant 75. au Sous-Lieutenant 60., à l'Enseigne 50. aux premiers Sergeants 24. chacun, aux deux derniers Sergeants chacun 20., aux quatre Bas Officiers chacun 18., aux Caporaux chacun 15., aux appointez 14. chacun, aux Trabants chacun 15., aux Cadets 18. chacun, & les Capitaines seront obligés de faire le décompte aux Soldats sur le pied de 12. Livres 3. Sols par mois, dont ils leur payeront chaque semaine la valeur de 40. Sols & demi de France, ce qui est la même paye qu'ils ont eu jusqu'à présent. En tems de Guerre les Capitaines seront obligés de payer par mois au Capitaine-Lieutenant 120. Livres, au Lieutenant 80., au Sous-Lieutenant 75., à l'Enseigne 60., & à chacun des Cadets 20. Livres, ils bonifieront aussi 10. sols par mois à chaque Soldat de plus qu'en tems de Paix, mais ils ne leur donneront toujours que le même argent de semaine, bien entendu, que cela est bon argent de France à 3. Livres pour l'Ecu en espee ou pour 50. Sols d'Hollande.

**IX.** Lorsqu'une Compagnie Suisse sera sur le pied de deux cens hommes effectifs, on payera au Capitaine 27. hommes de gratification.

**X.** Si même une Compagnie qui devoit être de deux cens hommes effectifs, n'en avoit que 175., le Capitaine jouira toujours de sa gratification de 27. hommes, & sera outre cela payé pour les présents & effectifs, pourvu qu'ils ne surpassent pas 200. hommes.

**XI.** Mais si une Compagnie qui devoit être de 200. hommes n'en avoit au delà de 174. effectifs, le Capitaine perdra alors la moitié de sa gratification.

**XII.** Et s'il laissoit diminuer sa Compagnie jusqu'à au dessous de 165., il perdroit alors toute la gratification & ne lui seroit payé que des effectifs.

**XIII.** Si Leurs Hautes Puissances jugeoient à propos de reduire leurs Compagnies Suisses, ainsi qu'Elles ont été pendant quelque tems à 178. hommes effectifs, en y comprenant tous les Hauts & Bas Officiers, comme aussi les Tambours, Ffifes & Trabants, on payera outre les effectifs aux Capitaines 27. hommes de gratification.

**XIV.** Et même lorsqu'une Compagnie sur le pied de 178. hommes n'auroit réellement que 153. hommes, le Capitaine, outre le paiement des effectifs, jouira encore de la gratification de 27. hommes.

**XV.** Mais si elle se trouvoit au dessous de 152. hommes le Capitaine ne jouira que de la moitié de la gratification.

**XVI.** Et si elle tomboit au dessous de 140. hommes, le Capitaine perdroit toute la gratification & ne seroit payé que pour les présents & effectifs.

**XVII.** Leurs Hautes Puissances seront dans le pouvoir de reduire en tems de Paix les Compagnies à 150. hommes & non à moins, & alors elles ne payeront que 25. hommes de gratification, comme il a été réglé après la Paix de Rywick.

**XVIII.** Lorsqu'une nouvelle Compagnie sera congediée, Leurs Hautes Puissances lui payeront deux mois de gage pour son retour en Suisse.

**XIX.** Si Leurs Hautes Puissances diminuent conformément au Droit qu'elles en auront par le Traité d'Union, le nombre d'hommes qui sont dans les Compagnies du Canton, qu'Elles s'engagent par le même de conserver sur pied; Elles donneront pour le renvoy de tout ce qu'Elles reformeront, deux mois de gage par tête.

**XX.** L'Etat Major des Regimens tant des Bourgeois de Berne que des Sujets du Canton, sera payé au Colonel à raison de 600. Rixdalers à 50. Sols la pièce par mois en tems de Guerre & 400. en tems de Paix, & le Colonel payera sur cela tous les Officiers & personnes comprises dans l'Etat Major; le

tout ainsi qu'il est pratiqué jusques à présent, en tems de Paix & en tems de Guerre. Le Colonel ne sera pas en Droit de demander augmentation des gages, en cas qu'il fût trouvé à propos de mettre le Regiment à 3. ou 4. Bataillons.

**XXI.** Leurs Hautes Puissances, ou bien si les Regimens sont repartis sur les Provinces, celles sur lesquelles les Officiers de l'Etat Major sont payez, auront le choix, soit en cas de Vacance, soit dans les nouvelles levées, de Colonels, Lieutenants-Colonels & Majors qui dans les nouvelles Levées devront être pris parmi les Capitaines choisis par le Canton; & qui dans les Vacances devront être remplis, pour les deux Regimens composez uniquement des Bourgeois de Berne, par d'autres Bourgeois qui sont actuellement au service de l'Etat & dans les Regimens où les Bourgeois & les Sujets sont également admissibles par des Bourgeois ou Sujets, qui sont de même au service de l'Etat, à moins qu'il n'y ait des raisons particulières très pressantes & très-fortes qui y fussent contraires, les places de l'Etat Major qui viendront à vaquer, seront remplies par des Officiers du même Regiment, où la vacance arrivera. Les places vacantes de l'Etat Major seront remplies dans six semaines après l'advertence, qui en sera donnée par l'Officier Commandant du Regiment au Colonel Général, lequel étant expiré sans que la place vacante ait été remplie, l'Officier du Regiment qui est le plus proche par rang & ancienneté pour remplir la place vacante, sera censé d'en être pourvu & sera en vertu de cette Capitulation admis au serment, bien entendu que les Etats de la Province, qui auront le Droit de remplir les Charges de l'Etat Major, ayant été assemblez pendant ledites six semaines, s'ils ne l'auroient pas été, ils devront remplir ledites Charges aux conditions susdites à leur première séance. Quant aux Compagnies de tous les Regimens du Canton de Berne déjà formées, soit de ceux qui se formeront à l'avenir lorsqu'elles viendront à vaquer, le choix des Capitaines apartiendra audit Louable Canton sous la restriction marquée dans le XIV. Article du Traité d'Union, qui contient: lorsqu'un Regiment sera formé & qu'il y aura une Compagnie vacante, le Colonel nommera toujours le plus vieux Capitaine-Lieutenant du Regiment, & le Capitaine-Lieutenant de la Compagnie vacante, pourvu que ce dernier ait huit ans de service en qualité d'Officier, sans quoi les deux plus vieux Capitaines Lieutenants seront nommez, & le Louable Canton de Berne aura le Droit de donner ladite Compagnie à l'un des deux Capitaines-Lieutenants nommez par le Colonel & immédiatement après que la vacance sera arrivée, le Colonel enverra au Canton la nomination en conformité dudit Article, dont il enverra en même tems la Copie au Colonel Général, & six semaines au plus tard après que le Canton aura reçu ladite nomination, celui à qui on aura conféré ladite Compagnie, devra présenter au Colonel Général la Patente du Canton, sur laquelle Patente on expédiera de la part de Leurs Hautes Puissances, ou des Provinces respectives les Actes nécessaires, lequel terme de six semaines étant expiré sans que le Canton ait envoyé la Patente, Leurs Hautes Puissances, ou bien la Province sur laquelle la Compagnie est payée, seront en Droit de remplir la place vacante, en se conformant pour le choix de la personne à l'Article XIV. du Traité d'Union; mais s'il arrivoit une vacance, soit dans une Bataille, ou dans un Siege, alors ce terme de six semaines, qui est donné au Canton pour le choix des Capitaines, sera restreint à un mois après que ledit Canton aura reçu la nomination.

**XXII.** Les Capitaines des Regimens du Louable Canton de Berne auront la nomination des Officiers subalternes de leurs Compagnies, sous l'agrément du Colonel respectif & du Colonel Général, bien entendu, que le rang & l'ancienneté seront observées, autant que le bien du service & la conservation des Compagnies le pourront permettre, & lorsqu'il y aura vacance dans une Compagnie, le Capitaine devra nommer dans trois semaines au plus tard l'Officier qu'il choisira pour la remplir, & cette nomination agréant au Colonel, celui-ci en donnera avis au Colonel Général, qui devra aussi dans trois semaines au plus tard faire expédier son attache; mais si elle n'arrive dans ledit tems, le Colonel pourra vous

ANNO  
1714.

ANNO 1714. jours faire reconnoître l'Officier qui lui aura été présenté par le Capitaine, de telle manière qu'au plus tard six semaines après qu'il y aura une place d'Officier Subalterne vacante, ladite place devra être remplie, ce à quoi les Colonels & Commandans des Régimens seront obligés de tenir exactement la main, cependant avec cette distinction, que si le Capitaine de la Compagnie, où il y aura une place vacante, où le Colonel du Régiment se trouve alors en Suisse, ou bien que le Colonel Général soit hors du Pais de l'Obéissance de Leurs Hautes Puissances, ils auront en ce cas cinq au lieu de trois semaines.

XXIII. Il sera permis au Capitaine & non pas au Colonel de pourvoir la Compagnie d'armes & d'habits, à condition que les armes seront du même calibre que celles des autres Troupes de l'Etat, & que pour la fabrique, façon & couleur de l'habillement, le Capitaine suivra l'Ordonnance ou Règlement de l'Etat, & au défaut de telle Ordonnance ou Règlement, ce qui sera réglé par le Colonel, ds l'aveu & du consentement de la pluralité des Capitaines du Régiment.

XXIV. Les Munitions de Guerre seront données gratis par Leurs Hautes Puissances à chaque Compagnie.

XXV. Les Troupes du Louable Canton auront leur propre Justice, comme la Nation Helvetique en jouit par tout, sans que l'on puisse en distraire personne du Conseil de Guerre de la Nation pour des faits personnels, bien entendu que la Justice sera rendue suivant les Loix Militaires de Leurs Hautes Puissances. Le Colonel Général nommera à leur tour & rang les Affecteurs pour les Conseils de Guerre, qui seront composés d'Officiers de plusieurs Régimens, mais il ne pourra pas y presider.

XXVI. Il sera permis à chaque Compagnie d'avoir en Campagne son propre Vivandier.

XXVII. Chaque Compagnie doit être régulièrement & entièrement payée chaque mois.

XXVIII. Le Capitaine fera les recrues de sa Compagnie à ses propres frais, mais en cas qu'une Compagnie fût affoiblie dans une action de Guerre, le Capitaine aura deux mois pour la rétablir, & sera payé cependant sur le pied de la revuë qui aura précédé l'occasion; mais s'il arrivoit de grands malheurs à une Compagnie, ou une grande desertion provenuë, soit d'extrêmes fatigues & marches dans le mauvais tems, ou par d'autres accidens où l'on verroit visiblement, qu'il n'y auroit point de la faute du Capitaine, Leurs Hautes Puissances y auront les égards convenables, afin que les Capitaines aient le tems & les moyens de remplacer par d'autres bons Soldats, le monde qu'ils auront perdu.

XXIX. A l'égard du Logement, service, pain de Munition, Hôpitaux pour les malades, blessés & estropiés, les Officiers & les Soldats seront traités de la même manière que le sont les autres Officiers & Soldats de l'Etat, & les Colonels pourront de l'aveu & du consentement de la pluralité des Capitaines de leurs Régimens, dont les Compagnies seront payées sur la même Province employer quels Solliciteurs ils trouveront convenables, mais ils ne pourront en changer sans payer préalablement à celui, dont ils se feront auparavant servis, tout ce qu'il auroit avancé pour eux ou pour le Régiment. Ils traiteroient eux-mêmes avec le Solliciteur qu'ils choisiroient, & on ne pourra point les obliger à payer des pensions à qui que ce soit. Les Régimens qui ont été faits par Leurs Hautes Puissances du Conseil d'Etat en date du 5. Decembre 1711. par rapport aux cinq Ecus que l'on doit payer au Capitaine pour chaque Soldat que l'on perd devant l'Ennemi, & que les Officiers recruteroient en Suisse, de même que pour les 1500. florins par Barailon pour les chariots de Bagage subsisteront toujours en tems de Guerre, & l'on passera conformément à la même Résolution un homme par Compagnie pour la sollicitation.

XXX. A l'égard des fourrages qu'ils seront obligés de prendre dans les Magasins de Leurs Hautes Puissances en tant qu'on ne peut pas les trouver ailleurs, ils ne les payeront qu'au prix que les autres Troupes Nationales payent.

XXXI. Les Troupes du Louable Canton ne pourront point être employées par Mer, ni être transportées par Mer dans les Pais étrangers, hormis au Royaume d'Angleterre pour sa défense.

TOM. VIII. PART. I.

XX XII. A l'égard des Congez doit les Officiers auront besoin pour sortir de leur Garnison, ils seront sujets aux mêmes ordres & Réglemens que les autres Officiers de l'Etat, avec cette distinction, que l'avis du Colonel Général sera pris sur les Congez pour aller en Suisse, ou autres qui seront demandez pour plus de trois mois.

Ainsi fait & conclu entre les soussignez Députés de Leurs Hautes Puissances & le Sieur de Pélimes de S. Saphorin autorisé à cet effet de la part de la République & Canton de Berns. A la Haye le 8. Juin 1714.

Etoit signé,

(L.S.) BROECKHUYSEN. (L.S.) DE PESMES DE ST. SAPHORIN.

(L.S.) DE RHEEDE.

(L.S.) A. HEINSIUS.

(L.S.) A. VELTERS.

(L.S.) A. E. V. HAREN.

(L.S.) VAN ISSELMUDEN.

(L.S.) E. TAMINGA.

## CLXXII.

Traité de Paix, d'Amitié, & de Commerce entre 26. Juin.

PHILIPPE Duc d'Anjou, comme Roi d'Espagne, & les Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des Pais-bas; par lequel après avoir posé pour Base & Fondement, le Traité de Munster du 30. Janvier 1648. on convient de toutes les Stipulations les plus capables d'assurer la Paix & la bonne intelligence entre l'Espagne & la Republique; principalement par rapport au Commerce, à l'égard duquel il est dit, que les Sujets de part & d'autre jouiront sans exception des mêmes Privilèges, Franchises & Libertés, dont les autres Nations ou Villes les plus favorisées, peuvent avoir joui, ou pourroient jouir cy après. Le Traité de Marine de l'an 1650. y est aussi rapellé & confirmé de mot à mot; La Séparation à perpétuité des Couronnes de France & d'Espagne y promise, & les Renonciations faites à ce sujet y sont garanties. Fait à Utrecht le 26. Juin 1714. Avec DEUX ARTICLES separez du même jour. L'un touchant une somme de quatre millions cent mille trois cent Livres due à L. H. P. par l'Espagne; L'autre touchant ce que la Succession du feu Roi de la GRANDE-BRETAGNE a aussi à prétendre de cette Couronne en vertu des Anciens Traitez. S'ensuivent les PLEINPOUVOIRS, & les RATIFICATIONS. [Sur la Copie imprimée à la Haye, chez Schellus, Imprimeur ordinaire de L. H. P. in fol.]

A U nom & à la gloire de Dieu, soit notoire à tous, qu'après une longue & sanglante Guerre, qui a affligé les Peuples, Sujets, Royaumes & Pais de l'Obéissance des Seigneurs Roi d'Espagne & Etats Généraux des Provinces-Unies des Pays-bas, Eux Seigneurs Roi & Etats, touchés de compassion Chrestienne, & desirans de mettre fin aux calamitez publiques, d'arrêter les suites deplorables, & la continuation ulterieure de ladite Guerre pourroit causer, & de les changer en des effets agreables d'une bonne & sincere Paix, & en des fruits doux d'un entier & ferme repos; & desirans aussi de rétablir, conserver, & augmenter la bonne intelligence, qui avoit si long tems, & si heureusement subsisté entre la Couronne d'Espagne & l'Etat des

Hhh 2

Pro-



ANNO 1714. Provinces-Unies, & dont les Sujets de part & d'autre, par leur Commerce & Navigation, ont tant profité; lesdits Seigneurs Roi d'Espagne Don Philippe V. & Etats Généraux des Provinces-Unies, pour parvenir à une si bonne fin, & à un but tant desirable, ont commis & député pour leurs Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires, savoir ledit Seigneur Roi, Don François Marie de Paula, Telliez & Giron, Duc d'Osuna, Comte de Vruéna, Marquis de Penafiel, Grand d'Espagne de la première classe, Grand Chambellan du Roi Catholique, Grand Notaire dans les Royaumes de Castille, Commandeur de l'Ordre de Calatrava, & Grand Commandeur aux Clefs & dans l'Ordre de St. Jacques, un des Grands assistants à la Chambre du Roi Catholique, General dans ses Armées, Capitaine de la première Compagnie de ses Gardes du Corps; Et Don Idore Castedo d'Azevedo de Rosales, Marquis de Monteleon, Vicomte de Alcazar Real, Sénateur au Conseil Souverain des Indes de Sa Majesté Catholique, un des Gentilhommes de la Chambre de Sadite Majesté; Et lesdits Seigneurs Etats Généraux, les Sieurs Jacques de Randwyck, Seigneur de Rossem, &c. Burgrave de l'Empire & Juge de la Ville de Nimègue; Guillaume Buys, Conseiller Pensionnaire de la Ville d'Amsterdam; Bruno vander Dussen, Bourgmestre, Sénateur & Conseiller Pensionnaire de la Ville de Gouda, Adfesseur au Conseil des Heemrades de Schieland, Dijkgraef de Crimpenwaerd; Corneille van Gheel, Seigneur de Spanbroek, Bulkestein, &c. Grand Bailli du Franc & de la Ville de l'Ecluse, Surintendant des Fiefs relevant du Bourg de Bruges du ressort de l'Etat; Frederic-Adrien Baron de Rheede, Seigneur de Renfoude, d'Emminkhuysen & Moerkerken, &c. Président de la Noblesse dans les Etats de la Province d'Utrecht; Siccov van Golsinga, Grietman de Franekeradeel, & Curateur de l'Université à Franeker; & Charles Ferdinand, Comte de Inghuyfen & de Kniphuysen, Seigneur de Vreedevoeld &c. Député dans leur Assemblée de la part des Etats de Gueldres, de Hollande & de Westfrie, de Zelande, d'Utrecht, de Frise, & de la Ville de Groningue & Ommelandes, lesquels Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires, munis respectivement des Pleinpouvoirs (dont les Copies sont insérées de mot à mot à la fin du présent Traité) & assemblés en cette Ville d'Utrecht, destinée aux Negotiations d'une Paix generale, en vertu de leursdits Pleinpouvoirs, pour & au nom desdits Seigneurs Roi & Etats, ont fait, concédé & accordé les Articles qui s'ensuivent.

I. Il y aura à l'avenir entre ledit Seigneur Roi & ses Successeurs Rois d'Espagne, & ses Royaumes d'une part, & lesdits Seigneurs Etats Généraux de l'autre, une Paix bonne, ferme, fidelle, & inviolable, & cesseront en suite, & seront délaissés, immédiatement après la signature de ce Traité, tous actes d'hostilité, de quelque nature qu'ils soient, entre lesdits Seigneurs Roi & Etats Généraux, tant par Mer & autres Eaux, que par Terre, & tous leurs Royaumes, Pais, Terres & Seigneuries, & pour tous leurs Sujets & Habitans, de quelque qualité ou condition qu'ils soient, sans exception de Lieux ou de personnes.

II. Il y aura un oubli & Amnistie generale, de tout ce qui a été commis de part & d'autre, à l'occasion de la dernière Guerre, & ainsi tous les Sujets desdits Seigneurs Roi & Etats Généraux, de quelque qualité ou condition qu'ils soient, sans nul excepter, pourront rentrer, rentreront, & seront effectivement laissés & rétablis en la possession, & jouissance paisible de tous leurs biens, honneurs, dignités, privilèges, franchises, Droits, exemptions, Constitutions, & Libertés, sans pouvoir être recherchés, troublés, ni inquiétés en general ni en particulier, pour quelque cause ou pretexte que ce soit, pour raison de ce qui s'est passé depuis la naissance de ladite Guerre; & en conséquence du présent Traité, & après qu'il aura été ratifié, il leur sera permis à tous & à chacun en particulier, sans avoir besoin de Lettres d'abolition & de Pardon, de retourner en personne dans leurs Maisons, en la jouissance de leurs Terres, & de tous leurs autres biens, ou d'en disposer de telle manière, que bon leur semblera.

III. De même ceux, sur lesquels quelques biens

ont été saisis, & confisqués, à l'occasion de ladite Guerre, leurs héritiers, ou aians cause, de quelque condition qu'ils puissent être, jouiront d'iceux biens, & en prendront la possession de leur autorité privée, & en vertu du présent Traité, sans qu'il leur soit besoin d'avoir recours à la Justice, non obstant incorporations au Fisc, engagements; dons en faits, Traités, Accords, & Transactions, quelques Renonciations qui aient été mises esdites Transactions, pour exclure de partie desdits Biens ceux, à qui ils doivent appartenir, & tous & chascuns biens & Droits, qui conformément au présent Traité seront restitués, ou devront être restitués réciproquement aux premiers Propriétaires, leurs Hoirs, ou aians cause, pourront être vendus par lesdits Propriétaires, sans qu'il soit besoin d'impêtrer pour cela consentement particulier, & ensuite les Propriétaires des rentes, qui de la part des Fils seront constitués en Lieu des biens vendus, comme aussi des rentes & actions constituées à la charge des Fils respectivement, pourront disposer de la propriété d'icelles par vente ou autrement, comme de leurs autres Biens.

IV. Les Sujets & Habitans, de part & d'autre, pourront aussi réclamer leurs Biens & Effets, qui ont été detenus à l'occasion de la Guerre, soit par leurs correspondans ou autres, qui que ce soit: & en cas que ces Biens & Effets soient vendus, par qui que ce puisse être, ils en pourront demander le revenu, & en cas de dispute là dessus, il leur sera permis d'y contraindre les detenteurs de leurs Biens & effets, ou leur detebiteurs, par les voyes de Justice, & les Juges seront obligés de leur rendre prompte & bonne justice, & dans l'examen de tels procès, avoir seulement attention aux merites de la cause, sans réfléchir aucunement sur la Guerre passée.

V. Les Sujets dudit Seigneur Roi ne pourront prendre aucunes Commissions pour des Armemens particuliers, ou Lettres de repraisailles des Princes ou Etats, Ennemis desdits Seigneurs Etats Généraux, moins les troubler, ni endommager en aucune manière, en vertu de telles Commissions ou Lettres de repraisailles, ni aller en course avec elles, sous peine d'être poursuivis & châtiés, comme des Pirates, ce qui sera pareillement observé par les Sujets des Provinces-Unies, à l'égard des Sujets dudit Seigneur Roi, & seront à cette fin toutes & quantes fois, que cela sera requis, de part & d'autre, dans les Terres de l'obéissance desdits Seigneurs Roi & Etats Généraux publiées, & renouvelées, défenses tres-expresse & tres-précises de se servir en aucune manière de telles Commissions ou Lettres de repraisailles, sous la peine suspensionnée, qui sera exécutée severement contre les contrevenants outre la restitution entiere, à laquelle ils seront tenus envers ceux auxquels ils auront causé dommage.

VI. Et pour éviter d'autant plus à tous inconveniens, qui pourroient survenir par les prises faites par ignorance de cette Paix, & principalement dans les Lieux éloignés, il a été convenu & accordé, que si quelques prises se font de part ou d'autre dans la Mer Baltique, ou dans celle du Nord, depuis Terneuse en Norvegue, jusques au bout de la Manche, après l'espace de douze jours, ou du bout de ladite Manche, jusqu'au Cap de St. Vincent, après l'espace de quatre semaines, & de là dans la Mer Méditerranée, & jusqu'à la Ligne, après l'espace de six semaines, & au delà de la Ligne, & en tous les autres endroits du Monde, après l'espace de six mois, à compter respectivement du jour de la signature du présent Traité de Paix, lesdites Prises, & les dommages, qui se feroient après ces termes, comme aussi les Prises, & les dommages qui se feroient dans lesdits termes, par ceux qui auroient en connoissance de la conclusion de cette Paix, seront portés en compte, & tout ce qui aura été pris sera rendu avec compensation de tous les dommages qui en seront provenus.

VII. Toutes Lettres de marque & de repraisailles, qui pourroient avoir été cy-devant accordées pour quelque cause que ce soit, sont déclarées nulles, & n'en pourront être cy-après données par l'un des hauts Contractans au prejudice des Sujets de l'autre, si ce n'est seulement en cas de manifeste deny de justice, lequel ne pourra pas être tenu pour vérifié, si la Requête de celui qui demande les repraisailles n'est communiquée au Ministre qui se trouve

ANNO  
1714.

ra fut les Lieux de la part de l'Etat contre les Sujets duquel elles doivent être données, afin que dans le terme de six mois, ou plutôt, s'il se peut, il puisse s'informer du contraire, ou procurer l'accomplissement de justice qui sera dû.

VIII. Ne pourront aussi les particuliers Sujets dudit Seigneur Roy être mis en action ou arrêté, en leurs Personnes ou Biens pour aucune chose, que Sa Majesté Catholique peut devoir, ny les particuliers, Sujets d'États Seigneurs Etats, pour les dettes publiques de l'Etat.

IX. La Paix & la bonne amitié & correspondance étant ainsi rétablie entre lesdits Seigneurs Roy & Etats Généraux, comme aussi entre leurs Sujets, & Habitans réciproquement, & même ayant été pourvu, que rien de ce qui pourroit avoir entretenu ou causé quelque inimitié n'arrive, lesdits Seigneurs, Roy & Etats Généraux procureront & avanceront fidèlement le bien & la prospérité l'un de l'autre, par tout support, aide, conseil, & assistances, en toutes occasions, & en tout tems, & ne consentiront à l'avenir à aucun Traité ou Negotiations, qui pourroient apporter du dommage à l'un ou à l'autre, mais les rompront, & donneront avis réciproquement avec soin & sincérité, aussi tôt qu'ils en auront connoissance.

X. Le Traité de Munster du trentième Janvier milie six cent quarante huit, fait entre le feu Roy. Philippe IV., & les Seigneurs Etats Généraux, servira de bâte au présent Traité & aura lieu en tout autant qu'il ne sera pas changé par les Articles suivans, & pour autant qu'il est applicable. Et pour ce qui regarde les Articles cinq & seize de ladite Paix de Munster, ils n'auront lieu qu'en ce qui concerne lesdites deux Hautes Puissances Contractantes, & leurs Sujets.

XI. Les Sujets & Habitans des Païs desdits Seigneurs Roy & Etats auront toute bonne correspondance & amitié par ensemble, & pourront fréquenter, séjourner, & demeurer es Pays l'un de l'autre, & y exercer leur trafic & commerce, tant par Mer & autres Eaux que par Terre, le tout réciproquement en toute sûreté & liberté & sans aucun empêchement.

XII. Pourront aussi avoir dans les Terres & Etats de l'un & de l'autre leurs propres Maisons pour y demeurer, & leurs Magazins & Celliers, pour y mettre leurs Marchandises, & en jouir réciproquement en toute liberté & sûreté, comme un effet de la Paix, & ne seront sujets à de plus grands Droits ou impositions, que les Sujets de l'un & de l'autre, & ne pourront être recherchés, visités, ny inquiétés, à cause de leur négoce ou trafic dans leurs Maisons, Magazins & Celliers, soit qu'ils les tiennent à loyer, ou qu'ils leur appartiennent, si ce n'est sur des avis & indices suffisans, de fraude, ou de Commerce de contrebande, auquel cas, les Commis & Facteurs des Fermiers pourront faire telle visite, qui conviendra, avec la permission du Juge Conservateur des Domaines & autres revenus, & pourra le commerçant, qui sera visité, appeler le Juge Conservateur, ou le Consul de la Nation, pour assister à la visite, lequel pourra seul servir de remoin, & sans qu'il soit permis de faire aucun déplaisir au Commerçant, ny à son Commerce: toujours entendu, que si les propres Sujets dudit Seigneur Roy, ou de quelque autre Prince, Etat, Nation, ou Villes fussent déjà, ou seroient cy-après traités plus favorablement à cet égard, les Sujets desdits Seigneurs Etats Généraux seront traités de même.

XIII. Lesdits Sujets de part & d'autre pourront aussi fréquenter avec leurs Marchandises & Navires, les Païs, Terres, Villes, Ports, Places, & Rivières de l'un & de l'autre Etat, y porter & vendre à toutes personnes indistinctement, acheter, trafiquer, & transporter toutes sortes de Marchandises, dont l'entrée & sortie ne sera défendue généralement & universellement à tous, tant Sujets qu'Étrangers, par les Loix & Ordonnances des Etats de l'un & de l'autre, en payant les Droits d'entrée ou sortie, & autres qui se payeront par les propres Sujets, & autres Nations amies les plus favorisées; Et ainsi l'un facilitera réciproquement l'entrée & la sortie de leurs Vaisseaux, sans autre retardement, ny empêchement.

XIV. Lesdits Sujets de part & d'autre, ne feront pas aussi tenus de payer plus grands, ou au-

tres Droits, charges, gabelles, ou impositions quelconques sur leurs Personnes, Biens, Marchandises, Denrées, Navires, ou frets d'iceux; directement ny indirectement, sous quelque nom, titre ou prétexte que ce puisse être, que ceux qui seront payés par les propres & naturels Sujets de l'un & de l'autre.

XV. Et afin que les Officiers & Ministres ne puissent demander, ny prendre des Marchands & Sujets respectifs, de plus grandes taxes, Droits, ny salaires, que ce qu'ils en doivent prendre en vertu de ce Traité, & que lesdits Marchands & Sujets puissent savoir avec certitude ce qui est ordonné là-dessus; il a été accordé, qu'il y aura des Pancartes ou Listes par tout, où ces Droits sont ordinairement payez, dans lesquelles sera exprimé combien on doit payer de Droits d'entrée & de sortie; & sur ce qui a été représenté à Sa Majesté Catholique, que les Inspecteurs, communément appelez Visitas, favorisent trop les Fermiers de la Douane particulièrement par des estimations excessives des Marchandises, qui ne sont pas assez spécifiées dans lesdites Listes, & que cela seroit extrêmement prejudiciable au Commerce & trafic, Sa Majesté voulant y remédier, donnera les ordres nécessaires, à ce que ces plaintes cessent entièrement.

XVI. Lesdits Sujets de part & d'autre ayant une fois payé les Droits d'entrée, compris dans les Tarifs & autres Loix, ne seront pas obligés d'en payer encore d'autres, quoy qu'ils transportent par terre leurs Marchandises ou Denrées d'un Royaume ou Province à l'autre en Espagne, & cela s'observera de même dans l'Etat des Provinces-Unies, & pour les autres Droits, on payera respectivement les mêmes, que les propres Sujets, ou les autres Nations les plus favorisées payent.

XVII. Les Sujets desdits Seigneurs Etats Généraux ne pourront aussi être traités en Espagne, ny dans les Royaumes & Etats dépendans, autrement, ou moins favorablement, que la Nation la plus favorisée, mais ils y jouiront au fait de Commerce & de Navigation, & généralement en tout, sans aucune exception, ny réserve, des mêmes privilèges, franchises, exemptions, immunités & sûretés, dont ils ont joui avant cette Guerre, & dont d'autres Nations ou Villes trafiquantes les plus favorisées pouvoient, ou pourroient encore cy-après jouir par desdits, soit en vertu des Traités de Paix ou de Commerce, ou par des Contrats, Ordonnances, ou Actes particuliers, tellement que les mêmes privilèges, franchises, exemptions, immunités & sûretés, qui ont été accordés, ou seroient accordés au Roy de France, à la Reine de la Grande-Bretagne, ou à quelquel'autre Royaume, Etat, Nation, ou Villes, quelles qu'elles soient, ou à leurs Sujets, seront pareillement accordés auxdits Seigneurs Etats, ou à leurs Sujets avec toutes les clauses & circonstances avantageuses, qui y soient ajoutées; la même chose aura aussi lieu à l'égard des Sujets dudit Seigneur Roy, qui dans toute l'étendue des Pays de l'obéissance desdits Seigneurs Etats seront traités aussi favorablement que la Nation la plus favorisée.

XVIII. Ne pourront les Marchands, Maîtres des Navires, Pilotes, Matelots, leurs Navires, Marchandises, Denrées, & autres Biens à eux appartenans, estre saisis & arrêtés, soit en vertu de quelque Mandement general ou particulier, & pour quelque cause que ce soit, de guerre, ou autrement, ny même sous prétexte de s'en vouloir servir pour la conservation & défense du Païs, on n'entend pas neantmoins en ce comprendre les saisies & arrêts de justice par les voyes ordinaires, à cause des dettes propres, Obligations, & Contrats valables de ceux, sur qui lesdites saisies auront été faites, en quoy il sera procédé, selon qu'il est accoutumé par Droit & raison.

XIX. Les Navires chargés par les Sujets de l'un des Hauts Contractans, paissant devant les côtes de l'autre, & relâchant dans les Rades ou Ports par tempête ou autrement ne seront contraints d'y décharger, ou débiter leurs Marchandises, en tout ou en partie, ny tenus d'y payer aucuns Droits, à moins qu'ils ne les y déchargent de leur bon gré, & qu'ils en vendent quelque partie: il sera cependant libre, après en avoir obtenu la permission de ceux, qui ont la direction des affaires maritimes, de décharger & de vendre une petite partie du chargement, seulement pour acheter les vivres, ou les choses nécessai-

ANNO  
1714.



ANNO  
1714.

res pour le radoub du Vaisseau; & dans ce cas on ne pourra exiger des Droits pour tout le chargement, mais seulement pour la petite partie, qui aura été déchargée ou vendue; mais en cas qu'ils déchargent davantage, que la permission donnée ne portée, ils payeront pour tout le chargement.

XX. Les Navires de Guerre de l'un & de l'autre trouveront les Rades, Rivieres, Ports, & Havres libres & ouverts pour entrer, sortir, demeurer à l'ancre, tant qu'il leur sera nécessaire, sans pouvoir être visités à la charge, ils seront néanmoins obligés d'en user avec discrétion, & de ne donner aucun sujet de jalousie par un trop grand nombre de Vaisseaux, par un trop long & affecté séjour, ny autrement, aux Gouverneurs desdites Places & Ports, auxquels les Capitaines desdits Navires feront savoir la cause de leur arrivée, & de leur séjour; mais à l'égard des Vaisseaux Marchands des Sujets de l'un & de l'autre, il sera permis aux Fermiers ou Officiers de la Douane d'y mettre des gardes aussi-tôt qu'ils seront entrés dans lesdits Ports ou Havres.

XXI. Les Navires de guerre desdits Seigneurs Roy & Etats Generaux, & ceux de leurs Sujets, qui auront été armés en guerre, pourront en toute liberté conduire les prises, qu'ils auront faites sur leurs ennemis, où bon leur semblera, sans être obligés à aucuns Droits des Amiraux, ou de l'Amirauté, ou d'aucune autre, en cas que lesdites prises ne déchargent pas, lequel sera pourtant permis, après en avoir obtenu permission, & en ce cas les Droits d'entrée en seront payés respectivement selon les Loix du lieu; bien entendu, qu'il ne sera pas permis de décharger des Marchandises de contrebande, ou défendues, aussi lesdits Navires, ou lesdites prises, entrans dans les Havres ou Ports dudit Seigneur Roy, ou desdits Seigneurs Etats Generaux, ne pourront être arrêtées ou saisies, ny les Officiers des Lieux ne pourront prendre aucune connoissance de la validité des prises, lesquelles pourront sortir, & être conduites franchement & en toute liberté, aux Lieux portez par les Commissions, dans les Capitaines desdits Navires seront obligés de faire paroître: & au contraire ne sera donné azile ny retraite dans leurs Ports ou Havres à ceux, qui auront fait des prises sur les Sujets de Sa Majesté Catholique, ou des Seigneurs Etats Generaux, mais y étant entrés par nécessité de Tempête, ou péril de la Mer, on les fera sortir le plutôt qu'il sera possible.

XXII. Les Consuls que lesdits Seigneurs Etats constitueront dans les Royaumes & Etats dudit Seigneur Roy, pour le secours & la Protection de leurs Sujets, y auront & jouiront du même pouvoir & autorité, dans l'exercice de leur charge, comme aussi des mêmes exemptions & immunités, qu'aucun autre Consul ait eu cy-devant, ou pourroit avoir cy-après dans lesdits Royaumes; & les Consuls Espagnols, qui demeureront dans les Provinces-Unies, y auront, & jouiront de tout ce qu'aucun Consul, de quelque autre Nation que ce soit, ait eu jusques icy, ou pourroit avoir cy-après dans lesdites Provinces.

XXIII. Les Sujets & Habitans des Pais-bas pourront par tout dans les Terres de l'obéissance dudit Seigneur Roy, se faire servir de tels Avocats, Procureurs, Notaires, Solliciteurs, & Exécuteurs, que bon leur semblera, à quoy aussi ils seront commis par les Juges ordinaires, quand il sera besoin, & que ces Juges en seront requis, & reciproquement les Sujets, & Habitans dudit Seigneur Roy, venans aux Pais desdits Seigneurs Etats jouiront de la même assistance.

XXIV. Les mêmes Sujets & Habitans de part & d'autre, ne seront point contrainsts de montrer, ny représenter leurs registres, & livres de compte, à qui que ce soit, si ce n'est pour faire preuve pour éviter les procès & les contestations, & ils ne pourront être embarqués, retenus, ny pris d'entre leurs mains, sous quelque pretexte que ce soit, & il sera permis auxdits Sujets de part & d'autre dans les Lieux respectifs, où ils demeureront, de tenir leurs livres de compte, de negoce, & correspondance, en telle Langue, qu'il leur plaira, en Espagnol, Flamand, ou telle autre Langue que ce soit, pour raison de quoy ils ne seront point molestés, ny sujets à quelque recherche, de qui que ce soit; & quelque autre chose, qui ait été accordée par

l'un ou l'autre des Hauts Contractans, à aucune autre Nation sur ce Point, sera entendu pareillement avoir été accordé icy.

XXV. Les Sujets & Habitans des Pays desdits Seigneurs Roi & Etats Generaux de quelque qualité ou condition qu'ils soient, sont déclarés capables de succéder respectivement les uns aux autres, tant par Testament, que sans Testament, selon les Coutumes des Lieux; & si quelques successions étoient cy-devant échues à quelques uns d'eux, ils y seront maintenus & conservés.

XXVI. Les Biens, Marchandises, Papiers, Ecritures, Livres de compte, & tout ce qui pourroit appartenir aux Sujets desdits Seigneurs Etats, morts en Espagne, appartiendront immédiatement à leurs Héritiers, qui étant presens & majeurs, ou bien les Exécuteurs ou Tuteurs Testamentaires, ou leurs autorités, selon l'exigence du cas, en pourront aussi d'abord prendre possession, les administrer, & en disposer librement comme de Droits. Mais en cas, que desdits Sujets, morts en Espagne, les Héritiers fussent absens ou Mineurs, & que les Héritiers absens, qui seroient majeurs n'y eussent pas encore pourveu, non plus par leur Procuration, les Biens, Marchandises, Papiers, Ecritures, Livres de compte, & tout le reste du défunt, seront alors inventoriés par un Notaire public, en présence du Juge Conservateur de la Nation, ou en cas qu'il n'y en ait pas, en présence du Juge ordinaire accompagné du Consul ou autre Ministre desdits Seigneurs Etats, & de deux Marchands de la Nation, & déposés entre les mains de deux ou trois Marchands, qui seront nommés par ledit Consul ou Ministre pour être gardés & conservés pour les propriétaires & les créanciers; & dans les Lieux, où il n'y a ny Conseil, ny autre Ministre, tout cela se fera en présence de deux ou trois Marchands de la même Nation, qui y seront commis à la pluralité des voix, ce qui s'observera en pareil cas, à l'égard des Sujets du Roy Catholique dans les Provinces-Unies.

XXVII. Comme il y a déjà été assigné à Cadix un lieu convenable pour l'enterrement des Corps de ceux des Sujets desdits Seigneurs Etats, qui y meurent, ledit Seigneur Roi donnera au plutôt l'ordre nécessaire à ce, que dans d'autres Villes Marchandes soient aussi ordonnées des Places honorables, pour y enterrer les Corps de ceux, qui du côté desdits Seigneurs Etats viendront à decéder sous l'obéissance dudit Seigneur Roi.

XXVIII. Et afin que les Loix de Commerce, qui ont été obtenues par la Paix, ne puissent demeurer infructueuses, comme il arriveroit, si les Sujets desdits Seigneurs Etats fussent molestés pour le cas de conscience, quand ils vont & viennent ou demeurent dans les Etats dudit Seigneur Roi, pour y exercer le Commerce ou autrement, pour cette cause, afin que le Commerce soit sûr, & sans danger, tant par Mer que par Terre, ledit Seigneur Roi donnera les ordres nécessaires, à ce que les Sujets desdits Seigneurs Etats ne soient pas molestés, contre & au prejudice des Loix de Commerce, & que pas un d'eux soit inquiet, ny troublé pour sa conscience, aussi long tems, qu'ils ne donneront point de scandale, & ne commettront point d'offense publique, dont lesdits Sujets seront obligés de s'abstenir, & se gouverner & comporter en toute modestie, le même sera fait & observé à l'égard des Sujets dudit Seigneur Roi, qui seront ou demeureront dans les Provinces-Unies.

XXIX. Ledit Seigneur Roi conservera aux Sujets des Seigneurs Etats Généraux, dans les Villes Marchandes de son Royaume, où ils ont eu des Juges Conservateurs du tems du feu Roi Charles second, la même faculté, & ils en jouiront aussi dans les autres Villes, où d'autres Nations en jouissent, ou pourroient encore jouir ci-après, le tout de la même maniere, & avec la même autorité, dont les Juges Conservateurs ont usé, durant le Regne du feu Roi Charles second, & l'appel des Sentences de ces Juges Conservateurs pourra aussi être interjeté & poursuivi selon ce qui en a été pratiqué durant le même Regne, & tout cela s'observera, à moins qu'on n'en convienne autrement.

XXX. Les Droits imposés sur les Marchandises & Manufactures des Sujets des Provinces-Unies, pendant & à cause de la guerre au dessus de ceux, portés par les Tarifs du tems du Roi Char-

ANNO  
1714.

ANNO 1714. les second, cesseront incontinent après la signature de la Paix, comme aussi ceux, qui pourroient avoir esté mis pendant & à cause de ladite Guerre, sur les Marchandises & Manufactures fortantes d'Espagne & dorénavant ledits Sujets des Provinces Unies payeront les mêmes Droits, comme ceux des autres Nations les plus favorisées.

XXXI. Sa Majesté Catholique promet de ne pas permettre qu'aucune Nation étrangère, quelle qu'elle puisse être, & pour quelque raison, ou sous quelque prétexte que ce soit, envoie Vaisseaux, ou aille commercer dans les Indes Espagnoles, mais au contraire Sa Majesté s'engage de rétablir & de maintenir après la Navigation & le Commerce dans ces Indes, de la manière, que tout cela estoit pendant le Règne du feu Roi Charles second, & conformément aux Loix fondamentales d'Espagne, qui défendent absolument à toutes les Nations étrangères l'entrée & le Commerce dans ces Indes, & réservent l'un & l'autre uniquement aux Espagnols, Sujets de Sadite Majesté Catholique; & pour l'accomplissement de cet Article, les Seigneurs Etats Generaux promettent aussi d'aider Sa Majesté Catholique; bien entendu que cette règle ne donnera pas de préjudice au contenu du Contrat de l'Affranchissement des Negres, fait en dernier lieu avec Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne.

XXXII. Tous Prisonniers de guerre seront délivrés de part & d'autre sans payer aucun rançon, & sans distinction des Lieux, ni des Drapeaux ou Etendards, où, & sous lesquels ils aient servi, pour autant que ces Prisonniers sont au pouvoir desdits Seigneurs Roi & Etats Generaux, & les dettes, que ledits Prisonniers de guerre ont contractées ou faites de part & d'autre, seront payées, celles des Espagnols de par Sa Majesté Catholique, & celles de ceux des Seigneurs Etats de par l'Etat, respectivement dans le terme de trois mois, après l'échange des Ratifications de ce Traité.

XXXIII. Et pour rendre le Commerce & la Navigation de part & d'autre encore plus libre & sûre, on est convenu de confirmer le Traité de Marine, fait à la Haye le dix-septième Decembre mille six cent cinquante, entre le feu Roi Philippe IV. & les Seigneurs Etats Generaux, & que ce Traité sera observé & exécuté en tout, comme s'il étoit inséré ici de mot à mot, excepté que la défense comprise dans les Articles troisième & quatrième de ce Traité n'aura aucun lieu.

XXXIV. Quoy qu'il soit dit dans plusieurs des Articles precedens, que les Sujets de part & d'autre pourront librement aller, frequenter, demeurer, naviger & trafiquer dans les Pais, Terres, Villes, Ports, Places & Rivières de l'un & de l'autre des Hauts Contractans; on entend neantmoins, que ledits Sujets ne jouiront de cette liberté, que dans les Etats de l'un & de l'autre en Europe, puisque l'on est expressement convenu, que pour ce qui regarde les Indes Espagnoles, la Navigation & le Commerce ne s'y feront, que conformément à l'Article XXXI. de ce Traité, & que dans les Indes, tant Orientales, qu'Occidentales, qui sont sous la domination des Seigneurs Etats Generaux, la Navigation & le Commerce se feront, comme ils s'y sont fait jusques à présent, & que pour ce qui regarde les Isles Canaries, la Navigation & le Commerce des Sujets des Seigneurs Etats s'y feront de la même manière, que sous le Règne du feu Roi Charles second.

XXXV. S'il par inadvertence ou autrement, il survenoit quelque inobservation ou inconvenient au présent Traité, de la part desdits Seigneurs Roy ou Etats, ou leurs Successeurs, cette Paix, & Alliance ne laissera pas de subsister en toute sa force, sans que pour cela on en vienne à la rupture de l'amitié, & de la bonne correspondance, mais on réparera promptement lesdites contraventions; & si elles procedent de la faute de quelques particuliers Sujets, ils en seront seuls châtiés, & le dommage sera réparé au même lieu, où la contravention aura été faite, s'ils y sont surpris, ou bien en celui de leur domicile sans qu'ils puissent être poursuivis ailleurs en leurs corps, ny Biens, de quelque manière que ce soit.

XXXVI. Et pour mieux assurer à l'avenir le Commerce & l'amitié entre les Sujets dudit Seigneur Roy & ceux desdits Seigneurs Etats, il a été accordé, qu'arrivant cy-après quelque interruption d'amitié ou rupture entre la Couronne d'Espagne, & les

Seigneurs Etats (ce qu'à Dieu ne plaise) il sera toujours donné un terme d'un an & d'un jour, après ladite rupture aux Sujets de part & d'autre, pour se retirer avec leurs effets, & les transporter où bon leur semblera, ce qui leur sera permis de faire, comme aussi de vendre ou transporter leurs Biens & meubles en toute liberté, sans qu'on leur puisse donner aucun empêchement, ny proceder pendant ledit terme d'un an & d'un jour à aucune saisie de leurs effets, moins encore à l'arrêt de leurs personnes.

XXVII. Puis que l'heureuse continuation de Paix, aussi bien que le repos & la sûreté de l'Europe dependent entr'autres principalement aussi de ce, que les deux Couronnes d'Espagne & de France demeurent toujours independantes l'une de l'autre, & qu'Elles ne puissent jamais être unies sur la tête d'un même Roy, & que Sa Majesté Catholique à cette fin, & du consentement du Roy Très-Christien, a renoncé le cinquième Novembre de l'année mil sept cent douze, pour Elle-même, ses Heritiers, & Successeurs à perpétuité, & dans les termes les plus forts, à tout Droit, titre & pretension, quelle qu'elle puisse être, à la Couronne de France, & que de l'autre côté les Princes de la Maison Royale de France ont aussi renoncé pour eux-mêmes, leurs Heritiers & Successeurs à perpétuité, & dans les termes les plus forts, à tout Droit, titre ou pretension, quelle qu'elle puisse être, à la Couronne d'Espagne, & puis que ces Renonciations & les Declarations, qui s'en sont ensuivies en Espagne, & en France, sont aussi devenues des Loix fondamentales & inviolables de l'un & de l'autre Royaume, Sa Majesté Catholique confirme encore par ce Traité, de la manière la plus forte, ladite Renonciation à la Couronne de France, & Elle promet & s'engage tant pour Elle-même, que pour ses Heritiers & Successeurs d'accomplir religieusement, & de faire accomplir cette Renonciation, sans permettre, ny souffrir que directement ny indirectement on en vienne contre, soit en tout, soit en partie, comme aussi d'employer tout son pouvoir à ce que lesdites Renonciations des Princes de la Maison Royale de France, sortent leur plein & entier effet, & qu'ainsi les deux Couronnes d'Espagne & de France demeurent toujours tellement séparées l'une de l'autre, qu'Elles ne puissent jamais être unies.

XXVIII. En ce présent Traité de Paix & d'alliance seront compris tous les Roys, Princes & Etats, qui seront nommés d'un commun & reciproque consentement & satisfaction de part & d'autre dans un tems convenable.

XXIX. Et pour plus grande sûreté de ce Traité, & de tous les Points & Articles y contenus, sera ledit Traité publié, verifié, & enregistré de part & d'autre, dans les Conseils, Cours & autres Places où l'on a accoutumé de faire les publications, verifications & enregistrements.

XL. Sera le présent Traité ratifié & approuvé par les Seigneurs Roy & Etats Generaux, & les Lettres de Ratification seront échangées dans le terme de six semaines, ou plutôt, si faire se peut, à compter du jour de la signature.

En foy de quoy nous Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de Sadite Majesté & des Seigneurs Etats Generaux, en vertu de nos Pouvoirs respectifs, avons esdits noms signé ces presentes de nos seings ordinaires & à icelles fait apposer les Cachets de nos Armes. A Utrecht ce vingt sixième Juin l'an mil sept cent quatorze.

Signé,

(L. S.) F. M. DUCQUE D'OSSUNA.

(L. S.) EL MARQUE DE MONTELEON. (L. S.) B. V. DUSSEN.

(L. S.) C. V. GHEEL VAN SPANBROECK.

(L. S.) F. A. BARONDE RHEEDE DE RENSWOUDE.

(L. S.) GRAEF VAN KNIP-HUYSEN.

Arri-

ANNO 1714.



ANNO  
1714.

*Article séparé, concernant la somme de 4100352.  
Livres prétendue par L. H. P. du même jour  
26. Juin 1714.*

NOUS Ambassadeurs Extraordinaires, & Plénipotentiaires des Etats Généraux des Provinces-Unies, ayant remis entre les mains de nous Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de Sa Majesté Catholique le compte des dettes & prétensions des Colleges de l'Amirauté dans les Provinces-Unies à la charge de la Couronne d'Espagne, refusantes de plusieurs Equipages faits par lesdits Colleges pour ladite Couronne, dans les années mil six cent soixante quinze, mil six cent soixante seize, mil six cent soixante dix sept, & mil six cent soixante dix huit; lesquelles dettes, & prétensions (deduction faite de ce qui en avoit été payé) monteroient encore à quatre millions, cent mille trois cent cinquante deux francs monnoye de Hollande, outre les intérêts de cette somme, depuis le premier Janvier mille six cent quatre vingt deux, jusques au paiement entier & effectif, comme aussi la liquidation, qui en a été faite en partie à Bruxelles le vingt cinq Novembre mil six cent quatre vingt un; avec le Prince de Parme, pour lors Gouverneur des Pays-bas Espagnols, & ayant demandé & fortement insisté pour le paiement desdites dettes, & nous Ambassadeurs & Plénipotentiaires de Sa Majesté Catholique, ne nous trouvant point autorisés à ajuster cette affaire, nous promettons de remettre lesdits Papiers à Sa Majesté Catholique, afin qu'elle rende la justice aux Colleges de l'Amirauté, comme il sera de raison.

En foy de quoy nous Ambassadeurs Extraordinaires du Roy Catholique, & des Seigneurs Etats Généraux avons signé le présent Article & y avons fait apposer les Cachets de nos Armes. A Utrecht ce vingt sixième Juin mil sept cent quatorze.

*Signé,*

(L.S.) DUQUE D'OSSUNA.

(L.S.) EL MARQUE DE MONTELEONE. (L.S.) B. V. DUSSEN.

(L.S.) C. V. GHEEL VAN SPANBROECK.

(L.S.) F.A. BARON DE REE-DE RENSWOUDE.

(L.S.) GRAEF VAN KNIP-HUYSEN.

*Autre Article séparé, concernant les Pretensions de la Succession d'Orange à la charge de l'Espagne.  
Du même jour 26. Juin 1714*

COMME les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Pays-bas, en qualité d'Executeurs du Testament de Sa Majesté le feu Roy de la Grande-Bretagne, de tres glorieuse memoire, ont fait donner un Memoire en Latin aux Sieurs Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de Sa Majesté Catholique par nous soussignez Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires desdits Seigneurs Etats Généraux, contenant ledit Memoire, ce que Leurs Hautes Puissances soutiennent appartenir légitimement à la succession de feu Sa Majesté le Roy de la Grande-Bretagne, à la charge de la Couronne d'Espagne, suivant le Traité de Transaction passé & conclu le vingt six Decembre mil six cent quatre vingt sept, entre Sesse Sa Majesté Catholique, de glorieuse memoire, d'une part, & Sa dite Majesté le Roy de la Grande-Bretagne, alors Prince d'Orange, de l'autre; consistant en trois rentes distinctes: savoir une de quatre vingt mille Livres annuelle; une de vingt mille Livres annuelle; ces deux hypothéquées sur les Douanes de la Meuse, & de l'Escaut, & qui n'ont point été payées depuis l'année mil six cent

quatre vingt seize; & une de cinquante mille Livres annuelle, qui n'a pas été non plus payée, comme dessus, outre un restant de trente sept mille quatre cent quatre vingt douze Livres pour l'année mil six cent quatre vingt quinze; & encore une somme de cent vingt mille écus, payable une fois, qui devoit avoir été payée un mois après la Ratification du susdit Traité; & que les Seigneurs Etats Généraux, après avoir donné ladite représentation, ont encore fait donner, par nous leurs Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires, une Copie du susdit Traité de Transaction, & des autres, qui y sont relatifs: afin que les susdites arranges, & la susdite somme de cent vingt mille écus, avec les intérêts, qui en sont dus, du jour du retardement, soient payez promptement à ladite Succession Royale par Sa Majesté Catholique ou de sa part: & que l'on continué le paiement desdites rentes respectives, savoir le paiement absolu de celle desdits cinquante mille Livres, de celle de quatre vingt mille Livres & de celle de vingt mille Livres, en cas que les prestors ou futurs Possesseurs des fonds hypothéqués & engagez, vinssent, en quelque tems que ce soit, à manquer au paiement desdites deux dernières rentes cy-dessus mentionnées. Et comme d'un côté nous Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires des Seigneurs Etats Généraux avons insisté, que ces paiements fussent promis, par Sa Majesté Catholique ou en son nom, & que cette promesse fut comprise, & insérée dans un Article séparé du présent Traité de Paix; mais, que de l'autre, nous Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de Sa Majesté Catholique avons allégué de n'avoir point de pouvoir à cet égard, & que l'on a jugé le plus convenable, de ne point retarder pour cela la conclusion du Traité de Paix; on est tombé d'accord, de part & d'autre, qu'il sera réservé à ladite Succession Royale, de poursuivre la satisfaction des prétensions susdites, de la maniere que les interfez à ladite Succession le trouveront convenable & à propos: sauf aussi les raisons que Sa Majesté Catholique pourroit alleguer au contraire.

En foy de quoy nous Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires du Roy Catholique, & des Seigneurs Etats Généraux avons signé le présent Article & y avons fait apposer les Cachets de nos Armes. A Utrecht ce vingt sixième Juin mil sept cent quatorze.

*Signé,*

(L.S.) F.M. DUCQUE D'OSSUNA.

(L.S.) EL MARQUE DE MONTELEONE. (L.S.) B. V. DUSSEN.

(L.S.) C. V. GHEEL VAN SPANBROECK.

(L.S.) F.A. BARON DE REE-DE RENSWOUDE.

(L.S.) GRAEF VAN KNIP-HUYSEN.

*Plein-pouvoir des Ambassadeurs d'Espagne.*

Don Philippe, par la Grâce de Dieu, Roi de Castille, Leon, Arragon, des deux Siciles, de Jerusalem, Navarre, Grenade, Tolede, Valence, Galice, Majorque, Seville, Sardaigne, Cordoue, Corfique, Murcie, Jaën & des Algarves, d'Algezire, de Gibraltar, des Isles de la Terre ferme de l'Océan; Archiduc d'Autriche; Duc de Bourgogne, de Brabant & de Milan; Comte d'Apshbourg, de la Flandre, du Tirol & de Barcelone; Seigneur de Biscaye, & de Molina &c. Comme nous n'avons eu rien plus à cœur, ni ne souhaitons rien avec plus d'ardeur, que le soulagement & le repos de nos Sujets, dans les afflictions & les calamitez d'une Guerre si sanglante, & de si longue durée, qu'a été celle, que nous avons soufferte jusques icy; & comme nous

ANNO  
1714.

ANNO  
1714.

nous sommes obligés d'avancer le soulagement & ce repos, par une fin heureuse des effets & suites pernicieuses de la Guerre fufdite, pour jouir par là de la tranquillité, splendeur & des prospérités qu'ils souhaitent si ardemment; & considérons que pour l'affermissement d'un bien si commun, on doit commencer par une Paix particulière, & une amitié reciproque entre cette Couronne, & les Etats Généraux des Provinces Unies. Nous avons trouvé à propos de nommer pour cette fin, & de munir de Plein-pouvoir & d'autorité entiere vous Don Francisco Marie de Paula, Tellez, Giron, Benavides, Carello, & Toledo, Ponze de Leon, Duc d'Osuna, notre Cousin, Comte d'Urena, Marquis de Penafiel, Gentilhomme de notre Chambre, premier Chambellan & Echanfon, premier Notaire de nos Royaumes de Castille, Chevalier de l'Ordre de Calatrava, Grand Commandeur de cette Chevalerie, & Commandeur d'icelle, comme aussi de celle d'Ulagre dans celle de St. Jago, Capitaine de la première Compagnie Espagnole de nos Gardes Royales du Corps. Et Don Isidoro Casado de Rojas, Marquis de Monteleon, notre parent, Conseiller dans notre Conseil des Indes, en qualité de nos Ambassadeurs & Plenipotentiaires à cause de la satisfaction & de la confiance entiere, que nous avons sur vos Personnes, comme aussi des preuves que nous avons de votre prudence, sagesse, experience, zele, & amour pour notre service Royal, dont nous avons vu les marques dans plusieurs occasions, des qualitez tant requises dans une Negotiation de cette importance, pour pouvoir traiter, conclure, & effectuer avec les Ministres & Plenipotentiaires des Etats Généraux des Provinces-Unies, nommez pour cette même fin, un bon, ferme & inviolable Traité d'une Paix particulière & convenable avec les interets & les avantages reciproques des Sujets de notre Couronne & d'icelle Etats Généraux. Nous promettons, comme nous le promettons par celle-ci, sur notre foy & Parole Royale, que nous, aussi bien que nos Successeurs, certifierons & approuverons tout ce que vous terminerez, conclurez, & effectuerez avec lesdits Ministres des Etats Généraux, pour l'obtention d'une Paix particulière, comme il est dit cy-dessus, & que nous l'exécuterons exactement, & que nous prendrons soin, que tout soit exécuté sans la moindre contravention; & de même, que nous ne souffrirons jamais, qu'on y contrevienne, soit directement, ou indirectement, à quoy aussi bien que pour toute autre chose qu'il soit nécessaire, nous donnons toute autorité, Plein-pouvoir, & faculté requise, & que nous le ratifierons & approuverons, dans un tel terme, qu'il sera stipulé reciproquement. Nous déclarons de plus, que par absence ou par maladie d'un de vous Duc d'Osuna, & Marquis de Monteleon fufdits, un seul de vous deux pourra succéder à terminer & à conclure cette Negotiation, promettants de même de bonne foy & sur notre parole Royale, d'avoir tout pour agreable & stable, & même de le ratifier avec toutes les solemnités & autres circonstances requises, comme s'il auroit été ajusté par vous tous deux. En foy de quoy nous ordonnons de dépêcher, comme nous depêchons par celle-ci les présentes, vérifiées par notre signature, cachetées de notre Seau secret & contresignées par notre Secrétaire d'Etat. Donné à Madrid le cinquième Avril mil sept cent treize.

Signé,

MOI LE ROI.

*Et plus-bas.*

D. EMANUEL DE VADILLO ET VELASCO.

*Plein-pouvoirs des Ambassadeurs de Leurs Hautes Puissances.*

LES Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-bas, à tous ceux qui ces présentes ver-

TOM. VIII. PART. I.

ront, Salut. Comme Nous ne souhaitions rien plus ardemment, que de voir finir par une bonne Paix la Guerre, dont la Chrestienté est à présent affligée, & que la Ville d'Utrecht a esté agréée pour lieu des Conférences; Nous, par ce même desir, d'arrêter, autant qu'il sera en Nous, la desolation de tant de Provinces, & l'effusion de tant de Sang Chretien, avons bien voulu y contribuer tout ce qui depend de Nous, & pour cet effet deputer à ladite Assemblée quelques personnes du Corps de la Nôtre, qui ont donné plusieurs preuves de la connoissance & experience, qu'ils ont des affaires publiques, aussi bien que de l'affection, qu'ils ont pour le bien de Nôtre Etat. Et comme les Sieurs Jacques de Randwyck, Seigneur de Rossem, &c. Burgrave de l'Empire, & Juge de la Ville de Nimègue; Guillaume Buys, Conseiller Pensionnaire de la Ville d'Amsterdam; Bruno vander Dussen, ancien Bourguemaitre, Sénateur & Conseiller Pensionnaire de la Ville de Gouda, Affecteur au Conseil des Heemrades de Schieland, Dyckgrave du Crimpeenerwaert; Corneille van Gheel, Seigneur de Spanbroeck, Bulkestein, &c. Grand Baillif du Franc & de la Ville de l'Ecluse, Surintendant des Fiefs relevans du Bourg de Bruges, dans Nôtre ressort; Frederic Adrien, Baron de Rheede, Seigneur de Renfwoorde, d'Emminckhuysen & Moerkerken, &c. Président de la Noblesse dans les Etats de la Province d'Utrecht; Sieco van Gossinga, Grietman de Franqueradeel, & Curateur de l'Université de Franeker; & Charles Ferdinand, Comte de Inhuysen & de Kniphuysen, Seigneur de Vreedeewold, &c. Députés en Nôtre Assemblée de la part des Etats de Gueldre, de Hollande & de Westfesse, de Zee-lande, d'Utrecht, de Frise, & de la Ville de Groeningue & Ommelandes, se sont signalés en plusieurs emplois importants, pour Nôtre service, où ils ont donné des marques de leur fidélité, application & adresse, au maniement des affaires, pour ces causes & autres considerations à ce nous mouvans, nous avons commis, ordonné & député lesdits Sieurs de Randwyck, Buys, vander Dussen, de Spanbroeck, de Renfwoorde, de Gossinga, & le Comte d'In & Kniphuysen, les commettons, ordonnons; & deputons par ces présentes, & leur avons donné & donnons Plein-pouvoir, Commission & Mandement special, d'aller à Utrecht, en qualité de Nos Ambassadeurs Extraordinaires, & Plenipotentiaires pour la Paix, & d'y conférer avec les Ambassadeurs & Plenipotentiaires de Sa Majesté le Roy d'Espagne, munis de Pouvoirs fufifans, & y traiter des moyens, de terminer & pacifier les différens, qui causent aujourd'hui la Guerre, entre Sa Majesté Catholique & Nous, & pourroient nosdits Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires tous ensemble, ou quelques-uns, ou quelqu'un d'entre eux, en cas d'absence des autres, par maladie, ou autre empêchement, en convenir, & sur iceux conclure & signer une bonne & saine Paix, & generalement faire, negocier, promettre & accorder tout ce, qu'ils estimeront nécessaire, pour le fufdit effet de la Paix, & de faire generalement tout ce, que Nous pourrions faire, si nous y étions presens, quand même pour cela il seroit besoin de Pouvoir & Mandement plus special, non contenu dans ces présentes; Promettant sincerement, & de bonne foi, d'avoir pour agreable, ferme & stable, tout ce, que par lesdits Sieurs Nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, ou bien par quelques-uns ou quelqu'un d'entre eux, en cas de maladie, d'absence, ou autre empêchement des autres, aura été stipulé, promis & accordé, & d'en faire expedier Nos Lettres de ratification, dans le tems, qu'ils l'auront promis en Nôtre nom de les fournir. Donné à la Haye en Nôtre Assemblée, sous Nôtre grand Seau, la paraphure du Président de Nôtre Assemblée, & le Seing de Nôtre Greffier, le neuvième May mil sept cent treize.

*Estoit paraphé,*

J. VAN WELDEREN. Vt.

Par Ordonnance des fufdits Seigneurs Etats Généraux.

*Estoit signé,*

F. FAGEL.

Iii

Rasi.

ANNO  
1714.



ANNO  
1714.Ratification de Leurs Hautes Puissances. A la  
Haye le 6. d'Aoust. 1714.

LES Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-bas, à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Ayant vu & examiné le Traité de Paix, d'amitié & de Commerce, fait & conclu à Utrecht le vingt & sixième jour du mois de Juin de la présente année mil sept cent quatorze, par le Sieur Don François Marie de Paula, Telles & Giron, Duc d'Osuna, Comte d'Urena, Marquis de Penafiel, Grand d'Espagne de la première classe, grand Chambellan du Roi Catholique, grand Notaire dans les Royaumes de Castille, Commandeur de l'Ordre de Calatrava, & grand Commandeur aux Clés & dans l'Ordre de St. Jacques, un des grands Aides dans la Chambre du Roi Catholique, Général dans ses Armées, Capitaine de la première Compagnie de ses Gardes du Corps; & le Sr. Don Isidore Calado de Azevedo de Rosales, Marquis de Monteleon, Vicomte d'Alcazar Real, Sénateur au Conseil Souverain des Indes de Sa Majesté Catholique; un des Gentilhommes de la Chambre de Sa Majesté; Ambassadeurs Extraordinaires, & Plénipotentiaires de Sa Majesté le Roi d'Espagne au Congrès d'Utrecht; & p. r. les Sieurs Jacques de Randwyck, Seigneur de Rossem, &c. Burgrave de l'Empire, & Juge de la Ville de Nimègue; Guillaume Buys, Conseiller Pensionnaire de la Ville d'Amsterdam; Bruno vander Dussen, Bourguemestre, Sénateur, & Conseiller Pensionnaire de la Ville de Gouda, Affecteur au Conseil des Heemrades de Schieland; Dyckgrave du Crimpenerwaard; Corneille van Gheel, Seigneur de Spanbroeck Bulckein, &c. Grand Bailiff du Franc & de la Ville de l'Ecluse, Surintendant des Fiefs relevans du Bourg de Bruges du ressort de l'Etat; Frederic Adrien Baron de Rheede, Seigneur de Renfoude, d'Emminkhuysen & Moerkerken, &c. Président de la Noblesse dans les Etats de la Province d'Utrecht; Sicco van Gossinga, Grietman de Francqueradeel, & Curateur de l'Université de Francuer; & Charles Ferdinand, Comte d'Inkhuyfen & de Kniphuyfen, Seigneur de Vreëdwold, &c. Députés en notre Assemblée de la part des Etats de Gueldre, de Hollande & West-Frise, de Zeelande, d'Utrecht, de Frise, de Groningue & Ommelanden, Nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires à ladite Assemblée d'Utrecht, en notre nom & de notre part, en vertu de leurs Plein-pouvoirs respectifs, duquel Traité la teneur s'ensuit.

*Fiat inferio.*

Et d'autant que le contenu dudit Traité porte, que les Lettres de Ratification seront échangées dans le terme de six semaines, ou plutôt, si faire se peut, à compter du jour de la signature, Nous voulant bien donner des marques de notre sincérité, & Nous acquiescer de la parole, que Nos Ambassadeurs ont donnée pour Nous, Nous avons agréé, approuvé & ratifié ledit Traité, & un chacun des Articles d'icelui, ci-dessus transcrits, comme Nous l'agréons, approuvons & ratifions, par ces présentes; prometant en bonne foi & sincèrement de le garder, entretenir & observer inviolablement, de Point en Point, selon sa forme & teneur, sans jamais aller, ni venir au contraire directement ni indirectement, en quelque sorte ou manière que ce soit. En foi de quoi Nous avons fait signer ces présentes par le Président de notre Assemblée, contresigner par notre Greffier, & y apposer notre grand Seau. Fait à la Haye le sixième d'Aoust l'an mil sept cent quatorze.

*Esoit paraphé,*

C. V. GHEEL VAN SPANPROEK, Vt.

*Sur le pli estoit écrit,*

Par Ordonnance des susdits Seigneurs Etats Généraux.

*Esoit signé,*

F. FAGEL.

Et scellé du grand Seau en cire rouge.

ANNO  
1714. Ratification du côté de l'Espagne. Donnée au  
Pardo le 27. Juillet 1714.

DON Philippe par la Grace de Dieu Roi de Castille, de Leon, d'Arragon, des deux Siciles, de Jerusalem, de Navarre, de Grenade, de Tolède, de Valence, de Galice, de Majorque, de Seville, de Sardaigne, de Cordoue, de Corse, de Murcie, de Jaén, des Algarves, d'Alger, de Gibraltar, des Iles des Canaries, des Indes Orientales & Occidentales, des Iles & Terre ferme de l'Océan; Archiduc d'Autriche; Duc de Bourgogne, de Brabant & de Milan, Comte d'Apsbourg, de Flandres, Tirol & Barcelonne; Seigneur de Biscaye, & de Molina, &c. D'autant que le vingt sixième Juin dernier, nos Ambassadeurs & Plénipotentiaires, & ceux des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Pays-bas, ont dans la Ville d'Utrecht, aisé, conclu & signé un Traité de Paix & d'amitié dont la teneur s'ensuit.

*Fiat inferio.*

Duquel Traité ci-dessus écrit & inséré, comme il est dit, après l'avoir vu & examiné murement de mot à mot dans mon Conseil, j'ay résolu de l'approuver & de le ratifier, comme en vertu des présentes je l'approuve & ratifie, & tout ce qui y est exprimé & mentionné, pour moi & mes Héritiers & Successeurs, comme aussi pour mes Vassaux, Sujets & Habitans de tous mes Royaumes & Seigneuries, & ce en la meilleure & plus ample forme que faire se peut, & tiens pour bon, ferme & de valeur tout ce qui y est contenu, & je promets en foi & parole de Roi, aussi bien que pour mes Successeurs & Héritiers, de l'observer & executer inviolablement, selon sa forme & teneur, & d'ordonner qu'il soit executé & observé de la même manière, que si je l'avois fait en propre Personne, sans rien faire ou rien faire aller contre, de quelque manière, que ce puisse être, ni de permettre, qu'il se fasse rien qui y soit contraire; & qu'en cas qu'il se fit quelque contravention contre la teneur du susdit Traité, je donneray ordre qu'on le repare actuellement, sans difficulté ni délai, par la punition des Delinquans; obligant en outre, pour l'observation de ce que dessus, tous & un chacun de mes Royaumes, Pays, & Seigneuries en particulier, aussi bien que mes autres biens, présents & avenir, comme pareillement mes Héritiers & Successeurs, sans rien excepter; Et pour plus grande fermeté de cette obligation, je renonce à toutes Loix, coutumes & autres choses à ce contraires: Pour confirmation de quoi, j'ay ordonné de faire dépêcher ces présentes, signées de ma main, & confirmées de mon Cachet, & qu'elles fussent contresignées par mon Secrétaire d'Etat. Fait au Pardo le vingt septième Juillet mille sept cent quatorze.

*Esoit signé,*

MOILEROL.

*Et contresigné,*

MAN. DE ELYONDO.

CLXXIII.

Testament (1) de Louis XIV. Roi de France & de Navarre disposant de la Tutelle du DAUPHIN son arrière-Petit-fils, & du Conseil de Regence qu'il veut estre établi après sa mort. A Paris le 2. d'Aoust. 1714. [Feuille volante imprimée à Paris au Mois de Septembre 1715. in 4.]

COMME par la Misericorde de Dieu, la Guerre (qui a pendant plusieurs Années agité notre Royaume avec des Ennemis différents, qui nous ont

(1) Deux Codicilles furent ajoutés à ce Testament le 23. Avril & 23. d'Août. 1715. Voyez les cy-après sous cette dernière date. [Dum.]

ANNO ont causé des inquiétudes,) est heureusement terminée; Nous n'avons présentement rien plus à cœur, que de procurer à nos Peuples le soulagement que le tems de Guerre ne Nous a pas permis de leur donner, de les mettre en état de jouir long-tems des fruits de la Paix, & d'éloigner tout ce qui pourroit troubler leur Tranquillité. Nous croyons, dans cette vûe, devoir étendre nos soins Paternels à prévoir & prévenir, autant qu'il dépend de Nous, les Maux dont notre Royaume pourroit être troublé, si par l'Ordre de la Divine Providence, notre décez arrive avant que le Dauphin notre Arrière-Petit-Fils, qui est l'Héritier de notre Couronne, ait atteint sa 14. Année, qui est l'âge de sa Majorité.

C'est ce qui Nous engage à pourvoir à sa Tutelle & à l'Educatiou de sa Personne, & à former pendant sa Minorité un Conseil de Régence, capable par sa prudence, sa probité, & la grande expérience de ceux que Nous choisirons pour le composer, de conserver le bon Ordre dans le Gouvernement de l'Etat, & maintenir nos Sujets dans l'Obeissance qu'ils doivent au Roi Mineur.

Le Conseil sera composé du Duc d'Orleans, Chef du Conseil, du Duc de Bourbon, quand il aura 24. Ans accomplis, du Duc du Maine, du Comte de Toulouse, du Chancelier de France, du Chef du Conseil Royal, des Maréchaux de Ville-roi, de Villars, d'Uxelles, de Tallard, & d'Har-court, des 4. Secretaires d'Etat, & du Contrôleur General des Finances.

Nous les avons choisis par la connoissance de leur capacité, de leurs talens, & du fidèle attachement qu'ils ont toujours eu pour notre Personne, & que Nous sommes persuadés qu'ils auront dévouement pour le Roi Mineur.

Voulons que la Personne du Roi Mineur soit sous sa Tutelle & à la garde du Conseil de Régence.

Mais comme il est nécessaire que sous l'Autorité de ce Conseil, quelque personne de mérite, universellement reconnu & distingué par son Rang, soit particulièrement chargé de veiller à la Streté, Conservation & Education du Mineur; Nous nommons le Duc du Maine pour avoir cette autorité, & remplir cette importante fonction, du jour de notre déces. Nous nommons aussi pour Gouverneur du Roi Mineur, sous l'Autorité du Duc du Maine, le Maréchal de Villeroi, qui par sa bonne conduite, sa probité & ses talens, Nous a paru mériter d'être honoré de cette marque de notre estime & de notre Confiance. Nous sommes persuadés que pour tout ce qui aura rapport à la Personne & à l'Educatiou du Roi Mineur, le Duc du Maine & le Maréchal de Villeroi, Gouverneurs, animés tous deux par un même Esprit, agiront avec un parfait concert, & qu'ils n'obmettront rien pour lui inspirer les Sentimens de Vertu, de Religion, & de Grandeur d'Ame, que Nous souhaitons qu'il conserve toute sa vie.

Voulons que les Officiers de la Garde & de la Maison du Roi soient tenus de reconnoître le Duc du Maine, & de lui obéir en ce qu'il ordonnera pour le fait de leurs Charges, qui aura rapport à la Personne du Roi Mineur, à sa garde & à sa sûreté. Au cas que le Duc du Maine vienne à manquer avant notre déces, ou pendant la Minorité du Roi, Nous nommons à sa place le Comte de Toulouse, pour avoir la même Autorité, & remplir les mêmes fonctions. Pareillement, si le Maréchal de Villeroi decede avant ou pendant la Minorité du Roi, Nous nommons à sa place le Maréchal d'Har-court.

Voulons que toutes les affaires qui doivent être décidées par l'Autorité du Roi, sans aucune exception ni réserve, soit concernant la Guerre ou la Paix; la Disposition, l'Administration des Finances; ou le choix des Personnes qui doivent remplir les Archevêchez, Evêchez, Abbâtes, ou autres Benefices, dont la Nomination doit appartenir au Roi Mineur; la Nomination aux Charges de la Couronne, aux Charges de Secretaires d'Etat, & à celle de Contrôleur General des Finances: à toutes celles des Officiers, tant des Troupes de Terre, qu'Officiers de Marine & des Galères; aux Officiers de Judicature, tant des Cours Supérieures qu'autres, & celles de Finance; aux Charges de Gouverneurs, Lieutenans-Generaux dans les Provinces, & celles des Etats Majors des Places fortes tant des Frontières

TOM. VIII. PART. I.

que des Places du dedans du Royaume, sans distinction de grandes & petites, qui sont à la Nomination du Roi; & généralement pour toutes les Charges, Commissions & Emplois que le Roi doit nommer, soient proposées & deliberées au Conseil de Régence: Que les Résolutions y soient prises à la pluralité des suffrages, sans que le Duc d'Orleans, Chef du Conseil, puisse seul & par son Autorité particulière, rien déterminer, statuer, ordonner, & faire expedier aucun Ordre au Nom du Roi Mineur, autrement que suivant l'Avis du Conseil de Régence.

S'il arrive qu'il y eût dans quelque affaire diversité de sentimens dans le Conseil de Régence; ceux qui y assisteront seront obligés de se réunir à deux Avis, & celui du plus grand nombre prévaudra toujours: Mais s'il se trouve qu'il y eût dans les deux Avis un nombre égal de suffrages, en ce cas seulement, l'Avis du Duc d'Orleans, comme Chef du Conseil, prévaudra.

Lors qu'il s'agira de nommer aux Benefices, le Confesseur du Roi entrera au Conseil de Régence, pour y présenter le Memoire des Benefices vacans, & proposer les Personnes qu'il croira capables de les remplir. Seront aussi admis au même Conseil Extraordinaire, lors qu'il s'agira de la Nomination des Benefices, deux Archevêques ou Evêques, de ceux qui se trouveront à la Cour, & qui seront avertis par l'Ordre du Conseil de Régence, pour s'y trouver, & donner leur Avis sur le choix des Sujets qui seront proposés.

Le Conseil de Régence s'assemblera 4. ou 5. jours de la semaine, le matin, dans la Chambre ou Cabinet du Roi Mineur; & aussi-tôt que le Roi aura dix ans accomplis, il pourra y assister quand il voudra, non pour ordonner & décider, mais pour entendre & pour prendre les premieres connoissances des affaires.

En cas d'absence ou d'empêchement du Duc d'Orleans, celui qui se trouvera plus avancé par son Rang, tiendra le Conseil, afin que le cours des affaires ne soit pas interrompu.

Et s'il y a partage de voix, la sienne prévaudra. Il sera tenu registre par le plus ancien des Secretaires d'Etat, qui se trouvera présent, de tout ce qui sera délibéré & résolu, pour être ensuite les expeditions faites au nom du Roi Mineur, par ceux qui en seront chargés.

Si avant qu'il plaise à Dieu Nous appeler à lui, quelqu'un que Nous ayons nommé pour remplir le Conseil de la Régence decede, ou se trouve hors d'état d'y entrer; Nous nous réservons d'y pourvoir & nommer une autre Personne pour remplir sa place, & Nous le ferons par un Ecrit qui sera entièrement de notre Main, qui ne paroltra qu'après notre décez: Et si Nous ne nommons personne, le nombre de ceux qui devront composer le Conseil de Régence, demeurera réduit à ceux qui se trouveront vivans au jour de notre mort.

Il ne sera fait aucun changement au Conseil de la Régence, tant que durera la Minorité du Roi; & si pendant le tems de cette Minorité quelqu'un de ceux que nous y avons nommé, vient à manquer, la place vacante pourra être remplacée par le choix & deliberation du Conseil de Régence, sans que le nombre de ceux qui le doivent composer, tel qu'il aura été au jour de notre décez, puisse être augmenté; & le cas arrivant que plusieurs de ceux qui le composent ne puissent pas y assister, par maladie ou autrement, il faudra qu'il s'y trouve toujours au moins le nombre de sept de ceux qui sont nommez pour le composer, afin que les Deliberations qui auront été prises, ayant rang & force d'Autorité: Et à cet effet, dans tous les Edits, Déclarations, Lettres Patentes, Provisions & Actes, qui doivent être délibérés au Conseil de Régence, & qui seront expediez pendant la Minorité, il sera fait mention expresse du nombre des Personnes qui auront assisté au Conseil dans lesquels les Edits, Lettres Patentes & autres Expeditions auront été résolus.

Notre principale application, pendant la durée de notre Regne, a toujours été de conserver dans notre Royaume la pureté de la Religion Catholique Romaine, en éloignant toute sorte de nouveauté; Et Nous avons fait tous nos Efforts, pour unir à l'Eglise ceux qui en étoient séparés. Notre intention est que le Conseil de la Régence s'attache à maintenir les Loix & Reglemens que Nous avons faits à

ANNO  
1714.



ANNO  
1714.

436

# CORPS DIPLOMATIQUE

ce sujet, & Nous exhortons le Dauphin notre Arrière-Petit-Fils, lors qu'il sera en âge de gouverner par lui-même, de ne jamais souffrir qu'il y soit donné atteinte : Comme aussi de maintenir avec la même fermeté, les Edits que Nous avons faits contre les Duels, comme les plus utiles pour attirer la bénédiction de Dieu sur notre Royaume, & pour la conservation de la Noblesse, qui en fait la principale force.

Notre intention est que les dispositions contenues dans notre Edit du mois de Juillet dernier en faveur du Duc du Maine, & du Comte de Toulouse, & leurs descendants, aient pour toujours leur entière exécution, sans qu'en aucun tems, il puisse être donné atteinte aucune à ce que Nous avons déclaré de notre Volonté.

Entre les différents Etablissements que Nous avons faits durant le cours de notre Règne, il n'y en a point qui soit plus utile à l'Etat, que celui de l'Hôtel Royal des Invalides : Il est bien juste que ces Soldats, qui par les blessures qu'ils ont reçues à la Guerre, ou qui par leur long service & âge, sont hors d'état de travailler & de gagner leur vie, aient une subsistance assurée pour le reste de leurs jours ; & que plusieurs Officiers qui font donner des biens de la fortune, y trouvent aussi une retraite honorable. Toutes sortes de motifs doivent engager le Dauphin, & tous les Rois nos Successeurs, à soutenir cet Etablissement, & lui accorder une Protection particulière : Nous l'y exhortons autant qu'il est en notre pouvoir.

La Fondation que nous avons faite d'une Maison à St. Cyr, pour l'Education de 300. Demoiselles, donnera perpétuellement à l'avenir aux Rois nos Successeurs, un moyen de faire des grâces à plusieurs Familles de notre Royaume, qui se trouvant chargées d'Enfants avec peu de bien, auroient le regret de ne pas pouvoir fournir à la dépense nécessaire pour leur donner l'Education convenable à leur naissance. Nous voulons que si de notre vivant les 300. mille Livres de revenus en fonds de Terre, que Nous avons donné pour la Fondation, ne fussent pas entièrement remplis, il soit fait des acquisitions le plus promptement qu'il se pourra après notre décès, pour fournir ce qui s'en manquera ; & que les autres Sommes que Nous avons assignées à cette Fondation sur nos Domaines & Recettes générales, tant pour augmenter la Fondation, que pour dotter les Demoiselles qui sortent à l'âge de 20. ans, soient régulièrement payées ; en sorte qu'en nul cas, & sous quelque prétexte que ce soit, notre Fondation ne puisse être diminuée, & qu'il ne soit donné aucune atteinte à l'union qui a été faite de la Menſe Abbatiale de St. Denis ; comme aussi qu'il ne soit rien changé aux Réglemens que nous avons jugé à propos pour le gouvernement de la Maison, & pour la qualité & preuves qui doivent être faites par lesdites Demoiselles qui obtiennent des Places dans la Maison.

Nous n'avons d'autres vûes dans toutes les dispositions de notre présent Testament, que le bien de notre Etat & de nos Sujets. Nous prions Dieu qu'il bénisse notre Postérité & qu'il Nous fasse la grâce de faire un assez bon usage du reste de notre vie pour effacer nos péchez, & pour obtenir sa Miséricorde.

Fait à Paris le 2. Août. 1714.

## CLXXIV.

7. Sept. Pax inter Sacram Cæsaream & Catholicam Majestatem CAROLUM VI. ac Imperium ab una & LUDOVICUM XIV. Regem Gallie Christianissimum a parte altera, iterato sancta ; Est enim una & eadem cum illa Rastadiensi ; Sed hic majori cum solemnitate celebrata. Bada Ergovie die 7. Septembris 1714. Cum ARTICULO SEPARATO de Titulis, a Cæsare in Traktatu adhibitis. Cumque PLENIPOTENTIIS & RATIFICATIONIBUS utriusque partis. [Copie imprimée à Vienne Typis Joannis Jacob. Kürner Procer. Typograph. in 4. Copie imprimée à Paris chez François Fournier Rue St. Jacques a-

vec Privilege du Roi, in 4. Ann. 1714. en ANNO Latin & en François.] 1714.

In nomine Sacrosanctæ Trinitatis, Patris, & Filii, & Spiritus sancti.

NOTUM sit universis, cum alma Pace per summi Numinis benignitatem feliciter instaurata Rastadii Octa die nuper præteriti mensis Martii inter Serenissimum & Potentissimum Principem ac Dominum, Dominum Carolum sextum Electum Romanorum Imperatorem semper Augustum, ac Regem Germaniæ, Castellæ, Aragoniæ, Legionis, utriusque Siciliæ, Hierosolæm, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatia, Slavoniæ, Navarræ, Gratiæ, Toleti, Valentiniæ, Gallitiæ, Majoricarum, Sevilæ, Sardinie, Cordubæ, Corficæ, Murciæ, Gienis, Algarbiæ, Algeziræ, Gibraltræ, Insularum Canariæ & Indiarum, ac Terræ firmæ, Maris Oceani, Archiducem Austriæ, Ducem Burgundiæ, Brabantie, Mediolani, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, Linburgiæ, Lucemburgiæ, Geldriæ, Wirtembergæ, superioris & inferioris Silesiæ, Calabriæ, Athenarum & Neopatriæ, Principem Sæviæ, Cataluniæ, & Asturiæ, Marchionem Sacri Romani Imperii Burgoviæ, Moraviæ, superioris & inferioris Lusatiæ, Comitum Habsburgi, Brandiæ, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi, Goritiæ & Archeiæ, Marchionem Oristhani, Comitum Gozzani, Namurci, Rossilonis & Ceritanie, Dominum Marchiæ Slavonicæ, Portus Naonis, Bilcaiz, Molinæ, Salinarum, Tripolis, & Mechliniæ &c. ac Sacrum Romanum Imperium ab una, & Serenissimum ac Potentissimum Principem ac Dominum, Dominum Ludovicum decimum quartum, Franciæ & Navarræ Regem Christianissimum ab altera parte convenit, ut quæ illic, operis tam salutis magis accelerandi gratia, vel citra omnem, quæ observari debuisset, solemnitatem acta, vel in aliud tempus dilata fuerunt, aliasve addenda essent, novo solemniori & generaliore in Helvetiæ partibus instituyendo Congressu recepto more perficerentur, id nunc Divino rursus aspirante favore completum esse. Comparantes quippe Bada-Ergovia loco utrinque delecto Legati Extraordinarii & Plenipotentarii nomine Sacræ Cæsareæ Majestatis, & Sacri Romani Imperii, Celsissimus Princeps ac Dominus Eugenius, Sabaudie & Pedemontium Princeps, auri Velleris Eques, Sacræ Cæsareæ Majestatis Consiliarius Status intimus, Consiliarius Aulico-Bellici Præfex, Locumtenens Generalis, ac Sacri Romani Imperii Campi Marecallus, nec non Illustrissimi & Excellentissimi Domini, Dominus Petrus Comes de Geefs in Carlsberg, Sacræ Cæsareæ Majestatis Consiliarius Status, Camerarius, & Carinthiæ supremæ Capitaneus Provincialis, & Dominus Joannes Fridericus Comes a Sellen & Aspang, Sacræ Cæsareæ Majestatis Consiliarius Aulicus, & Cancellarius secretioris Aulicæ Austriacæ Assessor : Nomine vero Sacræ Regiæ Majestatis Christianissimæ, Celsissimus & Excellentissimus Dominus Ludovicus Hector Dux de Villars, Par & Marecallus Franciæ, Martigii Princeps, Meloduni Vice-Comes, Exercituum Regiorum in Germania Dux supremus, Regiorum Ordinum ut & auri Velleris Eques, & in Ditione & Comitatu Provinciarum Gubernator & Locumtenens Generalis, nec non Illustrissimi & Excellentissimi Domini, Dominus Franciscus Carolus de Vintimilla ex Comitibus Massiliæ Comes du Luc, Marchio de la Marthe, pro Rege in Provincia Locumtenens, Ordinis sancti Ludovici Commendator, Insularum de Porquerolles Gubernator, atque Sacræ Regiæ Majestatis Christianissimæ ad Helvetos, Rhodanos & Rempubliam Valesianam Legatus, & Dominus Dominicus de Barberie Eques, Dominus de Saint Contest, Regi Christianissimo à Sanctioribus Consiliis, Libellistrum supplicum in Aula Regiæ Magister, reique judicariæ Civilis & æariæ, nec non bellicæ per Districtus Metensem, Tullenensem, & Virodunnensem, ut & Regiorum Exercituum in Confinis Campaniæ & ad Sarram Mosellanque Præfectus, post invocatam celestem opem & commutatas rite Mandatorum in calce hujus Instrumenti descriptorum tabulas mutuas, inite jam Pacis Leges confirmarunt, auxerunt & in solemnem formam redegerunt tempore sequenti.

I. Pax

1714.

I. Pax Christiana Rastadii sexta Martii Anni currentis conclusa, sit & maneat perpetua ac universalis, conciliisque ac propaget veram amicitiam inter Sacram Cæsaream Majestatem Ejusque Successores, totum Sacrum Romanum Imperium, Regna & Ditiones hereditarias, Clientes ac Subditos ab una, & Sacram Regiam Majestatem Christianissimam Ejusque Successores, Clientes & Subditos ab altera parte, eaque ita sincere fervetur & colatur, ut neutra Pars in alterius perniciem vel detrimentum sub quolibet colore quicquam molliatur, aut molientibus seu quodvis damnum inferre volentibus ullum auxilium quocunque nomine veniat, præstare, aliterque Subditos rebelles seu refractarios recipere, protegere aut juvare quavis ratione possit, aut debeat, sed potius utraque Pars alterius utilitatem, honorem ac commodum serio promoveat, non obstantibus quibuscunque in contrarium facientibus promissionibus, Tractatibus & Fœderibus quomodocunque factis aut faciendis.

II. Sit perpetua utrimque Amnestia & oblitio omnium eorum, quæ ob causam vel occasione præteriti Belli quocunque loco modove ultro citroque hostiliter facta sunt, ita ut nec eorum, nec ullius alterius rei causa vel prætextu alter alteri quicquam inimicitie, directæ vel indirectæ, specie juris aut via facti, neque intra, neque extra Sacram Cæsaream Majestatis Regna & Ditiones Sacræ Cæsareæ Majestatis hereditarias, Regnumque Gallie inferat, aut inferri patiatur, sed omnes & singulae hinc inde verbis, scriptis aut factis illarum iniuriæ & violentiæ absque omni personarum reverentia respectu ita penitus abolita sint, ut quicquid eo nomine alter adversus alterum pretendere possit, perpetua sit oblivione sepulchrum.

III. Pacis hujus basis & fundamentum sit Pax Westphalica, Nicomagensis & Ryfwicenis, hæque statim a commutatis Ratificationum formulis in facris & profanis plene executioni mandentur, & inviolabiliter impoſuerunt ferventur, nisi quatenus nunc aliter conventum est. Hunc in finem omnia tam quoad mutationes, quæ durante ultimo Bello vel ante illud factæ, quam quæ executioni vel plane non, vel imperfecte datæ, vel post factam executionem rursus immutatae fuerint, si quid re ipsa tale reperitur, eum in statum in Sacro Romano Imperio, Eiusque appertinentiis reponantur, qui per prædictum Tractatum Ryfwicensem præscriptus fuit.

IV. Restituit Sacra Regia Majestas Christianissima secundum hanc & Pacem Ryfwicensem Sacræ Cæsareæ Majestati, & Serenissimæ Domui Austriacæ Brisacum vetus integrum in moderno statu cum granariis, armamentariis, munimentis, vallis, muris, Turribus, aliisque ædificiis publicis & privatis, atque omnibus dependentiis in dextra parte Rheni sitis, iis, quæ in sinistra parte Rheni sunt, interque ea Fortalitio le Mortier dicto Regi Christianissimo relictis; omnia ad normam & sub conditionibus Articuli vigesimi dictæ Pacis Ryfwicensis mense Octobri 1697. inter Imperatorem Leopoldum inclayæ Memoriz, & Regem Christianissimum conclusæ.

V. Redder quoque Sacra Regia Majestas Christianissima Sacræ Cæsareæ Majestati & Serenissimæ Domui Austriacæ Urbem & Arcem Friburgensem, nec non Fortalitium sancti Petri, Fortalitium item Stella nuncupatum, & quacunque alia munimenta ibi aut alibi per sylvam Herciniam, vel reliquum Brigoviz Districtum erecta aut restaurata, in statu, quo nunc sunt, absque ulla demolitione aut deterioratione cum Villis Lehen, Merzhausen, & Kirchzarth, omnique jure, cum Archivis item omnibusque Occupationis relictis, siue ibi adhuc extent, siue aliorum translati sint, jure Diocæcano aliisque juriſibus & redditibus Episcopatus Constantiensis semper suis.

VI. Restituet pariter Sacra Cæsareæ Majestati & Imperio Sacra Regia Majestas Christianissima munimentum Kehl à se extructum, in dextra Rheni parte ad pontem Argentinesem situm, integrum cum omnibus juriſibus & dependentiis, munimentum vero de la Pile, cæteraque in ipſo Rheno, seu Rheni Insulis prope Argentinam jacentibus extructa sumptibus Regis Christianissimi solo plane æquabuntur à neutra Parte posthac restitucunda; quæ conventa Restituciones & destructiones Locorum & Munimentorum prædictorum post Ratificationem hujus Tractatus termino Articuli sequentibus expresse executioni dabuntur: Fluminis autem Navigatio, aliisque

usus utriusque Partis Subditis, aut qui alias illac commeari, navigare, aut merces transſerre volent, æque patebit, nec quicquam ab alterutra Parte illuc aut alibi unquam fiet, quo Flumen divertatur, aut ejus cursus seu navigatio, aliisque usus difficultior quavis ratione reddatur, multo minus nova Telonia, Portoria, aut Pedagia exigantur, aut vetera augebuntur, Navæque, quæ tranſeunt ad unam magis quam alteram ripam appellere, aut onera seu merces exponere vel recipere cogantur, sed id libero cuiusque arbitrio relinqui semper debebit.

VII. Nominata loca, Urbes, Castra & Fortalitia Brisacum, Friburgum & Kehl reddantur Sacræ Cæsareæ Majestati & Imperio cum omni Districtu, Jurisdictione, appertinentiis & dependentiis, cum omnibus item tempore possessionis occupationis ibi reperitis tormentis, apparatus & ammunitionibus bellicis, quæ ex inventariis exhibendis apparebunt, absque reservatione, exceptione aut retentione, bona fide & sine dilatione, impedimento vel prætextu, iis, qui post commutatas Ratificationum tabulas à Sacra Cæsareæ Majestate sola, vel per differentia locorum à Sacra Cæsareæ Majestate & Imperio ad id constituti & specialiter deputati fuerint, eaque de locorum evacuandorum Præfectis, Gubernatoribus aut Officialibus Gallicis fidem fecerint, ita ut dictæ Urbes, Arces, Fortalitia & loca cum omnibus prærogativis, utilitatibus, proventibus, & emolumentis, ac quibuscunque ibidem comprehensis in Jus, possessionem actualem & omnimodam potestatem ac superioritatem Sacræ Cæsareæ Majestatis, Imperii & Domus Austriacæ redeant, quemadmodum antehac ad Ipsos spectarunt, & à Sacra Regia Majestate Christianissima hæcenus possessa fuere, nihilque omnino Juris aut prætensionis in loca præfata, aut eorum Districtum Sacræ Regiæ Majestati Christianissimæ Coronæque Gallie remanuisse, aut reservatum fuisse intelligatur, nec quidquam porro exigatur pro sumptibus & impensis in munimenta, aut alia ædificia publica vel privata insumptis, nec alia quacunque de causa retardetur restitutio plenaria intra triginta dies à commutatis Pacis Ratificationibus executioni demandanda, adeo ut Præsidia Gallica inde protinus abducantur absque omni molestia, damno vel gravamine Civibus & Incolis, aut aliis quibuscunque Sacræ Cæsareæ Majestatis & Imperii Subditis ex causa debitorum aut quarumlibet prætensionum inferendo. Neque fas sit Militiæ Gallie in locis evacuandis aut aliis quibuscunque ad Sacram Regiam Majestatem Christianissimam non spectantibus ultra terminos infra præscriptos commorari, hyberna vel stationes ligere, sed in propriis Coronæ Gallicæ Ditiones illuc abire teneantur.

VIII. Curabit Rex Christianissimus suis impensis solo æquari munimenta è regione Hunningæ in dextra ripa & Insula Rheni extructa, similiter & qui illic est, pontem Rheni, fundo cum ædificiis Domui Badensi reddendo: Destruent eadem ratione munimenta cum Selingense tum alia in Insulis inter illud & Fortalitium Ludovicianum sitis facta, uti & Pontis pars, quæ ducit à Selingensi ad Ludovicianum, & quod è regione Ludoviciani in dextra Rheni ripa constructum est, à neutra Parte indeinceps reparanda; fundo pariter cum ædificiis Domui Badensi restituendo. Fortalitium Ludovicianum vero & Insula penes Regem Christianissimum permanebit. Generaliter Sacra Regia Majestas Christianissima suis expensis destrui faciet omnia cuiusque generis Fortalitia, munimenta, fossas, propugnacula, Valla & Pontes, siue eo fine in Tractatu Ryfwicensi expressa, siue post illum à Regia Sua Majestate Christianissima ad ripam Rheni, vel in ipſo Rheno, aut alibi in Imperio, seu Terris ac Ditionibus ad Imperium quomodolibet spectantibus extructa, quæ reparari non poterunt.

IX. Evacuabit quoque Sacra Regia Majestas Christianissima Castrum Bitich cum omnibus perinentiis, uris & Castrum Homburg destructis prius munimentis amplius non reparandis, ita tamen ut ipsius Caltris, & quæ illis juncta sunt, Oppidis nullum damnum inferatur, sed ea omnia illæsa conserventur.

X. Triginta dierum spatio post commutatas hujus Tractatus Ratificationum tabulas tam Civitates & loca munita, quam universum omnia loca, quæ secundum hunc & Rastadiensem, adeoque & Ryfwicem-

ANNO  
1714.



ANNO  
1714.

sem Tractatum, cujus omnes & singuli Articuli pro inferis in hoc Tractatu habentur, & perinde effectui dabuntur, ac si eorum tenor de verbo ad verbum repetitus fuisset, reddi debent, extradentur eis, qui ad hunc effectum à Sacra Cæsarea Majestate & Imperio, aut Principibus particularibus, aliisve, qui ea secundum dictam Pacem Ryfwicensem possidere debent, plena Potestate muniti erunt, abque demolitione Monumentorum & Fortificationum, aut destructione ædificiorum publicorum & particularium, & abque deterioratione statuum, in quo nunc sunt, nec quicquam pro-impenfis in ea, aut eorum occasione factis, petetur. Eodem pariter tempore reddentur omnia Archiva & Literarum Documenta, quæ vel ad Sacram Cæsaream Majestatem, vel ad Imperii Principes & Status aut Civitates & loca, quæ Sacra Regia Majestas Christianissima restituere promittit, pertinent.

XI. Cum Sacra Regiæ Majestatis Christianissima mens sit atque intentio adimplere Tractatum hunc, quantocius id fieri poterit, Sua Regia Majestas promittit, munimenta & loca à se demolenda majoris momenti ad summum spatium duorum Mensium, minoris vero momenti spatium unius Mensis, utroque post commutatas Ratificationum tabulas computando, Regiæ Suae Majestatis impenfis eo, quo conductum est, modo destructum solum æquarem iri.

XII. Sacra Regia Majestas Christianissima promittit non minus Sacra Cæsareæ Majestati & Imperio, se se restitutam omnibus Imperii Membris, Clientibus & Vassallis Ecclesiasticis & Secularibus, nominatim Domino Electori Trevirensi, Domino Electori Palatino, Domino Ordinis Teutonici magno Magistro, & Episcopo Wormatiensi, atque Inclyto Ordini, Domino Episcopo Spirensi, Domui Wittembergiæ, & sigillatim Domino Duci Mompelgardensi, utrique Domui Badensi, & generaliter omnibus Pace Ryfwicensi comprehensis, licet hic speciatim expressi non fuerint, quæcunque Territoria, Civitates, loca & bona, quæ proxime præterito Bello, aut ejus occasione five armis, five confiscatione, aut alio quocunque modo Paci Ryfwicensi contrario, occupaverit, quamvis hoc Tractatu nominata non sint, uti & plenarie & accurate executionem omnes condiciones & clausulas Pacis Ryfwicensis, quibus per præsentem Tractatum expresse derogatum non est, si quæ post conclusam dictam Pacem Ryfwicensem executione caruerint, vel postea mutata fuerint.

Spondet eadem ratione Sacra Regia Majestas Christianissima quantocius bona fide executioni mandatarum omnes & singulos Pacis Ryfwicensis Articulos Dominum Ducem Lotharingæ concernentes, quibus hic plenarium robur suum confirmatur.

Vicissim Sacra Cæsarea Majestas & Imperium promittunt omnes condiciones & clausulas Pacis Ryfwicensis, quæ ad istas restitutiones ex eadem Pace faciendas, nominatim ad Dominum Cardinalem de Rohan ratione Episcopatus Argentoratensis spectant, impletum iri.

XIII. Collatam quoque à Sacra Cæsarea Majestate cum Sacri Imperii Romani consensu, Domui Brunfwico-Hannoveranæ Electoralem Dignitatem Rex Christianissimus & per præcedentem Tractatum agnovit, & impolterum agnovit.

XIV. Vicissim Sacra Cæsarea Majestas atque Imperium restitui cupientes prout suum erga Sacram Regiam Majestatem Christianissimam, colendæque cum illa impolterum amicitie, concordieque sincere atque semper duraturæ affectum, ut & vigore Pacis Ryfwicensis hoc in Tractatu restauratæ, consentiunt, ut Landavia Urbs cum suis dependentiis, quæ in Pagis Niddorff, Danheim, & Queicheim, eorumque Bannis consistunt, prout is Rex Christianissimus ante Bellum fructus fuit, munita penes Sacram Majestatem Christianissimam maneat.

XV. Domum Bavaricam quod concernit, tranquillitatis publicæ universum restituenti gratia annuit Sacra Cæsarea Majestas & Imperium, ut virtute hujus Pacis Dominus Josephus Clemens Archi-Episcopus Colonienfis, & Dominus Maximilianus Emanuel à Bavaria generaliter & integre restituantur in omnes Ditiones, gradus honorum, prerogativas, regalia, bona, Dignitates Electorales, aliasque, ut & in omnia Jura, quibus ante præteritum Bellum fructi sunt, vel frui poterunt, & quæ ad eundem Archi-Episcopatum Coloniensem, cæteraque Ecclesias

mox nominandas, aut Domum Bavaricam mediate vel immediate pertinerunt.

Redduntur quoque utrique bona fide Archiva, Documenta literaria, omnia suppellectilia, Gallicæ manubres, lapides pretiosi, gemmæ, aliæque generis res, sicut & tormenta, apparatus & ammunitiones bellicæ in Inventariis fide dignis utrinque productis enumeratæ; illæ omnes nimirum, quæ ex illorum Palatii, Arcibus, Urbibus, Munimentis & quibuscunque aliis locis restituentis, post Baviaræ occupationem Sacra Cæsareæ Majestatis, ejusque in clytæ Memoria Antecessorum Mandato ablata fuerint, exceptis illis machinis bellicis, quæ ad vicinos Status aut Urbes pertinebant, illæ restitutæ sunt; utque pro deficientibus, vel in aliam formam commutatis, aut difficulter conquirendis cæteris rebus sic ablatis, quæ alias restituendæ forent, æquum pretium paratâ pecuniâ solvatur, aut de his aliter conveniatur.

Restituitur quoque Dominus Archi-Episcopus Colonienfis in suum Archi-Episcopatum Coloniensem, Episcopatus Ratisbonensem, Leodiensem, & in Præposituram Berchtolsgadenfem, Capiet etiam speciatim possessionem Episcopatus Hildesheimensis cum omnibus prerogativis, Juribus & bonis ad dictum Episcopatum & Ecclesiam spectantibus, uti ea ante præteritum Bellum Episcopi sui Prædecessores & Ecclesia possederunt, aut possidere debuerunt, ita ut nulla litis aut pretenfionis ratio à quocunque mota aut movenda integram ejus restitutionem impedire possit, salvo tamen manente jure, quod aliis competere poterit via judiciali in competentibus Imperii Tribunalibus persequendum, postquam ambo Electores actu restituti fuerint; satis etiam & illis manentibus Capitulum & Statum Archi-Episcopatus Colonienfis & reliquorum Ecclesiarum privilegiis, uti per uniones, Tractatus & Constitutiones stabilita sunt.

Præterea ratione Urbis Bonnæ conventum est, ut tempore Pacis nullum ibi Præsidium militare imponatur, sed ejus custodia solis Civibus committatur: de necessario vero Militum Prætorianorum ad custodiam Corporis & Palatii Archi-Episcopalis destinandorum numero cum Sacra Cæsarea Majestate & Imperio transigatur: tempore vero Belli aut ingruente ejus periculo integrum sit Sacra Cæsareæ Majestati & Imperio, Urbihic tantum Præsidii imponere, quantum ratio belli requisiverit, idque secundum Leges & Constitutiones Imperii.

Per hanc plenariam restitutionem præfati duo Domini Fratres è domo Bavarica oriundi renunciare tenebuntur in perpetuum omnibus pretenfionibus, satisfactionibus & quorumbet domorum reparacionibus, quas propter hoc ultimum Bellum à Sacra Cæsarea Majestate, Imperio & Domo Austriacæ petere vellent; eæque adeo universæ & singulæ jam nunc pro abolitis haberi debent, cassæque inanes & nullæ sunt & semper manebunt; qua nihilominus renunciatione nullo modo derogatum erit antiquis pretenfionibus vel juribus, quæ ante hoc ultimum bellum habere potuerunt, eaque per juris tramitem in Imperio receptum persequi fas erit, ita tamen, ut illis nullum jus novum adversus quemcunque per hanc integram restitutionem tribuatur. Similiter etiam contra dictos Dominos Josephum Clementem Archi-Episcopum Coloniensem & Maximilianum Emanuelem cessabunt & abolebuntur, ac pro jam abolitis, cassis & nullis reputabuntur, nullæque, inanes, & cassæ erunt, ac sunt omnes pretenfiones, satisfactiones, & indemnitates petitiones, propter hoc Bellum contra Domum Bavaricam, & supranominatos Archi-Episcopatum, Episcopatus, & Præposituram à quibuscunque motæ aut movende.

Vi hujus totalis restitutionis præfati Domini Josephus Clemens Archi-Episcopus Colonienfis & Maximilianus Emanuel à Bavaria obedientiam præstabunt Sacra Cæsareæ Majestati uti ceteri Imperii Electores ac Principes, & in fidelitate perseverabunt, tenebunturque petere & accipere renovationem Investiturarum suorum Electoratum, Principatum, Feudorum, titulorum & Jurium modo & tempore per Imperii Leges præscriptis, omniaque, quæ durante hoc Bello hinc inde contigerunt, æterna manebunt oblivione extincta.

XVI. Ministri & Officiales tam Ecclesiastici quam militares, politici & civiles cujuscunque conditionis sunt, qui uni alterive Parti servierunt, etiam illi qui Subditi & Vassalli Sacra Cæsareæ Majestatis, Imperii & Do-

ANNO  
1714.

ANNO 1714. mas Austriacæ sunt, omnes quoque Domus Bavaricæ & Domini Archi-Episcopi Colonienſis domesticis reſtituentur ſimiliter in poſſeſſionem omnium Honorum, Officiorum, Honorum & Dignitatum, quibus ante Bellum gaviſi ſunt, fruenteque generali amneſtia omnium illorum, quæ Belli occasione patrata ſunt, ſub ea expreſſa conditione, ut ejuſdem amneſtiæ fructus, ſicut eſſe debet reciprocos, ad illos etiam pertineat Bavaricæ & Domini Archi-Epiſcopi Subditos, Vaſallos, Miniſtros aut domeſticos, qui hoc Bello partes Sacræ Cæſaræ Majeſtatis, Imperii & Domus Austriacæ ſecuti ſunt, nec ea de cauſa illis quicquam moleſtiæ aut incommodi unquam inferatur.

XVII. Temporis ratione, intra quod reſtitutio integra præcedentibus duobus Articulis contenta fieri debet, iidem ſtatuti triginta dies ſunt poſt commutatas Ratihabitiones proximi, qui de locis Sacræ Cæſaræ Majeſtati & Imperio & Sacra Regia Majeſtate Chriſtianiffima reſtituendis ſupra definiti fuerunt, ita ut ambæ utrinque reſtitutiones, ſicut & reſtitutio Partis, quam Domus Bavarica nunc in Belgio poſſidet, & Sacræ Cæſaræ Majeſtati reddere tenetur, eodem pariter tempore perficiantur.

XVIII. Si Domus Bavarica a ſua integra reſtitutione aliquam ſtatum ſuorum cum aliis permutationem rebus ſuis convenire autumaret, & tum Sacra Regia Majeſtas Chriſtianiffima nihil obſtaculi inijciat.

XIX. Cum Sacra Regia Majeſtas Chriſtianiffima Statibus Generalibus Fœderati Belgii loco & in commodum Sereniſſimæ Domus Auſtriacæ poſſidendum conceſſiſſet, ſeu conceſſiſſet, quidquid Sacra Regia Majeſtas, Ipſiſſimæ Fœderati adhuc poſſidebant in Belgio vulgo Hiſpanico appellato, prout id quondam Rex Carolus ſecundus poſſederat, vel virtute Pacis Ryſwicenſis poſſidere poterat, Eadem Sacra Regia Majeſtas conſentit, ut Sacra Cæſaræ Majeſtas poſſeſſionem ingreditur huius Belgii Hiſpanici, eo deinceps & in perpetuum plene & quiete fruatur Ipſa Illiſque Hæredes & Succeſſores juxta ſucceſſionis ordinem in Domino Auſtriacæ receptum, ſalva, quam Imperator cum iſſdem Statibus Generalibus de eorum repagulo, vulgo *Barriere*, dictorumque locorum reſtitutione inſertus eſt, Conventione.

Retinebit nihilominus Rex Boruſſiæ ex ſuperiori Tetrarchia Geldriæ, quidquid illi actu poſſidet, nimirum Urbem Geldram, Præfecturamque, Balliviam, & Balliviam inferiorem Geldrenſem cum omnibus pertinentiis & dependentiis, uti & Urbes, Præfecturas & Dynaſtias Straliam, Wachendoncam, Midelaram, Walbecam, Aerſeniam, Aſſerdeniam & Weelam, pariter quoque Racym, & minorem Kevelaaram cum omnibus pertinentiis & dependentiis. Tradetur præterea dicto Boruſſiæ Regi Præfectura Pagana, vulgo Ammania, Krikenbecana cum omnibus, quæ eo pertinent indeque dependent, Præfectura item ſeu Ditio Caſtelleniſis, ſive Keſſelana, ſimiliter cum pertinentiis, & dependentiis, & generaliter omnia dicta Præfectura & Diſtrictu contenta ſine ulla exceptione; niſi ſolius Civitatis Herculani ſeu Erckelæ cum pertinentiis & dependentiis, ita ut omnia pertineant ad dictum Regem, Princepsque utrius ſexus Ipſius Hæredes & Succeſſores cum omnibus Juribus, prærogativis, preventibus & commodis cujuſcunque generis aut nominis eadem qualitate & ratione, qua Domus Auſtriacæ, & præſertim Rex quondam Hiſpaniarum Carolus ſecundus ea poſſedit, cum oneribus tamen & hypothecis, conſervandaque perpetuo juxta eum, qui ſub eodem Rege Carolo fuerat, ſtatum Religionis Catholica Apoloſolica Romana, & privilegiis Statum illiſſis.

XX. Cumque præter Provincias, Urbes, loca & munimenta poſſeſſa a quondam Hiſpaniarum Rege Carolo Secundo ſui deſceſſus tempore, Rex Chriſtianiffimus pro ſe & Principibus ſuis, Hæredibus & Succeſſoribus natis & naſcituris ceſſent Statibus Generalibus vice & in utilitatem Domus Auſtriacæ omne jus, quod habuit aut habere poſſet in & ſuper Urbem Meniam ſeu Meniam cum omnibus munimentis & Præfectura alias *Verge* appellata, præterea ſuper & in Urbem & Arcem Tornacem cum omni Ditioe Tornacenſi, nullo ſuper eam ulaviſſe dependentias, annexa, territoria & incluſa, jure ſervato, Sacra Majeſtas Chriſtianiffima conſentit, ut Status Generales unitarum Provinciarum reddant dictas Urbes, loca, territoria, dependentias, pertinentias, annexa & incluſa Sacræ Cæſaræ Majeſtati ſtatim atque illa cum

Statibus Generalibus, uti Articulo præcedenti decimo nono dictum eſt, conveniret, fruatur Ipſi Illiſque Hæredibus & Succeſſoribus plene, pacate & perpetuo non ſecus ac Belgio Hiſpanico, quod ad quondam Hiſpaniarum Regem Carolum Secundum die obitus ſui ſpectavit, ea tamen mente, ut illiſque redditio Belgii Hiſpanici, Urbiumque, locorum & munimentorum a Rege Chriſtianiffimo ceſſorum à Statibus Generalibus non ante fieri poſſit, quam Ratihabitiones Pacis inter Sacram Cæſaræ Majeſtatem, Imperium & Sacram Regiam Majeſtatem Chriſtianiffimam commutatae fuerint; eo præterea ſenſu, ut Fanum Divi Amandi cum ſuis dependentiis & Mortania ſine dependentiis penes Sacram Majeſtatem Chriſtianiffimam permaneat, ſub ea nihilominus conditione, ne illiſque loci aliquod cujuſcunque generis munimentum aut cataſtropham, ſeu obicem conſtruere ullatenus ſas aut permiſſum ſit.

XXI. Confirmat pariter Rex Chriſtianiffimus in commodum Sacræ Cæſaræ Majeſtatis, & Domus Auſtriacæ ceſſionem, quam eodem modo & ſine fecit Statibus Generalibus pro ſe & Principibus ſuis Hæredibus & Succeſſoribus natis & naſcituris omnium Jurum in & ſuper Furnas & Præfecturam Furnenſem, communiter *Furnabach* dictam, comprehenſis octo Parochiis & Fortalitio Knochtano: in & ſuper Loan & Dixmudan cum dependentiis: in & ſuper Urbem Ipras & Caſtellaniam Ipſenſem comprehenſa Roſſelara, & cum reliquis dependentiis, quæ imposterum erunt Popperinga, Wartenæ, Flandræ *Varnet*, Communiū, Viroviciū, patria lingua *Warwick*, quatenus ſcilicet hæc tria loca ſita ſunt ex latere Lyſiæ verſus Ipras ſpectante, & quidquid a locis ſupra expreſſis dependet, ex quibus Juribus ſic Sacræ Cæſaræ Majeſtati, Ejuſque Hæredibus & Succeſſoribus ceſſis Sacra Regia Majeſtas Chriſtianiffima nihil ſibi reſervat juris neque in, ſeu ſuper dictas Urbes, loca, munimenta & Provincias, neque in, ſeu ſuper earum pertinentias, dependentias, annexa aut incluſa, conſentens, ut Status Generales ea omnia redhibeant Domui Auſtriacæ fruatur deinceps irrevocabiler & in perpetuum illico, poſtquam ratione repaguli ſui, vulgo *Barriere*, cum Sacra Cæſaræ Majeſtate convenierit & Ratihabitiones Pacis inter Ipſam, Imperium, & Sacram Majeſtatem Chriſtianiffimam commutatae fuerint.

XXII. Navigatio Liſæ ab Offio Dilæ adverſo Flumine libera manebit, nec ullum illi Veſtigal, aut aliud quid oneris imponere licitum erit.

XXIII. Quæ Articulo ſecundo huius Tractatus de Amneſtia in genere cauta ſunt, hic ſpecialiter repetita cenſeantur, atque adeo reciproce oblivioni dentur omnes injuriæ & offenſiones verbis & factis præterito Bello quocunque modo per Subditos Belgii Hiſpanici & Civitatum ac locorum reſtitutorum aut ceſſorum, alioſque Sacræ Regiæ Majeſtatis Chriſtianiffimæ Subditos viciffim illatæ, ita ut nemo eam ob cauſam conveniri, aut quavis alia ratione inquietari poſſit aut debeat.

XXIV. Huius Pacis vigore poterunt utrinque Majeſtatis Chriſtianiffimæ Belgii, locorumque per Sacram Regiam Majeſtatem Chriſtianiffimam ceſſorum Subditi, obſervatis Regionum ſeu locorum Legibus, Conſuetudinibus & uſibus, ire, venire, manere, redire, tractare & commercari juſto Mercatorum more, porro & vendere, permutare, alienare, aut alio modo adminiſtrare bona, res mobiles & immobiles, quas apud alteram Partem habent aut habebunt, omneſque ſive Subditi ſint, ſive alii eaſumere poterunt, nullo alio privilegio aut permiſſu præter præſentem Tractatum requiſito: Subditi etiam locorum ac territoriorum hinc inde ceſſorum aut reſtitutorum, uti & Subditi dicti Belgii Hiſpanici non minus liberum erit, intra unius anni ſpatium habitationem tranſferre, quocunque ipſis viſum fuerit, plene facultate cauſa vendendi, quibuscunque placuerit, bona ſua mobilia & immobilea aut aliter de iſis diſponendi aut & poſt ipſorum diſceſſum abſque ullo impedimento directo vel indirecto. Poſtremo pro confirmatis ſingulariter habebuntur, & perpetuo obſervabuntur quæcunque de abſolito, viciffim ratione Gallicorum, & Belgicorum Subditorum, Albinii ſeu Albinagii jure prioribus pacificationibus, regiſque Decretis ſeu Edictis ſtatuta, & jugi utrinque uſu hætenus recepta fuerunt, non ſecus, ac ſi expreſſe integra nec relata eſſent.

XXV. Idem quoque utriusque Partis Vaſalli & Subditi Eccleſiaſtici & Seculares, Corpora, Communita-

ANNO  
1714.



ANNO  
1714.

itates, Universitates & Collegia Honoribus, Dignitatibus, & Beneficiis, quibus ante Bellum gaudebant, uti & in omnia & singula Jura, Bona mobilia & immobilia, census quoque seu redditus tempore & occasione præteriti Belli occupatos seu detentos una cum Juribus, actionibus & successioneibus, quæ ipsis durante Bello evenierint, hinc inde ubique restituentur, ita tamen, ut nihil ratione fructuum seu proventuum perceptorum, & tempore præteriti Belli usque ad diem publicationis Tractatus Rastadiensis cessorum perire possint, non obstantibus ullis Donationibus, Concessionibus, Declarationibus, confiscationibus, Sententis in contumaciam latis, Partibus non auditis, quæ nullæ erunt, & perinde habebuntur, ac si judicata aut pronuntiata non essent, plena libertate & integra manente iis omnibus in Patriam Regioneve redeundi, e quibus occasione belli exierunt, utque bonis & redditibus suis secundum Regionum, locorum & Statuum Leges & Consuetudines vel ipsi vel per Procuratores frui possint. Restitutiones hæc eos quoque extenduntur, qui hoc Bello vel ejus occasione ad alias vel alteras nunc Pacificentium Partes conversi easque secuti sunt: aliæ nihilominus Sententiæ resque in summis Tribunalibus vulgo *Parlements*, Dicastriis & aliis Curis superioribus vel inferioribus judicata, quibus per præsentem Tractatum expresse derogatum non est, locum habebunt, plenumque effectum fortia ut; Illi quoque, qui virtute dictarum Sententiarum rerumque judicarum in possessione Terrarum, Dominiorum aliorumque bonorum erunt, in iis manebunt, absque præjudicio tamen eorum, qui per dictas Sententiæ & res judicatas se laesos credant, qui per viam ordinariam & coram Judice competente prospicere sibi poterunt.

XXVI. De redditibus seu censibus a tota aliqua vel quâvis Provincia pensandis, quæ dumtaxat partim a Majestate Cæsarea, partim a Majestate Christianissima aut aliis possidebuntur, convenit, ut quælibet Pars suam ratam portionem solvat, utque ad eam determinandam juxta & ad quæcunque alias controversias seu difficultates tollendas, quæ circa loca Belgica utriusque possidenda, eorumve limites & limites orta sunt, vel in executione hujus Pacis quolibet ratione oriri possint, ab utraque Parte Committari in Urbem, de qua convenierit, intra duos post Tractatum hujus conclusionem menses delegentur, omnem ei fini quam primum assequendo diligentiam absque intermissione adhibeant.

XXVII. Cum in Territoriis, Civitatibus & locis Belgii, quæ Rex Christianissimus Imperatori cecidit, plura Beneficia Ecclesiastica à Sacra Majestate Christianissima collata fuerint personis capacibus, ea modernis possessoribus relinquuntur, sicut & omnia, quæ Religionem Catholicam Apostolicam Romanam concernunt, in statu quo ante bellum fuerant, immutata custodiuntur: Magistratus etiam non nisi Catholici esse poterunt, & ut antea fuerit, permanent: Episcopi imprimis & Capitula, Monasteria, bona Ordinis Melitensis, & generaliter universus Clerus conservabuntur in omnibus Ecclesiis, Libertatibus, Immunitatibus, Juribus, Prærogativis & Honoribus, quæ suo præcedentibus Regibus Romano-Catholicis habuerunt, & si quavis ratione destituti fuerint, in ea restituentur: Omnes denique & singuli dictorum Clericorum bona Ecclesiastica, Commendas, Canonicatus, Personatus, Præposituras, & alia Beneficia quæcunque possidentes ea retinebunt, nec iis privati poterunt, patentesque redditus inde provenientes cum facultate ea administrandi, & illis, ut ante præteritum Bellum, fructui: fruuntur æque Pensionarii, sicut antea frui sunt, pensionibus sibi super beneficia assignatis, sive in Curia Romana obtinuerint, vel per Breve ante præteritum Bellum expeditæ fuerint, ita ut iis sub nulla causa vel prætextu privari possint.

XXVIII. Communitates & Incolæ omnium Civitatum, Locorum & Regionum, quæ Sacra Majestas Christianissima in Belgio per præsentem Tractatum cessit, conservabuntur & decedantur in possessione omnium privilegiorum, prærogativarum, Consuetudinum, Exemptionum, Jurium, Concessionum communium & particularium, munerum & Officiorum hereditarium cum omni honore, stipendiis, emolumentis, & exemptionibus, quæ sub dominatione Majestatis Suae Christianissimæ habuerunt; hoc tamen solum intelligi debet de Communitatibus & Incolis locorum, Civitatum, & Territoriorum, quæ Majestas sua immediate post conclusionem Tractatus Rys-

wicensis possedit, & non de locis, Civitatibus & Territoriis, quæ quondam Rex Carolus secundus Hispaniarum tempore obitus sui tenuit, quorum Communitates & Incolæ in possessione Privilegiorum, Prærogativarum, Consuetudinum, exemptionum, Jurium, Concessionum communium & particularium, munerum & Officiorum hereditarium permanebunt, ut ea tempore mortis dicti Hispaniarum Regis habuerint.

XXIX. Similiter si extra Belgii loca a Sacra Regia Majestate Christianissima cessa, de quibus supra Articulo vigesimo septimo cautum est, aliqua Beneficia Ecclesiastica mediata vel immediata durante hoc Bello ab una alterave parte in terris seu locis sibi tunc subiectis juxta primæ Institutionis ac generalium, vel particularium de iis factorum Statutorum legitimorum normam, aut aliam quamvis a summo Pontifice, aut alio modo canonice factam dispositionem & provisionem capacibus collata fuerint, ea non minus atque illa Beneficia Ecclesiastica, quæ ante præteritum Bellum in locis ex hac Pace restituendis tali modo collata fuerint, presentibus possessoribus relinquuntur, ita ut nec in illorum possessione vel legitima administratione, nec in fructuum perceptione a quocunque turbati aut impediti, vel eorum nomine seu causa præterita aut presentis in jus vocari, conveniri, aut quavis ratione inquietari seu molestari unquam possint aut debeant, ut tamen ea præsent, quæ sibi ratione illorum Beneficiorum incumbunt.

XXX. Sacra Cæsarea Majestas & Sacra Regia Majestas Christianissima non poterunt ex quacunque causa Pacem per præsentem Tractatum firmatam imposterum interrompere, arma resumere, ullumve actum hostilitatis sub quocunque prætextu committere, omni studio potius & bona fide, ut veri Amici mutam hanc Amicitiam & concordiam rei Christianæ adeo necessariam firmiorem reddere allaborabunt, & cum Sacra Regia Majestas Christianissima Sacra Cæsarea Majestas sincere reconciliata nolit ipsam ullatenus turbare, aut illi quolibet præjudicium creare, Majestas Sua Christianissima promittit & sese obstringit, quod Suam Cæsaream Majestatem relinquet in tranquilla & pacifica possessione omnium Statuum & locorum, quæ in Italia modo tenet, & quæ antea a Regibus Domus Austriacæ possessa erant, videlicet Regni Neapolitani, ut id Sacra Cæsarea Majestas possidet, Ducatus similiter Mediolanensis, ut eum Majestas Sua Cæsarea actu possidet, Regni insuper & Insulæ Sardinie, nec non Portuum ac locorum ad Hetruriam littora sitorum, quæ Majestas Cæsarea nunc possidet, & quæ antea per Reges Hispaniæ Domus Austriacæ possessa fuerunt, cum omni jure, quod dictis Statibus Italiæ a Sacra Cæsarea possessis adheret, quodque Reges Hispaniæ a Philippo primo usque ad Regem ultimo defunctum exercere; promittit etiam Sacra Majestas Christianissima verbo Regio, quod Imperatorum & Domum Austriacam in hac possessione neque directe neque indirecte unquam turbare, aut suo quocunque prætextu, vel quocunque modo inquietare vellet, nec possessionem ullatenus impedire, quam Sua Sacra Cæsarea Majestas & Domus Austriacæ habet, aut imposterum per Negotiationem, Tractatum, aut aliam viam legitimam & pacificam acquirere poterit; ita tamen, ut Neutralitas Italiæ non turbetur; Vicissim Sacra Cæsarea Majestas verbo Cæsareo pollicetur, & sese obstringit, quod eandem neutralitatem & quietem Italiæ turbare nolit, & consequenter nec armorum viam pro quacunque re & quacunque occasione adhibere, sed e contrario religiose implere promissa in Tractatu Neutralitatis Trajecti ad Rhenum die decima quarta Martii Anno millesimo septingentesimo decimo tertio facta; qui Tractatus hic pro repetito habebitur, & per Majestatem Suam Cæsaream exacte observabitur, cum & altera Pars idem faciat, neque Sacram Cæsaream Majestatem aggrediat: ut eundem finem recepit Sacra Cæsarea Majestas, & quod relinquere velit omnes Principes in Italia in tranquilla possessione Statuum, quos modo possident, ea semper intelligenda necessaria conditione, ne id Juribus cujuscunque obesse aut præjudicare quavis ratione possit.

XXXI. Ut tanto magis Principes & Status Italiæ fructibus Pacis Imperatorem inter & Regem Christianissimum inter gaudere possint, non solum, ut Articulus præcedens complectitur, Neutralitas exacte ibidem observabitur, sed etiam a Sacra Cæsarea Majestate

ANNO  
1714.

ANNO  
1714.

bona & prompta iustitia administrabitur Imperii Principibus & Vassallis ob ceteras Ditiones & loca Italiae a Regibus Hispaniae & Domino Austriaca oriundis non possidea, & in quae dicti Principes legitimam quandam praetensionem seu actionem habere possent, scilicet Duci Guastallae, Pico Mirandolensi & Principi Castiglioniensi, sic tamen, ne hoc Pacem & Neutralitatem Italiae laesefacere, aut occasionem novo Bellodare possit.

XXXII. Cum Sacrae Caesaris Majestati, & Sacrae Regiae Majestati Christianissimae nihil magis cordi sit, quam ut publica tranquillitas quantocius stabilietur, & ad finem tam salutarem, qui omnem aliam rationem superare debet, promptius assequendum, certum Tractatum huic perficiendo terminum praefixerent, jam vero compertum sit, quod terminus iste ad examinandas & complandas res per Articulum trigesium secundum Pacis Rastadiensis ad hunc Congressum mutuo remissa: nequaquam sufficere possit, ulterius convenit, quod partibus in dicto Article nominatis fas erit, titulos, rationes, iuraque sua ante Sacram Caesaris Majestatem & Sacram Regiam Majestatem Christianissimam suo quoque loco producere. Eaque denuo promittunt, illorum se rationes habituras esse, ut aequum fuerit, quae tamen mora plenariam Pacis executionem nec differre, vel immutare, aut ullius Juri quicquam praedicti afferre poterit aut debet.

XXXIII. Quemadmodum vigore Pacis Rastadiensis ejusque generis hostilitates ac violentiae a subscriptae Pacis tempore, contributiones vero & exactiones quaecunque tam pecuniae quam pabuli a die commutatarum ejusdem Pacis Ratificationum non minus ac aliae ejusque generis impositiones occasione praeteriti Belli, cum ex parte Sacrae Caesaris Majestatis, tum Sacrae Regiae Majestatis Christianissimae factae penitus cessare debuerint, ita etiam omnia ea impellerent non solum cessarent, & nulla ex causa vel praetextu quidquam exigatur, verum etiam quaecunque exactiones pecuniae, pabuli aut aliter ejusque rei, sub quocunque praetextu ab alterutrius Partis Subditis a die ratificationis Pacis Rastadiensis contra ejusdem Tractatus Articuli trigessimum quinti expressum timorem factae fuere, ea omnia bona fide & absque mora sit, qui sufficientibus Documentis hac de re fidem fecerint, restituuntur, obsequiaque illa aut alia quaecunque ex causa dati vel abduci absque aere protinus reddantur, liberque in patriam dimittantur. Quod vero de contributionibus ab alterutra Parte ulque ad statutum in Tractatu Rastadiensi tempus residuum debet, id intra spatium trium mensium a die commutatarum Ratificationum praesentis Tractatus computandum exsolvetur, ita tamen ut intra istud spatium fas non sit contra morosos debitores via executionis uti, dummodo de solutione cautio sufficientis data sit.

Captivi quoque tam militares quam Status praeterito Bello facti, qui necdum libertati restituti deprehenduntur, aut indicantur, hinc inde quantocius absque lyro dimittantur, libertate relicta se, quocunque velint, recipiendi.

Copiae militares quoque, quae virtute praefati Articuli trigessimum quintum quidecim dies post ratificationem Rastadiensem conclusam Pacem e locis non munitis in utriusque Partis proprias Ditiones deduci debuerint, si quaedam praeter spem necdum deductae forent, protinus & absque ulteriori mora abducantur, ut eo citius omnes & singuli utriusque Partis Incolae fructibus Pacis & quietis reapse gaudere possint; quemadmodum & Sacra Caesaris Majestas & Imperium Copias suas e locis non munitis Archiepiscopatus Colonienensis & Bavariae educere debuerunt, & si quae forsitan restarent, eas quantocius educi curabunt; quarum Provinciarum praeterea & locorum restituti juxta formam & tempus in Articulis decimo quinto, decimo sexto, decimo septimo & decimo octavo praescriptum, limitata manent.

XXXIV. Redeat quoque mox a subscripta Pace commercia inter Sacrae Caesaris Majestatis Imperique & Sacrae Regiae Majestatis Christianissimae Regniue Galliae Subditos durante Bello prohibita, in eam, quae ante Bellum fuit, libertatem, fruaturque utrinque omnes & singuli, nominatim Urbium Imperialium, & Emporiorum Hanseaticorum Cives & Incolae, terra marique plenissima securitate, pristinis Juribus, Immunitatibus, Privilegiis

TOM. VIII. PART. I.

gestate & emolumentis per solemnes Tractatus aut ventum consuetudinem obtentis, ulteriori Conventione post ratificationem Pacem remissa.

XXXV. Omnia per hanc Pacem conventa valeant, ac perpetua firmitate nantur, observenturque & executioni, mandentur, non obstantibus, sed abrogatis & cassatis omnibus, quae contraria credi, allegari aut excogitari unquam possint, & si talia sint, ut eorum specialior seu amplior mentio fieri debeat, aut abrogatio seu annullatio nulla seu invalida dici posse videatur.

XXXVI. Includentur huic Paci omnes illi, qui post permutationem Ratificationum intra sex menses ab una vel altera parte ex communi consensu nominabuntur.

XXXVII. Pacem hoc modo conclusam promittunt utriusque Partis Legati extraordinarii & Plenipotentiarii respective ab Imperatore & Imperio & Rege Christianissimo ad formam hic mutuo placitam ratificationum iri, seque infallibiliter praeficturos, ut solemnia Ratificationum Instrumenta intra spatium sex septimanarum a die subscriptionis computandum, aut citius, si id fieri poterit, hic recipere, itaque commutentur.

XXXVIII. Et cum Sacra Caesaris Majestas ab Electoribus, Principibus & Statibus Imperii, vigore conclusi die vigesima tertia Aprilis Anni currentis Legatis Gallicis sub Sigillo Cancellariae Moguntinae extraditi decenter requisita fuerit, ut dictorum Electorum, Principum & Statuum Imperii rem per suam Caesaris Legationem in hoc Congressu agi curaret, tam Caesaris quam Regis Legati nominibus supra dictis praefens Pacis Instrumentum in omnium & singulorum eo contentorum fidem majusque robur subscriptionis Sigillisque propriis mauerint, & competentes ratificationes, formula conventa, termino supra constituto se se extradituros polliciti sunt, nec ulla contra hunc Tractatum recipiatur aut valeat protestatio vel contradictio. Ad haec sunt Badae-Ergoviae die septima mensis Septembris anno Domini millesimo septingentesimo decimo quarto.

(L.S.) EUGENIUS A. (L.S.) LE M. DUC DE  
SABAUDIA. VILLARS.

(L.S.) PETRUS CO- (L.S.) LE COMTE DU  
MES DE GOES. LUC.

(L.S.) JOH. FRID. C. (L.S.) DE BARBERIE DE  
A SEILERN. SAINT CONTEST.

# ARTICULUS SEPARATUS.

CUM titulos aliqui, quibus Sacra Caesaris Majestas sive in Plenipotentiis, sive in Proximo Tractatu hodie subscribendi utitur, per Sacram Regiam Majestatem Christianissimam agnosci haud possint, per hunc Articulum separatim & ante Tractatum subscriptum conventum est, ne Tituli hoc aut Rastadiensi Tractatu adhibiti aut omitti ab una & altera Parte ullum jus tribuere, vel uni alterive Contrahentium parti ullum praesudicium inferre unquam censcantur; hujusque Articuli idem vigor erit, ac si de verbo ad verbum Pacis hujus Tractatus insertus foret. Actum est Badae-Ergoviae die septima mensis Septembris anno Domini millesimo septingentesimo decimo quarto.

(L.S.) EUGENIUS A. (L.S.) LE M. DUC DE  
SABAUDIA. VILLARS.

(L.S.) PETRUS CO- (L.S.) LE COMTE DU  
MES DE GOES. LUC.

(L.S.) JOH. FRID. C. (L.S.) DE BARBERIE DE  
A SEILERN. SAINT CONTEST.

ANNO  
1714.



Nos CAROLUS VI. Divina favente Clementia electus Romanorum Imperator semper Augustus, ac Rex Germaniæ, Castellæ, Arragoniæ, Legionis, utriusque Siciliæ, Hierusalem, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiae, Slavoniæ, Navaræ, Granatæ, Tolæ, Valentis, Galliciæ, Majoricarum, Sevilie, Sardinie, Cordubæ, Corsicæ, Murcia, Giennis, Algarbiæ, Algeris, Gibraltaris, Insularum Canariæ, & Indiarum, ac Terræ-firmæ, Maris Oceani, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantie, Mediolani, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, Limburgiæ, Lucemburgiæ, Geldriæ, Wirtembergæ, superioris & inferioris Silesiæ, Calabriæ, Athenarum & Neopatriæ, Princeps Sueviæ, Cataloniæ & Asturiæ, Marchio Sacri Romani Imperii Burgoviæ, Moraviæ, superioris & inferioris Lusitiæ, Comes Habsburgi, Fiandriæ, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi, Goritiæ & Artheviæ, Marchio Oristhani, Comes Goziani, Namurci, Rossilonis & Cerretaniæ, Dominus Marchiæ Slavonicæ, Portus Naonis, Bistayæ, Molinæ, Salinarum, Tripolis & Mechliniæ, &c. Notum testaturque facimus quod, cum Pace Nos inter & Serenissimum ac Potentissimum Principem Dominum Ludovicum Franciæ Regem Christianissimum die sexta Martii Anni currentis Rastadii conclusa statum fuerit, modo dictæ Pacis conditiones, & quæ porro eo pertinent, accedente Sacro Romano Imperio, & observato Linguae Latinae cæterorumque requisitorum Imperialium usu in Tractatum solemnem redigendas, eumque in finem, Congressum in Helvetia institutum esse, arque adeo postea de Civitate Badae in Ergovia utrinque conveniret, & nunc etiam a Nobis Sacri Romani Imperii Electores, Principes, & Ordines decenter requisiverint, ut nostræ, quam misuri essemus Legationi, suam pariter vicem illic obeundam demandarem: Nos tanti operis perfectionem enixe cupientes, pleneque confisi fide, rerum usu & prudentia Illustrissimi Eugenii Principis Sabaudiae & Piedemontium, auri Velleris Equitis, Cæsarei Nostri Consilii Status, Consilii aulico-bellici Praefidis, Locumtenentis Generalis, Sacri Imperii Campi Marchalli, Consanguinei & Principis Nostri Charissimi, nec non Illustrum & Magnificorum fidelium Nobis dilectorum Petri Comitissæ de Goëts in Carlsberg actualis Nostri Cæsarei Consilii arcani, Camerarii, & Carinthiae Capitanei provincialis, uti & Joannis Friderici Comitissæ de Seilen & Aspang, Consilii Aulici, & Cancellariae nostræ Austriacæ Assessoris, eos nominaverimus, elegerimus, & constituerimus, quemadmodum praesentibus nominamus, eligimus & constituimus Nostros Legatos Extraordinarios & Plenipotentiaros, committentes iidem, ut de rebus omnibus, quæ ad praedictum Tractatum spectant, cum Serenissimi & Potentissimi Franciæ Regis Christianissimi Legatis & Plenipotentiaris sufficienti Mandato munitis coherant & conveniant; Dantes quoque plenam & absolutam Potestatem cum omni authoritate & mandato ad id necessarii supra-nominatis Legatis Extraordinariis Nostris sive tribus conjunctim, sive duobus ex illis, tertio absente, vel aliter impedito, aut etiam uni eorum soli & seorsim, duobus reliquis similiter absentibus vel impeditis, praefatum solemnem Tractatum pro Nobis & Imperio, nostrisque ejusdem nomine ineundi & signandi, omnia quoque Instrumenta, quæ in eum finem requiri possunt, conscribendi, expediendi, extrahendi, adeoque in universum agendi, promittendi, stipulandi, concludendi & signandi Acta, Declarationes, Pacta conventa commutandi, aliaque omnia, quæ ad memoratum Tractatum pertinent faciendi, aequè libere & ample, ac ipsi praesentes id faceremus, vel facere possemus, quantumvis Mandato adhuc specialiori & expressiori, quam quod praesentibus hîc continetur, opus esse visum fuerit. Promittentes praeterea & declarantes verbo Nostro Imperiali & Regio, Imperique nomine, acceptum & gratum, firmum quoque & ratum Nos habituros, quodcumque per dictos Nostros Legatos Extraordinarios & Plenipotentiaros, trinos conjunctim, vel binos ex illis tertio absente, vel aliter impedito, unum etiam eorum solum, similiter absentibus vel impeditis duobus reliquis, actum, conclusum, signatum, extraditum, & commutatum

fuerit; ac denique nomine quo supra Nos obstringentes hîc praesentibus ad expediendum Ratificationum Nostrorum Diplomata in decenti & solenni forma, intraque tempus prout conveniret. In quorum fidem roburque praesentes manu Nostri subscriptas Sigillo Nostro Imperatorio firmari iussimus. Quæ dabantur in Civitate Nostri Viennæ die vigesima sexta mensis Aprilis Anno Domini millesimo septingentesimo decimo quarto Regnorum Nostrorum Romanorum tertio, Hispanicarum undecimo, Hungarici & Bohemici vero quarto.

CAROLUS.

Vt. FRID. CAROLUS COMES DE  
SCHÖNBORN.

Ad Mandatum Sac. Cæs. Majestatis proprium,

PETRUS JOSEPHUS DOLBERG.

*Plein-pouvoir du Roi Très-Christien.*

LOUIS par la grace de Dieu, Roy de France & de Navarre: À tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. La Paix ayant été neuveusement conclue entre Nous & notre tres-cher & tres-ami Frere l'Empereur des Romains, & l'Empire, & le Traité en ayant été signé à Rastatt le 6. du mois de Mars dernier en notre nom, par notre très-cher & bien-ami Cousin le Duc de Villars, Pair & Maréchal de France, General de nos Armées en Allemagne, Chevalier de nos Ordres, Gouverneur & notre Lieutenant General en notre Pais & Comté de Provence, & au nom de nôtre Frere, par le Prince Eugene de Savoie, Voulant accomplir de notre part tous les Articles de ce même Traité: Et désirant d'achever incessamment ce qui reste encore à régler avec les Electeurs, Princes & Etats de l'Empire, Nous confiant entièrement en la capacité, expérience, zèle & fidélité pour notre service de nôtre Cousin le Maréchal de Villars, & reconnoissant les mêmes qualitez de notre cher & bien-ami le Sieur Comte du Luc, Commandeur de notre Ordre Militaire de Saint-Louis, notre Lieutenant en nôtre Pais & Comté de Provence, & notre Ambassadeur auprès des Cantons Suisses, & notre bien-ami & feal le Sieur Barberie de Saint-Contest, Conseiller en nos Conseils, Maître des Requêtes ordinaire de notre Hôtel, Intendant de Justice, Police & Finances dans les Evêchés de Metz, Toul & Verdun. Pour ces Causes, & autres bonnes considérations à ce Nous mouvans, Nous avons commis, ordonné & député, & par ces Présentes signées de notre main, commettons, ordonnons & députons nôtre Cousin le Maréchal Duc de Villars, & lesdits Sieurs Comte du Luc & de Saint-Contest; leur avons donné & donnons Plein-pouvoir, Commission & Mandement special en qualité de nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, de conférer, négotier & traiter dans la Ville de Bade en Ergaw, avec les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires munis de Pouvoirs en bonne forme, de la part de nôtre Frere & des Electeurs, Princes & Etats de l'Empire, arrêter, conclure & signer tels Traitez, Articles & Conventions que nousdits Plenipotentiaires aviseroient bon être; Voulant qu'en cas de l'absence de l'un d'eux par maladie, ou par quelque autre cause légitime, les deux autres ayant le même Pouvoir de conférer, négotier, traiter, arrêter, conclure & signer tels Traitez, Articles & Conventions qui conviendront au bien de la Paix que Nous nous proposons; Et qu'un seul en l'absence des deux autres, par maladie, ou par autre raison valable, ait le même Pouvoir que tous trois ensemble; En sorte qu'ils agissent en tout ce qui regardera l'Empire, avec la même autorité que Nous ferions ou pourrions faire, si Nous étions présents en personne, encore qu'il y eût quelque chose qui requiût un Mandement plus special, non contenu en cesdites Présentes; Promettant en foy & parole de Roy, d'avoir agréable & tenir ferme & stable à tousjours, accomplir & exécuter ponctuellement tout ce que lesdits Sieurs Maréchal Duc de Villars, Comte

ANNO 1714. du Luc, & de Saint-Contest, deux d'entre eux, ou même un seul dans lesdits cas d'absence ou de maladie, auront stipulé, promis & signé en vertu du présent Pouvoir, sans jamais y contrevenir, ni permettre qu'il y soit contrevenu pour quelque cause & sous quelque prétexte que ce puisse être; Comme aussi d'en faire expédier nos Lettres de Ratification en bonne forme, & de les faire délivrer pour être échangées dans le temps dont il sera convenu par le Traité à faire: Car tel est notre plaisir. En témoin de quoy, Nous avons fait mettre notre Scel à ces Présentes. Donné à Marly le quinzième jour d'Avril l'an de grace mil sept cens quatorze, & de notre Règne le soixante-onzième.

Signé,

LOUIS.

Et plus bas, sur le repli.

Par le Roy,

COLBERT.

Et scellé du grand Sceau de cire jaune.

Ratificatio Cesarea.

Nos CAROLUS Sextus Divina favente clementia electus Romanorum Imperator semper Augustus, ac Rex Germaniæ, Castellæ, Arragoniæ, Legionis, utriusque Siciliæ, Hierusalem, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæ, Navarræ, Granatæ, Toleti, Valentis, Galliciæ, Majoricarum, Sevilis, Sardinis, Cordubæ, Corsicæ, Murciæ, Giennis, Algarbiæ, Algeziræ, Gibraltaris, Insularum Canariæ & Indiarum, ac Terræ firmæ Maris Oceani, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantis, Mediolani, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, Limburgiæ, Lucemburgiæ, Geldriæ, Wirtembergæ, Superioris & inferioris Silesiæ, Calabriæ, Athenarum & Neopatriæ, Princeps Sueviæ, Cataloniæ & Asturiæ, Marchio Sacri Romani Imperii, Burgoviæ, Moraviæ, Superioris & inferioris Luthatiæ, Comes Habsburgi, Flandriæ, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi, Goritiæ & Arthesiæ, Landgravius Alsatiæ, Marchio Oristhani, Comes Gosiiani, Namurci, Rossilonis, & Cerretaniæ, Dominus Marchiæ Sclavoniæ, Portus Naonis, Bilscazæ, Molinæ, Salinarum, Tripolis & Mechliniæ. &c. &c.

Notum facimus omnibus & singulis præsentis Litteras inspecturis, lecturis, vel legi audituris, aut quomodocunque infra scriptorum notitia ad ipsos pervenire poterit. Postquam ad restringendum quod ante annos aliquot exarist grave Bellum, primum quidem Pax nos & Sacrum Romanorum Imperium inter, & Serenissimum ac Potentissimos Principem Dominum Ludovicum Franciæ Regem Christianissimum Rastadii inita, deinde vero solemnior Congressus Bada-Ergoviæ institutus fuerit, Divina favente Clementia factum esse, ut post multos & laboriosos Tractatus per Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios ab utraque parte ad id destinatos, generale Pacis Instrumentum confectum sit forma, modo, & tenore sequenti.

Fiat insertio.

Cum igitur hæc omnia & singula per nostros Legatos, & Plenipotentiarios supramemoratos, Mandato Nostro, prout verbotenus inserta & descripta leguntur, gesta, peracta & conventa sint, Nos eadem omnia & singula, præhabita matura & diligenti consideratione, ex certa nostra scientia approbamus, ratificamus, & confirmamus, ratique & firma esse & fore virtute præsentium declaramus, si mulque verbo Imperiali & Regio promittimus pro Nobis, Nostriusque Successoribus, & Imperio Romano, (cujus Status Rationis per Deputatos congregati memoratum Pacis Instrumentum in omnibus & singulis Articulis vigore conclusi die nostra mensis hujus facti, & ad manus nostras transmissi, approbatur, & ratificatur); Nos omnes & singulos

TOM. VIII. PART. I.

supra descriptos Articulos, & quicquid tota hac Pacis Conventione continetur, firmiter, constanter ac inviolabiliter servaturos, atque executioni mandatu-ros, nullaque ratione vel per Nos, vel per alios ullo unquam tempore contraveniuros, aut ut per alios contraveniantur, passuros, quomodocunque id fieri possit, omni dolo & fraude exclusis. In horum omnium testimonium huic Diplomati manu nostra subscripto, appendi fecimus. Datum in Arce nostra Regii Poloniæ die decima quinta Octobris anno millesimo septingentesimo decimo-quarto; Regnorum nostrorum Romani quarto, Hispanicorum duodecimo, Hungarici & Bohemici vero pariter quarto.

(L.S.) CAROLUS.

(L.S.) UL. F. COMTE DE SCHONBORN.

Ad Mandatum Sacre Cesareæ Majestatis proprium,

(L.S.) PETRUS JOSEPHUS DOLBERG.

Ratificatio du Roi T. C.

LOUIS par la Grace de Dieu Roy de France & de Navarre: A tous ceux, qui ces présentes Lettres verront; Salut. Comme notre très cher & bien-ami Cousin le Duc de Villars, Pair & Maréchal de France, Prince de Marignies, Vicomte de Melun, General de nos Armées en Allemagne, Chevalier de nos Ordres, & de la Toison d'Or, Gouverneur & notre Lieutenant General en notre Pays & Comté de Provence; notre cher & bien-ami le Sr. de Vintimille, des Comtes de Marseille, Comte du Luc, Marquis de la Marthe, notre Lieutenant en notredit Pays & Comté de Provence, Commandeur de notre Ordre Militaire de Saint Louis, Gouverneur de Porquerolles, & notre Ambassadeur auprès des Cantons Suisses; Et notre bien-ami & Feal le Sr. Barberie, Seigneur de Saint Contest, Confillier en nos Conscils, Maître des Requestes ordinaire de notre Hostel, Intendant de Justice, Police, Finances, & de nos Armées dans les trois Evêchez de Metz, Toul, & Verdun, nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, en vertu des Plein-pouvoirs que Nous leur en avions donnez, auroient conclu, arrêté & signé le septième du présent mois de Septembre à Bade en Ergaw, avec notre très-cher & bien-ami Cousin le Prince Eugene de Savoie, Chevalier de la Toison d'Or, Confillier intime de notre très-cher & très-ami Frere l'Empereur des Romains, President du Conseil Aulique de Guerre, Lieutenant General & Maréchal de Camp de l'Empire; le Sieur Comte de Goetz, Confillier d'Etat de notredit Frere; Chambellan & Gouverneur de Carinthie; Et le Sieur Comte de Seilen & d'Aspang, Confillier aulique de notredit Frere, & Assesseur de la Chancellerie Secrete aulique d'Auriche, Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, de notre très-cher & très-ami Frere l'Empereur, pareillement munis de ses Plein-pouvoirs, tant en son nom, qu'en celui de l'Empire, conformément à la Résolution de la Diette dudit Empire, du vingt-trois Avril dernier, le Traité de Paix & l'Article Separé, dont la teneur s'ensuit.

Fiat insertio.

Nous ayant agreable les susdits Traité de Paix & Article Separé en tous & chascuns les Points & Articles qui y sont contenus & declarez; Avons iceux, tant pour Nous, que pour nos Heritiers, Successeurs, Royaumes, Pays, Terres, Seigneuries, & Sujets, accepté, approuvé, ratifié, & confirmé; Et par ces presentes signées de notre main acceptons, approuvons, ratifions, & confirmons; Et le tout promettons en foy & parole de Roy, sous l'obligation & Hypothèque de tous & un chacun nos biens presens & à venir, garder & observer inviolablement, sans jamais aller ni venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque sorte & maniere que ce soit: En témoin de

Kkk 2

quoy



ANNO 1714. quoy Nous avons fait mettre notre Scel à ces Presentes. Donnè à Fontainebleau le trentième Septembre, l'an de grace mil sept cens quatorze, & de notre Regne le soixante - douzième.

Signé,

LOUIS:

Et plus bas,

Par le Roy,

COLBERT.

Scellé du grand Sceau de cire jaune, sur lacs de foye bleué tresséz d'or, le Sceau enfermé dans une boîte d'argent, sur le dessus de laquelle sont empreintes & gravées les Armes de France & de Navarre, sous un Pavillon Royal soutenu par deux Anges.

Conclusum Imperii, sive Reichs. Gutachten / pro Ratificatione Pacis.

Der Röm. Kayserl. Majestät unser aller gnädigsten Herrns / zu gegenwärtiger allgemeiner Reichs-Versammlung gedollmächtigten höchst-anschenlichen Principal - Commissarii Herrn Maximilian Carl / Fürstens zu Württemberg / Wertheim / Hochfürstlichen Gnaden / bleibt hienit im Nahmen Ehr. Fürsten / Fürsten / und Ständen des Reichs gehörend obverhalten / wie daß man auf dem unterm 2. hujus communizierten Kayserlichen Commissions-Decret, und diesem begelegten Friedens-Instrumente, mehreren Innhalt vernommen / was massen der Friede zwischen Ihrer Römischen Kayserlichen Majestät / und dem Heiligen Römischen Reich / eines / und der Eron Frankreich andern theils / zu Naaden am Ergau den 7. jüngst verhoffenen Monaths Septembris, zu Folge der Rastätter Friedens - Handlung / und vom heiligen Römischen Reich ertheilten Gewalts / geschlossen / und unterschrieben worden / und wie diesem nach allerhöchstdenckte Seine Kayserliche Majestät von gegenwärtiger hiesiger Reichs - Versammlung ein unverweilt Gutachten der Friedens - Ratification halber allergnädigst erforderet / und hierauf mittels vorgangenen ordentlichen Vortrag und Berathschlagung / die Sache und deren Umstände Wichtigkeit nach / reiflich erwogen / und dafür gehalten / und geschlossen / daß oberwehnter zu Naaden im Ergau / zwischen Ihrer Kayserlichen Majestät / und dem Heiligen Römischen Reich an einem / und der Eron Frankreich am andern Theil / den 7. letzt abgewichenen Monaths Septembris, geschlossene Friede von Kayserlicher Majestät / und Reichs wegen zu ratificiren / und zu bestätigten seye / wie man dann solchen in allen Dreyen Reichs-Collegiis hienit ratificiret / und bestätiget / Kayserlicher Majestät auch / nebst allerunterthänigster Dank-erstattung / ihr dero hienit bezeugt / und angewendete Reichs-Väterliche Vorförge in schuldigst-geziemenden respect von Reichs wegen (wie hienit beschiet) ersuchet / Sie allergnädigst gerühn möchten / mehrgedachten Frieden in Ihrem allerhöchsten / und des heiligen Römischen Reichs Nahmen / in bestimmter Zeit zu ratificiren und zu bestätigten. Womit höchstbesagten Kayserlichen Herrn Principal - Commissarii Hochfürstlichen Gnaden / der Ehr. Fürsten / Fürsten und Ständen des Reichs anwesende Räte / Boten / und Gesandten sich besten Fleißes und geziemend empfeh-

len. Signatum Regensburg den 9. Octo-bris 1714. ANNO 1714.

(L. S.)

Ehr. Fürstl. Maynzische Cambrley.

CLXXV.

Traité de (1) Paix entre JEAN IV. Roi de Portugal, & PHILIPPE Duc d'Anjou, com-1715.  
me Roi d'Espagne, par lequel le Château de 6. Fev.  
Naudar, l'Isle de Verdoejo & la Colonie  
du Saint Sacrement, sont rendus à la Cour-  
onne de Portugal, avec cession & Renoncia-  
tion de la part de l'Espagne à tous les Droits  
qu'elle pouvoit pretendre sur ladite Colonie:  
comme d'autre part les Places d'Albuquer-  
que & de Puella, retournent dans l'état  
où elles sont, à la Couronne d'Espagne, laquel-  
le pour d'autres causes exprimées dans le Trai-  
té, payera au Roi de Portugal une somme de  
six cents mille lous en differents termes. Le  
tout sous la Garantie de la Reine de la Gran-  
de-Bretagne. Fait à Utrecht le 6. Fevrier  
1715. Avec un ARTICLE SEPARÉ du  
même jour pour la Liberté du Commerce. Et  
les PLEINS POUVOIRS de part & d'autre.  
Tom. VI. pag. 328. en Portugais & en  
Francois. Feuille volante, imprimée à U-  
trecht en 1715. in 4.]

Au nom de la Sainte Trinité.

QU'IL soit notoire à tous les présens & à ve-  
nir, que la plus grande partie de la Chrétien-  
té se trouvant affligée par une longue & sanglante  
guerre, il a plu à Dieu de porter les cœurs du  
très-Haut, & très-Puissant Prince Dom Jean V.  
par la grace de Dieu Roy Catholique d'Espagne à  
un sincère & ardent désir de contribuer au repos  
universel, & d'assurer la tranquillité de leurs Su-  
jets, en renouvelant & rétablissant la Paix & bon-  
ne Correspondance, qu'il y avoit auparavant entre  
les Couronnes de Portugal & d'Espagne, pour le-  
quel effect leursdites Majestés ont donné leurs  
Pleins-pouvoirs à leurs Ambassadeurs Extraordina-  
ires, & Plenipotentiaires: scavoit Sa Majesté Por-  
tugaïse au très-Excellent Seigneur Jean Gomes da  
Silva, Comte de Tarouca, Seigneur des Villes de  
Tarouca, Lalin, Lazarim, Penalva, Galfar, &  
leurs dependances, Commandeur de Villa-Cova, du  
Conseil de Sa Majesté, & Mestre de Camp Gé-  
néral de ses Armées; & au très-Excellent Seigneur  
Don Louis da Cunha, Commandeur de Sainte  
Marie d'Almendra, & du Conseil de Sa Majesté.  
Et Sa Majesté Catholique au très-Excellent Sei-  
gneur Dom François Marie de Paula, Telles, Gi-  
ron, Benavides, Carrillo & Toledo, Ponce de  
Leon, Duc d'Osune, Comte d'Uregna, Marquis  
de Pegnafil, Grand d'Espagne de la première Cla-  
sse, Grand Chambellan & Grand Echanfon de Sa  
Majesté Catholique, Grand Notaire du Royaume  
de Castille, Grand Clavier de l'Ordre de Calatra-  
va, Commandeur en celui-cy, & d'Ulagre en ce-  
lui de St. Jaques, Général des Armées de Sa Ma-  
jesté, Gentilhomme de la Chambre, & Capitaine  
de la première Compagnie Espagnole de ses Gar-  
des du Corps; lesquels s'estant rendus à Utrecht,  
lieu

(1) Ce n'est ici qu'une Traduction, mais comme elle fut imprimée  
à Utrecht, sous les yeux, & avec la permission des Ambassadeurs  
interelles elle vaut autant qu'un Original. [D.V.M.]

ANNO 1715. lieu défini pour le Congrès, & ayant examiné réciproquement leurs Pleins-pouvoirs, dont les copies seront insérées à la fin de ce Traité, après avoir imploré l'assistance Divine, sont convenus des Articles suivans.

I. Il y aura une Paix solide & perpétuelle, & une vraie & sincère amitié entre Sa Majesté Portugaise, les Descendans, Successeurs & Héritiers, tous ses Etats & Sujets d'une part, & Sa Majesté Catholique, ses Descendans, Successeurs & Héritiers, tous ses Etats & Sujets de l'autre part; laquelle Paix sera observée fermement & inviolablement, tant par terre, que par mer, sans permettre qu'il soit commis aucune hostilité entre les deux Nations en tel endroit, & sous quelque prétexte que ce soit. Et s'il arrivoit contre toute attente que l'on contrevient en quelque chose au présent Traité, il demeurera toutefois dans sa vigueur, & ladite contrevention sera réparée de bonne foy, sans delay, ni difficulté, en punissant rigoureusement les contreveneurs, & en remettant tout en son premier état.

II. En conséquence de cette Paix on mettra en entier oubli toutes les hostilités commises jusqu'à présent, en sorte qu'aucun des Sujets des deux Couronnes n'ait droit de prétendre satisfaction des dommages soufferts, ni par les voyes de Justice, ny par toute autre. Ils ne pourront pas non plus alléguer réciproquement les pertes qu'ils auront faites pendant la présente Guerre; mais on oubliera le passé tout comme s'il n'y avoit eu aucune interruption de l'amitié qu'on rétablit présentement.

III. Il y aura une Amnistie pour toutes les personnes, tant Officiers, que Soldats, & autres, qui pendant cette Guerre, ou à son occasion auront changé de service, excepté pour ceux qui auront pris parti, ou qui se seront engagés au service d'un autre Prince que celui de Sa Majesté Portugaise, ou de Sa Majesté Catholique; & il n'y aura que ceux, qui auront servi Sa Majesté Portugaise, ou Sa Majesté Catholique, qui seront compris dans cet Article, lesquels se feront aussi dans l'Article XI. de ce Traité.

IV. Tous les Prisonniers & Otages seront promptement rendus, & mis en liberté de part & d'autre sans exception, & sans qu'on demande aucune chose pour leur échange, ny pour la dépense, qu'ils auront faite, pourvu qu'ils satisfassent aux dettes particulières, qu'ils auront contractées.

V. Les Places, Châteaux, Villes, Villages, Territoires, & Campagnes appartenant aux deux Couronnes tant en Europe, qu'en toute autre partie du Monde, seront entièrement restitués, & sans réserve aucune, en sorte que les Limites & Confins des deux Monarchies demeureront dans le même état, où ils étoient avant la présente Guerre; & on rendra particulièrement à la Couronne de Portugal le Château de Noudar avec son territoire, l'Isle du Verdoejo, & le Territoire & Colonie du Sacrement; & à la Couronne d'Espagne les Places d'Albuquerque & de Puebla, avec leurs territoires dans l'état où elles sont à présent, sans que le Roy de Portugal puisse rien demander à la Couronne d'Espagne pour les nouvelles fortifications, qu'on y a fait ajouter.

VI. Sa Majesté Catholique ne rendra pas seulement à Sa Majesté Portugaise le Territoire & Colonie du Sacrement, située sur le bord Septentrional de la Rivière de la Plata, mais elle cédra aussi en son nom, & en celui de tous ses Descendans, Successeurs & Héritiers toute Action & Droit qu'elle prétendoit avoir sur ledit Territoire & Colonie, faisant ladite Cession dans les termes les plus forts, & les plus authentiques, & avec toutes les clauses requises, comme si elles étoient insérées icy, afin que ledit Territoire & Colonie demeurent compris dans le Domaine de la Couronne de Portugal, & appartenans à Sa Majesté Portugaise, ses Descendans, Successeurs, & Héritiers, comme faisant partie de ses Etats, avec tous les Droits de Souveraineté, d'abolable Puissance, & d'entier Domaine, sans que Sa Majesté Catholique, ses Descendans, Successeurs, & Héritiers puissent jamais troubler Sa Majesté Portugaise, ses Descendans, Successeurs, & Héritiers dans ladite Possession; & en vertu de cette Cession le Traité Provisionnel conclu entre les deux Couronnes le 7. May 1681. restera sans

aucun effet, ni vigueur: Sa Majesté Portugaise s'engage cependant à ne point consentir qu'aucune autre Nation de l'Europe, excepté la Portugaise, puisse s'établir, ou commercer en ladite Colonie directement, ni indirectement, sous quelque prétexte que ce soit; & bien plus encore elle s'engage en outre à ne point prêter la main, ni donner assistance, à aucune Nation Etrangère, afin qu'elle puisse introduire quelque Commerce dans les Terres de la Domination de la Couronne d'Espagne, ce qui est pareillement défendu aux propres Sujets de Sa Majesté Portugaise.

VII. Quoique Sa Majesté Catholique cède dès à présent à Sa Majesté Portugaise ledit Territoire & Colonie du Sacrement, suivant la teneur de l'Article précédent; Sadite Majesté Catholique pourra néanmoins offrir un équivalent pour ladite Colonie, qui soit au gré, & à la satisfaction de Sa Majesté Portugaise; & on limite pour cet effet le terme d'un An & demi à commencer du jour de la Ratification de ce Traité, avec cette déclaration, que si ledit Equivalent vient à être approuvé & accepté par Sa Majesté Portugaise, les susdits Territoire & Colonie appartiendront à Sa Majesté Catholique, comme si elle ne l'avoit jamais rendu, ni cédé; mais si ledit Equivalent venoit à n'être pas accepté par Sa Majesté Portugaise, elle demeurera en possession dudit Territoire & Colonie, comme il est déclaré dans l'Article précédent.

VIII. On expédiera des Ordres aux Officiers, & autres personnes, à qui il appartiendra, pour la reddition réciproque des Places, tant en Europe, qu'en Amérique, mentionnées en l'Article V. & à l'égard de la Colonie du Sacrement Sa Majesté Catholique n'envoyera pas seulement ses Ordres en droiture au Gouverneur de Buenos Ayres, pour en faire la reddition; mais elle donnera aussi un Duplicata desdits ordres avec une recommandation si précise au susdit Gouverneur, qu'il ne puisse sous aucun prétexte, ou sous même imprécédé en différer l'exécution, quoiqu'il n'ait pas encore reçu les premiers. Ce Duplicata, aussi bien que les Ordres, qui regardent Noudar, & l'Isle du Verdoejo seront échangés contre ceux de Sa Majesté Portugaise pour la reddition d'Albuquerque & de Puebla par des Commissaires, qui se trouveront pour cet effet aux confins des deux Royaumes; & on fera la reddition desdites Places, tant en Europe, qu'en Amérique dans le terme de 4. mois, à commencer du jour de l'Echange réciproque desdits Ordres.

IX. Les Places d'Albuquerque & de Puebla seront rendues dans le même état, où elles sont, & avec autant de Munitions de guerre, & le même nombre de Canons, & du même Calibre, qu'elles avoient lors qu'elles furent prises, suivant les Inventaires, qui en ont été faits. Les autres Canons, Munitions de guerre, & provisions de bouche, qu'on y trouvera de plus, devant être transportés en Portugal. Tout ce qui vient d'être dit touchant la restitution des Munitions de Guerre, & des Canons s'entend également à l'égard du Château de Noudar, & de la Colonie du Sacrement.

X. Les Habitans desdites Places, & de tous les autres Lieux, occupés pendant la présente Guerre, qui ne voudront point y demeurer, auront la liberté de se retirer, & de vendre, & disposer à leur gré de tous leurs biens meubles & immeubles; & ils jouiront de tous les fruits, qu'ils auront cultivés & semés, quoique les Terres & les Métairies soient transférées à d'autres Possesseurs.

XI. Les Biens confisqués réciproquement à l'occasion de la présente Guerre seront restitués à leurs anciens possesseurs, ou à leurs Héritiers: ceux-cy devant payer les améliorations utiles, qu'on y aura faites; mais ils ne pourront jamais prétendre des personnes, qui ont joui jusques icy des susdits Biens la valeur de leurs revenus depuis le temps de la Confiscation jusqu'au jour de la Publication de la Paix; & afin que la restitution de la Propriété desdits Biens confisqués puisse être exécutée; Les Parties intéressées seront obligées de se présenter dans le terme d'une année devant les Tribunaux à qui il appartiendra, où elles plaideront leurs Droits; & leurs Causes seront jugées dans le terme d'une autre Année.

VII. Toutes les prises faites de part & d'autre pendant le cours de la présente Guerre, ou à son occasion, seront jugées bonnes; & il ne restera aux

ANNO 1715.



ANNO  
1715.

Sujets des deux Nations aucun Droit, ni Action, pour demander en aucun tems qu'elles leur soient rendues, attendu que les deux Majestés reconnoissent les raisons qu'il y a eû pour faire lesdites prises.

XIII. Pour une plus grande seureté & validité du présent Traité on confirme derechef celui, qui a été fait entre les deux Couronnes le 13. Février 1668. lequel demeure valide en tout ce qui ne sera pas révoqué par le présent Traité; & l'on confirme particulièrement l'Article 8. dudit Traité du 13. Février 1668. comme s'il étoit inséré icy mot à mot; & leurs Majestés Portugaise & Catholique offrent réciproquement de donner leurs ordres, pour que l'on fasse une prompte, & entière justice aux Parties intéressées.

XIV. On confirme de même, & l'on comprend dans le présent Traité les XIV. Articles contenus dans le Traité de Transaction fait entre les deux Couronnes le 18. Juin 1701. Lesquels demeureront tous dans leur force, & vigueur, comme s'ils étoient insérés icy mot à mot.

XV. En vertu de tout ce qui a été stipulé dans la susdite Transaction de l'Affiento pour l'Introduction des Nègres, Sa Majesté Catholique doit aux Intéressés dans ledit Affiento la somme de deux cent mille écus d'Anticipation, que les Intéressés prêtent à Sa Majesté Catholique avec les intérêts à 8. pour cent dès le jour de l'emprunt jusqu'à l'entier rembourquement, ce qui fait à compter depuis le 7. Juillet 1696. jusqu'au 6. Janvier 1715. la somme de deux cent quatrevingt dix mille écus, comme aussi la somme de trois cent mille Cruzades (monnoye Portugaise,) dont la réduction monte à cent soixante mille écus. Ces trois sommes sont réduites par le présent Traité à la seule somme de six cents mille écus que Sa Majesté Catholique promet de payer en trois payemens égaux & consécutifs, de deux cent mille écus chaque un. Le premier payement se fera à l'arrivée de la première Flotte, Flottille, ou Galions, qui arriveront en Espagne après l'échange des Ratifications du présent Traité; & ce premier payement sera imputé sur les intérêts dûs pour le Capital des deux cents mille écus d'Anticipation. Le second payement à l'arrivée de la seconde Flotte, Flottille, ou Galions, & ce sera pour le Capital des deux cents mille écus d'Anticipation. Et le troisième payement se fera à l'arrivée de la troisième Flotte, Flottille, ou Galions pour les trois cents mille Cruzades, évalués à cent soixante mille écus, & le restant des quarante mille écus d'intérêt. Les sommes nécessaires pour ces trois payemens pourront être transportées en Portugal en argent monnoyé, ou en Lingots d'Or, ou d'Argent. Moyennant quoy la somme de deux cents mille écus d'Anticipation ne portera point d'intérêt depuis le jour de la Signature du présent Traité; mais si Sa Majesté Catholique ne paye pas ladite somme à l'arrivée de la seconde Flotte, Flottille, ou Galions, les deux cents mille écus d'Anticipation porteront intérêt à 8. pour cent depuis l'arrivée de la seconde Flotte, Flottille, ou Galions jusqu'à l'entier payement de cette somme.

XVI. Sa Majesté Portugaise cède par le présent Traité & promet de faire céder à Sa Majesté Catholique toutes les sommes, qui sont dûes par Sa Majesté Catholique dans les Indes d'Espagne à la Compagnie Portugaise de l'Affiento de l'Introduction des Nègres, excepté les six cents mille écus mentionnés dans l'Article XV. de ce Traité. Sa Majesté Portugaise cède encore à Sa Majesté Catholique ce que les susdits Intéressés pourroient prétendre de l'héritage de Dom Bernard François Marin.

XVII. Le Commerce sera généralement ouvert entre les Sujets des deux Majestés avec la même Liberté & Seureté qu'il y avoit avant la présente Guerre; & en témoignage de la sincère amitié, qu'on souhaite non seulement de rétablir, mais d'augmenter même entre les Sujets des deux Couronnes, Sa Majesté Portugaise accorde à la Nation Espagnole & Sa Majesté Catholique à la Nation Portugaise tous les avantages dans le Commerce, & tous les Privilèges, Libertés, & Exemptions, qu'elles ont accordés jusques icy, ou qu'elles accorderoient à l'avenir à la Nation la plus favorisée, & la plus privilégiée de toutes celles, qui trafiquent dans les Terres de la Domination de Portugal & d'Espagne; ce qui ne

doit cependant être entendu qu'à l'égard des Terres situées en Europe; puisque le Commerce & la Navigation des Indes est uniquement réservé aux deux seules Nations dans les Terres de leur Domination respective en Amérique, excepté ce qui a été stipulé dernièrement dans le Contrat de l'Affiento des Nègres, conclu entre Sa Majesté Catholique, & Sa Majesté Britannique.

XVIII. Et parce que dans la bonne Correspondance qu'on établit, on doit prévenir les dommages, qui peuvent être réciproques; vû que dans le Concordat fait entre les deux Couronnes du tems du Roy Dom Sebastien de glorieuse mémoire ayant déclaré les cas, dans lesquels les Criminels devoient être rendus de part & d'autre, & la restitution des Vols, on n'y pouvoit pas comprendre le Tabac, qu'on ne connoissoit pas lors qu'on fit le Concordat; & qui cependant est devenu après si en vogue tant en Portugal, qu'en Espagne, qu'on tire un gros revenu de ses fermes: Sa Majesté Catholique s'engage à faire qu'on ne puisse introduire dans aucune terre des Royaumes d'Espagne, ou toutes autres de la Domination le Tabac de Portugal, soit qu'il ait été travaillé, ou broyé dans lesdites Terres, ou Royaumes, ou ailleurs; & à donner ses ordres, afin que toutes les Fabriques du Tabac Portugais, qu'on trouvera dans les Royaumes & Terres de la susdite Domination soient détruites, aussi bien que celles, qu'on y pourroit faire de nouveau, imposant de grosses peines aux contrevenans, & chargeant non seulement les Officiers de Justice, mais aussi ceux de guerre de faire observer & exécuter ce qui vient d'être dit cy-dessus; & Sa Majesté Portugaise s'engage pareillement à faire la même défense, & avec les mêmes circonstances que Sa Majesté Catholique, par rapport au Tabac d'Espagne dans les Terres de Portugal, & toutes autres de sa Domination.

XIX. Les Vaisseaux tant de Guerre, que Marchands des deux Nations pourront entrer réciproquement dans les Ports de la Domination des deux Couronnes, où ils avoient coutume d'entrer par le passé, pourvu que dans les plus grands Ports il n'y ait en même tems plus de six Vaisseaux de Guerre, & plus de trois dans les Ports qui sont moindres. Et en cas qu'un plus grand nombre de Vaisseaux de Guerre d'une des deux Nations arrive devant quelque Port de l'autre, ils n'y pourront pas entrer sans la permission du Gouverneur, ou du Magistrat: si cependant contraints par le gros tems, ou par quelque autre nécessité pressante ils viennent y entrer sans en avoir demandé la permission, ils seront tems de faire d'abord part de leur arrivée; & ils n'y demeureront qu'autant de tems, qu'il leur sera permis; ayant grand soin de ne faire aucun dommage ou préjudice audit Port.

XX. Leurs Majestés Portugaise & Catholique souhaitant le prompt accomplissement de ce Traité pour le repos de leurs Sujets; on est convenu qu'il aura toute sa force & vigueur immédiatement après la Publication de la Paix, & qu'on fera ladite Publication dans les lieux de la Domination des deux Majestés le plus tôt qu'il sera possible; & si depuis la suspension d'Armes il s'est fait quelque Contravention, il en sera réciproquement fait raison.

XXI. S'il arrivoit par quelque accident (ce qu'à Dieu ne plaise) qu'il eût quelque interruption d'amitié, ou quelque rupture entre les Couronnes de Portugal & d'Espagne: en ce cas-là on accordera aux Sujets des susdites deux Couronnes le Terme de six mois après ladite rupture, pour se retirer, & vendre leurs biens & effets, ou les transporter où bon leur semblera.

XXII. Et parce que la Reine d'Angleterre de très glorieuse Mémoire avoit offert d'être Garante de l'entière execution de ce Traité, de sa validité & de sa durée, Leurs Majestés Portugaise & Catholique acceptent la susdite Garantie en toute sa force & vigueur pour tous les présents Articles en général, & pour chacun en particulier.

XXIII. Les mêmes Majestés Portugaise & Catholique acceptent aussi la Garantie de tous les autres Roys, Princes, & Républiques, qui dans le terme de 6. mois voudront être Garants de l'Execution de ce Traité, pourvu que ce soit à la satisfaction des deux Majestés.

XXIV. Tous les Articles écrits cy-dessus ont été traités, accordés & stipulés entre les susdits Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires des Seigneurs

ANNO  
1715.

# DU DROIT DES GENS.

447

ANNO  
1715.

Seigneurs Roys de Portugal & d'Espagne au nom de leurs Majestés; & ils promettent en vertu de leurs Pleins-pouvoirs que ledits Articles en général, & chacun en particulier seront inviolablement observés, accomplis, & exécutés par les Seigneurs Roys leurs Maîtres.

XXV. Les Ratifications du présent Traité, données en bonne & due forme seront échangées de part & d'autre dans le terme de cinquante jours, à commencer du jour de la Signature, ou plus tôt, si faire se peut.

En foy de quoy, & en vertu des Ordres & Pleins-pouvoirs, que Nous soussignés avons reçus de Nos Maîtres le Roy de Portugal, & le Roy Catholique d'Espagne, Nous avons signé le présent Traité, & y avons fait apposer les sceux de nos Armes. Fait à Utrecht, le sixième Février, mille sept cent quinze.

(L.S.) CONDE DE (L.S.) EL DUQUE D'OS-  
TAROUCA. SUNA.

(L.S.) D. LUIS DA  
CUNHA.

*Article Separé.*

PAR le présent Article séparé, qui aura la même force & vigueur comme s'il étoit compris dans le Traité de Paix, conclu aujourd'huy entre Leurs Majestés Portugaise & Catholique, & qui doit être ratifié comme ledit Traité, il a été convenu par les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires des deux Majestés, que le Commerce réciproque des deux Nations soit rétabli, & continué dans la même forme; & avec les mêmes Seuretés, Libertés, Exemptions, Franchises, Droits d'entrée & sortie, & toutes les autres dependances, avec lesquelles on le faisoit avant la présente Guerre, tandis qu'on n'en dispose autrement; & qu'on ne déclare pas la forme, avec laquelle doit continuer le Commerce entre les deux Nations.

En foy de quoy, & en vertu des Ordres & Pleins-pouvoirs, que Nous soussignés avons reçus de nos Maîtres le Roy de Portugal, & le Roy Catholique d'Espagne; Nous avons signé le présent Article, & y avons fait apposer les sceux de nos Armes. Fait à Utrecht, le sixième Février, mille sept cent quinze.

(L.S.) CONDE DE (L.S.) EL DUQUE D'OS-  
TAROUCA. SUNA.

(L.S.) D. LUIS DA  
CUNHA.

*Plenipotencias de Sua Magestad Portuguesa.*

JOANNES, Dei gratia, Rex Portugalliae, & Algarbiorum citra & ultra Mare, in Africa Dominus Guineae, Conquistationis, Navigationis, & Commercii Aethiopiae, Arabiae, Persiae, Indiaeque, &c. Notum, ac testatum facio singulis, & universis has meas Litteras visuris, quod cum nihil mihi sit antiquius, aut optabilius quam incendium atrocis belli, quo pene universus Christianus Orbis per aliquot jam annos exardescit, penitus restringi, & aequa, ac stabili Pace commutari, atque etiam in eadem studia conspirent ceteri Principes; ac Respublicae quae sunt in Armis; consilium fore duxi Virum designare ex primaria hujus Regni Nobilitate, cujus fide, ingenio, & dexteritate, ac prudentia plurimum confiderem, qui in eum locum se conferat, de quo inter utramque Partem conventum fuerit, ad colloquia, Congressusque de Pace habendos. Quae omnia cum in Joanne Gomezio Silvio, Comite Tarouca, Consiliario meo, & Exercituum meorum Sub-praelecto reperiantur, eum his Litteris Legatum meum Extraordinarium, & primum Plenipotentiarium constituo, ut ad locum habendis de Pace Congressibus modo superius dicto designatum proficiscatur, ibique, sive

per Legatos Principis, aut Respublicae animos Pacemque conciliantis, qui quæve ab utraque belligerantium Parte acceptus, aut accepta fuerit; sive ipse per se, nullo conciliante, possit agere; tractare, & initi Pacem inter me, & quemlibet Regum, Principum, ac Rerumpublicarum ex adversa parte belligerantium, eaque de causa ei omnem potestatem plenam, ac sufficientem, Mandatum generale; ac speciale concedo, spondeoque, ac fide Regia promitto quæcumque per superius memoratum Legatum meum Extraordinarium, & Plenipotentiarium, cum Legatis, Ministrisve supradictorum Regum, Principum, & Rerum publicarum pari Potestate invicem instructis, conventa, & pacta fuerint, ea omnia rata, grata, firmaque habiturum; & debita, ac solemniter forma intra constitutum tempus ratihabiturum, seduloque curaturum, ut integræ executioni mandentur, neque passurum unquam, ut Foedus illud ita initum in quolibet violetur. In quorum omnium fidem, ac testimonium has Litteras fieri jussi, quæ sunt manu mea subscriptæ, & magno Sigillo Insignium meorum munitæ. Datæ Ulissipone decima sexta die mensis Junii, anno Domini millesimo septingentesimo nono.

Didacus à Mendoça Corte-Real subscripsit.

(L. S.)

JOANNES REX.

JOANNES, Dei gratia Rex Portugalliae, & Algarbiorum citra, & ultra Mare, in Africa Dominus Guineae, Conquistationis, Navigationis, & Commercii Aethiopiae, Arabiae, Persiae, Indiaeque, &c. Notum ac testatum facio singulis, & universis has meas Litteras visuris, quod cum nihil mihi sit antiquius, & optabilius, quam incendium atrocis belli; quo pene universus Christianus Orbis per aliquot jam annos exardescit, penitus restringi, & aequa ac stabili Pace commutari, atque etiam in ea studia conspirent ceteri Principes, ac Respublicae quæ sunt in armis; consilium fore duxi viros designare, quorum fide, ingenio, & prudentia plurimum confiderem; qui inter se colloquiis, ac Congressibus inter utramque partem de Pace habendis; quæ omnia cum reperiantur in Ludovico da Cunha, Consiliario meo; Palatini Senatus Senatore, & in Sodalitio Christi Equitum Commendatario Sanctæ Mariæ de Almendra; jamque aliis Litteris meis ad idem munus constitutus sit primarius Legatus Extraordinarius, Joannes Gomezius Silvius Comes Tarouca, Consiliarius meus, ac meorum Exercituum Subpræfectus; presentibus consilio secundum Legatum meum Extraordinarium, & Plenipotentiarium præfatum Ludovicum da Cunha, ut uterque simul, vel quilibet eorum singulus, defectu, aut impedimento alterius, in loco habendis de Pace Congressibus destinato, sive per Legatos Principis, aut Respublicæ animos, Pacemque conciliantis, qui, quæve ab utraque belligerantium parte acceptus, aut accepta fuerit, sive per se, nullo conciliante, possit agere, tractare, & initi Pacem inter me, & quemlibet Regum; Principum, ac Rerumpublicarum ex adversa parte belligerantium: Eaque de causa ei omnem Potestatem plenam; & sufficientem, Mandatum generale, & speciale concedo, spondeoque, & fide Regia promitto quæcumque per superius memoratos Legatos meos, & Plenipotentiariorum simul, vel quemlibet illorum, defectu; vel impedimento alterius, cum Legatis, Ministrisve supradictorum Regum, Principum, & Rerumpublicarum pari Potestate invicem instructis conventa; & pacta fuerint, ea omnia rata, grata, firmaque habiturum, & debita ac solemniter forma intra constitutum tempus ratihabiturum, seduloque curaturum, ut integræ executioni mandentur, neque passurum unquam, ut Foedus illud ita initum in quolibet violetur. In quorum omnium fidem, ac testimonium has Litteras fieri jussimus, quæ sunt manu mea subscriptæ, & magno Sigillo Insignium meorum munitæ. Datæ Ulissipone; die primo mensis Septembris (Franciscus de Salles; & Silva scripsit) anno Domini, millesimo septingentesimo decimo secundo.

Didacus à Mendoça Corte-Real subscripsit.

(L.S.) JOANNES REX.  
Ple-

ANNO  
1715.



ANNO  
1715.

Plenipotencia de Sua Magestad Catbolica.

Don Philippe por la gracia de Dios Rey de Castilla, de Leon, de Aragon, de las dós Sicilias, de Jerusalem, de Navarra, de Granada, de Toledo, de Valencia, de Galicia, de Mallorca, de Sevilla, de Zerdeña, de Cordova, de Corzeza, de Murcia, de Jaen, de los Algarves, de Algezira, de Guibraltar, de las Islas de Canarias, de las Indias Orientales, y Occidentales, Islas y Tierra Firme del Mar Oceano, Archiduque de Austria, Duque de Borgofia, Brabante, y Milan, Conde de Abispurg, Flandes, Tirol, y Barcelona, Señor de Biscaya, y de Molina, &c. Por quanto por lo mucho que hemos deseado y deseamos el alivio y descanso a nuestros Vasallos en la afliccion y calamidades de una tan sangrienta y dilatada Guerra, como la que hasta aqui se ha experimentado, para que terminandose los desolables efectos de ella entren a gozar del reposo, esplendor y prosperidades a que anhelan, y Nos devemos procurales. Por tanto considerando quanto se asegura este comun bien, principiandose por una Paz particular y amistad reciproca entre esta Corona y la de Portugal. Hemos tenido por conveniente nombrar con toda Autoridad, y Plenipotencia para ello a vós Don Francisco Maria de Paula Telles, Giron, Benavides, Carrillo, y Toledo, Ponze de Leon, Duque de Osuna, Primo, Conde de Ureña, Marqués de Peñafiel, Gentilhombre de nuestra Camara, Camarero y Copero Mayor, Notario mayor de nuestros Reynos de Castilla, Cavallero del Orden de Calatrava, Clavero mayor de la misma Orden y Cavalleria, y Comendador de ella, y de la de Usagre en la de Sant Jago, Capitan de la primera Compania Española de nuestras Reales Guardias de Corps, y a Don Isidoro Casado de Rosales, Marqués de Monteleon, Pariente, de nuestro Consejo de Indias, con el grado de nuestros Embarazados Extraordinarios, y Plenipotenciarios, por la entera satisfacion y confianza con que nos hallamos de vuestras personas, y concurrir en ambas las apreciables circunstancias de prudencia, inteligencia, experiencias, zelo y amor a nuestro Real servicio que pide Negociado de tal importancia, afin que con los Ministros Plenipotenciarios nombrados para esse efecto por el Rey de Portugal podais tratar, concluir, y efectuar un buen, firme, e inbiolable Tratado de Paz particular, y de reciproca conveniencia y utilidad de los Vasallos de dichas dós Coronas, prometiendo como prometemos por la presente en fee y palabra Real, que pasaremos y cumpliremos para siempre Nós y nuestros sucesores todo lo que estipulareis, concluireis, y efectuireis con los mencionados Ministros del Rey de Portugal para el logro de una Paz particular, como va exprefado, y que lo observaremos exactamente, y haremos, que se observe sin contravenir, ni consentir que se contravenga a ello en manera alguna, directa o indirectamente; pues para todo ello, y lo demás que fuere necesario os demos y concedemos todo el poder, autoridad, y facultad, que se requiere, y que lo aprovaremos y ratificaremos dentro del termino que reciprocamente se conviene para ello. Declarando tambien que en el caso de ausencia o enfermedad de alguno de vos los dichos Duque de Osuna y Marqués de Monteleon podrá el otro de vós subceder en la Tratacion y effectuacion de esse Negociado prometiendo Nós assi mismo en fee y palabra Real de pasar por ello, aprovarlo y ratificarlo con todas las solemnidades y demas requisitos devidos, como se huviese sido ajustado y concluido por ambos. En testimonio de lo qual mandamos despachar, y despachamos la Presente firmada de nuestra mano, sellada con nuestro sello secreto, y refrendada de nuestro infra scripto Secretario de Estado. Dada en Madrid a 15. de Avril de mil sette cientos y trese.

YO EL REY, &amp;c.

D. MANUEL DE VADILLO y VELLASCO.

CLXXVI.

13. Avril. Codicilles de Louis XIV. Roi de France &  
23. Août. de Navarre, concernant l'Ordre qui devra estre

ch'eré après sa mort, à l'égard de la Personne du ANNO  
jeune Roi, il y nomme aussi les Sous-Gouverneurs. ANNO  
A Versailles 13. Avril & 23. Août. 1715. 1715.  
[Feuille volante, imprimée à Paris au Mois  
de Septembre 1715. in 4.]

PAR notre Testament déposé au Parlement, J'ai nommé le Maréchal de Villeroi pour Gouverneur du Roi, & J'ai marqué quelle devoit être son Autorité dans lesdites fonctions. Mon Intention est, que du moment de mon décès, jusqu'à ce que l'Ouverture de mon Testament ait été faite, il ait toute l'Autorité sur les Officiers de la Maison du jeune Roi, & sur les Troupes qui la composent: Hordonnera auxdites Troupes, aussi tôt après ma mort, de se rendre au Lieu où sera le jeune Roi, pour le mener à Vincennes, l'air y étant très-bon.

Le jeune Roi allant à Vincennes, passera par Paris, & ira au Parlement, pour y être fait l'Ouverture de mon Testament, en la présence des Princes, Ducs & Pairs, & autres qui ont Droit, ou qui voudront s'y trouver.

Dans la marche, pour la Séance du jeune Roi au Parlement, le Maréchal de Villeroi donnera tous les ordres, pour que les Gardes du Corps, les Gardes Françaises & Suisses prennent les Postes dans les Ruës & au Palais, que l'on a accoutumé de prendre lors que les Rois vont au Parlement; en forte que tout se fasse avec toute la Sureté & la Dignité convenable.

Après que notre Testament aura été ouvert & lu, le Marechal de Villeroi menera le jeune Roi avec sa Maison à Vincennes, où il demeurera tant que le Conseil de Regence jugera à propos.

Le Marechal de Villeroi aura le Titre de Gouverneur, suivant ce qui est porté par mon Testament; aura l'œil sur la conduite du jeune Roi, quoi qu'il n'ait pas encore 7. ans, jusqu'à quel âge de 7. ans accomplis, la Duchesse de Ventadour demeurera, ainsi qu'il est accoutumé, Gouvernante, & chargée des mêmes soins qu'elle a à present.

Je nomme pour Sous-Gouverneur, Sommeri, qui l'a été du Dauphin mon Petit-Fils, & Geoffreville, Lieutenant General de mes Armées. Au surplus, Je confirme tout ce qui est dans mon Testament, que je veux être executé en tout ce qu'il contient.

Fait à Versailles le 13. Avril 1713.

Signé,

LOUIS.

JE nomme pour Precepteur du Dauphin, le S. de Fleuri, ancien Evêque de Frejus; & pour Conseiller, le Perc le Tellier.

Le 23. Août. 1715.

Signé,

LOUIS.

CLXXVII.

Renouvellement d'Alliance entre le Roi Très-Chrétien de France & de Navarre d'une part, & les Louables Cantons Catholiques de la Suisse, & la Louable Republique de Valais de l'autre. Fait à Soleurre le 9. Mai 1715. [Mercure Historique Mois d'Août. pag. 150.]

Au Nom de la Très-Sainte Trinité.

COMME ainsi soit, que pendant la Diète tenuë à Lucerne au mois de Decembre 1713., par les Louables Cantons Catholiques & la Louable Republique de Valais, Mrs. les Députés auroient mutuellement réfléchi sur l'état present de l'Europe, sur celui du Louable Corps Helvétique en général, & sur le grand malheur arrivé à la France par la mort

ANNO de Mr. le Dauphin-Et confidéré, que par cette per-  
1715. te l'Alliance conclue en 1663. avec très Excellent  
& très-Puissant Prince & Seigneur LOUIS XIV.,  
par la Grace de Dieu Roi Très-Chrétien de France  
& de Navarre, Duc de Milan, Comte d'Als, Sei-  
gneur de Gex, &c., glorieusement regnant, se  
trouvoit limitée à sa vie, que Dieu veuille prolonger,  
& à huit ans après son décès. Après avoir at-  
tentivement examiné combien cette Alliance est utile,  
tant à la Couronne, qu'à tous les Membres qui  
composent le Louable Corps Helvétique; & en même  
tems reconnu le bien qui en résulteroit, en la  
portant le plus loin qu'il seroit possible; Ils crurent  
pour la gloire de Dieu, & pour l'avantage commun,  
devoir communiquer leurs Idées à son Exc. Mr. le  
Comte du Luc, Ambassadeur du Roi en Suisse, qui  
les ayant goûtées, convint qu'il en rendroit compte  
à Sa Majesté, & eux à leurs Supérieurs. La chose  
a été exécutée, & Dieu par sa miséricorde, a voulu  
que S. M., les Cantons & la République de Valais,  
ayant également agréé les mêmes Idées; enfor-  
me que le Roi d'une part & les Cantons de Lucerne,  
Uri, Schwitz, Unterwald haut & bas, Zug avec les  
Offices extérieurs, Glaris Catholique, Fribourg, So-  
leure, Appenzel Catholique, République & Pais de  
Valais de l'autre part, ayant donné leurs Pouvoirs  
réciproques, qui ont été communiqués & trouvés  
en bonne forme: Après avoir invoqué le Saint Nom  
de Dieu, on est convenu des Articles qui suivent,  
pour la sûreté, défense, & conservation de nos Per-  
sonnes, Honneurs, Royaumes, Duchés, Principau-  
tez, Villes, Pais, Seigneuries, Droits, Terres  
& Sujets, tels qu'ils soient, que nous avons & pos-  
sédons, aurons ou posséderons tant deçà que delà  
les Monts.

## PREMIEREMENT.

ON déclare expressément, que quoi que tous les  
Cantons & Etats qui composent le Corps Hel-  
vétique, ne soient pas compris & dénommez dans le  
présent Traité, l'intention est de les inviter (autant  
qu'il sera convenable) à l'accepter, n'ayant pas lieu  
de douter, qu'y trouvant leur avantage, ils n'y don-  
nent volontiers les mains, puis qu'il est également  
glorieux à tous, & absolument nécessaire pour le  
maintien de la République en général.

II. Que les Traitez de Paix perpétuelle, & d'Al-  
liance ci-devant conclus, seront regardés comme la  
base de celui-ci; & comme une preuve constante de  
l'ancienne Union entre les deux Nations: mais le  
tems apportant du changement en toutes choses, &  
pouvant arriver, que par des variations inévitables,  
ou par des explications différentes, les anciens Trai-  
tez ne soient pas religieusement observés dans tous  
leurs Points, nous avons trouvé bon de ratifier de  
nouveau par la présente Alliance, tous les Traitez  
ci-devant faits, & nommément la Paix perpétuelle,  
les Alliances des années 1521. & 1663., & toutes  
les Lettres Annexes.

III. L'expérience ne permettant point de douter  
des avantages qu'on doit trouver dans la continua-  
tion d'une parfaite intelligence entre les deux Nations,  
le Roi Très-Chrétien, pour mieux marquer sa gran-  
de affection au Corps Helvétique, a bien voulu re-  
nouveler la présente Alliance, pour être continuée  
avec le Serenissime Dauphin Héritier présomptif de  
la Couronne, & avec tous les Rois Successeurs de  
Sa Majesté; qu'après le décès du premier Roi Suc-  
cesseur de Sadite Majesté, les autres Rois Très-  
Chrétiens qui succéderont, aussi bien que les Can-  
tons, Républiques & Etats, jureront & ratifieront  
l'exacte observation de la présente Alliance dans tous  
ses Points, & remédieront aux cas qui n'auront pas  
été prévus dans ce Traité, ou auxquels le laps du  
tems auroit apporté quelque alteration; ce qui se fera  
à chaque changement de Règne, par les Ambassadeurs  
pouvoirs des Pleins-pouvoirs nécessaires, & par les  
Députés munis du Plein-pouvoir de chaque Canton  
de la Suisse, République & Etat qui seront compris  
dans la présente Alliance: Cette précaution ayant  
pour objet de faire subsister les choses dans la même  
force & dans la même vigueur, qu'elles subsistent à  
présent.

IV. Les Alliances n'ont pour objet, que le bé-  
néfice & l'avantage réciproques des Parties contractan-  
tes, & comme le Roi d'une part, & les L. Cantons,

TOM. VIII. PART. I.

la République de Valais, & autres Alliez compris  
dans le Corps Helvétique de l'autre, ont vu par  
une longue expérience, que rien n'est plus avan-  
tageux de part & d'autre, qu'une union intime, &  
que l'inclination mutuelle des Peuples soumis à Sa  
Majesté & au Corps Helvétique, fait envier le  
bénéfice qui en doit résulter, & ne donne aucun  
lieu de douter de la fidélité réciproque, avec la-  
quelle on veut observer tout le contenu ci-après, on  
convient, ainsi qu'il est porté dans l'Alliance de  
1663.: Que si (à Dieu ne plaise) le Royaume étoit  
attaqué intérieurement, soit par des Forces étran-  
gères, ou par des divisions intestines, le Corps Hel-  
vétique en ces deux cas accordera sans aucun délai,  
dix jours après avoir été demandée, une levée ex-  
traordinaire de Troupes, laquelle levée ne pourra  
être de plus de seize mille hommes: Et les Troupes  
Suissees ne pourront être employées que par terre,  
& non sur Mer, conformément à l'Article 7. de  
l'Alliance 1663. Cette levée se fera aux dépens  
du Roi alors regnant, qui choisira & nommera les  
Colonels & Capitaines de tous les Cantons, Ré-  
publique, & Etats dont on prendra le monde. Lors-  
que Sa Majesté aura tiré desdites Troupes les ser-  
vices desirés, Elle les renverra chez eux par des  
Routes, après leur avoir payé toutes les soldes qui  
pourront leur être dûes, jusqu'à leur arrivée dans  
leurs Maisons.

V. Que si en échange le Corps Helvétique, ou  
quelque Canton ou Etat en particulier, étoit at-  
taqué par quelque Puissance étrangère, ou qu'il fût  
troublé intérieurement: au premier cas, S. M. les  
aidera de ses Forces, suivant que la nécessité le de-  
mandera, & que les Cantons en prient S. M.:  
& dans le second cas, comme Ami & Allié com-  
mun, S. M. ou les Rois ses Successeurs employe-  
ront, sur la réquisition de la Partie molestée & gre-  
vée, toutes sortes d'offices amiables, pour porter  
les Parties à se rendre une réciprocque justice; & si  
cette voye n'avoit pas tout l'effet desiré, S. M., ain-  
si que les Rois ses Successeurs, sans rien faire qui  
détruise la présente Alliance, & au contraire, pour  
l'exécuter dans son véritable sens, emploiera à ses  
propres dépens les Forces que Dieu lui a mises en-  
tre les mains, pour obliger l'Agresseur de rentrer  
dans les règles prescrites par les Alliances que les  
Cantons & Alliez ont entr'eux. S. M. & les Rois  
ses Successeurs, se déclareront Garants des Trai-  
tez qui pourroient se faire entre les L. Cantons, su-  
pposé que Dieu permit, qu'il arrivât quelque division  
entr'eux.

VI. Les Officiers, Soldats & autres, attachés  
au militaire & à la solde du Roi, seront exempts de  
toutes Taxes faites, ou à faire, soit Capitation, Di-  
xième, ou autres Impositions, quelque nom qu'on  
puisse leur donner, par rapport à leurs appointemens ou  
à leur solde.

Si les susnommez ont acquis, ou s'ils possèdent  
des Biens fonciers en France, sans examiner s'ils les  
tiennent d'eux, de leurs Femmes, ou autrement, ils  
en jouiront leur vie durant, aussi-bien que leurs Veux  
pendant leur viduité, en la même manière que  
peuvent en jouir les Communiaux, ou les Nobles;  
en sorte que les Suisses susnommez n'aient à supor-  
ter que les Taxes, ou Charges attachées à la nature  
du Bien qu'ils posséderont.

Mais si ledits Soldats, quoi-qu'au service, entre-  
prennent, par eux, ou par leurs Femmes, de faire  
quelque Commerce, ou d'exercer un Métier, lequel  
Métier ne regardât point directement le service par-  
ticulier des Compagnies Suissees à la solde de S. M.;  
en ce cas ils se trouveront confondus, & ne pourront  
prétendre d'autres prérogatives, que celles dont les  
Sujets du Roi jouissent.

VII. Les Troupes Suissees qui seront en Garnison  
dans l'intérieur du Royaume, ou dans les Places  
frontières, jouiront de toutes les franchises, mais  
sans abus; & pour les prévenir, on règlera suivant  
les anciens Traitez & Usages, ce que les Vivandiers  
pourront faire entrer dans les Villes par rapport au nom-  
bre des Troupes qui s'y trouveront, savoir en Vin, Vian-  
de, Tabac, Eau de vie, & autres Denrées nécessai-  
res à leur subsistance; & si ledits Vivandiers Suissees  
en abusent, & qu'ils fussent convaincus d'avoir été  
au delà de ce qui sera prescrit, ils seront soumis à la  
confiscation de ces Vivres, & à la Justice Suisse,  
pour être châtiés dûment.



ANNO  
1715.

VIII. La Solde, soit de Guerre, soit de Paix, subsistera sur le pié qu'elle est établie présentement; savoir en tems de Guerre, lorsque les Régimens seront destinez pour servir dans les Armées, & marcher en Campagne, 17. liv. 8. s. par homme par mois, & 1950. Liv. pour l'Etat Major aussi par mois; & en tems de Paix, ou lors-qu'ils seront destinez pour demeurer pendant la Campagne entiere dans des Garnisons éloignées de la Frontière où la Guerre se fera, 16. liv. par homme par mois, & 1000. Liv. pour l'Etat Major, aussi par mois, à la réserve du Régiment des Gardes Suisses: Mais si les Troupes Suisses, qui n'auroient pas été destinées à servir en Campagne, ou dans les Places voisines de la Guerre, recevoient ordre d'y marcher, elles seroient payées comme si elles y avoient été destinées au commencement de la Campagne.

IX. Les Capitaines qui auront 150. hommes effectifs, seront reputés complets, & jouiront de 27. hommes de gratification, ainsi qu'il est porté par le Traité de 1671. par rapport à l'augmentation du nombre d'Officiers, que le Roi a bien voulu faire.

X. Lors que la Compagnie sera au dessous de 175. hommes, le Capitaine perdra de sa gratification, suivant l'usage qui s'observe dans les Troupes de la Nation, qui sont actuellement au service de S. M.

XI. Lors qu'étant en Campagne, les Capitaines auront le malheur de faire des pertes considerables par des Sièges ou des defences des Places, & par des Batailles, S. M. leur donnera un tems raisonnable de quatre ou de cinq mois, suivant qu'elle l'estimera juste, pour réparer leurs pertes; pendant lequel tems leur payement sera ordonné, & le décompte leur sera fait sur le pié de la premiere revûe, qui sera faite après ledit tems de quatre ou de cinq mois expirés.

XII. Les Capitaines seront payés régulièrement tous les mois en argent, & ce douze mois de l'année; moyennant quoi ils seront obligés de tenir une bonne Compagnie, de bons Officiers & Soldats, & de payer toutes les hautes payes de la Compagnie, comme de Lieutenant, Sous-Lieutenant, Enseigne, & tous les autres bas Officiers.

XIII. Si le Roi fait de nouvelles levées, on donnera 6000. Liv. argent de France par Compagnie de deux cens hommes, & cette somme sera déduite sur la Solde dans les six derniers mois de la premiere année du service.

XIV. Le Roi fera donner aux nouvelles levées & aux recrutés, des étapes à la sortie des Frontières de la Suisse, jusques aux lieux de leurs Garnisons; & supposé qu'il y ait des Troupes licentiées, le Roi leur fera pareillement donner des étapes jusques aux Frontières de la Suisse.

XV. Lors qu'il vaquera des Compagnies qui auront été levées, avec consentement du Canton d'où sera le Capitaine, le Roi les donnera à des Officiers qui en seront; & si le Capitaine mort a des Parens, qui soient Officiers & capables, S. M. les préférera aux autres, & la recommandation du Canton sera écoutée, en cas qu'elle soit en faveur de Sujets capables d'exercer les Charges qui seront vacantes, bien entendu que ce Canton aura toujours permis, & continuera de permettre les recrutés pour la Compagnie qui sera vacante.

XVI. Lors-que les emplois des Subalternes seront vacans, les Capitaines proposeront des Sujets propres & capables pour les remplir.

XVII. Les Soldats malades, prisonniers, ou absens pour le service du Roi, desquels le Capitaine produira des Certificats valables, seront bonifiés dans les revûes.

XVIII. Lors-que quelque Capitaine, dont la Compagnie restera au service de Sa Majesté, sera congédié, ou cassé, on ne pourra point forcer les Soldats Suisses de la Nation de servir à d'autres Capitaines que de leur Canton; & si un Capitaine étoit congédié ou cassé avec sa Compagnie, ledits Soldats Suisses de Nation, ne pourront être forcéz de servir sous qui que ce soit.

XIX. Comme il arrive souvent, que des Officiers ou Sergens menant des recrutés, sont obligés de passer dans différents Cantons de la Suisse, & que pour l'ordinaire les Peuples ou Officiers Subalternes, par des raisons formellement contraires à la justice & aux

Alliances de la Nation, débanchent les Soldats, en sorte qu'il ne reste personne desdites recrues, ou très-peu au grand préjudice du service, & en même tems des Capitaines; il est convenu que l'Officier qui conduira une recrue, prendra en partant de son Canton un Certificat des Seigneurs dudit Canton, & qu'il le communiquera dans les lieux d'un Canton différent où il passera, afin qu'il trouve la protection convenable; & si malgré cette précaution on ne laissoit pas d'user de violence & de débancher ladite recrue, en ce cas le Canton où la choise sera arrivée, en rendra le Bailli ou les Officiers subalternes responsables, sans faire aucune distinction de Religion en pareil cas.

XX. En conformité du VIII. Article de la Paix perpetuelle, le Roi ne permettra point qu'aucun de ses Sujets serve aucune Puissance, ni aucun Prince contre le Corps Helvétique, ses Confédérés, Sujets, Terres, Pais & Seigneuries; & si les Sujets de S. M. contreviennent à cet Article, ils seront rapelés diligemment & punis selon leurs démerites.

Tout de même, les Cantons ni leurs Sujets ne pourront servir aucune Puissance ni aucun Prince contre le Roi, son Royaume, Etats, Duchez, Principautés, Villes, Châteaux, Seigneuries, Droits, Terres & Sujets qu'il possède présentement ou possédera à l'avenir; & si les Sujets dedit Cantons y contreviennent, ils seront rapelés diligemment & punis selon leurs démerites.

XXI. Lors que S. M., Monseigneur le Dauphin, ou les Rois leurs Successeurs commanderont en personne les Armées, les Troupes Suisses à leur solde les suivront, selon l'exemple de leurs Ancêtres, & en conformité de l'Article VI. de l'Alliance de 1663., qui porte; que s'il venoit durant la Guerre que S. M. T. C., ou son Successeur se trouvât, ou voudrât se trouver en propre personne en quelque lieu ou endroit que ce fût à l'encontre de ses Ennemis, Elle, ou son dit Successeur, pourra lever à ses dépens, tant de Capitaines & Soldats qu'Elle le voudra, & que bon lui semblera.

XXII. En conformité de l'Article XXII. de l'Alliance de 1663. conçu en ces termes: "Etd'aujourd'hui tant que ledites Terres & Seigneuries possédées par notre grand Oncle en l'An 1521. ne sont en notre possession, cependant nous des Ligues refuserons tout secours, faveur, assistance & aide, sans respect de qui que ce soit, & de quelque qualité & dignité que puissent être, ou soient ceux qui voudroient ce requérir."

Il est convenu expressément que si le Roi, M. le Dauphin, ou les Rois leurs Successeurs vouloient rentrer dans la possession des Pais, Etats, Duchez, Principautés, Villes, Châteaux, Seigneuries, Droits, & Terres stipulés dans l'Alliance du Roi François I. de glorieuse memoire conclue en 1521., le Corps Helvétique refusera tout secours, faveur, assistance & aide, sans respect de qui que ce soit, & de quelque qualité & dignité que puissent être, ou soient ceux qui voudroient requérir ledits secours & assistance.

XXIII. S'il arrivoit que le Roi, M. le Dauphin, ou les Rois leurs Successeurs, & le Corps Helvétique jugeassent pour le bien des Parties, devoir faire la Guerre de concert contre d'autres Puissances, on conviendra de la maniere dont il faudra agir contre l'Ennemi commun; & lors qu'une fois la Guerre sera ouverte, on s'obligera réciproquement de n'entendre à aucune proposition de Paix, Treve, ou Suspension d'Armes, que de concert, en sorte qu'il ne se fasse aucun Traité, qui en soit également agréé par le Roi alors regnant, & par le Corps Helvétique.

XXIV. Les Suisses seront censés Regnicoles, & comme tels seront exempts du Droit d'aubaine dans les Royaumes & Etats de l'obéissance du Roi, en justifiant de leur naissance, & qu'ils seront sortis de leur Pais avec l'agrément de leurs Supérieurs. Ils pourront acquiescer comme les Nationnaux, & s'ils ont quelque Métier ou Profession, ils pourront l'exercer en toute liberté, pourvu qu'ils se soumettent aux réglees établies dans les lieux où ils étoient leurs domiciles. Jouiront aussi de l'exemption du Droit de Traite foraine pour les effets des Successions de ceux de leur Nation décédez en France, pourvu qu'il en ait été fait inventaire par les Juges des lieux; suivant les regles & usages ordinaires, & seront traités en tout comme les propres Sujets de S. Majesté.

Quant

ANNO  
1715.

ANNO  
1715.

Quant aux Suisses qui la servent actuellement dans ses Troupes, à les gages & solde, ils seront exempts de toutes charges, & n'en supporteront d'autres, que celles qui seront attachées à la nature des Biens qu'ils pourront acquérir comme les Nationaux dans les Royaumes & Etats de l'obéissance du Roi, jouissant au surplus de tous les Privilèges & exemptions qui leur ont été accordés par les Rois Prédécesseurs de Sa Majesté, & par Elle, en vertu des Traitez de Paix & d'Alliance. Les mêmes Privilèges & Exemptions sont accordés à ceux de la Nation Suisse, qui auront été dans les Troupes de Sa Majesté à ses gages & solde, pourvu qu'ils y aient servi pendant trois années consécutives, & qu'ils en soient sortis de l'agrément, & par un congé en bonne forme de leurs Supérieurs.

XXV. Les Sujets du Roi pourront aussi succéder en Suisse par Parentés, Testaments, Donations, ou tous autres Actes usitez, & seront protégés par les Magistrats & Juges établis; en sorte qu'ils ne seront soumis à aucun Droit d'aubaine, traite foraine, ou autres pour leurs propres biens: mais pour ce qui est des Biens Suisses, qui leur pourroient échouer par mariages, ou autres Actes usitez dans le Pais, ils y seront maintenus de même que les Suisses, réservés pourtant les Regales & autres Droits usitez.

Les Marchands, Négocians, Messagers, Pelerins, & autres, pourront trafiquer & négocier librement, & sans aucun empêchement en corps & en biens, librement, & à leur volonté, aller, venir, séjourner, & demeurer en Suisse, sans fraude, ni deception, ainsi qu'il est expressément porté dans l'Alliance de 1663. Article XX.

XXVI. Jouiront ceux de la Nation Suisse sur le fait de leur Commerce dans le Royaume, de tous les Privilèges qui leur ont été accordés par les Rois Prédécesseurs de S. M. & par Elle, ainsi qu'ils ont dû jouir en conséquence desdits Traitez; dans lesquels Privilèges S. M. les confirme de nouveau, & veut qu'ils soient confirmés, & maintenus sans aucun trouble ni empêchement. Les Marchands & Négocians de part & d'autre pourront transporter l'Or & l'Argent monnoyé, qu'ils auront reçu pour le prix de leurs Marchandises, pourvu qu'ils en fassent leurs déclarations, & qu'ils prennent les Passesports nécessaires, afin d'éviter les abus.

XXVII. Comme un des principaux fruits d'une Alliance est, de veiller réciproquement au bien, à la gloire, & au repos de l'on Allié; il est convenu de nouveau entre les Parties contractantes, ainsi qu'il est porté dans le VIII. Article de la Paix perpétuelle, & dans le XIV. de l'Alliance de 1663, que de part & d'autre l'on ne souffrira point les Ennemis de son Allié, qu'on ne leur permettra aucun passage, soit en Armes, ou sans Armes, & qu'on ne leur donnera aucune assistance directe ou indirecte; & s'il arrivoit que des Criminels d'Etat, Assassins, & Perturbateurs du repos public, déclarez tels par le Roi à l'égard des leurs, vinssent se réfugier dans le Royaume ou en Suisse, on s'oblige, & on promet de les saisir, ou de se les remettre de bonne foi à la première réquisition, sans qu'il soit permis à celui qui sera requis, d'examiner si le requérant sera bien ou mal fondé; prétexte qu'on veut prévenir, afin que cet Article ne soit jamais mal interprété & éludé.

XXVIII. S'il arrivoit aussi, que des Voleurs se réfussassent en France ou en Suisse avec les choses volées, on les saisira, pour procurer de bonne foi la restitution; & si ces Voleurs étoient Domestiques, on livrera leurs personnes pour être punis sur les lieux où les vols se feront faits.

XXIX. On s'oblige de part & d'autre, en conformité du XIV. Article de l'Alliance de 1663, d'accorder & de laisser un libre passage aux Troupes, Officiers, Soldats, Armes, Equipages, qui iront pour la défense des Etats, Pais, Places, Villes, Châteaux & Seigneuries appartenans à l'une desdites Parties; & même pour le secours & assistance des Alliez & Amis d'une desdites Parties qui pourroit être molestée, & qui auroit besoin du secours & assistance de son Allié & Ami, à condition que dans ces passages il sera observé de payer régulièrement, & de n'apporter aucun dommage aux Peuples & aux lieux par où l'on passera; & pour le maintien d'une bonne Police & Correspondance, il sera établi des Commissaires desdits lieux, qui régleront le prix des denrées: & pourvoient tant à la sûreté des passans,

TOM. VIII. PART. I.

ANNO  
1715.

qu'à celle des Pais & Peuples où la route sera marquée, bien entendu que les Parties seront convenues de la quantité & de la qualité des Troupes, aussi bien que de la route qu'elles devront tenir.

XXX. Comme il arrive que les Particuliers des deux Nations contractent des Sociétés, Obligations & Alliances, par Mariages, Acquisitions ou autrement, & qu'il en peut résulter dans la suite des contestations, procès & litiges, il est convenu que toutes les fois que deux Parties de Nation différente auront quelques difficultés, & qu'elles ne pourront point le terminer à l'amiable, le Demandeur sera tenu de rechercher la Partie par devant les Juges naturels, à moins que les deux Parties ne fussent présentes dans le même lieu, ou que par leurs Accords Sociétés ou Contrats, elles n'eussent convenu des Juges par devant lesquels elles se seroient obligées de discuter les contestations qui pourroient naître dans leurs Sociétés.

Le Roi & le Corps Helvétique s'obligent réciproquement, de faire rendre bonne & brève justice à celui, ou à ceux des deux Nations qui auront recours à S. M. ou au Corps Helvétique.

XXXI. De plus S. M., d'une part & le Corps Helvétique de l'autre, veulent que les Jugemens rendus en dernier ressort par les Juges des Cours Supérieures, ou revêtus de l'autorité suprême, soient exécutés dans les Etats dépendans de S. M. ou du Corps Helvétique, comme s'ils avoient été rendus dans le Pais où le condamné se trouvera après le Jugement; en sorte que si un François, pour frauder les Créanciers ou Créditeurs, se réfugioit en Suisse, il y sera poursuivi & saisi, afin de le nécessiter de satisfaire de bonne foi au Jugement rendu contre lui. La même chose se pratiquera en France à l'égard d'un Suisse.

Pour prévenir toutes les interprétations, qui pourroient affoiblir la teneur du présent Article, on se promet de part & d'autre, de s'en rapporter à la simple déclaration qui sera faite de la part du Souverain qui expliquera la qualité du Jugement rendu, & sur lequel on agira contre le défaillant.

XXXII. Toutes les Pensions, Contrats & Obligations dont on est convenu dans les Traitez, Actes particuliers, & Lettres Annexes, seront continués, & se payeront régulièrement tous les ans, ainsi que de coutume, dans la Ville de Soleure, & en espèces ayant cours en Suisse.

XXXIII. En cette Alliance sont de la part du Roi, de Monseigneur le Dauphin, & des Rois leurs Successeurs, réservés, . . .

Et de la part de nous les Cantons & République & Pais de Vallais sont réservés, le Pape, le St. Siège Apostolique, le Sacré Collège, le St. Empire, la Maison d'Autriche, la Seigneurie de Florence, & la Maison de Medicis; aussi bien que toutes nos Franchises & Libertés, tous Droits de Bourgeoisie & Combourgeoisie entre nous les Cantons, tous nos Alliez & Coalliez, & toutes les anciennes Lettres & Seaux, Contrats, Intelligences, & Confédérations que nous avons entre nous, qui ont été réservés dans l'Alliance de 1663, & qui ne regardent que nous; & s'entend ladite réserve, au cas que quel'un d'entre nous desdites deux Parties voudroit endommager, envahir, ou molester par Guerre lesdits Réservés.

XXXIV. Et si aucuns des Réservés desdites deux Parties vouloient envahir, molester, endommager par Guerre ou autrement, directement, l'une ou l'autre partie dans les Royaumes, Etats, Pais, Duchez, Principautés, Villes, Châteaux, Seigneuries, Droits, Terres, & Sujets, qu'elle tient, possède, & a droit, tiendra, possèdera, & aura Droit, lors l'autre Partie sans égard, & sans considération, donnera aide & secours à la Partie envahie, molestée, ou assaillie, contre les agresseurs, molestant, ou assaillans, quels qu'ils soient, ainsi que dessus est déclaré.

XXXV. Et d'autant que la présente Alliance est la plus ancienne, lesdits Cantons déclarent, qu'elle est & sera toujours purement & expressément réservée & préférée à toutes autres Alliances des autres Princes & Potentats, qui se trouvent postérieures à l'An 1521, depuis lequel tems celle de France a toujours été continuée, quels que soient lesdits Princes & Potentats, & quelque chose qu'il y puisse avoir au contraire. Et sur ce, le très-Excellent & très-Puissant Prince & Seigneur Louis XIV. Roi

LII 2

Très.



ANNO  
1715.

Très-Chrétien de France & de Navarre, Duc de Milan, Comte d'Asti, Seigneur de Gènes, &c.; Et les Cantons & République & Pais de Valais ci-dessus mentionnez, ont accepté, conclu & arrêté cette susdite Alliance, Confédération, Obligation, Intelligence auxiliaire, ont juré & promis, jurent & promettent par la présente, pour eux, & pour leursdits Successeurs, de l'observer & exécuter de parole & d'effet, fermement & inviolablement en tous ses Points & Articles, comme ils sont écrits ci-devant.

En foi dequoy nous l'Ambassadeur du Roi, & les Députés des Cantons & République ci-dessus mentionnez, avons signé le présent Traité, fait double en François & en Allemand, & y avons apoté les caches de nos Armes, après avoir promis que les Ratifications de S. M., & celles desdits Cantons & République seront fournies en bonne & due forme, & échangées respectivement dans l'espace de deux mois, à compter du jour de la signature du susdit Traité, & après être tombé d'accord, que le Roi pourra dans cinq ou six mois, ou plutôt à sa volonté, déclarer ceux qu'il lui plaira de réserver, de sa part, pour être ensuite insérés dans l'Article XX XIII.

Fait à Soleure le 9. Mai 1715.

Signé,

Par le Comte DU LUC, & par 30. Députez.

## CLXXVIII.

AOÛT. *Manifeste du Roi de Prusse où il expose les motifs qui l'ont engagé à se charger du sequestre de la Pomeranie Suédoise, & qui l'obligent à en maintenir les Conditions.* [Lett. Historiques, Août. 1715. pag. 180]

LA Couronne de Prusse s'est fait une Loi inviolable depuis le commencement de la présente Guerre du Nord, de tenir dans tout ce qui y avoit du rapport, une exacte Neutralité, en cultivant, autant qu'il lui seroit possible, une bonne & parfaite intelligence avec toutes les Puissances engagées dans cette Guerre.

Le feu Roi de glorieuse mémoire, de même que le Roi de Prusse qui régnait aujourd'hui, ont religieusement observé cette Loi, particulièrement envers Sa Majesté le Roi de Suède, n'ayant non seulement jamais fait le moindre Pas, dont la Suède eût pu avec raison se plaindre; mais ayant même, pour le bien de la Paix, dissimulé diverses démarches du Roi de Suède, faites à l'occasion de cette Guerre, dont ces Princes auroient pu avec grande raison témoigner du ressentiment, & dont pourtant ils ont été si fort éloignés, qu'ils ont plutôt toujours fait voir une grande disposition & une envie particulière de tirer le Roi de Suède de la malheureuse Guerre, dans laquelle il se trouve enveloppé.

Le Ministre de Suède ne pourra disconvenir de plusieurs ouvertures & offres que Sa Majesté le Roi de Prusse a faites pour cela, tant dans les Conférences tenues avec le Comte de Welling, qu'à Bender même, par l'Express qui y fut envoyé, quoi que le Roi de Suède n'ait jamais voulu y faire aucune attention, ayant au contraire rejeté tout ce qui tendoit au rétablissement de la Paix, qui ne flatoit pas ses vûes, tournées uniquement du côté de la Guerre.

Il est vrai qu'après le malheur arrivé au Général Comte de Steinbock dans le Holstein, où il fut fait Prisonnier avec toute son Armée, il y eut apparence que la Suède commenceroit à en user pour l'avenir avec plus de modération, & fongeroit à redresser ses affaires par des voyes pacifiques.

Efectivement, après un pareil échec, cette Couronne ne pouvoit s'attendre à autre choix, sinon que les Alliez du Nord, étans déjà Maîtres du Duché de Bremen & de Fehrdin, & revenans du Holstein avec une Armée victorieuse, qui marchoit droit vers la Pomeranie Suédoise, s'empareroient facilement de cette Province & de toutes les Places fortes qui y sont, dépourvues, comme elles étoient,

d'Argent, & de toutes les autres choses nécessaires pour une bonne défense, que les Troupes qui s'y trouvoient, auroient le même Sort que le Corps d'Armée du Comte de Steinbock avoit eu en Holstein, & qu'ainsi la Suède se trouveroit tout d'un coup dépourvue de toutes les Provinces qu'elle avoit acquises en Allemagne par la Paix de Westphalie.

Une si fâcheuse situation des Affaires obligea la Suède à prendre le seul Parti qui lui restoit, pour prévenir un pareil malheur, & ce Parti fut, que le Comte de Welling, en vertu du Pouvoir que le Roi son Maître lui avoit donné, fit un Traité avec Son Altesse l'Administrateur de Gottorp, par lequel Traité les Villes de Stettin & de Wismar seroient remises au Roi de Prusse & audit Administrateur en Sequestre, pour les garantir de même que tout le reste de la Pomeranie Suédoise de l'invasion dont elle étoit menacée.

Ce Projet ayant été proposé au Roi de Prusse, de la Cour de Holstein avec de fortes instances, que Sa Majesté voulût bien y donner les mains. Sa Majesté, quoi qu'Elle fût de son propre mouvement assez portée à contribuer de tout son pouvoir au rétablissement de la Paix & de la tranquillité dans ces Quartiers, qu'elle se trouvoit encore engagée à y entrer par les devoirs de ses Charges de Directeur & autres dont Elle se trouve revêtu dans plusieurs Cercles de l'Empire, ne voulut pourtant procéder dans toute cette Affaire qu'avec un plein Contentement des Parties intéressées, & c'est pour cela qu'Elle envoya proposer cet expédient aux Généraux de l'Armée des Puissances ennemies de la Suède, pour avoir leur agrément, lequel ils ne manquèrent pas de donner aussi.

Ainsi Sa Majesté, pour donner à une Affaire si utile au Public, & si avantageuse à la Suède, toute sa perfection, régla les conditions audit Sequestre avec l'Administrateur de Gottorp, par un Traité fait là-dessus avec lui, dont les principaux Articles étoient, que les Villes de Stettin & de Wismar seroient occupées par les Troupes de Prusse & de Holstein, pour être gardées de ces Princes jusqu'à la Paix, sans être auparavant rendus ni à la Suède ni à aucune autre Puissance, & que le Pais porteroit les frais du Sequestre.

Mais lors qu'il fut question d'exécuter cette Convention, & de faire entrer dans Stettin & dans Wismar les Troupes de Prusse & de Holstein, le Général Comte de Meyerfeld Gouverneur de la Pomeranie pour le Roi de Suède, ne voulut en aucune manière y entendre, quoi qu'il en fût instamment prié par le Comte de Welling & par l'Administrateur, ce qui fit que Sa Majesté le Roi de Prusse, qui ne se vouloit en aucune façon mêler dans cette Affaire qu'avec une entière approbation des deux Parties, l'abandonna absolument, & quoi que les Ministres du Duc de Holstein, sans doute sur l'avis & avec approbation du Comte de Welling, eussent fort souhaité, que Sa Majesté se fût jointe avec les Alliez du Nord, & leur eût fourni la grosse Artillerie dont ils avoient besoin, pour attaquer Stettin, & obliger le Comte de Meyerfeld, de donner bon gré malgré les mains au Sequestre en question, Sa Majesté cependant refusa tout à fait cette Proposition, croyant que le Roi de Suède pourroit prendre une démarche de cette nature pour un acte d'hostilité, dont le Roi de Prusse vouloit éviter jusques aux moindres apparences.

Les choses étant en cet état, les Alliez du Nord & particulièrement le Roi de Pologne avec le Czar, reprirent leur premier Projet, de le rendre Maîtres de la Pomeranie Suédoise.

Ils y entrèrent avec leurs Armées, occupèrent l'Île de Rugen, & formèrent le Siège de Stettin, faisant venir de la Saxe & de Stade l'Artillerie nécessaire, que le Roi de Prusse ne leur vouloit pas donner, & de cette manière ils attaquèrent Stettin avec tant de vigueur, qu'en peu de jours cette Forteresse se trouva contrainte de capituler avec le Prince Menzikoff, qui commandoit en Chef à ce Siège.

Alors le Comte de Meyerfeld commençant à comprendre, que l'intérêt du Roi son Maître se trouveroit bien mieux observé par l'acceptation du Sequestre proposé par le Comte de Welling, que par la chute de Stettin entre les mains du Czar & du Roi de Pologne, vâ que la prise de cette Ville entraîneroit infailliblement, non seulement la ruine, mais la perte totale de ce Pais, au lieu que moyennant le

ANNO  
1715.

ANNO  
1715.

le-Seqestre, on éviteroit l'un & l'autre; ce Comte l'accepta enfin aussi, & se joignit à la Maison de Goutorp, pour recommencer toutes les instances imaginables auprès du Roi de Prusse, afin d'engager Sa Majesté à s'en vouloir charger.

Quoi que l'obstacle mis au commencement par le Comte de Meyerfeld, à l'exécution de ce bon dessein, eût obligé le Roi de Prusse à n'y plus penser.

Sa Majesté cependant, voyant le changement de ce Ministre, se laissa persuader d'y rentrer par la considération, que son devoir envers l'Empire le demandoit, qu'Elle profitât de l'heureuse disposition qui se présentoit, à savoir, qu'aussi tôt que Sa Majesté auroit accepté ce Seqestre, les Troupes du Czar & du Roi de Pologne, ne commettraient plus aucun acte d'hostilité dans la Pomeranie Suédoise; qu'elles en fortifioient même entièrement, & abandonneroit avec l'Isle de Rugen tous les Postes dont elles s'étoient emparées, que tous les Troubles qui s'étoient élevés dans le Mecklembourg & dans le Holstein s'apaiseroient, & que l'on parviendrait par la voye du monde la plus aisée, & du parait consentement des deux Parties, au but que Sa Majesté Impériale, l'Empire, & plusieurs Grandes Puissances, avoient jusqu'alors cherché, en faisant travailler, quoi qu'inutilement, à la Neutralité du Nord.

Cependant il s'y rencontre encore deux nouvelles difficultés.

La première étoit; qu'avant que les Armées du Roi de Pologne & du Czar quittaient le País, ces Princes pretendoient une Somme de plus de 800000. Rixdales argent comptant, pour les fraix du Siège de Stettin, & pour abandonner un País si considérable dont ils étoient en possession, & qu'ils avoient conquis par le Droit de la Guerre.

La seconde Prétention étoit, que le Roi de Prusse eût à engager sa Parole Royale, & se faire Garant par un Traité solennel, que tant que la Guerre du Nord dureroit, aucunes Troupes de Suède ne passeroient de la Pomeranie Suédoise ni en Pologne ni en Saxe, & que Sa Majesté n'occuperoit pas seulement Stettin, mais aussi tout le País, depuis l'Oder jusques à la Rivière de Penna, en y comprenant Wolgast, & le seroit garder par ses Troupes jusques à la Paix; afin que si la Suède vouloit tôt ou tard faire passer ses Troupes de la Pomeranie Suédoise en Pologne ou en Saxe, Sa Majesté fut d'autant plus en état & à portée d'opposer son Armée à de semblables dessein.

Le Czar & le Roi de Pologne soutenoient que cette demande devoit être trouvée d'autant plus raisonnable parce qu'ils offroient en même tems, que pour rendre la chose égale des deux côtés, ils ne vouloient non plus envoyer aucunes Troupes dans la Pomeranie Suédoise pendant toute la durée de la Guerre du Nord; mais considérer & traiter cette Province à tous égards comme un País jouissant d'une parfaite Neutralité.

Le Roi de Prusse auroit fort souhaité de se pouvoir dispenser d'entrer dans ces deux Points, & il fit tous les efforts imaginables pour cela; mais n'y ayant pas eu moyen d'en faire départir les Puissances Alliées contre la Suède, il falloit absolument consentir à leur demande, ou bien leur abandonner Stettin, laisser subjuguier toute la Pomeranie Suédoise, & voir perpétuer les Troubles & les Désordres dans l'Empire.

Sa Majesté ayant consulté là-dessus le Ministre de la Maison de Holstein qui se trouva présent à cette Négociation, il fut, par son avis enfin, convenu de donner 400000. Rixdales aux Alliés du Nord, laquelle Somme ne pouvant être si-tôt trouvée autre part, Sa Majesté l'avança généreusement, ayant raison de croire, que le Roi de Suède regretteroit d'autant moins une pareille Somme pour sauver son País, parce que si ce País fut resté entre les mains de ses Ennemis, il en auroient tiré de beaucoup plus gros-fes dans très-peu de tems.

Le Roi de Prusse ne fit aussi aucun scrupule de se rendre Garant envers la Saxe & la Pologne de toute Invasion du côté de la Pomeranie Suédoise, parce que suivant les anciennes & nouvelles Alliances de la Maison, il se trouvoit déjà sans cela obligé de défendre la Saxe & la Pologne contre de semblables hostilités, & que si Sa Majesté n'avoit pas voulu s'engager à cette Garantie, le Seqestre seroit

venu à cesser, la Guerre auroit continué, & toute la Pomeranie Citerieure auroit été immanquablement perdue pour la Suède; ce qui ne laissoit aucun doute à Sa Majesté, que le Roi de Suède n'aimât infiniment mieux se conserver par cette voye une Province considérable, que de la perdre pour se conserver la vaine prétention d'envahir la Saxe & la Pologne, lequel dessein ne pouvoit même avoir aucun effet, après que la Pomeranie seroit enlevée à la Suède.

Ce Seqestre donc, ayant été sous ces conditions établi, & la Ville de Stettin occupée & gardée moitié par les Troupes de Prusse & moitié par celles de Holstein; le Roi de Prusse donna d'abord avis de tout ce qui s'étoit passé là-dessus au Roi de Suède par plusieurs Lettres, & par le Ministre qu'il avoit alors à Berlin, lui témoignant comment Sa Majesté n'y étoit entrée que pour le Service du Roi de Suède, & la conservation de la Ville de Stettin, de même que de toute la Province, déclarant & promettant de la manière du monde la plus solennelle, vouloir restituer cette Ville à Sa Majesté Suédoise incontinent après la Paix du Nord faite, de lui en laisser en attendant tout le Revenu, & d'accepter pour sûreté & accomplissement de ses promesses la Garantie de l'Empereur, celle de l'Empire, de la France, & de tous les autres Garants de la Paix de Westphalie, demandant, que Sa Majesté le Roi de Suède voulût bien déclarer sa pensée à ce sujet, pour savoir si cet expédient, choisi dans une sincère intention de lui rendre service, & de ménager ses Intérêts, lui étoit agréable.

Il est vrai que la première Réponse que l'on eût du Roi de Suède, donna quelque espérance, que Sa Majesté approuveroit ce que le Roi de Prusse avoit fait.

Mais par celles qui vinrent ensuite, & par les représentations faites par les Ministres de la Suède à Vienne & ailleurs on vit clairement, que l'intention de ce Prince étoit toute autre, & que, bien loin de favoriser aucun gré au Roi de Prusse, du grand & important Service qu'il venoit de lui rendre, son véritable dessein étoit, de jeter le Roi de Prusse hors de Stettin, le plutôt qu'il pourroit, sans lui rendre l'Argent qu'il avoit déboursé si utilement pour lui, & même de lui demander satisfaction de ce qu'il s'étoit mêlé de ses Affaires dans son absence.

Sa Majesté le Roi de Prusse étant donc pleinement convaincu, que le Roi de Suède ne vouloit avoir nul égard aux Traitez en question, considérant d'ailleurs l'engagement où Elle avoit été obligée d'entrer avec les Alliés du Nord, & duquel Elle ne pouvoit pas se dédire, à moins de s'attirer leur ressentiment, & peut-être une Guerre ouverte avec eux; Elle jugea, que pour pouvoir maintenir en effet, les choses sur le pied du Seqestre, il seroit nécessaire de fortifier les Troupes qu'elle avoit à Stettin de quelques Bataillons, parce qu'autrement les Bataillons de Holstein dévoulez entièrement à la Suède, & pouvant être soutenus par la Bourgeoisie de la Ville, liée de Serment à cette Couronne, auroient pu se trouver supérieurs aux Troupes de Prusse, & leur joür avec d'autant plus de facilité un mauvais tour, parce qu'ils étoient commandez par un General Suédois, qui avoit avec lui un grand nombre d'Officiers de la même Nation dans la Place.

Cependant Sa Majesté ne prit cette précaution que sous la Protestation expresse, réitérée en plusieurs occasions, que lors que le Roi de Suède voudroit se conformer à l'Accord fait, la Garnison de Stettin seroit incessamment rétablie sur le pied où elle avoit été du commencement, à savoir du nombre égal de Troupes de Prusse & de Holstein.

Les choses demeurèrent dans cet état jusques au tems que le Roi arriva à Strallund, & alors Sa Majesté ayant notifié sa venue d'une manière assez obligeante au Roi de Prusse, Sa Majesté en conçut quelque nouvelle espérance, de trouver occasion pour éclaircir l'Affaire avec le Roi de Suède, & de s'en pouvoir accommoder avec lui d'une manière raisonnable.

Elle voulut bien aussi faire toutes les avances imaginables pour cela; & pour cet effet, Elle ne se contenta pas de faire là-dessus au Baron de Friesendorf, Ministre du Roi de Suède à Berlin, des représentations convenables; mais Elle envoya aussi le Comte de Schlippenbach exprès au Roi de Suède, chargé de Propositions si pleines d'équité & de justice, & même

ANNO  
1715.



ANNO  
1715.

si avantageuses pour les Intérêts de la Suède, qu'il ne pût rester aucun doute à Sa Majesté de la sincère & véritable intention, que le Roi de Prusse avoit de s'acquiescer son amitié, de vivre dans une très-étroite intelligence avec Elle, de vider les différends qui étoient entre Eux, d'une manière raisonnable, & même de contribuer au rétablissement des Affaires délabrées de la Suède, d'une manière très-essentielle.

Toutes ces ouvertures & toutes ces offres cependant ne produisirent aucun effet sur l'esprit du Roi de Suède, jusqu'à ce point qu'il ne daigna pas seulement faire Réponse au Roi de Prusse, donnant plutôt à connoître librement son animosité contre Lui, & l'intention qu'il avoit d'en venir aux mains avec Sa Majesté, aussi-tôt que ses Forces, & l'occasion lui en donneroient les moyens.

Son Altesse le Landgrave de Hesse-Cassel intervint ensuite dans cette Affaire.

Il est vrai que dans les Conférences tenues avec ce Prince, Son Altesse se voulut faire Caution pour la restitution des 400000. Ecus; mais en même tems Elle demanda, que les Troupes de Prusse évacuassent Stettin sur le champ, & que les siennes propres y entraissent à leur place, déclarant en même tems, que quoi que peut-être le Roi de Suède pourroit d'abord laisser la Saxe en repos, il vouloit néanmoins avoir une liberté entière de passer en Pologne, & d'y recommencer la Guerre.

Mais comme ces Déclarations se trouvoient directement contraires au Traité fait pour la délivrance de Stettin, entre Sa Majesté & le Roi de Prusse, & les Puissances du Nord; que les Ministres de Pologne & du Czar, présents à cette entrevue, protestoient hautement contre le changement de la Garnison de Stettin, parce qu'il ne leur donneroit pas une sûreté suffisante contre une Invasion du Roi de Suède, de la Pomeranie en Saxe & en Pologne, il n'y eut pas moyen de sortir d'affaire sur ce pied.

Quelque tems après Sa Majesté Très-Chrétienne fit offrir la Médiation, pour terminer les différends dont il s'agit, & comme le Baron de Friefendorff, Ministre du Roi de Suède, déclara en même tems que le Roi son Maître acceptoit cette Médiation. Sa Majesté le Roi de Prusse, pour montrer son intention sincère de parvenir, de quelque manière que ce fût, à un Accommodement raisonnable avec le Roi de Suède, accepta pareillement cette Médiation, déclarant néanmoins, que comme les démêlés avec la Suède concernoient en plus grande partie la Pomeranie Suédoise, cette acceptation seroit sans préjudice des Droits & de l'Autorité de Sa Majesté Impériale & de l'Empire.

Malgré l'espérance que le Public avoit conçue, que cette Médiation, & le grand égard que la Suède étoit obligée d'avoir pour la France, auroit un bon effet, pour terminer l'Affaire entre les deux Rois, elle n'en a pour tant aucun, plusieurs mois s'étant écoulés, sans que l'on ait appris que le Roi de Suède se fût déclaré à rien envers la France touchant les différends en question; tellement que le Roi de Prusse, toujours recherchant des moyens & des expédients pour sortir d'affaire par des voyes amiables, conformes aux Loix & aux Constitutions de l'Empire, & capables de persuader le Public, & le Roi de Suède même, qu'il ne vouloit profiter en aucune manière de la possession de Stettin, s'offrit de remettre cette Ville avec tout le Sequestre de la Pomeranie Suédoise, entre le Roi de Suède & Sa Majesté Impériale, comme Chef de l'Empire, & qui en décideroit ensuite selon la justice & le bien des Puissances intéressées.

Mais cet expédient ne fut pas non plus du goût du Roi de Suède, parce qu'il n'accoutumoit pas ses vœux pour un nouveau remuement, & pour une nouvelle Guerre dans l'Empire, à laquelle une Garnison Impériale dans Stettin auroit sans doute fait un puissant obstacle; de sorte qu'au lieu d'entrer en Traité sur cette Proposition, ou d'en faire d'autres, par lesquelles on auroit pu s'accorder, le Roi de Suède en demeura toujours à sa première Prétention, à savoir qu'il vouloit que Stettin lui fût rendu incessamment, même sans restitution de l'Argent avancé par le Roi de Prusse, & sans se départir du dessein de passer de la manière qu'il lui plairoit, de la Pomeranie en Saxe & en Pologne, pour y porter la Guerre, & pour attaquer & châtier à

sa volonté ses Ennemis & ses faux Amis, comme il disoit.

Aussi le Roi de Suède n'en demeura pas aux paroles seulement; elles furent accompagnées de toutes sortes de préparatifs pour la Guerre: Les Vaisseaux de Guerre Suédois entrèrent en Mer bien plutôt qu'ils n'ont accoutumé d'y aller; Ils s'approchèrent fort près des Côtes de la Pomeranie; on pressa en Suède le Transport d'un Corps considérable de Troupes pour l'Allemagne, & peut-être pour la Prusse même; on tâcha de disposer le Landgrave de Cassel & plusieurs autres Princes de l'Empire, à donner des Troupes pour renforcer l'Armée du Roi de Suède, & rien au monde ne fut oublié de la part de la Suède, pour faire voir, qu'au lieu de sentir & de reconnoître le grand Service que Sa Majesté le Roi de Prusse lui avoit rendu, en délivrant Stettin & la Pomeranie Suédoise de l'Armée des Alliés du Nord, le Roi de Suède vouloit prendre de ce Bienfait une occasion, de devenir Ennemi du Roi de Prusse, & de lui faire la Guerre le plus vivement & avec le plus de forces qu'il pouvoit.

De tous ces Préparatifs le Roi de Suède passa bien tôt à la Guerre & aux Actes d'hostilité même, par l'attaque de la Ville de Wolgast, Place comprise nommément dans le Sequestre, & gardée par une Garnison Prussienne, qui en fut délogée à force ouverte & avec des violences extraordinaires par les Troupes & par les Ordres du Roi de Suède.

Rien n'eût été plus facile au Roi de Prusse, que de repousser cette Insulte d'une manière dans laquelle les Suédois n'eussent pas trouvé leur compte. Mais Sa Majesté aimant mieux se tenir toujours à des voyes les plus modérées, se contenta d'envoyer seulement un Officier à Stralsund, pour faire représenter au Roi de Suède le tort de cette entreprise, & lui en demander la réparation: & quoi que l'on n'eût aucune Réponse là-dessus, que la Suède témoignât toujours la même dureté, & que l'on eût lieu de perdre toute espérance pour un Accommodement, le Roi de Prusse voulut bien néanmoins, sur les fortes instances qui lui furent faites par la France, ne rien précipiter, mais donner au Roi de Suède tout le tems qu'il lui falloit pour venir à la fin à des sentimens plus modérés, se déclarer, & déclara effectivement, que Sa Majesté le Roi de Suède n'entreprendroit rien contre la Suède devant la mi-Mars, mais que même elle n'entreprendrait, devant ce tems-là, dans aucun engagement qui pût faire de la peine à la Suède, pressupposant que la Suède en useroit de même de son côté envers lui: Le Roi de Prusse n'a pas manqué de satisfaire à cette Promesse; mais il a été impossible au Roi de Suède de différer si long tems l'exécution de ses mauvais dessein contre la Prusse.

Le Roi de Suède recommença même devant la fin du mois d'Avril ses Actes d'hostilité, faisant investir l'Isle d'Usedom par un Corps de Troupes de plusieurs mille hommes. Il se saisit de tous les Forts & Forts que les Troupes de Prusse y occupoient, les fit sortir, les uns de vive force, & les autres en leur coupant les vivres, jusques à ce qu'il fut Maître de toute cette Isle, comprise aussi bien que Wolgast dans le Sequestre, & que les Troupes de Prusse en fussent entièrement délogées.

En même tems le Roi de Suède fit entrer plusieurs Vaisseaux armés dans la Penne & le Haff, il les fit approcher le plus près qu'il pouvoit de Stettin, pour tenir à la Garnison de cette Ville toute communication de ce côté-là, & il parut clairement que toutes ces démarches n'étoient faites, que pour pouvoir passer de l'Isle d'Usedom à celle de Wollin, & s'ouvrir par là un chemin dans la Pomeranie Prussienne, & ensuite dans la Prusse même; le Projet de la Suède ayant été, de débarquer pour cela un Corps de Troupes du côté de Dantzic, de le fortifier par le Partil, sur lequel il comptoit en Pologne, & de rallumer le flambeau de la Guerre, plus fortement que jamais dans ce Pais-là.

Mais heureusement tous ces beaux Projets furent déconcertez, tant par l'avanture arrivée aux Vaisseaux de Guerre Suédois sur les Côtes du Holstein, que par les mesures sages prises à tems par Sa Majesté le Roi de Prusse, pour la conservation de l'Isle de Wollin.

On ne doit pas passer ici sous silence un fait tout singulier qui est, que le jour avant l'attaque de l'Isle d'Ufe-

ANNO  
1715.

ANNO  
1715.

d'Ufedom, le Baron de Friesendorff alors Ministre du Roi de Suède à Berlin, suivant l'Ordre qu'il en avoit reçu de Stralsund, fit déclarer pareillement par le Comte de Rottembourg, Ministre de S. M. T. C. à Sa Majesté le Roi de Prusse, que le Roi de Suède étoit sincèrement & plus que jamais résolu de vivre dans une amitié constante & en bon Voisin avec Sa Majesté, voulant attendre tranquillement le succès de la Négociation, pour vider à l'amiable l'affaire de Stettin, & demeurer en attendant dans une entière inaction ; en sorte que quand même Sa Majesté le Roi de Prusse entreprendroit quelque chose contre lui, il ne feroit aucune résistance ; & que le Roi de Suède, pour faire voir son entière disposition pour la Paix, & son éloignement de tout ce qui sentoit la Guerre, avoit retiré les Canons des Remparts de Stralsund, & contremandé le transport des Troupes qui devoient venir de Suède ; laquelle Déclaration étant ainsi faite dans le même tems que l'on faisoit directement le contraire, & que l'on agissoit offensivement contre le Roi de Prusse, ne sauroit être interprétée, que comme un dessein prémédité, soit de surprendre le Roi de Prusse d'autant plus sûrement ; ou bien d'ajouter la moquerie à l'insulte, pour pousser la modération du Roi de Prusse entièrement à bout.

Enfin, Mr. le Comte de Croissi Ambassadeur de S. M. T. C. chargé exprès de l'Accommodement entre les deux Rois arriva auprès de Sa Majesté le Roi de Prusse. Mais au lieu de recevoir par sa bouche, comme on avoit espéré, une résolution positive & favorable du Roi de Suède, on prit par l'exposé de cet Ambassadeur, que le Roi de Suède persisteroit toujours opiniâtement dans ses premières Demandes, qu'il prétendoit l'entière abolition du Séquestre & la restitution de Stettin dès à présent, & que pour ce qui est de la marche en Saxe & en Pologne, il n'en avoit pas encore relâché non plus, quoi que le Comte de Croissi se fût quelque espérance de l'en faire desister ; ce qui alloit à une nouvelle Négociation, & laquelle la Suède ne cherchoit sans doute, que pour gagner du tems, pour avoir le loisir de fortifier son Parti, & pour pouvoir ensuite faire son coup contre le Roi de Prusse d'autant plus sûrement, & avec d'autant plus d'avantage.

Comme S. M. le Roi de Suède avoit été si inflexible sur tous ces Points, que même malgré les bons Offices & les représentations de la France, il n'avoit pu en être détourné, il falloit bien être persuadé, qu'après cela il ne restoit plus aucun moyen ni aucune apparence au monde de le porter à aucun Accommodement ; que toutes les autres voyes que l'on voudroit tenter pour cela seroient inutiles, & qu'enfin il y falloit renoncer tout à fait ; comme effectivement la France même ne s'est plus mêlée de rien à l'égard de cet Accommodement, depuis que le Comte de Croissi est arrivé à Stralsund ; preuve certaine que ce Ministre a trouvé le Roi de Suède dans un éloignement total de tout ce qui avoit du rapport à la Paix.

Toute cette Affaire s'étant passée dans les circonstances qui viennent d'être rapportées, comme on est prêt de le vérifier toutes les fois qu'il en sera besoin ; Sa Majesté le Roi de Prusse laisse à juger à toute la Terre, si en se chargeant du Séquestre de la Pomeranie Suédoise, Elle a fait la moindre chose qui portât dommage au Public ? & s'il n'est pas vrai au contraire, que ce Séquestre tendant uniquement au rétablissement de la Paix, au maintien de la tranquillité générale, & à éviter la défolation de diverses bonnes & grandes Provinces, est un Ouvrage digne de l'approbation de tout l'Univers.

Sa Majesté laisse à décider aussi à tout homme raisonnable, & aux Amis de la Suède même, si tout ce qu'elle a fait en cela n'étoit pas aussi pour le véritable Intérêt du Roi de Suède, puis que sans ce Séquestre toute la Pomeranie Suédoise eût été inmanquablement perdue pour lui, & ce Prince, d'une telle façon éloigné de l'Empire, qu'il ne lui eût plus été possible de remettre le pied en Pomeranie ? Le Roi de Prusse ayant agi dans toute cette Affaire avec tant de désintéressement, que bien que suivant les Traités, en vertu desquels il fut chargé de ce Séquestre, il ait été en Droit de tirer des Pais Séquestrés l'entretien de ses Troupes qui gardoient

Stettin, & qu'il pût prétendre que la possession de Wismar lui fut cédée aussi, Elle n'a jamais voulu demander ni l'un ni l'autre, uniquement dans la vue de persuader d'autant plus certainement le Public, & le Roi de Suède même, qu'Elle ne vouloir tirer de cette Affaire aucun profit pour son particulier, ni donner au Roi de Suède le moindre soupçon, comme si Elle avoit des vues contraires à ses Intérêts, & qu'Elle vouloit s'ancrer tellement dans ses Etats, qu'il seroit difficile ensuite de l'en faire sortir.

Sa Majesté le Roi de Prusse soumet de même au jugement de toutes les Puissances impartiales de l'Europe, si elle a pu, sans blesser son honneur & sa conscience, sans s'attirer des reproches & mêmes de justes ressentimens des Alliez du Nord, se départir de l'engagement, qu'Elle a pris avec ces Puissances, en se chargeant du Séquestre, & s'il lui étoit permis, qu'en rendant Stettin dès à présent, Elle ouvrit au Roi de Suède le chemin pour porter la Guerre en Pologne & en Saxe ? ou si plutôt Sa Majesté n'étoit pas dans une obligation indispensable de satisfaire à son engagement, afin d'arrêter un dessein si pernicieux ?

Enfin le Roi de Prusse est entièrement persuadé aussi, que personne ne pourra regarder autrement la dureté dont le Roi de Suède s'est servi envers lui, & les Insultes qu'il lui a faites, que comme un commencement de Guerre, dans laquelle ce Prince a bien voulu entrer contre lui ; & que le Roi de Prusse se trouve par là non seulement en Droit, mais même dans une nécessité absolue, d'opposer des remèdes convenables aux violences que le Roi de Suède lui a faites, & se servir, avec l'aide de Dieu, des forces & des moyens que sa Providence lui a mis en main, pour en prévenir les suites.

Sa Majesté, au reste, se rapporte au jugement de Sa Majesté Impériale & de l'Empire, si dans toute cette Affaire Elle n'a pas procédé selon les Constitutions de l'Empire, & particulièrement selon les Statuts faits pour le maintien de la Paix publique, observant très-religieusement en tout cela les Devoirs auxquels ses Fonctions de Directeur des Cercles de la Basse Saxe & de la Westphalie, les Droits & les Prérogatives qu'Elle a dans la Direction de la Haute Saxe, & les Réquisitions qui lui en ont été faites par Sa Majesté Impériale, l'obligeoient, ayant par le Séquestre en question, & suivant le Plan fait par l'Empereur & l'Empire pour la Neutralité du Nord, entièrement apaisé les Troubles que la Suède y avoit fait naître par la Marche du Corps de Craßau, de Pologne en Pomeranie, d'une telle manière, qu'il n'auroit dépendu que du Roi de Suède, que tout l'Empire n'eût plus senti la moindre atteinte de la Guerre du Nord, tant qu'elle dureroit, si ce Prince n'avoit mieux aimé par une ardeur désespérée de faire la Guerre, & de ne la finir jamais, renverser entièrement un Projet si salutaire, & jeter ses Etats & tout son Voisinage, de gaieté de cœur, dans une nouvelle & triste défolation, préférant une route si fâcheuse, au chemin aisé & naturel que Sa Majesté Impériale lui offroit, de se tirer d'affaire par les Conférences de Brunswick, auxquelles on l'avoit invité plusieurs fois, sans qu'il y voulut jamais avoir égard, ni entendre parler d'aucune proposition de Paix & de réconciliation avec ses Ennemis, & d'où il s'ensuit nécessairement, que pour arrêter les funestes suites des Desseins du Roi de Suède, il ne restoit point d'autre Parti au Roi de Prusse, pour satisfaire à ses obligations ci-dessus alléguées, que celui qu'il vient de prendre, & que les Loix de l'Empire lui prescrivent, à savoir, de se joindre à Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne, comme son Con-Directeur dans le Cercle de la Basse-Saxe, au Cercle de la Westphalie & aux Etats de la Haute-Saxe, & d'agir de concert avec eux, pour opposer ses Armes aux entreprises du Roi de Suède, pour réprimer en même tems celles des Princes de l'Empire qui le voudroient seconder dans ces mauvais Desseins, & pour rétablir dans l'Empire un calme & un repos stable & constant contre l'esprit turbulent & dangereux de la Suède.

Sa Majesté proteste aussi devant Dieu & devant les hommes, que c'est là l'unique raison qui l'a obligé de se mettre à la tête de son Armée, & dont Elle ne se servira que pour parvenir à ce but, sans en passer jamais les bornes, donnant plutôt sa Parole Royale,

ANNO  
1715.



ANNO  
1715.

de vouloir mettre les Armes bas aussi tôt qu'Elle aura satisfait à ce que ses devoirs envers l'Empire, & l'engagement de ses Traitez demandent, se soumettant au reste, pour l'entière décision de cette Affaire, de même que pour la satisfaction qu'Elle aura à prétendre du Roi de Suède, & pour la sûreté qu'il lui faudra pour l'avenir contre les entreprises de ce Prince, après Dieu, au résultat des Conférences de Brunswick, ou telles autres que Sa Majesté Impériale trouvera bon de proposer pour cet effet.

## CLXXIX.

2. Sept. *Arrest du Parlement de Paris par lequel la Régence du Royaume est dévolue au seul Duc d'ORLEANS, le Duc de BOURBON étant déclaré Chef du Conseil, &c. Le Lundi 2. Septembre 1715. [Feuille volante imprimée à Paris au Mois de Septembre 1715. in 4]*

*Extrait des Registres du Parlement, du Lundi 2. Septembre 1715.*

C E jour, la Cour, toutes les Chambres assemblées où étoient les Princes du Sang & les Pairs ci-dessus nommez, après qu'ouverture a été faite du Testament du feu Roi, déposé au Greffe de la Cour, suivant son Edit du mois d'Août 1714., & l'Arrêt du 29. dudit mois d'Août, ensemble des Codicilles des 13. d'Avril & 23. Août dernier, apportez par Monsieur le Duc d'Orléans, & où les Gens du Roi, en leurs Conclusions, la matière mise en délibération, a déclaré & déclare Mr. le Duc d'Orléans Régent en France, pour avoir, en ladite qualité, l'Administration des affaires du Royaume pendant la Minorité du Roi. Ordonne que le Duc de Bourbon sera des à présent Chef du Conseil de la Régence, sous l'autorité de Mr. le Duc d'Orléans, & y présidera en son absence: Que les Princes du Sang Royal auront aussi entrée audit Conseil lors qu'ils auront atteint l'âge de 23. ans accomplis. Et après la déclaration faite par M. le Duc d'Orléans, qu'il entend se conformer à la pluralité des suffrages dudit Conseil de la Régence dans toutes les affaires, à l'exception des Charges, Emplois, Bénéfices, & Graces qu'il pourra accorder à qui bon lui semblera, après avoir consulté le Conseil de Régence, sans être néanmoins assujetti à suivre la pluralité des voix à cet égard; ordonne qu'il pourra former le Conseil de Régence, même tels Conseils inférieurs qu'il jugera à propos, & y admettre les Personnes qu'il en estimera les plus dignes: le tout suivant le Projet que Mr. le Duc d'Orléans a déclaré qu'il communiquera à la Cour. Que le Duc du Maine sera Sur-Intendant de l'Education du Roi: l'Autorité entière & commandement sur les Troupes de la Maison dudit Seigneur Roi, même sur celles qui sont employées à la Garde de la Personne, demeurant à Mr. le Duc d'Orléans, & sans aucune supériorité du Duc du Maine sur le Duc de Bourbon, Grand - Maître de la Maison du Roi. Que des Duplicata & des Copies collationnées du présent Arrêt, seront envoyées aux Bailliages & Sénéchaussées du Ressort, pour y être lûes, registrées; & enjoint aux Substituts du Procureur - General d'y tenir la main, & d'en certifier la Cour dans un Mois &c.

15. Sept. *Declaration de Louis XV. Roi de France, pour l'Etablissement des divers Conseils, où les Affaires d'Etat devront estre portées, & réglées pendant sa Minorité. A Vincennes le 15. de Septembre 1715. [Feuille volante, imprimée à Paris au Mois de Septembre 1715.]*

L OUIS, &c. A tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Le feu Roi de glorieux Mémoire, notre très honoré Seigneur & Bisayeul, pouvoit, par ses qualitez personnelles & ses vertus éminentes, suffire seul au Gouvernement de son Royaume: La droiture de son cœur, l'élevation de son esprit, l'étendue de ses lumières, augmentées & soutenues par une longue experien-

ce, lui rendoient tout facile dans l'exercice de la Royauté; mais la foiblesse de notre âge demande de plus grands secours, & quoi que Nous puissions trouver tous ceux dont Nous avons besoin dans la Personne de notre très-cher Oncle le Duc d'Orléans, Régent de notre Royaume, sa modestie lui a fait croire, que pour soutenir le poids d'une Régence qui lui a été si justement dévolue, il devoit proposer d'abord l'établissement de plusieurs Conseils particuliers, où les principales matieres qui méritent l'attention directe & immédiate du Souverain, seroient discutées & réglées, pour recevoir ensuite une dernière décision dans un Conseil général, qui ayant pour objet toute l'étendue du Gouvernement, seroit en état de réunir & de concilier les vûes différentes des Conseils particuliers. Cette forme de Gouvernement a paru d'autant plus convenable à notre très-cher Oncle le Duc d'Orléans, Régent du Royaume, qu'il sait que le Plan en avoit déjà été tracé par notre très-honoré Pere, dont Nous aurons au moins la satisfaction de suivre les vûes, si le Ciel Nous a prîvez de l'avantage d'être formez par ses grands exemples. Il étoit persuadé que toute l'autorité de chaque Partie du Ministère étant réunie dans la personne d'un seul, devoit souvent un fardeau trop pesant pour celui qui en étoit chargé, & pouvoit être dangereuse auprès d'un Prince qui n'auroit pas la même supériorité de lumières que le Roi notre Bisayeul; que la vérité parvenoit si difficilement aux oreilles d'un Prince, qu'il étoit nécessaire que plusieurs personnes fussent également à portée de la lui faire entendre, & que si l'on n'interféroit au Gouvernement un certain nombre d'hommes aussi fideles qu'éclairés, il seroit presque impossible de trouver toujours des Sujets formez & instruits, qui fussent moins regretter la perte des personnes conformées dans la Science du Gouvernement, & qui fussent même en état de les remplacer. Nous ferons donc au moins revivre l'esprit de notre très-honoré Pere, en établissant des Conseils si avantageux au bien de nos Etats, & Nous nous y portons d'autant plus volontiers, que cet établissement ne peut être suspect par sa nouveauté, puisque Nous ne ferons que suivre l'exemple de ce qui s'observe avec succès dans d'autres Royaumes, & qui s'est observé dans le notre même, pendant le Regne de plusieurs des Rois nos Prédécesseurs. Le derangement que vingt cinq années de guerre & plusieurs autres calamitez publiques ont causé dans les affaires de cette Monarchie, le désir ardent que la qualité de Roi Nous inspire de remettre toutes choses dans leur ordre naturel, & de rétablir la confiance & la tranquillité publique, sont encore de nouvelles raisons qui appuyent la sagesse des conseils que notre très-cher Oncle le Duc d'Orléans Nous a donné sur ce sujet. Nous savons d'ailleurs, que chargé du Gouvernement de l'Etat jusqu'à notre majorité, tous ses vœux ne tendent qu'à Nous le remettre tranquille & florissant, & à y parvenir par des voyes qui monteront à tous nos Sujets, qu'il ne cherche qu'à connoître & à employer le mérite & la vertu; qu'il veut que les bons Sujets de toutes conditions, & sur tout ceux de la plus haute naissance, donnent aux autres l'exemple de travailler continuellement pour le bien de la Patrie, que toutes les affaires soient réglées plutôt par un concert unanime, que par la voye de l'autorité, & que la Paix fidèlement entretenue au dehors avec nos voisins, regne en même tems au dedans par l'union de tous les Ordres du Royaume. A ces causes, de l'avis de notre très-cher & très-ami Oncle le Duc d'Orléans Régent, de notre très-cher & très-ami Oncle le Duc de Bourbon, de notre très-cher & très-ami Oncle le Duc du Maine, de notre très-cher & très-ami Oncle le Comte de Toulouse, & autres grands & notables Personnages de notre Royaume, & de notre certaine science, pleine puissance & autorité Royale, Nous avons dit & déclaré, & par ces Présentes signées de notre main, disons, déclarons, voulons & Nous plaist.

## PREMIEREMENT,

Qu'outre le Conseil general de Régence, il en soit établi six autres particuliers, qui seront composés chacun d'un Président & d'un nombre convenable de Conseillers & de Secretaires, selon la nature des affaires, dont chaque Conseil sera chargé,

ANNO  
1715.

ANNO 1715. gé, savoir, le Conseil de Conscience, où l'on traitera des affaires Ecclesiastiques, le Conseil des affaires Etrangères, le Conseil de Guerre & de tout ce qui y a rapport, le Conseil de Finance, le Conseil de Marine & de tout ce qui en dépend, le Conseil des affaires du dedans du Royaume, qui étoient ci-devant portées au Conseil des Dépêches; le tout sans rien innover à l'égard du Conseil privé, même des Directions pour ce qui regarde les affaires contentieuses des Finances, lesquelles se tiendront ainsi que par le passé, sauf à y être apporté dans la suite tel Règlement qu'il apartiendra; comme aussi sans que les affaires, dont la connoissance appartient à nos Cours & autres Tribunaux & Juridictions de notre Royaume, puissent être portées dans ledits Conseils.

II. Et attendu que le Commerce à presque un égal rapport avec les Finances & la Marine, il fera fait choix de quelques-uns des Membres de ces deux Conseils, pour y travailler avec les Députés des Villes du Royaume, qui ont eu entrée jusqu'à présent dans le Conseil de Commerce; & en cas que l'amière soit importante, les Conseils de Finances & de Marine se réuniront pour la discuter conjointement.

III. Ceux qui seront choisis pour entrer dans ces différents Conseils, seront tenus de s'assembler incessamment, dans le lieu qui sera destiné à tenir chaque Conseil, pour dresser un projet de Règlement sur la forme qui y sera observée par rapport à l'ordre & à la distribution des affaires, au tems & à la manière de les traiter, à la réduction qui sera faite des Délibérations & aux Registres qui en seront tenus; & ce projet sera porté au Conseil de Régence, pour y être autorisé & confirmé ainsi qu'il sera jugé à propos.

IV. Toutes les matières qui auront été réglées dans les Conseils particuliers, seront ensuite portées au Conseil general de Régence, pour y être pourvu par notre très-cher Oncle le Duc d'Orléans, Régent du Royaume, suivant la pluralité des suffrages, si ce n'est qu'il y ait égalité d'avis, auquel cas celui du Régent prevaudra; & sera décisif; & néanmoins en ce qui concerne les Charges & Emplois, les nominations & collations des Benefices, les Gratifications, Pensions, Graces & Remissions, notre très-cher Oncle le Duc d'Orléans Régent du Royaume, pourra en disposer ainsi qu'il jugera le plus à propos; après avoir consulté le Conseil general de Régence, sans être assujéti à suivre la pluralité des voix à cet égard; le tout conformément à l'Arrêt rendu le 2. du present mois, par notre Cour de Parlement, & dont Nous avons ordonné l'exécution dans notre Lit de Justice, du 12. dudit present mois de Septembre.

V. Le Président de chaque Conseil particulier aura séance & voix délibérative au Conseil general de Régence, pour les affaires qui regarderont le Conseil dont il sera Président; & fera le rapport des résolutions qui y auront été prises; & s'il est jugé nécessaire en certains cas d'y appeler encore quelques-uns des Conseillers dudit Conseil, soit pour faire le rapport des affaires dont le Président n'aura pu se charger, ou pour d'autres raisons; ceux qui y entreront alors, auront pareillement voix délibérative dans le Conseil general de Régence.

VI. Dans les affaires importantes notre très-cher Oncle le Duc d'Orléans, Régent du Royaume, appellera audit Conseil general, quand il estimera le devoir faire, tous les Présidents des Conseils particuliers, même tels des Conseillers dedit Conseil qu'il jugera à propos d'y joindre.

VII. Il commettra un des Conseillers du Conseil general, pour recevoir deux fois la semaine, à l'issue dudit Conseil, avec deux des Maîtres des Requestes de notre Hôtel, qui seront actuellement de service en notre Conseil, tous les Placets qui seront portés dans une des Salles du Palais, où Nous serons notre demeure; & seront ledits Placets remis entre les mains dedit Maîtres des Requestes pour en faire l'extrait, dont ledit Conseiller rendra compte en leur présence, à notre très-cher Oncle le Duc d'Orléans, Régent du Royaume, qui les renverra ensuite aux Présidents des Conseils ou aux Officiers des Compagnies, ou autres que chaque Placet pourra regarder.

VIII. Et pour ce qui concerne les Règlements généraux, qui pourront être à faire pour l'Adminis-

TOM. VIII. PART. I.

tration de la Justice dans notre Royaume, voulons qu'il y soit procédé par notre très-cher & real Chancelier de France, avec tels des Chefs & Présidents des premières Compagnies, Officiers du Parquet & autres Magistrats, que Nous jugerons à propos de choisir, & auxquels Nous donnerons les ordres nécessaires à cet effet; Nous réservant de les appeler même à nos Conseils avec voix délibérative, lors que leur présence y pourra être nécessaire pour notre service & le bien de notre Royaume, sans les détourner de leurs fonctions ordinaires.

IX. Voulons aussi que les affaires de nature à être portées audit Conseil, dans lesquels notre Domaine ou les Droits de notre Couronne pourroient être intéressés, soient communiqués à nos Avocats & Procureurs Generaux en notre Cour de Parlement à Paris, où ils pourroient même être entendus, quand ils croiroient devoir le demander, avant que ledites affaires y soient réglées. Si donnons en Mandement, &c. Donné à Vincennes le 15. jour du mois de Septembre, l'an de grace 1715, & de notre Règne le 1<sup>r</sup>.

Signé,

LOUIS.

Et plus-bas.

Par le Roy,

LE DUC D'ORLEANS,  
Régent.

présent, PHÉLYPEAUX.

Declaration de LOUIS XV. Roi de France, re-tablissant le Parlement de Paris dans la Liberté de lui faire ses Remontrances sur les Edits qui lui seront envoyés, avant d'être obligé de les en-registrer. Donnée à Vincennes le 15. Septembre 1715. [Feuille volante imprimée à Paris, aux Mois de Septemb, 1715.]

LOUIS, &c. A tous ceux, qui ces presentes Lettres verront; Salut. La fidelité, le zèle & la soumission avec lesquels notre Cour de Parlement a toujours servi le Roi notre très-honoré Seigneur & Bileyeul, Nous engageant à lui donner des marques de notre confiance, & sur tout dans un tems où les avis d'une Compagnie aussi sage qu'éclairée, peuvent Nous être d'une si grande utilité, Nous avons crû ne pouvoir rien faire de plus honorable pour elle & de plus avantageux pour notre service même, que de lui permettre de Nous représenter ce qu'elle jugera à propos, avant que d'être obligée de proceder à l'enregistrement des Edits & Déclarations que Nous lui adresserons, & Nous sommes persuadés qu'elle usera avec tant de sagesse & de circonspection de l'ancienne liberté dans laquelle Nous la retablissions, que ses avis ne tendront jamais qu'au bien de notre Etat, & mériteront toujours d'être confirmés par notre autorité. A ces Causes. de l'avis de notre très-cher & très-ami Oncle le Duc d'Orléans, Régent, de notre très-cher & très-ami Oncle le Duc de Bourbon, de notre très-cher & très-ami Oncle le Duc du Maine, de notre très-cher & très-ami Oncle le Comte de Toulouse, & autres grands & notables Personnages de notre Royaume, & de notre certaine science, pleine puissance & autorité Royale, Nous avons dit & déclaré; & par ces presentes, signées de notre main, disons, déclarons, voulons & Nous plait, que lors que Nous adresserons à notre Cour de Parlement des Ordonnances, Edits, Déclarations & Lettres Patentes, émanées de notre seule autorité & propre mouvement, pour les faire enregistrer, notre dite Cour, avant que d'y proceder, puisse Nous représenter ce qu'elle jugera à propos pour le bien public de notre Royaume, & ce dans la huitaine au

Mmm

plus



ANNO plus tard du jour de la délibération qui en aura été prise, sinon & à faute de ce faire dans ledit tems, il y sera par Nous pourvu ainsi qu'il appartiendra, dérogeant à cet égard à toutes Ordonnances, Edits & Déclarations à ce contraires. Si donnons en Mandement, &c. Donné à Vincennes le 15. jour du mois de Septembre, l'an de grace 1715., & de notre Règne le premier.

1715.

Signé,

LOUIS.

Et plus bas,

Par le Roy,

LE DUC D'ORLEANS,  
Regent.

présent, PHELYPEAUX.

*Déclaration Louis XV. Roi de France retablisant la Cour des Aides dans la Liberté de lui faire ses Représentations, sur les Edits & Déclarations qui lui seront envoyées, avant d'être obligée de les enregistrer. Donnée à Vincennes le 15. Septembre 1715. [Feuille volante imprimée à Paris au Mois de Septembre 1715.]*

LOUIS, &c. La fidélité, le zèle, & la soumission que notre Cour des Aides de Paris a témoigné dans tous les tems au Roi notre très-honorable Seigneur & Bis-Ayeul, & que Nous sommes persuadés qu'Elle Nous continuera toujours pour notre Service, Nous engageant à lui donner des marques publiques de notre Confiance : l'utilité que Nous espérons tirer de ses Avis, sur tout pendant notre Minorité, Nous déterminent à lui permettre de Nous représenter ce qu'elle jugera à propos, avant d'être obligée de procéder à l'enregistrement des Edits & Déclarations que Nous lui adressons, & Nous sommes persuadés qu'elle usera de cette liberté avec tant de sagesse & de circonspection, que Nous aurons lieu d'en être pleinement satisfaits. A ces Causes, de l'Avis de notre très-cher & très-ami Oncle le Duc d'Orléans Régent, &c. Nous avons dit & déclaré, & par ces Présentes, signées de notre main, disons, déclarons, voulons & Nous plaît, que lors que Nous adresserons à notre Cour des Aides de Paris des Ordonnances, Edits, Déclarations, & Lettres Patentes émanées de notre seule Autorité & propre mouvement avec nos Lettres de Cachet portant nos Ordres pour les faire enregistrer, notre dite Cour, avant que d'y procéder, puisse Nous représenter ce qu'elle jugera à propos pour le bien public de notre Royaume, & ce dans la huitaine au plus tard, du jour de la délibération qui en aura été prise, sinon & à faute de ce faire dans ledit tems, il y sera par Nous pourvu ainsi qu'il appartiendra, dérogeant à cet égard à toutes Ordonnances, Edits & Déclarations à ce contraires. Si donnons en Mandement à nos amcz & feaux Conseillers les Gens tenans notre Cour des Aides à Paris, &c. Donné à Vincennes le 15. de Septembre, l'An de grace 1715. & de notre Règne le Premier.

Signé,

LOUIS:

Et plus bas,

Par le Roy,

LE DUC D'ORLEANS,  
Regent.

présent, PHELYPEAUX.

CLXXX.

ANNO

1715.

15. Nov.

*Traité entre CHARLES VI. Empereur des Romains & Roi Catholique des Espagnes d'une part, GEORGE Roi de la Grande-Bretagne, & les Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des Pais-Bas, d'autre part, pour la Restitution, à Sa Majesté Imperiale & Catholique, de tout le Pais-Bas Espagnol, sous la réserve d'une forte & solide Barrière aux mêmes Pais-Bas en faveur de Leurs Hautes Puissances, comme aussi du payement annuel de diverses grosses Sommes, tant pour l'entretien de ladite Barrière, que pour le remboursement de celles qui leur étoient dues auparavant. Fait à Anvers le 15. Novembre 1715. Avec L'ARTICLE SEPARÉ au sujet des Hypothèques en date du même jour. Les FORMULAIRES des Serments qui se devront prêter par les Gouverneurs des Places, les PLEINS-POUVOIRS & les RATIFICATIONS. [Tiré des Archives de la Chancellerie de la Cour Imperiale.]*

COMME il a plu au Tout-Puissant de rendre depuis quelque tems la Paix à l'Europe; & que rien n'est plus désirable, & nécessaire, que de retabli, & assurer par tout, autant que se peut, la seureté, & la tranquillité commune, & publique, & que les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies se sont engagés de remettre les Pays-bas à Sa Majesté Imperiale, & Catholique Charles VI. selon qu'il a été stipulé, & arrêté par le Traité fait à la Haye le sept de Septembre mille sept cens & un, entre Sa Majesté Imperiale Leopold de Glorieuse memoire, Sa Majesté Britannique Guillaume III. aussi de Glorieuse memoire & ledits Etats Generaux, que ledites Puissances conviendroient ensemble sur ce qui regarderoit leurs intérêts reciproques, particulièrement par rapport à la maniere, dont on pourroit établir la seureté des Pays-bas pour servir de Barrière à la Grande-Bretagne, & aux Provinces-Unies; & par rapport au Commerce des Habitans dedit Pais-bas, de la Grande-Bretagne, & de ceux des Provinces-Unies: & qu'à présent Sa Majesté Imperiale, & Catholique Charles VI. à qui ledits Pais-bas seront remis par ce présent Traité; Sa Majesté Britannique George, tous deux aujourd'hui Regnans, & tous deux Heritiers & Successeurs legitimes dedit Empereur, & Rois, & les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies, agissant en cela par les mêmes Principes d'Amitié, & dans la même intention de procurer, & d'établir ladite Seureté mutuelle & d'affermir de plus en plus une étroite Union; ont nommé, commis, & établi pour cette fin pour Leurs Ministres Plenipotentiaires savoir Sa Majesté Imperiale & Catholique, le Sieur Joseph Lothaire Comte de Königsegg Son Chambellan, Conseiller de Guerre, & Lieutenant General de ses Armées: Sa Majesté Britannique le Sieur Guillaume Cadogan, Ecuyer, Son Envoyé Extraordinaire auprès de Leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies, Député au Parlement de la Grande-Bretagne, Maître de la Garderobe, Lieutenant General de ses Armées & Colonel du second Regiment de ses Gardes: Et les Etats Generaux, les Sieurs Bruno vander Duffen ancien Bourguemaître, Sénateur, & Conseiller Pensionnaire de la Ville de Gouda, Assesseur au Conseil des Heemraders de Schieland, Dykgraaf du Crinpenwaerde, Adolph Henry Comte de Rechteren Seigneur d'Almeido, & de Vriesveen &c. Président des Seigneurs Etats de la Province d'Overyssel, Drossard du Quartier de Zalland. Scato de Gokinga, Sénateur de la Ville de Groningue: & Adrien de Borstelle Seigneur de Geldermalsen &c. Sénateur de la Ville de Flissingue: Les trois premiers, Députés à l'Assemblée des Seigneurs Etats Generaux de la part des Provinces d'Hollande, & Westfrieze, d'Overyssel, & de Groningue, & Omelanden: & le quatrieme Député au Conseil d'Etat des Provinces-Unies.

Les-

ANNO 1715. Lesquels états assemblés dans la Ville d'Anvers, qui d'un commun consentement avoit été nommée pour le lieu du Congrès ; & ayans échangés leurs Plein-pouvoirs, dont les Copies sont insérées à la fin de ce Traité, après plusieurs Conférences sont convenus pour, & au Nom de Sa Majesté Impériale & Catholique, de Sa Majesté Britannique, & des Seigneurs Etats Généraux, de la manière comme il s'ensuit.

I. Les Etats Généraux des Provinces-Unies remettront à Sa Majesté Impériale & Catholique, en vertu de la Grande Alliance de l'Année mille sept cens & Un, & des engagements dans lesquels Ils sont entrés du depuis, immédiatement après l'échange des Ratifications du présent Traité, toutes les Provinces, & Villes des Pais-bas, & dependances, tant celles qui ont été possédées par le feu Roy d'Espagne Charles II. de Glorieuse mémoire ; que celles qui viennent d'être cédées par feu Sa Majesté le Roy Très-Christien aussi de glor. mémoire ; lesquelles Provinces, & Villes ensemble, tant celles qu'on remettra par ce présent Traité, que celles qui ont déjà été remises, ne seront désormais, & ne composeront en tout, ou en partie, qu'un seul, & indivisible, inalienable, & incommutable Domaine, qui sera insepable des Etats de la Maison d'Autriche en Allemagne, pour en jouir Sa Majesté Impériale & Catholique, ses Successeurs & Héritiers en pleine irrevocable Souveraineté & propriété, Sçavoir à l'égard des premières Provinces, comme en a joui, ou dû jouir le feu Roy Charles II. de glor. mem. conformément au Traité de Ryfwick ; & à l'égard des autres Provinces, de la manière, & aux conditions, qu'elles ont été cédées, & remises auxdits Seigneurs Etats Généraux par le feu Roy Très-Christien de glor. mem. en faveur de la Très-Auguste Maison d'Autriche, & sans autres Charges ou Hypotecations continuées de la part des Etats Généraux, & à leur profit.

II. Sa Majesté Impériale, & Catholique promet & s'engage, qu'aucune Province, Ville, Places, Forteresse, ou Territoire desdits Pais-bas ne pourra être cédé, transféré, donné, ou échoir à la Couronne de France, ni à aucun Prince ou Princefse de la Maison, & Lignée de France, ni à autre, qui ne sera pas Successeur, Héritier & Possesseur des Etats de la Maison d'Autriche en Allemagne, soit par Donation, vente, échange, Contrat de Mariage, Herédité, Succession testamentaire, ou ab intestato, ni sous quelque autre titre, ou pretexte, que ce puisse être, de sorte qu'aucune Province, Ville, Place, Forteresse ni Territoire desdits Pais-bas, ne pourra jamais être soumis à aucun autre Prince, qu'aux seuls Successeurs desdits Etats de la Maison d'Autriche, à la réserve de ce qui déjà a été cédé au Roy de Prusse, & de ce qui sera cédé par le présent Traité auxdits Seigneurs Etats Généraux.

III. Comme la sécurité des Pais-Bas Autrichiens dependra principalement du nombre des Troupes, qu'on pourra avoir dans lesdits Pais, & dans les Places, qui formeront la Barrière, qui a été promise aux Seigneurs Etats Généraux par la Grande-Alliance : Sa Majesté Impériale & Catholique, & leurs Hautes Puissances font convenus, d'y entretenir ; chacun à leurs propres fraix, toujours un Corps de trente à trente cinq mille Hommes, desquels Sa Majesté Impériale & Catholique donnera trois cinquièmes & les Etats Généraux deux cinquièmes : bien entendu que si Sa Majesté Impériale & Catholique diminue son contingent, il sera au pouvoir desdits Etats Généraux de diminuer le leur à proportion ; & lorsqu'il y aura apparence de Guerre, ou d'Attaque, on augmentera ledit Corps, jusques à quarante mille hommes suivant la même proportion ; & en cas de Guerre effective, on conviendra ultérieurement des Forces, qui se trouveront nécessaires. La repartition desdites Troupes en tems de Paix, pour autant qu'elle concerne les Places commises à la garde des Troupes de leurs Hautes Puissances sera faite par Elles seules ; & la repartition du reste par le Gouverneur des Pais-Bas, en se donnant part réciproquement des dispositions, qu'ils auront fait.

IV. Sa Majesté Impériale & Catholique accorde aux Etats Généraux Garnison privative de leurs Troupes dans les Villes & Châteaux de Namur &

Tournay, & dans les Villes de Menin, Furnes, Warneton, Ypres, & le Fort de Knokke & s'engagent les Etats Généraux de ne pas employer dans lesdites Places des Troupes, qui bien qu'à leur Solde pourroient être d'un Prince, ou d'une Nation, qui soit en Guerre, ou suspecte d'être dans des engagements contraires aux intérêts de Sa Majesté Impériale & Catholique.

V. On est convenu qu'il y aura dans la Ville de Dendremonde Garnison commune, qui sera composée pour le présent d'un Bataillon des Troupes Impériales, & d'un Bataillon de celles des Etats Généraux ; & que si dans la suite il pourroit être nécessaire d'augmenter ladite Garnison ; cette augmentation se fera également des Troupes de part & d'autre, & de commun concert.

Le Gouverneur, sera mis de la part de Sa Majesté Impériale, & Catholique ; lequel aussi bien que les Subalternes prêteront Serment aux Etats Généraux de ne jamais rien faire, ny permettre dans ladite Ville, qui puisse être préjudiciable à leur service par rapport à la conservation de la Ville & de la Garnison ; & il sera obligé par ledit Serment de donner libre passage à leurs Troupes, toutes, & quantes fois qu'ils le souhaiteront ; pourvu qu'il en soit requis préalablement, & que ce ne soit, que pour un nombre modique à la fois. Le tout selon le Formulaire, dont on est convenu, & qui sera inséré à la fin de ce Traité.

VI. Sa Majesté Impériale & Catholique consent aussi, que dans les Places ci-dessus accordées aux Etats Généraux, pour y tenir leurs Garnisons privatives, ils y puissent mettre tels Gouverneurs, Commandants, & autres Officiers, qui composent l'Etat Major, qu'ils jugeront à propos, à condition, qu'ils ne seront pas à charge de Sa Majesté Impériale & Catholique, ni aux Villes, & Provinces, si ce n'est pour le Logement convenable, & les émolumens provenant des Fortifications ; & que ce ne soient pas des Personnes, qui pourroient être desagréables, ou suspectes à ladite Majesté pour des raisons particulières à alléguer.

VII. Lesquels Gouverneurs, Commandans, & Officiers feront entièrement, & privativement dependans & soumis aux seuls Ordres, & à la seule Judicature des Etats Généraux, pour tout ce qui regarde la Defense, Garde, Sécurité & toute autre affaire militaire de leurs Places. Mais seront obligés lesdits Gouverneurs, aussi bien que leurs Subalternes à prêter Serment à Sa Majesté Impériale & Catholique de garder lesdites Places fidèlement à la Souveraineté de la Maison d'Autriche & de ne se point ingérer dans aucune autre affaire, selon le Formulaire, dont on est convenu, & qui est inséré à la fin de ce Traité.

VIII. Les Généraux se rendront réciproquement, tant dans les Villes, où il y aura Garnison de Sa Majesté Impériale & Catholique, que dans celles qui sont confiées à la garde des Troupes de leurs Hautes Puissances les Honneurs accoutumés, selon leurs caractères & la manière de chaque Service, & au cas, que le Gouverneur General des Pais-bas vint dans les Places commises à la garde des Troupes des Etats Généraux, on lui rendra les honneurs, qu'il est accoutumé de recevoir dans les Places des Garnisons de Sa Majesté Impériale & Catholique, & pourra même y donner la parole : le tout sans prejudice de l'Article six : & les Gouverneurs, & en leur absence les Commandans, donneront part audit Gouverneur General des dispositions par eux faites, pour la sécurité, & garde des Places confiées à leurs soins ; & ils auront des égards convenables pour les changemens que ledit Gouverneur General pourroit juger y devoir être faits.

IX. Sa Majesté Impériale & Catholique accorde l'Exercice de la Religion aux Troupes des Etats Généraux par tout, où elles se trouveront en Garnison ; mais cela dans des endroits particuliers, convenables, & proportionnés au nombre de la Garnison, que les Magistrats assigneront, entretiendront dans chaque Ville, & Place, où il n'y en a pas déjà d'assignés ; & auxquels endroits on ne pourra donner aucune marque extérieure d'Eglise & on enjoindra severement de part & d'autre aux Officiers Politiques, & Militaires, comme aussi aux Ecclesiastiques, & à tous autres, qu'il appartient, d'empêcher toute occasion de scandale, & de contestations, qui pourroient naître sur le sujet de la Religion ; & quand



ANNO  
1715.

il naîtra quelque dispute, ou difficulté, on les appliquera à l'amiable de part & d'autre. Et quant à la Religion par rapport aux Habitans des Pais-bas Autrichiens, toutes choses resteront, & demeureront sur le même pied, qu'elles étoient pendant le Règne de Charles II. de glorieuse memoire.

X. Toutes les Munitions de Guerre, Artilleries, Armes des Etats Generaux, comme aussi les matériaux pour les Fortifications, les Grains en tems de disette, les Vivres pour mettre en Magazins, lorsqu'il y aura apparence de Guerre; & de plus les Draps & Fournitures pour l'habillement des Soldats, que l'on vérifiera devoir être employés à cet usage, passeront librement, & sans payer aucuns Droits, ou Péages, aux moyens des Passeports, qui seront demandés, & accordés sur la Specification signée; à condition neantmoins, qu'au premier Bureau de Sa Majesté Imperiale & Catholique où lesdites Provisions, Matériaux, Armes & Montures entreront, qu'à l'endroit où elles devront être déchargées, les Bateaux & autres Voitures pourront être dûment visités pour empêcher, qu'on n'y mêle d'autres Marchandises, & pour éviter toute fraude, & abus; contre lesquels il sera toujours libre de prendre telles precautions, que la suite du tems, & l'expérience feront juger nécessaires, sans qu'il sera permis aux Gouverneurs, & leurs Subalternes d'empêcher en quelque ce soit, l'effet de cet Article.

XI. Les Etats Generaux pourront changer leurs Garnisons, & les dispositions des Troupes dans les Villes, & Places commises à leur Garde privative, selon qu'ils le trouveront à propos sans qu'on puisse empêcher, ou arrêter le Passage des Troupes, qu'ils enverront de tems à autre, ou celles qu'ils en tireront, sous quelque prétexte que ce puisse être. Pourront même lesdites Troupes, quand le cas le requerrait, passer par toutes les Villes de Brabant, & de Flandre, & par tout le plat Pais, faire des Ponts, tant sur le Canal entre Brugges & Gand, que sur tous les autres Canaux, & sur toutes les Rivieres, qu'elles trouveront dans leurs routes, à condition neantmoins, que ce seront des Troupes d'un Prince, ou d'une Nation non en Guerre avec Sa Majesté Imperiale & Catholique, ni suspectes d'aucun engagement, ou liaison contraire à ses intérêts, comme il est dit ci-dessus en l'Article quatrième, & que préalablement il en sera donné connoissance, & requisition faite au Gouverneur General des Pais-bas, avec lequel on reglera les routes, & les autres besoins, par lequel on, qui en aura la Commission de Leurs Hautes Puissances.

On observera le Règlement fait par les Etats Generaux sur le Passage des Troupes, comme il est observé dans leur propre Pais.

Et les Etats Generaux tâcheront, de faire lesdits changemens des Garnisons, ainsi que les dispositions nécessaires pour cela, de la manière qu'elles soient, le moins qu'il se pourra, à charge & incommodité des Habitans.

XII. Comme la seureté commune demande en tems de Guerre, ou dans un imminent danger de Guerre, que les Etats Generaux envoient leurs Troupes dans les Places, qui se trouveront les plus exposées au peril d'être attaquées, ou d'être surprises; il est convenu entre Sa Majesté Imperiale & Catholique, & les Etats Generaux, que leurs Troupes seront reçues dans lesdites Places, autant qu'il sera nécessaire pour leur defense, quand le cas viendra évidemment à exister, bien entendu que cela se fasse d'accord & de concert avec le Gouverneur General des Pais-bas.

XIII. Les Etats Generaux pourront, à leurs frais & dépens faire fortifier les susdites Villes, & Places, soit par de nouveaux Ouvrages, ou en faisant reparer les vieux, les entretenir, & generalement pourvoir à tout ce qu'ils trouveront nécessaire, pour la seureté, & defense desdites Villes, & Places, à la reserve qu'ils ne pourront pas faire construire de nouvelles Fortifications, sans en avoir donné connoissance préalable au Gouverneur General des Pais-bas, & avoir entendu son avis, & ses considerations là-dessus, & sans qu'on pourra les porter à la charge de Sa Majesté Imperiale & Catholique, ou du Pais, qu'avec le consentement de Sadite Majesté.

XIV. Pour la seureté de la Communication entre les Provinces-Unies & Places de la Barriere, Sa Majesté Imperiale, & Catholique aura soin de faire en sorte, que les Lettres & Messagers, tant ordinaires

qu'extraordinaires pourront passer librement, pour aller & venir dans les Villes, & Places de la Barriere, & par celles des autres Pais; à condition que lesdits Messagers ne se chargeront pas de Lettres ou des Paquets des Marchands, ou autres Particuliers, lesquels tant pour les Places de la Barriere, que pour tout autre Pais devront être remis aux Bureaux des Postes de Sa Majesté Imperiale, & Catholique.

XV. Pour ce qui regarde l'Artillerie, Magazins, & Provisions de Guerre, que Leurs Hautes Puissances ont dans les Villes, & Places, qu'Elles remettent à Sa Majesté Imperiale & Catholique, il leur sera permis de les faire transporter sans aucun empêchement, & sans payer aucuns Droits, ou Péages, tant celles, qu'Elles y ont fait conduire Elles-mêmes, que l'Artillerie marquée de leurs Armes, perdue dans la dernière Guerre, & leur appartenant, d'ailleurs qu'Elles auront trouvé dans lesdites Places, à moins que Sa Majesté Imperiale, & Catholique ne souhaite de prendre ladite Artillerie & Munitions de Guerre pour son compte, & ne convienne du prix avec Leurs Hautes Puissances avant la reddition des Places, & quant à l'Artillerie & Munitions, qui sont présentement dans les Places commises à la garde des Troupes des Etats Generaux, elles seront laissées à leur Garde & Direction, suivant les Inventaires qui en seront dressés & signés de part & d'autre, avant l'échange des Ratifications du présent Traité, sans qu'il sera permis de les faire transporter ailleurs, que d'un commun consentement, & restera la Propriété à Sa Majesté Imperiale & Catholique, pour autant qu'il en est trouvé dans lesdites Places au tems de leur cession, ou reddition.

XVI. En cas que les Provinces des Pais-bas Autrichiens fussent attaquées, & qu'il arrivât (ce qui à Dieu ne plaise) que les Armées des Ennemis entrassent dans le Brabant, pour y agir, & faire le Siege de quelque Place dans ladite Province, ou de quelque une de celles qui en sont la Barriere; il sera permis à Leur Hautes Puissances, de faire occuper, & prendre poste par Leurs Troupes dans les Villes, & endroits sur le Demmer depuis l'Ecluse jusqu'à la Meuse; comme aussi d'y faire des Retranchemens, des Lignes, & des Inondations, pour empêcher les progrès ulterieurs des Ennemis, autant que la raison de Guerre le pourra demander, pourvu que le tout se fasse de concert avec le Gouverneur General des Pais-bas.

XVII. Comme il consiste par l'experience de la Guerre passée que pour mettre en seureté les Frontieres des Etats Generaux en Flandre, il falloit y laisser plusieurs Corps des Troupes si considerables, que l'Armée se trouvoit beaucoup affoiblie par là: pour prevenir cet inconvenient & pour mieux assurer lesdites Frontieres à l'avenir, Sa Majesté Imperiale, & Catholique cède aux Etats Generaux tels Forts, & autant de Territoire de la Flandre Autrichienne Limitrophe de leursdites Frontieres, qu'on aura besoin pour faire les Inondations nécessaires, & pour les bien couvrir depuis l'Ecluse jusqu'à la Mer, dans les endroits où elles ne sont pas déjà suffisamment assurées, & où elles ne sçauront l'être par des inondations sur les seules Terres déjà appartenantes aux Etats Generaux.

Pour cette fin Sa Majesté Imperiale & Catholique agréee, & approuve que pour l'avenir les Limites des Etats Generaux en Flandre commenceront à la Mer, entre Blanchenberg & Heyste, à l'endroit où il ny a point de Dunes, moyennant qu'ils n'y feroient pas bâtir, ni ne permettront pas qu'on bâtisse des Villages ou des Maisons auprès dudit Poste, ni ne souffriront point aucun établissement des Pêcheurs, ou d'y faire des Ecluses à la Mer.

Et promettent de plus Leurs Hautes Puissances que, si Elles trouvent bon de faire construire quelques Fortifications à la tête de leurs nouvelles Limites, Elles auront soin de ne pas diminuer la force de la Digue, & non seulement se chargeront des frais extraordinaires, qui pourroient être causés à l'occasion desdites Fortifications, mais même dommageront les Habitants de la Flandre Autrichienne de toutes pertes, qu'ils pourroient souffrir, au cas que la Mer vînt à faire des inondations par les Fortifications susdites.

On tirera du Poste susnommé une Ligne droite sur le Groote wege, d'où la Ligne continuera vers Heyste; de Heyste elle ira sur le Drie-hoek, & Swarte

ANNO  
1715.

ANNO  
1715.

te Stuyt, de là sur le Fort de St. Donas, lequel Sa Majesté Impériale & Catholique cède en Propriété & Souveraineté à Leurs Hautes Puissances (moyennant que les portes des Ecluses audit Fort seront, & resteront ôtées en tems de Paix) & cède pareillement le Terrain situé au Nord de la Ligne ci-dessus marquée.

Du Fort St. Donas les nouvelles Limites des Etats Generaux s'étendront jusques au Fort de St. Job d'où on regagnera les anciennes près de la Ville de Middelbourg, lesquelles limites on suivra le long du Zydeldingsdyk jusques à l'endroit où Echeloote, Watergang & le Waterloop se rencontrent à une écluse.

Ensuite de quoy on suivra le Graaf-Jaansdyk jusques au Village de Bouchout (aux Intereffés des escluses duquel, on permet de les remettre où elles ont été ci-devant) & dudit Bouchout on continuera la Ligne droite pour regagner les anciennes Limites des Etats Generaux.

Sa Majesté Impériale & Catholique cède aussi, en pleine & entière Souveraineté, aux Etats Generaux le Terrain situé au Nord de ladite Ligne.

Et comme pour leur entière sécurité il est nécessaire, que l'inondation soit continuée de Bouchout jusques au Canal du Sas de Gand le long du Graaf-Jaansdyk, il sera permis en tems de Guerre à Leurs Hautes Puissances d'occuper, & faire fortifier toutes les Ecluses qui se trouveront dans le Graaf-Jaansdyk & Zydeldingsdyk.

A l'égard de la Ville du Sas de Gand, les Limites seront étendues jusques à la distance de deux mille pas Geométriques, pourvu qu'il n'y ait point de Villages compris dans cette étendue.

Et pour la conservation du bas Escaut, & la Communication entre le Brabant, & la Flandre des Etats Generaux, Sa Majesté Impériale & Catholique cède, en pleine & entière Propriété & Souveraineté, aux Etats Generaux le Village, & Polder de Dael comme aussi les Polders de Ste. Anne, & Kettisse.

Et comme en tems de Guerre il sera besoin pour plus de sécurité de former des inondations par les Ecluses entre les Ports de la Marie, & de la Perle; Sa Majesté Impériale & Catholique remettra, aussi tot que la Barrière sera attaquée ou la Guerre commencée, la Garde du Fort de la Perle à Leurs Hautes Puissances, & celle des Ecluses: bien entendu, que la Guerre venant à cesser Elles remettront ces Ecluses & ledit Fort de la Perle à Sa Majesté Impériale & Catholique, comme aussi celles, qu'Elles auront occupées dans le Graaf-Jaansdyk & Zydeldingsdyk. Les Etats Generaux ne pourront faire aucune inondation en tems de Paix, & se croyant obligés d'en former en tems de Guerre, ils en donneront connoissance préalable au Gouverneur General des Pais-bas, & en concerteront avec les Generaux Commandans les Armées aux Pais-bas.

Promettant de plus, que si à l'occasion de la Cession de quelques Ecluses (dont les Habitans de la Flandre Autrichienne conserveront le libre usage en tems de Paix) ils vinssent à souffrir quelque dommage, ou préjudice, tant par les Commandants, que par d'autres Officiers Militaires, que non seulement les Etats Generaux y remédieront incessamment, mais aussi qu'ils dédommageront les Intereffés.

Et puisque par cette nouvelle situation des Limites, il faudra changer les Bureaux, pour prévenir les fraudes, en quoy Sa Majesté Impériale, & Catholique, & Leurs Hautes Puissances sont également Intereffés, on conviendra des lieux pour l'établissement d'icelles Bureaux, & des précautions ultérieures qu'on jugera convenir de prendre.

Il est de plus stipulé par cet Article, qu'une juste Evaluation sera faite avant la Ratification du présent Traité, des revenus, que le Souverain tire des Terres, qui se trouveront cédées à Leurs Hautes Puissances par cet Article, comme aussi de ce que le Souverain a profité par le renouvellement des Océfros sur le pied, qu'ils ont été accordés depuis trente ans en dedans, à être deduits, & desquels sur le Subside annuel de cinq cent mille Ecus.

Et la Religion Catholique Romaine sera conservée & maintenue dans les Lieux ci-dessus cédés, en tout sur le pied qu'elle y est exercée actuellement, & qu'elle l'a été du tems du Roy Charles II. de glorieuse memoire, & seront de même conservés, & maintenus tous les Privileges des Habitans.

Le Fort de Rodenhuyfen sera raté, & les differens touchant le Canal de Brugges seront remis à la décision d'Arbitres neutres à choisir de part & d'autre: bien entendu, que par la Cession du Fort de St. Donas, ceux de la Ville de l'Ecluse n'auront pas plus de Droit sur ledit Canal qu'avant cette Cession.

XVIII. Sa Majesté Impériale, & Catholique cède à Leurs Hautes Puissances les Etats Generaux à perpetuité, en pleine Souveraineté & Propriété, dans le Haut Quartier de Guelde, la Ville de Venlo, avec sa Banlieue & le Fort de St. Michel; de plus le Fort de Stevenswerth avec son Terrain ou Banlieue; comme aussi autant de Terrain qu'il faudra, pour augmenter leurs Fortifications en dedans de la Meuse; & promettre Sa dite Majesté de ne faire jamais bâtir, ou permettre qu'un autre bâtisse aucune Fortification de quelque nom que ce soit à la distance d'une demie lieue de ladite Forteresse.

Sa Majesté Impériale, & Catholique cède de plus aux Etats Generaux l'Ammanie de Montfort consistant (à l'exception des Villages de Swalm, & Elmt, qu'Elle se réserve) dans les petites Villes de Neustadt & d'Echt, avec les Villages suivans, savoir Obe, & Lack, Roosteren, Braght, Beesfel, Beisen Vlodorp, Postert, Berg, Lin, & Montfort, pour être possédés par ledits Etats Generaux, de la manière que les a possédés, & en a joui Sa Majesté le Roy Charles II. de glorieuse Memoire, avec les Prestefures, Bourgs, Fiefs, Terres, Fonds, Cens, Rentes, Revenus, Pécages, de quelque nature qu'ils soient, Subsidies, Contributions, & Collectes, Droits Feodaux, Domaniaux, & autres quelconques appartenans audit Lieux cédés ci-dessus. Le tout pourtant sans préjudice, & sans tous les Droits, qui pourront appartenir à Sa Majesté le Roy de Prusse: & ce nonobstant toutes exceptions, prétentions ou contradictions faites, ou à faire pour troubler les Etats Generaux dans la paisible possession des Lieux cédés par le présent Article; tous Paixes, Conventions ou Dispositions contraires au présent Article étant censées nulles, & de nulle valeur.

Bien entendu, que cette Cession se fait avec cette Clause expresse, que les Statuts, anciennes Coutumes, & généralement tous les Privileges Civils, & Ecclesiastiques, tant à l'égard des Magistrats, & des Particuliers, que des Eglises, Convents, Monasteres, Ecoles, Seminaires, Hospitiaux, & autres Lieux publics, avec toutes leurs appartenances & dependances; de même que le Droit diocésain de l'Eveque de Ruremonde; & généralement tout ce qui regarde les Droits, Libertés, Immunités, Fonctions, Usages, Ceremonies, & l'Exercice de la Religion Catholique, seront conservés, & subsisteront, sans y apporter changement ou innovation, ni directement ni indirectement, dans tous les Lieux ci-dessus cédés, de la manière que du tems du Roy Charles II. de glorieuse Memoire, & selon qu'on l'expliquera de part & d'autre plus amplement, en cas qu'il arrive quelque dispute sur ce sujet: & ne pourront être données les Charges des Magistratures, & telles autres de Police, qu'à des Personnes qui soient de la Religion Catholique.

Le Droit de Collation des Benefices, qui a été jusques ici au Souverain, appartiendra d'oresnavant à l'Eveque de Ruremonde; à condition que ledits Benefices ne pourront être donnés, qu'à des Personnes, qui ne seront pas desagréables aux Etats Generaux pour raisons particulières à alleguer.

Il est aussi stipulé, que les Etats Generaux ne prendront pas d'avoir acquis par la Cession de la Ville d'Echt aucun Droit de Judicature, ou d'Appel par rapport au Chapitre de Thorn, ou autres Terres de l'Empire, & il sera libre à Sa Majesté Impériale, & Catholique de nommer tel endroit, qu'il conviendra pour ladite Judicature, ou Appel.

Et puisque les Habitans de la partie du Haut-Quartier qui vient d'être cédée ne pourront plus porter leurs Procès en cas d'Appel à la Cour de Ruremonde, il sera libre à Leurs Hautes Puissances, d'établir une Cour d'Appel pour Leurs Sujets dans un tel Lieu de la Province, qu'Elles trouveront convenir.

On est convenu de plus, que les Droits d'Entrée, & de Sortie qui se levent tout le long de la Meuse ne pourront être haussés ny baissés, en tout ou en partie, que d'un commun consentement, desquels Droits Sa Majesté Impériale & Catholique tirera à son profit ceux qui se levent à Ruremonde & à Naveigne.

ANNO  
1715.



ANNO  
1715.

vagne, & des Seigneurs Etats Generaux ceux qui se levent à Venlo, & comme lesdits Droits sur la Meuse en general, comme aussi ceux sur l'Escaut subsidiairement sont affectés au paiement de deux Rentes distinctes, savoir une de quatre Vingt mille Florins par an en vertu de la Transaction passée & conclue le vingt-six de Decembre mille six cent quatre vingt-sept avec feu Sa Majesté de la Grande-Bretagne Guillaume III. on est convenu, que Leurs Hautes Puissances à cause de la Cession susmentionnée, subviendront à Sa Majesté Imperiale, & Catholique dans le paiement desdites Rentes; & autres dettes; qui pourrout y être hypothéquées, annuellement & à proportion du produit des Droits d'Entrée, & de Sortie, qu'Elles recevront: le tout suivant les Constitutions mêmes desdites Rentes.

Et quant aux dettes & charges contractées & constituées par la Generalité du Haut-Quartier de Guedre; Les Etats Generaux concourront dans le paiement d'icelles pour leur quote-part, selon la proportion portée par la Matricule de tout ledit Haut-Quartier. Tous les Documents & Papiers, qui concernent le Haut-Quartier de Guedres resteront comme ci-devant dans les Archives à Ruremonde. Mais on est convenu, qu'il en sera formé un Inventaire, ou Registre à l'intervention des Commissaires de Sa Majesté Imperiale & Catholique, de Sa Majesté de Prusse, & des Seigneurs Etats Generaux, & Copie authentique sera donnée dudit Inventaire à chacune des trois Puissances, pour avoir toujours libre accès à tous les Papiers, & Documents, dont Elles pourroient avoir besoin, pour la partie qu'Elles possèdent dans ledit Haut-Quartier de Guedres; & dont Copie authentique leur sera delivrée à la premiere requisition.

XIX. En consideration des grands fraix, & dépenses extraordinaires, auxquelles les Etats Generaux sont indispensablement obligés, tant pour entretenir le grand nombre de Troupes qu'ils se sont engagés par le present Traité, de tenir dans les Villes ci-dessus nommées; que pour subvenir aux grosses charges absolument nécessaires pour l'entretien, & reparation des Fortifications desdites Places & pour les pourvoir des Munitions de Guerre, & de bouche; Sa Majesté Imperiale & Catholique s'engage, & promet, de faire payer annuellement aux Etats Generaux, la somme de cinq cent mille écus, ou douze cent cinquante mille Florins Monnoye d'Hollande, par dessus le revenu de la partie du Haut-Quartier de Guedre, cédé en propriété par Sa Majesté Imperiale, & Catholique aux Etats Generaux par le dix-huit Article du present Traité, comme aussi par dessus les fraix pour le Logement des Troupes selon le Reglement fait en l'année mille six cent quatre-vingt-dix-huit, de la maniere que l'on en conviendra en detail: laquelle Somme de cinq cent mille écus, ou douze cent cinquante mille Florins Monnoye d'Hollande sera assurée, & hypothéquée, comme elle est assurée & hypothéquée par cet Article, generalement sur tous les revenus des Pais-bas Autrichiens, y compris les Pais cédés par la France, & spécialement sur les revenus les plus clairs, & liquides des Provinces de Brabant, & de Flandre, & sur ceux du Pais, Villes, Châtellenies & dependances cédées par la France, selon qu'on est convenu plus specifiquement par un Article separé, tant pour l'Hypothèque, que pour les moyens, & termes de les percevoir.

Et commencera ledit paiement du Subside des cinq cens mille écus, ou douze cent cinquante mille Florins Monnoye d'Hollande, du jour de la signature du present Traité, sur quoy seront deduits au *pro rata* du tems, les revenus des Villes, Châtellenies, & dependances cédées par la France, échuz depuis ledit jour, jusques au jour, que lesdits Pais seront remis à Sa Majesté Imperiale, & Catholique, pour autant que les Etats Generaux les auront receu.

XX. Sa Majesté Imperiale & Catholique confirme & ratifie par cet Article les Capitulations accordées aux Provinces, & Villes des Pais-bas ci-devant appelez Espagnols, du tems de leur reduction sous l'obéissance de Sadite Majesté ainsi que l'Administration Generale dudit Pais y exercée par l'Administration Generale des Etats Generaux des Provinces-Unies, ayans representés le legitime Souverain, par Leurs Ministres, qui ont residé à Bruxelles, & par le Conseil d'Etat commis au Gou-

vernement General desdits Pais-bas, ensuite du Pouvoir, & des Instructions, qui lui ont été données, & des requisitions faites, de la part des deux Puissances tant en matiere de Regale, de Justice, de Police que des Finances, comme aussi l'Administration particuliere des Etats, des Provinces, des Colleges, des Villes, & des Communautés au plat Pais; de même que des Cours Souveraines de Justice & d'autres Cours, & Juges subalternes.

Lesquels actes de Police, Regale, Justice, & Finances subsisteront, & sortiront leur plein & entier effet, selon la teneur desdits actes, & des Sentences rendues; le tout de la même maniere, comme s'ils avoient été faits par le Souverain legitime du Pais, & sous son Gouvernement.

XXI. Tout ce qui est compris dans l'Article precedent sera aussi observé, ratifié, & maintenu de la part de Sa Majesté Imperiale, & Catholique à l'égard du Haut-Quartier de Guedre, & des Pais conquis sur la France (dont le Roy Charles II. de glorieuse memoire n'étoit pas en possession à son décès) pour toutes les dispositions faites au Nom, & de la part des Etats Generaux des Provinces-Unies.

Et pour ce qui est des Benefices, & Dignitez Ecclesiastiques, ceux qui en ont été pourvus & qui se trouvent en possession, ne pourront être depouillés; & ceux qui ne sont pas encore en possession, y seront admis, sans qu'on puisse s'y opposer, que par les voyes & dans l'ordre de la Justice, selon les Loix & Coutumes du Pais.

XXII. Sa Majesté Imperiale & Catholique reconnoit & promet de satisfaire les Obligations, qui ont été passées de la part de Sa Majesté Catholique Charles II. de glorieuse Memoire, pour les Levées d'Argent que Leurs Hautes Puissances ont fait negocier, pour Sadite Majesté, dont la Liste est jointe au bas de cet Article, & comme on n'a point encore remis aux Etats Generaux les Obligations des Pais-bas Espagnols pour la Somme de deux cent mille Florins par an, à fournir par eux pour le paiement des interets, & pour remboursement d'un Capital de quatorze cent mille Florins levés à interet l'an mille six cent quatre-vingt & dix-huit pour être employé aux necessitez des Frontieres desdits Pais-bas Espagnols, & de quatre Années d'interet, portant la Somme de deux cent vingt-quatre mille Florins, dont ledit Capital de quatorze cent mille Florins est augmenté, lesquelles Obligations ledit Roy Charles II. de glorieuse Memoire avoit promis de faire tenir, sans que cela s'est fait; Sa Majesté Imperiale & Catholique promet par cette, de faire passer les Obligations par les Etats des Provinces desdits Pais-bas, & de les faire delivrer incessamment après audits Etats Generaux conformement à la teneur de ladite Obligation de Sa Majesté Catholique du treize de May mille six cent quatre-vingt & dix-huit, à la premiere Convocation des Etats, ou au plus tard dans le terme de deux mois après l'échange des Ratifications de ce Traité.

*Memoire des Negotiations faites à la requisition de Sa Majesté Catholique CHARLES II. de glorieuse memoire.*

La premiere negociation a été d'un Million cinq cent soixante quinze mille Florins sur les Droits d'entrée, & de sortie de la Marie, à cinq pour cent, fait par Acte du treize de Decembre de l'an mille six cent quatre-vingt dix. - - - - - 1575000.

La seconde a été de cinq cent vingt-cinq mille Florins, à cinq pour cent, sur le même fonds, levés par Acte du vingt-un de Mats l'an mille six cent quatre-vingt & un. - - - - - 5250000.

La troisieme a été de cinq cent soixante & sept mille Florins, à cinq pour cent, sur les revenus du Haut-Quartier de Guedre faite par Acte du quinze de Janvier l'an mille six cent quatre vingt & douze. - - - - - 567000.

La quatrieme, & cinquieme negociation de cinq cent mille Florins, & de deux cent mille Florins ont été faites conformement à deux Actes du quatrieme & vingt deuxieme de May mille six cent quatre vingt & treize sur les Droits d'entrée, & de sortie de la Marie, à six pour cent. - - - - - 700000.

La

ANNO  
1715.

ANNO  
1715.

La sixieme at été de fix cent soixante & cinq mille Florins sur le même fonds & à cinq pour cent, levée par Aête du dix mille fix cent quatrevingt & quinze

665000.

La septieme a été de quatorze cens quarante mille Florins, sur le même fonds à cinq pour cent, levée par Aête du vingt-quatre de Novembre, mille fix cent quatre vingt & quinze.

1440000.

La huitieme, neuvieme, & dixieme Sommes de quatre cent mille, cent mille, & trois cent mille Florins ont été levées par Aête du dix Decembre mille fix cent quatre vingt & quinze, du douze de Septembre mille fix cent quatre vingt & seize, & du sixieme de Mars mille fix cent quatre vingt & dix-sept, à cinq pour cent sur les Revenus de la Province de Namur, & subsidiairement sur les revenus de la Marie, & les Domaines de la Province de Luxembourg portant ensemble.

800000.

L'onzieme Somme de cinq cent mille Florins a été levée par Aête du trente d'Avril mille fix cent quatre vingt & seize à six pour cent sur les revenus de la Prevosté de Mons.

500000.

La douzieme Somme de quatorze cent mille Florins à quatre pour cent a été levée sur les Subsidies des Provinces des Pais-bas, sur les remises d'Espagne, & subsidiairement sur les revenus de la Marie; Item deux cent & vingt-quatre mille Florins pour quatre années d'interet du Capital conformément à la teneur de l'Obligation du trente de May mille fix cent quatre vingt & dix huitieantieme, portant ainsi la Somme totale.

1624000.

XXIII. Pareillement Sa Majesté Imperiale & Catholique reconnoit, approuve, & confirme, toutes les Levées d'argent dont la Liste est jointe au bas de cet Article, qu'on a été obligé de faire pour le payement de plusieurs necessités indispensables pour la Conservation des Pais-bas Espagnols & pour l'entretien des Troupes de Sa Majesté Imperiale & Catholique pendant le Gouvernement provisionnel de la Grande-Bretagne, & des Etats Generaux des Provinces-Unies, & faites par Leurs Hautes Puissances de concert avec Sa Majesté Britannique: Promettant Sa Majesté Imperiale & Catholique d'y satisfaire, & de faire dûment enregistrer lesdites Negotiations dans les Chambres des Finances, & des Comptes, & d'en faire delivrer Aête en forme à Leurs Hautes Puissances, & de faire payer le Capital & les interets hors des Fonds, & Hypotheques tant principales que subsidiaires affectées pour cette fin, sans que Sa Majesté Imperiale & Catholique pourra apporter, si ce n'est de l'aveu des Etats Generaux, aucun changement à la direction, ou à l'Administration des Hypotheques, sur lesquelles les Negotiations ont été faites, mais qu'Elle les laissera à Leurs Hautes Puissances conformément à la teneur des Obligations & si ces Fonds n'étoient point suffisants, ce qu'il y manquera sera suppléé par les Etats des Provinces desdits Pais-bas Autrichiens.

*Memoire des Negotiations faites pendant le Gouvernement provisionnel de Sa Majesté Britannique, & de Leurs Hautes Puissances aux Pais-bas*

DANS l'Année mille sept cent & sept ont été levés trois cent mille Florins à cinq pour cent sur la Posterie, & destinée à être envoyés au Roy à Barcelone:

Encore quatre cent mille Florins à cinq pour cent sur les Droits d'entrée & de sortie en Flandre, destinés à des necessités aux Pais-bas; les interets desdits quatre cent mille Florins ont été assignés sur la Posterie.

700000.

Au Mois de Fevrier de l'Année mille sept cent & neuf ont été levés deux cent cinquante mille Florins à cinq pour cent sur les Droits de la Marie pour l'entretien des Troupes Imperiales & Palatines

250000.

Au Mois de May mille sept cent neuf a été levée une Somme de cinq cent mille Florins à cinq pour cent, aux mêmes conditions, sur les mêmes Fonds, & au même usage.

500000.

Au Mois d'Août a été encore levée une Somme de dix cent mille Florins aux mêmes conditions, sur les mêmes Fonds, & au même usage.

1000000.

Dans l'Année mille sept cent & dix a été negociée une Somme de trois cent mille Florins à six pour cent sur le revenu de la Posterie pour subvenir aux fraix des Troupes Imperiales & Palatines, au Service de Sa Majesté Imperiale & Catholique.

300000.

Item sur les Droits d'entrée, & de sortie en Flandre, une Somme de quatre cent mille Florins pour subvenir aux fraix des Troupes Imperiales, à six pour cent, savoir cinq pour cent à trouver sur les Droits en Flandres, & un pour cent sur les revenus de la Marie.

400000.

Item sur les mêmes fonds, & à six pour cent, savoir cinq pour cent, à trouver sur les Droits d'entrée & de sortie en Flandre, & un pour cent sur les revenus de la Marie, une Somme de trois cent mille Florins pour subvenir aux fraix des Troupes Imperiales.

300000.

Item sur les mêmes fonds, & à six pour cent, savoir cinq pour cent à trouver sur les Droits d'entrée & de sortie en Flandres, & un pour cent sur les revenus de la Marie une Somme de trois cent quarante mille fix cent vingt cinq Florins, pour subvenir aux fraix des Troupes Imperiales.

340625.

Item sur les revenus de la Marie à cinq pour cent une Somme de trois cent mille Florins pour subvenir aux fraix des Troupes Imperiales.

300000.

Au Mois de Mars mille sept cent & onze a été levée une Somme de trois cent mille Florins à six pour cent sur le revenu de la Posterie pour subvenir aux fraix des Troupes Imperiales.

300000.

En Decembre de l'Année mille sept cent & douze ont été negociés sur la Marie deux cent vingt-huit mille trois cent & trente Florins à cinq pour cent pour pourvoir aux necessités, & aux Fortifications de Mons, St. Ghilain, & Ath.

228330.

Faisant les suddites levées ensemble la Somme de quatre Millions fix cent dix-huit mille neuf cent cinquante & cinq Florins; l'employ de laquelle, aussi bien que de la Somme de cinq cent cinquante mille Florins, que les Receveurs des Droits d'entrée & de sortie en Flandre ont fournis en Lettres de Change aux Etats Generaux en l'an mille sept cent & dix, de cent mille Florins, qu'ils ont reçu du Receveur des Medianates; & de cent cinq mille Florins *salvo errore calculi*, qu'ils ont reçu de la troisieme Chambre du Conseil de Flandre, a été verifié au Ministre Plenipotentiaire de Sa Majesté Imperiale & Catholique, de la maniere que cela est expliqué plus particulièrement par la Declaration mise au bas de l'état des Negotiations, & argent fourni, & de l'employ desdits Deniers, signé ce même jour.

XXIV. On procedera, aussi tôt que faire se pourra, à la Liquidation du payement fait des interets, & du Capital des emprunts mentionnés dans les deux Articles precedents, dans laquelle Liquidation ne sera portée à la charge de Leurs Hautes Puissances, que tout ce qui se trouvera payé effectivement & réèlement en vertu desdites Obligations, & sans que de la part de Sa Majesté Imperiale & Catholique on pourra faire contre le payement desdits interets, quelque difficulté ou prétension de rabat, ou diminution à cause de non-possession des Hypotheques, confiscation en tems de Guerre, depravation des Hypotheques à cause des diminutions des Droits d'entrée & de sortie, ou autre cause, ou pretexte quelconque;

&amp;

ANNO  
1715.



ANNO  
1715.

& sans qu'à cause de cette Liquidation on pourra de la part de Sa Majesté Imperiale & Catholique discontinuer le payement pour le recouvrement des intérêts & termes de remboursement, dans lequel il sera continué conformément aux Conditions portées par les Obligations jusques à ce qu'il constera que tous les emprunts, & intérêts d'iceux seront entièrement acquittés & remboursés : après quoi les Hypotheques seront dûment déchargées, & restituées.

XXV. De plus sont ratifiés, & confirmés par le présent Article tous les Contrats pour le Pain, Chariots & Fourrages des Troupes Imperiales & Palatines, faits par les Ministres de deux Puissances à Bruxelles, ou par le Conseil d'Etat commis au Gouvernement des Pais-bas sur la requisition desdits Ministres, & sont pareillement confirmés, & ratifiés tous les payemens déjà faits à ce sujet par le Conseil des Finances, & les ordres donnés par ledit Conseil pour assigner le restant de ce qui est dû, pour ledit Pain, Fourrages, & Chariots, sur les Droits d'exercence de quatre especes, ensuite des requisitions du Conseil d'Etat, sans que lesdits Droits d'exercence puissent être divertis à d'autres usages, sous quelque pretexte que ce puisse être, avant que les Entrepreneurs qui ont livré ledit pain, fourrages, & chariots soient entièrement satisfaits selon la teneur de leurs Contrats, ensuite des requisitions des Ministres de deux Puissances, & des Ordres du Conseil d'Etat & de celui des Finances.

XXVI. Pour ce qui regarde le Commerce on est convenu que les Navires, Marchandises & Denrées, venant de la Grande-Bretagne, & des Provinces-Unies, & entrans dans les Pais-bas Autrichiens, de même que les Navires, Marchandises, & Denrées, sortant desdits Pais-bas vers la Grande-Bretagne, & les Provinces-Unies ne payeront les Droits d'entree & de sortie, que sur le même pied qu'on les leve à présent, & particulièrement tels qu'ils ont été réglés, avant la signature du présent Traité, selon la requisition faite au Conseil d'Etat à Bruxelles par les Ministres des deux Puissances en date du six de Novembre, & qu'ainsi le tout restera, continuera, & subsistera generalement sur ledit pied sans qu'on y puisse faire aucun changement, innovation, diminution, ou augmentation, sous quelque pretexte que ce puisse être, jusques à ce que Sa Majesté Imperiale & Catholique, Sa Majesté Britannique, & les Seigneurs Etats Generaux en conviendront autrement, par un Traité de Commerce à faire le plutôt qu'il se pourra, demeurant au reste le Commerce, & tout ce qui en depend, entre les Sujets de Sa Majesté Imperiale & Catholique dans les Pais-bas Autrichiens, & ceux des Provinces-Unies, en tout & en partie sur le pied établi, & de la maniere portée par les Articles du Traité fait à Munster le trente de Janvier mille six cent quarante-huit entre Sa Majesté le Roy Philippe IV. de glorieuse memoire & lesdits Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies concernant le Commerce, lesquels Articles viennent d'être confirmés par le présent Article.

XXVII. Que les Fortifications, & tous les Ouvrages de la Citadelle de Liège, de même que celles du Chateau de Huy aussi avec tous les Forts, & Ouvrages seront razés, & demolis, sans qu'ils puissent être jamais rebâties, ou retablis : bien entendu ; que ladite demolition se fera aux dépens des Etats du Pais de Liège à qui les materiaux resteront pour être vendus, & transportés ailleurs : Le tout aux Ordres, & sous la Direction des Etats Generaux, qui enverront pour cette fin des Personnes capables pour avoir la direction desdites demolitions, auxquelles on commencera de travailler immédiatement après la signature du présent Traité, & que l'on achevera en dedans trois mois, ou plutôt s'il se peut, & que cependant les Garnisons des Etats Generaux des Provinces-Unies ne sortiront desdites Places avant que la demolition ne soit achevée.

XXVIII. Et pour plus grande seurété, & execution du présent Traité promet, & s'engage Sa Majesté Britannique de le confirmer & de le garantir dans tous ses Points & Articles, comme Elle le confirme, & le garantit par celui-cy.

XXIX. Le présent Traité sera ratifié, & approuvé par Sa Majesté Imperiale & Catholique, par Sa Majesté Britannique, & par les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies, & les Lettres de Ratifications seront delivrées dans le terme de six Semaines, ou plutôt si faire se peut, à compter du jour de

la signature. En foy de quoy Nous Ministres Plenipotentiaires de Sa Majesté Imperiale & Catholique, de Sa Majesté Britanique, & des Seigneurs Etats Generaux, en vertu des nos Pouvoirs respectifs avons esdits Noms signés ces Presentes de nos Seings ordinaires, & à icelles fait apposer les Cachets de nos Armes. Fait à Anvers ce quinze du Mois de Novembre de l'Année mille sept cent & quinze.

J. L. C. A. KÖNIGSEGG. W. CADOGAN. B. V. DUSSEN  
(L. S.) (L. S.) (L. S.)

(L. S.) LE COMTE DE  
RECHTEREN.

(L. S.) S. L. GOCKINGA.

(L. S.) ADR. V. BORSSE-  
LE SIG. V. GEL-  
DER-MALSEN.

*Formulaire du Serment pour le Gouverneur de Dendremonde.*

JE N. N. établi Gouverneur par Sa Majesté Imperiale & Catholique à Dendremonde promets, & jure, que je ne ferai jamais rien, ni ne permettrai pas qu'il se fasse quelque chose dans ladite Ville, qui puisse être prejudiciable au service de Leurs Hautes Puissances les Etats Generaux des Provinces-Unies, par rapport à la conservation de la Ville, & de la Garnison : & que je donnerai libre passage à leurs Troupes toutes & quantes fois qu'ils le souhaiteront, moyennant une requisition préalable, & que lesdites Troupes ne passent, que pour un nombre modique à la fois ; le tout conformément à l'Article cinq du Traité de la Barriere, dont Copie m'a été communiquée : Ainsi Dieu me soit en aide.

*Formulaire du Serment pour les Gouverneurs des Places.*

N. N. Je jure, & promets de garder fidelement à la Souveraineté, & Propriété de Sa Majesté Imperiale & Catholique - - - qui m'a été confiée, & de ne la remettre jamais à aucune autre Puissance, & que je ne me mêlerai pas, directement ni indirectement, ni ne souffrirai pas, que qui que ce soit sous mon Commandement, se mêle d'aucune affaire concernant le Gouvernement Politique, Religion, & choies Ecclesiastiques, Justice & Finance, ni même en quoi que ce soit contre les Droits, Privilèges & Immunités des Habitans tant Ecclesiastiques, que Laïques, ou aucune autre affaire, n'ayant pas relation directe à la conservation de la Place qui m'a été confiée & pour le maintien de la Garnison commise à mes soins ; mais que je laisserai tout cela à Sa Majesté Imperiale & Catholique comme legitime Souverain & aux Etats, & Magistrats tant Ecclesiastiques que Laïques, pour autant qu'il en appartient à chacun d'eux ; promettant au contraire de les assister de main forte, toutes & quantes fois que j'en serai requis pour le maintien des Ordres politiques, & la conservation de la tranquillité, contre tous ceux, qui voudroient s'y opposer : Bien entendu, qu'il me sera permis d'exécuter les Ordres que les Etats Generaux me donneront conformément, & en execution du Traité entre Sa Majesté Imperiale & Catholique & Leurs Hautes Puissances : ainsi Dieu me soit en aide.

*Pleinpouvoir du Ministre Plenipotentiaire de Sa Majesté Imperiale & Catholique.*

NOs CAROLUS Sextus Divina favente Clementia Electus Romanorum Imperator, semper Augustus, Germaniae, Hispaniarum, Hungariae & Bohemiae Rex &c. Archidux Austriae, Dux Bur-

ANNO  
1715.

ANNO 1715.

ANNO 1715.

gundia, Brabantia, Styria, Carinthia, Carniolia & Wirtembergae, Comes Flandriae, Habsburgi, Tyrolis & Goritiae &c. &c. Postquam solennia Pacis, quae Nos inter, ac Serenissimum Potentissimumque Principem, Dominum Ludovicum XIV. Franciae Regem Christianissimum Rastadii nupero mense Martio inita fuit, Badenae Helvetiorum, DEO propitiantie jam jam ad finem properant, resque eo jam loci sit, ut qui Nobis superest cum Ordinibus Generalibus Foederatis Belgii Securitatis, seu limitaneus Tractatus vulgo *Barriere* dictus, cum iis quantocius instituat, atque utrinque amicabiliter transigatur. Hinc est, quod in fide, prudentia ac rerum usu Nobis Camerarii, Consilarii Bellici, ac Generalis Campi Sub-Mareschalli Illustris ac Magnifici Josephi Lotharii Comitis à Königlegh, Nobis ac Sacri Romani Imperii dilecti fidelis, confisi, eundem plena ad hunc Actum Potestate huc muniverimus; Dantes ei omnimodam facultatem, Nostro Nomine cum Deputatis praefatorum Statuum Generalium pari Mandato instructis loco ad hunc Tractatum utrinque placito super dictis limitibus agendi, tractandi, & transigendi. Verbo Caesareo-Regioque spondentes, Nos ea omnia, & singula, quae is ita egerit, convenit, atque translegit, firma, rata, grataque esse habituros, non fuisse si Nos ipsi praesentes ea coram egressum ac transgressum.

In fidem quorum praesentes propria manu subscripsimus, Nostroque Caesareo-Regio sigillo communiter iussimus. Datum in Nostra Civitate Viennae die sexta Augusti; Anno millesimo, septingentesimo decimo quarto: Regnorum Nostrorum Romani tertio: Hispanici undecimo, Hungarici vero & Bohemici quarto.

Signatum,

CAROLUS.

Infra,

JOANNES FRIDERICUS C. A SEILERN.

Ad Mandatum Sacrae Caesareae  
Majestatis proprium,

Signatum,

JOANNES GEORGIUS BUOL.

*Pleinpouvoir du Ministre Plenipotentiaire de Sa  
Majesté Britannique.*

GEORGIUS Dei Gratia Magnae Britanniae, Franciae & Hyberniae Rex, Fidei Defensor: Omnibus & singulis ad quos praesentes Litterae pervenerint, Salutem. Cum Tractatu inter nupram Sororem, & consanguineam Nostram Charissimam Annam Magnae Britanniae, Franciae, & Hyberniae Reginam, & Celso ac Prapontes Dominos Ordines Generales Foederatorum Belgii Provinciarum Ultrajecti ad Rhenum die <sup>decimo nono</sup> <sub>augustino</sub> Mensis Januarii Anno millesimo septingentesimo <sup>duodecimo</sup> <sub>decimo tertio</sub> inito conventum concordatumque sit, de Obice, vulgo *Barriere*, dictorum Dominorum Ordinum Generalium in Provinciis Hispano-Belgicis constituendo, & de Commercialitate in praefatis Provinciis describenda, cum Caesarea ac Catholica Sua Majestas earundem possessionem futura sit. Nos tamen re nostra, Regnorumque Nostrorum esse existimavimus, quam Amicorum Nostrorum Communem commodam plurimum attinere, virtum quandam idoneam & ejusmodi negotio undiqueque parum nominare, qui ad Conventum Antuerpiae celebrandum Nostro nomine se conferat atque ibidem & Obicis antedictae, & Commercialitatis sedulo procuret. Sciatis igitur, quod Nos fide, prudentia & rerum tractandarum usu fidelis & dilecti Nobis Guillelmi Cadogan, Armigeri, Nobis apud Celsissimos, & Potentissimos Dominos Ordines Generales Foederatarum Belgii Provinciarum Alegate Extraordinarii, in Comitibus Parliamenti Nobis Magne

TOM. VIII. PART. I.

Britanniae Senatoris, Vestium Nostrorum Regiarum Magistris, & in Exercitiis Nostris Locumtenentis Generalis, ac secunda Nostra Cohors Praetorianae Praefecti, penitus confisi, eundem nominavimus, constituimus, fecimus, & ordinavimus, sicut per praesentes manu Nostra Regia signatas nominavimus, constituimus, facimus, & ordinavimus Nostrum verum, certum & indubitatum Commissarium, Procuratorem, & Plenipotentiarium, dantes eidem & concedentes omnem & omnimodam facultatem, potestatem, & auctoritatem, nec non Mandatum generale, pariter ac speciale pro Nobis, & Nostro Nomine cum Ministris Caesareae ac Catholicae Suae Majestatis, & Dominorum Ordinum Generalium Foederati Belgii aliorumque Principum, & Statuum quorumcumque Ministris sufficienter pariter Potestate munitis Antuerpiae vel in alio quovis loco congregandi, consulendi, renovandi, & concludendi ejusmodi Foedera, & Conventiones, nec non Articulos five secretos, five separatos, & alia omnia quae ad finem praedictum feliciter obtinendum maxime faciant, quaeque ita ab ipso renovata, conclusa & conventa fuerint, nostro nomine signandi mutuoque tradendi recipiendique & reliqua quaecumque factu necessaria praestandi perficiendique, tam amplo modo & forma ac Nos ipsi si interessemus, facere & praestare possemus, spondentes & in Verbo Regio premitentes Nos ea quae a dicto nostro Commissario, Procuratore & Plenipotentiarario, renovari, & concludi contigerint, rata, grata, & accepta omni meliori modo habituros, neque passuros unquam, ut vel in toto vel in parte a quopiam violententur, aut contraveniantur. In quorum omnium majorem fidem, & robur magnum nostrum Magnae Britanniae Sigillum praesentibus manu Nostra Regia signatis apponi iussimus. Dabantur in Palatio Nostrum Divi Jacobi undecimo die Octobris, Anno Domini millesimo septingentesimo decimo quarto, Regulique Nobis Primo.

Signatum,

GEORGIUS REX.

*Pleinpouvoirs des Ministres Plenipotentiaires des  
Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies.*

ORDINES Generales Unitarum Belgii Provinciarum. Omnibus & singulis, quorum interest, aut quomodolibet interesse poterit, Salutem. Quum hoc rerum statu nihil nobis optabilius sit, quam ut quantocius inter Sacram Suam Caesarem Majestatem, & Nos convenire queat, de omnibus his, quae ad constituendum Obicem, vulgo *Barriere*, in Provinciis Hispano-Belgicis pro Securitate Nostra necessaria sunt; proinde, confisi prudentiae, & experientiae, & fidei Dominorum Brunonis van der Dussen, Consularis ac Senatoris, nec non Consilarii & Syndici Civitatis Goudanae, Consilii quod agro Schielandiae praestit, Assessoris, & Agri Crimpenfis Dykgravi: Adolphi Henrici Comitis de Rechteren, Domini Almeloe Summi Praetoris Zallandiae in Transfulantia; Scatonis de Gokinga, Senatoris Civitatis Groningensis; & Adriani de Borsfelen, Domini de Geldermalsen Senatoris Civitatis Vlißinganae, tribus prioribus in Consessu nostro ex Provinciis Hollandiae, & Westfrisiae, Transfulantiae, & Groningae ac Ommelandorum: quarto in Consilio Status & Zelandiae, Deputatis, eosdem nominavimus, elegimus, & constituimus, quemadmodum hoc ipso nominamus, elegimus, & constituimus, veros & indubitatos Plenipotentiararios Nostros, hunc in finem, ut cum illo, vel illis, qui ex parte Sacrae Caesareae Suae Majestatis pari cum Potestate constituti sit vel constituti sint, agant, tractent, & concludant, quaecumque ad constituendum dictum Obicem, cum omnibus eo spectantibus, hinc inde necessaria vel utilia censuerint: Dantes & concedentes ad hoc ipsum iidem Plenipotentiaris Nobis, omnibus conjunctim, vel aliquibus, etiam uni, illorum seorsim, reliquis absentibus, vel aliter impeditis, plenam & omnimodam Potestatem, nec non Mandatum generale, pariter ac speciale; ut hac in causa agere, concludere, Instrumenta necessaria facere, signare, & subscribere, denique omnia facere queant, quorum Nobis ipsis agendi potestas foret, si praesentes essemus; quantumvis Mandato magisicali

Nnn

ciali



ANNO  
1715.

ciali opus esse videretur : Promittentes insuper bona fide, Nos accepta, rata, & grata habituros, quæcumque hi antenominati Plenipotentiaarii Noſtri omnes conjunctim, vel aliqui, ac etiam unus, eorum ſecurum, reliquis abſentibus, vel aliter impeditis, vi preſentium egerint & concluſerint, Noſque Rathabitionis Tabulas, ſolenni forma ſuper illis expedituros, & extradituros. In quorum fidem hanc Sigillo Noſtro majori munire per Conſeſſus Noſtri Præſidem ſignari, & per Graphiarium Noſtrum ſubſcribi fecimus. Haga Comitum vigeſimo octavo Septembris Anno milieſimo ſeptingenteſimo quarto decimo, ſignatum erat.

VL. A. VELTERS.

*Ad Mandatum altè memoratorum Dominorum Ordinum Generalium.*

F. FAGEL.

*Article Separé.*

COMME dans l'Article dix-neuf du Traité de la Barrière pour les Etats Generaux des Provinces-Unies dans les Pais-bas Autrichiens conclu ce jour-d'huy quinze de Novembre mille ſept cens & quinze entre Sa Majeſté Imperiale, & Catholique, Sa Majeſté Britannique, & leſdits Seigneurs Etats Generaux on eſt convenu de s'expliquer plus ſpecifiquement par un Article ſeparé, au ſujet des Hypothèques & des moyens de percevoir le ſubſide y mentionné, Sa Majeſté Imperiale, & Catholique pour aſſurer & faciliter d'autant plus le paiement dudit ſubſide de cinq cent mille Ecus ou douze cens cinquante mille Florins monnoye d'Hollande par an accordé, & ſtipulé par ledit Article, aſſigné ſpecialement ſur les Pais, Villes, Chatellenies & dependances cedées par la France, annuellement la ſomme de ſix cens & dix mille Florins monnoye d'Hollande, ſelon la repartition ſuivante, à ſçavoir : Sur la Ville de Tournay, cinquante & cinq mille Florins, ſur la Chatellenie de Tournay dit le Tournaiſis, vingt & cinq mille Florins, ſur la Ville, & Verge de Menin quatre vingt dix mille Florins, & ſur la partie de la Flandre Occidentale, qui a été cedée par la France, à repartir ſur les Villes, Chatellenies, & dependances ſuivant le tranſport de Flandre quatre cent quarante mille Florins; & le reſtant ſur les Subſides de la Province de Brabant un tiers, faiſant la ſomme de deux cent treize mille trois cent trente & trois & un tiers de Florin : & ſur ceux de la Province de Flandre deux tiers, faiſant la ſomme de quatre cent vingt & ſix mille ſix cens ſoixante ſix & deux tiers de Flor. faiſant leſdites ſommes reſpectives enſemble la ſuſdite ſomme totale de cinq cents mille écus ou douze cent cinquante mille Florins monnoye d'Hollande.

La portion de la Province de Brabant eſt aſſignée ſur le contingent des ſept Quartiers d'Anvers, & des autres Diſtricts de Brabant dans les Subſides de cette Province.

Et la portion de la Province de Flandre ſur le contingent du Pais de Waës, y compris, Beveren, du Pais d'Oudenbourg du Franc de Brugges, du Pais d'Aloſt, & de la Ville, & Pais de Dendremonde dans les Subſides de cette Province. Et pour aſſurer d'autant plus le paiement regulier des ſuſdites ſommes reſpectives Sa Majeſté Imperiale, & Catholique promet & s'engage, que le paiement ſe fera de trois en trois mois, à commencer du jour de la Signature du preſent Traité, à payer à l'écheance du terme & au deſaut dudit paiement à la fin deſdits trois mois : Ordonne Sa Majeſté Imperiale & Catholique dès à preſent, & par ce Traité aux Etats des Provinces, & departemens & les Receveurs des ſubſides tant ordinaires qu'extraordinaires, de même que ceux de ſes Droits & Domaines, hors deſquels le paiement ſe doit faire, conformément à la repartition ci-deſſus, qu'en vertu de cet Article, & ſur une Copie d'ice-lui; Ils auront à payer inceſſamment à chaque écheance, & ſans delay au Receveur General deſdits Etats Generaux, ou à ſes Ordres, les ſommes ci-deſſus marquées, & ſans attendre autre ordre, ou aſſignation. ce preſent Article leur devant ſervir d'ordre, & d'aſſignation dès à preſent, & pour lors.

Et ledit paiement leur ſera paſſé en compte à la charge de Sa Majeſté Imperiale & Catholique, comme s'il avoit été fait à Elle même.

ANNO  
1715.

Faute de quoy, ou bien, en cas que leſdits Etats n'accordaſſent pas avec la promiſſe neceſſaire les ſubſides, pourront les Etats Generaux proceder aux moyens de contrainte, & d'exécution & même par voye de fait contre les Receveurs, Etats, & Domaines deſdites Provinces, & Departemens, leſquels Sa Majeſté Imperiale, & Catholique y ſoumet en vertu de cet Article. Le tout ſans prejudice du Droit de Leurs Hautes Puſſances ſur les autres revenus du Souverain par deſſus le ſubſide des Provinces, comme ſont les Droits d'entrée, & de ſortie, impots, tailles, péages & autres Domaines.

De plus on eſt convenu, que le paiement dudit ſubſide ne pourra être retardé, moins reſuſé, ſous pretexte de compensation, Liquidation, ou autres pretenſions, de quelque nom, ou nature, qu'elles poiſſent être.

Et aura cet Article Separé la même force que ledit Traité de la Barrière, & tout comme s'il y étoit inſéré de mot à mot, & ſera ratifié dans le même tems que ce Traité.

En foy de quoy Nous Miniſtres Plenipotentiaires de Sa Majeſté Imperiale, & Catholique, de Sa Majeſté Britannique, & des Seigneurs Etats Generaux avons ſigné le preſent Article, & y avons fait appoſer le cachet de Nos Armes. Fait à Anvers ce quinze de Novembre mille ſept cent quinze.

J.L.C.AKÖNIGSEGG. W.CADOGAN. B.V.DUSSEN,  
(L.S.) (L.S.) (L.S.)

(L.S.) LE COMTE DE  
RECHTEREN.

(L.S.) S.L. GOCKINGA.

(L.S.) ADR. V. BORSE-  
LE, SEIG. V. GEL-  
DERMALSEN.

*S'enſuit la Ratification de Sa Majeſté Imperiale  
& Catholique, ſur le Traité de Barrière.*

NOs Carolus sextus, Divinâ favente Clementiâ Electus Romanorum Imperator, ſemper Auguſtus, ac Germaniæ, Hiſpaniarum, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiae, Sclavoniæ Rex, Archidux Auftriæ, Dux Burgundia, Brabantia, Syriae, Carinthiæ, Carniole, Limburgi, Luxemburgi, Geldriae ac ſuperioris & inferioris Sileſiæ, & Wirtembergæ, Princeps Swevia, Marchio Sacri Romani Imperii, Burgovia, Moravia, ſuperioris & inferioris Luſatiae, Comes Habsburgi, Flandria, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi, Goriciæ & Namurci, Landgravius Alſatiae, Dominus Marchia Slavonica, Portus Naonis & Salinarum, &c. &c. Norum teſtamento ſacros, quorum intereſt univerſis & ſingulis, cum ſacra ſuperiori anno Bada Helvetiorum cum Gallia Pace, ſubinde Nobis cum Sereñiſſimo ac Potentiſſimo Magnæ Britannia Regi: Nec non Ordinibus Generalibus Federati Belgii convenirent ut, quæ ex Fœdere anno milieſimo ſeptingenteſimo primo, die ſeptima Septembris Hæc Comitibus iur. o. adhuc mutuo preſtandam indicere placuit, Congreſſu per Miniſtros plene undequaque Poſtate munitis quanto citius conſiderentur: in primis vero ea loca, Urbes ac Municipia Belgii Noſtri, quæ Provinciis ac Ditionibus prætorum Ordinum Generalium ſecuritatibus, Tutaminis ac Propugnaculi loco, vulgo *Barriere*, poſthac eſſent, designarentur, ceteraque quæ ad rem pertinerent, componerentur: id quod Divino favente Numine, amicis præcipue officiis dicti Sereñiſſimi Magnæ Britannia Regis, ſub die decima quinta Novembris nuper inter eodem Miniſtros Plenipotentiariorum, quorum nomina ſubjecta conſpiciuntur, in hæc tandem verba & Articulos definitum, tranſactum fuit.

Fiat

ANNO  
1715.*Fiat insertio.*

Quod Nos, quæ inter præfatos cum Nostrum, tum Regium Britannicum, Ordinemque Generalium Ministrorum Plenipotentiariorum virtute habiti Mandati ita ut supra acta, conclusa, atque transacta fuere, rata grataque habuerimus, prout ea omnia & singula vigore præsentium approbamus & ratificamus, verbo Cæsareo Regio & Archiducali spondentes, Nos ea quæ Nos tangunt, firmiter ac religiose impleturos & observaturos, ac à Nostris pariter observari curaturos, neque ut iis contraveniatur, passuros esse, certo confisos, Sac. Rom. Imperii Electores, Principes ac Status, perpensis rite rerum momentis, iis, quæ Art. XXVII. super æqualitate Munimentorum Arcis Leodienfis prout & Castellorum ac Munimentorum Urbisquæ Huyensis, concedi præsentis temporum ratio coegit, consensu suo haud gravatim accessuros esse. In quorum fidem præsentis propria manus subscriptione, appressoque Nostrò Cæsareo Regio Sigillo communivimus, Vienne die vigesima prima mensis Decembris anno millesimo septingentesimo decimo quinto Regnorum Nostrorum Romani quinto, Hispaniarum decimo tertio, Hungarici vero & Bohemici ididem quinto.

*Signatum,*

CAROLUS.

*Subsignatum,*

PHILIPPUS LUD. C. A. SINZENDORF.

(L. S.)

*Subscriptum,**Ad mandatum Sacre Cæsareæ & Catholice Majest. proprium.**Signatum,*

JOANNES GEORGIUS BUOL.

*S'ensuit la Ratification de Sa Majesté de la Grande Bretagne, sur le Traité de Barriere.*

GEORGIUS, Dei gratia, Magnæ Britannię, Franciæ, & Hiberniæ Rex, Fidei Defensor, &c. Omnibus & singulis, ad quos præsentis Literæ pervenerint, Salutem. Quandoquidem Ministri Plenipotentarii, tam ex nostra parte, quam Cæsareæ & Catholice Suae Majestatis, & Cæsarum ac Præpotentium Dominorum Ordinem Generalium Uniti Belgii, Antwerpie congressi, & Mandatis atque auctoritate sufficienti mutui Tractatum quandam die decimo quinto præsentis mensis Novembris conclusunt, signaverintque forma & verbis quæ sequuntur.

*Fiat insertio.*

Nos viso & perpenso Tractatu suprascripto, eundem in omnibus & singulis ejus Articulis & clausulis approbavimus, & ratum, firmumque habuimus, sicut per præsentem, pro Nobis, Hæredibus, Successoribus Nostris eundem approbamus, & ratum, firmumque habemus, spondentes & in verbo Regio promittentes, Nos prædictum Tractatum, omniaque & singula, quæ in eo continentur, sanctè atque inviolabiliter præstituros & observaturos, neque passuros unquam (quantum in nobis est) ut a quopiam violentur, aut ut iis quocunque modo in contrarium eatur. In quorum maiorem fidem & robur, hinc præsentibus manu nostra Regia signatis, magnum Nostrum Magnæ Britannię Sigillum appendi iussimus. Dabatur in Palatio Nostrò Divi Jacobi die trigesimo mensis Novembris anno Domini millesimo

TOM. VIII. PART. I.

septingentesimo decimo quinto, Regni Nostrò secundo.

ANNO  
1715.*Signatum erat.*

GEORGIUS REX.

*S'ensuit la Ratification des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-bas, sur le Traité de Barriere.*

LES Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-bas, à tous ceux qui ces présentes verront, Salut. Ayant vu & examiné le Traité conclu & signé à Anvers, le quinze du mois de Novembre 1715., par les Ministres Plenipotentiaires de Sa Majesté Imperiale & Catholique; de Sa Majesté le Roy de la Grande-Bretagne, & de Nous, sur la manière dont les Pais-bas Autrichiens serviront cy après de Barriere, à la Grande-Bretagne, & à nostre Etat, ainsi que ce Traité suit icy inferé de mot à mot.

*Fiat insertio.*

Nous ayant pour agreable tout ce que Nos Deputés & Ministres Plenipotentiaires ont fait, lors qu'ils ont conclu & signé ce Traité, l'avons agréé, approuvé & ratifié, l'agréons, approuvons & ratifions par ces présentes, promettant sincèrement & de bonne foy, de le garder, observer & executer, en tout, & en chacun de ses Articles, sans aller au contraire en quelque manière que ce soit, directement ou indirectement. En foy de quoy Nous avons fait attacher à ces présentes nostre grand sceau, les avons fait signer par le Président de nostre Assemblée, & soussigner par nostre Greffier.

A la Haye le 14. Janvier 1716.

*Etoit paraphé,*

W. VANDER DOES, Vt.

*Sur le pli estoit écrit,*

Par Ordonnance des susdits Seigneurs Etats Généraux.

*Etoit signé,*

F. FAGEL.

Et scellé du grand Seau de cire rouge.

*S'ensuit la Ratification de Sa Majesté Imperiale & Catholique, sur l'Article séparé du Traité de Barriere.*

NOS Carolus sextus Divina favente Clementia, Electus Romanorum Imperator, semper Augustus, ac Germaniæ, Hispaniarum, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatia, Slavoniæque, Rex, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantię, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, Limburgi, Lucemburgi, Geldriæ, ac superioris & inferioris Silesiæ, & Württembergæ, Princeps Sueviæ, Marchio Sacri Romani Imperii, Burgoviæ, Moraviæ, superioris & inferioris Lusatiæ, Comes Habsburgi, Flandriæ, Tyrollis, Ferretis, Kyburgi, Goritiæ & Namurci, Landgravius Alsatii, Dominus Marchiæ Slavoniæ, Portus Naonis & Salinarum, &c. &c. Notum testatum, que facimus, quorum interest universis & singulis, postquam gravissimis de causis, quod Art. XIX. hujus Tractatus de prestando præsidio Statum Generalium militi annuo subsidio quingentorum milium imperialium generalioribus verbis sancitum fuit, per Articulum Separatum amplius explicare, didum, per Articulum Separatum amplius explicare, didum, que subsidium in singulas Belgii Nostræ Provincias per classes distribuere, ac de eo cavere sequenti modo placuit.

Nnn 2

*Fiat*



ANNO

1715.

*Fiat insertio.*

Quod Nos Articulum huncce separatim, ejusque contenta perinde, ac ipsum Tractatum approbaverimus, prout eundem hinc pari fide ac Religione observavimus ac à Nostri adimpleri curavimus spondemus. In quorum robur præsentem ipsi subscripsimus, ac Sigilli Nostri Cæsareo - Regii appensione muniri iussimus. Datum Viennæ die vigesima prima Decembris anno millesimo septingentesimo decimo quinto Regnorum Nostrorum Romanorum quinto, Hispaniarum decimo tertio, Hungarici vero & Bohemici itidem quinto.

*Signatum,*

CAROLUS.

*Subsignatum,*

PHILIPPUS LUD. C. A SINZENDORF.

*Subscriptum,*

*Ad mandatum Sacre Cæsareæ & Catholicæ Majestatis proprium,*

*Signatum,*

JOANNES GEORGIUS BUOL.

*S'ensuit la Ratification de Sa Majesté de la Grande-Bretagne, sur l'Article séparé du Traité de Barrière*

GEORGIUS, Dei gratia, Magnæ Britannia, Franciæ & Hiberniæ Rex, Fidei Defensor, &c. Omnibus & singulis, ad quos præsentem Litteram pervenerint, Salutem. Quandoquidem Articulus quidem separatim ad Tractatum de Obice vulgo *Barrière* constituto Antwerpæ decimo quinto die mensis Novembris præsentis conclusum pertinens eodem in loco, eodemque die per eisdem Ministros Plenipotentiarios sufficienti autoritate undique quoque munitis signatus fuerit, forma & verbis, quæ sequuntur.

*Fiat insertio.*

Nos visò, perpensoque Articulo separato supra scripto, eundem in omnibus & singulis ejus clausulis approbavimus, & ratum firmumque habuimus, sicut per præsentem, pro nobis, hæredibus & successoribus nostris, eundem approbamus ac ratum, firmumque habemus, spondentes & in Regio verbo promittentes nos omnia & singula, quæ in prædicto Articulo separato continentur, sincere & bona fide observavimus, ac quantum in Nobis est, observari curavimus; in quorum majorem fidem, & robur hinc præsentibus manu nostra Regia signatis magnum nostrum Magnæ-Britanniæ Sigillum apponi iussimus. Quæ dabantur in Palatio Nostro Divi Jacobi, die trigesimo mensis Novembris anno Domini millesimo septingentesimo decimo quinto, Regni quoque nostri secundum.

*Signatum,*

GEORGIUS R.

*S'ensuit la Ratification des Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-bas, sur l'Article séparé du Traité de Barrière.*

LES Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-bas, à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Ayant vu & examiné l'Article séparé au Traité conclu & signé à Anvers, le quinze du mois de Novembre 1715, par les Ministres Plenipotentiaires de Sa Majesté Impériale & Catholique; de Sa Majesté le Roy de la Grande-Breta-

gne, & de Nous, sur la manière dont les Pais-bas Autrichiens serviront ci-après de Barrière, à la Grande-Bretagne, & à nostre Eitat, duquel Article séparé la teneur s'ensuit.

ANNO

1715.

*Fiat insertio.*

Nous ayant pour agreable tout ce que nos Deputés & Ministres Plenipotentiaires ont fait, lors qu'ils ont conclu & signé cet Article séparé, l'avons agréé, approuvé & ratifié, l'agréons, approuvons & ratifions par ces présentes, promettant sincèrement & de bonne foy, de le garder observer & exécuter, sans aller au contraire en quelque manière que ce soit, directement ni indirectement. En foy de quoy nous avons fait attacher à ces présentes nostre grand Sceau, les avons fait signer par le Président de nostre Assemblée, & soussigner par nostre Greffier, à la Haye le 14. Janvier 1716.

CLXXXI.

*Tractatus (1) de Rebus Maritimis inter Serenissimum ac Potentissimum Dominum PETRUM ALEXIEWITZ totius magnæ, parvæ, albaque Russiæ Autocratoris &c. &c. ab una, & Celsos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales FOEDERATI BELGII ab altera parte, initus . . . & conclusus . . . 1715.*

QUANDOQUIDEM multorum Sæculorum usus docuerit, nullam Gentem tam felicem esse, ut vel situ terrarum suarum gaudeat cunctis illis rebus, quæ ad vitam commodius ac luculentius agenda conducunt, vel domestica industria supplere possit omnibus, quæ natura sua non concessit Regioni: & præterea exploratum sit, Navigationem & Commercio, quæ plagas vel maxime diffitas veluti conjungant, unice conducere ad opulentiam importandam, etiam in ea loca, quæ paucissimis naturæ donis gaudere vulgo censetur, visum est Serenissimo ac Potentissimo Magnifico Domino Czari, & Magno Duci Petro Alexiewicz, totius magnæ, parvæ, albaque Russiæ Autocratori, Moscoviæ, Kiœviæ, Wladimiræ, Novogardiæ, Czari Casani, Czari Astrachani, Czari Sibirici, Domino Plovie & Magno Duci Smolensci, Tverie, Ingoriæ, Permæ, Viaticæ, Bolgarie & aliorum; Domino & Magno Duci Novogardiæ inferioris terræ, Tzernigoviæ, Rostovici, Jaroslaviæ, Belloseriæ, Adoriæ, Udoriæ Condiæ & totius Septentrionalis Plagæ Imperatori, & Domino Isteriensis terræ, Cartalinensium, & Grusinentium Czarum & Labardinesis terræ, Tzercassorum, ac Montanorum Ducum, nec non aliorum multorum Dominorum ac Terrarum Orientalium, Occidentalium, & Septentrionalium paterno, aviticoque Hæredi, Successori Domino & Dominatori ab una; & Celsis ac Præpotentibus Dominis, Dominis Ordinibus Generalibus Fœderati Belgii ab altera parte inter æquum Fœdus ac Tractatum solemnem super rebus Maritimis, deputatis igitur illum in finem per dictum Potentissimum ac Magnum Dominum Czarem, & Magnum Ducem Petrum Alexiewicz, Totius Russiæ Autocratoris &c. &c. Ac Delegatis per dictos Celsos ac Præpotentes Dominos, Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii . . .

Dicti Delegati auctoritate Litterarum plenæ Potestatis, quæ utrinque exhibuerunt, & quarum exemplar huic Tractatui subjunctum est, cum in finem plures coetus habuerunt, & post varias ea de re disceptationes, tandem in Articulis subseqentes paribus votis & vocibus consenserunt.

I. Omnibus ac singulis Subditis Czareæ Suxæ Majestatis jus & licitum est, ac deinceps erit, liberrime & cum omnimoda securitate, navigare, negotiari & mercaturam quamlibet facere, in omnibus Imperiis, Regnis, Regionibus, Rebus-publicis, Statibus & in quibuscumque totius Terrarum Orbis partibus, tam Mari

(1) Le Czart avoit fait insinuer sous main ce Traité aux Etats Generaux, mais L. H. P. eût craint d'en prendre conseil, & ne l'aurait pas vu passer.

ANNO 1715. Mari quam Terra; inque suis Navigationibus aut

concessuros inimicis aut hostibus Suae Czaree Majestatis, neque ullo modo dictos hostes instructuros, neque permitturos ulli ex Subditis suis, directe aut indirecte, ut tales hostes aut inimicos instruant ullis Instrumentis aut utensilibus Bellicis, quae ad nocenda, corrumpenda aut destruenda Czaree Suae Majestatis Imperia, Terras, Dominia, Bona aut Subditos, eorumque bona, usui esse solent, aut ullo modo possunt, sed contra se curatos, ut ejusmodi instrumenta, & utensilia Bellica, si interceptantur, dum ad hostes Czaree Suae Majestatis veniunt, tanquam mercimonia prohibita, & uti videntur contrabandae, confiscentur. Neque etiam praedictis Dominis Ordinibus Generalibus, eorumque Subditis licebit, ulla frumentorum, frugum, aut aliorum alimentorum aut pabulorum genera, neque etiam ulla alia bona aut merces pervertere, in ulla Civitates, Urbes, Oppida, Castella, aut alia cujusvis generis Fortalitia, quae vel obfidione propinqua & proprie dicta fuerint cincta, vel e longinquo interclusa & circumseptae, vel etiam oppugnari tantummodo excepta sint, & Germanice dicuntur *belagert, geboquert und berent*, uti Articulo IV. hujus Tractatus plenius expositum est. Vice versa Serenissimus ac Potentissimus Magnus Dominus Czar totius Russiae Autocrator solemniter promittit se simili casu, eadem omnia recipere praestitutum, respectu inimicorum aut hostium Dominorum Ordinum Generalium Federati Belgii & ut a Subditis suis, diligenter observentur, & ne praedicta per eos directe aut indirecte contraveniantur aut eludantur sedulo curaturum.

ANNO 1715.

Commerciis, aut eorum causa nullo modo vexabuntur, turbabuntur, neque ulla molestia afficientur, non vi militum armata, neque navibus Bellicis aliisve cujusvis generis Navibus, five ad Dominos Ordines Generales Federati Belgii, five ad eorum Subditos pertinentibus, occasione aut sub praetextu Belli publice declarati, aut alterius cujuscumque inimicitiae, similitatis aut discordiae, quae inter dictos Ordines Generales ex una, & alia Imperia, Regna, Respublicas, Status aut Populos quarumvis Terrarum Orbis partium ex altera parte jam exaruit, aut in posterum emergere & flagitare contigerit. Quippe tali Bello, inimicitia, similitate vel discordia non obstantibus liberum erit qualibuscumque Navibus & Navigiis ad Subditos Czaree Suae Majestatis pertinentibus, solvere & Portu seu loco neutrali, indeque tendere, & negotiari tam ad Portum, & locum aequae neutralitatis, quam ad Portum & locum subiectum hostibus aut inimicis Dominorum Ordinum Generalium, & vice versa & Portu vel loco subiecto hostibus aut inimicis Dominorum Ordinum Generalium ad Portum vel locum neutrale, immo etiam ex Portu seu loco spectante ad hostes vel inimicos dictorum Dominorum Ordinum in alium Portum vel locum aequae ad eorundem Dominorum Ordinum hostes vel inimicos, vel etiam ad hostes vel inimicos ipsius Suae Czaree Majestatis pertinentem, neque ullum habebitur discrimen, utrum ejusmodi Portus vel loca subiecta sint uni eidemque Imperatori, Regi, Principi, Statui vel Populo, an vero ad diversos Principes, Status vel Populos pertineant, quibuscumque aut Serenissimus ac Potentissimus Magnus Dominus Czar, & Magnus Dux totius Russiae Autocrator, aut Praepositos Domini Ordines Generales Federati Belgii respective, Bellum publice gerant, aut hostilitatem & similitatem exercent. Eadem omnino ratione, omnibus ac singulis Subditis Celsorum ac Praepositorum Dominorum Ordinum Federati Belgii jus & licitum est & deinceps erit, liberrime & cum omnimoda securitate navigare, & Mercaturam quamlibet facere, in omnibus Imperiis, Regnis, Regionibus, Respublicis, Statibus & in quibusvis totius Terrarum Orbis partibus, tam Mari quam terra, inque suis Navigationibus aut Commerciis, aut eorum causa nullo modo vexabuntur, turbabuntur, neque ulla molestia afficientur, non vi militum armata, neque Navibus Bellicis, aliisve cujusvis fuit generis navibus, five ad Serenissimum ac Potentissimum Magnum Dominum Czarem totius Russiae Autocrator, five ad illius Subditos pertinentibus, occasione aut sub praetextu Belli publice declarati, aut alterius cujuscumque inimicitiae, similitatis aut discordiae, quae inter Czarem suam Majestatem ex una, & alia Imperia, Regna, Respublicas, Status aut Populos quarumvis Terrarum Orbis partium ex altera parte jam exaruit, aut in posterum emergere & flagitare contigerit. Quippe tali Bello, inimicitia, similitate vel discordia non obstantibus liberum erit qualibuscumque Navibus & Navigiis ad Subditos Dominorum Ordinum Federati Belgii spectantibus, solvere & portu seu loco neutrali, indeque tendere & negotiari, tam ad Portum & locum aequae neutralitatis, quam ad Portum & locum subiectum hostibus aut inimicis Czaree Suae Majestatis, & vice versa & Portu vel loco, subiecto hostibus aut inimicis Czaree Suae Majestatis ad Portum vel locum neutrale, immo etiam ex Portu vel loco spectante ad hostes seu inimicos dicti Magni Domini Czaris, totius Russiae Autocratoris in alium Portum vel locum aequae ad eundem Magni Domini Czaris hostes vel inimicos, vel etiam ad hostes vel inimicos ipsorum Dominorum Ordinum Generalium Federati Belgii pertinentem. Neque ullum habebitur discrimen, utrum ejusmodi Portus vel loca subiecta sint uni eidemque Imperatori, Regi, Principi, Statui vel Populo, an vero ad diversos Principes, Status vel Populos pertineant, quibuscumque aut Serenissimus ac Potentissimus Magnus Dominus Czar, totius Russiae Autocrator aut Praepositos Domini Ordines Generales Federati Belgii respective Bellum publice gerant, aut hostilitatem similitatem exercent.

III. Merces autem prohibita seu contrabandae nullae aliae erunt, nisi quae hic nominata recensentur, scilicet, ante omnia homines, id est tam pedites & equites, quam foculi Navales, non tantum armati, sed etiam inermes; Equi, omniaque ad instruendos vel armandos equos necessaria, & pecunia seu nummi, tam aurei quam argentei, cujusvis tandem speciei aut regionis illa sit. Deinde etiam Tamen ta majora omnis generis (vulgo *Cannon*.) Tubi Catapultarii (vulgo *Mortaria*) tam majores quam minoris generis, eorumque omnium sustentacula, (vulgo *affuyes*.) Bombardae cum suis ignariis, alitque ad eas pertinentibus, ignes missiles, pulvis tormentarius, fomites seu funes ignarii (vulgo *lont*) induciles scelopii (vulgo *Petarde*) scelopethecae, glandes ignarii missiles (vulgo *Granade*) Thecae pulveris tormentarii (vulgo *Patroon Tassen*); quatuordecimque tormentorum, bombardarum ac scelopetorum globi, tam majores quam minores; catapultae (vulgo *Bomben*) aliaque omnia, quae tubis Catapultariis, tormentis, bombardis aut scelopetis projecti solent praeteraque acinaes, gladii, enses, eorumque omnium batheli, gladioli ancipites, qui bombardis praefigi solent (vulgo *Baggonneiten*) jacula, arcus & sagittae; cuspides, Lanceae, hastae, bipennes, mallei militares, galeae ferratae, cassides, galeae, thoraces loricati (vulgo *Cuirassen*) aliaque omnia Armorum genera & Bellica Instrumenta tam ad oppugnandum quam ad repellendum apta. Insuper etiam Naves, tam Bellicae quam aliae, mali navales, trabes, Lignum incurvum, alseres ex quibuscumque arboribus, rudentes & funes cujusvis generis aut densitatis, vela, linteamina velis nauticis apta, Gossippii, canabalis, lini, picisque tum liquidae quam aridae omne genus, anchorae & anchorarum partes quaelibet, ceteraque omnia quae ad aedificandas, instruendas, armandas aut reficiendas Naves idoneae atque comparatae sunt. Omnia autem alia Mercium rerumque genera, quae hoc Articulo nominatum recensita non sunt, libere undecumque & quorsum libuerit vehi, revehique, ac emi, vendique recipere poterunt, observata sola exceptione de locis oppugnatis, quae Articulo sequenti explicatur.

IV. Nempe convenit, dictum Serenissimum ac Potentissimum Magnum Dominum Czarem, totius Russiae Autocrator, tum & ejus Subditos, omni tempore liberrime posse invehere, quae importare intra Dominia hostium atque inimicorum dictorum Dominorum Ordinum Generalium omnia bona, & qualiacumque mercimonia quae praecedente Articulo nominatum non sunt expressa: unico hoc casu excepto, scilicet ubi aliqua Civitas, Urbs, Oppidum, Castellum aut aliud Fortalitium, quocumque tandem nomine indigetur, ad hostem seu inimicum dictorum Dominorum Ordinum pertinet, aut e propinquo obfidione proprie dicta, prematur, aut e longinquo



ANNO  
1715.

praelusum atque circumseptum, vel etiam obsideri, atque oppugnari tantummodo ceptum sit (quod quidem Germanice *belagert, gebloquirt und berent* dici solet), terra quidem Copiis militibus, mari vero Bellicis Navibus praedictorum Dominorum Ordinum, ita ut loci aut Fortalitii obsessi, circumsepti aut oppugnati communicatio cum suis amicis, plane sit interclusa atque praepedita. Namque si Mari quaecunque Navigium, aut Terra cuiusvis generis vehiculum, vel etiam quodcunque Navigium per dulces aquas, quod quidem ad Czarcam Suam Majestatem ejusque Subditos pertinet, tentaverit transire, aut Bellicas Naves aut Copias militares, aliquam ex praedictis obsidionibus aut oppugnationibus occupatas, atque locum aut Fortalitium obsessum, circumseptum aut oppugnatum innare, aut illuc quaecunque res pervenire, tale navigium aut vehiculum, cum omnibus quae in eo reperiuntur, cuiuscunque illa sint generis aut naturae, ipso facto erunt confiscata, etiam si illa bona non essent ex prohibitorum numero, sed omni alio tempore ad hostes vel inimicos dictorum Dominorum Ordinum Generalium possent pervenire, virtute eorum, quae Articulo primo huius Tractatus conveniunt. Illa autem omnia vice versa eodem modo locum habebunt respectu praedictorum Dominorum Ordinum Generalium, atque eorundem Subditorum, si quovis tempore aut quocumque tentarent intrare aut subvenire loco aut Fortalitio quaecunque, quod per Copias militares bellicae Naves Czarcae Suae Majestatis terra, marisve propinquo obsessum aut e longinquo praelusum atque circumseptum, aut etiam obsideri aut oppugnari tantummodo ceptum sit, ita ut locus aut Fortalitium obsessum aut oppugnatum ab omni cum suis amicis communicatione plane seclusum & prohibum sit.

V. Ne quid autem deinceps oriatur discordiae aut simulacris sed contra omnis diffidii materia praedictatur, pactum est, omnis generis Naves & Navigia ad Subditos Dominorum Ordinum Generalium Federati Belgii spectantia, quae ad Stationem aut Portum aliquem Czarcae Suae Majestatis obtemperantes jam applicata sunt aut deinde appellentur; sed deinde alioversum pergere volent, exhibita Litteras commeatu, vulgo dictas Litteras maritimas, quarum formula huic Tractatui subijciuntur, Officialibus eo in Portu agentibus, aut Praefectis Navium praedictarum, aut aliarum, quae sumptibus privatorum Subditorum Czarcae Suae Majestatis ad Bellum instructae, illiusque Diplomate seu Commessione munitae sunt, si quae tales Naves forte illic versentur. Illis autem Litteris exhibitis, nihil amplius quaeri aut investigari poterit, neque discessui Navium onerarium ullum inferetur impedimentum: & praeterea nullo sub praetextu, quidquam sive pecuniae sive alterius rei ab ingressis aut ingressuris ejusmodi Navibus, ad Subditos dictorum Ordinum pertinentibus, exigi poterit. Sin vero in alto Mari, aut a tibi locorum extra Imperia, Dominia, Terras & Ditiones Czarcae Suae Majestatis, Navis aliqua spectans ad Subditos dictorum Ordinum obviam fuerit Navibus Bellicis dictae Suae Czarcae Majestatis, aut Navibus, quae privatis sumptibus Subditorum ejus, ad Bellum instructae atque armatae, illiusque Diplomate seu Commessione munitae sunt, dictae Naves Serenissimi ac Potentissimi Magni Domini Czaris totius Russiae Autocratoris, suorumque Subditorum, interjecto idoneo loci spatio subsistent, & tantummodo Scapham suam expedient, neque licebit nisi duobus vel tribus dumtaxat hominibus conscendere Naves aut Navigia ad Subditos dictorum Dominorum Ordinum pertinentia, ut ab illius Navis, seu Navigii Praefecto vel Magistro sibi exhibeantur rum Litterae maritimae de proprietate Navis vel Navigii, secundum formulam inferius descriptam conceptae, tum etiam alia omnia quae necessaria sunt, ut liquere possit, quorundum tendat iter, quenam bona & mercium genera vehat, & quibus in locis eas merces bonae vendere debeat: ut pateat, an sint ex aliqua illarum specie, quae huius Tractatus Articulo tertio prohibita seu Contrabanda declarata sunt, qualesque ad hostes vel inimicos Czarcae Suae Majestatis pervenire nullo modo licet. Eo autem praestito, Navi, quae dicta Documenta exhibuerit, statim liberum concedetur iter, neque licebit eam ulla molestia afficere, excutere, detinere, aut ut de cursu destinato deflectat, cogere, quaecunque sub colore vel praetextu. Eadem autem in omnibus libertate, immunitate, securitate, plenissime fruentur

Subditi Serenissimi ac Potentissimi Magni Domini Czaris totius Russiae Autocratoris, postquam in praedictis casibus exhibuerint Litteras Commeatu, vulgo Litteras maritimas dictas, formulae huic Tractatui subnexae convenientes, aliaque necessaria Documenta, unde liquere possit, quorundum Navis pergat, cujus generis bonis ac mercibus sit onerata, & quibus in locis ea exonerare debeat.

VI. Ut autem praevenerantur variae fraudes, quae admittuntur, tum qui se Navium fingunt proprietarios, quam earum Magistri vel Praefecti, utpote instructes, onerantes & dirigentes respective Navigia, quorum tantum pars minima, & vix nominanda pertinet ad Subditos ejus Regis, Principis, Reipublicae vel Status, a quo vel in cujus Ditionibus Litteras suas Maritimas seu Commeatu, aliaque Documenta ad mercaturam faciendam necessaria, non sine perjurio obtinuerunt, immo saepe inventa sunt navigia, quae licet universa pertinerent ad homines, qui neque Subditi neque Incolae essent Dominorum aut Ditionum earum, in quibus Litteras suas Maritimas, uti dictum est, impetraverant, tamen ornata vexillis, aplustribus & coloribus Regis, Principis, Reipublicae aut Status, ad cujus Subditos aut Incolas nullo modo pertinent, navigare praesumerent, inter Serenissimum ac Potentissimum Magnum Dominum Czarum ac Dominos Ordines Generales convenit, ut Praefectus seu Magister cuiusvis Navigii, spectantis ad Subditos dictorum Dominorum Ordinum, aut ad alios, qui in aliqua ex Ditionibus eorum habitant, simul cum uno aut pluribus ex proprietariis; qui Dominus aut Dominus sunt ad minimum quartae partis Navigii, sese stant coram Dominis Ordinibus Generalibus aut Deputatis ex eorum Conventu, ibique exhibeant scriptam ac signatam Testificationem, quae comprehendat Navigii nomen, quot Tonnarum capax sit, nomina reliquorum Dominorum, quotae portio nis quisque sit proprietarius, atque ubi Domicellum quisque habeat; ut ea, quae dicta Testificatione comprehensa sunt, solemniter iurando confirmet, eaque inseratur voluminibus, seu Registris Decretorum Ordinum Generalium, quibus praeditis per Dominos Ordines Generales Magistro seu Praefecto talis Navigii concedatur Litterae Commeatu, seu maritimae, tali forma ac contextu, qui huic Tractatui subijciuntur, appenso sive impresso illis Sigillo Ordinum Generalium. Et si deinceps proprietates talis navigii omnino aut ultra dimidium fuerit mutata, seu venditione, succedente jure, vel alia quavis alienatione, Praefectus seu Magister illius Navigii cum uno aut pluribus ex proprietariis, priores illas Litteras commeatu seu maritimas, Dominis Ordinibus Generalibus aut Deputatis ex eorum Conventu tradent, aliaque modo ac forma praedictis impetrabunt. Quod si post annum lapsum, computandum a die conclusionis huius Tractatus, reperitur navigans aliqua Navis, non munita talibus Litteris Commeatu seu Maritimis, licebit omni Navi Bellicae, pertinenti ad dictum Magnum Dominum Czarum totius Russiae Autocratoris, vel cuiusque Navi privatis sumptibus Subditorum ejus ad Bellum armatae, ejusque Diplomate munitae, illam in Portum aliquem Czarcae Suae Majestatis obtemperantem deducere & coram competente Iudice sistere, etiam si illa Subditi Dominorum Ordinum Generalium revera esset propria, atque ibi de Dominio instituto examine, si pateat, aut totam aut partem ejus qualemque, pertinere ad aliquem aut aliquos, qui neque sint Subditi Dominorum Ordinum, neque in aliqua parte Ditionum illis obtemperantium incolunt, quaecunque demum illi sint, illa Navis vel tota, vel talis ejus pars, quae ad praedictos non Subditos, nec inhabitantes Ditionum dictorum Dominorum Ordinum spectat, confiscari poterit, & reliquae partes non confiscandae, juncto illis onere Navi imposito, omnes expensas litis solvent, etiam si totum onus proprium foret Subditi dictorum Dominorum Ordinum. Eademque omnia & singula vice versa diligenter, ac sine ulla exceptione servabuntur ab omnibus Navium Dominis, & Magistris, seu Praefectis respective, qui pro Subditi Czarcae Suae Majestatis, aut Incolis Imperiorum, Dominorum, Ditionum ac Terrarum Ejus haberi volunt, & tanquam tales, Litteras Commeatu seu Maritimas obtinere cupient. Hoc solo observando discrimine, ut Subditi Magni Domini Czaris ad praedicta praeficienda, & Litteras maritimas obtinendas, sese sistere debeant coram illius privata, vel alio tali Concilio, cui

ANNO  
1715.

Czarca

ANNO  
1715.

Czaræ. Sua Majestas semper interesse cen-

VII. Si qua Navis vel Navigium qualecunque spectans ad Czarem suam Majestatem vel ejus Subditos, & tendens ad Portum aliquem obtemperantem hosti vel inimico Dominorum Ordinum Generalium, in cursu suo obviam fuerit Navi Bellicæ dictorum Dominorum Ordinum, aut Navi, quæ Subditorum illorum privatis fumptibus ad Bellum instructa sit, aut vice versa: ac per examen, secundum præscripta Articuli V. hujus Tractatus institutum, appareat, ejusmodi Navem aut Navigium vehere talia quædam quæ Articuli III. hujus Tractatus, Contrabandæ, seu prohibita declarantur, tamen nullatenus licebit aperire cistas, capfas, dolia, corbes, saccos, sarcinas, aut qualicunque alia vasa clausa referare, scindere, aut dirumpere; neque etiam ex illo Navigio in aliud quodcunque transferre, aliore quovis modo id exonerare; verum præsentibus Tribunalis Maritimi Officialibus in terram exponentur, in Inventarium bona fide rediguntur: & nihil omnino discriminis erit, utrum ejusmodi bona prohibita ad alios quoscunque pertineant. Illa tamen vendere, permutare, aut qualicunque modo alienare nunquam licebit, nisi postquam rite ac legitime seuædum præscripta XXIX. XXX. & XXXI. Articulorum hujus Tractatus contra istiusmodi bona prohibita fuerit processum, eademque vel post solennem processum per ultimam Sententiam supremorum Judicum, Articuli XXXI. hujus Tractatus descriptorum, vel deficientibus reclamantibus, post elapsos omnes Judiciorum terminos, publicæque proposita solemnia Edicta citatoria, confiscationi obnoxia fuerint, & tanquam talia fisco respectu addicta fuerint. Quo tamen casu tam ipsa Navis, quam ceteræ Merces in eadem repositæ, quæque per hanc Tractatum generi prohibitarum accensitæ non sunt, salvæ, intactæ, ac ab ulteriori Disquisitione immunes remaneant, neque ob præteritum mercium prohibitarum contagium detineri, multoque minus tam legitimam prædæ confiscari poterunt. Quod si non quidem universum onus, sed ejus pars major vel minor ex mercibus prohibitis vel contrabandæ confisterit, easque Præfectus Navis onerariæ, detentori, seu captori exhibere, tradere atque illi cedere paratus sit; eo casu detentor seu captor, Navem in qua bona prohibita seu contrabandæ deprehendit, nullo modo coget, ut ad Portum sibi commodum & e cursu instituto deflectat, quin illico dimittet, ut libere Navigationem suam proseguat. Sin Præfectus aliquis Navis Bellicæ vel alterius, quæ privatorum fumptibus ad Bellum fuerit instructa, secus atque contra prædicta fuerit, aut fieri jussit aut permiserit, ultra damna atque interesse in penam pecuniariam, ad minimum quadingentorum Ducatorum Hungaricorum (seu *Rexels*) vel duorum millium Florinorum Hollandicorum respectu condemnabitur, quæ quidem summa adjudicabitur proprietariis Navis injuste detentæ atque à Captore in Portum adductæ.

VIII. Quam autem compertum sit, Navium mercaturam facientium Magistros ac Navales socios, quin & Vefiores nonnunquam perpeti atroces vexationes, ac tormenta barbariem plane spirantia, illis qui tempore Belli per mare prædas facere cupiunt, in detentos more inhumano sævientibus, ut his extorqueant talem confessionem, qualem capientes suis usibus congruam censent, convenit, tam Serenissimum ac Potentissimum Magnum Dominum Czarem, Totius Russiæ Autocratorem, quam Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii respectu istiusmodi flagitia severissime prohibitorum, sancita mortis poenâ; quam poenam sedulo, neque conniventes, exigi curabant ab omnibus, qui legitimis probationibus crudelitatis, aut qualicunque injustæ vexationis convinci poterunt. Eandemque poenam etiam patientur omnes Navium Præfecti & Officiales, qui ejusmodi flagitia aut jussierint, aut ad ea perpetranda instigaverint, vel connivendo perpetrandi occasionem dederint, perpetrantesque non puniverint. Et quælibet Navis detenta, ejus Magister, Nautæ, Mercatores, aut Vefiores vel unus ex illis Torturam aut vexationem qualemcunque fuerint perpessi, sola illa re probata, confestim dimittetur, & a qualicunque actione, petitione, atque disquisitione sive Judiciali sive extrajudiciali cum toto suo onere libera declarabitur, ac Magistro aut proprietariis illico restituetur; etiam si abducenti captori rite atque legitime potuisset adjudicari, si nullum ejusmodi flagitium fuisset admittum.

IX. Porro convenit, ut quidquid per Subditos Czareæ Suae Majestatis deprehenditur impositum in Navem quancunque ad hostes aut inimicos Præpotentium Dominorum Ordinum Generalium spectantem, quamvis nulla ejus oneris portio sit de genere mercium prohibitarum, id omne fisco addici possit, atque ut e contra libera & immunita futura sint omnia, quæ deprehenduntur immixta Navibus, quæ ad Subditos Czareæ Suae Majestatis pertinent, etiam si vel totum onus proprium fuerit hostibus aut inimicis dictorum Dominorum Ordinum, & tale esse proclari possit, exceptis tamen semper mercibus prohibitis, quibus interceptis omnia ex præcedentium Articulorum mente & præscripto fient. Pari ratione quidquid per Subditos Dominorum Ordinum Generalium deprehenditur impositum in Navem quancunque spectantem ad hostes aut inimicos Czareæ Suae Majestatis, quamquam nulla ejus oneris portio sit de genere mercium prohibitarum, id omne fisco addici poterit, atque e contra libera & immunita erunt cuncta quæ deprehenduntur immixta Navibus, quæ ad Subditos dictorum Ordinum Generalium pertinent, etiam si vel totum onus proprium fuerit hostibus aut inimicis dictæ Czareæ Suae Majestatis, & tale esse probari queat; semper tamen exceptis mercibus prohibitis, quibus interceptis, omnia ex præcedentium Articulorum mente ac præscripto fient. Ne quid autem detrimenti Contrahentium in Pace versanti, aut Ejus Subditis, præter jus, & expectationem generetur ex eo, quod alter Contrahentium forte Bello fuerit implicatus, hoc quoque convenit, quod Navis quæ spectaverit ad hostes vel inimicos Magni Domini Czaris, Totius Russiæ Autocratoris, onerata bonis mercibusque pertinentibus ad Subditos Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii, contagio suo ea bona, mercesve nullo modo reddet obnoxia confiscationi, si imposita fuerint ante expirationem quinti mensis post Belli cujusvis publicam denunciationem sive Declarationem factam seu ex parte Czareæ Suae Majestatis contra ejus hostes, seu ex parte hostium ejus contra Czarem suam Majestatem, adeoque omnia ejusmodi bona, quæ pertinent ad Subditos dictorum Ordinum Generalium, in quocunque Navigii genere, quod ad hostes Czareæ Suae Majestatis spectat, capta aut deprehensa, eo sub prætextu confiscare non licebit; sed absque mora restituentur proprietariis. Verum quod ad alia, quæ post dictum 4. mensium terminum imposita fuerint, contrariam observabitur, easque fisco Czareæ Suae Majestatis addicere licitum erit. Post dicti quoque quarti mensis expirationem Subditis Dominorum Ordinum Generalium non licebit, ulla & mercibus prohibitis Articuli III. hujus Tractatus recensitis, ad Portus hostium vel inimicorum Czareæ Suae Majestatis pervenire, sed ea omnia post dictum quartum mensum elapsum, rite confiscari poterunt. Quæ omnia & singula versa vice obtinebant atque observabuntur, respectu & in favorem Subditorum Czareæ Suae Majestatis, ubi dictos Dominos Ordines, Bello alicui implicari contigerit.

X. Porro Serenissimus ac Potentissimus Magnus Dominus Czar totius Russiæ Autocrator, atque Domini Ordines Generales Fœderati Belgii reciproce ac solemniter promittunt, sese nihil acturos, institutos nec tentaturos, cujusvis generis aut naturæ, quo præjudicium fiat alterutrius Subditis mercaturam facientibus; eorum Navigationi, Commercio, Mercimoniis, aut aliis quibuscunque, quæ ad Navigationes pertinent, neque, ut aliquid tale fiat, inituros ullum Tractatum, Fœdus aut Conventionem, cum qualicunque Imperatore, Rege Principe, Republica, Statu aut Populo, cujuscunque partis Orbis Terrarum, sive Terræ, sive in alto Mari, seu in aliquo Portu, loco libero, finu aut aquis dulcibus, nullo sub prætextu aut occasione: Præterea nec se nec Subditos alterutrius directe aut indirecte præstare opem, auxilium, consilium, favorem aut consensum, ut aliquid ejus naturæ tentetur aut fiat, aut etiam tractetur per alios; quales quales illi sint cum aliquo Imperatore, Rege, Principe, Republica, Statu aut Populo, in damnum aut præjudicium alterutrius ex Contrahentibus aut Subditorum Ejus, quatenus ad eorum Navigationes, Commercio aut Mercimonia pertinet. Atque e contra si quid adversus alterutrum ex dictis Contrahentibus, ejus Subditos, Negotiantes & Navigantes, eorum Commercio, aut Mercimonia, actum, tractatum aut

ANNO  
1715.



ANNO  
1715.

aut tentatum fuerit per Subditos alterutrius, five singulares, five congregatos in aliquod Corpus, autoritate publica munitum, aut in aliquam Societatem privilegio gaudentem, & residentem, aut commorantem intra Regna aut Ditiones alterutrius Contrahentium, scilicet id non tantum palam atque expresse & facto impedituros, & omni tali molitioni aut tentamini contradicendos & sese opposituros; verum etiam quicquid ejusmodi factum aut tentatum fuerit, oblati querelis reprobandos & cancellatos; quin & auctores & executores ejusmodi molitionum, Tractatumque corporaliter puniendos, eorumque bona in fiscum redacturos, atque inde satisfacturos illi, qui, five contra verba, five contra verum hujus Articuli mentem, praejudicium aut damnum qualecunque passi fuerint.

XI. Ut autem Subditis hinc Czarae Suae Majestatis, illinc Dominorum Ordinum Generalium Foederati Belgii amplissime cautum, sit nullam illis injuriam illatam iri, neque per alterutrius ex Contrahentibus Naves Bellicas, neque per alias, quae privatorum sumptibus ad Bellum instructae fuerint, omnes omnino Praefecti Navium Bellicarum utriusque Contrahentis, omnesque privati suis impensis Naves ad Bellum armare volentes, uti & Societates quaecumque privilegio aliquo gaudentes, sedulo jubebuntur ab omni in alterius Subditos injuria ac damni illatione respective abstinere, sancita poena pro modulo admitti, non corporis tantum, sed & capitis, atque insuper reparationis damni cum omni causa, ejusque quod interest; pro quibus omnia illorum bona nexa, atque obligata erunt. Sin omnia flagitiosorum bona forte non succurrant dictae restitutioni ac reparationi injuriae illatae, damnique dati cum omni causa, atque ejus quod interest eorum, qui injuriam passi fuerint; eo casu Czarae Suae Majestatis ac Domini Ordines Generales, & fisco respective suo solvi, restituique ea omnia, curabunt, postquam ipsa damna, & interesse in posteriori judicio, secundum formam procedendi in casu appellationis, Article XXXI. hujus Tractatus praescribendam, legitime fuerint probata, hinc in Magni Domini Czaris privato seu alio tali Concilio, cui Czarae Majestatis Suae semper interesse censetur: illinc coram Conventu Dominorum Ordinum Generalium. Excipiantur tamen hinc illa damna, quae forte a Piratis Subditis alterutrius ex contrahentibus illata fuerint, ut quae nullo modo a Contrahentibus respective sarcienda sunt aut repeti possunt.

XII. Ut autem omnis injuria, damnique dati reparatio citius faciliusque fieri queat, omnes atque singuli Praefecti Navium, quae privatorum sumptibus ad Bellum armantur, antequam iis Diplomata five vulgo dictae Commissiones concedantur, idoneos Fidejussores dabunt, coram supremis rerum maritimarum Tribunalibus vulgo dictis Admiralitatis usque ad summam trium millium Ducatorum Hungaricorum, seu Roubels, vel quindecim millium Florenorum Hollandicorum; vel etiam ubi navales foculi excedunt numerum centum & quinquaginta Hominum, usque ad summam sex millium Ducatorum Hungaricorum, seu Roubels, vel triginta millium Florenorum Hollandicorum sese satisfacturos in solidum illi, qui damnum vel injuriam a se vel suis Officialibus aut navalibus Sociis secum navigantibus, passi fuerint contra stipulationes atque Articulus hujus Tractatus. Eumque in finem Diplomaticis seu Commissionibus singulis inferetur, idoneam cautionem, pro numero hominum requisitum, datam fuisse. Quod si per ambitum, collusionem, dolum, alioque quovis modo talium Navium Praefecti aut omnino non, aut non idonee satis dederint, dicta coram Diplomata seu Commissiones speciales, pro non datis, ipsoque facto cassas, revocatas, atque annullatas habebuntur. Praeterea ea omnia, Navis ipsa cum cunctis tam navalibus quam Bellicis Instrumentis, obligata erit, ut inde damnum aut injuriam periculis bona fide satisfiat.

XIII. Quod si quaecumque Navigium, bona mercede, quibus oneratum est, peritens vel ad Czarae Suae Majestatem, vel ad Dominos Ordines Foederati Belgii, aut ad eorum Subditos respective decurrat, captumque fuerit, per Navem Bellicam inimicam, aliaque sumptibus privatorum ad Bellum instructam, & nuntiam legitima Commissione sui Principis, qui hostis aut inimicus fuerit alterutri ex Contrahentibus; & decemum captumque ejusmodi Navigium & possessione detentoris aut captoris

ereptum, & libertati restitutum fuerit, per Naves Bellicas dicti alterutrius Contrahentis, aut privatorum Subditorum alterutrius respective sumptibus armatus, aut quoscunque alterutrius Subditos, quibuscuque modis aut mediis id procuraverint aut perferant, antequam detentum aut captum Navigium ex alto mari deducatur sit infra Dominium ejus Principis, a quo captor suam receperit Commissionem, (quorum Dominorum terminos proxime sequens Articulus exponit,) eo casu Navigium id, quod captori ereptum ac liberatum fuerit, una cum universo ejus onere, in specie, & absque ulla laesione sua diminutione, proprietatis restituatur: ac pro illa ereptione & liberatione liberatori dabitur tertia pars iusti valoris, tam navigii cum ejus apparatu, quam cunctorum bonorum merciumque, quibus oneratum est. Cujus valoris ineundi ratio sequenti Article XVI. praescribetur.

XIV. Quumque nulli Subditi hostis aut inimici Czarae Suae Majestatis aut Dominorum Ordinum Generalium respective adquirent legitimam possessionem Titulum, seu Dominium eorum, quae in alto Mari ceperint, nisi res captas perduxerint intra Praefidia Portus, aliaque loca tuta, pertinentia ad suum Principem, a quo Commissionem suam receperint, ad praeveniendum lites, discordias, & similes, quae occasione capti aliquid per hostes alterutrius aut utriusque Contrahentium, Navigii, quod ad Contrahentium alterutrum, ejusque Subditos spectaverit, posset oriri, ubi tale captum Navigium detentoris hostis ereptum, forte per Subditos alterius Contrahentis foret; convenit atque hic loci declaratur, quod ubi Navigium captum, eo perductum fuerit, ut sit ad anchoram, sub Castro, Castello, Civitate, Oppido, Fortalitio, aut quovis alio loco munito, intra spatium, quo globus tormentorum illic existentium periret, quae, five illud Castrum, Castellum, Civitas, Fortalitium, aut quaecumque aliud munimentum situm sit in Promontorio, in Sinu majori miniorque, intra Ostium Fluminis, aut quaecumque alium situm habeat: aut si anchora projecta sit intra Fluminis Ostium, Aestuarium, aut alium quemvis Sinum, ubi nulla sunt Fortalitia, aut etiam si in tali loco anchora sit projecta, ut & capta Navi, projectis circumquaque oculis nullus omnino sit prospectus altimaris, sed horizon undequaque terram praefert: Omnibus illis casibus, locis illis praedictis tam munitis, quam immunitis, ad Principem capientis pertinentibus, capta Navigia, cum omnibus quae illi insunt, jure Belli translata, & capientibus plene ac legitime acquisita esse censentur: adeoque proprietatis nullus omnino ad ea regressus concedatur, etiam si postea in mare redacta prioribus capientibus fuerint erepta per Naves Bellicas, aliaque in Bellum armatas, ad alterutrum ex Contrahentibus, eorumque Subditos respective spectantes.

XV. Ac ne Subditi amborum Contrahentium praeter necessitatem aut aequitatem, ullo damno afficiantur, in casu quo Navigium aliquod, ad eos pertines ab hostibus captum, illi hostibus per Subditos alterutrius ereptum ac libertati redditum sit, utque simul praeveniatur litium ac discordiarum materia, quae occasione computationis valoris Navigii erepti exoriri possent, porro convenit, ut in primo Portu, intra quem ereptor ac Liberator Navigium ereptum ac libertatem deduxerit, five si Portus pertineat ad alterutrum Contrahentium, five ad quemvis Imperatorem, Regem, Principem, Rempublicam, aut Statum neutralem, ubi Legatus, Consul, aut alius Minister publicus Principis reclamantium commoretur, incutatur ratio valoris Navigii, mercium ac bonorum hostibus ereptorum, & in libertatem restitutorum, atque eo in porta (soluta valoris tertia parte) reclamantibus continuo restituatur, neque maris periculo amplius subiaciat. Et ut hic Articulus, qui Commereciis periculis esse dignoscitur, effectum suum fortiter, Legati, Residentes, Consules, aliaque Ministri publici Czarae Suae Majestatis & Dominorum Ordinum Generalium respective, qui in ejusmodi Portu commorantur, statim postquam Navigium ejusmodi liberatum, in Portum illum deductum fuerit, a Rege, Principe, Republica, eorumque Consilio, loci Governatore, Admiralitatis Collegio, supremo loci Magistratu, quacumque nomine sit censetur, petent, ne tale Navigium illud deducatur, inde abeundi patiantur, sed interposita sua auctoritate effecere velint, ut aestimetur ejus atque mercium, bonorumque impositorum valor, & ejus tertia parte soluta, restituantur

ANNO  
1715.





ANNO  
1715.

deinde rursus Navim onere, & quo liberit tempore, inde secure recedere cum Navi ac mercimoniis, nullis omnino solutis vestigialibus aut oneribus, quocunque sub juris prætextu polci aut exigi solita forma fuerint, neque etiam ulli visitationi, aut disquisitioni obnoxii erunt. Eorum autem Portuum, Stationum, aut Littorum Præfecti seu Custodes, vel quo alio nomine appellentur, ejusmodi appellentes Naves ac homines, ab omni injuria ac violatione damni sedulo defendent, ac tutos præstabunt, nisi reparationi damni aut injuriæ, secundum præscripta Articuli XL hujus Tractatus obnoxii esse velint. Verum e contra licebit Magistris, aliiive talium Navium Præfectis, onus, impositum, sive totum, sive partim distrahere aut venum exponere, neque, merces aut personas illic in Navim recipere, multoque minus aliquid facere contra Leges aut Statuta ejus loci, ad quem appellere compulsi sunt. Si quid enim eorum admiserint, ita res accipietur, ac si illum in locum forensi destinati, adeoque omnibus juriis, quæ subire oportuissent, si illic ex compæcto tenerentur, obnoxii erunt, tam ipsi quam Naves atque bona, quibus Præfecti fuerint.

XXIII. Si qua autem Navis ejusmodi, vi tempestatis plus minus fracta in Littora, aut alium qualemque locum compulsa fuerit, Magistro aliiive Præfecto, sociisque Navalibus (significata prius intentione sive Vestigialium receptoribus, aliiive talibus Officialibus, si quis talis illic loci sit) omnino liberum licitumque erit, onus aut partes ejus in terram exportare, idque una cum principali Vestigialium in eo loco Inspectore custodire, factio per dictum Inspectorem Vestigialium inventario omnium, quæ in terram exportata sunt, cujus exemplum sive Copia per Inspectorem signata, reddetur Magistro vel alii Navi fractæ Præfecto, ut ex eo constet, quænam reddi debeant. Quo facto licebit dicto Magistro, aut alii cuivis Navi Præfecto, quocunque tempore, intra vententem tamen annum, aut solvere Vestigialia, aliaque quæ respectu ejus generis bonorum, aut mercimoniorum importatorum, debentur, eaque tanquam bona illuc destinata pro libitu suo vendere; aut Navem resectam illis denovo onerare, eaque exportare, absque illius oneris aut vestigialis pensionis. Sin autem Navis ejusmodi usque adeo sit fracta, ut rescici, ac in Mare reduci nequeat, liberum erit Magistro, aliiive Navi Præfecto, eam aut vendere talem, qualis fuerit, aut rumpere & secare, materiam atque Armamenta distrahere, aut ea, partemve eorum alioverum transportare, nullo illis facto impedimento, neque exacta ulla pecunia, aut alia quavis re, quocunque sub nomine, titulo aut prætextu. Quod si quæ merces, quæ illic loci sint prohibita, seu Contrabanda, in ejusmodi Navi forte fuerint, Magistro aliiive Præfecto permittitur, ea in Navim resectam referre, aut si rescici illa nequeat, in aliam quamvis Navim imponere, atque ita exportare, eodem modo, atque eadem immunitate, quæ de reliquis non prohibitis permixta est. Denique & servabuntur, quæ de tutandis hominibus, ac bonis ac prohibenda injuria & damno, Articulo proxime præcedenti, conveniunt.

XXIV. Si quæ Naves pertinentes ad Subditos alterutrius ex Contrahentibus appulerint Portus, aut intraverint Sinus aut Flumina alteri dictorum Contrahentium subiecta, earumque Præfecti per ignorantiam admiserint aut fecerint aliquid illiciti, veluti exonerando bona aut merces, absque editione aut significatione rectæ receptoribus Vestigialium aut aliiis Teloniorum Officialibus, aut si commiserint aliquid quodunque erimen, vel factum Legibus aut Statutis loci adversum, nullum inde damnum aut præjudicium generabitur, neque Navi ipsæ, neque bonis aut mercibus, quæ in terram nondum exposita sunt. Verum si quæ confiscatio bonorum ei, qui crimen aliquid, nihil commune habens cum negotiatione aut Commercio, perpetraverit, per Leges loci possit infligi: illa in talibus casibus, nullo modo extendetur in damnum aut Navis aut bonorum ei impositurum, sed locum sibi tantum vindicabit respectu bonorum perpetrantis. Quod si id quod factum aut perpetratum fuerit, vel per ignorantiam vel præmeditatem, ad exercenda commercia ac negotiationem pertineat, ejusmodi tamen confiscatio ultra bona seu merces expositas, & revera detentas extendi nunquam poterit. Quidquid au-

tem ejusmodi contra Leges & Statuta loci perpetratum aut tentatum fuerit, per aliquem inter eos Præfectum Navis aut navigii Mercaturam facientis, Gubernatorem, aut navalem socium, cuiuscunque generis illud fuerit, sive data opera, ad fraudanda Vestigialia, sive per ignorantiam, socordiam aut stuporem, aut qualemque alia intentione, locum aut prætextum non dabit detinendi, aut confiscandi Navem ipsam, aut quidquid in ea sit, neve ullomodo procedendi contra Præfectum ipsum navigii, eumque detinendi, aut qualemque molestia afficiendi.

XXV. Convenit præterea, neque Magnum Dominum Czarem totius Russiæ Autocratorem, neque Dominos Ordines Federati Belgii respective, ullo Edicto aut Mandato five generali five singulari, neque ob ullam qualemque causam, sibi sumptuosos, detenturos, arreto inclusuros, aut ad sui ipsius servitium coadutos ullam Navem onerariam, Præfectum, Magistrum, Gubernatorem aut Socium navalem, quævis, aut ulla bona ejusmodi Navi imposita, respective, quæ intra Portus, Sinus, Fluvios, aut alium quemque locum alterutrius prædictorum Contrahentium subiectum merces exponant aut imponant, aut alias ob causas commoveant, nisi obtineatur prævis consensus Prædicti, & post verum ac iustum locationis aut venditionis pretium præsentem pecunia solutum mercatoribus vel propriariis talium Navium aut mercium, aut eorum Procuratoribus, aut generaliter illis, qui ea vendere vel locare possunt respective.

XXVI. Prædictis quoque, Magistris, Gubernatoribus, Sociis Navalibus, aliiisque omnibus ad Navigia pertinentibus, tam bellicorum quam operationum & Mercaturam facientium Navium, non solum in Navi sed etiam extra illam, sive descendentes in terram, sive redemptibus ad Navigia, quæ in Portu, loco tuto, aut alio quocunque loco intra Regna & Ditiones alterutrius ex Contrahentibus ad Anchoram steterint, aut qualemque aliam ob causam illic fuerint, quin & terra ex uno loco ad alium iter facientibus, ad negotia sua peragenda, reciproce licitum erit gestare atque uti qualemque genere armorum, seu ad defendendum, seu ad offensendum idonea sunt; neque eorum quispian obligabitur ad ea declaranda cuiusque Officiali, multoque minus ob eorum gestationem aut usum ulla molestia afficietur, per Subditos amborum Contrahentium respective, cuiuscunque illi sint ordinis aut conditionis.

XXVII. Porro licitum erit Dominis Ordinibus Generalibus Federati Belgii nominare, atque mittere unum aut plures Ministros, qui privilegiis & immunitatibus, cum & securitati tam Personarum, quam Commercio suorum Subditorum, tam illorum, qui sub Imperiis, Dominationibus ac Terris Magni Domini Czaris, totius Russiæ Autocratæ, fixum habent Domicilium, quam eorum qui illic brevi tempore Negotiorum aut Commercio causa diverfiantur, consulant vulgo dictos Consules, ut resideant intra Imperia Principatus, Dominia, ac Terras dicti Magni Domini Czaris, in Portibus, Civitatibus, aliiisve locis qui ei rei utiles praverint. Qui quidem Consules in exsequendo suo munere gaudebunt ac fruuntur iisdem libertatibus, immunitatibus, exemptionibus ac privilegiis, quæ aliis ordinariis publicis Ministris Dominorum Ordinum Generalium intra Imperia, Principatus, Dominia ac Terras Magni Domini Czaris residentibus concedi solita fuerant, aut in posterum concedenda sunt. Et speciatim illis Consulibus omnino liberum erit defendere & protegere tam Mercatores, Subditos aut Incolas Federati Belgii, eorum Factores & utrumque Familias, quam Prædictos, Magistros, Gubernatores ac navales Socios qualemqueque Navigiorum ad dictos Subditos aut Incolas Federati Belgii pertinentium, tum præterea cuncta Jura, immunitates ac privilegia, quibus prædictos omnes aut singulos gaudere ac frui oportet, virtute quæ hujus Tractatus, tum aliorum Prædictorum aut Conventionum, quæ inter Magnum Dominum Czarem & dictos Dominos Ordines in posterum iniri & contrahi poterunt. Gaudebunt insuper etiam dicti Consules auctoritate potendi in favorem dictorum Subditorum vel incolarum Federati Belgii omnia, quæ Gentium jure, atque ex iustitia atque æquitatis rebus illis prædari oportet. Adeoque si quid, per Subditos Magni Domini Czaris, totius Russiæ Autocratæ, in damnum aut præjudicium Subditorum

ANNO  
1715.

ANNO  
1715.

aut Incolarum Fœderati Belgii factum aut tentatum fuerit, Consules illi querelas suas ea de re ad Magni Domini Czarem, ejusque privatum, aut aliud tale Consilium, cui Majestas sua semper interesse censetur, scripto deferre poterunt, ac damni, injuriæ, præjudicii emendationem petere. Atque ejusmodi petitiones & querelæ recipiuntur eodem modo, quo aliorum publicorum Ministrorum petitiones & querelæ recipi solent; ut eo modo diffinitiones & controversiæ, quæ exortæ forte fuerint, quantum quidem fieri potest, amice sopiantur, atque injuriarum passis, absque processuum ambagibus aut affectatis effugiis, prompte ac revera satisfiat. Atque eadem omnia ac singula vice versa locum habebunt atque observabuntur in Fœderato Belgio, respectu atque in favorem Consulum, quos Magnus Dominus Czar totius Russiæ Autocrator, ordinare atque illuc mittere volet, ut tam ipsi Consules, quam omnes alii qualescunque Subditi dicti Magni Domini Czaris, re & facto gaudeant ac fruuntur omnibus libertatibus, immunitatibus, exemptionibus, privilegiis, ac juriis, quibus respectu quæ illis prestantur oportet, seu virtute tam hujus Tractatus quam aliorum Fœderum aut Conventionum, quæ inter sepe dictos Contrahentes in posterum iniit ac contrahi poterunt; seu etiam Gentium jure, atque ex justitiæ & æquitatis regulis.

XXVIIII. Nullis Navium onerariarum Præfectis, Magistris, Sociisque Navalibus, qui sint Subditi Magni Domini Czaris, licitum erit, intra terras Domini Ordinum Generalibus obtemperantes, in eas vocare, turbare, aut qualescunque molestia afficere Præfectos, Magistros, Sociosque navales suas Navi, neque etiam alterius Navis æque pertinentes ad Subditos dicti Magni Domini Czaris, mercedis aut salarii nomine, vel alio sub quocunque prætextu. Neque ferent dicti Domini Ordines, ut eorum quisquam, sub tali prætextu aut colore sese officio suo subtrahat, adeoque multo minus illos qui talia aut fecerunt aut moliti sunt, in Ministerium aut protectionem suam, inde suas copias sive navales sive terrestres recipientes directe aut indirecte. Sin controversia fuerit orta inter Præfectos aut Magistros, alicujus Navis onerariæ & Mercaturæ faciendæ ab una, atque eorum Socios navales ab altera parte, de mercede aut salario cujuscunque ex illis, Pars alterutra narrationem facti scripto comprehendam & signatam, seu Consuli seu alii cujusvis qualitatibus publico Ministro sive Principis exhibebit, qui arbitrio suo idem scripto ac signato, negotio finem dabit, illudque arbitrium, dato Fidejussore idoneo exitum provisionaliter habebit. Ei vero, qui tali arbitrio læsum se censuerit, provocare licebit ad Judicem competentem intra Imperia, Principatus, Domina, ac Terras Magni Domini Czaris; Eadem omnia vice versa sedulo observabuntur intra Imperia, Principatus, Domina ac Terras Magni Domini Czaris, respectu Præfectorum, Magistrorum, cum Sociorum Navalium qui Subditi sunt Dominorum Ordinum Fœderati Belgii, atque intra dicta Imperia, Principatus, Domina ac Terras Magni Domini Czaris, si invicem litibus pulsare tentabunt.

XXIX. Et quoniam non tam bene se habent res humanæ, quin inter eos, qui agendæ suæ rei sedulo intenti sunt, multiplicia oriuntur dissidia, quæ ne vi manuum decendant, Pacis, tranquillitatis atque opulentie tam univeriorum quam singulorum summopere interest; ac præterea prædicti Contrahentes alterutris Subditis ita favere velint, ut reciproce gaudeant ac fruuntur eodem jure, iisdemque prærogativis, quibus utriusque proprii Subditi, suis in Imperiis, Principatibus, Dominiis ac Terris respectu fruuntur, & in posterum fruturi sunt; quæ quidem hoc modo ac medio præcipue effici possunt, si nullo personarum respectu habito, jus ac justitia æquali modo, tam extero quam incolæ administratur, quoniam absque Judicium ac Judiciorum ope, optimæ, prudentissimæ ac sincerissimæ quæque Fœderum ac Tractatum Stipulationes, præscriptæ & cautelæ ab improbis perumpi atque insuper haberi possint: dicti Contrahentes, ut ejusmodi conatus aut præventiantur aut reprimantur omnino curabunt, ut tam super omnibus negotiis, quæ incipiunt cõperunt extra sua Imperia, Principatus, Domina ac Terras respectu, superque omnibus Conventionibus & Contractibus extra illa iniit; quam etiam super quibuscunque rebus maximis, de quibus in-

TOM. VIII. PART. I.

ANNO  
1715.

ter suos respectu Subditos, Terrarumve suarum Incolas lites in posterum emerferint; tum speciatim super Navibus, bonis aut mercibus, quæ per Subditos alterutris ad Bellum instructos, aliquo sub colore aut prætextu in Mari deserta, ac in Portum ad alterutrum prædictorum Contrahentium spectantem deducta fuerint, jus dicatur atque justitiæ administretur, secundum cautelas ac stipulationes quæ hoc Tractatu præscriptæ ac placitæ sunt, quæque successu temporis placebunt ac præscribentur, deinde secundum justitiæ & æquitatis normam, atque etiam secundum leges loci, quatenus illas Subditi & Incolis Dominiurum alterutris Contrahentium plus favent quam ea, quæ hoc Tractatu conveniunt. Idque fiet respectu, priori quidem loco seu instantia, per suprema rerum marinarum Tribunalia, vulgo dicta Admiraltates: quæ ut contentæ & Judicibus idoneis, integris, qui suspitioni corruptionis, favoris aut iniquitatis nullo modo sint obnoxii; & ad quos causæ quæ discerpantur, neque per se neque per suos pertinet, dicti Contrahentes enixam dabunt operam. Eoque in judicio res definitur intra spatium sex Mensium vel citius, si per rei naturam id fieri poterit. Et si ultra dictum sex mensium tempus res protrahatur citra consensum reclamantium, vel eorum, qui extra Dominia, sui Principis respectu litem persequi necesse habent, liberum erit reclamanti vel ei, qui extraneus cum sit, litem persequitur, hinc à Magni Domini privato, aut alio tali Consilio, cui Majestas sua semper adesse censetur, illinc à Conveniendi Dominorum Ordinum Generalium, petere, ut jubeantur Judices propterea atque intra breve tempus, illis præfigendum sententiam ferre. Eaque intra præfixum tempus non lata, dicti Magni Domini Czaris Consilium, aut dicti Domini Ordines Generales respectu, ad se causam evocabunt, eamque secundum regulas hoc Articulo præscriptas definiant.

XXX. Lite hinc inter Subditos Magni Domini Czaris, illinc inter Subditos Dominorum Ordinum Generalium, aut Incolas Dominiurum ac Terrarum dictorum Contrahentium respectu exorta, nunquam licebit bona qualescunque, de quibus et aliquid earum causarum, quæ præcedente Articulo XXIX. expressæ sunt, inter dictorum Contrahentium Subditos controversit, vendere, aut alienare, neque Naves detentas aut in Portum aliquem deductas exonerare, nequidem sub eo prætextu, quod bona mercere, de quibus lis est, durante processu corrumpere possint, nisi si contentiam illi quorum interest: quo de consensu ex Instrumento per personam aliquam publicam confecto, aut ex Libello supplicis amorum litigantium constare debeat, sed omnia ejusmodi bona litigiosa, Navesque detentæ ac in Portum deductæ servabuntur intactæ, donec aut priori Sententiæ acquiescant, aut Sententia in posteriori judicio seu instantia fuerit lata. Quæ tamen regula unicam patietur exceptionem, scilicet, si prior Sententia fuerit lata pro reclamantibus, vel generaliter pro Subditis illius ex Contrahentibus, qui extra Imperia, Domina aut Terras sui Principis, Naves, merces, aut bona sua qualescunque litem persequi necesse habent: quippe dicto solo casu illa Sententia (satis idoneis Fidejussoribus rerum controversarum estimationem restitutum si, si posteriori judicio alter fuerit definitum), statim & absque ambagibus executioni mandabitur; sed non è contra. Quod si qua Nave detenta & in Portum deducta, ipsum Navigium, Mercimonia aut alia bona contra hanc cautelam, absque consensu eorum quorum interest, sub quocunque prætextu vendita fuerint, licitum erit reclamantibus, vel Proprietariis quibuscunque, probata tantum illa venditione, cum Navim venditam ab quocunque emptore, absque ulla restitutione pretii, repetere; atque emptor eam sine processu aut cavillationibus statim restituet; tum etiam ob vendita bona litem movere vendentibus de damno dato, eoquæ in judicio nihil aliud examinabitur, nisi quantum damni reclamantibus vel proprietariis quibuscunque per injuriam illam, ac illicitam venditionem fuerit datum, idque bona fide adjudicabitur. Et quamvis is, qui detinuerit & in Portum aliquem deduxerit Navem aliquam, cujus Præfectus est Subditus Magni Domini Czaris vel Dominorum Ordinum Generalium respectu, contendant dictam Navim detentam atque abductam pertinere ad hostes Magni Domini Czaris vel Dominorum Ordinum Generalium respectu, ejusmodi

O o o 2

tamen



ANNO  
1715.

tamen Navis, non apparente Reclamatore, non exonerabitur, multoque minus vendetur, nisi postquam Actor quatuor Edicta, quae & publice affiguntur locis solennibus, & quorum ultimum erit peremptorium, impetraverit, per intervalla, non minus quam sex septimanarum, atque post sex hebdomadas ab ultimo illo Edicto impetrato & proposito, causa legitime acta, & Sententia rite fuerit pronuntiata; talis scilicet qua ejusmodi Navis detenta & abducta atque onus ei impositum consistenter. Sin ejusmodi Navis atque onus ab impetitione Detentoris vel Actoris absolvetur; Navis atque bona ei imposita illico Praefecto, seu Magistro ejus restituentur, ut iter & Navigationem suam prosequatur. Et haec quidem ita exactissime observabuntur, si sub praetextu hostilitatis exonerentur, aut vendantur Naves aut bona quae revera ad Subditos Magni Domini Czaris, vel Dominorum Ordinum Generalium respectu, aut universa aut pro parte pertinent.

XXXI. Post latam prioris & inferioris Judicis Sententiam, si Magni Domini Czaris, totius Russiae Autocratoris Legati, aliive Majestatis Suae Ministri publici apud Dominos Ordines Generales Federati Belgii commorantes, aut etiam Proprietarii, eorumque Socii, correspondentes, Procuratores, Magister sive alius quivis Praefectus Navis detentae, qui reclamaverint, querentur de iniquitate Sententiarum a dicto Judice inferiori latarum, licitum erit Parti conquerenti ad dictos Dominos Ordines Generales appellare intra duos annos a die pronuntiatae prioris Sententiae, dictique Domini Ordines causarum merita, processus Sententiaeque latas in Conventu suo denuo examinant, ac secundum hunc Tractatum & justitiae ac aequitatis normam Sententia sua definit ac terminant. Efficiet etiam, ut ordinationes & cautelae in hoc Tractatu praescriptae, tum & placita juris Gentium atque suarum Legum, quatenus ea plus favent Subditis Magni Domini Czaris, ferventur, atque effectum suum sortiantur, ac jus conquerentibus reddatur intra tres menses a die provocationis, nisi ab alterutra parte ad producendum nova causae Instrumenta, vel alias ob causas magni momenti, prolixiori spatio petito, ea petito Magni Domini Czarum totius Russiae Autocratoris, in ipsius privato vel alio tali Consilio, cui Sua Majestas semper interesse censetur, appellare intra duos annos a die pronuntiatae prioris Sententiae, dictique Magnus Dominus Czar causarum merita, processus, Sententiaeque latas, in dicto suo Consilio denuo examinet, & secundum hunc Tractatum, & justitiae ac aequitatis normam Sententia sua definit ac terminabit. Efficiet etiam ut Ordinationes & cautelae in hoc Tractatu praescriptae, tum & placita Juris Gentium, atque suarum Legum, quatenus ea plus favent Subditis Dominorum Ordinum Generalium, ferventur atque effectum suum sortiantur, ac jus conquerentibus reddatur intra tres menses, a die provocationis, nisi ab alterutra Parte, ad producendum nova causae Instrumenta, vel alias ob causas magni momenti, prolixiori spatio petito, ea petito Magni Domini Czarum in dicto ejus Consilio, iusta fuerit visa; quo tamen casu, causae definitio ultra sex mensem spatium protrahi nunquam poterit. Deinde tam Magnus Dominus Czar totius Russiae Autocrator, quam Domini Ordines Generales Federati Belgii, sedulo effectum dabant, ut Sententiae in dicto posteriori Judicio respectu latae, prout earum verba ferunt, statim & absque ulteriori processu, executioni mandentur, ac suum effectum quam citissime sortiantur. Quod & tum fiet, si Pars condemnata, absque appellatione, prior Sententiae adqueverit. Praeterea omnia praedicta etiam convenit, neque in priori, neque in posteriori instantia, pro administratione justitiae, ullum honorarium munus aut salarium Judicibus, qualescunque illi sint per reclama-

antes hinc inde solum, nec per Judicis respectu-ve directe aut indirecte receptum iri.

XXXII. Si qua injuria ab alterutro ex Contrahentibus, eorumque Subditis, aut Incolis Imperiorum, Principatuum, Dominiorum aut Terrarum illorum respectu, sive quovis in loco extra Regna ac Ditiones utriusque Contrahentis, sive in alto Mari illata fuerit Navibus, bonis aut mercibus pertinentibus ad Subditos aut Incolas quorumcunque Ditionum aut Terrarum alterius Contrahentis, tam contra aliam quam hujus Tractatus stipulationem aut cautelam, quam contra Jus Commune seu Gentium, nullae tamen Litterae Repressaliarum, marcae aut contramarcas hinc aut illinc concedentur, nisi Officium Judicium ex praescripto hujus Tractatus prius imploratum, & tamen jussu denegata, aut ejus Administrationis dilata fuerit. Denegata autem vel etiam dilata Justitiae Administratione, publicis aliquis Minister illius ex Contrahentibus, cujus Subditi vel Ditionum aut Terrarum suarum Incolae injuriam passi sunt, publice postulabunt, vel ut is amice componatur, vel ut secundum regulas & cautelae hujus Tractatus jus reddatur conquerentibus, sive id in priori, sive in posteriori Judicio usu veniat. Sin autem facta tali publica petitione, nihilominus mora illa continetur, neque jus reddatur, nec satisfactio conquerentibus intra tres menses, nulla ulteriori Admonitione adhibita. Litterae Repressaliarum Marcae aut Contramarcas, absque Tractatus hujus offensione concedi poterunt.

XXXIII. Omnes autem & singuli praecedentes Articuli cum perfectissima reciprocatio intelligendi sunt, etiam si ea reciprocatio in aliquo aut pluribus Articulis plene non esset expressa, ita ut Subditi Magni Domini Czaris in Ditionibus ac Terris Dominis Ordinibus Generalibus obtemperantibus gaudere ac frui debeant omnibus omnino privilegiis ac juribus, quibus Subditi aut Incolae Ditionum aut Terrarum dictis Dominis Ordinibus subiectarum, in Imperiis, Principatibus, Dominis ac Terris Magni Domini Czaris, totius Russiae Autocratoris gaudere ac fruantur. Et vicissim Subditi ac Incolae Ditionum ac Terrarum dictis Dominis Ordinibus Generalibus subiectarum in Imperiis, Principatibus, Dominis ac Terris Magni Domini Czaris, totius Russiae Autocratoris, gaudere ac fruentur omnibus omnino privilegiis, ac juribus, quibus Subditi dicti Magni Domini Czaris in Ditionibus ac Terris Dominis Ordinibus Generalibus obtemperantibus gaudere ac fruantur. Et si quid juris vel privilegii ab alterutro ex Contrahentibus concedatur Subditis alterius Contrahentis, praeter ea quae hoc Tractatu comprehensa sunt, ea statim quoque reciproce concedantur ab altero Contrahente intra sua Dominia Subditis illius Contrahentis, qui prior favere Subditis alterius Contrahentis coeperat. Quod si contrahentes aut eorum alteruter, procedente tempore alii Nationi, aut Populo, aut cujuscunque Principis Subditi concesserit privilegia plura aut ampliora, ita, quae Magnus Dominus Czar indulserat Subditis Dominorum Ordinum Generalium, aut quae Domini Ordines Generales indulserant Subditis Magni Domini Czaris, eadem omnia sese, alterum alterius Subditis concessuros & induluros, tam Magnus Dominus Czar, quam Domini Ordines Generales solenniter promittunt.

XXXIV. Denique convenit, Tractatum hunc, omnesque & singulos ejus Articulos, quam primum id fieri poterit, confirmatum iri, atque Ratificationes cum Magni Domini Czaris, totius Russiae Autocratoris, tum Dominorum Ordinum Generalium Federati Belgii respectu intra . . . menses, a die hujus Federis conclusi solenniter permutatum iri, ac deinde per omnia Imperia, Principatus, Dominia Terrarumque dicti Magni Domini Czaris, tum & per Ditiones ac Terras dictis Ordinibus Generalibus obtemperantes rite publicatum iri; ejusque exempla respectu ad Cancellerarias, Archivas, Concilia, Curias ac qualescunque Judicum Tribunalia, omniaque alia Collegia, ad quae res ultimodo pertinere possent, delatum iri, ne ulla ignorantia hujus Tractatus praetendi aut affectari ab alterutra parte queat; verum contra ab omnibus, qui tam intra Imperia, Principatus, Dominia ac Terras Magni Domini Czaris, totius Russiae Autocratoris, quam intra Ditiones ac Terras Dominis Ordinibus Generalibus Federati Belgii obtemperantes degunt, bona fide, sedulo & diligenter per omnia observetur & adimpleatur.

CLXXXII.

ANNO  
1715.

ANNO  
1716.

CLXXXII.

25. Mai. *Traité d'Alliance entre Sa Majesté Impériale & Sa Majesté Britannique, ainsi qu'il a été corrigé & conclu le 25. Mai 1716.*

IN nomine Sacro-sanctae ac individuae Trinitatis; Manifestum sit omnibus, quibus expediet, universis.

Postquam Augustus Romanorum Imperator Carolus Sextus, Hispaniarum, Hungariae & Bohemiae Rex, Archidux Austriae, Dux Burgundiae, &c. Nec non Serenissimus Magnae Britanniae, Franciae & Hyberniae Rex, Dux Brunsvici & Luneburgi, Sacri Romani Imperii Elector, in memoriam revocassent insignia emolumenta, quae ex sincera & constanti Antecessorum suorum unione promanarunt; ideoque praesentis temporis circumstantiis accuratius perpensis, ad eandem communi bono reintegrandam animum admovissent.

Inde Deo propitio factum ut communicatis consiliis in sequentium Articulorum Tractatum & duplicatum Fœdus rite convenirent.

I. Sit inter Sacram Caesaream & Regiam Catholicam Majestatem, & Sacram Regiam Magnae Britanniae Majestatem sincera amicitia & consiliorum conjunctio atque perfecta Confœderatio, eorumque quilibet alterius commoda pro suis reputet, ac serio promovere studeat, damna vero, qua potest, optima ratione avertat.

II. Fœderis hujus defensiva intentio & finis alius non sit quam mutuo se invicem tueri ac in possessione Regnorum, Provinciarum ac Jurium, eo quo sunt statu, & quibuscunque quisque actualiter gaudet & fruitur, conservare. Quod si igitur contingerit, ut unus vel alter Confœderatorum ab aliis Potentibus hostiliter invadatur aut offendatur, conventum est, ut ejusdem honor, dignitas, nec non Provinciae ac supradicta Jura, quae tempore hujus Fœderis in Europae partibus possidet, aut eo durante mutuo consensu acquireret, contra quoscunque aggressores communi ope & auxilio terra marique illaesa conserventur, defendantur & propugnentur, nec non ob injuriam forsitan illatam iusta satisfactio procuretur.

III. Ad hunc salutarem scopum assequendum, casu praememorato alicujus hostilis invasionis, impetitus, eandem Confœderatio notificet, qui omnem apud aggressorem operam impendat, quo sine mora ab ulteriore hostilitate abstineat, de illatis damnis iuste satisfaciatur, ac de futura securitate Federato caveat.

IV. Blandiore hac via intra bimestre spatium non succedente, aggressio à Federato illico auxilia submittantur, nec ante revocentur, quam id obtentum fuerit, quod Article praecedente secundo expressum est.

V. Auxilia vero, quae emergente hoc casu à Confœderato mittenda sunt, erunt sequentia.

Pro parte Sacrae Caesareae & Catholicae Majestatis armatorum duodecim millia, scilicet Pedites 8000. Equites 4000.

Pro parte Sacrae Regiae Magnae Britanniae Majestatis totidem armatorum millia, scilicet: Pedites 8000. & Equites 4000.

Quod si vero ratio Belli in totum vel in partem suppetias maritimas potius postulare loco supra dictarum terrestrium copiarum, tot Naves bellicas, quarum sumptus praefatum numerum armatorum adaequant praestare teneatur, uti & in casu ubi majores etiam tam terrestres quam maritimae suppetiae necessariae forent, de his absque mora inter Confœderatos conveniatur, & ab utrinque amicabiliter propensio exhibeatur.

VI. Conventum est, nullum alium Principem aut Potentiam ad praememoratum Fœdus invitandum esse aut admittendum, nisi unanimi ac mutuo Federatorum consensu, ac hoc prorsus modo, quo inter eisdem pactum fuerit & conventum.

VII. Cum vero nihil magis utrique Federatorum in votis sit, quam Tractatū hoc inito salutem communem ope mutua tutam reddere, Pacemque publicam illaesa conservare, nullique prorsus dubium sit, quin Praepotentes Unitarum Belgii Pro-

vinciarum Generales Ordines admodum libenter opus tam utile, tamque necessarium Societate sua adjuvare atque promovere velint; capropter & nunc placuit eisdem Generales Ordines ad praesens Fœdus non modo libenter admitti, sed & eos ad illius accessum sine mora amice invitare.

VIII. Ratificatio hujus Tractatus intra spatium sex septimanarum, aut citius, si potest, fiat. In quorum fidem tum Sacrae Suae Caesareae & Catholicae Majestatis, tum Sacrae Suae Regiae Majestatis Magnae Britanniae Plenipotentiarii haec praesentes manibus suis subscripserunt, iisdemque Sigilla apposuerunt. Actum West-Monasterii die 25. Mensis Maji, Anno Domini 1716.

(L.S.) OTTO CHRIST. (L.S.) W. CANTUARIENSIS.  
COM. A VOLCKRA.

(L.S.) JOAN. PHILIP. (L.S.) COUPER.  
HOFFMAN.

(L.S.) COUPER.

(L.S.) SUNDERLAND.

(L.S.) DEVONSHIRE.

(L.S.) MARLBOROUGH.

(L.S.) ROXBORG.

(L.S.) ORFORD.

(L.S.) TOWNSHEND.

(L.S.) J. STANHOPE.

(L.S.) R. WALPOLE.

## ARTICULUS SEPARATUS.

Conventum praeterea est, quod si tractu temporis inter Sacram Caesaream Majestatem & Ottomannicum Imperium Bellum oriretur, Tractatus Fœderis hodierna die cum Sacra Regia Majestate Magnae Britanniae conclusus, nullatenus eo pertinere vel extendi censeretur, nec Bellum cum Turcis pro casu exigente reputari poterit. In cuius fidem Sacrae, &c. & signatum ut supra.

## RATIFICATIO IMPERATORIS.

Quod nos inspectis consideratisque ejusdem Tractatus Articulis eisdem omnes una cum Article Secreto in universum ratos gratosque habuerimus ac comprobaverimus, prout ea omnia & singula, quae ita acta & transacta fuerunt, vigore praesentium approbamus & ratificamus, verbo Caesareo Regio Archiducali promittentes, Nos ea firmiter & sancte per omnia impleturos & observaturos esse. In quorum fidem praesentes propria manus subscriptione appressoque nostro sigillo communivimus. Datum Viennae 30. Julii 1716. Regnorum nostrorum Romani s., Hispaniarum 13., Bohemiae & Hungariae sexto,

CAROLUS.

PHILIPPUS LUD. C. A SINZENDORF.

Ad mandatum Sacrae Caesareae & Catholicae Majestatis proprium,

JOANNES GEORGIUS BUR.

Ooo 3

CLXXXIII.



ANNO  
1716.

CLXXXIII.

28. Sept. *Traité de Commerce entre la France & les Villes  
Anseatiques, Lubeck, Bremen & Hambourg,  
conclu à Paris le 28. Septembre 1716.*

LE Roi desirant faire connoître aux Villes de *Lubeck, Bremen & Hambourg*, de l'Ansee Teutonique, qu'il a pour elles la même affection, & la même bonne volonté que les Rois ses Predecesseurs depuis *LOUIS XI.* jusqu'à *LOUIS XIV.*, son très honoré Seigneur & Bis-Ayeul, leur ont témoigné dans plusieurs Traitez consecutifs de Marine & de Commerce, & particulièrement dans celui du mois de Mai 1667, Sa Majesté a reçu favorablement les instances, prieres & Supplications que ces Villes lui ont fait par les *Srs. Christoffe Brosseau, & Jean Anderson*, Docteurs es Loix, Sindics de la Ville de Hambourg, & *Daniel Stockfiter*, Sénateur, leurs Deputez en cette Cour, de vouloir bien convenir avec elles d'un Traité de Commerce, qui puisse maintenir & conserver entre ses Sujets & ceux desdites Villes une sincere intelligence pour l'utilité & avantage reciproque; & de l'avis de son très-cher & très-aimé Oncle le Duc d'Orleans, Regent, &c. a commis pour examiner les Memoires presentez de la part desdites Villes, le *Sr. Comte d'Esprey*, Vice-Amiral & Maréchal de France, Grand d'Espagne, Commandeur de ses Ordres, Gouverneur des Villes & Château de Nantes, Lieutenant-General au Pais Nantois, Vice-Roi de l'Amerique, & Président du Conseil de Marine; le *Sr. Marquis d'Uselles*, aussi Maréchal de France, Commandeur de ses Ordres, Gouverneur de la Province d'Alsace, Lieutenant-General au Gouvernement de Bourgogne, & Président du Conseil des affaires étrangères; & le *Sr. Amelot*, Conseiller ordinaire en toutes Conseils d'Etat & Privé, & aux Conseils de Commerce; lesquels, après plusieurs Conferences tenues avec lesdits *Srs. Deputez*: ont conjointement en vertu de leurs Pouvoirs respectifs, résolu, arrêté & conclu ce qui suit.

## ARTICLE PREMIER.

Les Habitans des Villes Anseatiques jouiront de la même liberté, en ce qui regarde le Commerce & la Navigation dont ils ont joui depuis plusieurs Siècles, & pourront trafiquer & naviguer en toute sûreté, tant en France qu'autres Royaumes, Etats, Pais & Mers, Lieux, Ports, Côtes, Havres & Rivières en dependans, situez en Europe, pour y aller, venir, passer & repasser tant par Mer que par Terre, avec leurs Navires & Marchandises, dont l'entrée, sortie & transport ne sont ou ne seront défendus aux Sujets de Sa Majesté par les Loix, & Ordonnances du Royaume.

II. Ceux des Sujets desdites Villes qui trafiqueront & demeureront en France, ne seront point assujettis au Droit d'Aubaine, & pourront disposer par Testament, Donation ou autrement de leurs Biens, meubles, en faveur de telles personnes que bon leur semblera, & leurs heritiers résidans en France ou ailleurs, pourront leur succéder ab intestat, sans qu'ils aient besoin d'obtenir des Lettres de naturalité: le tout ainsi que pourroient le faire les propres & naturels Sujets du Roi.

III. Lesdits Sujets desdites Villes Anseatiques ne seront tenus de payer d'autres, ni de plus grands Droits, Gabelles, Impositions, Contributions ou charges sur leurs Personnes, Biens, Denrées, Navires ou fret d'eux, directement ni indirectement, sous aucun nom ou pretexte que ce soit, que ceux qui seront payez par les propres & naturels Sujets de Sa Majesté.

IV. Seront exempts du Droit de fret de cinquante sols par tonneau dans tous les cas, si ce n'est lorsqu'ils prendront des Marchandises dans un Port de France, & qu'ils les transporteront dans un autre Port de France pour les y décharger.

V. Et pour favoriser d'autant plus le Commerce desdites Villes, il a été accordé, que les Marchandises ci-après dénommées ne payeront à toutes les entrées du Royaume, Terres & Pais de l'obédience du Roi, que les Droits ci-après déclarez, Balaine

coupee le 100. pesant payera neuf Livres, Fanon de Balaine le 100. en nombre, tant grands que petits, du poids de 320. Livres ou environ, vingt Livres.

Huile & graisse de Balaine & d'autres poissons embarquez, du poids de 320. Livres, sept Livres dix sols.

Fer blanc le baril de 450. Feuilles doubles, vingt Livres.

Le baril de simples Feuilles, dix Livres.

Plumes à écrire le 100. pesant, quatre Livres, Soye de porc, le 100. pesant, quatre Livres.

Ensemble les quatre sols pour Livre desdits Droits pendant le tems seulement que les Sujets du Roi y feront assujettis.

VI. Il est accordé auxdites Villes Anseatiques, que conformément à l'Edit du mois de Mai 1699. concernant la franchise du Port & Havre de Martheille, leurs Sujets jouiront de la même liberté & franchise, dont jouissent les Sujets du Roi, & ne payeront les Droits de vingt pour cent, lorsqu'ils apporteront des marchandises du Levant, soit à Martheille ou dans les autres Villes du Royaume où l'entrée est permise que dans les cas où les Sujets naturels du Roi seront tenus de les payer.

VII. Jouiront au surplus lesdites Villes, leurs Habitans & Sujets en ce qui regarde la Navigation & le Commerce par Mer, de tous les mêmes Droits Franchises, Immunités & Privilèges captenus au présent Traité, de ceux encore qui seroient accordés par la suite aux Etats des Provinces-Unies & aux autres Nations maritimes, dont les Etats sont situez au Nord de la Hollande.

VIII. Les Capitaines, Maitres ou Patrons des Navires des Villes Anseatiques, leurs Pilotes, Officiers, Mariniers, Matelots ou Soldats, ne pourront être arrêtés, ni les Navires détenus ou obligés à aucun service ou transport, même les Denrées & marchandises ne pourront être saisies dans les Ports de France, en vertu d'aucun ordre general ou particulier, ni pour quelque cause que ce soit, quand il s'agiroit de la défense de l'Etat, si ce n'est du contentement des Intérêts, ou en payant, sans préjudice néanmoins des saisies faites par autorité de justice, & dans les règles ordinaires, pour dettes legitimes, Contrats, ou autres causes, pour raisons desquelles il sera procédé par les voyes de Droit, selon les formes judiciaires.

IX. Les Navires appartenans aux Habitans des Villes Anseatiques, passant devant les Côtes de France & relâchant dans les Rades, Ports & Rivières du Royaume, par tempête ou autrement, ne seront contraints d'y décharger ou vendre leurs marchandises, en tout ou partie, ni tenus de payer aucuns Droits, sinon pour les Marchandises qu'ils y déchargeront volontairement & de leur gré.

X. Pourront néanmoins les Capitaines, Maitres ou Patrons des Navires des Villes Anseatiques, vendre une partie de leur chargement pour acheter les Vivres dont ils auront besoin, & les choses nécessaires au radoub de leurs Vaisseaux, après en avoir obtenu la permission des Officiers de l'Amirauté, auquel cas ils ne payeront des Droits, que des Marchandises, qu'ils auront vendues ou échangées.

XI. S'il arrive que des Vaisseaux de Guerre ou Navires Marchands desdites Villes, échouent sur les Côtes de France par tempête ou autrement, lesdits Vaisseaux ou Navires, leurs Aparaux & Marchandises, Vivres, Munitions & Denrées, ou les derniers qui en proviendront, en cas de vente, seront rendus aux propriétaires, ou à ceux qui auront charge ou pouvoir d'eux, sans aucune forme de Procès, pourvu que la réclamation en soit faite dans l'an & jour, en payant seulement les frais raisonnables & ceux du sauvement, ainsi qu'ils seront reglez, à l'effet de quoi Sa Majesté donnera ses ordres pour faire châtier severement ceux de ses Sujets qui auront profité ou tenté de profiter d'un pareil malheur.

XII. Les Marchandises des Bâtimens échoués ne pourront être vendues avant l'expiration dudit terme d'un an & jour, si elles ne sont de qualité à ne pouvoir être conservées; mais s'il ne le présente point de réclamateur, ou personne de la part dans le mois, après que les Efects auront été sauvez, il sera procédé par les Officiers de l'Amirauté à la vente de quelques Marchandises des plus perissables, & le prix qui en proviendra sera employé au payement des Salaires de ceux qui auront travaillé au sauvement; desquelles ventes & payemens il sera dressé procès verbal.

XIII.

ANNO  
1716.

ANNO  
1716.

**XIII.** S'il survient une Guerre entre le Roi & quelques Puissances autres, que l'Empereur & l'Empire (ce qu'à Dieu ne plaise) les Vaisseaux de Sa Majesté & ceux de ses Sujets armez en Guerre ou autrement ne pourront empêcher, arrêter, ni retenir les Navires desdites Villes Anseatiques, sous quel que prétexte que ce soit, quand même ils iroient dans les Villes, Ports, Havres ou autres lieux dependans desdites Puissances ennemies de Sa Majesté, si ce n'est qu'ils fussent chargés de Marchandises de Contrebande, ci-après désignées, pour les porter aux Pais & Places des Ennemis de la Couronne, ou de Marchandises appartenantes auxdits Ennemis.

**XIV.** Sous le terme de Marchandises de Contrebande sont entendus les Munitions de Guerre & Armes à feu, comme Canons, Mousquets, Mortiers, Bombes, Petards, Grenades, Saussières, cercles poissiez, affûts, fourchettes, Bandolieres, poudre, méche, salpêtre, balles & toutes autres sortes d'armes, comme piques, épées, morions, casques, cuirasses, halberdars, javelots, & autres armes, chevaux, selles de cheval, fourreaux de pistolets, & généralement tous les autres assortimens servant à l'usage de la Guerre.

**XV.** Ne seront compris dans ce genre de Marchandises de contrebande les fromens, bleés & autres grains, legumes, huiles, Vins, sel, ni généralement tous ce qui sert à la nourriture & sustentation de la vie; mais au contraire, lesdites denrées demeureront libres comme les autres Marchandises non comprises dans l'Article précédent, quand même elles seroient destinées pour une Place ennemie de Sa Majesté, à moins que ladite Place ne fût actuellement investie, bloquée ou assiégée par les Armes de Sa Majesté, ou qu'elles appartenissent aux Ennemis de l'Etat, auquel cas lesdites Marchandises & denrées seront confisquées.

**XVI.** Les Marchandises de contrebande & les denrées de la qualité spécifiée par les Articles précédents & dans les cas y expliqués, qui se trouveront sur les Navires des Villes Anseatiques, seront confisquées, mais le Navire ni le reste en chargement ne sera pas sujet à la confiscation.

**XVII.** Si les Capitaines ou Maîtres desdits Navires avoient jetté leurs Papiers à la Mer, le Navire & tout le chargement sera confisqué.

**XVIII.** Les Navires des Villes Anseatiques avec leur chargement, seront de bonne prise, lors qu'il ne se trouvera ni chartes-parties, ni connoissemens, ni factures.

**XIX.** Les Capitaines, Maîtres ou Patrons des Navires desdites Villes Anseatiques, qui auront refusé d'amener leurs voiles après la semonce, qui leur en aura été faite par les Vaisseaux de Sa Majesté, ou par ceux de ses Sujets armez en Guerre, pourront y être contraints; & en cas de résistance, ou de combat, lesdits Navires seront de bonne prise.

**XX.** S'il arrivoit qu'un Capitaine ou Commandant d'un Vaisseau François arrêât un Navire des Villes Anseatiques, chargé de Marchandises de contrebande ou de denrées dans les cas ci-dessus spécifiés, il ne pourra faire ouvrir ni rompre les coffres, malles, balles, ballots, bougettes, tonneaux & autres caisses, ni les transporter, vendre, échanger, ou autrement aliéner, qu'après qu'ils auront été mis à terre en présence des Officiers de l'Amirauté & après l'inventaire par eux fait desdites Marchandises de Contrebande ou Denrées.

**XXI.** Ne pourra pareillement le Capitaine ou Commandant d'un Vaisseau François, ou quel qu'autre personne que ce soit, dans le cas ci-dessus, vendre ou acheter, échanger ni recevoir, directement ni indirectement, sous quelque titre, ou prétexte que ce soit, aucune Marchandise de contrebande, ni Denrées qu'après que la prise en aura été déclarée bonne.

**XXII.** Les Vaisseaux desdites Villes Anseatiques, sur lesquelles il se trouvera des Marchandises appartenantes aux Ennemis de Sa Majesté, ne pourront être retenus, amenés ni confisqués, non plus que le reste de leur cargaison, mais seulement lesdites Marchandises appartenantes aux ennemis de Sa Majesté seront confisquées, de même que celles qui seront de contrebande. Sa Majesté dérogeant à cet égard à tous usages & ordonnances à ce contraires, même à celles des années 1576, 1584, & 1681. qui portent, que la robe ennemie confisque la Marchandise & le Vaisseau ami. Bien entendu que si la partie du char-

gement, qui se trouvera sujet à confiscation, étoit si considérable, qu'elle ne pût être chargée sur le Vaisseau François, il sera permis en ce cas au Capitaine du Navire François de conduire le Navire des Villes Anseatiques dans le plus prochain prochain Port de France, pour être les Marchandises sujettes à confiscation déchargées, sans retardement, après quoi le Vaisseau des Villes Anseatiques avec le reste de sa cargaison sera relâché & mis en pleine liberté.

**XXIII.** Et pour connoître quels sont les véritables Propriétaires des Marchandises trouvées dans un Vaisseau des Villes Anseatiques, il sera nécessaire que les connoissemens ou polices du chargement contiennent la qualité & quantité des Marchandises, le nom du chargeur & de celui à qui elles doivent être consignées, le lieu d'où le Vaisseau sera parti, & celui de sa destination, même le nom du Capitaine ou Maître, qui sera tenu de les signer ou de les faire signer par l'Ecrivain.

**XXIV.** Toutes les Marchandises & effets appartenans aux Sujets des Villes Anseatiques, trouvez dans un Navire des ennemis de Sa Majesté, seront confisqués, quand même ils ne seroient pas de contrebande.

**XXV.** Si quelques Marchandises appartenantes aux Sujets des Villes Anseatiques se trouvent chargées sur des Vaisseaux d'une Nation devenue ennemie de Sa Majesté depuis le chargement, elles ne seront point sujettes à confiscation: non plus que les Marchandises appartenantes aux Sujets des Villes Anseatiques, qui auront été chargées sur un Vaisseau ennemi depuis la Déclaration de la Guerre, pourvu que le chargement en ait été fait dans les termes ou délais réglés par l'Article suivant.

**XXVI.** Lesdites termes ou délais seront de quatre semaines pour les Marchandises chargées dans la Mer Baltique ou dans celle du Nord, depuis la Terre neuve en Norwege jusqu'au bout de la Manche.

De six Semaines depuis le bout de la Manche jusqu'au Cap Saint Vincent.

De dix Semaines depuis le Cap Saint Vincent dans la Mer Méditerranée & jusqu'à la Ligne.

Et enfin de huit mois au delà de la Ligne & dans tous les autres endroits du monde.

Tous ces termes ou délais s'entendront à compter du jour de la déclaration de la Guerre. Si lesdites Marchandises avoient été chargées après l'expiration desdits termes, elles seront confisquées.

**XXVII.** Si parmi les Marchandises ainsi chargées dans lesdits délais, il s'en trouve de Contrebande, elles ne seront remises qu'après une sûreté suffisante, telle qu'elle est expliquée dans l'Article suivant, qu'elles ne seront point transportées en Pais ou lieu ennemi.

**XXVIII.** Si dans les délais ci-dessus expliqués, le Capitaine ou Commandant du Vaisseau François veut retenir ces Marchandises de Contrebande, il sera en droit de la faire, en payant la juste valeur, suivant l'estimation qui en sera faite de gré à gré, & en cas de difficulté sur ladite estimation, ou que le Capitaine François ne juge pas à propos de les retenir, le Capitaine ou Maître du Vaisseau des Villes Anseatiques sera tenu de donner sa soumission, de rapporter dans le temps dont on conviendra un Certificat du déchargement desdites Marchandises, en un lieu non ennemi, lequel Certificat pour être valable sera légalisé & attesté véritable par un Consul, Résident, Agent, ou Commissaire du Roi, & en cas qu'il ne s'en trouve point, par les Juges des lieux.

**XXIX.** S'il se trouve dans un Navire des Villes Anseatiques des passagers d'une Nation ennemie de la France, ils ne pourront en être enlevés, à moins qu'ils ne fussent gens de Guerre actuellement au service des ennemis, auquel cas ils seront faits prisonniers de Guerre.

**XXX.** Pour que le Navire soit réputé appartenir aux Sujets des Villes Anseatiques, on est convenu qu'il faut qu'il soit de leur fabrique, ou de celle d'une Nation neutre: Si néanmoins étant de Fabrique ennemie, ou ayant appartenu aux ennemis, il a été acheté avant la déclaration de la Guerre, soit par des Sujets des Villes Anseatiques, soit par ceux d'une Nation

ANNO  
1716.



ANNO  
1716.

Nation neutre, il ne sera point sujet à confiscation. Cet achat sera justifié par le Passeport ou Lettre de Mer, & par le Contrat de vente passé par devant les Officiers ou personnes publiques, qui doivent recevoir ces sortes d'Actes, soit par le Propriétaire en personne, soit par son Procureur, en vertu de Procuration spéciale & authentique, annexée à la minute du Contrat de vente, & transcrite à la fin de l'expédition par le même Officier public qui l'aura délivré; ledit Contrat dûment enregistré au Greffe du Magistrat de lieu d'où le Navire sera parti.

XXXI. Un Navire, quoique de la Fabrique des Villes Anseatiques, ou par elles acheté avant la déclaration de la Guerre en la forme expliquée en l'Article précédent, ne sera réputé leur appartenir, si le Capitaine ou Patron, le Contre-Maitre, Pilote & Subrecargue & le Commis, ne sont Sujets naturels desdites Villes Anseatiques, ou s'ils n'y ont été naturalisés trois mois avant la Déclaration de la Guerre; & pareillement si les deux tiers de l'équipage ne sont Sujets naturels de l'une desdites Villes ou d'une Nation neutre, ou en cas qu'ils soient originaires d'un Pays ennemi, s'ils ne sont naturalisés avant la Guerre, soit par les Villes Anseatiques, soit par une Nation neutre.

XXXII. La preuve de la Patrie ou de la naturalisation, tant des Officiers que de l'équipage, sera établie par les Passeports ou Lettres de Mer, qui contiendront le nom & le port du Navire, le nom & le lieu de la naissance & de l'habitation du Propriétaire, ainsi que du Maitre ou Commandant du Navire; lesquelles Lettres seront renouvelées chaque année, si le Vaisseau ne fait pas un Voyage qui demande un plus long terme, ladite preuve sera pareillement établie par le rôle d'Equipage bien & dûment certifié.

XXXIII. Toutes les Pièces nécessaires pour connoître la Fabrique du Navire, quel en est le Propriétaire, la qualité des Marchandises & la Patrie des Officiers & Matelots, seront représentées par le Capitaine, Maitre ou Patron, sans que celles qui seroient rapportées dans la suite, puissent faire aucune peine.

XXXIV. Les Navires des Villes Anseatiques qui seront trouvés dans les Rades, ou rencontreront en pleine Mer par des Vaisseaux de Sa Majesté, ou par ceux de ses Sujets armer en Guerre, abattront le Pavillon, & amèneront leurs voiles aussi-tôt qu'ils auront reconnu le Pavillon de France; & qu'ils en auront été avertis par la semonce d'un coup de Canon tiré sans boulet. Le Vaisseau François ne pourra s'en approcher alors plus près qu'à la portée du Canon, mais le Capitaine pourra seulement y envoyer sa Chaloupe avec deux ou trois hommes de Guerre, outre l'Equipage nécessaire, auxquels le Capitaine, Maitre ou Patron du Vaisseau desdites Villes Anseatiques représentera les Actes & Papiers spécifiés dans les Articles XXX. XXXII. & XXXIII. ci-dessus, & y sera ajouté entière foi & créance, pourvu que le Contrat de vente soit rédigé dans la forme portée par l'Article XXX. & que les Passeports ou Lettres de Mer, & le Rôle d'équipage, soient rédigés suivans les Formulaires qui seront insérés à la fin du présent Traité.

XXXV. Les gens de Guerre du Vaisseau François qui entreront dans le Navire des Villes Anseatiques n'y feront aucune violence, ne recevront, ne prendront & ne souffriront qu'il y soit pris aucune chose, sous quelque prétexte ou pour quelque cause que ce soit, à peine de restitution du quadruple, & même sous les autres peines portées par les Ordonnances, & lui laisseront continuer sa route, après qu'ils auront reconnu qu'il n'y a point de Marchandises de contrebande, ni de Marchandises & effets appartenans à une Nation actuellement ennemie de la France.

XXXVI. Pour prévenir les insultes & violences qui pourroient être faites aux gens de Guerre François qui seront entrez dans le Navire des Villes Anseatiques, le Capitaine sera tenu de faire passer dans la Chaloupe des François pareil nombre des principaux gens de Guerre, qui resteront jusqu'à ce que lesdits gens de Guerre soient rembarquez.

XXXVII. Les Capitaines François & ceux des Villes Anseatiques, armez en Guerre ou en courre, donneront avant que de partir du Port, où leur ar-

ment aura été fait, une caution de quinze mille Livres, pour répondre des malversations qui pourroient être par eux faites au présent Traité.

XXXVIII. Les jugemens concernant les prises faites sur les batimens des Villes Anseatiques, par les Vaisseaux du Roi, ou par ceux des Armateurs François, seront rendus avec toute la diligence possible, suivant les Loix du Royaume; & si les Ministres ou autres de la part desdites Villes se plaignent des premiers jugemens, Sa Majesté les fera revoir pour en connoître si les dispositions du présent Traité auront été observées, & ce dans trois mois au plus tard; pendant lequel tems les Marchandises ou Navires pris, ne pourront être vendus ni déchargés que du consentement du Capitaine ou Patron, si ce n'est celles qui sont sujettes au déperissement, auquel cas le prix en sera déposé entre les mains d'un Négociant solvable.

XXXIX. Lorsque l'Armateur se plaindra du premier jugement, le Capitaine, Patron ou Maitre du Navire pris en aura la main levée, sous bonne & suffisante caution, qui sera reçue devant les Officiers de l'Amirauté tant avec l'Armateur qu'avec le Receveur des Droits de Monsieur l'Amiral, mais si au contraire la prise est déclarée bonne, & que le Capitaine, Maitre ou Patron demande la réformation du jugement, l'Armateur ne pourra faire précéder à la vente du Vaisseau & des Marchandises, ni en disposer même sous caution, si ce n'est du consentement des Parties intéressées, ou pour éviter le déperissement desdites Marchandises; auquel cas le prix de la vente en sera remis entre les mains d'un Négociant solvable, pour être délivré à qui il appartiendra après l'Arrêt définitif.

XL. S'il survient quelque rupture ou interruption d'Amitié ou d'Alliance entre le Roi & les habitants des Villes Anseatiques (ce qu'à Dieu ne plaise) il sera accordé aux Sujets desdites Villes neuf mois de tems après ladite rupture, pour se retirer avec leurs effets & les transporter où bon leur semblera, même pour en disposer par vente ou autrement, ainsi qu'ils le jugeront à propos, sans qu'il y soit apporté aucun empêchement, ni fait aucunes saisies de leurs effets, ou arrêts de leurs personnes, si ce n'est d'autorité de justice, pour causes légitimes.

XLI. Il a été expressement convenu, que dans l'étendue des Terres, Pais, Rivières & Mers de l'obéissance des Villes Anseatiques, les Sujets de Sa Majesté jouiront des mêmes avantages, franchises, libertés, exemptions, & de tous les autres privilèges qui sont accordés par le présent Traité aux Sujets, Navires & Marchandises des Villes Anseatiques, & notamment de l'exemption du Droit de fret qui se leve à Hambourg, sous le nom de *Last-Geld*, ou sous quelqu'autre dénomination que ce puisse être, en sorte que les Sujets de Sa Majesté soient aussi favorablement traités que leurs propres Sujets, & que ceux des autres Rois, Princes & Etats le sont ou le seront à l'avenir par lesdites Villes Anseatiques.

XLII. Le présent Traité sera ratifié de part & d'autre dans deux mois, & après l'échange des Ratifications, il sera enregistré dans les Parlemens du Royaume, & publié dans tous les ports, Havres & Lieux où besoin sera; ce qui s'observera réciproquement dans le Sénat de chacune desdites Villes Anseatiques & dans les Tribunaux qui en dépendent, afin qu'il n'y soit contrevenu de part ni d'autre; & aux Copies dudit présent Traité dûment collationnées, foi sera ajoutée comme aux originaux.

#### PREMIER ARTICLE SEPARÉ.

Il a été convenu par cet Article séparé, lequel néanmoins fera partie du Traité de ce jourd'hui, comme s'il y étoit inséré de mot à mot,

QU'EN cas qu'il survienne quelque rupture entre Sa Majesté d'une part, & l'Empereur d'autre (ce qu'à Dieu ne plaise) les Sujets desdites Villes de Lubeck, Bremen & Hambourg seront réputés neutres à l'égard de la France, & jouiront de la liberté de Commerce ainsi que des Droits & privilèges contenus audit Traité, & ce à condition qu'ils obtiendront de l'Empereur pareille neutralité pour le Commerce avec la France, & que les Vaisseaux Marchands

ANNO  
1716.

ANNO chands avec leurs Marchandises appartenans aux Sujets du Roi, seront en sûreté dans les Ports desdites Villes Anseatiques, sans laquelle reciprocité, le présent Article demeurera nul.

ANNÉ  
1716.

En foi de quoi Nous Commissaires nommez par Sa Majesté, & Nous les Deputez des Villes Anseatiques, en vertu de nos Pouvoirs respectifs, avons signé le présent Article, & à icelui fait apposer le cachet de nos Armes. A Paris le 28. Septembre 1716.

## SECOND ARTICLE SEPARÉ.

Il a été convenu par cet Article séparé, lequel néanmoins fera partie du Traité de ce jourd'hui, comme s'il y étoit inséré de mot à mot.

I. QUE si un Ministre de Sa Majesté résidant dans une desdites Villes, vient à y decéder, il sera permis à sa Famille, Héritiers, ou ayans cause de continuer, en payant le loyer, d'y tenir Chapelle, ainsi qu'elle s'y tenoit pendant la vie dudit Résident, & cependant trois mois seulement, à compter du jour de son decès, à moins que Sa Majesté avant ce tems-là n'eût choisi une autre Maison dans laquelle l'établissement d'une Chapelle auroit aussi-tôt été fait, auquel cas elle cessera dans la Maison dudit défunt.

II. Que le Roi donnera des Ordres précis & effectifs dans tous les Ports & Lieux nécessaires, pour qu'il ne soit apporté aucun trouble ni empêchement aux Sujets desdites Villes de Lubeck, Bremen & Hambourg, lors de la cérémonie des Obseques de ceux d'entre eux qui seront decedez dans l'étendue des terres de l'obéissance de Sa Majesté, & ce sous peine de prison contre les contrevenans & de telle Amende qu'il appartiendra.

En foi de quoi nous Commissaires nommez par Sa Majesté, & nous les Deputez des Villes Anseatiques, en vertu de nos Pouvoirs respectifs, avons signé le présent Article, & à icelui fait apposer le cachet de nos Armes. A Paris le 28. Septembre 1716.

(L.S.) LE MARECHAL (L.S.) BROUSSEAU.  
D'ESTRE'ES.

(L.S.) LE MARECHAL (L.S.) J. ANDERSON.  
D'HUELLES.

(L.S.) AMELOT. (L.S.) D. STOOKELET.

## CLXXXIV.

29. Nov. Convention ou Accommodement fait entre Sa Majesté le Roi de PRUSSE d'une part & Leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES d'autre part, au sujet des Limites contestées dans le Peel, situé entre l'Ammanie de Kessil du Haut-Quartier de Gueldre & la Mairie de Bois-le-Duc.

SOIT notoire à tous & chacun présents & à venir; qu'y ayant eu depuis près d'un Siècle de très-grandes contestations & brouilleries entre les Habitans de l'Ammanie de Kessil d'une part, & ceux de la Mairie de Bois-le-Duc d'autre part, au sujet des Limites que chaque Parti prétendoit dans le Marais nommé le Peel, Sa Majesté le Roi de Prusse comme Souverain de ladite Ammanie de Kessil, & L.L. HH. PP. les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies, en qualité de Souverains de la Mairie de Bois-le-Duc, desirant de mettre fin à ces disputes, & amonester invétérées, qui pourroient causer de très-grands inconvénients & malheurs, & voulant y faire succéder une bonne intelligence & harmonie, ont trouvé bon de nommer de part & d'autre des Commissaires, pour examiner sur les Lieux les Limites que chaque Parti réclame pour les siennes; de même que les raisons & Documents de part & d'autre, afin de convenir sous Ratification, s'il é-

toit possible, des véritables limites de l'Ammanie de Kessil & de la Mairie de Bois-le-Duc dans ledit Peel: Pour laquelle fin Sa Majesté le Roi de Prusse auroit nommé le Sieur Guillaume Frederic Duncker, son Conseiller de la Cour, & des Finances du Pais de Cleves, & le Sieur Frederic Otten de St. Paul, son Conseiller du Commissariat dudit Pais de Cleves; & L.L. HH. PP. aiant de même nommé le Sieur Daniel Lestevenon, ancien Bourgmestre & Conseiller de la Ville de Goude, Député à l'Assemblée des Etats Generaux des Provinces-Unies, de la part des Etats de Hollande & de Westfrise; & le Sieur Adrian Velters, Député ordinaire de la part des Etats de la Province de Zelande à l'Assemblée des Etats Generaux, en vertu des Plein-pouvoirs produits; lesquels s'étant assemblez au Mois d'Août sur les limites en question, & en aiant pris inspection pendant plusieurs jours, sans avoir pu alors terminer entièrement cette affaire, tant faute d'une Carte exacte du Peel, que des Documents nécessaires aux Parties, sont convenus par Accord provisionnel du 15. d'Août dernier qu'on y feroit incessamment travailler, & qu'on se rassembleroit de nouveau dans quelques mois pour y mettre la dernière main. C'est pourquoi aiant renoué les Conférences dans la Ville de Venlo, & y ayant examiné les Documents produits de part & d'autre; de même que la nouvelle Carte figurative, dressée par les Ingenieurs ou Arpenteurs choisis, & reconnue pour bonne par les deux Parties, on est convenu sous approbation & ratification des Articles suivans.

I. Qu'il sera posé ou planté aux fraix communs une grande Pierre ou Terme au milieu de la Ligne entre Springelbeeck & le Loeff, tirée sur la nouvelle Carte figurative, faite par ordre des susdits Commissaires, laquelle Pierre ou Terme servira d'un point permanent, où le Pais de Gueldre doit terminer avec le Pais de Brabant, & sera appelée Vreede Pacl.

II. Que dudit Poteau ou Pierre ainsi posée ou plantée à égale distance du Loeff & de Springelbeeck il sera tiré un fossé en Ligne directe vers l'endroit ou point désigné dans la nouvelle Carte, Langereiser, dont la moitié sera faite par ceux de Bressel & confortés, & l'autre moitié par ceux de Venrai.

III. Dudit point de Langereiser, il sera tiré un fossé en Ligne droite vers un grand Poteau de pierre, qui sera planté à fraix communs de Deursle & de Venrai sur le Grootenberg à 30. Verges de distance de l'extrémité dudit Grootenberg, à compter du côté de Deursle. Depuis la Lettre A. vers la Lettre B. ou vers la Chapelle, comme on le trouve marqué au bas de la grande Carte Figurative, sur lequel poteau sera gravé d'un côté *Geldria* & de l'autre côté *Brabantia*; & ledit Grootenberg ne sera point coupé, mais restera dans son entier.

IV. Dudit Poteau de Grootenberg sera fait un autre fossé jusques à l'endroit désigné Vosschollen au point où la pierre a été enlevée, en l'an 1713. lesquels deux fossés seront faits, moitié par ceux de Venrai, & moitié pour ceux de Deursle.

V. Et de Vosschollen, où l'on remettra un autre poteau de Pierre à fraix communs, sera fait un fossé en Ligne directe entre les deux Brunnemeefen, où l'on trouve sur ladite Carte la Lettre F. de là sur la Ligne transversale entre Volckmer & la Lettre deuxième, à l'endroit où l'on trouve marqué sur ladite Carte la Lettre R. & où il sera pareillement mis à fraix communs un Poteau de pierre, appelée Gyndepael, qui sera le dernier point du Brabant vers le Pais de Gueldre, lequel fossé sera fait moitié par ceux de Deursle & Liessel, & moitié par ceux de Horts, Sevenom &c.

VI. La Ligne où fossés ainsi tirez, seront regardez à perpetuité pour de véritables Limites dans le Peel, entre Sa Majesté le Roi de Prusse, & entre L.L. HH. PP. par rapport au Haut-Quartier de Gueldre, cédé au Roi de Prusse, & la Mairie de Boisleduc appartenant aux Etats Generaux des Provinces-Unies, sans pouvoir jamais être altérées ni changées par les Sujets de part ni d'autre sous quelque prétexte que ce puisse être.

VII. Qu'on commencera à tracer les fossés au printems prochain, si tôt que la saison le permettra, au plustard à commencer du mois de Mai prochain pour les achever le plutôt qu'il sera possible.



ANNO  
1716.

VIII. Que les Ingenieurs de part & d'autre marqueront les endroits sur le terrain, où les Poteaux ou Pierres seront mises, suivant la designation marquée ci-dessus, & qu'ils traceront aussi sur le terrain les Lignes, le long desquelles les canaux ou fossés seront larges de dix pieds & profonds de 4. pieds pour le moins.

IX. Les fossés étant achevez seront examinez par des Ingenieurs en presence des Commissaires, qui seront nommez de part & d'autre, pour voir s'ils ont été faits en Ligne directe, suivant le plan ci-dessus; & s'il se trouve que l'un ou l'autre y ait manqué, la faute sera redressée aux frais de la partie qui aura manqué. Et que du moins de 3. en 3. ans lesdits fossés seront visités par les Echevins des Lieux qui de part & d'autre y confinent, lesquels prendront soin qu'ils soient bien entretenus par les interressez des deux côtes.

X. Que tout le Peel ou Terrain, au delà desdites Lignes ou fossés vers Dourle sera reconnu pour Brabant, & tout celui en deça, pour Pais de Gueldre, appartenant à Sa Majesté le Roi de Prusse, & par ainsi les Sujets ou habitans de part & d'autre ne pourront passer aucun desdits fossés ou Lignes pour venir creuser des tourbes, faucher des Bruieres (*vulgo* Vlaeghenouwen), faire paître du bétail, placer des ruches d'abeilles, ou exercer aucun autre Acte de propriété ou de juridiction, sous quel pretexte que ce puisse être.

XI. Que si quelque Sujet de part ou d'autre y contrevient il sera puni selon les Loix par ceux du Lieu, où l'attentat aura été commis, laquelle punition ou amende ne pourra pas être moindre de dix Ecus.

XII. La presente Convention ou Accommodement sera approuvé & ratifié en deux mois ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi les Commissaires susdits ont signé & scellé le présent Acte à Venlo le 20. Novembre 1716.

Signé,

(L. S.) W. F. DUNKER.

(L. S.) D. LESTERVENON.

(L. S.) F. O. DE ST. PAUL.

(L. S.) A. VELTERS.

CLXXXV.

PRELIMINAIRES du Traité qu'on propose de faire entre le Sérénissime Roi de Pologne, AUGUSTE II. & les Conféderez du même Royaume.

I. **A**vant toutes choses, les Etats de notre République que Confédérée doivent prendre garde que ce Traité soit fait d'une manière bien différente de celui de *Rana*, & que par conséquent il soit dressé par des Personnes les plus capables, & integres qu'on pourra choisir en ce Pais: c'est à dire par des Commissaires entièrement desintéressez, qui connoissent bien l'état de la République, & qui ne soient pas ennemis de notre Nation.

On pourra y employer en premier lieu l'Ambassadeur du très-Auguste Empereur d'Allemagne, qui bien loin de permettre qu'on opprime les Etats de notre Royaume, maintiendra nos Droits & notre Liberté, en faisant rétablir les Loix qu'on y a violées, & dont il exigera l'observation, non seulement en vertu de la Garantie que feu son Auguste Père l'Empereur Leopold d'heureuse mémoire a promise à notre République, dans le tems de l'Election de notre Sérénissime Roi Auguste II. mais aussi à cause de son Voisinage, & parce qu'il est bien faisant, & le premier Monarque de la Chrétienté.

Nous souhaitons qu'on demande la même chose au Sérénissime Czar de Moscovie, afin que son Ambassadeur intervienne dans nos affaires, comme étant le Ministre d'un Potentat très-équitable: & pour cet effet notre Roi très-Sérénissime daignera, par sa

grande benignité, choisir deux Commissaires d'entre les Sénateurs ou les Chevaliers, selon qu'il lui plaira, excepté le très-illustre & Révérendissime Evêque de *Cujavie*, les très-illustres Seigneurs le Grand Trésorier du Royaume; le Palatin de *Culm*: le Porte-Epée du Royaume; & le Veld Maréchal Fleming: car ceux-là étant haïs de notre Nation causeroient plus de trouble qu'ils ne procureroient de concorde.

Nous sommes assurez que l'Etat Moyen, c'est à dire les Sénateurs, accorderont pour Commissaire le très-sublime Primat du Royaume, comme étant le Prince du Senat, & l'Administrateur de nos affaires. De notre part nous avons nommé pour Commissaire le très-Haut Prince Janczysse Potowski, Sénateur du Royaume, & Palatin de Cracovie; le très-illustre Nowosielski, Sénateur du Grand Duché de *Lithuanie*, & Châtelain de Novogroditch; le très-illustre Seigneur Potoski, Chevalier du Royaume, Capitaine de *Petz*, & très-illustre Seigneur Olzanski, Porte-Étendard de *Kaminiak*; le très-Haut Prince Sangusko, Chevalier du Grand Duché de *Lithuanie* & Trésorier de la Cour du même Duché, le très-Haut Prince Czatoryski, Porte-Étendard dudit Duché; le très-illustre Seigneur Potoski, Notaire du Royaume, pour l'Armée Confédérée de la Couronne, de même que le très-illustre Général Olzonski, Capitaine de *Wielun*; le très-illustre Général Zawski, Grand Préfet de la Cuisine du Grand Duché de *Lithuanie*, pour l'Armée Confédérée de ce Duché, comme aussi le très-illustre Seigneur Zabka Préfet de l'Étendard des Gendarmes du très-Haut Prince Radziwil, Grand Chancelier du même Duché.

2. Le Traité se fera à *Zamaski*, parce que cette Ville ayant été envahie par la perfidie des Saxons dans le tems de la Suspension d'Armes, elle doit être munie d'une Garnison que la République y mettra, avant qu'on y commence les Négociations dudit Traité, afin que les Saxons étant éloignez de cette Place-là, les Députés y puissent conférer avec plus de sûreté.

3. Il doit être enjoint à tous les Saxons, par ordre de Sa Majesté qu'ils sortent entièrement du Royaume & de ses Confins, avant que le Congrès commence de faire ce Traité.

4. Les Commissaires Saxons établis contre nos Droits, pour exiger des Contributions injuites, seront caffer dès à présent, & leurs Agens comparoîtront audit Congrès, & y apporteront tous les Registres qu'ils ont tenus, afin qu'ils puissent faire voir les Comptes de ce qu'ils ont extorqué pendant la Confédération.

On fera remarquer ici aux Etrangers, pour l'Explication du premier Article, que la Noblesse Polonoise est comprise dans l'Ordre des Chevaliers, car la République ne consiste qu'en trois Ordres différens, qui sont le Royal, le Senatorial & l'Equestre: c'est à dire le Roi, les Sénateurs & les Nobles. La Charge de Capitaine en ce Pais est la même que celle de *Staroste*, ou Gouverneur de cette Place. Tous les Commissaires nommez ci-dessus, sont du nombre des Conféderez & étus des deux Ordres dont cette Confédération est composée.

ARTICLES donnez de la part des Conféderez aux Commissaires qu'ils ont nommez, pour faire ledit Traité général.

I. **L**es très-illustres Commissaires ne traiteront d'aucune chose, jusqu'à ce que l'Evacuation des Troupes Saxones & la Cessation de toutes sortes de Contributions aient été mises en effet.

II. Le Sérénissime Roi s'obligera par des Lettres Patentes, à ne faire jamais entrer dans les Etats ou Territoires de ce Royaume, aucunes Milices, ni autres Troupes Saxones, par aucun Motif, ni sous aucun Prétexte qu'on puisse imaginer: Et S. M. ne pourra avoir pour ses Gardes du Corps que 1200. Saxons, commandez par des Officiers Polonois selon la Loi du Royaume, confirmée par le Serment Royal. Ces six Régimens qui ne sont joints que de nom, & par usurpation, à l'Armée de la Couronne, sortiront dès à présent du Royaume, avec les autres Saxons.

ANNO  
1716.

ANNO 1716. III. Tous ceux que le Roi a fait emprisonner seront mis en liberté, & jouiront dès à présent de l'amitié générale promise par S. M. & entr'autres le très-illustre Palatin de Russie, Seigneur de Czarnikowski, comme aussi tous ceux qui ont été arrêtés, contre les Loix de la République; parce qu'il n'appartient qu'à l'Assemblée générale des Etats du Royaume de les juger, s'ils sont accusés de quelques crimes contre le Gouvernement, & si on les a mis en prison sur de simples soupçons, & qu'ils soient trouvés innocents, leurs Accusateurs doivent subir la peine du Talion, selon les Statuts de ce même Royaume.

IV. La convocation desdits Etats, pour la Pacification générale, se fera par ordre du Roi, aussi-tôt que le Traité en aura été conclu.

V. On a choisi pour Garants de la Paix, le très-Sérénissime Czar de Moscovie, & le Cham des Tartares.

VI. Tous ceux qui ont perdu leur Vaisselle d'Or ou d'Argent, & d'autres effets à *Zamoscie*, & à *Wisniowitz*, quand les Saxons s'en sont emparés, doivent en avoir le dédommagement: Et les Commissaires établis pour exiger des Contributions, rendront compte de toutes celles qu'ils ont extorquées pendant la Confédération, afin que ces sommes soient restituées présentement, & employées au paiement de ce qui est dû à l'Armée de la Couronne, & à celle du grand Duché de Lithuanie, pour leur solde.

VII. Les Officiers Etrangers de quelque qualité & condition qu'ils soient, tant Allemands que Saxons, & François Huguenots, doivent être congédiés désormais & pour toujours, du Corps des Armées de la République, attendu que leur infidélité y cause du préjudice, & met en grand danger la Foi de la Sainte Eglise Catholique Romaine dans ce Royaume: Car si les Hérétiques en font beaucoup éloigner, les Sectes de Luther & de Calvin, qui s'y font étendues pendant ce Règne, n'y feront plus tant de progrès; & il ne nous manque pas des Polonois bien experts en l'Art de la Guerre, qui pourraient remplir ces Charges d'Officiers avec honneur & gloire.

VIII. Tous les Etrangers qui n'ont pas obtenu des Lettres de Naturalisation des Etats Généraux de cette République, & qui osent néanmoins posséder des biens fonds en terres, doivent les rendre avec tous leurs immeubles, dans l'espace de trois mois, aux vrais Originaires de ce Pais, & se retirer ailleurs, nonobstant les Alliances qu'ils peuvent avoir faites par des Contrats de Mariage, ou de quelque autre manière que ce soit.

IX. On fera une supputation exacte de plusieurs millions d'argent, que l'Armée Saxonne, introduite dans cette République, y a exigé par contrainte, & injustement, contre les Droits du Royaume: C'est pourquoi le Roi doit déclarer qu'ils seront restitués, & pris dans le Thésor Saxon; mais afin que ce Thésor de S. M. ne soit pas trop épuisé, la République consentira que ces sommes soient remboursées en différents termes. Et pour cet effet, on doit se procurer des Lettres Patentes Royales, par lesquelles S. M. s'obligera de payer de ce Thésor un Million chaque année à la République, jusqu'à ce qu'elle soit entièrement satisfaite de tout ce qu'on lui a extorqué; & on employera tout cet argent au profit des Armées de la Couronne du grand Duché de Lithuanie, dont les appointements & les Soldes ont été retenus injustement: Puis qu'il est certain, & très évident à chacun, que les Troupes Saxonnaises n'ont subsisté en Pologne depuis plusieurs années, que pour l'utilité de S. M. & non pas pour celle du Royaume, quoi que le contraire eût été promis & confirmé par le Serment qu'Elle en fit en recevant la Couronne. D'un autre côté, la République a aussi beaucoup souffert, non seulement d'incommodes, mais aussi de dommages, d'opressions & de grands ravages causés par les Armées de *Suède* & de *Moscovie*, en soutenant les intérêts de S. M. & non pas ceux des Polonois: Car bien loin d'avoir entrepris la Guerre contre la *Suède*, par le consentement de la République, Si M. l'a suscitée, malgré toutes les Remontrances & les Protestations que cette Nation a faites pour l'empêcher, ne doutant pas que la rupture de la Paix, ne jetât S. M. dans plusieurs embarras, qui ont tellement déolé la République, qu'elle est presque entièrement ruinée. Nonobstant tout cela elle a bien voulu agir contre ses Droits, pour n'abandon-

ner pas S. M. qui a toujours été gardée par les cœurs des Citoyens, & le sang de la Noblesse, dont les forces ont même servi à rétablir S. M. sur son Trône chancelant qu'Elle avoit abandonné.

X. Le très-illustre Sienawiski, Châtelain de *Crawowie*, & Généralissime de l'Armée de la Couronne, sera déposé de cette Charge; dont il s'est rendu indigne, principalement en ce que, par son intérêtement détestable, il n'a pas seconcé dans les occasions favorables, les forces de la République, confiées à sa conduite; & on substituera à sa place le très-illustre Seigneur Stanislas Leduchowski Sous-Camerier de *Cremienek*, & Maréchal Général des Confédérés, qui a beaucoup mérité de la République, & dont la fidélité a toujours été constante pour la Patrie.

XI. On déposera aussi de l'Office de Maréchal de Camp du grand Duché de *Lithuanie*, le très-illustre Seigneur Denhoff, Porte-Epée du Royaume, à cause de ses démerites envers la République, & S. M. donnera cette Charge, selon son bon plaisir, à quelqu'un des Officiers, qui sont actuellement engagés dans la Confédération.

XII. Tous les Offices Honoraires, & les Dignitez vacantes depuis la Confédération, ne seront données maintenant à aucunes personnes; mais S. M. aura la bonté d'en remettre la distribution jusqu'à l'Assemblée générale des Etats, qui seront convoqués pour la Pacification, & alors on doit avoir des égards particuliers; & en premier lieu, pour la Promotion du très-Haut & très-illustre Seigneur Branicki, Maréchal de l'Armée Confédérée de la Couronne.

XIII. Le très-illustre Ribinski, Palatin de *Culme*, Fils indigne de sa Patrie, & qui s'est rendu ingrat envers elle, en prenant les armes contre la République, pour défendre le Camp des Saxons, doit être privé de la Charge de Maréchal du Tribunal du Royaume, pour laquelle il avoit été élu cette année, & nous faisons très-instamment cette demande spéciale aux très-illustres Députés dudit Tribunal.

XIV. La mort très-cruelle que les Saxons envahisseurs ont fait souffrir au très-illustre Châtelain de *Bielez*, dans sa propre maison où ce Sénateur de pieuse mémoire, qui n'avoit jamais manqué de fidélité à la République ni au Roi, fut assassiné: Cette mort ne doit pas seulement causer des regrets à la République, mais aussi la porter à en exiger la vengeance, de même que de cet autre Meurtre fait en la personne du très-illustre Turski, Capitaine de *Pilina*, & Colonel très-célèbre, qui a donné tant de marques de son zèle pour la défense de S. M. Le sang innocent de ces deux illustres Personnes crie vengeance; c'est pourquoi le Général Saïsan & ses Officiers, étant les auteurs de ces grands Crimes, doivent être déclarés coupables dans le Traité qu'on fera pour la Pacification, & jugés selon les Loix & le Droit, pour être punis exemplairement, comme Ravisseurs & Homicides.

XV. Toutes les Munitions de Guerre, & principalement les Canons qui ont été enlevés des Fortereses du Royaume, & transportés en *Saxe*, doivent être rendus au plutôt, & remis dans les Places fortifiées où ils étoient, de même que tout ce qui en a été ditrait & emporté.

XVI. La République promet que dans le tems qu'on effectuera tous ces Articles, elle s'obligera par un nouveau Serment, à ne dissoudre pas seulement la Confédération, mais aussi à employer les Armées de la Couronne, & du grand Duché de *Lithuanie*, pour la défense de S. M. contre tous ses Agresseurs & Ennemis, parce que la Noblesse lui est tellement attachée, qu'elle répandra son Sang, & donnera sa vie pour son service, pourvu que S. M. Sérénissime abandonne les Conseils des Factieux; suive les Loix de la République; observe tout ce qu'elle lui a juré; maintienne la tranquillité du Royaume, & ne nous engage dans aucune nouvelle Guerre, sans le consentement de tous les Etats de ce Pais: Alors tous les troubles qui ont tant duré, étant finis, & la Paix rétablie d'une manière assurée pour ce Royaume, la gloire de Sa Majesté très-Auguste y durera long tems.



ANNO

CLXXXVI.

1717.

Janv. *Traité d'Alliance entre Louis XV. Roi de France & de Navarre, GEORGE Roi de la Grande-Bretagne, & les Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES, pour le maintien & la Garantie des Traitez de Paix faits à Utrecht en 1713 & particulièrement, pour le maintien de l'ordre de Succession aux Couronnes de France & d'Angleterre établi par lesdits Traitez, & pour la Demolition du Port de Mardick. A la Haye le 4. Janvier 1717. [Sur la Copie imprimée à Paris chez François Fournier, avec permission & Privilège du Roi ann. 1717. in 4.]*

**L**OUIS par la Grace de Dieu, Roy de France & de Navarre: A tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Comme notre amé & feal le Sieur Abbé du Bois, Conseiller ordinaire en notre Conseil d'Etat; & notre amé & feal le Sieur de Chateaufeuf, Marquis de Castagnere, Conseiller Honorable en notre Cour de Parlement de Paris, nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, en vertu des Pleins-Pouvoirs que nous leur en avions donné, auroient conclu, arrêté & signé à la Haye le quatrième du present mois de Janvier avec le Sieur Guillaume Cadogan, Baron de Reading, Chevalier de l'Ordre de Saint-André, Maître de la Garderobe de notre Très-cher & très-amé Frere le Roy de la Grande-Bretagne, Lieutenant-General de ses Armées, Colonel du second Regiment de ses Gardes, Gouverneur de l'Isle de Wight & son Ambassadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire, pareillement muni de ses Pleins-Pouvoirs & avec les Sieurs Jean Van-Essen Bourguemaitre de la Ville de Zutphen, Curateur de l'Université à Harderwick, Wigbold Vaner-Doss, Seigneur de Nortwick, de l'Ordre de la Noblesse de Hollande & Westfrise, Grand Bailly & Dyckgrave de Rhyndlande; Antoine Heinfius, Conseiller-Pensionnaire, Garde du grand Sceau & Surintendant des Fiefs de la Province de Hollande & Westfrise; Samuel Coninck, Senateur de la Ville de Veere; Frederick-Adrien, Baron de Rheede, Seigneur de Renfoude, Emminkhuysen & Moerkerken, &c. President de la Noblesse de la Province d'Utrecht; Ulbe Aylva van Burmania, Grietman de Leeuwarderadeel; Antoine Eckhout, Bourguemaitre de la Ville de Campen; & Wichel Wichers, Bourguemaitre de la Ville de Groningue; Tous Deputez dans leur Assemblée de la part des Etats de Gueldre, de Hollande & Westfrise, de Zelande, d'Utrecht, de Frise, d'Overijssel, & de Groningue & Ommelandes, en qualité de Plenipotentiaires de leurs Hautes Puissances nos très-chers & grands amis les Etats-Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas, pareillement munis de Pleins-Pouvoirs, le Traité d'Alliance défensive dont la teneur s'ensuit.

Comme le Serenissime & très-Puissant Prince & Seigneur Louis XV. par la grace de Dieu, Roy très-Chrétien de France & de Navarre; le Serenissime & très-Puissant Prince & Seigneur George par la grace de Dieu Roy de la Grande-Bretagne, Duc de Brunfwick & de Lunebourg, Electeur du Saint Empire Romain &c. & les Hautes & Puissans Seigneurs les Etats-Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas, desirant d'affirmer de plus en plus la Paix établie entre leurs Royaumes & Etats respectivement, d'éloigner entièrement de part & d'autre tout sujet de soupçon qui pourroit en quelque maniere, que ce soit troubler la tranquillité de leurs Etats, & de resister plus fortement encore par de nouveaux nœuds l'amitié qui est entre eux, ils ont crû que pour parvenir à une fin si salutaire, il étoit nécessaire de convenir entre eux; Et pour cet effet leursdites Majestés & lesdits Seigneurs Etats Generaux ont nommé, savoir:

Le Roy Très-Chrétien, ses Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, le Sieur Guillaume du Bois, Abbé de Saint-Pierre, d'Airvault, de Saint-Just & de Nogent, ci-devant Precepteur de Son Altesse Royale Monseigneur le Duc d'Orleans, Regent du Royaume de France, Conseiller d'Etat or-

dinaire, & le Sieur Pierre-Antoine de Chasteaufeuf, Marquis de Castagnere, Conseiller Honorable au Parlement de Paris, & Ambassadeur de Sa Majesté Très-Chrétienne auprès des Seigneurs Etats-Generaux des Provinces-Unies.

Le Roy de la Grande-Bretagne, Son Ambassadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire le Sieur Guillaume Cadogan, Baron de Reading, Chevalier de l'Ordre de Saint-André, Maître de la Garderobe du Roy de la Grande-Bretagne, Lieutenant-General de ses Armées, Colonel du second Regiment de ses Gardes, Gouverneur de l'Isle de Wight.

Et les Seigneurs Etats-Generaux, leurs Deputez & Plenipotentiaires, les Sieurs Jean Van-Essen Bourguemaitre de la Ville de Zutphen, Curateur de l'Université à Harderwick, Wigbold Vander-Does Seigneur de Noortwick, de l'Ordre de la Noblesse de Hollande & Westfrise, Grand Bailly & Dyckgrave de Rhyndlande; Antoine Heinfius, Conseiller Pensionnaire, Garde du grand Sceau, & Surintendant des Fiefs de la Province de Hollande & Westfrise; Samuel Coninck, Senateur de la Ville de Veere; Frederick-Adrien, Baron de Rheede, Seigneur de Renfoude, Emminkhuysen & Moerkerken, &c. President de la Noblesse de la Province d'Utrecht, Ulbe Aylva van-Burmania, Grietman de Leeuwarderadeel, Antoine Eckhout, Bourguemaitre de la Ville de Campen, & Wichel Wichers, Bourguemaitre de la Ville de Groningue: Tous Deputez dans leur Assemblée de la part des Etats de Gueldre, de Hollande & Westfrise, de Zelande, d'Utrecht, de Frise, d'Overijssel, & de Groningue, & Ommelandes.

Lesquels après s'être communiqué réciproquement leurs Pleins-Pouvoirs, dont les Copies seront inférées mot à mot à la fin du present Traité, & après en avoir fait l'échange en la maniere accoutumée, sont convenus d'un Traité d'Alliance défensive entre le Roy Très-Chrétien, le Roy de la Grande-Bretagne, & les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies, leurs Royaumes, Etats & Sujets, aux conditions qui suivent.

**I.** Qu'il y ait dès ce jour & à l'avenir pour toujours une Paix véritable, ferme & inviolable, une Amitié encore plus sincere & plus intime, une Alliance & une Union plus étroite entre lesdits Serenissimes Rois, leurs Heritiers, & Successeurs, & les Seigneurs Etats-Generaux, les Terres, Pais & Villes de leur obéissance respectivement, & leurs Sujets & Habitans, tant au dedans qu'au dehors de l'Europe, & qu'elle soit conservée & cultivée de maniere, que les Parties contractantes se procurent réciproquement & fidèlement leur utilité & leurs avantages, & qu'elles détournent & empêchent par les moyens les plus convenables les pertes & dommages qui pourroient leur arriver.

**II.** Et comme l'expérience a fait connoître, que la proximité du séjour de celui qui a pris le titre de Prince de Galles, pendant la vie du feu Roy Jacques II. & après la mort dudit Roy, celui de Roy de la Grande-Bretagne, peut exciter des mouvements & des troubles dans la Grande-Bretagne & dans les Etats qui en dépendent, il a été convenu & arrêté, que le Serenissime Roy Très-Chrétien s'oblige par le present Traité d'engager ladite personne de sortir du Comtat d'Avignon, & d'aller faire son Séjour, au delà des Alpes immédiatement après la signature du present Traité, & avant l'échange des Ratifications. Et le Roy Très-Chrétien, afin de témoigner encore davantage le desir sincere qu'il a, non seulement d'observer religieusement & inviolablement tous les engagements que la Couronne de France a pris ci-devant touchant ladite personne, mais aussi pour ôter à l'avenir tout sujet de soupçon & de défiance, promet & s'engage de nouveau pour Luy, ses Heritiers & Successeurs, de ne donner, ni fournir en quelque tems que ce soit, directement ni indirectement, sur Mer ou sur Terre, aucun Conseil, secours ou assistance d'argent, Armes, Munitions, attirail de Guerre, Vaisseaux, Soldats, Mamelouks ou de quelque autre maniere que ce soit, à ladite Personne, qui prend le Titre ci-dessus exprimé, ou à d'autres qu'elles soient, qui ayant commission d'elle pourroient dans la suite troubler la tranquillité de la Grande-Bretagne, par une Guerre ouverte, ou par des conjurations secretes, ou des seditions, & des rebellions, & s'opposer au Gouvernement de Sa Majesté Britannique.

De

ANNO

1717.

ANNO De plus, le Roy Très-Chrétien promet, & s'en-  
1717. gage de ne permettre en aucun tems à l'avenir, à la  
Personne ci-dessus désignée, de revenir à Avignon,

ANNO  
1717.

ou de passer par les Terres dépendantes de la Couronne de France, sous prétexte de retourner, ou à Avignon, ou en Lorraine, ou même de mettre le pied en aucun Lieu de la Domination de Sa Majesté Très-Chrétienne & encore moins d'y demeurer, sous quelque nom ou sous quelque apparence que ce soit.

III. Lesdits Serenissimes Rois, & lesdits Seigneurs Etats Generaux promettent encore, & s'engagent réciproquement, de refuser toute sorte d'azile & de retraite aux Sujets de l'un d'entre eux, qui auront été, ou pourront être déclarés rebelles, aussitôt quela requisiion en aura été faite par celui des Contractans, dont ces rebelles auront été reconnus pour Sujets & même de contraindre lesdits rebelles de sortir des Terres de leur obéissance dans l'espace de huit jours, après quele Ministre dudit Allié en aura fait la requisiion au nom de son Maître.

IV. Et le Roy Très-Chrétien désirant sincèrement executer pleinement tout ce dont il a été ci-devant convenu avec la Couronne de France, touchant la Ville de Dunkerque, & de ne rien obtenir de ce que le Roy de la Grande-Bretagne peut croire nécessaire pour l'entière destruction du port de Dunkerque, & pour ôter tout soupçon, qu'on ait intention de faire un nouveau Port au Canal de Mardick, & qu'on veuille le faire servir à autre usage qu'à l'écoulement des eaux, qui inonderoient le Pais, & au Commerce nécessaire pour la subsistance & l'entretien des Peuples de cette partie des Pais-Bas, qui sera seulement fait par des Bâtimens, qui ne pourront avoir plus de seize pieds de largeur, Sa Majesté Très-Chrétienne s'engage & promet de faire executer tout ce dont le Sieur d'Iberville Envoyé du Roy Très-Chrétien, & muni de son Pouvoir, est convenu à Hamptoncourt, comme il est contenu dans le Memoire du <sup>treizieme</sup> dix-neuvieme de Septembre de l'année mil sept cens seize, signé par le Sieur d'Iberville, & par le Sieur Vicomte de Townshend, & le Sieur Methwen, Secretaires d'Etat de la Grande-Bretagne, dont la teneur suit.

*Explication de ce qui se doit insérer dans le quatrieme Article du Traité touchant le Canal, & les Ecluses de Mardick.*

PREMIEREMENT: que le grand passage de la nouvelle Ecluse de Mardick, qui a quarante-quatre pieds de largeur, sera détruit de fond en comble, c'est-à-dire, en ôtant ses Bajoyers, Planchers, Busques, Longrines, & Traversines, sur toute sa longueur, & en enlevant les portes, dont les bois & la ferrure seront déassemblés, & tout ceci pourra être employé ailleurs à tels usages que Sa Majesté Très-Chrétienne jugera à propos, pourvu cependant, qu'on ne s'en serve jamais pour aucun Port, Havre ou Ecluse à Dunkerque, ou à Mardick, ou en quelque autre endroit que ce soit, à deux Lieues de distance d'aucune de ces deux Places: l'intention des Parties contractantes, & le but qu'on se propose par ce Traité, étant, qu'aucun Port, Havre, Fortification, Ecluse ou Bassin, ne soient faits ou construits à Dunkerque, à l'Ecluse de Mardick, ou en quelque autre endroit que ce soit, sur l'Esfran dans une telle distance sur cette Côte.

Secondement: Que la petite Ecluse restera à l'égard de sa profondeur, comme elle est à présent, pourvu que sa largeur soit réduite, à seize pieds, c'est-à-dire, en avançant de dix pieds du côté d'Occident le Bajoyer de la pile, après avoir ôté six pieds du Plancher, & Busques du Radier de toute la longueur du même côté, les quatre pieds du Plancher restans, étant nécessaires pour servir de fondement au nouveau Bajoyer, & comme on doit avancer ledit Bajoyer de dix pieds vers l'Orient, on détruira pareillement dix pieds de la même Pile du côté de l'Occident depuis sa fondation, afin que le présent Radier ne puisse jamais servir pour une Ecluse de la largeur de vingt-six pieds, comme celle-ci est à présent.

Troisiemement: Les Jetées & les Fascinages depuis les Dunes ou l'endroit où la Marée monte sur l'Esfran, quand elle est la plus haute, jusques à la plus basse Mer, seront rasés des deux costez, le long du nouveau Chenal, par tout au niveau de l'Esfran, & les pierres, & les fascinages qui sont au-dessus de ce niveau, pourront être emportés & employés à tel usage que Sa Majesté Très-Chrétienne jugera à propos, pourvu cependant, qu'on ne s'en serve jamais pour aucun Port ou Havre à Dunkerque ou à Mardick, ou en quelque autre endroit que ce soit à deux lieues de distance d'aucune de ces deux Places, l'intention des Parties contractantes, & le but qu'on se propose par ce Traité, étant, qu'on ne fera jamais plus de Jetées ou Fascinages dans cette distance sur chacun endroit de l'Esfran de cette côte.

Quatriemement: il est encore stipulé qu'immediatement après la Ratification du présent Traité, on emploiera un nombre suffisant d'Ouvriers à la destruction des susdites Jetées le long du nouveau Chenal, afin qu'elles soient rasées, & cet Ouvrage accompli dans deux mois après la Ratification s'il est possible. Mais comme il a été représenté, qu'à cause de la saison, on ne pourroit jusques au Printemps prochain, commencer à tétrecir le Radier du petit Passage, ni détruire le grand Radier, il est accordé que cet Ouvrage sera commencé le cinquieme d'Avril, & entièrement achevé de la manière ci-dessus spécifiée, s'il est possible, à la fin du mois de Juin mil sept cens dix-sept.

Cinquiemement: la démolition des Dignes ou Jetées des deux costez du vieux Chenal ou Port de Dunkerque, sera entièrement achevée par tout au niveau de l'Esfran depuis la plus basse Mer jusques en dedans de la Ville de Dunkerque. Et s'il reste, encore quelques morceaux du Port Blanc & des Chasteaux Verd & de Bonne Esperance, ils seront rasés totalement égaux avec l'Esfran.

Quand ce Traité sera ratifié, le Roy de la Grande-Bretagne, & les Seigneurs Etats-Generaux des Provinces-Unies pourroient envoyer des Commissaires sur les Lieux pour être témoins oculaires de l'exécution de cet Article.

Nous avons signé cet Article provisionnellement, & à condition qu'il soit approuvé par Sa Majesté Très-Chrétienne, Sa Majesté Britannique, & les Seigneurs Etats-Generaux des Provinces-Unies. A Hamptoncourt ce <sup>treizieme</sup> dix-neuvieme de Septembre de l'année mil sept cens seize. Signé, d'IBERVILLE, TOWNSHEND ET P. METHWEN.

V. Comme l'objet & le veritable but de cette Alliance entre lesdits Seigneurs Rois & Etats-Generaux, est de conserver & maintenir réciproquement la Paix & la Tranquillité de leurs Royaumes, Etats & Provinces, établie par les derniers Traitez de Paix conclus & signez à Utrecht, entre le Serenissime Roi Très-Chrétien, la Serenissime Reine de la Grande-Bretagne, & lesdits Hauts & Puissans Seigneurs les Etats Generaux des Provinces-Unies l'onzieme d'Avril mil sept cens treize, on est convenu & demeuré d'accord que tous & chacun des Articles desdits Traitez de Paix, tant qu'ils regardent les interets desdites trois Puissances respectivement, & de chacune d'icelles en particulier, & ensemble les Successions à la Couronne, de la Grande-Bretagne dans la Ligne Protestante, & à la Couronne de France suivant les susdits Traitez, demeureront, dans toute leur force & vigueur, & que lesdits Serenissimes Rois & lesdits Seigneurs, Etats Generaux, promettent leur Garantie reciproque pour l'exécution de toutes les Conventions contenues dans lesdits Articles, tant comme ci-dessus, qu'ils regardent les Successions, & les interets desdits Royaumes & Etats, & ensemble pour le maintien & défense de tous les Royaumes, Provinces, Etats, Droits, Immunités & Avantages, que chacun desdits Alliez respectivement possèdera réellement au tems de la signature de cette Alliance. Et à cette fin lesdits Seigneurs Rois & Etats-Generaux sont convenus entre eux, & demeurés d'accord que si quelqu'un desdits Alliez étoit attaqué par les Armes par quelque Prince ou Etat que ce fût, les autres Alliez interposeroient leurs Offices auprès de l'Agresseur, pour procurer satisfaction à la Par-



ANNO  
1717.

le lezée, & engager l'Agresseur à s'abstenir entièrement de toute sorte d'Hostilités.

VI. Mais si ces bons offices n'avoient pas l'effet que l'on se promet pour concilier l'Esprit des deux Parties, & pour obtenir une Satisfaction, & un dédommagement dans l'espace de deux mois, alors ceux des Contractans qui n'auront point été attaqués, seront tenus de secourir sans retardement leur Allié, & de lui fournir les secours ci-dessous exprimez, savoir :

Le Roy Très-Chrétien huit mille hommes de pied & deux mille de Cavalerie.

Le Roy de la Grande-Bretagne, huit mille hommes de pied & deux mille de Cavalerie.

Les Etats-Generaux, quatre mille hommes de pied & mille de Cavalerie.

Que si l'Allié qui sera engagé dans la Guerre, comme il a été dit ci-dessus, veut plutôt avoir des secours par Mer, ou même préfère de l'argent aux Troupes de Terre ou de Mer, on lui en laissera le choix en gardant cependant toujours une proportion entre les sommes qu'on donnera & le nombre des Troupes marqué ci-dessus.

Et afin qu'il n'y ait aucune contestation sur ce sujet, on est convenu que mille hommes de pied seront évalués à la somme de dix mille Livres par mois, & mille hommes de Cavalerie à celle de trente mille Livres, le tout monnoye de Hollande, & par mois, en comptant douze mois dans un an, & que les Secours par Mer seront évalués suivant la même proportion.

VII. On est convenu pareillement, & il a été stipulé que si les Royaumes, Païs ou Provinces de quelqu'un des Alliez sont troublés par des dissensions intestines, ou par des rebellions au sujet desdites Successions, ou sous quelque autre prétexte que ce soit, celui des Alliez, qui se trouvera dans ces Troubles sera en droit de demander que ses Alliez lui fournissent les secours ci-dessus exprimez, ou telle partie d'iceux qu'il jugera estre nécessaire, & ce; aux frais & dépens des Alliez, qui sont tenus de fournir ces Secours, qui seront envoyés dans l'espace de deux mois après que la requisiion en aura été faite, sauf cependant le choix, comme on l'a dit ci-dessus à la Partie requérante, de demander qu'on lui fournisse des secours par terre ou par mer, & les Alliez seront remboursés dans l'espace d'un an, après que ces Troubles auront été calmés & apaisés, des dépenses qu'ils auront faites pour les Secours donnés en vertu de cet Article. Mais au cas que lesdits Secours ne fussent pas suffisants, lesdits Alliez conviendront de concert de se fournir de plus grands Secours, & même, si le cas le requerrait, déclareront la Guerre aux Agresseurs, & s'assisteront de toutes leurs forces.

VIII. Le présent Traité sera ratifié par Leurs Majestés Très-Chrétienne & Britannique, & les Seigneurs Etats-Generaux, & les Lettres de Ratification en bonne forme seront délivrées de part & d'autre dans l'espace de quatre semaines, ou plutôt si faire se peut, à compter du jour de la signature.

En foy de quoy, Nous soussignez, munis des Pleins-Pouvoirs de Leurs Majestés Très-Chrétienne & Britannique, & des Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies, avons euidits Noms signé le présent Traité & y avons fait apposer les Cachets de nos Armes. Fait à la Haye ce quatrième jour de Janvier de l'An mil sept cens dix-sept.

(L.S.) DU BOIS. (L.S.) CADOGAN.

(L.S.) CASTAGNERE (L.S.) J. VAN-ESSEN.  
DE CHATEAUNEUF. (L.S.) V.V.VAND.DOE.

(L.S.) A. HEINSIUS.

(L.S.) S. CONINCK.

(L.S.) LE BAR. DE REE-  
DE DE RENSWOUDE.

(L.S.) Y. A. V. BURMA-  
NIA.

(L.S.) A. ECKHOUT.

(L.S.) W. WICHERS.

ANNO  
1717.

NOUS ayant agréable le fustit Traité d'Alliance définitive en tous & chacun les Points & Articles qui y sont contenus avons de l'avis de notre très-cher & très-ami Oncle le Duc d'Orleans, Regent de notre Royaume, iceux tant pour Nous que pour nos Heritiers, Successeurs, Royaumes, Païs, Terres, Seigneuries & Sujets, accepté, approuvé, ratifié & confirmé, & par ces présentes signées de notre main, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, & le tout promettons en foy & parole de Roy, garder & observer inviolablement, sans jamais aller ni venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque sorte & maniere que ce soit : En témoin de quoy Nous avons fait mettre nôtre scel à ces présentes. Donné à Paris le vingtième Janvier, l'An de grace mil sept cens dix-sept, & de notre Règne le deuxième.

Signé,

LOUIS.

Et plus bas,

Par le Roy,

LE DUC D'ORLEANS,  
Regent présent,

Signé,

PHELYPEAUX.

Scellé du grand Sceau de cire jaune sur lacs de Soye bleuë treffez d'Or, le Sceau enfermé dans une Boîte d'argent sur le dessus de laquelle sont empreintes & gravées les Armes de France & de Navarre, sous un Pavillon Royal soutenu par deux Anges.

Article séparé, signé, & ratifié entre la France & la Hollande.

COMME dans l'Article cinquième du Traité d'Alliance conclu ce jourd'huy entre le Serenissime Roy Très-Chrétien, le Serenissime Roy de la Grande-Bretagne, & les Hauts & Puissans Seigneurs les Etats Generaux des Provinces-Unies, on est convenu d'une Garantie reciproque pour l'exécution de toutes les Conventions mentionnées dans le même Article, & ensemble pour le maintien & défense de tous les Royaumes, Provinces, Etats, Droits, Immunités & Avantages que chacun desdits Alliez respectivement possédait réellement au tems de la signature de cette Alliance, les soussignez Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de S. M. T. C. & les Deputés & Plenipotentiaires desdits Seigneurs Etats-Generaux, sont convenus que sans déroger en aucune maniere à l'Article premier de ladite Alliance, suivant lequel il y aura une Paix inviolable, & une étroite Alliance entre leursdites Majestés & lesdits Seigneurs Etats-Generaux, leurs Etats, & Sujets, tant au dedans qu'au dehors de l'Europe, la Garantie stipulée dans l'Article cinquième du même Traité n'aura lieu à l'égard de Sa Majesté Très-Chrétienne & des Seigneurs Etats Generaux, que pour les Etats & possessions qu'ils ont respectivement dans l'Europe, ce qui s'entend aussi des Secours stipulés, & promis réciproquement dans l'Article sixième du Traité, lesquels secours seront aussi limités dans l'Europe par rapport à Sa Majesté Très-Chrétienne & aux Seigneurs Etats-Generaux.

Le présent Article séparé aura la même force que s'il étoit inséré mot pour mot dans le Traité, & sera ratifié dans le même tems que le Traité, & les Ratifications seront pareillement fournies avec celles du Traité.

En foy de quoy nous soussignez munis des Pleins-Pouvoirs de Sa Majesté Très-Chrétienne, & des Seigneurs Etats-Generaux des Provinces-Unies, avons, euidits noms signé le présent Article, & y avons

ANNO avons fait apposer les cachets de nos Armes. Fait à la Haye ce quatrième jour de Janvier de l'an mil sept cens dix-sept.

(L. S.) DU BOIS. (L. S.) J. VAN-ESSEN.

(L. S.) CASTANGNERE (L. S.) V. V. VAN-DER-DOES.

(L. S.) A. HEINSIUS.

(L. S.) S. CONINCK.

(L. S.) LE BARONDE RFE-DE DE RENSWOUDE.

(L. S.) V. A. V. BURMANIA.

(L. S.) A. ECKOUT.

(L. S.) W. WICHERS.

*Plein-Pouvoir des Plenipotentiaires de France.*

LOUIS par la Grace de Dieu Roy de France & de Navarre: A tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Comme Nous ne voulons rien obtenir pour affermir le repos public rétabli par les derniers Traités, & pour prévenir les événements capables de troubler la Paix, que nous sommes instruits d'ailleurs des dispositions que notre Très-cher, & très-ami Frère le Roy de la Grande-Bretagne, & nos très-chers & grands Amis les Etats-Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas ont fait paroître d'entrer dans les mêmes vues, & de former avec Nous une Union étroite pour la Sûreté réciproque de nos Etats & de ceux de notre dit Frère & desdits Etats-Generaux & pour le maintien de la tranquillité de l'Europe, Nous confiant entièrement en la capacité, experience, zèle & fidélité pour notre service, de notre ami & feal le Sieur Abbé du Bois, Conseiller ordinaire en notre Conseil d'Etat, & de notre ami & feal le Sieur de Châteauneuf, Marquis de Caflagnere, Conseiller honoraire en notre Cour de Parlement de Paris, & notre Ambassadeur en Hollande. Pour ces Causes, & autres bonnes considérations à ce Nous mouvans, de l'avis de notre très-cher & très-ami Oncle le Duc d'Orléans Regent. Nous avons commis, ordonné & député, & par ces Présentes signées de notre main, commettons, ordonnons, & députons lesdits Sieurs Abbé du Bois & de Châteauneuf & leur avons donné, & donnons Plein-pouvoir, Commission & Mandement special, pour en notre nom, en qualité de nos Ambassadeurs Extraordinaires, & Plenipotentiaires, convenir avec un ou plusieurs Ministres de la part de notre dit Frère le Roy de la Grande-Bretagne, & de celle desdits Etats-Generaux pareillement munis de Pouvoirs en bonne forme, arrêter, conclure & signer tels Traitez d'Alliance, Articles & Conventions que lesdits Sieurs Abbé du Bois & de Châteauneuf aviseront bon estre, Voulant qu'en cas d'absence de l'un ou de l'autre par maladie, ou par quelque autre cause légitime, l'autre ait le même pouvoir que tous deux ensemble. En sorte qu'ils agissent en tout ce qui regardera ledit Traité d'Alliance avec la même autorité que Nous ferions & pourrions faire si Nous y étions présents en personne, encore qu'il y eût quelque chose qui requit un Mandement plus special non contenu en cesdites Présentes. Promettant en foy & parole de Roy d'avoir agréable, tenir ferme & stable à toujours, accomplir & exécuter ponctuellement tout ce que lesdits Sieurs Abbé du Bois & de Châteauneuf, ou l'un d'eux dans lesdits cas d'absence, ou de maladie, auront stipulé, promis & signé en vertu du présent Pouvoir, sans jamais y contrevenir, ni permettre qu'il y soit contrevenu, pour quelque cause ou sous quelque prétexte que ce puisse estre: Comme aussi d'en faire expédier nos Lettres de Ratification en bonne forme pour estre échangées dans le temps dont il sera convenu. Car tel est notre plaisir. En témoin de quoy Nous avons fait mettre no-

tre Scel à ces Présentes. Donné à Paris le douzième jour de Septembre l'an de grace mil sept cens seize, & de notre Regne le deuxième.

ANNO  
1717.

Signé,

LOUIS:

*Et sur le Reply,*

Par le Roy,

LE DUC D'ORLÉANS,

*Regent présent,*

Signé,

PHÉLYPEAUX.

Et Scellé.

*Plein-pouvoir des Plenipotentiaires de la Gr. Bret.*

GEORGIUS P. C. R.

GEORGIUS Princeps Walliæ, Dux Cornubiæ & Rothfayæ Dux & Marchio Cantabrigiæ, Comes de Milfordhaven, de Carrek & Cesterim, Vice-Comes Northalleston, Baro de Tenchesbury & de Renfren, Dominus Insularum & Senescallus Scotiæ, Nobilissimi Ordinis Pericældis Eques, Custos Regni Magnæ Britanniæ Locum tenens in eodem Regno. Omnibus & singulis ad quos presentes hæc Litteræ pervenerint, Salutem. Quandoquidem Serenissimus Rex Magnæ Britanniæ &c. Pater ac Dominus noster carissimus & maxime honorandus in animo suo præprimis infitum habeat, Pacem, quæ cum Regibus, Statibusque circumvicinis jam jam stabilita est, factam rectam quantum in ipso fuerit, conservare. Cumque eò haud parum faciat, ut amicitiam quam cum bono Fratre suo Rege Christianissimo, & cum Cælis ac Præpotentibus Dominis Ordinibus Generalibus Unitarum Belgii Provinciarum colit, novis benevolentia nexibus, ac mutua defensionis Pactis conventis, porro confirmet, exaugteque. Nobis itaque in Mandatis dedit Majestatis Suae Britannica Ministros suos Hagæ Comitum agentes autoritate sufficienti communire ad opus supradictum Saluti quietique publicæ tam utile, tamque necessarium, promovendum, conficiendumque. Sciatis igitur quod nos fide, prudentiâ, & in rebus tractandis usu prænotabilis & perillustri viri Guiljelmi Domini Cadogan Baronis de Reading, Vestium Regiarum Magistris, in Exercitiis Majestatis Suae Britannica Locum tenentis Generalis, Secundæ Regiæ Cohortis Prætoris Præfæcti, Insulæ Vedensis Gubernatoris, & dictæ Suae Majestatis apud Celfos & Præpotentes Dominos Ordines Generales Legati Extraordinarii, & Horatii Walpole Armigeri in Consequenti Parlamento Magnæ Britanniæ Senatoris, & apud Dominos Ordines Generales prædictos Ministri ac Plenipotentiarum Britannici partes sufficientis plurimum confisi, eosdem nominavimus, fecimus & constituimus, quemadmodum per præsentem nominamus, facimus & constituimus veros, certos & indubitatos Commissarios, Procuratores & Plenipotentiarum a parte Serenissimi Regis Magnæ Britanniæ, Patris & Domini nostri Carissimi & maxime honorandi, Dantes vi autoritatis nobis commissæ concedentesque eidem conjunctim vel divisim omnem & omnimodam potestatem, facultatem, autoritatemque, nec non Mandatum generale pariter ac speciale, ita tamen ut generale speciali non deroget, neque contra, cum Ministro Miniſtriæ dicti Regis Christianissimi, sufficienti pariter Potestate munito munitive, ac etiam cum Ministris dictorum Dominorum Ordinum Generalium, plena itidem autoritate instructis vel conjunctim, vel separatim congregandi, colloquendi, tractandi, conveniendi & conciliandi de & super conditionibus Fœderis, vel Fœderum cum prædicta Sua Majestate Christianissima & Ordinibus Generalibus conjunctim, vel cum iisdem ut supra factum est, divisim, quæ ad scopum Majestatis Suae Britannicæ superius designatum melius attinendum facere possint, eaque omnia quæ ita conventa & conclusa fuerint, Majestatis Suae Britannicæ nomine signandi superque conclusis Instrumen-



**ANNO 1717.** ta, quotquot & qualia necessaria fuerint, conficienda mutuoque tradendi, recipiendique, ac generaliter ea omnia praestandi, perficiendique, quovis modo necessaria ad Pacis atque amicitia Leges novis nexibus stabilendas, ut supra dictum est, confirmandasque, vel quomodolibet opportuna esse judicaverint, tam amplis modo & forma ac vi effectuque pari, ac dictus Serenissimus Rex Magne Britanniae si interesset, facere ac praestare possit: Spondentes nomine Majestatis Suae ante memoratae, ac promittentes ipsam, quaecumque praefati Commissarii, Procuratores & Plenipotentiarii vel conjunctim vel separatim, vi praesentium egerint, conclusiverint, signaverintque, rata, grata, atque accepta habituram eademque sancte atque inviolabiliter observaturam, atque ab aliis quibuscumque, quantum in ipsa est, observari curaturam. In quorum omnium maiorem fidem & robur, haec Praesentes manu nostra signatas, magno Sigillo Magne Britanniae communivimus fecimus. Quae dabantur in Palatio Divi Jacobi vigesimo nono die mensis Octobris, anno Domini millesimo septingentesimo decimo sexto, Regnoque Majestatis Suae tertio.

*Plein-pouvoir des Plenipotentiaires des Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas.*

**L** Es Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas. A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Comme Nous n'avons rien plus à cœur que la conservation du repos public rétabli par les derniers Traitez de Paix, & de contribuer à son affermissement en tout ce qui peut dépendre de Nous. Que Nous ne doutons point que Sa Majesté le Serenissime Roy Très-Christien, & le Serenissime Roy de la Grande-Bretagne n'aient la même bonne intention de conserver la Paix & la Tranquillité publique, & que pour ces raisons Nous souhaitons d'entrer avec leursdites Majestés dans une Alliance & une Union étroite, tant pour la Sécurité reciproque de leurs Etats & des Nôtres, que pour le maintien de la tranquillité publique. C'est pourquoi, Nous confiant en la sagesse, expérience & fidélité des Sieurs Jean Van-Elfen Bourguemaître de la Ville de Zutphen, Curateur de l'Université à Harderwick; Wigbold Van-der-Does, Seigneur de Noerwik, de l'Ordre de la Noblesse de Hollande & Westfrise, Grand Bailly & Dyckgrave de Rhyndlande; Antoine Heinsius, Conseiller-Pensionnaire, Garde du grand Sceau, & Surintendant des Fiefs de la Province de Hollande & Westfrise; Samuel Coninck, Sénateur de la Ville de Veere; Frederick-Adrien, Baron de Rheede, Seigneur de Renfwoude, Emminkhuysen, & Moerkerken &c. Président de la Noblesse de la Province d'Utrecht, Ulbe Aylva van Burmania, Grietman de Leeuwarderadeel; Antoine Eckhout, Bourguemaître de la Ville de Campen, & Wichers, Bourguemaître de la Ville de Groningue: Tous Deputez dans leur Assemblée de la part des Etats de Gueldre de Hollande & Westfrise, de Zelande, d'Utrecht, de Frise, d'Overysse, & de Groningue & Ommelandes. Nous les avons commis, ordonnez & deputez, les commettons, ordonnons & députons par ces Presentes & leur avons donné & donnons Plein-pouvoir, Commission & Mandement special, pour en notre nom en qualité de nos Deputez & Plenipotentiaires, traiter conjointement avec les Ministres de leursdites Majestés, munis pareillement de Pouvoirs suffisants d'une Alliance défensive, entre leursdites Majestés & Nous, en convenir, arrester, conclure & signer tels Traitez, Articles & Conventions dont ils pourront tomber d'accord ensemble, leur donnant Pouvoir & Autorité à tous ensemble, ou à la plus grande partie d'eux, en cas de maladie, ou d'autre empêchement des autres, de negocier, promettre & accorder à cet égard tout ce que nous pourrions faire nous-mêmes si nous étions présents, quand même pour cela il seroit besoin d'un Pouvoir & Mandement plus special, non contenu dans ces presentes. Promettant sincerement & de bonne foy, d'avoir pour agreable, ferme & stable, tout ce, que leursdits Sieurs nos Deputez & Plenipotentiaires, ou bien par la plus grande partie d'eux,

**ANNO 1717.** sera stipulé, promis & signé, d'accomplir, & exécuter ponctuellement & d'en faire expedier nos Lettres de Ratification en bonne forme dans le tems qu'ils l'auront promis. En foy de quoy Nous avons fait munir ces Lettres de notre grand Sceau, signer par le President de notre Assemblée, & soussigner par notre Greffier. A la Haye le dix-septieme Decembre mil sept cens seize.

*Signé,*

V. A. V. BURMANIA.

*Es sur le Reply.*

Par Ordonnance des susdits Seigneurs Etats Generaux.

F. FAGEL.

Et scellé du grand Sceau en cire rouge.

CLXXXVII.

*Raport de ce qu'on est convenu avec les Ministres s. Avril. de Prusse pour le paiement des arrages.*

**C**OMME les Sieurs Baron de Kniphausen, & Meinertzhagen ont déclaré que Sa Majesté de Prusse étoit contente que le paiement de ses arrages se feroit dans de raisonnables termes, les Deputez de l'Etat étoient convenus avec ces deux Ministres-là, que ces arrages, portant suivant une Specification ci-jointe, une somme d'un Million, 223. mille, 148. Florins, & 8. Sols, *salvo errore calculi*, seroient paieés sur le pied suivant. Savoir au Mois d'Août de cette année courante 23. Mille, 148. Florins & 8. Sols; au mois de Decembre suivant 100. mill. Florins, & ainsi de suite de six en six mois 100. mille Florins, jusques à ce que le tout soit acquité. Leffits Sieurs Ministres ont verbalement proposé quelques Points, portez par écrit sous No. II. priant qu'on y fût réflexion. Ce qui a été approuvé par LL. HH. PP.

No. I.

1. Specification des Arrages de Sa Majesté le Roi de Prusse, ainsi qu'Elle a été présentée à LL. HH. PP. le 22. Fevrier 1717.

**P**OUR le Mois de retour de l'an 1697. selon les acquits de Mr. d'Ellemet Receveur General - - - :  
Du Quartier de Nimège - - - 14558-0-0  
Du Quartier de Zutphen - - - 1198-0-0  
Du Quartier de Veluwe - - - 3400-0-0  
De la Province de Zelande - - - 29869-14-3

49025-14-3

2. Pour le reste des Cedulles & Ordonnances qui sont encore à payer pour la quote de l'Etat sur les subsides accordés à Sa Majesté le Roi de Prusse pour les 8000. hommes de ses Troupes, qui furent employées en Italie jusques au 15. Decembre 1712. comme il paroît par la Specification - - - - 546526-14-8

3. Pour pareille Specification au Corps des 12. mille hommes de Sa Majesté le Roi de Prusse qui a servi dans les Pais-bas - - - - 320891-8-0

4. Au Corps de 5. mill. hommes pour des Soldes de l'an 1702, des appointemens des Generaux de 1702, & 1703, & les Ordonnances pour les chariots & le fourrage ensemble - - - - 178467-12-8

5. Pour l'Etat Major du Regiment de Du Rousfel &c. ensemble & reconnu

ANNO 1717. par la Province de Gueldre, les Quartiers de Veluwe & de Zutphen aiant promis de faire paier leurs quotes de 8469-10-0

Comme aussi accepté par Veluwe pour quatre jours de Solde 381-8-0

6. Ces deux Quartiers ont aussi fait promettre par leurs Deputez le paiement de leur quote pour le mois de retour desdits 5000 hommes pour 21. jours & porte ensemble pour les Provinces de Gueldre & de Hollande 25988-3-0

7. Le Quartier de Nimègue doit les Soldes depuis le 6. Mai 1712. jusques inclus le 6. Mai 1713. non encore réglées 51108-8-0

162087-9-0

Somme. totale 1256998-18-3

Depuis que la susdite Specification a été donnée, le Quartier de Veluwe a paiaé bon compte de l'Etat Major du Regiment de du Trouffel 18467-19-4

Le même sur le mois de retour de 1713. pour le corps de 5. mille hommes 2002-5-8

Et pour 4. jours de Sol. 381-8-0

Et le Quartier de Zutphen sur le même Etat Major du Regiment de du Trouffel 12998-17-8

33850-10-4

Ainsi la somme des Arrerages porte ce jourd'huy premier Avril 1717 - 1223148-8-0

A réserver, tant pour le Corps de 5000. hommes, que pour les Livranciers du fourrage.

Une Ordonnance de Fourrage aux 3. Regimens de Prusse, favoir Varenne, du Trouffel & Grumbko du Quartier d'Hiver 1709. & 1710.

Deux Ordonnances de Fourrage pour les Quartiers d'Hiver 1710. & 1711, & 1711. & 1712. aux cinq Regimens Prussiens.

## II.

1. Que le paiement des Arrerages, qui se montent selon la Specification à une somme de 1223148. Florins & 8. Sols se fasse dans . . . . . termes, dont le premier sera au Mois de Mai 1717. & le dernier le mois de . . . . ., ainsi qu'il est exprimé dans le detail.

2. Que le Paiement se fasse à chaque terme en argent comptant, & non pas en obligations.

3. Qu'on s'explique de la part de L.L. H.H. P.P. sur la sûreté que Sa Majesté peut avoir, que le paiement se fera precieusement dans les termes, dont on conviendra.

4. Qu'on donne des Ordonnances ou Assignations qui manquent pour les postes suivans, favoir

## I.

Pour ce qui reste encore à paier sur l'Etat Major du Regiment de du Trouffel, ce qui monte après le paiement que les Quartiers de Veluwe & de Zutphen ont fait là-dessus dernièrement encore une Somme de 53142-13-7

II. Pour le demi-mois de retour du corps

de 5. mille hommes, excepté ce que Veluwe & Zutphen ont paiaé là-dessus. ANNO 1717.

III. Pour les Soldes que le Quartier de Nimègue a refusé de paier au Regiment de du Trouffel depuis le 6. Mai 1712. jusques au 6. Mai 1713. & qui montent à 51108-8-0

IV. Que les Ordonnances soient expedies pour le Fourrage aux 3. Regimens de Prusse, Varenne, du Trouffel, & Grumbko du Quartier d'Hiver de 1709. & 10; & deux Ordonnances de Fourrage pour les Quartiers d'Hiver de 1710 & 11, & 1711. & 12. aux 5. Regimens Prussiens.

V. Qu'on relâche les Ordonnances qu'on retient dans la Finance du Conseil d'Etat pour ce que le Corps de 5. mille hommes doit aux Hopitaux & Livranciers.

A l'encontre on s'obligera de satisfaire les Hopitaux & Livranciers de toutes leurs legitimes prétentions, à proportion que le paiement se fera.

Les Ordonnances susdites sont celles pour les Chariots réitans de la Campagne de 1712.

une de 5936 }  
& une de 3584 } - 9520.

Celles pour le Fourrage de 1712 & 13 - 4837.

Pour les Chariots d'avance de 1713. deux Ordonnances

une de 2385 }  
& une de 1440 } - 3825.

ensemble 18182.

Resolution sur les Arrerages du Roi de Prusse & sur un Memoire présenté par ses Ministres. Du 15. Avril 1717.

APRÈS l'examen il a été résolu, que la Specification des Arrerages seroit reconnuë, & qu'on prieroit les respectives Provinces de fournir chacune sa portion dans la dette, selon la repartition que le Conseil d'Etat en fera.

Par raport aux points du Memoire No. II. le premier cesse, puis qu'on est convenu des termes.

Il n'y a point aussi de difficulté sur le second, puis que l'intention de l'Etat est de paier en argent comptant & non pas en Obligations.

On dira sur le 3. que L.L. H.H. P.P. donneront à Sa Majesté une Sûreté pour le paiement aux termes reglez, ainsi qu'elle est utilisée entre des Princes & Etats Souverains.

A l'égard du 4. point, concernant la requisition de quelques Ordonnances & Assignations.

Sur le premier Article concernant le paiement de l'Etat Major du Regiment de du Trouffel à la somme encore de 53. mille, 142. Florins & 13. Sols & 7. Deniers, on priera les Etats de Gueldre, à la charge desquels cette Somme étoit repartie par les Etats de Guerre, de vouloir en faire le paiement.

Sur le 2. Article, touchant le demi mois de marche du Corps de 5. mille, dont la Gueldre doit paier 6915. Florins & la Hollande 1973. On priera ces Provinces de les paier.

Sur le 3. Article, consistant en 51. mille, 108. Florins & 8. Sols, sur la Solde due par le Quartier de Nimègue au Regiment du Trouffel depuis le 6. Mai 1712, jusques au 6. Mai 1713. On priera les Etats de ce Quartier-là d'avoir le soin de faire ce paiement, d'autant plus que dans les presentes conjonctures, ils sont plus obligés que d'autres à ôter toutes les occasions de plainte au Roi de Prusse.

Sur le 4. Article que le Conseil d'Etat fera requis de dresser les Ordonnances, lors qu'on lui donnera les Documents sur lesquels Elles doivent être dressées.

Sur le 5. Article touchant quelques Ordonnances retenues par le Conseil d'Etat pour ce que le Corps



ANNO de 5. mille hommes doit aux Hôpitaux, on priera le  
1717. Conseil d'Etat de les extradier, autant qu'Elles ex-  
cedent ce que ce Corps-là doit aux Hôpitaux, portant  
4169. Florins & 8. Sols.

## CLXXXVIII.

22. Juin. *Aste de l'Electeur de Cologne pour approuver les  
Articles contenus dans la Resolution de LL.  
HH. PP. du 22. Juin 1717.*

S ON Altesse Electorale de Cologne pour remon-  
agner son inclination sincere de renouveler & cul-  
tiver fermement une bonne amitié & voisinage avec  
LL. HH. PP. les Seigneurs Etats Generaux des  
Provinces-Unies des Pais-bas, a voulu agréer & ra-  
tifier, ainsi qu'en vertu des presentes agréé & ratifié  
les Articles suivans, dont le Baron de Hécms, comme  
Envoyé Extraordinaire & Mediateur de Sa Ma-  
jesté Imperiale & Catholique, est convenu avec LL.  
HH. PP.; avec une sincere promesse de les obser-  
ver fidelement, & inalterablement de point en point,  
dans l'attente que LL. HH. PP. mettront des or-  
dres convenables, qu'après l'accomplissement d'i-  
ceux leurs Troupes n'occuperont pas plus long tems  
les Places où elles sont en Garnison dans la Princi-  
pauté de Liege sous quelque pretexte que ce soit,  
mais elles les évacueront d'abord.

I. Que les Fortifications de la Citadelle de Liege,  
du côté de la Ville resteront & seront laissées dans  
l'état où elles étoient avant la dernière Guerre, que cel-  
les du côté de la Campagne & les Bastions seront dem-  
olies, & les ouvertures qui seront par là faites, fer-  
mées par une muraille droite, qui joindra les Cour-  
tines, & cela étant fait on restituera ladite Citadelle  
à S. A. E., & les Troupes de l'Etat en sortiront.  
Et afin qu'il n'arrive plus aucune dispute sur ladite  
démolition, LL. HH. PP. déclarent, que leur  
intention est, que seront démolis, 1. tous les Ou-  
vrages, faits du côté de la Campagne, après que la-  
dite Citadelle a été, au commencement de la der-  
nière Guerre, occupée par les Armes des Hauts Al-  
liez. 2. Tous les Ouvrages extérieurs, qui sont du  
côté de la Campagne, commençant depuis les six  
cens degrez exclusivement jusques au Bastion de la  
Ville, nommé du Clergé. 3. Les Bastions nommez  
St. Lambert & le Marchand seront démolis; & Pou-  
verture qui sera par là faite sera fermée par une mu-  
raille droite entre les Courtines. Et par conséquent  
seront laissés en leur entier les 3. Bastions nommez  
Six cens degrez, Maximilien & Henri, avec les Ou-  
vrages qui subsistoient avant la dernière Guerre, du  
côté de la Ville.

II. Que le Château de Huy, & les Forts & Ou-  
vrages qui en dépendent, seront razés, & démolis,  
sans qu'ils puissent jamais être relevés, ni reparez,  
non plus que les Ouvrages de la Citadelle de Lie-  
ge, qui doivent être démolis du côté de la Campa-  
gne. Bien entendu que ladite démolition portée dans  
cet Article, aussi bien que dans le précédent, sera  
faite aux dépens des Etats du Pais de Liege, aux-  
quels les matériaux resteront, pour les vendre, ou  
en disposer autrement, & le tout suivant les ordres  
& la direction de LL. HH. PP., qui à cette fin en-  
voyeront une personne capable, pour avoir la direc-  
tion de ladite démolition, à laquelle l'on commen-  
cera à travailler immédiatement après & aussitôt que  
S. A. E. aura agréé & accepté ces conditions de la  
Résolution; & se finira dans 3. mois, ou plutôt s'il  
se peut. Et les Garnisons de LL. HH. PP. ne forti-  
ront pas de ces Places, que la Démolition ne soit  
achevée, mais cela étant fait, lesdites Garnisons forti-  
ront, & les Places seront restituées à S. A. E.

III. Que tous les Ouvrages extérieurs de Bonn,  
y compris les Ravelins & le Chemin couvert; tant  
d'un côté que de l'autre du Rhin, seront razés; &  
que l'ouverture qui est faite derrière le Palais Electro-  
ral en 2. Bastions, & avec les Courtines abbatues,  
entre deux, restera, sans que ladite ouverture puisse  
être refaite, ou que les Ouvrages à démolir, puis-  
sent être rétablis. Aussi que cette démolition se fe-  
ra sans qu'il en coûte à LL. HH. PP., dans le ter-  
me de 3. mois, & que LL. HH. PP. puissent y en-

voyer quelqu'un, pour prendre inspection que la  
démolition soit faite comme il faut.

IV. Que le Fort sur la Montagne de St. Pierre  
restera & que comme il est situé sur le terrain de  
Liege, LL. HH. PP. à l'égard de la Jurisdiction  
ou autrement, n'y auront pas plus de Droit que  
sur les autres Fortifications de la Ville de Maftricht,  
autant qu'elles sont situées sur le Territoire de  
Liege.

V. Que toute l'Artillerie, Munitions & autres  
matériaux, & necessitez de Guerre qui sont dans  
Bonn, & appartenant à l'Etat, suivant la liste &  
l'inventaire qu'il y en a, seront d'abord restituées  
à l'Etat.

VI. Que S. A. E. de Cologne se chargera que  
le Gouverneur & autres Officiers, qui ont été à  
Bonn, & qui ont contracté pour leur payement a-  
vec le Chapitre Electoral, seront payez de leurs  
arriérés, suivant qu'on est convenu, outre les  
800. écus promis par S. A. E., au Commandant  
Coëtier.

VII. Que pour ce qui s'est passé à Bonn, S.  
A. E. écrira une Lettre de civilité à LL. HH.  
PP.

VIII. Que ces points étant acceptés par S. A.  
Elect., Elle enverra une Déclaration authentique  
là-dessus à LL. HH. PP. Ensuite de quoi ces Ar-  
ticles seront mis en exécution.

Ces Articles furent dressés le 22. Juin, & agréés  
par S. A. E. de Cologne, le 27. du même mois,  
& remis aux Etats Generaux le 28. Juillet de  
cette année.

En foi de tout ce que dessus S. A. E. a signé la pre-  
sente Declaration & Approbation de la propre main de  
y a fait mettre son Sceau Electoral. Fait à Bonn le  
29. Juin 1717.

*Esoit signé,*

JOSEPH CLEMENT ELECTEUR.

*Est plus bas,*

FRED. FABIAN.

## CLXXXIX.

Traité entre le Czar, le Roi de France 4. Août.  
& le Roi de Prusse, conclu à Amsterdam  
le 4. Août. 1717.

C OMME le Serenissime & très-Puissant Prince  
& Seigneur Pierre I. par la Grace de Dieu  
Czaar de toute la Russie. Le Serenissime &  
très - puissant Prince & Seigneur Louis XV.  
par la grace de Dieu Roi très - Chrétien de  
France & de Navarre, & le Serenissime &  
très-Puissant Prince & Seigneur Frederic Guillau-  
me, par la grace de Dieu Roi de Prusse, sont é-  
galement tous du désir d'établir & de conserver en-  
tre eux une étroite union, une Amitié & une Al-  
liance solide & durable, leurs Majestés ont som-  
mé à cet effet, savoir Sa Majesté le Czar de tou-  
te la Russie les Sieurs, Comte Gabriel de Golof-  
kin, Grand Chancelier de l'Empire Russe, Che-  
valier des Ordres de St. André & de l'Aigle blanc,  
& le Baron Pierre de Schafirof Vice-Chancelier de  
l'Empire Russe, Conseiller privé Chevalier de  
l'Ordre de l'Aigle blanc, & le Prince Boris de Kou-  
rakin, Conseiller privé, Major General de ses Ar-  
mées & Lieutenant-Colonel de ses Gardes, & son  
Ambassadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire au-  
près des Etats Generaux; & Sa Majesté le Roi très-  
Chrétien, le Sieur Pierre, Conseiller Honoraire au  
Parlement de Paris, Ambassadeur de Sadite Majesté  
auprès des Etats Generaux des Provinces - Unies, &  
Sa Majesté le Roi de Prusse le Sieur Baron de Knypp-  
hausen Son Conseiller Privé, Colonel d'un Batail-  
lon de Marine, Chambellan, Resident du Cercle de  
Westphalie, Président de la Compagnie d'Afrique  
dans la Ville d'Embsen, Drossart du Bailliage de  
l'urtenwalde, Chevalier de l'Ordre de St. Jean,  
lesquels

ANNO 1717. lesquels après s'être réciproquement communiqué les Pleins-pouvoirs & après avoir fait l'échange à la manière accoutumée, sont convenus d'un Traité de bonne Correspondance d'Amitié, d'Alliance & de Commerce entre leursdites Majestés, leurs Royaumes, Pais, Etats, & Sujets aux Conditions suivantes.

I. Il a été convenu & accordé qu'il y aura dès ce jour & pour toujours à l'avenir entre S. M. le Czar & S. M. très-Chrétienne & Sa Majesté le Roi de Prusse, leurs Héritiers, Successeurs, Royaumes, Pais, Etats & Sujets une amitié & une Correspondance sincère, qui seront observées de telle manière que les Parties contractantes seront sincèrement & de bonne foi tout ce qui dépendra l'une de l'autre & pour donner au contraire tous les Domages & préjudices qui pourroient leur arriver ou à leursdits Etats & Sujets.

II. Leursdites Majestés promettent & s'engagent réciproquement de contribuer par leurs offices à maintenir la tranquillité publique, rétablie par les Traités d'Utrecht & de Bade aussi bien que ceux qui interviendront pour la Pacification du Nord, en conséquence de n'en tenir dans aucune Convention ni engagement qui puissent en quelque temps ni en quelque manière que ce soit, être directement ou indirectement contraire à ce qui a été statué, avec la Couronne de France dans ledits Traitez, d'Utrecht & de Bade, & à ce qui sera stipulé dans ceux de la Paix du Nord avec le Czar de toute la Russie & avec le Roi de Prusse mais au contraire d'apporter tous leurs soins pour en assurer le maintien & l'exécution.

III. Et pour rendre la présente Alliance également solide & utile par les avantages que les Sujets de part & d'autre peuvent trouver dans l'établissement de Commerce entre les Etats & Sujets de leursdites Majestés réciproquement, il a été convenu & arrêté par le présent Article qu'il sera nommé des Commissaires qui s'assembleront dans huit mois du jour de la Signature du présent Traité pour régler les conditions d'un Traité de Commerce & de Navigation, dont le fondement principal sera de faire jouir les Sujets de leursdites Majestés, leurs Marchandises & effets de tous les Privilèges, Prerogatives & avantages dont jouissent dans les Ports, & Pais de l'une & de l'autre Domination les Nations qui sont traitées le plus favorablement.

IV. Leursdites Majestés se réservent réciproquement par le présent Article, leurs autres Traitez & Alliances auxquels Elles ne prétendent point déroger en ce qui ne sera pas contraire à la présente Alliance, & spécialement de la part du Roi très-Chrétien l'Alliance signée à la Haye le 4. Janvier de la présente année entre les Ministres & ceux du Roi de la Grande-Bretagne & de la République d'Hollande.

V. Pour rendre la Paix & cette Alliance plus solide & plus durable, le Czar de toute la Russie, le Roi très-Chrétien, & le Roi de Prusse non seulement admettront, mais inviteront entrer dans le présent Traité pour le maintien de la tranquillité Générale de l'Europe, & pour l'utilité commune & de toutes les Parties intéressées.

VI. Les Ratifications en bonne forme seront mutuellement échangées dans l'espace d'un mois à compter du jour de la signature du présent Traité.

En foi de quoi nous soussignés munis des Pleins-pouvoirs de leurs Majestés le Czar de toute la Russie, le Roi très-Chrétien, & le Roi de Prusse avons auxdits noms signé le présent Traité d'Alliance & y avons fait apposer les cachets de nos Armes. Fait à Amsterdam le 4. d'Août 1717.

#### Articles Separés & Secrets.

I. Comme l'objet & le véritable but du Traité d'Alliance signé ce jourd'hui entre les Ministres de leurs Majestés le Czar de toute la Russie, le Roi très-Chrétien, & le Roi de Prusse est de maintenir réciproquement la paix & la tranquillité de leurs Royaumes, Pais, Etats & Sujets, sur le Fondement des Traitez de Paix d'Utrecht & de Bade & de ceux qui rétabliront la tranquillité du Nord, Elles promettent & s'engagent aussi réciproquement de garantir ledits Traitez dans tous les points & Articles qui ont été ou qui seront statuez avec chacun d'entre elles. En

TOM. VIII. PART. I.

forte que s'il étoit fait quelque entreprise de la part de quelque Puissance que ce soit, au préjudice de leursdites Majestés & des Garanties qu'elles se promettent elles interposeront leurs offices auprès de l'agresseur pour procurer satisfaction à la Partie lésée, & engager l'agresseur à s'abstenir entièrement de toutes sortes d'Hostilité.

II. Mais si ces bons offices n'avoient pas l'effet que l'on se promet pour concilier l'esprit des deux Parties, & pour obtenir une Satisfaction & un Redomagement dans l'espace de quatre mois ; il sera alors convenu des Secours en Troupes ou en argent que celles des Puissances contractantes qui n'auront pas été attaquées, seront tenues de donner sans retardement à leurs Alliés pour l'exécution desdites Garanties, ce qui n'a pu être réglé présentement à cause des difficultés survenues sur ce sujet, tant de la part de S. M. très-Chrétienne par rapport à la diversion qu'elle demande pour l'effet desdites Garanties, que de la part de S. M. le Czar par rapport aux subsides qu'elle a à prétendre dans le même cas, & celle de S. M. le Roi de Prusse, par la Demande qui a été faite en son nom de la Garantie de la cession de Stetin dans la Paix du Nord ; Leursdites Majestés le Czar de toute la Russie, le Roi très-Chrétien & le Roi de Prusse se promettant réciproquement que lorsque ledits Secours & la manière de les employer seront réglés par une Convention plus ample qui sera faite dans la suite sur ce sujet, elles continueront de les donner à la Partie lésée jusqu'à ce que le trouble soit entièrement cessé & le dommage réparé.

III. Le Roi très-Chrétien n'ayant pas cessé depuis son Avenement à la Couronne d'agir par ses offices à l'exemple du feu Roi Son Bisayeul pour porter les Puissances intéressées dans la Guerre du Nord à reprendre des sentimens de Paix & Sagesse, Leursdites Majestés très-Chrétienne voulant continuer d'employer les mêmes offices ; leurs Majestés le Czar de toute la Russie & le Roi de Prusse pour répondre aux droites intentions du Roi très-Chrétien & pour lui donner une marque particulière de leur confiance, promettent & s'engagent d'admettre la Médiation de S. M. T. C. dans la Négociation qui se fera pour parvenir à la Paix du Nord entre elles & le Roi de Suède & d'en faire la Declaration toutes les fois qu'elles seront requises, bien entendu que S. M. T. C. bornera à des offices & à des insinuations ce qu'elle fera en ladite qualité de Médiateur, sans jamais employer les voyes de fait directement ni indirectement contre aucune des Parties qui sont présentement en guerre, pour les obliger à accepter les propositions de Paix qui ne seront point acceptées, ladite Médiation sera pourtant continuée jusqu'à la fin de la Guerre du Nord ; & S. M. T. C. voulant conserver l'exakte impartialité qui convient à la qualité de Médiateur & d'ami commun de toutes les Parties intéressées ; promet & s'engage de ne prendre après l'expiration du Traité qui subsiste entre la Couronne & celle de Suède, & qui finira au mois d'Avril prochain, aucun engagement avec ladite Couronne sous quelque prétexte qui puisse être directement, ou indirectement contraire aux intérêts de leursdites Maj. le Czar de toute la Russie & le Roi de Prusse & qu'elle ne donnera aussi à ladite Couronne après ledit terme aucun Secours des Troupes ni d'argent sous quelque nom que ce puisse être.

Les présents Articles auront la même force & vertu que s'ils étoient insérez dans le Traité d'Alliance signé aujourd'hui. En foi de quoi nous soussignés munis des Pleins-pouvoirs de leurs M. le Czar de toute la Russie, le Roi T. C. & le Roi de Prusse, avons euidits Noms signé les présents Articles & y avons fait apposer les cachets de nos armes. Fait à Amsterdam le 4. d'Août 1717.

#### CXC.

Accord zwischen Ihro Chartisthe Majest. Des  
ter I. und der Stadt Danzig / sub dato den  
1<sup>o</sup> Sept. 1717. nebst dem Schreiber bemeldter  
Stadt an Ihro Königl. Majestät von Pohlen  
AUGUSTUS / über gedachtem Accord.

C'est-à-dire,

Accord entre Sa Majesté Czarienne PIERRE I.  
& la Ville de DANTZIG du 1<sup>o</sup> Sept. 1717.  
Avec la Lettre de ladite Ville sur l'Accord mentionné au ROI DE POLOGNE.

Q992

Wt



ANNO  
1717.

**W**ir Peter der Erste von Gottes Gnaden / Czar und Selbst-Erhalter aller Reussen / 2c. 2c. 2c. Thun kund und zu wissen allen und jeden / denen hieran gelegen: Demnach zwischen Unserem bestallten General-Lieutenant und Obristen-Lieutenant über Unsere Leib-Garde, Unserem Bevollmächtigten / dem Hochgeborenen Fürsten Basilio von Dolhoruky, an einem / und der Stadt Danzig Deputirten am andern Theile eine Convention unterm dato den 19. (30.) Septembris 1717. berahmet und geschlossen worden / des Lautes wie folget:

Demnach im Nahmen Sr. Groß-Czaarischen Majestät durch Dero Plenipotentiarium den Durchlauchtigsten Fürsten und Herrn Herrn Basilium von Dolhoruky, Ihrer Groß-Czaarischen Majestät hochbestallten General-Lieutenant, und Obrist-Lieutenant über Derossischen Leib-Garde, Ritter des Elephanten- und weissen Adler-Ordens / einige Puncta an die Stadt Danzig gelangt seyn; Zu deren Ablehnung im Nahmen sämtlicher Ordnungen der Stadt Danzig durch die zu diesem Negotio Deputirte / die Wohl-Edle / Beste / und Hochweise Herrn Johann Heinrich Schmiedt / und Herrn Salomon Gabriel Schumann / Rathes-Verwandten selbiger Stadt / fleißige Vorstellungen sowohl der Inschuld der Stadt als ihres und ihrer Ländereyen Unvermögens und anderer erheblicher Considerationen angeführt worden; Als ist endlich zwischen höchstgenannter Sr. Groß-Czaarischen Majestät Plenipotentiarium Hochsüchsl. Durchleucht an einem / und vorgenannten Deputirten der Stadt Danzig am andern Theile / folgender Vergleich getroffen und verabredet worden:

**ART. I.** Es verspricht die Stadt Danzig / alle Correspondenz, Commercen / und Traffiquen mit Schweden bis zu Ausgang des Krieges gänzlich zu unterlassen / und ihren Untergebenen dasselbe ernstlich zu verbieten. Falls aber jemand ihrer Bürger und Einwohner / was Nation und Standes er auch wäre / darwider handeln möchte / wird ein solcher gestraft werden. Wäre auch Ihre Groß-Czaarischen Majestät beliebig / einen Agenten oder Commissarium in der Stadt Danzig zu bestellen; so wird Ihm frey seyn / daselbst zu wohnen / und wird auch alle Ehren-Bezeugungen / wie es mit andern gleichfalls in Danzig sich aufhaltenden fremden Commissarien und Agenten bräuchlich / zu genießen haben; Nebst diesem Ihrer Groß-Czaarischen Majestät hohes Interesse wahrnehmen / und auf daß / der nunmehrigen Convention gemäß / ermelte Correspondenz und Traffique mit Schweden aufgehoben bleiben möge / Acht geben: Da denn / so fern Er etwas erfahren sollte / so dieser Convention zuwider ließe / Er es dem Magistrat bekannt machen / und man ihm hierinnen eine genüßende Satisfaction verschaffen wird.

ANNO  
1717.

Allen und Jeden / denen hieran gelegen / thun kund und zu wissen Wir Burgermeister und Rath der Stadt Danzig: Demnach zwischen des Durchlauchtigsten und Großmächtigsten Großen Herrn Czaaren und Groß-Fürsten Petri des Ersten / des grossen und kleinen Reusslandes Selbst-Erhaltern / 2c. 2c. 2c. Bevollmächtigten / dem Durchlauchtigen Fürsten und Herrn / Herrn Basilio von Dolhoruky, Ihro Groß-Czaarischen Majest. hochbestallten General-Lieutenant und Obrist-Lieutenant über die Groß-Czaarische Leib-Garde, Ritters des Elephanten- und weissen Adler-Ordens 2c. 2c. an einem / und Unseren Deputirten / denen Wohl-Edlen / Besten / und Hochweisen Herrn Joh. Heinrich Schmiedt / und Herrn Salomon Gabriel Schumann / am andern Theile / eine Convention unterm dato den 19. (30.) Septembris dieses Eintausend Siebenhundert und Siebenzehenden Jahres berahmet und geschlossen worden / des Lautes wie folget:

**II.** Die drey Fregatten / welche auf der Stadt Danzig Untensten allbereit sind gebauet worden / wird dieselbe auf ihre Unkosten / mit Genehmbaltung Ihrer Königlichen Majest. von Pohlen / wider Schweden austüßen. Dieselbige werden Ihrer Königlichen Majestät in Pohlen / Flaggen führen / auch unter Deroelben Commission stehen / und wider die feindlichen Schiffe agiren. Ermelnden Capers wird gestattet werden / in alle Ihrer Groß-Czaarischen Majestät Hasen einzulauffen. Damit aber auch bey den übrigen hohen Nordischen Allirten allen benötigten Falls ihnen frey stehen möge / in ihre Hasen einzulauffen / und sichere Retraite zu haben / wird man ab Seiten Ihrer Königlichen Majestät in Pohlen deswegen sollicitiren: Worinnen auch von Seiten Ihrer Groß-Czaarischen Majestät zu appuiren versprochen wird. Indessen werden selbige Capers von höchstgedachter Königlichen Majestät mit einer genauen Ordre auf dem Fuß / wie andere wohl eingerichtete Capers-Reglements gestellt sind / versehen werden / darinnen ihnen vornemlich aufs allerstärkste verboten seyn wird / wider die Danziger / noch anderen der hohen Nordischen Allirten Untertanen gehörigen / oder auch neutraler Nationen Schiffe / wenn sie ihre gute richtige Pässe / Certificate / und Documenten haben und vorzeigen / weiter zu visitiren / oder sie in ihrer Reise aufzuhalten / von ihnen unter einigerley Vorwand etwas zu fordern oder abzunehmen / oder ihnen sonst auf einige Weise beschwerlich zu fallen.

**III.** Die eine Helffte der Capern-Equipage werden Seiner Groß-Czaarischen Majestät Leute seyn / wenn Ihre Königl. Majestät in Pohlen hierinnen consentiren. Die Leute werden dennoch in Königlichen Pohlenischen Eyd und Pflichten stehen / und vor wirklich Königlich-Pohlenische eigene Leute zu achten seyn.

**IV.** Zu mehrerer Demeritierung Sr. Groß-Czaarischen Majestät höchsten Gnade / und zu Erhaltung derer dazogen verabredeter Conditionen / wird die Stadt Danzig eine Summe von hundert und vierzig tausend Species Thaler / den Species-Thaler zu sechs Tymppfen gerechnet / erlegen / welche Summe in drey gleiche Raten wird getheilt werden / derer erstere von sechs und vierzig tausend / sechs hundert / sechs und sechzig und zwey Drittel Species-Thaler à sechs Tymppfen / nach beygekommener Ratification Ihrer Groß-Czaarischen Majestät in drey

ANNO drey Monaten / die andere auch von sechs und  
1717. vierzig tausend / sechs hundert / sechs und sechzig  
und zwey Drittel Species - Thalern à sechs Thymfen /

sechs Monat nach Verfließung des ersten  
Termins, die dritte ebenfalls von sechs und vier  
zig tausend / sechs hundert / sechs und sechzig  
und zwey Drittel Species - Thalern à 6. Thymfen /  
sechs Monat nach Verfließung des andern Ter-  
mins, fällig seyn wird.

V. Im Fall die Noth erfordern möchte / das  
einige Ihrer Groß-Czaarischen Majestät  
Krieges-Fregatten / Capers oder Galeren in den  
Hafen der Stadt Dantzig einlaufen müßten / wird  
ihnen solches zugelassen / und / was die Sicherheit  
betrifft / auf die Art / wie bey Städten und Befestun-  
gen alliirter See - Puißancen gebräuchlich ist  
verfahren werden. Indessen werden selbige Krieges-  
Fregatten / Capers oder Galeren sich so / wie an-  
derer in Freundschaft stehender Nationen Schiffe  
aufführen / nicht das geringste fordern / sondern al-  
les / dessen sie und die auf denselben befindliche  
Leute bedürftig seyn möchten / vor ihr eigen Geld  
beschaffen / auch keiner Visitation oder Hem-  
mung der Ein- oder Ausfahrt einiger Schiffe sich  
anmassen.

VI. Seiner Groß-Czaarischen Majes-  
tät Truppen / welche jetzt in der Stadt Dan-  
zig Ländereyen stehen / werden / so bald gegenwär-  
tiger Vergleich wird geschlossen und von den Ge-  
vollmächtigten beyder Theile unterschrieben seyn /  
ungefähr / ohne fernor etwas zu fordern / gänzt-  
lich zurück gezogen werden / besagte Ländereyen  
auch von dieser und aller übrigen Groß-Czaari-  
schen Truppen Quartieren / Durch-Marchen /  
Podwoden / Fouragirungen / Contributions-  
Forderungen / und allen andern Beschwerden /  
wie sie immer Mahnen haben mögen / befreyet  
bleiben.

VII. Die Stadt Dantzig wird von allen und  
jeden Prærentionen / An- und Zusprechen / wel-  
che im Nahmen Seiner Groß-Czaarischen  
Majestät / aus Gelegenheit dessen / so in ab-  
gewichener Zeit möchte seyn unternommen oder  
unterlassen worden / seithero rege gemacht seyn /

Als bestätigten und ratihabiren Wir hie-  
mit obestehende Convention in allen und  
jeden ihren Punkten / Articula und Clausu-  
len / versprechende / dieselbe vollkommen zu  
erfüllen und zu maintainiren / und weder selbst  
dagegen in einigen Stücken zu handeln /  
noch zu gestatten / daß jemahls von ande-  
ren dagegen gehandelt werde. Urkundlich  
haben Wir dieses mit Unserer Groß-Czaa-  
rischen Hand unterschrieben / und mit Un-  
serem Siegel besiegeln lassen. Gegeben bey  
Dantzig den 1717.

oder unter irgend einem Vorwand erdacht und  
rege gemacht werden könten / vor diese und alle  
zukommende Zeiten völlig entlediget und be-  
freyet.

VIII. Dafern jemand wegen dieses Vergleiches  
die Stadt Dantzig auf einigerley Art antechten  
und ihr beschwerlich fallen sollte / werden Seine  
Groß-Czaarische Majestät dieselbe aufs kräfti-  
gste vertreten und schützen.

IX. Denen Dantziger Kauffleuten / welche  
auf St. Petersburg oder in andern Seiner  
Czaarischen Majestät Hafen oder Länden ih-  
re Handlung führen / werden alle dieselige Frey-  
heiten / Emolumenten / und Privilegien / deren  
andere Amica Gentes, so mit Seiner Groß-  
Czaarischen Majestät in genauestem Verneh-  
men stehen / zu genießen haben / oder hinlänglich  
theilhaftig werden möchten / gleichfalls gebüh-  
rend und gestattet werden.

X. Ihr Czaarische Majestät werden nebst  
anderen hohen Puißancen vor die Stadt Dantzig  
die gnädigste Sorge tragen / daß sie in dem künfti-  
gen Nordischen Frieden / (w. ichen der bambergische  
Gott baldigst verleihen wolle!) möge mit einge-  
schlossen / und gleichwie durchgehends bey allen ih-  
ren Gerechtigkeiten / Freyheiten / und Privilegien /  
also auch besonders bey der freyen Übung der Evan-  
gelischen Religion, so wie sie derselben vor dem  
gegenwärtigen Kriege sich gebrauchet und genossen /  
mainteniret werden.

XI. Über diesen Vergleich und jede desselben  
Punkten und Clausulen wird Seiner Groß-  
Czaarischen Majestät völlige Ratification  
unter Dero höchsten Hand und Siegel aufs for-  
derfamste der Stadt Dantzig geliefert / und alsdenn  
dagegen bemeldter Stadt Ratification unter ihrem  
Siegel ausgehändiget werden.

Zu mehrerer Weglaubigung alles obigen / sind  
dieses Vergleiches zwey gleichlautende Exemplaria  
verfertigt und mit der Unterschrift und Siegel /  
sowohl Anfangs gedachter Hochfürstl. Durchl. als  
auch obbenahinter Dantziger H. H. Deputirten be-  
kräftiget worden. So geschehen in Dantzig den  
19. (30.) Septembris 1717.

Als bestätigten und ratihabiren Wir hiermit  
obenstehende Convention in allen und jeden  
Punkten / Articula und Clausulen / versprechende /  
dieselbe vollkommen zu halten und zu maintainiren /  
und weder selbst dagegen in einigen Stücken zu han-  
deln noch zu gestatten / daß jemahls von andern da-  
gegen gehandelt werde. Urkundlich haben Wir  
dieser Stadt Siegel hierunder drucken lassen. So  
geschehen Dantzig den 20. Septembr. (1. Octobr.)  
ANNO 1717.

(L. S.)

Bürgermeister und Rath der  
Stadt Dantzig.

Was die Stadt Dantzig an Ihro Königl.  
Majestät in Pohlen desfalls gelangen läßt  
sen / das zeigt derselben Bericht sub 2.  
Octobr. 1717. dieses Inhaltes.

P. P.

Der Königliche Majestät geruhen Sich aller-  
gnädigst zu erinnern / was an Dieselbe in tieff-

ster Unterthänigkeit / durch vielfältige demüthigste  
Schreiben gelangen zu lassen / wir genöthiget wor-  
den / da vor etwas mehr als zweyen Monaten / im  
Nahmen Ihr. Groß-Czaarischen Majestät Dero  
General - Lieutenat, der Fürst Dolhoruky,  
dieser Stadt verschiedene an sie gerichtete Anforde-  
rungen / vorgetragen hatte / und nicht das gering-  
ste seithero unterlassen / wodurch er die Erfüllung  
dererelben durch hatte und sehr höchst empfindliche  
Q 99 3



ANNO 1717. Bedrängnisse der Stadt sowohl als zum gänglichen Ruin des Erbarmungs-würdigen Landmanns streckende Zündthigungen auf das schmerzhafteste erzwingen möchte.

Wir erkennen es mit dem allerdevotesten Danke! daß Eure Königliche Majestät solche unsere Angelegenheiten huldreichst zu Herzen genommen und von selbiger Zeit an bis auf die jegige vielfältige allergnädigste Sorge getragen / uns und diese Stadt von einem so unbedienten / und weit auseinandern Beschwinde zu befreien.

Wann aber der so wohl hierauf als auf unser untadelhaftes Betragen / je länger je mehr gegründeten Hoffnung eines ruhigeren und sicheren Zustandes wir so gar verfehlet / daß vielmehr durch die lechthn wider diese Stadt gerichtete schärfere Ordres, und die erfolgte hohe Hernäherung und persönliche Gegenwart Groß-Eyaarischer Majestät die Menge derer uns verunruhigenden Drangsalen angewachsen / und überhand genommen / und wir / da wir haben müssen geschehen lassen / was wir zu ändern nicht vermögend gewesen / uns zu einer schleunigen Declaration, auf die wider diese Stadt vor einiger Zeit gerichtete Puncta haben declariren müssen. So erfordert nicht minder unser allerunterthänigste Pflicht / als der Sachen selbst eigene Beschaffenheit / daß Eure Königl. Majestät wir hiedon ungesäumte Eröffnung thun / und Deroselben diejenige Convention, welche zwischen Ihr. Groß-Eyaarischen Majestät und diese Stadt am letzten verwichenen Monats Septembris ist unterzeichnet und folgendes Tages von Groß-Eyaarischer Majestät ratificiret worden / in Copia beysügen / und die demüthigste Freyheit nehmen / dero Inhalt so wie sonst großen Theils / also vornehmlich die drey erstere Puncta nach denen Worten / so auf Ihr. Groß-Eyaarischen Majestät selbst eigene Ordres und sind vorgeschrieben worden / hat müssen angenommen und Eure Königliche Majestät sich vortragen zu lassen allergnädigst geruhen werden.

Wir haben nicht nöthig / durch mehrere Weitläufigkeit / als diejenige gewesen / wozu wir in unsern Fatalitäten schon wider Wunsch und Willen veranlaßt worden / Euer Königlichen Majestät die Bedenklichkeiten solcher Suiten / und was sonst annoch zu befürchten uns bedorfehen möchte / und die Größe unsers Kummerd darüber vorzutragen / indem die bloße Erinnerung des bereits angeführten / und die bey anhaltender Unruhe der Zeiten so vieler Verwandten Millionen wegen Eurer Königlichen Majestät satzsam bebandten Dürftigkeit dieser Stadt / mehr als zu fähig seyn wird / bey Deroselben ein väterliches Mitleiden über den Zustand dieser armen Stadt zu erwecken / und vor die Hülffe und Rettung so vielmehr auszubitten / je weniger dieselbe sonst im Stande seyn dürfte / sich ihres ohnedem so nahen Ruins zu entschütten / und demjenigen zu satisfaciren / wozu sie sich über ihre Kräfte ansehnlich zu machen ist genöthiget worden.

Wir bedarren dennoch unabweiglich in der unterthänigen Zuversicht / es werde Ew. Königliche Majestät allergnädigst fortfahren / diese Stadt bey ihrer Unschuld und Dero gang entkräfteten Zustand väterlich zu schätzen / und ihr samte dero Territorio so wie jegal / also in künftigen Zeiten / den ihnen so nöthigen Trost und Ruhestand gnädigst gönnen / und durch ihre Groß-Eyaarische Majestät als Dero Hohen Bundes-Genossen mit zulehren helfen / absonderlich aber zu versügen / daß / nachdem in uns wegen der Krasnotawischen Präerension von neuen hat wollen gesetzt werden / wir sothaner Anforderung / bey unserer durch so mannigfaltige Crepressungen und Trübsalen aufs äußerste gebracht-

ten Unvermögenheit / huldreichst besreyet werden ANNO 1717.

Hierum bitten Ew. Königliche Majestät wir aber und abermahl demüthigst / und hoffen / es werde Ew. Königliche Majestät an der Probe / die von unserer unterthänigsten Devotion und aus der Fülle des Herzens herrührenden Liebe / zu Ew. Königlichen Majestät wir bey dieser Gelegenheit darzustellen / nicht umhin gekont / ein nicht minderes allergnädigstes Gefallen haben / als an allen denen übrigen / mit welchen wir dieselbe unsere unverbrüchliche Treue zu beständigen werden bemühet bleiben. GOTT anrufend / daß er Euer Königliche Majestät in stetem Überfluß alles dessen / was zu einer in vollkommenster Gnade gesegneter Königlicher Regierung verlangt werden mag / nach eigenem höchsten Wunsch bis auf die späteste Jahre erhalten wolle.

Datum ut supra.

CXCI.

Affecuration Ihres Königl. Maj. in Pohlen und 23. Oct.  
Churfürst. Durchl. zu Sachsen FRIEDRICH AUGUST / denen Ständen und Inwohnern des Churfürstenthums Sachsen und der Marggrafschaft Ober-Lausitz ertheilet / daß so lange Ihme GOTT das Leben freisetzt werde / Sie unabweichend in Ihrer Gewissens-Freyheit und Exercitio der Religion Augspurgischer Confession feste sollen bleiben / auch seinen zur Catholischen Religion getretten Herrn Sohn Prinz Friedrich Augusten dahin zu ermahnen / umd seines Orths keine Neuerung vorzunehmen. Geschehen Dresden den 23. Octobr. 1717. [Christ. Godof. Hofmannus in Notis ad Marlii Commentar. Rerum Lusatic. Libr. VI. cap. 147. in Collectione Scriptor. Lusaticor. Tom. I. Part. I. pag. 423.]

C'est-à-dire.

Affecuration donnée par Sa Majesté Royale de Pologne, & Altesse Electorale de Saxe FRIDERIC AUGUSTE, aux Estats & Habitants de l'Electorat de Saxe, & du Marckgraviat de la Haute-Lusace, portant que si long tems que Dieu lui laissera la vie, ils ne seront point troubles dans la Liberté de conscience, ni dans l'Exercice de la Religion de la Confession d'Ausbourg, & que de plus il exhortera le Prince hereditaire Son Fils FRIDERIC AUGUSTE, qui a aussi embrassé la Religion Catholique, à n'y faire de la part aucune sorte de changement ou d'Innovation. A Dresde le 23. Octobre 1717.

Von Gottes Gnaden / Wir Friedrich August König in Pohlen etc. etc. Herzog zu Sachsen etc. etc. Urkunden hiemit / Es wird auch einer getreuen Landtschaft / von Prälaten / Grafen / Herren / denen von der Ritterschafft und Städten / in unvergeßlichen Andenken stehen / was massen Wir zu Abwendung aller unnöthigen Furcht und Mißtrauens auch um anderer beissamen / aus Landesväterlicher Besorge herfürsichenden Absichten willen / so fort / als Wir den Königlichen Pohnischen Thron bestiegen / Unserer getreuen Landtschaft die gnugsame Versicherung gegeben / daß die Veränderung der

ANNO  
1717.

Religion! als ein personelles Recht! Unsern getreuen Unterthanen an Ihrer Religion! hergebrachten Gewissens-Freyheit! Gottesdienste! Kirchen-Gebräuchen! Universitäten! Schulen! Einkünften! auch allen andern Rechten und Gerechtigkeiten! nicht den geringsten Nachtheil oder Abtrag gebühren sollte; Und! da etliche Jahre hernach sich Leute fanden! die Mißtrauen und Uergernis anrichten wolten! was gestalte wir durch ein öffentlich poenal Mandat! dem Unwesen zu steuern! vor nöthig erachtet: Die bey allgemeinen Land- und Ausschuß-Tagen gethane Versicherungen! am allermeisten aber die Erfahrung hat einer getreuen Landtschaft im Werke selbst ungsam zu erkennen gegeben! was vor Landes-Väterlichen Schutz wir Unsern getreuen Unterthanen! bey solcher Ihrer Religions-Freyheit! und allen Annexis des Kirchen- und Schulen-Wesens! nun über 20. Jahr her geleistet! und wenn es noch einer mehrern Assecuration bedürffte! sind wir in Gnaden ganz geneigt ihnen auch dieselbe dahin wiederfahren zu lassen! daß Sie allenthalben und in allen Stücken sich und ihre Nachkommen gesichert erachten könten.

Als wir nun keinen von Unsern getreuen Unterthanen sein Gewissen beschränket! noch dessen Religion kräncken lassen wollen; So hat Uns desoweniger gebühren wollen! Unsern freundlich geliebten Sohnes! Prinz Friedrich Augusti Liebden Consciencz Ziel und Maaße zu setzen! und das sich nun begeben! daß sie auf Ihrer Reise schon vor 5. Jahren! in Italien! sich zur Römisch-Catholischen Religion gewendet! und solch Bekantnus! vor weniger Zeit! zu Wien! öffentlich declarirt haben! so mögen Wir es vor nichts anders halten! als daß es der höchste Wdt also gesüget!

Und dännenhero haben Wir auch nicht umhin gekont! da Uns dieselbe gebeten! Wir wolten Uns solchem Vorhaben nicht widersetzen! unsern Contents darein zu ertheilen. Wir versichern hergegen! daß so lange Uns Wdt das zeitliche Leben fristen wird! Wir bey deme! was Wir mit Königl. und Churfürstl. theuren Worten so oft versprochen! und unverbüßlich gehalten haben! ferner unwandelbar bestehen! und Uns durch niemanden! er sey wer er wolle! hiervon abkehren lassen werden! auch von Unserm Sohnes! des Königl. und Chur-Pringens Ldb. vergewissert sind! daß sie gleiche Sentiments und conduite! darzu Wir Sie auch mit dienlichen Vorstellungen und Väterlicher Einbindung jederzeit weisen wollen! führen! und nicht das mindeste fürnehmen! noch andern verstaten oder verhängen werden! welches zum Abbruch der Religions-Freyheit! noch Unsern ausgelassenen Mandaten und Landtags-Reverralen gereichen könte! sondern sie werden sich allenthalben dergestalt zu erweisen beflissen seyn! daß wie in andern! also auch in Religions-Kirchen-Universitäts- und Schul-Sachen! und allen Deroselben Annexis! nichts verändert! sondern alles in statu quo! wie es vor Unserer Religions-Veränderung in Anno 1697. gewesen! unverletzt erhalten werde; deswegen haben wir auch einer Nothdurft bedürfen! an die Evangelischen Puißancen und Fürsten zu schreiben! und! daß wir Unserer getreuen Landtschaft! auch auf diesen Fall! die Sicherheit in Religions- und Kirchen-Sachen feste gestellt hätten! zu vergewissern. Zu mehrer Bevrkundung haben Wir diese nochmalige Assecuration eigenhändig unterschrieben! und Uns. r. Königl. Chur Secret darauf zu drucken befohlen. So

geschehen zu Dresden den 23. Octobris Anno ANNO  
1717.

AUGUSTUS REX.



Jacob Heinrich Gr. von Flemming.

Johann Friedrich Gunther.

CXCII.

Convention Provisionnelle pour une Administration 10. Dec.  
comme dans la Baronnie de HERSTAL.  
A la Haye le 10. Decembre 1717.

COMME les différens survenus depuis la mort de Sa Majesté le Roi Guillaume III. de Glorieuse Memoire touchant la Baronnie de Herstal, entre Sa Majesté le Roi de Prusse, & Leurs Altezzes Tuteurs des Princes mineurs de Nassau Diets, ont donné occasion à plusieurs querelles & desordres, si bien entre les Officiers de part & d'autre, que parmi les Sujets; & les Hauts Pretendans n'ayant pu encore en venir à un accommodement final, voyant cependant que ces querelles & desordres menacent la susdite Baronnie d'une entiere ruine; ainsi qu'il étoit absolument nécessaire d'y pourvoir d'une manière ou d'autre, ont pour cet effet autorisé leurs soussignez Ministres, pour convenir mutuellement au nom de leurs Maîtres sur l'établissement d'une administration commune dans la Baronnie de Herstal, sur les conditions suivantes.

Sans pourtant que cette presente Convention puisse prejudicier ou alterer en aucune façon les Droits que les Hauts Pretendans soutiennent d'avoir sur la Baronnie de Herstal, comme étant faite provisionnellement, & uniquement pour retablir la tranquillité, & pour soulager les Habitans de la susdite Baronnie, en attendant que les différens en principal soient vuidez:

I. Que Sa Majesté le Roi de Prusse pour cette fois nommera, ou si Sa Majesté le trouve bon continuera le Receveur, & Leurs Altezzes les Tuteurs nommeront, ou s'ils le trouvent bon continueront le Drossart.

II. Que la Régence sera réduite au nombre de 7. Echevins, dont Sa Majesté nommera 4. & LL. AA. SSmes. nommeront 3. durant la vie du Drossart, qu'Elles ont nommé, & quand Sa Majesté Pruss. nommera le Drossart, Sa Majesté durant la vie dudit Drossart nommera 3. & LL. AA. SS. nommeront 4. Echevins. Le Drossart nommera le Procureur d'Office, & on continuera alternativement de cette manière, aussi long tems que cette commune Administration durera.

III. Que les autres emplois, dont on fera une Liste, qui sera jointe à cette Convention seront dans le nombre ordinaire, dont la moitié sera à la Collation de Sa Majesté, & l'autre à celle de LL. AA. les Tuteurs.

IV. Que les susdits Drossart, Receveur & Greffier nommez de nouveau ou continués, comme aussi ceux de la Regence & autres Officiers auront & recevront leurs Commissions, Ades & Instructions, pour la fonction & Administration de leurs respectifs emplois, de la part de tous les deux Pretendans, & ils seront tenus de prêter aussi tôt le serment de fidélité sur lesdits Ades & Instructions entre les mains de ceux qui seront autorisés par lesdits Hauts Pretendans, & d'exercer toutes leurs fonctions aux noms desdits Hauts Pretendans, sans aucune distinction, & sans faire paroître aucune partialité, & à cet effet



ANNO  
1717.

le Receveur sera tenu de rendre compte aux Hauts Pretendans des revenus de ladite Baronie & d'en delivrer la juste moitié à chacun desdits Hauts Pretendans.

V. Que s'il arrive qu'avant que les differens sur ladite Baronie fussent terminez entierement quelqu'un des susdits Officiers mourût, ou que de quelque maniere que ce fût, il cessât l'exercice de sa charge, la place d'un nouveau Drossard sera à la Collation de Sa Majesté le Roi de Prusse, & vice versa celle de Receveur à la Collation de LL. AA. les Tuteurs, & ainsi par tour dans les differens cas alternativement.

VI. Que la nomination aux places vacantes de Greffier, Echevins & Procureurs se fera par tout de 6. mois en 6. mois, à commencer du jour de la Conclusion & Ratification de la presente Convention; de sorte néanmoins que celui ou ceux, qui seront nommez de la sorte, à quelque place que ce soit, tiendra la nomination des deux Hauts Pretendans, sans distinction, & prêteront le serment ordinaire, comme commis & établi par lesdits Hauts Pretendans, & à cet effet les Commissions & Actes d'agrément seront expediez de part & d'autre sans retardement & sans aucune opposition.

VII. Le tour du premier semestre, pour disposer desdites Charges vacantes sera à Sa Majesté le Roi de Prusse.

VIII. Que pour soulager les Habitans, autant qu'il est possible, on aura soin de part & d'autre, que les gens de guerre, qui après le Traité conclu & ratifié se trouveront à Herstal seront aussi tôt rappelez.

IX. Que si contre toute esperance il arrivoit qu'il y eût dispute pour l'explication, l'exécution & l'accomplissement de tout ce qui se trouve exprimé dans les susdits Articles, entre les Hauts Pretendans, chacun d'eux nommera aussi tôt un Conseiller ou Deputé pour Arbitres ou Juges du different, qui en ce cas-là prêteront serment entre les mains de deux Commissaires nommez pour cela, pour decider le different en toute justice & équité & sans aucune partialité. Et si ces deux Conseillers different & qu'ils ne puissent pas s'accorder entr'eux, ils enverront les Actes à une Université ou à quelques Jurisconsultes pour decider le different. Signé à la Haie le dixième de Decembre de l'an 1717.

DE MEINERTZHAGEN. B. DE DALWIG.  
(L.S.) (L.S.)

Liste des charges à donner à Herstal.

1. Le Drossard.
2. Le Receveur.
3. Les Echevins.
4. Les Bourgmaitres, qui se font par les Echevins & la Communauté.
5. Le Greffier.
6. Les Procureurs.

## CXCH.

1718. *Treuve de trois mois conclue entre le Roi de la Grande-Bretagne & le Roi de Maroc, signée à Tetuan le 2. Janvier 1718.*  
[Mercure Hist. Mars 1718. pag. 338.]

I. ON a accordé & consenti, qu'il y aura une ferme & inviolable suspension d'Armes, entre le très-Illustre & très-Puissant Prince George, Roi de la Grande-Bretagne, &c. Et le très-Puissant & très-Noble Prince Muley Ismael, &c. pendant l'espace de 3. Mois, à compter du jour de la Signature de ce Traité, comme aussi entre les Domaines & Sujets, Vaisseaux & Cargaisons des 2. Nations, pendant lequel tems il ne se pourra commettre aucune injure de parole ou de fait, entre les Sujets de l'une & l'autre Nation, mais

qu'au contraire ils se traiteront les uns les autres avec toute l'estime & l'amitié possible.

ANNO  
1718.

II. Tous les Vaisseaux ou Embarquemens de quelque nature qu'ils puissent être, tant ceux du Roi de la Grande-Bretagne & de ses Sujets, que ceux de l'Empereur de Maroc, & ceux qui appartiennent à ses Sujets, pourront tenir librement la Mer, sans se molester mutuellement en aucune maniere en montrant le Pavillon; & en cas que l'un voudrait aller à bord de l'autre avec la grande Chaloupe, cela ne se pourra faire qu'avec deux Personnes, excepté les Nageurs; Et ces deux Personnes seulement pourront monter sur le Vaisseau; & se trouvant que la plus grande partie de l'Equipage soient Sujets de l'un ou de l'autre Prince, ils pourront poursuivre le cours de leur Navigation, sans recevoir aucun empêchement; tous les Passagers, Argent & Marchandises de quelque Nation que ce soit, seront francs absolument, & ne seront exposez à être saisis, enlevez ou pillés; & on ne fera à l'un ou à l'autre aucun tort ni dommage.

III. Il est de plus accordé, que s'il arrivoit que pendant le tems de ladite Suspension, quelque Vaisseau, Cargaisons ou Sujets de part & d'autre, vinssent à faire naufrage sur les Côtes & Terres de leurs Dominations, ils ne pourront être déclarez prises, ni les effets être volez, ou confisquezz, ni les Personnes être faites Esclaves; toutefois on n'entend par ce présent Traité le Commerce être permis; mais au contraire la defense qui en a été faite demeure en sa pleine force, jusqu'à la conclusion de la Paix Générale.

Essoi signé,

KONINGSBY NORBUËY,

BASHA HAMED, &c.

A Tetuan le 20. du Mois de Sefar 1130, ou autrement le 2. Janvier 1718.

## CXCIV.

Traité entre Sa Majesté Très-Chrétienne, LOUIS 21. Janv.

XV. Roi de France & Son Altesse Royale LEOPOLD Duc de Lorraine & de Bar, par lequel en execution des Pacifications de Ryswick & de Bade les differents restés entre S. M. T. C. & S. A. R. sont terminés, & les limites réglées; On y convient aussi de divers Echanges, & de tout ce qui regarde le Commerce, A Paris le 21. Janvier 1718. Avec les PLEINS-POUVOIRS, & RATIFICATIONS des deux Parties. [Copie communiquée par l'un des Ministres qui ont fait & signé le Traité.]

LOUIS par la Grace de Dieu, Roy de France & de Navarre: À tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Comme notre amé & feal le Sieur Dominique de Barberie, Chevalier Seigneur de Saint-Contest & autres lieux, Conseiller en notre Conseil d'Etat, & notre amé & feal le Sieur Henry-François de Paule le Fevre, Chevalier Seigneur d'Ormesson, Amboille & autres lieux, Maître des Requêtes ordinaire de notre Hôtel, notre Conseiller en notre Conseil des Finances, nos Commissaires & Deputez aux Conférences qui se sont tenues pour regler & terminer tout ce qui reloit à executer à l'égard de notre très-Cher & très-amé Frere le Duc de Lorraine conformément & en execution des Traitez de Paix de Ryswick & de Baden, en vertu des Pleins-pouvoirs que Nous leur en avions donnez, avoient conclu, arrêté & signé le 21. du present mois de Janvier à Paris, avec le Sieur Jean-Baptiste Machuet Chevalier, Baron de Drouville, Seigneur de Sauley & autres lieux, Conseiller d'Etat, premier Prebident de la Cour Souveraine de notre dit Frere, & le Sieur François de Barrois, Chevalier, Baron de Manonville, Seigneur de Kœurs & autres lieux, Conseiller d'Etat de notre dit Frere, ses Envoyez

Ex-

ANNO Extraordinaires près de Nous, & ses Commissaires  
1718. audités Conférences, aussi munis de ses Pleins-pou-  
voirs, le Traité dont la teneur s'ensuit.

Le feu Roy de glorieuse mémoire ayant toujours eu à cœur de terminer & ajuster avec Monsieur le Duc de Lorraine, tout ce qui reloit à exécuter à son égard en conséquence du Traité de Paix conclu à Ryſwyck le 30. Octobre 1697. Sa Majesté peu après ce Traité auroit nommé des Commissaires, pour avec ceux dudit Duc examiner tous les Points, Articles & difficultez dont il s'agissoit, à quoy ils le seroient respectivement employez pendant le peu de durée de cette Paix, mais la matiere s'étant trouvée d'une longue discussion; la Guerre survenue entre les principales Puissances de l'Europe, n'auroit pas permis de continuer les Conférences tenues à ce sujet. La Paix n'eut pas plutôt reparu par le Traité fait à Baden en 1714. que le feu Roy continuant dans le même desir, & en exécution de l'Article XII. de ce dernier Traité, auroit fait reprendre la négociation en 1715. en la Ville de Metz. Les Commissaires du Roy & du Duc y travailleroient depuis plusieurs mois & selon toute apparence ils l'auroient heureusement terminée, mais ayant plu à Dieu au mois de Septembre de la même année, d'appeler à soi le feu Roy, elle fut encore interrompue jusqu'au commencement de l'année 1716. que le Roy auroit à l'imitation du feu Roy son Bisayeul, & de l'avis de Son Altesse Royale Monsieur Philippe Duc d'Orléans, Petit-Fils de France, Oncle du Roy, Regent du Royaume, fait reprendre & continuer les Conférences pendant le cours des années 1716. & 1717. Et comme par le XXVIII. Article du Traité de Ryſwyck, le Duc de Lorraine pour lui, ses Hoirs & Successeurs, doit être rétabli dans la libre & pleine possession des Etats, Lieux & Biens, que le Duc Charles son grand Oncle paternel possédoit en 1670. lorsqu'ils furent occupés par les Armes du feu Roy, à l'exception néanmoins des Changemens portez audit Traité de Ryſwyck. Qu'après une précédente & longue occupation du même Pais par les Armes de Sa Majesté, commencée vers l'année 1633. il avoit été passé à Vincennes un Traité entre le feu Roy & le feu Duc Charles le dernier Fevrier 1661. par le XIX. Article duquel il avoit dû être rétabli dans tous ses Etats & Seigneuries, même dans les Villes, Places & Pais qu'il avoit autrefois possédés, dependant des trois Evêchez de Metz, Toul & Verdun, & généralement dans tout ce dont jouissoit son prédécesseur le dernier Duc Henry lors de son décès arrivé en 1624. & qui pouvoit lui appartenir à titre de Succession, échange ou acquisition, à la réserve de ce qui par ce Traité de 1661. a été uni, incorporé, & doit demeurer à la Couronne de France; Que sur l'exécution de ce Traité, étant survenu plusieurs difficultez, il en fut arrêté, & signé un autre entre le feu Roy & ledit Duc Charles le dernier Août 1663. par lequel il est porté qu'il seroit nommé au plutôt des Commissaires de part & d'autre pour regler les difficultez qui étoient survenues depuis la signature du Traité du dernier Fevrier 1661. sur l'exécution d'icelui, & nommément touchant les Abbayes de Saint Epre & de Saint Manſuy, Phalsbourg, Marquisat de Nomeny, & Saint-Avold & autres Lieux, lesquelles difficultez n'ont cependant jamais pu être terminées à cause de la seconde occupation de la Lorraine par les Armes du Roy en 1670. tems auquel le Duc Charles faisoit solliciter par ses Envoyez auprès du feu Roy, la décision d'icelles, & la pleine exécution de ce Traité, duquel & de celui de 1663. le Duc de Lorraine a toujours demandé l'exécution en vertu de celui de Ryſwyck, comme représentant le feu Duc Charles son grand Oncle, & exerçant tous les Droits & actions résultants dedit Traité; A quoy les Commissaires du Roy ayant fait difficulté, prétendans opposer une fin de non recevoir tirée du Traité de Ryſwyck contre ceux de 1661. & de 1663. en ce que ledit Duc ne pouvoit être rétabli en vertu & en conformité du Traité de Ryſwyck, que purement & simplement, dans les Etats, Lieux & Biens que le Duc Charles possédoit réellement & de fait en 1670. & la contestation ayant été portée au Conseil, il y auroit été reconnu que ledit Duc avoit droit d'exercer les actions fondées sur les Traitez de 1661. & 1663. de même qu'auroit pu faire ledit Duc Charles, ensuite de quoy les Commissaires de Lorraine ayant conti-

TOM. VIII. PART. I.

nué de soutenir leurs demandes; & produit leurs Titres, tant pour les restitutions des Villes, Pais & Lieux, avec les fruits & jouissances d'iceux qui par les Traitez de 1661. & 1663. devoient revenir au Duc Charles, que pour l'équivalent de la Ville & Prevôté de Longwy, avec restitution des jouissances & fruits de ladite Ville & Prevôté de Longwy, ensemble la restitution des autres Lieux dont le Duc de Lorraine étoit en possession avant & depuis l'année 1670. par Luy prétendus en vertu du Traité de Ryſwyck & des fruits & jouissances d'iceux, & y ayant encore des abornemens à faire en exécution du même Traité & des ajustemens pour la liberté du Commerce, & pour la reciprocité entre les trois Evêchez & la Lorraine, suivant l'ancien usage interrompu en quelques endroits par les troubles & par les Guerres, les Commissaires du Roy y auroient répondu par differens Memoires & Titres, formé leurs demandes pour Sa Majesté & pour le soutien de ses Droits. Après plusieurs Conférences tenues entre les Commissaires respectifs où tous les Traitez ont été examinez, les difficultez discutées à fond, proposé respectivement les échanges & abornemens convenables, mesuré, calculé & balancé l'étendue & la valeur des Pais & des Droits à céder & à retenir, & enfin soigneusement pelé tout ce qui reloit à ajuster pour l'entière exécution des Traitez. Et le Roy desirant que le tout soit réglé par les Commissaires qui de la part ont tenu lesdites Conférences avec ceux de Lorraine, auroit à cet effet & du même avis de Sadite Altesse Royale Monsieur le Regent; donné Commission & Plein-pouvoir au Sieur Dominique de Barberie, Chevalier Seigneur de Saint-Contest & autres Lieux, Conseiller d'Etat de Sa Majesté, Son Ambassadeur & Plenipotentiaire ci-devant pour la Paix conclue à Baden, & au Sieur Henry François de Paule le Fevre, Chevalier Seigneur d'Ormesson, Ambolille & autres Lieux, Maître des Requêtes ordinaire de l'Hôtel de Sa Majesté Conseiller en Son Conseil des Finances.

Et Monsieur le Duc de Lorraine auroit pareillement donné ses Commission & Plein-pouvoir au Sieur Jean-Baptiste de Mahuet, Chevalier, Baron de Dronville, Seigneur de Sauley & autres Lieux, Conseiller d'Etat, premier Président de sa Cour Souveraine, Son Envoyé Extraordinaire, & au Sieur François de Parroy, Chevalier Baron de Manonville, Seigneur de Kours & autres Lieux, Conseiller d'Etat, & Son Envoyé extraordinaire, lesquels après s'être communiqué réciproquement leursdits Pleins-pouvoirs & Commissions qui seront inserez à la fin du Présent, sont convenus des conditions & Articles qui suivent.

I. Les Traitez passer entre le feu Roy & le feu Duc Charles de Lorraine le dernier Fevrier 1661. & le dernier Août 1663. ensemble ceux passer entre le Roy & l'Empereur & l'Empire à Ryſwyck, le 30. Octobre 1697. & à Baden le 7. Septembre 1714. en en ce qui concerne le Duc de Lorraine devant servir de baze & de fondement au présent Traité, seront pleinement exécutez, si ce n'est autant qu'il y sera expressement dérogé par celui-ci.

II. Sa Majesté par le XXXII. Article du Traité de Ryſwyck s'étant réservé la Forteresse de Saarlouis avec une demi-lieue de circuit à désigner par les Commissaires du Roy & du Duc, laquelle Forteresse & demi-lieue de circuit sont demeurées à Sa Majesté en pleine Souveraineté à perpétuité, mais au lieu d'un abornement par la demi-lieue portée audit Traité, le Gouverneur de cette Place pour le Roy ayant de concert avec les Officiers de Son Altesse Royale de Lorraine, conservé depuis la Paix de Ryſwyck jusqu'à présent, & pour le service de la Garnison, les Villages de Liltroff, Emltroff, Frawjoutter, Roden, Beaumarais, avec l'emplacement de la Ville de Valdrevenge, les Bâtimens qui y restent, avec tous leurs Bans & Finages, les Fiefs, Censés, Métairies, & généralement toutes les dependances enclavées dans l'étendue des Bans & Finages dedit Saarlouis, & Ville de Valdrevenge aux environs de Saarlouis, il a été convenu après l'approbation du Conseil, que ce qui a été fait en cela par provision, demeure définitif, & en conséquence que lesdits Villages, emplacement de Ville, Bâtimens, les Bans & Finages & leurs dependances généralement quelconques, soit qu'ils excèdent la demi-lieue ou non, demeureront incommutablement à perpétuité en pleine Souveraineté au Roy, Son Altesse Royale de Lorraine lui en

Rrr

fai

ANNO  
1718.



ANNO  
1718.

faillant surabondamment & autant que besoin seroit, toute cession & transport, auquel eût été procédé à l'abornement des Finages & dépendances d'iceux Lieux, par des Commissaires de part & d'autre, pour les séparer d'avec les autres Lieux, Villages, Baus & Finages voisins appartenans à la Lorraine, & qui doivent lui rester, quand bien même quelque portion de ceux - cy rentreroit dans la demi-Lieu de circonférence de la Place, lesquels derniers Villages & Baus seroient pareillement abornés, le tout sans préjudice des Droits de parcours dont les Habitans d'iceux Lieux ont d'ancienneté joui réciproquement pour le pâturage de leurs Bestiaux sur les Baus les uns des autres, dans lequel usage ils sont maintenus pour toujours, sans pouvoir jamais y être troublés.

III. La Ville & Prévôté de Longwy avec ses appartenances & dépendances étant conformément au XXXIII. Article dudit Traité de Ryfwyck, demeurés à perpétuité en toute Souveraineté & propriété au Roy, ses Hoirs & Successeurs, en échange de quoy Sâdite Majesté, a du céder à Son Altesse Royale une autre Prévôté dans l'un des trois Evêchés, de la même étendue & valeur, dont on a dû convenir par des Commissaires respectifs. Cet échange n'ayant pu jusqu'à présent être consommé, & le feu Roy ayant considéré qu'en vertu du même Traité, ses Troupes qui vont dans les Places frontières, ou qui en reviennent, devant avoir le passage sûr & libre par les Etats du Duc, Que d'ailleurs les Pais des Evêchés & de la Lorraine étant non seulement limitrophes, mais presque tous mutuellement enclavés, l'étendue en entier de la Prévôté de Longwy étoit non seulement de difficile échange, mais peu nécessaire au service de la Place, Sâdite Majesté prit la résolution de ne retenir que la Ville de Longwy & quelques Villages aux environs. A quoy Sâdite Altesse Royale auroit consenti, à la charge qu'il lui en seroit fourni l'équivalent, & la Proposition ayant été portée au Conseil & agréée, il a été convenu que ledit Article XXXIII. du Traité de Ryfwyck demeurera rétraint par le Présent, & n'aura lieu que pour les Villes haute & basse de Longwy, & pour les Villages de Mexy, Herferange, Longlaville, Mont Saint-Martin, Glabba, Atruy, Piemont, Romain, Lexy & Rehon, avec tous leurs Baus, Finages & dépendances, & tout le terrain qui peut appartenir au Domaine du Duc dans l'étendue ou enclavé d'iceux Baus & Finages, soit qu'ils excèdent ou non la demi-lieu de circonférence de la Place de Longwy, désignée au Plan & Carte Topographique qui en a été dressé. Le Duc cede pareillement la propriété franche & déchargée de toutes dettes, engagements, & Hypothèques, de toutes les Seigneuries, Justices, Fiefs, Censés, Métaïries, Moulins, Droits, Domaines, Bois, Forêts, revenus, & généralement de tout ce qui peut lui appartenir dans lesdites Villes & Villages, lesquels avec leurs appartenances, dépendances & annexes, demeureront incommutablement en toute Souveraineté & propriété au Roy, tant en vertu dudit Traité de Ryfwyck que du présent, pour en jouir par Sa Majesté & ses Successeurs, comme Sâdite Altesse Royale, & ses Prédecesseurs en ont joui, ou du jouir & dont l'échange ou l'équivalent sera fourni, ainsi qu'il sera dit dans la suite.

IV. Le Bois nommé le Bois Mouchot, dont la Communauté des Habitans de Longwy est propriétaire, se trouvant situé sur le Territoire du Village de Sonn dans la partie de la même Prévôté qui sera rendue à la Lorraine, comme il sera dit en l'Article suivant, & Son Altesse Royale ayant une portion de son Bois nommé des Recruttes, qui entre dans la demi-lieu de circonférence de ladite Place désignée audit Plan & Carte, il a été arrêté que pour la convenance respective, ledit Bois de Mouchot demeurera au Duc, tant en propriété que Souveraineté, & ladite portion de Bois des Recruttes restant dans ladite demi-lieu, appartiendra en propriété ausdits Habitans & Communauté de Longwy, pour en jouir sous la Souveraineté du Roy : A l'effet dequoy elle sera séparée du surplus de ladite Forêt des Recruttes, qui sera restituée à Son Altesse Royale, par un fossé & par des bornes qui y seront plantées par les mêmes Commissaires qui procéderont à l'abornement des Lieux cédés au Roy, contre ceux de ladite Prévôté qui seront restitués au Duc.

V. Le surplus des Villages & Lieux de ladite Prévôté de Longwy, leurs Baus & Finages, appartenances, dépendances & annexes, quand même quelques-uns rentreroient dans la ligne de la demi-lieu de circonv. de la Place, seront remis à Son Altesse Royale, pour en jouir par elle, & les Ducs ses Successeurs, en tous Droits de Souveraineté & propriété, comme ledit feu Duc Charles en jouissoit en 1670. Sa Majesté en tant que besoin seroit lui en faisant toute rétrocession, avec Renonciation à cet égard au bénéfice à elle acquis par ledit XXXIII. Article du Traité de Ryfwyck, & pour prévenir toute contestation au sujet de la Souveraineté & propriété d'iceux Lieux de la même Prévôté de Longwy qui restent à la France & de ceux qui retournent à la Lorraine, il en sera fait par des Commissaires de part & d'autre une désignation, séparation & abornement sur les différens terrains, & sur le pied de ladite Carte Topographique, sans préjudice néanmoins du Droit de parcours pour le pâturage des bestiaux des Habitans d'iceux Villages de l'une & de l'autre Souveraineté, qui sera réciproquement entretenu & conservé suivant leur ancien usage. Mais lesdits Villages de l'une & de l'autre Souveraineté demeureront déchargés : Sçavoir, ceux qui restent à la France de toutes Juridictions, Bannalitez, Servitudes, Corvées & autres prestations généralement quelconques, envers le Domaine du Duc, & réciproquement tous les Lieux & Habitans de ladite Prévôté qui doivent lui retourner, sont & demeurent affranchis, libres & déchargés de toutes Juridictions, Bannalitez, Servitudes, Corvées, & autres prestations généralement quelconques, dont ils pourroient avoir été ci-devant tenus envers le Domaine du Roy, & notamment les Habitans des Villages de Gondrange, du Prieuré de Brechain-la-Cour, de la Magdelaine, Redrange, Arthus, Afsch, Batincourt, Bury-la-Ville, Houdemont & autres, si aucuns y a, & de l'obligation de faucher, faner, & voiturier les Foins des Prés nommez les Breuils du Château de Longwy, & en conséquence de la division ainsi faite de ladite Prévôté, il a été convenu que les Titres, Papiers & Enseignemens qui peuvent concerner en particulier les Villages & Lieux de ladite Prévôté qui doivent revenir à Son Altesse Royale, lui seront restitués, & à l'égard des Titres qui peuvent concerner en commun la Ville & tous les Villages de ladite Prévôté, comme sont les comptes du Domaine de la Grurie & autres, ils seront partagés en les divisant d'année à autre alternativement.

VI. Le Roy ayant retenu & étant demeuré saisi par le VI. Article du Traité de 1661. des Places & Postes de Kaufman, Saarbourg, & Phalsbourg en Souveraineté & propriété franche & déchargée de toutes dettes & Hypothèques, & étant survenu en la même année 1661. des difficultés sur l'exécution dudit Article, entre les Commissaires de Sa Majesté & ceux du Duc, au sujet des Villages de la dépendance dudit Phalsbourg, & de celui de Niderwiler dépendant de Saarbourg, faisant partie des difficultés que l'on eût convenu de régler par le Traité de 1663. en ce que Sa Majesté n'a dû avoir que lesdits Postes & Places de Kaufman, Saarbourg & de Phalsbourg, avec la demi-lieu de route & les Villages en dépendans nommez en l'Article XIII. dudit Traité de 1661. ou qui se trouveroient enclavés dans la largeur de la demi-lieu qui devoit former ladite route, les Commissaires du Roy auroient prétendu prendre d'autres Villages dépendans dudit Phalsbourg, & au lieu de suivre la route par celui de Niderwiler, en auroient formé un autre qui emporte des Villages Lorrains non cédés, & néanmoins conservez toujours celui de Niderwiler, ce qui feroit un double emploi. Il a été convenu par le présent que ledit Village de Niderwiler, ensemble les autres pris dans la dépendance de Saarbourg, & de Phalsbourg en ladite année 1661. demeurant au Roy, de même que les Villages de Hendorf, Lutzelbourg, Dann, Hultenhauken, Haffembourg, & Willberg, de la dépendance de Phalsbourg, en sorte, qu'avec les autres Villages dudit Phalsbourg, compris dans la route, la Principauté entière dudit Phalsbourg appartiendra à Sa Majesté, auquel effet Sâdite Altesse Royale lui en fait cession & transport en propriété & Souveraineté déchargée de toutes dettes & hypothèques. Cede pareillement ledit Duc, toutes les Seigneuries, Fiefs, Justices, Domaines, Bois, Forêts, Revenus & généralement tout

ANNO  
1718.

ANNO 1718. tout ce qui lui appartient ou pourroit appartenir dans lesdites Places, & Postes de Saubourg & Phalsbourg, Villages en dépendans, cedez par le Traité de 1661. & par le présent leurs Bans & Finages, appartenances & dépendances de toutes dettes & hypothèques, pour demeurer uni & incorporé à la Couronne de France, en sorte que ledit Duc, ses Heirs & Successeurs n'y puissent jamais rien prétendre sous quelque prétexte que ce soit.

VII. Le Duc renoncera & renonce en faveur du Roy à tous Droits & prétentions de Souveraineté, de propriété, ou autres, sur les Villages, & Abbayes de S. Epture, & de S. Mansuy près de Toul, leurs Bans & Finages, sur les appartenances & dépendances desdits Bans & Finages, Droits & Domaines, si aucuns Sadite Altesse y en a. Elle renonce pareillement à tous Droits & prétentions de Souveraineté, & autres, sur les Villages de Vaucromont, Stoncourt, Villier, & Aurich, autrement Ongerange, composant le Ban de S. Pierre, & sur les Villages de Xouffe ou Xüiffe, Thonville, & Brulange, composant le Ban de la Rotte, leurs Finages, appartenances & dépendances, laquelle Souveraineté appartiendra à l'avenir sans contredit au Roy, tant suivant ses anciens Droits & prétentions, qu'en tant que besoin seroit en vertu de la présente renonciation & cession, au moins de quoi toutes les difficultés & contestations à regler pour ce regard par ledit Traité de 1663. demeureroient éteintes & terminées.

VIII. Le Duc ayant la propriété & Souveraineté de la Forêt de Kallenhoven, & par le V. Article du Traité de 1661. le Roy étant demeuré faisi de la Place de Sierck, & du nombre de trente Villages en dépendans, dont quelques-uns voisins de ladite Forêt y ont de toute ancienneté des usages pour chauffage, marnage & pâturage. Il a été convenu pour prévenir toutes difficultés, que Sadite Altesse Royale cederà & cede à Sa Majesté en propriété & Souveraineté, trois mille Arpens mesure ordinaire du Pais, à prendre dans ladite Forêt, à commencer à l'extrémité extérieure du Canton du Bois nommé de la Zigelleray, ou de la Thuillerie, aboutissant du côté Septentrional aux bans des Villages de Kerlingen, & de Trichingen, & rentrer depuis ladite extrémité dans le corps de ladite Forêt, continuant jusqu'à l'endroit où finira le toisé desdits trois mille Arpens cedez, lesquels seront abornez & séparés du reste de ladite Forêt par des bornes, & par un Fosse, qui seront plantés & faits en présence de Commissaires de part & d'autre, dans lesquels trois mille Arpens sont entendus compris les trois cens Arpens accordés par le feu Duc Charles à la Chartreuse de Rhétel, pour la moitié du chauffage d'icelle, & moyennant ladite cession Sa Majesté fera chargée dans lesdits trois mille Arpens de fournir & laisser les usages anciens & accoutumés ausdits Villages dépendans de Sierck, & à ladite Chartreuse de Rhétel, le surplus de ladite Forêt Lorraine en demeurant exempt, en sorte que chaque Souverain ne sera chargé dans ses Forêts que des usages des Villages & Lieux de sa Domination.

IX. Et comme le Village de Frichingen dépendant de la Lorraine, voisin de la Forêt de Kallenhoven, & du Canton du bois de la Thuillerie, se trouve enclavé & mêlé avec d'autres Villages cedez au Roy en 1661. il a été convenu que ledit Village de Frichingen demeurera cédé à Sa Majesté en vertu du présent Traité, pour être joint aux autres Villages François de la dépendance de Sierck, & que ses Habitans, jouiront de l'usage qui leur appartient dans la portion de ladite Forêt abandonnée au Roy, en échange duquel Village Sa Majesté cede à Son Altesse Royale celui d'Ewendorf dépendant dudit Sierck, Domination de France, joignant d'autres Villages Lorrains, lesquels Villages de Frichingen & d'Ewendorf aussi échangés avec leurs Bans, Finages & dépendances : ensemble leurs Domaines & Revenus appartiendront à l'avenir, le premier au Roy, & le second au Duc, qui sera tenu de fournir aux Habitans d'icelui dans ladite Forêt de Kallenhoven, l'usage qu'ils peuvent y avoir.

X. Les Villages d'Arnville, Vilcey, Hageville, Jonville & Olley qui ont été retenus jusqu'à présent sous l'Autorité du Roy, ayant été reconnus

être d'une Souveraineté indivise entre Sa Majesté à cause de la Terre de Gorze, & Son Altesse Royale, à cause du Bailliage de Nancy & de la Prévôté de la Chaussée, demeureront échangés & séparés en entier pour éviter toutes contestations, ainsi qu'il en suit. Sçavoir, que les Villages de Vilcey, Hageville & Jonville, resteroient en entier en Souveraineté au Roy avec leurs dépendances, revenus, Droits & Domaines particuliers qui y appartiennent ci-devant au Duc de Lorraine & de Bar, Son Altesse Royale faisant à Sa Majesté, en tant que besoin seroit, toute cession & transport de ses Droits & prétentions sur lesdits Villages & dépendances, & en échange, la Souveraineté des Villages d'Arnville & d'Olley, avec leurs dépendances, appartiendra en entier audit Duc, Sa Majesté lui faisant pareillement toute cession & transport des parts, portions & Droits qui lui appartiennent esdits Lieux : bien entendu, que le présent échange, & ajustement ne pourra nuire ni préjudicier aux Droits, revenus, ni autres choses qui peuvent appartenir dans lesdits Lieux à l'Abbé de Gorze ou autres Seigneurs particuliers.

XI. Le Duc cede au Roy tous les Droits qu'il peut avoir en la Souveraineté, Justice & Domaine sur la rue dite de Bar au Village de Kunetange, Prévôté de Thionville, lequel appartiendra en entier sans contestation à Sa Majesté : en échange de quoy le Roy cede audit Duc le Droit de Souveraineté qu'il a sur l'emplacement du Château de Bauzumont, situé dans le Village Lorrain du même nom.

XII. Son Altesse Royale en considération du présent Traité, renonce à tous ses Droits & prétentions sur les fruits & jouissances de tous les Lieux & Pais qui ont été retenus sous la domination de Sa Majesté, & contestez avant 1670. & depuis le Traité de Ryfwyck jusqu'à présent, lesquels Lieux & Pais lui sont restitués, ou qu'elle abandonne par le présent Traité, & en fait toute cession & remise à Sa Majesté, à la réserve néanmoins des jouissances, & fruits de la Ville & Prévôté de Longwy, dont elle fera indemnifiée par Sa Majesté, suivant la Liquidation qui en sera faite par des Commissaires de part & d'autre, à compter depuis l'échange des Ratifications du Traité de Ryfwyck jusqu'à celui des Ratifications du présent Traité, pour parvenir à laquelle Liquidation, le Roy fera communiquer aux Commissaires du Duc, les Comptes, Registres & autres Enseignemens qu'il ont servi à la jouissance & perception des revenus de ladite Ville & Prévôté de Longwy.

XIII. Moyennant les Cessions, Renonciations du Duc, les ajustemens précédens, & en considération de tout ce que dessus, le Roy tant pour remplir les échanges & équivalens de ladite Ville de Longwy & des Villages & Lieux en dépendans, énoncés en l'Article III. du présent Traité & des Villages dépendans de Phalsbourg & Saubourg, & autres ci-devant énoncés qu'autrement, cede & transporte au Duc tous les Droits de Souveraineté & autres qui peuvent appartenir à Sa Majesté sur la Ville & Fauxbourgs de Ramberviller, sur les Lieux & Villages de Jeumenil, Houfferas, Autrey, Saint-Benoît, Bru, Xaffeviller, Doncieres, Noffoncourt, Menil, Saint-Barbe, Anglemont, Bazien, & Menarmont, leurs Bans & Finages, & sur toutes les Centes, Fiefs & Usuines y enclavées, leurs appartenances & dépendances composant la Châtellenie dudit Ramberviller, sans en rien excepter, ensemble la Souveraineté sur les Bois nommez le Grand Bois de la Châtellenie & de Fenne, dont la propriété appartient à l'Evêché de Metz dans l'étendue de ladite Châtellenie de Ramberviller, quoiqu'ils ne soient pas compris dans celle des Bans & Finages des Villages & Lieux ci-devant nommez. Cede pareillement Sadite Majesté ses Droits de Souveraineté sur les Villages de Rouille & Domtaille, avec tous leurs Bans & Finages, appartenances, & dépendances sans en rien excepter, lesquels, quoiqu'ils ne soient pas originellement de ladite Châtellenie, y sont ordinairement annexés, tous lesquels Lieux & Villages, ainsi qu'ils sont ci-devant nommez & spécifiés, appartiendront, à l'avenir, à perpétuité, audit Duc, ses Heirs & Successeurs Ducs de Lorraine, en tous Droits de Souveraineté & autres quels qu'ils soient qui y appartiennent ci-devant à Sa Majesté à quelque titre que ce soit, en sorte qu'Elle & les Rois ses Successeurs n'y puissent désormais rien prétendre, sans préjudice



ANNO  
1718.

néanmoins aux droits de propriété, Domaines, revenus, Justices & Juridictions qui appartiennent dans lesdits Lieux à l'Evêque de Metz & aux autres Vassaux, lesquels leur sont conservés en leur entier, à la charge de faire exercer lesdites Justices & Juridictions dans l'étendue de ladite Châtellenie, & desdits Rouille & Dornaille, sous le Ressort des Cours Supérieures du Duché de Lorraine, par des Officiers résidens sous sa domination.

XIV. Le Duc possédant en tous Droits de Supériorité Territoriale la portion du Marquisat de Nomeny qui lui est restée après le Traité de 1661. & la Châtellenie entière de Hombourg, Saint-Avoid, Sa Majesté a déchargé & décharge Sadite Altesse Royale pour raison de ladite portion de ce Marquisat, & de ladite Châtellenie entière, leurs appartenances & dépendances, de tous les Droits de suprême Domaine, Juridictions, & autres, que la Couronne de France peut avoir acquis sur icelles, tant par le Traité de Munster en 1648. qu'autrement, même sur les trois Moulins dudit Saint-Avoid & la Cense d'Oderfing dépendant de l'un desdits Moulins, & sur les Villages de Henriville & de haute Vigneulle, en Allemand Oberilen, qui lui seront remis si fait n'a été, comme dépendans dudit Saint-Avoid, Meffuels Droits de suprême Domaine, Juridictions & autres quels qu'ils puissent être, Sadite Majesté fait cession & transport audit Duc, pour du tout en l'état qu'il le possède après le Traité de 1661. en jouir par ledit Duc, ses Hoirs & Successeurs en toute Souveraineté, comme de son Duché de Lorraine, auquel il demeurera incorporé.

XV. Sa Majesté a pareillement déchargé les Villages dépendans de la Terre & Seigneurie de Commercy, & l'Abbaye de Rieval qui y est située, du ressort du Bailliage & Siege Présidial de Vitry, & par appel au Parlement de Paris, auquel ressort ils sont soumis, & de tous autres Droits que Sa Majesté auroit pu y prétendre, dont tant que de besoin, Elle fait toute cession & transport à Sadite Altesse, laquelle en jouira paisiblement à l'avenir en tous Droits de Souveraineté, comme elle jouit actuellement de la Ville de Commercy & des autres Lieux & Villages dépendans de ladite Terre & Seigneurie en vertu du Traité passé entre le feu Roy & ledit Duc, le 7. May 1707. qui sera au surplus suivi & exécuté comme s'il étoit inséré ici de mot à mot.

XVI. Sa Majesté a encore cédé à Son Altesse Royale les Droits de Souveraineté & autres qui lui appartiennent à cause de son Château de Passavant, sur un Fief appartenant aux Sieurs de Grignoncourt & Confors dans le Village Lorrain de Martinville, & sur les dépendances dudit Fief dans ce Village, & sur son Ban & Finage Sa Majesté déchargeant en outre les Habitans dudit Village de Martinville du Droit de Sauvegarde, de quatre Sols par ménage qu'ils lui doivent à cause de son Château de Passavant.

Demeurera de même cédé au Duc, le droit de Souveraineté appartenant au Roy sur quelques Maisons du Village Lorrain de Boccange, ensemble le Droit que Sa Majesté pourroit avoir sur partie du Territoire dudit Village, sans préjudice néanmoins des Droits qui peuvent appartenir au Seigneur du Village de Burthoucourt du Pais Messin, sur lesdites Maisons, sur les résidens en icelles & même sur ledit Territoire de Boccange si aucun droit il y a, lesquels Droits lui sont conservés en leur entier.

Le Village de Maxey sous Prixci, & la Rue dite la Rue du Fief, dans celui de Pagny sur Meuse, autrement la Blanchecoste, seront restitués au Duc, ayant été justifié que le Duc Charles les possédait en tous droits de Souveraineté, Justice & Domaine, en 1670. & longtems auparavant : lequel Village de Maxey, Sa Majesté décharge des Foy & Hommage qui en étoient dûs à cause de son Château de Montclair, & les Habitans du même Village, du droit de Sauvegarde de deux Sols par ménage qu'ils doivent audit Château.

Décharge pareillement ladite Rue du Fief de Pagny des Foy & Hommage dûs à Sadite Majesté à cause de son Château de Vaucouleurs, à condition néanmoins que ladite Rue du Fief sera & demeurera unie au corps dudit Village, faisant partie de la Pervière de Gondrecourt dépendant du Barrois, & comme telle comprise dans l'Hommage dû au Roy par ledit Duc, à cause du Barrois.

XVII. Sa Majesté fera restituer à Son Altesse Royale la Forêt de Monderen & celle de Kallenhoven, ayant été justifié que lesdites Forêts appartiennent en Souveraineté à la Lorraine, & ne sont dans aucune des dépendances des Villages de la Pervière de Sierck, cédés à la France par le Traité de 1661. bien entendu que cette remise n'aura lieu qu'après la distraction au profit de Sa Majesté de trois mille Arpens à Elle cédés par l'Article VIII. du présent Traité, & que le Duc fera tenu de fournir, & laisser prendre dans ladite Forêt de Monderen aux Habitans du Village de Monderen & autres de la domination du Roy, les Usages & affouages qu'ils peuvent y avoir, comme d'ancienneté suivant leurs Titres ou possessions.

XVIII. Les Villages de Moulotte, de Mailly, de Leywiller, d'Arance, & les Censes de Roza de la Haute Voile, de Bouzonville, de Marien Flosfeldt, & la petite Seigneurie ou Cense de Saint-Martin, située près de Nonenry qui appartiennent au Duc Charles & qu'il possédait depuis le Traité de 1661. seront rendus en toute Souveraineté, à Sadite Altesse Royale.

XIX. La Restitution provisionnelle que le Roy fit faire au Duc en l'année 1701. des Villages de Buligny, Bagnaux Crezille, Martemont, Aingerey, Tuillay aux Grozelles, Sexel aux Forges, Colombey, Allain aux Bœufs, Viterne le Montrot, Crepey Selaincourt, & Manoncourt, dépendans de la Pervière de Gondreville, & des Villages de Vaxy, Putigny, Gerbecourt & Lubecourt qui composent le Val de Vaxy, dépendant de la Pervière d'Amance, lesquels avoient été retenus sous l'obéissance du Roy depuis le Traité de Paix de Ryfwyck, vaudra & tiendra pour définitive, sans qu'à l'avenir Sadite Altesse Royale doive, ni puisse plus être troublée en la possession de la Souveraineté desdits Lieux, sous quelque prétexte que ce soit.

XX. Sur la difficulté concernant l'état & sujection personnelle des Cures des Villages ci-après qui restoient indéfinies depuis les Traités passés le 2. Octobre 1704. & 21. May 1707. entre le Sieur de Harouys Intendant en Champagne, Commissaire du Roy, & le Sieur de Sarrafin Conseiller d'Etat, Commissaire du Duc, par lesquels Traités, ils ont procédé conjointement dans les Villages de Burey en Vaux, Badonwiller, Goussaincourt, Epiez, Lézerville, d'Ainville & Saint-Germain, dont la Souveraineté est indivise entre Sa Majesté, à cause de ses Pervières de Vaucouleurs, d'Anclot & de Grand & Sadite Altesse Royale à cause de ses Pervières de Gondrecourt & de Foug, à la reconnaissance des Habitans qui y doivent être Sujets du Duc conformément aux anciens usages observés. Il a été convenu que lesdits Traités seront suivis & exécutés, & que pour terminer toute contestation sur le fait desdits Cures, ceux qui sont actuellement pourvus des Cures desdits Villages, sous quelque Domination & en quelque Pais qu'ils soient nez, seront tous réputés, & tenus Sujets du Roy, & que les Cures qui leur succéderont immédiatement dans lesdites Cures, sous quelque domination & en quelque Pais qu'ils soient nez, appartiendront au Duc, & après la mort de ces derniers, leurs Successeurs seront Sujets du Roy, & ainsi alternativement à mesure que les Cures vaqueront, & seront remplies, les Cures appartiendront tantôt à Sa Majesté & tantôt à Son Altesse Royale.

XXI. L'Abornement fait par le Gruyer de Coiffy es mois de Novembre & Decembre 1678. Janvier, Avril & Juin 1679. de la Forêt de Passavant en la partie de France, demeure nul & comme non advenu, par rapport aux Limites de ladite Forêt vers le Septentrion, & en conséquence les bornes qu'il y fit planter sous les nombres 72. 73. 74. 75. 76. 77. 78. 79. 80. & 81. comme aussi celle du milieu de la Verrière de Saint-Vaubert, autrement dit de Thomas, non désignée dans ses Procès verbaux desdits mois, seront retirées & supprimées : ce faisant, le Duc demeurera maintenu en la possession de la Souveraineté de toute l'étendue du Territoire de ladite Verrière, suivant l'enceinte des anciennes petites bornes marquées de Croix de Lorraine qui y sont jusqu'à l'alignement de la Chapelle de Saint-Vaubert. Ledit Duc demeurera pareillement en possession de la Souveraineté & propriété du Terrain en nature de Forêt qui est à l'Orient du Territoire de ladite Verrière, jusqu'au Territoire de celle du Morillon, comme

ANNO  
1718.

ANNO 1718. me faisoit ledit Terrain une partie de la Forest d'At-

igny jusqu'aux huit anciennes grandes Bornes, commençant la premiere vers le milieu de l'alignement meridional du Territoire de la Verrerie de Saint-Vaubert, & la dernière à l'extrémité Occidentale du Territoire de la Verrerie du Morillon, laquelle dernière borne fait la Separation des trois Provinces de Champagne, de Lorraine & du Comté de Bourgogne, desquelles huit bornes, ensemble de celles qui séparent le Territoire de la Verrerie de Saint-Vaubert du côté meridional, il sera fait visite & reconnaissance par des Commissaires respectifs, qui feront marquer les Armes de France sur lesdites bornes du côté qu'elles regardent la Forest de Passavant, en laissant celles de Lorraine qui se trouveront sur l'autre face, si mieux lesdits Commissaires n'estiment convenir d'y mettre de nouvelles bornes, qui soient parfaitement uniformes & semblables à celles qui furent plantées entre les deux portions de ladite Forest de Passavant par des Commissaires respectifs en 1584. pour servir de limites des Souverainetés.

XXII. A l'égard de la partie de Forest appelée vulgairement le Bois du Differend qui ne fut point partagée en 1584. il est convenu que le partage en sera fait par les mêmes Commissaires en deux portions égales, & que celle qui sera joignante à la partie de la Forest de Passavant, tombée au lot de Sa Majesté en 1584. demeurera réunie tant en Souveraineté qu'en propriété, & l'autre partie appartiendra à Sadite Altesse Royale, tant en Souveraineté qu'en propriété: à l'effet de quoy il sera mis entre lesdites deux portions du Bois du Differend, des bornes conformes à celles qui furent plantées pour séparer les portions de la Forest de Passavant en 1584.

XXIII. Le Roy donnera ordre pour faire remettre incessamment audit Duc, la Ville de Saint-Hypolite, avec ses appartenances & dépendances, comme elle fut remise au Duc Charles après le Traité de 1661. pour en jouir par Sadite Altesse Royale en tous Droits de Souveraineté, Justice & Domaine, de même qu'en jouissoit ledit Duc Charles en 1670. & que lui & ses Prédécesseurs en avoient joui auparavant.

XXIV. La Forest située sur le penchant meridional du Val de Lievre appelée Hynderwaldt par les Communautés de Berkeim, de Saint-Hypolite, & d'Orschweiler, leur demeurera propre & commune depuis le confluent des deux ruisseaux de Boelmbach, en suivant les bornes que l'on y trouve plantées jusqu'à la rencontre d'un Rocher qui est marqué d'une Croix au confluent des deux ruisseaux de Watembach & en remontant sur la droite, & le long du ruisseau du grand Watembach, jusqu'à la rencontre du Grand Rocher nommé Reinolstein, autrement Ramelstein, qui est au sommet de la montagne appelée Denckel, autrement Hury, de toutes lesquelles bornes il sera faite une description, Procès verbal, & Carte Topographique par des Commissaires qui seront nommez de part & d'autre, lesquels pourront encore en faire planter d'autres & Lieux où ils le trouveront à propos & même depuis le confluent des deux Watembachs, jusqu'au dit Rocher de Ramelstein, sans préjudice néanmoins aux Droits de pâturage que les Habitans de Lievre ont dans ladite Forest, & à la propriété des Terres ou Prez qui y sont enclavés, lesquels ne sont pas en nature de Forest, dont ils continueront de tirer librement les fruits, conformément à la Sentence arbitrale datée du Mercredi après le Dimanche de Jubilate de l'année 1516.

XXV. Lesdites trois Communautés de Berkeim, Saint-Hypolite & Orschweiler jouiront de ladite Forest de Hynderwaldt par indivis, comme elles ont fait ci-devant & jusqu'à présent, & les Officiers de chacune desdites Communautés y auront Jurisdiction en premiere Instance par prévention les uns sur les autres. Ce faisant, ils auront droit de connoître des mefures, délits & malversations dont leurs Forestiers auront fait rapport, ou dont ils auront les premiers dressé des Procès verbaux dans le cours de leurs visites: & en cas d'appellations de leurs Jugemens, elles seront portées par devant les Juges Supérieurs de la Communauté dont les Officiers auront prévenu, en sorte que les appellations des Jugemens, rendus à Saint-Hypolite, seront portées pardevant les Tribunaux Supérieurs de Lorraine: tous lesquels Juges supérieurs pourront indistinctement édicts cas de Ressort, faire les descentes, vûes de Lieux, en-

questes, & toutes autres procédures nécessaires dans ladite Forest que le cas requerra, sans pour ce acquérir aucune Jurisdiction privative sur icelle, ni préjudicier aux Droits & autorité de l'autre Souveraineté.

XXVI. Et en conséquence, la Montagne particulière appelée le Spiedmont par les Habitans de Lievre, commençant depuis ledit Rocher qui est au confluent desdits deux ruisseaux de Watembach, en remontant à l'Occident de celui du grand Watembach jusqu'à la rencontre dudit Rocher de Ramelstein, avec le terrain qui s'étend depuis cet alignement jusqu'aux bornes séparatives du Ban de Sainte-Croix, Souveraineté de Lorraine, est déclaré appartenir & faire partie du Ban de Lievre Souveraineté de Lorraine.

XXVII. Sa Majesté se déporte des prétentions mûes depuis peu sur Sainte-Marie-aux-Mines, & le Val de Lievre en la partie appelée de Lorraine, sur la Seigneurie de Tanviller & dépendances, sur la Seigneurie du Dortal, & sur le Village de Manonviller, à l'exception de quelques maisons situées dans ce dernier Village, qui dépendent de la Seigneurie de Herbeville, Lanoy Evêché de Metz, de tous lesquels Lieux Son Altesse Royale continuera de jouir comme ci-devant en tous Droits de Souveraineté, sans aucune réserve, & sans pouvoir Elle ni ses Successeurs y être troublez à l'avenir sous quelque prétexte que ce soit, le tout néanmoins sans préjudice des Droits des Seigneurs particuliers sur quelques-uns desdits Lieux, lesquels leur demeurent conservez en leur entier.

XXVIII. Les Evêques de Metz, Toul & Verdun prétendants que les Ducs de Lorraine possèdent depuis long-tems plusieurs Terres & Fiefs situés dans les Etats desdits Ducs, lesquels Fiefs & Terres proviennent originairement du temporel desdits Evêchez, dont les anciens Ducs de Lorraine ont prété foy & hommage ausdits Evêques, ils ont demandé la continuation desdites foy & hommage & Son Altesse Royale ayant soutenu que par le Traité du dernier Fevrier 1661. Article XIX. le Duc Charles ayant été remis & rétabli dans la possession & jouissance, de tous les autres Etats & Seigneuries qui lui furent lors restitués, même des Villes, Places & Pais qu'il avoit autrefois possédé dépendans desdits trois Evêchez, & généralement tout ce dont le dernier Duc Henry jouissoit lors de son décès arrivé en 1624. & qu'il pouvoit lui appartenir à titre de Succession, échange ou acquisition, à la réserve de ce qui par le même Traité a été incorporé à la Couronne de France, & ce pour en jouir par ledit Duc Charles en tous Droits de Souveraineté, Justice & Domaine en la même maniere que ledit Duc Henry en jouissoit, sans que ledit Duc Charles ny ses Successeurs y puissent être troublez sous quelque prétexte que ce soit, & sous les autres conditions portées par ledit Article XIX. Qu'ainsi le Duc regnant ne pouvoit être tenu à cet égard que comme le Duc Charles son grand Oncle l'a été en vertu dudit Article XIX. il a été convenu & arrêté par le présent que ledit Duc & ses Successeurs Ducs de Lorraine, seront seulement à l'avenir obligés & tenus de prêter & faire les foy & hommage ausdits Evêques pour les Terres & Fiefs situés dans ses Etats qui peuvent provenir du temporel desdits Evêchez, & dont lesdits Evêques justifieront que le Duc Henry ou le Duc Charles leur auront rendu & prêté les foy & hommage, lesquels Sadite Altesse Royale, & les Ducs ses Successeurs seront tenus de rendre, comme les Ducs Henry & Charles ont fait.

XXIX. En conformité de l'Article XXXV. du Traité de Ryfwyck, les Benefices Ecclesiastiques qui ont été conférés par Sa Majesté jusqu'au jour de la signature du présent Traité dans les Lieux que Sa Majesté fera remettre à la Lorraine, comme étant de son ancienne dépendance, seront laissés aux Possesseurs modernes qui les ont obtenus. Il en sera usé de même & réciproquement dans les Lieux retenus, cédés & incorporés à la Couronne de France, & dans ceux cédés à la Lorraine par le présent Traité, dans lesquels Sa Majesté & Son Altesse Royale chacun dans sa Domination respectivement, pourront exercer les Droits de Patronage, Nomination & autres, que l'un ou l'autre des deux Souverains y ont exercés, lesquels leur demeureront transférés avec lesdits Pais, pour eux & leurs Successeurs.



ANNO  
1718.

XXX. Pour maintenir la tranquillité entre les Sujets des Païs & Lieux qui par le présent Traité doivent passer de la Domination de Sa Majesté sous celle de Son Altesse Royale à titre de Restitution il est convenu que l'Article XXXVI. dudit Traité de Ryfwyck sera exécuté à leur égard, ce faisant, que toutes les Procédures, Sentences, Decrets & autres Actes faits & rendus par les Tribunaux, Juges & autres Officiers de Sa Majesté au sujet des différends & actions jugez définitivement, tant entre les Sujets des deux Souverains qu'entre autres, du tems que Sa Majesté a possédé ledit Païs & Lieux jusqu'au jour des Ratifications du présent Traité, auront lieu & sortiront leur plein & entier effet, de même que si Sa Majesté en étoit restée en possession, & il ne sera point permis de révoquer en doute lesdits Actes, Sentences & Decrets, de les annuler, ou d'en retarder ou empêcher l'exécution, mais il sera libre aux Parties d'avoir recours à la révision des Procès, selon l'ordre & la disposition des Loix & Ordonnances du Païs, les Sentences & Jugemens demeurans cependant en leur force & vigueur, de même que les Lettres de Justice & de Grace, même de Retrait Feodal que Sa Majesté peut avoir accordées.

XXXI. Et quant aux Procédures, Sentences ou Jugemens qui pourroient avoir été faits & rendus, soit avant ou depuis le Traité de Ryfwyck, à l'occasion des Lieux qui dépendoient ci-devant des Etats du Duc, & que Sa Majesté lui fait rendre, par lesquelles Procédures, Sentences ou Jugemens, les Droits que ledit Duc peut avoir pardevant lui en plusieurs Causes auroient été blessez, l'Article XLII. dudit Traité de Ryfwyck sera exécuté comme s'il étoit inséré ici de mot à mot.

XXXII. Dans tous les Païs, Villes, Villages & Lieux ceder, échangez, ou rendus par le présent Traité, les Vassaux Sujets ou Habitans de quelque qualité & condition qu'ils soient sans aucune réserve, demeureront du jour de l'échange des Ratifications du présent Traité déchargés, quittes & absous des foy, hommage, sermens de fidélité, obéissance, Services, Juridictions & Subjections dont ils étoient tenus précédemment envers celui des Souverains qui les cede, échange ou rend & ils passeront immédiatement sous la foy, hommage, serment de fidélité, obéissance, service, Jurisdiction & Domination de l'autre Souverain, sous lequel ils doivent rester par le présent Traité, & de ses Successeurs à perpétuité, sans que l'autre Souverain ni ses Successeurs y puissent à l'avenir rien prétendre, sous quelque prétexte que ce puisse être, dérogeant l'un & l'autre respectivement à cet effet à toutes Loix, Coutumes, Statuts, Constitutions & Ordonnances, même qui auroient été confirmées par serment faisant au contraire, auxquelles & aux clauses dérogatoires, & aux dérogatoires des dérogatoires, il est expressément dérogé par le présent Traité, excluant à perpétuité toutes exceptions sous quelques raisons & prétexte qu'elles puissent être fondées, & en conséquence celui des deux Souverains auquel lesdits Lieux, Villes, Villages & Païs, Vassaux, Sujets & Habitans devront appartenir par le présent Traité, pourra, en vertu d'icelui, s'en mettre en possession sans avoir besoin d'autre formalité, si bon lui semble, bien entendu néanmoins que tant à l'égard de Ramberviller, sa Châtellenie & dépendances, & autres Lieux, qui par le présent Traité passent sous la Domination dudit Duc, que des Lieux de l'ancienne dépendance de la Lorraine qui sont restez, l'Article XXXIV. du Traité de Ryfwyck aura lieu, & sera exécuté comme s'il étoit inséré ici de mot à mot, ce faisant, les Troupes de Sa Majesté qui vont dans les Places frontières ou qui en reviennent, auront le passage sûr & libre dans lesdits Lieux & Païs, de même que dans le surplus des Etats de Sadite Altesse Royale, en la manière portée audit Article XXXIV.

XXXIII. Par l'Article XL. du Traité de Ryfwyck, ayant été stipulé que l'on conservera entre la Lorraine & les Evêchez de Metz, Toul & Verdun, l'ancien usage & liberté de commerce qui doit dorénavant être exactement observé avec avantage réciproque des deux Parties, il a été jugé à propos pour l'utilité commune desdits Evêchez & de la Lorraine, d'expliquer par le présent Traité plusieurs Points, & de régler les difficultés à l'occasion de l'ancien usage & liberté de commerce entre ces deux Païs, même d'ajouter audit Article du Traité de

Ryfwyck concernant cette matière, afin que la réciprocité qui a été l'objet desdits Usages & des Concordats, soit encore mieux entretenue, ainsi qu'il sera porté par les Articles suivans.

XXXIV. En exécution des mêmes Concordats & des Privileges respectivement accordez pour le Commerce entre les Villes & Evêchez de Metz, Toul & Verdun, & leurs Territoires, & les Etats de Lorraine, Terres & Païs appartenans au Duc, il y aura une entière liberté de commerce & de communication réciproque entre les deux Païs pour y faire entrer, vendre & debiter, ou simplement passer, traverser & fortir toutes sortes de denrées, vivres & marchandises du cru ou de la fabrique desdits deux Païs, à la charge de satisfaire aux Peages anciens seulement, tels & en la manière déclarée es Articles suivans, sans qu'il puisse à l'avenir être demandé ny levé de part ny d'autre aucuns autres Droits, quels qu'ils puissent être, au préjudice de ladite liberté de Commerce pour le besoin & pour la consommation mutuelle desdits deux Païs.

XXXV. Les Habitans des mêmes Païs pourront encore réciproquement y faire entrer, vendre & debiter, ou simplement passer, traverser & fortir des denrées, vivres & marchandises provenant des Manufactures & Etats Etrangers, en satisfaisant aux anciens Peages comme en l'Article précédent. Et en cas de marchandises étrangères dont l'entrée, l'usage ou le Commerce seroient prohibez, dans l'un ou dans l'autre des deux Dominations, elles y pourront passer debout, traverser & fortir en observant les conditions & précautions exprimées es Articles 38. 59. 60. 61. 62. & 63. du présent Traité & toujours en satisfaisant aux anciens Peages.

XXXVI. Ce qui est porté par les deux Articles précédens sera observé pareillement pour & dans les Villes & Lieux faisant partie de la Généralité de Metz, qui ont été ceder à la Couronne de France, soit par l'Espagne dans le Traité des Pirénées du 7. Novembre 1699. soit par le Duc Charles de Lorraine dans le Traité de Vincennes du dernier Fevrier 1661. soit par Son Altesse Royale dans le Traité de Ryfwyck du 30. Octobre 1697. & dans le présent, toutes lesquelles Villes, & Lieux étant limitrophes, enclavés, ou voisins des Etats du Duc, participeront à la liberté, réciprocité & mutuelle communication en la manière ci-devant énoncée : bien entendu que les Villes, Lieux & Païs dépendans de l'Intendance de Champagne, qui sont pourtant de la Généralité de Metz pour le fait des Impositions ordinaires demeurent exceptez, comme du passé, du bénéfice desdits réciprocité & Concordats.

XXXVII. Tous lesdits Sujets de part & d'autre pourront librement & en tout tems tirer & transporter les fruits, vivres & denrées de leur cru & Commerce de l'un desdits Païs à l'autre, excepté en cas de disette si considérable, que si les Fermiers ou Cultivateurs des heritages payant à leurs Maîtres en grains le prix de leurs baux ou administrations vulgairement appelé Canon, il ne restât pas ausdits Fermiers des grains en suffisance pour réensemencer les Terres affermées, en ce cas les Propriétaires seront obligez de leur laisser les semences nécessaires, sauf à les reprendre par préférence & privilege à la recolte suivante.

XXXVIII. Pourront aussi les Sujets des deux Païs, acheter, commercer & transporter toutes especes de fruits, vivres & denrées autres que de leur cru & concu réciproquement, comme bon leur semblera, à condition néanmoins qu'en cas de disette considérable, il ne leur sera pas permis de faire sortir desdits deux Païs, les choses nécessaires à la vie, qu'ils y auront acheté ou commercé pour les envoyer dans aucuns autres Païs quels qu'ils soient, lesquels Païs, audit cas de disette, sont par le présent Traité, reputez étrangers par rapport aux Païs de la Généralité de Metz, compris dans le présent Traité, & aux Etats de Sadite Altesse Royale, l'intention de ce concert de Réciprocité, n'étant que pour subvenir en cas de disette aux besoins, & à la consommation naturelle desdits deux Païs.

XXXIX. Les Habitans desdits Païs auront la faculté de transporter d'un Païs à l'autre franchement & librement en tout tems, même en cas de disette, les gerbes de grains, les foins, les raiains ou vendanges & autres Fruits qu'ils recueilleront en espèce

ANNO  
1718.

ANNO  
1718.

sur les heritages dont ils sont Propriétaires, Fermiers ou Cultivateurs, situés dans les Bans & Finages dépendans de l'un ou de l'autre Pais, lorsque ledits heritages seront partie & seront dans la proximité des Métairies, Fermes, Gagnages & Terres dont le corps ou le gros sera situé en celui de l'autre Etat ou Pais où reside le Sujet qui en voudra faire le transport, sans que pour raison d'icelui, il puisse être assujéti à aucune sorte de droit.

XL. La même liberté & faculté subsistera pour tous les fruits, vivres & denrées que les Sujets de chacun desdits Etats & Pais auront de leur cru & concuru es biens qui leur appartiennent, ou qu'ils tiendront à ferme ou à loyer dans le détroit du Territoire particulier où ils feront leurs residences, lesquels fruits, vivres & denrées ils pourront librement transporter d'un lieu dudit Pais à l'autre, quand bien même dans ce transport ils passeront accidentellement sur quelques parties du Territoire de l'autre Etat & Pais, comme l'Territiere emprunté, sans que pour raison de ce passage, il puisse être exigé aucun droit quel qu'il soit.

XLI. Il a été convenu que les anciens Peages des Etats & Pais du Duc de Lorraine, sont les droits de Haut-conduit specifiés dans la Declaration du mois d'Août 1704, fondée sur les anciennes Ordonnances, Reglemens & Tarifs de ses Prédécesseurs, suivant laquelle Declaration tous ledits Sujets de la Generalité de Metz compris au présent Traité, payeront le Droit de Haut-conduit à la reserve de ceux qui seront compris dans les Articles 43, 44, 45, 46, & 47, ci-après, qui ne le payeront que suivant les modifications y énoncées, & en consequence les Bureaux établis tant avant que depuis ladite Declaration, & tous les autres que Sadté Altesse Royale & les Successeurs ou leurs Fermiers Generaux trouveront à propos d'établir ou de changer dans la suite pour la perception desdits Droits subsisteront, à condition toutefois que le Droit de Haut-conduit ne sera levé qu'une seule fois dans chacun des cinq Districts ou Départemens qui sont la division de son Pais, conformément à ladite Declaration, au moyen de quoy il ne sera donné aucun empêchement aux Voituriers ou Conducteurs de marchandises ou denrées sujettes à ce Droit, lorsqu'ils l'auront payé au premier Bureau du District où ils passeront, en représentant aux Commis des autres Bureaux du même District sur la route, l'acquit de paye du Bureau où ils auront acquitté le Droit.

XLII. Les acquits de paye de Haut-conduit seront expédiés sous les noms des Voituriers & Conducteurs desdites marchandises & denrées & il ne sera délivré qu'un acquit pour toutes celles qui seront comprises dans une seule Lettre de Voiture, & sous la conduite d'un même Voiturier.

XLIII. Les Traitez & Conventions passées en 1614, 1615, & autres années entre les Evêques de Metz & les Ducs de Lorraine, sont confirmés, par le présent, & en conformité de ce qui y est porté, les Sujets & Habitans de l'Evêché de Metz, seront exempts des Droits de Haut-conduit pour tous les grains, foins, pailles & bois provenant de leur cru & concuru, soit en les transportant des Pais du Duc dans ledit Evêché, pour les y consommer soit dudit Evêché dans les Pais de Sadté Altesse Royale pour les y commercer, mais ils seront seulement assujéti au Droit de Haut-conduit pour les fruits, denrées & effets qui leur proviendront d'achat, Commerce, Ferme, ou admodiation qu'ils auront faits tant dans ledits Pais de l'Evêché & de Lorraine que hors d'iceux, suivant les Tarifs réglés par ledits Traitez pour les Districts de Châteaufalin, de Nancy & de Salin l'Etape, y énoncé sous les dénominations de Salone, Drouville & de Domepure, & ce pour les choses marquées audit Tarifs seulement.

XLIV. Tous les Sujets & Habitans de la Ville de Phalsbourg, des Villages & dépendances de la Principauté dudit Phalsbourg, cedez au Roy tant par ledit Traité du dernier Février 1661, que par le présent, les Habitans de la Ville de Saarbourg, des Villages de Niderwiltier & autres compris dans la route de Metz audit Phalsbourg, formée en execution du même Traité de 1661, sont faits participants des distinctions & avantages acquis dans les Etats du Duc aux Sujets & Habitans de l'ancien Territoire de l'Evêché de Metz, par les Conventions d'entre les Evêques de Metz & les Ducs de Lorraine, moyennant quoy la réciprocité y stipulée en faveur

des Sujets desdits Ducs, dans ledit Evêché de Metz, sera à leur égard pareillement pratiquée dans ledits Villes & Lieux de Phalsbourg; Saarbourg, Niderwiltier & autres énoncéz au présent Article.

XLV. Les Bourgeois & Habitans de la Ville de Toul & Pais Toulais, demeureront exempts & déchargés des Droits de Haut-conduit, de Saint Epure, dont le Bureau est transféré à Gondreville dans tout son District pour toutes sortes de Fruits, Denrées & Marchandises nécessaires à leurs propres besoins, & consommation dans ladite Ville & Pais Toulais. Seront encore ledits Bourgeois & Habitans exempts de tout Droit de Haut-conduit dans les quatre autres Districts pour les Fruits & Denrées de leur cru, & concuru qu'ils transporteront desdites Villes de Toul & Pais Toulais dans les Etats de Sadté Altesse Royale, pour y être pareillement consommés; mais les Bourgeois & Habitans de la Ville & Pais Toulais resteront comme du passé sujets au Droit de Haut-conduit pour les Fruits, Denrées & Marchandises qu'ils feront passer par les Etats du Duc pour les transporter ailleurs que chez eux, & réciproquement les Sujets de Son Altesse Royale payeront les anciens Droits à Toul & Pais Toulais dans ce dernier & pareil cas.

XLVI. Il ne sera exigé ni perçu aucun Droit de Haut-conduit sur les menues Denrées qui seront portées en la Ville de Verdun pour y être consommées, soit qu'on les porte à bras ou à horées, ou qu'elles y soient voiturées par Chevaux, Aînes, Chars, & Charettes; comme Braîsse, Charbon, Fagots, Bois de Chauffage, Volailles, Poissons, Pommes, Poires, & autres menus fruits qui paroîtront visiblement être destinés à l'usage des Bourgeois & Habitans de la même Ville.

XLVII. Et en ce qui concerne les anciens Droits, que les Sujets dudit Duc seront obligés & tenus de payer dans les trois Evêchez & autres Villes & Lieux de la Generalité de Metz, compris au présent Traité, lesquels Droits il est nécessaire de consigner pour prévenir toutes difficultés tant par rapport aux origines & aux differens établissemens desdits Droits, qu'aux époques des anciens Concordats, il a été convenu que pour les Villes & Lieux des trois Evêchez & Terre de Gorze, ces Droits seront fixés & arrêtés sur le pied de l'usage de l'année 1600, dont on dressera des Tarifs par Commissaires de part & d'autre sur les Titres, Documens, Registres, & Enseignemens ou Usages à rapporter par les Villes & Lieux des trois Evêchez & de la Terre de Gorze.

Et à l'égard des anciens Droits du Roy, ou des Villes dans les Pais & Lieux cedez par l'Épâque à la Couronne de France, & qui sont joints à la Generalité de Metz, ils seront fixés à l'époque de l'année 1642, sur les Titres, Registres, Tarifs, Enseignemens & Usages à rapporter par les Fermiers du Roy, leurs Preposés ou Commis, & par les Officiers des Villes.

Au cas qu'il plaise au Roy de faire ci-après percevoir les anciens Peages de Lorraine dans les Lieux cedez à Sa Majesté par les Ducs, ils seront fixés comme il en suit dans les Villes de Longwy, Marville, Saarlouis, & Sierck, & Villages & Lieux en dépendans, qui y sont sous la domination de France. Sçavoir que les Sujets de Lorraine résidans dans le District ou Département dudit Haut-conduit du Barrois, ne payeront point le Droit du Haut-conduit dans Longwy, Marville & dépendances, & réciproquement les Sujets du Roy desdites Villes de Longwy, Marville, & dépendances, seront exempts du Haut-conduit du Barrois dans tout son District, mais le surplus des Sujets du Duc venant esdites Villes de Longwy, Marville, & dépendances, payeront le Haut-conduit du Barrois.

Les Sujets de Sadté Altesse Royale résidans dans l'étendue du Haut-conduit de Châteaufalin, ne payeront pas le Droit d'icelui dans les Villes de Saarlouis, Sierck & leurs dépendances, & réciproquement les Sujets du Roi desdites Villes de Saarlouis, Sierck, & dépendances seront exempts du Droit de Haut-conduit de Châteaufalin dans tout son District; mais le surplus des Sujets de Lorraine venant esdites Villes de Saarlouis, Sierck, & dépendances, payeront le Haut-conduit de Châteaufalin, le tout suivant que les Droits de Haut-conduit du Barrois & de Châteaufalin sont énoncés dans la Déclaration de Lorraine du mois d'Août 1704, à l'exception néanmoins des cas portez aux

ANNO  
1718.

Anti-



ANNO  
1718.

Articles XXXIX. & XL. du présent Traité, pour lesquels les Sujets des deux Souverains demeurent réciproquement exempts de tous Péages & Droits.

XLVIII. Les Sujets de Son Altesse Royale qui voudront déposer leurs Bois sur le Port de la Rivière de Moselle près la Ville de Toul, y payeront les Droits de la Ville sur ledit Port, tant & si longtems qu'ils voudront s'en servir seulement.

XLIX. Outre les Droits anciens de Lorraine ci-devant spécifiés, que les Sujets des trois Evêchez & des Pais dépendans de la Généralité de Metz, compris dans le présent Traité, doivent payer dans les Etats du Duc, ils seront encore obligés de payer tous les autres Droits y établis, soit d'entrée & issue foraine, de traverse, & autres pour les vivres, denrées & marchandises qui ne seront destinés à leurs besoins & consommations naturels, mais dont ils feront Commerce, & qu'ils voudront transporter ailleurs que dans ledits Pais de la Généralité de Metz.

L. Le Traité ou Concordat du 18. Juin 1604. subsistera selon sa forme & teneur, & demeurera commun avec tous ledits Sujets, lesquels en conséquence seront obligés de prendre des acquits à caution dans les Bureaux où ils chargeront s'il y en a d'établis, sinon au premier Bureau plus prochain de leur passage, pour les vivres, denrées & marchandises qu'ils destineront à l'usage & consommation de l'un ou de l'autre desdits deux Pais, lesquels acquits à caution seront expédiés sans débail, sous le nom de chaque Propriétaire & Marchand qui sera entrer, passer, ou sortir ledits vivres, denrées & marchandises, & non sous le nom des Voituriers & Conducteurs d'icelles. Pour l'effet duquel acquit à caution, ils donneront gages ou caution de renvoyer dans quinze jours ou trois semaines au plus tard ledits acquits, certifiés par l'un des Officiers qui sera commis à ce sujet dans chacun Hôtel de Ville desdits Etats & Pais, & par le Maire ou principal Officier des Bourgs, Villages & autres Lieux où les déchargemens auront été faits, portant que les vivres, denrées & marchandises mentionnées & déclarées esdits acquits à caution, y auront été déchargées pour y être distribuées sans fraude & sera l'émolument des Commis des Bureaux fixé à quatre gros, faisant trois sols tournois pour la délivrance, réception & décharges de chacun desdits acquits à caution.

LI. Les Habitans de l'Evêché de Metz seront, suivant le Traité du 25. Septembre 1604. dispensés de prendre dans les Etats du Duc des acquits à caution en la forme portée en l'Article précédent, de même que ceux de la Principauté de Phalsbourg, de Saarbourg, Niderwiller & des Lieux compris en la route de Metz à Phalsbourg réglée en exécution du Traité de 1601. à la charge néanmoins de donner par les uns & par les autres aux Commis du premier Bureau des Etats de Lorraine où ils chargeront, ou dans le plus prochain de leur passage, un Certificat écrit & signé d'eux ou d'un Tabellion, portant déclaration de la quantité & qualité des denrées & marchandises sujettes ausdits impôts qu'ils y auront chargées, ou fait passer pour les transporter dans les Terres de l'Evêché de Metz, Principauté de Phalsbourg, Saarbourg, Niderwiller & autres Lieux de ladite route, avec promesse de rapporter temoignage d'un Officier de l'Hôtel de Ville ou de Justice, dans quarante jours, d'y avoir conduit & déchargé ledites denrées & marchandises, moyennant lequel Certificat le Commis du Bureau Lorrain leur délivrera un Passavant sans frais, qui sera renvoyé avec ledit Certificat & temoignage de déchargement.

LII. Les Sujets des trois Evêchez & des Pais de la Généralité de Metz, ci-devant désignés, qui feront embarquer au Croisne de Nancy, & voiturier par eau dudit Nancy à Metz des effets, denrées & marchandises, seront tenus, outre les Droits du Haut-conduit de Nancy & des autres Districts, selon les différens cas ci-devant expliqués & déterminés, de payer encore pour le Droit du Croisne, ce qui est porté au Tarif de 1666. ainsi que le payent les propres Sujets du Duc & tous autres, moyennant quoi ledits Sujets des trois Evêchez & des Pais de la Généralité, ne payeront pas le Haut-conduit du Barrois, en passant par eau des Villes & Lieux où la Rivière de Moselle touche aux Terres du Barrois entre Nancy & Metz.

ANNO  
1718.

LIII. Il en sera de même pour les effets, denrées ou marchandises que les mêmes Sujets feront embarquer à Metz pour les amener sur ladite Rivière à Nancy, pour lesquelles ils ne payeront rien en passant sur le District du Haut-conduit du Barrois, mais ils payeront le Haut-conduit de Nancy, & les Droits de Croisne en y arrivant.

LIV. A l'égard des effets, denrées & marchandises que les mêmes Sujets voudront embarquer sur la Moselle dans les Lieux du District du Haut-conduit du Barrois qui sont entre les Villes de Nancy & de Metz, ou qui après avoir été embarqués à Nancy ou à Metz, seroient déchargés en chemin dans l'étendue du même District du Haut-conduit du Barrois, ledits Sujets seront obligés de payer le Droit dudit Haut-conduit du Barrois par rapport aux Chars, Charrettes & chevaux qui auront transporté ledits effets, denrées & marchandises sur ou depuis les bords de ladite Rivière, à la réserve néanmoins que pour les denrées provenant du cru & concrets des Habitans de l'Evêché de Metz, Principauté de Phalsbourg, de Saarbourg, Niderwiller & autres Lieux de la Route de Metz à Phalsbourg, destinées à leur consommation, pour lesquelles, suivant les Articles 43. & 44. ci-devant, ils sont exempts de payer aucun Haut-conduit, ils seront au cas susdit pareillement dispensés de payer celui du Barrois, il en sera de même pour les Habitans des Villes de Longwy, Marville & dépendances, lesquels suivant l'Article XLVII. ci-devant, sont exempts du Haut-conduit du Barrois.

LV. La Situation des trois Evêchez & des Etats du Duc, leur voisinage & enclaves mutuels, les alliances des Familles, la conformité des mœurs, & presque des Loix & autres considérations, ayant ci-devant donné lieu à établir, de l'autorité & agrément des deux Souverains, une réciprocité d'Hypotheques des Actes publics passés dans l'un & dans l'autre Pais, qui subsiste entre plusieurs parties d'icelles à l'avantage des Sujets, il a été convenu que cette réciprocité d'Hypotheques sera étendue pour l'avenir dans toutes les parties des Pais de la Généralité de Metz comprises en ce Traité, & dans toutes les parties des Etats dudit, & en conséquence que tous les Actes publics, soit Arrêts, Jugemens, Sentences, Contrats & tous autres instrumens qui seront ci-après passés par ou devant les Tribunaux & Officiers de Justice temporelle, Notaires, Tabellions, Gardes-notes & Greffiers desdits deux Pais, emporteront réciproquement pareilles Hypotheques dans les mêmes Pais & telles qu'ils les auroient selon les Loix dans les Lieux où ces Actes auroient dû être passés naturellement avant la présente Convention, à condition néanmoins que les Droits de Seaux, ou de Bullette dus pour les Contrats réels, seront payés dans les Lieux où seront situés les héritages, & biens fonds qui auront donné lieu aux Contrats & Actes.

LVI. Au surplus, tous les autres Traitez ou Concordats ci-devant faits entre ledits Etats & Pais, seront observés & exécutés en ce qui ne s'y trouvera pas de changé ou dérogé par le présent.

LVII. Les Sujets du Roy de la Prévôté de Vaucouleurs & dépendances, ne payeront aucun Droit, pas même de Haut-conduit, pour les denrées & marchandises provenant des Terres de la Domination de Sa Majesté, qu'ils seront passés & traversés sur celles du Duc pour la consommation de ladite Prévôté & dépendances, non plus que pour celles qu'ils transporteront de ladite Prévôté & dépendances dans ledites Terres du Roy, & réciproquement les Sujets de Son Altesse Royale, ne seront tenus de payer aucun droit dans ladite Prévôté & dépendances pour le passage & la traversée qu'ils y feront de leurs denrées & marchandises provenant des Etats dudit Duc, & qu'ils y porteront pour leur consommation.

LVIII. Les Sujets du Duc ou autres lesquels venant des Pays Etrangers dans ceux de Sadite Altesse Royale, auront à emprunter les Terres des Etats & Pais de la Généralité de Metz compris en ce Traité, pour conduire & voiturier dans ledits Etats du Duc des marchandises des Indes, de la Chine, du Levant & autres Pais ou Manufactures Etrangères dont le Roy a jugé à propos de défendre l'entrée, le port, l'usage, débit & Commerce dans ses Etats, par Arrêt de son Conseil du 27. Août 1709. & autres que Sa Majesté & ses Successeurs pourroient défendre à l'avenir, se-  
ront

ANNO  
1718.

ront tenus de déclarer à la première Ville ou Lieu de la Domination de France sur leur passage au Bureau des Fermes, s'il y en a, & s'il n'y en a pas, au Commis ou Préposé dans chacun des Lieux ci-après spécifiés, le nombre des Tonneaux, Balots, Caisses ou Paquets contenant lesdites Marchandises qu'ils auront à faire entrer, traverser & passer sur lesdites Terres de la Généralité de Metz, & de les y faire plomber, afin que pendant ledit transport, il ne puisse rien être tiré desdits Tonneaux, Balots, Caisses ou Paquets. Ils seront en outre tenus d'y prendre un Acte ou Acquit à caution, par lequel le Marchand ou Voiturier desdites Marchandises s'obligera de rapporter ou renvoyer dans quarante jours au même Bureau, Préposé ou Commis, un Certificat écrit au dos dudit Acte ou Acquit à caution, par lequel le principal Officier de l'Hôtel de Ville ou du Lieu des Païs du Duc pour lequel les Marchandises seront destinées, certifiera qu'elles y auront été déchargées avec les plombs entiers & en bon état, & à faute par les Marchands ou Voituriers de satisfaire aux formalités du présent Article ils seront condamnés en cinq cens Livres d'amende, & lesdites Marchandises défendues, ensemble les Chevaux & équipages qui les auront conduit, déclarez acquis & confisquez au Roy.

LIX. Lesdits Marchands ou Voituriers seront obligés, s'ils en font requis, de représenter aux Commis des autres Bureaux de Sa Majesté s'il y en a, sur leur passage, lesdits Tonneaux, Balots, Caisses ou Paquets plombés en bon état, ensemble ledit Acquit à caution sur lequel lesdits Commis mettront leur Visa, si bon leur semble. Lesdits Marchands ou Voituriers seront encore pareillement représentés, s'ils en font requis en chemin par les Commis Ambulans, ou Roullans en Campagne pour le service des Fermes de Sa Majesté, sans obligation néanmoins de prendre leur Visa.

LX. Si par cas fortuit lesdits Marchands ou Voituriers se trouvent obligés de séjourner ou de décharger lesdites Marchandises en route, il leur sera permis de le faire à condition de les déposer dans les Bureaux des Fermes du Roy, s'il y en a dans le lieu, sinon dans le poids des Villes & Lieux publics où l'on a accoutumé de déposer les Marchandises, & à défaut de Lieux publics destinés à cet effet, ils les déposeront chez un notable Habitant, & en feront sur le champ leur Déclaration au Subdélégué de l'Intendance de Metz, dans les Villes où il y en aura, sinon au Syndic, Meyeur, ou principal Officier du Lieu qui leur en donnera Acte.

LXI. Lesdits Marchands ou Voituriers ne seront obligés de payer aucune chose pour la fourniture des cordes ou ficelles, plombs, fabrication ou impression desdits plombs non plus que pour la confection, expedition, & reception desdits Acquits à caution & Visa d'iceux, ni même pour lesdits Certificats ou Actes de dépôt en cas fortuit, à tout quoy les Commis des Bureaux de Sa Majesté & autres Préposés, ensemble les Officiers seront obligés de fournir & valuer incessamment avec diligence & de bonne foy, en sorte que lesdits Marchands & Voituriers n'en reçoivent aucun retardement ni intérêt par affectation.

LXII. Et pour plus ample explication de l'Article LVIII. ci-dessus, les Lieux où lesdits Marchands & Voituriers devront faire leur Déclaration & plomber, seront quant à présent les ci-après nommez, sçavoir, dans la route de Verdun, le premier Bureau sera réputé à Coufontoy. Mouzon & Verdun, au choix desdits Marchands & Voituriers, & comme la Ferme générale de France n'a aucun Bureau dans les routes ci-après, il a été convenu que pour lesdites Routes, il sera établi par le Sieur Intendant de Metz des Commis ou Préposés, pour recevoir les Déclarations & plomber, sçavoir, pour la route d'Arion, un en la Ville basse de Longwy; pour la route de Luxembourg, un dans la Ville de Thionville; pour la route par eau sur la Saare, un à Valdivreange; pour la route de Sarbruck, par Saint-Avold & Pont de pierre, un au Village de Theting; pour la route de Francfort à Metz, un en la Ville de Metz; & à l'égard de la route de Vic, pour la haute Lorraine, un en la Ville de Vic; sauf à fixer encore ci-après de concert d'autres lieux pour déclarer & plomber, ou à en changer pareille-

ment quelques-uns de ceux ci-dessus énoncés s'il est jugé nécessaire.

LXIII. Lesdits Marchands & Voituriers ne pourront être réputés en fraude avant que lesdits Bureaux ou Préposés soient établis, & en état de plomber, & après qu'ils l'auront été, lesdits Marchands & Voituriers ne seront censés être en fraude, quelques routes qu'ils aient tenues; qu'après qu'ils auront passé les détroits des Lieux de l'établissement desdits Bureaux ou Préposés, sans y avoir fait Déclaration & plomber; mais s'ils sont rencontrés après en avoir passé le détroit, sans y avoir fait Déclaration & plomber leurs Tonneaux, Balots, Caisses, & Paquets de Marchandises défendues, ou si les plombs s'en trouvent altérés ou rompus, lesdits Marchands & Voituriers seront réputés en fraude & sujets aux peines déclarées en l'Article LVIII. ci-dessus.

LXIV. En cas que dans la suite Son Altesse Royale ou les Ducs ses Successeurs trouveroient à propos de défendre dans leurs Etats & Païs, certaines especes de Marchandises, les Marchands ou Voituriers Sujets du Roy, ou autres qui voudroient y en faire passer & traverser seront obligés aux mêmes précautions que celles ci-dessus énoncées, à l'effet de quoy l'on conviendra pour lors de bonne foy par Commissaires respectifs, des Bureaux où elles seront déclarées & plombées sous les mêmes peines.

LXV. Les délits & méfius commis es Bois & Forêts appartenans au Duc situés dans l'Evêché de Metz, seront conformément aux Concordats passés entre les Ducs de Lorraine, & les Evêques de Metz es années 1603. 1615. 1621. & autres, poursuivis & jugés sans appel pardevant les Juges communs du Sieur Evêque de Metz, ou de ses Vassaux d'une part, & un Officier des Salines de Lorraine chacun dans son District, d'autre part, sans qu'aucun autre Tribunal supérieur ou inférieur, quelqu'il soit, puisse en connaître, sauf aux Parties dans le cas de déni de Justice ou de nullité de Jugemens, à se pourvoir en recours par devers les Commissaires qui seront nommez par Sa Majesté & par Son Altesse Royale, pour connaître en dernier ressort desdits deux cas seulement.

LXVI. La même chose sera observée pour les Bois & Forêts appartenans au Duc, situés sur les Lieux compris dans la route désignée en 1661. de Metz à Phalsbourg, dont les habitants par le présent Traité sont rendus participants des avantages particuliers acquis aux Sujets de l'Evêché de Metz dans les Païs de Lorraine, par les Conventions faites entre les Ducs de Lorraine & les Evêques de Metz. Et en conséquence, les délits & méfius qui seront commis esdits Bois & Forêts, seront poursuivis & jugés sans appel par le Commissaire que Sa Majesté ou ses Vassaux Seigneurs desdits Lieux nommeront, & par l'un des Officiers des Salines de Lorraine, sauf les deux cas de recours qui seront exercés suivant qu'il est porté en l'Article précédent.

LXVII. Pour maintenir le bon ordre public réciproquement entre les Païs de la Généralité de Metz compris dans ce présent Traité & ceux du Duc, il est convenu qu'à l'imitation de ce qui est porté au Concordat de 1615. entre l'Evêché de Metz & la Lorraine, les Juges respectifs desdits Païs de la Généralité de Metz, & des Etats de Sa dite Altesse Royale, seront tenus d'accorder paracatis tant pour assigner les délinquans es Forêts de l'un desdits Etats & Païs, quoique residans dans l'autre, dans le cas où la procédure ne sera poursuivie que civilement. Les mêmes paracatis seront aussi accordés sans difficulté pour l'exécution des Jugemens qui pourroient être rendus en conséquence, tant en première Instance qu'en Cause d'appel.

LXVIII. Le présent Traité sera ratifié & approuvé par Sa Majesté & par Son Altesse Royale, & les Ratifications seront délivrées dans le terme de trois semaines, ou plutôt, si faire se peut, à compter du jour de la signature.

En foy de quoy Nous Commissaires de Sa Majesté & de Sa dite Altesse Royale, & sous leurs bons plairs, en vertu de nos Commissions & Pleins-pouvoirs respectifs, avons esdits noms signé ces Presentes

ANNO  
1718.



ANNO des nos Seings ordinaires, & à icelles fait apposer  
1718. les cachets de nos Armes. A Paris le vingt-un  
Janvier mil sept cens dix huit.

(L.S.) DE BARBERIE (L.S.) J. B. MACHUET.  
DE SAINT-CONTEST.

(L.S.) LE FEVRE D'OR- (L.S.) F. BARROIS.  
MESSON.

Nous ayant agréable le susdit Traité en tous & chacun les Points & Articles qui y sont contenus & declarez, avons, de l'avis de notre très-cher & très-ami Oncle le Duc d'Orléans, Regent de notre Royaume, iceux tant pour Nous que pour nos Heritiers, Successeurs, Royaumes, Pais, Terres, Seigneuries & Sujets, accepté, approuvé, ratifié & confirmé, & par ces présentes signées de notre main, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, & le tout promettons en foy & parole de Roy, garder & observer inviolablement, sans jamais aller ni venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque sorte & maniere que ce soit : En témoin de quoy Nous avons fait mettre notre scel à cesdits Préfentes. Donné à Paris le trente-un Janvier, l'An de Grace mil sept cens dix-huit, & de notre Regne le troisième.

Signé,

LOUIS.

Et plus bas,

Par le Roy,

LE DUC D'ORLEANS,

Regent présent,

Signé,

PHÉLYPEAUX.

Et Scellé du grand Sceau de cire jaune sur lacs ou cordons de Soye bleuë tressé d'Or, le Sceau enfermé dans une Boîte d'argent sur le dessus de laquelle sont empreintes & gravées les Armes de France & de Navarre, sous un Pavillon Royal soutenu par deux Anges.

Plein-Pouvoir du Roi T. C.

LOUIS par la Grace de Dieu Roy de France & de Navarre: à notre ami & féal le Sieur de Barberie de Saint-Contest, Maître des Requêtes Ordinaire de notre Hôtel, notre Conseiller en notre Conseil de la guerre; Et à notre aussi ami & féal le Sieur d'Ormesson, Maître des Requêtes ordinaire de notre Hôtel, notre Conseiller en notre Conseil de finances: Salut. Le feu Roi notre très-honoré Seigneur & Isalycal de glorieuse Mémoire, ayant toujours voulu sincèrement & de bonne foy, exécuter les Articles du Traité conclu à Ryfwyck, le 20. Septembre 1697. entre Sa Majesté, l'Empereur & l'Empire, qui regardent les intérêts de notre très-cher & très-ami Frere le Duc de Lorraine; il en aurroit renouvelé l'assurance par l'Article XII. du Traité conclu à Baden, le 7. Septembre 1714. aussi entre le feu Roy, l'Empereur & l'Empire: Voulant pareillement nous conformer à ses intentions, & nous confiant entièrement en votre fidélité, aussi-bien qu'en votre zèle, & en la capacité dont vous avez donné des preuves dans les Emplois que vous avez remplis: Pour ces causes & autres, à ce Nous mouvait, de l'avis de notre très-cher & très-ami Oncle le Duc d'Orléans, Regent, Nous vous avons commis, ordonné & député; & par ces présentes, signées de notre main, com-mettons, ordonnons & députons, pour avec un ou

plusieurs Commissaires, munis d'un pareil Pouvoir, de la part de notre dit Frere le Duc de Lorraine; regler, & conclure tous Points & Articles qui ont à terminer, conformément & en exécution des Traitez de Ryfwyck & de Baden: Et à cet effet, Nous vous avons donné Plein-pouvoir, Commission & Mandement special de traiter, stipuler, promettre, conclure & signer avec un, ou plusieurs Commissaires de notre dit Frere, tout ce que vous aviserez bon être, conformément aux susdits Traitez. Promettant en foy & Parole de Roy, d'avoir agréable & d'exécuter tout ce qui aura été par vous conclu & arrêté, sans souffrir qu'il soit allé directement ni indirectement au contraire: Car tel est notre plaisir. Donné à Paris le quatorzième jour de Septembre l'an de Grace mil sept cens seize. & de notre Regne le deuxième.

Signé,

LOUIS:

Et plus-bas.

Par le Roy,

LE DUC D'ORLEANS,

Regent présent,

Signé,

PHÉLYPEAUX.

Plein-pouvoir de S. A. R. le Duc de Lorraine.

LEOPOLD par la Grace de Dieu, Duc de Lorraine & de Bar &c. A nos très-chers & feaux Conseillers en nos Conseils d'Etat & Privé, le Sieur Jean-Baptiste Machuet, Baron de Drouville, Premier Président en notre Cour Souveraine de Lorraine & Barrois, & notre Envoyé Extraordinaire en Cour de France; & le Sieur François Barrois, Baron de Manonville, Premier Maître des Requêtes Ordinaire de notre Hôtel, & aussi notre Envoyé Extraordinaire en ladite Cour, Salut. Après la conclusion du Traité de Paix, passé & signé à Baden en Ergaw, le 7. Septembre 1714. entre l'Empereur, & l'Empire d'une part, & le feu Roy Très-Christien de glorieuse Mémoire d'autre, Nous avons fait réitérer nos instances à Sa Majesté Très-Christienne pour obtenir qu'il lui plût, qu'il soit procédé à ce qui reste à régler entre elle & Nous, pour l'entier accomplissement, en ce qui Nous regarde du Traité de Paix, conclu à Ryfwyck, le 30. Octobre 1697. dont elle nous avoit assuré l'exécution par l'Article XII. dudit Traité de Baden; comme aussi pour les autres affaires qui estoient à terminer entre Elle & Nous: Et d'autant que Sa Majesté Très-Christienne avoit eu égard à nos instances, & que par la Commission du 17. Janvier 1715. Elle avoit nommé & député le Sieur de Barberie, de Saint-Contest, Conseiller en ses Conseils, Maître des Requêtes Ordinaire de son Hôtel, Intendant de Justice, Police & Finances, en la G. n. rainé de Metz, ci-devant Son Ambassadeur Extraordinaire audit Traité de Baden, pour y procéder avec les Commissaires qui seroient nommez, & munis d'un Pouvoir suffisant de notre part, & regler tous Points & Articles qui resteroient à terminer, conformément & en exécution desdits Traitez de Ryfwyck & de Baden: Nous vous avons commis & député pour ces effets par notre Commission du 26. dudit mois de Janvier de ladite année 1715. mais parce que les Conférences que vous aviez commencé à ce sujet en la Ville de Metz, avec ledit Sieur de Barberie de Saint-Contest, ont été interrompues par le décès dudit Roy Très-Christien, arrivé le premier Septembre de ladite année 1715. Nous avons fait supplier Sa Majesté très-Christienne, à présent Regnante, de vouloir ordonner qu'elle les feroient reprises & continuées, à quoi Nous avons été informez qu'Elle en

égard,

ANNO  
1718.

ANNO 1718. regard, étant continué pour cet effet ledit Sieur de Saint-Contest, dans la même Commission; Et comme il nous est important d'avoir une décision sur tous ces faits: Sçavoir faisons, qu'ayant une entière confiance en votre fidélité, zèle, & capacité dont vous nous auriez donné des preuves dans les Commissions importantes que nous aurions confié à vos conduites. Pour ces causes & autres, bonnes & justes, à ce nous mouvans. Nous vous avons commis, nommé, & député, & par ces présentes, Nous vous commettons, nommons & députons, pour en notre nom, & en qualité de nos Commissaires, agir, négocier, convenir, conclure, arrêter & signer avec ledit Sieur de Barberie de Saint-Contest & tel autre Commissaire qu'il plaira à Sa Majesté Très-Chrétienne, de nommer, toutes les affaires qui ont été tenues en Suréance, entre Elle & Nous: Vous donnons pouvoir en vertu des présentes, ou à l'un de vous, en cas d'absence, maladie, ou empêchement de l'autre, de convenir, négocier, conclure, arrêter, faire, promettre, accorder & signer tout ce que vous estimerez nécessaire pour le susdit effet, & pour le bien de notre service, avec la même autorité que nous pourrions faire, encore qu'il y eût quelque chose qui requit un Mandement plus spécial non contenu dans cesdites Présentes; Promettant en foy & parole de Prince d'agrée & d'avoir pour ferme & stable, tout ce qui aura été fait, négocié, conclu, arrêté, convenu & signé en notre nom par vous, ou par l'un de vous deux en cas d'absence, maladie ou empêchement de l'autre, & d'en faire expédier nos Lettres de Ratification en bonne & due forme dans le tems que vous aurez promis de les fournir, en témoin de quoi nous avons ausdites Présentes signées de notre main, & contresignées par l'un de nos Conseillers Secrétaires d'Etat, Commandemens & Finances, fait mettre & appender notre grand Scel. Donné en notre Ville de Luneville, le vingt-six Août mil sept cent seize.

Signé,

LEOPOLD.

Et plus bas,

Par S. A. R.

Signé,

MACHUET.

Ratification de Son Altesse Royale. A Luneville le 29. Janvier 1718.

LEOPOLD, par la Grace de Dieu Duc de Lorraine & de Bar, &c. A tous ceux qui ces présentes verront, Salut. Ayant vu & examiné le Traité, que nos tres-chers & feaux le Sieur Jean-Baptiste de Machuet, Baron de Drouville, Seigneur de Sauley & autres Lieux, Conseiller en nos Conseils d'Etat & Privé, premier Président en notre Cour Souveraine de Lorraine & Barrois, & notre Envoyé Extraordinaire en Cour de France, & le Sieur François de Barrois, Baron de Manonville, Seigneur de Kœurs & autres Lieux, Conseiller en nosdits Conseils d'Etat & Privé, premier Maître des Requêtes Ordinaire de notre Hôtel, & aussi notre Envoyé Extraordinaire en ladite Cour, Commissaires par Nous Deputés, & en vertu du Pouvoir que Nous leur aurions donné, auroient conclu, arrêté, & signé en la Ville de Paris le vingt-un du présent mois de Janvier, avec le Sieur Dominique de Barberie, Chevalier Seigneur de S. Contest & autres Lieux, Conseiller d'Etat du Roy Très-Chrétien, Son Ambassadeur & Plénipotentiaire ci-devant pour la Paix conclue à Baden, & le Sieur Henry François de Paule le Fevre, Chevalier Seigneur d'Ormesson, Ambouille, & autres Lieux, Maître des Requêtes Ordinaire de l'Hôtel de Sa Majesté Très-Chrétienne, Conseiller en Son Conseil des Finances, & Commissaires pareillement munis

TOM. VIII. PART. I.

de son Pouvoir, duquel Traité la teneur ensuit :

ANNO 1718.

Fiat inferio.

Nous avons le susdit Traité agréé, approuvé, & ratifié, agréons, approuvons, & ratifions par ces présentes, promettant en foy & parole de Prince, de l'accomplir, observer & faire observer en tous ses Points & Articles, sans souffrir que pour quelque cause & occasion que ce soit, il y soit contrevenu directement ni indirectement. En témoin de quoi Nous avons ausdites présentes signées de notre main, & contresignées par l'un de nos Conseillers Secrétaires d'Etat, Commandemens & Finances, fait mettre & appender notre grand Scel. Donné en notre Ville de Luneville le vingt-neuf Janvier 1718.

Signé,

LEOPOLD.

Et plus bas:

Par Son Altesse Royale,

Et contresigné,

J. LE BEGUE.

Et scellé du grand Scellu à queue pendante sur cre vermeille.

CXCV.

Manifeste de PIERRE I. Empereur de Russie 3. Fev. contre le Prince ALEXEI PETROWITZ, son Fils. Fait à Moscou le 3. Fevrier 1718. V. St. [Mercure Histor. Avril. 1718. p. 393.]

Nous PIERRE I., par la Grace de Dieu, Czar & Autokrator de toute la Russie, &c. &c. Faisons savoir à toutes les Personnes, tant Ecclesiastiques que Militaires & Civils, & de tous Etats de la Nation Russe, nos fidèles Sujets. Il est notoire & connu à la plus grande partie de nos fidèles Sujets, principalement à ceux qui demeurent dans les lieux de nos Résidences, ou qui sont à notre service, avec combien d'attention & de soin nous avons fait élever notre Fils Aimé Alexei; lui ayant donné pour cet effet dès son Enfance des Precepteurs pour la Langue Russe & pour les Langues étrangères, le faisant bien instruire dans toutes sortes de Sciences, dans la vue de le faire élever, non seulement dans notre Chrétienne & Orthodoxe Foi de la Confession Grecque; mais aussi dans les connoissances des affaires Militaires & Politiques, comme aussi des Gouvernemens des Etats étrangers, & de leurs Costumes & Langues; afin que par la lecture des Histoires, & des Livres de toutes sortes de Sciences convenables à un Prince d'un grand Etat, il acquit les qualitez dignes d'un Successeur à notre Trône de la Grande Russie.

Cependant nous avons vu avec douleur, que toute notre attention & nos soins employez à l'éducation & à l'instruction de notre Fils étoient inutiles, puis qu'il s'écartoit toujours de l'obéissance Filiale, n'ayant nulle application à ce qui convenoit à un digne Successeur, & méprisant les préceptes des Maîtres que nous lui avons donnés; pratiquant au contraire des personnes déréglées, dont il n'a pu apprendre que de mauvaises choses; & rien qui pût lui être utile & profitable.

Nous n'avons pas oublié de tâcher souvent de le ramener à son devoir, tantôt par des caresses, tantôt par des reprimandes, quelquefois par des corrections Paternelles. Nous l'avons pris plus d'une fois avec nous dans nos Campagnes, pour le faire instruire dans l'Art Militaire, comme dans une des principales Sciences pour la défense de la Patrie; l'éloignant pour-



ANNO  
1718.

pourtant toujours des occasions périlleuses, pour le ménager par rapport à la Succession, quoi que Nous y ayons exposé notre propre Personne. Nous l'avons laissé en d'autres tems à *Moscou*, en lui mettant entre les mains une espèce de Régence dans l'Empire, afin de le former dans l'Art de Regner pour l'avenir. Nous l'avons ensuite envoyé dans les Pais étrangers, Nous persuadant que quand il verroit dans ses voyages des Gouvernemens si bien réglés, cela exciteroit dans lui quelque émulation, pour le porter au bien.

Mais tous ces soins que Nous avons pris, ont été sans fruit : c'a été la semence de la Doctrinne tombée sur des pierres. Non-seulement il n'a pas suivi le Bien, il l'a même haï, sans témoigner jamais aucun penchant pour les Affaires, soit de Guerre, ou de Politique : il s'est attaché uniquement & continuellement à la conversation de Gens vils & déreglez, & de mœurs grossières & abominables.

Comme Nous le voulions détourner de ces dérèglemens par toutes les voyes imaginables, & l'engager à pratiquer des personnes de vertu & d'honneur, Nous l'avons exhorté de se choisir une Epouse parmi les Princeses des principales Maisons Souveraines Etrangères, comme c'est la coutume ailleurs, & suivant l'exemple de nos Ancêtres les Czars de Russie, qui se font alliez à d'autres Maisons Souveraines ; & Nous lui en avons laissé la liberté du choix. Il s'est déclaré pour la Princesse Petite-Fille du Duc de Wolfenbuttel alors régnant, Belle-Sœur de S. M. l'Empereur Romain, aujourd'hui Régnant, & Cousine du Roi d'Angleterre ; & Nous ayant prié de la lui procurer & de permettre de l'épouser, Nous y avons d'abord consenti, n'épargnant pas les dépenses considérables que ce Mariage a exigées. Mais après sa conformation, Nous étant flattés que le changement d'état de notre Fils, produiroit un fruit particulier, & un changement dans ses mauvaises habitudes, Nous avons éprouvé tout le contraire de ce que Nous en avions espéré. Quoi que son Epouse, autant que Nous l'avons pu remarquer, fût une Princesse sage, spirituelle, & d'une conduite vertueuse ; quoi que lui l'eût choisie, il a vécu néanmoins avec Elle dans la dernière defunion, redoublant ses attachemens pour des Gens déreglez & faisant par là, honte à notre Maison chez les Princes Etrangers, à qui cette Princesse étoit alliée par le Sang ; ce qui Nous a aussi attiré beaucoup de plaintes & de reproches.

Quelques fréquens qu'aient été les avis & les exhortations de notre côté, pour le porter à se corriger, rien n'y a réussi. Violant enfin aussi la Foi conjugale, il donna son attachement à une prostituée de la plus basse condition, vivant publiquement avec elle dans le crime, au mépris de sa légitime Epouse, qui peu de tems après mourut d'une maladie à la vérité, mais non sans soupçon que son chagrin causé par les desordres & les dérèglemens de son Epoux, n'eût fait avancer ses jours.

Quand Nous vîmes son opiniâtreté à persévérer dans sa conduite dépravée, Nous lui déclarâmes aux Funérailles de son Epouse, que si désormais il ne se conformoit point à notre volonté, & qu'il ne s'appliquât à ce qui convient à un Prince Héritier présomptif d'un si grand Empire, Nous le priverions de la Succession ; sans faire attention qu'il étoit notre Fils unique, notre second Fils n'étant pas alors encore au monde ; & qu'il ne devoit pas se fier là-dessus ; parce que Nous aimerions mieux Nous donner pour Successeur un Etranger qui en fût digne, qu'un Fils qui en seroit indigne : que Nous ne pouvions pas Nous résoudre à laisser un tel Successeur, qui détruiroit ce que par la grace de Dieu, le Pere avoit établi, & qui flétriroit la gloire & l'honneur de la Nation Russe ; lors que pour l'acquiescer, Nous avions sacrifié nos veilles & notre santé, exposant sans regret en plusieurs occasions notre propre vie : outre que la crainte des Jugemens de Dieu ne Nous permettoit pas de laisser le Gouvernement d'un si grand Etat, entre les mains de quelqu'un, dont l'insouciance & l'indignité Nous seroit connue. Nous l'avons enfin exhorté le plus fortement que Nous avons pu, à se conduire avec sagesse, & Nous lui avons donné du tems pour se corriger.

Il répondit à ces remontrances, qu'il se reconnoissoit coupable en tous ces points ; mais alléguant la foiblesse de son tempérament & de son esprit, qui ne lui permettoit pas de s'appliquer aux Sciences &

aux Fonctions nécessaires, il s'avoua lui-même incapable, & indigné de la Succession, Nous priant de l'en décharger.

Cependant Nous l'avons encore exhorté paternellement, & joignant les menaces aux prières, Nous n'avons rien oublié pour le remettre dans le bon chemin ; & les opérations de la Guerre Nous ayant obligé de Nous rendre en Danemarck, Nous l'avons laissé à *Peterbourg*, lui donnant encore le tems de rentrer en soi-même & de se corriger.

Sur les avis que Nous reçûmes dans la suite de la continuation de ses dérèglemens, Nous le mandâmes près de Nous à *Copenhague*, pour faire aussi la Campagne, afin de se mieux former. Mais oubliant la crainte & les Commandemens de Dieu, qui ordonne d'obéir aux Parens ordinaires, & à plus forte raison à ceux qui sont en même tems Souverains, il n'a répondu à tous nos soins Paternels, qu'avec une ingratitude inouïe ; car au lieu de se rendre auprès de Nous, il s'envada, prenant avec lui des sommes d'argent, & son infame Concubine, avec qui il continuoît de vivre dans le Crime. Il se mit sous la protection de l'Empereur, debitor contre Nous son Père & son Seigneur, plusieurs calomnies & faussetés, comme si Nous le persécutions & le voulions priver sans raison de la Succession, disant que sa vie même n'étoit pas en sûreté auprès de Nous, & priant l'Empereur de lui donner retraite, & de le protéger contre Nous à main armée. Chacun peut juger de la honte & du deshonneur qu'une telle conduite de notre Fils a attiré sur Nous & sur notre Etat devant toute la Terre. On trouva difficilement un semblable exemple dans les Histoires.

L'Empereur, quoi qu'informé de ses excès, & de la manière dont il avoit vécu avec son Epouse, Belle-Sœur de S. M. I., lui accorda néanmoins à ses instantes sollicitations une Place où il pût demeurer, & où il pria l'Empereur qu'il pût être si secrètement, que Nous n'en pussions point avoir la moindre connoissance.

Cependant comme il n'arrivoit point, & que nous ne savions ce qu'il étoit devenu, Nous craignîmes par une tendresse & sollicitude Paternelle, qu'il ne lui fût arrivé quelque malheur, ce qui Nous obligea d'envoyer en divers endroits, pour avoir de ses nouvelles. Enfin après beaucoup de peines & de perquisitions, Nous apprîmes par notre Capitaine de la Garde, Alexandre Ruemanzoff, qu'on le gardoit secrètement dans une Forteresse Impériale du Tirol : sur quoi Nous écrivîmes de notre propre main à l'Empereur, pour le prier de Nous le renvoyer.

L'Empereur lui fit notifier ce que Nous désirions, & l'exhorta à se rendre auprès de Nous, & à se soumettre à notre volonté, comme à celle de son Père & son Seigneur ; mais il représenta à S. M. I. avec beaucoup de calomnies contre Nous, qu'Elle ne devoit point le livrer entre nos mains, comme étant son Ennemi & son Tyran, de qui il n'avoit à attendre que la mort. Il persuada enfin l'Empereur, au lieu de nous l'envoyer alors, de l'éloigner dans une Place reculée de sa Domination, savoir à *Naples* en Italie, & de l'y garder secrètement dans le Château, sous un nom étranger.

Ayant été avertis par notre fufdit Capitaine de la Garde, de son séjour dans cet endroit-là, Nous dépêchâmes à l'Empereur notre Confesseur Privé, Pierre Toltoï, & le même Capitaine de la Garde Ruemanzoff, avec une Lettre en fortes expressions ; remontrant combien il seroit indigne de vouloir retenir notre Fils contre tous les Droits Divins & Humains, selon lesquels les Parens particuliers, à plus forte raison ceux qui sont munis de l'Autorité Souveraine comme Nous, avoient un Pouvoir illimité sur leurs Enfans, indépendamment de tout autre Juge ; Nous exhortâmes d'un côté nos bonnes intentions, & la manière juste dont nous avions toujours été envers notre Fils, & de l'autre les débilités ; ajoutant que cette affaire pourroit avoir de mauvaises suites, & causer de l'animosité entre Nous, si S. M. I. refusoit de Nous le remettre, parce que Nous ne pourrions pas laisser la chose en cet état ; Nous donnâmes en même tems nos Instructions à ceux que Nous avions envoyez pour parler encore avec plus de force, & pour représenter que nous serions obligez de venger par toutes sortes de moyens cette défection de notre Fils.

Nous

ANNO  
1718.

ANNO  
1718.

Nous écrivîmes aussi à notre Fils, de notre propre main, lui remontrant l'horreur & l'impieeté de sa conduite, & l'énormité du Crime qu'il avoit commis contre Nous son Père, & comment Dieu dans ses Commandemens menaçoit de punir d'une mort éternelle les Enfants desobéissans. Nous le menaçâmes comme Père, de notre Malediction, & comme son Seigneur, de le déclarer Traître à sa Patrie, s'il n'y retournoit & s'il refusoit de Nous obéir; avec promesse que s'il se soumettoit à notre volonté & qu'il revînt, Nous lui pardonnerions son Crime.

Nos Envoyez, après beaucoup de sollicitations, & après la fâcheuse Représentation faite de notre part par écrit, & par eux de bouche, obtinrent enfin de l'Empereur la permission d'aller trouver notre Fils, & de le disposer à retourner.

Les Ministres Impériaux leur donnoient en même tems à entendre, que notre Fils avoit représenté à l'Empereur, que Nous le persécutions, & que sa vie n'étoit pas en sûreté, avec Nous, & que par là il avoit été la compassion de l'Empereur, & porté S. M. I. à le prendre en sa protection; & porté l'Empereur considérant présentement nos véritables & solides représentations, il ordonneroit qu'on tâchât en toute manière de le disposer à retourner auprès de Nous, en lui faisant déclarer, qu'il ne pouvoit pas le refuser à son Père, contre toute équité & justice, ni se brouiller avec Nous sur son sujet.

Nos Envoyez, à leur arrivée à Naples, ayant souhaité de lui rendre notre Lettre, écrite de notre propre main, nous écrivîmes qu'il n'avoit pas seulement voulu les admettre; mais que le Viceroi Impérial avoit trouvé le moyen, en s'insinuant chez lui, de les lui présenter malgré lui. Il reçut à la vérité notre Lettre, contenant notre exhortation Paternelle, & les menaces de la Malediction; mais sans témoigner la moindre inclination au retour, & en alléguant bien des faussetés & des calomnies contre Nous, comme si, à cause de beaucoup de dangers qu'il avoit à appréhender de notre part, il ne pouvoit, ni ne vouloit retourner, se vantant que l'Empereur lui avoit promis, non-seulement de le défendre & de le protéger contre Nous; mais même de le mettre sur le Trône de Russie, contre notre volonté, & à main armée.

Nos Envoyez voyant cette mauvaise disposition, employèrent tous les moyens imaginables pour le persuader à retourner. Ils le prièrent, ils lui remirent devant les yeux nos assurances pleines de bonté pour lui, & nos menaces en cas de desobéissance, & que Nous le retirerions même à main armée: Ils lui représentèrent que l'Empereur ne voudroit point entrer en Guerre avec Nous pour l'amour de lui, & ils lui firent plusieurs autres semblables remontrances. Mais il n'eut aucun égard à tout cela, & ne témoigna aucune disposition à retourner auprès de Nous, jusques à ce qu'enfin, le Viceroi Impérial, voyant son obstination, lui déclara au nom de l'Empereur, qu'il devoit se reloudre à s'en retourner, lui représentant que l'Empereur n'avoit aucun Droit de Nous le retenir; & que S. M. I. ne voudroit pas s'attirer des affaires avec Nous, dans un tems sur tout où il étoit en Guerre avec le Turc, & qu'il en avoit une autre à soutenir en Italie contre le Roi d'Espagne.

Quand il vit le train que cette affaire prenoit, craignant qu'il ne Nous fût livré malgré lui, il se disposa enfin à revenir auprès de Nous, & il le déclara à nos Envoyez, comme aussi au Viceroi Impérial. Il Nous écrivit aussi, s'avoiant criminel & coupable: La Copie de sa Lettre est ci-dessous transcrite.

Voilà de quelle manière notre Fils est revenu ici. Et quoi qu'il ait mérité d'être puni de mort, si l'on considère sa desobéissance continuelle envers Nous son Père & son Seigneur, & sur tout le deshonneur qu'il Nous a fait devant tout le monde, par son évasion & les calomnies qu'il a publiées sur notre sujet, comme si nous eussions été un Père dénaturé, aussi bien que sa résistance aux ordres de son Souverain: Cependant nous Tendresse Paternelle Nous faisant avoir pitié de lui. Nous lui pardonnons ses Crimes, en lui en remettant toute punition.

Mais considérant son indignité & tout le cours de sa conduite déréglée décrite ci-dessus, Nous ne pouvons point en conscience lui laisser après Nous la

Succession au Trône de Russie, prévoyant que par sa conduite dépravée, il détruiroit entièrement la gloire de notre Nation & causeroit la perte de nos Etats, que Nous avons acquis & affermis par la grace de Dieu, avec une application sans relâche; car tout le monde sait, combien il Nous en a coûté, & avec quels efforts Nous avons non-seulement recouvré les Provinces que l'Ennemi avoit usurpées sur notre Empire, mais aussi conquis de nouveau plusieurs Villes & Pais considérables, & avec quels soins enfin Nous avons fait instruire nos Peuples dans toutes sortes de Sciences Militaires & Civiles, à la gloire & au profit de la Nation & de l'Empire: Nous plaindrions nos Etats & nos fidèles Sujets, si nous les rejetions par un tel Successeur, dans un état beaucoup plus mauvais qu'ils n'ont jamais été.

Ainsi par le Pouvoir Paternel, en vertu duquel, selon les Droits de notre Empire, chacun même de nos Sujets peut déshériter un Fils, & donner sa Succession à tel autre de ses Fils qu'il lui plaît; comme aussi en qualité de Prince Souverain, & en considération du salut de nos Etats, Nous privons notre dit Fils Alexei de la Succession après Nous à notre Trône de Russie, à cause de ses Crimes & de son indignité; quand bien même il ne subsisteroit pas une seule Personne de notre Famille après Nous.

Et Nous constituons & déclarons Successeur audit Trône après Nous notre second Fils Pierre, quoi qu'il soit encore jeune, n'ayant pas de Successeur plus âgé.

Donnons à notre susdit Fils Alexei notre Malediction Paternelle, si jamais, en quelque tems que ce soit, il prétend à ladite Succession ou la recherche.

Définissons aussi de nos fidèles Sujets de l'Eglise Ecclésiastique & Seculier, de tout autre Etat, & de toute la Nation Russe, que selon cette Constitution & suivant notre Volonté, ils reconnoissent & considèrent notre dit Fils Pierre désigné par nous à la Succession, pour légitime Successeur; & qu'en conformité de cette présente Constitution, ils confirment le tout par Serment devant le Saint Autel sur les Saints Evangiles, baisant la Croix.

Et tous ceux qui s'opposeroient jamais, en quelque tems que ce soit, à notre volonté, & qui dès aujourd'hui oseront considérer notre Fils Alexei pour Successeur, ou l'assister à cet effet, Nous les déclarons pour Traîtres envers Nous & la Patrie. Et avons ordonné que la présente soit par tout publiée, afin que personne n'en prétende cause d'ignorance. Fait à Moscou le 3. Février 1718. V. St. Signé de notre main, & scellé de notre Scellé.

Copie de la Lettre de la propre main du  
Czarowitz.

Très-Gracieux Seigneur & Père,

J'ai reçu la très-agréable Lettre de V. M., par les Sri. Tolstoy & Ruemanzoff, par laquelle Elle m'assure très-gracieusement du Pardon de ma sortie sans permission, en cas que je revienne, ce qu'il m'a aussi confirmé de bouche. Je vous en rends grâces les larmes aux yeux: Je reconnois être indigne de toute grâce, & me jettant à vos pieds, j'implore votre Clemence pour me pardonner mes Crimes, quoi que j'aye mérité toutes sortes de punition. Mais je me repose sur vos gracieuses assurances, & m'abandonnant à Votre volonté, je pars au premier jour de Naples, pour me rendre auprès de V. M. à S. Petersbourg, avec ceux que V. M. a envoyez. Très humble & indigne Serviteur, qui ne mérite pas de se dire Fils,

ALEXEI.

De Naples le 4. Octobre 1717.

Copie du Serment fait par le Czarowitz Alexei  
Petrovitz.

Je ci-dessous nommé, déclare devant le Saint Evangile, qu'à cause du Crime que j'ai commis envers S. M. Czarienne mon Père & Seigneur, selon que cela est déduit dans son Ecrit, & par ma propre faute, je suis exclus de la Succession au Trône de Russie. Ainsi je reconnois & avoue cette Exclusion pour juste, comme l'ayant mérité, par ma faute & indignité; & je m'oblige, & jure au Tout-Puissant Dieu en Trinité comme au Souve-

ANNO  
1718.



ANNO  
1718.

rain Juge, de me soumettre en tout à cette Volonté Paternelle, de ne rechercher jamais cette Succession, de n'y jamais prétendre, ni de l'accepter sous aucun pretexte que ce soit; & je reconnois pour legitime Successeur, mon Frere le Czarowitz Pierre Petrowitz; Sur quoi je baïse la Sainte Croix, & signe la presente de ma propre main. Signé.

ALEXEL.

## CXCVI.

29. Mars. *Edict de Sa Majesté Imperiale & Catholique*

CHARLES VI. par lequel le Gouvernement General de ses Provinces du Pais-bas, est change, & établi sur un pied plus convenable à leur Situation presente. Donné à Vienne le 29. Mars 1718. [Sur l'Imprimé à Bruxelles chez Henri Fris Imprimeur de Sa Majesté Imp. & Cathol. in 4. ann. 1718.]

CHARLES par la grâce de Dieu Empereur des Romains, toujours Auguste, Roy d'Allemagne, de Castille, de Leon, d'Aragon, des deux Siciles, de Jerusalem, de Hongrie, de Boheme, de Dalmatie, de Croatie, d'Esclavonie, de Navarre, de Grenade, de Toléde, de Valence, de Galice, de Majorque, de Seville, de Jaén, des Algarbes, de Corsique, de Murcie, de Jaén, des Algarbes, d'Algerie, de Gibraltar, des Isles de Canarie & des Indes tant Orientales, qu'Occidentales, des Isles & Terre ferme de la Mer Océane; Archiduc d'Autriche; Duc de Bourgogne, de Lothier, de Brabant, de Limbourg, de Milan, de Styrie, de Carinthie, de Carniole, de Luxembourg, de Gueldres, de Wurtemberg, & Teck, de la Haute & de la Basse Sileisie, d'Athenes & de Neopatrie; Prince de Suabe, Marquis du St. Empire, de Bourgogne, de Moravie, de la Haute & de la Basse Lusace; Comte d'Habsbourg, de Flandres, d'Artois, de Tyrol, de Barcelone, de Ferrete, de Kyburg, de Gorice, de Rouffillon, & de Cerdagne, Palatin du Haynaut & de Namur; Landgrave d'Alsace; Marquis d'Orléans, & Comte de Goceane; Seigneur de la Marche d'Esclavonie, du Port Naon, de Salins, de Tripoli & de Malines; Dominateur en Asie & en Afrique: A tous ceux qui ces presentes verront, Salut. Le principal objet de nos desirs & attentions étant de donner à nos bons & fidelles Vassaux & Sujets de nos Pais-bas toute la consolation, qu'ils peuvent esperer de notre clemence & bonté paternelle dans les pertes & calamitez qu'ils ont souffert par les Guerres & revolutions arrivées depuis la mort de feu notre très-cher & très-honoré Oncle & Seigneur le Roy Charles second de glorieuse memoire, & de leur procurer à l'avenir une parfaite tranquillité, & tous les avantages possibles; Nous avons crû, que pour atteindre à ce but si desirable, il convenoit de donner nos premiers Soins à établir & regler le Gouvernement interieur de nosdits Pais-bas, afin d'y affirmer d'autant plus la bonne & brieve Administration de Justice, l'observance de leurs Loix, Constitutions, Usages & Privileges, & d'y redresser par une meilleure Regie & économie le dérangement de nos Finances, que nous voulons employer à la defence & conservation des mêmes Pais, & au soulagement & bonheur de nosdits Vassaux & Sujets.

I. Nous à cet effet, après meure Deliberation & de certaine Science, avons trouvé bon & retolu de former & établir dans nosdits Provinces un seul Conseil, sous le Nom de Conseil d'Etat, au lieu des trois Conseils Collateraux d'Etat, Privé & Finances, qui y étoient ci-devant établis.

II. Dans ce Conseil d'Etat seront traitées toutes les Affaires du Gouvernement Politique, & Economique, de Justice superieure, Police, Graces, Finances, & generalement tout ce qui du passé étoit traité dans lesdits trois anciens Conseils Collateraux.

III. Ledit Conseil d'Etat sera composé du Gouverneur general des mêmes Pais, & en son absence de notre Ministre Plenipotentiaire, qui y presidera & aura la Séance au haut bout de la table, des Ministres

de Courte-Robe, que Nous designons à la Noblesse, & de quatre Ministres de Longue-Robe & Lettres; les premiers prendront Séance à la droite, & les seconds à la gauche.

IV. Nous avons jugé convenir de faire trois Classes des Ministres de Courte-Robe; à sçavoir une de ceux dont les Emplois militaires ou politiques requierent leur presence ailleurs, que dans notre bonne Ville de Bruxelles, & qui seront sans assistance reguliere audit Conseil d'Etat, mais y auront exercice, entrée, voix, & Séance, selon leur ancienneté & Patentes, quand ils se trouveront en laditte Ville, sans jouir d'aucun gage; l'autre de ceux qui auront exercice avec assistance reguliere, Voix, Séance, & ancienneté selon leur rang & avec gages; & la troisieme Classe sera des Conseillers d'Etat honoraires, qui n'auront ni ancienneté ni exercice, ni gages, mais jouiront tant seulement des distinctions d'Honneur correspondantes aux Ministres du même Conseil.

V. Les Ministres dudit Conseil, tant de courte, que de longue-Robe, y auront leur respective Séance selon l'ancienneté & date des Patentes, que nous leur avons fait depêcher, & ils opineront dans le même ordre, en commençant par le plus moderne de Longue-Robe, jusques au dernier inclusivement de cette classe, & ensuite par le plus moderne de ceux de courte-Robe; la Semonce & conclusion demeurant au Gouverneur general, & en son absence à notre Ministre Plenipotentiaire, & en l'absence de l'un & de l'autre au Doyen, ou plus ancien des quatre Conseillers de Robe-Longue.

VI. Comme l'ancien Conseil des Finances vient à estre supprimé par l'établissement de ce nouveau Conseil d'Etat, & qu'il convient néanmoins qu'il y ait une methode & Direction reguliere des matieres & affaires concernant nos Domaines & Finances; Nous avons trouvé bon d'établir un Directeur general de nos Finances, lequel entretiendra, & sera toujours un des Ministres du Conseil d'Etat, & y aura voix, Séance, & ancienneté, selon la qualité, son rang & ses Patentes.

VII. Les Ministres actuels, & à venir de notre Conseil supreme des Pais-bas, établi chez notre Royale personne, precéderont, lorsqu'ils seront à Bruxelles, les Ministres dudit Conseil d'Etat, tant de Courte, que de Longue-Robe, chacun dans la Sphere, & si le Ministre de notre dit Conseil supreme est de Robe-Longue, il exercera les fonctions de Doyen, & de plus ancien Conseiller dudit Conseil d'Etat.

VIII. Mais s'il se trouveoit dans ledit Conseil d'Etat avec place fixe, ou y appelé par notre Gouverneur general, ou en son absence par notre Ministre Plenipotentiaire, un Conseiller de notre Conseil d'Etat intime, soit avec l'exercice annuel ou ad honores, il precèdera tous les Ministres dudit Conseil d'Etat, tant de courte que de longue-Robe.

IX. Et desirant d'animer les meilleurs Ministres des Pais-bas à quitter leur Patrie dans l'esperance de jouir à leur tems d'une recompense proportionnée; Notre volonté est, qu'on paye aux Ministres presents & à venir de notre dit Conseil supreme, lorsqu'ils seront retournés à Bruxelles, les mêmes huit mille Florins d'Allemagne, dont ils jouissent icy.

X. Et quand les Places de President du Grand Conseil, du Chancelier de Brabant, & du Directeur general de nos Finances vacqueront, les Ministres de notre dit Conseil supreme seront considérés selon notre clemence Royale, comme les premiers en ordre pour pouvoir les remplacer.

XI. Nous ordonnons qu'il y ait toujours trois Intendants des Finances residans à Bruxelles, pour qu'ils y vacquent aux affaires & matieres des Finances sous la Direction dudit Directeur general.

XII. Ayant destiné deux jours de la semaine pour traiter uniquement audit Conseil d'Etat les affaires des Finances. Nous voulons qu'avec le Directeur general, deux desdits Intendants entrent les mêmes jours au Conseil, lesquels y auront voix consultative, ce qui devra estre aussi observé toutes les fois que le Gouverneur general ou notre Ministre Plenipotentiaire trouvera à propos de convoquer en un autre jour le Conseil pour des Affaires des Finances.

XIII. Le Gouverneur general de nosdits Pais-bas, & en son absence notre Ministre Plenipotentiaire aura la faculté d'appeler au Conseil d'Etat l'Archeveque de Malines lorsqu'il s'y traitera des affaires Ecclesiastiques, & le Commandant de nos Troupes, quand

ANNO  
1718.

ANNO  
1718.

ANNO  
1718.

quand on y traitera des affaires militaires; leurs respectives occupations, & autres raisons du non-service ne leur permettant pas de s'y trouver toujours.

XIV. Et comme des cas se peuvent présenter lesquels il conviendra, que, ou le Président du Grand Conseil ou le Chancelier de Brabant, entrevienne au Conseil d'Etat; Nous avons fait dépêcher à ceux qui sont à présent revêtus desdites Charges, Lettres Patentes de Conseillers du même Conseil d'Etat, lesquels prendront rang selon les dates de leurs respectives Patentes sans que néanmoins cette graduation soit mise annulée auxdits Officiers pour l'avenir.

XV. Afin que l'expédition se fasse audit Conseil, avec toute la régularité & brièveté possible; Nous avons trouvé bon d'établir au même Conseil d'Etat cinq Secrétaires, lesquels exerceront ses fonctions sur le pied accoutumé, deux Secrétaires pour les Affaires qui étoient ci-devant du département des anciens Conseils d'Etat & Privé, & deux pour celles des Finances.

XVI. Notre Résolution & volonté Royale est d'établir quatre Subdélègues ou Intendants des Provinces; savoir: l'un dans les Villes de Gand, Bruges, Alst, Ostende, & Nieuport, & ce qui en dépend; l'autre à Courtray, Oudenarde & Pais retrocedé, comme Ypres, Furnes, Menin, Warneton, Tournay & leurs Districts; un autre pour les Provinces de Haynaut & de Namur; enfin un autre pour celle de Luxembourg, mais les Provinces de Brabant, de Limbourg & de Malines, avec ce qui reste sous notre Domination de la Province de Gueldres demeureront à la charge des Intendants des Finances résidant à Bruxelles.

XVII. Comme nous avons dans cet établissement nouveau particulièrement en vû la fidélité & la plus grande satisfaction de nos bons & fidèles Sujets; Nous voulons qu'à l'avenir l'on examine, & considère bien les merites, Services, capacité, & habileté des Personnes, qui prétendront d'entrer dans les Places qui viendront à vaquer dans ledit Conseil d'Etat, & que le Gouverneur General de nosdits Pais-bas, Nous fasse la nomination de trois personnes qu'il croira en être les plus dignes, afin que nous puissions choisir celui, que nous trouverons en justice le mériter le plus.

XVIII. Et afin qu'il y ait dans les Conseils & Tribunaux de nosdites Provinces des personnes de capacité & d'érudition, qui par leur talent & application puissent d'autant mieux mériter d'être promues audit Conseil d'Etat; Nous voulons, que ne soit donnée aucune attention aux offres d'argent que pourroient faire ceux qui prétendent des emplois, & particulièrement ceux de Justice, lesquels devront être contraires à ceux, qui ont le plus de capacité & de mérite, en payant seulement la Medianata & les Droits accoutumés; interdisant absolument les ventes & les collations à prix d'argent des Places & Emplois de Justice dans les Tribunaux du Pais comme étant très-préjudiciables à la bonne Administration de la Justice, au bien de l'Etat, au repos de nos Sujets & au bonheur que nous voulons leur procurer en toute manière.

XIX. Ayant trouvé bon pour d'autant plus animer le zèle des Ministres de notre dit Conseil d'Etat, & leur application à tout ce qui sera de notre Service, & du bien de nosdits Etats & Sujets, de leur donner un gage raisonnable & qui y soit proportionné, avec lequel ils puissent aussi se maintenir dûment, & selon leur caractère distinguer; Nous assignons à chaque Ministre tant de Courte que de Longue Robe, qui sera nommé pour être d'assistance, requière audit Conseil la Somme de sept mille Florins monnoye courante dans nosdits Pais-ous par an, parmi quoy ils ne pourront prétendre, ni profiter aucune Vacation, bois, carbois, feux de Charéme, ni autres Emolumens & Droits qu'ils puissent être.

XX. Renouvelant la sollicitude par son très-nôtre très-cher & très-honorable Oncle, & Seigneur le Roy Charles Second de glorieuse mémoire, avec que nul Ministre puisse jouir de double gage.

XXI. Bien entendu néanmoins que si quelque Ministre de Courte-Robe, & d'assistance régulière audit Conseil jouit pour son employ militaire d'un gage qui ne monte pas à quatre mille Florins, l'on lui suppléera ce qui y manque pour faire la Somme de sept mille Florins, & quand le gage militaire surpas-

sera les quatre mille & mêmes les sept mille, les sera payé par tiers & au dessus de son dit gage, la somme annuelle de trois mille Florins, afin qu'ils aient quelque recompense de leur application & travail au Conseil d'Etat.

XXII. Nous assignons quant à présent au Directeur general des Finances pour gage la somme de douze mille Florins par an de la Monnoye fustite, supprimant tous autres Emolumens, Gages, Droits, & profits quels qu'ils puissent être.

XXIII. Nous avons jugé à propos d'établir deux Caisses Royales ou Receptes, la première generale, dans laquelle devront entrer tous Effets, Deniers, Droits, Subsidés, & tous autres Revenus de nos Domaines & Finances; quoy qu'il y auroit une Assignation ou Separation particuliere de quelques Deniers & Revenus par rapport au Payement, voulant que de tout se fasse entrée & charge, comme audit mille & décharge dans ladite Recepte, pour plus grand éclaircissement des Comptes, de manière que dans le Compte de chaque année soit aussi compris l'import des Deniers & Revenus separez & destinés pour la Caisse de Guerre, & pour les cinq cens mille Ecus, qui selon le Traité de la Barrière doivent être payés aux Effets Generaux des Provinces-Unies.

XXIV. L'autre Recepte fera de la Caisse de Guerre par laquelle les Troupes devront être payées & secourues, comme aussi les fraix & preventions militaires, & Nous voulons & ordonnons que l'on applique à ces payemens & dépenses, comme une dotation particuliere, les Subsidés que nosdites Provinces & Etats sont accoutumés d'accorder pour la subsistance de nos Troupes.

XXV. Comme par cet Etablissement & Plan nouveau les Offices de Surintendant de la Justice militaire, de Veador General & de Contador de l'Armée ne paroissent pas être jusqu'à présent nécessaires ni utiles, Nous déclarons que ces Offices demeureront par provision supprimés.

XXVI. Nous deslinons pour l'instruction, Connoissance, & direction des causes des Militaires, & de ceux qui jouissent de l'ore militaire un Auditeur General, qui aura pour gage trois mille Florins par an, parmi quoy il ne pourra profiter, exiger ni recevoir aucun Droit de rapport, de comparation, de Vacation ni nul autre emolument & Droit quel qu'il puisse être & sous quelque prétexte que ce soit.

XXVII. Et comme il échoit revision des Sentences de l'Auditeur General, Nous enchargeons le plus ancien des quatre Ministres de Robe-Longue dudit Conseil d'Etat du Pouvoir & Commission de la revision desdites Sentences par provision, jusques à ce que par le reglement militaire à faire, l'on établisse telle Direction des Jugemens Militaires que nôtre Service le demandera.

XXVIII. Nous voulons & ordonnons, que les Lettres tant closes que patentes, Actes, Provisions & toutes autres expéditions, qui seront faites, données & décernées par nôtre dit Conseil d'Etat soient exécutées; & obéies selon leur forme & teneur sans aucune difficulté & contredit, tant par les Conseils que par les Etats de nosdits Pais, & par tous les Officiers & Sujets quelconques, ainsi, & de la même manière & forme, que si elles étoient données & commandées par nous-mêmes.

Et afin que cette présente Disposition & Ordonnance soit observée dans tout son contenu, & que personne n'en puisse prétendre cause d'ignorance, Nous voulons & ordonnons, qu'elle soit publiée & enregistrée en nosdits Conseils, Chambres des Comptes, & ailleurs où besoin sera, & qu'à la Copie authentique d'icelle, collationnée & signée par l'un de nos Secrétaires, soy soit adjoutée comme à ces présentes: Car ainsi Nous plaist-il: en foy de quoy Nous les avons signées, & y fait apposer nôtre grand Sceau: Donné en nôtre Ville de Vienne le 29. jour du mois de Mars l'an de grace mil sept cent dix-huit, & de nos Regnes, de l'Empire Romain le septième, d'Espagne le quinzième, & de Hongrie & de Bohême aussi le septième. *Etoit paraphé, PRIN. DE CARDA, P. Vt. signé CHARLES, & plus-bas, par Ordonnance de Sa Majesté, contre-signé, A. F. DE KURTZ.* Et y étoit apposé ledit grand Sceau de Sa Majesté Imperiale & Catholique.



ANNO  
1718.

CXCVII.

6. Mai. Affecuration Ihre Königl. Majest. in Pohlen und Churfürstl. Durchl. zu Sachsen Friderici Augusti, denen Land-Ständen von Chur-Sachsen ertheilet/ daß die Religion Augspurgischer Confession ohnverändert in Dero Churfürstenthum und Landen solle gelassen werden. Dresden den 6. May 1718. [CHRIST. GODOF. HOFMANNUS in Notis ad Marlii Commentarios Rerum Lusaticar. Libr. 6. cap. 147. in Collectione Scriptor. Lusaticor. Tomi I. Part I. 425.]

C'est-à-dire,

*Affecuration de Sa Majesté Royale de Pologne, & Altesse Electorale de Saxe, FREDERIC AUGUSTE, aux Etats de l'Electorat de Saxe, portant qu'ils ne seront point troubles dans l'exercice de la Religion de la Confession d'Ausbourg. A Dresde le 6. May 1718.*

Wir Friedrich Augustus, von Gottes Gnaden König in Pohlen/ Groß-Herzog in Litauen/ Kneffen/ Preussen/ Magobien/ Samogitien/ Kurland/ Podolien/ Podlachien/ Umland/ Smolensko/ Seberien und Zischernicobien/ 2c. Herzog zu Sachsen/ Jülich/ Cleve/ Berg/ Engern und Westphalen/ des Heiligen Römischen Reichs Erg-Marschall und Churfürst/ Landgraff in Thüringen/ Marggraf zu Meissen/ auch Ober- und Nieder-Lausitz/ Burggraf zu Magdeburg/ Gefürsteter Graff zu Henneberg/ Graff zu der Mark/ Ravensberg und Barby/ Herr zum Ravensstein/ 2c. Für Uns/ Unsere Erben und Nachkommen an der Chur erlunden hiemit: Demnach uns geziemend vorgeurtheilt worden/ was bey jeho schwebenden allgemeinen Landtage/ E. getreue Landschaft von Prälaten/ Grafen und Herren/ Ritterschafft und Städten/ in unterschiedenen besonders überreichten ausführlichen Schrifften allerunterthänigst vorgestellt/ und umständlich geberthen/ Wir möchten genädigt belieben/ Unsern getreuen Churfürstenthum/ samt incorporierten Landen und Stifftern/ auch allen Unsern Ständen und Einwohnern/ eine noch mehrere Affecuration, wegen des/ in hiesigen Landen erablichten Status der Evangelischen Augspurgischer Confession, widerfahren zu lassen/ damit unsere getreue Unterthanen dieserhalben vollkommen/ auf alle Art und Weise sich und Ihre Nachkommen/ gesichert erachten könnten; So hätten Wir zwar vermeynet/ es wider dieselbe durch die schon vorhin/ und so fort/ als Wir für Unsere Person in der Religion eine Änderung getroffen/ und die Römisch Catholische angenommen/ nach Befehdung des Königl. Wohlairchen Throns/ ausgelassene und durch öffentlichen Truck publicirte Patentes unterm dato Lobskowen den 27. Julii und 7. August. 1697. nachgehends sub dato Dresden den 24. August. 1705. auch/ was inzwischen und nach dem weiter bey denen Land- und Ausschuss-Tags-Handlungen erfolget/ in gnugsame Sicherheit bereits gestellt seyn/ zumahl wir auch noch unlängst/ da unsers Königl. und Chur-Pringens Idd. zu gedachter Eatholischer Kirche sich ebener massen öffentlich bekennet/ ein gleiches wiederholt; Alldieweil aber dennoch erwehnte unsere getreue Stände/ daß Ih-

nen durch eine abermalige/ bey jetzigen allgemeinen Landtage zu ertheilende Declaration noch mehr prospiciert werden möchte/ inständigst verlanger; Als haben Wir deren Suchen gnädigst deferrirt.

ANNO  
1718.

Wie Wir nun niemahls gemeynet gewesen/ das geringste wieder die Landes-Verfassungen und ausgestellte Reverfales und Versicherungen einführen zu lassen; Immaffen denn auch das im Jahr 1648. zu Osnabrück getroffene Friedens-Instrument, als ein Reichs fundamental-Gesetz quoad Statum religionis und sonst/ allenthalben klare Maas gebet/ und das gesamte Reich/ folglich auch Uns und Unsere Succesflores an der Chur/ auf die darinnen enthaltene Norm verbindet/ als worauff Wir auch Unsere angezogene/ durch öffentlichen Druck bereits publicirte vorherige Declarationes gerichtet; Also wollen Wir auch hieburch/ auf reifliche der Sachen Überlegung/ nach Unserer Landes-Väterlicher gegen Unsere getreue Unterthanen tragenden Hulde und Gnade/ für Uns und Unsere Succesflores an der Chur/ alle und jede Unsere/ wegen des Status Religionis der Augspurgischen Confession in hiesigen Landen/ derer Kirchen/ Gottes-Dienstes/ Ceremonien und Gebräuchen/ Universitäten/ Land- und anderen Schulen/ Beneficien/ Stiftungen/ Geistlichen Güther/ Einkünfte und Nutzungen/ piamus caularum und aller annexorum, sowohl auch Unserer Getreuen Stände und Unterthanen Befugnisse/ Privilegien und Immunitäten ausgestellte Versicher-Verprech- und Verbindungen/ Reverfales, Resoluciones, Edicta und Mandata, so dieserwegen ertheilt worden/ auch theils in Druck aufgegangen/ noch mehr reiterirt haben; Bestätigen auch/ ratificirn und confirmirn dieselbe sowohl/ als alle Gerechtigkeiten und Gewohnheiten/ wie solche seither der Einführung der Augspurgischen Confession in hiesigen Landen wohl hergebracht/ innegehabt und genossen worden/ auch vorzue besitzen und gebraucht werden/ durch gegenwärtige Unsere wohlbedachte Affecuration; Gestalten denn alles dasjenige/ was zu Erhaltung der Evangelischen Religion Augspurgischer Confession, in hiesigen Landen/ und zu deren Erhaltung/ durch den Westphälischen Friedens-Schluss/ und in specie dessen V. Articuli, den Statum Religionis betreffend/ geordnet/ sancirt und geschleusen/ in vollkommener Krafft und Wirkung verbleiben/ auch von Uns und Unsern Succesfloren fest und unverbrüchlich gehalten werden solle; Weilen auch zugleich hieburch jetzige und künftige Ministros, Civil- und Militair-Officiers/ Räthe/ und alle diejenige/ so in Collegiis und Gerichten/ (bey deren Verfassung es gleichfalls sein Bedenken hat) zu öffentlichen Aemtern und Diensten bestellet werden/ auch nicht die Subalternen ausgenommen/ und durchgehends inßgesamt alle getreue Stände und Unterthanen/ ein vor allemahl/ darauff an/ daß sie vermöge Ihrer gewissten/ oder noch in Zukunft zu leistenden habenden Dienst- und Unterthanen-Pflichten/ darüber mit Ernst halten sollen. Jedoch dieses obiges alles unbeschadet des Exerctiij Unserer Religion für Uns und Unsere Succesflores, nach Art und Weise/ wie es bisher im Gebrauch und üblich gewesen.

Über dieses declariren Wir fernerweit und versichern auf das feylichste/ nicht das mindeste vorzunehmen/ a/ das denen Pactis der Erb-Verbrüderung/ und mutuellen Succession, welche zwischen Unserm Durchlauchtigsten Chur-Hause/ und andern Churfürsten und Fürsten des Reichs vorlängst er-

rich.

ANNO nichtet werden / nachtheilig / und entgegen seyn möch-  
1718. tel / oder demselbigen auf einigerley Art und Weise  
derogiren könnte.

Damit auch Unsere getreue Stände und Unter-  
thanen dessen um so viel mehr gesichert seyn können/  
so versprechen und assureiren Wir dieselbe hier-  
durch bey unsern Königl. und Churfürstlichen hohen  
Rath / Treu / und Glauben / daß gleich wie Wir  
Uns alles dasjenige Recht reserviren / so Uns als  
Churfürsten und Stände des Reichs / Kraft des  
Westphälischen Friedens / und anderer Reichs-  
Gefesse / zukommt ; Also auch Unsern gesambten  
treuen Ständen und Unterthanen mehrerwehntes  
Friedens-Instrument mit allen und jeden dessen  
Puncten / Claulen / Articulen / Conditionen  
und Garantien / zu einem beständigen Funda-  
ment / Schutz und Schirm (vergleichen nicht  
sester jemahls erkunden und stabilirt werden könnte)  
gesetzt seyn / und alles dasjenige / was der Dispo-  
sition und Verordnung angelegenen Legis Im-  
perii Pragmaticæ, wegen Unserer und Unserer  
getreuen Stände und Unterthanen Jurium, ge-  
mäß / und insonderheit obgedachten Statum Reli-  
gionis mit allen annexis, wie die Namen haben  
mögen / betrifft / ohne einige Veränderung und  
Widerspruch / von Uns und Unsern Nachkommen  
an der Chur / heilig und unverbrüchlich beobachtet/  
und demselben vorjeh / künfftig / und zu allen Zei-  
ten nachgelebet / auch darwieder nicht gehandelt  
werden solle.

Zu dessen allen mehrern Bestätigung / und / um  
die Sicherheit und völlige Beruhigung Unserer  
sämtlichen getreuen Unterthanen desto zu verläßi-  
ger zu machen / haben Wir diese Unsere Declara-  
tion, und wiederholte Versicherung / welche zur  
festen und beständigen Regel und Richtschnur in  
Unserm Churfürstenthum und dazzu gehörigen und  
incorporirten Landen gelten sollt eigenhändig un-  
terschrieben / und mit Vordruck Unseres Königl.  
Chur-Secrets ausfertigen lassen / auch verordnet/  
daß selbige gedruckt / und zu männlicher Wissen-  
schaft gebracht werden solle. In übrigen denen  
getreuen Ständen mit Hulden und Gnaden etc.  
Dresden den 6. May 1718.

AUGUSTUS REX.



George Gr. von Werthern.

B. L. Z. von Zech.

CXCVIII.

15. Juin. Friedens-Vertrag zwischen den beyden löblichen  
Schweizerischen Cantons ZÜRICH und  
BASEL an einem / und Ihro Fürstl. Gna-  
den dem Herrn Abt/Decano und Stifte St.  
GALL an dem andern Theil / geschlossen  
zu Baden im Ergau den 15. Junij 1718.  
Nebst denen Ratificationen allerseitiger Par-  
theyen.

TOM. VIII. PART. I.

C'est-à-dire,

ANNO  
1718.

Traité de Paix entre les Louables Cantons Suisses  
de ZÜRICH & de BERNE d'un côté, &  
le Prince Abbé, Doyen & Chapitre de St.  
GALL, de l'autre, conclu à Bade en Er-  
gau le 15. Juin 1718. Avec les RATI-  
FICATIONS de toutes les Parties.

Im Nahmen der allerhöchsten / ohnzert-  
trennten Drey-Königreich / Gottes des  
Vaters / des Sohns / und des heil-  
igen Geistes / Amen.

Wir wissen / kund und offenbare seye hiemit man-  
niglich: Als dann sich zu allgemeinem Betru-  
ren begeben / daß zwischen denen beyden löblichen  
Ständen ZÜRICH und BERN an einem / und Ih-  
fürstl. Gnaden dem Herrn Abt / Decan und Cap-  
itul der Stifte St. Gallen / an andern Theil:  
einige Irrung / Mißhell und Zwiespalt / Toggen-  
burgischen Lands-Weichwerden halber / erwachsen /  
welche ohnerachtet aller angewandten Mühe / Fleiß  
und Sorgfalt / solche Weiterung genommen / daß  
endlich / aus Gottes gerechter Verhängniß / man  
nicht allein im Toggenburg sondern auch den Abt-  
St. Gallischen Landen zu kriegerischen Verfassungen  
und widerlichen Thätigkeiten gerathen / Eingangs  
ermeldte hohe Ehren-Partheyen / aus sonderbarer  
Liebe und Neigung zum Frieden zugegeben / daß ei-  
nige aus Dero Ehren-Mittel allhier in Baden an-  
fänglich ohne Character sich zusammen gethan /  
und vermittelt Gottes gnädiger Leitung / und ohn-  
ermüdeter Arbeit die Sachen so weit gebracht / daß  
Sie zu Herstellung eines / Gott gebe / beständigen/  
immerwährenden Friedens / auch Eydgensässlicher  
Treu und Freundschaft folgende Artikel zu Pap-  
ier gebracht / und in Kraft nachgehends erhaltenen  
Gewaltes auf wirkliche Ratification allerseits ho-  
her Herren Principalen unterzeichnet.

I. Daß ein jeweiliger Fürst und Abt zu St.  
Gallen der natürliche Ober- und Land-Herr in Tog-  
genburg heißen und seyn solle / auch die Land-Leute  
in Toggenburg demselben gewöhnliche Huldigung  
und Pflicht leisten ; jedoch also / daß belagerte Tog-  
genburgische Land-Leute bey allen ihren habenden  
Freyhreiten und Rechtsamen beständig und ohnge-  
hindert verbleiben ; und ist um das in Streit ge-  
kommene verglichen worden / wie hernach von ei-  
nem Puncte an den andern folget.

II. Der Land-Rath soll in 60. Mann bestehen/  
als 30. von Catholischer und 30. von Evangelischer  
Religion / dieselben aber aus allen Gegenden des  
Landes von den Gemeinden selbstnen erwöhlet / auch/  
so lange sie sich wohl halten / und zu Verwaltung  
ihrer Stellen tauglich sind / nicht abgerändert wer-  
den ; Demselben auch zustehen / einen Domann dieses  
Land-Raths und dessen Stadthalter ; item Se-  
ckelmeister / Panzer / Stadthalter / mit aller Na-  
tion unter beiden Religionen ; Schreibe- / Com-  
missarios und Boten aber in gleicher Anzahl selb-  
sten zu besetzen ; mithin auch das Land-Regel bey  
sich zu behalten / und solches zu denjenigen Sachen  
zu gebrauchen / die diesem Land-Rath zu behandeln  
zukommen und gebühren.

III. Des Land-Raths Obliegenheit soll seyn /  
auf die Freyhreiten und andere des Landes gemeine  
und sonderbare Angelegenheiten zu wachen und Sor-  
ge zu tragen ; und wann selbiger vernehmte des na-  
hend beschwerd zu seyn / solches bey einem jeweiligen  
Fürsten / mit gebührendem Respekt vorzutragen /  
und



ANNO  
1718.

um und remedur zu bitten: Falls aber selbige nicht zu erhalten wäre/ alsdann an gebührendem Ort/ solche mit Recht ohne fernern Umtrieb zu suchen; item die Steuern/ Brüche und Kriegs-Kosten anzulegen/ zu vertheilen/ die Rechnung hierumb unter sich selbst abzunehmen/ und andere dergleichen Sachen zu behandeln: mittelst aber solcher Sachen/ welche Ihre Fürstl. Gnaden absonderlich zusehen/ oder denen nachfolgenden ordentlichen Gerichten in dem Land zu beurtheilen gebühren/ sich nicht anmassen.

IV. Der Land-Räthe Eyd soll in folgenden bestehen: So wohl Ihre Fürstl. Gnaden als auch des Landes Nutzen und Frommen zu bestärken/ Ihren Schaden zu warnen und zu wenden/ auf die Freyheiten und Angelegenheiten des Landes ein sorgfältigs Aufsehen zu haben/ und was demselben zuwider fallen mögte/ durch göttliche Mittel oder gebührendes Recht abzuwenden trachten. Den Land-Rath/ so oft sie erfordert werden/ fleißig zu besuchen/ auch die Anlagen und Abtheilungen der Landes-Kosten nach der Billigkeit einzurichten/ und in obernannten Sachen/ das zu besorgen/ was zu des gemeinen Landes Hehl und Wohlfahrt gereichen mag/ getreulich und ohne Gefährde.

V. Der Land-Rath soll jährlich auf einen gewissen Tag ordinarie einmahl versamlet werden/ um des Landes Angelegenheiten zu behandeln/ und wann dann umahlen etwas fürfallen würde/ so den Fürsten berührte/ solches demselben oder dessen jeweiligen Land-Boigt durch zwey oder drey Land-Räthe ehrenbierthig wissen lassen.

VI. Wann aber in währenden Jahr man nothwendig bestünde/ den Land-Rath zu versammeln/ solches ohne einige Hindernisse geschehen könne/ jedoch daß des Tages vor der Zusammenkunft einmahl jeweiligen Land-Boigt kund gethan werde/ daß der Land-Rath sich morgens versammeln wolle; und wann auch nachgehends etwas vor den Land-Rath vorfiele/ das den Fürsten berührte/ ihm oder seinem Land-Boigt solches/ wie obgemelt/ durch 2. oder 3. Land-Räthe wissenhaft gemacht werde.

VII. Es solle auch der Land-Rath schuldig seyn/ alle diejenige Land-Leute/ welche 24. Jahr und drüber alt sind/ und den Land-Eyd noch nicht beschworen haben/ je zu 5. Jahren um/ für sich zu beschreiben und selbige zu Beschwerung forhanen Land-Eyde vor den Land-Rath anzuhalten; Dieser Land-Eyd aber gemeinlich von dem ganzen Land/ so oft eine Landes-Gemeinde gehalten wird/ feyerlich ernüet und beschworen; Dergleichen auch die Panner-Herren-Stelle dem Herkommen gemäß von der Landes-Gemeinde besetzt werden.

VIII. Das Land-Gericht soll also besetzt werden/ daß desselbigen Präsident ein jeweiliger Land-Boigt in dem Togg-nburg seye; Die Wahl der Richter aber also geschehen/ bestehende in 24. Mann/ aus allen Gegenden des Landes/ nemlich den 21. alten Kirchen-Herren/ und zwar aus jeder derselben einen/ von Lichtensteig und Wert-ezweil aber aus jeden Ort zweyen/ mit tüchtigen oblichen ohnverläumderten Männern und benannten 12. von Evangelischer und 12. von Catholischer Religion besetzt werden.

IX. Diese Land-Richter sollen dahin beerrdiget werden/ das Gericht/ so oft sie erfordert werden/ fleißig zu besuchen/ zu richten was vor sie kommt/ dem Armen als dem Reichen/ dem Reichen als dem Armen/ dem Fremden als dem Einheimischen/ niemanden zu lieb noch zu leid/ und darum kein Mieth noch Gaben zu nehmen/ sondern alles zu thun/ von Gutes und der Rechte wegen/ ohne

Ansehen der Person und Religion/ getreulich und ohne Gefährde.

X. Dieses Land-Gericht soll in dem Nahmen/ und aus Gewalt/ auch zu handlen des Fürsten verordnet und gehalten seyn.

XI. Vor dieses Land-Gericht gehören alle Criminal- und Malefiz-Sachen/ um von selbigen bey Ehr und Eyd beurtheilt zu werden/ und bestet solches einig aus dem jeweiligen Land-Boigt/ denen bestellten 24. Land-Richtern und dem Land-Schreiber/ welchem Land-Boigt und Land-Gericht/ des zu mahlen Fürstl. Land-Rath/ gleichfalls zukommt und gebührt/ die Land und andere Mandata, auch Satz- und Ordnungen aufzurichten und auszufertigen.

XII. Um Criminal-Fehlern willen/ welche nach denen Rechten keine Leibs-Straffe nach sich ziehen/ sondern gemeinlich mit Geld-Straffe angesehen werden/ soll kein Landmann gesänglich angenommen werden/ der das Recht vertritt den Lan.

XIII. In Malefiz-Sachen/ soll die Aufnahme der Kundschaften in Beseyn eines Land-Boigt/ Land-Schreibers/ und zwey aus dem Land-Gericht benanntlich eines von Catholischer und eines von Evangelischer Religion geschehen: Mitthin die Zeugen/ so da deponiren sollen/ ehe man sie eydlich verhöret/ dem Gefangenen bekannt gemacht werden/ damit er seine gebührende Exceptionen/ wann er deren hätte/ wieder dieselben einwenden könne/ auch die Kundschafts-Aussage/ um gleicher Ursach willen demselben communiciret; sonderlich die Anklägere in eigener Sache nicht vor Kundschaften gehalten/ unter solche Anklägere aber nicht gerechnet werden/ die welche in Krafft aufhabender Eyden zu laiden verbunden/ oder welche dabey nicht interessiret sind.

XIV. Alle Examina in Malefiz-Sachen/ sie geschehen gleich gültig oder peintlich/ sollen in Beseyn obgedachten Richtern gehalten werden/ selbige aber sich mit einer beschreibentlichen Besoldung genügen lassen.

XV. Wann auch zwischen obgedachten Examinatoribus ohngleichge Meinungen walteten/ ob gnugsame Ursachen vorhanden/ einen Gefangenen an die Tortur zu schlagen/ solle solches vor einen halben Land-Gericht entschieden/ bey dessen Versammlung aber beobachtet werden/ daß selbiges aus 6. Evangelischen und 6. Catholischen besetzt werde.

XVI. Wann mit einem Maleficanten/ einer oder mehr der Land-Richter/ Verwandschaft halber/ oder sonst/ in dem Ausstand begriffen/ oder abwesend wäre/ sollen der oder dieselbe mit andern Richtern von eben derselbigen Religion ersetzt werden/ und bey dem End-Urtheil die Anzahl der vier und zwanzig Land-Richter erfüllt seyn.

XVIII. Wann in einer Malefiz-Sache/ entzwischen den Richtern/ die Meinungen in gleichen Stimmen zersien/ und der Land-Boigt bey der Sache Entscheidung auf die härtere Meinung fiel/ soll die Execution eingestellt/ und dem Maleficanten oder den Seinigen gestattet werden/ an den Fürsten um Gnad zu recurriren.

XVIII. Das was aggregandi stehet dem Fürsten ohndisputirlich zu.

XIX. Alle fallende und des Land-Gerichtes bestimmende Bußen und Straffen an Geld/ in Criminal- und Malefiz-Sachen/ sollen dem Fürsten gehören/ wie nicht weniger die Confiscation der Mittel aller hingerichteter Missethäter.

ANNO  
1718.

ANNO 1718. vorsehl. = kassaffter Selbst. Mörder und Lands-Fürchter / welche Leib und Leben verwundet / und wo sie zugegen wären / mit Recht vom Leben zum Tod verurtheilt würden / dem Fürstlichen Filco, auf Gnade hin / heimfallen; Worbey Ihro Fürstl. Gnaden sich erkläret / wann solch Anglück ein Land-Kind betrefset und ein oder mehr Kinder vorhanden / alsdann und in solchem Fall Ihro Fürstl. Gnaden aus purer Güte auch Landes-Väterlicher Milde und Mitleiden über die auf den Proceß ergangene Kosten und rechtmäßige Schulden mit dem halben Theil des von ihm hinterlassenen Guths / sich vergnügen wollen.

XX. Dieses Land-Gericht wird von dem Fürsten besetzt / welches auch als Fürstl. Land-Rath verpflichtet ist / wann der Fürst in andern Fürstenthümern sie beruft und ihres Rathes begehret / auf dessen Befehl zu erscheinen / und nach guten Gewissen zu raten / alsdann denen / welche oberhalb Krummenau / und denen / welche unterhalb dem Guntzenbach wohnen / täglich einen Gulden / denen aber / welche näher gegen Lichtensteig wohnen / täglich einen halben Gulden zur Beheizung gegeben werden soll.

XXI. Die Membra dieses Land-Gerichts sollen nicht abgewechselt werden / es wäre dann Sach / daß einer Leibs- oder Gemüths halber untuglich befunden würde / oder solches mit Uebelverhalten verschuldet hätte.

XXII. Alle heimliche Abthätigungen beschuldigt- oder begangener Fehlern sollen abgestellt / und öffentlich berechtigt werden / es wäre dann / daß einer des Fehlers bekanntlich / und solches von niemanden ersucht / selbst eigenen freyen Willens verlanget / welche Wüssen gleichfalls dem Fürsten zugehören.

XXIII. Der niedern Richtern Eyd soll seyn / wie oben in den Puncten der Land-Richter gemeldet ist.

XXIV. Die Vorschläge und Besetzung der Ammannen in denen niedern Gerichten belagende / soll es bey denen Freyherrn / Deffnungen / und bisherig ohnunterbrochener Übung verbleiben / und die Wahl eines Ammanns an denen Orten / wo die Gemeinde dem Fürsten einen Fürschlag zu geben pflegt / auf den Tag des Fürschlags geschähen / und daß in Zeit der nächsten 14. Tagen / die Ratification oder der Gegen-Fürschlag erfolge.

XXV. Der Wahl der Richtern halber bleibt es bey denen Freyherrn und der Übung also / daß der Fürst die Helffte und die Gemeinde die andere Helffte beiderseits in der Gleichheit der Religion erwehle.

XXVI. Weilen der Weibel ein Beamter des Fürsten ist und demselben mit sonderm Pflichten zugethan / indeme er die Straß- und bußwürdige Sachen zu beklagen und zur Berechtigung zu bringen verbunden / soll es dero Erwehlung betrefend / bey denen bisher üblich gewesenem Fürschlägen und Wahl verbleiben.

XXVII. Der Gerichts-Schreibern haben / wird der Fürst der Gerichts-Gemeine zwey in den Fürschlag geben / welche in selber Gerichts-Gemeine gesessen / und darzu tauglich / davon die Gemeinde den einen nehmen / und wann der Weibel der einen / alsdann der Gerichts-Schreiber der andern Religion seyn solle.

XXVIII. Die Voigte von Nburg und Schwarzenbach / wann sie nicht geborne Toggenburger / sollen sich in die gerichtliche Sachen nicht mischen / noch einiger massen in Gerichte sitzen und handeln.

TOM. VIII. PART. I.

XXIX. Von den niedern Gerichten soll in Civil-Sachen / wann der Haupt-Handel unter 15. fl. keine Appellation gestattet werden; wo aber die Summa über 15. fl. selbige durch das Gericht nicht verhindert werden.

XXX. Die Jahr-Gericht sollen nach alten Gebrauch fleißig gehalten werden / mithin die niedern Gerichte verbunden seyn / nach Inhalt der Deffnungen / Befehlen / Mandaten und Ordnungen / und ohnparteyischer Beobachtung der Billigkeit / die nieder-gerichtliche Frevel und Fehler / in Straß und Buß zu erkennen / immasien dann alle diese nieder-gerichtliche Straffen und Bußen dem Fürsten zugehören.

XXXI. Alle heimliche Abthätigungen / in dergleichen niederggerichtlichen Fehlern abgestellt / und alle Frevel und Buße / vor öffentlichen Gerichten berechtigt werden / gleich es von alten Herkommen ist / es wäre dann / daß der Selbstbare von niemanden ersucht selbst eigenen freyen Willens ein solches verlange.

XXXII. Es soll auch niemand in solch niederggerichtlichen Fehlern wieder sich selbst zu zeugen / oder sich mit dem Eyd zu entladen angehalten werden / es wäre dann / daß auf genügsame Anzeigungen ein solches von dem Richter erkannt würde.

XXXIII. Die Execution in Schuldsachen / wann eine Sache erkannt und berechtigt ist / solle nach altem Herkommen und Gebrauch / durch die Schätzung geschähen.

XXXIV. Das Appellation-Gericht soll in 12. Personen / tüchtiger / ehrlicher und ohnverläumdeter eingeseßener Toggenburgern bestehen.

XXXV. Dessen Präsident ein jeweiliger Land-Voigt in dem Toggenburg seyn / auch seinem Bestallungs-Eyde eingerückt werden / daß er in allen von dem Præsicio so wohl des Land-als Appellation-Gerichts abhängende Berichtigungen / ohne Ansehen der Person und Religion handeln solle.

XXXVI. Die Wahl der Appellations-Richter solle also geschähen / daß der Fürst 3. Catholische und 1. Evangelische Richter aus sich selbst erwählen / und in dieses Gericht setzen möge.

XXXVII. Der Eyd gleichfalls eingerichtet werden / wie oben in den Puncten des Land-Gerichts zu finden.

XXXVIII. Diesen Appellations-Richtern solle jedem des Tags für seine Belohnung ein Gulden geschöpft / und selbige aus denen bestimmenden Urtheil Geldern entrichtet werden.

XXXIX. Dieselben auch nicht abgeändert werden / so lang sie tüchtig / und sich ehrlich verhalten / als oben bey denen Land-Richtern auch gemeldet ist.

XL. Alle Appellationen von denen niedern Gerichten sollen an besagtes Appellation-Gericht gehen / welches dann über selbige absolute und definitive absprechen / also daß solche nicht ferner sollen appelliret werden können / vorbehalten wann es Herrschaften / Herrschaft / Reich / Grund-Aden-Zinnß / Lehen / und andere unablässliche Gerechtigkeit in ihrer Natur und Eigenschaft betreffen thäte / oder da ein Fremder welcher nicht in dem Land wohnet / in einem Proceß Kläger oder Beklagter wäre / alsdann dem beschwerenden Theil / es seye gleich der Fremde oder Landmann / die Appellation an den Fürsten selbstn ohngehindert angedehnen; Welche Appellation nach erfordernder Nothdurft des Jahres ein oder zweymahl in dem Land ohne andere Kosten / als das gewohnte Appellations-

Titel 2

1718.



ANNO  
1718.

Arthel-Geld abzusetzen/ decidiret werden sollen/ in dem Verstand/ wann ein Fürst Krankheit o. der anderer erheblichen Hindernissen wegen nicht selbst in das Land kommen könnte/ er solches durch einen oder zwey delegirte verrichten lassen möge.

XL. Wain aber die Meynungen in gleiche Stimmen verfielen/ dem Land- Voigt der Entscheid zustehen solle.

XLII. Ein Fürst und Herr zu St. Gallen mag einen Land- Voigt im Toggenburg setzen/ er seye ein Toggenburgischer Landmann oder nicht.

XLIII. Ingleichen mag er einen Land- Schreiber oder Land- Weibel aus eingeseßenen Toggenburgischen Land- Leuten setzen nach Belieben/ Also daß wann der Land- Schreiber der einen/ also dann der Land- Weibel der andern Religion seyn/ und im Fall der Land- Schreiber Catholischer Religion wäre/ demselben ein Evangelischer Substitut, wann aber der Land- Schreiber Evangelischer Religion wäre/ demselben ein Catholischer Substitut, doch ohne des Fürsten Kosten zugeordnet werde/ welcher sowohl denen Appellations- als Land-gerichtlichen Sachen und Tribunalien beywohnen/ und das Protocoll führen helffen/ zu welcher Beamtung der Substituten das sämtliche Land- Gericht dem Fürsten einen Fürschlag von 3. ehrlichen und tauglichen Personen geben/ und Ihro Fürstliche Gnaden einen draus erwählen sollen.

XLIV. Der Mannschaft und des davon abhängenden Militaris halben/ soll durch diesen Tractat niemanden an seinen daran habend- oder präcedirenden Rechten nichts gegeben noch benommen seyn.

XLV. Es sollen keine neue Land- Leute angenommen werden/ als bey abiegender Huldigung gegen einen neuen Fürsten/ und daß solche Annahme so wohl mit vorheriger Einwilligung Ihr. Fürstl. Gnaden/ als auch wenigstens des halben Theils der anwesenden Land- Leuten geschehe/ auch die Præcedenten sich selbst stellen/ oder nachhassen gemacht werden.

XLVI. Denen Gemeinden sollen keine Bey- noch Hinterzassen wieder ihren Willen aufgebürdet werden.

XLVII. Die Jagdbarkeit und Fischen sollen dem Fürsten zugehören/ es wäre dann/ daß jemand darum sonderbare Rechte aufzuweisen hätte.

XLVIII. In dem ganzen Land der Grafschaft Toggenburg soll männiglich aller ehrliche und ohngefährliche Kauff- und Verkauf- Handel und Wandel/ darunter auch der Salz- Handel begriffen/ frey und ohngehindert gestatten werden.

XLIX. Der Verkauf der liegenden Gütern in todte und ewige Hände völlig abgestellt und verboten seyn/ und wann auch durch Testaments- Aufstels- Aussteuerungs- Erbs- oder andere Weise etwas dahin fallen sollte/ denen Land- Leuten der Zug/ und zwar nach beeydigter Schätzung gestattet werden/ Bann aber Ihr. Fürstl. Gnaden in dem Land etwas kaufen wolten/ Ihr solches ohnehindert seyn/ jedoch daß solch erkaufende Güter an das Getts- Haus S. Johann/ noch sonst an eine andere todte Hand verfallen/ oder einiger massen incorporirt/ auch nicht zu Lehn gemacht/ sondern durch weltliche Hand erworben werden sollen.

L. Es wollen Ihr Fürstl. Gnaden in dem Toggenburg keine Zoll- Brücken- noch Weg- Gelder/ wodurch die Toggenburger einiger maßen konnten beschweret oder benachtheiligt werden/ aufrichten/ auch die alten nicht steigern.

LI. Es mag/ in Krafft der Toggenburgischen Freyheiten/ jedermann mit seinem eigenen verfangenen Guth ohne Abzug ziehen wohin er will/ Was aber die ererbende und nachfallende Mittel belangt/ solle davon die Helffte des beßrigen Abzugs dem Fürsten/ und die andere Helffte dem gemeinen Land- Sackel zufallen.

LII. Desgleichen sollen die Einzuge von den neu- annehmenden Land- Leuten halb dem Fürsten/ und halb dem gemeinen Land- Sackel gehören/ Indessen aber der Gemeine/ in welcher sich ein solch- neu- angenommener Landmann setzen wolte/ an ihren sonderbar habenden Einzug- Rechten nichts benommen seyn.

LIII. Die von des Toggenburgs wegen fallenden Pensionen oder Fried- Gelder sollen gleichfalls halb dem Fürsten/ und halb dem Land- Sackel judicieren.

LIV. Was in dem gemeinen Land- Sackel fällt/ solle nicht zu der einen oder andern Religion Particular- Gebrauch/ sondern zu weltl. Gebrauch und Nutzen des gemeinen Landes angewendet werden.

LV. Die Ehehaften belangende/ sollen keine neue Mühlen/ Huf- Schmidten/ Del- Treppen oder Baad- Stuben/ ohne dringende Nothwendigkeit aufgerichtet werden/ Wo man aber deren begehrte/ und jemand sich opponirt/ und versagte/ daß es nicht notwendig wäre/ oder daß er dadurch beschweret würde/ alsdann die gründliche Untersuchung der Nothwendigkeit oder Beschwerd/ vor ordentlichen Gericht beschehen/ und hierauf die ewliche Beständnß an Ihr. Fürstl. Gnaden als Dero die Bewilligung der Ehehaften zusehet/ zur Erkenntnis gebracht/ solch alte Ehehaftener aber mit keinem nider. Beschwerdet belegen werden.

LVI. Was die Taverne Wirths- Häuser betrifft/ so wird von dem Land- Voigt und dem Land- Gerichte eine Untersuchung geschehen/ wo und wie viel Taverne Wirths- Häuser vorandthen/ und was Siedarfür Ihr. Fürstl. Gnaden zur jährl. Recognition geben sollen/ auch solche darüber nicht gesteigert/ oder einiger Unterscheid der Religion gemacht werden.

LVII. Die Einschreib- Lehn/ welche keine Lehn- Brief erfordern/ wann einer dessen ordentliche Empfangung übergehen würde/ soll nicht caduc gemacht werden/ sondern die Buß für das erstere mahl auf doppelten Lehn- Tax/ hernach aber/ so oft solches geschehen würde/ nach Proportion und Werth des Guths/ auf 1. fl. von jedem 100. bestimmt seyn.

LVIII. Gleichwie nun in allen vorgeschriebenen Gerichl. Sachen/ denen Particular- Gerichts- Herren Mosnans/ Eppenberg/ Magsdenau und Krynan/ und wann noch andere wären/ als welche hiezinnen nicht contrahirt/ ihre authentisch- habende Rechte heiter vorbehalten/ und dadurch demenselben nichts benommen ist/ so hat es dennoch den Verstand/ daß in allen solchen Gerichten/ da die beiden Religionen unter einander vermischt/ die Gerechtfame/ Freyheit und Gleichheit der Religion auf Weiß und Form/ als in den vorgehenden Puncten gemeldet ist/ ohlerviret werden solle.

LIX. Desgleichen sollen auch der Stadt Lichtenfeyß ihre/ Krafft Brief und Siegeln und alten Herkommen/ sonderbar- habende Rechte und Freyheiten klärl. reservirt seyn/ mit dem Anhang/ daß so wohl die Schuttheissen- Stelle unter beiden Religionen alterniren solle/ als auch übriges die mehr- besagte Gleichheit in Besetzung ihres Rathes/ Gerichls/ Aemtern und Diensten beobachtet werden.

LX.

ANNO  
1718.

ANNO  
1718.

LX. Wann auch sonderbare Gemeinden oder Particularen sonderbare Recht und Gerechtigkeiten / darüber in vorgehenden Punkten nichts versehen wäre / aufweisen könnten / sollen sie dabei verbleiben / und ihnen nichts benommen seyn.

LXI. Es sollen auch alle Sprüche / Urtheile und Erkenntnissen / welche bis auf den heutigen Tag von den ordentl. Gerichten in dem Land / auf die Weis / wie sie bis dato besetzt waren / ergangen / wie auch alle erweisliche Privat-Conventionen / jedem Drittmann ohne Schaden / in ihren beständigen Kräften seyn und verbleiben / und nicht aufgehoben / noch abgeändert werden / und also alles Ausgemachte ausgemacht heißen / seyn und bleiben / wosfen der Richter des Gottes-Hauses Recht und liegende Güter nicht berührt hätte: Es solle auch nicht weniger bey denen Rechnungen der Kästen / welche über den Land-Handel ergangen / auf Weis und Form / also / daß selbige ohne fernere Untersuchung oder Hinderung nach alt-geübtem Brauch und denen Sprüchen de anno 1713. 1714. angelegt werden sollen.

LXII. Endlichen solle auch eine vollkommene Amnestia und ewige Vergessenheit alles dessen / was von Anfang dieser Streitigkeiten / und unter währendem Krieg bis auf den heutigen Tag passiert / was Natur es immer sey / gestiftet / beliebt / und allerseit angenommen seyn / und des nahend unter keinerlei Prätext noch Vorwand / niemanden das geringste an Leib / Ehr oder Gut zugesucht werden: Was aber diejenigen Bussen und Kosten / welche die Sechs Battweyliche Männer / den Panner-Herr Wäsch / seinen Sohn Jacob Wäsch / den Land-Wibel Germain / und die Kellerische Erbschafft betreffend / ansehen / selbige aufgehoben / und ab seyn sollen / und jeder Landmann zu seinem Eigenthum / Weid und Kindern sicher / ruhig und ohnangeseht kommen möge.

LXIII. Den Religions- oder Lands-Frieden demnach betreffend / so sollen nur allein die beiden Religionen / die Catholische und Evangelische / die eine wie die andere / in der ganzen Landschaft Toggenburg durchaus frey seyn und verbleiben / also daß der beiden Religionen zugehane eine vollkommene freye und ohngehinderte Religions-Übung in allen Städten und Theilen ihres Gottes-dienstes / und allem dem so demselben anhangt / mit aller Gerechtsame und Freyheit geniesen und haben sollen.

LXIV. Und gleichwie die Evangelische denen Catholischen in ihrer Religion / Kirchen-Gebäuden / Ceremonien / und allem was dran hanget / weder Ordnung / Ziel / noch maas vorschreiben oder selbige behindern; Also auch hingegen denen Evangelischen von niemanden in ihrer Religion / Kirchen-Gebäuden / Ceremonien und allem was hieran hanget / sonderheitlich aber der Feiertagen halber nichts vorgeschrieben / auch weder Ziel / noch Maas gesetzt / oder einige Hinderniß gethan werden: Selbige aber der Lehrer-Sagen halber sich an die Evangelische Eydengeßliche Glaubens-Bekänntniß halten / und die Kirchen-Gebäude / wie sie dinstahlen eingeführt sind / forsetzen wollen.

LXV. Die Kirchen-Stunden / wo solches noch nicht geschehen / sollen forderlich eingerichtet / und alles Schänden / Schmähen / Trägeln und Reizen auf und neben der Cangel / von beyden Theilen höchstens verboten / auch die Geißlahre mit Ernst abgestraft werden.

LXVI. Denen Evangelischen Pfarrern und Vorgesetzten die nöthige Kirchen-Zucht / bestehende in Vorstellung / Vermahn- und Anhaltung zur Beförderung des Lebens zu stehen: Doch daß sie sich hierbey keiner Jurisdiction anmassen; Desgleichen auch auf die Schulen / als worinnen die liebe Ju-

gend / nicht allein im lesen / schreiben und singen / sondern auch in denen Anfängen der Religion und Glaubens- Articula. unterrichtet werden solle / ein treu- gestiftetes Aufsehen zu haben / ihnen ob-gelegen seyn solle.

LXVII. Die Evangelische Pfarrer sollen von niemanden der nicht ihrer Religion ist / visitirt / und so lange sie ihren Gemeinden in Lehr und Leben erbaulich vorsehen / wieder ihren Willen / auf andere Pfränden nicht abgeändert werden: Auch der vormahlen ihnen in dem leistenden Eyd eingeruckte Terminus; dem Fürsten in allem gehorsam zu seyn / ausgelassen werden.

LXVIII. Die Witben und Waisen sollen mit Nöthigen ihrer Religion besorget werden / und ihrer Aufzuehung halber unter derselben und ihrer nächsten Verwandten Aufsicht stehen.

LXIX. Wo die ein- oder andere Religion aus eigenen Mitteln neue Kirchen bauen / oder Pfrände stiften wolke / thuen daran kein Eintrag gethan werde; Vorhero aber beide Religionen wegen der alten Kirchen sich in Freundschaft zu vergleichen haben / und wann sie sich selbst nicht vergleichen könnten / alsdann jede Parthey zwey ehliche Männer erbitten / um sie zu entscheiden; Wann aber diese Schied-Leute in ihren Meynungen in gleiche Stimmen zerfallen würden / jeglicher von diesen Sagen noch einen ehlichen unparteyischen Mann fürschlagen / und unter solchen fürgeschlagenen einer durch das Loos zum Vornann erwehlet werden / welcher bey seinen Eydes-Pflichten der einen / von den Schied-Leuten ausgefallte Meynung / welche ihm die bessere bedunckt / beysallen solle. Wann auch die ein und andere Religion eine gemeinsame Kirche zu erweitern begehrte / solches aus eigenen Kosten wohl geschehen mögen / mithin der andern Religion kein Eintrag noch Schadigung zugesaget werden.

LXX. Weilen alle Kirchen- und Pfränd-Güter in dem Toggenburg abgechurt und vertheilt soll es bey denen / so vormahls / als Zeit während dieser Negotiation vorgegangene Abchurungen / Theilungen und Vorcommissen verbleiben / und hin künftig keine Theilung mehr vorgenommen werden.

LXXI. Wann eine Evangelische Person um die Ehe angesprochen würde / oder eine verheyrathete besugter Ursachen halber / der Ehescheidung begehrte / sollen sich der Decanus, ein Pfarre / und die weltlichen Vorgesetzten des Synodi zusammen thun / und um solche Ehe anzusprechen / oder prätendirende Ehescheidungen die Partheyen gütlich vergleichen / oder wann solches ohnerhebllich / selbige entscheiden und absprechen / worbey es denn sein Verbleiben haben / jedoch / daß alle straff- und bußwürdige Sachen dem bisherigen Richter überlassen werden sollen.

LXXII. Die Dispensations-Bussen von dem dritten Grad also eingerichtet seyn / daß / welche ohngefährlich fünf tausend Gulden und darüber besitzen / höchstens funffzig Gulden / welche demnach 1000. bis 5000. fl. besitzen / zwanzig Gulden: Welche aber unter 1000. fl. besitzen / nach Verschaffenheit der Mitteln bezahlen; Wo aber gar Arme wären mit denselben mildthiglich verfahren werden solle.

LXXIII. Der Evangelische Synodus in dem Toggenburg solle / wie er dinstahlen eingerichtet / fortgesetzt / und darinnen die Religions- und Kirchen-Sachen unter ihnen allein abgehandelt werden / wie die demahlige Synodal-Statuta es mit sich führen.

LXXIV. Die Collaturen der Pfrände belangende / bleibe es bey denen von Jhr. Fürstl. Gnaden



ANNO  
1718.

den bescheinund hergebrachten Briefen / Siegeln und Herkommen: Es wäre dann Sach / daß die Catholischen Toggenburger in Zeit von 3. Jahren etwas mehrers und bessers für sich bescheinen könnten / alsdann sie dessen zu genießen haben sollen.

LXXV. Wenn eine Evangelische Pfarr-Pfründ in dem Land Toggenburg vacant würde / sollte die Gemeind sich bey Ihro Fürstl. Gnaden oder Dero Land-Vogt ehereblich anmelden / und alsdann ohne einige Behinderung sich selbst in einem der Evangelisch-Eydgendörl. Orten / welchen sie wollen / um einen Pfarrer bewerben mögen / welcher in einer der vier Evangelischen Städten der Eydgemeinschaft examiniret / und ad Ministerium admittiret / auch gute Zeugnis seines christlichen Lebens und Wandels habe / und selbigen mit besagten Testimonialibus einem jeweiligen Fürsten oder seinem Land-Vogt präsentieren / \* der dann hierauf denselben confirmiren wird: Es sollen aber obgemeldter Pfarrer nicht mehr als ein Drittheil aus einem Orte seyn; Wann dann auch Toggenburgl. Land-Leute vorhanden / welche tüchtig / und obbesagter Weise examinirt / und auch ad Ministerium admittirt wären / selbige hierin falls der Zahl halben gleich einem der obgemeldt. löbl. Orten gehalten werden.

LXXVI. Es ist auch heiter abgeredet und verglichen / daß nach erfolgter Ratification dieses Tractats / selbiger söderlich bewerkstelliget werden / und darauf hin die Huldigung geschehen solle; Wann aber in künftiger Zeit / und nachdem dieser Tractat in Execution gesetzt seyn wird / über diesen Tractat, und darinnen enthaltenen Puncten / wieder alles Verhoffen / sich Mißverstand und Stritigkeit ereignen würde / als dann so wohl Ihr. Fürstl. Gnaden als auch die Land-Leute in Toggenburg / die waltende Stritigkeiten an Sechs der dreyzehn löbl. Orten der Eydgemeinschaft / jedes an drey zu bringen welche dann in Gleichheit der Religion und Sagen / selbige entweder in der Gütigkeit beylegen / oder ohnefehl. Falls / nach gewohnt. Eydgendörl. Herkommen / durch Recht. Ausspruch entscheiden sollen; in der ausgedruckten Meynung / daß in allen / entzwichen Ihr. Fürstl. Gnaden und dem Lande Toggenburg / fürfallenden Streit - Sachen / nicht via facti verfahren / sondern alles bis auf güt- oder rechtlichen Ausspruch in dem von gegenwärtigen Tractat an hergebrachten ohnveränderten Stand verbleiben solle.

LXXVII. Wegen des Land-Friedens in den Mehren und Mindern Gerichtbarkeiten / welche Ihr Fürstl. Gnaden in der Land-Grafschaft Thurgau und auch in dem Rheinthale bisiken / hat es den Verstand / daß es bey dem in An. 1711. von denen löbl. Regierenden Orten zu Aarau errichteten / und durch den Druck ausgegebenen Land-Frieden beständig bestehen / und Ihr Fürstl. Gnaden sich dem conformiren sollen / also / daß demselben / in allen denen Ihro zugestellten ausgevorffenen Puncten und Articula / wie sie dormalen eingeführt sind / jetzt und in das künftige / ohne einige Ausnahme / gestreift nachgelebet werden solle.

LXXVIII. Desgleichen solle auch denselben unter keinerlei Vorwand an die vergangene Kriegs-Kosten etwas gefordert / noch zugerechnet werden / sonst aber jeglichem rechtmäßigen Creditor sein habendes Recht ohnbenommen seyn; Ihnen auch um alles das / was von Anfang des vergangenen Kriegs / und bis auf den heutigen Tag passiret / und worinne sie sich immer übersehen / oder verfehlt haben mögen / eine vollkom-

mene Amnestia gedeihen / und keiner desto wegen im geringsten angefochten / oder ihm etwas zu Ohnglimpf angezogen werden.

ANNO  
1718.

LXXIX. Was dannhero die ausserhalb denen obgemeldten Gerichten gelegene Aemter / als Stadt und Amt Bül / das Vorschacher-Höfmeister- und Hofhauer-Amt belanget / solle denselben gleichfalls / unter keinerlei Vorwand / einige Kriegs-Kosten abgefordert / sie auch einer gleichmäßigen vollkommenen Amnestia genießen / sonst aber jeglichen rechtmäßigen Creditoren sein habendes Recht ohnbenommen seyn.

LXXX. Was auch die Herren Intendanten zu Wyl und Sanct Gallen / oder die Gerichte für Urtheilen in wählender Zeit ausgefällt / und sonst streitiges güt- oder recht. behandelt / solches in beständigen Kräften verbleiben / weils man dasie halbet / daß dadurch Ihr. Fürstl. Gnaden Rechtsamen und liegende Güter nicht angegriffen worden / und was zu Erbauung der Evangelischen Kirchen Schönholzers-Wylen und Zugehörungen / für Erdreich von einem Derselben Leben / gegen ersatteten Preis / ledig bezogen worden / solle / ohne des Erb-Finzes Schwächung / welcher auf den übrigen Gütern zu suchen ist / sein Verbleiben haben.

LXXXI. Nachdem dann diese Friedens-Handelung zur Ratification gelangt seyn wird / (wozu jedem Theil längstens 2. Monath Zeit gelassen wird) werden beide löbl. Stände Ihr. Fürstl. Gnaden wiederum abtreten / die in Besig genommene alte Landschaft / samt denen Gerichten in dem Thurgau und Rheinthale / mit aller dazzu dienenden Herrlichkeiten / Rechten und Gerechtigkeiten / auch denen in und ausser Landes gelegenen Einkünften / Zinsen / Zehenden / Renten / Gütern / und andern Rechtsamen / wie sie solche in Besig genommen / und dormalen besizen / Vorbehalten das / worüber in gegenwärtigen Tractat anders disponirt worden.

LXXXII. Es sollen auch die Land-Leuth im Toggenburg Ihr Fürstl. Gnaden / und Dero Gottshaus / wann das / was derselben halber in vorhergehenden Tractat vorkommen worden / so weit erfüllt seyn wird / daß die Toggenburgischen Land-Leuth ihren Land-Nach samt ihren Antheil der Appellation-Richtern vor der Huldigung ernannt haben / und bey dem Huldigungs-Akt / welcher Ihr. Fürstl. Gnaden längstens 12. Tag nach der Ratification vornehmen mögen (dieser Tractat samt dessen Ratification vor offener Landes-Gemeine ablesen / und darauf hin die Huldigung geschehen) auch Ihr Fürstl. Gnaden innerhalb den nächst folgenden drey Tagen / die Denomination ihrer Beamten / Land- und Appellation-Richtern eröffnet haben werden / zu Vertrag-mäßiger und ruhiger Besigung der Grafschaft Toggenburg kommen lassen; Dessen Vollziehung beide löbl. Stände sich anlegen seyn lassen werden.

LXXXIII. Und damit nun der errichtete Frieden um so sicherer und beständiger seye / und in Ansehung hieffürs benachbarter Ständen / bey etwan zwischen Ihnen fürfallender Mißverständniß (die Gott verhüte) nicht neuen Anstoß litten / so haben die löbl. Stände Appenzell / Auser-Rodern / Ihr Fürstl. Gnaden und die Stadt St. Gallen / den Eydgendörschen treuen / Ehren und wahren Worten / einander versprochen und zugesagt / daß kein Theil dem andern um einiger Ursachen willen / wie die seyn / vorkalle / oder Maßnahmen mögen / thätlich angreifen / und zusehen wolten; und im Fall ja etwa Zwung / Streit / Mißverstand sich zwischen Ihnen erheben und zutragen mögte / welches allein die Stände selbst / oder die zusammen habende Verträge / und darinnen enthaltene Rechte

samt

ANNO 1718. same betreffen thäte / oder daß solche Vertrag ohn- gleich verstanden werden wolten / daß der beschwer- te Theil seine Klage an den beschwerenden münd- oder schriftlich je nach gestalt der Sachen nachricht- lich gelangen lassen / und um dessen Abstellung freund- nachbarlich ansuchen thäte / demselben auch mit freund- und billiger Antwort entsprochen / in allweg auch auf beschiedenes Recht Wort via facti nicht sürgefahren / sondern jeglicher Theil / bey seiner vor- sorhanem Streit gehabter Besigung / Herkommen und Rechten verbleiben ; Und falls die also miß- verständige Theil einander nicht mögen in der Gü- te und Freundlichkeit zur Gnüge berichten / sodann die Sache zu güt- als rechtlichen Entscheid dergestalt- ten gelangen / daß jeder Theil zwey von denen Eöbl. Orten der Eydgemeinschaft / nach Belieben erbit- ten möge / durch gleiche Säg aus ihren Raths- Mit- teln solche Zwischenheiten decidiren zu lassen ; Da dann die streitige Theile sich an dem halten / sätigen und begnügen / was alda gesprochen wird und damit dem Streit abgeholfen ; Die also zu Sähen erwehlt- re Eöbl. Ort / so güt- als rechtlich gesprochen / als Hand- habere desselben / bestene besugt seyn / demjenigen Theil / welcher solchem Ausspruch entgegen in minderem oder mehrerem via facti verfahren wolte / gütlich / oder so das ohnverfänglich / mit kräftigen und ernstlicheren Mitteln / zu Observanz des Ausspruchs / und Erstat- tung allfälligen dem beschwerten Theil zugewachsenen Schaden und Kosten zu vermögen und anzuhalten.

LXXXIV. Und solle von nun an und in das künftige all dasjenige / was vor den letzten leidigen Troublen und bis dato zwischen obgedach- ten dreyn Eöbl. benachbarten Ständen immer wiederiges passirt seyn möge / gänglich und vöbl- lig abgethan / ausgelöscht und vergeffen seyn und bleiben / zwischen allen drey erwehnten Eöbl. Stän- den eine wahre Freund- und Nachbarschaft frö- scher Dingen aufzupflanzen und cultiviren / auch ihre Angehörige dahin mit Ernst angemahnet werden.

LXXXV. Des abgethanen Zolls halber zu Langnat solle die Sache in dem Zustande / wie es sich diemalen befindet / bis zu güt- und rechtl. Austrag / welcher längstens inner Jahres - Frist vorgenommen werden solle / verbleiben.

Wann nun die hierinnen contrahierende Theile als beide Eöbl. Stände Zürich und Bern / dann Ihre Fürstl. Gnaden Herr Abt / Decan und Capitul zu St. Gallen / diesen Friedens- Tractat / in al- len seinen Punkten und ganzen Inhalt / ehner- brüchlich und vöbl. handlen werden / so wohl für sich als ihre Nachkommen / einander bey guten Treuen und Ehren versprechen ; also haben sie sich auch gleichfalls einander hierbey zu mainte- niren und zu handhaben zugesaget ; In Krafft gegenwärtiger Instrumenten / welcher drey gleich lautende verfertigt / und mit hernach unterschrie- bener Herren Pacificatoren Hand und Vetschafft- ten verwahrt worden. Geben zu Baden im Er- gau / Midwuchs den 15. Tag Brachmonat / von der Gnaden- reichen Geburt unsers lieben Herrn und Hylandes gezeilt 1718. Jahr.

(L. S.) Hans Jacob Ulrich / Stadthalter und des Raths der Stadt Zürich.

(L. S.) Johann Heinrich Hitzel / Stadthalter und des Raths der Stadt Zürich.

(L. S.) J. S. Willading / Herr zu Uttenen und Wastetten / Schultheiß der Stadt Bern.

(L. S.) Johann Ancomi Tällier / Benner und des kleinen Raths der Stadt Bern.

(L. S.) Joseph Antoni Pänckner / v. Brg. Hochfürstl. St. Gallischer Rath und Gangler.

(L. S.) Gall Ancomi / Freyherr von Thurn- Hochfürstl. St. Gallischer Rath und Ober- Voigt zu Ranshofen.

Friedens- Ratification des Eöbl. Standes Zürich.

ANNO 1718.

Wir Bürgermeißter / klein und große Rädhe der Stadt Zürich urkunden hiermit : Demnach Unsere auf jüngsten Congress zu Baden gewesene vorgeliebte Mit- Rädhe und Pacifica- tores / bekantlichen / die Hochgeachte Wohl- Eöbl. Gestränge / Fromme / Vornehme / Vorsichtige und Weise / Herr Johann Jacob Ulrich / Stadthal- ter / und Herr Johann Heinrich Hitzel / Stadt- halter / mit Ihre Fürstl. Gnaden des neu erweh- ten Herrn Abts Josephi, Decans und Con- vents des Fürstlichen Stiffts St. Gallen / Herrn Pacificators den 15. Junii dieses laufenden Jahres zu besagten Baden / die Friedens- Trac- ten entzwischen Eöbl. Standt Bern und Uns an dem einem / dann Ihr. Fürstl. Gn. dem Herrn Abt / Decan und Convent, wohlgedachter Fürstl. Stifft an dem andern Theil / besag dreier gleich lautender authentischen Exemplarien (welche zu Händen aller drey Eöbl. interessirter Stände expedirt worden) bis auf gedachter Stände / als hoher Principalen Ratification, abgedet / geschlossen und nach ausgegebener Vollmacht be- segelt und unterschrieben / daß Wir nach gründ- licher Durchsich- und Erdaurung vorgemeldet durch götlich- gnädige Leistung errichteter Friedens- Tra- ctaten / dieselbe in allen und jeden darinnen enthal- tenen Punkten, Articula und Clausula gut- geheissen / ratificirt und bestätiget. Wie Wir dann solche hiermit durchaus gutgeheissen / ratifici- ren und bestätigten / vor Uns und Unsere Nach- kommende / mit wahr- Eydgemeinscher Verpflich- tung / alle die darinnen enthaltene Punkten, Ar- ticula und Clausula aufrichtig und getreulich zu beobachten und zu erfüllen. Dessen zu meh- rem Glauben und Bekräftigung gegenwärtiger Ratification haben Wir unserer Stadt Zürich Secret- Insiegel hierauf drucken lassen. So ge- hen Donnerstags den 11. Augusti von der Gna- den- reichen Geburt Christi / unsers Erdisers ge- zeilt / 1718. Jahr.

(L. S.)

Friedens- Ratification des Eöbl. Standes Bern.

Wir Schultheiß klein und groß Rädhe der Stadt Bern thun kund hiermit : Demnach zwischen Unsern vertrauten lieben alten Eydgemei- nen / Eöbl. Standes Zürich und Uns an einem / dann Ihre Fürstl. Gnaden Herren Abten / Decan und Fürstl. Stiffts St. Gallen am andern Theil / einiger Mißhell und Zwiespalt erwachsen / selbige auch in kriegliche Verfassungen und Thätigkeit ausgebrochen / welche aber durch freundliche Hand- lung / so den 5. Jan. in Baden anfangen / den 5. May realkomirt / aus Gottes Gnaden durch allseitig dort hin abgeordnete Herrn Bevollmäch- tigte zu vollkommenem Stand / bis auf Unsere Ratification, gelanget / zu Pappier gebracht / und sub 15. Junii, alles gegenwärtiges Jahres / unterschrieben und versiegelt worden : Daß darauf hin Wir forthane Friedens- Handlung in allen sei- nen Punkten und Articula für Unser Ort seines ganzen Inhalts angenommen / bestätiget und beliebet haben wollen. In Krafft gegen- wärtiger Ratification zu mehrerem Bestande mit



ANNO 1718: Unser Stadt Secret Justizgel verwahrt und geben den 12. Tag Augusti 1718.

(L. S.)

Friedens-Ratification Jhr. Fürstl. Gnaden von St. Gallen/ Decan und Convents des Fürstl. Stiffts.

Von Gottes Gnaden Wir Josephus, des heil. Römis. Reichs Fürst/ Abt des Fürstl. Stiffts und Gotteshaus St. Gallen/ so ohne Mittel dem h. Stuhl zu Rom zugebärt/ St. Benedicten Ordens/ auch des hohen Ordens der Jungfräul. Verkündigung Mariä Ritter ic. Und Wir Decan und Convent erst ernelter Fürstl. Stifft zu St. Gallen thun kund hiermit männiglichem: Demnach die zu freundlicher Belegung der entwichen bey den Eöbl. Ständen Zürich und Bern/ und Uns einige Jahr hindurch gedauerten krieglichen Mißhell- und Streitigkeiten jüngst abgewichenen 5. Januarij dieses laufenden Jahres in Baden angestoffene/ und den 5ten May hernach reasumirte Friedens Handlung aus Gnaden Gottes durch Unser allseitig zu dem End dorthin Abgeordnet und Bevollmächtigte zu vollkommenen Stand/ bis auf weitere Ratification, besiegelt/ so/ daß selbige von Ihnen zu Pappier gebracht/ und sub dato 5. Junij darauf hin unterschrieben/ und besiegelt worden: Daß dann Wir diese Handlung und Friedens-Tractat in seinem vollkommenen Begriff und Inhalte gänglichen genehm halten/ ratificiren und confirmiren/ in Krafft Unserer hieruntergegener eigener Handschrift/ und vorgedruckten Abbatial und Convents-Siegeln. So geben/ und beschehen in Unserm Schloß neuen Ravensberg den 5. August. 1711.

Josephus Abb.

(L. S.)

P. Jodocus Decanus.

(L. S.)

CXCIX.

21. Juill. Instrumentum Pacis ad viginti quatuor Annos Lunares constitutæ, inter CAROLUM VI. Imperatorem Romanorum, ac Regem Hispaniarum, Hungariæ & Bohemiæ Augustissimum, & AHMET Han Sultanum Ottomanorum, quo Partes Valachie cis Alutam Fluvium sitæ, Belgradum, Temiswar, Parackin, Iskolaz, Schabak, Botka & Bolna, cum suis Territoriis: Tractus à Drina Fluvio usque ad Unnam, cum Palankis & Arcibus, totaque Fluvius Sava cum suis Ripis Sacrae Caesaris Regique Majestati ceduntur & manent. De Limitibus autem singulatim designandis cura integra Commissariis utrinque nominandis relictæst. Actum in Congressu ad Passarovicium in Servia die 21. Julii 1718. Cum DECLARATIONE Legatorum Cesareorum quod hac Pacificatione nonobstante, Fides Cesareo-Polo-

nico-Venerum pro communi defensione initum, ANNO 1718. i libatum & indissolubile permanere debeat. Actum eodem die 21. Julii 1718. Cumque RATIFICATIONE Cesareæ. Dat Viena 12. Augusti 1718. [Tré des Archives du Conseil-Imperial Aulique de Guerre.]

CAROLUS Divina favente Clementia Electus Romanorum Imperator, semper Augustus, Germaniæ, Hispaniarum, Indiarum, nec non Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiae, Slavoniæ, & utriusque Siliæ &c. Rex, Archidux Austriae, Dux Burgundiæ, Brabantia Mediolani, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, Limburgiæ, Luxemburgiæ, Wirtenbergæ, Superioris & Inferioris Silesiæ, & Sueviæ, Sacri Romani Imperii Marchio Burgoviæ, Moraviæ, Superioris & Inferioris Lusitiæ, Comes Habsburgi, Flandriæ, Tyrolis, Goritiæ, Ferretis, Kyburg, &c. &c.

Recognoscimus, & memoræ commendamus tenore præsentium, quibus cap. d. t. universis, pro Nobis, Hereditibus, & Successoribus Nostris; quod cum Deo ita disponente inter Nos ab una: & Serenissimum ac Potentissimum Principem, Dominum Sultanum Ahmed Han, Ottomanorum, Asiæ, ac Græciæ Imperatorem, ac altera parte, interventu & opera mediatoriæ Serenissimi & Potentissimi Magnæ Britannici Regis, uti & Generalium Federati Belgii Ordinum, post colloquia sub tentoriis ad Passarovicium in Servia Regno cum in finem instituta, per Legatos Extraordinarios & Plenipotentiariorum cum idoneis Mandatis & facultatibus ad id utrinque deputatos Pax & amicitia inita, & conclusa sit in viginti quatuor annos proximos lunares his, quæ sequuntur, conditionibus, i. m. & tenore.

In Nomine Sanctissimi, & Indivisi Trinitatis

POSTQUAM duobus abhinc Annis infusite accidit, ut inter Augustissimum & Potentissimum Principem ac Dominum, CAROLUM VI. Electum Romanorum Imperatorem, semper Augustum, Germaniæ, Hispaniarum, Indiarum, nec non Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiae, Slavoniæ, & utriusque Siliæ, &c. &c. Regem, Archiducem Austriae, Ducem Burgundiæ, Brabantia, Mediolani, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, Limburgiæ, Luxemburgiæ, Wirtenbergæ, Superioris & Inferioris Silesiæ, & Sueviæ, Sacri Romani Imperii Marchionem Burgoviæ, Moraviæ, Superioris & Inferioris Lusitiæ, Comitem Habsburgi, Flandriæ, Tyrolis, Goritiæ, Ferretis, Kyburgi &c. &c. ab una: & Serenissimum ac Potentissimum Principem, ac Dominum Sultanum, Ahmed Han, Ottomanorum, Asiæ & Græciæ Imperatorem, ab altera parte Pax & tranquillitas illa, quæ per Gloriosissimos amorum Magnorum Principum, ac Imperatorum Prædecessores Carolovich in Syrio conclusa, & stabilita fuerat, summum in Eorundem Subditorum detrimentum, perturbationem ac negotiorum iacturam per nova, quædam diffidia ante elapsum tempus interrumperetur, exindeque cruciatum ac exitiale bellum exortum sit, quod magnis Regis & Provinciarum devastations, & Populorum dejectionibus attulit; Divina tamen opulante Clementia tam salutaria ambo Imperia receperunt consilia, ut de reconciliandis exaceratis animis, & evitanda humani sanguinis effusione, nec non prospiciendis Subditorum salute & bono recogitaretur.

Ideo interpositis Serenissimi ac Potentissimi Magnæ Britannici Regis, ac Alte-Potentium Dominorum Ordinum Generalium unitarum Belgii Provinciarum officiis eo res perductæ sunt, ut ad tractandam & concludendam Pacem, ac renovandam priusam amicitiam Legati Plenipotentes sit amplius instructi: In certum locum mitterentur, ubi de æquis conditionibus convenirent.

Itaque ex parte Augustissimi Potentissimi, ac Invictissimi Romanorum Imperatoris Illustrissimus & Excellentissimus Dominus Damianus Hugo, Comes de Virmont, Intimus, & Imperialis Aulico-Bellicus Consiliarius, Peditatus supremus Præfectus & constitutus Tribunus, ac Excellentissimus Do-

minus

ANNO  
1718.

minus Michael à Talman, Imperialis Aulico-Bellicus Consiliarius; ex parte verò Serenissimi ac Potentissimi Magni Sultani, Ahmed Han, Ottomanorum, ac Asiae & Graeciae Imperatoris, Illustri-  
mus ac Excellentissimus Dominus Ibrahim Aga, Aetarii Ottomanici secundae divisionis Praefes, & Excellentissimus Dominus Mehmed Aga, ejusdem Aetarii tertiae divisionis Praefes: nec non nomine Serenissimi ac Potentissimi Magnae Britanniae Regis Excellentissimus Dominus Robertus Sutton, Eques Auratus; & Alte-Potentium Ordinum Generalium unitarum Belgii Provinciae Illustri-  
mus ac Excellentissimus Dominus, Jacobus Comes Colyers, mox circa principium mensis Maii hic Possaroviici comparuerunt, qui solemnem Congressum, & habitis quibusdam sub tentorio usitato more Colloquiis, exhibitisque mutuo Plenipotentiis ita felici successu hujus Pacis opus persequerunt, ut in sequentes viginti mutuos Articulos convenierint.

*Articulus Primus.*

Provinciae Moldaviae & Valachiae, partim Poloniae & partim Transylvaniae limitibus conterminae, interjacentibus, ut ab antiquo, montibus distinguantur & separantur, ita, ut ab omni Parte antiquorum confinium terminum observentur, nullaque in his nec ultra, nec citra fiat mutatio, & cum partes Valachiae cis Alutam fluvium sita cum locis & Munimento Temeswarini in potestate, & possessione Sac. Romano-Caesarea Regiaeque Majestatis sint, juxta acceptatum Fundamentum Pacis: UTI POS-  
SIDETIS, in ejusdem Potestate & Dominio permanent, ita, ut praedicti fluvii ripa Occidentalis ad Romanorum: ripa vero Orientalis ad Ottomanorum Imperatorem pertineat.

E Transylvania elabens fluvius Aluta usque ad locum, ubi in Danubium exoneratur: inde vero juxta ripas Danubii fluvii versus Orsavam usque ad locum, è cujus regione Timock fluvius in Danubium influit; constituantur confinia, atque, ut antehac circa fluvium Marutum observatum fuerat, Aluta, quoad potationem pecorum & piscationes, aliosque hujusmodi perquam necessarios usus, utriusque Partis Subditis communis sit.

Germanorum, quorundemque Subditorum Navibus onerariis & Transylvania in Danubium ultro citroque commercietur; Subditis vero Valachiae navicularum piscationum, aliarumque Cymbarum abique impedimento usus permittitur; Naves tamen molenariae in locis convenientibus, ubi Navigationi Mercatorum obesse non possint, communi Gubernatorum in confinis existentium consensu collocentur.

Et, cum nonnulli Bojari, aliquae minoris conditionis ex Valachia Ottomanica tempore Belli ad Partes Romano-Caesareae se receperint, ii vigore hujus Pacis ad pristinos Lares revertere, & ibi commorando, adinstar aliorum, habitationibus, bonis, & terris suis pacifice frui poterunt.

*Articulus Secundus.*

A loco, ubi Timock in Danubium influit; circiter decem horas sursum utriusque Imperii confinium constituitur; Ispertek-Bania cum suis antiquis Territoriis sub Ottomanico: Ressaia verò sub Romano Imperatorio Dominio permanentibus, & inde inter montes versus Parackin pergitur, ita, ut, Parackin Romano-Caesareae: & Rassa Ottomanicae Ditioni relinquitur, inter utroque Medium per congruum situm progressu fiat in Istolaz, & ibi transiendo per parvam Moravam juxta ceteriorem ripam ad Schachak, & inter Schachak & Bilanam per Terram ad Bedka procedatur, inde descendendo circa Territorium Zockolense eatur Belnam ad ripam Drinae fluvii sitam, Belgrado, seu Alba Graeca, Parackin, Istolaz, Schachak, Bedka & Belina cum antiquis suis Territoriis Augustissimo Romanorum Imperatori, cum à Sua Majestate possessa sint; Zockol verò & Rassa cum suis etiam antiquis Territoriis Imperio Ottomanico permanentibus.

Timock fluvio cum suis embumentis utriusque Subditi communiter gaudeant.

TOM. VIII. PART. I.

ANNO  
1718.*Articulus Tertius.*

Cum à Drina fluvio usque ad Unnam in utraque ripa fluvii Savi sita, five aperta, five occlusa Arces & Palankae Romanorum Imperatoris Milite munitae sint, cum antiquis suis Territoriis juxta fundamentum Pacis in ejusdem Sac. Caes. Regiaeque Majestatis potestate permanente, quare etiam integer fluvius Savus cum suis ripis ad Eandem pertinet.

*Articulus Quartus.*

A loco, ubi fluvius Unna in Savum influit, usque ad Territorium Antiqui-Novii, quod Porta Ottomanica possidet, in ripa Orientali dicti fluvii situm Jessenoviz & Dobiza, nec non aliquot Turres & Insulae, cum Praesidio Romano Caesarea-Regio insellae sint, juxta fundamentum Pacis cum antiquis suis Territoriis Sacrae Suae Romano-Caesareae Regiaeque Majestati permanente.

*Articulus Quintus.*

Quomodum Novi-Novii Territoria in Occidentali Unnae ripa ex parte Croatiae sita, quae tum ad Augustissimum Romanorum Imperatorem pertinebant, post Tractatum Carlovicensem propter aliquam, quae tempore separationis limitum exorta sunt, dissidia & controversias, destructa hoc nomine nuncupata Palanka, Imperio Ottomanico tradita fuere, ita iterum ad reconciliationem & satisfactionem Suae Sac. Caes. Regiaeque Majestatis restituantur, & in ejusdem potestatem cum omnibus inter antiquos suos limites existentibus Locis & Terris revertantur.

*Articulus Sextus.*

Loca demum, quae in partibus Croatiae sita, a Savo fluvio distantia, ab utraque Parte possessa, & Praesidiis custodita juxta Carlovicensem Tractatum cum suis Territoriis in utriusque potestate permanent, atque, si quaedam adhuc occupata fuerint, utriusque Imperii ad determinandos limites deputati Commissarii de controversiis decident, & usque ad extremam Croatiam, eorum locorum Territoria, quae in unius, aut alterius Imperii possessione mansura sunt, distinctis limitibus ac signis separant, & determinant.

Sicuti per Carlovicensem, ita etiam per praesentem Tractatum liberum & licitum esto ab utraque Parte possessa Munimenta & Arces pro securitate utriusque Partis reparare, munire & fortificare, ad Incolarum vero commodas habitationes in extremis confinis apertos Pagos aedificare, ubique sine impedimento & exceptione utrique Parti fas esto, dummodo sub hoc praetextu nova Fortilitia non erigantur.

*Articulus Septimus.*

Pax ista quamvis secundum praedictas Conditiones bona concordia conclusa sit, attamen, ut omnia, quae de confinis promissa & acceptata sunt, ex omni parte effectum nanciscantur, constituantur primum ab utraque Parte experti, fidei & pacifici Commissarii, iique loco opportuno, ubi illis visum fuerit, convenientes quieto comitatu & famulatio, intra spatium duorum mensium, & citius, si fieri poterit, Confinia metis & terminis manifestis per superiores Articulos designata distinguant & determinent, & Statuta utrinque accuratissime & citissime executioni mandentur.

*Articulus Octavus.*

Definit tandem per hosce Tractatus & subsequuta, ubi opus fuerit, locali deputatorum Commissariorum separatione, stabilitis, five deinceps, idoneo tempore per operam Commissariorum mutuo stabilendi confinium limites sancte utrique & religiose observentur, ita, ut nulla ratione, aut praetextu extendi, transferri, aut mutari possint, neque liceat alicui Pacificentium Parti in alterius Partis Territorium ultra statutos semel terminos, aut lineas quidquam juris, aut potestatis praetendere, aut exercere, aut alterius Partis Subditos five ad dedicationem, five



ANNO  
1718.

sive ad pendendum Tributum qualecunque, sive præteritum, sive futurum, sive ad quamvis aliam humano ingenio excogitabilem exactionis, aut vexationis speciem adigere, aut moleſtare, ſed omnis altercatio ex integro amoveatur.

#### Articulus Nonus.

Ad tollendas penitus quascunque in Confiniis super aliquo Articulorum Armistitii hujus, aut quavis de re impoſitum enaſcentes controverſias, diſſerentias, aut diſcordias, ubi prompto & maturo remedio opus erit, ordinentur utrinque in Confiniis primo quoque tempore electi pari numero Commiſſarii, viri nequitiam avidi, ſed graves, probi, prudentes, experti, atque paciſici, hique loco opportuno convenientes ſine Exercitu cum æquali paſſificarum perſonarum comitiva omnes & ſingulas huiusmodi controverſias emergentes audiant, cognoscant, decident, & amicabiliter componant, talem denique ordinem & modum conſtituant, quo utraque Pars ſuos homines & Subditos citra omnem tergiverſationem, vel prætextum graviffimis pœnis ad ſinceram ac firmam Pacis obſervationem compellat; Quod ſi verò negotia tanti momenti occurrerent, quæ per Commiſſarios utriusque Partis componi & expediſci non poſſent, tunc ad ambos Potentiſſimos Imperatores remittantur, ut ipſi compoſandis illis, ſedandis & exſtinguendis modum & rationem invenire & adhibere valeant, ita, ut tales Controverſiæ, quam fieri poterit, intra breviffimum temporis ſpatium componantur, nec earum determinatio ulla ratione negligatur, aut protrahatur;

Cumque præterea in antecedentibus ſacris Capitulationibus duella & mutua ad certamen provocaciones fuerint vetitæ, impoſitum etiam ſint illicitæ, &, ſiqui ad ſingulare certamen venire auſi fuerint, in illos ut tranſgreſſores graviffime animadvertatur.

#### Articulus Decimus.

Incurſiones hoſtiles & occupationes, omneſque inſultus clam, aut ex improviſo facti, deſolationes & depopulationes Territorii utriusque Domini omnino & ſeveriſſimis Mandatis prohibita ſint ac illicitæ, Tranſgreſſores verò Articuli hujus ubicunque deprehenſi ſtatim incarcerentur, & per Jurisdictionem loci, ubi capti fuerint, pro merito puniantur abſque ulla remiſſione, & rapta, quæcunque ſint, diligentiffime perquiſita & adinventæ ſecundum omnem æquitatem Dominiſ ſuis reſtituantur; Capitaneique quoque ipſemet, Commendantes & Præſecti utriusque Partis ad Juſtitiam nulla admiſſa incuria integerrime adminiſtrandam ſub amiſſione officii non ſolunt, ſed etiam vitæ & honoris, adſtricti ſint atque obligati.

#### Articulus Undecimus.

Pro Religioſis & Religionis Chriſtianæ exercitio juxta ritum Romano-Catholicæ Eccleſiæ, quæcunque præcedentes Glorioſiſſimi Ottomannorum Imperatores in Regnis ſuis, ſive per antecedentes ſacras Capitulationes, ſive per alia ſigna Imperialia, ſive per Ediſta & Mandata ſpecialia favorabiliter conceſſerunt, ea omnia Sereniſſimus Ottomannorum Imperator impoſitum etiam obſervanda confirmabit, ita, ut Eccleſias ſuas præſati Religioſi reparare & reſarcire; nec non ſunctiones ſuas ab antiquo conſuetas exercere poſſint, & nemini permiſſum ſit, contra priores Capitulationes, ac Leges aliquo genere moleſtiæ, aut pecuniariæ petitionis eorundem Religioſos, cujuscunque Ordinis & conditionis ſint, afficere, ſed conſueti Imperatoria pietate gaudeant, & fruantur; Præterea Auguſtiſſimi & Potentiſſimi Romanorum Imperatores ſolemni ad Ottomannicam Portam Legato licitum ſit, commiſſi ſibi circa Religionem, & loca Chriſtianæ viſitationis in ſancta Civitate Jeruſalem, aliſque in locis, ubi diſti Religioſi Eccleſias habuerint, exponere atque inſtantias ſuas facere.

#### Articulus Duodeciſmus.

Publici Captivi antecedentis & præſentis Belli temporis ex utraque parte in captivitatem abacti, & in

ANNO  
1718.

publicis carceribus adhuc detenti conſideratione iſtiſſimæ Pacis eliberationem ſperant, nec poſſint diutius ſine læſione Imperatoris Clementis & laudatæ Conſuetudinis, ac Generoſitatis in eadem captivitatē miſeria & calamitate relinqui, ſed modo ab antiquo conſueto cuncti Captivi à die hujus Tractatus Pacis ab utraque parte intra dies 61. in libertatem aſſerantur; Peculiariter, cum in partibus Tranſylvaniæ captivitate detentus Nicolaus Scarlati Voivoda, ac nini & ejusdem domeſtici contra liberos Baſones de Petraſch & Stein cum penes eos Conſtantiнопoli in ſeptem Turribus exiſtentibus hominibus permutandi ſint, quare & ii à data hujusce Pacis Tractatus intra dies 31. in confiniis Valachiæ invicem permutentur, & eliberentur;

Cæteris verò, qui in privatorum poteſtate, vel apud ipſos Tartaros ſunt, licitum ſit, eliberationem ſuam honeſte, & quam fieri poterit, mediocri lytro procurare; Quod ſi cum Captivi Domino honeſte Conventio fieri non poterit, Judices locorum litem omnem per compoſitionem diſcrimant; Sin autem prædictis viſi id etiam conſilii haud poſſent, Captivi preſitis eorum, ſive per teſtimonia, ſive per Juramenta probatis, atque ſolutis, eliberentur, nec poſſint Domini aviditate majoris lucri ſeſe redemptionis eorumdem opponere; Et, quandoquidem à parte Imperii Ottomanni homines non emittentur, qui taliter eliberandis Captivis operam adhibeant, ſpectabit ad probatam Cæſariorum Præſectorum, ut ad dimittendum Ottomannos Captivos, quo empti ſunt pretio, ſincere comprobato, Dominos illorum adſtringant, atque ita ſanctum hoc opus pari utrinque pietate promoveatur;

Donec demum Captivi utrinque prædicta ratione liberentur, Legati Plenipotentiarii ex utraque Parte officia ſua adhibebunt, ut interea miſeri Captivi benigne tractentur.

#### Articulus decimustertius.

Utriusque Partis Mercatores juxta antecedentes Capitulationes Pacis in Dionibus utriusque Imperii rem mercatoriam libere, ſecure, & paciſice exercent; Romanorum Imperatori jam modo ſubjectarum, atque impoſitorum per ſuam Majeſtatem à Chriſtianæ Religionis Statibus acquirendarum Provinciarum Mercatoribus & Subditis, cujuscunque ſint Nationis, terræ, & marique, prout ad hanc rem deſtinati Commiſſarii conveniunt, ſub ſignis & Litteris parentibus Romano-Cæſareis in Regnis & Provinciis Ottomanniſ paciſicus aditus & reſitus pateat, emptioque & venditio libera ſit, & ſolutis neceſſario pendendis Veſtigalibus nequitiam moleſtentur, quinimo protegantur. Conſules & Interpretes, qui Mercatorum curant negotia, (uti prædicti Commiſſarii conveniunt) in Dionibus Ottomanniſ conſtituantur, & reliquis Chriſtianis à Triuto liberis Nationibus conceſſus favor etiam Romano-Cæſareis Mercatoribus confirmetur & concedatur, eademque ipſi utilitate & ſecuritate gaudeant & fruantur.

Algerinis, Tunetanis, & Tripolitanis, aliſque, quibus inhiberi neceſſe eſt, ſerio demandetur, ut impoſitum Pacis Capitulationibus nequitiam contravenientes nullam proſuſa Paci adverſantem actionem perpetrent. Coerceantur quoque in ripa Maris ſitz Dulcinensis Arcis incolæ, ne deinceps Pyratiam exercent, neve naves Mercatorum infeſtent, & damniſcent, eorum Lembis, ſeu Fregatis & reliquis Navibus pyratibus ſublatis alias exſtruere prohibeantur, ita quidem, ut in tales Prædones, qui contra Imperiales Pacis Capitulationes Mercatorum Navibus damna invahere, eaſque aggredi auſi fuerint, reſtitutis omnibus in prædam ablatis rebus & bonis, reſarcitiſque damnis & jacturis, ac in libertatem aſſerſis Captivis, quos ceperant, juxta Leges, ut Juſtitia exigit, ad altorum exemplum animadvertatur, iſque puniantur.

Ut autem Commercii res omnis fraudis expers ſit, quidquid ab utraque Parte conſtituit, & de illis tractantes Commiſſarii conſulerint ac determinaverint, ratihabeatur, in Capitulationibus inferatur & adjungatur.

#### Articulus decimusquartus.

Maneat porro etiam illicitum futuris quoque temporibus receptaculum, vel fomentum dare malis homi-

ANNO  
1718.

hominibus, rebellibus Subditis, aut male contentis, sed ejusmodi homines & omnes Prædones, Raptores, etiam aliter Patris Subditi sint, quos in Ditione sua deprehendit, merito supplicio afficere utraque Pars adstricta sit, qui, si deprehendi nequeant, Capitaneis aut Præfectis eorum, sicuti eos latitare compertum fuerit, indicentur, sique illos puniendi mandatum habeant, quod, si nec hi Officio suo in punitione talium Sceleratorum satisfecerint, Indignationem Imperatoris sui incurrant, aut Officiis exuantur, aut ipsimet pro Reis loant; quoque magis à Nefariis hujusmodi petulantis cautum sit; Neutri Partum liceat intertenere & alere Haydones, quos liberos nuncupant, Plagiarios, Pribeck dictos, atque id genus facinorosorum hominum, qui non sunt alterutrius Principis stipendio conducti, sed rapti vivunt, tanquam il, quam, qui eos aluerint, pro demerito puniantur, talesque Nefarii, etiam consuetæ vitæ emendationem præferant, nullam fidem mereantur, nec prope Confinitia tolerentur, sed ad alia remotiora loca transferantur.

*Articulus decimusquintus.*

Ne tamen aliquo modo Confinitiorum tranquillitas & Subditorum quies perturbari queat, loca, ubi Rapoczius, Berzenius, Antonius Ederhazy, Forgatsch, Adamus Vay, & Michael Craczy alique Hungari, qui ab obedientia Augustissimi Romanorum Imperatoris desceverunt, & in Ottomanicis Ditionibus tempore Belli refugium quaesiverunt, in Ottomanico Imperio ad libitum collocabuntur, & disponentur, remota sint à limitaneis & confinaris partibus, & uxores tamen illorum non impediuntur maritos suos sequi, & cum iis in assignato districtu commorari.

*Articulus Decimus sextus.*

Proponentibus Plenipotentiariis Suae Sacrae Romano-Imperatoriae Regique Majestatis, ut Rex & Respublica Poloniae in hoc Tractatu simul comprehendantur: Responsum est; inter Regem Poloniae ejusdemque dictam Rempublicam Pacem perpetuam & firmam & nullas cum Ottomanico Imperio controversias versari, si autem Poloni ratione Chozim, aut ob alia negotia, ad proferendum aliquid haberent, per Legatos, aut per literas apud Ottomanicam Portam notificare & exponere poterunt, quem ex æquitate & iustitia determinabuntur.

*Articulus Decimus septimus.*

Ut quoque tanto magis Armistitium hoc bonae inter ambos Potentissimos Imperatores Amicitiae firmetur, & coalescat, mittentur solennes utrinque Legati, ex æquo utrisque Ceremonialibus ab introitu in Confinitia usque ad reditum in locum secundae permutationis excipiendi, honorandi, tractandi, atque prosequendi, qui in signum Amicitiae spontaneum munus, conveniens tamen, & utriusque Imperatoris Dignitati consentaneum afferent & in Æquinoctio verno mense Martio iter prævia mutua Correspondentia uno eodemque tempore suscipientes, in confinis more jam pridem inter utrumque Imperium observato permutabuntur;

Solemnibus porro Legatis in Imperatoris Aulis, quidquid liberit, petere liceat, atque permittatur.

*Articulus Decimus octavus.*

Regula & norma Curialium in recipiendis, receptisque pariter honorandis & tractandis Ministris utro citroque commeanantibus & commorantibus juxta usitatum prioribus etiam temporibus modalitatem deinceps utrinque cum aequali decore & secundum distinctam characteris Ministrum prærogativam observetur. Legatis Romano-Cæsareis, & Residentibus, & quibuscumque eorumdem hominibus pro suo arbitrio, quibusque placebit, vestibus uti licitum sit, neve quiquam impedimento esse possit. Ministri porro Cæsarei, sive Oratores, sive Legati, sive Residentes, sive Agentes munere fungantur, quibus reliquorum Principum Ottomanicæ Portæ Amicorum Legati & Agentes immunitatibus & privilegiis perfruuntur, eadem libertate, imo ad dis-

TOM. VIII. PART I.

ANNO  
1718.

tinguendam Cæsareæ Dignitatis prærogativam utriusque melioribus modis fruuntur, habeantque hanc potestatem conducendi Interpretes. Ceteros etiam & alii eorum homines, ab Aula Cæsareæ ad Ottomanicam Portam, atque iterum redeuntes, & utro citroque venientes salvo Passu tuto & secure permeent, atque, ut commode iter suum perficiant, omni favore adjuventur.

*Articulus Decimus nonus.*

Has vero Conditiones & Articulos ad formam hic mutuo placitam à Majestatibus utriusque Imperatoris ratihabitu in, atque, ut solennia Ratificationis Diplomata intra spatium 30. dierum à die subscriptionis, vel citius in Confinis per Excellentissimos Legatos Plenipotentiarios Mediatores recte proce, recteque committentur, Legati Plenipotentiarii utriusque Imperii sese infallibiliter præstatores obligant, atque compromittunt.

*Articulus Vigésimus.*

Durè Armistitium hocce, & extendatur favente Deo ad viginti quatuor annos lunares, & continuo sequentes, à die, qua ejusdem subscriptionis facta fuerit, quo annorum numero elapso, vel etiam medio tempore priusquam elaboratur, liberum esto utrique Partum, si illi placuerit, Pacem hanc ad plures adhuc annos prorogare.

Itaque mutuo & libero consensu, quacunque stabilita sunt, pacta inter Majestatem Augustissimam & Potentissimam Romanorum Imperatoris, & Majestatem Serenissimam & Potentissimam Ottomanorum Imperatoris, & Hæredes, eorumdem Imperia quoque & Regna ipsorum, Terrarum Marique sitas Regionis, Civitates, Urbes, Subditos & Clientes, observentur sancte, religiose & inviolabiliter.

Et demandatur serio omnibus utriusque Partis Gubernatoribus, Præfectis, Ducibus Exercituum, atque Copiis & quibuscumque in eorumdem clientela, obedientia & subjectione existentibus, ut illi quoque prædeclaratis Conditionibus, Clausulis, Pactis & Articulis sese adequate conformantes omnibus modis caveant, ne contra Pacem & Amicitiam hanc sub quocumque nomine aut prætextu se invicem offendant; aut damificent, sed quolibet prolixius inimicitiae genere abstinendo bonam colant vicinitatem, certo scientes, quod si eatenus admoniti morem non gesserint, severissimis in se penis animadvertendum fore.

Ipsæ quoque Crimenis Chamus & omnes Tartarorum Gentes, quovis nomine vocatae, ad Pacis hujus & bonæ vicinitatis & reconciliationis jura rite observanda adstricti sint, nec illdem contraveniendo, hostilitates qualescunque exerceant erga quavis Romano-Cæsareas Provincias, earumque Subditos, aut Clientes; Porro sive ex aliis Exercitiis generibus, sive ex Nationibus Tartarorum, si quis contra sacras Imperatorias hæc Capitulationes & contra Pacta & Articulos earum quidpiam ausus fuerit, is penis rigorosissimis coercetur.

Incipiat vero dicta modo Pax, quies & securitas Subditorum utriusque Imperii à suprafata die subscriptionis, & cessent exinde, atque sustollantur omnes utrinque inimicitiae, & Subditi utriusque Partis securitate & tranquillitate fruuntur. Eoque fine, & quo magis per summam curam ac sedulitatem hostilitates inhibere possint, transmittantur quam ceteris mandata, & edicta publicanda Pacis ad omnes Confinitiorum Præfectos; cumque spatium aliquod temporis requiratur, intra quod Officiales in remotioribus partibus præsertim consilium istam conclusæ Pacis notitiam obtinere valeant, statuatur viginti dies pro termino, post quem, si quis hostile quidpiam alterutra ex parte admittere presumpserit, penis superius declaratis irreversibiliter subiacet.

Ut denum Conditiones Pacis viginti hinc Articulis conclusæ, utrinque acceptæ, & debito summoque cum respectu inviolatæ observentur, siquidem Domini Plenipotentiarii Ottomanici vi concessæ iisdem Facultatis Imperatoriae Instrumentum Turcico sermone, exaratum & subscriptum legitimum & validum nobis exhibuerint; Nos quoque vi Mandati & Plenipotentiæ nostræ propriis manibus, & propriis Sigillis subscriptas hæc Pacto-

VVV 2

rum



ANNO rom Literas in Latino Idiomate tanquam legitimum  
1718. & validum Instrumentum extradidimus.

Acta hæc sunt in Congressu ad Passarovicium,  
in Servia, sub Tentorii celebrato, die vigesima prima  
mensis Julii, Anno millesimo septingentesimo de-  
cimo octavo.

DAMIANUS HUGO COMES MICHAEL DE  
DE VIRMONT. TALMAN.

(L.S.)

(L.S.)

Nos Robertus Sutton, Eques Auratus, ex parte  
Serenissimi & Potentissimi Domini Georgii, Ma-  
gnæ Britannæ Regis, & Jacobus Comes Colyers  
ex parte Alte-Potentium Dominorum Federati  
Belgii Ordinum Generalium, Legati Mediat-  
ores,

Hæc præmissa coram nobis, & sub directione Me-  
diationis nostræ, ita acta, conclusa & firmata esse, vi-  
gore publici muneris nostri pariter subscriptione &  
Sigillorum nostrorum appositione attestamus, & fir-  
mamus, Anno & die, ut supra.

ROBERTUS SUT- JACOBUS COMES CO-  
TON. LYERS.

(L. S.)

(L. S.)

Nos volentes iis, quæ Nobis vi recensitorum  
modo Articulorum hic loci incumbunt, eadem  
integritate, qua ad hosce Tractatus accessimus, fa-  
cilitate, prænotatas Conditiones atque Articulos,  
prout superius descripti, & de verbo ad verbum in-  
ferri habentur, pro Nostra parte ex certa Nostra  
Scientia, Animo bene deliberato, & omni meliori  
modo & forma, quibus potuimus, & debuimus, ap-  
probavimus, ratificavimus, & corroboravimus, prout  
vigore præsentium approbamus, ratificamus & cor-  
roboramus: Promittentes in fide & verbo Imperiali  
Regioque pro Nobis ac Hæredibus, & Successori-  
bus Nostris, quod illa omnia & singula sincere,  
sanctè, & inviolabiliter tenebimus, observabimus,  
adimplebimus, quamdiu ab altera Parte Paci adven-  
tantes actiones & motus non promanaverint, quod  
per prædictos Hæredes & Successores Nostris eod-  
em plane pacto observari, & adimpleri debere vo-  
lumus atque decrevimus, ac tam Nos ipsos, quam  
eos, ad id quam efficacissime obligamus, & obli-  
gatos ac adstrictos reddimus, omni dolo & fraude  
postpositis & semotis, harum testimonio Literarum  
manu Nostra subscriptarum, & Sigilli Nostræ Cæ-  
sari appendicem munitarum. Dabantur in Civitate  
Nostra Vienne, die duodecima mensis Augusti,  
Anno millesimo septingentesimo decimo octavo,  
Regnorum Nostrorum Romani septimo, Hispani-  
ci decimo quinto, Hungarici verò & Bohemici  
octavo.

CAROLUS.

L. S.  
P.

EUGENIUS A SABAUDIA.

Ad Mandatum Sac. Cæsareæ Regique  
Catholicæ Majestatis proprium,

ANTONIUS JOSEPHUS AB OTTL.

Declaratio Fœderis Sacri Cæsareo-Polnico-Veneti  
à Dominis Legatis Cæsareis Dominis Legatis  
Ottomanicis apud ipsam Pacis subscriptionem

coram Dominis Legatis Mediatoribus Anglo-Ba- ANNO  
tavis facta & consignata. 1718.

ETIAMSI aliunde manifestum sit, & Portam  
Ottomanicam non minus, quam alias Pot-  
entias latere non possit, Fœdus perpetuum indissolu-  
bile, & tale inter Sacram Suam Majestatem, Ro-  
manorum Imperatorem, Respublicasque Poloniam,  
& Venetam intercedere: ut, si unus, vel alter se-  
paratim, aut omnes Horum Confœderatorum simul  
ab Imperio Ottomanico quocunque modo & tem-  
pore Bello petiti, & laceffiti forent, omnibus & sin-  
gulis pro communi defensione terra, marique in ar-  
ma concurrere, & mutua sibi auxilia ferre fas sit,  
subscriptis tamen Alte-fate Sacræ Majestatis Cæsa-  
reæ Legatis Plenipotentiaris vi Mandati specialis hac  
conclusæ Passarovicensis Pacis occasione incubuit,  
coram Portæ Ottomanicæ Legatis etiam Plenipo-  
tentiaris, sicut & Serenissimi & Potentissimi Magnæ  
Britanniæ Regis, nec non Alte-Potentium Statuum  
Generalium unitarum Belgii Provinciarum ad Me-  
diationem præsentibus Ministris Fœdus hoc quam  
solemnissime declarare, & ita hîc declaratum esse  
voluerunt; Exhibitum sub Tentorio ad Passarovicium  
vigesima prima Mensis Julii, Anno millesimo septin-  
gentesimo decimo octavo.

DAMIANUS HUGO COMES MICHAEL DE  
DE VIRMONT. TALMAN.  
(L. S.) (L. S.)

Nos Robertus Sutton, Eques Auratus, ex parte  
Serenissimi & Potentissimi Domini Georgii, Magnæ  
Britanniæ Regis, & Jacobus Comes Colyers ex par-  
te Alte-Potentium Dominorum Federati Belgii Or-  
dinum Generalium Legati Mediatores, hanc præ-  
missam Declarationem ab Illustrissimis & Excellen-  
tissimis Dominis, Domino Damiano Hugone Co-  
mite de Virmont, & Domino Michele de Talman,  
Legatis Extraordinariis, & Plenipotentiaris Cæsari-  
bus, Excellentissimis Dominis, Ibrahim Aga & Mehmed  
Aga, Ministris Plenipotentiaris Serenissimi & Poten-  
tissimi Ottomanici Imperatoris, coram nobis hæc, &  
extraditam, atque ab his acceptatam esse, ac insuper  
promissimè eam suam cum Tractatu Induciarum, si-  
ve Trêve ad fœdum Portam transmissuros præ-  
mere nostro publico subscriptione, & Sigillorum nostro-  
rum appositione rogati, & requisiti attestamus. Anno &  
die, ut supra.

ROBERTUS SUT- JACOBUS COMES CO-  
TON. LYERS.  
(L. S.) (L. S.)

CC.

Instrumentum Pacis inter Serenissimam Rempubli- 21. Juill.  
cam VENETAM & PORTAM OTTO-  
MANNICAM compositæ & signatæ ad Oppidum  
Passaroviæ in Regno Servie, die 21. Julii anno  
1718. [Copie imprimée à Vienne, dans l'im-  
primerie Impériale]

In Nomine Sanctissime Trinitatis.

QUANDOQUIDEM Deus omnipotens indulset,  
inter Serenissimum, & Potentissimum Sultanum  
AHMED HAN, Ottomanorum, Asiæ, & Græciæ  
Imperatorem: ac Serenissimum Rempublicam Venetam  
Bellum emergere; Divina quoque Misericordia dig-  
nata est, Belligerantium Animis Consilia Pacis in-  
spirare. Quem in finem solennem Serenissimi, ac  
Potentissimi Principis, GEORGII, Britanniarum  
Regis: nec non Præpotentium Dominorum, Belgii  
federati Statuum, Mediationis fervor conduxit, A-  
deoque præatus Rex Excellentissimus, & Illustris-  
simus Dominum, Robertum SUTTON, Equitem  
Auratum: prædicti Domini, Belgii Federati Status,  
Excellentissimum, & Illustrissimum Dominum, Ja-  
cobum

coloni COLLTERS, Comitum, Plenipotentiariorum, humani Sanguinis Effusio, Stragibus, & Desolationibus tot innocentium Subditorum finem facturos, atque pristinum Concordiam, & Amicitiam redintegraturos, delegaverunt. Cum igitur dicta Mediatione utrique Partium accepta, & Congressus solennis in Confinitibus, ad Passarovitz, in Regno Serviz, fuerit destinatus, Excellentissimi, & Illustrissimi Domini, Ibrahim EFFENDI, secundus actualis Camera Præses, & MEHEMED, tertius Camera Præses, fulgidæ Portæ Plenipotentiariorum: ac Excellentissimus, & Illustrissimus Dominus Carolus RUZZINI, Eques, Procurator, & Plenipotentiariorum extraordinarius Reipublicæ Venetæ, comparuerunt; atque, post frequentes Congressus, interveniente officio, & opera salutari dictorum Dominorum Mediatorum, qui singulari Prudentia, & Industria suum Munus adimpleverunt, Ope Divina, tandem sequentes Articulus invicem pepigerunt.

ART. I. Munimentum Imofchi, in Erzegovina, in Dalmatia, & Albania autem Tiscovatz, Stermiz, Unifia, Turris Proloch, Erzano & alia Propugnacula, Aggeres, Arces, Loca item oclusa, & aperta, quæ in manus Reipublicæ Venetæ cesserunt, in ejusdem possessione denuo permanent; atque, ut Fines sint depositi, & Limites separati, ab uno ad alterum dictorum Locorum Terminum linea ducetur. Itaque quæ inter memoratam lineam, versus Dominium Venetum, & rectâ versus Marc existunt, in possessione Reipublicæ permanent; quæ vero extra hanc lineam, Excelso Imperio remanent; quemadmodum in Tractatu Pacis Carolovicensis est definitum. Munimentis Reipublicæ restitutis, & in præstata linea, rectâ versus Marc, juxta ac in fronte lica, sive semi-circulo, comprehensis, a destinatis Partibus utriusque Commissariis, pro exigentia, unius horæ spatium Terræ assignabuntur. Si in vicinia memoratæ lineæ, aut extra eandem, reperitur Munimentum Excelsi Imperii, eidem, cum omnibus Terris retrofisis, remanet; in fronte pariter per lineam semicircularem unius horæ spatium Terræ, infra circulum, adjudicabitur.

II. Quemadmodum in Tractatu Pacis Carolovicensis pactum est: Territorium, & Districtus Dominorum Ragusinarum cum Territorio, & Districto Excelsi Imperii continuantur; Eaque propter Locos Popovo, cum suis Pagis, Zarine, Ostovo, & Subici, à Republica Veneta occupatus, cum omnibus ibidem existentibus, & communicationi nominati Territorii obstantibus, Excelso Imperio, quo modo statu invenitur, restituitur; similiter a parte Arcis Novæ, & Rifane, communio Terræ Ragusina cum Excelso Imperio nequaquam interruptetur.

III. In Archipelago sitæ, & Reipublicæ Venetæ ablata Insule de Cerigo, eidem redduntur; & octoginta dies post signatum Pacis Instrumentum, evacuantur, ac in possessionem restituantur.

IV. Munimentum Butrinto, Prevesa, & Voinizza in Ora Archipelagi, ac potestate Reipublicæ Venetæ, Tenore Fundamenti: UTI POSSIDETIS, in ejusdem Reipublicæ Possessione denuo commorantur; atque ab utriusque Partis Commissariis æqualiter dividendis Finibus unius horæ spatium Terræ assignabitur, cum positione Limitum, & Terminorum.

V. Ab utraque Parte Finibus in Dalmatia, Erzegovina, Albania, & Archipelago discernendis Commissariis peritis, probi, benevoli, & pacifici destinabuntur; qui post tres menses, a signato Instrumento, Congressum cum pacifico, ac modesto Comitatu, æqualique numero, in loco competente auspiciabuntur, & omnem operam navabunt Finibus utrique statuentis: ut bimestri spatio, aut citius, si possibile fuerit, Munia sua exequantur.

VI. Quanto magis solida Amicitia, & Quies inter Subditos concilianda, tanto acrius sunt abominandi, qui reprobo genio, & ingenio, ipso etiam Pacis tempore, latrociniis, ac hostilibus machinationibus Tranquillitatem Finium disturbant; quam ob causam ejusmodi Ex-legibus a neutra Parte tutamen, aut præsidium præstandum; sed indagandi, persequendi, & tradendi sunt, ut, aliis in Exemplum, merita poenæ afficiantur; Quia & imposterum prohibitum sit, similes nefarios adjuvare, aut tutari.

VII. Quoniam diffidia, æque Mari, ac Terræ, remittunt, & mutua benevolentia renascitur, hujus atque Pacis notitia Finium Præfatis insinuanda est; idcirco pro Bosnia, Albania, & Dalmatia terminus

triginta dierum: pro aliis, utpote Infusa Candia, ætlique Finibus tempus quadraginta dierum statum est; intra quod tempus ab Excelso Imperio, sicut a Republica Veneta, quantum observari poterit, nec minimum, his Articulis contrarium, parandum.

Ceterum Subditis vera, & universalis conceditur Amnestia omnium, flagrante Bello, commissorum Facinorum, etiam quorumcumque; quorum nemo iam, vel imposterum, arguetur, aut castigabitur.

VIII. Dispositis jam Finibus, & Terminis, in possessionem adjudicatis, omnia imposterum rata, sancta, & inviolata, observantur; & si quis Fines violare, seu Terminum transgredi præsumpserit; vel, si etiam Superiores hujusmodi Transgressores debito supplicio punire superederint, tam illi ipsi, quam delinquentes, severe puniantur. Casu, Commissariis difficultates emergerent, super quibus æque convenire non possent, ab utraque Parte sincera causæ notio intimanda; ut subsidio, & officio Casarei, Anglici, & Hollandici, Dominorum Legatorum, apud Fulgidam Portam commorantium, Differentiæ rite, amiceque componantur; neque has, vel similes ob causas inimicitia exercenda, neque Subditorum Concordia lædenda, neque stabilita Pax cum Excelso Imperio iniurienda.

IX. Mancipia, Belli tempore capta, & in carcere conclusa, intuitu alius Partis, in fiduciam libertatis constituentur; ac, cum Pietatem, & Clementiam Imperatoriam dedecet, eadem in nesciatum squalore retineri, cuncta Mancipia publica, spatio unius & sexaginta dierum, a signato Instrumento, in plenam libertatem invicem afficiantur; interea, quæ tempus eorum redemptionis affulserit, Plenipotentiariorum utriusque Partis seculam curam gerent, quatenus interim benevole habeantur.

X. Immunitatibus, a Sultanis quondam Nationi Francorum concessis, congruenter, hii Ritus suos, ubicunque Ecclesias suas, & Cœnobia habuerint, exercitare, & frequentare poterunt; & si quæ restaurari indigerint, vigore Casarei Mandati, & Aequitatis, reficere poterunt. Nullus etiam in hoc ipso illos impedit pecuniarum exactione, aut alio prætextu, contra Justitiam, & Excellam Capitationem, affigit; illi insuper Jerusalem, æque Loca sacra adire, & redire, absque omni impedimento, poterunt.

XI. Si quis ex Venetis in Dominatu Ottomannico cum aliquo commercatus esset, qui solutione alium fraudaret, & fugeret, quandoque de Excelso Mandato foret repertus, Merces Proprietario restituantur: ac si quis ex Excelso Imperio cum Veneto commercatus esset, qui etiam solutionis loco aufugisset, & idem inveniretur, reperta pariter restituantur. Si quoque aliquis ex Imperio Quoramtum debita contraheret, vel alia ratione culpam incurreret, & effugeret, nullus alius innocens retinebitur; neque Venetiani, loco illius, potestabuntur. Quando talis in Dominium Venetum transmigravisset, & si debita probanda contraxisset, hæc eadem recuperabuntur, & Creditori redditebuntur, atque, si quis Penam meruisset, ille juxta gravitatem sceleris, puniatur: pari etiam Talio, a parte Excelsi Imperii, procedendum.

XII. Licetum sit utrique, recepta Munimenta refarcire, reparare, munire, non autem nova Munimina ad Fines extruere, neque diruta a Venetis Propugnacula restaurare. In finitimis Terræ firmæ, ubi expedit, fas esto, Oppida, & Pagos undique moliri, pro excolenda mutua Necessitate, & Amicitia; & emergente aliqua Differentia, Finium Præfatis, congressu, causam diffidii utraque ex parte, omni Justitia, & Concordia, decident.

XIII. Si Mercator ex Veneto in Dominatu Ottomannico pervenerit, ob Aēs alienum non prematur, aut retineatur. Nemo etiam Mercatorum Venetorum, si Bursiam, vel alium ad locum proficisci voluerit, sine salvo Conductu sui Baili, illuc permittatur; si aliqui pervicaces abs Indultu eo penetrare vellent, Subassi Bailo affilant, illosque abire non permittat. Servi Nautici Navium Venetarum ad Servitia Ottomannica nequaquam cognantur, sed, quo venerunt Cursum, Navibus suis remeare poterunt; neque ab illis, qui negotii gratia vel Venetas veniunt, vel inde redeunt, sive conjugati sint, sive cælibes, quando in Statu Ottomannico non stabiliuntur, & redire cogantur, ita dictum, Corazo non exigatur; Si inter Venetum, aliumque Christianum Tributarium litigium enasce-



ANNO  
1718.

retur, & in flagrante disceptatione Testimonia Veneta produceretur; Adversarius autem, prætexendo, hos ejusdem Incolatus Christianos esse debere, Testimonia Christianorum Venetorum recuset, & ita molestitus ellet; necessarium est, quoniam omnes Christiani unius Religionis sunt, ut, cum ipsorum lites contra alios Christianos intenduntur, adigantur, Testimonia perhibere; & eadem, undecunque fuerint, assumi: & pro Æquitate rata haberi debent. Si quis Mercator Venetus, in Dominatu Ottomannico itineri accinctus, in Pago aliquo invaderetur, rebus suis spoliaretur, vel in Aggressu trucidaretur, & omnia pessumrent; & si ad hæc ipsius Hæredes, vel Curatores advenirent, causa coram Justitia exaudiri, & executioni mandetur. Si quis Mercator Venetorum, ob negotia in Dominatu Ottomannico venisset, & commercio suo immoratus, moretur, constituti Præfedi se ejus facultatibus non immisceant, sed eadem illius *Bailo* tradantur.

XIV. Respublica poterit ex Placito suo mittere *Bailum*, qui cum Familia sua, si voluerit, Constantinopoli circiter Triennium habitare: & adhuc ante evolutum Triennium discedere poterit; si fortassis cum Familia venire nolle, id sine eadem facere: & pro exigentia Negotiorum suorum iterum ante Triennium migrare, atque alter in ipsius Munus succedere poterit; Hicque usitato Honore observantur. Ubi dissidium, non Respublicam Venetam, sed solum *Bailum* concernens, emerisset, illud merito modo expediri: ad Negotia vero, à Republica illi non tradita, & commissa, non adstringatur; Qualiacunque etiam hæc Negotia fuerint, dictus *Bailus* obligabitur, integre eadem Senatui Veneto exponere; si proinde Responsum, cum Commissione, Facultate, seu Potestate, desuper emanaverit, idem, prætextu alio, contra Præscriptum, Facultatem, Capitulationem Imperialem, nequam vextur, sed in quiete relinquatur. Pro omnibus, quæ *Baili*, Consules, Interpretes, eorumque Domestici, donandi gratia, Ære proprio cemerint, ut etiam pro eorum Victu, & Amictu, nullum Tributum, *Baz*, *Rest*, *Cassabie*, & *Messestaria* nuncupatum, postulat. Consules Veneti, illorum Ipsorum Mercatorum Negotiationibus destinati, ad illas Scalas, ubi commorati sunt, post se defendere; atque Hi illius Nationis sunt. Et, quando mutare placuerit residere: atque alios idoneos in vices illorum transmittere, ipsam nullus impedit. Sine autem quis cum Consulibus, a Natione Veneta pro Ope, & Opera Venetorum Mercatorum constitutis, litigaret, illis manus injici non poterit, neque illorum domus obsideri, sed dissidia, contra Consules, & Interpretes enascentia, à Fulgida Porta exaudiantur.

XV. Subditi utriusque Domini, tam Terra, quam Mari, in perenni quiete, securitate, ac omni procul impedimento, negotiari possunt. Venetorum iuxta, ac aliorum Principum Christianorum Subditi, Dominorum Venetorum Navibus vecti, incolunt, ac securi, venire, & redire possunt, sine molestia, merque Mancipatus; quapropter contra Milites Algerios, Tunetanos, Tripolitanos, aliosque protestandum, illisque infinuandum: ut Capitulationibus Cæsareis, & aliam Paci contrarium nihil committant; quod ipsum etiam maritimi Littoris ad Arcem Dulcinensem Accolis mandandum est, ne Piraticam exercent: & ne damnum Mercatorum Navibus interitur, illisque omnis aditus impediatur, atque omnis molestia tollatur; Triremes ex illorum manibus extorqueantur, cum severo jussu, imperferum alios non ædificandi, hoc pacto: ut ab illis, qui deinceps contra Capitulationes Cæsareas, aliamque Pacem Naves Mercatorum deprædari præsumpserint, Facultates, Merces, alique omnia direpta proprio Domino restituantur: Damnum refarciant; & Mancipia in Libertatem aillantur; quin etiam ejusmodi usarii homines, quemadmodum Justitia postulat, ad Exemplum aliorum, quam severissime puniantur: & insuper Notæ Imperiales, & Excellæ Mandata, quondam à Regnantibus Sultanis hac super re concessa, à parte Cæsarea ab integro renoventur, confirmantur, & ex Tenore suo, adimpleantur.

XVI. Quando in Finibus, ob Homicidia, aliasque Causas, Dissidia & Inimicitie oriuntur, Arbitratu Præfectorum Finum illorum, secundum æquita-

tem, decidendum est, & discordiis, quomodoque exortis, obviandum; ne opus sit, Querelas ad fulgidam Portam, & Senatum Venetum deferre. Summa proinde Industria impendenda, ut Causæ in Loco decendant: Partes non confundantur; & si nullo hic modo discordiæ possent componi, hac super Re omni integritate referendum.

XVII. Si Mercatores Veneti ex venditione, vel emptione, aut mutuo accepto, Negotiatione, & Syngrapha, aliave iusta ratione debita, open Justitiæ reposcunt, & auxilium *Mubassir*, vel Superintendentis, exigunt, ex Nummis exactis *Mubassir*, vel *Zant*, Tributum, in Foris solvi solitum, pendatur: scilicet duos *Aspros* pro cento, nec plus ex Summa postulare liceat. Negotiatores, Consules, Interpretes, & alii Subditi Republicæ, ejusdemque subiectæ Provinciæ in Negotiationibus suis, sub Excellæ Imperio exercendis, in emendo, vel vendendo, commodando, merces procurando, Tabulis debitorum, alique quibuscunque iustis petitionibus *Cadi* accedant: contractum Protocollo inferi faciant: & *Coreto*, vel aliam validam Scripturam recipiant; &, oriente discordia, *Coreto*, Scriptura, & Protocollo confirmanda sunt, & conformitate horum procedendum; in horum nihil esset producendum, æquitas tamen exiget, Querelas discernere, Judices eisdem vigore Justitiæ, integre, & æqualiter excipiant: Testimonia adducta decenti sedulitate examinent, & scrutentur, utrum a mendacibus, improbis, iniquis, & facinorosis obnoxios non perhibeantur; nec perfonæ, simili crimine, Testimoniis perhibendis repugnante, infames audiantur, ne iniquitas, & injuria committatur; neque etiam super his iniquis, & fideolis, & corruptis Testimoniis Sententia pronunciari possit: & si quæ Sententia prolata foret, non obtineat, ut nullo modo injustitia subséquatur. Quod si aliquis Venetorum Mercatorum, vel Nauticorum in Excellæ Imperio Turcæ feret, & naviga, ac mercesibidem non essent illorum propria, sed, Justitia indagante, ad Mercatores Venetos, vel existentes sub Dominio Veneto Subditos pertinerent, a nullo vextur, nec exigantur, fed Venetus *Bailus*, aut Consules Navigia, & Merces e manibus eorum recipiant; ne penes illos remaneant, quod aliis, ex jure, & ratione, competit.

XVIII. Cum inter duos Venetos lis exoritur, illorum *Baili*, more solito, & absque impedimento, illos audiant; & si quis cum dicto *Bailo* in Urbe Constantinopolitana diffideret, apud Fulgidam Portam, in *Divano* Imperiali, causa exaudiat. Si vero Sultanus foris moretur, ventres cum *Bailo* lites à Præfecto, Custodia Urbis Constantinopolitanæ destinata, ac Judice simul audiantur; & si quis dissidium, vel petium, negotiationem Venetorum Mercatorum concernens, haberet, *Cadi* accedat; & absente Veneto Interprete, *Cadi* illorum Querelas excipere non liceat. Verum tamen Litigantes nullam difficultatem casabant, obtendendo, Interpretem non adesse, sed obligabantur eisdem adducere; si autem Interpres magni momenti negotii esset occupatus, usque ad ejus reditum expectandum est. *Baili*, nisi legitima Instrumenta adferrent, ob alia Nomina non compellantur, nec ad solvendum cogantur; aut si Debitores se subducerent, Creditores illos investigare poterunt, ubi, approbante Judice, vel Præfecto; jus suum postulare possunt; si Debitor autem in Oras Republicæ Venetæ subiectas diffugerit, *Bailus* Causam ad Rempublicam devolvit, ut diligenti animadversione Actor sua recuperet.

XIX. *Musulmanni* ex Barbaria, & aliis ex Regionibus, Mercatores, qui Terra, Marique negotiantes, Dominium Venetum contingunt, consueto Mercium vectigali soluto, non impediuntur, nec damno afficiuntur, sed in Dominatu Ottomannicum, prout lubet, venire, & redire valeant. Veneta pariter, ac aliæ Naves, quæ in Sinum Adriæ penetrant, negotiorumque causa Venetiis appellant, & remaneant, nequam impediuntur, aut lædantur, si aliqui alii non offerant. Naves Venetæ, secundum vetas Telonii Institutum, Constantinopolim perquirit, ubi ad Fretum Castellorum pervenerint, iuxta vetus Vectigalis Edictum, rursus perquirantur, & tunc indulgentur vela pandere; neque fas sit, eisdem Gallipoli amplius explorare: attamen, secundum veterem Vectigalis Canonem, duntaxat ante Oram Castellorum denique lustrantur, cum velis ita prosequantur.

XX. Si Mancipium, Venetiis fugitivum, in Dominatu Ottomannicum transfunderetur, & Turcæ fieret;

ANNO  
1718.

ANNO  
1718.ANNO  
1718.

fieret; Domino, ipsum affecuto, mille *Aspri* solvantur; si autem non Dominus, sed ejusdem Procurator veniret, eidem pariter mille *Aspri* solvantur; verum, si Mancipium sit adhuc Christianum, in quo statu reperitur, restituitur. Pari modo, si *Masulmannus* ex Dominatu Ottomannico in Dominium Venetum transfugeret, fidemque suam cessasset, in eodem statu restituitur; sed si Christianus factus esset, ejusdem Domino, vel Procuratori mille *Aspri* solvantur. Si Remiges Piratarum Barbarorum ad Venetorum Insulas, aliasque eorum Ditiones Naves appellerent: eorumdem Incolas in servitutum adigerent: eosdemque, in Romelliam, Natoliam, Barbariam, & alias in Terras abductos, venundarent, vel etiam suis utibus adhiberent; cum ejusmodi Mancipium in servitute etiam ejusdemque inveniretur, sine controversia, ex illius manibus eripitur, & Republicæ *Basilæ*, vel Locum tenenti, aut Procuratori tradatur. Piratæ quoque coëduntur, & severe puniuntur; sed si illud Mancipium *Masulmannus* factus esset, in libertatem restituitur. Si contra Excellas Capitulationes, & aliam Pacem Subditi Veneti, ab aliquibus in servitutum redacti, de manu in manum traducerentur, & anam discordia præberent; illi imprimis Veneti, Tempore Pacis in servitutum abacti, ubicunque existerint, si *Masulmanni* facti fuerint, libertentur; & si in fide sua perseveraverint, vigore præsentis Tractatus, *Basilæ* Venetis, vel alteri destinato, tradantur. Et, quia Decreto Imperiali cautum est: ne impotens dicit Veneti, contra Instrumentum alius Pacis, in servitutum abigantur, Ne-farii, qui illos in servitutum abducturi essent, absque ulla difficultate, aut prætextu, puniantur; quo, sicut prius, Summa Mandati Cæsarei adimpleatur.

XXI. More antiquo, videlicet a triumphata per Excelsum Imperium Arabia, Alexandriam ex Cairo duas Classes mercatoriae: & totidem ad Scalas Tripolitanas Soriae, & Barutti, Damasco subjectas, Merces, Facultateque suas opportune transportare poterunt; nec fatis tempore retardantur. Præterea memoratæ duas Classes cum grandiori Numero, minoribus, vel majoribus Navigiis, juxta receptam mercandi consuetudinem, sine reprobatione, valeant Negoria sua proseguiri. Adhuc in Scalis Constantinopoli, Barutti, Tripoli, aliisque Locis novata contra consuetum Tributum tam a Mercibus, quam Pecuniis sublevantur: & Stylo antiquo procedatur, neque permittatur, contra vetus Vexilligal Institutum alicui tedium facere; nec dictæ Classes mercatoriae, a lœque Naves nec Mercatores, nec Merces, contra Morem veterem, a *Basilæ*, vel aliis quibuscunque aggraventur; quin publica Securitate gaudeant, & ab omni Imperio sint tuti. Quum, Bello confecto, & Pace, Imperante Sultano Selim Han, redintegrata, ter centum mille *Cecchinorum* Summa intra Triennium dependenda, integre esset soluta, prout assertatis in *Ærario* Imperiali Tabellis insertum; & ideo Temporibus Sultanorum, Seliman Han, Selim Han, Amurad Han, Mehemed Han, Ahmed Han, nec non eorum Nepotum, Sultani Osman Han, & Amurad Han, Conditiones, & Pæda super memoratis *Cecchinis* plene essent adimpleta, id Excellis Capitulationibus, a præfato Parente defuncto concessis, de novo non includebatur; neque idcirco Molestia, aut Tumultus causabatur; aut Mandata, a memoratis defunctis emissa, confirmabantur; quandoquidem Republica Veneta nec consilio, nec facto Inimicis Excellis Imperii Terra, vel Mari assiluit, hæc alma Pax iugiter observabatur.

XXII. Quoniam solennis Religionis Sacra secundum transactas Capitulationes observantur; Legato Veneto sit integrum, de hoc ulteriora apud Solum Imperiale proponere; & exceptis Articulis, sensui præsentis Instrumenti contrariis, quod in Tractatu Pacis Carolovicensi sanctum, consolidabitur.

XXIII. *Sanczchi, Bri, Subassi*, aliæ in Excello Imperio Officia Præfecti, Provincialis, Munimentis, Oppidis, & Incolis Republicæ Venetæ nullum damnum inferant; si quis ex subditi Majestati Imperiali *Basilæ*, vel Exercitu, prædictis Provinciis, Munimentis, Oppidis, & Incolis detrimentum aliteretur esset; Excello Iussu refarciatur, & Rei puniantur. Mercatores, & alii Republicæ Venetæ Subditi Mari, vel Terra Excelsum Imperium ingressi, suis Classibus, Navigiis, aliisque Lembis in Portum Constantinopoli, Galatæ, ac in Arabia Alexandriæ; in Caïrum, & Stationes, Ostiaque intra Gallipolim, non ex inopinato, sed saluta-

tis, & annuentibus Castellorum Præfectis, invenantur; nisi Tempellatum, vel Piratarum Injuria, & procul aliis Littoribus jactati, appellere impellantur; tali Casu huc subire poterunt, sed si fieri poterit, prius renuncient, nec in procedu, citra facultatem, progrediantur; imo Transgressores puniantur, Senatu Veneto inculpato. Si Naves, Copiæ, vel Classis Ottomannica Venetis occurreret, mutuum Amicitiam commonstrabit, nullumque pariet dispendium; pariter Classi, Copiis, & Navibus Excelli Imperii, cum facultate Cæsarea veliscantibus, obliquantur Vela, & Signa Humanitatis exhibebuntur; si illorum Navibus, Pecoribus, Hominibus, Mercibus, vel aliis Rebus incommodum causaretur, eorum refundetur. Eodem modo, si Navigia, & Classis Navibus ex Instructu nautico Imperiali, vel mercatorio, obviant, sine omni Injuria, pacifice præterviantur; si vero Navibus, Hominibus, Mercibus, aut Pecoribus detrimentum illatum foret, reparatur. Si forte in Piratarum Naves offenderetur, & h' Venetos, deinde Victores adorientur, exceptis in conflictu occisis, reliqua Mancipia non trucidentur, sed salva ad fulgidam Portam adducantur, ut, ad aliorum Exemplum, accerrime puniantur. Si Naves classis Cæsareæ Excelli Imperii versus Oram, ad Venetos non pertinentem, Ratione Belli tenderet, Classis Veneta intra terminos Quietis, & Amicitie residet, absque omni motu, ac subsidio, ex quo Classis Cæsarea detrimentum capiat. Multo minus Veneti Naves, Excello Imperio inimicas, intra suas recipiant, nec ullo prætextu tuantur; si quis autem hoc Mandatum Imperiale violaverit, in flagranti, aliis ad Exemplum, castigetur; vagabundos aliorum quoque Provinciarum Pontones, Remigantes, aliasque Naves Scenissimæ Republicæ Venetæ in suis Propugnaculis, Munimentis, & Portibus non protegat, sed, si possibile sit, comprehendat, & sine mora puniat. Mandatum Imperiale, Piratas concernens, imperante Sultano Amurad Han concessum, & regnante Patre moderni Sultani renovatum, si recognoscatur, ratum habeatur.

XXIV. Si Navis Veneta, Itineri in Dominatum Ottomannicum accincta, ob Tempellatam Nautragium pareretur, Homines superfluitis omnes Libertati relinquantur, & Facultates salvatæ Domino proprio consignentur, nec à Præfectis, illorumque Domesticeis, vel aliis infestentur; similiter, si Navis Ottomannica, domum redux, Ventis contrariis pessum iret, superfluites a Venetis non incommodabuntur, & opes illorum, sine Difficultate, vel Litigio, Domino proprio restituantur. Quibus ex Locis Excelli Imperii Remiges, Celoces, aliæque Naves, absente Naclero, solvant, idonea Documenta a Dominiis dictarum Navium conferant, quod non cogitent in Statum Venetum excurrere, ac damnum inferre; & si sine Documentis exhibitis, excurrerint, Rei exilimabuntur, & tales severissime punientur; ubi jam autem, exhibitis Documentis, damnum inuissent, illud ex eorum Chirographo refarciatur. Pari ratione, Naves Venetæ, quæ, sine Naclero evagantes, Documentis exhibitis, Ditioni Ottomannicæ incommodum crearent, ex oppignoratione illud compensent; verum, si, sine his Documentis, Vela facerent, tanquam Rei, judicentur, ac puniantur. Quod si Tributarius, vel Operarius, ex Excello Imperio profugus, Munimentum, vel Propugnaculum Venetum inhabitare vellet, non assumatur, sed citra difficultatem in statu, quo contact, personæ delegatæ tradatur; si insuper ille Homicidia, & Latrocinia perpetrasset, prædam existentem reponat; quod ipsum etiam Excello Imperio incumbit; ut, quando quis ibidem aliquem occidisset, vel spoliasset, ille res directas, in quo statu invenirentur, restituat.

XXV. Quoniam Negotiatio fructus est alme Pacis, & Cultura Statuum, ac Provinciarum, Veneti Terra, Marique in Dominatu Ottomannicum: Constantinopoli, Smirnam, in Cyprum, Tripolim in Soria, Alexandriam in Caïro, Aleppum, aliasque ad Scalas, pristina Quiete, proficisci poterunt; & contributis, secundum aliarum Portæ amicarum Nationum consuetudinem, pro illatarum, e-latarumque Mercium Vexilligali, tribus *Aspris* pro cento, majori Tributo, vel novis gravioribus Expensis non operantur; & quandoquidem debitum Tributum Monetæ, in Dominatu Ottomannico, & *Ærario* Imperiali usitata, exsolverint, prætextu Moris veteris, & fraudulenta ad modernam Monetam addi-



ANNO  
1718.

additione non afficiantur. Quando ſæpius memorati Mercatores ad aliquam Scalam appuliſſent, Mercium ſuarum partem ibidem exoneraturi, Portitores duntaxat ex cogant, cunctas Merces exonerare. Si Merces ex una Navi in aliam vellent transportare, ad Scalas alias traducturi, nullus obſiſtat, nec Portitor, niſi illorum Merces exponerentur, Tributum exigat, vel eandem exonerare compellat. Veditigalium Præſecti, qui Mercatoribus difficiles, adventantium Navigiorum Merces pluris taxaturi eſſent, loco Veditigalis, tot merces, abſque poſtulata pecunia, accipiant. Venetæ Naves reduces, pro Hæc Anchorario trecentos *Aſpros*, aliis amicorum Principum Nationibus pendi ſolitos, ſine majore Tributo exigendo, perſolvant. Si Tributum transportatarum ad Scalas Mercium ſemel ſolutum, & Syngrapha ſolutionis allata: Merces autem in his Scalis nondum fuiſſent diſtrahæ, & alio forent transferendæ, nullus in hijs, aliſque Scalis repugnet; nec ultimo in loco Tributum novum exigatur. Portitores, accepto Veditigali, neminem retardent, aut impedian, ſed Teſſeram Veditigalem reddant; qua Teſſera, in Teſſeræ aliarum Scalarum exhibita, tantum valebit, ut novum Tributum exigere non valeant, atque, ſi alijs in Scalis, ubi *Meffetaria* repoſcitur, eandem, ſecundum veterem Veditigalis Normam, ſolverint, contra ſolitam, non aggraventur. Veneti æque, ac alij Mercatores Amici, nec non Excelſo Imperio deferentes quæſcunque ex omnibus Tributo ſubjectis Mercibus, in Navibus Venetis repoſitis, & ſub Apluſtris Divi Marci advectis, ſi Mercatores illi, ut dictum, quæſcunque, intra terminos ſe contineant, ſuis *Bailis*, & Conſulibus Tributum *Cottimo*, dictum *Conſulato*, citra ullius oppoſitionem perſolvant. In quolibet Scala Venetæ, ubi ante hoc Bellum *Emini* apud *Teſſard* Boſniæ morabantur, ad recipiendum ex transportatis huc illucque Mercibus, a Mercatoribus Tributum, Veditigal, eodem modo tales *Emini* reſidebant; qui juxta veterem poſtulandi Normam Tributa denuo recipient. Eaque propter Mercatores Veneti, ob expreſſum ſupra Tenorem, ſecuri, & incolumes, negotiari poterunt; abſque eo, quod, contra Jus, & æquum, ab aliquo incommodabuntur, vel perturbabuntur: quin imo potius protegantur, & defendantur; Quod ipſum, durante alia Pace inter Sereniſſimum, & Potentiſſimum *Muſſulmanorum* Imperatorem ac Sereniſſimum *Reipublicam* Venetam, per ejus univerſum Imperium, juxta Devotionem perpetim ſtabiliatur.

XXVI. Poſtquam igitur hæc Paſſiones, & conſignati Articuli, quemadmodum in præſentiarum continentur, utraque ex Parte ſcripta confirmati, & corroborati; ſtatutum eſt, intra triginta dies, a ſignato Inſtrumento (aut prius etiam) Literas Pacem ratam habentes præſolari, eandemque per manus præſatorum Dominorum Mediatorum Britanniarum, & Hollandiæ recipere; abſque eo, quod ullo modo Pacta utrinque ſtabilita poſſint alterari.

Quum ſuper omnibus his Articulis, ratas Capitulationes complexis, pro inviolata illorum Obſervatione, ac Confirmatione dicti Legati Plenipotentiarii Ottomanici Inſtrumentum, in Eorum Idiomate fideliter conſignatum, ſigillatum, & ſubſcriptum, tradidiſſent; Legatus Plenipotentiarius Sereniſſimæ *Reipublicæ* Venetæ, vigore Potentiſſimæ ſuæ, hoc Inſtrumentum, pari fide ſigillatum, & ſubſcriptum, reddidit. Actum ſub Tentorio, ad Poſſarovicz. XXI. Jul. MDCCXVIII.

(L.S.) CAROLUS RUZZINI, Eques, Procurator,  
Legatus Plenipotentiarius Extraordi-  
narius.

Nos Robertus Sutton, Eques Auratus, ex parte Sereniſſimi, & Potentiſſimi Domini, Georgii, Magnæ Britanniæ Regis; & Jacobus Comes Collyers, ex parte Præpotentiſſimi Dominorum, Fœderati Belgii Ordinum Generalium, Legati Mediatoreſ, hæc præmiſſa coram Nobis, & ſub Directione noſtra ita acta, concluſa, & firmata eſſe, vigore publici Muneris noſtri, pariter ſubſcriptione noſtra, & Sigillo noſtroſum noſtrorum apoſitione atteſtamur, & firmamus; Anno, & die, ut ſupra.

(L.S.) ROBERTUS SUTTON. (L.S.) JAC. COMES COLLYERS.

CCL.

ANNO  
1718.

27. Julii.

*Traſſatus Commæcii & Navigationis, inter CAROLUM VI, Romanorum Imperatorem Auguſtiſſimum, & Sultanum AHMED Han, Ottomanorum Imperatorem, quo, Subditis omnibus Sacræ Cæſaræ Regiæque Majeſtatis, Germaniſſimæ, Hungariæ, Italiæ & Belgii, cujuſcunque ſint Nationis & Religionis, cautum eſt, ut majori cum Libertate Mercaturam exercere poſſint, per Mare, Terram, & Fluvios in & ad omnes Diſtinctiones Ottomanicas. Dat. prope Poſſarovicium die 27. Julii 1718. Cum RATIFICATIONE Cæſaræ Dat. Vienna 16 Auguſti 1718. [Tiré des Archives du Conſeil Aulique Imperial de Guerre.]*

CAROLUS Divina favente Clementia Eleſtus Romanorum Imperator ſemper Auguſtus, Germaniæ, Hiſpaniarum, Indiarum, nec non Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatia, Slavoniæ, Serbiæ & utriuſque Siciliae &c. Rex, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantia, Mediolani, Styriæ, Carinthiæ, Carniolia, Limburgiæ, Luxemburgiæ, Wurtembergæ, ſuperioris & inferioris Sileſiæ & Sueviæ, Sacri Romani Imperii Marchio Burgoviæ, Moraviæ, ſuperioris & inferioris Luſitiæ, Comes Habsburgi, Flandriæ, Tyrolis, Goritiæ, Ferretis, Kyburgi &c. &c.

Notum facimus omnibus & ſingulis præſentes Literas inſpecturis, lecturis, vel legi auditis, ut quomodocumque inſcripturatum noſſita ad ipſos pervenire poterit. Quandoquidem divina favente Providentia inter Nos ab una, & Sereniſſimum ac Potentiſſimum Principem, Dominum Sultanum Ahmed Han, Imperatorem Ottomanorum, ac Aſiæ & Græciæ, ab altera parte, poſt reſtauratum Poſſarovicium in Servia nuper Pacem, ad firmandam, augendamque inter Noſtros Cæſaræ-Regios, & Ottomanos Subditos magis Anticitiæ, & fiduciam per Commiſſarios ad id utrinque ſpecialiter deputatos, ac idoneis Mandatis, & ræcultaſibus munitis peculiaris Commæciæ & Navigationis Traſſatus inſitus, & concluſus fuerit, forma & tenore ſequenti.

In Nomine Sanctiſſimæ & Individuæ Trinitatis.

AD perpetuam rei memoriam notum fit omnibus, & ſingulis, quorum intereſt, aut quodammodo intereſſe poterit. Poſtquam Divina favente gratia inter Auguſtiſſimum, Sereniſſimum, & Potentiſſimum Principem, ac Dominum, Dominum CAROLUM, Eleſtum Romanorum Imperatorem, ſemper Auguſtum, Germaniæ Hiſpaniarum, Indiarum, nec non Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatia, Slavoniæ, Serbiæ, & utriuſque Siciliae, &c. &c. Regem, Archiducem Austriæ, Ducem Burgundiæ, Brabantia, Mediolani, Styriæ, Carinthiæ, Carniolia, Lymburgiæ, Luxemburgiæ, Wurtembergæ, ſuperioris, & inferioris Sileſiæ, & Sueviæ, Sacri Romani Imperii Marchionem Burgoviæ, Moraviæ, ſuperioris, & inferioris Luſitiæ, Comitem Habsburgi, Flandriæ, Tyrolis, Goritiæ, Ferretis, Kyburgi, &c. &c. ex una; & Sereniſſimum, atque Potentiſſimum Principem, & Dominum, Dominum Sultanum Ahmed Han, Ottomanorum, Aſiæ, Græciæque Imperatorem, ab altera parte, alia Pax reſtaurata & concluſa ſit, ambæ Imperatoriæ Majeſtates, quidquid eandem firmiorem reddere, reciprocæ conſentionem, & fiduciam augere valet, contribuere ſatagentes, nihil opportunum eum in ſinem exiſtimaverunt, quam ſi utroſque Imperii Subditis liberum Commæcium Fluvii, Terra Marique ſtabiliſſetur, eorumque particulares eatenus rationes per convenientes Articulos diſtingant, utque via omnibus difficultatibus, & diſſenſionibus, quæ bonam Amicitiam labefactare poſſent, ſolide, firmiterque præcaveant. Itaque ex parte Sacræ Romano-Cæſaræ Regiæque Catholice Majeſtatis Illuſtriſſimus Dominus Anſelmus Franciſcus a Fieſch-

ANNO 1718. Fleischmann, Imperialis Austro-Bellici Consultarius, ex parte vero Ottomanicae Imperatoriae Majestatis Illustrissimus Dominus Scitulus Effendi, actualis Nischandshi, id est Minister in Sultanicis Diplomatis, Mandatis, & Decretis Tefferam Imperialem formans, denominari & Plenipotentiaria Mandatisque instructi Deputati prope Posarovicium congressi, & juxta inferum in Almae Pacis Instrumento XIII. Articulum in sequentes viginti Articulos conveniunt.

ANNO 1718.

I. Liberum & Universale commercium inter utriusque Romani, & Ottomanici Imperii Subditos Fluvii, Terra, Marique statutum est, volentes, ut nomine Subditorum Sacrae Romano-Caesareae Regiae Catholicae Majestatis comprehendantur Germani, Hungari, Itali, Belgae, cujuscunque Nationis & Religionis, qui actualiter Regimini Imperiali-Regio subiacent, vel quocunque tempore, modo & Titulo subiacere debent; Hi merces suas, exceptis armis, & pulvere pyro, aliisque prohibitis rebus, in omnibus Ditionibus Ottomanicis distrahant, libere Mercaturam exercere valeant. Cunctae Vexillis, seu Aplustribus & Literis Patentibus Romano-Caesareae Regiae instructae Naves Portus Imperio Turcico subiectis libere accedere, ultro citroque commutare, ibidem Mercimonia sua exponere, damna istidem Navibus & maris procellis, vel quocunque alio accidente illata rescire, Vina & quocunque sufficientia cibaria aliisque necessaria per solito pretio apparare, & ex istidem Portibus exire incolumes possint.

II. Utriusque Imperii Subditi & Mercatores libere in Danubio Mercaturam exercent, Mercatores autem Suae Sacrae Romano-Caesareae Regiae Majestatis Merces, quas per Danubium in Imperium Turcicum invehunt, Vidnali, Rudschick, aliisque in Locis & Navibus extrahere, curibus pretio confecto conductis imponere, & Terra in quocunque Locum secure transportare, Mercaturamque exercere possint; Etiam Mercatoribus Romano-Caesareae Regiae (prout convenit est, ne Naves Danubianae in Pontum Euxinum intrent) Ibraile, Islakia, Kilitae, aliisque in Emporiis ubi Tiscaikae aliaeque in Pontum Euxinum commeantes Naves reperiuntur, naalo confecto conducere, Merces suas imponere easque Constantinopolim, in Crimeam & Trapezuntum, Synopolim, aliaque in Emporia Maris Euxini (ubi Merces distrahuntur) transportare, sine impedimento ultro citroque commutare, Mercaturamque exercere liberum est.

III. A Mercatoribus utriusque Imperii pro Mercibus, quae Fluvii, Terra Marique vehuntur, in uno Telonii loco, scilicet semel quando portantur, & secunda vice quando aliae exportantur, pro Vectigali tribus per centum exsolutis, minimum quidquid supra haec memorata tria per centum quispian exigere praesumat, Mercatoresque in Portu Ottomanico ob felicem Navis adventum, prout etiam alii Ottomanici Imperii amicae Nationes praestare solent, pro consuetudine, *Selamet* dicta, trecentos Asperos, id est tres Florenos & quartam Thaleri partem exsolvant. A Mastarrie, Cassabie, aliisque impositionibus, & Juribus autem omnimode immunes sint, modoque iste respectu Mercatorum utriusque Partis observetur. Imperiales Mercatores possint de Mercibus suis Terra, Mari & Fluviiis alatis, casu quo Telonarii, aut Inspectores eisdem ploris, quam par est, judicaverint, praestata tria per centum in natura, id est in istidem Mercibus solvere, qua solutione Telonarii contenti esse debent; Vectigal in quacunque vulgari Commercio Moneta praestetur, ultra quod nullus Imperialium Mercatorum molestandus sit. Naves Imperiales Mercibus in Ditionibus Ottomanicis emptis onustae solutis semel in Ottomanico Telonio Vectigalibus, acceptisque a Teloniorum Praefectis Syngraphis, vulgo *Teskere* dictis, in Portibus, aut in Arcibus ad angustias Hellesponti sitis, vulgo *Dardanelle* dictis, iterato non videntur, sed juxta tenorem praefatarum Syngrapharum procedunt. Si alicui Imperiali Navi non lavaret occasio vendendi, aut commutandi sua Mercimonia, & vellet de Ottomanico Portu ad alium vela ventis dare, solutis semel tribus per centum in primo Turcico Telonio, & exhibita Telonarii Syngrapha, *Teskere* dicta, nullibi quidpiam amplius solvere tenebitur. Si quis utriusque Imperii Mercatorum circa Telonium fraude uteretur, Merces

TOM. VIII. PART. I.

suas non solum Vectigali clam subtrahens, deprehensus in facto, pro pena duplium portorium dare tenebitur. Ab utriusque Partis Mercatoribus, Subditisque de pecunia auri, vel argenti, quam invehunt, vel extrahunt, nec non de aliis Mercimoniis, de quibus aliae amicae Nationes Telonium solvere non solent, Vectigal nullatenus exigatur. Telonarii Ottomanici Mercatoribus Caesareae Regiae solum Vectigali de mercibus Navibus impostis Syngraphas sine mora extradant, ne dilatio hujus Discessus Navis impediatur. Mercatores Imperiales ex eo, quod merces suas & propriis Navibus Turcis imponant, & in quocumque Ottomanici Imperii Emporia transportent, ultra Vectigal in hac Capitulatione stabilitum non molestentur.

IV. Quocumque Mercimonia in Ditionibus Turcis Ottomanicae Portae Amicorum Regum Negotiatoribus coemendi, commutandi & in suas deveniendi Provincias data fuerit facultas, etiam Caesareae Regiae Mercatoribus concessa sit, & si quidpiam est prohibitis rebus Mercibusve a praedicta Porta Ottomanica aliis Nationibus concedatur, id praeter omnibus in Sacra Romano-Caesareae Regiae Majestatis confirmationem suis Negotiatoribus emere & evahere permittatur.

V. Ad majorem Mercatorum Imperialium securitatem, quierim, reique Mercatoria incrementum Sacra-Romano-Caesareae Regiae Catholicae Majestatis per Suum Ministrum pro tempore ad Portam Ottomanicam existentem in Maris Mediterranei Ditionumque Ottomanicarum Emporiis, Insulis, ac quocunque ab aliis exteris Nationibus Consules & Interpretes instituti sunt, pariter Consules, Vice-Consules, Agentes, Factores, Interpretes datis Decretis creare, & stabilire queat; si autem in aliis locis, in quibus hucusque praedictorum nullus morabatur, hujusmodi Consules, Vice-Consules, Agentes, &c. Commercii necessitas requirit; per Ministrum altè praefatae Caesareae Regiae Catholicae Majestatis Ottomanicae Portae exponatur, si deinceps praedicto Ministro permisso concedatur, congrua Diplomata dabuntur, ut denominati Consules, Vice-Consules, Agentes, Interpretes &c. ab Imperii Ottomanici Ministris, assignatorumque Locorum Officialibus adjuvantur, & protegantur, istique in omnibus eventibus assistentia praebetur. In quocunque Ottomanici Imperii loco Caesareorum Negotiatorum quispian est vita discederet, bona illius nullo modo a Fisco contraheretur, sed a Ministris Caesareis, eorumque Deputatis integre recipiantur. casu quo Suae Sacrae Romano-Caesareae Regiae Catholicae Majestatis ad Portam Ottomanicam existentis Ministro videretur congruum, loco Consulum in praedictis Locis, solos Interpretes constituere, hi Interpretes non solum nequaquam molestentur, sed istidem favoribus, privilegiis, & protectionibus Consulibus concessis gaudeant & perfruantur. Vigore hujus almae Capitulationis Sacrae Caesareae Regiae Catholicae Majestatis Consules, Vice-Consules, Interpretes, Mercatores omnesque eorum in actuali Servitio existentes famuli ab omni tributo, aliisque impositionibus liberi, & immunes sint. Sacra Romano-Caesareae Regiae Catholicae Majestatis Subditi, Consules, Interpretes, Mercatores, hominesque in eorum Servitiis existentes ob cuncta sua Commercia, emptionis, venditionis, fidejussionis, aliarumque rerum negotia Judicem accedant, illaque peragenda judiciali protocollo inferant, ac eodem Literas Judiciales, vulgo *Hagget* dictas, aut validas Syngraphas accipiant, orta deinceps controversia, dictae Literae Judiciales, aut Syngraphae, uti etiam praefatum protocolum inspicatur & juxta legem, & justitiam procedatur. Gubernatores alique Provinciarum Ottomanicarum Officiales, cujuscunque dignitatis, neminem praedictorum Caesareorum hominum accusationis aliove praetextu in carcerem derudere, molestis, & injuriis afficere praesumant; Si vero eorum quispian in Ottomanico Judicio sistendus esset, is scitu Consulum, praesenteque Interprete compareat, & per praedictos Consules, & Interpretes ad Carcerem Caesarium ducatur. Si cuidam a Mercatore Caesario-Regio quidquam debeatur, creditor debitum suum opera Consulum, Vice-Consulum, Interpretum a suo debitore; & nemine alio praetendat; Sapius dictis Consulibus, Vice-Consulibus, Interpretibus Mercatoribus, illorumque Domesticis, & famulis in suis habitationibus liberum Romanae Catholicae Religionis exercitum permittatur exterique Nationes ad hujusmodi Religionis functiones accedentes nullo proflus modo impe-

Xxx

dian-



ANNO  
1718.

530

# CORPS DIPLOMATIQUE

dantur, aut molestentur; lites, vel ex controversia contra Caesareo - Regis Consules, Vice-Consules, Interpretes, Mercatores &c. exorta. Si ea Summam tium militum Alperorum, id est, 25. Thalerorum excederit, in nullo Provincialium Tribunali decidi possit, sed ad Portae Ottomanicae Judicium remittatur. Si vero controversia inter Caesareo - Regios Mercatores orta fuerit, juxta Leges & solita eorum Constituta a Consulibus, & Interpretibus &c. examinetur, & determinetur. Nulla praedictorum Mercatorum ad discessum jam jam expedita Navis ob litem nascentem detineatur, sed lites, & Controversiae celeriter opera Consulum, Agentium, & Interpretum decidantur; Et si quisquam Caesareorum aliqua de causa in Judicio Ottomanico sistendus foret, is a iure Interprete ad praedictum Judicium comparere non tenetur; Caesareo-Regii Mercatores, in quacunque Ottomanici Imperii Locum iverint, a Provincialium Gubernatoribus, Judicibus, & cunctis Officialibus, ejusque Regni Praefectis petitione donatorum impunes sint, & hanc ob causam nullo modo molestentur.

VI. Portae Ottomanicae pro securitate, & tranquillitate suorum Subditorum, & Mercatorum ad tractanda necessaria eorumdem negotia Procuratores, vulgo *Sol nasars* dictos, in Ditionibus Caesareo-Regiis constitutae volenti liberum esto, ordinemque aula Imperiali Serrae Romano - Caesareae Regiaeque Mandatis Officialibus, cujusvisque conditionis, dabuntur, ut praedicti Ottomanico Diplomate muniti Provincias in illis Locis, ubi Commerciis necessitas requirit, protegantur, nullaque molestia afficiantur, & si Turcicorum Mercatorum quisquam de vita discesserit, resti ipsius bona saepius dictus Ottomanus Procurator custodienda recipiat.

VII. Nullis Ministrorum, & Officialium Ottomanici Imperii Navibus, Vexillis, seu Aplustribus, Litterisque Patentibus Romano - Caesareo-Regis instructis in quodam Turcico Porta appulsis jadisque anchoris permanent, discedendi, Mercimonia imponendi, aut extrahendi facultatem denegat.

VIII. Navibus Imperialibus Maris fluctibus, procellicque jactatis Ottomanici Imperii Naucleri, alique rei maritimae experti, qui in illa vicinitate reperiuntur, opem ferant, & casu quo quandam praedictarum Navium naufragium subire contigerit, Merces a fluctibus ad litus ejusdem Caesareo-Regis Consulis in proximis locis existentibus integre extradantur.

IX. Ex eo, quod Melitenes & Pyrata passim in Mediterraneo circumvagantes Turcis, aliisque Ottomanici Imperii Subditis damna intulerint, Caesareo-Regii Mercatores, eorumque Naves hanc ob causam neutiquam molestentur.

X. Ottomanicae Portae Subditi Mercatores, si Naves Caesareo-Regias ascendere, aut iisdem Merces, aliaque res imponere velint, hi jura, quae ab illis Angli, Galli, & Batavi exigunt, solvere tenebuntur.

XI. Mercatorum Caesareo-Regiorum Naves neque ad Copiarum Ottomanicarum, neque aliarum ad Publicam pertinentium rerum transportationem vi adigantur.

XII. Dum utriusque Imperii Naves bellicae in mari sibi invicem obviae factae fuerint, iis, qualesnam essent, compertis erectione, & explicatione Vexillorum, seu Aplustrium ex utraque parte amicitiae demonstratio exhibeat.

XIII. Liberum esto Caesareo-Regis Subditis, sive Commereis, sive piae peregrinationis causa, ad quocunque Ditionum Ottomanicarum locum contendere, ultro citroque absque impedimento commerciare, iis autem, ne in quocunque loco, & itinere a tributis exacteribus, aliisque hominibus molestentur, a Porta Ottomanica rigorose Litterae patentes dabuntur.

XIV. Hebraei & negotii Mercatorum Imperialis immicere, & sive Imperii Ottomanici Diplomate, aut quadam potenti intercessionem Proxenicam, vulgo *Sand*, aut *Ustera* habere agere minime praestunt, nisi a dictis Mercatoribus Caesareo-Regis spontanea, & libera voluntate ad hoc Servitium admittantur. Si vero Hebraei ex eo, quod ad praestatum Proxenicum Servitium non vocentur, perinde conspire, Mercatoribus Caesareo-Regis damna inferre intendant, in aliorum exemplum severissime puniantur.

XV. Mercatoribus Caesareo-Regis, ut dissilia, & inconvenientias, quae plerumque diversas inter Na-

tiones exoriri solent, evitentur, ad imponenda, & conservanda sua Mercimonia, praefito consuetu censu unus proprius, & commodus locus, vulgo *Chan* dictus, a Porta Ottomanica ad instantiam Ministri Caesarei apud eandem existentis assignabitur.

XVI. Si de Caesareo-Regiorum Consulum, Vice-Consulum, Agentium, Interpretum &c. Familio, aut Mercatorum quisquam, quorundam odio, aut iniquo proposito Mahometanismo amplexus fuisset accularetur, talis accusatio irrita, & vana censetur, donec hujusmodi homo in praesentia Caesareo-Regii Interpretis spontaneo, & deliberato animo Mahometanismo profiteatur, nullatenus vero talis Religionis mutatio illi iustifragetur, casu quo de aere alieno quid haberet, ad solvenda debita sua adstringatur, & compellatur.

XVII. Si Mercatorum Subditorumve Sacrae Caesareae-Regiaeque Majestatis in Nave Pyratice quisquam inventus fuerit, capta Nave, abduclisque in Servitutem Pyratas, neutiquam capivetur, sed liber dimittatur.

XVIII. Si haecce inter duos Serenissimos, & Potentissimos Imperatores, conclusa alma Pax, & amicitia in inimicitiam (quod Deus avertat) commutaretur, omnes utriusque Imperii Subditi in Fluviiis, Terra, & Mari existentes tempestive certiores fiant, ut, acceptis, solutisque debitum, cum suis bonis salvi, & incolumes ad confinia exire valeant.

XIX. Mercatores Persiani, qui ex Imperio Caesareo-Regio per Danubium ad confinia Ottomanica pervenire intendunt, soluti semel, & more consueto ultra impositionem, *Ressit* dictam in Telonio Ottomanico quinque per centum acceptaque a Telonariis soluti Vexilligalis Syngrapha ulterioris portorii solutioni nullibi subiaceant; Similiter Illi, qui ex Persia per Ottomanica Confina ad Ditiones Caesareo-Regias commercare cupiunt, soluti in Ponte Euxino, vel in Danubio semel quinque per centum iterata Vexilligalis solutione non molestentur.

XX. Praesentis hujusce Commercii Tractatus Articuli ab utroque Partis Commissariis, Plenipotencia & Mandatis instructis manibus sigillique propriis signati & corroborati impostum sancte & religiose observentur, ac iisdem per nullum Mandatum ab utroque Imperio emanandum, ullo modo praedijcetur; praedictumque Tractatum a Majestatibus utriusque Imperatoris intra spatium triginta dierum a die Subscriptionis ratificationum iri sese infallibiliter obligant, atque praefictorum compromittunt praefati Commissarii: ut denum Commercii conditiones viginti hujus Articulis conclusae, utrinque acceptatae debito, summoque cum respectu inviolatae observentur, siquidem Dominus Deputatus Ottomanicus vi concessae eidem facultatis Imperatoriae Instrumentum Turcico Sermone exaratum, & subscriptum, legitimum & validum mihi exhibuit, ego quoque vi Mandati & Plenipotentiae meae manu, Sigilloque proprio subscriptum, & signatum huic Commercii Tractatum in Latino idiomate tanquam legitimum, & validum vicissim Instrumentum extradidi. Dabantur prope Possarovicium die vigesima septima Julii, Anno millesimo septingentesimo decimo octavo.

(L. S.)

ANSELMUS FRANCISCUS  
DE FLEISCHMANN.

Cum igitur praedictus Commercorum, & Navigationis Tractatus, prout hic verbotenus scriptus, & intus legitur, post colloquia similiter prope Possarovicium cum in finem instituta Mandato nostro confectus sit, Nos illum in omnibus, & singulis Punctis & Articulis, praehabita matura & diligenti consideratione, ex certa Nostra scientia pro Nostra Parte omni meliori modo & forma approbamus, ratificamus, & confirmamus, ratumque & firmum esse, & fore virtute praesentium declaramus, simulque verbo Imperiali, Regioque promittimus pro Nobis, ac Haeredibus, & Successoribus Nostris, quod illa omnia, & singula firmiter, sincere & inviolabiliter servabimus, adimplebimus, & exequ-

ANNO  
1718.

ANNO  
1718.

executioni mandabimus, atque per supradictos Hæ-  
redes & Successores Nostros eodem planè pacto  
observari, & adimpleri debere volumus, atque de-  
crevimus; neque patiemur, ut vel ex nostra Parte,  
vel per alios præmemorato Commerciorum, & Na-  
vigationis Tractatui, quomodocunque id fieri possit,  
ulla ratione contraveniatur, omni dolo, & fraude  
exclusis, in horum omnium Testimonium & fidem  
Sigillum Nostrium Cæsareum majus hunc Diplo-  
mati Manu nostra subscripto appendi jussimus. Da-  
rum in Civitate Nostra Viennæ, die decima sexta  
Mensis Augusti, Anno millesimo septingentesimo  
decimo octavo, Regnorum Nostrorum Romani  
septimo, Hispanici decimo quinto, Hungarici  
verò & Bohemici octavo.

CAROLUS.



EUGENIUS A SABAUDIA.

Ad Mandatum Sac. Cæsareæ Regiæque  
Catholicæ Majestatis proprium,

ANTONIUS JOSEPHUS AB OTTL.

CCII.

22. Juill.  
2. Août.

Concordatum & Fœdus (Quadruplex Fœdus vul-  
go dictum) inter CAROLUM VI. Ro-  
manorum Imperatorem Augustissimum Regem-  
que Hispaniarum Catholicum, & LUDOVICUM  
XV. Regem Gallie Christianissimum,  
atque GEORGIUM Regem Magnæ Britannie,  
pro Pacificatione Rerum Europæarum, jam à  
pluribus annis occasione Successionis Hispanice  
turbatarum. Actum Londini die 22. Julii 2.  
Augusti 1718. Continentur in eo CONDI-  
TIONES, quibus demum Pax inter CAROLUM  
Cæsarem, & PHILIPPUM Hispaniarum Regem  
stabilienda sit. Atque CONDITIONES Pa-  
cis itidem insuade inter CAROLUM Cæsarem, &  
VICTOREM AMADÆUM Regem Sardinie. Accedunt  
ARTICULUS SEPARATUS de rata  
parte Ordinibus Federati Belgii in Stipendio  
Præsidi Civitatum Liburni, Portus Ferrai, Parme  
& Placentie competente. Datum eodem die  
& Loco. ARTICULUS SEPARATUS  
de non præjudicando Sacre Cæs. Cath. Majestati,  
per Titulos Regis Philippo V. & Victori Ama-  
dæo Principibus tribuendos. Dat. eodem die &  
Loco. ARTICULUS SEPARATUS de non  
præjudicando Regi Christianissimo per aliquos  
Titulos, quibus Sacra Cæs. Majestas in Tractatu  
usa est. Dat. eodem die & Loco. DECLARA-  
TIO Plenipotentiariorum Regis Magnæ Bri-  
tannie, rogatu Plenipotentiariorum Regis Gallie  
facta, circa Linguam Latinam in Tractatu ad-  
hibitam. Cum RATIFICATIONIBUS  
Cæsareis & Regiis, nec non Tabulis Plenipoten-  
tiarum. Accedunt insuper ARTICULI  
XII. SEPARATI & Secreti, de Terminis irium  
mensium Regibus Hispanie & Sardinie conceden-  
do, ad acceptandam Conditiones Pacis eisdem pro-  
positas, nec non si eas acceptare renuerint, de  
modis & mediis ad Pacem vi & armis procuran-  
dam. Articulus unus de præsentis Tractatu &  
Fœdere inter Partes contrahentes servando, suum-  
que effectum sortiendo, licet Ordines Federati  
Belgii Generales eorum consociationem denegarint.  
Cum RATIFICATIONIBUS Cæsareis,  
Tom. VIII. PART. I.

Gallia, & Britannica. [Sur la Copie im-  
primée in Folio à Vienne chez Van Gbelen  
Imprimeur de la Cour; avec Privilege; Et  
à Paris in quarto chez François Fourmier, Rue  
St. Jaques avec Privilege.]

ANNO  
1718.

In nomine Sanctissime & individue Trinitatis.

NOTUM perspectumque sit omnibus quorum  
interest aut interesse quomodocunque possit.

Postquam Serenissimus & Potentissimus Princeps  
Ludovicus decimus quintus, Franciæ, Navarrae-  
que Rex Christianissimus, & Serenissimus ac Po-  
tentissimus Princeps Georgius Magnæ Britanniae  
Rex, Dux Brunthicensis & Luneburgensis, Sacri  
Romani Imperii Elector, &c. Necnon Celsi &  
Potentes Status Generales Unitarum Federati Bel-  
gii Provinciarum, conservandæ almae Paci jugiter  
intenti, probe animadverterunt, per Fœdus illud tri-  
plex sub quarto Januarii Anno 1717. inter se idem,  
Regnis quidem suis atque Provinciis utrunque, non  
tamen undequaque, neque tam solide prospectum  
esse, ut nisi una & gliscientes adhuc inter nonnul-  
los Europæ Principes similitates, cum perpetua dis-  
fidiorum fomenta è medio tollerentur, tranquilli-  
tas publica vigere diù, aut constare posset, edocti  
videlicet experimento Belli anno superiori in Italia  
exorti, ad quod proinde tempestive fopendum per  
Tractatum die 18. Julii Anni 1718. initum, de cer-  
tis, inter se Pacificationis Articulis convenerunt, juxta  
quos Pax quoque inter Sacram Cæsaream Majesta-  
tem, & Hispaniarum Regem, necnon inter eandem,  
Regemque Siliæ conciliari, stabiliri posset, facta  
desuper amica invitatione, ut Sua Majestas Cæs-  
areæ, amore Pacis ac quietis publicæ, istos Con-  
ventionum Articulos, suo quoque nomine amplècti ac  
probare, adeoque Tractatui inter se inito & ipsa ac-  
cedere quoque vellet, quorum quidem tenor se-  
quens est.

Conditionum Pacis, inter S. Maj. Cæsar. & Re-  
giam Cathol. Majest.

ARTICULUS PRIMUS.

AD reparanda ea, quæ contra Pacem Badensem  
die septima Septembris 1714. conclusam, prout  
& contra Neutralitatem, per Tractatum die decima  
quarta Martii 1713. pro Italia stabilitam, novissime  
turbata fuerunt, Sereniss. & Potentiss. Hispaniarum  
Rex obligat se ad restituendam Suae Majest. Cæs-  
areæ, prout & idem, mox, vel ad summum duos  
post menses, à commutatione Ratificationum præ-  
sentis Tractatus, actu restituet Insulam & Regnum  
Sardiniae, in eo statu quo erat tunc, cum illud oc-  
cupavit, renunciabitque Suae Majestati Cæsareæ  
omnia jura, prætensiones, rationes, & actiones in  
dictum Regnum, ita ut Sua Majestas Cæsareæ de il-  
lo, ceu de re sua, plene libereque atque ad eum mo-  
dum, juxta quem amore boni publici facere statuit,  
disponere possit.

II. Quandoquidem unica quæ excogitari potuit  
ratio ad constituendum duraturum in Europa acqui-  
librium ea visa fuerit, ut pro Regula statueretur, ne  
Regna Galliae & Hispaniae ullo unquam tempore,  
in unam eandemque Personam, nec in un-  
am eandemque lineam, coalescere, uniri-  
que possent, istaque duæ Monarchiæ, perpetuis retro  
temporibus separatæ remanerent, atque ad obfervan-  
dam hanc Regulam tranquillitatis publicæ adeo ne-  
cessariam, si Principes quibus natiuitatis prærogativa  
Jus in utroque Regno succedendi tribuere poterat, uni  
è duobus pro se, totaque sua posteritate solemniter  
renunciaverint, adeo ut ista utriusque Monarchiæ  
separato in Legem fundamentalem aberit, in Comitibus  
Generalibus, vulgò LAS CORTES, Madriti die  
9. Mensis Novembris 1712. receptam, & per Tracta-  
tum Trajectenses die 11. Aprilis 1713. consolidatam,  
Sua Majestas Cæsareæ Legi adeo necessariæ & salu-  
tari ultimum complementum datura, atque omnem  
sinistram suspitionis ansam tollere, tranquillitatem  
publicæ consulere volens, acceptat, & consensit in  
ea, quæ in Tractatu Trajectensi super jure & ordi-  
ne successionis in Regna Franciæ & Hispaniæ acta,  
sancta & transacta fuerunt, renunciaturque tam pro  
se, xx 2



ANNO  
1718.

se, quam pro suis Haeredibus, descendentibus, & Successoribus maribus, foeminis, omnibus Juribus, omnibusque in universum praetensionibus quibuscunque, nulla penitus excepta, in quacunque Regna, Ditiones & Provincias Monarchiae Hispanicae, quarum Rex Catholicus, per Tractatus Trajectenses agnitus fuit legitimus possessor, solemnesque desuper Renunciationis Actus, in omni meliore forma expediri, eosque publicari, & in Acta loco congruo referri curabit, ac super his Instrumenta solita Suae Majestati Catholicae, Partibusque compaciscentibus, exhibituram se promittit.

III. In vim dictae Renunciationis, quam Sua Majestas Caesarea amore universae Europae securitatis, habita quoque ea ratione, fecit, quod Dominus Dux Aurelianiensis, Juribus & rationibus suis in Regnum Hispaniae, pro se & pro suis descendentibus, sub ea conditione renunciaverit, ne Imperator aut ullus ejusdem descendendum in dicto Regno succedere unquam possit; Sua Majestas Caesarea agnoscit Regem Philippum V. legitimum Hispaniarum & Indiarum Regem, eidemque tribuere promittit titulos & praerogativas Dignitati suae, Regniisque suis debitas; sine praeterea eundem, ejusque descendentes Haeredes, & Successores, masculos & foeminas, pacifice frui cunctis iis Ditionibus Monarchiae Hispanicae in Europa, in Indis, & alibi, quarum possessio ipsi per Tractatus Trajectenses asserta fuit, neque eum in dicta possessione directe vel indirecte turbabit unquam, aut ullum Jus in dicta Regna & Provincias sibi sumet.

IV. Pro Renunciatione atque agnitione à Sua Majestate Caesarea, in praecedentibus duobus Articulis facta, Rex Catholicus vicissim renunciat tam suo quam suorum Haeredum, descendendum & Successorum marium & foeminarum nomine, Suae Majestati Caesariae, ejusque Successoribus, Haeredibus & Descendentibus masculis & foeminis, cuncta Jura ac rationes quaecunque, nulla penitus excepta, in omnia & quaelibet Regna, Provincias & Ditiones, quae vel quas Sua Majestas Caesarea in Italia vel in Belgio possidet, aut ei vigore praesentis Tractatus obvenient, abdicatque se universim omnibus Juribus, Regnis & Provinciis in Italia, quae olim ad Monarchiam Hispanicam pertinebant, quas inter Marchionatus Hispaniensis, à Sua Majestate Caesarea Reipublicae Genuefisi Anno 1713. cessus, diserte quoque comprehensus intelligatur, solemnesque desuper Renunciationis Actus in omni meliori forma expediri, eosque publicari, & loco congruo in Acta referri curabit, ac super his Instrumenta consuecta Suae Majestati Caesariae & Partibus compaciscentibus exhibituram se promittit. Sua Majestas Catholica renunciat pariter Juri reversionis ad Coronam Hispanicam, nisi super Regno Siciliae reservato, omnibusque aliis adionibus, & praetensionibus, quarum praetextu Suam Majestatem Caesarem, ejus Haeredes & Successores, directe vel indirecte, tam in supradictis Regnis & Provinciis, quam in cunctis aliis Ditionibus, quas actu in Belgio vel ubicunque alibi possidet, turbare possit.

V. Quia verò eo casu, quo Magnum Heturriae Ducem, prout etiam Ducem Parmae Placentiaeque, eorumque Successores, absque liberis masculis decedere contingeret, ipsa ratio Successionis in Ditiones ab iis posseditas, novum facile Bellum in Italia excitare posset, ob diversa videlicet Successionis Jura, quae praesens Hispaniarum Regina, nata Ducissa Parmensis, post decessum propiorum ante se Haeredum, ex una; ex altera vero parte, Imperator & Imperium, in dictos Ducatus sibi competere utrinque obtinent. Quo itaque gravibus ejusmodi contentionibus, & iis quae inde nascerentur malis tempestive obviatur, conventum fuit, ut Status seu Ducatus, à praefatis Magno Duce Heturriae, Parmaeque & Placentiae Duces, modo possessi, futuris in perpetuum retro temporibus, ab omnibus Partibus contractantibus agnoscerentur & habeantur pro indubitatis Sacri Romani Imperii Feudis masculinis. Vicissim Sua Majestas Caesarea, per se, seu Caput Imperii, consentit, ut si quando casus aperturae dictorum Ducatum, ob deficientiam Haeredum masculorum, contingat, filius dictae Hispaniarum Reginae primogenitus, hujusque Descendentes masculi, ex legitimo Matrimonio nati, iisque deficientibus, secundus, aut alii postgeniti ejusdem Reginae filii, si qui nascentur, pariter una cum eorum posteris masculis, ex legitimo Matrimonio natis, in omnibus dictis Provinciis succedant.

Quem in finem cum & Imperii consensu opus sit, Sua Majestas Caesarea, pro eo obtinendo, omnem operam impendet, eoque obtento Literas expectativae, investituram eventualem conferentes, pro dictae Reginae filio vel filius, eorumque descendentes masculis legitimis, in debita forma expediri, easque Regi Catholico, mox, vel saltem post duos menses, à commutatis Ratificationum Tabulis, tradi curabit, absque ullo tamen damno aut prajudicio, salvaque per omnia Principum, qui dictos Ducatus in praesens obtinent, possessione.

Conventum praeterea, inter Sacram Caesarem Majestatem, Regemque Catholicum fuit, quod Oppidum Liburni in perpetuum sit & permanere debeat Portus liber, eo plane modo quo nunc est.

Virtute Renunciationis ab Hispaniarum Rege, in universas Italiae Ditiones, Regia ac Provincias, quae olim ad Reges Hispaniae pertinebant, facta, ipse Rex praefato Principi suo filio, Urbem Portus Longi, una cum ea parte Insulae Ithae, quam in illa acturum tenet, cedit, tradetque quamprimum dictum Princeps, extincta Magni Heturriae Ducis posteritate masculina, in actualem ejusdem Ditionum possessionem, immisissus fuerit.

Transactum insuper, ac solemni stipulatione cautum fuit, quod nullus praedictorum Ducatum ac Ditionum, ullo unquam tempore aut casu possideri possit aut debeat, à Principe qui uno tempore Regnum Hispaniae obtinet, & quod nullus unquam Hispaniarum Rex, tutelam ejusmodi Principis assumere possit, aut gerere valeat.

Denique conventum est, & in id omnes singulaeque Partes contrahentes pariter sese obligarunt, nunquam iri admissum, ut viventibus adhuc praesentibus Ducatum Heturriae, Parmaeque possessoribus, aut eorum Successoribus masculis, ullum unquam Miles, cujuscunque Nationis, five proprius, five conductitius, ab Imperatore, & Regibus Hispaniae ac Galliae, aut etiam à Principe, ad eam Successionem supra designato, in dictorum Ducatum Provincias & Terras induci, aut ullum ab iis Praesidium Urbibus, Portibus, Oppidis & Fortalitiis in iis suis imponi possit.

Ut vero dictus Reginae Hispaniae filius, & Magni Ducis Heturriae, Parmaeque & Placentiae Ducis Successionem, per hunc Tractatum designatus, contra omnes casus uberiore securitate fruatur, certiorque de executione promissae sibi Successionis reddatur, necnon Imperatori & Imperio Feudum desuper constitutum illibatum maneat, utrique placuit, ut Miles Praesidiarius, numerum tamen sex milium non excedens, in praecipua ejusdem Oppida, Liburnum scilicet, Portum-Ferrarium, Parmam, Placentiamque imponatur, ab Helvetia Pagis, vel ut vocant, Castronibus, quibus Cantonibus hunc in finem subsidium solvent tres Partes contrahentes, Mediatoris vices gerentes, ac Miles ille ibidem continetur, usque dum casus dictae Successionis, quo Oppida sibi commissi, dicto Principi ad eandem designato, tradere tenebitur, existat, absque ulla tamen molestia aut sumptu praesentium Possessorum, eorumque Successorum masculorum, quibus etiam dicti Milites Praesidiarii juramentum fidelitatis sunt praestituri, nec aliam ullam sibi assument auctoritatem, praeter solam Urbium tuitionem Custodiae suae commissuram.

Cum autem donec de numero & stipendio & modo talis Militis instituendi, cum Helvetiorum Pagis conveniatur, longior forte, quam operi tam salutari expediat, mora cingulari possit, Sacra Regia Majestas Britannica, pro singulari suo, in id, tranquillitatemque publicam, studio, & scopo citius assuequendo, interim, si reliquis Contrahentibus ita esse visum fuerit, proprium suum Militem ad supra memoratum usum praebere, haud denegabit, donec Miles in Helvetiorum Pagis conscribendus, tuitionem & custodiam dictarum Urbium assumere possit.

VI. Sua Majestas Catholica ad testificandam sinceram suam in tranquillitatem publicam voluntatem, consentit iis quae infra de Regno Siciliae in commodum Suae Majestatis Caesariae disponuntur, renunciatque, pro se suisque Haeredibus & Successoribus, maribus & foeminis, juri reversionis dicti Regni ad Coronam Hispanicam, per Instrumentum cessionis die 10. Junii 1713. diserte eidem reservato, amoreque boni publici, dicto Actui 10. Junii 1713. in quantum opus

ANNO  
1718.

ANNO  
1718.ANNO  
1718.

opus est; Item & Articulo sexto Tractatus, se inter Regiamque suam Celsitudinem Ducem Sabaudia Trajecti init, prout & generaliter omni ei derogat, quod retrocessionis, dispositionis, & permutationis memorati Regni Siciliae, per praesentia Pacta stabilita, adversari possit, ea tamen conditione, ut jus reversionis Insulae & Regni Sardiniae ad eandem Coronam, eidem vicissim cedatur & asseratur, prout infra Articulo secundo Conventionum inter Sacram Majestatem Caesarem & Regem Siciliae magis explicatur.

VII. Imperator, & Rex Catholicus, spondent mutuo, seseque obstringunt ad defensionem, seu guarantiam reciprocam omnium Regnorum & Provinciarum, quae vel quas actu possident, aut quorum possessio ad illos, vigore hujus Tractatus pervenire debet.

VIII. Sua Majestas Caesarea, Suaeque Regia Catholica Majestas executioni mandabunt, statim à commutatione Ratificationum praesentium Conventionum, omnes & singulas condiciones in iis comprehensas, idque intra spatium ad summum duorum mensium, Instrumenta Ratificationum dictarum Conventionum commutabuntur Londini, intra terminum duorum mensium à die subscriptionis computandum, aut citius si fieri potest; Qua conditionum executione praevia facta, eorum Ministri Plenipotentiarii ab iis nominandi, in loco Congressus, quo inter se convenierint, quantocius cetera Pacis suae particularis Puncta singillatim, sub mediatione trium Partium Compacificentium, component atque definient.

Conventum praeterea fuit, quod in Tractatu Pacis inter Imperatorem & Regem Hispaniarum peculiariter inunde, conceditur Amnestia generalis, pro omnibus personis cujusvisque status, dignitatis, gradus, aut sexus sint, tam Ecclesiasticis quam Militaribus, Politicis & Civilibus, quae durante ultimo Bello Partes unius aut alterius Principis secutae sunt, vigore cujus, universis & singulis dictis personis permittitur, licetibet recipere plenariam possessionem & usufructum suorum bonorum, jurium, privilegiorum, honorum, dignitatum & immunitatum, iisque utantur; fruenterque aequè liberè ac iis sub initium ultimi Belli, vel quo tempore uni alterive Partii coeperunt adherere, gavisa & fructus fuerunt, non obstantibus Confiscationibus, Arrestis & Sententiis sub Bello factis, latis aut pronunciatis, quae pro nullis & ceu non factis habeantur. Insuper virtute ejusdem Amnestiae, omnibus & singulis dictis personis, quae unam alteramve partem secutae sunt, fas liberumque erit repetere Patriam suam, bonisque suis uti, frui, planè ac si Bellum nullum intervenisset, datà eis commodà facultate, dicta bona sua, sive per se, si praesentes sint, sive per Procuratores, si abesse à Patria maluerint, administrandi, eaque vendendi, aut de illis, quocunque alio modo pro libitu suo disponendi, ad eum omnino modum quo ante ceptum Bellum, de iis disponere valuerit.

*Conditiones Tractatus concludendi, inter Suam Majestatem Caesarem & Regem Siciliae.*

## ARTICULUS I.

POSTQUAM Cessio Siciliae, Domui Sabaudicae per Tractatus Trajectenses, unica consolidandae Pacis causa, nulloque Regis Siciliae in eam habito jure, facta, teste universa Europa, ad scopum illum allegandum adeo nihili contulit, ut magnum potius obitaculum effecerit, quominus Imperator eisdem Tractatibus accesserit, eo quod separatio Regnorum Neapolis & Siciliae sub uno eodemque Dominatu, vulgarique utriusque Siciliae appellatione, tam diu stare solita, non modo communibus utriusque Regni rationibus, mutuaeque conversationi, verum etiam reliquae Italiae quieti adversetur, novas indies turbas paritura, dum vetus illa necessitudo & Commercio inter utrumque Populum neque tolli, neque diverforum Principum rationes, tam facile conciliari se sinant; hinc est quod Principes, qui Tractatus Trajectensibus primam manum admove, licet sibi, etiam citra assensum eorum quorum interest, extimerint, unum illum Tractatus Trajectensis Articulum, qui Regnum Siciliae spectat,

neque aliquam ejus adeo praecipuam partem facit, abrogare. His potissimum rationibus nixi, quod praesens Tractatus, ab renunciatione Caesaris, incrementum, complementumque suum recipiat, & quod per commutationem Regni Siciliae, cum Regno Sardiniae, impendentia Italiae Bella praevtererentur, quando Imperator Siciliam, cui nunquam renuntiavit, armis, quod post fractam, occupat Sardiniam, Italiae neutralitatem, jure potest, repeteret; Praeterea quod Regi Siciliae, beneficio Tractatus adeo solemnis, cum Sua Majestate Caesarea, & à primis Europae Principibus garantigati, certus permanensque Status obingeret. His tantis igitur rationibus permoti convenierint, quod Rex Siciliae Insulam, Regnumque Siciliae cum omnibus suis dependentiis & annexis, Suae Majestati Caesareae in eo quo nunc sunt statu, mox, vel ad summum, duos post menses à commutatione Ratificationum praesentis Tractatus, restitueret, renunciatis Caesaris ejusque Haeredibus & Successoribus utriusque sexus, in dictum Regnum juribus & actionibus quibuscunque, tam pro se, quam pro suis Haeredibus & Successoribus, masculis & foeminis, sublata penitus ejus ad Coronam Hispaniae reversione.

II. Vicissim Sua Majestas Caesarea cedit Regi Siciliae, Insulam Regnumque Sardiniae, in eo quo illud à Rege Catholico receperit statu, renuntiabique omnibus juribus & actionibus in dictum Regnum, pro se, suis Haeredibus & Successoribus utriusque sexus, in favorem Regis Siciliae, ejusque Haeredum & Successorum, ad illud deinceps, cum titulo Regni, cunctisque Regio axiomati annexis honoribus, perpetuo possidendum, prout Regnum Siciliae possederat; salva tamen, uti supra dicti Regni Sardiniae ad Coronam Hispaniae reversione, quando Regem Siciliae absque posteris masculis, & totam Domum Sabaudicam Successoribus masculis destitui contingeret; ceterum ad eum planè modum, quo dicta reversione, per Tractatus Trajectenses, & per Actum cessionis consequenter à Rege Hispaniae factae, pro Siciliae Regno pacta & ordinata fuit.

III. Sua Majestas Caesarea confirmabit Regi Siciliae, omnes, per Tractatum signatum Taurini 8. Novembris 1703. eidem factas cessiones, tam illius partis Ducatus Montisferrati, quam Provinciarum, Urbium, Oppidorum, Castellorum, Terrarum, Locorum, Jurium & Redituum de Statu Mediolanensi, quae possidet, eo modo quo ea actu possidet, spondebitque pro se, suis Descendentibus & Successoribus, nunquam se, neque illum, nec ejus Haeredes & Successores in dicta possessione esseturaturum, ea tamen lege, quod omnes ceterae actiones seu praetensiones, quae dicto Regi Siciliae, virtute memorati Tractatus, competere forte possint, perpetuo peremptae sint & maneant.

IV. Sua Majestas Caesarea agnoscat jus Regis Siciliae, ejusque Domus, succedendi immediate in Regno Hispaniae & Indiarum, in casum, quando Rex Philippus V., ejusque posteri deficerent, eo modo ac per Renunciations Regis Catholici, Ducis Biturigum, Ducis Aurelianensis, & Tractatus Trajectenses stabilitum fuit, promittereque Sua Majestas Caesarea, tam pro se, quam pro suis Successoribus & Descendentibus, quod nullo unquam tempore eidem se directè vel indirectè opponere, aut quidquam in contrarium obmovere velit; hac tamen declaratione adjecta, quod nullus Princeps de Domo Sabaudica, qui in Regno Hispaniae succederet, ullam unquam Provinciam, seu Ditionem, uno tempore possidere in continenti Italiae possit, & quod in eum casum istae Provinciae, devolventur ad Principes collaterales istius Domus, quorum unus post alium secundum proximitatem sanguinis in iis succedat.

V. Sua Majestas Caesarea, & Rex Siciliae, mutuum tutelam seu guarantiam sibi praestabunt, pro Regnis & Provinciis universis, quas actu in Italia possident, aut vigore hujus Tractatus eis obvenient.

VI. Sua Majestas Caesarea, & Rex Siciliae, statim à commutatione Ratificationum istarum Conventionum, executioni dabunt omnes & singulas condiciones in iis contentas; idque intra spatium ad summum duorum mensium, Ratificationumque Instrumenta dictarum Conventionum commutabuntur Londini, in termino duorum mensium à die subscriptionis, aut citius si fieri potest; & mox ab executione praevia dictarum conditionum, eorum Ministri Plen-



ANNO  
1718.

niopotentiarii ab his nominandi in loco Congressus, de quo ipsi mutuo convenierint, sub mediacione trium Partium contractantium, cactera sigillatim Puncta Pacis suae particularis component.

Quod alitè fata Sua Majestas Caesarea Catholica, ad promovendum ejusmodi Pacis propositum, & ad avertenda dira Bellorum mala suaspe pronissima, praeferens Conventiones, omnesque & singulos earundem Articulis, ex sincero consolidandae universalis Pacificationis desiderio, acceptaverit, prout huc acceptat, ac proinde, cum praememoratis tribus Potentis, Foedus peculiare in sequentes condiciones pepigerit.

## ARTICULUS I.

**S**IT, maneatque inter Sacram Caesarem Catholicam Majestatem, Sacram Regiam Majestatem Magnae Britanniae, Celsosque ac Potentes Dominos, Status Generales Foederati Belgii, eorumque Haeredes & Successores, Foedus aeternissimum, vigore cujus, singuli, Ditiones & Subditos aliorum tueri, nec non Pacem manuteneant, propriaque ipsorum commoda, cum sua mutuo promovere, damna vero & iniurias cujusvis generis prevenire, avertent, teneantur.

**I**I. Tractatus Trajecti, Badaeque Helvetiorum initii, in suo vigore & robore firmi permanent, partemque istius efficient, exceptis tamen iis Articulis, quibus per praesentem Tractatum expresse derogare & Re publica visum est, ut & iis Tractatum Trajectensem Articulis, quibus per Tractatum Badensem derogatum fuit. Attamen Tractatus Foederis West-Monasterii sub 25. Mensis Maji anno 1716. inter Sacram Caesarem Catholicam Majestatem, nec non inter Sacram Regiam Magnae Britanniae Majestatem, celebratus, prout & alter ille die quartæ Januarii anno 1717. Hagae Comitum inter Christianissimum & Magnae Britanniae Reges, Statusque Generales Foederati Belgii initus, plenum suum per omnia robur ac vim obtineant.

**I**II. Sacra Majestas Christianissima, prout & Sacra Majestas Britannica, Dominique Status Generales Foederati Belgii, pro se, suisque Haeredibus & Successoribus spondent, quod Sacram Majestatem Caesarem Catholicam, ejusque Haeredes & Successores in nullo penitus suorum Regnorum, Ditionum & Provinciarum, quae vel quas nunc possident vigore Trajecti, Badaeque Tractatum, aut quorum, quarumque possessionem vigore hujus Tractatus obtinebit, nec directè nec indirectè turbare unquam, quin potius ejusdem Provincias, Regna & Jura, quae modo possident, aut vi hujus Tractatus eidem obveniant, tam in Germania quam in Belgio & Italia, tutari, & ut ajunt, garantigare velint ac debeant, expromittentes sese dicta Sacra Caesarea Catholica Majestatis Regna & Provincias contra omnes & singulos, qui eas hostiliter invadere tentarent, defendere, eique, eveniente casu, submittere velle & debere auxilia quibus opus habebit juxta condiciones & partitionem, de quibus infra, inter eos convenit. Pariter utraque praefata Christianissima & Britannica Majestas Regia, ac Status Generales discretè se obstringunt, quod nullam unquam protectionem aut asylum in ullo suorum Ditionum loco, dare, concedere Subditis Sacrae Majestatis Caesareae Catholicae, velint, qui actutum sunt, aut in futurum ab ea declarati fuerint rebelles, & casu quo ejusmodi fortè in eorum Regnis, Provinciis & Dominis existerent, si, ut à finibus suis, intra octo dies à facta interpellatione Caesarea expellantur, serio se curaturos sincere pollicentur.

**I**V. Vicissim Sacra Majestas Caesarea Catholica, Sacra Regia Majestas Britannica, Foederatique Belgii Status Generales, pro se, suisque Haeredibus & Successoribus promittunt, quod Sacram Majestatem Christianissimam, in nulla penitus suorum Ditionum ad Coronam Galliae nunc spectantium, nec directè nec indirectè turbare unquam, quin potius easdem contra omnes & singulos, qui illas hostiliter invadere tentarent, tueri ac defendere, eidemque in eum casum auxilia submittere velint & debeant, quibus Rex Christianissimus opus habebit, juxta ac infra transcriptum est.

Pariter Sacra Majestas Caesarea-Catholica, Sacra Majestas Regia Britannica, & Domini Status Ge-

nerales, promittunt, seseque obligant, quod manuteneant, garantigare, & defendere velint ac debeant Jus successione in Regno Francia, juxta tenorem Tractatum Trajecti 11. Aprilis anno 1713. initum, obstringentes se, ad utendam dictam Successionem, planè ad normam Renunciationis, quae à Rege Hispaniarum 5. Novembris anno 1713. facta, & 9. ejusdem mensis & anni in Comitibus generalibus Hispaniae per solemnem Actum acceptata fuit, quae subinde die 8. Martii anni 1713. in legem abiit, & postremo per dictos Tractatus Trajecti stabilita & ordinata fuit, idque contra omnes quoscunque, qui ordinem dictae Successionis contra praemissos Actus & subsequentes Tractatus, turbare praesumerent, quem in finem, auxilia juxta partitionem infra conventam suppeditabunt. Quia, ubi res postularet, omnibus viribus dictum Successionis ordinem propugnabunt, denunciato etiam Bello, ei qui eundem infringere, aut impugnare tentaret.

**I**nsuper Sua Majestas Caesarea Regio-Catholica, & Majestas Regia Britannica, Statusque Generales, pariter se obstringunt, quod nullum unquam tutamen aut asylum, in suis Ditionibus, dabunt aut concedent Subditis Majestatis Regiae Christianissimae, qui actutum sunt, aut olim fuerint declarati rebelles, & casu quo ejusmodi fortè in eorum Regnis, Provinciis & Dominis existerent, eos à finibus suis, intra octo dierum spatium, à facta interpellatione Regia, exire jubebunt.

**V.** Sacra Majestas Caesarea Regio-Catholica, nec non Regia Majestas Christianissima. Statusque Generales Foederati Belgii, obligant se, pro se, suis Haeredibus & Successoribus, ad manutenendam & garantigandam Successionem, in Regno Magnae Britanniae, quemadmodum ea per Leges Regni stabilita est, in Domo Suae Majestatis Britannicae modo Regnantis, prout etiam ad defendendas universas Ditiones & Provincias à Sua Majestate possessas, nullumque asylum aut refugium, in ullo suorum Dominiorum loco, dabunt aut concedent, Personae, ejusque descendentes, si qui ei obtingant, quae vivente Jacobo II. Principis Walliae, & post ejus excessum Regni Magnae Britanniae Titulum assumpti, promittentes pariter pro se ipsis, suis Haeredibus & Successoribus, nullum se dictae Personae, ejusque descendentes, directè vel indirectè, Terra, Marive, praebituros esse auxilium, consilium, aut opem quancunque, siue in aere, armis, apparatu militari, navibus, milite, nautis, siue alio quocunque demum modo. Idem observatos intuitu eorum quibus, à dicta Persona, ejusque descendentes, fortè mandatum aut commissum foret, regimen Suae Majestatis Britannicae, aut tranquillitatem Regni sui, siue Bello aperto, siue clandestinis conspirationibus, suscitandis seditionibus, & rebellionibus, aut piamiam contra Subditos Suae Majestatis Britannicae, exercendo turbare, quo postremo casu, Sacra Majestas Caesarea Regio-Catholica promittit se minime permitturam, ut ejusmodi Piratis, ullum in Portibus Belgii sui deceptor receptaculum. Tandem spondent Sacra Majestas Christianissima, Statusque Generales Foederati Belgii, pro Portibus sui Domini, prout vicissim Sua Majestas Regia Britannica refugium omne in Portibus Regni sui denegaturam promittit, Piratis, Subditos Sacrae Caesareae Majestatis Regiae-Catholicae, Sacrae Regiae Majestatis Christianissimae, aut Dominorum Statusque Generalium infestantibus. Denique Sua Majestas Caesarea Regio-Catholica, Sacra Regia Majestas Christianissima, Dominique Status Generales obstringunt sese, quod nullam unquam protectionem vel asylum, in ullo suorum Dominiorum loco illis Regiae Magnae Britanniae Majestatis Subditis dabunt, qui actutum sunt, vel aliquando fuerint declarati rebelles: Et casu quo ejusmodi fortè in eorum Regnis, Provinciis, & Ditionibus existerent, eos, à finibus suis, intra octo dierum spatium, ab interpellatione Regia, exire jubebunt.

Quod si etiam Sacram Regiam Majestatem Britannicam in aliqua parte hostiliter invadi accideret, Sua Majestas Caesarea Regio-Catholica, ut & Regia Majestas Christianissima, Foederatique Belgii Status Generales, in eum casum obstringunt sese ad submittenda auxilia infra determinata: idem facturis ejus descendentes, si quando eos in Successione Regni Magnae Britanniae turbati contingeret.

ANNO  
1718.

VI. Sua Majestas Cæsarea Regio - Catholica, Regia Christianissima & Britannica, obligant se pro seipsis, suis Haeredibus & Successoribus ad guarantiam & tuitionem omnium Ditionum, Jurium, & Provinciarum, quas Domini Status Generales Fœderati Belgii actu possident, contra quoslibet qui eas turbarent aut invaderent, promittentes eis, existente casu, auxilia infra enunciata. Sua Majestas Regia Cæsarea Regio-Catholica, utraque quoque Majestas Regia Christianissima & Britannica acque se obtrahunt, quod nullum unquam refugium vel asylum in ullo Regnorum suorum illis Statuum Generalium Subditis concedent, qui sunt, vel in futurum fuerint denunciati rebelles, & si forte ejusmodi in eorum Regnis, Ditionibus & Provinciis existent, eos è finibus suis, intra octo dierum spatium à facta Reipublicae interpellatione exire curabunt.

VII. Ubi alterutram ex prædictis quatuor Partibus contractantibus, à quocunque alio Principe, aut Statu invadi, aut etiam in possessione Regnorum Ditionumque suarum per violentam detentionem Subditorum, Navium, Rerum, aut Mercium, Terræ, Mariæque turbati contingeret, tunc superstites tres officia sua, mox ac de eo requisiti fuerint, impendent, quo, offenso, super illato damno, & injuria satisfiat, aggressorque à prosecutione hostilitatis ablinquat.

Ast ubi amica hæc officia reconciliandis Partibus, atque ad procurandam debitam Parti læsæ satisfactionem, reparationemque haud sufficerent, eo casu Alii Contractantes submittent in favorem, intra bimestre spatium à facta requisitione, auxilia sequentia unitim vel separatim, videlicet:

Sua Majestas Cæsarea Regio - Catholica, octo millia Peditum, & quatuor millia Equitum.

Sua Majestas Christianissima, octo millia Peditum & quatuor millia Equitum.

Sua Majestas Britannica, octo millia Peditum, & quatuor millia Equitum.

(L. S.) CHRISTOFF.  
PENTENRIEDER  
AB ADELSHAUSEN.

(L. S.) JOES PHIL.  
HOFFMANN.

(L. S.) DU BOIS.

(L. S.) W. CANT.

(L. S.) PARKER. C.

(L. S.) SUNDERLAND. P.

(L. S.) KINGSTON. C. P. S.

(L. S.) KENT.

(L. S.) HOLLES-NEWCASTLE.

(L. S.) BOLTON.

(L. S.) ROXBURGHE.

(L. S.) BERKELEY.

(L. S.) J. CRAGGS.

Articulus Separatus.

Quod si fortè Dominis Generalibus Uniti Belgii Ordinibus grave nimis foret, conferre ratam suam partem stipendii Helvetiorum Cantonibus, pro Liburni, Portus Ferrai, Parma & Placentiæ Præsidii solvendi, juxta conclusi hodie Tractatus Fœderis tenorem, Articulus isto separatò expresse cautum, & inter quatuor Partes contrahentes conventum est, quod eo casu Rex Catholicus dictam Dominorum Statuum Generalium ratam in se recipere possit.

(L. S.) CHRISTOFF.  
PENTENRIEDER  
AB ADELSHAUSEN.

(L. S.) JOES PHIL.  
HOFFMAN.

(L. S.) DU BOIS.

(L. S.) W. CANT.

(L. S.) PARKER. C.

(L. S.) SUNDERLAND P.

(L. S.) KINGSTON. C. P. S.

(L. S.) KENT.

(L. S.) HOLLES-NEWCASTLE.

(L. S.) BOLTON.

(L. S.) ROXBURGHE.

(L. S.) BERKELEY.

(L. S.) J. CRAGGS.

Et Domini Status Generales, quatuor millia Peditum, & duo millia Equitum.

Quod si Princeps, aut Pars læsa, pro Milite, Navibus Bellicis aut onerariis, vel etiam subsidia pecuniaria, submitti sibi mallet, quod in ejus arbitrium reponitur, eo casu petite Naves, pecuniæve ei subministrabuntur, ad mensuram sumptuum in Militem impendendorum, & ut omnis ambiguitas circa calculum, seu estimationem dictorum sumptuum tollatur, placuit mille Pedites, mensuratum ad valorem decem millium Florenorum Hollandicorum, mille vero Equites ad triginta mille Florenos Hollandicos, mensuratum æstimari, eadem intuitu Navium proportionem observat.

Ubi auxilia supra enumerata impendenti necessitati imparia forent, Partes contractantes de ferendis amplioribus sumptibus indilatum conveniant: quin exigente casu, Socium læsum, omnibus suis viribus adjuvabunt, Bellumque Aggressoris denunciabunt.

VIII. Principes & Status de quibus Partes Contractantes unanimiter conveniant, illi Tractatui accedere poterunt, nominatim vero Rex Lusitanie.

Tractatus iste, approbabitur & ratihabebitur, à Sua Majestate Cæsarea, Regia Christianissima & Britannica, atque à Cæsis & Potentibus Dominis Statibus Generalibus. Uniti Belgii, Tabulæque Ratificationum commutabuntur Londini, extrahenturque reciprocè intra spatium duorum mensium, aut citius si fieri poterit.

In cujus rei fidem, Nos infra scripti, Plenipotentiarum Tabulis muniti, iidemque invicem communicatis, quarum apographa cum archetypis ritè à Nobis collata & recognita, sub finem hujus Instrumenti, verbo tenus inserta sunt, præsentem hunc Tractatum subscripsimus, & Sigillis nostris communivimus. Actum Londini die vicimo-secundo Julii V. St. anno Domini millesimo septingentesimo decimo octavo.

Articulus iste separatus, eandem vim obtinebit, ac si ipsimet Tractatui hodie conclusio, signatoque verbo tenus insertus fuerit, ratihabebiturque eodem modo, atque Ratificationum Tabulæ intra idem tempus cum ipso Tractatu extrahentur.

In quorum fidem, Nos infra scripti vigore Plenipotentiarum hodie invicem exhibitarum, hunc Articulum separatim subscripsimus, & Sigillis nostris communivimus. Actum Londini die vicimo-secundo Julii V. St. anno Domini millesimo septingentesimo decimo octavo.



ANNO  
1718.*Articulus Separatus.*

QUUM in Tractatu Fœderis cum Sac. Cæsarea Catholica Majestate hodie subscribendo, ut & conditionibus Pacis in eo insertis, Sacra Regia Majestates Christianissima & Britannica, & Domini Status Generales Belgii Uniti, præsentem Hispaniarum & Indiarum possessorem Regem Catholicum, & Ducem Sabaudie Regem Sicilie, vel etiam Sardinie appellent: & verò Sacra Majestas Cæsarea Catholica; binos hos Principes pro Regibus agnoscere haud possit, antequam & ii ad hunc Tractatum accesserint; proinde Sacra Cæsarea Catholica Majestas, per Articulum istum separatum & ante Tractatum Fœderis subscriptum, declarat & protestatur, quod per Titulos ibi adhibitos vel etiam

(L. S.) CHRISTOPH.  
PENTENRIEDER  
AB ADELSHAUSEN.(L. S.) JOES PHIL.  
HOFFMAN.

(L. S.) DU BOIS.

(L. S.) W. CANT.

(L. S.) PARKER C.

(L. S.) SUNDERLAND P.

(L. S.) KINGSTON C. P. S.

(L. S.) KENT.

(L. S.) HOLLES NEWCASTLE.

(L. S.) BOLTON.

(L. S.) ROXBURGHE.

(L. S.) BERKELEY.

(L. S.) J. CRAIGGS.

*Articulus Separatus.*

QUUM Titulorum aliqui, quibus Sac. Cæsarea Majestas, sive in Plenipotentiis, sive in Tractatu Fœderis hodie secum subscribendo, utitur, per Sacram Regiam Majestatem Christianissimam agnoscere haud possint, per hunc Articulum separatum & ante Tractatum Fœderis subscriptum declarat & protestatur, quod per dictos hoc Tractatu adhibitos Titulos, aut sibi alterive præjudicare, aut Sacre Cæsaree Majestati jus ullum adicere minime intendat.

(L. S.) CHRISTOPH.  
PENTENRIEDER  
AB ADELSHAUSEN.(L. S.) JOES PHIL.  
HOFFMAN.

(L. S.) DU BOIS

(L. S.) W. CANT.

(L. S.) PARKER C.

(L. S.) SUNDERLAND P.

(L. S.) KINGSTON C. P. S.

(L. S.) KENT.

(L. S.) HOLLES NEWCASTLE.

(L. S.) BOLTON.

(L. S.) ROXBURGHE.

(L. S.) BERKELEY.

(L. S.) J. CRAIGGS.

*Declaratio a Plenipotentariis Regis Britannia scripta.*

QUANDOQUIDEM secundum usum, quem utrinque convenit, receptum fuisse Tractatibus inter Majestates suas Britannicam & Christianissimam Ryfwyce, Trajecti ad Rhenum & Hagæ Comitibus, pro Triplici Fœdere initis, Instrumenta pro Rege Magnæ Britannie Lingua Latinâ, pro Rege vero Christianissimo Lingua Gallicâ confecta sunt, adjectâ tamen Declaratione, quod si alius antea usus obtinuerit, eidem se Rex Christianissimus in

omissos, sibi minime præjudicare, neque dictis binis Principibus, Titulos Regios concedere aut adicere intendat, nisi in eum dumtaxat casum, ubi & illi Tractatui hodie subscribendo accesserint, atque placitis in eo conditionibus Pacis pariter conleulerint.

Articulus iste separatim eandem vim obtinebit, ac si ipsimet Tractatui hodie conclusio signatoque, verbo tenus insertus fuerit, ratihabebiturque eodem modo, atque Ratihabitionum Tabulæ, intra idem tempus cum ipso Tractatu extraheretur.

In quorum fidem, Nos infra scripti, vigore Plenipotentiarum hodie invicem exhibitarum, hunc Articulum separatim subscripsimus & Sigillis nostris communivimus. Actum Londini die <sup>secundo</sup> Augusti S. N. anno Domini millesimo septingentesimo decimo-octavo.

Articulus iste separatim eandem vim obtinebit, ac si ipsimet Tractatui hodie conclusio signatoque, verbo tenus insertus fuerit, ratihabebiturque eodem modo, atque Ratihabitionum Tabulæ intra idem tempus cum ipso Tractatu extraheretur.

In quorum fidem, Nos infra scripti, vigore Plenipotentiarum hodie invicem exhibitarum, hunc Articulum separatim subscripsimus, & Sigillis nostris communivimus. Actum Londini die <sup>secundo</sup> Augusti S. N. anno Domini millesimo septingentesimo decimo-octavo.

posterum accommodaret. Cùmque in Tractatu hodierno die inter Imperatorem Romanorum, Regem Magnæ Britannie, Regem Christianissimum, & Status Generales Fœderati Belgii signato, usus supra memoratus observari haud potuit, sine incommodo plurium adhuc Instrumentorum faciendorum, quo Tractatus hujus subscriptio in longius differri necesse foret. Cùmque insuper aliqui & Plenipotentarii enixe postulaverint, ut nullum Tractatus hodierni Instrumentum fieret, quod omnium simul Partium contrahentium subscriptionibus munitum non fuerit; quo pacto factum est, ut omnia dicti Tractatus Instrumenta Lingua Latinâ conscripta sint. Eum igitur in finem, ne hoc exemplum in

ANNO  
1718.

ANNO  
1718.

usum trahatur, inter Regem Christianissimum, Nos Plenipotentiarii Majestatis Suae Britannicae, rogatu Plenipotentiarii Majestatis Suae Christianissimae, declaramus, quod id omne idioma, sive Linguam Tractatus hodierni spectans, in exemplum trahi aut proferri non poterit in posterum; verum usus antea receptus inter utramque Coronam obtinebit, ita ut quod hodie factum est, eidem nullo modo derogabit, neque jus aliquod novum in contrarium adiciet.

In quorum fidem, Nos Plenipotentiarii Majestatis Suae Britannicae, hanc Declarationem subscripsimus, & Sigillis nostris communicavimus: Londini die vicesimo secundo mensis Julii, anno Domini millesimo septingentesimo decimo octavo.

(L.S.) SUNDERLAND. P.

(L.S.) ROXBURGHE.

(L.S.) J. CRAGGS.

*Ratificatio Caesarea.*

QUOD nos, inspectis, probeque examinatis istorum Tractatum ac Conventionum Articulis, eosdem omnes & singulos in universum ratos, gratosque habuimus, & approbaverimus, prout eos omnes & singulos, & universim, quae ista acta, conclusa ac subscripta fuerunt, vigore Praesentium approbamus & ratificamus, verbo Caesareo-Regio & Archiducali promittentes, Nos ea firmiter religioseque per omnia observatos ac impleturos, neque unquam admitturos esse, ut iis à Nobis, aut à nostris ullo unquam tempore contraveniatur. In quorum fidem praesens Ratificationis Instrumentum propria manu subscripsimus, appendice consueto nostro Sigillo communiri iussimus. VIENNÆ 14. mensis Septembris anno Domini millesimo septingentesimo decimo octavo: Regnorum nostrorum Romani septimo: Hispaniarum decimo quinto: Hungarici vero & Bohemici octavo.

CAROLUS.

*Ad Mandatum Sac. Cæs. & Cathol.  
Regie Majestatis proprium,*

JOANNES GEORGIUS BUOL.

*Ad latus,*

PHILIPPUS LUD. COMES A SINZENDORF.

*Ratification du Roy de France.*

NOUS ayant agréable les susdits Traité & Articles séparés, en tous & chacuns les Points qui y sont contenus; avons, de l'avis de notre très-cher & très-amié Oncle le Duc d'Orléans, Regent de notre Royaume, iceux tant pour Nous que pour nos Héritiers, & Successeurs, Royaumes, Pais, Terres, Seigneuries & Sujets, accepté, approuvé, ratifié & confirmé, & par ces Présentes signées de notre main, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons; & le tout promettons en foy & parole de Roy, garder & observer inviolablement, sans jamais aller ni venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque sorte & manière que ce soit. En témoin de quoy Nous avons fait mettre notre Scel à ces Présentes. Donné à Paris le trente-unième jour d'Aoust l'An de Grace mil sept cens dix-huit, & de notre Règne le troisième.

Signé,

LOUIS.

*Et plus bas,*

Par le Roy,

LE DUC D'ORLÉANS,

*Regent présent,*

Signé,

PHELYPEAUX.

TOM. VIII. PART. I.

Et scellé du grand Sceau de cire jaune sur lacs de Soye bleuë trefflez d'Or, le Sceau enfermé dans une Boîte d'argent sur le dessus de laquelle sont empreintes & gravées les Armes de France & de Navarre; sous un Pavillon Royal soutenu par deux Anges.

*Ratificatio Regis Magnae Britanniae.*

NOs, viso perpensoque Tractatu superscripto; eundem in omnibus & singulis ejus Articulis & clausulis approbavimus, ratum, gratum, firmumque habuimus, sicut per Praesentes pro nobis, Haereditibus & Successoribus nostris, eundem approbamus; ratum, gratum, firmumque habemus, spondentes ac in verbo Regio promittentes, Nos omnia & singula quae in praedicto Tractatu continentur, sincere & bona fide praestituros & observatos, neque permissuros unquam, quantum in nobis est, ut ea, à quopiam violentur; aut ut ullo modo iisdem in contrarium eatur. In quorum omnium maiorem fidem & robur, Praesentibus manu nostra Regia signatis, magnum nostrum Magnae Britanniae Sigillum appendi fecimus. Quae dabantur in Palatio nostro, apud Kensington septimo die mensis Augusti, Anno Domini millesimo septingentesimo decimo octavo, Regniique nostri quinto.

GEORGIUS REX.

*Plenipotentiarium Tabula Majestatis Suae Caesarea.*

NOs CAROLUS VI. Divina favente Clementia, Electus Romanorum Imperator, semper Augustus, Germaniae, Hispaniarum, utriusque Siciliae, Hierusalem, Indiarumque, nec non Hungariae, Bohemiae, Dalmatiae, Croatiae, Esclavoniaeque Rex; Archidux Austriae, Dux Burgundiae, Brabantiae, Styriae, Carinthiae, Carnioliae, & Wurtembergae, Comes Habspurgi, Flandriae, Tyrolis & Goritiae, &c. Hisce notum testatumque facimus omnibus quorum interest: Postquam amicissimis Serenissimi ac Potentissimi Principis Georgii, Magnae Britanniae Regis, nec non Sacri Romani Imperii Electoris, Ducis Brunsvicensis, hortationibus, sepius fuimus invitati, ut eas secum rationes iniremus, quibus pax ac quies per Europam cum universis Principibus Christianis constare vel certe obtinari magis, etiam in eos casus posset, qui novam olim Bellosum causam suppeditare & vel ex nunc alere videntur. In quam quoque partem etiam Serenissimum ac Potentissimum Principem Ludovicum XV. Franciae Regem, unà cum Statibus Generalibus Foederati Belgii, itidem propendere accepimus: Hinc pro sincero desiderio quo in Pacis ac quietis consilia ferimus, honorabilem nostrum Consiliarium Imperialem Aulicum, nec non Consilii Belgici Austriaci Assessorem, Christophorum Pentenrieder ab Adelshausen, nostrum Sacrique Romani Imperii fidelem & dilectum, cum plena facultate, cum Ministris praefatorum Regum Franciae & Magnae Britanniae, ac eorum Foederatis ea omnia, quae ad scopum tam salutarem assequendum facere possent, tractandi ablegandum statuimus, dantes illi plenam ac omnimodam Potestatem, unà cum Residente Londini nostro, honorabili, fidei, dilecto, Joanne Philippo Hoffman, cui parem in hanc rem facultatem impertimus, sive simul, sive altero eorum impedito, in solidum cum dilectis Ministris; isthoc negotium tractandi & concludendi, verbo Caesareo Regio spondentes, Nos ea omnia & singula, quae nomine nostro, si vel alteruter eorum ita egerit, tractarit atque concluderit, non modo rata, grataque, aequae ac si à nobis ipsis acta forent, habituros; verum etiam nostrum Ratificationis Instrumentum intra tempus conventum extradituros esse. In quorum fidem praesentes propria manu subscripsimus, Nostroque Sigillo Caesareo communiri iussimus. Datum in Civitate nostra Viennae, die vigesima septima Septembris, anno millesimo septingentesimo decimo septimo. Regno-

Yyy rum

ANNO  
1718.



ANNO rum nostrorum Romani sexto, Hispaniarum decimo quinto, Hungarici vero & Bohemici septimo.

1718.

Signature,

CAROLUS.

*Ad Mandatum Sacre Cæsareæ & Catholicæ Regiæ Maj. proprium,*

JOANNES GEORGIUS BUOL.

Et ad latus,

PHILIPPUS LUD. COMES A SINZENDORF.

Plein-Pouvoir du Roi de France.

LOUIS par la Grace de Dieu Roy de France & de Navarre. A tous ceux qui ces Présentes Lettres verront, Salut. Comme Nous voulons contribuer, autant qu'il est en Nous, au maintien de la tranquillité publique, rétablie par les Traitez d'Utrecht & de Bade, & à l'affermissement de la Paix si nécessaire à toute l'Europe, que Nous désirons d'ailleurs de répondre aux ouvertures, qui Nous ont été faites de la part de notre très-cher & très-ami Frere le Roi de la Grande-Bretagne, dans la vûe de prévenir les suites de l'embarasement qui vient de s'élever, à l'occasion des différends, qui subsistent entre notre très-cher & très-ami Frere l'Empereur des Romains, & notre très-cher & très-ami Frere & Oncle le Roi d'Espagne, Nous confians entièrement en la sagesse, expérience, zèle & fidélité pour notre service, de notre ami & féal le Sieur Abbé du Bois, Conseiller ordinaire en notre Conseil d'Etat & au Conseil des Affaires Etrangères, Secrétaire de notre Cabinet: Pour ces causes, & autres bonnes considérations, à ce Nous mouvant, de l'avis de notre très-cher & très-ami Oncle le Duc d'Orléans, Regent; Nous avons commis, ordonné & député; & par ces Présentes, signées de notre main, commettons, ordonnons & députons, ledit Sieur Abbé du Bois, & luy avons donné & donnons Plein-pouvoir, Commission & Mandement special pour en notre nom, en qualité de notre Plenipotentiaire, convenir avec un ou plusieurs Ministres de la part de notre dit Frere l'Empereur des Romains, de celle de notre dit Frere & Oncle le Roi d'Espagne, de celle de notre dit Frere le Roi de la Grande-Bretagne, & de celle de leurs Hautes Puissances, nos très-chers & grands amis, les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas, pareillement munis de Pouvoirs en bonne forme, arreter, conclure, & signer avec lesdits Ministres ensemble ou séparément, tels Traitez, Articles & Conventions, que ledit Sieur Abbé du Bois avisera bon être, voulant qu'il agisse en cette occasion, avec la même autorité que Nous ferions & pourrions faire, si Nous y étions présents en personne, encore qu'il y eût quelque chose qui requit un Mandement plus special, non contenu en cesdites Présentes. Promettant en foy & Parole de Roy, d'avoir agréable, tenir ferme & stable à toujours, accomplir & executer ponctuellement tout ce que ledit Sieur Abbé du Bois aura stipulé, promis & signé en vertu du présent Pouvoir, sans jamais y contrevenir, ni permettre qu'il y soit contrevenu, pour quelque cause, ou sous quelque prétexte que ce puisse être; comme aussi d'en faire expedier nos Lettres de Ratification en bonne forme, pour être échangées dans le tems dont il sera convenu, Car tel est notre plaisir. En témoin de quoy Nous avons fait mettre notre Scel à ces Présentes. Donné à Paris le vingt-cinquième May, l'An de grace mil sept cent dix-huit, & de notre Regne le troisième.

Signé,

LOUIS:

Et sur le Reply,

Par le Roy,

LE DUC D'ORLEANS, Regent, présent,

Signé,

PHELYPEAUX.

Et scellé.

Plenipotentiarium Tabule Maj. Brit.

GEORGIUS R.

ANNO

1718.

GEORGIUS Dei Gratia, Magnæ Britannia; Franciæ & Hiberniæ Rex, Fidei Defensor, Dux Brunsvici & Luneburgi, Sacri Romani Imperii Archi-Thesaurarius, & Princeps Elector, &c. Omnibus & singulis ad quos presentes hæc Litteræ pervenerint, Salutem. Cum Tractatus Trajecti ad Rhenum & Badæ-Ergoviæ conclusus, tot Bellorum scmina etiamnum relicta animadverteremus, ut non tam extinctæ, quam sopitæ paululum dilataque viderentur Europæ calamitates, curas profundas, omnes cogitationesque contelimus, ut solidis duraturisque Pacis conditionibus hinc inde initis, omnes armorum capiendorum causas radicibus præcideremus. Cumque Bellum quod inter Imperatorem Romanorum, atque Hispaniarum Regem exortum est, ardeat magis, magisque, & latius sese spargere incipiat, sollicitudines quidem nostras duplicavimus, quo tranquillitatem publicam, hisce motibus turbatam, sine mora restitueremus. Cumque Pacificationis capita, quæ nos una cum Rege Christianissimo, & Dominis Ordinibus Generalibus Uniti Belgii partibus vel Bello jam implicitis, vel mox implicandis, ex æquo bonoque proponenda esse duxerimus, dicto Romanorum Imperatori, pro suo erga bonum publicum studio, haud ingrata esse acciperemus; cùmque spes porro sit, reliquos Principes quorum interest, maturè perpensis conditionibus, eisdem haud gravatè tandem amplexuros, consultum esse judicavimus, viros undiquaque istiusmodi muneri obeundo pares, ex nostra parte nominare, qui tam præclaro, tamque salutari operi finem imponerent. Sciatis igitur, quod nos fide, prudentia, integritate atque industria, reverendissimi in Christo Patris, perquam fidelis & intimè dilecti Consilarii nostri, Guilielmi Archi-Episcopi Cantuariensis, totius Angliæ Primatis & Metropolitani; perquam fidelis & dilecti Consilarii nostri, Thomæ Domini Parker, Baronis de Macclesfield, summi nostri Magnæ Britannia Cancellarii; perquam fidelis prædicti consanguinei & Consilarii nostri Caroli, Comitis de Sunderland, Consilii nostri Præsidis; perquam fideliem & intimè dilectorum Consanguineorum & Consiliariorum nostrorum, Evelyn Ducis de Kingston, Privati nostri Sigilli Custodis; Henrici Ducis Cantii, hospitii nostri Præfecti; Thomæ Ducis Novi-Castrensis, dicti nostri hospitii Camerarii; Caroli Ducis de Bolton, Regni nostri Hiberniæ Locumtenentis & Gubernatoris nostri generalis; Joannis Ducis de Marlborough, Exercituum nostrorum Capitanei Generalis; ac Joannis Ducis de Roxburghæ, & Primarii nostri Status Secretarii unius; perquam fideliem & prædictorum consanguineorum & Consiliariorum nostrorum, Jacobi Comitis de Berkeley, Primarii Admiralitatis nostre Commissarii; Guilielmi Comitis Cowper, Baronis de Vingham, & Jacobi Comitis Stanrope, & primarii nostri Status Secretarii alius, & perquam fidelis & dilecti Consilarii nostri Jacobi Ciaggs Armigeri, & Primarii nostri Status Secretarii alius, plurimum confisi, eisdem nominavimus, fecimus, & constituimus, quemadmodum per presentes nominamus, facimus & constituimus nostros veros, certos & indubitatos Commissarios, Procuratores & Plenipotentiarios, dantes & concedentes, eisdem omnibus, vel eorum tribus quibuscvis, aut pluribus omnem & omnimodam facultatem, potestatem, auctoritatemque, nec non Mandatum generale, pariter ac speciale (ita tamen ut generale speciali non deroget, neque contra) pro nobis & nostro nomine, cum Ministro, Ministrisve tam ex parte boni Fratris nostri Romanorum Imperatoris, quam ex parte boni Fratris nostri Regis Christianissimi, ac etiam ex parte Dominorum Ordinum Generalium Unitarum Belgii Provinciarum, Potestate sufficienti, hinc inde munito vel munitis, de & super conditionibus Pacis, quæ ad Bellorum motus sedandos, & ad communem Europæ tranquillitatem restituendam, stabilendamque plurimum facere possint, ac etiam super Articulis, sive secretis, sive separatim, ac denique super omnibus quæ ad opus prædictum promovendum perficiendumque, maximè apta videbuntur, conveniendi, tractandi, con-

ANNO  
1718.ANNO  
1718.

consulendi & concludendi : quæque ita conclusa & conventa fuerint, nostro nomine subsignandi, mutuoque extradendi, recipiendique, reliquaquæ omnia facti necessaria præstandi, persciendique, tam amplis modo & formâ, ac nosmet ipsi, si intercessimus, facere & præstare possemus ; spontentes & in verbo regio promittentes, nos quæcunque à dictis nostris Commissariis, Procuratoribus, ac Plenipotentiariis, vel eorum tribus pluribusve concludi contigerit, rata ea omnia, grata & accepta omni meliori modo habituros, neque passuros unquam, ut in toto vel in parte, à quopiam violentur, aut ut iis aliquo modo in contrarium eatur. In quorum omnium majorem fidem & robur, magnum nostrum Magnæ Britannię Sigillum, Præsentibus manu nostrâ Regiâ signatis appendi fecimus. Quæ dabantur in Palatio nostro apud Kensington 14. die mensis Julii Anno Domini 1718. Regniq. nostri quarto.

*Articuli Separati, & Secreti.*

## ARTICULUS PRIMUS.

**P**OSTQUAM Serenissimus & Potentissimus Rex Christianissimus, & Serenissimus & Potentissimus Rex Magnæ Britannię, necnon Celsi & Potentes Domini Status Generales Fœderati Belgii, vigore Tractatûs, inter eos hodiernâ die conclusi & subscripti, super certis conditionibus conveniunt, secundum quas Pax inter Serenissimum & Potentissimum Romanorum Imperatorem atque Serenissimum & Potentissimum Regem Hispaniarum, item inter eandem Sacram Majestatem Cæsaream, Regemque Siciliæ (quem deinceps Regem Sardiinæ nominare visum est) conciliari possent, quarum quidem conditionum copiam præstatis tribus Principibus fecere, ut loco basis fixæ, stabilienâ inter eos Pacis forent, Sacra Majestas Cæsarea, ex gravissimis rationibus, ob quas Rex Christianissimus & Rex Magnæ Britannię, & supradicti Status Generales, hoc tantum tamque salutare opus susceperunt, permota, deferensque circumspèctis urgentibusque eorum Consiliis & suasionibus, acceptare se declarat dictas condiciones, seu Articulos, nullo penitus eorum excepto, seu condiciones fixas & immutabiles, juxta quas Pacem perpetuam cum Rege Hispaniarum, atque cum Rege Sardiinæ concludere consentit.

II. Quia vero Rex Hispaniarum & Rex Sardiinæ dictis conditionibus necdum adhuc sunt assentiti, Sua Majestas Cæsarea, prout & Suae Majestates Regiæ Christianissimæ & Britannicæ, præstatiq. Status Generales, conveniunt de admittendo iis ad consensendum spatio trium mensium, à die subscriptionis præsentis Tractatûs computandorum, sufficere existimantes hoc temporis intervallum, ut dictas condiciones ritè pendere possint, siquæ demùm se determinent atque declarent, nun condiciones fixas & immutabiles pacificationis suæ, cum Sua Majestate Cæsarea acceptare ipsi quoque velint, prout eos esse facturos ab eorum pietate & prudentia sperare licet, fore scilicet ut exemplum Suae Majestatis Cæsareæ secuti animi moribus moderari, habitaque humanitatis ratione tranquillitatem publicam privatis suis sensibus præhabere, unaque effusioni sanguinis Subditorum suorum parcere, atque calamitates Belli à reliquis Europæ Nationibus avertere velint. In quem finem Suae Majestates Christianissimæ & Britannicæ, Statuque Generales Fœderati Belgii, officia sua quam efficacissima una simul & seorsim impendent, quo dictos Principes ad ejusmodi acceptationem permoveant.

III. Verùm, si contra omnem expectationem Alte-Contractantium, votaque universæ Europæ, Rex Hispaniarum & Rex Sardiinæ, post elapsum trium mensium terminum dictas condiciones pro eorum Pacificatione, cum Sua Majestate Cæsarea propositas, acceptare abnuerunt, cum tranquillitatem Europæ à renitentia vel moliniosis clandestinis dictorum duorum Principum pendere equivo non sit, Suae Majestates Christianissimæ & Britannicæ, necnon Status Generales, suis cum viribus Suae Majestatis Cæsareæ jungerent promittunt, quo illi ad acceptationem & executionem præstatarum conditionum adigantur. Quem in finem Cæsarea Suae Majestati præbunt unitim & separatim eadem ipsa auxilia, de quibus, pro recipio-

ca defensione mutua, Articulo septimo Tractatûs Fœderis sub hodierno die subscripti convenere, unanimiter consentientes, ut Sua Majestas Christianissimæ subsidia loco militis præstet in ære. Quod si auxilia in dicto Articulo septimo enunciata, affequendo proposito scopo imparia forent, cum quatuor Partes contractantes de amplioribus auxiliis Suae Majestatis Cæsareæ submittendis absque mora convenient, eaque continuabunt, quousque Sua Majestas Cæsarea Regnum Siciliæ subegerit, ejusque Regna & Provinciæ in Italia plenâ securitate gaudeant.

Conventum insuper & quidem disertis verbis fuit, quod si ob causam auxiliorum quæ Suae Majestates Christianissimæ & Britannicæ, Dominique Status Generales, Suae Majestati Cæsareæ vi & in executionem præsentis Tractatûs suppeditabunt, Reges Hispaniæ & Sardiinæ, vel unus illorum, Bellum alterutri dictorum Contractantium declaret, aut inferret, sive cum in suis Ditionibus aggrediendo, sive eorum Subditos, aut Naves, res & merces, terrâ marive violententer retinendo, in eum casum duæ aliæ Potentiæ Contractantes illico Bellum præstatis Regibus Hispaniæ & Sardiinæ, vel illi binorum eorum Regum, qui id alterutri dictarum Potentiarum contractantium denunciaverit aut intulerit, declarabunt neque arma antè deponent, quam Imperator in possessione Siciliæ & securus ratione suorum Regnorum & Provinciarum in Italia sit, satisfactumque pro justitia fuerit illi, ex tribus Partibus Contractantibus, quæ occasione præsentis Tractatûs, armis impetrata aut damnificata fuerit.

IV. Ubi unus duntaxat præfatorum Regum, qui Pacis conditionibus cum Sua Majestate Cæsarea faciendæ, necdum assentiti sunt, eas acceptaret, iis quoque quatuor Partibus contractantibus ad compellendum eum qui eas recusaverit, se conjungit, submitteque suam partem subsidiorum juxta distributionem desuper faciendam.

V. Si Rex Catholicus amore boni publici, & quod commutatio Regnorum Siciliæ & Sardiinæ, pro manutenzione Pacis universalis necessaria sit, persuasus, in eam consentiat, conditionesque Pacis cum Imperatore ineundæ, ut supra, amplectatur, è contra vero Rex Sardiinæ, eâ permutatione rejectâ, Siciliam retinere persistat, in eo casu, Rex Hispaniæ Sardiinam Imperatori restituit, qui istius Regni custodiam, (Salvo supremo suo in illud Dominio) Serenissimo Regi Britannico & Dominis Statibus Generalibus tandem committit, donec subactâ Siciliâ, Sardiinæ Rex, supra recensitis conditionibus, Tractatûs cum Imperatore ineundi subscribat, atque in acceptationem, Regni Sardiinæ loco, æquivalentis pro Regno Siciliæ, consentiat, quo facto, in ejus possessionem, à Rege Magnæ Britannicæ, Statibusque Generalibus mittitur. Si vero Sua Majestas Cæsarea expugnare Siciliam, atque in suam potestatem redigere nequiret, in eum casum, Magnæ Britannicæ Rex, Statuque Generales, Regnum Sardiinæ eidem restituent, fructusque interim Sua Majestas Cæsarea dicti Regni redditibus, qui sumptus in custodiam factos excedent.

VI. At ubi Regem Sardiinæ in dictam permutationem consentire, Regem vero Hispaniarum eandem recusare contingeret, in hoc casu, Imperator adjunctis reliquorum compascientium auxiliis, Sardiinam oppugnabit, quæ tandiù ei submittere spondent, æquæ ac Sua Majestas Cæsarea, arma minime depone-re promittit, donec universum Sardiinæ Regnum occupaverit, quod mox ab occupatione, Regi Sardiinæ cedet.

VII. Quod si uterque & Hispaniæ & Sardiinæ Rex, permutationi Siciliæ & Sardiinæ sese opponeret, Imperator, unâ cum sociorum auxiliis, primo loco Regnum Siciliæ adoriatur, quo occupato, arma contra Sardiinam vertet, eo copiarum numero, quo præter auxilia sociorum ad utramque expeditionem opus esse existimabit, subactâ quoque Sardiinâ, ejus custodiam Sua Majestas Cæsarea Regi Britannico, Dominique Statibus Generalibus eo usque committet, donec Sardiinæ Rex conditionibus Pacis cum Imperatore ineundæ subscripserit, atque Regnum Sardiinæ, pro æquivalente Regni Siciliæ acceptare consentiat, sibi tunc à Sua Majestate Britannicâ, Statibusque Generalibus tradendum, fructusque interim Sua Majestas Cæsarea redditibus istius Regni, qui sumptus in custodiam factos superabunt.

VIII. Casu quo Rex Catholicus, Sardiinæque Rex, vel alteruter illorum, dictas condiciones Pacis

Yyy a

illis



ANNO  
1718.

illis propositas acceptare & exequi renuerent, obeamque causam quatuor Partes compascientes, viâ facti contra eos vel alterutrum eorum procedere compellerentur, conveniunt diserte fuit, Imperatorem (qualemque ejus arma progressum contra dictos binos Reges, aut eorum alterutrum habere possent) contentum esse & acquiescere debere emolumentis sibi in dictis conditionibus mutuo consensu designatis, reservata tamen Suae Majestati Caesarea potestate, Jura sua, quae adversus Regem Sardiniae, super ea parte Stad. Mediolanensis, quam iste nunc possidet, habere praetendit, armis, vel etiam per Tractatum Pacis tale Bellum subsecuturum, revindicandi, salva quoque aliis tribus compascientibus, in casum, ubi ejusmodi Bellum contra Regem Hispaniae & Regem Sardiniae inspicendum foret, facultate, cum Sua Majestate Caesarea conveniendi, & designandi alium quandam Principem, in cujus favorem, tunc Sua Majestas Caesarea, de parte Ducatus Montisferratis, à Rege Sardiniae modo possessa, ad ejusdem exclusionem dispendere, & quali alteri Principi, vel quilibet a iis Principibus, Litteras Expectativas, invictituras continentes eventuales, Statuum, nunc à Magno Duce Hetruriae, & à Duce Parmae Placenciae possessorum, in exclusionem illorum praesentis Reginae Hispaniae, accedente consensu Imperii, concedere debeat, hac Declaratione adjectâ, quod nullo unquam tempore aut casu, neque Sua Majestas Caesarea, neque ullus Princeps à Domo Austriae, qui Regna, Ditiones & Provincias Italiae possidebit, dictos Ducatus Hetruriae & Parmae asserere sibi aut aggravesare valeat.

IX. Verum, ubi Sua Majestas Caesarea Siciliam, adhibito sufficienti Copiarum numero, Sociorumque Auxiliis & Medis, impensâ quoque congruâ diligentia, armis subigere, aut in possessione istius Regni stabilire se requiret, Partes compascientes conveniunt declarantque, Suam Majestatem Caesarem esse & fore in eum casum, omnino liberam & solum tam ab omni Obligatione per hunc Tractatum assumpta, consentiendo in supradictas conditiones Pacis, se inter, Regesque Hispaniae & Sardiniae incundae: Galviam tam in reliquis praesentis Tractatus Articulis, qui Suam Majestatem Caesarem, Suaeque Majestates Regis Christianissimae & Magnae Britanniae, & Domini Status Generales Uniti Belgii mutuo spectant.

X. Atamen cum securitas & tranquillitas Europae, huius, scopusque sit Renunciationum à Sua Majestate Caesarea & Sua Majestate Catholica, pro se, suis Descendentibus & Successoribus, omnium praetensionum, super Regno Hispaniae & Indiis, ex una, ex altera parte vero, super Regnis, Ditionibus & Provinciis Italiae & Belgico-Austriacis, faciendarum, memoratae Renunciationes fiant ab una & altera parte, eo modo & forma, uti Articulo secundo & quarto conditionum Pacis, inter Suam Majestatem Caesarem & Regiam Catholicam Majestatem pangendae contentum sunt; & quamvis Rex Catholicus praememoratas conditiones acceptare recusat, Imperator nihilominus Instrumenta suae Renunciationis expediri faciet, cujus tamen publicatio, in diem subscriptionis Pacis suae cum Rege Catholico differetur; Et si Rex Catholicus in rejicienda dicta Pace constanter perseveraret, Sua Majestas Caesarea nihilo secius Regibritannico, eo tempore quo Ratificationes istius Tractatus committantur, Actum solemnem dictarum Renunciationum extraheret, quem Sua Majestas Britannica, juxta commune Contractantium Pactum, Regi Christianissimo antea non exhibendum promittit, quam Sua Majestas Caesarea in possessionem Siciliae pervenerit, qua adepta, tunc tam exhibitio, quam publicatio dicti Actus Renunciationum Caesarearum, ad primam Regis Christianissimi requisitionem fiet, itaque Renunciationes locum habebunt, si Rex Catholicus Paci cum Imperatore subscripserit, si vero non, eo quod in hoc ultimo Actu Garantia Partium compascientium Caesari esse debeat loco securitatis quam alioquin ipsae Renunciationes Regis Catholici, Suae Majestati Caesareae, pro Sicilia & ceteris Italiae Statibus, Belgique Provinciis praestissent.

XI. Sua Majestas Caesarea promittit, nihil semoliri aut movere, nec contra Regem Catholicum, nec contra Regem Sardiniae, & generaliter, contra Neutritatem Italiae velle, in termino illo trimestri, qui iis pro acceptandis conditionibus Pacis suae cum Imperatore concessus est. Alii si intra dictum tempus trium mensium, Rex Catholicus, loco dictas conditiones acceptandi, suas potius hostilitates, contra

Suam Majestatem Caesarem profectui pergeret, vel si Rex Sardiniae, Provincias quas Imperator in Italia possidet, armis aggrederetur, in eum casum, Suae Majestates Christianissima & Britannica, nec non Domini Status Generales obstringunt sese, ad submit-tenda illico Suae Majestati Caesareae in sui tutelam auxilia, quae vi Federis hodie subscripti, pro reciproca suorum Statuum defensione invicem sibi praestare conveniunt, idque conjunctim vel separatim, neque etiam expectato duorum mensium lapsu, amicis officiis adhibendis, alias in dicto Federe praefixorum; & ubi auxilia in dicto Tractatu determinata fini proposito, haud sufficienter, quatuor Partes compascientes, mox inter se, de validiore ope Suae Majestati Caesareae ferenda, conveniunt.

XII. Praemissi undecim Articuli, apud Suam Majestatem Caesarem, Suae Majestates Christianissimam & Britannicam, Statuque Generales, per partium trium mensium à die subscriptionis, secreti manent, nisi abbreviare terminum illum, aut producere de communi eorum placito videatur; & quamvis praefati undecim Articuli sint à Tractatu Federis hodiernae, à quatuor dictis Partibus compascientibus subscripto, separati, eandem tamen vim ac robur habebunt, ac si illi, de verbo in verbum, inserti essent, cum ejus partem essentialiorem efficere censentur. Porro Ratificationes eorum uno tempore, cum alteris istius Tractatus extrahentur.

In quorum fidem, nos infra scripti, vigore Plenipotentiarius, hodie invicem exhibitarum, hoc Articulus separatus & secretus subscripsimus & sigillis nostris communivimus. Actum Londini die vicesimo secundo Julii s. v. Anno Domini 1718.

secundo Augusti s. N.

Subscriptiones eadem, ut supra.

Articulus Separatus.

QUUM Tractatus hodierno die, inter Majestatem Suam Caesarem, Majestatem Suam Christianissimam & Majestatem Suam Britannicam initus signatusque, ac in se complectens, tam conditiones, quae acquissimae, summeque aequae judicate sunt, ad Pacem stabilendam inter Imperatorem & Regem Catholicum, atque inter dictum Imperatorem Regemque Siciliae; quam conditiones Federis, ad Pacem publicam conservandam inter praedictas Potentias contrahentes sanctis, celsis & praepotentibus Dominis Ordinibus Generalibus Unitarum Belgii Provinciarum, communicatus fuerit; cumque Articuli separati & secreti, hodie istidem signati, continentesset rationes quas ad Tractatum supra dictum executioni mandandum huius visum est, istidem Ordinibus Generalibus, mox proponendi sunt, studium quod illa Respublica testatur, ad restituendam firmandamque tranquillitatem publicam, nullum dubitandi locum relinquit, quin ipsa eidem animo perlabenti, accedere velit. Ideoque dicti Ordines Generales, tanquam Partes contrahentes, in ipso Tractatu nominatim inferuntur sub spe scilicet fidentissima, ac usitate in statu suo formales id pati possint.

Sin vero praeter ipsam & vota Partium contrahentium (quod tamen omnino non suspicandum est) praefati Domini Ordines Generales Tractatum, supradicto accedendi consilium haud cepissent, expresse conventum concordatumque est inter dictas Partes contrahentes, quod Tractatus sepe nominatus, hodiernoque die signatus, effectum suum inter ipsas nihilominus fortiter, & in omnibus ejus clausulis & Articulis executioni mandabitur, eodem modo quo ibidem constitutum est, ejusdemque Ratificationes temporibus praestitis exhibebuntur.

Articulus iste separatus eandem vim obtinebit, ac si ipsimet Tractatum hodie conclusu signatoque verbatenus inferas fuerit, ratihabebiturque eodem modo, atque Ratihabitionum Tabulae intra idem tempus, cum ipso Tractatu extrahentur.

In quorum fidem nos infra scripti, vigore Plenipotentiarius hodie invicem exhibitarum, hunc Articulus separatum subscripsimus & sigillis nostris communivimus. Actum Londini die vicesimo secundo Julii s. v.

secundo Augusti s. N.

Anno Domini 1718.

Subscriptiones eadem, ut supra.

Ratific-

ANNO  
1718.*Ratificatio Cesarea.*

QUOD nos premiffos hosce ita conclusos, ac per Plenipotentiarios virtute Mandati signatos Articulos omnes & singulos non secus ac Federis Tractatum, cujus upote partem facere censentur, in universum, rantes, gratosque habuerimus, approbaverimusque, prout & eos omnes & singulos, vigore presentium approbamus & ratihabemus, verbo Cesareo, Regio & Archiducali spondentes, nos dictos Articulos & eorum quemvis sanctè religioseque impleuros ac observaturos esse. In quorum fidem, præfens Ratificationis Instrumentum propriæ manûs subscriptione, appensoque nostro Sigillo communiavimus. Viennæ quatuor-decima mensis Septembris, anno Domini millesimo septingentesimo decimo octavo; Regnorum nostrorum Romani septimo & Hispaniarum decimo quinto; Hungarici vero & Bohemici octavo.

CAROLUS.

*Ad Mandatum Sac. Ces. & Cathol.  
Regie Majestatis proprium,*

JOANNES GEORG. BUOL.

*ad latum,*

PHILIPPUS LUD. COMES A SINZENDORF.

*Ratification du Roy de France.*

NOUS ayant agréables les susdits Articles séparés & secrets, en tous & chacuns les points qui y sont contenus, avons de l'avis de notre très-cher & très-ami Oncle le Duc d'Orléans, Regent de notre Royaume, iceux tant pour Nous, que pour nos Héritiers & Successeurs, Royaumes, Pais, Terres, Seigneuries & Sujets, accepté, approuvé, ratifié & confirmé; & par ces Prélentes, signées de Notre main, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, & le tout promettons en foy & parole de Roi, garder & observer inviolablement, sans jamais aller ni venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque sorte & manière que ce soit. En témoin de quoi Nous avons fait mettre notre seal à ces Prélentes. Donné à Paris le trentième jour d'Août l'an de grace 1718. & de Notre Règne le troisième.

*Signé,*

LOUIS.

*Es plus bas,*

Par le Roy,

LE DUC D'ORLEANS,  
*Régent présent,**Signé,*

PHILIPPEAUX.

Et scellé du grand Sceau de cire jaune, sur lacs de foye bleüe treillis d'Or, le Sceau enfermé dans une boîte d'argent, sur le dessus de laquelle sont empreintes & gravées les armes de France & de Navarre, sous un Pavillon Royal soutenu par deux Anges.

*Ratificatio Regis Magnæ Britannie.*

NOs visis & perpenfis Articulis separatim & secretis suprà scriptis, eisdem in omnibus & singulis corundem clausulis approbavimus, ratos, gratos, firmosque habuimus, sicut per præfentes pro nobis, Hæredibus & Successoribus nostris, eisdem approbamus, ratos, gratos firmosque habemus; spon-

dentes, ac in verbo Regio promittentes, nos omnia & singula, quæ in prædictis Articulis separatim & secretis continentur, sincerè & bona fide præstituros, observaturos; neque permitturos unquam, quantum in nobis est, ut à quopiam violentur, aut ut ullo modo, iisdem in contrarium eatur. In quorum omnium majorem fidem & robur presentibus, manu nostra Regia signatis magnam nostrum Magnæ Britannie Sigillum appendi fecimus. Quæ dabantur in Palatio nostro apud Kensington, septimo die mensis Augusti, anno Domini millesimo septingentesimo decimo octavo, Regni que nostri quinto.

GEORGIUS R.

CCIII.

Assurance Ihro Königl. Majest. in Woblen 3. Août. und Churfürstl. Durchl. zu Sachsen Friderici Augusti, denen Land- & Städten des Marggrafthums Ober- & Lausig ertheilet, daß Sie bey dem Exercitio der Religion Augspurgischer Confession ungehindert sollen gelassen werden. Dresden den 3. August. 1718. CHRIST. GODOF. HOFMANNUS in Notis ad MARLII Commentarios Rerum Lusaticar. Libr. VI. cap. 147. in Collectione Scriptorum Rerum Lusaticorum Tomi I. Part I. pag. 427.]

C'est-à-dire,

Assurance donnée par Sa Royale Majesté de Pologne, Als Alesse Electorale de Saxe, FREDERIC AUGUSTE, aux Etats du Marggravat de la Haute Lusace, portant qu'ils ne seront point troubles dans l'Exercice de la Religion de la Confession d'Ausbourg. A Dresde le 3. Août. 1718.

Wir Friedrich Augustus, von Gottes Gnaden König in Woblen/ 2c. 2c. Herzog zu Sachsen/ 2c. 2c. Fürst Unsere Erben und Nachkommen Verkünden hienit: Deunach uns die bey dem letztern willkührlichen Landtage Oculi a c. zu Budissin versammelt gewesene Ständel von Grafen/ Herren/ Ritterschafft und Städten des Marggrafthums Ober-Lausig/ vermittelst einer besondern überreichten Schriffen unterthänigst vorgestellt/ und gebethen/ Wir wolten Ihnen und denen gesambten der Augspurgischen Confession-Verwandten Inwohnern besagten Marggrafthums zur Consolation, nach erfolgter Religions-Änderung Unsere Königl. Printzens Edd. eine special auf gedachtes Marggrafthum/ und dessen der Augspurgischen Confession zugethane Stände und Inwohner/ auch alle Ihre Nachkommen/ gerichte und unter unserer Hand und Königl. ChurSecret vollspogne Religions- Assurance zu ertheilen und einzuhändigen/ allermildest geruchen; So hätten Wir zwar vermeynet/ es würden dieselbe durch die schon dorchin in Händen habende Versicherungen und Unsere durch öffentlichen Druck publicirte Patente de Anno 1697. 1705. und 1717. und insonderheit die sub Dato Cracau den 28. September 1697. gedachten Ständen ausgestellte Religions- Assurance in gunstige Sicherheit gestellt worden seyn.

Alldieweilen aber dennoch erwünschte getreue Ständel daß Ihnen durch eine abermalige Declaration noch mehr prospiciret werden möchte/ inständigst verlanger: Als haben Wir deren

Yyy 3

En

ANNO  
1718.



ANNO  
1718.

Suchen gnädigst statt geben / und versprechen und  
asscuriren demnach dieselbe bey Unserm Königl.  
und Churfürstl. Wirtl. Treu und Glauben / daß  
ungeachtet Unsers Königl. Pringens Edd. getroffe-  
nen Religions-Veränderung / keine Neuerung in  
Kirchen- und Religions-Sachen / auch deren Ju-  
ribus annexidenen Augsburgischen Confessionis-  
Verwandten Ständen und Inwohnern beliedten  
Marggraffthums zu Nachtheil oder Abbruch vor-  
genommen / noch gestattet / sondern was beiderseits  
Religions-Verwandten zum besten in dem Tradi-  
tions-Recels vorherigen Kayser- und Königl. auch  
Unserer in Gott ruhenden Vorfahren / und unsern  
selbst eigenen mehrgedachten Marggraffthum / dessen  
Ständen und Inwohnern / ertheilten Asscura-  
tionen / Reverralen / und vorangezogen Unsern  
öffentlichen Patenten / nach allen und jeden dar-  
innen verfaßten Puncten / Clausula und Worten zur  
Versicherung der Religions-Freyheit / Übung und  
Rechten enthalten und begriffen / von Uns und  
Unsers Erben und Nachkommen regierenden Marg-  
graffen zu Ober-Lausitz / heilig und unbrüchlich  
beobachtet / und demselben vor jeho / künftigt / und  
zu allen Zeiten nachgelebet / auch darwider nicht ge-  
handelt / noch jemand andern / unter was pretext  
und Verwand solches auch immer geschehen möchte /  
zubahandeln / nachgesehen oder zugelassen werden solle.  
Zu dessen allen mehrten Bestätigung haben Wir  
diese Unsere Declaration, und wiederholte Ver-  
sicherung / welche zur festen und beständigen Regel  
und Richtschnur in Unserm Marggraffthum Ober-  
lausitz gelten soll / eigenhändig unterschrieben / und  
mit Vordruck Unserer Königl. Chur-Secrets  
ausfertigen lassen / auch verordnet / daß selbige ge-  
druckt / und zu männlicher Wissenschaft gebracht  
werden solle. Gegeben Dresden den 3. Augusti  
1718.

AUGUSTUS REX.



George Gr. von Werthern.

H. E. Z. von Zech.

CCIV.

16. Sept. *Renunciatio solemnis Augustissima Cesaree & Ca-  
tholice Majestatis CAROLI VI. in Regna  
& Regiones Hispaniarum & Indiarum, tam O-  
rientalium quam Occidentalium, quæ ceduntur  
PHILIPPO V. isque cum Successoribus suis  
pro Legitimo Rege & Possessore dictarum Re-  
gionum agnoscitur. Dat. Viennæ Austriæ, die  
16. Septembris, Anno 1718.*

NOS CAROLUS VI. Divina favente Clemen-  
tia Electus Romanorum Imperator, semper Au-  
gustus, ac Germaniæ, Hispaniarum, Hungariæ, Bohe-  
miæ, Dalmatiæ, Croatiae, Slavoniæque Rex,  
Archidux Austriae, Dux Burgundiae, Brabantie,  
Mediolani, Mantuæ, Styriæ, Carinthiæ, Carnio-  
liæ, Limburgi, Lucemburgi, Geldriæ, ac Superioris  
& Inferioris Silesiæ, & Wirtenbergæ, Princeps  
Sueviæ, Marchio Sacri Romani Imperii Burgoviæ,  
Moraviæ, Superioris & Inferioris Lusatiæ, Com-  
es Hassburgi, Flandriæ, Tyrolis, Ferretis, Ky-  
burgi, Goritiæ, & Namurci, Landgravius Alsatie,  
Dominus Marchiæ Slavoniæ, Portus Naonis & Sa-

linarum, &c. &c. Notum facimus omnibus præ-  
sentibus & futuris. Postquam post immaturam fata Se-  
renissimi olim & Potentissimi Principis Caroli II.  
Hispaniarum & Indiarum Regis recol. mem. ob cau-  
sam Successionis in sua Regna, durum, distansum-  
que Bellum ortum sit, quod universam pene Europam  
diva, fædeque afflixit, neque componendis liti-  
giis, ii, qui Trajecti ad Rhenum, Badaque Helve-  
tiorum celebrati fuere Conventus, adeo ex integro  
suffecerint, quin recens in Italia Bellum eruperit,  
Divina bonitate factum esse, ut collatis amicis Con-  
siliis, reque mature deliberata, ac discussa, die secun-  
da Mensis Augusti hujus Anni 1718. Londini Nos  
inter, & Serenissimum ac Potentissimum Galliarum  
Regem Ludovicum XV. sub Tutela Serenissimi Prin-  
cipis Philippi Ducis Aurelianensis, Regni Galliarum  
pro tempore Regentis agentem: nec non Serenissimum  
ac Potentissimum Magnæ Britanniarum Regem Geor-  
gium, Ducem Brunsvico-Luneburgensem, Sacri  
Romani Imperii Electorem, certi Pacificationis, Fæ-  
derumque Articuli conclusi, signatæ fuerint, eo  
unice collimantes, quo alma Pax inter Principes, qui-  
bus ea jam constat, magis semperque magis firmetur,  
inter eos vero qui adhuc dissident, quantocius revo-  
cetur, ac reforescat, atque adeo hoc tantum Pacis  
beneficium, sublati & tandem simulatibus, universæ  
Europæ communi tandem reddatur, ad assequen-  
dum vero tam salutarem scopum hanc auctior via  
visa sit, quam per ipsos hoc Tractatus ad mentem,  
& normam præcedentium separationem perpetuam  
Coronarum Galliarum, & Hispaniarum, itidem separatio-  
nem perpetuam Hispaniarum & Indiarum a Statibus,  
quos nunc possidemus, & vi Tractatus possidere de-  
bemus, denuo immutabili Lege (cui salus totius Eu-  
ropæ innixa est) stabilire, atque ut statim inter Eu-  
ropæ Principes virtum æquilíbrio, justaque communi-  
catione unius prurium Coronarum in unum idemque  
Caput ac Lineam avertatur, providere aliâ com-  
moda, & emolumenta Nobis, ac iis Principibus, qui  
istius Pacificationis, Fæderumque Socii sunt, aut  
eis accedere vellent, asserere, prout latius in dictis  
Conventionum Articulis continetur.

Cum vero istorum Tractatum partem constituat  
Renunciatio in Regna Hispaniarum, & Indiarum a  
Nobis facienda. Quod Nos ob infinitum Nobis Pacis  
studium, atque in salutem, tranquillitatemque publi-  
cam, amorem omni aliâ ratione potentiorum, utque  
omnem a Nobis finitris suspitionis ansam remove-  
remus, Juribus Nostris in dicta Hispaniarum ac Indiarum  
Regna cedere decreverimus, dictum Tractatum  
Londini per Plenipotentiarios Nostris subscribi man-  
daverimus; scilicet statum Europæ lucuosissimum,  
impendentemque tot Populis, & Nationibus, nî vo-  
tis amicorum Principum cederemus, stragem com-  
miserati, commoti quoque iis, quæ in præfato Trac-  
tatu continentur, emolumentis, in hanc Regnorum  
Hispaniarum & Indiarum cessionem, & abdicatio-  
nem devenimus, præsertim, quod per illam ea quo-  
que Renunciatio, quam Serenissimus & Potentissi-  
mus Princeps Philippus V. Hispaniarum & Indiarum  
Rex in Regnum & Coronam Galliarum pro se,  
suisque Posteris sub 5. Nov. 1712. in favorem Se-  
renissimi Ducis Aurelianensis fecit, atque in Hispania  
in legem abiit, nostræque ceu conditioni innixa  
est, plenum suum vigorem, & effectum fortituri,  
pariterque per cam illa Renuntiationes, quas Se-  
renissimus Dux Bituricensis 24. die mens. Nov.  
1712. Marly, & præfatus Serenissimus Dux Aure-  
lianensis die 19. ejusd. Mensis & Anni Parisiis fe-  
cerunt, & per Tractatus Trajectenses 11. die Men-  
sis Apr. 1713. confirmatæ fuere, convalidentur, at-  
que adeo perpetua & immutabili jam Lege statutum,  
sanctumque permaneat, quod nullo unquam tem-  
pore Monarchiæ Galliarum, & Hispaniarum, in unam  
eamdemque Personam, nec in unam eandemque Lineam  
coalescere valeant.

Hic igitur tantis rationum momentis inducti, ne-  
ve optatissimam Pacem universalem, quietemque  
Europæ, quæ in bina ista Renuntiatione consistere  
censetur, diutius remoramur, animo deliberato ac  
maturo Consilio, vigore præsentium cedimus, abdi-  
camus, & renunciamus pro Nobis, Heredibus, De-  
scendentibus, & Successoribus nostris Maribus &  
Fœminis, omnibus Rationibus, Juribus, Actionibus,  
& Præsentionibus, quæ Nobis in Regna Hispania-  
rum & Indiarum, Ditionesque Coronarum Hispaniarum  
per Tractatus Trajectenses, & per hos præfatos Hi-  
spaniarum & Indiarum Regi concessas, competunt,

ANNO  
1718.

ANNO  
1718.ANNO  
1718.

aut competere possent, idque omne jus Nostrum in modo dictum Serenissimum Principem Philippum Hispaniarum ac Indiarum Regem, ejusque Posteror, Hæredes, ac Successores, Mares & Fœminas, his vero quomodocunque deficientibus in Domum Sabaudicam, juxta præfati Tractatus tenorem, ac in eo statutum succedendi ordinem, videlicet in Serenissimum modernum Sardinie Regem, Ducem Sabaudie, Pedemontii Principem, Victorem Amadeum, ejusque Filios, & Descendentes Mascululos ex legitimo Matrimonio natos : & deficiente ejus progenie Masculina, in Principem Amadeum a Cagnano, ejusque Filios, & Descendentes Mascululos ex legitimo Matrimonio procreatos : & deficiente quoque hujus progenie Masculina, in Principem Emanuelum de Sabaudia, ejusque Filios, & Descendentes Mascululos ex legitimo Matrimonio natos : iisque deficientibus in Principem Eugenium a Sabaudia, ejusque Filios, & Descendentes Mascululos ex legitimo Matrimonio natos, cum ab Infante Catharina Regis Philippi II. Filia oriundos, ex certa scientia sponte, libereque harum vigore transferimus, & abdicamus, reuñciantes pro Nobis, Nostris Hæredibus, Descendentibus, & Successoribus Nostris omnibus rationibus, & juribus, quæ Nobis aut ipsis in dicta Regna quomodocunque, fide jure Sanguinis, sive ex Pæctis antiquis, & Legibus Regni competunt, aut competere quacunque ratione possint.

*Confirmamus*, approbamusque istam à Nobis factam Renunciationem Regnorum Hispaniarum ac Indiarum, volentes, ac statuentes, eam habere vim Legis publicæ, & Sanctionis præmaticæ, & ut ita ab omnibus Regnorum Nostrorum, & Provinciarum Subditis recipiantur, executione mandatur, non obstantibus quibuscunque Legibus, Sanctionibus, Pæctis, & Consuetudinibus in contrarium facientibus, quibus omnibus, quantum ad hunc Actum expresse derogamus, suppleantes omnes, si qui forent, defectus juris & facti, ityli, & observantia, Reuñciantes quoque omnibus beneficiis Juris, in specie Restitutionis in integrum, prout & exceptionibus quibuscunque extorribilibus etiam læsionis enormis, & enormissimæ, cui & quibus omnibus deliberare, sponte, & ex certa scientia renunciamus, easque pro rejectis, nullis, renunciatique haberi volumus, serio, sancteque spondentes, Nos sæpefatum Principem modernum Hispaniarum & Indiarum Regem, ejusque Posteror, Hæredes, & Successores in tranquilla & pacifica possessione dictorum Regnorum esse permittendos, neque eos vi hujus Renunciationis ullo unquam tempore sive armis sive alio quocunque modo esse turbaturos, aut molestiuros, quin Bellum, quod ipsis pro revindicandis dictis Regnis à Nobis aut Successoribus Nostris inferretur, vel ex nunc illicitum & injustum Bellum, e contra quod Nobis ab ipsis, aut ipsis deficientibus, ab iis, qui in istam Renunciationem Successionem vocati sunt, defendendi sui causa inferretur, sicutum ac justum pronunciamus. Quod si forte ad hunc Renunciationis Nostræ Actum aliquid amplius desideraretur, id omne ex præfato Tractatu Londini novissime inito, qui unica basis, regula, ac norma hujus Nostræ Renunciationis est, ac per omnia esse debet, suppleri, ac pro suppleto haberi volumus. Verbo Nostræ Cæsareo-Regio atque Archiducali promittentes, ea omnia, quæ in hocce Successionis, Abdicacionis, & Renunciationis Instrumento continentur, sancte, religioseque observaturos cum Nos, tum a Nostris Posteris, & Successoribus, Subditisque Nostris esse curaturos observari. In cujus rei fidem, vim, majusque robur, hunc Cessionis, Abdicacionis, & Renunciationis Actum juramento Corporali, a quo absolutionem nec petemus nos unquam, nec ab alio forte petiam, aut etiam ultro oblatam admitemus, tactis SS. Evangeliiis in præsentia Testium infra scriptorum firmavimus, præfensque Renunciationis Instrumentum manu propria subscriptum Cæsareo-Regio & Archiducali Sigillo munitum, ad manus præfati Serenissimi & Potentissimi Magnæ Britannie Regis deposuimus, Serenissimo ac Potentissimo Hispaniarum Regi tempore & modo ipsis Tractatu præscriptis, extradendum. Acta hæc sunt Viennæ die 16. Septembris Anno 1718. Regnorum Nostrorum Romani Septimo, Hispaniarum Decimo Sexto, Hungarici vero & Bohemici Octavo.

CAROLUS.

Præfentes fuere Celsissimus Dominus Joannes Leopoldus Sacri Romani Imperii Princeps Traubson, Comes de Falkenstein, Liber Baro in Sprechen- & Schrotzenstein, Dominus in Martiniz, Kraylowitz, Tjchechtiz, Krzylandou, Haamerstatt, Gehlou, Zabradka, Neufchelos, & Bobemo - Radolez, Goldegg, Pielbag, Friesing, & Oppidi Aggsbach ad Danubium, Præfatus Aule Hæreditarius Inferioris Austria, & Hæreditarius Marschallus Comitatus Tyrolensis, Eques Aurei Velleris, & Sacra Cæsareæ Regique Catholice Majestatis Consiliarius Intimus Actualis.

Excellentissimus & Illustrissimus Dominus Philippus Ludovicus Sacri Romani Imperii Hæreditarius Thesaurarius Comes a Sinzendorff, Liber Baro in Ernsthurn, Dominus in Gzell, Superioris Selowitz, &c Burggrævus in Rheinegg, Supremus Hæreditarius Scutifer, ac Præfator in Superiori & Inferiori Austria, Hæreditarius Vincerna in Austria ad Anatum, auri Velleris Eques. Sacra Cæsareæ Regique Catholice Majestatis Camerarius, Actualis Consiliarius Intimus, & Aule Cæsareæ Cancellarius.

Excellentissimus & Illustrissimus Dominus Gundacarus Thomas, Sac. Rom. Imperii Comes de Starberg in Schaumburg & Waxenberg, Dominus Ditionum Eschelberg, Liechtenbaag, Rottenegg, Freysstatt, Hain, Ober-Wallsee, Senftenberg, Bottenendorff, & Hattmann, auri Velleris Eques, Sac. Cæs. Regique Catholice Majestatis Consiliarius Intimus Actualis, &c. Archiducatus Austria Superioris & Inferioris Marschallus Hæreditarius.

Reverendissimus Don Franciscus Antonius Folch, de Cardona, Archi-Episcopus Valentini, Consiliarius actualis Status Cæsareæ Regique Catholice Majestatis, & Supremi Hispaniarum Consilii Præfatus.

Excellentissimus item & Illustrissimus Dominus Rochus Comes Stella, Sacra Cæsareæ Regique Catholice Majestatis Status, supremique Hispaniarum Consilii Consiliarius.

Et quia Ego infrascriptus Sacra Cæsareæ Regique Catholice Majestatis Consiliarius Aulicus, Secretarius actualis Status Cæsareæ Regique Catholice Majestatis atque Archiducali ad hunc Actum creatus Notarius Publicus omnia hæc fieri præfens audivi, & vidi : Ideo in fidem veritatis nomen meum subscripsi, & Sigillum meum apposui, Anno & Die ut supra.

(L. S.)

JOANNES GEORGIUS BUOL. S. R. I. E.

CCV.

Manifeste du Roi d'ESPAGNE sur l'Entrepris  
de la Sicile.

LORS que le Roi d'Espagne assembloit à Barcelone au Printems dernier ses forces de Terre & de Mer, avec une dépense immense, dans l'unique dessein aussi glorieux, qu'important, d'établir un parfait équilibre entre les Puissances de l'Europe, & de délivrer les Princes d'Italie d'un joug qui n'attaquoit pas moins leur liberté, qu'il blessoit leur Souveraineté & leur indépendance, tout le monde regardoit de quel côté iroit sonner cet orage. Chacun s'imaginait qu'il menaçoit le Milanois, ou le Royaume de Naples : mais la surprise fut extrême, quand on apprit que la Flote Espagnole avoit débarqué des Troupes aux environs de Palerme, & que le véritable objet d'un si grand armement étoit le recouvrement du Royaume de Sicile. Au commencement la plupart des Politiques, & même presque tous ceux qui ont quelque connoissance des intérêts des Princes, crurent fermement qu'il y avoit une intelligence secrète avec le Roi Victor Amédée, Duc de Savoye, & que cette entreprise se faisoit de concert avec lui. Personne ne pouvoit se persuader qu'un Prince si sage, si prudent, si politique, & si consommé dans la Science des Souverains, ne connût pas combien il étoit de son véritable intérêt de s'unir & de s'allier de bonne foi avec Sa Majesté Catholique, afin de s'affranchir par les secours & les diversiones de l'Espagne, de la violence que la Cour de Vienne & les Puissances engagées à pousser, à quelque prix que ce fût, les Négociations.



ANNO  
1718.

Négociations de la Paix, avoient résolu de lui faire, en le dépouillant, selon leurs projets mal conçus, du même Royaume de Sicile, que ces Puissances lui avoient procuré par le Traité d'Utrecht. De quoi l'Europe étoit si persuadée, qu'en France, en Angleterre, en Hollande, & en Italie on ne vouloit ajouter aucunement foi aux premières plaintes que les Ministres Piémontois firent du débarquement des Espagnols, parce qu'il étoit évident que le seul parti & la seule ressource qui résoloient au Duc de Savoie pour conserver la Sicile, étoient de remettre ce Royaume comme un dépôt sacré, au pouvoir du Roi d'Espagne. Mais lors que ce qui s'étoit passé commença à défabuser le Public, que cette Conquête se fit de concert, & qu'il y eût quelque intrigue secrète, on pénétra bien-tôt les puissans motifs qui avoient fait prendre à Sa Majesté Catholique la promesse & juste résolution de reconquerir cette île par les armes. Cependant afin qu'un point de cette importance soit connu dans toute son étendue, on va exposer les démarches qui ont précédé cette grande entreprise, & les raisons sans nombre qui l'ont rendue aussi juste, que nécessaire.

Dès que le Roi d'Espagne eût conçu la généreuse idée de procurer le repos de l'Europe, & de défendre la liberté de l'Italie, il résolut d'associer à l'exécution de ce grand dessein le Duc de Savoie. Sa Majesté Catholique le regardoit comme le plus intéressé, à cause du rang qu'il tient dans ce Pais-là, & en même-tems comme le plus menacé & le plus exposé aux insultes, aux vexations, & aux hostilités des Allemands, qui mettent tout en œuvre, contributions, procédures irrégulières, menées secrètes, pour réduire de plus en plus les Princes Italiens dans un honteux esclavage. Peu après le Roi d'Espagne fut informé du monstrueux Projet de Paix qu'avoient fait les Puissances qui se disent Médiatrices. Les solides fondemens de celle d'Utrecht déjà violée précédemment par les fréquentes infractions des Allemands, y étoient entièrement sapez & ruinés : la Sicile y étoit enlevée au Duc de Savoie ; le Droit de Réversion ou de dévolution de ce Royaume à l'Espagne, l'unique avantage attaché au Sacrifice, auquel Sa Majesté Catholique avoit été forcée, étoit ôté à cette Couronne ; la puissance déjà si formidable de cette Maison d'Autriche, s'y trouvoit encore augmentée ; enfin l'Italie y perdoit sa tranquillité, & ses Princes y cessoient d'être libres & indépendans. Tant de motifs & d'un si grand poids engagèrent le Roi d'Espagne à faire savoir au Duc de Savoie par ses Ministres résidans à la Cour de Madrid, combien il importoit à ce Prince de s'unir sincèrement, & de faire une prompte Alliance offensive & défensive avec Sa Majesté Catholique contre leurs Ennemis communs.

Une proposition aussi raisonnable, & qui marquoit tant d'amitié de la part de Sa Majesté Catholique, fut reçue du Duc de Savoie avec une froideur si extraordinaire & si peu attendue, que dans le cours d'une Négociation de six Mois, qui se passa d'abord avec le Secrétaire de l'Ambassade, & ensuite avec le Comte Lascaris, il fut impossible de tirer une seule parole positive. Cependant à Madrid le Cardinal Alberoni, & dans les autres Cours de l'Europe, les Ministres Espagnols ne cessoient d'assurer & de protester aux Ministres Piémontois, que quelque chose qui arrivât, le Roi d'Espagne ne consentiroit jamais aux propositions du Projet, dont on parloit tant ; & comme dans le même tems on recevoit de toutes parts des avis réitérés de ce qui s'étoit négocié secrètement à la Cour de Vienne par le Comte Solis d'abord, & après par le Contrôleur Fontana ; il étoit naturel & nécessaire que le Roi d'Espagne commençât à ne plus rien espérer de ses avances. Ainsi fondé sur ce qui vient d'être rapporté, qui étoit de plus confirmé par les assurances continuelles du Marquis de Nancré & du Colonel Stanhope, le Cardinal Alberoni prit enfin le parti de presser le Comte Lascaris. Ce Ministre se voyant convaincu, avoit au nom de son Maître que le Mariage du Prince de Piémont avec une des Archiduchesses, fille de l'Empereur Joseph, se traitoit à Vienne. A quoi son Eminence repliqua sur le champ, que dans le trouble présent & dans une conjoncture si délicate, le Duc de Savoie ne pouvoit traiter d'un Mariage, sans traiter en même tems pour ses intérêts, & sans entrer dans une Négociation plus particu-

lière : Et comme le Comte Lascaris ne répondoit qu'en termes équivoques & généraux, le Cardinal Alberoni l'obligea d'exposer à son Maître le tort & les maux que la dangereuse lenteur & son indifférence pourroient causer.

Enfin quand la Flote fut prête à se mettre en Mer, le Comte Lascaris informa le Roi d'Espagne, qu'un Courier extraordinaire lui avoit apporté un Pouvoir du Duc de Savoie dans la meilleure forme, pour conclure avec Sa Majesté Catholique une Ligue offensive & défensive : mais les conditions en étoient si étonnantes, qu'il est à propos d'en rapporter ici au moins quelques-unes, afin de faire juger combien elles étoient étranges.

D'abord le Duc de Savoie demandoit qu'on lui donnât un million d'Ecus pour se mettre en Campagne ; ensuite qu'on lui payât par mois une pension de soixante mille Ecus pour continuer la Guerre ; que Sa Majesté Catholique envoyât dans le Milanois douze mille hommes pour se joindre aux Troupes Piémontoises ; que dans le même tems l'Armée d'Espagne attaquât le Royaume de Naples, convenant expressément que dans les Places conquises la Garnison seroit moitié Espagnole, moitié Piémontoise, mais que le Commandant seroit Piémontois ; qu'après qu'on se seroit emparé du Royaume de Naples, l'Armée de Sa Majesté Catholique composée de vingt mille hommes ; auxquels se joindroient les Troupes Piémontoises & Savoyardes, passeroient dans le Milanois, où l'on observeroit la même chose qu'au Royaume de Naples à l'égard des Places & des Postes qu'on prendroit à l'Ennemi ; que les Contributions qui se tiroient de l'Etat de Milan, se partageroient entre les deux Puissances alliées ; que la distribution des Quartiers d'hiver seroit entièrement à la volonté & au choix du Duc de Savoie, sans qu'elle dépendît le moins du monde des Espagnols ; que Sa Majesté Catholique ne pouvant envoyer ni Artillerie, ni Munitions de guerre dans le Milanois, le Duc de Savoie fourniroit l'un & l'autre, bien entendu que tout lui seroit payé. Enfin il proposoit plusieurs autres conditions aussi monstrueuses, qui firent juger avec certitude à Sa Majesté Catholique, que le Duc de Savoie n'avoit nullement intention de conclure aucune Alliance, & qu'il ne cherchoit qu'à gagner du tems, & à amuser la Cour d'Espagne.

Cette connoissance certaine, & ce qui se traitoit dans le même tems à la Cour de Vienne, qu'on faisoit à n'en pouvoir douter par les conjectures tirées des apparences, & fondées sur tous les avis qui venoient du dehors, & que donnoient les Ministres résidans à la Cour d'Espagne de la part des Puissances amies, ne laisserent point douter au Roi d'Espagne que le dessein du Duc de Savoie, en feignant de traiter avec Sa Majesté Catholique, étoit d'attendre que les Troupes Espagnoles eussent investi les Etats de l'Archiduc en Italie, afin d'avoir plus beau jeu, de se rendre nécessaire aux Allemands, & de tirer d'eux tous les avantages possibles pour l'échange de la Sicile. Sa Majesté fut de même convaincue que le Duc de Savoie par ce procédé artificieux & peu sincère, par la Négociation hors de saison du Mariage mentionné, enfin par son intelligence visible avec les Ennemis déclarés de l'Espagne, contrevenoit directement & manifestement à la première condition & au premier Article du Traité & de l'Acte de Cession que Sa Majesté Catholique fit de la Sicile le 10. de Juin 1713, y étant marqué en termes formels & positifs, que les Ducs de Savoie & les Princes de sa Maison, qui lui succéderont dans la possession de ce Royaume, chacun en son tems, seront obligés d'avoir, de faire, d'entretenir, & de renouveler amitié & Alliance perpétuelle avec le Roi Catholique & ses Successeurs à la Couronne d'Espagne, & de la maintenir ferme & inviolable, & que si (ce qu'on ne doit pas croire) par quelque accident, hazard, ou dessein, le Duc de Savoie oubliant son véritable & solide intérêt, ses engagements & les devoirs de la reconnaissance, lui, ou quelqu'un de ses Successeurs n'observeroit pas cette condition, & manqueroit à l'amitié supposée & à l'Alliance perpétuelle, en quelque cas & en quelque tems que ce soit, dès lors & pour toujours la Cession demeureroit nulle & de nul effet, & le Royaume de Sicile retourneroit à la Couronne d'Espagne.

C'est sur des fondemens si solides & sur des motifs si justes que le Roi d'Espagne se détermina, sachant que le Duc de Savoie faisoit des offres sans bornes à

ANNO  
1718.

ANNO 1718. la Cour de Vienne (comme l'assuré entre plusieurs autres Mylord Stanhope dans le Memoire qu'il donna le 26. de Mai dernier au Marquis de Monteleon) de prévenir par la force de ses armes le coup prémédité, ou de la renonciation à la Sicile, ou de l'échange de cette Isle, en recouvrant ce Royaume pour les Rois d'Espagne, ses anciens & légitimes Princes, si chers aux Siciliens. Ainsi les Puissances Mediatrices par leurs Projets publics, ou le Duc de Savoie lui même par ses Traitez secrets, voulant priver le Roi d'Espagne du Droit clair & incontestable de reversion; ou de dévolution, que Sa Majesté Catholique se réserva par la Paix d'Utrecht, il étoit naturel, juste & nécessaire, que ce Monarque employât ou la force ou l'industrie pour tirer une prompte satisfaction d'une violence si offensante.

Enfin c'est à présent une chose scûe de tout le monde, que soit que le Duc de Savoie s'accommodât avec la Cour de Vienne, soit qu'il laissât exécuter le Projet convenu des Puissances prétendues Mediatrices, ce Prince devoit toujours être dépossédé de la Sicile. Il est aussi d'une évidence certaine que l'alienation, l'échange, ou l'engagement de la Sicile en faveur d'un Prince (comme le dit la Renonciation) qui ne seroit pas de la Maison de Savoie, de même que la contravention aux conditions expressees de la Cession, emportent également le retour immédiat de ce Royaume avec tous ses Droits & actions à la Couronne d'Espagne. Il suit donc par une conséquence naturelle & sensible, que dans le cas présent la condition expresse, que la Sicile soit sous la domination de la Maison de Savoie, manqueroit, puisque cette Isle passoit sous celle de la Maison d'Autriche; & ce seroit contrevenir manifestement à la première condition de la Cession mentionnée, si le Duc de Savoie, au lieu d'entretenir avec le Roi d'Espagne une amitié sincère & une Alliance constante, avoit des intérêts & seroit les nœuds étroits d'une nouvelle parenté avec les Ennemis déclarez & irréconciliables de l'Espagne.

C'est pour ces raisons si fortes & si incontestables, & parce que le Roi d'Espagne voyoit que les Puissances Mediatrices achevoient par leur nouveau Projet de renverser, d'annuler, & de révoquer les Traitez d'Utrecht; que les forces de Terre & de Mer de Sa Majesté Catholique ont passé en Sicile, pour recouvrer ce Royaume, dans la vue d'empêcher qu'il ne tombe au pouvoir de ses Ennemis, & ne serve à augmenter la puissance excessive des Allemands, & afin qu'il retourne sous la douce & légitime domination de son ancien Monarque. Le droit de reversion ou de dévolution assure la Justice incontestable des armes du Roi d'Espagne, & les pratiques secrètes du Duc de Savoie eximent Sa Majesté Catholique des scrupules que sa bonne foi Royale & sa correspondance d'amitié pourroient lui causer; les violentes idées que renferme le Projet de Paix des Puissances Mediatrices, lui imposant l'indispensable nécessité de repousser la force par la force. &c.

## PIECES ORIGINALES

*Trouvées dans la Cassette du Prince de CELLAMARE qui fut saisie.*

No. 1.

*LETTRES du Prince de CELLAMARE, Ambassadeur du Roi d'Espagne en France, au Cardinal ALBERONI, dont l'une avoit pour suscription, Pura S. Em.<sup>a</sup>, & l'autre; En mano propria de S. Em.<sup>a</sup> Et toutes deux recouvertes d'une enveloppe sans suscription.*

MONSIEUR,

J'AI trouvé plus nécessaire d'user de précaution, que de diligence dans le choix du moyen de faire passer à Votre Eminence les Papiers que j'ai renfermez ici; ainsi j'ai mis ce Paquet entre les mains de D. Vincent Portocarrero, Frère du Comte de Mohtijo; qui va où vous êtes, en le chargeant avec grand soin de le rendre à Votre Eminence: je l'ai cacheté doublement, & j'y ai mis deux enveloppes. Votre Eminence trouvera dans ce Paquet deux différentes minutes de Manifestes cotés No. 10. & 20., que nos Ouvriers ont composés, croyant que quand il s'agira de mettre le feu à la mine, elles pourront servir de prélude à l'incendie. Une de ces minutes est relative aux instances de la Nation Française, dont j'envoyai un Exemplaire à Votre Eminence par mon Courier extraordinaire; l'autre, sans avoir rapport à ces instances, expose les griefs que souffre ce Royaume, en appuyant sur ce fondement les résolutions de Sa Majesté, & en demandant la convocation des Etats. En cas que pour notre malheur nous soyons obligés de recourir aux remèdes extrêmes, & de commencer les entreprises, il sera bon que Sa Majesté choisisse une de ces deux voyes, & qu'Elle examine l'Ecrit coté No. 30., dans lequel nos Partisans prennent la liberté de lui proposer avec respect tous les moyens qu'ils jugent convenables, ou plutôt nécessaires pour l'accomplissement de nos desirs, pour éviter les malheurs que l'on prévoit être prêts d'arriver, & pour assurer la vie de Sa Majesté Très-Chrétienne & le repos public. L'Ecrit coté No. 40. est un abrégé de différentes choses arrivées dans le tems d'autres Minoritez; il peut servir d'instruction suffisante pour régler plusieurs des mesures que l'on doit prendre dans le cas présent. Enfin, j'envoie à Votre Eminence en feuilles séparées sous le No. 45. un Catalogue des noms & des qualitez de tous les Officiers François qui demandent de l'emploi dans le service de Sa Majesté. Après que Votre Eminence aura vu tous ces Memoires, Elle pourra donner son avis sur ce qu'ils contiennent, & Sa Majesté prendra des résolutions qu'Elle estimera les plus convenables à son service. Si la Guerre & les violences Nous forcent à mettre la main à l'œuvre, il faudra le faire avant que les coups, que l'on nous portera, nous affoiblissent, & que nos Ouvriers perdent courage, sans épargner, ni le tems, ni les offes, ni l'argent. Si Nous sommes obligés d'accepter une Paix simulée, il faudra pour entretenir ici le feu sous la cendre, lui donner quelque aliment modéré; & si la divine Miséricorde apaisoit les jalousies & les mecontentemens pressens, il suffira par la reconnoissance, à laquelle nous sommes obligés, de protéger & de favoriser les principaux Chefs qui s'intéressent présentement avec tant de zèle pour le service de nos Maîtres, en méprisant les dangers auxquels ils s'exposent. En attendant les résolutions décisives de Sa Majesté, je tâche d'entretenir leur bonne volonté, & j'éloigne tout ce qui pourroit la ralentir. Je suis avec respect de Votre Eminence.

A Paris le 1. Decembre 1718.

P. S. Outre les Ecrits ci-dessus, je remets à Votre Eminence celui qui est coté No. 50., dans lequel on fait paroître la force & le poids des deux différen-

Zzz

tes



ANNO 1718. Les minutes des Manifestes; & Pavertis Votre Eminence qu'à cause des changemens qui sont arrivez, on a jugé à propos de s'loigner de celle que j'ai envoyée par un Exprès, datée du 1. Août.

*De Votre Eminence le très-humble, &c.*

N. P. DE CELLAMARE.

No. II.

MONSIEUR,

LE principal Auteur de nos desseins me chargea avec empressement il y a quelques mois, de faire passer à Votre Eminence la Lettre ci-jointe, & d'accompagner les instances de M. . . . des témoignages & des offices les plus pressans. J'ai diffé- ré d'exécuter cette Commission jusqu'à ce que j'aye eu une occasion sûre pour ne point exposer le secret à quelque danger. Je dirai présentement à Votre Eminence que j'eus à parler de ce sujet comme d'une personne de grand mérite, & que l'intérêt que prend tout le Parti à ce qui le regarde, est grand. Il m'a été proposé d'introduire au service de Sa Majesté M. . . . homme de qualité, & parce qu'il m'est recommandé par nos Ouvriers, je l'ai distingué du Catalogue général que j'envoyai à Votre Eminence. Au reste ces Messieurs m'ont dit qu'ils peuvent disposer de la volonté de M. . . . qui est celui qui fut mandé ici par le Régent, pour soulever, comme ils le disent, les Miquelets de Catalogne, & ils vou- draient s'en assurer encore davantage par quelque gratification annuelle, ou par une pension.

Pour ce qui regarde les réponses que Votre Eminence donna à mes propositions du premier Août dernier, je dois lui marquer que les Lettres de créan- ce que l'on demandoit, devoient avoir lieu pour les offres, les demandes & les propositions que j'aurais à faire selon les conjonctures, aux Parlemens, au Corps de la Noblesse, & aux Etats Généraux, & que pour cet effet elles devoient être dressées comme en forme de Plein-Pouvoir, qui seroit en même-tems limité par les instructions de Sa Majesté pour ma conduite.

Quand il s'agira de mettre la main à l'œuvre, il sera nécessaire que Sa Majesté écrive à tous les Parlemens, conformément à la Lettre qu'Elle a déjà écrite au Parlement de Paris, & qui est demeurée en dépôt entre mes mains; & j'envoyerai par la voye ordinaire à Votre Eminence un Catalogue du nombre de ces Parlemens, & de la manière dont on doit se régler pour les Sufcriptions.

Il pourroit arriver dans les agitations présentes, ce que Dieu veut le détourner, quelque malheur à Sa Majesté Très-Chrétienne; & je supplie Votre Eminence de faire réflexion que la vie précaire de ce Monarque venant à manquer, je me trouverois em- barassé manquant des instructions nécessaires pour agir. Il pourroit aussi arriver que M. le Duc d'Orléans vint à manquer, dans lequel cas je me trouve- rois dans de très-grands embarras par rapport à la nouvelle forme que pourroit prendre la Régence, & à ses vûes qu'il conviendrait de faciliter ou non de la part de Sa Majesté.

M. le Duc de Chartres pourroit prétendre d'entrer à la place du Pere, & pour surmonter les obstacles de la jeunesse, se soumettre à un Conseil semblable à celui que le feu Roi avoit institué dans son Testa- ment. M. le Duc de Bourbon pourroit aussi préten- dre, à l'exclusion du jeune Duc de Chartres, à l'auto- rité absolue qu'exerce présentement M. le Duc d'Orléans, & il nous convient de voir ces cas, & de choisir les partis qui sont les plus utiles pour le service de Sa Majesté. Ses zèles serviteurs François penchant plus pour le premier que pour le second. Je suis avec respect de Votre Eminence.

Paris le 2. Decembre 1718.

Tiès dévoté & très obéissant Serviteur,

N. P. DE CELLAMARE.

No. III.

Copie d'une Lettre attribuée au Roi Catholique, que le Prince de Cellamare, son Ambassadeur avoit ordre de présenter au Roi Très-Chrétien.

MONSIEUR MON FRERE ET NEVEU. ANNO 1718.

DEPUIS que la Providence m'a placé sur le Trô- ne d'Espagne, je n'ai pas perdu de vûe pendant un seul instant, les obligations de ma naissance. Louis XIV. d'éternelle Mémoire, est toujours présent à mon esprit, il me semble toujours entendre ce grand Prince, au moment de notre sé- paration, me dire en m'embrassant qu'il n'y avoit plus de Preenées, que deux Nations, qui se disputoient depuis si long-tems la préférence, ne seroient plus dorenavant qu'un peuple, & que la Paix éternelle qu'elles auroient ensemble produiroit nécessairement la tranquillité de l'Europe.

Vous êtes le seul rejeton de mon Frere aîné, dont je pleure tous les jours la perte. Dieu vous a appelé à la succession de cette grande Monarchie, dont la Gloire & les intérêts me seront précieux jus- qu'à la mort, enfin je puis vous assurer, que je n'ou- blierai jamais ce que je dois à Votre Majesté, à ma Patrie & à la mémoire de mon Ayeul. Mes chers Espagnols, qui m'aiment avec tendresse, & qui sont bien assurés de celle que j'ai pour eux, ne sont point jaloux des sentimens que je vous témoigne, & sen- tent bien que notre union est la bâte de la tranquillité publique. Vos peuples sont sans doute pénétrés des mêmes sentimens, outre qu'ils voyent, aussi bien que nous, qu'il n'y a point de Puissance sur la Terre ca- pable de troubler notre repos, tant que les forces de ces deux Royaumes agiroient de concert.

Je me flatte, que mes intérêts personnels sont en- core chers à une Nation, qui m'a nourri dans son sein, & que cette généreuse Noblesse, qui a véri- tant de sang pour le soutenir, regardera toujours avec amour un Roi qui se glorifie de lui avoir obli- gation, & d'être né au milieu d'elle.

Ces dispositions supposées, comme il n'est pas per- mis d'en douter, de quel oeil vos fideles Sujets peu- vent-ils regarder le Traité qui vient d'être signé con- tre moi, ou pour mieux dire contre vous & contre eux-mêmes? Des gens qui se prévalent de votre mi- norité pour augmenter par violence & par injustice l'état de leur fortune présente, qu'ils ne sauroient augmenter par un vrai mérite, engagent le depositaire de votre autorité à soutenir la cause de mon Ennemi personnel ou plutôt de notre Ennemi commun, seul redoutable à toute l'Europe. Dans le tems que vos Finances épuisées ne peuvent fournir aux dépenses courantes de la Paix, on veut, que Votre Majesté me fasse la Guerre, si je ne consens à livrer le Ro- yaume de Sicile à l'Archiduc, & si je ne souf- fris à des conditions insupportables.

Ort épuise votre Clergé, votre Noblesse & votre Peuple pour payer des contingens, qui n'ont pour but que ma ruine & la votre: & des Traitez qui par leur seule importance ne devoient jamais être conclus, pendant une Minorité, sans avoir consulté la Nation, c'est-à-dire les Etats Généraux ou du moins les Parlemens, se proposent au Conseil de Votre Regence comme une chose toute faite sans donner même le loisir à la délibération.

Je n'entre point dans le détail des conséquences funestes de la Quadruple Alliance, & de l'injustice criante qu'elle prétend exercer contre moi, je me renferme à prier instamment Votre Majesté de con- voquer incessamment les Etats Généraux de Votre Ro- yaume pour délibérer sur une affaire de si grande con- séquence. Je vous fais cette prière au nom du sang qui nous unit, au nom de ce Grand Roi, dont nous tenons notre origine, au nom de vos Peuples & des Nations: s'il y eut jamais occasion d'écouter la voix de la Nation Française, c'est aujourd'hui; il est indis- pensable d'apprendre d'elle-même ce qu'elle pense, & de savoir si elle veut en effet me déclarer la Guerre dans le tems que je suis prêt à verser mon propre sang pour maintenir la gloire & ses intérêts.

Je vous prie, Monfr. mon cher Frere & Neveu que vous repondiez au plutôt à la Proposition que je vous fais, puisque l'Assemblée que je vous demande, prévendra les malheureux engagemens où nous pour- rions tomber par la suite, & que les Forces d'Espa- gne ne seront employées qu'à soutenir la grandeur de la France & à humilier ses ennemis. Au Monas- tère Royal de St. Laurent, le troisième Septembre 1718.

Monfr. mon Frere & Neveu.

Votre bon Frere & Oncle.

PHILIPPE.  
No. IV.

ANNO  
1718. No. IV.ANNO  
1718.

*Copie d'une Lettre Circulaire attribuée au Roi d'Espagne, que le Prince de Cellamare son Ambassadeur avoit ordre de remettre à tous les Parlemens de France.*

TREs chers & bien aimez &c. La nécessité présente des affaires nous ayant obligé d'écrire au Roi Très-Chrétien, notre très-cher Frere & Neveu, nous avons cru devoir en même tems vous envoyer Copie de la Lettre que nous lui avons adressée. Comme elle n'a pour objet que le bien public, nous vous connoissons assez pour être persuadé, que le grand motif qui a été toujours l'ame de vos actions vous déterminera à concourir avec nous dans le dessein que nous avons de remédier aux desordres présents; & d'en prévenir s'il se peut, encore de plus funestes. Vous verrez dans notre Lettre la juste douleur dont nous sommes saisis dans la seule idée d'une division prochaine entre deux Peuples que la sagesse & les Conseils du Roi notre Aïeul sembloient avoir unis pour jamais.

Vous êtes trop éclairés pour ne pas voir les suites malheureuses de notre division & pour ne pas sentir que le Traité de la Quadruple Alliance est directement contraire aux intérêts du Roi notre très-cher Frere & Neveu & à ceux de tous nos Sujets.

On veut que la Noblesse Française prenne les armes pour attaquer un Roi qu'elle a maintenu sur le Trône, après Dieu, Souverain Arbitre des Couronnes. On veut épuiser les Peuples, pour fournir aux frais d'une Guerre, qui n'a d'autre but que de traverser nos justes entreprises, pour nous contraindre, à sacrifier tous nos droits pour augmenter la puissance de l'ancien ennemi de notre Maison, & de nous forcer à lui céder pour jamais la Sicile; dont s'ensuivroit absolument la perte de votre Commerce & de votre considération dans la Méditerranée.

Enfin nos très-chers & bien aimez, vous voyez aussi bien que nous; les autres conséquences encore plus dangereuses de ce Traité; c'est ce qui nous fait espérer, que vous employerez tous vos soins pour obtenir du Roi votre Souverain le seul remède à tant de maux, c'est l'Assemblée des Etats Généraux, qui certainement ne fut jamais si nécessaire à la France qu'ils le sont aujourd'hui. Nous nous adressons à vous pour procurer sa conservation, préférant cette voye paisible & tranquille à toutes les autres auxquelles nous serions obligé de recourir si l'autorité du Regent nous faisoit refuser cette justice.

Souvenez vous donc en cette occasion que vous êtes très illustre Parlement que les Rois ont pris plusieurs fois pour Arbitre, qui n'a jamais rien appréhendé, quand il a fallu travailler pour l'Etat & qui donne tous les jours des marques d'une fermeté si digne de sa réputation. Nous attendons tout de votre équité naturelle & du zèle que vous avez pour votre Patrie: sur ce, nous prions Dieu qu'il vous ait, très-chers & bien aimez, en sa sainte & digne Garde. Donné au Monastere Royal de St. Laurent le 4. Septembre 1718.

Signé,

PHILIPPE.

Es plus-bas:

D. MIGUEL FERNANDES DURAND.

No. V.

*Manifeste attribué au Roi Catholique & adressé aux trois Etats de la France.*

Don Philippe par la grace de Dieu Roi de Castille, de Leon, d'Aragon, des deux Siciles, de Jerusalem, de Navarre, de Grenade, de Tolède, de Valence, de Galice, de Majorque, de Seville, de Sardaigne, de Cordoue, de Corfou, de Murcie, de Jaen, des Algarves, d'Alger, de Gibraltar, des Isles de Canarie, des Indes Orientales

TOM. VIII. PART. I.

& Occidentales, des Isles & Terre fermée de la Mer Oceane, Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Brabant, & de Milan, Comte de Habsbourg, de Flandres, de Tirol & de Barcelone, Seigneur de Biscaye, & de Molina &c. &c.

A nos très-chers & bien-aimez, les trois Ordres du Royaume de France, Clergé, Noblesse, & Tiers-Etat, salut.

Depuis qu'il a plu à Dieu de nous appeler au Trône d'Espagne, où sa divine Providence nous a maintenu malgré tant d'Ennemis, non seulement par la force de nos armes & la fidélité de nos Sujets, mais encore par le zèle & la valeur de la Nation Française, nous avons toujours conservé pour elle tous les sentimens que la nature & la reconnaissance pouvoient nous inspirer, & que les avis salutaires du Roi notre aïeul Aïeul, de très-glorieuse memoire n'avoient cessé de cultiver & de fortifier dans notre Cœur. C'étoit par des motifs si justes qu'après une longue & sanglante Guerre, pour procurer le repos à deux Peuples qui nous étoient si chers & qu'un intérêt commun sembloit avoir réunis à jamais, nous avons bien voulu consentir au démembrement de notre Monarchie & renoncer à l'exercice de nos droits naturels sur la Couronne de France.

Il ne tenoit qu'à l'Archiduc d'Autriche d'assurer de sa part la tranquillité de l'Europe, en faisant avec nous une Paix solide & durable, il pouvoit en renonçant aux chimeriques prétentions qu'il avoit formées sur notre Couronne, s'assurer à lui-même la possession paisible des Etats usurpés par nous, mais ce Prince qui n'a traité avec la France que par force & pour avoir le tems de se préparer à de nouvelles hostilités contre nous, a mieux aimé conserver ses faux titres & nourrir ses pernicieux dessein, que de concourir avec nous au bien général de la Chrétienté, même dans le tems qu'elle étoit attaquée par les Infidèles.

Nous avons souffert le plus long-tems qu'il nous a été possible les infractions criantes qu'il a fait au Traité de l'évacuation de la Catalogne & de Majorque: il est inutile de les repeter ici, puisqu'elles sont connues de tout le monde, mais enfin la conduite que notre patience rendoit tous les jours plus orgueilleuse, ayant passé toutes les bornes de la raison, nous avons cru qu'il étoit de notre devoir essentiel de reprendre par les moyens que Dieu nous a mis en main les Pais de notre domination, dont il s'étoit rendu Maître par la fraude & par la violence. Nous avions lieu d'espérer que toutes les Puissances, avec qui nous avons traité dans le Congrès d'Utrecht, & qui savent avec quelle fidélité nous avons observé toutes les Articles dont nous étions convenus, nous aideroient à vanger notre injure, bien loin de se déclarer pour celui qui nous avoit insulté, d'autant plus que les Garanties respectives les engageoient par des sermens solennels à ne pas permettre de pareilles contraventions; cependant aujourd'hui nous voyons avec étonnement que ces Garans de nos Traités, s'en déclarent eux-mêmes les premiers infractions, que par une conspiration sans exemple, ils renversent à force ouverte ces mêmes conditions qu'ils ont exigé de nous, & que voulant favoriser en tout notre ennemi qui, par son insatiable ambition, devoit être regardé comme l'ennemi commun de l'Europe, ils semblent avoir oublié non seulement toutes les Loix de l'Honneur, mais leurs propres intérêts, pour s'enrichir de nos dépouilles au lieu d'entrer avec nous en négociation réglée & dans les formes ordinaires, ainsi que nous l'avons toujours offert, ils nous ont porté des conditions affreuses comme une Loi toute écrite en nous menaçant de la Guerre si nous ne les acceptons servilement.

Après avoir senti comme nous, de quelle importance il étoit pour la liberté de l'Europe & de son Commerce, que la Sicile ne passât jamais au pouvoir de la Maison d'Autriche, ils commencent par vouloir livrer ce Royaume à l'Archiduc & offrent au Possesseur de cette Isle, celle de Sardaigne qui nous appartient & que nous avons reconquise comme s'il leur étoit permis de le dédomager à nos dépens. Mais si cette conduite doit nous paroître odieuse de la part de l'Angleterre & de ceux qui pourroient se joindre à elle contre nous, que devons-nous penser du Prince qui n'étant que dépositaire de l'autorité Royale en France ôse s'en prévaloir & se liquer avec

Ziz 2

les



548  
ANNO  
1718.

## CORPS DIPLOMATIQUE

les anciens ennemis des deux Couronnes, sans avoir consulté ni la Nation Françoisé ni les Parlemens du Royaume, & sans avoir même donné le tems au Conseil de Regence d'examiner la matiere pour en deliberer meurement.

Il a vu après la mort du Roi Très-Chrétien notre Ayeul avec quelle tranquillité nous l'avons laissé prendre possession de la Regence pour gouverner le Royaume de nos Peres pendant la minorité du Roi notre très-cher Neveu sans lui faire le moindre obstacle & que nous avons toujours perseveré dans le même silence, parce que nous aurions mieux aimé mille fois mourir que de troubler le repos de la France, & d'inquieter le reste de l'Europe, quoique les Loix Fondamentales de ce Royaume nous en donnent l'administration préférablement à lui.

Nous avons depuis entendu les plaintes qui se faisoient de tous côtes contre son Gouvernement sur la dissipation des Finances, l'oppression des Peuples, le mépris des Loix & des remontrances juridiques, quoique nous fussions vivement touché de ces desordres, nous avons cru en devoir cacher le déplaisir au fond de notre cœur; & nous ne sortions pas aujourd'hui du silence ni de la modération que nous nous étions prescrite, si le Duc d'Orleans n'étoit sorti lui-même de toutes les règles de la Justice & de la Nature, pour nous opprimer, nous & le Roi notre très-cher Neveu.

En effet comment pouvoit souffrir plus long-tems des Traitez où l'Honneur de la France & les Intérêts du Roi son pupille sont sacrifiés, quoique faits au nom de ce jeune Prince, dans l'unique vûe de lui succéder; & sur tout après avoir repandu dans le public des Ecrits infames qui annoncent sa mort prochaine & qui tâchent d'influencer dans les esprits la force des Renonciations au dessus des Loix fondamentales. Un procédé si contraire à ce que toutes les Loix divines & humaines exigent d'un Oncle, d'un Tuteur, & d'un Regent, auroit dû seul exciter notre indignation par l'intérêt que nous prenons tant au bien de la Nation Françoisé qu'à la conservation du Roi notre très-cher Neveu, mais un sujet qui nous touche encore plus personnellement, est l'Alliance qu'il vient de signer avec l'Archiduc & l'Angleterre, après avoir rejeté l'offre que nous lui faisons de nous unir ensemble. Au moins devoit-il observer une exacte Neutralité, s'il la croioit nécessaire au bien de la France; mais voulant faire une Ligue, n'étoit-il pas plus raisonnable de se liguier avec son propre sang que de s'armer contre lui en faveur des ennemis perpetuels de notre Maison.

Cette indigne préférence ne déclare que trop à tout l'Univers son opiniâtreté dans le projet ambitieux dont il est uniquement occupé, dont il veut acheter le succès aux dépens des Droits les plus sacrés.

Ce n'est pas ici le lieu de dire que par cet acharnement aveugle à suivre des prétentions qui ne lui avoient point été disputées, il compte pour rien de plonger les deux Nations dans les derniers malheurs; nous voulons seulement vous faire entendre que la conduite injurieuse du Duc d'Orleans ne diminuera jamais notre sincere affection pour vous.

Nous ne pourrions oublier que nous avons reçu le jour dans votre sein, que vous nous avez affermé la Couronne que nous portons, au prix de votre sang. Rien ne sera capable d'étendre dans notre cœur la tendresse que nous sentons pour notre très-cher Neveu votre Roi. Et si le Duc d'Orleans nous réduit à la cruelle nécessité de défendre nos Droits par les armes, contre ses attentats, ce ne sera jamais contre vous que nous les porterons, bien persuadés que vous ne les prendrez jamais contre nous.

Ce ne sera au contraire que pour tirer le Roi notre très-cher Neveu, de l'oppression, où le Regent le tient avec tous ses Sujets, par les plus grands abus qui se soient jamais fait de l'autorité confiée.

Ce ne sera que pour procurer l'Assemblée des Etats Généraux, qui seuls peuvent remédier aux maux présents & prévenir ceux dont on n'est que trop visiblement menacé; nous vous exhortons à seconder nos justes intentions & à vous unir à nous dans une vûe si salutaire au repos public.

Nous espérons tout de votre zèle pour le Roi votre Maître, de votre amitié pour nous & de l'attachement que vous avez à vos Loix & à votre patrie. Sur ce nous prions Dieu qu'il vous ait, chers & bien aimez, en sa sainte & digne garde. Donné au Mo-

nastere Roial de St. Laurent le 6. du Septembre ANNO  
1718.

Signé,

PHILIPPE.

Et plus bas,

D. MIGUEL FERNANDES DURAN.

No. VI.

*Prétendus Requête, que l'on supposoit présentée au Roi Catholique, au nom des trois Etats de France.*

SIRE,

Tous les Ordres du Royaume de France viennent se jeter aux pieds de Votre Majesté pour implorer son secours dans l'état où les réduit le Gouvernement présent: elle n'ignore pas leurs malheurs, mais elle ne les connoît pas encore dans toute leur étendue.

Le respect qu'ils ont pour l'autorité Royale dans quelque main qu'elle se trouve & de quelque manière qu'on en use, ne leur permet pas d'envisager d'autre moyen d'en sortir que par les secours qu'ils ont droit d'attendre des bontés de votre Majesté.

Cette Couronne est le patrimoine de vos Peres, celui qui la porte, tient à vous, Sire, par les liens les plus forts, la Nation regarde toujours Votre Majesté comme l'Heritier présomptif.

Dans cette vûe elle se flatte de trouver dans votre cœur les mêmes sentimens qu'elle auroit trouvé dans le cœur de feu Monseigneur, qu'elle pleure encore tous les jours: Dans cette vûe elle vient exposer à vos yeux tous ses malheurs & implorer votre assistance. La Religion a toujours été le plus ferme appui des Monarchies; Votre Majesté n'ignore pas le zèle de Louis le Grand pour la conserver dans toute sa pureté. Il semble que le premier soin du Duc d'Orleans ait été de se faire honneur de l'irreligion. Cette irreligion l'a plongé dans des excès de licence, dont les Siècles les plus corrompus n'ont point eu d'exemple & qui en lui attirant le mépris & l'indignation des peuples, nous fait craindre à tout moment pour le Royaume, les châtimens les plus terribles de la vengeance Divine. Ce premier pas semble avoir jeté, comme une juste punition, l'esprit d'aveuglement sur toute la conduite: on forme des Traitez, on achète des Alliances avec les Ennemis de la Religion, avec les Ennemis de la Monarchie, avec les Ennemis de Votre Majesté.

Les Enfans qui commencent à ouvrir les yeux, en pénétrant les motifs, il n'en est point qui ne voye, que l'on sacrifie le véritable intérêt de la Nation à une esperance que l'on ne peut supposer sans crime, & qu'on ne peut envisager sans horreur; c'est cependant cette cruelle supposition qui est l'ame de tous les Confeils, & le premier mobile de ces funestes Traitez. C'est là ce qui attire ces Arrêts qui renversent toutes les fortunes, c'est là l'Idole où l'on sacrifie le repos de l'Etat. A la lettre, Sire, on ne paye plus que le seul prêt des Soldats, & les rentes sur la Ville, pour les raisons qu'il est aisé de pénétrer; mais pour les appointemens des Officiers, de quelque ordre qu'ils soient, pour les pensions, acquises au prix du sang, il n'en est plus question.

Le Public n'a senti aucun fruit, ni de l'augmentation des monnoyes, ni de la taxe des Gens d'affaires. On exige cependant les mêmes tributs que le feu Roi a exigé pendant le sort des plus longues Guerres; mais dans le tems que le Roi tiroit d'une main, il repaidoit de l'autre, & cette circulation faisoit subsister les Grands & les Peuples.

Aujourd'hui les Etrangers, qui s'avent flatter la passion dominante, consomment tout le Patrimoine des Enfans.

L'unique Compagnie du Royaume qui ait la liberté de parler, a porté ses remontrances respectueuses au pied du Trône; cette Compagnie dans laquelle on a reconnu le pouvoir de decerner la Regence, à qui l'on s'est adressé pour la recevoir, avec laquelle on a stipulé en la recevant de ses mains, à laquelle on a promis publiquement & avec serment que l'on ne vouloit être maître que des seules grâces, & que pour la Résolution des affaires, elle seroit prise à la plu-

ANNO 1718. pluralité des voix dans le Conseil de Regence; non seulement on ne l'écoute pas dans les plus sages remontrances, mais on exclut des Conseils les Sujets les plus dignes, d'abord qu'ils représentent la vérité; non seulement on ne l'écoute pas, mais la pudeur empêche de répéter à Votre Majesté les termes également honteux & injurieux dans lesquels on a répondu lorsqu'on a parlé aux Gens du Roi en particulier, les Registres du Parlement en feront foi jusqu'à la postérité la plus reculée.

Les Etats de Bretagne légitimement convoquez ont demandé qu'il leur fût permis de faire rendre compte à un Trésorier très-suspect, afin de mettre ordre à l'Administration de leurs Finances, on leur en a fait un crime d'Etat, on a fait marcher des Troupes, comme on les fait marcher contre des Rebelles.

Enfin, Sire, on ne connoît plus de Loix, ces Edits qui consacrent encore aujourd'hui la mémoire des Rois vos Ayeuls, ces Edits rendus avec tant de sagesse pour conserver la sainteté des Mariages, & l'état de toutes les familles, on s'en joue; une Lettre de cachet les renverse, quelles suites une telle conduite ne fait-elle pas envifager? que ne fait-elle pas craindre? Nous ne nous flaterons pas vainement, Sire, en nous persuadant, que nous entendons de votre bouche ces paroles de consolation; *Je sens vos maux, mais quel remède y puis-je apporter?*

Il est entre les mains de Votre Majesté, quoique revêtu d'une Couronne, elle n'en est pas moins fils de France, & ses Droits font encore mieux établis par le respect & l'attachement des Peuples, qu'ils ne le sont par la Loi du Sang. Comme Oncle du Roi Pucelle, qui peut disputer à Votre Majesté le pouvoir de convoquer les Etats, pour aviser aux moyens de rétablir l'ordre, la tutelle & la Regence? n'appartient-elle pas de Droit à Votre Majesté? il n'est pas sans exemple qu'un Prince Etranger ait été Tuteur d'un Pucelle; sans sortir hors de chez nous, Baudouin Comte de Flandres n'a-t-il pas eu l'Administration du Royaume de France, & la Tutelle de Philippe premier, fils d'Henri premier? Votre Majesté n'aurait pas manqué de raisons, si elle avoit voulu attaquer la prétention du Duc d'Orléans: aussi toute la France a-t-elle senti que Votre Majesté, loin de consulter ses Droits, n'a envisagé que le repos de l'Etat, dans la confiance d'une sage Administration, & toute la France a reconnu dans cette conduite le cœur d'un véritable Pere.

Votre Majesté peut s'affurer de son côté, que tous les cœurs voleroient au devant d'Elle, quand Elle paroitroit avec sa seule Maison; elle peut compter qu'il n'y a point de Citoyen qui ne lui servit de garde: mais, quand on supposera, que pour plus grande sûreté elle paroitroit à la tête d'une armée de dix mille hommes, quand on supposera que le Duc d'Orléans paroitroit à la tête d'une armée de 60. mille hommes; Votre Majesté peut s'affurer que cette armée, sur laquelle il auroit compté, & qui ne servira qu'à le séduire, sera la première à prendre vos ordres.

Il n'y a pas un Officier qui ne gemisse, il n'y a pas un Soldat, qui ne sente l'iniquité & la perversité du Gouvernement, il n'y en a pas un qui ne vous regardât comme son Libérateur. Tous s'empresseroient d'aller reconnoître, d'aller admirer en vous le fils de ce Prince si cher, qui regne toujours dans les cœurs; que pouvez-vous jamais craindre, ou du Peuple, ou de la Noblesse, quand vous viendrez mettre leur fortune en sûreté; votre armée est donc toute portée en France, & Votre Majesté peut s'affurer d'y être aussi puissante que fut jamais Louis XIV. Vous aurez la consolation de Vous voir accepter d'une commune voix pour Administrateur & Regent, tel que votre sagesse jugera plus convenable, ou de voir rétablir avec honneur le Testament du feu Roi votre auguste Ayeul.

Par là vous verrez, Sire, cette union si nécessaire aux deux Couronnes, se rétablir d'une manière qui les rendroit l'une & l'autre inébranlables à leurs Ennemis, par là vous rétablirez le repos d'un Peuple qui vous regarde comme son Pere, & qui ne peut vous être indifférent. Par là vous prévendrez les malheurs, qu'on n'ose seulement envifager, & que l'on nous force de prévoir. Quels reproches Votre Majesté ne se feroit-elle pas à elle-même, si ce que nous avons tant de sujet de craindre, venoit à arriver?

Quelles larmes ne verseroit-elle pas, pour n'avoir point répondu aux vœux de la Nation, qui se

ANNO 1718. jette à ses pieds, & qui implore son secours? Nous souhaitons nous tromper, mais l'on nous force à craindre, du moins nos craintes prouvent notre zèle pour un Roi qui nous est cher.

Si Votre Majesté, dont nous reconnoissons les vûes très-supérieures, ne trouvoit pas à propos de répondre nos vœux, au moins pourroit-elle se servir de notre requête pour rappeler à lui-même, & pour faire rentrer dans les véritables intérêts de la France, un Prince qui se laisse aveugler, quoique l'on soit forcé de Vous représenter que l'on ne peut s'en rien promettre.

Le Ministre de Votre Majesté dans cette Cour peut l'affurer que l'on n'avance rien ici qu'il n'ait lu dans tous les cœurs. Ainsi Votre Majesté n'a rien à craindre d'une Nation qui lui est toute dévouée, & doit tout se promettre de la Noblesse Francoise.

No. VII.

Billet du Cardinal Alberoni au Prince de Cellamare, joint à une de ses Lettres, & cet Ambassadeur, dn 14. Decembre 1718.

QUELQU'AVIS que l'on reçoive de ce qui s'est passé à l'égard du Duc de St. Aignan (\*), ce ne doit en aucune manière être un exemple pour en user de même envers Votre Excellence. Il a été nécessaire avec lui de prendre ce parti, parce qu'il avoit pris congé, parce qu'il n'avoit plus de caractère, & à cause de sa mauvaise conduite. Votre Excellence continuera d'être ferme à demeurer à Paris, & elle n'en sortira que lors qu'elle y sera contrainte par la force. En ce cas il faudra céder, en faisant auparavant les protestations requises au Roi Très-Chrétien, au Parlement & à tous les autres qu'il conviendra, sur la violence que le Gouvernement de Franco exerce contre la Personne & le Caractère de Votre Excellence.

Supposé qu'elle soit obligée de partir, elle mettra auparavant le feu à toutes les mines.

CCCVI.

VICTORIS AMADEI Regis Sardiniae Acces- 28. Oct.  
so ad Concordatum & Fœdus pro Pacificatione 8. Nov.  
Rerum Europæarum inter CAROLUM VI. Caesarem Augustissimum LUDOVICUM XV. Regem Franciæ, & GEORGIVM Regem Magnæ Britanniæ Londini factum: Qua præfatus Rex ad dictum Concordatum Fœdusque tanquam Pars ab initio compaciens plane se adjungit, Actum Londini, die 28. Octobris 8. Novembris 1718. Cum PLENIPOTENTIIS binis, scilicet Regis Franciæ, & Regis Sardiniae, Nec non RATIFICATIONE Regis Christianissimi. Dat. Parisiis die 5. Decembris 1718. [Sur la Copie imprimée à Vienne, chez Van Gheelen Imprimeur de la Cour Impériale. Avec Privilege. in fol.]

QUANDOQUIDEM Tractatus quidam, Articuli separati & secreti, itidemque Articuli alii quatuor separati, eodem spectantes, lique omnes ejusdem vigoris, cum Tractatu principali per Ministros Plenipotentiarios Majestatis Suae Caesareae & Catholicae, Majestatis Suae Christianissimae, & Majestatis Suae Britannicae, Londini viceimo. secundo Julii secundo Augusti proximè præterlapsi, inter Partes contrahentes supra nominatas ritè conclusi signatique fuerint, quorum omnium tenor de verbo ad verbum hîc sequitur.

. Fiat insertio.

CUMQUE porro Rex tum Siciliae, quem vero nunc Regis Sardiniae nomine appellari conventum est, secundum mentem Tractatus Articuli- rumque supra insertorum, invitatus fuerit, ut istidem

Zzz 3

omni-

(\*) On l'avoit obligé de sortir de Madrid en 24. Heures,



ANNO  
1718.

omnibus & singulis plenè, ampleque accedere, & Partibus contrahentibus, tanquam Pars ipse ab initio compacifcens, sese formâ debitâ adjungere vellet, cumque dictus Rex Sardinia maturè perpensis conditionibus in Tractatu Articuli præsens speciatim expressis, non solum declaraverit sese vellem eisdem acceptare, & acceptione suâ comprobare, verum etiam Plenipotentiarum, Tabulas sufficientes Ministris suis ad id opus perficiendum nominatis, concesserit. Quo itaque negotium tam salutare, finem optatum consequatur, nos infra scripti Majestatis Suae Cæsareæ & Catholicæ, Majestatis Suae Christianissimæ & Majestatis Suae Britannicæ Ministri Plenipotentiarum, nomine & autoritate dictarum Suearum Majestatum, suprafate Regem Sardinia, in Tractatû præsens, Articuli omniû & singulorum eodem pertinentium, societatem plenam, atque omnimodam admittimus, adjungimus atque aggregamus, ac per præsentes admittimus, adjungimus atque aggregamus, eisdem autoritate promittentes, quod Majestates Suae suprafate, conjunctim & sigillatim omnes & singulas Conditiones, Cessiones, Pactiones, Garantias, Fidejussionesque, in Tractatu, Articuli sæpe nominatis contentas expressasque, dicto Regi Sardinia penitus & ad amissum præstabit atque adimplebunt. Provisio insuper quod omnia & singula, de quibus conventum fuerit per Articulus secretos, contra dictum Sardinia Regem, per præsentes hanc ejusdem Accessionem cedent prorsus atque aboleantur. Vicissim vero, nos infra scripti Regis Sardinia Ministri Plenipotentiarum, virtute Plenipotentiæ ritè exhibitæ atque recognite, cujus Apographum in fine hujus Instrumenti adjectum est, testamur hîc, spondemusque dicti Regis nomine, quod prædictus Rex & Dominus noster, accedit plenè, ampleque Tractatû, Articuli omniû & singulis ibidem præsens; quod Acceptione hac solemnî, Partibus contrahenti-

(L. S.) CHRISTOPH.  
FENTENRIEDER  
AB ADELSHAUSEN.(L. S.) JOANNES PHIL.  
HOFFMAN.

(L. S.) DU BOIS.

bus supramemoratis, tanquam Pars ab initio compacifcens sese adjungit; quodque vi, vigoreque Adûs hujusce, antedicta Regis Sardinia Majestas, tam pro se quam pro Hæredibus suis & Successoribus, sese mutuo obligat & obstringit, Majestati Suae Cæsareæ & Catholicæ, Majestati Suae Christianissimæ, & Majestati Suae Britannicæ earumque Hæredibus & Successoribus, conjunctim & divisim, sese omnes & singulas Conditiones, Cessiones, Pactiones, Garantias & Fidejussiones in Tractatu, Articuli supra inieritis, expressas, memoratasque observaturam, præstaturam atque adimpleturam, versus omnes conjunctim, singulasque seorsim, eodem modo eademque fide & religione, ac si Pars contrahens ab initio fuerit, & cum Majestate Suae Cæsareæ Catholicæ, Majestate Suae Christianissimæ, & Majestate Suae Britannicæ, eisdem Conditiones, Cessiones, Pactiones, Garantias & Fidejussiones conjunctim vel sigillatim inierit, conclusit, signaveritque.

Instrumentum hæc admissionis, acceptionisque dicti Regis Sardinia, ab omnibus Partibus compacifcentibus ratihabebitur. Ratihabitionemque Tabulæ ritè confectæ intra spatium duorum mensium; à die subscriptionis computandorum, aut citius si fieri poterit, Londini commutabuntur, atque invicem extrahentur.

In quorum omnium fidem, Nos Plenipotentiarum Partium contrahentium, Potestatibus hinc inde sufficientibus instructi, hæc præsentes manibus nostris subscripsimus, sigillisque appositis communivimus, scilicet Plenipotentiarum Majestatis Suae Cæsareæ & Catholicæ, Majestatis Suae Britannicæ, & Maj. Suae Regis Sardinia Londini die octavo Novembris St. N. Plenipotentiarum autem Majestatis Suae Christianissimæ, Lutetiæ Parisiorum, die decimâ octavâ mensis Novembris, Anno Domini millesimo septingentesimo decimo-octavo.

(L. S.) PARKER.  
(L. S.) SUNDERLAND P.  
(L. S.) KENT.  
(L. S.) HOLLES.  
(L. S.) HOLLES NEWCASTLE.  
(L. S.) BOLTON.  
(L. S.) ROXBURGHE.  
(L. S.) STANHOPE.  
(L. S.) J. CRAGGS.(L. S.) PROVANA.  
(L. S.) DE LA  
FERROUSE.

## Plein-Pouvoir du Roi de France.

LOUIS par la Grace de Dieu Roy de France & de Navarre. A tous ceux qui ces Présentes Lettres verront, Salut. L'attention particulière que Nous avons eue depuis nostre avènement au Trône, à contribuer, autant qu'il est en Nous, au maintien de la tranquillité publique, rétablie par les Traités d'Utrecht & de Bade, & à l'affermissement de la Paix, nous ayant porté à conclure les Traités, qui ont été signés à Londres le deuxième Aoust dernier, en nostre nom, avec les Ministres Plenipotentiaires de nostre très-cher & très-ami Frere l'Empereur des Romains, & ceux de notre très-cher & très-ami Frere, le Roi de la Grande-Bretagne, & qui contiennent les conditions, qui doivent désormais servir de fondement à la Paix entre nostre dit Frere l'Empereur des Romains, & notre très-cher & très-ami Frere & Oncle le Roy d'Espagne, & entre nostre dit Frere l'Empereur des Romains, & notre très-cher & très-ami Frere & Grand-Pere le Roy de Sicile; Estant informés d'ailleurs de la resolution que nostre dit Frere & Grand-Pere le Roy de Sicile a prise, d'accepter les conditions, qui lui ont été réservées par lesdits Traités; Nous confians entièrement en la capacité, expérience, zèle & fidélité pour notre service, de notre ami & féal le Sieur Abbé du Bois, Conseiller en tous nos Conseils, Ministre & Secrétaire d'Etat & de Commandemens: Pour ces causes, & autres bonnes considérations, à ce Nous moivans, de l'avis de notre très-cher & très-ami Oncle le Duc d'Orléans, Régent; Nous avons commis, ordonné & député; & par ces Présentes signées de notre main, commettions, ordonnons & députons, ledit Sieur Abbé du Bois, & luy avons donné & donnons Plein-pouvoir, Commission & Mandement special, pour en nostre nom, en qualité de notre Plénipoten-

tiaire, convenir avec les Ministres Plenipotentiaires de notre dit Frere l'Empereur des Romains, ceux de notre dit Frere le Roy de la Grande-Bretagne, & ceux de notre dit Frere & Grand-Pere le Roy de Sicile, pareillement munis de leurs Plein-Pouvoirs, en bonne forme, arrêter, conclure & signer l'Acte d'Acception de nostre dit Frere & Grand-Pere, auxdits Traités, signés à Londres, ledit jour deuxième Aoust dernier: Voulans que ledit Sieur Abbé du Bois agisse en cette occasion, avec la même autorité que Nous ferions & pourrions faire, si nous étions présents en personne, encore qu'il y eût quelque chose qui requit un Mandement plus special, non contenu en cesdites Présentes. Promettant en foy & Parole de Roy, d'avoir agréable, tenir ferme & stable à tousjours, accomplir & exécuter ponctuellement tout ce que ledit Sieur Abbé du Bois aura stipulé, promis & signé en vertu du présent Pouvoir, sans jamais y contrevénir, ni permettre qu'il y soit contrevenu, pour quelque cause, ou sous quelque prétexte que ce puisse être; comme aussi d'en faire expédier nos Lettres de Ratification en bonne forme, pour être échangées dans le tems, dont il sera convenu: Car tel est nostre plaisir. En témoin de quoy Nous avons fait mettre nostre Scel à ces Présentes. Donné à Paris le vingt-cinquième Octobre, l'An de grace mil sept cent dix-huit, & de notre Règne le quatrième. Signé, LOUIS: Esur le Reply, Par le Roy, LE DUC D'ORLÉANS, Régent, présent, Et plus bas, PHELYPEAUX. Scellé sur double queue du grand Sceau de Cire jaune.

## Plein-pouvoir du Roi de Sardaigne.

VICTOR Amé, par la grace de Dieu, Roy de Sicile, de Hierusalem, & de Cypré &c. Duc de Savoye, de Montserrat &c. Prince de Piemont &c. A tous ceux qui ces Présentes verront, Salut. L'intention sincere que nous avons toujours eue

ANNO  
1718.

# D U D R O I T D E S G E N S .

551

ANNO  
1718.

de concourir autant qu'il est en nous au maintien de la tranquillité publique, & à l'affermissement de la Paix en Europe, & de répondre à ce sujet au desir des trois Puissances, qui ont conclu le Traité de la Quadruple Alliance, à Londres, le second du mois d'Aoust passé nouveau stile, & qui nous ont invité d'y accéder, & d'accepter les conditions de ce Traité y contenues, entre Sa Majesté Imperiale & nous, nous y a déterminé, dès que nous avons été en état, de le faire; Nous confians à cet effet entièrement en la capacité, expérience, zèle, & fidélité pour notre service, de nos chers, bien amez, & feaux le Comte Provana Chevalier, Grand Croix, & Grand Conservateur de l'Ordre militaire de Saint Maurice & S. Lazare, notre Gentilhomme de la Chambre, & premier Secrétaire des Guerres, & du Comte de la Perrouse, Conseiller d'Etat, Chevalier d'honneur au Senat de Savoye, & notre Envoyé extraordinaire auprès de Sa Majesté Britannique: nous les avons choisis, nommez & députez par ces Presentes, choisissons, nommons & députons, pour nos Plenipotentiaires, & leur avons donné & donnons Plein-pouvoir, Commission & Mandement special, pour en nostre nom, en ladite qualité de nos Plenipotentiaires, tous deux conjointement, ou l'un d'eux seul, en cas de maladie ou autre empêchement de l'autre, accéder au susdit Traité de la Quadruple Alliance, audit jour second Aoust, auquel nous accedons dès à présent, & en promettre, comme nous promettons, l'observation des Conventions du Traité y contenues, entre Sa Majesté Imperiale & nous, & à cet effet, de signer l'Acte qui en devra être fait, avec les Ministres ou le Ministre desdites trois Puissances, conjointement ou séparément, ainsi qu'il sera convenu, comme aussi de faire, conclure, & signer les Articles, Traitez & Conventions, qu'ils arêteront bon être, voulant qu'ils agissent en ces occasions susdites, avec la même Autorité que nous ferions & pourrions faire, si nous étions présents en personne, encore qu'il y eust quelque chose, qui requit Mandement plus special, non contenu en ces Presentes: Promettant en foy & parole de Roy, d'observer & faire inviolablement observer tout ce qui aura été fait, convenu, réglé & signé par lesdits Comtes Provana & de la Perrouse, nos Plenipotentiaires, ou par l'un d'eux, en cas de maladie ou empêchement de l'autre, sans y contrevenir, ni permettre qu'il y soit contrevenu, directement ni indirectement, pour quelque cause, ou sous quelque pretexte que ce soit ou puisse être, comme aussi d'en faire expedier nos Lettres de Ratification en bonne forme, pour être échangées dans le tems dont il sera convenu. En témoin de quoy nous avons signé les Presentes, fait contresigner par le Marquis Del Borgo, Secrétaire de nostre Ordre, nostre Ministre, & premier Secrétaire d'Etat, pour les Affaires Etrangères, & à icelles fait apposer nostre Sceau secret. Données en nostre Chateau de Rivoles, le 17. Octobre, l'an de grace 1718. & de nostre Regne le cinquième.

Signé,

V. AMADEO.

Et plus bas,

DEL BORGIO.

Ratification du Roy de France.

Nous ayant agréables le susdit Acte d'accession, en tout ce qui y est contenu, avons de l'avis de notre très-cher & très-ami Oncle le Duc d'Orléans, Regent de notre Royaume, iceluy, tant pour Nous, que pour nos Heritiers, Successeurs, Royaumes, Pais, Terres, Seigneuries & Sujets, accepté, approuvé, ratifié & confirmé, & par ces Presentes, signées de Notre main, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, & le tout promettons en foy & parole de Roy, garder & observer inviolablement, sans jamais aller ni venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque sorte & maniere que ce soit: En témoin de quoy, Nous a-

vons fait mettre nostre Sceau à ces Presentes. Donné à Paris le cinquième Decembre mil sept cent dix-huit, & de Notre Regne le quatrième.

Signé,

LOUIS.

Et plus bas,

Par le Roy,

LE DUC D'ORLÉANS,  
Regent présent,

Signé,

PHILIPPEAUX.

Scellé du grand Sceau de cire jaune, sur lacs de foy bleue trefflés d'Or, le Sceau enfermé dans une boîte d'argent, sur le dessus de laquelle sont empreintes & gravées les Armes de France & de Navarre, sous un Pavillon Royal, soutenu par deux Anges.

CCVII.

Convention entre CHARLES VI. Empereur des 22. Dec. Romains & Roi Catholique des Espagnes, & GEORGE Roi de la Grande Bretagne, & les Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES, touchant l'exécution de quelques Articles & Points du Traité de Barriere du 15. Novembre 1715. Signée à la Haye le 22. Decembre 1718.

LE Traité de Barriere, conclu le 15. de Novembre 1715, entre Sa Majesté Imperiale & Catholique, Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne, & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, n'ayant pu avoir son exécution à l'égard de quelques Articles, à cause des difficultés, qu'on y a rencontrées, & Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne & Leurs Hautes Puissances, étant également portées à lever ces difficultés par les moyens les plus convenables, afin de parvenir au but qu'on s'est proposé par ledit Traité, & pour établir d'autant mieux les fondemens d'une solide amitié & bonne intelligence, à laquelle on est porté de part & d'autre, Sa Majesté Imperiale & Catholique, Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne, & Leurs Hautes Puissances, ont nommé, & commis pour traiter & en convenir; à sçavoir: Sa Majesté Imperiale & Catholique, le Sieur Hercule Joseph Louis Turinetti Marquis de Prié & de Pancalier, Comte de Mittebourg & de Castillon; Seigneur de Saint Servolo & Castelnovo en Carniole, de Fridaw & Rabenstein en Autriche, de Schiurge, Belvar, & Saint Miclos en Hongrie, Grand d'Espagne, Chevalier de l'Ordre de l'Annonciade, Conseiller intime d'Etat de Sa Majesté Imperiale & Catholique, son Ministre Plenipotentiaire pour le Gouvernement des Pais-Bas, & son Ambassadeur Plenipotentiaire pour la conclusion & signature du présent Traité, pour l'exécution de celui de la Barriere: Sa Majesté Britannique, le Sieur Guillaume Comte de Cadogan, Vicomte de Cauversham, Baron de Reding & d'Oukley, Général d'Infanterie, Colonel du second Regiment des Gardes à pied, Gouverneur de l'Isle de Wight, Maître de la Garderobe, Conseiller d'Etat, Chevalier du très-noble & très-ancien Ordre de St. André, & son Ambassadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire auprès des Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies: & Leurs Hautes Puissances les Sieurs Jean van Wynbergen, Seigneur de Glinthorff, du Corps de la Noblesse du quartier de Veluwe, en la Province de Gueldre; Wigbolt vander Dors, Seigneur de Neortwyck; de l'Ordre de la Noblesse d'Hollande & Westfrie, Grand Bailiff & Dyckgrave de Rhynland; Anronie Heinfus, Conseiller Pensionnaire, Garde du grand Sceau, & Surintendant des Fiefs de la Province de Hollande & Westfrie; Adrien



ANNO  
1718.

Adrien Velters, ci-devant Echvin, Senateur & Pensionnaire de la Ville de Middelbourg en Zeelande; Gerard Godart Taats van Amerongen, Chanoine du Chapitre de St. Jean à Utrecht, Aftesseur dans le Conseil des Elus, composant le premier Membre des Etats de la Province d'Utrecht, Grand Veneur de la même Province, & Aftesseur au Conseil des Heemrades de la Riviere de Leek; Dancker de Kempenaar, Senateur de la Ville de Harlingen en Frise; Everhard Rouse Bourguemaître de la Ville de Deventer en Overysfel, & Eger Tamminga, Seigneur en Zeeryp, Enlum, Leerumus & l'Zauidt, tous respectivement Députés en notre Assemblée de la part des Etats de Gueldre, de Hollande & West-Frise, d'Overysfel, & de Groningue & Ommelandes; lesquels en vertu de leurs Plein-pouvoirs respectifs, après avoir conféré plusieurs fois ensemble, sont convenus de la manière suivante.

I. Comme il est survenu des difficultés au sujet de l'Article 17. dudit Traité de la Barrière, qui regardait la sûreté des Frontières, & l'extension des limites de Leurs Hautes Puissances en Flandre, dont il pourroit résulter des inconveniens, qu'on souhaite de part & d'autre de prévenir, on est convenu de substituer le présent Article au lieu dudit Article 17.

Sa Majesté Impériale & Catholique agréée, & approuvée que pour l'avenir les Limites des Etats Généraux en Flandre, commenceront à la Mer au Nord-Ouest du Fbrt de St. Paul, à présent démoli, lequel Sa Majesté leur cède avec dix verges de terrain, de quatorze pieds la verge, autour de l'Avant-fossé du côté de l'Ouest, & du Sud; & l'on tirera une ligne droite depuis la Digue, qui est au Sud dudit Fort, marquée par la lettre A. sur la Carte figurative, qui en a été formée & signée de part & d'autre, à travers le Polder nommé Hategas, jusques à la jonction de la Digue de Grommendeck, marquée B., en allant le long d'un Fossé, qui se trouve à l'Ouest de ladite Digue démolie, & ensuite au Canal nommé Nieuwghedelft, marqué C., lequel on suivra jusques à Nieuwghedelft Dryhoeck, marqué D., de là les nouvelles limites iront le long d'un Watergang, & Fossé, marqué E., jusques à la ligne marquée F., lesquels Watergang & Fossé demeureront à Sa Majesté: De la lettre F. l'on continuera le long de ladite Ligne jusques au delà du Bureau de Sa Majesté Impériale & Catholique, marqué G., dans un Angle rentrant de la Digue, lequel on traversera le petit Polder sur l'alignement d'un Fossé jusques au coulant d'Eau de l'Ecluse noire, en le continuant sur la pointe d'une Redoute, ou Traverse, qui est sur la Digue; au delà des deux Canaux de Saute & de Soure, marquée H., près du Fort de St. Donas, lequel Sa Majesté Impériale & Catholique cède en pleine Souveraineté & propriété aux Etats Généraux, de même que la Souveraineté de tout le terrain situé au Nord de la ligne, marqué ci-dessus, moyennant que les Portes des Ecluses audit Fort, seront & resteront ôtées en tems de Paix, & qu'il sera permis aux Intéressés d'en baisser les Seuilis au Niveau de celui de l'Ecluse noire, & d'en faire la visite quand ils le trouveront nécessaire; afin qu'en tems de Paix l'Eau ait toujours son libre coulant à la Mer.

Dudit point les nouvelles limites retourneront le long du pied extérieur de la Digue, vers le Polder nommé le Bour du Monde, de-là le long de la Digue de Mer, comme il est marqué sur la Carte jusques aux anciennes limites à la coupure d'une Digue, qui ferme la creque de Lapschure, marquée I., & appartenant à Leurs Hautes Puissances en Souveraineté, le Terrain situé au Nord de cette ligne.

L'on suivra de-là les anciennes limites jusques au Barbara Polder, auquel les nouvelles limites entreront & commenceront au pied de la Digue, en allant le long de ce Polder, & de Lauraine Polder, jusques à la longue Rue, marquée K., en les continuant à la Ligne droite le long de la même Rue, jusques à la Digue, qui va de Bouckhoutte au Havre de Bouckhoutte, marquée L., & de-là elles entreront dans le Capelle Polder, & continueront en ligne droite, jusques à un Angle rentrant du Gravejansdyck, marqué M., & iront de-là le long de la Digue, jusques au Polder rouge.

Sa Majesté Impériale & Catholique cède en pleine Souveraineté à Leurs Hautes Puissances les Barbara Polder, Lauraine Polder, Capelle Polder, & le Polder rouge, excepté ce qui est réservé par la ligne marquée ci-dessus, dans les Capelle, & Lauraine

Polders, qui restera à Sa Majesté Impériale & Catholique.

Leurs Hautes Puissances permettent aux Intéressés des Ecluses de Bouckhoutte, de les remettre où elles ont été ci-devant, & que lesdites Ecluses aient les coulans d'eau directement à la Mer, comme ils l'avoient avant la dernière Guerre.

Il sera permis à Leurs Hautes Puissances en tems de guerre, lorsque la nécessité de la défense & sûreté de leurs Frontières l'exigera, d'occuper & faire fortifier les postes nécessaires dans le Graafjansdyk & Zydingjdyk.

A l'égard de la Ville du Zas-de-Gand, les limites seront étendues jusques à la distance de deux tiers de deux mille pas géométriques autour de la Ville, en commençant aux Angles des Bastions, lesquels finiront du côté de Zelstae, sur le point de leurs anciennes limites au bord du Canal du Zas.

Et pour la conservation du bas Eicaar, & la communication entre le Brabant & la Flandre des Etats Généraux, Sa Majesté Impériale & Catholique cède en pleine & entière Souveraineté, aux Etats Généraux, le Village & Polder de Doel, comme aussi les Polders de Ste. Anne & Ketensief, bien entendu, que le territoire de Leurs Hautes Puissances ne s'étendra entre les Forts de la Perle, & de Liefskenshoek, qu'à mi-chemin ou à distance égale des deux Forts.

Sa Majesté Impériale & Catholique remettra, aussitôt que la Barrière sera attaquée, ou la guerre commencée, la garde du Fort de la Perle à Leurs Hautes Puissances, à condition néanmoins, que la guerre venant à cesser, Elles remettront ledit Fort de la Perle à Sa Majesté Impériale & Catholique, comme aussi les Postes qu'elles auront occupés dans le Graafjansdyk & Zydingjdyk.

Leurs Hautes Puissances promettent de plus que si à l'occasion de la cession de quelques Ecluses (dont les Habitans de la Flandre Autrichienne conserveront le libre usage en tems de Paix) ils vinssent à souffrir quelque dommage ou préjudice, tant par les Commandans, que par d'autres Officiers militaires, que non seulement les Etats Généraux y remédieront incesamment, mais aussi qu'ils dédommageront les Intéressés.

Et puisque par cette nouvelle situation des limites, il faudra changer les Bureaux, pour prévenir les fraudes, à quoi Sa Majesté Impériale & Catholique, & Leurs Hautes Puissances sont également Intéressées, on conviendra des Lieux pour l'établissement dedit Bureaux, & des précautions ultérieures qu'on jugera convenir de prendre.

Il sera de plus stipulé, qu'une juste évaluation sera faite dans le terme de trois mois des revenus, que le Souverain tire des Terres qui se trouveront cédées à Leurs Hautes Puissances par cet Article, comme aussi de ce que le Souverain a profité par le renouvellement des Octrois, sur le pied qu'ils ont été accordés depuis trente ans en deça, à être déduits & délaquez sur le subsidie annuel de cinq cents mille Ecus, sans que pour cette évaluation on pourra retarder le paiement dudit subsidie. Lesquelles Terres ne pourront être chargées d'impositions, ni d'autres taxes au delà de ce qu'elles contribuent à présent dans les charges publiques, suivant ladite évaluation qui en sera faite.

La Religion Catholique Romaine sera conservée & maintenue aux Lieux ci-dessus comme à présent, & avec la même liberté d'exercice public, & dans la même étendue qu'on a stipulé cette liberté par l'Article dix-huit du Traité de Barrière.

Les Propriétaires des Terres & autres Biens, situés dans l'étendue desdites cessions, en retournant la pleine propriété, & jouissance, avec toutes les Prerogatives & Droits y attachés, nuls réserves, nuls exceptes, & seront de plus les Seigneurs particuliers des mêmes Terres & Biens continus, & maintenus dans la propriété & possession paisible des Juridictions, qui leur y appartiennent en tous degrés de Justice, haute, moyenne, & basse, comme les uns & les autres en ont joui jusques à présent.

Le Fort de Rodenhuyse sera rasé, & les différens touchant le Canal de Bruges, seront remis à la décision d'Arbitres neutres, à choisir de part & d'autre, bien entendu que par la cession du Fort de St. Donas, ceux de la Ville de l'Ecluse n'auront pas plus de droit sur ledit Canal qu'avant cette cession.

ANNO  
1718.

ANNO  
1718.

Au moyen des cessions comprises dans cet Article, Leurs Hautes Puissances se desistent de toutes les autres Terres & Lieux, qui leur ont été cédés, par l'Article 17. du Traité de Barrière, lesquels demeureront comme auparavant sous la Domination de Sa Majesté Impériale & Catholique.

II. Comme Sa Majesté Impériale & Catholique a promis par l'Article 19. du Traité de la Barrière, de faire payer annuellement à Leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies la somme de cinq cens mille Ecus, faisant un million deux cens cinquante mille florins de Hollande, aux termes marquez par ledit Traité, en considération des grands frais & dépenses extraordinaires, auxquelles les Seigneurs Etats Généraux sont indifféremment obligés, tant pour entretenir le grand nombre de Troupes qu'ils se font engager par ledit Traité, de tenir dans les Villes & Places de la Barrière, que pour subvenir aux grosses charges, absolument nécessaires pour l'entretien & réparation des Fortifications desdites Places, & pour les pourvoir de Munitions de guerre & de bouche.

Et Sa Majesté voulant que sa promesse soit exécutée ponctuellement selon la teneur dudit Article 19., avant pour cet effet fait connoître à Leurs Hautes Puissances les difficultés, & les inconvéniens qui pourroient se rencontrer dans l'exécution dudit Article, comme aussi de l'Article séparé dudit Traité, par rapport aux assignations données sur les subides des Provinces de Brabant & de Flandres, & les Quartiers, Districts, & Châtellenies y enoncées, pour la somme de 34000. florins de Hollande.

Sa Majesté Impériale & Catholique, & les Seigneurs Etats Généraux, sont convenus d'une autre forme de répartition, & d'une autre Hypothèque spéciale, qui sera surrogée à la place desdites Hypothèques, & assignations, sur le subside des Provinces de Brabant & de Flandres, par dessus l'Hypothèque générale sur tous les revenus des Pais-bas Autrichiens, stipulée par ledit Traité.

Sçavoir, que Sa Majesté Impériale & Catholique pour assurer & faciliter d'autant plus le paiement dudit subside de cinq cens mille Ecus, ou un million deux cens cinquante mille florins monnoye de Hollande par an, assigne une somme de sept cens mille florins de Hollande, ou deux cens quatre-vingt mille Ecus, au lieu de celle de six cens dix mille florins, répartie sur les Pais, les Villes & Châtellenies, & Dependances retrocedées par la France, dont les revenus consistent dans les aides, & subides desdites Villes & Châtellenies, les moyens communs communément appelez les Droits des quatre Membres de Flandres, & autres Droits Dominaux, les quatre Patars par Bonnier, & autres impositions pour les Fortifications; le Rachat des Canines Militaires, les émolumens, Usances, & autres gratifications, qui se payoient du tems que lesdites Villes & Châtellenies étoient au pouvoir de la France, aux Intendants, Gouverneurs & autres Officiers de l'Etat Major des Places; Et généralement tous les Droits & Impositions, dont Leurs Hautes Puissances ont joui jusques à présent en tout, ou en partie, sans exception quelconque.

A condition qu'on n'y pourra faire aucune diminution, ni changement, qui puisse porter du préjudice à ladite Hypothèque.

L'ajudication de la ferme desdits Droits des quatre Membres de Flandres, se fera en public, & aux plus offrans, bien entendu, qu'en cas d'insolvabilité des Fermiers & de leurs cautions, Sa Majesté Impériale & Catholique y supplera des autres branches & revenus des Villes & Châtellenies susmentionnées, ou de ses revenus Dominaux dans les autres Pais-bas Autrichiens, ce qui pourroit manquer par là, à la somme de sept cens mille florins par an.

Et lorsqu'il s'agira de quelque moderation par laquelle les revenus de ladite ferme, ou des Aides, & autres Droits & Impositions, ci-dessus spécifiées, seroient hors d'état de produire la somme entière de six cens mille florins, on ne pourra l'accorder qu'après qu'on aura pourvu à cette moderation par quelque autre moyen suffisant, à leur contentement.

Assigne & affecte Sa Majesté Impériale & Catholique, les cinq cens cinquante mille florins de Hollande, ou deux cens vingt mille Ecus restans sur tous les revenus des Bureaux susmentionnez des

TOM. VIII. PART. I.

Droits d'entrée & de sortie des Pais-bas Autrichiens, qui ne sont engagez que subsidiairement à Leurs Hautes Puissances pour des levées d'argent, faites par Elles en plusieurs rencontres, ou pour des rentes constituées dans le Pais, & autres pareilles charges fixes.

Sçavoir les Bureaux de Bruxelles, de Borgerhout, de Tielmont, de Charleroi, de Mons, d'Ath, de Beaumont, de Courtray, d'Ypres, de Tournay, de Nicuport, de la Province de Luxembourg, & de celle de Malines, lesquels tous ensemble, & chacun en particulier, serviront d'Hypothèque spéciale, pour ladite somme de cinq cens cinquante mille florins de Hollande.

Et pour plus grande sûreté du paiement de ladite somme, engage Sa Majesté sur le pied d'un fonds subsidiaire & suppletore la somme de deux cens cinquante mille florins de Hollande par an, du premier & du plus clair revenu des Droits d'entrée & de sortie de Gand, Bruges & Ostende, promettant de les faire décharger entièrement dans cinq années, de ce qui reste à payer pour le remboursement & intérêts d'un million quarante mille six cens florins; qui ont été levés en 1710. sur ces trois Bureaux.

Promet aussi Sa Majesté, qu'on ne fera aucun changement dans les Droits d'entrée & de sortie, qui pourroient en diminuer le revenu au préjudice de l'Hypothèque.

Et si Sa Majesté dans la suite du tems jugeoit nécessaire de faire quelque changement à la levée desdits Droits, par lequel ils seroient diminués, on ne pourra établir ce changement qu'après qu'on aura assigné un fonds suffisant pour suppléer à cette diminution.

Ordonne Sa Majesté Impériale & Catholique dès à présent, & par cette Convention au Receveur Général des Finances de Sa Majesté, & à celui qui sera établi en chef pour les susdits Pais retrocedés, qu'en vertu de la présente, & sur une Copie d'icelle, ils aient à payer de trois en trois mois, à commencer au premier de ce mois de Décembre de l'année mille sept cens dix-huit au Receveur Général des Etats Généraux, sçavoir celui desdits Pais retrocedés en telles espèces d'argent, ou telle monnoye qu'on reçoit aux Bureaux, & à la recette générale de Sa Majesté, un juste quartal de la somme de deux cens quatre-vingt mille Ecus, ou de sept cens mille florins de Hollande, & le Receveur Général des Finances de Sa Majesté dans la Ville d'Anvers, aussi un juste quartal de la somme restante de cinq cens cinquante mille florins, ou 200. vingt mille Ecus, sans attendre autre ordre ou d'assignation, la présente leur devant servir d'ordre ou d'assignation dès à présent & pour lors, & lesdits payemens leur seront passés en compte à la charge de Sa Majesté Impériale & Catholique, comme s'ils les avoient fait à Elle-même.

Quant aux arrerages dudit subside de cinq cens mille Ecus, ou un million deux cens cinquante mille florins de Hollande par an, échus depuis le 15. du mois de Novembre 1715., jour de la signature du Traité de la Barrière, jusqu'au dernier du mois de Novembre passé, on est convenu, pour éviter toute discussion touchant le rapport pendant ledit terme, des revenus des Villes & Châtellenies retrocedées par la France, qui n'ont pas excédé trois cens mille Ecus par an, toutes charges deduites, comme Leurs Hautes Puissances l'ont fait voir par les Etats qu'Elles en ont fait dresser & communiquer, & qui ont été examinés par un des Commis des Finances de Sa Majesté Impériale & Catholique. Et pour finir de même les contestations survenues à cause de l'inexécution de quelques Articles dudit Traité au sujet du paiement desdits arrerages, depuis le 15. de Novembre 1715., jusques au premier de Janvier 1718., que de la part des Etats Généraux on a fait monter au delà de quatre cens mille Ecus, Leurs Hautes Puissances se contenteront pour tous ces arrerages depuis le 15. de Novembre 1715., jusqu'au dit premier Janvier 1718. de deux cens mille Ecus, ou de cinq cens mille florins de Hollande, payables par vingt mille Ecus par an, jusques à l'extinction de cette somme totale, pourvu que le subside entier leur soit payé, depuis le commencement de la présente année de la manière suivante.

Sçavoir que les arrerages des huit premiers mois de la présente année, faisant la somme de 333333.

A a a

Flo-

ANNO  
1718.



ANNO  
1718.

Florins 6. Sols 8. Deniers de Hollande, seront payez de la même manière, par portions de 20000. Ecus par an, comme dit est, immédiatement après les payemens desdits arrerages des années précédentes.

Pour sûreté du paiement des uns & des autres, Sa Majesté Impériale & Catholique engage & affecte, par forme d'Hypothèque spéciale, les Droits d'entrée, & de sortie des Bureaux de Gand, Bruges & Ostende, par dessus & sans préjudice de l'engagement subsidiaire desdits Bureaux pour la somme de 250000. Florins de Hollande par an, stipulée par la présente Convention.

Pour plus grande sûreté de quoi les Administrateurs Généraux des Droits d'entrée & de sortie, se chargeront par l'Acte de soumission qu'ils passeront pour le paiement annuel de cinq cens cinquante mille Florins de Hollande, pendant les six années de leur Administration, de celui des six premières portions ou termes desdits arrerages : & après l'expiration du tems de leur contrat ou recette, le reste sera payé par quartal, par les nouveaux Administrateurs, ou par ceux qui auront alors la regie & recette desdits Droits à Gand, Bruges & Ostende, de la manière & sous les engagements, stipulez pour l'assurance du paiement des cinq cens cinquante mille Florins.

Les surplus, ou les trois mois restans des arrerages de la présente année, faisant la somme de cent vingt-cinq mille Florins de Hollande, sera payé en mille sept cens vingt, Sa Majesté Impériale & Catholique affectant spécialement à ce paiement le revenu des Villes & Châtelainies retrocedées par la France, par dessus & sans préjudice de l'affectation des sept cens mille Florins par an, faite par cette Convention.

Leurs Hautes Puissances jouiront des revenus des Pais retrocedez, jusques au dernier du mois de Novembre passé, & Elles pourront proceder par voye d'exécution au recouvrement des arrerages des revenus desdites Villes & Châtelainies, échus & à échoir, jusques au dernier du mois de Novembre passé, & se servir pour cet effet des mêmes moyens d'exécution contre les Etats (à la réserve des Ecclesiastiques) Magistrats, Villes & Châtelainies, Fermiers & autres, qu'elles ont stipulez pour le recouvrement des sept cens mille Florins par an, assignez sur lesdits revenus, & se pourront servir aussi des mêmes moyens à l'égard des cent vingt cinq mille Florins, qui leur sont assignez conformément à l'Article précédent.

Et comme Sa Majesté a donné ses Droits d'entrée & de sortie en Administration & direction, avec obligation aux Administrateurs Généraux, ou Directeurs desdits Droits, de payer annuellement une somme fixe, au plus grand profit des Finances de Sa Majesté, les Administrateurs Généraux, ou Directeurs desdits Droits passeront un Acte, par lequel ils s'obligeront, sous condamnation volontaire, laquelle sera decretée par le grand Conseil de Malines, & par ceux de Brabant & de Flandre, de payer de trois en trois mois, pendant le tems de leur Administration, ledit quartal de la somme de cinq cens cinquante mille Florins de Hollande, au Receveur Général des Provinces-Unies, ou à ses ordres, comme dit est, & le présent Article suffira, pour la décharge desdits Administrateurs, ou Directeurs, avec la Quittance dudit Receveur Général des Provinces-Unies.

Lesdits Administrateurs Généraux, ou Directeurs, s'obligeront par le même Acte de rembourser dans cinq années en payemens égaux, ce qui restera à payer aux Etats Généraux en remboursement desdits un million quarante mille six cens vingt cinq Florins, levez en mille sept cens dix, sur les Bureaux de Gand, Bruges & Ostende, avec les intérêts qui écherront chaque année, afin qu'au bout de cinq ans ces Bureaux soient entièrement déchargés de ladite levée.

Et au défaut du paiement de la manière réglée ci-dessus, tant des sommes du subsidie de cinq cens mille Ecus, ou un million deux cens cinquante mille Florins, monnoye de Hollande, que dudit remboursement, pourront les Seigneurs Etats Généraux proceder aux moyens de contrainte & d'exécution, même par voye de fait, contre le Receveur Général des Finances de Sa Majesté, & contre celui des Pais retrocedez, qui seront l'un & l'autre responsables, & pourront être exécutez pour les Receveurs particuliers & subalternes, des fonds assignez dans leurs départemens, s'ils venoient tant les susdits premiers,

que les autres à détourner quelque chose de leur recette générale, ou particuliere, au préjudice de ce qui est porté par la présente Convention; bien entendu, que cet Article n'aura lieu contre le Receveur Général des Finances, qu'en cas de regie des Droits d'entrée & de sortie.

Sa Majesté accorde le même Droit d'exécution tant contre les Bureaux engagez ci-dessus par Hypothèque spéciale, que contre les Bureaux engagez subsidiairement au défaut des premiers, & contre les fonds même dudit Pais retrocedé, comme aussi contre les Etats, excepté contre les Ecclesiastiques, & contre les Magistrats des Villes & Châtelainies dudit Pais retrocedé, s'ils venoient à faire difficulté, ou à porter de trop longs délais, à repartir & fournir les Impositions qu'ils doivent à Sa Majesté Impériale & Catholique.

Et cette exécution contre lesdits Etats, excepté les Ecclesiastiques, & contre lesdits Magistrats, se fera au nom, & de la part de Sa Majesté, & de la manière accoutumée, Sa Majesté autorisant à cet effet les Gouverneurs des Places de la Barriere, qui lui ont prêté serment, & y fourment lesdits Etats, excepté les Ecclesiastiques, & lesdits Magistrats, en vertu de la présente Convention, aussi bien que lesdits fonds, comme y étoient soumis ceux qui étoient hypothéquez spécialement; & assignés pour les sommes respectives du subsidie subsidie, par les Articles 19. & séparé du Traité de la Barriere.

Les Officiers de Justice à qui il appartient, seront obligés de donner l'assistance nécessaire de leur office, lors que ceux, qui seront Porteurs des condamnations volontaires, qui seront decretées & expédiées en faveur de Leurs Hautes Puissances contre les Administrateurs des Droits d'entrée & de sortie de Sa Majesté, de même qu'à la charge de leurs associez, auront recours à eux, afin de proceder à l'exécution desdites condamnations volontaires, suivant l'usage reçu aux Tribunaux; où elles auront été expédiées, de la même manière qu'on est accoutumé d'y exécuter les Sentences, que les Natis, & autres Habitans des Pais-Bas Autrichiens y obtiennent. Et quant aux Etats des Pais-Bas retrocedez (à la réserve des Ecclesiastiques) Magistrats, Bureaux, & fonds, on pourra les exécuter de la manière qu'on en est convenu par le Traité de Barriere.

Et finalement outre l'Ordre que Sa Majesté donnera au Gouverneur Général des Pais-Bas Autrichiens, la présente Convention servira d'Ordre & d'Instruction spéciale & irrevocable, pour lui & ses Successeurs à venir, en vertu de laquelle ils seront obligés d'exécuter, & de faire exécuter ce qui est porté par la présente Convention, avec défenses expresse de ne divertir, ni permettre, que par le Conseil d'Etat & des Finances, le Directeur Général des Finances, ou tel autre que ce puisse être, soit divertie aucune somme des revenus susmentionnez, desdites Villes & Châtelainies, ni de ladite Administration, regie & recette des Droits d'entrée & de sortie, pour quelque besoin, que ce puisse être, même le plus essentiel, & le plus pressant du service, si ce n'est de ce qui restera après le paiement des susdits quartaux, lequel payement ne pourra être retardé, moins refusé, sous prétexte des compensations, liquidations, ou autres prétentions, de quelque nom ou nature qu'elles puissent être; au moyen de quoi Leurs Hautes Puissances les Etats Généraux renoncent, & se départent entièrement en vertu de la présente Convention, de toute action & Hypothèque, qui avoient été stipulées par les Articles dix-neuvième, & séparé du Traité de Barriere, à la charge des Provinces de Brabant & de Flandres, leurs Départemens, Châtelainies, les sept Quartiers d'Anvers, & contre les Etats & Receveurs desdites Provinces.

III. Le paiement des intérêts des sommes levées sur le revenu des Postes aux Pais-Bas Autrichiens, étant fort en arriere, Sa Majesté Impériale & Catholique promet & s'engage, d'y remédier, en faisant le plutôt qu'il sera possible, le remboursement entier de ce qui est dû des Intérêts & du Capital : & en attendant que cela soit exécuté, Sa Majesté Impériale & Catholique donnera des ordres très-précis, pour que le revenu des Postes soit employé, conformément aux obligations.

ANNO  
1718.

ANNO 1718. obligations, & qu'il n'en soit rien détourné au préjudice de leur contenu.

IV. Les Seigneurs Etats Généraux ayant fait des avances considérables pour le paiement des intérêts des levées d'argent ; spécifiées au Traité de la Barrière, il a été convenu & accordé, que la somme de sept cens cinq mille onze Florins, dix-huit Sols, dix deniers, que Sa Majesté Catholique doit à Leurs Hautes Puissances suivant la Liquidation, arrêtée ce jourd'hui 22. Decembre 1718, sera remboursée en portions égales de vingt mille Ecus ; ou cinquante mille Florins de Hollande ; par an, à commencer immédiatement après les six ans de la présente Administration générale, des Droits d'entrée & de sortie, Sa Majesté Impériale & Catholique engageant ledits Droits en Flandre, tels qu'on les leve à présent, & qu'on continuera de les lever après la fin de ladite Administration générale, pour le remboursement de ladite somme de sept cens cinq mille onze Florins, dix - huit Sols, dix deniers ; par forme d'Hypothèque spéciale ; & en attendant & jusqu'au remboursement effectif, elle fera payer les intérêts, à raison de deux & demi pour cent par an de ladite somme, ou de la partie qui n'en aura pas été remboursée.

Pour faciliter le paiement desdits intérêts de deux & demi pour cent par an, Leurs Hautes Puissances consentent, qu'ils soient pris sur le double canon par an des huit cens mille Florins ; levez sur les revenus de la Province de Namur, & subsidiairement sur ceux de la Maïrie, & de la Province de Luxembourg, à condition, que ledit double Canon sera continué à proportion du tems, que le remboursement desdits huit cens mille Florins ; sera retardé par cette diminution.

V. Pour terminer les différens, touchant l'Artillerie & les Magasins de guerre, & spécialement touchant la propriété de ceux de Venlo, St. Michel & Stevenwaart, Places cédées aux Etats Généraux par le Traité de Barrière ; Sa Majesté Impériale & Catholique renonce à cette Artillerie & ces Magasins, moyennant que Leurs Hautes Puissances le défont, comme Elles font par la présente Convention, du paiement qui leur est dû ; en vertu de l'Acte passé à Anvers le trentième du mois de Janvier mille sept cens seize, par le Sieur Comte de Koenigsberg, Plenipotentiaire de Sa Majesté Impériale & Catholique, des Poudres ; & quelques autres Munitions de guerre ; que les Commisaires de Sa Majesté Impériale & Catholique ont pris pour son compte, conformément audit Acte, & aux Listes, signées par ledits Commisaires, dont la valeur est au de-là de cent mille Florins ; au reste Sa Majesté Impériale & Catholique ne prétend rien à titre des Poudres, & autres Munitions qui furent trouvées ; appartenantes à la France, à la réduction d'Anvers, Malines, Gand, & autres Places des Pays-Bas Autrichiens.

VI. Les Etats Généraux remettront incessamment après l'échange des Ratifications de la présente Convention, à Sa Majesté Impériale & Catholique, la possession, & jouissance de toutes les Villes, Châtenies, Districts & Départemens retrocedez par la France ; suivant la teneur du premier Article du Traité de Barrière. Et Sa Majesté Impériale & Catholique remettra pareillement incessamment après ledit échange des Ratifications, à Leurs Hautes Puissances la possession du Terrain & des Polders qu'Elle leur a cédés en Flandre par l'Article premier de cette Convention.

VII. Au reste le Traité de Barrière, & l'Article séparé du quinzième de Novembre mille sept cens quinze, seront confirmés, comme ils sont confirmés par ces présentes, en tout & en chacun de leurs Articles de cette Convention.

VIII. Comme pour plus grande sûreté & exécution du Traité de la Barrière, Sa Majesté Britannique a confirmé & garanti ledit Traité, ainsi Sadite Majesté promet, & s'engage de même, de confirmer & de garantir la présente Convention, comme elle la confirme & garantit par cet Article.

IX. Le présent Traité sera ratifié & approuvé par Sa Majesté Impériale & Catholique, par Sa Majesté Britannique, & par les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, & les Lettres de Ratification seront délivrées dans le terme de six semaines, ou

plutôt si faire se peut, à compter du jour de la signature.

En foi de quoi nous Ambassadeurs & Plenipotentiaires de Sa Majesté Impériale & Catholique, & de Sa Majesté Britannique, & Deputez & Plenipotentiaires des Seigneurs Etats Généraux, en vertu de nos Pouvoirs respectifs, avons édités noms, signé ces présentes denos seings ordinaires, & à icelles fait apposer les Cachets de nos Armes. Fait à la Haye le vingt-deuxième Decembre mille sept cens dix-huit.

Signé,

LE M. DE PRIE'. CADOGAN. J. B. V. WYNBERGEN.  
(L.S.) (L.S.) (L.S.)

(L.S.) W. VANDER DOES.

(L.S.) A. HEINSIUS.

(L.S.) G. G. TAETS VAN  
AMERONGEN.

(L.S.) D. D. KEMPENAER.

(L.S.) EVERHARD ROUSE.

(L.S.) E. TAMMINGA.

CCVIII.

Declaration de Guerre du Roi de la GRANDE-BRETAGNE, contre le Roi d'ESPAGNE.  
Donnée le 27. Decembre 1718. & publiée le 28.

GEORGE ROI.

COMME Nous étions engagez par divers Traitez, de maintenir la Neutralité d'Italie, & de défendre notre bon Frère, l'Empereur d'Allemagne, dans la possession des Royaumes, Provinces, & Droits, dont il jouissoit en Europe ; & que Nous souhaitions très-ardemment, d'établir la Paix & la Tranquillité de la Chrétienté, sur les fondemens les plus justes & les plus durables qu'il Nous étoit possible : Nous avons pour cet effet communiqué de tems en tems nos pensées & intentions pacifiques au Roi d'Espagne, par ses Ministres ; & Nous avions conçu l'espérance, qu'elles auroient eu son approbation. Et comme ledit Roi d'Espagne avoit envahi par des hostilités & d'une manière injuste, l'Isle & Royaume de Sardaigne, nous lui fîmes faire des Représentations les plus amiables à ce sujet ; mais Nous trouvant obligés de maintenir & de renforcer nos instances par un Armement naval, Nous envoyâmes l'Eté dernier notre Flotte dans la Méditerranée, avec une pleine & sincère intention, de nous servir de la présence dans cette Mer, pour appuyer les Négociations de Paix, afin de reconciler les Parties qui étoient en Guerre, & prévenir par ce moyen les diversés calamitez qui doivent s'en ensuivre.

Et comme aussi, pour témoigner nos très-sincères intentions pour la Paix, Nous envoyâmes à Madrid notre très-fidelle & bien-aimé Cousin & Conseiller, Jaques Comte Stanhope, un de nos principaux Secrétaires d'Etat, avec un Plein-pouvoir & des Instructions, pour y offrir nos efforts les plus officieux & succés, afin de rétablir le Repos de l'Europe, & cultiver & augmenter l'amitié dudit Roi d'Espagne. Et comme malgré toutes les instances que Nous ayons pu faire, & toutes les marques d'amitié & d'affection que Nous ayons pu donner dans cette occasion, notre dit Plenipotentiaire revint sans la moindre espérance d'aucune disposition pacifique dans ladite Cour d'Espagne ; & notre Amiral dans la Méditerranée ne trouvant aussi aucun penchant vers des mesures amiables, fut obligé d'affirmer & de protéger par la force les Etats de l'Empereur, qui étoient dans un danger éminent, par l'invasion du Royaume de Sicile, & par les Flotes & les Armées considérables que ledit Roi d'Espagne avoit dans ces Quartiers-là.

Et comme après tous nos efforts, Nous avons trouvé que ledit Roi d'Espagne, bien loin de vouloir écouter des Propositions d'amitié & d'accordement, avoit non-seulement saisi les personnes & les effets de nos Sujets, résidans dans ses Etats, contre la véritable teneur & intention des Traitez solennels

Aaa a 2 entre



ANNO 1718. entre Nous; mais qu'il a aussi donné des ordres à ses Sujets d'armer contre Nous, & contre nos Sujets, de les attaquer, les saisir & les détruire, de même que leurs Biens, leurs Vaisseaux, & leurs Effets, dans quelque endroit qu'ils puissent les rencontrer. Et comme cette conduite violente & non ménagée Nous a mis dans la nécessité de pourvoir au bien & à la sûreté de nos Royaumes, & de tous nos chers Sujets, qui peuvent être exposés aux dangers de ces Hostilités, sans être autorisés de repousser la force; Nous avons été obligés avec regret, & de rap-  
pele tout ce qui s'est fait de contraire à l'amitié & qui ne le peut justifier, contre Nous & contre nos Sujets, de puis presque notre avènement au Trône de ces Royaumes.

On n'auroit jamais fini, si l'on vouloit rapporter les plaintes de nos Sujets, touchant les infractions des Traitez, la violation de Privilèges anciens & établis, & les injures oppositions faites à leur Commerce accoutumé; sur quoi nos Ministres à la Cour d'Espagne, y ont de tems en tems donné leurs instances & des Représentations: Mais malgré leurs instances répétées & très-pressantes, ils n'ont presque jamais pu obtenir le moindre redressement de la Cour d'Espagne, qui par-là a rendu inefficaces les avantages, que Nous espérions d'avoir procuré à nos bons Sujets par des Traitez & des Conventions.

Et de plus, comme il Nous paroît par la conduite du Roi d'Espagne, & sur tout, suivant que nous le concevons, à l'insoligation & par les pernicieux conseils de son premier Ministre, par les avis duquel le véritable intérêt de l'Espagne semble être entièrement sacrifié, & les Sujets de ce Pais-là sont non-seulement négligés, mais aussi opprimés; que ledit Roi, sous couleur de balancer le pouvoir de l'Empereur, & d'assurer la liberté des Princes d'Italie, a levé des Armées considérables, équipé un grand nombre de Vaisseaux de guerre, & fait des préparatifs extraordinaires tant par Mer que par Terre; ce qui ne tendoit qu'à l'exécution de dangereux desseins, pour empêcher l'Europe étoit fondée, & pour unir sur une même Tête, lors-que l'occasion s'en présenteroit, les Couronnes de France & d'Espagne, dont la séparation a déjà coûté tant de sang & de Trésors, & ce que dans tous les tems à venir, on doit songer à prévenir avec toute l'attention possible, & s'y opposer par tous les moyens que Dieu a mis entre les mains des Princes & Etats voisins, intéressez dans ce fatal événement.

Nous passons sous silence les encouragemens qu'on a donné au Prétendant à notre Couronne, & à ses Adhérens, les efforts qu'on a faits pour exciter d'autres Princes contre Nous, avec les fréquentes menaces dont on s'est servi, & qui ne conviennent nullement à la Dignité des Têtes couronnées. Cependant, Nous étions prêts & disposés de passer par dessus toutes ces choses, & plusieurs autres insultes & affronts, si Nous avions pu trouver dans ladite Cour d'Espagne, la moindre disposition à entretenir

une amitié bonne & raisonnable. Mais comme tous ces Procédez ont enfin abouti à des hostilités ouvertes, & que ni l'interposition de notre bon Frere le Roi Très-Christien, ni aucun autre moyen qu'on ait employé, n'a pu Nous procurer, ni à nos Alliez, ni à nos Sujets, aucun juste redressement, ni aucune satisfaction; Nous n'avons pu demeurer plus long-tems dans l'inaction, & voir notre Honneur mal-traité, nos bons Amis & Alliez injustement envahis, nos Sujets attaqués & dépouillés, leur Commerce défendu, & tout le préjudice qu'on a pu leur faire, sans en témoigner notre ressentiment de la manière dont Nous le devons, & en prenant les Armes pour notre juste défense, & pour Nous faire Justice à Nous-mêmes, à nos Alliez & à nos Sujets, contre les violentes entreprises dudit Roi d'Espagne.

A ces Causes mettant notre plus grande confiance dans le secours de Dieu Tout-Puissant, qui connoît les intentions bonnes & pacifiques que nous avons toujours eues, Nous avons trouvé à propos de déclarer la Guerre audit Roi d'Espagne, & effectivement la lui déclarons par ces présentes. Et Nous voulons, en conséquence de cette Déclaration, poursuivre vigoureusement ladite Guerre, conjointement avec nos Alliez, étant assurés du prompt secours de tous nos chers Sujets, dans une Cause qui intéresse si fort l'honneur de notre Couronne, le maintien des Traitez solennels & des Engagemens, & la conservation des Droits & des Avantages de nos Sujets. Et Nous voulons par ces présentes, & requérons le Général de nos Forces, les Commissaires qui exercent la Charge de Grand Amiral, nos Lieutenans des diverses Provinces, les Gouverneurs de nos Places & Forteresses, & tous autres Officiers & Soldats sous leur commandement, par Mer & par Terre, de faire & d'exécuter tous Actes d'hostilité dans la poursuite de cette Guerre contre ledit Roi d'Espagne, ses Vaisseaux & ses Sujets, de s'opposer à leurs entreprises. Et nous défendons à tous nos Sujets, & avertissons toutes autres personnes, de quelque Nation qu'elles soient, de ne point transporter des Gens de guerre, des armes, de la poudre, des munitions, ou autres effets de Contrebande, dans aucun Etat, Pais, ou Colonie dudit Roi d'Espagne; déclarant que quel-  
que Vaisseau que ce soit, qui sera trouvé transportant des Gens de guerre, des armes, de la poudre, des munitions, ou autres effets de Contrebande, dans aucun Etat, Pais ou Colonie dudit Roi d'Espagne, s'il est pris, il sera condamné comme de bonne prise. Et comme il y a divers Sujets du Roi d'Espagne qui restent dans nos Royaumes, malgré le traitement que plusieurs de nos Sujets ont reçu dans ce Royaume-là, Nous déclarons par ces présentes, que notre Intention Royale est, que tous les Sujets d'Espagne, qui se comporteront fidèlement envers Nous, soient assurés dans leurs personnes & dans leurs biens. Donnés dans notre Cour à St. James le 27. Decembre 1718, l'an six de notre Régne.

VIVE LE ROI.

FIN DE LA I. PARTIE DU TOME VIII.



CORPS UNIVERSEL  
DIPLOMATIQUE  
D U  
DROIT DES GENS;  
CONTENANT UN  
RECUEIL  
DES

TRAITEZ  
D'ALLIANCE, DE PAIX, DE TREVE,  
DE NEUTRALITÉ, DE COMMERCE, D'ÉCHANGE,  
de Protection & de Garantie, de toutes les Conventions, Transactions, Pactes,  
Concordats, & autres Contrats, qui ont été faits en EUROPE, depuis le  
Regne de l'Empereur CHARLEMAGNE jusques à présent;

AVEC  
LES CAPITULATIONS IMPERIALES ET ROYALES;

les Sentences Arbitrales & Souveraines dans les Causes importantes; les Déclarations de Guerre,  
les Contrats de Mariage des Grands Princes, leurs Testamens, Donations, Renonciations, &  
Protectations; les Investitures des grands Fiefs; les Erections des grandes Dignités, celles des  
grandes Compagnies de Commerce, & en général de tous les Titres, sous quelque nom qu'on les  
désigne, qui peuvent servir à fonder, établir, ou justifier

LES DROITS ET LES INTERETS DES PRINCES ET ETATS DE L'EUROPE;

*Le tout tiré en partie des Archives de la TRES-AUGUSTE MAISON D'AUTRICHE, & en partie de cel-  
les de quel ques autres Princes & Etats; comme aussi des Protocoles de quelques Grands Ministres; des Manuscrits;  
de la Bibliothèque Royale de BERLIN; des meilleures Collections, qui ont déjà paru tant en ALLEMAGNE,  
qu'en FRANCE, en ANGLETERRE, en HOLLANDE, & ailleurs; sur tout, des Actes de RYMER;  
& enfin les plus estimés, soit en Histoire, en Politique, ou en Droit;*

P A R

MR. J. DU MONT, BARON DE CARELS-CROON,  
ECUIER, CONSEILLER, ET HISTORIOGRAPHE DE SA MAJESTE  
IMPERIALE ETCATHOLIQUE.

TOME VIII PARTIE II



A A M S T E R D A M,

Chez P. BRUNEL, R. ET J. WETSTEIN, ET G. SMITH;  
HENRI WAESBERGE, ET Z. CHATELAIN.

A L A H A Y E,

Chez P. HUSSON ET CHARLES LEVIER.

MDCCXXXI





# T A B L E CHRONOLOGIQUE

D E S P I E C E S

C O N T E N U E S

Dans la II. Partie du VIII. Tome.

ANNO  
1719.  
5. Janv.  
8. Janv.  
9. Janv.  
Mars.  
19. Août.  
18. Nov.  
18. Nov.

**T**raité d' Alliance entre l'Empereur des Romains comme Souverain des Pais Héritaires, & les Rois de la GRANDE-BRETAGNE & de POLOGNE comme Electeurs de Hanovre & de Saxe, conclu à Vienne le 5. Janvier 1719. 1  
Manifeste du Roi de FRANCE sur le sujet de la Rupture entre la France & l'Espagne. 3  
Ordonnance du Roi de FRANCE, contenant la Declaration de Guerre contre l'ESPAGNE, du 9. Janv. 1719. 7  
Plan projeté pour la Paix générale du Nord, à traiter à Brunswick. 8  
Renonciation de la Serenissime Archiduchesse MARIE JOSEPH, Epouse du Prince Royal & Electoral de Saxe FREDERIC AUGUSTE. ibid.  
Conventio inter SACRAM CÆSAREAM & Catholicam Majestatem & Regie Majestates, nimirum CHRISTIANISSIMAM & BRITANNICAM facta, de novo Terminis trimestri Regi Catholico PHILIPPO concedendo, quo quidem elapso, Filii vel Filii ejus ex Regina moderna procreati vel procreandi pro exclusis à Successione Ditionum Hetrurice, Parme & Placentie habeantur. Actum Hagæ-Comitis 18. Novembris 1719. Cum Binis separatis Articulis & Plenipotentiarum Tabulis ad eandem Conventionem pertinentibus. 12  
Traité de Paix entre GEORGE Roi de la Grande-Bretagne comme Electeur & Duc de Brunswick & ULRIQUE ELEONORE Reine de Suede par lequel en conformité du Traité Préliminaire conclu le 11—22. Juillet 1719. les Duchés de Bremen, & de Verden sont cedez audit Roi, comme Electeur & Duc de Brunswick, avec les mêmes Droits, & Titres, que la Couronne de Suede les possédoit par la Paix de Westphalie, y compris spécialement le Droit de voix & de Séance aux Diètes de l'Empire, le Directoire dans le Cercle de la Basse-Saxe, & les Droits sur le Chapitre Cathédral de Hambourg & sur celui de Breme, comme aussi la propriété de la Ville de Wilschausen avec son Bailliage, tenue ci-devant à Titre d'engagement par le Duc de Brunswick. En échange de quoi le Roi Electeur & Duc promet à Sa Majesté Suedoise, de lui faire payer en trois Termes une Somme d'un Million d'Ecus Monnoye de Leipzick, de maintenir les Sujets &

TOM. VIII. PART. II.

Habitans dans tous leurs Droits, Libertés & Privilèges, tant à l'égard de la Religion, qu'autrement; & de faire rendre une favorable Justice conformément aux promesses du feu Roi CHARLES XII. à ceux, qui se trouveront avoir été grevés, dans la grande & generale Reduction qui s'étoit faite auparavant. Le Roi promet encore de maintenir exactement tous les anciens Traitez faits avec la Couronne de Suede, y compris les Garanties en faveur de la Maison de Holstein-Gottorp, & de même de les renouveler présentement selon & en conformité de la Conjonction présente. Fait à Stockholm le 24. Novembre 1719. Avec les ARTICLES SEPAREES, portant que le Roi Electeur donnera une entière satisfaction à la Couronne de Suede au sujet des Contributions exigées du Pais par ses Generaux, avant qu'on eût pris possession, comme aussi, à l'égard du Magazin de la Forteresse d'Ottersberg, du Vaisseau de Guerre Bremer-Schlüssel, & de quelques autres Articles concernant les Officiers & Sujets du Pais, le tout selon le Reglement, qui en sera fait, & convenu par des Commissaires, qu'on nommera sur ce sujet, de part & d'autre. Fait à Stockholm le 24. Novembre 1719. 15  
PHILIPPI V. Regis Hispaniarum Acceptatio Articulorum Conventionis 18. Julii 1718. Lutetie Parisiorum inter Reges Francia & Magnæ Britannie factæ, præsertim in eo quod spectat ad Pacem cum Imperatore inveniendam. Datum Madriti die 26. Januarii 1720. 17  
Fœdus inter ULRICAM ELEONORAM Suecorum Reginam & GEORGIIUM Magnæ Britannie Regem in octodecim annos, mediante Rege Christianissimo percussum, quo anterioribus Fœderibus reassumptis, & pro basi hujus habitis, Partes conveniunt de auxilio sibi invicem in omni casu necessitatis ferendo, Rex pollicetur Regine quam primum et adesse Subsidii & Armis in Bello præsentis contra CZARUM Moscovie, eoque continuare ad Pacem usque restaurandam, Regina vero se & Regna sua obstringit ad perpetuam Guarantiam Successionis Regie Britannie in Domo & Familia Luneburgico-Hanoverana. Actum die 21. Januarii 1720. 18  
Traité de Paix entre ULRIQUE ELEONORE Reine de Suede & FREDERIC GUILLAUME Roi de Prusse, fait & conclu par la Mediation de Leurs

ANNO  
1719.

1720.  
26. Janv.

21. Janv.  
1. Fevr.

21. Janv.  
1. Fevr.



# TABLE CHRONOLOGIQUE

ANNO  
1720.

Leurs Majestés T. C. & Britannique. Le Traité Préliminaire fait entre le Roi de la Grande-Bretagne & la Reine, le 18-29. Août 1719. y est posé pour fondement, Sa Majesté Suédoise y cède à Sa Majesté Prussienne la Ville de Stetin avec le Territoire situé entre l'Oder & le Pélne, comme aussi les Isles de H'ollin, & de Usedom, & les Villes de Dam, & de Gubau avec leurs appartenances; le Pélne servira désormais de Limites entre la Pomeranie Prussienne, & la Pomeranie Suédoise, au cas que celle-ci puisse être retirée des mains du Roi de Danemarck, à quoi Sa Majesté Prussienne promet d'employer ses meilleurs offices. Quant au Droit de voix, & de séance aux Diètes de l'Empire, il demeurera entre les deux Parties sur le pied des anciens Traités. Au surplus Sa Majesté Prussienne promet de conserver les Habitans des Lieux, qui lui sont cédés, en tous leurs Privilèges & en tous leurs Droits publics & particuliers, & principalement dans le libre Exercice de leur Religion selon le Titre 1. des Ordonnances de la Pomeranie de l'an 1663, de ne donner aucune assistance au Czar de Moscovie durant cette Guerre, & de payer à la Reine une Somme de deux Millions d'Ecus, & de ne rien changer à l'Etat des Poles, & même de donner aux Suédois une Maison franche à Ascam pour y recevoir & ouvrir leurs Paquets. Fait à Stockholm le 21. Janvier 1720. Avec les ARTICLES SEPARÉS, contenant un engagement réciproque d'assister les Evangeliques & les Reformés dans leurs justes Grièfs de Religion tant dans l'Empire, qu'ailleurs, conformément aux Traités de Westphalie, & d'Oliva. On y convient aussi que les Armerages qui se trouveront dus à la Suède sur le Pais cédé au Roi de Prusse lui seront payés, & qu'on lui donnera satisfaction à l'égard de quelques Droits, qui pourront lui appartenir en deça du Pélne à cause de la Partie non cédée, en cas que le Roi de Danemarck qui la tient, lui en fasse restitution. Fait à Stockholm le 21. Janvier 1720.

17. Fevr.

PHILIPPI V. Regis Hispaniarum Accessio iterata, & per Plenipotentiarium suum, ad Tractatum sive Concordatum Londini 2. Augusti ejusdem anni initum extensa. Acta Hujus-Comitum 17. Febr. 1720.

6. Mai.

Convention faite entre le Comte de MERCI, General de l'Armée Imperiale & le Marquis de LEBEDE, General de l'Armée d'Espagne en Sicile, avec l'intervention de l'Amiral Anglois BINGH pour l'évacuation de la Sicile & de la Sardaigne par les Espagnols, portant qu'il y aura un Armistice entre les Armées par Mer & par Terre, & qu'il durera jusques à la fin de ladite Evacuation, que cependant les Villes de Palerme, Castel-à-Mare, & Molo, avec leurs Forts, seront évacuées cinq jours après la Signature de la présente Convention, comme aussi la Ville d'Agostina, mais seulement après que les Imperiaux auront fourni aux Espagnols les Batimens nécessaires pour leur artillerie, Vivres, & Munitions de Guerre. Le Transport des Espagnols en Espagne se doit faire en deux

ou trois fois, & les Imperiaux doivent leur fournir, pour leur Argent, les Batimens dont ils auront besoin. Fait au Camp auprès de Palerme le 6. Mai 1720.

Traité de Paix entre la Reine & le Roi de SUEDE d'une part, & le Roi de DANNEMARC d'autre part, par la Mediation du Roi de la GRANDE-BRETAGNE & aussi du Roi de FRANCE. Sa Majesté Danoise y restitué à la Couronne de Suède toutes ses Conquêtes en Pomeranie jusques au Pélne, comme aussi la Ville de Wismar, & elle promet de ne point assister le Czar, ni aucun autre Ennemi de la Suède contre elle. En échange de quoi Leurs Majestés Suédoises cèdent toute la Franchise du Sund dont les Vaisseaux Suédois avoient joni auparavant, & lui promettent en outre une Somme de six cent mille Ecus Monnoye de Leipztich. Les Interêts du Duc HOLSTEIN-GOTTORP y sont remis à ce qui en sera stipulé en faveur du Roi de Danemarck par les deux Puissances Mediatrices du présent Traité, Leursdits Majestés promettant de ne s'y point opposer, & de ne rien entreprendre en faveur de ce Duc. Fait à Stockholm le 3. Juin 1720.

Traité entre GEORGE Roi de la Grande-Bretagne & PHILIPPE V. Roi d'Espagne, conclu à Madrid le 13. Juin 1721.

Traité d'Alliance Defensive entre la FRANCE, l'ESPAGNE & la GRANDE-BRETAGNE, à Madrid le 13. Juin 1721.

Traité de Paix fait & conclu entre FRÉDERIC Roi de Suède, & PIERRE I. Czar de toute la Russie. Fait à Neustad en Finlande le 30. Août 1721.

Acte de Garantie signé par les Ministres de FRANCE, & de la GRANDE-BRETAGNE concernant la Renonciation de PHILIPPE V. Roi d'Espagne, aux Royaumes & Etats de la Monarchie d'Espagne conquis & possédés par Sa Majesté Imperiale CHARLES VI.

Renunciatio Serenissime Archiducissæ MARIÆ AMALIÆ, desponsatæ Serenissimo CAROLO ALBERTO Principi Electorali Bavarie, in omnia Hereditaria Regna, Provincias & Ducatus Augustiniane Domus Austriacæ. Data Vienne 3. Octobris 1722.

Lettres Patentes d'Ostroi accordées par l'Empereur CHARLES VI. pour le terme de trente années à la Compagnie des Indes dans les Pais-Bas Autrichiens. Données à Vienne le 19. Decembre 1722.

Conclusion prise le 30. Janvier 1723. dans la Conference des ETATS EVANGELIQUES à Ratisbonne, portant qu'en conformité du calcul Astronomique le plus exact, la Fête de Pâques sera célébrée l'année suivante 1724. au 9. Avril, quelle sera marquée ainsi dans le Calendrier amélioré, & que toutes les autres Fêtes mobiles de l'année seront réglées sur celle-là. Conclusum in Conferentiâ Evangelicorum die 30. Januarii Anno 1723.

Articuli Dietales Hungarici in Generali Conventu a die 20. Junii 1722. usque in Mensur Junii 1723. continuato conclusi, quibus

ANNO  
1720.

3-12.  
Juin.

1721.

13. Juin.

33

13. Juin.

34

30. Août.

36

27. Sept.

1722.

3. Octob.

19. Dec.

1723.

30. Janv.

19. Juin.

# DE LA II. PART. DU TOM. VIII.

ANNO  
1723. bus in primis Jus Regium Hereditarium succedendi in Regno jam in Sexu Masculino Annis 1687. & 1715. agnitus, nunc etiam ad Sexum Femininum in Augusta Dmo Austria extenditur. Cum Confirmatione Augustissimi Regis ac Romanorum Imperatoris CAROLI VI. Datum Vienna die 19. Junii Anno Domini 1723. Regnum suorum, Romani XII. Hispaniarum XX. Hungariae vero Bohemiae & reliquorum Anno XIII. 51

12-23. Sept. Traité d'Alliance entre l'Empereur de RUSSIE & le Roi de PERSE. Conclu à Petersbourg le 12. Septembre 1723. v. fl. 75

1724. 22. Fevr. Traité d'Alliance entre le CZAR, & le Roi de SUEDE. Conclu à Stockholm le 22. Fevr. 1724. 76

— Memoire de la Compagnie des INDES OCCIDENTALES présentée à Leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des Pais-Bas, contre l'Ordre de la Compagnie d'OSTENDE. ibid.

— Memoire de la Compagnie des INDES ORIENTALES présentée à L. H. P. Les Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des Pais-Bas, contre l'Ordre de la Compagnie d'OSTENDE. 78

28. Fevr. Copia Reversalium ad implendas condiciones in Litteris Investiturae de S. R. I. Ducatus Hetruriae, Parmae & Placentiae expressas à Rege Hispaniae LUDOVICO. Madridi 28. Febr. 1724. 80

23. Mars. Remontrance des trois ETATS du Pais & Duché de BRABANT à Sa Majesté Imperiale & Catholique, au sujet de ses Lettres d'Ordre pour l'Etablissement d'une Compagnie de Commerce & de Navigation aux Indes. ibid.

26. Avril. Representations du Roi d'ESPAGNE contre la Compagnie d'OSTENDE présentée à Sa Majesté Britannique par le Marquis de Pozzo-Buono le 26. Avril 1724. 85

14. Mai. Declaration de LOUIS XV. Roi de France & de Navarre, renouvelant les Edits, Arrêts & Declarations données par LOUIS XIV. son Predecesseur contre ses Sujets de la Religion Reformée voulant que la seule Religion Catholique Romaine soit exercée en son Royaume, & ordonnant de rigoureuses peines contre ceux qui refuseront d'en faire les devoirs, même contre les malades à mort. Donnée à Versailles le 14. Mai 1724. ibid.

1. Juillet. Arrêt du Parlement de Paris ordonnant la suppression d'un livre écrit & publié en Langue François pour le soutien de l'Infaillibilité du Pape, avec le Discours de l'Avocat du Roi, requerant cette suppression. A Paris le 1. Juillet 1724. 88

6. Sept. Decret de PHILIPPE V. Roi d'Espagne par lequel il declare qu'aux instances du Conseil Royal de Castille, il reprend le Gouvernement de la Monarchie, en qualité de Roi Naturel. Fait à Madrid le 6. Septembre 1724. 89

30. Octob. Decretum S. R. Majestatis Polonicae Affessoriale, contra Magistratum & Communitatem Civitatis Thorunensis, quo in reparationem variorum Excessuum in Collegio

Patrum Jesuitarum per Plebem licet osam perpetratorum, cum effractione forium, subversione Cathedralium, Sellarum, Fornacum, immo & Altorum, nec non dilaceratione, & combustione aliquarum Imaginum, Nobiles & Spectabiles RESNER Praesidens, ac ZERNEK, Vice-Praesidens Thorunenses ad ultimum supplicium condemnantur, & complures alii Cives ad varia supplicia destinantur. Templum insuper Beatae Mariae Virginis per Acatolicos antea possessum Paribus Bernardinis adjudicatur, & Magistratus Civitatis dimidietur in gratiam Catholicorum describitur &c. Actum Varsoviae sub tempore Comitorum Regi Generalium, feria secunda post Festum S. S. Simonis & Jude Apostolorum, die 30. Mensis Octobris Anno Domini 1724. ibid.

— Tractatus sive Conventio inter BENEDICTUM XIII. Papam Sanctissimum, & CAROLUM VI. Romanorum Imperatorem Augustissimum pro dimissione ad Sanctam Sedem Connacii, sacris Juribus Sacrae Caesaris Majestatis, & Imperii Domusque Attestinae omnibus, tam respectu Possessorii quam Petitorii. Actum Romae 25. Novembris 1724. Cum PLENI-POTENTIIS & RATIFICATIONIBUS. 95

Acta THORUNENSIA in Executione Decreti S. R. Majestatis Polonicae Affessorialis, contra Magistratum & Communitatem Civitatis Thorunensis. Cum TRANSCRIPTO Privilegii à SIGISMUNDO Rege de Templo Beatissima Virginis MARIAE Thorunensis, in favorem Patrum Bernardinorum concessum Anno 1567. Actum in Pretorio Sacrae Regiae Majestatis Thorunensis, die quinta Decembris, scilicet Feria tertia ante Festum Immaculate Conceptionis Gloriosissime Virginis Mariae proximè. Anno Domini 1724. 97

Sanction Pragmaticque & Loy perpetuelle à l'égard de la Regle & ordre de Succession, & Union indivisible de tous les Royaumes, Provinces & Etats Hereditaires de Sa Majesté Imperiale & Catholique, à Vienne le 6. Decembre 1724. 103

Edict du Senat du Sacré Synode, de la Generalité de RUSSIE & de Moscovie declarant que par le Decès du Czar PIERRE, la Czarine CATHERINE ALEXIEWNA, son Epouse est demeurée Imperatrice & Souveraine absolue de toutes les Russies. Donné à St. Petersburg & publié le 10. Fevrier 1725. Avec le SERMENT DE FIDELITE' prêt en consequence, par tous les Senateurs, Ministres Generaux, & Officiers de Terre & de Mer, qui se trouverent presens à St. Petersburg, comme aussi par les Bourgeois de la Ville, le 13. Fevrier 1725. 104

Articuli Conventionis initae inter summum BENEDICTUM XIII. & Invicissimum CAROLUM VI. Imperatorem, publicati die XX. Februarii Anno M. DCC. XXV. in dimissione Urbis Comacensis factae Sanctae Romanae Ecclesiae ab eodem Augustissimo Imperatore. 105

ANNO  
1724.

25. Nov.

5. Dec.

6. Dec.

1725.  
13. Fevr.

30. Fevr.



# TABLE CHRONOLOGIQUE

ANNO 1725.	<i>Pax inter CAROLUM VI. Romanorum Imperatorem Regemque Catholicum Hispaniarum, Hungarie &amp; Bohemie ab una, &amp; PHILIPPUM V. Regem Catholicum Hispaniarum &amp; Indiarum ex altera parte; quo Tractatu Londinensi anni 1718. pro basi &amp; fundamento hujus statuto, Regna Hispanica &amp; Indiarum Regi PHILIPPO, Neapolis vero, Sicilia &amp; omnes cetera Ditiones &amp; Provincie, quæ vel quas Cæsar ex Monarchiâ Hispanica in Italia &amp; in Belgio actu possidet, sue Sacre Cæsareæ Majestati ceduntur. Ducatus Hetrurie, Parme &amp; Placentiæ, si quando ex deficientia Sexus Masculini vocare unquam contingeret, Principi secundo-genito Serenissimæ Hispaniarum Regine Filio destinantur. Actum Viennæ 30. Aprilis 1725. Cum RENUNCIATIONIBUS ab utraque Parte solemniter interpositis; illa nimirum CAROLI Cæsaris, Viennæ 16. Septembris 1718. illaque PHILIPPI Regis in Monasterio Regio Sancti Laurentii 22. Junii 1720. data. Accedit DECLARATIO prefati Regis Hispaniarum Catholicii Imperatori extradita, in Puncto Juris Reversionis Regni Siciliæ una cum Regno abdicati. Datum in Aranjuez 25. Maii 1715. Sequuntur Literæ Plenipotentiarum &amp; Ratificationum hinc inde extraditarum.</i>	concernant l'affaire de Thorn & le cas d'une Guerre contre l'Empereur & l'Empire, à Hanovre le 3. Septembre 1725.	ANNO 1725.
30. Avril.			127
	<i>Articles conclus au Nom de Sa Majesté IMPERIALE &amp; Catholique par les Commissaires Impériaux, avec la Regence de TUNIS, à l'intervention &amp; Mediation des Commissaires Ottomans, sur la Libre Navigation, abstractivement de tout Commerce. A Tunis le 23. Septembre 1725.</i>		23. Sept.
	<i>Acte d'Accession de l'Empereur CHARLES VI. au Traité d'Alliance conclu entre le CZAR &amp; le Roi de SUEDE le 22. Fevr. 1724. Fait à Vienne le 16. Avril 1726.</i>		1726. 16. Avril.
	<i>Extrait des Universaux publiés à Mittau, au nom du Duc de COURLANDE, pour la Convocation de la Diète du Pais. Donné à Mittau le 22. Mai 1726.</i>		22. Mai.
	<i>Autres Universaux audit Duc, par lesquels les precedens sont déclarés être faux. ibid.</i>		4. Juin.
	<i>Traité d'Alliance Defensive entre l'Empereur des ROMAINS &amp; l'Imperatrice de RUSSIE. Signé à Vienne le 6. Août 1726.</i>		6. Août.
	<i>Acte d'Accession des PROVINCES-UNIES au Traité d'Alliance Defensive. Signé à Hanovre le 3. Septembre 1725.</i>		9. Août.
	<i>Article Secret du Traité d'Alliance Defensive conclu à St. Petersbourg entre l'Imperatrice de Russie &amp; le Roi de PRUSSE, le 10. d'Août 1726.</i>		10. Août.
30. Avril.	<i>Fœdus inter Sacram Cæsaream &amp; Catholicam Majestatem CAROLUM VI. Romanorum Imperatorem &amp; Sacram Catholicam Majestatem PHILIPPUM V. Regem Hispaniarum, ad mutuam defensionem &amp; Guarantiam eorum respectivè Regnorum &amp; Statuum, nec non Subditorum Navigationis, tam circa quam ultra Lineam. Actum Viennæ die 30. Aprilis 1725.</i>		
	<i>Traité de Navigation &amp; de Commerce fait entre Sa Majesté Imperiale &amp; Catholique CHARLES VI. Empereur des Romains, &amp; Sa Majesté Royale Catholique PHILIPPE V. Roi d'Espagne &amp; des Indes. Fait à Vienne le 1. Mai 1725. Avec les PLEINPOUVOIRS &amp; RATIFICATIONS de part &amp; d'autre.</i>		1. Mai.
	<i>Pax inter Sacram Cæsaream Regiamque Catholicam Majestatem CAROLUM VI. Romanorum, Imperatorem &amp; Imperium ab una, &amp; Sacram Regiam Catholicam Majestatem PHILIPPUM V. Regem Hispaniarum ab altera parte conclusa Viennæ 7. Junii 1725. Cum ARTICULO SEPARATO de Titulis ab utraque parte in Tractatu assumptis; nec non Plenipotentis, &amp; Ratificationibus, ad hæc spectantibus.</i>		7. Juio.
	<i>Edit de LOUIS XV. Roi de France donné en faveur de la COMPAGNIE DES INDES établie à Paris, contenant une grande extension de Privilèges, avec la Confirmation de tous les precedens. Donnée à Versailles au Mois de Juin 1725.</i>		Juin.
	<i>Traité d'Alliance fait &amp; conclu entre Leurs Majestés BRITANNIQUE, TRES-CHRETIENNE &amp; PRUSSIENNE, à Hanovre le 3. Septembre 1725. AVEC TROIS ARTICLES séparés,</i>		3. Sept.

# DE LA II. PARTIE DU TOME VIII.

ANNO 1727.	MARC. Fait à Coppenhague le 16. Avril 1727.	144	de eadem.	157	ANNO 1728.
31. Mai.	Articles Préliminaires conclus entre l'Empereur & les Alliez d'Hanover.	146	Extrait du contenu de la Sentence Imperiale contre le Duc de MECKLENBOURG, publiée par le Conseil Aulique le 11. Mai 1728.	156	11. Mai.
25. Nov.	Traité d'Alliance entre le Roi de la GRANDE-BRETAGNE & le Duc de BRUNSWIC-WOLFENBUTTEL.	148	Oùroi du Roi d'Espagne accordé en 1720. à une Compagnie de la Province de GULPUSCOA, pour negocier aux CARAQUES.	157	1729.
1728. Fevr.	Oùroi accordé par le Roi de DANNE-MARC à la Compagnie de Tranquebar.	149	Traité de Paix, d'Union, d'Amitié & de Défense mutuelle entre les Couronnes de la GRANDE-BRETAGNE, de FRANCE & d'ESPAGNE conclu à Seville le 9. Novembre 1729.	158	9. Nov.
6. Mars.	Convention entre les Rois d'ESPAGNE & d'ANGLETERRE sur les Préliminaires. Fait au Pardo le 6. Mars 1728.	150	ACCESSION de Etats Generaux des PROVINCES-UNIES au Traité de Seville.	160	21. Nov.
13. Avril.	Copia Plenipotentiæ Cæs. in forma patentis cum facultate substituenti pro Comitè Carolo Borromæo super capeffenda possessione Ducatus Hetruriae pro Carolo, Infante Hispanie. Dat. Vienne 13. Aprilis 1728.	153	Laudum ou Declaration des Ducs de SAXE-GOTHA & de BRUNSWIC, comme Arbitres dans les Differens entre les Rois de PRUSSE & de la GRANDE-BRETAGNE, terminez à Brunswick au Mois d'Avril 1730.	161	1730. 16. Avril.
—	Rescriptum Cæsareum ad Viduam Electoris Palatini, natam Hetruriae Ducem de permittenda dicta possessione.	154	Traité d'Alliance & de Commerce entre la GRANDE-BRETAGNE & la Nation des CHERROKEES en Amérique.	162	20. Sept.
—	Mandatum Cæsareum ad Subditos & Vasallos Hetruriae super eadem.	ibid.			
—	Decretum Cæsareum ad Senatam Florentinum,				

## Table Chronologique du Supplement de cette dernière Partie, qui ne contient que des Pièces qui regardent l'OOSTFRISE.

ANNO 1721.	Decret de Sa Majesté Imperiale CHARLES VI. en date du 18. Août 1721.	163	dans la Diète ou autrement. Donné le 11. Juin 1723.	188	ANNO 1723.
18. Août.	Succincte Dédution, que le Decret de Sa Majesté Imperiale du 18. Août 1721. se trouve fondé sur les antérieures Resolutions Imperiales pour les Pais d'OOSTFRISE, Accords, Conclusions des Diètes & Resolutions des Etats du Pais.	164	Extrait de la Lettre de Sa Majesté Imperiale, à Sa Majesté le Roi de POLOGNE Electeur de SAXE, de même qu'à Son Altesse Serenissime le Duc de BRUNSWIC-LUNEBOURG, en date de Vienne le 10. Août 1724.	179	1724. 10. Août.
1723.	Dédution abrégée de la Liberté, Pouvoir & Droit qu'ont les Etats d'OOSTFRISE d'établir, percevoir & employer, sans le concours du Prince, les Contributions, Taxes & autres Impôts, publiés par ordre des Etats d'OOSTFRISE à Embden 1723.	165	Extrait du Registre des Resolutions de Leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES, sur les differens dans le Pais d'OOSTFRISE & les Decrets Imperiaux émanez à ce sujet, de même que sur la Commission, & l'Execution decretées, Feud 22. Fevr. 1725.	180	1725. 22. Fevr.
—	Reponse au Factum des Etats d'OOSTFRISE tiré d'un Memoire Intitulé: Preuves que Son Altesse Serenissime le Prince d'OOSTFRISE a le même Droit aux Collectes dans ses Etats que les autres Etats immediats de l'Empire &c. Imprimé à Aurick en 1723.	172	Extrait d'une Lettre de L. H. P. au Prince d'OOSTFRISE.	ibid.	1726. 6. Avril.
11. Juill.	Decret & Ordonnance de Sa Majesté Imperiale CHARLES VI. au College des Deputez ordinaires & Administrateurs en OOSTFRISE, pour eux & ceux des Etats qui ont tenu leur parti jusqu'à présent, par lequel sont cassez & annullex ce qu'ils appellent leurs anciens Privileges & leurs Libertez en ce qui concerne les Collectes &c. les menaçant de Pindignation de Sa Majesté Imperiale suivant le contenu du Decret du 18. Août 1721. & leur ordonnant sous peine de la Vie, de l'honneur & des Biens de s'en déffier, & de porter obéissance & fidelité à leur Prince legitime auquel ils ne s'opposeroient pas dans tout ce qui est de son Autorité Seigneurielle soit	181	Resolution de Son Altesse Serenissime aux Habitans de Leer &c. en date du 6. d'Avril 1726.	181	10. Avril.
	TOM. VIII. PART. II.		Reponse des Communes du Bailliage de Leer-obrt. du 10. Avril 1726. à la susdite Resolution de Son Altesse Serenissime.	ibid.	12. Avril.
			Resolution Ulterieure & préalable de S. A. S. le Prince d'OOSTFRISE du 12. Avril, sur la Declaration des Deputez des Communes, en date de Leer le 10. Avril 1726.	ibid.	16. Avril.
			Declaration des Communes de Leer, & conforsts du 16. Avril 1726. sur l'ulterieure & préalable Resolution qui leur a été adressée du 12. Avril 1726.	182	24. Avril.
			Proposition de Mr. de Leeuw d'Adwart Deputé des Etats Generaux des PROVINCES-UNIES. Faite dans son Audience du 24. Avril 1726.	183	
			Reponse du Prince à cette Proposition.	184	
			Extrait d'une Lettre de L. H. P. au Prince	185	30. Avril.



# TABLE CHRONOLOGIQUE, &c.

ANNO			ANNO
1726.	ce d'OOSTFRISE.	187	1728.
4. Juill.	Reponse du Prince d'OOSTFRISE aux Lettres des Etats Generaux des PROVINCES-UNIES inserées ci-dessus, du 4. Juillet 1726.	189	9. Juill.
6. Juill.	Extrait du Registre des Resolutions de Leurs Hautes Puissances du 6. Juillet 1726.	101	29. Juill.
23. Juill.	Extrait d'une Resolution des Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des Pais-Bas, pour repondre à la Lettre du Prince d'OOSTFRISE du 23. Juillet 1726.	193	1. Août.
19. Août.	Reponse des mêmes Etats aux Subdeleguez de la Commission Imperiale du 19. Août.	ibid.	26. Juill.
30. Août.	Autre Lettre des mêmes Etats aux Subdeleguez sur ce que six de huit Bailliages, dont l'Oostfrise est composée s'étoient joints à la Ville d'Emden avec apparence que les deux autres prendroient bientôt le même parti.	194	
	Extrait d'une Lettre des Etats G. au Prince d'OOSTFRISE.	ibid.	
	Extrait d'une Lettre des mêmes Etats G. au Magistrat d'Emden.	ibid.	
9. Sept.	Reponse des Subdeleguez de la Commission Imperiale à la Lettre des Etats Generaux, en date du 9. Sept. 1726.	195	
11. Sept.	Considerations sur la Proposition des Etats Generaux de terminer les Differens d'Oostfrise par un Accord à faire à la Haye sous la Mediation de L. H. P. & du Roi de Dannemarc.	197	
1. Oct.	Resolution de L. H. P. sur le Pro Memoria du Resident de Dannemarc, du 1. Oct. 1726.	195	
1727.	Lettre du Roi de PRUSSE aux Etats d'OOSTFRISE, du 10. Mai 1727.	198	
10. Mai.	Lettre dudit Roi de PRUSSE aux Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des Pais-Bas.	ibid.	
	Extrait de la Reponse des ETATS GENERAUX au Roi de PRUSSE.	199	
	Leur Reponse au Memoire des Deputez des Etats d'OOSTFRISE & de la Ville d'EMDEN.	ibid.	
	Resolution des ETATS GENERAUX, sur les affaires d'OOSTFRISE du 9. Juill. 1728.	ibid.	
	Lettre de Mr. Hop, à Mr. Fagel Greffier de Leurs Hautes Puissances du 29. Juillet 1728.	201	
	Lettre de Mr. Hop, à Mr. Fagel Greffier de Leurs Hautes Puissances de Paris le 1. Août 1728.	ibid.	
	Copie de la Lettre de Mr. le Comte de SINCENDORFF, à Mr. le Comte de KONIGSEGG-ERPS. Datée de Boulogne le 26. Juillet 1728.	202	
	Lettre de Mr. Hop, à Mr. le Garde des Sceaux. Datée du 23. Juillet 1728.	ibid.	
	Copie de la Lettre de Mr. Hop, à Mr. le Cardinal de Fleuri, à Paris le 29. Juillet 1728.	ibid.	
	Reponse du Cardinal, à Versailles le 30. Juillet 1728.	ibid.	
	Memoire des Plenipotentiaires de Leurs Hautes Puissances à ceux des autres Alliez de Hanovre.	203	
	Seconde Resolution de Leurs Hautes Puissances du 7. Août 1728.	205	
	Reponse de Sa Majesté Imperiale à Leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES, sur les Affaires d'OOSTFRISE.	ibid.	
	Decret de Sa Majesté Imperiale dans lesdites affaires.	200	
	Memoire pour servir d'Instruction à Monsieur le Baron de Fonseca sur l'affaire d'OOSTFRISE.	206	
	Lettre des Emdenois à la Commission.	209	
	Leur Aste de Soumission.	ibid.	
	Reponse de la Commission aux Emdenois.	ibid.	
	Communication de la Soumission des Emdenois au Ministère du Prince.	210	
	Remarques du Ministère du Prince sur la Soumission des Emdenois.	ibid.	
	Resolution de Sa Majesté Imperiale sur ladite Soumission.	211	
	Autre Resolution plus étendue de Sa Majesté Imperiale.	ibid.	

FIN DE LA TABLE DE LA II. PARTIE DU TOME VIII.





CORPS DIPLOMATIQUE  
D U  
DROIT DES GENS;  
O U  
R E C U E I L  
D E S  
TRAITÉS D'ALLIANCE,  
DE PAIX, DE TREVE, DE NEUTRALITÉ,  
DE COMMERCE, D'ÉCHANGE, &c.

Faits entre les Empereurs, Rois, Princes, & Etats de l'Europe,  
depuis CHARLEMAGNE jusques à présent.

L.

ANNO 1719. *Traité d'Alliance entre l'Empereur des Romains, comme Souverain des Pais Hereditaires, & les Rois de la GRANDE BRETAGNE & de POLOGNE, comme Electeurs de Hanovre & de Saxe, conclu à Vienne le 5. Janvier 1719.*

IN NOMINE SANCTISSIMÆ ET INDIVIDUÆ TRINITATIS.



Uandoquidem Sua Sacra Cæsarea Regio-Catholica Majestas, tanquam Regnorum, Ditionumque suarum Hereditariorum Dominus, & Sua Regia Majestas Magnæ Britannia, tanquam Elector Brunsvico-Lunenburgensis, itemque Sua Regia Majestas Polonia, tanquam Elector Saxonie, solo aique unico mutue defensionis, ac conservandarum Provinciarum Ditionumque suarum intuitu, tum Pacem & tranquillitatem Imperii, ejusdem Constitutiones juxta inistam præsentemque uniuscujusque Statûs in Imperio obligationem, tuendi studio docti, arctioris inter se conjunctionis & Confederationis faciendæ, cogitationes susceperunt, & hunc in finem Mandatis suis inlitterarunt, scilicet Sua

TOM. VIII. PART. II.

Cæsarea Regia Majestas, Celsissimum Principem ac Dominum, Eugenium Sabaudia, & Pedemontium Principem, Consiliis Aulico-Bellici Præsidentem, summe Locum-tenentem Generalem, Sacri Romani Imperii Campi-Mareschallum, ac Belgii Austraci cum plena potestate Gubernatorem, Aurei Velleris Equitem; Nec non Illustrissimum & Excellentissimum, Sacri Romani Imperii Hereditarium Thesaurarium, Philippum Ludovicum Comitem à Sinzendorf, liberum Baronem in Ernstbrunn, Dominum in Geisell, superiori Seloviz, &c. Burgravium à Reineck, Supremum Hereditarium Ensignerum ac Præfocorem in superiori & inferiori Austria, Hereditarium Pincernam in Austria ad Anasum, Aurei Velleris Equitem, Sacra Cæsarea & Catholica Majestatis Camerarium actualem, Confiliarium intimum, & Aulæ Cancellarium; ac Regia Sua Majestas Magnæ Britannia quæ Dux & Sacri Romani Imperii Elector Brunsvico-Lunenburgensis, illustrem Dominum, Franciscum Ludovicum de Pesne, S. Saphorini Dynastam, pedestris militiæ altetatæ Majestatis suæ Locum-tenentem Generalem, ejusdemque ad Aulam Cæsaream Ministrum; Regia demum Sua Majestas Polonia tanquam Dux & Sacri Romani Imperii Elector Saxonie, Illustrissimum & Excellentissimum Dominum, Jacobum Henricum Sacri Romani Imperii Comitem de Flemming, Magni Ducatus Lithuaniae Stabuli Præfectum, in Exercitu Regni Poloniae militiæ, Autoramenti exotici, Generalem, altetatæ Sæ Regiæ Majestatis

ANNO  
1719.

A



ANNO  
1719.

jectatis Poloniae & Electoris Saxoniae campi-Marschallum, Directorem Conclavis Secretioris, & Consiliarium intimum, Consilium militaris Praefidem, Hereditarium in Pomerania ultiori, & Principatum Cameracensem Marschallum, Ordinis Melitenensis designatum Commendatorem, Ordinum Aquilae albae, Elephanti, & S. Andreae Equitem, Dominum Caesarem in Martinit & Nebra; dicti modo Ministri Plenipotentiarii post expressas trutinatas hinc inde commissi Negotii rationes, loco atque die infra scriptis in sequentes Foederis defensivi leges convenerunt.

## ARTICULUS PRIMUS.

Sit amicitia firma, vera atque sincera inter Partes Contrahentes supra nominatas, eaque ita sanctè serioque colatur, ut unaquaeque earum ad alterius honorem, utilitatem & commodam promovendam, non consilia solum operamque omnem conferre, verum etiam, ubi occasio postulerit, ad prohibendam incommoda, pericula atque damna, & ad depellendas ab invicem hostiles injurias & insultus auxiliis opportunis & necessariis concurrere teneatur.

II. Sancitur & stabilitur imprimis hujus Foederis conventionem, mutua defensio Ditionum ac Provinciarum Hereditariarum, quae ad Foederatos in Imperio Romano Germanico spectant, nec non conservatio Circulorum, in quibus dictae Ditiones & Provinciae sitae sunt, ita, ut si contigerit, unum vel alterum Foederatorum in his hostiliter invadi, adeoque unum vel alterum de Circulis modo indiguitatis, turbis Bellicis inquietari, reliqui Foederati Parti impetite, in his Ditionibus aut Circulo, ubi hereditariae Ditiones sitae sunt, numerum Copiarum, inferius determinatum, Subsidio mittere debeant, & quidem ita promptè, ut auxiliares istae Copiae eveniente casu, statim absque ulla mora, simul ac requisitae fuerint, iter ad succurrendum accelerare, & diversionem hostibus, si eorum Regiones sint suis vicinis, ad optionem Partis oppugnatae facere debeant.

III. Sussistentur autem Copiae hoc modo in Subsidium missae, stipendii sumptibusque mittentium, exceptis eorum pabulis, feno avenaeque, utpote quae gratis praebentur in suis Ditionibus ab eo Foederatorum qui auxilium venerunt, qui curabit etiam, ut Copiae auxiliares paucam pari pretio, quo proprius miles, sua eamem solv pecunia, comparare possint; Quilibet portum eorum, quas rationes vocant, consulet sex libris avenae, & decem libris feni, pond. Vienn. & decedente avenae quatuor, in eius locum quantitas dimidia in frumento vel hordeo exhibeatur; ubi verò necesse fuerit extra Territoria Foederatorum in alienis Provinciis operationes Bellicas persequi, tunc qualibet Pars suis Copiis de pane, avena, feno aliisque necessariis omni meliori quo poterit modo ipsa prospiciat.

IV. Quod si acciderit, duos Foederatorum in suis Ditionibus eodem tempore simul infestari, tunc ambo super dispositione operationum militarium, atque super usu auxiliorum, a parte extra periculum constituta, mittendorum, in commune consulunt, statuentque dictis auxiliis interim iter ad subveniendum sine ulla retardatione ingredientibus & prosequentibus.

V. Etiam Partes contrahentes ultra numerum infra Articulo XI. definitum, ad assistendum Parti infestatae, plures Copias submittere non teneantur; nihilominus tamen obstrictae erunt, quicquid praeterea ipsis virium suppetit, adhibere divertendo hosti, quantum fieri poterit, in Ditionibus, si quas habet, situ ita opportuno, ut facile in eas penetrari possit: liberum autem esto Parti requirenti, si ita è re visum fuerit, minorum quoque suppetiarum numerum quam qui ex praesentis Foederis constitutione deberetur, clere atque evocare.

VI. Convenit praeterea est, ut si forte Sua Regia Catholica Majestas, per aliquam ex Potentis Septentrionalibus, durante hujus Foederis nexu in Hungaria hostiliter impetere, hoc quoque casu eveniente, reliqui Foederati eidem auxiliis hoc Foedere constitutis, succurrere satagent, hac tamen observata restrictione, ut Copiae Suae Majestatis Britanniae in Hungariam usque progredi nullo modo teneantur, sed interea, dum ibi res agitur, solummodo ad tuendum Provincias S. Caes. Majestatis Germanicas, ad distrahendas vires aggressoris in ejus Ditionibus, si quae forent, in vicinis Provinciarum Teutonicarum Regis Magnae Britanniae exhibeantur.

VII. Quod Articulo secundo hujus Tractatus dis-

positum est, ut si Provinciae Germanicae unius ex Partibus pacificentibus hostilibus armis premerentur, reliquae duae Partes cum tanto Copiarum numero, quantum praesens Foederis Instrumentum praescribit, ad suppetias ferendas accurrere debeant, id ita est intelligendum, nisi & ipse quoque in suis Ditionibus Germanicis & Hungaria infestaretur. Etenim si omnes tres uno eodemque tempore pariter invadi contingeret, tunc omnes etiam simul collatis in medium & consiliis & armis, ea, quae bonos Foederatos decet, fide atque sinceritate, pro necessitatibus, communicare utilitatis ratione concurrere & agere tenebuntur.

VIII. Hoc Foedus complectetur & assecrabit etiam tam Regni Polonici tuitionem atque conservationem, quam ipsius Poloniae Regis assertionem & mantentionem in Throno suo contra quoscunque, qui aut clam aut palam, directè vel indirectè illum turbare, aut molestare praesument, in quæstione possessione Regni sui, Magnae Ducatus Lithuaniae, cum omnibus eorum annexis & dependentiis, a quibus ne minimum quidem avelli permittatur. In hunc finem & ad assistendum Regi Regnoque Poloniae, ubi necessitas postulerit, adhibebuntur aequè auxiliares Copiae inferius Articulo XI. determinatae, hac tamen scdm reservatà modificatione, ut Regis Magnae Britanniae miles non nisi faciendae diversioni in Provinciis aggressoris, si quas Ditionibus Regiae Majestatis Britanniae in Germania propinquas habet, interserviat, vel etiam tutandis, ad Reg. Majestatis Poloniae requisitionem, Provincias ejus Saxon., eo casu, si forte Copiae Saxonicae fuerint à Regno Poloniae ad opem, contra hostes in Polonia, aut in Magno Ducatu Lithuaniae ferendam, armaque jungenda, jussu requisitionis accersit.

IX. Cum itaque hujus Foederis, respectu ad Poloniam, non alia sit intentio, quam ut salvis utriusque & Regiae Majestatis & publicae Libertatis Juribus, tum Poloniae Regnum, Magnusque Lithuaniae Ducatus in stato integro illibatoque contra omnem oppressionem conservetur, tum Regia Sua Majestas, uti Articulo praecedente provium est, in quæstione ac imperturbatà possessione & frustione dicti sui Regni, Magnae Ducatus Lithuaniae, cum omnibus annexis & dependentiis maneat teneatur, contra injurias, vexationes aut molestias quascunque, sive apertè Marte & vi extrinsecus adhibita inferantur, sive per clandestinas machinationes Factionesque exterarum Potentiarum suggestionibus aut secretis administris suffultas intententur. Dicta Sua Regia Majestas ex abundanti declarat polliceturque se Regni sui Magnae Ducatus Lithuaniae Ordines libertate omnimoda, quae gaudere debent, omnibusque suis Juribus & Privilegiis sine ulla infractione uti, frui, minime impediri neque obtortorari, quin Sua Caesarea Majestas & Magnae Britanniae Rex se hujus declarationis sponsores erga Rempublicam constituent, siquidem suam, nihil omnino à Rege Poloniae adversus Regni Constitutiones Immunitatesque commissum iri, cum Guarantiae vinculo interponant.

X. Vicissim Rex Regnumque Poloniae, testando affectui studioque reciproco, communem Foederis causam quovis possibili modo adjuvare tenebuntur, ex sua quoque parte Copiarum numerum Articulo sequenti definitum, siltere, eoque ad obtinendum Foederis scopum ubique concurrere; Et quidem Copiae haec Polonicae praecipue interserviant intercludendo transitui quibuscvis exteris Copiis, quae per Poloniam aut Magnum Ducatum Lithuaniae versus aut contra Imperium, vel contra trium Foederatorum Ditiones, comprehensam Hungariam, venire praesumerint; Si verò Rex Poloniae ad prohibendum istiusmodi transitum, dictas Regni Copias non suffecerat judicaverit, ac ideo nomine Reipublicae & sub ejus Sigillo assistentiam Foederatorum requisivit, tunc Imperator & Magnae Britanniae Rex, juxta hujus Foederis leges auxilia sine mora submittent. Quod si in Imperatoris aut Regis Magnae Britanniae Ditionibus hoc Foedere comprehensis, hostilis aggressio contigerit, Rex Poloniae, quantum fieri poterit, hostibus è Polonia quoque diversionem facere sataget, aut Parti laceffit, si ab ea requiratur, subsidiariam Polonicae militiae ratam suppeditabit.

XI. Conferet huic Foederi sustinendo Sua Caesarea Majestas octo mille Equites, & totidem Pedites: Rex Magnae Britanniae, tanquam Elector Brunsvici duo millia Equitum, & sex millia Pedum, si Ditionibus Caesareis succurrendum fuerit, si autem Provinciis Saxonice, non nisi bis mille Equites, & quatuor mille Pedites: Rex Poloniae, tanquam Elector Saxoniae,

ANNO  
1719.

bis

ANNO 1719. bis mille Equites, & quatuor mille Pedites : De cætero Sua Majestas Polonica nomine Regio & Regni, duo milia Defultoriorum Equitum, & quatuor milia Peditum, militiæ ordinaria, cum quatuor milibus ex militia Equeltri nationali contribuit.

XII. Si contingat occasione hujus Fœderis, & durante ejus nexu, generale in Septentrione Bellum exarscere, Partes paciscentes totis viribus se invicem juvare, mutuaque sibi operam ad depellendam vim hostium omni meliori modo ferre teneantur. Tunc etiam pro re nata super loco modoque conjungendarum Copiarum, itemque super Gubernatione ductuque generali Exercitus communis, tum super providendo eidem commensu & annona, & denique super instituendis exequendisque operationibus Bellicis inter se conveniant.

XIII. Duret & subsistat præsens hoc Fœdus usque ad omnimodam solidamque motuum in Septentrione Pacificationem, qua ipsa tamen non alio fieri debet pacto, nisi adhibita præcautione, ne quid in ea præsentis hujus Tractatus stipulationibus atque contento contrarium admittatur.

XIV. Ad hujus Fœderis merè defensiva Societatem aliæ quoque potentia, præsertim omnes Imperii Principes atque Status, & specialiter Ordines Generales Unitæ Belgii invitantur.

XV. Ratihabebitur hoc Fœdus ab omnibus Fœderatis, & Ratificationum Tabulæ exhibebuntur, ex parte quidem Cæsarea Majestatis, ex partibus itidem Magnæ Britannia, Poloniarum Regum, tanquam Brunsvici & Saxonie Electorum, intra duorum mensium spatium, aut citius si fieri poterit. Cum Rege verò Polonia, qua tali, & cum Polonia Regno ad minimum intra tres menses, pro ingressu in hujus Fœderis Societatem declarando, pacta conficiantur, & in forma ex more Regni usitata ratificabuntur; In quorum fidem supra memorati Ministri Plenipotentiarii præsens Instrumentum tribus exemplariis ejusdem tenoris expeditum, manibus propriis subscripserunt, Sigillisque appositis muniverunt. Actum Vienne die quinta mensis Januarii anni millesimi septingentesimi decimi noni.

EUGENIUS von Savoyen,  
(L.S.)

F. L. DE PRISME  
D. S. Saphorin.  
(L.S.)

PHIL. LUD. Graf von  
SINZENDOFF.  
(L.S.)

Graf von FLEM-  
MING.  
(L.S.)

## II.

8. Janv. Manifeste du Roi de FRANCE sur le sujet de la Rupture entre la France & d'Espagne.

Les Rois ne sont comptables de leurs démarches qu'à Dieu même dont ils tiennent leur Autorité. Engagez indispensablement à travailler au bonheur de leurs Peuples, ils ne le sont pas à rendre raison des moyens qu'ils prennent pour y réussir, & ils peuvent, au gré de leur prudence, cacher ou révéler les mystères de leur Gouvernement. Mais dès qu'il importe à leur gloire & à la tranquillité de leurs Peuples, qui n'en peut être séparée, que les motifs de leurs résolutions soient connus, ils doivent agir à la face de l'Univers & faire éclater la Justice qu'ils ont consultée dans le secret.

Sa Majesté conduite par les Conseils du Duc d'Orléans Régent, s'est crüe dans cet engagement; Et Elle fait gloire d'exposer à ses Sujets & à toute la Terre les raisons qu'Elle a eues d'entrer en de nouvelles liaisons avec plusieurs grandes Puissances pour la Pacification entière de l'Europe, pour la sûreté particulière de la France, & pour celle même de l'Espagne, qui méconnoissant aujourd'hui les vrais intérêts trouble la tranquillité commune par l'infraction des derniers Traités.

Sa Majesté n'imputera jamais cette infraction à un Prince, qui recommandable par tant de vertus, s'est particulièrement par la fidélité la plus religieuse à sa parole; Et ce ne peuvent être que ses Ministres qui l'ayant engagé trop légèrement, savent lui faire de cet engagement même une raison & une nécessité de le soutenir.

S. M. dans les mesures qu'Elle a prises, s'est proposée de satisfaire également à deux devoirs; à l'amour

TOM. VIII. PART. II.

qu'Elle doit à son Peuple, en prévenant une Guerre avec tous ses Voisins dont il étoit menacé; & à l'amitié qu'Elle doit au Roi d'Espagne, en menageant constamment ses intérêts & sa gloire, qui seront toujours d'autant plus chers à la France, qu'elle les regardera comme le prix de ses longs travaux & de tout le sang qu'il lui en a coûté pour le maintenir sur son Trône.

Ces intentions de S. M. se reconnoîtront sensiblement & sans interruption dans tous les faits qu'on va exposer.

On fait que dans le cours de la dernière Guerre, la France avoit été réduite par ses disgrâces à la dure nécessité de consentir au rappel du Roi d'Espagne; & elle en auroit sans doute éprouvé la douleur, si la Providence qui changea les événements & les cœurs, n'eût épargné cette injustice à nos Ennemis.

On reconnut à Utrecht les Droits du Roi Catholique; mais l'Empereur, quoi qu'abandonné de ses Alliez, ne pouvoit encore renoncer à ses prétentions. La prise de Landau & de Fribourg ne put même l'y réduire; Et le feu Roi de glorieuse mémoire, qui au milieu de ses derniers succès, sentoit l'extrême besoin que ses Peuples avoient de la Paix, ne la conclut qu'après avoir fait proposer à l'Empereur dans la Négociation de Rastadt, de travailler à un Accommodement entre lui & le Roi d'Espagne. (1) Il avoit toujours en vue d'achever son ouvrage, & d'étouffer les semences de Guerre que le Traité d'Utrecht avoit laissées dans l'Europe, en ne réglant que provisionnellement & sans les concours de l'Empereur les intérêts de ce Prince & du Roi d'Espagne.

Le dessein de cimenter la Paix par une conciliation entre ces deux Princes, fut infusé à Bade le (2) 15. Juin 1714. au Comte Goes, & communiqué le (3) 7. Septembre suivant au Prince Eugène de Savoie, qui assura que l'Empereur ne s'en éloigneroit pas. Après la signature du Traité de Bade, le Roi chargea le Maréchal de Villars (4) de suivre avec le Prince Eugène le même objet. Et lorsque le Comte du Luc (5) fut nommé pour être Ambassadeur du Roi auprès de l'Empereur, il fut particulièrement chargé par son Instruction d'agir selon ces vûes.

Le Roi d'Espagne avoit représenté souvent au feu Roi par des Lettres écrites de sa main, que son état n'étoit point assuré par les Traités d'Utrecht. Vous jugerez aisément, disoit-il dans une de ses Lettres du 16. Mai 1713. que la Paix dont tout le monde désire également la solidité, ne peut être stable, si l'Archiduc qui m'a disputé la Couronne d'Espagne, ne m'en reconnoît le légitime Roi.

Vous savez, écrit ce Prince dans sa Lettre du 31. Janvier 1714. que j'ai rempli tous les Préliminaires, & que je suis prêt à consentir que Naples, le Milanais & les Pais Bas restent à l'Archiduc, comme je l'ai fait de la Sicile en faveur du Duc de Savoie, de Gibraltar & de l'Île de Minorque en faveur des Anglois, & que je suis aussi prêt à le faire de la Sardaigne en faveur de l'Electeur de Bavière. L'Archiduc doit, moyennant ces conditions, renoncer à ce qui me reste de la Monarchie d'Espagne. Ainsi nous nous avons plus, ni lui, ni moi, rien à prétendre l'un contre l'autre.

Je me flatte, dit le Roi d'Espagne dans sa Lettre du 17. Mai 1714. que connoissant de quelle importance il est de faire départir l'Archiduc de toutes prétentions sur l'Espagne & les Indes, vous me mettez en état d'établir des conditions solides pour en jouir paisiblement.

Ce Prince ne se croyoit affermi sur le Trône d'Espagne & des Indes, que par la Renonciation solennelle de l'Empereur à ses prétentions; Et il n'insistoit si vivement sur cette sûreté, que parce qu'il en avoit reconnu l'importance par les extrémités où l'avoient réduit les événements de la Guerre excitée par les prétentions de l'Empereur. C'étoit aussi tout ce qu'il demandoit au feu Roi, comme le gage le plus sensible de son amitié Paternelle, & comme le dernier effort dont il devoit couronner tout ce que la France avoit fait pour ses intérêts. Le feu Roi travailloit avec toute la vivacité d'un Père à la satisfaction de son petit-Fils.

Mais

(1) Instruction pour les Plenipotentiaires du Congrès de Bâle, du 15. Avril 1714.

(2) Lettre des Plenipotentiaires de Bade au Roi, du 15. Juin 1714.

(3) Lettre du Maréchal de Villars au Roi, du 7. Septembre 1714.

(4) Mémoire donné de la part du Roi au Maréchal de Villars, le 23. Sep. 1714.

(5) Instruction pour le Comte du Luc allant à Vienne, du 3. Janvier 1716.



ANNO  
1719.

## CORPS DIPLOMATIQUE

Mais comme l'Empereur paroïssoit inébranlable, & que d'ailleurs un reste de défiance répandu dans l'Europe, une opinion générale que la Paix, ne pouvoit pas durer, & qui retenoit encore la plupart des Puissances armées; la Guerre du Nord, & les changements arrivés dans la Grande-Bretagne, faisoient craindre que le feu ne se rallumât bientôt; il falloit prendre encore de nouvelles mesures pour le prévenir.

C'est dans ces conjonctures que le feu Roi fut enlevé à la France. Sa Majesté n'oublia jamais ces avis si importants & si salutaires qu'il lui donna dans les derniers moments de sa vie. Elle en veut faire la règle invariable de son Règne, & l'on va voir qu'Elle y a mesuré jusqu'ici toutes ses démarches.

Les longues Guerres avoient laissé contre nous dans l'Europe des restes d'âneration & de haine qui ne cherchoient qu'à se ranimer, & nos Voisins encore pleins de la jalousie & des frayeurs qu'ils avoient eues si souvent de nos prospérités, & même de nos ressources dans nos plus grandes disgrâces, songeoient déjà, pour achever de nous abattre, à profiter de la minorité du Roi, & de l'épuisement du Royaume dont nous nous plaignions nous-mêmes assez hautement, pour inviter nos ennemis à tout entreprendre. L'ancienne Ligue menaçoit de se rejoindre, & les Nations s'excitoient mutuellement à la Guerre par l'importance de se mettre pour toujours à couvert d'une Puissance trop redoutable, & qu'on s'efforçoit encore de rendre odieuse par des reproches injustes de la mauvaise foi.

Quel moyen plus sûr pour dissiper cet orage, que de s'unir avec la Puissance qui de concert avec nous avoit rappelé la Paix par les Traitez d'Utrecht? Le Roi ne négligea rien pour réussir dans cette vue. La confiance se rétablit par ses soins entre les deux Puissances; Elles comptèrent aussitôt que rien ne contribueroit davantage à confirmer une Paix encore mal assurée, qu'une Alliance défensive entre la France, l'Angleterre & la République des Provinces-Unies, pour maintenir les Traitez d'Utrecht & de Bade, & pour la Garantie réciproque de leurs Etats. Mais avant toute ouverture de Négociation, Sa Majesté donna avis de son dessein au Roi d'Espagne. Le Duc de St. Aignan eut des ordres précis au Mois d'Avril 1716, de lui exposer les vûes, de lui offrir tous ses soins & de l'inviter à entrer dans l'Alliance où elle se promettoit qu'il seroit reçu avec tous les égards qu'il pourroit souhaiter.

Après bien des instances étudiées, le Duc de St. Aignan sur un nouveau Mémoire qu'il présenta, reçut en fin du Cardinal Del Giudice une réponse dictée dans l'intérieur du Palais par un autre Ministre dès lors tout-puissant, & dont il ne fut dans cette occasion que l'interprète. Cette réponse portoit : *Le Roi mon Maître ayant examiné l'Extrait qui lui a été remis, & les derniers Traitez, signez à Utrecht, n'y a trouvé aucune clause qui ait besoin d'être confirmée.*

Quelle étrange opposition de cette réponse avec les Lettres que le Roi d'Espagne écrivoit au feu Roi, & qui n'étoient qu'une représentation continuelle & inquiète de l'incertitude de son état! S. M. vit bien que les principes de conciliation & de Paix qui la faisoient agir, n'étoient pas ceux que l'on consultoit à Madrid, & cette idée n'étoit que trop confirmée par le trouble que le Commerce des François souffroit déjà en Espagne, par les avis des liaisons qu'on y menageoit avec quelques Puissances, sous prétexte d'une mésintelligence prochaine entre les deux Nations, & par les oppositions secrètes que l'Espagne apportoit à notre Alliance avec le Roi de la Grande-Bretagne & les Etats Généraux.

Le Roi prit cependant le parti de dissimuler. Il ne laissa pas affoiblir son amitié ni ses égards pour le Roi d'Espagne; Et attendant patiemment le moment où il seroit mieux éclairé sur ses véritables avantages, il lui fit dire que ne pouvant plus se dispenser d'achever son Projet d'Alliance, il l'assuroit qu'il n'y consentiroit à rien qui fût contre ses intérêts.

L'Abbé Dubois fut envoyé alors à Hannover pour y traiter cette affaire avec le Roi de la Grande-Bretagne; Et c'est là que furent arrêtés les Articles qui ont servi de fondement au Traité de la Triple Alliance, signé à la Haye le 4. Janvier 1717., après que le Roi de la Grande Bretagne lui-même en eut donné part inutilement au Roi d'Espagne, & qu'il se fût assuré de la repugnance invincible du Ministre à tout Projet d'Union.

Mais quelque favorable que fut cette Alliance au re-

pos public, elle ne suppléoit point ce qui manquoit à la perfection des Traitez d'Utrecht & de Bade, parce que les différens entre l'Empereur & le Roi d'Espagne n'y ayant pas été réglés, l'Europe étoit toujours dans l'incertitude de sa situation, & en danger d'être replongée dans la Guerre par la première hostilité de part ou d'autre. L'Italie seule pouvoit se flatter de quelque repos à la faveur de la Neutralité qui y avoit été établie par des Traitez & des Engagemens qu'on regardoit comme un premier pas & un degré qui pouvoit conduire à la Paix. Mais quoi que la Neutralité fût véritablement une Loi à laquelle chacun de ces deux Princes s'étoit soumis, le bien de l'Europe en vouloit une plus sûre & plus solennelle qui fût autorisée par le consentement réciproque des deux Concurrents, & maintenu par des Garans tels qu'on ne pût pas l'enfreindre impunément. Une telle Loi ne pouvoit être qu'un Traité de Paix qui terminât à jamais les contestations entre l'Empereur & le Roi d'Espagne.

Le Roi de la Grande-Bretagne voulut tenter de procurer un si grand bien à l'Europe & s'en ouvrit à S. M. Elle vit avec plaisir les intentions du feu Roi revivre; Et Elle crut que c'étoit agir pour un Prince auquel Elle étoit étroitement unie par les liens du sang, qu'à de favoriser l'exécution de tout ce que la tendresse Paternelle avoit projeté pour lui-même si positivement & si instant. Mais S. M. qui avoit déjà éprouvé en différentes occasions, que ce qui pouvoit convaincre le Roi d'Espagne de son amitié, ne trouvoit plus le même accès auprès de lui, n'en put plus douter lors qu'Elle vit que le Marquis de Louville qu'Elle avoit envoyé au Roi d'Espagne pour lui faire connoître ses véritables sentimens & lui communiquer des choses importantes aux deux Couronnes, avoit été renvoyé sans être écouté, malgré l'attachement particulier qu'il avoit à la Personne & à la gloire de ce Prince. Ainsi trop instruite par l'expérience, qu'on rendroit suspect à Madrid tout ce qui viendrait de sa part, Elle pria le Roi de la Grande-Bretagne d'agir lui-même à Vienne & à Madrid pour le succès de ce grand dessein, d'autant plus qu'Elle n'étoit point autorisée, à traiter des intérêts du Roi d'Espagne, & qu'il convenoit d'ailleurs à la Dignité d'un si grand Prince de les discuter lui-même.

Le Roi de la Grande-Bretagne fit en même tems les ouvertures de ses vûes à Vienne & à Madrid. Elles furent reçues assez favorablement à Madrid, tant que la sainte servit à cacher les entreprises qu'on y méritoit, & rejetées ensuite avec peu de ménagement dès qu'on crut avoir moins d'intérêt de seindre. On ne trouva à Vienne de dispositions à aucun Accommodement, qu'à condition que la Sicile, qui avoit été jusqu'alors un obstacle insurmontable à toutes les propositions de réconciliation, fût remise à l'Empereur, parce qu'il la jugeoit absolument nécessaire à la conservation du Royaume de Naples. Mais à ce prix on espérait que le Roi Catholique seroit reconnu par l'Empereur, légitime Possesseur de l'Espagne & des Indes; & de plus, ce qui étoit pour lui un avantage nouveau, que l'Empereur consentiroit que les Successions de Parme & de Plaisance fussent assurées aux Enfants de la Reine d'Espagne.

Les difficultés de cette Négociation ne devoient point nuire à la Neutralité d'Italie établie par le Traité d'Utrecht du 14. Mars 1713. renouvelée & confirmée par celui de Bade. L'Empereur & le Roi d'Espagne paroissent eux-mêmes avoir pris des précautions pour s'assurer qu'elle ne seroit pas interrompue. Le Roi d'Espagne avoit eu soin avant la Guerre de Hongrie, de faire fournir le Roi de la Grande-Bretagne qu'il étoit Garant des engagemens pris à Utrecht pour la Neutralité d'Italie; & l'Empereur de son côté, lors que les Turcs se mirent en Campagne, avoit engagé le Pape à demander au Roi d'Espagne une parole positive qu'il ne profiteroit pas contre l'Empereur, de la Guerre que les Turcs venoient de lui déclarer. L'intérêt du Roi d'Espagne se trouvoit conforme à cette promesse, car il avoit été instruit par le Roi de la Grande-Bretagne du Traité conclu à Londres le 25. Mai 1716. entre l'Empereur & ce Prince, portant une Garantie des Etats de l'Empereur en Italie, & une promesse expresse de lui donner des secours, en cas qu'ils fussent attaqués. Enfin, la pitié si connue du Roi d'Espagne rassuroit encore plus que son intérêt.

On ne pouvoit donc soupçonner que le Roi d'Espagne, parfaitement instruit du Traité de 1716. voulût courir les risques de l'engagement du Roi de la Grande-

ANNO  
1719.

ANNO  
1719.

de-Bretagne, en attaquant l'Empereur en Italie; & manquer tout à la fois à son intérêt & à son zèle pour la Religion. Cependant cette Entrepris éclata, & l'on apprit qu'un Armeement fait des fonds levez sur les Biens Ecclesiastiques & destine pour soutenir la gloire du nom Chrétien, alloit servir à violer les Traitez. Il ne faut pas de plus grande preuve, que les mauvais Conseils & la trop grande puissance du Ministre prévalent en Espagne sur les intentions & les vertus de son Roi.

Sa Majesté alarmée d'une démarche si dangereuse, envoya aussitôt un Espré au Duc de St. Aignan qu'elle chargea de représenter vivement au Roi d'Espagne les dangers où il s'exposoit, & ce qui devoit faire plus d'impression sur lui, l'injustice de son entreprise. Elle le prioit pour la tranquillité commune de l'Europe & pour ses intérêts personnels, de rentrer dans ces vûes de conciliation, & que le feu Roi son grand-Père, & après lui le Roi de la Grande-Bretagne avoient déjà projetés entre lui & l'Empereur. Quelques jours après elle ordonna encore au Duc de St. Aignan d'agir de concert avec le Ministre d'Angleterre qui avoit reçu les mêmes ordres, pour engager le Roi d'Espagne à autoriser son Ambassadeur à Londres, ou à y faire passer un autre Ministre qui traitât des moyens de rétablir solidement la Paix. Le Colonel Stanhope venoit d'arriver à Madrid, chargé plus particulièrement des mêmes instances. Le Roi de la Grande-Bretagne fit savoir en même tems à S. M. que comme le mal pressoit, il ne falloit pas perdre le tems des remèdes; qu'ils ne pouvoient naitre que du concert unanime des Puissances impartiales, & qu'il la prioit d'envoyer un Ambassadeur à Londres, où sur les instances l'Empereur avoit aussi consenti d'envoyer un Ministre. Sa Majesté y envoya l'Abbé Dubois; & attentive aux intérêts du Roi d'Espagne, aussi-bien qu'à ceux de son Royaume, elle crut qu'elle devoit avoir dans les Conférences de Londres un Ministre qui pût conserver au Roi d'Espagne des ouvertures pour entrer dans la Négociation, dès qu'on pourroit l'éclairer sur ses intérêts. Mais en vain lui a-t-on fait là dessus des instances redoublées; en vain lui a-t-on fait espérer d'obtenir pour lui de l'Empereur ce qu'il avoit si souvent demandé lui-même. On n'a reçu de son Ministre que des refus opiniâtres; & souvent même des menaces d'allumer par tout le feu de la Guerre, malgré toutes les mesures que l'on croiroit prendre pour le prévenir. L'Espagne sembloit regarder comme une conspiration contre elle ces sentimens unanimes de Paix où entroient les autres Puissances.

C'est sur ces refus & sur ces dessein menaçans de l'Espagne, que le Roi de la Grande-Bretagne fit représenter à Sa Majesté qu'il étoit absolument nécessaire d'en arrêter les effets; & qu'il ne s'en offroit d'autre moyen à la prudence des Puissances impartiales, que de former, pour concilier les intérêts des deux Princes, un plan qui pût leur être proposé, & procurer, à quelque prix que ce fût, leur propre tranquillité & celle de toute l'Europe. Cette résolution favorisant d'un côté l'affermissement de la Paix, qui étoit l'objet invariable de S. M. & donnant de l'autre au Roi d'Espagne le tems & les moyens de prendre des résolutions conformes à ses intérêts, le Roi l'embrassa. Mais en ordonnant à l'Abbé Dubois d'entrer dans un Projet si nécessaire, Sa Majesté ne lui recommanda rien tant que de rejeter toujours tout ce qui pourroit suspendre ou éloigner le concours du Roi d'Espagne dans cette Négociation. Quels Combats le Roi de la Grande-Bretagne n'eut-il pas à essuyer avec l'Empereur, pour ébranler son attachement aux prétentions sur l'Espagne & sur les Indes, pour vaincre sa répugnance à voir passer un jour les Etats de Parme & de Toscane entre les mains d'un Prince de la Maison d'Espagne, & pour amortir son ressentiment de l'infraction des Traitez dont il se croyoit en droit de tirer vengeance! Ce ne fut qu'avec une peine infinie, qu'on vint à bout pied à pied de ces obstacles, & qu'on ménagea encore au Roi d'Espagne des avantages plus grands que ceux que lui donnoient les Traitez d'Utrecht, & par conséquent, comme on l'a vu par ses Lettres, au delà même de ses desirs.

Ainsi se forma à Londres le Projet des conditions qui devoient servir de fondement à une Paix solide entre l'Empereur & le Roi d'Espagne. La parfaite amitié de S. M. pour ce Prince s'étoit toujours signalée par les instances qu'Elle lui avoit faites sans interruption, d'en-

voyer des Ministres qui discutassent ses intérêts, par les moyens qu'elle lui avoit ménagés sans relâche d'entrer dans la Négociation, & par ses efforts constants à lui procurer de nouveaux avantages dans le Traité même. Mais non contente de ces démarches, elle porta encore plus loin l'attention & les égards. Elle envoya le Marquis de Nancré auprès du Roi d'Espagne pour lui faire part du Projet de Londres, tandis que le Roi de la Grande-Bretagne faisoit la même démarche auprès de l'Empereur.

Sa Majesté dans les cinq premiers Mois du séjour du Marquis de Nancré à Madrid, représentoit sans cesse au Roi d'Espagne qu'il y alloit également de son intérêt & de sa gloire d'abandonner une entreprise injuste, & d'adopter des conditions qu'il avoit, pour ainsi dire, dictées lui-même par ses instances au feu Roi. Enfin, & elle fait gloire de le dire, elle lui demandoit la Paix de l'Europe au nom de la France qui l'avoit maintenue sur son Trône par tant de travaux & tant de sang, & au nom de ses propres Sujets dont le zèle & l'attachement, peut-être sans exemple, méritoient bien de leur Prince qu'il ne les livrât pas aux horreurs de la Guerre.

Toutes ces instances fondées sur les conditions sages du Projet, n'arracherent jamais du Ministre d'Espagne, qu'un aveu du péril où Elle alloit s'exposer en résiliant à tant de Puissances. Mais il suffisoit en même tems que son Maître ne se désistât jamais de son entreprise, & il n'avoit pas honte de rejeter sur lui le blâme de sa propre inflexibilité. Enfin Sa Majesté lui fit dire au Mois de Juin dernier, que l'amour qu'Elle doit à ses Peuples, & qui doit prévaloir à tout autre sentiment, lui défendoit de différer davantage à signer le Traité avec l'Empereur & le Roi de la Grande-Bretagne. On ajoutoit l'engagement même où étoit le Roi de la Grande-Bretagne d'envoyer une Escadre dans la Méditerranée pour secourir l'Empereur. Rien n'ébranla le Ministre qui s'irritoit de plus en plus par les instances de Paix, & qui menaçoit de mettre en feu toute l'Europe. Enfin le Chevalier Bing qui commandoit les forces Navales du Roi de la Grande-Bretagne destinées pour la Méditerranée, avant que d'entrer dans cette Mer, donna avis au Ministre d'Espagne des ordres précis qu'il avoit d'agir comme Ami, si l'Espagne se désistoit de ses entreprises contre la Neutralité de l'Italie, ou si Elle les suspendoit; Et de s'y opposer aussi de toutes ses forces, si Elle y persistoit; Et le Ministre ne laissa plus aucune espérance, lui répondit qu'il n'avoit qu'à exécuter les ordres dont il étoit chargé.

La Guerre finissoit alors entre l'Empereur & les Turcs, & les ordres étoient déjà donnés pour faire passer de nombreuses Troupes en Italie. Sa Majesté forcée enfin par les circonstances, n'hésita plus à convenir avec le Roi de la Grande-Bretagne des conditions qui serviroient de base à la Paix entre l'Empereur & le Roi d'Espagne, & entre le premier de ces deux Princes & le Roi de Sicile; Et ce furent ces mêmes conditions qui formèrent le Traité signé à Londres le 2. Août dernier, entre les Ministres du Roi, de l'Empereur & du Roi de la Grande-Bretagne.

Mais le Roi de la Grande-Bretagne toujours conduit par un esprit de conciliation & de Paix, & voulant prévenir aussi la mesintelligence qui pourroit naître entre la Couronne & l'Espagne, à l'occasion des secours qu'il étoit obligé de donner à l'Empereur, crut encore devoir faire un dernier effort auprès du Roi d'Espagne. Il envoya le Comte de Stanhope, l'un de ses principaux Ministres, à Sa Majesté, pour passer ensuite à Madrid, si Elle le jugeoit à propos.

Ce fut pendant son séjour à Paris, qu'on apprit la nouvelle de l'invasion de la Sicile par les Troupes du Roi d'Espagne; ce qui hâta encore le voyage du Comte de Stanhope à Madrid. Il y arriva les premiers jours du Mois d'Août dernier, & le Marquis de Nancré reçut de nouveaux ordres pour agir de concert avec lui. Mais les vives représentations qu'ils redoublèrent l'un & l'autre sur les extrémités où l'inflexibilité du Roi Catholique pouvoit porter les choses; l'assurance qu'on lui donnoit pour toutes ses possessions par la Renonciation de l'Empereur, & par la Garantie des Puissances Contractantes; la promesse que Sa Majesté lui procureroit la restitution de Gibraltar qui intéressait par un endroit si sensible toute la Nation Espagnole, (1) & que son Roi desiroit ardemment depuis long-tems; Enfin, la déclaration des engagements pris à Londres; &

celle

(1) Lettre du Roi d'Espagne au Roi, du 22. Avril 1712.



ANNO  
1719.

celle de la nécessité où Sa Majesté & le Roi de la Grande Bretagne se trouvoient de les exécuter immédiatement après l'expiration des trois Mois, du jour de la Signature des Traitez de Londres; tout fut absolument inutile. Le Comte de Stanhope partit de Madrid, avec la douleur de voir que les offices & les soins de son Maître pour prévenir une Déclaration contre l'Espagne, n'avoient eu aucun effet. Mais il eut au moins cette consolation, que l'on n'avoit rien épargné pour vaincre l'obstination du Ministre, qui seule étoit la cause de la rupture & des maux qui la suivoient. Cependant, le Marquis de Nancré eut ordre de demeurer, parce que le Roi vouloit bien se prêter encore aux plus légères espérances que le Ministre avoit fait d'entretenir pour gagner du tems. Mais Sa Majesté reconnut enfin l'inutilité de sa condescendance. Elle fut peu de jours après instruite des violences exercées sur les personnes & sur les effets des Anglois en Espagne, au préjudice du XVIII. Article des Traitez d'Utrecht entre l'Espagne & l'Angleterre, qui fixe un terme de six Mois pour retirer les personnes & les effets de part & d'autre en cas de rupture.

Le Marquis de Nancré étant parti de la Cour d'Espagne, Sa Majesté, pour satisfaire au Traité de Londres, ordonna au Duc de S. Aignan de porter des plaintes de la violence exercée contre les Anglois, & elle lui prescrivit de déclarer que le terme de trois mois laissé au Roi d'Espagne pour accepter les conditions qui lui ont été réservées, devant expirer le 2. de Novembre, il ne pouvoit s'empêcher de demander à ce Prince une réponse décisive; Et le Roi d'Espagne ayant persisté dans son refus, il a pris son Audience de congé.

On n'a parlé jusqu'ici qu'en général, des conditions réservées au Roi d'Espagne; mais il faut les exposer plus précisément pour en faire sentir d'aurant mieux, non seulement l'avantage commun, mais encore l'avantage particulier de ce Prince.

I. L'Empereur renonce formellement, tant pour lui que pour les Héritiers Descendants & Successeurs mâles & femelles, à la Monarchie d'Espagne & des Indes, & à tous les Etats dont le Roi Catholique a été reconnu légitime possesseur par les Traitez d'Utrecht; & il s'engage de fournir dans la meilleure forme les Actes de Renonciation nécessaires.

II. Les successions aux Etats du Duc de Parme & du Grand Duc de Toscane pouvant exciter de grandes contestations & une nouvelle Guerre en Italie, parce que la Reine d'Espagne prétend y être appelée par sa naissance, & que l'Empereur soutient que le droit d'en disposer au défaut d'Héritiers mâles, lui appartient & à l'Empire; Il a été stipulé que ces successions venant à vaquer par la mort des Princes possesseurs sans Héritiers mâles, le Fils de la Reine & des Descendants mâles, & à leur défaut le second Fils & les autres Cadets de ladite Reine, avec leurs Descendants mâles, succéderont dans tous lesdits Etats qui seront reconnus Fiefs Masculins mouvans de l'Empire, & qu'il en sera donné au Fils de la Reine qui devra succéder, des Lettres d'Expeditive contenant l'Investiture éventuelle. Et pour sûreté de l'exécution de cette disposition, il doit être établi par les Cantons Suisses, des Garnisons dans les principales Places de ces deux Etats, savoir à Livourne, à Portoferraio, à Parme & à Plaisance, à la solde des Mediateurs, avec Serment de les garder & défendre sous l'autorité des Princes regnans, & de ne les remettre qu'au Prince Fils de la Reine d'Espagne lors que ces Successions seront ouvertes.

III. Il a été stipulé que jamais, ni en aucun cas l'Empereur, ni aucun Prince de la Maison d'Autriche qui posséderait les Royaumes, Provinces & Etats d'Italie, ne pourra s'approprier ces Etats de Toscane & de Parme.

IV. Comme il n'a pas été possible d'engager l'Empereur à desister des prétentions qu'il a toujours conservées sur la Sicile, il a été réglé qu'elle seroit cédée à ce Prince, qui de la part céderoit au Roi de Sicile par forme d'équivalent le Royaume de Sardaigne, en réservant au Roi d'Espagne sur ce même Royaume le droit de reversion à sa Couronne, qu'il s'étoit réservé sur la Sicile par l'Acte de Cession qu'il en avoit fait en conséquence des Traitez d'Utrecht.

V. On a laissé au Roi d'Espagne un terme de trois Mois, du jour de la Signature du Traité, pour accepter les conditions qui lui ont été offertes, que toutes les Parties Contractantes garantissent & s'engagent à faire exécuter.

VI. Comme il ne seroit pas juste que la Paix de l'Europe dépendît de l'opiniâtreté ou des vûes particulières d'une ou de deux seules Puissances, & que l'Empereur n'auroit pas dû se porter à délivrer la Renonciation avant que le Roi d'Espagne eût accédé au Traité, si on ne lui avoit donné d'ailleurs quelque autre sûreté; les Parties Contractantes sont convenues de joindre leurs forces pour obliger le Prince refusant à l'acceptation de la Paix, conformément à ce qui a été souvent pratiqué pour le repos public dans des occasions importantes.

VII. On est convenu expressément, que si les Puissances Contractantes étoient obligées d'en venir aux voyes de fait contre celui qui refuseroit d'accepter l'Accommodement proposé, l'Empereur se contenteroit des avantages stipulés pour lui dans le Traité, quelque succès que pussent avoir ses Armes.

VIII. Enfin, le Roi s'est engagé d'obtenir pour le Roi d'Espagne la restitution de Gibraltar.

Voilà les conditions que le Ministre d'Espagne rejette avec tant de hauteur. Elles sont cependant si convenables à la tranquillité générale, que le Roi de Sicile, qui par l'inégalité de la Sicile à la Sardaigne, est le seul qui paroisse y perdre, vient d'accepter le Traité.

L'exposé simple & sincère de ces faits suffit pour faire juger quel parti la France a dû prendre dans les conjonctures où Elle s'est trouvée.

Le Roi d'Espagne attaque la Sardaigne, & prend autant de soin de cacher son dessein au Roi, qu'à l'Empereur. Depuis cette infraction des Traitez, & après la Déclaration de l'Empereur qu'il donnoit les mains à un Accommodement, que pouvoit faire Sa Majesté?

En demeurant Neutre, elle auroit également mécontenté & aliéné l'Empereur & le Roi d'Espagne; & dans le progrès de la Guerre, une Puissance aussi considérable que la France, n'auroit pu soutenir un personnage indifférent.

Si Elle s'étoit jointe à l'Espagne; comme Sa Majesté auroit violé le Traité de Bâle, l'Empereur étoit en droit de lui déclarer la Guerre, & Elle auroit eu à la soutenir en Italie, sur le Rhin, & dans les Pays-Bas. De plus l'Empereur auroit armé contre Elle tous ses Alliez, ou plutôt l'Europe entière qui auroit été alarmée de l'union des forces de la France & de l'Espagne. La France se trouvoit donc replongée dans les horreurs d'une Guerre générale.

Si le Roi n'avoit eu d'autre moyen pour prévenir ces malheurs, que de se lier avec l'Ennemi du Roi d'Espagne pour exercer contre lui les plus grandes rigueurs; ce moyen tout douloureux qu'il auroit été pour S. M. n'en auroit pas été moins juste ni moins nécessaire. Le salut des Peuples, qui seul doit commander aux Souverains, l'auroit contraint de l'embrasser, & l'exemple du feu Roi lui-même qui avoit fait céder toute la tendresse paternelle à ce devoir, descendoit assez à son Successeur de le sacrifier aux Droits du Sang. Mais combien le parti que le Roi a pris, est-il différent? Il se lie avec l'Empereur, mais c'est en offrant en même tems au Roi d'Espagne cet Ennemi même & le reste des plus grandes Puissances de l'Europe pour Alliez, dans le moment qu'il voudra les accepter; c'est en l'affermissant sur son Trône dont la possession lui devient incontestable; c'est en lui procurant tout ce qu'il a jamais désiré, & plus qu'il n'espéroit, & à l'Europe une tranquillité durable & solide.

La nouvelle entreprise du Roi d'Espagne sur la Sicile a fait voir, que quand même on se seroit borné à ne vouloir rétablir que la Neutralité en Italie; il n'y auroit pas consenti; & qu'on auroit eu autant de peine à faire restituer la Sardaigne à l'Empereur, que l'on en peut avoir à faire exécuter le Traité en entier. Qu'auroit-on fait enfin par le succès même qui n'auroit point anéanti les prétentions de l'Empereur sur la Sicile que de suspendre quelque tems ses entreprises.

S. M. n'avoit donc d'autre ressource pour prévenir la Guerre, que de suivre le Projet d'Accommodement entre l'Empereur & le Roi d'Espagne, & de donner par là le repos à la France, à l'Italie, à l'Europe, sans qu'il en coûtât à la France, que des offices honorables; & à l'Italie, que l'avantage que donne à l'Empereur l'échange de la Sicile pour la Sardaigne, qui est contrebalancé par les bornes que l'Empereur s'est prescrites dans le Traité, & par l'engagement que les principales Puissances de l'Europe y ont pris de garantir les possessions des autres Princes d'Italie en l'état où elles sont.

Ainsi,

ANNO  
1719.

ANNO  
1719.

Ainsi, loin que l'Espagne ait à se plaindre du Roi qui entreprend aujourd'hui la Guerre la plus juste en évitant la plus périlleuse & la plus ruineuse pour ses Sujets; C'est le Roi même qui se plaint avec justice à l'Espagne de l'avoir réduit à cette extrémité en refusant obstinément la Paix sous des prétextes si frivoles, qu'on n'a pas pu jusqu'ici les comprendre.

Tantôt c'étoit un point d'honneur, fondé sur ce que les Successions de Parme & de Toscane étoient accordées seulement comme Fiefs de l'Empire. Mais comment croire que le Roi d'Espagne fut blessé pour un Prince de sa Maison, d'une condition qu'on reçoit & même recherchée tant de Rois d'Espagne & de France, & en dernier lieu le feu Roi son glorieux Ayeul, & le Roi d'Espagne lui-même?

Tantôt c'étoit l'inégalité de la reversion de la Sardaigne avec celle de la Sicile. Mais un désavantage si léger, si incertain, si éloigné pouvoit-il être mis en balance avec tant d'avantages pressens & solides? En fin, ce qui est décisif, on ne pouvoit obtenir qu'à ce prix la Renonciation de l'Empereur à l'Espagne & aux Indes. Pouvoit-on commettre la sûreté de l'Etat du Roi d'Espagne à de si perites difficultés & un si grand intérêt ne faisoit-il pas disparaître tous les autres.

Tantôt c'étoit le prétexte d'un équilibre absolument nécessaire en Italie, & qu'on alloit renverser en ajoutant la Sicile aux autres Etats que l'Empereur y posséde. Mais le desir d'un équilibre plus parfait méritoit il qu'on replongeaît les Peuples dans les horreurs d'une Guerre dont ils ont tant de peine à se remettre? Cet équilibre même qu'on regrette en apparence, n'est il pas assuré suffisamment, & plus parfaitement peut-être, que si la Sicile étoit demeurée dans la Maison de Savoye! L'établissement d'un Prince de la Maison d'Espagne au milieu des Etats d'Italie, les bornes que l'Empereur s'est prescrites par le Traité, la Garantie de tant de Puissances, l'intérêt invariable de la France, de l'Espagne & de la Grande Bretagne, soutiens de leurs forces Maritimes, tant de sûretés laissent-elles regretter un autre équilibre! Si lors de la Paix d'Utrecht les Armes Impériales avoient occupé la Sicile, comme elles occupent le Royaume de Naples, le Roi d'Espagne n'auroit pas fait difficulté de consentir à cette disposition; & le Ministre d'Espagne lui-même n'a pas fait difficulté (1) de dire, que le Roi son Maître n'avoit jamais compté de garder la Sicile, & que s'il en faisoit la Conquête, il seroit porté, puis que toute l'Europe le vouloit ainsi, à la remettre même à l'Empereur.

Les vrais motifs de refus, jusqu'à présent impénétrables, viennent enfin d'éclater. Les Lettres de l'Ambassadeur d'Espagne au Cardinal Alberoni ont levé le voile qui les couvroit, & l'on aperçoit avec horreur ce qui rendoit le Ministre d'Espagne inaccessible à tout Projet de Paix. Il auroit vu avorter par-là ces complots odieux qu'il tramait contre nous. Il eût perdu toute espérance de désoler ce Royaume, de soulever la France contre la France, d'y ménager des Rebelles dans tous les ordres de l'Etat, de souffler la Guerre civile dans le sein de nos Provinces, & d'être enfin pour Nous le fléau du Ciel en faisant éclater ses Projets séditions, & jouer cette Mine qui devoit, selon les termes des Lettres de l'Ambassadeur, servir de prétexte à l'incendie. Quelle récompense pour la France des trésors qu'elle a prodigué, & du sang qu'elle a répandu pour l'Espagne.

La Providence a éloigné de Nous ces malheurs, & tous les Français, à la vue de la trahison qui Nous les préparoit, en attendant & en pressant la vengeance. Mais S. M. n'épouse que les intérêts de son Peuple, & non pas ses passions. Elle ne prend aujourd'hui les armes que pour obtenir la Paix, sans rien perdre de son amitié pour un Prince qui a sans doute horreur des pertes qu'on a tramées sous son nom. Heureux si ses vertus l'avoient mis à couvert des surprises de son Ministre, & si, faisant taire à jamais les mauvais Conseils, il n'écouloit plus que sa parole, & sa Religion qui le sollicitent toutes à la Paix!

(1) Lettre du Marquis de Nancré du 26, Septembre 1718.

## III.

9. Janv. Ordonnance du Roi de FRANCE, contenant la

Declaration de Guerre contre l'ESPAGNE, du 9. Janvier 1719.

ANNO  
1719.

## DE PAR LE ROI.

SA Majesté fidelle aux Engagemens que le feu Roi de glorieuse mémoire avoit pris par les Traitez d'Utrecht & de Bade; & vivement touchée des Consiels qu'il lui donna dans les derniers momens de sa vie, de ne connaître d'autre gloire que la Paix & le bonheur de son Royaume, a mesuré jusqu'ici toutes ses démarches sur ces regles, qui seront toujours sacrées pour Elle. Sa Majesté par les avis de M. le Duc d'Orléans, Régent, avoit donné ses premiers soins à réunir des Puissances considérables pour le maintien de la Paix, par la Triple Alliance du quatrième Janvier 1717. Cette précaution & la Neutralité établie en Italie laissoient dans le calme les Etats voisins de la France; & fondeoient encore une espérance de suppléer par de nouvelles mesures à ce qui manquoit à la perfection des Traitez d'Utrecht & de Bade; pour établir plus solidement la tranquillité de l'Europe. Mais l'Espagne, en violant ces Traitez, détruisit en un moment toutes les espérances de Paix; & fit craindre le retour d'une Guerre aussi sanglante & aussi opiniâtre que celle que les derniers Traitez avoient terminée. Sa Majesté n'a rien négligé pour arrêter le feu que l'Espagne allumoit; & de concert avec le Roi de la Grande-Bretagne, Elle a employé tous ses Officiers pour ménager entre l'Empereur & le Roi d'Espagne un Accommodement aussi avantageux qu'honorable au Roi Catholique. Sa Majesté & le Roi de la Grande-Bretagne ont obtenu non-seulement, tout ce que le Roi d'Espagne avoit le plus vivement pressé le feu Roi d'obtenir pour lui, mais encore d'autres grands avantages. Mais comme on ne pouvoit s'assurer que le Ministre du Roi d'Espagne moderât l'ambition de ses Projets; & qu'il n'étoit pas juste que le repos de l'Europe dépendit de son opiniâtreté ou de ses vûes secrètes; Sa Majesté & le Roi de la Grande-Bretagne n'ont pu résister aux instances qui leur ont été faites, de convenir suivant l'usage fréquemment pratiqué dans les occasions importantes au Bien Public, que si quelques-uns des Princes intéressés refusoient de consentir à la Paix, ils réuniroient leurs Forces pour l'y obliger. L'Empereur & le Roi de Sicile y ont donné les mains. Mais toutes les démarches que Sa Majesté & le Roi de la Grande-Bretagne ont faites séparément & conjointement auprès du Roi d'Espagne, n'ayant pu suspendre ses entreprises, ni lui faire goûter une Paix si convenable à ses intérêts & à sa gloire; Sa Majesté n'auroit pu manquer aux engagemens qu'Elle a pris par le Traité de Londres du 2. Août dernier, sans violer la Justice & abandonner l'intérêt de ses Peuples; & Elle est obligée, en conséquence du III. des Articles séparés dudit Traité, de déclarer la Guerre au Roi d'Espagne; mais c'est en le conjurant encore avec les mêmes instances qu'Elle lui a faites depuis long-tems sans relâche, de ne pas résister la Paix à un Peuple qui l'a élevée dans son sein, & qui a généreusement prodigué son sang & ses biens pour le maintenir sur le Trône d'Espagne, comme il l'avoué lui-même dans sa Declaration du 9. Novembre dernier. S'il force Sa Majesté à porter ses premières armes contre lui, Elle a du moins la consolation de ne prêter à ce Prince que le salut de ses Peuples, si c'est même le lui prêter, que de s'armer aujourd'hui contre l'Espagne, autant pour ses propres intérêts, que pour ceux de toute l'Europe. Et à cet effet, Sa Majesté, de l'avis de M. le Duc d'Orléans, Régent, a résolu d'employer toutes ses Forces, tant de Mer que de Terre, soutenues de la protection Divine qu'Elle implore pour la Justice de sa cause, de déclarer la Guerre au Roi d'Espagne. Ordonne & enjoint Sa Majesté à tous ses Sujets, Vassaux & Serviteurs de courir sus aux Espagnols; & leur a défendu & défend très-expressement d'avoir ci-après avec eux aucune Communication, Commerce ni Intelligence, à peine de la vie; & en conséquence Sa Majesté a dès à présent révoqué & revoke toutes Déclarations, Conventions ou Exceptions à ce contraires; comme aussi toutes Permissions, Passeports, Sauve-gardes & Sauf-conduits, qui pourroient avoir été accordés par Elle ou par ses Lieutenans-Généraux & autres ses Officiers, contraires à la Présente; & les a déclaré & déclare nuls & de nul effet & valeur, défendant à qui que ce soit d'y avoir aucun égard. Mande & Ordonne Sa Majesté à M. l'Amiral, aux Maréchaux de France, Gou-



ANNO 1719. Gouverneurs & Lieutenans-Généraux pour Sa Majesté en ses Provinces, & Armées, Maréchaux de Camp, Colonels; Maîtres de Camp, Capitaines, Chefs & Conducteurs de ses Gens de Guerre, tant de Cheval que de pied, François & Etrangers; & à tous autres ses Officiers qu'il appartiendra, que le contenu en la Préfente ils fassent exécuter, chacun à son égard, dans l'étendue de leurs Pouvoirs & Jurisdictions: Car telle est la volonté de Sa Majesté; laquelle veut & entend, que la Préfente soit publiée & affichée en toutes les Villes, tant Maritimes qu'autres; & en tous ses Ports, Havres, & autres Lieux de son Royaume & Terres de son Obéissance que besoin sera, à ce qu'aucun n'en prétende cause d'ignorance. Fait à Paris le 9. Janvier 1719. Signé, LOUIS. Et plus bas. LE BLANC.

## IV.

Mars. Plan projeté pour la Paix générale du Nord, à traiter à Brunswick.

I. LA Princesse Ulrica doit succéder incontestablement, mais parce qu'un trop grand Despotisme a fait souvent entreprendre aux Rois de Suède des choses fatales, tant à ce Royaume qu'à toute l'Europe, comme l'exemple du feu Roi, de son grand-Père & de Gustave Adolphe l'ont prouvé: Ainsi le Senat limitera ce Pouvoir arbitraire des Rois futurs, par de sages réglees déjà ci devant usitées, à quel ne contribuera pas peu la restitution des biens pris injustement à l'ancienne Noblesse par la Chambre Royale de Réunion.

II. Et vû que les Provinces d'Allemagne ont été plus à charge qu'à profit au Royaume de Suède, à ses Privilèges & à son repos, parce que leurs Rois ont eu par là toujours des occasions ou de former des entreprises pour s'étendre en Allemagne, ou en se mêlant dans les querelles des Puissances voisines à ces Provinces, on en dispose en faveur de ceux qui les possèdent actuellement avec l'addition ci-dessous mentionnée, selon qu'on le reglera dans le Congrès à Brunswick, afin d'engager par là lesdites Puissances aussi bien que leurs Amis à s'employer unanimement & efficacement, pour faire rendre à la Couronne de Suède, la Livonie & la Finlande, Provinces qui leur sont d'autant plus nécessaires; que sans Elles le Royaume de Suède manqueroit de pain & d'une infinité de Denrées indispensables, & sur tout de Barrières contre les Peuples les plus formidables, je veux dire, les Russiens.

III. Sur ce principe susdit on laissera au Roi d'Angleterre, comme Electeur de Hanovre, les Duchez de Bremen & Verden, comme il les possède actuellement.

IV. Au Roi de Dannemark Stralsund, son District jusqu'à la Rivière de Pène & l'Isle de Rugen.

V. Au Roi de Prusse Stettin & le District jusqu'à la Pène.

VI. Le Duc Charles-Frederick de Holstein sera mis en possession du Duché de Gottorp, & de Sleswick, de la même manière que ses Ancêtres en ont joui avant la Guerre, aussi-bien que l'Administrateur, mais il y aura Amnistie, & abolition du passé & aucun compte, ni liquidation des revenus ne devra se faire, ledit Duc reconnoitra la Reine de Suède Ulrica, & parce qu'en cas & au défaut d'Héritier de ladite Reine, la Succession du Royaume de Suède doit venir sur ledit Duc de Holstein; Ainsi pour le repos de l'Allemagne il ne sera pas permis audit Duc de rebâtir la Forteresse de Tonninge, ni aucune autre en Holstein.

VII. Au Roi de Pologne, comme Electeur de Saxe, on donnera les Terres & Revenus Royaux du Territoire de Wismar & de l'Isle de Pole, & comme ledit Roi a porté le plus grand fardeau de la Guerre, & que son Pais Héréditaire de Saxe a le plus souffert par l'invasion des Suédois & par les grosses sommes d'argent, qu'ils en ont tiré; & qu'en comparaison de tout cela l'assidue part des Conquêtes sur la Suède est incomparablement inférieure à celle des autres Alliés; & ainsi pour dédommager en quelque manière la Saxe de la grande effusion de Finances qu'Elle a soufferte, les Rois d'Angleterre, de Dannemark & de Prusse se cotiseront entre Eux-tous pour la Somme d'un million & demi d'Ecus, qui sera donné au Roi de Pologne pour un Equivalent de toutes ses restantes prétentions.

VIII. On remettra à la disposition de la République de Pologne le Duché de Courlande, ainsi qu'il lui appartient.

IX. Le Duché de Deux-Ponts reviendra au Prince de Deux Ponts son légitime Héritier.

X. La Noblesse de Mecklenbourg sera remise dans ses anciens Privilèges & Libertez, & cette Noblesse fera dédommée sur les Revenus des Domaines du Duc de Mecklenbourg, ce qui sera réglé selon la Justice par une Commission de l'Empereur & du Cercle inférieur de Saxe.

XI. La Ville de Rostock sera Ville Imperiale Hanseatique libre dans l'état de ses Fortifications, Munitions, Canons, Magasins, comme le Duc de Mecklenbourg l'a mise, sans que ledit Duc puisse dorenavant pour soi ou ses Successeurs, exercer le moindre Droit de Protection ou avoir la moindre prétention sur elle, & cela par la raison des Troubles qu'il a fait & a eu envie de faire.

XII. La Livonie, la Finlande & toutes les Conquêtes que le Czar de Moscovie a faites sur les Suédois, seront rendus à la Couronne de Suède, hormis Petersburg, Cronsholt & Narva avec leurs Dépendances, qui resteront au Czar, pour le dédommagement de la Guerre, bien entendu avec condition, qu'il accepte le susdit Traité: mais si, contre toute espérance, S. M. Cz. ne vouloit pas consentir à cette Paix, & que par-là la Couronne de Suède fût obligée de poursuivre la Guerre avec ses Garans & Alliez, pour exécuter ce Plan de Paix, & que par-là il arrive une grande effusion de sang Chrétien, aussi-bien que des dépenses immenses, & que la Suède & la Pologne seroient les plus exposées aux maux que cette Guerre traîneroit après elle; ainsi il sera stipulé, qu'en cas que le Czar oblige les Alliez aux dites extrémités de poursuivre la Guerre, qu'alors on tâchera de faire tant de Conquêtes sur les Moscovites, qu'on les réduise à rendre, outre les Provinces susnommées, Petersburg, Cronsholt, Narva, avec leurs Dépendances, l'Ingric & la Carolie à la Suède, afin que leurs Limites soient rétablies de ce côté-là comme devant la Guerre, & à la République de Pologne Smolensko & Kioff avec leurs Dépendances, par où cette République sera en partie dédommée de la ruineuse Guerre qu'elle a été obligée de souffrir si long-tems chez Elle, laquelle lesdits Moscovites lui ont uniquement attirée, & des immenses sommes que leur entretien forcé a coûté à cette République, & la Pologne aura par-là une Barrière, afin de n'être plus si facilement exposée aux insultes & vexations des Russes.

XIII. Le Traité sera concilié par une Alliance offensive & défensive, tant entre les Parties intéressées qu'entre ceux qui y voudroient entrer, & à qui il importe, on y prendra les mesures nécessaires pour l'exécution du susdit Traité de Paix, & contre ceux qui voudroient s'y opposer & ne pas s'y conformer.

## V.

Renonciation de la Serenissime Archiduchesse MA-19. Août.  
RIE JOSEPH, Epouse du Prince Royal & Electoral de Saxe FREDERIC AUGUSTE.

NOs Maria Josepha, Hungariae, Bohemiae nec non utriusque Siciliae Regia Principes, Archiducissa Austriae, agnoscimus & profiteamur pro nobis, nostrisque Posteris, Heredibus & Successoribus, universisque quorum interest, aut futuris unquam temporibus interesse quomodocunque potest, notum, testatumque facimus tenore praesentium ad perpetuam rei memoriam.

Postquam Serenissimus ac Invidiosissimus Princeps ac Dominus, Dominus Carolus, Dei favente clementia Electus Romanorum Imperator sextus, semper Augustus, Germania, Hispaniarum, ac Indiarum, nec non Hungariae, Bohemiae, Dalmatiae, Croatiae, Slavoniae, utriusque Siciliae Rex, Archidux Austriae, &c. Colendissimus Dominus Patruus noster, nos pro paterna plane in nos cura ad amicum petitionem Serenissimi & Potentissimi Principis Domini Friderici Augusti, Poloniae Regis, Magni Ducis Lithuaniae, Ducis Saxoniae, Sacri Romani Imperii Archi-Mareschalli & Electoris &c. per dilecto Suae Majestatis Regiae Serenissimo Principi Domino Friderico Augusto, Principi Regio Poloniam

ANNO 1719. ANNO 1719.

niz & Lithuaniz ac Electorali Saxoniz &c. Accedente inprimis nostra voluntate & consensu, annuente & suadente quoque Serenissima & Potentissima Romanorum Imperatrice Amalia, colendissima ac perdidicissima Domina Genetrice nostra, obrenta prævia Dispensatione S. Sanctissimi Patris Domini Clementis XI Romanæ atque universalis Ecclesiæ Pontificis, quæ data est Romæ die 17. Junii anni 1719. in Sponsam & futuram Conjugem adpromissi: Porro in 1 tractatu desuper habito inter cetera id primo loco actum discretisque verbis cautum provifamque fuerit, ut Nos intuitu istius Matrimonii, juxta ac prævi utrinque placitum ac conventum fuit, antecederet ad nostrum consensum & Nuptias, juxta regulas Successionis primogenitalis in Augusta Domo jam dudum radicatas, sed quæ ab Imperatore Ferdinando hujus nominis secundo, colendissimo quondam Atavo nostro, glor. mem. in suo die 10. Maji 1621. confectio Testamento, conditisque desuper die 8. Augusti anni 1635. Codicillis, quoad ordinem Successionis inter Heredes suos Masculos dilucida magis ac firmius stabilita fuit, quæque subinde ex dispositione paterna a Serenissimo quondam, Potentissimo ac Invidissimo Principi & Domino, Domino Leopoldo, Roman. Imperatore, colendissimo Avo nostro, inter Filios suos, Serenissimos quoque & Potentissimos, tunc respectivo Romanorum & Hispaniarum Reges, Dominum Josephum & Dominum Carolum Archiduces, successive Romanorum Imperatores, colendissimos & perdidicissimos nostros Gentorem & Patrum die 12. Septembris 1702. ipsis scientibus, volentibus, stipulantibus & acceptantibus facta ad Feminas ex Linea in Germania regnante descendentes extensa ac deinde die 19. Aprilis anni 1713. convocatis ad id Sæ Cæsareæ Catholicæ Majestatis Consiliariis Status arcibus Regno, quæ ad Provinciarum ejusdem Cancellariis uberius explicata & publicata in publicum & perpetuum Serenissimæ Domus Austriacæ Pactum, quæ in Legem fundamentalem & Sanctionem pragmaticam abiit, omnibus nostris Juribus, Actionibus, quæ vel quas in Regna, Ditiones, Principatus & Provincias a Sua Majestate Cæsareæ nunc feliciter regnante possedas, vel de jure quomodocunque ad se ipsas competere Nobis nostrisque olim Posteris atque Heredibus utriusque cum Masculini tum Feminini sexus, quacunque demum de causa possent, in favorem & commodum non solum univerforum Masculorum sed & dicta Augusta Domo legitime oriendorum Archiducum, sed & in præcipuum quoque ac prælationem Feminarum Archiducillarum a Sua Majestate Cæsareæ hodie gloriose imperante progenitarum & deinceps nascitarum earumque posteritatis ac Heredum pariter utriusque tam Feminini quam Masculini sexus solemniter renuntiemus, cedamus & abdicemus: Quod nos ad majorem Dei O. M. honorem & gloriam, incrementum majus populorum, atque ut Regna & Provincie à Sua Majestate Cæsareæ-Regio-Catholicæ in præsens possedas ac deinceps possidendæ perpetuis retro temporibus indivisibiliter ac inseparabiliter inter se penes unum eundemque Hæredem, juxta Successionis ordinem stabilitum, unitæ permanent, ordinationibus, insistent ac dispositionibus præfatis, præsertim vero Declarationi allegatæ & Nobis una cum reliquis productæ de die 19. Aprilis anni 1713. ut supra promulgatæ in hærentes, ac de re, de qua agitur, sit plenique, edocæ, de consilio, voluntate & assensu prædicti Serenissimi Principis Regii Electoralis, dilectissimi Sponsi Nostri, annuente quoque & consentiente Serenissimo & Potentissimo Domino Rege & Electore, Ejusdem Genitore, (prout ex Instrumento eorum Ratificationis, tum ex Mandato Procuratorio diffusum constat) ex certa nostra scientia animoque bene deliberato omnibus Juribus, Præfensionibus, Actionibus & rationibus, quæ Nobis five Jure sanguinis & Nativitatis, five ex usu & observantia olim in Augusta Domo usitata, five etiam ex Pacto præallegato, de die 12. Septembris anni 1703. five alio quocunque demum nomine, aut excogitabili titulo, in Regna, Principatus, Ditiones & Provincias, quæ ab alte facta Majestate Sua Cæsareæ, colendissimo Domino nostro Patruo actu in præsens possidentur aut possideri de jure possent ac deberent, competunt aut competere possent, sponte, liberâ voluntate, nulla vi aut coactione, callidave persuasione aut metu, etiam reverentia inducæ pro Nobis nostrisque Posteris omnibus Heredibus tam Masculini quam Feminini sexus cesserimus & renuntiaverimus, prout fisdem vigore præsentium de consensu uti supra in optima & amplissima Juris forma, animo deliberato ac spontaneo, ultro cedimus, renuntiamus

TOM. VIII. PART. II.

& abdicamus: Idque non solum in favorem, consensum & prælationem Posteritatis & Heredum Masculinarum, quos numerosos Majestati Sæ a Deo precamur, verum & feminarum Archiducillarum à Majestati Sæ jam progenitarum & deinceps nascitarum, omniumque earum Posterorum, Heredum & Successorum utriusque sexus ex legitimo thoro procreatorum & non legitimorum, adeo ut quandiu ex his Majestatis Sæ descendebus Proles aliqua five Masculina five Feminina quocunque demum gradu supervixerit, neque Nos neque Filii, Posteri & Heredes nostri, neque quisquam alius eorum nomine ullam unquam Successionem aut succedendi Jus in dicta Regna, Principatus, Ditiones & Provincias, vel etiam aliquam illorum, illarumve partem licet minimam, utpote Lineæ Cæsareæ Regiæ Carolinæ nunc regnatrici & in ea descendebus Maribus & feminis Jure Primogenituræ in infinitum inseparabiliter & indivisibiliter affectas, præterdere velimus, possimus aut debeamus, declarantes ac serio profitemes, quod Nos prælatum in Augusta Domo receptum, avitæque providentia stabilitum & per supra citatam Declarationem obfirmatum magisque dilucidatum Primogenituræ Jus, nec non præscriptum in ea cum Maribus tum feminis succedendi ordinem linealem, ceteri normam & legem fundamentalem ejusdem pro Nobis nostrisque posteris & Heredibus utriusque sexus respectu, tenere, observare eique firmiter inhærere, nec ut contra ejusdem tenore & dispositionem à Nobis vel ab Heredibus & Posteris nostris cujuscunque sexus sint, aut à quovis alio nostro aut illorum nomine, quibuscunque demum de causis, quas omnes & singulas irritas, vanas, invalidas & injustas ex nunc pro tunc promittamus, agatur, committere unquam aut pati velimus: Quam potius obtestamur atque etiam facrosanctè pollicemur, quod si unquam (quod absit) aliquid ex dictis Ditionibus, Regnis, Principatibus aut Provinciis in totum vel in partem ultro Nobis deferri aut Nos ad aliquam seu eorum aliquod à quocunque, qualicunque demum sub prætextu aut colore vocari aut sollicitari contingeret, Nos non tantum ejusmodi damnabiles conatus perniciosaque consilia ac molimina, perpetuo constanter rejecturas, nedum illis aures, assensum, opem, vel auxilium ullam præbituras, aut, ut id ab alio quocunque tandem fiat, passuras, sed ut potius in debita legitimo Successori unus alteriusve sexus fide & obedientia perseverent, omnes vires esse impensuras, ac adeo eâ Dote in ipso Matrimonio nostri Contractu Nobis assignata, cæterisque apparatibus ac ornamentis, quibus statui Nostro convenienter elocabimur, à modo contentas Nos pleneque pro omnibus Juribus, actionibus ac præfensionibus cujuscunque nominis sint, quæque Nobis ex qualicunque demum causa, uti supra competere possint, satisfactum Nobis esse declaramus, quo usque nempe Proles unus alteriusve sexus à Sua Majestate Cæsareæ Regiæ Catholicæ procreata ac deinceps procreanda, earumque Posteris & descendentes pariter utriusque sexus in vivis superabit.

Quod si verò (quod Deus æternum prohibeat) omnes utraque tam Feminini quam Masculini sexus proles à Sua Majestate progenita vel deinceps procreanda una cum omni earum posteritate pariter Masculina & Feminina extingui ac prorius deficere unquam accideret; in eum casum, qui nobis additum ad capeffendam paternam avitamque Hæreditatem, vel ex ipso Primogenituræ Instituto, præsertim verò vi prædictæ Declarationis die 19. Mensis Aprilis anni 1713. juxta stabilitum in eâ Successionis linealis ordinem recluderet, Nobis nostrisque Posteris & Descendentibus tam Maribus quam Feminis Jus omne omnesque actiones ad succedendum in dictis Regnis, Principatibus, Ditionibus ac Provinciis ex Jure Domini, hypothecæ, vel alio quocunque competentes, vigore præsentium solemnissimè & plenissimè per expressum reservamus, ita ut quæ facta à Nobis est pro Posteritate Sæ Majestatis Cæsareæ utriusque sexus tam Feminini quam Masculini renuntiatio, illa tunc & in eo casu cum non facta aut pro non emissâ haberi, neque obstat eâ Nobis, Heredibus aut posteris nostris Maribus seu Feminis aut ultum ad successionem obicem facere posse censeri debeat, quam ipsam tamen reservationem nostram de his duntaxat Hæredibus & posteris nostris Masculis seu Feminis intellectam volumus, qui & quæ Catholicam Apostolicam Romanam Religionem veniente casu profitentur, cum omnes, qui alicui alteri, quam Catholicæ Apostolicæ Romanæ Religionis addicti vel ad-

B



ANNO  
1719.

## CORPS DIPLOMATIQUE

10

dictæ essent, ab omni supradictâ successione ex nunc in perpetuum pro exclusis & inhabilibus habendi sint, prout & eos easque pro perpetuo exclusis & inhabilibus hisce habemus ac declaramus.

Excipimus præterea ab hac Renunciatione velut in illâ minimè comprehensas eas Hæreditates, quas nobis per latus maternum seu aliundè quam ex Augustâ Domo fortè obvenire continget: quo autem isthac plenamque firmitatem ac robur suum obtineat, Nos desponsata Maria Josepha Archiducissa, de voluntate, auctoritate & assensu prælatorum Nostrorum respectivè colendissimi ac dilectissimi Sponsi, Domini Friderici Augusti Principis Regii & Electoralis jam Majoris facti ac quoad hunc actum à Patris potestate emancipati, nec non Sux Regiæ Majestatis Domini Friderici Augusti Poloniarum Regis, Magni Ducis Lithuanie & Saxonie Electoris, Patris & futuri nostri Socii hanc ipsam Renunciationem pro Nobis nostrisque Posteris, Hæredibus & Successoribus in tantum sponte absque ullâ vi aut persuasionem, ex certâ scientiâ in finem ac intuitum, uti præmissum est, deliberatè fecimus, verum & pro Nobis dilectis nostris Posteris, Hæredibus & Successoribus coram Deo ejusque Curia cœlesti sacrosanctè pollicemur ac promittimus, Nos ea, quæ in hocce Renunciationis Instrumento ejusque Articulis, Punctis & Clausulis continentur, & in eo ex antiquis Ordinationibus, Pactis & Dispositionibus, præsertim verò ex Declaratione supra sæpius repetitâ & 19. Aprilis anni 1713. edita ceu basi & fundamento hujus nostræ Renunciationis & respectivè acceptationis allegata, clarè deducta, provisa, stipulata ac promissa sunt, & propediem in universis Sux Cæsareæ Regiæque Catholice Majestatis Regnis & Provinciis ceu Lex fundamentalis, Sanctio pragmatica ac Pactum Augustæ Familiae promulgabuntur, sincerè, fideliter ac accuratè observaturas, neque iis ullâ ratione, viâ aut modo five directè five indirectè contraveniatur, sed & neque admittimus esse, ut iis à quocunque alio sub quacunque demum prætextu aut colore nullo unquam tempore contraveniantur.

Nos Maria Josepha nata Regia Princeps Hungariæ, Bohemiæ ac utriusque Siciliæ, Archiducissa Austriæ, vovimus ac juramus Deo omnipotenti pro Nobis omnibusque nostris Hæredibus, Posteris ac Successoribus, quod hocce Renunciationis & respectivè adhesionis Instrumentum Nobis jam prædictum & à Nobis propriâ manu subscriptum, in omnibus Punctis, Articulis & Clausulis fideliter observare debeamus & velimus. Ita Deus nos adjuvet, sine maculâ concepta benedicti Dei Mater Maria & omnes Sancti. A quo ad Deum omnipotentem sic depositò gravissimo Jureamento in vinculo verbi ac honoris nostri promittimus, quod absolutionem à summo Pontifice, five à quocunque alio sub quacunque prætextu excogitabili nec petitura ipsâ, neque etiam ultro oblatam unquam sinus acceptaturæ, neque ad hoc prodesse aut suffragari nobis unquam possit aut debeat ulla argutia aut restrictio mentalis, sed & neque exceptiones ullæ Juris & facti, ex in specie, quæ desummi possent ex capite renunciationis & Juramenti invalidi, lesionis ultra dimidium, meritis reverentialis, coactionis, vel doli, rei aliter gestæ quàm scriptæ, ignorantie, observantie antiquæ Legum vel Consuetudinum Regnorum & Provinciarum: postremum nec illa beneficentia & indulta sexui Fœminino à Jure Civili & Canonico alias tribui & competere solita, de quibus utpote Nos Maria Josepha Archiducissa peculiariter, distinctim pleneque instructa ac certioratè extitimus, quibus ad eò omnibus & singulis aliisque ejusmodi quâcunque industria & ingenio excogitabilibus suffugiis, oppositionibus & exceptionibus, Nos desponsata Maria Josepha Archiducissa de assensu & auctoritate, ut supra, ex certâ nostrâ scientiâ animoque deliberato, ultro Jurato renunciamus & nunc in virtute emissi Juramenti denou quàm solemnissimè renunciamus, sincerè, remoto omni dolo.

In cujus rei fidem, robur ac perpetuum monumentum hocce Renunciationis, abdicationis, cessionis & reservationis Instrumentum à Nobis desponsata Maria Josepha, Regiæque Hungariæ, Bohemiæ, utriusque Siciliæ Principissa, Archiducissa Austriæ propriis manibus subscriptum, & appressu nostro Sigillo manuum atque firmatum fuit, Viennæ die decimâ nonâ Mensis Augusti anno post Christum incarnatum millesimo septingentesimo decimo nono.

(L.S.) MARIA JOSEPHA.

ANNO  
1719.

*Accession & Confirmation de la Renunciation précédente, par le Prince Royal & Electoral de SAXE, FREDERIC AUGUSTE, &c.*

Nos FRIDERICUS AUGUSTUS, Dei gratiæ Regius Poloniæ & Lithuanie ac Electoralis Princeps, Dux Saxonie, Juliaci, Clivie ac Montium, nec non Angriæ & Westphaliæ, Landgravius Thuringiæ, Marchio Misniæ, ut & Superioris & Inferioris Lusitiæ, Comes Princeps Hennebergensis, Comes Marcæ, Ravensbergæ, & Barby, Dominus in Ravenstein, Nos im testatumque hisce facimus ad perpetuum rei memoriam universis: Cum Deo proprio factum sit, ut Serenissimus & Potentissimus ac Invictissimus Princeps ac Dominus Carolus Divinâ favente clementiâ Electus Romanorum Imperator, hujus nominis Sextus, semper Augustus, Germaniæ, Hispaniarum ac Indiarum, nec non Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatia, Sclavoniæ, utriusque Siciliæ Rex, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Styriæ, Carinthiæ, Carniolie & Wittenbergæ, Comes Tyrolis, &c. pro potestate & auctoritate, quâ pollet, de voluntate & assensu Serenissimæ ac Potentissimæ Romanorum Imperatricis Domine Amaliæ, colendissimæ tunc temporis Sponsæ, nunc Conjugis nostræ Genetricis, Nobis per dilectissimam suam ex Fratre Neptem Serenissimam Domnam Mariam Josepham Regiam Principem Hungariæ, Bohemiæ, utriusque Siciliæ, &c. Archiducissam Austriæ, &c. &c. prævio quoque ejusdem consensu, sub die 10. Augusti a. c. in futuram Conjugem desponsatæ, et discretâ Legè & conditione, ut Dilectio sua pro Summâ centum millium Florenorum Rhenenorum Dotis nomine eidem in Contractu Matrimoniali constituta, statutoque tempore numerande, omni patens avitæque Successioni & Hæreditati juxta morem in inclatâ Domo Austriacâ jam dudum receptum, & subinde per Pacta ac subsecutâ Declarationes, & in specie per Declarationem de 29. Aprilis 1713. vim Legis, Sanctionis pragmaticæ & Pacti familie perpetuè obtinentem ac propediem in omnibus Regnis, Principatibus & Provinciis Sux Majestatis Cæsareæ Regio Catholice promulgandam, dilucidatum magis magis obfirmatum ritu solemni renunciarer, ipsa verò id non modò Viennæ sub die 19. Augusti a. c. acceptante, istamque acceptationem in animam nostram jurejurando confirmante nostro Procuratore Magni Ducatus Lithuanie stabili Præfeco, Regiæ Sux Majestatis Poloniæ Campi Marschallo, secretoris Consilii Directore, actuali Consiliario intimo, & arcani Consilii Bellici Præfide, Domino Jacobo Henrico Comite à Flemming, scientibus & consentientibus Nobis ante consummationem Matrimonii adu præstitit, sed & eandem Renunciationem hic Dresdæ hodierno die infra scripto, Nobis præsentibus, volentibus, consentientibus & appromittentibus iteraverit, cujus tenor sequens est:

*(Inseratur Renunciatio à Serenissimâ Archiducissâ Mariâ Josephâ facta.)*

Quod Nos Fridericus Augustus Regius Poloniæ & Lithuanie ac Electoralis Princeps, istam à Dilectione suâ per dilectissimâ Conjugem nostrâ ita factam, iteratamque Renunciationem, cui, velut prævia conditioni, ipse Matrimonii Contractus innititur, siquæ & non aliter initus fuit, per omnia, in omnibus suis Punctis, Clausulis & Articulis acceptaverimus, adprobaverimus, laudaverimus & confirmaverimus, prout eandem hisce Litteris nostris sub præmissâ Legè, Pacto & conditione acceptamus, adprobamus, laudamus, & confirmamus, camque voluntate, assensu, & consensu nostro authorisamus, atque etiam adimplentibus Nobis ritè ac validè perfectam fuisse pro Nobis Hæredibusque nostris ac Successoribus, promittentes & caventes Nos præfatam Renunciationem juxta Leges Primogenituræ in inclatâ Domo Austriacâ inter Masculos jam dudum receptas, & subinde per Pacta & recentiores Declarationes Nobis apprime cognitæ, ad Fœminas discretè extensas, atque vim Pacti familie perpetuè obtinentes, emittam atque iteratam in omnibus & singulis Punctis, Articulis & conditionibus, tam quoad ordinem succedendi in eo statutum, quàm quoad stabilitam in eo unionem perpetuam, ac omnimodam omnium Regnorum, Provinciarum, Principatuum ac Ditionum à Suâ Majestate Cæsareâ Regio Catholice in præsens possessorum aut in futurum possidendarum indivisi-

# DU DROIT DES GENS.

11

ANNO 1719. divisibilitatem & insepabilitatem ratam, gratam, probatamque habere, semperque habituros, neque ulli in re illi unquam contraveniunt, aut, ut à quocunque contraveniatur, passuros esse. In ejus rei majus robur istam à Nobis factam Renunciationis acceptationem ac ratificationem, ejusque perpetuam observationem Juramento firmavimus, atque in ejus testimonium præfentes manibus nostris subscriptas Sigillo nostro muniti fecimus. Dresdæ die 1. Mensis Octobris anni 1719.

(L.S.) FRIDERICUS AUGUSTUS, Rex.  
P. P. & L. E. S.

*Accession Et Confirmation de la Renonciation précédente, par le Roi AUGUSTE de Pologne, Electeur de Saxe, &c.*

NOS AUGUSTUS Secundus, Dei gratiæ Rex Polonia, Magnus Dux Lithuanie, Russiæ, Prus siæ, Massoviae, Samogitiæ, Kyoviæ, Volhinie, Podoliz, Podlachia, Livonia, Smolensciæ, Severiæ, Czernovitiæque; Dux Saxoniz, Juliaci, Cliviz, Montium, nec non Angriæ & Westphaliæ, Sacri Romani Imperii Marefchallus & Elector, Landgravius Thuringiæ, Marchio Misniæ, ut & Superioris Inferioris Lusatiæ, Burggravius Magdeburgensis, Comes Princeps Hennebergensis, Comes Marcæ, Ravensbergæ & Barbi, Dominus in Ravenstein, Notum testaturque hisce facimus ad perpetuam rei memoriam universis: Cum Deo propitio factum sit, ut Serenissimus & Potentissimus Princeps ac Dominus Carolus Romanorum Imperator hujus nominis Sextus, semper Augustus, Germaniæ, Hispaniarum & Indiarum nec non Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatia, Slavoniæ, utriusque Siciliæ Rex, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Styriæ, Carinthiæ, Carniæ & Wirtembergæ, Comes Tyrolis &c. pro potestate & auctoritate, qua pollet, de voluntate & ad sensu Serenissimæ ac Potentissimæ Romanorum Imperatricis Dominiæ Amaliæ, colendissimæ Sponsæ Genitricis dilectissimæ Filio nostro Serenissimæ Principi Domino Friderico Augusto Regio Poloniæ & Lithuaniz, itemque Electorali Principi, Duci Saxoniz, Juliaci, Cliviz ac Montium, Angriæ & Westphaliæ, Landgravio Thuringiæ, Marchioni Misniæ, ut & Superioris ac Inferioris Lusatiæ, Comiti Principi Hennebergensi, Comiti Marcæ, Ravensbergæ & Barbi, Domino in Ravenstein, per dilectissimam suam ex Fratre Neptem Serenissimam Dominam Mariam Josepham Regiam Principem Hungariæ, Bohemiæ, utriusque Siciliæ &c. Archiducissam Austriæ &c. prævio quoque ejusdem consensu, sub die decima Aug. a. c. in futuram conjugem desponsavit, ea diserti Legæ & conditione, ut Dilectio sua pro Summa centum millium Florenorum Rhenensium Dotis nomine eadem in Contractu Matrimoniali constituta, nobisque statuto tempore numeranda, omni paternæ, aviæque Successioni & Hereditati, juxta morem in inclyta Domo Austriacæ jam dudum receptum, & subinde per Pacta & subsecutas Declarationes, & in specie per Declarationem die 19. Aprilis 1713. vim Legis, Sanctionis pragmatice & Pacis familiæ perpetui obtinentem, ac propediem in omnibus Regnis, Principatibus & Provinciis Sui Majestatis Serenissimæ ac Potentissimæ Romanorum Imperatoris promulgandam, dilucidatam magis magisque obfirmatum, ritu solemnem renunciet; Ipsa verò id non modo Vienna sub die 19. Aug. a. c. acceptante, istamque acceptationem in animam nostram jurejurando confirmante nostro Procuratore, Magni Ducatus Lithuaniz stabili Præfecto, nostro Campi Marefchallo, secretioris Consilii Directore, actuali Consiliario intimo & arcani Consilii Bellici Præsidente, Jacobo Henrico Comite à Flemming, sciente ac consentiente dilectissimæ Filio nostro Friderico Augusto, Sponso ante consummationem Matrimonii actu præstitit, sed & eandem Renunciationem hic Dresdæ hodierna die infra scripto Nobis Rege Augusto, & Filio nostro Principe Friderico Augusto præfentibus, volentibus, contentientibus & appromittentibus iteraverit, cujus tenor sequens est:

*(Inferatur Renunciatio à Serenissimæ Archiducissæ Mariæ Josephæ, Vienna facta.)*

Q UOD NOS AUGUSTUS Secundus, Dei gratia Rex Poloniæ &c. istam à Dilectione Sua perditom. VII. PART. II.

leçtissima Nuru nostra ita factam iteratamque Renunciationem, cui, velut prævia conditioni, ipse Matrimonii Contractus inest, siquæ & non aliter initus fuit, per omnia in omnibus suis Punctis, Clausulis & Articulis acceptaverimus, adprobaverimus & confirmaverimus, prout eandem hisce Litteris nostris sub præmissa Legæ, Pacto & conditione acceptamus, laudamus & confirmamus, eamque voluntate, ad sensu nostro autorizamus, atque etiam adimplantibus nobis rite ac valide periclitum fuisse profitemur, verbo Regio & Electorali pro Nobis, Hereditibusque nostris ac Successoribus promittentes ac caventes, nos præstatam Renunciationem juxta Leges Primogenituræ in inclyta Domo Austriacæ inter Masculos jamdudum receptas, & subinde per Pacta, recentiores Declarationes Nobis apprimè cognitæ, ad feminas diserte extensas, atque vim Pacis familiæ perpetui obtinentes, emissam atque iteratam in omnibus & singulis Punctis, Articulis & Conditionibus, tam quoad ordinem succedendi in eo statutum, quam quoad stabilitatem in eo unionem perpetuam ac omnimodam omnium Regnorum, Provinciarum, Principatuum ac Ditionum à Sua Majestate Serenissimæ & Potentissimæ Romanorum Imperatoris in præsens possessorum, aut in futurum possidendarum indivisibilitatem & insepabilitatem ratam, gratam probatamque habere, semperque habituros, neque ulla in re illi unquam contraveniunt, aut, ut à quocunque contraveniatur, passuros esse. In ejus rei majus robur istam à Nobis factam Renunciationis acceptationem ejusque perpetuam observationem Juramento firmavimus. Atque in ejus testimonium præfentes manibus nostris subscriptas Sigillo nostro muniti fecimus. Dresdæ die 1. Mensis Octobris anni 1719.

AUGUSTUS, Rex.

G. Comes DE WERTHERN.  
B. DE ZECH.

*Confirmation reiterée avec Serment de la Renonciation de la Serenissime Archiduchesse MARIE-JOSEPH.*

C Um in Pactis conjugaliibus inter Serenissimum Principem Dominum Fridericum Augustum Regium Poloniæ ac Lithuaniz, itemque Electoralem Principem, Ducem Saxoniz, Juliaci, Cliviz ac Montium, Angriæ & Westphaliæ, Landgravium Thuringiæ, Marchionem Misniæ ut & Superioris ac Inferioris Lusatiæ, Comitem Principem Hennebergensem, Comitem Marcæ, Ravensbergæ & Barbi, Dominum in Ravenstein, & Serenissimam Principem Dominam Mariam Josepham Regiam Principem Hungariæ, Bohemiæ, utriusque Siciliæ &c. Archiducissam Austriæ &c. die 10. Aug. a. c. initis Art. III. & V. conventum & à Regia Sui Majestatis Poloniæ, Suique Serenitatis Principis Regiæ Procuratore, Magni Ducatus Lithuaniz stabili Præfecto, Regiæ Sui Majestatis Campi Marefchallo, secretioris Consilii Directore, actuali Consiliario intimo & arcani Consilii Bellici Præsidente Jacobo Henrico Comiti à Flemming, vigore specialis Mandati promissum fuerit, ut solennem Renunciationem & abdicationem, quam prædicta Serenissima Regia Princeps super omnibus & singulis à Sua Cæsarea ac Regia Catholica Majestate in & extra Germaniam modo possessis, aut alias de Jure ad eam spectantibus Regnis Hereditariis, Archiducatibus, Principatibus, Ditionibus aut Provinciis, quocunque demum nomine eas veniant, ac super ejusdem veris aut putativis ex quocunque titulo provenientibus Juribus fecit, atque Juramento corporali ante consummationem Matrimonii Vienna die 19. præfati Mensis Augusti firmavit, non solum memorata Serenissima Regia Princeps Maria Josephæ Archiducissæ Austriæ hic Dresdæ præfente Sui Cæsareæ ac Regiæ Catholicæ Majestatis ad hunc Actum specialiter ablegato Ministro, iterare ac denno Juramento firmare, sed etiam Serenissimus & Potentissimus Princeps & Dominus Augustus secundus; Dei gratia Rex Poloniæ, Magnus Dux Lithuaniz, Russiæ, Prusiz, Massoviz, Samogitiæ, Kyoviz, Volhiniz, Podoliz, Podlachiz, Livoniz, Smolensciæ, Severiz, Czernovitiæque; Dux Saxoniz, Juliaci, Cliviz ac Montium, nec non Angriæ & Westphaliæ, Sacri Romani Imperii Archi-Marefchallus & Elector, Landgravius Thuringiæ, Marchio Misniæ, ut & Superioris & Inferioris Lusatiæ, Burggravius Magdeburgensis; Comes Princeps Hennebergensis, Comes Marcæ, Ravensbergæ & Barbi, Dominus in Ravenstein, una cum ante facta

B a

Sere-

ANNO 1719.



ANNO  
1719.

Serenissimo Principe Regio Poloniæ & Electorali Saxonie Frederico Augusto probare & acceptare, eamque pro va idâ & obligatoria agnoscere, nec non ad perpetuam firmitatemque observantiam veterum recentiorumque Dispositionum divorum Romanorum Imperatorum, videlicet Ferdinandi de dato 10. Maji anni 1621. & 1. Augusti anni 1635. nec non Leopoldi gl. m. de dato 12. Septembris anni 1703. præcipuè vero & nominatim juxta Declarationem à Sua modo feliciter regna te Cæsarea Regio Catholica Majestate, quoad successorem ejusque modum & ordinem deinceps in Augusta Domo observandum die 19. Aprilis anni 1713. in vim Sanctionis pragmaticæ ac Legis perpetuo valituræ emissam, deposito ad Deum ejusque sanctam Evangelium solemni Juramento se obstringere velint ac debeant, jamque à Cæsarea Sua Majestate ad hunc Actum actualis ejusdem Consiliarius intimus, Cubicularius Regias Locumtenens, & supremus Burggravius Pragensis Joannes Josephus Comes de Wrybil, huc speciali Mandato introitus, missus fuit.

Hinc Nos Maria Josepha Regia Poloniæ ac Lithuanie itemque Electoralis Saxonie Princeps, nata Regia Princeps Hungarie, Bohemie, ac utriusque Sicilie &c. Archiducissa Austrie &c. ea que in supra citata Renunciacione ejusque Articulis, Punctis & Clausulis continentur, & in ea ex antiquis jam allegatis Ordinationibus, Pactis & dispositionibus præsertim verò ex Declaratione ista 19. Aprilis anni 1713. editâ seu basi & fundamento nostræ Renunciacionis allegatâ, clarè deducit, provisâ, stipulatâ, promissâ ac Juramento die quo supra firmata jam fuerunt, sincere, fideliter & accurate observaturas, neque iis ulla ratione, via aut modo sivè directè sivè indirectè contraveniatur, neque ut iis à quocunque alio, sub qualicunque demum prætextu aut colore, ullo unquam tempore contraveniatur, admittatur, esse, denuo promittimus, Deoque omnipotenti pro Nobis, omnibusque nostris Heredibus, Posteris & Successoribus vovemus ac juramus, quod sæpius memoratam Renunciacionem & respectivè adhesionem, ejus Instrumentum Nobis Viennæ die 19. Aug. a. c. prædictum, & a Nobis propria manu subscriptum fuit, in omnibus Punctis, Articulis & Clausulis fideliter observare debeamus & velimus.

*Ita Nos Deus adjuvet, Sanctum ejus Evangelium & omnes Sancti.*

Itemque Nos FRIDERICUS AUGUSTUS Regius Poloniæ & Lithuanie, nec non Electoralis Saxonie Princeps, istam à perdidicissima Conjugæ nostræ Serenissimæ Principis Regia Poloniæ & Lithuanie itemque Electoralis Saxonie, nata Principis Regia Hungarie, Bohemie, ac utriusque Sicilie &c. Maria Josepha Archiducissa Austrie &c. factam & à supra nominato Procuratore nostro Comité à Flemming in animam nostram Juramento solemni jam Viennæ firmatam Renunciacionem & adhesionem in omnibus suis Punctis, Clausulis & Articulis acceptamus, approbamus, laudamus & confirmamus eamque voluntate, adfensu & consensu nostro autorizamus, atque etiam adspiciantibus Nobis rite ac valde perfectam fuisse profitemur, Deoque omnipotenti pro Nobis, Heredibusque nostris ac Successoribus vovemus ac juramus, quod prædictam Renunciacionem juxta Leges Primogenituræ in in-lyta Domo Austriaca inter Masculos jamdudum receptas, & subinde per Pacta & recentiores Declarationes nobis apprime cognitâs, ad feminas diserte extensas, atque vim Pacti familiæ perpetui obtinentes, emissam, atque iteratam in omnibus & singulis Punctis, Articulis & Conditionibus ratam, probatamque habeamus, fideliterque observare debeamus & velimus.

*Ita Nos Deus adjuvet, Sanctum ejus Evangelium & omnes Sancti.*

Nosque AUGUSTUS Secundus, Dei gratia Rex Poloniæ, Magnus Dux Lithuanie, Dux Saxonie & Elector &c. à Dilectione Sua perdidicissima Nuru nostræ Serenissimæ Principis Regia Poloniæ & Lithuanie, itemque Electoralis Saxonie, nata Principis Regia Hungarie, Bohemie, utriusque Sicilie &c. Maria Josepha, Archiducissa Austrie &c. ita factam à Procuratore nostro Comité à Flemming, nostro nomine Viennæ, acceptam, Juramentoque in animam nostram confirmatam, & jam Nobis & perdidicissimo Filio nostro Principe Regio Poloniæ & Electorali Saxonie Friderico Augusto præsentibus, volentibus, consentientibus

ANNO  
1719.  
& adpromittentibus hic iteratam Renunciacionem per omnia acceptamus, laudamus & confirmamus, eamque voluntate, adfensu & consensu nostro autorizamus, atque etiam adspiciantibus Nobis rite ac valde perfectam profitemur, Deo omnipotenti pro Nobis Heredibusque nostris & Successoribus voventes & jurantes, istam Renunciacionem juxta Leges Primogenituræ in in-lyta Domo Austriaca inter Masculos jamdudum receptas, & subinde per Pacta & recentiores Declarationes Nobis apprime cognitâs ad feminas diserte extensas, atque vim Pacti familiæ perpetui obtinentes, emissam atque iteratam in omnibus & singulis Punctis, Articulis & Conditionibus, à Nobis hodierna die solemni Diplomate ratihabitam, gratam, probatamque habere, nec ulla in re illi unquam contravenire, aut, ut à quocunque contraveniatur, pati velimus aut debeamus.

*Ita Nos Deus adjuvet, Sanctum ejus Evangelium & omnes Sancti.*

IN fidem hujus reiteratæ Renunciacionis, adhesionis & acceptationis Instrumentum hoc propriis manibus à Nobis Augusto secundo, Rege Poloniæ &c. Electore Saxonie &c. Nobis Regio Poloniæ ac Lithuanie, itemque Electorali Saxonie Principe Friderico Augusto, & Nobis Regia Principis Maria Josepha, subscriptum sigillisque nostris munitum est.

Dresdæ prima Mensis Octobris anni millesimi septingentesimi decimi noni.

(L.S.) AUGUSTUS Rex.

(L.S.) FRIDERICUS AUGUSTUS  
R. P. P. & L. E. S.

(L.S.) MARIA JOSEPHA  
R. P. P. & L. E. S. & A. A.

## VI.

Conventio inter SACRAM CÆSAREAM & 18. Nov.

Catholicam Majestatem & Regias Majestates, nimirum CHRISTIANISSIMAM & BRITANNICAM facta, de novo Terminò trimestri Regi Catholico PHILIPPO concedendo, quò quidem elapsi, Filius vel Filii ejus ex Regina moderna procreati vel procreandi pro exclusi à Successione Ditionum Hetrurie, Parme & Placentie habeantur. Actum Hage-Comitis 18. Novembris 1719. Cum Binis Separatis Articulis, & Plenipotentiarum Tabulis ad eandem Conventionem pertinentibus. [Tiré de la Chancellerie de la Cour de Sa Majesté Imperiale & Catholique.]

TAmetsi Rex Hispaniarum protrahendo Bellum quod tam injustè movit, se privaverit à die 2. Novembris Expectativis in Ditiones à Magno Duce Hetrurie, & Duce Parme Placentieque possessas, quæ deficientibus Successoribus Masculis per Articulum Quintum Tractatus Fœderis inter Suam Majestatem Cæsaream, Majestatem Britannicam, & Regiam Christianissimam Majestatem 2. Augusti 1718. Londini initi in favorem Filii Primogeniti Regis Hispaniarum ex Thoro secundo nati destinatæ erant, Octavo verò Articulorum Secretorum diserte cautum sit, quod si Rex Hispaniarum post terminum trium Mensium à die subscriptionis computandorum Conditiones Pacis illi propositas acceptare renueret, & Principes Confœderati eundem per arma eo compellere tenerent, tunc novâ Conventione inter eos stabilendum esset, cui Principi, vel quibus aliis Principibus Sua Majestas Cæsarea dictas Expectativas in Exclusionem Filii Modernæ Hispaniarum Regine ex consensu Imperii conferre deberet.

Hac Dispositione tamen non obstante, Sua Majestas Cæsarea Catholica ad manifestandum sincerum suum in tranquillitatem publicam studium, & ad promovenda ea quæ Pacem restituere possent, & ut urgentibus Fœderatorum suorum votis non desit, consentit, ut ea quæ in dido Articulo quinto Tractatus Londini initi, ratione

# DU DROIT DES GENS.

73

ANNO  
1719.

tionem spatii trium Mensium continentur, intra quod fas fuit Regi Hispaniarum præstato Tractatu accedere, vi præsentis Conventionis eidem liberum sit intra spatium aliorum trium Mensium à die decimâ octavâ Novembris Anni 1719 computandorum dicto Tractatu accedere, eundemque acceptare, additâ verò hac expressâ conditione, ut vicissim Suae Majestates Regiæ, Britannicæ, & Christianissimæ spondeant, & per hanc Conventionem solennem se obligant, quod post elapsum hunc Terminum Trimestrem, à die hodierna computandum, & si Rex Hispaniarum intergâ temporis conditionibus Pacis in dicto Tractatu expressis non accesserit, Filius vel Filii modernæ Hispaniarum Regiæ ex tunc pro exclusis ac non admissis à Successione Ditionum Hetrurici, Parmæ, & Placentiæ ipso facto habeantur. Ut autem eò minus Nova hæc Termini prolongatio, in quam Sua Majestas Cæsarea nunc consentit, in posterum in exemplum adduci possit, dictæ Regiæ Majestates promittunt, se nullam aliam unquam Termini prolongationem in favorem Filii modernæ Hispaniarum Regiæ ab Imperatore petitaras esse, & ex nunc cum Sua Majestate Cæsarea convenient, cui alteri, vel quibus aliis Principibus Expectativæ dictarum Ditionum in exclusionem Filii aut Filiorum modernæ Hispaniarum Regiæ secundum dispositionem Octavi Articuli non fecerunt concedere debeat.

Has ob causas, & cum Suae Majestates Britannicæ, & Christianissimæ, expertæ sint, quòd Aula Hispanica à turbulento Ministro seducta, abusa hucusque fuerit Indulgentis in illius favorem habitis, & inde occasione potius sumptis obliuiscit, & pertinacius resistendi, consentiunt per hanc Conventionem solennem conditioni, quam Imperator apponit prolongationi novi Termini Trimestris, promittentes altæstæ Suae Majestates, & se se obstringentes eandem se sincerè adimpleruras, ita ut si Rex Hispaniarum post elapsum novum hunc Terminum trimestrem à die hodierna computandum Conditionibus Pacis in dicto Tractatu expressis non accesserit, nec Expectativas, nec ulteriorem Termini Prolongationem à Sua Majestate Cæsarea in favorem Filii modernæ Hispaniarum Regiæ petent, ut qui per lapsum trium Mensium ipso facto pro excluso habeatur, & ex nunc convenient cum Sua Majestate Cæsarea Catholica, cui alteri, vel quibus aliis Principibus Expectativæ in Exclusionem dicti Principis eo casu conferendæ forent. In quorum fidem Nos infra scripti Suae Majestatis Cæsareæ, Majestatis Britannicæ & Regiæ, Christianissimæ Majestatis Ministri Plenipotentiarum, Mandatis necessariis, & Plenipotentiarum Tabulis invicem exhibitarum muniti, præsentem hanc Conventionem subscripsimus, & Sigillis Nostris communivimus, quæ eandem vim obtinebit, ac si Tractatu Federis Quadruplicis verbotenus inserta fuisset, & Ratificationum Tabula à Sua Majestate Cæsarea, Majestate Britannica, & Regia Christianissima Majestate extraderetur, & commutabuntur intra spatium sex septimanarum, aut citius si fieri possit. Actum Hagæ Comitum, die decimâ octavâ Novembris anni millesimi septingentesimi decimi noni.

(L.S.) LEOPOLDUS VICTORINUS,  
Comes à WINDISCHGRAZ.

(L.S.) CADOGAN.

(L.S.) FLEURIAU DE MORVILLE.

## Articulus Separatus.

Quamvis jam Article separato Quadruplicis Federis Londini 2. Julii V. S. 2. Augusti N. S. elapsi anni conclusi cautum sit, Sacram Cæsaream Regio-Catholicam Majestatem, moderno Hispaniarum Possessori Regium Titulum hæc concedere nisi in eum duntaxat casum ubi & ille hunc Tractatu accesserit, cum tamen hodie Conventionem super novo termino trimestri in quâ dictus modernus Hispaniarum Possessor, Rex Hispaniarum & Indiarum per totum compellatur, inter Sacram Cæsaream Regio Catholicam, Sacram Regiæ Britannicæ, & Sacram Regiæ Christianissimæ Majestatum Plenipotentiarum subscribi contingat, & re judicatum est reservationis hujus denud mentionem fieri.

Articulus iste separatus eandem vim obtinebit, ac si de verbo ad verbum ipsimet Tractatu insertus foret, ratihabebiturque eodem modo, atque Ratihabitionum Tabula intra idem tempus cum ipsâ Conventione ex-

tradentur. In quorum fidem Nos infra scripti vigore Plenipotentiarum hodie invicem exhibitarum. hunc Articulum separatim subscripsimus, & Sigillis Nostris communivimus. Actum Hagæ Comitum die decimâ octavâ Novembris, anni millesimi septingentesimi decimi noni.

(L.S.) LEOPOLDUS VICTORINUS,  
Comes à WINDISCHGRAZ.

(L.S.) CADOGAN.

(L.S.) FLEURIAU DE MORVILLE.

## Articulus Separatus.

Quam Titulorum aliqui quibus Sacra Cæsarea Majestas, five in Plenipotentis, five in Conventione & in Articulis separatim hodie subscribendis, utitur, per Sacram Regiam Majestatem Christianissimam agnosci haud possint, per hunc Articulum separatim, & aut Conventionem subscripsum, declarat, & protestatur, quod per dictos hac Conventione, & Articulis separatim adhibitos Titulos, aut sibi, alterive præjudicare, aut Sacram Cæsareæ Majestati jus ullum adicere minime intendat.

Articulus iste separatus eandem vim obtinebit, ac si ipsimet Conventioni hodie subscripæ verbotenus insertus foret, ratihabebiturque eodem modo, atque Ratihabitionum Tabula intra idem tempus cum ipsâ Conventione extraderetur.

In quorum fidem Nos infra scripti vigore Plenipotentiarum hodie invicem exhibitarum. hunc Articulum separatim subscripsimus, & Sigillis Nostris communivimus. Actum Hagæ Comitum die decimâ octavâ Novembris, anni millesimi, septingentesimi decimi noni.

(L.S.) LEOPOLDUS VICTORINUS,  
Comes à WINDISCHGRAZ.

(L.S.) CADOGAN.

(L.S.) FLEURIAU DE MORVILLE.

## Plenipotentiarum Tabule Majestatis Sue Cæsareæ.

Nos CAROLUS Sextus, Divinâ favente Clementiâ, Electus Romanorum Imperator semper Augustus, Germaniæ, Hispaniarum, utriusque Sicilia, Hierusalem, Indiarumque nec non Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiae, Slavoniæ &c. Rex, Archidux Austriae, Dux Burgundiæ, Brabantie, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ & Württembergæ, Comes Habsburgi, Flandriæ, Tyrolis, & Goritiæ &c. &c. Hisce notum, testatumque facimus omnibus quorum interest. Cum votis Federatorum nostrorum Serenissimæ, ac Potentissimæ Principis Georgii Magnæ Britannicæ, Franciæ & Hybernici Regis, nec non Sac. Rom. Imperii Electoris, Ducis Brunswicensis, atque Serenissimæ, ac Potentissimæ Principis Ludovici XV. Franciæ Regis, id demum tribuere adhuc statuerimus, ut Terminum Trimestris, qui in Tractatu die 22. Julii Anno 1718.

Londini sub nomine Quadruplicis Federis concluso, Moderno Hispaniarum Possessori, pro sua ad eundem accessione præfixus erat, est jam pridem elapsus, ad alios denud tres Menses prorogetur, proutque in Pacem, ac quietem publicam, quo ferimur animus Noster Universæ Europæ uberimè constaret, Hinc Illustri, & Magnifico Nostro Camerario & Consiliario Imperiali Aulico, Leopoldo Victorino Comiti de Windischgrätz, Nostro Sacrifici Rom. Imperii Fidei Dilecto plenam facultatem ac omnimodam potestatem concedimus, cum Ministris præfatorum Principum isthoc Negotium tractandi, & concludendi, verbo Cæsareo Regio spondentes, Nos ea omnia, & singula, quæ nomine Nostro, is ita egerit, tractarit, atque concluderit, non modo rata, gratæque æque ac si à Nobis ipsis acta forent, habituros, verum etiam mentionem Ratihabitionis Instrumentum intra tempus conventum, extradituros esse.

In quorum fidem præsentem propriâ manu subscripsimus, Nostrisque Sigillo Cæsareo Regio communijussimus. Datum in Civitate Nostrâ Viennâ die nonâ Mensis Octobris, Anno millesimo septingentesimo decimo nono, Regnorum Nostrorum Romani Octavo, His-



ANNO Hispaniarum decimo septimo, Hungarici & Bohemici nono.  
1719. CAROLUS.

PHILIPPUS LUD. C. à SINZENDORFF.

*Ad Mandatum Sacrae Caesaris & Catholicae  
Regiae Majestatis proprium.*

J. B. AB IMSEN.

*Plenipotentiarius Tabula Majestatis  
Britannicae.*

GEORGIVS Dei gratiâ, Magnae Britanniae, Franciae, & Hiberniae Rex, Fidei Defensor, Dux Brunsvicensium & Luneburgensium. Sac. Rom. Imperii Archi-Thesaurarius & Princeps Elector &c. Omnibus & singulis ad quos praesentes hae Litterae pervenerint, salutem. Cum Tractatus quidam in se complectens tam Conditiones Pacis inter Imperatorem Romanorum, Regemque Hispaniarum, & inter eundem Imperatorem Siciliae Regem, conciliandae, quam Fœderis mutui Leges inter Nos, & Bonum Fratrem Nostrum praedictum Romanorum Imperatorem, Bonumque Fratrem Nostrum Regem Christianissimum, sanctissimam, per Plenipotentiarios Bonorum Fratrum nostrorum praefactorum Imperatoris Regisque Christianissimi acque Deputatos plenâ Nostra Potentia instructos in Civitate Nostra Londinensi, die vicelesimo secundo Mensis Julii, Anno Domini millesimo septingentesimo decimo octavo stylo veteri signatus fuerit, ea verò Lege ut intra certum temporis spatium per secretum quendam ejusdem Tractatus Articulum firmum, & constitutum, Rex Catholicus praedictus Conditiones acciperet; illi atamen Bellum potius ab ipso iniquè susceptum prosequi hucusque placuerit; Tantum nihilominus fuit praenominatum Fœderatarum Potentiarum aequi bonique ac Pacis studium, ut tempus praefatum jam diu elapsum ulterius prolongaret. Sciat igitur quod Nos Fide, Industria, & in rebus magni momenti tractandis usu & perspicacia pradilecti & perquam fidelis Consanguinei & Consilarii Nostrî Gulielmi Comitis de Cadogan, Vestrum Nostrum Regiarum Ma. itri, in Exercitiis Nostris Locumtenentis Generalis, secundae Regiae Nostrae Cohortis Praetoriae Praefecti, Insulae Vectensis Gubernatoris ac Nostrî Ministri Plenipotentiarii plurimum confisi, eundem nominavimus, fecimus, & constituimus, quemadmodum per praesentes nominamus, facimus, & constituimus Nostrum verum, certum & indubitatum Commissarium, Procuratorem & Plenipotentiarium; Dantes & concedentes eidem omnem, & omnimodam Potestatem facultatem autoritateque, nec non Mandatum generale pariter ac speciale (ita tamen ut generale speciali non deroget, neque contra) pro nobis & Nostrò nomine cum Ministris ex parte dictorum Bonorum Fratrum Nostrorum Imperatoris, Regisque Christianissimi sufficienti eidem Potestate munitis, congregandi, colloquendi, atque dictam Conventionem aliquae omnia, sive Pacta Conventa, Articuli, Conditiones, sive Declarationes Elucidationeque fuerint, quae ad Conventionem praedictam pertinere poterint, Nostrâ ex parte signandi eademque mutuo extradendi, recipiendi, reliquaque omnia factu necessaria praestandi, recipiendi, tam amplis modo & forma ac Nosmet ipsi si intereseamus, facere & praestare possemus, spondentes, & in Verbo Regio promittentes, nos omnia & singula quaecumque à dicto Nostrò Commissario, Procuratore & Plenipotentiario, vi praesentium concludi, signarique contingeret, rata, grata, & accepta, omni meliori modo habituros, neque passuros unquam, quantum in Nobis est, ut in toto, vel in parte à quopiam violentur, aut ut illi quo modo in contrarium eatur. In quorum omnium maiorem fidem & robur, Magnum Nostrum Magnae Britanniae Sigillum praesentibus Manibus propriis Cultodum & Inscribitorum Regni Nostrî Magnae Britanniae appendi fecimus. Quae dabantur apud Whitehall, die vicelesimo Mensis Octobris, Anno Domini millesimo septingentesimo decimo nono, Regni Nostrî sexto.

W. CANT. PARKER C. KINGSTON P.  
ARGYLL ET GREENWICH, HOLLES, NEWCASTLE,  
ROXBURGE. BERKELEY. J. KRAGGS.

*Plenipouvoir de Sa Majesté Tres-Chrétienne.*

ANNO  
1719.

LOUIS par la grace de Dieu, Roy de France & de Navarre, à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, salut. L'attention particulière que nous avons eue depuis notre avènement au Trône, à contribuer autant qu'il est en nous, au Maintien de la Tranquillité publique rétablie par les Traittés d'Utrecht & de Bade, & à l'affermissement de la Paix nous aiant portés à conclure les Traittés & Articles séparés qui ont été signés à Londres le 2. Août de l'année dernière, en notre Nom, avec les Ministres Plenipotentiaires de notre tres-cher & tres-ami Frere l'Empereur des Romains, & ceux de notre tres-cher & tres-ami Frere le Roy de la Grande Bretagne, & qui contiennent, entre autres choses, les Conditions qui doivent servir de fondement à la Paix entre notredit Frere l'Empereur des Romains, & notre tres-cher & tres-ami Oncle le Roy d'Espagne, & entre notredit Frere l'Empereur des Romains, & notre tres-cher & tres-ami Frere & Grand Pere le Roy de Sardaigne, lesquelles Conditions ont été depuis acceptées & ratifiées par notredit Frere & Grand Pere le Roy de Sardaigne, voulant d'ailleurs entrer dans toutes les Mésures qui seront jugées convenables pour l'entier accomplissement desdits Traittés, nous confiant entièrement en la Capacité, Expérience, Zele, & fidélité pour notre service de notre cher & bien-ami le Sr. Comte de Morville, notre Ambassadeur auprès de Leurs Hautes Puissances nos tres-chers & Grands Amis les Eats Généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas. Pour ces causes & autres bonnes Considérations à ce nous mouvans, de l'avis de notre tres-cher & tres-ami Oncle le Duc d'Orléans Regent, nous avons commis, ordonné, & député, & par ces présentes signées de notre main, commettons, ordonnons, & dépuions ledit Sieur Comte de Morville, & luy avons donné & donnons Plenipouvoir, Commission & Mandement spécial, pour en notre nom, & en qualité de notre Plenipotenciaire, convenir avec les Ministres Plenipotentiaires de toutes les Puissances Contrahantes, pareillement munis de Plenipouvoirs en bonne forme, arrêter, conclure & signer avec eux ensemble, ou séparément, tels Actes, Conventions, Articles & Declarations que ledit Sieur Comte de Morville avisera bon être pour l'entier accomplissement desdits Traittés & Articles séparés, voulant qu'il agisse en cette occasion avec la même autorité que nous serions & pourrions faire, si nous y étions présents en personne, encore qu'il y eût quelque chose qui requist un Mandement plus spécial non contenu en cesdites présentes; Promettant en foy & parole de Roy, d'avoir agréable, tenir ferme & stable à toujours, accomplir & exécuter ponctuellement tout ce que ledit Sieur Comte de Morville aura stipulé, promis & signé en vertu du présent Pouvoir, sans jamais y contrevenir, ni permettre qu'il y soit contrevenu pour quelque cause ou sous quelque pretexte que ce puisse être; comme aussi d'en faire expedir nos Lettres de Ratification en bonne forme, pour être échangées dans le tems dont il sera convenu. Car tel est notre plaisir. En témoin de quoy nous avons fait mettre notre Seel à ces présentes. Donné à Paris le schiesme Octobre, l'An de grace mil sept cent dix-neuf, & de notre Regne le cinquiesme. Signé, LOUIS, & sur le reply, Par le Roy, le Duc d'ORLÉANS, Regent présent. Signé, Du Bois & sceillé.

# VII.

Friedensschluß zwischen Georg Seiner Königl. 2. Nov.  
Majest. in Groß-Britannien als Churfürst und  
Herzog zu Braunschweig und Ulrica Eleonora  
Königin in Schweden/ wodurch zu folg des Präliminair Tractats, welcher den 11-22. Julii 1719.  
errichtet/ die Herzogthümer Bremen/ und Verden  
an mehr besagte Königl. Majest. als Churfürst/ und  
Herzog zu Braunschweig mit eben den Rechten/ und  
Zubehörungen abgetreten werden/ in selbige die Cron  
Schweden durch das Obanbreichische Friedens-  
Instrument besetzt hat; worunter sonderlich mit be-  
griffen wird das Recht Sit und Stim auf Reichs-  
und Kraystagen im Römischen Reich/ wie auch das  
Directo-

ANNO  
1719.ANNO  
1719.

Directorium im Niedersächsischen Kreys zu führen / samt den Rechten über das Dohn-Capitul zu Hamburg / und Bremen / wie nicht weniger das Jure pignoris in Thur-Braunschweig händen bereits stehende Amt / und Städtein Wilschhausen; hingegen verspricht Seine Königl. Majest. von Groß-Britannien als Churfürst und Herzog zu Braunschweig an Seine Königl. Majest. in Schweden innerhalb drey terminen zu zahlen die Summ einer Million Reichsthaler nach dem Leipziger fuß die Unterthanen / und Einwohner in allen ihren Rechten / Freyheiten / und Privilegien so wohl die Religion, als andere sachen betreffend zu erhalten / und denen so sich bey der vorhin vorgenommenen grossen und General Reduction werden beschwert befinden / denen König Carl des XII. Glorwürdigsten anderns verheissungen gemäß baldiges Recht wiederfahren zu lassen; Seine Königl. Majest. von Groß-Britannien versprechen beynebens die mit der Cron Schweden vorher gemachte Tractaten / worunter die Garantien vor das Fürstliche Holstein-Gottorpsche Haus mit begrieffen seynd / auf das genaueste zu beobachten / auch selbige ferner nach den jetzigen Conjunctionen zu erneuern / und einzurichten. Geben zu Stockholm den 28. November 1719. Mit den besondern Articulen / so enthalten / Ihre Königl. Majest. als Churfürst / und Herzog zu Braunschweig wollen diejenige Contributiones, welche dieselbe vor übernehmung des Landes durch den Generals gehoben / wie ihm gleiches das in der Vestung Diersberg damahls befindlich gewesene Magazin, nicht weniger das Drilog-Schiff Bremer-Schlüssel genant / auch noch einige andere Articulen die Officier / und Unterthanen des Landes betreffender Cron Schweden / nach der durch die Commissarien / welche darüber werden benent werden / getroffenen Vergleich / ersezen / und vergüten. Geben zu Stockholm den 28. November 1719. [ Tiré des Archives Royales. ]

C'est-à-dire;

Traité de Paix entre GEORGE Roi de la Grande-Bretagne comme Electeur, & Duc de Brunswick, & ULRIQUE ELEONORE Reine de Suede, par lequel en conformité du Traité Préliminaire conclu le 11—22. Juillet 1719. les Ducez de Bremen, & de Verden sont cedez audit Roi comme Electeur, & Duc de Brunswick avec les mêmes Droits, & Titres, que la Couronne de Suede les possédoit par la Paix de Westphalie, y compris spécialement le Droit de Voix & de Seance aux Dietes de l'Empire, le Directoire dans le Cercle de la Basse-Saxe, & les Droits sur le Chapitre Cathedral de Hambourg, & sur celui de Breme; comme aussi la propriété de la Ville de Wilschhausen avec son Bailiage, tenue ci-devant à Titre d'engagement par le Duc de Brunswick. En échange de quoi le Roi Electeur, & Duc promet à Sa Majesté Suedoise, de lui faire payer en trois termes une Somme d'un million d'Ecus Monnoye de Leipzich, de maintenir les Sujets & Habitans dans tous leurs Droits, Libertés & Privileges, tant à l'égard de la Religion, qu'autrement; & de faire rendre une favorable Justice conformément aux promesses du feu Roi Charles XII. à ceux, qui se trouveront avoir été grevz, dans la grande, & generale reduction, qui s'étoit faite auparavant. Le Roi promet encore de maintenir exactement tous les anciens Traitez faits avec la Couronne de Suede, y compris les Garanties en faveur de la Maison de Holstein-Gottorp, & de même de les renouveler presentement selon & en conformité de la Conjunction presente. Fait à Stockholm le 28. No-

vembre 1719. Avec les ARTICLES SEPARÉS portant que le Roi Electeur donnera une entière satisfaction à la Couronne de Suede au sujet des Contributions exigées du Pais par ses Generaux, avant qu'on eût pris possession, comme aussi à l'égard du Magazin de la Fort. resse d'Ottersberg, du Vaisseau de Guerre Bremer-Schlüssel, & de quelques autres Articles concernant les Officiers, & Sujets du Pais; le tout selon le Reglement, qui en sera fait, & convenu par des Commissaires, qu'on nommera sur ce sujet de part, & d'autre. Fait à Stockholm le 28. Novembre 1719.

## Zu Nahmen der Heyl. Drey-Einigkeit.

Kunde und zu wissen seye hiemit Jedermannniglich / demnach die ausserhalb des Rom-Reichs angehangene Nordische Krieges Unruhe mit der zeit auch einige zu selbigem Reich gehörige Provinzen ergriffen / und endlich gar in den Nieder-Sächsischen Kreys gedungen / dadurch es sich veranlaßet / daß der Durchleuchtigste / Großmächtigste Fürst und Herr / Herr Georg König von Groß-Britannien / Frankreich / und Island-Insulher des Glaubens / Herzog zu Braunschweig / und Landesbesitzer des heil. Rom-Reichs Erbschmweizer und Churfürst / als Herzog / und Churfürst zu Braunschweig / und Lüneburg in solch Krieg mit verwickelt worden / die Durchleuchtigste Großmächtigste Fürstin und Frau / Frau Ulrica Eleonora der Schwed. / Goten und Wenden / Königin / Groß-Fürstin zu Finnland / Herzogin zu Schonen / Etsen / Liffland / Carlien / Bremen / Werden / Esten / Vommern / der Cassinen und Wenden / Fürstin zu Rugen / Frau über Ingermanland und Wismar / Pfalz-Gräffin beyin Rhein / in Bayern / zu Tillys / Cleve und Berge / Herzogin etc. Wie auch land- und Gräffin und Erb-Prinzeßin zu Hessen / Fürstin zu Hildesheim / Gräffin zu Sagen-Eilenbogen / Dietz / Liegnitz / Lubau und Schanenburg etc. Aber so wohl als Hochgedachte Seine Konigl. Majest. von Groß-Britannien aus Christlicher intention der gedachten darauff einmütiglich gewand / wie fernerem aus solchen Krieges-Befen zu besorgendem Unheil / und Verderb unbedingter lände / und letzte zuvorgetommen / zuvorbest aber / und fürnemlich Friede und Ruhe zwischen hochst ermelbten Ihren Konigl. Majest. Majest. gestiftet / und gutes vernehmen / und vertrauen beyderseits erneuert / und bestetiget werde mögte / zu welchem Ende der Durchleuchtigste / und Großmächtigste Fürst und Herr / Herfürstung der XV. Ailes-Christlicher König von Frankreich und Navarra / dessen Officia, und Mediation durch eine / bey dem Konigl. Schwedische Hoff subfistrende / und verordnete Residente / und Plenipotentiaire den Wohlgebohrne Herrn Jacob von Campeon rühmlich mit angewandt / auch bereits zwischen hochst. Ermelbte Ihre Konigl. Majest. Majest. ein Präliminair Friedens-Recess intern 11—22. Juli jetz laufende Jahrs zu Stockholm getroffen / und darin vorbestanden worden / daß auß den fuß desselben mit nehesten der Friede zwischen Ihnen formlich geschlossen / und darüber ein Solennes Friedens Instrument errichtet werden solte / und dan zu völliger ausmach / und möglichster beschleunigung eines so erwünscht / und heilsamen veretis die beyderseitige mit gütlichen Vollmachten versehene Ministri Plenipotentia in Nahmen Gottes zusammen getreten / und zwar von seiten Ihre Konigl. Majest. von Schweden der Hoch-Wohlgebohrne Graff Herr Gustav Cronhielm / Ihre Konigl. Majest. von Schweden / und dero Reichs-Rath / Präsident des Konigl. Cantzley Collegii, und der Upsischen Academie Cantzler / wie auch der Hoch-Wohlgebohrne Graff Herr Carl Gustav Dücker / Ihre Konigl. Majest. von Schweden / und dero Reichs-Rath / Feld-Marschall / und verordneter Kriegs-Rath / desgleichen der Hoch-Wohlgebohrne Graff Herr Gustav Adam Taube / Ihre Konigl. Majest. von Schweden / und dero Reichs-Rath / und Ober-Stadthalter in Stockholm / gleichermassen der Hoch-Wohlgebohrne Graff Herr Magnus de la Gardie, Ihre Konigl. Majest. von Schweden / und dero Reichs-Rath / und Präsident in dem Konigl. Commercii-Collegio, wie nicht weniger der Wohlgebohrne Baron Herr Daniel Nidas von Höpsten / Ihre Konigl. Majest. von Schweden verordneter Etats Secretaire: Von seiten Seiner Kon. Majest. von Groß-Britannien / als Herzog / und Churfürsten zu Braunschweig- und Lüneburg / aber dero Ministri Plenipotentia der Wohlgebohrne Herr Obrister Wolff Friedrich von Wassenitz. Als haben dieselbe nachfolgende Articulen mit einander abgetretet und geschlossen.

I. Soll ein immer währendes / aufrichtiger und beständige Freunds- und Freundschaft zwischen Ihre Konigl. Majest. von Schweden und dem Reich Schweden eines und Seiner Konigl. Majest. von Groß-Britannien / auch als Herzog / und Churfürsten zu Braunschweig- und Lüneburg / und dero Thur- und Fürstliche Hause andern theils hiemit gestiftet / und bestetiget sein / und soll und will ein theil dem andern alles dasjenige redlich / und unverfälscht erweisen / was das Band der Einigkeit und Vertraulichkeit zwischen ihnen völlig ergänzen / und bestetigen



ANNO  
1719.

ständig machen kan/ alle Feindliche handlungen/ und gebrauchung der Waffen aber von einem theil gegen den andern sollen von nun an gänzlich aufhören/ und niedergelegt seyn / und bleiben.

11. Es soll auch beiderseits eine unumkehrliche und ewige gegenseitige / und Amneſtie ohne alle dessen ſeyn / was an der einen / oder andern ſeiten / es ſey auf was weſe es wolle / Feindliche / oder widerwärtiges gegen einander vorgekommen ſeyn möge / und ſoll deren Feindes dem einen oder dem andern theile / oder jemand der ſonſten in migne ſenahlen zu gerechnet/ oder vergolten werden/ ſondern das alles / und jedes ſoll heumit todt/ und abſeyn / und deſſen nimmermehr gedacht werden.

111. Gleich wie Ihre Königl. Majest. von Schweden vermoe des mit Seiner Königl. Majest. von Groß-Britannien / als Herzogen / und Churfürsten zu Braunschweig- und Lüneburg unterm 11. 22. Juli 1719. errichteten/ eingangs beruheten / und abgeminar- Friedens- Recessus deroſelben bereits ceſſiret / und abgehoben worden/ also cediren und übertragen ſie traſt dieſes noch nicht vor ſich das Reich Schweden / und Ihre Succesſoren / und Nachkommen Seiner Königl. Majest. von Groß-Britannien / als Herzogen / und Churfürsten zu Braunschweig- und Lüneburg / und dero Nachkommen an der Regierung in perpetuum die Herzogthümer Bremen / und Verden pleno jure mit allen deren Juribus / und Zubehörungen / ſo wie ſelbige Herzogthümer durch das ſonabradliche Friedens- Instrument vom 14. 24. Octobr. 1648. Art. X. der Cron Schweden mit mehrerem zugehörig worden / und wie die Könige von Schweden und das Reich Schweden ſolche Herzogthümer ſamt deren Annexis oder ſonstigen / oder beſſeren / nutzen / und gebrauchten ſollen oder können / nicht liberal davon angenommen / und insonderheit das Jura pignoris in Cur-Braunschweig händen bereits ſeyende Zinf / und Säckeln Biſchöffen mit allen Ihren zugehörungen / und gerechtſamen / both also / daß wegen des dar- auf haſſenden Pfandſchillings kein weiterer anſpruch an Ihre Königl. Majest. und das Reich Schweden nun oder ins künftige gemacht werde / ſolches alles / und jedes von nun an zu ewigen zeiten mit eben dem Recht / wie es Ihre Königl. Majest. von Schweden / und dero Vorſahren von der Regierung / wie auch das Reich Schweden biſſhero beſſen ohne einige ſonstige / oder vorbehalt / auch ohne an / oder außſchließ geruchs von Ihrer Königl. Majest. von Schweden oder dero mitſchreibenden ſenahlen zu machende wiederrede / hinderung/ oder ſperung völlig / und in Eigenhum zu haben/ und zu behalten / begeben / und renunciren auch hienit in fauor hochſigedachter Seiner Königl. Majest. von Groß-Britannien als Herzogen / und Churfürsten zu Braunschweig- und Lüneburg / und deren ob mit beſchriebenen in perpetuum allen denen gerechtſamen / welche ſie an denen Herzogthümern Bremen / und Verden oder von wegen derer ſelben biſſhero gehabt oder auff eine weſe präſendiren können / in genere / und in specie / es betrefſe das Directorium in Miedelſon iſſen Reich / Sitz / und Stimmen auff Reich / und Reichstagen / oder was ſonſten nahmen haben wie es wolle / und Einreden gleichſals hienit die Unterthanen / Eingekessene / und angehörige ſolcher Herzogthümer aller derer pflicht und verbindungen/ womit die Ihre Königl. Majest. und dem Reiche Schweden verbunden geſeyn / und verweſen ſie damit an Seiner Kon. Majest. von Groß-Britannien / als Herzogen / und Churfürsten zu Braunschweig- und Lüneburg und dero obmitſchriebenen / als Ihre- nimmerliche allmeige / und beſtändige Landes- und Ober-Herrn/ wie ſie dan auch das Dohm- Capitul zu Hamburg / und die zu dem Dohm zu Bremen / u id dem dortigen vernünftigen Capital gehörige Verſöhnen / Unterſaſſen / Heuerzinf- und Weyer-ſchiffe / ſo wohl in der Stadt Bremen / als in denen ſo genannten Vier Höfen / und an allen andern Orten / wo deren beſindlich ſeyn / obgedachte Eyde / und Verbindungen an die Cron / und das Reich Schweden traſt dieſes entſchlagen / und an Seine Königl. Majest. von Groß-Britannien / als Herzogen / und Churfürsten zu Braunschweig- und Lüneburg / und dero obmitſchriebenen überweſen.

Ihre Königl. Majest. von Schweden für ſich / und dero obmitſchriebene reſutiren amehſt hienit / und traſt dieſes die Jura feud / ſo ſie und Ihre Vorſahren wegen der Herzogthümer Bremen / und Verden von denen Römisch. Kayſern / und dem Römisch. Reiche erlangt / und biſſ dahin gehabt haben / und übertragen ſie wut an Ihre ſolche Lehnbarkeit an Ihre Königl. Majest. von Groß-Britannien / und dero obmitſchriebene.

1V. Seine Königl. Majest. von Groß-Britannien als Herzog / und Churfürst zu Braunschweig- und Lüneburg / und dero obmitſchriebene verſprechen und geloben Ihre ſeits die Städte / Unterthanen / und ſamtliche Einwohner auff dem Lande ſowohl als in denen Städten einzelner Herzogthümer Bremen / und Verden / und was deroſelben anhängig / und zu gehörig ſeyn kan / niemanden ausgenommen / und also einen jeden deroſelben ſeyn ſainen wohlgeordneten Freyheiten / Ehrent / Rechten und Privilegien inſofern / und abſonderlich / ſo wie beſagte Städte / Unterthanen und Einwohner ſelbige gehabt / biſſ beſeſen / und ſolche nach Inhalt des Instrumenti Pacis Westphalicae ſeyn vorbehalten worden/ ſamt bey dem freyen

Religionis Exercitio vermöge der unterzeichneten Augspurgigen Confession jederzeit ungetrübt / und ungeträndert zu laſſen / zu handhaben und zu ſuchen.

Da auch an und anderer noch nicht zu dem vorſchriebenen Gewe- den verſchieden / oder auch von andern erhandelten Expectantz auff einige geſeſſte Canonick bey dem Dohm-Capitul zu Ham- burg gelangt wäre / ſo ſollen auch ſolche Expectantz denen Rechten / und herkommen gemäß Ihre traſt behalten / und de- nen Inhabern deroſelben hiñſich bey einer ſich ereignende Va- cante ſeiner vorgelegen werden.

V. Als auch die unter voriger Königl. Schwediſcher Re- gierung überall ins werck geſtellte Reduction / und Liquidation zu vielfältigen beſchwerden derer Unterthanen und Eingekessenen anlaſſung gegeben / wodurch das Seine in Gott ruhende Kon. Majest. zu Schweden alowürdigſten andenkens / ſo wohl als in anſehen derer biligſt benogen worden / mittelft eines im Jahr 1700. den 13. April durch öffentlichen Druck beſandt ge- machten Patents die verſicherung von ſichzugeben / daß im fall einige dieſige Unterthanen mit gewiſſen beneidſchlichen dardum ſonten/ daß ihnen einige Güter / welche ihnen mit Recht zu gehö- ren / eingeſezogen worden / ſeyen ihre Recht unbewohnen ſey ſolte / ſo ſolte deſſen auch unterſchiedliche beſagte Unterthanen in dem Reich ihrer vorigen durch erwachte Reduction / oder inter andern vormund ihnen abgeſprochene / eingeſezogen / oder ſequente Güter gerettendieſes Recht nachgehens aus von denen ſamtlichen Reich- / Städten bey ihrer dazum zukunfftigen durch ihren vom 30. ſeg verwichenen Majest. abgefaſſten Reichstags-beſchluß auff neue geſteſſelt worden :

Als iſt hienit von beeden Allerechſten Theilen verabrebet / und beſchert worden/ daß die in dem vorhergehenden 3. Articulo gegen- wärtigen Tractats geſchene Ceſſion deren Herzogthümer Bre- men / und Verden keines weges ſchmälern / vielweniger aber ausſehen ſollen / derer in beſagten Herzogthümern beſindlichen Unterthanen / und Eingekessenen / oder derer Erben / ſie mögen intra / oder extra Territorium ſich aufhalten / in dieſem fall habende rechtmäßige anſpruch und forderung/ ſondern ſollen ſelbige bey Seiner Königl. Majest. von Groß-Britannien als Herzogen / und Churfürsten zu Braunschweig- und Lüneburg / in eben derſelben traſt und widerung verbleiben / wie ſie angeſo gegen Ihre Königl. Majest. von Schweden ſam / und ſich be- finden / und nun / oder ins künftige können erweiſlich gemacht werden.

VI. Ingleichen ſollen traſt der in dem vorhergehenden an- dern Articulo beſchriben / und geſteſſelten Amneſtie / die wegen des biſſhero geſeyenen Krieges etwa vorerhaltene güter / han- ſer / und eigenhum / von was art / und ſich auff ſie auch immer ſeyn mag / ihren rechtmäßigen Proprietaris / ſie mögen intra oder Extra Territorium ſich aufhalten / wider zugeſtellt / und eingeſezogen werden.

VII. Nicht weniger ſollen alle in mehr erwachten beiden Her- zogthümern von der dortigen geſeyenen Königl. Schwediſchen Regierung / biſſ man Königl. Danſcher ſeits ſich benachter Her- zogthümer gänzlich benachterig / publico nomine wegen ſchulden / und poſten / ſo auff Königl. beſehl ausgeſommen / und in des Königs / oder der Cron nutzen verwandt worden / gemacht wüſſliche verhandlungen / und von beſagter Regierung geſche- bene immiſſiones in ihrer vollkommenen traſt verbleiben / der- geſtalt / daß die Creditores / und rechtmäßige Einhaber ſolches ihnen in anſehen ihrer geſeznen vorſchiffe erweiſlich verleihe- ren / oder eingeſezomen / unterſchieds / ihre in handen haben- den Contracten mit deroſelben eingehende verſicherungen ſo lange zu gute genieſſen/ biſſ dieſelbe vermög ihrer Contracten vollkom- men expiriret / und ſie ihres vorſchiffes halber gänzlich regim- ger worden / als dan erſteſagten Creditoren verſpändete / in be- zogen Herzogthümern belegen / oder auch dazum gehörige güter / und häuſer Seiner Königl. Majest. von Groß-Britannien als Her- zogen / und Churfürsten zu Braunschweig- und Lüneburg / und dero mitſchreibenden zuſallen / und dero Cammer einverleibet werden.

Was aber auf der dortigen Städte Obligations und Ga- rantien aufſnegociert worden/ ſolches ſoll geſamte Städte / zu behalten / und zu preſtiren gehalten.

VIII. Seine Königl. Majest. von Groß-Britannien ver- ſprechen hienit nicht nur als Königl. ſondern auch als Herzog / und Churfürst zu Braunschweig- und Lüneburg / die mit Ihre Königl. Majest. zu Schweden Vorſahren / und dem Reich Schweden ſich geſchloſſene Beträuliche Fremddanck / und Bündniſſen neßſt denen Garantien / ſo dem Fürſt. Kofflein- Gorkorpiſchen Hauſer auff dem fuß der mit denen Vorſchriben Alliirten geſchloſſenen / oder noch ſerner zu ſchließenden Freiden können zu gute kommen / anjezo mit Ihre Königl. Majest. und dem Reiche Schweden zu erneuern / und ſelbige nach denen jeztigen Conjunctionen einzuſtellen.

Über dem wollen Ihre Königl. Majest. von Groß-Britannien / als Herzog / und Churfürst zu Braunschweig- und Lüneburg gehalten ſeyn an Ihre Königl. Majest. von Schweden auff dero Aſſignation und Quittung die Summa von ſechshundert hundert tauſend Reichthalern an neuen vollgültig einfachen / und abgepöſelten marc- / oder dreiſſel ſtücken / nach dem Leipziger Münz-fuß de Anno 1690. da die marc ſeinen Silbers zu zwölf Courant Thalen ausgeſchmigt iſt / in Hamburg zahlen zu laſſen und wie bereits anſtalt gemacht worden / daß Ihre Königl. Majest.

ANNO  
1719.



ANNO  
1719.

Majest. von Schweden eine tertia davon 333333. Thaler auff dero Assignation und Luitung in Hamburg sollen entrichtet werden / solches auch vor Signatur dieses Friedens-Instrument bewerkstelliget sein wird / also hat es dabey sein verbleiben; der übrige theil aber oberwichtiger Million Thaler soll vier bis sechs Wochen nach geschlossener ausweisung der Ratificationen über dieses Friedens-Instrument in einer Summa richtig / und ohn- schuldlich in Hamburg auff gehörige Assignation, und Luitung bezahlet werden.

IX. Der Bestehliche Friedens-schluss in so weit derselbe durch gegewandten Tractat, und sonst nicht geändert / oder durch die weiter zu schliessende Nordische Frieden möge geändert werden bleibet in seiner vollkommenen Kraft / und Wirkung / und verbinden sich beyde Compaciscierende hohe Theile / Thes Orts alles dasjenige bezutragen / was zu auffrethaltung / und befestigung besagten Westphälischen Friedens-schlusses nötig und dienlich sein wird.

X. Beyde Compaciscierende hohe Theile reserviren Ihnen Hiemit gutdorch / Seiner Kaiserl. Majest. auch nach bedinnen / anderer Puillances Garantie über dieses Friedens-Instrument zu suchen / und zuziehen.

XI. Die beyderseitige Ratificationen über dieses Friedens-Instrument sollen zum spätesten innerhalb 2. Monath à Dato dieses beygebracht / und alhier zu Stockholm gegen einander aus- gewechselt werden.

XII. Zu ihrhundt dessen / was obbestet sind hievon 2. gleich- lautende Exemplaria verfertigt werden / welche beyde von bey- derseitigen Compaciscanten daju gewollmächtigten Ministris unter- schreiben / und unterschlegt / und jedem Theile eines davon zu ge- stellt werden. So geschien / und geschien zu Stockholm den 9. — 20. Novemb. im Jahr eintausend sieben hundert / und neungzehn.

Gustav Cronhielm. (L.S.)    Adolph Friederich von  
Carl Gustav Ducker. (L.S.)    Bassewitz. (L.S.)  
Gustav Adam Taube. (L.S.)  
J.H.V. De la Gardie. (L.S.)  
D.N. von Höpken. (L.S.)

ARTICULI SEPARATI.

Demnach es sich zugetragen / das bey schliefung / und unter- zeichnung des untern heutigen Dato zwischen Ihro Königl. Majest. von Schweden / und dem Reich Schweden / und Seiner Königl. Majest. von Groß-Britannien / als Herzogen / und Churfürsten zu Braunschweig und Lüneburg errichteten Freie- dens-Instrumenten, einige angelegentlichkeit sey hervorgerhan / welche eine genauere nachricht / und untersuchung / theils auch eine vorbergehende Liquidation erfordern / derowegen aber man nicht dienlich erachtet / die seich auszuheben / und das handtwerck länger ausgesetzt sein lassen; Als haben beyderseitigen Compa- ciscierende hohe Theile sich dahin verglichen / das zu gänzlichlicher schlicht- und ausmahlung solcher in nachfolgenden Articulen ab- geschafften Punkten / gewisse Commissarii von beyden seiten sollen ernennet / und bevollmächtigt werden / welche gleich nach aus- gewechselten Ratificationen über obbestagtes Friedens-Instrument so wohl als gegenwärtigen Separat Articulen zusammen treten / und innerhalb einer vier Monathlichen Frist / hierunter benannde angelegenheiten durch gütlichen Vergleich zum schluss bringen sollen.

I. Seine Königl. Majest. von Groß-Britannien als Herzog und Churfürst zu Braunschweig und Lüneburg / wollen die- jenige Contributions und andere aufgaben / welche dieselbe vor- übernehmung mehrerfacher beyden Herzogthümer aus dem dero- selben stücker übertragnen Polirungs-Distric gehoben / und selb- ige sowohl als das in der Bestung Otersberg damals befind- lich gewesene Magazin, Ammunition, und andere Krieges-ger- äthungen / ungleiches das Orlow-Schiff-Bremer-schlüssel genandt / zu sich genommen haben / Ihro Königl. Majest. von Schweden / und der Cron Schweden nach der darüber getrossenen Liquida- tion ersuchen / und vergelten.

Dasjenige aber / was von Dänemark aus obgedachter Polirung gehoben worden / kan in diese Liquidation nicht ge- bracht werden.

II. Desgleichen haben auch Seine Königl. Mai. von Groß- Britannien als Herzog und Churfürst zu Braunschweig und Lüneburg sich geniegt zu sein erkläret / denen von der Ritters- schafft / und Adel-Beichten / und anderen Eingewesenen / wel- chen während diesen Troublen ihre güter eingezogen worden / die einkünfte / so sie dadurch genießt / und welche von Ihro Königl. Majest. selbst / oder dero Cammer genossen seynd / wieder ersehen zu lassen; Ingleichen wollen sie auch auff die im Exilio bißhero gelebte Justitia, und landes-Beiente / welche darum genietten ansetzung thun werden / und noch sälig / und in stande zu bleiben seynd / bey ereignen Vacanzen reflexion machen.

III. Sollte amnoch die vormahlige in der Stadt Bremen ge- wesene Königl. Schwedische Regierung wegen ein- und anderen sachen / so die bißherige Oeconomia und vernaltung der Finan- cen, oder auch einige particuliere angelegenheiten betreffen / mit

TOM. VIII. PART. II.

guten fondament, und raison etwas vorschlagen / und beghrin- gen können / so wollen Ihro Königl. Majest. von Groß-Bri- tannien solches vernemen und billigmäßige reflexion darauß machen.

IV. Diese Separat Articulen sollen von eben der Kraft / und Verbindlichkeit sein / als wann sie dem untern heutigen Dato errich- teten Tractat von wort zu wort einverleibet wären / und seind hievon gleichfalls zwey gleichlautende Exemplaria verfertigt worden / welche von beyden / von beyderseitigen Compaciscanten daju gewollmächtigten Ministris unterschrieben / und unterschlegt / und jedem theile eines davon zugestellt worden. So geschien Stockholm den 9. — 20. Novemb. im Jahr ein tausent sieben hundert / und neungzehn.

Gustav Cronhielm. (L.S.)    Adolph Friederich von  
Carl Gustav Ducker. (L.S.)    Bassewitz. (L.S.)  
Gustav Adam Taube. (L.S.)  
J.H.V. De la Gardie. (L.S.)  
D.N. von Höpken. (L.S.)

VIII.

PHILIPPI V. Regis Hispaniarum Acceptatio 1720.  
Articulorum Conventionis 18. Julii 1718. Lute- 26 Janv.  
tie Parisiorum inter Reges Francie & Magnae  
Britanniae factae, praesertim in eo quod spectat ad  
Pacem cum Imperatore inuendam. Datum Ma-  
driti die 26. Januarii 1720. [Sur la Copie  
imprimée à Vienne chez van Ghelen Imprim-  
meur de la Cour. Avec Privilege. Fol.]

PHILIPPUS Dei gratia Rex Castiliae, Legionis, Atragonie, utriusque Siciliae, Hierosolymae, Navarrae, Granatae, Toledae, Valentiae, Galetiae, Majoricae, Hispaliae, Sardiniae, Cordubae, Corficae, Murciae, Giennae, Algarbiae, Algezarum, Gibraltariae, Canariarum, Indiarum Orientalium & Occidentalium, Insularum & Continentium Maris Oceani: Archidux Austriae, Dux Burgundiae, Brabantiae, & Mediolani, Comes Habsburgi, Flandriae, Tyrolis, & Barcelona, Dominus Biscayae & Molinae, &c. Cum per Serenissimum Principem Georgium Magnae Britanniae Regem, atque Serenissimum Principem Ludovicum XV. Nepotem Nostri Franciae & Navarrae Regem propositus sit Nobis modus perpetuum in Europa tranquillitatem stabiliendi, & eo intuitu procurandi firmam Pacem & sinceram inter Potentias Belligerantes reconciliationem, atque cum hunc in finem memorati Serenissimi Reges Plenipotentiarium Tabulis introxerint, nempe Magnae Britanniae Rex Comes de Stairs, & de Stanhope, & Franciae Rex Marchionem & Marefcallum de Uxelles & Dominum Clermont Comitem de Cheverini, atque hi Ministri eo pervenerint, ut Tractatum concluderint, quem signant Parisiis 18. Julii 1718. in quo alios inter Articulos specificantur Conditiones Pacis, quam inter Principes, qui Bellum hucusque continuant, stabiliri in votis fuit, & cum memorati Domini Magnae Britanniae & Franciae Reges Nobis proposuerint hisce adhaerere conditionibus, licet hucusque eas admittere propter justas, quas habuimus rationes, distulerimus, nihilominus desiderantes ex parte Nostra implere vota memoratarum Majestatum Serenissimorum Magnae Britanniae, & Franciae Regum, atque efficere, ut Europa Pacis gauderet beneficio, quamvis cum detrimento Nostro & diminutione cum Statuum tum Jurium, quibus renunciamus, ut eo pertingamus: Decrevimus modò praedictum Tractatum acceptare, signatum 18. Julii 1718. à supra- dictis quatuor Plenipotentiariis Suarum Majestatum Britannicae & Christianissimae, atque idè tenore Praesentium acceptamus hunc praefatum Tractatum, & in omnibus admittimus, quae continet Punctis: & praecipue in eo quod spectat & concernit comprehensos octo Articulos & directè respicientes Pacem inter utramque Aulam Madritensem & Viennensem, & inter Principes utriusque Dominationis modò Regnantes. In cujus fidem commissimus Expeditionem praesentis Instrumenti manu Nostra muniti & Sigillo Nostro secreto, atque ab infrascripto primo Statu Secretario subfignari. Datum Madriti 26. Januarii 1720. Signatum erat

EGO REX.

Et infra

JOSEPHUS DE GRIMALDO.  
C. Nos



ANNO 1720. **N**os infraſcripti Miniſtri & Plenipotentiarii declaramus Apographum ſuprà infernum Archetypo collatum, & de Verbo ad Verbum conſiſſe eſſe. Actum Hagæ-Comitum die decimâ ſeptimâ Februarii Anni milieſimi ſeptingentefimi vigeſimi.

(L.S.) LEOPOLDUS COMES à WINDISCHGRAZ.

(L.S.) MARQUES BERETTI LANDI.

(L.S.) CADOGAN.

(L.S.) FLEURIAU DE MORVILLE.

In altero Inſtrumento :

(L.S.) LEOPOLDUS COMES à WINDISCHGRAZ.

(L.S.) MARQUES BERETTI LANDI.

(L.S.) FLEURIAU DE MORVILLE.

(L.S.) CADOGAN.

## IX.

21. Janv. **Fœdus inter ULRICAM ELEONORAM Suerorum Reginam & GEORGIUM Magnæ Britannie Regem in octodecim annos, mediante Rege Chriſtianiſſimo percuſſum, quò anterioribus Fœderibus reſumptis, & pro baſi bujus habitis, Partes conveniunt de Auxilio ſibi invicem in omni caſu neceſſitatis ferendo. Rex pollicetur Regine quam primum ſe adeſſe Subſidiis & armis in Bello præſenti contra Czarum Mœcovie, eoque continuare ad Pacem uſque reſtaurandam, Regina vero ſe & Regna ſua obſtringit ad perpetuam Guarantiam Succeſſionis Regie Britannicæ in Domino & Familia Laneburgico-Hanoverana. Actum die 21. Januarii 1720. [Tiré de la Chancellerie Royale de Suede.]**

**Q**uandoquidem Sereniſſima & Potentiſſima Princeps & Domina Ulrica Eleonora, Suecorum, Gothorum & Vandalorum Regina &c. &c. nec non Sereniſſimus & Potentiſſimus Princeps & Dominus Georgius Magnæ Britannicæ, Franciæ & Hiberniæ Rex, Fidei Defenſor, Dux Brunſviciſis, & Luneburgenſis, Sacri Romani Imperii Archi-Thæſaurarius & Elector, pro intimiori mutue amicitia, & ſincere neceſſitudinis aſſertione, majorique confirmatione, atque pro adaugenda, & promovenda memoratorum Regum, eorumque Regnorum, & Subditorum ſalute, & ſecuritate conſultum fore exiſtimaverunt, ut anteriora inter Inclyta Succiæ, & Magnæ Britanniæ Regna, & altè commemoratorum Regum Prædeceſſores Reges Initia Fœdera, in primis vero illud, quod inter Regiam ſuam Majeltatem Succiæ tunc temporis regnantem Beatæ, glorioliſſimæque memoriæ Carolum XII. & Regiam ſuam Majeltatem Magnæ Britanniæ, itidem Beatæ glorioliſſimæque memoriæ tunc regnantem Guſtaviſſimum III. Hagæ-Comitum Anno 1700. in octodecim annos idem Anno 1718. proximè elapſo expiravit, nunc per Mediationem, & ſub Guarantia Sui Regis Majeltatis Chriſtianiſſimæ, quæ ad hæc negotia Dominum de Campredon Miniſtrum ſuum Reſidentem Plenipotentiarium eſſe voluit, & Mandatis ſuis ad hoc muniri curavit, reſuſciterentur, emendarentur, renovarentur, præſentis rerum ſtatui accommodarentur, & applicarentur, Sacra Regia Majeltas Succiæ itaque ſalutari huic operi perſeciendo legitime conſtituere, atque ſufficienti Mandato inſtruere voluit Illuſtriſſimum & Excellentiſſimum Comitem Dominum Carolum Guſtavum a Ducker, ſuum Regniſque Senatorem, ſupremum Campi Marſchallum, & Conſiliarium Belli-cum, nec non Illuſtriſſimum & Excellentiſſimum Comitem Dominum Guſtavum Adamum à Taube ſuum Regniſque Senatorem, ſupremum Campi Marſchallum & ſupremum Gubernatorem Holmiæ, itidem Illuſtriſſimum, & Excellentiſſimum Comitem Dominum Magnum de la Guardie, ſuum Regniſque Senatorem, & Præſidem Collegii Commerciorum, ut & Illuſtriſſimum & Excellentiſſimum Comitem Dominum Joan-

ANNO 1720. nem Lillienſtede ſuum Regniſque Senatorem, ac Cancellariæ Conſiliarium, denique Illuſtre liberum Baronem Danielum Nicolaum de Høpken Status ſui Secretarium, Sacra Regia Majeltas Britanniæ autem Illuſtriſſimum & Excellentiſſimum Dominum Joannem Lord Carteret, Cubicali ſui Primoribus, Gubernatorem Provinciæ Devonienſis, & Legatum ſuum Extraordinarium & Plenipotentiarium ad Aulam Sacræ Regiæ Majeltatis Succiæ, qui congreſſi, ſuis Holmiæ exhibitis utrinque & communicatis ritè Mandatorum formulis, variſque ea de cauſa inſtitutis colloquiis poſt accuratam pro negotii gravitate rerum cognitionem & diſquiſitionem conveniunt & conſenſerunt, ut pro baſi & fundamento recipere Fœdera Anno 1665. die prima Martii Holmiæ & Anno 1700. die 6. Janv. Hagæ-Comitum concluſa, ita ramen, ut de iis, quæ ad utriusque Regnorum & Subditorum Commercium ſpectant, atque prædicti non modò Anno 1665. ſed etiam Anno 1700. initi Fœderis partem conſciunt, quàm primum & abſque ullo temporis diſpendio Holmiæ ab utriusque partis Commiſſariis negotiatio inſtitui debeat: quod autem mutuam concernit amicitiam, bonam Correſpondentiam, & ſecuritatem, prædicta Annis 1665, & 1700. inita Fœdera, præſenti hocce confirmantur omnino, & corroborantur, adhibitis additionibus, & immutationibus quibusdam, ut præſenti rerum ſtatui tanto magis accommodata & applicabilia redderentur, prout id Articulis ſequentibus ſuſius expoſitum, cautum, & ſtatutum eſſe patebit.

I. Sit inter Sacram Regiam Succiæ Majeltatem ejusque Hæredes, & Succeſſores Reges ab una, & Sacram Regiam Magnæ Britanniæ Majeltatem, ejusque Hæredes & Succeſſores Reges ab altera parte, atque univerſa & ſingula utriusque Regna, Ditiones Provincias, Inſulas, Terras, Colonias, Urbes, Oppida, Populos, Cives & Incolas, atque adeo omnes omnino Subditos & Vaſallos tum eos qui nunc ſunt, tum etiam, qui poſterum erunt, tam in Europa quàm extra eandem ubivis locorum tam Terrâ quàm Mari & Aquis dulcibus, ſincera & conſans in perpetuum amicitia, Fœdus & bona correſpondentia, ita ut neque ipſi ſibi invicem, vel alter alterius Regniſ, Provinciis, Colonis ubicumque ſitis, & Subditis ullum incommodum inferant, neque hoc ab aliis fieri permittant, multo minus conſentiant, ſed ſe invicem ſincero affectu, omni benevolentia, & mutuo amore complectantur.

II. Tenetur Hæredes & Succeſſores mutuum commodum, & honorem omni ſtudio curare & promovere, pericula, conſpirationes, & machinationes hoſtiles, quàm primam ſcilicet innotuerint, mature indicare & detegere, iſdemque quantum in illis fuerit oportere, nec non pro avertendis, & impediendis iſdem, conſilia, viresque ſociare, & impendere; quapropter alicui Conſederatorum non licebit, vel per ſe, vel per alios quoscumque agere, traſtare, aut conari quidquam alterius incommodo, vel etiam damno Terrarum, Dominiorum aut Jurium alterius qualicumque ubivis loci, ſive Mari, ſive Terrâ, hoſtes ejus, ſive rebelles, & inimicos in Conſederati damnum nullatenus fovebit, neque rebellium & proditorum quemquam in Ditiones ſuas recipiet, aut admittet, multo minus conſilium, auxilium & favorem illis præſtabit, vel tale quid per Subditos, populum aut Incolas ſuos præſtari ſinet, aut permittet.

III. Rebelles verò jam nominatos ſpeciatim quod attinet, quicumque ab alterutro Conſederatorum per Litteras Conſederato ſuo miſſas, pro rebelle & perduelle declaratis fuerit, iſ etiam à Conſederatorum illo, cui Litteræ iſtæ miſſæ fuerint, pro tali ſtatim reputabitur, & contra illum omnia, quæ per hoc Fœdus in alterius rebelles & perduelles ſtatuta ſunt, effectui dabantur.

IV. Ac quò majori cum fructu prædicta amicitia & bona correſpondentia in utriusque altiffime memoratorum Regum, eorumque Regnorum, & Subditorum utilitatem, nec non Religionis Proteſtantis proteſtationem in dies melius excoli, ac eorumdem ſecuritati, magis magisque proſpicui, ac caveri poſſit, utrinque convenit, ut Sereniſſimi & Potentiſſimi Reges, Regnaque Succiæ, & Magnæ Britanniæ ſpeciali Fœdere deſenſivo, quàm ardiſſimè neceſſerentur, quemadmodum hiſce præſentibus ardiſſimo conſtriguntur Fœdere, ad invicem obligantur ad mutuam præſtandam deſenſionem tam ſuorum Regnorum, Ditionum, Provinciarum, Statuum, Subditorum, poſſeſſionum quam Jurum, & Libertatis Navigationis, & Commerciorum cum in

ANNO  
1720.

Mari Baltico, Fretu Orefundico five Codano, tum in Mari Septentrionali Orefundico, Occidentali, Britannico, Fretu vulgo Canali dicto, quin & Privilegiarum & prerogativarum alterutri Confederatorum tam ex Pacis & receptis Consecutionibus, quam Gentium & Hereditario Jure competendum contra quoscunque invasores, aggressores, & Terrâ vel Mari turbatores in Europâ, prout infra hoc specialius declaratum est.

V. Si itaque contingat Regiam suam Majestatem, ejusque Hæredes, & Successores Reges, Regnumque Sueciæ ab aliquo Rege, Principe, Statu, Republicâ, Rebelle uno, vel pluribus in Europâ invadi, infestari, aut turbari in Regnis, Ditionibus, & Provinciis, Insulis, & Dominis tam intrâ, quam extra Regna, ut & in Germaniâ ad Reges, Regnaque Sueciæ nunc spectantibus, nec non in possessionibus, & Prærogativis, Privilegiis, & Juribus suis inde pendentibus, vel alio quocunque modo in libertate Navigationis, & Commercio in prædictis Maribus, & Fretis impediri & molestiâ affici, tenebitur Sacra Regia Majestas Magnæ Britanniæ, ejusque Hæredes, & Successores Reges, præviâ legitimâ requisitione, Serenissimæ Reginiæ, ejusque Hæredibus, & Successoribus Regibus, Regnisque Sueciæ contra ejusmodi Aggressores, Turbatores, & Rebelles exercitu sex mille Pedibus constante auxilio esse eâ conditione, & modo, ut infra determinatum est.

VI. Similiter si contingat Sacram Regiam Majestatem, ejusque Hæredes & Successores Reges, Regnumque Magnæ Britanniæ ab aliquo Rege, Principe, Statu, Republicâ, Rebelle uno, vel pluribus in Europâ, invadi, infestari, aut turbari in Regnis, Ditionibus, Provinciis, Insulis & Dominis ad Reges, Regnaque Magnæ Britanniæ nunc pertinentibus, ut & in Juribus inde dependentibus, vel alio quocunque modo in libertate Navigationis, & Commercio in prædictis Maribus, & Fretis impediri, & molestiâ affici, tenebitur Sacra Regia Majestas Sueciæ, ejusque Hæredes, & Successores Reges, Regnaque Sueciæ contra tales aggressores, & Rebelles Serenissimo Regi Magnæ Britanniæ, ejusque Hæredibus, & Successoribus Regibus post legitimam requisitionem, & denunciationem Exercitus sex mille Pedum auxilio esse, eâ conditione & modo, ut infra specialius determinabitur.

VII. Iste verò, quæ impleretur sic desiderari poterunt Copiæ Auxiliares quarto post factam requisitionem Mense, citius si id fieri nequeat, submittere omnino erent, in locum adit, & Portu commodum & ab eo qui eas desideraverit mittenti prius indicatum & prænominationum, istius vero auxilii præparationem, ne dum missionem ipsam nihilo retardabunt, multò minus in totum tollent amica illa officia, quæ pro amicabili compositione obtinenda, Confederato requisito vigore hujus Federis prius tentanda incumbunt, missæ quoque & postquam jam appulerunt Copiæ sumptibus mittentis alentur, & sustentantur, donec Pax obtenta fuerit, vel quousque requirenti visæ fuerint necessariæ, ita tamen, ut requirens interim in Terris suis provideat, ut auxiliaries Copiæ non secus ac propriæ justo pretio commettantur, & cetera ad victum & amicum necessaria habere possint.

VIII. Federato auxilium requirenti liberum esto eligere, utrum supra nominatum Exercitum vel totum vel partem ejusdem tantummodo habere velit, residuum vero in apparatu Bellico, munitione, commeatu, Navibus, rebusque quæ ad earundem instructionem requirantur, eâ tamen æstimatione initâ, ut pro singulis mille Pedibus quolibet Mense usque ad finem Belli quatuor millia Imperialium Thalerorum computentur, quæ de re utriusque partis Commisarii sine cunctatione bonâ fide convenient.

IX. Quod si periculum obstitit, quòd minis Copiæ auxiliares absque impedimento ad illum locum in quo requirenti necessariæ fuerint, perveniant, operam suam Confederati simul impendere tenebuntur, ut transitus illis tutior, facilliorque fiat, nec non requisito licetum sit, proprium aliquem Ducem Copiis suis præficere, eademque, quatenus ratio Belliulerit, in uno eodemque agmine junctæ permanent, quòd ita intelligendum est, ne ad loca procul inter se remota distrahantur. Designatus autem auxiliarium Copiarum Dux requirenti Imperio militari, aut ejusdem Præfecto generali in operationibus Bellicis subest, omniaque ea, quæ dictum militiæ modum agendi, & alios quoscunque eventus concernunt, ita constituentur, quemadmodum in Bello, & auxiliorum præstatione plerumque usâ venire solet, quod etiam in illo casu locum habebit, si forte Naves

TOM. VIII. PART. II.

loco & vice militiæ terrestri subministrari contingerit, quæ tanquam auxiliares vexilla requirenti gerere tenebuntur.

X. Si verò acciderit, ut pro magnitudine periculi Copiæ determinatæ non sufficerent, utpote si aggressor forte alterius ejusdem sui Federati auxilium acutus fuerit, vel propriis viribus vel Successibus uni Confederatorum superior & prægravis evaserit, tunc alter Confederatorum majoribus, quantisque e re esse poterit, quâ Terrâ quâ Mari, vicinis nec non Subsidiiis pecuniariis Parti læsæ oppressæque quantocius subvenire tenebitur, ita tamen ut existente illo casu de modo, natura & tempore hujus auxilii ferendi secundum exigentiam rei transigatur. Cumque jam dudum vigente adhuc, quod Anno 1700, conclusum fuit Fœdere à variis Potestatibus vicinis infestari Regnum Sueciæ contingerit, & illud Bellum adhuc duret, hinc etiam Sacra Regia Magnæ Britannia Majestas tam ex Fœdere jam nominato, quam vigore præsentis hujus fœ obligatum agnoscit, Sacræ Regiæ Majestati & Regno Sueciæ ad ea ulteriora præstantia auxilia, quæ infra stipulata sunt.

XI. Et licet pro præsentis hocce Bello Septentrionali ex voto Sær Regiæ Majestatis Sueciæ componendo amicabilis omnis via adhuc teneatur, Successus tamen votis non respondeat, hisce Sacra Regia Majestas Magna Britannia jam declarat, & se obstringit, quod ejusmodi amica reconciliationis tentaminibus tempus amplius in casum sibi effluere non patietur, sed fortiter Phalangem Navium Bellicarum vulgò *Escadron* dictam proximo Vere tempestivè Regno Sueciæ in Subsidium sit expeditura, sub Mandatis, & Dispositione Sacræ Regiæ Majestatis Sueciæ in conjunctione cum ejus Navibus Bellicis acturam, ut Czari Moscoviæ in Sueciam invasiones repellantur, & justâ Pacis Leges atque conditiones quam citissime ab eo obtineantur: omnes autem operationes junctis viribus peragende in Consilio Belli co cum Præfectis Copiarum Navium utriusque Coronæ prævio habito, ordinari & disponi debent, impostorâ verò, antequam auxiliares Copiæ mittantur, vim, & injuriam passus cum altero Confederatorum communicabit, & tunc quidem uterque Confederatorum operam navabit, ut invalor, aut turbator amicabili ratione inducatur, à vi & injuriâ abstinere, ne ad arma venire necessum sit, quod si verò ea ludentem occupaverit pertinaciam, ut nullis amicabilibus rationibus ad æquâ præstantiam descendere velit, atque ita injuriatus & læsus Confederatus violationem sui illatam vi & armis propulsare, ac ulteriorem turbationem impedire coactus fuerit, tum demum Copiæ præstatæ sine procrastinatione mittantur, nec prius cessant, quâm Parti læsæ per omnia satisfactum fuerit: ille etiam, qui injuriis extorquet justam defensionem, pro aggressore habendus erit.

XII. Licetum quoque erit utrique Confederatorum eorumque Subditis Naves suas Bellicas, aliæque armata Navigia in alterius Portus subducere, ibi hybernare, morari, illorumque Immunitatibus & Privilegiis suis & gaudere, modò in ipsi Portibus vel eorum ingressu, illi qui communes hostes non sunt, non infestentur, aut per hoc cum iis omnis Commercio usus ad dictos Portus turbetur, multo minùs in totum tollatur, mutuo quoque Regiarum Majestatum Confederatorum consensu est determinatum, de Navigatione & Commercio negotiationem peculiarem pro mutuo utriusque Nationis commodo, & emolumento Holmiæ quam primum & sine ulla mora instituendam esse, interea temporis & usque dum ea suum fortiatu effectum, inter utrumque Confederatorum pactum, conventumque est, quod utrinque mutua & integra constabit Navigationis & Commercio libertas in omnimodis Mercimoniis & Mercibus per universas & singulas eorum Ditiones, Domina & Territoria in Europa sita, ita ut licetum fuerit eorundem Subditis invicem Terra aut Mari alterutrius Regna, Provincias, Insulas, Oppida, Urbes, Vicosque liberè & tuto ingredi, ibique commorari, & rem Mercatorum exercere in omnimodis Mercibus & Mercimoniis, quorum introitus, exitusque non speciatim per Leges & Statuta utriusque Regni interdiciuntur & cohibentur; cæ Leges tamen, ut ista Commercio libertas non extendatur ad illa alia loca, quàm ad Portus illos Maritimos, hucusque in externâ ejusvis Gentis Commercio concessos; in quibus dictis Portibus, Oppidis, Urbibus, locisque liberum licetumque semper erit utriusque Confederatorum Subditis non solum ibidem commorari, degere, & domicilia habere, quàmvis libere, citra ullam molestiam,



ANNO  
1720.

gravamen, coercitionem, aut temporis præstationem, verum etiam semet ipsos cum suis bonis, Mercibus, aut facultatibus quibuscumque illinc transferre & alibi se, suasque dictas facultates recipere, quodcumque & quocumque ipsi placuerit, nullo adhibito incommodo, quovis in ære alieno fuerint, & iusta ac legitima debita contraxerint, neque tributa aut onera cujuscunque generis, aut sub quocunque titulo in alterutroque vere tenebantur, dum mutuo manserit in alterutroque Confœderatorum Ditionibus & Territoriis, quæ Gens amicissima solvere non tenetur & quo omni meliori modo & Subditorum præfatorum res mercatoria confirmetur & adagatur & Commœcium inter utramque Regnum reprocere promovetur, dicti Fœderati se mutuo obstringunt, & ex alterutra parte spondent, quod Merces & opificia utriusque Nationis nulla alia onera & Vetiçgalia maiora impositum solvant, quam quæ nunc stabilita sunt, eaque immunitate tamdiu gaudeant, donec omnia hæc Negotia ad mutuum Commœcium spectantia specialia Conventiones aut Tractatu consensum concludendo in usum & utilitatem utriusque Nationis semper deinde observando, clarius atque firmitus sint decisa, neque huiusmodi respectibus erit utriusque Confœderatorum Subditis maiora vindicare & exigere præterea pro ponderandis, exportandisque, quam quæ ab utroque Regni Urbibus, Indigenis & Civibus exiguntur, & solvantur. Porro conventum & pro regula generali statutum est inter dictos Fœderatos, quod omnes & singuli eorum Subditi in Ditionibus, Territoriisque hinc inde eorumdem Imperio subiectis pari ad minimum favore in omnibus & ex omni occasione gaudeant, & iisdem Privilegiis, Libertatibus, & immunitatibus utentur ac fruantur, quibus Subditi cujuscunque alterius Principis aut Status vel amicissimi utuntur, fruantur, gaudenturque, aut impositum uti, frui aut gaudere possint.

XIII. Vigore Articulorum quarti, & quinti Tractatus de Anno 1700. debuerunt ambæ Coronæ reciprocè ea præstare auxilia, quæ ibidem stipulata sunt; conditionibus tamen Articulo XVI. ejusdem Tractatus pactis scilicet, ut si requisitus Confœderatus fuerit, ipse Bello implicatus, sive contra suos proprios, sive Confœderati hostes, hoc casu non tantum auxilia requirere præstare non obligaretur durante hoc Bello, verum etiam auxilia Coronæ Confœderati vi Fœderis missa revocare poterit prævia trium Mensium significatione; cum autem acciderit, ut Sacra Regia Majestas Magnæ Britanniæ ipsa Bello adversus Coronam Gallie implicata fuerit usque ad annum præterlapsum Anno 1713. quo Tractatus Ultrajectensis Bellum Pace mutavit, & ideo nec potuit, nec debuit obstricta esse, Subsidia Coronæ Succiæ promissa præbere, siquidem tamen ab eo ad hunc usque temporis Articulum, Bellum Regni Succiæ duravit, eamque ob causam Succiæ Subsidia, quæ restant, postulat; Subditi autem Sacra Regia Majestatis Magnæ Britanniæ ipsam compensationem pro Navibus & Mercibus suis ab Armatoribus, & Navibus Succiæ interceptis, posteaque Fisco adscriptis exposcunt; pariter quoque Subditi Sacra Regia Majestatis Succiæ pro Navibus & Mercibus suis ab Armatoribus & Navibus Magnæ Britanniæ interceptis compensationem postulant, ea propter à Partibus paciscentibus conventum est, Commissarios utrimque quam primum eligendos, qui examinent, & uti vocant, liquidationem instituant super hinc inde interceptis & ablati hisce Navibus & Mercibus, ut appareat, quenam Pars alteri debeat, id quod sic debetur, tam ratione unius quam alterius, harum præstationum termino à Commissariis instituto ritè persolvatur.

XIV. Quæ autem Navibus Confœderati sui ab altero Confœderatore in suis Portibus concessa Prærogative initio Art. XII. recensentur, alterius hostibus nullatenus indulgebuntur; quemadmodum nec permittitur, ut Subditi alterutroque Confœderatorum hostibus alterius in Confœderati incommodum, & detrimentum operam suam addicant, illisque quocumque modo quæ Terra quæ Mari ut Militibus vel ut Nautæ inserviant, ideoque id iis quam severissime interdicitur.

XV. Præsens Fœdus inter Serenissimos Succiæ & Magnæ Britanniæ Reges initum, neutri Fœderatorum in suis Regalibus, Juribus & Dominio Marium, nempe Sacra Regia Majestatis Succiæ in Maris Baltici & Sacra Regia Majestatis Magnæ Britanniæ in Marium, quæ vulgo Britannica dicuntur, Dominio quicquam derogabit, sed uterque Confœderatorum supradicta omnia cum omnibus, quæ inde dependent, sicut nunc &

antea, ita & impositum retinebit, sique liberè, & sine ANNO  
ulla contradictione fruatur. Quæ quidem supradictorum omnium fruitio utrinque intelligi debet, salvo hocce 1720.  
præsenti Fœdere.

XVI. Postquam dicto modo requisitis auxilia miserit vel ex Fœderum Legibus obligationi suæ satisfecerit, necesse est, ut eidem, ejusque securitati vicissim prospiciatur, ac proinde utrique convenit, ut Confœderato etiam suppetias alteri Confœderato, ad hujus requisitionem ferenti, in terminis auxiliatoris omnino permanisse debeat, nec ob præstitum auxilium Bello ipsemet involutus fuerit, nihilominus sine inclusione & securitate ejusdem nullas Tractatus Pacis, vel Induciarum initi, imo ne suspensio quidem armorum diuturna, & alteri Fœderatorum noxia fieri possit.

Quod si verò ob latas suppetias cum aggressore vel alio quocumque aperto Bello implicetur, tunc neuter sine alterius consensu & consilio neque ad Præliminaries neque ad principales cum hoste vel hostibus Tractatus descendat, sed omnia mutua opera, communicatione, & consilio agantur & tractentur, donec utrique Confœderato de sufficienti securitate, & satisfactione debita ex communi consensu plenissime cautum fuerit, præmissis ei Confœderatorum, qui prius Bello immixtus fuerit, nequitiam licebit, Bellum Pace murare, antequam alter Confœderatorum, qui vi Fœderis Confœderato suo auxilium tulit, per omnia ab hoste indennis præstetur, ac ad minimum in pristinum suum statum, quo ante Bellum inchoatum gavissus est, aut Jure gaudere debeat, siquidem status & conditio ejus per hostem & inde per infecutum Bellum diminutionem aliquam accepit, plenissime restitatur.

XVII. Supradictis de auxilio ad requisitionem Confœderati ipsi ferendo, hæc conditio per expresse apposta est, ut si post requisitionem factam contingat, alterum Confœderatorum Regem requisitum, vel ipsummet Bello contra communem hostem implicari, vel ab alio vicino Rege, Principe, vel Statu, in propriis Regnis ac Provinciis infestari, ita, ut requisitus illam infestationem pro vero Bello habeat, cui advertendo requirens ipse alias vigore hujus Fœderis ad auxilia ferenda obligaretur, tunc alter Confœderatorum taliter infestatus, si quæ Copiæ auxiliares ad requisitionem alterius Confœderati ante invasionem missæ fuerint, prævia trium Mensium significatione easdem ad propriam Regni sui, Regnorumque suorum defensionem revocare poterit, & durante illa invasione, quæ premitur, promissa auxilia præstare non tenebitur, ut antehac accidit flagrantè eo Bello toto annos gesto inter Coronam Magnæ Britanniæ & Regem Christianissimum, & quavis prædictum illud Fœdus anni 1700. quod pro basi hujus tenebitur, sub hac conditione initum fuit, & quæ etiam nunc temporis conclusum huiusmodi impositum explicari debet, nihilominus Sacra Sua Regia Majestas Magnæ Britanniæ, ut clarissima suæ in Coronam Succiæ amicitia monumenta appareant, pro hac vice se obstringit, ut præsens inter Coronas Magnæ Britanniæ & Hispaniarum Bellum nullo modo afferat impedimentum, quo minus Sua Regia Majestas Succiæ auxilia Tractatu hoc stipulata re ipsa obtineat, iisdemque fruatur & sublevetur usque ad Pacem feliciter restaurandam, scilicet Subsidiiis, & Phalange Navium Bellicarum Articulis VIII. & XI. promissarum usque ad Pacem cum Czaro Moscoviæ restauratam, sed Subsidiiis tantum, quamdiu Bellum cum Corona Daniæ durabit, si nempe præter omnem spem illud Bellum ultra Pacem cum Czaro extendere. E contra obstringit se Sacra Regia Majestas Succiæ, se nullas admittitur condiciones, quæ ipsi à Rege Hispaniæ vel directè vel indirectè poterint proponi aut offerri, quatenus illæ condiciones aliquod præjudicium vel damnum causent, quæ contra Hispaniam agitur, & plurimum annorum Bello sustinetur, inferre poterunt. Porro se obligat dicta Sacra Majestas Succiæ pro se, suis Hereditibus, & Successoribus ad manutenendam, & garantigendam Successionem in Regno Magnæ Britanniæ quemadmodum ea per Leges Regni stabilita est in domo Suciæ Majestatis Britannicæ modo regnantis, prout etiam ad defendendas universas Ditiones & Provincias à Sua Majestate possessas, nullumque asylum aut refugium in ullo suorum Dominiorum loco dabit, aut concedet Personæ, ejusque Descendentibus, si qui ei obstant, quæ vivente Jacobo II. Principis Walliæ, & post ejus excessum Regium Magnæ Britanniæ, titulum assumptis, promittens pariter pro se, suis Hereditibus & Successoribus, nullum se dictæ Personæ ejusque Descendentibus directè vel indirectè, Terrâ Marive præbiturum esse auxilium.

# DU DROIT DES GENS.

27

**ANNO** auxilium, consilium aut opem quamcumque five in ere,  
**1720.** armis, apparatu militari, Navibus, Milite, Nautis,  
 five alio quocunque demum modo, idem observatam  
 iussu eorum, quibus à dicta Persona ejusve Descen-  
 dentibus foret mandatum aut commissum foret regi-  
 men Suae Majestatis Britanniae aut tranquillitatem  
 Regni sui five Bello aperto five clandestinis conspiratio-  
 nibus, fuscitando seditiones & rebelliones, aut pira-  
 ticam contra Subditos Majestatis Britanniae exercendo  
 turbare, quo postremo casu Sacra Majestas Sueciae  
 promittit, se minime permitturam, ut ejusmodi Piratis  
 ullum in Portibus Regni sui detur receptaculum. De-  
 nique Suae Regia Sueciae Majestas obstringit se, quod  
 nullam unquam protectionem vel asylum in ullo suo-  
 rum Dominiorum loco, illis Regiae Magnae Britanniae  
 Majestatis Subditis dabit, qui actum sunt, vel ali-  
 quando fuerint declarati rebelles, & casu quo ejusmodi  
 forte in suis Regnis, Provinciis, & Ditionibus exister-  
 rent, eos & finibus suis intra octo dierum spatium ab  
 interpellatione Regia exire jubebit, quod si etiam Sa-  
 cram Regiam Majestatem Britannicam in aliqua parte  
 hostiliter invadi acciderit, Suae Regia Majestas Sueciae  
 in eam casum obstringit se, ad submittenda auxilia supra  
 determinata, idem factura ejus Descendentibus, si  
 quando eos in Successione Regni Magnae Britanniae tur-  
 bari contingeret; & quemadmodum Protestantium Re-  
 ligioni Commercioque Regnorum Sueciae & Magnae  
 Britanniae totique Christiano Orbi maxime interest, ne  
 Mare Balticum sub arbitrio fit Czari Moscoviae, ideo,  
 si jam dictus Czarus recusat, Pacem cum Suecia iure,  
 & ex restituere, qua requiritur ad eam securitatem  
 Regni Sueciae, eamque libertatem Commerci in Mari  
 Baltico restitueram, qualis utrique ante praesens hoc-  
 ce Bellum fuit, in hoc casu obstringit se Sacra Regia  
 Majestas Magnae Britanniae non solum ad ea auxilia  
 praestanda, quae in hoc praesenti Tractatu expressa sunt,  
 nimirum ut praedictis finis a suis obtineatur, verum  
 promittit omnem operam, omniaque officia apud Les-  
 deratos suos adhiberem, ut Subditis Sueciae adju-  
 vent, & ita ad Czarem coërcendam Coronae Sueciae  
 media suppeditent.

XVIII. Et quamvis Foederati auxilia sibi invicem  
 mittere modo superius dicto teneantur, ista obligatio  
 tamen nequaquam eo extendi debet, ut propterea omnis  
 protinus amicitia, & mutuum commerciorum usus  
 cum alterius Foederati hostibus, eorumque Subditis  
 omnino tollendus & interdicendus veniat; nam exis-  
 tente tali casu, quod unus Confederatorum, etiam si  
 auxilia requisitus tulerit, Bello ipse non fuerit immix-  
 tus, ejus Subditis ac Incolis cum hostibus illius Foede-  
 ratum, qui in Bello versatur, Commercium & Navigatio-  
 nis libera erunt, sicutumque omnino erit, Merces ipsi  
 quascunque advehere, si tantummodo exceptis, quae ex-  
 pressè veritas, vulgo Contrabandae dictae, & communi  
 omnium Nationum consensu tales declaratae sunt.

XIX. Quandoquidem Ambae summè memoratae  
 Regiae Majestates hoc ipso proficentur, se equidem qui-  
 busdam Pactis, & Foederibus, quae antehac cum aliis  
 inita sunt, adhuc obstringi, eaque etiam ex praescripto  
 eorumdem Pactorum velle debito modo servare, sed ta-  
 men nullis omnino Pactis & inibi comprehensis clausu-  
 lis hoc tempore teneri, quae praesens hoc Foedus ullo  
 modo, ullove sub praetextu infirmare & impedire va-  
 leant, aut debeant; ita quo magis reciproca Foederato-  
 rum fides, & perseverantia in hac Societate appareat,  
 animique Subditorum & amicorum confirmetur, utra-  
 que summè commemoratae Regiae Majestates se invi-  
 cem obligant, & declarant, se omnibus & singulis hujus  
 Foederis Articulis sincere & bona fide staturas, ne-  
 que de genuino & communi praedictorum Articulorum  
 sensu sub ullo commodi, amicitiae, prioris Foederis,  
 Pacti & promissi praetextu, aut alio quovis colore vel in-  
 tum unquam discessuras, sed omnia quae in hoc Foedere  
 promiserunt, prout res, & negotia postulant per se,  
 vel Ministros, & Subditos suos executioni promptissi-  
 me, & plenissime, prout expressis verbis stipulatae sunt  
 adeoque cum effectu mandaturas, idque sine ulla limi-  
 tatione, exceptione vel excusatione, exceptis his excu-  
 sationibus, quae in praecedentibus hujus Foederis Arti-  
 culis exprimentur.

XX. Durabit hoc Foedus defensivum in octiduum  
 annos, ante quorum lapsum Confederati Reges de hujus  
 plenaria continuatione denud tractare poterunt, si  
 utrique ita fuerit visum.

XXI. Quemadmodum haec Pacta vi accepta Potesta-  
 tis & Mandatorum utrinque conclusa sunt, ita eadem  
 ab utraque Sacra Regia Majestate Sueciae & Magnae

Britanniae in debita & solenni forma approbati & rata  
 haberi, eorumque Ratificationis Instrumenta Holmiae  
 intra trium Mensium spatium, a tempore hujus sub-  
 scriptionis numerandorum, immo citius, si ita fieri poterit,  
 exhiberi, & permutari debent; in maiorem omnium  
 supradictorum certitudinem & robur hujus Tractatus  
 bina exemplaria correctae sunt, quorum unum supra-  
 dicti Sacrae Regiae Majestatis Regnique Sueciae Senato-  
 res & Secretarius Statuum, alterum verò supradictus Sa-  
 crae Regiae Majestatis Magnae Britanniae Legatus Ex-  
 traordinarius, & Plenipotentarius, omnes in eam finem  
 speciali facultate instructi Holmiae subscripserunt, &  
 suis Sigillis firmarunt, idque uno, eodemque die nimi-  
 rum 21. Januarii Anno 1720.

X.

Griede/ so zwischen Ulrica Eleonora der Schweden Kö. 21. Janv.  
 nigin/ und Friederich Wilhelm König in Preussen 1. Fevr.  
 vermittelst Seiner Alier-Christlichen/ und Groß-  
 Britanischen Königl. Majest. geschlossen worden.  
 Der zwischen dem König in Gross-Britannien und  
 der Königin den 18. 29. Augusti 1719. errichtete  
 Präliminair-Tractat wird sein fundament des icht-  
 gen gelegt/ wodurch Seine Majest. in Schweden  
 die Königin/ die Stadt Stettin samt dem Distrikt  
 zwischen der Oder und der Pehne mit den Inseln  
 Wollin/ und Uledom, dan auch die Städte Dan-  
 und Gellnau mit allen ihren zubeherungen an Seine  
 Königl. Majest. in Preussen abtritt. Der Pehne-  
 stück teilt sich fortin zur gränd dienen zwischen dem Preuss-  
 ischen und Schwedischen Pommeren/ im fall selbiges  
 von Seiner Majest. in Denmark sollte können zurück  
 gebracht werden/ wergu Seine Königl. Majest. in  
 Preussen alle nachdrückliche mittel verjucken ver-  
 spricht. Was das Recht/ Sitz/ und Stimm auf  
 Reichs- und Kraystügen im Römischen Reich zu  
 führen betrifft/ so bleibt es ditsfalls bey den alten zwi-  
 schen der Cron Schweden/ und dem Haus Brande-  
 burg dshaber errichteten Conventionen. Darne-  
 ben verspricht auch Seine Königl. Majest. in Preuss-  
 en die Unterthanen/ und Einwohner derjenigen Irter/  
 so man ihm abgetreten/ bey ihren Freyheiten/ und  
 Privilegien/ sowohl allgemeinen als besondern Rech-  
 ten/ vornehmlich in dem freyen Exercitio ihrer Reli-  
 gion zu erhalten/ nach maßgebung der Regierungs-  
 Form de Anno 1663. dem Czar der Russen währen-  
 dem diesem krieg keine Hülff zulesen/ wie auch Seine  
 Majest. der Königin eine Summ von zwey Millio-  
 nen Reichsthaler zu bezahlen/ benebens in dem post-  
 wesen keine änderung zuzulassen/ und den Schweden  
 in Anclam eine freye Station zulassen/ also sie ihre  
 Brief- paquete empfangen und eröffnen mögen. Ge-  
 ben zu Stockholm den 21. Januar. 1720. Mit den  
 besondern Articulen/ welche eine beyderseits gleiche  
 verbindung enthalten/ den Evangelischen/ und Refor-  
 mirten Religions-Verwandten in ihren rechtmässigen  
 Religions beschwerden sowohl im Römischen Reich/  
 als anderwertlich benutzenden Bestpählichen und  
 Oltischen Frieden-schlüssen zu folg. Es wird auch  
 auch abgethan/ das die rückstände/ welche Schweden  
 an den Ländern/ so es dem König in Preussen ab-  
 tritt/ noch zu forderen/ ihm sollen bezahlt werden/ fer-  
 ners das man ihm genugthu gewisser Rechten hab-  
 ber/ welche ihm mögen zukommen disieits der Peh-  
 ne von wegen des nicht abgetretenen theils/ falls der  
 König in Denmark der selbigen besitzet/ selbiges  
 sollte wieder zurück geben. Stockholm den 21. Ja-  
 nuar. 1720. [ Tiré des Archives Royales. ]

C'est-à-dire,

Traité de Paix entre ULRIQUE ELEONORE  
 Reine de Suede, & FREDERIC GUIL-  
 LAUME Roi de Prusse, fait & conclu par la  
 Mediation de Leurs Majestez T. C. & Britanni-  
 que. Le Traité Préliminaire fait entre le Roi de  
 Cc 3



ANNO  
1720.

la Grande-Bretagne, & la Reine le 18—29. Août 1719. y est passé pour fondement, Sa Majesté Suedoise y cède à Sa Majesté Prussienne la Ville de Stetin avec le Territoire situé entre l'Oder & le Pélne, comme aussi les Isles de Wolin, & d'Usedom, & les Villes de Dam, & de Gollnau avec leurs appartenances; le Pélne servira désormais de Limites entre la Pomeranie Prussienne, & la Pomeranie Suedoise, au cas que celle-ci puisse être retirée des mains du Roi de Danemarck, à quoi Sa Majesté Prussienne promet d'employer ses meilleurs Offices. Quant au Droit de Voix, & de Seance aux Diètes de l'Empire, il demeurera entre les deux Parties sur le pied des anciens Traitez. Au surplus Sa Majesté Prussienne promet de conserver les Habitans des Lieux, qui lui sont cédés, en tous leurs Privilèges; & en tous leurs Droits publics, & particuliers; & principalement dans le libre Exercice de leur Religion selon le Titre I. des Ordonnances de la Pomeranie de l'an 1663. de ne donner aucune assistance au Czar de Moscovie durant cette Guerre, & de payer à la Reine une Somme de deux Millions d'Ecus, & de ne rien changer à l'Etat des Postes, & même de donner aux Suedois une Maison Franche à Anclam pour y recevoir, & ouvrir leurs Paquets. Fait à Stockholm le 21. Janvier 1720. Avec les Articles SEPARÉS contenant un engagement réciproque d'assister les Evangeliques, & les Reformés dans leurs justes griefs de Religion tant dans l'Empire, qu'ailleurs, conformément aux Traitez de Westphalie, & d'Oliva. On y convient aussi que les arrerages qui se trouveront dus à la Suede sur le Pais cédé au Roi de Prusse lui seront payés, & qu'on lui donnera satisfaction à l'égard de quelques Droits, qui pourront lui appartenir en deça du Pélne à cause de la partie non cédée; en cas que le Roi de Danemarck, qui la tient, lui en fasse restitution. Fait à Stockholm le 21. Janvier 1720.

Im Nahmen der Heyl. und unsertreuteten Drey-  
Einigkeit.

Stundt und zu wissen seye hiemit / daß / gleichwie die Durchleuchtigste Großmächtigste Fürstin und Frau / Frau Ulrica Eleonora der Schweden / Gothen und Wendens Königin / v. v. u. u. In einer mit der Durchleuchtigsten Großmächtigsten Fürstin / und Herrn / Herrn Friedrich Wilhelm König in Preussen (tot. tit.) andere teils / ohnerachtet des unter denselben entstandenen Krieges / jedesmal eine aufrichtige Intention und begierde behalten / forderstamit mit einander in das vorhin unter sich geschlossene gute vernehmen / und verständnis wieder zutreten; Also sie auch mit vielen vergnügen wahrgenommen / daß der Durchleuchtigste Großmächtigste Fürst und Herr / Herr Georg König von Großbritannien (tot. tit.) zu beförderung dieses heilsamen wercks / dero fliss / und bemühung anwenden wollen / welches dan auch den erwünschten / und von Gott gesegneten effect gehabt; daß nachdem beschwerichte Seine Königl. Majest. von Großbritannien vermittels des mit Ihrer Königl. Majest. von Schweden den 18—29. August. 1719. aufgerichteten Tractats und gewisste Präliminair-Puncten, so zum grund und fundament des Friedens zwischen Ihrer Königl. Majest. von Schweden / und Ihrer Königl. Majest. von Preussen dienen solten / durch rathlich / und beständig von allerley Pacis-reichen Cronen angemendete Officia und Mechanos des Durchleuchtigsten Großmächtigsten Fürsten und Herrn / Herrn Ludwig des XV. (tot. tit.) alhier subsistirenden Residenten / und Plenipotentiar des Wohlgebohrnen Herrn Jacobs von Cambreren verglichen / hierüber unter dem an beiden höchsten theilen dazu bevollmächtigten Ministriis, und zwar an seinen Ihre Königl. Majest. von Schweden / den Hochwohlgebohrnen Grafen Herrn Johann August Dreyerfeldt Ihre Königl. Majest. von Schweden / und dero Reichs-Rath / General von der Infanterie, General Gouverneur des Herzogthums Pommern / und Fürstenthums Rugen / und vorordneten Cansley-Rath / wie auch dem Hochwohlgebohrnen Grafen Herrn Carl Gustav Dieler Ihre Königl. Majest. von Schweden / und dero Reichs-Rath Feld-Marschall / und vorordneten Krieges-Raths beuglichen dem Hochwohlgebohrnen

ANNO  
1720.

Grafen Herrn Gustav Adam Taube Ihre Königl. Majest. von Schweden / und dero Reichs-Rath und Ober- und Stadthalter in Stockholm / gleichermassen dem Hochwohlgebohrnen Grafen Herrn Magnus de la Gardie Ihre Königl. Majest. von Schweden / und dero Reichs-Rath und Presidenten in den Königl. Commercen-Collegio, so auch dem Hochwohlgebohrnen Grafen Herrn Johan Hienrich Ihre Königl. Majest. von Schweden / und dero Reichs-Rath / und vorordneten Cansley-Rath / wie nicht weniger dem Hochwohlgebohrnen Baron Herrn Daniel Nicolas von Hopten / Ihre Königl. Majest. von Schweden vorordneten Etats Secrétaire, und an seinen Seine Königl. Majest. von Preussen / dem Hochwohlgebohrnen Freyherrn Friedrich Ernst von und zu Enyspahlen Seine Königl. Majest. von Preussen ministeriellen Etats Ministrii, des Johanneiter Ordens Ritter und Commandatore zu sitzen / beschließen weitere handlung geschlossen / und endlich folgender Tractat vermittels Ihrer Königl. Majest. von Großbritannien Mediation durch dero alhier subsistirenden Ambassadeur Extraordinaire und Plenipotentiar den Lord Carteret geschlossen werden.

I. Zwischen Ihrer Königl. Majest. von Schweden / und dem Königreich Schweden / denen dazu gehörigen Provinzen / Ländern / Städten / Embothen / und Unterthanen / in und ausser dem Rom. Reiche an einer / und Ihrer Königl. Majest. in Preussen / dero Königreich / und dazu gehörigen Provinzen / Ländern / Städten / Embothen / und Unterthanen in und ausser dem Rom. Reiche anderer teils soll von nun an der Krieg gänzlich cessiren / und keine Feindschafflichkeiten weder direct noch indirect unter feindtlich pretext und vorwand / es sey derselbe beschaffen wie er wolle von dem einen theil wieder den andern weiter verübet / noch ins merck gestellt werden. Alsd mehr aber anstatt dessen zwischen beyderseits Königl. Majest. dero Unterthanen / und angehörigen eine vollkommen gute Freundschaft und Correspondence geschlossen / und das Commercium zu Wasser und Lande zwischen beyderseits Königreichen / und Provinzen wieder freigegeben / und in allen befördert werden.

II. Es soll auch beyderseits eine innernährende vergesinnheit / und Annellie alles bestent sein / was an der einen oder andern teils / es sey auf was weise es wolle / kindlich oder unbedingtes gegen einander vergewinnen sein möge / und soll dero teils dem einen oder dem andern theil / aber jemand der feindigen in unguten jemenen zu gerechten / oder vergolten werden / sondern das alles soll hiemit todt / und abtun / auch dessen nimmer gedacht werden / vielmehr soll / und will ein jeder theil des andern gloire, nutzen und beses von nun an in allen vorfallenheiten eysertigst flusst beförden / schaden / und unheil aber nach allem vermögen treulich abnehmen / und wenden helfen. Dabey nebenst sollen auch alle unter währenden Kriege genommene gefangene / was standes sie auch sein mögen / keinen ausgenommen / gleich nach ausgewechselten Ratificationen über gegenwärtiges Friedens-Instrument von beyden höchsten theilen ohne Rancor ausgegeben / und aus freyen fuß gestellet werden.

III. Gleichwie Ihre Königl. Majest. von Schweden / um so desto mehr an den tag zu legen / wie sehr sie geneigt seind / ihres Orts alles dasjenige beizutragen / was zu wieder-herstellung / und künftiger desto mehrerer befestigung des vorigen zwischen beyden Cronen Schweden / und Preussen geschlossen eine zeit-hero aber unterbrochen gewesen guten vernehmens auff einige weise hat dienlich sein können / derowegen auch aus liebe zum Frieden vermöge des mit Ihrer Königl. Majest. von Großbritannien / unter dem 18—29. August. 1719. errichteten eingangs beschriebten / und beyderseits ratificirten Preliminair Tractats, und dessen Separat Articulis bereits verprochen haben / vor / sich dero Erben / und Nachkommen die Stadt Stettin sammt dem District zwischen der Oder / und der Pélne mit denen Inseln Wolin und Usedom an Seine Königl. Majest. in Preussen dero Königl. Haufe auch dero Erben / und Successoren ohne ausnahme auff ewig / und mit eben dem Rechte zu cediren / wie solches alles der Cron Schweden durch den Weisheitigsten Friedens Art. X. im Jahr 1648. von dem damaligen regierenden Römisch. Kayser / und dem Reich übertragen / und conferiret worden / Seine Königl. Majest. von Preussen auch bief von Ihrer Königl. Majest. von Großbritannien vor sie / und zu ihren beiten durch oberzeichneten Tractat vom 18—29. August. 1719. geschlossene stipulation in allen Puncten acceptiret / und angenommen haben / also hat es auch dabey sein bewenden / und cediren / und übertragen sie darff dieses nochmalen für sich / das Reich Schweden / und ihre Successoren und Nachkommen Ihrer Königl. Majest. in Preussen dero Königl. Haufe auch Nachkommen / und Successoren / teils daren arischreiben / in perpetuum die Stadt Stettin mit dem dem gelegten ganzen District landes zwischen der Oder / und Pélner-Strom / nebst denen Inseln Wolin und Usedom sammt denen ausflüssen der Summe / und Diermauden frischen Haff und Oder bis in die Pélne flusst / und ihren nahmen verleiht / welcher Pélne-Strom die gränze sein / und beyden angehörigen hohen theilen gemeinschaftlich verbleiben soll / pleno jure mit allen denen rechten / und gebührungen / so wie solbige Stadt mit dem anfließen besagten / neuen District / nebst denen Inseln Wolin und Usedom auch ob-erwehnter nahmen angehören ausflüssen / und Wässern durch das Dinabrockische Friedens-Instrument vom 14—24. Octob. 1648. der Cron Schweden mit mehreren zugeeignet worden / und



ANNO  
1720.

und wie die Könige von Schweden und das Reich Schweden selbige seither befehlen / genueh / und gebraucht haben / oder befehlen / nutzen und gebrauchen sollen / nichts liberal davon ausgenommen / solches alles und jedes mit eben dem Rechte / wie es Ihre Königl. Majest. von Schweden / und dero Vorfahren an der Regierung / wie auch das Reich Schweden hieher befehlen / ohne einige Schmälerung / oder Vorbehalt / auch ohne alle in oder außerhalb Reiches von Ihrer Königl. Majest. von Schweden / oder dero unmittelbaren jenseits nacheinander widerwärtigen / hülffern / oder den Ihren Willkür / zu haben / und zu behalten. Ihre Königl. Majest. und die Kron Schweden rennenciren auch völlig auf alle hieher in denen locis cessis gehabte Rechte / Gerechtigkeiten / und dem Juri Territorial & Superioritatis hienit aufs bundigste und auf ewig. Entbinden gleichfalls hienit die Unterthanen / eingeseffene / und angehörige mehr beflagter Seiner Königl. Majest. in Preussen anjeto cedirten Dörter aller deroer Pflichten und Verbindungen / womit sie Ihrer Königl. Majest. und dem Reich Schweden verbunden gewesen / und verweisen sie damit an Seine Königl. Majest. in Preussen / und dero unmittelbare / als Ihre nunmehrige / rechtmässige / ohnrechtigkeits Landes- und Ober-Herrn.

I. V. Was aber den Ihrer Königl. Majest. von Schweden und dem Reich Schweden ratione dieses Verzehgungens gehörigen / und ferner ohngeachtet zugehörenden Eik / und Stimmne auf Reichs- und Crappstücken im Kom. Reich nebst andern der Kron Schweden / in ansehn dieses Voti & Sessionis zuständigen Juribus anbelangen / so bleibet es desfalls bey der in ansehnung der Pommerischen Lande in dem Westphälischen Friedensschlus / und andern zwischen der Kron Schweden / und dem Christlich. Haupt Ständenburg darselbst errichteten Convention / belieben / und festgestellten Disposition.

V. Seine Königl. Majest. in Preussen / und dero ohnrechtigkeits verfahren und gelobten Ihre fests / die Städte / Unterthanen / und sammtliche Einwohner des darselben durch diesen Tractat cedirten Districhts nebst denen Insulen Bollin / und Usedom / der Stadt / und Bestung Stettin / auch aller andern darselbst gelegenen Dörtern / Städten / Flecken / Schloßern / Dörfern / und was denselben anhängig / und zugehörig sein kan / niemanden ausgenommen / und also einen jeden derselben absonderlich sowohl als alle insonderem / bey ihren wohlgebrachten Freyheiten / Gütern / Rechten / und Privilegien sowohl in Ecclesiastischen als Politischen / so wie beflagte Städte / Unterthanen / und Einwohner selbige von zeit zu zeit von Ihrer Herrschafft zu werden / und ihnen in den Instrumentis facis Westphalicis selbige befähigen / und vorbehaltend / auch ihnen nachdane von denen Königen / und der Kron Schweden verlihen worden / wie auch bey dem freyen Religions Exercitio zufolge der unveränderten Augspurgischen Confession nach maßgebung (tit. 1.) in der Pommerischen Regiments-Form de Anno 1603. und der Pommerischen Kirchen-Ordnung / als des Landes fundamental sühnen jederzeit ohnbeschränkt / und ungeändert zulassen / zu handhaben / und zu behalten.

VI. Seine Königl. Majest. in Preussen / und dero ohnrechtigkeits verfahren und gelobten Ihre fests / die Städte / Unterthanen / und sammtliche Einwohner des darselben durch diesen Tractat cedirten Districhts nebst denen Insulen Bollin / und Usedom / der Stadt / und Bestung Stettin / auch aller andern darselbst gelegenen Dörtern / Städten / Flecken / Schloßern / Dörfern / und was denselben anhängig / und zugehörig sein kan / niemanden ausgenommen / und also einen jeden derselben absonderlich sowohl als alle insonderem / bey ihren wohlgebrachten Freyheiten / Gütern / Rechten / und Privilegien sowohl in Ecclesiastischen als Politischen / so wie beflagte Städte / Unterthanen / und Einwohner selbige von zeit zu zeit von Ihrer Herrschafft zu werden / und ihnen in den Instrumentis facis Westphalicis selbige befähigen / und vorbehaltend / auch ihnen nachdane von denen Königen / und der Kron Schweden verlihen worden / wie auch bey dem freyen Religions Exercitio zufolge der unveränderten Augspurgischen Confession nach maßgebung (tit. 1.) in der Pommerischen Regiments-Form de Anno 1603. und der Pommerischen Kirchen-Ordnung / als des Landes fundamental sühnen jederzeit ohnbeschränkt / und ungeändert zulassen / zu handhaben / und zu behalten.

VII. Als auch die unter voriger Königl. Schwedische Regierung überall im werck gestellte reduction / und Liquidation zu vielfältigen beschwerden deroer Unterthanen / und Eingeseffenen anleitung gegeben / wodurch dan Eine in Gort ruhende Kon. Majest. in Schweden allermöglichten andernfalls sowohl als in ansehnung der fideles billigkeit bewegt worden / mittelst eines im Jahr 1700. den 23. April durch öffentlichen Druck bekandte gedruckten Patents die verkürzung von sich zu geben / das im fall einige von ihren Unterthanen mit gewissen beweisthümen darthun könnten / das ihnen einige güter / welche ihnen im recht zugehören / eingegeben worden / ihnen ihre recht unbenommen sein sollte / zufolge dessen auch ihnen die selbigen beflagter Unterthanen in den beß ihrer vorigen durch erwähnte reduction / oder unter andern vorwandt ihnen abgeprochenen / eingegeben / oder sequentirte güter wieder zurück gegeben / dieses recht nachgehends von denen sammtliche Reichs-Ständen bey ihrer letzten zusammenkunft durch ihren vom 30. Ict verordneten May abgefallenen Reichs-tag beschluß aufs neue festgesetzt worden. Als ist hienit von beyden allerhöchsten Theilen verabredet / und befohlen worden / das die im vorstehenden dritten Artikel gegenwärtigen Tractats gestrichene Cession keines weges sündulieren / vielmehr

ger aber aufheben sollen / deroer in solchem abgetretenem Districht / Städte / und Orte befindlichen Eingeseffenen / und Unterthanen / oder deroer Erben / sie mögen intra oder extra Territorium sich aufhalten / in diesem fall habende rechtmässige anspruch und forderungen / sondern sollen selbige gegen Seine Königl. Majest. von Preussen in eben derselben kraft und wirkung verbleiben wie sie anjeto gegen Ihre Königl. Majest. von Schweden send / und sich befinden / und nun oder ins künftige können erwiedrig gemacht werden.

VIII. Ingleichen sollen kraft der in den vorstehendem andern Artikel belieben / und festgestellten Annahme die wegen des bishero gewesen Krieges etwa vorerhaltenen Güter / Länd / Häuser / und Eigenthum / von was art / und bestandenheit es auch immer sein mag / denenjenigen Proprietariis / sie mögen intra / oder extra Territorium sich aufhalten / wieder zugestell und eingeräumt werden / welche selbige bey Königl. Schwedischen Zeiten gehabt / und befehlen haben.

IX. Nicht weniger sollen alle in mehr erwähneter Seiner Königl. Majest. in Preussen / anjeto cedirten Stadt / und dem Districht zwischen der Oder und Peene / lissbun und Bollin inclusive nebst denen daz gehörigen Zuckern / Erdern / Flecken / und Dörtern von der dorigen damahligen Königl. Schwedischen Regierung / bis man Königl. Preussischer fests die des ganzen Landes mit gewaffneter hand völlig bandhäftig / publico nomine / und mit der dortigen land-Stände Consens / wegen schulden / und posten / so auf Königl. Reichl. aufgenommen / und in des Königs / oder der Kron Schweden nutzen verwandelt worden / gemachte würdliche verpfändungen / und von beflagter Regierung verleihe Immissionen / obgleich dieselbe des nachgehends eingestellten Krieges halber kontin. interruptirt worden sein / in ihrer vollkommenen kraft verbleiben / dergestalt / das die Creditores / und rechtmässige Inhaber / so wohl bey in Pommeren geblieben / als dergewies / so wegen Ihrer Civil- und Militair-dienste dieses Krieges halber nach Schweden / oder anders wohin gehen müssen / solches ihnen in ansehn ihres gebliebenen Vermögens erwieslich verleihe / oder eingeräumten unterpfandes / von was art / und bestandenheit es auch immer sein mag / nichts davon ausgenommen / ihre in handen habende Contracten / und darin enthaltene Verschreibungen / so lange zu gute genießen / bis dieselbe nach inhalt bemelter Contracten völlig expirirt / und sie ihres vorschusses halber gänzlich vergnügt worden / als dan erst beflagten Creditoren verpfändet / und in mehr beflagter Stadt Stettin / und daz gelegten Districht Bollin / und lissbun inclusive beflagte Güter / Aemter / und Häuser Seiner Königl. Majest. in Preussen / und dero unmittelbaren zugestell / und dero Cammer einverleibet werden / es wäre dan / das Ihre Königl. Majest. in Preussen selbige verpfändungen vor der zeit wieder einlösen / und die Interessenten laut Vmpfahle der in handen habenden Verschreibungen mit baarem gelde abfinden wolten / sonst aber / und vor sothaner erfolgter würdlicher resolution verbleiben / wie vor beflagt / die Inhaber / in dem vollkommenen ruhigen beß ihrer Hypothequen / so lange bis die ihnen verschriebene Jahre völlig expirirt / und selbe wegen ihrer Contracten gänzlich vergnügt werden.

X. Darselben nehmen dan Seine Königl. Majest. in Preussen / als nunmehrige Landes-Drigiten über mehr beflagte loca cessis auf sich / die von dem damahligen Königl. Schwedischen General Gouverneur und Regierung / auch andern alldortigen Commandirenden Königl. Schwedischen Generalen ausgegebenen speciale Verschreibungen / und Versicherungen wegen eingeriebenen Diebes / und gesträube / auch andere notdürftigen / so zu des Landes damahliger Defension in diesem letzten Kriege würdlich angewendet worden / denen insabem solcher Verschreibungen bis auf 10000. Reichsthaler Pommerische Courant währung zu vergüten.

XI. Welche hohe Compascienten versprochen / die anjeto in handen habende Archive / Schrifften / und Documenten / nichts davon ausgenommen / welche so wohl die loca cessis / als den Seiner Königl. Majest. und dem Reich Schweden verbleibenden antheil von Pommeren / und die Insul Rügen angehen / einander bona fide / so bald es möglich ablieffern / und denenjenigen zustellen lassen / welche dazumit beflagter Vollmacht werden versehen werden / da aber der größte theil der letzteren von Seiner Königl. Majest. in Preussen des Königs von Dänemark Königl. Majest. soll eingehändigt worden sein / so wollen hochbeflagte Seine Königl. Majest. in Preussen dero Officia bey des Königs in Dänemark Königl. Majest. ansuchen / bantz selbige Archive / Documenten / und Schrifften nebst denen daz gehörigen Bibliothischen Tribunalis Acten / nichts davon ausgenommen / Seiner Königl. Majest. und dem Reich Schweden bey erfolgter restitution des in Königl. Dänischen handen anjeto stehenden antheils von Pommeren mit der Insul Rügen wieder solten abgeliefert werden.

XII. Damit auch das commercium und die Schiffarth sammtlicher Eingeseffenen und Einwohner in dem Verzehgung Pommeren / so wohl Königl. Schwedischen antheils / als des an Seine Königl. Majest. in Preussen anjeto cedirten Districht / und darinnen befindlichen Städte / und Dörfer beß möglichst befördert / und allen desfalls entstehenden Schwierigkeiten / und incommoditäten / in Zeiten nachdrücklich möge vorgesauert werden / so haben beyderseits hohe Compascienten sich dahin verabredet / und hienit verabredet / das der Peene-Ströhm auf sicherer arth die gränze mache / gemeinschaftlich verbleibe / und das weder auf die noch jenseit der Peene auf beflagtem Strom /

ANNO  
1720.



ANNO  
1720.

und anderen darin fließende Bässen einige nasse Basse oder andere Tempeln aufgerichtet / noch die alte vermerket / sondern in allem / wie es vor alten Zeiten / und vor diesen letzten Kriege gewesen / unverschiedlich soll gelassen / und gehalten werden / so daß die Schiffer / und das Commercium auff keine weise gehemmet werden möge. Es behalten auch die Königl. Preussische Unterthanen für ihre kommende / und gehende Schiffe gleich allen andern Fremdbden den freyen und ungehinderten gebrauch des Hafens Grimsby / um sich dorthin zu retiriren / und mögen sie sich daselbst ohngehindert aufhalten / so lange die Nothdurfft es erfordert / ohne daß sie desfalls einige andere weder selbst / noch beyn Ruxen abzugeben gehalten seyn sollen / nachdem sie einmahl die vor diesen Kriege gewöhnliche Auflagen in Wolsatz erlegt / desgleichen sollen auch die Königl. Schwedische Unterthanen eine ebenmäßige Freyheit in denen locis cessis und dort gelegenen Hafen / Riffen und Bässen zu genießen haben. Seine Königl. Majest. wollen auch den Holz- und Eichen-Handel / den die Cron Schweden / und dero Unterthanen vorhin in Pommer / und andern Königl. Preussischen Orten getrieben / keines wege hemmen / sondern solchen bestens favorisiren / die Kön. Schwedische Unterthanen auch so wohl in diesen als allen andern Handlungen / es seye auff der Ober / oder Warthe-Strohm / als gentem amicissimam handhaben / auch diesen freyheit so weit / und lassen lassen / daß die Fische / und Schiffer / dadurch keine hindering leiden können. Es wollen auch beyde Compaciscenzen beyderseits Unterthanen in ihren angelegenheiten und recht-mässigen forderungen prompte und gleichmäßige Justice wieder-fahren lassen.

XIII. Demnach nun wegen des bey Königl. Schwedischen Zeiten in Esten begebenen Licentis von dieses mahl nicht über-einkommen können / die jegige Conjunctionen aber die unterzeichnung dieses Friedens- Tractats länger auff geschoben / nicht ver-statten wollen. Als ist von beyden hohen Theilen gut befinden worden / die gänckliche Entscheidung dieser sache bis zu einer ab-sonderlichen dazu verordneten Commission aus zu setzen / um sich desfalls durch die fernere Officia anfangs hochverordneter beyder Cronen / welche als Mediatorens bey diesen Friedens- Negocio erweisen / gültig zu vergleichen / und darinnen einen baldigen ent-scheid solch zu treffen / ohne daß solches mittelwile anten / oder dem andern deren hohen Paciscenzen an seinen Rechten derogiren / noch der zwischen Jhro Königl. Majest. von Gross-Britannien erdichtete vorhin angelegener Preliminair- Tractat da-durch einigen anstoß leiden / weniger die Vollziehung der übrigen in gegenwertigen Tractat festgesetzten Articulen auff einige weise aufhalten können. Wo bedenklich die hier anwesende Mi-nistres deren hohen Mediatorens über sich genommen / dieser sachen halber bey Jhren respectiv Höfen solche vorstellung zu thun / daß dieser zwisch der billigkeit nach / und zum längsten innerhalb 3. oder 4. Monaths von heiligen Dato angerechnet / gültig abgehandt werden möge.

XIV. Die durch diese Friedens- Tractaten an Seine Königl. Majest. in Preussen cedirte- oder Pommerische Städte / und Orte / auch deren sammtliche Eingekessene sollen aller der Rechte / Prerogativen / und Immunitäten / Exemtionen / und Freyheiten / deren Seine Königl. Majest. in Preussen übrige Unterthanen in dem Königreich Schweden / und denen dazu gehörigen ländern / und Provinzen genießen / oder auch sonst amicissimae genti können accordirt werden / sich ins künftige zu er-freuen haben. Und weil Jhro Königl. Majest. von Dänemark seit des bisherigen Krieges die für denen Königl. Schwedischen Unterthanen vorhin durch solemane Tractaten fest gesetzte Freyheit von dem Zoll in Sund bisher nicht gehalten wollten / sie auch selbige ihnen künftig zu ertheilen / und zu verweigeren we-sich / und gelegenheit suchen dörfften / Jhro Königl. Majest. von Schweden aber / und Seine Königl. Majest. in Preussen beyder-seits billig / und recht finden / daß diese denen Königl. Schwedischen Unterthanen / und zwar nicht weniger denen / welche durch diesen Tractat an Seine Königl. Majest. in Preussen kommen / als denen / die unter Königl. Schwedischer vorwässigkeit seind / und bleiben / einmahl ungeschändete Zoll-freyheit in Sund ihnen auch ferner ohngehindert verbleiben / und gelassen werde / so wollen beyderseits Königl. Majest. auff obverordneten fall daran sein / und da es nötig / alle zuländliche / und kessige mittel vornehmen / und sie hind nehmen / damit diese von der Cron Dänemark etwa vorgenommene neuerung wieder abge-setzt / und nicht weniger alle Königl. Schwedische als anjcho cedirte Königl. Preussische Unterthanen bey der Exemption / und freyheit von dem Zoll in Sund denen deshalb aufgerichteten Tractaten gemäß conservirt / und erhalten werden / zu welchem Ende beyderseits hohe Compaciscenzen sich hienit verbinden / bedürffenden falls sich näher hierüber zusamen zusehen und die desfalls nötige melures zuehmen.

XV. Was die Defectours so wohl Soldaten als landes Ein-wohner betrifft / so verbleibet es damit bey denen vorigen zwischen denen Cronen Schweden / und Preussen in diesen fall erdicheten Conventionen / welche dan so wohl als ein neues Cartel bey erster gelegenheit renovirt / und ausgerichtet werden sollen.

XVI. Was die Posten in Pommer betrifft / so behalten sich beyde hohe Compaciscenzen in dero Territoris so wohl dies- als jenseits der Pehne das Jus Postarum vor / doch wollen Jhro Königl. Majest. der König in Preussen die vorhin mit der Cron Schweden desfalls aufgerichtete Conventionen in so weit die

anjcho geschene Cession die sache nicht verändert / renovirt / und darinnen keine neuerung machen / auch das Postgeld so wohl für die Passagier als Briefe / auff eine billige / und in denen Königlich Reiche gewöhnliche weise reguliren / wie nicht we-niger das Königl. Schwedische Post-wesen / so viel möglich / und zu beyderseits hohe interessenten nutzen bestens favorisiren / und befördern helfen. Wie dan in specie verordnet ist / daß denen Königl. Schwedischen Posten eine freye Section in Anclam ge-kommenen Briefe / Paquette. / und Passagier alda abliefern / und durch Königl. Preussische Posten weiter befördern / auch die wir Königl. Preussische Posten von andern Orten in Anclam an-kommende / und nach dem Königl. Schwedischen Pommer / und weiter gehende Briefe / Paquette. / und Passagier daselbst an-nehmen / und folglich sicher / und ohngehindert weiter fortbrin-gen können. Sollte sonst in anführung der Posten noch einige weitere abrede zu nehmen sein / so soll solches durch die von bey-den hohen Theilen künftig dazu verordneten Commissarien ge-schehen / und das nötige darmit verfügt werden.

XVII. Seine Königl. Majest. in Preussen verbinden sich auff das allerkräftigste / und nach Inhalt des obverordneten mit Jhro Königl. Majest. von Gross-Britannien geschlossenen Preliminair Tractats. / und dessen 2. Separat Articulus. den Caazum von Rußland so lange der gegenwärtige Krieg zwischen Seiner Königl. Majest. von Schweden / und denselben währet / auff Fei-nerley art / unter was seyn / und vorwandt es auch immer sein mag / weder directe / noch indirecte zu assistiren / zu helf-fen / noch dessen gegen Jhro Königl. Majest. und das Reich Schweden / wie auch dessen hohe Allirte / und Bündes-Mer-wandte führende schädliche abjehen / und vorhaben zu bester-bern / noch befördern zu helfen.

XVIII. Nachdem geloben / und versprechen Seine Königl. Majest. in Preussen hienit die mit Jhro Königl. Majest. von Schweden vorhaben / und von Jhro Schweden vorhin ge-schlossene verallseitige freundschaft / und Bündnis / nicht denen Garantien / so dem Kaiserl. Holsteinische Hause auff dem fuß der mit denen Vorhaben Allirten geschlossen / oder noch ferner mit Concert von Jhro Königl. Majest. von Preussen zu solch-fenden Friede können zu gute kommen / anjcho mit Jhro Kon. Majest. und dem Reich Schweden zu ertheilen / und selbige nach denen jegigen Conjunctionen einzurichten / über dem wollen Jhro Königl. Majest. in Preussen gehalten sein / an Jhro Königl. Majest. in Schweden / auff dero Affignation und Zustimmung die Summa von zwey Millionen / oder wannig mahl hundert tau-send Reichsthalers an neuen vollgültigen einpfahnen / und adeo-velten mark- oder drittel-stücken nach dem kaiserl. Münz-fuß de Anno 1660. da die mark seines Silbers zu zwölf Courant Thalern ausgehender ist / in Hamburg zahlen zu lassen / und zwar in drey terminen. wo von der erste 6. Wochen nach Jhro Königl. Majest. in Schweden abgeschickten Ratification über gegenwertigen Friedens-Instrument mit 600000 Reichthalern der andere am Ende des bevorstehende Monats May mit 700000. Reichthalern / und der letzte den ersten des darauff folgenden Monats Decemb. des sechslauffenden 1720. Jahres abermahl mit 700000. Reichthalern alle drey mahl / und bey jedem werden ausgelegt termin richtig / ohnbedinglich / und ohnezwey in Hamburg an Jhro Königl. Majest. von Schweden mit bezi-rgen Postnachrichten / und Einlungen versehenen Bevollmächtigten solch herab / und geliefert werden.

XIX. Nun auch Seine Königl. Majest. von Schweden und das Reich Schweden / auff die in diesem Tractat Seiner Königl. Majest. cedirte und abgetretene Orte / und länder hoch-ged. Seine Königl. Majest. dero Erben und Nachkommen hienit / und trafft dieses amoch auff gleiche weise / und mit eben der Verbindlichkeit wie Art. 3. die Cession von Esten nebst dem District zwischen der Ober- und Pehne nebst denen Insulen Wolm und Usedom / geschichen / cediren / und abtreten in perpetuum die auff iener seite der Ober belegene Städte Dam und Gollan mit allen deren appurtenanten und zugehörigen Rechten und Gerechtigkeiten / so wie Jhro Königl. Majest. und Cron Schweden besagte Oerter mit ihren appurtenanten vermoge des Beschi-ndlichen Friedens-schlusses Art. 10. besessen / genutzt / und ge-bräuch haben / nichts davon ausbedingen. Als versprochen / und geloben Seine Königl. Majest. in Preussen dahingegen / alle zuländliche auswege / und nachdrückliche Officia anzuwenden / um die gegenwärtige gegen Jhro Königl. Majest. von Schweden / und der Cron Schweden declarirte Feinde dahin zu ver-mögen / einen billigen / und sicheren Frieden mit Jhro Königl. Majest. und dem Reich Schweden forderambit einzugehen.

XX. Der Bestphälische Friedens-Schluss in so weit derselbe weder durch gegenwärtigen Tractat. noch durch den mit Seiner Königl. Majest. von Gross-Britannien als Churfürsten / und Herzogen zu Braunschweig und Lüneburg geschlossenen Friedens-Instrument vom 9. — 20. Novemb. 1719. nicht geändert / noch durch den Nordischen Frieden de Concert mit Preussen ferner geändert werden magte / bleibet in seiner vollkommenen trafft / und wirksam / und verbinden sich beyde Compaciscierende hohe Theile ihres Orts / alles dasjenige bei zu tragen / was zu wie-der-herstellung des übrigen / und beziehung besagten Bestphä-lische Friedens-schlusses nötig / und dienlich sein wird / zu solch dessen wollen auch Jhro Königl. Majest. in Preussen zugleich mit denen übrigen dabez interessirten Paissancen / und in specie mit Jhro Königl. Majest. von Gross-Britannien / und Chur-fürsten

ANNO  
1720.



ANNO  
1720.

fürsten zu Braunschweig / und Lüneburg in ansehung / daß die Cron Dänemark sich gegen obbenannte Königl. Majest. von Groß-Britannien schon ansehnlich genadiget / im beß habenden antheil von Dommern nebst der Insel Rügen an die Cron Schweden zu restituiren / alle nachrichtliche mittel vordrehen / um um besten Ihre Königl. Majest. und des Reiches Schweden schone völlige restitution abzuwenden von der Cron Dänemark occupirten antheils von Dommern mit der Insel Rügen bewirkt zu seyn. Deswegen auch nebst Ihre Königl. Majest. von Groß-Britannien / und Bisthümern. Durchleucht zu Braunschweig / und Lüneburg bey Ihre Kayserl. Majest. als Oberhaupt des Reichs alle ersinnliche Officia anzuwenden. Wo benebst Seine Königl. Majest. von Preussen gleichfalls eingeleget / so bald der Friede zwischen denen Cronen Schweden / und Dänemark geschlossen / oder in Wismar habende besagung daraus zu seyn.

XXI. Beide Compacisirende hohe Theile reserviren sich hiemit Ihre Königl. Majest. auch andere Pötschen Garantie über dieses Friedens-Instrument in suchen und zu nehmen.

XXII. Die Ratificationen über dieses Friedens-Instrument sollen innerhalb 6. bis 6. Wochen à Dato dieses begreift / auch alhier zu Stockholm gegen einander ausgewechselt werden. Ustimmlich sind von diesem Friedens-Tractat zwei gleichlautende Exemplaria verfertigt / deren eines von denen Königl. Schwedischen Plenipotentiarien / und das andere von dem Königl. Preussischen Plenipotentiario unterschreiben / und unterzeichnen / beide auch gegen einander ausgewechselt worden / so gegeben / und geschicket Stockholm den ein und zwanzigsten tag des Monats Januar. im Jahr ein tausend sieben hundert und zwanzig.

Johan August Meyerfeldt. (L.S.)  
Carl Guhr Ducker. (L.S.)  
Gustav Adam Taube. (L.S.)  
Magnus J. de la Gardie. (L.S.)  
Johan Lilienstedt. (L.S.)  
Daniel Nicola von Höpken. (L.S.)

ARTICULI SEPARATI.

Als beweisen man auch nöthig befinden / bey unterzeichnung des zwischen Ihre Königl. Majest. von Schweden / und dem Reich Schweden eines / und Seiner Königl. Majest. in Preussen andern theils / unterm heutigen Dato geschlossenen Friedens-Instrument dementelichen einige Separat Articula bey zufügen / so seind nachfolgende eingeleget und fest zugesagt / beiderseits belibet worden.

I. Demnach bekannter massen denen Protestantschen und Oirischen Friedens-schlüssen zu wider die Protestantsche Religion an unterschiedlichen Orten / in / und außershalb des Reichs sehr hart gedruet / und verfolget wird / dergestalt / daß selbige große gefahr lauffet / an gewissen Orten gänzlich ausgerottet zu werden / derowegen verbinden sich hiemit auffß kräftigste beyderseits Königl. Majest. alle nur ersinnliche mittel nachdrücklich an zu wenden / damit die Evangelische der unveränderen Augspurgischen Confession so wohl als Reformirte Religions-Verwandte / bey ihren vermöge des Reichthümern / und Oirischen Friedens-schlusses / andern Pötschen / Verträgen / und Pacificationen rechtlich erworbenen Religions-Exercitio / und gemessenen freyheit nicht allein in den Könighen Reich / sondern auch in allen andern Orten / wo dieselbe eingeführt / und gebräuchlich gewesen / oder sein sollen / befindlich erhalten / und die unterdrückte Evangelische / und Reformirte Religions-Verwandten in dem vorigen Besitz und genus ihrer Rechte / Privilegien / Gewissens- und Religions-Freyheit vollkommen gesetzt werden.

II. Seine Königl. Majest. in Preussen versprechen auch / die in denen locis cessis bey den dortigen Preussischen Consistorio der Augspurgischen Confession zu gehörenden Unterthanen alda vorzukommende sachen nur von denen jungen Membris / so der Augspurgischen Confession seind / erretzen / und einschleichen zu lassen. Andey wollen vorgedachte Seine Königl. Majest. alle und jede der Cron Schweden zugehörige / rechtmäßige restantien von was nahmen / und bey welchen die auch in locis cessis sein mögen / nach der seß zu überreichender specification innerhalb einer gewissen mit dem theilen zu determiniren zeit ohnweigerlich abholgen / und bezahlen / auch die hand darüber halten lassen / daß die Stände in locis cessis ihrer obliegenheit nach denen Membris von dem Bismarckischen Tribunal / den ihnen aus dem jeto rechtten District zugehenden ruckhändigen lohn / so wohl / als was eine oder andere unter denen dortigen Ständen noch wegen unbekannter sachen / sporeiten an der dortigen vormals gemeinen lehn- / Cammer schuldig sein kon / so bald als möglich / ohnabgehrdet reichen / und abtragen mögen. Angesehen sollen auch derer Königl. Schwedischen Civil-Bedienten in der Stadt / und Festung Stettin liegende / und ihnen zugehörige häuser bey der gerechtigkeit / Immunität / und Freyheit / welche dieselbe bey Königl. Schwedischen seiten gehabt / hinfort ferner ungeändert conserviret / und ihnen jederzeit freye Disposition gelassen werden / damit eigenes gesaltens zu führen / und zu weilen.

TOM. VII. PART. II.

ANNO  
1720.

III. Was diejenige forderungen anbetrifft / welche eines theils Königl. Schwedischer seiten an Ihre Königl. Majest. von Preussen gemacht worden wegen erlärung der Revenuen / an die Proprietarios von solchen Gütern / Häusern / und Capitalien / und andern Eigenthum / welche denen von der Reichs-Ober- und Tod / Bedienten und andern Eingeleffenen / sie mögen intra oder extra Territorium sich befinden / während diesen Tröablen von der Königl. Preussischen Cammer eingelegen / und gehoben worden / andern theils diejenige Præsentationen betrifft / so von Königl. Preussischer seiten oder von den Unterthanen an Ihre Königl. Majest. von Schweden wegen der von Königl. Schwedischen Schiffen / und Armateurs denen Königl. Preussischen Unterthanen genommenen Fahrgeuren / Gütern / und Ladung formiret werden / so sollen diese erwiderte forderungen / nemlich die so Königl. Schwedischer seiten wegen der von der Königl. Preussischen Cammer eingelegen / und gehobenen Revenuen aus der erwiderten privatorum Eigenthum / und von wegen Königl. Preussischer seiten wegen der aufgedragten / und denen Königl. Preussischen Unterthanen umgehörigen Schiffen / Gütern / und Ladungen gegen einander gemacht werden / hiernächst gänzlich aufgehoben sein / so daß desselbe von dem einen theil an dem andern hinfort nimmer einige ansprache wecheln noch oder ins künftige mehr kan formiret werden.

IV. Sollte auch die Königl. Schwedische Pommerische Regierung / wann selbige bey restitution des von der Cron Dänemark occupirten antheils in Ihre Activität seint / wegen ein oder andern sache / so die bisherige Oeconomie / und vermalung der Financien / oder auch einige particulare angelegenheiten betreffen / mit gutem Fundament / und raitson vorklagen / und bezeugen können / so wollen Ihre Königl. Majest. in Preussen solches vernehmen / und billigmäßige reflexion darauß machen / daforne sich auch sänke / daß sie aufß der einen seite der Pehne belegene Städte / und particuliers / aufß der andern gewisse Jura zu exerciren hätten / und in deren possessione vel quasi sich befinden / so versichet sich von selbst / daß ohnerachtet der Pehne-Exerchium zwischen beiden Territoris die gränze machet / und gemeinschaftlich verbleibet / es dennoch dabej kein bezenden haben / und beyderseits Regierungen solche dabej schützen wollen.

V. Diese Separat Articula sollen von eben der kraft / und Wirkung sein / als ob sie den heiligen vollenkommen / und geschlossenen Friedens-Instrumenten von wort zu wort ein verleiht worden / und seind hievon gleichfalls zwei gleichlautende Exemplaria verfertigt / deren eines von denen Königl. Schwedischen Plenipotentiarien / und das andere von dem Königl. Preussischen Plenipotentiario unterschreiben / und unterzeichnen / beide auch gegen einander ausgewechselt worden / so geschicket und gegeben zu Stockholm den 21. Januarii 1720.

J. A. Meyerfeldt. (L.S.)  
J. G. Ducker. (L.S.)  
G. A. Taube. (L.S.)  
M. J. de la Gardie. (L.S.)  
J. Lilienstedt. (L.S.)  
D. N. von Höpken. (L.S.)

Ihrer Königl. Majestät von Schweden Erklärung / über die / Königlich Preussischer seiten / durch die beyde Herren Mediatorens / nemlich den Könighen Groß-Britannischen Ambassadeur Extraordinaire Lord Carteret / und Könighen Französischen Residenten und Plenipotentiarien / den von Campredon insinuirte Erinnerungen / über ein und andere Punkten / des unterm 21. Januarii a. c. mit Ihrer Königl. Majest. von Preussen geschlossenen Friedens-Tractats. Gegeben Stockholm / den 14. Martii 1720.

Nachdem der alhier anwesende Groß-Britannischen Ambassadeur Extraordinaire Lord Carteret / wie auch der Königl. Französische Resident und Plenipotentiaire / der von Campredon / Ihrer Königl. Majest. von Schweden gegenwärtig zu erkennen gegeben / was massen der Königl. Preussische Ministre Plenipotentiaire / der Baron von Euphausen / Namens Seiner Königl. Majest. von Preussen / bey Ihnen / als Mediatorens angehalten / daß / weilen Seiner Meinung nach / ein und andere Artikel des zwischen beyden Cronen geschlossenen Tractats / einige Erläuterung nöthig hätten / bey Ihrer Königl. Majest. von Schweden / eine nähere Erklärung zu bewirken / und Sie hant dabej vorgefallt / daß Ihre Intention nur dahin gienge / die Erläuterung einer vollkommenen guten Freundschaft zwischen beyden contrahirenden Cronen ihres Orts / so viel möglich / zu veranlassen / und zu befestigen.

So haben Ihre Königl. Majest. von Schweden / in Ansehung dieses heilsamen Endwecks / sich in Gnaden gefassen lassen / daß Ihnen folgende Erklärung gegeben und zugesellet werde :

Art. I. Daß wann in dem II. Artikel des solennen Friedens-Tractats von der restitution der Gefangenen gesprochen wird / Ihre Königl. Majest. von Schweden darunter ver-  
Deleg.



ANNO  
1720.

Defecteurs oder solche / so vor Zeichnung der Präliminarien unter denen Königl. Preussischen Trompen Dienste genommen / verziehen wollen.

II. Daß die / in dem III. Artikel des solennen Friedens-Tractats von beyden Seiten signirte Communion des Pheue-Ströms / von dem Orte ihren Anfang nehme / da der eine Theil auf der einen und der andere Theil auf der andern des Ströms die Ufer besitze; Wo aber der eine Theil beyde Ufer besitze / diese Gemeinshaft aufhöre / diese Communion auch an sich selbst keinen Theil an seinen rechten nachtheilig sein / noch auf etwas weiter extendirt werden solle / als auf den gemeinschaftlichen Gebrauch des Bässers zur Schiffarth; Im übrigen wird die Hoheit und Jurisdiction des Ströms zwischen beyden Herrschaften theilhaftig getheilt / daß der eine auf seiner Seite und der andere ebenfalls auf der seinigen selbige genießet und exercirt.

III. Was die Privilegien betrifft / so denen Unterthanen in dem an Ihre Königl. Majest. in Preussen cedirten District in dem V. Art. des Tractats confirmirt worden: So haben Ihre Königl. Majest. von Schweden hierunter keine andere Intention / als besagen Unterthanen die Freyheit und Immunitäten / welche sie durch den Pheue-Ströms Frieden erlangt und von denen vornehmsten Fürsten von Pommern / und von denen Königen in Schweden / Ihrer Majest. Vorfahren / von Zeit zu Zeit überkommen / benutzet gehalten: übriges aber declariren Ihre Königl. Majest. von Schweden / daß sie diesen nunmehr an Ihre Königl. Majest. von Preussen cedirten District und desselben Einwohner bey dem Antritt dero Regierung oder sonst / keine neue Privilegia accordirt / sondern möglichergebräuchlich jezt erwehnet / selbige bey Ihren vorigen möglichergebräuchlich Freyheiten und Rechten bestätigen und erhalten wollen.

IV. Daß in Aufhebung der Restanten / wovon in dem 2. Separat Artikel Meldung geschehen / Ihre Königl. Majest. nicht wissen oder verstehen dergleichen Restanten und Arranges en general / oder bloßer Dinge von denen cedirten Pommerschen Unterthanen fordern zu lassen / sondern es verlangen nur Ihre Königl. Majest. in Graub besagten II. Art. 1. daß alle Pächter und diejenige / so eine cinnahme gehabt / wovon sie Rechnung zu thun schuldig sind / und Ihre Rechnungen an die Königl. Schwedische Cammer und Comtoirs vor dem Sequenter und dem darauf erfolgten Kriege nicht abgeben / demahlen aber unter der Vormundschaft Ihrer Königl. Majest. von Preussen stehen / dan als von Nichts wegen mögen anschalten werden / die solcher gestalt Ihre Königl. Majest. von Schweden einständliche Gehör zu bewahren und desselbs Nützlichkeit zu machen.

V. Betreffend die Bisthums- und Tribunals-Deputen / zu deren Subaltern die sämtliche Winter-Pommersche Lande oder Stände mit contribuire; So wissen Ihre Königl. Majest. von Schweden keines wegen / es werden Ihre Königl. Majest. von Preussen dasjenige / was in dem Tractat / wegen Ihres einständlichen Gehörs bedungen worden / ihnen lassen zu gute kommen:

Weilen aber so wol die Stände von Rugen / Stralsund / und dem Antheil von Pommern bisser der Pheue gesehen / als auch die / in dem an Ihre Königl. Majest. in Preussen cedirten District befindliche Winter-Pommersche Lande oder Stände / Tribunals-Deputen / jederzeit concurrirt / so sind Ihre Königl. Majest. von Schweden auch zu Frieden / daß eine solche Eintheilung gemacht werde / damit hierunter von beyden Seiten die Billigkeit und Proportion in allem beobachtet werde.

Datum ut supra.  
(L.S.)

Ad Mandatum  
Sac. Reg. Majest. Suecicæ proprium.

D. N. B. von Höpken.

Acte wegen des Licentis zu Stettin.

23. Et man bey dem Schluß des am 21. Jan. 1720. zwischen Ihren Majest. von Schweden und Preussen getroffenen solennen Friedens / die Vollziehung eines so heilsamen Werkes / der Differenz halber / so sich wegen des Licentis zu Stettin herausgethan / nicht länger aufhalten wollen / und die ausmachung dieser Sache / vermöge des 13. Art. solchen Tractats / einer Special-Commission aufgetragen worden / welche nun längst innerhalb 3. oder 4. Monaten / durch die Mediation und angewendete Bemühung deroer Potentien / so die Mediation über sich genommen / genugsam sein sollen; Hierauf aber Ihre an diesem Hofe befindlichen Ministri vor ausgleichung dieses Termins eines Theils vorgestellet / daß es nöthig sey / diese Sache abzuhandeln / andern Theils aber / daß / da es recht wäre / daß die Cron Schweden / bey Wiedererhaltung des Besesses des von der Cron Pommern eroberten Schloß von Pommern / sich aller darzu gehörigen Gerechtigkeiten zu erfreuen bilde; es die Billigkeit gleichfalls erfordere / daß / da die Stadt Stettin nicht dem District zwischen der Oder und Pheue / und dem ganzen Oder-Strom bis an den Ort / wo er seinen Namen verliert / ungleich das frische Haß und die beyden Mündungen der Swine und Dvina / dem Könige in Preussen mit allen den Gerechtigkeiten und Freyheiten abgetreten werden / welche die Schweden hievore besitzen; auch der Licent zu Stettin / welcher seit seiner Einführung jederzeit in gedachter Stadt eingenommen worden / Ihrer Preussischen Maj. gehören müsse / um so viel mehr /

da man sich durch den 12. Art. gedachten Tractats ausdrücklich verglichen / daß an allen Abgaben Pollen und andern Gerechtigkeiten / so wohl in dem an Ihre Königl. Maj. in Preussen abgetretenen District / als in dem / welcher wieder an die Cron Schweden kommen wird / nichts geändert / verneuert / oder vermehrt / sondern im Gegentheil in diesem Punkte alles gelassen werden solle / wie es zur Zeit ihrer Einführung gewesen; So haben Ihre Majestät der König von Schweden / um nicht das geringste zu unterlassen / was nur etwas zur Befriedigung des guten Vernehmens zwischen deroelben und Ihrer Maj. dem König in Preussen beytragen kan / Ihre einwilligung zu abthung dieser Sache geben wollen.

Und eben darun haben wir Endes unterschriebene Senatoren des Königs und Königreichs von Schweden und der Staats-Secretarius / die mit ausdrücklichen Befehl Nachgedachter Ihrer Maj. und dero Vollmacht versehen / in Kraft derelben obgedachten Tractat vom 21. Jan. 1720. geschlossen und unterzeichnet / über dasjenige / was den Licent zu Stettin anbetrefft / mit denen Herren Mediations-Ministris / dem Hylbro Carteret / Ihrer Kön. Maj. von Groß-Britannien Ambassadeur Extraordinaire und Bevollmächtigten an diesem Hofe / und dem Herrn von Camprond / Ihrer Allerschristlichen Maj. Residenten und Bevollmächtigten an diesem Hofe / welche bey Abwesenheit eines Preussischen Ministri sich anständig gemacht Ihre Königl. Maj. in Preussen Ratification über diese Acte zu verschaffen / viele Conferenzen gehabt / und uns hierinnen folgender massen verglichen:

Ihre Majest. der König von Schweden und Königinen ein / daß der Licent zu Stettin Ihrer Majestät dem König in Preussen unabhängig sein / und sie sich bestelben mit eben denen Bedingungen und Gerechtigkeiten zu erfreuen und solchen zu nutzen haben sollen / wie anderer ihnen durch diesen Friedens-Tractat vom 21. Januar. gegenwärtigen Jahres abgetretenen Gerechtigkeiten / dergestalt / daß alle Schiffe / von allen Nationen / sie mögen sich wer sie wollen / welche nach Stettin gehen / oder von bannen kommen / bloß zu Pollen / den alten Zoll / welcher ein Pollen-Zoll genannt wird / entrichten / diejenige Schiffe aber / die mögen einer Nation angehören / welcher sie wollen / so ans der See in die Pheue / Pheue / Trebel / oder anders / ohne Stettin zu berühren / kommen / bey ihrer Ankunfft / oder Abgang zu Pollen / nicht allein den alten so genannten Pollen-Zoll / sondern auch den Licent / welcher dalselbst durch den Pheue-Poll. Frieden aufgerichtet und bestätigt worden / obgedachtem Tractat zu Folge / bezahlen sollen.

Zu beglaubigung dessen haben wir zuver gleichende Exemplarien von gegenwärtigen Acte verfertigt / wovon eines / welches wir eigenhändig unterschrieben / auch mit unsern Putzstücken besiegelt / und dessen Ratification wir ohne Anstand von dem Könige unserm Herrn / zu verschaffen versprochen / denen Herren Mediations-Ministris übergeben worden / damit es an den König von Preussen forme übergeben werden / das andere aber / so in unsern Händen verbleiben / von obgenannten Mediations-Ministris unterschrieben worden / welche wir gemeldet / die Ratification desselben von hochgedachter Ihrer Preuss. Majest. / da dero des gegenwärtigen / innerbalb sechs Wochen / oder / wenn es sein kan / noch eher verschaffen wollen / damit dasselbe eben von der Kraft mit Wirkung sein möge / als wenn es dem Friedens-Tractat vom 21. Januar. gegenwärtigen Jahres von Vort zu Vort unverändert wäre. Gegeben zu Stockholm den 20. (31.) Mai 1720.

J. A. Meyerfeldt. (L.S.)  
C. G. Ducker. (L.S.)  
G. A. Trube. (L.S.)  
J. Lilienstedt. (L.S.)  
D. N. von Höpken. (L.S.)

XI.

PHILIPPI V. Regis Hispaniarum Accessio ite- 17. Febr.  
rata, & per Plenipotentiarum suam, ad Tractatum sine Concordatum Londini 2. Augusti ejusdem anni initum, extensa. Actum Haga-Comitum 17. Februarii 1720. [Sur la Copie Imprimée à Vienne, chez van Ghelen Imprimeur de la Cour avec Privilege. Fol.]

Cum per Conventionem Haga-Comitum signatam inter nos subscriptos Ministros Sacre sue Caesaris, Sacre sue Britannicæ, & Sacre sue Christianissimæ Majestatum conventum sit, ut Sua Majestas Catholica possit intrā spatium computandum acceptare tractatum Londini signatum secundo Augusti 1718. n. fl. fruisque solemniter promissis, cumque dicta Sua Majestas Catholica pure & plenè acceptaverit, Actum Regi manu sua subscripto 26. Januarii 1720. n. fl. curius Apographum in hoc Instrumento adjectum est, Conventionem Parisiis factam 18. Julii 1718. n. fl. curius conditiones, atque Articuli omnes de verbo ad

ver-

# DU DROIT DES GENS.

27

ANNO  
1720.

verbum fidem sunt ac illi, qui in Tractatu Londinensi continentur, & cum dicta Sua Majestas Catholica Marchionem de Beretti Landi suum Plenipotentiarium Tabulis sufficientibus ad hoc opus consummandum monuerit, quo itaque negotium tam salutare finem suum exoptatum consequatur, nos infra-scripti Cæsares, Britannica, & Christianissima Majestatum Ministri Plenipotentiarum Tabulis muniti ad signandam præfatam Conventionem Hagæ-Comitum factam, per quam Regi Hispaniarum, intra terminum trium Mensium à die subscriptionis dictæ Conventionis computandorum purè & plenè conditionibus in Tractatu Londinensi expressis accedere liberum est, declaravimus & per præsentem Majestatis sue Catholicæ puram, simplicem & plenam ad omnes & singulos Articulus præfati Tractatus Londinensis accessionem nos acceptare declaramus.

Ego autem infra-scriptus Majestatis sue Catholicæ Plenipotentarius à dicta Sua Majestate Plenipotentiarum Tabulis ad signandam cum Ministris Federatarum Potestatum Conventionem Parisiis factam 18. Mensis Julii 1718. n. ft. cum sim instructus, observatissime fuerit Ministrum Majestatis sue Cæsares dictam Conventionem Parisiis factam non subscripsisse, illam verò Conventionem per Tractatum Londinensem 2. Augusti 1718. n. ft. à Ministris Majestatis sue Cæsares subscripsitam complementum suum accepisse, & Comitum à Windischgrätz Majestatis sue Cæsares Ministrum & Plenipotentiarium accessionem Majestatis sue Catholicæ acceptandi potestatem non habiturum, si dicta Accessio ad Conventionem Parisiis factam tantummodo se referret: Cumque recognitis & perpenitis dictæ Conventionis Parisiis factæ, & dicto Tractatu Londini signato, compertum sit, utrumque de verbo ad verbum congruere, ita ut Conventio Parisiensis, Tractatusque Londinensis una eademque res omnino sint; ego necessaria auctoritate sum munitus ad signandam Tractatum Londinensem, quem Tractatum æque ac Conventionem Parisiensem in omnibus & singulis erorudent Articulis purè & plenè nullaque adhibita reservatione, ex parte & nomine Regis Hispaniarum Domini mei accepto.

Instrumentum hoc Accessionis Majestatis sue Catholicæ ratihabebitur ab omnibus Partibus Compaciscensibus, & Ratihabitionum Tabulæ ritè confectæ intra spatium duorum Mensium à die subscriptionis computandorum aut citius si fieri poterit, Hagæ-Comitum commutabuntur & invicem extrahentur. In quorum fidem nos Partium contrahentium Plenipotentiarum supra-dictis Plenipotentiarum Tabulis mutuo exhibitis instructi hæc præsentem manibus nostris subscripsimus, & sigillis nostris communicavimus. Actum Hagæ-Comitum die decima septima Februarii anni millesimi septingentesimi vicesimi.

(L.S.) LEOPOLDUS Comes à WINDISCHGRAZ.

(L.S.) MARQUIS BERETTI LANDI.

(L.S.) CADOGAN.

(L.S.) FLEURIAU DE MORVILLE.

In altero Instrumento,

(L.S.) LEOPOLDUS Comes à WINDISCHGRAZ.

(L.S.) MARQUIS BERETTI LANDI.

(L.S.) FLEURIAU DE MORVILLE.

(L.S.) CADOGAN.

## XII.

6. Mai. Vergleich/ so zwischen dem Grafen von Mercy als Commandirenden Kayserl. General in Sicilien/dann den Spanischen Generale Marchese de Leede/ mittelst unterhandlung des Englischen Admirals Byngs getroffen worden/ daß nemlich bis zu völliger austräumung der Königreiche Sicilien und Sardinien an die Kayserl. Truppen ein Waffen-Stillstand zwischen beeden Armeen fest solle: Indessen aber von Palermo/ Castel à Mare, Molo/ und alle Forten fünf tag nach unterschriefft dieses/ und Augusti/ so bald die zur

TOM. VIII. PART. II.

einschiffung der Artillerie, Kriegs-Munition und ANNO Lebens-mitteln benötigte Schiffe verschafft werden 1720. seyn/ ausgeraumet/ dann die Spanischen Truppen auf zwey oder dreyunahl überschiffet/ und die darzu behörige Schiffe gegen bezahlung denenselben verschafft werden sollen. Geschien im Feldlager nächst Palermo den 6. May 1720. [Tiré de la Chancellerie Imperiale, Aulique de Guerre.]

C'est-à-dire,

Convention faite entre le Comte de MERCY General de l'Armée Imperiale, & le Marquis de LEDE General de l'Armée d'Espagne en Sicile, avec l'intervention de l'Amiral Anglois BINGH, pour l'Evacuation de la Sicile & de la Sardaigne par les Espagnols; portant qu'il y aura un Armistice entre les Armées par Mer & par Terre, & qu'il durera jusques à la fin de ladite Evacuation; Que cependant les Villes de Palerme, Castel à Mare, & Molo avec leurs Forts, seront évacués cinq jours après la Signature de la presente Convention; Comme aussi la Ville d'Augusta, mais seulement après que les Imperiaux auront fourni aux Espagnols les Bâtimens necessaires pour leur Artillerie, Vivres, & Munitions de Guerre. Le Transport des Espagnols en Espagne se doit faire en deux ou trois fois, & les Imperiaux doivent leur fournir, pour leur argent, les Bâtimens dont ils auront besoin. Fait au Camp auprès de Palerme le 6. Mai 1720.

3. Ermög beeden Vollmachten/ welche wir Generalen deren freitenden Armeen in Sicilien/ so wohl zu Wasser als zu land/ von unsern höchsten Befehlern empfangen/ um über einen Waffen-Stillstand/ und austräumung des Königreiche Sicilien und Sardinien zu handeln/ haben wir uns nach vielen unterredungen auf nachstfolgende Articulen verglichen:

I. Soll ein Waffen-Stillstand sein/ und alle Feindseligkeiten zwischen denen Armeen/ Truppen/ Flotten/ Squadren/ und Schiffen/ deren in gegenwärtigen Krieg verordneten Wärdten bis auff die gänzlich austräumung deren Königreichen von Sicilien und Sardinien/wie auch zuruck-führung in Spanien deren in einem and andern Orth deren berührten Königreichen befindlichen Spanischen Truppen/ und zwischen denen besagten/ so wohl zu land/ als zu Meer/ oder andern Wässern auf dem Mitteländischen Meer/ oder nachfolgenden öfthern/ aufstören/ dergestalt daß/ wann sich putzen solt/ daß widerstand-Stillstand von einem Theil mit erobringung eines Plazes vermittelst eines angriffs/ ubertwungelung/ oder verslammung in denen in diesen Tractat angezeigten gräntzen darwider gehandelt/ oder gefangen gemacht/ oder sonst in andere Feindseligkeiten durch einen auch nicht vorgesehenen zufall verübet werden solten/ diese zu widerhandlung von jedem Theil getreulich/ ohne versich und ohne besawernus gütgemacht/ auch alles eingenommenes ohn einige verringrung zuruck-geliefert: Ingleichen die gefangene/ obte sich loszulassen/ oder sonstge unloschen/ wieder freigelassen werden solten/ und/ um aller gelegenheit deren Klagen vorzukommen/ so in ansehn deren Kaufarten-Schiffen/ und Fahrnussen entstehen mögen/ wölde auff dem Meer können genommen werden/ hat man sich beiderseits verglichen/ daß solche Kaufarten-Schiffe und Fahrnussen/ welche auff dem Mitteländischen Meer nach unterschreibung dieses Waffen-Stillstands genommen worden/ von einem und andern Theil ohn ausnahm zuruck gegeben werden solten.

II. Die Spanische Truppen sollen Palermo sinstf Tag nach der unterschriefft austräumen/ und das Castel à Mare, den Molo, auch alle Forten/ mit der Artillerie und Kriegs-Munition, so sich darinnen befinden/ übergeben/ die Spanische Armee soll auch ein tag zuvor nach den regulierten löger/ nächst Termino, und folgen den öfthern/ als Paucina, Pentimilia, Offimina, Montemaggiore, Calarabuto, Petraglia, Ficci, Pollici, Rocella, Rocca-Palano, und Cacamo marschiren/welche örtze sammentlich in der gegend herum von Termino ligen; und/ nach der mas/ daß sich besagte Truppen einschiffen werden/ selbe die weit entlegene öfthern austräumen solten; Dabey soll scharffe Ordre erthelet werden/ um zu verhindern/ daß man die Bäume/ Früchte/ und getrand nicht verzerren; noch sonst einige unordnung verurrsachen möge.

III. Daß die Franken und Verwandten von den Spanischen Truppen in eben dem Spital verbleiben solten/ in welchen sie sich zu Palermo mit den Feld-Doctoren, Feldschreibern/ und andern in demselben zur Aufschiffung & Bedienung und Direction

D 2



ANNO  
1720.

rechen des Spitals aufgenommenen Personen befinden / vor welchen eine Abzahl unter einem Lieutenant / mit 20. gemeinen / von den Spanischen Truppen gefeiert werden solle / um die Kranken in besagten Spital besäumen zu halten; auch solle man alles dem Director für sein eigen gelt zu kommen lassen / was ihm zu ihrer unterhaltung nöthig sein wird; und so bald selbe wieder gnossen / und in Stand sich befinden / marschieren zu können / solle man ihnen gegen bezahlung Schiffe verschaffen / um nach Termini geführt zu werden / dabey diejenigen / welche ihr Gewehr noch haben / dasselbe mit sich nehmen mögen.

IV. Daß erlaubt sein solle / daß die Beamten von der Oberaufsicht / die Kriegs-Commissarien / und verordnete Einmünder / mit auch Zahlmeister so wohl zu Land / als zu Meer / zu Palermo verbleiben mögen / um so wohl die Wartungen abzuholen / als auch alle nöthige veranstellungen zur einschiffung / und derselben vorbringung vor zu führen / zu dem ende man ihnen auch gelegenheit einzutreiben solle / dieselben verbleiben zu können.

V. Es soll erlaubt sein / daß alle Spanische Officiers / und Gemeine / wie auch alle andere Personen / so bey der Spanischen Armee befindlich sein mögen / aus besagten Palermo ihre Familien / Haabschaften / und Bagage mit sich führen; auch solle so wohl über das Meer / als zu Land nach jedem Obtheils des Königreichs bringen mögen / dazu man auch ihnen die nöthige Pass-Porte / und Schiffe zur überführung gegen baare bezahlung zu kommen lassen solle / es solle gleichfalls denen Officiers / Gemeinen / und Bedienten von der Spanischen Armee erlaubt sein / in die Stadt Palermo zu gehen / um ihre eigene / oder des Regiments geschäften zu schlichten / wann sie nur allein einen Pas von dem Herrn Marschale de la Corte / ihrem General / haben werden.

VI. Daß alle Magazine von der Kriegs-Munition / und Proviant / was es nur für fort immer sein möge / Gersten und Stroh mit begreifen / so denen Spanischen Truppen in besagter Stadt Palermo / oder in denen Vorstädten zugehörig / mit aller Sicherheit barinnen verbleiben mögen / und denselben Truppen erlaubt sein solle / so wohl zu Land als zu Wasser dahin sich zu begeben / und zu ihrem gebrauch davon abzuholen / nachdem sie zu nöthigen haben werden / und / wann mans für ruhlich erachtet werde / solle man Commissarien da lassen / um achtung darauf zu haben / und der Herr Graf Mercy wird die verordnung thun / daß man eine Wacht zu ihrer Sicherheit dastelle.

VII. Den Spanischen Truppen / welche sich in der Stadt / und in den obbenannten örtern befinden werden / solle man auf ihre Kosten / mit anscheinung der grünen färbung / Stroh und Holz zuführen lassen / auch wird man einige Officiers heben / um den besagten Truppen auf begehren Stroh / grüne färbung / und Holz in der Stadt / oder Vorstädten / darinnen die Truppen befindlich / zu verschaffen.

VIII. So bald die austräumung von Palermo gefeiert / wird man die ordere ertheilen / daß sich die Truppen / so in Gingen liegen / auch heraus gehen sollen.

IX. Die austräumung von Augusta solle so bald geschehen / als die nöthige Vortheile zu einschiffung der Artillerie / Kriegs-Munition / allerhand lebens-Mitteln / und andern Kriegs-Geschäften / und insgemein alles desjenigen / so in den Magazine befindlich / die nach Termini / oder nach Palermo / wo mans am slichsten gedünkt zu sein / gebracht werden sollen / wanns am slichsten gedünkt zu sein / gebracht werden sollen / nach dem Plan an die Kaiserl. Truppen übergeben / obte die feste Werke zu beschützen / die Spanische besatzung / solle sich auf den Marsch nach Termini / oder den andern bezeichneten Örtern den kürzesten wege / vermittelst eines regulierten Marsches von dem Fuß-Volck / unter begleitung begeben / betreffend die Spanische Truppen / so sich in der Blockierung von Syracusa / Jasi-Reale / oder andern Plätzen dieses Königreichs befinden / denselben wird man also gleich nach austräumung Palermo die Ordere zuschicken / den Marsch anzutreten / und zu der Armee bey Termini zu stoßen / mit dem befehl die geringste unordnung auf dem Marsch nicht zu begehen / von Seiten des Herrn General / Grafen von Mercy / sollen die eigene Commissarien zu dem Marsch ernannt werden / um erwehnten Truppen Stroh / Gersten / Stroh / und all dasjenige / was sie zu ihrem unterhalt nöthig haben werden / gegen baare bezahlung zu verschaffen.

X. Daß allen denen Truppen / so wohl zu Meer / als zu Land / wo sie sich nur wirklich in diesem Königreich befinden / allen Generalen / Officiers / Bedienten / und was nur für Personen sein mögen / so man in der Armee nöthig / erlaubt sein solle / sich einschiffen / um mit aller Sicherheit nach Spanien sich zu begeben / gleich wie auch den andern Spanischen Unterthanen solches erlaubt / wann sie mit nach Spanien passieren wollen / ohne daß man ihnen einige hindernis zu setzen möge.

XI. Daß alle Spanische Truppen so wohl von dem Fuß-Volck / als Reiteren und Dragonen / samt ihrem Gewehr / fahnen / Standarten / Pferden / Munition und Bagage / mit aller Sicherheit nach Spanien geführt werden sollen / ohne / daß ihnen die geringste verbindung geschehen / und dieselbe auf den Kosten von Catalonien / oder Valencien ausgeführt werden mögen / und wie geschwind man mit der einschiffung sein wird /

dazu alles so eilends / als nur sein kan / verschafft werden solle / also geschwind wird man auch sein / um durch den kürzesten wege nach Spanien / oder andern Örtern / so andern Mächten gehörig / zu kommen.

XII. Daß man schuldig sein solle / alle Schiffe / und ander einschiffungs-weisen / so nur zum einschiffen deren Spanischen Truppen / so wohl von dem Fuß-Volck / als Reiteren / Artillerie / Kriegs-Munition / und Bagage / nöthig / auf ihre Kosten zu verschaffen / auch zu ihrer begleitung und sicherheit bis zu ihrer anlandung in Spanien einig Englische Kriegs-Schiffe zu geben / als wenn deren zähl man mit dem Herrn Admiral Bynghs sich vergleichen wird.

XIII. Die einschiffung deren Truppen soll in zwey- oder dreymal / und so geschwind / als nur sein kan / geschehen / und sie sollen sich so geschwind einschiffen / als nur alles zur einschiffung bereit gemacht / auch alle nöthige lebens-mitteln für 40. Tage / so wohl für Man / als Pferd / nach der gewöhnlichen Nahrung / zu Schiff gebracht sein werden / und man solle nicht zwingen / mehr Volck einschiffen / als nach den Regeln die Schiffe zu halten vorgeschribt.

XIV. Es soll erlaubt sein / einschiffen / und in aller Sicherheit mit sich zu führen / die völlige Artillerie / und Mörser / so wohl von Metall / als Eisen / welche sich in denen Plätzen / die man in diesem Königreich austräum / befinden / und diejenige / so mit aus Spanien gebracht / gleichwie auch dieselbe / so von dem aus Spanien gebracht Metall zu Palermo gegossen worden / nicht weniger die / so noch von andern Örtern gebracht worden / seither der Truppen von Spanien in diesem Königreich sich befinden / mit hinterlassung deren Stücken und Mörsern in denen Plätzen / welche darinnen noch sind / und davor schon dastellen sich befinden / gleich wie selbe man auf gutes trauen und glauben alle Kriegs-Munition überantworten / so man in Castell a Mare / und denen Örtern von Palermo / Termini / wie auch andern Örtern gebühren / che die Spanische Truppen angelangen / oder die Ort erobert / und soll erlaubt sein / wieder einschiffen / und nach Spanien zu führen die sammentliche Artillerie / und Mörser / welche aus Spanien gebracht / oder aus Italien dahin geführt worden.

XV. Daß alle die Schiffe / Galeeren / und andere Fahrzeug / welche Spanien oder dessen Unterthanen zugehörig / so sich in diesem Königreich befinden / ganz frey nach Spanien mit ihrer Artillerie / aller ausrüstung / und völligen Haabschaften / die sie nur haben / passieren mögen / Es solle gleichfalls erlaubt sein / wieder einschiffen die Artillerie / Gewehr / Seit-weisen / Segeln / und all andere Sachen / so den Spanischen Galeeren / und andern Schiffen gehörig / welche entrieffen / oder Schiffbruch gelitten / und sich in denen Plätzen / oder Örtern befinden / so die Spanische Truppen heute zu tag noch besetzen.

XVI. Daß denen Commissarien soll erlaubt sein / welche ernannt werden mögen / in diesem Königreich zu bleiben / um die Sachen zu übersehn / welche in denen Magazine / oder andern Örtern befindlich / wie auch denen / so sorg tragen müssen / über die Kranken / die sich nicht in Stand befinden werden / mit dem Rest deren Truppen sich einschiffen / denen man schuldig sein solle / also gleich / so bald sie im Stand sein werden / sich einschiffen / die nöthige Schiffe zur einschiffung / um nach Spanien überführt zu werden / gegen bezahlung zu verschaffen.

XVII. Die Artillerie und Reiteren von Spanien solle sich im Molo von Palermo / und das Fuß-Volck zu Termini einschiffen.

XVIII. Daß man bey der einschiffung weder vor / noch nach / einen überlauffer von ein- oder andern Theil zurechtbekommen / noch zurecht begehren / noch auch einen Soldaten intern vorwand der Nation behalten solle.

XIX. Daß alle Officiers und Soldaten zu Land / so Kriegs-Gefangene worden / wie auch alle des-Officiers / Soldaten / und Matrosen / so währenddem Krieg in Sicilien / und in diesen Meeren gefangen worden / von ein- und andern Theil zurecht gefeiert werden sollen.

XX. Daß man allen Schiffen / Galeeren / Felusen / und andern Schiffen / um nach Spanien / oder andern Örtern in Italien in Diensten der Spanischen Armee zu folgen / Pass-Porte ertheilen solle / man verwilliget auch / daß die 6. Felusen nach Termini passieren / um ein und andere verriegung zu überbringen / nachdem man sie verordnet.

XXI. Und / was die Kosten deren Schiffen und all-anderer Fahrzeugen betrifft / so zum einschiffen dienen sollen / um die Spanische Truppen zu überbringen / wird man alles im gewöhnlichen Preis bezahlen / auch sich vergleichen / die zahlung in barem Geld / oder in Wechsel-Briefen zu thun.

XXII. Man wird sechs Monat seit den Spanischen Officiers / oder Nationalisten vom Land / oder andern / welche Güter / oder Haabschaften in diesem Königreich haben / zu führen / damit dieselbe während dieser zeit all-ihre sachen verkaufen / oder sonst veräußern mögen / nachdem wird man ihnen auch Pass-Porten ertheilen / um nach Spanien zu reysen.

XXIII. Es soll ein Kriegs-Commissarius bestimt werden / um die Schulden zu durchgehen / und diese abzuholen / welche die Officiers von der Spanischen Armee gemacht / gleichwie auch noch diese / welche auf Rechnung ihres Herrn gemacht worden sein mögen / welche süßig und richtig befunden / selbige sollen auch bezahlt werden; zu verstehen / daß in denen Schulden

ANNO  
1720.

ANNO nicht das Stroh / und die Fütterung / noch das Holz begreifen  
1720. sein solle / so die Arme möge verzehret haben / von der Zeit /  
da sie / oder ihre Deutschemutter campiret / Es soll auch als  
Geyßen ein Oberster / und ein Beschützer der auch Kriegs-  
Commissarius / wegen ihres Herrn / und deren Officiern Schulden /  
bist zur völligen Richtigkeit hinterlassen werden.

XXIV. Es soll erlaubt / auch die Paß-Brieffe gegeben wer-  
den / um zuschicken und zu holen so wohl zu Meer / als zu Land /  
in einem Oher des Königreichs auch es sein möge / alle Lebens-  
Mitteln / wie sie nur nahmen haben / und andere Sachen / deren  
man zur unterhaltung und einschiffung deren Truppen nöthig  
haben möge.

XXV. Die Stadt und das Castell von Termini solle man  
eben gleichfalls / da die andere Plätze an die Kaiserliche Truppen  
übergeben werden / anstranzen / und so bald die letztere Trup-  
pen werden eingeschiffet sein / ziehen tag auch nach der anstran-  
zung von Palermo solle nicht mehr erlaubt sein / sich in das  
Staats- und Regiments-Wesen des Königreichs einzumis-  
schen.

XXVI. Man wird die anzahl deren Truppen reguliren /  
welche sollen nach beschaffenheit deren Schiffe / und Lebens-  
Mitteln / so man haben wird / eingeschiffet werden / und man  
wird etliche tag zuvor solches erinnen / damit die Truppen zum  
Marsha und einschiffung sich fertig machen können / Es soll er-  
laubt sein / daß Commissarius zu Palermo hinterlassen werden  
mögen / um alles wegen der Lebens-Mitteln zu reguliren / und  
selbe zu durchgehen / welche in denen Maraschinen befindlich.  
Nachdem die erste einschiffung geschehen / wird man eine ver-  
einbarung geben / was noch / so wohl von Pferd / als Mann-  
und Bagage / oder andern sachen / man überfahren übrig  
bleiben werde / um die nöthige Schiffe dazu aufzutreiben.

XXVII. Nachdem Palermo / und Castell à Mare / mit den  
neuen Forten / ausgeraumet worden / so können die Schiffe / Ga-  
leeren / oder andere fahrgesetze / welche werden für den Herrn  
Marchese de leede anlangen / dieselben einlaufen / und sich al-  
da verbleiben / und soll ihnen alles Geld / und all andere Sa-  
chen / so man ihnen überbringen werde / reichlich zugesellet  
werden.

XXVIII. Zu vollziehung dieser Artikelten solle mann be-  
stehets zu Geissen einen General und einen Obersten geben.

Wir um Krieg so wohl zu Meer / als zu Land in Sicilien  
begreifen unterschriebene Generalen / trassit deren Vollmachten /  
so wir von unsern Höchsten Herren empfangen / versprechen von  
ein und anderem Theil oberwähnte Artikelten getreulich vollsteh-  
en zu lassen. So geschehen um selblager / nächst Palermo den  
6. May, 1720.

Graff von Mercy, Bynghs. Marchese de Leede.

XIII.

1. Juin. *Traité de Paix entre la Reine, & le Roi de SUE-  
DE d'une part, & le Roi de DANNEMARC  
d'autre part, par la Mediation du Roi de la  
Grande-Bretagne, & aussi du Roi de France. Sa  
Majesté Danoise y restituë à la Couronne de Sue-  
de de toutes ses Conquêtes en Pomeranie jusques au  
Péno, comme aussi la Ville de Wismar, & elle  
promet de ne point assister le Czar, ni aucun au-  
tre Ennemi de la Suede contre elle. En échange  
de quoi Leurs Majestés Suedoises lui cedent toute  
la Franchise du Sund dont les Vaisseaux Suedois  
avoient joui auparavant, & lui promettent en  
outre une Somme de six cent mille Ecus Mon-  
noye de Leipsh. Les Interests du Duc de  
HOLSTEIN-GOTTORP y sont remis à ce  
qui en sera stipulé en faveur du Roi de Dan-  
nemarc par les deux Puissances Mediatrices du  
present Traité, Leursdites Majestez promettant  
de ne s'y point opposer, & de ne rien entreprendre  
en faveur de ce Duc. Fait à Stockholm le 3.  
Juin 1720. [Tiré des Archives Royales de  
Suede.]*

An Nom de la Sainte & Individue Trinité.

Q'U'il soit notoire à tous presens, & à venir qu'il  
appartiendra ou qu'il pourra appartenir, que la funeste  
Guerre, qui dure depuis plus de dix ans entre Sa  
Majesté feu le Roi Charles XII. de glorieuse memoire,  
comme aussi la Reine Ulrica Eleonora & le Roy à  
present regnant Frideric Roy de Suede des Goths, & des  
Vandales &c. & leur Royaume d'une part, & Sa Ma-

ANNO jecté le Roi Frideric IV. Roi de Dannemarc & de  
Norwege des Vandales & des Goths, Duc de Schles-  
1720. wig & de Holstein, Stormarn, & Dithmarfen, Comte  
d'Oldenbourg, & de Delmenhorst d'autre, dont les fuites  
sont facheuses ont causé l'effusion de beaucoup de sang,  
troublé le Commerce de la Mer Baltique, & altéré la  
bonne intelligence, que les liaisons du sang & du voisi-  
nage avoient ci-devant formé entre leursdites Majestés,  
& leurs Sujets. Il a plü enfin à la Providence Divine  
de faire naître des conjonctures plus heureuses, propres  
à retablir la tranquillité dans le Nord, par une bonne,  
seure, & durable Paix, conformément au desir sincere  
que Leurs Majestés ont toujours conféré de voir cesser  
l'effusion du sang Chrétien, & de faire jouir leurs  
Peuples des fruits de la Paix, si necessaire & si long-  
tems desirée. Ces louables motifs ont porté leursdites  
Majestés à concourir de tout leur pouvoir à l'avance-  
ment, & à la conformation d'un ouvrage si salutaire,  
sur les instances reiterées pendant plusieurs Mois de Sa  
Majesté George Roi de la Grande-Bretagne, de France,  
& d'Irlande, Desseigneur de la Foi, Duc de Brunswic,  
& de Lunebourg, Archi Tresorier, & Eleveur de  
l'Empire qui s'est donné tous les soins imaginables  
pour reconcilier les Parties belligerantes. Elle les a  
fait convenir d'une suspension d'armes pour pouvoir  
plus facilement parvenir à la conclusion de la Paix, &  
elle leur a offert en même tems la Mediation, laquelle  
a été acceptée de part, & d'autre, aussi-bien, que celle  
de Sa Majesté Tres-Christienne Louis XV. Roi de  
France, & de Navarre; qui desirant de son côté con-  
tribuer à la Pacification du Nord, a bien voulu join-  
dre ses soins & ses bons Offices à ceux de Sa Majesté  
Britannique, aussi-tôt qu'Elle a jugé qu'ils auroient un  
succès conforme à ses bonnes intentions. C'est pour-  
quoi Leurs Majestés de Suede & de Dannemarc, ont  
ordonné à leurs Ministres Plenipotentiaires, sçavoir de  
la part de Sa Majesté Suedoise, Leurs Excellences Mr.  
le Comte Gustav Cronhielm Senateur de Sa Majesté le  
Roi de Suede, & de son Royaume, President au Con-  
seil Royal de la Chancellerie, & Chancelier de l'Uni-  
versité d'Upsäl, Mr. le Comte Gustav Adam Taub,  
Senateur de Sa Majesté le Roy de Suede, & de son  
Royaume, Marechal de Suede & Grand Gouverneur  
de Stockholm, Mr. le Comte Magnus Julius de la  
Gardie, Senateur de Sa Majesté le Roi de Suede, &  
de son Royaume, & President au College de Commer-  
ce, Mr. le Comte Jean Lilienstien Senateur de Sa  
Majesté le Roi de Suede & de son Royaume, & Con-  
seiller au College de la Chancellerie, Mr. le Comte  
André Legonstedt Senateur de Sa Majesté le Roi de  
Suede, & de son Royaume & President à la Chambre  
de revisions, & Mr. le Baron Daniel Nicolas de Hög-  
ken Secrétaire d'Etat de Sa Majesté le Roi de Suede.  
Et de la part de Sa Majesté Danoise Mr. de Löwenörn  
son General Major & Plenipotentiaire à la Cour de Sa  
Majesté le Roi de Suede, d'entrer en Negotiation sur  
les moyens de convenir des Articles d'un Traité de  
Paix, lesquels après l'échange de leurs Pleinspouvoirs  
respectifs, dont la Copie sera transcrite à la fin de cet  
Instrument, ont eu plusieurs conférences, & par les  
bons & tres-louables Offices de Milord Carteret, Am-  
bassadeur Extraordinaire de Sa Majesté Britannique à la  
Cour de Suede, & de Mr. de Campredon Resident de  
Sa Majesté Très-Christienne & son Plenipotentiaire en  
la même Cour, après avoir imploré l'assistance Divine  
ont conclu, arrêté, & signé les Articles, dont la te-  
neur s'enluit.

I. Il y aura à l'avenir une Paix Generale & éter-  
nelle & une amitié sincere, & perpetuelle entre Leurs  
Majestés de Suede, & de Dannemarc, leurs He-  
ritiers & Successeurs en la Regence comme aussi  
entre leurs Royaumes, Terres, Provinces, Pais, &  
Sujets, & en consequence toutes hostilités de part, &  
d'autre tant par Mer que par Terre cesseront entiere-  
ment du jour de la Signature du present Traité; tous  
les differens, mesintelligence, & Disputes qu'il y a eu  
jusques à present entre eux seront non seulement abo-  
lis; mais aussi Leurs Majestés se procureront autant  
qu'il sera possible avec zele, & sincerité tous les Biens,  
& les avantages reciproques, en sorte qu'il y aura desor-  
mais entre Leursdites Majestés, & leurs Royaumes  
une parfaite confiance & Union, & qu'elles puissent  
se fortifier de jour en jour, ainsi qu'il convient à de  
bons Voisins & Alliés.

II. Tous les dommages, degats, torts, offenses, &  
prejudices commis ou causés l'un contre l'autre, pen-  
dant le cours de cette Guerre soit en actions, paroles, ou



ANNO  
1720.

ou écrits seront ensevelis dans un éternel oubli & amnésie générale, & sans retour, en sorte qu'il ne sera point permis à l'avenir à l'une des Parties d'en faire usage, ni de s'en ressentir contre l'autre, de même, que si le tout n'étoit jamais venu; Et en vertu de cette abolition générale on ne pourra désormais faire aucune mention de ces Grièfs, ni entre les Royaumes, ni envers leurs Sujets, sous quelque prétexte, ou pour quelque cause que ce puisse être.

III. La liberté du Commerce, & de la Navigation tant par Terre, que par Mer & autres Eaux sera désormais entièrement retablie entre les Sujets de Leurs Majestés de Suede, & de Dannemarc & défense faite de part, & d'autre, de n'y apporter aucun obstacle sous quelque prétexte que ce soit, ni d'empêcher le libre transport des Marchandises & Denrées dont on jouit en tems de Paix.

IV. Et afin de prévenir, & détruire entièrement tout ce, qui pourroit à l'avenir donner lieu à quelque desunion, mesintelligence ou Dispute entre les deux Parties, Leurs Majestés de Suede & de Dannemarc renoncent par les presentes de la maniere la plus précise & la plus efficace, à tous les Traitez, Conventions, & Alliances faites avec d'autres Puissances, en tant que ces Traitez, Conventions, & Alliances pourroient être contraires à la teneur du present Traité de Paix; & pour cet effet l'une des Parties ne consentira désormais à aucune Alliance ou Traité, qui pourroit en quelque maniere que ce soit causer du dommage, ou du préjudice à l'autre.

V. Comme en vertu des precedens Articles, la Paix retablit une parfaite intelligence entre les deux Couronnes de Suede & de Dannemarc, & détruit les engagements reciproques qu'elles pourroient avoir pris l'une contre l'autre, pendant le cours de cette funeste Guerre, Sa Majesté le Roi de Dannemarc promet spécialement, & s'engage par les presentes, de la maniere la plus forte & la plus précise de n'assister directement, ni indirectement de ses Conseils ou par voye de fait, par lui, ni par autrui, le Czar de Moscovie, sous quelque prétexte, que ce puisse être dans ses entreprises contre la Couronne de Suede, & ses Alliés, aussi long-temps, que la presente Guerre avec le Czar durera, & comme il n'est pas moins de l'intérêt du Roi de Dannemarc, & de la Couronne, que de celui des autres Nations, qu'elle cesse bien-tôt, pour retablit la liberté du Commerce dans la Mer Baltique, Sa Majesté Danoise promet de ne souffrir en aucun de ses Ports de Dannemarc, & de Norvegue aucun Armateur Moscovite, destiné à troubler ledit Commerce, & la Navigation, Sa Majesté ne permettra point non plus, qu'on donne dans ledits Ports retraite à aucune prise faite par les Armateurs, ou Corsaires Moscovites sur quelque Nation que ce soit, & s'il arrivoit, que telles prises entraissent dans les Ports de Sa Majesté, elle les fera restituer à leurs légitimes Propriétaires, ce qui s'entend par rapport à la Suede en sorte, qu'aucune des prises, qu'elle pourroit faire sur les Moscovites, ne pourra entrer ni avoir retraite dans les Ports de Dannemarc.

VI. Pareillement comme son Altesse Serenissime le Duc de Steswic-Holstein, a été enveloppé dans la Guerre du Nord, & que l'étroite liaison du sang qui est entre ladite Altesse & la Couronne de Suede pourroit être considérée comme un obstacle à la décision de ce qui regarde le Duché de Schleswic, Sa Majesté Suedoise pour elle, & la Couronne de Suede, déclare & promet par ces presentes de ne s'opposer directement, ni indirectement à ce qui sera stipulé en faveur du Roi de Dannemarc, concernant ledit Duché de Schleswic, par les deux Puissances Mediatrices, qui ont concouru au present Traité, & de ne donner aucune assistance de fait au dit Duc, contre le Roi de Dannemarc pour l'inquieter au préjudice des susdites stipulations.

VII. Comme Sa Majesté le Roi de Dannemarc a occupé par les armes pendant cette Guerre, & tient actuellement une grande partie de la Pomeranie, jusqu'à la Riviere de Pene, comme aussi la Ville & la Forteresse de Stralsund, avec la Principauté & l'Isle de Rugen, & la Forteresse de Marstrand, avec quelques autres Isles, qui appartiennent à la Couronne de Suede, & que Sa Majesté le Roi de Suede insiste sur la restitution desdits Duché, Principauté, Villes, Fortereses, Isles, Terres, & Pais incorporés à la Couronne de Suede, Sa Majesté le Roi de Dannemarc, aux instances des deux Puissances Mediatrices, & pour faci-

liter d'autant plus la Paix si désirée y a enfin consenti, & en vertu du present Article, elle restitue pour elle, & pour ses Heritiers, & Successeurs à Sa Majesté, & à la Couronne de Suede, les Heritiers, & Successeurs la susdite partie de la Pomeranie jusqu'à la Riviere de Pene, comme aussi la Ville & la Forteresse de Stralsund, l'Isle & la Principauté de Rugen, la Ville de Marstrand & toutes les autres Isles & appartenances du Royaume de Suede, occupées par le Roi de Dannemarc sans exception, à sçavoir les Fortereses & les Pais dans l'état où ils étoient pendant l'Armistice, & l'Artillerie & les Magazins en l'état, où ils étoient lors de l'occupation de ces Villes & Fortereses par le Roi de Dannemarc, le tout moyennant l'équivalent qui sera stipulé ci-après.

VIII. A l'égard de la Ville de Wismar comme elle ne fera plus partie de cet équivalent, Sa Majesté le Roi de Dannemarc cède & renonce en faveur de Sa Majesté & de la Couronne de Suede, toutes les prétentions qu'elle auroit pu avoir sur cette Ville & son Territoire, & elle promet d'en retirer ses Troupes d'abord après la Ratification du present Traité, laissant au Roi ou à la Couronne de Suede, le Droit incontestable, qui appartient à ladite Couronne de Suede, sur ladite Ville de Wismar, son Territoire, & ses dependances.

IX. En consideration de ces restitutions, Sa Majesté & le Royaume de Suede consent par le present Article, que pour l'avenir il n'y ait aucune distinction des Nations dans le Sund & dans les deux Belts, & en consequence Sa Majesté & le Royaume de Suede renonce à l'exemption de Franchise de Peage du Sund & des deux Belts, dont les Suedois ont joui jusqu'à present, en vertu des Traitez de Paix ci-devant conclus, de sorte, que les Sujets du Royaume de Suede & des Provinces, qui en dependent payeront à Sa Majesté le Roi de Dannemarc & à ses Successeurs dans le Sund & les deux Belts, le Peage pour leurs Vaisseaux, effets, & Marchandises en tout de la même maniere que les Anglois, Hollandois ou autre Nation, qui est, ou sera désormais traitée par le Roi de Dannemarc le plus favorablement à cet égard, à commencer du jour, que les Ratifications du present Traité seront échangées, & que tous les Articles avec leurs stipulations touchant la restitution & satisfaction seront executés de part & d'autre, sur quoi l'on est expressément convenu, comme il a été dit, que les Vaisseaux & les effets des Sujets du Royaume de Suede, en passant & repassant les detroits du Sund & des Belts, à l'égard du retardement & empêchement pour leur prompt expédition ou sous quelque nom que ce puisse être, ne seront point traités autrement, que les Nations Angloise & Hollandoise ou autre la plus amie.

X. Sa Majesté Suedoise voulant encore donner une preuve plus convaincante, de son desir pour la Paix, promet pour Elle, & la Couronne de Suede de payer outre la Cession de la Franchise du Sund à Sa Majesté & à la Couronne de Dannemarc, la Somme de six cent mille Rixdalers courant en bonnes & valables pieces de deux tiers sur le pied communément appelé de Leipzig de l'année 1690. à raison de 12. R. par Marc d'argent fin pour toutes les prétentions du Roi de Dannemarc, & en un seul paiement, en bonnes Lettres de change acceptées à Hambourg, lesquelles seront déposées entre les mains des Mediateurs six semaines après la Signature du present Traité, ou plutôt, si faire se peut, pour l'usage & le compte de Sa Majesté, & de la Couronne de Dannemarc, pour être délivrées par les Mediateurs aux Commissaires nommés par le Roi de Dannemarc, & être exactement, & réellement payées aussi-tôt que la Restitution conformément à l'Article suivant sera entièrement faite & achevée, & que les Fortereses, Duchés, Principautés, Isles, & autres Lieux appartenants à la Couronne de Suede, & énoncés dans les Articles 7. & 8. seront évacués, par Sa Majesté & la Couronne de Dannemarc, & mis en la possession de celle de Suede.

XI. C'est pourquoi aussi-tôt que la susdite Somme de 600000. Rixdalers aura été déposée de la part du Roi & du Royaume de Suede, entre les mains des Mediateurs pour le Roi, & le Royaume de Dannemarc, ainsi qu'il a été expliqué en l'Article precedent; les Fortereses de Stralsund, & de Marstrand avec la Principauté & l'Isle de Rugen & la Partie du Duché de Pomeranie occupée par le Roi de Dannemarc, sans aucune exception de ce, qui est stipulé dans les precedents Articles, seront remis le même jour aux Commissaires.

ANNO  
1720.

ANNO  
1710.

missaires, & aux Troupes du Roi de Suede, par les Gouverneurs & Officiers du Roi de Danemarck; à savoir les Fortereses & les Pais, & Isles en l'état qu'ils ont été pendant l'Armistice; & l'Artillerie & les Magazins en celui qu'ils étoient, lors qu'ils sont tombez entre les mains du Roi de Danemarck, conformément aux Inventaires qui en seront fournis. L'évacuation étant ainsi faite les Troupes du Roi de Danemarck tant celles qui auront été dans les Places que dans le Pais seront transportées en Danemarck, le plutôt que faire se pourra, par Terre ou par Mer selon que l'occasion & la commodité le requireront, & en ce cas on fournira à ces Troupes, aux depens du Roi de Danemarck, mais à un prix le plus modique qu'il sera possible, selon les ordres exprès, que Sa Majesté le Roi de Suede en donnera à ses Commissaires, la subsistance dont elles auront besoin; bien entendu que du jour, que la Somme susdite de 600000 R. aura été déposée, entre les mains des Mediateurs en la maniere expliquée, la fourniture de rations de pain & de fourrage ne seront plus à la charge du Pais, mais que les Officiers & Soldats auront franc, & sans payement les Logemens qui leur seront assignés par les Commissaires Suedois jusqu'au jour de leur depart, & qui en attendant les Commissaires de part & d'autre cesseront incessamment du jour de la Signature du Traité & avant l'expiration de l'Armistice d'exiger de part ou d'autre les Arerages & ce qui pourroit être dû par les Pais de Contributions ou autres impositions concernant le Public, vû la triste situation & la misere ou cette funeste Guerre a reduit les Sujets dudit Pais. On cessera pareillement de couper les Bois, de transporter ceux qui se trouveront abatus & de deteriorer les Pais, toutes les pretensions du Roi de Danemarck étant comprises dans la Cession de la Franchise au Sund & dans la Somme de 600000 R. ci-dessus stipulée.

A l'égard des Archives de Stralsund, de Gypshwalde & de Wismar avec la Bibliothèque, le Tribunal dudit Wismar & les autres Titres, & Papiers, qui regardent les Pais, & qui se trouvent entre les mains du Roi de Danemarck, ils seront restitués de bonne foi au Roi & à la Couronne de Suede. Toutes les Sentences prononcées selon les Loix pendant la Regence de Sa Majesté Danoise, dans ledit Duché de Poméranie, auront leur plein & entier effet, & tous les Sujets des Villes, Isles, & Pais restitués seront déchargés du Serment de fidelité, qu'ils avoient prêté au Roi de Danemarck, pour être à l'avenir entièrement & uniquement soumis, & attachés au Roi, & Royaume de Suede.

XII. Les Sujets de part & d'autre, de quelque condition & qualité qu'ils puissent être, seront restitués immédiatement après la Ratification du présent Traité, dans toutes leurs Terres & Biens meubles & immeubles, qui ont été occupés & conquis à l'occasion de cette Guerre sans exception, & sur les preuves en bonne forme, qui en seront données, en sorte qu'ils rentreront aussitôt sans autre forme de procès, & sans aucun remboursement des fruits perçus de part & d'autre, dans la pleine, & entiere jouissance, desdits Biens & Terres dont ils étoient en possession avant la Guerre, à condition néanmoins que les depenses faites par ordre du Public, ou par des personnes privées qui ont possédé ces Biens & Terres, soit pour leur amelioration, reparation, ou pour les tenir en valeur au delà des Revenus, qu'elles ont produit, seront remboursés par les Propriétaires, lors qu'ils rentreront en la possession actuelle de leursdites Terres & Biens, la Saison de l'année ne souffrant aucun délai sur ce sujet. Au surplus tous les autres Biens de quelque nature, qu'ils soient, seront rendus dans le même état, qu'ils sont à présent, & dans un meilleur s'il est possible. Toutes les pretensions, demandes & Droits qui pendant le cours de cette Guerre & en vertu des Loix de chaque Royaume, sont échuees aux Sujets de Leurs Majestés par Succession, Procès ou autre voye Juridique, que ce puisse être, comme aussi les pretensions & griefs qu'ils pourroient avoir eu avant, & pendant cette Guerre, ou qu'ils ont actuellement tant contre Leurs Majestés, qu'entre eux en particulier, resteront en leur entier, & ne pourront être affoiblis ni abolis pour raison de ladite Guerre. A cette fin il sera nommé par chacune des Parties contractantes trois Commissaires autorisés qui se rendront au lieu dont on conviendra un Mois après la Ratification de ce Traité, où selon les circonstances de chaque cas ils termineront eux-mêmes tous les différends, ou bien ils les renvoyeront

aux Tribunaux, qui pour raison de la Jurisdiction locale devroient en prendre connoissance avant le commencement de la Guerre, en sorte néanmoins que tous les différends, & discussions, soient terminés trois Mois après l'Etablissement de cette Commission, & à l'égard de ceux, qui pourront prouver que leurs Terres & Biens ont été ruinés & deteriorés à dessein par ceux des particuliers qui les ont possédés pendant la Guerre, ils s'adresseront aux susdits Commissaires qui leur feront rendre bonne & prompte Justice, & payer les dommages qui leur seront légitimement dûs; tout ce que dessus énoncé au present Article, devant aussi s'entendre de ceux, qui pendant cette Guerre ont suivi le parti de l'une ou de l'autre des Parties contractantes.

XIII. Les Prisonniers de Guerre de Leurs Majestés de quelque condition qu'ils soient, seront rendus de part & d'autre sans rançon, & tout ce qui s'est passé à cet égard soit pour raison d'évasion ou de représailles, sera entièrement annullé, & oublié, comme non avenue; sans avoir même égard au plus grand nombre de Prisonniers, ni à ceux que l'une des Parties pourroit avoir rendu à l'autre à compte, en vertu du Carrel réglé entre Leurs Majestés. Les Dettes contractées par les Officiers pendant leur detention seront liquidées, par des Commissaires établis à cet effet en deux Mois de tems, & sur les preuves juridiques qui seront fournies de ces Dettes, Leurs Majestés feront retenir pour les payer les gages, & autres effets de ceux, qui se trouveront dans leurs Etats, & pour les autres qui seront évadés ou hors de service, Leursdites Majestés feront payer reciproquement les Dettes, qu'ils auront contractées comme dit est pendant le tems de leur Prison, bien entendu, néanmoins que la liquidation & le payement des Dettes n'apportera aucun retardement, ni empêchement à l'exécution de tous les autres Articles du present Traité.

XIV. Comme il est survenu quelques différends entre Leurs Majestés au sujet des Limites de la Finmarkie ou Lapponie Norwegienne pendant, & avant cette Guerre, en sorte que Leursdites Majestés sur le rapport, qui leur en a été fait, pretendent reciproquement, qu'on forme quelque établissement au delà des Frontieres de l'une & l'autre, on est convenu de nommer des Commissaires des deux côtés, qui se transporteront sur les Lieux trois Mois après l'échange des Ratifications & qui après avoir examiné avec l'attention nécessaire, ce qui concerne cette matiere, regleront au plus tôt les Limites des deux Finmarkies selon les anciens Traités, auxquels il n'a été apporté aucun changement, & conformément aux Actes des Limites fondés sur ces Traités.

XV. Pour ce, qui regarde le Cours de la Poste Suedoise, établi par les Etats du Roi de Danemarck, Sa Majesté Danoise auroit demandé, qu'il ne fût plus désormais permis à la Couronne de Suede d'avoir un Commissaire à Helsingneur, & que les Lettres de Suede ne pussent être portées par ses Postillons, qu'une fois la semaine, au lieu, que jusqu'à présent elles sont passées deux fois. Mais comme il n'est pas moins nécessaire pour le public, & pour le Commerce, que les choses restent sur le même pié, & que le Roi & la Couronne de Suede ne veulent apporter aucun changement aux libres passages des Postes, qui vont de Danemarck en Norwege, on est convenu de part, & d'autre & sur les representations des Puissances Mediatrices que le Roi de Danemarck pourra avoir de son côté un Commissaire à Helsingbourg à faire passer ses Lettres une fois la semaine par la Suede, comme la Suede pour l'avenir ne pourra faire passer aussi les siennes, qu'une fois la semaine, par le Danemarck. Les choses restant d'ailleurs à l'égard des Postes tant de la Suede à Hambourg par les Etats du Roi de Danemarck, que de Danemarck en Norwege par la Suede, entièrement dans le même état & de la maniere pratiquée jusqu'à présent; d'autant plus que depuis que la Couronne de Suede a soumis ses Sujets au Peage du Sund, il lui est indispensable d'avoir un Commissaire à Helsingneur pour l'expédition de leurs Vaisseaux à l'exemple des autres Nations, qui naviguent dans la Mer Baltique, & qui ont leurs Commissaires audit Helsingneur, Sa Majesté Suedoise promettant de donner les ordres nécessaires pour que celui qu'Elle y tiendra, ne cause aucun dommage, derangement, ni malversation au préjudice des Postes du Roi de Danemarck, & de faire rendre toute la Justice, qu'on doit attendre de son équité sur les plaintes, qui pourroient être faites au

ANNO  
1720.



ANNO 1720. contraire, ce que le Roi de Dannemarc promet aussi de son côté, par rapport au Commissaire, qu'il pourra tenir à Helsingbourg.

XVI. Les autres Conventions & Traités de Paix ci-devant conclus entre la Suede & le Dannemarc sont en vertu des présentes confirmés & renouvelés dans tous leurs Points, & Articles, comme s'ils étoient insérés mot à mot dans le présent Traité en tout ce qui n'est point contraire à sa teneur.

XVII. Tous les Points & Articles ci-dessus seront ratifiés de Leurs Majestés, & les Ratifications en bonne forme échangées en quatre semaines à compter du jour de la Signature ou plutôt, si faire se peut. En foi de quoi on a dressé deux Exemplaires uniformes du présent Traité, dont l'un a été signé par les Plenipotentiaires de Sa Majesté le Roi de Suede, & l'autre par le Plenipotentiaire de Sa Majesté le Roi de Dannemarc & à ceux iapposé le Cachet de leurs armes. Fait à Stockholm le troisieme Juin 1720.

Gustave Cronhielm.

Gustave Adam Taube.

(L.S.)

(L.S.)

Magnus Julius de la Gardie Johan Lilienstedt.

(L.S.)

(L.S.)

André Legouffed.

Daniel Nicolas von Hopken.

(L.S.)

(L.S.)

*Elucidation des Articles precedens du Traité de Paix entre Sa Majesté de DANNEMARC & Sa Majesté & la Couronne de SUEDE.*

D'Autant que pour prévenir toute dispute il a été trouvé nécessaire de donner quelques Elucidations sur le Traité de Paix entre S. M. le Roi de Dannemarc & de Norwege d'une part, & S. M. le Roi & la Couronne de Suede d'autre part, signé à Friedricksburg le 3. Juillet 1720. par le Sr. van Locuwenochrn Velt-Maréchal & Plenipotentiaire de S. M. de Dannemarc Norwege, & à Stockholm le 3. Juin de la même année par les Conseillers Plenipotentiaires de S. M. & de la Couronne de Suede, on est convenu de ce qui suit par la Médiation & les bons Offices de Mylord Carteret, Ambassadeur de Sa Majesté Britannique, & Médiateur de la Paix entre Leurs Majestés de Dannemarc & de Suede.

Quoique dans les Art. VII. & XI. du Traité de Paix on soit convenu que les Terres & Forteresses seroient restituées par le Roi de Dannemarc à S. M. & à la Couronne de Suede dans l'état où elles étoient pendant la suspension d'Armes, & l'Artillerie & les Magasins dans l'état où ils étoient au tems de la reddition desdites Places, on est convenu de plus, que pour prévenir toutes disputes, les Forteresses, Païs, Artilleries & Magasins seront rendus dans l'état où ils sont; & après l'évacuation, S. M. de Dannemarc pourra, le plutôt possible, retirer, sans aucun empêchement, ses Vaisseaux de Guerre qui se trouveront à Stralsonde en Pomeranie, ou à Marstrand, avec tous leurs agreils & Equipages.

Quant à la Ville de Wismar, dont il est parlé dans l'Art. VIII. on est convenu par le présent, qu'elle ne sera jamais rétablie, & que par rapport à ses Fortifications elle restera dans l'état où elle est.

Par rapport au Payement de 600. mille Ryxdaldres en 1 sur le pied de Leipzick de l'an 1690. que S. M. & la Couronne de Suede doivent payer au Dannemarc suivant l'Art. X., il est stipulé expressément par la présente que les Médiateurs délivreront aux Commissaires Danois, aussi-tôt que les Troupes Danoises seront sorties des Places, de bonnes Lettres de change, sur de bons & suffisans Négocians à Hambourg pour le Payement de ladite Somme de 600. mille Ryxdaldres.

Quant au Bois adjugé en Pomeranie, dont il est parlé Art. XI. S. M. de Dannemarc & de Norwege se réserve le Droit de transporter franc de tout Droit le Bois déjà coupé & porté au lieu de l'embarquement, du reste on ne causera aucun autre dommage au Païs, & l'on n'abatra plus aucun arbre.

Outre ceci il a été stipulé que toutes les personnes installées par S. M. Dan. dans quelque emploi civil dans la Pomeranie & dans l'Isle de Rugen, à la place de ceux qui sont morts, pendant l'administration des

Danois, ainsi que les Ecclesiastiques dans la Pomeranie & l'Isle Rugen, y seront confirmés dans leursdits Emplois.

D'autant qu'il est parlé dans l'Art. XIII. des Commissaires qui doivent être nommez pour regler de part & d'autre les prétensions que les Sujets respectifs pourroient former, il est résolu que les susdits Commissaires s'assembleront à Ellseneur ou à Helsingburg.

Quant aux Postes dont il est parlé Art. XV. outre ce qui y est déjà stipulé, on est encore convenu que l'on cachetiera toujours la Vallée de la Poste à Helsingör, & celle de Dannemarc pour la Norwege à Helsingburg, il est expressément défendu aux Postillons de part & d'autre, d'avoir une seconde Vallée, de prendre des Lettres particuliers de qui que ce soit, & de soulever le corner ni de part ni d'autre.

Tout ce qui est stipulé ci-dessus sera de la même force que le Traité de Paix conclu entre Leurs Majestés de Dannemarc & de Suede, & comme s'il étoit inséré dans ledit Traité de mot à mot.

Cette Elucidation du Traité de Paix sera aussi ratifiée par Leurs susdites Majestés, & les Ratifications en seront échangées le même jour & en même tems que celles du Traité de Paix. Fait à Friedricksburg le 3. Juillet 1720. Signé,

V. A. V. HOLSTEYN. D. WIDE, C. SEESTEDT.

J. G. V. HOLSTEN.

*Acte de Garantie du Roi de France en faveur du Roi de Dannemarc pour le Duché de Schleswick, conformément à l'Article VI. du Traité de Paix entre les Couronnes de Suede & de Dannemarc.*

LOUIS par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui cette présente Lettre verront, Salut. Comme notre cher & bien-aimé le Sr. de Campredon notre Résident & notre Plenipotentiaire auprès du Roi de Suede, auroit en vertu du Plein-pouvoir que Nous lui en avions donné, signé à Stockholm le 3. Juin dernier l'Acte de Garantie du Duché de Schleswick, dont la teneur s'ensuit.

La tranquillité ayant été heureusement rétablie dans la basse Allemagne par les bons Offices & par la Médiation de Sa Majesté Très-Chrétienne, Elle les a continué de concert avec Sa Majesté de la Grande-Bretagne, dans le désir sincere de contribuer à rendre la Paix générale dans le Nord, & spécialement entre les Couronnes de Dannemarc & de Suede; Elle a vu avec un extrême plaisir les bonnes dispositions, où ces deux Puissances se sont trouvées pour l'accomplissement d'un ouvrage si salutaire; mais ayant été informé en même tems des difficultés insurmontables qui se rencontroient pour la restitution à la Couronne de Suede, de l'Isle & Principauté de Rugen, & la Forteresse de Stralsund, & du reste de la Pomeranie jusques à la Riviere de Pehne occupées par la Couronne de Dannemarc, si elle n'étoit assurée de la possession de Schleswick, laquelle S. M. Britannique lui a déjà garantie; le Roi Très-Chrétien a bien voulu pour toutes ces considérations, & sur les instances des Rois de la Grande-Bretagne & Danemarc, accorder à cette dernière Couronne, comme il lui donne par ces Présentes, la Garantie du Duché de Schleswick, promettant en consideration des susdites restitutions stipulées dans le Traité signé ce jourd'hui à Stockholm par Mrs. les Plenipotentiaires de Suede, de maintenir le Roi de Dannemarc dans la possession paisible de la partie Ducale dudit Duché, bien entendu, que cette Garantie ne pourra avoir aucun lieu ni effet, qu'après que le susdit Traité de Stockholm aura été approuvé & signé de la part du Roi de Dannemarc. A ces Causes, je sous-signé Résident de Sa Majesté Très-Chrétienne, & son Plenipotentiaire à la Cour de Suede, muni de son Plein-pouvoir & de ses ordres exprès à cet effet, ai remis le présent Acte de Garantie entre les mains de Mylord Carteret, Ambassadeur Extraordinaire de Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne, & son Plenipotentiaire en la même Cour de Suede, pour en faire l'usage ci-dessus expliqué. En foi de quoi j'ai signé ces Présentes,

ANNO fentes, & à icelles appoſé le Cachet de mes Armes, ANNO  
1720. promettant d'en fournir la Ratification fix ſemaines  
après la ſignature par le Roi de Dannemark dudit Traité  
de Stockholm de ce jour 12<sup>e</sup> Juin de l'année 1720.  
Fait à Stockholm les ſuſdits jour & an.

(Signé)

(L.S.) DE CAMPREDON.

Nous ayant agréé le ſuſdit Aſſe de Garantie en  
tout ce qui y eſt contenu, avons de l'avis de notre très-  
cher & très-aimé Oncle le Duc d'Orléans Regent, ice-  
lui tant pour nous que pour nos Héritiers & Succes-  
ſeurs, Royaumes, Pays, Terres, Seigneuries & Su-  
jets, approuvé, ratifié & confirmé, & par ces préſentes  
ſignées de notre main, acceptons, approuvons, ratifions  
& confirmons, & le tout promettons en foi & parole  
de Roi de garder & obſerver inviolablement, ſans ja-  
mais aller ni venir au contraire, diſcrètement ou indi-  
rectement, en quelque forte & manière que ce ſoit.  
En témoin de quoi nous avons fait mettre notre Scel  
à ces préſentes. Donné à Paris le 18. Août 1720. &  
de notre Regne le 5.

Par le Roi, (Signé)

LOUIS.

Le Duc d'Orléans Regent préſent,

Du Bois.

*Aſſe de Garantie à l'égard du Duché de Sleswick,  
donné par le Roi de la Grande-Bretagne au  
Roi de Dannemark le 26. Juillet 1720.*

Nous GEORGE par la grace de Dieu, Roi de la  
Grande-Bretagne & d'Irlande, Défendeur de la  
Foi, Duc de Brunſwig & Lunebourg, Archi-Tréſor-  
rier & ſeigneur du St. Empire Romain, &c. à tous &  
chacun qui ces préſentes verront, ſalut. D'autant  
qu'entre Nous & Notre cher Frere le Roi de Danne-  
marc par une Convention faite le 30. Octobre de l'an-  
née paſſée, il a été ſtuplé, qu'après l'Armistice & la  
Paix faite entre Saſſe Maſſé & le Roi & la Couron-  
ne de Suede, la promeſſe & la Garantie, que Nous  
avons faites à l'égard de la poſſeſſion & jouiſſance pai-  
ſible du Duché de Sleswig au Roi de Dannemark, ſera  
continué, & comme par l'aide de Dieu la Paix effecti-  
vement ſ'en eſt ſuivie, Notre Miniſtre auprès dudit  
Roi, a ſigné un Aſſe ou Inſtrument de ladite pro-  
meſſe de Garantie, de la manière qu'il ſuit ci-après de  
mot à mot.

Après que Sa Maſſé le Roi de la Grande-Bretagne  
eut conclu une Convention avec le Roi de Danne-  
marc ſignée le 30. Octobre de l'année paſſée, dans la  
vue de rétablir le repos dans le Nord, dans laquelle  
elle avoit promis la Garantie du Duché de Sleswick,  
tant que la ſuſpenſion d'armes entre les deux Couron-  
nes de Dannemark & de Suede durerait, avec la con-  
dition expreſſe, qu'en cas que ſous la benédiction Di-  
vine la Paix entre lesdites Couronnes, encore avant  
l'expiration de l'Armistice, put être concluë, la Ga-  
rantie demeureroit ferme pour toujours. Mais à pré-  
ſent que cette Negotiation importante, à l'égard des  
grandes difficultés, qui ſ'y étoient trouvées, même  
celle du terme ſtuplé pour la ſuſpenſion d'armes, la-  
quelle finitſoit le 28. Avril de l'année préſente, a été  
prorogée; ſur cela donc les deux Maſſes de Danne-  
marc & de Suede ſont convenus d'un Armistice aux  
mêmes conditions que le premier: Et qu'avant l'expi-  
ration de cette ſuſpenſion d'armes, la Paix ſi neceſſaire  
pour le repos de l'Europe, auſſi bien que pour la ſureté  
de la Religion Proteſtante, ſous la Médiation de Leurs  
Maſſes de la Grande-Bretagne & Très-Chréſtienne,  
aſſant été portée à une fin heureuſe (en vertu de cette  
Paix la Garantie du Duché de Sleswick, ſelon le con-  
tenu de la Convention & la promeſſe faite par Sa Ma-  
ſſé Britannique du 30. Octobre de l'année paſſée ſera  
& reſtera continuée) & Sa Maſſé de Dannemark,  
pour rendre cette Convention plus parfaite, demande  
encore une plus ample ſélicitation: Ainſi Sa Maſſé  
Britannique promet & s'oblige, pour ſoi, ſes Héritiers  
& Succesſeurs, de lui garantir & conſerver dans une  
poſſeſſion continuëlle & paſſible la partie du Duché de

TOM. VIII. PART. II.

Sleswick, laquelle Sa Maſſé Danoiſe à entré les ANNO  
maſſes, & de la défendre le mieux poſſible contre tous  
& chacun qui tâcheroit de la troubler, ſoit directement  
ou indirectement, le tout en vertu du Traité conclu  
en 1715. avec Sa Maſſé Britannique, comme Eleſteur  
de Brunſwig & Lunebourg, auſſi bien que de ladite  
Convention faite le 30. Octobre de l'année paſſée, dans  
un Aſſe ſeparé pour la continuation. En foi de quoi  
je ſouſſigné Miniſtre Plenipotentiaire ai ſigné ce pré-  
ſent Aſſe & appoſé mon Cachet, & promis de procu-  
rer la Ratification de tout ceci dans le tems de quatre  
ſemaines, ou plutôt, ſ'il eſt poſſible. Fait à Friederichs-  
bourg le 23. Juillet 1720.

(Signé)

(L.S.) POLWARTH.

Nous ayant vu & mûrement peſſé le ſuſdit Aſſe,  
de Garantie, l'avons approuvé & agréé en tous  
ſes Points, l'approuvons, agréons & confirmons par  
les préſentes pour Nous, nos Héritiers & Succesſeurs,  
promettant en parole de Roi d'accomplir & d'obſerver,  
inviolablement tout ce qui y eſt contenu. En témoin  
de quoi nous avons ſigné les préſentes de notre main &  
y fait appoſer notre grand Secau du Royaume de la  
Grande-Bretagne. Donné à notre Château de Herrin-  
hausen le 26. Juillet 1720. de notre Regne l'année  
ſixième.

GEORGIUS REX.

XIV.

*Traité entre GEORGE Roi de la Grande Bre- 1721.  
tagne & PHILIPPE V. Roi d'Espagne, con-  
clu à Madrid le 13. Juin 1721.*

LA Divine Providence ayant bien voulu diſpoſer les  
cœurs des Sereniſſimes & très-puiſſans Princes le  
Roi George, par la grace de Dieu, Roi de la Grande-  
Bretagne, de France & d'Irlande, &c. & Philippe V.  
par la grace de Dieu, Roi d'Espagne & des Indes, &c.  
à oublier tous les fondemens de mécontentement & de  
mesintelligence, qui ont donné occaſion d'interrompre  
pendant quelque tems l'amitié & la bonne correspon-  
dance, qui fleurifſoient entre eux auparavant; & Leurs  
Maſſes Britannique & Catholique deſirant à préſent  
de les renouveler & les rétablir par les moyens les plus  
forts, ont ſtuplé & convenu des Articles ſuivans par  
leurs Miniſtres Plenipotentiaires ſouſſigner, nommez  
à cette fin.

I. Qu'à l'avenir il y aura une bonne, ferme & inviola-  
ble Paix, une ſincere & continuëlle amitié, & un gé-  
néral oubli de tout ce qui ſ'eſt paſſé des deux côtes, au  
ſujet de la dernière Guerre entre Leurs Maſſes Brit-  
annique & Catholique, leurs Héritiers & Succesſeurs,  
auſſi bien qu'entre leurs Royaumes, Terres, Souverai-  
netez, Sujets & leurs Vauxaux.

II. Les Traitez de Paix & de Commerce, conclus à  
Utrecht le 13. Juillet & le 9. Decembre 1713., dans  
lesquels le Traité de Madrid de 1667 & les Articles  
compris en icelui, ſont contenus, demeureront confir-  
mez & ratifiés par le préſent Traité. A l'exception des  
III. V. & VIII. Articles dudit Traité de Commerce,  
qu'on appelle communément l'explication, qui ont été  
annulés du depuis en vertu d'un autre traité, fait à  
Madrid le 14. de Decembre 1715. entre les Miniſtres  
Plenipotentiaires, qui furent nommez à cette fin par  
Leurs Maſſes Britannique & Catholique, lequel  
Traité demeure pareillement confirmé & ratifié, auſſi  
bien que le Contrat particulier, qu'on appelle ordinairement  
Affiento pour le transport des Eſclaves noirs  
aux Indes Eſpagnoles, qui fut fait le 26. de Mars de  
ladite année 1713. en conſéquence du XII. Article du  
Traité de Commerce d'Utrecht: & pareillement le  
Traité de Déclaration touchant celui de l'Affiento, qui  
fut fait le 26. Mai 1716. Tous lesquels Traitez, doi-  
t on a ſait mention dans cet Article, & leurs Déclara-  
tions, demeureront dans leur force, teneur, & entiere  
vigence, en tout ce en quoi ils ne ſeront pas contraires  
à celui-ci, & afin qu'ils puiſſent être accomplis & exé-  
cutez, Sa Maſſé Catholique ſera dépêcher ſes ordres  
& ſes



ANNO 1721. & les Lettres à ses Vice-Rois, Gouverneurs, & tels autres Ministres, à qui il appartiendra, des Ports & des Villes de l'Amérique, afin que les Vaisseaux que la Compagnie Royale de la Grande-Bretagne, établie à Londres, employe au Commerce des Indes, soient admis sans aucun empêchement, à négocier librement & de la même manière qu'il se pratiquoit avant la rupture des deux Couronnes; & les susdites Lettres seront délivrées aussitôt qu'on aura fait un échange des Ratifications du pré dit Traité: & en même tems Sa Majesté Catholique donnera ses ordres au Conseil des Indes, que la Jamaïque, composée des Ministres choisis dans ledit Conseil, & distincte, à l'exclusion de tous autres, puisse derechef avoir son cours, être reçu & consulté dans les affaires, qui regardent ledit Assiento, pûssé derechef avoir son cours, être reçu & consulté dans les affaires, selon la règle établie dans le tems qu'on le fit. Et quant à ce qui regarde l'observation des Traitez de Paix & de Commerce, il sera dépêché des ordres circulaires à tous les Gouverneurs d'Espagne à cette fin qu'ils les fassent observer & exécuter sans aucune de leurs interprétations, comme pareillement il sera donné de la part de Sa Majesté Britannique les ordres qui seront demandez & jugez nécessaires pour l'accomplissement de tout ce qui a été stipulé & convenu entre les deux Couronnes dans les Traitez d'Utrecht, ci-dessus nommez, & particulièrement, quant à ce qui peut n'avoir pas été exécuté des points reglez par les VIII. XI. & XV. Articles du Traité de Paix, qui font mention de laisser aux Espagnols le libre Commerce & la Navigation des Indes Occidentales & de maintenir les anciennes Limites de l'Amérique, comme ils étoient du tems du Roi Charles II., le libre exercice de la Religion Catholique dans l'Isle de Minorque, & la Pêche de la Morue dans les Mers de Neufauland, comme aussi en égard à tous les autres Articles qui peuvent n'avoir pas été exécutés jusques ici de la part de la Grande-Bretagne.

III. Et puisque par le VIII. Article du Traité de Commerce d'Utrecht, on étoit convenu que tous les Effets confisquez au commencement de la Guerre précédente seroient restitués, en égard que la confiscation d'eux étoit contraire à la teneur du XXXVI. Article du Traité de 1667. Sa Majesté Catholique ordonnera de la même manière, que tous les Biens, toutes les Marchandises, l'Argent, les Vaisseaux & autres Effets, qui ont été saisis, soit en Europe ou aux Indes, en vertu de ses ordres du Mois de Septembre 1718., ou en vertu d'autres ordres postérieurs, qui pourroient avoir été donnez avant ou depuis que la Guerre fut déclarée entre les deux Couronnes, soient promptement restitués dans la même espèce, quant à ceux qui subsistent, ou s'ils ne subsistent pas, leur juste valeur dans le tems qu'on les a saisis, l'évaluation desquels sera réglée, si on ne l'a voit pas réglée auparavant, soit par omission ou négligence, selon les informations authentiques, que ceux qui les réclament produiront par devant les Magistrats ordinaires des Villes & Places, dans lesquelles ledits Effets auront été saisis; & comme il est certain que, quoique Sa Majesté Catholique ait ordonné qu'on feroit, & qu'on tiendrait des Inventaires, & qu'on tiendrait compte de ces Biens & de ces Effets, on n'a pas cependant exécuté ses ordres de cette manière en plusieurs endroits, il a été convenu, que si les Propriétaires font paroître par de justes preuves, informations, & autres témoignages qu'on en a omis aucun dans ledits Inventaires, Sa Majesté Catholique donnera des ordres exprès, à ce que la valeur de ces Effets qui auront été omis, soit payée par des Trésoriers, ou autres, par la négligence de qui telle omission auroit été faite.

IV. Il est aussi convenu mutuellement que Sa Majesté Britannique donnera ordre à ses Gouverneurs, ou autres Officiers & Ministres à qui il appartiendra, de faire restituer tous les Effets des Sujets de Sa Majesté Catholique, qu'ils prouveront avoir été saisis & confisquez dans les Terres de Sa Majesté Britannique au sujet de la dernière Guerre, de la même manière qu'il a été réglé dans l'Article précédent, en faveur des Sujets de Sa Majesté Britannique.

V. Il est aussi réglé que Sa Majesté Britannique fera restituer à Sa Majesté Catholique tous les Vaisseaux de la Flotte d'Espagne qui furent pris par celle d'Angleterre à la Bataille Navale qui se donna au Mois d'Août 1718. dans les Mers de Sicile, avec leur Canon, voiles, armement & autre Equipage, dans le même état qu'ils font au présent, ou autrement la valeur de ceux qui peuvent avoir été vendus, au même prix qu'auront donné

ANNO 1721. ceux qui les ont achetés, selon les Preuves & les Cautionnaires; & pour l'exécution de cette restitution ou Sa Majesté Britannique fera expédier tous les ordres nécessaires immédiatement après la Ratification de ce Traité. Il est aussi déclaré que l'on traitera au futur Congrès de Cambrai les autres prétentions qu'il peut y avoir des deux côtés entre les deux Couronnes touchant les affaires qui ne sont pas exposées dans le présent Traité, qui ne sont pas comprises dans le II. Article ci-dessus.

VI. Le présent Traité aura son effet immédiatement après qu'on l'aura mutuellement ratifié, & que les Lettres de Ratification auront été échangées six semaines après la Signature, ou plutôt s'il est possible, disant la publication d'icelui jusqu'à ce que la Paix générale aura été conclue au Congrès de Cambrai entre toutes les Parties qui y sont concernées, ou jusqu'à ce que Leurs Majestés Britannique & Catholique en auront convenu en particulier.

En témoignage de quoi, nous soussignez Ministres Plenipotentiaires de Sa Majesté Britannique & de Sa Majesté Catholique, ayant Pleinpouvoir qui a été mutuellement communiqué, & dont les Copies furent transcrites ci-dessous, avons signé le présent Traité, & y avons mis le Sceau de nos Armes. Fait à Madrid le 13. Juin 1721.

(Signé)

WILLIAM STANHOPE. (L.S.)

El Marques GRIMALDO. (L.S.)

XV.

Traité d'Alliance Défensive entre la FRANCE, l'ESPAGNE, & la GRANDE-BRETAGNE, 13. Juin. à Madrid le 13. Juin 1721.

Les Differens qui sont survenus entre Leurs Majestés Britannique & Très Chrétienne d'une part, & Sa Majesté Catholique de l'autre, n'ayant pas donné peu d'atteinte à l'amitié qu'ils se font toujours portez l'un l'autre, ils ont continuellement souhaité avec une pareille ardeur de rétablir la bonne correspondance & la sincère amitié qui devoient regner entre eux, & qui seroit toujours les plus fermes supports de la grandeur à laquelle Dieu les a élevés, & les plus sûrs moyens de conserver la tranquillité publique, aussi bien que le bonheur & les avantages mutuels de leurs Sujets: & c'est en vûe de cimenter & fortifier encore davantage, s'il est possible, ces dispositions, qui ne sont pas moins propres à la gloire & à la sûreté mutuelle de leurs Couronnes, qu'elles sont conformes au bien & à la tranquillité de toute l'Europe, que Leurs Majestés Britannique, Très Chrétienne & Catholique ont pris la résolution de s'unir d'une manière si étroite, qu'ils n'agissent dans la suite que comme s'ils n'avoient que à la même vûe & le même intérêt; & pour cette fin le Serenissime Roi de la Grande-Bretagne, &c. ayant donné Pleinpouvoir de traiter en son nom à Mr. Guillaume Stanhope, Colonel d'un Regiment de Dragons, Membre du Parlement de la Grande-Bretagne, & Ambassadeur Extraordinaire de Sa Majesté Britannique à la Cour du Roi Catholique; le Serenissime Roi Très Chrétien ayant donné Pleinpouvoir pour la même fin à Mr. Jean Baptiste Louis Andraut General de ses Armées, Commandeur & Grand Croix de l'Ordre Militaire de St. Louis, & son Envoyé Extraordinaire à Sa Majesté Catholique; & le Serenissime Roi d'Espagne ayant pareillement confié son Pleinpouvoir, pour obtenir la même fin, à Mr. Joseph de Grimaldo, Chevalier de l'Ordre de St. Jacques, Commandeur de Rivas, & d'Azuécal, Conseiller au Conseil des Indes, & son premier Secrétaire d'Etat & des Dépêches; ils ont convenu entr'eux des Articles suivans.

I. Il y aura dorénavant & pour toujours une exacte Union, & une sincère & permanente amitié entre le Serenissime Roi de la Grande-Bretagne, le Serenissime Roi Très-Christien, & le Serenissime Roi d'Espagne, leurs Roiaumes & leurs Sujets, & les Habitans des Païs qui sont sous leur Domination, en sorte que les injures, ou les dommages soufferts, durant la Guerre,

ANNO re, laquelle a été terminée par l'accession du Serenissime Roi d'Espagne aux Traitez de Londres du 2. Août 1718. demeureront dans un oubli éternel, & qu'à l'avenir on prendra le même soin, de bon état de la sûreté de l'un & l'autre que du sien, qu'on n'informera pas seulement son Allié du danger qui pourroit le menacer; mais même qu'on s'opposera de tout son pouvoir au tort qui pourroit lui être fait.

II. Afin d'établir fermement cette Union & cette Correspondance, & de la rendre encore plus profitable aux Couronnes de Leurs Majestés Britannique, Très-Chrétienne & Catholique, ils promettent & s'engagent par le présent Traité d'Alliance Défensive, de garantir mutuellement leurs Royaumes, leurs Provinces, leurs États, & les Pais qui sont sous leur Domination, en quelque Partie du monde qu'ils soient situés; de sorte que Leurs Majestés étant attaquées contre ce qui a été résolu aux Traitez d'Utrecht & de Bade, & contre les Traitez de Londres & les stipulations qui se feront à Cambray, ils se secourront mutuellement l'un l'autre, jusqu'à ce que le trouble cessera, ou qu'ils feront satisfaction de la réparation des dommages qu'ils auront soufferts.

III. En conséquence de l'Article précédent, le maintien & l'observation des Traitez d'Utrecht, de Bade, de Londres, & de celui qui doit se faire à Cambray, pour terminer les différends qui sont à déceler entre le Serenissime Roi d'Espagne & l'Empereur, seront la principale fin de la présente Alliance; & pour la fortifier davantage, le Serenissime Roi de la Grande-Bretagne, le Serenissime Roi Très-Chrétien & le Serenissime Roi d'Espagne inviteront de concert les Puissances qu'ils jugeront à propos d'entrer dans le présent Traité, pour l'avantage commun & pour la conservation de la tranquillité générale.

IV. S'il arrivoit, ce qu'à Dieu ne plaise, que contre les susdits Traitez d'Utrecht, de Bade, de Londres, ou de ce qui sera stipulé dans ceux qui seront faits à Cambray, Leurs Majestés Britannique, Très-Chrétienne, & Catholique fussent attaquées ou troublées en aucune manière, dans la possession de leurs Royaumes & Terres par aucune Puissance, ils promettent & s'engagent d'employer leurs bons offices aussitôt qu'ils en seront requis, pour procurer au Parti attaqué la satisfaction du tort qui lui sera fait, & pour empêcher que l'agresseur ne continue ses hostilités; & s'il arrivoit que les bons offices ne fussent pas suffisants pour procurer promptement cette réparation, leurs susdites Majestés promettent de fournir le Secours suivant conjointement ou séparément; savoir,

Sa Majesté Britannique huit mille Hommes d'Infanterie & quatre mille de Cavallerie.

Sa Majesté Très-Chrétienne huit mille Hommes d'Infanterie & quatre mille de Cavallerie.

Sa Majesté Catholique huit mille Hommes d'Infanterie & quatre mille de Cavallerie.

Si la Partie attaquée, au lieu de Troupes demande des Vaisseaux de Guerre ou de transport, ou même des Subsidies en Argent comptant; en ce cas-là, elle sera en liberté de choisir, & ils lui fourniront lesdits Vaisseaux ou Argent, à proportion des dépenses des Troupes; & afin d'éloigner toute occasion de doute dans le compte desdits frais, Leurs Majestés conviennent, que mille Hommes d'Infanterie seront réglés à dix mille Florins de Hollande, & mille Hommes de Cavallerie à trente mille par Mois, gardant la même proportion eu égard aux Vaisseaux; Leursdites Majestés promettant de continuer & maintenir ledit Secours autant que le trouble continuera, & si le Secours n'est pas suffisant pour repousser les attaques de l'Ennemi, ils conviendront de l'augmenter; & s'il est nécessaire, leurs susdites Majestés s'assisteront mutuellement, même de toutes leurs forces, & déclareront la Guerre à l'Agresseur.

V. Leurs Majestés Britannique, Très-Chrétienne & Catholique, étant entièrement satisfaites des sentimens que Mr. le Duc de Parme a toujours témoigné à leur égard, & souhaitant de lui donner des marques de l'estime & de l'affection singulière qu'elles ont pour lui, Elles promettent & s'engagent, en vertu de ce présent Traité, de lui accorder une protection particulière pour la conservation de ses Terres & de ses Droits, & pour le soutien de la Dignité; de sorte que s'il est troublé, contre les Traitez de Paix & contre ce qui sera stipulé dans ceux qui seront faits à Cambray, ils enverront leurs bons offices & leurs efforts pour obtenir une juste satisfaction, & si elle est refusée, ils conviendront des

TOM. VIII. PART. II.

mesures pour la lui procurer par tous les autres moyens qui seront en leur Pouvoir.

VI. Sa Majesté Catholique désirant donner à Sa Majesté Britannique & Sa Majesté Très-Chrétienne une marque particulière de son amitié, confirme autant qu'il peut y avoir occasion, tous les Avantages & tous les Privileges qui ont été accordés par les Rois les Prédécesseurs à la Nation Angloise & à la Nation Française; de sorte que les Sujets negocians du Serenissime Roi de la Grande-Bretagne, & du Serenissime Roi Très-Chrétien, puissent toujours jouir en Espagne des mêmes Droits, Prerogatives, Avantages & Privileges pour leurs Personnes, leur Commerce, Marchandises, Biens & Effets, dont ils ont joui, ou dont ils devraient avoir joui en vertu des Traitez ou Accords, ou en vertu de tous ceux qui ont été ou seront accordés en Espagne à la Nation la plus favorisée.

VII. Le présent Traité sera ratifié par Leurs Majestés Britannique, Très-Chrétienne, & Catholique; & les Lettres de Ratification seront mutuellement délivrées en bonne forme & échangées dans l'espace de six semaines, à compter du jour de la Signature, ou plutôt, s'il est possible.

En témoignage de quoi, Nous soussignez Ministres Plenipotentiaires de Sa Majesté Britannique, de Sa Majesté Très-Chrétienne & de Sa Majesté Catholique, ayant Pleins-pouvoirs, qui ont été mutuellement communiqués, & dont Copie a été insérée, avons signé le présent Traité, & y avons mis les Sceaux de nos Armes. Fait à Madrid le 13. Juin 1721.

(Signé:)

WILL. STAN-	LANGERON MAU-	EL MARQUES DE
HOPE.	LEVRIER.	GRIMALDO.
(L.S.)	(L.S.)	(L.S.)

#### ARTICLE SEPARE.

Les Ministres Plenipotentiaires de Leurs Majestés Britannique, Très-Chrétienne & Catholique, ayant ce-jourdhui, en vertu de leurs Pleins-pouvoirs, signé un Traité d'Alliance Défensive entre Leursdites Majestés; ils ont en outre convenu que le Traité particulier, qui a été pareillement signé aujourd'hui entre Leurs Majestés Britannique & Catholique, dont la teneur s'ensuit, sera partie dudit Traité d'Alliance Défensive, conclu entre l'Angleterre, la France & l'Espagne.

(Ici est inséré mot à mot le Traité entre la Grande-Bretagne & l'Espagne, conclu à Madrid le 13. Juin 1721. N. St.)

Le susdit Traité particulier aura le même force, que s'il étoit inséré mot pour mot dans le Traité d'Alliance Défensive, signé ce-jourdhui entre les trois Couronnes; & les Lettres de Ratification seront échangées à Madrid de la manière qu'on a accoutumé, dans l'espace de six semaines, à compter du jour de la Signature, ou plutôt, s'il est possible.

En témoignage de quoi nous avons signé ces Présentes en vertu de nos Pleins-pouvoirs & y avons mis les Sceaux de nos Armes. Fait à Madrid le 13. Juin 1721.

(Signé:)

WILL. STAN-	LANGERON MAU-	EL MARQUES DE
HOPE.	LEVRIER.	GRIMALDO.
(L.S.)	(L.S.)	(L.S.)

#### AUTRE ARTICLE SEPARE.

Les Ministres Plenipotentiaires de Leurs Majestés Britannique & Très-Chrétienne, ayant ce-jourdhui signé avec les Ministres Plenipotentiaires du Roi d'Espagne, en vertu de leurs Pleins-pouvoirs particuliers, un Traité d'Alliance Défensive; les susdits Ministres de Leurs Majestés Britannique & Très-Chrétienne ont aussi convenu entre eux, en vertu du même Pouvoir, que comme le principal but de cette Alliance est de maintenir & de conserver la Paix & la tranquillité de l'Europe, auquel on ne sauroit douter que les États Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas ne soient disposés de concourir & de donner leur assistance, l'on prendra de concert la première occasion convenable pour les y inviter; & Leursdites Majestés Britannique & Très-Chrétienne promettent & s'engagent en même



ANNO  
1721.

tems de maintenir le Traité d'Alliance Défensive fait à la Haye entre le Roi Très-Chrétien & les Etats Generaux, le 4 Janvier 1717. N. St. & que rien ne le fera directement ou indirectement au préjudice d'ice lui.

En témoignage de quoi nous avons signé ces Préfentes, en vertu de nos Pleins-pouvoirs, & y avons fait mettre les Sceaux de nos Armes. Fait à Madrid le 13. Juin 1721.

(Signé:)

W. STANHOPE.  
(L.S.)LANG. MAULEVRIER.  
(L.S.)

## XVI.

30. Aout. *Traité de Paix fait & conclu entre FREDERIC Roi de Suede, & PIERRE I. Czar de toute la Russie. Fait à Neustad en Finlande le 30. Aout 1721.*

AU NOM DE LA TRES-SAINTE ET INDIVISIBLE TRINITE.

Soit notoire par les Présentes, que comme il s'est élevé il y a plusieurs années une Guerre sanglante, longue & onéreuse, entre Sa Majesté le feu Roi Charles XII. de glorieuse memoire, Roi de Suede, des Gots & des Vandales, &c. ses Successeurs au Trône de Suede, Madame Ulrique, Reine de Suede, des Gots & des Vandales, &c. & le Royaume de Suede, d'une part; & entre Sa Majesté Czarienne Pierre Premier, Empereur de toute la Russie, &c. & l'Empire de Russie, de l'autre part: les deux Parties ont trouvé à propos de travailler aux moyens de mettre fin à ces Troubles, & par conséquent à l'effusion de tant de sang innocent; & il a plu à la Providence Divine de disposer les Esprits des deux Parties à faire assembler leurs Ministres-Pleinpoteintaires, pour traiter & conclure une Paix ferme, sincere & itable, & une Amitié éternelle entre les deux Etats, Provinces, Pais, Vassaux, Sujets & Habitans; savoir, Mr. Jean Lilienstedt, Conseiller de Sa Majesté le Roi de Suede, de son Royaume & de sa Chancellerie, & Mr. le Baron Otto Reinhold Stroemfeld, Intendant des Mines de Cuivre & des Fiefs des Dalders, de la part de Sa dite Majesté; & de la part de Sa Majesté Czarienne, Mr. le Comte Jacob Daniel Bruce, son Aide-de-Camp Général, Président des Colleges des Mineraux & des Manufactures, & Chevalier des Ordres de St. André & de l'Aigle Blanc, & Mr. Henri-Jean Frederic Osterman, Conseiller Privé de la Chancellerie de Sa Majesté Czarienne: Lesquels Ministres-Pleinpoteintaires s'étant assemblez à Neustad, ont fait l'échange de leurs Pouvoirs; & après avoir imploré l'assistance Divine, ils ont mis la main à cet important & très-salutaire Ouvrage, & ont conclu, par la grace & la bénédiction de Dieu, la Paix suivante, entre la Couronne de Suede & Sa Majesté Czarienne.

I. Il y aura dès à présent, & jusqu'à perpetuité, une Paix inviolable par Terre & par Mer, de même qu'une sincere Union & une Amitié indissoluble, entre Sa Majesté le Roi Frederic Premier, Roi de Suede, des Gots & des Vandales, ses Successeurs à la Couronne & au Royaume de Suede, ses Domaines, Provinces, Pais, Villes, Vassaux, Sujets & Habitans, tant dans l'Empire Romain, que hors dudit Empire, d'une part, & Sa Majesté Czarienne Pierre Premier, Empereur de toute la Russie, &c. ses Successeurs au Trône de Russie, & tous ses Pais, Villes, Vassaux, Sujets & Habitans, d'autre part: De sorte qu'à l'avenir, les deux Parties pacifiques ne commettront, ni ne permettront qu'il se commette aucune hostilité, secrettement ou publiquement, directement ou indirectement, soit par les leurs ou par les autres: elles ne donneront non plus aucun Secours aux Ennemis d'une des deux Parties pacifiques, sous quelque prétexte que ce soit; & ne feront avec eux aucune Alliance qui soit contraire à cette Paix: mais elles entretiendront toujours entre elles une Amitié sincere, & tâcheront de maintenir l'honneur, l'avantage & la sûreté mutuelle; comme aussi de détourner, autant qu'il leur sera possible, les dommages & les troubles, dont l'une des deux Parties pourroit être menacée par quelque autre Puissance.

ANNO  
1721.

II. Il y aura de plus, de part & d'autre Amnistie generale des hostilités commises pendant la Guerre, soit par les armes ou par d'autres voyes, de sorte qu'on ne s'en ressouvendra ni s'en vengera jamais; particulièrement à l'égard de toutes les Personnes d'Etat & des Sujets, de quelque Nation que ce soit, qui sont entrez au service de l'une des deux Parties pendant la Guerre, & qui par cette démarche se sont rendus Ennemis de l'autre Partie; excepté les Cosaques Russiens qui ont passé au service du Roi de Suede, Sa Majesté Czarienne n'a pas voulu accorder qu'ils fussent compris dans cette Amnistie generale, nonobstant toutes les instances qui ont été faites de la part du Roi de Suede en leur faveur.

III. Toutes les hostilités, tant par Mer que par Terre, cesseront ici & dans le Grand Duché de Finlande, dans 15. jours, ou plutôt, s'il est possible, après la Signature de cette Paix; mais dans les autres endroits, dans trois semaines, ou plutôt, s'il est possible, après qu'on aura fait l'échange de part & d'autre: Pour cet effet, on publiera d'abord la conclusion de la Paix. Et au cas qu'après l'expiration de ce terme, on vint à commettre quelque hostilité par Mer ou par Terre, de l'un ou de l'autre côté, de quelque nom que ce soit, par ignorance de la Paix conclue, cela ne portera aucun préjudice à la conclusion de cette Paix; mais on sera obligé de restituer & les Hommes & les Effets, pris & enlevés après ce tems-là.

IV. Sa Majesté le Roi de Suede cede par les Présentes, tant pour soi-même que pour ses Successeurs au Trône & au Royaume de Suede, à Sa Majesté Czarienne & à ses Successeurs à l'Empire de Russie, en pleine, irrevocable & éternelle possession, les Provinces qui ont été conquises & prises par les armes de Sa Majesté Czarienne dans cette Guerre, sur la Couronne de Suede; savoir, la Livonie, l'Esthonie, l'Ingermanie, & une partie de la Carelie; de même que le District du Fief de Wibourg, spécifié ci-dessous dans l'Article du Reglement des Limites; les Villes & Forteresses de Riga, Dunamonde, Pernau, Revel, Dorpt, Nerva, Wibourg, Kexholm, & les autres Villes, Forteresses, Ports, Places, Districts, Rivages, & Côtes appartenans audit Province; comme aussi les Isles d'Oesel, Dagoe, Moon, & toutes les autres Isles depuis la Frontiere de Courlande, sur les Côtes de Livonie, Esthonie & Ingermanie, & du côté Oriental de Revel, sur la Mer qui va à Wibourg, vers le Midi & l'Orient; avec tous les Habitans qui le trouvent dans ces Isles, & dans les susdites Provinces, Villes & Places; & généralement toutes leurs Appartenances, Dépendances, Prérogatives, Droits & Emolumens, sans aucune exception, ainsi que la Couronne de Suede les a possédés.

Pour cet effet, Sa Majesté le Roi de Suede renonce à jamais de la manière la plus solennelle, tant pour soi, que pour ses Successeurs & pour tout le Royaume de Suede, à toutes les prétentions qu'ils ont eues jusques ici, ou peuvent avoir sur lesdites Provinces, Isles, Pais & Places, dont tous les Habitans seront, en vertu des Présentes, déchargés du Serment qu'ils ont prêté à la Couronne de Suede; de sorte que Sa Majesté & le Royaume de Suede ne pourront plus se les attribuer dès à présent, ni les redemander à jamais, sous quelque prétexte que ce soit, mais ils seront & resteront incorporés à perpetuité à l'Empire de Russie; & Sa Majesté & le Royaume de Suede s'engagent par les Présentes, de laisser & maintenir toujours Sa Majesté Czarienne & ses Successeurs à l'Empire de Russie dans la paisible possession desdites Provinces, Isles, Pais & Places; & l'on cherchera & remettra à ceux qui seront autorisés de Sa Majesté Czarienne, toutes les Archives & Papiers qui concernent principalement ces Pais, lesquels ont été enlevés & portés en Suede pendant cette Guerre.

V. Sa Maj. Czarienne s'engage en échange, & promet de restituer & d'évacuer à Sa Majesté & à la Couronne de Suede dans le terme de quatre semaines, après l'échange de la Ratification de ce Traité de Paix, ou plutôt, s'il est possible, le Grand Duché de Finlande, excepté la partie qui en a été réservée ci-dessus dans le Reglement des Limites, laquelle apartiendra à Sa Majesté Czarienne; de sorte que Sa Majesté Czarienne, & ses Successeurs n'auront ni ne feront jamais aucune prétention sur ledit Duché, sous quelque prétexte que ce soit. Outre cela, Sa Majesté Czarienne s'engage & promet de faire payer promptement, infailliblement, & sans rabais, la Somme de deux

ANNO deux millions d'Eens, aux Autorités du Roi de Sue-  
1721. de, pourvu qu'ils produisent & donnent les Quintes  
valables, dans les termes fixés, & en telles formes  
de Monnoye, dont on est convenu par un Article se-  
paré, lequel est de la même force, comme s'il étoit  
inséré ici de mot à mot.

V. L. Sa Majesté le Roi de Suede s'est aussi réservée  
à l'égard du Commerce, la permission pour toujours,  
de faire acheter annuellement des Grains à Riga,  
Revel & Arensburg, pour cinquante mille Roubles;  
lesquels Grains sortiront desdites Places, sans qu'on  
en paye aucun Droit ou autres Impôts, pour être  
transportez en Suede; moyennant une attestation, par  
laquelle il paroîsse, qu'ils ont été achetez pour le  
compte de Sa Majesté Suedoise, ou par des Sujets  
qui sont chargez de cet achat de la part de Sa Majesté  
le Roi de Suede: ce qui ne se doit pas entendre des  
années, dans lesquelles Sa Majesté Czarienne se trou-  
veroit obligée par manque de Recolte, ou par d'autres  
raisons importantes, de défendre la sortie des Grains  
généralement à toutes les Nations.

VII. Sa Majesté Czarienne promet aussi de la ma-  
niere la plus solennelle, qu'Elle ne se mêlera point  
des affaires Domestiques du Royaume de Suede, ni de  
la forme de Regence qui a été réglée & établie sous  
Serment, & unanimement par les États dudit Royau-  
me: Qu'elle n'assistera personne, en aucune maniere,  
qui que ce puisse être, ni directement ni indirectement;  
mais qu'Elle tâchera d'empêcher & de prévenir tout ce  
qui y est contraire, pourvu que cela vienne à la con-  
noissance de Sa Majesté Czarienne; afin de donner par  
là des marques évidentes d'une Amitié sincère & d'un  
véritable Volsin.

VIII. Et comme on a, de part & d'autre, l'inten-  
tion de faire une Paix ferme, sincère & durable, &  
qu'ainsi il est très-nécessaire de régler tellement les Li-  
mites, qu'aucune des deux Parties ne se puisse donner  
aucun ombrage, mais que chacune possède paisiblement  
ce qui lui a été cédé par ce Traité de Paix, elles ont  
bien voulu déclarer, que les deux Empires auront dès  
à présent & à jamais les Limites suivantes, qui com-  
mencent sur la Côte Septentrionale de Sibirie Finies  
près de Wickolar, d'où elles s'étendent à une demie  
lieue du rivage de la Mer dans le Pais, & à la distance  
d'une demie lieue de la Mer jusques vis-à-vis de Wil-  
Jayoki, & de là plus avant dans le Pais; en sorte que  
du côté de la Mer & vis-à-vis de Rohel, il y aura une  
distance de trois quarts de lieue dans une Ligne diame-  
trale jusqu'au chemin qui va de Wibourg à Lapstrand,  
à la distance de trois lieues de Wibourg, & qui va dans  
la même distance de trois lieues vers le Nord par Wi-  
bourg dans une Ligne diametrale jusqu'aux anciennes  
Limites qui ont été ci-devant entre la Russie & la  
Suede, & même avant la réduction du Fief de Kex-  
holm sous la Domination du Roi de Suede. Ces an-  
ciennes Limites s'étendent du côté du Nord à huit  
lieues, de là elles vont dans une Ligne diametrale au  
travers du Fief de Kexholm jusqu'à l'endroit où la  
Mer de Porogoroi, qui commence près du Village de  
Kudumagobe, touche les anciennes Limites qui ont été  
entre la Russie & la Suede; tellement que Sa Majesté  
le Roi & le Royaume de Suede posséderont toujours  
tout ce qui est situé vers l'Ouest & le Nord au de-là  
des Limites spécifiées, & Sa Majesté Czarienne &  
l'Empire de Russie posséderont à jamais ce qui est situé  
en ded, du côté d'Orient & du Sud. Et comme Sa  
Majesté Czarienne cede ainsi à perpétuité à Sa Majesté  
le Roi & au Royaume de Suede une Partie du Fief de  
Kexholm, qui appartenoit ci-devant à l'Empire de Rus-  
sie, Elle promet de la maniere la plus solennelle, pour  
soi & ses Successeurs au Trône de Russie, qu'Elle ne  
redemandera jamais cette Partie du Fief de Kexholm,  
sous quelque prétexte que ce soit; mais ladite Partie  
sera & restera toujours incorporée au Royaume de  
Suede. A l'égard des Limites dans les Pais des Lap-  
markes, ils resteront sur le même pied qu'ils étoient  
avant le commencement de cette Guerre entre les  
deux Empires. On est convenu de plus, de nommer  
des Commissaires de part & d'autre, immédiatement  
après la Ratification du Traité principal, pour régler  
les Limites de la maniere susdite.

IX. S. M. Cz. promet en outre, de maintenir tous  
les Habitans des Provinces de Livonie, d'Estonie &  
d'Oesel, Nobles & Roturiers, les Villes, Magistrats  
& les Corps des Métiers, dans l'entière jouissance des  
Privileges, Coutumes & Prerogatives, dont ils ont joui  
sous la Domination du Roi de Suede.

X. On n'introduira pas non plus la contrainte des  
Confiscances, dans les Pais qui ont été cedez; mais on  
y laissera & maintiendra la Religion Evangelique, de  
même que les Eglises, les Ecoles & ce qui en dépend,  
sur le même pied, qu'elles étoient du tems de la dernie-  
re Régence du Roi de Suede, à condition que l'on y  
puisse aussi exercer librement la Religion Grecque.

XI. Quant à la réduction & liquidation qui se firent  
du tems de la Régence précédente du Roi de Suede en  
Livonie, Estonie & Oesel, au grand préjudice des Su-  
jets & des Habitans de ces Pais-là, (ce qui a porté, de  
même que l'équité de l'affaire même, le feu Roi de  
Suede de glorieuse Memoire, à donner l'assurance par  
une patente qui fut publiée le 13. Avril 1700, que si  
quelques-uns de ses Sujets pouvoient prouver loyalement,  
que les Biens qui ont été confisquez, étoient les leurs, on  
leur rendroit Justice à cet égard; & alors plusieurs Su-  
jets desdits Pais furent remis dans la possession de leurs  
Biens confisquez;) S. M. Cz. s'engage & promet de  
faire rendre Justice à un chacun, soit qu'il demeure  
dans le Terroir ou hors du Terroir, qui a une juste  
prétention sur des Terres en Livonie, Estonie, ou dans  
la Province d'Oesel, & la peut vérifier dûment; de  
sorte qu'ils rentreront alors dans la possession de leurs  
Biens ou Terres.

XII. On restituera aussi incessamment, en confor-  
mité de l'Amnistie qui a été accordée & réglée ci-dessus  
dans l'Article second, à ceux de Livonie, d'Estonie,  
& de l'Isle d'Oesel, qui ont tenu pendant cette Guerre  
le parti du Roi de Suede, les Biens, Terres & Maisons  
qui ont été confisquez & donnez à d'autres, tant dans  
les Villes de ces Provinces, que dans celles de Nerva  
& Wibourg, soit qu'ils leur aient appartenu avant la  
Guerre, ou qu'ils leur soient dévolus pendant la  
Guerre par Héritage ou par d'autres voyes, sans aucu-  
ne exception & restriction; soit que les Propriétaires se  
trouvent à présent en Suede, ou en Prillon, ou quel-  
que autre part, après que chacun se sera auparavant lé-  
gitimé auprès du Gouverneur General, en produisant  
les Documents, touchant son Droit; mais ces Proprié-  
taires ne pourront rien prétendre des Revenus qui ont  
été levez par d'autres pendant cette Guerre & après la  
confiscation, ni aucun dédommagement de ce qu'ils  
ont souffert par la Guerre ou autrement. Ceux qui ren-  
trent de cette maniere dans la possession de leurs  
Biens ou Terres, seront obligez de rendre Hommage  
à Sa Maj. Cz., leur Souverain d'à présent, & de se  
comporter au reste comme de fidelles Vassaux & Su-  
jets: Après qu'ils auront prêté le Serment accoutumé,  
il leur sera permis de sortir du Pais, d'aller demeurer  
ailleurs dans le Pais de ceux qui sont Alliez & Amis  
de l'Empire de Russie, & de s'engager au service des  
Puissances neutres, ou d'y continuer, s'ils s'y sont dé-  
jà engagés, suivant qu'ils le jugeront à propos. Mais  
à l'égard de ceux, qui ne veulent pas rendre Hommage  
à S. M. Cz., on fixe & on leur accorde le terme de trois  
ans après la publication de la Paix, pour vendre dans  
ce tems-là leurs Biens, Terres, & ce qui leur appartient,  
le mieux qu'ils pourront, sans en payer davantage que  
ce que chacun doit payer en conformité des Ordon-  
nances & Statuts du Pais. En cas qu'il arrivât à l'ave-  
nir, qu'un Héritage fût dévolu suivant les Droits du  
Pais à quelqu'un, & que celui-ci n'eût pas prêté le Se-  
rment de fidelité à S. Maj. Cz. il leur est obligé de le faire  
à l'entrée de son Héritage, ou de vendre ces Biens dans  
l'espace d'une année.

De la même maniere, ceux qui ont avancé de l'Ar-  
gent sur des Terres situées en Livonie, Estonie, &  
dans l'Isle d'Oesel, & qui en ont reçu des Contrats  
légitimes, jouiront paisiblement de leurs Hypothèques,  
jusqu'à ce qu'on leur en paye & le Capital & l'intérêt;  
mais ces Hypothécaires ne pourront rien prétendre des  
Intérêts qui sont échus pendant la Guerre, & qui ne  
font pas peut-être levez; mais ceux qui dans l'un ou  
l'autre cas ont l'administration des Biens susdits, se-  
ront obligez de rendre Hommage à S. M. Cz. Tout  
ceci s'entend aussi de ceux qui restent sous la Domina-  
tion de S. M. Cz., lesquels auront la même liberté  
de disposer des Biens qu'ils ont en Suede & dans les Pais  
qui ont été cedez à la Couronne de Suede par cette  
Paix. D'ailleurs, on maintiendra aussi réciproquement  
les Sujets des Parties pacifiantes qui ont de justes pré-  
tentions dans les Pais des deux Puissances, soit au  
Public, ou à des Personnes particulières, & on leur rendra  
une prompte Justice, afin qu'un chacun soit ainsi mis  
& remis dans la possession de ce qui lui appartient de Droit.

XIII. Toutes les Contributions en Argent cesseront  
E 3 dans

ANNO  
1721.



ANNO  
1721.

dans le Grand Duché de Finlande, que S. M. Cz. restituera suivant l'Article V. à S. M. le Roi & au Royaume de Suede, à compter depuis la date de la Signature de ce Traité; mais on y fournira pourtant gratis les Vires & les fourrages nécessaires aux Troupes de S. M. Cz., jusqu'à ce que ledit Duché soit entièrement évacué, sur le même pié que cela s'est pratiqué jusqu'ici; & l'on défendra & inhibera sous des peines très rigoureuses, d'enlever à leur délogement aucuns Ministres ni Pailans de la Nation Finlandoise, malgré eux, ni de leur faire aucun tort. Outre cela, on laissera toutes les Forteresses & Châteaux de Finlande dans le même état où ils sont à présent; mais il sera permis à Sa Maj. Cz. de faire emporter, en évacuant ledit Pais & Places, tout le gros & petit Canon, leurs Attraits, Magazins, & autres Munitions de Guerre que S. M. Cz. y a fait transporter, de quelque nom que ce soit. Pour cette fin & pour le transport du Bagage de l'Armée, les Habitans fourniront gratis les Chevaux & les Chariots nécessaires jusqu'aux Frontières. Même, si l'on ne pourroit pas exécuter tout cela dans le terme dilué, & qu'on fût obligé d'en laisser une partie en arriere, elle sera bien gardée, & remise ensuite à ceux qui sont autorisés de S. M. Cz. dans quelque tems qu'Elle le souhaite, & on fera aussi transporter ladite partie jusqu'aux Frontières. En cas que les Troupes de S. M. Cz. aient trouvé & envoyé hors du Pais quelques Archives & Papiers, touchant le Grand Duché de Finlande. Elle en fera faire une exacte recherche, & fera rendre de bonne foi ce qui s'en trouvera, à ceux qui sont autorisés de S. M. le Roi de Suede.

XIV. Tous les Prisonniers de part & d'autre, de quelque Nation, Condition & Etat qu'ils soient, seront élargis immédiatement après la Ratification de ce Traité de Paix, sans payer aucune rançon; mais il faut qu'un chacun ait auparavant acquitté les Dettes qu'il a contractées, ou qu'il donne caution suffisante pour le paiement d'icelles. On leur fournira gratis de part & d'autre, les Chevaux & les Chariots nécessaires dans le tems fixé pour leur départ, à proportion de la distance des Places où ils se trouvent actuellement, jusqu'aux Frontières. Touchant les Prisonniers qui ont embrassé le Parti de l'un ou de l'autre, ou qui ont dessein de rester dans les Etats de l'une ou de l'autre Partie, ils auront indifféremment cette permission-là. Ceci s'entend aussi de tous ceux qui ont été enlevés de part & d'autre pendant cette Guerre, lesquels pourront aussi ou rester où ils sont, ou retourner chez eux, excepté ceux qui ont de leur propre mouvement embrassé la Religion Grecque. S. M. Cz. le voulant ainsi, pour laquelle fin les deux Parties pacifiantes feront publier & afficher des Edits dans leurs Etats.

XV. Sa Majesté le Roi & la République de Pologne, comme Alliez de S. M. Cz., sont compris expressément dans cette Paix, & on leur réserve l'accès, tout de même, comme si le Traité de Paix à renouveler entre Eux & la Couronne de Suede eût été inféré ici de mot à mot. Pour cette fin, cesseront toutes les hostilités de quelque nom qu'elles soient, par tout & dans tous les Royaumes, Pais, & Domaines qui appartiennent aux deux Parties pacifiantes, & qui sont situés tant dans l'Empire Romain que hors de l'Empire Romain, & il y aura une Paix stable & durable entre les susdites deux Couronnes. Et comme aucun Ministre Plenipotentiaire de la part de S. M. & la République de Pologne n'a assisté au Congrès de Paix qui s'est tenu à Neustad, & qu'ainsi on n'a pu renouveler à la fois la Paix entre Sa Majesté le Roi de Pologne & la Couronne de Suede par un Traité solennel, Sa Majesté le Roi de Suede s'engage & promet, d'envoyer au Congrès de Paix ses Plenipotentiaires, pour entamer les Conférences, dès qu'on aura concerté le lieu du Congrès, afin de conclure sous la Mediation de S. M. Cz. une Paix durable entre ces deux Rois, à condition que rien n'y soit contenu qui puisse porter du préjudice à ce Traité de Paix perpétuelle fait avec Sa Majesté Czarienne.

XVI. On réglera & on confirmera la liberté du Commerce qu'il y aura par Mer & par Terre, entre les deux Puissances, leurs Etats, Sujets & Habitans, dès qu'il sera possible, par le moyen d'un Traité à part sur ce sujet, & à l'avantage des Etats de part & d'autre. Mais en attendant, il sera permis aux Sujets Russiens & Suedois de trafiquer librement dans l'Empire de Russie & dans le Royaume de Suede, dès qu'on aura ratifié ce Traité de Paix, en payant les Droits ordinaires de toutes sortes de Marchandises; de sorte que les Su-

jets de Russie & de Suede jouiront réciproquement des mêmes Privilèges & Prérogatives qu'on accorde aux plus grands Amis des susdits Etats, ANNO 1721.

XVII. La Paix étant conclue, on restituera de part & d'autre aux Sujets de Russie & de Suede, non seulement les Magazins qu'ils avoient avant la naissance de la Guerre dans certaines Villes Marchandes de ces deux Puissances, mais on leur permettra aussi d'établir des Magazins dans les Villes, Ports & autres Places qui sont sous la domination de S. M. Cz. & du Roi de Suede.

XVIII. En cas que des Vaisseaux de Guerre ou Marchands Suedois viennent à échouer ou périr par tempête ou par d'autres accidens sur les Côtes & Riva- ges de Russie, les Sujets de S. M. Cz. seront obligés de leur donner toute sorte de secours & d'assistance, de sauver l'Equipage & les Effets, autant qu'il leur sera possible, & de rendre fidèlement ce qui a été poussé à Terre, s'ils le réclament, moyennant une recompense conveyable. Les Sujets de Sa Majesté le Roi de Suede en feront autant à l'égard des Vaisseaux & des Effets Russiens qui ont le malheur d'échouer ou de périr sur les Côtes de Suede. Pour quelle fin, & pour prévenir toute insolence, vol & pillage, qui se commettent ordinairement à l'occasion de ces fâcheux accidens. Sa Majesté Czarienne & le Roi de Suede feront émaner une très rigoureuse inhibition à cet égard, & seront punir arbitrairement les Inf. auteurs.

XIX. Et pour prévenir aussi par Mer toute occasion qui pourroit fuir naître quelque mésintelligence entre les deux Parties pacifiantes, autant qu'il est possible, on a conclu & résolu, que si les Vaisseaux de Guerre Suedois, un ou plusieurs, soit qu'ils soient petits ou grands, passent dorénavant une des Forteresses de S. M. Cz., ils feront la salve de leur Canon, & ils feront d'abord retenir de celui de la Forteresse Rusienne; & vice versa, si les Vaisseaux de Guerre Russiens, un ou plusieurs, soit qu'ils soient petits ou grands, passent dorénavant une des Forteresses de Sa Majesté le Roi de Suede, ils feront la salve de leur Canon, & ils feront d'abord retenir de celui de la Forteresse Suedoise. En cas que les Vaisseaux Suedois & Russiens se rencontrent en Mer, ou en quelque Port ou autre endroit, ils se salueront les uns les autres de la salve ordinaire, de la même maniere que cela se pratique en pareil cas entre la Suede & le Danemarck.

XX. On est convenu de part & d'autre, de ne plus déraier les Ministres des deux Puissances comme auparavant; leurs Ministres, Plenipotentiaires & Envoyez, sans on avec Caractère, devant s'entretenir à l'avenir eux-mêmes & toute leur Suite, tant en Voyage qu'à la Cour, & dans la Place où ils ont ordre d'aller résider; mais si l'un ou l'autre des deux Parties reçoit à tems la nouvelle de la venue d'un Envoyé, Elles ordonneront à leurs Sujets, de lui donner toute l'assistance dont il aura besoin, afin qu'il puisse continuer sûrement sa route.

XXI. De la part de Sa Majesté le Roi de Suede, on comprend aussi dans ce Traité de Paix Sa Majesté le Roi de la Grande Bretagne, à la réserve des Griets qu'il y a entre Sa Majesté Czarienne & ledit Roi, dont on traitera directement, & l'on tâchera de les terminer amiablement. Il sera permis aussi à d'autres Puissances, qui seront nommées par les deux Parties pacifiantes dans l'espace de trois Mois, d'accéder à ce Traité de Paix.

XXII. En cas qu'il survienne à l'avenir quelque différend entre les Etats & les Sujets de Suede & de Russie, cela ne dérogera pas à ce Traité de Paix éternelle; mais il aura & tiendra sa force & son effet, & on nommera incessamment des Commissaires de part & d'autre, pour examiner & vider équitablement le différend.

XXIII. On rendra aussi dès à présent tous ceux qui sont coupables de trahisons, meurtres, vols & autres crimes, & qui passent de la Suede en Russie, & de la Russie en Suede, seuls ou avec Femmes & Enfants; en cas que la Partie lésée du Pais d'où ils se sont évadés, les réclame, de quelque Nation qu'ils soient, & dans le même état où ils étoient à leur arrivée, avec Femmes & Enfants, de même qu'avec tout ce qu'ils ont enlevé, volé ou pillé.

XXIV. L'échange des Ratifications de cet Instrument de Paix se fera à Neustad dans l'espace de trois semaines, à compter de la Signature, ou plutôt, s'il est possible. En foi de tout ceci, on a dressé deux Exemplaires de la même teneur de ce Traité de Paix, les-

ANNO 1721. quels ont été confirmés par les Ministres-Plénipotentiaires de part & d'autre, en vertu des Pouvoirs qu'ils avoient de leurs Maîtres, qui les avoient signés de leurs mains propres, & y avoient fait apposer leurs Seaux. *Fait à Neustad le 30 Août 1721. V. St., depuis la Naissance de notre Sauveur.*

JEAN LILIENSTED. JACOB-DANIEL  
BRUCE.  
OTTO REINHOLD HENRI-JEAN  
STROEMFELD. FREDERIC OS-  
TERMAN.

Nous avons accepté, approuvé, confirmé & ratifié ce Traité de Paix éternelle en tous ses Articles, Points & Clauses, de même que l'Article séparé qui y a du rapport, les acceptant, approuvant, confirmant & ratifiant par la présente de la manière la plus solennelle que cela se puisse faire; & nous promettons sur notre parole Royale, pour nous, pour nos Successeurs les Rois de Suède, que nous exécuterons & accomplirons fermement, inviolablement & religieusement tout ce qui est compris dans ledit Traité de Paix éternelle, & dans tous ses Articles & Clauses, comme aussi l'Article séparé, dont il a été fait mention ci-dessus, & nous n'y contreviendrons jamais, ni permettons qu'il y soit jamais contrevenu de notre côté. En foi de quoi nous avons signé ce Traité de Paix, de notre propre main, & y avons fait apposer notre grand Seau Royal. *Fait dans notre Résidence de Stockholm le 9. Septembre, l'an de grace 1721.*

Plus bas.

FREDERIC.  
VAN HOPKEN.

## ARTICLE SEPARÉ.

Comme Sa Majesté Cz. en vertu du V. Article du Traité conclu aujourd'hui s'oblige de payer à Sa Majesté le Roi de Suède la Somme de deux Millions de Rix-daler, il a été convenu par le présent Article, que le paiement se fera en de bonnes & valables pièces de 3, dont trois font deux Rix-daler, inmanquablement & sans aucun rabais à Hambourg, Amsterdam & Londres, aux Commissaires de Sa Majesté Suédoise, pourvus de Plénipouvoir & dûes Quittances, & Sa Majesté Czarienne fera savoir six semaines avant l'échéance de chaque Terme, dans quel endroit ledit paiement se doit faire. Mais en cas que Sa Majesté Czarienne ne trouve pas moyen de faire le paiement de la Somme due en de bonnes pièces de 3 & des susdits Lieux, Elle promet de le faire en d'autres bonnes espèces de Monnoye d'argent qui ont cours dans lesdits Lieux, excepté pourtant la petite Monnoye, & cela selon la valeur du change, tel qu'il se trouvera à l'échéance de chaque Terme, sans aucun rabais. Au reste le paiement se doit faire en quatre Termes, dont le premier sera au commencement du Mois de Février de l'année prochaine 1722. le second au commencement du Mois de Decembre de la même année. Le troisième au Mois d'Octobre 1723. & le quatrième & dernier au commencement du Mois de Septembre de l'année 1724. à chaque Terme cinq cens mille Rix-daler, de sorte que dans cet espace de tems le paiement de la Somme entière de deux Millions doit être fait.

Cet Article séparé aura la même vertu & effet, comme s'il étoit inséré mot à mot au Traité de Paix conclu aujourd'hui, comme il sera aussi ratifié en même tems, les Ratifications devant être échangées ici. En témoignage de quoi on en a fait deux Exemplaires de la même teneur, lesquels ont été signés & échangés l'un contre l'autre. *Fait à Neustad le 30. Août 1721.*

(L.S.) JEAN LILIENSTEDT.  
(L.S.) JACQUES DANIEL BRUCE.  
(L.S.) OTTO R. STROEMFELD.  
(L.S.) HENRI JEAN FREDERIC OSTERMANN.

## AUTRE ARTICLE SEPARÉ.

Nous FREDERIC, par la grace de Dieu, Roi de Suède, des Gots & des Vandales, &c., favoir

faisons, que la Lettre d'assurance, que nos Ministres Plénipotentiaires ont exhibée à Neustad aux Ministres Plénipotentiaires de Sa Majesté Czarienne, consistée dans les Termes suivans.

Nous Soussignez Ministres Plénipotentiaires de Sa Majesté le Roi de Suède assurons par la Présente, en vertu des Pouvoirs dont nous sommes munis de sa part, que notre Souverain & Maître ne portera ni ne s'attribuera jamais d'autre Titre que celui de Roi de Suède, des Gots & des Vandales; &c.; renonçant & cedant ainsi à Sa Majesté Czarienne & à ses Successeurs au Trône de Russie, les Titres de tous les Pais qui lui ont été cédés par ce Traité de Paix; & promettant pour soi & pour ses Successeurs à la Couronne de Suède, qu'ils donneront à Sa Majesté Czarienne & à ses Successeurs à l'Empire de Russie, le Titre qui leur convient par rapport à la Cession des susdits Pais & Provinces, sans aucune restriction, en cas qu'il leur plaise de se servir à l'avenir de leur Titre entier. De quoi nous nous engageons par la Présente, de la manière la plus solennelle, de procurer l'approbation signée de la propre main de Sa Majesté le Roi de Suède notre Maître, de même que la Ratification de ce Traité de Paix. *Fait à Neustad le 30. Août 1721.*

JEAN COMTE DE OTTO REINHOLD  
LILIENSTED. STROEMFELD.

Comme cette Lettre d'assurance est conforme à nos intentions, tant à l'égard de notre propre titre qu'à l'égard du titre que Sa Majesté Czarienne nous demande, nous accomplirons fidèlement tout ce que nosdits Ministres Plénipotentiaires ont promis & assuré sur ce sujet en notre nom. En foi de quoi nous avons signé la Présente de notre main, & confirmé de notre Seau Royal. *A Stockholm le 9. Septembre 1721.*

Plus bas.

FREDERIC.  
VAN HOPKEN.

## XVII.

*Aide de Garantie signé par les Ministres de FRANCE & de la GRANDE-BRETAGNE concernant la (1) Renonciation de PHILIPPE V. Roi d'Espagne, aux Royaumes & Etats de la Monarchie d'Espagne conquis & possédés par Sa Majesté Imperiale CHARLES VI.*

Comme dans le Traité de la Quadruple Alliance conclu & signé à Londres le 2. Août 1718., il a été accordé & convenu, que Sa Majesté Imperiale, d'une part, renonceroit à tous ses Droits & prétentions sur la Couronne d'Espagne; & le Roi d'Espagne, d'autre part, renonceroit pareillement à tous ses Droits & prétentions sur les Royaumes, Provinces & Domaines, qui ont ci-devant appartenu à la Monarchie d'Espagne en Italie & dans les Pais-Bas, mais qui sont présentement possédés par S. M. Imp.; & qu'à cet effet, ils auroient soin d'en faire expédier dans la meilleure forme des Actes solennels de Renonciation, & de les faire remettre audit lieu convenable: Mais comme l'Instrument de Renonciation exhibé de la part de Sa M. Cath., exprime à la vérité, & statué, que ladite Renonciation aura force de Loi publique & de Pragmatique Sanction, & doit être ainsi reçue & mise à exécution par les Etats du Royaume d'Espagne, communément appelés les Cortes, & que néanmoins elle n'a point été acceptée & confirmée dans l'Assemblée des susdits Etats; ce que pourtant S. M. I. doit en avoir été fait dûment & suivant la coutume: Afin donc que le manquement de cette solennité ne puisse à l'avenir, en quelque tems que ce puisse être, porter préjudice à S. dite M. I., & pareillement afin que le défaut de solennités quelconques qui pourroient manquer, pour confirmer la Renonciation de S. M. I., ne puisse à l'avenir porter du préjudice à S. M. Cath., Leurs Majestés Britannique & Très-Christienne, pour remplir l'office d'Amis communs, pour obtenir le but qu'ils se sont toujours proposé d'affirmer la tranquillité de l'Europe,

(1) Cette Renonciation se trouvera ci-dessous insérée dans le Traité de Vienne, fait entre l'Empereur & le Roi d'Espagne, le 30. Avril 1723.

ANNO  
1721.



ANNO  
1721.

pe, & pour lever toutes les difficultez qui pourroient empêcher l'échange des susdits Instrumens de Renonciation, & s'opposer ou causer en quelque maniere que ce soit, du retardement à la Paix entre S. M. I. & le Roi d'Espagne, ils s'engagent par les Presentes à L. M. Imp. & Cath. & à leurs Successeurs aux Royaumes & à provinces réciproquement céder par lesdites Renonciations, & ils se déclarent envers les mêmes pour cautions & Repands, communement Garants, que si l'approbation & confirmation de la Renonciation de S. M. Cath. qui doit être faite par lesdits Etats du Royaume d'Espagne, de même, que si les solemnitez qui peuvent être requises pour une plus grande confirmation & autorité de la Renonciation de S. M. I., ne s'ensuivent pas, ni S. M. I., ni le Roi d'Espagne, ni leurs Héritiers & Successeurs, ne pourront en aucuns tems à venir prétendre, objecter ou alléguer la nullité de l'une ou de l'autre desdites Renonciations de part & d'autre, à raison ou sous prétexte de quelque défaut de formalité que ce soit, & en particulier à l'égard de la Renonciation du Roi d'Espagne, en ce qu'elle n'a point été approuvée & confirmée par les susdits Etats ou Cortes. Et au cas que contre toute attente de L. M. B. & T. C., cela vint à arriver, alors la présente Garantie en faveur de l'Empereur des Romains & du Roi d'Espagne doit tenir lieu de toute chose quelconque qui pourra être désirée pour la perfection desdites Renonciations, & spécialement du manquement d'approbation des Etats d'Espagne; & quelque autre défaut que ce soit de l'une & de l'autre part desdites Renonciations doit être suppléé, & tenu pour suppléé, & par ladite Garantie, s'obligeans conjointement & en particulier en vertu des présentes, comme aussi elles s'y reconnoissent engagées suivant la teneur de la Quadruple Alliance, qu'en ce cas elles veulent & doivent maintenir, défendre & garantir L. M. I. & Cath., leurs Héritiers & Successeurs aux Royaumes & Domaines qu'ils se sont réciproquement cédés, contre toute violence ou empêchement, qu'elles & leurs Successeurs pourroient ou entreprendroient de se causer ou susciter l'un à l'autre, d'une & d'autre part, sous ledit prétexte de nullité ou de quelque autre manquement dans lesdites Renonciations.

Ce présent Instrument de Garantie sera pour plus grande force dûment confirmé par les Ratifications de Sa Royale M. B. & de S. Royale M. T. C.; & dans le même tems que les Instrumens des Renonciations de S. M. I. & de S. R. M. Cath. seront échangés à Londres, les Actes des Ratifications seront aussi remis en même lieu aux Ministres de l'Empereur & du Roi Cath.

En foi de quoi, nous soussignez Ministres de S. R. M. B. & de S. R. M. T. C., munis des ordres suffisans pour cet effet, avons signé ce double Instrument, & l'avons confirmé de nos Seaux, *Fait à Paris le 27. du Mois de Septembre 1721.*

Signé,

ROBERT SUTTON.

LE BLANC.

## XVIII.

1722. *Renunciatio Serenissime Archiducisse MARIE AMALIE, desponsata Serenissimo CAROLO ALBERTO Principi Electoralis Bavarie, in omnia Hereditaria Regna, Regiones, Provincias & Ditiones Augustissime Domus Austriacæ. Data Viennæ 3. Octobris 1722. Cum CONFIRMATIONIBUS & RATIFICATIONIBUS eodem pertinentibus.*

Nous MARIA AMALIA, Hongarie, Bohemie, nec non utriusque Sicilie Regia Princeps, Archiducissa Austriæ &c. agnoscmus & profiteamur pro Nobis nostrisque posteris, Hæredibus & Successoribus, universisque quorum interest, aut futuris unquam temporibus interesse quomodocunque poterit, notum testimonium facimus tenore presentium ad perpetuam rei memoriam. Postquam Serenissimus, Potentissimus ac Invidiosissimus Princeps ac Dominus, Carolus Dei favente clementia Electus Romanorum Imperator hujus

nominis Sertus, semper Augustus, Germaniæ, Hispaniarum ac Indiarum, nec non Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatia, Sclavoniæ, utriusque Siciliæ Rex, Archidux Austriæ, colendissimus Dominus Patrus noster, Nos paternæ plane in Nos curâ, ad amicam petitionem Serenissimi Principis, Domini Maximiliani Emanuelis, utriusque Baviaræ Ducis, Comitissæ Palatini Rhenani, Landgraviæ Leuchtenberge, S. R. I. Archidapiferi & Electoris &c. per dilecto suæ Dilectionis Filio, Serenissimo Principi, Domino Carolo Alberto, Electorali Principi &c. accedente imprimis nostra voluntate & consensu, annuente & favente quoque Serenissimâ & Potentissimâ Romanorum Imperatrice Amalia, colendissima ac per dilectissima Genitrice nostra, obtentâ praviâ dispensatione Sanctissimi Patris, Domini Innocentii XIII. Romaniæ atque universalis Ecclesiæ Pontificis, quæ data est Romæ die 24. Aug. anni 1722. in Sponsam & futuram Conjugem adpromissit: porro in Tractatu desuper habito Articulo ejusdem tertio inter cetera id ipsum loco actum, discretisque verbis cautum provisumque fuerit, ut nos intuitu istius Matrimonii, juxta ac prævis utrinque placitum ac conventum fuit, antecederet ad nostrum consensum & Nuptias juxta regulas successiones primogenialis in Augusta Domo jam dudum radicata, fed quæ ab Imperatore Ferdinando hujus nominis secundo, colendissimo quondam Atavo nostro gloriosissimo memorie in suo die 10. Maj. anni 1621. confecto Testamento conditis, quæ desuper die 3. Aug. anni 1635. Codicillis, quoad ordinem Successionis inter Hæredes suos Masculinos dilucidata magis ac firmius stabilita fuit, quæque subinde ex dispositione paterna à Serenissimo quondam, Potentissimo ac Invidiosissimo Principe ac Domino, Domino Leopoldo Romanorum Imperatore, colendissimo Avo nostro inter Filios suos, Serenissimos quoque & Potentissimos tunc respectivè Romanorum & Hispaniarum Reges, Dominum Josephum & Dominum Carolum Archiduces, successivè Romanorum Imperatores, colendissimos ac per dilectissimos nostros Genitorem & Patrum die 12. Sept. 1703. ipsis scientibus, volentibus, stipulantibus & acceptantibus facta, ad Fœminas ex linea in Germania regnante descendentes extenda, ac deinde die 19. Aprilis anni 1713. convocatis ad id Sæc. Catholicæ Majestatis Cancellariis, uberius explicata in publicum & perpetuum Sereniss. Domus Austriacæ Pactum, quin in Legem fundamentalem & Sanctionem pragmaticam abiit, omnibus nostris Juribus, actionibus & rationibus, quæ vel quas in Regna, Ditiones, Principatus & Provincias à Sua Majestate Cæsareâ nunc feliciter regnante possessas vel de Jure quomodocunque ad se spectantes competere nobis nostrisque olim posteris ac Hæredibus utriusque cum Masculini tum Fœminini sexus, quacunque demum de causa possent, in favorem & commodum non solum univerforum Masculinorum & dicta Augusta Domo legitimè oriundorum Archiducum, sed in præcipuum quoque in favorem ac prælationem Fœminarum Archiducissarum à Sua Majestate Cæsareâ hodiè gloriolè imperante progenitarum ac deinceps nasciturarum earumque posteritatis ac Hæredum pariter utriusque tam Fœminini quam Masculini sexus, quin insuper & amplius in prælationem & favorem quoque dilectissimæ Senioris nostræ Sororis consanguinæ Serenissimæ Archiducissæ Mariæ Josephæ, Hungariæ, Bohemiæ, nec non utriusque Siciliæ nata Regiæ Principis, Regiæ Poloniæ & Electoralis Saxonie Principis, Domini Frederici Augusti in præsens Conjugis, prout & ejusdem posteritatis non Masculini tantum, sed & Fœmininæ juxta ordinem Successionis primogenialis in Augusta Domo pro utroque sexu stabilitum atque in Regnis, Archiducibus, Provinciis & Ditionibus ejusdem actum promulgatum atque ab his pro singulorum more receptum, sollemniter renunciamus, cedamus & abdicamus, quod Nos ad majorem Dei omnipotentis honorem & gloriam, incrementum majus populorum atque ut Regna & Provincie à Sua Majestate Cæsareâ Regio-Catholica in præsens possessa ac deinceps possidendæ perpetuis futuris temporibus indivisibiliter & inseparabiliter inter se penes unum eundemque Hæredem juxta Successionis ordinem stabilitum unitæ permanent, ordinationibus, institutis ac dispositionibus præfatis, præsertim vero Declarationi allegatæ & nobis una cum reliquis producta de die 19. April. 1713. uti supra promulgata inherentes, ac de re, de qua agitur, ritè pleneque edoctæ, de consilio, voluntate & assensu prædicti Serenissimi Principis Electoralis, dilectissimi Sponsi nostri, annuente quoque & consentiente Serenissimo Domino Electore, Ejusdem Genitore

ANNO  
1722.

ANNO  
1722.

nitor (prout ex Instrumento eorum Ratificationis, tum ex Mandato Procuratorio diffusis constat) ex certa nostra scientia animoque bene deliberato; omnibus Juribus, personis, actionibus & rationibus, quæ nobis sive Jure sanguinis & natiuitatis, sive ex usu & observantia olim in Augusta Domo usitata, sive etiam ex Pacto præallegato de die 12. Sept. anni 1703. sive alio quocunque demum nomine aut excogitabili Titulo in Regna, Principatus, Ditiones & Provincias, quæ ab alte fata Majestate Sua Cæsarea colendissimo Domino nostro Patro acta in præsens possidentur aut possideri de Jure possent ac deberent, competunt aut competere possent, sponte, liberrima voluntate, nulla vi aut coactione calidave persuasione, aut metu etiam reverentiali inducta; pro Nobis nostrisque Posteris, omnibus Hæreditibus tam Masculini quam Fœminini sexus cesserimus & renuntiaverimus, prout eisdem vigore præsentium de consensu, uti supra, in optima & amplissima Juris forma, animo deliberato ac spontaneo ultro cedimus, renuntiamus & abdicamus, idque non solum in favorem, commodum & prælationem Posteritatis & Hæredum Masculinorum, quos numerosos Majestati Suae à D. O. precamur, prout & Fœminarum Archiducissarum à Majestatis Suae jam progenitarum & deinceps nasciturarum omniumque eorum posterorum, Hæredum & Successorum utriusque sexus ex legitimo thoro procreatorum & non legitimorum, sed & insuper in prælationem quoque, favorem & commodum præfatis Senioris nostræ Sororis Serenissimæ Archiducissæ Mariæ Josephæ ejusdemque Posterorum & Successorum Masculinorum pariter & Fœminarum ex legitimo thoro procreatorum & non legitimorum, adde, ut quamdiu ex his Majestatis Suae Cæsareæ Descendentibus proles unius alteriusve sexus, vel iis (quod abest) prorsus deficientibus, ex præfata Serenissimæ Sororis nostræ corpore legitime Descendentibus proles aliqua sive Masculina sive Fœminina, quocunque demum gradu, supervixerit, neque Nos, neque Filii, Posteræ & Hæredes nostri, neque quisquam alius eorum nomine, ullam unquam Successionem aut succedendi Jus in dicta Regna, Principatus, Ditiones & Provincias, vel etiam aliquam illorum illarumve partem, licet minimam, upote lineæ Cæsareæ Regiæ Carolinæ nunc regnatrici, & in ea Descendentibus Maribus & Fœminis, & iis, (quod Deus avertat) penitus deficientibus, lineæ antefata Senioris Sororis nostræ, Serenissimæ Archiducissæ Mariæ Josephæ & in ea Descendentibus pariter Maribus & Fœminis legitimis, non legitimis, Jure Primogenituræ in infinitum inseparabiliter & indivisibiliter affectas, præterdere velimus, possimus aut debeamus; declarantes ac serio protestantes, quod nos prælibatum in Augusta Domo receptum, avitave providentia stabilitum, & per supra citatam Declarationem obfirmatum magisque dilucidatum Primogenituræ Jus, nec non præscriptum in ea cum Maribus cum Fœminis succedendi ordinem linealem, eam normam & Legem fundamentalem ejusdem, pro Nobis nostrisque Posteris & Hæreditibus utriusque sexus respicere, tenere, observare eique firmiter inhærere, nec, ut contra ejusdem tenorem & dispositionem à Nobis vel ab Hæreditibus & Posteris nostris, cuiuscunque sexus sint, aut à quovis alio, nostro aut illorum nomine, quibuscunque demum de causis, quas omnes & singulas irritas, vanas, invalidas & injustas ex nunc pro tunc pronuntiamus, agatur, committere unquam aut pati velimus, quin potius obestamur atque etiam Sacrosanctè pollicemur, quodsi unquam (quod abest) aliquam vel aliquod ex dictis Ditionibus, Regnis, Principatibus aut Provinciis in totum vel in partem ultro nobis deferri aut nos ad aliquam vel eorum aliquod a quocunque qualicumque demum sub pretextu aut colore vocari aut sollicitari contingeret, nos non tantum ejusmodi damnabiles conatus perniciosæ consilia ac molimina perpetuo constanterque sequestramus, necdum illis aures, assensum, opem vel auxilium ullum præbituras, aut, ut id ab alio, quocunque tandem, fiat, passuras, sed ut potius in debita legitimo Successori unius alteriusve sexus fide & obedientia perseverent, omnes vires esse impetruras, atque adeo ea Dote in ipso Matrimonio nostri Contractu, nobis assignata ceterisque apparatibus ac ornamentis, quibus statui nostro convenienter elocabimur, a modo contentas Nos plene pro omnibus Juribus, actionibus & præsentionibus, cuiuscunque nominis sint, quæque nobis ex qualicumque demum causa, uti supra, competere possent, satisfactionem nobis esse declaramus; Quousque nempe proles unius alteriusve sexus à Sua Majestate Cæsareæ

Tom. VIII. PART. II.

rea Regio-Catholica procreata ac deinceps procreanda earumque Posteræ ac Descendentes pariter utriusque sexus, vel iis (quod abest) prorsus deficientibus, proles legitima, non legitima unius alteriusve sexus ex præfata Seniori Sorore nostra Serenissimâ Mariâ Josephâ Archiducissâ Austriæ, Regiæ Poloniæ & Electorali Saxonie Principe Descendentes in vivis supererunt: quod si verò (quod Deus in æternum prohibeat) omnes utriusque tam Fœminini quam Masculini sexus proles à Sua Majestate, vel (casu & ordine Successionis, uti præmittitur, eveniente) à Serenissimâ Archiducissâ Mariâ Josephâ seniore Sorore nostra progenitæ vel deinceps procreandæ, una cum omni earum posteritate pariter Masculina & Fœminina extingui ac prorsus deficere unquam accideret, in eum casum, qui nobis actum ad capessendam paternam avitamque Hæreditatem vel ex ipso primogenitura instituto, præsertim vero vi præcitata Declarationis de die 19. Mensis Aprilis anni 1713. juxta stabilitum in ea Successionis linealis ordinem clucleret, Nobis nostrisque Posteris & Descendentibus tam Maribus quam Fœminis Jus omnesque actiones ad succedendum in dictis Regnis, Principatibus, Ditionibus ac Provinciis ex Jure Domini, hypothecæ, vel alio quocunque competentes, vigore præsentium solennissimè ac plenissimè per expressum reservamus, ita, ut quæ facta à Nobis est pro posteritate Suae Majestatis Cæsareæ & subinde Suae Dilectionis Dominiæ Sororis nostræ utriusque sexus tam Fœminini quam Masculini renunciatio, illa tunc & in eo casu, ceu non facta aut pro non emissâ haberi, neque obstat ea Nobis, Hæreditibus & Posteris nostris Maribus seu Fœminis, aut ullum ad Successionem obicem facere possit, censeri debeat, quam ipsam tamen reservationem nostram de iis duntaxat Hæreditibus & Posteris nostris Masculis seu Fœminis intellectam volumus, qui & quæ Catholicam Apostolicam Romanam Religionem eveniente casu profitentur, cum omnes, qui alicui alteri quam Catholicæ Apostolicæ Romanæ Religionis addidit vel addidit essent, ab omni prædictâ Successione ex nunc in perpetuum pro exclusis & inhabilibus habendi sunt, prout eos easque pro perpetuo exclusis & inhabilibus hisce habemus ac declaramus, idque ad exemplum & imitationem sæpius nominata dilectissima senioris Sororis nostræ Serenissimæ Archiducissæ Mariæ Josephæ, quæ vi Pactorum Dotalium & in Instrumento Suae Renunciationis die 19. Augusti anni 1719. Vienna factæ & à Serenissimæ Rege Poloniæ & Electorali Saxonie Principe Friderico Augusto ejus respectivè Socero & Marito approbatæ & utriusque Juramento per omnes Clausulas, Conditiones & Articulos corroboratæ, omnes pariter suos Hæredes, Successores & Posteræ, qui quæve eveniente casu aliquam quancunque à Religione Catholica Apostolica Romanâ alienam fidem profiterentur, à prædictâ Successione & Hæreditate ceu inhabiles diversis verbis exclusi & pro inhabilibus & perpetuo exclusi nunc pro tunc habuit & declaravit, adeo, ut in eum casum Jus & ordo Successionis ad ceteros suos Hæredes Religionis Catholicæ Apostolicæ Romanæ additos, vel si eo tempore nulli ejusmodi extarent, vi dictorum Pactorum ad Nos nostrosque Posteræ devolvi & pervenire debeat. Excipimus præterea hac Renunciatione, veluti in illa minime comprehensas, eas Hæreditates, quas Nobis per ius maternum seu aliunde quam ex Augusta Domo forte obvenire contingeret, quo autem isthac nostra Renunciatio majorem vim & vigorem plenamque firmitatem ac robur fuit obtinere, Nos disponata Mariâ Amaliâ Archiducissâ de voluntate, auctoritate & assensu præfatorum nostrorum respectivè colendissimi & dilectissimi Sponsi Domini Caroli Alberti, Electoralis Principis jam majoris facti & quoad hunc actum à Patria potestate emancipati, nec non Serenissimæ Domini sui Genitoris, Domini Maximiliani Emanuelis, utriusque Baviaræ Ducis & Electoris, futuræ Socii, nostri hanc ipsam Renunciationem pro Nobis nostrisque Posteris, Hæreditibus & Successoribus non tantum sponte absque ulla vi aut persuasione, ex certâ scientia, in finem ac intuitu uti præmissum est, de liberate fecimus, verum & pro nobis dictisque nostris Posteris Hæreditibus & Successoribus coram Deo ejusque Curia celestis sacrosanctè pollicemur ac promittimus. Nos ea, quæ in hoc Renunciationis Instrumento ejusque Articulis, Pandictis & Clausulis continentur & in eo ex antiquis Ordinamentis, Pactis & Dispositionibus, præsertim verò ex Declaratione supra sæpius repetita & 19. Aprilis anni 1713. edita ceu basi & fundamento hujus nostræ Renunciationis & respectivæ Acceptationis allegata, clarè deducta, provisa, stipulata

ANNO  
1722.



ANNO  
1722.

putata & promissa sunt, & actum in universis Suae Caesaris Regiaeque Catholicae Majestatis Regnis & Provinciis cetera Lex fundamentalis, Sanctio pragmatica ac Pactum Augustae Familiae promulgata & acceptata fuerunt, sincere, fideliter & accuratè observandas, neque ulla ratione, via aut modo sive directè sive indirectè contraveniuntur, sed neque admittuntur esse, ut iis à quocunque alio, sub qualicunque demum pretextu aut colore, ullo unquam tempore contraveniantur.

**N**OS MARIA AMALIA, nata Regia Princeps Hungariae, Bohemiae & utriusque Siciliae, Archiducissa Austriae, vovimus ac juramus Deo omnipotenti pro Nobis omnibus nostris Haereditibus, Posteris & Successoribus, quod hocce Renunciationis & respectivè adhaesionis Instrumentum nobis jam praelectum & à nobis propria manu subscriptum, in omnibus Punctis, Articulis & Clausulis fideliter observare debeamus & velimus; Ita nos DEUS adjuvet, sine macula concepta benedicta Dei Mater Maria & omnes Sancti. A quo ad Deum omnipotentem sic deposito gravissimo Juramento in vinculo verbi & honoris nostri promittimus, quod absolutionem a Summo Pontifice, sive à quocunque alio sub qualicunque pretextu exco-gitabili nec petimus ipsae, nec etiam ultro oblatum unquam sumus accepturæ, neque ad hoc prodesse aut suffragari nobis unquam possit aut debeat ulla arguta seu restrictio mentalis, sed & neque exceptiones ullae juris & facti, et in specie, quæ desumpti possent ex capite Renunciationis aut Juramenti invalidi, lesionis ultra dimidium, metus reverentialis, coactionis vel doli, rei aliter gestæ quam scriptæ, ignorantiae, observantiae antiquæ, Legum vel Consuetudinum Regnorum & Provinciarum. Postremum nec illa beneficentia & indulgentia Feminino sexui à Jure Civili & Canonico alias tribui & competere solita, de quibus utpote Nos Maria Amalia, Archiducissa peculiariter, distictum, pleneque instructa ac certioratè extitimus, quibus adeo omnibus & singulis aliis ejusmodi quacunque industria & ingenio excogitabilibus suffugiis, oppositionibus & exceptionibus Nos desponsata Maria Amalia, Archiducissa de assensu & autoritate, ut supra, ex certa nostra scientia animoque deliberato ultro jurato renuntiavimus & nunc in virtute emissi juramenti denudè quam sollemnissimè renunciamus, sincerè semoto omni dolo. In cuius rei fidem, robur ac perpetuum monumentum hocce Renunciationis, abdicationis, cessionis & reservationis Instrumentum à Nobis desponsata Maria Amalia, Regia Hungariae, Bohemiae, utriusque Siciliae Principissa, Archiducissa Austriae, propriis manibus subscriptum & appresso nostro Sigillo munitum atque firmatum fuit. Vienne die 3. Mensis Octobris Anno 1722.

(L.S.) MARIA AMALIA.

*Accessio & Confirmatio Renunciationis à Serenissima Archiducissa MARIA AMALIA die 3. Octobr. 1722. Vienne factæ, per Serenissimum Principem CAROLUM ALBERTUM Principem Electorem Bavarie.*

**N**OS CAROLUS ALBERTUS Dei gratia Electoralis Princeps, utriusque Bavarie Dux, Comes Palatinus Rheni, Landgravius Leuchtenberge &c. Notum testaturque hisce facimus ad perpetuum rei memoriam universis. Cum Deo propitio factum sit, ut Serenissimus, Potentissimus & Invictissimus Princeps ac Dominus, Carolus Divina favente clementia electus Romanorum Imperator, hujus nominis sextus, semper Augustus, Germaniae, Hispaniarum ac Indiarum, nec non Hungariae & Bohemiae, Dalmatiae, Croatiae, Sclavoniae, utriusque Siciliae Rex, Archidux Austriae, Dux Burgundiae, Stiriae, Carinthiae, Carniolae & Wittenbergae, Comes Tyrolis &c. &c. pro potestate & autoritate, qua pollet, de voluntate & assensu Serenissimae ac Potentissimae Romanorum Imperatricis, Dominae Amaliae, colendissimae nunc Conjugis nostrae Genitricis, nobis per dilectionem suam ex Fratre Neptem, Serenissimam Dominam Mariam Amaliam Regiam Principem Hungariae, Bohemiae, utriusque Siciliae &c. praevio quoque ejusdem consensu sub die 25. Mensis

Sept. a. c. in futuram Conjugem desponsavit, ea diserta Lege & conditione, ut Dilectio sua pro Summa centum millium Florenorum Rhenenium Dotis nomine eidem in Contractu Matrimoniali constituta statutoque tempore numeranda, omni paternae avitaeque Successioni & Haereditati juxta morem in inclita Domo Austriae jamdudum receptum & subinde per Pacta & subsecutas Declarationes & in specie per Declarationem die 19. Aprilis anni millesimi septingentesimi decimi tertii, vim Legis, Sanctionis pragmaticae & Pacti Familiae perpetui obtinentem & jamjam in omnibus Regnis, Principatibus & Provinciis Sacrae Majestatis Caes. Regio-Catholicae promulgatam, dilucidatam & magis magisque obfirmatum ritu solenni renuntiare, ipsa vero id non modo Vienne sub die 3. Octobr. a. c. acceptante istamque acceptationem in animam nostram jurejurando confirmante, nostro Procuratore, Consiliario intimo, Camerario, Consiliario Bellico & Generali Vigilum nec non Provincialis rei armamentariae Praefecto, Josepho Ignatio Comite à Törring in Jettensbach, scientibus ac consentientibus Nobis ante consummationem Matrimonii acti praestiterit, sed & eandem Renunciationem hic Monachi hodierno die infra scripto, Nobis praesentibus, volentibus, consentientibus & adpromittentibus iteraverit, cujus tenor sequens est.

*Insertur Renunciatio à Serenissima Archiducissa MARIA AMALIA die 3. Octobr. 1722. Vienne facta.*

**Q**UOD NOS CAROLUS ALBERTUS, Bavariae Electoralis Princeps istam à Dilectione sua per dilectissimam Conjugem nostram ita factam iteratamque Renunciationem, cui velut praeviae conditioni ipse Matrimonii Contractus innititur, sicque & non aliter initus fuit, per omnia in omnibus suis Punctis, Clausulis & Articulis acceptaverimus, approbaverimus, laudaverimus & confirmaverimus, prout eandem hisce nostris Litteris sub praemissa Lege, Pacto & conditione acceptamus, approbamus, laudamus & confirmamus, eamque voluntate, assensu & consensu nostro autorizamus, atque etiam adimplantibus nobis rite ac validè perfectam fuisse proferimus, pro Nobis Haereditibusque nostris ac Successoribus promittentes & caventes; nos praefatam Renunciationem juxta Leges Principituræ in inclita Domo Austriae inter Masculos jamdudum receptas & subinde per Pacta & recentiores Declarationes nobis apprime cognitatas ac Penitus diserte extensas atque vim Pacti Familiae perpetui obtinentes, emissam atque iteratam, in omnibus & singulis Punctis, Articulis & conditionibus tam quoad ordinem succedendi in eo statutum, quam quoad stabilitatem in eo unionem perpetuam ac omnimodam omnium Regnorum, Provinciarum, Principatum ac Ditionum à Sua Majestate Caes. Regio-Catholica in praesens possessarum & in futuram possidendarum indivisibilitatem, ratam, gratam probatamque habere, semperque habituros, neque ulla in re illi unquam contraveniuntur aut ut à quocunque contraveniantur, passuros esse. In cuius rei majus robur istam à nobis factam Renunciationis Acceptationem & Ratificationem ejusque perpetuum observantiam juramento firmavimus atque in ejus testimonium praesentes manibus nostris subscriptas, Sigillo nostro muniti fecimus. Monachii die 10. Decembr. Anni 1722.

(L.S.) CAROLUS ALBERTUS.

*Accessio & Confirmatio Renunciationis à Serenissima Archiducissa MARIA AMALIA die 3. Octobr. 1722. Vienne factæ, per Serenissimum Principem MAXIMILIANUM EMANUELEM Electorem Bavarie.*

**N**OS MAXIMILIANUS EMANUEL utriusque Bavariae Dux, Comes Palatinus Rheni, Landgravius Leuchtenberge, S.R.I. Archi-Dapifer & Elector &c. Notum testaturque hisce facimus ad perpetuum rei memoriam universis. Cum Deo propitio factum sit, ut Serenissimus & Potentissimus Princeps, Dominus Carolus Romanorum Imperator hujus nominis sextus, semper Augustus, Germaniae, Hispaniarum ac Indiarum, nec non Hungariae, Bohemiae, Dal-

ANNO  
1722.

ANNO 1722. matie, Croatiae, Sclavoniae, utriusque Siciliae Rex, Archidux Austriae, Dux Burgundiae, Stiriae, Carinthiae, Carniolae & Wirtembergae, Comes Tyrolis &c. &c. pro potestate & auctoritate, qua pollet, de voluntate & adfensu Serenissimae & Potentissimae Romanorum Imperatricis, Dominae Amaliae, colendissimae Sponsae

ANNO 1722. Iterata Confirmatio Renunciationis ab Archiducissa MARIA AMALIA Monachii die 10. Dec. 1722. facta cum annexo Juramento.

Cum in Pactis conjugialibus inter Serenissimum Principem, Dominum Carolum Albertum Electoralem Principem, Superioris & Inferioris Bavariae Ducem, Comitem Palatinum Rheni, Landgravium Leuchtenbergae, & Serenissimam Principem, Dominam Mariam Amaliam natam Regiam Hungariae, Bohemiae & utriusque Siciliae Principem, Archiducissam Austriae &c. die vigesima quinta Mensis Septembris a. c. Articulis 3. & 5. conventum, & à Serenissimi Electoris Bavariae suaeque Serenitatis Principis Electoralis Procuratore, Consiliario Bellico & Generali Vigiliarium nec non Provinciarum rei armamentariae Praefecto, Josepho Ignatio Comite de Törring in Jettenbach, vigore specialis Mandati promissum fuerit, ut solennem adhesionem, Renunciationem & abdicationem, quam praedicta Serenissima Regia Princeps super omnibus & singulis à Sua Caesarea ac Regia Catholica Majestatis in & extra Germaniam modo possessis aut alias de Jure ad eam spectantibus Regnis Hereditariis, Archi-Ducatibus, Principatibus, Ditionibus ac Provinciis, quocunque demum nomine ea veniant, ac super ejusdem veris aut putativis ex quocunque titulo provenientibus Juribus, fecit atque Juramento corporali ante consummationem Matrimonii Viennae die 3. Mensis Octobris, nec non solum memorata Serenissima Regia Princeps Maria Amalia, Archiducissa Austriae, hic Monachii praesente Sacrae Caesareae ac Regiae Catholicae Majestatis ad hunc actum specialiter alegando Ministro iterare ac de novo Juramento firmare, sed etiam Serenissimus Princeps ac Dorninus, Maximilianus Emanuel, utriusque Bavariae Dux, Comes Palatinus Rheni, Landgravius Leuchtenbergae, S. R. I. Archi-Dapifer & Elector una cum antea Serenissimo Principe Electorali Bavariae Carolo Alberto probare & acceptare eamque pro valida & obligatoria agnoscere, nec non ad perpetuam firmamque observantiam veterum recentiorumque dispositionum Divorum Romanorum Imperatorum, videlicet Ferdinandi de dato 10. Maj. 1621. & 8. Aug. 1637. nec non Leopoldi, gloriosissimae memoriae, de dato 12. Septembris 1703. praecipue verò & nominatim juxta Declarationem à Sua modo feliciter regnante Caesarea & Regio-Catholica Majestate quoad successionem ejusque modum & ordinem deinceps in Augusta Domo observandum de dato 19. April. anni 1713. in vim Sanctionis Pragmaticae ac Legis perpetuo valituae emissam, deposito ad DEUM ejusque Sanctos solenni Juramento se obstringere velint ac debeant, jamque à Caesarea Sua Majestate ad hunc Actum actualis ejusdem Consiliarius intimus, Cubicularius & supremus Aulae Maestricus Ioannes Gasparus Comes de Cobenzel hic specialiter Mandato instructus missus fuerit. Hinc Nos Maria Amalia nupta Electoralis Bavariae Princeps, nata Regia Hungariae, Bohemiae ac utriusque Siciliae Princeps &c. Archiducissa Austriae &c. ea, quae in supra citata Renunciatione ejusque Articulis, Punctis & Clausulis continentur, & in ea ex antiquis jam allegatis Ordinationibus, Pactis, Dispositionibus, praesertim vero ex Declaratione illa 19. Aprilis 1713. edita cum basi & fundamento nostrae Renunciationis & resp. Acceptationis allegata, clare deducta, provisa, stipulata, promissa ac Juramento, die quo supra, firmata jam fuerunt, sincere, fideliter & accuratè observaturas neque illis ulla ratione, via, aut modo five directè five indirectè contraveniatur, nec ut illis a quocunque alio sub qualicunque demum praetextu aut colore ullo unquam tempore contraveniantur, admittas esse, denud promittimus, Deoque omnipotenti pro Nobis omnibusque nostris Haereditibus, Posteris & Successoribus vovimus ac juramus, quod saepius memoratam Renunciationem & resp. adhesionem, cujus Instrumentum Nobis Viennae die 3. Octobris a. c. praetextum & a Nobis propria manu subscriptum fuit, in omnibus Punctis, Articulis & Clausulis fideliter observare debeamus & velimus.

Ita Nos Deus adjuvet & omnes Sancti.

Itemque Nos CAROLUS ALBERTUS, Electorialis Bavariae Princeps istam à perdidicissimam Conjuræ nostrae Serenissimae Principis Mariae Amaliae, Electoralis Bavariae, nata Regia Hungariae, Bohemiae & utriusque Siciliae Princeps, Archiducissa Austriae &c. factam & à supra memorato Procuratore nostro Comite de Törring

F 2

118

Inferatur Renunciatio à Serenissima Archiducissa MARIA AMALIA die 3. Octobris 1722. Viennae facta.

Quod Nos MAXIMILIANUS EMANUEL utriusque Bavariae Dux, Comes Palatinus Rheni, Landgravius Leuchtenbergae, S. R. I. Archi-Dapifer & Elector istam à Dilectione sua, perdidicissimam Nuru nostram ita factam iteratamque Renunciationem, cui velut praeviae conditioni ipse Matrimonii Contractus inhiit, siquae & non aliter initus fuit, per omnia in omnibus suis Punctis, Clausulis & Articulis acceptaverimus, approbaverimus, laudaverimus & confirmaverimus, prout eandem hisce Litteris nostris sub praemissa Legge, Pacto & conditione acceptamus, approbamus, laudamus & confirmamus, eamque voluntate, adfensu & consensu nostro autorizamus atque etiam adimplentibus nobis rite & validè perfectam fuisse profiteamur, verbo Electorali pro nobis Haereditibusque nostris ac Successoribus promittentes & caventes, nos praefatam Renunciationem juxta Leges Primogeniturae in inclita Domo Austriae inter Masculos jam dudum receptas & subinde per Pacta & recentiores Declarationes nobis apprimè cognitatas ad Foeminas diserte extensas atque vim Pacti Familiae perpetui obtinentes emissam atque conditionem, in omnibus & singulis Punctis, Articulis & conditionibus, tam quoad ordinem succedendi in eo statutam, quam quoad stabilitatem in eo unionem perpetuam ac omnimodam omnium Regnorum, Provinciarum, Principatuum ac Ditionum à Sua Majestate, Serenissimo ac Potentissimo Romanorum Imperatore in praesens possessuram & in futurum possidendam indivisibilitatem & inseparabilitatem, ratam, gratam probatamque habere, semperque habituros neque ulla in re illi unquam contraveniatur, aut, ut a quocunque contraveniatur, passuros esse. In cujus rei majus robur istam à nobis factam Renunciationis acceptationem ac Ratificationem ejusque perpetuam observationem Juramento firmavimus atque in ejus testimonium praesentes manibus nostris subscripto Sigillo nostro munif fecimus. Monachii die 10. Mensis Decembris. anni 1722.

MAXIMILIANUS EMANUEL, ELECTOR.  
SIGISMUNDUS Comes à THIERHEIM.  
FRANCISCUS JOSEPHUS ab Unerhel.  
TOM. VIII. PART. II.



ANNO  
1722

in animam nostram Juramento solenni jam Viennæ firmatam Renunciationem & adhesionem in omnibus suis Punctis, Clausulis & Articulis acceptamus, approbamus, laudamus & confirmamus eamque voluntate, assensu & consensu nostro autorizamus atque etiam adimplentibus Nobis rite ac valide perfectam fuisse profiteremur, Deoque omnipotenti pro Nobis Hæredibusque nostris ac Successoribus vovemus ac juramus, quod præfatam Renunciationem juxta Leges Primogenituræ in inelyta Domo Austriacæ inter Masculos jamdudum receptas & subinde per Pacta & recentiores Declarationes Nobis apprime cognitæ, ad Fœminas diserte extensas atque vim Pacti Familis perpetui obtinentes emissam atque iteratam in omnibus & singulis Punctis, Articulis & Conditionibus ratam, gratam, probatamque habeamus fideliterque observare debemus & velimus.

*Ita Nos Deus adjuvet & omnes Sancti.*

Nosque MAXIMILIANUS EMANUEL utriusque Baviaræ Dux, & Elector &c. a Dilectione sua, per dilectissimam Nuru nostram Serenissimam Principem Electorali Baviaræ, Maria Amalia nata Regia Hungariæ, Bohemiæ ac utriusque Siciliæ Principem &c. ita factam à Procuratore nostro Comite à Töring nostro nomine Viennæ acceptatam Juramentoque in animam nostram confirmatam & jam à Nobis & per dilectissimum Filium nostrum Principem Electorali Baviaræ Carolo Alberto præsentibus, volentibus, consentientibus & approximantibus hic iteratam Renunciationem per omnia acceptamus, laudamus & confirmamus eamque voluntate, assensu & consensu nostro autorizamus atque etiam adimplentibus Nobis rite ac valide perfectam fuisse profiteremur, Deo omnipotenti pro Nobis Hæredibusque nostris & Successoribus voventes & jurantes, istam Renunciationem juxta Leges Primogenituræ in inelyta Domo Austriacæ inter Masculos jamdudum receptas & subinde per Pacta & recentiores Declarationes Nobis apprime cognitæ, ad Fœminas diserte extensas atque vim Pacti Familis perpetui obtinentes emissam ac iteratam in omnibus & singulis Punctis, Articulis & Conditionibus à nobis hodierna die solenni Diplomate rathabimus, gratam probatamque habere, nec ulla in re illi unquam contravenire, aut, ut à quocunque contraveniatur pati velimus aut debemus.

*Ita Nos Deus adjuvet & omnes Sancti.*

IN fidem hujus reiteratæ Renunciationis, adhesionis & acceptationis Instrumentum hoc propriis manibus à Nobis Maximiliano Emanuele, Electore Baviaræ &c. Nobis Electorali Baviaræ Principe Carolo Alberto & Nobis Regia & Electorali Principe Maria Amalia subscriptum Sigillisque nostris munitum est: Monachii die decima Mensis Decembris anni millesimi septingentesimi vigesimi secundum.

M. EMANUEL ELECTOR.  
CAROLUS ALBERTUS.  
MARIA AMALIA.

## XIX.

19. Dec. *Lettres Patentes d'Océroi, accordées par l'Empereur CHARLES VI. pour le terme de trente années à la Compagnie des Indes dans les Pais-Bas Autrichiens. Données à Vienne le 19. Decembre 1722.*

CHARLES &c. A tous ceux qui ces présentes verront, SALUT. Etant également attentif à procurer ce qui peut être de l'avantage de nos Peuples, & à contribuer à la conservation de tous nos Etats, nommément de ceux de nos Pais-Bas, & considérant qu'il seroit bien difficile de parvenir à ces deux buts si importants sans le rétablissement du Commerce & de la Navigation, d'où dépend non seulement le bonheur de nos Sujets, mais aussi le bon ordre, & l'augmentation de nos Finances, de même que la défense de nos Pais-Bas, considérant aussi que ce Commerce ne peut pas être bien établi, & solidement soutenu par des Particuliers, qui le font depuis quelques années sous notre Pavillon, & sur nos Passeports; Nous avons jugé nécessaire d'établir & de former une Compagnie générale de Commerce dans nos Pais-Bas, afin que par l'Union de tous nos Sujets, & leur correspondance, ils puissent le faire avec plus d'ordre & de succès, & se soutenir avec plus de fermeté & de vigueur contre les dangers & difficultés, qui peuvent se rencontrer dans des voyages de si long cours: A ces Cau-

ses, de notre propre science, pleine puissance, & de l'Autorité Nous appartenante par le Droit de Souveraineté, par celui de la Nature & des Gens, & ayant égard aux très-humbles demandes & supplications de nos Sujets de nos Pais-Bas (où sur ce l'avis de notre Plenipotentiaire au Gouvernement d'iceux, de notre Lieutenant-Gouverneur & Capitaine Général de nosdits Pais, & qui sur le tout notre Conseil Suprême établi lez Notre Personne Royale pour les Affaires du même Pais, & en dernier lieu notre Conférence Ministériale) Nous avons tant pour Nous que pour nos Successeurs gracieusement octroyé, permis & concédé, octroyons, permettons & concédons, que ladite Compagnie générale s'établisse, & se forme, comme Nous l'établirons & formons par ces présentes irrévocables pendant le terme de cet Océroi, sous le nom & titre de Compagnie Impériale & Royale établie dans nos Pais-Bas Autrichiens sous la protection de S. Charles, & sous les Articles, Libertez, & Conditions suivantes: à sçavoir,

I. Que cette Compagnie aura la faculté de naviger & négocier aux Indes Orientales & Occidentales, & sur les Côtes d'Afrique tant en deça, qu'au-delà du Cap de Bonne Esperance, dans tous les Ports, Havres, Lieux, & Rivières, où les autres Nations trafiquent librement, en observant les maximes, & coutumes reçûtes & approuvées par le Droit des Gens, pour le terme de trente années à compter de l'enterinement de cet Océroi.

II. Nous défendons très-expressement à toutes autres personnes nos Sujets aux Pais-Bas, de faire directement ni indirectement ladite Navigation, ou Commerce, de quelque manière que ce puisse être pendant ledit terme de trente années, à peine de notre indignation, & de confiscation des Vaisseaux, Munitions, Armes, & Marchandises au profit de la Compagnie, déclarant tous ceux, qui seront convaincus d'avoir enfreint la défense portée par cet Article, incapables d'être employez en quelque qualité que ce puisse être, au service de ladite Compagnie, & de participer à son Commerce.

III. Nous revoquons & annulons tous les Passeports ou permissions données pour faire un ou plusieurs Voyages aux Indes, telles qu'elles puissent être; mais les Vaisseaux, qui font sortis de nos Ports, munis de nos Commissions avant la publication des présentes, y pourront retourner en toute sûreté, sans pouvoir être inquiétez ou recherchés de la part de la Compagnie.

IV. Nous défendons en outre à tous nosdits Sujets de s'intéresser à l'avenir audit Commerce dans des Navires, qui appartiennent à d'autres nos Sujets, ou à des Etrangers, ou d'asseurer tels Vaisseaux, ou les Marchandises de leur Cargaion en tout ou en partie, ou de mettre de l'Argent ou des Marchandises là-dessus, à la Bodemerie, ou grosse aventure, à peine de l'incapacité portée par l'Article précédent, & de confiscation au profit de la Compagnie de tout ce qu'ils auront ainsi hasardé, & en cas qu'il se trouve, que ce sera avec des Etrangers qu'ils auront traité, soit en s'intéressant dans leurs Vaisseaux ou en les assurant, la Compagnie sera en Droit de recouvrer à leur charge le montant des Sommes pour lesquelles ils se seront intéressés dans les Navires, ou engagé par la Police d'assurance. Bien entendu néanmoins, que Notre intention n'est pas d'empêcher par la défense portée par le présent Article, le trafic, que nos Sujets ont accoutumé de faire, & qu'ils jugeront convenir de faire dans la suite dans les Flottes & armemens étrangers, pour le débit de leurs Manufactures & Marchandises dans des Pais & Districts situés hors de l'Europe, où le Commerce de la Compagnie ne s'étend pas, au desir & suivant les Regles prescrites par Notre présente Concession pour la direction de la Compagnie & pour l'exercice de son Commerce.

V. Nous permettons à la Compagnie d'arborer Notre Pavillon Impérial & Royal sur ses Vaisseaux, & Nous lui accordons un Ecusson d'armoiries pour former un Sceau en la manière qu'il est peint & gravé ici après ce présent Article dont Elle devra se servir pour tous les Actes, Lettres Patentes, & Commissions, qui regarderont le gouvernement, direction & administration de ses affaires, & Elle fera fondre ses Canons à nos Armes, & au-dessous les flammes, lesquelles Elle pourra faire mettre aussi sur ses Navires, Portes de ses Magasins, & autres Edifices & Fortereses, qui lui appartiendront.

VI.

ANNO  
1722.

ANNO  
1722.

VI. Pourront s'intéresser dans cette Compagnie tous les Corps & Particuliers nos Sujets, de quelque País, condition ou qualité qu'ils puissent être, par voye de Souscription, achat d'Actions, & à tout autre titre, sans déroger à leur Noblesse, rang & Privilèges.

VII. Pourront les Tuteurs y intéresser les Mineurs, dont la tutelle leur est confiée, pour une Somme n'excédant pas la moitié de leur Argent, en tant qu'il sera réputé meuble, pourvu que les Tuteurs soient en fond pour y fournir en Argent comptant, sans qu'il leur sera permis de vendre ou de charger leurs Biens immeubles, ou Rentes constituées pour souscrire, ou acheter des Actions dans la Compagnie au profit desdits Mineurs, à moins qu'ils n'y aient obtenu à cet effet la permission des Juges, auxquels il appartiendra d'en decerner en connoissance de cause, suivant les Loix du País.

VIII. Pourront pareillement entrer en ladite Compagnie, soit par Souscription, achat d'Actions, & à tout autre titre, tous les Etrangers & Sujets de quelque qualité qu'ils puissent être & de quelque Prince ou Etat que ce soit. Bien entendu, que Nous accordons à tous nos Sujets par un effet de notre amour paternel le terme d'un Mois à compter du jour de l'ouverture des Livres, pendant lequel ils seront reçus seuls & par préférence à souscrire, voulant qu'après l'écoulement dudit terme soient admis auxdites Souscriptions tous autres, sans distinction de Sujets ou d'Etrangers.

IX. Tous ceux, qui auront obtenu de Nous ci-après Lettres de naturalité, & qui auront établi leur fixe domicile dans les Provinces de notre obéissance, de même que ceux, qui y auront choisi leur demeure avec leurs Familles avant la date de cet Oâroy, seront réputés nos Sujets, & seront en Droit de jouir de tous les avantages & Privilèges, que notre présente Concession accorde aux Naturels de nos Etats par rapport à cette Compagnie.

X. Nous déclarons aussi, que les Actions, qui appartiendront à des Etrangers, en ladite Compagnie, de quelle qualité ou País qu'ils puissent être, seront exemptes du Droit d'Aubaine, & ne seront pas sujettes à être saisies de notre part ni confisquées à notre profit pour quelque cause publique, ou considération d'Etat, quand même Nous serions en Guerre avec les Princes, ou Puissances, dont tels Etrangers seront les Sujets, les exemptant de plus en leurs personnes & Actions, avec ce qui en dépendra, de toute poursuite & arrêt à titre de représailles tant par Terre que par Mer, détenant à nos Fiscaux, Procureurs Généraux, & à tous autres nos Officiers & Sujets, à qui il pourra appartenir, de les molester ou inquiéter à cet égard, à peine d'être responsables en leurs propres & privés noms, envers les intéressés de tous dépens, dommages & intérêts.

XI. Nous renonçons au Droit d'hypothèque tacite sur les effets, que les Actionnaires nos Débiteurs auront dans la Compagnie, & au Droit de préférence, qui Nous pourroit compéter à titre de telle hypothèque, quand même cette préférence Nous seroit acquise

avant que nos Débiteurs se fussent intéressés dans la Compagnie.

XII. Nous déclarons, que les effets de la Compagnie, ni les Actions, que les intéressés y auront, ne pourront être arrêtés de la part de ceux, qui prétendront être leurs Créanciers, soit pour fonder la Jurisdiction d'aucun Tribunal à l'effet d'y pouvoir actionner des Etrangers, soit pour la séureté de la Dette, à moins qu'ils ne soient munis d'une Sentence rendue en Jugement contradictoire, contre eux ou contre ceux de qui ils auront dérivé leur Droit à titre de Succession, ou que le Juge, à qui il appartiendra de connoître de la matière, n'accorde la permission d'arrêter lesdites Actions ou Effets, ce que Nous lui défendons de faire, à moins qu'il ne trouve des raisons fort importantes pour l'accorder.

XIII. La Compagnie aura Droit de préférence dans l'ordre des Créanciers sur tous les autres, nuls exceptés, sur les Actions & Effets, que les intéressés auront dans la Société, pour le recouvrement des prétentions, dont les Actionnaires lui seront rédevables, laquelle préférence néanmoins n'aura lieu, que lorsqu'il s'agira des Dettes, qui auront été contractées par les Actionnaires, après qu'ils se seront intéressés dans le fond de la Compagnie, & n'empêchera pas, qu'ils ne puissent disposer valablement de leurs Actions, à la réserve de ce qui est dit dans l'Article 32.

XIV. De plus seront exemts de toute saisie, sequestre & arrêt les gages des Officiers Subalternes, & autres employez dans la Compagnie, soit par Mer ou par Terre en quelque qualité que ce soit, dont les appointemens fixés ne montent pas à un Ecu par jour, à moins que ce ne soit pour des Dettes contractées après qu'ils se seront engagés au service de la Compagnie, à sçavoir pour dépenses de bouches, habillemens ou loyer de Maison, quartier, ou chambre.

XV. Que les Directeurs de la Compagnie ne pourront être arrêtés en leurs personnes ou Biens, afin de rendre compte de leur administration dans la Compagnie, ni à titre du Payement des gages de ceux qui seront employez au service de la Compagnie par Mer ou par Terre, en quelque qualité ou fonction que ce puisse être, bien entendu qu'il sera permis à ceux, qui croiront avoir des prétentions contre eux à cet égard, de les poursuivre en Justice par devant leur Juge competent.

XVI. Les Directeurs & autres Supôts & Employez de la Compagnie allant en voyage pour les affaires de la Société, ne pourront être appréhendez de corps, ou arrêtés pour quelque cause civile que ce puisse être, soit en allant, en retournant, ou dans les endroits où ils vaqueront à l'exécution de leurs commissions, déclarant tout ce qui sera entrepris contre le Privilège & Sauveconduit accordé par cet Article, attentatoire & de nulle valeur, sans qu'il soit nécessaire d'obtenir Aste déclaratoire ou Sentence d'aucun Juge à cet effet, & seront les Contrevenants responsables envers la Compagnie & envers les Directeurs, Supôts & Employez respectivement, de tous dépens, dommages & intérêts.

XVII. Nous permettons aux Directeurs de la Compagnie de faire arrêter par les Prévôts, ou autres Officiers de la Compagnie, les Soldats & Matelots qui se seront engagés à son service, & qui avant l'expiration du terme de leur engagement auront déserté ou se seront écartés sans la permission de leurs Capitaines, dans quelque lieu qu'on les trouve, à condition néanmoins que lesdits Prévôts ou autres Officiers de la Compagnie seront tenus avant que d'arrêter lesdits Soldats ou Matelots, ou du moins avant que de les amener hors du District dans l'étendue duquel l'arrêt aura été fait, d'en avertir l'Officier principal du Lieu, ou son Substitut en son absence, ou le Bourgeois au défaut de l'un ou de l'autre, à qui Nous ordonnons de le permettre sans remise, & sans que pour cette permission ils puissent prétendre ni exiger aucune récompense même à titre du port de vin.

XVIII. Il ne sera pas permis à la Compagnie d'employer pour le Voyage des Indes d'autres Vaisseaux que ceux qui lui appartiendront en propre, & dont les Gens de l'Equipage, tant Officiers, que Soldats que Matelots seront à ses ordres, gages, & Serment.

XIX. Nous réglons le fond de cette Compagnie à six millions de Florins Argent de change, lequel sera partagé en six mille Actions, chaque Action étant fixée à mille Florins de la même Monnoye, & ladite Compagnie ne les pourra reconnoître ni acheter pour

ANNO  
1722.



ANNO  
1722.

Pour son compte que pour ledit prix de mille Florins.

XX. Les Actions ne pourront être vendues ni cédées qu'après que les Livres de souscription seront clos, & tous ceux qui seront intéressés réellement dans la Compagnie, soit par voye de souscription ou autrement, seront réputés vrais Possesseurs & Propriétaires de leurs Actions, jusqu'à ce qu'il constera par leurs Signatures, au Livre de transport, ou par celles de ceux qu'ils y auront commis par leurs Actes de Procuration passés par devant Notaires & Témoins, & dûment legalisés, qu'ils les auront vendues, ou cédées à d'autres en ajoutant les dates de tels transports, sans que le Contract, qu'ils auront fait avec d'autres pour les aliéner, ni la délivrance réelle & effective de leurs titres, pourront suffire pour transmettre aux acheteurs, Cessionnaires ou autres Aqueurs aucun Droit de possession ou de propriété, jusques à l'accomplissement de ladite formalité de la Signature aux Livres de transport, moyennant quoi tels Aqueurs deviendront Possesseurs & Propriétaires des Actions par eux ainsi acquises à titre d'achat, de Cession, ou autre titre valable, & en pourront disposer comme bon leur semblera.

XXI. Les souscriptions pour le fond de cette Compagnie se feront dans notre Ville d'Anvers entre les mains des Directeurs, qui seront tous obligés de s'y trouver à cette fin, ou d'en commettre au moins quatre d'entr'eux pour les recevoir.

XXII. Pour prévenir toute confusion & incertitude dans les souscriptions, les Souscrivans seront tenus d'exprimer dans leurs Billets en Lettres lisibles, & sans user d'abbreviations, ou de chiffres, le nombre des Actions qu'ils voudront acquérir, leurs noms, surnoms, les Lieux de leur demeure & la date.

XXIII. Ceux qui voudront avoir part dans le fond de la Compagnie par voye de souscription, seront obligés de payer au tems des souscriptions le quart de chaque Action, & le second quart trois Mois après la clôture des Livres de souscriptions, & les deux quarts restans de fix en fix Mois, & les Directeurs délivreront après le dernier Payement fait, & non auparavant, aux Actionnaires leurs Billets.

XXIV. Ceux, qui auront négligé les Payemens dans chacun des termes ci-dessus prescrits, perdront au profit de la Compagnie ce qu'ils auront déjà payé.

XXV. D'abord que les Livres de souscriptions seront clos, les Directeurs avertiront le Public par des Affiches, que vingt jours après la publication, il y aura une Assemblée générale des principaux Intéressés dans la Ville d'Anvers, pour délibérer & refondre tout ce qui regardera la direction, le bien & l'avantage de ladite Compagnie.

XXVI. Nul n'aura voix dans cette Assemblée générale ni dans les suivantes, à moins qu'il n'ait douze Actions, & ceux qui auront cinquante Actions ou plus jusques à cent exclusivement dans le fond de la Compagnie, auront chacun deux suffrages, & ceux qui auront mis ou acquis cent mille Florins ou plus, auront chacun trois voix, mais nul Intéressé n'y aura plus de trois suffrages, & seront tous obligés d'affirmer par Serment, que les Sommes, qui seront sur leurs noms, leur appartiennent en propre.

XXVII. Nul Etranger, qui ne soit pas de nos Sujets, n'aura voix dans les Assemblées générales, nonobstant qu'il auroit le nombre competent des Actions.

XXVIII. S'il arrive, que quelques Corps des Etats, Villes, ou autres de nos Pais s'intéressent dans le fond de la Compagnie pour douze mille Florins ou plus, ils y pourront envoyer un seul Deputé de condition laïque dûciment muni de leur Pleinpouvoir, pour donner son suffrage au nom de son Corps, & affirmer par Serment, que les Sommes souscrites par les Corps respectifs, qu'ils représentent, sont pour leur propre compte, sans qu'aucun particulier, soit membre desdits Corps ou autre y ait part.

XXIX. Les Directeurs commettront un d'entr'eux pour recevoir les Sermens, qui devront être prêtés par les principaux Intéressés en conséquence de l'Article 26; & lesdits Intéressés seront obligés de jurer, qu'ils veilleront à la conservation des intérêts de tous les Actionnaires, avec le même soin & avec la même fidélité qu'ils apporteront à celle de leurs propres affaires

dans la Compagnie, & seront lesdits Directeurs obligés d'en tenir registre.

XXX. Nous déclarons la Compagnie libre & indépendante de Nous, & du Gouvernement de nos Pais Bas en tout ce qui pourra regarder son Oeconomie, la direction de son Commerce, & l'administration des affaires tant par Terre que par Mer, à la réserve de ce qui concernera la ponctuelle execution des ordres portés par nos présentes Lettres Patentes d'Ocroy, dont Nous nous réservons l'interprétation en cas de doute, & de la simple connaissance, qu'il convient que Nous ayons du succès de ses entreprises, afin que Nous la puissions soutenir & protéger plus efficacement.

XXXI. Nous nommerons pour cette seule fois sept Directeurs de la Compagnie; accordant néanmoins à l'Assemblée générale la faculté d'augmenter ledit nombre, & d'en nommer jusques à neuf, ou à onze en tout, si Elle le trouve ainsi convenir au bien & à l'avantage de la Compagnie.

XXXII. Lesdits Directeurs & leurs Successeurs seront obligés d'avoir leur domicile fixe & permanent dans nos Pais-Bas pendant le terme de leur direction, & chacun d'eux devra avoir pour le moins trente Actions dans le fond de la Compagnie, lesquelles trente Actions chacun d'eux sera obligé de tenir sous son nom, & pour son propre compte, libres de toutes charges pour servir de caution à la Compagnie, ce qui aura aussi lieu à l'égard du Directeur, que Nous nommerons dans la suite en conformité de l'Article suivant, & du Caissier dont le choix appartiendra toujours à l'Assemblée générale des principaux Intéressés.

XXXIII. Nous nous réservons pour toujours le choix & la nomination d'un des Directeurs, lequel Nous choisirons des trois, que dans la suite l'Assemblée générale aura à Nous présenter, & Nous accordons à ladite Assemblée générale la faculté de choisir les autres à la pluralité des voix.

XXXIV. Ceux qui ne sont, ou qui n'ont été de la profession des Negocians ou Banquiers, ne pourront être élus Directeurs ou Caissiers de la Compagnie, & Nous voulons, que la même inhabilité s'étende à ceux, qui étant Negocians ou Banquiers de profession, seront pourvus de quelque Place dans la Magistrature ou autrement employés à notre service, ou dans celui des Etats de nos Provinces, pendant le tems qu'ils y demeureront revêtus de telles Charges.

XXXV. Les Ascendans & Descendans en ligne directe, deux Freres, Oncle & Neveu, en degré de parenté ou d'Alliance, ne pourront être ensemble Directeurs de la Compagnie, non plus que ceux qui sont Cousins germains en degré de consanguinité, bien entendu néanmoins que l'afinité, qui pourra survenir auxdits degrés respectifs entre deux Directeurs pendant le tems de leur administration, n'empêchera pas, qu'ils ne puissent continuer ensemble dans la direction, jusqu'à ce que l'un ou l'autre en soit sorti par le sort ou autrement.

XXXVI. S'il arrive par malheur, que quelqu'un des Directeurs fasse faillite, il sera par là déchu de sa place de Directeur, laquelle sera vacante de plein Droit d'abord que la faillite sera tenue pour publique, suivant la coutume qui s'observe en pareille matiere en notre Ville d'Anvers, laquelle servira de Loi pour décider de la notoriété de la faillite.

XXXVII. Les sept Directeurs, que nous avons nommez, prêteront entre les mains de notre Ministre Plenipotentiaire, ou entre les mains de celui ou ceux qu'il commettra à cette fin, le Serment marqué par l'Article suivant, & jureront en outre, qu'à l'égard des Souscriptions ils se comporteront bien & fidèlement, & qu'ils se conformeront aux instructions, qui leur seront données par l'Assemblée générale pour le plus grand avantage du Commerce.

XXXVIII. Les Directeurs, qui seront nommez dans la suite par l'Assemblée générale, prêteront le Serment entre les mains de celui ou ceux, qu'Elle commettra pour le recevoir, & jureront d'exécuter bien & fidèlement tous les points & ordres portés par cet Ocroy, autant qu'ils les pourroient regarder, de même que les Statuts & Reglemens, qui seront faits dans les Assemblées des principaux Intéressés, & sera tenue note de la prestation desdits Sermens dans les Registres destinés à cette fin.

XXXIX. Nous accordons à ladite Assemblée générale des principaux Intéressés l'autorité de faire tels

Regle-

ANNO  
1722.

**ANNO 1722.** Reglemens, & Ordonnances, qu'Elle jugera convenir pour la bonne direction de la Navigation & du Commerce de la Compagnie tant aux Pais-Bas, qu'aux Indes, & pour la conduite de tous ceux, qui seront aux gages & au service de la Compagnie par Terre & par Mer, lesquels Reglemens & Ordonnances ne pourront être changez ni revokez que par la resolution d'une pareille Assemblée générale des principaux Intereffez, lui permettant d'infliger des peines pecuniaires à la charge des Contrevenans applicables au profit de la Compagnie, lesquelles seront recouvrées à la diligence des Directeurs.

**XL.** L'Assemblée générale arrêtera entr'autres choses l'ordre, qui devra être observé par ceux qui seront commis à tenir les Livres de caisse, de transport, & autres de la Compagnie, & désignera le tems de la reddition des comptes, choisira les Auditeurs, dont le nombre ne pourra excéder celui de cinq, & reglera le tems de la durée de leurs Commissions, & établira les appointemens des Directeurs, qui ne pourront cependant aller au delà de quatre mille Florins Argent de change par an pour chaque Directeur; ils fixeront aussi les gages du Caissier général, & de tous les Supôts & Officiers de la Société, sauf qu'à l'égard des sept Directeurs par nous nommez, ils jouiront chacun d'un appointement de quatre mille Florins par an pendant le tems de la durée de leur Commission, & ils pourront pour cette seule fois choisir le Caissier général, & les autres Supôts & Officiers de la Compagnie, dont ils auront besoin, & regier aussi pour cette seule fois leurs gages & salaires.

**XLI.** Les Directeurs devront se contenter des gages, que ladite Assemblée générale leur aura attribué, sans pouvoir prétendre rien de plus à titre de vacation aux Assemblées ordinaires ou extraordinaires, ni à quelque autre prétexte que ce soit, bien entendu néanmoins que pour les vacations, que le besoin du service de la Compagnie exigera qu'ils fassent hors du lieu de leur demeure, ils seront en Droit de tirer ce que l'Assemblée générale trouvera à propos de fixer, ce qui ne pourra pas excéder six Florins par jour argent de change par dessus les frais de voiture.

**XLII.** L'Assemblée générale des principaux Intereffez choisira le lieu, où le Bureau de la Caisse générale de la Compagnie sera tenu.

**XLIII.** Il ne sera permis à personne de se retirer de la Compagnie, qu'en vendant ou cedant les Actions, qu'il y aura, lesquelles demeureront dans le fond de la Compagnie, & seront réputées meubles pour les Intereffez, leurs Heritiers, &c. ayant cause, & seront toujours exemptes avec tout ce qui en dependra, de toutes taxes & charges publiques, soit réelles, personnelles, ou mixtes, ordinaires, ou extraordinaires, nulles exceptées.

**XLIV.** L'Assemblée générale des principaux Intereffez determinera l'endroit, où le Bureau général pour compter avec la Compagnie pour les achats & ventes des Marchandises sera tenu; mais les ventes des Marchandises de retour se feront toujours publiquement à Bruges ou à Ostende au choix des Directeurs, auxquels il apartiendra de regier le tems & les conditions des ventes, comme ils le jugeront convenir à l'utilité de la Compagnie, & en quelque Ville que lesdites ventes se fassent, il sera permis aux Acheurs, tant nos Sujets qu'Etrangers, de faire les achats par eux-mêmes, ou par leurs Commis, sans être tenus d'y employer d'autres Commissionnaires, ou Courtiers, nonobstant quelques Privilèges, qui puissent avoir été accordés au contraire par les Princes nos Predecesseurs, auxquels Nous dérogeons par les présentes en faveur de la liberté du Commerce de la Compagnie.

**XLV.** Et il ne sera accordé aucune moratoire ou prolongation de terme, ou autre dépêche quelconque à ceux, qui auront acheté des effets de la Compagnie, ou qui pourront autrement avoir contracté avec elle pour quelque chose que ce puisse être, pour suspendre le paiement, afin que la Compagnie puisse y contraindre les Debiteurs par les voyes, & dans les formes, qu'ils se feront obligés à ladite Compagnie, & Nous défendons à tous nos Conseils & Tribunaux, d'accorder aucune semblable moratoire ou prolongation, qui suspende ou retarde le paiement; & afin que cette défense ne rencontre aucune difficulté en son exécution, Nous défendons de même à tous Juges de deférer à telles Lettres moratoires ou prolongation de terme; à peine d'être responsables envers la Compagnie en leurs propres & privez noms de tous dépens, dommages &

intéréts, & le Gouvernement tiendra la main à la ponctuelle exécution de cet Article.

**XLVI.** Les Directeurs auront le Droit d'instituer & de destituer à volonté, à la pluralité des voix, les Teneurs des Livres, Secretaires, Agents, Commis, Capitaines, Officiers, Subalternes, & tous autres d'un rang inférieur, qui seront employez au service de la Compagnie, en quelque qualité ou fonction que ce puisse être, & afin que les Directeurs n'établissent que des Gens de bien, & qui aient les qualitez requises pour bien exercer ces fonctions, Nous leur ordonnons de remplir *gratis* tous les Postes, dont la collation leur apartiendra, sans demander ou recevoir aucune reconnaissance en argent ou autrement de ceux qui en seront pourvus, soit avant ou après qu'ils les auront établis, à peine d'être dechus de leur place de Directeur, & du Quadruple au-dessus de ce qu'ils auront reçu.

**XLVII.** Ils auront aussi le pouvoir d'ordonner l'équipement & chargement des Vaiffeaux, qu'ils pourront acheter, & faire construire, où ils le trouveront à propos, de même que les Marchandises & Denrées nécessaires pour l'assortiment des Cargaisons, & pourvoient généralement à tout ce qu'ils jugeront nécessaire & convenable pour l'avantage de la Compagnie, & pour l'accroissement de son Commerce; bien entendu, qu'ils auront un soin particulier d'avantager autant que possible les fabriques, & les Manufactures internes de nos Pais-Bas.

**XLVIII.** Il ne sera pas permis aux Directeurs de refoudre sur des affaires d'importance, à moins qu'ils ne soient cinq, lorsque leur nombre sera de sept ou de neuf, & s'il y a onze Directeurs, leur Assemblée, pour refoudre, devra être composée pour le moins de sept d'entre eux.

**XLIX.** Les principaux Intereffez dans leur Assemblée ordinaire nommeront les Personnes, qui devront remplir les Places vuides des Directeurs, qui par maladie ou absence nécessaire ne se pourroient pas trouver aux délibérations, & auront ceux, qui interviendront dans les Assemblées desdits Directeurs en vertu de ladite nomination, voix délibérative, comme les mêmes Directeurs, & si, nonobstant toutes les précautions de l'Assemblée générale pour prevenir & suppléer au cas d'absence des Directeurs, il arrivoit, que ceux qui seroient désignez pour remplir les Places vuides, viussent à manquer, en ce cas les Directeurs présents seront tenus d'appeler autant d'Auditeurs des comptes de la Compagnie, qu'il manquera des Membres pour rendre le nombre de l'Assemblée de Directeurs suffisant à pouvoir délibérer sur les affaires pressantes dont il s'agira pour lors.

**L.** Les Assemblées de la direction générale se tiendront les premières trois années dans la Ville d'Anvers, & les autres trois années à Bruges ou à Gand, selon qu'il sera réglé par ladite Assemblée générale, & continueront ainsi tour à tour, jusques à l'expiration de cet Octroy.

**LI.** Les Directeurs tiendront leur première Assemblée immédiatement après qu'ils auront prêté Serment, & formeront le Plan pour l'économie & direction de la Compagnie, lequel ils présenteront à la première Assemblée générale, pour y être examiné, changé, ou agréé, comme il sera trouvé convenir.

**LII.** Après la Clôture des comptes d'une année, les principaux Intereffez s'assembleront sans délai, pour délibérer avec les Directeurs sur le dividend, qu'il conviendra de faire aux Intereffez, où l'on mènera aussi quelqu'un des nommez par l'Assemblée générale, avant le cas du 48. & 49. Article de notre présente Concession; bien entendu néanmoins que les principaux Intereffez n'auront que voix consultative dans la resolution à prendre par les Directeurs sur le montant dudit dividend, dans le reglement duquel on observera l'ordre suivant.

**LIII.** Les Directeurs auront soin de ne faire aucun dividend aux Actionnaires, à moins que les Dettes de la Compagnie ne soient acquittées, & afin qu'ils se conduisent sagement dans leur direction à cet égard, ils dresseront avec soin l'état du gain d'une année, qu'il y aura en caisse, tous frais faits, & en distribueront pour le moins la moitié aux Intereffez, proportionnellement à leurs Actions, & ils en useront de la même manière d'année en année.

**LIV.** De plus les Directeurs seront tenus de rendre un compte general de leur administration de cinq en cinq ans, & à l'intervention de l'Assemblée generale des

**ANNO 1722.**



ANNO  
1722.

des principaux Intéressés, qui auront voix consultative, comme à l'Article 52. ils feront au bout desdits termes respectifs de cinq années un dividend extraordinaire aux Intéressés à proportion de l'état de la caisse; Nous enchargeons néanmoins bien expressément les Directeurs de conserver toujours dans la caisse une Somme suffisante pour le besoin & l'avantage de la Compagnie.

L.V. La Commission de ceux que l'Assemblée générale aura député à l'audition des comptes de la Compagnie, ne pourra durer que l'espace de trois années, & il sera au pouvoir des principaux Intéressés de les revoquer avant l'expiration de ce tems-là, s'ils le jugent à propos, & de substituer d'autres à leurs Places, ce qu'ils feront aussi, lorsque quelques-uns desdits Députés ne pourront vaquer à l'exercice des fonctions de leur Commission, soit pour cause de maladie, absence nécessaire, ou autre.

L.VI. Les principaux Intéressés ne pourront commettre, ni laisser à l'audition des comptes ceux qui seront Parens ou Alliez entre eux dans l'étendue des degrés exclusifs expliqués & limités par l'Article 35. de cet Oïroy, ni celui qui appartiendra à aucun des Directeurs dans le même degré de Parenté ou d'Alliance.

L.VII. Ceux qui seront commis à l'audition des comptes de la part des principaux Intéressés, ensuite du Serment par eux prêté conformément au Formulaire à faire par l'Assemblée générale, procéderont à l'audition des comptes avec toute l'exactitude & célérité possible.

L.VIII. Les parties douteuses, qui ne pourront être ajustées dans l'audition desdits comptes, seront portées à l'Assemblée générale des principaux Intéressés, ou de ceux qu'elle commettra à cette fin.

L.IX. L'on avertira tous les Intéressés par des Gazettes & par des Affiches publiques du jour & du lieu de la reddition des comptes, & il sera permis à chacun d'eux de s'y trouver à ses propres frais; mais ceux qui viendront, n'y auront aucun suffrage soit délibératif ou consultatif, & s'ils ont quelque chose à dire ou à représenter, ils le feront par écrit & non autrement.

L.X. Les Directeurs donneront auxdits Commis à l'audition des comptes, en étant requis, inspection de tous les Livres, Documents, Lettres, & autres Papiers, qui regarderont directement, ou indirectement l'équipement & le chargement des Vaisseaux, & les Cargaisons de retour, sans en excepter les Lettres qu'ils recevront des Indes, ni celles qu'ils recevront des Commissionnaires qu'ils employeront aux Pays-Bas ou ailleurs, & il leur sera permis de visiter les Magasins de la Compagnie, toutes les fois qu'ils le trouveront convenir pour le bien de la Compagnie, selon l'instruction que l'Assemblée générale leur donnera à cette fin, & ils seront tenus de prêter leur Serment, & de garder le secret de la même manière que les Directeurs le sont obligés de le garder.

L.XI. L'Assemblée générale des principaux Intéressés reglera ce que ceux, qui seront commis à l'audition des comptes, auront à tirer à titre de vacation, & si au dessus des vacations ladite Assemblée générale juge convenir de leur assigner quelque gage, Elle pourra le régler, ce qui n'excèdera pourtant pas mille & deux cent Florins par an pour chacun d'eux.

L.XII. La Compagnie Nous proposera trois Personnes pour en choisir une que Nous trouverons convenir pour assister de notre part & à nos frais, à l'audition des comptes de la Compagnie, qui sera chargée d'y veiller à tout ce qui regardera l'exécution de cet Oïroy, & d'empêcher qu'il ne se fasse rien en contravention aux ordres y portés, & aux points y réglés, & les comptes étant clos, on en délivrera une Copie audit Député, qui la mettra en main de notre Lieutenant Gouverneur Général ou de notre Ministre Plénipotentiaire, lequel la fera déposer dans l'endroit, où l'on garde les Papiers secrets du département des Finances en notre Conseil d'Etat aux Pays-Bas.

L.XIII. Les comptes de la Compagnie seront dressés & rendus en forme due, suivant le stile, & l'usage reçu parmi les Négocians, & autres de profession mercantile.

L.XIV. Les Commandants des Vaisseaux de la Compagnie seront tenus à leur retour, de faire aux Directeurs de la Compagnie un rapport détaillé par écrit du succès de leur voyage & de la véritable situa-

tion des affaires de la Compagnie aux Indes, & lesdits Directeurs, après en avoir tiré un double, l'envoyeront en original à notre Lieutenant Gouverneur Général, ou en son absence, à notre Ministre Plénipotentiaire.

L.XV. Il ne sera permis aux Directeurs de lever ou prêter de l'Argent à intérêt sans le consentement & approbation de l'Assemblée générale des principaux Intéressés, que dans des cas, qui ne souffrent aucun délai, sur quoi l'on prendra la résolution à la pluralité des voix, & à l'intervention des Députés commis à l'audition des comptes, qui auront voix délibérative.

L.XVI. Nous défendons aux Directeurs, & à ceux qui seront intéressés dans le fond de la Compagnie, ou employez à son service, en quelque qualité ou poste que ce puisse être, de négocier aux Indes pour leur compte particulier, ou pour celui d'aucun autre directement ou indirectement, à peine de confiscation au profit de la Compagnie, de tout ce qui aura ainsi été négocié, & d'une amende du quadruple pour chaque contravention à la charge de chaque contrevenant, & si c'est un des Directeurs, à peine en outre d'être privé de la direction, de laquelle, en cas de telle contravention, Nous le privons par ces présentes dès-à-présent & pour lors.

L.XVII. Nous défendons de plus aux Directeurs, & aux Commis à l'audition des comptes pendant le tems de leur commission, de vendre par eux mêmes, ou par d'autres pour eux aucune Marchandise, Manufacture, ou Denrée pour l'équipement ou chargement des Vaisseaux de la Compagnie à peine de nullité & de la confiscation au profit de la Compagnie de toutes les Marchandises, Manufactures, & Denrées, qui auront ainsi été vendues, & d'une amende du quadruple de leur valeur.

L.XVIII. Il sera permis aux Directeurs, & audits Députés Commis à l'audition des comptes, d'acheter des Marchandises & Denrées de retour de la Compagnie dans les ventes publiques qu'on en fera, mais pas autrement, à peine de nullité, de confiscation, & amende, comme par l'Article précédent: Et afin que la défense portée par cet Article, & par le précédent soit d'autant mieux exécutée, & que les contraventions soient découvertes avec plus de facilité, il y aura un tiers desdites confiscations & amendes au profit du Dénouciateur, pourvu qu'il fournisse une preuve suffisante de l'infraction dans le tems de cinq années, à compter du jour que la contravention aura été commise, auquel terme Nous limitons la faculté de poursuivre ou de molester lesdits Directeurs & Députés pour ces sortes d'excess.

L.XIX. Les Directeurs ne pourront servir plus de six années consécutives, ordonnant que de deux en deux ans il en sorte un nombre proportionné, lequel sera immédiatement remplacé par l'Assemblée générale des principaux Intéressés.

L.XX. Bien entendu néanmoins, que la règle prescrite par l'Article précédent n'aura pas lieu à l'égard des Directeurs de la première nomination, lesquels continueront leur service, jusqu'à ce que le premier compte général prescrit par l'Article 54. soit rendu, & que le dividend en soit réglé; après quoi ils reconnoîtront en tirant au sort, à qui il écherra de sortir de la direction: il en sera de même deux ans après; & au bout de deux autres années le reste desdits Directeurs de la première nomination sortira pour être remplacé par ladite Assemblée générale.

L.XXI. Après que le dernier des sept Directeurs, que Nous avons nommé, sera sorti de sa direction, l'Assemblée générale Nous proposera trois Sujets ayant les qualités requises, dont Nous choisirons celui que Nous trouverons à propos, lequel prêterá entre les mains de notre Lieutenant Gouverneur & Capitaine Général, ou de notre Ministre Plénipotentiaire, le même Serment, que lui aussi bien que les autres Directeurs devront prêter à l'Assemblée générale.

L.XXII. Ledit Directeur ainsi choisi par Nous sur la nomination préalable de l'Assemblée générale sortira également de la Direction après six années, & sera toujours remplacé, comme dit est par l'Article précédent, tant au cas de dévouement de son terme, que lorsque sa place viendra à vaquer par mort, ou de quelque autre manière que ce puisse être.

L.XXIII. Lors qu'il vaquera des Places de ceux des Directeurs, dont l'élection appartiendra aux principaux Intéressés, soit par mort, ou en telle manière que ce puisse être, l'Assemblée générale les remplira à la plu-

ANNO  
1722.

ANNO  
1722.

pluralité des voix, soit qu'ils n'ayent jamais été Directeurs, ou qu'ils l'ayent été auparavant, pourvu qu'ils aient été deux ans hors de la direction.

LXXXIV. S'il se présente des difficultés d'importance dans l'Assemblée générale des principaux Intérêts, ou dans celle des Directeurs hors de l'Assemblée générale, & pour des affaires qui ne se pourront pas différer, sur lesquels on il sera impossible de s'accorder, ou pour être trop embarrassantes, ils ne souhaiteront pas de les résoudre, ils pourront s'en rapporter à notre Lieutenant Gouverneur & Capitaine Général ou à notre Ministre Plénipotentiaire, qui en décidera comme de raison.

LXXXV. S'il survient quelque dispute ou différent pour des affaires civiles ou pécuniaires entre quelqu'un des Directeurs, ou autres Intérêtés dans la Compagnie, ou employé à son service, les autres Directeurs tâcheront de les accommoder à l'amiable, & si ne sera permis de s'adresser en Justice contre la Partie adverse, jusqu'à ce que les devoirs ici prescrits aient été tenus avec tout le soin possible.

LXXXVI. Mais si lesdites disputes & différends ne pourroient pas être ajustés à l'amiable, & qu'ils n'excederoient pas en principal la Somme de trois cent Florins argent de change une fois, Nous autorisons les autres Directeurs indifférents, qui seront au nombre de trois ou plus, à en décider sommairement, & de leur Sentence n'écherra ni appel ni révision; & lesdits Directeurs pourront néanmoins dans des cas embarrassants & difficiles assumer au frais de la Partie, qui sera condamnée, un ou deux Jurisconsultes pour en prendre leur avis.

LXXXVII. Et quant aux autres causes civiles & pécuniaires, qui excederont ladite Somme, Nous commettons cinq Juges & un Secrétaire pour les décider aussi en dernier ressort & sans révision, le plus sommairement que faire se pourra, défendant à tous autres Conscils, Magistrats & Officiers de Justice, d'en prendre connaissance, à peine de nullité & cassation des procédures.

LXXXVIII. Toutes les causes criminelles, dans lesquelles la Compagnie, les Directeurs, & autres Employés de la Société sans distinction, de même que les Actionnaires, seront Parties, Demandeurs ou Défendeurs, seront jugées par les Juges ordinaires des Lieux, où les crimes auront été perpétrés, suivant nos Placards & les Loix du País: Et ne pourra la cause criminelle attirer la civile, ni la civile la criminelle pour quelque cause ou prétexte que ce puisse être.

LXXXIX. La connaissance des prises, qui se feront par les Vaisseaux de la Compagnie, appartiendra par provision aux Juges de notre Amirauté, jusqu'à ce que Nous en ayons autrement disposé.

LXXX. Les Capitaines & Commandants des Vaisseaux de la Compagnie auront la même autorité, que les Commandants & Capitaines de nos Vaisseaux pour la discipline de l'Equipage & des Soldats, afin d'éviter les séditions, & soulèvements, qui peuvent facilement arriver dans les voyages de long cours.

LXXXI. Les prises, qui se feront par les Vaisseaux de la Compagnie, lui appartiendront entièrement, en cas qu'elles soient jugées valables; mais les Marchandises & Denrées, faisant partie des prises, seront sujettes au paiement des Droits, comme celles qui viendront des Indes.

LXXXII. Il sera permis à la Compagnie d'embarquer de l'Artillerie, & autres Attirails de Guerre, dont Elle aura besoin pour sa Navigation & la sûreté de son Commerce, comme aussi toutes sortes de Marchandises, quoiqu'elles soient de Contrebande, & de plus l'Or & l'Argent monnoyé ou non monnoyé, qui lui sera nécessaire, & qu'Elle pourra amasser dans nos Etats, ou faire venir d'ailleurs, excepté les especes courantes du País, tant celles fabriquées à nos coins & Armes, que celles évaluées par nos Edits.

LXXXIII. Les Directeurs pourront mettre dans les Ports, Châteaux & Places, qu'ils auront acquis aux Indes, toutes sortes d'Armes, Canons, Munitions de Guerre & de bouche, faire fondre des Canons & autres Armes en tels Lieux, & en tel nombre, qu'ils auront besoin; sur lesquelles nos Armes seront empreintes, & au-dessous celles de la Compagnie, & de faire généralement tout ce qu'ils trouveront nécessaire pour la conservation desdites Places.

LXXXIV. Ils pourront aussi armer & équiper tel nombre de Vaisseaux, qu'ils trouveront convenir pour

ANNO  
1722.

le service de la Compagnie, soit de Guerre ou de Commerce, & d'y arborer notre Pavillon Imperial & Royal; Elle pourra faire construire & bâtir lesdits Vaisseaux, dans nos Ports des Pais-Bas, d'Italie & ailleurs, où Elle le trouvera le plus convenable, hormis ceux d'Istrie, & de Dalmatie, dans lesquels la construction des Vaisseaux est accordée privativement à notre Compagnie Orientale, établie dans notre Ville de Vienne, avec laquelle celle d'Ostende pourra aussi convenir pour prendre au moins deux ou trois Vaisseaux par an, & encourager d'autant plus ladite construction des Vaisseaux si nécessaire à l'introduction du Commerce & de la Navigation dans nos autres Pais Héreditaires.

LXXXV. Nous déclarons exemts de tout Droit d'entrée, Tonlieu, Amirauté, Convoi & autres, les Bois, Planches, Poitres, Mats, Poix, Goudrons, Toiles à voiles, Cables, Cordages, Fer, Cloux, Ancres, & autres matières nécessaires à la construction des Navires, & à les garnir d'appareils, qu'Elle fera entrer pour être employés effectivement à la construction & radoubement des Bâtimens, qu'Elle fera construire & radoubier respectivement dans nos Pais-Bas; à quoi il sera libre aux Directeurs d'employer tels Charpentiers & autres Ouvriers qu'ils trouveront convenir: non obstant usage quelconque, ou Privilège au contraire, auxquels Nous dérogeons bien expressement par notre présent Oâroy, & ne sera pareillement exigé aucun Droit d'Entrée ou de Sortie, Tonlieu, Convoi, & autres pour les Munitions & Vivres nécessaires, tant pour la défense desdits Vaisseaux & Navires que pour la nourriture & avitailement de l'Equipage, & que Nous limitons néanmoins aux Munitions & Vivres, dont la Compagnie ne pourra se pourvoir commodément dans nos Pais-Bas.

LXXXVI. Défendons aux Administrateurs, Officiers & Commis des Etats de nos Provinces, à ceux des Magistrats de nos Villes, & autres à qui'il appartient, d'arrêter & retarder les Marchandises & Denrées, que la Compagnie fera voiturer des Vaisseaux à ses Magasins, & de ceux d'une Ville à l'autre, ni d'en exiger aucun Droit, leur laissant cependant la liberté de se faire payer ceux y afférents, en cas que les Marchandises y étant vendues resteroient dans leur ressort, & ils pourront prendre à cet effet pour leur sûreté les précautions nécessaires.

LXXXVII. Interdisons de même à tous nos Officiers, aux Administrateurs de nos Droits d'Entrée & de Sortie, à leurs Commis & Préposés, de les lever sur un autre pied que celui, que Nous avons réglé par cet Oâroy, ni d'inquiéter ou molester ceux qui seront employés de la part de la Compagnie.

LXXXVIII. Il ne sera levé aucun Droit de Sortie, Convoi, ou Tonlieu sur les Marchandises & Denrées, qui seront embarquées dans les Vaisseaux de la Compagnie, pour passer aux Indes, ni aucun Droit d'Induit, ou de reconnaissance à notre profit, sur celles de retour.

LXXXIX. Lesdites Marchandises de retour seront sujettes au paiement des Droits à raison de six pour cent du prix des ventes publiques, à quoi Nous fixons la levée de tous nos Droits d'Entrée, Tonlieu, Convoi & sortie sur lesdites Marchandises, sans distinguer si elles seront conformées dans les Pais de notre Domination ou dans des Pais étrangers, & sans limiter aucun tems pour leur sortie, sauf que pendant le cours de la présente Administration générale de nosdits Droits, ils ne seront acquitez qu'à raison de quatre pour cent dudit prix, soit que les Marchandises se conforment dans lesdits Pais, ou hors du País, & sans limiter aucun tems pour leur sortie, comme dessus, pour donner par là des marques de notre faveur à la Compagnie dans sa naissance; bien entendu que les Parties, dont l'Entrée est libre par nos Edits & Tarifs, demeureront libres.

XC. Comme il importe pour la conservation de nos Pais-Bas, & pour la sûreté publique en général, que nos Places frontières & autres Forteresses auxdits Pais, soient toujours en état de défense, nous destinons les Deniers, qui seront levés sur lesdites Marchandises de retour, comme un fonds fixe & durable pour être toujours employé pour l'avantage & défense de nos Pais-Bas; & principalement à pourvoir nosdites Places fortes d'Artillerie, & d'autres Armes, & de toutes sortes de Munitions de Guerre & de bouche, & de réparer, & entretenir les ouvrages, défendant à notre Lieutenant & Gouverneur Général, & Ministre Plénipotentiaire,



50  
ANNO 1722. taire, & à tous autres à qui il pourra appartenir, de divertir le rapport desdits Droits à d'autres uti-  
ges.

XCII. La Compagnie pourra aquérir aux Indes par achat, ou autre Contract & Traité, des Terres, Ports & Havres, & Nous lui permettons d'y établir des Colonies, comme aussi de faire construire de tels Forts, Châteaux, & Factories, qu'elle jugera nécessaires, tant pour la plus grande sûreté & facilité de son Commerce, que pour la défense du Pays, qu'Elle aura acquis, y établir sur les simples commissions des Commandants; & autres Officiers de nos Sujets, ou Employez à notre service, & de mettre des Garnisons; bien entendu néanmoins, qu'avant qu'elle puisse entreprendre la construction de quelque Fort, ou Château, Elle devra s'adresser à notre Gouverneur Général, ou Ministre Plenipotentiaire pour lui donner part de son dessein, & pour marquer les Lieux, où Elle se fera proposer de bâtir lesdits Forts, pour avoir son approbation, & obtenir à moins qu'il ne lui coûte, que lesdits Endroits, que la Compagnie aura désignés & proposés, sont des Lieux que les autres Nations de l'Europe fréquentent, & où elles trafiquent librement, afin que ceux de la Compagnie n'entreprennent rien sur les Droits des Sujets de quelques autres Puissances, qui seront en Paix, amitié, ou Neutralité avec Nous, dans les Havres, ou sur des Côtes, ou en d'autres Lieux, où ils pourroient avoir une possession & Commerce privatif; ne voulant pas qu'ils y soient troublés, ou inquietés de la part de la Compagnie, avec cette réserve toutefois que si la Société couroit risque de manquer les occasions, si Elle étoit obligée de recourir à notre Gouverneur Général, ou Ministre Plenipotentiaire, & d'attendre ses ordres avant que de pouvoir mettre la main à l'œuvre, il sera permis à ses Officiers d'en profiter & de se mettre incontinent à construire lesdits Forts en des endroits tels qu'on les a spécifiés & détaillés ci-dessous, dont la Compagnie donnera part incessamment à notre dit Gouverneur Général; ou Ministre Plenipotentiaire, afin qu'il puisse approuver l'entreprise desdits Officiers, d'abord qu'il lui constatera de la vérité du fait & de son utilité.

XCIII. Elle pourra aussi lever à cet effet des Gens de Guerre dans les Païs de notre Domination avec notre permission préalable, & dans nos Païs-Bas avec celle de notre Gouvernement Général.

XCIII. Nos Officiers Militaires, qui ensuite de nos permissions, & congés, ou ceux du Gouvernement général, s'engageront avec la Compagnie en qualité de Capitaines ou de Subalternes, & serviront sur les Commissions des Directeurs, conserveront les rangs, qu'ils avoient avant cet engagement, & Nous leur tiendrons compte des services, qu'ils auront rendus à la Compagnie, comme s'ils les avoient rendus à Nous-mêmes; mais pendant qu'ils seront au service de la Compagnie, ils lui seront subordonnés, néanmoins liez au Serment qu'ils Nous ont prêté.

XCIV. Nos Sujets qui passeront aux Indes, & s'établiront es Lieux, Colonies, & Places acquises par la Compagnie, jouiront au retour des mêmes Libertés, Droits & Franchises, dont ils jouissoient en nos Païs-Bas, & autres Terres de notre Domination avant leur départ, & ceux qui y naîtront de nosdits Sujets seront censés Régnicoles.

XCV. Il sera permis à la Compagnie de traiter, même en notre Nom, avec les Princes Souverains, & Etats des Indes, & autres, qui ne seront pas nos ennemis, & de conclure avec eux telle Convention qu'elle jugera convenable pour la Liberté de son Commerce, lesquels Traitez cependant ne seront valables que pour le terme de six années, à moins qu'ils ne soient approuvés & ratifiés par Nous; mais elle ne pourra déclarer la Guerre à aucune Puissance sans notre consentement préalable.

XCVI. Les Commandants & autres Officiers Militaires, que la Compagnie aura établis, Nous préteront le Serment de fidélité, & à la Compagnie tel autre Serment, qu'elle jugera convenir, laquelle pourra aussi révoquer lesdites Commissions toutes les fois qu'elle trouvera à propos.

XCVII. Si après l'expiration du terme de cet Octroy, Nous ne trouvons pas à propos d'en accorder la continuation à la Compagnie, ses Forces, Munitions, & Armes Nous seront remises, ou de notre consentement à la Compagnie qui succedera, en payant la valeur suivant l'estimation, qui en se-

ra faite par des Gens experts nommez de part & d'autre.

XCVIII. Les Terres que la Compagnie aura acquises avec les Droits, Cens & Rentes, lui appartiendront en toute propriété, Nous en réservant la Souveraineté, même elle ne pourra les vendre ni céder à d'autres qu'à nos Sujets; Et si après l'expiration de cet Octroy, Nous trouvons à propos de les retenir, ou faire céder à la Compagnie qui succedera, il sera pourvu à son desintéressement sur le pied prescrit par l'Article précédent.

XCIX. Nous promettons à la Compagnie, que Nous ne toucherons jamais sans son consentement, soit en tems de Guerre ou de Paix, à ses Vaisseaux, Artilleries, ou autres Munitions de Guerre ou de bouche, Officiers, & autres Gens de Marine, ni à ses Magasins, pour les employer à notre service, pour quelque besoin que ce puisse être.

C. Défendons très-expressement à tous les Gouverneurs de nos Places, nuls exceptez ni réservez, & autres à qui il appartient, d'empêcher ni retarder en aucune manière la sortie de nos Ports & Rades, aux Vaisseaux de la Compagnie, lorsqu'ils seront chargés, & prêts à mettre à la voile; ni aussi l'entrée desdits Vaisseaux à leur retour dans nosdits Ports, ni d'exiger aucune chose; pour quelque raison & sous quelque prétexte que ce puisse être, à peine de confiscation, & ceux à qui il appartient auront un soin tout particulier, à ce que cet Article, comme étant très-essentiel au bien du Commerce, soit exactement observé.

CI. Nous promettons aussi à la Compagnie de la protéger & défendre envers & contre tous qui l'attaqueront injustement, & même d'employer en cas de besoin la force de nos Armes pour la soutenir dans la liberté entière de son Commerce & Navigation, & de lui faire faire raison de toutes les injustices, injures & mauvais traitements; en cas qu'aucune Nation entreprit de la troubler dans son Commerce & Navigation, & Nous aurons soin de lui procurer tous les avantages & facilités possibles par les Traitez de Paix, d'Alliance, & de Commerce que Nous ferons.

CII. La Compagnie pourra s'adresser à Nous toutes les fois qu'elle croira convenable, que les conditions lui accordées par le présent Octroy pourroient être changées, augmentées ou limitées pour le plus grand avantage de son Commerce; notre intention Royale étant de la favoriser autant qu'il est possible.

CIII. Finalement pour Droit de reconnaissance de cet Octroy, que Nous avons bien voulu accorder pour établir & former cette Compagnie, elle sera obligée de Nous présenter, & à chacun de nos Hoirs & Successeurs un Lion couronné tenant les Armes de la Compagnie du poids de vingt Marcs d'Or.

Si en chargeons à notre très-cher & bien-aimé Confin le Prince Eugene de Savoye notre Lieutenant Gouverneur & Capitaine Général de nos Païs-Bas, & en son absence à notre très-cher & bien aimé Cousin le Marquis de Prié notre Ministre Plenipotentiaire au Gouvernement d'iceux, & donnons en Mandement à nos très-chers & Feaux ceux de notre Conseil d'Etat, Président & Gens de notre Grand Conseil, Chancelier & Gens de notre Conseil ordonné en Brabant; Président & Gens de notre Conseil en Flandres, & à tous autres nos Justiciers, Officiers & Sujets, auxquels ce peut ou pourra toucher & regarder, qu'ils fassent, souffrent & laissent tous ceux de ladite Compagnie, tant en général qu'en particulier pleinement & paisiblement jouir & user de l'effet de cesdites Présentes pour le tems, aux charges & conditions ci-dessus reprises, sans leur faire, mettre, ou donner, ni souffrir être fait, mis, ou donné aucun trouble, ou empêchement au contraire, Car ainsi nous plaît-il; En témoignage de quoi Nous avons signé ces présentes de notre main, & à icelles fait mettre notre grand Scel. Donné en notre Ville & Residence Imperiale de Vienne, le dix-neuvième jour du Mois de Decembre, l'an de grace mille sept cens vingt-deux, & de nos Regnes, de l'Empire Romain l'onzième, d'Espagne le vingtième, & de Hongrie & de Boheme le douzième.

Estoit paraphé,  
PR. DE CARDIA. Ps. vt.  
Signé, CHARLES,  
Plus bas,  
Par Ordonnance de Sa Majesté,  
Contresigné, A. F. DE KURZ.  
XX.

ANNO  
1723.

XX.

30. Janv. Abgefaßter Schluß der Evangelischen Ständen zu Regensburg/das in dem 1724. Jahr das Osterfest nach dem accuraten Calculo Astronomico auf den 9. April in der columnne des verbesserten Calenders anzusehen / und darnach alle übrige darab hangende bewegliche Feste durchs ganze Jahr hindurch einzurichten seyen. [Johann Christian Schulenburgs und vorgreiflicher Vorschlag zur vereinigung der Festzeit. S. 7. pag. 131.]

C'est-à-dire,

Conclusion prise le 30. Janvier 1723. dans la Conference des ESTATS EVANGELIQUES à Ratisbonne, portant qu'en conformité du Calcul Astronomique le plus exact, la Fête de Pâques sera célébrée l'année suivante 1724. au 9. Avril, qu'elle sera marquée ainsi dans le Calendrier amélioré, & que toutes les autres Fêtes mobiles de l'année seront réglées sur celle-là. Conclusum in Conferentia Evangelicorum die 30. Januarii Anno 1723.

Demnach bey der zu Ende des abgewichenen Seculi vorgewesenen Calendar-verbesserung / vermöge eines bey dem Corpore Evangelicorum unterm 23. September (3. October) 1699. einmüthig ausgefallenen schlußes beliebt worden / daß künftig hin die Oster-fest-rechnung / weber nach dem im Julius-nischen Calendar angenommenen Dionysianischen / weilmange Gregorianischen Cyclo, sondern nach dem Calculo Astronomico (wie ehemals in jenen des Concilii Nicæni gehalten) gemacht werden solle/darnebst nach einhelt eines ferner-weiten unterm 10-20. Januarii 1700. abgefaßten Concluti allerseits Mathematici Evangelici angewiesen worden / wegen des unter den Astronomis noch obschwebenden dissentis, welche Tabule die allzuverlässigste und accurateste seyen die bißhero fast durchgehends gebrauchte Rudolphinische Tabulas Kepleri zum Calculo der Ephemeridum, und besonders zum Computo des Oster-Vollmonds zu behalten / und nach denselben Präceptis ad Meridianum Uranoburgicum das Tempus Aequinoctii Verni und dann den nächsten Oster-Vollmond in tag / stunden / und minuten zu berechnen; und dan sich gezeiget / daß von anfang dieses Seculi bis auf jetzt laufendes 1723. Jahr inclusive wegen bestimmung des Osterfests so wohl nach der accuraten Astronomischen / als nach der Gregorianisch-Cyclischen rechnung sich keine differenz zugetragen; hingegen nunmehr von der Königl. Preussischen Societät der Wissenschaften zu Berlin auch von verschiedenen andern erfahrenen Evangelischen Mathematicis die gleichlautende und glaubwürdige anzeige gegeben / daß in bevorstehenden 1724ten Jahre das Aequinoctium Vernalis nach dem accuraten Calculo Astronomico auf den 20. Martii, und der nächst darauffolgende Vollmond auf den 8. April einfallte / welches der rechte Oster-Vollmond gleichwohl 1724ten Jahres wäre / mußte also der 9. April, weil der vorhergehende 8. April ein Sonntag seye / vor den rechten Osterfest gehalten werden; der Gregorianische Computus Cyclicus aber setze das Pleniunium Paschale nach unrichtiger rechnung auf den 9. April, und weil dieses ein Sonntag / das Osterfest auf den 16. April, also 8 tage später hinaus; Dergleichen differenz sich auch in diesem laufenden Seculo Anno 1744. 1778. 1798. darnebst auch begeben werde / daß in denen jetzt bemelten zwey letzten jahren nemlich A. 1778. und 1798. der Osterfest des verbesserten Calenders mit dem Osterfest der Juden auf einen tag / welches jedoch das Concilium Nicænum sorgfältig vermeiden wissen wollen / eintriffen werde.

Also ist nach allen dabey vorgelommenen / und reichlich erwegenen umständen von Evangelischen Corpore wegen einmüthig vor gut befinden / und geschlossen worden.

I. Daß man hinführo auf denen eingangs berührten Concluti des Corpore Evangelicorum fest zu bestehen / folglich

II. Allen im Heiligen Römischen Reich befindlichen Evangelischen Calendar-Schreibern / Druckern und Verlegern zu bedenken habe / daß sie es bey der bißher gebrauchten form des verbesserten Calenders folgsam zu bewahren laßen / vornehmlich aber / daß im nächstfolgenden 1724ten Jahr nach dem accuraten Calculo Astronomico auf den 9. April fallende Osterfest in der Columnne des verbesserten Calenders auf selben tag anzusehen / und darnach alle übrige davon dependirende bewegliche Fest durchs ganze Jahr hindurch einzurichten / und

III. In folgenden jahren / es möge zwischen dem verbesserten und Gregorianischen Calendar sich eine Oster-differenz zeigen / oder nicht / jedesmal nach mehr berührten Calculo Astronomico, die Oster mit bei dem einmüthigen beweglichen Festen dem verbesserten Calendar inseriren / auch

Tom. VIII, Part. II.

IV. Ban nach erfolgter genauer erkündigung des Juden-Ostern sich befände / daß selbige mit dem Ostern des verbesserten Calenders auf einen tag einfielen / wie zum Exempel A. 1778. und 1798. sich begeben sollte / und man in zwischen keine andere richtiger / als die bißher gebrauchte Tabule Rudolphinae ausfinden / und von dem Corpore Evangelicorum approbirt worden / das Oster-Fest in solchen fällen um die intention des Concilii Nicæni hieninnen bey zu behalten 8. tage weiter hinaus setzen sollen.

V. Wäre dieser des Corpore Evangelicorum abgefaßter / und denen Regula Concilii Nicæni gemäßer schluß in allen Evangelischen Reichs-ständen und Orten wie es ehemals bey verbesserung des Calenders A. 1699. gehalten worden / an legen Sonntag vor dem Advent des jetztlaufenden 1723ten jahres von denen Caiseln öffentlich zu verkündigen / und die Oster-feyer zu dem künftigen 1724sten / and übrigen vorher bemelten jahren darnach anzustellen.

XXI.

Articuli Dietales HUNGARICI in Generali Conv. 19. Junii  
ventu a die 20. Junii 1722. usque in Mensen  
Junii 1723. continuato conclusi; Quibus in primis, Jus Regium Hereditarium succedendi in Regno jam in sexu Masculino annis 1687. & 1715. agnitum, nunc etiam ad Sexum Fæmineum in Augusta Domo Austriaca extenditur. Cum Confirmatione Augustissimi Regis ac Romanorum Imperatoris CAROLI VI. Datum Viennæ die 10. Junii anno Domini 1723. Regnorum suorum Romani XII. Hispaniarum XX. Hungariæ vero Bohemiæ & reliquorum anno XIII. [Sur une Copie Originale, signée de la propre main de l'Empereur & scellée de son petit Sceau en cire rouge.]

NOS CAROLUS VI. Dei gratia Electus Romanorum Imperator semper Augustus, ac Germaniæ, Hispaniarum, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatia, Slavoniæque, &c. REX; Archidux Austriæ; Dux Burgundiæ, Brabantia, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ; Marchio Moraviæ; Comes Habsburgi, Tyrolis, & Goritiæ, &c. Memoria commendamus tenore presentium, significantes quibus expedit universis. Quod posteaquam Nos, in proximè conclusa Anni millesimi, septingentesimi decimi quinti, prelati Regni nostri Hungariæ Dieta, primo quippe in idem Regnum nostrum felici adventu nostro, statim ea, quæ ad pristinam ejusdem Regni, olim Æorentissimi, sed à duobus, & quod excedit, sæculis, Vicini præpotentis Hostis Ottomanni infestis Armis nimium divulsæ, & dilaceratæ, ac tandem Victricibus felicis reminiscentiæ Imperatoris & Regis LEOPOLDI I. Prædecessoris & Genitoris nostri desideratissimi Armis, potiori in parte vindicati reducendam felicitatem, tum circa Justitiæ administrationem, tum Politicorum, Militarium, & Oeconomicorum accommodationem spectare videbantur, elaboranda elementer ordinasse, & exposit occassione novissimi feliciter terminati Belli Turcici, per cassoone hostes intra biennium habitos Conflictus, fuis, fugatis Hostibus, duo nominatissima Fortalitia, Belgicorum nempe, & Teinesvarum, Divino iusta Arma nostra recundante Numine, gloriosè recepissimus, ac per hoc non tantum ipsum prædictum nostrum Hungariæ Regnum, à iugo Turcico totaliter exemissemus, sed in annexa etiam eidem Regna & Provincias Imperium nostrum feliciter extendendo, prædeclaratos Status & Ordines ab Hoste, Cervicibus & Fortunis eorundem imminente, restituit Regno alimæ Pace, plenæque procuratæ securitate, gloriosè liberissemus; Sed nec inmemores, felices Principes æn, qui Belli sunt, Pacis tempore curare assolere. Pro statu itaque in omnem casum, etiam contra Vim externam, cum Vicinis Regnis & Provinciis nostris Hereditariis Unione, & conservanda Domestica Tranquillitate, novam antelatis Statibus & Ordinibus, Generalem Regni, Partiumque eidem annexarum Diarum, in Liberam Regiamque Civitatem nostram Posoniensem, in diem vigesimum Mensis Junii, Anni proximè præteriti millesimi, septingentesimi vigesimi secundæ elementer indixissemus, eidemque Nos etiam, à primordio quidem ejusdem Diarum, Personarum, dein verò mediò Plenipotentiorum Commissariorum nostrorum

G 2

Regio



ANNO  
1723.

Regiorum, Spectabilium quippè ac Magnificorum, Gundakeri Thomæ, Sacri Romani Imperii Comitis à Stahrenberg, Domini Dominiorum Eschelberg, Liechtenhag, & Potendorf, Hæreditarii Mareschalli in Austria supra & infra Anatum, Aurei Velleris Equitis, actualis Intimi Status & Conferentiarum Consilarii nostri, ac Ministerialis Bancalis Deputationis Præsidis; Nec non Francisci Ferdinandi, patris Sacri Romani Imperii Comitis Kinsky, Comitis in Chinitz & Tettau, Domini in Maczen, Chotieborz, Olomecz, & Kratena, Austriæ nostræ Bohemicae Præsidi, Consilarii eidem nostri actualis Intimi, & per Regnum nostrum Bohemiae supremi Cancellarii, amborum verò Camerariorum nostrorum, præfissimus, conclusus tandem mutuis Tractatibus, finitæque Dieta i Congregatione, eidem Domini Prælati, Barones, Magnates & Nobiles, cæterique Status & Ordines sapienti Regni nostri Hungariæ, & Partium eidem annexarum, mediò prætractatorum Regiorum Plenipotentiariarum Commissariarum nostrorum, exhibuerunt & præstularunt Majestati nostræ certos Articulus, in eadem Dieta, communibus ipsorum Votis & Suffragiis, parique & unanimi Consensu, accedente benigni annuentiæ Nostræ conclusos; Supplices Majestati nostræ humillimè, quatenus universos eos Articulus, omniaque & singula in eis contenta, ratos, gratos, & accepta habentes, nostrumque Regium Consensum his præbentes, Authoritate nostrâ Regiâ clementer acceptare, approbare & confirmare, atque tam Nos Ipsi observare, quàm per alios omnes, quorum interest, observari facere dignemur. Quorum quidem Articulorum tenor talis est.

**ARTICULI DOMINORUM PRÆLATORUM, BARONUM, MAGNATUM, & NOBILUM, cæterorumque Status & Ordinum Regni HUNGARIÆ, Partiumque eidem annexarum, in Generali eorundem Conventu, pro die vigesima Mensis Junii, Anni millesimi, septingentesimi, vigesimi secundi, in Liberam Regiamque Civitatem Posoniensem indicto, & continuatæ in præsens usque celebrato, conclusi.**

## PRÆFATIO.

Quàm Paterno, quamque sollicito, & simul clementissimo affectu Sua Sacratissima Majestas, in Hæreditarium hocce Regnum suum Hungariæ, Partesque eidem annexas inclinatè benignissimè habere, præcipuis quidem ex benignis Literis Regalibus, ad universos Hæreditarii Regni sui, Partiumque eidem annexarum Fideles Status & Ordines clementissimè exaratis, profundissimâ homagialis fidelitatis suæ devotione, & nusquam de Cordibus eorundem extinguenda erga Suam Majestatem Sacratissimam, & totam ejus Augustam Domum Austriacam præconceptâ ingenui & subditalis amoris obligatione, in perpetuum recognoscerent, & per universos Posterios suos fidelissimè recognitum iri, quàm maximè considerent; Dum illud, ac per insperata, cum ab Oriente, tum etiam ab Occidente caussata gravissima Bella, & post felicem, totique Orbi stupendum, contra immanes utriusque Hostis, Vires, Armorum suorum progressum, stabilitatemque optatam Pacem licuisset, prætermisissis aliis quibuscumque, Sacrum Romanum Imperium, & Europæam quietem tangentibus maximis Curis & sollicitudinibus, Paternum conatum suum, ad perennem Regni sui Hæreditarii securitatem, & dudum anhelatam Civium felicitatem convertere, ac eum in finem Generalem pro vigesima præteriti Mensis Junii, Anni æquè præterlappi, in Liberam & Regiam Civitatem Posoniensem, Dietam indicare, & Altissima quoque, nunquam satis à Fidelibus Suae Majestatis Sacratissimæ Status & Ordinibus Regni, Partiumque eidem annexarum veneranda in Persona, Eosdem clementissimè consolari dignata fuisset: Ut inter tot & tantas suæ Majestatis Sacratissimæ erga Fideles sibi Status & Ordines exhibitas gratias, eidem merito dubitavissent, quidnam ex innumeris Rebus huic Hæreditario clementissimè exhibitis gratis, totque de immanis, Cervicibus Eorundem à longissimo tempore incubantis Hostis, ad stuporem Orbis Europæi reportatis Triumphis, pro gratiarum actionis scopo principaliter assumere convenisset.

Sive enim intra biennium, ratò magnorum & felici-

ANNO  
1723.  
cissimorum etiam Monacharum exemplo numeratos de tam validis Hostibus Triumphos, seu gloriosis Armis suis, antiquos limites versus extensam Latram perpendissent, nonnisi immortalè dignâ memoriâ, in postum Regni Bonum exaltata Tropica, unanimi applaudendum Regnicolarum Votò testatum reddere cogebantur.

Cumque pro tam immortalè Gloria, totque Beneficiis, eidem Fideles Status & Ordines, nullo alio præclariori gratitudinis signo, Suae Majestati Sacratissimæ obnoxios reddi posse arbitrabantur, quam si semet, ac Posterios suos universos, præcipuis Suae Majestati Sacratissimæ, Ejusdemque utriusque Sexus Succelloribus, dein Augusta quoque Domui Suae Austriacæ posteris, conformitate immediatè subsequenti Articulorum, in omne tempus deberent, & hamillimè subijcerent; Deum Ter Optimum Maximum, pro duraturo Suae Majestatis Sacratissimæ, & præmissorum universorum Succellorum perenni & felicissimo Gubernio, ardentibus Votis suis demissimè exoratur.

Ex quo verò ad plenam fideliem Civium, & Suae Sacratissimæ Majestatis devotorum Subditorum securam felicitatem, antiquâ etiam Regni consuetudine, & Patriis Legibus exigentibus, Dietale hoc remedium, Sua Majestas Sacratissima clementissimè ordinare & admittere dignata fuisset: Ut proinde futuris quibuscumque temporibus, ab omni confusione & periculis, Hæreditarium hoc Suae Majestatis Sacratissimæ Regnum preservari, & non minus adversus omnem Vim exteram, quàm quosvis etiam fatales internos Motus, ipsis Status & Ordinibus Regni, Partiumque eidem annexarum plurimum damnosos, salutari, & Dietaliter stabilendâ modalitate, in omnes eventuales casus, tutum & provisum reddi, ac per id, cum reliquis etiam Suae Majestatis Sacratissimæ Regnis & Provinciis Hæreditariis mutua Cointelligentiâ & Unio, adeoque publica Republicæ Christiana quies, Pax constans, imperturbata Tranquillitas, sub pio, justo, forti, felici Suae Majestatis, & Augusta Domus Austriacæ clementissimo Gubernio in ævum perdurare, ac continua Angustæ Domus in Regno, & sacra Ejusdem Corona, utriusque sexus exoptata, & communi Regnicolarum Votò proclamata, Suaeque Sacratissimæ Majestati promptè & fideliter oblata Successe, meliâs obfirmari valeat, & deinceps omnes & quælibet inconvenientiæ præaverentur, Fidelesque Status & Ordines Regni, Partiumque eidem annexarum, in universis Eorundem tam Diplomatis, quàm aliis quibuscumque Juribus, Privilegiis, Immunitatibus, antiquis Consuetudinibus, Prærogativis & Legibus hæcenus habitis, ac in præsentì quoque Dieta conditis, & in futurum etiam, Dietaliter condendis, permanent, stabilantur, & conserventur, eademque & eodem, ab omnibus indispensabiliter observentur, Jus, & Justitia omnibus & singulis, sanctè, secundum Leges Patrias, hac etiam in Dieta conditas, imperturbatè administrantur, benignaque eum in finem ad Fideles Status & Ordines Regni, Partiumque eidem annexarum clementissimè facta Propositio, & Paterna Mens ac Intentio secundaretur, attacki Status & Ordines Regni, Partiumque eidem annexarum demissimè supplicat: Ut infrascriptos Articulus, ex Gravaminibus, & humillimis Statuum & Ordinum Postulatis, penes benignam Suae Majestatis Sacratissimæ Resolutionem erutos, unanimique Votò & Consensu, accedente benignâ Ejusdem annuentiâ, conclusos, clementer acceptare, Regiâque ipsâ Auctoritate ratificare, & confirmare, ac tam Ipsa benignè observare, quàm per alios quoscunque observari facere dignetur.

**Status & Ordines Regni, Partiumque eidem annexarum, Sacre Cæsareæ & Regiæ Majestati pro Libertatum, & Prærogativarum Eorundem Paterna & Clementissima Confirmatione, & Suae in medium Statuum Sacratissimæ Personæ advenitu, gratias quàm maximas referunt.**

## ARTICULUS I.

Paternam sanè, & clementissimam Sacratissimæ Cæsareæ & Regiæ Majestatis ergà Status & Ordines Regni, in præsentì Dieta, felicissimè, & in frequentissimo, vix aliquando visso numero congregatos propensionem, & ad permañentem Eorundem, ac incrementum publici Status Regni Hungariæ, Partiumque eidem annexarum, proque stabilendâ in omnem Casum, etiam contra

Vix

ANNO  
1723.

Vim externam, cum Vicinis Regnis & Provinciis Hereditariis Unione, & conservanda domestica tranquillitate directam Curam & Sollicitudinem, ex benignis Eiusdem Sacratissima Cæsareæ & Regiæ Majestatis, ad Status & Ordines Regni, Partiumque eidem annexarum clementissimè emanatis Literis Regalibus, ac novissimè tactis Propositionibus, devotò sanè hominibus Fidelis Eorandem Zelò, & constanti fervore humillimè intelligentes, pro hoc erga Eosdem clementissimè exiit ito Paterni affectus Gratiarum singulari Voto, quodè non obstantibus in adversum quibusvis gravissimis, Sacram Romanum Imperium, & Europæam orbem tangentibus Coris & laboribus, in medium Fidei Status suorum semet conferre, & Eosdem in altissima iisdem summè veneranda Persona sua, Paternè consolari, & primum ac ante omnia, nullaque præviâ Fidelium Status & Ordinum eorum præmissâ humillimè Supplicatione, ex puro erga Eosdem Paternò affectu, universos Status & Ordines Regni sui Hereditarii Hungariæ, Partiumque, Regnorum, & Provinciarum eidem annexarum, in omnibus tam Diplomatis, quam aliis quibusvis Juribus, Libertatibus, Privilegiis, Immunitatibus, Consuetudinibus, Prærogativis, & Legibus, hæcenus concessis & conditis, ac in præfenti Diata, et in futurum etiam, Distaliter condendis conservatorem offerre, & easdem, ac earundem singulas clementissimè confirmare dignata fuisset, humillimas, & quam possunt, maximas Sacratissimæ Cæsareæ ac Regiæ Majestatis idè etiam gratas referunt, quòd Fœminem quoque Sexum Augulissimæ Domus Sæ Austriacæ, usquè ad Ejusdem, & ab Eodem Descendentium defectum, ad Regiam Hungariæ Coronam, Partesque, Regna, & Provincias, ad eandem Sacram Coronam pertinentes, unanini Univerforum Status & Ordinum Regni, Partiumque eidem annexarum liberò Votò proclamatum, & per solennem Eorundem Status & Ordinum ad Sacratissimam Cæsaream & Regiam Majestatem, Viennam expeditam Deputationem vocatum, & ejusmodi oblationem, tam piè & clementer, gratòque animò acceptare, & Fidelium Status & Ordinum suorum piis, ac salutaribus Votis, non tantum annuere dignata esset, sed ejusmodi in Sacra Regni Hungariæ Corona, & Partibus, Regnis, & Provinciis eidem annexis Successionem, eodem, quòd Masculorum Primogeniture Ordine, secundum normam in reliquis Sæ Majestatis Sacratissimæ Regnis & Provinciis Hereditariis, in, & extra Germaniam sitis, jam per Eandem ordinatam, stabilitam, publicatam, & acceptatam, inseparrabiliter, habitque in graduum aequalitate, ejusdem Lineæ Prærogativæ Masculorum ratione, dirigi, servari, & custodiri vellet; ita, ut illa, vel Masculus Ejusdem Hæres, qui, vel quæ præmissorum Augusta Domus Austriacæ Regnorum & Provinciarum Hæres, juxta memoratam normam Primogeniture, in Augusta Domo Austriacæ receptam existeret, eodem Successione, pro his, & futuris quibuscunque casibus Hereditario Jure, etiam pro infallibili Rege Hungariæ, Partiumque, Regnorum, & Provinciarum eidem annexarum, æquè indivisibiliter intelligendarum, habeatur & cororetur.

*De Regia Hereditaria Sacratissima Cæsareæ & Regiæ Majestatis Sexus Fœminæ Augustæ Domus Austriacæ in Sacra Regni Hungariæ Corona, & Partibus eidem ab antiquo annexis continua Successione.*

## ARTICULUS II.

Tametsi Sæ Sacratissima Cæsareæ & Regiæ Majestatis Fideles Status & Ordines Regni Hungariæ, Partiumque eidem annexarum, vividam & florentem, optimèque constitutam Ætatem, Vires, & Valentiam conspicue, Divinæque Benedictioni quam optimè confisi, Eandem magnis, & gloriosis Sexus Masculini Successoribus, ad præces quoque Fidelium suorum Status, ed fine ad DEUM Ter Optimam fufas, & incessanter fundendas, largissimè benedicendam, & indefinèti Masculorum Hæredum suorum ordine, Fideles Status Regni consolandos fore, vel maximè confiderent; quia verò apprime etiam perfectum haberent, Reges pariter, & Principes, aequali aliorum Honorum moralitatis Subiectos esse; maturè proinde & confortatè pendentes. tot & tanta, cum Prædecessorum Sæ Sacratissima Cæsareæ & Regiæ Majestatis, Divorum olim LEOPOLDI Genitoris, & JOSEPHI

Fratris, gloriosissimorum Hungariæ Regum, tam vel maximè propria clementissimè Regnantis Sæ Sacratissima Cæsareæ & Regiæ Majestatis, pro incremento Boni Patrii publici, provè Fidelium Civium suorum perenni salute, Bello æquè ac Pace exantlata gloriosissima Acta & Facta, dum non modò Hæreditarium Regnum hoc suum Hungariæ, Partesque, Regna, & Provincias eidem annexas, in statu per præfatos gloriosos Prædecessores suos positum, conservavit, sed occasione etiam novissimi Otomaniaci Belli, contra ferventissimos ejusdem impetus, idem animosè tutata, Victribus, felicibusque Armis, in annexa eidem Regna & Provincias, cum immortalis sui nominis gloria, Statusque & Ordinum, ac privatorum Regni Civium perenni securitate protenderit, ut successivis quibusvis temporibus, ab omnibus externis, & etiam domesticis confusionibus, & periculis præservari, imò in alma, & continua tranquillitate, ac sincera animorum Unione, adversus omnem Vim etiam Externam felicissimè perennare possit; Quosvis præterea etiam Internos Motus, & facillè oriri solita, ipsis Statibus & Ordinibus Regni ab antiquo optimè cognita Interregii mala, sollicitè præcavere cupientes, Majorum suorum laudabilibus Exemplis incitati, volentesque erga Sacratissimam Cæsaream & Regiam Majestatem, Dominum Dominum Eorum clementissimè, gratos & fideles semet humillimè exhibere, in defectu Sexus Masculini Sacratissimæ Cæsareæ & Regiæ Majestatis (quem defectum DEUS clementissimè avertere dignetur) Jus Hereditarium succedendi in Hungariæ Regnum & Coronam, ad eandemque Partes pertinentes, Provincias, & Regna, jam Divino auxilio recuperata & recuperanda, etiam in Sexum Augustæ Domus sue Austriacæ Fœminem, primo loco quidem ab ætate modo Regnante Sacratissima Cæsareæ & Regiæ Majestate, dein in hujus defectu, à Divo olim JOSEPHO, his quoque deficientibus, ex Lumbis Divi olim LEOPOLDI Imperatorum & Regum Hungariæ Descendentes, Eorundemque legitimos Romano-Catholicos Successores utriusque Sexus Austriæ Archiduces, juxta stabilitum per Sacratissimam Cæsaream, ac Regiam regnantem Majestatem in aliis quoque suis Regnis & Provinciis Hereditariis, in & extra Germaniam sitis Primogenituræ Ordinem, Jure & Ordine præmissò, indivisibiliter, ac inseparabiliter, invicem, & infimè, ac unà cum Regno Hungariæ, & Partibus, Regnis, & Provinciis eidem annexis, Hereditariè possidendis, regendam & gubernandam transferunt, & memoratam Successionem acceptant, taliterque eandem Successionem Fœminæ, in Augusta Domo Austriacæ introduciunt & agnunt (extensis ad eam nunc pro tunc Articulis 2. & 3. Anni 1687. & pariter 2. & 3. Anni 1715.) juxta Ordinem supradictum stabiliunt, per præfata Fœminem Sexum Augustæ Domus ejusdem prævio modo declaratos Hæredes & Successores utriusque Sexus Archiduces Austriæ, acceptandam, ratihabendam, & unà cum præmissis, æquè modo prævio per Sacratissimam Cæsaream & Regiam Majestatem clementissimè confirmatis Diplomatis, aliisque prædeclaratis Status & Ordinum Regni, Partiumque, Regnorum, & Provinciarum eidem annexarum Libertatibus & Prærogativis, ad tenorem præcitorum Articulorum, futuris semper temporibus, occasione Coronationis observandam determinant, & nonnisi post omnimodum prædicti Sexus defectum, avitam & veterem, approbatamque & receptam Consuetudinem, Prærogativamque Status & Ordinum, in Electione & Coronatione Regum, locum habituram, reservant intelligendam.

*Jura, Prærogativa, & Libertates Status & Ordinum Regni, Partiumque eidem annexarum confirmantur.*

## ARTICULUS III.

Sacratissima Cæsareæ & Regiæ Majestas, universonum Fidelium Status & Ordinum Regni, Partiumque eidem annexarum, omnia tam Diplomatica, quam alia quævis Jura, Libertates & Privilegia, Immunitates, Prærogativas, Legesque conditas, & approbatas Consuetudines, Conformitate Articulorum 1. & 2. modernæ Diatæ, in sensu Articulorum 1. 2. & 3. Anni 1715. Formulæque Juramenti ibidem contentæ, intelligendorum; clementer confirmat & observabit: Pariterque Successores, legitimè coronandi Hungariæ, & Partium eidem annexarum Reges, in iisdem Prærogativis, & præmissis



**ANNO** Immunitatibus & Legibus, Status & Ordines Regni, Partiumque eidem annexarum inviolabiliter conservabunt, quas & quæ præterea Sua Majestas Sacratissima, per suos cujuscumque Status, Gradus & Conditionis, observari faciet.

1723.

*De Palatinali, & simul etiam Locumtenentiali Autoritate.*

## ARTICULUS IV.

Et quia inter præviò modò clementissimè confirmatas Statuum & Ordinum Regni, Partiumque eidem annexarum Libertates, in Regno Hungaria de antiqua ejusdem Consuetudine & Lege, Autoritas quoque, & Prærogativa Palatini, & simul etiam Locumtenentis, sensu Articulorum 5. & 33. Anni 1715, in iisdemque citatorum, ac aliorum superindè conditorum comprehenditur; Hinc Majestas Sua Sacratissima Cæsarea Regia, Palatinalem, & simul etiam Locumtenentialem Autoritatem, & Jurisdictionem, in sensu Articulorum præcitorum benignè confirmat; Eà cum declaratione, nè Palatinus Bona, per Fiscum possessa, conferre possit. De Salario Palatinali impoſitorum quoque providebitur.

*De speciali Nobilitatis Prærogativa.*

## ARTICULUS V.

Ut Citatio Prælatorum, Magnatum & Nobilium, ordinario & consueto Juris Processu, in omnibus Casibus & Causis, etiam Criminalibus, aut Notam Infidelitatis, de Jure Municipalibus Hungariæ adhuc inferentibus, vel ad alias penas reductis, contra Eosdem per quoscunque instituentis, in Titulo 9. Partis Primæ Operis Decreti Tripartiti, & Article 14. Anni 1618. contenta (Crimine tanten læsæ Majestatis, conformitate Articuli 7. Anni 1715. & Casibus, qui in Article 14. Anni 1687. exprimuntur, exceptis) observetur. Nevè ullus, Nobilitari Prærogativâ gaudens, non citatus, nec debito Juris Ordine convictus, in Persona, aut Bonis suis, quoquo modo damnificetur, Status & Ordines Regni, Partiumque eidem annexarum, Sacratissimæ Cæsareæ Regiæ Majestate annuente, statuunt.

*Domini Terreſtres, & alii Nobiles & Contribuendo, ulterius quoquè pro immunitibus declarantur.*

## ARTICULUS VI.

Siquidem juxta fundamentalem Patriæ Nobilitatis Prærogativam, sensu Tituli 9. Partis Primæ Operis Decreti Tripartiti, aliasque Diplomaticas Leges, per Sacratissimam Cæsaream & Regiam Majestatem clementissimè confirmatas, Status & Ordines Regni, Partiumque eidem annexarum, ab omni tributaria Servitute exempti habentur; Sacratissima quoque Sua Cæsarea & Regia Majestas, Eosdem Status & Ordines, tam Dominos Terreſtres, quàm & alios quosvis Nobilitari Prærogativâ gaudentes, ab omni Contributione, in perperum immunes conservandos clementissimè decernit; militare nihilominus pro Regni defensione teneantur, & Sacra Cæsarea Regiæque Majestas, quoties necesse esse judicaverit, id ad conformitatem Articuli 8. Anni 1715. à modò impoſitorum quoquè desiderare & exigere poterit; Armamentis nihilominus, etiam in Libris Regiis, Montanisque Civitatibus, Conſulis, Oppidis Privilegiatis, & non Privilegiatis, & alibi in Regno commorantes, conscientioſe, juxta Comitatum Idem pro domesticis Comitatum necessitatibus taxabuntur.

*De Comitatum Celebratione.*

## ARTICULUS VII.

Siquidem Generalium Comitatum Celebratio, sensu Articuli 1. Anni 1659. salutare relevandum Gravaminum remedium efficit, Eadem juxta Articulum 14. Anni 1715. celebrantur; Et nè ultra bimestre (nisi ex ratione temporis & necessitatis, à Sua Majestate Sacratissima prorogatur) extendantur; Prælati, Magnates & Nobiles, ad eadem, juxta Articulum 1. Anni 1668. ante Coronationem, vocati, maturè comparere, Comitatus verò, & præattacti Magnates, qui personaliter

interesse non possent, Nuncios Nobiles possessionatos, ac nobili Proſapia ortos, sensu Articuli 62. Anni 1665. mittere; Regna verò Croatia, Dalmatiæ, Sclavoniæque, Article 61. Anni 1657. semet accomodate, acceptoque per Cancellariam Regio-Hungaricam, benignis Regis Propositionibus, & juxta Articulum 25. Uladiſlai Regis Decreti 2. Privatorum quibusvis Negotiis prætermiſſis, de Publicis, cum moderamine & gravitate, ac sub Silentio tractare & deliberare, Materiasque ad invicem coherentes, seriatim redigere, & ita Sua Majestati Sacratissimæ præsentare, & ad Diatam usquè Conclusionem, sub pena legali interesse teneantur; Ut verò Securitati Eorundem, ipsorumque Familiarium, ac in Diata conſequentium, & per hoc publicæ Diatali quieti conſulatur, à quibusvis contumeliis, multò magis manuum inſectionibus, in Loco Diatali, aut publici Conſeſſus abſtineatur; Si quid autem ejusmodi perpetraretur, tales, & etiam committentes, ex dictamine immediatè præmiſſi Articuli, ad tertium citentur, ac Judicium de illis, coram Tabula Regia Judicaria celebretur, itremifiſſibiliterque, Calumniatores quidem, & Diffamatores, toties quoties in pena Florenorum ducentorum, Parti læsæ applicanda, Verberatores verò, vel Vulneratores, penâ Aëtis majoris potentia caſtigentur; Præmiſſorum nihilominus maliſſi sub Diata Occiſores, aut occidi procurantes, præviâ tali Citatione, penâ Mortis cum exasperatione, condemnentur.

*De Residentia Regiæ Majestatis intrâ Regnum Hungariæ.*

## ARTICULUS VIII.

Quòd Sacratissima Cæsarea & Regia Majestas, deſmiſſum Statuum & Ordinum Regni Poſtulatam, & ſingularem ergâ Auguſtiſſimam Ejusdem Perſonam, ſæpius in Regno viſendam affectum, eiqû famulandi ipſorum deſiderium & zelum clementer agnoscere, & ubi gravioreſ Europæ Curæ commodè admiſerint, ſensu etiam Articuli 4. Anni 1750. in medio Eorundem, & intrâ Regnum reſidere velle, intuitu quoquè futurorum Regni Hungariæ Regum, Eosdem Status & Ordines, ad ſenſum præcitæ, & aliarum Legum, ſecuros ſuperindè reddere dignata ſit, Status & Ordines, eidem Sacratissimæ Cæsareæ & Regiæ Majestati gratias quàm maximas reponunt.

*Casus Notam infidelitatis adhuc inferentes.*

## ARTICULUS IX.

Pro ſecuriſſori quietis publicæ Conſervatione, & bonorum, ac quietorum Regnicolarum tutamine, ad benignam Suae Majestatis Sacratissimæ Resolutionem, Status & Ordines conſoluerunt; Ut, Legibus, de Crimine læsæ Majestatis hæctenus in ſpecie Articuli 7. Anni 1715. & modernè Diatali Article 5. conditis, in ſuo vigore permanentibus, evidenter ſemet erigentes & oppoſentes contra Statum publicum Sacra Coronæ, Regiæ Majestatis, & Regni, juxta Titulum 14. Partis Primæ Operis Decreti Tripartiti; Præterea Judices, Locaque credibilia, & Fideiſſigntates, authenticis Sigillis ex Officio fungentes, & taliter falſas Literas conſcientes, ad ſenſum Tituli 16. Partis ſecundæ; Cuſtores item falſarum Monetarum, vel ejusmodi Monetis ſcienter ac publicè, in quantitate circiter quinquaginta Florenorum utentes. Prout & Inductores & Conductores quorumcunque Hominum, ad ſpoliandam & diſturbandam internum Regni Statum. Dein Publici Hæretici, damnate ſcilicet Hæreſi adherentes. Nec non maliſſi Amiſſores & Traditores Caſtrorum ſinitimorum Regni, & Partium eidem annexarum. Admiſſtratores Armorum, & tempore Belli, etiam Viſtualium Turcis, & aliis, Infidelibus, Regni ſcilicet hujus Æmulis & Hoſtibus. Turbatores item, Detentores, ac Spoſitatores illorum, qui Sectæ eorum damnate renunciantes, ex Turcia, ad iſtud Regnum, & Partes eidem annexas conſugunt morantur. Prout & Triceſſimatores, & alii, in diſſiminatione Regiorum Proventuum, in extrahendo auro & argento conſiato, cum Forenſibus Societatem ineuntes, ejusmodique aurum & argentum à Regno etiam effertentes, ulterius quoque Noſtrâ Infidelitatis, amiſſione nimiam Capitis, & Bonorum mobilitatem ac immobilitatem, ad Portionem ejusdem cedentium, ſeriantur; Portione tamen Proſium & Fratrum innocentium, & cum Delinquirendo indiviſorum;

ANNO rum; Maternis item, & Materno-Aviticis Eorundem  
1723. Bonis; prout & Juribus Uxoris; Ære, Jureque alie-  
no, ad conformitatem Articuli 9. Anni 1715. ac læsis  
damnorum ex prævisiis Casibus emergentium, unâ cum  
expensis fienda refusione, semper in salvo permanen-  
tibus.

*Casus antebac Notæ Infidelitatis, in penam Actûs  
majoris potentie commutati specificantur.*

## ARTICULUS X.

Ad conservandam Patriæ Nobilitatis Prærogativam,  
& privatorum Regnicolarum Securitatem, reprimen-  
damque quorumcumque Potentiorum agendi licentiam,  
Sacra Cæsarea Regiæque Majestatis annuente, ulterius  
conclusum est: Ut pena Actûs majoris potentie, jux-  
ta Articulum 15. Matthiæ Regis Decreti 6. aliasque  
passim Leges, sancita, contra Nobilitum Domorum  
Invasores, aut Possessionum Eorundem Occupatores;  
Nobilitum sine iusta & legali Causâ Arrestatores vel De-  
tentores, præterea Vulneratores, Verberatores, vel  
etiam Interemptores, imposterum quoque observanda,  
etiam contra Judicum Regni Ordinariorum, eorundem-  
que Vices Gerentium, Magistrorumque Protonotario-  
rum, & aliorum, seu Septem-Viralis, aut Regiæ Ju-  
dicariæ, seu Districtualium Tabularum, aut Comitaten-  
sium Judicum; Capitularium item, & Conventua-  
lium, Regii seu Palatinalis, vel Banalis Hominum, aut  
Baronum Regni, & Supremorum Comitum; Regiæ  
item Camera Consiliariorum, Supremi & Vice-Direc-  
tores, in Officiorum functione actualiter & legitime  
procedentium Detentores, Arrestatores, Verberatores,  
aut Vulneratores, Literarumque Salvi-Conducitûs Vi-  
olatores, & Repulsionem secundariâ facientes, pronun-  
cietur; Non secus & qui Conquerentes in Dieta, extrâ  
eandem, propter ejusmodi Querelas, aut ad Dietam,  
Judicia, vel Congregationes, & Sedes Judiciarias Co-  
mitatum, prout & Inquisitiones; de repetendis ac  
restituendis fugitivis Colonis & Servitoribus, aut Mil-  
itiæ Excessibus peragentes, & ad ineundum cum eadem  
Computus venientes, inque Computu, & peragendis  
præmissis Inquisitionibus commorantes & redeuntes  
verberaverint, aut vulneraverint, verberariæ aut vul-  
nerari commiserint; Prout & Vulneratores Fratrum &  
Confanguineorum, Multatores item membrorum, &  
Eruitoris oculorum, eandem Actûs majoris potentie  
penam incurrant; Religiosâ nihilominus, & Ecclē-  
siasticæ Personæ, nec non Mulieres, in præmissis Casi-  
bus, penæ emendæ Capitis subiacebunt.

*Adhuc nonnulli Casus, prius notorii, mortis penâ  
puniendi statuuntur.*

## ARTICULUS XI.

Ut autem pro ratione Delictorum & Plagiarum, ac  
Prænarum, modus observetur, ex benigna Suae Ma-  
jestatis Sacratissimæ resolutione, & Statutum ac Ordi-  
num assensu, statuitur; Ut Parricide, Matricidæ, Ma-  
riticidæ, Uxoridæ, ac Infanticidæ, Occisoresque Fra-  
trum & Confanguineorum; Præterea in primo & se-  
cundo gradu Incestuosi; & etiam Novercarum, vel  
Privignarum Violatores & Stupratores; Demum Judi-  
cum Ordinariorum Regni, Eorundemque Vices Ge-  
rentium, Magistrorumque Prothonotariorum, & alio-  
rum, seu Septem-Viralis, aut Regiæ Judiciariæ, seu  
Districtualium Tabularum, aut Comitatenium Judicum;  
Capitularium item, & Conventualium, Regii, seu Pa-  
latinalis, vel Banalis Hominum, aut Baronum Regni,  
& Supremorum Comitum; Regiæ item Camera Con-  
siliariorum, Supremi, & Vice-Directoris, in Officio-  
rum Functione actualiter & legitime procedentium;  
Prælatorum item, Magnatum, & Nobilium, Eorun-  
demque Nunciorum, ac Familiarium, vel Servitorum,  
ad eosdem pertineantium, vel cum iisdem in Dieta præ-  
sentium, aut ad eandem, vel Judicia Tabularia, seu  
Congregationes, & Sedes Judiciarias Comitatum;  
prout & Inquisitiones de repetendis & restituendis fugi-  
tivis Colonis & Servitoribus, aut Militiæ Excessibus  
peragentium, & ad ineundum cum eadem Computus  
Venientium, & Redeuntem, inque eodem Computu  
& peragendis præmissis Inquisitionibus commorantium,  
vel pariter redeuntem; In Dieta conquerentium, &  
propterea Eorundem extra Dietam Interemptores, Ca-  
pituli penæ, cum exasperatione Supplicii, juxta gradus  
proximitatis Confanguineorum, aut Interfectorum Offi-

cii qualitatem, pronuntiandæ subijciuntur; Pariter & ANNO  
Parentum Verberatores aut Vulneratores, pro rerum 1723.  
aut factorum Circumstantiis, juxta prudens arbitrium  
Judicis; Ita & Traditores Maligni Castrorum, &  
Castellorum Dominorum propriorum, eorumque, vel  
quorumcumque Regnicolarum Expugnatores, aut In-  
terceptores, mortis penæ subijciuntur; Ita & falsarum  
Literarum confectores, falsorumque Sigillorum Sculp-  
tores, & penes eadem, Vitæ alterius insidiantes, æquæ  
Morte; Vitæ verò, & simul ad amissionem Bonorum  
insidiantes, & per id damnis & expensis Innocentium  
aggravantes, ultrâ amissionem Vitæ, etiam in refusione  
damnorum & expensarum de Bonis propriæ Portionis  
confectoris Literarum, & Sculptoris Sigillorum adjus-  
tandarum puniantur; Portionibus Liberorum, Maternis  
item, & Materno-Aviticis Bonis eorundem, legali item  
uxorio Jure, non absummiter Ære, ac Jure alieno, pro  
iisdem relictis & falsis permanentibus. Præmissis poenis  
illi quoque subijciuntur, qui in iisdem Casibus ejusmodi  
falsis Literis, scienter, & evidenter in Judicio uten-  
tur; Incendiarii autem publici, vivi cremabuntur;  
Pariter & privati, ex preconcepta malitia voluntaria  
ignem tectis, aut etiam Messis, vel Segetibus inscien-  
tes, eademque comburentes, & ita alias damnificantes,  
pro rerum Circumstantiis gravioribus, pari penâ, in levio-  
ribus verò mitiori, attamen amissionem Vitæ plectendi  
venient; Militares nihilominus ejusdemque Sanctis &  
functionis, in Regno & Partibus eidem annexis Bona  
possidentes, in Casibus & Criminalibus & Militaribus,  
Judicio Militari; In non Militaribus verò, sensu etiam  
Articuli 7. Anni 1655. consuetô Juris Processu, pro  
casuum varietate judicentur & puniantur, occisi nihilom-  
inûs Prohibitis, & viduæ, velut injuriatis, ex Portione  
Delinquentis, Homagium persolvatur.

*Diversi Casus, antebac Notam infidelitatis inferen-  
tes, pro ratione Delictorum, mitiori penâ pu-  
niendi declarantur.*

## ARTICULUS XII.

Confectores falsarum Literarum, vel iisdem scienter  
& evidenter in Judicio utentes, & non in vita, sed tan-  
tummodò in Bonis quempiam damnificare intendentes;  
ultrâ refusionem damnorum & expensarum, in pena  
etiam Infamiae; Passualium attamen, vel Missium Li-  
terarum, in levioribus Casibus confectores, vel talibus  
scienter utentes, licet nec Honori ejuspiam obessent,  
nec ullum damnum causarent; Nihilominus, ut à ta-  
lium quoque confessione abstinere, tales juxta pru-  
dens Judicium, promerite penæ per Tabulam Regiam  
Judiciariam, vel Comitatus; Respektu verò Civilium  
Personarum, per eorundem Magistratus puniendi sub-  
ijciuntur: Inceffum verò in tercio & quarto gradu scien-  
ter committentes, priores quidem trium, posteriores  
verò duorum annorum Carceres subibunt. Nolentes  
porrò ire ad Bellum vel Militem non mittentes, Rege  
insurgente; Pariter & Capitanei ad falsos Rumores  
Gentes levantes, penâ pro ratione Circumstantiarum  
aggravantium, vel allevantium arbitrarî; Liberos au-  
tem Haydones intertenentes, quoad Personas, æquæ  
pro ratione Circumstantiarum, penâ delicti proportio-  
natâ; quoad verò causata per eosdem damna, in eorun-  
dem cum expensis fienda refusione, si qui demum præ-  
ter supra scriptos Casus, adhuc alii notorii dicendi essent,  
tales pro ratione facti, ad penam delicti conformem,  
pro reductis declarantur.

*De Tricesimatorum Excessibus, & nonnullis Trice-  
simis tollendis.*

## ARTICULUS XIII.

Quod cum Articulo 91. Anni 1715. comprehensa  
Tricesima, non in aggravium Regnicolarum & Ques-  
torum, nec exigendam novam, seu duplicem Tricefi-  
mam, vel pro exhibitione Schædarum qualemcumque  
Taxam, veluti eodem etiam Articulo totaliter subla-  
tam, verum ad impediendas duntaxat fraudes ordinatæ  
haberentur, in Regni nihilominus & Paterni affectûs sui  
constatationem, eadem Sua Majestas Sacratissima be-  
nigne annuit: Ut sublati Novissolienfis, & Schemnizien-  
sienfis Tricesimis, Badenensis pro ratione moderni tem-  
poris, tum ob institutum cum Porta Ottomanica  
Commercium, tum verò in majus ipsorummet etiam  
questorum commodum, in suo esse permaneat. Ex-  
cessus denique omnes Tricesimatorum, & à Pecoribus;



ANNO  
1723.

ex vicinis Pagis & Locis, ad Civitatum & Oppidorum publicas & hebdomadales Nundinas pelli solitis; à rati-  
bus & ligneis materialibus, aliisque quibuscumque Victua-  
libus, & rebus Venalibus, ac etiam Vino exactis qua-  
lescunque & cuiuscunque demum speciei Taxæ, aliisque  
omnis generis abusus, etiam in finitimis committi soli-  
ti, tolluntur; Excedentes verò juxta Articulum 17.  
Anni 1609. in Rebus Officii coram Camera; In aliis  
autem non Cameralibus, juxta Articulum 44. Anni  
1681. conveniendi erant; Judicatus autem Cameralis,  
quoad Merces tantummodò prohibitas & Contrabandas,  
Articulo 15. Anni 1715. admittitur, ad Quasitorum de-  
bita, aliasque eorundem prætenfiones nullatenus exten-  
datur; Contrabandæ verò, autè cognitionem Causæ,  
nè distraherentur, statuitur. In applicatione autem ad  
Tricesimorum Officia, ratio Legum habeatur, Suae  
Majestatis Sacratissima est clementer ordinatur; Domini  
verò Terrestris, locum erga conveniendum iustum  
pretium, Jureque hypothecariorum, usque dum Tricesima  
aliò non transferatur, sine Dominorum Terrestrium  
præjudicio possidendam, nec interæl temporis in Cu-  
riam elevandam, translatiæ aliò Tricesimæ erga re-  
numeratorem conventi pretii, Domino Terrestris resi-  
tuendum dare obligentur.

*Tricesimas, & Telonia, ab indutiis, & eductis pro  
necessitate propria, Regnicole non solvant.*

## ARTICULUS XIV.

Sacratissima Cæsarea & Regia Majestas clementer  
resolvit: Nè Regnicole à quibuscumque Rebus, in Vicinas  
Suae Majestatis Sacratissimæ Hæreditarias Provincias  
inductis, vel abindè pro necessitate propria, & Do-  
mesticorum suorum eductis, inducendisque vel educen-  
dis, Tricesimam solvant. Pro moderandis demum  
Vicinarum Provinciarum Teloniarum Excessibus bene-  
gignè datà Resolutione, Statùs & Ordines Regni, Par-  
tiumque eidem annexarum, gratias quam maximas re-  
ponunt.

*De Siccis, & non necessariis, etiam Fluvialibus  
Teloniis tollendis, Judæisque amovendis.*

## ARTICULUS XV.

Annuat benignè Suae Majestatis Sacratissimæ; Ut stabi-  
litò Budenfi Teloniò, tanquam in Regia Residentia ab  
antiquò constitutò Comaromense, Albaregalense, &  
Canisense Telonia, in Contestationem Cæsareo-Regiæ  
Sue Clementiæ, & Contribuentium Incolarum Suble-  
vamen, immediatè tollantur; Et præter illa, alia quo-  
que omnia seu in Regis, seu quorumcunque Domini-  
orum Terrestrium Bonis existentia, sicca æque, ac non  
necessaria, & Fluvialia etiam, ubi per Pontes non  
transiunt, Telonia, unà cum Filialibus, non obstante  
etiam antiquò usu, vel Privilegiò, alioquin contra  
positivas Patriæ Leges subsistere non valente, multò  
magis nec Privilegiò, nec antiquò usu firmata, per  
Vice-Comites Comitatum, penes legalem Exmissio-  
nem, finitè Diætæ, ac sub pena Articuli 15. Anni  
1715. immediatè tollantur: Contra refractarios verò,  
& hujusmodi Teloniarum Sublationem, & Judæorum  
amotionem non admittentes, in Conformitate Articuli  
12. Anni 1566. Fisco-Regio, coram Judicibus Comi-  
tatenfibus, sub pena ibidem expressa agere liberum sit:  
Articuli præterea 15. Martius Regis Decreti 2. 13. Anni  
1566. 34. Anni 1625. & 91. Anni 1647. observentur,  
& quousque ad tenorem præcitati Articuli 91. Judæi, à  
quibuscunque Teloniis non amoveantur, eò usque ne-  
mo in tali Loco Telonium solvere teneatur; Ab aliis  
verò, qui à solutione Teloniarum, Lege etiam Arti-  
culi 15. Anni 1715. immunes sunt, nulla prorsus Taxa  
ultrius exigatur; A proficiscentium verò pecoribus, in  
Communibus pascuis, duo denarii à singulo pecore  
diutinè, etiam tempore Nundinarum persolvantur; à  
cuiusmodi pecoribus, etiam ad Loca Nundinarum de-  
pelli solitis, & vel propter glaciem, aut siccitatem, per  
Pontes aut aggres non transeuntibus, prout nec ad  
Molam, vel abindè progredientibus, vel Peditibus Iri-  
nerantibus, ultrius Telonium, sub pena violentiæ defu-  
neratur; Nobiles autem, seu quæsum exercentes, seu  
non, & ignobiles, à Teloniè solutione immunes, ad  
accipiendum à Teloniatore pro pecunia potum in Tel-  
onitis, sub præmissa pena non adigantur; Granus, &  
alii Fluvii, contra Articulum 58. Anni 1659. non im-  
pediantur, sed potius liber descensus & quæsum admit-

tatur; Ac deniquè nè Naves vel Rates, sub quocunque  
Titulò, aliæque materialia, vel res venales, in Portu-  
bus tempore Nundinarum, aut extra illas, per Domi-  
nos Terrestris, vel Locorum Quætores, aut Arendato-  
res, aliosque quoscunque, objectò levi quocunque pretiò,  
aut aliter qualitercunque præcantur, aut occupentur;  
Pro iusto nihilominus pretiò Dominorum Terrestrium,  
præemptione pro isdem salva, permanente; omnes de-  
nique cuiuscunque generis & speciei, & quocunqueque,  
seu per Dominos Teloniarum, seu ipsos Teloniatore,  
aut quoscunque alios induci, & contra tenorem posi-  
tivarum Regni Legum patrari soliti Excessus, per Co-  
mitatus indilatè cassentur & annullentur; Excedentes  
autem in præmissis, penà violentiæ, vigore Legum  
Patrarum, contra eosdem statuti, puniantur; Contra-  
banda pariter per Teloniatore subindè facta, ante  
cognitionem Causæ per Dominos Terrestris, tanquam  
primam instantiam institutendam, sub præmissa penà, &  
damnorum ac expensarum refusione non distraherentur;  
Gravatis nihilominus ad Comitatum recurrere integrum  
sit; Sed nec Ruffici, circa Confinia Pontes ædificantes  
& reparantes, contra Articulum 47. Anni 1609. ad Tel-  
oniarum solutionem compellantur. Dereliquo Telo-  
niorum Possessores, sub pena citiarum Legum, Pon-  
tes, Vias, & Aggres reparare & conservare teneantur.

*De Camere Regiæ Hungariæ Autoritate, &  
sufferendis Arendatorum Excessibus.*

## ARTICULUS XVI.

Regiæ Camera Hungariæ instructio, ad not-  
mam Articuli 38. Anni 1566. & 18. Anni 1715. Suae  
Majestatis Sacratissimæ ordinabit; quæ ulterius etiam  
cum Camera Austriacæ suam habebit Correspondentiam;  
Bonorum & Proventuum Regionum Exarationes;  
quemadmodum ab arbitrio Regiæ Majestatis dependet;  
ita Nationalium hoc in passu specialis ratio habebitur;  
Ad præcavendos nihilominus quosvis Arendatorum  
Excessus, Legibus & Constitutionibus Regni subesse  
debent.

*De Metis cum Vicinis Regnis & Provinciis recti-  
ficandis, & revisis effectuandis.*

## ARTICULUS XVII.

Sacratissima Cæsarea & Regia Majestas, ad humili-  
mam Statum & Ordinem instantiam clementissimè  
admittit, ut circa metarum inter vicinarum Provinciarum,  
& Regni Hungariæ, Partiumque eidem annexarum  
Limites, hæctenus peractæ, & nondum relatæ  
Commissiones, referantur, à benigna verò approbatione  
pendentes, quantocrys ratificandas, approbatas autem  
& ratificatas, finitè præsentè Diætæ, immediatè Execu-  
tioni mancipandas, nondum verò celebratas, æquè  
finitè Diætæ, sensu Articuli 39. Anni 1715. & insibi  
citatorum peragendas, & concludendas, prævisque  
earundem relatione & Ratificatione, æquè Executioni  
mancipandas, benignè resolvit; Quapropter in præ-  
missum finem Commissarii denominantur: Circa Aus-  
triam: Excellentissimus ac Illustrissimus Dominus Epis-  
copus Nitriensis Comes Ladislaus Adamus Erdödy;  
Comes Thomas de Nádasd Sacra Regni Hungariæ  
Coronæ Custos; ac præterea Palatinalis Prothonota-  
rius, & Suae Majestatis Sacratissimæ Consiliarius Ma-  
gister Franciscus Szűba; Joannes Sigray Tabulæ Re-  
giæ Judiciariæ Assessor; & pro tempore constituti Po-  
soniensis, Soproniensis, & Mosoniensis Comitatum  
Vice-Comites. Circa Moraviam: Excellentissimus ac  
Illustrissimus Dominus Comes Stephanus Koháry, Ju-  
dex Curie Regiæ, & Suae Majestatis Sacratissimæ Re-  
giæ intimus Consiliarius; ac loco Andræ Körösfy  
Episcopi Tragurientis Senio confecti, Ladislaus Szö-  
rényi, Electus Episcopus Dulcienfensis; Item Comes  
Gasparos Esterházy, & Michaël Révay Tabulæ Regiæ  
Judiciariæ Baro, ambo Majestatis Suae Sacratissimæ  
Consiliarii, & loco demortui Andræ Hunyadi, idem  
Magister Franciscus Szűba, Adalbertus Sándor, Ta-  
bulæ Regiæ Judiciariæ Assessor; Gabriel Bosány, &  
Paulus Prilezky; ac Vice-Comites Comitatum Nit-  
riensis & Trenčiniensis. Circa Silesiam: Excellen-  
tissimus ac Illustrissimus Dominus Comes Nicolaus  
Illésházy Perpetuus à Trenchin, ejusdemque & Lyp-  
tovientis Comitatum Supremus ac Perpetuus Comes,  
Majestatis Suae Sacratissimæ intimus actualis Consili-  
arius, & per Regnum Hungariæ Aula Cancellarius;  
loco.

ANNO  
1723.

**ANNO 1723.** Iocoque demortui Ladislai Pyber Episcopi Altmensis, Joannes Okoliesny, Electus Episcopus Novientis, & Tabula Majestatis Suae Sacratissima Praetatus; Magister item Franciscus Sigray, Personalis Praesentia Regia in Judiciis Locumtenentis & Consilii Prothonotarius, ac Georgius Paluska, Tabulae Regiae Judicariae Assessor; Christophorus Ugronovics, & Gasparus Hrabowski; nec non Trenschinensis & Arvenis Comitatum Vice-Comites. *Circa Styriam:* Excellentissimus ac Illusterrimus Dominus Comes Alexander Erdödy, Comitatus Castriferrei Supremus Comes, & Majestatis Suae Sacratissimae Intimus Consiliarius; & Stephanus Nagy Vice-Palatius; & alter Stephanus Zeke, Tabulae Regiae Judicariae Juratus Assessor; nec non Castriferrei, Szaladiensis, & Simigienis Comitatum Vice-Comites. *Circa Styriam ex parte Croatiae & Carnioliae:* Excellentissimus ac Illusterrimus Dominus Episcopus Zagrabienensis Comes Emericus Esterházy, Sacratissima Caesareae Regiaeque Majestatis Suae Intimus actualis Consiliarius; Illusterrimus & Reverendissimus Dominus Petrus Balkics Episcopus Bosnensis, Sacratissima Caesareae Regiaeque Suae Majestatis Consiliarius; Comes Joannes Giskuliny, Adamus Daniel Rauch Vice-Banus; Magister item Joannes Branyug, Regnorum Dalmatiae, Croatiae & Slavoniae Prothonotarius; Praeterea Georgius Czindery Varasdiensis, & Adamus Oresky Zagrabienensis, & Polesienis Comitatum Vice-Comites. *Circa Poloniam:* Illusterrimus & Reverendissimus Dominus Episcopus Agrienis Comes Gabriel Erdödy; & Comes Michael Pethö, Comitatus Zempliniensis Supremus Comes, ac Joannes Szentivny, Tabulae Regiae Judicariae Baro, omnes Suae Majestatis Sacratissimae Consilii; Martinus item Szlezeky Vice-Judex Curiae Regiae, & aequae Suae Majestatis Sacratissimae Consilii; Magister Gabriel Kapi, Judicis Curiae Regiae Prothonotarius; & Emericus Mátyasowolsky, Tabulae Regiae Judicariae Assessor, nec non Zempliniensis, Sárospienensis, Unguentis, Scepaenensis, Bereghienensis, & Ughocienensis Comitatum Vice-Comites. *Circa Transylvaniam:* Illusterrimus & Reverendissimus Dominus Episcopus Csanadiensis Comes Ladislaus de Nádasd; Illusterrimus Dominus Comes Petrus Zichy, Dapiferorum Regalium Magister; & Comes Alexander Karolyi, Comitatus Szathmariensis Supremus Comes, omnes Suae Majestatis Sacratissimae Consilii; Praefati Martinus Szlezeky, & Gabriel Kapi, ac Sigismundus Palagay, Tabulae Regiae Judicariae Assessor; nec non Szathmariensis, Bihariensis, Maramarosiensis, Mediodicis Szolnok, Kraszniensis, & Zarándienis Comitatum Vice-Comites, ubique pro Interesse Suae Majestatis Sacratissimae, & Sacrae Coronae, in praemissis, und ex Consiliariis Camera Hungaricae, & Causarum Regalium Directore, aut ejusdem substituto, praesentibus: Qui quidem Commissarii hancce sibi delegatam Rectificationis Metarum Provinciarum, cum aliis ex parte Vicinarum Provinciarum, per Suam Majestatem Sacratissimam benigne denominandis Commissariis, praefixò superinde Terminò, elargiendisque necessariis Mandatis, modalitate in praemissis Articulis, & aliis ibidem citatis Legibus specificatè, optato jam tandem effectu mancipare, & illa etiam, quae seu ductu Articuli 23. Anni 1681. seu aliàs, & exposit. peracta Reambulatione, à finali duntaxat Sententia Executione dependenter, pro desiderata Statuum Consolatione, absque ulteriori mora, eademque occasione Controversias quoque inter Dominium Holies, & Moravos Gódingenses, ratione 90. circiter Iugerum Terrae, à Dominio Holies avulsorum; Non secus & circa Insulas, inter Hungariam & Styriam, juxta defluxum Fluvii Muræ, per ejusdem vehementiam avulsas, vigentes, revidere & determinare, ac pro benigna Suae Majestatis Sacratissimae Ratificatione, effectu mancipanda referre possint, ac debeant: Interè verò, omnia in statu quo ab utrinque maneant; Supraascriptos nihilominus Commissarios Suae Majestatis Sacratissimae ad numerum, qui necessarius videbitur, restringendi facultatem sibi benigne reservat.

## De Prædiis impopulandis.

## ARTICULUS XVIII.

Passim in Regno Prædita comperiuntur etiam talia, in quibus adhuc Structurae & Incolarum Habitationes conspiciuntur; Quorum Incolae Portarum Connumerationem ingressi, juxta eandem, obtingens Contributionale in Comitibus supportarunt, verum & redire

TOM. VIII. PART. II.

volentes, per Dominos Terrestris non admitterentur; Eapropter Sacratissimae Caesareae & Regiae Majestatis clementer annuente, statutum est: Ut talium Oppidorum, & Possessionum ruralium, antehac Portas Ingressarum Incolae, quodocunque dispersi, ad propria Habitationum suarum Loca redire, & Incolatum suum recipere volentes, per Dominos Locorum Terrestris (nisi eadem Loca interea per alios populata jam fuissent, vel legalis Praescriptio intercessisset) sub poena, contra Colonos profugos recipientes, & non relictuentes statuta, per Magistratum Comitatensem, de Bonis similibus Dominorum, redire volentes ejusmodi Subditos non recipiant, irremissibiliter desumenda, admitantur; Neve Possessiones per desolationem Subditis diminutae, ad praestandas antiquas Datas, ab integris Possessionibus praestari olim solitas adigantur, aut Subditi & Incolae, ultra ritè confectum Urbanum, à Dominis suis Terrestribus, quibusvis insolitis extra-Urbalibus, minusque debitis Oneribus, cum dispendio Boni publici onerentur, in conformitate Articuli 101. Anni 1715. Magistratus Comitatenfes invigilare, & Subditos ab Oppressionibus Dominorum Terrestrium immunes conservare, ac contra eosdem Dominos Terrestris, Autoritate Magistratualem animadvertere debeant, & teneantur.

*Ut ratione Bonorum in Article 10. Anni 1715. Specificatorum, & prae manibus quoruncunque existentium, Infantibus Regnicolis, coram Tabula Regia, Justitia administraretur, & usque ad decisionem Litis non distrabantur.*

## ARTICULUS XIX.

Licet quidem respectu Bonorum, è potestate Turcica vindicatorum, Pretendentibus & Jura sua comprobare volentibus Regnicolis, per Articulum 10. Anni 1715. provissum fuisset; Intuitu tamen demissa hoc in Puncto repetitè Statuum & Ordinum Regni, Partiumque eidem annexarum Instantia, Sua Majestas Sacratissima benigne annuit: Ut Pretendentes ratione talium Bonorum, in Tabula Suae Majestatis Sacratissimae Regiae Judicariae, praesentibus duobus Consiliariis Camera Hungaricae, prius tamen Judicum Juramento, & duntaxat pro Causis perperis Commissioni Neo-acquisita submissis, adstringendis, & sine ulla proflus alias Causas, nunc, vel in futurum in eadem Tabula judicandi consequentia, adeoque praefixè pro discussione talium Causarum vocandis & adhibendis, Jura sua prosequi & comprobare possint. Quas Tabula Regia Judicaria, cum omni Autoritate & plena facultate, modalitate ejusdem Articuli, ex integro cognoscere, finaliter decidere, & reali etiam Executioni mancipare possit ac debeat; Salvò nihilominus Gravatis in hujusmodi Causis, ad Suam Sacratissimam Majestatem recursum; Directore Causarum Regalium, tempore Examinis & Discussionis ejusmodi Causarum, modò haecenus observatò, exesse debente: Non secus, ut comprobatis Juribus suis, ipsi instantes, ad exigendum repetiti Articuli 10. in partem sumptuum, quos Sacra Regia Majestas in priori diuturno Bello Turcico perulit, proportionatam Quorram conferant, & ea solum Loca Neo-acquisita hinc intelligantur, quae usque ad Annum 1715. recuperata fuerant; Salvò pariter Fisco Regio legali Actione, contra, in Comitibus eodem Articulo denotatis Bona possidentes, permanente: Quod Regnum autem Croatiae, usque ad ulteriorem Suae Majestatis Sacratissimae Dispositionem, & necessarium praecitati Articuli 10. maneat.

*De Reapplicatione & Reincorporatione, ad Sacram Regiam Hungariam Coronam spectantium.*

## ARTICULUS XX.

Siquidem Sacratissima Caesarea & Regia Majestas, tam de eorum, quae ab olim ad Regnum Hungariae spectabant, quam etiam in mediolito Regni existentium, Militarium & Cameraticorum Locorum, juxta Articulum 92. Anni 1715. fienda reincorporatione, stante adhuc praesenti Dieta cum initium se esse modum clementissimè resolvisset; Ut Status & Ordines, Regiam Benignitatem & Clementiam, in hoc quoque Puncto experiri valeant; Cujus siquidem benignae Resolutionis, propter temporis brevitetem, & necessarium Dispositionum non effectuationem, participes reddi

H

nequi-

ANNO 1723.



ANNO  
1723.

nequivissent; Idem Eidem Majestati Sacratissima humiliter supplicant; Ut præcitus Articulus quantocyus effectuaretur, & præmissa Cameralia, ac Militaria Loca, instar aliorum Contribuentium Locorum, pariter Contributioni & Comitatum Jurisdictioni, cum proportionato Onere indilata subijciantur.

*De Militiæ Excessibus, & Regalibus sufferendis.*

## ARTICULUS XXI.

Ut quodam Militiæ Excessus, Articulus 43. Anni 1715. exactè observetur, & Generalium aut quorumvis Commendantum, seu in Exactionibus Tributorum, seu sic dictorum Regalium, quomodocunque, aut quocumque introductos, hoc quoque pacto semet Status & Ordines, Regià benignitate consolatos esse sentiant, eum instituendum ordinem benefata Sua Majestas Sacratissima clementer resolvit: Quò Regalia quidem, & quævis Tributa, præter Jus, & æquum, in Præsidii quibusvis, per Generales, aut Commendantes eorundem introducta, simpliciter, & quantocyus fieri poterit, tollantur, & cessentur: Illa verò, quæ seu ex usu antiquo, & continuata Consuetudine, sive ex Concessione quapiam, per Generales, & Commendantes, in partem Salarii sibi deberi prætenduntur, præviò superinditititendo Examine, & compertà rei Veritate, ex aliis mediis, per Suam Majestatem Sacratissimam clementer ordinandis, absque ulteriori Regnicolarum aggravatio compensentur. Quia autem stante præfenti Diætâ extensis ordinata in præfenti Dominorum Commendariorum Regionum, cum Concurfu Statuum, & Consilii Bellici, ac Cameræ Aulicæ inchoata Commissio, finem sortiri nequiverit; Ideo Status & Ordines, benignè Regiæ Resolutioni insistentes, pro ejusdem finitâ statim Diætâ fienda continuatione, & benignè Resolutionis Regiæ effectuazione supplicant.

*Ut Articulus 72. Anni 1715. de Austriacis, Styris, & aliis vicinarum Provinciarum Incolis in Hungaria Fundos possidentibus, effectuatur.*

## ARTICULUS XXII.

Ut finitæ, & Annis præteritis Suae Majestati Sacratissimæ, ex parte Regni humiliter relatæ, in præcitus Articulo ordinatæ Commissionis quantocyus effectuarentur, & idem Articulus Executioni demandetur, Status & Ordines Eidem Suae Majestati Sacratissimæ humiliter supplicant.

*De Generalatum ad Confinia Translatione, & non necessariorum Præsidiorum evacuatione.*

## ARTICULUS XXIII.

Sub proximè præterita Diætâ Status & Ordines Regni, Majestati Suae Sacratissimæ humiliter supplicuerunt: Ut recuperatis jam ulterioribus Partibus, Hofteque naturali, ad remotiora propulsato, Cassoviensis, Cis & Trans-Danubialis, Jaurientis, Comariensis, Varasdiensis, & alii Generalatus, ad fines Hungariæ, & Partium eidem annexarum ponantur, & conferantur: Ab eo autem tempore longè ulterius, Deo propitiò, Terminis extensis haberentur: Hinc Status & Ordines Suae Majestati Sacratissimæ, non solum pro effectuazione Articuli 42. Anni 1715. sed etiam non necessariorum Præsidiorum, juxta benignam superinditititam Resolutionem Evacuacione, humiliter supplicant.

*Pro Revisionibus Appellationum penes Dominum Comitum Palatinum, quâ simul etiam Locumtenentem Regium, Judices denominantur.*

## ARTICULUS XXIV.

Benignè admittit Sua Majestas Sacratissima, ut in septem Articuli 24. Anni 1715. præter Septem Viros, ad Imperatorem Judicium Regium Septem-Virale, sub Præsidio Regni Palatini, & simul Locumtenentis Regiæ, alii adhuc octo, duo quidem ex Prælati, & duo ex Magnatibus, & demum quatuor ex Statu Nobili, ex omnibus Regni Partibus, pari cum præfatis Septem Viris Voto, & Salariis constituantur, ac ad Administrationem Justitiæ, æquali omnes Juramentò

ANNO  
1723.

adstringantur; Substitutione in locum legitime absentium, aut aliter impeditorum, usque dum per Regiam Majestatem, vel eidem Substituti pro actualibus confermentur, vel alii in locum Eorundem denominentur, Comitui Palatino salva permaneat; Hujusmodi autem Judices, intra tridui Spatium, sub pena Florenorum 100. Judiciorum celebrationi adesse teneantur, nisi gravis infirmitas, vel legale quoddam impedimentum eosdem excuset. Præviò demum modò comparentes, statim horis, pro Causantium commoditate confidere, & ad minus undecim cum Præside, ad ferendum Judicium continuò præsentem esse debeant: Absente demum quacunque legitima de Causa Regni Palatino, Judex Curie Regiæ, de usu etiam hæcenus observato, præsideat.

*De Tabula Regia Judiciaria, Ejusdemque Stabilitate.*

## ARTICULUS XXV.

Et quamvis Tabula Regia Judiciaria, sensu Articuli 10. Uladislai Regis Decreti 1. & Articuli 38. Anni 1559. ac aliarum passim sancitarum Legum, superioribus quoque Sæculis, pro continuò celebrata fuisset; Magnò nihilominus Causantium, & Justitiarum sitentium damno, ad certa tempora reducta, ac vel maxime temporum injuriâ, Judicia interrupta existitè compingentur; Pro Justitiâ itaque, per quam Regna subfistunt, continuò administranda, Sua Sacratissima Majestas Tabulam Regiam Judiciariam, cum plenaria secundum præscriptum Patriæ Legum judicandi facultate confirmat, ac suo in vigore, & integritate conservandam, ac non nisi Feriis & Justitiis demptis, ut pro continuò confideat, Causantibusque, non obstante aliquorum legitima absentia (ita tamen, ut ad minus Novem Judices Tabulares cum Præside adsint) Jus & Justitiâ administret, Juratosque sensu Articuli 8. Uladislai Decreti 4. pro necessariis functionibus adhibendos, Tabula hæc Regia salariatos habeat, statutum est.

*De Causis ad Tabulam Regiam Judiciariam spectare debentibus, Juridicisque Remediis, & Terminis Evocationis.*

## ARTICULUS XXVI.

Licet quidem Causæ Articulares, & Fori Extraordinarii, Comitui Palatini; Defectuum item Seminis, Judicis Curie Regiæ Judicio subiectæ fuissent; Ad celerius nihilominus, & exactius administrandam Justitiâ, benignè annuit Sua Majestas Sacratissima; Ut quævis Causæ, tam videlicet præcensitæ, quàm & aliæ Tabulares, quoscunque Regnicolas, ac Fiscum etiam Regium activè, & passivè tangentes, in Tabula Judiciaria Regia (salva Parti succumbenti, ad Tabulam Septem-Viralem Appellatione) judicentur, & terminentur; Ita tamen, ut in Causam attractis remotius habitantibus, quatuor ad minus Quindenarum Terminis, & is quidem pro certa, & determinata die, nè Causantes, ob incertitudinem diei, quâ Causa eorundem levaretur, diutius cum gravi Expenfarum suarum profusione expectare debeant, præfigatur. Pauperum autem, & antiquiorum Causarum, sicut hæcenus, ita impotenter quoque condigna ratio habeatur, eademque ante alias affumantur, & decidantur; Juris remedia eò usque durent, & observentur, quousque de hisdem, & Poena temerè litigantium, in Emendatione Legum aliud non statuatur.

*De Tabula Banali.*

## ARTICULUS XXVII.

In Regnis pariter Croatia, & Slavoniæ singulis Annis, exceptis Feriis, & Justitiarum temporibus, statòque suo loco, & tempore, per Dominum Comitum Banum, & universos Regnorum Status determinando, Tabula Banalis sub Præsidio Comitui Bani, aut eò absente, & legitime præposito, Locumtenentis, seu ejusdem Comitui Bani Vice-Generis (ad quem omnium Comitatum Regnorum Dalmatiæ, Croatia, & Slavoniæ Causæ, per Viarum Appellationis deducendæ erunt) celebretur, taliterque, & non secus, more etiam hæcenus legaliter observato, per Viarum Appellationis, & Transmissiois in Tabulam Regiam, ac demum etiam abinde in continenti, ex antiqua Consuetudine,

ANNO tudine, in Septem-Viratum, Causarum Appellata, earundemque Revisiones legitime deducantur.

1723.

*Tempore Revisionis, appellatarum Causarum procedentes Judices, & alii Interessati, etiam in Sedibus Judicariis Comitatuus exesse debeant.*

## ARTICULUS XXVIII.

Pro majori uniformitatis ratione, & exactiori appellatarum Causarum Revisione statuitur: ut ad conformitatem Articuli 8. Uladislai Regis Decreti 4. & Articuli 13. Anni 1537. Judices in Causis propriis, & Principalium suorum in Tabula Regia veniant. Non secus & alii quocumque modo Interessati; Prout & Vice-Comites, & Judices Nobilium, ac Iurati Assessores, in Sedibus Judicariis Comitatuus esse non possint, & post factam Causarum coram isdem ventilatarum Relationem, sub earundem Discussionem exesse impoterunt debeant.

*De Feriis, universilibusque Jurisditionum Terminis.*

## ARTICULUS XXIX.

Pro Judicium, & Causantium Directione, servandoque debito ordine, Sacratissima Casarea, & Regia Majestate annuente statuitur: Ut Feria Nativitatis Domini, initium sumant à Festo Sancti Thomae Apostoli, & durent ad Dominicam primam post Epiphaniam; Dein autem per ultimos Dies Bachanaliorum, usque ad Dominicam primam Quadragesimae; Postea vero à Dominica Passionis (ut videlicet Praefati, pro exequendis, isdem hebdomada Sancta incumbitibus Functionibus, una & reliqui Judices etiam, Devotionis Causa adesse possint) ad Dominicam secundam post Pascha; Insuper per Hebdomadam Sacri Pentecostes, usque ad Dominicam Sanctissimam & Individuam TRINITATIS: Jurisditioni vero Messis, à Festo Sancti Ladislai Regis Hungariae, usque ad Festum Sancti Stephani: Vindictae autem à Festo Sancti Michaelis, usque ad Festum Sancti Martini Episcopi: De reliquo praeter praemissa, praevio modo universaliter observanda Jurisdictio, adhuc triginta dies ante Dietam, & sub toto Dietali decursu, juxta Articulum 49. Anni 1655; & Articulum 12. Anni 1507. usque ad reditum Nunciorum; Non secus & omnes Dominici, juxtaque Sancti Ladislai Caput 38. Libri 1. à Sancta Romana Ecclesia, in Foro Fori celebrari soliti; Festorum & Rogationum etiam dies; nec non tempore Insurrectionis Generalis, pro universilibus Jurisdictis, antiqua Regni Consuetudine exigente, imposterum quoque tenendi, & in omnibus Sedibus Regni Judicariis observanda veniant, quod Jurisdictio, sensu Articuli 70. Anni 1618. (praeter solas Causas Matrimoniales) ad Sacras etiam Sedes extenduntur.

*De Tabularum Districualium Ereptione, & Personis ad easdem adhibendis.*

## ARTICULUS XXX.

Siquidem pro celeriori, ac exactiori Justitia administratione, & à multis Annis intermissorum Generalium aequè, ac Brevis Judiciorum celebratione, Tabulae Sacrae Majestatis Sacratissima Regia, exceptis Jurisditionum temporibus perpetuo celebranda venier, ibidemque Protonotarios ex muneris sui exigentia, sensu Articuli 34. Anni 1545. in integro numero, & tenore Articuli 38. Anni 1539. continuò sine exceptione interesse oportere, neque isdem de disamine hujus Articuli alter substitui valeret; Hinc abrogatò antehac per eodem in Partibus exercitò Processu; Nè Causantes in Causis Articulo 28. Anni 1715. denotatis, & Forum Protonotariale haecenus respicientibus, beneficio administrationis Justitiae destituantur, secundum benignam Sub Majestatis Sacratissimae mentem & intentionem, Subalternae Tabulae, in quatuor Regni Districibus erigendae decreverunt: Quorum singula una cum Praesidibus, ex quinque Personis Nationalibus, in Regno bene possessionatis, ac Juris Patrii etiam Notitiam, aequalemque Activitatem possidendi habentibus, Judicem Juramentò adstringendis constabunt, à quibus Sententiae ad Tabulam Regiam Judicariam Via Appellationis transmitti, abindeque appellatae ad Septem-Viralem referri debunt: Praeterà pro litigantium Allegationibus, modò haecenus observatò, coram Judicio ad Calamum exci-

TOM. VIII. PART. II.

piendis, perlegendis, consiciendisque, & publicandis Sententiis, & successivè redigendis Processibus, adhuc unus in singulis Tabulis Juratus Notarius, Juramentò Notariorum Sedis obligandus, sine Voto, & quatuor Iurati, ac ex his unus Expeditor cum ordinario Salario; Alii porò Iurati cum Adjuta, pariter Juratorum Notariorum Sedis Juramento adstringendi, adhiberi valebunt; Ad praecavenda porò quilibet impedimenta, Justitiae administrationem, ejusdemque celeritatem cursum remorantia, haecenus quoque per diversa Praeceptoria Mandata plurimum causata, eodem Tabulae Districuales, penes solas Adiones, isdem exhibendas, & cum sufficienti, Quis? Quid? coram quo? quo Jure petatur? & à quo? Declaratione expressandas, & Literis Certificatoriis, proque ratione necessaria Comparitionis, Stylò consuetò per supradictum Notarium, cum Denotatione N. N. Partium Regni Hungariae Cis-Danubianarum Districualis Tabulae Judicariae Praefes, & ceteri Assessores, Nominisque sui appositione subscribendis, Sigilloque Regis cum Inscriptione: Sigillum Districualis Tabulae Judicariae Partium Trans-Danubianarum; Vel pro Qualitate Districuum praesente, isdem concedendo munientis, & expediendis, una cum reliquis acclusis, & apposità Lecta includendas, ac per suprascriptos Juratos, vel pro Sumptuum Compendio, per Judicem Nobilium, seu duos Juratos Assessores illius Comitatus, ubi in Causam attractus residet, vel Bona quaequam haberet, exhibendis, ergaque fidei dignas super earundem Exhibitione Testimoniales, procedant, ultra quos penes singulas Tabulas, unus Advocatus cum Salario adhibebitur, qui Pasperibus, mediis destitutis, gratis assistere obligabitur; tamen hic, quam etiam alii, consuetò Advocatorum Juramentò adstringendos.

*De Loco Tabularum Districualium, Celebrationeque Judiciorum.*

## ARTICULUS XXXI.

Ut porò Causantium etiam Expensis, & commodiori Justitiae consecutioni consulatur; Pro Comitatus, sine praedictio Ordinis eorundem ab intra denominandis, Districibus Cis-Danubiani, Poseniensi videlicet, Nitrensi, Trenčinensi, Barsensi, Neogradensi, Hontensi, Pestensi, Strigoniensi, Zolnensi, Turroczeni, Lyptovienensi, & Arvensi, Locus Tabulae, Libera Regiaeque Civitatis Tyrnavienensis, Pro Trans-Danubianis Comitatus, nempe Soproniensi, Caiszerferei, Szaladiensis, Comaromiensi, Sümeghienensi, Jauriensi, Albeni, Wespriemienensi, Mossonienensi, Tolnensi, & Baranyienensi, Libera Regiaeque Civitatis Gimzienensis, Pro Comitatus vero Transylvanis, Szatmariensi, Szabolcensi, Bereghienensi, Ugocsiensi, Biharienti, Csanadiensis, Csongradienensi (quorundam & Bachienensis, ac Bodroghienensis, propter majorem commoditatem applicarentur) quorundam etiam reliqui Comitatus nondum incorporati (quampolimum reincorporari fuerint) spectabunt, Magna-Paradinum, denominantur, in quibus contineantur, exceptis Feriarum, Jurisdictionumque temporibus celebrari, & praemissi Judices isdem, omnibus continuandorum Judiciorum temporibus interesse, Causasque de Bonis, in eorundem Districu existentibus, & Acquisitioni Actorum substratis, non vero aliarum Tabularum Jurisdictioni submissis, iudicare; Si autem Bona Divisioni, vel Acquisitioni substrata, in diversis Districibus situarentur, in quo Caput Bonorum, vel eodem non existente, potior pars eorundem adjaceret: Pariter & in Liquidis, universa Bona, obligationi submissa habentibus, idipsum observare, aut certis & determinatis Bonis obligatis existentibus, tenori Obligatorum semet, & Actores, & Judices accommodare tenebuntur; Ubi verò Tabularum Praesidem agrotaret, aut aliter legitime impeditum, ac absentem esse contingerit, in ejusdem absentia, Praesidis Officiò primus Assessor fungatur; Ita tamen, ut occasione unius, vel alterius legitimae absentiae, ad minus tres interesse, & pluralitatem Votorum observare debeant; Dùm porò quatuor esse contingerit, Votage bifariam dividerentur, cui Parti Praefes, vel eodem legitime impeditò, & absente, Substitutus adhaerebit, pro conclusivo habebitur, qui Judices, juxta modernam denominationem, Successivè verò juxta Assessoratus senium constabunt, & demor-

H 2



ANNO  
1723.

demortuis, vel aliò advocatis substituendi, post Seniores sequentur: Extra quos convocati Partium, amplius in Judicio non adhibebuntur. Præsident & Assessores, prout & Notarium Districtualium Tabularum, Sua Majestatis Sacratissima, & nunc, & in futurum denominabit; Expeditio: cum verò, & reliquos subalternos, Præsides cum Consilio, ex pluralitate Comitatus, sine præjudicio Sessionum Districtualium, hanc hanc Dietâ (si fieri poterit) determinandorum apponuntur; Loca autem pro præactis Tabulis denominata, re, & necessitate ferente, immutandi, & præactas Tabulas, ad commodiora transferendi, Sua Majestatis Sacratissima facultatem sibi benignè reservat.

*De Terminorum Prefixionibus, Causantium Comparitione, brevitate allegandi, & Sententiarum Executionibus.*

## ARTICULUS XXXII.

In prefixionibus porro Terminorum Judices Tabularum Districtualium, aliquæ Comitatenfes, Articuli 23. Anni 1615. habita Loca à quo, & ad quem, non minus etiam antiquitatis, & veritatis Causa, ex Prædecessoribusque in Causam attractis fieri solite Condensationibus, & Prodigiis, præsertim in factis alieno Literarum, Lit. rullumque Instrumentorum, aut peragenda-rum Inquisitionum Extensiones, Articuli 32. Anni 1681. rationem habere: In Causam attracti verò, prout certificati fuerint, ita etiam in conformitate Certificationis comparere, ad personaliter porro comparandum evocati, & in accessu taliter non comparentes, pro ita comparentibus declarari: Merito nihilominus Causa exigente, tali Declarationi Judiciali erga Deliberationem satisfacere tenebuntur; Quibus præviò modò citatis, pro Comparitione, occasione prima Levata cedet tota Dies, adeoque Judices, ad eandem excipiendam, vel ex Contumacia ferendam Sententiam, ante Solis occasum, pariter & in concursu plurium Causarum, etiam horis pomeridianis conficiant, Causasque juxta Seriem, & earundem antiquitatem videant; Causa nihilominus Pauperum, ante alias levanda, & discutienda, Allegationesque tempore ejusmodi Causarum concursus, etiam extra Confessum, non tamen extra Domum Judicariam, per Juratos excipiendâ venient. Quia autem Causantes per sæpe exundationibus Aquarum, Infirmatibus, aliisque legitimis & evidentibus, inque Titulo 59. Partis 2. expressis rationibus præpediti comparere nequirent, & propterea in totali Partis comparentis Acquisitione convinci, Bonaque taliter Convidictorum Executioni mandari assolerent; Hinc ulterius statuitur, ut contra eodè modò Convidictos, & in Loco Judiciorum non vivos latæ Sententiæ, ad decimum quintum usque Juridicum diem non exequantur: Quibus interea temporis advenientibus, & sufficientem, legaleque non Comparitionis rationem assignantibus, nullo propterea onere gravabuntur, sed Processus sine ulteriori Certificatione continuari, nullâ absentis legali ratione assignatâ, illud unum cum Expensis moræ, Parti Triumphanti refundendis, per Assessores, alternativè ad Judicialiarum Sententiarum Executionem (usque ad ulteriorem Suae Majestatis Sacratissimæ Dispositionem) adhibendos, de Bonis in Districtu Tabulari existentibus, Executioni mandari, hisdemque Convictionem non adequantibus, ex aliis Bonis, in quocunque Districtu reperiendis, penes debitas Transmisiones, Executio, & quidem in liquidis Debitis, sensu Articuli 31. Anni 1659. suppleri debet; Denominatione in similibus, & aliis Casibus, pro ratione eorundem, penes Convidictum permanente.

*De Oppositione, vel executorum Bonorum Reoccupatione, novæque Judicio, & Transmisionalibus, ac Causarum sub Litis pendentia existentium Continuatione.*

## ARTICULUS XXXIII.

Ad coërcendam porro Potentiorum, in non admittendis, & per quoscunque turbandis Judicialis Executionibus, vel verò Bonorum jam judicialiter executorum propriâ autoritate, fiendis violentis reoccupationibus, hæcenus ferè sibi impunè vendicatum licentiam,

ANNO 1723.  
Articulus 31. Anni 1681. ulterius quoque observabitur, qui ad Juridicam, Repulsionem non extenditur. Quia autem de Lege Regni, Judicialis Sententiæ per novum Processum corrigi, emendarique permittentur; Ad compendiandas proinde Causantium expensas statuitur: Ut simplici novò Judicio uti volentes, sine omni Mandato, & duntaxat penes novam Actionem, Causam suam resuscitare valeant: Novum tamen cum Gratia, non nisi penes Mandatum prosequi possint. Demùm ad Partium appellantium Instantiam, Transmisionales Stylò Comitatenfes expediti, & præviò Præambulo: *Sacratissimo Principi, &c. Tabula hæc Districtualis subalterna Judicialia Districtus T. Majestati Vestræ Sacratissime humillimè representat &c.* Posteaque tota Processus Series cum universis Productis inferi: Allegationesque utriusque Partis, à Linea; Deliberatio porro majori caractere describi, intervenientesque ne fors correctæ, cum vocum in Judicio correctarum facta expressione apponi: Subscriptio autem, & Sigillatio; modò in Certificatoris præscripto observari debet. Ut porro ex Sententiarum per diversos Judices latarum Relatione, aut verò ex earundem Transmisione facillè emergibiles Confusiones evitentur, Sententiæ & Decisiones antehac coram Protonotariis factæ, & ab Executione pendentes, per eosdem intra Mensem exequantur, & simul, si defectus quispiam in Executionibus hæcenus factis intervenissent, compertè rei Veritatem corricantur; Executæ autem, & appellatæ, non tamen relatæ, pariter per eosdem ad Tabulam Regiam Judicialiam, ut ibidem more hæcenus consuetò, sub nomine Principalium forum referri possint, transmittantur: Sub Litis nihilominus pendentia existentibus, prævià talem ad Tabulas Districtuales pro Causarum ratione legali derivatione, per easdem continuantur.

*Series Causarum parè ad Tabulas Districtuales pertinentium.*

## ARTICULUS XXXIV.

Quandoquidem Articulus 28. Anni 1715. Causas Protonotariales à Comitatenfis distingueret; Tabulæ verò Districtuales loco Judicatus Protonotarialis constitutæ essent, & per consequens illæ ipsæ Causæ, quæ hæcenus per Protonotarios judicabantur, per Tabulas Districtuales imposterum judicandæ venirent; Idèò usque ad ulteriorem Emendationem Legum, ob brevitatem etiam temporis, Dietâ jam ad finem vergente, appellabilitate; vel non appellabilitate Causarum, & aliis Juridicis remediis, per Status & Ordines submissis, Judicaturque & Foro Comitatenfi, prout & Liberarum, Regiarumque Civitatum in suo esse, usque ad proximè subsequendam Emendationem Legum (ubi etiam Taxæ Expeditionum, tam Tabularum, quam Comitatenfium, Capitularium item, & Conventualium, ac Liberarum quoque & Regiarum Civitatum; pro ratione modernæ temporis, & Circumstantiarum limitabuntur) & usque hucusque continuato relicto, omnes illæ Causæ in præmissis Articulo 28. comprehensæ, & hæcenus per Protonotarios judicatæ, Judicio Tabularum Districtualium subacebunt; Et omnes Causæ Appellabiles, tam in Tabulis Districtualibus, quam Comitatenfis, intra Dominium appellentur & transmittantur; exceptis Causis, ubi Dilapidationis periculum imminet, & aliis in Articulo 28. Anni 1715. contentis, circa quas idem Articulus observari debet.

*De Plenipotentialibus, & Procuratoris, sub Sigillo Comitatum emanandis.*

## ARTICULUS XXXV.

Pro compendiandis Sumptibus & miserorum Sublevatione, Sacratissimæ Cæsareæ Regiæque Majestate annuente, statuitur: ut Plenipotenciales, & Procuratorias, five in Sedibus Judicialis, five Generalibus, aut Particularibus etiam Comitatum Congregationibus facerentur; Sive verò coram Supremo, vel Vice-Comitibus, cum Judice Nobilium, & Jurato Assessore celebrata, & per eosdem relatæ, sub Sigillo Comitatus extradici, & ubique Locorum, & coram quibuscunque Judicibus, & Regni Judicis pro Authenticis haberi debeant, generaliterque emanatæ, intra Annum; Ad hæc autem vel illam Causam, aut usque ad Revocationem emanatæ Plenipotenciales, prout nimirum emanaverint, & celebratæ fuerint, ita quoque considerandæ; Promt & Causa Studiorum, aliorumque in publicis Regni Negotiis, extra

ANNO extra idem existentium, juxta Articulum 14. Uladislai  
1723. Regis Decreti 5. usque ad reditum, pro vigorosis habendæ venient, ac non nisi ad notitiam Partium interessatarum, in quibuscunque authenticis Locis revocari poterunt.

*De Modo Expeditionis Literarum Procuratoriarum.*

## ARTICULUS XXXVI.

Quoniam propter unius, vel alterius Advocati Nomina ex Literis Procuratoris emissionem, Causantes, quem vellet, adhibere nequirent, adeoque sapientia damnificetur; Ideo ad evitandas ejusmodi Damnificationes consultum censetur, ut à modò deinceps, in Literis Procuratoris, hæc quoque Clausula apponatur: Et alios in Regno Juramentò adstrictos Præsentium Exhibitores. Cujusmodi Procuratoris ubique in Judiciis robur fortiantur firmitatis. Et tamen Procuratoris ad Annum duntaxat durarent, ubi tamen per specificationem Causæ, & usque ad Conclusionem ejusdem celebrarentur, eousque pro vigorosis habebuntur.

*De Causarum legaliter institutarum, & quomodo-  
cunque impeditarum ulteriori Promotione.*

## ARTICULUS XXXVII.

Siquidem juxta benignam Sæ Majestatis Sacratissimæ Intentionem, universa, & quælibet Judicia continuò celebranda veniant, & Causantes quomodocunque impediti, celeriter & exactè Jussu administrationem contigui debeant; Ideo ex benigno ejusdem Majestatis Sacratissimæ assensu statuitur: Ut universæ, & quælibet Causæ, tam in Foro Seculari, quàm etiam Ecclesiastico legaliter institutæ, & promotæ, quomodocunque impeditæ, adeoque propter sub Litis pendentiæ existentes, coram Judicibus suis competentibus, ad quos spectare dignoscuntur, servatis de Jure servandis, revideri, & continuari possint.

*De Advocatis.*

## ARTICULUS XXXVIII.

Ne autem propter fusas Procuratorum Allegationes, Processus in magnam molem excrecant, & per id Sumptus augeantur, & Causæ protrahantur, statutum est: Ut omnes Advocati nondum adjurati, non nisi depositò prius confecto Juramentò, quàm brevissimè, modòque antiquitus observato, ac sine multis ambagibus, inutilibusque deductionibus, cum moderatione allegent, magis Legibus & Rationibus, Legi convenientibus, quàm verbis insistant: A frivolis Exceptionibus abstineant; Secus, seu ejusmodi profusas Allegationes, seu ultra tres à modò deinceps inducendas Exceptiones, reliquas quibusvis Judicibus præsindere incumbet: Qui Advocati de Quota Litis, & parte Acquisitionis, cum Causantibus convenire non poterunt; Occasione autem Limitationis Eorundem Salarii, in Processibus Causarum per Judices fieri solite, idem à modò etiam deinceps, habitâ tamen Advocatorum Experientie, habilitatis, & insumpti ac infumendi Laboris debitâ ratione, Judices conscientiosè limitabunt.

*De Capitulis & Conventibus, Eorundemque Officio,  
& Personis adhibendis.*

## ARTICULUS XXXIX.

Ad avertendos quoscunque in Expeditionibus Capitalibus & Conventualibus, hæcenus quoque in nonnullis Locis Creditilibus observatos defectus statuitur: Ut pro Judicialibus Executionibus, aliisque in Articulis 43. & 44. Uladislai Regis Decreti 2. denotatis Functionibus peragendis, ad Capitula idoneæ Personæ, juxta Articulum 67. Uladislai Decreti 4. assumantur, quæ ad tenorem Legum Regni exmittantur, ejusmodique Exmissio, Mandatò Executionali, eum in finem ad locum Creditibilem directò, Annus item, dies, & Mensis, cum Exmissorum Nominibus superinscribatur, & per alias duas Capitulares, vel Conventuales Personas subscribatur, & ità Exmissi ad Præfectorum Legum procedant. Ac ut Conventus, præmissis, iisdemque vigore prædictarum Legum competentè Functiones præviò modò peragendas obire valeant, ad minus quinque Personas, sensu

Articuli 41. Anni 1552. æquè ad publica Regni, in præmissis Articulis denotata Servitia idoneas, intertenere obligantur; Secus Dioecesanus Loci, vel Archi-Episcopus, ejusmodi Personas supplere, & de Eorundem Subsistentia, instar aliorum Conventualium, de Bonis talis Conventus providere possit; Qui Capitulares, & Conventuales, unâ cum Prælato, seu Superiore, Juramentum solum deponere, & tenore Articuli 50. Anni 1559. nec non 10. Matthiæ Regis Decreti 6. sub eodem omnes omnino, cujuscunque demùm Speciei Executiones peragere; Et in Inquisitionibus de verbo ad verbum singulorum Attestationem scribere, earundemque Relationes de Scientia facere teneantur, quæ per Notarium, aut Capitulum, vel Conventum Juratum improcollentur. Universæ demùm Expeditiones, in Capitalibus & Conventibus conservandæ, præter Referentes, etiam per Lectorem, aut Eòdem absente, vel in Conventibus non existente, per aliam Capitulari Personam, vel verbò Conventum Superiorem; Non secus & authenticè extradandæ, cum Nominis proprii appositione subscribantur, ac in omnibus ejusmodi Expeditionibus, sensu prædicti Articuli 44. Uladislai Decreti 1. Nomina Capitaliarum, & Fratrum Conventualium in fine quarumlibet Literarum, à modò deinceps semper inferantur; Et si easdem Expeditiones in Voculis quibusdam corrigi contingeret, per subscribentem hujusmodi correctæ Voculis specificè denotetur, & antequàm extradentur, coram Capitulo, vel Conventu omnes Expeditiones perlegantur; Regi pariter, & Palatinales, ac Banales, in Statutionibus verbò Bonorum Prædialium, per Archi-Episcopos, & Episcopos conferri solitorum, etiam Archi- & Episcopales Homines, universas Relationes, æquè sub Corporali Juramento, coram Locis fide dignis facere, easdemque cum Specificatione Anni, Diei, & Mensis, propriis manibus subscribere obligentur; Ita subscriptæ rursus ad minus duarum Capitaliarum, vel Conventualium Personarum subscriptione roborari, & taliter in Archivum reponi debebunt.

*Juramentum Capitaliarum, & Conventualium Personarum.*

Ego T. Juro per DEUM vivum, & ejusdem Sanctissimam Genetricem Virginem MARIAM, & per omnes Sanctos, & Electos DEI. Quòd ego in omnibus Executionibus, & in omni negotio, quòd ad Officium meum Capitalare, vel Conventuale, Fidei dignitatemque Capitalarem vel Conventualem pertinebit, absquè cujusvis Personæ, Divitis scilicet, & Pauperis acceptatione, omnibusque prece, præmiò, favore, amore, timore, odio, & complacentiâ postpositis, & remotis, tam in Capitulo, vel Conventu, quàm etiam in Partibus extra Capitulum, vel Conventum peragendis, fidelem Executionem, & Relationem faciam: Legibusque Patris, de Fidei dignitate Capitaliarum, & Conventuum, Capitaliaribusque, & Conventualibus Personis, Eorundemque Officio, hæcenus, statutis, & statuendis me accommodabo, easdemque, & antiquas, in expediendo approbatas Consuetudines observabo; Sic me DEUS adjuvet, & Sancta DEI Evangelia.

*Juramentum Regionum, Palatinalium, Banalium,  
& Archi-Episcopalium Hominum post Executionem deponendum.*

Ego T. Juro per DEUM vivum & ejusdem Genetricem Virginem MARIAM, & per omnes Sanctos, & Electos DEI. Quòd ego in Executione, & negotio mihi vigore præsentium commissò, absquè cujusvis Personæ, Divitis scilicet, & Pauperis acceptatione, omnibusque prece, præmiò, favore, amore, timore, odio, & complacentiâ postpositis, & remotis, fideliter processu, proutque res facta, & executæ est, æquè fideliter refero. Sic me DEUS adjuvet, & Sancta DEI Evangelia.

*De Testimoniis Capitaliaribus, & Conventualibus ad  
Executionem emittendis.*

## ARTICULUS XL.

Pacificatâ jam tandem Hungariâ, instauratisquæ ad formam immediate præcedentis Articuli, in eodemque citatorum, instaurandis Capitalibus, & Conventibus, pro faciliiori, & minori cum sumptu peragendarum quarumlibet

ANNO  
1723.



ANNO  
1723.

libet Executionum, celebrandarumque Fassionum commoditate, Sua Majestate Sacratissima clementer annuente, decretum est: Ut cessante ratione, ob quam tenore Articulorum 63. Anni 1550. & 39. Anni 1556. Strigoniensis, & Agriensis Capitulis, illi quidem per totum Regnum, huic autem in remotioribus Transylvanicis Partibus admissum fuisset Executiones peragere, à modò verò deinceps, ut omnis fraus, & quorundam Regnicolarum tacita, in præjudicium ad remotiora Capitula, & Conventus Subterfugia præcaveri possint; Præmissa Capitula, & Conventus pro Regnicolarum commoditate, & necessitate, Executiones & munia Obligationum suarum, in Locis Comitibus proximioribus, ità & Diocesibus, in quibus sita habeantur, modalitate Articuli præcedentis Executiones faciant, usque dum per Emendationem Legum, Classificatione Districum elaborari valeat, & ubi quod Capitulum vel Conventus procedat, superinde provideatur.

*Ne Capitula & Conventus per se, & pro se Fassionibus celebrare possint.*

## ARTICULUS XII.

Cum autem nemo sibi Testimonium dare possit; Hinc Capitula quoque & Conventus, ad reddendum aliis de rebus coram iisdem gestis fidei dignum Testimonium ordinata habeantur, & in concreto, unà cum Præposito, aut Abbate, vel in Conventibus Priore, & reliquis Columnis, Credibilis Loci Testimonium efficiant, adeoque in rebus eorundem Capitulorum, & Conventuum communibus, & propriis (exceptis Procuratoribus, formalitate Tituli 13. Partis 2. emanari solitis, ac Plenipotentialibus, vigore presentis Statuti, pro iisdem admissis) coram senatibus nullas Fassionibus, Jura eorundem Plenipotentialia, aut res quasquonque tangentes, & à fontori Tertii insolventes, celebrare sub nullitate earundem valebunt. Quas Plenipotentialia præviò modò celebrandas, nonnulli coram aliis authenticis Locis revocare poterunt; Cujusmodi revocatio, ad Acta penes tales Plenipotenciales quocumque modò celebranda, nullò modò extendatur.

*De Expeditionibus per Judices Regni Ordinarios, Capitula, & Conventus erga Requisitionia à modò deinceps extradandis.*

## ARTICULUS XLII.

Tamen si sensu Tituli 15. Partis 2. Operis Decreti Tripartiti, Literæ & Literalia Instrumenta ex Capitulis, vel Conventibus, ad Mandata Requisitionia reinventi, & extradati solita, si Originales inibi extiterint, robur sortiantur firmitatis; Autamen experientia eorum reciderit, plurimè quoque Fragmenta & nudas Signaturas, omni authenticatione destitutas, sed nec improcollatas, inter alias authenticas Literas hinc inde sparsas in Locis Credibilibus reperiri, easdemque extradari, & propter magnas inter Partes de talium Literarum firmitate controversias intervenire solere; Ad evitandas proinde qualescunque inconveniencias, Justitia consensum censetur; quatenus in ejusmodi Expeditionibus penes Requisitionia ex Locis authenticis extradandis, per expresse hoc etiam apponatur: *Quid præviò modò extradate Literæ, seu in Originalibus, seu in autentico Protocollo, aut tantummodò inter fragmenta, & Signaturas, sine ulla Protocollatione, vel quacunque demum Authenticatione reperte fuissent; Ut eà modalitate authentice Literæ, à Fragmentis & Signaturis, adeoque legiti næ à minus probantibus per Judices facilius discerni valeant; Per talia porò Capitulorum, vel Conventuum Transumpta, quorum Originalia præfuisse, verum deperdita extitisse, sub fidedignitate propria, Capitula, vel Conventus recognoscere, Præexistencia quidem, & earundem ammissio sufficienter probabitur; Jus verò & res in iisdem contenta, nullatenus per eadem solidabitur: siquidem dicantur hòc Titulo, ad Juris probationem Originales Literæ requirentur: Imò & tales sufficienter, quorum Originale, & primævum Instrumentum in Locis authenticis præexistet: Cujusmodi Instrumenta in Locis Credibilibus celebrata, & etiam super qualibet Executione per eadem peracta, Relatorias Partibus Contrahentibus, Evocatis, Admonitis, Protestantibus, Inhibentibus, vel Inhibitis, Statutis, & Restitutis, Inquisitisque, & Inquentibus, eorundemque Successoribus, taliterque Interessatis, seu jam Evocantes, vel Statuti, alique ex una parte stantes,*

eadem exceperint, seu nondum iisdem extradata fuerint, intra Anni spatium sine Requisitionio extradare, hæcenus quoque obligati, imposterum semper sub pena reclusionis damnorum extradare tenebuntur; Et cum ex Obligationibus mutui, coram Capitulis, vel Conventibus contracti, plurimè incommoditates inveniantur intervenisse, dum similes Partibus contrahentibus extradata, facta successivè sine scitu Capituli exsolutione, Creditoribus restituerentur quidem; Alii manente in Conservatorio Originali, sapienti, & post longum tempus, subinde ab ipsomet Creditore, vel Ejusdem Successoribus, penes Requisitionium exceptæ, rursus tale Debitum à Successoribus Debitorum, fors exsolutionis ignavis prætenderetur; Hinc decernitur: Ut in similibus Casibus, quemadmodum Obligatio ad exsolvendum apponi assolveret, ità Debitor aliter exsolvere non teneatur, quàm ut secutà Solutione, eandem tali Capitulo, vel Conventui insinuare, & iisdem, Minuta Contractuali Exsolutionem factam superscribere, sub pena reclusionis Crediti debeant. Et hoc idem in præmissis, de Requisitionis, per ordinarios etiam Judices, eorundemque Protonarios expediri solitis intelligatur; Et Expeditiones hæcenus, etiam erga Requisitionia emanata, necdum tamen in Judicio productæ, & discussæ, non secus, quàm modalitate hòc Punctò statuta, & præscripta expeditæ, pro authenticis imposterum habeantur;

*De Literis, etiam aliorum Jura respicientibus, ex Locis Credibilibus cum tota serie extradandis.*

## ARTICULUS XLIII.

In grave etiam præjudicium Prælatorum, Magnatum, & Nobilium vergere dignoscitur; Quòd Capitula, & Conventus de Bonis eorundem propriis sonites etiam antiquissimas Literas habere experiantur; Ad Archiepiscopos verò pertinentes, & Bona Secularium Familiarum tangentes, ultra Annum 1500. paucas reperiri; Cùm tamen horum aequè ac sua, sub secura Custodia conservare tenebantur; Præterea nequè ad Mandata Judicum Regni ordinariarum, Literas in iisdem Capitulis, vel Conventibus emanatas extradare vellent, quæ Jura Capitulorum, & Conventuum, aut Episcopatum quocumque pacto attingerent, iicet eorundem propria vel non essent, vel aliquid, eæ contra eorundem Bona, seu in propriis eorundem Literis pro Seculari Statu quidpiam favorabilius contineretur, aut verò de administranda Justitia, vel damno Proximi evitandò ageretur, & per id multorum malæ fidei Possessio, aliorum verò optima Jura elucere nequirent. Quare n. c. in Puncto etiam, ex benigno Suae Majestatis Sacratissimæ assensu statuitur: Ut ejusmodi quoque Literæ in tali Capitulo vel Conventu emanatæ, præ quorum manibus reperirentur, ad sensum Legum, sub pena in iisdem statuta, fideliter, & sub Juramento, per Fidedignitates deponi solito, & debere, Partibus penentibus ad Mandata Requisitionia extraderentur; si verò ex aliis Credibilibus Locis emanatæ fuisset, & Jura etiam aliorum tangere comperirent, in loco nihilominus, ex quo emanassent, non reperirentur, tali in Casu cum eodem Credibili Loco authenticè communicari & abinde aequè ad Mandata extradari debebunt.

*De Conventibus Sancti Martini Sacri Montis Pannonie Relevatione.*

## ARTICULUS XLIV.

Consideratis præterea Conventibus Sancti Martini Sacri Montis Pannonie, tum ipsa peculiari vetustate, tum etiam ejusdem Sacri Ordinis meritis, ex quo idem Conventus jam à multis retroactis Annis Executiones solitas facere cessaverit; Ideò eundem Conventum Regnicolæ censent, & imposterum Executiones, Expeditionesque sub reprobo coram Regni Statibus ejusdem antiquo Sigillo, per eum fieri posse statuunt; Ità tamen, ut Dominus Archie Abbas, Personas Conventuales ad minimum quinque, corporali Juramento in forma annexa adstrictis, pleniò numero, Notariumque idoneum continè habeat, seque una cum Conventu ad instar aliorum Locorum Credibilium, Legibus Regni conformare teneatur; Id quod respectu reliquorum quoque Credibilium Locorum, in Functionibus suis procedendum, & præviò modò nondum restitutorum, cum in ordine ad præstandum Juramentum, tum verò quodam Personas, modalitate Articuli præcedentis 39. extensum intelligitur.

Formula

ANNO  
1723.

ANNO  
1723.*Formula Juramenti pro Archi-Abbate & Conventibus ejusdem, ac aliorum Priore, vel Praeposito.*

Ego T. Sacri Montis Pannoniae Sancti Martini, Ordinis S. Benedicti Archi-Abbas: Quandoquidem Sua Sacratissima Caesarea, & Regia Majestate benigne annuente Conventus Sancti Martini Sacri Montis Pannoniae, per Inclytos Status & Ordines Regni, Patriumque eidem annexarum, in praesenti Generali Regni Dieta congregatos, rursus ad Fidei dignitatem Conventualem autem exercitum, sed injuria temporum intermissam reassumptus, & priori Conventuali Fidei dignitati Articulatim restitutus esset. Ob hoc juro per DEUM vivum, Beatissimam Virginem MARIAM, & per omnes Sanctos, & Electos DEI, quod universa & quaelibet Acta, coram me, ac eodem Conventu, & Testimoniis ejusdem fidei dignis, per quoscunque celebranda, iuste, & fideliter excipiam, improptocollari, & conservari faciam, eademque, & talia modo praevis, in quacunque demum materia; seu successivè celebranda, seu jam ab olim in eodem Conventu celebrata, & reperibilia, iuste, verè, & genuinè, sine ulla prorsus diminutione, vel augmento aliquali, Partibus celebrantibus, aliisque Intercessitibus, etiam ad Mandata Sua Majestatis Sacratissimae, & Judicium Regni ordinariorum, perque eorumdem Magistris Protonotarios expediri solita extradabo sub Sigillo ejusdem Conventus antiquo, & usitato, ex Consensu Suae Majestatis Sacratissimae, Inclytorumque Statuum, & Ordinum Regni renovato, quod nunquam immutabo, fideliterque conservabo; Denique in omnibus Executionibus, & Regni Functionibus, Fidelis meae, & dicti Conventus Fidei dignitatibus commissis, & committendis, in ipso Conventu, vel in Partibus peragendis, absque cujusvis Personae, Divitis scilicet, & Pauperis acceptione, omnibusque prece, praemio, favore, amore, timore, odio, & complacentia postpositis, & remotis, fidelem Executionem, & Relationem faciam, & Legibus Patris, de Fidei dignitate Capitulorum, & Conventuum, Capitalaribusque, & Conventualibus Personis, eorumdemque Officio hactenus statuti, & impositi stans, me accomodabo, easdemque, & antiquas in expediendo approbatas Consuetudines observare, & per consequendum, & semper adjuvandum Juratum Notarium observari facere obligabor; Et si quae Acta Publica, vel Privatorum Instrumenta, in aliis Credibilibus Locis ab olim emanata, in Archivo dictae Archi-Abbatie reperiantur, eadem, & talia, juxta Suae Majestatis Sacratissimae, Inclytorumque Statuum, & Ordinum Dispositionem, Personis ad id deputatis fideliter resignabo. Sic me DEUS adjuvet, & Sacra DEI Evangelia.

*De Archivo Regni instituendo, & de aliorum Literis, ex Camera Regis, & ex Conventu Sancti Martini Sacri Montis Pannoniae, ac ex Transylvania reabandis.*

## ARTICULUS XLV.

Sacratissima Caesarea, & Regia Majestate clementer annuente, id quoque statutum est: Ut universale Archivum Regni, pro interim in Libera & Regia Civitate Posoniensi, & in Domo Dominorum Regnicolarum institueretur; Ad quod Publica Regni Acta, Dietalia, ita & alia Politica, & Juridica, prae manibus quorumcunque habita, sive etiam in Capitulis & Conventibus conservata, seu apud privatas Familias reperibilia, & publicum Regni Statum tangencia, ad summum intra Anni spatium, per manus ordinandi Archivi Conservatoris reponantur; Deinceps verò etiam coram Judicibus Regni ordinariis emananda, in vera, & genuina Copia de Anno in Annum eò transmittantur; Non secus & Privatorum Regnicolarum Literae, & Literalia Instrumenta propria, inibi reponere volentium, acceptentur, & una cum Publicis Regni Actis fideliter conserventur, iisdemque, vel eorumdem Successoribus petentibus extrahantur. Demum, ut universa quoque Litera, & Literalia Instrumenta, apud Cameram Regiam reperibilia, in quantum Fiscus Regis iura non tangerent, ad conformitatem Articuli 38. Anni 1681. Excellentissimo Domino Comiti Palatino; Partes & in Conventu Sancti Martini Sacri Montis Pannoniae, aut alio quocunque Loco existentia, & in quibusvis aliis Locis Credibilibus emanata, intra medii Anni spatium, per manus illustris-

simorum, ac Reverendissimi Comitum Ladislai de Nádasd, Episcopi Csanadiensis; Francisci Elzerházyi, Albensis, ac Emerici Zichy, Atvensis Comitum; Supremorum Comitum; Magistrum item Francisci Szulha Protonotarii Palatialis, & Sacrae Caesareae, Regiaeque Majestatis Consiliarii, ac Comitatus Comaromiensis Vice-Comitis; Reverendissimi item Adami Aclády Praepositi Sancti Michaelis Archangeli de Hanta, Canonici laurienfis, nec non Adami Zichy, & Stephani Biro, illius quidem Bacfienfis Vice-Comitis, hujus verò Jaurienfis Comitatus Tabulae Judicariae Assessoris eum in finem Deputatorum fideliter extradari debeant; Privatorum quidem Jura tangencia, Familiis, ad quas pertinent, restituenda, secus ad Loca Credibilia, unde emanaverunt, Judicium verò Regni, aliaque Publica, ad Regni Archivum reponantur; In Transylvaniam porro quodocunque delata, & Bona intra ambitum Regni Hungariae, & Partes Eidem annexas sita, respicientia, ibidemque reperibilia, Sua Majestas Sacratissima, ex grata & Clementia Sua, fideliter conquenda clementer resolvit, quibus conquestis, & Suae Majestati Sacratissimae humiliter transmissis, eò, quod demum spectabunt, inveniuntur.

*De Poena Larvatarum Personarum, & de Praecavitione, ne falsis Literis Legitimi Possessores evocantur, deque Proditione Fraternali Sanguinis.*

## ARTICULUS XLVI.

Quamquam de Larvatis Personis Titulus 16. Partis 2. Operis Decreti Tripartiti mentionem faciat, de Proditione verò Fraternali Sanguinis, in Titulis 38. & 39. Partis 1. Operis Decreti Tripartiti abundè provium haberetur, sed de ejusmodi Larvatarum, & in alienas Familias semet ingerentium Personarum poena, praemissis in Titulis nihil statutum esset; Hinc, quia Legitimis Familiis magna causari solent praedicia, dum nonnullae Larvatae Personae, incertae plerumque Originis, Nobilitas, & Majorum etiam Familiarum nomina sibi adfiscere, imò conquestis hinc inde Literis, debitam sibi Successionem legittimè, & nonnullam legitimis Possessoribus Lites intrent, ac quodocunque seu per non venit, seu ex non sufficienti Provisione in actualem Bonorum Possessionem pervenire non formidant; In quantum proinde ejusmodi Personae, se ipsi directè Larvam aliorum affumerent, itaque pro Fratribus ferre, & fingere, aut aliter scienter, sub ficto nomine, & Persona, sive propiore, sive remotiore Successione, vel Praerogativam sibi vendicare, dolosè attentaverint, facti non immeritè Capitalem propterea poenam de Lege Patria mererentur, attamen quò in ipsis assumpta Larva fediatur, Posteri etiam eorum descenderent, statuitur, ut tales quoad Personas proprias, in perpetuam Servitutem, ita, quos laeserint, Jobbagonalit subjectione mancipentur; Filii verò, qui non à se ipsis, verum larvatis Parentum vestigiis insistent, scienterque, & temerariè in adfiscitio nomine, & Persona perseveraverint, adeoque non amplius in facto alieno versati fuerint; Possessionati quidem in poena, contra falsarum Literarum Confectores, & Usuatores statuta; nihil habentes verò, in praemissa Servitutis poena vincantur; Econtra verò legitimum Sanguinem, qualicunque demum sub Colore, vel de Bonis exhereditare volentes, & iuccumbentes, vel de Familia abnegantes, aut consequenda Successionis gratia, Parentes, Fratres, aut Sorores, amantes, mente captos, lunaticos, furiosos, & administrationis Bonorum incapaces praetervantes, & ex hoc tales, à propriorum Bonorum Dominio, & Usu excludere satagentes, poenà praemissorum Titulorum puniantur.

*Declaratio Articuli 54. Anni 1655. de Lucro, & Damno Fratrum sonantis.*

## ARTICULUS XLVII.

Magnam Regni, & antiquarum Familiarum ruinam causant Avitorum Bonorum Dilapidatores, dum nonnulli fratres Uterini & Carnales, aut etiam tantum Carnales, vel Uterini indivisi, non ut ab ejusmodi Paternorum, & Maternorum Bonorum Dilapidatione detererentur; sed potius ex fiducia Tituli 43. Partis 1. Operis Decreti Tripartiti, & Articuli 54. Anni 1655. ad eandem provocantur, & ita Domi delitescunt, ex alterius indivisi Fratris, peripse Sanguine.

ANNO  
1723.



ANNO  
1723.

guine, gravique sudore acquisitis Bonis participantes, eadem quoque distrabere non formidarent; Hinc ad præviam Suae Majestatis Sacratissimæ benignam Resolutionem determinatur; Quatenus hic, aut ille Fratrum, qui priori Legi inherere noluerit, non nisi talia Bona, quæ ex Fructibus Bonorum Aviticorum, Paternorum, vel Maternorum acquisita fuissent, communi (Bonis utrumque Sexum concernentibus) etiam inter Sorores Divisioni submittere teneatur; Reliqua verò aliis vils & modis est; penes Portionem ex præmissis Avitiis, eorundemque Fructibus, eidem obvientem, pro se, & Successoribus suis retinere possit; mutà nihilominus in præmissis Bonis Legali Successione, in casu defectus Seminis, pro reliquis Fratribus, vel Sororibus, aut eorundem Hæredibus in salvo permanente. Præterea quævis Bonorum Communium, adhuc Divisioni obnoxiorum, aut verò Fratrum, vel sororum præjudicosa abalienationes, vel etiam inonerationes, sepositis quibuscvis Contractibus, aut Fassionibus (salvis hæcenus initis) deinceps ineundis, tanquam ipso Jure nullis, per Fratres vel Sorores, aut eorundem Successores, & quidem Bonis, in pluribus Comitibus existentibus, coram Tabulis Districulis Comitatus, vel Comitatu adjacentibus, coram Judicibus Comitatus, judicialiter vindicari, ac insuper propriarum quoque Portionum sine jura & legitima, aut non necessaria ratione, vel legali Admonitione, penes Fassionem authenticam intervenientem Distraktionen, sensu Tituli 61. Partis 1. coram Tabula Suae Majestatis Sacratissimæ Regia, vel Banali, in unico Terminio; sub privatis verò Sigillis celebrata, vel celebranda, tanquam hypothecam sapientes, etiam coram Comitibus, per alios Fratres Condivisionales, & Bonis utrumque Sexum concernentibus etiam per Sorores acquiri valebant.

*De Sequestro Dilapidatoribus imponendo.*

## ARTICULUS XLVIII.

Ut ed melius Publico, & Familiis provideatur, ex benigno Suae Majestatis Sacratissimæ Assensu, conclusum est: Quæprimùm ex unius, vel alterius, in immediatè præcedenti Article denominato Ordinis Processu, Dilapidatio Bonorum innotuerit, & Dilapidatorem quempiam esse, aliter etiam edoctum fuerit, talibus per Comitatus Magistratus, in quorum gremio eorundem Bona adiacebunt, Sequestrum imponatur, Bonaque Condivisionalis, vel ed non existente, probo ac honesto, Possessionatoque Viro, sub onere reddendarum quotannis Rationum, erga Salarium competens, per eodem Comitatus limitandum, administranda committatur, de quorum Proventu, existentibus ne fors Creditis, legale Interesse exsolvatur, & de subsistentia eorundem, Proprietario, ad Bonorum Proventum, & exsolvenda Passiva Debita approporionanda, ac per Comitatus limitanda, provideatur, exoneratisque præviò modò Bonis, & subsecutà Dilapidatoris emendatione, rursus eidem gubernanda, & usuanda remittantur, nullàve emendationis spe apparente, ulterius quoque in Sequestro permanent; Legitimis nihilominus & necessariis, justisque, & rationabilibus Inhypothecationibus, earundemque Conditionibus, sensu etiam Tituli 59. & 60. Partis 1. Operis Decreti Tripartiti, & Articuli 29. Anni 1638. & 52. Anni 1655. (extra Bona Majoratum, mobilia, & immobilia, tanquam Fidei commissis, & secundum Continuitas Articuli 9. 1687. inabalienabilia) in suo esse permanentibus.

*Qualianam intellegi debeant propria Acquisita, de quibus unusquisque liberam disponendi Facultatem habet.*

## ARTICULUS XLIX.

Fundatum esse admittit Suae Majestatis Sacratissimæ, ut Aviticorum quascunque Bonorum, Juriumque Possessionariorum Distractores, & aliorum Bonorum Comparatores, in quantum Avitica distraxissent, in tantum aliorum Acquisitores, priusquam ejusmodi distracta redintegrant, dici nequeant; adeoque statuitur: Ut prævià Judiciali talis Causa cognitione, aut decisione, illa non nisi habeantur pro Acquisitis, liberæ Dispositioni, juxta etiam Articulum 26. An. 1715. subjectis, quæ five ex Fructibus Bonorum Aviticorum, vel aliis propriò Marte, ac industria, extra casum Distraktionis

Aviticorum, Paternorum, vel Maternorum, comparatur, & acquiruntur.

ANNO  
1723.

*De Majoratu, & Declaratione Articuli 9. Anni 1687.*

## ARTICULUS L.

Siquidem ex Article 9. Anni 1687. de Instituto, ac instituendo per Magnates Regni Majoratu sonante, quæpiam difficultates emeruisse compertantur; Idè pro evidentiore ejusdem intelligentia, ex benigno Suae Majestatis Sacratissimæ assensu decernitur: Ut ejusdem Institutio, non solum pro dispositionem Testamentariam, sed etiam authenticas Fassionem & Donationem Regias, per Acquisitores obtentas, salvo tamen Jure, deducendo ære alieno, ante Majoratus Institutionem, & Publicationem contractò, imposterum quoque, præcedente semper Confirmatione Regia, libera maneat; Ne tamen per Majoratum Institutionem, Creditores, vel alii quicunque circumveniantur; Ejusmodi seu jam instituti, seu verò instituendi Majoratus, in Generalibus Comitatum Congregationibus, ubi Bona Majoratus adiacebunt, publicari, & improbecollari debeant; Per hoc tamen Status Nobilitari, & fundamentalibus Legibus, de libera Dispositione sonantibus, nequiquam præjudicetur, quin potius uniuscujusque de propriis acquisitis liberè disponendi, si verò quæpiam Nobilium ejusmodi Majoratum instituere voluerit, ad Suae Majestatem Sacratissimam, eidem recurrendi facultas in salvo permaneat.

*De Causis respectu Cameralium Bonorum promovendis.*

## ARTICULUS LI.

Benignè annuit Suae Majestatis Sacratissimæ, ut in quibuscvis Casibus, & Causis, Bona Fiscalia, & Cameralia tangentibus, contra Supremum, vel Vice-Directorum Camerarum Regalium, servatò pro ratione Casuum debitò Processu, tam activè, quam passivè procedatur; Ac ut Cameratici, alique Officiales in Personalibus, & Rebus eisdem privato Jure concernentibus; Non solum, & in Casibus Vitiolarum, Legibus Patriis, & Pœnis subesse debeant.

*Articulus 54. Anni 1715. confirmatur, & ad Dammificationes privatas inter pares extenditur.*

## ARTICULUS LII.

Ut non tantum Debita Creditorum Fidelium, seu in continua Fidelitate existentium, seu ad eandem reverforum, per Tumultuantes intrà Fidelitatis tempus ab invitis Debitoribus exacta, & levata, & in publicum ejus temporis Institutum, vel Principium suorum usum non converti, per Creditorem quidem à Debitore, & è converso per Debitorem ab Exactore, cum omnibus idem Debitum concomitantibus Accessoriis, ac insuper Expenfarum refusione; sed etiam alia ejusmodi privata inter Partes ab utrinque motibus implicitas interveniæ Rerum mobilium abalienationes, & subsecutæ exindè damnificationes, que eorum etiam legaliter acquiri valuerunt, nunc quoque judicialiter acquiri possint, Suae Majestatis Sacratissimæ annuente statuitur; Ne tamen Generali Amnistia quocumq; modò præjudicetur, & onus ejusmodi Causarum in Fiscum Regium derivetur.

*De observando Iustizugali Processu, & qualiter pro habentis interventis Debitis Mercatores agere possint?*

## ARTICULUS LIII.

Cum autem compertum sit, apud nonnullos, viliores præsertim Negotiatores, Libros Mercantiles formatos non habentes, varios abusus irrepsisse; Hinc pro futuro statuitur: Ut omnes & singuli Mercatores, & Negotiatores, Libros quidem Mercantiles, sit & formiter institutos teneant, Creditis suis, & Debitis exactò insertis, præterea tamen ab Ementibus, quibus de Mercium pretio fidem habent, vel confectum in ipso Contractu empti, & venditi, de receptis, pro tanto & tanto

ANNO  
1723.

tanto pretio Mercibus Syngrapham, vel Computum subscribendum exposcant, vel verò Computum illud, intra unius Anni spatium, per Notarium, vel aliam Personam fideiignam subscribi petant, quò subscriptò, aut saltem subsignatò, liquidum evadet Creditum; Sin autem Empitor hoc Creditum intra Annum subscribere detrectet, illud erga Extractum Libri Mercantilis cum Testimonio pradietorum Notarii, vel alterius Fideiigni, subscriptionem Crediti postulantium, post præsistum super Libro Mercantili, & verò Debito Juramentum suppletorium, pro liquido habebitur, & coram Iudice competente Executioni mandabitur, refusus Expensis Litis, pro Testimonio etiam dicti Notarii, vel alterius Fideiigni expositis. Quantum autem ad præterita istiusmodi Debita spectat, Mercatores, & alii Negotiatores, vel satagant Credita sua Libris infecta, intra Triennium, à Dato hujus Decreti computandum, per dictum Notarium, aut alium Fideiignum in obligationes Empitoris deducere, & in Casum denegatæ obligationis, Empotorem, juxta Extractum Libri Mercantilis, & Testimonium dicti Notarii, vel alterius Fideiigni, intra præfatum Triennium judicialiter convenire, vel evolutò Trienniò, Debitore interim, pro subscriptione Debiti non interpellatò, neque judicialiter conventò, penes solos Mercantiles Extractus impossitum procedere non valent; sed, si juxta eosdem procedere voluerint, Libros in Originali, coram Iudicio exhibeant, Causasque neglecti Crediti Prosecutionis exponant, & si Libri, pro formiter, & ritè confectis comperiti fuerint, & Causa Judicialis Conventionis intermissa subfiteriatur, præstidò insuper ab Actore Corporali Juramentò, Creditum pro liquido habebitur, Executioni mandandum; Sin verò Liber aut informis, aut alias mendosus esse deprehenderit, Actori proba ordinaria Crediti injunguntur, ac si succubuerit, ad Expensarum Refusionem condemnatur.

*Præteniones contra Polonos tùm in facto Debitorum, tùm Arrestationum, aliorumque acquirenda.*

## ARTICULUS LIV.

Iustum esse agnoscit Sua Majestas Sacratissima, Authoritatemque suam Casareo-Regiam apud Serenissimum Regem, & Rempublicam Poloniam in eo interponere clementer resolvit, ut ordinatà jam sub Præsidio Domini Comitis Alexandri Károly, Comitatus Szarmariensis Supremi Comitatus, & Ejusdem Suae Majestatis Sacratissima Consiliiarii, & Marchesalii Locumtenentis, aliorumque gravium Virorum, pro sufferendis Polonorum gravaminibus, præstandaque læsis satisfactione, ex parte Regni Hungariae existente Commissione, ex parte quoque Polonorum, eorundemque sumptibus, in vicinioribus Locis, parisi Authoritatis quantocius indicatur Commissio, quæ Regni Hungariae Incolis, seu intra Regnum Poloniae, pro Personarum, aut Bonorum Arrestatione, eorundemque, vel verò liquidorum Debitorum detentione, sive aliàs per Poloniae Incolas, quomodocunque læsis, & damnificatis, juri & equitati conformem, reali Executione mediante satisfactionem impendat; Et Actiones, tam Civiles, quàm Criminales, summario Processu, citrà omnem Municipalem Prorogationem, & formalitatem Considerationem degidat, Executioni que mancipet.

*De Residentia Prælatorum in Diocesis & Beneficiis.*

## ARTICULUS LV.

Ut Dominorum Prælatorum piò & salutaris Exemplò, boni ad Virtutem provocari, Discoli verò ad complectendam Christianam Disciplinam animari, reducere queant, Suae Majestatis Sacratissimè clementer annuente statuitur: Ut Prælati, & alii Ecclesiastici Beneficiarii, publicis Regis, vel Regni Officiis, aut aliis gravibus Ecclesiæ Negotiis non præditi, in Diocesisbus, & Beneficiis suis, ad præscriptum Legis, juxta strictam suam Obligationem resident; Nè in contravenientes, Regi etiam Authoritate animadvertendum sit. Beneficia porrò, & Canoniciatus, juxta Articulum 67. Ultradis Decreti 3. aliasque Leges Patrias, Personis benemeritis, & idoneis conferant; Nevè uni Personæ, extra Casum, quò ejusdem Provisioni necessariò prospiciendum foret, plura, quàm unum, Beneficia conferantur, Sacratissima Casarea, & Regia Majestas, id quod Muneris Ejusdem eff, se clementissimè obser-

TOM. VIII. PART. II.

ANNO  
1723.

vaturam resolvit; Illi verò, qui ex Statibus, seu jam ex Collatione Regia, seu Jure & Titulo Fundationis, aut ex alio iusto, & legitimo Jure, Jus Patronatus quorumcunque Beneficiorum, aut Præsentionum habebant, eòdem debite utantur, & in casu Vacantis, Personis aequè idoneis, benemeritis, Liberis, & alteri Ecclesiæ non obligatis ad præscriptum præcati Articuli conferant. Capitulum verò Strigoniense, nullò jam amplius metu Turcicæ Potentiæ superexistente, ut quamprimum fieri poterit, Strigonium redeat, ibidemque continuam figat Mansiorem, conveniens est.

*De Residentia Supremorum Comitum in Comitibus, & Restauratione Comitatum, Vice-Comitum, aliorumque Officialium Conditione.*

## ARTICULUS LVI.

Quândoquidem Supremi Comites illorum Comitatum, quibus præficiantur, Moderatores essent, ac tam Politicorum, & Publicorum Negotiorum, quàm etiam Justitiæ Administrationis Curam sibi principaliter commissam haberent; Hinc ad præviam Suae Majestatis Sacratissimæ benignam Resolutionem statuitur; Ut observatò quodà eorundem Officia 26. Anni 1726. Articuli, nisi Publicis Regis, & Regni Servitiis prædiantur, in Comitibus, quibus præfiant, continuò resident, ac pro avertendis publicum Comitatum, adeoque Regni Servitium memorantibus quibusvis inconvenientis, singulò Trienniò, vel etiam citius, necessitate mutationem quampiam in Officialibus instituendam exigente, Sedes Restauratorias indicare, ac Candidatos, cum priore Vice-Comite idoneos quatuor è Statu Nobilium proponendos, istiusmodi Restaurationem celebrare teneantur; Vice-Comites, aliique Comitatum Officiales sint de Numero, & Statu verorum Nobilium, possessionarij, & disinteressati, ac Dominis Terrestribus ejusdem Comitatus nullatenus obligati, qui ad hujusmodi Officia, ad sensum Articuli 70. Anni 1748. cum consensu totius Comitatus eligantur, Negotium autem Familias Comitum Erdòdy, respectu Constitutionis Officialium Comitatus Vasardienfis, maneat in statu quo, donec ordinarij Juris vià determinatum fuerit.

*In facto Dehonestationis poena declaratur.*

## ARTICULUS LVII.

Benignè annuit Sua Majestas Sacratissima, ut in Causis Violationum Sedis, stante eadem per quoscunque commissarum, ulterius quoque Tituli 69. & 72. Partis 1. Operis Decreti Tripartiti, nec non Articuli 89. 1635. & 94. 1649. Annorum observentur, & penà 25. Marcis levis ponderis, singulos Florenos constituentibus, in continenti compenietur, Poenaque hæc, de Violatione Sedium Judiciarum statuta, ad Congregationes Comitatus quoque extendatur, in iisdemque excedentibus, stante eadem Congregatione insignitur; Pro Dehonestationibus nihilominus Supremorum, & Vice-Comitum, aliorumque Judicum Comitatenum, in actuali Officii sui exercicio procedentium, stante Sede, & Congregatione, per quoscunque factis, Florent 100. sine Expensis; Non secus & contra alios quoslibet, extra Sedem, & Congregationem Comitatus commissis, penes citationem processualiter acquisitis, respectu singularum, diversis temporibus, & Actibus commissarum, in Actione exprimentarum Dehonestationum, eadem Poena adjudicetur.

*De modo Celebrationis Congregationis Comitatum, Violationisque earundem Poena.*

## ARTICULUS LVIII.

Bonus Ordo omnino exigit, ut omnia Comitatus negotia, palàm, & publicè, & debità cum moderatione pertractentur, raltique conclusa improthocolentur, ac ante Dissolutionem Congregationum publicè perlegantur, & hòc modò approbatum Prothocollum, Fidedignitatem fortitur, & in Generalibus Comitatum Congregationibus conclusa, per Particulares Congregationes, multò minùs per Supremos, vel Vice-Comites, aut alios quoscunque, in privato, non immutentur, conclusisque abentes, se etiam accommo-

dare



ANNO dare debeant. In Visitacione porrò, Ratio Legis, & ANNO  
1723. Consuetudinis habenda veniet.

*De Pena Interceptoribus, Detentoribus, Suppressoribus, & Violatoribus Literarum Missitium irroganda.*

## ARTICULUS LIX.

Quandoquidem Correspondentiæ in fide publicâ radiceantur, & earundem retardatio persæpe Correspondentibus plurimum derogaret; Idem Sua Majestas Sacratissima benignè admittit, ut alienarum Literarum Missitium Interceptores, Violatores, Detentores, aut Suppressores, in pœna Florenorum 100. instar liquidâ Debiti desumenda puniantur.

*Declaratur Articulus 101. Anni 1715. in factò Repetitionis Colonorum.*

## ARTICULUS LX.

Esto quidem in factò Repetitionis Colonorum, quoad privatos Dominos Terrestris provisum haberetur: Quia nihilominus iisdem, Colonos suos, cum Collateralium Transmissione, ab aliorum, quandoque etiam remotiorum Comitatum, vel Districtuum Dominis Terrestribus, Liberis, Regiis, Montanisque Civitatibus, Cumanis, & Jazigibus, aut aliis Privilegiatis Oppidis, reliquisque Districtibus, repetentibus, vix aliquem Progressum, imò à Comitibus, vel aliis Locis, à quibus ejusmodi Subditi extradati debuissent, eosdem manueri potius experti fuissent, ita ut Domini Terrestris sumptibus exhausti, & magnis fatigis enervati, à repetitione Colonorum desistere cogentur; Interdum Bonum Publicum pati, & perseverantes, sub onere Profigorum concedere oportuit. Ad Conservationem proinde Boni Publici, Sua Majestas Sacratissima benignè annuente, statuitur: Ut si Comitatus, vel Districtus, aliqua quæcumque ex præmissis Loca, alienos Subditos retinenti, erga laforum Comitatum, vel Dominorum Terrestrium, Lege præscriptas Collaterales, cum iisdem communicandas, & cum Nominum, & Personarum, Locique, ubi residerent, declaratione, ejusmodi Profigos repetent, & non restituerent, tali in Casu, Comitatus, seu jam contra præmissa Loca, seu verò directè Dominos Terrestris, in quorum Bonis conferarentur, penes Mandata Regia, vel aliorum Judicum Regni, mediò Comitatum Judicum procedere, & Jus Domine erga tales Profigos, in aliis Comitatus, vel Districtibus residentes habitum, juxta Leges Patrias sufficienter edocere possint, ac debeant: Quò edoctò, adinventæque Restitutionis obligatione, statim & eò factò (deductis nihilominus omnibus eorundem passivis oneribus) ejusmodi Profigi, unâ cum Rebus suis omnibus, juxta Articulum 70. Anni 1659. & dicante Articulo 101. præcatò, cum Expensis, in acquisitionem illam erogatis, & Pœna Florenorum 100. respectu singuli repetiti, & edocti Coloni computata, de Bonis non restituentium, modalitate Artic. 31. Anni 1556. in præmissò 101. Anni 1715. confirmati desumendis, & conscientiosè limitandis, abscessis omnibus Juridicis Remediis, & solâ extra Dominium Appellatione, conformitate Articuli 54. Anni 1625. & novò Judicò admissis, restitui debent; Si verò Actor sine omni fundamento legali procederet, adeoque in Actione succumberet, & erga restitui petitos Colonos, Jus suum sufficienter non comprobaret, eorum in Causam attractò Expensis gravato, easdem conscientiosè per procedentem Judicem limitandas, & per Eundem exequendas refundere teneatur. Inquisitiones pariter, mediò quorumcumque de Lege inquirere solitorum, etiam in facie Locorum, in quibus Profigi invenirentur, semper liberè, & sine ullo impedimento, etiam cum Assistentia Comitatum, & præmissorum Locorum, in quibus peragerentur, sub securitate institui, & peragi possunt: Quò si verò præviò modò finitò Processu, adhuc tales Profigi non restituerentur, & alius Processus institui deberet, tunc Pœna specificata in duplo, & æque cum Expensis; Et si tertio quoque semet remittentes exhiberent, tunc Villâ, aut illa Portio possessionaria, sensu Articuli 21. præcati, exequi, & Comitatu, vel Parti triumphanti, unâ cum Expensis assignari debet, undè Colonos, præviò modo receptos idem triumphans liberè abducere possit; Cujus Villæ, aut Portionis redemptio, condignâ assimilatione mediante semper observaretur; Si qui porrò

alienos Subditos retinentes, mediò tempore repetitionis, vel mota litis, & pro parte repente eludenda, ejusmodi Colonos aliò translocarent, pœnas prædeclaratæ incurrere debeant; Imò in Casu amissionis Villæ, vel Portionis, ante Colonorum restitutionem easdem redimere non valeant; salvà nihilominus quoad capturam, privatâ etiam Autoritate vigore præcati Artic. 31. liberam, tùm verò Repetitionis quoad privatos Dominos Terrestris Processu, in vigore suo permanentem. Et hæc Dispositio, ad Regna etiam Croatia, & Slavonia extensa est.

*De Migratione Taxalistarum, & aliorum quorumcumque Ignobilium limitanda.*

## ARTICULUS LXI.

Ad evitandas quasvis ex Taxalistarum migratione hæcenus contra bonum etiam publicum, & cum Comitatum enervatione Confusiones, Sua Majestas Sacratissima clementer annuente, decernitur, ut ejusmodi Liberæ conditionis Taxallite ignobiles, vel manumissi, qui in Bona aliquorum Dominorum Terrestrium condescenderint, & Colonicalem, vel censualem, aut inquilinariam obligationem assumpserint, tales, & etiam hæcenus modalitate præviò condescendentes, secundum Conventionem cum Dominis Terrestribus initam, vel ineundam, iisdem obligati manebunt; nullam autem Conventionem cum Dominis Terrestribus ineuntes, præstitis præviò prestandis, liberam migrandi facultatem habebunt; Articulo 101. Anni 1715. aliisque Legibus de Repetitione Colonorum fonsantibus, ad Conformitatem Artic. 52. Anni 1659. pro Dominis Terrestribus posterioribus, penes eosdem, & pro iisdem, sub uno, eodemque etiam Successorum Dominio, in salvo permanente.

*De non translocandis per Dominos Terrestris, ex uno Comitatu ad alium Subditis.*

## ARTICULUS LXII.

Ex quo non sine magno Comitatum præjudicio, Fundique contributionalis diminutione, per nonnullos Dominos Terrestris, in diversis Comitatus Bona possidentes, non raro præficaretur, quòd ex uno Comitatu in alium, suos ipsimet ad incolendas Sessiones abducerent contribuentes Subditos, taliterque per unius impopulationem, depopulatio alterius non leviter procuraretur; Idem statuitur, ne Dominis Terrestribus (exceptis, quos ad Servitia propria adhibere voluerint) Subditos suos ex uno Comitatu ad alium amplius translocare liceat, quin imò sub pœna homagii non redactorum; post admonitionem, & non subsecutam reductionem, de Bonis eorundem Dominorum, medio Judicis Nobilium, ad instantiam Magistratus desumenda, & pro publico Comitatus applicanda, eosdem reducere, vel alios loco translocatorum ad sufferendum contributionale onus idoneos substituire teneantur. Qui verò Dominorum plures Subditos, in uno Comitatu, vel uno Fundo haberet, neque eosdem inibi accommodare valeret, talibus, relicto in priore fundo Subditò, ad supportandam contributionem idoneò, reliquos ex uno Comitatu in alium liberè translocare licebit.

*De Perceptoribus Dominiorum, eorundemque Restantiis per Dominos bonificandis, & eatenus Articuli 37. Anni 1647. renovatio.*

## ARTICULUS LXIII.

Non ultima in Dominis, misera Plebis ex eo quoque consequeretur aggravatio, quòd Dominorum Officiales, per ipsos Dominos, vel eorundem Deputatos constituti, publicas Regni Contributiones à Subditis Dominiorum exactas, cum censibus privatis confunderent, aliorum converterent, aut cum iisdem profunderent; Undè tale onus, aut secundario à miseris Subditis, cum gravi eorundem enervatione, & publici Servitii damno exigeretur, aut Restantiis gravibus accumulatis, ad Officiales, & Exatores eorundem, aliâ citrà consensum Comitatus constitutos relegeretur, à quibus non raro impossibilitatem, & Fundum exsolutionis non habentibus, compensandorum compensatio haberi non valeret; Eapropter ex benigna Sua Majestatis Sacratissimæ

ANNO  
1723.ANNO  
1723.

cratissime Resolutione, Status, & Ordines constituunt, & Articulus 37. Anni 1647. renovant, ac ad tales etiam Dominos Terreſtres, qui ſuprà obtingens Portionale, à Subditis ſuis, variis ſub prætextibus, quidpiam exigant, & id probari poſſent, extendunt, ſtriſſèque obſervandum pariter & id ſtatuant: Ut cenſus Dominales cum publicis oneribus non confundantur; Et ſi Domini Terreſtres, ſive per ſe, ſive mediò Officialium ſuorum Contributionales quoque pecunias, à Subditis ſuis incallaſſent, illuſumodique Pecunia ad Caſam publicam non adminiſtrarentur, memorati Terreſtres Domini, pro Univerſis, ſeu ſuprà obtingens exactis, & pro ſe conſumptis, ſeu etiam per pæſallegatos Officialis diſtractis, Caſſe publicæ Comitatuſi ſatisfaciunt, Iſi autem contra talismodi Officialis viciffim regreſſam habeant; Satisfacere porro reſuentes, per Maſſiſtratos Comitatum, etiam cum Expenſarum Reſuſione, & Bonorum talium Tenetium Dominorum judicialiter ſendi Executione, ac in Summa diſtracta, vel reſtante, ſuo Evictione Dominiorum libera Elocatione, compellunt: Appellatione exacta Dominium iſdem in ſalvo permanente. Denum Dominia univerſa, ac ipſa quoque Fiſci Regii Bona, circa Diſlocationes, Repartitiones, Vecturas, ac alia Publica, ſervitium Principis, & Contributionalia æquè Comitatum Negotia concernentia, ad præcavendas tunc miſera Plebis aggravationes, tunc ex contraventionibus conſuſiones, Comitatum Diſpoſitiones admittere, effectuare, effectuare permittere, ſub pena ſupraſcripta tenebuntur; Hac occasione ad benignam Sæ Majestatis Sacratiffimæ Admonitionem, etiam ſtatuitur: Ut omnes Comitatum, Civitatum, & etiam Privilegiatorum Oppidorum Perceptores, & antiqui ſimilium Officiorum Adminiſtratores, danſis Rationibus adhuc obnoxii, & nondum abſoluti, ita & alii Officialis, in quaſlibet ejusmodi Locorum Perceptions, vel Elocationes ſemet quoquo modo præſent in contra, & præter publicas Comitatum, & præmiſſarum Civitatum Diſpoſitiones immitteſcentes, Civitates quidem juxta præſcriptum Articulus 77. Anni 1715. Comitatuſi autem, & Privilegiatorum Civitatum, Oppidorumque, ſenſu Articuli 57. Anni 1715. Rationes dare quatuorſies obligentur; Nolentes verò, & reſuentes, & quidem Civitates, & Oppidani, renore Articuli 20. Anni 1554. Nobles verò juxta Articulus 65. Anni 1622. ad id compelli debeant, neque ejusmodi Rationum Exactio, multò minus præſtanda ſatiſfactio, per Supremos, & Vice-Comites, aut alios quoscumque Potentiores, in Comitatuſi, vel Civitatibus, ſub pena Reſuſionis talium Reſtantiarum impediri valebit; Quin potius ejusmodi Reſtantia irreſiſtibiliter exigi, & in ſublevamen contribuentium Incolarum converti, præmiſſique Articuli, à modò deinceptis exactis obſervari debebunt; E converſo verò Comitatus quoque, & præſtactæ Civitates, præmiſſas Rationes debito tempore exigant; Secus Perceptoribus eaſdem dare volentibus, & legitime præſtantibus, Maſſiſtratusque cum iſdem admonitionibus, neſcitæque ad ſummum intra Dimelle ſpatium præviò modò earundem cenſuratione demortuis, tali in Caſu, onus ne ſors emergendum, non ad Hæredes Perceptorum, ſed ipſomet ejus temporis Officialis, & Maſſiſtratus, effectivè per Eosdem complandum derivabitur: Ut verò Comitatum, & præviò modò faciendæ earundem Civitatum Diſpoſitiones, tantò exactius effectum ſuum forſiantur, Erogationesque Pecuniaræ debito modò tractentur, à modò impoſitum id quoque obſervandum venit; Ne Supremi, & Vice-Comites, citra, vel contra publicas Comitatuſi Diſpoſitiones, quidpiam pro damnosis, & arbitariis Diſpenſationibus, pro ſe, vel aliis, committere, & erogari facere præſument; Quæ omnia etiam ad Conſilium Regium, & Civitates, Privilegiatorumque Oppidorum Maſſiſtratus, ac eorumdem Judices extenduntur. Circa præmiſſa verò, vel alia quomodocumque gravatis, ac in prima Inſtantia Querela ſue remedium non obtinentibus, liber ad Snam Majestatem Sacratiffimam Recurſus patebit; Calumniatores nihilominus, & injurioſorum Querelatum delatores, in minoribus quidem, reſpectu ſingularum injurioſe delatorum, pena Florenorum 100. & Expenſis, toties quoties deſumenda; In majoribus verò, ſenſu Articulus 18. Anni 1604. & inibi citati, condignè coram Tabula Regia Judiciali convincantur; Ac ut Poſſeſſionibus, & Villis conſtitare poſſent, & alii quibuscumque in Perceptionem ſemet immitteſcentibus, miſeram Plebem aggravandi occaſo adimatur, Comitatum Officialis, vel alii ad id per Comitatus Deputati,

Tom. VIII. PART. II.

publicæ Contributionis, ſub Juramento ſuo, æquam, & juſtam Proportionem & Repartitionem, ſtatim ſub initium hybernalium Menſium, pro toto Anni tempore exoperari, improcollari, & taliter Repartitionem Perceptoribus ſuis authenticè extrahere, ac non tantum eandem per Comitatus publicare, ſed & Perceptores, quamprimum, & ante omnia, ceſſuſque Villæ obtingens, in libellum catenus præparatum, pariter & Exſolutionem, ſtato ſuo tempore gratis inſinuere teneantur; Neque ejusmodi Repartitio, per Supremos, & Vice-Comites, autoritate privatâ, extra Generales Comitatum Congregationis, & ibi quoque non niſi ex juſta, neceſſaria, legitimaque cauſa, & ratione immutari poſſit; Cujus præviis ex cauſis, immutatione, intra quodpiam exciſas Portas habens Dominium interveniente, extandè emergens onus, non in Villis, vel Pagos, extra Dominium, exciſas Portas habentium, derivari non poterunt; Ubi verò Dominia exciſas Portas habentia non eſſent, tale opus, non in unam, vel aliam tantummodò Villam, & Proceſſum, ſed per totum Comitatum, juſtè, & proportionatè derivandum veniet; Iſi verò Domini Terreſtres, Contributionem, non per Comitatus, ſed per ſuos Officialis à Subditis propriis exigentes, eandem ſub pena poſſi angere, & plus exigere, aut exactis propriis Cenſibus, Contributionem in Reſtantia relinquere; Ità & Perceptores, exactâ à nonnullis Pagis, vel etiam Diſtrictibus Contributione aliorum, in ulterius tempus remittere, ac per id moroſorum accumulatæ Reſtantia, reliquos obediens, interdum etiam ſupererogatoriè ad ſolvendum adactos opprimere non audebunt; Quin imò priusquam moroſorum accumulatæ Reſtantia non incallaſſerint, ad novas Aſſignationes condeſcendere, vel novas Impoſitiones à non Reſtantiaris exigere non poterunt; Ex bonificatis porro, vel bonificandis Supererogationibus, aut quibusvis aliis Expenſis, à publicis Erogationibus remanentibus, primum quidem Supererogantes, dein obtingens ſuum exſolventes (non autem Reſtantiaris) proportionatè participare debebunt.

*Extranei etiam Officialis, à Facultatibus propriis, ad onera Publica proportionatè concurant.*

## ARTICULUS LXIV.

Æquitati pariter conſentaneum Sacra Cæſarea, & Regia Majestas benignè agnoſcit; ut etiam Extranei, non Indigenæ in Regno, & Partibus eidem annexis, Fundos quospiam tenentes, ab iſdem, aliſque Facultatibus ſuis in Regno habitis, non tamen à Capitalibus ad Intereſſe elocatis, proportionatè contribuant; Ac tam hi, quam etiam Salis Officialis, in Rebus, & Caſibus (extra horum poſteriorum Officia) occurrentibus, Locis illius, in quo degunt, vel præſtactos Fundos poſſident, Jurisdictionato Maſſiſtratu, & Legibus Regni ſubint; Bona verò per talismodi Extraneos poſſeſſa, juxta Articulus 23. Anni 1715, rehaberi valeant.

*Næ Civitates Libere, ac Regie, non Montane, ac Privilegiata etiam Regia Oppida, à comuni Onere eximantur.*

## ARTICULUS LXV.

Ut Libere, & Regie, non Montane Civitates, Privilegiataque etiam Regia Oppida, Portis ſuis commendandum, & juſto approporionandum æquale Militis Quarterium, aliæque Publicæ onera, inſtar aliorum Locorum ſubeant, Sacratiffima Cæſarea, & Regia Majestas elementer reſolvit: In quantum nihilominus ex ejusmodi Civitatibus, Præſidiarum Militem in medio ſui, Domibusque illoarum haberent, in tantum tales, duplici actualitatis onere gravari quidem nequire, ſed nec Comitatus ad talium Præſidiariorum onera ſubenda adigi poſſent; Pariter & Montanas Civitates, prout & Villas Gremmicienſes, vigore Articuli 43. Anni 1715. ab ejusmodi actualitate Quarteriorum exemptas, ulterius quoque in eadem Immunitate, juxta Articulus præmiſſum, Privilegia item Regia, & alium eorumdem, conſervandas ſtatuit.



ANNO 1723. *De Famulorum ignobilium Mercede moderanda, & initio Servitii aequaliter inducendo.*

## ARTICULUS LXVI.

Ad servandum bonum Ordinem, & pro Contribuentium Hospitum Conſervatione decernitur: Ut reſpectu Mercedis Famulorum ignobilium, circa Rem agrariam, & pecuariam, ac Domeſticas etiam Operas ſervientium, non ſecus, & omium Mechanicorum dietim laborare ſolitorum moderandæ, & ſervitorum initium, ubiſque circa Novum Annum (præter Opiliones, & Maſajum Paſtores, ſtatutum ſervitii tempus habentes) inducendi, Comitatus, juxta Statum & ſtrum, Ordinem & ſalutares Diſpoſitiones facere poſſint, & debeant: Quibus omnes, & ſinguli, tam Hoſpites, Super detinendis autem ſervis ſine Paſſu Dominorum ſuorum hinc inde commentantibus, & profugis, Artic. 101. Anni 1715. ſancitum eſt.

*De Portarum Aduſatione, & Regni Conſcriptione.*

## ARTICULUS LXVII.

Pro æquiori Publicorum onerum Supportatione, & miſera Plebis neceſſaria Conſervatione, Status & Ordines Regni, ſecundum Ideam, ſtante præſenti Dietæ per Eoſdem acceptatam, & Suae Majeſtati Sacraſſimæ humiliter repreſentatam, conſcriptionem peragendam exiſtimant: Circa quam, ſi quæ per Suam Majeſtatem Sacraſſimam addenda, demenda, vel modificanda viderentur, ea, cum Conſilio Regio Locumtenentiali, pro ulteriori elaboratione communicant, in futura autem Dietæ reportentur, ut ſuper iſdem Diſtalter concludi poſſit: Interæ autem temporis, juxta ea, quæ Suae Majeſtatis Sacraſſima in tranſmiſſa Idea approbabit, prænotata conſcriptio peragatur, Portarumque propoſito ſuperinde inſtituatur.

*De Pecunia in Regno, & Partibus Eidem annexis, uniformi Curſu, & Acceptatione.*

## ARTICULUS LXVIII.

Pro reducenda Uniformitate, tollendisque ex difformi minoris Monetæ valore, & uniſque ejusdemque hic acceptatione, alibi verò reſeſione, Emptori, & nonnunquam Venditori noſtris Conſuſionibus, ex benigno Suae Majeſtatis Sacraſſimæ aſſenſu ſtatuitur: Ut omnis generis Monetæ per totum Regnum, Partesque Eidem annexas, æqualis ſit curſus, & Valor, adeoque ubiſque locorum ad unum Florenum centum, & ad unum groſſum quinque Denarii computentur.

*De Presbyterorum Græci Ritûs Filiis.*

## ARTICULUS LXIX.

Ut unitorum Græci Ritûs Sacerdotum Filii, in Presbyteria nati, in Statum, & conditionem Colonicalem non redcantur, talesque prævidi capacitati, & eruditi in Presbyterium aſſumi, & ordinari poſſint. Qui verò Presbyterorum Filii, in Fundis Colonialibus reſident, à talibus Fundis, juxta iuram, vel incundam cum Dominis Terreſtribus Conventionem, in, & ab iſdem contribuere, ac ad communia Onera concurrere debeant.

*Filiorum Patriæ in bonis Diſciplinis educatio, & ut Foundationes, ac pia Legata quæquæ modò neglecta inſtaurentur, & non effectiva effectuentur.*

## ARTICULUS LXX.

Piarum quarumvis Foundationum inſpectionem, & cum Exactione Rationum, utrùm Foundationi ſatiſſiat, inſpectionem, Suae Majeſtatis Sacraſſima pro Apoſtolico munere, & ſuprema Authoritate Sua, vigore Articuli 74. Anni 1715. ſibi benignè reſervavit, & è gremio Regio- Locumtenentialis Conſilii nonnullos deputabit, qui præmiſſorum ſingularum, & peculiarem curam habeant. Circa Foundationem Szirmaianam, tanquam rem de Jure Tertii tractantem, audita etiam parte alterâ, Suae Majeſtatis Sacraſſima, id, quod Juſtitia conforme

ſuerit, clementer diſponet. Fundatio verò Hrabovszkiana in Commiſſione de Negotio Religionis inſtituta, & jam terminata, uberius tractata, ubi Acta ejusdem Commiſſionis reſiſta fuerint, pro æquitate terminabitur. Cæterum, ut in Academiis, non tantum Philoſophicum, Theologicum, & Juridicum etiam Studium exactius, ſeparatim, & ſtatutis horis, præ eandem Scientiarum Studioſis, ſed & alia quævis in Exteris Univerſitatibus publice doceri conſueſta, & Statui quoque Publico, & Militari deſervientia Studia tractentur, & per idoneos Profeſſores tradantur, ubi Status, & Ordines, modum, formam, & media, quibus id commodè fieri poſſit, Suae Majeſtati Sacraſſimæ demitſſe ſubmiſerint, pro Regia benignitate Sua, huic quoque demitſſo Statutum petico clementer annuet, & Conſilium ſuum Regium Locumtenentiale eatenus quoque ſufficienter inſtruet.

*De Eccleſiis, Juribusque Eccleſiaſticis, nè deſolentur, invigilandum.*

## ARTICULUS LXXI.

Articulus 60. Anni 1715. ita obſervandum clementer admittit Suae Majeſtatis Sacraſſima, ut ſi qui Prælatorum, aut quorumcumque Beneficiorum Eccleſiaſticorum Poſſeſſores, Eccleſias, aut Beneficia ſibi concedita minus curarent, adſciſque, & Fundos inſtructos, deſolari permitterent, ruinofos verò non ædificarent; Talium Prælatorum, & quorumvis Beneficiorum Proventus, per Suam Majeſtatem Sacraſſimam, quâ ſummum Eccleſiarum Patronum, in Sequelrum ſumi, & ad Reſtaurationem præſentium Eccleſiarum, aut ædificiorum, & Fundorum reparationem applicari valent. Præterea etiam eò reſeſcendum; Ut Episcopos, & Eccleſiarum Patroni de Parochorum ſubſtitutione, & Subſiſtentia, à Populo, ubi neceſſum eſſet, præſtanda proſpiciant; Ideo Sedecima Decimarum ubique, & etiam Oſlava, ubi in uſu ſuit, Parochis Catholicis ſecundum Leges Patriæ præſtetur.

*De Articuli 40. Anni 1681. quoddam unum Magiſtrum Protonotarium, & Judices Tabulares, tam in Partibus Trans-Danubianis, quam & Superiſoribus obſervandi Modificatione.*

## ARTICULUS LXXII.

Licet quidem tam Protonotarum, quam & alii Tabulæ Regiæ Judiciarum Judices, pro continuo Judiciis intereſſe debeant, eoque modo & loco, ubi Judicia celebranda ſunt, alligati habeantur; Nihilominus ſecundum præſentem Articulum 40. Anni 1681. ibidemque citatas Leges, occasione Conſtitutionis Protonotariarum, & Tabulæ Regiæ Judiciarum Judicum, ut Diſtrictum Partium Superiſorum, & Inferiſorum, ac exinde applicandorum Subjeſtorum ratio habeatur, Suae Majeſtatis Sacraſſimæ annuente, ſtatutum eſt.

*De Loco, ubi Tolnenſis, & alii, quorum eadem eſſet ratio, Comitatus, Sedes Judiciarum celebrent, Acta conſervent, Jurisdictionem Magiſtratualem exercent, in Bonis Dominorum Terreſtrium concedendo.*

## ARTICULUS LXXIII.

Sua Majeſtas Sacraſſima benignè aſſentitur; Ut quilibet Comitatus, pro inſtituendis Congregationibus, & Sedibus Judiciarum, Archivi & Literarum conſervatione, Malefactorumque, & Captivorum Cuſtodia, & Executione, Domum Comitatenſem nondum habentes, in loco ſecuro, & quantum fieri poſſet, pro iſporummet etiam Comitatenſium majori commoditate, in medullis cujuſvis Comitatus, ac, ſi fieri poſſet, in Civitatibus, aut majoribus & Privilegiatis Oppidis comparant, & ibidem etiam Jure Gladii utantur, Dominique Terreſtres, vel Libera Regia, Montanæque Civitates, locum ſufficientem, ſine tamen Apartmentiſ excludere, Comitatus nihilominus condignum ejusdem præcium etiam quoddam Cenfus privatos deponere, quod verò publicas obventiones, eundem à Conſcriptione, conſequenter & onere Locorum exmittere teneantur. Educilla verò, & Macella, aliæque Dominorum Terreſtrium Jurisdictionalia uſurpare non valent.

ANNO  
1723.

*De Appellationis Foro ad Comitatus, ex quibuscunque Oppidis Privilegiatis, & Communitatibus, à quorum videlicet Foro in Sedem Dominalem Via Appellationis Cause hæcenus deductæ non fuissent, & de tollendis Ceborum abusibus.*

## ARTICULUS LXXIV.

Si Oppidum quodpiam extaret, quod Appellationes ex Privilegio ad Tavernicorum Regalium Magistrum, aut Personalem Præsentiam Regiam, vel Sedem etiam Dominalem transmittere non obligaretur, ut abinde Appellatio ad Comitatum transmittatur, æquitati conveniens esse: Quoad Excessus verò Opificum Collegiorum, vulgò Ceborum, Article 79. Anni 1715, provisum haberetur; cui ulterius quoque inhereandum; Et neque Servitores Dominorum officia pro privata duntaxat Dominorum suorum necessitate, in Liberis, Regisque Civitatibus, aut Regiis etiam Oppidis exercentes, per Cebales Opifices in hujusmodi Exercitio sub poena violentiæ turbari valebunt; Stabit præterea in benigno Suae Majestatis Sacratissima arbitrio, Collegiis Opificum vulgò Cebis imperta Privilegia, pro exigentia necessitatis circumferendi, vel planè tollendi, & abrogandi.

*Nò Ligneæ Instrumenta, aliæque Res Venales, Comaromii, & alibi præemanant: Neque Nobiles Regni, per Magistratus Locorum vel Cebas, aut Præfidiarios quòquò modò turbentur.*

## ARTICULUS LXXV.

Pro conservando, & augendo quorumcunque Materialium, & Manufacturarum libero Quæstu, Suae Majestatis Sacratissima annuente statuitur. Ut præemptiones diversarum Rerum venalium, si, & in quantum legitimis illarum usus adestet, Eadem deinceps quoque continuari valeant, ad propriam tamen nonnisi necessitatem restringuntur, non autem eò, ut deinde aliis, cariori iterum pretio, venales ejusmodi Res distringantur, extendendæ. Quò verò ad Incolarum Jaurienfium præsentationem, Article 76. Anni 1715, denotam, ubi dicti Incolæ, ea, quæ prædictus Articulus præscribit, fecerint, clementer applicanda Satisfactio non destituitur.

*De Excessum, occasione Educillorum Regiorum committi solummodo sublatione.*

## ARTICULUS LXXVI.

Ne Arendatores Regiorum Educillorum, præter Jus educillandi Vini, & Cerevisiæ, quampiam aliam sibi, contra Incolas Comaromenses, multò minus contra Magnates, & Nobiles, vel eorumdem in Cellariis conservata, & non educillata Vina, Jurisdictionem vendicent, aut quoscunque demùm Dominos Terrestris, extra Territorium Comaromense, Bons, & Educilla habentes, in Educillatione, vel Vinorum suorum Comaromii, aut pro privata necessitate Cerevisiæ, vasatim fienda Emptione, & Educatione, quòquò modò impediant, aut Vina eorumdem obsequant, prohibendum venit; Qui Arendatores, pro Damnis quoque illatis satisfactionem præstent. Cæterum tales Arendatores, secundum Articulum 16. modernæ Dietæ, Legibus Regni subsint, justum esse.

*De interdicenda Austriacorum in Jurisdictionem Comitatus Mossoniensis involutione, Possessionumque Szinczdorff, ac aliarum Jurisdictionum in Comitatus Callischer Reapplicatione, nec non Familiae Kistsaludi, ac Compossessorum de Büsch, negotio accommodando.*

## ARTICULUS LXXVII.

Si Comitatus Mossoniensis, à Vicinis Austriacis, contrà bonæ Vicinitatis Jura, quodpiam pateretur aggravium, deferat Eisdem Suae Majestatis Sacratissima, ac abinde, non autem per Articulares Constitutionem, Gravaminis sui Remedium; Possessio autem Szinczdorff, & aliæ ejusmodi, à Metallis Commissionis Relatione, Eiusdemque benigna Suae Majestatis Sacratissima approbatione prætolentur. Familia Kistsaludi prosequatur sua Jura, modis, & formis com-

petentibus; Respectu demùm Prædii Székföde, & Anno Possessionis Büsch, illa, quæ non nisi ab Executione dependerent, suis viis, & modis in Executionem inferantur. 1723.

*De Vinorum in Vicinas Provincias Hereditarias educatione.*

## ARTICULUS LXXVIII.

Super Vinorum, & Rerum in Vicinas Provincias Hereditarias instituenda educatione, renovatus Articulus 75. Anni 1715. Ac præterea, eò etiam clementer intendet Suae Majestatis Sacratissima, ut tam versùs Partes Septentrionales, quàm etiam versùs Mare Adriaticum, Vinorum educationem instituere possint.

*De Oppido Kállo Familiae Kálly restituyendo.*

## ARTICULUS LXXIX.

Quantum ad petitam Oppidi Kállo, Familiae Kálly restitutionem, atefata Suae Majestatis Sacratissima, finitè statim Dietà, Commissarios clementer nominabit, qui auditis illis, quorum interet, id in Executionem fuman, quod Juris, & æquitatis ratio dicaverit.

*Pro Obventione Salis, juxta Privilegia habentibus consolandis interceditur.*

## ARTICULUS LXXX.

Quantum ad Familias Perciniam, & alias, quæ à Divis Hungariæ Regibus Privilegiatæ, ex Salis quæstu, dum in usu fuisset, non contemnendam Salis obventionem habuissent, tandemque per sublatum Liberum Quæstum, eò destitui debebant, ad Statum & Ordinum Regni humillimam Interpositionem, Earundemque Familiarum representationem, Suae Majestatis Sacratissima clementer resolvit; Præviò per Regiam Cameram Hungaricam, Negotii hujus examine, sibi quæ fienda dimissà Relatione, id, quod justum, ac æquum fuerit, desuper clementer ordinaturam.

*Infantia, & Negotium Comitatus Sigismundi Nyáry, Familiarum item Amadè & Kerekes, nec non Sándorján, ac aliarum, humillimè recommendantur; Et pro Restitutione Domus Thurzoianæ Viennensis interceditur.*

## ARTICULUS LXXXI.

In Negotio Comitatus Sigismundi Nyáry, tenore Articuli 65. Anni 1715, declarato, non absumit Familiarum Amadè, Kerekes, Baronis Casparis & Adalberti Sándor, ac aliorum Regniculorum, in Vicinis Provinciis, Debita, ac alia Jura acquirenda habentium, certa sui in parte in Article 64. Eiusdem Anni 1715, denotatorum, ubi præspecificat Infantia ea, quæ lisem juxta prædictas Leges fienda incumbunt, fecerint, & Familia Sándor, Præsentiones suas in competenti Marchionatus Moravia Foro liquidaverit, effectum in præmissis Articulis denotatæ benignæ Cæsareæ Regiæ Resolutionis non destituentur: Quorsum etiam Negotium Domus Thurzoianæ, in Article 92. Anni 1655, denotatum, referendum erit.

*De Simonis condàm Pek, & Martini Györy Heredum contentatione supplicatur.*

## ARTICULUS LXXXII.

Parti ratione Simonis condàm Pek, & Martini Györy, Quæstorum, & Negotiatorum Jaurienfium Hæredes, vigore certarum Literarum Obligatoriarum Cambiationis, notabilem Summam præcedentes, ubi Præsentiones suas, Suae Majestatis Sacratissima debitò modò representaverint, Justitia, & Satisfactio iisdem administrabitur.

*Ut Comitatus Bacfensis in Jurisdictione Magistratuali non impediatur, & antiquæ Contributionales Resistantiæ non exequantur.*

## ARTICULUS LXXXIII.

Justum esse agnoscit Suae Majestatis Sacratissima, ut Comitatus Bacfensis in Jurisdictione Magistratuali, Eidem competente non impediatur, neque ad personationem



ANNO  
1723.

tionem Resistantiam, in quantum eadem jam relaxata, ac accommodata essent, ullò modò adigatur; Cameratici verò Officiales, vel Bonorum Fiscalium Arendatores, Violentias perpetrantes, aut aliter excedentes, ut Legibus, & Juribus Regni subint, Sua Majestatis Sacratissima benignissime resolvit.

*De Debitis per nonnullos Comitatus Bodrogensis Officiales, Nomine Universitatis contractis, per eosdem, qui sine Scitu & Consensu Comitatus contraxerunt, exsolvendis.*

#### ARTICULUS LXXXIV.

Quoddam Debita, per quorumvis Comitatum Officiales, nomine Comitatum, in quibus Officia tenebant, contracta, benignè resolvit Sua Majestatis Sacratissima, ut si Obligatoria superinde confecta, vel sine consensu Comitatus illius emanassent, aut penes easdem levata Summa, in commodum, aut utilitatem, vel necessitates publicas ejusdem Comitatus, per istiusmodi levantes & contrahentes Officiales conversa non fuisset, Comitatus ad tallum Debitorum solutionem non obligentur, verum Creditores, ad illos Officiales, qui modò præviò mutuam pecuniam levaverunt, relegendur.

*De Controversia Valachorum Districtus Berettyó, & aliorum.*

#### ARTICULUS LXXXV.

Controversiam inter Episcopatum Varadiensem, & in Districtibus Berettyó, Beiztercze, & Laktág residentes Valachos, Decimam dare recusantes, Sua Majestati Sacratissimæ humillimè representatam, altedata Sua Majestatis Regia, pro Juris, & Justitiæ exigentia clementer determinabit.

*De confirmandis, & observandis 23. 1687. & 125. 1715. Annorum Articulis, eorundemque Extensione.*

#### ARTICULUS LXXXVI.

Quantumvis in universali Libertatum, & Prærogativarum, Juriumque, ac Immunitatum, nec non Legum tam Communium, quam & Municipalium Incoliti Regni Hungariæ, aliorumque Eidem annexorum, & Sacre Eiusdem Coronæ subsectorum, per Suam Sacratissimam Cæsareo-Regiam actu gloriosissimè regnantem Catholicam, & Apostolicam Majestatem, hæc etiam Dieta Articulate clementissimè declarata confirmatione, præcitati quoque 23. & 125. articuli Annorum Articuli indubie confirmati sunt, & habeantur; Nihilominus tamen, plium, & salutare ejusmodi Petitionum, alteditata Sua Sacratissima Majestate clementissimè applicitante, & mox præcitos supra scriptorum Annorum Articulos, peculiariter etiam confirmante, statuitur, nè in præcatis Croatia, & Slavoniæ Regnis, ullius alterius Fidei, aut Professionis cujuspiam, præter solos Romano-Catholicos, Possessionis Bonorum sint capaces.

*De Banali Authoritate.*

#### ARTICULUS LXXXVII.

Ex benignissimo Placito Regio Articulus 114. Anni 1715. quoad Authoritatem Banalem renovatur.

*De restituendo, & Regno reincorporando Terreno, in quo Generalitus Varadiensis illocatus fuerat, pluribusque Quorellis ac Gravaminibus, in Articulis 113. Anni 1715. comprehensis, complanandis, & in futurum tollendis.*

#### ARTICULUS LXXXVIII.

Hæc quoque Punctò datà benignà Resolutione Regiæ humillimè acceptatà, renovatque, & rursum confirmatò Articulus 113. Anni 1715. ut tandem aliquando, ejusdem, & in eodem specificatorem, desideratus indicatè amplius sequatur effectus, à parte Regni necessarij carenus Commisarii, & quidem pro Præsidente, Dominus Aequalis eorundem Regnorum Banus Comes Joannes Pálffy; Dominus item Comes Joannes Draskovich;

Dominus Comes Joannes Csikulyi, Suae Sacratissimæ Majestatis Camerarius; Præterea Regni ejusdem Vicebanus Adamus Daniel Rauch; Vice-Colonellus Nicolaus Malenich; & Comitum Varadiensis, & Crisensis, ex singulo videlicet unus Vice-Comes (non obstante unius, aut alterius absentia, ac in Locum absentis, alterius idonei Subiecti substituendi, penes Comitum Banum, quà Præsidentem, manente facultate) mox finitè præsentì Dietà, cum reliquis, per Suam Sacratissimam Majestatem, à parte Augustæ Eiusdem Aulae ed destinandis, & effectivè exmittendis Commisariis, resolutam carenus benignissimam Commissionem effectuaturo; Non secus de Lika, & Corbavia, inferiorique Slavonia, ad sensum Articuli 128. Anni 1715. cognoscenda cognituro, incorporanda incorporaturo, & complananda complanaturò, abrogandaque abrogaturo denominantur.

*De Celebratione Judiciorum Octavium Banalium.*

#### ARTICULUS LXXXIX.

Pro tanto celeriori in Regnis quoque illis, Juris, & Justitiæ cursu, ac Administratione, in casum absentis, aut legitimè impediti Domini Comitatus Bani, quà alias Judiciorum inibi celebrandorum Octavium ex Officio Præsidis Locumtenens, seu ejusdem Domini Comitatus Bani Vices Gerens, aut alter quispiam, è gremio eorundem Regnorum ad id aptus, & idoneus, per Comitum Banum, & Regnum, de antiqua ejusdem consuetudine, pro Præsidente, toties quoties necessum fuerit, possit ac valeat legitimè denominari & constitui.

*De publicorum Onerum Contumacibus, & refractariis Supportatoribus, ad eadem compellendis.*

#### ARTICULUS XC.

Naturali siquidem rationi, & æquitati conforme sit, illi, cui bonum Publicum commune est, Onerum quoque publicorum supportationem suo modò communem esse debere; Qui igitur contumacijs talibus semet subtraherent, & Jurisdictioni Regni subiecti essent, ut suis viis & modis carenus adigantur, & compellantur, justum omnino esse.

*De abrogandis Tricesimarum abusibus, Legibusque carenus etiam ad Arendatores extendendis.*

#### ARTICULUS XCI.

Articulus 12. & 51. præsentis Dietæ Regni Hungariæ, benignissima Resolutio Regiæ, Regno quoque Croatia, & Slavoniæ communiter Reservet, qui Articuli, ad quoscunque etiam Tricesimarum in Regnis illis Arendatores extenduntur.

*De Confirmandis Prærogativis Nobilium unius Sessionis, & Armalisarum.*

#### ARTICULUS XCII.

Nobilium Campi Turopollyi, prout & Armalisarum, ac unius Sessionis, Exemptiones, Prærogativas, & Libertates, in quarum videlicet legitimo, ac imperturbato usu præfuisent, & ad præsens usque persisterent, pro renovatis, & confirmatis haberi. Familia demum Draskovicianæ, respectu Bonorum Szatichnyák, ita & Comitissæ Barbare Erdödy occasione Domitii Bozlievo; non secus de præcavendis remediandisque gravibus admodum Excessibus Statùs Militaris Caproczensis, Varadiensis, & Carlostadiensis, finitè hæc Dieta quantocius coram ordinata carenus, benigne resoluta Commissione Regiæ uberius remonstrandis, administrandaque carenus Civitatibus Caproczensis, & Varasdiensis, tam Arcensis, quam Civitatis Jurisdictioni, aliisque, per utrumque præmissum, Varasdiensem videlicet, & Carlostadiensem Generalatum, sive per præjudicialiam admodum Fœniliam depascutionem, sive alijs qualitercunque læsis, & injurijs, effectiva Justitia, & Satisfactio, ad Commissionem supramemoratam Articulus 88. remittitur, indubie effectuaturo.

*Ut Familia Erdödyana in integrum Jurium suorum reponatur.*

#### ARTICULUS XCIII.

Justum esse agnoscit Sacratissima Cæsarea Regiæque Majestas, ut Familia Comitum Erdödy, in illam Montis

ANNO  
1723.

ANNO 1723. Montis Claudii, Bonorumque, ac Jurium ed spectantium Possessionem, quam sub magnæ memoriæ Imperatore, ac Rege Leopoldo, penes benignas Ejusdem Regias Resolutiones cum subiecta Metarum, à circum adjacentibus Confinis separatione, ac distinctione, realiter, ac effectivè obtinuit, per Commissionem 88. Articulo clementer resolutam, ac ordinatam iterum repotatur, aut eadem Commissionem ne fors dilata, vel ex quocunque demum capite non procedente, ad avertenda Ejusdem Familia gravia damna, torque Ejusdem illata præjudicia, per aiam, cum in finem, à Sacratissima Cæsarea, & Regia Majestate clementer ordinandam, finita præfenti Dietâ, quantocivis præmissa effectuentur, Confiliaritque Ivaniczenles, ac Crisientles, ab intentandis quibuscvis Violentis, Invasionibus, & occupationibus, taliterque inferendis Damnis, ferio, & districtim coercerantur.

*De Nobilitate Trans- & Cis-Colapiana, qualiter illatas, & ne fors inferendas sibi, per homines & Officiales Cameraticos injurias, legitimo Jure vindicare valeat.*

## ARTICULUS XCIV.

In illatis sibi per Homines, & Officiales Bonorum antea Frangepaniano- & Zriniano-Piscalium, ad præsens verò Cameræ Gracensis, hæcenus, & ne fors in futurum inferendis, tam bene reatibus, quam Personaribus, uti & mixtis injuriis, Nobilitas Trans- & Cis-Colapiana, uti & Maritima, Legali Juris viâ, Sui Majestatis Sacratissimæ clementissimæ annuente, procedat, & beneficiò Articuli 44. Anni 1715. imperturbatè utatur.

*De Civitatis Crisensis Unione.*

## ARTICULUS XCV.

Articulus 127. Anni 1715. in hac materia conditus renovatur; in Locum moderni Domini Comitis Episcopi Zagrabienlis, si commodè adesse non poterit, Propositus, aut alter è gremio Venerabilis Capituli Zagrabienlis, per modofatum Dominum Episcopum denominandus, constituitur, reliquis in eodem præcitato Articulo denominatis Commissariis, in suo Caractere manentibus; Qui mox finita Dietâ, delegatè sibi eatem Commissionem funderentur, examinatique, & cognitio utriusque ejusdem Civitatis Juribus, ante effectuationem Unionis, universa Partium inibi producenda Jura reveidant, & an ejusmodi Unio, absque convulsionem Jurium, & Privilegiorum unius, vel alterius ex prædictis Civitatibus fieri possit, cum Voto, & Opinionibus suis, mediò Inclytæ Hungarico-Regiæ Aulicæ Cancellariæ, prælibatæ Sui Sacratissimæ Majestati reportabunt.

*Ordo Crucigerorum Hospitaliariorum cum Rubea Stella, in Regnum Hungariæ, & Partes eidem annexas, una cum infra scriptis Ordinibus recipitur.*

## ARTICULUS XCVI.

Ex quo Sacer Ordo Crucigerorum Hospitaliariorum cum Rubea Stella, per sedulam Hospitalium, & Nosocomiorum Curam, & Administrationem, in pluribus Regnis & Provinciis, per eundem zelosè exercitam, magnos Christianæ Pietatis Fructus operari comperitur, nec minorem in hoc pariter Apostolico Regno Hungariæ, post Ejusdem receptionem, ex oblata quoque Patriæ Nobilitatis Filiorum, in Ordinem suum susceptione, & ad Functiones, ac Beneficia sui Ordinis, eorundem admissione, Fructum, Statum, & Ordines sibi merito pollicerentur; Hinc præviâ Sui Cæsareæ, & Regiæ Majestati humillimâ Supplicatione, & accedente Ejusdem benignò assensu, ad demissam quoque, coram Statibus, & Ordinibus, eò fine factam Ejusdem Instantiam, ac zelosam Eminentissimam, ac Serenissimam Cardinalis Ducis de Saxonia, Principis Archi-Episcopi Strigoniensis, & Primatis Regni, nec non Venerabilis Cleri Regni Hungariæ Interpositionem, determinatum est: Ut idem Sacer Ordo, in Regnum istud, & Partes Ejusdem annexas, Votò tamen, & Sessione absque omni, pro recepto & stabilitò habeatur, Fundationesque Hospitalium, & Nosocomiorum, debito modò, & ordine, ac à Fundatoribus præscripta Cautione administrare; Non fecisse alta etiam Bona Fundationalia, purè Secularia, & liberæ Fundatorum

dispositioni subiecta, Jure, & Titulò dontaxat Pignoratitio possidere valeat, Filiosque Nobilitati Patriæ, allosque Nationales, in Ordinem recipiat, & Idoncos, ac Capaces, ad Beneficia quoque Sui Ordinis assumat. Pariter & Religiosi Ordines Capucinarum, Fratrum Misericordiæ, Servorum Beatæ Virginis Mariæ, nec non Carmelitarum Calceatorum, & Discalceatorum, & Paulanorum, ita & Societatis Virginum Ursularum, conformitate Articuli 102. Anni 1715. in Regnum istud Hungariæ, & Partes Ejusdem annexas recipiantur; Qui omnes non fecisse hæcenus quodcumque recepti, & quocunque Nomine insigniti Ordines, in signum Pietatis, & Gracitudinis, singuli, Duodecim Sacrosanctæ Missæ Sacrificia, pro Sui Majestatis Sacratissimæ, Successorumque Hungariæ Regum, Regniq; hujus Apostolici Incolumitate, Incremento, & Prosperitate, singulis Annis, & in perpetuum, dicere, & celebrare, prædictæ autem Moniales celebrari facere teneantur.

*De Systemate Consilii Regii Hungarici.*

## ARTICULUS XCVII.

Sua Majestas Sacratissima, Consilium Regium Locomplementale instituit, Præsidè Palatinò cum viginti duobus Consiliariis ex Statu Prælatorum, Magnatum, & Nobilitum, ex omnibus Regni Partibus, per Regem in Majestatem ex nunc, & in futurum denominandis; In casu verò subsecuturæ Consiliariorum Vacantiæ, prælibatum Consilium, non solum omnium, pro eadem Vacantia Instantium supplices Libellos Sui Majestati Sacratissimæ submittit, sed & alios aptos & idoneos, pro re nata, cum opinione demissè proponet, & ulteriorem benignam Resolutionem Regiam præstolabitur; Supernumerarii quoque Juniores, Juramentò adstringendi, ex Magnatum & Nobilitum Statu, sine Voto tamen & Salario, ad idem Consilium, pro capiendi rerum Experientia, ad arbitrium Sui Majestatis Sacratissimæ admittentur, & sepeiditum Consilium, ex Regalibus Proventibus salariandum, ubi primum fieri poterit, ad medietullum Regni collocabitur; Interea verò Positio manebit, neque ex Consiliariis, ulli, nisi legitima de Causa, Præsidis semper infinuanda, præter legales Férias, ex eodem Consilio abesse licebit; ita tamen, ut ad minimum Duodecim, ad latus Præsidis continuò præsentem esse debeant. In legitima demum Comitis Palatini absentia, Judex Curie Regiæ eidem Consilio præsidebit.

*De Consilii Regii Hungarici Cancellaria & Rationaria.*

## ARTICULUS XCVIII.

Directorem Cancellariæ ex Consiliariis, unâ cum Secretariis, Sui Majestas Sacratissima denominabit; Registratorem verò, Rationum Extractorem, Expeditorem, & reliquos Subalternos, ipsum Consilium, observatè Votorum pluralitate constituet; Ipsas verò Expeditiones, Præses cum Cancellariæ Directore, & uno ex Secretariis subscribet. Consilium utatur Sigillò Sui Majestatis Cæsareæ Regiæ, cum circumferentia Aquilæ, in medio autem insignibus Regni; prout hoc in aliis quoque Regnis, & Provinciis Hæreditariis, omni tempore usitatum fuit.

*De Generali Regni Perceptore.*

## ARTICULUS XCIX.

Quando Fundus publicus ad effectum fuerit deductus, & Sui Majestati representatus, sequetur circa Perceptorem Regni determinata Resolutio.

*De Commissariatu.*

## ARTICULUS C.

Directorem Commissariatûs ex Consiliariis, & Statu Magnatum, ac præterea ex omnibus quatuor Regni Circulis, seu Districtibus, quatuor Commissarios Nationales ex Statu Nobilitum Sui Majestas Sacratissima denominabit, & si amplitudo Regni & Districtuum exegerit, ad representationem Consilii, plures etiam constituet, quorum Activitas, per Instructionem jam stabilitam, determinata est.

De



ANNO

1723.

*De Consilii Regii Autoritate, Modoque, ea quæ à benigna Cæsareo-Regiæ Majestatis Resolutione dependent, Sux Majestati representandi.*

## ARTICULUS CI.

Præfatum Consilium à nullo Dicasterio Antico, sed Sua Majestatis Sacratissima, tanquam Consilium Regium, dependebit; Et si quid Sux Majestatis Sacratissimæ representandum habuerit, illud mediò demissarum Literarum suarum repræsentabit, & Majestas Sua Sacratissima, benignam suam Resolutionem, aut per Rescriptum, aut per Decretum Regium, pro varietate Rerum & Negotiorum, eidem Consilio intinabit. Consilarii pro uberiore informatione ad suam Majestatem Sacratissimam mittendi, si necessarii videbuntur, per suam Majestatem Sacratissimam, præviâ Consilii representatione, & approbatione Sux Majestatis, vocabuntur; Quod verò Correspondentiam cum vicinis Regnis & Provinciis attinget, cum in eisdem Regnis & Provinciis existentia Gubernia & Regimina, in rebus Statum publicum concernentibus, ad invicem non correspondent, sed Sux Majestatis Sacratissimæ demissis Relationes præstent; Ideò id ipsum in hoc quoque Consilio Regio observandum venit.

*De Activitate Consilii Regii in genere.*

## ARTICULUS CII.

Ut Consilium hoc Regium Locumtenentiale, contra positivas Patriæ Leges nihil determet, & Distates Conclusiones, per eos, quibus incumbet, effectui participari factas; Ac præterea, ut Conclusa semel per pluralitatem Votorum in Consilio, extra Consilium nemini immutare liceat, justum omnino est.

*De Impopulatione Regni.*

## ARTICULUS CIII.

Ut liberæ quævis Personæ, per Sexennium à quavis Contributione publica libertandæ, in Regnum vocari, ac ejusmodi Libertas per totum Regnum publicari possit, benignè admittit Sua Majestas Sacratissima; Ut autem Patentes, in Sacro Romano Imperio, & aliis etiam vicinis Sux Majestatis Sacratissimæ Regnis, & Provinciis eætenus publicari possint, id cum Statibus prælibati Sacri Imperii, & vicinorum Regnorum, & Provinciarum deliberari debet. Bona etiam Neoaquisitici, juxta Articulum 19. Familiis, ad quas pertinere dignoscuntur, modò ibidem declarato restituentur. Per hæc nam benemeritarum in conferendis Bonis Fiscalibus, Sua Majestas Sacratissima condignam reflexionem habebit.

*Ut Regnicolæ in Rebus & Negotiis Regnum Hungariæ tangentibus, ad Legationes applicentur.*

## ARTICULUS CIV.

Ad exigentiam benignæ Sux Majestatis Sacratissimæ Resolutionis, idoneorum, & benemeritorum Hungarorum ratio habebitur.

*Parentibus, aut Tutoribus, in educandis, & erudiendis Liberis negligenteribus, nè ejusmodi Liberi delictis ant, invigilandum, ac de Juventutis eruditione & accommodatione, attenuatarumque Familiarum sublevatione.*

## ARTICULUS CV.

Quod si Parentes, aut Tutores, in educatione Prolium, & Puellorum negligenteres fuerint, & Comitatus cæcè non providerint, per sepefatum Consilium admonendi erunt. Respectu Fundationum ritè administrandarum, Articulo 70. provisum jam est. Magnatum & Procerum Filios, in Aula Regiæ hæcenus accommodatos & educatos fuisse, ipsimet Status recognoscunt, et eisdem & Nobilibus etiam Filiis, more antiquitus observat, in Aulis quoque Procerum accommodandi & educandi, conveniens omnino erit. Domi delitescantium bonorum Familiarum Filii, per Comitatus Consilio Regio Locumtenentiali iudicari de-

bebunt, ut per illud Sux Majestatis Sacratissimæ demissis proponi, & pro exigentia Qualitatum suarum accommodari possint.

ANNO

1723.

*Ut Domus Regnicolarum, pro publicis necessitatibus, & signanter Archivi Conservatione instituat.*

## ARTICULUS CVI.

Si Consilium Locumtenentiale Regium, cum Septem-Virali, & Judiciali Tabula, ad medullium Regni translatum ierit; Domus etiam ibidem comparari pro conservando Archivo debet; Interè verò Posonii existens Regnicolarum Domus restauranda erit.

*De Improtocollatione, seu Intabulatione, in Comitatus, & Civitatibus observanda.*

## ARTICULUS CVII.

Ad normam aliorum Sux Majestatis Sacratissimæ Regnorum & Provinciarum, quorumvis Debitorum, per quoscunque ubicunque contrahendorum Improtocollationes, & Intabulationes, in illis Comitatus, & Civitatibus, in quibus Bona præfatorum Debitorum oneri subijcienda, sita sunt, in futurum fiant, & quatuordecies stabiliantur, ac ad normam in aliis Regnis & Provinciis observatam, prioritas Juris in futurum observetur.

*De Judiciis Montanificis, Legibus Regni conformandis.*

## ARTICULUS CVIII.

Judicia Montanifica, secundum privatas eorundem Leges, ultra sæculum stabilitas, in suo esse manebunt.

*De præcavendis Incendiis.*

## ARTICULUS CIX.

Ut ad præcavenda Incendia, omnes meliores præcautiones per Comitatus & Civitates instituantur, Consilio Regio Locumtenentiali incumbet; Voluntarii verò & publici Incendiarii, poenâ, supra in Articulo 11. expressâ, irremissibiliter puniantur.

*Contra Blasphemos in DEUM, Beatissimam Virginem MARIAM, & Sanctos DEI, animadvertendum.*

## ARTICULUS CX.

Contra Blasphemos positivæ Patriæ Leges districtim observentur.

*Ut Excessivi Delitescentes coercerantur.*

## ARTICULUS CXI.

Parentibus, & Superioribus suis inobedientes, nullius Frangi, & bonas quasvis ahortationes spernentes, Auctoritate Magistratuali compescantur.

*De Informationibus à Comitatus, & Civitatibus per Consilium accipiendis.*

## ARTICULUS CXII.

Ad tollenda quævis Publicorum, & Distincter conclusorum effectum remorantia impedimenta, Comitatus & Civitates Consilio Regio Locumtenentiali necessarias Informationes suppeditabunt; quas si dare omiserint, Consilium Sux Majestatis repræsentabit, ut congruum remedium ordinare possit.

*De Salvis Conductibus, per suam Majestatem Sacratissimam extradi solitis.*

## ARTICULUS CXIII.

Salvi Conductus, prout & hæcenus factum fuit non secus, quam habitâ de casu à Comitatus sufficienti informatione, expeditur. Asyla, quibus suffragari debeant,

ANNO 1723. debeant, cum flante præfenti Diætâ, ob brevitatem temporis elaborari non poffit, fapiedictum Confilium Regium Locumtenentiale elaborabit, & Suae Majestati Sacratiffimæ fubmittet, ac in proximè futura Diætâ, ut ibidem determinari poffit, referet.

*De Curfu Poftæ ordinando.*

## ARTICULUS CXIV.

De Curfu Poftæ ordinando, Suae Majestatis Sacratiffima Generale fuum Poftarum Magiftrum audiet, & quod l'publica neceffitas fuafebit, benignè determinabit.

*De Oeconomia Regni publica.*

## ARTICULUS CXV.

Oeconomia Regni publica, qualis effe debeat? Cum Status, & Ordines flante Diætâ elaborare nequiviffent; Ideo eandem Confilium Regium Locumtenentiale elaboraret, & Suae Majestati, ac etiam fucceffivè Statibus & Ordinibus Regni in Diætâ, pro approbatione, vel modificatione referat.

*Ut Regia Majestas, Regnum tot Bellorum Calamitatibus attritum, quiddam Inftitutum promovendorum Publicorum, Clementi Ope & Gratiâ confilari dignetur, & Commercio intra Regnum infituantur.*

## ARTICULUS CXVI.

Clementer annuit Suae Majestatis Sacratiffimæ, ut non folùm Inftitutum quoddam, Bono publico utile & proficuum, Suae Majestati Sacratiffimæ Confilium Regium Locumtenentiale demiffè proponat; Sed & de ftabilendo intrâ Regnum Commercio, cum Hominibus Commercio i' Inftituendi gnaris confert, eumque in finem de anticipando etiam aliquo Capitali, modum, absque tamen Publici, aut Privatorum præjudicio elaborare, ac eidem omnia pro benigna Suae Majestatis Sacratiffimæ Ratificatione, vel modificatione, pariter & Statibus, ac Ordinibus Regni, in Diætâ fubmittere poffit; Nè Mercès Publico damnofa, & inutilis, in Regnum inducantur; ac ut naturalia quoque in fortem Mercium inducendam à Quæftoribus acceptentur, Publicoque utiles Mercatores omnimodè protegantur, præfatum Confilium profpiciet.

*De diverfî generis Mechanicis in Regnum inducendis.*

## ARTICULUS CXVII.

Ut Mechanici omnis generis, cum affecuratione Libertatis ab omnibus publicis Oneribus, per quindecim Annos obtinendæ, in Regnum vocentur, clementer difponet Suae Majestatis Sacratiffimæ; Cæterum, ut hujusmodi Mechanici, in Locis, ubi Refidentiam fixerint, nullos Fundos habeant, nè per culturam eorundem à Manufactura diftrahantur, fapefatum Confilium Regium Locumtenentiale providebit, & idem etiam Specifica Inftituendorum Merciorum elaborabit, & Suae Majestati Sacratiffimæ fubmittet, ut eadem Vicinis etiam Regnis & Provinciis communicari, & cum eorundem Concurfu, Commercio ipfa meliori fuccellâ infitui & continuari valeant; Nè autem ejusmodi Mechanici Advens, expletis præmiſſis Exemptionis Annis, redeant, fed potius fixam Refidentiam continent, invigilandum venit.

*De præcavenda Vinorum præfantiorum adulteratione.*

## ARTICULUS CXVIII.

Iuftum eft, nè propter privatas quorumvis Fraudes Publicum patiat, ut Vina præfantiora quocunque modò adulterantes, vel ex deterioribus Promonthoriis eadem fubftituentes, & fub nomine horum ipfo vendentes, taliterque Empiores defraudantes, & publicum Commercio impediètes, in amiſſione totalis Vini fui per competentes Comitatus Magiftratus, ipfo factò infiantancè puniantur.

TOM. VIII. PART. II.

ANNO 1723. *De Quæſtu Pecorum inftituendo, & Quæſtorum Extraneorum in Regnum libera permiſſione.*

## ARTICULUS CXIX.

Peſitum hoc Statutum, cum Vicinis etiam ſuis Regnâ & Provinciis Hereditariis, benignè confert Suae Majestatis Sacratiffimæ, & cum iſdem ea, quæ promotionem Quæſtûs Pecorum concernent, audiò etiam eadè Confiliò Regiò Locumtenentiali, præviâ cum Statibus, & Ordinibus Regni Communicatione, clementer determinabit.

*De coercendis Uſurariis.*

## ARTICULUS CXX.

Ut Uſurarij, Adione Fiſco Regio competente; eidemque reſiſtâ, non tantum in totius Interſſe, fed etiam Capitalis amiſſione puniantur, & quod ultra legale ſex per centum Interſſe, à Debitoribus ſuis exegeant, id Damniſſicatis per idem Judicium reſtituatur, juſtum eſt.

*De Ferri ex aliis Provinciis in Regnum interdicens induſione.*

## ARTICULUS CXXI.

Ubi primùm de ſufficienti, & bono domeſtico Ferro Regnicolis proviſum fuerit, Inductio Ferri extranei per ſe reſtringetur.

*De Aquæ-Ductibus inſtituendis.*

## ARTICULUS CXXII.

Prout reliqua ad promotionem Boni publici, & Im- populationem Regni conducentia; Itâ, ut Fluvij quoque navigabiles per diverſos Canales, & Foſſas, ad varias Regni Partes, pro faciiliando Commercio deducantur, Confilium Regium Locumtenentiale curabit; Viros hujusmodi Aquæ-Ductuum gnaros ſuperindè conſulet, cum iſdem tractabit, & concluenda Suae Majestati Sacratiffimæ pro benigna Ratificatione, vel modificatione demiffè ſubmittet, & in Diætâ reponet.

*Excellentiffimi ac Illuſtriſſimi Domini Sacri Romani Imperii Comites, Thomas Gundakerus, item Guido, nec non reliqui ſubinferi Domini à Stahrenberg, in Hungaros cooptantur.*

## ARTICULUS CXXIII.

Status & Ordines, Familiæ Dominorum Comitum à Stahrenberg eximiarum & magnarum Virtutum, cumulatiffimorumque & proficuarum, erga Auguſtam Domum Auſtriacam, Regnantemque Suam Majestatem Sacratiffimam, ac ejusdem glorioſa remiſcentiæ Prædeceſſores, adeoque etiam Status & Ordines Regni, Partiumque eidem annexarum, quali continuâ ſerie remonſtratorum meritorum, Sagâque & Togâ præſtitorum Servitorum optimè memores, propriò motu, & in præmentionatos Dominos Comites à Stahrenberg inclinati grati animi propenſione, præviâque Excellentiffimi & Illuſtriſſimi Domini Thomæ Gundakeri, Sacri Romani Imperii Comitæ, ac Domini à Stahrenberg, Perpetui in Eſchelberg, Liechtenhag, Freyſtadt, Pottendorff, Haivan, &c. Supremi ac Perpetui tam ſuperioris, quàm inferioris Auſtriæ Provincialis Marescalli, Aurei Velleris Equitis, Sacræ Cæſaræ Regiæque Majestatis actualis Intimi Conferentialis Conſilarii invitatione, memoratum Domium Thomam Gundakerum à Stahrenberg, & per Eum, Excellentiffimos pariter, Comitum Guidonem à Stahrenberg, Sacræ Cæſaræ Regiæque Majestatis adualem Intimum Conſiliarium, Campi Marescallum, unius Regiminis Pedestris Ordinis Colonellum, & Sacri Teutonici Ordinis per Auſtriacas Provincias Commendatorem; Comitum Conradum à Stahrenberg, Summeſatæ Regiæ Majestatis pariter adualem Intimum Conſiliarium, & apud Sereniffimum Regem, ac Kempubicam Magnæ Britanniæ adualem.



ANNO  
1723.

aduale Legatum; Comitem Maximilianum à Stahrenberg, altestatè Regiæ Majestatis Camerarium, Generalem Artilleriæ, unius Regiminis Pedestris Ordinis Colonellem; Comitem Gundamarum à Stahrenberg, præstatè Regiæ Majestatis Camerarium, & Excellsæ Aulicæ Cameræ Consiliarium; ac Comitem Franciscum Josephum à Stahrenberg, Summefatè Regiæ Majestatis pariter Camerarium; Non secus & in Linea recta eorundem Descendentes universos Hæredes & Successores, cum Taxâ Indigenatûs (quam aliàs recepti Indigenæ ex Lege Patriæ, mille Aureis exsolvere obligarentur) relaxatione, in numerum aliorum verorum, & indubitatorum Hungariæ Incolarum, & Indigenarum, cum Voto & Sessione competentibus, cooptant: Spem firmam sibi pollicentes, antelatum Dominum Comitem Thomam Gundakerum à Stahrenberg, ac per Eundem receptos reliquos Dominos Comites à Stahrenberg, Eorundemque Hæredes & Successores, in omne tempus, utiles Patriæ Cives, Juriumque & Prærogativarum, ac Legum Patriarum Observatores, studiososque Protectores, ac Defensores futuros.

*Excellentissimus & Illustrissimus Dominus Franciscus Ferdinandus Kinski, Sacri Romani Imperii Comes de Chinitz, in Hungarum recipitur.*

## ARTICULUS CXXIV.

Grata animi promptitudine erga Status, & Ordines Regni, supramemorati Excellentissimi & Illustrissimi Domini Francisci Ferdinandi Kinski, Sacri Rom. Imp. Comitis de Chinitz & Tettau, Domini in Chlumenitz, Wikek, Winar, Krattenau, Egerza, Matzen, & Angern, Sacræ Cæsareæ Regiæque Catholicæ Majestatis Consilii actualis Intimi, Camerarii, Inclyti Regni Bohemiæ Cancellarii, ejusdemque Regni Supremi Aulæ Præfeti, sub præsentis Generali eorundem Conventu, & aliàs quoque studiose declaratam, iidem Status, & Ordines recognoscere fatigantes, titularum Domini Comitem, motu proprio invitatum, in numerum aliorum Regni Hungariæ Indigenarum; pariter & Ejusdem Filium Leopoldum, Comitem à Chinitz, & reliquos masculini Sexûs Descendentes, cum Voto, & Sessione competentibus, receperunt, & consuevit etiam Aureorum mille Taxam relaxaverunt; Confidentes eundem in futurum quoque, ergâ Nationem hanc tantò magis gratum, & utilem Patriæ Civem, Juriumque & Prærogativarum Regni Observatorem, & Mantentorem futurum.

*Excellentissimus ac Illustrissimus Dominus Sacri Romani Imperii Comes Claudius Florimundus à Merici, & Illustrissimi Domini Comites Joannes Josephus, & Franciscus Jörger, in Hungaros recipiuntur.*

## ARTICULUS CXXV.

Gratâ præterea cum satisfactione Excellentissimi, & Illustrissimi Domini Sacri Romani Imperii Comitis Claudii Florimundi à Merici, Sacræ Cæsareæ Regiæque Majestatis Cavalleriæ Generalis, unius Regiminis Equestris Ordinis Cataphractorum Colonelli actualis, Districteque Tômössienis Supremi Commandantis, ac ejusdem altestatè Cæsareo-Regiæ Majestatis Consilii, diversis occasionibus, præsertim verò ultimariò hocce Bellò Turcicò, in propugnando hocce Regno, contra infensissimum Nominis Christiani Hostem Turcam contestatum studium, & propensionem, Status & Ordines Regni recognoscentes; Consideratisque Illustrissimorum Dominorum Comitum Joannis Josephi, & alterius Francisci à Jörger Merici; Eosdem unanimi omnium Voto & consensu in numerum sui receperunt, ac pro veris Hungariæ Membribus, deinceps ab omnibus habendos decreverunt; Confidentes Eosdem in futurum etiam, erga hoc Regnum, & Nationem, tanto magis gratos, & utiles Patriæ Cives sese exhibituros; Qui Dominus Comes à Merici, tam solitum superindè Juramentum jam deposuisset, quam etiam ad exigentiam Articuli 26. Anni 1687. Cassæ Regni satisfecisset.

*Illustrissimus Dominus Comes Joannes Jacobus à Löwenburg, in Hungarum jam prius receptus, inarticulatur.*

## ARTICULUS CXXVI.

ANNO  
1723.

Et quia Illustrissimus Dominus Sacri Romani Imperii Comes Joannes Jacobus à Löwenburg, Sacræ Cæsareæ Regiæque Majestatis Cameræ Aulicæ Consiliarius, & in Negotiis Hungaricis ordinatè Cameralis Commissionis Præfex, nec non Comitatus Békeffienis Supremus Comes, tametsi ante annum adhuc 1687. in Hungarum, uti id ipsum ex Diplomate superindè extractio, remonstrasset, receptus fuisset; attamen ob Ejusdem pro tunc in Servitiis Regiæ Majestati occupati absentiam, sui receptio inarticulati omiſsa fuisset; Hinc Status & Ordines Regni Eundem, pro in numerum, & Consortium suum cooptato & acceptato, præsentis Articuli declarant: Ulteriùs quoque in Ejusdem gratitudine confidentes, eundem erga Regnum & Nationem hanc verum & utilem Civem semet exhibiturum; Ac siquidem jam ante conditum supramentionati Anni 1687. 26. Articulum receptus existisset, ad persequendam etiam eòdem Articuli contentam Indigenatûs totalem Taxam, eundem minùs obligari decernunt.

*Dominus Baro Ernestus à Petrásch, pariter in Hungarum recipitur.*

## ARTICULUS CXXVII.

Insuper Status, & Ordines gratâ recolentes memoriâ, fidelia Regno Hungariæ præstita Servitia, perpeſsusque ob defensam Regni, apud immanem Christiani Nominis Hostem Turcam duos Carcerum squalores Magnifici Domini Liberi Baronis Ernesti à Petrásch, Sacræ Cæsareæ Regiæque Majestati Colonelli, & Legionis Schönborianæ Commandantis, ad demissam ejusdem apud Status, & Ordines propter factam Instantiam, eundem in Hungarum receperunt & cooptarunt; Id tamen, ut tam Juramentum, secundùm formam Decretalem deponere, quam etiam Cassâ Regni, ad exigentiam Articuli 26. Anni 1687. satisfacere, iidemque peractis, Privilegia sua ex Cancellaria Regio-Hungarica Aulicâ extrahere debeat, & teneatur.

*Dominus Joannes Georgius de Managetta, pariter in Hungarum recipitur.*

## ARTICULUS CXXVIII.

Consideratis præterea Perilluſtris, ac Generosi Domini Joannis Georgii de Managetta & Lerchenau, Sacri Romani Imperii Equitis, Sacræ Cæsareæ Regiæque Majestatis Consilii, & Referendarii Intimi, tam sub proximè præterito Anno celebratæ Systematis Commissionis, quam etiam præsentis Dietæ decursu, erga Regnum, & Nationem hanc contestatis Officiis, impensisque per eundem plurimis laboribus, & fatigiis, ad præviam ejusdem superindè factam submissam Instantiam, Status & Ordines Regni, eundem unâ cum Filiis suis, Domino Joanne Josepho, altestatè Cæsareo-Regiæ Majestatis inferioris Austriæ Regiminis Consiliario, & Philippo Jacobo, ac Filiabus, & prouti & suis, suorumque utriusque Sexûs Descendentibus, in numerum, & Coetum reliquorum Regni hujus Indigenarum cooptarunt, & receperunt; intuitu quorum utilium ejusdem Servitiorum, impensorumque fatigiorum, Taxam quoque mille Aureorum eidem condonarunt, & relaxarunt; Confidentes eundem imposterùm etiam fidelem Regni Civem se se exhibiturum.

*Dominus Joannes Georgius ab Haruckern, & Joannes Wilhelmus à Brokhauſen, pariter in Hungaros recipiuntur.*

## ARTICULUS CXXIX.

Ad ultimum, ob præstita, & futuris etiam temporibus, atque omnibus occasionibus præstanda, & exhibenda ipsorum in hoc Regno Hungariæ Merita, accedente etiam eo in passu apud Status, & Ordines Regni humilli Instantiâ Perilluſtrium ac Generosorum Dominorum Joannis Georgii ab Haruckern, Sacri Romani Imperii Equitis, Sacræ Cæsareæ Regiæque Majestatis Cameræ Aulicæ Consilii, & Rei Annonariæ Vice-Colonelli; Et Joannis Wiilhelmi à Brokhauſen, Ejusdem altestatè Majestatis Sacratissimæ Consilii Aulæ Bellici æque Consi-

ANNO 1723. Consiliiaril, & Intimi Referendaril, Eosdem pariter in Cœtum Indigenarum litius Regni recipiunt; Sperantes Eosdem bonos, utiles, & Fideles Patriæ Cives futuros. Qui tamen tam solum Juramentum deponere, quam etiam Articulo 26. Anni 1687. satisfacere tenentur.

## CONCLUSIO.

Nos itaque demissa memoratorum Fidelium Nostorum, Dominorum Prælatorum, Baronum, Magnatum, & Nobilium, cæterorumque prædicti Regni nostri Hungariæ, & Partium eidem annexarum Sicutam, & Ordinum Supplicatione & Instantiâ benigne exaudita, clementer & admittit: Universos prædictos Articulos, prævisi modò Nobis præsentatos, hisce Literis nostris de verbo ad verbum inferi, & inscribi fecimus, eosdemque, ac omnia & singula in illis contenta, ratos, gratos, & accepta habentes, eisdem Regium Consensum nostrum, benevolunt pariter & assensum præbimus, Regiæque pariter Autoritate nostrâ approbavimus, acceptavimus, ratificavimus, & confirmavimus; Securos reddentes prædictos Fideles Status & Ordines, quod omnia in præsentis Articulis contenta, tam Nos ipsi observabimus, quam per alios quoscunque Fideles nostros observari faciemus: Quemadmodum acceptamus, approbamus, ratificamus, & confirmamus: Harum nostrarum Vigore, & Testimonio Literarum mediante. Datum in Archiducali Civitate nostra Viennæ Austriæ, die decimâ nonâ Mensis Junii, Annò Domini Millesimo, Septingentesimo, Regnorum nostrorum, Romani duodecimo; Hispaniarum vigesimo; Hungariæ, verò, Bohemiæ, & reliquarum Anno decimo tertio. Reverendissimis, Serenissimis, ac Venerabilibus in Christo Patribus, Dominis, Christiano Augusto, Duce Saxoniæ, Principe Metropolitano Strigoniensis; ac Emerico à Comitibus Cilly, Colocensis & Bachiensis Ecclesiarum Canonice unitarum Archi-Episcopis, & Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Presbyteris Cardinalibus; Illò quidem Jauriensis, hoc verò Varadiensis, Administratores; Comite Ladi-lao Adamo Erdödy, Nitriensis; Fratre Emerico à Comitibus Eternay, Wespriemensis; Alterò Fratre Ladislao à Comitibus de Nádasd, Glauadiensis; Comite Francisco Wilhelmo à Nesselrodt, Quinque Ecclesiensis; Comite Gabriele Antonio Erdödy, Agriensis; Michaële Friderico à Comitibus ab Althann; prædictæ Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Presbytero Cardinale, Vacientis; Petro Bakics, Bosnensis; Francisco Josepho Wernics, Sirmiensis; Nicolao Pohmajevics, Segalensis, & Modruensis, seu Corbaviensis (Sedibus Zagrabienis & Transylvanienis vacantibus) Georgio Gillani, Tinninensis; Emerico Libero Barone Pongræcz, electo Pharenis; Andrea Köröfely, electo Tragurienis; Comite Paulo Forgács electo Rofonensis; Michaële Werbanics, electo Scardonensis; Paulo Spáczay electo Arbenis; Stephano Kontor, electo Tribunicensis; Joanne Okolicfany, electo Noytenis, Ferdinando Jacobo Lib. Barone Jány, electo Samandienis; Francisco Ladislao Lib. Barone Mednyánszky, electo Catarienis; Joanne Kis Seniore, electo Ansfariensis; Joanne Buloovics, electo Scopienis; Matthia Marckl, electo Stagenis; Antonio Hermauno Libero Barone Pechmann, electo Bidaamensis; Joanne Rácay, electo Pristinenis; Ladislao Szörényi, electo Dulcienis; Joanne Kis Juniore, electo Corzoienis; Georgio Foglár, electo Serbienis. Comite Paulo Zichy, electo Scutariensis; Michaële Kébel, electo Temnenis; Andrea Perik, electo Wovadrenis; Georgio Zorger, electo Dulmenis; Paulo Olafz, electo Altmienis; Comite Emerico Juniore Esterházy, electo Sibirienis; & Paulo Ignatio Névery, electo Makariensis Ecclesiarum Episcopis, Ecclesiis Dei feliciter gubernantibus.

Item Spectabilibus ac Magnificis, Comite Nicolao Pálffy ab Erdödy, prædicti Regni nostri Hungariæ Palatino, Judice Cumanorum, Aurei Velleris Equite, & Locumtenente nostro Regio; Comite Stephano Koháry de Csábragh, Judice Curia nostra Regia; Comite Joanne Pálffy à prædicta Erdödy, antelatorum Regno nostrorum Dalmatiæ, Croatia, & Slavoniæ Bano; Comite Sigismundo Cilly de Kereftszegh, Tavernicorum; Comite Marco Czobor, de Czobor Szent Mihály, Janitorum (Officis Curia, & Pincernarum vacantibus) Comite Joanne Kéry de Ipolykér, Agazonum; Comite Joanne Draskovics de Trakostyán, Cu-

TOM. VIII. PART. II.

biculariorum; Comite Petro Zichy de Vásonkó, Dapiferorum nostrorum Regalium, per Hungariam Magistris; ac prælibato Comite Nicolao Pálffy à repetita Erdödy, Comite Pofonteni; Cæterisque quàm plurimis toties fatis Regni nostri Hungariæ Comitibus teneantibus, & Honoribus.

CAROLUS. (L.S.)

LADISLAUS ADAMUS C. ERDÖDY  
EPISCOPUS NITRIENSIS.

JOSEPHUS SIGRIENSIS.

XXII.

Traité d'Alliance entre l'Empereur de Russie 17. Sept.  
& le Roi de Perse, conclu à Petersbourg le  
12. Septembre 1723. V. St.

An Nom de Dieu Tout-Puissant.

SOIT notoire par ces présentes, que les Troubles arrivés en Perse il y a déjà quelques années, ayant donné lieu à quelques-uns des Sujets de ce Royaume d'exciter de dangereuses Revoltes contre leur légitime Souverain, & de lui causer par là un préjudice incalculable, ils auroient porté leurs violences jusques contre les Sujets de S. M. Imperiale de Russie, non-seulement en leur enlevant leurs Marchandises montant à des Sommes très-considérables, mais encore en les maltraitant & les massacrant inhumainement; quoiqu'en vertu des Traitez conclus depuis long-tems entre les deux Puissances, & la bonne amitié qu'Elles entretenoient l'une avec l'autre, il leur fût permis de négocier ensemble paisiblement: & attendu que S. M. le Roi de Perse qui requoit alors, n'étoit pas en état, dans la Conjoncture fâcheuse de ces Troubles, de donner aux Sujets de S. M. Imperiale de Russie la satisfaction qui leur étoit due, pour les insolences commises envers eux; Sadite Majesté Imperiale, en vertu de l'estime & de la bonne amitié qu'Elle porte à S. Maj. Royale de Perse, comme aussi pour ne pas permettre l'entière destruction de son Royaume, ni que le mal, qui va toujours en augmentant, s'étendit enfin jusques sur ses propres Frontières, a jugé à propos de prendre Elle-même les Armes contre lesdits Rebelles, de s'emparer de quelques-unes de leurs Places situées sur la Mer Caspienne, & d'y mettre Garnison de ses Troupes: Ce qui ne peut être que très-juste dans la Conjoncture présente, pour arrêter les progrès de ces Rebelles, qui ne font déjà que trop puissans. On jugera de leurs excès par la hardiesse qu'ils ont eue, non-seulement de se rendre maîtres de la Capitale du Royaume, mais même de détrôner la Personne Sacrée du Roi, & de mettre en Prison toute la Famille Royale, excepté le plus jeune des Princes, nommé Fachmasib, qui a échappé à leur fureur, & qui comme véritable & légitime Successeur aux Royaumes & Pais du Roi son Pere, a voulu non-seulement renouveler l'ancienne amitié contractée depuis si long-tems entre les deux Etats, mais la ressembler encore plus étroitement: A l'effet dequoi il auroit envoyé ici avec le Caractère de son Ambassadeur Feni, orientaire, & une Lettre de sa part pour S. M. Imperiale de Russie, la personne d'Ismâel Begh, dont l'affection & la fidélité lui sont connues, tant pour noïtier à Sadite Majesté son élévation au Trône du Roi son Pere, en vertu de son Droit légitime de Succession, que pour lui demander du Secours contre les violences insupportables desdits Rebelles; l'ayant muni de Pleins-pouvoirs, pour conclure avec Sadite-Majesté Imperiale un Traité amical à cet égard. A ces Causes, en vertu de l'Ordre special préalablement donné aux Ministres souverains de Sadite Majesté, pour traiter avec ledit Ambassadeur de Perse, ils sont convenus des Articles suivans.

I. Promet S. M. Imperiale de Russie au Roi Fachmasib, une Amitié sincère, & une prompte assistance contre les Rebelles de son Royaume; & jusqu'à ce qu'ils soient totalement détruits, & que le Gouvernement de Perse soit rétabli dans une tranquillité parfaite, S. M. Imperiale de Russie s'engage de faire marcher de ce côté-là, avec toute la diligence possible, & de faire agir contre lesdits Rebelles, un Corps considérable de Cavalerie & d'Infanterie.

K. 2

II. D'ans



ANNO 1723. II. D'autre part, ledit Roi de Perse cede pour toujours à Sadite Majesté Imperiale de Russie & à ses Successeurs, spécialement les Villes de *Derbent* & de *Baku*, avec toutes leurs Appartenances & Dépendances, le long de la Mer Caspienne; comme aussi les Provinces de *Gbilan*, *Mazanderan*, & *Asterabat*, qui demeureront à perpétuité à Sadite Majesté Imperiale, pour servir à la subsistance de ses Troupes, sans être autrement à charge à Sadite Majesté le Roi de Perse.

III. Mais attendu l'impossibilité qu'il y a de transporter si loin & par Mer les Chevaux & l'Artillerie nécessaires, aussi bien que les Bagages, Provisions & Munitions dont on peut avoir besoin, & d'autant que l'Ambassadeur de Perse a assuré qu'il s'en trouveroit abondamment dans les Places & Pais cedes à Sadite Majesté: Elle a ordonné à ses Généraux qui sont déjà en ce Pais-là, d'en rassembler autant qu'il leur en faudra; & en cas qu'il ne s'y en trouve pas suffisamment, S. M. le Roi de Perse s'oblige de leur fournir, pour le prix de 12. Roubles, chacun, tous les Chameaux dont ils pourront avoir besoin pour le transport des Bagages; comme aussi de pourvoir abondamment les Troupes de Vivres dans leur marche, spécialement de Pain, de Vin, & de Sel: à condition néanmoins que le Grain, la Chair & le Sel leur soit livré au prix convenu, qui sera payé comptant; savoir, la mesure de Grain appelée *Batman*, du poids de 60. Livres de Russie, 10. Copecs; le *Batman* de Bœuf, 16. Copecs; le *Batman* de Sel, 2. Copecs; un Mouton pesant 4. *Batmans*, un Rouble; bien entendu que le cas arrivant que le prix desdits Vivres vienne à augmenter dans la marche, ce sera au Roi de Perse à payer le surplus de ce à quoi ils sont taxez par le présent Article de ce Traité. Et ainsi qu'il faut pourvu à tems à la subsistance de nos Troupes, lesdites Provisions commenceront à se faire aussi tôt que l'Ambassadeur de Perse sera arrivé dans le Pais.

IV. Il y aura donc désormais entre S. M. Imperiale de Russie & ses Etats d'une part, & le Roi de Perse & ses Royaumes de l'autre une constante amitié & bonne intelligence, en vertu de laquelle les Sujets des deux Etats auront une pleine & entière liberté de voyager, passer & repasser, séjourner & trafiquer sur les Terres l'un de l'autre, toutes & quantes fois que bon leur semblera, soit qu'ils aillent pour la première fois, ou qu'ils retournent respectivement dans lesdits Pais, ou ailleurs, sans qu'il leur soit causé aucun empêchement ni dommage: à quoi S. M. Imperiale de Russie & S. M. Royale de Perse s'obligent réciproquement, comme aussi de punir tous ceux qui oseroient contrevenir à leurs intentions.

V. Promet en outre S. M. Imperiale de Russie, de tenir pour ses Ennemis tous les Ennemis du Royaume de Perse, & d'agir contre eux comme tels pour le bien dudit Royaume; comme au contraire, de reconnoître pour ses Amis tous ceux qui le seront de Sadite Majesté Royale de Perse, laquelle de son côté promet d'en user de même envers les Amis & Ennemis de l'Empire de Russie.

En foi de quoi, & pour plus grande sûreté & exécution de tout le contenu au présent Traité, Moi *Ismael Beg*, Ambassadeur Plenipotentiaire du Serenissime Roi de Perse, ai signé ledit Traité de ma propre main, & y ai apposé mon Cachet, avec Serment sur ma Foi, en vertu du Plenipouvoir à moi donné, scellé du Grand Sceau Royal: ledit Traité échangé contre un autre de même teneur, scellé du Grand Sceau de S. M. Imperiale de Russie, & signé par ses Ministres députez à cet effet.

*Étoit signé de la part de S. M. Imperiale de Russie:* C. GABRIEL DE GOLOFSKIN, Grand Chancelier. ANDRÉ D'OSTERMANN, Conseiller intime d'Etat. BAZILE DE STENPHANOFF, Conseiller de la Chancellerie.

*Et de la part du Roi de Perse:* ISMAEL BEG, Grand Ambassadeur Plenipotentiaire.

## XXIII.

1724. Traité d'Alliance entre le CZAR & le Roi de SUEDE, conclu à Stockholm le 22. Fevrier 22. Fevr. 1724.

*Au Nom de la Très-Sainte Trinité.*

ANNO 1724. S'Avoir faisons à tous & chacun, que comme par la Paix conclue à Neudal le 30. Août 1721. Paicienne, & pendant un long-tems interrompue aminée & la bonne intelligence de voisinage entre Sa Majesté le Roi de Suede & Sa Majesté Imperiale Russe & entre leurs Etats & Sujets a été rétablie, & que Leurs Majestés gardent une sincere intention, non seulement de conserver sans interruption l'amitié rétablie, mais aussi de la féconder davantage ce lien, & d'avancer le mieux possible leurs intérêts communs; la Sadite Majesté Suedoise a ordonné les respectifs Sénateurs du Royaume, le Président de Chancellerie, le Chancelier de Cour & Secrétaire d'Etat, les respectifs Seigneurs Comtes & Barons, le Seigneur Comte Charles Gyllenborg, le Seigneur Baron Jolias Cederhielm, comme aussi le Sr. Baron Jochem van Duben & le Seigneur Daniel Nicolas van Höpken, & muni d'un Plenipouvoir special pour s'assembler avec le Seigneur Michel de Bestuchef, Chambellan & Envoyé Extraordinaire de Sa Majesté Imperiale Russe, de traiter d'une Alliance Défensive entre leurs Sadites Majestés & négocier là-dessus & conclure. Lesquels ayant pour cette fin exhibé réciproquement & échangé leurs Plenipouvoirs, sont convenus de ce présent Instrument, & l'ont conclu & signé de la manière qu'il suit.

I. Il y aura une Paix ferme & une bonne intelligence de voisinage entre les deux Etats, & le Traité de Paix conclu à Newstad sera censé être réperé ici, & s'il y a de part & d'autre encore quelque point non exécuté, il le sera incessamment.

II. Cette Confédération & Alliance Défensive ne tendra au préjudice ni offense de qui que ce soit, mais uniquement à la conservation de la Paix & du repos général, & particulièrement à ce que Sa Majesté Royale de Suede & Sa Majesté Imperiale Russe veulent entretenir une bonne & confidente correspondance dans tous les cas concernant leurs Etats & travailler conjointement à les garantir & leurs Sujets de toutes vexations, & les conserver dans un état de repos & de constante prospérité.

III. Pour obtenir ce but salutaire & pour faire voir que les Hauts Contractants, de côté & d'autre sont dans une sincere intention à cet égard, ils s'assisteront de Conseil & d'effet pour avancer l'avantage, l'un de l'autre, & avertiront & détourneront les dommages & préjudices, communiqueront diligemment & confidentement toutes les occasions, d'où il peut venir des troubles & dangers, & prendront avec soin de telles mesures qui seront avantageuses à l'intérêt commun & au repos, sécurité & avantage des Royaumes & Etats de part & d'autre & de leurs Sujets.

IV. Si contre toute meilleure attente, & nonobstant ce but paisible & innocent il arrive, qu'après la Conclusion & la Ratification de cette Alliance un des deux hauts Contractants fut pour quelque vieille ou nouvelle cause attaqué dans les Royaumes, Etats & Provinces situées en Europe, par quelque Puissance Chrétienne Européenne, non seulement chacun d'eux, après la réquisition, fera les effets par son Ministre Résident à la Cour de l'Agresseur, ou bien par celui qu'il y dépêchera, par ses bons offices, & représentations, & demandera une pleine satisfaction; mais aussi en cas qu'ils fussent instructeurs, livrera sans objection dans deux, trois ou tout au plus tard dans quatre Mois après la réquisition faite, selon la qualité de la saison de l'année & l'éloignement du lieu, le nombre des Troupes, là où le Requerant le desirera.

V. Pour ce qui est du nombre de Troupes Auxiliaires, dont les Alliez de part & d'autre, s'obligent de s'assister en tel cas, il est convenu que le Roi de Suede, le cas de Traité venant à exister, à la réquisition de Sa Majesté Imperiale Russe, l'assistera avec huit mille Fantassins & deux mille Cavaliers Dragons régulières & bonnes Troupes, selon la convenance de celui qui en est requis, comme aussi de six Vaisseaux de Ligne de 50. à 70. Pieces de Canon, avec deux Fregates chacune de 30. Pieces de Canon. D'un autre côté Sa Majesté Imperiale Russe s'oblige dans le même cas d'assister Sa Majesté Royale Suedoise à sa réquisition, avec douze mille Fantassins & quatre mille Cavaliers & Dragons, bonnes Troupes & régulières, selon la convenance de celui qui en est requis, & avec neuf Vaisseaux de Ligne de 50. à 70. Pieces de Canon, & trois Fregates, chacune de 30. Pieces de Canons; lesquelles Troupes Auxiliaires seront pourvues de l'Artillerie de Campagne nécessaire; comme par chaque Bataillon deux Pieces

**ANNO 1724.** Pièces à trois Livres de Balle, & de l'Amnition : de même les Vaisseaux de Guerre, & Fregates seront pourvus de l'Equipage nécessaire, Matelots & Soldats, le nombre desquels derniers, en ce cas sera deduit du nombre des Fantassins ci-dessus stipulés, & seront pourvus de tout le nécessaire selon l'usage de Guerre.

VI. Ces Troupes Auxiliaires seront entretenues par la Partie requise elle-même ; mais le requérant leur fournira les rations & portions ordinaires de Munitions & de Fourage, comme aussi les Quartiers nécessaires, le tout sur le même pied que ces Troupes sont entretenues en Campagne par leur propre Maître.

VII. Les Vaisseaux de Guerre que l'une des Parties doit selon le contenu du 6. Article envoyer au Secours de l'autre, seront selon l'usage de Guerre montés, équipés & avitaillés pour quatre Mois ; Mais si après les quatre Mois passés ils sont obligés de demeurer auprès du Requant pour quelque opération de Guerre ou quelque autre raison, alors le Requant sera obligé de leur fournir l'entretien dû, & les provisions sur le même pied que leur propre Maître les leur donne. Les Officiers néanmoins desdits Vaisseaux recevront leur Solde du haut Contractant requis.

VIII. Chaque Officier Commandant gardera le Commandement des Troupes Auxiliaires qui lui ont été confiées ; Mais le Commandement Général en Campagne, & aux autres opérations de Guerre appartient sans dispute à celui à qui le Requant l'a confié sur Terre & sur Mer ; de manière néanmoins, qu'il ne s'entreprendra rien d'importance qui n'aye été avisé & conclu auparavant dans un Conseil de Guerre & en présence du Général ou Officier Commandant de la Partie requise.

IX. Afin qu'il ne survienne aucun différent ni malentendu dans le Commandement, le Requant indiquera de bonne heure quel Chef il emploiera au Commandement Général, afin que l'Allié requis puisse régler & proportionner le Caractère de celui qui commandera les Troupes Auxiliaires ou les Vaisseaux de Guerre.

X. Les Troupes Auxiliaires auront leurs propres Prêtres & exerceront leur culte particulier librement : Elles ne seront jugées que par leurs propres Officiers, & selon aucunes autres Loix, Articles de Guerre & Ordonnances que celles de leurs respectifs Maîtres ; Mais s'il survient quelque différent entre les propres Officiers & Soldats du Requant & ceux des Troupes Auxiliaires, il sera examiné & jugé par des Commissaires à cela commis, en nombre égal & choisis des Troupes de part & d'autre, & les coupables feront par conséquent punis selon les Articles de Guerre de leur propre Maître. Sera pareillement libre au Général comme aux autres Officiers des Troupes Auxiliaires d'avoir Correspondence chez eux par des Lettres ou par des Expres.

XI. Les Troupes Auxiliaires seront tenues d'obéir en tout aux ordres du Général Commandant en Chef, de se transporter où il le veut, & de se laisser employer aux opérations de Guerre, en observant néanmoins la manière convenue dans l'Article 2. ci-dessus. Mais ces Troupes & Escadres, quand elles auront été demandées en même tems, seront respectivement dans les Marches, Commandemens, Actions, Quartiers & autrement tenues, autant qu'il est possible, l'une près de l'autre, & ne seront pas trop séparées & éloignées l'une de l'autre, & enfin, que les Troupes Auxiliaires ne soient dans les Opérations de Guerre, ou autrement, fatiguées & exposées plus que les autres Troupes du Requant ; Mais qu'il y soit observé entre elles une parfaite égalité, le Général Commandant en Chef sera tenu d'observer dans tous les Commandemens une juste & exacte proportion entre elles selon la force de toute l'Armée.

XII. D'un autre côté & afin que les Sujets du Requant ne soient point sur-chargés, mais qu'ils jouissent tranquillement du leur, & qu'ainsi le transport des Vivres & autres besoins de chez eux, & d'ailleurs ne soit point empêché, le Général ou Officier Commandant des Troupes Auxiliaires sera obligé de garder parmi les Troupes de son Commandement un bon ordre & Discipline, & de punir exemplairement des delinquans, sans retardement, connivence ou autre vue, selon le contenu du précédent Article X.

XIII. Est convenu de part & d'autre, que chacun remplira & recrutera le manque de ses Troupes Auxiliaires.

Mais si dans des marches ou l'entière retraite des Troupes Auxiliaires des Etats du Requant, quelques-uns de leurs Officiers ou Soldats demeureroient en arriere, pour maladie ou autres causes, le Requant promet de faire donner aux malades tout secours, & d'ailleurs de leur laisser, & aux autres, toute liberté de continuer leur voyage sans empêchement, de leur accorder toute assistance possible, & de ne les point retenir sous quelque prétexte que ce puisse être.

XIV. Si l'une & l'autre Partie avoit besoin de plus de Troupes ou de Vaisseaux qu'il a été spécifié, les Contractans de part & d'autre s'engagent, en tant que l'état des Royaumes de chaque Partie le peut souffrir, de le fournir pareillement aux Conditions ci-dessus, & de se montrer favorable en cela.

XV. Il sera permis à chaque Partie pendant que l'une est en Guerre, de tirer des Etats de l'autre tous les matériaux & effets nécessaires pour la Guerre, au prix courant dans ces endroits-là.

XVI. Les deux hauts Contractans déclarent, qu'ils ne font avec personne dans aucun engagement qui puisse être contraire à cette Alliance, par conséquent les engagements antérieurs comme n'étant nullement contraires à celui-ci, conserveront leur force entière ; Mais afin que l'intention des deux hauts Contractans, de remplir fidèlement, ce qui a été stipulé & conclu entre eux, paroisse clairement, leurs Majestés s'obligent par les présentes de faire chacun en son endroit exécuter fidèlement chacun des Articles conclus de bonne foi, & de ne permettre en aucune manière qu'on y contrevienne, soit sous prétexte d'aucun engagement antérieur, ou sous aucun autre nom quel qu'il soit.

XVII. Si le Contractant requis étoit attaqué pour telle assistance ou autrement, & ainsi tous les deux fussent engagés dans une Guerre, aucun d'eux n'entrera en Négociation pour une Paix ou Trêve, encore moins conclura à cet égard, sinon du consentement & pleine concurrence de l'autre Partie ; & que particulièrement on aye fait à la Partie lésée réparation du dommage souffert.

XVIII. Si l'une ou l'autre Puissance desiroit d'être comprise dans cette Alliance, il se fera, mais pas autrement que du consentement des deux Parties.

XIX. Si les Sujets de part & d'autre se croient en droit de porter des plaintes de Justice retardée ou déniée, on ne passera pas d'abord aux réprésailles, mais on en demandera auparavant information à l'autre Partie par le Ministre Résident, & ceux qui ont alors fait des plaintes sans fondement suffisant, seront châtiés selon l'exigence du cas.

XX. Il se fera incessamment un Traité de Commerce & les deux Parties y apporteront toute facilité.

XXI. Cette Alliance durera l'espace de douze ans & en cas que les Hauts Contractans de part & d'autre après l'expiration de ce terme, jugassent nécessaire de le prolonger, ils feront de bonne heure conférer & négocier la-dessus, & tout au plus tard six Mois avant son expiration.

XXII. Est convenu en dernier lieu que les Ratifications de ce Traité seront expédiées & échangées de part & d'autre ici à Stockholm dans trois Mois, à compter depuis le jour d'aujourd'hui ou même plutôt.

En foi de quoi, il a été expédié cet Instrument double & signé par les Ministres Plenipotentiaires de Sa Majesté Impériale de Russie, & muni de leurs Cachets. Fait à Stockholm le 22. Fevrier 1724.

A. HORN. M. BESTUCHEFF.  
C. GYLLENBORG.  
J. CEDERHJELM.  
J. v. DUBEN.  
D. N. v. HÖPKEN.

## ARTICLE SEPARE.

SA Majesté Impériale Russe s'oblige d'accorder à la Suede, outre la sortie libre de grains pour 50000. Roubels par an, stipulée dans la Paix de Neustadt, la liberté d'acheter dans les Ports & Villes de S. M. I. R. situés à la Mer Baltique, pour autant de Roubels du



ANNO Chanvre, du Lin & des Mâts & de les emporter sans  
1724. aucune charge, pour autant d'années que durera cette  
Alliance Défensive.

## ARTICLE SECRET.

Comme Son Altesse Royale le Duc d'Holstein s'est vu depuis tant d'années privé de son Duché de Holstein Sleswig avec ses annexes, & qu'il importe beaucoup à Sa Majesté Royale de Suède, aussi bien qu'à Sa Majesté Impériale de Russie que ce Prince qui leur appartient de si près à tous deux, soit restitué dans ce qui lui appartient, & que par-là la parfaite tranquillité soit rétablie dans le Nord, les deux Hautes Parties s'obligent par ces présentes le plus fortement qu'il se puisse, de pousser efficacement par leurs bons Offices, & de Conscils communiqués cette affaire tant à la Cour de Danemarck qu'à d'autres; & en cas que ces bons Offices & représentations n'eussent pas un effet suffisant, les deux Hauts Contractans délibéreront confidentiellement entre eux & avec d'autres Puissances Garantes auparavant à cela engagées, & particulièrement avec Sa Majesté Impériale Romaine, & examineront de quelle manière cette affaire pourroit s'entreprendre le mieux avec sûreté & selon les circonstances des Conjonctures, & enfin comment cette source dangereuse de troubles infinis au Nord se puisse terminer entièrement.

## XXIV.

*Memoire de la Compagnie des INDES OCCIDENTALES présenté à Leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des Pais-Bas, contre l'Objection de la Compagnie d'OSTENDE.*

## HAUTS ET PUISSANS SEIGNEURS.

Les Directeurs de la Compagnie Generale des Indes Occidentales de ces Provinces, représentent humblement, qu'ils ne peuvent se dispenser d'exposer respectueusement à Vos Hautes Puissances, les Griefs qui, par rapport à ladite Compagnie Generale des Indes Occidentales, résultent du Traité de Commerce entre Sa Majesté Impériale & Royale d'une part, & le Roi d'Espagne d'autre part.

Que ces Griefs sont: 1. Que par le second Article de ce Traité, il est permis aux Vaisseaux de Guerre, de transport & de Commerce de Sa Majesté Impériale ou de ses Sujets dans tous les Ports d'Espagne (y compris notamment les Indes Orientales) & de s'y pourvoir de rafraichissemens, Vivres, & generalement de tout ce qu'ils pourroient avoir besoin pour leur voyage, le seul trafic ou Commerce excepté. 2. Que par le 36. Article du même Traité, il est encore permis aux Sujets de Sa Majesté Impériale d'apporter dans les Royaumes d'Espagne, toutes sortes de Denrées & Marchandises des Indes Orientales en produisant un Certificat de la Compagnie des Indes établie dans les Pais-Bas Autrichiens; avec les mêmes prérogatives & avantages qui ont été accordez successivement aux Sujets des Provinces-Unies par diverses Concessions Royales, & de plus avec cette Clause, que les Sujets de l'Empereur jouiront generalement de tout ce qui avoit été accordé à cette Republique par les Traités de 1648, tant à l'égard des Indes qu'autrement: & 3. que par le 47. Article on accorde en outre tous les avantages qui auroient pu avoir été cedez à la Nation Britannique par les Traités de Madrid des Années 1667. & 1670. de même que par les Traités de Paix & de Commerce de l'Année 1713. & en dernier lieu par certain autre Traité dont on n'exprime ni le tems, ni le lieu, ni le contenu; & aux Sujets de cet Etat; par le Traité de 1648, 1650, & 1714. avec cette addition, qu'à l'égard de ce qui n'est point exprimé dans ledit Traité de Commerce entre l'Empereur & l'Espagne, on devra suivre & pratiquer ce qui s'observe par rapport à la Grande-Bretagne & à cet Etat.

Qu'il paroît aux Représentans, que ces 3. Griefs sont incompatibles avec le fameux Traité de Munster, puisqu'il est expressément déclaré en leur faveur par les Articles 5 & 6., que la Navigation aux Indes resteroit

& seroit continuée sur le même pied qu'elle se faisoit alors, suivant les Octrois déjà accordez & à accorder dans la suite, & qu'à cet effet, la susdite Compagnie d'une part conserveroit son Etablissement & son Commerce, notamment dans le Bresil, en Afrique & en Amerique, & les Sujets de tous les Royaumes & Etats du Roi d'Espagne, d'autre part s'abstiendroient de toute Navigation & Commerce dans les Lieux & Ports où ladite Compagnie des Indes Occidentales de ces Provinces pourroit avoir quelque Navigation ou Commerce: ce qui a été compensé de la part de cet Etat, par l'obligation reciproque que ses Sujets ne pourroient naviguer dans les Lieux des Indes, où il étoit permis aux Sujets d'Espagne de naviguer & trafiquer.

Que le Traité de Munster a toujours été entendu de part & d'autre cette maniere que toute la côte d'Afrique a été laissée & est demeurée à la Compagnie des Indes-Occidentales de ces Provinces, même avec cette exactitude du côté des Espagnols, qu'ils n'y ont point tenté la moindre Navigation ou Commerce, & que depuis l'Année 1648. ils n'y ont point occupé un seul pouce de Terre.

Que l'incompatibilité dudit Traité de Commerce entre l'Empereur & l'Espagne, avec celui de Munster consiste en ce qui suit: Premierement que le Roi d'Espagne (soit dit avec tout le respect possible) n'a pu céder à un autre Prince ce qui ne lui appartenoit point ni à ses Sujets. En second lieu, que Sa Majesté Catholique ne pouvoit encore moins céder le même Droit à ces Etats ou Pais qui ont ci-devant appartenu à ces Royaumes, & qui ont été compris dans la prohibition desdits cinq & sixième Article: troisièmement, que la Réciprocation comprise dans les Articles 5. & 6. du Traité de Munster par lesquels cette Republique a promis de ne point frequenter les Etablissements Espagnols dans les Indes, à condition que l'Espagne s'abstiendrait aussi d'aller dans ceux de ce Pais, ne peut pas permettre que cet Etat doive demeurer dans la même Restriction, lorsque l'Espagne fait naviguer d'autres Peuples dans les Etablissements Hollandois aux Indes, qu'elle y donne son consentement: En quatrième & dernier lieu, que les susdits Articles 5. & 6. sont tels, que le Roi d'Espagne, n'a pu s'en départir sans la concurrence de cet Etat qui au contraire a droit d'en exiger l'effet & l'observation.

Que les Représentans ne se font aucune peine d'avouer que la Compagnie des Indes Orientales de ces Provinces souffre, par le Traité de Commerce entre l'Empereur & l'Espagne, un préjudice plus considerable que la Compagnie Generale des Indes Occidentales de ce Pais, mais qu'il n'est pas moins vrai & hors de contestation, que les conséquences qui en doivent résulter, concernent aussi bien les Représentans que la Compagnie des Indes Orientales de ce Pais.

Qu'il est du moins certain, que par ledit Traité de Commerce le Roi d'Espagne a comme légitimé & reconnu la Compagnie d'Ostende; outre que la permission accordée à ladite Compagnie, de pouvoir aller dans toutes les Indes Espagnoles, & de s'y pourvoir de toutes sortes de rafraichissemens & besoins, excède la faculté qui a jamais été donnée aux Compagnies des Indes Orientales ou Occidentales de ces Provinces: ce qui seroit par conséquent une nouvelle infraction ou contravention au Traité de Munster.

Et comme les Représentans sont fondez en toute maniere à réclamer le Traité de Munster contre l'Espagne, & d'en demander & exiger l'entiere exécution, ils s'adressent très-respectueusement & très-serieusement à Vos Hautes Puissances, les suppliant de vouloir accorder leur puissante assistance & intercession pour les fins susdites, & de prendre là-dessus telle Résolution qu'elles trouveront convenable selon leur sagesse.

## XXV.

*Memoire de la Compagnie des INDES-ORIENTALES présenté à L. H. P. les Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des Pais-Bas, contre l'Objection de la Compagnie d'OSTENDE.*

HAUTS

ANNO  
1724.

HAUTS ET PUISSANS SEIGNEURS.

Les Directeurs de la Compagnie des Indes-Orientales de ce Pais ayant vu décliner de tems en tems leur Commerce dans les Indes-Orientales, depuis qu'on a entrepris dans les Pais-Bas Espagnols, présentement Autrichiens, d'exercer ce Commerce dans les Indes, se sont adressés par différens Memoires à Vos Hautes Puissances pour représenter que lesdits Pais-Bas n'avoient aucun Droit par les Traitez à cette Navigation & à ce Commerce; qu'ils ne l'avoient jamais eu ci-devant sous le Regne des Rois d'Espagne; & qu'ils ne l'avoient, ni en vertu desdits Traitez, ni en vertu de ceux qui ont été faits avec Sa Majesté Imperiale & son Prédécesseur, l'Empereur Leopold, de glorieuse memoire; d'autant plus que le principal but de ces Traitez & Négociations a été, que dans les Pais & Dominations que Sa Majesté Imperiale pourroit acquérir en vertu de la Grande Alliance avec l'Angleterre & cet Etat, il ne seroit rien entrepris qui put causer de plus grands préjudices à ces deux Nations, que s'ils fussent demeurées sous la Domination de l'Espagne.

C'est pourquoi il a été très-prudemment stipulé par le Traité de Barrière, que Sa Majesté Imperiale & Catholique posséderoit les Pais-Bas Espagnols de la même manière que les Rois d'Espagne les Prédécesseurs les avoient possédés, & que pour le reste, le Commerce se feroit de la même manière stipulé dans les Articles du Traité de Munster.

Mais, quoique les Directeurs eussent bien souhaité qu'il ne se fût point présenté d'autres incidens qui les obligassent à importuner encore Vos Hautes Puissances par de nouveaux Ecrits, d'autant qu'ils s'étoient flattés que Sa Majesté Imperiale & Catholique n'auroit pas poussé plus loin ce Commerce à leur préjudice; ils ont cependant vu avec douleur, 1. que la Navigation particulière qui avoit été commencée il y a quelques années à Ostende, a été changée en une Compagnie formelle sur les Indes-Orientales & Occidentales, munie d'un très-ample Océroi; & 2. qu'à présent on emploie toutes sortes de moyens pour faire valoir & maintenir cette Compagnie par des Traitez avec d'autres Puissances, au grand préjudice des Droits & Prerogatives que la Compagnie des Indes-Orientales de ce Pais a ci-devant obtenus; aussi que cela paroît auxdits Directeurs par le Traité de Commerce fait en dernier lieu entre Sa Majesté Imperiale & Catholique & le Roi d'Espagne, où il est dit dans le 1. & 3. Article:

Que les Vaisseaux de Guerre & Marchands de Leursdites Majestés & de leurs Sujets, pourront réciproquement fréquenter les Ports, Côtes, Contrées & Provinces de part & d'autre, sans en avoir préalablement demandé la permission; ce qui s'étend aussi spécialement sur les Indes-Orientales, où ils pourront demander tout ce qui est nécessaire pour la Navigation: avec cette seule restriction, par rapport aux Indes-Orientales, qu'il ne sera point permis d'y exercer aucun Commerce, & que les Vaisseaux de Guerre, principalement dans ces Contrées, seront obligés de se comporter d'une manière, qui ne donne aux Espagnols aucune crainte ou mauvais soupçon.

Il est dit de plus dans le 26. Article du même Traité: Que les Sujets de Sa Majesté Imperiale & Catholique pourront introduire & débiter dans tous les Etats & Dominations du Roi d'Espagne, tous les Esfers, Marchandises, Fruits & Productions qu'ils apportent des Indes-Orientales; moyennant qu'il paroisse par des Certificats des Députés de la nouvelle Société établie aux Pais-Bas Autrichiens, que ces Esfers, Traitez & Marchandises proviennent des Lieux de Commerce, Colonies & Conquêtes de ladite Société: auquel cas ils jouiront, par rapport aux Esfers des Indes-Orientales, des mêmes Privilèges qui ont été accordés aux Habitans des Provinces-Unies, par les Lettres Patentes du Roi d'Espagne des 17. Juin & 3. Juillet 1663. Sa Majesté déclarant en outre: Qu'Elle accorde aux Sujets de Sa Majesté Imperiale & Catholique tout ce qui a été accordé aux Habitans de cet Etat par le Traité de Munster de l'année 1648., tant à l'égard des Indes, que par rapport à ce qui pourroit être applicable auxdits Traitez, & qui n'y sera point contraire non plus qu'à la présente Paix.

Ce qui, par le 47. ou dernier Article dudit Traité, s'étend encore sur tout ce que la Nation Britannique a stipulé en sa faveur par les Traitez de 1667. 1670.

1713. & en dernier lieu par certain Traité & Convention, dont le jour & la date ne sont point exprimés, pour autant que cela pourra aussi s'appliquer aux Sujets de l'Empereur.

De plus, sur tout ce qui a été accordé à l'Etat des Provinces-Unies, non seulement par les Traitez de Paix de l'année 1648. mais encore par le Traité de Marine de l'année 1650. & le Traité de Paix de l'année 1714.

Avec cette Addition: Que tous ces Traitez serviront de regle dans les cas douteux, ou dans ceux qui sont omis, ou qui pourroient n'être pas exprimés assez clairement par le présent Traité entre Leursdites Majestés.

Sur lesquels cas douteux & qu'on a passé sous silence, on peut établir en premier lieu, que Sa Majesté Catholique a bien voulu accorder aux Sujets de Sa Majesté Imperiale par le deuxième Article, la libre fréquentation de tous les Pais, Ports de Mer & Lieux dépendans de sa Domination; sans qu'on y trouve ni dans tout le Traité, cette restriction expresse & cette exclusion qui sont inférées par tout dans d'autres Traitez de même nature; savoir, que cela ne se doit entendre que de ces Pais & Lieux que le Roi possède en Europe, ou de ceux où les autres Nations ont eu de tout tems un libre Commerce, comme il paroît par le troisième Article du Traité de Trêve conclu entre le Roi d'Espagne & cet Etat en 1609. où il est dit: Ce que ledit Seigneur Roi entendoit devoir être restrictif & limité aux Royaumes, Pais, Terres & Seigneuries qu'il tient & possède NB. en Europe, & Havres où les Sujets des Rois & Princes qui sont ses Amis & Alliez font ce Trafic.

Item, par le Traité de Munster, au cinquième Article il connu: Que les Directeurs & Commis des Compagnies des Indes-Orientales & Occidentales pourront librement voyager & trafiquer dans tous les Pais qui sont sous la Domination du Roi NB. en Europe. Li en outre, que les Sujets du Roi devront s'abstenir de fréquenter les Places Castillanes dans les Indes-Orientales.

Et enfin par le 34. Article du Traité conclu à Utrecht en 1714., entre Sa Majesté Catholique régnante Philippe V., & cet Etat, où il est dit très-expressement:

Quoiqu'il soit parlé dans divers Articles précédens, que les Sujets de part & d'autre pourront librement venir, fréquenter, rester, naviguer & trafiquer dans les Pais, Terres, Villes, Havres, Places & Rivières des Hauts Contractans respectifs; il est néanmoins sous-entendu, que lesdits Sujets ne pourront jouir de cette liberté que dans les Etats réciproques situés en Europe; d'autant qu'on est convenu expressément, qu'à l'égard des Indes-Orientales Espagnoles, il ne sera permis d'y naviger ou commercer que conformément au 31. Article dudit Traité.

D'autre part, que pareils termes illimités se trouvent encore dans le 26. Article dudit Traité entre leursdites Majestés, où il est accordé: Que les Sujets de l'Empereur pourront introduire dans tous les Pais & Etats du Roi, sans aucune distinction, toutes les Denrées, Fruits & Marchandises de leurs Colonies & Conquêtes aux Indes Orientales; moyennant qu'ils soient seulement munis de Certificats requis par ledit Article: Auquel cas ils jouiront de tous les Privilèges qui ont été accordés aux Habitans de cet Etat par les Lettres Patentes du Roi d'Espagne en l'année 1663.

Quoique les Directeurs de la Compagnie des Indes-Orientales de ce Pais ne connoissent aucun autre Privilège, sinon qu'il leur est permis d'introduire les Fruits & Marchandises des Indes dans tous les Etats & Domaines du Roi d'Espagne situés en Europe, ou bien dans les endroits où toutes les autres Nations ont un libre Commerce, sans que de leur connoissance il ait été jamais accordé de plus grands avantages. Mais il est bien vrai que par certaines Lettres Patentes ou Placards émanés du Roi d'Espagne en 1663., il est ordonné qu'à l'entrée de ces Fruits ou Marchandises dans les Etats & Domaines de Sa Majesté, ou de tout tems il a été permis de les introduire, on devra produire un Certificat qui justifie qu'ils sont venus des Pais, Colonies & Conquêtes que la Compagnie des Indes-Orientales de ce Pais possède aux Indes-Orientales, afin de pouvoir les distinguer d'avec les Marchandises des Indes-Orientales Portugaises, avec laquelle Nation le Roi d'Espagne étoit alors en Guerre.

Cependant le Ministre de Vos Hautes Puissances à Madrid

ANNO  
1724.



ANNO  
1724.

*Madrid s'y opposa alors au nom de l'Etat; & ayant représenté à Sa Majesté Catholique l'impossibilité de satisfaire à cette requête, la chose est restée là, suivant toute apparence; sans qu'ils sachent qu'on ait exigé depuis de pareils Certificats en Espagne pour les Fruits & Marchandises des Indes-Orientales.*

Mais comme ces choses sont telles, qu'elles ont été apparemment interprétées par l'ancien Usage, ou qu'elles pourroient recevoir cette interprétation par les précédents Actes & Traitez, les Directeurs ne les touchent en passant, que pour faire voir uniquement que le sens intérieur & l'intention de ces Articles leur est inconnu, ou ne leur paroît pas si clair que ce qui se trouve établi dans ledit second Article, où Sa Majesté Catholique étend spécialement jusqu'aux Indes-Orientales, ledit libre accès ou fréquentation dans tous ses Ports & Places. Ce que les Directeurs ne savent point non plus avoir été accordé jamais de telle manière à aucune Nation du monde, & sur tout aux Sujets de cet Etat, puisque par le 5. Article du Traité de Munster si souvent cité, il est expressément stipulé, que les Sujets de cet Etat devront s'abstenir de la fréquentation des Places Castellanes situées dans les Indes-Orientales.

Ce qui a aussi été rigoureusement observé depuis ce tems-là de la part des Espagnols, ainsi que cela paroît par un certain cas que les Directeurs ont eu l'honneur de représenter à Vos Hautes Puissances par leur Mémoire de l'année 1720., savoir, qu'en 1637., un Vaisseau de la Compagnie ayant à bord deux Religieux qui avoient fait naufrage sur les Côtes de la Chine, & les aiant ramenez, à leur prière, aux Isles Philippines, le Capitaine de ce Navire demanda à cette occasion au Gouverneur, seulement un peu d'Eau, qui lui manquoit, vu le deutor qu'il avoit pris; mais qu'au lieu d'en recevoir, il reçut ordre de se retirer incessamment, sans avoir pu obtenir la moindre chose. Tant s'en faut que le Roi d'Espagne ait compris que les Ports de Mer & Places dans les Indes-Orientales, qui ne sont autres que les Isles Philippines, autrement dites Manilles, servissent d'entrepot ou de Places de rafraichissement aux Vaisseaux de la Compagnie des Indes-Orientales de cet Etat, sachant bien de quelle conséquence cela auroit pu être.

Mais les Directeurs croient avoir sur tout raison de se plaindre du susdit Article 36., parce que le Roi d'Espagne y accorde aux Sujets de Sa Majesté Impériale & Catholique non seulement tout ce qui a été accordé, mais encore cédé, aux Habitans de cet Etat par le Traité de Munster, tant à l'égard des Indes qu'autrement; ce qu'ils croient directement opposé au 5. Article dudit Traité de Munster, par lequel il est stipulé, que les Espagnols devront se borner à leur Navigation, comme ils l'ont eue de tems de ce Traité, sans pouvoir s'étendre plus loin dans les Indes-Orientales: Comme d'autre part il a aussi été stipulé dans le Traité d'Utrecht en l'année 1714. entre Sa dite Majesté le Roi d'Espagne, & cet Etat: Que la Navigation & le Commerce dans les Indes-Orientales, sous la Domination des Seigneurs Etats Généraux, devront se faire de la même manière qu'on l'a pratiqué jusqu'à présent.

Ce qui est une preuve évidente, qu'il ne doit point se faire de changement dans cette Navigation de part ni d'autre, soit par les propres Sujets, ou par ceux de quelque autre Puissance qui n'est pas comprise dans le 5. Article dudit Traité de Munster: attendu que le 16. Article du Traité d'Utrecht exprime encore, que les Prerogatives par rapport à la Navigation & au Commerce des Indes-Orientales, comprises au 5. Article du Traité de Munster, auront lieu uniquement dans ce qui concerne les deux Hautes Puissances Contractantes & leurs Sujets favorir l'Espagne & cet Etat, sans autres: ainsi que le véritable sens & l'intention de ces paroles paroissent clairement par le Rapport de Mrs. les Plenipotentiaires audit Congrès d'Utrecht, inséré dans le Verbal & dans les Noutales ou Résolutions de Vos Hautes Puissances du 4. Janvier 1714. en ces termes: Premièrement, sur le 5. & le 6. Article du Traité de Munster, que les Sieurs Plenipotentiaires d'Espagne croient être sujets à quelques Remarques, comme pouvant être appliqués à d'autres, disant, que les Etats & leurs Habitans devoient bien jour de tous les Avantages stipulés par ce Traité, mais que les autres Nations, & particulièrement les Villes Antiques n'en devaient point jouir. Preuve convaincante, que l'exclusion ou la non-admission des autres Nations à la jouissance & à ce qui a été convenu par le 5. Article au sujet de la Navigation & Commer-

ce aux Indes-Orientales, a été l'unique & le véritable ANNO  
but de ce Traité.

Ce qui ayant donc été inséré ainsi à la requête & instances de Mrs. les Plenipotentiaires d'Espagne, & agréé des deux côtés, il n'est pas permis à l'une de ces deux Puissances de transmettre ce Droit par Traité, ou d'y faire participer une autre Nation, sans la concurrence & le consentement de l'autre Puissance comprise dans la même Convention & qui y est intervenue.

Outre que le Roi d'Espagne ayant cédé, en faveur des Habitans de cet Etat, cette Partie des Indes, que la Compagnie Privilegiée des Indes-Orientales possède, avec promesse que les Espagnols ne s'étendroient point de ce côté-là; il n'a plus le Droit de céder une seconde fois à d'autres Nations ce dont Sa Majesté s'est ci-devant déliée par un Traité si solennel, & qu'elle a toujours laissé à la Compagnie Privilegiée des Indes-Orientales de ce Pais, ou à tels qui ayant été ci-devant les Sujets de Sa Majesté, sont aussi compris dans les Articles de la Défense; ni de tolérer publiquement que les Districts qui ont été cédés, & dont on a joui paisiblement de la part de tous les Sujets Espagnols, soient fréquentés par des Vaisseaux de Guerre & Batimens Marchands, & que l'on y établisse des Forts, Colonies & Comptoirs de Negoce, & généralement tout ce qu'on pourroit faire, s'il n'y avoit point de Traité, au grand préjudice & à l'amoindrissement, pour ne point dire à l'entier anéantissement des Prerogatives de cet Etat, ci-devant stipulées & obtenues.

Et d'autant, Hautes & Puissances Seigneurs, que les Directeurs de la Compagnie des Indes-Orientales de ce Pais se confirment de plus en plus dans ce qu'ils ont commencé à prévoir il y a long-tems, que la nouvelle Compagnie des Indes-Orientales & Occidentales, érigée dans les Pais-Bas Anrichiens veut poulver de cette manière sa Navigation & son Commerce dans les Limites de l'Océroi concédé à la Compagnie des Indes-Orientales de ce Pais, & troubler le Commerce par tout dans les Indes, cette affaire tiendroit de plus en plus à de grandes conséquences; Et voyant d'ailleurs, que cette Navigation & ce Commerce, avec l'Océroi qui y est relatif, vient d'être confirmé de la part du Roi d'Espagne, par un Traité important & très-préjudiciable au Commerce de la Compagnie des Indes-Orientales de ce Pais, & qui à certains égards favorise ladite Compagnie Autrichienne au delà des Habitans de l'Etat: Ils n'ont pu se dispenser dans cette conjoncture, de représenter très-respectueusement leurs Griefs à Vos Hautes Puissances, les suppliant d'y faire une sérieuse attention, & qu'il plaise à Vos Hautes Puissances, suivant l'importance de l'affaire, d'employer les moyens les plus efficaces, tant à la Cour de Vienne qu'à celle de Madrid, & ailleurs où cela pourroit être de quelque fruit, pour leur faire cesser entièrement cette Navigation; dans cette espérance & attente, qu'on ne pourra prendre en mauvais part, que ne pouvant acquiescer à ce nouvel Océroi & Traité, ils s'en tiennent entièrement aux anciens Traitez, & que ceux-ci leur servent de règle non seulement dans les Cas douteux ou omis, mais aussi dans tous les autres Cas.

Signé,

H. WESTERVEEN.

XXVI.

Remontrance des trois ETATS du Pays & Duché de BRABANT à Sa Majesté Impériale & Catholique, au sujet de ses Lettres d'Océroi pour l'Etablissement d'une Compagnie de Commerce & Navigation aux Indes.

A SA SACRÉE MAJESTÉ IMPERIALE ET CATHOLIQUE.

Les Prelats, Nobles, & Députés des trois Chefs Villes de votre fidèle Pais & Duché de Brabant, présentement assembles en Corps d'Etats dans cette Ville de Bruxelles, jugent, qu'il est de leur devoir indispensable, d'adresser au pied du Trône de Votre M. I. & Catholique leurs plus humbles, & plus respectueux remerciemens de la grande faveur, & grace inestimable, qu'Elle a bien voulu accorder à ses bons Sujets de ses Pais-Bas

ANNO  
1724.

Bas Autrichiens par l'Océroy émané directement de sa puissance, & autorité souveraine, pour l'Etablissement d'une Compagnie générale de Navigation & de Commerce aux Indes Orientales & Occidentales, & sur les Côtes d'Afrique tant en dedans, qu'au delà du Cap de Bonne Esperance, dans tous les Ports, Havres, Lieux, & Rivieres, où les autres Nations trafiquent librement. Cet Océroy, lequel renferme une marque si signalée des suins Paternels, & insaisissables de Votre Majesté Impériale & Catholique pour le salut de ses Pais-Bas, l'ancien Patrimoine de sa Maison très-auguste, fait le principal fuyet de leur consolation, & la plus folide esperance d'un sort plus fortuné pour leur Negoce à l'avenir.

Car rien ne peut être plus convenable à prévenir leur ruine entière, que le bienifice qu'ils doivent attendre de ce Commerce aux Indes, par lequel ils ont lieu d'esperer, de pouvoir peu à peu contrebalancer en quelque maniere les pertes continuelles que leur cause le Commerce qu'ils ont avec les Provinces de Hollande, & de Zelande, vers où ils voient sortir journellement les Deniers les plus clairs de leurs Revenus par l'achat de toutes sortes d'Epices, Drogues, Sucres, Sel, &c. & singulierement d'une abondance excessive de Poisson tant frais, que sec, & salé.

Mais puisqu'on remarque par les Memoires, que les Directeurs de la Compagnie des Indes Orientales établie en Hollande, ont prétenez successivement aux Seigneurs Etats Généraux leurs Souverains, pour s'opposer à la Navigation, & au Commerce des Habitans de ces Pais-Bas Autrichiens aux Indes dans les Lieux, qui font ouverts aux autres Nations de l'Europe, après avoir eu l'inconsideration de fe recrier contre la validité de cet Océroy, comme injuste, conçu en des termes illicites, & contraire à la bonne foi du Traité de Munster, & de celui de la Barriere, avec si peu de ménagement des égards dûs à la Personne Sacrée de Votre Majesté Impériale & Catholique, ont finalement eu l'audace d'implorer le pouvoir, Souverain desdits Seigneurs Etats Généraux, pour être autorizés & qualifiés, par Leurs Hautes Puissances, d'employer tous les moyens qu'ils jugeront nécessaires, même les voies de fait, tant par Terre que par Mer, contre l'établissement & le progrès de cette nouvelle Compagnie Impériale & Royale, & que suivant ce qu'on en apprend de jour à autre, lesdits Directeurs continuent toujours à poursuivre ce dessein directement opposé à la bonne Amitié & Intelligence, que Leurs Hautes Puissances souhaitent de conserver constamment avec Votre Majesté Impériale & Catholique, comme aussi à la correspondance & harmonie établie depuis si long-tems entre les Sujets de part & d'autre, les Remontrants croyent (sous le bon plaisir de Votre Majesté Impériale & Catholique) devoir rendre publiques les Raisons, qui de leur part ont été alleguées par le Mémoire (duquel ils prennent la liberté de joindre ici une Copie) présenté le 22 d'Octobre 1723. au *Marguis de Près*, Ministre Plenipotentiaire de Votre Majesté Impériale & Catholique pour le Gouvernement de ces Pais-Bas contre la Remontrance des Directeurs de la Compagnie des Indes Orientales établie en Hollande, laquelle le Resident de Leurs Hautes Puissances Pestiers lui avoit communiquée par ordre de ses Majestés. Ils sont pleinement persuadés que ces raisons fondées, non seulement sur le Droit des Gens, mais singulierement sur les anciennes Constitutions, Loix fondamentales, & Libertez de ce Pais de Brabant, feront connoître évidemment à tout le monde, que les Directeurs de ladite Compagnie, en demandant, que cet Océroy accordé par Votre Majesté Impériale & Catholique, après une longue & mure délibération, pour l'établissement de la Navigation, & du Commerce de ces Pais-Bas aux Indes, fût revoqué, ou du moins demeurât sans effet, sous le prétexte specieux de l'obligation que Votre Majesté Impériale & Catholique auroit contractée par le Traité de la Barriere confirmatif de celui de Munster (lequel néanmoins, dans les Articles, dont il est question, ne concerne nullement le Commerce de ces Pais-Bas) demandent en même tems, qu'elle voudroit contrevvenir au Serment, qui a été fait si solennellement en sa parole d'Empereur, & de Roi sur les saints Evangiles d'observer, & faire bien & fidèlement observer aux Etats, & à tous ses Sujets dudit Pais de Brabant en général, & en particulier tous les Droits, Privilèges, Libertez, &c.

Puisqu'il n'y a rien de plus clair, ni de plus in-

TOM. VIII. PART. II.

ANNO  
1724.

contestable, que par la revocation de cet Océroy, Votre Majesté Impériale & Catholique depouillerait ses bons & fideles Sujets d'un Droit de la Nature & des Gens, auquel ils n'ont jamais renoncé, & lequel leur a été bien expressement confirmé par l'Article 13. de la Joyeuse Entrée de Votre Majesté Impériale & Catholique.

Et d'autant que lesdits Directeurs sont si appliquez à demander l'exécution des Traitez, qu'il y a entre Votre Majesté Impériale & Cath. & L. H. P. & que même ils se sont expliquez sur ce sujet d'une maniere, comme si V. M. I. & C., par l'établissement de cette nouvelle Compagnie en ses Pais Bas Autrichiens, auroit fait une contravention aux mêmes Traitez, & se feroit departie de la Regle & Loi, qui lui est si naturelle & si inviolable, d'observer religieusement tous ses Traitez, même aux dépens de ses propres intérêts, donnent occasion aux Etats des Provinces de Brabant, & de Flandre, de leur demander à leur tour, si les Seigneurs Etats Généraux ont rempli tous les engagements, dans lesquels ils étoient entrez au regard de pour la conservation de ces Pais-Bas par le Traité d'Alliance conclu à la Haye le 30. d'Août 1672. avec feu le Roi Charles II. de glor. mem. par lequel Traité Leurs Hautes Puissances pénétrées d'une juste reconnaissance, se sont obligées Article 16. de ne point faire la Paix avec le Roi Très-Chrétien, que Sa Majesté Catholique ne fût remise en la possession de toutes les Villes, Places, & Pays, qui lui avoient été ôtez par le Roi Très-Chrétien depuis le Traité de Paix des Pirénées fait en l'An 1659, & Article 18. de ceder & donner à Sa Majesté Catholique la Ville de Maestricht, avec le Comté de Vroenhoven, & tout ce qui en depend dans le Pays d'Outremuse.

Personne n'ignore combien les suites de cette Alliance ont été préjudiciables au Prince Souverain, & aux Habitans des Provinces Beligiques, & que bien loin d'avoir recouvré les susdites Places conquises par la Couronne de France depuis la Paix des Pirénées, ils ont en le malheur de perdre la Franche-Comté, toutes les Villes, Places, & Pays en dépendans, y compris Besançon & son District, comme aussi les Villes de Valenciennes, Bouchain, Condé, Cambray, & le Cambresis, Aire, St. Omer, &c. avec leurs Dependances, &c.

Et que jusques à present les Etats Généraux sont demeurez faillis & en possession de la Ville de Maestricht, nonobstant toutes les instances réitérées, qui leur ont été faites de la part de Sa Majesté Catholique, pour l'accomplissement d'une promesse si formelle portée par le susdit Article 18. du Traité de l'an 1672.

Pour toutes ces raisons & autres, renfermées succinctement dans le susdit Mémoire du 22. d'Octobre 1723. les Etats de Brabant ont bien d'attendre de la haute prudence, & équité desdits Seigneurs Etats Généraux, que bien loin d'écouter plus long-tems les plaintes mal fondées des Directeurs de ladite Compagnie, ils leur feront défense expresse d'inquiéter, ou de troubler, en maniere quelconque, les Peuples de ces Pais-Bas (dont la conservation est si importante pour le bien de leur République) dans le libre exercice de la Navigation & du Commerce aux Indes en la forme, & maniere réglée par le susdit Océroy de Votre Majesté Impériale & Catholique.

Que si, contre toute attente, Leurs Hautes Puissances, ou ceux de la susdite Compagnie leurs Sujets, en vinssent à l'extrémité de commettre, faire ou laisser commettre, quelque injustice, injure ou mauvais traitement à cette nouvelle Compagnie, convertue de la souveraine protection de Votre Majesté Impériale & Catholique, si respectable à toutes les Puissances de l'Univers, les Remontrants la supplient très-humblement de vouloir bien, dès à present pour lors, prendre la résolution, qu'elle jugera la plus convenable & la plus efficace pour lui en faire faire raison, même, s'il en fut besoin, autoriser son Ministre Plenipotentiaire pour le Gouvernement de ces Pais-Bas, de rompre, & interdire, en tel cas, par un Edict général, tout Commerce & Negoce des Sujets de Votre Majesté Impériale & Catholique en ces Pais-Bas avec ceux de la Domination desdits Seigneurs Etats Généraux, tant en consequence de la promesse solennelle portée par l'Art. 101. de son Océroy ci-dessus, promise qui est la base, & l'unique apuy de l'établissement, & de la conservation de cette nouvelle Compagnie Impériale & Royale, qu'en conformité de l'Art. dernier des Lettres de la Joyeuse



ANNO Joyeuse Entrée de Votre Majesté Impériale & Catholique, par lequel elle a assuré les Etats & Sujets de Brabant de faire reparer & redresser tout ce qui pourroit être entrepris ou attenté au contraire.

Quoi faisant, &c.

Plus bas,

Etoit écrit par Ordonnance, & signé,

H. VAN DEN BROEK,

Bruxelles le 23. Mars 1724.

*Copie du Mémoire présenté à Son Excellence le 22. d'Octobre 1723. pour servir de Réponse de la part des Etats de Brabant à la Remontrance, que les Directeurs de la Compagnie des Indes Orientales établie en Hollande ont faite aux Seigneurs Etats Généraux des PROVINCES-UNIES au sujet de la Navigation, & du Commerce des Habitans des PAIS-BAS Autrichiens ausdites Indes.*

Quoique l'Archiduc Philippe, nommé le Bel, issu du Mariage de Marie de Bourgogne avec l'Archiduc Maximilien depuis Empereur des Romains, fût parvenu aux Royaumes de Castille & Arragon, par son Mariage avec Jeanne d'Espagne Heritière universelle de Leurs Majestés Catholiques Ferdinand V. Roi d'Arragon, & Isabelle Reine de Castille, & que son Fils & Successeur le Prince des Espagnes Charles, depuis aussi Empereur V. de ce Nom, après avoir réuni sur sa Tête tant de Couronnes, se fût rendu Dominateur en Asie, & en Afrique, ces deux grands Monarques n'eurent jamais la pensée de donner la moindre atteinte aux Libertés, Indépendances, Constitutions, & Privilèges des Habitans de ces Pais-Bas, leur ancien patrimoine, ni de les assujettir aux Loix, Constitutions, Maximes, ou Coutumes de leurs Royaumes des Espagnes, beaucoup moins, de les comprendre sous le Nom de leurs Sujets Castillans ou Espagnols.

Le Roi Philippe II. Héritier universel de l'Empereur Charles V. en fessés Royaumes, & Pais-Bas, à son exemple (après avoir changé en 1549. conjointement avec son auguste Père, quelques Articles de la Chartre de la Joyeuse Entrée de Brabant du consentement de ses trois Etats) leur promit par un double Serment fait corporellement sur les S. S. Evangiles: qu'il observeroit, & seroit fidèlement observer tous les Points, Articles y compris, & qu'il maintiendrait aux Prélats, Barons, Chevaliers, Nobles, Villes, Franchises, Villages, & tous ses Sujets du Pais de Brabant en general, & en particulier, tous leurs Droits, & Privilèges, Libertés, Franchises, Traitez, Ordonnances, Statuts, Coutumes, & Observances.

Et pour faire connoître aux Etats de Brabant, que son intention Royale étoit de les faire gouverner ici sur le lieu, indépendamment du Ministère des Espagnes, il les requit par Lettre, leur écrite de Madrid le 24. de Mars 1576. d'obéir à ceux du Conseil d'Etat, à qui il avoit commis le Gouvernement de ces Pais-Bas, en attendant que Sa Majesté eût envoyé en ces Pais, pour Gouverneur, un Prince de son Sang.

Il est vrai, que dans la suite du tems, le même Roi (tant pour le Bien général de la Chrétienté que dans la vue de procurer à ses Pais-Bas une bonne Paix, & Union pour être déchargés de la pénible Guerre, dont ils avoient été travaillés par tant d'années;) ayant trouvé convenable de céder ces mêmes Pais-Bas à la Fille l'Infante Isabelle, en don, aide, & faveur du Mariage, avec l'Archiduc Albert. stipula, comme Roi des Espagnes à l'avantage de ses Sujets Castillans, par l'Art. 8. de l'Acte donné à Madrid le 6. de May 1598. pour la Cession de ces Pais, que l'Infante, son Epoux l'Archiduc Albert, ni aucun de ses Successeurs, ni Sujets desdits Pais, ne pourroient en façon quelconque, négocier, trafiquer, ou contracter es Indes Orientales, & Occidentales, ni aussi envoyer aucune sorte de Navires, sous quelque titre, ou prétexte que ce fût.

Mais cette Condition ne pût causer aucun tort, ni préjudice aux Etats, & Habitans de cette Province de

Brabant contre leur Liberté naturelle; attendu qu'ils ne se soumettent à l'obéissance de Leurs Alteffes Sérénissimes leurs nouveaux Princes, qu'après que l'Archiduc Albert dès le 25. d'Août 1598. leur eut fait le double Serment ci-dessus rapporté, tant en son Nom qu'au Nom de l'Infante Isabelle sa future Epouse pour l'observation de tous les Articles de ladite Joyeuse Entrée, ensemble de tous les Droits, Statuts, Privilèges, Libertés, & Coutumes dudit Pais.

D'ailleurs cette Condition (suivant le rapport de l'Historien Emanuel van Meteren) fut si odieuse aux Etats, & Peuples de Hollande, & Zelande: qu'ils ne purent s'empêcher d'alléguer hautement, que c'étoit un fait contre le Droit des Gens de défendre à ceux du Pais-Bas la Navigation, & le trafic es Indes Orientales, & Occidentales, où la plupart des Habitans ne connoissent pas encore le Roi, & qu'ils aimeroient mieux mourir pour la Liberté de leur Patrie, que d'accepter une Condition si deshonnête, & si déraisonnable.

Il est donc bien surprenant, qu'aujourd'hui les Directeurs de la Compagnie des Indes Orientales établie en Hollande, sous la protection des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-UNIES, veulent se prévaloir de cette même Condition contre les Sujets de ces Pais-Bas présentement Autrichiens, & que, pour prouver l'Execution de cet Article, ils réclament ledit Historien van Meteren dans un exemple qu'il cite de l'An 1601. où il rapporte (on ne sçait sur quel fondement) que le Roi ayant soupçonné les Habitans d'Anvers de négocier indirectement aux Indes, la Cour y avoit envoyé un Commissaire pour examiner les Livres des Marchands; mais qu'enfin, pour prévenir beaucoup de malheurs, & de persécutions, qui auroient pu en résulter, ils avoient été obligés de racheter la disgrâce du Roi pour une Somme de six cents mille Ducats, Somme si exorbitante, qu'elle monte au delà de ce que la Ville d'Anvers a payé à son Souverain pour 30. années de Subsidies, par lequel excès il est facile de juger de l'erreur, ou, pour mieux dire, de la Fable de cet exemple, lequel, s'il en étoit besoin, se pourroit démentir par les Registres de ladite Ville.

Mais puisque les Directeurs de ladite Compagnie font tant de cas de cet Historien, qu'ils le consultent (on les en prie) dans un autre endroit de son Histoire de l'an 1602. où, traitant de la Navigation, & du Commerce aux Indes, il accuse les Espagnols de vouloir une chose contre nature, & contre tout Droit, que de vouloir ôter aux Habitans du Pais-Bas la Navigation, & le Négoce aux Indes dans les Lieux point situés sous leur Jurisdiction, & où il fait la description d'une Médaille, que les Zelandois avoient fait frapper à ce sujet avec deux Legendes, l'une, *Possunt, quæ posse videntur*, & l'autre, *Quo saltas, insequar*, sur le revers, qui représentoit un Lion nageant en la Mer, qui formé les Armes de Zelande, derrière un Cheval sautant hors de l'eau au dessus d'un Globe du Monde.

Aussi est-il manifeste, que lesdits Directeurs ne peuvent tirer aucun Droit, ni avantage de la Condition ci-dessus;

Premièrement, parce que c'est *Res inter alios acta*, faveur entre le Roi Philippe II. de glori. mem. en faveur de ses Sujets Espagnols d'une part, & les Archiduc Albert & Isabelle Princes des Pais-Bas de l'autre part.

2. Parce que Sa Majesté Impériale Regnante n'est pas le Successeur ni descendant desdits Archiducs, à qui on avoit voulu imposer cette Condition & Servitude de ne point naviguer, ni commercer dans les Indes, mais le Successeur des Rois Philippe IV. & Charles II. Princes des Pais-Bas par l'Infante Marie Anne son Ayeule Epouse de l'Empereur Ferdinand III., de glorieuse mémoire.

Etant d'ailleurs certain, que cette Servitude, en tout cas, a été anéantie par le retour de ces Pais sous la Domination du Roi Philippe IV. suivant la Maxime de Droit tirée *ex leg. ff. quemadmodum serv. omit. servitutis prædiorum confunduntur, si idem astrictusque prædii Dominus esse coeperit* & *ex l. 26. ff. de serv. præd. urb. nulli enim rei sua servit.*

3. Parce que la défense, faite par le Roi Philippe II. en qualité de Roi d'Espagne, a été levée dès l'an 1640. par le Roi Philippe IV. son petit-fils pour bénéficier ses bons & fidèles Sujets par deça, leur ayant fait ouverture du Commerce des Indes Orientales en la même qualité de Roi d'Espagne, lequel Commerce son Auguste Predecesseur ne leur avoit pu défendre légitimement.

ANNO 1724. gûtemment en sa qualité de Duc de Brabant, & Comte de Flandres.

4. Parce qu'au tems, que la susdite Condition fut stipulée par le Roi Philippe II. qui soutenoit d'avoir acquis les Indes pour lui même, & pour ses Sujets Caillillans contre les Sujets des Pais-Bas, les Etats & Habitans de la Province de Hollande étoient encore comptez au nombre de ces derniers, nonobstant qu'ils se fussent détachés de l'Union des autres Provinces obéissantes, étant notoire qu'avant la Trêve conclue pour 12. ans à Anvers le 5. d'Avril 1609. entre le Roi d'Espagne, & les Archiducs Albert & Isabelle d'une part, & les Etats des Provinces Unies de l'autre part, les mêmes Etats ne furent pas reconnus pour Etats libres.

Et en dernier lieu parce que, bien loin que la susdite Condition pourroit encore servir à priver les Brabançons, & les Flamands de la Navigation & du Commerce aux Indes Orientales, il s'en suit au contraire, que puisqu'ils n'ont jamais, sous la Domination des Rois Catholiques, pu jouir du Commerce aux Indes réservé pour les Caillillans dans le District des Indes Espagnoles, ils ne peuvent être censez d'avoir été compris dans les Articles 5. & 6. du Traité de Paix conclu à Munster en 1648. lesquels contiennent une reciproci-té entre les Caillillans, & les Sujets des Provinces-Unies, indépendamment des Brabançons, & des Flamands; ayant été convenu par ces Articles en termes bien exprés, que, suivant la répartition des Districts y mentionnez, les Caillillans & Espagnols se boroient à la Navigation, & au Commerce, qu'ils avoient pour lors aux Indes; sans qu'il leur fût permis de l'étendre plus avant de leur côté, & que reciproquement les Sujets des Provinces-Unies seroient obligez de ne plus frequenter les Places, que les Caillillans occupoient dans les Indes.

En effet, si les Habitans de ces Pais presentement Autrichiens n'ont eu aucune part à l'avantage, & au Droit stipulé par ces deux Articles en faveur des Caillillans, par rapport à leur Navigation aux Indes; Ils n'ont pas eu non plus aucune part à la défense reciproque stipulée par ces mêmes Articles en faveur des Sujets des Provinces-Unies par rapport à leur Navigation aux Indes de leur District, & par conséquent, puisqu'ils n'ont pas été du nombre des Parties Contractantes auxdits Articles, ils n'ont pas été compris, ni enveloppez dans cette Convention reciproque, laquelle avoit pour objet le Commerce des Caillillans d'une part, & celui des Sujets des Provinces-Unies de l'autre part, afin que les uns & les autres auroient continué à jouir librement de leur Commerce dans les Limites, Villes, Forts, Loges, Habitations, & endroits, qui se trouvoient situés dans leurs Districts respectifs, sans que les uns pussent aller négocier dans les Limites des Districts des autres, le tout reciproquement.

Sans cela cette Convention auroit blesé l'équité naturelle, & auroit été de la nature d'une société leonine, par laquelle on auroit attribué tout l'avantage à l'une, & tout le tort à l'autre des deux Parties.

C'est pourquoi les Habitans de ces Pais-Bas, & singulierement les Brabançons, soutiennent qu'à leur égard il n'y a jamais eu aucun Traité concernant le Commerce aux Indes, & que partant la raison, & le Droit des Gens d'aujourd'hui disent, que la Navigation, & le Commerce par Mer sont demeurez licites, communs, illimités, ouverts, & libres pour la Nation Brabannonne, aussi bien que pour toutes les autres Nations de l'Europe, qui sont toutes d'une même condition.

Car pour ce qui regarde le Traité de la Trêve pour douze ans conclu à Anvers l'an 1609. le Roi Philippe III. (de glori. mem.) n'accorda par l'Article 4. de ce Traité aux susdits Seigneurs Etats Généraux & leurs Sujets d'autre pouvoir au regard du Trafic aux Indes, & hors de l'Europe, que celui, qui leur appartenoit par le Droit de la Nature & des Gens, de faire ledit Trafic, s'ils le trouvoient bon, aux Pais de tous autres Princes, Potentats, & Peuples, qui le leur voudroient permettre, avec promesse, que ni Sa Majesté, ni ses Officiers & Sujets ne leur causeroient aucun trouble, ni empêchement en ce Trafic hors de l'Europe.

Bien pourrions-ils (porte cet Article) faire ledit Trafic, si bon leur sembleroit, de tous autres Princes, Potentats, & Peuples, qui leur voudront permettre, même hors lesdites limites, sans que ledit Seigneur Roi, ses Officiers & Sujets, qui dependent de lui, don-

TOM. VIII. PART. II.

nant aucun empêchement à cette occasion auxdits Princes, Potentats, & Peuples, qui le leur auront permis, ni particulièrement à eux ni aux particuliers, avec lesquels ils ont fait & feront ledit Trafic.

Sur lequel principe du Droit des Gens, tant moderne qu'ancien, les Brabançons fondent leur Système, d'avoir conservé sans atteinte ni restriction la faculté de naviguer, & négocier aux Indes Orientales & Occidentales, & sur les Côtes d'Afrique, tant en deça, qu'au delà du Cap de Bonne Esperance, dans tous les Ports, Havres, Lieux, & Rivières, où les autres Nations trafiquent librement.

Bien loin, qu'ils seroient dans la pensée, que par le changement de Maître, ils auroient acquis un nouveau Droit pour cette Navigation.

Quoiqu'ils avouent que, par ce changement, ils se trouvent heureusement débarrassés de deux obstacles accidentels *Facti*, non *Juris*, qui leur avoient empêché l'exercice de la même Navigation, l'un provenu autrefois de la prohibition & défense, que leur Prince Souverain comme Roi d'Espagne leur avoit faite de naviguer, & de négocier aux Indes au préjudice des Caillillans, & l'autre consistant en ce qu'ils n'avoient jamais pu obtenir de Sa Majesté Catholique la protection, dont ils avoient besoin pour soutenir cette Navigation aux Indes Orientales; protection qu'il a plu à Sa Majesté Imperiale & Catholique leur Auguste Souverain, par un effet singulier de sa gracieuse bonté, & affection paternelle, de leur accorder récemment de sa Puissance, & de l'autorité lui appartenante par le Droit de Souveraineté, & par celui de la Nature, & des Gens avec promesse de les défendre envers & contre tous ceux qui les attaqueroient injustement.

Cet ancien Droit fut reconnu même sous le Regne du feu Roi Charles II. (de glori. mem.) par l'Octroy accordé en son Nom Royal le 7. de Juin 1698. à la Requête & Supplication des Ecclesiastiques & Membres de Flandre par avis de ses Conscils d'Etat & Privé, à la délibération de l'Electeur de Baviere pour lors Gouverneur Général de ces Pais-Bas, par lequel Octroy Sa Majesté leur donna le pouvoir d'établir une Compagnie Royale pour négocier aux Places, & Lieux libres dans les Indes Orientales, & de la Guinée.

Et quoique cet Octroy n'eût pas le succès, qu'ils en devoient attendre, l'on sçait que ce ne fût pas à cause de quelque empêchement légitime, mais par le manquement de la protection Royale, à cause du fâcheux contre-tems de la mauvaise santé du feu Roi, qui pendant tout le cours des années 1699. & 1700. fit apprehender les suites funestes de sa mort, & donna lieu à divers ménagemens, dont il ne convient pas de rapeller la memoire.

Que si depuis ce tems-là Sa Majesté Imperiale & Catholique a bien voulu déclarer, & promettre par l'Article 26. du Traité de Barriere conclu à Anvers le 15. Novembre 1715. que le Commerce, & tout ce qui en dépend, entre les Sujets de Sa Majesté Imperiale & Catholique dans les Pais-Bas Autrichiens, & ceux des Provinces-Unies, demeureroit en tout & en partie sur le pied établi, & de la maniere portée par les Articles du Traité fait à Munster le 30. Janvier 1648. concernant le Commerce; cette promesse est relative aux Articles dudit Traité de Munster, par lequel le Commerce interne, & tout ce qui en dépend, de part & d'autre a été réglé dans lesdits Pais-Bas, & ne regarde nullement la Navigation, ni le Commerce aux Indes, dont il n'a été fait aucune mention ni dans ledit Traité de l'an 1715. ni dans le Traité postérieur, qui a été fait à la Haye le 22. Decembre 1718. pour faire cesser les plaintes, que les Etats de Brabant, & de Flandres avoient portées par deux Deputations Extraordinaires à Sa Majesté Imperiale & Catholique au sujet des Articles dudit Traité précédent, lesquels ne pouvoient s'accorder avec leurs anciens Droits, Privilèges, & Libertez.

Ce qui plus est, les Brabançons ne peuvent s'empêcher de faire connoître avec tout le respect, qu'ils ont eu, & auront toujours pour l'Autorité Souveraine de leurs très-Augustes Princes, qu'il n'a jamais été dans leur pouvoir, comme Duc de Brabant, de conclorre aucun Traité au préjudice des anciennes Libertez, & Loix fondamentales de leur Pais de Brabant, ne fût du contentement des Etats du même Pais.

Les Chartres de leur Joyeuse Entrée, jusques & y comprise celle de Sa Majesté Imperiale & Catholique Regnante, servent de preuve incontestable de cette

L 2

Vérité,

ANNO 1724.



ANNO  
1724.

Vérité, portant Article 3. que Sa Majesté Impériale & Catholique comme Duc de Brabant ne s'engagera jamais à entrer en Guerre, ne fût par le Conseil, la volonté, & le contentement de ses Villes, & de son Pais de Brabant, & qu'elle ne promettra aucune chose par où, aucun de leurs Droits, Libertez, & Privilèges, seroit préjudicié ou diminué en maniere quelconque.

Et à l'Art. 5., que Sa Majesté ne permettra pas que ses Pais, Villes, Gens, Rentes ou Droits Seigneuriaux soient engagés, hypothéqués, vendus, aliénés, diminués, chargés, affectés, cédés, ou remis en aucune maniere, que du contentement de sesdits trois Etats.

Comme aussi Art. 13. tiré de mot à autre de la Joyeuse Entrée du Roi Philippe nommé le Bel, de l'Empereur Charles V. & du Roi Philippe II. de glorieux. que Sa Majesté maintiendra tous ses Sujets & bonnes Gens de Brabant & d'Outremer, dans la libre & tranquille Navigation, non seulement aux Pais de Hollande & de Zelande, mais aussi dans tous les autres Pais.

Tellement que cette libre Navigation dans tous les Pais, où il est licite aux autres Nations de trafiquer, ne se trouve pas seulement fondée sur le Droit de la Nature, & le Droit des Gens ancien & moderne, ensemble sur le principe, dont les Habitans de Hollande se sont prévus autrefois contre la Couronne d'Espagne, mais spécialement en faveur des Brabançons sur l'une des Loix fondamentales de la Joyeuse Entrée des Ducs de Brabant renfermant *Paſſa conventa inter Principem & Populum*, dont les Etats & Peuples de cette Province ont certainement mérité la confirmation & conservation inviolable par tant de preuves éclatantes, qu'ils ont données de leur zèle, attachement, & fidélité à toute épreuve pour le service de leurs Augustes Souverains.

Car pour ce qui regarde les grands efforts, & dépenses de tant de Biens, que lesdits Directeurs réclament d'avoir été faits par Leurs Hautes Puissances pour contribuer à la réduction des Pais-Bas Espagnols sous l'obéissance de Sa Majesté Impériale & Catholique Revenante, & que parant elles ne devoient pas être exposées à une si grande dureté que de voir, que les mêmes Pais-Bas où leurs Habitans pourroient entreprendre présentement contre Leurs Hautes Puissances, ou contre Leurs Sujets, ce qui non seulement ne leur étoit pas permis auparavant, mais même défendu par un Traité solennel.

On avoit la premiere, mais nullement la seconde Partie de cette objection, & pour en retourner l'argument contre lesdits Directeurs, & tous les autres Sujets de Leurs Hautes Puissances, on les prie de vouloir se souvenir à leur tour de tous les efforts & dépenses extraordinaires faits par les Etats, & Peuples de Brabant, & de Flandres pendant tout le cours de la dernière Guerre pour le soutien de la cause commune, singulièrement dans la situation dangereuse où l'Armée des Hauts Alliez se trouvoit réduite en 1708. par les mouvemens de l'Armée de France sous le commandement du Duc de Bourgogne en personne, & par la perte inopinée des Villes de Gand & de Bruges, laquelle aparemment auroit entraîné celles des autres Places capitales, & peut-être de ces deux Provinces entières de Brabant & de Flandres, sans le Secours du Corps des Troupes Impériales, que feu l'Empereur avoit envoyé en ces Pais-Bas sous la conduite héroïque de son premier & invincible Général le Prince Eugene de Savoie.

Or par qui est-ce que ces Troupes y ont été entretenues? Leurs Hautes Puissances savent, & personnellement ne l'ignore que ce fût par les Subsidés extraordinaires que les deux Provinces de Brabant, & de Flandres fournissent à cet effet, & par le Secours des Deniers levés & hypothéqués sur les Domaines & Finances de ces deux Provinces.

A quoi les Etats de Brabant, & les Citoyens de Bruxelles peuvent ajouter, que si après la surprise de Gand, & de Bruges, la France étoit encore en possession des Villes de Mons, de Namur, & de Charleroi, ils n'auroient témoigné une fidélité inébranlable pour Sa Majesté au Siège de cette Ville principale de Bruxelles, (soit dit sans manquer à la reconnaissance qui est dûe aux Hauts Alliez) il étoit à craindre qu'ils n'eussent perdu en une seule Campagne tous les avantages, que leurs Armes victorieuses avoient remportés depuis le commencement de la dernière Guerre, la-

quelle, suivant le Traité d'Alliance conclu à la Haye le 7. Septembre 1702. entre l'Empereur, le Roi de la Grande-Bretagne, & lesdits Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, ils entreprirent pour reprendre les Provinces-Unies du Pais-Bas Espagnol dans l'intention qu'elles serviroient de Digue, de Rempart, & de Barrière pour separer, & éloigner la France des Provinces-Unies, lesdites Provinces du Pais-Bas devant faire la sûreté desdits Etats Généraux.

On passe sous silence (pour ne pas remonter trop haut) les calamités, les pertes, & les misères, que les mêmes Provinces ont souffertes durant la Guerre ruineuse, dans laquelle elles furent engagées en exécution du Traité d'Alliance fait à la Haye le 13. Août 1673. entre feu le Roi d'Espagne, & lesdits Etats Généraux, par lequel Traité Leurs Hautes Puissances reconnurent les obligations extraordinaires, qu'elles avoient à Sa Majesté Catholique, & par conséquent à ses Sujets des Pais-Bas, pour le Secours, que Sa Majesté leur avoit fait, comme un Prince qui s'étoit exposé avec tant de confiance à la ruine manifeste, dont elles étoient si fort menacées par les progrès des Armes Ennemies.

Tellement que retournant à la premiere partie de cette objection, il y auroit une extrême dureté, pour ne pas dire une violence, & injustice manifeste, d'exclure les Habitans desdits Pais-Bas d'une Navigation, & d'un Commerce, dont toutes les autres Nations jouissent paisiblement, au préjudice de leurs anciens Droits & Privilèges, dont Leurs Hautes Puissances de même que feu Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne de glorieux. se sont rendus les Garans par la Lettre, que le Prince & Duc de Marlborough, & les Deputés de Leurs Hautes Puissances ont écrite aux Etats de Brabant le 26. May 1706. pour les assurer de la part de cette grande Reine & des Seigneurs Etats Généraux, que Sa Majesté le Roi notre Auguste Monarque les maintiendrait dans l'entière jouissance de tous leurs anciens Droits & Privilèges.

Et les Etats de Brabant ont d'autant plus de sujet d'attendre l'effet de cette Garantie (par rapport à la Liberté du Commerce aux Indes) de la grande équité, & justice de Leurs Hautes Puissances en considération de l'intérêt notoire, qu'elles ont à la conservation & à la sûreté des Pais-Bas, l'avant-mur & le rempart de leur République contre la France, pour le soutien de sûreté, qui fait le commun objet du susdit Traité de Barrière, étant de la dernière importance que les Places Frontières, & autres Forteresses en ces Pais soient toujours en état de défense, Sa Majesté Impériale & Catholique a bien voulu ordonner par l'Article 90. de son dit Octroy que tous les Deniers, qui sont levés sur les Marchandises de retour de cette nouvelle Compagnie soient employés principalement à pourvoir lesdites Places fortes d'Artillerie, & d'autres Armes, & de toutes sortes de Munitions de Guerre, ensemble à l'entretien de leurs Ouvrages & Fortifications.

Donc pour recueillir la substance de ce Memoire en peu de paroles, on a fait voir en premier lieu, que l'Acte de la Cession de ces Pais-Bas faite aux Archiducs Albert, & Isabelle en 1598. lorsque les Habitans des Provinces de Hollande & de Zelande étoient encore censés, & réputés par Sa Majesté les legitimes Sujets dans le Cercle de Bourgogne, ne leur a procuré aucun Droit au Commerce, & à la Navigation des Indes Orientales, contre les Habitans des autres Provinces obéissantes de ces mêmes Pais.

En second lieu, que par le Traité de la Trêve pour 12. ans conclu à Anvers en 1609. ils n'ont point acquis d'autre titre pour ce Commerce, que celui qui leur appartenait d'ancienneté par le Droit de la Nature & des Gens.

En 3. lieu, que les Articles 5. & 6. du Traité de Paix fait à Munster l'an 1648. ne renferment qu'une Convention reciproque entre les Castillans & les Espagnols d'une part, & les Sujets des Etats Généraux des Provinces-Unies de l'autre part, sans envelopper les Sujets de ces Pais-Bas présentement Autrichiens.

En 4. lieu, que le dernier Traité de la Barrière conclu à Anvers en l'an 1715. ne confirme celui de Munster, qu'aux Articles, qui concernent le Commerce interne entre les Sujets de Sa Majesté Impériale & Cath. dans les Pais-Bas Autrichiens & ceux des Provinces-Unies, & nullement celui des Indes, dont il n'y est fait la moindre mention, ni des Articles qui concernent les Castillans & Espagnols.

Et que parant les Habitans de ces mêmes Pais, specia-

ANNO  
1724.

ANNO 1724. spécialement les Brabançons se sont conservez jusques à présent leur ancienne liberté, & le Droit des Gens, tant moderne qu'ancien, d'exercer le Commerce & la Navigation aux Indes en tous Lieux neutres & indépendans, où il est libre aux autres Nations de négocier.

Étant incontestable que les Peuples desdits Païs par le non usage du fustidit Droit, n'en ont rien perdu, suivant la Jurisprudence tirée de la Loi 22. ff. de viâ publicâ, *Viam publicam populus non utendo amittere non potest.*

## XXVI.

26. Avril. *Representations du Roi d'ESPAGNE contre la Compagnie d'OSTENDE présentées à Sa Majesté Britannique par le Marquis de Pozzo-Buono le 26. Avril 1724.*

Les Rois d'Espagne avoient autrefois le pouvoir, & ont été en possession d'exclure de la Navigation des Indes tous les Sujets de leurs Etats, excepté ceux d'Espagne.

Par conséquent, les *Habitans des Païs-Bas* en étoient exclus, aussi bien que les autres. Les Rois d'Espagne ont maintenu ce Pouvoir dans les Négociations des Traitez de Paix ou de Trêve avec les Provinces-Unies: Enfin ces Provinces y ont consenti par le Traité de Munster; de sorte que le partage des Indes étant réglé, les deux Parties étoient obligées de s'abstenir de naviguer dans les limites l'une de l'autre.

Il s'ensuit donc, que les Provinces-Unies s'étant obligées de ne pas naviguer aux Indes d'Espagne, ont acquis en même tems le DROIT D'EXCLURE les Sujets des Etats d'Espagne, COMME AUSSI CEUX DES PAÏS-BAS ESPAGNOLS, de naviguer dans leurs limites.

Les choses étant dans cet état, lorsque les Païs-Bas Espagnols furent ceder à l'Électeur de Bavière, *cette Cession ne pouvoit apporter aucune alteration, ou préjudice AU DROIT des Provinces-Unies*, parce qu'il n'y a pas d'apparence que l'intention du Roi d'Espagne fût de se priver de son Droit, en laissant auxdits Païs-Bas ceder, la liberté de naviguer aux Indes.

La Cession que le Roi de France fit aux Etats Généraux des Provinces-Unies, au nom du Roi d'Espagne, étoit sur le même pied. La France s'étant engagée à faire ceder lesdits Païs-Bas, par l'Électeur de Bavière, comme par les Etats Généraux, en faveur de la Maison d'Autriche; & cette Cession n'ayant pas été faite directement, mais par l'entremise des Etats Généraux, comme il paroît par le Traité de Paix entre la France & les Provinces-Unies, Art. IX., l'intention n'étoit pas de faire tort, en aucune manière, auxdites Provinces-Unies, d'autant plus que par le même Traité, les Etats Généraux s'engageoient que la Maison d'Autriche remettoit les conditions qui étoient déjà stipulées: il est évident que le Roi de France s'interposoit pour le Roi d'Espagne, son petit-fils & son Allié, n'avoit pas intention de rien faire qui pût être préjudiciable à l'Espagne, en faveur de la Maison d'Autriche, avec laquelle il étoit alors en Guerre.

Outre tout cela, le 23. Article dudit Traité fait assez voir que l'intention étoit, que la Navigation aux Indes DEMEURAT SUR LE MEME PIED qu'elle étoit auparavant.

C'est ce que prouve encore plus évidemment le Traité conclu depuis, entre l'Espagne & les Provinces-Unies, par lequel, Art. 30. le Traité de Munster est posé pour base, plus particulièrement par le 33. & le 34. Articles, par rapport aux Indes.

Si après tout ce qui a été représenté à Sa Majesté Impériale de la part des Etats Généraux des Provinces-Unies, secondés de la manière la plus forte par les hauts Alliez, la Cession des Païs-Bas, devoit être confirmée par l'Espagne, SANS SE RESERVER EXPRESSEMENT LE DROIT EXCLUSIF sur la Navigation des Indes en général & sans exception, il s'ensuivroit que les Etats Généraux pourroient à JUSTE TITRE demander satisfaction à l'Espagne, pour avoir par là fait une grande infraction au Traité de Munster: outre que se trouvant priver, des effets dudit Traité, ils seroient dispensés de l'obligation reciproque, de s'abstenir de la Navigation des Indes d'Espagne.

De plus, l'avenir importe du moins autant à l'Espagne, qu'aux Provinces-Unies; car sur les fondemens posés par l'Empereur, les Habitans de ses Païs-Bas auroient autant de Droit de naviger dans les limites d'Espagne, que dans celle des Provinces-Unies.

Il ne faut que réfléchir, d'un côté, sur l'ample permission accordée par les Octrois à la Compagnie d'Ostende, avec la manière dont l'Empereur s'est expliqué touchant la liberté prétendue, & de l'autre, sur la vaste étendue des Indes d'Espagne, pour être convaincu, combien il est nécessaire d'empêcher que des Négocians soutenus de la force, n'y fassent des établissemens, qui avec le tems pourroient ruiner ceux d'Espagne.

## XXVII.

*Declaration de Louis XV. Roi de France & de 14. Mai.*

*Navarre, renouvelant les Edits, Arrêts & Declarations donnés par Louis XIV. son Predecesseur contre ses Sujets de la Religion Reformée, voulant que la seule Religion Catholique Romaine soit exercée en son Royaume, & ordonnant de rigoureuses peines contre ceux qui refuseront d'en faire les devoirs, même contre les malades à mort. Donnée à Versailles le 14. Mai 1724. [Feuille volante imprimée & publiée en France par ordre & Privilege du Roi in 4.]*

LOUIS, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. De tous les grands desseins, que le feu Roi notre très-honoré Seigneur & Bis-Ayeul a formés dans le cours de son Règne, il n'y en a point que Nous ayons plus à cœur de suivre & d'exécuter, que celui qu'il avoit conçu d'éteindre entièrement l'Hérésie dans son Royaume, à quoi il a donné une application infatigable jusqu'au dernier moment de sa vie. Dans la vue de soutenir un Ouvrage si digne de son zèle & de sa piété, aussi-tôt que Nous sommes parvenus à la Majorité, notre premier soin a été de Nous faire représenter les Edits, Déclarations & Arrêts du Conseil qui ont été rendus sur ce sujet, pour en renouveler les dispositions, & enjoindre à tous nos Officiers de les faire observer avec la dernière exactitude; Mais Nous avons été informés, que l'exécution en a été ralentie depuis plusieurs années, sur tout dans les Provinces qui ont été affligées de la Contagion, & dans lesquelles il se trouve un plus grand nombre de nos Sujets qui ont ci-devant fait profession de la Religion prétendue Réformée, par les fausses & dangereuses impressions que quelques-uns d'entre'eux, peu sincèrement réunis à la Religion Catholique, Apostolique & Romaine, & excités par des mouvemens étrangers, ont voulu insinuer secrètement pendant notre Minorité; ce qui Nous ayant engagé à donner une nouvelle attention à un objet si important, Nous avons reconnu que les principaux abus qui se sont glissés, & qui demandent un plus prompt remède, regardent principalement les Assemblées illicites, l'Education des Enfans, l'obligation pour tous ceux qui exercent quelques fonctions publiques de professer la Religion Catholique, Apostolique & Romaine, les peines ordonnées contre les relaps, & la célébration des Mariages: surquoi, Nous avons résolu d'expliquer bien distinctement nos Intentions. A ces Causes, de l'avis de notre Conseil & de notre grâce spéciale, pleine puissance & autorité Royale, Nous avons dit & ordonné, & par ces Présentes signées de notre main, disons & ordonnons, voulons & Nous plaît.

I. Que la Religion Catholique, Apostolique & Romaine, soit seule exercée dans notre Royaume, Païs & Terres de notre obéissance; défendons à tous nos Sujets, de quelque état, qualité & condition qu'ils soient, de faire aucun exercice de Religion, autre que ladite Religion Catholique, & de s'assembler pour cet effet en aucun lieu & sous quelque prétexte que ce puisse être, à peine contre les Hommes, des Galeres perpétuelles, & contre les Femmes d'être raïsées & enfermées pour toujours dans les Lieux que nos Juges estimeront à propos, avec Confiscation des Biens des uns & des autres; même à peine de mort contre ceux qui se font assembler en armes.



ANNO

1724

II. Etant informez qu'il s'est élevé, & s'élève journellement dans notre Royaume plusieurs Prédicans, qui ne font occupés qu'à exciter les Peuples à la Révolte, & les détourner des Exercices de la Religion Catholique, Apostolique & Romaine, ordonnons que tous les Prédicans qui y auront convoqué des Assemblées, qui y auront prêché, ou fait aucunes fonctions, soient punis de mort, ainsi que la Déclaration du Mois de Juillet 1686. l'ordonne pour les Ministres de la Religion prétendue Réformée, sans que ladite peine de mort puisse à l'avenir être réputée comminatoire. Défendons à tous nos Sujets de recevoir lesdits Ministres ou Prédicans, de leur donner retraite, secours & assistance, d'avoir directement ou indirectement aucun Commerce avec eux: Enjoignons à ceux qui en auront connaissance, de les dénoncer aux Officiers des Lieux, le tout à peine, en cas de contravention, contre les Hommes, des Galères à perpétuité, & contre les Femmes, d'être rattachées & enfermées pour le reste de leurs jours dans les Lieux que nos Juges estimont à propos, & de Confiscation des Biens des uns & des autres.

III. Ordonnons à tous nos Sujets, & notamment à ceux qui ont ci-devant professé la Religion prétendue Réformée, ou qui sont nez de Parens qui en ont fait profession, de faire baptiser leurs Enfants dans les Eglises des Paroisses où ils demeurent, dans les 24. heures après leur naissance, si ce n'est qu'ils aient obtenu la permission des Archevêques ou Evêques Diocésains de différer les cérémonies du Baptême pour des raisons considérables: Enjoignons aux Sages-Femmes & autres personnes qui assistent les Femmes dans leurs accouchemens, d'avertir les Curez des Lieux de la naissance des Enfants, & à nos Officiers & à ceux des Sieurs qui ont la Haute Justice, d'y tenir la main, & de punir les contrevenans par des condamnations d'amendes, même par de plus grandes peines, suivant l'exigence des cas.

IV. Quant à l'Education des Enfants de ceux qui ont ci-devant professé la Religion prétendue Réformée, ou qui sont nez de Parens qui en ont fait profession, voulons que l'Edit du Mois de Janvier 1686, & les Déclarations des 13. Decembre 1698, & 16. Octobre 1700, soient exécutées en tout ce qu'elles contiennent; & en y ajoûtant, Nous défendons à tous nosdits Sujets d'envoyer élever leurs Enfants hors du Royaume, & à moins qu'ils n'en aient obtenu de Nous une permission par écrit signée de l'un de nos Secrétares d'Etat, laquelle Nous n'accorderons qu'après que Nous aurons été suffisamment informez de la Catholicité des Peres & Meres, & ce à peine, en cas de contravention, d'une amende, laquelle sera réglée à proportion des Biens & Facultez des Peres & Meres desdits Enfants, & néanmoins ne pourra être moindre que de la Somme de six mille Livres & sera continuée par chaque année que leurdits Enfants demeureroient en Pais étrangers, au préjudice de nos défenses; à quoi Nous enjoignons à nos Juges de tenir exactement la main.

V. Voulons qu'il soit établi, autant qu'il sera possible, des Maîtres & des Maîtresses d'Ecole, dans toutes les Paroisses où il n'y en a point, pour instruire tous les Enfants de l'un & de l'autre sexe, des principaux mystères & devoirs de la Religion Catholique, Apostolique & Romaine, les conduire à la Messe tous les jours ouvriers, autant qu'il sera possible, leur donner les instructions dont ils ont besoin sur ce sujet, & avoir soin qu'ils assistent au Service Divin les Dimanches & les Fêtes, comme aussi pour y apprendre à lire, & même écrire à ceux qui pourront en avoir besoin, le tout ainsi qu'il sera ordonné par les Archevêques, en conformité de l'Article XXV. de l'Edit de 1697. concernant la Jurisdiction Ecclesiastique: Voulons à cet effet que dans les Lieux où il n'y aura pas d'autres fonds, il puisse être imposé sur tous les Habitans, la Somme qui manquera pour l'établissement desdits Maîtres & Maîtresses jusqu'à celle de cent cinquante Livres par an pour les Maîtres, & de cent Livres pour les Maîtresses, & que les Lettres sur ce nécessaires soient expédiées sans frais, sur les avis que les Archevêques & Evêques Diocésains, & les Commissaires départis dans nos Provinces pour l'exécution de nos ordres, Nous en donneront.

VI. Enjoignons à tous les Peres, Meres, Tuteurs & autres personnes qui sont chargées de l'Education des Enfants, & notamment de ceux dont les Peres ou les Meres ont fait profession de la Religion prétendue Réformée, ou sont nez de Parens Religioneux, de

les envoyer aux Ecoles & aux Catechismes jusqu'à l'âge de quatorze ans, même pour ceux qui sont au-delà de cet âge jusqu'à celui de vingt ans, aux instructions qui se font les Dimanches & les Fêtes, si ce n'est que ce soient des personnes de telle condition qu'elles puissent & qu'elles doivent les faire instruire chez elles, ou les envoyer au College, ou les mettre dans des Monastères ou Communautés régulières; enjoignons aux Curez de veiller avec une attention particulière sur l'instruction desdits Enfants dans leurs Paroisses, même à l'égard de ceux qui n'ont pas aux Ecoles: Exhortons & néanmoins enjoignons aux Archevêques de s'en informer soigneusement; ordonnons aux Peres & autres qui en ont l'Education, & particulièrement aux Personnes les plus considérables par leur naissance ou en leurs Emplois de leur représenter les Enfants qu'ils ont chez eux, lorsque les Archevêques l'ordonneront dans le cours de leurs visites, pour leur rendre compte de l'instruction qu'ils auront reçue touchant la Religion, & à nos Juges, Procureurs & à ceux des Sieurs qui ont la Haute-Justice, de faire toutes les diligences, perquisitions, & Ordonnances nécessaires pour l'exécution de notre volonté à cet égard, & de punir ceux qui seroient négligens d'y satisfaire, ou qui auroient la témérité d'y contrevenir de quelque manière que ce puisse être, par des condamnations d'amende qui seront exécutées par provision, nonobstant l'appel, à telles sommes qu'elles puissent monter.

VII. Pour assurer encore plus l'exécution de l'Article précédent, voulons que nos Procureurs, & ceux des Sieurs Hauts Justiciers se fassent remettre tous les Mois par les Curez, Vicaires, Maîtres ou Maîtresses d'Ecoles, ou autres qu'ils chargeront de ce soin, un état exact de tous les Enfants qui n'ont pas aux Ecoles, ou aux Catechismes & instructions, de leurs noms, âges, sexes, & des noms de leurs Peres & Meres, pour faire ensuite les poursuites nécessaires contre les Peres & Meres, Tuteurs ou Curateurs, ou autres chargés de leur Education, & qu'ils aient soin de rendre compte, au moins tous les six Mois, à nos Procureurs Généraux, chacun dans leur Ressort, des diligences qu'ils auront faites à cet égard, pour recevoir d'eux les ordres & les instructions nécessaires.

VIII. Les secours spirituels n'étant en aucun tems plus nécessaires, sur tout à ceux de nos Sujets qui sont nouvellement réunis à l'Eglise que dans les occasions de Maladies où leur Vie & leur Salut sont également en danger, voulons que les Medecins, & à leur défaut les Apoticaire & Chirurgiens qui seront appelez pour visiter les Malades, soient tenus d'en donner avis aux Curez ou Vicaires des Paroisses dans lesquelles lesdits Malades demeureront, aussitôt qu'ils jugeront que la maladie pourroit être dangereuse, s'ils ne voyent qu'on les y ait appelez d'ailleurs, afin que lesdits Malades, & notamment nos Sujets nouvellement réunis à l'Eglise, puissent en recevoir les avis & les consolations spirituelles dont ils auront besoin, & le secours des Sacramens, lorsque lesdits Curez ou Vicaires trouveront lesdits Malades en état de les recevoir: Enjoignons aux Parens, Serveurs & autres Personnes qui seront auprès desdits Malades, de les faire entrer auprès d'eux, & de les recevoir avec la bienfaisance convenable à leur caractère; & voulons que lesdits Medecins, Apoticaire & Chirurgiens qui auront négligé de ce qui est de leur devoir à cet égard, & pareillement les Parens, Serveurs & autres qui sont auprès desdits Malades, qui auront refusé auxdits Curez ou Vicaires, ou Prêtres envoyez par eux, de leur faire voir lesdits Malades, soient condamnés en telle amende qu'il appartiendra, même les Medecins, Apoticaire, Chirurgiens, interdits en cas de récidive, le tout suivant l'exigence des cas.

IX. Enjoignons pareillement à tous Curez, Vicaires & autres qui ont la charge des Ames, de visiter soigneusement les Malades, de quelque état & qualité qu'ils soient, notamment ceux qui ont ci-devant professé la Religion prétendue Réformée, ou qui sont nez de Parens qui en ont fait profession, de les exhorter en particulier & sans témoins, à recevoir les Sacramens de l'Eglise, en leur donnant à cet effet toutes les instructions nécessaires, avec la prudence & la charité qui convient à leur ministère, & en cas qu'au mépris de leurs exhortations & avis salutaires, lesdits Malades refusent de recevoir les Sacramens qui leur seront par eux offerts, & déclarent ensuite publiquement qu'ils veulent mourir dans la Religion prétendue Réformée, & qu'ils

ANNO

1724.

ANNO & qu'ils persistent dans la déclaration qu'ils en auroient  
1724. faite pendant leur Maladie, voulons que s'ils viennent

Royales sans avoir une attestation du Curé, ou en son absence, du Vicaire de la Paroisse, dans laquelle ils demeurent, de leurs bonne vie & mœurs, ensemble de l'exercice actuel qu'ils font de la Religion Catholique, Apostolique & Romaine.

ANNO  
1724.

X. Voulons que le contenu au précédent Article soit exécuté sans qu'il soit besoin d'autre preuve pour établir le crime de relaps, que le refus qui aura été fait par le Malade des Sacrements de l'Eglise offerts par les Curez, Vicaires, ou autres ayant la charge des ames, & la Déclaration qu'il aura faite publiquement comme ci dessus, & sera la preuve dudit refus & de ladite Déclaration publique établie par la déposition desdits Curez, Vicaires ou autres ayant la charge des ames, & de ceux qui auront été présents lors de ladite Déclaration, sans qu'il soit nécessaire que les Juges du lieu se soient transportés dans la Maison desdits Malades, pour y dresser Procès Verbal de leur refus & Déclaration, & sans que lesdits Curez ou Vicaires qui auront visité lesdits Malades, soient tenus de requérir le transport desdits Officiers, ni de leur dénoncer le refus & la Déclaration qui leur aura été faite, dérogeant à cet égard aux Déclarations des 29. Avril 1686. & 8. Mars 1715., en ce qui pourra être contraire au présent Article & au précédent.

XI. Et attendu que Nous sommes informez, que ce qui contribue le plus à confirmer ou à faire retomber lesdits Malades dans leurs anciennes erreurs, est la présence & les exhortations de quelques Religioneux cachez qui les assistent secrettement en cet état, & abusent des préventions de leur Enfance & de la faiblesse où la maladie les réduit, pour les faire mourir hors du sein de l'Eglise, Nous ordonnons que le Procès soit fait & parfait par nos Baillifs & Sénéchaux, ainsi qu'il est dit ci-dessus, à ceux qui se trouveront coupables de ce crime, dont nos Prévôts ou autres Juges Royaux pourront informer, même les Juges des Sieurs qui auroient la Haute Justice dans les Lieux où le fait seroit arrivé, s'il n'y a point de Bailliage ou Sénéchaussée Royale dans lesdits Lieux; à la charge d'envoyer les informations au Bailliage Royal comme ci-dessus, pour être les Procès continués par nos Baillifs & Sénéchaux, & les coupables condamnés; savoir, les Hommes aux Galères perpétuelles ou à tems, selon que les Juges l'estimeront à propos, & les Femmes à être raïsées & renfermées dans les Lieux que nos Juges ordonneront, à perpétuité ou à tems, ce que Nous laissons pareillement à leur prudence.

XII. Ordonnons que suivant les anciennes Ordonnances des Rois nos Prédecesseurs, & l'usage observé dans notre Royaume, nul de nos Sujets ne pourra être reçu en aucune Charge de Judicature dans nos Cours, Baillages, Sénéchaussées, Prévôtés & Justices, ni dans celles des Hauts Justiciers, même dans les Places de Maires & Echevins, & autres Officiers des Hôtels de Ville soit qu'ils soient érigés en titre d'Office, ou qu'il y soit pourvu par élection, ou autrement, ensemble dans celles des Greffiers, Procureurs, Notaires, Huissiers & Sergens de quelque Jurisdiction que ce puisse être, & généralement dans aucun Office ou fonction publique, soit en titre ou par commission, même dans les Offices de notre Maison & Maisons

XIII. Voulons pareillement que les Licences ne puissent être accordées dans les Universités du Royaume, à ceux qui auroient étudié en Droit ou en Médecine, que sur des attestations semblables que les Curez leur donneront, & qui seront par eux représentées à ceux qui leur doivent donner lesdites Licences; desquelles attestations il sera fait mention dans les Lettres de Licence qui leur seroient expédiées, à peine de nullité; n'entendons néanmoins assujettir à cette règle les Etrangers qui viendront étudier & prendre des degrés dans les Universités de notre Royaume, à la charge que conformément à la Déclaration du 26. Février 1680., & à l'Edit du Mois de Mars 1707., les degrés par eux obtenus ne pourront leur servir dans notre Royaume.

XIV. Les Medecins, Chirurgiens, Apoticaire & les Sages-Femmes, ensemble les Libraires & Imprimeurs ne pourront être aussi admis à exercer leur Art & Profession dans aucun Lieu de notre Royaume, sans rapporter une pareille attestation, de laquelle il sera fait mention dans les Lettres qui leur seront expédiées, même dans la Sentence des Juges, à l'égard de ceux qui doivent prêter Serment devant eux, le tout à peine de nullité.

XV. Voulons que les Ordonnances, Edits & Déclarations des Rois nos Prédecesseurs sur le fait des Mariages, & notamment l'Edit du Mois de Mars 1697., & la Déclaration du 15. Juin de la même année soient exécutées selon leur forme & teneur par nos Sujets nouvellement réunis à la Foi Catholique, comme par tous nos autres Sujets; leur enjoignons d'observer dans les Mariages qu'ils voudront contracter, les solemnités prescrites tant par les Saints Canons, reçus & observés dans ce Royaume, que par lesdites Ordonnances, Edits & Déclarations, le tout sous les peines qui y sont portées & même de punition exemplaire, suivant l'exigence des cas.

XVI. Les Enfants Mineurs, dont les Peres & Meres, Tuteurs ou Curateurs sont sortis de notre Royaume & se sont retirés dans les Pais étrangers pour cause de Religion, pourront valablement contracter Mariage, sans attendre ni demander le consentement de leursdits Peres & Meres, Tuteurs ou Curateurs absens, à condition néanmoins de prendre le consentement & avis de leurs Tuteurs ou Curateurs, s'ils en ont dans le Royaume; sinon, il leur en sera créé à cet effet, ensemble de leurs Parens ou Alliez, s'ils en ont, ou au défaut des Parens & Alliez, de leurs Amis ou Voisins: Voulons à cet effet qu'avant de passer outre au Contrat & celebration de leur Mariage, il soit fait devant le Juge Royal des Lieux où ils ont leur domicile, en présence de notre Procureur, & s'il n'y a point de Juge Royal, devant le Juge ordinaire desdits Lieux, le Procureur Fiscal de la Justice present, une assemblée de six des plus proches Parens ou Alliez, tant Paternels que Maternels, faisant l'exercice de la Religion Catholique, Apostolique & Romaine, outre le Tuteur, ou le Curateur desdits Mineurs; & au défaut de Parens ou Alliez, de six Amis ou Voisins, de la même qualité, pour donner leur avis & consentement, s'il y échet, & seront les Actes pour ce nécessaires expédiés sans aucuns frais, tant de Justice que de Sceau, Contrôle, Infiruations ou autres: & en cas qu'il n'y ait que le Pere ou la Mere desdits Mineurs qui soit sorti du Royaume, il suffira d'assembler trois Parens ou Alliez du côté de celui qui sera hors du Royaume, ou à leur défaut, trois Voisins ou Amis, lesquels avec le Pere ou la Mere qui se trouvera present, & le Tuteur ou Curateur, s'il y en a autre que le Pere ou la Mere, donneront leurs avis & consentement, s'il y échet, pour le Mariage proposé, duquel consentement dans tous les cas ci-dessus marquez, il sera fait mention sommaire dans le Contrat de Mariage, qui sera signé par lesdits Pere ou Mere, Tuteur ou Curateur, Parens, Alliez, Voisins ou Amis, comme aussi sur le registre de la Paroisse, où se fera la celebration dudit Mariage; le tout sans que lesdits Enfants aient pu encourir les peines portées par les Ordonnances contre les Enfants de Famille qui se marient sans le consentement de leurs Peres & Meres; à l'effet dequoi Nous avons dérogé & dérogeons pour ce regard seulement auxdites Ordon-



ANNO  
1724.

Ordonnances, lesquelles seront au surplus exécutées selon leur forme & teneur.

XVII. Défendons à tous nos Sujets, de quelque qualité & condition qu'ils soient, de consentir ou approuver que leurs Enfants & ceux dont ils seront Tuteurs ou Curateurs se marient en Pais étrangers, soit en signant les Contrats qui pourroient être faits pour parvenir auxdits Mariages, soit par Acte antérieur ou postérieur, pour quelque cause & sous quelque prétexte que ce puisse être, sans notre permission expresse & par écrit, signée par l'un de nos Secrétaires d'Etat & de nos Commandemens, à peine des Galères à perpétuité, contre les Hommes, & de bannissement perpétuel contre les Femmes, & en outre de confiscation des Biens des uns & des autres, & où la confiscation n'auroit pas lieu, d'une amende qui ne pourra être moindre que de la moitié de leurs Biens.

XVIII. Voulons que dans tous les Arrêts & Jugemens qui ordonneront la confiscation des Biens de ceux qui l'auront encourue, suivant les différentes dispositions de notre présente Déclaration, nos Cours & autres nos Juges ordonnent que sur les Biens situés dans les Pais où la confiscation n'a pas lieu, ou sur ceux non sujets à confiscation ou qui ne seront pas confisqués à notre profit, il sera pris une amende qui ne pourra être moindre que de la valeur de la moitié desdits Biens, laquelle amende tombera ainsi que les Biens confisqués, dans la régie des Biens des Religieuses absents, pour être employez avec le Revenu desdits Biens à la subsistance de ceux de nos Sujets nouvellement réunis qui auront besoin de ce secours, ce qui aura lieu pareillement à l'égard de toutes les amendes, de quelque nature qu'elles soient, qui seront prononcées contre les contrevenans à notre présente Déclaration, sans que les Receveurs ou Fermiers de notre Domaine y puissent rien prétendre. Si donnons en Mandement à nos amez & féaux Conscillers les Gens tenants nos Cours de Parlement, & à tous autres nos Officiers & Juges, qu'il appartiendra, que ces Présentes ils aient à faire lire, publier & registrer, & le contenu en icelles garder & observer de point en point selon leur forme & teneur. Car tel est notre plaisir. Donnée à Versailles le 14. Mai 1724, & de notre Règne neuvième. Signé, LOUIS; Et plus bas, par le Roi, Dauphin, Comte de Provence, PHÉLYPEAUX. Et scellée du grand Sceau de cire jaune.

Registres, où & ce requérant le Procureur Général du Roi, pour être exécutés selon leur forme & teneur, & Copies collationnées envoyées aux Bailliages & Sénéchaussées du Ressort, pour être lûes, publiées & régistées: Enjoins aux Substituts du Procureur Général du Roi, d'y tenir la main, & d'en certifier la Cour dans un Mois, suivant l'Arrêt de ce jour. A Paris en Parlement le 31. Mai 1724.

Signé, YSABEAU.

## XXVIII.

1. Juill. Arrêt du Parlement de Paris ordonnant la suppression d'un Livre écrit & publié en Langue Française pour le soutien de l'Infaillibilité du Pape, avec le Discours de l'Avocat du Roi, requérant cette suppression. A Paris le 1. Juillet 1724. [Copie imprimée.]

Ce jour, les Gens du Roi sont entrez, & M. Pierre Gilbert, Avocat dudit Seigneur Roi, portant la parole, a dit:

MESSIEURS,

NOUS sommes informez, qu'il se répand dans le Royaume, & à Paris même, un Livre intitulé, *Traité Théologique sur l'Autorité & l'Infaillibilité des Papes*, qui paroit imprimé depuis peu à Luxembourg, sous le nom de Frere Mathieu Petitdidier, Religieux Benedictin de la Congrégation de St. Vanne.

A la vûe de cet Ouvrage, il ne nous est pas permis de demeurer dans le silence. Tout ce qui s'élève contre les Maximes consacrées sur cette matiere par nos Loix, exige notre vigilance & notre zèle, & vous verrez, Messieurs, par la nature du nouvel Ecrit que nous

venons vous déferer, qu'il n'y en eut jamais de plus digne de votre Censure.

ANNO

1724.

Son objet est d'établir les principes les plus opposés à la Doctrine de la France; l'Infaillibilité des Papes dans les décisions sur les Matieres de Foi, leur pleine Puissance, leur Souveraineté sur toute l'Eglise, leur Supériorité sur les Conciles généraux, leur Empire sur les Evêques, qui selon l'Auteur tiennent du Pape leur Pouvoir, & non pas immédiatement de JESUS-CHRIST même.

C'est la Doctrine que l'Auteur propose par tout, & peut-être voudroit-il en inspirer une encore plus dangereuse. En plus d'un endroit il semble insinuer le Pouvoir du Pape sur le Temporel, soit en abusant des expressions d'un Pere de l'Eglise pour lui faire dire que Notre Seigneur a donné un Royaume à St. Pierre, soit en rapportant sans limitation & sans correctif les paroles d'un Auteur trop prévenu pour la Cour de Rome, qui portent (du moins dans la Traduction) que St. Pierre a reçu de JESUS-CHRIST l'Empire du Ciel & de la Terre.

Ce n'est pas un simple Traité Théologique comme le titre l'annonce d'abord. C'est une attaque de dessein formé contre nos Maximes, un Ouvrage composé expressément contre l'Eglise Gallicane & contre la France: jusques-là que l'Auteur se fait un mérite de combattre la Doctrine qu'il a professée lui-même, & qui de son aveu est regardée parmi nous comme une Loi de l'Etat.

C'est en vain qu'encore plus éloignez de la Revolte des Sédaires que de la Servitude des Ultramontains, nous révoquons dans le St. Siege les prérogatives d'une juste Primauté, le centre de l'Episcopat, le lien inviolable & permanent de l'Unité, fondé sur l'Institution de Dieu même; & qu'en la Personne du Pape Nous reconnaissons avec respect le Successeur de St. Pierre, le Chef des Evêques, entre lesquels il tient le même rang que St. Pierre entre les autres Apôtres. Cet Ecrit vain passionné daigne à peine nous soufrire au nombre des Orthodoxes, si nous ne souscrivons à l'Infaillibilité & à la Monarchie absolue du Pape. On ne peut, ce sont ces termes, rejeter ce sentiment ni le contredire, sans tomber dans une Erreur contre la Foi, & si l'on ne doit pas traiter d'Hérétiques ceux qui le combattent, c'est seulement parce que le Dogme n'a pas encore été expressément décidé.

Si on l'écoute, la Doctrine de l'Infaillibilité est celle de tous les Pais & de tous les Siecles. Les Grecs l'ont professée comme les Latins, les François comme les Italiens... en un mot, c'est la Doctrine de toute l'Eglise. Elle est fondée sur l'Ecriture, elle est claire dans toute la suite de la Tradition, à commencer dès le tems des Apôtres: Elle éclate dans les monumens des premiers Siecles, & entr'autres dans les Actes des premiers Conciles généraux. Si les Papes ont assemblé des Conciles, ce n'a pas été, dit-il, pour persuader les Catholiques, mais pour convaincre plus pleinement les Hérétiques qui ont accoutumé de réclamer les Conciles généraux lorsque le St. Siege les a condamnés. C'est pour y porter la Loi que les Papes ont envoyé leurs Légats à ces saintes Assemblées. Le sentiment de la France est un sentiment nouveau, inconnu à toute l'Antiquité. Les Evêques de France qui ont composé l'Assemblée de 1682... ont abandonné sur ce point l'ancienne Tradition de leurs Eglises.

Mais de quelle maniere essaye-t-il de prouver des Propositions si hardies? C'est tantôt en donnant pour preuve ce qui n'établit rien moins que ce qu'il avoit avancé, tantôt en éludant par quelques vains détours les conséquences les plus claires de ce qu'il ne peut contester, & tantôt en forçant le sens d'une foule de Passages qu'il altère & qu'il déguise sous prétexte de les expliquer. Quelquefois il passe sous silence l'objection qu'il ne peut résoudre, & quelquefois il affecte de la négliger après qu'il se l'est opposée. Il fait plus, il méprise ses Lecteurs jusqu'à appuyer son Système sur des Témoignages qui sont contre lui. Nous ne disons rien qu'on ne puisse découvrir par une Lecture attentive.

L'imprudence & l'indiscretion sont repandues dans tout l'Ouvrage. L'Auteur n'y fait point de scrupule de prêter des Armes au Schisme & à l'Hérésie contre les Orthodoxes qui n'admettent pas ses sentimens. Sous prétexte de terminer les dernières Divisions par le principe de l'Infaillibilité, il les renouvelle en effet, & ne craint point d'aggraver le mal par le remède. Ne pouvons-nous pas ajouter qu'il compromet les Droits Sacrez

de

**ANNO** du St. Siege, en les confondant témérairement avec les  
**1724.** prétentions ambitieuses de les Partisans trop zélés?

Mais, plus il affecte de les confondre, plus nous devons les distinguer. Si nous opposons à l'excès des Opinions Ultramontaines, la Barrière des saines Maximes conservées fidèlement par nos Peres; Nous faisons gloire à leur exemple d'un attachement éclairé & d'un zèle religieux pour les justes prééminences du St. Siege. C'est par cette conduite que la France s'est distinguée de tout tems. Son respect augmenteroit, s'il étoit possible, sous un Pape dont l'exaltation fait en ce moment la joye de l'Eglise, & dont les Vertus révérees de tous les Fidoles répondent de l'usage légitime & des salutaires effets de son Pouvoir.

C'est, Messieurs, sans perdre de vue ces sentimens, que nous nous élevons contre un Ouvrage, dont la témérité n'est propre qu'à inquiéter les Esprits, qu'à semer d'immortelles Divisions, & qu'à faire éclore des Nouveautés dangereuses. C'est l'Esprit des Conclusions que nous avons prises, & que nous laissons à la Cour avec un Exemplaire dont nous demandons la condamnation.

Les Gens du Roi retirez, &c.

**L**A COUR ordonne que ledit Livre sera supprimé comme contraire aux Maximes du Royaume, aux Principes qui doivent servir de Regle à la distinction de la Puissance Ecclesiastique & de la Puissance Seculiere, & à l'Ordre Hierarchique, comme scandaleux, séditions, séditieux, contraire à l'Autorité Royale, & injurieux au Clergé de France: Enjoint à tous ceux qui en auroient des Exemplaires, de les apporter au Greffe de la Cour, pour y être supprimés: Fait défenses à toutes Personnes de les retenir, vendre & débiter: Permet au Procureur-Général du Roi d'informer contre les Auteurs, Libraires, Imprimeurs & Distributeurs, par devant Maître Guillaume Menguy, Conseiller, pour les Témoins qui pourroient être entendus dans cette Ville de Paris, & par devant le premier Officier de Police des Lieux pour ceux qui pourroient y être entendus, poursuite & diligence des Substituts du Procureur-Général du Roi en dits Sieges, pour les informations faites & rapportées, & communiquées au Procureur-Général du Roi, être ordonné ce qu'il appartiendra. Ordonne que le présent Arrêt sera lu, publié & affiché par tout où besoin sera, & Copies collationnées envoyées aux Baillies & Sénéchaussées du Ressort, pour y être lues, publiées, enregistrées & affichées: Enjoint aux Substituts du Procureur-Général du Roi d'y tenir la main, & d'en certifier la Cour dans un Mois. Fait en Parlement le premier Juillet 1724.

Signé, DUFANC.

XXIX.

**6. Sept.** Decret de PHILIPPE V. Roi d'Espagne par lequel il declare qu'aux instances du Conseil Royal de Castille, il reprend le Gouvernement de la Monarchie, en qualité de Roi & Seigneur naturel. Fait à Madrid le 6. Septembre 1724. [Simple Copie & Traduction.]

**A**yant fait attention à tout ce que le Conseil Royal de Castille m'a représenté par la supplication qu'il vient de me faire & par celle qu'il m'a remis le 4. de ce Mois; quoi que j'eusse pris une ferme resolution de ne point quitter ma retraite pour quelque motif que ce pût être; cependant je n'ai pu résister aux instances que m'a faites ce Conseil, pour me déterminer à reprendre le Gouvernement de cette Monarchie, en qualité de Roi & Seigneur naturel. Et comme il m'a représenté que j'étois indispensablement obligé de le faire par des raisons de Justice & de conscience, j'ai résolu tant à cause du cas que je fais de ses Avis, qu'à cause du Zèle sincère & constant des Ministres qui le composent, de me sacrifier au bien commun de la Monarchie & des Peuples mes Sujets, & d'en reprendre le Gouvernement, comme Roi & Seigneur naturel, me réservant, si Dieu me conserve la vie, de remettre ce Gouvernement à Don Ferdinand Prince des Asturies mon Fils aîné, lors qu'il aura l'âge competent, & la capacité suffisante pour en être chargé, pourvu qu'il n'y ait point alors de raisons assez fortes pour retarder ou

TOM. VIII. PART. II.

empêcher mon abdication. Je consens aussi que l'on convoque incessamment les Etats pour y reconnoître l'Infant D. Ferdinand en qualité de Prince des Asturies, & pour lui faire les Serments accoutumés comme Héritier présomptif de la Couronne. Donné à Madrid le 6. Septembre 1724.

MOI LE ROI.

XXX.

**Decretum S. R. Majestatis POLONICÆ Affecto 30. Oct.**  
*riale, contra Magistratum, & Communitatem Civitatis THORUNENSIS, quò in reparationem variorum Excessuum in Collegio Patrum Jesuitarum per Plohem licentiosam perpetratorum, cum effractione forium, subversione Cathedralium, Scharum, Fornacum, immo & Altarium, nec non dilaceratione & combustione aliquarum Imaginum, Nobiles & Spectabiles RESNER Præfident ac ZERNIK Vice-Præsides Thorunenses ad ultimum supplicium condemnantur, & complures alii Crues ad varia supplicia destinantur. Templum insuper Beate Mariae Virginis per Catholicos antea possessum Patribus Bernardinis adjudicatur, & Magistratus Civitatis dimidiatim in gratiam Catholicorum describitur &c. Actum Varsovia sub tempore Comitiorum Regni Generalium, feria secunda post Festum SS. Simonis & Jude Apostolorum, die 30. Mensis Octobris Anno Domini 1704. Regni vero XXVIII.*  
 [Sur la Copie imprimée à Varsovie.]

**AUGUSTUS SECUNDUS**, Dei gratia REX Poloniae, Magnus Dux Lithuanie, Russie, Prussie, Masovie, Samogitie, Kyovie, Volhynie, Podolie, Podlachie, Livonie, Smolenscie, Severie, Czernichovieque nec non Hæreditarius Dux Saxonie & Princeps ELECTOR.

Significamus presentibus Literis Nostris quodum intercessit Universis & singulis: Intercessit antea Decretum Nostrum Affectoriale, inter Generosum Insultatorem Regni ejusque Delatores, Religiosos Calumniam Czarniecki Rectorem, Laurentium Marczewski Vice-Rectorem, Casimirus Klimecki, Jacobum Piotrowicz, Martinum Wolanski, Frates, & totum Collegium Societatis Jesu Thorunensis Atores ab una, atque Nobiles & Spectabiles Gerhardum Thomas Burgavium, Godefridum Resner Præsidentem, Proconsoles, Consules, & Ordines, totumque Magistratum & Communitatem Civitatis Thorunensis, Citatos parte ex altera, Idque in Causa & actione ipsius instituta pro eo: Quia illi malevolenti animo, odioque Fidei Sanctæ Romanæ Catholicæ, in Regno Nostrum Catholicissimo degentes, contra Leges Divinas & humanas, Confusionemque ejusdem Regni Nostrum procedendo, non contenti anterioribus ausibus violentis, recenter nacti occasione, quod sub tempore Processionis cum Venerabili Sacramento, in Festo Beatissimæ Mariæ Virginis, de Monte Carmelo, in Cæmeterio Ecclesiæ Sancti Jacobi Apostoli, Deo dicatarum Virginum Ordinis Sancti Benedicti, ipso die Dominico Thoruni celebrata, cuidam Puero Dissidenti Ceremonias Ecclesiæ irrident, irreverenterque se gerenti, galem Polonus Studiosus, zelo cultus Divini ductus deiecit, statim absoluta Processione in Cæmeterio per licentiosos Clives enormiter idem Studiosus converberatus, & obangui-nolatus, est tandem ex Loco Sacro violenter, & jam per Milites extractus, per plateas ductus, & Carceri ac Custodiæ Militari, uti & posttride alter innocuus Studiosus Polonus mancipatus, & injectus est, & cum ad plura postulata Juventutis Polonæ neuter libertati redderetur, imò contumeliosissime ambo tradarentur, Ymasista quoque heterodoxæ fidei in recompensam Captivorum duorum prædicatoribus, non tamen cum Scholas, in fessis Religiosis Actoribus, non tamen cum tumultu, neque cum ignominia nociva, à Studiosis Polonis introducus esset, plohem licentiosum ut cum armis variis & Bombardis parati essent, turmatim sub penis pecuniatis convocari fecerunt, in quem finem & Portas Civitatis solito citius tempore claudi iusserunt.

M



ANNO  
1724.

runt, & qualiter Plebs procedere debet, ad inferendam statui Spirituali, & locis Privilegiatis, utpote Cæmeterio, Scholis, & Collegio, prædictorum Actorum, violentiam malitiosè intruxerunt, unde factum est, quòd eadem licentiosa & seditiosa Plebs, taliter in depreffionem status Spiritualis, & violationem immunitatum instructa, Citatorum scitu, jussu, Mandato, & subordinatione nec non conviventia, animo feroci atque crudeli, (etsi jam ad requisitionem Secretarii Civitatis, Gymnasia ex Schola liberè dimissus fuerit) eò ferventiùs, quia Sol ad occasum vergere & tenebras sceleri patrocinari videbantur, pene ad vim inferendam & patrandum nefandum ausum armata, tota mente & corpore pro tunc furem spirans, post egressum Secretarii, simul cum Gymnasia (nam eidem ad manus redditus) plane ex conditio & de industria, magno cum impetu in assistentia Militum Civitatis & explosione Bombardarum, pro securitate sui criminis majorique facilitate ad invadendum & depravandum, foribus primò Scholarum securibus excisis, ac effractis, cateratim armaque manu aggressi Scholas omnes & Aulam publicam invaserunt, omnia funditus inverterunt, scamna, cathedras, sellas, fornaces, fenestras, fores ad ultimam particulam concusserunt, confrègerunt, dissecuerunt, & globis plumbelis trajecerunt, quod autem magis execrandum est, nec Imagines Christi Crucifixi, ac DEIPARÆ, nec non aliorum Sandiorum, pepercerunt, & quod nec Barbari nec Ethnici facerent, id Thorunenſes in Regno Catholicissimo impie facere ausi sunt, in honorem DEI, Beatissime, & Sandiorum sacrilegè saviendo, pedes Crucifixi amputando, Altaria duo, unum Immaculate Conceptionis Beatissime MARIÆ Virginis, affibere & de novo elaboratum extructurum in Congregatione Minori Sodaniam, alterum Annuntiate Virginis in Congregatione Majori, in partes ferebatur & aëcis scindendo, ita ut vit locus superire, ubi altare secundum fuerit, Icones plurimas Christi Crucifixi, Beatissime MARIÆ Virginis, & Sandiorum, alias dilacerando, alias gladiis confodiendo, alias securibus scindendo, & ne impia crudelitas Sacrilego ausui finem imponeret, (licet manus scribendo tennat, & ambæ ad auditum tinniant aures) Imagines Immaculate Conceptionis Beatissime MARIÆ Virginis, Sancti Francisci Xaverii & aliorum Sandiorum, in publicam Plateam insolenter ac temerariè exportarunt cum subfannationibus, illusionibus, vociferationibus & blasphemis, lingua procaci effrenatis in omnem malitiam plenis buccis ac rodentibus Theonibus dentibus, acsi caninis lèdendo, carpèdo, & contaminando, hoc est contra honorem DEI, DEIPARÆ & Sandiorum Conjurati, tumultuosi Aggressores, persecutores Fidei Sanctæ Romanæ Catholicæ, Terræ alliterunt, circaque Imagines illas in Terra prostratas, incendio factò, saltus indecentes ad normam Paganismi exercendo, blasphemando in DEUM & Beatissimam, malitiosissimi Tumultuarii, plurimas easdem Imagines, vesanis addiderunt flammis & concremarunt, cum Summa injuria Honoris DEIPARÆ, blaterando, inter cætera *Bronze fue teraz Dzieweczko* Vivat MARIA &c. nec his contenti, ausum ausui, scelus sceleri addiderunt, dum eodem cum furore ac omni genere Armorum violenti Aggressores, hostiliter excisis & effractis foribus, seu Januâ Collegii, in ipsum Collegium jam profunda nocte tumultuatim iruerunt, cum stricis acinacibus, securibus, aëcis, Bombardis longioribus, & brevioribus, aliisque Armis, facibus & candelis accensis cum periculo incendiù, bis de industria intentati, ibidemque in parte inferiori Collegii, omnes fenestras, tam Ambulacri, quam Cubiculi, uti & fornaces, fores, concusserunt, cubacula suppellectili, ac re vestilià ferè totà, imò & pecunià spoliarunt, in vimque prædæ ac turpis lucri, eandem retinuerunt, & retinent, Imagines plurimas Christi Domini, DEI- PARÆ, ac Sandiorum in circuitu Curritiorum, signis illicitis depexerunt, aliquas in partes lacerarunt, aliquas gladiis confixerunt, alias securibus & aëcis fecerunt, alias globis de sclopetis trajecerunt, alias Pedibus conculcarunt, & in minutissimas attriverunt partes, Oratorium in superiori parte Collegii, ejusque sculptoriam elegantem fructuram, multas in partes sciderunt, fecerunt, & detruerunt, ipsum Venerabile ex Tabernaculo in summum opprobrium Fidei Nostræ jam ejicendum erat à Tumultuariis, nisi ejusdam Religiosi precibus sedecenter, quem tamen, & alios Religiosos violenter concusserunt, & sauciarent, Hypocaustum commune uti & aliqua superiora Cubicula, effractis foribus vastarunt, fenestras exsecuerunt, fornaces &

fores globis trajecerunt, Milites Nostros Præsidarios supervenientes pro sedando Tumultu, cum armis aggressi sunt, eosque lethaliter convulnerunt, etiam à quendam Religiosum Ordinis Sancti Dominici, ad initium tumultus, veniente ad Collegium Secretario Civitatis, converberant, hæc alia & ad propè mediam noctem inaudito exemplo & nefando ausu, ac impio & sacrilego facinore patrarunt, desolatamque Arabiam, tam in Scholis quam in Collegio, jussu & consensu citatorum ac supina conviventia mediante, reliquerunt, exindeque pœnas Legum Regni Criminalissimas succubuerunt, pro quibus decernendis, tum & pro statuione Principalium, ac Complicum, tantorum scelerum, Blasphemorum & sacrilegorum, atque ablatorum restitutione, damnorum litisque expensarum refusione, citati sunt, Citatione Originali ejusque Relatione, tum Propositione oretenus facta, ac Visitione Officiosa per Ministerialem Combustionis Imaginum & desolationum, ac damnorum in Collegio & Scholis actorum, in Præsentia Nobilium & Officialium, coram Aëlis Castrenſibus Kovalevſensibus Palatinatis Culmenſis, Ferià Quartà post Festum Beatissime Virginis MARIÆ Scapularis, anno nunc currenti facta, & inscripta, in se latioribus existentibus, de Aëu Varſavie Ferià Sertà die undecima Mensis Augusti, Anno Domini millesimo septingentesimo vigesimo quarto prolatum. Quo DECRETO NOSTRO necessariam esse hæc in Causa Commissionem & Inquisitionem adinveneramus, eamque decreveramus, ad quam expiendam Commissarios Nostros Reverendos in Christo Patres, Dominos CHRISTOPHORUM in Słupow SZEMBĘK Uladiavienſem & Pomeranſem, ANDREAM ZALUSKI Plocenſem Episcopos, Magnificos STANISLAUM CHOŁĘCOWSKI Maſovia, JACOBUM SIGISMUNDUM RYBINSKI Culmenſem, IGNATIUM DZIALYNSKI Pomeranſem Palatinos, ADAMUM PONINSKI Gnesenſem, ANDREAM DAMBSKI Breslenſem Cojavie, PETRUM CZAPSKI Culmenſem, Castellanos; Generosum GEORGIUM LUBOMIRSKI Succamerarium Regni, Venerabilem Dominum SIENINSKI Decanum Gnesenſem, Præpositum Cracovienſem ad Ecclesiam Sancti MICHAELIS Officialem Generalem Gedanenſem, Generosum JACOBUM DUNIN Regentem Cancellariam Majoris Regni, Venerabilem MICHAELUM WĄŻYK Archidiaconum & Officialem Generalem Varſavianſem, Prælatum in Cathedra Posnanienſi, Generosum FRANCISCUM RADZEWSKI Succamerarium Posnanienſem, Venerabilem ALOISIIUM HUMANSKI Ecclesiæ Cathedralis Culmenſis & Inſignis Collegiate Varſavianſis Canonicum, Secretarium Nostrum Judiciale Affſorem, Generosum JOANNEM KZEWSKI Succamerarium Mariaburgenſem, JOSEPHUM NAKWASKI Capitaneum Ciechanovienſem, PAULUM JAROSZEWSKI Vexilliferum Plocenſem, FRANCISCUM PONINSKI Dapiferum Posnanienſem, JOANNEM FRANCISCUM ROSCISZEWSKI Plocenſem, MICHAELUM KALSZTEIN Mariaburgenſem, Judices Terrestres, IGNATIUM DAMBSKI Junivadiavienſem, JOANNEM PIWNICKI Culmenſem Notarios Terrestres, CASIMIRUM PIWNICKI Enſiferum Livonia deputavimus; ibidemque commiseramus, uti ex Scrutinio aliqui Principales motores Tumultus & violentiarum illatarum Combustionisque Imaginum & blasphemiarum apparerent esse rei, tales bricio Arresto & Sequestro, apud Nobilem Magistratum Thorunenſem detineri mandarent, eosque ad parendum judicaro, pro sumendis pœnis idem Magistratum Thorunenſis statueret, ipsi injungeramus, Terminumque Partibus post expeditam nec ne Commissionem præstatam coram Nobis Judicio Noſtro conservavimus preemptorium. Qui Commissarii supra specificati cum ad Civitatem Thorunenſem condescenderent, ibidemque in Prætorio Jurisdictionem suam Commissorialem fundarent, & post inscriptam Partium Comparitionem, ad expiendam Confessata libera nonnullorum Inculpatorum, demum ad Inquisitiones auscultandas processerunt, Juramenta super incorruptos Testes Partibus præstare demandarent, quæ de facto ab ipsis sunt præstita, postque præstita, Testes Oculatos Speciali Registro connotatos ac Partibus adinvicem communicatos, inducere injunxerunt, quos Testes ex Parte Adorea Viginti Sex, & ex Parte Citata idem Viginti Sex inductos, prævis juramentis super fidei depositione, cum Monitione de perjurio, juxta Interrogatoria à Partibus porrecta, & ad invicem Parti per Partem communicata examinarunt, auscultarunt,

ANNO  
1724.

ANNO  
1724ANNO  
1724

runt, Testimonique eorum connotarunt, post quas Inquisitiones per Partes educas, quoniam ex iisdem Inquisitionibus eductis nonnulli Principales Motores tumultus & violentiarum Combustionis Imaginem ac blasphemiarum redarguerent esse rei; Ideo inculpatus, utpote Graurk Capitulum Militie Civilis Thorunenſis, Famatum Zylber Civem Apothecarium & Capitulum Divisionis Veteris Civitatis Thorunenſis, Famato Walter Civen & Capitulum Divisionis Platos Pontalis Civitatis Thorunenſis, Maciejowski & Wellphal Famulos Vice-Præſidis, Swiderski Famulum Præſidentis, Joannem Kalt Wach-Magistrum Militie Civitatis Thorunenſis, Haſti Civem & Piltorem, Scholtz Acuarium, Hertell Coriarium, Mohape Civem & Proprietorem liquorum, Joannem Merſz, Joannem Waz Cives & Sutores Thorunenſes, Wellphal Studioſum Gymnaſii, pro majori & ſufficientiori informatione Criminumque perpetratorum enucleatione; ſiquidem nonnulli ad Corporales Inquisitiones deſtinari deberent, ad Nos Judiciaque Noſtra remiſerant. Quos modo præmiſſo connotatos Inculpatoſ, Nobili & Spectabili Magiſtrui Thorunenſi in Sequelum traderant, utque eosdem coram Judicio Noſtro ſtatuere, eidem Magiſtrui mandaverant, idque ſub onere Cauſæ & Criminali pro non ſtatuti reſponſione, alios vero Inculpatoſ, videlicet Leban, ſeu Falſbakier, Jarka Teyblingier Oberkam, Scribam Famati Zylber Apothecarii, Scribam Famati Kleybe, Erneſtum Turkowski, Scribam Famati Heyna, Muſtibrum alius Mularczyka, Civitati Thorunenſi melius notos, Ligniſabrum aliis Cieſleczyka, Gutbrodt Ligniſabrum, Fick Aurifabrum, Nagorny, Conradum Grunau, Godefredum Krygier, Gymnaſti Thorunenſis Studioſos, Alexandrum Civem Chirurgum, Bazylei Sotorem Germanicum, Dollatore alius Bedarczyka, in Platea Carnificis apud Viduam Magiſtrum famulantem; Krauza, Berent, Bedka Cives Laulones, Chriſtianum Sartoreæ Artis Socium feu Famulum Famati Krauz, Famulum Famati Szalkofer Cives Perukarii, ſub ſigno Aurei Cervi manentis, Klebera triangularium, alius Pouraznika, Famulum Famati Berka Mercatoris, Jacobum Malon, Scribam & puerum ignotum, Famulos Famati Teſmer, nonnullos jam Arreſto preventos, cæteros captivandos, & triſtori Carceri mancipandos cenſuerant, eodemque archæ Cuſtodie Nobiliſ & Spectabiliſ Magiſtratus Thorunenſis, uſque ad ſinalem deciſionem Cauſæ traderant, ſub rigore ſuperius expreſſo. Reliquos quoque Inculpatoſ videlicet Famatum Heyna Apothecarium, Godefredum Pantel Civem, Aurigam feu famulum Famati Heyna Acatolicum, Scribam Famati Fengier, Nathanaelem Blumſzwel, Samuelem Werner, Scribam Famati Dankmacer, Chriſtianum Krauz, Famatum Szweyeman Scribam, puerum ſub ſigno Albi Equi, Famati Poſina Perukarii Famulum, Famulum Hannau, Viduæ Filium, Studioſum Scribam Helſzt, Famati Reſteuſeher, puerum Famati Fengier Godefredum, Ludovicum famulum Nobiliſ & Spectabiliſ Schultz Proconſuliſ, Gryſſald puerum Famati Reycha, Andream Famulantem ad Officinam librariam Civitatis, Artis Menſuræ famulum vulgo *Szlarczyka*, Honeti Kinaſti Magiſtri, Filium Junioſem, Famati Rauſhowa, Studioſum Gymnaſii, Gottibum Filium de Villa Lubiez artis papyraceæ Magiſtri, Coriarium *Noſek*, ex Nova Civitate Scribam Famati Szterna, Famulum Lanionis habitatem verius Eccleſiam Sanctæ Mariæ Matris DEI, Winter Nobiliſ Præſidentis, Cornelium Civitatis Famuloſ, Beber *Perukarna*, Joannem ſorulum Civitatis Thorunenſis Exactorum vulgo Szarpacz dictum, inherendo Decreto Noſtro præſato, ſtriſto Arreſto & Sequelro apud Nobiliſ & Spectabilem Magiſtratum Thorunenſem detinendos & ſi opus fuerit ubi de Jure venerit pro penis de iisdem ſumendis, ſtatuentes, ſub rigoribus ſuperius expreſſis ſententiaſerant. Famatus verò David Heyder Civis & Mercator Novæ Civitatis Thorunenſis licet quidem a Parte Adorea inculpatur & ex ducto Scrutinio Immunitatis Eccleſiaſticæ per eundem violatè redargueretur eſſe reus, verum quoniam in Traſtu Commiſſionis præſatæ ſponte & liberè Fidem ſacram Catholicam Orthodoxam, in Eccleſia Thorunenſi Sancti JOANNIS amplexus eſſet, idcirco Parte Adorea pro eodem inſtante, eundem in Fidejuſſionem Partis Adoræ Venerabiliſ Collegii Thorunenſis Societatis JESU relinquendum eſſe cenſuerant, uſque ad ulterioſorem Cauſæ præſentis deciſionem, cum hac adjecta declaratione ut liberum eſſet Famato Heyder abſque ulla moleſtia, per

TOM. VIII. PART. II.

omnes Civitatis Ordines inferenda, Commercia ſua tractare, Bonis & fortunâ ſua uti, ſui, & ad velle ac beneplacitum ſuum iſdem diſponere, ſub pena ſecuriſ ſuper refragarios præſatæ Declarationi Commiſſariorum Noſtrorum per Judicium noſtrum irroganda, & extendenda. Nihilominus is idem Famatus Heyder, quoniam Supplicationem per Partem Adoream Fidejuſſoriam ad Judicium Commiſſariorum interponeret, idque pro eo, quatenus Famatus Radzki Civis & Mercator Thorunenſis, Filium ejus in Traſtu Commiſſionis apud ſe exiſtente ſibi Patri extraderet, Ille verò in contrarium Fidei Orthodoxæ procedendo, veritus ne pietatè Patris perimtus fidem Sacram Orthodoxam amplexaretur, eundem extra fines Regni maliſſiſ eſſet, neque eveſtum poſt trinas Declarationes Judici præſati Commiſſionalis, Patri ſuo reſtitueret; Idcirco habita ratione poſtponitionis Authoritatis Commiſſionalis, tum & Paterni Juris Naturalis conſulſionis, eundem pro ſumendis penis de ipſo ad Nos Judiciaque Noſtra remiſerant. Porro quoniam ultra ſuperius exreſſos Inculpatoſ ex Scrutinio coram Judicio Commiſſionalis expedito, contemptum eſſet Nobiliſ & Spectabiliſ Gerhardum Thomas Burgrabium Noſtrum, Joannem Godefredum Reſner Præſidentem, Jacobum Zernek Vice-Præſidentem Jacobum Meyſner, Andream Cymermam Conſules Thorunenſes inter inculpatoſ intraiſſe, tamen habita ratione Regiminis & diſpoſitionis totius Civitatis Nobiliſ & Spectabiliſ Gerardo Thomas Burgrabio, uti ſenio grandi proveſto, acque Nobiliſ Jacobo Meyſner Conſuli prædicti Nobiliſ Burgrabii (in caſu debilitatis) Offici Adjutori Cautionem juratoriam obſervata Juris jurandi ſolenitate, coram Imagine Crucifixi Domini Noſtri JESU Chriſti in eam juramenti roham; prout Juri & Judicio Noſtro poſt ſinalem deciſionem Cauſæ parebunt, neque ſe à Regimine Civitatis Thorunenſis alienabunt, neque ab executione Decreti diſparebunt, Ita eos DEO Omnipotente & Sancta JESU Chriſti Paſſione adjuvante, præſtare demandaverant, quam Cautionem de ſacro præſtiterunt. Quantum attinet Nobiliſ & Spectabiliſ Godefredum Reſner Præſidentem, Jacobum Zernek Vice-Præſidentem & Andream Cymermam Conſulem Civitatis Thorunenſis eosdem deſtinari a tribus Ordinibus Civitatis prædictæ uſque ad ſinalem Cauſæ deciſionem Decretiſque Noſtri Executionem injunxerant, ſub rigore ſuperius expreſſo, Nobilem verò Vedemeier Secretarium Civitatis ſimiliter inculpatoſ, quoniam pro eodem cautio Literaria à Tribus Ordinibus Civitatis Thorunenſis intercederet; ideo eundem unâ cum aliis Varſaviam remittendis inculpatoſ, ſiſtendum ſe ſe, ſive ſtatendum coram Judicio Noſtro mandaverant, idem ſub Rigore ſuperius expreſſo. Quopæſto ſidem Commiſſarii Noſtri, ad viſionem deſolationis ab intra & ab extra Collegii Thorunenſis Societatis JESU, & Scholarum; per Tumultum impium Civitatis Thorunenſis factæ & perpetratæ, ad Inſtantiam Partis Adoræ ſe ſe contulerant, ac juxta officioſam ante Terminum Commiſſionis per Partem Adoream ſcriptam in pleniffima forma Juris Viſionem, viderunt & optimè animadverterunt omnia taliter neſariè facta, & per Tumultum perpetrata eſſe, prout in ſcripta officioſa viſione contineretur. Quâ taliter facta perſonali viſione ad enixam Supplicationem Incolarum Catholicorum utriuſque ſexus, tum & apud Cives Thorunenſes Diſſidentes famulantium, ne iſſiſ extorſionibus, poſt expeditam Commiſſionem a Superioritate Civitatis Thorunenſis aggraventur, & angarietur, præcipue in expenſas cauſæ præſentis erogatas & erogandas, quoniam in ullaſ violentias & Crimina per Tumultum Diſſidentium perpetrata, nullatenus influerent & ſe immiſcerent; Idcirco eosdem ab omnibus extraordinariis ſub prætextu Ordinariæ Contributionis exactioſibus extorſionibus & injuriis liberaverant, ſub ſecuriſ animadverſione Judici Noſtri, quantum attinet Ephraim Olſſoff Miniſtrum Auguſtanæ Conſeſſionis Civitatis Thorunenſis, quoniam primo ad Judicalem Commiſſionis requiſitionem, ſecundario ad Juridicam Terminatioſ ex mente Judici Commiſſionalis Citationem, contumacem ſe præberet, neque ad præſtandam Informationem tam ratione Gymnaſiſtarum, in ſepenominatum Tumultum intrantium quàm & ratione Scripti Paſquinoſi ſoribus Collegii Thorunenſis Societatis JESU aſſiſi, tum & ad dandam juſtificationem ex Perſona ſui in Puncto objectæ ſibi certæ cum vicinis Civitatuſbus Acatolicis correſpondentiæ & factionis, in præjudicium Fidei Orthodoxæ & Perſonarum Catholicarum Thorunii, in Obſequiis variis exiſtentium coram Judicio Commiſſionalis comparere renueret, Chriſtophorus

M 2

quo





ANNO  
1724.

coram Iudicio Noſtro ſub forti eaque Militari Execu-  
tione, & onere Cauſæ, ſtatuant, ante omnia decer-  
ni, & circa Decreta Commiſſioriali ſe Aſtores conſer-  
uari petentibus: Tandem in ulteriori tradu eadem Parte  
Aſtores in Inquiſitiones coram Iudicio Commiſſioriali ex-  
peditas, in oculis & ſigillis Regiis, ſatiſfaciendo  
Decreto Noſtro producente, & in Iudicio reponente,  
ad leſionemque earundem Inquiſitionum condeſcendi  
ac Remiſſionem expediri, & penas ut ſupra tum &  
ratione Contraventionis Decreto Commiſſioriali ſcrip-  
tas decerni poſſulante. *In contrarium* Parte citata &  
Profectionionum Aſtorea, Appellationem à Sententia  
Commiſſioriali ad Nos Iudiciumque Noſtrum interpo-  
ſitam, admiſſibilem fuiſſe, & ad præſens proteſtibilem  
eſſe Sententiamque eandem Commiſſiorialem caſari,  
ſtatutione Inculpatorem Varſavia coram Iudiciis Noſ-  
tris injuncta, ſe liberari ſupplicante, atque contra  
Teſtes nonnullos exceptiones ſuas in Scripto produ-  
cendo tum & Rotulum Inquiſitionis ſuæ eductæ,  
occulum & obſigillatum reponente. *In oppoſitum*  
Aſtorea Parte, locum prætenſi admiſſibilitatis & Profe-  
quibilitatis appellationis non eſſe, nec à penis Contra-  
ventionis Decreto Noſtro & Commiſſioriali ipſos liberari  
poſſe, propterea: Quia vigore Juris Culmenſis & Saxo-  
nici, ſtante pede à Decretis Commiſſiorialibus non  
appellarunt, neque intra decennium juxta obſervationem  
Reverendiſſimi Lipſki & continuam Curia Noſtræ  
Praxim, extraordinarie de proſequenda proteſtati ſunt,  
imò eadem Decreta per Juramenta ſuper incorruptione  
Teſtum, tum de ſtando Juri, & parendo judicato in  
Aſtu Commiſſioriali præſtita, acceptarunt, Teſtesque  
quos inducere voluerunt & Notulam ipſorum ſubſcrip-  
ſerunt ad Interrogatoria ipſorum examinati & Interro-  
gatoria Partis Aſtoreæ ipſis communicata fuerint,  
nullumque gravamen eſſe illatum ſit, & quia ab acceſſo-  
ris & in Puncto Statiſtionis, Vigore Conſtitutionis  
& Regni Anni Milieſimi Sexcentiſimi Septuageſimi, Ap-  
pellationes prætenſæ admiſſibiles & proſequibiles non  
ſunt, ſitque ejusmodi petitioproſtera, ut poſt Decre-  
tum Iudicii Noſtri demandatæ reſpoſitionis Inquiſiti-  
onum, excipiendo, dicente, ac ideo cum non conſitet  
de gravamine, aſſertam appellationem inproſequibilem  
eſſe inferente, interveniente quoque ad Cauſam præ-  
ſentem Religioſo Provinciali Ordinis Sancti FRAN-  
CIſCI Minorum Conventualium & Interventionem  
ſuam admitti, argue ſe circa Jura ſua ad Eccleſiam  
Beatiffimæ MARIE Virginis habita, conſervari, Re-  
ligioſorum verò Bernardinorum Interventionem ad Ec-  
cleſiam eandem factam, rejici ſupplicante. Interven-  
iente quoque Religioſo Rectore totoque Collegio  
Ploceſi Societatis JESU, per Religioſum Andream  
Rudkowski Societatis JESU, ratione Juris & Præten-  
ſionis, ad eandem Civitatem habita, interventionemque  
ſuam admitti poſſulante. *Nos cum Conſiliariis & Juris-*  
*peritis Noſtris*, auditis Partium Controverſis, allega-  
tionibus & deſenſis, ſuſpenſa cognitione Admiſſibilitatis  
& Proſequibilitatis Appellationis, legalitatesque nec ne  
Sententiarum Commiſſiorialium ad leſionem Inquiſiti-  
onum per Partes repoſitarum, Juramento comproba-  
tarum, condeſcimus. Quibus lectis & per omnes  
circumſtantias matura Deliberatione diſcuſſis, ſiquidem  
Iudicio Noſtro patet & ſufficienter deductum eſt, quod  
in Civitate Thorunenſi, (quæ olim tota fuit Catholica)  
Cives, Incole & Populus Auguſtana Confeſſionis  
Acatolice, abutendo Beneficio Reipublicæ, Religio-  
nem ipſorum hoc in Regno Catholico tolerantis, ali-  
quoties jam (ut Acta reſtantur) inſolenter & violentè  
tumultus & Seditiones contra Catholicos & Spirituales  
Perſonas excitavit, & nunc recenter, in contemptum  
ejusdem Fidei Orthodoxæ Romanæ, perturbationemque  
Pacis & tranſquillitatis Publicæ, ac in Conſuſionem  
Legum & Conſtitutionum Regni præcipuè Anni Mille-  
ſimi Sexcentiſimi Septimi, quæ Religioſis Societatis  
JESU, & Studioſis Scholaribus in Civitatibus Terra-  
rum Pruſſiæ, ſingulariter in eadem Civitate Thoro-  
nenſi, omnem præcavit ſecuritatem, improbè temeritate  
& audacia ducti, ex levi cauſa dejectionis videlicet  
galteri de capite cujuſdam Acatolici irreverenter  
Profectionem cum Sanctiſſimo SACRAMENTO, in  
Solennitate Feſti Sacraſſimi Scapularis Beatiffimæ  
MARIE Virginis per Cameterium Eccleſiæ Sancti  
JACOBI, Religioſorum Monialium Ordinis Sancti  
BENEDICTI, Anno præſenti celebratam, propè ſtan-  
do intentus, per Studioſum Catholicum Zelo cultus  
Divini ductum, factæ, eundem Studioſum in Came-  
terio Eccleſiæ præſate ſpreta illius immunitate, Fama-  
to Heyder colaphiſavit, & cum Famaſto Karviza aliis

que Concivibus ſuis, ex Cameterio violentè extraxit,  
ac Cuſtodia Militari Civili tradidit, ad poſſulationem-  
que Studioſorum, tam idem Heyder quam Nobilis &  
Spectabilis Reſner Præſidens, eundem Studioſum ex  
Carcere dimittere noluerunt, imò in Craſſino alterum  
Studioſum propterea acſi quoddam precibus ſuis tam eidem  
Famaſto Heyder, quam & Nobili ac Spectabili Reſner  
Præſidenti moleſtus eſſet, incarcerari fecerunt; talique  
incarceratione & ad crebras preces Studioſorum denega-  
ta illorum excarceratione, eosdem Studioſos Catho-  
licos Polonos, ad abducendum viciffim Gymnaſiaſtam  
Acatolicum, ad ſuos Scholas provocarunt, tumul-  
tumque & guerrham idem Acatolici excitarunt, quem  
tumultum Nobilis & Spectabilis Præſidens (ſub cujus  
Potestate Populus Thorunenſis erat) prout ad Initium  
non conſpexit, ita poſtea, cum idem tumultus inva-  
leſceret nullum Conſilium cum Civitatibus hujus Conſi-  
liis, de ſedando tumultu fecit, qui tumultuans Popu-  
lus, diſmiſſione Gymnaſiaſtæ Acatolici Studioſi non  
contentus, animis feroçibus & magna vi ac imperi-  
cum Armis primò Scholas, demum & Collegium Re-  
ligioſorum Aſtorum effraçis & excecatis foribus invaſit,  
Hypocauſta Cubicula, Scamnia, Sellas, Cathedras,  
fornaces, fenestras, Sacellum, Congregationes binas  
Beatiffimæ Virginis MARIE, & in iſis Altaria duo in  
particular ſecuribus conſregit, tandem & Imagines  
Cruciſixi Salvatoris Noſtri, DEIPARÆ multorumque  
Sanctorum dilaceravit, acinacibus conſodit, diſſecavit,  
& nonnullas Imagines ſtatuumque DEIPARÆ, &  
Sanctorum Regni hujus Patronorum, ac aliorum ex-  
portando accenſo igni in platea ante Domum Nobilis  
& Spectabilis Zerneke Vice-Præſidis impoſuit, & com-  
buſit, & per hunc ignem Imagines cremantem ſaltando,  
varias blaſphemias, effrenatis in omnem licentiam lin-  
guis, effuſe præſumpſit, Religioſum Rectorem &  
duos Conſratreſ ejusdem Societatis JESU convulſe-  
ravit, converberavit (ut obductiones loquuntur) ex  
quibus unus concuſſus, de vita periculiſus, ac poſt  
ceſſum (quinque circiter horis) durantem tumultum  
in ſceleratos tumultuantes Cives & Incolas, præſatus  
Nobilis & Spectabilis Reſner Præſidens advertere, &  
inquirere tanta Crimina neglectis, impunitate reliquit,  
& apertè ſe connivente hunc tumultum contra paucos  
Studioſos, ex Minoribus Scholis, (ex Majoribus enim  
jam vacabant) circa Collegium commorantes, & con-  
tra Aſtores excitato, reddidit, Nobilis quoque &  
Spectabilis Zerneke Vice-Præſes ex vicina Scholis &  
Collegio Aſtorum Domino ſua lapidea, per ſciffam  
aſpiciendo, tumultuantes Cives ad ſedandum hunc  
tumultum (ut ex Officio ſuo tenebatur) ſe non appli-  
cavit, imò ut Milites, & Cives, Bombardas ad Studio-  
ſos exploderent, mandavit, ignemque ante ſuam Do-  
mum lapideam & in eo Combutionem Imaginum paſſus  
eſt, & niſi ad finem tumultus cum extingui curavit.  
Ideo ex præmiſſis & aliis rationibus Judicialiter illatis,  
& deductis, memoratos Nobiles & Spectabiles Reſner  
Præſidem & Zerneke Vice-Præſidem Thorunenſes,  
penas Criminales ſuccubuiſſe advenimus, & decer-  
nimus, Quatenus Religioſi Aſtores, per Religioſos  
Jacobum Piotrowicz, Martinum Wolanski Fratres  
Societatis JESU, vel unum ex illis, eosdem Nobiles  
& Spectabiles Reſner & Zerneke, cum ſex Teſtibus ſibi  
genere ſimilibus, Secularibus Perſonis, Juramento  
coram Commiſſariis Noſtris ad Executionem Decreti  
Noſtri præſentis aſſignatis, convincant, & quidem No-  
bilem & Spectabilem Reſner Præſidem in eam Rotham.  
Quia ipſe per incarcerationem Studioſorum, ex levi cau-  
ſa, & non diſmiſſionem eorum, ad preces Studioſorum,  
occaſione tumultus dedit eumque tumultum ſedare  
poviſſe: & non ſedavit, imò propter non adhibitu  
Conſilium Magiſtratûs, & per Mandatum Militibus ac  
Decurionibus datum, tumultum eundem auxit, & cul-  
pa ejus invaſio & deſtaſtio Collegii & Scholarum ac  
Sacrarum Imaginum diſſectio, & combuſtio à tumultu  
facta eſt, penasque Criminales promeruit. Jam verò  
Nobilem & Spectabilem Zerneke Vice-Præſidem in  
eam Rotham: Quia ipſe quoque ad tumultum ſedan-  
dum ex Officio ſe non applicavit, eumque per data  
Mandata ad explodendos Bombardas, ad Studioſos  
Catholicos in Cameterio & in Scholis ſe continentes  
auxit, Combutionemque Sacrarum Imaginum ante  
ſuam Domum connivente paſſus eſt, & diſſimulavit, ac  
penas Criminales promeruit, ita illos vel illum & Teſtes  
DEO & Paſſione Chriſti adjuvante, quod Juramentum  
poſtquam Aſtores præſterint, ex tunc atrociter tam  
Reſner Præſidem quam Zerneke Vice-Præſidem Thoro-  
unenſes, Capite plectendos eſſe ſententiamus, Bona  
que



ANNO  
1724.

que Resner Præfidis omnia confiscamus, Actuales autem Cemeterii Scholarum & Congregationum, ac Collegii Thorunenſis Societatis Jeſu Inſaſores, Violentum manualem Patrores, & Principales hujus tumultus Autores quos Inquiſitiones ejuſdem arguunt eſſe reos, upote Heyder, Mochaupt, Hertel, Hans Kryſtoff *Mularczyk*, *Gioſelczyk* ignoti Nominis, Bekier *Guzikara*, *Merſa*, *Wępe*. Autores, capitibus plectentes eſſe ſtatimus, tum & alios non ſolum Inſaſores, ſed & blaſphematores, Imaginum Combustores, & quidem Karwita Lanionem, Schultz, *Igiarę*, Haſſi, *Piernharz* prævia amputatione manuum dextrarum, nec non Gurbrod, capitibus ſimiliter plecti debere, idque in Foro publico Civitatis Thorunenſis vel alio ibidem ſuppliciorum loco ſolito in Theatro, ſententiam, prævia tamen ſimili horum Omnium ſupraſpectificatorum per Religioſos Adores pronominatos, ut ſupra juratoria Convictione, prout obſectorum Criminiſum ſunt rei, & ejuſmodi penas promeruerunt, Corpora eorum & quidem Corpus Karwizy in quatuor Partes diſtinctum, & aliorum blaſphemorum Szultra Haſſa, Gatrobra, extra Civitatem rogo imponantur & comburantur. Jam vero Nobilis & Spectabilis Gerhardus Thomas Burggravius, & Cymerman Conſul prædictæ Civitatis Thorunenſis, tumultus Spectator, qui ad ſedandum hunc tumultum (uti ex Officiis ſuis tenebatur) non concurrerunt, tam à Burggraviis, quàm Conſulari Officio utroque removemus, ac privamus, & inhabiles horum Officiorum eſſe declaramus, & præterea, quatenus ſeſſionem turris Civilis Thorunenſis, in una ab Acta inchoata Commiſſionis futuræ Septimane ingreditur, eandem Cymerman per ſpatium dimidii Anni, & Gerhardus Thomas per duodecim Septimanas continent, & expleant, decernimus ſub pena Infamie inibidem coram Commiſſariis Noſtris ſive in Judicio Noſtro publicanda. Quò ad Perſonæ Nobiliſſimæ & Spectabiliſſimæ Meyſner Conſulis, & Wiedemeyer Secretarii, propiores eosdem Citatos ad evaſionem juratoriam advenimus, idque in eam rotham Nobiliſſimæ Meyſner: Quia de tumultu inchoato neſcivit, & ad finem ejus domum veniendo, media ſedandi illius non habuit, jam autem Wiedemeyer: Quia lapſum contra Collegium Aſtorum (uti ipſi obſervatur) non projecit, neque tumultum & violentiis Aſtoribus illatis cooperatus eſt, idque cum tribus quoque Teſtibus, ſibi genere ſimilibus Poſſeſſionatis, Quibus juramentis præſtitis, liberos fore debere à penis pronuntiamus. Quò ad Perſonas Graurok Præſecti Miſiſi Civis, & Famati Zylter Apothecarii Duſtoris uniſi Queritæ, quoniam ipſi manum fortem habentes, eundem tumultum non ſedârunt, imò contra Studioſos Catholicos, Scholaſcos eorum, non autem contra tumultuantis Bombardas exploſerunt, & per reſceſſum ſuum à Scholis eadem & Collegium indeſcentium injuriam Populi tumultuantis ſequeſcunt. Idcirco licet prænam Capitibus jure merito ſuccumbere deberent, quia tamen id ex Mandato Præſidis factum fuiſſe dignoſcitur, (quod aliis in tali caſu attendere non debuerunt) ad initio deſcendendo, decernimus quatenus uterque redimendo caput, ſum ſum Turris Civilis Thorunenſis in una ab Acta inchoata futuræ Commiſſionis Septimane ingreditur, ejuſque ſeſſionem per Annum & ſex Septimanas continent, & expleant & in egreſſu de eadem Turri ſub pena Infamie, Graurok verò Quinquaginta in vim Multæ Aſtoribus ſolvant, ſtatim Factori ſunt Pramiffa idem Citati ſub pena Infamie, & colli, ac libera captivitate, in ibidem coram Commiſſariis Noſtris, ſive in Judiciis Noſtris in caſu contraventionis hujus Decreto publicanda. Reliqui autem Citati, quos Inquiſitionis eductæ circa invaſionem Aſtorum præſentes fuiſſe, & tumultui ſe cum Armis immiſcuſſe demonſtrant, licet tanquam Complices tantorum ſcelerum eadem pena quâ Principales criminali puniri deberent, quia tamen de Perſonali ſeu Manu aliorum exituſſe luculenter non conſtat; Ideo decernimus, Quatenus ipſi, videlicet Feyblinger & Leban, Turkowski, Piſarek Famat, Kleyba, Maciejowski, Nagorny, & Grunau Gymnaſtiſte, Bednarczyk, redimendo capite fundum Turris, ſeu Carceris per Commiſſarios designandi, in una ab Acta inchoata Commiſſionis futuræ Septimane ingreditur, ejuſque ſeſſionem per Annum & ſex Septimanas, jam verò Jarka & Piſarek ſeu Famulus Zylbera per dimidium Anni, Walter Civis Heyna Piſarek ſeu Famulus longo Jarka, Godfrid, Pantel, Weſſphal, & Krigier Gymnaſtiſte, Piſarek ſeu Famulus Famatum Proba Vinopola, Samuel Werner, Famulus Dankmajera Mercato-

ANNO  
1724.  
ris Famulus ſeu Piſarek Szweyczmana, Nathanael Piſarek Fengiera, Helfſt, Piſarek Rozdayera, Gryſſald Famulus Reyh, Filius Hannaowy Vidua, Alexander Balwier, Kallwach Magiſter, Tichel, Perukarczyk, Famulus Pezyna, Filius Rautowy Vidua, Chriſtianus Famulus Krauzy, Perukarczyk ſub ſigno auri cervi exiſtens, Kleber Piſarek ſeu Famulus Teyſmera, Bedka, Krauz, Berend Laniones, Piſarek Szaryny Noſſek Bioloſkoronik, per unum Quartale anni, Carceres Civiles ſubeant, continent, & expleant, ſub pena infamie & Libera Captivitate, & in egreſſu de Turri, Famatus Teyblingier, & Leban, tanquam Cemeterii Eccleſiæ S. Jacobi Inſaſores, immunitatisque ejus violatores, quiſque ex Perſona ſua, Quinquaginta aureos, & Jarka viginti quinque aureos, Religioſis Monialibus ad dictam Eccleſiam exiſtentibus, alii verò ſupraſpectificati Cives & Famuli Civium Piſarkowie dicti, ſeu eorum Domini, pro incontinentia iſporum, quiſque ex Perſona ſua per viginti quinque aureos, Walter verò & Heyna tum & Hannaowa Vidua pro Filio ſuo per quinquaginta aureos, ſimiliter quiſque ex Perſona ſua, in vim Multæ pro extruenda Columna, & Statua marmorea Beatæ Mariæ Virginis, in loco, in quo Statua ejuſdem Beatæ Mariæ Virginis & alia Imagines Sanctorum combuſtæ ſunt (ſi commodè fieri poterit) aut ei vicino propè Collegium ſituanda applicandos, ad manus Religioſi Reſtoris ejuſdem Collegii Societatis Jeſu ſolvant, ſub ſimiliſſima pena Infamie, in ibidem coram Commiſſariis Noſtris ſive in Judiciis noſtris publicanda, & ipſa Captivatioſis pena, reliquos Famulos ſcilicet Weſſphal, Ludovicum Swiderski, Exaſtorem Szarpacez nuncupatum, tum & pueros ſeu Tyrones Szweyczmana, Fengieraz Podbiellego konia, aurigam Heyny, flagelloſque coercendos & puniendos eſſe cenſemus, reſolvendoque ſuſpenſum in alterius factam & remiſſam expediendo, appellante inadmiffibili nec proſequibili à Sententia Commiſſariorum Noſtrorum adinventæ. Partes circa Sententiam eandem Commiſſariorum Noſtrorum conſervamus, cum ea declaratione, quòd non coram Judicio Noſtro, ſed coram Commiſſariis infra nominatis, omnes eodem carceratos, arreſtatos, & ſequeſtratos, pro ſumendis penis, Decreto Noſtro præſenti aſſignatis, Nobiliſſimæ & Spectabiliſſimæ Magiſtratus & Ordines Civitatis Thorunenſis, ſtatueret teneantur, ſub rigore in præſata Sententia Commiſſariis expreſſo. Et quoniam frequenter hi tumultus præ potentia Aſtorum in Civitate Thorunenſi ſunt, eodemque Magiſtratus Aſtorum ſedere & compereſcere negligit, imò coniventer ſe habere in illis conſuevit; Ideò ad coercendum ſuſpenſum inſolentiam, & licentiam populi Aſtorum, tumultibusque ulterioſioribus contra Catholicos uſu jam ferme receptis, in futurum obviando, atque Conſtitutionem Regni Anni 1638. ad Executionem deducendo, & ſtatim, & ordinamus, quatenus abhinc, in futurum in Magiſtrato Conſulari Scabinatu, & ſexaginta viratu, ac in Officio Secretariorum, ſit medietas Catholicorum, idque per Electionem juxta præſcriptum Jurum Civitatis (qua illaſſa eſſe volumus) procedendo in locum demortuorum, vel poſt aſcenſum, aut reſignationem Aſtorum ad eadem Officia aſſumendorum, inſciendo ſtatim poſt remotos præſenti Decreto à ſuis Officiis, quos Catholicos in præſentia Commiſſariorum ad Executionis præſentis Decreti Deputatorum eligant, pariter ad Jus Civile ſuſcipiendum, Contuberniaque ſua & Officia Catholicos ſine cunctatione admittant & in ſervitio Militari Civili medietatem Catholicorum, Officiales autem militum Catholicos ſemper habeant, idque ſub pena quingentorum aureorum, memorata Conſtitutione Regni Anni 1638. vallata per Generoſum Intigatorum Regni in Judiciis Noſtris vindicanda, & ſub nullitate Electionis in contrarium præſentis Decreto peractæ. Ut autem cultus Divinus augeatur, & honor laſus DEIPARÆ per Combutionem illius ſtatue, & Imaginum Sanctorum, reparatur, Fideſque Catholica in eadem Civitate deſereſſe reſoreſcat, & propagetur, admiffa interventione Religioſorum Ordinis S. Francis ci de Obſervantia, qui ſoli in Regno Noſtro Bernardini vocantur, Eccleſiam Beatiſſimæ Virginis, antea in Poſſeſſione eorumdem Religioſorum Ord. S. Francis ci de Obſervantia exiſtentem, tanquam Proprietariis, & ulimiſis ante occupationem per Aſtorum hujus Eccleſiæ Poſſeſſoribus, cum ſuppleſſibili Eccleſiaſtica, & Bibliotheca quæ & qualis intercepta eſt, & ex Inventario antiquitus conſcripto per Nobilem & Spectabilem Magiſtrum Thorunenſem producendo, Ejuſdem Eccleſiæ propria eſſe apparuerit, & Gymnaſium, quod ex Mo-

naſterio

ANNO  
1724.

nasterio eorum Acatolicis sibi fecerunt, iisdem Religiosis Bernardinis adjudicamus, ut ipsos Commissarii Nostri ad executionem Decreti nostri presentis deputari, reinducant, illis committimus, quam reinductionem Nobilis & Spectabilis Magistratus, & Ordines, & nemo ex Populo Acatolicus Civitatis Thorunenſis, seu quavis Persona impugnare audebit, sub poena Infamiae, quam decernimus, & Terminum publicandae coram isdem Commissariis Nostriſ, conservamus, Proceſſiones quoque publicas ſtatim temporibus cum Sanctissimo SACRAMENTO, juxta morem & institutum Ecclesiae Catholicae, tum fepulchras processionales publicas Catholicorum (ſicut olim fuerant) Acatolicis impedire & inturbare in eadem Civitate ne audeant, prohibemus & poenam quingentorum aureorum, aliasque per Judicium nostrum decernendas & extendendas interponimus. Scripta Typis impressa, farscosos & convitia in ludibrium & contumeliam Fidei Catholicae, Ecclesiaeque Orthodoxae, continentia, uti & hymenaea per Giereth Predicantem Sacra miscendo profanas concepta castamus, & ad regum, per Executorem Justitiae comburenda damnamus, isumque Giereth & Olloff Predicantis, ob non comparitionem coram Commissariis nostris, & in Judicio nostro, non datamque in obiectis sibi justificationem, Infames & Proſcriptos esse de Regno declaramus, & ad reliqui Predicantis Thorunenſis modestie fe gerant, fidem Catholicam & Spiritualem Statum, dictis & scriptis suis famosis non laedant, & Typographia Thorunenſis nulloſ libros & scripta sine facultate Loci Ordinarii & Censura Theologi ab eo constituti imprimere audeat, severè & sub confiscatione Typographiae interdicimus. Et siquidem ex occasione binorum Studiorum, & Studiorum, Catholicorum videlicet & Acatolicorum in Civitate eadem Thorunenſi, tranquillitas publica saepius turbari solet; Idcirco discrimina quavis turbasque & rixas amovendo, Scholam seu Studium Acatolicum in Civitate tam nova quam Veteri Thorunenſi habere interdiciamus, ad aliquam tamen Villam viciniorum Civitatis, vel locum extra Civitatem separatam, Scholam seu Studium transportare Acatolicis permittimus, damna causata litisque expensas ad triginta quatuor millia sexcentos bonae monetae in Prussia Currentis, per Actores liquidata, previa realitatis eorum per Religiosum Rectorem coram Commissariis nostris infrascriptis juratoria comprobatione, quatenus Civitas Thorunenſis durante Commiſſione futura Actoribus solvat, demandamus, idque sub Intromissione in Bona huius Summae adjudicatae proportionata, Civitatis Thorunenſis Patronimica, in praesentia Commissariorum eorundem Nostrorum, per Ministerialem nobilitate conferenda, quae Bona per Intromissionem tradita, Religiosi Actores usque ad evolutionem supra specificatae Summae, possidere, & usus fructus ex illis percipere debent, a cuius Summae solutione & quavis in litem praesentem Contributione, Catholicos liberamus, confiscataque Bona Resnera Civitati Thorunenſi damus & adjudicamus. Religiosos quoque Actores Societatis JESU, nunc & pro tempore existentes, praemonemus, ut Studiosos Scholas suas frequentantes, in modestia, disciplinaque debita contineant illosque coeſceant, & advertant, ne injuriis, contumeliis, & violentiis, Acatolicos afficiant. Alios autem indicentes supra specificatos, cum suis querelis, & praetensionibus, ad Commissarios eosdem remittimus, interventibus tamen Pellionibus Catholicis, quatenus Nobilis & Spectabilis Magistratus Thorunenſis, Decreti nostri cum Acatolicis Pellionibus laſi satisfactionem injungat, illudque durante Commiſſione exequatur, ipsi demandamus. Ad extremum Famatus Radzki, qui Filium Acatolicum Heydera (postquam Pater Heyder Catholicus factus est) de Civitate Thorunenſi ad externos expedit, coram Commissariis isdem ſtatuit; ipsi sub poena mille Talarum injungimus. Pro cuius Decreti nostri Executione Commissarios nostros, urpote: Magnificos Jacobum Sigismundum Rybinski Culmenſem, Ignatium Dzialynski Pomeraniae Palatinos, Adamum Poninski Gnesnensem, Andream Dabski Brest, Cujavienſem, Casimirum Rudzinski Czarnensem, Petrum Czapski Culmenſem Castellanos, & Generosos Georgium Lubomirski, Succamerarios Regni, Franciscum Aloisium Loski Varſavienſem, & Minoris Cancellariae Regentem, Felicianum Grabſki Lancienſem, Antonium Trypolski Kijovienſem Adamum Wilkowski Sochaczovienſem, Succamerarios, Josephum Nakwaski Capitaneum Giechanovienſem Uladislavum Wyrozembski Indigatorem Regni, Paulum Jaroszewski Plocenſem Franciscum Czarazowski Varſavienſem, Vexilliferos

Franciscum Ploninski Dapiferum Posnanienſem, Josephum Styrocki Siradienſem, Ludovicum Borucki Bresnensis Cujavienſem Pocillatores, Casimirum Polanowski, Subdapiferum Bescenſem, Joannem Pivnicki Notarium Terreitrem Culmenſem, Franciscum Lopacki assignamus, & deputamus, iisdemque committimus, quatenus praevius innotescentiarum suarum Literis, duabus Septimanis ante terminum ponendis, ad Civitatem nostram Thorunenſem condescendant, ibidemque absentia nonnullorum non obſtante, modò quinque adſint, Jurisdictione sua Commissoriali in Pratorio vel alio loco qui ipsis commodior videbitur fundata, acclamatisque ad praesentiam sui per Ministerialem Partibus, in praesentia earum, tum & Incarceratorum & arellatorum ſtatueſcentium, Decretum praesens nostrum publicari faciant, illudque in omnibus contentis, Punctis, non attentis quibuscumque citata & jure victa Partis oppositionibus, reſcriptis, appellationibus, citationibus, prosecutionibus, Mandatis, nostris, exportatis vel exportandis, ad Executionem, adhibita etiam forti Militari manu deducant, & deduci curent; quam Executionem, Nobilis & Spectabilis Magistratus & Ordines Civitatis Thorunenſis & nemo irritare audebit, sub poenis Legum contra Convulsos Decretorum nostrorum ſancitis, & ipsa poena perduellionis; demum indicendum ſeſe interventientium ad praesens, praetensiones exaudient, cognoſcent, ac pro jure Justitia & aequitate decident, ſopient, vel ſi complanare poterunt complanabunt, moderabunt, appellatione à ſola definitiva Sententia, in his duntaxat Indictionibus, Partibus fe gravatas esse ſentientibus ad Nos Judiciaque nostra ſalva manente. Actum Commiſſionis, quo ad indicendum & Interventientium praetensiones expedita, in aperto, Inquisitiones vero ſi quae eductae fuerint in oculoſo Rotulo Partibus extradent, postquam taliter in rem Indicentibus expeditam Commiſſionem, Terminum coram Nobis Judicioque nostro comparentibus isdem Indicentibus conservamus remporium, Decreti praesentis vigore. In cuius rei fidem praesentibus Sigillum Regni est appreſſum. Actum Varſaviae sub tempus Comitiorum Regni Generalium Feria ſecunda post Feſtum SS. Simonis & Judae Apoſt. proxima, die 30. Menſis Octobris Anni Domini 1724. Regni vero Nostri 28. Anni Illustriſſi & Excellent. Domini JOANNIS in Słupow SZEMBEK Supremi Cancell. Lomzenſis Grauden. Capitanei.

ANNO  
1724.

JOANNES SZEMBEK (L.S.)

Supremus Regni Cancellarius.

SEBASTIANUS RYBCZYNSKI (L.S.)

Decretorum Curiae Regni Notarius. Correſſum.

DECRETUM Inter Coll. Soc. JESU Thorunenſis.

Actum Magiſtr. &amp; Communitatem Thorunen. Citi.

XXXX.

Traſſatus ſive Conventio inter BENEDICTUM 25. Nov:

XIII. Papam Sanctiſſimum; & CAROLUM VI. Romanorum Imperatorem Auguſtiſſimum pro Dimiſſione ad Sanctam Sedem Comacini, ſalvis Juribus Sacrae Caesareae Maſtatis, & Imperii, Domibusque Atteſtante omnibus tam reſpectu Poſſeſſorii, quam Petitorii. Actum Romae 25. Novembris 1724. Cum PLENIPOTENTIIS, & RATIFICATIONIBUS. [Tirè des Archives de la Chancellerie de la Cour Imperiale à Vienne.]

Cum ſaluti publicae, & Orbi praesertim Chriſtiano omnino conveniat, ſtabilem inter Pontificiam, & Caesaream Aulas Concordiam ſervari, colique, & poſt occupatum caſu Comacinum ſummi nuper Pontificis per ſuos reſpectivè Miniſtros, & Nuntios continuo inſulſerint, dictum Comacinum in eum in quo prius erat, ſtatum reſtitui, nec antea Pacem, Concordiamque futuram: Cumque his, aliisque graviffimis pro ſalute publica tandem mota rationibus Sacra Caesarea Maſtata Carolus Sextus Romanorum Imperator pro diſtinctiſſima ſua, quā in Sanctam Romanam Eccleſiam, & Apoſtolicam Sedem fertur, aequanimitate probe cogno-



ANNO  
1724.

cognoverit rem hanc in ea, quâ usque hoc versata fuit conditione, absque periculo publico perfistere diutius non posse; ea propter momentosum hoc Negotium pro interim componendâ Excellentissimâ & Reverendissimo Domino Cardinali Alvaro Cienfuegos tandem committendum duxerit, qui vigore Imperialis Plenipotentiæ propriâ Sacræ Cæsareæ Majestatis manu, & Sigillo munita cum Plenipotentiariorum Pontificio per Literas in formâ Brevis expeditas munito rem ipsam susciperet.

Hinc prænominati Ministri Plenipotentiarii nomine, & plenâ facultate ut supra in Articulis sequentes circa dimittendam possessionem Comaceli, salvo cujuscunque Jure, conveniunt, videlicet:

Primo, Promitti à Summo Pontifice pro se, suisque Successoribus Romanis Pontificibus Sedeque Apostolica, se, eosdemque nec ratione damnorum, quæ occasione Comaceli five ante, five per, five etiam post apprehensam à Copiis Cæsareis ejus Possessionem Territorio Sedis Apostolicæ, ejusque Subditis, quocunque demum modo illata fuissent, neque ratione fructuum ex Comacelo hæcenus perceptorum, ullo unquam tempore à Sacra Cæsareâ Majestate, Serenissimæque Domus Austriacæ quidpiam postulaturus, neque etiam à Subditis, & Incolis Comacelenfis eo nomine ullos indemnitas, aut reparationis sumptus exacturus, quinimò vi hujus Articuli omnes istas, aliasque ejusmodi præteniones pro penitus sublatas perpetuo habendas esse.

Secundo, Possessionem Comaceli à Sacra Cæsareâ Majestate eo duntaxat Pacto dimitti, ut in eandem Sedes Apostolica restitatur ut prius, ita scilicet, ut neque eidem Sedi Apostolicæ per hanc restitutionem aliquid novi juris tributum, neque Imperio, vel Domui Atestinæ quidquam Juris sublatum esse censeatur, sed Sacræ Cæsareæ Majestatis, & Imperii, Domusque Atestinæ Jura omnia tam respectu Possessorii, quam Petitorii salva remaneant, neminique ex hoc actu præjudicium ullum irrogatum intelligatur usque dum cognitum fuerit, ad quem Comacelum pertineat.

Tertio, Convenisse de Amneltia generali pro omnibus Subditis, & Incolis Comacelenfis, & specialiter pro his, qui à tempore prædictæ occupationis, vel etiam antea suam erga Cæsaream Majestatem, & Imperium devotionem peculiariter testati vel Comaceli Politicis, Civilibus, Oeconomicis, aut Militaribus Officiis functi, vel etiam ex causis five publicis, five privatis ad Aulam Cæsaream ejusque Administratos ablegati fuerunt; ac proinde vigore hujus Amneltiæ prædictis Subditis, & Incolis Comacelenfis nec quoad Personas neque quoad Bona, statum, vel securitatem ex præmemoratis, aliisve hujusmodi causis quidquam molestiæ, aut impedimenti directæ, vel indirectæ inferendum esse. Porro facta tecla servari omnia Jura, Privilegia, Immunitates, & Prærogativas, quibus Subditi, & incolæ Comacelenfes ante prædictam occupationem uti, & potiti sunt, vel uti, aut potiti debuissent.

Cum verò Innocentius Decimus Tertius, priusquam stipulati hi Articuli plenum effectum sortiti erant, rebus humanis exemptus ejusdemque in Sede Pontificiâ Successor Benedicte Decimus Tertius eidem mente pariter sit, atque vigore suarum requisitoriarum die 22. Julii nuperi infisset, ideoque suum nunc Ministrum plenâ etiam cum facultate intruxerit, munierique, prout tenor appositus in fine hujus Conventionis exhibet.

Itaque Plenipotentiariorum Pontificiorum nomine Summi Pontificis, & Camera Pontificiæ recipit, & pro receptâ ex nunc haberi vult restitutionem realis Possessionis dictæ Civitatis Comacelenfis, aliorumque Locorum occupatorum, & Pertinentiarum in eo, in quo prius erant, statu, juxta præsentis Conventionis modum, & Articulis præfertos acceptat, eodem etiam nomine promittens ea, quæ à Summo Pontifice præstanda in prædictis Articulis continentur.

Insuper prædictis Excellentissimis & Reverendissimis D. Cardinalis Alvarus Cienfuegos nomine, quo supra, promittit pro pleno atque integro effectu dictæ dimissionis, & restitutionis Præsidia Cæsarea, eorumque Militia intra tres Menses à die Ratificationis computandos à dictâ Civitate Comacelenfi, Locisque occupatis recessuros, & tam Militares, quam Civiles cujuscunque generis Officiales juxta consuetum in hujusmodi evacuationibus modum, suppeditatis tamen Navigiis, vel curribus, & jumentis pro locorum opportunitate necessariis ad asportanda Bellicia, & propria eorum mobilia, adeo ut integrum, liberumque Summo Pontifici sit, Præsidium suorum Militum inducere, & collocare, ibidemque potestatem liberè, ut prius exercere.

Denique promittunt etiam memorati Eminentiissimi ANNO & Reverendissimi DD. Cardinales, omnium, & singulorum, quæ in præsentis Instrumenti Articulis contenta sunt, Ratificationem intra quadraginta dies ex Pontificiâ, & Cæsareâ Aulâ secuturam esse.

Pro quibus prædictis omnibus observandis, & implendis uterque ex dictis Eminentiissimis & Reverendissimis DD. Cardinalibus Plenipotentiariorum ita Cruce Fœderali juravit, & manu propriâ Exemplum præsentis Instrumenti mutuo Conventionis subscripsit, & signavit, ut unum eorum penes præstatum Eminentiissimum Plenipotentiariorum Pontificium, & alterum penes dictum Eminentiissimum Cienfuegos existat. Adm. Rome vigesima quinta Novembris Anno Milleesimo septingentesimo vigesimo quarto.

(L.S.) Ego Fabritius Episcopus Portuensis S. R. E. S. Bartholomei in Insula S. Cardinalis Paulatus Sacerdotis Plenipotentiariorum assignatus, Sac. Cæs. & Cathol. firmo, promitto, & juro, ut supra.

(L.S.) Ego Alvarus Tit. R. E. Cardinalis Cienfuegus, Sac. Cæs. & Cathol. firmo, promitto, & juro, ut supra.

#### Tenor Plenipotentiæ Pontificiæ.

Ven. Fratri Nostro Fabritio Episcopo Portuensi & S. Rufini S. R. E. Cardinali Paulatino nuncupato, Benedicte Papa Decimo Tertio.

VEN. FRATER NOSTER SALUTEM &c. De Tua spectatâ fide, prudentiâ, integritate, & in rebus agendis dexteritate plenam in Domino fiduciam habentes motu proprio, & ex certâ scientiâ & maturâ deliberatione Nostris, deque Apostolicæ Potestatis Plenitudine Te ad inveniendam Conventionem per quam Sedes, seu Camera Nostra Apostolicæ dimissionem, & possessionem Comaceli, ac Pertinentiarum, aliorumque Locorum recipiat, in Nostrum, & Sedis prædictæ Plenipotentiariorum nomine nominamus, constituimus, & deputamus. Tibique ut Nostrum, & dictæ Sedis nomine cum Dilecto Filio Nostro Alvaro S. R. E. Presbytero Cardinali Cienfuegos nuncupato, quem Charissimus in Christo Filius Noster Carolus Hispaniarum Catholicus, & Romanorum Rex in Imperatorem Electus laudabilis causarum tollendarum studio ductus sufficiens ad id Mandato munit, de dimissione ac receptione Possessionis Comaceli, ac Pertinentiarum aliorumque Locorum hujusmodi agere, illaque tractare & concludere liberè & licitè possis, & vales, plenam, & amplam facultatem harum serie concedimus, & impertimur. Decernentes validum, & efficax fore, quicquid earundem præsentium vigore Tu cegeris, tractaveris, & concluseris, id omne acceptum & gratum, firmiterque ac ratum habere, nec non observare, complere, & exequi in Verbo Romani Pontificis promittentes. In contrarium faciendis non obstantibus quibuscunque. Datum apud S. Mariam Majorem sub anulo Piscatoris die primâ Septembris 1724. Pontificatus nostri anno primo.

(L.S.) FR. CARDINALIS OLIVERIUS.

#### Tenor Plenipotentiæ Cæsareæ.

NOS CAROLUS Sextus Divinâ favente Clementiâ Electus Romanorum Imperator semper Augustus &c. pleno Tit. Notum, testaturque facimus tenore præsentium Universis, quod Nos Reverendissimum in Christo Patrem D. Alvarum S. R. E. Cardinalem Cienfuegos, Episcopum Catanensem S. Bartholomæi in Insula Presbyterum, cujus prudentiâ, & integritas Nobis jam dudum, & continuo probata sunt, in Plenipotentiariorum Nostrorum Cæsarearum constituerimus, prout eundem vigore harum constituimus, dantes plenam ipsi facultatem cum Secretario Statûs Reverendissimo in Christo Patre Domino Fabritio Episcopo Portuensi & S. Rufini Presbytero S. R. E. Cardinali Paulatino, quem Benedicte Decimus Tertius Summus Pontifex pro hac causâ, & Negotio destinavit, atque solitâ Plenipotentiâ vigore Brevis de primâ Septembris nuperi munit, super sciendico publico Instrumento, quod Camera Romana dimissionem, & possessionem Comaceli ut prius, recipiat, conveniendi, tractandi, Tractatum concludendi, signandique, verbo nostro Cæsareo promittentes, quod Nos eandem Conventionem, & Instrumentum omnino approbatur, ratum, gratum, firmiterque habituri simus, in quorum fidem, ac robur

hasce

ANNO 1724. hasce manu Nostrâ subscriptas, Sigilloque Nostrò Imperiali muniti iussimus. Datum in Civitate Nostrâ Viennâ die 21. Octobris Anno 1724. Regnorum Nostrorum Romanî Decimo quarto, Hispanicorum vigesimo secundo, Hungarici & Boëmici verò pariter Decimo quarto.

CAROLUS.

(L.S.)

Vt. JOANNES GUILLIELMUS Comes de WURMBRANDT.

Ad Mandatum Sacrae Cæsaree Majestatis proprium  
B. W. Nob. Dom. de GEORGENTHAL.

Tenor Ratihabitionis Pontificiæ.

BENEDICTUS PP. XIII.

Ad perpetuam rei memoriam.

Cum nuper, nempe die vigesima quinta Mensis Novembris proximè præteriti per Venerabilem Fratrem Nostrum Fabritium Episcopum Portuensem & S. Rufinæ S. R. E. Cardinalem Paulinum nuncupatum, Nostrum, & Sedis Apostolicæ Plenipotentiarium, ac dilectum Filium Nostrum Alvarum ejusdem S. R. E. Presbyterum Cardinalem Cienfuegos etiam nuncupatum Charissimum in Christo Filium Nostrum Caroli Hispaniarum Catholicæ, & Romanorum Regis in Imperatorem electi similiter Plenipotentiarium, quædam super Dimissione, ac respectivè receptione possessionis Comacelli, ac Pertinentiarum, aliorumque locorum occupatorum Capitulationes convenit, & subscriptæ fuerint, quarum, ac utriusque Plenipotentia hujusmodi tenor est qui sequitur videlicet:

Cum Saluti publicæ &amp;c. INSERATUR.

Hinc est, quod Nos Capitulationes hujusmodi stabilis, perpetuæque firmitate subsistere, & inviolabiliter servari cupientes motu proprio, ac ex certa scientiâ, & maturâ deliberatione Nostrâ, deque Apostolica Potestate plenitudine Capitulationes præinsertas tenore presentium perperam ratificamus, & ratas habemus, ac promissa per dictum Fabritium Cardinalem Nostrum, & prædictæ Sedis Plenipotentiarium in Capitulationibus prædictis sincerè, & inviolabiliter ex Nostrâ, ejusdemque Sedis parte adimpletum, & servatum iri in verbo Romani Pontificis promittimus. Decernentes præsentis Litteras nullo unquam tempore de subreptionis, aut nullitatis vitiò, vel intentionis Nostræ, aut alio quocumque quantumvis magno, & inexcogitabili defectu notari, & impugnari posse, sed semper, & perpetuo firmas, validas, & efficaces existere, & fore, suasque plenarias, & integros effectus fortiri, & obtinere, ac inviolabiliter servari debere. Non obstantibus quibuscumque Apostolicis, ac in Universalibus, Provincialibusque, & Synodalibus Conciliis editis generalibus, vel specialibus Constitutionibus, & Ordinationibus, ac quatenus opus sit, Nostrâ, & Cancellariæ Apostolicæ Regula de Jure questio non tollendo, cæterisque contrariis quibuscumque. Quibus omnibus, & singulis illorum tenores presentibus pro expressis & ad verbum insertis habentes, illis aliis in suo robore permanentibus ad præmissorum effectum specialiter & expresse derogamus, cæterisque contrariis quibuscumque. Datum Romæ apud S. Petrum sub Anulo Piscatoris, Die prima Januarii 1725. Pontificatus nostri Anno primo.

(L.A.)  
(P.)

FR. Cardinalis OLIVERIUS.

\*Sequitur Tenor Ratihabitionis Cæsareæ.

CAROLUS SEXTUS &c. pleno Tit. Notum, testatumque facimus omnibus & singulis, quorum intererit, ut quomodolibet interesse poterit, quod cum inter Summi Pontificis, Benedicti Decimi Tertii, ac Cæsareum Nostrum Ministros Reverendissimum in Christo Patrem Dominum Fabritium Episcopum Portuensem & S. Rufinæ Presbyterum S. R. E. Cardinalem Paulinum & Staris Secretarium, nec non Reverendissimum in Christo Patrem Dominum Alvarum S. R. E. Cardinalem Cienfuegos, Episcopum Caraniensem S. Bartholomæi in Insula Presbyterum plenâ cum facultate

TOM. VIII. PART. II.

utrimque munitis, die vigesima quinta Novembris Anno millesimo septingentesimo vigesimo quarto sequens Conventio inita, & conclusa fuerit, quæ incipit.

Cum Saluti publicæ &amp;c. INSERATUR.

Nos prædictam Conventionem sic initam, & conclusam, in omnibus ac singulis ejusdem Articulis laudaverimus, approbaverimus, confirmaverimus, & ratam habuerimus, quemadmodum eandem hisce laudamus, approbamus, confirmamus, & ratam habemus promittentes verbo nostro Imperiali; Nos omnes, & singulos Articulos in dictâ Conventione expressos inviolabiliter observaturos, & adimpleturos, nec eisdem ullo modo contraventuros, aut quantum in Nobis erit, contraveniri passuros esse: in quorum maiorem fidem, & testimonium præsentis ratificationis manu Nostrâ subscriptas, Sigilli nostri Cæsarei appensione muniti iussimus. Quæ dabantur in Civitate nostrâ Viennâ die undecimâ Decembris Anno 1724 Regnorum Nostrorum Romanî Decimo quarto Hispanicorum vigesimo secundo, Hungarici, & Boëmici verò pariter Decimo quarto.

CAROLUS.

(L.S.)

Vt. Frus Car. Com. de SCHÖNBORN.

Ad Mandatum Sacrae Cæsaree Majestatis proprium

B. W. Nob. Dom. de GEORGENTHAL.

XXXII.

Acta THORUNENSIA in Executione Decreti. 5. Dec.

S. R. Majestatis Polonicae Affessorialis, contra Magistratum & Communitatem Civitatis Thorunensis. Cum TRANSUMPTO Privilegiis ad SIGISMUNDO Rege de Templo Beatissime Virginis MARIE Thorunensis, in favorem Patrum Bernardinorum concessum Anno 1567. Actum in Prætorio Sacrae Regiæ Majestatis Thorunensis, die quinta Decembris, scilicet Feriâ tertiâ ante Festum Immaculatæ Conceptionis Gloriosissime Virginis MARIE proximâ, Anno Domini 1724. [Sur l'Imprimé à Varsovie in fol.]

Coram Illustribus & Magnificis JACOBO SIGISMUNDO in Rybno RYBINSKI Palatino Culmensi Generali Artilleriæ Regni, Covalevicensi, Lipnensi, Vislicensi &c. Capiteano, Marechalco Tribunalis Regni; Adamo à Ponin Poninski, Gnesnensi, Babimostensi, Capiteano; Andrea à Lubraniec Damski Brestensi Cujavie, Casimiro à Rudno Rudzinski Cerscensi, Colonello Exercitus R. S. Majestatis & Reipublicæ, Petro Czapski Culmensi, Knyżynensi, Radzinensi, Sobovicensi Capiteano, Caltellanis, Georgio S. R. Imperii Principe, Comite in Jaroslaw & Wisnic Lubomirski Supremo Regni, Casimiriensi, Oltrynensi, Janoviensi, Capiteano Generali Exercitus S. R. Majestatis & Reipublicæ, Feliciano Grabski Lancienensi, Antonio Trypolski Kosovienensi, Francisco Loski, Varsoviensi, Regente minoris Cancellariæ Regni, Adamo Wilkowski Sochacoviensi, Succamerariis, Josepho in Krysz Nakwaski Capiteano Ciechanovienensi, Uladislaw Wyrozubski Insigatore Regni, Paulo Casimiro in Jaroslawo Jaroszewski Plocensi, Judice & Vice Capiteano & Terræ Vissogrodienfis Francisco Constantino Mokronowski Judice Terræ ejusdem Varavienfis & Marechalcali Vexilliferis, Francisco Poninski Dapifero Posenienfi, Capiteano Copaneceni, Josepho Wysocki Siradiensi, Ladovico Borucki Brestensi Cujavie Pocillatoribus Casimiro Polanowski Subdapifro Buscensi, Joanne Piwnicki Notario Terrestri & Vice Palatino Culmensi, Francisco Lopacki Subdapiferida Ciechanovienfi, S. R. Majestatis Commissariis. In præsentia Illustrium Magnificorum ac Generosorum & Nobilium Henrici Krokowski Gedanensis, Capitanei Parchovienfis, Stanislawi Garczynski Bigdoliensis Castellatorum; Svietoslai Radowicki Vexilliferi Pomeraniæ, Alexandri Wolski Terrestris & Caltrenfis Bigdoliensis, Francisci Roscizewski Caltrenfis Judicum; Ignatii Dabski Notarii Caltrenfis, Casimiri Piwnicki &

N

ex



ANNO  
1724

ex eodem Palatinatu Joannis Kalfatyn ex Margeburgensi, Sikorski ex Pomerania, ad Tribunal Regni Judicum Deputatorum, Bajerski Judicis Terrestris Michaloviensis, Joannis Cantii Rychlowski Dapiferi Siradiensis, Josephi Wagrodzki Pocillatoris, Jacobi Milewski Tribuni Zacrocinensis, Francisci Roscizewski Subdapiferi Terræ Dobrinenensis, Joannis Slubicki Venatoris Junivladislaviensis, Petri Sokolnicki Pincernæ Schovenensis, Colonelli S. R. Majestatis, Adami Pilichowski Thesaurarii Terræ Villogradienensis, Joannis Nakwaski Capitanei S. R. Majestatis, Antonii Zakrzewski Judicidæ Terræ Plocensis, & aliorum plurimorum Nobilium nec non Ministerialis Regni Generalis Providi Alberti Kupczewicz ad Actum præsentem assumpti.

**N**Os Commissarii S. R. Majestatis in Actu superius specificato, inhærendo Decreto Assessoriali S. R. Majestatis inter Partes infra scriptas Variavia sub tempore Comitiorum Generalium Regni, feriâ secundâ post Festum Sanctorum Simonis & Judæ Apostolorum proximâ, die 30. Octobris Anno præsentis prolato, vigore Literarum Innotescentialium ad mentem præfati Decreti, tempellivè scilicet duabus septimanis ante præsentem Terminum & Actum editurum, publicatum & coram Ais Caltrensis Covalevicensibus, feriâ tertâ ipsi die Feli Præsenta: Beatissimæ Virginis **MARIÆ** inscripturum, ad Prætorium Thorunenſe, die hodiernâ in Actu contenta descendimus, Jurisdictionem Nostram Commisforialem fundavimus, Pacem & securitatem Publicam Legibus & Constitutionibus Regni præscriptam & Actibus similibus observari solitam voce supra scripti Ministerialis publicari & præcuditoli fecimus, Partesque in Decretum præfatum intrantes, voce supra scripti Ministerialis, ad Judicium nostrum acclamare demandavimus. Quo in Terminis Partibus utriusque Venerabili Collegio Thorunenſi Soc. Jesu Actoribus, per Religiosum Fratrem Martinum Wolanski suo & totius Collegii Nomine, per Nobiles & Spectabiles Andream Szulc Proconsulem & Joannem Fridericum Hawenſtein Consulem Personaliter; ex Scabinatu per Spectabiles Carolum Godfredum Hakeſteyn Veteris Civitatis, & Joannem Sigismundum Hadeſteyn Novæ Civitatis Thorunenſis Scabios, ex Communitate per Spectabiles Davidem Brur & Joannem Hube Scabios Suburbanos, suis & Magistratûs, Scabinatûs, & totius Communitatis Thorunenſis Nominibus Personaliter, admodum Reverendo Domino Matthæo Donacki Præposito ad S. Laurentium extra Mœnia Civitatis Thorunenſis suo & Illustrissimi ac Reverendissimi Severini Szczuka Episcopi Joppenſis, Suffraganei Archidiaconi & Officialis Generalis Culmenſis, Ecclesiæ S. Joannis in Veteri Civitate Thorunenſi Præpositi, Indidentibus & Actoribus personaliter, Venerabili Collegio Plocensi Soc. Jesu per Religiosum Andream Rutkowski Regentem Seminarîi, suo & ejusdem Collegii Nomine personaliter; Religiosis ac Deo dicatis Monialibus Ord. S. Benedicti Conventûs Thorunenſis Indidentibus & Actricibus; per admodum Reverendum Hankiewicz Plenipotentem inscriptum; Conventu Thorunen. Ord. Prædicat. Indicente & Actore per Religiosum Patrem Reptowski Priorem Conventus ejusdem, & Fratrem Joannem Profellum personaliter Illustris & Magnificis Sendicis Conventuum Patrum Bernardinorum Ord. S. Francisci Seraphici per Provinciam Majoris Poloniæ per Religiosum & admodum Reverendum Seraphinum Gamalski Provincialem personaliter; Fanatis Pellionibus Catholicis, Civitatis Thorunen. Indidentibus & Actoribus per Famatum Andream Gutowski, suo & aliorum Nomine personaliter; Fanato Antonio Kronkowski, ante hac Cive Thorunen. Indicente & Actore personaliter, Magnifico Antonio Boguslawski Capiteano Plocensi Indicente & Actore per Generosum Andream Chwalkowski Regentem Caltrenſem Junivladislaviensem, Magnifico Josepho Kretkowski Indicente & Actore personaliter; admodum Reverendo Zrzelski Parocho Dluvovienſi Indicente & Actore per Generosum Joannem Zalewski inscriptum Plenipotentem, Generoso Josepho Rembelinski Indicente & Actore personaliter; Magnifico Michælæ Zalewski Subdapifero Mielnicensi, per Generosum Andream Chwalkowski: Magnifico Gurski Notario Terreſtri & Caltrenſis Ciechanoviensis per Generosum Joannem Orlewski, Successoribus olim Generosi Jacobi Suski Indidentibus per Generosum Adamum Murzynowski suo & aliorum Nomine personaliter, Generosi Karwoſieckie Conjugibus Indiden-

tibus & Actoribus per Generosum Joannem Karwoſieckie Burgabium Caltren. Plocen. Marium suo & Consorti suæ Nomine personaliter, Nobili Cimeſto de Wolfon Indicente per Ingenuum Adamum Lapczynski personaliter; Spectabili Michælæ Zybert per Generosum Andream Chwalkowski Perillustri & admodum Reverendo Josepho Brakowski Canonico Cathedrali Posnaniensi Indicente & Actore per eundem Generosum Chwalkowski; Generoso Andrea Daniszewski Indicente personaliter; Incolis & Subditis S. R. Majestatis Mokrenſibus per Honestos Petrum Szyal & Laurentium Piatek suo & aliorum Incolarum Mokrenſium Indicentium & Actorum Nomine personaliter.

Coram Judicio Commisforiali comparentibus & Judicialiter Controvertentibus. Quorum Controverſiis nos Commisforii coram fe inductis & exauditis ac consideratis, ad Executionem Decreti S. R. Majestatis Assessorialis de Actu superius expresse accedentes. Auctoria incarcerationis & arrestatos, ut in præsentia omnium Decretum præfatum publicetur, sub custodia Militari adducere & statuer coram Judicio nostro instantaneè demandamus. Et quoniam Joannes Godfredus Reznar Præsides, Jacobus Hendricus Cernik Vice-præsides, Simon Moab, Christophorus Hertel; Christophorus Cieſielczyk Guttborn, Joannes Bekier Guzikarz, Joannes Georgius Mercz, Georgius Wez Sutor, Christophorus Karuſza Lanio, Jacobus Szulz Iglarz, Joannes Christophorus Haſt Pieruikarz, nec non Nobiles & Spectabiles Gerardus Thomas Burgabius, Hendricus Cymmerman Consul, Gawrok, & Zyber Capitanei Thorunenſis & alii sub Custodia Militari coram Judicio nostro Commisforiali sunt adducti & statui: Idcirco denuo acclamatis voce Ministerialis ad Judicium nostrum Commisforiale Partibus, apertis stube Judicialis foribus, in præsentia omnium, Decretum supra recensitum Assessorialis S. R. Majestatis publicari fecimus; tandem post Publicationem, ad Executionem Decreti ejusdem processimus, decernendo. Quatenus Religiosi Fratres Jacobus Piotrowicz & Martinus Wolanski five unus ex eis, satisfaciendo sepe nominato Decreto, tam Reznar Præsidentem, quam Cernik Vice-Præsidentem criminaliter convincant instantaneè; additur Ministerialis ad pronuntiandam Rotham. Quo ad Personam Reznar Præsidis, ex Decreto præfato excerptam præstitit Religiosus Martinus Wolanski, additur quoque Ministerialis Testibus Nobilibus Jacobo Rabeczynski, Casimiro Zienowski, Joanne Bartkiewicz, Martino Skibinski, Joanni Biernacki, Joanni Sosnowski, præstiterunt. Additur quoque idem Ministerialis, quo ad Personam Cernik, Vice Præsidis, ad pronuntiandam seorsivè Juramenti Rotham ex eodem Decreto depromptam prænominato Religioso Martino Wolanski, & Testibus, præstitit una cum sex Testibus superius expressis. Additur denuo idem Ministerialis eidem Religioso Wolanski ac Testibus, ad pronuntiandam Juramenti Rotham, in Decreto præfato expressam. Quo ad Personas Simonis Mohab, Heyder, Christophori Hertel, Hans, Krzyſtof Mularczyk, Krzyſtof Guttborn, dicti Cieſielczyk, Joannis Bekier Guzikarz, Joannis Georgii Mercz, Georgii Wez Sutoris, Christophori Karwiza Lantonis, Jacobi Szulz Iglarz, Joannis Christophori Hawi Pieruikarz, præstitit una cum Testibus ejusdem supra scriptis juxta Rotham ex eodem Decreto ipsi pronuntiata, (excepto Heydera profugo, qui fidem Catholicam ante fugam amplexus est.) Post quæ Convictionis Juramenta eodem omnes criminaliter convictos superius expressos (excepto Heyder Neocatholico profugo non convicto) pro Executione de Personis eorum juxta præscriptum præfati Decreti S. R. Majestatis Assessorialis sumenda ad Executorem Justitiæ sub custodia Militari remitti demandamus. Auctumque nostrum occupantibus tenebris, imminente Festo crastina die S. Nicolai Episcopi, ad feriâ quintam sequentem, voce supra scripti Ministerialis reclamari jussimus.

Tandem feriâ quintâ, in Vigilia Fests Immaculatæ Conceptionis Gloriosissimæ Virginis **MARIÆ**, post subsecutam Institutionem & supplicium de Personis Præsidis & supra scriptorum convictorum (excepto Cernik Vice-Præsidi) reassumpta Jurisdictione nostra Commisforiali, voceque Ministerialis publicata & proclamata, Partibus ut supra comparentibus, conscriptionem Inventarii substantiæ mobilis & immobilis, olim Præsidis Reznar per Decretum S. R. Majestatis Assessoriale confiscatæ, per Delegatos ex Magistratu in præsentia Magnificorum Commisforiarum ex Stuba nostra Dele-

ANNO  
1724.

ANNO 1724. Delegatorum, propter maiorem securitatem inun-

ANNO

1724.

mus, ex qua Fortuna olim Præfides Reznar confiscata, & Civitati S. R. Majestatis adjudicata, Nobilibus ac Spectabilibus Magistratibus, Creditoribus omnibus ad Substantiam eandem confiscatam, signanter Generoso Bonafuffi Colonello Quardæ S. R. Majestatis, cum Iuribus concurrentibus pro iusto & æquo, ut satisfactionem decernat & iungat, ac præstet demandamus. Et quoniam super Vice-Præfides Cernik Venerabiles Patres Soc. JESU Adhuc Executionem Criminalem non urgent, quinimo pro liberate & vita ipsius maxime instant, Senatores quoque, Officiales Terrestres, acque Nobilitas proximorum & cognatorum Palatinatum, nec non Spirituales Personæ, tam secularis quam Regularis Ordinis, insuper Populus Catholicus utriusque Sexus die beatissima ad Ecclesiam S. Joannis in Felto S. Nicolai cæterarum congregatus, pro eodem Cernik, semper sibi eundem Catholicis cum fuerit in Magistratu Civitatis hujus constitutus additum, rectum, in faciendis Negotiis promptum, commendando & testando, lachrymabili voce, & penetrabili ejulatu ad nos Commisarios emissio intercedit, ac per amorem Christi & Fidei Orthodoxæ, ut eorum vota & gemitus exaudiantur exemplari Catholicis pietate obligat, Nos vero Commisarii licet si ad præmissas Instantias, magis tamen non urgente Parte Actoræ Executionem Criminalem inclinari vellemus. Nihilominus siquidem Executio tantum Decreti S. R. Majestatis est nobis concessa; Idcirco Rationibus supra expressis permoti, eo etiam non confidero, ut confidentia & amicitia inter Catholicos ad Magistratum juxta mentem Decreti præfati Affessoriales accedentes, & A Catholicos concilietur, recepta prius a Magistratu & Ordinibus Civitatis Thorunensis Fidei iuramento cautione, & data judicialiter sponcione, sæpe memoratum Cernik ad impetrandam Clementiam S. R. Majestatis Judiciumque & Decisionem ejus remittimus. Tandem quæ ad Personas Nobilibus & Spectabilibus Jacobi Meyner, Confulis, & Joannis Hendrici Withmeyer Secretarii decernimus. Quatenus uterque eorum Decreto memorato S. R. Majestatis Affessoriali Evafione Juratoria satisfaciunt, idque instantaneè. Additur Ministerialis ad pronuntiandam Juramentum Rotham, ex Decreto depromptam, tam eisdem Nobilibus & Spectabilibus Meyner quam Testibus, præstitit cum Testibus Spectabilibus Martinus Gondlich, Jacobo cum Testibus, scabulis, Joanne Wonschauer Aurifabro; Ad dicitur quoque Spectabili Withmeyer Secretario, præstitit cum Testibus, Famatis Christiano Preis, Cornelio Elerd, Michæle Fryc de Consensu Partis Actoræ, admittis illi juxta Rotham in Decreto contentum. Qua Juratoria Evafione attenta, Eisdem juxta Resonantiam Decreti præfati à Termino, & Causa liberos declaramus. Jam autem Westfal Szarpacza, tum pueros Szecemana, Fengiera, zpod białego konia, aurigam Heyny ante Prætorium, ad mentem prænominati Decreti flagellari demandavimus. Post quam perperam penam liberos mittere iussimus. Porro propter specialiter exhibendum Cultum Divinum & Honorem Gloriosissimæ Virginis MARIÆ, in Vigilia Festi Immaculate Conceptionis Ejusdem ad Cathedram & Indictionem Religiosorum Patrum Bernardinorum Ord. S. Francisci Seraphici per Provinciam Majoris Poloniae descendendo, ac inhærendo sæpessato Decreto Affessoriali S. R. Majestatis, ad Reinductionem in Ecclesiam Beatissimæ Virginis MARIÆ, atque Gymnasium quod olim Monasterium eorundem PP. Bernardinorum fuerat processimus, & in eandem Ecclesiam atque Gymnasium cum antientibus juxta antiquas Fundationes & Jura, receptis prius à Nobilibus & Spectabilibus Magistratu clavisibus, Præfatos PP. Bernardinos reinduximus, eandemque Reinductionem voce supra scripti Ministerialis publicari fecimus, tradidimus, Possessionemque pacificam ad Majorem Dei Gloriam & Beatissimæ Virginis MARIÆ ac omnium Sanctorum Honorem assignavimus & eos reliquimus. Interea nocte instante Adm. Nostrum post Festum Immaculate Conceptionis Beatissimæ Virginis MARIÆ voce Ministerialis reclamari demandavimus. Sabbato itaque in crastino Festi Immaculate Conceptionis Beatissimæ Virginis MARIÆ reassumpta denno Jurisdictione nostra, Partibusque ad Judicium nostrum modo quo supra acclamatis comparuit & in eadem Cathedra Controversentibus & disceptantibus. Nos Commisarii S. R. M. auditis Partibus, disceptationibus, & controversis decernimus ac demandamus: quatenus Nobilibus ac Spectabilibus Magistratibus, satisfaciendo Decreto sæpessato S. R. Majestatis, Inventarium supellectilium ejusdem Ecclesiæ, atque Biblio-

thecam coram Judicio nostro Commisfioriali producat & comportet idque in instanti, & licet quidem Nobilibus ac Spectabilibus Magistratibus Thorunenſis satisfaciendo Decretis tam S. R. Majestatis, quam nostro, antependia antiqua bina, candelabra majora duo, minora duo, Patribus Bernardinis in Ecclesia relinquit, Bibliothecam verò Magnificis Commisfiori ex Stuba nostra Deputatis sine Inventario seu Regestro tradidit, verum quoniam Inventarium supellectilium Ecclesiasticæ, præsertim in argento atque Bibliothecæ apud Magistratum existere esse, Rationibus probabilibus supponitur. Idcirco suspensa tantisper decisione præsentis Cathedra decernimus & demandamus. Quatenus prædictis Nobilibus ac Spectabilibus Magistratibus Inventarium supellectilium Ecclesiasticæ atque Bibliothecæ sufficientibus comportet idque instantaneè. Tandem quoniam loco computationis sufficientioris supellectilium Ecclesiasticæ & Bibliothecæ, Partes pro Summa mille ducentorum tynfonom Poloni composuerunt, proinde approbata ejusmodi complanatione Judicialiter facta: Ketsolverno superiorem suspensionem decernimus. Quatenus Nobilibus ac Spectabilibus Magistratibus ad manus secularis Catholicæ Personæ, quam Venerabiles Patres Bernardini designaverint; Summam eandem in spatio quatuor septimanarum coram Officio Castrenſi Coralevenſi realiter & effectivè solvat, sub pena Banitionis quæ decernitur & terminus publicanda in ibidem circa Manifestationem conservatur peremptoriis. Quantum attinet Privilegium Divæ olim memoriæ Serenissimi Sigismundi Regis Poloniae, coram Actis Castrenſibus Junivladislavienſibus in Vigilia Festi S. Thomæ Apostoli 1678. Anno per oblatam porrectum, ad præsens in Judicio nostro per Patres Bernardinos productum, hoc in Puncto causam per cognitionem ejusdem Privilegii ad Judicia Affessorialia S. R. Majestatis remittimus; conservando Partibus utrisque in eisdem Judiciis terminum peremptorium. Nihilominus pro Justitia & Pietate decernimus ac mandamus, ut Nobilibus ac Spectabilibus Magistratibus & Civitas Thorunenſis per se seu subordinates Personas, accedentiam vulgò Akzyzy ab inventa rerum comestibilium & potabilium, ex elemosyna per eosdem Patres Bernardinos collectarum, semper quoties opus fuerit, ab eisdem Patribus Bernardinis non exigat nec exigi demandat, aut permittat; idque sub pœna in foro competentis vindicanda, & ne eosdem Patres ad Ecclesiam prænominatam, atque Monasterium cum accidentis modo quo supra reinductos, quovis modo vel pretextu perturbare audeant demandamus. Idque sub pœnis contra convulsos Decretorum S. R. Majestatis Legibus Regni sanctis. Eodem Adm. seu scilicet Sabbato in crastino Festi Immaculate Conceptionis Gloriosissimæ Virginis MARIÆ, satisfaciendo Decreto præfato S. R. Majestatis, scripta quævis Typis impressa, sarcasmos & convitia in contumeliam fidei Ecclesiæque Orthodoxæ continentia, per Prædicantes concepta, per Executores Justitiæ, ad sonum Tubæ comburi demandavimus. Tandem feriâ secundâ post Festum Immaculate Conceptionis Gloriosissimæ Virginis MARIÆ reassumpta, iteratò Jurisdictione nostra, vigore nuper ad diem hodiernam reclamations Partibus voce Ministerialis acclamatis, modo quo supra comparuitibus ad Executionem ulteriorem Punctorum Decreti S. R. Majestatis Affessorialis procedendo. Quantum attinet personas Famati Heyder & ejus Filii per Famatum Racki advocati & ad exteros expediti, atque scorsim per Personam Hans Krzyzstofa Mularczyk, siquidem Famatum Heyder, qui Catholicos factus, Pars Actoræ criminaliter non convict, proinde eundem à pœnis Criminalibus liberum pronunciamus. Nihilominus decernimus & mandamus: Quatenus tam Nobilibus & Spectabilibus Magistratibus Thorunenſis prædictum Hans Krzyzstof Mularczyk, atque distinctim Famatum Racki Filium Heydera statuunt idque instantaneè. Tandem quo ad Personam Mularczyk tradente se Nobilibus & Spectabilibus Magistratu ad evafionem Juratorum admissibilem & proporem ad evadendum adinvenimus, decernendo quatenus, bini ex Magistratu Consules evadant in eam Juramentum Rotham, quod de fuga præfati Mularczyk Magistratus cum suis Ordinibus nescivit, neque causa vel occasio fuge ipsius fuit, nec scit ubi commoratur, nec eoriam ullam ejusdem Stationis habet, idque instantaneè præstiterunt Nobilibus ac Spectabilibus Jacobus Bema, & Joannes Christophorus Elzner Consules; quo attentò Nobilibus ac Spectabilibus Magistratu liberum à Termino & quavis impetitione declaramus. Nihilominus prædictum Mularczyk criminaliter convictum, ubicunque locorum capi vel



ANNO  
1724.

præventri poterit in fundamento Decreti S. R. Majestatis capite plectendum esse sententiam, & pro Executione ad quævis Officia per Executorem Justitiæ de persona ipsius faciendam remittimus. Quo ad Personam Filii Heydera Nominæ Christiani, siquidem eundem Famatus Racki Judicialiter statuit, quem Pars Actorea Venerabiles Patres Soc. JESU in Fideiussionem receperunt, proinde eundem Famatum Racki satisfecisse Decreto præfato S. R. Majestatis, Affessoriali & Nostro adinvenimus & liberum facimus, Actumque nostrum ad diem crastinum scilicet Feriam tertiam Apparitori Judicii nostri reclamari demandavimus. Tandem Feriâ tertîâ post Festum Immaculatæ Conceptionis Gloriosissimæ Virginis Mariæ reassumpta solito modo & forma Jurisdictione nostra, Partibusque post publicationem & acclamationem Ministerialis ut supra comparitibus, & secum Judicialiter controvertentibus. Quorum controversiis diligenter trutinæ exceptis & consideratis. Quod spectat Punctum seu Cathedram Decreti prænominati Electionis in Magistratu, Scabinatu Sexaginta Viratu, ac Secretariatu medietatis Catholicorum decernimus ac injungimus. Quatenus prædictus Nobilis ac Spectabilis Magistratus Thorunensis cum suis tribus Ordinibus ad Electionem eandem; inherendo Decreto memorato S. R. Majestatis accedat, eandemque juxta præscriptum Jurum suorum, ac Decreti præfati faciat, idque in instanti. Et quoniam prænominus Nobilis ac Spectabilis Magistratus cum suis Ordinibus stante spacio & refectione ejusdem Cathedre per aliquot dies ad Officiu Consularia Nobiles ac Spectabiles Thomam Skomorowski, Joannem Rubinkowski, Constantinum Maryanski, Carolum Ludovicum Sferstman, ad Scabinatum verò Wilhelmum Ludovicum Faust, Bartholdum Laurentium Lye Catholicos in locum demortuorum & remotorum A Catholicorum elegerunt, idcirco satisfecisse eundem Nobilem ac Spectabilem Magistratum cum suis Ordinibus Decreto S. R. Majestatis & nostro Commissoriali in parte adinvenimus. Nihilominus decernimus ac mandamus. Quatenus idem Nobilis ac Spectabilis Magistratus cum suis Ordinibus satisfaciendo eidem Decreto S. R. Majestatis, illudque per omnia observando numerum medietatis Catholicorum in Proconsulatu, Scabinatu, Sexaginta Viratu, Secretariatu, Tribubus in Electionibus suis stantibus & concurtis temporibus incidentibus, incipiendo statim ab imminente proximè in Anno Deodante futuro millesimo septingentesimo vigesimo quarto Electione, quæ vocatur Kira adimpleat, & donec numerus medietatis Catholicorum adimpleatur, hucusque A Catholicos suos circa omnem controversiam vel cunctationem, aut quovismodo ad inventum sive ad invenendum medium vel colorem ne eligat ipsi demandamus. Insuper eodem Catholicos ad Jus Civile, Contubernia, Officia, Commercio, coemptiones domuum Lapidearum, Fundorum, granariarum admittat, nec ullo modo ad id impediat, neque interrumpat; in servitio autem Militari Civili medietatem Catholicorum, Officiales autem Catholicos ad mentem prænominati Decreti S. R. Majestatis incipiendo statim ab Actu præsentis Commissionis nostræ semper habeat, idque sub pœna & rigore in eodem Decreto S. R. Majestatis expresso per contravenientem Nobilem ac Spectabilem Magistratum atque Ordines Civitatis Thorunensis irremissibiliter succumbendo, & per quamcunque Personam ex Catholicis in foro competenti vindicando. Porro Feriâ quartâ post Festum Conceptionis Immaculatæ Gloriosissimæ Virginis Mariæ vigore hesternâ ad diem hodiernam voce Ministerialis Actus Judiciorum nostrorum reclamationis reassumpta Jurisdictione nostra, Partibusque modo solito ad Judicium nostrum acclamationis, prout supra comparitibus & controvertentibus. Quantum attinet damna ac lisis expensis per Venerabiles PP. Soc. JESU Coll. Thorunen. Actores ad Summam triginta quatuor Millium sexcentorum Florenorum Pruthenicalium liquidatam & per Decretum prænominarum S. R. M. prævia comprobatione per admodum Reverendum Rectorem Collegii ejusdem adjudicata. Quoniam Partes scilicet tam Actorea Venerabiles PP. Soc. JESU, quam citata Nobilis ac Spectabilis Magistratus Thorunensis, loco prestandi Juramenti, per admodum Reverendum Rectorem, aliis sistendo Juramentum hocce, ad interpositionem dignorum amicorum pro Summa viginti duorum millium Florenorum Pruthenicalium composuerunt, ex qua Summa Nobilis ac Spectabilis Magistratus Thorunen, cum suis Ordinibus Summæ octo millium Florenorum Pruthenicalium instantaneam solutionem offert; jam verò in Summâ,

ANNO  
1724.

quatuordecim millium Pruthenicalium Bona sua Patronimica Lazyn & Węgorzyn modo obligatori, durante præsentis Commissionis in præsentia Nobilium & Ministerialis officio conductu condonandum dimittimus & usque ad Exemptionem declarat. Idcirco nos Commissarii approbata ejusmodi complanatione inter Partes benevole inita decernimus. Quatenus Summam præstatam octo millium Florenorum Pruthenicalium, prout se Nobilis ac Spectabilis Magistratus Judicialiter offert, instantaneè solvat sub pœna Banitionis, quæ decernitur, additur & remittitur. Jam verò in Summa quatuordecim millium Florenorum Pruthenicalium Bona memorata Lazyn & Węgorzyn cum omnibus accidentis & perentis, in Præsentia Nobilium & Ministerialis officio durante Commissione, conducendum, prævia in iisdem bonis conscriptione Inventarii idem Nobilis ac Spectabilis Magistratus cum suis Ordinibus prædicto Collegio Thorunenſi dimittat & Actualiter tradat, cum ea Judiciali de consensu Partium declaratione. Quodsi præstatam Summam Nobilis ac Spectabilis Magistratus Thorunenſis, in Exemptionem Prædictorum Bonorum provenientem, pro crastino Natalis S. Joannis Baptiste proximè in Anno Deo dante venturo coram Officio Castrenſi Covaleviensi non exolverit, extunc Pars Actorea scilicet Collegium Thorunenſe de Anno ad Annum usque ad Exemptionem pacificè Bona eadem tenebit & possidebit. Quodsi verò Nobilis ac Spectabilis Magistratus Summam præstatam quatuordecim millium Florenorum Pruthenicalium, in crastino Festi Natalis S. Joannis Baptiste proximè venturo, seu in defectu pro tunc Exemptionis, quocunque alio ejuslibet Anni crastino Natalis S. Joannis Baptiste, præfato Collegio coram Officio Castrenſi Covaleviensi prævia tamen à Visitatione duabus septimanis præcedenda coram eodem Officio, exolverit deposuerit. Extunc Venerabiles PP. Soc. JESU Coll. Thorunenſis, Summam eandem levare, ac de Bonis condescendere, ut eadem in eodem statu prout ad præsens recipient, Nobilis ac Spectabilis Magistratus in una septimana, post levatam Summam tradere tenebuntur, & debebunt. Facture sunt Partes utraq; sub pœna Banitionis, quæ decernitur, & Terminis publicandæ à primis Castrenſibus Covaleviensibus Terminis post Contraventionem celebrandis conservatur preempatoriis. Et quoniam in Fundamento ejusdem Decreti & compositionis Venerabiles PP. Soc. JESU Collegii Thorunenſis tam Summam octo millium Florenorum Pruthenicalium, à Nobili & Spectabili Magistratu instantaneè enumeratam, quam Bona durante præsentis Commissionis nostræ receperunt: Idcirco prænominus Nobilem ac Spectabilem Magistratum satisfecisse Decreto Judicii nostri & compositioni cum Parte initæ adinvenimus. Eodem Actu ad Decisionem Indictionum descendendo. Quo ad Interventionem seu Indictionem Famatorum Pellionum, Catholicorum Controversiis Partium seorsim indicitis, auditis, ad hærendo Decreto S. R. M. Affessorialibus binis, primo quidem Varſaviæ Feriâ 2dâ post Festum S. Luca Evangelistæ, in Anno 1715. cum A Catholicis, quam ultimario de Actu superius recentio prolatis decernimus ac mandamus. Quatenus Nobilis ac Spectabilis Magistratus Thorunenſis præfato Decreto Anni 1715. satisfaciendum durante nostra præsentis Commissionis in omnibus Punctis injungat. Idque sub pœnis contra Convulsos Decretorum S. R. M. in Legibus Regni descriptis. Et licet quidem Nobilis & Spectabilis Magistratus Decretum suum inter eosdem Famatos Pelliones Catholicos & ex altera Parte A Catholicos in Puncto solo admissiſſis eorumdem ad Contubernium durante Commissionis protulit. Verum quoniam fidem Pelliones Catholicis sentientes se per Sententiam eandem gravatos & injuriatos, appellationem ad Judicia S. R. M. interposuerunt. Idcirco pro cognoscenda contraventione, causam & negotium totum eorumdem Pellionum ad eadem Judicia S. R. M. Affessorialia remittimus. Conservando Partibus in eisdem Judiciis sine quavis adicatione Terminum preempatorium. Eodem Actu & die ad judicandum Indictionis & Cathedre Illustrissimi Szezuka Suffraganei Culmenſis, Præpositi Thorunenſis descendendo, Controversiis Partium prout supra comparitum, ac disceptationibus, hac in Cathedra indutis, trutinatis, & debite consideratis decernimus & mandamus. Quatenus Partes secum agentes, scilicet Illustrissimus Actor & Indices, cum Nobili ac Spectabili Magistratu Calculationem tam intuitu census annualis rentei, ad Ecclesiam Parochialem Tituli S. Joannis spectantis, quam respectu Summæ ex Bonis Siemonie ad eandem Ecclesiam pertinentibus, vigore

ANNO  
1724.

vigore Conventionis ultimarie in Anno 1701. die quinta Januarii inter Partes constitutæ, faciunt idque in instanti. Tandem post expeditam eandem Calculationem, ulterioribus Partium Controversiis exceptis, ac discussis decernimus. Quatenus Nobilibus & Spectabilibus Magistratus Summam nongentorum sexaginta Florenorum Pruthenicorum Calculatione per Partem agnitam & moderatam, non computando nihilominus litis expensas & in sublatione processus penas, a quibus, attentis Annis calamitatis & hostilitatis, Nobilem ac Spectabilem Magistratum Thorunenem ex moderamine nostro liberamus, & processum cessamus. Pro crastino Natalis St. Joannis Baptiste proxime in Anno Deodante futuro coram Officio Cæsareni Kovalevieni realiter & effectivè Illustrissimo Actori seu ejus Plenipotenti, prævia manuali etiam de eadem Summa quietatione solvat sub pena Banitionis, in ibidem circa Manifestationem publicanda. Quantum attinet Summam ex præfata Conventione fide contractu de Bonis Siemonie Ecclesiæ prænominatam S. Joannis Parochialem quot annis concernentem, decernimus & mandamus. Quatenus Partes utraque eidem Conventioni fide Contractui in omnibus Punctis usque ad determinatum in eadem Conventione Terminum ab utrinque satisfaciunt, idque sub pena Banitionis, quas interponitur. Appellat Pars citata ad Judicia post curialia S. R. M. adharendo Decreto superius nominato S. R. M. admittit, cum conservatione Terminum Parti utrique in eisdem Judiciis peremptorii. Post cujus Indictionis seu Cathgoriæ decisionem, Actu Judiciorum nostrorum, ad diem crastinum voce Ministerialis reclamato, ac denuo vigore ejusdem reclamationis Feriali quinta post Festum Immaculatae Conceptionis Beatiſſimæ Virginis Mariæ sequenti Jurisdictione nostra, Judicialiter reassumpta, acclamata, Partibusque ut supra comparentibus. Et quo ad Cathgoriam & Indictionem Religiosarum ac Deodicatarum Monialium Conventus Thorunen. Ord. S. Benedicti Judicialiter disceptantibus, quarum disceptationibus & Controversiis maturè Judicii sui tractatū librat is ac diligenter pensatis, suspensa tantisper Decisione totius Negotii: necessariam esse Condescensionem ad fundos & loca controversa Illustris & Magnificorum Casmiri Rudzinski Castellani Cernenſis, & Francisci Loski Succamerarii Varaviensis, ex Struba nostra Judiciali Delegatorum in instanti censemus. Qui Illustris & Magnifici Commissarii condescendendo, Jura Partium ad Fundos controversos fide regulantur connotant, Fundos eosdem controversos revident, cognoscunt, mensurant; Inquisitiones si opus fuerit ex Testibus fide dignis expedit, Partes si poverint complanare complanant, seu cum connotatione sufficienti Actus totius, ad Judicium nostrum Commissoriale pro Decisione remittunt. Post quem expeditum Actum per Illustris & Magnificos Commissarios Delegatos Condescensionis, per eosdem ad Judicium nostrum factam remissionem, Partibus denuo nostro coram Judicio Comparentibus & Controvertentibus. Quarum controversiis iteratè exauditis, Actusque præmissæ Condescensionis lecto & bene considerato, siquidem in Actu præmissæ Condescensionis, Religiosæ ac Deodicatæ Moniales Conventus Thorun. Jura quibus proprietatem Fundorum hucusque Controversorum petunt, coram Illustris & Magnificis Commissariis prodixerunt, suntque debitè connotata. Quorum fundorum ex re oculis subiecta reviso, atque iusta dimensionatio in præsentia, tam Plenipotens Religiosarum Monialium, quam ex Nobili & Spectabili Magistratu Delegatorum intercessit eandemque dimensionationem, utraque Partes acceptarunt. Quod spectat Fundum Golubski dictum in Villa dicta Mokre situm, prædicti Illustris & Magnifici Commissarii Delegati, ex iusto situm & æquò proprietatem esse Religiosarum ac Deodicatarum Monialium agnoverunt. Idcirco resolvendo tam anteriorem Judicii nostri suspensionem, quam Illustris & Magnificorum Commissariorum Delegatorum ad Judicium nostrum remissionem approbato ejusmodi Actu Condescensionis decernimus. Quatenus utraque Partes dimensionem eandem Fundorum de consensu benevole Partium utraqueque subsecutum observent & in perpetuum manteneant. Quantum attinet Fundum in Mokre Golubski dictum proprietatem ejusdem Religiosæ ac Deodicatis Monialibus adjudicamus, decernendo quatenus ademptam Particulam Fundi in eodem Actu Condescensionis connotatam ad Fundum eundem Principalem spectantem in præsentia Nobilitum & Ministerialis ab Actu præsentis Decreti in octodecem septimanis officio conductorum, idem

Nobilis ac Spectabilis Magistratus restitui & applicari curet, ac de facto restituat & applicet. Factura præmissæ utraque Partes sub pena Banitionis in Foro competentis super Partem contravenientem decernenda & publicanda. Quod verò spectat præsentam Cassationem inscriptionis super Summam duodecim millium Florenorum Pruthenicarum, per Religiosas ac Deodicatas Moniales Conventus ejusdem Thorunenſis, in rem 19. Martii coram Actis Civilibus Thorun. recognoscit, siquidem eadem inscriptio liberè & benevole in assistentia Plenipotens, per Illustrissimum Loci Ordinarium approbati subsecuta esse deducitur, proinde incompetenter egisse eandem Moniales intuitu Cassationis ejusdem inscriptionis advenimus, & ejusdem inscriptionis robur habere declaramus. Porro quod spectat præsentiones earundem Religiosarum Monialium, intuitu Provisionum à Summa decem millium Florenorum Pruthenicarum, per Nobilem ac Spectabilem Magistratum Thorunen. olim Generosum Stanislaw Hoyacki die 15. Junii in Anno 1700. inscripta, & per eundem olim Generosum Hoyacki prædictis Religiosis ac Deodicatis cessam retenturam, Provisiones easdem à Summa præfata decem millium Florenorum Pruthenicarum, pro Annis retroactis retentas salvis quietationibus si quæ iustæ & reales apparuerint, per Religiosas Moniales acceptandis, ex Summa duodecim millium Florenorum Pruthenicarum, pro cæteris inscriptione superius de Actu recensito, Nobili ac Spectabili Magistratu, ab iisdem Religiosis ac Deodicatis Monialibus proveniente (non agnita vicissim ab eadem Summa duodecim millium Florenorum Pruthenicarum Provisione) uti in eadem inscriptione Originali desalcandas & excludendas, per Nobilem ac Spectabilem Magistratum esse censemus. Quantum insuper attinet præsentionem, earundem Religiosarum Monialium, intuitu Summæ quinquaginta Florenorum Pruthenicarum ex lacu dicto Glebockel quorannis provenientes, siquidem quietationes usque ad Annum præsentem 1724. ab eisdem Religiosis Monialibus de Summa hac producantur: Idcirco non posse præsentionem eandem obstantibus quietationibus subsistere declaramus, imò ab eadem Nobili ac Spectabilem Magistratum liberum pronunciamus. Nihilominus ut idem Nobilis & Spectabilis Magistratus facies & finis ex Fundo post mortem Civitatis hospitali Sancti Spiritus spectante, earundem Religiosarum Monialium propriè expurgare in spatio sex septimanarum demander injungimus. Appellat utraque Partes ad Judicia Assessorialia, S. R. M. admittit, cum conservatione Terminum ibidem peremptorii. Tandem Actum Judiciorum ad diem crastinum reclamari Ministeriali demandamus. Feriali sexta post Festum S. Lucie Virginis & Martyris, vigore hesternæ reclamationis, reassumpta denuo Jurisdictione nostra, Partibusque modo quo supra acclamatis comparentibus, & quo ad Inductionem Venerabilis Coll. Plocensis Soc. Jesu controvertentibus, quarum controversiis solitè & debitè attendentia auditis ac intellectis Documentis quoque Literatoris præfati Venerabilis Collegii Plocensis, visis, lectis & diligenti trutinâ ponderatis. Quandoquidem prædictum Coll. Plocense Jus petendi sufficiens & eviciens ad Summam quinque millium Florenorum Pruthenicarum in Testamento olim Generosi Alberti Peplowski Rothmagistri S. R. M. apud Nobilem & Spectabilem Magistratum Thorunen. specificatam ad præsens non product. Idcirco non posse hocce Collegium vindicare Summam eandem advenimus. Et eundem Nobilem ac Spectabilem Magistratum Thorunenſem à solutione Summæ præsentis quinque millium Florenorum Pruthenicarum cassato Processu in Judiciis Cæsarensibus Kovalevieni. respectu ejusdem Summæ indebitè obtenno liberos esse declaramus. Appellat Religiosas comparens, à Venerabili Coll. Plocensi Indicente ad Judicia Assessorialia S. R. M. admittit, cum conservatione eisdem Judiciis Terminum Partibus peremptorii. Postquam decisam Indictionem, Actu Judiciorum nostrorum ad cras reclamato, Sabbato denique post Festum S. Lucie Virginis & Martyris, reassumpta exclamatione hesternæ ad diem hanc Jurisdictione nostra, Partibus simili modo post acclamationem & publicationem Actus comparentibus & in Cathgoria Indictionis admodum Reverendi Mathæi Donęki Prepositi ad S. Laurentium extra mœnia Civitatis Thorunenſis Controvertentibus, Quarum Controversiis & disceptationibus exceptis & maturè intellectis, quo ad Principalem Cathgoriam præsentis Dotis ad Ecclesiam S. Laurentii, siquidem admodum Reverendus, Indicens nec



ANNO  
1724.

originalem erectionem, nec in visitationibus Judicialiter productis, ullam Doiem prædictæ Ecclesiæ esse demonstrat. Idcirco tam Categoriā hanc Principalem ad Judicia Afessorialia S. R. Majestatis uti Summi in Regno Ecclesiæ Tutoris & Protectoris, quā alias similiter consequentes Categoriās per admodum Reverendum Inducendum prolixè inductas, ad eadem Judicia remittimus, conservando utrique Partibus in iisdem Judiciis S. R. M. Mis Terminum Peremptorium. Nihilominus decernimus ac mandamus. Quatenus Nobilis ac Spectabilis Magistratus Thorunensis cum suis Ordinibus Apostolatus in Civitate & Jurisdictione degentes Registro Judicialiter productio manu Illustris & Magifici Mareschalci Tribunalis Regni & Commissionis præsentis subscripto specificatas, ad Decisionem in Judiciis S. R. M. causæ detineat. Idque sub pœnis per Judicium hocce S. R. M. decernendis & irogandis. Ad extremum mandamus, quatenus Nobilis ac Spectabilis Magistratus & nemo ex Ordinibus ac Communitate Personas Catholicas apud se in servitio exilientes, ad violanda Festa per labores, Sanctæ Ecclesiæ Romano-Catholicæ adigat, neque ad frequentandas pro devotione Ecclesiæ quovis modo impediāt, idque sub rigore superscripto. Actumque nostrum ob necdum conclusam Commissionem ad Feriā secundā proximā voce superscripti Ministerialis solito modo reclamandam esse iussimus. Itaque Feriā secundā autē Festum S. Thomæ Apostoli vigore nuperne reclamationis reassumpta Jurisdictione nostra, Partibusque post publicationem Actus acclamationis prout supra comparentibus. Ex quo ad Indictiones aliās in Actum Commissionis præsentis intrantes Controverentibus. Quarum Controverentibus attentis & bene consideratis, siquidem in Decreto prænominato S. R. M. Afessoriali, cuius Executio nobis Commissariis incumbit, prædictæ omnes Indictiones non sunt specificatæ, neque nostro iudicio ad disjucandum commissæ. Idcirco easdem omnes Indictiones ad præfens non decisas ad Judicia Afessorialia S. R. M. cum toto eorum effectu remittimus, conservando Partibus utrique in eisdem Judiciis terminum sine quavis additione comprehendendi peremptorium. Ad extremum in felici Corolide ac conclusione Actus Commissionis nostræ, sæpe memoratum Nobilem ac Spectabilem Magistratum & omnes Ordines circa immunitatem Jurium, prærogativarum & Privilegiorum, inhærendo Decreto prænominato S. R. M. per Autoritatem nostrā, quā à Sacra R. M. fungimur, conservamus, & eadem iura illā declaramus, & præcelsissimos, clavesque ad Portas utriusque Civitatis per Generosum Commendantem Præfidi, Nobili ac Spectabili Magistratui reddendas esse censuimus; hoc loco in virtute & Fundamento præinfertit Decreti S. R. M. Venerabiles PP. Soc. J. s. v. præmonitis relinquimus, ut amovendo in posterum omnem occasionem mali, Decreto prænominato S. R. M. in continenda Juventute studioforum satisficiant, & illud per omnia observent. Hicque in continenti personaliter comparens Religiosus & admodum Reverendus in Christo Pater Calimirus Czerwieski Rector Collegii Thorun. Soc. J. s. v. suo & ejusdem Col. nomine manifestatus est contra Famosos Welcsai, Krygiel, Gymnasistas Famosorum Probi, Fencigay Szteczmana, Sztorny, Krauzy, Piskarkow, Grunal Gymnasistam idque ideo: Quia ipsi contraveniendo Decreto prænominato S. R. M. Turres seu carceres Civitatenſes pro demerito confuſos in Terminis per idem Decretum præfixo scilicet Feriā tertiā proximē præterita non sunt ingreſſi, ex indeque pœnæ infamiae, per Publicationem Decreto prænominato interpositam fuerunt, quam quidem pœnam Infamiae Ministerialis Regni Generalis in Actu superius specificatus Providas Albertus Kubczewicz, ex Mandato iudicii nostri publicavit, de quo idem Ministerialis fecit suam relationem. Nihilominus decernimus & mandamus. Quatenus satisficiant saepefacto Decreto S. R. M., Dominus pro Famulis suis in Decreto eodem specificati multas pecunias, per Decretum hocce assignatas in Terminis per hocce Decretum præfixo, cui vigore ejusdem Decreti competit solvant, sub rigore in eodem Decreto expresso. Ad perpetuum autem memoriam inhærendo prænominato Decreto S. R. M. Afessoriali; locum competentem pro extruenda per Venerabiles PP. Soc. J. s. v. Colli. Thorun. Statua Marmorea in Honorem Beatissimæ & semper Gloriosissimæ Virginis Mariæ, in cornu penes murum Cameterii Ecclesiæ S. Joannis ab extra ex opposito lapideæ Nobilis ac Spectabilis Rubinkowski Consul, incipiendo à muro Cameterii in latum octo ulnarum, totidemque in longum in lapideâ

pro Fundamento prædictæ Statuæ, in Præsentia & consensu Deputati ex Nobili ac Spectabili Magistratu assignamus, & signis annuare demandavimus. Ne autem canale per decursum aquæ Fundamentis ejusdem Statuæ noceat, prædictus Nobilis ac Spectabilis Magistratus, hocce canale alio decursu aquæ avertere se obligavit. Quibus omnibus ad laudem Omnipotentis Dei, sub felicissimis auspiciis Serenissimi ac Potentissimi Augusti II. Regis Poloniarum, nec non Hereditarii Ducis Saxonie, Principis & Electoris prædictis & confectis, Actum Commissionis præsentis conclusimus, & manibus nostris circa appensionem Sigillorum nostrorum subscripsimus.

Actum in Castro Junivladislaviensi in Vigilia Festi  
S. Thomæ Apostoli Anno Domini 1658.

AD Officium & Acta præsentia Castrenſia Capitaneia Junivladislaviensis personaliter venientes Religiosi PP. Antonius Bekowicki Sacra Theologiæ Doctor, & Guardianus Conventus Junivladislaviensis Ordinis S. Francisci Minorum Conventualium, & Augustinus Jarocki Concionator Ordinarius itidemque ejusdem Conventus, Ordinis S. Francisci Conventualium, Nominibus obtulerunt ad Adicandum & Adis hisce ingrossandum, Literas Privilegi Pargamentis infraſcriptas, manu Serenissimi Sigismundi Regis ſuſcriptas, cum Sigillo appenso cerco Cancellarii Regni minoris communitas, & manu Generosi Stanisłai Cemna Secretarii S. R. M. ſubſcriptas, ſalvas, & illaſas, omni- que ſuſpiciones noſt, ut ex eis apparebat carentes. Quarum Literarum ſequitur eſſe tenor talis. Nos Sigismundus Dei Gratia Rex Poloniæ, Magnus Dux Lithuanie, nec non Terrarum Cracoviæ, Sandomiriæ, Sradie, Lancie, Cujavie, Ruſſiæ, & omnium Terrarum Pruſſiæ, Pomoranie, Dominus & Heres. Significamus tenore præſentium quibus expedit ſingulis & Univerſis, harum noſtiam habuitis, monſtratum Nobis eſſe in membrana antiquum Privilegium Sacre Memoriæ Racibori quondam Pomoranie Ducis Prædeceſſoris noſtri manu Sigilloque ſignatum, in ſe continens Foundationem Monafterii ac Templi Beatiſſimæ Virginis Mariæ Nascantis in Civitate noſtra Thorunenſi ſitum, in quo Monafterio, ac Templo Venerabiles Monachi Ord. S. Franciſci, à principio Foundationis conſtituto Devotionem exhibere ſunt ſoliti, Autoritate igitur noſtra Regia uti ex aſſenſu Conſiliariorum noſtrorum Regionum Privilegium iſtud approbamus confirmamque memoratis Monachis Ord. S. Franciſci, relinquimus ipſis & concedentes perpetuum Jus Hereditarium ſuper Monafterio & Templo iſto ſupradicto, in quo conſuetum Devotionis exercitium perpetuis temporibus continuabant, confirmamus; ipſis quoque perpetuum Hereditarium Poſſeſſionem Templi & Monafterii iſtius, uti & totius areæ circa Templum muris comprehenſæ, cum omnibus Manſionibus & areis intelliſis, quemadmodum & braxatorio, quæ omnia unius formæ lateritiæ extructa, ab antiquo in unum ſpectantia, ſolis Venerabilibus Monachis iſtis, legitimiſque eorum Succelloribus, perpetuo permanebunt; nulla ipſis obſtante injuria ſeu detractiōe à Republica noſtra. Thorunenſes Panifici Civitatem ſecundum Conſtitutionem antiqui Privilegii ſingulis annis decem poſituras Panni Venerabili Conventui ad veſtitum red- dere tenebuntur perpetuo, quod ne intermittatur Se- natuſ noſter Thorunenſis curabit. Litus magnitudine quinque morgarum ab antiquo ad Monafterium ſpectabit, ligna ex ſylvis Civitanſibus moræ ſine obſtantiæ ſine interdictione Civitatis liberè eveherent, perpetuo mo- litorio quorumvis frumentorum tam ad uſum Fanis, quam cereviſiæ in molendino Civitatis Lubicz dicto remanebit ſalva Monafterio ſæpe dicto, nulla redditū menſura, ſeu ſtatione perpetua. Ex quo molendino Senatus Thorun. ſecundum Ordinationem antiquam Conventui præſato Siliginis centum modios, tritici ſexaginta, mal- lici centum & viginti ſingulis annis dare tenebunt, per- petuis temporibus. Quæ omnia & ſingula præmiſſa quemadmodum in antiquo Privilegio Foundationis ſuæ ſcripta, in omnibus Punctis, Clauſulis, Articulis, con- cluſionibus approbamus, & confirmamus, atque per- petuum firmitatis robur præſentibus mediantibus obtine- re decernimus. Quibus in ſidem ac robur præſens manu noſtra ſubſcriptiſ, Regniſque noſtri Sigillo ſignat, eſt. Cracoviæ in Vigilia S. Franciſci Anno Domini 1707. Sigismundus Rex. Appenſio Sigilli in Cera ex- preſſi, Stanisłai Cemna Secretarius S. R. M. manu propria. Quartum quidem Literarum ſeu Privilegii ſupra,

ANNO  
1724.

ANNO 1724. *Supraſcripti Originale idem offerentes ab Officio præſenti receperunt de quo Officium præſens & ejus Cancellariam quietaverunt, quietantque Præſentibus.*

*Ex Actis Caſtreſibus Capitanealibus  
Junioladiſiaviſionſibus Extradiſi.*

(L.S.)

Correxit M&K&RSKI,  
mpp.

XXXIII.

6. Dec. *Sanction Pragmaticque & Loy perpetuelle à l'égard de la regle & ordre de Succeſſion, & Union indiſſiſſible de tous les Royaumes, Provinces, & Etats Hérititaires de Sa Majeſté Imperiale & Catholique, à Vienne le 6. de Decembre 1724.*

CHARLES par la grace de Dieu Empereur des Romains, toujours Augfte, Roi d'Allemagne, de Caſtile, de Leon, d'Arragon, des deux Siciles, de Jeruſalem, d'Hongrie, de Bohême, de Dalmatie, de Croatie, d'Eſclavonie, de Navarre, de Grenade, de Tolède, de Valence, de Galice, de Majorque, de Seville, de Sardaigne, de Cordoue, de Corſique, de Murcie, de Jaen, des Algarbes, d'Algerie, de Gibraltar, des Iſles de Canarie, & des Indes Orientales & Occidentales, des Iſles de terre ferme de la Mer Oceanne, Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Lothier, de Brabant, de Limbourg, de Luxembourg, de Guelteres, de Milan, de Sicile, de Carinthie, de Carniole, de Wirtenberg, de la haute & baſſe Siléſie, d'Athènes & de Neopatrie, Prince de Suabe; Marquis du St. Empire, de Burgau, de Moravie, de la haute & baſſe Luſace, Comte d'Habsbourg, de Flandres, d'Artois, de Tyrol, de Barcelone, de Ferrete, de Kybourg, de Gorice, de Rouſſillon & de Cerdaigne; Landgrave d'Alſace, Marquis d'Orſtan & Comte de Geccano; Seigneur de la Marche d'Eſclavonie, du Port Naon, de Biſcaye, de Moline, de Saffins, de Tripoli, & de Malines &c.

Savoir faiſons à tous & à chacun, qu'il appartiendra, que les Empereurs des Romains, Rois & Archiducs d'Autriche, Nos Ancêtres ſe ſont donnez par un effet de tendreſſe Paternelle, & par une prevoyance de ſageſſe, beaucoup de ſoins, pour établir dans notre Auguſte Maiſon une regle & forme de Succeſſion pour y être à perpetuité immuablement ſuivie & obſervée par toute leur poſterité de l'un & de l'autre ſexe, dans tous les évènements, que la Providence Divine pourroit faire naître dans la ſuite des tems. Que l'Ordre pour cette Succeſſion dans toute l'étendue de nos vailtes Etats, Royaumes, Seigneuries & Provinces, tant en général qu'en particulier & en toutes inſeparablement a été introduit & fixé, pour en empêcher les demembrements & la diviſion entre les Héritiers de notre Auguſte Maiſon. Qu'entre autres l'Empereur Ferdinand II. notre très-honoré Biſayeul de glorieuſe Memoire par ſon Teſtament de 10 de May 1621. confirmé par ſes Codicilles de 8. Août 1637. a reglé l'ordre de Succeſſion entre les Archiducs ſes Fils & leurs Descendans Mâles par forme de Fidei-commis perpetuel, appellé communément Majorat, en ordonnant, que les Filles renonçaſſent à l'Hérédité, & ſe contentaſſent de leur Dot, laſſe toutes fois leur Droit de retour, que le même Ordre a été ſuivi par ſeu l'Empereur Leopold, notre très-honoré Seigneur & Pere, de glorieuſe Memoire, lequel comme Chef de notre Auguſte Maiſon, & ſeu en droit de diſpoſer de ſes Royaumes & Provinces Hérititaires, a établi le même Majorat par le partage, qu'il a fait le 12. de Septembre 1703. entre notre très-cher & très-aimé Frere l'Empereur Joſeph d'heureuſe Memoire, alors Roi des Romains, & Nous, de tous ſes Royaumes & Etats ſituez tant en ſes Pays, que dans la Monarchie d'Eſpagne, & dans les dependances d'icelle, & converti ledit Ordre de Succeſſion en un vrai Droit de Primogeniture perpetuel en faveur des Mâles & pour plus de ſureté il ajouta à ce Traité de très-ſolemnels Pactes de Succeſſion, ou de Famille, qui furent acceptez & confirmez par Serment des Parties Contractantes de part & d'autre & dans lesquels, après que l'on eut reglé & clairement expliqué l'Ordre, qui ſe devoit obſerver entre ledit Empereur Joſeph notre

Frere & nous, & nos Descendans, on celui des deux, qui ſurvivroit à l'autre & ſa poſterité, dans la maniere de ſuccéder les uns aux autres, tant en noſdits Royaumes & Provinces de par deçà, que dans la Monarchie d'Eſpagne, & ſes Pais, qui la compoſent, a été auſſi principalement convenu & diſpoſé, que les Hoirs Mâles, tant qu'il y en aura, excluront les Femelles à perpetuité, & qu'entre les Mâles, l'aîné exclura auſſi tous ſes autres Freres puînez de toute l'Hérédité, de ſorte que la Succeſſion à tous ces Royaumes & Etats, en quelque part qu'ils ſoyent, demeurera toute entiere, & en indiviſ attachée inſeparablement à l'aîné des Mâles, ſelon l'Ordre de la primogeniture; dans lesquels fuſdits Pactes & Conventions de Succeſſion a été auſſi diſpoſé & reglé la maniere, dont les Archiduchelles ſe doivent ſuccéder au défaut des Mâles, ſi le cas y étoit jamais, ce qu'à Dieu ne plaiſe. Après la mort de l'Empereur Joſeph notre très-cher & très-aimé Frere, étant auſſi devenu l'unique Successeur & Héritier, tant de notre propre Chef, que par le Droit du ſang, & en vertu des diſpoſitions faiſes par nos Auguſtes Ancêtres de tous les Royaumes & Etats Hérititaires de par deçà; & Nous, nous en trouvant aujourd'hui le ſeu Maitre abſolu, avons, par notre Déclaration & Diſpoſition publiée le 19. Avril 1713 en préſence d'un grand nombre de nos Conſeillers d'Etat intimes, Gouverneurs, ou Préſidens de nos Provinces, & de nos autres Miniſtres, renouvelé non ſeulement le Droit de Primogeniture, déjà ſi fortement établi & enraciné dans notre Auguſte Maiſon; Mais nous l'avons de plus, en vertu de notre pleine puiffance, & ſelon l'exigence de l'état de nos affaires érigé en forme de Pragmaticque Sanction, & d'Edit perpetuel & irrevocable, expliquant nommément ce Droit de Primogeniture & de Succeſſion plus clairement établi par ſeu l'Empereur Leopold entre les Princes Mâles de notre Auguſte Maiſon, & au défaut d'iceux étendu en ſa maniere aux Archiduchelles: Nous avons déclaré en des termes intelligibles & expres, qu'au défaut des Mâles la Succeſſion échoira, en premier lieu aux Archiduchelles nos Filles, en ſecond lieu aux Archiduchelles nos Nieces, Filles de notre Frere, & en troiſième lieu aux Archiduchelles nos Sœurs, & enfin à tous les Héritiers Descendans de l'un & de l'autre Sexe, voulant qu'en tous ces cas, Elles gardent entre Elles l'Ordre de Succeſſion lineale, tel qu'il eſt marqué dans notre fuſdit reglement, lequel ſe trouve entierelement conforme à celui, qui a été établi pour les Mâles, ſelon le rang de la Primogeniture & Succeſſion lineale. En conſequence & en execution de cette Sanction, la Sereniſſime Archiduchelle Marie Joſeph, née Princeſſe Royale d'Hongrie, de Bohême, & des deux Siciles, à préſent Epouſe du Sereniſſime Prince Royal de Pologne & Electoral de Saxe, a non ſeulement, avant ſes nocés déclaré d'adhérer & d'accepter les Pactes de Famille, le Droit de Primogeniture déjà établi dans notre Auguſte Maiſon, & le fuſdit Ordre preſcrit pour la Succeſſion lineale confirmant ſon acceptation par ſon Acte de Renonciation formelle, & par ſon Serment, mais Elle l'a auſſi ratifié par ſemblable Serment, qu'Elle a reiteré après ſon Mariage, & avec Elle le Sereniſſime Roi de Pologne, Grand Duc de Lituanie Eleſteur de Saxe, ſon Beau-Pere, comme auſſi le Sereniſſime Prince Royal & Electoral ſon Mari ont reconnu, & ſe ſont obligés, par Serment ſolemnel en termes formels d'obſerver ledit Droit de Primogeniture, & le fuſdit Ordre de Succeſſion. C'eſt auſſi en conſormité deſdites diſpoſitions que dans le même par une Déclaration & ſtipulation également ſolemnelle, il a été reſervé à certe Sereniſſime Archiduchelle & à ſes Descendans de l'un & de l'autre Sexe leur Droit de ſuccéder aux Royaumes de ſes Ayeux, & aux Provinces Autrichiennes, ſelon l'ordre de la Naiffance & la regle établie, arrivant le défaut des Archiducs, ce qu'à Dieu ne plaiſe jamais. La même choſe a été obſervée enſuite avec la Sereniſſime Archiduchelle, Marie-Amelie, née Princeſſe Royale d'Hongrie, de Bohême, & des deux Siciles, Epouſe du Sereniſſime Prince Electoral de Baviere, laquelle a pareillement avant ſes nocés déclaré d'adhérer & d'accepter les Pactes de Famille, le Droit de Primogeniture déjà établi dans notre Auguſte Maiſon & le fuſdit Ordre preſcrit pour la Succeſſion lineale, confirmant ſon acceptation par ſon Acte de Renonciation formelle & par ſon Serment, l'ayant de même ratifié par ſemblable Serment, qu'Elle a reiteré après ſon Mariage & avec Elle le Sereniſſime Eleſteur de Baviere, ſon Beau-Pere, comme auſſi le Sereniſſime Prince

ANNO  
1724.



ANNO  
1724.

Prince Electoral son Mari ont reconnu & se sont obligés par Serment solennel en termes formels, d'observer ledit Droit de Primogeniture & le susdit Ordre de Succession, en conséquence des précédentes dispositions par une Déclaration & stipulation pareillement solennelles; il a été dans le même tems réservé à cette Serenissime Archiduchesse & à ses Descendants de l'un & de l'autre Sexe leur Droit de succéder aux Royaumes de ses Ayeux & aux Provinces Autrichiennes, selon l'ordre de la Naissance & la règle établie, arrivant le défaut d'Archiduc, ce qu'à Dieu ne plaise. Et considérant qu'il est très-important pour la sûreté, repos & tranquillité de nos Provinces Héréditaires, que nous possédons dans les Pais Bas, que ledit Ordre & règle de Succession indivisible de tous nos Royaumes & Provinces Héréditaires situées tant au dedans qu'au dehors de l'Allemagne, & ledit Droit de Primogeniture établi dans notre Auguste Maison soient reçus, introduits, établis & promulgués dans nosdites Provinces de Pais-Bas, pour Sanction Pragmatique & Loi perpétuelle & irrevocable, & que pour l'introduction de cette nouvelle Loi soit dérogé à celle touchant la Succession du Prince desdites Provinces établie dans nos Pais Bas par l'Empereur Charles Quint, d'éternelle Memoire, notre Predecesseur, par la Pragmatique Sanction du 4. Novembre 1549. reçue, par chacun de leurs Etats dans leurs Assemblées & jusques à présent y restée en vigueur & à toutes coutumes de nosdites Provinces pour autant seulement, que lesdites Sanction & Coutumes ne seroient pas conformes aux susdits Ordre & règle de Succession, lesquelles en tous autres cas seront entretenues & observées comme de passé. Nous avons fait communiquer & proposer ce que dessus aux Etats respectifs de nos Provinces desdits Pais Bas, afin qu'ils voulussent se conformer à cette Pragmatique Sanction, Edit perpétuel & Reglement de Succession indivisible, & tous les Etats ayant fur ce meurement délibéré dans leurs respectives Assemblées & spécialement réfléchi au bien & à l'avantage, qui en reviendront à nos bons & fideles Sujets, ils s'y sont unanimement & volontairement conformez, & ont, en tout respect & soumission & avec une extreme reconnaissance, accepté la susdite Pragmatique Sanction, Loy perpétuelle, Reglement de Succession & Union indivisible de tous nos Etats, tant au dehors qu'au dedans de l'Allemagne, en Loy perpétuelle & irrevocable pour autant qu'elle regarde le Reglement de Succession à la Seigneurie & Souveraineté de chacune desdites Provinces, & l'Union indivisible de tous nos Pais & Etats Héréditaires, consentant de plus à la dérogation de la Sanction Pragmatique, établie au Mois de Novembre 1549. par feu l'Empereur Charles Cinquième, de glorieuse Memoire, en tant qu'elle n'est pas conforme à notre susdite Sanction Pragmatique, concernant la Succession à la Souveraineté desdits Pais-Bas, & Nous ont supplié très-instamment, de faire publier notre dite Pragmatique Sanction & Edit perpétuel, afin qu'il soit par tous nos Royaumes, Provinces & Etats Héréditaires à toujours observé en Loy irrevocable & inalterable, ainsi qu'il en conste par les Actes de chaque desdites Provinces, qu'ils Nous ont produits & delivrez. Nous après grande & meure deliberation, de l'avis de notre Lieutenant-Gouverneur & Capitaine-Général de nosdits Pais, & ouï sur le tout notre Conseil suprême établi auprès de notre Personne Royale pour les affaires des mêmes Pais, avons, conformément à l'acceptation en faite par lesdits Etats des Provinces de nos Pais-Bas & à leur requisiion, de notre certaine science, autorité & puissance absolue, qui peut Nous competer comme Souverain Prince & Seigneur desdits Pais ordonné, statué & decreté, ordonnons, statuons & decretons par ces présentes la susdite Pragmatique Sanction, Reglement de Succession & Union indivisible de tous nos Etats, tant au dehors qu'au dedans de l'Allemagne, en Loy perpétuelle & irrevocable dans nosdits Pais-Bas, & qu'en conséquence d'icelles la Succession de toutes nos Provinces Héréditaires de nosdits Pais, en une masse & indivisiblement, échoira doresnavant, selon ledit Droit de Primogeniture & Ordre de Succession lineale, & restera à nos Descendants Mâles tant qu'il y en aura aucun; & au défaut de ceux-ci, ce que Dieu ne veuille, aux Archiduchesses nos Filles, toujours suivant l'Ordre & Droit de Primogeniture, sans le pouvoir jamais partager; & qu'au défaut de tout Héritier légitime de l'un ou l'autre Sexe, Descendants de Nous, le Droit d'Héritier de toutes nosdites Provinces échoira aux

ANNO  
1724.  
Princesses Filles de notre Frere l'Empereur Joseph, de glorieuse Memoire, & à leurs Descendants, de l'un & de l'autre Sexe, selon ledit Droit de Primogeniture; & qu'arrivant l'extinction de ces deux Lignes, ce Droit Héréditaire sera entierement réservé aux Princesses nos Sœurs & leurs Descendants légitimes de l'un & de l'autre Sexe, & successivement à toutes les autres Lignes de l'Auguste Maison, à chacune selon le Droit de Primogeniture & suivant le rang qui en resultera, & ce nonobstant le Reglement & ancienne Loi, touchant la Succession de Prince desdits Pais-Bas, établie dans lesdits Pais par la Pragmatique Sanction de l'Empereur Charles Cinquième, du quatrieme Novembre quinze cens quarante neuf, & toutes Coutumes d'aucunes de nosdites Provinces, auxquelles, pour les causes & considerations susdites avons de notredite autorité & pleine puissance derogé & derogons, en ce que la susdite Sanction & Coutumes ne seroient conformes à notre présente Disposition, voulant, qu'en tous autres cas elles demeurent en leur force & vigueur & soient entretenues & observées.

Si donnons en Mandement à notredit Conseil d'Etat établi dans nos Pais-Bas, President & Gens de notre grand Conseil, Chancelier & Gens de notre Conseil de Brabant, Gouverneur, Chancelier & Gens de notre Conseil à Luxembourg, Gouverneur à Limbourg, Faulquemont & Daelhem & d'autres nos Pais d'Outre-Meuse, President & Gens de notre Conseil en Flandres, grand Bailly, President & Gens de notre Conseil de Namur, Bailly de Tournay & de Tournets, Presidents & Gens de nos Chambres des Comptes, Ecouteurs, Vassaux & Sujets, présents & à venir & chacun d'eux en son regard, que cette notre présente Ordonnance, Statut, Decret & Sanction Pragmatique ils retiennent & observent & fassent retinir & observer inviolablement & à toujours pour Loy perpétuelle & irrevocable, en procédant par ce de nos Cours souveraines & desdites de nos Comptes à l'enterinement de cesdites présentes, & les faisant enregistrer pour l'entier accomplissement d'icelles au tems à venir: Voulant & ordonnant en outre, qu'au Vidimus desdites présentes, dépêché par un de nos Secretaires d'Etat, pleine & entiere foi soit ajoutée par tout, où il en aura besoin. Car ainsi Nous plait-il. Et afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, Nous avons signé cesdites présentes de notre main & à icelles fait mettre notre grand Seel. Donné en notre Ville & Residence Imperiale de Vienne en Autriche le sixieme jour du Mois de Decembre, l'an de grace mil sept-cent vingt-quatre & de nos Regnes, de l'Empire Romain le treizieme, d'Espagne le vingt-deuxieme, & de Hongrie & de Boheme aussi le treizieme.

CHARLES,

Prince de Cordonna Ps. Vt.

(L.S.) Par Ordonnance de Sa Majesté,

A. F. DE KURZ.

XXXIV.

1725.  
13. Fevr.  
Edit du Senat, du Sacré Synode, de la Generalité de RUSSIE & de Moscovie declarant que par le Decez du Czar PIERRE, la Czarize CATHERINE ALEXIEWNA son Epouse est demeurée Imperatrice & Souveraine absolue de toutes les Russes. Donné à St. Petersbourg & publié le 10. Fevrier 1725. Avec le SERMENT DE FIDELITE prêt en conséquence, par tous les Senateurs, Ministres, Generaux, & Officiers de Terre & de Mer, qui se trouveront présents à St. Petersbourg, comme aussi par les Bourgeois de la Ville le 13. Fevrier 1725. [Feuille volante imprimée.]

ON fait savoir à tous, & à un chacun par ces présentes, qu'il a plu à Dieu Tout-Puissant, après une maladie de 12. jours, de retirer de ce Monde le Très-Serenissime, & Très-Puissant Prince Pierre le Grand

ANNO  
1725.

Grand Empereur, & Souverain absolu de toutes les Russies, Pere de la Patrie, notre très-gracieux Seigneur, pour l'élever à la Gloire éternelle. L'Ordre de la Succession à l'Empire Russe a été réglé par Sa Majesté Impériale, de très-glorieuse Mémoire, dans sa Déclaration du 5. Février 1722, qui a été publiée à toute la Nation, & confirmée avec Serment par tous les Etats assemblés; savoir, que celui, ou celle qu'il plairoit à Sa Majesté Impériale de choisir pour cela, lui succéderoit. En suite de quoi Elle a voulu que l'année dernière 1724, sa chère Epouse, notre très-gracieuse Impératrice & Dame, Dame Catherine Alexiowna, reçut comme elle a reçu effectivement la Couronne, & l'Onction Sacrée, à cause des innombrables, grands, & importants Services, qu'elle a rendus à l'avantage de l'Empire Russe; ce qui a été suffisamment, & amplement déduit dans la Déclaration du 15. Novembre 1723.

A ces causes, le Senat ou Conseil de Regence, & le Sacré Synode conjointement avec la Generalité ont unanimement ordonné, & font notifier par la présente Déclaration imprimée, à ce que personne n'en prenne cause d'ignorance, que tous, & un chacun soit Ecclésiastiques, soit Seculiers, tant Militaires, que Civils de quelque état, & condition qu'ils soient, d'être soumis, & fidèles à la Très-Serenissime, & Très-Puissante Impératrice, & Dame, Dame Catherine Alexiowna Souveraine absolue de toutes les Russies.

L'Original a été signé par le Senat ou Conseil de Regence, par le Sacré Synode, & par la Generalité.

## Serment de Fidelité.

Quoique j'aye déjà prêté Serment tant au Très-Serenissime, & Très-Puissant Monarque de toutes les Russies, Pierre le Grand de glorieuse Mémoire, qu'à la Très-Serenissime, & Très-Puissante Grande Dame Impératrice Catherine Alexiowna, je confirme néanmoins ma très-faible fidélité envers la Très-Serenissime & Très-Puissante Grande Dame, l'Impératrice Catherine Alexiowna Souveraine de toutes les Russies &c. conformément au Règlement, & Statut de Sa Majesté Impériale, de glorieuse Mémoire. Ainsi je sous-jure promets à Dieu Tout-Puissant, & jure sur son Saint Evangile, que je veux, & suis obligé de reconnaître Sa Majesté ma Legitime Grande Dame, & Impératrice, & après elle les Hauts Successeurs de Sa Majesté, qui suivant le bon plaisir, & la Souveraine Puissance Impériale que Dieu a accordée seront établis & jugés dignes d'occuper le Trône de Russie: Que je serai un fidèle, sincère, & soumis Serviteur, & Sujet de Sa Majesté: Que j'employerai toutes mes facultés spirituelles, mes Biens, & même ma Vie, s'il est nécessaire pour le maintien & la défense des Droits, & Prerogatives de la Haute & Souveraine Puissance, & Autorité de Sa Majesté, déjà stanzé ou à statuer dans la suite: Enfin, je l'aiderai de tout mon pouvoir à tout ce qui pourra contribuer, en toute occasion, au service de Sa Majesté, & au bonheur de l'Empire. Le tout d'une manière que je puisse en rendre compte devant Dieu, & son jugement severe: Ainsi, Dieu me soit en aide, tant pour l'Ame, que pour le Corps; & pour affirmer mon Serment, je baise la Parole de Dieu, & la Croix de mon Redempteur: Amen. A St. Petersburg le 13. Février 1725.

## XXXV.

20. Fevr. *Articuli Conventionis inite inter summum Pontificem BENEDICTUM XIII. & Invictissimum CAROLUM VII. Imperatorem, publicati die xx. Februarii Anno M. DCC. XXV. in dimissio Urbis Comacensis facta Sanctæ Romanæ Ecclesiæ ab eodem Augustissimo Imperatore.*

Quum composita ac conventa fuerint inter Partes, quæ Camera Cæsareæ rationes respiciebant, pro implemento jam stabilitæ evacuationis & dimissionis, & pro istarum actu perficiendo & explendo præstituta fuerit proxima posterior dies vigesima mane, destinato ad hunc effectum Loco, nempe Aula magnâ, in qua convocati solent Consilia hujus Illustrissimæ Civitatis.

TOM. VIII. PART. II.

Quumque proinde conditis nota. & Loco præcedenter convenit, ut inchoaretur præordinata solennitas, Illustrissimus & Excellentissimus Dominus Commissarius Cæsareus, jam ibidem convocato Reverendissimo Capitulo & Clero, & convocatis universis Civium & Populi Ordinibus, iterum illis palam & solenniter enunciatum causam sui adventus, Cæsareamque Commissionem, deinde per Dominum Imperialem Secretarium Kesler alta & intelligibili voce publicari fecit Articulos Pontificiam inter & Cæsareum Dominos Plenipotentiarios stabilitos, & Apostolica Imperialique Rathabitionibus confirmatos; idemque publicati Articuli mihi Notario infrascripto traditi fuere per dictum D. Kesler, ad effectum eos hic inferendi, & sunt tenoris sequentis.

## Articuli publicati.

Primo, promitti à Summo Pontifice pro se, suisque Successoribus Romanis Pontificibus, Sedeque Apostolica, se, eosdemque nec ratione damnorum, quæ occasione Comacii, five ante, five per, five etiam post apprehensam à Copiis Cæsareis ejus possessionem, Territorio Sedis Apostolicæ, ejusve Subditis quocumque demum modo illata fuissent, neque ratione fructuum ex Comaclo hæctenus perceptorum, ullo unquam tempore à Sacra Cæs. Majestate, Serenissimaque Domo Austriaca quidquam postulatorum, neque etiam à Subditis & Incolis Comacensibus eo nomine ullos indemnitate aut reparationis sumtus exacturos, quin immo vi hujus Articuli omnes illas, aliasque ejusmodi præteniones pro penitus sublatas perpetuo habendas esse.

Secundo, possessionem Comacii à Sacra Cæs. Majestate eo dumtaxat Pacto dimitti, ut in eandem Sedes Apostolica restitueretur ut prius, ita scilicet ut neque eidem Sedi Apostolicæ per hanc restitutionem aliquid novi Juris tributum, neque Imperio vel Domui Austriacæ quidpiam Juris subiatum esse censetur, sed Sacra Cæs. Majestatis, & Imperii, Domusque Austriacæ Jura omnia, tam respectu possessioni quam personi, salva remaneant, neminique ex hoc ad præjudicium ullum irrogatum intelligatur, usque dum cognitum fuerit, ad quem Comacium pertineat.

Tertio, Conveniri de Annuitia generali pro omnibus Subditis & Incolis Comacensibus, & specialiter pro iis, qui à tempore prædictæ occupationis, vel etiam antea, suam erga Cæsarem Majestatem & Imperium devotionem peculiariter testati, vel Comacii Politicis, Civilibus, Oeconomicis aut Militariis Officiis functi, vel etiam ex causis five publicis, five privatis ad Aulam Cæsaream ejusque Administratos delegati fuerunt.

Ac proinde vigore hujus Annuitiæ prædictis Subditis & Incolis Comacensibus, nec quoad personas, nec quoad bona, statum, vel securitatem ex præmemoratis, aliisve hujusmodi causis, quidquam molestiæ aut impedimenti directæ vel indirecte inferendum esse. Porro facta testæ servari omnia Jura, Privilegia, Immunitates & Prærogativas, quibus Subditi & Incolæ Comacenses ante prædictam occupationem usi & potiti sunt, vel ut aut potiri debeant.

Itaque Plenipotentiarius Pontificis nomine Summi Pontificis & Camera Pontificiæ recipit & pro recepta ex nunc haberi vult restitutionem realis possessionis dictæ Civitatis Comacensis, aliorumque Locorum occupationum & pertinentiarum, in eo in quo prius erant statum juxta præsentis Conventionis modum & Articulos præinsertos, acceptat, eodem etiam nomine promittens ea quæ à Summo Pontifice præstanda in præmissis Articulis continentur.

Insuper Eminentissimus & Reverendissimus Dominus Cardinalis Alvarus Ciniagos, nomine quo supra, promittit pro pleno atque integro effectu dictæ dimissionis & restitutionis, prædicta Cæsarea eorumque milites, intra tres Menses à die Rathabitionis computandos, à dicta Civitate Comacensi, locisque occupatis recessuros, ac tam Militares quam civiles cujuscumque generis Officiales, juxta consuetum in hujusmodi evacuationibus modum, suppeditatis tamen Navigiis, vel Curribus & jumentis pro locorum opportunitate necessariis ad asportanda Bellica & propria eorum mobilia, adeo ut integrum liberumque Summo Pontifici sit præsidium suorum Militum inducere & collocare; ibidemque potestatem libere, ut prius, exercere.

*Argo:* Extractus ex Rathabitione Tractatus Pontificio-Cæsarei super dimissione Comacii, Vienna 11. Decembris 1724.

ANNO  
1725.



ANNO  
1725.

Et de prædicta Lectura, publicatione & insertione ipse solus rogatus extitit sicut etiam de Antecedentibus Actis secutus ante adventum prædicti Illustrissimi & Reverendissimi Domini Commissarii Pontificii.

Ego J. C. Antonius Maria Aurelius, Filius quondam Domini Johannis Baptistæ, Canonicus Collegiatus Mediolani &c.

## XXXVI.

30. April. Pax inter CAROLUM VI. Romanorum Imperatorem, Regemque Catholicum Hispaniarum, Hungariæ & Bohemiæ ab una, & PHILIPPUM V. Regem Catholicum Hispaniarum & Indiarum ex altera parte; quo Tractatu Londinensi anni 1718. pro basi & fundamento hujus statuto, Regna Hispaniæ & Indiarum Regi PHILIPPO; Neapolis vero, Sicilia & omnes ceteræ Ditiones & Provinciæ, quæ vel quas Cæsar ex Monarchiâ Hispanicâ in Italiâ & in Belgio actu possidet, sue Sacræ Cæsareæ Majestati ceduntur. Ducatus Hetruræ, Parmæ & Placentiæ, si quando ex deficientia Sexus Masculini vacare unquam contingeret, Principi Secundo genito Serenissimæ Hispaniarum Regine Filio destinantur. Actum Viennæ 30. Aprilis 1725. Cum RENUNCIATIONIBUS ab utraque Parte solemniter interpositis; illa nimirum CAROLI Cæsaris Viennæ 16. Septembris 1718. illaque PHILIPPI Regis in Monasterio Regio Sancti Laurentii 22. Junii 1720. data. Accedit DECLARATIO præfati Regis Hispaniarum Catholicæ, Imperatori extradita, in Puncto Juris Reversionis Regni Sicilia una cum Regno abdicatâ. Datum in Aranjuez 25. Maii 1725. Sequuntur LITERÆ Plenipotentiarum & Ratificationum hinc inde extraditarum. [Sur la Copie imprimée à Vienne chez Jean Pierre van Ghelen, Imprimeur de la Cour, avec Privilege in 4.]

In Nomine Sacro-Sanctæ & Individuæ Trinitatis.  
Amen.

**N**otum sit universis & singulis, quorum interest, aut quomodocumque interesse potest.

Postquam sub finem Anni Millefimi Septingentesimi, quo Rex Hispaniarum & Indiarum Catholicus CAROLUS Secundus, Inclyta Memoria, improlis è vita decessit, cruentum, diuturnumque Bellum super Successione in ejusdem Regna, inter Serenissimum & Potentissimum Principem ac Dominum LEOPOLDUM, Romanorum Imperatorem, Hungariæ, Bohemiæque Regem, Archi-Ducem Austriæ, &c. Plenissima recordationis ex una: & inter Serenissimum ac Potentissimum Principem Dominum PHILIPPUM V. Hispaniarum & Indiarum Regem Catholicum, in assistentia Serenissimi & Potentissimi in Principis Domini LUDOVICI XIV. Galliarum Regis, ex altera parte exortum est, cui subinde Sacrum Romanum Imperium, Serenissimus quoque & Potentissimus Magnæ Britanniæ Rex GUILLIELMUS, Ejusque in Regno Successor Serenissima & Potentissima Domina ANNA, Celsique ac Præpotentes Status Generales Federati Belgii, Socii accesserunt: Pace verò Anno 1713. Tractati ad Rhenum inter istos facti, Bellum, quod tunc inter Serenissimum & Potentissimum Principem Dominum CAROLUM, Romanorum Imperatorem hujus Nominis Sextum, ac Imperium ex una, ac alteratam Galliarum Regem ex altera parte adhuc perdurabat, per subsecutum Anno 1714. Pacem Badensem quoque deletum: Tandem & illi Bellorum motus, qui altissimam inter Suam Majestatem Cæsaream Catholicam, & Regem Hispaniarum Catholicum PHILIPPUM V. adhuc fervebant, per Accessionem ad Tractatum Londini die 2. Aug. St. n. 1718. initum, acceptationemque Conditionum atrique eorum, prout & Regi Sardinie in eo propositarum felici quoque Numine fe-

dati fuerunt, certis Articulis inter eos adhuc dum controversis ad particularem Congressum subinde in Urbe Cameraci institutum remissis, sub Amicis Mediatoris Officii Serenissimi & Potentissimi Regis Galliarum LUDOVICI XV. ac Serenissimi & Potentissimi Regis Magnæ Britannie GEORGII definiendis. Quo quidem in loco per Plenipotentiaros ab omnibus Partibus eò missos sub præfata Mediatione à triennio abhinc operose quidem, verum ob varia impedimenta, absque fructu expectato allaboratum fuit, quod ipsum, cum & spes nulla felicioris in futurum successus affulgeret, in causa erat, quòd Serenissimus Hispaniarum Rex Catholicus Consilium cepit, dicta adhuc controversa Puncta cum Sua Majestate Cæsareæ & Catholica in ipsa Urbe Viennensi per Ministros utriusque ad id opus cum plena potestate munitis amicè definiendi: ad quod Sua Majestas Cæsareæ Catholica Celsissimum Principem ac Dominum Eugenium Sabaudie & Pedemontium Principem, altèfate Sua Majestatis Cæsareæ Catholicæ Consilium actuale Intimum, Consilii Aulico-Bellici Præsidentem, suumque Locumtenentem Generalem, Sacri Romani Imperii Campi Marefchallum, ac Ejusdem Statuum per Italiam Vicarium Generalem, Aurei Velleris Equitem: nec non Illustrissimum & Excellentissimum Dominum Philippum Ludovicum Sacri Romani Imperii Thesaurarium Hereditarium Comitem à Sinsendorff, Liberum Baronem in Ennsbrunn, Dominum Dynastiarum Gföll, Superioris Seloviz, Poritz, Sabor, Mültzig, Loos, Zaan, & Droskau, Burggravium in Reineck, Supremum Hereditarium Scutiferum ac Præforem in Superiori & Inferiori Austria, Hereditarium Pincernam in Austria ad Anafum, Aurei Velleris Equitem, Sacræ Cæsareæ Catholicæ Majestatis Camerarium, actuale Consilium Intimum, ac Primum Aule Cancellarium: ac Illustrissimum & Excellentissimum Dominum Gundaccarum Thomam Sacri Romani Imperii Comitem de Starhenberg, in Schaumburg & Wäzenberg, Dominum Ditionum Eschelberg, Liechtenhaag, Rottenegg, Freystatt, Haus, Oberwalce, Senftenberg, Bottendorff, Hatwan, Aurei Velleris, Equitem, Sacræ Cæsareæ Catholicæ Majestatis Consilium Intimum actuale, Archiducatus Austriæ Superioris & Inferioris Marefchallum Hereditarium: Sua Majestas verò Regia Catholica Illustrissimum & Excellentissimum Dominum Joannem Guilielmum Baronem de Rippéda, Dominum de Jensema, Engelenburgh, Poelgeest, Koudekente, & Ferwert, Judicem Hereditarium de Humsterlant & Campen, nominavere. Qui habitis inter se colloquiis tandem in sequentes Articulos, & Conditiones convenere, commutatis prius Plenipotentis.

## ARTICULUS PRIMUS.

**P**ax sit Christiana, universalis, perpetua, veraque amicitia inter Suam Cæsaream Catholicam Majestatem, & inter Regis Hispaniarum Catholicam Majestatem, utriusque eorumdem Hæredes, & Successores, Regna Hereditaria, horum Subditos, & Provincias, eaque ita sincerè fervere, & colatur, ut utraque Pars alterius utilitatem, honorem, & commodum promoveat, damna verò, & injurias avertat.

**I**I. Basis, & Fundamentum, Regula, ac Norma istius Pacis est, & sit Tractatus Londinensis de die 2. Aug. St. n. Anni 1718., propositæque in eo Pacis conditiones, à Sua Majestate Cæsareæ Catholica eadem ipsâ die, à Rege Catholico verò Madridi 20. Januarii, & die 17. Februarii Anno 1720. Haga-Comitum approbate, & in vim Pacti perpetui mutuo acceptate, vigore quarum præfatus Rex ad reparandæ ea, quæ contra Pacem Badensem die 7. Septembris 1714. conclusam, prout & contra Neutralitatem per Tractatum die 14. Martii 1713. pro Italia stabilitam turbata fuerunt, acta restituit Sua Majestas Cæsareæ Insulam & Regnum Sardinie in eo statu, quo erat tunc, cum illud occupavit: Renuntiavitque Suae Majestati Cæsareæ omnia Jura, Præfessiones, Rationes, & Actiones in dictum Regnum, ita, ut Sua Majestas Cæsareæ de illo cum de re sua plenè libereque ad eum modum, juxta quem Amore boni publici fecit, disposuerit.

**III.** Quandoquidem unica, quæ excogitari potuit, ratio ad constituendum duraturum in Europa æquilibrium ea visa fuerit, ut pro regula statueretur, nè Regna Galliæ & Hispaniæ, ullo unquam tempore in unam eandemque Personam, nec in unam eandemque Lineam coalescere, uniri possent, istaque duæ Monarchiæ perpe-

ANNO  
1725.

ANNO  
1725.

perpetuis futuris temporibus separatè remanerent, atque ad obfirmandum hanc Regulam, tranquillitatem publicam ad necessarium, si Principes, quibus Nativitas prærogativa jus in utroque Regno succedendi tribuere poterat, uni è duobus pro se, totaque sua Posteritate solenniter renuntiaverint, adde ut ista utriusque Monarchiæ Separatio in Legem fundamentalem abierit in Comitibus Generalibus vulgò *Las Cortes*, Madridi die 9. Mensis Novembris 1712. receptam, & per Tractatus Trajectensis die 11. Aprilis 1713. consolidatam, Sua Majestas Cæsarea Legi addeò necessaria & salutari ultimum complementum datura, atque omnem sinistram suspitionis anam tollere, tranquillitatem publicam consilire volens, acceptat, & consentit in ea, quæ in Tractatu Trajectensi super Jure, & consensu Successionis in Regna Franciæ, & Hispaniæ acta, sancita, & transacta fuerunt, renuntiatque tam pro se, quam pro suis Hæredibus, Descendentibus, & Successoribus Maribus & Feminis, omnibus Juribus, omnibusque in universum Præteritionibus quibuscunque, nullâ penitus exceptâ, in quacunque Regna, Ditiones, & Provincias Monarchiæ Hispanicæ, quarum Rex Catholicus per Tractatus Trajectensis agnitus fuit Legitimus Possessor, prout jam solennes desuper Renuntiationis actus in omni meliore forma expediti, eosque publicari, & in acta loco congruo referri curavit, ac super his Instrumenta solita Suae Majestati Catholicæ, Partibusque Compaciscentibus actum jam extradidit.

IV. In vim dictæ Renuntiationis, quam Sua Majestas Cæsarea amore Universæ Europæ Securitatæ, habita quoque ea ratione, fecit, quod Dominus Dux Aurelianensis, Juribus, & Rationibus suis in Regnum Hispaniæ pro se & pro suis Descendentibus, sub ea Conditione renuntiaverit, ne Imperator, aut ullus ejusdem Descendentium in dicto Regno succedere unquam posset, Sua Majestas Cæsarea Catholica agnoscit Regem PHILIPPUM V. Legitimum Hispaniarum & Indiarum Regem, sine præterea eundem, ejusque Descendentes, Hæredes & Successores, Masculos & Feminas, pacificè frui cunctis his Ditionibus Monarchiæ Hispanicæ in Europa, in Indis, & alibi, quarum possessio ipsi per Tractatus Trajectensis asserta fuit, neque cum in dicta possessione directè vel indirectè turbabit unquam, aut ullum Jus in dicta Regna, & Provincias sibi sumet.

V. Pro Renuntiatione, atque Agnitione à Sua Majestate Cæsarea in præcedentibus duobus Articulis facta, Rex Catholicus vicissim renuntiat, tam suo, quam Suorum Hæredum, Descendentium, & Successorum Marium & Feminarum Nomine, Suae Majestati Cæsariæ, ejusque Successoribus, Hæredibus, & Descendentibus Masculis & Feminis, cuncta Jura, ac rationes quascunque, nullâ penitus exceptâ, in omnia & qualibet Regna, Provincias & Ditiones, quæ vel quas Sua Majestas Cæsarea in Italia, vel in Belgio actu possidet, eique vigore Tractatus Londinensis obveniunt, abdicatque se universum omnibus Juribus, Regnis, & Provinciis, quæ olim ad Monarchiam Hispanicam sive in Belgio, sive in Italia pertinuerunt, quas inter Marchionatus Finalensis à Sua Majestate Cæsarea Reipublicæ Genuensi Anno 1713. . . . cessus, diserte quoque comprehensum intelligitur, super quo solennes Renuntiationis actus in omni meliore forma jam expediti, eosque publicari, & loco congruo in acta referri actum curavit, ac super his Instrumenta consueta Suae Majestati Cæsariæ, & Partibus compaciscentibus extradidit. Sua Majestas Catholica compaciscentibus renuntiat pariter Juri reversionis ad Coronam Hispaniæ sibi super Regno Sicilia reservato, omnibusque aliis actionibus, & præteritionibus, quarum præteritu Suae Majestatem Cæsariam, ejus Hæredes, & Successores, directè, vel indirectè tam in supradictis Regnis, & Provinciis, quam in cunctis aliis Ditionibus, quas actu in Belgio, & Italia, vel ubicunque alibi possidet, turbare possit.

VI. Sua Majestas Cæsarea in contemplationem Serenissimæ Hispaniarum Regniæ consentit jam sub reservato Imperii consensu, eosque subinde obtento iterum consentit, ut, si quando Ducatum Hetrurici, prout & Ducatus Parmæ & Placentiæ, seu agnita à Partibus compaciscentibus in Tractatu Londinensi indubitata Imperii Feuda Masculina, ex deficientia Sexûs Masculini vacare unquam, atque Imperatori & Imperio aperiri contingerit, in his Filiis præfata Regniæ Primogenitus, hujusque Descendentes Masculi ex Legitimo Matrimonio nati: hisque deficientibus, secundo-alique Postgeniti ejusdem Regniæ Filii pariter cum eorum Posteris

TOM. VIII. PART. II.

Masculis ex Legitimo Matrimonio natis Jure perpetuè Primogenituræ juxta Leges, & consuetudines Imperii Feudales in dictis Ducatibus, ac Terris ad eos in Hetruria pertinentibus succedant. In cujus rei securitatem Sua Majestas Cæsarea præfatis Principibus promissas Literas Expectativas Eventualium Investiturarum condentes stilo solito actum expediri, Regique Catholicæ tradi curavit: Id tamen citra ullum damnum, aut præjudicium eorum Principum, qui dictos Ducatus in præfatis obtinent, salvâque illorum per omnia quietâ possessione.

Placuit tamen Oppidum Liburni in perpetuum esse, & deinceps permanere debere Portum Librum, eo plane modo, quo nunc est.

Adpromittit insuper, obligatque sese Rex Catholicus, quod Oppidum Portus Longi unâ cum ea parte Insulæ Ilvæ, quam in ea tener, præfato Principi, suo & Regniæ Filio cedet, tradetque, quamprimum iste tempore & ordine debito, ad actuale Hetrurici Ducatus possessionem pertingat.

Abdicatque à se, suisque Successoribus Hispaniarum Regibus facultatem omnem, ex præfatis Ducatibus quidquam sibi asserendi, acquirendi, aut unquam possidendi: quia nec Tutelam Principis, cui isti Ducatus obveniunt, suscipiendi, aut quocunque tempore gerendi.

Imperator, & Rex Hispaniarum spondent, bonâ fide se religiosèque observaturos, quæ in Fœdere Londinensi de non introducendo in dictos Ducatus, viventibus modernis eorum Possessoribus, proprio aut conductu militæ acta sunt, ita tamen, ut si quando casus apertus unius vel alterius Ducatus eveniat, Princeps Infans Don Carlos secundum Literas Investituræ Eventuales ejusdem possessionem apprehendere possit.

VII. Sua Majestas Catholica renuntiat pro se, suisque in Regno Successoribus, & Hæredibus, Posteris item suis utriusque Sexûs in perpetuum Juri reversionis Regni Sicilia ad Coronam Hispaniæ, in Instrumento Cessionis de 10. Junii Anni 1713. erga Regem Sardinia sibi reservato, Literasque, ut vocant, Reversales desuper confectas Suae Majestati Cæsariæ unâ cum Instrumento Ratificationis istius Tractatus bonâ fide extradet: salvo tamen Reversionis Jure in Insulam & Regnum Sardinia juxta Art. II. Conventionum inter Imperatorem, & Regem Sardinia sibi competentem.

VIII. Imperator, & Rex Catholicus spondent, mutuoque se obstringunt ad Defensionem, seu Garantiam reciprocam omnium Regnorum, & Provinciarum, quæ, vel quas actu possident, aut quorum, quarumve possessio ad illos vigore Tractatus Londinensis per hoc Pacis Instrumentum confirmata jam pervenit.

IX. Ut utrinque perpetuo oblivio, Amnestia, & generalis abolitio omnium eorum, quæ ab initio Belli moti verbis, scriptis vel factis ab utroque Subditis clam vel palam, directè seu indirectè, gestâ, aut parata fuerunt; Gaudentque istâ generali Amnestia, & Abolitione omnes & singuli utriusque Subditi cujusunque Status, Dignitatis, Gradus, Conditionis, aut Sexûs sint, tam Ecclesiastici, quam Militares, Politici, & Civiles, qui durante Bello Partes unius aut alterius Principis secuti sunt, vigore ejus universis & singulis permissum, & sicutum sit, recipere plenariam Possessionem, & usumfructum suorum Bonorum, Jurium, Privilegorum, Honorum, Dignitatum, & immunitatum, iisque utentur, fruunturque æquè liberè ac si sub initium ultimi Belli, vel quo tempore uni alterive Parti adhærere cœperunt, gavisi, & fruii fuerunt, non obstantibus Confiscationibus, Arrestis & Sententiis sub Bello factis, latis, aut publicatis, quæ pro nullis, & seu non factis habeantur. Insuper virtute ejusdem Amnestiæ, & Abolitionis omnibus & singulis Subditis, qui unam alteramve Partem secuti sunt, fas, liberumque esto, Patriam suam repetere, bonisque suis uti, frui, planè ac si Bellum nullum intervenisset, datâ eis omnimodâ facilitate, dicta bona sua sive per se, si iis præfentes sint, sive per Procuratores, si abesse à Patria maluerint, administrandi, eaque vendendi, aut de illis quocunque alio modo pro lubitu suo disponendi, ad eum omnino modum, quem ante ceptum Bellum de iis disponere valuerit: Dignitates quoque Subditi durante Bello hinc inde collatæ iis pariter defunctis integrè permancendo, mutuoque agnoscantur.

X. Ad complandandis eas, quæ ratione Titulorum adhuc motæ sunt, controversias, placuit, ut Sacra Cæsarea Catholica Majestas CAROLUS VI. Romanorum Imperator, & Sacra Regia Catholica Majestas Hispaniarum & Indiarum Rex PHILIPPUS V. Titulus

ANNO  
1725.





ANNO dictum Serenissimum Principem PHILIPPUM Hispaniarum ac Indiarum Regem, ejusque Posteror, Heredes, ac Successores, Mares & Feminas, his verò quomodocunque deficiantibus in Domum Sabaudicam juxta prefati Tractatus tenorem, ac in eo statutum succedendi ordinem, videlicet in Serenissimum modernum Sardinie Regem, Ducem Sabaudie, Pedemontis Principem, Vidorem Amadeum, ejusque Filios, & Descendentes Masculos ex legitimo Matrimonio natos: & deficiente ejus progenie Masculina in Principem Amadeum ac Carignanensem ejusque Filios & Descendentes Masculos ex legitimo Matrimonio procreatos: & deficiente quoque hujus progenie Masculina, in Principem Emanuelelem de Sabaudia, ejusque Filios, & Descendentes Masculos ex legitimo Matrimonio natos: itaque deficiantibus in Principem Eugenium de Sabaudia, ejusque Filios, & Descendentes Masculos ex legitimo Matrimonio natos, eum ab Infante Catharina Regis PHILIPPI II. Filia oriundo, ex certa scientia sponte, libereque harum virgine transferimus, & abdicamus, renunciamus pro Nobis, Nostri Heredibus, Descendentibus, & Successoribus Nostri omnibus rationibus, & Juribus, quae Nobis aut Ipsi, in dicta Regna quomodocunque, sive jure Sanguinis, sive ex Pactis antiquis, & Legibus Regni competunt, aut competere quodcumque ratione possint.

Confirmamus, approbamusque ipsam à Nobis factam Renunciationem Regnorum Hispaniarum ac Indiarum, volentes, ac statuentes, eam habere vim Legis publicae, & Sanctionis Pragmaticae, & ut ita ab omnibus Regnorum Nostrorum, & Provinciarum Subditis recipiatur, executione mandetur, non obstantibus quibuscunque Legibus, Sanctionibus, Pactis, & Consecutionibus in contrarium facientibus, quibus omnibus, quantum ad hunc actum expressè derogamus, suppletentes omnes, si qui forent, defectus juris & facti, ipsi & observantiae, Renunciantes quoque omnibus beneficiis Juris, in specie Restitutionis in integrum, prout & exceptionibus quibuscunque excoGITABILIBUS, etiam lesionis enormis, & enormissimae, cui & quibus omnibus deliberatè, sponte, & ex certa scientia renunciamus, easque pro rejectis, nullis, renuntiatisque haberi volumus, serò, sancteque spoudet, Nos sacrum Principem modernum Hispaniarum & Indiarum Regem, ejusque Posteror, Heredes, & Successores in tranquilla & pacifica possessione dictorum Regnorum esse permittimus, neque eos vi hujus Renunciationis ulli unquam tempore fore turbatos, sive alio quocunque modo esse turbatos, aut molestatos, quia Belium, quod Ipsi pro revindicatione dicti Regni à Nobis aut Successoribus Nostri inferretur, vel ex nunc illicitum & injustum, Bellum contra quod Nobis ab Ipsi, aut Ipsi deficiantibus ab eis, qui in ipsam Regnorum Successionem vocati sunt, defendendi vi causà inferretur, licetiam ac iustum pronunciamus. Quod si forte ad hunc Renunciationis Nostre Actum aliquid amplius desideraretur, id omne ex praecitato Tractatu Londini novissime inito, qui amica basi, regula, ac norma hujus Nostre Renunciationis est, ac per omnia esse debet, suppleri, ac pro suppleto haberi volumus. Verbo Nostro Caesareo-Regio atque Archiducali promittentes, ea omnia, quae in hoc Cessione Abdicacionis, & Renunciationis Instrumento continentur, sanctè, Religioseque observaturos cum Nos, tum à Nostri Posteris, & Successoribus, Subditisque Nostri esse curaturos observari. In cuius rei fidem, vim, majusque robur, hunc Cessionis, Abdicacionis, & Renunciationis Actum juramento Corporali, à quo absolutionem nec petemus nos unquam, nec ab alio forte petitam, aut etiam ultro oblata admitemus, tactis SS. Evangelis in praesentia Testium infra scriptorum firmavimus, praesentique Renunciationis Instrumentum manu propria subscriptum Caesareo-Regio & Archiducali Sigillo munitum, ad manus Praefati Serenissimi & Potentissimi Magnae Britanniae Regis deposuimus, Serenissimo ac Potentissimo Hispaniarum Regi tempore & modo ipso Tractatu praescriptis, extradendum. Acta haec sunt Vienna die 16. Septembris Anno 1718. Regnorum Nostrorum Romani Septimo, Hispaniarum Decimo Sexto, Hungarici verò & Bohemici Octavo.

CAROLUS.

Præfentes futuri Celsissimus Dominus Joannes Leopoldus Sacri Romani Imperii Princeps Trautson, Comes de Falkenstein, Liber Baro in Sprechen & Schrottenstein, Dominus in Martiniz, Kraylowiz, Tschlechtitz, Krzyzaudon, Hammerlatz, Gebion, Zahradka, Neuschlos, & Bohemo-Rudolze, Goldegg, Pielhag, Friesing, & Oppidi Agaspach ad Danubium, Praefectus Aulae Haereditarius Inferioris Austriae, & Haereditarius

Marescallus Comitatus Tyrolensis, Eques Aurei Velleris, & Sacrae Caesareae Regiaeque Catholicae Majestatis Consiliarius Intimus Actualis.

Excellentissimus & Illustrissimus Dominus Philippus Ludovicus Sacri Romani Imperii Haereditarius Thesaurarius Comes à Sinzendorff, Liber Baro in Ernstbrunn, Dominus in Gröchl, Superioris Selowitz, &c. Burggravius in Rheinegg, Supremus Haereditarius Scutifer, ac Praefector in Superiori & Inferiori Austria, Haereditarius Vincerna in Austria ad Anasum, aurei Velleris Eques, Sacrae Caesareae Regiaeque Catholicae Majestatis Camerarius, Actualis Consiliarius Intimus, & Aulae Caesareae Cancellarius.

Excellentissimus & Illustrissimus Dominus Gundacarus Thomas, Sac. Rom. Imperii Comes de Starhemberg in Schaumburg & Wäxenberg, Dominus Ditionum Eichelberg, Liechtenhaag, Rottenegg, Freystatt, Haus, Ober-Wallsee, Senftenberg, Bottendorff, & Hartwan, aurei Velleris Eques, Sac. Caes. Regiaeque Catholicae Majestatis Consiliarius Intimus Actualis, &c. Archiducatus Austriae Superioris & Inferioris Marescallus Haereditarius.

Reverendissimus Don Franciscus Antonius Felch, de Cardona, Archi-Episcopus Valentinus, Consiliarius actualis Status Sacrae Caesareae Regiaeque Catholicae Majestatis, & Supremi Hispaniarum Consilii Praefex.

Excellentissimus item & Illustrissimus Dominus Rochus Comes Stella, Sacrae Caesareae Regiaeque Catholicae Majestatis Status, supremique Hispaniarum Consilii Consiliarius.

Et quia Ego infra scriptus Sacrae Caesareae Regiaeque Catholicae Majestatis Consiliarius Aulicus, Secretarius Status & Referendarius, autoritate Caesareae atque Archiducali ad hunc Actum creatus Notarius Publicus omnia haec fieri Praefens audivi, & vidi: Idem in fidem veritatis nomen meum subscripsi, & Sigillum meum apposui. Anno & die ut supra.

(L. S.) JOANNES GEORGIUS BUOL,  
S. R. I. E.

NOS PHILIPPUS Dei gratia Rex Castilia, Legionis, Arragonie, utrinque Siciliae, Hierosolymae, Navarrae, Granatae, Toleti, Valentiae, Gulecie, Majoricae, Illipalis, Sardiniae, Cordubae, Corsicae, Murciae, Graeciae, Algarbiae, Algierae, Gibraltariae, Canariarum, Indiarum Orientalium & Occidentalium, Insularum & Continentis Maris Oceani, Archi-Dux Austriae, Dux Burgundiae, Brabantiae, & Mediolani, Comes Habsburgi, Flandriae, Tyrolis, & Barcellonae, Dominus Bisciae & Molinae, &c. Notum facimus omnibus praesentibus & futuris. Postquam post innata fata Serenissimi olim & Potentissimi Principis CAROLI II. Hispaniarum & Indiarum Regis recol. mem. ob causam Successionis in sua Regna, dictum, anturumque Bellum ortum sit, quod universam penè Europam diu, sedegere afflixit. neque componendis litigiis, it, qui Trejetti ad Rhenum, Badaeque Helvetiorum celebrati fuere Conventus, adeo ex integro suffecerint, quin recens in Italia Bellum eruperit, Divina bonitate factum esse, ut collatis amicis consiliis, regne maturè deliberatè ac discussà, die secundà Mensis Augusti Anni 1718. Londini inter Serenissimum ac Potentissimum Galliae Regem LUDOVICUM XV. sub Tutela Serenissimi Principis PHILIPPI Ducis Aulianensis, Regni Galliae pro tempore Regentis agentem, nec non Serenissimum ac Potentissimum Magnae Britanniae Regem Georgium, Ducem Brunsvici-Luneburgensem, Sac. Rom. Imperii Electorem, certi Pacificacionis, Federumque Articuli conclusi, signatque fuerunt, eo unice collimante, quò alma Pax inter Principes, quibus ea iam constat, magis, semperque magis firmetur, inter eos verò, qui adhuc dissident, quancumque revocetur, ac reflorescat, atque adeo hoc tantum Paci beneficium, sublati è medio simulatibus, universae Europae commune tandem reddatur: ad assequendum verò tam salutarem scopum haud alia certior via visa sit, quam per ipsos boce Tractatus ad mentem, & normam Praedictarum separationem perpetuam Coronarum Hispaniae & Galliae, deinde immutabili lege (cui salus totius Europae iunxit est) stabilire, atque ut statio inter Europae Principes virum aequilibrio, iustique compensatione lineam pluvium Coronarum in unum ideoque Caput ac Lincum evocetur, providere, aliaque commoda, & emolumenta Nobis, ac istis Principibus, qui istius Pacificacionis, Federumque facti sunt, aut ita accesserunt, afferere, prout latius in dictis Conventionum Articulis constituitur.



ANNO  
1725.

Chm verò istarum Tractatum partem constituat Renunciatio in Regna, Ditiones, & Provincias, quæ, vel quas Sua Majestæ Casarea in Italia, & in Belgio jam possidet, aut ei vigore presentis Tractatus obveniat, abdicatioque universorum Jurium, Regnorum, & Provinciarum in Italia, quæ olim ad Monarchiam Hispanicam pertinerint, à Nobis faciendâ.

Quòd Nos ob infitum Nobis Pacis studium, atque in salutem, tranquillitatemque publicam amorem omni aliâ ratione potentiorum, utque omnem à Nobis sinistra suspitionis ausum removeremus, Juribus nostris in dicta Regna, Ditiones, & Provincias cedere decrevimus, dictumque Tractatum die 26. Januarii nuperi Madridi cum ipsi acceptaverimus, tùm à Plenipotentiario Nostro Hage-Comitum suscriptis mandaverimus, quod & Die decimâ septimâ Februarii proximâ elapsi solenniter factum fuit, scilicet statum Europæ luculissimum, impendentemque tot Populis, & Nationibus, ni voti amicorum Principum cederemus, stragem commiseratis, commoti quoque ita, quæ in præfato Tractatu continentur, emolumentis, in hac Regnorum, Ditionum, Provinciarum, & Jurium cessatione, & abdicatione decemimus, præsertim, quod per Casaris in Hispaniarum, Indiarumque Regna Renunciationem jam ea quoque Renunciatio, quam Nos in Regno, & Coronam Gallie pro Nobis, nostrisque posteris sub quincto Novembri Anno millesimo septingentesimo duo decimo in favorem Serenissimi Ducis Arelanensis fecimus, atque in Hispania in Legem abiit, Renunciatioque Sæ Casareæ Majestatis seu conditioni innixa est, plenum suum vigorem, & effectum sortiatur, pariterque per eam ille Renunciatio, quas Serenissimus olim Dux Biverricensis viginti quatuor die Mensis Novembris Anno millesimo septingentesimo duodecimo, Martii, & præfatus Serenissimus Dux Arelanensis die decimâ nonâ ejusdem Mensis & Anni Parisiis fecerunt, & per Tractatus Trevidenses undecimâ Die Mensis Aprilis Anno millesimo septingentesimo decimo tertio confirmatæ fuisse, convalescent, atque adæo perpetua, & immutabili lege statutum, sanctissimeque permaneat, quid nullo unquam tempore Monarchie Gallie, & Hispanie, in unam eandemque Lineam coalescere valeant.

His igitur tantis rationum momentis inducti, nevis optatissimam Pacem universalem, quietemque Europæ, quæ in bina ista Renunciacione consistere censetur, distincti remoremur, animo deliberato, ac maturo consilio, vigore presentium cedimus, abdicamus, & renunciamus pro Nobis, Successoribus, & abdicantibus & Posteris nostris, Mariabus & Fœminis, omnibus rationibus, Juribus, Actionibus, & Præsentibus, quæ Nobis in præfata Regna, Ditiones, ac Provincias à Sua Majestæ Casarea in Italia, & Belgio in præfatis possidenda, & vi præfati Tractatus possidenda competunt, aut competere possent, quæ inter, præter Marchionatum Innulitensem à Sua Majestæ Casarea Republicæ Genevensi Anno millesimo septingentesimo decimo tertio cessum, asserit quoque Regna Sicilie, atque Sardinie juxta Literas in Tractatu expressas comprehensæ intelliguntur, videlicet, ad Regnum, & Insula Sicilie apud Suam Majestatem Casaream, ejusque Heredes, Successores, ac Posteris perpetuis futuris temporibus subdito penitus omni Jure Reversionis ad Coronam Hispanicam remanere: Regnum, & Insula verò Sardinia ab eadem, max ab occupatione in Regem Sardinie, Ducem Sabaudie retrocedi, & tradi, reservato in illud, quando Posteritas, atque Agnatio nos dicti Serenissimi Sardinie Regis, deferre aliquando coningeret, ad Coronam Hispanicam Reversionis Jure, debeat: Idque omne Jus Nostrum ad prædicta Regna, Ditiones, & Provincias olim ad Monarchiam Hispanicam pertinentia, nunc verò à Sua Majestæ Casarea possessa, & possidenda, in modò dictam Suam Majestatem Casaream, ejusque Heredes, ac Posteris, Mares & Fœminas, ex certa scientia, spontè, libereque harum vigore transferimus, & abdicamus, Renunciantes pro Nobis, Nostrisque Heredibus, Descendentibus, & Successoribus nostris omnibus rationibus, & Juribus quæ Nobis, aut ipsi in dicta Regna, Ditiones, & Provincias quomodocunque, sive Jure Sanguinis, sive ex Pactis antiquis, & Legibus Regni competunt, aut competere quacunque ratione possent.

Confirmamus, approbamusque ipsam à Nobis factam Renunciacionem Regnorum, Insularum, Ditionum, ac Provinciarum in Italia, & Belgio sitarum, volentes ac stantes, Renunciacionem istam habere vim Legis publicæ, & Sanctionis Pragmaticæ, & ut ita ab omnibus Regnorum Nostrorum, & Provinciarum Subditis, speciatim ab Ordinibus Regni, quos vulgò las Cortes appellant, recipiantur, Executionem mandetur, non obstantibus quibuscunque Legibus, Sanctionibus, Pactis, & Consuetudinibus in contrarium facientibus, quibus omnibus, quantum ad huc

actum expressè derogamus, suppletis omnes, si qui forent, defectus Juris, & facti, Styli, & Observantie, renunciantes quoque omnibus beneficiis Juris, in specie Restitutioni in integrum, prout & exceptionibus quibuscunque excogitabilibus, etiam lesionis enormis, & enormissimæ, cui & quibus omnibus deliberatè, spontè, & ex certa scientia renunciamus, easque pro rejectis, nullis, renunciatisque habere volumus, seris, sanctisque spondentes, nos Suam Majestatem Casaream, ejusque Posteris, Heredes, ac Successores utriusque Sexus in tranquillâ, & pacifica possessione Regnorum, Principatuum, Ditionum, ac Provinciarum, quæ olim ad Coronam Hispanicam pertinerunt, atque à Sua Majestæ Casarea actum jam possidentur, vel quæ, & quas vi Tractatus ei cessimus, aut cedere debemus, esse permitturos, neque eos vi Renunciacionis nullo unquam tempore, sive armis, sive alio quocunque modo esse turbatos, aut molestatos, quin Bellum, quod ipsi pro reindicandis dictis Regnis, Ditionibus, ac Provinciis à Nobis, aut Successoribus nostris inferretur, vel ex nunc illicitum, & injustum, Bellum contra, quod Nobis ab ipsis, aut ipsis descendentibus ab ipsis, qui in istam Regnorum, Ditionum, ac Provinciarum Successionem vocati sunt, descendenda sui casus inferretur, licitum ac iustum pronunciamus. Quod si forte ad hunc Renunciacionis Nostræ actum, aliquid amplius quam hic expressum est, desideraretur, ut omnes ex præfatis Tractatu Londinensi, qui unica basis, regula, ac norma hujus Nostræ Renunciacionis est, ac per omnia esse debet, suppleri, ac pro suppleto haberi volumus, verbo Nostræ Regis promittentes ea omnia, quæ in hoc Cessione Instrumento continentur sanctè, religioseque observatos, tùm à Nostris Posteris, & Successoribus, Subditisque nostris esse carentes observari.

In cuius fidem, vim, & maiorem robur, hunc Cessionis, & Renunciacionis actum fieri mandavimus, Juramento Corporali, tactis Sanctis Evangelis, interposito, à quo absolutionem nec petemus Nos unquam, neque ab alio fortè petitam, aut etiam ultro oblatam admittimus. Præsentem Renunciacionis Instrumentum manu propriâ subscripsimus, coram inscripto Nostro Statu Secretario, & ad hunc actum auctoritate Regiæ Notario-Publico creato, Regioque Nostro Sigillo munivimus, in præsentia Testium, scilicet: D. Caroli de Borza, & Zentellas, Indiarum Patriarchæ, magnique Nobis Capellani, & Elemosinarii. D. Rostayni Castelmidi de Populi, Velleris auri insignis Ordinis, nec non Sancti Spiritus Equitis, nostrarumque Exercituum Generalis, ac Regiæ Militie vulgò Guardias de Corps Præfati. D. Alvari Bazan, & Benavides, Marchionis Sancti Graecis, Regiæ Nostræ Cameræ Intimi Cubicularii, ac Serenissima Regine Domicæ Moderatori. D. Melfonsi Mamrice Ducis del Arco pariter Regiæ Nostræ Cameræ Intimi Cubicularii, ac magni Venatori. D. Victorii Amadei Ferreri Fieschi Principis de Masserano, insignis Auri Velleris Ordinis Equitis, Regiæ Nostræ Cameræ Intimi Cubicularii, ac nostrorum Exercituum Generalis locumtenens. Hoc cum altero pariti Renunciacionis Instrumento Sæ Casareæ Majestatis commutandum est. Datum in Monasterio Regio Sancti Laurentii die vigesima secundâ Junii Anno millesimo septingentesimo vigesimo.

(L.S.) PHILIPPUS R.

Ego Joseph de Grimaldo, Marchio de Grimaldo, Ordinarius Sancti Jacobi Eques, Rverge, & Archæbal in dicto Ordine Commendatarius, Regiæ Cameræ Intimi Cubicularius, Primus Statu Secretarius, ac universis Speculationibus, nec non Referendis ac Notariis Publicis, præfati sui Signaturæ hujus Instrumenti, & omnibus, quæ in eo expressa sunt. In quorum fidem meo proprio nomine subscripsi, in Monasterio Regio Sancti Laurentii die vigesima secundâ Mensis Junii Anno millesimo septingentesimo vigesimo.

JOSEPH DE GRIMALDO.

XIX. In quorum fidem, robarque, tam Casarei Commissarii, quam Regni Legatus, Plenipotentiarii Tabulas has propriis manibus subscripserunt, & Sigillis suis maniverunt. Acta hæc sunt Viennæ Austriæ Trigesimâ Die Mensis Aprilis Anno Domini millesimo septingentesimo vigesimo quinto.

(L.S.) EUGENIUS à SABAUDIA. (L.S.) J. G.

(L.S.) PHILIPPUS LUDOVICUS Comes à SINDENDORFF.

(L.S.) GUNDACCARUS Comes à STARHENBERG.

NLB.

ANNO  
1725.

ANNO NB. Cùm Literæ Reverſales, quæ ſuprà in Articulo VII. à Duce Sabaudia nunc Rege Sardinia Regi Hiſpaniarum anno 1713., quo Regnum Sicilia illi ceſſit, ſignificabant ſuiſſe extradiatæ, juxta teſtimonium Regis abſoluti aſſerunt nunquam ſuiſſe conſectæ, nec etiam nūc exiſtere, hinc loco dictarum Reverſalium præſatus Hiſpaniarum Rex ſequentem Declarationem ſuæ Majeſtati Cæſaræ Catholicæ extradiatæ.

PHILIPPUS Dei gratiâ Caſtellæ, Legionis, Aragoniæ, utriusque Sicilia, Hieroſolymarum, Navarræ, Granatæ, Toleti, Valentia, Gallitiæ, Majoricarum, Hiſpaliſ, Sardinia, Cordubæ, Corficæ, Murciæ, Giennæ, Algarbiæ, Algeciæ, Gibraltariſ, Inſularum Canariæ, Indiæ Orientalium, & Occidentalium, Inſularum & Continentis, Maris Oceani, Rex: Archidux Auſtriæ, Dux Burgundiæ, Brabantia, & Mediolani, Comes Habsburgi, Flandria, Tyrolis, & Barchinonis, Dominus Biſcayæ, & Molina, &c. &c. Cùm per Articulum Septimum Tractatûs Pacis, & Amicitia, inter Sereniſſimum, & Potentiſſimum Romanorum Imperatorem Dominum CAROLUM hujus Nominis Sextum, & Nos, paucis obhinc diebus ſolemniter concluſi, per utriusque Partis Miniſtros Oratores, Legatos Extraordinarios, & Plenipotentiarios Vienna in Auſtria die trigeſimâ Aprilis Anno inferius notato, percuſi, atque ſubſcripti, & à Nobis noviffimâ die vigefimâ quintâ Menſis Maji, in Regia Noſtra Aranjuez dicta ſecundum ipſius Tenorem, & formam ex animi ſententiâ acceptati, approbati, & ratificati; Enuncietur, proponatur, & aſſeratur, quòd Nos Rex Catholicus, pro Nobis, Noſtriſque in Regno Succeſſoribus & Hæredibus, Poſteris item Noſtris utriusque Sexûs in perpetuum Juri Reverſionis Regni Sicilia ad Coronam Hiſpaniæ, in Inſtrumento Ceſſionis de 10. Junii Anni 1713. erga Regem Sardinia Nobis reſervato, renunciamus, Litterasque, ut vocant, Reverſales deſuper conſectas ſuæ Majeſtati Cæſaræ unâ cum Inſtrumento Ratificationis illius Tractatûs bonâ fide extradiituri, &c. Nobis planè neceſſe viſum eſt, his præſentibus notum facere, & aperire, ſicut re ipſâ notum facimus, aperimus, & declaramus, aſſerimus, & aſſeveramus, quòd quamvis Nos, cùm Sereniſſimo Principi Sabaudia Duci, nunc Sardinia Regi Regnum Sicilia ceſſimus, Jus ipſius Reverſionis ad Coronam Hiſpaniæ Nobis reſervavimus, nihilominus Litteras, ut vocant Reverſales, deſuper conſecandas, & expediendas, conſectas unquam, aut expeditas fuiſſe, prout in prædicto Articulo Septimo ponitur, aſſeritur, uſque adhuc penitus neſcimus, & ignoramus, & ſi reſpè conſectæ, abſolutæ, & expeditæ fuerunt, quod quidem proſus Nobis latet, nunquam nobis traditæ ſunt, ipſasque nec accepimus, in poteſtate Noſtra nec ſunt, nec unquam fuerunt, quandoquidem vel etiam exum notitia Nos fugit, & præſentis: quapropter traditionem per prædictum Articulum Septimum conventam, quam ipſius rei promiſſe defectus & inexiſtentia adimplere vetat, prout ſas Nobis eſt, excuſatam haberi à ſua Cæſaræ Catholica Majeſtate ingenuè cupientes, quod in Noſtra poteſtate eſt, ſinceritas ſuggerit, candore ſuadet, lubenter exequimur, & continud perſecimus, teſtificando, ſpondendo, & promittendo, quòd ſi quandoque præſatas Reverſales Litteras, & Reverſionis Inſtrumenta conſectas ſeu conſectæ, & abſolutæ fuiſſe conſtaret, & conſectæ reperiri, aut detegere eveniret, ſi Nobis inſciis in noſtra poteſtate ſint, bonâ fide, abjeſtâ omni procraftinatione, reſtituimus, & extrademus ſuæ Cæſaræ Catholicæ Majeſtati, & ſi fortè in aliena, reſtitui, & extradi eidem Majeſtati, omnibus viribus, & conatibus Noſtris curabimus, & ex nunc ad majorem firmitatem præſatum, de quo agitur, Inſtrumentum annullantes, derogantes, & reſcindentes, ſpondemus lubenter, atque promittimus, Sacramentum facientes in verbo, & fide Regia cùm pro Nobis tum pro Succeſſoribus, Regnorum Noſtrorum Hæredibus, id omne exequi, & perficere, atque adimplere, prout quomodocunque Noſtræ voluntati ſubjaceat. In quorum fidem & validitatem præſentes Noſtras Declarationis Litteras, expediti mandavimus, manu Noſtra ſubſcriptas, Sigillique Noſtri Secreti appoſitione roboratas, & infractipſi Statûs Secretarij Noſtri reſtendatas. Datum in Regia hac Noſtra de Aranjuez nuncupata. Die Maji vigefimâ quintâ Anno milleſimo ſeptingentefimo vigefimo quinto.

(L.S.) PHILIPPUS R.

JOANNES AB ORENDAYN.

Tenor Plenipotentiarum Cæſararum:

ANNO

1713.

NOS CAROLUS Sextus Divinâ favente Clementiâ Electus Romanorum Imperator ſemper Auguſtus, ac Germaniæ, Hiſpaniarum, utriusque Sicilia, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatia, Slavoniæque Rex, Archidux Auſtriæ, Dux Burgundiæ, Brabantia, Mediolani, Mantuæ, Syria, Carinthia, Carniolæ, Limburgi, Luſemburgi, Geldria, ac Superioris & Inferioris Sileſiæ, & Wirtembergæ, Princeps Sueviæ, Marchio Sacri Romani Imperii Burgoniæ, Moraviæ, Superioris & Inferioris Lufatiæ, Comes Habsburgi, Flandria, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi, Goritiæ, & Namurei, Landgravius Alſatiæ, Dominus Marchiæ, Slavoniæ, Portûs Naonis, & Salinarum, &c. &c. Notum, teſtaturumque facimus. Cùm Sereniſſimo Hiſpaniarum Indiarumque Regi Catholico PHILIPPO V. viſum ſit; eos inter Nos utroſque adhuc pendentes Controverſiarum Articulus, qui in Tractatu Londinenſi de Anno 1718. ad peculiarem Congreſſum definiendi remiſſi fuerunt, hic Vienna mutud inter Nos amice componere, poſtquàm ſuper iſis Cameraci loco ad iſtum Congreſſum ſubinde deſtinato ſub Mediatione Sereniſſimorum Gallia & Magnæ Britanniæ Regio jam à triennio ab hinc & ultra magis quidem, verum irritis, conatibus allaboratum fuit; eumque in ſinem ad Nos Miſiſtrum cum Legati Extraordinarii nuncire, amplexque Mandato inſtratum illuſtrum & Magnificum Joannem Guſtavianum Litterarum Baronem à RIVERDA, Dominum de Jenſen, Engelenburg, Polſceſt, Konde-Kente & Ferwert, Judicem Hæreditarium de Hamſterland, & Campen miſerit, qui exhibitis Plenipotentia ſua Litteris ad aggregandum, perficiendumque commiſſion ſibi hactenus negotium ſufficienter munus agnitus fuit; quòd Nos tam pio conſolidandæque univerſe Europæ quietis proſpectu Conſilio accedentes, in comperta fide, prudentia; ac rerum gerendarum uſu illuſtriſſimi Principis EUGENII à Sabaudia & Pedemontio, Noſtri Conſilarii Aſſualis Intimi, Conſilii Aulico-Bellici Præſidis, Noſtriſque Lucumtenentis Generalis, Sacri Rom. Imperii Campi-Marchialis, ac Noſtrarum Statuum per Italian Vicarii Generalis, Aurei Velleris Equitis: illuſtris item & Magnifici PHILIPPI LUDOVICI Sac. Rom. Imperii Theſaurarii Hæreditarii Comitis à Sinzendorff, Liberi Baronis in Ernſtbrunn, Domini Dyſſeltiarum Gſſi, Superioris Seloviz, Portiz, Sabor; Mulzig; Loos, Zaas, & Droſkau; Burgevi in Reinech, Supremi Hæreditarii Pincerne in Auſtria ad Anaſum, Aurei Velleris Equitis, Noſtri Conſilarii Aſſualis Intimi, ac Primi Aule Cancellarii: nec non illuſtris & Magnifici GUNDACCARI THOMÆ Sac. Rom. Imperii Comitis de Starbenberg in Schaumburg & Waxenberg, Domini Ditionum Eſchelberg, Liechenbaag, Roſtenegg, Freyſtatt, Haas Oberwalſe, Senſtenberg, Bodendorff, Harwan, Aurei Velleris Equitis, Noſtri Conſilarii Intimi aſſualis, Archiducatus Auſtriæ Superioris & Inferioris Marchialis Hæreditarii: plurimum conſiſſi, eos ad tractandum, concludendum & ſignandum Noſtro Nominis cum præſato Regio Legato Extraordinario & Plenipotentario propoſitis Pacis Articulis, & ſi que alio fortè, ad quæ ſpecialiori Mandato opus eſſet, tractanda occurrerent, Commiſſarios Noſtros tanquam Legatos Noſtros Extraordinarios nominaverimus, & conſtituimus: Dantes eis plenam & omnimodam poteſtatem, autoritatem, & Mandatum, hunc Tractatum; cuiusque Conditiones & Articulus, & ſi que alia tractanda viderentur, cum præſato Regio Legato Extraordinario Plenipotentario, tractandi, concludendi, & ſignandi, deſuper Inſtrumenta unum vel plura conſciendi, eaque omnia agendi & faciendi, quæ Nos, ſi rem ipſi tractaverimus, agere, ſacereque poſſemus. Verbo Cæſaræ-Regio & Archiducati promittentes, Nos, que per memoratos Noſtros Commiſſarios tanquam Legatos Noſtros Extraordinarios, & Plenipotentarios, aut alterutrum eorum abſentibus vel impeditiis, duos aut denique unum illorum ita acta concluſa & ſignata fuerint, rata, grata, acceptaque habebimus, Noſtraque Ratificationum Inſtrumenta etiam ſarata in tempore convento extradiituros eſſe. In quorum fidem, manique robur præſentes manu Noſtra ſubſcriptis Sigillo Noſtro appenſo muniri juſſimus. Datis ex Arce Noſtra Luxemburgi die 28. Menſis Aprilis Anno 1725. Regnorum Noſtrorum Romani decimo quarto, & Hungariæ vigefimo ſecundo, Hungariæ verò & Bohemiæ decimo quinto.

CAROLUS.

JOAN. FRID. Com. à SEILERN.

Ad Mandatum Sac. Cæſ. & Cathol. Majeſtatis proprium.

JOAN. GEORGIUS BUOL, S.R.I. Eq.

Tenor



ANNO  
1725.

Tenor Plenipotentiarum Hispanicarum.

Don FELIPE por la gracia de Dios, Rey de Castilla, de Lion, de Aragon, de las dos Sicilias, de Jerusalem, de Navarra, de Granada, de Toledo, de Valencia, de Mallorca, de Sevilla, de Cerdeña, de Cordova, de Corcega, de Murcia, de Jaen, de los Algarbes, de Algezira, de Gibraltar, de las Islas de Canaria, de las Indias Orientales, y Occidentales, Islas, y Tierra firme del Mar Occidental, Archiduque de Austria, Duque de Borgoña, Brabante, y Milán, Conde de Abspurg, Flandes, Tirol, y Barcelona, Señor de Viscaya, y de Molina, &c. Por quanto, deseando dar à mis Pueblos y Vassallos el consuelo, y alivio de una Paz universal, he solicitado por medio del Congreso de Cambray, hazerla particularmente, con el muy Alto, y muy Poderoso Emperador de Alemania, y habiendo manifestado la experiencia de estos ultimos quatro años, quanto se dilata el logro de esta importancia, que siempre mas procuró, para mi mayor satisfaccion, valiendome de todos los medios posibles, y queriendo usar de aquel de embiar à la Corte de Viena, reservada-y secretamente, una Persona de entera Confianza, que haga notorios al Emperador mis buenos deseos, y anelos de establiezer la mas segura durable Paz entre mi Corona, y la de Su Magestad Imperial, y la mas estrecha amistad, y buena correspondencia entre ambos, como conviene, y es muy conforme à toda consideracion. Por las experiencias, y satisfaccion que tengo de vos Don Juan Guillermo Baron de Ripperda, Señor de Jensema, Engelenburg, Poelgeest, Koudekente, y Ferwert, Juez Hereditario de Humterlant, y de Campen, he resuelto elegiros, y nombraros (como en virtud de la presente os nombro) para que con el grado de mi Embaxador Extraordinario Plenipotenciario, paises al referido importante fin, y al de hazer otros convenientes Tratados à la Corte de Viena, y os doy tan cumplido Poder, facultad, y autoridad, como es necesario, y conviene, para que por mi, y en mi Nombre, y representando mi propia Persona, podais proponer, ofrecer, oír, consentir, asensir, y capitalar con el expresado muy Alto, y muy Poderoso Emperador de Alemania, ò el Ministro, u Personas que nombrare, y os disputare para este efecto, todo lo que juzgareis preciso, y conveniente al referido importante fin, al de mi servicio, al bien de mis Reynos, y mayor seguridad, y permanencia de la Paz, que deseo, de la union, buena correspondencia, y comission, y obligarme à mi al cumplimiento de ello. Por tanto declaro, y doy mi fee, y palabra Real, que todo lo que fuere hecho, tratado, y concertado por vos el expresado Don Juan Guillermo, Barone de Ripperda, con el referido Emperador de Alemania, ò el Ministro, u Personas que nombrare, desde ahora para entonzes, lo consiento, y apruebo, y lo tengo, y tendré por bueno en todo tiempo, la forma en que lo concluyeredes, y me obligo à estar y passar por ello, como cosa hecha en mi Real Nombre, por mi Voluntad y Autoridad Real, y lo cumpliré, puntual-y exactamente: Y assi mismo me obligo à que dentro de el termino, que se señalare, segun se estila, aprobaré, y ratificare en especial forma, con las fuerzas, Joramentos, y requilicos necesarios, y acostumbrados, todo lo que en virtud de este Poder se concluyere, y asentare, general-e individualmente, para que sea valido, y establiezido, ahora y en todo tiempo; y para firmeza de ello mandé despachar la presente, firmada de mi mano, sellada con el Sello Secreto, y referendada de mi infrascripto Secretario de Estado, y de el Despacho. Dada en Madrid à veinte y dos de Noviembre, de Mill setecientos y veinte y quatro.

YO EL REY.

LUGAR DEL SELLO.

D. JUAN BAPTISTA DE ORENDAYN.

Ratificatio Sue Sacre Cæsareæ Catholice Majestatis.

ANNO  
1725.

Nos CAROLUS Sextus Divinâ favente Clementiâ Electus Romanorum Imperator semper Augustus, ac Germaniæ, Hispaniarum, utriusque Siciliæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatia, Sclavoniæ, que Rex, Archi-Dux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantie, Mediolani, Mantuæ, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, Limburgi, Lucemburgi, Geldriæ, ac Superloris & Inferioris Silesiæ, & Württembergæ, Princeps Sueviæ, Marchio Sacri Romani Imperii Burgoviæ, Moraviæ, Superioris & Inferioris Lufatiæ, Comes Habsburgi, Flandriæ, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi, Goritiæ, & Namurci, Landgravius Alsatia, Dominus Marchiæ Slavoniæ, Portus Naois & Salinarum, &c. &c. Notum facimus omnibus & singulis quorum interest, aut interesse quomodolibet possit. Postquam Pace Universalî per Conditiones in Tractatu Londinensi die 2. Augusti, 21. Julii. Anni 1718. iis Principibus, quos inter tunc Bellum adhuc perdurabat, propositas, & ab iis successivè acceptatas in Orbem Christianum revocatas, illi controversiarum Articuli, qui Nos inter & Serenissimum Potentissimumque Principem PHILIPPUM V. Hispaniarum ac Indiarum Regem Catholicum peculiariter adhuc pendebant, in Congressu Cameracensi sub Mediatione Serenissimorum Potentissimorumque Principum LUDOVICI XV. Galliarum: & GEORGII I. Magnæ Britanniæ Regum diù frustra tentati, annitente modòbato Rege Catholico, hic Viennæ per Legatos Extraordinarios ad id cum plena Potestate utrinque instructos die 30. Aprilis infrascripti Anni per Conventionem particularem amicabiliter transacti, atque in sequentes conditiones conclusi ac signati fuerint.

Hic Locis insertus fuit Tractatus Pacis.

Quòd Nos hac omnia & singula à præfatis Nostriis Ministris acta, conclusa & signata, upotè voluntati mandaroque Nostro consona, præhabita maturâ diligente consideratione ex certa Nostri scientia approbaverimus & ratificaverimus, prout hiscè ac approbamus, ratificamus, & confirmamus, rataque & firma esse & fore virtute presentium declaramus, verboque Cæsareo Regio atque Archiducali pro Nobis, Nostriis Successoribus, & Hereditibus promittimus & juramus suprascriptis Articulis, & quicquid in hac Pacis particulari Conventione continetur, firmiter, constanter & inviolabiliter servaturus, neque ut ab ullo ex parte Nostri iis contraveniatur, unquam esse passuros. In quorum omnium testimonium & fidem Sigillum Nostrium Cæsareum Regium atque Archiducali huic Diplomati manu Nostri subscripto appendi fecimus. Datûm ex Arce Nostri Laxenburgi die XVI. Mensis Junii Anno Domini millesimo septingentesimo vigesimo quinto: Regnorum Nostrorum Romani decimo quarto: Hispaniarum vigesimo secundo: Hungariæ verò & Bohemiæ decimo quinto.

CAROLUS.

JOAN. FRID. COM. à SEILERN.

Ad Mand. Sac. Cæs. & Cath.  
Majestatis proprium.

JOAN. GEORGIUS BUOL, S. R. I. Eq.

Ratificatio Sue Majestatis Regiæ  
Catholicæ.

PHILIPPUS, Dei gratiâ, Castellæ, Legionis, Aragoniæ, utriusque Siciliæ, Hierosolymarum, Navarre, Granatæ, Toleti, Valentie, Gallicie, Majoricæ, Hispaniæ, Sardinie, Cordubæ, Corsicæ, Murcia, Cienæ, Algarbiæ, Algezire, Gibraltaris, Insularum Canariæ, Indiarum Orientalium, & Occidentalium, Insularum, & Continentis Marii Oceani, Rex. Archi-Dux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantie, & Mediolani, Comes Habsburgi, Flandriæ, Tyrolis, & Barcinonis, Dominus Biscagi & Molinæ, &c. Quandoquidem in Urbe Viennensi Tractatus Pacis, & Amicitie à Ministris Nostri

# DU DROIT DES GENS.

113

ANNO 1725. Nostro apud Caseream Majestatem Legato Extraordinario & Plenipotentiario, & ab ipsius Casereae Majestatis Ministris Plenipotentiaris, conventus, conclusus, & subscriptus fuerit, cujus tenor ad pedem Litterae infra inferitur, & ut sequitur, est de Verbo ad Verbum.

Hic loci fuit inferitus Tractatus Pacis.

Nos verò tam sinceram inter Nos & Serenissimum & Potentissimum Imperatorem Pacis & Amicitiae Conventionem consolidare, praedictaque omnibus & singulis in premissis Capitulis, sicut per dictos Oratores Legatos Extraordinarios & Plenipotentiaris utriusque Partis, conventa, inita, transacta, promissa & firmata sunt, robur & munimen Nostrae Regalis Auctoritatis adiacere cupientes, ea omnia & singula, prout superius inferitis Litteris contenta, perspicaciter insinuant, Nos ipsi firmiter intelligimus & comprehendimus, de Nostraque certa scientia, & voluntate plenitudine, maturaque & digesta deliberatione pro Nobis, Successoribus Nostris, sive Regnorum Nostrorum Haeredibus natis, vel nascituris, Regnis & Terris, Subditis, Ditionibus, Dominis & Adharentibus Nostris, ac omnibus aliis, quorum interest aut interesse poterit, prout & quomodocumque superius inferita sunt, laudamus, ratificamus, approbamus, acceptamus, ac de notis, quatenus opus est, per praesentes facimus & promittimus, eaque omnia prout de verbo ad verbum praefata sunt, & a praefatis utriusque Partis, nempe Nostrae, & praefatae Casereae Catholicae Majestatis Oratoribus Extraordinariis & Plenipotentiaris promissa, & subscripta fuerint; semper & omni tempore custodire & custodiri, mantere & manuteneri; ac inviolabiliter de puncto in punctum observare & observari facere, nequaquam per Nos vel alium seu alios, publicè vel occultè, directè aut indirectè aut alio quomodocumque, aliquà ratione, causâ vel occasione contra facere aut venire, pollicemur, promittimus, & juramus; & quicquid expromittimus & facimus Sacramentum in verbo & fide Regiae; & si ab aliquo in supradicta omnia & praefata, vel eorum singula immunitio, aut Passum diminutio, seu Contraventio, quomodocumque sit aut esse possit, temerè ageretur aut patreretur; si praefatae omni cunctatione & procrastinatione resistere faciemus; pro quibus omnibus & eorum singulis, firmiter & inviolabiliter tenentis & adimplendi obligamus, hypothecamus, & supponimus Regna & Bona Nostra ac Haereditum Nostrorum quorumcunque, & ad ampliorem firmitatem & ratam hujus obligationis & approbationis auctoritatem, omnibus & singulis legibus, moribus, ceterisque universis ipsi contractis renuntiamus. In quorum omnium fidem, robur, & testimonium praesentes Nostras Ratificationis & Approbationis Litteras expediri mandavimus; manu Nostrâ subscriptas, sigillis Nostris Secreti appositione roboratas, & infrascriptis Secretariis Nostris Statim & universalis Expeditionis, visis, del Despacho, dictis, referendas. Datum in Regia Nostra, Aranjuez nuncupata, die vigesima quinta Maji, Anno millesimo septingentesimo vigesimo quinto.

(L.S.) PHILIPPUS R.

JOANNES AB ORENDAYN.

XXXVII.

30. Avril. Fœdus inter Sacram Caseream & Catholicam Majestatem CAROLUM VI. Romanorum Imperatorem, & Sacram Catholicam Majestatem PHILIPPUM V. Regem Hispaniarum, ad mutuam Defensionem & Guarantiam eorum respectivè Regnorum & Statuum, nec non Subditorum Navigationis, tam citra quam ultra Lineam. Aeternam Pienae die 30. Aprilis 1725. [Tiré de la Chancellerie Imperiale de la Cour à Vienne.]

In Nomine Sanctissimæ & Individuæ Trinitatis.

N Otum sit Universis. Quamvis sincera Amicitia inter Serenissimum & Potentissimum Principem ac Dominum Dominum CAROLUM hujus Nominis Sextum. VIII. PART. II.

tam, Romanorum Imperatorem semper Augustum, ac Germaniae, Hispaniarum, utriusque Siciliae, Hungariae, Bohemiae, Dalmatiae, Croatiae, Slavoniaeque Regem, Archiducem Austriae, Ducem, Burgundiae, Brabantiae, Mediolani, Mantuae, Styriae, Carinthiae, Carniolae, Limburgi, Lucemburgi, Geldriae ac Superioris & Inferioris Silesiae & Württembergae, Principem Meraviae, Marchionem Sac. Rom. Imperii Burgoviae, Superioris & Inferioris Lusitaniae, Comitem Hassburgi, Flandriae, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi, Goritiae & Namurci, Landgravium Alsatiae, Dominum Marchiae Slavonicae, Portus Naonis & Salinarum &c. &c. Nec non Serenissimum & Potentissimum Principem ac Dominum Dominum PHILIPPUM hujus Nominis Quintum, Regem Castellae, Legionis, Arragoniae, utriusque Siciliae, Hierosolymae, Navarrae, Granatae, Tolci, Valentiae, Gallitiae, Majoricae, Hispalis, Sardiniae, Cordubae, Corficæ, Murciae, Gienae, Algarbiae, Algezirae, Gibraltaris, Canariarum, Indiarum, Orientalium & Occidentalium, Insularum & Continentis Maris, Oceani, Archiducem Austriae, Ducem Burgundiae, Brabantiae & Mediolani, Comitem Hassburgi, Flandriae, Tyrolis & Barcinonae, Dominum Biscayae & Molinae &c. &c. per Accessionem ad Tractatum Londinensem à Sua Majestate Madrid 20. Januarii & 17. Februarii 1720. Hæc-Comitis factam stabilita, & per solennem Pacis Tractatum hinc Viennae die 30. Mensis Aprilis anno infra notato contestatum & subscriptum magis adhuc corroborata, firmataque fuerit; ad frangendum nihilominus ed archius hunc pro bono Christiani Orbis tam proficuum Concordiae nexum, per utriusque eorum Ministris respective Commisarios, Legatos Extraordinarios & Plenipotentiaris, videlicet pro parte Sua Majestatis Casereae Catholicae Celsissimum Principem ac Dominum Eugenium Sabaudiae & Pedemontium Principem, altissimæ Suae Majestatis Casereae Catholicae Consiliarium Aeternum Intimum, Consiliū Aulicū-Bellici Praesidem, summae Locumtenentem Generalem, Sacri Romani Imperii Campi Marschallum ac Ejusdem Statum per Italiam Vicarium Generalem, Aurei Velleris Equitem: nec non Illustrissimum & Excellentissimum Dominum PHILIPPUM Ludovicum Sac. Rom. Imperii Thesaurarium Hereditarium Comitem à Sinecursu, Liberum Baronem in Ernsharum, Dominum Dynastiarum Gßßl, Superioris Sclowitz, Poritz, Sabor, Müllizig, Loos, Zaan & Droskau, Barggravium in Reineck Supremum Hereditarium Scutiferum ac Praeforem in Superiori & Inferiori Austria, Hereditarium Pincernam in Austria ad Aasum, Aurei Velleris Equitem, Sacrae Casereae Catholicae Majestatis Camerarium Aequalem Consiliarium Intimum, ac Primum Aulicæ Cancellariam: ac Illustrissimum & Excellentissimum Dominum Gundaccarum Thomam Sac. Rom. Imperii Comitem de Starhenberg, id Schauenburg & Wazenberg, Dominum Ditionum Eschelberg, Liechtenhaag, Rottenegg, Freystar, Haus, Oberwallsee, Sentzenberg, Bottendorf, Hattwan, Aurei Velleris Equitem, Sacrae Casereae Catholicae Majestatis Consiliarium Intimum actualem, Archiducem Austriae Superioris & Inferioris Marschallum Hereditarium: Et pro parte Suae Majestatis Regiae Catholicae per Illustrissimum & Excellentissimum Dominum Joannem Guillelmum Baronem de Ripperda, Dominum de Jenzema, Engelenburgh, Poelgeest, Roudelonte, & Ferwert, Judicem Hereditarium de Humterlant & Campen, in praesens peculiare Amicitiae Fœdus iuxta sequentes Articulos conveniunt, commutatis prius Plenipotentis.

I. Sit maneatque Suae Majestatem Caseream Catholicam inter & Suae Majestatem Regiam Catholicam solida sinceraque Amicitia, eaque utriusque ita colatur, ut unus alterius commoda seu sua promoveat, damna verò æventat.

II. Cum verò per Ministrum Serenissimi Hispaniarum Regis expositum fuerit, Restitutionem Gibraltariae cum Porto suo per Regem Magnae Britanniae promissam fuisse, & Regem Hispaniae insistere, ut Gibraltar cum Porto suo & Insula Minorca cum Porto suo Mahon Majestati Suae Regiae Catholicae restituantur, ex Parte Sacrae Casereae Catholicae Majestatis hinc declaratur, huic Restitutioni, si amicabilem fieret, sese non opposituram, & ubi utile videbitur, omnia bona Officia, & si Partes id desiderarent, etiam mediatoriaria adhibituram esse.

III. Ad contestandam magis sinceram Amicitiam Serenissimis Hispaniarum Rex PHILIPPUS V. promittit & spondet, Navibus Sacrae Casereae Catholicae Majestatis, & ejus Subditorum totum, securumque ingressum daturum in omnes suos Portus in Continenti Hispaniae.

ANNO 1725.

pan



ANNO  
1725.

pania sitis cujusque Nationis Imperatori subiecta sint, ita ut qualem liberrimum non solum in illis, sed etiam in omnibus Hispaniarum Regnis exercere possint, gaudebuntque omnibus Privilegiis & prerogativis, quibus amicissima Natio (uti Galli hucusque fuerunt & Angli adhuc sunt) gaudet ac fruitur, idque statim à die publicatæ istius Pacis, quæ in omnibus Portibus & Locis congruis sine mora fiet, juxta ac in Tractatu Commerciorum hodie subscripto conventum est.

IV. Si Naves Subditorum Suae Majestatis Cæsareæ à quopiam tam cis, quam citrà Lineam hostiliter impeterentur, Rex Catholicus promittit, se in eo casu causam cum Sua Majestate Cæsareâ communem facturum ad vindicandas reparandasque illatas injurias & damna: Vicissim Sua Majestas Cæsareâ Catholica promittit, si Naves Subditorum Suae Regiæ Catholicæ Majestatis à quopiam tam cis, quam citrà Lineam hostiliter impeterentur se in eo casu pariter causam cum Sua Majestate Regiâ communem facturam, ad vindicandas reparandasque illatas injurias & damna.

V. Cæterum est per Quadruplex Fœdus securitas Regnorum, Dominiorum & Provinciarum à Partibus Compaciscentibus possessorum vicissim per Guarantiam stipulata sit, per hoc Fœdus nihilominus præstatam securitatem uberius explicare, Casibusque qui occurrere possunt, satis providerè placuit. Idcirco ad obstruendum eo magis & magis ceptum bonis auspiciis inter Sacram Cæsaream Catholicamque Majestatem, & Sacram Regiam Catholicam Majestatem Amicitia studium, necessarium ac opportunum visum fuit de auxiliis mutuo præstandis, ac per ea debita securitate magis firmam sequentia statuere. Nimirum si Imperator, ejus Regna & Provincia Hereditaria ubicunque sita hostiliter impeterentur, aut Bellum ab eo cum aliquo Imperio transferri contingeret, in eum casum Rex Catholicus spondet, seque obligat, quod Suae Majestati Cæsareæ omnibus viribus Terrâ Marique opitulaturus, speciatim verò Classim quindecim ad minimum Navibus Bellicis majoribus, vulgò *Flottes de Ligne*, instructam: insuperque viginti militum millia, & inter hos quindecim mille Pedites, & quinque mille Equites in auxilium submissurus sit, solitis Hybernici ab Imperatore providendos, hoc tamen pacto, ut Rex loco militis pecuniam solvere possit, computatis in singulos mille Pedites viginti quatuor mille Florentis Rhenensibus per rates mensuales in Urbe Genævæ persolvendis.

Quoad Naves verò, si Rex Hispaniæ eas Imperatori non submitteret, poterit satisfacere mittendo Decem millia Militum: vel loco illorum pecuniam juxta calculum supra factum. Vicissim Sua Majestas Cæsareâ spondet ac se obligat, quod Regi Hispaniarum Catholico, in casum hostilis Aggressionis in Provinciis in Europâ ubicunque sitis omnibus viribus Terrâ Marique opitulaturus, speciatim verò in auxilium submissurus sit triginta millia Militum, scilicet viginti mille Pedites, & Decem mille Equites, semper in natura suppetendos, & solitis Hybernici à Rege providendos.

VI. Tractatum hunc peculiaris Amicitia Fœderis promittunt utriusque Partis respectivè Commissarii & Legati Extraordinarii & Plenipotentarii à Sua Majestate Cæsareâ Catholica & à Regiâ Catholica Majestate ad formam hic mutuo placitam rathabitu solemnitate Ratificationum Instrumenta intra spacium trium Mensium, aut citius si fieri queat, hic reciprocè commutatum iri. In quorum fidem roborque præstatæ Ministri Legati Extraordinarii & Plenipotentarii hoc peculiaris amicitia Fœderis Instrumentum propriis manibus subscripserunt & sigillis suis muniverunt. Acta hæc Viennæ Austriæ die 30. Mensis Aprilis Anno Domini millesimo septingentesimo vigesimo quinto.

(L.S.) EUGENIUS à SABAUDIA.

(L.S.) PHILIPPUS LUDOVICUS Comes à SINGENDORFF.

(L.S.) GUNDAECARUS Comes à STARHENBERG.

## XXXVIII.

1. Mai. Traité (I) de Navigation & de Commerce fait entre Sa Majesté Impériale & Catholique CHAR-

(1) L'Original du Traité est Latin; mais comme il interesse particulièrement les Marchands & les Navigateurs, à qui la Langue Française est ordinairement mieux connue que la Latine, on a cru leur faire plaisir, & à beaucoup d'autres, de le leur donner en cette Langue, D'autant plus qu'on peut assurer, que cette Traduction est fidèle & approuvée. [DUM.]

LES VI. Empereur des Romains, & Sa Majesté Royale Catholique PHILIPPE V. Roi d'Espagne & des Indes, Fait à Vienne le 1. Mai 1725. Avec les PLEINS POUVOIRS & RATIFICATIONS de part & d'autre. [Sur la Copie imprimée à Vienne chez JEAN PIERRE VAN GHELEN, Imprimeur de la Cour, avec Privilège, in 4.]

ANNO  
1725.

Au Nom de la Très-Sainte & indivisible Trinité.  
Amen.

D'autant que par la grace de Dieu, très-Grand & très-Bon, qui tient les cœurs des Rois en sa main, une ferme & bonne Paix a été conclue entre le Serenissime & très-Puissant Prince & Seigneur, le Seigneur CHARLES Empereur des Romains Sixième du Nom, toujours Auguste, Roi de Germanie, des Espagnes, des deux Siciles, de Hongrie, de Bohême, de Dalmatie, de Croatie, & d'Esclavonie; Archi-Duc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Brabant, de Milan, de Mantoue, de Stirie, de Carinthie, de Carniole de Limbourg, de Luxembourg, de Gueldres, de la Haute & Basse Silesie, & de Wirtemberg, Prince de Suabe, Marquis du St. Empire Romain, de Burgau, de Moravie, de la Haute & Basse Lusace, Comte de Habsbourg, de Flandres, de Tyrol, de Ferrette, de Kybourg, de Gorice, & de Namur, Landgrave d'Alsace, Seigneur de la Marche d'Esclavonie, de Pordenone, & de Salins, &c. &c. Et le Serenissime & très-Puissant Prince & Seigneur, le Seigneur PHILIPPE V. du Nom, Roi de Castille, de Leon, d'Arragon, des deux Siciles, de Jérusalem, de Navarre, de Grenade, de Tolède, de Galice, de Majorque, de Seville, de Sardaigne, de Cordone, de Corse, de Murcie, de Jaen, des Algarbes, d'Algezira, de Gibraltar, des Canaries, des Indes Orientales & Occidentales, des Isles & Continent de la Mer Océane, Archi-Duc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Brabant, de Milan, Comte de Habsbourg, de Flandres, de Tyrol, de Barcelone, Seigneur de Biscaye, & de Molina, &c. &c. Leurs Royaumes, Etats, Principautés, & Seigneuries; il a été trouvé bon, pour affermir davantage ladite Paix, de convenir aussi d'un Traité particulier de Navigation & de Commerce, par lequel tous les différends, qui pourroient survenir, étant retranchés, & comme decidez par avance, le bien & l'avantage reciproque des Royaumes, Etats, & Sujets des deux Princes Contractans, en fut d'autant mieux assuré. A l'effet de quoi nous soussignez Ministres, & Ambassadeurs Plenipotentiaires, suffisamment autorisés à cet effet, après en avoir plusieurs fois conféré ensemble, & nous être communiqué reciproquement nos Pleins-pouvoirs, sommes convenus des Articles suivans.

I. En conséquence de la Paix, qui se trouve heureusement établie, entre Sa Majesté Impériale & Catholique, & Sa Majesté Royale Catholique, il sera permis à tous leurs Sujets, de quelque qualité, état, & condition qu'ils soient, de frequenter, voyager, & demeurer dans les Pais l'un de l'autre, en toute liberté, sans avoir besoin de Passeport, ou permission particulière; la Publication de la Paix leur suffira, & ils jouiront respectivement par Mer & par Terre, de la même Protection publique, dans toutes leurs affaires, dont jouissent les Sujets naturels, sans aucune crainte, dommage, ou prejudice quelconque, conformément à ce qui en est convenu par le present Traité.

II. Il sera permis dès à présent, à tous les Navires de Guerre & de Marchandises, appartenans aux susdits hauts Contractans, ou à leurs Sujets, de frequenter reciproquement les Ports, Havres, Côtes & Provinces l'un de l'autre, sans aucune autre préalable permission. Ils y seront receus librement & amiablement, & on leur fournira à prix raisonnable toutes les choses, dont ils auront besoin, soit pour leur nécessaire provision, soit pour la réparation des Navires ou autrement, jusqu'à ce qu'ils soient en état de se remettre en Mer, sans qu'on puisse exiger d'eux aucune sorte de Droit, ou imposition, sous quelque nom, ou titre que ce puisse être. Ce qui est pareillement stipulé, pour les Indes Orientales, à condition néanmoins de n'y pouvoir faire autre Commerce, & de n'y pouvoir acheter autre chose, que des Viandailles, ou des agrez pour la réparation des Vaisseaux, & de leur Equipage.

III.

ANNO 1725. III. Quant aux Navires de Guerre, dont l'entrée pourroit donner lieu à des suites soupçonnées, elle ne leur sera point permise dans les Ports, & Havres de moindre force & de défense, si ce n'est que pour éviter une tempête de Mer, ou la poursuite des Ennemis, ils fussent obligés de s'y retirer; & même en ce cas-là ils en sortiroient des que le danger sera passé, & qu'ils se seront pourvus des choses nécessaires, sans s'y arrêter plus longtems. Ils ne pourroient pas non plus y mettre à Terre un plus grand nombre de Gens à la fois; que le Magistrat ou Commandant du lieu le permettra, & en toutes choses ils se comporteront d'une manière à ne pouvoir donner ni crainte ni soupçon, ce qui sera particulièrement observé aux Indes Orientales, où la jalousie est ordinairement plus grande qu'ailleurs.

IV. Cela n'empêchera pas que les Navires de Guerre ou Armateurs, ne puissent y conduire en toute sécurité les Prises, qu'ils auront faites fur leurs Ennemis, & les en retirer de même, sans payer aucuns Droits, à moins qu'après en avoir demandé & obtenu la permission, ils ne voullussent les vendre, en tout ou en partie, auquel cas, ils payeront les mêmes Droits, dont il sera convenu cy-après pour les Marchandises.

V. Les Navires Marchands de quelque grandeur qu'ils soient, qui ne seront pas destinés pour un Port, & qui néanmoins y seront entrés par peril de Mer, pour suite d'Ennemis, ou par quelque autre besoin que ce puisse être, seront tenus de montrer au Commandant du lieu leurs Passeports, ou bien leurs Lettres de Mer, selon le Formulaire cy-après inséré, après quoi il leur sera libre de sortir & de se remettre en Mer sans aucune moleste, trouble, ni empêchement, & sans qu'on puisse les obliger à remplir leurs charges, ni même à fournir la visite.

VI. Réservé pourtant le cas, que si quel'un de ces Navires, étoit destiné pour un Port Ennemi, & qu'il apparut par ses Lettres de Mer, qu'il seroit chargé de Marchandises de Contrebande; en ce cas; il seroit obligé de fournir la visite, laquelle néanmoins, ne se pourra faire, qu'en présence du Juge conservateur de la Nation, s'il y en a, de même que du Consul, & toujours avec le plus grand ordre, qui soit possible, sans disperser les Marchandises, sans les endommager, ni gâter les enveloppes. Les Contrebandes qu'on y trouvera, seront confiscuées judiciairement, mais le Navire, & les autres Marchandises resteront libres, sans qu'on puisse exiger du Maître de Navire, aucune Amende pecuniaire, ni le condamner aux frais de la visite, ou de la procédure faite en cette occasion.

VII. Et pour prévenir toutes les disputes, qui pourroient arriver sur ce mot de Contrebandes, il a été trouvé bon de déclarer, qu'on y comprend toutes sortes de matieres fabriquées, & non fabriquées, qui servent à la Guerre, savoir les Armes offensives, & défensives, Canons, Mortiers, Fauconneaux, Pierriers, Petards, Saucisses, Bombes, Grenades, Boulets, Balles, Fusils, Mousquets, Pistolets, Epées, Bayonnettes, Casques, Cuiraisses, Bandolieres, Poudre, Salpêtre, Bois de Charpente servant aux Navires, Voiles, Poix, Goudron, & Cordages, le tout entant qu'il seroit destiné pour un Port Ennemi de celui aux Officiers duquel le Navire seroit obligé d'exhiber ses Lettres de Mer: on y comprend de plus toutes les Marchandises du Pais, dont la sortie seroit absolument défendue; Mais on en excepte tous les Bleds, Vins, Huiles, Fruits, & autres Comestibles, tout le Cuivre, Fer & Acier, tout ce qui sert aux vêtements des Hommes & des Femmes, & même les Habits tous faits, à moins que ce ne fussent des Montures entieres de Régiments, & de Compagnies.

VIII. Si un Vaisseau de Guerre Imperial vient à rencontrer en pleine Mer un Vaisseau Marchand appartenant aux Sujets du Roi d'Espagne, & reciproquement si un Vaisseau de Guerre de Sa Majesté Catholique fait rencontrer d'un Vaisseau Marchand appartenant aux Sujets de Sa Majesté Imperiale, le Navire de Guerre ne l'approchera point de plus près que la portée du Canon, mais il y enverra sa Chaloupe, avec deux ou trois Hommes seulement, auxquels le Maître du Navire Marchand montrera ses Lettres de Mer, par lesquelles on pourra connoître de quel lieu il est, à qui il appartient, en quoi consiste sa Cargaison, & si entre les Marchandises, dont il est chargé, il y en a de Contrebande, destinées pour les Ennemis du Maître, à qui le Vaisseau de Guerre appartient, auquel cas, & non

autrement, elles seront judiciairement confiscuées; mais le Navire, les Personnes, & les autres Marchandises seront libres. On sera obligé aussi d'ajouter foi, aux Lettres de Mer, qui seront représentées par le Maître du Navire Marchand, & si cela est jugé nécessaire, on conviendra de certaines contre-marches, pour les joindre aux dites Lettres, & les rendre d'autant plus autentiques.

IX. On est convenu de plus, que de part & d'autre, la liberté du Commerce & de la Navigation, sera si pleine & si entiere, que bien que l'un des Serenissimes Contractans, viant à entrer en Guerre, avec un ou plusieurs Princes ou Etats, les Sujets de l'autre Serenissime Contractant, pourroient néanmoins en toute sécurité y continuer leur Commerce & Navigation, comme auparavant, soit en droiture, ou d'un Port Ennemi, à un autre Port Ennemi, allant, venant, & retournant, sans pouvoir y être troublés, ou empêchés, à moins que le Port, où ils voudroient entrer, ne fût formellement assiégé, ou bloqué par Mer: Et pour lever là-dessus toute occasion de doute, on est demeuré d'accord, que nul Port Maritime, ne sera tenu pour actuellement bloqué, si ce n'est par deux Vaisseaux de Guerre au moins, ou par une Batterie de Canons, qui étant dressée à Terre, en feroient tellement l'entrée, que l'on ne pourroit s'y introduire, sans essuyer toute la violence de son feu.

X. Outre cela, il a été convenu & accordé, que toutes les Marchandises appartenantes aux Sujets de l'un des Serenissimes Contractans, qui se trouveront chargées dans un Navire Ennemi, seront confiscuées avec le Navire, encore même qu'elles ne fussent pas de Contrebande.

XI. Les Sujets desdits Serenissimes Contractans, jouiront reciproquement aux Pais l'un de l'autre des mêmes Franchises de Peages, dont ils étoient en paisible Possession du tems du Roi CHARLES II., ce qui néanmoins doit être entendu dans le sens, qui sera plus amplement expliqué par l'Article XIII.

XII. Tout Navire appartenant aux Sujets de Sa Majesté Imperiale, qui entrera dans un Port d'Espagne pour y faire Commerce, sera obligé d'y donner deux Declarations des Marchandises qu'il y voudra décharger & vendre, l'une au Fermier ou Commissaire de la Douanne; l'autre au Juge des Contrebandes; & il ne pourra ouvrir ses Escoutilles, jusqu'à ce qu'il en ait obtenu permission, & que les Gardes, qu'on lui enverra de la Douanne soient venus. Il ne pourra aussi, en quelque tems que ce soit, décharger aucune de ses Marchandises, sans une permission par écrit, de les pouvoir transporter à la Douanne. En échange les Juges des Contrebandes, ni les Officiers de la Douanne, ne pourront ouvrir aucunes Balles, Caisnes, Tonneaux, & autres Envelopes de Marchandises, ni dans le Vaisseau, ni à Terre, jusqu'à ce qu'elles soient transportées à la Douanne; & même lors qu'elles y seront arrivées, il ne leur sera pas permis de les ouvrir & visiter, si non en présence du Marchand, ou de son Facteur; afin qu'il puisse veiller à ses Interêts, payer les Droits, & en retirer les Certificats, & Quittances, refermer ensuite les Marchandises, & les faire munir du Cachet ou Marque de la Douanne, après quoi le Marchand pourra les faire transporter chez lui, & elles ne seront plus sujettes à vistration. On ne pourra pas non plus empêcher le transport desdites Marchandises, d'une Maison, ou d'un Magazin à un autre, dans l'enceinte des Murs de la Ville, pourvu que cela se fasse entre les huit heures du matin, & les cinq heures du soir; & qu'on ait auparavant notifié aux Premiers des Droits des Alcaualas & Cientos, en quelle veuë cela se fait, & si c'est pour les vendre, afin que ces Droits, s'ils n'ont pas encore été payés, le soient alors, & que si ce n'est pas pour les vendre, on en donne un Certificat au Marchand, selon la coutume.

XIII. Et d'autant que rien n'est plus contraire à l'avancement reciproque du Commerce que la diversité des Impositions, dont on charge quelquefois les Marchandises, & l'exces des Sommes à quoi elles se montent, Sa Majesté Royale Catholique, desirant remédier à ce mal dans sons ses Royaumes situés en Europe, consentit il y a déjà quelques années en faveur de la Nation Britannique, & ordonna, que tous les différens Droits, que l'on exigeoit autrefois des Marchandises soit à leur entrée, soit à leur sortie, ou qui avoient été imposés depuis la mort du Roi CHARLES II., seroient supprimés, & réduits à une seule Taxe commune de dix pour cent, de la valeur des Marchandises, tant



**ANNO** pour l'entrée que pour la sortie, sur le pied de leur estimation, ce qui aura lieu non seulement à Cadix, à **1725.** Sainte Marie, & dans les autres Ports de la Couronne de Castille, mais aussi dans tous ceux d'Arragon, de Valence, & de Catalogne, les seules Provinces de Biscaye & de Guipuscoa, restant exceptées de cette Regle generale, en sorte que les Droits d'entrée & de sortie y seront payez, de la maniere qui a été pratiquée jusqu'ici avec les François, & qui se pratique aujourd'hui avec les Anglois, & les Hollandois; mais, qu'à cela près, les Marchands, ou ceux à qui les Marchandises appartiendront, ayant une fois payé les dix pour cent, à leur Entrée en Espagne, pourront librement les faire transporter par Mer & par Terre, ou par embarquement sur les Rivieres, dans toutes les Parties de l'Espagne, sans être obligés d'y payer aucun nouveau Droit, Charge ou Imposition en quelque Port ou Passage que ce soit, mais seulement d'y produire les Certificats, & Quitances du premier payement; comme aussi les Plombs, & Marques de la Douane attachées auxdites Marchandises; à l'exception néanmoins des Droits d'*Alcavalas*, *Cientos*, & *Millones*, à l'égard desquels il a été stipulé séparément. Et comme Sa Majesté Imperiale & Catholique, & Sa Majesté Royale Catholique, sont expressément convenus, que leurs Sujets jouiront respectivement dans tous leurs Etats, Territoires, & Provinces, en quelque Partie du Monde que ce soit, des mêmes Libertez, Droits, Faveurs, & Franchises, qui ont été, ou qui seront accordées aux Nations les plus amies, & les plus favorisées, spécialement aux Sujets de la Grande-Bretagne, à ceux des Provinces-Unies, & aux Villes Anseatiques, c'est pourquoi Sa Majesté Catholique declare, & promet, qu'elle fera jouir pleinement & entierement ceux de Sa Majesté Imperiale de tous les avantages contenus en cet Article, en sorte qu'ils ne seront pas obligés de payer dans toute l'Espagne, d'autres ni de plus grands Droits d'entrée, de sortie, ou de passage, que les dix pour cent marqués cy-dessus, & de la même maniere que les Anglois les payent, sauf les Droits d'*Alcavalas*, *Cientos*, & *Millones*, à l'égard desquels on est convenu comme il suit.

**XIV.** Les Sujets de Sa Sacrée Majesté Imperiale pourront différer le payement des Droits nommés *Alcavalas*, & *Cientos*, aussi long-tems qu'ils laisseront leurs Marchandises déposées dans les Magazins de la Douane, où elles seront bien gardées. Que s'ils venant les en retirer, soit pour les transporter plus avant dans le Royaume, soit pour les vendre sur le Lien, ou pour les emporter chez eux, cela leur sera permis, pourvu qu'ils s'obligent convenablement par écrit, de payer lesdits Droits dans le terme de deux Mois après la vente qui en sera faite, moyennant quoi, on leur en donnera une Quitance, & les Marchandises étant marquées & plombées, pourront être transportées, & vendues en gros, en quelque Port, ou lieu que ce soit de la Domination d'Espagne en Europe. Et si quelque Officier employé à la recette desdits Droits, entreprenoit de les exiger une seconde fois, après l'exhibition des Quitances, Marques & Plombs du premier Payement, ou qu'il s'opposât au libre transport desdites Marchandises, il sera condamné à une Amende de 2000. Ecus applicable au Tresor Royal: bien entendu néanmoins qu'en tout ceci, il n'est parlé que du Droit de la premiere Vente, & que si le Marchand vouloit vendre ses Marchandises en détail, il payeroit aussi pour le détail, selon les Ordonnances. Au surplus il ne sera point permis aux Officiers d'exiger plus de quinze Reales de Bilion pour l'expédition des Certificats & Quitances, dont il a été parlé cy-dessus.

**XV.** La même Regle sera observée à l'égard des Droits communément appellés *Millones*, qui s'exigent sur le poisson & autres sorte de Provisions de bouche, c'est-à-dire qu'ils ne seront point exigés à l'entrée desdites Marchandises en Espagne, si long-tems que les Propriétaires les voudront laisser en dépôt dans les Magazins publics; mais quand ils voudront les en retirer, soit pour les envoyer plus avant dans le Royaume, soit pour les vendre sur le lien, ou les transporter chez eux, ils donneront une Obligation par écrit, sous caution valable & suffisante, pour le payement desdits Droits de *Millones*, deux Mois après le jour de cette Obligation, ensuite dequoi on leur donnera les expéditions nécessaires. Et lesdites Marchandises seront munies de Plombs avec les Marques des Fermiers desdits Droits, ce qui étant fait, lesdites Marchandises pourront être transportées, & vendues dans les Lieux,

où la consommation s'en pourra faire, sans être obligés à aucune autre charge, par rapport auxdits Droits de *Millones*. Que si quelque Officier, ou Commisnaire Receveur des *Millones*, après l'exhibition desdites Quitances, Plombs, & Marques, venoit à exiger derechef les mêmes Droits, ou à s'opposer au passage, transport, ou vente desdites Marchandises, il sera condamné à une Amende de 2000. Ecus, applicable, comme cy-dessus, au Tresor Royal.

**XVI.** Touchant les Ports de Guipuscoa & de Biscaye, qui ne sont pas sujets aux Loix de la Castille, on y observera dans le payement des Droits la Regle prescrite à l'égard des autres Nations, ainsi qu'on en est convenu par l'Art. XIII.

**XVII.** Les Mâts de Navire, les Anténes, & les Bois propres à la construction des Vaisseaux grands & petits, étant une Marchandise très-nécessaire, il a été convenu de les excepter de la regle generale, & que l'entrée en sera librement permise, sans aucune exaction de Droits, ou Impositions sous quelque nom, ou pour quelque cause que ce soit.

**XVIII.** Pour prévenir autant qu'il est possible toutes les Disputes, qui pourroient survenir entre les Fermiers de la Douane, & les Propriétaires des Marchandises, au sujet de l'estimation, qui s'en devoit faire, on est demeuré d'accord de s'en tenir au Tarif & Convention de Commerce, qui fut fait entre le Roi Catholique, & le Roi de la Grande-Bretagne en 1716. en execution de l'Article III. de leur Traité d'Utrecht, & qu'à cet égard elle servira de regle entre les Sujets de Sa Majesté Imperiale, & les Fermiers & Administrateurs des Douanes, sur le pied general des Dix pour Cent, qui devront leur être payez.

**XIX.** A l'égard des différentes especes, qui pourroient ne se pas trouver exprimées dans le susdit Tarif, on se conformera à l'ancienne coutume, qui veut que l'estimation se fasse par le Fermier de la Douane, ou par son Commis, à condition, que le Propriétaire puisse lui abandonner la Marchandise, pour le prix qu'il l'a estimée, & qu'il soit obligé de la payer comme tant.

**XX.** Le Sel de Hongrie payera les mêmes Droits que le Sel d'Espagne, & la même égalité sera observée dans les Etats de Sa Majesté Imperiale à l'égard du Sel d'Espagne.

**XXI.** Le Roi Catholique consent, que les Sujets de Sa Majesté Imperiale, qui demeurent dans les Ports & Villes des Royaumes d'Andalousie, de Murcie, d'Arragon, de Valence, & de Catalogne, comme aussi dans les Provinces de Biscaye, & de Guipuscoa, puissent y louer des Maisons pour y habiter, & des Magazins pour y garder leurs Marchandises, & leur accorde les mêmes Libertés, & Franchises, dont jouissent à cet égard les Anglois & les Hollandois; ce que Sa Majesté Imperiale accorde reciproquement aux Sujets d'Espagne, en tous ses Etats.

**XXII.** Entre lesquels Privileges sont spécialement compris ceux de pouvoir changer de demeure quand & comme il leur plaira, sans en demander permission à personne, & de ne pouvoir être recherchés, visités, ni inquiétés dans leurs Maisons & Magazins, à cause de leurs Marchandises, si ce n'est sur des avis & preuves suffisants de fraude contre les Droits du Roi, auquel cas la visite pourra se faire, mais seulement en présence du Consul, lequel y sera expressément appellé, & sans faire d'ailleurs aucun déplaisir au Commerçant, ni à son Commerce; & si le Marchand se trouve convaincu d'avoir introduit des Marchandises en fraude, elles seront confiscuées, & il payera les frais de la visite, mais la personne & ses autres Marchandises demeureront libres. Sa Majesté Imperiale promet reciproquement d'accorder la même liberté dans tous ses Etats aux Sujets de Sa Majesté Catholique.

**XXIII.** Les Sujets desdits hauts Contrahans qui se seront établis dans les Etats l'un de l'autre pour y faire Commerce, ne seront point contraincts de représenter leurs Livres de compte à qui que ce soit, si ce n'est pour faire preuve, & on ne pourra les saisir, ni ôter de leurs mains, sous quelque pretexte que ce soit. Il leur sera libre aussi de les tenir en telle Langue qu'il leur plaira, sans qu'on puisse les obliger à se servir d'une autre.

**XXIV.** Les Sujets de part & d'autre de quelque qualité & condition qu'ils soient, ne pourront être arrêtés en leurs personnes ni par les Gouverneurs, ni par les Ministres de la Justice, pour des Detes particulieres, qu'ils n'auroient pas eux-mêmes

ANNO  
1725.

mêmes contractées, ou pour lesquelles ils n'auraient pas expressement répondu. On ne pourra pas non plus saisir leurs Biens ou effets, pour de semblables causes; soit au milieu de la Paix, soit en cas de rupture. Et dans cet Article sont spécialement compris les Maîtres de Navire, leurs Officiers & Mariniers avec leurs Vaisseaux grands & petits, avec tout ce qui y fera embarqué.

XXV. On ne pourra pas non plus retenir lesdits Navires soit de Guerre ou de Marchandises, ou de quelque autre espèce qu'ils soient, par quelque Mandement général ou particulier que ce puisse être, pour les armer en Guerre, ou pour s'en servir de Vaisseaux de charge & de transport, si ce n'est en vertu d'un libre & volontaire Contrat, que l'on auroit fait avec les Maîtres, qui commanderont lesdits Navires, ou avec les Propriétaires mêmes: moins encore pourra-t-on contraindre les Officiers, ou Matelots, à quitter leurs Navires pour servir sur les Flottes ou Vaisseaux, que l'on voudroit former, quand même ce ne seroit que pour un peu de tems, & en des Occasions fort pressantes, mais s'ils viennent s'offrir eux-mêmes, il sera libre de les accepter.

XXVI. Quant à la Franchise personnelle accordée par le présent Traité, à tous les Marchands de part & d'autre, pour eux & leurs Familles, elle ne s'étendra pas seulement à toute exemption de Service Militaire, mais aussi à ne pouvoir être nommés Tuteurs, Curateurs, ou Administrateurs de quelques Biens, ou Personnes que ce soit, si ce n'est de leur franche volonté.

XXVII. Il leur sera libre de choisir eux-mêmes leurs Advocats, Docteurs, Agents, Procureurs & Solliciteurs, quand ils en auront besoin, & s'ils veulent avoir des Courtiers propres & particuliers ils pourront en choisir un ou deux entre ceux, qui sont déjà établis, & sur leur présentation ils seront acceptés, & qualifiés pour se mêler seuls de leurs affaires.

XXVIII. Il y aura des Consuls Nationaux dans tous les Ports, & Principales Villes de Commerce, où il plaira à l'Empereur & au Roi d'en établir, pour la Protection de leurs Marchands, & ils y jouiront de tous les Droits, Autoritez, Libertez, & Franchises, dont jouissent ceux des autres Nations les plus favorisées.

XXIX. Ces Consuls seront particulièrement autorisés, à connoître arbitralement des différends qui pourroient survenir entre les Marchands, & les Maîtres des Navires de leur Nation, ou entre les Maîtres des Navires, & leurs propres Mariniers, soit au sujet de leurs Naufrages, Salaires, ou autrement; & l'appel de leurs Sentences ne sera point porté devant les Juges des Lieux, mais bien devant ceux du Prince dont ils seront Sujets.

XXX. Touchant les Juges Conservateurs, qui sous les précédents Regnes faisoient en Espagne une Magistrature de grande considération, accordée par les Rois aux Nations les plus favorisées, avec pouvoir de connoître, & juger seuls de toutes leurs affaires Civiles & Criminelles, il a été convenu, que si Sa Majesté Catholique en accorde le Privilege à quelque Nation que ce soit, les Sujets de Sa Majesté Impériale en pourront jouir de même; & que cependant il sera expressement ordonné à tous les Juges & Magistrats ordinaires, de leur rendre une prompte & bonne Justice, & de la faire exécuter sans retardement, & sans aucune partialité, faveur, ou affection. Le Roi Catholique consent aussi, que les Appels des Sentences données dans les Causes, qui regardent les Sujets de Sa Majesté Imp. soient portez au Conseil de Commerce à Madrid, & non à aucun autre Tribunal.

XXXI. Le Droit d'Aubaine, ni autre semblable, ne sera point exercé à l'égard des Sujets des deux Sérénissimes Contrahans; & les Héritiers des defunts, en quelque lieu que leur Decès soit arrivé, & de quelque Pais ou Province, que lesdits Héritiers soient, eux-mêmes leur succéderont sans difficulté, en tous leurs meubles & immeubles soit par Testament, ou sans Testament, selon l'ordre de Succession établi dans les Lieux, où lesdits Biens se trouveront situés; & en cas de litige entre les deux ou plusieurs Pretendans, ce seront les Juges desdits Lieux qui en connoîtront jusqu'à Sentence définitive.

XXXII. Quand un Marchand ou autre Sujet des susdits hauts Contrahans, viendra à decéder dans les Etats de l'autre; le Consul ou autre Ministre public de la même Nation, s'il y en a quelqu'un sur les Lieux,

se transportera dans la Maison du defunt, & il y fera l'Inventaire de toutes les Marchandises, & autres effets; comme aussi de ses Papiers & Livres; & tiendra le tout en garde pour les Héritiers selon l'ordre qui lui en aura été donné; Et si le decès dudit Marchand, ou autre Sujet, arrive en voyage, ou dans un lieu, où il ne se trouve ni Consul, ni autre Ministre, le Juge du lieu fera ledit Inventaire, en présence de Témoins; avec le moins de frais qu'il se pourra, & consignera les choses trouvées & inventoriées au Chef de la Famille, ou au Propriétaire de la Maison, afin qu'il les conserve fidèlement, après quoi il en donnera avis au Ministre public, qui se trouvera pour lors en Cour, ou bien au Consul du lieu où se trouveroit la Maison & Famille du defunt, afin qu'ils envoient quelqu'un pour recevoir les choses inventoriées, & payer ce qui sera dû.

XXXIII. Si quelque Vaisseau appartenant à l'un ou l'autre des Sérénissimes Contrahans, ou à leurs Sujets, vient à faire naufrage sur les Côtes de leur respective Domination, les Officiers du Domaine ou du Fisc ne pourront y prétendre, ou s'attribuer aucun Droit, & le pillage sera severement défendu à tous les particuliers. Même le Seigneur, ou les Magistrats du lieu le plus voisin seront obligés de secourir de tout leur pouvoir, ceux qui auront soufert le naufrage; & de s'employer diligemment à faire sauver ce qui se pourra du Navire brisé, & à le mettre en sécurité; moyennant quoi aussi le Droit de Sauvement leur appartiendra sur le pied de cinq pour cent de la valeur des Marchandises, & outre cela les dépenses faites pour cette œuvre pieuse leur seront remboursées. Mais si le Navire demeure en son entier, quoique fort endommagé, & que les Gens de l'Equipage ne soient point peris, ils prendront soin eux-mêmes de ce qui regarde le sauvement, & on leur prêtera toute faveur & assistance, en leur fournissant, à prix raisonnable les choses dont ils auront besoin.

XXXIV. Sa Majesté Catholique ne permettra pas, que sous prétexte de Police ou autrement, on impose une limitation de prix aux Marchandises, qui appartiendront aux Sujets de Sa Majesté Impériale; mais il leur sera permis de les vendre aussi cher que le cours ordinaire du Commerce le pourra permettre; liberté de laquelle les Sujets jouiront pareillement dans les Etats de Sa Majesté Impériale.

XXXV. Si les Biens de quelque Marchand Espagnol, ou Sujet de Sa Majesté Impériale, viennent à être conquis, & qu'il s'y rencontre des effets appartenans à quelqu'autre Marchand, ou personne particulière, ils lui seront restitués encore même qu'ils eussent été vendus, pourvu que le paiement n'en eut point été fait, ni en tout, ni en partie; Et en cas que semblables Effets ou Marchandises, eussent été seulement déposées chez celui dont les Biens seroient conquis, & qu'il les auroit vendus sans la permission du Depositair, la valeur desdites Marchandises ou Effets sera considérée comme un vrai Depot, & sera payée comme telle au Depositair par préférence.

XXXVI. Les Sujets & Vaisseaux de Sa Majesté Impériale pourront porter, & voiturier, en tous & chacun des Etats du Roi des Espagnes, toutes sortes de Fruits, Denrées & Marchandises des Indes Orientales, en faisant apparôître par le témoignage des Deputez de la Compagnie des Indes établie aux Pais-Bas Autrichiens, qu'elles sont des Conquêtes, Colonies, ou Factories de ladite Compagnie, ou qu'elles en sont venues; à l'égard de quoi, ils jouiront des Privileges qui ont été accordés aux Sujets des Provinces-Unies, par les Cedules Royales du 27. Juin & 3. Juillet 1663., publiées le 30. Juin & 4. Juillet de la même année; Sa Majesté Catholique declarant en outre, qu'elle accorde aux Sujets de Sa Majesté Impériale, tout ce qui a été octroyé, & accordé aux Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies du Pais-Bas par le Traité de l'an 1648. tant à l'égard des Indes qu'à tout autre, où ledit Traité pourroit être applicable, & non repugnant à celui-cy, & à la Paix conclue entre Leurs Majestez.

XXXVII. Pour ce qui regarde le Commerce des Isles Canaries, les Sujets de Sa Majesté Impériale en jouiront, avec les mêmes avantages que les Anglois, & les Hollandois en jouissent.

XXXVIII. Les Biens & Effets de quelque nature qu'ils soient, qui auront été cachés pendant la Guerre pour crainte de Confiscation, appartiendront de plein Droit à leurs Propriétaires; & personne ne

ANNO  
1725.



ANNO

1725.

fera inquiété pour les avoir cachés contre les défenses.

XXXIX. Pareillement les Dettes contractées entre les Sujets de part & d'autre avant la Guerre, soit pour cause de Commerce, ou autrement, seront entièrement payées, à moins que la Confiscation n'y soit intervenue, sans que la Guerre survenue entre tems puisse l'empêcher; mais il n'en sera point exigé d'Intérêts.

XL. Quant aux Marchandises, & autres Effets mobiliers, qui auront été confisqués avant la Conclusion de la Paix, ils ne seront point restitués. On en est convenu ainsi, pour éviter le grand nombre de Procès, qui pourroient en arriver.

XLI. Toutes Lettres de Représailles, qui pourroient avoir été cy-devant accordées de part ou d'autre, pour quelque cause que ce soit, sont déclarées nulles, & leurs Majestés promettent réciproquement, de n'en plus accorder cy après, à la charge des Sujets l'un de l'autre, si ce n'est dans le cas d'un manifeste deni de Justice, lequel ne sera point tenu pour vérifié sinon après un retardement de deux ans, à compter du jour de la première plainte, lequel terme de deux ans étant passé, & ledit Complainant ayant présenté sa Requête à son Prince, pour obtenir des Lettres de Représailles, elle sera communiquée au Ministre de l'autre Prince, s'il y en a un en Cour, ou à celui qui y fera ses affaires, après quoi la Sentence définitive sera encore attendue six Mois, lesquels étant écoulés, les Lettres de Représailles, pourront être enfin accordées.

XLII. Il sera défendu severement aux Sujets de Sa Majesté Impériale, & à ceux de Sa Majesté Catholique de prendre des Commissions pour des Armemens particuliers, ni des Lettres de Représailles, de quelque autre Prince que ce soit, pour aller en course sur les Sujets de l'une ou de l'autre; & si quelqu'un contrevient à cet Article, il sera poursuivi, & traité comme Pirate, non seulement dans le Pais, contre lequel il aura pris ces sortes de Commissions, en cas qu'il y soit conduit, après avoir été fait Prisonnier dans le flagrant de ses Courses, mais aussi dans les Etats du Prince dont il sera Sujet, en forte qu'il sera procédé criminellement contre lui, jusqu'à l'exécution.

XLIII. La volonté de Sa Majesté Impériale, & de Sa Majesté Catholique, étant que la Paix, la Concorde, & l'Amitié soient cultivées sincèrement entre les Sujets de part & d'autre, jusqu'au point de se donner réciproquement toutes les assistances possibles dans les occasions, il a été convenu que quand un Navire appartenant aux Sujets de Sa Majesté Impériale aura été pris, par quelque Ennemi commun, & repris sur lui par quelque Navire de Guerre, ou Armateur de Sa Majesté Royale Catholique, si la reprise se fait dans les premières quarante huit heures, qu'il aura été entre les mains de l'Ennemi, la cinquième partie du Vaisseau & de sa charge apartiendra au Repreneur; & que si la reprise se fait dans les quarante huit heures suivantes, il en aura un tiers, & qu'enfin si elle ne se fait qu'après ces dernières quarante huit heures, la moitié entière du Vaisseau & de sa charge lui appartendra, l'autre moitié devant retourner aux Propriétaires: Ce qui aura lieu pareillement, lorsque le Vaisseau repris se trouvera appartenir aux Sujets de Sa Majesté Royale Catholique, & que le Repreneur sera un Navire de Guerre ou Armateur de Sa Majesté Impériale.

XLIV. Et quoi qu'il y ait sujet d'espérer, que la Paix, qui par la grace de Dieu vient d'être établie entre Sa Majesté Impériale Catholique, & Sa Majesté Royale Catholique, leurs Successeurs, Royaumes & Seigneuries, sera de longue durée, & que de part & d'autre, il n'y sera donné aucune atteinte; néanmoins, comme toutes les choses du Monde sont sujettes à des changements imprévus, on est convenu qu'en cas d'une nouvelle Guerre, ce que Dieu veuille détourner, il sera donné six Mois aux Marchands & Sujets, qui se trouveront dans les Ports, Villes, Etats, & Provinces l'un de l'autre, pour se retirer en toute sécurité, eux & leurs Familles, Biens, Effets & Marchandises, y compris leurs Vaisseaux avec tout ce qui y sera embarqué; comme aussi les Maîtres, & Officiers, desdits Vaisseaux, & en general tout ce qui se trouvera leur appartenir, comme aussi les Dettes légitimement contractées à leur profit, & leurs autres Droits & Actions, sur lesquels on sera tenu de leur rendre bonne & prompte Justice.

XLV. Et afin qu'il ne reste aucun doute sur le sens

du precedent Article, on declare, que durant ces six Mois, il sera permis auxdits Marchands de continuer leur Commerce avec la même liberté que pendant la Paix, de vendre, acheter, échanger, & transporter par Mer & par Terre, tous leurs Effets & Marchandises, comme aussi leurs propres Personnes, & celles de leurs Familles, Facteurs, & Domestiques, sans aucun trouble ni empêchement, comme s'il n'y avoit point de Guerre; pourvu qu'ils se comportent paisiblement & modérément, & qu'ils s'abstiennent de toutes entreprises secrètes contre l'Etat. Ils pourront aussi durant ces six Mois actionner leurs Debitiers, & on leur administrera la Justice avec tant de diligence, qu'avant l'expiration des six Mois, la Sentence définitive soit prononcée, & s'il se peut, exécutée. Cependant si malgré tout le soin qu'on y apportera, ladite Sentence ne pouvoit être rendue, ou mise en execution dans ledit terme, il sera permis auxdits Sujets, qui se retireront, de poursuivre leur Droit par Procureur, soit qu'ils y soient Auteurs ou Défendeurs, comme aussi de retirer les effets, qui pourroient leur revenir en vertu de la Sentence rendue, sans qu'on puisse l'empêcher sous prétexte de la Guerre, qui continueroit entre les Puissances.

XLVI. On est aussi convenu touchant lesdits Sujets respectifs Marchands & autres, qui devront se retirer dans ledit terme de six Mois, qu'on leur accordera des Passeports, lorsqu'ils les demanderont marquant le lieu de leur départ, celui où ils voudront aller, le nombre de leurs Personnes, & la Specification de leurs effets, lesquels Passeports seront respectés par Mer & par Terre pour tout le tems de leur durée, lequel sera étendu au double de celui qui seroit autrement nécessaire pour passer du lieu du départ au lieu de la destination, si l'on étoit leur de n'y rencontrer aucune cause de retardement; & semblables Passeports seront donnés aux Navires, qui se trouveront dans les Ports, afin qu'ils puissent retourner chez eux en sécurité avec leurs Charges.

XLVII. Enfin on est convenu, que tout ce qui a été stipulé d'avantageux en faveur de la Nation Britannique par les Traitez de Madrid du 11. Mai 1667. & 12. Juillet 1670., comme aussi par les Traitez de Paix & de Commerce faits à Utrecht en 1713. & par le Traité ou Convention postérieure, & qui ne se trouvera pas exprimé, ou suffisamment expliqué en celui-cy, y sera tenu pour expressément inséré en faveur des Sujets de Sa Majesté Impériale, pour autant qu'il leur sera applicable, de même que tout ce qui a été accordé aux Sujets des Provinces-Unies par le Traité de Paix fait à Munster en 1648., par le Traité de Marine fait à la Haye en 1650., & par le Traité de Paix & de Commerce fait à Utrecht en 1714. En forte que pour savoir ce qui devra être pratiqué en Espagne, & dans les autres Etats du Roi Catholique à l'égard des Sujets de Sa Majesté Impériale, dans tous les Cas ouverts ou omis au présent Traité, il ne faudra que se régler, sur ce qui a été accordé aux susdites deux Nations, par ceux qu'elles ont faits avec les precedens Rois Catholiques, & avec Sa Majesté aujourd'hui regnante, sous les Dates cy-dessus mentionnées.

Le present Traité sera ratifié par Sa Sacrée Majesté Impériale & Catholique, & par Sa Sacrée Royale Majesté Catholique, & l'échange de leurs Ratifications se fera dans trois Mois, ou plutôt si faire se peut. En foi de quoi nous Commissaires & Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires respectifs de Sa Majesté Impériale & Catholique, & de Sa Majesté Royale Catholique, avons signé de nos mains le present Traité de Navigation & de Commerce, & l'avons muni de nos Cachets. A Vienne en Autriche le premier Mai 1725.

EUGEN. DE SAVOYE. J. G. Baron de Ripperdai.

(L.S.) (L.S.)

PHILIPPE LOUIS Comte de SINZENDORFF.

(L.S.)

GUNDACER Comte de STARHENBERG.

(L.S.)

Teneur

ANNO

1725.

ANNO  
1725.

## Teneur de la Plenipotence Imperiale.

NOS CAROLUS Sextus Divinis favente Clemen-  
tiis Electus Romanorum Imperator tempore Augustus,  
ac Germanie, Hispaniarum, utriusque Sicilie, Hunga-  
rie, Bohemie, Dalmatie, Croatia, Slavonieque Rex,  
Archidux Austrie, Dux Burgundie, Brabantie, Medio-  
lani, Mantue, Syrie, Carimbie, Carniole, Limbur-  
gi, Lucemburgi, Geldrie, ac Superioris & Inferioris  
Silesie, & Wirtembergie, Principi Suevie, Marchio  
Sacri Romani Imperii, Burgovie, Moravie, Superioris  
& Inferioris Lufatie, Comes Habsburgi, Flandrie, Ty-  
rolis, Ferretis, Kyburgi, Goritie, & Namurci, Land-  
gravius Alsatie, Dominus Marchie, Slavonie, Parviti  
Naonis, & Salinarum, &c. &c. Notum, testamurque  
facimus. Cum Serenissimo Hispaniarum Insularumque  
Regi Catholico PHILIPPO V. visum sit, eis inter  
Nos utroque adhuc pendentes Controversiarum Articulos,  
qui in Tractatu Londinensi de Anno 1718. ad peculiarem  
Congressum definitum remissi fuerunt, hic Vienna mutuo  
inter Nos amice componere, psumam super iis Cameraci  
loco ad istum Congressum subinde destinatum sub Mediatione  
Serenissimum Gallie & Magne Britannie Regum jam  
a triennio abhinc & ultra magnis quidem, verum irritis,  
conatibus elaboratum fuit; eumque in finem ad Nos Mi-  
nistrum cum Legati Extraordinarii munere, amplexu  
Mandato infrascriptum Illustrum & Magnificum Joannem  
Custichum Liberum Baronem à RIVERDA, Domi-  
num de Jensema, Engelenburg, Poelgeest, Konde-Kente &  
Ferwert, Judicem Hereditarium de Humterlant, &  
Campen miserit, qui exhibitum Plenipotentiis sue Literis  
ad aggrediendum, perficiendumque commissum sibi hocce  
negotium sufficienter munus agnovit fuit; Quod Nos  
tam pro consolidandaque universe Europe quietis proficuo  
Consilio accedentes, in completa fide, prudentia, ac re-  
rum gerendarum usque Illustrissimi Principis EUGENII à  
Savardie & Pedemontio, Nostri Consilarii Añnalis Inti-  
mi, Consilii Antico-Bellici Præsidi, Nostrique Locum-  
tenentis Generalis, Sacri Rom. Imperii Campi Marschal-  
li, ac Nostrorum Statuum per Italiam Vicarii Generalis,  
Aurei Velleris Equitis: Illustris item & Magnifici PHILIPPI LUDOVICI Sac. Rom. Imperii Thesaurarii Her-  
editarii Comitit à Sinzendorf, Liberi Baronis in Erst-  
brunn, Domini Dynastiarum Gßll, Superioris Selovitz,  
Porlitz, Sabor, Mälzig, Loos, Zaas, & Droskan, Burggra-  
vii in Reineck, Supremi Hereditarii Sausseri ac Prætoris  
in Superiori & Inferiori Austria, Hereditarii Pinarum in  
Austria ad Anasum, Aurei Velleris Equitis, Nostri Con-  
siliarii Añnalis Intimi, ac Primi Vice Cancellarii nec non  
Illustris & Magnifici GUNDAACCARI THOMÆ Sac. Rom.  
Imperii Comitit de STARENBERG in Schaumburg  
& Wuxenberg, Domini Ditionum Eschelberg, Liechtenhaag,  
Rottenegg, Treysitz, Haas Oberwallse, Senftenberg  
Bodenorf, Hatwan, Aurei Velleris Equitis, Nostri  
Consilarii Intimi Añnalis, Archiducatus Austrie Superio-  
ris & Inferioris Marchieballi Hereditarii plurimum con-  
sili, eos ad tractandum, concludendum & signandum  
Nostro Nomine cum prefato Regio Legato Extraordina-  
rio & Plenipotentiario propositis Pacis Articulis, & si  
que alio foris, ad qua specialiori Mandato opus esset,  
tractanda occurrerent, Commissarios Nostros tanquam Le-  
gatos Nostros Extraordinarios nominaverimus, & consti-  
tuimus, prout eis vigore harum nominamus & consti-  
tuimus: Dantes eis plenam & omnimodam Potestatem,  
Autoritatem, & Mandatum, hunc Tractatum, ejusque  
Conditiones & Articulos, & si que alia tractanda vide-  
rentur, cum prefato Regio Legato Extraordinario Ple-  
nipotentiario, tractandi, concludendi, & signandi, desu-  
per Instrumenta unum vel plura conficiendi, eaque omnia  
agendi & faciendi, que Nos, si rem ipsi tractaremus,  
agere, facereque possemus. Verbo Casareo-Regio & Ar-  
chiducali promittentes, Nos, que per memoratos Nostros  
Commissarios tanquam Legatos Nostros Extraordinarios,  
& Plenipotentiarios, aut alterutris eorum absentibus vel  
impeditis, duos aut denique unum illorum ita acta conclusa  
& signata fuerint, rata, grata, acceptaque habituros,  
Nostrique Ratificationum Instrumenta etiam jurata in  
tempore convento extrahituros esse. In quorum fidem, ma-  
jorque robur presentes manu Nostra subscriptas Sigillo  
Nostro appenso muniri iussimus. Datus ex Arce Nostra  
Luxemburgi die 28. Mensis Aprilis Anno 1725. Regiarum  
Nostrorum Romani decimo quarto, Hispaniarum vigesimo  
secundo, Hungarici vero & Bohemici decimo quinto.

CAROLUS.

JOAN. FRID. Com. à SEILERN.  
Ad Mandatum Sac. Cæs. & Cathol. Majestatis proprium.  
JOAN. GEORGIUS BUOL, S.R.I. Eq.

## Teneur de la Plenipotence Espagnole.

ANNO  
1725.

DON FELIPE por la gracia de Dios, Rey de  
Castilla, de Lion, de Aragon, de las dos Sici-  
lias, de Jerusalem, de Navarra, de Granada, de To-  
ledo, de Valencia, de Mallorca, de Sevilla, de Cer-  
deña, de Cordova, de Corcega, de Murcia, de  
Jacn, de los Algarbes, de Algezira, de Gibraltar, de  
las Islas de Canaria, de las Indias Orientales, y Occi-  
dentales, Islas, y Tierra firme del Mar Ocea-  
no, Archiduque de Austria, Duque de Borgoña, Bra-  
bante, y Milan, Conde de Alsburg, Flandes, Tirol,  
y Barcelona, Señor de Viscaya, y de Molina, &c.  
Por quanto, deseando dar à mis Pueblos y Vasallos el  
consuelo, y alivio de una Paz universal, he solicitado  
por medio del Congreso de Cambray, hazerla particu-  
larmente, con el muy Alto, y muy Poderoso Empe-  
rador de Alemania, y haviendo manifestado la expe-  
riencia de estos ultimos quatro años, quanto se dilata  
el logro de esta importancia, que siempre mas procu-  
ro, para mi mayor satisfaccion, valiendome de todos  
los medios posibles, y queriendo usar de aquel de  
embiar à la Corte de Viena, reservada-y secretamente,  
una Persona de entera Confianza, que haga notorios al  
Emperador mis buenos deseos, y anelos de estabiezer  
la mas segura durable Paz entre mi Corona, y la de  
Su Magestad Imperial, y la mas estrecha amistad,  
y buena correspondencia entre ambos, como conviene,  
y es muy conforme à toda consideracion. Por las ex-  
periencias, y satisfaccion que tengo de vos Don Juan  
Guillermo Baron de Ripperda, Señor de Jensema, En-  
gelenburg, Poelgeest, Koudekente, y Ferwert, Juez  
Hereditario de Humterlant, y de Campen, he resuelto  
elegiros, y nombraros (como en virtud de la presente  
os nombro) paraque con el grado de mi Embaxador  
Extraordinario Plenipotenciario, passéis al referido im-  
portante fin, y al de hazer otros convenientes Tratados  
à la Corte de Viena, y os doy tan cumplido Poder,  
facultad, y authoridad, como es necesario, y convie-  
ne, paraque por mi, y en mi Nombre, y representan-  
do mi propia Persona, podais proponer, ofrecer, oyr,  
consentir, atender, y capital con el expresado muy  
Alto, y muy Poderoso Emperador de Alemania, & el  
Ministro, u Personas que nombrare, y os diputare para  
este efecto, todo lo que juzgareis preciso, y conveni-  
ente al referido importante fin, al de mi servicio, al  
bien de mis Reynos, y mayor seguridad, y permanen-  
cia de la Paz, que desco, de la union, buena corres-  
pondencia, y alianza que solicito estabiezer entre ellos,  
y los de el Emperador: Y paraque en orden à esto  
podais hazer todo aquello que yo haria, y hazer podria,  
aunque sea de tal calidad que requiriese otro mas espe-  
cial Poder, y comission, y obligarme à mi al cumpli-  
miento de ello. Por tanto declaro, y doy mi fee, y  
palabra Real, que todo lo que fuere hecho, tratado,  
y concertado por vos el expresado Don Juan Guill-  
ermo, Barone de Ripperda, con el referido Emperador  
de Alemania, & el Ministro, u Personas que nombrare,  
desde ahora para entonzes, lo consento, y aprue-  
bo, y lo tengo, y tendré por bueno en todo tiempo,  
la forma en que lo concluyereis, y me obligo à estar  
y passar por ello, como cosa hecha en mi Real Nom-  
bre, por mi Voluntad y Autoridad Real, y lo cum-  
plire, puntual-y exactamente: Y assi mismo me obligo  
à que dentro de el termino, que se señalare, segun se  
estila, aprobar, y ratificare en especial forma, con  
las fuerzas, Juramentos, y requisitos necesarios, y  
acostumbrados, todo lo que en virtud de este Poder fe  
concluyere, y asentare, general-e individualmente,  
paraque sea valido, y estabiezerido, ahora y en todo  
tiempo; y para firmeza de ello mandé despachar la  
presente, firmada de mi mano, sellada con el Sello  
secreto, y referendada de mi infrascripto Secretario de  
Estado, y de el Despacho. Dada en Madrid à veinte  
y dos de Noviembre, de Mil setecientos y veinte y  
quatro.

YO EL REY.

Lugar del Sello.

D. JUAN BAPTISTA DE ORENDAYN.

Ratifica



ANNO

1725.

Ratification de Sa Majesté Imper. &amp; Cathol.

NOS CAROLUS Sextus Divina favente Clementia Electus Romanorum Imperator semper Augustus, ac Germaniae, Hispaniarum, utriusque Siciliae, Hungariae, Bohemiae, Dalmatiae, Croatiae, Sclavoniae, que Rex, Archidux Austriae, Dux Burgundiae, Brabantiae, Mediolani, Mantuae, Styriae, Carinthiae, Carniolae, Limburgi, Luxemburgi, Geldriae, ac Superioris & Inferioris Silesiae, & Württembergae, Princeps Sueviae, Marchio Sacri Romani Imperii Burgoviae, Moraviae, Superioris & Inferioris Lusitaniae, Comes Hassburgi, Flandriae, Tyrolis, & Ferretis, Kyburgi, Goritiae, & Namurci, Landgravius Alsatiae, Dominus Marchia Slavoniae, Portus Naonis & Salinarum, &c. &c. Notum facimus omnibus & singulis quorum interest, aut interesse quomodolibet potest. Cum Paci Nos inter & Serenissimum & Potentissimum Principem PHILIPPUM hujus Nominis Quintum Hispaniarum ac Indiarum Regem Catholicum die trigesima Mensis Aprilis proximae praeeritit auspiciis hinc Viennae inita aliam Navigationis & Commerciorum Tractatum addere e re communi visum sit, ex quo Regina quoque utriusque Nostra & Subditi tam laetae Pacis fructus, commoda & emolumenta lidem sentiant, isque Tractatus per Legatos utriusque Extraordinarios (quorum nomina subiecto Conventionis Instrumento inserta leguntur) cum amplo Mandato munitis die & anno infra scripto in sequentes conditiones & Articulus conclusus, subscriptus ac signatus fuerit.

*Hic loci insertus fuit Tractatus Commerciorum & Navigationis.*

Quod Nos visis & examinatis fidei Articulis eisdem in omnibus suis Capitulis & Conditionibus universim approbaverimus ratificaverimus, & confirmaverimus, prout & eisdem vigore praesentium approbamus, ratificamus & confirmamus, Verbo Caesareo, Regio atque Archiducali pro Nobis, Successoribus & Haereditibus Nostris spondentes, Nos, quae ita in hocce Navigationis & Commerciorum Tractu convenita, pacta, & a Nobis modo approbata fuerint, sub Juramento observatos, & ut a Subditis Nostris patet observentur, curatos: neque ut a quopiam alia ratione violenter, quantum in Nobis est, unquam admittuntur esse. In quorum robur ac Testimonium praesentibus Nostra manu subscriptis Sigillum Nostrum appendi iussimus. Dabantur ex Arce Nostra Luxemburgi die XVI Mensis Junii Anno millesimo septingentesimo vigesimo quinto: Regnorum Nostrorum Romani decimo quarto: Hispaniarum vigesimo secundo: Hungariae vero & Bohemiae decimo quinto.

CAROLUS.

JOAN. FRID. COM. à SEILERN.

*Ad Mand. Sac. Cae. & Cath.  
Majestatis proprium.*

JOAN. GEORGIUS BUOL, S. R. I. EQ.

Ratification de Sa Majesté Cathol.

PHILIPPUS, Dei gratia, Castellae, Legionis, Aragoniae, utriusque Siciliae, Hierosolymarum, Navarrae, Granatae, Toleti, Valentiae, Galliae, Majoricae, Hispaniae, Sardiniae, Cordubae, Corsicae, Murciae, Genuae, Algarbium, Algezira, Gibraltariae, Insularum Canariarum, Indiarum Orientalium, & Occidentalium, Insularum, & Continentis Maris Oceani, Rex. Archidux Austriae, Dux Burgundiae, Brabantiae, & Mediolani, Comes Hassburgi, Flandriae, Tyrolis, & Barcinonis, Dominus Bituracae & Altoniae, &c. Cum haud multo post Nostram ad solum hujus Hispaniarum Monarchiae promotionem, DEUS ob inscrutabilia Suae Altissime Providentiae judicia percreverunt Bellum, quod rei antea Europam vexavit, sed nominatim, tam Nostrae, quam Serenissimi & Potentissimi Romanorum Imperatoris Subditi, ac Passalus afflixit, dum praecipue in reciproci Commercii usus & libertate, aut profecto ex praesentibus concordiae fructibus orbavit, inter Nos Serenissimumque & Potentissimum Romanorum Imperatorem accessum fuisse, permiserit: Idcirco cum denique DEO

Pacem jam diu interruptam, inter Nos & jam praefatam Caesarem Majestatem feliciter conclusam, & solidè restabilitam fuisse placerit, perutile peculiarem Navigationis, & Commerciorum Tractatum constituere visum fuit, per quod bonorum communio, quae quidem potius ingenua amicitia pignus est, magis atque magis firmetur, & stabilitur, quae ex via tam Nostrae, quam altissime Caesareae Majestatis Subditi initium ducant, & perfruantur Pacis uberrimis beneficiis operam navent, & in hunc finem cum Ministris Plenipotentiarum, utelicet ex Nostra parte Dominus Joannes Guillelmus Baro de RIPPENDA, Dominus de Jesuma, Engelburg, Puelgeest, Kaudelente, & Ferwer, Justae Haereditarius de Hamsterlant, & Campen, ad tractandum, finiendum & concludendum Pacem jam supra scriptam, & Tractata die trigesima Aprilis proximae lapsi Vienna subscripto, Nunc Dñi conclusam, ad omneque ipsam speciem stipulandum, & concludendum, Minister Legatus Extraordinarius, & Plenipotentarius a Nobis apud Serenissimum & Potentissimum Romanorum Imperatorem constitutus: & ex parte Suae Majestatis Caesareae Eugenius Sabaudiae & Pedemontium Principis altissime Suae Majestatis Caesareae Consiliarius Actualis Intimus, Consiliarius Aulico-Belgici Praefectus, suique Locumtenens Generalis, Sacri Romani Imperii Campi Marschialis, ac ejusdem Sinuum per Italiam Vicarius Generalis, Aurei Velleris Eques: nec non PHILIPPUS LUDOVICUS Sacri Romani Imperii Thesaurarius Haereditarius Comes a Sincendorff, Liber Baro in Erxleben, Dominus Ditionum Groll, Superioris Selwitz, Portitz, Sabor, Mulzig, Looz, Zuan, & Droikan, Burgravius in Reineck, Supremus Haereditarius Scutiferus ac Praefectus in Superiori & Inferiori Austria, Haereditarius Pincerna in Austria ad Anasum, Aurei Velleris Eques, Sacrae Caesareae Majestatis Camerarius, Actualis Consiliarius Intimus, ac Primus Aule Cancellarius, ac GUNDECCARUS THOMAS Sacri Romani Imperii Comes de STARHENBE, in Schanenburg & Waxemburg, Dominus Ditionum Elsbeldberg, Rechtenhaag, Rottenegg, Freyslat, Hanz, Oberwalche, Seyntenberg, Buttendorff, Harwan, Aurei Velleris Eques, Sacrae Caesareae Majestatis Consiliarius Intimus Actualis, Archiducatus Austriae Superioris & Inferioris Marschialis Haereditarius, quos ad eandem finem & in ipsa Civitate Viennensi sua ipsa Majestatis Caesareae Plenipotentiariorum designaverat, collegium instituerunt, uno denique animo atque consensu in sequentem Navigationis, & Commerciorum Tractatum conveniunt, ipsamque subscripserunt vigore Plenipotentiariorum respectuorum, quae quidem prius commutata fuerunt, cujus Tractatus tenor, & forma est, ut sequitur de verbo ad verbum.

*Hic loci fuit insertus Tractatus Navigationis & Commerciorum.*

Nos vero tam suam inter Nos & Serenissimum & Potentissimum Imperatorem & aetate Regna, Ditiones & Gentes Conventionem & Commerciorum, nec non Navigationis Tractatum, qui quidem quid vetustate pariter & integritate meritis conservari, grandique sedulitate foveri, consolidare, praedictis omnibus & singulis in praesentibus Capitulis, sicut per dictos Oratores Legatos Extraordinarios & Plenipotentarios utriusque Partis convenita, inita, transacta, promissa, & firmata sunt, robur & munimen Nostrae Regalis Autoritatis adiacere cupientes, ea omnia & singula, prout supra dictis insertis Literis contenta perspicaciter intuentes, Nos ipsi firmiter intelligimus & comprehendimus, de nostraque certa scientia & voluntatis plenitudine, maturaque, & digesta deliberatione pro Nobis, Successoribus nostris sine Regnorum nostrorum Haereditibus natis vel nascituris, Regni & Terrarum, Subditi, Ditionibus, Dominii, & Adherentibus nostris, ac omnibus aliis, quorum interest, aut interesse poterit, prout & quemadmodum superius inserta sunt, Laudamus, Ratificamus, Approbamus, Acceptamus, ac de vobis, quatenus opus est, per praesentes facimus & promittimus, eaque omnia prout de Verbo ad Verbum praesentia manent, & a praesentibus utriusque partis tempore Nostrae & praesentibus Caesareae Catholicae Majestatis Oratoribus Extraordinariis promissa & subscripta fuerint, semper & omni tempore custodire & custodiri, manutene & manutene, ac inviolabiliter de puncto in punctum observare & observari facere, neque unquam per Nos vel alium, seu alios publicos vel occultos, directè, aut indirectè, aut alio quovis modo aliquam ratione, causa, vel occasione contrahere aut venire pollicemur, promittimus & juramus, & sollemniter expromittimus: & facimus Sacramentum in Verbo & fide Regiae, & si ab aliquo in praedicta omnia

ANNO

1725.

ANNO  
1725.

et preiudicia, vel eorum singula imminutio, aut Pacto-  
rum diminutio, seu contraventio quomodocunque sit aut  
esse possit, temere ageretur aut patreretur, is profecto  
audacia et inconsiderantia sue pœnas luet, contraven-  
tumque imminutum, aut diminutum sedulo et abjecta  
omni cunctatione et procrastinatione restituere faciemus,  
pro quibus omnibus et eorum singulis firmiter et invio-  
labiliter tenendis et adimplendis obligamus, hypothecamus  
et supponimus Regna et bona nostra ac Hæredum nostro-  
rum quorumcumque; et ad ampliorem firmitatem et fa-  
torem huius Obligationis et Approbationis Auctoritatem om-  
nibus et singulis legibus, moribus, ceterisque universis  
ipsi contrariis renunciamus, ipsique desistimus, et si  
italia essent, ut speciale et destinatum mentionem por-  
tularent, et in hocce Instrumento formaliter et expressè  
inferri deberent, siquidem omnia et eorum singula pro his  
expressis et formaliter nominatis, prout si de Verbo ad  
Verbum inserta adessent, Valuerunt, et sic animus Nobis  
inest, ut habeantur et teneantur. In quorum omnium  
fidei, robur et Testimonium præsertim Nostros Ratifi-  
cationis, et Approbationis Literas et Instrumenta fieri et  
expediri mandavimus Manti nostra subscriptas, et Signis  
Nostri Secreti appositione roboratas, et infrascriptis Secre-  
tarij Nostri Stanisl. et Universalis Expeditionis vulgò  
del Despacho dediti refundatad: Datum in Regia hac  
Nostra Aranjuez nuncupata vigesima quinta Maji Anno  
à Nativitate Domini millesimo septingentesimo vigesimo  
quinto.

(L.S.) PHILIPPUS R.

JOANNES AB ORENDAYN.

XXXIX.

7. Juin. Pax inter Sacram Cæsaream Regiamque Catholi-  
cam Majestatem CAROLUM VI Romanorum Im-  
peratorem et Imperium ab una, et Sacram Regiam  
Catholicam Majestatem PHILIPPUM V. Re-  
gem Hispaniarum ab altera parte conclusa Vien-  
ne 7. Junii 1725. Cum ARTICULO SE-  
PARATO de Titulis ab utraque in Tractatu as-  
sumptis, nec non Plenipotentibus, et Ratificatio-  
nibus, ad hæc spectantibus. [Sur la Copie im-  
primée à Vienne par Autorité Imperiale.]

In Nomine Sacro-Sanctæ Trinitatis, Patris et Filii,  
et Spiritus Sancti. Amen.

Notum sit omnibus et singulis, quorum interest,  
aut quomodolibet interesse possit.

Com Bello, quod præmatura Mors Serenissimi quon-  
dam Hispaniarum Regis Caroli Secundi per universam  
ferè Europam super Successione in ejus Regna, excita-  
vit, cum Sacra Cæsarea Majestate Sacrum quoque Ro-  
manum Imperium accesserit; Pace porro per Tractatus,  
inprimis Trajectensem; deinde Badensem. tandem per  
eam, qui Londini <sup>2. Augusti</sup> 25. Julii Anno millesimo septingen-  
tesimo decimo octavo initus fuit, inter Partes Bellige-  
rantes majori ex parte reducta id unum superesset, ut  
inspirante Deo, in cujus manu sunt corda Principum,  
Pax quoque inter Sacram Majestatem Cæsareo-Catho-  
licam, et Sacrum Romanum Imperium ex una: Sa-  
cræque Majestatem Regio-Catholicam ex altera parte  
restitueretur, Tractatus verò Cameracensis, ob varias  
rerum vicissitudines ad optatum finem deducti hucusque  
non potuerit; ideoque modo factus Rex Hispaniarum  
ad consiliendum magnam hoc cum Majestate Cæsarea,  
Sacraque Romano Imperio Pacis negotium, Legatum  
suum Extraordinarium, et Plenipotentiarium Hispani-  
cum sufficienter instructum, ad Aulam Imperialem mi-  
sit, et in hunc finem, ac opus, Orbi Christiano tam  
salutiferum, tamque necessarium Sacra Cæsarea Ma-  
jestas Catholica pro finero suo in communem Europæ  
salutem amore, ac studio promptas mox aures præbe-  
rit, atque suo Cæsareo, Sacraque Romani Imperii no-  
mine in vim Plenipotentia, ac requisitionis Statuum  
Imperii de die nona Decembris anni millesimi septin-  
gentesimi vigesima secundi Consiliarios suos Status In-  
tinos, nempe

Celissimum Sacri Romani Imperii Principem Domi-  
num Eugenium Sabaudia et Pedemonium Ducem, au-  
TOM. VIII. PART. II.

rei Velleris Equitem, Consilij sui Auslico-Bellisci Præsi-  
dem, et Locumtenentem Generalem suum, ac Sacri  
Imperij Campi Marschallum, Regnorumque ac Sta-  
tuum suorum Hæreditariorum per Italiam Vicarium  
Generalem.

ANNO  
1725.

Atque Illustrissimos, et Excellentissimos Dominos:

Philippum Ludovicum Sacri Romani Imperij Comi-  
tem à Sinzendorff, Sacri Romani Imperij Thesaurarium  
Hæreditarium, Liberum Baronem in Ennsbrunn,  
Dominum Dynastiarum Gföhl, Superioris Seloviz,  
Poritz, Sabor, Müritz, Loos, Zaan, et Droskau,  
Burggraviam in Rheineck, Supremum Hæreditarium  
Scutiferum, ac Dapicidum in Archiducatu Superiori et  
Inferiori Austriæ, Hæreditarium Pincernam in Austria  
ad Anatum, auri Velleris Equitem, Sacra Cæsarea  
Majestatis Provinciarum Austriacarum Cancellarium  
Aulicum.

Gundaccarum Thomam Sacri Romani Imperij Comi-  
tem et Dominum de Starthenberg, in Schaumburg,  
et Waxenberg, Dominum Ditionum Eschelberg, Liech-  
tenhag, Korenegg, Freystatt, Haus, Oberwallsee, Senft-  
enberg, Bodendorff, Harwan, auri Velleris Equitem,  
Archiducatus Austriæ Superioris, et Inferioris Ma-  
rschallum Hæreditarium Supremum.

Ernestum Fridericum Sacri Romani Imperij Comi-  
tem de Windischgraz, Liberum Baronem de Wallen-  
stein et in Valle, Dominum Dominiorem Sancti Petri  
in Insula, Roten-Lotha, et Leopoldsdorff, Supremo-  
Hæreditarium per Ducatum Styriæ Stabuli Prædictum,  
auri Velleris Equitem, Consilij sui Imperialis Aulici  
Præsidem, &c.

Fridericum Carolum Sacri Romani Imperij Comi-  
tem à Schönborn Bucheimb, Wolffsthal, Sacri Ro-  
mani Imperij Dominum in Reichelsberg, et Heppen-  
heimb, et Comitem in Wittenheid, Dominum in  
Göllersdorff, Schönborn, Aspersdorff, Weirburg, et  
Parschenbrunn, Weiler, Geubach, et Pommerfelden  
&c. Supremum in Archiducatu Austriæ iuxta et supra  
Anatum, Hæreditarium Dapiferum, Imperialis Eccle-  
siæ Bambergensis Coadjutorem, Majestatis Cæsareæ,  
et Sacri Romani Imperij Pro-Cancellarium Aulicum.

Tanquam Legatos suos Extraordinarios, et Plenipo-  
tentiarios Cæsareos cum sufficiente Mandato, atque  
Potentia plena agendi, tractandi, concludendi, signan-  
di que nominaverit, ac instruxerit.

Prout Sua Sacra Regia Catholica Majestas suum His-  
panum Legatum Extraordinarium.

Illustrissimum et Excellentissimum Dominum Joan-  
nem Guilielmum Baronem de Ripperda, Dominum de  
Jensema, Enghelensburg, Poelgeest, Kondekenste, et  
Ferwert, Judicem Hæreditarium de Humsterland, et de  
Campen.

Idem cum sufficiente Mandato, plenâque Potentiâ  
agendi, tractandi, concludendi, signandique nomina-  
vit, ac instruxit.

Ideo præfati Domini Legati Extraordinarii, et Ple-  
nipotentarii commutatis Mandatorum Tabulis, habi-  
tisque inter se colloquiis in Leges et Articulos almas  
Pacis, qui sequuntur, conveniunt.

## Articulus Primus.

Pax sit constans, perpetua, et universalis, ac amicitia  
vera inter Sacram Cæsaream, et Catholicam  
Majestatem, ejusque Successores, totum Sacrum Ro-  
manum Imperium, omnesque ejusdem, ac singulos  
Electores, Principes, Status, et Ordines, Vaiallos,  
Clientes, et Subditos ex una: et Sacram Regiam Ma-  
jestatem Catholicam, ejusque Hæredes, Successores,  
Clientes, et Subditos ab altera parte: eaque ita sincere  
servetur, et eolatur, ut neutra Pars in alterius injuriam,  
dispendium, vel detrimentum, sub qualicunque præ-  
textu, vel prætextione quidquam moliat, aut molien-  
tibus, seu quodvis damnum inferre conantibus, consi-  
lium ullum, vel auxilium, quocunque illud nomine,  
aut colore eveniat, præstare possit, aut debeat; sed po-  
tius utraque Pars alterius honorem, utilitatem, ac  
commodum ferè promoveat, non obstantibus quibus-  
libet in contrarium fortè Paclis, vel Fœderibus, quan-  
do et quomodocunque factis, aut deinceps faciendis.

## Articulus Secundus.

Sit perpetua utrimque Amicitia, et obliquo omniura  
eorum, quæ ultro citroque durante Bello, vel occasione  
Q Belli



ANNO  
1725.

Belii hostiliter acta sunt, ita ut nec eorum, nec ullius alterius rei causa alteri quicquam molestia directè, vel indirectè, viâ facti, vel sub specie Juris uspiam inferat, aut inferri patitur.

Gaudeant etiam hac amnestia, ejusque beneficio, & effectu omnes utriusque Partis Vasalli, Clientes, & Subditi, hac tamen addita declaratione, ut que in Tractatu Neutralitatis Hagæ-Comitis Anno millesimo septingentesimo decimo tertio ratione Principum, Vasallorum, & Subditorum Imperii in Italia statuta, & in Pace Badenii Articulo trigesimo cum Rege Gallia ini- ta confirmata fuerint, in presenti Tractatu pro repe- rit habeantur, ac ab utraque parte inviolatè obser- ventur.

#### Articulus Tertius.

Virtute hujus Tractatus plenè restituantur, & restitu- ta sunt à subscripta Pace, Commercia inter Sacra Cæ- saro-Catholicæ Majestatis, Imperique, & Sacra Re- gio-Catholicæ Majestatis, Regniq; Hispaniæ Subditos in eam, quæ ante Bellum fuit, libertatem, fruunturque utrinque omnes, & singuli, nominatim Urbium Imper- ialium, & Emporiorum Hanseaticorum Cives, & In- colæ Terra, Mariq; plenissima securitate, Juribus, Immunitatibus, Privilegiis, & Emolumentis, quibus ante Bellum frui sunt.

#### Articulus Quartus.

Sacra Cæsarea Majestas Catholica pro se, & Sacro Romano Imperio consentit, ut, si quando Ducatum Hetruriae aut Ducatus Parmæ, & Placentiæ cœu in Tractatu Londinensi Anno millesimo septingentesimo decimo octavo, ad pristina Superioritatis Imperialis Ju- ra, ab omnibus Partibus compaciscentibus agnita indu- bitata Imperii Feuda, ex defectu Posteritatis Masculinæ vacare contingeret, Filius Serenissimi Hispaniarum Re- gis ex Regina vivente, nata Principe Parmensi Primoge- nitus, hujusque Descendentes Masculi ex Legitimo Matrimonio nati, isque deficientibus secundus, aut alii postventi ejusdem Regis, Reginaque Filii, pariter cum eorum Posteris Masculis ex Legitimo Matrimonio natis, aut nascituris, in omnibus dictis Ducatibus, & Provinciis, juxta datas jam Literas Expectativæ, even- tualem Investituram continentem succedant.

Oppido tamen Liburno Portu Libero, uti nunc est, perpetuò permanent.

Promittit insuper Rex Catholicus, quòd eveniente prememorato casu Urbem Portus Longi, unâ cum Parte Insule Iivæ, quam in illa possidet, Principi In- stanti suo sita cedet.

Regno Ipse aut alius ejus in Regno Hispaniæ Suc- cessor Tutelam Principis, qui istos Ducatus omnes, vel alteratrum eorum possidebit, unquam gerere, aut ex prædictis Ducatibus vel in Italia quicquam sibi ac- quirere retinere, aut possidere valeat.

Et quæ de non introducendo, viventibus modernis Principibus, Milite proprio, aut conductio in dictos Ducatus Articulo quinto Tractatus Londinensis cauta sunt, religiosè observare velit, ita tamen, ut si quando casus aperturæ unius, vel alterius Ducatus eveniat, Princeps Infans Don Carolus secundum Literas In- vestituræ Eventualis, quarum tenor in omnibus, & sin- gulis Punctis, Articulis, Clausulis, & conditionibus hic pro reposito, ac plenè inserto habetur, ejusdem possessionem apprehendere possit.

#### Articulus Quintus.

Huic Paci includentur omnes illi, qui post permuta- tas ejusdem Rathabitionum Tabulas intra sex Menses ab una vel altera Parte ex communi consensu nomina- buntur.

#### Articulus Sextus.

Pacem hoc modo conclusam promittunt Legati Cæ- sarei, & Regius Hispanus ad formam hic mutuo condi- tam, à Sua Majestate Cæsarea-Catholica & à Sua Ma- jestate Regio-Catholica rathabitionem, & publica Rati- ficationum Instrumenta intra trium mensium spatium ab hodierna die computandorum, aut citius, si fieri queat, hic reciproce commutatum iri.

In quorum omnium fidem, ac robur supranominati Legati Plenipotentarii Cæsarei, & Regio-Hispanici Tabulas hac propositis manibus subscripserunt, & Sigillis

suis muniverunt. Ad hæc sunt Viennæ in Austria die ANNO septima Mensis Junii Anno millesimo septingentesimo 1725. vigesimo quinto.

(L.S.) EUGENIUS à SABAUDIA. (L.S.) J. G. Baro de RIPPERDA.

(L.S.) PHILIPPUS LUDOVICUS Comes à SIN- ZENDORFF.

(L.S.) GUNDACCARUS Comes à STARHEN- BERG.

(L.S.) ERNESTUS FRIDERICUS Comes à WINDISCHGRAZ.

(L.S.) FRID. CAROL. Comes à SCHÖNBORN.

#### Articulus Separatus.

PER Articulum hunc Separatum placuit, & conven- tum est: Titulos hoc in Tractatu ab utraque Parte assumptos Neutri præjudicio ulli haud fore: Huicque Articulo Separato eam vim esse, ac si ipsimet Tracta- tui insertus fuisset, pari etiam modo rathabendus. In quorum fidem supranominati Plenipotentarii hunc Ar- ticulum Separatum eidem subscripserunt: Actum Viennæ die septima Mensis Junii Anno millesimo septingen- tesimo vigesimo quinto.

(L.S.) EUGENIUS à SABAUDIA. (L.S.) J. G. Baro de RIPPERDA.

(L.S.) PHILIPPUS LUDOVICUS Comes à SIN- ZENDORFF.

(L.S.) GUNDACCARUS Comes à STARHEN- BERG.

(L.S.) ERNESTUS FRIDERICUS Comes à WINDISCHGRAZ.

(L.S.) FRID. CAROL. Comes à SCHÖNBORN.

#### Plenipotentia Cæsarea.

CAROLUS SEXTUS Divina favente Clementia Electus Romanorum Imperator semper Augustus, ac Rex Germaniæ, Castellæ, Arragoniæ, Legionis, urisque Siciliæ, Hierusalem, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæ, Navarræ, Granatæ, Tolerti, Valentia, Gallitiæ, Majoricarum, Sevilie, Sardinia, Cordubæ, Corsicæ, Murciæ, Giennis, Algarbiæ, Algezira, Gibraltaris, Insularum Cana- riæ, Indiarum, & Terræ firmæ, Maris Oceani, Ar- chidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantia, & Me- diolani, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, Limburgiæ, Lucemburgiæ, Geldriæ, Wirtembergæ Superioris & Inferioris Silesiæ, Calabriæ, Athenarum, & Neopatriæ, Princeps Sueviæ, Cataloniæ, & Asturiæ, Mar- chio Sacri Romani Imperii, Burgoviæ, Moraviæ, Su- perioris & Inferioris Lusatiæ, Comes Habsburgi, Flan- driæ, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi, Goritiæ, & Arthe- siæ, Landgravius Alsatia, Marchio Orisani, Goziani, Namurci, Rossilonis, & Ceritanie, Dominus Marchiæ Sclavonicæ, Portus Naonis, Biscariæ, Molinæ, Salinarum, Tripolis, & Mechliniæ &c. Notum, testa- tumque facimus: Cum Serenissimus, & Potentissimus Princeps Dominus PHILIPPUS QUINTUS, Hispaniarum, & Indiarum Rex Catholicus, pro ingenti illo Pacis universali opere, quod aliquot abhinc annis Cæ- meraci pender, quovis possibili modo, & medio perfi- ciendo, statyliendoque, ad Aulam nostram Cæsaream Legatum suum extraordinarium, plenè Potentiâ instruc- tum, nuper miserit; quod proinde & Nos pro nostro in salutem, ac quietem publicam solito amore, & stu- dio, Pacem, quæ Nos & Sacrum Romanum Imperium inter, nec non Coronam Hispaniæ pro communi uni- versæ Europæ tranquillitate reparandâ speret, vigore publici omnium totius Imperii Electorum, Principum, ac Statuum Consensus ac requisitionis de dato Ratis- bonnæ diei nonæ Decembris anni millesimi septingente- simi viginti secundi assertam omnino, libenterque cupientes, consideramus de prudentia, & experto re- rum tractandorum usu, fide, ac dexteritate Nostrorum Consiliariorum Cæsareorum Intimorum, Illustrissimi Eugenii Principis Sabaudie, & Pedemontium, auri Velleris Equitis, Consilii nostri Amico-Bellici Præsidis Locum-

ANNO  
1725.

documentum. Generalls nostri, ac Sacri Romani Imperij Campi Marechalli, Confangineij & Principis nostri Chariffimi &c. nec non Illustrium, & Magnificorum Northorum, Sacrique Imperij Fidelium dilectorum Philippi Ludovici Comitiss & Domini de Sintendorff, Sacri Romani Imperij Thesaurarii Hæreditarii, Provinciarum nostrarum Autricarum Cancellarii Aulici, auri Velleris Equitis &c. Gundaccari Thomæ Comitiss & Domini à Starbenberg Miniftralis Nostræ Bancæ Deputatiss Præfidis, auri Velleris Equitis &c. Ernesti FridERICI Comitiss de Windlichgraz, Consilii nostri Imperialis Aulici Præfidis, auri Velleris Equitis &c. & FridERICI Caroli Comitiss à Schönborn, Puchheim, Wolfsthal, nostri & Sacri Romani Imperij Pro-Cancellarii, Imperialis Ecclesiæ Bambergensis Coadiutoris &c. eisdem deputaverimus, nominaverimus, & constituerimus, prout tere harum deputatos, nominatos, ac constitutos Legatos nostros Imperiales Extraordinarios, & Plenipotentiarios benigne committentes ipsisdem, ac specialiter mandantes, dauresque desuper vigore presentium plenam ipsi potestatem, auctoritatem, & facultatem omnibus ad hoc valde disjunctum predictum in nos, & in præfatum Legatū Extraordinarium plenipotentiario Regio Hispanico, Legitimè sufficienter infraacto, conferendi, ac pro Nobis, Sacroque Romano Imperio, ac nostro Cæsareo & Imperii Sacri nomine in vim supradicti consensûs Tractatum Sacri faciendi, concludendi, & signandi, atque necessaria desuper Instrumenta consiciendi, tradendi, adeoque omnia, & singula agendi, stipulandi, promittendi, concludendi, signandique Acta, & eorum Declarationes, confecta Pactorum Instrumenta commutandi, cætera quæ omnia, quæcunque huc ad Tractatum pertinere noscuntur, æquè libere faciendi, ac nosmet ipsi præsentis id faceremus, aut facere possemus, etiam Mandatum specialius vel expresse recepti videretur; spondentes præterea, ac declarantes verbo nostro Cæsareo ac nostro, totiusque Sacri Romani Imperii nomine, ut supra, nos firmum, ratum, & gratum omnino habituros, quicquid per præfatos nostros Legatos Extraordinarios, & Plenipotentiarios Cæsareos con-aut disjunctive, altero eorum legitime impedito, actum, conclusum, signatum, extraditum, & commutatum fuerit, Nos per præfatas has litteras ratum, firmum, quibus supra, inopere obstringimur, ac Imperiale, Regium, & nostrum Imperialis Auctoritatis fuerit super omnibus istis, quæ ad Acta conclusa, atque signata fuerint, eo, quo convenit fuerit, tempore expediendum: In quorum omnium robur, ac fidem dabamus præfatis, manu nostra Cæsareâ subscriptas, quas Sigillo nostro Imperiali jussimus. Datum in Arce nostro Laxburgi die 15. mensis Maji Anno 1725. Regnorum nostrorum Romani decimo quarto, Hispanicoque 22. Hungarici & Bohemici vero decimo quinto.

CAROLUS:

(L.S.)

Vt. FRID. CAROL. Comes de SCHÖNBÖRN.

*Ad Mandatum Sacrae Cæsareæ  
Majestatis proprium.*

PHILIPPUS WILDERICUS Nobilis Dom.  
de GEORGENTHAL:

Conclusum Imperii sive

Reichs-Gutachten.

**D**er **Königst.** **Kapf.** **Majestät** **ist** **gegenwärtig** **allgemein**  
 Reichs-Verammlung **Edelmännigen** **Höchst** **ansehen-**  
 den **Prinzipal-Commissario,** **und** **Kapf.** **würdigen** **Lebens-**  
 Rath **Freih.** **Godt-** **Bürcklichen** **Einmuth** **und** **Durchleucht.** **Sern-**  
 heim **Christian** **August** **den** **Königlichen** **Kronen** **Pfaffen /** **Cardi-**  
 nalen / **Nationalis** **Germanicae** **Protection,** **und** **Edel** **Adelichen**  
 Rath **Freih.** **Adelichen** **Präsidenten** **und** **Präsidenten** **der** **Reich-**  
 srathe **Prinzi,** **und** **Drillen** **Schönen** **Einem,** **und** **den** **Edel-**  
 nistrator **des** **Willkürs** **Kapf.** **wie** **aus** **den** **Grat** **und** **Reich-**  
 srathe **Gefaschten** **Deregen,** **Serghen** **in** **Sachfen** **Jilich**  
**Eleve,** **und** **der** **aus** **Engen,** **und** **Bischöfen,** **ein-**  
 Grafen **in** **Lehringen,** **Marquaten** **in** **Witten,** **aus** **Dere-**  
 und **Wider-** **der** **Reich-** **Gratzen** **in** **Henneberg,** **aus**  
**den** **Reich-** **und** **Chur-** **Freih.** **Freih.** **Freih.** **Freih.** **Freih.** **Freih.**  
**Domb-** **Probst** **und** **Thekulario,** **Gratzen** **in** **den** **Mort** **der**  
**Tom.** **VIII.** **Part.** **II.**

ANNO  
1725.
 nenberg und Ratoy / Herrn in Ravensstein / der Kaiserlichen  
 Erblichen Statthaltern zu. bleibt unterhalten: Placabime ihnen in  
 allen dreien Reichs Collegis das am 9. Septembris des 1720.  
 Jahrs per Dictatorum procurator. Scabius communicirte Kap-  
 sel. Commissions-Decret, bei erforschten und in der Anno  
 1718. geschlossnen Quadrupel-Allianz Articulo stipu-  
 lirten Reichs-Consens in der darn benannten expectant, und  
 eventual beschwuna mit denen respectiv Groß- und Kurfür-  
 stenthum Florenz/Parna / und Placaria betreffend durch  
 denordnen Vortrag in behörigere Berücksichtigung gezogen: So ist  
 der faden richterlich / und allen davor vernehmenen umständen  
 auch deren reifere erwegung nach / darfür gehalten / und beschlo-  
 sen worden / daß Ihrer Kayf. Majest. von Reichs wegen nicht  
 allein für dero hiern angewendete Reichs Pänterliche Rechte der  
 Souveräit alterunterthänigkeits danks (wie hiennt bezeichet) sei  
 erlauten/auch Ihre der allernädigst verlangte consensu Imperii  
 zu der in obgedachten Articulo quinto del Quadrupel-Allianz  
 begriffene expectant und eventual- beschwuna des Erstge-  
 borenen Spanischen Prinzens juncter Ehe / und dessen Ehe-  
 licher und Mäntlicher Descendenten, auf deren abgang auch des  
 juncten / oder anderen nachgebohrenen Prinzen / und deren Ehe-  
 lichen Mäntlicher Descendenten, mit ersagtenen Florentinischen  
 und Placentinischen respectiv Groß- und Herzogthum als an  
 unversündliches Reichs-Mann / lehen / nach Aus- und Abgang  
 des jetz regierenden Mediceischen und Farnesinischen Mänt-  
 stems in erhelben / und dieselbe ungen alleunterthänigkeits  
 mögen / alten auf jetzt gedachten per ersagten consensu  
 Quadrupel-Allianz auch nomine Imperii den Frieden mit der  
 Cron Spannen in schliessen. Bonit dem Kayserl. Herrn  
 Principal-Commissario, Ihrer Hoch-Justitien in Eminentz und  
 Durchleucht in Eschen / der Chur-Fürsten / Fürsten / und  
 Ständen des Reichs anwesende Kärtze / Vordachstaben / und Ge-  
 sandte gemeinam ersuchen. Signatum Regensburg den 9. De-  
 ceimbri 1722.

(L.S.)

Chur = F. M. Mannische Tankley.

*Plenipotencia Regis Catholici.*

DON PHELIPPE por la Gracia de Dios Rey de Castilla, de Leon, de Aragon, de las dos Sicilias, de Jerusalem, de Navarra, de Granada, de Toledo, de Valencia, de Galicia, de Mallorca, de Sevilla, de Lerdena, de Cordona, de Algecira, de Murcia, de Jaen, de los Algarves, de Algezira, de Gibraltar, de las Islas de Canaria, de las Indias Orientales, y Occidentales. Islas y Tierra firme, de el Mar Oceano; Archi-Duque de Auftria, Duque de Borgoña, Brabante, y Milani; Conde de Abspurg, Flandes, Tirol, y Barcelona, Señor de Vizcaya, y de Molina &c. Por quanto deseamos viva y fínceramente contribuir por todos los posibles medios, a establecer y enteramente perfeccionar la grande, y importante obra de la Paz General, despues de tanto tiempo pendiente en el Congreso de Cambray combocado á este fin. Y anelamos a que fin mas dilaciones se agusten y se combengien todas las dependencias y intereses del Serenísimo y Potentísimo Emperador de Romanos Carlos Sexto, y del Sacro Romano Imperio con Nos y nuestros Dominios, Por tanto considerando, quanto se afegora este comun beneficio por una Paz particular; Hemos tenido por conveniente nombrar con toda autoridad y Plenipotencia por ello á Vos Don Juan Guillermo Barón de Ripperda Señor de Jeniena, Enghelberrm, y Wert, Virey Hereditario de Homteslud, de Cambray, y en el grado de Nostro Embaxador Extraordinario Plenipotenciario, por la entera satisfacion y confianza, con que Nos hallamos de Votra persona, y concurrir en ellas las convenientes circunstancias de inteligencia, celo, y fidelidad de Vostro Real servicio, que pide negociado de tal importancia para conferir, negociar, y tratar con los Embaxadores, y Plenipotenciarios autorizados de plenos poderes y buena forma por parte del Serenísimo y Potentísimo Emperador de Romanos, y conculcar efectuar y afegurar una buena, firme y inmobile Paz, y de reciproca combenienencia de los Vassallos de ellos, y a aquellos Dominios, prometiendo como prometemos por la presente en Fee y palabra Real, que pasaremos, y cumpliremos para siempre Nos y Nuestros Successores todo lo, que estipulareys, concluyereys, y efectuaryeys con los mencionados Embaxadores, Plenipotenciarios ó Ministros del Emperador, como va exprelado, y que lo observarems exactamente, y haremos que se observe sin contravenir; ni consentir, que se contra-

Q 2

Q.

ANN  
1725.



ANNO  
1725.

124

## CORPS DIPLOMATIQUE

benga à ella en manera alguna directa: o indirectamente, pues para todo ello, y lo demas, que fere necesario, os damos y concedemos todo el poder auctoridad, y facultad, que le requiere, y que lo aprovaremos, y ratificaremos dentro de el termino, que reciprocamente se combinere para ello, prometiendo Nos assi mismo en fee y palabra Real de pasar por ello, aprovarlo y ratificarlo con todas las solemnidades y demas requisitos devidos. En testimonio de lo qual mandamos despachar, y despachamos la presente firmada de nuestra mano, sellada con nuestro Sello secreto, y refrendada de nuestro infra escripto Secretario de Estado y de el despacho. Data en Buenretiro à dos de Abril de mil setecientos y veinte y cinco años.

(L.S.) YO EL REY.

JUAN BAPTISTA DE ORENDAYN.

### Ratificatio Cæsarea.

NOS CAROLUS Sextus Divinâ favente clementiâ Electus Romanorum Imperator semper Augustus, ac Rex Germaniæ, Castellæ, Arragoniæ, Legionis, utriusque Siciliæ, Hierusalem, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatia, Sclavoniæ, Navarræ, Granatæ, Toleti, Valentis, Gallitiæ, Majoricarum, Seville, Sardinie, Cordubæ, Corficæ, Muriæ, Giennis, Algarbiæ, Algeziræ, Gibraltaris, Insularum Canariæ, & Indiarum, ac Terræ firmæ, Maris Oceani, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantie, Mediolani, Syciæ, Carinthiæ, Carniolæ, Limburgiæ, Lucemburgiæ, Geldriæ, Wirtembergæ, Superioris, & Inferioris Silesiæ, Calabriæ, Athenarum, & Neopatriæ, Princeps Sueviæ, Cataloniæ, & Asturiæ, Marchio Sacri Romani Imperii, Burgoviæ, Moraviæ, Superioris, & Inferioris Lusitiæ, Comes Hapsburgi, Flandriæ, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi, Goritiæ, & Arthesiæ, Landgravius Alsatie, Marchio Oristhani, Comes Gotsani, Namurci, Rossilonis, & Ceritanie, Dominus Marchiæ Sclavonicæ, Portus Naonis, Biscayæ, Molinæ, Salinarum, Triolus, & Mechliniæ &c.

Norum facimus omnibus & singulis presentes Literas inspecturis, lecturis, vel legi auditis, aut quomodocunque infra scriptorum notitia ad ipsos pervenerit: Divinâ favente clementiâ factum esse, quod super Bello, quo propter Successionem Hispanicam universâ propemodum Europa involuta fuit, nunc Tractatus Pacis, Nos, Sacrumque Romanum Imperium inter, & Serenissimum, ac Potentissimum Principem Philippum quatum Hispaniarum, & Indiarum Regem Catholicum in Civitate nostra Viennâ, per constitutos utrinque Legatos Extraordinarios, & Plenipotentiarios, nuper initus, & conclusus, atque solemne deinceps Instrumentum confectum, subscriptum, & signatum fuerit, formâ, modo, & tenore sequenti.

### Locus inserti Tractatus.

Cum igitur omnia, & singula, quæ publico huic Instrumento inserta leguntur, nostro Cæsareo, & Sacri Romani Imperii nomine, per Nostros Cæsareos Legatos Extraordinarios, & Plenipotentiarios supra nominatos gesta, acta, & conventa fuerint: Hinc Nos præhabita maturâ, & deliberatâ consideratione, accedente communi omnium Imperii Statuum consensu de vigesima Julii nuperi, præfatum Pacis Tractatum in omnibus, & singulis punctis ratum, gratumque omnino habuerimus, pro ut ex certâ nostrâ scientiâ, & Cæsareâ Majestatis plenitudine ipsum approbamus, laudamus, ratificamus, & confirmamus, rataque perpetuâ, & firma esse, ac fore prædicta omnia, virtute presentium, statimur, & declaramus, verbo Nostro Imperiali promittimus, pro Nobis, Nostriusque Successoribus Romanorum Imperatoribus, & Regibus, ac Sacro Imperio Romano Nos omnes, & singulos Articulos, & quicquid totâ hac Pacis Conventione continetur, firmiter, constanter ac inviolabiliter servaturos, plenæque executioni mandatuos, nec ullâ unquam ratione vel per Nos, vel per alios ullo unquam tempore eidem contraveniunt, aut, ut per alios contraveniant, quocunque modo permitturos esse, omni dolo, & fraude remotis: In quorum omnium testimonium, robur, ac fidem Sigtillum Nostrium Cæsareum majus huic Diplomati manu nostrâ subscripto, appendi iussimus. Da-

tum in Civitate nostrâ Viennâ vigesima nonâ Augusti Anno millesimo, septingentesimo, vigesimo quinto, Regnorum nostrorum Romani decimo quarto, Hispanicorum vigesimo secundo, Hungarici, & Bohemici verbò decimo quinto.

ANNO  
1725.

CAROLUS.

(L.S.)

Vt FRID. CAROL. Comes de SCHÖNBORN.

Ad Mandatum Sacræ Cæsareæ  
Majestatis proprium.

PHILIPP. WILDERICUS Nobilis Dom.  
de GEORGTAL.

### Ratificatio Hispanica.

PHILIPPUS Dei gratiâ Castellæ, Legionis, Arragoniæ, utriusque Siciliæ, Hierosolymarum, Navarræ, Granatæ, Toleti, Valentis, Gallitiæ, Majoricarum, Hispalis, Sardinie, Muriæ, Guenni, Algarbiorum, Algeziræ, Gibraltaris, Insularum Canariæ, Indiarum Orientalium, & Occidentalium, Insularum, & Continentis Maris Oceani Rex, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantie, & Mediolani, Comes Hapsburgi, Flandriæ, Tyrolis, & Barcinonis, Dominus Biscayæ, & Molinæ &c. &c.

Cum Divina favente clementiâ, Nos inter, & Serenissimum, atque Potentissimum Principem Carolum hujus nominis Sextum Romanorum Imperatorem & Sacrum Imperium Tractatus Pacis per Ministros Legatos Extraordinarios, & Plenipotentiarios amplius is Mandatis ad id nominatum pro utraq; parte introductos, quorum nomina in ipso Conventionis Instrumento inserta leguntur, conclusus, subscriptus, & signatus fuerit formâ, modo, & tenore sequenti.

### Locus inserti Tractatus.

Nos eadem omnia & singula præhabita, maturâ, & diligenti consideratione, ex certâ nostrâ scientiâ approbamus, ratificamus, & confirmamus, rataque & firma esse, & fore virtute presentium declaramus, simulque verbo Regio promittimus, pro Nobis, nostrisque Successoribus, Regnâ, & Subditis, Nos, omnes, & singulos supra descriptos Articulos, & quicquid totâ hac in Pacis conventionem continetur, firmiter, constanter, & inviolabiliter servaturos, atque executioni mandatuos, nullâque ratione, ne vel ex nostrâ parte, vel per alios contraveniant passuros, quomodocunque id fieri possit, omni dolo, & fraude exclusis. In quorum omnium fidem, robur, & testimonium, presentes nostras Ratificationis Literas expediri mandavimus, manu nostrâ subscriptas, & Sigilli nostri secreti appositione roboratas, nec non infrascripti Secretarii nostri statûs & universalis expeditionis chirographo referendatas. Datum in Regia hac nostra apud Sanctum Ildephonsum, die Julii vigesima primâ, Anno Domini millesimo septingentesimo vigesimo quinto.

PHILIPPUS.

(L.S.)

JOANNES AB ORENDAYN.

### Ratificatio Hispanica Articuli Separati.

PHILIPPUS Dei gratiâ Castellæ, Legionis, Arragoniæ, utriusque Siciliæ, Hierosolymarum, Navarræ, Granatæ, Toleti, Valentis, Gallitiæ, Majoricarum, Hispalis, Sardinie, Muriæ, Guenni, Algarbiorum, Algeziræ, Gibraltaris, Insularum Canariæ, Indiarum Orientalium, & Occidentalium, Insularum, & Continentis Maris Oceani Rex, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantie, & Mediolani, Comes Hapsburgi, Flandriæ, Tyrolis, & Barcinonis, Dominus Biscayæ, & Molinæ &c. &c.

Cum præter Instrumentum Pacis Nos inter, & Serenissimum & Potentissimum Romanorum Imperatorem, & Sacrum Imperium conclusæ à Nobis jam ratihabitu-

ANNO tum, etiam in Articulis sequentem per Ministros ab utraque Parte Legatos Extraordinarios, & Plenipoten-  
1725. tiarios conventum fuerit juxta subscriptum tenorem:

*Locus Articuli Separati.*

Nos autem pariter ratum, & firmam habere volentes, hisce ipsam confirmamus, approbamus, & ratihabemus, verbo Regio promittentes: nos eundem accuratè observaturos, nec unquam ipsi quavis ratione, prætenfione, seu pretextu contraventuros, aut infraçturos; in quorum fidem, robur, & testimonium præfentes approbationis, & Ratificationis Literas, vel Instrumentum, manu propria subscriptimus, & Sigilli nostri secreti appositione expediri, & muniti mandavimus, nec non infraçcripti Secretarii Nostri Statûs, & universalis Expeditionis chirographo roborari. Datum in Regiâ hac Nostra apud Sanctum Ildephonsum die Julii vigesima prima Anno Domini millesimo septingentesimo vigesimo quinto.

PHILIPPUS.

(L.S.)

JOANNES AB ORENDAYN.

XL.

Juin. Edit de Louis XV. Roi de France donné en faveur de la COMPAGNIE DES INDES établie à Paris, contenant une grande extension de Privilèges, avec la Confirmation de tous les précédents. Donné à Versailles au Mois de Juin 1725. [Sur la Copie imprimée à Paris.]

**L**OUIS, &c. A tous présents & à venir, SALUT. Une de nos principales attentions à notre Avènement à la Couronne, ayant été d'augmenter & faire fleurir le Commerce de notre Royaume, Nous avons au Mois d'Août 1717, créé & établi une Compagnie de Commerce Maritime, sous le nom de *Compagnie d'Occident*: Depuis cela ayant reconnu que diverses autres Compagnies de Commerce, établies sous le Règne du feu Roi notre très-honoré Seigneurs & Bis-Ayeul, étoient tombées dans un tel anéantissement, que nos Sujets étoient obligés de tier des Etrangers, les Marchandises que ces Compagnies auroient dû leur procurer: Nous avons jugé qu'il convenoit au bien de notre Etat, de réunir les différens Privilèges de Commerce exclusif, ci-devant concédés à ces Compagnies particulières, à celle d'*Occident* que nous avons nommé *Compagnie des Indes*, afin que toutes ces Parties réunies pussent respectivement se soutenir; & Nous avons la satisfaction de voir l'utilité de cette réunion, par la situation actuelle de ces mêmes Parties de Commerce, bien différente de ce qu'elle étoit lors de leur division; reconnoissant d'ailleurs qu'il est de notre Justice d'assister la fortune d'un grand nombre de nos Sujets de tous états & conditions, qui se trouvent intéressés dans la *Compagnie des Indes*, par les engagements qu'ils n'ont pu se dispenser de prendre dans les différentes opérations dont elle a été chargée pendant notre Minorité: Nous avons fait examiner en notre Conseil les moyens d'affermir & soutenir de plus en plus la *Compagnie des Indes*, en confirmant en la forme la plus autentique les Privilèges exclusifs de différens Commerces que Nous lui avons concédés jusqu'à-présent, qui sont de nature à ne pouvoir être utiles s'ils étoient libres, sans que ladite Compagnie pût en prétendre aucun autre à l'avenir; notre intention étant qu'elle serve à l'accroissement du Commerce de notre Royaume, sans affaiblir celui des Négocians particuliers, & sans pouvoir s'immiscer en aucun tems dans nos Finances; en établissant pour toujours le gouvernement & l'administration des affaires de cette Compagnie, de manière que nos Sujets aient une entière confiance à un Etablissement que Nous sommes résolus de soutenir de toute notre autorité. A CES CAUSES, &c. Nous avons par le présent Edit perpétuel & irrévocable, ordonné & ordonnons.

ARTICLE PREMIER.

Que la Compagnie des Indes créée sous le nom de Compagnie d'*Occident* par nos Lettres Patentes du

Mois d'Août 1717. jouisse à perpétuité des Concessions & Privilèges que Nous lui avons accordés, tant par lesdites Lettres Patentes, que par nos Edits, Déclarations & Arrêts de notre Conseil rendus depuis en sa faveur; desquelles Concessions & Privilèges Nous voulons que ladite Compagnie jouisse de la manière que les Compagnies qui ont eu ces mêmes Privilèges, en ont joui ou du jouir, sauf les Articles auxquels il sera dérogé, ou qui seront plus amplement expliqués par le présent Edit.

11. La Compagnie des Indes jouira du Privilège exclusif du Commerce dans toutes les Mers des Indes, & au delà de la Ligne, des Isles de Bourbon & de France, & de toutes les Colonies & Comptoirs établis & à établir dans les différens Etats d'*Asie* & de la Côte Orientale d'*Afrique*, depuis le Cap de Bonne Espérance jusqu'à la Mer Rouge, ainsi qu'en ont joui ou dû jouir la Compagnie des Indes-Orientales, établie par Edit du Mois d'Août 1664. pour 50. années, dont les Privilèges ont été confirmés & augmentés par la Déclaration du Mois de Février 1685, & prorogés pour 10. autres années, à commencer du premier Avril 1715. par Déclaration du 29. Septembre 1714, & autres Déclarations & Arrêts; ensemble des Privilèges accordés à la Compagnie particulière de la Chine, par Arrêt de notre Conseil du 28. Novembre 1712 & Lettres Patentes expédiées en conséquence le 12. Février 1713. Défendons à tous nos Sujets, de quelque qualité & condition qu'ils puissent être, de faire aucun Commerce, directement, ni indirectement, dans lesdites Mers & Pais de la Concession de la Compagnie des Indes, à peine de confiscation des Vaisseaux & Marchandises au profit de ladite Compagnie, ni de prendre aucun Intérêt dans des Armemens particuliers qui pourroient se faire pour lesdites Mers & Pais, même sous le Passeport & Bannière d'aucun Prince étranger, à peine de désobéissance.

111. Ladite Compagnie jouira du Commerce exclusif de la Traite des Nègres, Poudre d'or, & autres Marchandises à la Côte d'*Afrique*, depuis la Rivière de Serre-Lionne, inclusivement, jusqu'au Cap de Bonne Espérance, ainsi qu'en a joui ou dû jouir la Compagnie de Guinée, qui avoit été établie par Lettres Patentes du Mois de Janvier 1685, & conformément aux Arrêts de notre Conseil des 27. Septembre 1720. & 14. Décembre 1722.

IV. Ladite Compagnie ayant acquis le 15. Décembre 1718, le Privilège & les Effets de la Compagnie du Sénégal, établie par Lettres Patentes du Mois de Mars 1696, elle jouira seule du Commerce de la Traite des Nègres, Cuir, Morphil, Poudre d'or, & autres Marchandises, depuis le Cap Blanc jusqu'à la Rivière de Serre-Lionne, exclusivement, ainsi & de la même manière que ladite Compagnie du Sénégal en a joui ou dû jouir.

V. Jouira pareillement ladite Compagnie, de la Concession de la Colonie de la Louisiane, & du Commerce exclusif du Caïor, conformément à nos Lettres Patentes du Mois d'Août 1717, & Edit du Mois de Décembre de la même année, rendus en faveur de ladite Compagnie.

VI. La Compagnie des Indes jouira du Privilège du Commerce de la Côte de Barbarie, ainsi & de la même façon qu'en ont joui les Compagnies auxquelles elle a été subrogée dans ledit Commerce.

VII. La Compagnie d'*Occident*, devenue depuis Compagnie des Indes, ayant porté en notre Trésor Royal cent Millions de Livres, provenant du prix des premières Actions de cette Compagnie, dont nous nous étions chargés de lui faire quatre Millions de Rente annuelle, laquelle par notre Edit du Mois de Décembre 1717, enregistré en notre Cour de Parlement le 31. du même Mois, Nous avions affecté sur nos Fermes du Contrôle des Actes, du Tabac & des Postes; & depuis ayant jugé que la jouissance du Privilège exclusif du Tabac étoit convenable à ladite Compagnie, tant par la quantité de Tabacs qu'elle peut tirer de ses Plantations, que pour la facilité que lui donne son Commerce, de faire venir ceux qui sont nécessaires pour l'exercice de ce Privilège; Nous aurions dans cette vûe accordé le Bail de la Ferme du Tabac à ladite Compagnie d'*Occident*, par résultat de notre Conseil du premier Août 1718. sous le nom de Jean l'Amiral; qui auroit continué d'en jouir, tant sous le nom de Compagnie d'*Occident*, que sous celui de Compagnie des Indes; mais cette jouissance ayant été interrompue pendant la Régie des Commissaires de notre Conseil, ordon-



ANNO  
1725.

ordonnée par Arrêt de notre Conseil du 15. Avril 1721. pour les Affaires de ladite Compagnie, & la reddition de ses Comptes; Nous avons au Mois de Mars 1723. fait cesser ladite Régie, & rétabli ladite Compagnie dans la jouissance de ses Efficès: Nous avons par Arrêt de notre Conseil du 22. dudit Mois de Mars 1723., abandonné la jouissance du Privilege exclusif de la vente du Tabac, à la Compagnie des *Indes*, pour être quitte envers elle de deux Millions cinq cens mille Livres de Rentes, à compte de trois Millions, à quoi Nous avons réduit par Arrêt de notre Conseil du 19. Septembre 1719., les quatre Millions de Rentes constituées à la Compagnie d'*Occident*, en conséquence de notre Edit du Mois de Decembre 1717. Et depuis, voulant assurer pour toujours à ladite Compagnie des *Indes* la jouissance dudit Privilege exclusif, tant pour encourager les Plantations de Tabac dans les Colonies de la Concession, que pour assurer de plus en plus l'état & la fortune des Actionnaires; Nous avons ordonné par Arrêt de notre Conseil du premier Septembre 1723., que par des Commissaires de notre Conseil, il seroit passé à la Compagnie des *Indes*, ses Directeurs stipulans pour elle, un Contrat d'alienation à titre d'engagement, du Privilege exclusif de la vente du Tabac, pour en jouir ainsi qu'en a joui ou dû jouir Verdier, dernier Fermier de la vente exclusive, à commencer la jouissance du premier Octobre 1723., & pour demeurer quitte par Nous envers ladite Compagnie, de la Somme de quatre-vingt-dix Millions sur ladite Somme de cent Millions, qui font l'ancien fonds de ladite Compagnie, par elle porté en notre Trésor Royal en exécution de l'Edit du Mois de Decembre 1717. Et d'autant que Nous reconnaissons de plus en plus, que si ce même fonds de quatre-vingt-dix Millions, qui est le patrimoine des Actionnaires, étoit resté dans la circulation du Commerce de la Compagnie, il lui auroit produit annuellement de bien plus grands bénéfices, que ne peuvent être ceux de la vente exclusive du Tabac, à quelque Somme qu'ils puissent monter, & que par cette raison, & autres grandes & importantes considérations à Nous connues, il est de notre justice d'assurer à ladite Compagnie en la meilleure forme & maniere, ledit Privilege de vente exclusive: Nous avons par le présent Edit perpétuel & irrévocable, confirmé & confirmons l'alienation faite en conséquence dudit Arrêt du premier Septembre 1723. par les Commissaires de notre Conseil, par Contrat passé le 19. Novembre ensuivant, à ladite Compagnie des *Indes*, du Privilege de la vente exclusive du Tabac dans l'étendue de notre Royaume, Pais, Terres & Seigneuries de notre obéissance, sans que sous quelque prétexte que ce soit, elle puisse être troublée en la jouissance dudit Privilege.

VIII. La Compagnie des *Indes* exercera le Privilege exclusif de la vente du Tabac, en son nom, comme chose à elle appartenante en pleine propriété, sans qu'il soit besoin qu'elle y soit autorisée par aucun Arrêt de prise de possession; elle en jouira ainsi qu'elle en jouit ou doit jouir actuellement, en conséquence de l'Arrêt de notre Conseil du 1. Septembre 1723., sans pouvoir augmenter le prix des Tabacs; & les contraventions audit Privilege seront punies conformément à nos Edits, Déclarations, Ordonnances & Arrêts rendus sur cette matiere, ainsi & de la même maniere que s'il exerçoit en notre nom, attendu l'Intérêt Public dans cette Compagnie, dont Nous entendons soutenir les Privileges de toute notre autorité.

IX. Encore que le Café étant du cru & culture des Pais de la Concession de la Compagnie des *Indes*, le Privilege exclusif de l'introduction & vente de cette Marchandise lui appartient de droit; néanmoins comme l'ancienne Compagnie des *Indes-Orientales* en avoit négligé la Traite, nous en avons accordé nommément le Privilege à la Compagnie des *Indes*, par les Arrêts de notre Conseil du 31. Août & 12. Octobre 1723., que Nous voulons être exécutés, en confirmant ledit Privilege à la Compagnie des *Indes* en tant que besoin est, à condition qu'elle ne pourra en aucun tems le vendre plus cher qu'elle le vend présentement, & sans déroger au Privilege de la Ville de *Marseille* à cet égard, dans lequel nous l'avons maintenu par Arrêt de notre Conseil du 8. Février 1724.

X. Voulons que ladite Compagnie des *Indes* exerce ledit Privilege exclusif de la vente du Café dans l'étendue de notre Royaume, en la même forme portée par l'Article VIII. du présent Edit pour le Privilege du

ANNO  
1725.  
Tabac, & que les fraudes & contraventions qui pourroient y être commises, soient jugées par les Juges à qui la connoissance en est attribuée par notre Déclaration du 10. Octobre 1723., registrée en nos Cours des Aides, & conformément aux dispositions de ladite Déclaration.

XI. Comme en confirmant la Compagnie des *Indes* dans des Privileges de Commerce, qui ne peuvent se soutenir & réussir à l'avantage de notre Etat, qu'autant qu'ils seront exclusifs ainsi qu'ils l'ont toujours été, & qu'ils seront gouvernez par le même esprit: Notre intention est que cette Compagnie serve à l'accroissement du Commerce de notre Royaume, sans affoiblir celui des Négocians particuliers: Nous déclarons qu'à l'avenir elle ne pourra prétendre aucun autre Privilege exclusif, tel qu'il puisse être, que ceux qui lui sont confirmés par le présent Edit. Et attendu que l'expérience Nous a fait connoître qu'autant l'établissement de cette Compagnie est utile & nécessaire, lors qu'elle est uniquement occupée du soin des Colonies importantes & des Parties de Commerce considérables que Nous lui avons concédées, autant il est contre le bon ordre & contre nos Intérêts, & ceux même de ladite Compagnie, qu'elle entre dans ce qui peut avoir rapport à nos Finances: Nous lui défendons très-expressement de s'immiscer en aucun tems, directement ou indirectement, dans nos Affaires & Finances: Voulant qu'elle soit & demeure conformément à son institution, Compagnie purement de Commerce, appliquée uniquement à soutenir celui qui lui est confié, & à faire valoir avec sagesse & économie le bien de nos Sujets qui y sont intéressés, sans que les fonds de la Compagnie des *Indes* puissent être en aucun cas employez à autre usage qu'à son Commerce.

XII. Nous avons par Arrêt de notre Conseil du 22. Mars 1723. ordonné, qu'il seroit passé à la Compagnie des *Indes* un Contrat d'alienation à titre d'engagement, des Droits composans notre Domaine d'*Occident*, pour demeurer quitte envers elle de la Somme de trois Millions trois cens trente mille trois cens trente-trois livres six Soix huit Deniers, à imputer sur les cent Millions par elle portez en notre Trésor Royal; mais ayant reconnu qu'il étoit plus convenable que ledit Domaine d'*Occident* ne fût point séparé de nos Fermes Generales, Voulons & ordonnons que ledit Arrêt de notre Conseil du 22. Mars 1723., qui n'a eu aucune exécution, demeure révoqué & comme non avenu, déchargeons ladite Compagnie des engagements & conditions y contenues: Et à l'égard des dix Millions restans des cent Millions portez en notre Trésor Royal par ladite Compagnie, déduction faite des quatre-vingt-dix Millions dont Nous nous sommes acquittés envers elle par l'alienation du Privilege exclusif de la vente du Tabac, Voulons qu'elle continue de jouir de la Rente du principal desdits dix Millions de Contrats, à raison de trois pour cent, conformément à l'Arrêt du 19. Septembre 1719., & d'être payée des Arrerages, de six Mois en six Mois, sur ledit pié.

XIII. Le Privilege exclusif des Loteries, que Nous avons accordé à la Compagnie des *Indes* par Arrêt de notre Conseil du 17. Février 1724., demeurera éteint & supprimé: N'entendons néanmoins priver ladite Compagnie de la liberté de faire à l'avenir des Loteries, en prenant nos permissions particulières.

XIV. Nous avons par Arrêt de notre Conseil du 22. Mars 1723., fixé à cinquante-six mille le nombre des Actions de la Compagnie des *Indes*; & comme depuis ce tems la Compagnie en a retiré à son profit un nombre considerable, Nous voulons que les Actions retirées par la Compagnie, soient annuées & brûlées en présence des Actionnaires, au jour qui sera indiqué, au plus tard trois Mois après la Publication du présent Edit, dont il sera dressé Procès-Verbal inséré dans le Registre des deliberations de ladite Compagnie.

XV. La Compagnie se trouvant chargée de Rentes viagères constituées en exécution de l'Arrêt de notre Conseil du 20. Juin 1724., en faveur des Porteurs des Bilets de Loterie dont la Compagnie a reçu la valeur en Argent ou en Actions par elle retirées: Nous voulons que ledit Arrêt soit exécuté selon la forme & teneur, & que les Rentes constituées en conséquence soient exactement payées: lequel paiement devant être fait du même fonds affecté au paiement du dividende des Actions retirées, & considérant d'ailleurs les inconvénients qui ont résulté ci devant de la multiplication

ANNO 1725. tion des Actions, qui ne peut être faite qu'au grand préjudice des premiers Actionnaires, Nous défendons à la Compagnie des *Indes* de retirer ou racheter à l'avenir aucunes Actions, que pour être éteintes, annuées & brûlées en présence des Actionnaires convoqués, dont sera dressé Procès-Verbal, afin que le nombre effectif d'Actions qui subsisteront, soit toujours connu des Actionnaires.

XVI. Il sera tenu tous les ans dans le courant du Mois de Mai, au jour indiqué, une Assemblée générale des Actionnaires, dans laquelle sera lu & rapporté le Bilan général des affaires de la Compagnie de l'année précédente, & dans laquelle la fixation du dividende sera déclarée.

XVII. Tout Actionnaire qui aura déposé 25. Actions à la Caisse générale de la Compagnie, dans le terme prescrit par l'affiche d'indication de l'Assemblée générale, y aura entrée.

XVIII. Etant informé que plusieurs Particuliers peuvent avoir employé en Actions de la Compagnie des *Indes*, des fonds provenant de remboursement d'Effets qui leur tenoient nature de propres; considérant qu'il peut y avoir à craindre pour les Familles qui ont des fonds considérables en Actions, qu'ils ne se dissipent par la facilité qu'il y a d'en disposer, Nous voulons qu'il soit libre à l'avenir à tous Propriétaires d'Actions, de les déposer, avec telles conditions & restrictions qu'il jugera à propos, à la Caisse générale de la Compagnie, où il sera tenu par le Caissier général & de sa main un Registre secret de compte ouvert desdites Actions déposées, tant pour le principal que pour les dividendes; & qu'il soit délivré par ledit Caissier général un Acte dudit dépôt, qui sera passé devant Notaire, contenant les conditions & restrictions stipulées par l'Actionnaire qui aura fait le dépôt, auxquelles le Caissier général sera tenu de se conformer.

XIX. Conformément à l'Article XVI de nos Lettres Patentes du Mois d'Avril 1717., portant le premier établissement de la Compagnie des *Indes*, sous le nom de Compagnie d'*Occident*, tous Procès qui pourroient naître en France pour raison des affaires d'icelle, seront terminés & jugés par les Juges-Consuls à Paris, dont les Sentences s'exécuteuront en dernier ressort jusqu'à la Somme de quinze cents Livres & au-dessous par provision, sans l'appel à notre Cour de Parlement de Paris: Et quant aux matières criminelles dans lesquelles la Compagnie sera Partie, soit en demandant, soit en défendant, elles seront jugées par les Juges ordinaires. SI DONNONS EN MANDEMENT, &c. Donné à Versailles au Mois de Juin 1725.

Signé, LOUIS, &c.

## XLI.

3. Sept. *Traité d'Alliance fait & conclu, entre Leurs Majestés BRITANNIQUE TRÈS-CHRETIENNE & Prussienne, à Hanover le 3. Septembre 1725. Avec Trois ARTICLES séparés, concernant l'Affaire de Thorn, & le Cas d'une Guerre contre l'Empereur & l'Empire. A Hanover le 3. Septembre 1725. [Simple Copie, mais sûre.]*

LEURS MAJESTÉZ le Roi de la Grande-Bretagne, le Roi Très-Christien, & le Roi de Prusse ayant vu avec plaisir combien l'Union étroite qui subsiste entre Elles, a contribué non-seulement au Bonheur de leurs propres Royaumes & Sujets, mais aussi au Bien & à la Tranquillité publique; étant persuadées en même tems, qu'il n'y a point de moyen plus propre à assurer & à affermir les mêmes Avantages contre tous les Evénemens qui pourroient naître, que de cultiver de plus en plus ladite Union & la rendre indissoluble; Et ayant résolu mûrement sur tous les Traités qui subsistent entre Leursdites Majestés, (auxquels Elles déclarent qu'Elles ne veulent, par le présent Traité, déroger en aucune manière, & Elles ont trouvé bon de prendre d'avance de nouvelles mesures pour les Cas où il pourroit arriver quelques Troubles dans l'Europe, en convenant entre Elles de ce qui seroit nécessaire, non-seulement pour la Sécurité & les Intérêts les plus essentiels de leurs propres Royaumes, mais aussi par

ANNO 1725. rapport au Bien & à la Tranquillité publique. Par ces considérations, & dans cette vue, Leursdites Majestés Britannique, Très-Christienne & Prussienne ont donné leurs Plein-Pouvoirs; savoir, S. M. Britannique au Sieur Charles Vicomte de TOWNSEND, Baron de Lym, son Lieutenant dans le Comté de Norfolk; Chevalier de l'Ordre de la Jarlière &c., & son Secrétaire d'Etat; S. M. Très-Christienne au Sieur Rouvoix, Comte de Broglie, Lieutenant-Général de ses Armées, Directeur-Général de sa Cavalerie & de ses Dragons, Gouverneur de Mont-Dauphin, & son Ambassadeur auprès dudit Serenissime Roi de la Grande-Bretagne; & S. M. Prussienne au Sieur Jean-Baptiste de WALLENRÖDT, son Ministre d'Etat & son Envoyé Extraordinaire auprès dudit Serenissime Roi de la Grande-Bretagne: Lesquels, en vertu desdits Plein-Pouvoirs, (dont les Copies sont insérées de mot à mot à la fin du présent Traité,) ayant pesé avec toute l'attention possible les mesures les plus propres pour parvenir au but que Leursdites Majestés se proposent, sont convenus des Articles suivans.

## ARTICLE PREMIER.

IL y aura dès à présent & pour tous les tems à venir, une Paix véritable, ferme & inviolable; une Amitié la plus sincère & la plus intime, & une Alliance & Union la plus étroite entre lesdits trois Serenissimes Rois, leurs Héritiers & Successeurs, leurs Etats, Pais, & Villes situées sur leurs Terres respectivement, & leurs Sujets & Habitans, tant dedans que dehors l'Europe; & ils seront conservés & cultivés de manière, que les Parties Contractantes puissent avancer fidèlement leurs Intérêts & Avantages réciproques, & prévenir & repousser tous les Torts & Dommages, par les moyens les plus convenables qu'Elles puissent trouver.

II. Comme c'est le véritable but & intention de cette Alliance entre lesdits Rois de conférer mutuellement la Paix & la Tranquillité de leurs Royaumes respectifs, Leurs Majestés susdites s'entrepromettent leur Garantie réciproque, pour protéger & maintenir généralement tous les Etats, Pais & Villes, tant dedans que dehors l'Europe, dont chacun des Alliez fait actuellement la Possession au tant de la Signature de cette Alliance, aussi bien que les Droits, Immunités & Avantages, & en particulier ceux qui regardent le Commerce, dont lesdits Alliez jouissent, ou doivent jouir respectivement: Et pour cette fin, lesdits Rois font convenus que si, en haine de cette Alliance, on feroit quelque autre prétexte, aucun desdits Alliez étoit attaqué hostilement, ou qu'il souffrit quelque tort dans les choses ci-dessus spécifiées, par aucun Prince ou Etat quel qu'il soit, les autres Alliez employeroient leurs bons Offices pour faire faire raison à la Partie lésée, & pour porter l'Agresseur à s'abstenir d'aucune hostilité qu'il soit ultérieure.

III. Et s'il arrivoit qu'aucune des Parties Contractantes fût attaquée ouvertement, ou qu'Elle fût troublée dans les Cas susdits, & que les bons Offices ci-dessus mentionnez ne fussent pas assez efficaces pour procurer une juste satisfaction & réparation pour les Torts & Dommages faits à la Partie lésée, alors les autres Parties, deux Mois après que la Requisition leur aura été faite, fourniront les Secours suivans: C'est-à-dire,

S. M. le Roi de la Grande-Bretagne donnera 8000. Hommes d'Infanterie, & 4000. Chevaux.

S. M. le Roi Très-Christien fournira en pareil cas 8000. Hommes d'Infanterie, & 4000. Chevaux.

Et S. M. le Roi de Prusse fournira aussi en pareil cas 3000. Hommes d'Infanterie, & 2000. Chevaux.

Mais si la Partie attaquée avoit mieux avoir des Vaisseaux de Guerre & de Transport, ou même des Subsidés en Argent, ce qu'on laissera toujours à son choix, alors les autres Parties lui fourniront des Vaisseaux ou de l'Argent à proportion de la dépense des Troupes à donner comme ci-dessus: Et pour ôter toute sorte de doute par rapport à cette dépense, les Parties Contractantes conviennent que mille Hommes de pied seront évalués à 10000. Florins de Hollande par Mois, & mille Chevaux à 20000. Florins de la même Monnoye, aussi par Mois; & l'on fera le calcul pour les Vaisseaux de Guerre & de Transport à proportion. Si les Secours ci-dessus spécifiés ne fussent pas pour faire faire Justice à la Partie lésée, alors les Parties Contractantes conviendront ensemble des Forges ultérieures



ANNO 1725. rieuses à être fournies : Et enfin, en cas de nécessité, lesdits Alliez assisteront la Partie lésée de toutes leurs Forces, & même déclareront la Guerre à l'Agresseur.

IV. Et comme lesdits trois Serenissimes Rois sont résolus de raffermir de plus en plus l'étroite Union qui regne entr' Eux, par toutes les marques possibles d'une bonne Foi & d'une Confiance mutuelle, ils sont convenus réciproquement, non-seulement de n'entrer dans aucun Traité, Alliance ou Engagement quelconque qui pourroit être contraire, en quelque manière que ce fût, aux Intérêts les uns des autres, mais même de s'entre-communiquer fidèlement les Propositions qui pourroient leur être faites, & de ne prendre sur ce qui leur seroit proposé, aucune Résolution que de concert, & après avoir examiné conjointement ce qui seroit convenable à leurs Intérêts communs, & propre à maintenir l'Equilibre de l'Europe, qu'il est si nécessaire de conserver pour le bien de la Paix Générale.

V. Comme S. M. Très-Chrétienne, intéressée particulièrement par la qualité de Garant des Traitez de Westphalie, au maintien des Privilèges & Libertés du Corps Germanique, & Leurs Majestés Britannique & Prussienne, comme Membres de ce Corps, voyent avec peine égale les semences de Division, & des plaintes qui pourroient enfin éclater, & entraîner une Guerre qui embraseroit toute l'Europe par les suites funestes qui en résulteroient ; Leursdites Majestés étant toujours attentives à ce qui pourroit un jour troubler la Tranquillité de l'Empire en particulier, & celle de l'Europe en général, s'engagent & promettent de s'entraider mutuellement pour le maintien & l'observation des susdits Traitez, & des autres Actes, qui ayant statué sur les Affaires de l'Empire, sont regardés comme la Base & le fondement de la Tranquillité du Corps Germanique, & le soutien de ses Droits, Privilèges, & Immunités, auxquels Leursdites Majestés desireront véritablement de pourvoir d'une manière solide.

VI. La présente Alliance subsistera pendant l'espace de quinze ans, à compter du jour de la Signature du présent Traité.

VII. Leurs Majestés Britannique, Très-Chrétienne & Prussienne inviteront les Princes & Etats dont Elles conviendront entr'Elles, à accéder au présent Traité ; & Elles sont convenues dès à présent d'y inviter nommément les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies.

VIII. Ce présent Traité sera approuvé & ratifié par L. M. le Roi de la Grande-Bretagne, le Roi Très-Chrétien & le Roi de Prusse, & les Ratifications seront fournies dans l'espace de deux Mois du jour de la Signature du présent, ou plutôt, s'il est possible.

En foi de quoi nous, en vertu des Pleins-Pouvoirs respectifs, avons signé le présent Traité, auquel nous avons fait apposer le Cachet de nos Armes. Fait à HANOVER le 3. Septembre 1725.

TOWNSHEND. BROGLIO. WALLENRODT.  
(L.S.) (L.S.) (L.S.)

#### PREMIER ARTICLE SEPARÉ.

COMME l'Affaire arrivée dernièrement dans la Ville de Thorn, & ce qui s'en est ensuivi, ont alarmé plusieurs Princes & Etats, qui craignent, qu'au préjudice du Traité d'Oliva, il n'arrive à cette occasion des Troubles, non-seulement dans la Pologne, mais aussi dans les Pais voisins, Leurs Majestés Britannique, Très-Chrétienne & Prussienne, qui comme Garantes du susdit Traité d'Oliva, sont intéressées à ce qu'il soit maintenu & observé dans toute son étendue, s'engagent d'employer leurs Offices le plus efficacement qu'Elles pourront, pour faire réparer ce qui auroit pu être fait de contraire audit Traité d'Oliva ; & pour cet effet, Leursdites Majestés s'instruiront, de concert, par leurs Ministres en Pologne des Infractions qui auroient pu être faites audit Traité d'Oliva, & des moyens d'y remédier d'une manière qui assure entièrement la Tranquillité publique contre les Dangers auxquels elle seroit exposée, si un Traité aussi solennel que celui d'Oliva souffroit quelque atteinte.

Cet Article séparé aura la même force que s'il avoit été inséré de mot à mot dans le Traité conclu & signé ce jourd'hui ; il sera ratifié de la même manière, & les

Ratifications en seront échangées dans le même tems ANNO 1725. que le Traité.

En foi de quoi, nous Soussignez, en vertu des Pleins-Pouvoirs communiqués ce jourd'hui de part & d'autre, avons signé cet Article, & y avons apposé les Cachets de nos Armes. Fait à HANOVER le 3. Septembre 1725.

TOWNSHEND. BROGLIO. WALLENRODT.  
(L.S.) (L.S.) (L.S.)

#### SECOND ARTICLE SEPARÉ.

Si en haine des Secours que S. M. Très-Chrétienne donneroit à S. M. Britannique & à S. M. Prussienne, pour les garantir du Trouble qu'Elles pourroient souffrir dans les Etats qu'Elles possèdent, l'Empire déclarât la Guerre à Sadite Maj. Très-Chrétienne, comme dans ce cas une pareille Déclaration ne regarderoit pas moins le Serenissime Roi de la Grande-Bret. & le Serenissime Roi de Prusse, dont les Intérêts auroient été l'occasion de la Guerre, que S. M. Très-Chrétienne auroit à soutenir ; non-seulement ils ne fourniroient point leur Contingent en Troupes, ni en quelque autre nature de Secours que ce pût être, quand même Leursdites Majestés Britannique & Prussienne ne seroient pas comprises & nommées dans la Déclaration de Guerre que l'Empire feroit à la France ; mais même Elles agiroient de concert avec S. M. Très-Chrétienne, jusqu'à ce que la Paix troublée à cette occasion fut rétablie ; Sadite Majesté Britannique promettant d'ailleurs spécialement d'exécuter dans ce cas comme dans tous les autres, les Traitez qu'Elle a conclu avec S. M. Très-Chrétienne, laquelle de son côté promet de les observer fidèlement.

Cet Article Separé aura la même force que s'il avoit été inséré de mot à mot dans le Traité conclu & signé ce jourd'hui ; il sera ratifié de la même manière, & les Ratifications en seront échangées dans le même tems que le Traité.

En foi de quoi, nous Soussignez, en vertu des Pleins-Pouvoirs communiqués ce jourd'hui de part & d'autre, avons signé cet Article, & y avons apposé les Cachets de nos Armes. Fait à HANOVER le 3. Septembre 1725.

TOWNSHEND. BROGLIO. WALLENRODT.  
(L.S.) (L.S.) (L.S.)

#### TROISIEME ARTICLE SEPARÉ.

S'il arrivoit que nonobstant la ferme résolution dans laquelle est S. M. Très-Chrétienne, d'observer exactement tous les Traitez à l'égard de l'Empire, en ce à quoi il n'a point été dérogré par le présent Traité, l'on voulût, de la part dudit Empire, prendre quelque résolution contre la France, au préjudice de la Garantie générale des Possessions, telle qu'elle est stipulée par le Traité signé ce jourd'hui ; S. M. Britannique & S. M. Prussienne promettent, dans ce cas, d'employer leurs bons offices, crédit & autorité, le plus efficacement qu'Elles pourront, soit par leurs voix & celles des Princes leurs Amis à la Diète, soit par tous les autres moyens convenables, pour empêcher qu'il ne se commette rien qui y soit contraire : Mais, si contre toute attente, & malgré tous leurs efforts, la Guerre étoit déclarée à la France de la part dudit Empire, qu'en ce cas n'étant plus une défensive, Elles ne seroient pas obligées, suivant les Constitutions, de fournir aucun Contingent : Cependant, pour ôter tout doute entre Leursdites Majestés, si elles croient ne pouvoir se dispenser de remplir leurs devoirs de Membre de ce Corps, Leursdites Majestés Britannique & Prussienne se réservent la liberté de fournir leur Contingent en Infanterie ou en Cavalerie de leurs propres Troupes, ou de celles qu'Elles prendront à leur Solde de quelque autre Prince, à leur choix, sans que Leurs Majestés Britannique & Prussienne, à raison de leur Contingent ainsi fourni, soient censées avoir contrevenu au Traité signé ce jourd'hui, qui demeurera dans toute sa force. L. M. Britannique & Prussienne promettent de ne donner en ce cas, autres, ni plus grand nombre de Troupes contre S. M. Très-Chrétienne, que celui qu'Elles sont obligées de donner pour leur Contingent, & qu'Elles rempliroient d'ailleurs dans le cas prévu,

ANNO prévû, leurs Engagemens envers Sadite Majesté Très-  
1725. Chrétienne, laquelle de son côté ne pourra pour raison  
dudit Contingent, exercer contre les États & Sujets  
dudit Serenissime Roi d'Angleterre & dudit Serenissime  
Roi de Prusse, dans l'Empire, ou ailleurs, aucune  
Hostilité, ni demander ou prétendre aucune Contribu-  
tion, Fourrage, Logemens de Gens de Guerre, Passa-  
ges, ou autres choses à la charge desdits Païs & États,  
sous quelque prétexte que ce soit; & de même lesdits  
États, Places, Lieux, & Sujets ne pourront aussi fournir  
aucunes desdites choses aux Ennemis de S. M. Très-  
Chrétienne, laquelle s'oblige aussi & promet de son côté  
que si dans l'Empire on venoit à prendre des Résolu-  
tions pareilles à celles dont il est parlé dans cet Article,  
au préjudice des Rois de la Grande-Bretagne & de  
Prusse, S. M. Très-Chrétienne prendra ouvertement  
leur parti, & ne manquera pas de les assister avec toute  
la vigueur nécessaire, en conformité de ce Traité,  
jusqu'à ce que les Troubles, Torts & Infractions cessent  
entièrement.

Cet Article séparé aura la même force que s'il avoit  
été inféré de mot à mot dans le Traité conclu & signé  
ce jourd'hui; il sera ratifié de la même manière, & les  
Ratifications en seront échangées dans le même tems  
que le Traité.

En foi de quoi, nous Soussignez, en vertu des Plein-  
Pouvoirs communiqué ce jourd'hui de part & d'autre,  
avons signé cet Article, & y avons apposé les Cachets  
de nos Armes. Fais à HANOVER le 3. Septembre  
1725.

TOWNSHEND. BROGLIO. WALLENRODT.  
(L.S.) (L.S.) (L.S.)

## XLII.

23. Sept. Articles conclus au Nom de Sa Majesté IMPÉ-  
RIALE & Catholique par les Commissaires Impe-  
riaux, avec la Regence de TUNIS, à l'inter-  
vention & Médiation des Commissaires Ottomans,  
sur la libre Navigation, abstraitivement de tout  
Commerce. A Tunis le 3. Septembre 1725. [Co-  
pie Originale.]

I. Il a été conclu, & arrêté, que toutes les courses,  
& Actes, d'hostilité cesseront tant par Mer, que  
par Terre, entre les Vaisseaux, & Sujets de Sa M. I.  
& Cathol., & les Vaisseaux, & Sujets de la Ville, &  
Royaume de Tunis, à commencer du jour dix-huiti-  
ème du présent Mois de Septembre 1725. ensuite de  
la parole irrevocable de suspension d'Armes solennelle-  
ment donnée par Son Excellence le Seigneur Berg en  
présence de tous les Ministres, & des Seigneurs Com-  
missaires Médiateurs de la Porte, & en même tems ac-  
ceptée & agréée au nom de Sa Sacrée Majesté Impériale  
& Catholique par les soussignez Commissaires, & en  
cas de Contravention, restitution sera faite, de ce qui  
aura été pris, soit Vaisseau, Esclaves, & tout autre  
chose *cum omni causa*, & les dommages reparez sans  
aucune réserve.

II. Il y aura à l'avenir entre l'Empereur des Ro-  
mains, & les Pascha, Bey, Dais & Divan, & la Mi-  
lice de la Ville & Royaume de Tunis, & leurs Sujets  
une seureté reciproque & durable de Pavillon, & libre  
Navigation dans tous les Ports, Mers, & Rivières,  
abstraitivement de tout Commerce & sans qu'il soit  
permis d'entrer dans les Ports de leurs dépendances  
respectives; Et sous le nom des Sujets de S. M. I. &  
Catholique tout compris les Allemands, les habitants  
des Païs Autrichiens à l'Océan, Siciliens, Napo-  
litains, Calabrois, & leur dépendances, & ceux de  
Fiume & de Trieste situés dedans la Mer Adriatique, &  
tous autres de quelque Nation, & Religion, qu'ils  
soient. Mais si quelques Vaisseaux furent forcés par  
le mauvais tems, ou Ennemis, & que ce fut par une  
nécessité absolue, dans ce cas seulement, ils seront re-  
çus dans les Rades, & Ports respectifs & défendus, &  
protégés par les Châteaux, & Forteresses, & les Com-  
mandans desdits Châteaux pourront retenir, & arrêter  
24. heures les Vaisseaux de Guerre, qui y auront relâ-  
ché, jusques à ce que les Vaisseaux de leurs Ennemis  
seront éloignés dans la Mer, ou rentrés en toute se-  
ureté dans les Ports.

III. Les Vaisseaux de part & d'autre, qui auront été

TOM. VIII. PART. II.

dans la nécessité de se sauver dans les Rades, & Ports des  
deux Puissances, comme il est expliqué dans l'Article  
precedent, le Commandant tâchera de les défendre, mais  
s'ils y sont pris, ou enlevés par Stratagème de son  
Ennemi, les Souverains de deux Parties n'en feront  
pas responsables.

IV. Les Vaisseaux de Guerre armés à Tunis; &  
dans les autres Ports du Royaume, rencontrant en Mer  
les Vaisseaux & Bâtimens naviguant sous le Pavillon  
& Passeport de S. M. I. & Catholique conforme à la  
Copie, qui sera transcrite à la fin du présent Traité,  
les laisseront en toute liberté continuer leur voyage  
sans les arrêter, ni donner aucun empêchement, ainsi  
leur donneront tous les Secours, dont ils pourront  
avoir besoin, observant d'envoyer seulement deux Per-  
sonnes dans la Chaloupe, outre le nombre nécessaire  
pour la conduire, & de donner ordre qu'il n'entre au-  
tre, que lesdites deux Personnes dans ledit Vaisseau,  
sans la permission expresse du Commandant, & reci-  
proquement les Impériaux en usent à l'égard des  
Vaisseaux appartenans aux Armateurs particuliers de la-  
dite Ville, & Royaume de Tunis, qui seront Porteurs  
des Certificats du Consul Impérial établi à ladite Vil-  
le, auquel Certificat la Copie sera pareillement jointe  
à la fin du présent Traité, & il ne sera pas permis de  
donner des Passeports à d'autres, qu'aux Sujets de S.  
M. I. & seulement.

V. Tous les Sujets Impériaux pris par les Ennemis  
de l'Empereur des Romains, qui seront conduits à  
Tunis, & autres Ports du Royaume de Tunis, qui seront  
tôt en liberté, sans pouvoir être retenus Esclaves,  
même en cas, que les Vaisseaux d'Alger & autres, qui  
pourront être en Guerre avec l'Empereur des Romains  
missent à Terre des Esclaves Impériaux.

VI. Les Etrangers Passagers trouvés sur les Vaisseaux  
de Sa Majesté, ni pareillement les Sujets de Sadite Ma-  
jesté pris sur les Vaisseaux étrangers ne pourront être  
faits Esclaves sous quelque prétexte, que ce puisse être,  
quand même les Vaisseaux, sur lesquels ils auroient  
été pris se seroient défendus, ni moins leurs effets,  
& Marchandises retenus, & la même chose se pra-  
tiquera à l'avantage des Habitans dudit Royaume de  
Tunis.

VII. Il ne sera donné aucun Secours, ni protec-  
tion aux Vaisseaux Ennemis de S. M. I. & Catho-  
lique, ni à ceux, qui auront armé sous leur Commission,  
& seront lesdits Pascha, Bey, Dais & Divan défendus  
à tous leurs Sujets d'armer sous commission d'aucun  
Prince, ou Etat Ennemis de la Couronne Impériale,  
comme aussi empêcheront, que ceux, contre lesquels  
ledit Empereur est, où sera en Guerre, puissent armer  
dans leurs Ports pour courir sur ses Sujets, & il ne  
sera permis non plus aux Ennemis de Tunis d'armer  
dans les Ports de Sa Majesté.

VIII. Pourra être établi de la part de Sa M. Impe-  
riale, & Catholique un Consul dans le Royaume de  
Tunis pour distribuer les Certificats predits, & juger  
les différens entre les Sujets de S. M. I. & Catholique,  
sans que les Juges du lieu s'en puissent mêler, & veiller gé-  
néralement à toute affaire de sa charge, & jouira des  
mêmes Honneurs, Franchises, Libertés, & Exemptions,  
dont jouissent tous les Consuls des autres Na-  
tions, nulles de réserves, & aura la préférence sur  
ceux, comme il se pratique à la Porte.

IX. S'il arrive quelque différend entre un Sujet de  
Sa Majesté & un Turc, ou Maure, il ne pourra être  
jugé, par les Juges ordinaires, mais bien par le Conseil  
desdits Pascha, Bey, Dais, Divan, où par les Comman-  
dans dans les Ports où les différens arriveront.

X. Tous les Sujets de Sa Majesté, qui auront frap-  
pé un Turc, ou Maure ne pourront être punis, qu'a-  
près avoir fait appeler le Consul pour défendre la cause  
desdits Sujets, & en cas, qu'ils se fassent, ledit Consul  
n'en pourra être responsable.

XI. S'il arrive quelque Contravention au présent  
Traité, il ne sera fait aucun Acte d'hostilité, qu'après  
un deni formel de Justice.

XII. Si quelques Vaisseaux des deux Parties Con-  
tractantes se font du tort, les uns aux autres dans la  
Mer, les Contraveuteurs seront très-severement punis,  
& les Armateurs responsables.

XIII. Si le présent Traité venoit à être rompu, il  
sera permis au Consul Impérial, & à tous ceux, qui  
sont de sa suite, de se retirer dans leur Païs, & il ne  
pourra leur être fait aucune insulte, ni empêchement,  
pendant le terme de trois Mois.

Finalement ce Traité contenant treize Articles sera  
Rati-



ANNO

1725.

ratifié par Sa Sacrée Majesté l'Empereur des Romains, dans cinq Mois, & signé ce jourd'hui par le Pascha, Bey, Dais, & Aga de la Milice de la Ville, & Royaume de Tunis d'une part; Et par les Commissaires Plenipotentiaires de S. M. I. & Catholique ensuite de leur Plein-Pouvoir de l'autre part, & sera confirmé par les Commissaires Mediateurs de la Porte. Et afin qu'on ne preteigne aucune cause d'ignorance, ce présent Traité, sera publié, & affiché par tout, où il conviendra pour être inviolablement observé par leurs Sujets.

Ainsi fait, conclu, & arrêté par Nous en double, l'un en Langue Française, & l'autre en Langue Turque pour pouvoir être échangé, & fouscrit de Nos noms, & y fait apposer le Cachet de nos Armes, à Tunis le 23. de Septembre 1725.

(L.S.) JEAN DE SCHONAMILLE Escuyer.

(L.S.) NICOLAS DE THEYLS.

## XLIII.

1726. *Acte d'Accession de l'Empereur CHARLES VI. au Traité d'Alliance \* conclu entre le CZAR & le Roi de SUEDE le 22. Fevrier 1724. Fait à Vienne le 16. Avril 1726.*

*An nom de la Très-Sainte Trinité, le Père, le Fils & le St. Esprit.*

SOit notoire à tous & un chacun à qui il appartient ou peut appartenir.

Qu'un Traité d'Alliance défensive entre les Cours de Suède & de Russie, ayant été signé à Stockholm le 22. de Février de l'an 1724. les Ministres de ces Cours résidans alors à la Cour Impériale ont invité Sa Sacrée Majesté Impériale & Catholique à entrer dans ce Traité d'Alliance & dans l'Article secret, tendant à affermir & confirmer la tranquillité publique & la Paix; & d'assister lesdits Alliez de ses secours & Conscils. Sa Majesté Impériale & Catholique ayant toujours eu à cœur la tranquillité publique de l'Europe en général, & celle du Nord en particulier, avoir résolu il y a déjà long-tems d'entrer dans cette Alliance défensive; ainsi Sa Majesté Impériale & Catholique portée par son attachement & son attention sincère aux intérêts de l'Univers & en particulier du Nord, a reçu favorablement cette amiable invitation, enforte que depuis long-tems elle a résolu d'accéder au susdit Traité comme si elle avoit été dès le commencement une des Hautes Parties Contractantes. C'est pourquoi Sa Majesté Impériale & Catholique a commis & muni des Pleins-Pouvoirs nécessaires, les souseignez ses Conseillers Privez, pour traiter, conformément à cette résolution, de cette accession avec les Ministres des susdites Cours munis aussi des Instructions & Plein-Pouvoirs nécessaires, & ce en conséquence pour dresser un Instrument ou Acte dans les formes, dont les Plenipotentiaires respectifs sont convenu ainsi qu'il s'enfuit, après avoir conféré ensemble & échangé leurs Plein-Pouvoirs.

Les Ministres Plenipotentiaires de Sa Majesté Impériale & Catholique déclarent, certifient & promettent en son nom que Sa Majesté Impériale & Catholique pour elle & pour ses Héritiers légitimes & ses Successeurs, prend part & entre dans le susdit Traité d'Alliance de Stockholm & dans l'Article secret; que Sa Majesté Impériale & Catholique comme *Pars compaciscens* se joint & s'allie par le présent Acte d'Accession avec Leurs Majestez confédérées de Suède & de Russie, & qu'elle s'oblige & s'engage à elles & à leurs légitimes Héritiers & Successeurs tant en commun qu'en particulier d'observer & exécuter les conditions, clauses & conventions de cette Alliance, toutes en général & en particulier telles qu'elles sont contenues & exprimées dans ledit Traité & dans l'Article secret, & ce pour tous les Royaumes, Pais & Seigneuries qu'elle possède; & si le casus Fœderis ou quelque cas demandant l'exécution de sa promesse & de la Garantie stipulée dans ce Traité, arrivoit, de fournir 12. mille Hommes d'Infanterie, & 4. mille de Cavalerie, & quant aux Vaisseaux on conviendra ensemble d'une

\* Voyez ce Traité ci-dessus No. XXIII. p. 74.

compensation; tout ce que Sa Majesté Impériale & Catholique promett d'exécuter de la même manière & avec la même fidélité, exactitude & sincérité que si elle avoit été dès le commencement une des Parties contractantes, & comme si elle avoit conclu, arrêté & signé lesdites Conditions, Promesses & Articles avec lesdites deux Puissances alliées ou avec chacune d'elles séparément.

De même, d'autre part les Plenipotentiaires de Leurs Majestez de Suède & de Russie ont en leur nom admis, reçu & compris Sa Majesté Impériale & Catholique dans la pleine & entière Alliance du Traité de Stockholm & de l'Article secret, comme en vertu du présent Traité ils y admettent, reçoivent & comprennent Sa Majesté Impériale & Catholique, ses Héritiers légitimes & Successeurs, promettant que lesdites deux Majestez & chacune d'elles en particulier, feront jouir ensemble ou en particulier, Sa Majesté Impériale & Catholique, ses Royaumes, Terres & Seigneuries, de toutes les conditions, clauses & promesses en général & en particulier contenu dans ledit Traité d'Alliance.

Les Commissaires Impériaux & les Ministres Plenipotentiaires Suédois & Russiens, promettent que le présent Instrument & Acte d'Accession, d'entrée, d'admission & d'acceptation dressé dans la forme dont on est convenu, sera ratifié par Sa Majesté Impériale & Catholique, & par Leurs Majestez Suédoise & Russe, & que les Actes publics de Ratification seront échangés ici à Vienne dans trois Mois, ou plutôt si faire se peut, à compter de ce jour-ci, en foi de quoi &c. Fait à Vienne en Autriche le 16. d'Avril 1716.

*Articles Séparés de la Ratification Suédoise de l'Accession de l'Empereur des Romains au Traité de Stockholm du 22. Fevrier 1724.*

## ARTICLE PREMIER.

QUoique par l'Article IV. du Traité d'Alliance défensive conclu le 22. Fevrier 1724. entre la Suède & la Russie (auquel il a plu à Sa Majesté Impériale & Royale Catholique d'accéder suivant la teneur de l'Acte d'Accession dressé & signé le jour marqué ci-dessus par les Ministres Impériaux, & de même que par les Ministres Plenipotentiaires de Suède & de Russie) il soit stipulé en égard à la Paix & à la tranquillité publiques; que si après la conclusion & la Ratification de ce Traité, il arrivoit par cas fortuit, ou contre toute attente, que les Pais, Domaines & Provinces de l'un des Contractans en Europe vinssent à être attaqués par les armes de quelque Prince Chrétien, sous quelque prétexte que ce puisse être, soit pour des prétentions anciennes ou nouvelles; l'autre des Contractans, après en avoir été requis, seroit indispensablement obligé de fournir les secours promis, aux conditions & en la manière dont on est convenu par ledit Art. IV. & suivans; néanmoins il a été convenu entre Sa Sacrée Majesté Royale de Suède & Sa Sacrée Majesté Impériale, par cet Article Séparé, que si par cas fortuit il vient à s'élever des troubles contre l'Empereur, ou en quelque autre Etat hors de l'Europe, S. S. Maj. Royale de Suède & son Royaume ne seront point obligés d'y prendre part, ni d'envoyer en des Pais si éloignés les secours stipulés d'eux par le susdit Traité.

Parcillement, à l'égard des disputes élevées à l'occasion de l'établissement de la Compagnie d'Ostende, il est expressément réservé à Sa Sacrée Majesté Royale de Suède & à son Royaume, en vertu de cet Article Séparé, que ni elle, ni son Royaume n'y prendront part qu'autant que leurs bons offices pourront être agréables & acceptez.

Il. D'autant que dans l'Alliance défensive, conclu le 22. Fevrier 1724. entre la Suède & la Russie, & à laquelle Sa Sacrée Majesté Impériale & Catholique accède aussi présentement, il est stipulé & pourvu au §. 16. que les précédents Traités doivent rester en toute leur force, comme n'étant nullement contraires à la susdite Alliance; & que Sa Majesté Royale & le Royaume de Suède n'ont pas moins fortement à cœur que Sa Majesté Impériale & Catholique, de rendre soin que les Traités de Paix de Westphalie & d'Oliva subsistent toujours en leur entier sans aucune infraction: pour

ANNO

1726.

ANNO pour ces raisons, on est convenu de part & d'autre, par cet Article Séparé, de déclarer & de stipuler expressément, qu'au cas, que la Paix publique fut effectivement troublée & enfreinte (ce qu'à Dieu ne plaise) à l'occasion des susdits Traitez de Paix de Westphalie & d'Oliwa, & d'autres fondez sur ceux-ci, qui n'auroient pas été entièrement observés & cultivés, comme il auroit été convenable à l'égard des Points concernant la Religion, & que l'un & l'autre des Hauts Contractans se trouvât impliqué dans ces troubles, alors les cas imprévus & inopinez de cette nature ne devront en aucune manière être regardés, & encore moins soutenus, comme compris dans cette Alliance.

## XLIV.

22. Mai. *Extrait des Universaux publiés à Mittau, au nom du Duc de COURLANDE, pour la Convocation de la Diète du Pais. Donné à Mittau le 22. Mai 1726. [Simple Copie & Traduction.]*

**F**ERDINAND, par la grace de Dieu, Duc de Livonie, de Courlande & de Semigalle, à nos Bien-Aimez & Fidèles Etats, Salut.

Le Noble Casimir - Christophe de Brakel, Capitaine-Major de Mittau, & ci-devant Député de la Province à Varsovie, d'où il est revenu depuis peu, Nous ayant requis de convoquer une Assemblée Provinciale extraordinaire, afin qu'il pût y faire rapport de ce qui s'est passé à Varsovie pendant les deux années qu'il y a été en Députation. Nous y avons consenti, & avons fixé l'ouverture de cette Assemblée au 26. Juin de la présente année: Exhortant l'Etat de la Noblesse de munir ses Deputez d'Instructions nécessaires, tant pour assister au rapport du Sr. de Brakel, que pour délibérer avec Nous sur les moyens de conserver à perpétuité la Province dans ses Immunités & Libertés, de même que le Gouvernement Ducal, à l'égard de l'Etat Ecclesiastique & Civil, sous la haute Protection du Roi de Pologne, notre Très-Clement Seigneur, & de la Serenissime République, suivant les Conventions de dépendance; afin que Nous puissions ensuite procurer & arrêter de concert, ce qui sera le plus convenable pour le Bien public de la Province, pour Nous, & pour nos Successeurs.

Nous ne celons pas à l'Etat de la Noblesse, que Mr. de Karp, Commissaire-General des Guerres du Grand Duché de Lithuanie, nous a promis par ses Lettres du 18. Mars, au nom du Palatin de Vilna, Grand Général des Armées de Lithuanie, toute l'assistance requise pour la conservation de nos Droits, & de ceux de la Province, & pour le maintien de ce que Nous établissons avec l'Etat de la Noblesse, tant pour les affaires publiques & particulières, que par rapport à la Succession Eventuelle, sur le fondement des Loix. Donné à Mittau le 22. Mai 1726.

*Signé, BRINKEN KEYSERLINK  
VANDER BRAGGEM.*

*Autres Universaux par lesquels du Duc de COURLANDE, desavoué les précédents, & déclare qu'on y a abusé contre lui-même, & contre ses Droits, de son nom, de ses Titres & de son Secau. Donné à Dantzig le 4. Juin 1726. [Simple Copie & Traduction.]*

**F**ERDINAND, par la grace de Dieu, Duc de Livonie, de Courlande & de Semigalle, à nos Bien-Aimez & Fidèles Etats, Salut.

Nous nous sommes gracieusement confiez jusqu'à présent, que nos principaux Conseillers, Officiers & Ministres, qui par leur Serment sont engagés, à veiller à notre Intérêt Ducal & au bien de la Province ne s'ingéreroient point dans les Droits Régaliens réservés à leur légitime Seigneur. Mais quelques-uns d'entre eux ayant manqué au devoir de leurs Charges, travaillent à l'accroissement de leur autorité & puissance privée, au préjudice des Droits & Prerogatives de leur Seigneur, Nous avons eu confiance, que l'Etat de la Noblesse, qui Nous a toujours été très-cher, rentrant enfin en

TOM. VIII. PART. II.

lui-même, envisageroit son véritable intérêt, & ne souffriroit jamais qu'on se servît abusivement de son crédit pour exercer une puissance plus que Ducale.

Cependant, l'ambition de quelques-uns de nos Conseillers s'est augmentée à tel excès, que par divers artifices ils ont induit l'Etat de la Noblesse à former contre notre intention, notre volonté & notre ordre, des Entreprises contraires aux Loix de la Province, & ce qui est sans exemple, à abuser contre Nous-mêmes de notre Nom, de nos Titres & de notre Seau.

En sorte qu'après Nous être flatzé que tant de braves Compatriotes, qui ont reçu de Nous & de nos Prédécesseurs des marques éclatantes de notre faveur, n'auroient pas manqué de s'opposer à ces différents efforts, tendans à leur propre ruine, & d'employer les moyens convenables pour y parvenir; Nous avons nonobstant notre grande modération & nos intentions favorables, été également frustré dans notre attente.

Nous avons donc été informé, qu'à l'occasion de l'arrivée de Brakel, on a convoqué en notre Nom une Assemblée Provinciale pour le 26. de ce Mois, afin de recevoir son rapport, d'expédier des Affaires Capitales qui doivent nous regarder seuls, & de délibérer sur les prétendues Propositions faites par le Palatin de Vilna, Grand Général des Armées du Grand Duché de Lithuanie. Nous ne pouvons ni ne voulons nous persuader, que des Hommes de bien puissent entreprendre un tel Acte. C'est pourquoi nous laissons juger tant à nos Conseillers qu'à notre Fidelle Noblesse en particulier, s'il est raisonnable que ce Brakel, qui, indépendamment de Nous & contre notre volonté, a été député à Varsovie pendant l'espace de 2. ans, & y a publiquement négocié contre Nos intérêts, entreprenne de former, sous notre nom & par Nous-mêmes une Conspiration contre Nous; oubliant que Nous sommes son naturel & légitime Seigneur, & que l'élevation de sa Famille n'a d'autre fondement que notre faveur.

Au reste, Nous espérons que l'Etat de la Noblesse ne présumera pas, de rien statuer contre nos ordres, ou sans notre participation, sur tout en des affaires qui ne peuvent avoir aucun effet sans notre Approbation: Cependant, afin que nos Conseillers fassent plus d'attention aux devoirs de leurs Charges, & la Noblesse ne s'écarte point du dévouement qui nous est dû, Nous les avertissons en notre Affection Paternelle, de prévenir l'effet de la Puissance Ducale; & de plein Droit, Nous leur défendons & interdisons d'attenter la moindre chose en l'abus de notre Nom, & d'assister à cette Assemblée, dont la convocation est nulle de fait & de Droit.

Notre intention est de pouvoir tellement à toutes choses; qu'au tems de notre retour elles soient entièrement rétablies selon l'ancien cours: Ainsi que chacun ait à se comporter conformément aux Droits de la Patrie, & n'aye pas la hardiesse de former ouvertement des entreprises qui tendent au renversement de l'Etat.

Souhaitant par ces présentes, tant à nos principaux Conseillers qu'à tout l'ordre de la Noblesse en général, la Protection Divine & de plus sages Conseils, Nous les assurons de notre faveur. Donné à Dantzig le 4. Juin 1726.

## XLV.

*Traité d'Alliance défensive entre l'Empereur des 6. Août. Romains & l'Impératrice de Russie signé à Vienne le 6. Août 1726.*

AU NOM DE DIEU, Amen.

**C**omme le Repos public & le bien de toute l'Europe requièrent, que l'ancienne amitié qui a constamment régné entre les Prédécesseurs de Sa Sacrée Majesté Impériale & Royale Catholique, & de Sa Sacrée Majesté de toute la Russie, soit renouvelée & renforcée plus étroitement par une nouvelle Alliance; c'est pour cela que S. S. Maj. Impériale & Catholique, comme Souverain de Royaumes & de Provinces Hérititaires, & Sa Sacrée Majesté de toutes les Russies, pour avancer un Ouvrage si salutaire, ont choisi leurs Ministres Plenipotentiaires ci-dessous signez, savoir Sa Sacrée Majesté Impériale & Catholique Son Altesse le Prince *Eugene de Savoye* & de Piémont, Conseiller actuel & intime



ANNO  
1726.

intime de Sa dite Sacrée Majesté Impériale & Catholique, Président de son Conseil de Guerre, son Lieutenant Velt-Maréchal-Général du St. Empire Romain, & Vicaire-Général de ses Royaumes & Etats en Italie, Chevalier de la Toison d'Or; l'illustrissime & Excellentissime *Philippe-Louis*, Trésorier Héritaire du St. Empire Romain, Comte de *Sinzendorf*, Baron de *Strasbourg*, Seigneur de *Gfoell*, *Schwartz*, *Pöhlitz*, *Carlsburg*, *Stecken*, *Schiffentz* & Echanon de la Haute & Basse-Autriche, *Pinsere* Héritaire de l'Autriche sur l'Anafe, Chevalier de la Toison d'Or, Chambellan de Sa Majesté Impériale & Catholique, son Conseiller actuel & intime, & Grand Chancelier de la Cour; l'illustrissime & Excellentissime *Gundacker-Thomas de Staremberg*, Comte du St. Empire Romain, de *Schaumburg*, *Waxenberg* &c., Chevalier de la Toison d'Or, Chambellan de Sa Sacrée Majesté Impériale & Catholique, son Conseiller actuel & intime, Maréchal-Héritaire de l'Archiduché de la Haute & Basse-Autriche; l'illustrissime & Excellentissime *Ernest de Windgratz*, Comte du St. Empire Romain, Baron de *Wallenstein* & de *Walle*, Grand Ecuyer Héritaire de Stirie, Chevalier de la Toison d'Or, Chambellan de Sa Sacrée Majesté Impériale & Catholique, son Conseiller actuel & intime, & Président du Conseil Aulique de l'Empire; & l'illustrissime & Excellentissime *Frederic-Charles*, Comte de *Schönborn*, *Buchheim* & *Walffsboll*, Baron du St. Empire Romain, de *Reichelsberg*, & Comte de *Wiesensheid*, Grand Echanon Héritaire de la Haute & Basse-Autriche, au delà & en deça de l'Anafe, Conseiller actuel & intime de Sa Sacrée Majesté Impériale & Catholique & Vice-Chancelier du St. Empire Romain: Et de la part de Sa Sacrée Majesté de toute la Russie, le très-illustre *Louis Lantzkinski*, son Chambellan & son Ministre à la Cour Impériale. Leur ayant ordonné d'agir entr'eux, de traiter & de signer une Alliance proposée; lesquels, après avoir tenu des Conférences, délibéré des Affaires de part & d'autre, & communiqué leurs Plein-Pouvoirs, font convenus de l'Alliance, des Articles & Conditions suivantes.

I. Il y aura & demeurera entre Sa Sacrée Majesté Impériale & Catholique, ses Successeurs & Héritiers, une Amitié véritable, perpétuelle & constante, & elle fera si sincèrement cultivée entr'eux, que l'un s'appliquera à procurer le bien de l'autre, & à éloigner son dommage, & qu'ils travailleront de concert à ce qui pourra tendre à leur bien commun, & tourneront toutes leurs vûes, pour faire en sorte que la Paix heureusement établie en Europe, y soit conservée & maintenue.

II. D'autant que Sa Sacrée Majesté Impériale & Catholique a accédé au Traité de Paix, conclu à *Nieustad* le 30. Août 1722., entre les Couronnes de Russie & de Suède; de même qu'à l'Alliance conclue à *Stokholm* le 22. Février 1725. Et les Parties Contractantes se proposant de resserrer plus étroitement le nœud de leur Amitié par la présente Alliance; c'est pourquoi Sa Majesté de toute la Russie accède au Traité de Paix, conclu à Vienne le 30. Avril 1725. entre Sa Majesté Impériale & Catholique & le Sérénissime Roi des Espagnes *Philippe V.* & s'engage & promet de maintenir & garantir ce Traité de Paix dans tous ses Articles & Conditions, de la même manière, & avec la même Obligation, que si elle eût été dès le commencement dudit Traité une des Parties Contractantes; & cela à l'égard de tous les Royaumes & de toutes les Provinces possédées actuellement par Sa Sacrée Majesté Impériale & Catholique, pour soi & ses Successeurs, & dont la possession lui est confirmée suivant la teneur de l'Article XII. de cette même Paix: En sorte que, s'il arrivoit qu'à l'occasion de cette Paix conclue avec le Roi des Espagnes, ou pour quelque autre raison que ce soit, Sa Majesté Impériale & Catholique fût attaquée par qui que ce soit; ou que l'on entreprit quoique ce soit à son préjudice, en ce cas Sa Majesté de toute la Russie promet & s'engage d'envoyer exactement à Sa Sacrée Majesté Impériale & Catholique, non-seulement les Secours promis ci-dessous dans l'Article VI. de cette Alliance, mais aussi, les aides & la nécessité le requérant, de déclarer la Guerre à l'Agresseur, d'agir de concert contre ledit Agresseur par la voye des Armes, & de ne point faire la Paix avec lui, sans avoir auparavant obtenu réparation des injustices & dommages, & sans un entier consentement de Sa Sacrée Majesté Impériale & Catholique.

ANNO  
1726.

III. D'un autre côté, Sa Majesté Impériale & Catholique promet réciproquement, & prend sur soi la Garantie de tous les Royaumes, Provinces & Etats, possédés en Europe par Sa Majesté de toute la Russie; & si Sa Sacrée Majesté de toute la Russie, pour quelque cause que ce soit, est attaquée hostilement par qui que ce soit, alors Sa Sacrée Majesté Impériale & Catholique promet réciproquement, non-seulement de lui envoyer exactement les Secours ci-dessous stipulés dans l'Article VI. de ce Traité; mais aussi, les affaires & la nécessité le requérant, de déclarer la Guerre à l'Agresseur, d'agir d'un commun consentement, & de ne point faire la Paix, sans avoir tiré raison des dommages, & sans une entière approbation de Sa Sacrée Majesté de toute la Russie.

IV. En vertu de cette Confédération & Amitié, les Princes Contractans promettent de recommander sérieusement à leurs Ministres résidents dans les Cours des Princes Etrangers, de conférer amiablement ensemble sur les affaires qui se présenteront, de s'entre-aider conjointement à soutenir les intérêts de l'un & de l'autre, & de travailler d'un effort commun à tout ce qui paroitra être de l'avantage de leurs Principaux.

V. Nulle des deux Parties Contractantes n'accordera refuge, ni Secours, ni protection à leurs Sujets & Vauxaux Rebelles; & si l'un vient à découvrir quelques desseins ou machinations, qui se trament contre l'autre à son désavantage, elle en donnera d'abord communication à l'autre, de la manière dût & convenable, & l'on travaillera par les Secours & les efforts de l'Alliance à les prévenir & les renverser.

VI. Pour ce qui regarde les Secours mutuels qu'on doit se donner; on est convenu que l'Empereur, en cas que qui que ce soit, sous quelque prétexte que ce soit, fasse la Guerre à Sa Sacrée Majesté de toute la Russie, dans ses Royaumes, Provinces & Etats, qu'elle possède en Europe, lui enverra un Secours de 30. mille Hommes; savoir, 20. mille Hommes d'Infanterie, & 10. mille Dragons: Et Sa Sacrée Majesté de toute la Russie promet d'envoyer le même Secours, tant d'Infanterie que de Cavalerie, à Sa Sacrée Majesté Impériale & Catholique, en cas de Guerre. A l'égard de la subsistance des fusdites Troupes Auxiliaires, les Parties Contractantes en conviendront incessamment entre elles.

VII. Or, comme à l'occasion d'une Guerre il pourroit arriver, qu'il conviendrait aux deux Parties de repousser l'Ennemi commun de leurs propres Provinces, en ce cas on délibérera en commun de quelle manière on pourra le mieux effectuer.

VIII. Si par hazard Sa Sacrée Majesté de toute la Russie prenoit la résolution d'équiper une Flotte de Vauxaux de Guerre contre les Ennemis, & de l'employer du consentement de Sa Sacrée Majesté Impériale & Catholique, on promet une retraite assurée à cette Flotte, non-seulement dans tous les Ports de l'Empereur, mais aussi dans tous ceux de Sa Sacrée Majesté Catholique, tant dans l'Océan que dans la Méditerranée, au nom du Sérénissime Roi des Espagnes, qui accedera pleinement à ce Traité d'aujourd'hui, & qui a donné pour cet effet ses Instructions à son Ministre résident à Vienne.

IX. Comme la Paix, la Tranquillité & la Sureté du Royaume & de la République de Pologne sont fort à cœur de Sa Sacrée Majesté Impériale & Catholique, il a été convenu d'inviter le Roi & le Royaume de Pologne à accéder à cette Alliance.

X. Mais, si le Royaume de Pologne n'y accedoit pas, cependant le Roi de Pologne, comme Electeur de Saxe, sera, du consentement des Sérénissimes Contractans, amiablement invité à l'Acception de cette Alliance.

XI. Et, comme la Paix entre le Roi & le Royaume de Suède, & entre le Roi & le Royaume de Pologne, n'est pas encore entièrement bien affermie, (ce qui cependant se peut faire par la Médiation de Sa Sacrée Majesté de toute la Russie) Sa Sacrée Majesté Impériale & Catholique travaillera & emploiera volontiers ses bons offices, pour que cet Ouvrage si salutaire soit entièrement accompli par la Médiation de Sa Sacrée Majesté de toute la Russie, suivant la teneur de la Paix de *Nieustad*.

XII. A l'égard du Sérénissime Prince, le Duc de *Sleswyk-Holstein*, Sa Sacrée Majesté Impériale & Catholique déclare & promet de faire ce que Son Altesse Royale souhaite, & à quoi elle est engagée comme Garant, en vertu du Traité de *Travendab*, tant par rapport au Sérénissime Roi de Danneمارc & de Norvege,

ANNO 1726. veque, qu'aux autres Rois & Princes Etrangers, qui se font chargés de la même Garantie du foudit Traité: Et comme il s'est fait par ce sujet une Convention particulière entre les Parties Contractantes, elle sera tenue comme insérée dans le présent Traité.

XIII. On donne une année de tems à tous ceux qui voudront accéder à ce Traité d'Alliance.

XIV. Le présent Traité sera ratifié par les Princes Contractans dans l'espace de 3. Mois, & les Ratifications seront changées ici à Vienne en la manière accoutumée.

En foi de quoi les foudits Ministres Plénipotentiaires ont signé de leurs propres mains le présent Acte expédié par deux Exemplaires de la même teneur, & y ont apposé les Cachets de leurs Armes. *Fait à Vienne le 6. Août 1726.*

(Signé.)

EUGENE DE SAVOIE.

(L.S.)

PHILIPPE-LOUIS, Comte de SINZENDORFF.

(L.S.)

GUNDACRE, Comte de STARREMBERG.

(L.S.)

ERNEST Comte de WINDISGRATZ.

(L.S.)

FREDERIC-CHARLES, Comte de SCHONBORN.

(L.S.)

LOUIS LANCZYNSKI DE LANCZYN.

(L.S.)

XLV.

9. Août. *Acte d'Accession des PROVINCES-UNIES au Traité d'Alliance Defensive signé à Hanovre, le 3. Septembre 1725.*

*Au nom de la Très-Sainte & indivisible Trinité.*

Comme leurs Majestés le Roi Très-Chrétien, le Roi de la Grande-Bretagne & le Roi de Prusse, tant pour serrer les nœuds de l'étroite Union qui subsiste entre elles, que pour la sûreté de leurs propres Royaumes & Etats, aussi-bien que pour la Conservation de la Paix, & de la tranquillité publique ont jugé à propos de faire entre eux une Alliance, dont le Traité a été conclu à Hanovre le 3. Septembre 1725. avec trois Articles séparés, lesquels ont été communiqués à Leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, par le Sr. Marquis de Fenelon Envoyé Extraordinaire de France, par le Sr. Finch Envoyé Extraordinaire de la Grande-Bretagne, & par le Sr. Meynherthagen Envoyé Extraordinaire du Roi de Prusse, qui au nom des Rois leurs Maîtres conjointement ont invité lesdits Seigneurs Etats Généraux d'accéder à ce Traité & aux Articles séparés, conformément à ce dont ils étoient convenus dans le septième Article du même Traité, lequel avec les Articles séparés sont ici de mot à mot insérés.

*Fiat insertio.*

Et comme lesdits Seigneurs Etats Généraux après avoir vu & examiné ce Traité & ses Articles séparés, ont témoigné qu'ils sont entièrement sensibles à l'honneur que leursdites Majestés leur ont fait par une invitation si prompte & si obligeante d'accéder à cette Alliance & qu'ils reconnoissent en même tems les soins qu'elles ont eus en faisant ce Traité tant pour la conservation du repos public en general (sans lequel celui de leur République ne peut être assuré) qu'en particulier pour le maintien de son Commerce, sans lequel elle ne peut point subsister, & comme ils ont ajouté qu'ils sont pleinement convaincus que le but de cette Alliance ne tend nullement à donner la moindre atteinte à aucun Traité ou Alliance précédente contractée soit par eux ou par l'un d'eux avec d'autres Princes ou Etats: mais que plutôt l'intention est de les corroborer, & que le grand but de cette Alliance tend uniquement à se lier plus étroitement ensemble, sans offense de qui que ce soit, pour la Garantie, la protection & le maintien de tous les Etats, Pais & Villes, tant en dedans que dehors de l'Europe, dont chacun des Alliez sera actuellement en possession au tems de la Signature de cette Alliance, aussi bien que des Droits, Immunités

& avantages, & en particulier ceux qui regardent le Commerce, tant dedans que dehors de l'Europe, dont chacun des Alliez jouit au tems de la Signature de cette Accession.

De plus lesdits Seigneurs Etats Généraux étant dans une ferme persuasion qu'en accordant audit Traité d'Hanovre, l'on n'exige pas d'eux de se charger de la Garantie Generale des Traitez de Westphalie & d'Oliva dont il est fait mention dans l'Article 5. du Traité d'Hanovre & dans le premier des Articles séparés, à laquelle Garantie generale, ils ne se font jamais engagés; mais que leur Garantie, à cet égard s'étend uniquement aux Droits & possessions que les Hauts Alliez ou quelqu'un d'eux ont acquis par ces Traitez & dont ils jouissent au tems de la Signature, & au cas du Traité desdits possessions & Droits, & que c'est là l'intention de Leurs Majestés.

Quant aux Affaires de Thorn dont il est fait mention dans le premier des Articles séparés du Traité d'Hanovre ils s'engagent seulement d'employer conjointement avec les Hauts Contractans leurs offices amiables pour obtenir une raisonnable satisfaction & réparation des infractions qui pourroient être faites au Traité d'Oliva & en cas que ces amiables offices fussent sans effet & qu'on trouvât nécessaire de faire quelque chose de plus, alors ils auront en cela une pleine liberté dans leurs délibérations, sans être obligés à rien de plus qu'aux bons offices, à moins qu'ils n'y donnent un nouveau consentement.

Enfin puisque cette Alliance entr'autres a pour but l'établissement d'une entière confiance entre les Parties Contractantes, les Seigneurs Etats Généraux supposant que les Alliez se communiqueront mutuellement en toute confiance leurs pensées sur les voyes & moyens qu'on jugera les plus efficaces en cas de besoin, pour conserver & maintenir les possessions & Droits susmentionnez, tant par rapport au Commerce qu'aux autres, tant au dedans que dehors de l'Europe.

Et comme dans la persuasion & ferme Confiance que c'est là le véritable but & l'intention de Leursdites Majestés, lesdits Seigneurs Etats Généraux pour donner une marque de leur désir de s'unir étroitement avec elles & de la haute estime qu'ils ont pour leur amitié & Alliance, ont résolu d'accéder au Traité & aux Articles séparés ci-dessus insérés, & à cet effet ils ont nommé les Srs. Chrétiens Charles Baron de Lintelo, Seigneur d'Esse, Baillif de Lochum & Drost de Bedevors: Arnolde de Zuylen de Nievelt, ancien Bourguemestre & Senateur de la Ville de Rotterdam, Ruart de la Terre de Putten, Baillif & Dyckgraaf de Schieland: Isaac van Hoornbeeck Conseiller Pensionnaire des Etats de la Province de Hollande & de Westfrie, Garde du Grand Sceau & Sur-Intendant des Fiefs de la même Province; Nicolas Henri Noey, ancien Bourguemestre de la Ville de Tholen: Gerart Godard Tats van Ameronge, Chevalier de l'Ordre Teutonique, Commandeur du même Ordre à Doesburgh, élu dans le premier Membre des Etats de la Province d'Utrecht, Grand Veneur de la même Province, Jean Abraham van Schurman Bourguemestre & Senateur de la Ville de Slot, Everard Rouffe Bourguemestre de la Ville de Deventer, & Lambert Henri Emmer Senateur de la Ville de Groningen, tous Deputés à l'Assemblée desdits Seigneurs Etats Généraux de la part des Etats de Gueldre, de Hollande & de Westfrie, de Zeelande, d'Utrecht, de Frise, d'Overijssel, de Groningue & d'Omme-Landen, & les ont munis d'un Pleinpouvoir pour convenir de cette Accession avec les Srs. Marquis de Fenelon, Plénipotentiaire de Sa Majesté Très-Christienne, Finch, Plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne & de Meynherthagen Plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi de Prusse, pareillement munis de Pleins Pouvoirs.

Lesquels ayant conféré ensemble sont convenus de la manière suivante. Que lesdits Seigneurs Etats Généraux accederoient (ainsi que lesdits Srs. Deputés & Plénipotentiaires ont déclaré d'accéder en leur nom & de leur part, audit Traité & Articles séparés;) les obligens envers Leursdites Majestés à tout ce qui y est contenu tout de même comme s'ils avoient contracté avec elles dès le commencement. Et que Leurs Majestés avoient leur but & l'intention être tels qu'il est exprimé ci-devant, accepteroient l'Accession de Leurs Hautes Puissances, ainsi que lesdits Srs. Ambassadeur, Ministres & Plénipotentiaires ont déclaré d'accepter au nom & de la part de Leursdites Majestés cette Accession, les obligent envers Leurs Hautes Puissances à tout



ANNO  
1726.

tout ce qui est contenu dans ledit Traité & Articles séparés, tout de même comme si elles avoient contracté avec Leurs Majestés dès le commencement.

Le Secours que donneront Leurs Hautes Puissances en cas de besoin n'ayant pu être réglé dans le Traité, on est convenu qu'il sera de 4. mille Hommes d'Infanterie & de mille de Cavalerie. En élucidation de l'Article sixième du Traité, il est déclaré qu'après l'expiration des quinze Années y mentionnées, le tout retournera dans les termes des Traitez précédens qui subsisteront entre les Hauts Contractans & spécialement dans les termes de la stipulée Alliance de l'an mille sept cent & dix-sept.

Ce présent Traité pour l'Accession des Etats Généraux sera approuvé & ratifié par Leurs Majestés le Roi Très-Chrétien, le Roi de la Grande-Bretagne & le Roi de Prusse & par les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas, & les Ratifications seront tournées ici à la Haye dans l'espace de deux Mois du jour de la Signature du présent, ou plutôt s'il est possible : en foi de quoi nous soussignés constitués Plenipotentiaires à l'effet des précédentes & munis des Pleins-pouvoirs de Leurs Majestés le Roi Très-Chrétien, le Roi de la Grande-Bretagne & le Roi de Prusse, & lesdits Seigneurs Etats Généraux, avons signé le présent Traité & y avons fait apposer le Cachet de nos Armes. *Fait à la Haye le 9. d'Août 1726.*

(Etoit signé)

(L.S.) Le Marquis de Fenelon.  
(L.S.) W. Finch.

(L.S.) C. C. de Lintelo.  
(L.S.) A. v. Zuylen van Nijvelt.  
(L.S.) Jf. van Hoornbeeck.  
(L.S.) N. J. H. Noey.  
(L.S.) A. v. Seburman.  
(L.S.) Everard Ronse.  
(L.S.) L. H. Emmer.

## ARTICLE SEPARÉ ET SECRET.

Les Seigneurs Etats Généraux ayant représenté qu'il pouvoit arriver des cas, où en haine de l'Accession signée ce jourd'hui, ils pourroient être attaquez ou troublez de manière qu'ils seroient obligés d'avoir d'abord recours à la voye des Armes pour leur défense, & qu'alors le tems nécessaire pour attendre le succès des offices qui auront été employés, & après lesquels seulement leurs Alliez sont obligés de leur fournir les secours stipulez par l'Article troisième du Traité d'Hanovre, pouvoit leur causer un préjudice considerable, & les laisser exposez aux attaques les plus vives sans les secours des Princes leurs Alliez, Leurs Majestés Très-Chrétienne, Britannique & Russe, pour donner aux Seigneurs Etats Généraux une nouvelle preuve de l'intérêt qu'Elles prennent à la conservation de leur République ont bien voulu s'engager & promettre que dans les cas susdits qui mettroient ladite République dans un danger évident; elles fourniront les secours stipulez par l'Article troisième sus-mentionné, même sans attendre le succès des offices & des Instances qu'Elles auroient commencé à employer auprès de l'Agresseur pour procurer la satisfaction ou réparation requise.

Cet Article demeurera secret & aura la même force que s'il avoit été inséré de mot à mot dans le Traité conclu & signé aujourd'hui; il sera ratifié de la même manière, & les Ratifications en seront échangées dans le même tems que le Traité. En foi de quoi nous soussignés constitués Plenipotentiaires en vertu des Pleins-Pouvoirs de Leurs Majestés le Roi Très-Chrétien, le Roi de la Grande-Bretagne & le Roi de Prusse, & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies avons signé le présent Article, & y avons fait apposer le Cachet de nos Armes. *Fait à la Haye le 9. d'Août 1726.*

(Signé)

(L.S.) Le Marquis de Fenelon.  
(L.S.) W. Finch.

(Etoit signé par les mêmes Deputés qui ont signé l'Acte d'Accession.)

## DECLARATION.

ANNO  
1726.

Comme dans le quatrième Article du Traité signé à Hanovre le 3. Septembre 1724. entre Leurs Majestés le Roi Très-Chrétien, le Roi de la Grande-Bretagne & le Roi de Prusse, il est parlé entr'autres cas y mentionnés, de l'examen de ce qui seroit propre à maintenir l'équilibre de l'Europe qu'il est nécessaire de conserver pour le bien de la Paix en general, les Députés des Etats Généraux des Provinces-Unies, du consentement des Ministres de trois Puissances Contractantes, ont réservé que Leurs Majestés venant à juger nécessaire de concerter ensemble & avertir lesdits Seigneurs Etats Généraux sur des points qui auroient pour objet le maintien d'un équilibre dans l'Europe, les Seigneurs Etats Généraux conserveront sur tout ce qui leur seroit proposé de concerter à cet égard, la même liberté qu'ils ont eue avant leur Accession audit Traité, sans que par leur Accession ils fussent tenus de prendre part aux mesures dont ils ne demeureroient point d'accord.

Cette Déclaration sera ratifiée de la même manière, & les Ratifications en seront échangées dans le même tems que celles du Traité de quoi nous soussignés constitués Plenipotentiaires en vertu des Pleins-Pouvoirs de Leurs Majestés le Roi Très-Chrétien, le Roi de la Grande-Bretagne & le Roi de Prusse, & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies avons signé la présente Déclaration, & y avons fait apposer les Cachets de nos Armes. *Fait à la Haye le 9. d'Août 1726.*

(Signé)

(L.S.) Le Marquis de Fenelon.  
(L.S.) W. Finch.

(Etoit signé par les mêmes Deputés qui ont signé l'Acte d'Accession.)

## Article séparé touchant le Commerce des Pays-Bas Autrichiens aux Indes.

Quoi qu'il soit clair & incontestable que Leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas, par le cinquième & sixième Articles du Traité de Munster de l'an 1647. entre l'Espagne & la République des Provinces Unies ont acquis un Droit qui exclut les Sujets des Pays-Bas Autrichiens aussi-bien que de tout autre Pais, qui a fait alors partie de la Monarchie d'Espagne, de la Navigation & du Commerce aux Indes, dans les limites des Privilèges ou Octroi que lesdits Seigneurs Etats Généraux ont accordés à leurs Compagnies des Indes d'Orient & d'Occident, & que par conséquent ce Droit tombe notoirement dans la Garantie des Droits à laquelle les Alliez se sont mutuellement obligez par l'Article deuxième du Traité conclu à Hanovre le 3. Septembre 1725. Néanmoins pour ôter à-dessus tout sujet de doute & de scrupule, les sous-signés Ambassadeurs, Envoyés Extraordinaires & Plenipotentiaires de Leurs Majestés Très-Chrétienne & Britannique, à la requisiion des sous-signés Députés Plenipotentiaires de Leurs Hautes Puissances, ont bien voulu déclarer, comme ils déclarent par ces présentes au Nom & de la part de Leurs Maj. que le susdit Droit résultant des Articles cinquième & sixième du Traité de Munster, est compris sous les Droits que les Alliez garantissent dans l'Article second du Traité de Hanovre; & que si à cause de l'exercice de ce Droit, ou en haine de cette Alliance, il arrivoit quelque broüillerie, & que Sa Majesté Imperiale, contre toute attente, vouloit suspendre ou retenir le payement des Subsidies dus à la République pour l'entretien de ses Troupes dans les Places de la Barrière, ou le payement des Intérêts & Capitaux hypothéquez sur divers fonds assignez par Sa Majesté Imperiale pour la sûreté de ce payement, ou vouloit user de quelque sorte de représailles ou voyes de fait, que l'intention de Leursdites Majestés est, que les Alliez protégeront & maintiendront lesdits Seigneurs Etats Généraux, conformément à l'Alliance à laquelle ils ont accédé aujourd'hui, & se concerteront sans aucun retardement sur les moyens les plus efficaces & les plus propres, à maintenir lesdits Seigneurs Etats Généraux dans ce Droit & dans l'exercice de ce Droit, & les garantiront de toutes les suites qui en pourroient résul-

ANNO 1726. resulter, sans pourtant que l'on puisse proceder aux voyes de fait contre la Compagnie d'Offende dans les Indes où ailleurs, avant que les Puissances Contractantes de cette Alliance se soient concertées là-dessus. Cet Article séparé aura la même force que s'il avoit été inféré de mot à mot dans le Traité conclu & signé ce jourd'hui. Il sera ratifié de la même manière, & les Ratifications en seront échangées dans le même-tems que le Traité. En foi de quoi nous soussignez confitez Plenipotentiaires, en vertu des Plein-Pouvoirs de Leurs Majestez le Roi Très-Chrétien, & le Roi de la Grande-Bretagne & des Seigneurs Etats Généraux avons signé le présent Article, & y avons fait apposer les Cachets de nos Armes; *Fait à la Haye le 9. d'Août 1726.*

(Etoit signé par les deux Ministres de France & d'Angleterre, de même que par les Deputez, comme ci-dessus.)

DECLARATION.

Les Deputez des Seigneurs Etats Généraux des Provinces Unies ayant communiqué aux Ministres de Leurs Majestez le Roi Très-Chrétien, le Roi de la Grande-Bretagne & le Roi de Prusse, la résolution prise par Leurs Hautes Puissances d'accéder au Traité d'Hanovre, sur l'invitation qui leur en avoit été faite par lesdits Ministres de la part de Leurs Majestez, & ayant ajouté qu'eux Mrs. Deputez étoient munis d'un Pleinpouvoir, & qu'ils étoient prêts à proceder à la Conclusion & à la Signature du Traité & des Articles séparéz, dresséz sur cette Accession. Le Sr. Marquis de Fenelon, Plenipotentiaire de Sa Majesté Très-Chrétienne, & le Sr. Finch, Plenipotentiaire de Sa Majesté Britannique, ont déclaré, que de même ils étoient munis des Pleinpouvoirs, & qu'ils étoient prêts à conclure & signer; mais le Sr. de Meinertshagen, Ministre de Sa Majesté Prussienne, ayant dit qu'il n'avoit point encore reçu les ordres, ni le Pleinpouvoir du Roi son Maître au même effet; Les Ministres Plenipotentiaires de Leurs Majestez Très-Chrétienne & Britannique, comme aussi les Deputez & Plenipotentiaires des Seigneurs Etats Généraux considérant qu'il n'y avoit plus de tems à perdre, & que tout ultérieur délai qu'on apporteroit à perfectionner l'Accession de la République au Traité d'Hanovre, ne pourroit être que très-désavantageux au but qu'on s'ell proposé dans ce Traité, & en même tems n'ayant aucun lieu de douter que Sa Majesté le Roi de Prusse, n'autorisât aussi son Ministre pour la Signature du Traité de l'Accession & des Articles séparéz; C'est par cette considération & dans cette ferme confiance, qu'ils ont procédé à la Signature du présent Traité & des Articles séparéz, laissant la Place ouverte pour le Ministre de Sa Majesté le Roi de Prusse pour signer de même, aussi-tôt qu'il aura reçu son Pleinpouvoir.

Cependant il a été convenu & stipulé par cet Article séparé, que si contre toute attente, Sa Majesté le Roi de Prusse ne prenoit pas cette résolution, ledit Traité & les Articles séparéz ne laisseroient pas d'avoir leur effet & d'être exécutés par les Puissances Contractantes dans toutes leurs Clauses, de la manière qu'il a été stipulé, & que les Ratifications en seront échangées dans le tems marqué.

En foi de quoi, nous soussignez confitez Plenipotentiaires en vertu des Pleinpouvoirs de Leurs Majestez le Roi Très-Chrétien, & le Roi de la Grande-Bretagne, & des Seigneurs Etats Généraux, avons signé le présent Article & y avons fait apposer le Cachet de nos Armes. *Fait à la Haye le 9. d'Août 1726.*

(Etoit signé par les Ministres & Deputez comme ci-dessus.)

XLVII.

10. Août. Article secret du Traité d'Alliance Défensive conclu à St. Petersbourg entre l'Imperatrice de Russie & le Roi de Prusse le 10. d'Août 1726.

SA Majesté Imperiale de Russie déclare, qu'elle, aussi bien que d'autres Puissances, se trouvent dans un

ANNO 1726. engagement d'assister son très-cher Gendre, Son Altesse Royale le Duc de Sleswig-Holstein, pour obtenir une satisfaction équitable au sujet de son ancien Patrimoine le Duché de Sleswig, usurpé sur lui depuis plusieurs années par la Couronne de Dannemarck, & du grand dommage qu'il en a souffert, & que par conséquent elle songe absolument de quelle manière remplir effectivement cette obligation où elle se trouve.

Et comme Sa Majesté Prussienne sera bien-aîsé à l'avenir, de même que par le passé, que Son Altesse Royale ledit Duc soit, sans plus de délai, délivré des inconveniens qu'il a soufferts jusqu'ici; Aussi employera-t-elle encore de son côté ses bons offices par tout où il sera convenable, afin que Son Altesse Royale, ledit Duc, parvienne le plutôt possible à un Accommodement raisonnable & satisfaisant sur ce sujet.

Mais en cas qu'on ne puisse pas obtenir le but désiré par des représentations amiables, & que Son Altesse Royale le Duc soit d'intention de solliciter des secours plus efficaces, & de s'en servir actuellement; dans ce cas Sa Majesté Prussienne promet, qu'Elle observera une exacte Neutralité, & ne se déclarera point contre Son Altesse Royale. D'un autre côté Son Altesse s'offre à ne point insister davantage sur cette Reservation qu'Elle a interposée auprès de Sa Majesté Imperiale des Romains au sujet de l'Investiture du District de Steyrin, mais plutôt à s'en desister entièrement.

Sa Majesté Imperiale de Russie, en vertu de cet Article séparé, se charge aussi, de disposer Monsieur le Duc, suivant cette stipulation, qu'il annulle & casse effectivement ladite Reservation.

En foi de quoi on a expédié, signé, scellé & échangé deux Exemplaires de même teneur de cet Article secret, qui sera du même pouvoir & effet, que s'il avoit été inféré mot à mot dans le Traité principal conclu ce jourd'hui. *Fait à St. Petersbourg le 10. d'Août 1726.*

XLVIII.

Traité entre l'Empereur des Romains & la Régence de Tripoli, conclu en 1726.

I. ON est convenu que de ce jour il y aura Paix entre l'Empereur & ses Sujets & le Royaume de Tripoli de Barbarie & ses Sujets, tant par Mer que par Terre, que toutes hostilités cesseroient de part & d'autre, & que s'il arrive que doresnavant quelques Vaisseaux, Personnes ou Effets sont pris, les Personnes seront mises en liberté, & leurs Effets & Vaisseaux leur seront rendus.

II. Il y aura doresnavant une entiere liberté & sûreté de Navigation tant par Mer que sur les Rivières, & de Commerce par Terre, & quant au Négoce (à l'exception de celui qui sera défendu) il sera libre à tous les Sujets de l'Empereur, non seulement les Allemands, mais aussi ceux des Pais-Bas, de Naples, Sicile, Calabre, Fiume, Trieste, & autres Pais contigus à la Mer Adriatique, & à tous ceux d'autres Provinces & Terres dépendantes de l'Empereur & de la Maison d'Autriche.

III. Si quelque Vaisseau de part ou d'autre étoit enlevé dans les Ports respectifs par quelque adresse de l'Ennemi, on ne sera pas obligé à indemnification, pourvu qu'il n'y ait pas de la faute du Commandant de la Place.

IV. Lorsque les Croiseurs Tripolitains rencontrent quelque Vaisseau ou Bâtiment des Sujets de l'Empereur pourvu de Passeports en forme, & avec le Pavillon, ils ne l'inquieteront pas, bien loin de là en étant requis ils lui donneront toute assistance, & le laisseront passer librement, sans y mettre dessus plus de Monde que le Capitaine ne voudra; les Vaisseaux de Guerre Imperiaux observeront la même chose à l'égard des Bâtiments Tripolitains.

V. S'il arrivoit que les Algeriens conduisissent quelque Vaisseau des Sujets de l'Empereur à Tripoli, ou dans sa dépendance, il sera d'abord mis en liberté.

VI. Si les Tripolitains prennent quelque Bâtiment où il se trouveroit des Sujets de l'Empereur qui seroient des Passagers, ils ne seront pas faits Esclaves, quoique pris les armes à la main, mais ils seront mis en liberté, & on leur rendra leurs Effets, la même chose



ANNO  
1726.

136

## CORPS DIPLOMATIQUE

chose sera observée à l'égard des Passagers Tripolitains que les Impériaux prendront dans des Bâtimens Ennemis. De plus, tous Etrangers qui se trouveront sous son Pavillon seront tenus pour les Sujets.

VII. Il ne sera permis en aucune manière, bien loin de là, il sera défendu expressément à tous Gouverneurs & Officiers, tant de l'Empereur que du Royaume de Tripoli, de permettre aux Ennemis de part & d'autre de bâtir des Vaisseaux dans leurs Ports, ou de les y armer en Guerre. Ce qu'on ne pourra faire aussi pour les Ennemis respectés quels qu'ils soient.

VIII. Sa Majesté Impériale établira un Consul à Tripoli, qui aura la préséance sur tous les autres Consuls, & jouira de tous les Droits, Privilèges, & Franchises usitées, il aura pouvoir de donner des Passaports, & de juger de tous les différends qui surviendront entre les Sujets de l'Empereur sans qu'aucun autre Juge puisse s'en mêler.

IX. Quant aux Procès qui pourroient survenir à Tripoli entre les Sujets de ce Royaume & ceux de l'Empereur, Son Excellence le Bey, Bacha & le Dey en seront les Juges, & quant à ceux qui surviendront hors de Tripoli, ils seront jugés par les Gouverneurs du lieu même.

X. S'il arrivoit qu'un Sujet de l'Empereur bâtît un Mahometan, il ne sera ni jugé ni puni qu'en présence du Consul après que le crime aura été avéré; mais si le coupable se sauve, le Consul ne sera pas tenu d'en répondre.

XI. Cette Paix ne sera point rompue pour quelque infraction ou contrevention qui pourroit être commise, mais toute violence & vexation de part & d'autre clairement prouvée sera punie sur celui qui l'aura commise.

XII. Si quelques Bâtimens de part & d'autre venoient à se maltraiter & à se causer quelque dommage, le coupable sera severement puni ce qui auroit été pris, sera restitué & le Capitaine cassé.

XIII. Si par malheur cette Paix est rompue, il sera accordé un terme de trois Mois au Consul & à ses Gens pour se retirer, sans leur causer le moindre dommage.

### XLIX.

8. Sept. *Traité de Paix entre les Hauts & Puissans Etats Généraux des PROVINCES-UNIES du Pais-Bas, & la Regence d'ALGER, fait en Alger le 8. Sept. 1726. selon l'Ere Chrétienne, & le 11. de la Lune de Muharan 1139. selon l'Ere de l'Hégire. [Copie imprimée.]*

I. **O**n est convenu, qu'il y aura dès à présent & à l'avenir une Paix stable & sincère entre Leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, & l'Illustrissime, Magnifique, Sage & Vertueux Abdy, Dey, Aga de la Milice, & toute la Milice Victorieuse de la Ville & du Royaume d'Alger.

Les Vaisseaux des susdites Puissances, tant grands que petits, ne pourront à l'avenir se causer aucun dommage ou préjudice, soit de fait ou par parole: au contraire, ils devront se témoigner réciproquement toute l'amitié & civilité possible, sans rien prétendre les uns des autres. *Fait en l'Année 1139. Ponzième jour de la Lune de Muharan, qui est le 8. Septembre 1726.*

II. Nous sommes convenus, en vertu de la présente Paix, & pour faciliter le débit des Marchandises qui seront apportées par les Vaisseaux de Leurs Hautes Puissances, ou de leurs Sujets, tant à Alger que dans les autres Ports dudit Royaume, pour y être exposées en vente, d'en réduire le Droit d'Entrée à 5. pour cent, au lieu de 10. qu'elles avoient payé ci-devant, suivant l'ancien usage; & l'on ne pourra rien exiger de celles qui n'ayant pu être vendues, seront rembarquées à bord desdits Vaisseaux, lesquels auront la liberté de remettre à la voile quand ils voudront, sans qu'on puisse y apporter aucun retardement ou empêchement. Quant aux Marchandises de Contrebande, comme Munitions de Guerre, Poudre, Plomb, Fer, Soufre, Planches, & autres sortes de Bois de Charpente pour la construction des Vaisseaux, Poix, Goudron, & autres choses propres à la Guerre; les Habitans desdits Pais-Bas ne

seront pas tenus d'en payer aucun Droit à ceux d'Alger. *Fait en l'Année 1139. Ponzième jour de la Lune de Muharan, qui est le 8. Septembre 1726.*

ANNO  
1726.

III. Lorsque les Vaisseaux de Guerre ou Marchands de Leurs Hautes Puissances, & ceux d'Alger se rencontreront en Mer, bien loin de se causer aucun trouble, ils devront se séparer les uns des autres avec toutes les marques de civilité & d'honneur: Ceux qui seront à leur bord, de quelque Nation que ce soit, ne pourront être molestés tant en leurs Personnes qu'en leurs Effets; & en quelque Lieu qu'ils veuillent aller, il ne sera point permis de les retenir, ni de retarder leur voyage; bien moins de se causer aucun dommage de part ni d'autre, sous quelque prétexte que ce puisse être. *Fait en l'Année 1139. Ponzième jour de la Lune de Muharan, qui est le 8. Septembre 1726.*

IV. Quand les Capres d'Alger rencontreront quelque Vaisseau de Leurs Hautes Puissances, soit pris ou grand, commandé par des Sujets de Leurs Hautes Puissances, ils ne pourront l'aborder qu'avec une Chaloupe, dans laquelle outre les Rameurs, il ne devra y avoir tout au plus que deux Personnes; & étant arrivé audit Vaisseau, il ne pourra y monter que deux Hommes sans la permission du Capitaine; lequel ayant produit son Passeport, la Chaloupe devra se retirer d'abord, sans que le Vaisseau puisse être retenu ni détourné de poursuivre son voyage: Et lorsque les Vaisseaux de Guerre de Leurs Hautes Puissances rencontreront quelque Vaisseau Algerien, soit de Guerre ou Marchand, muni d'un Passeport du Dey d'Alger, ou du Consul Hollandois qui y réside, on ne pourra toucher ledit Vaisseau en aucune manière, mais il continuera son voyage en toute sûreté. *Fait en l'Année 1139. Ponzième jour de la Lune de Muharan, qui est le 8. Septembre 1726.*

V. Les Capitaines ou Commandeurs d'Alger ne pourront rien exiger, ni enlever des Vaisseaux Hollandois; & quand même il s'y trouvera quelqu'un d'une autre Nation, il ne leur sera pas permis de le molester en aucune manière. *Fait en l'Année 1139. Ponzième jour de la Lune de Muharan, qui est le 8. Septembre 1726.*

VI. Les Vaisseaux de Leurs Hautes Puissances venant à souffrir quelque dommage sur les Côtes d'Alger ou de quelque autre Place de ce Royaume, on ne pourra rien entreprendre contre leurs Personnes ni Effets; & en pareil cas, on ne pourra non plus exiger d'eux aucuns Droits, ni faire Esclaves les Personnes: au contraire, les Sujets du Royaume d'Alger devront leur procurer tout le secours possible, pour sauver leurs Personnes & leurs Effets. *Fait en l'Année 1139. Ponzième jour de la Lune de Muharan, qui est le 8. Septembre 1726.*

VII. Le Dey d'Alger ne permettra à aucun Vaisseau, grand ou petit, d'aller à Salé ou quelques autres Places qui seront en Guerre avec Leurs Hautes Puissances. *Fait en l'Année 1139. Ponzième jour de la Lune de Muharan, qui est le 8. Septembre 1726.*

VIII. Aucun Vaisseau d'Alger, grand ou petit, ne pourra prendre son cours à la vue de quelques Places, Ports ou Havres de la Domination de Leurs Hautes Puissances, d'autant que cela pourroit donner lieu à des brouilleries, au préjudice de la Paix. *Fait en l'Année 1139. Ponzième jour de la Lune de Muharan, qui est le 8. Septembre 1726.*

IX. Il ne sera point permis à ceux de Tunis, de Tripoli, de Salé, ou autres Ennemis, de venir vendre à Alger aucuns Vaisseaux, Personnes, ou Marchandises appartenant aux Sujets de Leurs Hautes Puissances. *Fait en l'Année 1139. Ponzième jour de la Lune de Muharan, qui est le 8. Septembre 1726.*

X. En cas que les Vaisseaux de Guerre de Leurs Hautes Puissances amenent dans les Havres ou Dépendances d'Alger, quelques Prises ou Marchandises d'elles, on ne pourra y apporter aucun empêchement; mais il leur sera libre de les vendre, ou de les garder, comme ils le trouveront à propos. Les susdits Vaisseaux ne payeront aucuns Droits ni Gabelles, & pourront acheter leurs Provisions au Marché, en les payant au prix convenu. *Fait en l'Année 1139. Ponzième jour de la Lune de Muharan, qui est le 8. Septembre 1726.*

XI. Lorsque les Vaisseaux de Guerre de Leurs Hautes Puissances viendront jeter l'Ancre à la Rade d'Alger, on leur fournira les Présens ou Rafraichissemens accoutumés; & si quelque Esclave se sauve à la nage à leur bord, ils seront tenus de le ramener à Alger, sans pouvoir s'en excuser, sous prétexte qu'ils ne

Pont

ANNO l'ont pas vu, où que l'Equipage l'aurait caché. *Fait en l'Année 1130. Ponzième jour de la Lune de Muharan, qui est le 8. Septembre 1726.*

XII. Les Marchands Hollandois, ou aucun des Sujets de Leurs Hautes Puissances, ne pourront être pris, vendus ou faits Esclaves dans aucun endroit de la Domination d'Alger: Et en vertu de la présente Paix, personne ne sera tenu d'acheter aucun Esclave contre son gré, quand même il seroit de sa Parenté; mais on pourra le faire librement, en payant la Somme dont on sera convenu, & aux termes stipulez. Les Patrons ne feront point non plus forcez à rendre la liberté à leurs Esclaves, à un certain prix, soit Esclaves du Bacha, du Baillick ou des Galères; mais on en traitera à l'amiable & de la manière usitée par les autres Nations. *Fait en l'Année 1130. Ponzième jour de la Lune de Muharan, qui est le 8. Septembre 1726.*

XIII. Quelque Marchand ou Sujet de Leurs Hautes Puissances venant à décéder à Alger ou dans quelque autre Place qui en dépend, le Dey ni aucune autre Personne ne pourront mettre la main sur ses Effets. Si le Défunt a institué un Héritier ou Exécuteur, celui seul, en cas qu'il soit fur les Lieux, se chargera des Effets, en dressera un Inventaire exact, & en rendra compte à qui il appartiendra, sans que Personne puisse y apporter aucun empêchement: mais si quelque un desdits Sujets meurt subitement sans faire de Testament, & que le légitime Héritier n'y soit pas présent, en ce cas, le Consul Hollandois se chargera de ses Effets, & fera un Inventaire exact, & les gardera jusqu'à ce qu'il ait reçu sur ce sujet les ordres du Pais du Défunt. *Fait en l'Année 1130. Ponzième jour de la Lune de Muharan, qui est le 8. Septembre 1726.*

XIV. On ne pourra contraindre les Marchands ou autres Sujets de Leurs Hautes Puissances, soit à Alger ou dans quelque autre endroit dudit Royaume, à acheter quelques Marchandises contre leur gré: On ne pourra non plus charger des Effets à bord de leurs Vaisseaux sans leur consentement, ni les obliger à entreprendre quelque voyage contre leur gré: Et en cas qu'un Sujet de Leurs Hautes Puissances, ait contracté des Dettes qu'il ne seroit pas en état de payer, on ne pourra attaquer un autre à cette occasion, à moins qu'il ne se soit rendu la Caution librement. *Fait en l'Année 1130. Ponzième jour de la Lune de Muharan, qui est le 8. Septembre 1726.*

XV. Si un Sujet de Leurs Hautes Puissances vient à avoir quelque dispute avec un Turc ou Maure, ou quelque autre habitant de ce Pais-là, l'affaire sera portée devant le Dey & le Divan; & s'ils ont entr'eux quelque différend, l'affaire sera portée devant le Consul, qui en decidera. *Fait en l'Année 1130. Ponzième jour de la Lune de Muharan, qui est le 8. Septembre 1726.*

XVI. En cas qu'un des Sujets de Leurs Hautes Puissances ait querelle avec un Turc ou Maure, & que l'un vienne à blesser ou tuer l'autre; cette affaire sera poursuivie suivant les Loix du Pais, & l'on donnera la satisfaction acoutumée; mais si un Sujet de Leurs Hautes Puissances trouve le moyen de se sauver après avoir tué un Turc ou Maure, en sorte qu'il ne puisse être arrêté, on ne pourra à cette occasion inquiéter ni molester le Consul, ni aucun autre Sujet Hollandois. *Fait en l'Année 1130. Ponzième jour de la Lune de Muharan, qui est le 8. Septembre 1726.*

XVII. Pour affermir d'autant plus la Paix & l'Amitié que nous venons de rétablir, nous sommes convenus qu'en cas qu'il survienne quelque incident de part ou d'autre, qui puisse causer des brouilleries, le Consul ni les autres Sujets de Leurs Hautes Puissances qui se trouveront alors à Alger ou dans quelques autres Places dudit Royaume, soit en tems de Paix ou de Guerre, ne pourront être arrêtés, & il leur sera libre de s'embarquer sous quel Pavillon qu'ils voudront, sans qu'on puisse les en empêcher, ou renvoyer en chemin, tant leurs Personnes, que leurs Effets & leurs Domestiques.

Item, le Consul pourra tenir en sa Maison un Prédicateur, pour y faire l'exercice de la Religion Chrétienne Réformée; & les Esclaves qui voudront assister à ce Service Divin, ne pourront en être détournés aux jours destinez pour cet effet, ni par leurs Patrons en cas qu'ils appartiennent à des Particuliers, ni par le Gardien Bacha. *Fait en l'Année 1130. Ponzième jour de la Lune de Muharan, qui est le 8. Septembre 1726.*

XVII. Le Consul qui se trouvera ici actuellement ou dans la suite, quel qu'il puisse être, y sera en toute

ANNO sreté & liberté, & personne ne pourra l'inquiéter ni molester, soit en sa Personne ou en ses Effets: Il lui sera libre de faire le choix de son Truchement & Courtier; & lorsqu'il voudra s'embarquer pour se retirer, ou aller à la Campagne pour y vivre en retraite & tranquillément, personne ne pourra y apporter aucun empêchement, & il lui sera permis d'exercer publiquement dans sa Maison la Religion Chrétienne Réformée. *Fait en l'Année 1130. Ponzième jour de la Lune de Muharan, qui est le 8. Septembre 1726.*

XIX. Un Sujet de Leurs Hautes Puissances allant ou venant d'une Place à l'autre, qui sera rencontré par un Vaisseau d'Alger, petit ou grand, ne pourra être molesté, soit en sa personne, son Argent, ses Effets, ou ses Domestiques: Pareillement, si un Algerien se trouve embarqué sur un Vaisseau de quelqu'un qui soit en Guerre avec Leurs Hautes Puissances, on ne pourra non plus le molester, ni en sa Personne, son Argent, ses Effets, ni ses Domestiques. *Fait en l'Année 1130. Ponzième jour de la Lune de Muharan, qui est le 8. Septembre 1726.*

XX. Dès qu'un Amiral de Leurs Hautes Puissances, venant à la Rade d'Alger, y aura jeté l'Ancre & en aura donné avis au Consul, le Dey le fera saluer par 21 coups de Canon de la Ville & des Châteaux, à quoi l'Amiral répondra par un pareil nombre de coups. *Fait en l'Année 1130. Ponzième jour de la Lune de Muharan, qui est le 8. Septembre 1726.*

XXI. La présente Paix étant scellée & confirmée, avec le consentement du grand & puissant Abdy Bacha, on ne fera aucune mention ni perquisition de tout ce qui s'est passé durant la Guerre: Et la présente Paix sera perpétuelle, stable & sincère.

En cas que l'on fasse quelque Prise sur quelqu'une des Parties Contractantes, avant qu'on ait été informé de la conclusion de cette Paix, on sera obligé de restituer ladite Prise ou la valeur. *Fait en l'Année 1130. Ponzième jour de la Lune de Muharan, qui est le 8. Septembre 1726.*

XXII. S'il se passe à l'avenir quelque chose contre cette Paix, de quelque côté que cela puisse venir, on ne pourra à cette occasion se faire la Guerre; mais celui qui sera lezé exigera réparation du tort qui lui aura été fait, & le Coupable sera puni comme Perturbateur du repos public. Item, les Passeports seront renouvellez tous les 3. ans. *Fait en l'Année 1130. Ponzième jour de la Lune de Muharan, qui est le 8. Septembre 1726.*

XXIII. Les Prises que les Marchands Hollandois achèteront à Alger, ou en Mer de quelque Corsaire Algerien, pour être envoyées en Hollande, devront seulement être munies d'une Déclaration du Capitaine Algerien qui en aura fait la capture; moyennant quoi, lesdites Prises étant rencontrées par quelques autres Armateurs Algeriens avant leur arrivée dans les Ports où les Acheteurs veulent les conduire, ne pourront être molestées par ceux-ci qui sur ladite Déclaration les laisseront passer librement. *Fait en l'Année 1130. Ponzième jour de la Lune de Muharan, qui est le 8. Septembre 1726.*

XXIV. Conclusion. Loué soit la Majesté de Dieu très-haut, par la bonté duquel notre Paix est renouvelée & scellée, le 8. Septembre 1726. de l'Ere de Jésus-Christ, & de l'Egire du Prophète 1139. Ponzième jour de la Lune de Muharan.

Etoit signé,

(L.S.) USAIN ISOUFF, *Aga, Général des Jannissaires du plus Occidental Royaume d'Alger.*

(L.S.) FRANÇOIS VAN AERSSSEN DE SOMMELSDYCK.

(L.S.) ABDY BEN MAHOMET, *Bacha, Maître du Gouvernement du plus Occidental Royaume d'Alger.*

Lettre écrite par ABDI Pascha Dei d'Alger à 10. Sept. Leurs Hautes Puissances, les Etats Generaux des PROVINCES-UNIES, au sujet de la Paix conclue avec eux, & en confirmation d'icelle. Alger le 13. jour du Mois de Muharrem 1139. *Alger le 13. jour du Mois de Muharrem 1139.*



ANNO  
1726.re de l'Egire le 10. Septembre 1726. Ere  
Chrétienne. [Copie imprimée.]

LE Prince des Princes АБДІ БАЧА, General du Pais Occidental d'Alger, aux REGENS DE HOLLANDE nos Grands Amis, Salut.

Après le précédent sonhait d'amitié & la chere Salutation de la part de S. Exc. *Abdi Basha*, dont Dieu fasse prosperer les desirs, General & Regent de l'Arseanal des Exploits Militaires du Pais Occidental d'Alger, l'un des Royaumes conservez sur les dernieres Frontieres de S. H. notre très-grand & très-puissant Empereur le Sultan *Achmet-Cham*, par l'aide de Dieu & le secours du Tout-Puissant, Empereur & Refuge du Monde, dont le Dieu adoré & très-haut rende le Regne de longue durée jusqu'au jour du retour : que le Grand Dieu très-haut nous fasse tous prosperer dans le bien ! Amen.

## GRANDS AMIS,

Comme il est entré par votre ordre dans la Jurisdiction d'Alger 8. Vaisseaux de Guerre pour changer l'Inimicé qui étoit entre Nous en Amitié, & pour affermir la Paix & l'Union.

On a jugé ici bon & valable, par la convention des Membres des Divans, des Janissaires, de la Puissance de Guerre benie de Dieu, & d'autres sages & vaillans Commandans, de faire la Paix avec Vous, nos bons Amis.

Notre Paix & amitié est donc conclué avec Vous sur les Articles stipulez ci-devant par feu *Ali Basha*, aux conditions de tout ce qui a pu avoir été promis à notre Regence.

Ainsi, Grands Amis, que le Dieu adoré & très-haut donne que la Paix & amitié puisse aussi de votre côté être durable ! Amen.

Ecrit dans la Residence conservée d'Alger le 13. jour de la Lune de Maharam-Elaram de l'année 1130. de l'Egire, & de l'Ere de Jesus, sur qui soit Benediction, 1726.

L.

Octobr. *Diplome d'Assurance donné par AUGUSTE Roi de Pologne aux Etats assemblés de la REPUBLIQUE, sur l'Affaire de COURLANDE portant promesse de faire revenir le Comte de Saxe, & de ne jamais accorder l'Investiture à un nouveau Duc, soit en particulier ou conjointement avec les Etats de ce Pais. Avec le PROJET d'Incorporation du Duché de Courlande à la Couronne de Pologne.* [Simple Copie & Traduction.]

AUGUSTE II., par la grace de Dieu, Roi de Pologne, &c. D'autant que Nous avons toujours regardé l'Amitié & l'Affection de nos très-chers Bourgeois & Habitans de ce Royaume, comme le principal & le plus solide Fondement de notre Régence, & que Nous avons tâché & tâchons encore d'étendre les Frontieres de la République, & d'y rejoindre les Pais démembrés : A ces Causes, & pour prévenir tous les prétextes qui pourroient causer quelque méfiance entre la Majesté & la Liberté, en conséquence des *Pacta Conventa* & de notre précédent Diplôme, Nous avons bien voulu promettre & engager notre Parole Royale, que Nous ne permettrons à qui que ce soit de démembrer la Province de Courlande du Corps de la République, auquel elle a été jointe depuis tant de tems, & qui, en vertu des *Pacta* ou Conventions de Soumission, doit rentrer sous la Dépendance du Roi & des Etats du Royaume & du Grand Duché de Lithuanie, après la mort du Duc *Ferdinand* sans Enfans mâles.

Dans cette vûe, & pour ôter toute esperance à ceux qui aspirent à cette Succession, Nous déclarons que Nous n'accorderons jamais l'Investiture à un nouveau Duc, soit en particulier ou conjointement avec les Etats.

Nous ne donnerons non plus aucun secours à qui que ce soit, directement ni indirectement : Au contraire, Nous envoyons ordre au Comte Maurice de Saxe, de se retirer incessamment du Duché de Cour-

lande, sans pouvoir y retourner, ni y prendre intérêt, sous quelque prétexte, prétention ou titre que ce puisse être.

Nous déclarons de plus, que Nous obligerons ledit Duc à rendre tous les Instrumens & Actes, qui ont été faits en sa faveur dans une Assemblée défendue, pour les remettre aux Etats de cette République actuellement assemblée en Diete, comme étant de nulle valeur ; & les Courlandois qui ont été les Auteurs de ces Instrumens & Actes, seront jugez devant nos Tribunaux de Relation.

Ordonnons & promettons que le présent Diplôme, signé par Nous, & scellé du Sceau de la Couronne & du Grand Duché de Lithuanie, soit remis entre les mains du Maréchal de la Diete, & inferé non seulement dans le Livre des Loix, mais aussi dans la Matricule de chaque Palatinat, &c.

## PROJET d'Incorporation du Duché de Courlande à la Couronne de Pologne.

D'autant que l'expérience fait voir, que les Etats & les Nations qui sont réunis sous un Chef & une seule Forme de Régence, rendent un Corps plus heureux, plus puissant, & plus facile à gouverner, que lors qu'ils sont partagés, ou desunis ; & que Nous nous en tenons aux Pactes & Engagemens éternels de Soumission & d'Incorporation, conclus librement & sans aucune restriction, & confirmez par Serment, de même qu'à la Constitution ou Etablissement de l'Année 1569, au défaut des Hoirs Mâles du présent Duc *Ferdinand*, de la Famille des *Kettlers*, conservant tous ses Droits, Possessions & Libertez pendant sa Vie ; l'exemptant, en égard à son grand âge & aux services qu'il a rendus à la République, de l'obligation de venir en Personne prêter Serment & faire Hommage, suivant le contenu de la Constitution de 1683 ; & lui permettant de s'en acquitter par un Envoyé.

A ces Causes, Nous réunissons & incorporons au Royaume de Pologne & au Grand Duché de Lithuanie, le Duché de Courlande & de Semigale, avec le Territoire de Pilten, & tout ce qui en dépend, de la même maniere qu'ils ont ci-devant été réunis & incorporés au Corps de la République, Nous les recevons comme Concitoyens de la Couronne & du Grand Duché de Lithuanie, ainsi qu'ils ont été reçus ci-devant, avec les Droits, Libertez & Privileges qui leur ont été accordés. Nous leur promettons de les assister & défendre avec les Armées de la République, contre toute Possession injuste, & contre toute Invasion des Ennemis.

En excluant, rejetant & abolissant à perpetuité toute Substitution ou Investiture d'un nouveau Successeur, après la mort du présent Duc *Ferdinand* ; Nous rompons & annulons en même tems toutes les entreprises & Pratiques qui ont été faites injustement contre les Mandats, Ordres, & Défenses, & particulièrement la dernière Assemblée illicite, avec tous les Actes qui y ont été dressés touchant une prétendue Succession éventuelle : Et en vertu de notre Pouvoir Suprême, & de la Puissance immédiate de la République, Nous déclarons par une Loi perpetuelle & irrevocable, toutes ces Entreprises, Pratiques, & Actes illicites, de nulle valeur, & insubstantiels, sans qu'on en puisse jamais tirer aucun avantage.

Et afin que les Demandes & Representations des Etats de la Province de Courlande, au sujet des affaires Domestiques, & des arrangements pris pour l'affermissement du Bien Interieur & de la Régence puissent être expédiées & terminées plus promptement, à l'avantage d'un chacun ; Nous nommons, du consentement de tous les Etats de la République, pour Commissaires, de la part du Senat, Messieurs N. N. ; & de la part de l'Ordre de la Noblesse, Messieurs N. N. ; non seulement pour écouter & examiner lesdites Demandes & Representations, mais aussi pour faire sur tout les Reglemens de cette Province, & en conséquence, ajuster tous les Differends, & toutes les prétentions Domestiques & étrangères ; avec ordre de faire rapport de tout à la République, afin d'en recevoir l'approbation & la confirmation à la prochaine Diete.

Nous donnons pouvoir auxdits Commissaires de juger promptement & de faire punir tous ceux qui pourroient s'opposer ou se rebeller contre les Droits de la République, ou l'Autorité des Commissaires & de la présente Constitution : Enjoignant avec l'Autorité de

ANNO  
1726.

ANNO  
1726.

la présente Diète, aux Généraux des deux Nations, de les assister de Troupes, lorsqu'ils en seront requis; & voulant que lesdits Commissaires ayant fixé le tems de la Commission par des Lettres circulaires, ils l'exécutent aussi promptement qu'il sera possible.

Nous défendons en même tems, par Autorité de la présente Diète, à tous les Habitans du Duché de Courlande & de Semigale, & du Territoire de Pilten, soit en général ou en particulier, d'entretenir aucune Correspondance, Négociation ou liaison avec les Ministres Etrangers; de faire quelques nouveautez, ou de fomenter des Entreprises préjudiciables aux Droits de la République, soit directement ou indirectement, sous quelque titre, apparence ou lueur que ce puisse être; sous peine de Crime de Leze-Majesté & de Haute-Trahison, & de toute autre punition suivant la rigueur des Loix: à quoi seront aussi suyetz tous ceux qui seront découverts dans la suite être les Fauteurs, Complices & Exécuteurs desdites Contraventions, conformément aux Loix établies par le Traité de Varsovie, &c.

## L I.

12. Oct. *Traité Apocryphe de Wusterhausen entre l'EMPEREUR & le Roi de PRUSSE, signé le 12. Octobre 1726.*

*In Nomine Domini, Amen.*

Cum tam iustum tamque naturale nihil sit inter Principes quam acquisita sibi jura possessionesque, Regna insuper, Provincias ac Ditiones, sive armis occupatas, sive successione vel alio quovis jure possessiones conservare, cumque propterea ad id assequendum nihil magis proficuum utile esse videatur, quam Fœdera inire, &c.

## ARTICULUS PRIMUS.

Per hoc itaque Fœdus, in quo nihil aliud quam suorum Regnorum, Provinciarum, Ditionumque securitatem, Principes contrafactantes quaerunt, nec non totius universæque Europæ Pacem ac tranquillitatem, Sua Sacra Regia Majestas Borussiae pollicetur Suae Sacrae Cæsareæ & Catholicae Majestati mantentionem seu garantiam quoad ordinem successione in omnibus totius Europæ Regnis, Provinciis & Ditionibus Hæreditariis Domus Austriae, eo modo & ordine quo Sua Sacra Cæsareæ & Catholica Majestas ordinavit in primo Articulo secreto hujus Tractatus sive Fœderis, nec aliter, nec alio modo, adeo ut si quis in hoc Suae Sacrae Cæsareæ & Catholicae Majestati quilibet de causâ armis se opponere tentet, tunc non solum Sua Sacra Regia Majestas Borussiae auxilia, quæ infra in Articulo septimo hujus Tractatus sive Fœderis stipulata sunt, inrefragabiliter præstabit, verum etiam si res & necessitas postulant, Aggressor Bellum indicet eo modo & formâ, & secundum Leges & Conventions quæ in Articulo secreto hujus Tractatus seu Fœderis exprimentur, nec Pacem cum illo inibit, nisi servatis quæ in eodem Articulo declarantur.

II. E contra Sua Sacra & Catholica Majestas promittit ac pollicetur Suae Sacrae Majestati Borussiae garantiam seu mantentionem omnium Regnorum, Provinciarum ac Ditionum, ab eadem Sua Sacra Majestate Borussiae in Europâ possessionum; adeo ut si quis quâcumque de causâ eandem Suam Sacram Borussiae Majestatem armis hostiliter infestarent, tunc Sua Sacra Cæsareæ & Catholica Majestas, non solum auxilia quæ infra in dicto Articulo septimo ab eadem promissa sunt, Serenissimo Regi Borussiae transmittet, verum etiam si necessitas & res id postulant, Aggressor Bellum declarabit eodem modo, de quo in dicto Articulo secreto inter eandem Suam Sacram Cæsaream & Catholicam Majestatem & eundem Serenissimum Regem Borussiae conventum est, nec Pacem cum illo inibit, nisi juxta conditiones & Leges eodem dicto Articulo declaratas.

III. Insuper Sua Sacra Cæsareæ & Catholica Majestas promittit & spondet se omnes curas suas, omniaque studia & officia conversaram, ut nulla super sit supra Berghæ & Juliaci Ducatus difficultas, omnesque pretensiones compescantur, atque, qui impræsentiarum adfunt præfentiones omnibus suis præsentis Juribus renuncient, eaque æquo animo cedant Suae Sacrae Boru-

fianæ Majestati, adeo ut post mortem Serenissimi Electoris Palatini, Serenissimus Rex Borussiae solus & pacificus possessor dictorum Ducatum in futurum dicatur & sit, absque eo quod nullus eorum, seu quilibet alius illi impostitum audeat aut possit Berghæ & Juliaci Dominium controversare & disputare.

IV. Eodem modo Sua Sacra Cæsareæ & Catholica Majestas pollicetur se omne studium, omniaque officia apud Excellentissimum Principem de Sultzbach interposituram, ut spacio sex mensium, à die conclusionis seu Signaturæ præsentis Tractatus, præfatus Princeps omnibus & cunctis præfentionibus super Ducatum Berghæ & Ravensthenil in favorem Serenissimi Regis Borussiae renunciet, adeo ut post mortem præfati Serenissimi Principis Electoris, statim Serenissimus Rex dicti Ducatus liberam & absolutam possessionem absque ullâ difficultate seu impedimento capere possit.

V. Si verò intra dictum spatium sex mensium Sua Sacra Cæsareæ & Catholica Majestas efficere non poterit, ut præfatus Excellentissimus Princeps de Sultzbach dictam Cessionem seu Renunciationem in favorem dicti Serenissimi Regis Borussiae faciat, tunc eadem Sua Sacra Cæsareæ & Catholica Majestas promittit ac se obligat, se liberum Dominium, absolutamque possessionem in aliâ quâcumque ejusdem valoris Ditione ex his quas ipse impræsentis in Regnis & Provinciis Sacri Romani Imperii possidet, eidem Serenissimo Regi Borussiae traditurum.

VI. In compensationem verò omnium quæ à Sua Sacra Cæsareæ & Catholica Majestate promittuntur, Serenissimus Rex Borussiae non solum ea quæ superius in Articulo primo hujus Tractatus seu Fœderis promissa sunt, quæque inferius in Articulis subsequentibus promittuntur Suae Sacrae Cæsareæ & Catholicae Majestati præstabit, verum etiam ad omnia ea, quæ in Articulis secretis convenia sunt, se obligat, & præstet ad ea quæ in tertio secreto Articulo continentur; idque eodem modo, tempore & formâ, quæ ibidem expressè reperiuntur.

VII. Quod autem ad auxilia inter se mutuo præstare attinet, Sua Sacra Majestas Borussiae promittit ac se obligat in casu Belli, id est, in casu quo Sua Sacra Cæsareæ & Catholica Majestas à quovis quilibet de causâ armis infestetur, se eidem Suae Sacrae Cæsareæ & Catholicae Majestati inrefragabiliter transmissuram decem aut duodecim millia Militum, idque secundum contingentes, occasiones & casus, qui in secundo Articulo secreto continentur & explicantur, eodem modo & ordine de quo in dicto Articulo secreto agitur. Eodem modo in casu quo Serenissimus Rex Borussiae à quovis quilibet de causâ armis infestetur, eundem paremque auxiliorum militumque numerum Sua Sacra Cæsareæ & Catholica Majestas eidem Serenissimo Regi Borussiae juxta contingentes, occasiones & casus in dicto Articulo secreto expressos, eodemque modo & ordine, de quo ibidem agitur, mutuo invicem inrefragabiliter præstare spondet. Cæterum Principes Contrafactantes; pro eo quod spectat ad sustentationem præfatum Copiarum auxiliorum, mutuo se obligant ad id quod factis expressè in eodem dicto Articulo secreto conventum est.

VIII. Quia verò Sua Sacra Cæsareæ & Catholica Majestas die 6. Augusti hujus anni 1726. Fœdus inivit Viennæ cum Sua Sacra totius Russiæ Majestate, quod pariter totius universæque Europæ bonum respicit, idem Serenissimus Borussiae Rex eidem dicto Tractatui seu Fœderi Viennæ inter easdem conclusu accedere intelligitur, idque consensu Partium Contrafactantium, non secus, nec alio modo, ac si dictus Tractatus de verbo ad verbum præfenti Tractatui insertus foret, volentibus Principibus Contrafactantibus, ut omnia ea, quæ in eodem Tractatu seu Fœdere continentur, eandem vim habeant, ac si ad unguem hic expressa reperirentur.

IX. Quod attinet ad Ratificationem præsentis Tractatus seu Fœderis, Principes Contrafactantes spatium sex mensium decernunt; id autem intelligi volunt, non à die conclusionis seu Signaturæ præsentis Tractatus seu Fœderis incipiendum esse, sed solum à die, quo Sua Sacra Cæsareæ & Catholica Majestas præfatum Renunciationem seu Cessionem Jurum in favorem Serenissimi Regis Borussiae ab ætérno Excellentissimo Principe de Sultzbach reportaverit, vel in defectum hujus dictæ Renunciationis seu Cessionis Jurum, à die, quo Sua Sacra Cæsareæ & Catholica Majestas traderit Serenissimo Regi Borussiae liberum Dominium, absolutamque Possessionem in aliâ quâcumque ejusdem valoris Ditione in his quas ipse impræsentis in Regnis & Provinciis



ANNO  
1726.

vinculis Sacri Romani Imperii possidet, ut supra in Articulo quinto hujus Tractatus expressum est, quo tempore Ratificationum Instrumenta Veneranda commutabuntur. Si verò intra prædictum spatium sex Mensium Sua Sacra Cæsarea & Catholica Majestas præstatam Renunciacionem seu Juriam Cessionem à dicto Excellentissimo Principe de Sulzbach in favorem Serenissimi Regis Borussiae reportare non poterit, vel in ejus defectum æquivalens, ut supra dictum est, præstare recusaverit, eo casu Serenissimus Rex Borussiae declarat & intelligit præsentem Tractatum seu Fœdus nullam vim, nullumque robur habiturum esse, eodem prorsus modo, ac si nonquam factum, conclusumve fuisset, jamque nunc pro tunc de nullitate præsentis Tractatus protestatur.

In quorum fidem præfati Ministri Plenipotentiarii præsentem Tractatum seu Fœdus duplici ad amicum Copiâ exaratum atque confectum, propriis manibus subscripserunt, sigillisque apposis munierunt. *Actum Vindobonæ die 12. Octobris 1726.*

## LII.

1727. *Traité entre l'Empereur des Romains & la Régence d'Alger, conclu à Constantinople le 8. Mars. Mars 1727.*

**L**. An mille cent trente-neuf du Mois Lunaire appelé *Reggeb*, le cinquième, c'est-à-dire, le 26. de Février de l'An du Seigneur mille sept cens vingt-sept, l'on est convenu, que selon ce qui a été établi par ce Traité de Paix, toutes Pirateries & Hostilités par Mer & par Terre cesseroient entre les Sujets & Vaisseaux du Sénat d'Alger; & si depuis le susdit jour auroit été causé quelque dommage par l'une des Parties à l'autre, qu'il fût totalement réparé, & que les Vaisseaux pris & pillés, les Captifs & toutes autres choses quelconques seroient entièrement restituées.

II. Que le repos & la tranquillité seroit à l'avenir conservée entre tous les Ports fournis au Très-Puissant Empereur des Romains, & aussi les Pais-Bas situés à l'Océan, l'Isle de Sicile, Naples, la Calabre, & les Lieux qui en dépendent, les Ports de Fiume & de Trieste dans la Mer Adriatique, & les autres Sujets de quelque Pais & de quelque Nation qu'ils soient, de même qu'entre les Sujets du Sénat d'Alger & les Habitans.

Que l'on observera pareillement toute sûreté entre les Vaisseaux & les Pavillons des deux Parties, en quel endroit qu'ils se trouvent.

Qu'ils n'entreroient point dans les Ports les uns des autres, & qu'ils n'y seroient point de Commerce; mais si la nécessité exigeoit que les Vaisseaux de l'une des Parties, à cause de la véhémence de la Tempête ou de la poursuite des Ennemis, dussent entrer dans les Ports de l'autre, qu'ils pourroient y entrer; & quand ils seroient arrivés sous le Canon, qu'ils y seroient en sûreté & sécurité, & que les Gouverneurs des Ports ne permettroient pas que les Pirates poursuivent les Vaisseaux Marchands, avant que vingt-quatre heures soient passées.

III. Si quelques Vaisseaux de l'une ou l'autre des Parties auroient par nécessité été contraints de se retirer dans quelques Ports, comme il a été dit en l'Article second, la Garnison des Forts tâchera de les défendre; & si en semblable cas, ils fussent pris par les Ennemis, la restitution n'en pourra être demandée à aucune des Parties Contractantes.

IV. Les Vaisseaux Pirates aîmez dans les Provinces Algeriennes, sortant en Mer, & rencontrant des Vaisseaux portant Pavillon Allemand de quelque Pais qu'ils soient, munis de Passeports signés des Gouverneurs desdits Pais, de façon cependant que les Cachets soient pareils aux Passeports, Cachets & Pavillons, qui seront envoyés par le Consul à nommer dans ces contrées, ils les laisseront en toute liberté continuer leur voyage, sans les arrêter ni leur donner aucun empêchement, ains leur donneront tout le secours & les provisions dont ils pourroient avoir besoin, observant d'envoyer seulement deux Hommes dans la Chaloupe, outre le nombre des Rameurs nécessaires pour la conduire, afin de reconnaître & visiter le Vaisseau, & examiner lesdits Passeports; & les ordres seront donnés à ce qu'il n'y ait que deux Hommes qui pourroient sortir de la Chaloupe & entrer dans le Vaisseau, à moins que le

Commandant n'en donne la permission à plusieurs. Les Vaisseaux des Capitaines prendront aussi des Passeports du Consul Résident à Alger, à la vûe desquels on les laissera partir, & seront assurés que tout traitement favorable leur sera accordé. Ces Passeports ne se donneront point à des Étrangers.

V. Si quelques Vaisseaux Ennemis des Allemands, menotent quelques Sujets d'Allemagne captifs aux Ports d'Alger, ils ne les mettront point à terre; mais s'ils les débarquoient, ils seroient mis en liberté.

VI. Les Sujets Allemands Voyageurs qui seroient trouvés sur un Vaisseau portant Pavillon étranger, de même que les Sujets Voyageurs d'une autre Nation trouvés sur un Vaisseau Allemand, quoiqu'il y eût Guerre entre eux, ne seroient point faits Esclaves, & leurs Effets leur seroient restitués; la même chose se pratiquera en pareil cas à l'égard des Algériens.

VII. Il ne sera donné aucun secours ni protection aux Vaisseaux Ennemis, & qui sont en Guerre avec les Sujets d'Allemagne. On ne permettra pas qu'à l'inspiration de leurs Ennemis, l'on équipe contre eux; & les ordres seront envoyés aux Ports fournis au Sénat d'Alger, à ce que les Ennemis des Allemands, quels qu'ils puissent être, n'équipent des Vaisseaux par le commandement ou sous le Pavillon des Gouverneurs des autres Provinces; pareillement ceux qui sont en Guerre avec les Allemands, n'équipent aucun Vaisseau dans les Ports Algériens pour courir sur eux, & il ne sera permis aussi aux Ennemis des Algériens d'équiper dans les Ports d'Allemagne pour agir contre eux.

VIII. Il sera nommé & établi de la part de l'Empereur des Romains, un Consul auprès du Sénat d'Alger, pour conduire les affaires, & donner les Passeports; lequel selon l'usage observé auprès de la respectable Porte, aura aussi auprès dudit Sénat le premier rang parmi tous les autres Consuls; & s'il survient quelque différend ou Procès entre les Sujets d'Allemagne, ledit Consul les décidera, sans que les Juges du lieu puissent s'en mêler, & jouira ledit Consul de toutes les Coutumes & Francises dont jouissent les Consuls des autres Nations.

IX. S'il arrive quelque différend ou Procès entre un Allemand & un Musulman, le Très-Honoré Gouverneur d'Alger & le Dey en décideront, & nul autre n'en prendra connoissance; mais que si tels différends ou Procès surviendroient en d'autres Contrées fournies à la Domination d'Alger, les Juges du lieu en décideront.

X. Si quelqu'un des Sujets Allemands auroit frappé un Musulman, & qu'il seroit pris, le Consul le prendra sous sa protection; mais si faute étant reconnue, il en sera châtié en présence du Consul, comme il aura mérité, mais si le coupable d'un crime ne seroit pris & se seroit enfui, il ne pourra pas être repêché du Consul, & ne pourra lui être enjoint de produire le fugitif.

XI. S'il arrivoit quelque convention à ce qui a été conclu par le présent Traité de Paix; & que la Partie lésée en auroit porté les plaintes par devant les Juges pour que la Justice lui soit rendue, on n'usera d'aucune vengeance, avant que la plainte en soit manifestement prouvée, & la sûreté & la concorde entre les deux Parties ne sera point altérée.

XII. Si quelque Vaisseau d'une des Parties auroit causé quelque dommage en Mer à un Vaisseau de l'autre Partie, l'Agresseur, quel qu'il puisse être, en portera le châtiement dû, les Effets enlevés seront restitués, & l'Armateur en sera responsable.

XIII. Si cette Paix affermie entre l'Empereur des Romains & le Sénat d'Alger venoit à être rompue, il sera permis au Consul Allemand, & à tous ceux qui lui sont soumis de se retirer en leur Pais, & il ne pourra leur être fait aucune insulte, & leur sera accordé le terme de trois Mois pour leur retraite. Après donc que les Articles susdits conclus en vertu de mon Plein-pouvoir, par le consentement des deux Parties, & par la Médiation de la respectable Porte, entre le Serenissime & Très-Puissant Empereur des Romains, & le Sénat d'Alger en Afrique, auroient été reçus & répulés, il sera enjoint & ordonné aux Juges des deux Parties, à tous les Gouverneurs & à tous ceux à qui il appartient, de se conformer aussi aux susdites Conditions & Articles, de ne rien entreprendre qui puisse être contraire au présent Traité, & de porter l'un à l'autre, sous quelque prétexte que ce puisse être, aucun empêchement, que conformément à l'Original des Articles susdits, les deux Parties transmettent des Lettres de

Rati-

ANNO  
1727.

# DU DROIT DES GENS.

141

ANNO 1727. Ratification cent & cinquante jours après la Soufcription & Signature des fufdits Articles, & enfuite les Sujets des deux Parties jouiront de tout le repos & de toute la tranquillité poffible.

Mais afin que la Paix fufmentionnée contenant reze Articles foit religieufement obfervée, le fufdit Seigneur le Suprême Amiral de l'Empire Ottoman Muftapha Baffa, fclon fon Pleinpouvoir, ayant donné l'Acte autentique muni de fa Soufcription & Signature Turque, j'ai auffi délivré le préfent Acte figné de ma main & y ai appofé le Cachet de mes Armes, en conformité de mon Pleinpouvoir de la part du Sereniffime & très-Puiffant Empereur des Romains. Fait à Conftantinople le 15. du Mois Lunaire appellé *Reggeb*, l'An de l'Hégire 1139, c'eft-à-dire le 8. de Mars 1727.

(L.S.) JOSEPH DE DIRLINGE.

LIII.

12. Mars. Convention entre le Roi de la GRANDE-BRETAGNE & le Landgrave de HESSE-CASSEL. Du 12. Mars 1727.

Après que la Declaration du Roi de la Grande-Bretagne faite au Landgrave de Hefle-Caffel, eut été acceptée & approuvée à Caffel le 25. Janvier 1726. par Son Alteffe Sereniffime, Sa Majesté Britannique ayant approuvé les Conditions fpecifiées dans la fufdite Declaration, a ordonné à fon principal Secrétaire d'Etat & Confellier Privé, le Vicomte Townshend fousigné, d'entrer en Négociation avec le Miniftre de Sadite Alteffe Sereniffime, le Major-Général Diemer, & de dresser une Convention en dûe forme fur le pié de ladite Declaration, qui ayant conféré enfemble là-deffus, font convenus au nom du Roi & du Landgrave fufdits, des Articles fuivans.

ART. I. Son Alteffe le Landgrave de Hefle-Caffel tiendra prêt pour le Service de Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne, un Corps de 12000. Hommes, favoir 8000. Fantaffins & 4000. Chevaux: lequel Corps fera employé, lors que Sa Majesté le requerra, dans tous les Lieux où il en fera befoin, & toutes les fois que le cas de l'Alliance Défensive, concluë à Hanovre le 3. Septembre dernier, le demandera.

II. Comme Sadite Alteffe n'a pas préfentement un Corps de 12000. Hommes effectifs fur pié, Elle fera obligée de lever immédiatement ce qui manque, pour rendre ce Corps-là complet & en état de marcher. Elle fera auffi tenue à maintenir à fes propres frais ledit Corps de Troupes pendant le terme de deux Ans entiers, pour être toujours prêt à entrer en Campagne, & au moment que Sadite Majesté le requerra pendant ledit tems.

III. Le Miniftre dudit Landgrave ayant représenté que Sadite Alteffe, fon Maître, pour rendre ledit Corps complet, comme il eft mentionné ci-deffus, feroit obligée de lever au delà de 3000. Fantaffins & plus de 2000. Chevaux, & de pourvoir de Chevaux la plupart des Cavaliers qui n'en font pas pourvus; Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne, en confideration de la très-grande dépense que ledit Landgrave eft obligé de faire pour ces levées d'Hommes & de Chevaux pour monter les Cavaliers fufdits, & pour l'entretien dudit Corps pendant le tems qu'il ne fera pas employé dans fon Service, payera audit Landgrave la Somme de 125000. Livres Sterling, en deux Payemens; favoir 75000. Livres après la Ratification des présentes Conventions, & 5000. Livres au Mois de Février 1727.

IV. Mais en cas que Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne eut befoin dudit Corps de Troupes avant ledit Mois de Février, Sa Majesté paflera à Son Alteffe le Landgrave ladite Somme de 50000. Livres Sterling, pour le moins deux Mois avant que ledites Troupes commencent à marcher.

V. Lorsque ledites Troupes entreront au fervice de Sadite Majesté le Roi de la Grande-Bretagne, elles feront fous fon Commandement & entièrement à fa difpofition pour être employées là où la nécessité de fes affaires, & le cas de l'Alliance Défensive, concluë à Hanovre le 3. Septembre dernier, le requerra.

VI. Pour ce qui regarde les Subfides, le Payement & l'Entretien des fufdites Troupes, lorsqu'elles feront prifes au fervice de Sadite Majesté, comme il eft dit ci-deffus, le tout fera réglé fur le pié de la Convention faite à Londres le 13. Février 1702.

VII. S'il arrivoit que Sadite Alteffe le Landgrave fût attaqué ou inquiété en haine d'avoir fourni le fufdit Corps de Troupes, Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne ne manquera pas d'affifter puiffamment ledit Landgrave, afin de mettre une fin à cette attaque ou moleftation.

VIII. Cette Convention fera ratifiée, & la Ratification d'icelle fera échangée de part & d'autre, aufsitôt qu'il fera poffible, après la Signature des Préfentes.

En Temoignage de quoi nous les Miniftres dudit Roi & dudit Landgrave, étant fuffifamment autorifés à ce Sujet, avons figné la présente Convention & appofé les Cachets de nos Armes. Fait à Weftmunfter le 12. Mars 1727.

(L.S.) TOWNSHEND. (L.S.) DIEMER.

LIV.

Acte d'Acceffion de la Couronne de SUEDE à l'Al- 14. Mars.  
liance de Hanover. Fait à Stockholm le 14.  
Mars. V. St. 1727.

AU NOM DE LA TRES-SAINTE TRINITE.

N'otoire foit à tous & chacun, à qui il appartient, ou qu'il pourra appartenir, Sa Majesté le Sereniffime Roi de Suede, ayant été amiablement invité de la part de Leurs Majestez les Sereniffimes Rois de la Grande-Bretagne, Très-Chrétien, & de Pruffe, par leurs Miniftres, de vouloir bien accéder à l'Alliance Défensive que Leurs Majestez ont concluë à Hanovre le 3. Septembre 1727. & aux trois Articles feparez y joints, lesquels, aufsi-bien que ladite Alliance, auroient uniquement pour objet le maintien & la confervation de la tranquillité publique, & en particulier de celle du Nord, & dont la teneur s'enfuit.

FIAT INSERTIO.

Et Sa Majesté le Sereniffime Roi de Suede étant toujours difpofé à concourir à un but fi falutaire, & voulant faire connoître combien cette invitation lui a été agreable, a muni de fon Pleinpouvoir en forme dûe, fes Commiffaires les Senateurs du Royaume de Suede & Membres de la Chancelerie fousfignez, pour entrer en conference avec les fousfignez Miniftres de Leurs Majestez le Roi de la Grande-Bretagne & le Roi Très-Chrétien, munis de Pleinpouvoirs pareils, pour négocier & convenir de l'Acceffion de Sa Majesté le Roi & la Couronne de Suede audit Traité d'Alliance concluë à Hanovre, & pour en dresser & figner un Acte formel. Lesdits Commiffaires & Miniftres Plenipotentiaires ayant été fur ce fujet plusieurs fois en conference, & ayant produit leurs Pleinpouvoirs de part & d'autre, font convenus de ce qui fuit.

Sa Majesté le Sereniffime Roi & la Couronne de Suede déclarent & promettent, que Sadite Majesté, fes Héritiers & Successeurs accéderont pleinement à l'Alliance Défensive concluë à Hanovre, & ci-deffus inférée de même qu'aux trois Articles feparez, qui s'y trouvent joints, & que Sa Majesté & la Couronne de Suede; en vertu de cette Acceffion, fe joignent & s'affoient, comme Partie principale Contractante, à Leurs Majestez les Sereniffimes Rois de la Grande-Bretagne & Très-Chrétien, s'obligeant & s'engageant ledites Majestez, leurs Héritiers & Successeurs, conjointement & feparement, d'observer & de remplir de bonne foi & réellement toutes les Conditions & Claufes, comprises dans ledit Traité d'Alliance Défensive, & fes trois Articles feparez, & de fournir, quand le cas d'Alliance exiftera, un fecours de trois mille Hommes d'Infanterie, & de deux mille Hommes de Cavalerie, conformément aux obligations du Traité, le tout de la maniere & aufsi fidèlement, comme fi Sa Majesté & la Couronne de Suede avoient été, du commencement, Partie principale Contractante avec les fufdits Sereniffimes Rois Alliez, & avoient conclu avec leursdites Majestez conjointement ou feparement les Articles &



ANNO Conditions exprimées dans cette Alliance Défensive, & les Articles séparés.

1727. Leurs Majestés les Serenissimes Rois de la Grande-Bretagne & Très-Christien admettent & associent Sa Majesté & la Couronne de Suede au susdit Traité d'Hanovre, de même qu'aux trois Articles séparés, qui s'y trouvent joints, comme Partie principale Contractante, déclarent & promettent de leur côté, que Leurs Majestés, leurs Héritiers & Successeurs, observeront & rempliront conjointement & séparément, de bonne foi & réellement envers Sa Majesté le Serenissime Roi & la Couronne de Suede toutes les Conditions & Clauses contenues dans ladite Alliance Défensive & ses Articles séparés.

Cet Acte d'Accession sera approuvé & ratifié de la part de Sa Majesté & de la Couronne de Suede, & de Leurs Majestés les Rois de la Grande-Bretagne & Très-Christien, & les Ratifications en seront fournies dans l'espace de deux Mois, à compter du jour de la Signature du présent Acte, ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi Nous, en vertu de nos Plein-pouvoirs respectifs, avons signé ce présent Acte, & y avons apposé les Cachets de nos Armes. *Fait à Stockholm le 14. Mars V. St. l'an 1727.*

#### ARTICLES SEPARÉS.

Quoique par l'Acte d'Accession & d'admission, signé ce jourd'hui, Sa Majesté & la Couronne de Suede accèdent purement & simplement au Traité d'Hanovre, les Commissaires de Sa Majesté sont néanmoins convenus avec les Ministres Plenipotentiaires de Leurs Majestés Britannique & Très-Christienne des Exceptions & Articles qui suivent.

I. Comme l'Alliance Défensive, conclue à Hanovre le 3. Septembre 1725. n'a pour but que la Paix & la tranquillité de l'Europe, & particulièrement celle du Nord, Sa Majesté le Roi & la Couronne de Suede, aussi bien que Leurs Majestés les Rois de la Grande-Bretagne & Très-Christienne déclarent, que n'étant point engagés par aucun Traité ni Convention avec d'autres Puissances, qui seroient contraires à cette Alliance, lesdits Traitez & Conventions ne pourront être affoiblis par cette Accession, mais resteront dans leur entière vigueur, & Leurs Majestés déclarent en même tems, qu'Elles sont dès à présent, & seront toujours dans la ferme Résolution de garder & de remplir inviolablement tout ce qui est stipulé par la susdite Alliance d'Hanovre, s'obligeant de part & d'autre, d'observer fidèlement tous les engagements pris par le présent Traité d'Accession & ses Articles séparés & secrets, sans y manquer ni contrevénir en aucune manière, sous prétexte des Traitez & engagements antérieurs, ni sous quelque autre que ce soit.

II. Sa Majesté & la Couronne de Suede n'ayant point présentement des possessions hors de l'Europe, se réservent que leur Garantie ne s'étendra point hors des Limites de l'Europe.

III. Le Roi & la Couronne de Suede ayant témoigné, qu'ils souhaiteroient de n'être pas dans l'obligation d'envoyer les Troupes stipulées de leur part dans l'Acte d'Accession au Traité d'Hanovre, & par l'Article secret du présent Traité d'Accession dans des Pais trop éloignés, il est convenu entre les Parties Contractantes, que le cas du Traité arrivant, lesdites Troupes ne pourront être employées en Italie ni en Espagne, mais bien par tout ailleurs. Leurs Majestés Britannique & Très-Christienne conservant toujours le Droit d'exiger le contingent de cinq mille Hommes stipulé de la part du Roi & de la Couronne de Suede, dans l'Acte de leur Accession au Traité d'Hanovre, en argent ou Valisiaux, conformément à ce qui est réglé dans ledit Traité d'Hanovre.

IV. Sa Majesté & la Couronne de Suede, pour ôter toute possibilité de doute par rapport aux Actes mentionnez dans le cinquième Article du Traité d'Hanovre, comme ayant statué sur les affaires de l'Empire, déclarent, que par lesdits Actes elles n'en entendent point d'autres que ceux qui ont été acceptés & approuvés par les Etats de l'Empire de la manière accoutumée.

V. Sa Majesté le Roi & la Couronne de Suede déclarent, qu'Elles accèdent aux deux derniers Articles séparés du Traité d'Hanovre, n'y trouvant rien, qui soit contraire aux obligations, dont Sadite Majesté est tenue envers l'Empereur & l'Empire en qualité de Prince de l'Empire.

VI. Comme par cette Accession Sa Majesté le Roi & la Couronne de Suede n'entrent en aucun engagement avec quelque autre Puissance que ce soit, hormis celles qui sont nommément comprises dans le Traité d'Hanovre, & dont les Ministres signent à présent, Sadite Majesté & la Couronne, de même que Leurs Majestés le Roi de la Grande-Bretagne & le Roi Très-Christien s'entrepromettent réciproquement, de ne point entrer à l'insu l'un de l'autre, & sans un concours mutuel, d'engagement avec quelque autre Puissance qui puisse être contraire ou invalider en quelque manière ce Traité, ses Articles séparés & secret.

VII. Leurs Majestés Suedoïse, Britannique & Très-Christienne sont convenus & s'entrepromettent réciproquement, que si en haine du présent Traité, ou sous quelque autre prétexte également injuste, Elles venoient à être attaquées, troublées ou insultées, conjointement ou séparément par quelque Puissance que ce soit, Elles feront cause commune contre l'Agresseur, qu'Elles se secourront & s'entre-aideront mutuellement, de bonne foi & de la manière la plus efficace, selon l'exigence du danger, & selon la situation de leurs affaires respectives, sans s'excuser sous le prétexte d'être Elles-mêmes en Guerre, ou sous quelque autre prétexte que ce puisse être.

#### ARTICLE SECRET.

Leurs Majestés Britannique & Très-Christienne, pour témoigner leur amitié envers le Roi & la Couronne de Suede, promettent & s'engagent, en vertu du présent Article secret, de payer à Hambourg, Amsterdam, ou Londres, au choix de la Suede, chacune pendant trois années consecutives, la Somme de cinquante mille Livres Sterling par an, ou leur valeur, suivant le change, payable en deux termes par an de six en six Mois d'avance, & dont le premier terme pour l'année courante sera payé d'abord après l'échange des Ratifications, & le second terme de la même année peu après & aussitôt que les arrangements nécessaires pour cela pourront être faits; le troisième, prenant son commencement un an après l'échange des Ratifications, & ainsi des autres de six en six Mois.

Sa Majesté & la Couronne de Suede s'obligent & promettent de leur côté par cet Article de tenir prêt, outre le secours, dont on est convenu par l'Acte de la présente Accession, encore un Corps de sept mille Hommes d'Infanterie, & trois mille Hommes de Cavalerie, pour être employez là où les cas d'Alliance le rendront nécessaire.

Bien entendu, que lorsque Leurs Majestés Britannique & Très-Christienne requerront le service de ces dix mille Hommes, ils seront à leur Solde, & non pas à celle du Roi de Suede, laquelle Solde, aussi-bien que ce qui regarde les recrutés & autres circonstances, qui en dépendent, seront alors réglées par une Convention particulière, Sa Majesté le Roi de Suede se réservant le Droit de rappeler ce Corps de Troupes, ou bien de ne les pas envoyer hors du Royaume routes les fois qu'un danger réel & éminent le rendra nécessaire pour la défense de ses propres Etats & Provinces.

Ces Articles séparés & secrets auront la même force, que s'ils avoient été insérés de mot à mot dans l'Acte d'Accession conclu & signé ce jourd'hui, ils seront ratifiés de la même manière, & les Ratifications en seront échangées dans le même tems que l'Acte d'Accession. En foi de quoi nous, en vertu de nos Plein-pouvoirs respectifs, avons signé les présents Articles séparés & secrets. *Fait à Stockholm le 14. Mars V. St. l'an 1727.*

#### L.V.

*Decret Imperial adressé à la Diète de l'Empire, 17. Mars. Et dicté le 17. Mars 1727.*

SELON les Ordres de Sa Majesté Imperiale, Son Altesse le Prince Froben Ferdinand, Landgrave de Fürstemberg, Comte de Heiligenberg & de Wirtemberg, Prince du St. Empire, Chevalier de la Toison d'Or, Conseiller Privé actuel de Sa Majesté Imperiale, & son Principal Commissaire à la présente Diète de l'Empire, doit déclarer à cette Assemblée des Conseillers, Envoyez, & Députez des Electeurs, Princes & Etats du St. Empire.

Soit

ANNO

1727.

Soit notoire, tant au dehors qu'au dedans de l'Empire, que Sa Majesté Impériale, depuis son Avenement à la Couronne jusqu'à ce jour, a eu pour unique but de tous ses soins & de toutes ses démarches, de maintenir non-seulement dans l'Empire, notre chère Patrie, mais encore dans tout le Monde Chrétien, la Paix, la Tranquillité, l'Union, & le Bonheur; jusques-là, que pour y parvenir, non contente de faire diverses avances & offres, Elle a sacrifié ses propres Etats & les fidèles Sujets, sans rien épargner de tout ce qui étoit en son pouvoir: Sur quoi Elle s'en rapporte au témoignage de Dieu, à qui rien n'est caché, & se console dans l'espérance que tout le Monde désintéressé lui rendra la même Justice.

Cependant, on ne peut plus ignorer ce que quelques Puissances Chrétiennes, tant de l'Empire que du dehors, ont entrepris pour troubler la Paix publique, & introduire une sorte de Puissance, dont l'Europe n'a peut-être jamais entendu parler: & qui ne sauroit être que très-dangereuse à la Constitution de l'Empire: Ces pratiques, ces menées, tant découvertes que secrètes, se continuent avec tant de vigueur, qu'on en voudroit inutilement dérober la connoissance au Public; de même qu'on dissimulerait en vain tout ce que Sa Majesté Impériale a fait au contraire, pour prévenir un si grand mal par ses soins, sa patience, & sa prévoyance.

Que pour diverses raisons d'Etat très-importantes, Elle se fait jusqu'à présent un scrupule de s'opposer aux Intrigues peu amiables & aux Desseins cachés, qui pourtant sont devenus publics, de ceux qui sont mal-intentionnés, pour Elle, pour son Auguste Maison, & pour le repos & la prospérité du St. Empire Romain; qu'Elle fut plutôt résolue d'attendre jusqu'aux dernières extrémités, en conservant toujours la modération & une sincère disposition à la Paix; & qu'enfin, Elle ait cherché à dissimuler ces démarches autant qu'Elle a pu: les choses en sont pourtant venues à ce point, que dans toutes les Frontières de l'Empire, jusqu'aux Pais-Bas Autrichiens qui en font un Fief, & particulièrement sur le Rhin & la Moselle, & en quelques Lieux dans l'enceinte même de l'Empire, on a fait & on continue de faire des préparatifs qui font juger, que l'on veut effectivement en venir à une Rupture & à des Hostilités contre Sa Majesté Impériale, & troubler le Repos de l'Allemagne, sans prétexte ni nécessité.

C'est dans ces Conjonctures, que l'on a envoyé à Sa Majesté Impériale le Mémoire délivré depuis peu à la Diète par M. de Chavigny, Ministre de France, dans lequel on découvre clairement, par quelles fineses, par quels artifices, & à quelle occasion on prétend séparer le Chef de l'Empire d'avec ses Membres, & cela par un Nom métaphorique, indécent, insultant; diviser le Corps Germanique d'avec Sa Majesté Impériale, par un Stile dont on ne s'est jamais servi, représenter le Cercle Imperial de la Basse-Bourgogne comme un Etat Etranger, auquel les autres Cercles n'ont point d'intérêt, suggérer les mêmes sentimens touchant les Fiefs de l'Empire en Italie, ou touchant les Provinces situées en Pais Etranger, quoique sous la Protection de l'Empire; renverser les uns par les autres; endormir pour quelque tems les Etats au delà & en deçà des Alpes; & par ce moyen, rendre inutiles les soins Paternels que Sa Majesté Impériale prend en faveur des Cercles, à cause du Danger pressant, quoiqu'en gardant toute la modération nécessaire: Car on fait d'ailleurs que le Traité de Bade doit subsister dans toute sa force, & que l'Empereur ni l'Empire n'y ont contrevenu en rien. Ainsi, à quoi bon cette nouvelle assurance de Paix & de Tranquillité dans tout l'Empire Romain, dans les Provinces qui en relèvent & dans les Pais respectifs, pour le maintien de cette Paix, sans quoi on est déjà en Repos & en Sécurité, & sans quoi on y demeureroit constamment?

Comme une telle démarche de quelques Electeurs & Etats sera sans doute regardée par tous les Patriotes bien-intentionnés, comme indecente dans le fond & dans la manière, dommageable à la chère Patrie: & tendante à la destruction & au bouleversement de l'Union Germanique; Sa Majesté Impériale s'assure que les Electeurs, Princes & Etats, leurs Conseillers, Envoyés & Députés, & généralement tous les bons & vrais Allemands auront à cœur les importantes suites des Conjonctures présentes, & qu'ils prendront en considération dans cette occurrence, de quelle manière Sa

Majesté Impériale est offensée en sa Personne, en son Honneur & en sa Dignité, entr'autres dans la Harangue du Roi d'Angleterre au Parlement de la Grande-Bretagne, étant traité de Perturbateur de la Paix générale, & d'infracteur des Traitez, d'une manière inouïe entre des Têtes Couronnées, & entre des Puissances qui ne sont point en Guerre: Et le Traité d'Alliance avec l'Espagne, quoique purement dans les termes d'une simple Alliance Défensive, est travesti en un Traité de Ligue Offensive, comme si Sa Majesté Impériale avoit effectivement traité en faveur du Prétendant, pour le mettre sur le Trône d'Angleterre.

C'est pourquoi Sa Majesté Impériale s'est trouvée nécessairement engagée à faire faire au Roi de la Grande-Bretagne les Remontrances ci-jointes, afin de faire voir, tant à la Nation Angloise, qu'à toutes les Nations Chrétiennes & Libres de l'Univers, combien font mal fondées les imputations contenues dans ladite Harangue. On doit les regarder comme une suite du Traité conclu à Herrenhausen en 1715., & si Sa Majesté Impériale, par sa Moderation naturelle & son amour pour la Paix, ne l'a pas encore déféré à l'Assemblée de l'Empire, Elle n'a pas laissé de chercher & d'employer continuellement divers moyens pour prévenir tous ces maux: Puisque dans cette vue, Elle a fait touchant le Commerce d'Offense, toutes les offres imaginables, pour finir Chrétiennement & amiablement toutes les mesintelligences dont il étoit l'occasion, ou plutôt le prétexte; quoi qu'Elle fut engagée & obligée, non seulement d'établir, mais encore de fonder de toutes manières ce Commerce, comme il est suffisamment démontré dans les Ecrits publiés sur ce sujet: D'autant que c'est une chose qui fante de soi-même aux yeux d'un chacun, que les Pais-Bas, qui sont incontestablement l'avant-Mur de l'Empire, & même en font une Partie considérable, ne sauroient sans le Commerce être d'une utilité essentielle à l'Empire; sans compter que ce que Sa Majesté mettroit en doute, & suspendroit à présent, contre toute équité & contre le Droit des Gens, ne seroit pas seulement préjudiciable en effet à toute la Patrie & au Droit qu'elle a de naviguer & de commercer, mais encore ne pourroit être dans la suite que funeste à d'autres Puissances.

Outre cela, Sa Majesté Impériale pour parvenir au but mentionné ci-dessus de la conservation de la Paix, ne s'est pas contentée de faire déclarer, il y a longtemps, aux Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, qu'Elle vouloit s'obliger de ne laisser aller ses Vaisseaux en aucun Pais ou Loge, comme on les appelle, où les Négocians Hollandois fussent établis, comme cela n'est pas non plus encore arrivé jusqu'à présent de sa connoissance; Elle a de plus fait savoir, qu'Elle consentoit de limiter l'envoi des Vaisseaux au nombre de Quatre, y compris ceux qui seroient destinés pour la Chine, où l'on fait, à n'en point douter, que les Sujets des Etats Généraux ne trafiquent point.

Sa Majesté Impériale a plus fait encore: au Mois de Septembre de l'année dernière, Elle fit proposer en France un Acte d'assurance de ne se point attaquer de part ni d'autre, afin de détourner les Hostilités, & pendant cet intervalle régler l'Affaire d'Offense, & ce qu'il reste à négocier entre les deux Couronnes d'Espagne & d'Angleterre, & en même tems, terminer à l'amiable certains Points entre l'Empire & la France; dont on est à la vérité convenu, mais qui ne sont pas encore accomplis. Ces moyens, quoi qu'on y eût donné lieu de l'autre part, ont été regardés comme non acceptables.

Sa Majesté Impériale ne se rebutant point pour cela, a consenti à une entière Suspension dudit Commerce d'Offense pour 3. ans, & a offert de contredire, sans délai, à un Congrès d'ailleurs peu convenable, en partie pour rompre le cours des Hostilités déjà commencées en quelques Lieux, & en partie pour parvenir à moyennir une bonne intelligence Chrétienne. Tout cela n'a produit jusqu'à présent aucun fruit: mais du moins on en peut voir clairement & reconnaître, que le Roi de la Grande-Bretagne n'a point d'autre but que d'attaquer Sa Majesté Impériale; d'entamer l'Autorité qu'Elle tient des Loix & des Reglemens de l'Empire, & (ce qui en est nécessairement inséparable) le repos intérieur & extérieur de l'Empire, d'une manière irrégulière & très-dangereuse; par la suite de porter, fait sujet, le Danger & la Guerre dans les Etats que la Maison Archiducal possède comme Fiefs de l'Empire, dans ses autres Royaumes & Etats Héritaires, de renver-

ANNO

1727.



ANNO  
1727.

ser effectivement le Systeme interne de l'Empire, au préjudice de ses Obligations & des Seremens qu'il a prêté comme Electeur, tant à l'Empereur qu'à l'Empire; d'engager dans une Alliance ruineuse, par le Traité de Herrenhausen, d'autres Membres de l'Empire & des Puissances Etrangères, contre les Constitutions de l'Empire & la teneur formelle de la Paix de Westphalie; d'y intéresser les Etats Généraux des Provinces Unies, sous prétexte du Commerce d'Ostende, que Sa Majesté Imperiale consent néanmoins & est prête de terminer à l'amiable; & tous ce même prétexte, & sous celui d'un prétendu Dessein & Traité fait avec la Couronne d'Espagne en faveur du Prétendant, tirer de la Nation Angloise, qui d'ailleurs est sincèrement & notoirement affectonnée à Sa Majesté Imperiale, un consentement pour de grosses Sommes, destinées uniquement à servir à l'ambition du Roi & à ses mauvais desseins; d'exciter & d'attirer du Nord sur l'Allemagne toutes sortes de maux, de détacher la Couronne de Suede du Traité qu'Elle a fait avec Sa Majesté Imperiale, pour affermir le repos du Nord, & particulièrement de l'Allemagne; & ce qui est encore le plus horrible, de tâcher depuis la Conclusion du Traité de Herrenhausen jusqu'à présent, tant par soi-même que par d'autres, comme on le peut faire voir avec les circonstances, d'animer la Porte Ottomane contre Sa Majesté Imperiale: ce qui ne peut que jeter dans un très-grand danger la Patrie & toute la Chrétienté.

Cela étant, Sa Majesté Imperiale s'assure avec une entière confiance, que les Electeurs & Etats, leurs Conseillers, Envoyez & Députez, conformément à leur prudence accoutumée, à leur zèle pour l'Allemagne leur Patrie, à leur fidélité à leur devoir, prendront à cœur les conjonctures & affaires présentes, & aideront à contribuer tout ce qui peut servir à maintenir la Personne, l'Honneur & la Dignité de Sa Majesté Imperiale outragée, à soutenir la gloire du S. Empire & de ses Membres, à entretenir le repos & la Prospérité des Pais & Provinces qui en relevent comme on a dit: afin que l'on conserve principalement l'Empire en Tranquillité & en Union au delà & en deçà des Alpes, aux Pais-Bas & dans le Nord, que l'on repousse toute violence étrangère; que l'on procède selon les Loix de l'Empire contre tous ceux qui en veulent troubler le repos interne & l'essence du Gouvernement de la Patrie; & qu'enfin, on fasse tout ce qui sera avantageux pour rétablir la liaison intime entre le Chef & les Membres.

Cependant, Sa Majesté Imperiale conformément aux Obligations attachées à sa Dignité, en vertu de la Capitulation par Elle jurée à son Election, & des Constitutions de l'Empire, est résolu de contribuer tout ce qui sera en son pouvoir pour la défense & l'avantage de tout l'Empire, & de prendre toutes les mesures convenables, afin de pouvoir le mieux & le plus solidement qu'il est possible à la sûreté de sa Personne offensée, à celle de l'Empire, & de ses Royaumes & Etats Héritaires: ce qu'elle ne fait pourtant que dans la vue du repos public, de la Prospérité & de la sûreté du S. Empire en général, & de chacun de ses Membres en particulier.

Signé,

FROBEN FERDINAND, Prince de  
Furstenberg.

A Ratisbonne le 17. Mars 1727.

## LVI.

x6. Avril. *Traité d'Alliance entre Leurs Majestez les Rois de FRANCE, de la GRANDE-BRETAGNE, & de DANNEMARC. Fait à Coppenhague le 16. Avril 1727.*

Comme Leurs Majestez, le Roi de la Grande-Bretagne, & le Roi Très-Christien, sont toujours attentifs à remplir leurs Engagemens, & à veiller au repos & à la sûreté de leurs Amis & Alliez; & comme Leursdites Majestez ont effectivement lieu de croire, que les Moscovites & leurs Adherans pourront bientôt concerter les moyens, & se disposer à venir attaquer

les Etats de Sa Majesté le Roi de Dannemarc; soit pour ôter par la force à Sa Majesté Danoise le Duché de Sleswick; ou pour le préparer les moyens d'exécuter d'autres Projets contraires à la Tranquillité du Nord & de la Basse-Saxe, & des Pais qui intéressent les Hauts Contractans dans le Cercle de Westphalie. Et d'autant que Leurs Majestez Britannique & Très-Christienne sont intéressées à se précautionner contre tout ce qui pourroit, en troublant la Paix desdits Pais, donner en même tems atteinte au Traité d'Hanovre, confirmatif spécialement des Traitez de Westphalie, & à se mettre en état d'exécuter fidèlement les Garanties données contre toute invasion ou hostilité de la part de la Czarine, ou de quelque autre Puissance que ce puisse être, qui viendrait pour attaquer le Duché de Sleswick; Leurs Majestez Britannique, Très-Christienne, & Danoise, ont trouvé à propos de donner leurs Plein-pouvoirs, c'est à-dire, Sa Majesté Britannique au Sieur Jean Lord Glenorchy, Chevalier de l'Ordre du Bain, & Envoyé Extraordinaire de Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne auprès de Sa Majesté le Roi de Dannemarc; Sa Majesté Très-Christienne au Sieur Pierre Blouet, Comte de Camilly, Chevalier Grand Croix de l'Ordre de Saint Jean de Jerusalem, Capitaine des Vaisseaux de Sa Majesté Très-Christienne, & son Ambassadeur Plenipotentiaire auprès de Sa Majesté le Roi de Dannemarc; ainsi que Sa Majesté Danoise à ses Ministres; savoir le Sieur Ulric Adolphe de Holstein, Comte de Holtzenbourg, Chevalier de l'Ordre de l'Elephant & Grand Chancelier, Conseiller Privé du Conseil, & Chambellan de Sa Majesté le Roi de Dannemarc; le Sieur Jean George de Holstein, Seigneur de Mollenhagen, Chevalier de l'Ordre de l'Elephant, Conseiller Privé du Conseil, & Gouverneur du Bailliage de Sordern de Sa Majesté le Roi de Dannemarc; & le Sieur Ludowig de Pflessen, Seigneur de Fufingoe, Silsoë, & Glorup, Chevalier de l'Ordre de Dannemarc, Conseiller Privé du Conseil de Sa Majesté le Roi de Dannemarc. Lesquels ayant pesé meurement toutes les circonstances du tems, & des dangers qui menacent les Etats de Sa Majesté Danoise, & qui pourroient troubler le repos de la Basse-Saxe, & des Pais susmentionnez, sont convenus des Articles suivans.

## ARTICLE PREMIER.

Sa Majesté Danoise étant pleinement persuadée, que Leurs Majestez Britannique & Très-Christienne, rempliront leurs Engagemens & Garanties, données par rapport au Duché de Sleswick, & feront tous les efforts imaginables, pour maintenir le repos de la Basse-Saxe, Sa Majesté Danoise, pour concourir à la même fin, promet de tenir sur pied un Corps de Troupes de vingt-quatre mille Hommes, leurs Officiers, Equipages & Artileries, qui s'assemblera sans aucun retardement au lieu qui sera le plus à propos, & se portera par tout où besoin sera, sur les premiers avis certains qu'on aura du mouvement des Troupes Moscovites, & de toute autre Puissance que ce puisse être, qui viendront pour attaquer le Sleswick, & pour troubler le repos & la Tranquillité de la Basse-Saxe, & des Provinces appartenantes aux Hauts Contractans dans le Cercle de Westphalie.

II. Sa Majesté Danoise s'oblige en outre à ce que ledit Corps de Troupes de vingt-quatre mille Hommes venant à se mettre en marche, elle auroit encore sur pied un Corps de six mille Hommes, lequel sera destiné à renforcer ce Corps, s'il en étoit besoin.

III. Et pour aider dès à présent Sa Majesté Danoise à soutenir la dépense, qu'elle sera obligée de faire pour remplir l'engagement porté par les précédens Articles, Sa Majesté Très-Christienne promet de faire payer à Sa Majesté Danoise un Subside annuel de trois cens cinquante mille Rixdalers, argent courant de Dannemarc, lequel sera continué pendant le cours de quatre années, à compter du jour de la Ratification du présent Traité, & payez exactement tous les trois Mois par avance à Hambourg.

IV. Sa Majesté Très-Christienne promet encore, pour soulager Sa Majesté Danoise d'une Partie des fraix qu'elle auroit à faire, dans le cas que lesdits vingt-quatre mille Hommes se mettent en marche pour se rendre au lieu du rendez-vous, de prendre douze mille Hommes à sa Solde; en sorte que s'agissant premierement de la défense du Roi de Dannemarc, Sa Majesté Très-Christienne ne les payera que sur le pied de neuf mille

ANNO  
1727.

ANNO mille dans la proportion que Sa Majesté Danoise don-  
1727. ne à ses Troupes quand elles sont en Campagne, tant  
pour la Solde de chaque Régiment d'Infanterie & de  
Cavalerie, que pour celle de l'État Major General &  
de l'Artillerie proportionnée au nombre de douze mille  
Hommes de Troupes, Officiers, & autres Gens né-  
cessaires pour son service.

V. La Solde, ainsi qu'il vient d'être dit, ne com-  
mencera à être à la charge de Sa Majesté Très-Chré-  
tienne que du jour de la première revêlè qui se fera de-  
vant le Commissaire General de Sa Majesté, lorsque  
les Troupes seront assemblées en corps d'Armée pour  
entrer en Campagne, le premier Mois sera payé d'a-  
vance, & ainsi de Mois en Mois, aussi long-tems que  
lesdites Troupes seront soldoyées par Sa Majesté  
Très Chrétienne.

VI. Et quoique Sa Majesté Très-Chrétienne pût  
prétendre avec justice, que le Subside cesseroit au jour  
que la Solde commenceroit à courir; cependant comme  
il pourroit arriver, que le payement de cette Solde  
viendroît avant que le Roi de Dannemarck eût pu re-  
cevoir un secours effectif par ledit Subside, Sadite  
Majesté Chrétienne veut bien consentir à ce que si la-  
dite Solde commençoit à courir avant que le Roi de  
Dannemarck eût pu recevoir deux années du Subside,  
alors elle seroit continuer le Subside autant de tems  
qu'il faudroit que le Roi de Dannemarck touchât tou-  
jours deux années de Subside, compris ce qui seroit  
échu & ce qui resteroit à échoir; & si après lesdites  
deux années lesdites Troupes ne restent plus à la Solde  
de Sa Majesté Très-Chrétienne, alors le Subside stipulé  
dans le troisième Article continuera d'être payé à Sa  
Majesté Danoise, jusqu'à la fin des quatre années, qui  
est le terme du présent Traité.

VII. Sa Majesté Très-Chrétienne enverra sur les  
Lieux, dès qu'elle en sera requise, un Commissaire  
pour affliger à la revuë qui sera faite desdites Troupes,  
pour se mettre en marche; le même Commissaire pren-  
dra le nom des Régimens, qui passeront ainsi à la Solde  
de Sa Majesté Très-Chrétienne; il examinera s'ils  
sont dûment équipés, montés & armés. La colla-  
tion des Charges vacantes, & l'administration de la  
Justice se feront, comme auparavant, par Sa Majesté  
Danoise; le Commissaire General de Sa Majesté  
assistera à toutes les délibérations pour les opérations  
Militaires; & quoiqu'il ne soit pas possible de statuer  
d'avance sur le cas non venu de la Guerre, l'on con-  
vient cependant en general, que les douze mille Hommes  
de Troupes à la Solde de Sa Majesté Très-Chrétienne  
sur le pied de neuf mille Hommes, seront traités en tout  
dans une parfaite égalité avec les douze mille Hom-  
mes entièrement à la Solde du Roi de Dannemarck.

VIII. S'il arrive que Sa Majesté Très-Chrétienne  
ne crût plus avoir besoin pour le secours de ses Alliez,  
de continuer le payement de ladite Solde, elle sera obli-  
gée d'en avertir Sa Majesté Danoise deux Mois au-  
paravant.

IX. Sa Majesté Britannique de son côté tiendra prêt  
à marcher, un Corps de douze mille Hommes, pour  
être joints aux vingt-quatre mille Hommes de Trou-  
pes Danoises susmentionnées sur les premiers avis cer-  
tains qu'on aura du mouvement des Troupes Mosco-  
vites, ou de toute autre Puissance que ce puisse être qui  
viendroît pour attaquer le Sleswick, & pour troubler  
le repos & la tranquillité de la Basse-Saxe.

X. Sa Majesté Danoise ayant fait entendre à Sa Ma-  
jesté Britannique, qu'étant engagée par le présent Trai-  
té de faire marcher un Corps de Troupes considérables  
dans la Basse-Saxe, ses Provinces Maritimes se trou-  
veroient exposées aux entreprises de ses Ennemis, Sa  
Majesté Britannique étant toujours disposée à pourvoir,  
selon ses engagements, en bon & fidèle Allié, à la sé-  
curité des États de Sa Majesté Danoise, promet & s'en-  
gage d'envoyer au secours de Sa Majesté Danoise, sur  
les premiers avis des mouvements de la Flotte Mosco-  
vite, qui donneront de justes sujets de crainte, une  
Escadre suffisante de bons Vaisseaux de Guerre, pour  
aider à couvrir les Côtes de Mer de Sadite Majesté  
Danoise, & empêcher que les Moscovites ne puissent  
les attaquer.

XI. Et quoique Leurs Majestés Britannique & Très-  
Chrétienne ne soient obligées à aucun secours fixe en-  
vers le Roi de Dannemarck, cependant comme elles  
veulent éloigner des États de ce Prince toute inva-  
sion, dont la suite seroit sans doute d'allumer la Guer-  
re, en violation du Traité d'Hanovre; aussi bien que  
des Traités de Westphalie; qui les obligeroient d'aller

TOM. VIII. PART. II.

ANNO au soutien de leurs Garanties, & au secours de leurs  
1727. Alliez, qui seroient attaqués, ou en danger de l'être;  
à cette fin Sa Majesté Très-Chrétienne s'engage de te-  
nir toujours prêt un Corps, au moins de trente mille  
Hommes, lequel Corps sera destiné, dès qu'il en sera  
requis, à être porté par tout où le besoin sera, & dont  
on conviendra, ou à faire des diversions, ou autres  
opérations nécessaires pour l'avantage commun; & pour  
la sûreté de ses Alliez dans l'Empire, ou dans le Nord,  
& en même tems Sa Majesté Britannique s'engage de  
tenir aussi en état un autre Corps de Troupes qui ne  
pourra être moindre de douze mille Hommes, pour  
être destiné de la même manière à être porté par tout  
où le besoin sera, & dont on conviendra, ou à faire  
des diversions, ou autres opérations nécessaires pour la  
sûreté de ses Alliez dans l'Empire, ou dans le Nord,  
selon que le cas l'exigera.

XII. Comme les Moscovites ou autres Troupes qui  
pourront se joindre à eux, pour venir attaquer les  
États du Roi de Dannemarck, pour lui ôter le Duché  
de Schleswick, pourront tâcher de passer par les Pais  
sujets au Roi de Prusse; ce que les Alliez se persuadent  
que ce Prince ne manquera pas de refuser: En cas  
donc que la Czarine, ou toute autre Puissance, qui que  
ce puisse être, voudroit forcer les passages par le Ter-  
ritoire du Roi de Prusse, ou l'attaquer, ou lui faire  
aucun tort ou dommage, à cause du refus que Sa Ma-  
jesté pourroit faire de laisser passer par ses Pais les Mos-  
covites ou leurs Adherans, comme ci-dessus; alors les  
Rois Contractans feront marcher leurs Armées combi-  
nées au secours du Roi de Prusse, & feront la Guerre  
à ceux qui l'auront envahi, ou troublé, jusqu'à ce que  
l'attaque & danger cessent, & que tout tort ou dom-  
mage soit réparé.

XIII. Les Ratifications du présent Traité seront  
échangées à Copenhague dans six semaines, à compter  
du jour de la Signature de ce Traité, ou plutôt si faire  
se peut.

En foi de quoi nous avons signé ce Traité, & y avons  
fait mettre le Sceau de nos Armes.

Fait à Copenhague ce seizième d'Avril l'an mil sept  
cens vingt-sept.

(L.S.) GLENORCHY.

#### ARTICLES SEPARÉZ ET SECRETS.

I. Quoique Sa Majesté Très-Chrétienne puisse jus-  
tement prétendre que les Troupes qu'Elle prendra à sa  
Solde lui dûssent prêter Serment; cependant Sa Ma-  
jesté Danoise ayant résolu de commander en Personne  
l'Armée combinée; on est convenu, par considération  
pour Sa Majesté Danoise, de s'en remettre à sa parole  
Royale, pour agir conformément aux engagements  
qu'Elle a pris par le Traité signé ce jourd'hui. Mais  
s'il arrivoit que Sa Majesté Danoise changeât la réso-  
lution susdite, & que les Rois Contractans jugeassent  
à propos de séparer le Corps de Troupes, pour l'avanta-  
ge de la Cause commune, alors lesdites Troupes, à la  
Solde de Sa Majesté Très-Chrétienne, lui prêteront le  
Serment en la forme ordinaire.

II. Comme Leurs Majestés Britannique & Très-  
Chrétienne font des efforts extraordinaires pour les in-  
térêts du Roi de Dannemarck, Sa Majesté Danoise  
promet de ne point disposer d'aucune Partie de ses  
Troupes, soit directement ou indirectement, contre les  
intérêts de Leurs Majestés Britannique & Très-Chré-  
tienne; & on convient que pendant que ce Traité du-  
rera, Sa Majesté Danoise ne donnera ni ne vendra au-  
cune Partie de ses Troupes à quelque Puissance que ce  
soit qu'après en avoir concerté avec Leurs Majestés  
Britannique & Très-Chrétienne; contre les intérêts  
desquelles, Elle promet de ne rien faire; s'engageant  
même, de s'opposer par tout où besoin sera, à tout ce  
qui pourroit être fait, ou projeté de contraire par quel-  
ques Puissances que ce soit; ce que Leurs Majestés  
Britannique & Très-Chrétienne promettent réciproque-  
ment.

III. L'on est convenu que si Sa Majesté Très-Chré-  
tienne desiroit employer lesdits 12. mille Hommes  
qu'Elle paye sur le pied de neuf mille, pour des affaires  
qui n'ayant aucun rapport à la sûreté du Roi de Dan-  
nemark, n'intéresseroient que le bien du service de Sa  
Majesté Très-Chrétienne, ou celui de l'Alliance d'Han-  
ovre; alors le Roi de Dannemark ne seroit aucune  
difficulté de les donner au service de Sa Majesté Très-  
Chrétienne.



ANNO  
1727.

Chrétienne, &amp; dont on conviendrait six semaines après la demande, qui en auroit été faite par Sa Majesté Très-Christienne.

IV. Et attendu que si les Moscovites venoient par Terre pour pénétrer dans l'Empire & troubler la Paix du Nord, ils ne pourroient avoir d'autre passage que par les États de Pologne, & que l'on ne peut douter que ce Royaume ne se souvienne encore des desordres qu'il y ont commis les Moscovites, il y a peu d'années; l'on est convenu, par le présent Article, de communiquer au Roi & à la République de Pologne, le Consentement que l'on a formé pour empêcher leur entrée dans l'Empire, & de les inviter à prendre aussi de leur côté les mesures les plus efficaces, pour fermer aux Moscovites les passages qu'ils voudroient prendre sur les Terres de la République de Pologne.

Fait à Copenhague ce seizième d'Avril l'an mil sept cens vingt-sept,

(L.S.) GLENORCHY.

## LVII.

31. Mai. *Articles Préliminaires conclus entre l'Empereur & les Alliez d'Hanover.*

Notum sit omnibus & singulis, quod cum à non nullo tempore plura successissent, quæ Paci Europæ disturbandæ locum dare potuissent, nisi quam citius medela allata fuisset, Sua Sacra Cæsarea Regio-Catholica Majestas, Sua Sacra Majestas Christianissima, Sua Sacra Majestas Britannica, & Celsi ac Potentes Domini Status Generales Unitarum Belgii Provinciarum, sese invicem quam maximè pronos exhibuerint ad omnia ea inquirenda, quæ has omnes similitudines componere possent, & ad hunc scopum attingendum, Plenipotentiarum Tabulis muniverint; nempe Sua Sacra Cæsarea Regio-Catholica Majestas Dominum Baronem d'Effonsca, Sua Sacra Majestas Christianissima Dominum Comitem à Morville suum Ministrum ac Status Secretarium & Aursi Vellens Equitem; Sua Sacra Majestas Britannica Dominum Horatium Walpole, itemdem Celsi ac Potentes Domini Status Generales Federati Belgii Dominum Guillelmum Boreel, qui omnes post maturam inter se disquisitionem & communicatam invicem Plenipotentiarum Tabulis, quarum Copia infra transcripta reperitur, vigore earundem Plenipotentiarum super subsequenter Articulis Preliminaribus conveniunt.

## ARTICULUS PRIMUS.

Cum Sua Sacra Cæsarea Regio-Catholica Majestas Commmercium Offendendum apud nonnullos finitimos amulationem atque etiam sollicitudinem excitasse animadvertat, publicæ Europæ tranquillitatis causa consentit, ut Privilegium, vulgò (*Odreij*) Societati Offendendæ concessum, omneque ex Belgio Austriaco in Indias Commmercium per spatium septem annorum suspendatur.

II. Jura aut ea, quæ vi Tractatus Trajectensis, Badensis, Quadruplicis Fœderis, atque etiam eorum Tractatum & Conventionum, quæ annum 1725. præcesserunt, & Imperatorem ac Status Generales Fœderati Belgii non tangunt, à quocunque Contractantium possessa fuere, intacta remanebunt, si quid verò super his immutatum, vel executioni mandatum non fuisse comperietur, juxta tenorem eorundem Tractatum ac Conventionum status immutatus aut executioni non datus in futuro Congressu discutietur & decidetur.

III. Consequenter cuncta Commerclorum Privilegia, quibus Natio Gallica & Anglica, Subditique Statuum Generalium Federati Belgii, antehac vigore Tractatum cum in Europâ, tum in Hispaniâ, prout & in Indiis gavisî sunt, ad eum usum & normam revocentur, secundum quam per Tractatus anno millesimo septingentesimo vigesimo quinto anteriores cum singulis conventum fuit.

IV. Principes Septentrionis ab eorum respectivè Confederatis invitabuntur, requirunturque, ut ab omni viâ facti mutuo abstineant, quin potius omnia media æquabilia conciliandæ mutuo inter se Pacificationis amplectantur.

Partes verò Contractantes spondent, usque dum

Congressus inchoetur (de quo infra) in quo Partium intervenientium diffidia amicabiliter discutientur, nec directè nec indirectè quocunque sub colore aut pretextu ad ullam viam facti procedant, quo præsens Septentrionis ac Inferioris Germaniæ Status turbati possit, quia ferid promittant omnia se consilia inire velle, quo hostilitates, si quæ fortè intercederent, fopiantur.

V. Mox à subscriptis præsentibus Articulis, hostilitates quæcumque, si fortè quæpiam inchoatæ fuissent, cessabant, & respectu Hispaniæ, ostidum postquam Sua Majestas Catholica hos Articulos subscriptos receperit. Navibus illis quæ ante præfatam cessationem Offendâ in Indias vela fecerunt, & quorum nomina in Tabellâ quâdam nomine Sua Majestatis Cæsareæ Regio-Catholicæ conscribenda declarabuntur, liber tutusque ex Indiis Offendam concedetur reditus, & si quæ fortè Naves interceptæ fuissent, eæ una cum bonis ac Mercibus eisdem impositis bonâ fide restituentur. Peræque tutus Navibus illis onerariis (vulgò Galliones dictis) admittetur reditus, in eâ si mâ fiduciâ, Regem Catholicum intuitu oneris seu rerum ac Mercium, tam in majori quàm in minori illâ Classe Hispanâ Galliones & Florilla contentarum, cum ipsam, quo liberioribus antea semper temporibus usus est, quod Classis Anglicæ non solum à Portubello, omnibusque in Americâ ad Regem Hispaniarum pertinentibus Portubus abscedet, quàm primum fieri poterit, verum & ejusdem Classis Præfectus Hozier unâ cum illâ in Europam revertetur, quo Subditi Sua Majestatis Catholicæ in Indiis ab omni ulteriori molestiâ & sollicitudine liberentur. Commercium ab Anglis in Americam uti de præterito, juxta Tractatus exercebitur. Pariter Classis Gallorum, Anglorum aut Batavorum, quæ fortè circa littora Hispanica, vel etiam circa illa ad Imperatorem pertinentia sese detinere possent, inde omni quâ fieri potest majori celeritate, mox à tempore quo isthac cessatio hostilitatum inchoabit, sese recipient, ut Accola didictorum littorum ac orarum ab omni deinceps sollicitudine ac metu tui ac liberi sint, nîbique didictis Navibus contra modò memoratos Portus, siue directè siue indirectè moliri licitum esto.

VI. Isthac hostilitatum cessatio tam diu quàm diu suspensio Privilegii Societati Offendendæ concessi, nimirum per septem annos durabit, ut intra hoc temporis spatium jura rationesque reciproce commodè conciliari, generalisque Pacificatio co solidius stabiliri possit.

VII. Si fortè post subscriptionem istorum Preliminarium inter Principum Contractantium Subditos, siue in Europâ siue in Indiis, turbas sub quacunque prætextu moveri aut hostilitatis actus exerceri contingeret, si damna à suis respectivè Subditis perpessa communi ope reparabunt.

VIII. Secutâ præcedentium Articulorum acceptatione & subscriptione, Congressus intra spatium quatuor Mensium à die subscriptionis computandorum, Aquisgrani instituetur, intra quorum decursum, jura & prentiones Principum Contractantium, eorumque qui ad didictum Congressum invitati fuerint, examinantur, discutientur ac terminantur.

IX. Plenipotentiarîi nominandi non poterunt nisi solos duos Nobiles, duos Ephebos, & sex famulos seu Pedifsequos in comitatu suo habere, quo promptius se ad iter parare possint, & ut omnis simulatio, luxus ac sumptus evitentur.

X. Ceremoniale nullum observabunt, eamque normam tenebunt quæ in nupero Congressu Cameracensi observata fuit, idque ad declinandas eas difficultates, quæ circa præcedentiam oriri possent, facultate tamch protestandi cuique pro arbitrio relicta.

XI. Principes suis respectivè Plenipotentiarîis ferid demandabunt, ut omnia impedimenta seu tricas evitent, quæ protrahere vel turbare Congressum ullo modo possent.

XII. Ratificatio horum Articulorum intra spatium duorum Mensium, aut citius si fieri poterit, à die subscriptionis erga se invicem extradetur.

In quorum fidem Nos infrascripti Ministri Plenipotentiarîi Sua Sacra Cæsareæ Regio-Catholicæ Majestatis, Sua Sacra Regiæ Majestatis Christianissimæ, Sua Sacra Regiæ Majestatis Britannicæ, & Celsorum ac Potentium Dominorum Statuum Generalium Unitarum Federati Belgii Provinciarum, hosce Articulos manu nostrâ subscripsimus & Sigillis nostris com-

ANNO  
1727.

ANNO communivimus. Adum Parisiis die ultimâ Mensis  
1727. Maji, anno Domini millesimo septingentesimo vigesi-  
mo septimo.

(Signatum erat)

Marcus Baro Le C. de H. Walpole. W. Boreel.  
Deffoufca. Morville. (L.S.) (L.S.)  
(L.S.) (L.S.)

*Plenipotentiarium Tabulae Sae Sacrae Caesaræ Re-  
gio-Carbolicae Majestatis.*

Nos CAROLUS Sextus Divina favente clemen-  
tiâ Electus Romanorum Imperator semper Au-  
gustus, ac Germaniæ, Hispaniarum, utriusque Siciliae,  
Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiae, Slavoniæ,  
&c. Rex, Archidux Austriae, Dux Burgundiae,  
Brabantiae, Mediolani, Mantuae, Stiriae, Carinthiae,  
Carniolæ, Limburgi, Luxemburgi, Geldriae, Wur-  
tembergæ, Superioris & Inferioris Silesiæ, Calabriae,  
Principes Sæviæ, Marchio Sacri Romani Imperii, Bur-  
goviae, Moraviæ, Superioris & Inferioris Lusatiæ, Com-  
es Absburgi, Flandriæ, Tyrolis, Ferretii, Kiburgi,  
Goritiæ & Namurci, Dominus Marchiæ Slavonicae,  
Portus Naonis & Salinarum, &c. Cùm à tempore non  
multo abhinc certæ similitudines nonnullas inter Europæ  
Principes exortæ sint, quæ propediem in apertum Bel-  
lum ciumpere minabantur, & verò inter Regem Hispaniarum,  
Regemque Magnæ Britanniæ actu eruperunt,  
his verò amicabiliter componendis certi Articuli pro  
parte Christianissimi Regis ejusque Confœderatorum  
expositi Nobis fuerint, qui ad præparandum Congressum  
pro Pacificatione generali diffidentium Principum  
institutum præviè, seu Præliminariter subscribi ac signa-  
ri debeant; hinc est quod Magnifico nostro & Sacri  
Romani Imperii fidei dilecto N. Baroni d'Effonfeca  
potestatem plenam fecerimus, prout hisce facimus, ut  
præfatos Articulos Præliminares cum Plenipotentiariis  
Ministris interventionem Principum, nomine nostro,  
tanquam Ministri noster Plenipotentiarius subscribat &  
signet; Verbo Casareo, Regio & Archiducali promit-  
tentibus, Nos eos à præfato Plenipotentiario Nostro ita  
subscriptos & signatos Articulos intra tempus conven-  
tum approbaturis & ratificaturis esse. In quorum  
fidem ac robur præsentibus manu nostra subscriptas, Sig-  
illo nostro Imperatorio, Regio Archiducali, firmari  
jussimus. Datum in Civitate Nostrâ Viennæ die duo-  
decimâ Aprilis anno millesimo septingentesimo vigesi-  
mo septimo, Regnorum Nostrorum Romani decimo  
texto, Hispaniarum 24, Hungarici verò & Bohemici  
fidem 16.

CAROLUS.

PHILIPPUS LUD. C. A ZINZENDORFF.

*Ad Mandatum Sacrae Caesaræ Regiæque  
Catholicae Majestatis proprium,*

JOANNES GEORGIUS DE BUOL.

*Pleinpouvoir de Sa Majesté Très-Christienne.*

L'OUÏS par la grace de Dieu Roi de France & de  
Navarre; à tous ceux qui ces présentes verront,  
Salut. Comme il s'est élevé depuis quelque tems des  
différends qui ont déjà donné lieu à plusieurs hostilités  
entre quelques Puissances, & qui auroient pu causer  
un embrasement général dans l'Europe, s'il n'y étoit  
pourvu sans retardement; ainsi que Nous & Notre  
très-cher & très-aimé Frère, le Roi de la Grande-  
Bretagne & Leurs Hautes Puissances, Nos très-chers  
& grands Amis les Etats Généraux des Provinces-  
Unies des Pays-Bas, le desirons avec un égal empres-  
sement; Nous avons voulu entre dans tous les  
moyens propres à raffermir entièrement la Tranquillité  
générale, & Nous confians en la capacité, experien-  
ce, zèle & fidélité pour Notre service de Notre aimé &  
feal le Sr. Fleurius Comte de Morville, Notre Mi-  
nistré & Secrétaire d'Etat des affaires Etrangères, Che-  
valier de la Toison d'Or. Pour ces causes & autres  
bonnes considérations à ce Nous mouvans, Nous  
avons commis, ordonné & député, & par ces présen-  
tes signées de Notre main, commettons, ordonnons

TOM. VIII. PART. II.

& députons ledit Sr. Comte de Morville, & lui avons  
donné & donnons Plein-pouvoir, Commission & Man-  
dement spécial, pour conjointement avec les Ministres  
de Notre dit Frère le Roi de la Grande-Bretagne & des  
Seigneurs Etats Généraux des Provinces- Unies des  
Pays-Bas, convenir en Notre nom, en qualité de Notre  
Ministré Pleinpotentiaire avec les Ministres Plein-  
potentiaires de notre très-cher & très-aimé Frère, l'Em-  
pereur des Romains, & de Notre très-cher & très-aimé  
Frère & Oncle le Roi d'Espagne, pareillement munis  
de Plein-pouvoirs en bonne forme, arrêter, conclure  
& signer avec lesdits Ministres ensemble ou séparément  
tels Traitez, Articles & Conventions, que ledit Sr.  
Comte de Morville avisera bon être, voulant qu'il  
agisse en cette occasion avec la même autorité que  
Nous ferions & pourrions faire, si Nous y étions  
présens en personne, encore qu'il y ait quelque chose  
qui requiert un Mandement plus spécial, non contenu en  
lesdits Présens, promettant en foi & parole de Roi,  
d'avoir agréable, tenir ferme & stable, accomplir &  
exécuter ponctuellement tout ce que ledit Sr. Comte  
de Morville aura stipulé, promis & signé, en vertu du  
présent Pouvoir, sans jamais y contrevenir, ni per-  
mettre qu'il y soit contrevenu, pour quelque cause, ou  
sous quelque autre prétexte que ce puisse être, comme  
aussi d'en faire expédier Nos Lettres de Ratification en  
bonne forme pour être échangées dans le tems dont on  
sera convenu: car tel est notre plaisir. En témoin de  
quoi Nous avons fait mettre notre Scel à ces Présen-  
tes. Donné à Versailles le 40. Mai l'an de grace 1727,  
& de Notre Règne le 12. Signé, LOUIS. Et plus  
bas, par le Roi, LE BLANC.

*Plenipotentiarium Tabulae Sae Sacrae Majestatis  
Britannicæ.*

GEORGIUS REX.

GEORGIUS Dei gratiâ Magnæ Britanniæ, Fran-  
ciæ & Hiberniæ Rex, Fidei Defensor, Dux Brun-  
swici & Luneburgi, Sacri Romani Imperii Archi-  
thesaurarius & Princeps Elector, &c. Omnibus & singulis  
ad quos præsentibus hæc Litteræ pervenerint salutem.  
Quandoquidem ardentissimum flagrantis desiderio, Pacem  
& Tranquillitatem totius Europæ communem resti-  
tuendi conservandique, & Bellorum flammam jam erum-  
pentem, & latius in dies sese sparsuram, extinguendi,  
Virum quemdam eo negotio parum nominare, atque  
auctoritate sufficienti instruere duxerimus, qui cum  
Ministris ex parte Principum Rerumque Publicarum,  
quorum interesse poterit, ad opus adeo salutare & ne-  
cessarium deputatis & instructis conferre, & Tractatus  
alivæ Instrumenta conficere possit; Scilicet igitur, quod  
Nos fide, industria & in rebus magni momenti trac-  
tandis usu & perpicacia fidelis & dilecti Nobis Horatii  
Walpole Armigeri plurimum confisi, eundem nomina-  
vimus, fecimus & constituimus, quemadmodum per  
præsentibus nominamus, facimus & constituimus Nos-  
trum verum, certum & indubitatum Commisarius,  
Procuratorem & Plenipotentiarium; dantes & concen-  
dentes eidem omnem & omnimodam potestatem, fa-  
cultatem, auctoritatemque; nec non Mandatum gene-  
rale pariter ac speciale (ita tamen ut generale speciali  
non deroget neque contra) cum Ministris quibuscvis,  
à quocumque Principe vel Republica auctoritate suffi-  
cienti instructis, congregiendi, colloquendi, ac  
Tractatus, Conventions, seu Pacta Conventa, Arti-  
culos sive secretos sive separatos, atque Instrumenta de-  
mum quæcumque, quæ ad consilium scopumque supra  
memoratum facilius efficaciusque assequendum facere  
possint, pertractandi, peragendi, concludendi, confi-  
ciendi, atque ea omnia quæ ita peracta, & conclu-  
sa fuerint, pro nobis & nostro nomine signandi, eadem-  
que mutuo tradendi, recipiendi ac generaliter ea  
omnia præstandi, perficiendi, quæ quovis modo ne-  
cessaria ad finem salutarem supra dictum attingendum,  
vel quomodolibet opportuna esse judicaverit, tam am-  
plis modo & formâ ac vi effectusque pari ac Nos ipsi,  
si intercessimus, facere ac præstare possemus; sponden-  
tes ac in verbo Regio promittentes, Nos omnia &  
singula quæcumque à dicto nostro Commisario, Pro-  
curatore & Plenipotentiario, vi presentium transigi,  
concludi & signari contigerint, grata, rata & accepta,  
iis prout modo & formâ, quibus conventa fuerint,  
habituos.

In quorum omnium majorem fidem & robur præsen-  
tibus



ANNO  
1727.

tibus manu nostra Regi signatis, Magnum nostrum  
Magna Britannia Sigillum appendi iussimus; que da-  
batur in Palatio nostro Divi Jacobi 25. die Mensis Aprilis,  
anno Dom 1727. Regni que nostri 13.

*Pleinpouvoir des Etats Généraux des Provinces-  
Unies des Pais-Bas.*

**L**es Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, A tous ceux qui ces Présentes verront salut. Comme Nous n'avons rien plus à cœur que la conservation de la Paix & de la Tranquillité publique, ne souhaitant rien avec plus d'empressement, sinon que les différends, qui agitent présentement l'Europe, & qui la menacent d'une Guerre prochaine, puissent être assoupis par une bonne & prompte conciliation, & qu'à cet effet on puisse convenir au plutôt de quelques Préliminaires pour poser le fondement à une Négociation ultérieure dans un Congrès général, où ces différends pourrout être discutez plus amplement, & comme Nous connoissons les mêmes sentimens pacifiques dans Leurs Majestez Très-Chrétienne & Britannique Nos Alliez, & que Nous ne doutons point, que Sa Majesté Impériale, & Sa Majesté le Roi d'Espagne ne soient aussi portez à entrer dans toutes les voyes qui pourrout conduire à prévenir la Guerre & à conserver la Paix, si est ce que Nous sans entièrement à la prudence, fidélité & expérience du Sr. Guillaume Boreel, Nous l'avons nommé, élu & constitué, le nommons, l'éliions & constituons Notre Plenipotentiaire, lui donnant par ces présentes Plenipouvoir & Mandement tant général que spécial, pour que conjointement avec les Plenipotentiaires de Leurs Majestez Très-Chrétienne & Britannique, il puisse conférer & traiter avec celui ou ceux qui aura pareillement Plenipouvoir de Sa Majesté Impériale, & de Sa Majesté le Roi d'Espagne, sur les Articles Préliminaires qu'on jugera convenables pour préparer un chemin à un Congrès & à une conciliation générale, d'en convenir, d'arrêter, conclure & signer tous les Articles dont on sera convenu, d'en passer les Instrumens nécessaires, & de faire à cet égard tout ce que Nous pourrions faire si Nous étions présents; promettans sincèrement & de bonne foi, que Nous aurons pour agréable, ferme & stable tout ce que ledit Sr. Guillaume Boreel, en vertu de ce Notre Pouv. aura négocié, arrêté, conclu & signé, & que Nous passerons là-dessus Nos Actes d'Approbation & de Ratification en bonne & due forme. En foi de quoi Nous avons fait munir ces présentes de notre grand Sceau, les signer par le Président de notre Assemblée, & les fousigner par notre Greffier. A la Haye le 6. May 1727. (*Etoit signé*) A. VELTERS. *vt. Plus bas*, par Ordonnance des susdits Seigneurs Etats Généraux.

(Signé) F. FAGEL.

## LVIII.

25. Nov. *Traité d'Alliance entre le Roi de la GRANDE-BRETAGNE & le Duc de BRUNSWIC-WOLFENBUTTEL.*

**C**omme la Serenissime Maison de Brunswick-Lunebourg a toujours tâché de conserver & de cultiver une amitié intime entre toutes ses Branches, ce qui a contribué non seulement à la gloire & au bonheur de ladite Serenissime Maison, mais aussi à l'avantage de la Religion Protestante, dont ladite Maison a de tout temps eu les intérêts à cœur; S. M. le Serenissime Roi de la Grande-Bretagne, Electeur de Brunswick-Lunebourg, & Son Altesse Serenissime Monseigneur le Duc de Brunswick-Lunebourg-Wolfenbuttel, jugeant qu'il fera fort à propos, tant pour le bien mutuel de leur Maison, que pour celui de la Religion Protestante, de rassembler l'antique Union par de nouvelles liaisons faites entre Sadite Majesté & Sadite Altesse Serenissime, en vue seulement de se donner une Garantie reciproque pour leurs propres Pais, & sans le moindre dessein de causer aucun préjudice, ni à l'Empereur ni à l'Empire, ni à quelque Puissance que ce soit: pour cet effet, elles ont muni de part & d'autre de Plenipouvoir suffisant; c'est à-dire, Sadite Majesté le Serenissime Roi de la Grande-Bretagne, ses Conseillers Privez, les Sieurs

ANNO  
1727.

Pierre Lord King, Baron d'Ockham, Grand Chancelier de la Grande-Bretagne; Guillaume Duc de Devonshire, Président de son Conseil Privé; Thomas Lord Trevor, Garde de son Sceau Privé; Thomas Holmes, Duc de Newcastle, un de ses principaux Secretaires d'Etat; Charles Vicomte Townshend, l'autre de ses principaux Secretaires d'Etat, & Robert Walpole, Chevalier du très-noble Ordre de la Jarretière, & premier Commisnaire de la Trésorerie; & Sadite Altesse Serenissime le Seigneur Duc de Brunswick-Lunebourg-Wolfenbuttel, le Sieur Conrad Derleff, Comte de Dehn, son Ministre d'Etat Privé, Président de la Chambre des Couvens, Doyen du Chapitre de St. Blaise à Brunswick, Echanfon Hereditaire de l'Abbaye de Gandersheim, Seigneur de Windhausen & Riddagshausen, Chevalier des Ordres Danois, & son Plenipotentiaire auprès de Sa Majesté de la Grande-Bretagne; lesquels ayant conféré ensemble sur les moyens le plus propres pour parvenir aux buts ci-dessus mentionnez, sans faire tort à personne, sont tombez d'accord des Articles suivans.

## ARTICLE PREMIER.

Qu'il y aura une amitié intime & union sincere, ferme & invariable, entre ledit Seigneur Roi, & ledit Seigneur Duc, leurs Heritiers & Successeurs; laquelle sera si exactement & fidelement gardée, que les Parties Contractantes non seulement avanceront leurs intérêts reciproques, mais aussi elles éloigneront tout tort & dommage quelconque l'un de l'autre, & traverseront au possible tout dessein prejudiciable, qui pourra se former contre l'un ou l'autre desdites Parties Contractantes, conformément aux Traitez & Conventions qui consistent déjà dans les deux Branches de ladite Serenissime Maison.

II. Qu'en vertu de cette Union étroite, lesdites Parties Contractantes promettent de s'assister mutuellement par leurs Conseils, & par leurs bons offices, par tout où il en sera besoin. Et comme le Serenissime Roi de la Grande-Bretagne promet de garantir audit Serenissime Duc tous ses Pais & Etats; ainsi ledit Serenissime Duc promet à Garantie audit Serenissime Roi pour la défense de ses Royaumes de la Grande-Bretagne & de l'Irlande, & de ses Pais & Etats en Allemagne. Et d'autant que le Traité conclu à Zell le sixième de Mai 1671, entre les Serenissimes Ducs de Brunswick-Lunebourg, oblige déjà le Serenissime Duc à maintenir toujours au possible la possession de la Ville & Forteresse de Brunswick, pour la sûreté commune de ladite Maison, Sadite Altesse Serenissime renouvelle ici toute la teneur de ce dit Article, & s'engage de ne livrer jamais ladite Ville & Forteresse de Brunswick, en mains, possession, ou pouvoir de qui ce soit.

III. Qu'en cas que les susdits Pais & Etats de l'une ou de l'autre des Parties Contractantes soient menacés d'une attaque ou invasion, alors elles concerteront ensemble, sans perte de tems, sur les moyens de repousser leurs Ennemis, & regleront d'abord & sans délai, les proportions des secours à se prêter mutuellement, bien entendu que le secours qui devra être fourni à Sa Majesté Britannique de la part dudit Serenissime Duc, selon ledit concert à faire, ne pourra pas être reglé à moins de cinq mille Hommes.

IV. Que le susdit Serenissime Duc ayant représenté au susdit Serenissime Roi, que pour se mettre & se maintenir dans un Etat, & dans une situation à remplir d'autant mieux & plus sûrement les obligations qu'il alloit contracter avec Sa Majesté, il seroit obligé de se charger de grosses dépenses, qu'il faudra faire pour un Corps de Troupes suffisant pour garder son propre Pais, Villes & Fortereses, en cas de danger, & pour aller au secours des Pais & Etats dudit Serenissime Roi, s'il y en aura besoin; Sa Majesté ledit Seigneur Roi, en consideration de ce qui est ci-dessus, promet de payer audit Seigneur Duc la Somme de vingt-cinq mille Livres Sterling par an, pendant l'espace de quatre ans, laquelle Somme annuelle de vingt-cinq mille Livres Sterling sera payable par portion égale de trois Mois en trois Mois, à compter du jour de la Ratification du présent Traité.

V. En cas que, contre toute attente, quelque Prince ou Etat que ce soit, voulût en haine du Traité d'amitié & de défense mutuelle, fait & signé ce jourd'hui, faire quelque insulte aux Pais, Villes & Territoires, appartenans au Serenissime Duc de Brunswick-Lunebourg-Wolfenbuttel, ou lui causer quelque tort ou dommage, Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne promet

ANNO 1727. promet & s'engage de garantir ledit Serenissime Duc de telle insulte, & de faire tout son possible pour faire cesser tout tort & dommage qui pourroit lui arriver en haine du fusdit Traité.

V. I. Que ce Traité d'Alliance & d'Amitié sera ratifié en dûe forme par lesdits Serenissimes Roi & Duc, & les Ratifications en seront échangées dans l'espace de six semaines, à compter du jour de la Signature, ou plutôt, si faire se peut.

En foi dequoi, nous soussignez, munis des Plein-pouvoirs du Serenissime Roi de la Grande-Bretagne, & du Serenissime Duc de Brunswick-Lunebourg-Wolfenbuttel, avons éssés dits noms signé le présent Traité d'amitié, & y avons fait apposer les Cachets de nos Armes. Fait à Westminster le vingt-cinquième jour de Novembre, l'an mille sept cents vingt-sept.

(L.S.) DEVONSHIRE P. (L.S.) C. D. Comte de  
(L.S.) TREVOR C. P. S. DEHN.  
(L.S.) HOLLES NEWCASTLE.  
(L.S.) TOWNSHEND.  
(L.S.) R. WALPOLE.

## ARTICLE SEPARÉ.

Comme Son Altesse Serenissime le Seigneur Duc de Wolfenbuttel a promis par l'Article troisième du Traité signé ce jourd'hui, de fournir à Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne, au cas ci spécifié, un Corps de cinq mille Hommes, & Sadite Altesse Serenissime ayant fait représenter les grands inconveniens qui pourroient lui arriver, si ledit Corps de Troupes devoit être transporté dans les Royaumes de la Grande-Bretagne, & de l'Irlande, selon le contenu de l'Article second dudit Traité, ledit Serenissime Roi consent, que les Troupes, que ledit Serenissime Duc doit lui fournir, ne seront pas obligées de passer dans lesdits Royaumes de Sadite Majesté, mais qu'elles seront plutôt employées, ou à remplacer celles qui seroient tirées des Etats de Sa Majesté en Allemagne, ou à être mises dans les Garnisons des Etats Généraux, à la place des Troupes desdits Etats qui pourroient passer dans les Royaumes de Sadite Majesté, selon que le tour sera plus exactement réglé lorsque le cas existera.

Cet Article séparé aura la même force que s'il avoit été inséré, de mot à mot dans le Traité conclu & signé ce jourd'hui, il sera ratifié de la même manière, & les Ratifications en seront échangées dans le même tems que le Traité.

En foi dequoi, nous soussignez, munis des Plein-pouvoirs du Serenissime Roi de la Grande-Bretagne, & du Serenissime Duc de Brunswick-Lunebourg-Wolfenbuttel, avons éssés dits noms signé le présent Article séparé, & y avons fait apposer les Cachets de nos Armes. Fait à Westminster le vingt-cinquième jour de Novembre, l'an mille sept cents vingt-sept.

(L.S.) DEVONSHIRE P. (L.S.) C. D. Comte de  
(L.S.) TREVOR C. P. S. DEHN.  
(L.S.) HOLLES NEWCASTLE.  
(L.S.) TOWNSHEND.  
(L.S.) R. WALPOLE.

## LIX.

1728. Océroi accordé par le Roi de DANNEMARCK à la Compagnie de TRANQUEBAR.  
Fevr.

NOUS FREDERIC IV. par la grace de Dieu Roi de Danemarck &c. savoir faisons, qu'ayant été requis de déclarer nos intentions sur l'Océroi accordé par notre très-honoré Seigneur & Pere de glorieuse mémoire à la Compagnie Danoise des Indes, nous l'avons confirmé dans tous ses points, & y avons ajouté les amplifications qui se trouveront ci-après. (La teneur dudit Océroi est comme s'ensuit.)

Nous CHRÉTIENT V. par la grace de Dieu Roi de Danemarck, &c. savoir faisons à tous & chacun que nous avons prolongé l'Océroi accordé le 28. Novembre 1670. à notre Compagnie des Indes-Orientales, établie dans le Fort de Dannebourg & dans la Ville de Tranquebar sur la Côte de Coromandel, pour en jouir pendant l'espace de 40. ans, à compter de la date dudit Océroi, aux conditions suivantes.

I. Permettons à ladite Compagnie de faire en notre nom, avec les Rois & autres Etats des Indes, telles Alliances & Traitez qu'elle trouvera à propos, comme aussi d'employer tels moyens offensifs ou défensifs qu'elle jugera convenables à l'accroissement & à la défense de son Commerce, contre tous ceux qui voudroient le troubler, lui accordant pour cet effet tous les Plein-pouvoirs nécessaires.

Que s'il lui étoit suscité quelque obstacle de la part de quelques Puissances ou Etats Européens que ce soit, la Compagnie nous en donnera avis, sans se porter à aucune extrémité, & attendra nos ordres, à moins qu'elle ne fût attaquée ou molestée, auquel cas il lui sera permis de repousser la force par la force.

Promettons de ratifier en tems & lieux toutes les Negotiations que ladite Compagnie aura faites avec les Rois & Etats des Indes, & de lui procurer telles recommandations qui seront nécessaires auprès des Princes Etrangers pour l'avantage de son Commerce, lui accordant dès à présent le pouvoir d'établir en ce Pais-là telles Forteresses, Loges & Comptoirs dont elle pourra avoir besoin, &c. lesquels lui appartenront en toute propriété, à condition néanmoins que si, après l'expiration du présent Océroi, Nous ou nos Successeurs voulions en gratifier une autre Compagnie, celle-ci sera tenu de s'en défaire, &c.

II. Quoique Nous & nos Successeurs tenions en notre nom le Fort de Dannebourg & la Ville de Tranquebar, les Directeurs & Hauts Partisans de ladite Compagnie pourront néanmoins, durant le terme du présent Océroi, choisir & nommer à la pluralité des voix un Commandant ou Vice-Commandant, dont nous promettons d'approuver le choix, à condition que celui qui aura été élu prêtera Serment entre les mains des Directeurs, de défendre ladite Place jusqu'à la dernière goutte de son sang, &c. Nous confiant que lesdits Directeurs ne choisiront pour cet emploi que des personnes d'une fidélité reconnue & d'une expérience dans les affaires telle qu'il convient à notre service & à celui de la Compagnie.

III. Ne pourra ledit Commandant ou Vice-Commandant faire aucun Commerce pour son compte, non pas même avec la permission du Conseil Privé; mais ils se contenteront des Apoinemens accordés à chacun des Directeurs, & ne feront de Commerce que pour le compte de la Compagnie.

IV. La Compagnie jouira de tous les revenus de Dannebourg & de Tranquebar, moyennant quoi elle sera obligée d'y entretenir à ses fraix une Garnison de 200. Européens au moins & d'autant de Nègres qu'il sera nécessaire, comme aussi de payer au Prince de Tanjour la Pension annuelle qu'on lui donne, à moins que les Directeurs ne fassent avec lui de meilleures conditions, & qu'ils ne soient obligés de faire pour cela de nouveaux fraix, lesquels leur seront alloués. Permettons pareillement aux Directeurs d'étendre nos Possessions dans les Indes, & d'y envoyer tels Officiers qu'ils jugeront à propos.

V. Nous nous engageons de n'accorder à personne qu'à ladite Compagnie, non pas même à nos propres Sujets, aucun Passeport ou permission de naviger aux Indes, tant que durera le présent Océroi; & si quelques-uns de nos Sujets sont surpris en fraude à cet égard, leurs Vaisseaux & Effets seront confisqués au profit de la Compagnie, qui pourra les garder & s'en servir, &c.

L'Amplification faite à cet Article par Sa Majesté Regnante est comme il s'ensuit.

Ladite Compagnie aura la même liberté qu'auparavant d'équiper des Vaisseaux qui iront & viendront de notre Résidence Royale de Coppenhague en diverses Places des Indes-Orientales, comme aussi de les charger & décharger dans tels Ports & Villes de nos Royaumes & Etats qu'elle jugera à propos, moyennant que cela se fasse au nom & pour le compte de la Compagnie Danoise des Indes, & qu'il n'y sera employé que de nos Sujets préférentiellement à toute autre Nation.

VI. Les Vaisseaux & Effets de la Compagnie, soit en commun ou en particulier, ne seront jamais arrêtés ni autrement molestés sous quelque prétexte que ce puisse être, ni en tems de Paix, ni en tems de Guerre, & son Commerce aura toujours un libre cours.



ANNO  
1728.*L'Amplification de Sa Majesté Regnante à cet Article est.*

**Q**ue tous les Vaisseaux & Effets, tant communs que particuliers, de la Compagnie, même les Effets étrangers qui pourroient y entrer par Association, comme aussi les Capitaux qui auroient été mis dans l'ancienne Compagnie des Indes, à qui qu'ils puissent appartenir, en tout tems & en tous Lieux, seront exempts de toutes charges & Impôts, (excepté ce qui est stipulé qu'ils doivent payer par chacun an,) spécialement les Capitaux Etrangers, qui seront exempts du 6. & 10. Denier, comme s'ils étoient des Effets réels de la Compagnie; & ils ne seront arrêtés, ni autrement molestés de quelque manière que ce puisse être, ni par Nous & nos Successeurs, ni par nos Ministres & Officiers, &c.

**VII.** Quelques Marchandises que ce soit, nulle exceptée, que la Compagnie envoie de nos Royaumes aux Indes, avec les propres Vaisseaux ou des Vaisseaux Etrangers, & toutes celles qu'elle fera venir des Païs Etrangers ou de nos propres Païs pour l'avancement du Negoce, seront entièrement exemptes de tous Droits & Peages, de quelques noms qu'on les puisse nommer. De même tous les Vaisseaux & Bâtimens qui appartiennent ou qui pourront appartenir à la Compagnie seront aussi exempts de tous Droits, Peages & Impôts. A condition néanmoins que les Directeurs donneront une spécification exacte de toutes ces Marchandises, conformément à leurs Livres, & l'on payera pour cela, savoir de ce qui se transporte dans les Païs Etrangers, un pour cent, & demi pour cent de ce qui se consomme dans nos Royaumes & Etats.

**VIII.** Permettons que les Hauts Partisans, qui ont voix dans la Compagnie, en puissent nommer les Directeurs, sans que nous ni ceux de notre Maison Royale qui auront part dans ladite Compagnie, puissons aucunement nous en mêler.

**IX.** Les Directeurs nommez auront pouvoir de choisir & de mettre tous les autres Officiers & Domestiques de la Compagnie, tant par Mer que par Terre, tant en Europe, qu'aux Indes; & ceux-ci seront obligés de se conformer à tout ce qui leur sera ordonné par les Directeurs, sous peine d'être punis selon l'exigence du cas.

**X.** La Compagnie aura sa propre Justice, de manière que les Directeurs pourront eux mêmes, dans toutes les affaires & différends concernant la Compagnie, prononcer Sentence contre les Domestiques d'icelle, tant qu'ils seront à son service & qu'ils n'auront pas entièrement rendu leurs Comptes. Les Directeurs pourront aussi nommer un ou plusieurs des Partisans pour les juger. Leurs Sentences seront sans Appel, à moins qu'elles n'intéressent l'honneur ou la vie de quelqu'un, auquel cas seulement le Condamné pourra appeler au Tribunal Supérieur.

**XI.** La Compagnie aura aussi son propre Poids & sa Balance dont elle pourra se servir en toute occasion, bien entendu qu'ils soient conformes au Poids & à la Balance dont il est ordonné de se servir dans nos Royaumes & Etats.

**XII.** Les Artisans au service de la Compagnie, aussi bien que les Maîtres dans les Corps de métiers, seront obligés de travailler & expédier tout ce qui leur sera ordonné par les Directeurs, suivant la façon & le Poids que les Directeurs jugeront à propos.

**XIII.** La Compagnie pourra en toutes sortes d'affaires se servir de Papier non marqué, lequel sera reçu dans tous les Tribunaux & tenu pour aussi valable que le Papier marqué.

**XIV.** Il sera permis aux Directeurs de régler l'intérêt des Sommes qu'ils auront empruntées pour le service de la Compagnie, sur le pied dont ils pourront convenir avec les Créanciers. Et les Obligations que les Directeurs donneront en pareil cas vaudront des Lettres de Change.

**XV.** Les Directeurs pourront aussi choisir des Personnes capables, pour prêcher la véritable Doctrine Evangelique, tant sur les Vaisseaux qu'aux Indes, & pour administrer les Sacramens. Et ces Ministres ainsi choisis seront par Nous confirmés & avancés dans la suite à de pareils emplois dans nos Royaumes, s'ils mènent une vie exemplaire.

ANNO  
1728.

**XVI.** Pourront les Officiers de la Compagnie se servir aux Indes de notre Sceau pour toutes les expéditions concernant les affaires de la Compagnie.

**XVII.** Et comme les Directeurs Nous ont fait savoir qu'à leur Entrée dans le Château de Dannebourg & dans la Ville de Tranquebar, il n'avoit point été fait d'Inventaire, tel qu'il est ordonné par l'Octroi précédent. Nous voulons bien excuser cette négligence & les dispenser d'en faire un à l'expiration du présent Octroi, ne demandant autre chose d'eux sinon que les Fortifications de Dannebourg & de Tranquebar, soient en bon état, bien pourvues de Canons monter sur les Affûts, & avec une quantité de Poudre & de Plomb suffisante pour une année.

De plus la Compagnie sera obligée, après la Date de cet Octroi, de faire venir un ou plusieurs Vaisseaux chargés, dont la Cargaison soit estimée plus de 150000. Ecus, de laquelle on mettra 100000. Livres de Salpêtre dans notre Arsenal, ou autrement pour chaque cent Livres de Salpêtre sera délivré 8. Ecus à notre Chambre de Finances, sans que les Vaisseaux, en quelque nombre & avec quelque charge qu'ils arrivent, soient tenus de payer autre chose: & les années qu'il n'arrivera point de Vaisseaux, ou que leur charge sera estimée moins de 100000. Ecus, ils seront exempts de cet Impôt.

*L'Explication donnée par Sa Majesté Regnante à l'Art. XVII. est.*

**Q**ue lorsqu'il arrivera dans la suite quelque Vaisseau de retour, il sera libre à la Compagnie de payer 8000. Ecus ou de livrer 100000. Livres de Salpêtre. Donné à Copenhague le 10. Mai 1704.

Signé,

FREDERIC ROI.

**S**avoit faisons par ces présentes, que notre intention est que le XVII. Article ci-dessus soit exécuté, c'est-à-dire, qu'il soit libre à la Compagnie de livrer 100000. Livres de Salpêtre ou de payer 8000. Ecus des Vaisseaux de retour dont la charge montera à plus de 150000 Ecus, soit qu'il en arrive un ou plusieurs, soit qu'ils viennent ensemble ou l'un après l'autre. Fait à Copenhague le 6. Février 1728.

Signé,

FREDERIC ROI.

**E**n suite vient la fin de l'ancien Octroi, à quoi il est ordonné que chacun ait à se conformer. Donné à Copenhague le 29. Octobre 1698.

Signé,

CHRETIEN ROI.

*La Confirmation de Sa Majesté Regnante en ces termes.*

**N**ous confirmons par ces présentes l'Octroi ci-dessus énoncé, & voulons qu'il soit exécuté dans toutes les Clauses & Articles. Défendons à tous & à chacun d'y porter aucun obstacle ni préjudice sous peine d'en courir notre indignation. Donné à Copenhague le 2. Septembre 1699.

Signé,

FREDERIC ROI.

Et plus bas,

D. WIEDE.

LX.

*Convention entre les Rois d'Espagne & d'Angleterre 6. Mars. sur les Préliminaires. Faite au Pardo le 6. Mars 1728.*

**Q**uandoquidem difficultates quædam subortæ sint super Articulis exequendis, qui Præliminaries vocantur, quique Lutetie Parisiorum die ultimâ Mensis

ANNO 1728. Mensis Maji, deindeque Viennæ die decimā tertiā Junii anni 1727. à Ministriis hinc inde Potestate sufficienti communis, signati fuere: Cumque per declarationem quandam à Domino Comite de Rottembourg factam, atque comprobata, antedictæ difficultates feliciter compositæ fuerint, ejus Declarationis, ejusdemque à Sua Majestate Catholica acceptationis, prout ipsiusmet nomine, & Mandato à Marchione de la Paz exhibita & subscripta fuit, tenor hinc sequitur.

D'autant que depuis la Signature des Préliminaires, il s'est élevé certaines difficultez entre les Parties Contractantes par rapport à la restitution des Prises qui ont été faites de part & d'autre, & nommément celle du Vaisseau le Prince Frederic & de la Cargaïson appartenant à la Compagnie du Sud, fait & arrêté par les Espagnols à la Vera Cruz, lesquelles difficultez ont retardé l'exécution des Préliminaires, l'échange des Ratifications avec l'Espagne, & l'ouverture du Congrès, Sa Majesté Britannique, pour faciliter, autant qu'il lui est possible, les choses, & pour lever tous les obstacles qui s'opposent à une Pacification générale, a déclaré, & a donné sa Parole Royale au Roi Très-Chrétien, qu'Elle enverroit sans délai des ordres à ses Amiraux Wager & Hoſier, ou celui qui commandera à sa place, de se retirer des Mers des Indes d'Espagne, qu'Elle consent que l'on discuterait & déciderait dans le Congrès, les Contrebandes & autres sujets de plaintes, que les Espagnols peuvent avoir par rapport au Vaisseau le Prince Frederic.

Que toutes les prétentions respectives, de part & d'autre, seront produites, débattues & décidées au même Congrès; Que l'on y discutera & décidera pareillement, si les Prises, qui ont été faites en Mer de part & d'autre, devront être restituées, & que Sa Majesté Britannique se tiendra à ce qui sera réglé sur tout cela.

De mon côté je donne parole, au nom du Roi mon Maître, en vertu des ordres & Plein-pouvoirs que j'ai reçus pour cet effet, que cette discussion à faire au Congrès, s'exécutera fidèlement; Que l'échange des Ratifications se fera sans délai, & que le Congrès s'assemblera infailliblement, & le plutôt qu'il sera possible, selon que les Ministres des Parties Contractantes, qui se trouveront à Paris, en conveniendront, si Sa Majesté Catholique veut donner sa Parole Royale.

1. De lever incessamment le Blocus de Gibraltar, en renvoyant les Troupes dans leurs Quartiers, en faisant retirer son Canon, combler les Tranchées, & détruire les Ouvrages faits à l'occasion de ce siège, en remettant le tout de part & d'autre conformément au Traité d'Utrecht.

2. D'envoyer sans retard des ordres clairs & précis, pour remettre aussitôt le Vaisseau le Prince Frederic & sa Cargaïson aux Agens de la Compagnie du Sud, qui sont à la Vera Cruz, pour qu'à leur volonté ils le fassent passer en Europe, & pour remettre le Commerce de la Nation Angloise aux Indes, selon ce qui est stipulé par le Traité de l'Affiento, & convenu par les Articles 2. & 3. des Préliminaires.

3. De faire remettre incessamment les Effets de la Flotille aux Intéressés, & ceux des Gallions, quand ils reviendront, comme en tems libre, & en pleine Paix, conformément à l'Art. V. des Préliminaires.

4. Que Sa Majesté Catholique s'engage de la même manière que Sa Majesté Britannique s'y est engagée ci-dessus, à s'en tenir à tout ce qui sera réglé par la susdite discussion & décision du Congrès. Fait au Pardo le 4. de Mars 1728.

(Signé)

(L.S.) ROTTEMBOURG.

To the underscripted Marques de la Paz, declaro de expressa orden en el Real Nombre del Rey Catolico, mi Amo, y en consecuencia de su pleno Poder, que Su Magestad por su siempre constante deseo de facilitar las Negociaciones para una Paz universal y permanente ha venido en aceptar, y efectivamente admite y acepta la proposicion ultimamente hecha por el Señor Conde de Rottembourg, Ministro Plenipotenciario de Su Magestad Christianissima, segun queda inmediatamente a qui arriva inserta. En fee de lo qual firmo la presente Decla-

cion, y la pengo el Sello de mis Armas, el 5. de Marzo 1728.

(Signé)

El Marques DE LA PAZ.

Nos infrascripti Ministri Plenipotentiarii, debitâ auctoritate sufficienter instruiti, quo declaratio superscripta vim vigoremque amplissimum obtinere possit, hoc assensu, confirmationisque speciale Instrumentum, nomine & Mandato Dominorum nostrorum respectivè signavimus, eidem Sigilla nostra apposuimus. Actum Pardo die 6. Mensis Martii, anno Domini 1728.

(Signatum)

KONIGSEGG. KEEN. ROTEMBOURG.  
(L.S.) (L.S.) (L.S.)

El Marques DE LA PAZ. F. VANDER MEER.  
(L.S.) (L.S.)

LXI.

\* *Copia Reversalium ad implendas condiciones in Literis Investituræ de S. R. I. Ducatibus Hereturia, Parma & Placentia expressas à Rege Hispan. Ludovico Madridi 28. Febr. 1724.*

LUDOVICUS Dei gratia Castellæ, Legionis, Arragoniæ, utriusque Siciliæ, Hierosolymitarum, Navarræ, Granatæ, Toleti, Valentie, Majoricarum, Hispaliæ, Sardinie, Cordubæ, Corficæ, Murcia, Genniti, Algarbiarum, Algeziræ, Gibraltaris, Insularum Canariæ, Indiarum, Orientalium & Occidentalium, Insularum, & Continentis, Oceani Rex, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantie, & Mediolani, Comes Habsburgi, Flandriæ, Tyrolis & Barcinonis, Dominus Cantabriæ, & Molinæ &c. Cum Comes à Santilevan, nec non Marchio Berteri Landi, nostri in Cameracensi Congressu Ministri Plenipotentiarii, virtute Plenipotentiæ, quæ nixi inventebantur, & in Articuli quinti Quadruplicis Fœderis die secundâ Mensis Augusti Anni millesimi septingentesimi decimi octavi Londini signati, dieque decimâ sextâ Mensis Februarii anni subsequents millesimi septingentesimi vigesimi à Rege, & Parente nostro Hagæ-Comitis accepti complementum & observantiam acceperint & admiserint Diploma Cæsareum, sive Literas exspectativæ eventuales de Ducatibus seu Statibus Hereturia, Parmæ & Placentiæ, Investituram pro Serenissimo Infante Domino Carolo, Fratre nostro, Serenissimæque Reginæ Dominiæ nostræ natæ Parmensis Ducissæ Filio, ipsiusque Descendentibus, & Successoribus Masculis & Legitimo Matrimonio susceptis, & horum defectu pro cæteris universis ejusdem Reginæ Serenissimæ Dominiæ nostræ Filiis, eorumque Descendentibus Masculis, continentes; quod quidem Diploma ipsi à Ministriis Plenipotentiariis Sacræ Cæsareæ Majestatis nostræ subscriptum, atque Sigillo firmatum tradiderant instrumentum quoddam, cujus tenor subsequens adest.

Nos infrascripti Sacræ Regiæ Catholice Majestatis Ministri Plenipotentiarii recipimus in complementum & satisfactionem Articuli quinti Fœderis quadruplicis die secundâ Augusti 1718. Londini subscripti, & decima sexta Februarii 1720. à Rege Catholico Hagæ-Comitum acceptati Diploma Cæsareum, sive Literas exspectativæ Investituræ eventuales continentes Ducatum, seu Statum Hereturie, Parmæ, & Placentiæ pro Serenissimo Infante Carolo Reginæ natæ Ducissæ Parmensis Filio, ejusque Descendentibus Masculis ex Legitimo Matrimonio Natis, aut post decessum illorum pro cæteris ejusdem Reginæ Filiis, eorumque Descendentibus Masculis, quod Nobis à Ministriis Plenipotentiariis Sacræ Cæsareæ Majestatis hodie debita in forma coram Ministriis Plenipotentiariis Regum Mediatorum ritè traditum fuit; Promittimusque nomine Sacræ Catholice Majestatis, omnes, & singulas in prædicto Diplomate expressas condiciones, juxta tenorem præfati quadruplicis Fœderis erga Sacram Cæsaream Majestatem, & Imperium à Sacra Regia Catholica Majestate, prout & à Serenissimo Infante Carolo, ejusque Hæredibus, & Suc-

\* Ces pièces ont été publiées en 1728. & la plupart délivrées alors quoique signées plus tôt.



ANNO  
1728.

& Successoribus Masculis, ibidemque recentis ejus Fratribus sanctè & inviolatè executum & observatum iri, in cujus fidem præfens hoc Instrumentum virtute Plenipotentiæ à Sacra Regia Catholica Majestate nobis concessæ, cujus Apographum ad finem adjundum est, manu propriâ, Sigilloque nostro firmavimus; quemadmodum, & in majus robur à Sacra Regia Catholica Majestate ratihabitionibus suis ritè confirmabitur, ratihabitionumque Tabule intra spatium sex septimanarum à die subscriptionis, aut citius, si fieri potest, Sacre Cæsareæ Majestatis Ministris Plenipotentiaris Cameraci extrahentur. Aëum Cameraci die vigesima quarta Januarii Anni millesimi septingentesimi vigesimi quarti.

(L.S.) El Conte de SANTISTEVAN.

(L.S.) El Marquis BERETTI LANDI.

Cumque à præfatis Comite de Santistevan, & Marchione Beretti Landi præfati Instrumenti hic supra translati & inserti exemplar Nobis missum fuerit, postquam illud de verbo ad verbum percurrimus, atque maturè expendimus omne in illo, contentum, & expressum probare atque ratificare decrevimus, ideoque promittimus universis & singulas conditiones juxta tenorem prædicti quadruplicis Fœderis expressas in præfato Diplomate quod uno & eodem tempore transmissum est Nobis, & à Nobis acceptatum prout pariter ratihabita Investitura eventualis in ipso contenta, adimplendas, & inviolabiliter observandas erga Sacram Cæsaream Majestatem, & Imperium tam à Nobis, quam à Serenissimo Infante Domino Carolo, Fratre nostro, Hæredibus, atque Successoribus suis Masculis, ex Legitimo Matrimonio procreatis, & horum decessu ab ipsius Fratribus in ipsa præfata Investitura recentibus, ad quem Nos referimus; In cujus fidem & firmitatem præfatas Literas expedire jussimus, manu nostra subscriptis, Sigillo nostro secreto firmatas, atque ab infrascripto, Sanctioris Consilii commentariensi nostro Chirographo adscriptis, datas Madridi die vigesima octava Februarii Anni millesimi septingentesimi vigesimi quarti.

(L.S.) YO EL REY.

JOANNES AB ORENDAYN.

*Copia Guarantiæ seu Cautiois particularis ad implendas conditiones Literis Investituræ S. R. I. Ducatum Heururie, Parmæ, ac Placentiæ insertas à Rege Britannici. In Palatio Divi Jacobi 23. fe. v. Jan. Anno 1722.*

GEORGIUS Dei gratiæ Magnæ Britannici, Franciæ & Hiberniæ Rex, Fidei Defensor, Dux Brunsvicensis, & Luneburgensis, Sacri Romani Imperii Archi-Thesaurarius & Princeps Elector &c. omnibus & singulis, ad quos præfentes hæc Literæ pervenerint, Salutem. Quandoquidem Instrumentum quoddam Guarantiæ, Romanorum Imperatori præstanda, inter nos & bonum Fratrem nostrum Regem Christianissimum, per Ministros Plenipotentiaris utrinque mandatos, & Authoritate sufficienter munitos Cameraco die vigesimo quarto Mensis præfatis Januarii, styli novi, conclusum, signatumque fuerit, Fornâ & verbis, quæ sequuntur. Postquam in Tractatu quadruplicis Fœderis die secundâ Augusti anni millesimi septingentesimi decimi octavi Londini subscripti ac deinde Hagæ-Comitum die decimo sexto Februarii, Anno millesimo septingentesimo vicesimo à Rege Catholico solemnè Ratificatione sua acceptati, juxta tenorem Articuli quinti conditionum Pacis inter Imperatorem & Regem Catholicum communi Paciscentium consensu, pactum definitumque fuerit, ut Status seu Ducatus à Magno Duce Heururie, Parmæque ac Placentiæ Duce modo possessi futuri in perpetuum temporibus ab omnibus Contractantibus agnoscerentur & haberentur pro indubitatis Sacri Romani Imperii Feudis Masculinis, ac vicissim Sua Majestas Cæsarea per se seu Caput Imperii contulerit, ut, si quando casus aperturæ dictorum Ducatum ob deficientiam Hæredum Masculorum contingat, tunc præfentis Serenissimæ & Potentissimæ Hispaniarum Regiæ Infans, hujusque Descendentes Masculi ex Legitimo Matrimonio nati, iisque deficientibus secundo genitus,

ANNO  
1728.

aut alii postgeniti ejusdem Regiæ Filii, si qui nascentur, pariter una cum eorum posteris Masculis ex Legitimo Matrimonio natis, in omnibus dictis Provinciis succedant, eumque in finem Sua Cæsarea Majestas obento Imperii consensu Literas expectativæ Investituræ eventuales continentes pro dictâ Regiæ Filio vel Filiis eorumque Descendentibus Masculis Legitimis in debita forma expeditas Regi Catholico tradi curaret, ita nunc in executionem & complementum dicti Fœderis à Sua Cæsarea Majestate realiter id præstitum, ac tale desuper Infeudationis Instrumentum in debita forma Regibus Mediatoribus hodie extraditum, ab hisque Regi Catholico transmissum fuit, cujus tenor hic sequitur.

## Locus Instrumenti Infeudationis.

AGnoscentes igitur Reges Mediatore Imperatorem præfato quadruplicis Fœderis Tractatu sua ex parte, quoad expeditionem, exhibitionemque præintertarum expectativæ Literarum satisfecisse; Ita vicissim erga Suam Cæsaream Majestatem sese hac speciali sua Guarantiâ obstringunt, omnes & singulas in præfentis Literis Infeudationis expressas conditiones à Serenissimo Hispaniarum Principe Carolo isapetæ Regiæ Filio, ejusque in Feuda prædicta nominatis Successoribus religiose adimplere debere, ac præsertim, quod in casu existentis realiter aperturæ, & quoties deinceps ille casus evenierit ad summum intra annum & diem ab adepta possessione adusulem ac proprie sic dictam Investituram à Sua Cæsarea Majestate, ejusque in Imperio Successoribus memoratis Princeps exterius ut supra ipsimet, aut per sufficientes post Imperialem dispensationem Mandatarios coram Throno Imperiali præstandis recipere, ac solum desuper fidelitatis jurjurandum præstare teneatur, teneanturque.

Proinde Sua Regia Majestas Britannica & Sua Regia Majestas Christianissima conjunctim & separatim pro se suisque in Regno Successoribus particulari hac Guarantiâ & sponcione promittunt, prout juxta tenorem supra memorati quadruplicis Fœderis sese jam obligatas agnoscent se impletionem omnium singularumque præinsertæ Infeudationis conditionum, dum casus evenierit, serid manutene, & Feudum Cæsari & Imperio super præfatos Ducatus constitutum, illibatum conservare & defendere velle ac debere.

Præfens hoc Guarantiæ Instrumentum in majus robur à Sua Regia Majestate Britannica & à Sua Regia Majestate Christianissima Ratihabitionibus suis ritè confirmabitur, Ratihabitionumque Tabulæ intra spatium quatuor septimanarum à die subscriptionis, aut citius, si fieri possit, Suae Cæsareæ Majestatis Ministris Plenipotentiaris Cameraci extrahentur.

In cujus rei fidem Nos infrascripti Suae Regiæ Majestatis Christianissimæ Ministris Plenipotentiaris, & Suae Regiæ Majestatis Christianissimæ Ministris Plenipotentiaris sufficientibus ad id Mandatis muniti, Instrumentum hoc duplex subscripsimus, ac Sigillis nostris communicavimus. Aëum Cameraci die vigesima quarta Mensis Januarii fl. n. Anno millesimo septingentesimo vigesimo quarto.

POLWARTH. DE BARBARIE DE SAINT  
(L.S.) CONTEST. (L.S.)  
WHITWORTH. ROTTEBOURG.  
(L.S.) (L.S.)

NOs viso & perpenso Instrumento Guarantiæ supra scripto idem in omnibus & singulis ejus Articulis & Clausulis approbavimus, & ratum firmumque habuimus, sicut per præfentes pro Nobis, Hæredibus, & Successoribus nostris, idem approbavimus, & ratum, firmumque habemus, spondentes & in verbo Regio promittentes, Nos prædictum Instrumentum Guarantiæ, omniaque & singula, quæ in eo continentur, sanctè atque inviolabiliter præsturos & observaturos, neque passuros unquam, quantum in Nobis est, ut à quopiam violetur, aut ut eidem quocunque modo in contrarium eatur. In quorum majorem fidem ac robur, hisce præfentibus manu nostra Regia signatis, Magnum nostrum Magnæ Britanniciæ Sigillum appendi jussimus. Dabantur in Palatio nostro Divi Jacobi die vicesimo tertio fl. v. Mensis Januarii Anno Domini millesimo septingentesimo quarto Regni noster decimo.

ANNO

1728.

*Acte de Garantie du Roi de France.*

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre à tous ceux, qui ces présentes Lettres verront, Salut. Comme notre aimé & feal le Sr. de St. Contest, Conſeiller d'Etat ordinaire, & notre cher & bien aimé le Sr. Comte de Rottenbourg Brigadier de nos Armées, nos Plenipotentiaires au Congrès de Cambray avoient en vertu des Pleinpouvoirs, que nous leur en avons donné, conclu, arrêté & signé en ladite Ville de Cambray le 25. du présent Mois de Janvier avec le Comte Polwarth, & avec le Baron de Whitworth Ministres Plenipotentiaires de notre très-cher & très-aimé Frere le Roi de la Grande-Bretagne pareillement munis de ses Pleinpouvoirs en bonne forme, l'Acte de Garantie, dont la teneur s'ensuit.

Postquam in Tractatu Quadruplicis Fœderis die secundâ Augusti Anni millesimi septingentesimi decimi octavi Londini subscripti, ac deinde Hagâ-Comitum die decimâ sextâ Februarii Anno millesimo septingentesimo vigesimo à Rege Catholico solenni Ratificatione sua acceptati, juxta tenorem Articuli quinti Conditionum Pacis inter Imperatorem & Regem Catholicum, communi omnium Paciscentium consensu pactum definitumque fuerit, ut Status seu Ducatus à Magno Duce Heturria, Parmæ ac Piacentia Duce modo, possessi, futuri in perpetuum temporibus ab omnibus Partibus Contractantibus agnoscantur & habeantur pro indubitatis Sacri Romani Imperii Feudis Masculinis; Ac vicissim Sua Majestas Cæsarea per se, seu Caput Imperii consenserit, ut, si quando casus aperturæ didicimus Ducatum ob deficientiam Heredum Masculinorum contingat, tunc presentis Serenissimæ ac Potentissimæ Hispaniarum Reginæ natæ Ducissæ Parmensis Filius primogenitus, Serenissimus Carolus Hispaniarum Infans, hujusque Descendentes Masculi ex legitimo Matrimonio nati, usque deficientibus secundogenitus, aut alii postgeniti ejusdem Reginæ Filii, si qui nascentur, pariter unâ cum eorum posteris Masculis ex legitimo Matrimonio natis, in omnibus dictis Provinciis succedant, eumque in finem Sua Cæsarea Majestas obtento Imperii consensu, Literas Expectativæ Investituræ eventuales continentes, pro dictâ Reginæ Filio vel Filiis, eorumque Descendentibus Masculis legitimis in debita forma expeditas Regi Catholico tradidit curaret. Ita nunc in executionem & complementum dicti Fœderis à Sua Cæsarea Majestate realiter id præstitum, ac tale desuper Infusionis Instrumentum in debita forma Regibus Mediatoribus hodie extraditum, ab isque Regi Catholico transmissum fuit, cujusque tenor hic sequitur.

*Locus Investituræ.*

AGnoscentes igitur Reges Mediatores, Imperatorem præfatus quadruplicis Fœderis Tractatui sua ex parte quoad expeditionem exhibitionemque præfentiarum expectativæ Literarum satisfecisse, ita vicissim erga Suam Cæsaream Majestatem sese habere specialia sua Garantia obstringunt, omnes & singulas in præfentis Literis Infusionis expressas conditiones à Serenissimo Hispaniarum Principe Carolo sæpèfatâ Reginæ Filio, ejusque in Feuda prædicta nominatis Successoribus religiose adimpleri debere, ac præfentem quod in casu existentis realiter aperturæ, & quociens deinceps ille casus evenierit, ad summum intra annum & diem ab adepta possessione, actualem & propriè sic dictam Investituram à Sua Cæsarea Majestate, ejusque in Imperio Successoribus memoratis Principes, ceterique, ut supra, ipsimet, aut per sufficientes post Imperialem dispensationem Mandatarios coram Throno Imperiali præfentis præstandis recipere, ac solum desuper fidelitatis jurjurandum præstare teneantur, teneanturque.

Proinde Sua Regia Majestas Christianissima, & Sua Regia Majestas Britannica conjunctim & separatim, pro se, suisque in Regno Successoribus particulari hac Garantia & Sponsione promittunt, prout juxta tenorem supra memorati quadruplicis Fœderis sese jam obligatos agnoscent, se implicationem omnium singulorumque præfentis Infusionis conditionum, dom casus evenierit, serid manuteneant, & Fendum Cæsari & Imperio supra præfatos Ducatus constitutum illibatum conservare & defendere velle ac debere.

TOM. VIII. PART. II.

Præfens hoc Garantiam Instrumentum in majus robur à Sua Regia Majestate Britannica Rathabitionibus suis rite confirmabitur, Rathabitionumque Tabula, intra spatium quatuor septimanarum à d'e subscriptionis, aut citius si fieri poterit, Sua Cæsarea Majestatis Ministris Plenipotentiaris Cameraci extradetur.

In cujus rei fidem nos infraſcripti Suae Regie Majestatis Christianissimæ, & Suae Regie Majestatis Magnæ Britanniae Ministri Plenipotentarii sufficientibus ad id Mandatis muniti Instrumentum hoc duplex subscripsimus, ac Sigillis nostris communicavimus. Actum Cameraci die <sup>vigesima quarta</sup> <sup>decima tertio</sup> Mensis Januarii Anno millesimo septingentesimo vigesimo <sup>anno</sup> <sup>tercio</sup>.

DE BARBARIE DE SAINT POLWARTH.  
CONTEST. (L.S.) (L.S.)

ROTTEMBOURG. WHITWORTH,  
(L.S.) (L.S.)

NOUS ayant agreeable le susdit Acte de Garantie en tous & chacun les points qui y sont contenus, avons icelui tant pour nous, que pour nos Heritiers & Successeurs, Royaumes, Pais, Terres, Seigneuries & Sujets accepté, approuvé, ratifié & confirmé, & par ces présentes signées de notre main acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, & le tout promettons en foi & parole de Roi de garder & observer inviolablement sans jamais aller, ni venir au contraire directement ou indirectement en quelque sorte & maniere que ce soit. En temoin dequoi nous avons fait mettre notre Seel à ces présentes. Donné à Versailles le vingt-huitième jour de Janvier l'an de grace mille sept cent vingt-quatre, & de notre Regne le neuvième.

LOUIS,

Par le Roi,

FLEURIAU.

*Copia Plenipotentiæ Cæs. in forma Patenti cum facultate substituendi pro Comite Carolo Borromæo super capessenda possessione Ducatus Heturria, de Dato Vienne die 13. Aprilis 1728.*

NOS CAROLUS SEXTUS &c. Notum testatumque facimus tenore præsentium universis, quod nos, cum ea, quæ nos inter &c. Sereniss. Potentissimæque Hispaniarum Regis Catholici dilectionem Art. 4. Fœderis quadruplicis Anno 1718. Lugduni Britannorum inita, ac postea Tabulis Imperialibus nostræ Pacis Viennensis An. 1725. confirmati, ad conservanda prædicta superioritatis Imperialis Jura circa Magnum Ducatum Heturria, ejusque Successionem, deficiente Domus Medicæ stirpe Masculina, in favorem Sereniss. Principis Caroli Hispaniarum Infantis, modernæ Reginæ Elisabethæ, natæ Ducis Parmæ & Piacentia Filii Primogeniti ejusque Descendentium & ultra, annuentibus S. R. I. Electoribus, Principibus & Ordinibus, nec non convenientibus Gallia, Angliaque Coronis, suo imperio ordine ac modo traditis, insuper eventualis Investituræ Literis disposita statuta & sancita sunt, plena executioni mandanda sternerimus, Illustrem & Magnificum Carolum Comitem Borromæum &c. cujus fidem, prudentiam atque rerum gerundarum dexteritatem nobis fat probatam novimus, specialiter in nostrum Cæsareum Plenipotentiarium destinavimus, nuncupaverimus & constituerimus prout ipsum hisce ex plenitudine potestatis & autoritatis nostræ Cæsareæ destinamus, nuncupamus & constituimus cum facultate unum vel plures nostro Imperiali nomine substituendi, quem vel quoscunque integræ ac indubitatè in nos fidei noverit, eo fine, ut subitò ac ultimi nunc superstitis Magni Heturria Ducis Joannis Galtonis extrema illi innotuerint, se illico nostris Cæsareis Copiis stipatum, habita tamen omnimodo exactâ disciplina Militari, conciliandique populorum amoris ratione, in Heturria Ducatum conferat, atque ibidem, simul ac nostram Cæsaream mentem Serenissimam quondam Electoris Principi Viduæ, & Senati Florentino, per Literas & Decretum, quas, quodque ipsi Plenipotentiarium nostro tradimus, manifestam fecerit, Mandatum nostrum Cedimus.



ANNO  
1728.

factum ad Heturria Vasallos, Officiales, Milites & Subditos directum ubique Locorum affigi, & publicum reddi curet; iuxta ejusdem normam, Juramentum quod à dictis Vasallis, Militibus & Subditis Principi viduæ præstitum fuisse fertur, tamquam nostris, Sacrique Rom. Imperii Juribus & apertis totius ferè Europæ suffragiis contrarium, nullum, vanum, & irritum declararet, sicque Vasallos, Officiales, Milites & Subditos ab omni Juramenti & obligationis vinculo ergo sæpè dictam Principem viduam absolvat, ac denique Nostro Sacrique Rom. Imperii nomine in favorem saepèfati Principis Caroli Hispaniarum Infantis, tamquam futuri veri & legitimi Domini nostrique Vasalli vigore Tractatum supra citatorum veram & realem Ducatus Heturriæ possessionem, cum omnibus ipsi competentibus Juribus & pertinentiis à defuncto Duce tempore Fœderis Londini Britannorum subscripti realiter possedit, capiat, salvis tamen iis, quæ quondam Electoris Palatini Principi viduæ, aut aliis vel Jure alio diu aut alio justo Titulo ad Feudum Imperii non spectante appertinere dignoscuntur: Cæterum omne id vel ipse, per Legitimum suum substitutum aut substitutos agat & præstet quod ad verè & realiter adipiscendam possessionem de Jure & consuetudine Imperiali fieri potest ac debet: Promittentes & spondentes verbo Nostro Cæsareo, quod nos omnia ea & singula grata firmaque habitura simus. In quorum fidem ac robur hæc manu Nostra subscripsimus & Sigillo Nostro muniri jussimus, quæ dabantur in Civitate Nostra. Viennæ &c.

*Copia Rescripti Cæsarei ad Principis Electoris Palatini Viduam, namque Heturriæ Ducem, de permit-tenda D. Carolo Hispaniarum Infanti possessione Heturriæ. Viennæ die 13. Aprilis 1728.*

**CAROLUS SEXTUS** &c. Relatum nobis quidem humiliter fuit, Dilectionis Vestræ genitorem Serenissimum quondam Magnæ Heturriæ Ducem Cosmum hujus nominis tertium, 26. Nov. 1713. præfentiam quamdam fecisse Dispositionem, vigore cujus Dilecti. Vestra in casum, quo & ipse & Filius suus Joannes Gaston absque naturali Legitimo Hærede Masculo aliquando decederent, in omnibus ejusdem Provinciis, Dignitate Magni, sive Magnæ Ducis & eandem pertinentiis succedere possit debeatque; quemadmodum autem assertus hujusmodi Successionis ordo indubitata Nostræ & Sacre Romani Imperii in Feudalem Nostrum Heturriæ Ducatum ejusque adhaerentias Superioritati Imperiali, quæ non tantum antiquis & novis iisque clarissimis citra omnem contradictionem Juribus firmiter innixa: sed & solemnibus Londinenfis Fœderis, Pacisque Viennensis Tractatibus ab omnibus Partibus Contractantibus jure merito agnita & conclusa arque stabilita est, omnino obversatur, quippe Nobis, quæ Romanorum Imperatori & supremo Domino Sacroque Romano Imperio unice competere in comperto est, ut in memorato deficientis ex Domo Medicæ absque naturali Legitima prole Mascula Linea casu de futuro Nostro & Sacri Romani Imperii legitimo Principe & Vasallo dicti Heturriæ Ducatus benignè disponamus, prout etiam vigore expectativæ vim & robur eventualis Investituræ habentis Serenissimo Principi Carolo Hispaniarum Infanti die 9. Decembris 1722. clementer concessa jam tum disposuimus. Ita Summo nostro pro conservandis præfata Superioritatis Imperialis Juribus, Cæsareæ potestatis autoritatisque muneri haud deesse possumus quin observemus & promovemus, quæ eventiente supradictæ aperturæ casu pro adquirenda & adipiscenda nostro & Sacri Romani Imperii nomine supradicto Serenissimo Principi Carolo, suo respectu libera, quæta & plena dicti nostri Ducatus Heturriæ possessione iusta, æqua & opportuna visa sunt; Ideoque etiam præfentiam supradicti Serenissimi quondam Magni Ducis Cosmi Dispositionem, & quæ ad consequendam ejusdem effectum forsitan vi, clam aut precatio machinata sunt, & dicuntur, utpote omnia & singula per se nulla, vana, incompetencia imò & temeraria, etiam si forsitan Juramentum quoque superve-nit, de Cæsareæ nostræ potestatis plenitudine ex integro cassemus, abrogemus & annullamus, prout eadem omnia & singula speciales per Patentes & Decreta nostra Imperialia cassata, abrogata & annullata declaravimus, huncque in effectum Cæsareum nostrum in Italia Commissarium & Plenipotentiarium (Tit.) Comitem Borromæum, cum facultate unum vel plures Commis-

sarium sive Commissarios aut Mandatarios nostro Imperiali nomine substituendi benignè instruximus, ut sciam hanc mentem & voluntatem nostram plenariè & omnimodè executioni quantocius vel per se vel per alium mandare non superseedat, Dilectionem vestram paterne benevoleque hortantes, ut à præsumptâ sapiedicti Ducis dispositione, & desuper fundanda Successionis præfensione omnino abstinat, atque Deputatum nostrum Commissarium sive per substitutum ejusdem Commissarium aut Mandatarium ad capiendam dicti Ducatus Heturriæ, pertinentiarumque possessionem pro tenore instructionis suæ liberè agere sinat, neque in contrarium quidquam attentet, vel attentari curet, hoc enim modo Dilecti. Vestra sibi optimè consulet, & Provincias ac Subditis Heturriæ contra imminens ingentis ruinæ periculum saluberrimè prospiciet, eâ præfentim habita ratione, quod in Mandato nostro ea quæ Dilectioni Vestræ aut quibuscunque aliis vel Jure alio diu aut alio justo Titulo ad Feudum Imperii non spectante, legitime appertinere dignoscuntur, exceperimus, nos quippe sequiorem in casum contentantes Juris Feudalis in Imperii Legibus remedia adhibere, & prævertere teneremur; meliora de suo in nostras & Sacri Romani Imperii rationes devotionis & obsequii studio à Dilecti. Vestra præfentolantes, benignum gratiæ & benevolentie Nostræ Cæsareæ affectum eidem de reliquo clementer confirmamus. Viennæ 13. Aprilis 1728.

*Copia Mandati Cæsarei ad Subditos & Vasallos Heturriæ, ut D. Carlos pro Domino agnoscant, eisdemque præstanda præstent. Viennæ 13. Aprilis 1728.*

**NOS CAROLUS SEXTUS** &c. Universis & singulis Nostris Sacrique Romani Imperii Ducatus Heturriæ, ac singularum Imperiarum, Castorum, Vilarum, Terrarumque eò pertinentium, Locumtenentibus, Consiliariis, Prætoribus, Vexillifero Justitiæ, Senatui, Populoque Florentino, nec non Militiæ Tribunis, Centurionibus, Decurionibus cunctisque Militibus, & omnibus aliis quuscunque sunt Præminentibus, Dignitatibus, Conditionibus aut gradus, præfentibus aut futuris notum testaturumque facimus.

Postquam Articulo quinto Fœderis quadruplicis die 2. Augusti Anno 1718. inito conventum fuit, ut ad præfata Superioritatis Imperialis Jura conservanda Status seu Ducatus à Serenissimo Magno Duce Heturriæ modo possessi, futuris in perpetuum temporibus ab omnibus Partibus Contractantibus agnoscantur, ac habeantur pro indubitatis S. R. I. Feudis Masculinis: Nos etiam cum Caput Imperii, annuente Sacro Imperio, consensimus, ut, si quando casus aperturæ dicti Status seu Ducatus, ob deficientem Hæredis Masculi contingat, tunc præfentis Hispaniarum Regine Filius Primogenitus, Serenissimus Carolus Hispaniarum Infans, hujusque Descendentes Masculi ex Legitimo Matrimonio nati, iisque deficientibus secundo genitus, aut alii postgeniti ejusdem Regine Filii, si qui nascentur, pariter una cum eorum posteris Masculis ex Legitimo Matrimonio natis, in dicto Ducatu succedant.

Cum igitur res in eo sit, ut si nobis nostrisque Successoribus Romanorum Imperatoribus ac Regibus legitime intrantibus, & Sacro Romano Imperio præfatus Princeps Carolus, cæterique ejus Descendentes Masculi, aut ipsius Fratres & eorum Masculi antedicti, omnia & singula debite faciant & præstent, quæcunque fideles, obediensque Principes & Vasallos Italicos de jure & consuetudine ex antiquis & continuis Feudorum rationibus sub Throno Imperiali constanter, & per omnia facere & præstare decet, nos in conformitate præmemorati Articuli V., & non aliter, atque in sinceram ejusdem executionem, gratiæ & expectativæ Investituræ eventualem continentis, juxta ritum ac stylum Cæsareum, solum Diploma Imperiale, eâ, qua conventum est, Lege, modo, ac forma eidem Principi Carolo concedere ac elargiri promiserimus, eumque in finem pro Nobis & Nostris in Diademate Imperiali Successoribus Romanorum Imperatoribus, ac Regibus dicto Principi Carolo, ejusque Descendentibus, nec non ex dicta moderna Hispaniarum Regina Fratribus, eorumque posteris, ut supra, legitime natis aut nascituris Masculis, benignissimè concesserimus, & Decreto, ac Diplomate Imperiali de dato 9. Decembris 1722. expectativam, vim, ac robur eventualis Investituræ continentem clementer elargiti sumus, atque eundem Principem

ANNO  
1728.

ANNO  
1728.

cipem Carolum pro se suisque Successoribus Masculinis, legitimo ex Matrimonio Descendentibus, nec non pro omnibus & singulis supra recensitis ipsius Fratribus & eorum Masculis ex legitimo Matrimonio natis, & nascuturis memoratum in eventum aperturæ, & caducitatis, quod scilicet præfatus ex Domo Medicea Possessor sine prole legitima naturalis Masculus Successionis capax, vivere desierit, de Cæsarea nostra Potestatis plenitudine, juxta expressum, Legeque Imperiali receptum ordinem & Legem primogenituræ, eventualiter infundaverimus, & investivimus de prædicto Magno Hetruriae Ducatu seu Statu tanquam vero Feudo Imperiali Italico Masculino, omnibusque ipsi competentibus Juribus & pertinentiis nunc realiter & legitime possessoris, cujus Inféudationis virtute idem Princeps Carolus in casu ut supra, aperturæ dicti Ducatus seu Status, immediate possessionem omnimodam & administrationem ipsorum asserere sibi, & consequi poterit, nempe Ducatus Statusque nunc ab Hetrurie Duce possessi, statim ac proles dicti Ducis Masculina Legitima defecerit; Vicissim autem Nobis specialibus Hispanicos per Ministros Plenipotentiarios die 24. Jan. 1724. Cameraciaris, & à Serenissimo quondam Rege Ludovico 28. Febr. deinde ratihabitis Reverfalibus, quæ insuper separatim Serenissimorum & Potentissimorum Gallie Anglieque Regum sponsonum, vulgò Garantia Instrumentis iisdem ferè Mensibus & anno, ac solemni denique Imperiali Nostræ Pacis Vienneensis Tractatu de Anno 1725, in Article quarto expressè confirmata corroborataque sunt, vice ac nomine sæpe dicti Caroli Hispaniarum Infantis, ejusque Fratrum, ut supra discretis Verbis repositum, ac sponsum, cautumque fuit, modo dictum Principem ejusque Fratres ratione præfati Ducatus seu Status nobis & fœderatis Romanorum Imperatoribus ac Regibus Sacroque Rom. Imp. perpetuò fideles & obediens futuros contra omnes homines, neque scientes unquam fore in consilio seu Tractatu, consensu vel factu; ubi aliquid quocumque modo contra Nos vel personam, honorem, Dignitatem aut statum aut in damnum nostrum vel detrimentum, nostrorum in Imper. legitimis Successores agitur, seu concluditur; quin imò nostrum Cæsarem & S. R. I. honorem & commodum, quantum poterunt adjuvatores & promotores, præterea si intellexerint in nostram Cæsarem personam finitri quidpiam attentari vel machinari, id ipsum etiam pro viribus impedituros & averturos, atque ad nostram notitiam deduci curaturos.

In casu realiter existentis aperturæ intrā annum & diem à tempore apprehensa possessionis, & quoties ille delaticeps casus evenierit, realem, actualem, & propriè dictam Investituram à nobis, nostris Successoribus Romanor. Imperatoribus & Regibus, memoratum Principem Carolum cæterosque, ut supra, ipsosmet aut per legitimos, post dispensationem Imperialem pares, & fœderantes Mandatarios, tempore, loco, illoque confectis, requisituros, debitum Homagium facturos, ac præfatis quibuscumque penes Consilium ac Cancellarium Imperialem Alicum præstantis, coram throno Cæsareo capturos, & solum desuper subjectionis ac fidelitatis Jusjurandum præstitorios, prout in Feudis ac Homagialis Italicis recepti Cæsarei Romano-Germanici Juris & moris est.

Ac denique omnia eo sedulo observaturos, quæ obediens Principes & Vassalli Nostræ, & Sacri Imperii agere & præstare debent & conveniunt, omni simulatione ac fraude postposita, fecus vero si fecerint, in conformitate totius Article V. Fœderis Londinensis. Nos nostrosque Successores Romanorum Imperatores ac Reges, Sacramque Imperium ad permitendam continuationem Possessionis nominati Ducatus seu Status non obstrictos fore, proinde ex supra potestate nostra Imperiali Vobis omnibus, & singulis nostris Sacrique Rom. Imp. Magni Ducatus seu Status Hetruriae ac singularum Civitatum, Castrorum, Villarum, Terrarumque eo pertinentium, Locumtenentibus, Consiliariis, Prætoribus, Vexillifero Justitiæ, Senatui, populoque Florentino, nec non Militia Tribunis, Centurionibus, Decurionibus, cunctisque Militibus, & omnibus aliis, ejusqueque sint præsentibus & futuris ferè mandamus, ut in autememorato casu, nostrum ad vos destinatum Cæsarem Commissarium Plenipotentiarium, (Tit.) Carolum Borromæum aut ejus Subdelegatum sive Subdelegatos, quem aut quos ad capesendam, nostram Sacrique Rom. Imp. Nominem, in favorem sæpe dicti Principis Caroli Possessionem Magni Hetruriae Ducatus, & pertinentiarum amplius

TOM. VIII. PART. II.

Mandatis instruximus, atque Plenipotentiā munivimus. ANNO  
cum subditis sibi Cæsareis Copiis recipiatis, eique in omnibus debitam submissiōnem & obediētiā præstetis, eā Lege, ut quodcumque sæpe memoratum Principem Carolum ipsum præsentem ad vos advenire contigerit, eundem tanquam verum & legitimum Dominum ac Principem vestrum agnoscatis, solum ipsi Homagium, fidelitatis Jusjurandum, Reverentiam & obediētiā præstetis, faciatque omnia ea quæ fideles & obediētes Vassallos veris & legitimis Dominis & Principibus facere & præstare decet ac oportet, non obstantibus quibuscumque quæ alias aut aliter observari videntur, etiam Juramento, si quodpiam, ut fertur, Serenissimi quondam Electoris Palatini, Principi viduæ aut quibuscumque aliis hunc in finem præstitum fuerit, quibus omnibus & singulis ex certâ nostra Potestatis plenitudine expressè derogamus, hocque ob notorium, Potestatis defectum, actusque nullitatem, nullum, vanum, irritum, & non obligatorium declaramus, consequenter omnes vos & singulos à quocumque obligationis & Juramenti vinculo vigore harum absolvimus, prout iis derogatum, hocque annullatum, vanum, irritum, & non obligatorium, declaramus, vosque omnes, & singulos absolutos habere volumus, quatenus nostram, & Sacri Romani Imperii gravissimam indignationem, pœnasque ejusdem Constitutionibus inferas evitare volueritis; atque hæc est scriba mens & aia voluntas nostra, harum testimonio Literarum manu nostra subscriptarum, & Sigilli nostri Cæsarei appensione munitarum &c... Vienna die 13. Aprilis 1728.

*Copia Decreti Cæsarei ad Senatum Florentinum de permittenda D. Carolo possessione Hetruriae, de Dato Vienna die 13. Aprilis 1728.*

Sacra Cæsareæ Majestatis Caroli Sexti Domini nostri Clementissimi nomine, Locumtenentibus, Consiliariis, Prætoribus, Vexillifero Justitiæ, & Senatui, Populoque Florentino hæc intimandum.

Supremæ fatam Sacram Cæsaream Majestatem indignante animo percepisse, dictum Senatum de indubitate Sacri Romani Imperii Feudali Magni Ducatus Hetruriae & ejusdem Prærogativarum ac pertinentiarum qualitate haud ignarum, non tamen erubuisse in grave Suae Cæsareæ Majestatis & pristinae in dictum Ducatum Imperialis Superioritatis præjudicium & damnum præstentum quoddam Successionis Decretum in favorem Serenissimi quondam Electoris Palatini Domina Viduæ, natæ Hetruriae Ducis, pro Casu deficientis aliquatido absque naturali Legitima prole Masculina stirpis Mediceæ, circa annum 1713. concludere, & concipere, illudque Serenissimo quondam Magno Duci Domino Cosmo, hujus nominis tertio præfata Domina Viduæ genitori porrigere, atque tradere.

Cum verò eadem Sacra Cæsareæ Majestas dictum Decretum pro intrinsece nullo & irritum semper habuerit, & etiamnum habeat, addè ut pro abundantia solum ex plenitudine Potestatis Cæsareæ illud hisce cassare, abrogare, annullare, atque cassatum, abrogatum, & annullatum declarare voluerit.

Hinc etiam si forsitan Juramentum quoque pro illa aut aliis supervenerit, vigore hujus præfatum Consilium ac Senatum ferè adhortari decrevit, ut existente per obitum Serenissimi Domini Joannis Gastonis ultimi Magni Hetruriae Ducis & possessoris absque prole Masculina casu aperturæ ejusdem Feudalis nostræ Ducatus Hetruriae, idem ab hujusmodi, & omni alia Machinatione quæ facta jamdum à Cæsarea Sua Majestate in persona Serenissimi Hispaniarum Infantis Domini Principis Caroli Successionis dispositioni quoque modo observari posset, eò magis abstinere sciat, quod certius alias gravissimam ejusdem & S. R. Imperii indignationem, & insuper multam centum Marcarum auri pari irreversibiliter incursum sit, de qua feris mentis suæ voluntate altissime fata Sacra Cæsareæ Majestas dictum Senatum hocce Decreto suo Imperiali amico certiorum reddi iussit. Signaturum Vienna sub altissimo Sacra Cæsareæ Majestatis Sigillo secreto,



ANNO  
1728.

*Ordre du Conseil Aulique de l'Empire au Gouverneur du Milanais de mettre l'Infant D. Carlos en possession de la Toscane.*

Sur la Communication, de la part de la louable Chancellerie de l'Empire du Pleinpouvoir en Date du 13. du passé adressé par S. Majesté Impériale, à son Plenipotentiaire le Comte Charles Borromée, pour prendre possession du Grand Duché de Toscane au cas que le Grand Duc vint à mourir inopinément, nous avons à remarquer que, quoique Sa Majesté Impériale ait donné à connaître ses gracieuses intentions le 6. de Mars dernier au Gouverneur Comte de Thaur, lui ordonnant d'agir de concert avec le susdit Plenipotentiaire & de lui prêter la main comme il doit *Ratione Militaris assistentie*, mais sur tout d'agir en tout ceci avec secret, il est à propos de donner communication au susdit Gouverneur du contenu de l'Ecrit ci-joint.

C'est pourquoi nous envoyons aujourd'hui une Copie de la réponse faite à la Chancellerie de l'Empire, qu'il est agreable au Conseil de Guerre Imperial que vous soyez toujours prêt à rendre ledit service.

*Ex Consilio Bellico le 1. Mai 1728.*

A. F. E. Sgr. de Pozzo d'HARTENEG. m. pp.

Non seulement nous nous en raportons à ce que S. M. Imperiale a écrit le 6. de Mars, & à ce que nous avons écrit depuis à Mr. à l'occasion de la mort inopinée du Grand Duc de Florence, mais aussi à la Patente du 13. du passé qui nous a été communiqué par la Chancellerie de l'Empire & dont Copie est-ci jointe par laquelle Sa Maj. Imperiale a donné Pleinpouvoir au C. Charles Borromée pour prendre possession des Etats du Gr. Duc en cas de mort.

A cet effet nous vous l'envoyons ci-joint, Mr...., pour votre Instruction afin qu'en conséquence vous agissiez de concert avec ledit Plenipotentiaire & que *Ratione Militaris assistentie* vous dirigiez tout avec lui le plus secrettement possible, à ce que *eventuato casu* ledit C. Charles Borromée ou son Substitut puisse se servir à propos des secours nécessaires pour la prise de possession effective en sorte qu'ils soient envoyés à tems & dans les Lieux convenables sans retardement, ainsi que vous Mr.... trouverez convenir suivant votre grande prudence & votre Experience dans les choses Militaires & pour le service de Sa Maj. Imperiale &c. Vienne le 5. May 1728.

*Nomine inclysi Consilii Aule Bellici, au Gouverneur du Milanais le Velt-Maréchal Comte d'HOMEN.*

## LXII.

11. Mai. *Extrait du Contenu de la Sentence Imperiale contre le Duc de MECKLENBOURG, publiée par le Conseil Aulique le 11. Mai 1728.*

L'Empereur suspend entierement la Régence du Pais de Mecklenbourg appartenante au Duc Charles Leopold, & la met entre les mains de son Frere le Duc Chrétien Louis, comme l'Héritier présomptif, & le plus proche selon le rang, de la manière détaillée ci-dessous.

I. Le Duc Chrétien Louis doit prendre sur lui ladite Régence au nom de S. M. Imperiale, & la continuer jusqu'à ce que l'Empereur en dispose autrement.

II. La Commission Imperiale en Mecklenbourg abolira, au nom de l'Empereur, les Etats Provinciaux, les Conseillers & les Subalternes, la Milice & les Sujets de Mecklenbourg, moyennant une Convocation accoutumée, des Serments, par lesquels ils ont été liés au Duc Charles Leopold, comme à leur Seigneur & Maître, & les obligera par Serment jusqu'à nouvel ordre de l'Empereur, à S. M. Imperiale & à son Administrateur, leur enjoignant de prêter due obéissance à celui-ci.

III. L'Administrateur Imperial nommera & présentera à l'Empereur six personnes bien versées dans les affaires du Pais, d'entre les Etats Principaux, dont

S. M. Imperiale choisira deux pour Assistans de l'Administrateur aussi long-tems que l'Empereur le trouvera bon.

IV. Au lieu du Serment ordinaire en pareil cas d'Administration, la Commission Imperiale sera souvenir l'Administrateur des Serments, par lesquels il est obligé à l'Empereur & à l'Empire, en qualité de Prince de l'Empire, & lui ordonnera en termes généraux de se conduire touchant son Administration de la manière, que ses Prédécesseurs Ducs de Mecklenbourg l'ont fait, conformément aux Concordats, Constitutions & Coutumes du Pais, comme aussi aux Ordonnances Imperiales fondées là-dessus, à quoi l'Administrateur s'engagera par une promesse par écrit.

V. L'Administrateur fera en sorte que moyennant l'assistance des Troupes du Cercle, la Ville de Swerin soit viduée au plutôt des Troupes du Duc aîné, & qu'une Garison proportionnée au besoin, y soit mise des Milices du Pais engagées auparavant par Serment & à l'Empereur & à son Administrateur, comme aussi que les tâches ExcurSIONS & Vexations, pratiquées jusques ici par la Garison de Domitz, soient empêchées.

VI. Durant ladite Administration l'Empereur ordonne une compence de quarante mille Ecus, Monnoye courante par an pour le Duc aîné, & vingt-cinq mille pour le Duc Administrateur, outre son Appanage.

VII. L'Empereur notifie ce que dessus par Lettres au Duc aîné Charles Leopold, & lui fait savoir qu'à cause de sa desobéissance, manque de respect, opiniâtreté, & autres forfaits, l'Empereur a trouvé indispensable de lui ôter l'Administration du Pais, & d'en revêtir provisionnellement son Frere Chrétien Louis, ordonnant au Duc aîné de s'y soumettre.

VIII. L'Empereur prend dans la protection speciale le Duc Chrétien Louis avec sa famille, comme aussi les Etats du Pais, les Conseillers & autres serviteurs, les Milices & tous les Sujets, contre toute force & opposition, renouvelant pour cet effet le Conservatoire ou Protectoire du 25. d'Octobre 1717. en y joignant le Roi de Prusse, comme Duc de Magdebourg & Con-Directeur du Cercle de la Basse-Saxe.

IX. L'Empereur notifie la même chose par Lettres au Duc Chrétien Louis, lui ordonnant de se charger de cette Administration provisionnelle, de l'exercer au pied des Instructions & Ordonnances Imperiales, & de se conformer du reste à ce que le Duc de Wolfenbittel, en qualité de Commissaire Imperial lui annoncera & reglera, & de faire part de tout cela aux Etats de Mecklenbourg, les assurant que l'Empereur pourvoiera, sans délai selon la Justice, sous cette Administration, à leurs Griets, & les protégera suffisamment contre toute sorte de voies de fait & de danger, qu'ils pourroient craindre.

L'Empereur enjoint de plus à l'Administrateur d'employer conjointement avec les Etats du Pais tous les soins imaginables, à trouver des emprunts pour le paiement du reste des fraix d'exécution, moyennant des Hypothèques suffisantes, à constituer dans les Gabelles & Baillages du Duc aîné, sous le consentement & la Garantie Imperiale, & sous une maintenance particuliere à conférer par l'Empereur au Directoire du Cercle de la Basse-Saxe, desquels emprunts la Commission Imperiale sera remboursée & indemnisée de ses Arerages des fraix d'exécution à liquider devant l'Empereur; & les Creanciers de ces emprunts recevront leur satisfaction & remboursement du provenu desdites Gabelles & Baillages, tant pour les Interêts, que pour les Sommes Capitales.

X. L'Empereur fait une pareille notification au Duc de Wolfenbittel, en qualité de Commissaire de l'Empereur, avec ordre:

1. De mettre par autorité Imperiale l'Administrateur en pleine possession & jouissance de cette Administration.

2. De mettre entre les mains de l'Administrateur une specification complete des affaires de la Commission, & de leur état présent, avec les Actes & Papiers y appartenans; de mettre l'Administrateur dans l'activité pleniere de son Administration quant aux affaires de Justice, de Police, de Finances, & toutes les autres dépendantes de la Regence du Pais, en conformité des Conventions, Pactes & Coutumes, & des Ordonnances Imperiales, fondées là-dessus.

ANNO  
1728.

ANNO  
1728.

3. Immédiatement là-dessus le Duc de Wolfenbuttel pour éviter des frais & Griets ultérieurs, congédiera & rappellera la Subdélégation entière, & les Troupes de la Commission qui se trouvent en Mecklenbourg.

4. Il assurera en même tems au nom de l'Empereur, la Commission Imperiale, qu'elle obtiendra promptement son dédommagement pour les Arrerages des frais de la Commission, après qu'on en aura liquidé le Total, & après que la Commission Imperiale aura envoyé à l'Empereur, de la manière cy-devant pratiquée, les Comptes desdites liquidations, pour être examinés à la Cour Imperiale.

XI. L'Empereur par des raisons d'importance à ce le mouvant, étend le Conservatoire du 25. d'Octobre 1717. confitté sur la Maison Electorale & Ducale de Brunswick-Lunebourg, sur le Roi de Prusse, comme Duc de Magdebourg, & Con-Directeur de la Basse-Saxe.

XII. L'Empereur écrit au Roi de Prusse, que S. M. Imperiale a résolu cette extension du Conservatoire, par une confiance particulière pour le Roi de Prusse, ne doutant pas qu'il s'en chargera volontiers; & qu'avec les autres Conservateurs, ou bien lui seul, il voudra pourvoir à la sûreté parfaite du Duc Chrétien-Louis, comme Administrateur de l'Empereur, comme aussi des Etats Provinciaux, Conseillers, autres Serviteurs, Troupes & Sujets, employant en cas de besoin des moyens suffisants conformes aux Constitutions de l'Empire sans exception, contre toutes les oppositions qu'on entreprendra peut-être de l'autre côté; l'Empereur espère aussi que le Roi de Prusse ne refusera pas de s'acquitter efficacement des Commissions ultérieures, que l'Empereur lui donnera, de quoi Sa Majesté Imperiale attend la Déclaration favorable du Roi.

XIII. L'Empereur notifie cette extension du Conservatoire aux autres Directeurs du Cercle, & Conservateurs Imperiaux, les chargeant, qu'en vertu de ce Conservatoire, & de son extension, eux *omnes vel singuli* aient à maintenir le Duc Chrétien-Louis dans les fonctions de son Administration, & entr'autres, qu'ils aient à prêter main forte à l'Administrateur à sa requiſition par les Milices du Pais, après qu'elles auront juré fidélité à l'Empereur, avec l'assistance, en cas que la nécessité le requiert, d'un certain nombre de Troupes du Cercle, afin que l'Administrateur puisse venir à bout de l'évacuation de la Ville de Swerin, & du changement de sa Garnison cy-dessus mentionnés. La même Main-forte doit aussi être prêtée à l'Administrateur incontinent, sans attendre des ordres plus précis de l'Empereur, dans tous les autres cas, où il s'agira de la sûreté de l'Administrateur contre toute sorte de violences.

C'est pourquoi l'Empereur se promet que lesdits Directeurs du Cercle & Conservateurs Imperiaux, ne manqueront pas de se déclarer envers S. M. I. conformément à sa volonté.

## LXIII.

1729. Oſtroi du Roi d'ESPAGNE accordé en 1720.  
à une Compagnie de la Province de GUIPUSCOA pour negocier aux CARAQUES.

LA Province de Guipuscoa voulant faire éclater en toute occasion son zèle ordinaire pour le service de Sa Majesté & l'avantage de ses Sujets, & surtout dans la conjoncture présente, où l'on voit les Espagnols misérablement dépouillés du Commerce vers les Caraques, qui est tombé au pouvoir des Nations étrangères, qui possèdent ce Commerce & tous les avantages qui en peuvent revenir, comme leur appartenant en propre; d'où s'ensuit le préjudice notoire qu'en reçoivent les Droits importants que Sa Majesté perd, & d'un autre côté le préjudice qu'en reçoit l'Espagne entière par la cherté du Cacao & le prix extraordinaire auquel on le vend; étant très-à-propos que la négligence des Sujets de Sa Maj. à s'appliquer avec plus de soin à ce Commerce, & à barrer les autres Nations qui en tirent tout le profit, est causé que le prix de cette Denrée au lieu de bailler, montera encore plus haut; cette Province a offert à S. M. d'équiper, pour le service de S. M. & de la Nation, des Vaisseaux de Guerre de défense, d'y mettre de leurs Matelots choisis, & de les envoyer aux Caraques pour faciliter les moyens de

prévenir les susdites pertes & dommages, & faire en sorte qu'à l'avenir cet avantageux Commerce se continue avec plus de fruit, il a plu à S. M. d'accorder à cette Province la Navigation vers les Caraques aux Conditions suivantes.

I. Que la Province érigeant une Compagnie, enverra tous les ans aux Caraques deux Vaisseaux de 40. à 50. Pièces de Canon équipés & chargés de Fruits & autres Denrées du Royaume; qu'arrivés au Port de Guayoa, & y ayant déchargés, ils en fortiront pour croiser sur les côtes, & enlever tous les Vaisseaux & Bâtimens qu'ils trouveront faisant un Commerce défendu; ils pourront étendre leurs Courses depuis la Rivière d'Orinoco jusqu'à Rio de la Aacha; pour lequel effet ils seront fournis de Patentes de S. M.

II. Que ces deux Vaisseaux seront chargés à S. Sebastian ou à Passage, & au lieu des Droits Roiaux qu'ils devoient payer à Cadix, rendant à S. M. un service équivalent, ils partiront directement de Guipuscoa pour les Caraques.

III. Qu'en revenant avec leur Cargaison de Cacao, d'Argent, d'Or, de Tabac, de Sallapareille, de Cuirs, & autres Denrées de ces Pais-là, ils aborderont à Cadix, & après que les Vaisseaux auront été visités, & les Droits Roiaux payés, ils pourront, sans faire les dépenses considérables de décharger & recharger, transporter vers la Cantabrie telle partie de leur Cargaison qu'ils jugeront à propos.

IV. Que les Prises, qu'ils pourroient faire en Amérique, seront partagées, un tiers pour l'Equipage, & les deux autres tiers au profit de la Compagnie.

V. Que les Denrées qui seront prises pourront être vendues aux Caraques en payant les Droits Roiaux; les Bâtimens pris avec leur charge de Cacao & autres Denrées seront envoyés avec Registre en Espagne, & les Vaisseaux qui seront jugés propres à croiser pourront être équipés à cet effet.

VI. Que les Facteurs de la Compagnie aient quelque partie de Cacao de reste, pourront les envoyer à la Vera Cruz, dans les Barques destinées à ce Commerce permises aux Habitans des Caraques.

VII. Que les Facteurs seront obligés de fournir de Marchandises, outre la Province de Venezuela, celles de Cumana, la Margarita & la Trinidad.

VIII. Que le Gouverneur des Caraques sera nommé Juge Conservateur de la Compagnie, & de tout ce qui en dépend, avec défense à tous Tribunaux & Ministres, d'en prendre connoissance, avec Droit d'appel au Conseil des Indes.

IX. Que lesd. Vaisseaux seront exempts de payer le Droit d'Etrangers en ce qui concerne le Droit de Tonneau, le Droit de Seminaire, & autres Droits que l'on a coutume de lever à Cadix sur les effets des Caraques, sur les Vaisseaux de Registre.

X. Que S. M. maintiendra ladite Compagnie sous sa protection Royale, & sera jouir ceux qui en dépendant des Droits & Honneurs qui appartiennent à ceux de sa Flotte Royale; & la part que l'on prendra à ce Commerce ne pourra préjudicier à personne en son honneur, état, ou réputation, ni directement, ni indirectement; bien au contraire ce sera un nouveau lustre ajouté à sa Noblesse, à ses services, & à son caractère, &c.

La Compagnie ajouta à ces Articles de l'Oſtroi, les Loix & Conditions suivantes.

I. Cette Compagnie sera érigée sous la protection de Saint Ignace de Loyola, Patron de Guipuscoa.

II. Le profit qui reviendra de cette Compagnie, sera distribué entre tous les Intéressés, sans qu'aucun d'eux en particulier puisse faire le même Commerce que la Compagnie.

III. Chaque Action de ladite Compagnie sera de 500. Piaſtres de 15. Reaux de Billon chacune.

IV. Le fond de ces Actions sera payé aux Lieux & aux termes qui seront indiqués par les Directeurs; & tout le Capital de cette Compagnie sera d'un Million & demi de Piaſtres.

V. Chaque Actionnaire pourra céder ou vendre son Action ou ses Actions à son gré & d'une manière légitime.

VI. Aussi-tôt qu'on aura amassé tout l'Argent nécessaire pour faire le premier Voyage; les Directeurs feront une Assemblée générale des Intéressés, pour prendre une résolution touchant le temps & le lieu où se devra faire ce Voyage, & faire les autres reglemens nécessaires pour cela.



178  
ANNO  
1729.

## CORPS DIPLOMATIQUE

VII. Dans les Assemblées de la Compagnie tout Homme qui aura huit Actions, aura une voix, celui qui aura 16. Actions aura deux voix, & ainsi des autres à proportion.

VIII. Les Interezzés qui seront absens pour des raisons légitimes, donneront leurs voix par Procureur. Cependant ceux qui auront au dessous de 12. mille Piaîtres d'Actions ne pourront donner leur Procuration qu'à une autre Personne intereillée dans la même Compagnie. Desorte qu'il n'y aura que ceux qui y seront Interezzés pour plus de 11000. Piaîtres, qui doivent avoir le Droit d'envoyer leur Procuration à des Personnes qui n'y soient point du tout Interezzés.

IX. La même Assemblée générale réglera tout ce qui sera nécessaire pour les Magasins, le Commerce, & les Voyages de la Compagnie, de même que les Amendes & les punitions qu'elle jugera à propos d'infli ger à ceux qui n'observeront pas ses reglemens.

X. Ladite Assemblée réglera aussi l'Ordre que devront observer les Teneurs de Livres de la Compagnie, les Reviseurs des Comptes & les autres Officiers de la Compagnie: de même que leurs appointemens & ceux des Directeurs.

XI. Cette Assemblée aura le Droit de faire les changemens qu'elle jugera nécessaires par rapport aux Directeurs & aux autres Officiers de la Compagnie.

XII. On ne pourra choisir pour Directeurs, que des Personnes entendues & expérimentées dans le Commerce, & qui aient au moins 16. Actions dans la Compagnie, qu'elles ne pourront ni ceder ni vendre pendant le temps qu'elles seront dans ce Poste.

XIII. Les Personnes parentes ou alliées au premier ou au second degré, ne pourront pas en même temps être Directeurs.

XIV. Les Directeurs convoqueront tous les ans une Assemblée générale, pour rendre compte de l'état des affaires de la Compagnie, pour régler les Dividens, &c.

XV. Les Reviseurs examineront les Livres des Directeurs, & en feront raport à l'Assemblée générale.

XVI. Les Directeurs convoqueront tous les cinq ans une Assemblée générale, à laquelle ils rendront compte de leur Administration; & ils en convoqueront une pareille, lorsqu'il faudra faire un Divident extraordinaire.

XVII. Les Directeurs & les Reviseurs des Comptes ne pourront acheter aucune Marchandise de la Compagnie que dans les ventes publiques. Ils ne pourront aussi vendre aucune Marchandise, ni rien de ce qui appartient à la Compagnie.

XVIII. Les Directeurs ne decideront rien d'important qu'à la pluralité des voix.

XIX. Les Directeurs qu'on choisira incessamment, donneront leurs ordres, pour faire construire des Vaisseaux où ils le jugeront à propos, & les équiper de la manière qui leur plaira. Ils auront aussi l'inspection sur les Cargaisons qu'ils y feront mettre, & sur les ventes des Marchandises de la Compagnie, & ils rendront compte de leur conduite à la premiere Assemblée générale.

XX. Lesdits Directeurs prêteront Serment, dans la premiere Assemblée générale en présence des Députés de la Province de *S. Sebastien*.

XXI. Les Directeurs nommeront les Officiers des Vaisseaux, les Facteurs, les Teneurs des Livres, & les autres Officiers de la Compagnie, & fixeront les appointemens.

XXII. D'autant qu'il a été jugé nécessaire de nommer cinq Directeurs en établissant ladite Compagnie; on nomme, pour remplir cet Emploi, Mrs. Joseph-Miguel Bildolosa, Prieur du Consulat de *S. Sebastien*, Dominique-Grégoire de Yun-Y-Barvia; Joseph-Lepeola; Jean-Antoine Claefens; Joseph d'Aérdi, avec mille Piaîtres d'appointement chacun: mais la premiere Assemblée générale aura la liberté d'augmenter ou de diminuer cette Somme.

XXIII. Les Reviseurs des Comptes auront soin d'observer la conduite des Directeurs; & on a nommé pour cet emploi, MM. Pierre-Antoine d'Arbayza & Jean-François Lopez, auxquels on a assigné 300. Piaîtres d'appointement, jusques à ce que la premiere Assemblée générale ait augmenté, ou diminué cette Somme.

XXIV. D'autant que le but principal que le Roi se propose dans l'établissement de cette Compagnie, est d'entretenir le Cacao sur un pié raisonnable parmi ses

Sujets & de faire fleurir le Commerce dans ses Etats; ANNO  
les Directeurs & les Assemblées générales seront  
tenues de travailler en tout à remplir ces deux grands  
desseins. 1729.

### LXIV.

*Traité de Paix, d'Union, d'Amitié & de Défense* 9. Nov.  
*Mutuelle entre les Couronnes de la GRANDE-  
BRETAGNE, de FRANCE & d'ESPA-  
GNE, conclu à Seville le 9. Novembre 1729.*

*Au Nom de la Très-Sainte Trinité, Pere, Fils &  
Saint Esprit, trois Personnes, & un seul vrai Dieu.*

LEURS Serenissimes Majestez le Roi de la *Grande-Bretagne*, le Roi Très-Chrétien & le Roi Catholique, désirans avec un égal empressement, non-seulement de renouveler & de serrer plus étroitement leur ancienne Amitié, mais aussi d'éloigner tout ce qui pourroit la troubler pour l'avenir, afin qu'étant unies de sentimens & d'inclination, Elles puissent agir désormais en tout comme n'ayant qu'un même objet & un même intérêt; & pour cet effet, le Serenissime Roi de la *Grande-Bretagne* ayant donné Plein-Pouvoir de traiter, en son Nom, au Sieur *Guillaume Stanhope*, Vice-Chambellan de la Maison de Sa Majesté Britannique, Conseiller dans ses Conseils d'Etat & Privé, Membre du Parlement de la *Grande-Bretagne*, Colonel d'un Régiment de Dragons, & Ambassadeur Extraordinaire de Sadite Majesté auprès de Sa Majesté Catholique, comme aussi au Sieur *Benjamin Keene*, Ministre-Plénipotentiaire de Sadite Majesté Britannique, auprès de Sa Majesté Catholique: Le Serenissime Roi Très-Chrétien ayant donné Plein-Pouvoir de traiter, en son Nom, au Sieur Marquis de *Broncais*, Lieutenant-Général de ses Armées, Chevalier de ses Ordres, & de celui de la Toison d'Or, son Lieutenant-Général au Gouvernement de *Provence*, & son Ambassadeur Extraordinaire auprès de Sa Majesté Catholique: Et le Serenissime Roi Catholique ayant pareillement donné Plein-Pouvoir de traiter, en son Nom, au Sieur *Jean-Baptiste d'Orendayn*, Marquis de la Paz, son Conseiller d'Etat, & premier Secrétaire d'Etat & des Dépêches, & au Sieur *Joseph Patino*, Commandant de *Alencasca*, dans l'Ordre de *S. Jacques*, Gouverneur du Conseil des Finances, & des Tribunaux en dependans, Sur-Intendant-Général des Rentes générales, & son Secrétaire d'Etat & des Dépêches dans les affaires de Marine, des Indes & des Finances. Les Ministres susmentionnez sont convenus entr'eux des Articles suivans.

### ARTICLE PREMIER.

IL y aura dès-à présent & pour toujours une Paix solide, une Union étroite, & une Amitié sincere & constante entre le Serenissime Roi de la *Grande-Bretagne*, le Serenissime Roi Très-Chrétien, & le Serenissime Roi d'Espagne, leurs Heritiers & Successeurs, comme aussi entre leurs Royaumes & Sujets, pour l'Assistance & la Défense réciproque de leurs Etats & Intérêts: Il y aura pareillement oubli de tout le passé, & tous les Traitez & Conventions précédens de Paix, d'Amitié & de Commerce, conclus entre les Puissances Contractantes respectivement, seront, comme ils le sont effectivement, renouvellez & confirmés, dans tous leurs Points, auxquels il n'est pas dérogé par le présent Traité, d'une manière aussi pleine & aussi ample, comme si lesdits Traitez étoient interez ici de mot à mot. Leursdites Majestez promettent de ne rien faire, ni souffrir qu'il soit rien fait, qui puisse y être contraire directement ou indirectement.

II. En conséquence desquels Traitez, & afin d'établir solidement cette Union & Correspondance, Leurs Majestez Britannique, Très-Chrétienne & Catholique, promettent & s'engagent par le présent Traité d'Alliance Défensive, de se garantir réciproquement leurs Royaumes, Etats & Terres de leur Obésissance, en quelques Parties du Monde qu'ils soient situés, comme aussi les Droits & Privilèges de leur Commerce, le tout suivant les Traitez; en sorte que lesdites Puissances, ou l'une d'entre Elles, étant attaquées ou molestées par quelque Puissance & sous quelque prétexte que ce soit, Elles promettent & s'obligent réciproquement d'employer leurs Offices, aussi-tôt qu'Elles en seront requi-  
sés,

ANNO  
1729.

ses, pour obtenir satisfaction à la Partie Lézée, & pour empêcher la continuation des Hostilités: Et s'il arrive que lesdits Offices ne soient pas suffisants, pour procurer, sans délai, satisfaction, Leursdites Majestés promettent de fournir les Secours suivans, conjointement ou séparément; c'est-à-dire, Sa Majesté Britannique huit mille Hommes d'Infanterie, & quatre mille de Cavalerie; Sa Majesté Très-Christienne huit mille Hommes d'Infanterie & quatre mille de Cavalerie; & Sa Majesté Catholique huit mille Hommes d'Infanterie & quatre mille de Cavalerie. Si la Partie attaquée, au lieu de Troupes, demandoit des Vaisseaux de Guerre ou de Transport, ou même des Subsidés en Argent, il lui sera libre de choisir; & les autres Parties fourniront lesdits Vaisseaux ou Argent à proportion de la dépense des Troupes. Et pour ôter tout doute touchant l'évaluation des Secours, Leurs Majestés susdites conviennent, que mille Hommes d'Infanterie seront comptés sur le pied de dix mille Florins de Hollande, & mille Chevaux sur le pied de trente mille Florins de Hollande par Mois; & on observera la même proportion à l'égard des Vaisseaux qui doivent être fournis: Leursdites Majestés s'entendront de toutes leurs forces, & même déclareront la Guerre à l'Agresseur.

III. Les Ministres de Sa Majesté Britannique & de Sa Majesté Très-Christienne ayant prétendu, que dans les Traitez conclus à Vienne, entre l'Empereur & le Roi d'Espagne, l'Année mille sept-cent vingt-cinq, il y avoit plusieurs Clauses qui donnoient atteinte aux Amicitias des différens Traitez de Commerce, antérieurs à l'Année mille sept-cent vingt-cinq, Sa Majesté Catholique déclare, par le présent Article, qu'Elle n'a jamais entendu accorder, ni ne laissera subsister, en vertu desdits Traitez de Vienne, aucun Privilege contraire aux Traitez ci-dessus confirmés.

IV. Ayant été convenu par les Articles Préliminaires, que le Commerce des Nations Angloise & Française, tant en Europe qu'aux Indes, seroit rétabli sur le pied des Traitez & Conventions antérieures à l'Année mille sept-cent vingt-cinq, & notamment, que celui de la Nation Angloise en Amérique s'exerceroit comme par le passé, l'on convient par le présent Article, que tous ordres nécessaires seront expédiés de part & d'autre, sans aucun retardement, s'ils ne l'ont pas déjà été, soit pour l'exécution desdits Traitez de Commerce, soit pour suppléer à ce qui pourroit manquer à l'entier rétablissement du Commerce, sur le pied desdits Traitez & Conventions.

V. Quoi-qu'il ait été stipulé par les Préliminaires, que toutes les Hostilités auroient à cesser de part & d'autre, & que s'il arrivoit entre les Sujets des Parties Contractantes quelque Trouble ou Hostilité, soit en Europe, soit aux Indes, les Puissances Contractantes conseroient à la réparation des dommages soufferts par leurs Sujets respectifs; & que nonobstant cela on allégué que de la part des Sujets de Sa Majesté Catholique on a continué des Actes de Trouble & d'Hostilité, il est convenu par ce présent Article, que pour ce qui regarde l'Europe, Sa Majesté Catholique fera réparer au plutôt les dommages qui y ont été soufferts depuis le tems prescrit par les Préliminaires pour la Cessation des Hostilités, & que pour ce qui regarde l'Amérique, Elle fera aussi réparer au plutôt les dommages qui y auront été soufferts depuis l'arrivée de ses ordres à Cartagene le vingt-deuxième jour de Juin mille sept-cent vingt-huit. Et Sa dite Majesté Catholique publiera les défenses les plus rigoureuses pour prévenir de pareilles violences de la part de ses Sujets: Leurs Majestés Britannique & Très-Christienne promettent de leur part, s'il y a des cas pareils, de faire réparer ce qui auroit été ainsi fait, & de donner de pareils ordres pour la Conservation de la Paix, Tranquillité & bonne Intelligence.

VI. Il sera nommé des Commissaires, avec des Pouvoirs suffisans de la part de Leurs Majestés Britannique & Catholique, lesquels s'assembleront à la Cour d'Espagne, dans l'espace de quatre Mois, après l'échange des Ratifications du présent Traité, ou plutôt s'il nait se pourra, pour examiner & décider touchant les Vaisseaux & Effets pris en Mer de part & d'autre jusqu'aux tems marqués dans l'Article précédent. Lesdits Commissaires examineront pareillement, & décideront, selon les Traitez, les Prétentions respectives qui regardent les abus que l'on suppose avoir été commis dans le Commerce, tant aux Indes qu'en Europe, & toutes les autres Prétentions respectives en Amérique, fondées sur les Traitez, soit par rapport aux Limites ou autrement. Lesdits Commissaires pareillement dis-

cuteront & décideront les Prétentions que Sa Majesté Catholique peut avoir en vertu du Traité de mille sept-cent vingt-un pour la restitution des Vaisseaux pris par la Flote Angloise dans l'Année mille sept-cent dix-huit. Et lesdits Commissaires, après avoir examiné, & décidé les susdits Points & Prétentions, feront un rapport de leurs Procédures à Leurs Majestés Britannique & Catholique, lesquelles promettent que dans l'espace de six Mois après ledit rapport fait, Elles feront exécuter ponctuellement & exactement ce qui aura été ainsi décidé par lesdits Commissaires.

VII. Il sera aussi pareillement nommé de la part de Sa Majesté Très-Christienne & de Sa Majesté Catholique, des Commissaires, qui examineront tous les Griets généralement quelconques que les Parties intéressées auroient à former respectivement, soit par la restitution des Bâtimens saisis ou enlevés, soit par rapport au Commerce, Limites, ou autrement.

VIII. Lesdits Commissaires termineront exactement leur Commission dans l'espace de trois ans, ou plutôt si faire se peut, à compter du jour de la Signature du présent Traité, & cela sans autre délai ultérieur, sous quelque motif on prétente que ce soit.

IX. On effectuera dès-à-présent l'Introduction des Garnisons dans les Places de Livourne, Porto-Ferraro, Parme & Plaisance, au nombre de six mille Hommes des Troupes de Sa Majesté Catholique, & à sa Solde, lesquels serviront pour la plus grande Assurance & Conservation de la Succession immédiate desdits Etats en faveur du Serenissime Infant Don Carlos, & pour être en état de résister à toute Entreprise & Opposition qui pourroit être suscitée au préjudice de ce qui a été réglé sur ladite Succession.

X. Les Puissances Contractantes feront dès-à-présent toutes les diligences qu'Elles croiront convenables à la Dignité & au repos des Serenissimes Grand Duc de Toscane & Duc de Parme, afin que les Garnisons soient reçues avec la plus grande Tranquillité, & sans Opposition, dès qu'elles se présenteront à la vue des Places où elles devront être introduites.

Lesdites Garnisons feront aux présens Possesseurs le Serment de défendre leurs Personnes, Souveraineté, Biens & Etats & Sujets, en tout ce qui ne sera point contraire au Droit de Succession, réservé au Ser. Infant Don Carlos, & les présens Possesseurs ne pourront rien demander ou exiger qui y soit contraire.

Lesdites Garnisons ne se mêleront directement ni indirectement, sous aucun prétexte que ce puisse être, des affaires du Gouvernement Politique, Oeconomique, ni Civil; & auront ordre très-express de rendre au Serenissime Grand Duc de Toscane & Duc de Parme, tous les respects & honneurs Militaires, qui sont dûs à des Souverains dans leurs Etats.

XI. L'Objet de l'Introduction desdits six mille Hommes des Troupes de Sa Majesté Catholique, & à sa Solde, étant d'assurer au Serenissime Infant Don Carlos la Succession immédiate des Etats de Toscane, Parme & Plaisance, Sa Majesté Catholique promet, tant pour Elle que pour ses Successeurs, qu'aussi-tôt que le Serenissime Infant Don Carlos, son Fils, ou tel autre qui sera à ses Droits, sera Possesseur tranquille desdits Etats, & en liberté contre toute invasion & autres justes motifs de crainte, Elle fera retirer des Places de ces Etats les Troupes qui seront sennes & non pas propres à l'Infant Don Carlos, ou à celui qui sera à ses Droits; en sorte que par là, ladite Succession & Possession reste assurée & exempte de tous Evenemens.

XII. Les Puissances Contractantes s'engagent d'établir, selon les Droits de Succession qui ont été stipulés, & de maintenir le Serenissime Infant Don Carlos, ou celui à qui passeront ses Droits, dans la Possession & jouissance des Etats de Toscane, de Parme & Plaisance, lorsqu'il y sera une fois établi; de le défendre de toute insulte contre quelque Puissance que ce soit qui penseroit à l'inquiéter; se déclarant par ce Traité Garantes à perpétuité du Droit, Possession, Tranquillité & repos du Serenissime Infant & de ses Successeurs auxdits Etats.

XIII. A l'égard des autres Détails ou Reglemens concernant la Manutention desdites Garnisons une fois établies dans les Etats de Toscane, Parme & Plaisance, comme il est à présumer que Sa Majesté Catholique & les Ser. Grand Duc & Duc de Parme, en conviendront par un Accord particulier, L. M. Brit. & T. C. promettent que dès que cet Accord sera fait, Elles le ratifieront & garantiront, tant envers S. M. C., qu'envers les Ser. Grand Duc & Duc de Parme, com-

ANNO  
1729.



ANNO

1729.

comme s'il étoit inséré de mot à mot dans le présent Traité.

XIV. Les Etats Généraux des *Provinces-Unies* seront invités d'entrer dans le présent Traité & Art. Seront pareillement invitées ou admises de concert dans ces mêmes Traité & Art. telles autres Puissances dont on conviendra.

Les Ratifications du présent Traité seront expédiées dans l'espace de six semaines, ou plutôt, si faire se peut, à compter du jour de la Signature.

En foi de quoi, nous soussignez Ministres-Plénipotentiaires de S. M. Brit. de S. M. T. Chrét., & de S. M. Cath., en vertu de nos Pleins-Pouvoirs, qui ont été communiqués de part & d'autre, & qui seront ci-dessous transcrits, avons signé le présent Traité; & y avons fait apposer le Cachet de nos Armes. *Fait à Seville, le 9. jour de Novembre, 1729.*

W. STANHOPE. BRANCAS. El Marq. de la PAZ.  
(L.S.) (L.S.) (L.S.)  
B. KEENE. D. JOSEPH PATINO.  
(L.S.) (L.S.)

## ARTICLES SEPARE'S.

I. **B**IEN que conformément aux Articles Préliminaires il ait été dit par l'Article IV. du Traité signé ce jourd'hui, que le Commerce de la Nation Angloise en *Amerique* seroit rétabli sur le pied des Traitez & Conventions antérieurs à l'Année mille sept-cent vingt-cinq; cependant, pour plus de netteté, il est déclaré encore par le présent Article entre Leurs Majestés Britannique & Catholique, lequel aura la même force, & sera sous la même Garantie que le Traité signé ce jourd'hui, que sous cette dénomination générale, sont compris les Traitez de Paix & de Commerce conclus à *Utrecht* les treize Juillet & neuf Decembre de l'Année mille sept-cent & treize, dans lesquels sont compris le Traité de mille six cent soixante & sept, fait à *Madrid*, & les Cédules y mentionnées; le Traité postérieur fait à *Madrid* le quatorze Decembre mille sept-cent quinze; comme aussi le Contrat particulier nommé communément de l'*Assiento*, pour l'introduction des Esclaves Negres aux *Indes-Espagnoles*, qui fut fait le vingt-six Mars de ladite Année mille sept-cent treize; en conséquence de l'Article XII. du Traité d'*Utrecht*; & pareillement le Traité de Declaration touchant celui de l'*Assiento*, fait le vingt-six Mai mille sept-cent seize: Tous lesquels Traitez mentionnez en cet Article, avec leurs Declarations, seront dès aujourd'hui, (même pendant l'examen des Commissaires) & demeureront dans leur force, vertu & pleine vigueur; pour l'observation desquels Sa Majesté Catholique fera expédier au plutôt, s'ils ne l'ont été, les ordres & Cédules nécessaires à ses Viceroy, Gouverneurs & autres Ministres à qui il appartient, tant en *Europe* qu'aux *Indes*, afin que sans aucun délai ou interprétation, ils les fassent observer & accomplir.

Pareillement S. Maj. Brit. promet & s'engage de publier les ordres nécessaires, s'il en manquoit, pour remettre le Commerce des Sujets de l'*Espagne* en tous les Pais de sa Domination, sur le pied porté par lesdits Traitez, & pour les faire exactement observer & accomplir.

II. En conséquence, tous Vaisseaux, Marchandises & Effets qui n'auroient pas été pris ou saisis pour cause de Commerce Illicite, & qui seroient prouvez dès-à-présent par des Preuves & Documents authentiques, avoir été detenus, saisis ou confisquez dans les Ports d'*Espagne*, soit en *Europe*, soit aux *Indes*, & nommément le Vaisseau le *Prince Frederic* & sa Cargaison, s'ils ne l'ont déjà été, seront restitués immédiatement, dans la même espèce pour ceux qui se trouveront en nature; ou à ce défaut, la juste & vraie valeur selon l'estimation, qui, si Elle n'en a pas été faite dans le tems, sera réglée sur les informations authentiques que les Propriétaires auront à fournir aux Magistrats des Lieux & Villes où auront été faites les saisies: S. M. Brit. promettant de sa part le reciproque pour toutes saisies. Confiscation ou détentions qui pourroient avoir été faites contre la teneur desdits Traitez: Convenant Leursdites Majestés Brit. & Cath., qu'à l'égard de pareilles saisies, Confiscation ou détentions de part & d'autre, dont la validité ne seroit pas encore suffisamment éclaircie, la discussion & la décision en seroient remises à l'examen des Commissaires, pour y faire Droit sur le pied des Traitez ci-dessus mentionnez.

Les présens Articles Séparez auront la même force que s'ils étoient insérez de mot à mot dans le Traité conclu & signé aujourd'hui: Ils seront ratifiés de la même manière, & les Ratifications en seront échangées dans le même tems que celles dudit Traité.

En foi de quoi nous soussignez Ministres-Plénipotentiaires de S. M. Brit., de S. M. T. Chrét. & de S. M. Cath.: en vertu de nos Pleins-Pouvoirs, avons signé les présens Articles Séparez, & y avons fait apposer le Cachet de nos Armes. *Fait à Seville, le neuvième jour de Novembre mille sept-cent vingt-neuf.*

W. STANHOPE. BRANCAS. El Marq. de la PAZ.  
(L.S.) (L.S.) (L.S.)  
B. KEENE. D. JOSEPH PATINO.  
(L.S.) (L.S.)

## LXV.

ACCESSION de Etats Généraux des PROVIN- 21. Nov.  
CES-UNIES au Traité de Seville.

*Au Nom de la Très-sainte Trinité, Pere, Fils, & S. Esprit, trois Personnes distinctes, & un seul Dieu.*

**C**omme leurs Serenissimes Majestés le Roi de la *Grande-Bretagne*, le Roi Très-Christien & le Roi Catholique, ont jugé à propos, pour affermir davantage les liens de leur Union, pourvoir à la sûreté de leurs Royaumes & Etats, & conserver la Tranquillité publique, de faire entr'eux une Alliance, dont le Traité a été signé à *Seville* le 9. Novembre 1729: conformément au XIV. Article de ce Traité, les Etats Généraux ont été invités d'y accéder (*ici est inséré l'Instrument au Traité*) lesdits Etats ayant désiré de tout tems de continuer & de rendre plus ferme la bonne Intelligence & Amitié qu'ils ont l'honneur d'entretenir avec L. M. Brit., T. C. & Cath.; & L. H. P. souhaitant, autant qu'il dépend d'Elles, de contribuer à la conservation & l'établissement de la Tranquillité publique; Elles sont très-sensibles à l'invitation qui leur a été faite d'accéder à cette Alliance, étant convaincus qu'une plus étroite Union en est le principal but. Comme cette Alliance a en vûe entr'autres l'établissement d'une Confiance parfaite entre les Parties Contractantes, les Etats Généraux présupposent que les Alliez se communiqueront reciproquement, avec une entière confiance, leurs sentimens, tant par rapport aux moyens qu'on jugera, en cas de nécessité, les plus efficaces, pour conserver & maintenir toutes les Possessions & Droits, mentionnez dans ce Traité, que par rapport au Commerce & autres Intérêts tant en *Europe* qu'ailleurs.

Dans la ferme confiance que c'est là le véritable but & intention de Leursdites Majestés, L. H. P., pour donner des marques du désir qu'Elles ont de se lier plus étroitement avec L. M., & de la haute estime qu'Elles ont pour leur Amitié & Alliance, ont résolu d'accéder audit Traité, & ont nommé pour cet effet leur Ministre Plénipotentiaire, (*ici sont les titres de Mr. vander Meer*) lequel étant entré en Conférence avec les autres Ministres Plénipotentiaires, il a été convenu:

Que les Seigneurs Etats Généraux accederoient, comme le susdit Plénipotentiaire a déclaré qu'ils accederoient, & comme lui-même accede en effet en leur nom & de leur part audit Traité par le présent Acte, s'engageant envers Leurs Majestés susmentionnées à tout ce qui y est contenu, de la même manière que si elles avoient contracté avec eux dès le commencement; & L. M. témoignant que leur but & leur intention est telle qu'il est exprimé ci-dessus, elles accepteroient, ainsi que les susdits Ambassadeurs Ministres & Plénipotentiaires ont déclaré, & déclarent au nom & de la part de Leursdites Majestés, s'engageant envers L. H. P. à tout ce qui est contenu dans ledit Traité entièrement de la même manière que si elles avoient contracté dès le commencement avec L. M.

Sa Maj. Brit. & Sa Majesté Très-Chrét. confirment & renouvellent en considération de Leurs Hautes Puissances tous les engagements où elles sont entrées ci-devant pour procurer à leur République une entière satisfaction, tant par rapport à l'abolition de la Navigation & Commerce de la Compagnie d'Ostende aux *Indes*, que touchant les affaires d'Oostfride; & Sa Maj. Cath. s'obli-

ANNO  
1729.

s'oblige de la même manière, & par la même confédération, d'entrer dans les mêmes engagements, aussi-tôt qu'ils lui auront été communiqués; ce que les Etats Généraux promettent de faire dans trois Mois, à compter du jour de la Signature, ou plutôt si faire se peut.

D'autant que le Secours que L. H. P. donneront en cas de besoin n'a pu être réglé dans le Traité, on est convenu qu'il consistera en 4000. d'Infanterie & 1000. Chevaux.

S. M. Cath. s'engage de faire donner à L. H. P. une entière satisfaction sur leurs Griets tant aux Indes qu'en Europe, & d'ordonner que leur Commerce soit rétabli sur le pied des précédents Traitez. L. H. P. promettent de faire la même chose par rapport aux Griets de Sa Majesté fondez sur les Traitez: Et en cas qu'il survienne quelques difficultés dans l'examen desdits Griets, dont on ne puisse convenir, Sa Maj. Catholique & Leurs Hautes Puissances nommeront des Commissaires pour en traiter sur le pied réglé dans les Art. 6. & 7. du Traité inféré ci-dessus touchant les Commissaires des autres Puissances.

S'il arrivoit que Sa Majesté Catholique jugéât à propos d'accorder pour le présent ou à l'avenir, publiquement ou par quelques Conventions secrètes, par rapport au Commerce, quelques Droits ou Prerogatives à quelque Puissance que ce soit, les mêmes Droits ou Prerogatives seront immédiatement accordés aux Sujets de L. H. P., qui seront traités en tout comme la Nation la plus favorisée, conformément à ce qui est stipulé dans les Traitez précédents.

Comme Leurs Hautes Puissances ont représenté qu'il pourroit arriver certains cas où, en haine de leur Accession signée aujourd'hui, elles seroient attaquées & troublées de manière qu'elles seroient obligées d'avoir d'abord recours aux armes pour leur défense; & que ce cas arrivant, le tems nécessaire pour voir le succès des bons offices qui seroient employés, & après lesquels seulement leurs Alliez sont obligés de leur donner le Secours stipulé dans le second Article du présent Traité, les exposerait à de grands inconvénients, & les laisseroit exposés à la plus violente invasion sans être secourus par leurs Alliez, L. M. Brit. Très-Chrét. & Cath. pour donner aux Etats Généraux une nouvelle preuve de la part qu'Elles prennent à la conservation de la Repub. continuent de s'engager & promettent que dans ledit cas où la Rep. pourroit être exposée à un danger évident, Leurs Maj. donneront les secours promis par l'Art. II sans attendre le succès de leurs bons offices & de leurs instances qu'Elles auroient entamé auprès de l'Agresseur pour en obtenir la satisfaction & la réparation convenable.

Le présent Traité d'Accession des Etats Généraux sera ratifié par Leurs Maj. Brit. Très-Chrét. & Cathol. & par les Etats Généraux, & ces Ratifications seront dénoncées à la Cour d'Espagne dans trois Mois, à compter du jour de la Signature du présent Traité, ou plutôt si faire se peut; en foi de quoi, &c. *A Seville le 21. Novembre 1729.*

LXVI.

1730. LAUDUM ou Déclaration des Ducs de SAXE-GOTHA & de BRUNSWIC comme Arbitres dans les Differens entre les Rois de PRUSSE & de la GRANDE-BRETAGNE, terminés à Brunswick au Mois d'Avril 1730.

Comme il est survenu depuis quelque tems entre le Très-Illustre & Très-Puissant Prince Frederic-Guillaume, Roi de Prusse, Margrave de Brandebourg, Archi-Chambellan & Electeur du S. Empire Romain, Prince Souverain d'Orange, de Neuchâtel & de Valangin d'une part, & le Très-Illustre & Très-Puissant Prince George II, Roi de la Grande Bretagne, &c. Duc de Brunswick & de Lunebourg, Archi-Tresorier, & Electeur du St. Empire Romain, &c., de l'autre part, quelques Differens qui auroient pu causer dans la suite des Troubles dangereux, si Leurs Majestez, qui n'ont rien plus à cœur que le maintien de la Tranquillité publique & la conservation de leurs propres Terres & Sujets, n'avoient par une particulière Providence de Dieu, pris la Résolution de remettre ces Differens à l'Arbitrage & à la Décision de deux Princes de l'Empire.

Nous Frederic, Duc de Saxe-Gotha & Altenbourg, & Nous Auguste-Guillaume, Duc de Brunswick-Lunebourg, avons été choisis pour cet effet par L. M. le Roi de Prusse & le Roi de la Grande-Bre-

TOM. VIII. PART. II.

tagne, & Nous avons été dûment requis non seulement d'envoyer sans perte de tems nos Ministres Plénipotentiaires à Brunswick, comme le Lieu nommé pour la tenue du Congrès, & déclaré neutre en ce qui concernoit ces Négociations, afin de s'y assembler, mais aussi que Nous, Duc Frederic, serions conduits à Brunswick, par un Détachement de nos Troupes, les Gens réclamez par le Roi de la Grande-Bretagne, afin de les y garder jusqu'à la fin du Congrès, conservant néanmoins pendant ce tems là, la libre & entière disposition tant desdits Gens réclamez que dudit Détachement: Et que Nous, Duc Auguste-Guillaume, d'un autre côté, serions pareillement conduits à Brunswick, par un Détachement, les Bas Officiers & Soldats retenus en arrêt à Hanover, pour les y faire garder jusqu'à la fin du Congrès par notre Garnison; le tout conformément aux Conventions du 2. & 6. septembre & 2. Octobre derniers. Après que, pour l'avancement du Bien Public, & afin de donner des marques de notre estime particulière pour L. M., Nous eûmes de part & d'autre accepté cette Requisition, & qu'en conséquence Nous eûmes fait conduire au tems nommé, & fait garder jusqu'à présent à Brunswick les Gens arrêtés, conformément à la Convention réciproque, Nous nommâmes nos Ministres Plénipotentiaires; savoir, de la part du Duc Frederic, Monfr. Chrétien d'Uffeln, Conseiller Privé, & le Colonel Ch. Sigism. de Rauterantz; & de la part du Duc Auguste-Guillaume le Baron Jean Fred. de Stain Conseiller Privé, & le Colonel Elje Niephagen, lesquels, après que les Plénipotentiaires des 2. Rois; savoir, Monfr. Chrétien-Otto Mylius, Conseiller Privé de Justice & de Guerre, & Auditeur-Général de Prusse, & Mr. François-Conrad Horze, Conseiller de Hanover, & Auditeur-Général, eurent produit des informations suffisantes & des preuves par écrit des circonstances nécessaires de l'affaire, ont enfin, avec l'assistance de Dieu, terminé cette affaire à la tranquillité de quantité de Pais en Allemagne; & Nous avons jugé à propos de faire connaître par un Ecrit particulier notre Sentiment à cet égard, & de l'exposer dûment comme une Médiation & Décision.

Ainsi, d'autant que, conformément à la Déclaration, exhibée le 3 & 4. Avril par les Plénipotentiaires respectifs des 2. Rois, on est convenu à l'amiable, tant par rapport aux 202. Prussiens réclamez, que par rapport à une réclamation ultérieure réservée de la part de S. M. Brit., comme aussi touchant l'échange des Bas-Officiers & Soldats Prussiens arrêtés; qui doit précéder celui des autres, Nous Frederic, Duc de Saxe-Gotha, &c., & Nous Auguste-Guillaume, Duc de Brunswick-Lunebourg, reconnaissons que c'est conforme à la justice & à l'équité, que des Gens réclamez de la part du Roi de la Grande-Bretagne, & qui sont actuellement sous la garde du Détachement de Saxe-Gotha, il soit rendu à S. M. Prussienne,

George Dietrich Catz,  
Henry Math. Ziegler,  
Chrét. Kuhn du Pr. Albrecht,  
Joachim Koch,  
Michel Rommenstein,  
Jean George Knicmeyer,  
Jean Henry Daleke,  
Ern. Fred. Dondorf,  
Jean Heinrichs,  
Gasper Jasper,  
Jacob Fred. Warneke,  
Jean Henry Kratt,  
Jean Christ. Francke,  
Fred. Guil. Hubert,  
Hen. Christ. Jurgens,  
Jean Garlip,  
Joachim Schubart,  
Godefroy Thiele.

Et à Sa Maj. Britannique.

Jean Jürgen Hendeman,  
Jean Lohmann,  
Hans Pierre Portun,  
Franc. Dietrich,  
Chrét. Déker,  
Joachim Henry Moller,  
Chrét. Hoppe,  
Joachim Wiche,  
Nicolas Hilgemann,  
Chrét. Wienecke,  
Daniel Wichmann,  
Hans Henry Gerhardt;

X

Christ.

ANNO  
1730.



ANNO  
1730.

Chrét. Kohn du Reg. de Denhoff,  
J. Christ. Hollborn,  
Gaspar Ziegler,  
Godefroy Freidel,  
Henry Hartwig Bietgen,  
Detloff Heyerman,  
Etienne Peterfen.

Lesquelles personnes seront remises le lendemain de l'Echange des Bas-Officiers & Soldats Prussiens aux 2. Pleuipotentiaires de L. M. autorisés pour cet effet: Et qu'il soit restitué à l'Etudiant Gaufen les 150. Risdalers qui ont été confisqués, ainsi que S. M. Prussienne l'a déjà ordonné. Mais quant aux Personnes de

Jean George Hecken,  
Pierre Ottens,  
Jean Henry Zwingmann,  
Pierre Jasper,  
Jean Achilles,  
George Fred. Reichnecht,  
Jean George Hellmann,  
Nicolas Smiking,  
Joachim Baneke,  
Jean Christ. Bretschneider,  
Frederic Grappe,  
Frederic Guil. Ulrich,  
Jean Luhmann.

Lesquelles, quoique réclamées, n'ont pu être conduites à Brunswick, les Certificats & Documents exhibez de la part de S. M. Prussienne à cet égard sont reconnus comme suffisants: Cependant, L. M. se réservent leurs prétentions respectives, au cas qu'on puisse recouvrer quelqu'une desdites Personnes.

En foi de quoi Nous avons signé la présente Déclaration, en qualité de Princes de l'Empire, choisis pour cet effet, & y avons fait apposer le Sceau de nos Armes. Fait à Friedenstheim le 16. Avril, & à Wolfenbustel le 18. Avril 1730. *Etoit signé* FREDERIC, Duc de Saxe. AUGUSTE-GUILLAUME, Duc de Brunswick-Lunebourg.

## LXVII.

20. Sept. *Traité d'Alliance & de Commerce entre la Gr. Bretagne & la Nation des CHERROKÉES en Amérique.*

I. D'Autant que vous *Scayagusta Oukab* Chef de la Ville de Taltetia, vous *Scallosken Ketagustab*, vous *Tachbwa*, vous *Clogistab*, vous *Kollanab*, & vous *Ukwanequa*, avez été envoyez, par *Moytoy de Telliou*, avec l'approbation de toute la Nation des Cherokees dans une Assemblée tenue à Nikoffen le 14. Avril 1730, vers le Chevalier Baronet Alex. Cumming dans la Gr. Bretagne, où vous avez vu le Grand Roi George, aux pieds duquel ledit Chev. Alex. Cumming a mis, par ordre exprès de *Moytoy* & de tout le Peuple de Cherokees, la Couronne de votre Nation, les Cranes de vos Ennemis, & les plumes de Gloire comme une marque de votre soumission; le Roi de la Gr. Bretagne, qui cherit la puissante & grande Nation des Cherokees ses bons Enfants & Sujets, nous a autorisé pour traiter avec vous, & en cette qualité nous vous parlons, comme si toute la Nation des Cherokees, les vieillards, les jeunes Hommes, les Femmes & ses Enfants étoient ici présents: & vous devez considérer les paroles que nous vous disons comme étant prononcées par le Grand Roi votre Maître, que vous avez vu; & nous considérerons les paroles que vous nous direz comme les paroles de tout votre Peuple avec un cœur ouvert & sincère envers le grand Roi; sur quoi nous vous donnons quatre pièces de Serge rayée.

II. Ecoutez donc les Paroles du Gr. Roi que vous avez vu, & qui nous a commandé de vous dire que les Anglois en tous Lieux & des deux côtes des grandes Montagnes & des grands Lacs, sont son Peuple & ses Enfants qu'il cherit, que leurs amis sont ses amis, & leurs Ennemis ses Ennemis; qu'il lui étoit agréable que la grande Nation des Cherokees vous ait envoyé ici, pour polir la chaîne de l'amitié qui est entre lui & eux, entre votre Peuple & son Peuple; que la chaîne d'amitié entre lui & les Indiens de Cherokees est comme le Soleil qui éclaire également ici & sur les hautes Montagnes où ils habitent, & qui échauffe les cœurs des Indiens & ceux des Anglois; que comme on ne voit point de taches dans le Soleil, il n'y a ni rouille ni orduce à cette chaîne, & que comme le grand Roi tient attaché un bout de cette chaîne à sa poitrine, son intention est que vous preniez l'autre bout de cette chaîne pour l'attacher à la

poitrine de *Moytoy Telliou* & à celles de vos sages vieillards, de vos Capitaines & de votre Peuple, en sorte qu'elle ne se rompe & ne se détache jamais; & sur cela nous vous donnons deux pièces de Drap bleu.

III. Le grand Roi & les Indiens de Cherokees étant ainsi unis par la chaîne d'amitié, il a ordonné à ses Enfants les Indiens de la Caroline, de trafiquer avec les Indiens, & de se hâter de bâtir des Maisons & semer du bled depuis Careltstadt jusqu'à la Ville des Cherokees au de là des grandes Montagnes, car il souhaite que les Indiens & les Anglois vivent ensemble comme les Enfants d'une même Famille dont le grand Roi est le cher Père; & d'autant que le Grand Roi a donné ses Terres des deux côtes des grandes Montagnes, aux Anglois ses Enfants, il accorde aux Indiens de Cherokees le Privilège de vivre où ils voudront; & sur cela nous vous donnons une pièce de Drap rouge.

IV. La grande Nation des Cherokees étant à présent les Enfants du Gr. Roi de la Gr. Bretagne & lui étant leur Père, les Indiens doivent considérer les Anglois comme Freres d'une même Famille, & doivent toujours être prêts, aux Ordres du Gouverneur, de combattre contre quelque Nation que ce soit, soit blancs ou Indiens, qui inquiéteroient ou attaqueroient les Anglois: & sur cela nous vous donnons 20. fusils.

V. La Nation des Cherokees aura soin de tenir net le chemin du Commerce, & qu'il n'y ait pas de sang dans le chemin où les Anglois blancs marcheront, si même ils étoient accompagnés de quelque autre Nation avec qui les Cherokees seroient en Guerre; sur quoi nous vous donnons 200. Liv. de Poudre.

VI. Que la Nation des Cherokees ne permette pas que ceux qui la composent, aient Commerce avec d'autres blancs qu'avec les Anglois, & n'accorde à aucune autre Nation de bâtir aucun Fort ou habitation, ou de semer du bled au milieu d'eux, soit près de quelques Villes des Indiens soit sur les Terres appartenantes au Gr. Roi; & si l'on entreprenoit quelque chose de semblable, il faut que vous en donniez avis au Gouverneur Anglois, & que vous fassiez ce qu'il ordonnera pour maintenir les Droits du grand Roi sur les Terres de la Caroline. Sur quoi nous vous donnons 500. Liv. de Balles à Mousquets & 500. Liv. de Boulets de Canons.

VII. Qu'en cas que quelque Esclave noir se sauve de chez son Maître Anglois dans les Bois, les Indiens de Cherokees feront leur possible pour le prendre, & le ramener au Plantage d'où il s'est enfui, ou chez le Gouverneur; & les Indiens auront pour chaque Negre qu'ils ramèneront ainsi un fusil & un habit de sentinelle; sur quoi nous vous donnons une boîte remplie de Vermillon avec 10. mille pierres à fusil, & 6. douzaines de haches.

VIII. Que s'il arrivoit par malheur qu'un Anglois tuât un Indien, le Roi ou Chef des Cherokees en portera premierement ses Plaintes au Gouverneur Anglois, & celui qui aura commis le meurtre sera puni suivant les Loix comme s'il avoit tué un Anglois, & de même si un Indien tuoit un Anglois, l'Indien coupable sera livré au Gouverneur qui le punira suivant les Loix Angloises & comme s'il étoit un Anglois; sur quoi nous vous donnons 12. douz. de Couteaux à ressort, 4. douz. de Chandieres & 10. douz. de Ceintures.

IX. Vous devez savoir que tout ce que nous vous avons dit, sont les paroles du Gr. Roi que vous avez vu, & pour marque que son cœur est ouvert & sincère pour ses Enfants & amis les Cherokees & pour tout leur Peuple, il donne la main dans cette Bandouliere, demandant qu'elle soit reçue & montrée à tout votre Peuple, à leurs Enfants & petits-Enfants pour confirmer ce qui vous a été dit, & pour perpétuer ce Traité de Paix & d'amitié entre les Anglois & les Cherokees aussi longtemps que les Montagnes & les Rivières dureront & que le Soleil éclairera; sur quoi nous vous donnons cette Bandouliere. *Etoit signé*

Par ordre des Commissaires à Whitehall le 20.  
Sept. 1730.  
ALFRED POPPLE.

*Et plus bas étoit,*

Ceci soit pour la sûreté de *Moytoy de Telliou*, que j'ai vu, examiné & approuvé tous les Articles contenus dans l'Accord ci-dessus, auquel ledits Indiens ont donné leur consentement par mon avis.

*Signé*, ALEX. CUMMING.  
SUPLE.

ANNO  
1730.

# S U P L E M E N T

## A C E T O M E,

*Qui contient les Pièces qui concernent les troubles de l'OOSTFRISE.*

Les troubles de l'OOSTFRISE occupent tant les Politiques depuis environ dix ans, que nous avons cru que ce Recueil ne seroit pas complet, si nous n'y ajoutions les principales Pièces de ce fameux Procès, qui a commencé par des Plaintes à la Cour Imperiale par le Prince d'un côté & par les Etats du Pais de l'autre.

ANNO *Decret de Sa Majesté Imperiale* CHARLES VI.  
1721. *en Date du 18. Août 1721.*

18. Août. **D**E l'apart de Sa Majesté Imperiale CHARLES VI notre très-gracieux Seigneur, favoir faisons aux Etats du Pais d'Oostfrise, y compris la Ville d'Emden: que Sa Majesté Imperiale s'est fait rapporter très-humblement & selon toutes les circonstances, l'ample Représentation du Prince d'Oostfrise, au sujet de l'état présent dans ledit Pais, faisant voir, que les desordres dans l'Administration des choses les plus importantes pour le bien public ne provient que de l'injuste diminution des Droits Seigneuriaux, & de l'inspection générale qui y est inséparablement attachée; & qu'après une mure deliberation elle a trouvé, que les sentimens & l'intention dudit Prince ne tendent qu'à exercer le Gouvernement qui lui appartient de son Pais, d'une maniere conforme aux Constitutions connues de l'Empire en général, & en particulier aux Résolutions, Décrets, Accords, & Conclusions des Diètes en Oostfrise, pour le bien & l'avantage de tous les fidèles Sujets & Habitans du Pais, en faisant cesser les desordres qui s'y sont glifsez, & que pour l'exécution de ce loisible dessein, il cherche le puissant appuy de Sa Majesté Imperiale comme du Juge suprême, contre tous ceux qui oseroient empêcher ladite abolition des dangereux abus, & par conséquent les soins salutaires pour tous les Habitans du Pais.

C'est pourquoi Sadite Majesté Imperiale veut & ordonne, qu'à l'égard des Griets contre la Ville d'Emden, au sujet du refus qu'elle a fait de donner son consentement aux Charges publiques, ladite Ville doit payer sa quote-part arrearage, suivant les Ordonnances Imperiales, la fournir à l'avenir régulièrement à commencer du jour de la Date, & continuer toujours de même. Elle doit aussi non seulement répondre du tems passé, pourquoi, au grand préjudice du Pais & à la charge des autres Etats, elle n'a pas satisfait depuis tant d'années à ladite quote-part, mais aussi promettre de quelle maniere, & en combien de tems, elle satisfera dûment auxdits arrearages, & indemnifera ainsi le Public.

De plus, pour ce qui regarde les Griets contre les Etats du Pais, & les Administrateurs des Deniers publics, ils doivent

1. Toujours mettre en ligne de compte les amendes des contrevenans aux Ordonnances des Fermes, & d'en payer à l'avenir au Prince sans contradiction la moitié qui lui a été appropriée par les Documens qu'il a produits; aussi doivent-ils témoigner leur bonne volonté en dressant des comptes, comme ils y sont obligez, du montant des Arrearages de la moitié desdites amendes.

2. Ils doivent aussi dûment demander toutes les Sommes restantes sous quel nom que ce soit, & ne doivent permettre en aucune maniere, qu'elles s'accumulent faute d'être demandées, aussi doivent-ils presser incessamment le paiement de l'Argent arrearage qui s'est mis dans la Recette du Pais, & qui n'a point été reçu.

3. Ils doivent dresser les comptes du Pais sur le

TOM. VIII. PART. II.

ANNO pied de l'ordre du Pais, & y mettre spécialement & bien ANNO  
circonstancié tous les points de Recette, & y omettre tout ce qui n'a pas été reçu dans les formes; ils doivent observer la même chose par rapport à la dépense, & annoter soigneusement à chaque Article l'année, le Mois & le jour, & comment chaque dépense a été employée à l'usage destiné, c'est-à-dire, à l'avantage de l'Empire & du Pais, à quoi ils doivent joindre les Certificats nécessaires.

4. Comme ce n'est pas un des moindres Griets du Prince, que les Impôts du Pais, dont le Prince fait lever une Partie considerable sur les Héritages Patrimoniaux, sont employez à des frais de Procès pour des personnes qui sont en dispute avec le Prince, comme aussi à des présens pour des Patriotes, dont on n'exprime ni les noms, ni les mérites; plus au paiement des Intérêts des Capitaux négociés par les Etats du Pais, sans que le Prince, bien loin d'y avoir consenti, en ait seulement eu connoissance, & enfin à des frais de Legations & Commissions préjudiciables à la Maison du Prince, & que cette entreprise doit être regardée comme injuste, insupportable & digne de punition; Sa Majesté Imperiale ordonne de même severement, que les Etats du Pais & Administrateurs doivent éviter à l'avenir cet abus de divertir ainsi les Deniers du Pais, & se garder aussi par rapport à ce point, de ne le point attirer de l'embaras & de la punition en y contrevenant. Et pourra le Prince liquider en particulier le dommage qui lui a été causé par de telles injustes dépenses, lequel lui doit être restitué, permis pourtant à la Partie contraire d'alléguer les exceptions. Outre cela

5. Il paroît par toute ladite Représentation du Prince, que les desordres, dont il se plaint, viennent principalement de là, que les Etats du Pais s'approprient de leur propre autorité une Administration volontaire & illimitée des Deniers Publics, tant pour ce qui regarde leur Recette & dépense, que par rapport à la Revision des Comptes du Pais, à l'exclusion entière du Prince, & qu'ils ne font guères d'attention à les Représentations Paternelles; & comme de telles entreprises contraires aux Statuts & Constitutions de l'Empire, ne peuvent être excusées avec aucune apparence de Droit, bien loin de pouvoir être permises à des Sujets contre leur Souverain, parce qu'elles emportent un entier anéantissement du pouvoir du Prince & une destruction de l'ordre entre le Chef & les Membres; & qu'en même tems elle tend à une grande charge & ruine de tous les Habitans du Pais, qui ne prennent point part à de telles atteintes au Gouvernement du Prince; Sa Majesté Imperiale, en vertu de son Pouvoir suprême, & pour l'avancement & le maintien du bien public & de la justice, veut qu'on fasse cesser cette Licence dans l'Administration des Deniers publics du Pais d'Oostfrise, de laquelle il y a à craindre plusieurs fâcheuses conséquences, & déclare par le présent Décret, que le Prince est en Droit d'exercer par un Commissaire, qu'il établira lui-même pour cet effet, l'inspection générale sur les Deniers publics, afin que de la maniere susmentionnée ils soient portez dûment au Compte, & bien employez aux usages, auxquels ils sont destinés; qu'outre cela il peut demander raison & réponse des irregularitez qu'on pourroit découvrir dans la Recette ou la Dépense, & exiger satisfaction des Sommes illégalement assignées,



ANNO 1721. signées, qu'on y pourroit trouver, à ceux qui ont fait ces Assignations: Que les Etats du Pais & Administrateurs soient tenus de présenter les Comptes du Pais au Commissaire du Prince avec tous les Certificats requis, afin qu'il les voye & les examine, & d'écouter ses avis salutaires, & donner tous les éclaircissements qu'il demande.

Sa Majesté Imperiale déclare en outre très-justement, que tous les Comptes, qui depuis la Convention faite à Hanovre dans l'année 1693. n'ont pas été liquidés en présence, avec l'approbation, & la Quitance du Commissaire du Prince, seront tenus pour non valables, & que par conséquent lesdits Comptes, si le Prince demande, en vertu de son Droit d'Inspection générale, que son Commissaire les revoie encore de nouveau, doivent lui être délivrés avec tous les Registres, Quitances, & autres Pièces qui y appartiennent, & qui peuvent être jugées en aucune manière nécessaires pour l'éclaircissement des Articles douteux.

Pour prévenir donc à l'avenir de pareils desordres, & afin que les Administrateurs des Deniers publics, ne puissent s'exculer d'ignorance, il leur est déclaré par le présent Décret, sur lequel ils ont en tout tems à se régler, qu'aucun Comptable du Pais qu'ils auront liquidé ent'eux ne passera pour valable, ni qu'eux, ou leurs Heritiers, ne seront quittes de la justification, pour autant qu'ils ne soient ratifiés & autorisés de la manière susmentionnée par la Signature du Commissaire du Prince, & en cas que, contre toute attente, il se trouvât, à la Revision des Comptes du Pais, quelque Article qui ne pût être accommodé à l'amiable entre le Prince & les Etats du Pais, la décision en doit être laissée à Sa Majesté Imperiale, à laquelle pour cet effet sera envoyé le Registre des Comptes, avec un rapport y joint, de la véritable nature des points en dispute, & déduction des raisons de deux côtés; & en attendant cette décision Imperiale, on ne doit en aucune manière agir d'un propre pouvoir. Auquel Ordre Imperial, comme une règle constante pour exercer les fonctions d'Administrateurs avec d'autant plus d'attention, lesdits Administrateurs seront obligés, & s'ils y contreviennent, ils s'attireront inmanquablement un grand embarras, outre le risque de bonifier de leurs propres Biens le dommage qui sera causé par une négligence impardonnable dudit Ordre Imperial.

De plus Sa Majesté Imperiale exhorte encore très-gracieusement les Etats du Pais d'Ooïstrise, que dans les Charges Civiles & Militaires, ils se comportent pareillement d'une manière irréprochable, afin qu'on puisse voir en effet par leur conduite conforme au Serment prêté à leur Prince, qu'ils font attention à l'obligation qui en résulte, de procurer le maintien & l'avancement de son avantage, & de s'abstenir au contraire de tout dessein opposé au respect & obéissance du Prince, & préjudiciable à ses Intérêts & à ses Droits.

Enfin, parce que la demande du Prince, de le secourir d'une assistance convenable par an, est assez fondée dans lesdits Documents, & qu'outre cela il est conforme à l'équité, que les Etats du Pais marquent en effet leur fidélité à leur Prince, & la respectueuse estime qu'ils ont pour son bon & louable Gouvernement; Sa Majesté Imperiale ordonne très-gracieusement par le présent Décret auxdits Etats d'Ooïstrise, de se déclarer, tant par rapport à la Somme, qu'aux termes des payemens annuels, d'une manière si cordiale, équitable & en même tems obligatoire, que leur amour, fidélité & respect pour leur Prince soient vus, à leur propre gloire, de tout le Monde.

Après tout, Sa dite Majesté Imperiale ordonne à tous les Etats du Pais d'Ooïstrise, & Administrateurs, comme aussi en particulier à la Ville d'Embsen, par l'obéissance qu'ils doivent à l'Empereur, comme à l'unique Chef de l'Empire Romain, d'observer & exécuter la susmentionnée Résolution Imperiale en tous ses points fidèlement & inviolablement, sans aucune exception, & de n'y manquer point d'obéissance, sous peine de la disgrâce Imperiale, & d'une amende de cinquante Marcs d'or. Pour marque de leur parition réelle, ils doivent envoyer dans l'espace de deux Mois, un Député des deux Villes *Ausich & Norden*, & du Troisième Etat, avec les preuves de leur due obéissance.

Sa Majesté Imperiale assure tous les Etats du Pais de sa grace, &c.

Signé à Vienne le 18. Avril 1721.

*Succincte Dédiction, que le Decret de Sa Majesté Imperiale du 18. Août 1721. se trouve fondé sur les antérieures Résolutions Imperiales pour le Pais d'OOSTFRISE, Accords, Conclusions des Diètes, & Résolutions des Etats du Pais.*

I. Que la Ville d'Embsen doit contribuer, avec les autres Etats, aux charges publiques du Pais, est fondé dans les Textes suivans.

Art. 2. & 4. de l'Approbation des Etats d'Ooïstrise aux Comtes Edvard & Jean, du 2. Septembre 1590. O. H. Tom. 2. pag. 1094. & 95.

Art. 3. Conclusion de la Diète d'Embsen du 21. Mai 1590. O. H. Tom. 2. pag. 30.

Art. 2. de l'Accord fait à la Haye 1603. O. H. Tom. 2. pag. 308. avec la note marginale sur la 6<sup>e</sup>. quote-part qui se trouve dans la liste des Accords imprimée à Embsen 1612.

Résolution des Etats du 14. Septembre 1614. O. H. Tom. 2. pag. 436. *in fine*.

II. Qu'au Prince du Pais appartient la moitié des amendes pécuniaires, qui sont collectées par le College des Administrateurs & qui annuellement doivent être payées, est fondé

Art. 7. & 19. Approbations des Etats du Pais du 9. Octobre 1712. O. H. Tom. 2. pag. 414. & 15.

Art. 2. Approbation & Conclusion de la Diète du 2. Octobre 1612.

Art. 14. Ordonnances des Fermes O. H. Tom. 2. pag. 642. Tit. 7.

Ordonnances du College de Justice. O. H. Tom. 2. pag. 664.

Art. 10. de la Convention d'Hanovre de 1693. O. H. Tom. 2. pag. 1061.

III. Qu'on ne doit remettre aucuns restans aux Fermiers, est fondé

Art. 19. Approbation du 9. Octobre 1612. Conclusion de la Diète du 20. Octobre 1612.

Art. 10. Ordonnances des Fermes. O. H. Tom. 2. pag. 641.

IV. Touchant la reddition des Comptes du Pais, que les recettes & débours doivent être mis en ligne de compte, suivant l'ordre du Pais, avec des Certificats signés *cum anno, mense, die & loco*, est fondé

Chap. 3. Conclusion de la Diète d'Embsen de 1606. & particulièrement No. 8. O. H. Tom. 2. pag. 324.

Art. 17. Approbation des Etats du Pais de 1612. O. H. Tom. 2. pag. 415.

Art. 3. Conclusion de la Diète de 1612. O. H. Tom. 2. pag. 421.

Tit. 4. Ordonnances de Justice du College. O. H. Tom. 2. pag. 663.

V. Qu'aucune dépense de Procès, que des personnes particulieres soutiennent contre le Prince du Pais, ne doivent être remboursées des Deniers publics du Pais, est fondé

Art. 21. Approbation des Etats du Pais de 1612. O. H. Tom. 2. pag. 415.

Art. 3. Conclusions de la Diète de Norden de 1612 O. H. Tom. 2. pag. 421.

VI. Qu'aucuns présents pour des Patriotes inconnus, ne doivent être mis en ligne de compte, est fondé

Art. 17. Approbation des Etats du Pais de 1612.

Art. 3. Conclusion de la Diète de 1612. déjà allegué au §. 4.

VII. Que les Etats du Pais à l'insçu & sans le consentement du Prince, ne peuvent négocier de Capitaux à la charge de lui & de son Pais, & qu'il ne convient pas aux Etats de disposer des Deniers publics à l'insçu & sans l'approbation du Prince, est fondé

Art. 8. 9. 10. Decret Imperial 1589. O. H. Tom. 2. pag. 4.

Art. 8. & 9. Recès d'Exécution d'Embsen de 1590. O. H. Tom. 2. pag. 90.

Art. 4. Conclusion de la Diète d'Embsen de 1590. O. H. Tom. 2. pag. 31.

Art. 6. Conclusion de la Diète de Norden de 1593. O. H. Tom. 2. pag. 25.

Art. Refol. Imperial. de 1593. O. H. Tom. 2. pag. 83.

Art. Concordats de 1590. O. H. Tom. 2. pag. 140.

Gravamina 3. & 4. du Prince George-Christien, contre les Administrateurs des deniers du Pais, & la Résolution des Etats donnée là-dessus de 1662. dans laquelle on y est demeuré expressément aux Textes alleguez

ANNO 1721. guez du Decret Imperial de 1589. Recès d'Executions d'Embsen de 1590.  
Art. 9. Convention d'Hanover de 1693. O. H. Tom. 2. pag. 1061.

VIII. Que le dommage causé au Prince par cette mauvaise Administration & dépense des Deniers, lui doivent être restitués, est fondé.

Dans les Textes ci-dessus alleguez.

IX. Que les Etats du Pais n'ont pas une libre & volontaire Administration des Deniers publics sans le consentement du Prince, est aussi fondé dans les Textes ci-dessus alleguez, mais il est aussi spécialement contraire aux Statuts & Constitutions de l'Empire, contre lesquels aucuns *Pacta* ou Statuts Provinciaux ne peuvent valoir. *Vide Instrum. Pac. Orndbr. Art. 8. §. 7. Contra hanc actionem, &c. &c. Capit. Leopoldi. Art. 3. §. 7. Capit. Josephi. Art. 3. Caroli VI. Art. 15.* A quoi servent aussi toutes les Conclusions des Diètes dans lesquelles l'avis des Etats, par le Prince Regnant, font certains Reglemens pour l'Administration des Deniers publics.

X. Que le Prince doit avoir son Commissaire ou Inspecteur dans le College des Administrateurs, qui ait la suprême autorité, & qui veille à ce que les Deniers publics ne soient employez qu'ad *destinatos usus*: Cela parle de soi-même par tout ce qui est allegué ci-dessus, outre cela il est fondé dans les Textes spéciaux suivants.

Art. 10. Des approbations du Corps de la Noblesse d'Oostfild du 11. Janvier 1609. O. H. Tom. 2. pag. 315. *In fine.*

Cap. 1. §. 2. Conclusion de la Diète d'Embsen du 7. Fevrier 1614. O. H. Tom. 2. pag. 431.

Art. 1. Ordonnances des Fermes O. H. Tom. 2. pag. 639.

Resolution des Etats du 26. Mars 1682. O. H. Tom. 2. pag. 985.

XI. Que les Etats sont obligés de donner annuellement une certaine & considerable Somme d'Argent à leur Prince, est fondé.

Art. 9. Decret Imperial de 1598. dont le contenu est déjà allegué au §. 7.

Art. 12. dudit Decret O. H. Tom. 2. pag. 5.

Art. 10. Recès d'Execution d'Embsen de 1590. O. H. Tom. 2. pag. 9.

Art. 112. & 120. Concordats de 1599. O. H. Tom. 2. pag. 148. *In fine.*

Art. 3. Decret Imperial de 1688. O. H. Tom. 2. pag. 1011.

Art. 4. Convent. d'Hanover de 1693. O. H. Tom. 2. pag. 1061.

XII. Que les Etats n'ont pas le pouvoir de manier les affaires communes du Pais à l'exclusion du Prince, paroît bien de soi-même par la liaison naturelle qu'il y a entre un Prince & les Etats de son Pais, particulièrement il est fondé.

Art. 1. Convention du 1. Nov. 1678. entre la Princesse Christine-Charlotte comme Regente & Tutrice, & les Etats. O. H. Tom. 2. pag. 970.

Art. 7. Convention d'Hanover du 18. Fevr. 1633. plusieurs fois allegués.

XIII. Qu'il est défendu aux Etats d'avoir recours à toutes les Puissances, tant dedans qu'au dehors de l'Empire, & qu'au contraire, en cas de dispute, ils se doivent adresser à Sa Majesté Imperiale, & se contenter de sa très-juste décision, est fondé.

Art. 55. Resolution Imperiale de 1597. Extrait du Protocole du Conseil Aulique du 9. Avril 1677. nombre 1. O. H. Tom. 2. pag. 969.

Extraits Protocollis du Conseil Aulique du 15. Juin 1582. Nombre 1. O. H. Tom. 2. pag. 986.

Decret Imperial du 1. Octobre 1688. §. 7. O. H. Tom. 2. pag. 1013.

Art. 7. Convention d'Hanover de 1693. O. H. Tom. 2. pag. 1061.

XIV. Que le Prince a le pouvoir & le Droit d'agir contre le Bourguemaître & le Senat d'Embsen, même avec défense pénale pour le maintien & le rétablissement de ses hauts Droits, est fondé.

§. 16. 17. Ordonnance de Police de la Comtesse Anac pour la Ville d'Embsen O. H. Tom. 2. pag. 198. & 199.

Art. 10. Resolutions Imperiales de 1597. O. H. Tom. 2. pag. 93.

Art. 28. Mandats Imperiaux de 1602. O. H. Tom. 2. pag. 295.

XV. Que la Ville d'Embsen est obligée à reconnoître le Prince du Pais pour son vrai & immediat Seigneur Héritaire & Prince, de lui obéir & être fidèle & soumise, est fondé.

ANNO 1721. Art. 24. Resolutions Imperiales de 1597. O. H. Tom. 2. pag. 85.

Art. 77. Mandat du 17. Mars 1603. O. H. Tom. 2. pag. 281. & *seq.* & beaucoup d'autres.

XVI. Que la Garnison, ainsi nommée d'Embsen, n'est consentie que seulement pour quelques années, & non pas pour toujours, & que l'on ne peut pas s'en servir hors de la Ville, sans le consentement du Prince, & qu'en cas contraire, elle est tenuë *ipso facto* pour cassée: est fondé.

Art. 14. Accord fait à la Haye 1603. O. H. Tom. 2. pag. 304.

Resolution de Marienhuy du 1. Juillet 1619. O. H. Tom. 2. pag. 575.

Actes de la Diète d'Embsen imprimez en 1602. pag. 31. Resol. 1.

XVII. Qu'un Prince appartient en propriété la Douane tant au dedans que hors la Ville d'Embsen: est fondé.

Recès d'Executions de Norden de 1593. Art. 12. O. H. Tom. 1. pag. 207. §. 2.

Convention de Delft de 1595. *Ibidem.*

Resolution Imperiale de 1597. *Ibid.*

Concordats de 1599. *Ibid.*

Accord d'Osterhuyen de 1602. 1603. & 1611. *Ibid.*

Sentence du Conseil Aulique de 1612. *Ibid.*

Mandat Imperial de 1622. *Ibid.*

Sentence du haut Conseil de Hollande du 24. Fevrier 1635. *Ibid.*

XVIII. Restitution de quelques Tonnes d'or, dont le Prince a souffert dommage par la mauvaise administration des Administrateurs déportez, & par la retenue de *facta* de la Douane.

XIX. La permission à donner aux Juifs pour l'entrée dans la Ville d'Embsen, appartient au Prince, & est fondé.

Resolution Imperiale de 1597. Art. 18. O. H. Tom. 1. pag. 211. §. 10.

XX. Rendre compte des Deniers du Pais depuis la Convention d'Hanover en 1693.

XXI. Que la Chambre du Tresor ne doit pas être toujours à Embsen; mais qu'elle peut être déplacée par les Etats, avec le consentement du Prince, est fondé.

Sur la Resolution de la Diète de Norden de 1599. il a été trouvé bon que ladite Chambre devoit être à Aurich, où elle a été aussi effectivement; mais par la brigade de ceux d'Embsen, à la Conclusion de la Diète d'Embsen de 1606. elle est revenue dans leur Ville. Ceux d'Embsen ayant ensuite chassé de leur Ville deux Administrateurs qui ne vouloient pas s'accommoder selon eux, c'est pourquoi les Etats dans l'année 1615. ont derechef déplacé ladite Chambre à Aurich; quelque tems après elle fut replacée à Embsen, sans que les Etats l'ayant changée depuis, & y est confirmée par Sa Majesté Imperiale.

De tout ce que dessus, il paroît assez que Son Altesse le Prince ne cherche aucune nouveauté; mais qu'il demande seulement ce qui lui appartient par les Accords & Conventions faites, & à redresser les abus & mauvaises Administrations des Deniers Publics, pour le bien commun du Pais & de ses bons Habitans.

Dédution abrégée & solide de la Liberté, Pouvoir & Droit qu'ont les Etats d'OOSTERISE d'établir, percevoir & employer, sans le concours du Prince, les Contributions, Taxes & autres Impôts; publiée par ordre des Etats d'OOSTERISE à Embsen 1723.

LES Accords d'Oostfild qui servent de base au gouvernement de cette Province, ne font que trop connoître avec quelle application, des Ministres mal-intentionnez ont travaillé, de tems en tems quoiqu'inutilement par la grace de Dieu, à saper les Libertés, Droits & Privileges bien acquis des Etats d'Oostfild, qui sont tels qu'il y a peu de Pais dans l'Empire, qui puisse se vanter d'en avoir de pareils; & sur tout, le Pouvoir, la Liberté & le Droit de consentir, lever & employer, selon leur bon plaisir, à l'exclusion du Prince, les Contributions & les Taxes.

X 3

Mais



ANNO  
1723.

Mais le Tout-puissant ayant vûité dans sa colere la bonne Province d'Oostfrise en 1717, par une horrible inondation, ensuite que les Digues ayant été rompus, plusieurs funelles conjonctures ont empêché jusqu'à présent (1723.) qu'elles n'aient pu être réparées, ce qui est cause qu'une partie du Pais étant encore couverte d'eau, ressemble à une Mer agitée, & les Habitans les plus riches sont réduits dans une effroyable misère. Les Ministres du Prince ont cru que la conjoncture étoit favorable pour contester devant le Trône Imperial les Libertés que les Etats d'Oostfrise ont si précieusement conservé jusqu'à présent; & ils ont réussi jusqu'au point d'obtenir secrètement, sous de faux exposés par rapport à cet Article principal, un Decret Imperial du 18. Août 1721. C'est pourquoi l'on a trouvé à propos d'exposer ici les Articles des Accords du Pais & des Decrets Imperiaux émanés sur les disputes arrivées, avec connoissance de cause, & à la priere des Intéressés; & par ce moyen, de démontrer si évidemment les Droits des Etats, que les personnes les plus simples en puissent être convaincus.

II. Avant l'année 1606. il n'y avoit en Oostfrise aucune regle fixe pour l'Administration des Revenus du Pais; les Etats pourvoyoit dans l'occasion au nécessaire, & de cette maniere de tems immémorial ils ont en & conservé la libre disposition des Deniers, sans le concours du Seigneur du Pais, en sorte qu'il est dit expressément dans le Recès de la Diète de Marienhuy de l'an 1605.

Enfin pour en venir à l'Administration de tous & chacun desdits Deniers du Pais, puisque ces *pecunia Populi & Ordinibus, ratione Proprietatis & Dominii, ergo pleno jure* appartiennent aux Etats de cette Comté, & que *casus, periculum & commodum* desdits Deniers, selon tout Droit, les intéressent seuls & nul autre, ils jugent qu'en tout Droit & toute raison, l'entière disposition & Administration *pro arbitrio*, leur en appartient *tamquam Dominii*.

Mais comme l'on trouva qu'il n'étoit pas de l'intérêt du bien public de dresser ainsi chaque fois des regles pour l'Administration des Deniers Publics, les Etats sont convenus dans la Diète tenue à Embden en 1607. d'établir un College réglé auquel on pût confier l'Administration de ces Deniers du Pais, & dans le Recès de la Diète Chap. I. on fit le Règlement suivant.

1. Quant à la perception & employ de tous & chacun des Deniers Publics, Revenus & Contribution, les Etats de cette bonne Comté sont convenu que, *locus Ararii communis*, sera établi & fixé dans la Ville d'Emden, que la garde desdits Deniers sera confiée au Receveur general qui sera élu, après qu'il aura donné Caution suffisante; comme aussi seront confiés les Seceaux & Lettres concernant les Etats, à la garde du College des Assignateurs, leur recommandant de choisir dans la Ville d'Emden un endroit qui leur paroitra convenable: Neanmoins s'il arrivoit qu'après avoir pourvu aux charges du Pais, il restât quelque Somme considerable sur laquelle le Receveur n'auroit point eu d'Assignation, elle seroit renfermée par les Assignateurs dans la Caisse du Pais, dans la Maison de Ville.

2. Seront établis pour la perception, employ & Administration des Deniers publics & des Taxes, deux Assignateurs de chaque Ordre, & ainsi fix de la part des Etats de cette Comté: Savoir, de la part des Nobles *Schwer van Dahlen*, & *Jost Benning*; de la part des Villes *Focko Bolfan Krumwig* & *Otto Loringa*, & de la part du Tiers Etat *Hero Boyen* & *Ubbø Fielrich*, qui sont autorisés à choisir une personne capable pour leur Secrétaire; & il dépend du bon plaisir de Son Excellence notre gracieux Seigneur, de joindre au College des Assignateurs un Commissaire ou Inspecteur de sa part, tel qu'est à présent *Maurice Ripperda*, mais de maniere qu'il ne s'arrogé point de donner sa voix, ni d'administrer lesdits Deniers du Public.

Ce Règlement pris à la lettre, fait voir qu'il n'appartient pas au Seigneur du Pais d'exercer la moindre autorité dans l'Administration des Deniers Publics, puisque les Etats ayant statué entr'eux sur cette Administration, sans le concours du Prince, ont établi de leur part six Assignateurs pour les administrer, laissant seulement à la disposition du Prince de leur joindre un Commissaire qui ne donneroit point sa voix, encore moins pourroit s'arrogé l'Administration desdits Revenus.

III. A peine eut-on ainsi réglé & fixé l'Administration des Revenus, que l'on donna atteinte aux Droits

indisputables des Etats. Car le Comte Enno III. Seigneur très-entreprenant, & qui porta divers coups aux Libertés des Etats, voulut s'approprier la perception & la direction des Deniers consentis par les Etats: Mais les Etats firent voir si clairement que cela leur appartenoit, qu'il fut obligé de laisser, par accord provisionnel de l'an 1607. Art. 1. La perception, direction & disposition des Deniers Publics au College des Administrateurs ou Assignateurs, comme il paroît par les termes du Texte.

Que Son Excellence se déstiter de la perception ou direction des Deniers accordés & des Contributions consenties par les Etats, & remises à la disposition des Assignateurs, les laissant lever tranquillement & les laissant remettre au Receveur General établi, pour les payer & employer par ordre des Assignateurs, conformément à leurs instructions & aux Recès de la Diète.

D'où l'on doit encore conclure que le consentement des Taxes & Contributions dépend des Etats, & que le Seigneur ne peut pas s'en mêler.

IV. Après avoir posé pour base du Règlement susdit qu'il dépendoit privativement des Etats seuls de consentir, lever & employer les Deniers Publics; il fut statué expressément dans le Recès de la Diète d'Emden de l'an 1606. Chap. 3. §. 10. que le Receveur general rendroit compte de la Recette & de l'Employ des Deniers Publics, aux Députés des Etats, en présence du Commissaire du Prince, mais de telle maniere que si le susdit Commissaire ne se trouvoit point présent au tems fixé, le Receveur general ne seroit pas moins tenu de rendre compte aux Députés des Etats: Voici les propres termes.

Sera tenu (le Receveur general) y étant requis, lorsque les Assignateurs tiennent leur Assemblée ordinaire tous les six Mois, de rendre compte à ceux qui à cet effet seront toujours députés à l'excuse, en présence de quelqu'un commis par Son Excellence, & des Assignateurs des Etats: Et au cas que le Commissaire de S. Exc. ou l'un des Assignateurs ne se trouve pas in loco Erarii, au tems fixé pour la reddition des Comptes, il sera tenu de rendre lesdits Comptes à ceux qui se trouveront présents.

Ce qui est une preuve attentive que le Seigneur n'a aucun Droit de se mêler ni de l'Administration, ni de la perception des Deniers Publics: les personnes les plus simples comprendront aisément qu'autrement son Commissaire dans le College des Assignateurs auroit eu le pouvoir de donner sa voix, & que l'on n'auroit pu recevoir la reddition des Comptes sans son concours; sans parler de tous les Registres des Comptes publics, & des Quittances, où l'on peut voir que de tems immémorial il n'y a jamais eu que les Députés des Etats qui ont reçu & quittance les Comptes du Pais, sans le concours, & seulement en présence du Commissaire du Seigneur.

V. Dans le Recès de la Diète d'Emden de l'an 1618. Cap. de Collegio Administratorum Art. 1. cum Resol. il est dit que le Comte Enno n'a pas voulu se contenter d'envoyer quelqu'un en vertu du Texte allégué §. 4. pour assister à la reddition des Comptes; mais qu'il y avoit comparu en personne avec deux Commissaires & les Gens de sa suite, apparemment pour intimider par sa présence les Députés des Etats, & les empêcher de maintenir les Droits des Etats à cet égard; mais les Etats en ont protesté à ce que Son Excellence ne s'opposât pas à la disposition libre des Deniers Publics qui leur appartient seuls: Et ils ont obtenu que Son Excellence se contenteroit d'envoyer un Commissaire NIB. POUR OUIR la reddition des Comptes.

## G R I E F.

En conséquence du Recès d'Emden, Son Excellence joindra audit College, lors qu'on rendra les Comptes seulement un Commissaire, mais n'y comparoitra pas en personne avec deux Commissaires & toute sa suite, pour ne pas mettre obstacle à la libre disposition des Deniers qui appartient de Droit aux seuls Etats.

## R E L A T I O N.

Le Seigneur Comte veut bien se contenter d'envoyer un Commissaire POUR OUIR la reddition des Comptes, conformément au Recès d'Emden Chap. 3. Art. 10. outre l'Inspecteur établi par le Chap. 1. Art. 2.

VI. Il paroît clairement par le Texte suivant du Recès

ANNO  
1723.

ANNO 1723. Recès de la Diète de Norden de l'an 1620., non seulement que ni le Seigneur, ni aucun Membre des Etats ne peut arrêter de *facto*, ni s'opposer ou s'empêcher en aucune manière les Contributions & moyens de Collectes consentis avec ordre, NB. par les Etats, ou ceux qui pourront à l'avenir être consentis avec ordre, NB. par les Etats, jusqu'à ce que NB. les Etats établissent un autre règlement convenable; mais même le consentement & l'emploi des Deniers du Pais y est expressément réservé aux Etats seuls, à l'exclusion du Comte; ce qui est une nouvelle preuve indisputable que le Seigneur du Pais ne doit en aucune manière se mêler de ce qui concerne les Collectes. Voici ce Texte.

De plus son Excellence & un chacun ayant trouvé effectivement & par expérience que le manque de payer la Garnison d'Embsen, & les autres Créanciers du Pais, comme aussi les délais, empêchement & suppression des Contributions consenties unanimement, ainsi que les moyens de Collecte, & la nouvelle levée de Gens de Guerre causent une grande confusion, des défiances, & une révolte dans le Pais, & Son Excellence ayant gracieusement déclaré d'y vouloir remédier de son côté, les Etats pour arrêter & prévenir de tels inconveniens, ont unanimement résolu & irrévocablement consenti de laisser le cours libre aux Contributions & moyens de Collecte qui ont été consentis, régulièrement, ou qui seront consentis régulièrement à l'avenir jusqu'à ce que les Etats en ordonnent autrement, & ils n'y apporteront aucun obstacle ni empêchement de *facto*, ou autrement.

Quoique les Règlements & Conventions faites sous la Régence du Comte Enno confirment & maintiennent les Droits des Etats à ce sujet, cependant ils n'ont pu en avoir l'exercice paisible; car lorsque le Comte Rudolphe Chrétien parvint à la Régence, l'Article des Collectes fut encore mis en conteste, mais les Etats detinrent si bien leurs Droits que les Etats Généraux décidèrent expressément en 1626. que l'Administration des Deniers Publics, sous quelque nom que ce soit, appartenait généralement aux Etats ou au Collège, & que le Comte ne pouvait s'en mêler, ni par lui-même, ni par ses Officiers, ni en avoir la direction, encore moins y donner quelque atteinte & y apporter quelque obstacle. L'Article VII. de la Décision s'exprime ainsi:

Que Son Excellence laissera au même Collège la distribution des Deniers Publics, sous quelque nom que ce soit, & ordonnera à ses Officiers & Ministres d'affirmer & prêter main forte aux Administrateurs, ou à ceux qui exécutent leurs ordres, pour l'amélioration, la perception & Collection desdits Deniers; & Son Excellence, ni par elle-même ni par ses Ministres, ne s'en mêlera pas, ni n'en prendra pas la direction, encore moins y donnera-t-elle quelque atteinte, ou quelque empêchement.

Et lorsque sous la Régence du Comte Ulric II. on fit la révision de l'Ordonnance générale des Fermes de l'an 1621. il est dit expressément Art. II. sur le pied des Concordats,

Mais s'il arrivoit que le Fermier restât en arriéré dans le paiement; les Administrateurs & le Receveur Général auroient le pouvoir & l'autorité de procéder dans le tems de trois jours *via executionis* & sans autre forme de Procès, contre le Fermier ou sa Caution, par l'Exécuteur établi & confirmé par nous à cette fin; & les Magistrats de chaque Place, les Droffiers, Bailiffs, & Bourgeois-maîtres des Villes, y compris même celle d'Embsen, lui prêteront main forte, s'il est nécessaire, y étant requis, & suivant l'exigence du cas, sans le lui refuser, sans néanmoins s'attribuer directement, ou indirectement, aucun mouvement, direction, inspection, connaissance, interprétation, ou Jurisdiction en ce qui concerne les Fermes & Contributions, le laissant au Collège, sans retarder, différer ou empêcher l'exécution.

Il fut enjoint aux Officiers du Comte de prêter main forte aux Administrateurs dans la levée des Deniers Publics, sans pour cela s'attribuer la moindre autorité dans ce qui concerne les Collectes. D'où l'on peut encore conclure, que toutes les Diètes ont eu un grand soin d'ôter à la Maison des Comtes d'Oelsfrife toute occasion de préjudicier en aucune manière par ses Officiers, au Collège des Administrateurs des Deniers Publics.

VIII. Lorsque Son Altesse Serenissime George Chrétien parvint à la Régence en 1660. non seulement

on ne voulut pas laisser les Etats dans la paisible Administration des Collectes & des Deniers Publics, mais même on défendit par d'odieux Mandemens l'amélioration des Rôles & le paiement des Taxes consenties, on s'empara avec violence des Comptoirs du Pais, on voulut s'emparer des Collectes, & dépouiller par ces violentes Procédures les Etats de leur ancienne liberté. C'est ce dont les Etats se plainquirent dans la Convention de la Haye de l'an 1662. Chap. de Collég. Administr. Art. 1. 4. & 7. Il est dit Art. 7.

Quoique Son Altesse n'ait aucun Droit d'empêcher directement ou indirectement, la recette des Contributions consenties, & tout ce qui en dépend, comme l'amélioration de Rôles, &c. comme il paroit par l'Ordonn. des Fermes Art. 11. Décision de l'an 1626. Art. 7. Recès de Norden de 1620. §. De plus: néanmoins cela est souvent arrivé, comme en 1648, & encore en 1660. lorsque Son Altesse Serenissime a défendu par d'odieux Mandemens penals d'améliorer les Rôles & de payer les Taxes, sur quoi l'on demande satisfaction & réparation pour l'avenir.

L'Art. 4. porte,

Quoique Son Altesse Serenissime n'ait pas le Droit de toucher aux Comptoirs du Pais, ni directement ni indirectement, suivant le Recès d'Embsen de l'an 1606. Cap. 1. l'Ordonnance des Fermes Art. 11., l'Accord provisoire Art. 1. 2. 3. & 5. Décision de 1626. Art. 7., cela est néanmoins souvent arrivé, particulièrement cette année-ci à Lehr par le Ampts-Verwalter de Norden & ailleurs, où non seulement on a ouvert les Comptoirs de vive force, menacé les Fermiers, & emporté l'Argent Comptant, mais même on a pris à un certain Labbe Foeke, dans le Bailliage de Pewsum, son propre Argent, sous prétexte que c'étoit de l'Argent des Impôts; c'est de quoi l'on demande réparation & satisfaction, & sûreté pour l'avenir, particulièrement suivant l'Accord d'Oolterhuys Art. 30.

L'Article sept. expose encore la chose plus clairement.

Quoique Son Altesse Serenissime n'ait NB. rien à dire par rapport au consentement la perception & l'Administration des Deniers Publics & de tout ce qui en dépend, & que NB. dépend uniquement des Etats & des Administrateurs, suivant l'Ordonn. des Fermes Art. 11. §. Néanmoins, &c. la Décision de 1626. Art. 8. l'Accord provisoire de 1607. Art. 1. 2. 3., néanmoins Son Altesse a voulu s'arroger *ius collectandi*, & non seulement elle a fait déchirer par les Ministres les Placards des Administrateurs afficher, mais même Elle en a fait afficher d'autres, qu'elle a fait publier du haut des Chaires, comme si elle s'étoit prise dans une Diète, même après la Résolution des Etats Généraux du 3. Décembre 1660., & sans en faire mention, ce qui étoit directement au mépris & à l'énervation de la Jurisdiction des Administrateurs.

Les Etats Généraux ont donné leur décision sur cet Article en ces termes:

Les Rôles des Taxes seront revus, alterez & corrigez suivant les Résolutions & sous l'autorité des Etats, à la vérité en présence des Officiers nommez & autorisez à cet effet par Son Altesse, qui ne serviront aux Administrateurs que pour les informer.

Mais si lesdits Officiers en étant requis, refusoient de comparoître, les Administrateurs se feront informer par d'autres personnes; & dresseront ainsi les Rôles des Taxes; ainsi pour ce qui concerne l'Administration des Deniers du Pais, les Comptoirs, & ce qui en dépend, en observeront les Accords & Conventions.

Sur l'Art. IV. Leurs Hautes Puissances résolurent ce qui suit.

Son Altesse Serenissime, en conséquence des Textes alleguez, ne mettra, ni ne fera mettre la main, directement ou indirectement, sur les Comptoirs du Pais, sous quelque prétexte que ce puisse être.

L'Article VII. fut décidé ainsi:

Quant au consentement, la perception, l'Administration & la recette des Deniers Publics, on observera exactement le contenu de l'Art. II. de l'Ordonnance des Fermes, revu par feu le Comte Ulric le 30. Août 1621.

Ainsi il ne restera aucun doute à toute personne impartiale & de bon sens, que le consentement, la recette & l'emploi des Deniers Publics dépendent des Etats seuls sans le concours du Prince; vu fur tout qu'il est dit clairement dans la Décision alleguée du premier Article, que des Rôles des Taxes seront dressés par ordre & suivant la Résolution des Etats par les Administrateurs.



ANNO  
1723.

nistrateurs, & que les Officiers du Prince ne serviroient que pour leur donner des informations ; sans parler que cette Décision contient expressément, que par rapport à l'Administration des Deniers Publics, aux Comptoirs, & ce qui en dépend, on observera les Accords & Conventions du Pais, particulièrement que le Prince n'entreprendra rien à cet égard contre les Etats. Outre cela la Résolution sur le quatrième Article dit expressément, que le Prince ne pourra mettre, ou faire mettre la main, ni directement ni indirectement sur les Comptoirs du Pais. La Décision touchant l'Art. 7. montre clairement que tout, ce qui concerne l'affaire des Collectes, a été conservé sans aucun préjudice aux Etats par les Traitez de la Haye, puisqu'il est dit mot pour mot, que quant au consentement, la recette & l'emploi des Deniers Publics, on observera exactement & sans exception le susdit Art. 11. de l'Ordonnance générale des Fermes. Mais il est expressément ordonné dans cet Article, comme on peut le voir §. 7. que les Officiers du Comte, à présent du Prince, ne s'attribueront ni directement ni indirectement, aucun manquement, direction, ou inspection, connoissance, interprétation & Jurisdiction, par rapport à l'affaire des Collectes : d'où il s'ensuit raisonnablement, que le Prince ne peut s'arroger par rapport au consentement, recette, & Administration des Deniers Publics, ni directement ni indirectement, aucun manquement, direction, autorité, connoissance, interprétation ou Jurisdiction, mais qu'il doit laisser le tout aux Etats.

IX. Après la mort de Son Altesse Serenissime George-Chrétien, on donna, sous la Régence de la Tutrice la Veuve, de telles atteintes à toutes les Branches des Libertés, Droits, & Privilèges des Etats, sans oublier l'Article des Collectes, que dès l'année 1668. il fallut remédier par l'intervention des Etats Généraux aux Contraventions faites aux Accords, particulièrement par rapport à l'Article des Collectes, voici ce qui fut réglé en 1668. Chap. 2. du College des Administrateurs.

Art. 1.  
Les Conseillers du Prince ont imposé & reçu quatre Taxes Capitales sans le consentement des Etats, dont Leurs Hautes Puissances prétendent que l'on doit faire restitution.

Ad Art. 1.  
D'autant que par l'intervention amiable des Députés extraordinaires de Leurs Hautes Puissances la bonne harmonie & la confiance ont été rétablies entre Son Altesse & les Seigneurs Etats, cette demande tombe d'elle-même, & ainsi on ne parlera plus de ladite restitution, de même les prétentions pour les avances faites par Son Altesse aux Troupes de Lunbourg, resteront éteintes.

Art. 2.  
Ils ont défendu par des Mandemens pénaux dans tous les Baillages la levée des deux Taxes Capitales.

Ad Art. 3.  
Pour les raisons susdites ceci cessera aussi.

Art. 4.  
Ils donnent des Mandemens pour causes de Fermes, ce qui des causes obstacles aux Administrateurs dans leurs Charges.

Ad Art. 4.  
Les Officiers du Prince ne se mêleront aucunement des Fermes, ni d'aucune Taxe consentie régulièrement, d'autant que cela est contraire à l'Ordonnance des Fermes.

X. La bonne harmonie & l'amiable confiance entre la Régence de la Tutrice & les Etats, rétablies par les Députés extraordinaires de Leurs Hautes Puissances ne dura qu'autant que les Ministres mal-intentionnez de la Régente trouverent une occasion favorable de tomber sur les Etats, car à peine eut-on remédié aux Contraventions que l'on accumula les violations des Accords, on alla plus loin, & en 1673. on sollicita auprès de l'Empereur la cassation du College des Administrateurs, & du prétendu mauvais usage qu'ils faisoient de leur autorité, puisqu'ils s'attribuoient au Donnaire absolu sur les Deniers Publics à l'exclusion du Prince, & même qu'ils s'écartent les regles selon leur bon plaisir. On a fini obtenir alors une Commission adressée au Roi de Dannemark en qualité de Comte d'Oldenbourg & de Delmenhorst, pour écouter les deux Parties touchant leurs Griets, & employer tous les bons offices pour les reconcilier, & au cas qu'on ne put pas y réussir, les ouïr contradictoirement, & délivrer d'abord les acta cum voto, comme on le peut voir plus au long dans l'Extrait du Protocole du Conseil Aulique rapporté dans l'Histoire d'Oostfrise publiée en dernier lieu Tome II.

Liv. 4. No. 26. cependant on n'a pu parvenir juridiquement par la voye de cette Commission, à renverser la liberté bien acquise des Etats par rapport à l'Administration des Revenus du Pais. Ainsi le Ministère du Prince ne pouvant réussir légitimement par cette voye à opprimer les Droits des Etats, on eut recours aux voyes de fait, on imposa des Taxes, on les leva, & l'on ne cessa de donner toutes sortes d'atteintes aux Droits des Etats, par rapport aux Collectes, jusqu'à ce qu'en 1678, la Tutrice Regente fut obligée de faire un Accord avec les Etats, par lequel non seulement elle consentit à faire rendre compte aux Etats, conformément au §. 3. de l'Accord provisionnel de 1607, de la recette & de l'emploi des Taxes mises & levées contre les Accords du Pais, mais même elle s'obligea absolument & constamment aux Etats pour elle & ses Successeurs de ne jamais lever aucune Taxe, Impôt ou Contribution, soit en tems de Guerre ou de Paix, quelque chose qui put arriver, encore moins in casibus extraordinariis sub pretextu necessitatis, ni dans aucun cas ordinaire, comme aussi de ne donner ou faire donner aucun ordre à ses Officiers ou Ministres pour les lever, en un mot, NB. de ne se mêler en aucune manière des Deniers Publics, & d'en laisser le soin aux Administrateurs, Son Altesse promettant que ni elle, ni ses Ministres, n'y donneront plus la moindre atteinte.

Ainsi par les mêmes raisons, renonçons expressément au Procès entamé en 1673. contre les Administrateurs touchant l'Administration indépendante des Deniers Publics.

Voici comme s'exprime l'Accord d'Aurick de l'an 1678.

2. Son Altesse Serenissime par amour pour la concorde, en conformité de la Convention provisionnelle de 1607, & à la prière des Etats, leur a fait remettre toute la recette & l'emploi, & par conséquent le compte entier des Taxes levées par ordre de Son Altesse ; produisant en même tems une exacte specification des restes desdites Taxes qui ne sont pas encore payez, & particulièrement de ceux qui en ont été exemptez, comme aussi du logement des Troupes. Et quoique les Etats aient produit sur ce sujet plusieurs Griets, démontrant que par là les Accords d'Oostfrise ont été violez à plusieurs égards, cependant comme ceux qui restent en défaut & les exemptes sont spécifiés à l'avantage des Etats, par une considération particulière pour Son Altesse Serenissime, par affection pour le jeune Prince, & par un sincère desir de rétablir le repos & la bonne intelligence dans le Pais, ils déclarent dès à présent & pour toujours, qu'ils tiennent Son Altesse Serenissime & le Prince son Fils, franc & quitte de toutes demandes & prétentions qu'ils pourroient avoir, tant par rapport aux Taxes qu'aux Quartiers des Troupes de Munster, comme aussi ils renoncent irrévocablement à toute action qui pourroit leur competer à cet égard, particulièrement au Processus Mandati de restituendo du Conseil Aulique de l'Empire, mais se réservent expressément ce qui doit leur revenir des restans & exemptes, comme aussi les dépens, dommages & Dettes des Quartiers des susdites Troupes de Munster ou autres, contre tout autre ayant prétentions in genere & in specie ; Son Altesse promettant aux Etats de ne s'y pas opposer, bien entendu que l'on agisse avec une modération convenable, & que l'on n'intente aucune action contre qui que ce soit, qui auroient été en commission dedans ou dehors le Pais de la part ou par ordre de Son Altesse, comme Son Altesse a promis de son côté de n'intenter action contre personne des Etats qui jusqu'ici aura été employée de leur part, ou en leur nom, dans quelque commission au dedans ou au dehors du Pais. De plus

3. Son Altesse s'oblige absolument & constamment envers les Etats pour elle & ses Successeurs à la Régence, de ne jamais lever aucune Taxe, Impôt ou Contribution, soit en tems de Paix ou de Guerre, quelque chose qui pût arriver, encore moins in casibus extraordinariis, sub pretextu necessitatis, ni dans aucun cas ordinaire, comme aussi de ne donner, ni faire donner aucun ordre à ses Officiers ou Ministres pour les lever, en un mot, de ne se mêler en aucune manière des Deniers publics & d'en laisser le soin aux Administrateurs ; Son Altesse promettant que ni elle ni ses Ministres n'y donneront plus la moindre atteinte.

4. Enfin les Procès non décidés & auxquels on n'a pas renoncé, pendans entre Son Altesse & les Etats, par devant la Cour Imperiale, resteront réservés aux Parties, à l'exception du Processus Mandati de restituendo, que les Etats ont abandonné dans l'Article 2. ci-dessus, comme

ANNO  
1723.

ANNO  
1723

comme aussi le Procès entamé en 1673. par Son Altesse contre les Administrateurs, auquel S. A. renonce expressément par ces présentes.

Après avoir vu la Maison d'Oostfrise s'obliger absolument dans ces conjonctures envers les Etats, qu'il puisse arriver, de ne se point mêler des Deniers Publics, & d'en laisser le soin aux Administrateurs, renonçant expressément au Procès entamé pour leur dispute l'Administration indépendante desdits Deniers à l'exclusion du Prince; il n'y a point de personnes impartiales & équitables, qui n'avouent qu'il est inconcevable que le Prince puisse avec la moindre apparence de Droit prétendre aujourd'hui l'inspection & la con-direction des Deniers Publics, étant absolument obligé de n'y pas mettre la main.

XI. Non-seulement Sa Majesté Impériale Leopold a confirmé, à la prière des deux Parties, la susdite Convention de 1678. mais encore lorsque les Ministres du Prince (sans respecter cette Convention ni les autres Accords) ont voulu se servir auprès du Conseil Aulique de l'Empire du §. 3. de la Capit. Leop. & du Recès de 1654. §. 102. pour ôter aux Etats le *sui collectandi*, ou la liberté qu'ils ont de consensir, lever & employer les Taxes à l'exclusion totale du Prince, Sa Majesté Impériale, avec une entière connoissance de cause, a enfin décidé très-équitablement en 1684. que les choses devoient rester sur le pied des précédens Decrets Impériaux, avec ordre que puisqu'il n'appartenait pas alors à la *Intérie Reiguanie* de s'opposer aux Administrateurs du Trésor des Etats, qui NB. en vertu de NB. plusieurs Accords anciens, & de la Transaction confirmée par Sa Majesté Impériale en 1678. en étoient en possession, tant par rapport à l'Administration qu'à l'imposition & la levée des Mois Romains & NB. autres Taxes; elle n'y formerait plus aucune opposition ni obstacle.

Ce Decret Impérial qui est du 28. Juin 1684. est conçu en ces termes:

„ON nous a fait très-humblement rapport du contenu de votre Lettre du 15. Avril dernier par rapport à l'imposition & la levée des Mois Romains, particulièrement qu'elle ne pouvoit accorder à ses Etats la levée privative du Turcken-thur exigé, non plus que l'Administration indépendante des Deniers Publics, & des Land-thuuren; demandant humblement d'en donner la Commission à notre Chambellan & Conseiller Aulique de l'Empire, le Baron de Pfistersdorf, tant pour l'un que pour l'autre, & d'exempter le Pais des Quartiers & de l'entretien des Troupes, sans avoir égard à ce que vous alleguez de nouveaux sans touchant NB. l'Administration, l'imposition & la levée des Mois Romains, que touchant l'expédition de notre Commission Impériale en faveur dudit Baron de Pfistersdorf, que nous avons déjà déchargé de ce qui concerne les affaires d'Oostfrise, nous nous en tenons aux Decrets Impériaux que nous avons déjà rendus. Mais quant au départ des Troupes nous avons dépêché aujourd'hui nos intentions à notre cher Oncle l'Electeur de Brandebourg. Ainsi nous vous ordonnons de nouveau par celle-ci, de légitimer quelqu'un de votre part auprès de notre Commission Impériale, qu'il n'est pas tout à fait nécessaire que vous comparoissiez en personne: & vous n'empêchez ni ne troublez lesdits Administrateurs du Trésor des Etats, dans l'Administration, imposition & levée des Mois Romains & NB. autres Taxes, ce dont ils sont en possession en vertu NB. de plusieurs Accords NB. anciens, & de la Transaction que nous avons confirmée en 1678. ensuite que vous n'avez aucun Droit de vous y opposer.”

XII. Ce Decret s'accordoit avec les Constitutions de l'Empire, comme il étoit fondé incontestablement sur les Accords d'Oostfrise, savoir, que l'on ne pourra employer les Constitutions de l'Empire pour renverser les Statuts particuliers d'Oostfrise; outre que sans avoir recours à plusieurs citations, on fait qu'en general les Constitutions de l'Empire se reçoivent avec réserve des Pactes, Accords, Privilèges, Reversales, & autres dispositions faites avec les Etats du Pais, par lesquelles on a pourvu à ce qui les concerne & les Sujets de chaque Place. En particulier, lorsque la Diète de l'Empire souhaita d'étendre le susdit passage du Recès & de la Capitulation Impériale à toute sorte de cas, voulant qu'on ne pût y opposer ni Accords ni Privilèges, particulièrement que les Etats, sans égard pour aucun Privilège, ne pussent s'arroger l'Administration particulière des Deniers Publics, Sa Majesté Impériale déclara gracieusement dans ses Résolutions envoyées à la Diète en

TOM. VIII. PART. II.

1670. qu'elle ne pouvoit accorder cela, & qu'au contraire elle étoit obligée de laisser chacun dans le Droit qui lui appartenait de la même manière qu'il avoit été pratiqué jusqu'alors.

Deplus il a été amplement pourvu dans tous les Accords d'Oostfrise, que le Prince ne pourra demander aucun Mandement Imperial contre eux, & qu'il n'aura pas recours aux Constitutions de l'Empire, pour s'y délivrer de ses obligations, ou le dégager de leur entière observation; on peut trouver dans l'*Histoire d'Oostfrise Tom. II. Liv. 4. num. 2. pag. 885.* la Déclaration du Prince à cet égard lorsque les Etats se plaignirent que l'on tâchoit de renverser les Accords du Pais à force de Mandemens Impériaux, & à la faveur des Constitutions de l'Empire: la voici

„Son Altesse Serenissime ne fait pas que ses Prédécesseurs aient jamais demandé des Mandemens Impériaux pour éluder l'observation des Accords, & il n'est pas d'intention de le faire. Quant à l'exemple qu'on allègue, cela est arrivé à la prière des Etats mêmes; au reste Son Altesse étant un Etat immédiat de l'Empire, elle a Droit de le servir des Constitutions & bénéfices de l'Empire in casibus licitis & per *Padra Provincialia non exceptis* (au cas qu'ils ne soient pas exceptés dans les Accords du Pais).”

Le Ministère du Prince n'a pas voulu s'en tenir là, il a souvent importuné l'Empereur de ses Plaintes, sans pouvoir néanmoins obtenir que le Decret provisionnel de 1688. touchant l'Administration des Deniers Publics, statât rien de contraire aux Loix du Pais; au contraire, il y est ordonné que les choses resteroient sur le même pied, car il y est dit sur ce sujet:

„Aussi reste l'Administration, la Recette & la direction desdits Deniers Publics NB. restera aux fix Administrateurs NB. élus à cet effet par les Etats, présentez & confirmés par le Prince en prêtant Serment, en présence d'un Inspecteur ou Commissaire du Prince, qui y représentera la personne ou la place du Prince. Le Receveur établi par les Etats prêtera aussi serment & donnera caution; bien entendu que les Administrateurs ou Assignateurs n'appliqueront respectivement les Deniers Publics à d'autres usages qu'à ceux auxquels ils font destinez, & se conduiront en tout de manière qu'ils puissent en répondre au jour ordinaire de la reddition des Comptes tous les ans le 10. May, en présence de l'Inspecteur du Prince, & même encore d'un Commissaire, si le Prince trouve à propos de l'adjindre, ou autrement ainsi que de Droit.”

D'où il paroît clairement que l'Administration, la Recette & l'emploi des Deniers Publics a été conservé aux Administrateurs des Etats en présence d'un Inspecteur du Prince, ainsi qu'il est démontré ci-dessus §. 2. & la reddition des Comptes, en présence d'un Commissaire du Prince, comme on l'a établi §. 4. & 5.

XIII. Le Ministère du Prince voyant que bien loin d'avoir obtenu ce qu'il souhaitoit, le passage allégué ci-dessus du Decret Impérial de l'an 1688. le mettoit bien loin de son Compte; épia l'occasion (d'autant que le Prince & les Etats reçurent ordre le 27. Octobre 1690. de poursuivre la Décision de leurs Griets respectifs sur lesquels on n'avoit pas prononcé dans le Decret précédent) de porter en 1691. un nouveau Griet devant le Conseil Aulique, touchant l'Administration des Deniers Publics; il étoit en ces termes:

„Que les Etats, & en leur nom le College des Assignateurs & Députés ne s'arrogeaient point la Direction & Administration privative des Deniers Publics suivant l'arrangement, la Taxation ou Quotisation des Rôles des Taxes, mais qu'ils en remissent la souveraine inspection & la con-direction à Son Altesse Serenissime, comme Souverain, & à l'Inspecteur qu'il établira dans la suite, comme aussi aux Commissaires extraordinaires qu'il enverra pour recevoir la reddition des Comptes; qu'ils lui ou leur, rendissent compte des Articles qui restent ouverts dans la Recette, & particulièrement de la sixième quote-part due par la Ville d'Embsden & du refus de ne pas mettre dans la liste des Sommes employées, certains Articles illégalement & injustement assignés; nonobstant le contenu des *Compacta* d'Oostfrise, & du Decret provisionnel de l'Empereur ci-dessus allégué, & par conséquent de produire, de rendre & dûment restituer tous les Comptes rendus sans ordre, & d'une manière peu convenable, hors de sa présence & sans son approbation & sa quittance; lui remettant au profit du Public, les *Retinnet* & reliqua desdits Comptes.”

Sur quoi fut prise la Résolution suivante.

Y

„QUANT

ANNO  
1723.



ANNO  
1723.

"QUANT à l'Administration des Deniers Publics, l'Inspecteur du Prince & son Commissaire extraordinaire pour l'audition des Comptes; le Prince est renvoyé à l'Art. 2. du susdit Décret Imperial, & il est dérechef ordonné aux Etats de faire reviser leurs Comptes jusqu'à présent, de manière qu'il ne reste aucune juste raison de plainte: ce qu'ils produiront *sub terminis duorum mensium*, sans s'arrêter à l'Hommage."

Chacun peut voir que par là on ne donna aucune atteinte à la Liberté des Etats, par rapport aux Collectes, qui même fut expressément confirmée; puisque, en renvoyant le Prince à l'Article 2. du susdit Décret, où l'Administration, la Recette & l'emploi des Deniers Publics est confiée au Collège des Administrateurs, & ordonné à la Maison d'Oostfrise de se contenter de joindre, conformément aux Accords du Pais, audit Collège un Inspecteur qui ne pourra donner sa voix, ni s'arroger l'Administration des Deniers Publics, de recevoir des Députés des Etats la reddition des Comptes en présence d'un Commissaire, & de les faire quittance par ce dernier, ainsi qu'il sera trouvé convenable; ce qui sembleroit incontestablement que la Direction d'Administration privative des Deniers Publics, & tout ce qui en dépend est conféré de aux Etats, & que la demande par la Maison Régnaute d'avoir la souveraine inspection & la condiraction desdits Deniers, a été rejetée, ainsi que la prétention que les Comptes ne pourroient être rendus sans l'approbation & la Quittance du Prince, à quoi l'on n'admet que la simple présence.

Il est vrai que cette Résolution enjoint aux Etats la revision, qu'ils avoient résolu, des anciens Comptes, de manière qu'on ne put avoir aucun sujet de plainte; d'où l'on pourroit conclure, qu'il faudroit que le Prince y assistât; néanmoins, ainsi qu'on l'a démontré, le Prince n'est autorisé qu'à y envoyer un Commissaire pour voir la reddition des Comptes, sans qu'il puisse exercer aucune autorité; c'est pourquoi les Etats ont allégué sur ce sujet leurs raisons, savoir, que l'on avoit procédé dans la reddition des Comptes conformément aux Accords du Pais, & qu'ils ne trouvoient rien en quoi on eut manqué contre lesdits Accords & les anciens usages, suppliant qu'il fût ordonné à Son Altesse le Prince d'Oostfrise, de démontrer le cas avec toutes les circonstances, afin qu'ils puissent y répondre avec fondement, le réservant à cet égard tous les moyens convenables.

XIV. Non seulement les choses en sont restées là, mais même Son Altesse Sérénissime Chrétien Eberhart, voulant dissiper la défiance entre le Chef & les Membres, & donner auxdits Etats des fureurs, que les Accords du Pais, comme la baze du Gouvernement d'Oostfrise, seroient constamment maintenus, sans qu'il y fût préjudicié par les Constitutions de l'Empire, a déclaré dans la Convention de Hanovre de l'an 1693, que tous les *Decrets & Résolutions Imperiales*, les *Compacts*, *Apostilles*, *Décisions* & *Recès* communément nommez *Accords*, seroient la baze & le fondement de la Régence, & il est dit §. 1.

"Son Altesse Sérénissime d'Oostfrise déclare par rapport à ses fidèles Etats que pour leur montrer son affection Paternelle & ses bonnes intentions, & ôter toute défiance entre le Chef & les Membres, suivant la Signature des présentes, Elle confirme tous les *Decrets & Résolutions Imperiales*, les *Compacts*, *Apostilles*, *Décisions*, *Recès* communément nommez *Decrets*; & en conséquence délivrera aux Etats un Reverfal de l'Hommage, tel qu'il est ci-joint *Litt. A*."

Et en conformité des Accords, il s'est obligé §. 9. par rapport aux Collectes, de s'en tenir auxdits Accords & aux Comptes rendus, sans y faire aucun changement; pas même *in casu necessitatis*: en voici les termes.

"QUANT à ce qui concerne les Collectes, la levée & l'Administration des Deniers Publics, Son Altesse Sérénissime s'en tient aux susdits Accords, & aux Comptes rendus, & ne veut y faire aucun changement, pas même *in casu necessitatis*."

Ainsi cet Accord abolit encore la prétention du Prince, que les Etats ne pourroient entreprendre à son exclusion l'Administration des Deniers Publics, ni recevoir la reddition des Comptes: & afin d'ôter tout doute que l'on pût un jour de la part du Prince réclamer les Decrets de l'Empereur de 1688. & 1691. & que jamais on ne révéleroit la prétention de la souveraine inspection & condiraction des Deniers Publics, ou de donner Quittance & approbation aux Comptes rendus, ainsi qu'on l'avoit exposé dans les Grilets de 1691. il fut

expressément convenu dans cet Accord §. 14. que puisque les Articles dont on avoit porté des plaintes au Conseil Aulique de l'Empire, & dont on avoit traité devant la Commission Imperiale, avoient été réglés amiablement. Le Décret provisionnel de l'Empereur du 1. Octobre 1688. & les Decrets inhérents du 3. Novembre 1691. cesseroient d'avoir lieu, ainsi qu'il paroit par le Texte suivant.

"D'AUTANT que les principaux points dont on avoit porté des Plaintes au Conseil Aulique de l'Empire, & dont on a traité devant la Commission Imperiale, ont été réglés amiablement, on s'est déclaré de part & d'autre que le *Decret provisionnel de l'Empereur du 1. Octobre 1688.* & les *Decrets inhérents qui ont suivi le 3. Novembre 1691.* cesseroient entièrement."

XV. Autant les Accords ci-dessus, & les Decrets de l'Empereur confirment-ils la Liberté, le Pouvoir & le Droit que les Etats d'Oostfrise ont de consentir, lever & employer les Deniers Publics à l'exclusion du Prince, autant ont-ils été confirmés de la manière la plus forte par le Prince Regnant, dans le Reverfal de l'Hommage qui lui fut fait, du 21. Novembre 1708, où il est dit,

"Nous promettons de même, de notre certaine science, de confirmer en tous leurs Points & Clauses, sous quelque nom que ce soit, les *Decrets Imperiaux*, *exécutions*, *Recès* & *Résolutions* de S. M. Imperiale, & de ses glorieux Prédécesseurs dans l'Empire, comme aussi tous les *Compacts*, *Accords*, *Recès*, *Apostilles*, *Seaux* & *Lettres* en général & en particulier, passés entre nos Prédécesseurs & nos Etats, spécialement le *Recès* de la Diète de Norden de l'an 1620. remis alors par les Etats au Comte Enno, & en un mot tout ce qui a été réglé jusqu'en 1662. & 1663. & ensuite en 1693. le 18. Février à Hanovre, & le 18. Février 1690. à Aurick (sauf la Haute Jurisdiction & la Souveraineté de Sa Majesté Imperiale & du S. Empire) & qui ont été confirmés par les Comtes & Princes Regnans en Oostfrise, & par conséquent par notre Pere de glorieuse memoire, dans les Reverfales de l'Hommage du 11. Fevr. 1695. en sorte qu'ils seront religieusement observés dans tous leurs points, sans qu'il soit rien entrepris au contraire, ni par Nous, ni par nos Ministres, ou autres qui que ce puisse être, & par conséquent, que toutes les conventions seront incessamment redressées; ce que nous promettons sincèrement, tant équivoque sur notre parole de Prince, & sur notre honneur, au lieu de Serment, sans aucune exception ou contradiction."

Ce que les Officiers & Ministres du Prince jurent aussi sur les Accords du Pais, lorsqu'ils entrent en possession de leurs Charges; ainsi qu'on peut le voir dans l'Accord de la Haye de l'an 1662. Cap. 4. Art. 4. cum *Resol.*

"ART. 4. Quoique Son Altesse Sérénissime soit tenue de promettre sous un Serment solennel l'exacte observation des Accords; *Decis. de anno 1626. Art. 1.* cependant le Chancelier, les Conseillers, le Juge, les Receveurs & Officiers de Justice osent le refuser, nonobstant le contenu exprès des Accords, *Decis. de anno 1626. Art. 4. & 5. Concord. Art. 8. & 177. & sur tous l'Accord d'Oosterbuis Art. 30.* Ainsi l'on demande que cela se fasse en présence des Députés des Etats"

## Résolution.

Ouies les Parties, il a été résolu & déclaré, que le Juge de la Cour, & les Aidesseurs, le Chancelier & les Conseillers, les Juges, les Receveurs & autres tels Officiers qui sont à présent en charge, & qui n'ont pas prêté le Serment suivant, & ceux qui seront élus à l'avenir promettent & jureront par un Serment solennel entre les mains de Son Altesse Sérénissime ou de la personne qu'elle commettra, d'observer & accomplir ponctuellement & fidèlement, & de faire observer & accomplir autant qu'il dépendra d'eux, les Traitez, Accords, & Conventions faites & passées entre S. A. S. d'une part, & les Etats de l'autre; & entre Sadite Altesse Sérénissime, & la Ville d'Emden; Comme aussi les Décisions de Leurs Hautes Puissances les Etats Généraux des Provinces-Unies, dans les affaires d'Oostfrise.

Et afin que les Etats d'Oostfrise, & en particulier la Ville d'Emden, puissent être tranquilles & assurés que ledit Serment aura été réellement prêté, Son Altesse Sérénissime fera signer par tous les Officiers, le formulaire de Serment ci-joint, dont Son Altesse Sérénissime enverra d'abord une Copie authentique aux Etats, ou à leurs Députés ordinaires, comme aussi à la Ville d'Emden.

For-

ANNO  
1723.

ANNO

1723.

## Formulaire de Serment.

Je soussigné promets & jure d'observer & accomplir ponctuellement & fidèlement, autant qu'il dépendra de moi, & de faire observer & accomplir les Traitez, Accords & Conventions faits & conclus entre Son Altesse Serenissime d'une part, & les Etats d'Ooſtrife d'autre part, & entre Sadite Altesse Ser. & la Ville d'Embsen; comme aussi les Décisions de L. H. P. les Etats Généraux des Provinces-Unies, dans les affaires d'Ooſtrife: *Ainsi Dieu m'aide.*

Malgré tout cela on a si peu voulu laisser jouir les Etats d'Ooſtrife de leurs Droits indisputables, que l'on a renouvelé de la part de la Maison Regnante d'Ooſtrife auprès de Sa Majesté Imperiale, les Griets mis ci-devant, touchant l'Administration des Deniers Publics, & qui avoient été terminés par la Conſervation de la Liberté des Etats, tant par les Decrets Imperiaux, que par les Accords conclus; sous prétexte que l'on en faisoit un mauvais usage incroyable, & que c'en seroit fait & du Pais & de ses Habitans, si l'on ne limitoit les Libertés des Etats par rapport aux Collectes; ce qui est néanmoins contraire à la Lettre du §. 17. de l'Accord d'Aurick en 1669. qui contient ce qui suit mot pour mot.

*„D'un autre côté donc, & pour prévenir toute défiance, autant qu'il est possible, entre le Chef & les Membres, & confirmer la confiance intérieure rétablie, non seulement Son Altesse Serenissime veut gouverner suivant les Accords, mais même il ne fera ni ancien, Procès touchant les Griets précédents, ni de la part de Son Altesse Serenissime contre les Etats, savoir, la Noblesse, les trois Villes & le Tiers Etat; ni de la part des Etats contre le Prince, & l'on ne poursuivra pas ceux qui seront commencés, sans préjudice à l'Accord de Hanovre.“*

Et fans attendre ce que les Etats pouvoient répondre; on a obtenu de Sa Majesté Imperiale le Decret du 18. Août 1721.

XVI. Mais afin que tout Lecteur impartial pût connoître combien ce Decret Imperial s'éloigne des anciennes Constitutions d'Ooſtrife, & même des précédentes Décisions Imperiales, & par conséquent quel Droit les Etats avoient d'opposer leurs justes réponses aux prétentions formées contre eux, on a jugé à propos de rapporter ici le Decret avec quelques Remarques.

## Decret Imperial §. 5.

Il paroît par toute ladite représentation du Prince, que les desordres, dont il se plaint viennent principalement de ce que les Etats du Pais s'approprient de leur propre autorité une Administration volontaire & illimitée des Deniers Publics, tant pour ce qui regarde leur Recette & dépense, que par rapport à la révision des Comptes du Pais, à l'exclusion entière du Prince, & qu'ils ne font gueres attention à ses représentations Paternelles.

## Remarque.

Il paroît par cela, que jusqu'à présent la Maison Regnante d'Ooſtrife a laissé aux Etats l'Administration arbitraire des Deniers Publics à l'exclusion du Prince; mais que les Etats se soient arrogé cette Administration de leur propre autorité, c'est ce que l'on ne croira point après avoir lu ce qui précède sur ce sujet, & comme on le prouvera encore, après avoir exposé la véritable situation des choses; ensuite que Sa Majesté Imperiale fut tout, & tout Lecteur impartial, comprendront aisément qu'il ne peut y avoir de désordre dans l'Administration des Deniers Publics par les Etats, puisqu'elle est réglée par les Accords du Pais; à moins qu'on ne veuille soutenir que l'Ooſtrife a persisté dans ces desordres depuis plus de cent ans; car depuis 1666. les Etats ont toujours administré les Finances sur le même pied & suivant les Ordonnances faites alors.

Decret. Et comme de telles entreprises contraires aux Statuts & Constitutions de l'Empire, ne peuvent être excusées avec aucune apparence de Droit; bien loin de pouvoir être permises à des Sujets contre leur Souverain.

Rem. Ci-devant on a voulu alléguer de la part de la Maison Regnante d'Ooſtrife, les Constitutions & Statuts de l'Empire, par rapport à l'affaire des Collectes: Mais S. M. Imperiale Leopold de glorieuse mémoire, sur les représentations bien fondées des Etats, a maintenu les Accords d'Ooſtrife qui sont les Constitutions & Statuts du Gouvernement de l'Ooſtrife, ainsi qu'on peut voir ci-dessus §. 11. d'autant plus que la Province

d'Ooſtrife a des Constitutions particulières, qui pour la plus part diffèrent de celles des autres Provinces de l'Allemagne.

Decret. Parce qu'elles emportent un entier anéantissement du pouvoir du Prince, & une destruction de l'ordre entre le Chef & les Membres.

Rem. Les Etats ont amplement remontré à Sa Majesté Imperiale, que la Jurisdiction du Prince, & l'Ordre entre lui & les Etats, doivent être réglés sur les Accords d'Ooſtrife, puisque le seul engagement exprimé dans le Serment de l'Homage, est de le reconnoître, le respecter & lui obéir comme au Prince du Pais. Mais le Droit des Etats se trouve si clairement dans les Accords, sur tout ce qui concerne l'Administration des Finances, que Sa Majesté Imperiale ne le considéra point à l'avenir comme un anéantissement de la Jurisdiction du Prince, & un désordre entre le Seigneur & ses Sujets.

Decret. Ce qui tend à une grande charge & ruine de tous les Habitans qui ne prennent point part à de telles atteintes portées au Gouvernement du Prince.

Rem. On ne trouvera pas un Habitant raisonnable dans toute l'Ooſtrife, qui ne souhaite de tout son cœur que les Etats fussent maintenus dans la présente Constitution qui concerne le contentement, la Recette & l'Administration des Deniers Publics; mais le Ministre du Prince a exposé les choses d'une manière à faire croire, qu'à l'exception de quelques personnes, tout le Pais aspire à voir entre les mains du Prince la souveraine Inspection sur les Finances; c'est pourquoi Sa Majesté Imperiale a déclaré,

Decret. Sa Majesté Imperiale en vertu de son pouvoir suprême, & pour l'avancement & le maintien du bien public & de la Justice, veut que l'on cesse cette Licence dans l'Administration des Deniers Publics du Pais d'Ooſtrife, de laquelle on a à craindre plusieurs fâcheuses conséquences, & déclare par le présent Decret, que le Prince est en Droit d'exercer par un Commissaire, qu'il établira lui-même à cet effet, l'Inspection générale sur les Deniers Publics, afin que de la manière susmentionnée ils soient portés d'abord en Compte & bien employés aux usages auxquels ils sont destinés; & qu'autre cela il peut demander raison & réponse des irrégularités qu'on pourroit découvrir dans la Recette & la dépense, & exiger des satisfactions des Sommes illégalement assignées, qu'on y pourroit trouver, à ceux qui ont fait ces Assignations; que les Etats du Pais & les Administrateurs seront tenus de présenter les Comptes du Pais au Commissaire du Prince, avec tous les Certificats requis, afin qu'il les voye & les examine, & ils devront écouter ses avis salutaires, & donner tous les éclaircissements qu'il demandera.

Rem. Il ne sera point nécessaire de rapporter ici au long, que suivant les Accords, le contentement, la levée & l'emploi des Deniers Publics appartient aux Etats à l'exclusion du Prince; on remarquera seulement en peu de mots, que lorsque dans l'exhibition des Griets en 1691. on prétendit tout de même, que l'on devoit accorder au Prince l'Inspection générale & la confection; la Maison Regnante d'Ooſtrife y renonça entièrement, & laissa les Etats dans la jouissance de l'Administration privative des Finances, & on leva toutes les incertitudes sur ce sujet par l'Accord de Hanovre; ainsi il n'y a point de doute que, vu l'amour si connu de Sa Majesté Imperiale pour la Justice, Elle ne casse un Decret adroitement surpris sur des prétextes frivoles.

Decret. Sa Majesté Imperiale déclare en outre très-jusment, que tous les Comptes, qui depuis la Convention faite à Hanovre dans l'Année 1693. n'ont pas été liquidés en présence, avec l'approbation & la Quittance du Commissaire du Prince, seront tenus pour non valables, & que par conséquent lesdits Comptes si le Prince demande, en vertu de son Droit d'Inspection générale, que son Commissaire les revoye encore de nouveau, doivent lui être délivrés avec tous les Registres, Quittances, & autres pièces qui y appartiennent, & qui peuvent être jugées en aucune manière nécessaires pour l'éclaircissement des Articles douteux.

Pour prévenir donc à l'avenir de pareils desordres, & afin que les Administrateurs des Deniers Publics, ne puissent s'excuser d'ignorance, il leur est déclaré par le présent Decret, sur lequel ils ont en tout tenu à se régler, qu'aucun Compte du Pais qu'ils auront entre eux, ou leurs Héritiers ne seroit quité des justifier, pour autant qu'ils ne soient ratifiés & autorisés de la manière susmentionnée par la Signature du Commissaire du Prince, & en



ANNO  
1723.

cas que contre toute attente, si se trouva à la révision des Comptes du Pais, quelque Article qui ne pût être accommodé à l'amiable entre le Prince & les Etats du Pais, la Décision en doit être laissée à S. M. I., à laquelle pour cet effet sera envoyé le Registre des Comptes, avec un rapport y joint, de la véritable nature des points en dispute, & une déduction des raisons des deux côtés, & en attendant cette Décision Impériale, on ne doit en aucune manière agir d'Autorité privée. Auquel Ordre Impérial, comme une règle constante pour exécuter les fonctions d'Administrateurs avec d'autant plus d'attention, lesdits Administrateurs seront obligés, & s'ils y contreviennent, ils s'attireront inmanquablement un grand embarras, ou, & le risque de blesser de leurs propres Biens le dommage qui sera causé par une négligence impardonnable du l'Ordre Impérial.

Rem. On remarquera ici que, quoiqu'en 1691, le Prince ait prétendu que l'on revist dûment les Comptes qui avoient été rendus en son absence & sans sa Quittance & son approbation, Sa Majesté Impériale n'exigea que la présence d'un Commissaire du Prince, mais que l'approbation & la Quittance demandées furent refusées: néanmoins dans la Convention de Hanovre en 1693, on s'en tint aux Comptes rendus jusqu'alors, & on déclara que l'on ne vouloit y faire aucun changement, pas même *in casu necessitatis*: par conséquent on est suffisamment convaincu que le Prince n'a aucun Droit de recevoir la reddition des Comptes, ni de les quittance. Mais on a dû donner un tel tour auprès de Sa Majesté Impériale au Texte de la Convention de Hanovre rapporté ci-dessus §. 14. qu'on l'a interprété comme si l'on ne devoit l'entendre que des Comptes qui ont précédé cette Convention de Hanovre; c'est pourquoi Sa Majesté Impériale a ordonné spécialement la révision des Comptes depuis la Convention de Hanovre, nonobstant que la chose soit telle, que le Prince étant obligé de ne se mêler en aucune manière des Deniers Publics, ne peut prétendre de les reviser, approuver & quittance: les propres termes de cette Convention de Hanovre & ceux qui s'y trouvent, sont assez connoître que le Prince s'en tient à l'ordre établi par les Accords, de recevoir les Comptes en présence seulement de son Commissaire, par les Députés des Etats qui devoient observer ce qui convient, sans son intervention.

*Reponse au Factum des Etats d'OOSTFRISE, tirée d'un Mémoire intitulé: PREUVES que Son Altesse Sérénissime le Prince d'OOSTFRISE a le même Droit aux Collectes dans ses Etats que les autres Etats immédiats de l'Empire, &c. imprimé à Aurick en 1723. pag. 37. & 75.*

## SUR LE TITRE DU FACTUM.

Que pourroient penser les personnes d'Esprit, si les Etats d'Oostfrise publient un Traité, où ils établissent que les Enfants & les Domestiques ont la Liberté, le Droit & le pouvoir de disposer de la Cuisine & de la Cave à l'exclusion du Pere de Famille: Il en est ainsi néanmoins de leur Factum; le Prince n'est pas Prince, si ses Etats ont la Liberté, le Pouvoir & le Droit que l'on prétend ici; comme un Pere de Famille ne pourroit passer pour Pere de Famille si ses Enfants & Domestiques étoient en Droit de disposer des affaires de sa Famille à son exclusion. Le Traité d'un bout à l'autre dément la fierté du titre & est une preuve de la vérité de l'ancienne maxime de Droit *quod à rubro ad nigrum non valet consequentia*.

Quoique tous les Textes allégués dans cet Ecrit soient torts & rapportez de mauvaise foi, il y paroît néanmoins clairement que les Decrets Impériaux rendus *in Contradictorio* établissent & posent pour fondement que l'on ne peut ni *consentir* ni lever ni employer les Contributions & les Taxes sans le Prince & à son exclusion, sans priver avec violence & injustice le même Prince, à ces trois égards, de l'autorité qui lui appartient comme Seigneur du Pais. Quant au consentement, tous les Textes allégués dans l'Ecrit des Etats prouvent qu'il ne peut être donné ailleurs que dans la Diète, ainsi qu'il est ordonné dans le Decret Impérial de l'année 1589 Article 8. & 10. Jusqu'à présent on ne s'est pas encore avisé de le nier; or il est constant que l'on ne tient jamais de Diète à l'exclusion du Prince, & que l'on ne peut rien y résoudre à son exclusion qui soit

valable, suivant le Decret Impérial de l'an 1589. Article 9. & 10. & le Recès d'Exécution d'Embsen de 1590. Art. 12. Or ces Textes se trouvent à chaque page & ont été confirmés par les Députés des Etats dans tous les Accords, même dans les Considérations des Etats de 1605. ou le Resultat de la Diète d'Embsen, sur lequel les Etats se fondent principalement: on en alléguera ici plusieurs du même genre, comme le Texte de la Convention de cette Diète avec les annotations qui y ont été faites, rapportées à la fin de ce Traité. Et même dans l'Accord fait à la Haye en 1662., où l'on a mis sur le tapis les Articles les plus préjudiciables au gouvernement du Prince, on a réglé cette manière de procéder dans les Collectes, sur les contenu du Decret Impérial de l'an 1589. & du Recès d'Exécution d'Embsen de l'an 1590.

Le IX. Grief du Prince dans le Chap. 2. de l'Accord de la Haye au Chap. du College des Administrateurs porte que les Assignateurs ne pourront lever d'autres Taxes que celles qui auront été consenties par les Résolutions formelles de la Diète, suivant le Decret Impérial de 1589. Art. 9. le Concordat de 1598. Art. 58. 62. & 63. D'où s'est ensuivie la Résolution des Etats Généraux, les Textes allégués seront observés en tous cas qui est contenu sur ce sujet dans les Accords.

Ceci seul refuse tout l'Ecrit des Etats, puisque suivant les Textes allégués aucune Résolution des Etats n'est tenue pour Résolution formelle & régulière de la Diète qu'autant que le Prince y a consenti & en a publié un Résultat. C'est sur le même fondement qu'est dressé le Decret Impérial de l'année 1681. Art. 2. comme on le prouvera ci-après en répondant au §. XII. La chose en elle-même porte sa Décision, car il est constant que les Etats en qualité d'Etats n'ont aucun Droit d'obliger les Habitans du Pais par aucun Résultat ou Résolution, ou de leur imposer des Loix; mais pour que le Résultat ou les Résolutions de la Diète deviennent obligatoires, il faut que l'Autorité du Prince y intervienne, qu'il publie le Résultat & qu'il donne aux conclusions & aux Résolutions une force obligatoire. C'est ainsi qu'il est prouvé invinciblement dans l'Histoire d'Oostfrise Tom. I. Liv. I. Chap. 8. & 9. de la 5. Partie que les suffrages des Etats assemblés en Diète ne sont que de simples avis, pensées & réflexions qu'on ne peut considérer comme une Décision qui oblige le Prince.

Il en est de même de la levée & de l'emploi, car ceux qui lèvent & emploient les Deniers Publics sont des personnes qui, de l'aveu même de l'Ecrit des Etats, sont confirmées dans leur charge par le Prince, sur la requête qu'elles lui présentent, en sorte qu'il lui prêtent Serment sur certaines instructions qu'il a approuvées, & qu'elles tiennent toute leur Autorité du Prince; ainsi qu'il est démontré par les Etats même dans l'avis des Etats, ou le Resultat de la Diète d'Embsen de 1606. puisqu'ils doivent demander pour l'exercice de leur charge les expéditions nécessaires du Prince. C'est pourquoi les exécuteurs prêtés aux Administrateurs pour lever les Impôts, reçoivent leurs gages du Prince. Outre cela on convient dans le Factum que le Prince a Droit de joindre un Inspecteur au College des Administrateurs, qui y occupe la place du Prince, ou le nom d'Inspecteur tenant la place du Prince, & décline assez ce qu'il y doit faire.

Si le titre est si mal imaginé, qu'on juge ce que l'on doit attendre de l'ouvrage.

## REPONSE AU §. I.

Ce §. ne mérite pas d'être réfuté; l'Histoire d'Oostfrise & les Actes y joints prouvent le contraire, le Resultat de l'Empire de 1603. l'Agent même des Etats, Leon Aitzema, dans son Recueil, Hugo Grotius dans ses Annales des Pays-Bas, ont exposé il y a long-temps aux yeux de l'Univers combien peu de Droit avoient les Etats d'Oostfrise à cet égard. Il est arrivé à la Maison des Princes d'Oostfrise ce que Tacite écrit au Chap. I. du Liv. I. de son Histoire *Veritas pluribus modis infirmitas, primum infirmitas Reipublicæ ut aliena, mox libidine assentandi Populo, aut rursus odio adversus dominantes: obreptatio & livor promissis auribus accipuntur: malignitatis falsa species libertatis inest*. Qu'a-t-on besoin d'autres preuves? Sa Majesté Impériale y a donné lieu dans ses Decrets qui attaquent les fondemens du Gouvernement de l'Oostfrise. Il faudroit être bien simple pour se laisser persuader par le Factum des Etats que ces Decrets ont été surpris sous de faux prétextes.

Les

ANNO  
1723.

ANNO 1723. Les Auteurs & les défenseurs des troubles de l'Ooſtfrife ont meſuré juſqu'à preſent de la ſimplicité de la plupart des Habitans, en les aveuglant ſous le manteau de la liberté, pendant qu'ils exerçoient ſur eux la plus cruelle autorité dans les Diètes & Affemblées d'Embsen, les traitant *ut viliffimam partem ſervientium*. Il leur eſt arrivé ce qui eſt dit 2. de Samuel Chap. XV. vs. 11. ils marcheient dans leur ſimplicité ſans ſavoir rien des affaires.

On peut voir dans le Decret Imperial même ce qui a engagé Son Alteſſe Sereniſſime à porter ſes Plaintes au Trône Imperial; l'Accuſation, que Son Alteſſe veut ſe ſervir, pour la ruine du Païs, des calamitez dont le Ciel l'a viſité, eſt une calomnie publique, que Sa Majeſté Imperiale a blâmée expreſſément dans ſon Decret.

REPONSE AU §. II.

Tous les Articles qui n'ont aucun fondement ſont rafſemblés dans ce §. En premier lieu c'eſt un menſonge autentique qu'avant l'année 1606, il n'y avoit point de reglemens en Ooſtfrife pour l'Adminiſtration des Finances; tout ce qu'on dit de la ſituation des choſes avant 1606, n'eſt pas plus vrai. Tous les Documents, tous les Decrets Imperiaux, tous les Reſultats des Diètes, tels que ſont ceux qui ont été cités ci deſſus, & tels qu'on peut les lire dans le Registre des Accords, reſuſtent cette propoſition: on pouvoit avancer avec autant de vérité qu'avant 1606., le Soleil n'avoit pas lui en Ooſtfrife. Voila ce qu'on appelle une deduction fondamentale, dont on oublie le fondement: les Actes qui précèdent 1606, n'accordent pas les Etats, c'eſt pourquoi ils les biſſent d'un trait de plume; mais ils decouvrent trop par là quel eſt leur but. 2. Quel argument trouve-t-on dans ce §.? Qu'auroit-on dit à la Diète de Marienhove? Que peut une telle raifon contre le Prince? Tout ce que l'on dit dans les Diètes d'Ooſtfrife, n'eſt point la pure vérité. Le Conſeiller privé *Sirryck* rapporte dans ſa diſpute de *Jure Principis circa rationes Civitatum*, entr'autres que dans la Marche de Brandebourg & autres endroits les Villes ſe ſervent du même raiſonnement allegué dans la Diète de Marienhove pour ſe diſpenſer de produire les Comptes des Revenus de la Ville, mais il fait voir que ce pretexte n'eſt pas fondé. *Vide d. Diſſert. §. 24. & 25.* Mais en Ooſtfrife il y a encore des circonſtances qui ſont voir que les raiſons alleguées contre le Prince à la Diète de Marienhove ne ſont d'aucune importance; on trouve ces circonſtances dans l'Histoire d'Ooſtfrife Tom. I. Liv. I. pag. 197. §. 32. où l'on demontre leur peu de ſolidité; on auroit dû y répondre dans le Factum des Etats, ſi l'on avoit eu quelque choſe de valable à y oppoſer, mais on paſſe tout cela ſous ſilence. 3. Il eſt notoirement faux que les Etats ſoient convenus à la Diète d'Embsen de 1606. d'établir certain College à l'excluſion du Prince. Ils ont donné au Prince leurs conſiderations ſur ſa propoſition qu'il leur en avoit faite; & demandé ſon approbation & confirmation *Seigneuriale*, ſurquoi il leur a communiqué ſa Reſolution: ce qui fait voir que ni le conſentement ni la levée ni l'Emploi des Impôts, & Contributions n'ont jamais eu lieu & ne peuvent l'avoir à l'excluſion du Prince. 4. La Concluſion que l'on tire de ce qui precede eſt fauſſe, lors que de ce que l'Inſpecteur & le Commiſſaire du Prince ne peut s'arroyer de donner ſa voix dans l'Adminiſtration des Deniers Publics, on conclut, que le Prince n'a aucun Droit d'exercer quelque autorité dans l'Adminiſtration deſdits Deniers Publics. On peut voir la 10. remarque ſur les conſiderations des Etats de 1606. où l'on a fait voir la ſolibiété de cette concluſion. La choſe s'explique d'elle même clairement par l'exemple d'un College de Juſtice établi par un Prince; ce Prince ne fait point lui même rapport des A&es, il fait faire ce rapport par ſes Conſeillers, & voter enſuite; mais il a la ſuprême inſpection afin que tout aille dans l'ordre ſoit quand on fait rapport, ſoit quand on donne ſa voix, & ſi l'on manque, il s'y oppoſe comme il convient. Pourroit-on conclure de là que le Prince n'a aucune autorité dans ſon College de Juſtice. Il en eſt de même d'un College de la Chambre érigé par le Prince pour l'Adminiſtration de ſes Domaines & de ſes Patrimoines. Si l'on peut comparer les petites choſes aux grandes, on ſait que Sa Majeſté Imperiale ne vote point dans les Diètes de l'Empire en qualité d'Empereur, qu'Elle laiſſe les ſuffrages aux Etats de l'Empire, & que de ces

ſuffrages dreſſez en forme d'avis de l'Empire, & portez à Sa M. Imp., Elle en forme & publie un Réſultat de la Diète: ſeroit-on aſſez hardi de dire, à cauſe de cela, que l'on peut tenir une Diète de l'Empire à l'excluſion de l'Empereur, comme le remarque fort bien le Baron Lyncker in *Analect. ad juſ publicum Suederi Part. 2. Sect. 1. Cap. 30. §. 17. Verb. merito obſtinet*: où il dit, *Imperator nullum votum habet in Comitibus quâ talis, ſed vota omnium ſunt ſtatuum, ad hoc ut per illa conſultum Caſari offerendum conſociatur. Quoniam itaque Status non habent vim ſerenda legis, idè in his conſultiis nihil eſſe oportet, ſi Caſari eadem non probentur*. Ce que l'on doit dire à plus forte raiſon des Etats d'Ooſtfrife, à moins que quelqu'un ne ſoit aſſez inſolent pour, avec *Hippolite à Lapidè*, exclure l'Empereur de toute autorité dans la Diète & dans toutes les affaires de l'Empire. Il eſt de même certain que ſi l'on vouloit ſuivre dans l'Empire les principes des Etats d'Ooſtfrife & de leurs Avocats, l'Empereur perdrait bien-tôt toute ſon autorité dans l'Empire, & les Seigneurs Etats de l'Empire, leur autorité & leurs Droits Seigneuriaux dans leur Païs. Mais comme ſeu le Conſeiller privé & Chancelier J. H. de *Stammer*, n'étant âgé que de 25. ans, a fort bien réſuté en 1657. *Hippolite à Lapidè*, dans une Diſſertation de *reſervatis Imperatoris*, en ſuivant les principes de ſon Maître & Beaufere le Chancelier *Juſtus Simlitz Schütz*, de même les perſonnes de bon ſens regarderont ces extravagantes opinions des Sujets, telles que celles dont ſont entez les Etats d'Ooſtfrife, comme très-pernicieufes & très-préjudiciables au bien public.

Bien loin que les Collected ſoient en Ooſtfrife privativement au pouvoir des Etats à l'excluſion du Prince; le College des Adminiſtrateurs, comme on l'a fait voir ci-deſſus, n'a de Juſdiction & d'autorité dans la levée & l'Adminiſtration des Deniers Publics, que celui qu'ils reçoivent du Prince; car non ſeulement les Adminiſtrateurs, mais même leurs Exécuteurs adjoints, ſont confirmez par le Prince à qui ils préſentent Requête à ce ſujet; de plus toutes les inſtructions du College des Adminiſtrateurs & l'Ordonnance des Fermes, ſur laquelle on afferme les Actes dans tout le Païs, ſont dreſſées & publiées, non par les Etats, mais par le Prince. C'eſt pourquoi cette Ordonnance eſt expreſſément nommée *Ordonnance du Prince*. La Preface de l'inſtruction du Tribunal dit:

„ Nous Ulric Comte & Seigneur en Ooſtfrife, Seigneur d'Eſſen, Stedesdorf, & Wittmund, avoit ſaiſons, de quelle maniere, après avoir pris le Conſeil & les conſiderations de la Nobleſſe, des Villes & Etats de notre Comté, Nous avons trouvé néceſſaire pour la conduite des Adminiſtrateurs des Deniers Publics, qu'en conſormité du Réſultat de la Diète tenue à Aurick le 6. Mai de la préſente année 1631. on corrigè, ſupplée & remedie aux défauts de l'Ordonnance des Fermes, qui a été en uſage juſqu'à preſent; & les ſuſdits Adminiſtrateurs ſont chargez par les préſentes d'aſſermer les Revenus & Impôts de la maniere ſuivante & de s'y conformer.”

Le Titre 2. de cette Ordonnance porte:

„ Les Adminiſtrateurs élus & nommez dans les Fermes de chaque Ordre des Etats confirmèz & reçus par Nous à Serment, occuperont ledit Tribunal; mais comme leurs appointemens ne ſont pas ſuffiſans pour qu'ils réſident tous *ſix in loco Brarii*, & vaquent précieſément aux affaires dudit College, il ſuffira que NB. conſormement au Réſultat de la Diète de Norden de 1612. Art. 22. trois d'entr'eux, ſavoir, un de chaque Ordre, avec le Secretaire, occupent le Tribunal, changeant tous les trois Mois, ou tous les Mois, ainſi qu'ils conviendront entr'eux, pourvu qu'il y en ait toujours trois, & ce qu'ils auront prononcé & jugé aura la même force que ſ'ils y avoient aſſisté tous ſix; ainſi on s'en tiendra à ce reglement, ſans préjudice pour ceux qui viendront après; mais quant aux affaires générales & qui ne ſont pas du Tribunal, on s'en tiendra au Recès d'Embsen, & perſonne ne ſe diſpenſera de concourir à ces ſortes d'affaires ſous peine de perdre ſa Charge, & autre punition arbitraire.”

La Preface de l'Ordonnance des Fermes s'exprime de même que celle du Tribunal, mais elle ſinit comme il ſuit:

„ Ceci eſt la préſente, ſuſale, entiere & ſerieuſe intention de Nous Ulric Comte & Seigneur en Ooſtfrife, Seigneur d'Eſſen, Stedesdorf & Wittmund, &c. par laquelle Nous entendons ne point préjudicier, mais conſerver & maintenir Nous & nos Succelleurs Regnants & Seigneurs



ANNO

1723.

Seigneurs d'Ossifrisse, &c. dans la Possession de nos Droits naturels & que nous tenons comme Fief de l'Empire. Nous ordonnons donc à tous & chacun de nos Conseillers, Droissars, Baillifs, Bourguemaitres & Consuls des Villes, & même aux Administrateurs des Collectes, & à tous autres nos Officiers, de s'en tenir absolument à celle-ci notre Ordonnance, ne faisant rien & ne souffrant pas que l'on fasse quelque chose qui y soit contraire sous les peines portées, & sous celles d'encourir notre disgrâce. En foi de quoi nous avons signé la présente de notre main, & y avons mis notre Sceau. Donné à Aurich dans notre Palais, le 30. Août 1631.

Outre cela il est dit par tout dans ces deux Ordonnances, que l'on appellera des Sentences du College au Souverain Tribunal du Prince; ce qui est dit en ces termes Art. 13. de l'Ordonnance des Fermes.

„LES Fermiers, leurs Consors, Cautions & Particuliers seront sous notre spéciale protection; ainsi que nous les y prenons en vertu des présentes, en sorte que personne ne soit assez hardi de les offenser ou molester de paroles ou effets, sous peine d'amendes irrémissibles ou même de punition corporelle, selon l'exigence du cas; ainsi qu'il est plus amplement exprimé dans notre Ordonnance des Fermes, donnée à Aurich le 16. Avril 1631. & afin qu'ils puissent jouir de leur Ferme avec plus de sûreté & de tranquillité, & qu'ils soient ouïs & protégés dans leurs plaintes; on établira & tiendra tous les Mardi & Mercredi dans le College des Administrateurs une audience pour entendre & juger ce qui concerne les Impôts, Contributions, affaires des Fermes & dépendances, sans autres vacances qu'aux jours destinés au Service de Dieu, en sorte que sur ces matières on ordonne, pourvoie & exécute ainsi qu'il conviendra. Mais si quelqu'un se croyoit lésé, après exécution & satisfaction donnée, il pourra s'adresser à la Chambre du Comte, ou à la Justice de la Cour.”

Il est dit encore dans cette Ordonnance, que les amendes ordonnées par le College, appartiennent au Prince comme Souverain. C'est ce qui est exprimé en ces termes dans la première Ordonnance des Fermes de 1611. & à l'Art. 14. de celle qui fut renouvelée en 1631:

„LES Procès pendant devant ce Tribunal, sont ordinairement pénales ou executifs: C'est pourquoi suivant les Art. 11. & 12. de l'Ordonnance Générale, chaque personne donnera caution simple, & l'on exprimera brièvement dans les Mandemens *causa propter quam quis citatus*. Ainsi quelqu'un voulant citer sa partie devant ce Tribunal, & requérant à cet effet, suivant le cas, *citationem ou Mandatum*, on ne lui refusera pas, & seront accordés *citationes sub pœna 5. Florins d'or*, dont la moitié nous appartiendra & l'autre moitié à la partie obéissante.”

Concluons de ces Textes que c'est le Prince & non les Etats qui exerce l'autorité souveraine sur un Tribunal qui reçoit du Prince ses Ordonnances & ses ordres; c'est donc une erreur de regarder ce Tribunal comme un College du Pais: Quant à l'objet, c'est un College du Pais, puisqu'il se mêle des Deniers Publics; mais *ratione causæ efficientis & formalis*: c'est un Tribunal du Prince comme les autres, le Tribunal de la Cour, par exemple, est établi par le Conseil & aux instances des Etats, est entretenu des Deniers Publics, & juge des causes arrivées dans le Pais; en conclusion que le Tribunal de la Cour est un College du Pais: Il en est de même du College des Administrateurs.

Cette autorité du Prince sur le College & en tout ce qui concerne les Collectes, parut particulièrement du consentement même des Etats en 1611. & 1612. En 1611. le Comte Enno convoqua une Diète sur l'affaire des Collectes, & y fit les propositions ordinaires; mais lorsqu'il fallut lui donner la Réponse des Etats, ceux-ci ne se trouverent pas d'accord, & le prièrent de terminer l'affaire par un Acte d'autorité comme Prince du Pais. On trouve cette Résolution dans l'Histoire d'Ossifrisse Tom. II. pag. 386. la même chose est souvent arrivée. En 1612. l'autorité du Prince sur le College des Administrateurs se fit connoître encore plus expressément; car s'étant glissée un si grand nombre d'abus dans ce College en si peu de tems, c'est-à-dire depuis 1606. jusqu'en 1612. que les Etats en sonhaitoient la cassation, ils ont dressé une liste de ces abus, dans la Diète convoquée à Norden par le Comte

Enno, lui ont donné la forme d'une Résolution & l'ont présenté au Comte: Voici quelle en a été la conclusion.

ANNO

1723.

„AINSI la très-humble prière & le desir des Etats, est que Votre Excellence confirme gracieusement leur susdite intention & résolution unanime, & pour plus de sûreté, en fasse dresser un Recet & Résultat de la Diète, & le communique aux Etats en original muni du sceau & du Sceau de Votre Excellence; & ce pour témoigner à V. E. & à sa Postérité la perpétuelle & fidelle obéissance de vos fideles Etats toujours prêts à s'acquiescer volontiers de leur devoir. Fait & consenti unanimement à la Diète de Norden le 9. Octobre 1612. En foi de quoi, &c.”

Sur quoi le Comte Enno publia le 30. Octobre 1612. un Résultat de la Diète, prescrivant exactement aux Administrateurs la manière d'exercer leurs fonctions, & particulièrement comment seroient dressés les Comptes publics, en ces termes:

„NOTS Enno Comte & Seigneur en Ossifrisse, Seigneur d'Efens & Wittmund, Sommes convenu de ceci avec ceux de la Noblesse des Villes & du Tiers Etat de notre Comté d'Ossifrisse assemblés formellement en Diète, après convocation faite; & quoique les Députés de notre Ville d'Embsden se soient séparés des autres par diverses protestations, Nous voulons néanmoins, en vertu des Recets précédents, que ce qui précède soit de même valeur & effet, & considéré comme statué du consentement unanime de tous les Etats; d'autant plus qu'il n'importe ni au Bourguemaitre, ni à la Ville d'Embsden, aussi long-tems qu'ils se tiennent séparés des Collectes générales, de quelle manière le reste des Etats font leurs Collectes & les administrent.

C'est pourquoi nous ordonnons à un chacun de nos Sujets, Stathouder, Chancelier; Conseillers, Droissars, Bourguemaitre & Conseils des Villes, Tuteurs, Crieurs & Officiers de la Justice, mais fur tout au College des Assignateurs ou Administrateurs des Collectes du Pais & leur Receveur général Adjoint, de publier d'abord notredit Résultat, & de veiller à son exécution, s'ils veulent éviter notre disgrâce & une sévère punition. En quoi néanmoins, nous, nos Héritiers & Successeurs Comtes Reghans & Seigneurs d'Ossifrisse ne prétendons porter aucun préjudice à nos Droits naturels, &c. ni à nos Etats, à leurs Membres, & surtout à leurs Privilèges, Libertés, &c.”

Ce Résultat de la Diète de Nordeti, qui n'a pas été mis dans le Recueil des Accords imprimé à Embsden, afin qu'une si belle Ordonnance faite pour réformer le College, tombe dans l'oubli, est un des fondemens des Plaintes portées par le Prince au Trône de Sa Majesté Impériale, puisque l'on y trouve severement défendus les abus qui se sont glissés depuis ce tems-là.

Cette Ordonnance touchant les fonctions des Administrateurs, a été insérée & confirmée Tit. 2. dans le Règlement pour le Tribunal, de l'an 1631. & tout le Pais est redevable à Son Altesse d'avoir fait imprimer ce Résultat de la Diète de Norden, dans son Histoire d'Ossifrisse Tom. II. pag. 411. On peut ajouter à ce qu'on vient de dire, les Lettres des Administrateurs du 9. & 16. Juillet & du 6. Août adressées au Comte Enno, dans lesquelles ils avouent que la souveraine direction & la Judicature, par rapport aux Collectes, appartient au Prince, tant pour les Ordonnances que pour l'Administration. On peut lire ces Lettres dans l'Histoire d'Ossifrisse Tom. II. Liv. 2. No. 10. 11. & 12. De là on n'a qu'à conclure ce qu'il faut penser de ce Faëum des Etats contredit par tant d'Actes publics; mais avant de passer outre, il est bon de faire quelques remarques sur le Résultat de la Diète d'Embsden de l'an 1606. sur lequel le Faëum des Etats est particulièrement fondé; & de faire voir que les Etats d'alors n'ont jamais formé contre le Prince des prétentions aussi absurdes que celles que l'on forme aujourd'hui.

Il paroit par ce Résultat de la Diète d'Embsden, 1. Que ce n'est pas un extrait du Protocole signé du Secrétaire, mais un très-humble avis en forme, & une supplique adressée au Prince. 2. Signée par des Députés des trois Etats. 3. Envoyée au Prince par des Députés. 4. Délivrée dans la Chancellerie au Chancelier & aux Conseillers assemblés. 5. Que la nomination d'un nouveau Receveur général Reinhold Reiners & d'un Secrétaire Gerard Gorden, est couchée la première dans le Chap. 2. Art. 27. de cette Résolution, & au Chap. 5. Art. 22. & 23. où l'on en demande la confirmation.

ANNO 1723. firmation & l'approbation du Prince, comme de ce qui précède. Enfin 6. Que cette Résolution est terminée par la clause. Au reste nous sommes prêts à secourir Votre Excellence selon notre devoir, aux dépens de nos vies, de nos biens & de notre sang, ainsi que nous y sommes obligés. Ces six Articles prouvent l'injustice de la conduite des Etats présents à l'égard du Prince, puisqu'aujourd'hui ils agissent directement contre le contenu de ces six points de la Diète d'Embsden, qui est le principal fondement de leurs Privilèges tant vantez. Quant aux quatre premiers points, ils sont arrivés avec la dernière arrogance du tems de la tutelle de la Duchesse Christine-Caroline; alors quoique le Prince leur eût délivré ses propositions signées de sa main, ils ont fait remettre au Chancelier du Prince leur Résolution en forme d'extrait du Protocole signé par le Secrétaire. A l'égard du cinquième Article, ils en ont tout venus jusqu'au point de ne plus faire mention au Prince de la nomination d'un Receveur général, ni de celle d'un Secrétaire, & ils en remplissent les places de leur autorité privée. Une funeste expérience nous apprendra ce qui arrivera du sixième Article.

## REPONSE AU §. III.

Les Etats auroient dû rapporter ici l'Accord entier de 1607. avec toutes les circonstances qui y ont quelque rapport; & un Lecteur prudent pourroit en juger; on peut le trouver dans l'Histoire d'Oostfrie Tom. II. pag. 341. & *suiv.* Les remarques qu'on y a jointes contiennent une relation historique & véritable de ce qui s'est passé à cet égard: ce que le Factum des Etats en cite, fait voir qu'ils ne savent ce qu'ils écrivent, puisqu'à la fin de cette citation les Administrateurs sont renvoyés à leurs instructions, & au Résultat de la Diète de 1606.

Voilà ce qu'on peut appeler se battre contre son ombre; car son Altesse ne demande autre chose sinon que les Administrateurs se conduisent dans l'Administration des Deniers Publics, sur leurs instructions. Il ne prétend point d'ordonner de Collecte sans le secours & l'avis des Etats: mais en quel endroit de cet Accord de 1607. trouve-t-on ce que porte le titre du Factum des Etats, que *les Etats d'Oostfrie auront la liberté & le pouvoir de consentir, lever & employer, à l'exclusion du Prince, les Contributions, Taxes & autres Deniers Publics.* Ce sont de pures pétitions de principe, dont ce Factum fourmille: Certainement le consentement des Subsidés dépend des Etats, mais où est-il dit que le Prince ne peut s'en mêler? Le contraire est démontré.

## REPONSE AU §. IV.

Pent-on voir un argument plus faible? On a déjà prouvé ci-dessus qu'on ne peut tirer de conséquence de ce que l'Inspecteur ou Commissaire du Prince n'a pas de suffrage, & l'expression, *en présence du Commissaire*, signifie sans doute que ce Commissaire n'assistera pas comme une statue muette & sans rien faire, puisque suivant la Lettre des Ordonnances avant l'an 1606. l'inspection sur les Collectes & la réception des Comptes appartiennent au Prince; or ces Ordonnances n'ont pas été annulées dans le Recès de la Diète d'Embsden, & n'ont pu l'être sans le consentement du Prince.

Il est notoirement faux que les Etats du Pais aient seuls, de tems immémorial, reçu, examiné & quittancé les Comptes, par leurs Députés, & le contraire peut se prouver par l'examen des Comptes même. dont on peut trouver plusieurs dans le College des Administrateurs, au cas qu'on ne les ait pas égarés. Ce qui est arrivé dans les derniers tems, n'étoit fondé que sur la force & l'injustice, & le Prince a toujours protesté au contraire; & quand cette conduite auroit duré encore plus longtems, elle ne pourroit préjudicier au Droit qui appartient au Prince & qu'il a obtenu en *Contrahendo* par les Decrets Imperiaux de 1589. 1590. 1593. & 1597. Enfin l'Administration privative des Deniers Publics est expressément défendue à tous Etats dans la Capitulation de l'Election de l'Empereur; & toutes les Ordonnances précédentes de l'Empereur dans les affaires d'Oostfrie sont confirmées dans les nouveaux Accords, & dans les Decrets Imperiaux.

## REPONSE AU §. V.

Les Etats sautent tout d'un coup ici de 1606 & 1607. à 1618. & passent sur tout ce qui est arrivé en 1611. 1612. 1615. 1616. parce qu'ils n'y trouvent rien à leur avantage. Mais ne parlons point de ces Actes; quelles conséquences peut-on tirer du Recès de la Diète d'Embsden de 1618? La Résolution des Etats citée ici renvoie au Recès de la Diète d'Embsden, où l'on a statué sur la nomination d'un Inspecteur de la part du Comte; mais on n'a rien statué de nouveau, ainsi ce Texte bien loin d'être favorable aux Etats, il leur est contraire.

Après tout, il faut remarquer ici que si les Etats avoient voulu témoigner dans leur Factum le moindre amour pour la Justice ou pour la vérité, ils auroient rapporté ce que le Comte Enno fit représenter en 1618. lorsque ces choses se passèrent: de cette manière on eût pu voir la véritable nature de la chose, & combien dès-lors les Administrateurs avoient péché contre leurs instructions, en sorte que les Députés des Etats déclarèrent dans leurs Résolutions, qu'ils trouvoient justes & bien fondées les Grievs du Comte Enno, ainsi qu'on le peut lire amplement dans le Registre des Accords des Etats, dans le Chapitre du College des Administrateurs, du Recès de la Diète d'Embsden de l'an 1619. pag. 31. & *suiv.* Nous nous y rapportons pour ne pas être trop longs.

## REPONSE AU §. VI.

Le Texte parle de Contributions consenties *dans les formes*, mais les Etats ajoutent l'expression *consentir dans les formes*: de quelque manière qu'on l'entende, cela est exprimé ainsi dans les Decrets Imperiaux de 1589. 1593. & 1597. Hélas! qui l'a jamais disputé aux Etats, il s'agit des consentemens qui ne sont pas dans les formes, & de l'emploi qui n'est pas dans les formes: Voilà ce qu'on appelle confondre la lumière & les ténèbres, on trouve cette même confusion dans les §. suivans.

## REPONSE AU §. VII.

La réfutation de ce Paragraphe est une suite de ce qui précède. Son Altesse Serenissime ne demande pas que l'Administration soit ôtée au College, mais elle prétend qu'elle se fasse dans les formes, comme le portent les Ordonnances. Et c'est aussi ce qu'exige le Comte Rodolphe Chrétien dans ses Remarques sur l'Art. 7. savoir:

„QUE les Deniers Publics doivent être effectivement administrés dedans ou dehors Embsden par un College; à quoi le feu Comte Enno, ni le Comte Rodolphe Chrétien ne se sont jamais opposés. Mais que les Députés du College entreprennent d'outrepasser leurs instructions, puisque sans le consentement, ou pour mieux dire, contre les Résolutions de leurs Commitmans, ils employoient la Garnison d'Embsden hors des portes de la Ville pour s'emparer des Places appartenantes à Son Excellence; ce qu'Elle ne pouvoit ni souffrir, ni approuver; mais Elle ne prétendoit pas disputer aux Etats le Droit de mettre ordre à l'Administration de leur fœuer & de leur sang, d'une manière convenable avec le concours, le consentement & l'approbation du Prince, ainsi qu'il est porté dans les Accords & Recès des Diètes. Si Son Excellence vouloit prescrire des Loix aux Etats sur ce sujet contre les Règlemens & la Coutume précédente, on appelleroit cela une tyrannie; mais lorsque leurs propres Ministres, les Administrateurs eux-mêmes le font, on nomme cela liberté & action louable. Le College desdits Administrateurs n'a ni pouvoir, ni autorité de s'aroger l'Administration des Deniers Publics au delà de ce qui est consenti chaque fois, & de ce que leur permettent les Etats; en quoi ni le feu Comte Enno, ni le Comte Rodolphe Chrétien ne leur ont jamais causé le moindre empêchement.”

De-là on peut juger si les Etats trouvent quelques preuves de leurs prétentions dans les Actes de 1606. Il faut seulement remarquer que les Administrateurs nomment les Etats leurs Commitmans, c'est pour autant que les Etats nomment lesdits Administrateurs & les présentent au Prince *ad confirmandum* & pour concourir à la reddition des Comptes du Pais en bonnes formes; car nous avons prouvé ci-dessus en répondant au §. II. que le Prince

ANNO  
1723.



ANNO  
1723.

Prince est proprement celui dont les Administrateurs tiennent leurs fonctions & qui les établit, & par conséquent qu'ils n'ont proprement d'autre Principal ou Constituant que lui. Au reste nous prions tout lecteur qui aime la vérité, de lire dans l'Histoire d'Oostfrise Tom. II. pag. 462. & *suiv.* les Actes des années 1618 jusqu'à 1620, passez sous le Comte Ennon, & pag. 498. & *suiv.* les Actes passez sous le Comte Rodolphe Chrétien, & les Actes en 1626. on est persuadé qu'il fera surpris de la conduite extravagante de la Ville d'Emmen, & que de telles entreprises des Sujets contre leur Seigneur soient restées impunies. En vérité c'est par un effet particulier de la Providence, que dans toutes les Résolutions des Etats, on a toujours respecté les Accords précédents & les Decrets Impériaux qui sont maintenant *ratione futuri*, quoique *ratione præsenti* les excès, troubles & oppositions des Etats, & surtout des Administrateurs, fussent restés impunis; ce qui a rendu ces Gens si insolens, qu'ils ont considéré leur Prince, les Decrets Impériaux & les Accords mêmes comme choses sans vigueur & sans force, ainsi qu'on le fera voir ci-après. Il est étonnant que les Etats osent alléguer l'Ordonnance des Fermes de 1631. dans laquelle on pousse des arguments invincibles en faveur du Prince par rapport aux Collectes comme nous l'avons fait voir ci-dessus. Ce que l'on rapporte dans le Factum par rapport aux Ministres du Prince, qu'ils ne peuvent se mêler en aucune manière des affaires des Fermes & Contributions, ne fait rien à la question; il est raisonnable que dans un Etat, chaque Ministre reste dans les bornes des fonctions de sa Charge pour éviter toute confusion. Les Ministres du Prince ont chacun leur Emploi: savoir l'Administration de la Justice & de la Police chacun dans son ressort; les Administrateurs ont aussi leurs fonctions à part, ils ne doivent point troubler les autres dans leurs charges, & il est juste que ceux-là réciproquement laissent ceux-ci en liberté: chacun doit porter son fardeau. Peut-on conclure de là ce que l'on trouve dans le titre du Factum des Etats. Il a été souvent ordonné au Collège des Administrateurs particulièrement dans les Résultats des Diètes de 1613. & 1614. de ne se point mêler des affaires qui ne concernent point leur Administration. Comme le Prince juge qu'il est raisonnable que ses Ministres s'abstiennent de l'Administration des Deniers Publics, de même il est en Droit de tenir la main à l'exécution des infractions des Administrateurs; d'autant plus qu'il est démontré ci-dessus, qu'ils ne tiennent leur Charge de personne que du Prince, ainsi que les Ministres du Prince, & qu'ils sont, en qualité de ses Sujets, soumis à sa Jurisdiction. Ainsi en bonne Justice les Administrateurs sont égaux à cet égard aux Ministres, & ils doivent reconnaître tous respectivement qu'ils dépendent également du Prince; c'est sur ce pied que le Comte Ulric II. a traité cette affaire dans les Actes de la Diète de 1638. que l'on trouve dans l'Histoire d'Oostfrise Tome II. Liv. 3. No. 41. & *suiv.* Sur-tout dans la Remontrance déliée aux Etats en Septembre 1638. où il leur représente bien clairement ses Droits contre leurs prétentions. Cette Remontrance tiendrait ici trop de place, mais un court extrait y seroit nécessaire, & les Sommaires de chaque Article nous en tiendront lieu.

§. I. La Résolution des Etats sur les affaires publiques, n'est qu'une simple proposition.

§. II. Le *jus collectandi* appartient au Prince.

§. III. Aussi bien que de dresser le Rôle des Taxes.

§. IV. Les Biens du Prince sont exempts des Taxes.

§. V. Il ne convient pas que le Prince contribue à acquitter les Dettes publiques.

§. VI. Les Terres du Prince ont toujours été exemptes d'Impôts, autrement il auroit pour lui-même un Administrateur dans le Collège.

§. VII. Les Biens de la Chambre des Etats de l'Empire sont exempts des Taxes de l'Empire & du Cercle.

§. VIII. Il ne convient pas que les Terres du Prince contribuent au paiement des Troupes de Hesse qui sont dans le Pais, puisqu'elles n'ont pas contribué pour celles de l'Empereur, &c.

Comme les points spécifiés dans cette Remontrance sont clairement démontrés, les Etats n'ont eu garde d'en faire mention dans leur Factum.

#### REPONSE AU §. VIII.

Quel pitoyable argument que celui que l'on tire ici

des Résolutions des Etats! Il est dit expressément Art. 1. de la Résolution, que quant à l'Administration des Deniers Publics, on s'en tiendrait aux Conventions & Accords; les Art. 4. & 7. emportent la même chose.

A l'égard des Conventions & Accords, les Decrets Impériaux, les Résolutions & Actes des Diètes de 1580. 1590. 1593. 1597. & 1599. tiennent le premier rang, & servent à expliquer les autres; c'est ce que l'on a déjà prouvé. Tout de même dans la Résolution des Etats prise en 1662. sur la Convention de la Haye, dans le Chapitre des Griefs du Prince contre les Administrateurs des Deniers Publics, les Etats, &c. On s'en rapporte aux explications tirées des Decrets Impériaux, & l'on en a rapporté les propres termes ci-dessus en refusant le titre du Factum des Etats.

Quant à ce qui concerne la Revision du Rôle des Taxes c'est une toute autre affaire, quant aux Ministres du Prince & à leurs fonctions, elles s'étendent à rendre la Justice dans leurs Districts, comme il a été prouvé ci-dessus; mais ce n'est plus la même chose lors que le Prince donne un ordre exprès, ou une Commission particulière à un Ministre, ou à quelque autre de ses Conseillers, ainsi qu'il le trouve à propos, pour éviter toute partialité & tout désordre, l'Ordonnance des Fermes de l'an 1631., ni les Résolutions alléguées des Etats ne parlent point des premiers, mais bien des derniers, comme on l'a déjà prouvé. Les Decrets & Actes si souvent cités de 1580., 1590., 1593., 1597. & 1599. pris à la lettre donnent au Prince le Droit dans le dressement & la revision des Rôles des Taxes, ce qui n'est anéanti nulle part. Le Baron de Lyncker dit expressément au Chap. 2. §. 19. de la Différentiation de *Catostris*: *Sic fere ubique in Principum Imperii Territoris servatur, ut Subditi relinquatur collationis modus, ita tamen ut Principi integram sit, modum contribuendi inspicere, super eo statuire, & defectus & iniquitates corrigere, & rectificare*. *Add. Mem. part. 2. Devis. 216.* Ce qui est d'autant plus nécessaire en Oostfrise que l'on n'y entend que des plaintes par rapport aux Impôts; & que l'Inspecteur du Prince dans le Collège des Administrateurs ayant inspection sur tout ce qui s'y passe, on ne peut lui ôter l'Intendance & l'inspection dans la Revision, les changements & la correction des Rôles des Taxes. Ce que Sa Majesté Impériale a mis expressément dans son Decret du 11. Juillet 1723.

#### REPONSE AU §. IX.

Les Etats ne feroient-ils pas bien mieux de passer sous silence ce que firent leurs Pères après la mort du Prince George-Christien, lorsque la Douairière fixa Moins après la mort de son Epoux accoucha d'un Prince, Pere de Son Altesse Sérénissime Régnante. Comment peut-on se justifier d'avoir tenté, par le moyen des Puissances étrangères, de renverser les Decrets les plus équitables de l'Empereur des années 1666. & 1667. que l'on peut lire dans le Tome II. de l'Hist. d'Oostfrise pag. 919. & *suiv.* les moyens inouïs qui ont été employés pour cet effet sont dans le Protocole des Députés de 1667. & 1668., & Aitzema, Agent de ces Etats, les a fait imprimer à la honte & au préjudice des Etats; c'est ce qui se trouve répété dans l'Histoire d'Oostfrise Tome II. pag. 931. pour l'exposer aux yeux de tout le Monde. Il est étonnant que les Etats d'Oostfrise osent en appeler à de pareils Actes, dans lesquels ils se sont opposés d'une manière si punissable aux Decrets de l'Empereur, dont ils ont mérité la disgrâce comme violeurs de la haute Jurisdiction de l'Empire. Après tout, quel avantage peuvent-ils en tirer! Dans l'Article I. de la Résolution des Etats on trouve que la demande des Etats a été rejetée. Dans les autres Résolutions on s'en tient aux précédents Accords. Pourquoi donc faire tant de bruit de choses qui ne sont pas? on voit les Decrets de 1580., 1590., 1593. & 1597. annulés. *Hic Rhodanus, hic salutus.*

#### REPONSE AU §. X.

Les Etats devoient tout de même ne pas faire mention des plaintes de la Régente en 1673. & de ce qui s'en est suivi. Ce sont des preuves parlantes des désordres des Etats & de la mauvaise économie qui a jeté le Pais dans un état si déplorable. Si la Commission établie en 1673. n'a pas eu de suite, il faut s'en prendre aux fatales conjonctures d'alors, ce qui ne porte aucun préjudice *ratione futuri*, aux Droits du Prince.

ANNO  
1723.

ANNO

1723.

Prince. Souvent la chose la plus juste doit souffrir des conjonctures fatales, & être opprimée pendant un tems. Mr. Haro Burchard Baron de Godens, qui étoit alors premier Conseiller Privé du Prince, quoiqu'il fût un des principaux Membres des Etats, signa les plaintes de la Regente, & avoua l'injuste procédé des Etats, comme il en est fait mention dans les Actes. Quant à l'Accord de 1678. les choses y sont laissées *ratione futuri*, par rapport aux Collectes sur le même pied où elles étoient, savoir que le Prince ne pouvoit s'arroger à lui seul le Droit des Collectes, sans la concurrence des Etats. Ceci est-il contre le Prince? Son Altesse prétend-elle agir à cet égard autrement que d'une manière convenable avec le Conseil & le concours des Etats? Mais pourquoi les Etats n'ont-ils produit ici que quelques §. de l'Accord qu'ils croyent être à leur avantage? On peut le consulter tout entier dans l'Histoire d'Oostfrise Tome II. pag. 970. & *suiv.* sur tout les Articles 1. & 5.

Qu'auroient fait les Etats s'ils avoient agi en conformité de cet Article? Mais comment ont-ils observé l'obligation de ne s'allier avec aucune Puissance étrangère sans le consentement du Prince; comment se font-ils acquiescé de ce respect promis par le Serment de l'Hommage; comment cet Accord peut-il subsister avec des Conventions secrètes faites, contre toutes les Loix de l'Empire, avec des Puissances étrangères; comment peuvent-ils en appeler à une Convention qu'ils ont violée presqu'en même moment qu'ils l'ont conclue?

Mais nonobstant ces Remarques, où trouve-t-on dans toute cette Convention la moindre chose d'où l'on puisse tirer ce qui est dans le titre du Pactum? Où trouve-t-on que, lorsqu'une Convention consiste en plusieurs Articles, on ne les doive pas separer les uns des autres; l'Art. V. oblige les Etats suivant le contenu des Loix du Pais, d'être fideles, bien intentionnez & obéissans au Gouvernement. Toutes les Ordonnances, par rapport aux Collectes, font partie de ces Loix du Pais; l'inspection dans les Collectes y est attribuée au Prince; sur ce fondement, ce qui est dans l'Art. 3. de la Convention par rapport aux Deniers Publics, est incontestable, & signifie que les Etats & les Administrateurs se conduiroient sur cette regle par rapport aux Collectes, puisqu'aucun Accord du Pais n'est annulé dans cette Convention, & que la Regente n'avoit pas le Droit de les annuler; C'est pourquoi, tant que les précédents Decrets Imperiaux & les Résolutions publiées *in Contradictorio* ne seront pas annulées, ils serviront à expliquer cette Convention, & en conséquence que la Regente ne se mêlera pas des Deniers Publics, ainsi qu'il est réglé dans les précédents Decrets Imperiaux. Les Con-Teurs présentent contre cette Convention une Supplique à Sa Majesté Imperiale de *non prejudicando Domino ipsillo Principi quique Successoribus*. C'est pourquoi lorsqu'en 1690. la Tutelle expira, les Etats ne purent obtenir que cette Convention fut mise au nombre des Accords du Pais, & elle ne fut pas comprise dans les Reverfales de l'installation lorsque le nouveau Prince prit la Regence en main, ni dans le Formulaire de l'Hommage confirmé par Sa Majesté Imperiale, ainsi qu'on peut le voir dans le Tome II. de l'Histoire d'Oostfrise pag. 1073. & 1074. avec les Remarques y jointes. Nous passons sous silence les autres circonstances de cette Convention.

REPONSE AU §. XI.

Il est vrai que Sa Majesté Imperiale a confirmé la Convention dont on parle dans ce §., mais on fait que la confirmation d'une Convention ne change rien à la Convention même, & ne lui donne aucun autre Droit que celui qu'elle contient; mais les Etats auroient beaucoup mieux fait de ne point parler du Rescript Imperial du 18. Juin 1684. car ce Rescript leur fait honte, puisque jusques à présent, bien loin de favoriser le départ des Troupes étrangères, ils les ont retenues, & ont dépensé tant de millions pour leur subsistance au préjudice irreparable du Pais; il y en a un second de la même date où il est défendu aux Etats de se servir en aucune manière des Troupes étrangères, ainsi qu'on peut le voir dans l'Histoire d'Oostfrise Tome II. pag. 1001. & *suiv.* mais les Etats n'en ont pas fait mention, tant ils étoient convaincus de leur injuste procédé. Ce Rescript Imperial dit expressément que l'on n'entend

TOME VIII. PART. II.

autre chose sinon que la Turquie ne fera rien privativement dans ce qui regarde les Collectes, & sans en traiter dans la Diète avec les Etats, & ne s'arrogera pas l'Administration des deniers publics à l'exclusion des Administrateurs. Ce que marque le mot *propre autorité*. Les Decrets Imperiaux & Résolutions de 1559., 1590., 1593., 1597. sont confirmés dans ce Rescript avec les Accords du Pais dont ils font la principale partie.

REPONSE AU §. XII.

Comment arrive-t-il ici que les Etats d'Oostfrise en appellent aux Loix de l'Empire qu'ils ne veulent pas autrement reconnoître? mais ils font malheureux en citation, 1. c'est un abus que les Loix de l'Empire ne sont reçues qu'avec la réserve des Pactes, Conventions & Privilèges passés avec les Etats, c'est ce qu'avancent les Etats, mais il est certain que plusieurs Loix de l'Empire portent expressément la clause nonobstant toutes Conventions & Loix du Pais; ainsi que l'on peut voir dans le Traité de Monsieur Hugo de *Statu Regionum Germaniae*, Chap. 3. §. 21. & dans Heertio de *Superioritate Territoriali* §. 25. Du nombre de ces Loix sont les Constitutions générales de l'Empire, où une seule confirmée pour toutes porte, que les Suets & Etats médiats de l'Empire ne manieront pas les Deniers Publics à l'exclusion du Prince; & il paroît par les Actes de l'Empire, que plusieurs Electeurs & autres Princes portent des plaintes lorsque l'on dressa la Capitulation de l'Electeur de l'Empereur Leopold, de ce que les Etats de leurs Pais s'arrogeoient plus d'autorité qu'il ne leur appartenoit dans le maniement des Deniers Publics; c'est pourquoi dans les Art. 7., 8. & 9. de cette Capitulation, il est ordonné généralement & sans exception que de telles prétentions seront une fois pour toutes entièrement abolies; Loi qui n'est pas moins valide en Oostfrise qu'ailleurs, & à moins qu'il n'y ait quelque empêchement légitime, pourquoi Son Altesse le Prince d'Oostfrise, ne profiteroit-il pas de cette Ordonnance comme les autres, puisque dès le tems de Charles-Quint, il est marqué en substance dans toutes les Capitulations, comme il est repeté dans l'Art. 3. de celle de l'Empereur Joseph, & dans le 17. de l'Empereur Charles, que Sa Majesté Imperiale ne souffrira pas & ne veut pas permettre que les Etats du Pais s'attribuent privativement & à l'exclusion du Prince, la disposition, la recette, l'emploi & les Comptes des Deniers Publics. Le Conseiller Privé Rheius considère cette Ordonnance comme une Constitution générale de l'Empire à laquelle on ne peut opposer aucune exception, comme il s'en exprime Insist. Juris Publ. Lib. 2. Tit. 2. §. 4. *Tenantur Subditis Domino Territorii ad Collectas; & ubi Status Provincialis sunt ac habent inter se Jus distributionis Collectarum budie* (puisque ce la est annulé dans la Capitulation de l'Empereur) *id ita habere intelliguntur, ne excludatur Dominus, & sine hoc conventus infuso Domino introitu earum Collectarum instituerent valent §. 3. Cap. Leop. Verb.* ne pas permettre que les Etats, &c. *secus facientes Jus superioritatis incurrunts ac Dominus eos arbitrarie coercere valet. Arg. Art. 7. ad Cap. Leop. Verb. Juribus.* &c. & dans son Commentaire ad *Jus Feudale* Lib. 1. Tit. 1. il exprime d'une manière très-remarquable comment ceci doit s'appliquer à l'Oostfrise.

*Quemadmodum autem Juris superioritatis Territorialis Provinc. Statuum & Subditorum convocatio est, ita ipsi Status injussi de ejusmodi rebus deliberaturi, non conveniunt, multo minus publica necessitati inservituri Collectas inter se instituerent valent. Jura quippe ea superioritatis sunt, quorum illi non participes, sed ad ea exercenda in consilium saltem vocantur, propter §. 3. Cap. Leopoldini. verbis: Si dans ce cas & autres semblables on peut établir & tenir des Assemblées sans la participation & le consentement du Prince. Quibus omnibus tamen expressis Pactis cum Statibus & Subditis haud derogatum crediderim, sed prout eodem Instrumento Pacti, & hac ipsa Capitulatione confirmata praeposuntur, ita nisi abstantur iis, facta semper servabuntur. Sed si generatim cum eisdem Pactis finis, v. g. que le Prince vult sans l'avis & le consentement de ses fideles Etats ne rien entreprendre ou statuer, dans quelque affaire importante d'où dépend le bien & la prospérité du Pais, & Status vel Subditi forent in rebus per Constitutiones Imperii Principibus aut Statibus spectatis post facta ista indultis, v. g. ne in eadem amplius salarium Affessoribus Camerae, aut alia opera ex Domino, sed Subditorum Collectis*

ANNO

1723.





ANNO me Decret dit expressement, que les Etats sont obligez, de ne préjudicier en aucune maniere, suivant les Concordats, à leur Prince ni à ses Droits, Dignitez & Regales, bien au contraire de le maintenir & défendre comme de fideles Sujets contre qui que ce soit: ainsi on peut conclure que ces Droits du Prince sont confirmés en propres termes dans ce Decret.

ANNO Pais, sur les preuves incontestables que nous avons alleguées, & sur les précédens Decrets Imperiaux, savoir que ni le consentement des Impôts & Contributions, ni leur levée, ni leur emploi, ne peut se faire à l'exception du Prince. Rien n'est plus ridicule que ce qu'on avance, que la Maison Regnante auroit approuvé l'Administration arbitraire des Etats. L'Etat seul où les choses se trouvent, les malheurs & les calamitez qui en sont provenus, en disent plus que nous ne pourrions le faire. Que droit un prudent Pere de famille, si son Intendant, qui auroit prodigué ses Biens, refusoit de lui rendre compte, sous prétexte que son Administration n'auroit donné lieu à aucun desordre. Les gemissemens & les plaintes du Peuple ne font que trop connoître comment l'Oolstrife a été conservée au milieu de cette confusion; car enfin peut-on nommer conservation, la ruine & le desastre que l'on trouve dans toutes les Parties du Gouvernement, soit pour l'Ecclesiastique, soit pour les Finances; en sorte que l'on peut devant Dieu & en conscience pousser de la part de l'Oolstrife les plaintes les plus amères, & dire avec Plin que l'*Ararinn publicum* est un véritable *Spoliarium Civium*. Il est vrai, chaque Pais en Allemagne a ses Constitutions particulieres, & même elles diffèrent entr'elles; mais quelle conséquence les Etats tireront-ils de cette Remarque? Son Altesse demande-t-elle autre chose que de jouir de sa Jurisdiction Seigneuriale suivant l'ordre établi entre elle & ses Etats, & suivant les Loix d'Oolstrife? Mais comment ceux qui se font nommer les Etats du Pais, ont-ils observé jusqu'à présent cet ordre & cette Jurisdiction? Il faut être bien téméraire pour oser censurer par des Remarques aussi indignes le Decret Imperial du 18. Août 1721, ainsi qu'on le trouve à la fin du Factum; c'est à quoi l'on ne daigne pas répondre: le contenu de pareils Decrets se défend de soi-même contre de si foibles attaques.

Tout Lecteur judicieux pourra juger du Factum des Etats, après ce que nous venons d'en dire; il pourra aussi en conclure ce qu'on peut penser des Privileges immémoriaux des Etats d'Oolstrife, les Traitez publiés depuis peu à Embden sur cette matiere prouvent assez combien foibles en sont les fondemens.

Extrait de la Lettre de Sa Majesté Imperiale, à 1724  
Sa Majesté la Roi de POLOGNE, Electeur de  
SAXE, de même qu'à Son Altesse Serenissime le  
Duc de BRUNSWIK-LUNEBOURG, en  
Date de Vienne le 10. Août 1724.

CHARLES, &c.

X. Mais sur tout ce sera un des moyens les plus efficaces pour reprimer les dangereuses entreprises des tumultueux, si, en leur ôtant la levée & l'Administration des Tailles, & de tout autre Argent du Pais, on ne leur permet point de conventicules, si ne les appelle aux affaires des Diètes ou de la Commission, & si pour cette fin on choisit en leur place, *autoritate nostra Casaræa*, à une Diète, d'autres Députés Administrateurs du nombre de ceux des Etats, qui par leur soumission nous reconnoissent pour le Chef & le Juge suprême de l'Empire, & qui témoignent par là leur amour, fidélité & zèle pour le bien & la tranquillité publique; lesquels on chargera provisionnellement de toutes les fonctions des Députés ordinaires & Administrateurs, ordonnant aux Officiers Subalternes de leur obéir, & défendant sévèrement qu'aucun ne paye à l'avenir rien de l'Argent du Pais aux vieux Députés & Administrateurs, ou en établissant d'autres si on le juge à propos, qui doivent jouir de notre protection Imperiale; & en ce cas le College de ces nouveaux Députés & Administrateurs doit être établi dans une autre Ville sûre, & non point à Embden, qui est l'endroit où les séditieux forgent leurs mauvais projets, &c.

Acte de Soumission des Administrateurs qui ont été  
démis de leurs Charges. 1725.  
12. Fevr.

Aux Commissaires Subdéléguez de Sa Majesté le  
Roi de POLOGNE, Electeur de SAXE; & de  
Son Altesse Serenissime le Duc de BRUNSWIK-  
LUNEBOURG, commis par Sa Majesté Im-  
periale  
Z z

REPONSE AU §. XIII.

L'argument que les Etats tirent de la Resolution Imperiale de 1691. est entièrement faux; ce qu'on a dit ci-dessus, le prouve suffisamment, & tout Lecteur judicieux en jugera par lui-même, s'il veut bien prendre la peine de lire cette Resolution entière dans l'Histoire d'Oolstrife Tome II. pag. 1025. & suiv. sur tout ce qui concerne les Grâces 1. 2. 3. & 4. du Prince; de sorte que cette Resolution Imperiale ayant été insinuée aux Etats en 1692., ils firent entendre dans leur réponse, que ces Decrets portoiient leurs coups jusqu'au cœur d'Oolstrife, ainsi qu'on peut voir dans l'Hist. d'Oolstrife Tome II. pag. 1036. où l'on trouve aussi la réponse à de pareils prétextes. Au reste on regarde comme un avantage que les Etats aient allégué, dans leur Factum, le Decret Imperial de 1688. & la Resolution de 1691. sans aucune reserve, confirmant ainsi l'obligation, où ils sont, sans cela, d'y obéir; mais cela prouve qu'ils ont d'autant moins de raison de se plaindre des Decrets Imperiaux postérieurs, où l'on ne trouve rien que ce qui a été si souvent confirmé dans tous les Decrets & Resolutions Imperiales, & dont l'exécution n'a été empêchée que par de fatales conjonctures.

REPONSE AU §. XIV.

Toujours la même chose! tous les Decrets Imperiaux cités & les Resolutions de 1589., 1590., 1593., 1597., ont été confirmés dans l'Accord d'Hanovre, de quelles autres preuves a-t-on besoin? si l'on s'en tient à ces fondemens du Gouvernement de l'Oolstrife, tous différens cessent: Son Altesse Serenissime ne demande rien davantage. Les Etats en ne remontant dans leur Factum que jusqu'à l'an 1606. pour trouver les fondemens du Gouvernement de l'Oolstrife, & passant sous silence tant de Decrets Imperiaux antérieurs rendus in *Contradictoria*, se font trop découvrir, & ont fait connoître qu'au lieu des véritables fondemens du Gouvernement d'Oolstrife que l'on trouve dans ces Decrets, ils en posent de faux & d'imaginaires, & sapent les véritables fondemens qui servent de baze aux liens de l'obéissance & de la soumission.

REPONSE AU §. XV.

Cette Réponse est toute naturelle. Tous les précédens Decrets Imperiaux, les Recès d'exécution, & les Reverfals de l'Hommage, repetez dans le Formulaire de Serment des Ministres, & renouvellez pour la dernière fois dans l'Accord d'Aurich de 1699. c'est pourquoi il est cité dans toutes les pages. Mais que peuvent en tirer les Etats à leur avantage? dans les *Exhibita* du Prince, Son Altesse Serenissime ne demande point que la juste liberté des Etats en ce qui concerne les Collectes soit limitée, mais seulement que l'on mette ordre aux défectibles abus qui causent la ruine du Pais, dont les Habitans se plaignent depuis longtems, & même conformément aux Considerations des Etats de l'an 1612., qui se trouvent dans le Resultat de la Diète.

REPONSE AU §. XVI. & dernier.

Ce §. contient les conséquences que les Etats tirent des précédens; mais comme tout ce qui précède est faux, imaginaire, & dénué de preuves, ainsi le fondement de ce grand édifice croule de lui-même. Et l'on peut dire avec raison de ce Factum des Etats que le Chancelier Stammier dit dans la Préface de son Traité sur le Livre d'Hippolite à Lapidé de *Reservatis Imper.* *Tot impudentissimas Legum Constitutionumque cavillationes, ut perverfas earum Interpretationes reperiet, quot in illa pagina reperitur.*

Notre conclusion au contraire reste dans tout son entier, fondée qu'elle est sur les Constitutions du  
TOM. VIII. PART. II.



ANNO  
1725.périale: pour régler les différens en OOST-  
FRISE.

EXCELLENS SEIGNEURS.

Nous déclarons respectueusement par les présentes à Vos Excellences, que suivant notre devoir nous ne nous opposons point aux Intentions de Sa Majesté Imperiale dans les différens d'Oostfrise, mais que nous attendrons quelle fin Dieu & Sa Majesté Imperiale mettront à ces affaires, ne doutant pas que Sa Majesté Imperiale suivant sa Justice naturelle, après les assurances gracieuses qui nous ont été données, ne nous maintienne dans l'entière, pleine & paisible jouissance des Privilèges anciens & Libertez conformes aux Accords.

C'est pourquoi nous nous adressons encore humblement à Vos Excellences, les supplians d'enregistrer notre présente soumission, & en conséquence de supprimer le Règlement provisionnel fait par rapport à notre College, en sorte que ledit College continué à subsister de la manière qu'il a été établi, & que ses Patentes soient publiées dans le Pais, dans cette confiance nous sommes avec toute sorte de considération,

EXCELLENS SEIGNEURS,

Vos très-obéissans,

Les Députés ordinaires &  
Administrateurs du College  
d'Oostfrise.

quorum nomine

A. B. VON APPELL,

J. BUDDE.

COOP DELING VON REHDEN.

Embden in Collegio Provinciali 12. Febr. 1725.

A la Commission subdeleguée de l'Empereur.

22. Fevr. *Extrait du Registre des Résolutions de Leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Généraux des PROVINCES-UNIES, sur les différens dans le Pais d'OOSTFRISE, & les Decrets Impériaux émanés de ce sujet, de même que sur la Commission, & l'exécution decretées. Jeudi 22. Fevrier 1725.*

Où le raport des Sieurs Singendonck & autres Députés de Leurs Hautes Puissances pour les affaires d'Oostfrise, lesquels en conformité & pour satisfaire à leurs Résolutions Commissoriales du 12. du passé & 20. du courant, ont examiné les Memoires présentés par le Sr. Becker, Ministre & Conseiller de la Regence de Son Altesse le Prince d'Oostfrise, par lesquels il demande que Leurs Hautes Puissances veuillent à l'avenir ne plus écouter, pour les raisons y alleguées, le Bourguemestre & Magistrat d'Embden, de même que les Administrateurs congediez de la Caisse publique, qui se tiennent dans ladite Ville, mais de les renvoyer & de leur recommander la soumission à Sa Majesté Imperiale & à leur Prince légitime, comme ledit Sr. Becker a représenté plus amplement dans lesdits Memoires, & sur tout dans le dernier, où, en même tems il a fait part à Leurs Hautes Puissances de son dessein de retourner en Oostfrise en prenant congé d'elles. Surquoi ayant été délibéré; il a été trouvé bon & résolu, de faire audit Sr. Becker sur ces Memoires présenter, la réponse suivante.

Que Leurs Hautes Puissances depuis quelque tems, & depuis que les différends qui regnent en Oostfrise étoient parvenus à leur connoissance, avoient témoigné à diverses reprises l'intérêt qu'elles prenoient, pour plusieurs raisons, à la conservation du repos, & au bien de cette Principauté.

Comme en premier lieu à cause du voisinage, en second lieu à cause de la Médiation à quoi elles s'étoient prêtées, & du maintien qu'elles avoient promis de plusieurs Accords & Conventions faites; plus à cause

de la Garnison qu'elles ont depuis plus d'un siècle dans les Villes d'Embden & de Leerohrt, & enfin en considération des Capitaux que quelques Habitans de l'Etat avoient avancé, sous leur Garantie, au Pais d'Oostfrise sur plusieurs de ses Revenus.

Que sur ce fondement elles n'avoient pas pu rebouter tout d'un coup ceux qui s'étoient adressés à elles sur ce sujet, mais qu'elles s'étoient crûs obligés d'écouter les Griefs qu'on leur rapportoit de part & d'autre, & de tâcher de faire cesser, s'il étoit possible, ces différens par un accommodement amiable. Que Leurs Hautes Puissances s'étoient assurées d'en avoir usé avec tant de prévoyance & de circonspection, que leur conduite n'avoit porté aucun préjudice à personne. Et comme elles avoient toujours été du sentiment, que cette affaire se pourroit terminer à la satisfaction réciproque des deux Parties, si seulement l'on vouloit mettre pour base & pour fondement les Accords & les Conventions précédentes, qui composent les Loix fondamentales de l'Oostfrise, elles avoient après avec plaisir dudit Sieur Becker, que non seulement l'intention de Son Altesse n'étoit nullement d'y faire aucun changement, & qu'elle ne cherchoit qu'à s'opposer aux abus qu'on en faisoit; mais aussi que dans le procédé de S. M. I. & de la Cour Aulique, ces Accords & Conventions étoient posées pour fondement, & que les Decrets Impériaux se fondeient là-dessus. Qu'au reste Leurs Hautes Puissances n'entrent point en matière pour répondre à tous les points compris dans lesdits Memoires, attendu que par les Copies des Actes de Soumission, tant des Administrateurs congediez que du Magistrat d'Embden, que ledit Sr. Becker a communiqué à plusieurs Membres de la Regence, elles ont vu, que lesdits Administrateurs & Magistrat s'étoient déclarés de se soumettre à l'égard des différens d'Oostfrise à l'intention & à la volonté de Sa Majesté Imperiale; de sorte qu'on peut espérer que par là l'Union entre Son Altesse & ses Etats, y compris la Ville d'Embden, sera rétablie, à quoi l'on pourra s'attendre plus sûrement, si par une exécution modérée des Decrets Impériaux, on fait voir par effet, que l'intention de Sa Majesté Imperiale & de Son Altesse n'est pas d'enfreindre en aucune manière les Privilèges & Droits des Etats & de la Ville d'Embden, fondez sur les Accords & Conventions précédentes, mais plutôt de les maintenir; à quoi Leurs Hautes Puissances prient ledit Sr. Becker de contribuer à son retour autant qu'il sera possible, par ses bons offices. Outre cela il a été résolu de faire expédier pour ledit Sr. Becker des Lettres de créance en bonne & dûe forme, lesquelles lui doivent être remises, conjointement avec l'Extrait de cette Résolution de Leurs Hautes Puissances par l'Agent de Baarle, &c.

*Extrait d'une Lettre de L. H. P. au Prince d'OOSTFRISE.*

Qu'elles étoient très mortifiées d'apprendre que les troubles augmentoient jusqu'à ce point, qu'elles l'avoient appréhendé, & que pour cette raison elles avoient conseillé à Son Altesse Serenissime d'employer les voyes de la douceur pour ramener les Renitens à la soumission, lui offrant leur Médiation pour un Accommodement amiable, que, quoique Son Altesse Serenissime n'ait pas jugé à propos de l'accepter, Leurs Hautes Puissances n'avoient cessé de tenir en tems de lui représenter les suites qui étoient à craindre si elle pouvoit ses prétentions à la rigueur, puis-quelle jetteroit ses Sujets dans le desespoir; que L. H. P. desapprouvoient absolument la révolte & les voyes de fait dont Son Altesse Serenissime se plaignoit; & que les regardant comme le commencement de plus grands désordres, elles verroient volontiers qu'on se prêtât aux voyes de la douceur pour arrêter ces mouvemens, dont les progrès menaçoient le Pais d'une ruine inévitable; que L. H. P. avoient employé tout leur crédit auprès du Magistrat d'Embden, pour le détourner des voyes de fait, & qu'Elles exhortoient Son Altesse Serenissime à ne pas se servir avec la dernière rigueur de ce qui est à son avantage dans le Decret Impérial, surtout à ne pas introduire de Troupes dans le Pais, puisqu'elles le ruineroient & ne serviroient qu'à irriter encore davantage les esprits, &c.

Reso-

ANNO  
1725.

ANNO  
1726. *Resolution de Son Altesse Serenissime aux Habitans de Leerb, &c. en Date du 6. d'Avril 1726.*  
6. Avril.

ANNO  
1726.

I. Son Altesse notre très-gracieux Prince & Maître, veut que les Communes & les Habitans du Bourg de Leer, qui jusqu'ici se sont soulevés contre Sa Majesté Imperiale & Son Altesse Serenissime en prenant les armes, les mettent bas incontinent, & que chacun retourne chez soi, à sa profession & métier, s'abstenant à l'avenir de toute violence.

II. Veut Son Altesse que son Baillif, son Receveur des Tailles, & ses autres Officiers ne soient point troublés dans l'exercice de leurs fonctions, que les Habitans qui se sont sauvés, puissent rentrer librement, & sans empêchement dans la possession de leurs Biens, & exercer paisiblement leur profession.

III. Veut Son Altesse Serenissime que les Communes fassent sortir les Soldats d'Embsden, du Bourg de Leer, & ne se servent plus de leur assistance; d'autant que Sa Majesté Imperiale a cassé cette Garnison en vertu de son Decret.

IV. Si les Députés du Bourg & des autres Communes y entendent, quant à Elle, Elle leur fera grâce & leur pardonnera le passé.

V. Au reste Son Altesse attendra, à l'égard de l'Ordonnance Imperiale publiée en dernier lieu, l'échance du terme de deux Mois, que Sa Majesté Imperiale a bien voulu accorder aux Reintens.

VI. Les ainsi nommez Députés des Communes & du Bourg de Leer, ont à se déclarer là-dessus dans deux heures par écrit, au Lieutenant-Colonel de Staudach, & au Baillif à Leer, qui ont Commission particulière pour cet effet de Son Altesse. Et si en même-tems les Députés souhaitent de s'aboucher là-dessus avec le Lieutenant-Colonel de Staudach & le Baillif, la présente leur servira de Sauf-conduit. Mais en cas qu'ils ne se déclarent sur ce sujet ou point du tout, ou avec lenteur, ou d'une manière peu satisfaisante; Son Altesse Serenissime prendra sans tarder les mesures nécessaires pour le repos & la sûreté de ses fideles Etats, comme aussi pour le maintien de l'autorité suprême de Sa Majesté Imperiale & de ses propres Droits. Auquel cas on ne sauroit lui attribuer tous les malheurs qui en résulteront, puisqu'elle a offert tant de grace dans la présente Resolution auxdites Communes & au Bourg de Leer, après les fautes énormes qu'elles ont commises. C'est sur quoi elles ont à se regler. Fait à la Résidence de Son Altesse à Aurich, signé de sa propre main, & scellé du Sceau de la Regence, le 6. Avril 1726.

(Etoit signé.)

GEORGE ALBRECHT.  
(L.S.)

*Réponse des Communes du Bailliage de Leerbort, du 10. Avril 1726. à la susdite Resolution de Son Altesse Serenissime.*

Mercredi 10. Avril 1726.

*Les Députés des Communes ont fait appeler le Soussigné, & lui ont remis la Resolution qui suit de mot à mot.*

Sur la représentation que Mrs. les Commissaires de Son Altesse ont fait aux Habitans, par écrit, ceux-ci se trouvent obligés de leur faire reconnoître leurs sentimens de la maniere suivante.

Ad. 1.) Qu'on avoit pris avec beaucoup de chagrin les fausses insinuations qu'on a tâché de donner à Son Altesse, comme si les Habitans avoient pris les Armes contre Sa Majesté Imperiale & Son Altesse Serenissime; quoiqu'il soit notoire qu'on n'en seroit jamais venu là, si l'on n'eût été obligé, faute de protection du Maître, de se défendre contre des violences publiques & insupportables, & d'appeler pour cet effet les Troupes des Etats au secours. Que d'ailleurs rien ne sauroit être plus agréable aux Habitans, que si chacun pouvoit exercer en Paix & en repos sa profession & son métier.

Ad. 2.) Comme les Habitans n'avoient jamais cherché à troubler les Officiers du Prince dans l'Adminis-

tration de leurs charges, quoiqu'ils ne puissent pas empêcher que le Peuple ne soit si aigri, qu'ils ne se soient plus crûs en sûreté chez eux, l'exécution de ce point dépendra uniquement de là, qu'on ôte tous les obstacles au repos, par une exacte observation des Accords, & qu'on arrête toute sorte d'exaction.

Ad. 3.) Et comme on menace encore actuellement les Habitans d'affliction, de défoliation & de leur ruine totale, il est impossible qu'on puisse prétendre avec équité qu'ils se défont des Troupes des Etats; quoiqu'il n'y ait rien de plus de plaisir aux Habitans que d'avoir des Assurances suffisantes qu'on ne seroit point troublé dans la possession où l'on est de l'Administration des Fermes, & qu'en général la violence & l'injustice ne prendroient pas le dessus. Aussi espère-t-on que plusieurs raisons invincibles porteront la Justice de Sa Majesté Imperiale à changer de résolution sur la cassation des Troupes des Etats.

Ad. 4.) Il est vrai que les Habitans doivent reconnoître en tout respect sa gracieuse déclaration; mais comme ils ne se sentent coupables d'aucun crime; & qu'il leur paroît rebutant, que le pardon n'a été promis que de la part de Son Altesse Serenissime personnellement, ils espèrent que Dieu inspirera à Son Altesse des sentimens de Paix, & qu'il prévendra par sa Providence toute ulterieure dissension, qui ne sauroit que causer la perte du Païs; car quoique tous les Habitans continueroient volontiers dans une fidélité & obéissance conforme aux Accords, ils seroient responsables même devant le Monde, si lorsqu'on vient à les enfreindre, ils se laissent priver de tous leurs Privilèges. Enfin les Habitans ne peuvent qu'être extrêmement surpris que la représentation ci-dessus mentionnée, & qui est datée du 6. du courant, leur a pu être faite le 8. après que la veille 7. du courant on eut usé des violences les plus terribles & inouïes dans toute la Chrétienté; d'où l'Homme du Monde le plus innocent peut tirer la conséquence, que malgré toutes les promesses on ne sauroit être en sûreté, & qu'on n'auroit à attendre qu'affliction & défoliation, si Dieu & la Nature ne fournilloient d'autres moyens, & ne permettoient de s'en servir.

Ceci est la véritable Resolution ou Plein-pouvoir, ce qu'à la requisiion des Plenipotentiaires présens des Communes, j'ai attesté par mon seing, en y apposant le Sceau Notarial.

N. MENCKEN, Not. Caf. publ.

(L.S.)  
(Not.)

*Resolution ulterieure & préalable de S. A. S. le Prince d'OOSTERISE, du 12. Avril, sur la Déclaration des Députés des Communes, en Date de Leer le 10. Avril 1726.*

Son Altesse, notre très-gracieux Prince & Maître, veut & demande par la présente, que les Députés, au nom desquels la Déclaration signée par le Notaire Mencken à Leer le 10. Avril 1726. a été envoyée au Lieutenant-Colonel de Son Altesse Serenissime, en réponse à la Resolution qui leur avoit été adressée en Date du 6. Avril, se rendent ici à la Résidence le 17. du courant, munis de Pleins-pouvoirs suffisans des Communes dont ils se qualifient Plenipotentiaires, pour attendre du Conseiller privé & Chancelier, & des autres Conseillers commis à cet effet, la Resolution & Déclaration de Son Altesse sur ladite Réponse, où S. A. S. a vu avec surprise, que les Communes sont très-mal instruites de la situation de l'affaire, & qu'elles ont besoin d'information sur les points y compris, comme il paroît par la Resolution préalable ci-jointe. Pour cet effet, non seulement Son Altesse leur accorde Sauf-conduit par la présente, mais la Commission Subdéléguée leur donne une pareille assurance, S. A. S. se réservant au reste tout ce qui peut lui compéter. Signé de la main de S. A. & scellé du Sceau de la Regence le 12. Avril 1726.

(Etoit signé.)

GEORGE ALBRECHT.

(L.S.)



ANNO  
1726.

I. Son Altesse Sérénissime voit avec étonnement, qu'on a osé avancer dans la Déclaration envoyée au Lieutenant-Colonel de Staudach, que les Habitans n'avoient pas pris les Armes contre Sa Majesté Impériale & Elle, mais qu'ils avoient été obligés, faute de protection du Maître, de se défendre contre de prétendues violences publiques & insupportables, & d'appeler pour cet effet les Troupes des Etats au secours; quoiqu'il soit notoire que le soulèvement à Leer & en d'autres endroits, ne s'est fait, déjà dans l'année passée, que dans la seule vue de renverser de ses propres Forces les Ordonnances Impériales sur les différends dans le Pais. Et jamais Son Altesse n'a refusé sa protection à aucun Sujet, ni personne des Communes ne l'a jamais implorée.

Mais qu'on ose prétendre que Son Altesse approuve les violentes oppositions qu'on a faites auxdites Ordonnances, & qu'elle y prête la main, faute de quoi on l'accuse d'avoir refusé sa protection à ses Sujets, c'est là un raisonnement des plus étranges. Une autre proposition encore plus grossière, est qu'on avoit été obligé d'appeler au secours les Troupes des Etats, comme on les appelle; or on peut voir clairement par la Patente Commissoriale communiquée aux Communes conjointement avec la Résolution du Prince, que la Garnison d'Embsen n'est pas la Milice des Etats, & qu'elle n'y est que pour garder la Ville: & quel danger y avoit-il qui rendit le secours de ces Troupes si nécessaire? les Communes ne souffrirent aucune violence injuste; aussi quand elles liront l'Écrit que tout le Tiers-État a présenté à la Haye le 10. Février 1695. au sujet de la Garnison d'Embsen, elles auront une toute autre idée de l'affaire.

II. Il ne paroît pas moins étrange à Son Altesse, qu'on ose avancer que les Habitans n'ont jamais cherché à troubler ses Officiers dans l'Administration de leur Charge: On ne les a donc pas arrêtés? mené par force à Embsen, & en particulier du Receveur des Tailles à Leer, tout cassé & malade qu'il étoit, ne le prouvent que trop. Et si quelque'un est allé contre eux, c'est justement cette sagesse qui doit être comptée parmi les choses défendues.

Son Altesse Sérénissime a remis au Juge compétent & suprême, à décider en quoi consiste l'observation inviolable des Accords: & si les Communes sont obligées de reconnaître un Juge, elles font aussi obligées de s'en tenir à ses décisions, & de ne point juger, selon leur fantaisie, de l'observation inviolable des Accords.

III. C'est une fausseté insigne, que les Habitans soient menacés d'affidion, de défolation & même de leur ruine totale: Son Altesse a témoigné tout le contraire dans sa Résolution; mais ceux qui continuent à s'opposer au Chef suprême & à leur Prince légitime, n'ont qu'à attribuer à eux-mêmes, s'ils font déclarer dignes des punitions dont ils ont été menacés: Et qu'est-ce que l'usage de la Milice des Etats, comme on l'appelle, sinon une opposition réelle aux Ordonnances du Juge suprême, auquel rang il faut aussi mettre la prétendue possession de l'Administration des Fermes.

IV. Il n'est pas dans le Pouvoir de S. A. Sérénissime de donner pardon & de faire grâce, que pour Elle personnellement, ne pouvant rien prescrire ni préjudicier en cela à Sa Majesté Impériale & à sa Commission, & il ne dépendra que de la conduite des Communes de pouvoir plus ou moins s'assurer de la Clémence de Sa Majesté Impériale. Son Altesse ne demande qu'une fidélité & obéissance conforme aux Accords, bien entendu que cette conformité se doit prendre dans le sens que lui donne la décision de Juge suprême, & non pas dans celui d'une explication volontaire; & dès qu'on fait cela toute l'affaire est finie. C'est la faute des Soldats d'Embsen, que la Résolution du 6. du courant n'a été rendue aux Communes qu'après la rencontre à Leer, parce qu'il étoit expressément ordonné au Lieutenant-Colonel de Staudach, de faire tenir ladite Résolution aux Communes, & d'attendre leur Déclaration là-dessus, avant que d'entreprendre une attaque; mais s'écartant posté avec son Monide à Loga, & étant allé reconnaître les environs avec quelques Cavaliers, il a d'abord été attaqué par un gros détachement des Soldats d'Embsen forti de Leer, par où il a été obligé de faire avancer ses Cavaliers pour repousser la force par la force. Et comme après cela ceux d'Embsen ont été obligés de céder, il a fait sonner la retraite par le Trompette du Prince qu'il avoit

avec lui, nommé Tobias Hartung; mais bien loin d'y vouloir entendre, on a même fait feu sur lui, lorsqu'il a sonné la seconde fois, ce qui a occasionné le combat. Et quoique cet accident fournilloit assez de raisons à Son Altesse Sérénissime pour retenir sa Résolution, elle n'a pourtant pas laissé de la faire tenir le lendemain aux Communes, afin de leur témoigner d'autant plus son affection paternelle. C'est donc une accusation bien effrontée que de dire qu'on n'étoit pas en sûreté malgré toutes les promesses, le contraire fautive aux yeux; mais ceux qui ont poussé les Communes à ces mouvemens, font voir par leur conduite que c'est à eux & à leurs assurances qu'on ne peut guère s'en fier, retenant jusqu'ici, contre la promesse qu'ils en ont donnée par écrit, les Officiers du Prince prisonniers à Embsen, au grand dommage & préjudice des Habitans même. Signé du Seau de la Régence le 12. Avril 1726.

(L. S.)

*Déclaration des Communes de Leer, & Confors du 16. Avril 1726. sur l'ultérieure & préalable Résolution qui leur a été adressée du 12. Avril 1726.*

Devant moi sousigné Notaire, comparurent les Députés des Baillages de Leerohr, Stiekhausen, & Embsen, me requérant de bouche, de coucher par écrit leur très-humble Déclaration suivante, sur les Ordonnances & Propositions respectives que Son Altesse Sérénissime leur très-gracieux Prince & Maître, leur avoit fait rendre le 13. du courant par un Tambour, laquelle Déclaration contient ce qui suit.

*Sur la Déclaration ultérieure de Son Altesse, Datée du 12. du courant, & rendue par un de ses Gens, ou a dû & voulu faire savoir, & on prie de rapporter très-humblement à S. A. S.*

I. Qu'on a remarqué par ladite Déclaration avec un extrême chagrin & en versant des larmes, que la chose a été représentée à Son Altesse, (ce que le juste Dieu vengera) comme si les Habitans n'avoient pris les armes que dans la vue de renverser par leurs propres forces les Ordonnances Impériales; quoique la triste expérience fait voir, qu'on ne l'a fait que parce qu'on a été obligé de se défendre autant qu'il est possible, contre des violences publiques, & contre des cruautés qui seroient horreur même à des Barbares, sans qu'on ait jamais pensé de se soulever contre les Ordonnances Impériales par la force.

II. Qu'on ne sauroit reconnaître le prétendu College, & qu'on croyoit pouvoir justifier devant toute la terre les mesures qu'on avoit prises, pour n'être pas dépossédé sans autre forme de Procès, contre les entreprises violentes qu'on méditoit pour l'établissement dudit College, & le maintien de ceux qu'on a érigés en Administrateurs, qui ont poussé leur effronterie si loin, que dans le Memoire qu'ils ont présenté à la Commission Subdéléguée le 28. Février C. A. lequel a été imprimé & publié (comme si c'étoit une pièce achevée) ils ont dépeint leurs propres prétendus Principaux comme la dernière Canaille, & se font moquer de Messieurs de la Noblesse d'une manière digne de châtimement, toujours sous prétexte de l'autorité suprême de Sa Majesté Impériale.

III. Ceux donc qui sont établis pour rapporter au vrai à Son Altesse Sérénissime ce qui se passe dans le Pais, en auront certainement à répondre devant Dieu & le Monde équitable, qu'en lui cachant de si affreuses actions, dont le bruit s'est même répandu par tout dans les Pais étrangers, & qui ont fait un tort considérable au Pais par rapport au crédit général, ils aient osé dire même publiquement, que le vol & le pillage étoient choses permises; car où chercher protection, si ceux qui sont des violences font non seulement encourager, mais même approuver par les Officiers du Prince?

IV. Comme on ne peut pas concevoir en quoi doivent consister les prétendus voies de fait contre les Ordonnances Impériales, pourvu qu'on distingue bien le vrai d'avec le faux; & qu'il est sans cela une chose

nouve

ANNO  
1726.

ANNO nouë dans le Monde, de soutenir l'autorité Magistrale  
1726. par des vols, des pillages & des meurtres, comme il  
est arrivé ces jours paillez, on peut hardiment appeler  
au jugement de toute la Terre, si dans cette situation  
d'affaires on a fait aux Habitans des violences & des in-  
justices.

V. Et par là même, l'usage des Troupes est assez  
justifié; mais pour ce qui est de leur cassation, on  
ne sauroit s'expliquer autrement là-dessus, sinon que  
c'est un point qui appartient à la délibération de tous  
les Etats en général, & qu'on ne sauroit s'imaginer  
que la Justice de Sa Majesté Imperiale, après la décou-  
verte des véritables circonstances de l'affaire, persistera  
dans une Résolution aussi dangereuse pour le Pais &  
ses Habitans. Car quoique le commun pourroit trou-  
ver doux d'être déchargé par là de quelques Impôts,  
on ne fait que trop bien quels ressorts on a fait jouer  
pour la représentation alléguée du Tiers Etat com-  
me on l'appelle, au sujet de la Garnison d'Em-  
ben, & le Grand Dieu fustiera des Instrumens qui  
découvriront là où il est nécessaire, le danger qui y  
est caché pour le Pais, & qui le prouveront par  
l'Histoire d'Oostfrise même, où il est assez manifeste  
à quel but tendoit cette, cassation de la Garnison  
d'Emben.

VI. Tous les Habitans ne demandent rien d'autre  
que l'observation des Accords, & ils font aussi por-  
ter qu'ils doivent, à s'en rapporter à la juste décision  
du Juge compétant; mais ils espèrent qu'ils ne fe-  
ront pas condamner sans être ouïs, & qu'il leur se-  
ra permis d'exposer leur droit, à quoi jusqu'ici ils  
n'ont pu parvenir, les oreilles ayant été fermées à leur  
égard.

VII. Le Tout-Puissant veuille confirmer que les  
menaces terribles, qui sont assez connus, & qu'il est  
facile de prouver, échouèrent; aussi est-on convaincu  
en conscience, qu'on ne s'est pas rendu coupable d'au-  
cune résistance ni envers S. M. Imperiale, ni envers  
S. A. S. & il est inconcevable comment l'usage des  
Troupes des Etats, contre des actions aussi inhumaines  
& inouïes dans la Chrétienté, peut passer pour une  
marque de résistance, à moins que Dieu, & les Droits  
de la Nature & des Gens, n'ordonnassent de se sacrifier  
à la fureur des Gens violens.

VIII. On ne croit pas avoir commis aucun crime  
pour lequel on ait besoin de demander grace & pardon  
à Son Altesse Serenissime, ni pour lequel on doive sen-  
tir l'insupportable disgrâce de S. M. Imperiale.

IX. Les Habitans laissent là le rapport que Mr. le  
Lieutenant-Colonel de Staudach a jugé à propos de  
faire, mais ils ne peuvent pas s'empêcher de lui repré-  
senter, qu'il ne sauroit nier devant Dieu qu'il ait fait tout,  
qu'il n'ait fait tirer le premier, sans dire mot, sur le  
détachement des Troupes des Etats, après quoi celui-  
ci a pareillement fait feu pour sa défense, & que lors-  
que ledit détachement s'est retiré dans le bourg de  
Leer, croyant le nombre des attaquans plus fort qu'il  
n'étoit, il ne l'ait fait poursuivre, & n'y ait fait entrer  
son Monde conjointement avec les fuyars. A quelle  
occasion il faut bien remarquer qu'on avoit promis à  
Aurich à Mr. le Commandant Feldmann de vouloir  
tout laisser *in statu quo*, & que nonobstant cela on n'a  
pas discontinué de faire violences sur violences; même  
après avoir invité Mr. le Commandant le 6. du courant  
de venir à Aurich, on a, sans attendre sa réponse, fait  
sortir de ladite Ville le même jour quantité de Gens  
armez, qui ont attaqué le bourg de Leer au jour du  
Seigneur, lorsqu'il étoit dépourvu de Monde, & y ont  
fait un carnage horrible, où cependant le souverain  
Monarque de l'Univers a visiblement montré sa justice  
& sa bonté.

X. On ne craint pas de rendre compte de sa con-  
duite, & on desire avec passion d'être informé de la  
prétendue véritable situation de l'affaire: Cependant  
comme non seulement elle regarde tout le Pais en gé-  
néral, & que par conséquent on ne sauroit communi-  
quer plus à propos cette information tant vantée, qu'à  
la Diète générale & libre, qui est prorogée; mais  
qu'outre cela on peut en tout cas se passer entièrement  
de l'information du Conseiller privé & Chancelier, qui  
dans son Histoire d'Oostfrise, comme il l'appelle, a dé-  
jà suffisamment informé le public du sens qu'il lui plaît  
de donner aux Accords, & qu'il veut qu'on ne les ex-  
plique ni selon la lettre, ni selon l'usage de plus d'un  
siècle, mais selon une idée qu'il s'est formé lui-même  
d'un certain ordre qui doit régner entre le Prince & les  
Sujets, sans avoir aucun égard à l'obligation qui naît

du Serment par où l'on s'est engagé à l'exacte observa-  
tion des Accords du Pais; de sorte que c'est cette mé-  
me Histoire d'Oostfrise qui a ouvert les yeux aux Ha-  
bitans, & qui leur a montré, pour ainsi dire au doigt,  
le jong sous lequel il faudroit plier, si les choses tour-  
noient suivant l'intention de l'Auteur; de qui on est  
bien persuadé que c'est lui qui mérite depuis tant d'an-  
nées de mettre le malheureux Pais en feu & en flamme,  
& de le plonger par ses nouvelles opinions, dans la  
dernière misère, & que c'est lui qui pour assouvir son  
ambition insatiable, cherche à détourner le cœur du  
plus cher & gracieux Prince, de l'affection Paternelle  
pour ses Sujets, & par conséquent des salutaires senti-  
mens de Paix. Et comme après tout personne ne sauroit  
se croire garanti par le Sauf-conduit qu'on a en-  
voyé par écrit contre la fureur de Gens emportez qui  
n'en savent rien, Son Altesse ne prendra pas en mau-  
vaïse part, que sur ces considérations, les Habitans  
ne puissent se refoudre d'envoyer des Députez à Au-  
rich.

La Résolution ci-dessus a été prise dans ces ter-  
mes, & non dans d'autres, par toutes les Commu-  
nes qui étoient assemblées des Bailliages respectifs,  
moi Notaire requis, présent, ce que j'atteste par la  
souscription de mon nom, & le Seau Notarial. Fait  
à Leer dans l'Assemblée des Députez le 16. Avril  
1726.

(L. S.)  
(Not.)

P. MENCKEMA. Imp. Auth.  
Not. Publ. in fidem subscrip-  
sit Sigilloque Notar. corrobo-  
ravit.

Proposition de Mr. Levee d'Adward Député des  
Etats Généraux des PROVINCES-UNIES;  
faite dans son Audience du 24. Avril 1726.

SERENISSIME PRINCE,

Les justes appréhensions que donnent à Leurs Hautes  
Puissances les Etats Généraux des Provinces-  
Unies, les troubles de l'Oostfrise, & les hostilités qui  
ont été commises; leurs intérêts inseparables de l'af-  
fection & des bonnes dispositions où elles sont par rap-  
port à la conservation d'un Pais si voisin de leurs  
Etats, enfin leur haute estime pour la personne de Vo-  
tre Altesse, ont déterminé Leurs Hautes Puissances à  
m'envoyer ici exprès pour complimenter Votre Altesse  
Serenissime en leur nom, & après l'avoir assuré des  
bons offices amiables de Leurs Hautes Puissances, lui  
représenter combien il seroit agréable à Leurs Hautes  
Puissances que l'on étouffât enfin ces desordres qui  
menacent d'un bouleversement total un Pais livré aux  
maux de la discorde, & d'autant plus malheureux qu'a-  
près avoir eu le bonheur de posséder dans son sein le  
Pere & les Ancêtres de Votre Altesse Serenissime, il  
tenoit cette gloire par la désunion où sont la plupart  
des Habitans avec Votre Altesse Serenissime, le digne  
descendant de ses glorieux Ancêtres, qui étant le tendre  
Pere de ses Peuples, ne peut être que très-sensible  
à ces troubles, qui ne le touchent pas moins, qu'ils  
sont préjudiciables au Pais, & qu'ils inquiètent des  
voisins qui ne respirent que la Paix. Une triste expe-  
rience n'a déjà que trop appris les fâcheuses suites des  
démêlés de l'Oostfrise, & Votre Altesse Serenissime est  
trop éclairée pour ne pas être convaincu du malheur  
d'un Pais, où s'allume le feu de la discorde, & que  
quelque petit qu'en soit l'éincelle, quand une fois il est  
allumé, il est souvent impossible de l'éteindre. La pé-  
nétration de Votre Altesse Serenissime lui représentera  
ce Tableau d'une manière encore plus sensible que je  
ne pourrois le faire; mais les Etats Généraux des Pro-  
vinces-Unies ayant bien voulu m'honorer de la Com-  
mission d'affirmer Votre Altesse Serenissime de leur sin-  
cere estime pour Votre personne, je ne puis me dispenser  
de représenter à Votre Altesse Serenissime que si  
l'on n'arrête pas ces troubles, cette discorde & cette  
confusion dans leur naissance, il sera trop tard d'y re-  
médier, & le mal empirera; si l'on ne prévient point  
ces troubles avec prudence, il s'ensuivra une ruine ma-  
tuelle, car après la ruine de l'un ou l'autre parti, on  
appellera dans le Pais des Troupes étrangères, qui se  
livrant à leur propre intérêt pilleront & ruineront ce  
que



184  
ANNO  
1726.

## CORPS DIPLOMATIQUE

184

que les plus sages auroient pu conserver & mettre à couvert. Votre Altesse Sérénissime a trop de pénétration & trop d'amour pour l'infortunée Oolltrise pour qu'il soit nécessaire d'avoir recours à de plus vives exhortations, pour en convaincre Votre Altesse Sérénissime & pour exciter ses soins Paternels pour ses Sujets; son attention naturelle à procurer le bonheur du Pais & de ses Domaines, & les égards qu'elle a toujours eus pour l'intercession de Leurs Hautes Puissances & les Conseils de ses bons voisins, me persuadent qu'il n'est pas nécessaire que je presse davantage Votre Altesse d'empêcher que l'on ait recours à quelques voyes de fait; Elle donnera sans doute son attention à trouver les moyens d'apaiser le passé & de rétablir la tranquillité & le bon ordre, en maintenant par les moyens les plus doux ses Droits, Prérégatives & Prééminences, faisant cesser les troubles présents, & prévenant ceux qui pourroient arriver. C'est ainsi que Votre Altesse Sérénissime appuyera de la manière la plus généreuse ses véritables intérêts, fera fleurir son Pais, & mettra les Sujets de Leurs Hautes Puissances en état d'espérer d'être payez, conformément aux Conventions les plus solennelles, des Rentes & des Capitaux qu'ils ont si généreusement prêtés pour repaier les Dignes, & empêcher que toute l'Oolltrise ne devint une vaste Mer. De cette manière Leurs Hautes Puissances, que les raisons alléguées ci-dessus obligent de ne pas voir indifféremment les demandes de l'Oolltrise, ne penseront plus à d'autres moyens d'arrêter les progrès de ces troubles. Si je puis être utile, & contribuer à ce que Leurs Hautes Puissances parviennent à ce but, par mes représentations & mes instances, ce sera volontiers & avec bien du plaisir non seulement que je les employe, mais encore je prierai de tout mon cœur le Seigneur qui donne tout ce qui est bon, de combler de ses bénédictions Votre Altesse Sérénissime & son Illustre Maison, jusqu'à la postérité la plus reculée, & de lui accorder un Gouvernement heureux, paisible & glorieux, &c.

Prononcé & délivré par écrit à Son Altesse Sérénissime d'Oolltrise dans son Château à Aurich le 24. Avril 1726.

„ Le Prince lui fit remettre la Réponse ci-jointe.”

Monsieur le Député de Leurs Hautes Puissances ayant fait insinuer à Son Altesse Sérénissime, par ses Conseillers commis pour traiter avec lui, la réponse qu'il avoit dressé, sur la Résolution préalable de S. A. S. du 25. du courant. Elle a voulu ne lui pas laisser ignorer là dessus la Déclaration & Résolution suivante.

A l'égard du premier point, S. A. S. repete les protestations ci-devant faites de bouche & par écrit, de son estime pour Leurs Hautes Puissances, comme aussi pour leur correspondance, & leur amitié pour elle & sa Maison Sérénissime.

2. Pour ce qui est du second point, où Leurs Hautes Puissances déclarent, que l'offre de leur intercession, & leurs Conseils amiables ne tendent qu'à prévenir tous mouvements, troubles, & voyes de fait ultérieures; à rétablir le repos, le bon ordre de l'harmonie, & à empêcher par là qu'il n'entre des Troupes étrangères dans le Pais; comme à tâcher d'accorder les différends qui y regnent, par des moyens efficaces & modérés, & d'en détourner, autant qu'il est possible, les mauvaises suites; Son Altesse Sérénissime convient avec Leurs Hautes Puissances *in Thes*, & la grande patience & indulgence dont elle en a usé jusqu'ici, ont en le même but.

3. Et afin que Leurs Hautes Puissances en ayant une idée encore plus claire, on leur donne à considérer, que non seulement le feu Prince d'Oolltrise Pere de S. A. Régnante, a demandé aux Etats de son Pais à toutes les Diètes qui se sont tenues pendant les 18. années de sa Régence, le redressement du grand nombre de Griets, qu'il avoit contre eux, comme il avoit été promis par l'Accord fait à Hanovre dans l'année 1693, mais encore que S. A. S. même a repété cette demande à toutes les Diètes assemblées depuis l'an 1708. qui fut le premier de sa Régence, cependant on a toujours décliné la Convention, & par l'Extrait du Protocole de la Diète tenué au Mois d'Octobre 1717. il paroît clairement, de quelle manière on y a provoqué S. A. S. à porter ses Plaintes à la Cour Impériale. Et quoique Sadite Altesse ait les Decrets Impériaux en sa faveur, elle a pourtant aussi, à cet égard, fait voir jusqu'à pré-

sent une grande patience; même elle ne cherche encore actuellement, qu'à traiter les choses avec toute sorte de modération.

4. Il n'est donc question que de savoir quels moyens sont les plus propres pour parvenir à cette fin? S. A. S. suppose, que cette affaire devoit être dirigée de sorte que généralement tout ce qu'il y a dans ce Pais, & principalement la Ville d'Embsen, soit renfermé & conservé dans les justes bornes des Accords du Pais. C'est là la seule chose que S. A. Sérénissime cherche & demande. Il est vrai que Monfr. le Député de L. H. P. est de l'opinion, que cela se peut faire par un Accommodement amiable, sous l'entremise de L. H. P.; mais pour en juger solidement, il faut considérer dans un tel Accommodement, premièrement les personnes avec qui S. A. S. doit se raccommoier: en second lieu, les Points sur lesquels on pourroit s'accorder, & en troisième lieu les moyens de contrainte qui pourroient non seulement procurer l'exécution actuelle dudit Accommodement, mais aussi empêcher & faire cesser les contrevenions, qu'on pourroit tenter à l'avenir contre un pareil Accord.

Les personnes qui pourroient être regardées ici comme Contractantes avec S. A. S. sont en general les Etats du Pais, composés de trois Membres, de la Noblesse, des trois Villes, & du tiers Etat qui consiste en 8. Baillages.

Si Son Altesse doit conclure un Accord avec tout le Corps des Etats, il faut qu'elle en soit requis en unanimité, ou par la pluralité des voix. Or on n'a pas demandé, jusqu'à présent un pareil Accord, & on ne le demande pas encore, ni unanimement, ni par la pluralité des voix. Bien loin de là, il est notoire par les Actes, que généralement tous les Etats, sans exception sont soumis à tous égards aux Decrets Impériaux, & ne se font réserver, suivant leurs propres paroles, que la gloire d'obéir: par conséquent on n'a besoin d'aucun Accommodement, comme il paroît par ce qui suit.

5. Toute la Noblesse, excepté Bernard Henry d'Appel, s'est soumise aux Decrets Impériaux, non seulement séparément & l'un après l'autre, comme on peut voir sur la specification authentique qui en est dressée, mais même ceux des Membres, qui à l'initiation du Comte Frydag de Gôdens, s'étoient assemblés à Embsen dans les Mois de Septembre & d'Octobre de l'année dernière, & parmi lesquels se trouvoit ledit d'Appel même, ont déclaré clairement par leurs Lettres à la Commission, du 11. Octobre & 1. Novembre 1725. que dès que la question préalable *RATIONE TRANSLOCATI ERARIII* seroit décidée, ils se montreroient à tous égards soumis & obéissants, de quelque manière qu'il plût à S. M. Impériale de régler & décider cette affaire, & dans la Lettre du 1. de Nov. ils y ajoutent ces paroles remarquables; qu'après que la décision Impériale seroit émanée, ils ne prétendent se réserver rien, que *NUDAM OBSERVATIONE GLORIAM*, comme il paroît plus amplement par l'extrait authentique de cette Lettre. Comme donc cette décision Impériale est comprise dans le dernier Decret de l'Empereur émané le 23. Janv. 1726, il n'y a plus de dispute avec la Noblesse tant à l'égard de la question préalable, comme on l'appelle, touchant le College établi à Aurich, que d'aucun autre point, & ladite Noblesse est à présent obligée de se montrer à tous égards soumise & obéissante, à tout ce que Sa Majesté Impériale a trouvé bon de régler & d'ordonner; par conséquent il n'est pas besoin d'en venir à un Accord avec la Noblesse, à l'égard de ce qui a déjà été jugé par l'Empereur, car pourquoi s'accorder avec la Partie, si elle se soumet à la Sentence du Juge. Aussi n'y a-t-il pas un seul de la Noblesse qui veuille passer pour un Complice des présents troubles, excepté d'Appel, qui conjointement avec ses Adherans le Docteur Rheden & le Bourguemestre & Conseil de la Ville d'Embsen se déclarent publiquement dans la Deduction du 24. Mars 1726. les auteurs de ce soulèvement, ce qui est d'autant plus punissable que cette conduite est directement contraire à la propre Déclaration & soumission ci-dessus mentionnée. Monfr. le Comte de Frydag de Gôdens, Mr. Haro Joachim de Closter de Dornum, Madame la Douairière de Lutzeburg & Monfr. de Honstede de Rysum, payent, même jusqu'à cette heure, pour eux & pour les Habitans de leurs Seigneuries, les Taxes à la Chambre d'Aurich.

Et lorsque d'Appel, & ses Adherans ont été demandés à Monfr. Haro Joachim de Closter, & à l'Ad-

ANNO  
1726.

ANNO 1726. minitrateur de la Justice de Gödens, s'ils ne vouloient pas aussi entrer avec eux dans cette Rébellion, & se soulever contre le College d'Aurich, ils l'ont refusé, & le dernier sur tout s'est expliqué très nettement là-dessus, comme on le peut voir plus amplement dans sa Lettre du 7. Février, de sorte qu'il est incompréhensible, comment d'Appel ose encore non seulement se qualifier Administrateur Noble, mais même dans cette qualité, se dire auteur de la sédition, à laquelle la Noblesse n'a pourtant point de part.

Il seroit encore plus extraordinaire que l'on vult prétendre que Son Altesse Serenissime conclut un Accord avec ledit Appel, comme au nom de toute la Noblesse. Sa conduite est contraire à la Déclaration de ses Confères assemblée à Embden, laquelle portoit expressément qu'on vouloit, & devoit s'abstenir de toute voye de fait contre le College d'Aurich, jusqu'à la décision de l'Empereur. C'est pourquoi aussi les Subdéléguez de la Commission Imperiale ont reproché audit d'Appel d'autant plus sérieusement son entreprise, dans leur Patente du 22. Mars 1726.

Par ces circonstances il est clair qu'il ne s'agit plus d'Accommodement avec la Noblesse, & qu'il ne lui reste que *sola obsequi gloria*; la gloire d'obéir aux Décrets émanés de l'Empereur.

6. Quant à la Ville d'Embsen, ses deux Lettres antérieures à la Commission en Date du 12. Octobre, & 21. de Novembre prouvent clairement, qu'elle s'est jointe à tous égards à la susdite Déclaration & soumission de la Noblesse; par conséquent elle se trouve dans le même cas, & il ne lui reste, après la décision Imperiale que *sola obsequi gloria*, la seule gloire d'obéir aux Décrets Imperiaux.

Il est bien vrai que la Ville d'Embsen, de même que d'Appel, ont renoncé à ladite Déclaration & soumission, par la sédition présente, laquelle, suivant la Déduction déjà citée, elle a aidé à exciter; mais c'est justement par cette retraction qu'elle expose aux yeux de tout le Monde le danger qu'il y a de conclure avec elle, vû que dans une affaire de telle importance, elle agit directement contre la propre Déclaration, nonobstant que la justice même l'obligeroit à l'exécuter.

7. Les deux Villes de Norden & d'Aurich se sont déjà soumises il y a long-temps aux Décrets Imperiaux, suivant l'attestation de la Commission, & elles reconnoissent encore nécessairement le College d'Aurich. Il n'est donc pas nécessaire d'entrer avec elles, quant à l'affaire principale, dans aucun Accommodement: aussi ne l'ont-elles pas demandé.

Et quoique ceux d'Embsen aient osé avancer, que la Ville de Norden n'étoit pas contente du College d'Aurich, & que l'établissement des Députés ordinaires & Administrateurs qui le composoient ne s'étoit pas fait selon les règles; on peut pourtant voir le contraire par la Résolution du 1. Févr. 1728.

8. Des huit Bailliages il y en a sept qui, à l'exception de quelque peu d'Habitans, se sont soumis entièrement aux Décrets Imperiaux, savoir ceux d'Embsen, Greetshyl, Aurich, Norden, Behrum, Stiekhausen & Fiedsburg, & dans le Bailliage de Lehroht, il y a beaucoup d'Habitans qui ont suivi cet exemple, lesquels on peut connoître par la specification dressée à la Diète de Novembre 1724. Ainsi il n'est pas aussi nécessaire à leur égard d'en venir à un Accommodement sur ce qui a été decreté par la Cour de Vienne, outre qu'ils ne le demandent pas.

Il est vrai que ceux d'Embsen, par leur soulèvement présent avec l'aide des Soldats de leur Garnison, dont ils se sont servis hors de la Ville, contre la Lettre des Accords du Pais, ont forcé d'une manière inouïe plusieurs Habitans des Bailliages d'Embsen, Lehroht, Greetshyl & Stiekhausen, à revocquer leur soumission, & à s'obliger par écrit, de tenir le parti de l'ancien College, comme ils l'appellent, mais cette action detestable ne donne aucun droit; & tous ceux qui ont cru devoir céder à la force, ont déjà déclaré à S. A. S. que nonobstant cela leur soumission restoit en son entier, priant de ne leur point attribuer ce qu'ils n'avoient fait que par contrainte.

9. Outre cela il faut remarquer, que les mêmes Communes dans le Bailliage de Lehroht, qui se sont laissés persuader à la présente sédition par les Administrateurs déposés, savoir ceux de Bunde, Wehner, Stoppelmohr, & autres, lorsqu'ils refuserent pour la première fois au Mois de Novembre 1725. le payement des Taxes au College établi ici, ils délivrèrent sur ce sujet au Baillif de Son Altesse Serenissime à Leer, une

ANNO 1726. résolution en Date de Wehner le 3. Dec. 1725. par laquelle ils se sont conformés expressément à la Lettre ci-dessus mentionnée de la Noblesse du 11. Octobre 1725., par conséquent il ne leur reste plus, après la Décision Imperiale, que *sola obsequi gloria*, la seule gloire d'obéir. Il est donc constant, par tout ce qui a été allégué, qu'à l'égard du Tiers Etat, non plus que des deux autres, aucun Accommodement sur les Décrets Imperiaux, ne sauroit plus avoir lieu, ainsi on espere qu'on n'exigera pas de Son Altesse Serenissime, qu'en faveur d'un petit nombre de Renitens, Elle renonce auxdits Décrets Imperiaux, auxquels ils s'étoient déjà soumis, & qu'elle se prête à un Accommodement scabreux.

10. Les seules personnes qui restent donc dans tout le Pais, & qu'on ne sauroit mettre sous aucune des trois classes ci-devant spécifiées, ce sont les Administrateurs, d'Appel, Ter Brack, de Rheden, & le Docteur Stochius, que la Ville d'Embsen a élu tout nouvellement de son autorité privée; mais ceux-là ne peuvent venir en aucune considération, dans ladite qualité; parceque non seulement Sa Majesté Imperiale par son Rescript en Date du dixième Août 1724. les a déposés de leurs Emplois, mais qu'aussi ils ont été exclus par les fideles Etats de la Diète qui se tint peu de tems après, au Mois de Novembre 1724. & où ils établirent de nouveaux Administrateurs en leur place; outre que la soumission de la Noblesse, à la future Décision Imperiale, & l'Accession de la Ville d'Embsen à ladite soumission en Date du 12. Octobre & 21. Novembre 1725. rendent la chose encore plus certaine, après que par les dernières Résolutions Imperiales, le College d'Aurich a été confirmé. Il est donc clair que ledits d'Appel, Ter Brack, de Rheden & Stochius n'ont aucun Droit de prétendre un Accommodement amiable, n'étant à regarder que comme de simples particuliers, favor le premier comme un Membre de la Noblesse, & les trois autres comme appartenans aux Villes & au Tiers Etat respectivement, par conséquent tenus à la soumission faite par la Noblesse, les Villes & le Tiers Etat, quand même tout cela ne seroit pas, & que nous comptions pour rien leur soulèvement présent, dont ils ne desavouent pas être les auteurs, ne se font-ils pas rendus par là criminels non seulement envers Son Altesse Serenissime leur Prince & Seigneur légitime, auquel suivant le cinquième Article des (oncordats du Pais, ils doivent être entièrement fideles, affectionnez & obéissans, prêts à le servir de leurs corps, de leurs Biens & de leur vie; mais aussi envers Sa Majesté Imperiale, Chef suprême de l'Empire; n'ont-ils pas mérité une punition conforme à leur crime? & en particulier, quant à Son Altesse, celle qui est ordonnée par les Loix du Pais. Et ne se font-ils pas après tout rendus indignes que l'on traitât avec eux jusqu'à ce qu'ils aient recherché & obtenu par de très-humbles supplications & instances, leur grace & réconciliation, de Sa Majesté Imperiale, & de Son Altesse Serenissime.

11. Pour ce qui concerne en second lieu les affaires qui doivent faire l'objet de cet Accommodement, elles sont de trois différentes sortes: 1. Les unes regardent les Etats de tout le Pais en général, les autres seulement la Ville d'Embsen en particulier. 2. Les unes sont déjà décidées par les Décrets Imperiaux, les autres ne le sont pas encore. 3. Les unes roulent sur des Droits & Privilèges, les autres sur des prétentions d'Argent. Quant aux affaires qui concernent tous les Etats en général, & qui ont déjà été décidées par Sa Majesté Imperiale, les Etats s'y sont déjà soumis généralement, comme il a été deduit ci-devant; & la Ville d'Embsen en particulier ne s'est pareillement rien réservé sur son Accession du 12. Octobre & 21. de Novembre 1725. que *solum obsequi gloriam*, à la Décision Imperiale, qui dans ce tems-là n'étoit pas encore émanée, & qui l'est à présent. Il ne reste donc point d'autre sujet de Transaction que les Points qui n'ont pas encore été décidés par Sa Majesté Imperiale, ces Points consistent dans ce qui suit.

12. (1) Tous les Etats du Pais en général ont été condamnés par le Decret du 18. Août 1721. à la restitution du dommage causé à leur Prince, soit par le payement de ce dont ils étoient convenus sans son consentement, d'autorité privée, & d'une manière illégitime, ou par d'autres raisons *facti vel culpa* desdits Etats; comme aussi en particulier à la restitution des Capitaux mal-employez; laquelle restitution se doit

A a

faire



**ANNO** faire après la liquidation dudit dommage & des per-  
tes. Or on peut voir suffisamment par les Comptes  
**1726.** du Pais, à combien de Tonnes d'or le monte le dom-  
mage que la Maison de Son Altesse a souffert par ces  
Conventions illicites, ou *facto vel culpa* des Etats,  
& la liquidation en est facile à faire, si l'on pôt pour  
le fondement que Son Altesse Serenissime contribué à la  
Caisse du Pais plus de la cinquième Partie, comme il  
paroit clairement par l'assemblage des Documents qui  
regardent la Ville d'Embsen, & en particulier par les  
deux Extraits qui s'y trouvent de ce que les Domaines  
du Prince payent à chaque Taxé.

(2) Les Etats ont été pareillement condamner par le  
même Decret à fournir annuellement quelque secours  
raisonnable à la dépense de Son Alt. Serenissime, mais  
la Somme n'en est pas encore déterminée. Ces deux  
point sont d'une nature à pouvoir traiter là-dessus amia-  
blement *ratione quanti*.

(3) La Ville d'Embsen est obligée de payer au Prin-  
ce la moitié de toutes les amendes, & cela depuis le  
tems qu'elle ne peut pas produire des Quittances du  
paiement de cet Argent. Quoiqu'il n'y ait pas encore  
de décision Imperiale sur ce point; il a pourtant été ar-  
rêté dans tous les Accords du Pais, & en particulier  
dans la Convention de Hanovre; mais nonobstant cela  
S. A. S. est prête à tenter là-dessus un Accommode-  
ment amiable, pour voir ce que la Ville d'Embsen  
voudroit donner *ratione preteriti, & futuri respectivo*  
*per averfionem, & en suite sous les ans.*

(4) La Ville d'Embsen est tenue, en vertu des Ac-  
cords du Pais, à rétablir son Prince dans la jouissance  
du Droit de Péage: point, qui monte à quelques Ton-  
nées d'or; mais que Son Alt. Serenissime n'est pas éloi-  
gnée de terminer à l'amiable avec la Ville d'Embsen.

13. Supposons à présent pour un moment que les cir-  
constances de l'affaire fussent telles qu'un Accommode-  
ment amiable pût encore avoir lieu sur tous les  
points, même sur ceux qui sont déjà décidés; il sera  
question en troisième lieu de savoir par quels moyens  
la Ville d'Embsen & ses Adherans peuvent être obligés  
à l'observation de cet Accord, tant pour le présent que  
pour l'avenir; vû que la Ville d'Embsen a suffisam-  
ment montré par sa conduite passée, qu'elle ne se sou-  
cie gueres des Accords les plus solennels, quand mê-  
me ils sont confirmés par les promesses les plus  
sacrées, & par des Sermens; comme les exemples tant  
du tems passé que du présent; & en particulier la sédi-  
tion actuelle, causée par le moyen de la Garnison  
d'Embsen, que l'Empereur vient de casser, le prouvent  
clairement, & qu'on le peut voir dans les Pièces  
ci-devant alléguées, où il se trouve un nombre infini de  
pareilles violences.

Monsieur le Député est d'opinion dans sa Réponse,  
qu'on pourroit bien trouver des moyens de contraindre,  
pour faire observer la Convention faite, & qu'on pour-  
roit établir de certaines peines corporelles & pecunia-  
ires contre les infractions; mais si l'on demande, qui  
doit tenir la main à ces établissemens, on trouve qu'il  
est d'une nécessité indispensable, que tout se fasse sous  
l'autorité d'un Juge compétent, qui a le Droit & le  
pouvoir de le maintenir; & comme ce Juge ne peut  
être que Sa Majesté Imperiale. Son Alt. Ser. se persuade  
de la pénétration de Monsieur le Député, & de la  
haute équité de L. H. P. ses Maîtres, qu'ils comprend-  
ront d'eux-mêmes l'impossibilité où S. A. S. se trouve  
de traiter les choses autrement que *sub auspiciis Cae-*  
*saræ Majestatis*, & qu'elle s'attireroit la dernière dis-  
grâce de Sa Majesté Imperiale, si elle entreprenoit de  
le faire par quelque autre voye, après que Sa dite Ma-  
jesté Imperiale a fait émaner déjà dans l'année 1677.  
tant contre S. A. S. que contre les Etats les Mandem-  
mens les plus rigoureux, & en partie cassatoires de  
toute Garantie étrangère, comme aussi *Inhibitoria de*  
*non recurrendo ad exteros*, lesquels, à la sollicitation  
de la Ville d'Embsen & de ses Adherans ont été re-  
nouvellez dans l'année 1682. & réitérez encore six an-  
nées 1688. & 1691. Outre les Ordonnances severes  
qui se trouvent contre ce recours aux Puissances étran-  
gères, dans les derniers Decrets Imperiaux. De sorte  
que S. A. S. ne doute nullement, que Mr. le Député  
ne reconnoisse par cette seule circonstance, quand mê-  
me on ne lui en pourroit alléguer d'autres, combien  
l'expédient par lui proposé, est insuffisant & non per-  
mis, & que S. A. ne peut s'adresser nulle part, pour  
les différens qui regnent dans ce Pais, qu'à sa seule  
Majesté Imperiale, à quoi il faut ajouter que les fideles  
Etats mêmes sont intéressés dans cette affaire, par

quantité de frais, déplaisirs & dommages, que la Ville  
d'Embsen, & ceux qui tiennent son parti, ont causé,  
tant du tems passé, que par la dernière sédition, des  
quels ils ont déjà dem. ind. satisfaction dans les formes  
après de Sa Majesté Imperiale, attendant là-dessus sa  
résolution, avec d'autant plus de certitude, que la pro-  
tection Imperiale leur a été si solennellement promise  
dans toutes ses Patentes. Les choses étant donc ve-  
nues à ce point-là, il ne depend plus de Son Al-  
tesse seule, quand même il n'y auroit pas d'autre  
ouïdacle, de les terminer par un Accommodement  
amiable.

14. En particulier il y a encore à considérer ici,  
que les Deputés ordinaires, & Administrateurs à Au-  
rich, ont été élus & pris à Serment dans toutes les for-  
mes, par les fideles Etats, de la Noblesse, des Villes,  
& du Tiers Etat, qui ont comparu à la Diète tenue  
*sub autoritate Caesaræ* au Mois de Novembre 1724. Il  
est donc certain que les Etats qui ont élus les Deputés  
& Administrateurs, aussi bien que ces derniers mêmes,  
ont un *Jus quæsum* après que ce College a été con-  
firmé par Sa Majesté Imperiale, & par conséquent ils  
auroient tous grand sujet de se plaindre, si, sans les  
écouter, on vouloit entrer dans un Accommodement  
amiable avec leur partie adverse la Ville d'Embsen &  
ses Adherans, au sujet de leur établissement, qui dans  
l'esprit de ceux d'Embsen & de leur parti, passé présen-  
tement pour le principal point de la dispute. Effecti-  
vement leurs plaintes seroient d'autant plus justes, que  
cette élection a été faite dans les regles, & que la  
Ville d'Embsen & ses Adherans n'ont qu'à attribuer à  
eux-mêmes, s'ils en ont été exclus dans ce tems-là.  
Dans cette considération les Administrateurs se sont  
plains fortement, dans un Memoire ci-joint à la Com-  
mission Imperiale, de la protestation qu'on avoit osé  
faire contre leur élection, comme si l'on n'y avoit pas  
procédé dûment. Son Altesse Serenissime offenserait  
donc sensiblement ses fideles Etats, si elle vouloit en-  
trer en Accommodement avec les Renitens sur cette  
affaire, après qu'elle a été confirmée par Sa Majesté  
Imperiale.

15. Son Altesse Serenissime a pour l'intercession de  
Leurs Hautes Puissances toute la considération possi-  
ble, & pour en donner des marques réelles, Elle est  
toute prête à y entendre, quant aux points qui sont  
dans son pouvoir, où Elle pourra se relâcher sans of-  
fenser Sa Majesté Imperiale & la Commission, comme  
la punition des séditeux, & les prétentions d'Argent  
ci-devant mentionnées; cependant Son Altesse ne peut  
pas s'empêcher de représenter à Monsieur le Député,  
par les Documents ci-joints de quelle manière gracieu-  
se & Paternelle, Elle a tâché de persuader les Commu-  
nes de Leer & des Lieux circonvoisins, excités à la  
sédition par ceux d'Embsen, à rentrer en eux-mêmes,  
& à retourner à l'obéissance, de même que l'exces d'es-  
fronterie avec laquelle elles ont de leur côté rejeté  
cette grace, en appellant dans leur dernière réponse à  
une Diète qu'ils prétendent être prorogée, sous pré-  
texte que cette affaire regardoit tout le Pais en gé-  
néral; or cette Diète, après avoir été prorogée depuis  
l'année 1695. dans le dessein de terminer les Griets  
reciproques par des Traitez amiables, a été limitée en-  
fin par S. A. S. dans le Mois d'Août 1724. & cela à la  
sollicitation des fideles Etats, parceque par les Decrets  
Imperiaux, l'objet de cette Diète vint à cesser, laquel-  
le limitation a depuis été confirmée par Sa Majesté Im-  
periale dans sa dernière Ordonnance. Au reste cette  
Rebellion est une affaire qui ne regarde nullement le  
Pais entier, mais uniquement les Renitens d'entre les  
Communes & la Ville d'Embsen. Et comme on a  
avis de Vienne qu'on a résolu à la Chambre Aulique  
un *Votum ad Imperatorem* au sujet de la présente é-  
lection, qui ne touche pas tant Son Altesse Serenissime,  
que Sa Majesté Imperiale & son autorité suprême, on  
ne pourra pas trouver à redire que S. A. comme un  
Prince & Vassal de l'Empire, qui a prêté foi & Homma-  
ge à l'Empereur & au Saint Empire, ne puisse se refu-  
ser à entreprendre quelque chose à l'insu de Sa Ma-  
jesté Imperiale, dans une affaire qui concerne ses Droits  
Féodaux, le souvent fort bien de ce qui se trouve  
entr'entre dans la Résolution Imperiale de l'année 1597.  
§. 24. au sujet de la Convention de Delfshyl, en ces  
termes.

„ Comme il ne convient ni à l'une, ni à l'autre  
„ des Parties, d'avoir entrepris cette Negotiation avec  
„ le secours de Troupes étrangères, contre notre De-  
„ cret provisionnel, sans attendre notre Résolution  
„ Imper

ANNO  
1726.

Imperiale, que nous leur avions promise sur les  
Griefs qui nous ont été présentés; & comme le  
Comte Edzard n'a pas été en pouvoir de faire une  
pareille Convention, sans que nous, de qui il tient  
la Comté d'Oostfrise à foi & Hommage, en aions  
connoissance, & sans notre consentement, volonté  
& coopération, &c.<sup>27</sup>  
De même que de ce que Sa Majesté Impériale Re-  
quante a déclaré dans le Decret émané le 18. Août 1721.  
contre le Bourguemestre & le Conseil de la Ville  
d'Emden, au sujet du Privilège qu'ils avoient donné,  
de leur autorité privée, pour une Compagnie de Com-  
merce, à faveur

En considération particulière que ce Privilège par  
où l'on prétend ôter d'une manière arrogante le  
Droit d'appellation aux Membres de la Société sur  
les différends qui pourroient survenir au sujet de  
leur Commerce, & lequel renferme *reservationem  
potestatis novus leges condendi*, auroit toujours été  
déclaré par Sa Majesté Impériale, comme le Sei-  
gneur Féodal de la Comté d'Oostfrise dès qu'elle en  
auroit en connoissance, pour invalide & de nulle va-  
leur, quand même le Prince auroit voulu user de  
conscience à cet égard, &c.<sup>28</sup>

16. Son Altesse Sérénissime a aussi la confiance en la  
haute équité de L. H. P. que cette Résolution leur  
donnera d'autant moins de mécontentement, si elles  
considèrent, que Son Altesse n'a pu accepter pour les  
mêmes raisons, la médiation & intercession que Sa Ma-  
jesté Prussienne lui avoit offerte dès le commencement  
du Procès.

17. Au reste Son Altesse Sérénissime est très-persua-  
dée que le but que L. H. P. se propose par leur inter-  
cession, se pourroit obtenir facilement, s'il leur pla-  
isoit de persister dans leurs Résolutions du 22. Février &  
16. Juillet 1725. & encore du 19. Fevr. 1726. dans  
lesquelles elles ont reconnu le Collège établi par Sa  
Majesté Impériale à Aurich, & désapprouvé entièrement  
comme de raison, le soulevement excité contre ledit  
Collège; car dans le tems que le Collège d'ici étoit  
occupé à affermer les Fermes en Janvier & Juillet  
1725. les deux premières Résolutions furent d'un si  
bon effet, que non seulement cet Aste se passa fort tran-  
quillement, malgré les oppositions de la Ville d'Em-  
den. mais aussi que le prix accordé fut payé sans aucu-  
ne résistance audit Collège. Il n'est pas à douter d'un  
pareil effet si L. H. P. vouloit encore à présent faire  
la même Déclaration à la Ville d'Emden & à ses Ad-  
herans, à quoi elles auroient d'autant plus de sujet, que  
la démarche qu'on a faite d'envoyer la Garnison  
d'Emden hors de la Ville, est tout à fait contraire  
aux précédens Accords du Paix, & aux Résolutions  
de l'Etat, comme on peut voir clairement par la ra-  
tente de la Commission. Son Altesse Seren. doute  
d'autant moins d'un favorable acquiescement, que ce-  
te sédition est d'une nature à faire horreur à tout Sou-  
verain, & qu'on voit est obligé à prêter la main à  
l'autre pour faire cesser de pareils desordres, & main-  
tenir par là l'autorité de ceux qui tiennent les rênes du  
Gouvernement. C'est dans cette considération, que  
l'excellent Jurisconsulte de Franeker *Ulricus Hube-  
rus*, dit très-bien dans son livre de *Jure Civitatis Lib.  
III. Sect. IV. Cap. I. No. 42. 43. Utilitas imò neces-  
sitas adigit Potestates diversorum, ut res uno loco judican-  
tes ab his, qui judicandi sui habent, ubique locorum obis  
neant, & requisiti Judices aliorum sententias executioni  
mandent. Non est Judicium aliorum inquirere in rationes  
modumque procedendi in aliis locis observatum, quoniam  
hoc prætextu semper executiones eludi possent.* Son Al-  
tesse Sérénissime a la confiance en L. H. P. que dans  
cette affaire où il ne s'agit pas de moins que de la con-  
servation de sa Maison Sérénissime, & de tout le Paix,  
elles ne lui refuseront pas cette marque d'une véritable  
amitié & affection; car il est évident que sans la main-  
tien des Decrets Impériaux, le Paix ne sauroit éviter sa  
ruine totale, étant si accablée de Dettes, que sans  
une bonne économie, telle qu'elle est réglée par les  
Decrets Impériaux, sur le pied des précédens Decrets,  
Résolutions & Accords du Paix, il ne peut pas se con-  
server.

Son Altesse Sérénissime prie donc instamment Mr.  
le Député de rendre de tout ce dessus, un compte  
favorable à L. H. P. & d'employer les bons offices,  
afin qu'elles veillent non seulement tenir la main à  
leurs Résolutions de Février & de Juillet 1725. &  
Février 1726. mais aussi exhorter la Ville d'Emden &  
ses Adherans à s'y conformer, & à relâcher les Offi-

TOM. VIII. PART. II.

ciers & autres Sujets de Son Altesse qui ont été injuste-  
ment arrêtés; comme aussi que L. H. P. laissent à l'a-  
venir, de même qu'elles ont si loyalement fait depuis  
l'année 1677. le libre cours à la Suprême Justice dans  
l'Empire. Et comme cette demande est fondée sur l'é-  
quité même, Son Altesse doute d'autant moins d'une  
favorable condescendance de L. H. P. & fera tous ses  
efforts pour y répondre par toutes fortes de services,  
comme aussi pour marquer sa reconnaissance à Mr. le  
Député pour ses bons offices.

Dated le 30. Avril 1726.

Extrait d'une Lettre de L. H. P. au Prince  
d'OOSTFRISE.

Q'U'ayant pris avec la plus grande satisfaction, par  
le rapport de Mr. Lewe d'Adwart, les favorables  
dispositions où étoit Son Altesse Sérénissime par  
rapport à cet Accommodement, Elles avoient écrit à ce  
sujet dans la vue d'en presser la conclusion, mais  
qu'elles n'avoient reçu aucune réponse de Son Altesse  
Sérénissime. Qu'elles aprenoiient avec chagrin, par  
celle que leur avoit faite le Magistrat d'Emden que,  
contre l'espérance & l'attente de L. H. P. non seule-  
ment on n'avoit fait aucune démarche de la part de Son  
Altesse Sérénissime, pour un si salutaire ouvrage, de-  
puis le départ dudit Sieur Lewe d'Adwart; mais même  
que l'on n'avoit cessé d'employer les voies de fait.  
Que L. H. P. ne prétendoient pas entrer dans l'examen  
des Decrets Impériaux, & s'ils étoient contraires aux  
Accords précédens & aux Loix du Paix, ou s'ils al-  
loient au delà de ce dont il s'agit dans le Procès par  
devant le Conseil Aulique, comme le soutiennent ceux  
d'Emden & leurs Adherans; mais qu'il leur sembloit  
que ces Decrets Impériaux n'étoient autre chose que  
des Sentences ou décisions entre Parties, dont celle en  
faveur de qui elles avoient été rendues, n'est pas obli-  
gée de tirer avantage qu'autant qu'elle le juge à pro-  
pos, & auxquelles elle peut même renoncer, soit par  
amour de la Paix, soit par d'autres vues, en concluant  
un Accord amiable. Que Leurs Hautes Puissances ne  
réiteroient pas les raisons qui, dans la conjoncture  
présente, doivent porter Son Altesse Sérénissime à ter-  
miner par un Accommodement amiable les différends  
qu'elle a avec ses Sujets, plutôt que de s'en tenir à la  
rigueur des Decrets, puisque Leurs Hautes Puissances  
avoient déjà exposé ces raisons à Son Altesse Sérénis-  
sime, soit par Lettre, soit par la bouche de Mr. Lewe  
d'Adwart, envoyé exprès pour ce sujet à Son Altesse  
Sérénissime. Il leur avoit paru que S. A. S. auroit ac-  
quiescé à ces raisons qui sont très-importantes, & elles  
avoient conçu l'espérance que S. A. S. après mûre dé-  
libération, se seroit déclaré en répondant à L. H. P.  
plus favorablement qu'on ne peut le conclure de la ré-  
ponse qu'elle a faite à la Lettre de soumission du Ma-  
gistrat d'Emden du 29. de May, & Leurs Hautes Pu-  
ssances l'avoient d'autant plus espéré, que les Decrets  
rendus autrefois n'avoient pas empêché de terminer les  
différends entre le Prince & ses Etats par quelque Con-  
vention amiable, sous la Médiation & la Garantie de  
L. H. P. qui se font toujours intéressées particulièrement  
au bonheur de l'Oostfrise, dont elles ont donné  
des preuves parlantes, en prêtant leur crédit & l'Argent  
de leurs Sujets, sans quoi la meilleure partie de l'Oost-  
frise seroit encore submergée par la Mer. Que Leurs  
Hautes Puissances également portées à aider S. A. S. à  
maintenir les Droits & Privilèges, & les Etats dans  
leurs Droits & Privilèges, ont fait tout leur possible  
pour engager le Magistrat d'Emden & ses Adherans à  
ceder autant qu'il se pourroit de leurs Privilèges, pour  
autant que ce ne fût pas contre les anciens Accords.  
Que Leurs Hautes Puissances sans entrer dans une plus  
grande discussion, sont trop intéressées au rétablissement  
de la tranquillité en Oostfrise, tant par leur voisinage  
que par l'intérêt de leurs Sujets, qui ont prêté sous la  
Garantie de Leurs Hautes Puissances des Sommes dont  
les Arrérages des Intérêts montent déjà à 444125. Flor.  
pour ne pas renouveler leurs instances auprès de Son  
Altesse Sérénissime, & la prier de se prêter avec plus de  
facilité à un Accommodement, qu'elle n'a fait jusqu'à  
présent, & de témoigner un peu plus de déférence pour  
les instances salutaires & réitérées, & pour les recom-  
mandations d'amis & de voisins, qui ont tant de raisons  
de souhaiter le rétablissement du repos dans l'Oostfrise.

A a 2

Decret

ANNO  
1726.



ANNO  
1726.

*Decret & Ordonnance de Sa Majesté Impériale CHARLES VI. au Collège des Députés ordinaires & Administrateurs en OOSTERISE, pour eux, & ceux des Etats qui ont tenu leur parti jusqu'à présent, par le quel sont cassés & annulés ce qu'ils appellent leurs anciens Privilèges & leurs Libertés en ce qui concerne les Collectes, &c. les menaçant de l'indignation de Sa Majesté Impériale suivant le contenu du Decret du 18. Août 1722. & leur ordonnant sous peine de la vie, de l'honneur & des Biens de s'en désister, & de porter obéissance & fidélité à leur Prince légitime, auquel ils ne s'opposent pas dans tout ce qui est de son autorité Seigneuriale, soit dans la Diète ou autrement. Donné le 11. Juin 1723.*

SA Majesté Impériale s'étant fait rapporter le contenu des Ecrits délivrés au Conseil Aulique de l'Empire, tant de la part du Prince d'Oostrie, qu'au nom des Etats dudit Pais, a jugé à propos de rétablir l'ordre entre le Seigneur & les Sujets, & de prendre en considération ce qui trouble la tranquillité publique, & les motifs qui sont en plusieurs manières mépriser les Reglemens & Ordonnances Impériales; savoir:

I. L'entreprise d'accorder des exemptions ou délais dans le payement des Taxes, & de donner avec partialité des consentemens & Résolutions sur des affaires Domestiques du Pais ou autres, à l'exclusion du Prince.

II. L'appropriation des Domaines du Prince, & l'engagement du Pais entier par des Conventions faites avec des Etrangers & avec des Etats de l'Empire, & la levée arbitraire des Impôts, sans envoyer ou présenter au Prince ni le Projet, ni les originaux de ces Conventions faites, ni des obligations, pour obtenir son approbation & son consentement.

III. Le refus de produire les Registres des Comptes pour les revoir & les rectifier, production nécessaire afin que chacun voye & soit assuré qu'il n'y a dans la Répartition des Taxes aucune exemption ni gratification partielle, & que l'on a égard dans cette Répartition à la proportion du pouvoir d'un chacun afin de les regler avec égalité.

IV. L'entreprise inouïe de n'avoir aucun égard aux justes regles établies par des Decrets Impériaux, par rapport aux nouveautés introduites dans les Etats, touchant l'Administration & la disposition des Collectes, en vertu des Accords & de prétendus Privilèges, en quoi on ne prétend point préjudicier aux Droits des Etats, mais seulement procurer que l'on ne s'en serve au préjudice de personne, & en connaître la vérité; maintenir impartiallement les Administrateurs dans leur Charge, introduire de meilleurs Reglemens pour les Finances, ainsi que l'on souhaite depuis long-tems la plus grande partie des Etats, abolir des usages inutiles & superflus, & maintenir l'inspection suprême qui appartient au Prince dans l'Administration. Il n'est pas tolérable que l'on s'oppose à cette bonne & Paternelle intention de Sa Majesté Impériale, qui tend à corriger des coutumes préjudiciables & pernicieuses, & établir en leur place des Reglemens justes & sages pour la consolation de ceux qui aiment l'ordre, & prévenir ainsi la ruine du Pais.

V. L'imposition & la levée des Taxes auxquelles les Etats n'ont pas unanimement consenti, & contre lesquelles même on a formé des oppositions, sur quoi l'on devoit avant tout attendre la décision du Prince, ou, s'il faisoit quelque difficulté, recourir à Sa Majesté Impériale.

VI. L'appropriation des exemptions des Taxes publiques.

VII. La prétention contraire au devoir des Sujets, savoir que les Etats ne sont pas sujets à l'examen & au jugement du Prince.

VIII. Le refus d'exécuter les ordres de l'Empereur de casser les Troupes introduites dans le Pais.

IX. Les Discours & écrits Satyriques contre le Ministre du Prince.

X. Le refus d'admettre l'Inspecteur & le Commissaire nommé par le Prince.

XI. Le refus de spécifier l'emploi des Capitaines négociés en Hollande.

XII. Le recours à la protection de quelques Etats de l'Empire, oubliant Sa Majesté Impériale le seul Chef de l'Empire, souverain Protecteur & Juge dans tous les différends & disputes qui surviennent entre les Seigneurs & Etats; ce qui est contraire aux Loix fonda-

mentales de l'Empire, & à la fidélité & obéissance due à Sa Majesté Impériale, & peut donner lieu à des troubles.

XIII. La temerité de faire imprimer des Ecrits pour abuser les Sujets en leur exposant diverses imputations contre le Prince, comme si son dessein étoit d'abolir les Accords & Privilèges pour établir un Gouvernement Despotique qui ne seroit borné par aucune Loi ni reglement; ce qui est entièrement refuté par tous les Actes qui prouvent clair comme le jour, qu'au contraire le Prince ne cherche que l'avantage, le bien & le profit des Sujets, par l'abolition de ces desordres sans nombre, & de ces fardeaux insupportables, ayant surtout en vue d'introduire de bons Reglemens, qui puissent rendre les fideles Sujets heureux, paisibles & contents; ce que les Administrateurs ont empêché jusqu'à présent par la temerité qu'ils ont d'interpréter à leur volonté les Résolutions Impériales, les Accords du Pais, & leur contenu, & par le mauvais usage qu'ils en font & qui est très-préjudiciable, excluant le Prince de toute inspection, & l'empêchant ainsi de tenir la main à ce que tout se fasse dans l'ordre.

XIV. Les menaces & les persussions contre des Membres des Etats, qui ont été réellement exclus des Diètes, pour s'être soumis aux Decrets Impériaux & avoir signé des Lettres de soumission.

XV. La publication des Patentes imprimées remplies de termes odieux contre le Prince, sur l'opposition que le reste des Etats avoit formée à la levée des Taxes, d'où s'est ensuivi que l'on a entrepris l'exécution avec l'aide des Troupes entretenues dans le Pais, non obstant la défense expresse de Sa Majesté Impériale, en quoi les Rebelles ont eu l'insolence inouïe de s'arroger une autorité au dessus du Seigneur même du Pais, au mépris des décisions de Sa Majesté Impériale à laquelle ils avoient eux-mêmes porté leurs plaintes.

XVI. L'opposition à tout Reglement du Prince dans les cas de démelez entre les Députés, ou lorsqu'on ne faisoit aucune attention dans la Diète aux Représentations sur les besoins du Pais, ou lorsque l'on proposoit, pour réparer les maux où le Pais étoit exposé, des moyens impraticables & dangereux.

XVII. Le refus de produire les Comptes de la Recette & de l'emploi des Deniers négociés au nom de tout le Pais, & destinés à la réparation des Digues.

XVIII. L'abolition de l'Ordonnance des Dignes rendu par le Prince à l'exemple de ses Ancêtres, & en conséquence des Accords.

XIX. L'entreprise de recuser le Tribunal du Prince, & l'abolition, dans les démelez survenus par rapport à l'Adjudication des nouveaux Administrateurs.

XX. L'entreprise de s'arroger la décision arbitraire des différends survenus entre le Prince & la Regence, & de se servir tumultuairement, pour l'exécution de leur Résultat, des Troupes introduites dans le Pais contre la défense expresse de l'Empereur, après s'être soumis pour tout à la connoissance qu'en devoit prendre l'Empereur, & promis d'en attendre la décision, dont le Prince leur donnoit l'exemple.

XXI. Le faux & fautive principe sur lequel ils s'attribuent la liberté & l'autorité de traiter & résoudre tout selon leur bon plaisir, & que le Prince est obligé d'acquiescer à tout ce qu'ont résolu les Députés ordinaires & Administrateurs des Deniers Publics.

XXII. L'usurpation des Titres & Prédicats d'Etats légitimes qui doivent être traités avec les égards convenables par le Prince & par son Ministre.

XXIII. L'entreprise triviale d'engager les Sujets dans des unions secrètes & dangereuses absolument détendues, comme il est arrivé jusqu'à présent, & de s'unir ensemble par des Sermens.

A ces Causes, Sa Majesté Impériale, pour témoigner son indignation par le présent Decret, & de la manière suivante, au susdit Collège des Députés ordinaires & Administrateurs en Oostrie, touchant leur mépris pour les Decrets Impériaux, leur manque d'égard pour la réputation de leur Prince, le préjudice qui en peut arriver à ses Successeurs, leurs principes & entreprises punissables; Elle a résolu de casser & abolir toutes les susdites usurpations (assertions) quelles qu'elles soient, & les Résolutions ou Négociations qui s'en sont ensuivies, comme aussi les susdits Titres & prédicats illégitimes, & qui font au mépris de l'autorité Impériale, du respect dû au Prince, & de l'honneur & Droits

ANNO  
1726.

ANNO  
1726.

Droits de reste des Etats obéissans; enfin toute Considération & Union causées de tous les troubles; ordonnant expressément que ledit College ait à s'en défaire & non seulement d'obéir avec une entière soumission aux Decrets Imperiaux précédens, mais encore le contenu des Résolutions Imperiales publiées aujourd'hui, ainsi qu'aux ordres expédiés par la Commission Imperiale; mais aussi de témoigner leur devoir & leur soumission envers leur Prince (ainsi que sans cela y sont obligés tous fideles Sujets) en procurant autant qu'il sera possible tout ce qui peut être à l'avantage de son honneur, bien & utilité; de plus de n'entreprendre ni à présent, ni à l'avenir aucune chose contraire à la Charge de Juge, au contraire concourir à la satisfaction de ceux qui pourroient porter ou avoir porté des plaintes devant Sa Majesté Imperiale; ou devant la Commission Imperiale, à la Mediation, & aux décisions de laquelle on ne manquera pas de se soumettre sur le champ. C'est pourquoi la volonté de Sa Majesté Imperiale est de déclarer gracieusement audit College des Députés ordinaires & Administrateurs, pour dernière Monition, de ne plus s'opposer à ceux qui se font soumis, & pour leur ôter toute excuse d'ignorance, qu'au cas que dans deux Mois ils ne donnent pas des preuves qu'ils se font humblement soumis aux Résolutions Imperiales publiées le 18. Août 1721. & renouvelles ici, tous ceux qui mépriseroient notre présente Paternelle Monition, seront condamnés en vertu des présentes, à l'amende de 50. Marcs d'or, ainsi qu'il est exprimé dans le susdit Decret, & seront contraints au paiement par exécution, en outre seront exclus de l'emploi d'Administrateurs & du Droit de comparoître aux Diètes, & on mettra en leur place des Sujets qui aiment le Pays & l'Union, qui ne cherchent que le bien public, & soumis selon leur devoir aux ordres de Sa Majesté Imperiale. Et au cas qu'ils continuent dans leur opposition opiniâtre où ils ont été jusqu'à présent, ils seront punis en leur corps, honneur & biens; ce qui sera notoire à un chacun, afin qu'ils puissent fe regler en conséquence. Signé à Luxembourg, sous le Sceau privé de Sa Majesté Imperiale le 21. Juin 1723.

FREDERIC CHARLES, FRANTZ HEFFNER,  
Comte de Schönborn.

ppria.

ppria.

Reponſe du Prince d'OOSTERISE aux Lettres  
des Etats G. des PROVINCES-UNIES in-  
ſérées ci-deſſus.

HAUTS ET PUISSANTS SEIGNEURS, &amp;c.

Nous avons reçu en leur tems les deux Lettres de Vos Hautes Puissances, l'une du 13. Mai, & l'autre du 22. Juin de cette année; Nous n'aurions pas manqué de répondre sur le champ à la première, si deux circonstances importantes ne nous en avoient empêché. Nous avons écrit à V. H. P., le 5. & le 26. Mars sur une affaire assez importante, sur laquelle nous n'avons pas encore reçu la Réponse que nous attendons avec impatience, quoique nous ne doutions pas que V. H. P. n'ayant consenti volontiers à nos demandes, par rapport aux Receveurs Dams & Ritzius, puisqu'elles étoient conformes à vos Résolutions de Janvier & Juillet 1725. & Février 1726. Nous sommes certains aussi que si Vos Hautes Puissances avoient fait une telle Déclaration à notre Ville d'Embsden & à ses Adherans, notre Pais seroit depuis long-tems en repos, & les maux causés par ceux d'Embsden & leurs Adherans ne seroient pas arrivés; enfin on auroit recommencé à payer les créanciers & autres, comme on avoit recommencé le paiement depuis Octobre 1724. jusqu'en 1725. sous la paisible Administration du College établi à Aurich.

Ainsi nous prenons la liberté de réitérer le contenu de nosdites Lettres, & de demander instamment à Vos Hautes Puissances pour l'avantage de notre Maison & de nos Pais, l'exécution des susdites Résolutions de V. H. P. prises selon votre coutume après mûre délibération; enfin de nous faire réponse sur ce sujet, d'autant que l'invasion des Comptoirs par les rebelles à Lheer, Oldersumer & Embsden-kult, est cause de tous les troubles & dommages arrivés.

La seconde circonstance qui nous a empêché de répondre sur le champ à vos Lettres, est que nous atten-

dlons tous les jours la Résolution de Sa Majesté Imperiale sur notre Requête & de nos Sujets obéissans, par rapport à la révolte de ceux d'Embsden contre les Decrets Imperiaux; parce que nous en souhaitions favoir l'intention de Sa Majesté Imperiale afin de nous en servir de règle dans la Réponse que nous voulions faire à Vos Hautes Puissances, puisque ceux d'Embsden & leurs Adherans ont porté les choses au point, que non seulement Nous, mais aussi Sa Majesté Imperiale, & nos fideles Sujets ont reçu tant de préjudice à divers égards de la part de ceux d'Embsden contre le contenu de tant d'Accords du Pais, & de diverses Résolutions même de Vos Hautes Puissances. Mais comme Sa Majesté Imperiale a bien voulu faire connoître ses intentions sur toute cette affaire le 15. & le 19. de ce Mois, & nous en a envoyé depuis quelques jours l'extrait du Protocole, dont nous attendons tous les jours l'expédition entière, nous n'avons pas voulu manquer devons en faire part. Nous ne savons pas encore le contenu de l'expédition entière, suivant l'avis du Conseil Aulique de l'Empire; néanmoins nous sommes informés que Sa Majesté Imperiale a pris la Résolution la plus vive, sur la Révolte de ceux d'Embsden, qui continue, Résolution par laquelle on peut espérer de voir finir la Révolte & rétablir la tranquillité dans notre Pais.

Quant à ce qui concerne le contenu des deux Lettres de Vos Hautes Puissances, nous sommes très-obligés à V. H. P. de la Déclaration qu'Elles nous font, d'être résolu de vivre avec nous en bons amis & voisins, & nous ne souhaitions rien plus que de trouver l'occasion de vous témoigner par des effets nos bonnes dispositions & notre parfaite estime. Au reste nous trouvons en substance dans vos Lettres, les Articles suivans. 1. Vos Hautes Puissances persisteront dans l'opinion qu'un Accommodement amiable est le meilleur moyen de terminer ces démêlés. 2. Que les intérêts & les termes des Densers négociés sous la Garantie de Vos Hautes Puissances, ne s'acquiescent pas dans le tems fixé, & que V. H. P. seroient obligés d'en venir aux exécutions suivant le contenu des obligations. 3. Que Vos Hautes Puissances croient que ceux d'Embsden ont fait connoître leur inclination pour un Accommodement amiable, tant par leur Déclaration à Mr. Lewe d'Adward, que par la Lettre de Soumission qu'ils nous ont écrite. 4. Qu'il seroit revenu à Vos Hautes Puissances, que nous n'avons pas observé le Contrat par rapport aux Dignes, passé le 8. Août 1723. puisque, comme on le prétexte, nous faisons des difficultés qui suspendent l'inspection accordée pour douze ans. 5. Que vous croyez qu'après le départ de Mr. Lewe d'Adward nous avons employé toutes sortes de voies de fait. 6. Que les Decrets Imperiaux ne sont que des décisions ou jugemens entre Parties, dont celui, à l'avantage duquel ils sont, peut n'en faire usage qu'autant qu'il veut, quand l'amour de la Paix ou d'autres motifs le portent à d'autres mesures. 7. Que par le passé les Decrets Imperiaux n'ont pas empêché les Parties qui étoient en différens de faire des Accords amiables entre le Prince & ses Etats. Vos Hautes Puissances ne trouveront pas mauvais que nous nous expliquions sur ces Articles aussi amplement que le mérite leur importance.

Quant au premier Article, il y a long-tems que nous ne désirons autre chose que de voir cette affaire terminée amiablement; notre Pere d'heureuse Mémoire n'a cherché que cet Accommodement amiable dans toutes les Diètes depuis 1690. jusqu'en 1701. c'est-à-dire jusqu'à la mort. Nous avons suivi son exemple, & depuis le premier moment de notre Regence jusqu'en 1720. nous n'avons cessé d'offrir dans toutes les Diètes cet Accommodement amiable. En 1721. même avant que Sa Majesté rendît sa première Sentence, nous avons fait connoître tant en public qu'en particulier, notre penchant pour un Accommodement; mais on n'en fit aucun cas, & l'on nous obligea par toute sorte de mauvais traitemens & de contraventions aux Accords du Pais, de poursuivre le Procès devant le Conseil Aulique, ce que nous aurions volontiers évité, en sorte qu'il est assez évident qu'il n'a point dépendu de nous, mais de la Ville d'Embsden & de ses Adherans que les démêlés n'ont pas été terminés à l'amiable il y a long-tems; mais à présent que la Ville d'Embsden & ses Adherans ont employé & emploient actuellement toutes les voyes de fait contre Sa Majesté Imperiale, contre Nous & contre nos Sujets, nous ne pouvons donner les mains, suivant votre intention, à un Accommodement sur tous & à chacun des Articles compris dans les Decrets Imperiaux, & nous vous en avons

ANNO  
1726.



ANNO 1726. donné les raisons dans notre Résolution remise à Mr. Lewe d'Adwart; & quand Vos Hautes Puissances les auront prises avec leur équité ordinaire. E les trouveront qu'elles sont fondées de fait, de jure, & pour dire en deux mots ce dont il s'agit, il est clair comme le jour, que ni Nous, ni le reste de nos fidèles Sujets qui avons porté nos plaintes devant l'Empereur contre la Ville d'Embsen, particulièrement par rapport à la Caisse publique, par rapport à la Garnison d'Embsen, par rapport à la quote part des charges publiques qu'elle doit, & surtout, ce qui nous intéresse encore plus, par rapport aux actions de vive force, & répression de dommages, sur quoi l'on ne peut conclure d'Accommodement amiable avec sûreté, l'expérience ayant assez fait connoître que notre Ville d'Embsen ne s'est embarrassée d'aucun des Accommodemens faits depuis 1595. jusqu'en 1699. les ayant presque tous violés dans tous leurs points, & les violent encore à présent.

Pour ne point parler des autres voyes de fait, nous prions seulement Vos Hautes Puissances de réfléchir sur ce qui concerne les Soldats d'Embsen, dont on s'est servi dans les troubles préens, contre le contenu d'une infinité d'Accords, & des Résolutions de Vos Hautes Puissances de 1603. 1614. 1619. 1661. & les Réversales passées sur ce sujet par la Ville d'Embsen, portant qu'on ne peut se servir desdites Troupes sans notre consentement.

En répondant à la Lettre de la Ville d'Embsen. Nous avons donné assez belle occasion à un Accommodement amiable en leur demandant de nous envoyer, & aux Subdéléguez de la Commission Impériale, leur Déclaration sur les Articles en conteste des Accords du Pais, afin qu'en les assistant, ou puisse facilement venir à un Accord; mais bien loin de le faire, ils se font livrés aux violences, sans nous faire repaire, faisant assez connoître par une telle conduite, qu'ils ne veulent point d'Accommodement amiable. S'ils avoient fait ce que nous demandions, s'ils se fussent abstenus des voyes de fait, s'ils avoient rappelé les Troupes de la Ville, qui outre qu'elles sont cassées par Decret Impérial, le doivent être *ipso facto* suivant les Accords, aussi tôt que l'on s'en sert hors de la Ville, ils auroient laissé penser qu'ils souhaitoient un Accommodement, puisque raisonnablement ceux qui veulent un Accommodement doivent prendre les moyens qui y conduisent, & ne pas commencer *facta verbis contraria*, sans parler que tout ce Procès n'a été commencé que parce que l'on amplifie les Accords.

Ad. 2. Quant au second Article qui concerne les Arrerages des Intérêts des sommes négociées, ce n'est la suite que de la Ville d'Embsen & de ses Adhérens; il en est tout de même des Sommes négociées à Hanovre, & sur quoi nous recevons de Sa Majesté Britannique des plaintes semblables à celles de V. H. P. Nous envoyons sur ce sujet à V. H. P. l'Attestation que nous en ont donné les Subdéléguez de la Commission Impériale, elles y verront l'état des choses, comment ni nous ni les nouveaux Administrateurs n'en sommes point la cause, & que les payemens recommenceront régulièrement aussi-tôt que ceux d'Embsen renonceroient à leur injuste conduite. Et afin de mettre encore V. H. P. plus au fait combien c'est la faute de ceux d'Embsen, nous leur envoyons une Lettre de leur Receveur van Damm, elles verront que depuis que ceux d'Embsen se sont emparés par force des Comptoirs engagés à V. H. P., savoir celui de Leer & celui d'Embsen-Ampt, on n'en a payé à leur Receveur tantôt que peu de chose, tantôt rien du tout, au lieu que, tant que ces Comptoirs ont été au pouvoir des nouveaux Administrateurs, les payemens ont été faits exactement. V. H. P. verront rétablir cette exactitude dans le paiement aussitôt qu'elles exécuteront envers ceux d'Embsen leurs Résolutions de Juin 1725. & Fév. 1726.

Ad. 3. De toute la conduite de ceux d'Embsen on peut conclure ce que l'on doit attendre par rapport à un Accommodement de leurs Déclarations à Mr. Lewe d'Adwart & des Lettres qu'ils nous ont écrites. Quoique nous ayons demandé à Mr. Lewe d'Adwart Copie de cette Déclaration, nous n'avons pu l'obtenir jusqu'à présent, & ainsi nous ne pouvons pas en savoir le contenu; mais nous pouvons assez conclure de la Lettre de Mr. Lewe d'Adwart, que ceux d'Embsen ne cherchent autre chose qu'à persister dans leurs entreprises & nous barrer continuellement dans nos Droits confirmés par les Decrets Impériaux, ce que nous avons assez fait connoître dans nos Réponses au susdit

Sr. Lewe d'Adwart. Bien loin que la Lettre de ceux d'Embsen tende la soumission, son contenu & la manière d'en nous l'envoyer par un des Soldats Profiliens de la Garnison d'Embsen, d'où ils devoient être sortis il y a long tems suivant les Decrets Impériaux, font assez connoître leur opposition continuelle à Sa Majesté Impériale & à nous; ce que nous avons assez témoigné dans notre Réponse à cet Ecrivain, puisqu'ils nous y menacent de suites dangereuses, qui ne viennent que de leurs desordres, & qu'ils peuvent faire cesser quand ils veulent; & pour passer sous silence d'autres circonstances, n'auroit-il pas été de leur devoir de nous envoyer cette Lettre par quelque Député de leur Corps, ou du moins par un Secrétaire, & au moins se déclarer sur l'exécution des Articles des Accords dont nous avions spécifié quelques-uns dans notre Réponse.

Ad. 4. Quant à ce qui concerne les Dignes nous avons rendu compte à V. H. P. dans notre Lettre du 4. Octobre 1725. des difficultés qui s'y rencontrent; & notre Ville d'Embsen nous ayant fait prier il y a quelques jours que l'on tint une Assemblée du haut & bas Territoire d'Embsen, nous seulement nous y avons consenti pour faire connoître nos intentions pacifiques, mais même pour exécuter le Contrat que nous avons fait avec notre Ville d'Embsen pour l'inspection des Dignes, nous avons donné nos instructions à notre Commissaire; mais nous seulement notre Ville d'Embsen a refusé de les admettre, elle a même été jusqu'à nous exclure, nonobstant le contenu très-clair du Contrat, & l'on a traité notre Commissaire avec tant de rudesse, que pour éviter quelque plus nouveau affront, il s'est retiré de l'Assemblée; c'est ce que Vos Hautes Puissances pourront voir par le rapport de notre Commissaire que nous leur envoyons; ce qui est d'autant plus extraordinaire que, suivant l'Extrait du Protocole de Vienne, la Ville d'Embsen a fait de cet Article un de ses Grievs, mais peu après ils aprirent par la Conclusion du 13. Juin sur ce point comme sur quelques autres, que leurs Berits avoient été rejetés *ab Actu*, & mis à néant, par conséquent leur demande à cet égard a été rejetée, & les choses ont été confirmées dans l'état où nous les avions mises conjointement avec nos Etats comme le plus avantageux pour le Pais, & le plus conforme au Contrat des Dignes. Cette affaire est encore une preuve de la manière dont notre Ville d'Embsen se conduit par rapport aux Conventions, puisqu'elle s'oppose à la Lettre du Contrat des Dignes.

Ad. 5. Lorsqu'on a informé Leurs Hautes Puissances que nous avions employé des voyes de fait depuis le départ de Mr. Lewe d'Adwart, c'est contre la vérité, puisque depuis ce tems-là nous avons tranquillement attendu les Résolutions de la Cour Impériale, mais Vos Hautes Puissances peuvent voir par la Relation véritable que nous leur envoyons, les voyes de fait de ceux d'Embsen & de leurs Adhérens, qui sont telles qu'on ne les commettrait pas en Pais Ennemis: les mêmes choses se font encore tous les jours, en sorte que ces gens-là nous menacent & nos fidèles Sujets, si nous ne faisons leur volonté, de tout ruiner; & après les menaces de nous attaquer jusques dans notre Résidence, & de chasser du Pais les Subdéléguez de la Commission, ce dont Mr. Lewe d'Adwart même a fait des ouvertures auxdits Subdéléguez, nous avons été obligés de solliciter Sa Majesté Impériale de faire marcher à notre secours quelques Troupes des Etats de l'Empire de notre voisinage pour nous mettre à couvert de pareilles menaces; & c'est à cet effet, & avec la connoissance de Sa Majesté Impériale, que le Roi de Dannemarck a fait avancer une Compagnie pour notre sûreté. Il nous a paru fort étonnant, que le Lieutenant-Colonel Feltnan, conjointement avec le Lieutenant-Colonel Prussien Befue nous en aient fait des plaintes. Quant à nous, nous devons attendre quelles mesures Sa Majesté Impériale trouvera pour de prendre pour étouffer cette révolte, conformément à sa Résolution du 13. Juin, c'est ce que nous attendons tous les jours. Si ceux d'Embsen & leurs Adhérens avoient quelques égards pour Sa Majesté Impériale, puisqu'on leur a déjà fait part de l'Extrait du Protocole du 13. Juin, ils retireroient d'eux-mêmes les Troupes de la Ville, qui sont encore à Leer, à Hinte, & dans notre Maison de Pensend, & ils renonceroient à toutes les voyes de fait, comme contraires à tous les Accords & à toutes les Loix divines & humaines, & ils témoigneroient l'obéissance qu'ils doivent à S. M. Impériale & à

ANNO 1726. la Commission. Mais il paroît qu'ils ne se soucient pas des ordres de Sa Majesté Impériale, & qu'ils veulent s'y opposer, avec leurs Adhérens, & même s'exposer aux dernières punitions, plutôt que de se soumettre à quelque Sentence que ce soit qui leur seroit contraire, même dans les choses les plus claires. Et c'est là la cause de tout le mal; puisqu'il paroît par tous les Actes précédens, que la Ville d'Embsen ne veut reconnoître aucun Juge qui que ce puisse être. Quand ci-devant Vos Hautes Puissances ont pris des résolutions qui n'étoient pas de leur goût, ils en ont porté des plaintes à Sa Majesté Impériale, & ils en ont demandé leur cassation, comme il paroît par les Actes de 1681. & 1682. Tout de même, lorsque S. M. Imp., comme souverain Juge & Seigneur Feodal, rend quelque Decret contr'eux, ils ont recouru à Vos Hautes Puissances & s'opposent à Sa Majesté Impériale, ne voulant reconnoître aucun Juge. Ils en agissent de même par rapport à notre Cour de Justice, ils veulent, dans les affaires qu'ils ont contre nous par devant elle, qu'elle juge comme ils l'entendent, exerçant une Jurisdiction illimitée, mais en ce qui leur est contraire ils ne veulent plus reconnoître cette même Jurisdiction, qu'autant qu'il leur plaît; c'est là la véritable raison pour laquelle ils accablent Vos Hautes Puissances de Lettres, & leur donnent de si bonnes paroles, dans la vue de pouvoir sûrement continuer à violer les Accords dans une infinité de points; nous nous en rapportons volontiers à Mr. Lewe d'Adward sur ce que l'on doit penser du génie de ces gens-là.

Ad. 6. Il est vrai que les Decrets Impériaux paroissent des Sentences entre Parties; mais ces Sentences concernent surtout des Droits, qui n'intéressent pas seulement les Parties, mais aussi le Juge Souverain, le Seigneur Feodal, & dont on ne peut en rien se dispenser sans fa volonté; l'expérience nous persuade aussi, que rien ne seroit plus préjudiciable & plus funeste, que d'accommoder l'affaire sur le point principal, selon l'intention de ceux d'Embsen. Ils ont publiquement déclaré, qu'ils ne voulaient pas se dispenser de leur Garnison casée par Sa Majesté Impériale, en conformité des Accords du Pais: En second lieu, qu'ils ne consentiroient jamais à la translation du College des Administrateurs à Aurich, ni à l'installation de nos Inspecteurs dans ledit College, ils prétendent aussi expliquer à leur fantaisie les Libertés & les Accords du Pais, & à la faveur du terme *nonobstant*, ne se soumettre à aucune Décision Impériale sur les points disputez. Dans de pareilles circonstances, & avec des principes si extraordinaires, nous demandons à Vos Hautes Puissances si l'on peut nous conseiller, & à nos fideles Sujets, de renoncer aux Decrets Impériaux.

Ad. 7. Il est vrai que ci-devant, nonobstant les Decrets Impériaux, on a passé des Accords amiables tels, que non seulement la Ville d'Embsen n'a pas été punie de ses violences qui ont été enlevées dans une Amnistie, mais même on leur a accordé divers Articles. témoigns l'Accord de Delitzil en 1595. celui de la Haye en 1603. celui d'Osterhuys en 1611. celui de la Haye en 1662. celui de Hanovre en 1691. enfin celui d'Aurich en 1699. mais c'est justement cette conduite, dont V. H. P. trouveront des preuves dans ce qui en a été imprimé à la Haye plus d'une fois, qui a jeté notre Maison & notre Pais dans une si fâcheuse situation, que la Ville d'Embsen & quelques particuliers avec elle, se sont rendus les maîtres, & par les troubles excités dans les Dîctes, dans les Collectes, & ailleurs dans toutes les affaires du Pais, ils ont jeté notre Maison & notre Pais dans un abîme de Dettes; en un mot notre Pais étoit réduit dans un état, que la Ville d'Embsen put dire, *Il n'y a point de Roi en Israël & chacun peut faire ce qu'il veut*. Nous pouvons affirmer V. H. P. en vérité, qu'il y va de la ruine de notre Pais, si nous nous déitions de Décisions des Decrets Impériaux: si nous agissions ainsi il faudroit que nous eussions oublié l'intérêt de notre Maison & de notre Pais, notre honneur & notre réputation, ce que Vos Hautes Puissances n'exigeront pas de nous dans une affaire qui intéresse l'autorité souveraine de tous les Princes.

Vos Hautes Puissances s'en rapporteront à nous, sans doute, de ce qui peut être avantageux à notre Pais, ce que l'expérience ne peut nous permettre d'ignorer; nous pouvons vous protester qu'il y a long-tems que tous ces démêlés auroient été terminés, si la Ville d'Embsen avoit exécuté selon son devoir les principaux Articles qui concernent le Gouvernement du Pais, dé-

cidez dans les précédens Accords, & qu'elle a renversé de fond en comble.

Vos Hautes Puissances ne trouveront donc pas mauvais que nous nous en tenions à la Résolution donnée à Mr. d'Adward, & à notre Réponse à la Ville d'Embsen, tant par rapport aux personnes intéressées à cette affaire, que par rapport aux choses mêmes, de la manière qu'elles ont été réglées & dont la Justice est visible. Ainsi nous prions V. H. P. de ne pas exiger de nous, que nous en passions par un Accord tel que le propose la Ville d'Embsen, mais bien plutôt que Vos Hautes Puissances la renvoient à l'exécution de leurs susdites Résolutions, & laissent son cours à la Justice. Cela étant, les choses seront bien-tôt sur un tel pied, que les Capitaux négociez sous votre Garantie seront payez exactement, & Vos Hautes Puissances auront leurs sûretés.

Vos Hautes Puissances feront en cela une œuvre agréable à Dieu, & avantageuse à notre Pais; c'est ce dont nous les prions instamment: nous recommandant à la continuation de leurs bonnes dispositions. Nous sommes, &c.

A Aurich le 4. Juillet 1726.

Extrait du Registre des Résolutions de Leurs Hautes Puissances.

Du Samedi 6. de Juillet 1726.

Où il le rapport de Mr. Lintelloo, &c. après délibération, a été trouvé bon & entendu que, vu que la situation des choses en Oostfrise paroît très-dangereuse, qu'il est notoire que de tout tems la République s'est intéressée au bien & à la tranquillité de cette Principauté, & que de tems en tems elle a intervenu à l'assouplissement des troubles & désordres qui y sont arrivés entre les Comtes ou Prince & leurs Etats, & la Ville d'Embsen, & qui ont été terminés quelquefois sous la Médiation de Leurs Hautes Puissances par Accord, & quelquefois par Décision de L. H. P. la Partie plaignante s'y étant soumise. Accords ou Décisions qui ont été confirmées à la requête des Parties, par la Garantie de L. H. P. Vu aussi l'intérêt que L. H. P. ont dans la conservation du repos chez leurs voisins, & de plus les intérêts des Sujets de la République, qui, à la requête du Prince & des Etats d'Oostfrise, & de la Ville d'Embsen, ont prêté de grosses Sommes pour la réparation des Digues, sans quoi le Pais seroit encore inondé; Leurs Hautes Puissances n'ont pu voir d'un œil indifférent les démêlés survenus depuis peu entre le Prince & ses Etats, & la Ville d'Embsen & ses Adhérens, & elles ont fait leur devoir pour terminer amiablement ces différends par un Accommodement; mais les instances de L. H. P. n'ont pas été reçues du Prince comme on l'auroit souhaité, & il n'a témoigné aucune disposition à terminer ces différends par un Accord amiable, alléguant en la faveur les Decrets & Décisions de l'Empire & du Conseil Aulique devant qui l'affaire a été portée par les Etats mêmes & par la Ville d'Embsen, quoiqu'il soit indubitable que ce Prince n'est pas obligé de se prévaloir de ces Decrets qu'autant qu'il le trouve à propos, comme tout particulier peut se prévaloir ou non d'une Sentence rendue à son avantage, étant maître, par amour de la Paix & du repos, & par d'autres bons motifs, d'y renoncer; outre que les Etats & la Ville d'Embsen opposent qu'à la vérité on a porté quelques affaires à la Cour Impériale & au Conseil Aulique; mais que les Decrets & Décisions de ces Tribunaux vont au delà des choses qui ont été portées devant eux & s'étendent jusqu'à des choses sur lesquelles les Etats ni la Ville d'Embsen n'ont pas été ouïes. Leurs Hautes Puissances, sans entrer dans la discussion des Decrets Impériaux, & sans s'y opposer ont persisté à conseiller un Accommodement à l'amiable surtout en priant le Prince & la Ville d'Embsen & ses Adhérens d'éviter les voies de fait, auxquelles on étoit déjà venu, ou de faire entrer en Oostfrise des Troupes étrangères, en leur exposant les suites dangereuses qu'on en pourroit attendre; qu'à cet effet L. H. P. ont envoyé leur Ministre Mr. Lewe van Adward en Oostfrise, mais que cette Députation n'a pas eu le succès qu'on en attendoit, puisque le Prince s'en est toujours tenu aux Decrets

ANNO

1726.



ANNO  
1726.

Decrets Imperiaux; qu'après le retour de Mr. Lewe van Adward, Leurs Hautes Puissances ont encore écrit au Prince pour tâcher de le porter à un Accord amiable, & préférer cette voie à toute autre; mais que jusqu'à présent elles n'en avoient reçu aucune réponse.

Les choses étant en cet état, & les esprits paroissant fort aigris en Oostfrise, puisque le Prince & ses Ministres traitent les Etats & la Ville d'Embsden de rebelles, parce qu'ils ne veulent pas se soumettre, sans restrictions aux Decrets Imperiaux, & que d'autre part le Magistrat & ses Adherans se plaignent que ces Decrets & Décisions ont été rendus en faveur du Prince, sans avoir été suffisamment ouïs, outre qu'ils renversent les Libertez & Privilèges des Etats & de la Ville d'Embsden fondez sur les Accords, Accommodemens & Décisions qui sont les Loix fondamentales d'Oostfrise, étant capables de causer une entière révolution dans l'Oostfrise; se plaignant encore que l'on rejette les Remontrances qu'ils ont faites à l'Empereur & au Comte d'Aulique; que suivant les avis que l'on a reçu, l'intention de la Cour Impériale & du Prince, étoit d'exécuter les susdits Decrets & les Décisions, & outre la Commission donnée ci devant à l'Electeur de Saxe & au Duc de Brunswick Wolfenbuttel dans les affaires de l'Oostfrise, le Roi de Dannemarck & d'autres Electeurs & Princes de l'Empire, comme l'Electeur Palatin & l'Evêque de Munster étoient requis d'y prêter la main.

Qu'il y a déjà des Troupes de Dannemarck arrivées en Oostfrise, & l'on dit qu'elles doivent être suivies d'un plus grand nombre; en sorte qu'on ne peut en attendre que des voies de fait & de nouveaux troubles qui augmentent les Griets & ruineront le Pais; ce qui arrivant, comme il est aisé de le prévoir, les Sujets de l'Etat qui ont prêté de bonne foi leur Argent au Prince, aux Etats & à la Ville d'Embsden, en porteront tout le fardeau, puisque leurs Capitaux ni les Intérêts ne seront point payez; outre que, vu l'animosité du Prince & de ses Ministres, il est à craindre que la Ville d'Embsden ne soit attaquée, & que la Garnison de Leurs Hautes Puissances ne se trouve en danger. Tout bien considéré & vu l'Intérêt que la République a toujours eu & à encore à la conservation de la tranquillité en Oostfrise, & au maintien du Gouvernement sur le pied où il est établi par les Accords & Décisions confirmées par la Garantie de Leurs Hautes Puissances, passée à la requête du Prince, des Etats du Pais & de la Ville d'Embsden, outre que c'est dans la supposition que le Gouvernement continueroit sur le même pied que L. H. P. ont accordé & consenti que l'on négocie dans la République, au profit du Prince, des Etats & de la Ville d'Embsden, les Sommes qui y ont été négociées à leur requête, & que c'est sur ce fondement que les Sujets de la République ont prêté leur Argent, nonobstant quoi on y avoit déjà fait de grands changemens, en transportant à Aurich le Comptoir général qui doit rester à Embsden suivant les Accords & Conventions; outre cela on prévoit encore d'autres changemens dont les Sujets de la République sentent déjà les mauvais effets, puisqu'on ne paye pas les Intérêts qui sont dûs. Dans la conjoncture présente, Leurs Hautes Puissances ne peuvent différer plus long-tems à prendre soin des Intérêts de leurs Sujets qui ont prêté leur Argent à l'Oostfrise sur leur Résolution & sous leur Garantie, & à prendre garde que l'exécution des Decrets de l'Empire (auxquels on ne prétend pas déroger, & qu'on laisse dans leur entier) ne porte aucun préjudice à la Garnison que L. H. P. ont à Embsden & à Leeroort, & qu'elles y ont eu depuis plus de cent ans, en sorte que les Droits de la République, & les Intérêts de ses Sujets n'en souffrent pas.

Ainsi pour fortifier la Garnison d'Embsden, on y enverra au plutôt deux Bataillons, avec ordre au Commandant de veiller à la sûreté de la Ville, & repousser toute voie de fait que l'on pourroit mettre en œuvre, & ne pas souffrir que l'on fasse dans ladite Ville aucune exécution sous quelque prétexte que ce puisse être, tant que L. H. P. ne seront pas informés à quoi elles tendent, & qu'elles n'aient pas donné sur cela d'ordres ultérieurs à leur Commandant.

Mrs. de Linteloo & autres Députez de Leurs Hautes Puissances, pour les affaires étrangères, sont chargés d'entrer en Conférence avec Mr. de Meinberthshagen Envoyé Extraord. du Roi de Prusse, de lui donner connoissance de ce que dessus, & de lui remontrer que

Sa Majesté ayant toujours eu à cœur la conservation de la tranquillité en Oostfrise, & le maintien du Gouvernement sur le pied des Accords, L. H. P. ne doutent pas que Sa Majesté n'approuvât la Résolution de L. H. P. & qu'elle ne contribuât à empêcher qu'il se commît de nouveaux désordres, & qu'en qualité de Directeur du Cercle de Westphalie, il fera en sorte qu'il n'entre pas de Troupes étrangères dans l'Oostfrise, & que celles qui y sont en sortent pour prévenir de plus grands désordres, & que L. H. P. sont prêtes à concerter avec Sa Maj. Prussienne, les moyens de prévenir les désordres & de rétablir la tranquillité dans l'Oostfrise.

Les mêmes Députez sont priez de conférer aussi avec Mrs. Fenelon & Funch, de leur faire part de la présente Résolution de L. H. P. & leur représenter qu'il y a long-tems que L. H. P. prévoient avec inquiétude ces démêlés entre le Prince & les Etats d'Oostfrise & la Ville d'Embsden & ses Adherans, & qu'elles ont fait tout leur possible pour accorder à l'amiable les Parties plaignantes; mais que toutes leurs instances ont été inutiles, surtout après du Prince, & que les choses en sont à présent au point que l'on y fait entrer des Troupes de dehors, selon toutes les apparences dans le dessein de réduire la Ville d'Embsden à une soumission sans bornes, sous prétexte de faire exécuter les Decrets de l'Empereur: que Leurs Hautes Puissances ayant toujours maintenu les Accords & Décisions, qui sont les Loix fondamentales du Gouvernement, ne peuvent voir d'un œil indifférent les changemens qu'on prévoit vouloir y introduire, d'autant plus que ces Accords & Conventions ont été faites sous la Médiation de Leurs Hautes Puissances, qui à la requête des Parties les ont garanties: outre que L. H. P. se trouvent obligés d'avoir soin qu'on ne les prive pas du Droit qu'elles ont de tenir Garnison dans Embsden & Leeroort, dont elles sont en possession il y a plus de cent ans; enfin de faire en sorte que suivant les Conditions des obligations sur lesquelles leurs Sujets ont prêté leur Argent au Prince, aux Etats d'Oostfrise & à la Ville d'Embsden, leurs Sujets soient payez de leurs Intérêts & leurs Capitaux remboursés dans le tems & de la manière exprimée dans les obligations.

Que quoique l'intention de L. H. P. soit de ne rien faire en ceci que ce qu'elles ont Droit de faire, & que vu leurs Droits, personne ne peut le prendre en mauvaise part, néanmoins elles ont raison de craindre dans la conjoncture présente, que leur conduite soit mal interprétée, & qu'on ne cherche à leur faire quelque querelle: & qu'au cas que cela arrivât, contre toute espérance, elles ne pourroient s'empêcher de maintenir leur Droit de leurs forces, & en ce cas elles seroient obligées de demander le secours de leurs Majestez le Roi de France & le Roi de la Grande-Bretagne, comme leurs Amis & Alliez, en vertu de leur Alliance de Février conclue en 1717. C'est pourquoi elles ont jugé à propos de faire part ausdits Sis. Ambassadeur & Envoyé Extraordinaire, de l'embarras où elles se trouvent par ces troubles d'Oostfrise, elles supplient Leurs Majestez de France & de la Grande-Bretagne, d'employer les moyens qu'elles jugeront les plus efficaces pour prévenir ces troubles du dehors; requérant lesdits deux Ministres d'appuyer la prière de L. H. P. auprès de leurs Maîtres, & de leur témoigner que Leurs Hautes Puissances s'attendent, en défendant leurs Droits, que Leurs Majestez leur donneront, en cas de besoin, les secours stipulés dans leur Alliance.

Les susdits Députez représenteront particulièrement à Mr. Finch, combien Sa Majesté Britannique est intéressée au repos de l'Oostfrise à cause du voisinage de ses Etats dans l'Empire; & comme ses bons offices ne peuvent manquer d'être d'un grand poids dans cette occasion, Leurs Hautes Puissances la supplient de les employer de la manière la plus efficace pour faire sortir d'Oostfrise les Troupes Danoises, & empêcher qu'on n'y en fasse entrer d'autres, & que Sa Majesté Danoise conjointement avec Sa Majesté Britannique, engage le Prince à entrer dans des sentimens plus modérez, à terminer à l'amiable ses différens avec le Magistrat d'Embsden, & à éviter les voies de fait.

Lesdits Députez feront part aussi à Mr. Garfniot Résident de l'Electeur de Cologne, Evêque de Munster, des raisons qui ont engagé Leurs Hautes Puissances à envoyer encore deux Bataillons à Embsden, & le prier d'employer les bons offices auprès de S. A. E. à ce qu'elle n'envoie point de Troupes dans l'Oost-

ANNO  
1726.

ANNO  
1726.

L'Oostfrise, & qu'au contraire, elle tâche d'engager le Prince à entrer dans des sentimens plus modérez, à terminer à l'amiable ses différens avec la Ville d'Embsden, & à éviter les voies de fait.

On enverra un Extrait de cette Résolution au Sr. Hamel-Brayninx à Vienne, au Sr. Borel en France, & au Sr. Hop en Angleterre, pour leur servir d'Instruction, &c.

*Extrait d'une Résolution des Etats G. des PROVINCES-UNIES des Pais-Bas, pour répondre à la Lettre du Prince d'OOSTFRISE. Du 23. Juillet.*

Que l'intention de Leurs Hautes Puissances n'étoit pas d'entrer en discussion sur les Articles contenus dans sa Lettre, & qu'elles n'ont autre chose à dire, sinon que quoiqu'elles auroient pu, pour plus d'une raison, se mêler des démêlés de l'Oostfrise, elles ont jugé qu'il valoit mieux qu'elles ne s'en mêlassent pas, & qu'elles se contentassent de conseiller un Accommodement amiable, sans changer de conduite, quoiqu'il soit arrivé des choses que la Ville d'Embsden & les Adhérens soutiennent, avec vraisemblance, être contraires aux Accords dont Leurs Hautes Puissances, font Garantes, & ne font point partie des différens qui sont en litige par devant le Conseil Aulique, entre le Prince, & les Etats, & que L. H. P. ne peuvent voir d'un œil indifférent, relativement aux intérêts de leur Etat. Mais L. H. P. se font toujours flatté de l'espérance que le Prince considérant davantage ses propres intérêts que ceux de ses Sujets, & témoignant quelques égards pour les bons conseils & l'intercession de ses voisins & amis, qui ont donné tant de preuves de leur passion pour la tranquillité & le bonheur, en un mot pour la conservation de l'Oostfrise qui seroit à présent en proie aux Flots, si Leurs Hautes Puissances ne l'avoient assisté de leur crédit & de l'Argent de leurs Sujets, auroit enfin prêté l'oreille à un Accommodement amiable, & n'auroit fait d'autre usage du succès de son Procès, que de rétablir la Paix, le repos & la concorde dans l'Oostfrise, en donnant occasion à L. H. P. de faire ou d'appuyer des propositions acceptables, dans lesquelles Son Altesse auroit trouvé toute satisfaction & sûreté.

Que Leurs Hautes Puissances sont fâchées d'apprendre par la Lettre de Son Altesse, en réponse à la leur, qui avoit pour but une si bonne œuvre, non seulement que S. A. n'est pas portée à donner cette occasion à Leurs Hautes Puissances; mais qu'elle leur ôte toute espérance d'aspirer par un Accommodement les démêlés qui ont donné lieu aux nouveaux troubles, & leur fait craindre au contraire des suites qui entraîneront après elles la perte de tout le Pais, & seront long-temps souvenir l'infortunée Oostfrise, que les bons Conseils de Leurs Hautes Puissances n'ont pas été écoutés, & que Son Altesse n'a pas voulu se laisser persuader de donner lieu à Sa Majesté Impériale, par un Accommodement amiable, de faire sentir les effets de sa clémence, par l'intercession de Son Altesse & des autres Puissances qui s'intéressent au repos de l'Oostfrise, à ceux qui se font opozés jusqu'à présent à l'exécution des Decrets du Conseil Aulique; que Leurs Hautes Puissances ne peuvent s'empêcher de réitérer leurs prières & d'ajouter qu'elles s'y trouvent engagées en ce que leurs Droits & intérêts souffrent & sont en danger de souffrir encore davantage par la continuation des troubles présents, surtout parce que les payemens qui devoient être fait conformément aux obligations, sont suspendus par ces démêlés, & qu'on se trouve en arriere de 444125. Fl. intérêts échus, au grand préjudice des Sujets de L. H. P. qui ont prêté leur Argent à la recommandation & sous la Garantie de L. H. P. Cette Dette augmentera tous les jours, surtout si le Pais se trouve ruiné par l'intrusion des Troupes étrangères logées dans le plat-Pais.

Que non seulement Leurs Hautes Puissances n'ont point prêté la main aux anciens Administrateurs, quoiqu'ils eussent offert tous les jours d'avoir soin que les obligations fussent régulièrement payées, bien loin de là elles ont ordonné aux Receveurs Damm & Ritzius d'assister à l'Adjudication des Fermes, qui a dû se faire à Aurick par le nouveau College, quoique faisant attention aux Accords précédens, à leur Garantie & à

TOM. VIII. PART. II.

ANNO  
1726.

d'autres raisons, elles eussent pu s'exempter de donner ces ordres: qu'après tout Leurs Hautes Puissances s'étoient flattées que les nouveaux Administrateurs n'auroient pas moins de soin des payemens auxquels ils sont obligés par Serment, que les anciens en avoient eu, ne croyant pas que l'empêchement que les anciens Administrateurs en la Ville d'Embsden peuvent mettre dans quelques endroits à la perception des Droits, eût servi de prétexte pour ne pas fournir au Comptoir général de L. H. P. le Revenu de la Taxe réelle & personnelle qui se leve dans toute l'Oostfrise, quoique l'on en eût souvent fait des plaintes. Enfin que Leurs Hautes Puissances prient le Prince de faire entendre qu'il y soit pourvu sans plus long délai, afin que Leurs Hautes Puissances ne soient pas obligées de prendre des mesures pour pourvoir aux intérêts de leurs Sujets, nonobstant les différends du Prince avec ses Etats.

*Réponse des mêmes Etats aux Subdéléguez de la Commission Impériale. Du 19. Août.*

Que Leurs Hautes Puissances avoient reçu leur Lettre où elles voyoient avec satisfaction qu'ils leur font la justice d'être persuadés que L. H. P. n'approuvent en aucune manière les voies de fait que l'on a employé. Mais Leurs Hautes Puissances ont remarqué d'un autre côté que ledits Subdéléguez ont mal compris le sens de la dernière Lettre qu'elles ont écrite au Prince d'Oostfrise, puisqu'ils en concluent que l'intention de Leurs Hautes Puissances est de ne pas se mêler de ces affaires-là. L. H. P. ont reçu un Extrait de leur dernière Lettre au Prince, dans lequel on trouve des phrases entières & essentielles omises, pour donner à la Lettre de L. H. P. un sens tout différent de leur intention; qu'aparemment Mrs. les Subdéléguez n'auroient pu que cet Extrait mutilé, car ils auroient vu que L. H. P. s'expriment tout autrement dans leur Lettre au Prince, où elles tâchent de lui faire comprendre, que quoique pour plus d'une raison très-cônue Leurs Hautes Puissances eussent pu se mêler du démêlé qui trouble l'Oostfrise, elles ont crû qu'il valoit mieux qu'elles ne s'en mêlassent pas, en exhortant seulement les Parties à un Accord amiable, sans changer de conduite à cet égard, nonobstant ce qui est arrivé depuis, & que la Ville d'Embsden & ses Adhérens soutiennent être contraire aux Accords dont Leurs Hautes Puissances font Garantes, & ne faire point partie du différend qui a été porté par devant le Conseil Aulique de la part du Prince & des Etats, ce que L. H. P. par rapport à l'intérêt de leur Etat ne peuvent voir d'un œil indifférent. Mais L. H. P. n'ayant gardé une conduite si modérée que dans l'espérance que le Prince prêteroit l'oreille à un Accommodement amiable, sans faire d'autre usage du succès de son Procès que pour rétablir la Paix & le bon ordre dans l'Oostfrise, en donnant occasion à Leurs Hautes Puissances de faire des propositions agréables, & dans lesquelles le Prince auroit trouvé autant de satisfaction que de sûreté; Leurs Hautes Puissances sont très-motivées que le Prince ne veuille pas leur faire ce plaisir, ainsi qu'on le peut voir par les Lettres qu'elles lui ont écrites, & dont on enverra Copie aux Srs. Subdéléguez, qui pourront en conclure que l'intention de Leurs Hautes Puissances n'est absolument pas de regarder indifféremment les troubles de l'Oostfrise; & qu'autant qu'elles sont motivées de voir que le Prince témoigne si peu d'inclination pour un Accommodement amiable, qu'il ôte à Leurs Hautes Puissances toute espérance d'y travailler avec succès, autant leur est-il agréable d'apprendre par la Lettre des Subdéléguez que dès le commencement ils n'ont rien épargné pour reconcilier le Prince avec ses Etats, & que c'est aussi l'intention de Sa Majesté Impériale que Leurs Hautes Puissances s'assurent que les voyes de fait employées depuis, n'ont fait aucun changement dans une si louable intention, & que les Srs. Subdéléguez travailleront encore à cet effet, ce qui, au jugement de Leurs Hautes Puissances, est le devoir des Commissaires nommez pour l'exécution des Decrets, qui ne peuvent faire un meilleur usage du pouvoir qui leur est donné que de reconcilier les Parties, & de telle manière aloppier dans leur naissance tous les différens qui naissent ordinairement dans de pareilles exécutions. Que L. H. P. persuadées

B b



ANNO  
1726.

suadées qu'ils veulent à présent traiter ainsi cette affaire, & faire de nouveaux efforts auprès du Prince pour le porter à un Accommodement amiable, & à n'employer aucunes voyes de fait, qui ne pourroient être que ruineuses au Pais & aux Peuples, quoiqu'appuyées sur les Decrets de l'Empereur, & pour leur exécution, de leur côté elles ne manqueraient pas, pour peu qu'on en espere de succès, d'engager le Magistrat d'Embsen & ses Adhérens, non seulement de s'abstenir des voyes de fait, mais même de leur faire voir que leur véritable intérêt est de donner toute sorte de satisfaction raisonnable au Prince, & de faire cesser les raisons que les Srs. Subdeleguez témoignent avoir de n'être pas contents de la conduite de la Ville, enfin de prêter l'oreille aux expédients convenables pour maintenir la Dignité, l'honneur & le respect de Sa Majesté Impériale, comme souverain Juge, ce que Leurs Hautes Puissances auront toujours à cœur. Que Leurs Hautes Puissances regardent cette proposition comme l'unique moyen de prévenir la ruine de ce malheureux Pais, appuyer les vrais intérêts du Prince, & prévenir une infinité de suites dangereuses; qu'ainsi Leurs Hautes Puissances attendront avec impatience la réponse des Srs. Subdeleguez, & le succès qu'elles espèrent de leur inclination pour la Paix, afin de prendre leurs mesures, tant par rapport à leurs engagements, que par rapport à leurs Droits & intérêts.

*Autre Lettre des mêmes Etats aux Subdeleguez sur ce que six des huit Bailliages, dont l'Oostfrise est composée, s'étoient joints à la Ville d'Embsen avec apparence que les deux autres prendroient bientôt le même parti. Du 30. Août.*

Que Leurs Hautes Puissances leur ont témoigné par leur Lettre du 19. du courant, que comme d'un côté elles n'approuvent nullement les voyes de fait qui se font commises en Oostfrise, elles ne pouvoient de l'autre côté, pour des raisons très-connuës, regarder les troubles d'Oostfrise d'un œil indifférent, que pour cette fin elles avoient toujours tâché de conseiller aux Partis opposés de terminer leur différent par la voye d'un Accommodement amiable, qu'elles avoient en même tems, qu'il leur étoit fort sensible, que leurs bons Consielliers & exhortations eussent trouvé si peu d'accès auprès du Prince d'Oostfrise, mais qu'au contraire elles avoient appris avec plaisir les mouvemens que lesdits Srs. Consielliers Subdeleguez s'étoient donné pour réunir le Prince avec les Etats du Pais, conformément à l'intention de Sa Majesté Impériale, que Leurs Hautes Puissances avoient prié de plus lesdits Srs. Consielliers Subdeleguez de continuer d'employer leurs bons offices pour le porter à un Accommodement amiable, que Leurs Hautes Puissances espèrent & se persuadent que lesdits Srs. Consielliers Subdeleguez, auront bien voulu faire réflexion sur la demande qu'elles leur ont faite par leur Lettre, & qui ne tend qu'à rétablissement de la tranquillité en Oostfrise, d'autant plus que suivant les sentimens de Leurs Hautes Puissances cela n'est nullement incompatible avec la Commission dont lesdits Srs. Consielliers Subdeleguez sont chargés, & qu'un tel Accommodement se peut faire sans préjudice aux Decrets Impériaux, qui cessent dès que les deux Parties sont d'Accord; que Leurs Hautes Puissances attendent avec impatience la réponse desdits Consielliers Subdeleguez. Qu'en l'attendant elles ont appris avec chagrin qu'il s'est commis de nouvelles violences encore à l'insu de Leurs Hautes Puissances, sans qu'elles y aient la moindre part, & qu'elles desapprouvent. Que cependant il paroît par là combien générale est l'animosité de tous les Habitans d'Oostfrise pour ce qu'ils croient leur appartenir, suivant les anciens Accords & Conventions, & combien il sera difficile de rétablir la tranquillité en Oostfrise par une exécution rigoureuse des Decrets Impériaux, & par une autre voye que celle d'un Accommodement amiable. Que pour cet effet Leurs Hautes Puissances prient encore instamment, que lesdits Srs. Consielliers Subdeleguez veuillent tâcher de porter le Prince, (qui jusqu'ici a témoigné être fort éloigné d'entrer en Négociation là-dessus) à entendre à un Accommodement pour prévenir par là tout autre embarras qu'on doit attendre d'une plus longue continuation des présents troubles, à la ruine totale d'Oostfrise, que Leurs Hautes

Puissances ne seront pas plutôt informées de l'intention de Son Altesse, pour parvenir à un Accommodement, & pour entrer en Négociation là-dessus, qu'elles travailleront avec vigueur auprès du Magistrat d'Embsen, & de ceux qui sont de son parti, pour qu'ils y apportent de leur côté toute la condescendance équitable afin de parvenir à un but si salutaire. Et que Leurs Hautes Puissances seront bien aises d'apprendre par lesdits Srs. Consielliers Subdeleguez, combien ils pourront avancer dans leurs bons offices, & dans quelle disposition ils auront trouvé Son Altesse sur ce sujet, & qu'elles écriront aussi au Prince pour lui conseiller encore un Accommodement amiable.

ANNO  
1726.

*Extrait d'une Lettre des Etats G. au Prince d'OOSTFRISE.*

Qu'il étoit connu à Son Altesse combien L. H. P. dès le commencement qu'elles ont eu connoissance des différens & différens qui agitent aujourd'hui si fort l'Oostfrise, ont travaillé & conseillé de terminer plutôt les querelles en question par la voye d'un Accommodement amiable que par celle d'une exécution rigoureuse, prévoyant bien que par cette dernière voye les troubles seroient terminés fort difficilement sans la ruine du Pais & des Habitans, à cause de la forte impression qui regne depuis long-tems dans les cœurs de tous les Habitans d'Oostfrise, ou du moins de la plus grande partie, de l'intérêt qu'ils ont, & du devoir où ils se trouvent de conserver leurs Droits & Privilèges fondez sur les Accords & Conventions. Que Leurs Hautes Puissances auroient souhaité que leur bon Conseil eût trouvé plus d'accès auprès de Son Altesse; qu'elles ont appris avec chagrin, qu'il vient d'arriver présentement ce qu'elles ont prévu & appréhendé, savoir que les choses étant poussées à bout par Son Altesse, les Gens, contre qui on a obtenu les Decrets Impériaux, seroient réduits au désespoir, parce qu'étant déclarés avoir encouru la perte de leurs biens & de leurs vies, ils n'ont après cela plus rien à perdre, & risqueront plutôt tout que de céder absolument des gages aussi précieux: que c'est à quoi on doit attribuer le soulèvement quasi général, & les voyes de fait qui, à ce que Leurs Hautes Puissances ont appris, se font commis de nouveau en Oostfrise, auxquelles Leurs Hautes Puissances déclarent n'avoir aucune part, ayant été entreprises à leur insu, que nonobstant cela Leurs Hautes Puissances en craignent beaucoup les suites, & pour les prévenir elles font encore du sentiment qu'il n'y a pas de meilleur ni de plus salutaire moyen pour l'Oostfrise, que de songer encore à faire cesser ces troubles par un Accommodement amiable, & d'entrer pour cet effet le plutôt le mieux en Négociation, & que Leurs Hautes Puissances pour le bien de la Paix, par amitié & estime pour Son Altesse, la prient encore qu'elle veuille prêter la main & se déclarer portée pour le rétablissement de la tranquillité & Union, dans l'espérance qu'on y pourra travailler avec effet, à quoi Leurs Hautes Puissances emploieront aussi leurs bons offices auprès du Magistrat d'Embsen; mais que tant que Son Alt. marguera de l'éloignement pour un Accommodement amiable, leurs bons offices ne pourront rien effectuer; que pour cette raison elles prient, que Son Altesse veuille se déclarer là-dessus plus favorablement que ci-devant.

*Extrait d'une Lettre des mêmes Etats G. au Magistrat d'Embsen.*

Que Leurs Hautes Puissances avoient appris par ses Lettres & d'ailleurs l'attroupement qui s'est fait de nouveau des Habitans du plat-Pais avec quelques-uns de la Milice, & l'effet que cela a produit: que cette entreprise, dans un tems où Leurs Hautes Puissances sont occupées à disposer, s'il est possible, le Prince par les Srs. Consielliers Subdeleguez & autrement, d'entrer en Négociation pour un Accommodement amiable, déplaît au suprême degré à Leurs Hautes Puissances, & qu'elles desapprouvent entièrement ces nouvelles violences, qui sont capables d'empêcher plutôt les choses que de les rendre meilleures, au lieu que ledit Magistrat, & ceux qui sont de son parti de-

ANNO 1726, devoient, par une conduite modérée, ne point agir les Esprits, mais frayer le chemin à un Accommodement amiable, & au rétablissement de la tranquillité, afin d'ôter par là le mécontentement que les Srs. Conseillers Subdeleguez ont marqué d'avoir contre eux; que Leurs Hautes Puissances conseillent audit Magistrat, & à ceux qui sont de son parti, & les exhortent très-sérieusement de s'abstenir à l'avenir de toute voye de fait, & que dès que de la part de Son Altesse on marquera quelque penchant pour entrer en Négociation sur un Accommodement amiable, ils y veuillent concourir, & user de tant de condescendance à l'égard des points en dispute, qu'il paroisse par là, que leur intention n'est pas d'infliger sur le dernier point de leurs prétentions, mais plutôt qu'ils sont prêts & portez, pour le bien de la tranquillité & de l'Union, à céder autant qu'il est possible.

*Reponse des Subdeleguez de la Commission Impériale à la Lettre des Etats Generaux.*

HAUTS & PUISSANTS SEIGNEURS,

Nous avons reçu avec un véritable respect votre Lettre du 30. Août, & nous ne doutons point que Vos Hautes Puissances n'ayent reçu en même tems la nôtre du 26. du même Mois. Vos Hautes Puissances y auront vu que nous sommes disposés à faire tout ce qui est possible, autant que nos Instructions nous le permettront, & de contribuer en tout, pour apaiser les troubles de l'Oostfrise, & pour rétablir la tranquillité dans cette Province; néanmoins nous nous sommes crû obligés d'informer nos Maîtres de ce que nous avons proposé à Vos Hautes Puissances; savoir que pour parvenir à ce but, les Rebelles (on se sert du terme adouci de Reniens) & en particulier la Ville d'Emden s'abstiennent de toutes voyes de fait, & rétablissent toutes choses sur le pied où elles étoient auparavant que la Révolte ait commencé, puisqu'il n'y a point d'apparence, qu'autrement le Prince se laisse contraindre par ses Sujets, à faire quelque chose qui fût contraire à l'autorité de Sa Majesté Impériale, & au respect que ces mêmes Sujets doivent à leur Seigneur.

Nous sommes tellement persuadés de la grande pénétration & équité de Vos Hautes Puissances, que nous ne doutons pas qu'Elles n'approuvent une proposition si convenable, puisque dans leur dernière Lettre, Elles déclarent que c'est à leur insçu que les Rebelles ont commis les voyes de fait pratiquées en dernier lieu & que bien loin d'y avoir part, Elles les désapprouvent entièrement.

Néanmoins ces voyes de fait continuent, & augmentent tous les jours, jusques-là même, que dans la Ville de Norden on a déposé les Bourguemaitres confirmés par le Prince, & l'on en a établi d'autres de facto. On a même arrêté le Bourguemaitre Wilckens, le Conseiller Melander, un Officier du Prince nommé Schattebourg & treize autres Bourgeois bien intentionnez, & après les avoir enchaînez quatre à quatre, on les a ainsi conduits à Emden, où ils sont encore en prison.

Nous ne pouvons qu'être extrêmement surpris de ce que les Rebelles ayant si peu d'égard pour ce que Vos Hautes Puissances désapprouvent, & leur dissuadent, Elles s'intéressent encore en leur faveur, nonobstant une conduite si irrégulière, & le mauvais usage que l'on fait insensiblement de la Garnison d'Emden contre ce qui est stipulé dans les Conventions entre l'Oostfrise & Vos Hautes Puissances, & contre vos Résolutions prises à cet égard; puisqu'il est statué particulièrement dans les Conventions de la Haye & d'Emden, dans le Recès final de 1662. & 1663. & dans la Résolution de Vos Hautes Puissances Chap. 4. sur le 11. des Griefs généraux des Etats d'Oostfrise, que s'il arrive quelque différend entre les Etats d'Oostfrise & le Prince, il ne sera permis ni de part ni d'autre d'en venir directement, ni indirectement à aucune voye de fait, soit en faisant sortir des Troupes de la Ville d'Emden, ou en assemblant les Sujets; mais la Partie qui se croira lésée & qui ne pourra obtenir satisfaction à l'amiable, s'abstenant de toute voye de fait, aura recours à la justice ordinaire, afin qu'il en soit ordonné suivant le Droit, & ainsi qu'il sera trouvé convenable & conforme aux Accords & Conventions. Mais s'il arrivoit

TOM. VIII. PART. II.

que contre cette disposition, il eût été commis quelque action par voye de fait, tout sera effectivement redressé & réparé.

Vos Hautes Puissances paroissent souhaiter que l'on accorde aux Habitans d'Oostfrise ce qu'ils croient leur appartenir, & à leurs Etats de tout tems & conséquemment aux Accords & Conventions; mais Vos Hautes Puissances auront la bonté de considérer, qu'on ne peut en ceci s'en rapporter aux simples prétentions des Rebelles, & aux interprétations qu'ils trouvent à propos de donner aux Conventions; d'autant plus que la plupart des Habitans ont toujours été contraires & opposés à ces Conventions, qu'ils n'ont accepté que par une contrainte injuste dans l'Empire; en effet contre le Decret Imperial de l'an 1597. §. 17. la Décision de Vos Hautes Puissances du 12. Juin 1619. sur le 4. Grief du Comte, & la Conclusion de la Diète assemblée à Emden du 11. de Septembre de la même année *ad postulatam* de la Noblesse & de la Ville d'Emden, que dans pareil cas une partie ne pourra rien prescrire à l'autre; on a cependant forcé les Opposans à accéder aux Accords: c'est pourquoi plusieurs nous viennent trouver tous les jours pour déclarer qu'ils persistent dans la fourniture aux Decrets de l'Empereur, priant qu'on ne leur impute pas ce qu'ils pourroient être obligés par la peur & la contrainte, de faire dans cette conjoncture, qui seroit contraire à leur Déclaration; & pour en convaincre Vos Hautes Puissances, nous leur envoyons deux Copies, dont plusieurs semblaient se trouver dans les Documents de notre Commission; ceux qui en sont les auteurs ayant exigé, pour se soustraire à de plus violentes persécutions, que l'on tint leurs noms secrets.

Comme ces Opposans qui ont été contrainits à cette accession, tant avant que depuis les Accords, se sont déjà fournis depuis long-tems aux Decrets de l'Empereur, & même la Noblesse ayant déclaré dans la Lettre dressée à Emden le 11. Octobre de l'année dernière de respecter volontairement & selon leur devoir les Résolutions émanées de la Cour Impériale, à laquelle Déclaration la Ville d'Emden même a adhéré, on ne voit point comment ils peuvent tous à présent de leur propre autorité se départir de ces engagements, d'autant plus encore, que les Decrets de Sa Majesté Impériale comme souverain Juge de l'Empire, donnés & réitérés *in rem judicatam* obligent un chacun à s'y soumettre même malgré soi.

Vos Hautes Puissances soutiennent dans leur Lettre susdite, qu'on ne peut rétablir la tranquillité dans l'Oostfrise, que par un Accommodement à l'amiable, & que l'on peut traiter d'un tel Accommodement sans préjudicier aux Decrets Impériaux, qui doivent être censés n'avoir plus lieu, dès que les Parties s'accroissent. On peut être persuadé que Sa Majesté Impériale ne manquera pas de moyens convenables pour faire valider ses Decrets fondez sur les précédentes Résolutions Impériales, sur les Accords clairs & obligations de l'Oostfrise passés pour rétablir l'ordre entre le Souverain & ses Sujets, & sur les règles fondamentales de l'Empire, ainsi qu'il est exprimé dans le Decret Imperial du 18. Août 1722. Outre cela il se trouve dans les points décidés des choses contraires à la Souveraineté de l'Empereur & de l'Empire, auxquelles des Conventions particulières ne peuvent porter préjudice, d'autant plus encore qu'autrefois l'Empereur Rodolphe de glorieuse Mémoire a déclaré à l'occasion de l'Accord de Delitz, dans le Decret du 13. Octobre 1597. §. 24. que ni l'une ni l'autre Partie n'avoit droit d'entrer dans une telle Négociation, & qu'il ne dépendoit pas du Comte Edard de négocier cette Pacification sans la connoissance, la volonté & le consentement de lui, Empereur, comme Seigneur du Fief d'Oostfrise, ce qui a été répété & exprimé par Sa Majesté Impériale heureusement Régnante, dans le Decret du 18. Août 1721. rendu contre le Bourguemaitre & Conseil de la Ville d'Emden. touchant le prétendu Privilège d'ériger une Compagnie de Commerce, savoir que lorsque Sa Majesté Impériale auroit été informée de l'érédion de ladite Compagnie, Elle l'auroit déclarée pour nulle & de nulle valeur, quand même le Prince auroit eu des raisons pour seindre d'ignorer ce qui se passoit. Quant au reste, nous demandons à Vos Hautes Puissances la permission de nous en rapporter à notre Lettre du 26. d'Août, & nous les prions d'être persuadés que si, suivant la promesse & les assurances qu'elles nous en ont données, elles engagent les Opposans, & surtout la Ville d'Emden à s'abstenir

Bt 2

ANNO 1726,



ANNO  
1726.

de toutes voies de fait, & à faire les premières démarches envers le Prince, comme il convient à ses Sujets, pour lui donner une satisfaction raisonnable, s'y porter sincèrement, faire cesser les raisons que nous Subdélégués avons eu jusqu'à présent de nous plaindre de leur conduite, & embrasser les expédients qui puissent conserver le respect dû à la Dignité du Souverain Juge dans l'Empire; de notre côté nous contribuerons autant que nous pourrons, suivant les Résolutions de nos Maîtres, en tout ce qui sera capable d'affoupir les troubles présents & de rétablir le repos. Vos Hautes Puissances peuvent être persuadées que nous n'oublions rien de ce qui pourra les convaincre que nous cherchons sincèrement leur approbation, puisque nous sommes avec un profond respect, &c.

(Signé)

G. G. RITTER. J. J. ROBER.

A'Aurich le 9. Septemb. 1726.

Enfin, sur l'avis que l'on eut que le Prince d'Oostfrise avoit recherché le secours de la Cour de Dannemarck, de laquelle il avoit pris quelques Compagnies à sa Solde. Leurs Hautes Puissances s'adresserent aussi à Sa Majesté Danoise, lui proposant d'interposer sa Médiation conjointement avec Leurs Hautes Puissances. Elles en firent faire la proposition le 25. Août à Mr. Grys Ministre de Dannemarck, par leurs Députés, & ce Ministre ayant reçu des Instructions de sa Cour, s'expliqua en ces termes dans une Conférence qu'il eut avec les Députés le 24. Septembre.

## Pro Memoria.

LE Ministre de Dannemarck ayant fait très-humblement rapport au Roi son Maître, de ce qu'il a pu à Leurs Hautes Puissances de lui faire représenter au sujet des troubles d'Oostfrise dans la Conférence qu'il eut l'honneur de tenir avec Messieurs les Députés de L. H. P. le 25. du Mois d'Août dernier, & en particulier de la proposition qu'ils lui firent de la manière, qu'ils croyoient la plus facile d'accommoder à l'amiable par l'entremise de Sa Majesté & de Leurs Hautes Puissances les troubles & les différends qui subsistent entre le Prince d'Oostfrise & la Ville d'Emden avec ceux des Etats du Païs qui tiennent avec elle, sans commettre l'autorité de l'Empereur & la Dignité du Prince, & sans disputer la Commission Imperiale: Sa Majesté a ordonné au susdit Ministre de faire connoître à Messieurs les Députés en réponse sur la susdite proposition, qu'en considération particulière de L. H. P. Sa Majesté veut bien se charger avec elles de cette Commission sur le pied proposé, & qu'elle donnera les ordres & instructions nécessaires au susdit son Ministre sur ce sujet; mais que Sa Majesté étoit d'avis, qu'afin que la Négociation ne fût pas infructueuse, il seroit nécessaire avant tout, que Leurs Hautes Puissances agréassent & convinssent préalablement, qu'il seroit de part & d'autre fait une cessation d'Armes & hostilités, tant avant que durant la Négociation, & ensuite que cette Négociation ne s'étendrait pas sur les Points, qui sont déjà réglés & décidés par les Decrets Imperiaux & par le Conseil Aulique, conformément aux anciens Accords, Concordats, Résolutions, &c. passés entre le Prince & ses Etats, mais qu'elle seroit fixée sur les Points qui ne sont pas de cette manière décidés; posant ainsi pour fondement, que tout ce qui est réglé & décidé, selon les susdits Accords, Concordats, Résolutions, &c. par la Cour Aulique, doit être accepté & tenu pour décidé de part & d'autre; & comme Sa Majesté se persuade, que de cette manière l'affaire pourroit venir le plus sûrement & promptement à une bonne conclusion, elle espère que L. H. P. seront du même sentiment, & qu'elles se déclareront sur le même pied, & à cet effet Sa Majesté de son côté veut tâcher de porter le Prince à y donner les mains, & à envoyer ici un Ministre bien instruit de ses sentimens, dans l'attente que L. H. P. porteront le Magistrat d'Emden, & ceux qui tiennent avec lui, de même faire de même, afin que la Négociation puisse être entamée au plutôt entre les Ministres, qui de part & d'autre seront commis pour cet Accommodement à moyenner. Le susdit Ministre de Sa Majesté Danoise prie Messieurs les Députés d'avoir la bonté de faire rapport de ce que dessus

à L. H. P., en se recommandant toujours à l'honneur de leurs bonnes grâces. A la Haye le 24. Septembre 1726.

ANNO  
1726.

(Signé)

N. GRYS.

Résolution de L. H. P. sur le Pro Memoria du Resident de Dannemarck.

Mardi 1. Octobre 1726.

OUI le rapport de Mr. de Linteloo & autres Députés, &c. qui ont examiné la proposition faite de la part du Roi de Dannemarck par Mr. Grys son Resident, dans une Conférence qu'il eut avec les Députés de L. H. P. sur le sujet des présents troubles de l'Oostfrise, contenant en substance que Sa Majesté Danoise seroit disposée à employer la Médiation conjointement avec celle de L. H. P. pour terminer les susdits troubles, proposant en même tems que pendant la Négociation il conviendrait qu'on s'abstienne de part & d'autre de toute voye de fait, & que ladite Négociation ne s'étendrait pas sur les Points qui sont réglés & décidés par les Decrets Imperiaux & par ceux du Conseil Aulique, conformément aux Accords, Concordats, Résolutions, &c. passés entre le Prince d'Oostfrise & ses Etats, ainsi que ladite Négociation sera limitée aux Points qui ne sont pas décidés de cette manière, posant ainsi pour fondement que tout ce qui a été réglé & décidé par le Conseil Aulique sera reçu de part & d'autre & tenu pour décidé, suivant les susdits Accords, Concordats, Résolutions, &c. qu'à cet effet Sa Majesté tâchera d'engager le Prince à envoyer ici un Ministre instruit de ses intentions, dans l'espérance que Leurs Hautes Puissances détermineront la Ville d'Emden & ses Adhérens d'en faire autant.

Sur quoi étant délibéré a été trouvé bon & arrêté de prier ledit Sr. de Linteloo & autres Deputés pour les affaires d'Oostfrise de répondre à Mr. Grys dans une nouvelle Conférence, que l'intention de Sa Majesté de travailler à terminer par un Accord amiable les troubles d'Oostfrise, est d'autant plus agréable à L. H. P. qu'elles sont persuadées qu'en cela Sa Maj. n'a d'autre vuë que L. H. P. mêmes, favoir d'éteindre un embrasement qui s'allume dans le voisinage de leurs Etats respectifs, sans prendre parti ni pour les uns ni pour les autres, sans rien entreprendre sur la Souveraineté de Sa Majesté Imperiale, sans approuver les voyes de fait de part & d'autre, & sans s'arroger l'autorité de juger des Decrets Imperiaux, & ne travaillant à éteindre cet embrasement que dans la crainte qu'il ne soit fatal non seulement à l'Oostfrise, mais aussi aux Provinces voisines, si l'on ne travaille par des propositions amiables à pacifier les esprits irrités: que L. H. P. sont charmées de ce que Sa Majesté a chargé Mr. Grys de cette Commission, & qu'elles concertent volontiers avec lui sur tout ce qui peut contribuer au succès d'une affaire si importante; que pour commencer L. H. P. jugent qu'elles doivent, sans perdre de tems, informer Mr. Grys de leurs intentions touchant les deux Points Préliminaires proposés, qui sont que, quoique L. H. P. eussent souhaité que l'on n'eût commis aucune hostilité, & qu'elles ne les desaprouvent pas moins que Sa Majesté, L. H. P. ne peuvent espérer qu'on puisse engager le Magistrat d'Emden, & ceux que l'on nomme opasans, par d'autre moyen que par la force, qui rend infructueux tous les bons offices, à rétablir les choses sur le pied où elles étoient, comme un Préliminaire, & sans avoir aucune assurance préalable. Selon toutes les apparences il faudra disputer sur le tems qu'il faudra fixer, pour remettre les choses sur le pied où elles étoient dans ce tems-là. Mais il paroît nécessaire à L. H. P. & praticable de convenir qu'on s'abstienne de voyes de fait, laissant les choses en statu quo pendant la Négociation pour un Accommodement; & qu'il y a lieu d'espérer que les Parties consentiront à cet expédient d'autant que L. H. P. trouvent qu'il y a moins de difficulté à déterminer de cette manière la suspension des voyes de fait, parceque l'on peut fixer un terme fort court pour les Conférences; que L. H. P. prévoient qu'on aura beaucoup de peine à obtenir de ceux d'Emden & des opasans d'établir comme un Point Préliminaire, & comme la base des Conférences pour

ANNO pour un Accommodement amiable, (qu'on ne pourra  
1726. certainement conclure si les Parties ne cedent quelque  
chose de leurs Droits & de leurs prétentions;) que de  
part & d'autre on acceptera & tiendra pour décidé tout  
ce qui a été réglé & décidé par le Conseil Aulique sui-  
vant les anciens Accords, Concordats, Résolutions,  
& autres Pactes entre ce Prince & les Etats d'Oostfrise,

furtout puisque c'est principalement de-là que les trou-  
bles présents tirent leur origine, puisque le Magistrat  
d'Emden & ses Adhérens soutiennent, (on ne décide  
pas si c'est avec ou sans fondement) qu'on n'a pas eu  
égard dans cette occasion, ainsi qu'on auroit dû aux  
anciens Accords, Concordats, Résolutions & autres  
semblables Constitutions de l'Oostfrise, & qu'au con-  
traire le Conseil Aulique les a enfreints à plusieurs  
égards dans ses décisions; qu'ainsi L. H. P. croyent  
qu'on ne pourroit établir à cet égard par voye de Préli-  
minaire, sinon que le Prince d'Oostfrise consentant à  
la Négociation d'un Accommodement amiable sous  
la Médiation de Sa Majesté & de L. H. P. sera censé  
n'avoir renoncé en aucune maniere aux avantages qu'il  
peut trouver dans les décisions du Conseil Aulique, &  
dans les Decrets de l'Empereur qui s'en sont ensuivis  
encore moins d'avoir dérogé à la souveraine Dignité de  
Sa Majesté Impériale, & qu'au cas que la Négociation  
ne réussisse pas, lesdits Decrets & Décisions subsiste-  
ront dans leur entier.

Que si Sa Maj. approuve ces considérations de L.  
H. P. elle leur fera plaisir d'engager le Prince d'Oost-  
frise d'envoyer ici un Ministre bien instruit, & que  
L. H. P. tâcheront d'engager le Magistrat d'Emden  
& ses Adhérens à en faire autant, afin d'entamer  
la Négociation le plutôt qu'il se pourra, & la ter-  
miner, s'il se peut, par un bon Accord sous la Mé-  
diation de Sa Majesté Danoise & de Leurs Hautes  
Puissances.

*Considérations sur la Proposition des Etats Gé-  
néraux de terminer les différends d'OOSTFRISE,  
par un Accord à faire à la Haye, sous la Mé-  
diation de L. H. P. & du Roi de Danemarck.*

**L**a proposition suivante étant parvenue depuis quel-  
ques jours à la connoissance de Son Altesse le  
Prince d'Oostfrise, après mûre délibération elle a fait  
coucher par écrit les Considérations suivantes

1. Leurs Hautes Puissances supposent d'abord, com-  
me une chose raisonnable, que celui, ou ceux, qui  
seront chargés à la Haye des intérêts d'Emden & de  
ses Adhérens, devront être pourvus d'instructions &  
de Plein-pouvoirs en forme, mais cela ne peut se faire  
que dans une Assemblée des Etats du Pais, car la  
Ville d'Emden & ses Adhérens prétendroient sans  
doute, que tout ce qu'ils feroient, seroit considéré  
comme une affaire unanime par les véritables Etats.  
Supposé que cela fût, & que légitimement l'Accord pût  
être approuvé, il faudroit qu'on assemblât les Etats pour  
nommer des Plenipotentiaires, & leur donner Plein-  
pouvoir & Instruction.

2. Mais la Commission Impériale a des ordres limi-  
tez de l'Empereur, favor, que la Ville d'Emden &  
ses Adhérens ne seront pas appelés à l'Assemblée des  
Etats, ou autre Convocation. La Ville d'Emden  
propose un Expedient d'étudier cet ordre, dans une  
Lettre à Son Altesse du 3. Septembre, en demandant  
l'Assemblée des Etats prorogez. Mais Son Altesse n'y  
peut consentir, puisqu'à la prière de ses Etats, & avec  
l'approbation de la Commission Impériale, Son Altesse  
a terminé & fini en Août 1724. les Etats prorogez de-  
puis 1699., ce que Sa Majesté Impériale a confirmé  
dans ses *Clausula* du 18. Janvier 1726.

Son Altesse a fait voir dans sa réponse du 17. Sep-  
tembre toute l'injustice de cette Lettre de la Ville  
d'Emden. Voilà le premier obstacle légitime contre  
ladite proposition, favor, que tant que les choses se-  
ront sur le pied où elles sont, il n'est pas possible, que  
l'on donne des Plein-pouvoirs des Etats pour une Dé-  
putation à la Haye.

3. Il faudroit qu'avant tout, les Etats obéissans, qui  
se font soumis aux Decrets Impériaux, fussent légitimement  
informez de la proposition, & qu'on deman-  
dât s'ils y consentent, & quels Pouvoirs & Instructions  
ils voudroient donner à leurs Députez, ce qui ne se  
peut faire qu'en les assemblant avec ordre; cette Con-  
vocation ne peut le faire tant que la Rebellion d'Em-

den dure, puisque les violences de ceux d'Em-  
den empêcheroient, & puisque l'Ordre entier de la No-  
blesse s'est positivement & entièrement soumis aux  
Reglemens de l'Empereur, & que jusqu'à présent au-  
cun d'eux, autant que Son Altesse le fait, excepté le  
seul van Appel, n'a eu part au tumulte, il faudroit  
confulter en particulier la Noblesse, si elle veut don-  
ner quelque pouvoir à ses Députez.

Si l'on agit autrement en ceci, & que sans une  
Assemblée formelle des Etats, & sans avoir d'avance  
consulté les Etats obéissans, on vouloit accorder  
à ceux d'Emden & à leurs Adhérens, de nommer  
des Députez & les envoyer à la Haye avec des Ins-  
tructions; ce seroit autoriser les auteurs du tumulte  
contre tout Droit, & contre les Accords d'Oostfrise,  
ce qui ne peut être.

4. On ne peut conjecturer de la Lettre d'Emden du  
3. Septembre autre chose, sinon, que cette Ville & ses  
Adhérens, ne peuvent consentir aux propositions qui  
leur ont été faites par les Etats Généraux, ni admet-  
tre la Médiation du Roi de Danemarck, puisqu'il n'y  
est parlé que de la Médiation de Leurs Hautes Pui-  
ssances, outre qu'ils continuent à ne pas vouloir re-  
connoître la Commission Impériale, dans la supposition  
que Sa Majesté Impériale refuse de les écouter, ainsi  
qu'ils l'ont publié dans des Ecrits repandus de tous  
côtés. Leur intention est donc de traiter sous la seule  
Médiation des Etats Généraux, sans que la Commis-  
sion Subdéléguée ait rien à y dire, ainsi qu'ils ont  
défendu à tous les Ministres sous de sévères peines  
de rien publier qui soit émané par la Commission  
Impériale.

5. Les Etats Généraux entendent, suivant leur pro-  
position, que tout ce qui auroit été réglé & arrêté à la  
Haye, seroit remis entre les mains des Subdélégués,  
pour avoir leur approbation, & être exécuté par forme  
de Decret; Son Altesse ayant fait part de ceci à la sus-  
dite Commission, ainsi qu'il le devoit nécessairement,  
les Subdélégués ont fait entendre, que bien loin de  
desavouer l'exécution d'un Projet qui auroit été dressé  
sans leur concours, ils ne pourroient absolument pas  
l'admettre ou l'approuver, puisque dans la situation où  
sont les affaires, & cette maniere de traiter leur paroit  
très-préjudiciable à la Souveraineté de l'Empereur &  
de l'Empire, ce dont ils seroient responsables à Sa Ma-  
jesté Impériale s'ils y condescendoient en aucune ma-  
niere. Ainsi, si l'intention des Etats Généraux étoit,  
qu'un tel Projet dressé par Sa Majesté le Roi de Dan-  
emarck & Leurs Hautes Puissances fut exécuté, il est  
indispensable que Sa Maj. Impériale y consentira aussi  
peu que la Commission, sur tout si l'on continue à les  
charger pour l'avenir de la Garantie de l'observation de  
cet Accord, sans quoi néanmoins le Prince ne pourroit  
trouver aucune forêt.

6. On doit donc prendre garde d'offenser Sa Majesté  
Impériale par cette maniere d'agir, puisqu'Elle-même  
& ses Prédécesseurs depuis long-tems ont expressément  
défendu de s'adresser à d'autre qu'à Elle quand il  
s'agit de quelques différends, ordonnant de se sou-  
mettre à son souverain Tribunal; c'est ce qui a porté  
Sa Majesté Prussienne, en offrant sa Médiation à  
Son Altesse, de s'exprimer ainsi dans sa Lettre du 10.  
de Juin 1724.

" Nous n'ignorons pas l'intention de Sa Majesté  
Impériale à cet égard, & nous la respectons com-  
me nous devons, en sorte que nous la seconde-  
rons de tout notre pouvoir, & notre intention  
n'est aucunement de vous soustraire à l'examen  
de la Cour Impériale & à sa décision; nous sa-  
vons que vous ne le pouvez, & qu'on ne peut  
l'exiger."

C'est cette Déclaration qui a porté Son Altesse à re-  
fuser cette Médiation, & s'en tenir à la voye légitime  
de la Justice, & il paroît que cette conduite de Son  
Altesse a donné lieu à quelque mécontentement de la  
part de Sa Majesté Prussienne.

7. Si Son Altesse donnoit les mains à la Négocia-  
tion proposée à la Haye, on voit bien que ce seroit  
offenser de nouveau le Roi de Prusse.

8. On ne répètera pas ici d'autres raisons contenues  
dans la Résolution du 30. Avril, communiquée à Mon-  
sieur Lewe van Adwart.

9. La Commission Impériale a suffisamment déclaré  
que, dès que l'on auroit rétabli toutes choses sur le  
pied où elles étoient, elle pourroit convoquer une  
Diète composée des Etats qui se font soumis; & seroit  
disposée, suivant les instructions de Sa Majesté Impe-  
riale,



ANNO  
1726.

riale, à dresser un Recès d'exécution au nom de la Commission, qui pourroit être publiée comme une décision Impériale; que pendant l'exécution de ce Recès, lesdits Subdéléguez permettoient que Sa Majesté le Roi de Danemarck & Leurs Hautes Puissances envoyassent chacun une personne accréditée *ad locum Commissionis*, pour persuader, comme amis, aux Parties de faciliter l'exécution d'un tel Recès de la Commission. Mais suivant la décision doivent dépendre d'eux seuls, et il paroit que ces Députés accréditez pourroient par leur intervention amiable procurer l'Accommodement des Points qui ne sont pas décidés dans les Decrets de l'Empereur, mais qui sont contenus dans les Conventions d'Oostfrise, & dont Son Altesse a fait mention, en peu de mots, dans la susdite Résolution donnée à Mr. le Baron d'Adwart §. 12. Son Altesse approuve cette proposition des Subdéléguez.

Le 11. de Septembre 1726.

1727. Lettre du Roi de Prusse aux Etats d'OOST-  
FRISE.

FREDERIC GUILLAUME ROI, &amp;c.

Nous voulons bien vous faire savoir par celle-ci, qu'il nous a été remis, il y a quelques jours, une Lettre de Sa Majesté Impériale, écrite le 13. Avril dernier, & envoyée expressément par un Courier, par laquelle Sa Majesté Impériale témoigne son extrême déplaisir des troubles qui ont duré jusqu'ici en Oostfrise, & du soulèvement, que de votre côté vous poussez toujours plus loin contre votre Prince, lequel Elle regarde comme une affaire qui sert de mauvais exemple dans l'Empire, & qu'on ne sauroit absolument tolérer plus long-tems, après la grande clémence dont il a été usé envers vous infructueusement; c'est pourquoi Elle demande de Nous, & en même tems des autres Princes Condirecteurs du Cercle de Westphalie, en ces propres termes: „ Que nous veussions étouffer de toute notre force, si-tôt qu'il est possible, la Rébellion suscitée par des Sujets sans Religion, sans foi, sans honneur, comme une chose contraire à l'autorité du Chef Suprême dans l'Empire; que Nous veussions assister le Prince dans le danger où il se trouve, avec les Troupes nécessaires, rétablir la Paix, tranquillité & obéissance, mettre les Boutes-feu en prison, & les garder jusqu'à nouvel ordre: enfin contribuer comme Dirécteur du Cercle, tout ce qui est nécessaire pour accommoder & faire cesser promptement les différends pernicieux qui regnent dans la Principauté d'Oostfrise.”

Comme donc nous ne pouvons nous-même nullement approuver, que contre nos propres exhortations si souvent réitérées envers vous, vous ayez de votre côté poussé les choses si loin, jusqu'à voler, piller, brûler & tuer publiquement; même suivant la susdite Lettre de Sa Majesté Impériale, jusqu'à enfermer le Prince & sa famille dans sa résidence, & tâcher à le forcer par un Siège formel, & la ruine d'icelle, à faire tout ce que vous voulez, & cela dans un tems où tout le différend étoit ou déjà décidé par les Decrets Impériaux, ou pendoit en partie encore devant le Conseil Aulique, duquel vous auriez dû attendre par conséquent la décision légitime de Sa Majesté Impériale. Et comme il ne vous est nullement inconnu combien severement ces sortes de rebellions contre le Souverain légitime sont défendues par les Constitutions de l'Empire & autres Loix, vous pourriez aisément comprendre vous-mêmes que dans de telles circonstances une pareille conduite continuée ne sauroit être indifférente à nous, comme un Etat fidèle de l'Empire, & qu'il seroit impardonnable à nous, si nous voulions user de connivence à cet égard, ou nous soustraire à la Commission de l'Empire dont nous avons été chargé.

Mais afin que vous ayez d'autant moins lieu de vous plaindre de quelque prescription, nous vous faisons connaître préalablement la susdite sérieuse intention de Sa Majesté Impériale, jusqu'à ce que nous aïons communiqué là-dessus avec les Seigneurs nos Condirecteurs, vous exhortant encore par la présente, très-gracieusement & en même tems très-sérieusement, qu'autant que vous desirez éviter l'entière disgrâce de Sa Majesté Impériale & de l'Empire, avec l'exécution de

tous les Dirécteurs du Cercle de Westphalie, qui s'en suiviroit très-certainement, si, contre toute opinion, vous n'y faîtes point d'attention, vous quittez aussitôt après la Lecture de la présente les armes injulièrement prises contre votre Prince; que vous réduisiez les auteurs de cette émeute dans les justes bornes, & prêtiez avec eux tranquillement la dûe obéissance, jusqu'à ce que l'affaire soit entièrement terminée par la voie de la Justice, ou par un Accommodement amiable, à quoi nous ne manquons pas de bonne volonté de contribuer autant que faire se pourra. Nous attendons là-dessus incesamment votre Déclaration positive, & dans cette ferme attente, nous vous assurons de notre grace & affection.

Berlin le 10. Mai 1727.

Lettre du Roi de Prusse aux Etats Généraux des  
PROVINCES-UNIES des Pais-Bas.HAUTS ET PUISSANTS SEIGNEURS, TRES-  
CHERS AMIS ET VOISINS.

Nous espérons que Vos Hautes Puissances ne prendront autrement que comme une marque de la confiance constante que nous avons en Elles, que nous leur donnons communication par celle-ci, de la Lettre qui nous a été envoyée il y a peu de jours de Sa Majesté Imp. par un Courier exprès; par laquelle, Nous comme aussi les autres Princes Condirecteurs du Cercle de Westphalie, sommes vivement exhortez & priez d'étouffer sans délai, & par tous les moyens suffisans, les troubles ruineux qui continuent jusqu'à présent en Oostfrise; à donner au Prince la protection & sécurité nécessaire contre les Rebelles, & à diriger les choses de la manière, que la Paix & la tranquillité de ce Pais soit rétablie au plutôt.

Nous ne pouvons pas aussi cacher à Vos Hautes Puissances, que tant par rapport à l'obligation où nous nous trouvons, comme un Etat de l'Empire, & Dirécteur du Cercle envers Sa Majesté Impériale; qu'aussi en particulier par la considération qu'il nous importe beaucoup comme Successeur expédictif dans le Pais d'Oostfrise, qu'il ne soit pas ruiné par de telles Rébellions, nous n'avons pu nous dispenser de déclarer là-dessus en Réponse: Que nous serions toujours prêts, en cas de besoin, à prendre une telle Commission sur nous.

Et puisque Vos Hautes Puissances de leur côté ont non seulement témoigné ci-devant en toute occasion avec nous, un loisible mécontentement contre tout ce que les Etats d'Oostfrise & la Ville d'Emden ont cherché à obtenir par la force; mais qu'Elles leur ont aussi plusieurs fois conseillé à tenir une conduite plus raisonnable & discrète; quoiqu'en vain: C'est pourquoi nous nous tenons parfaitement assuré de la grande équité de Vos Hautes Puissances, qu'Elles n'approuveront en aucune manière la conduite irrégulière & soûlillée de beaucoup de sang, des Etats d'Oostfrise. & encore moins qu'Elles voudront empêcher en quelque façon la prochaine exécution (au cas qu'elle soit encore demandée) par leurs Troupes qui se trouvent dans ledit Pais.

De notre côté nous ne souhaitions rien plus que lesdits Etats d'Oostfrise veuillent faire à tems plus d'attention qu'ils n'ont pas fait ci-devant à notre exhortation réitérée & bien intentionnée, que nous leur avons envoyée, & dont la Copie est ci-jointe, & éviter par là le malheur qui leur pend sur la tête.

Mais en cas que non, nous voulons être excusé de tous les malheurs & mauvaises suites qui leur pourroient arriver; & assurer encore particulièrement à Vos Hautes Puissances avec toute sincérité, que par rapport aux Capitaines avancés par Elles audit Pais, nous jugeons que le rétablissement de l'ordre & l'administration entre le Prince & les Sujets est plus convenable, que de souffrir que tout reste plus long-tems dans la confusion présente; & que nous prendrions toujours à cœur, autant qu'il dépend de nous, d'aider au prompt payement des intérêts des Capitaines dds à Vos Hautes Puissances. Pour le reste nous demeurons, &c.

Berlin le 10. Mai 1727.

FR. GUILLAUME.  
plus bas, ILGEN.  
ExtraANNO  
1727.

ANNO

1727.

Extrait de la Réponse des Etats G. des PROVINCES-UNIES des Pais-Bas au Roi de PRUSSE.

Que Leurs Hautes Puissances étoient très-reconnoissantes de la confiance que Sa Majesté leur témoignoit en leur faisant part de la requisi-  
tion de Sa Majesté Impériale, tendante à ce que Sa Majesté & les autres Princes Digneurs du Cercle prêtassent la main ensemble au séparément à l'exécution des Décrets Impériaux dans ce Pais. Que Leurs Hautes Puissances avoient en soin de leur côté de donner connoissance de tems en tems à Sa Majesté des démarches qu'elles faisoient pour apaiser ces différends, s'il étoit possible, & prévenir les voies de fait qui ont été commencées contre leur sentiment & leur attente, puisqu'elles les ont desavoués, ayant résolu de conseiller à ceux d'Em-  
bden & à leurs Adhérens de se soumettre aux Décrets Impériaux, & de s'abstenir à l'avenir de toutes voies de fait, dans l'espérance que leur soumission empêcherait que les Décrets soient exécutés à la rigueur, & qu'en-  
suite les Grièfs étant redressés selon l'équité, la tranquillité & la Regence pourroient être rétablies en Oostfrise comme ci-devant; c'est ce dont Leurs Hautes Puissances avoient chargé le Sr. de Keppel leur Minis-  
tre, d'informer Votre Majesté, avant d'avoir reçu sa Lettre; elles en ont de même donné connoissance au Sr. de Meinertshagen Ministre de Sa Majesté ici. Que Leurs Hautes Puissances se flattent que leur Conseil joint à la Lettre de Sa Majesté aux Etats d'Oostfrise, auront un bon succès, & qu'il ne sera point nécessaire d'en venir à une exécution réelle, qui, si elle doit se faire en introduisant des Troupes dans l'Oostfrise, ne serviroit qu'à opprimer & ruiner ce Pais, à la conserva-  
tion duquel Leurs Hautes Puissances ne sont pas moins intéressées que Sa Majesté. Que Leurs Hautes Puissances sont très-satisfaites que Sa Majesté ait averti les Etats de ce dont ils sont menacés, s'ils ne s'abstiennent de toutes voies de fait, & ne se soumettent. Que L. H. P. prient instamment Sa Majesté de faire en sorte qu'on ne se presse pas d'envoyer des Troupes en Oostfrise pour exécuter les Décrets Impériaux, dans l'espérance que Sa Majesté Impériale, selon sa clémence naturelle, voudra bien donner quelque espérance & sûreté aux Rentiers condamnés à tout perdre; que les Décrets ne seront pas exécutés contre eux à la lettre, & que Sa Majesté voudra bien y contribuer, afin que les conseils que l'on donnera aux Rentiers de s'y soumettre, aient plus d'effet. Que Leurs Hautes Puissances ne souhaitent rien davantage que de voir le repos rétabli en Oostfrise le plutôt possible; à quoi Elles ont un intérêt, surtout que ce soit par des moyens qui ne surchargent pas ce Pais, qui n'a déjà que trop souffert pendant un long-tems par les troubles. Que L. H. P. seront toujours portées à y contribuer autant qu'il dépendra d'Elles, dans l'espérance que l'on ne portera aucun préjudice à leurs intérêts en Oostfrise.

Réponse des Etats Generaux au Memoire des Deputés des Etats d'OOSTFRISE & de la Ville d'Embden.

Qu'ils n'ignoroient pas avec quel zèle Leurs Hautes Puissances avoient travaillé pour conseiller, & s'il eût été possible, persuader au Prince d'un côté, & aux Etats avec la Ville d'Embden d'un autre côté, de terminer leurs différends par un Accord amiable, & en attendant de s'abstenir de part & d'autre de toutes voies de fait. Qu'Elles sont très-morifiées de n'avoir pu réussir, puisque selon elles, c'étoit le meilleur parti pour les uns & les autres, & l'expédient le plus convenable pour rendre le repos durable. Que les choses étant dans la situation où elles sont, Leurs Hautes Puissances ne pouvoient leur donner un meilleur conseil que celui de se soumettre, eux & leurs Principaux & Commitans, à la décision des Décrets de Sa Majesté Impériale, & Leurs Hautes Puissances leur conseillent cette soumission. Que Leurs Hautes Puissances avoient employé tous leurs bons offices, & continueroient à les employer pour faire en sorte que l'exécution des Décrets Impériaux commise aux Digneurs du Cercle soit suspendue par provision dans

l'espérance que cette soumission le fera bientôt; mais que sans cette soumission, il n'y avoit point de succès à attendre; que dès qu'elle sera faite, Leurs Hautes Puissances tâcheront d'obtenir, par leurs pressantes intercessions, que les Décrets ne soient pas exécutés à la rigueur, & que l'on use de modération, que les Grièfs soient redressés, & la Regence rétablie sur un bon pied. Que quant aux plaintes par rapport aux Troupes Danoises qui sont à présent en Oostfrise, & aux desordres & violences qu'elles commettent dans le plat Pais, Leurs Hautes Puissances employeroient leurs bons offices à ce que ces Troupes soient renvoyées, & que l'on fasse cesser ces desordres; mais que pour l'obtenir il faut que le Magistrat d'Embden & ses Adhérens donnent des assurances au Prince, qu'ils n'en viendront plus à aucune voie de fait, ni directement, ni indirectement.

Résolution de Leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des Pais-Bas.

ANNO  
1727.

Vendredi 9. Juillet 1728.

Les Srs. Umhgroeve & autres Députés de Leurs Hautes Puissances pour les affaires d'Oostfrise, ayant examiné en vertu de leurs Résolutions Commissoriales datées de plusieurs jours différens, conjointement avec quelques Srs. Commités du Conseil d'Etat, les Pieces & Papiers que Leurs Hautes Puissances ont reçus depuis quelque tems au sujet de l'état présent des affaires en Oostfrise, particulièrement celles qui ont relation à la sûreté de la Ville d'Embden, en dedans & en dehors; & les Srs. Commités du Conseil d'Etat ayant communiqué le rapport du Colonel Otto, qui depuis peu y étant envoyé par le Conseil pour examiner l'état présent des affaires en Oostfrise, spécialement à l'égard de la sûreté de la Ville d'Embden qu'il leur paroissoit, aussi-bien qu'aux Srs. Commités du Conseil d'Etat, entièrement dangereux, parce qu'il est évident qu'on a poussé ceux d'Embden à bout; que les Décrets Impériaux sont exécutés contre eux à la dernière rigueur, & qu'on paroît avoir en vûe de mettre les affaires, par la continuation de l'exécution, hors d'état de pouvoir être redressées, pendant qu'on ne répond nullement, ou seulement par de belles paroles, aux bonnes intentions & vives représentations de Leurs Hautes Puissances, pour obtenir quelque mitigation des Décrets Impériaux; comme aussi de rétablir la Paix & la tranquillité en Oostfrise par des moyens plus doux, sans pourtant la souveraine autorité de Sa Majesté Impériale, comme Juge suprême dans l'Empire.

Que cela paroît incontestablement par les procédures des Srs. Commissaires Subdélégués de Sa Majesté Impériale, qui pendant les délibérations du Conseil Aulique, reprises sur les fortes instances de Leurs Hautes Puissances, se sont rendus Maîtres des Seigneuries d'Embden, situées autour de la Ville, & y ont mis des Troupes sous prétexte d'exécution. Que l'invasion desdites Seigneuries, & particulièrement de celle de Woethuyfen, qui n'en est qu'à la portée d'un Fauconneau, met la Ville en danger d'être surprise à tout moment; qu'outre cela on a privé les Bourgeois & Habitans de la Ville, par le séquestre desdites Seigneuries, de leur subsistance, laquelle ils ont accoutumé de tirer de ces Seigneuries, & que la Ville même est tellement entourée & serrée, qu'elle, aussi-bien que la Garnison de Leurs Hautes Puissances est tellement bloquée, qu'aucun Bourgeois ou Habitant d'Embden n'ose mettre les pieds hors des portes de la Ville sans un danger extrême, à moins qu'il ne soit muni d'un Sauf-conduit des Srs. Commissaires Subdélégués Impériaux. Qu'on publie un Decret après l'autre, & qu'on met amendé sur toute sorte de choses, quelquefois, où Leurs Hautes Puissances sont directement intéressées comme Parties Contractantes avec le Prince & les Etats, sur le Magistrat en général, ou l'un ou l'autre de ses Membres en particulier; qu'en mettant ainsi les esprits au désespoir, l'appréhension d'une Révolte en dedans, & les dangers d'une surprise en dehors augmentent de jour en jour, de façon qu'on n'a pas seulement la dernière confusion à craindre, mais qu'on est, pour ainsi dire, à la veille d'un bouleversement général; que les Troupes de l'Etat d'Embden courent pareillement grand risque d'y être comprises, & qu'on en pour-  
roit



ANNO  
1728.

roit venir, contre l'intention de Leurs Hautes Puissances, & malgré les susdites Troupes, à des hostilités qui pourroient avoir de fâcheuses suites.

Qu'eux Srs. Députés avoient appris qu'on sollicité à Vienne de la part du Prince, entr'autres un Decret Imperial, de *injungenda abdicatione militis Batavici* : & que Leurs Hautes Puissances sont fort inquiètes de ce que ladite sollicitation pourroit produire, qu'il est fort à craindre que la République sera à la fin troublée ouvertement dans l'ancienne possession de ses Garnisons à Embden & Lieroot, & qu'il pourra arriver qu'on renverse tout d'un coup la forme de la Régence en Oostfrise, à la conservation de laquelle on a travaillé incessamment de la part de l'Etat avec un zèle infatigable & avec toute l'application & précaution possibles depuis une longue suite d'années. Leurs Hautes Puissances ayant été requises expressément en qualité d'amis & voisins, aussi-bien par les Comtes & Princes d'Oostfrise, que par les Etats, avec ce succès que les troubles ont été chaque fois apaisés, les différends aplanis, & après précédente soumission, décidées, comme aussi la forme de la Régence fixée & affermie : de façon que par la Médiation de Leurs Hautes Puissances, on a fait plusieurs Accords solennels, entre les Comtes & Princes, & leurs Etats; comme aussi entre les Comtes & Princes & la Ville d'Emden, comme de tout temps, Ville principale & la plus privilégiée d'Oostfrise, lesquels Accords ont été affermis par la Garantie de Leurs Hautes Puissances, & au maintien desquels, comme aussi pour prévenir toute forte d'hostilités, elles ont mises & entretenues à leurs propres frais depuis plus de cent ans leurs Garnisons à Embden & Lieroot.

Qu'on ne juge pas nécessaire d'alléguer tout au long, que cet Etat a toujours eu à cœur l'intérêt de l'Oostfrise & de la Ville d'Emden en particulier, ni ce que Leurs Hautes Puissances ont fait pour la conservation de ce Pais; que marque de cela, parmi plusieurs autres preuves, la Ville d'Emden a été toujours nommément comprise de la part de Leurs Hautes Puissances dans tous les Traités de Paix, où elles ont été intéressées, comme dans celui de Munster, Nimegue, Ryswyck & Utrecht, & que de plus on n'a qu'à remarquer en passant, que l'Oostfrise présentement réduite en Marais & Pais inondé, sans les Capitaines considérables qui ont été négociés sous la Garantie de l'Etat, & que les Habitans de la République ont encore fournis depuis peu, ce qui a augmenté de beaucoup l'intérêt que la République prend à sa conservation; de sorte qu'on ne peut longer qu'avec étonnement & frayeur à un renversement total de la Régence en Oostfrise, dont on a ci-devant allégué les suites, & qui sont faciles à prévoir, mais qu'on ne sauroit trop appréhender.

Surquoi ayant été délibéré, il a été trouvé bon & entendu de donner connoissance dudit rapport aux Srs. Plenipotentiaires de Leurs Hautes Puissances à Soissons, & de leur recommander de concerter sur cet état dangereux & pitoyable des affaires en Oostfrise, avec les Srs. Ministres de France & de la Grande-Bretagne, ces deux Couronnes ayant déclaré en général d'être portées à soutenir Leurs Hautes Puissances; & à favoriser l'intérêt de l'Etat en Oostfrise; à qui entr'autres convient que la tranquillité y soit établie au plutôt; que les Droits de Garnison de l'Etat, dont il a joui depuis si long-temps, & que les Accords & Accommodemens entre les Princes & les Etats, dont Leurs Hautes Puissances sont pour la plupart garants, ne soit annulés ou bouleversés, & que toute la Régence ne soit renversée; à moins de quoi on ne voit aucune certitude, & encore moins, une parfaite sûreté à l'égard des Garnisons de l'Etat en Oostfrise & des Capitaines importants que les bons Habitans de la République ont fournis pour le bien & la conservation de l'Oostfrise aux Princes & aux Etats en général, comme aussi à la Ville d'Emden en particulier.

Qu'eux Srs. Plenipotentiaires observeront à l'égard dudit concert.

1. De déclarer conjointement avec les Srs. Ministres Plenipotentiaires de France & de la Grande-Bretagne au Congrès, comment on peut engager les Srs. Comtes de Sinzendorf & autres Plenipotentiaires de Sa Majesté Imperiale audit Congrès, dont le premier a déjà été averti, par le Sr. Cardinal de Fleury, de l'état pitoyable des affaires en Oostfrise, à donner une réponse positive & spécifique à l'égard de l'intention de la Cour Imperiale touchant le rétablissement du repos en Oostfrise, & particulièrement sur la manière la plus

propre & la plus efficace, pour insister vivement & sérieusement auprès des Srs. Plenipotentiaires Impériaux, soit seuls, ou bien conjointement avec les Ministres de France & de la Grande-Bretagne au rétablissement de toutes les innovations pendant les délibérations du Conseil Aulique, sur l'intercession de Leurs Hautes Puissances pour la modification des Decrets Impériaux dans les affaires d'Oostfrise, & particulièrement à la restitution desdites Seigneuries à l'entour d'Emden, dont l'occupation ferre la Ville de si près, qu'elle est autant que bloquée; ou pour le moins de suspendre toute exécution ultérieure, & de réduire la Commission à un état, qu'on ne vienne ni dans le voisinage, ni sur les Frontières de l'Etat à des extrémités, qui pourroient avoir de mauvaises suites, dans un tems, où le Congrès est assemblé à Soissons pour la Pacification générale de l'Europe.

2. Que pour terminer enfin les troubles, qui ruinent le Pais de fond en comble, à la conservation duquel L. H. P. sont intéressées pour les raisons ci-dessus alléguées, on fasse des représentations sérieuses aux Srs. Plenipotentiaires Impériaux de vouloir effectuer, par leurs bons offices, auprès de Sa Majesté Imperiale & Catholique, que Sa dite Majesté se détermine, selon sa haute équité & sa clemence naturelle, à mitiger la rigueur des Decrets publiez, par lesquels les Habitans d'Emden & leurs Adherans sont condamnés à perdre leurs biens & vies, & qu'Elle s'ouvre à L. H. P. & à leurs Alliez respectives touchant les intentions pour le rétablissement de la Paix & de l'ordre dans la Régence d'Oostfrise, afin que L. H. P. étant persuadés que S. M. Imperiale & Cathol. ne songe nullement à exécuter les Decrets, selon toute leur rigueur, ni à renverser la forme de la Régence, peussent tranquilliser pour leur propre intérêt, & soient par là d'autant plus en état de disposer la Ville d'Emden & ceux de son parti à s'accommoder à l'intention de S. M. Imperiale, ainsi qu'on a fait de pareilles représentations l'année passée de la part de L. H. P. au Sr. Comte de Königsegg Erps. Envoyé Extraordinaire de Sa Majesté Imperiale à la Haye, & sur lesquelles on a insisté de tems en tems, sans qu'on aye vu le moindre succès.

3. Que lesdits Srs. Plenipotentiaires de L. H. P. communiquent aux Srs. Cardinal de Fleury & autres Plenipotentiaires de France & de la Grande-Bretagne, & leur fassent la proposition, qu'en cas que, contre toute espérance & attente, les Srs. Plenipotentiaires Impériaux ne donnaient pas une réponse suffisante à ce sujet, ou que, pendant qu'on attend ladite réponse, on commit de nouvelles hostilités contre la Ville d'Emden & la Garnison de L. H. P., ainsi qu'on doit appréhender, pour les raisons susdites, L. H. P. comptent non seulement sur l'amitié, l'harmonie & la bonne intelligence, qui règne entre les Hauts Alliez & l'Etat; mais qu'Elles font aussi entièrement persuadées, que lesdits hauts Alliez regarderont ce cas comme *Casus Fœderis*, qui est compris dans les Traitez, & nommément dans celui d'Hanovre, où dans l'Art. 2. on s'est promis une Garantie reciproque, non seulement de tous les Etats, Pais & Villes, mais aussi de tous les *Droits, Immunités, & Prérogatives*, dont les *Hauts Contractans* jouissoient, ou devroient jouir dans le tems que ce Traité fut signé; étant incontestable, que parmi les Prérogatives, dont l'Etat jouissoit dans le tems qu'il accéda audit Traité, & dont il a été en possession depuis plus de 120. ans, ses Garnisons à Embden & à Lieroot ne sont pas les moindres, &c.

#### Decret de Sa Maj. Imp. dans l'affaire d'OOSTFRISE.

Lundi le 13. Septembre 1728.

ON notifiera à la Commission de l'Oostfrise & publiera la Résolution suivante de S. M. I.

L'Empereur a approuvé le sentiment du Conseil Aulique, de sorte que

1. On expédiera & publiera la Patente d'Amnistie projetée, pour convoquer à la Diète, les Etats d'Oostfrise y appartenans, tant les obéissans que les *Reuvenen*, avec pourtant cette réserve, que non seulement les deux Auteurs de la Rebellion, nommément *Bernard Henri d'Appel*, & *Rudolf de Reeden*, mais aussi ceux qui ont en part aux homicides personnels, seront exclus de cette Amnistie, & on procédera contre eux selon

ANNO  
1728.

ANNO selon le Droit, &c. Cependant Sa Majesté Impériale, selon le rapport des Commissaires, se réserve de décider  
1728. là-dessus, si Elle trouve plus à propos de mitiger leur châtiment, ou point.

2. La Commission d'Oostfrise continuera la sequestration des Biens des Rebelles pour l'indemnisation des innocens, jusqu'à la comparution de ceux-là à la Diète, & moyennant leur bon comportement, les Biens sequestrés pourroient leur être restitués, en vertu de la clemence & de la gracieuseté de l'Empereur, dès que les lésés feront dédommages.

3. On expédiera, selon le Protocole, le Decret Impérial, & on le donnera à l'Envoyé de Hollande, en réponse des Mémoires qu'il a délivrés.

4. On adressera les ordres, selon le Protocole, aux Commissaires Impériaux, & à leurs Subdéléguez dans l'Oostfrise.

(Signé)

ARNAULD HENRI DE GLANDORFF.

Lettre de Mr. Hop, à Mr. Fogel, Greffier de  
Leurs Hautes Puissances, du 29. Juillet 1728.

MONSIEUR,

DEpuis ma dernière du 26. du Courant, je me suis entretenu à Versailles avec Mr. le Cardinal & Mr. le Garde des Sceaux sur l'affaire d'Oostfrise. Je les ai trouvés très-disposés de parler encore efficacement à Mr. le Comte de Sinzendorf dans la vue d'empêcher que l'affaire d'Oostfrise ne soit poussée à une plus grande extrémité, mais au contraire que les Seigneuries appartenantes à la Ville, & qui sont occupées par la Commission, lui soient restituées, & que l'on n'en vienne à aucune nouvelle exécution, pendant les délibérations de l'Empereur pour rétablir le repos dans ce Pais-là : surpôssé que ce que ces Ministres ont dit à ce sujet au Comte de Sinzendorf n'ait été d'aucun effet jusqu'à présent, ils ne doutoient point que ce Seigneur ne fit réflexion sur ce qu'ils lui avoient répété sur cette matière, & que L. H. P. pouvoient être persuadées qu'ils prendroient à cœur de toute manière la sûreté & les intérêts de L. H. P. & qu'ils leur en donneroient des preuves dans toutes les occasions. Et comme le Comte de Sinzendorf m'avoit promis de me remettre en main la Copie de la Lettre qu'il écrivoit sur ce sujet au Comte de Königlegg-Erps, que ce Ministre enverroient aux Commissaires Subdéléguez d'Oostfrise, dans l'espérance qu'elle produiroit l'heureux succès qu'on en attend, j'ai encore parlé à ce sujet à ces Messieurs & leur ai promis de leur envoyer la Copie de cette Lettre, afin qu'ils puissent être mieux en état de juger de l'intention du Comte de Sinzendorf.

Je ne puis à cette occasion, Monsieur, m'empêcher de vous dire, que j'ai trouvé les Ministres de la Grande-Bretagne résolus de déclarer les démêlés d'Oostfrise un *Casum Fœderis*, suivant quoi L. H. P. sont en Droit d'exiger ce qui a été promis par l'Alliance de Hanovre, mais je n'ai pas trouvé la même Résolution chez les Ministres de France, quoiqu'ils donnaient de fortes assurances de leur appui & de leur secours. Ils se retranchent à dire qu'ils le font plutôt par affection pour l'Etat, que par aucune Obligation en vertu des Traitez.

J'ai envoyé Copie de la traduction de la susdite Lettre du Comte de Sinzendorf, à Mr. le Garde des Sceaux, & j'en ai pareillement remis Copie aux Ministres d'Angleterre; afin qu'ils examinaient ce qu'il y avoit à faire sur cette matière, & de quelle manière on pourroit le mieux satisfaire à l'intention de L. H. P. contenué dans leur Résolution du 9. de ce Mois: Je me suis ensuite abouché avec les uns & les autres.

Dans la Conversation que j'ai eu avec le Comte de Sinzendorf, sur cette affaire, il s'est expliqué clairement & m'a dit, que l'intention de l'Empereur n'étoit absolument pas de faire déloger la Garnison que l'Etat avoit dans Embden; Qu'il croyoit même que les intérêts de l'Empereur s'accordoient à ce que la Ville d'Embden demeurât sous la Garde de l'Etat; & qu'il ne pouvoit point approuver que cette Forteresse de l'Empire fût occupée par des Troupes Étrangères, mais que l'Empereur continueroit à user de connivence à l'égard de ce qui avoit été si long-tems pratiqué par

ANNO rapport à Embden. Sur quoi j'ai pris la liberté de représenter à S. E. que ce qui se passoit dans ces Quartiers-là ne s'accordoit guère avec les assurances qu'il me donnoit, puisqu'il n'y avoit pas grande différence entre attaquer la Garnison de l'Etat, ou, sous prétexte d'exécuter les Décrets du Conseil Aulique, la tenir si étroitement bloquée ainsi que les Habitans, qu'il y avoit lieu de craindre à tous momens qu'elle ne fût surprise.

S. E. m'a dit outre cela qu'on avoit déjà mis ordre & réglé le payement des intérêts des Capitaux que les sujets de l'Etat avoient avancés en faveur de l'Oostfrise; Qu'à l'égard des *Renitem*, l'intention de l'Empereur étoit absolument qu'ils devoient se soumettre, & s'en rapporter à la Commission, que par-là l'Empereur seroit en état de les traiter avec douceur, & clemence, ce qui étoit aussi son intention.

Là-dessus, je pris encore la liberté d'affirmer S. E. que l'intention de l'Etat étoit d'agir de concert à cet égard avec l'Empereur aussi-tôt que S. M. I. trouveroit à propos d'affirmer aux *Renitem* leurs Biens & leur vie, & que la Ville & le Pais conserveroient leurs Droits & Privilèges qui faisoient la sûreté de l'Etat & de leurs Habitans, & que l'Etat fonderoit que l'Empereur eût la bonté de s'expliquer à cet égard d'une manière plus claire & plus précise, sans quoi l'Etat ne pouvoit pas se charger de persuader des Gens à se soumettre, contre qui il y avoit déjà un Decret qui déclaroit leurs Biens confisqués & leur Vie en danger. Le Comte de Sinzendorf répliqua là-dessus que l'Empereur même, suivant son Serment, ne pouvoit juger que conformément aux Loix & Privilèges du Pais; qu'il n'étoit pas assez instruit pour savoir si tous ces Privilèges avoient été légitimement obtenus, sans qu'ils ne pouvoient être regardés que comme avariés & usurpés. Que l'Administration des Deniers Publics étoit une des causes de la discorde dans ce Pais-là, & que suivant son jugement le Prince, à cet égard, n'étoit pas bien fondé, je suis, &c.

Lettre de Mr. Hop, à Mr. Fogel, Greffier de  
Leurs Hautes Puissances, de Paris le 1. Août  
1728.

MONSIEUR,

DEpuis ma dernière du 29. du passé, j'ai cru devoir représenter à Mr. le Cardinal, par la Lettre ci-jointe, ma surprise sur le contenu de la Lettre du Comte de Sinzendorf\*, que j'ai eu l'honneur de vous envoyer alors. Mr. le Cardinal m'a d'abord répondu à ma Lettre d'une manière qui confirme ce que le Comte de Sinzendorf avance, savoir, que les affaires de l'Empire, en particulier celle d'Oostfrise, ne pouvoient être portées au Congrès, c'est pourquoi j'ai crû devoir envoyer à L. H. P. cette Lettre de Mr. le Cardinal.

Mr. le Garde des Sceaux m'ayant fait savoir qu'il souhaiteroit fort que j'allasse hier à Versailles pour conférer avec moi sur ce sujet, je m'y suis rendu, & Mr. le Garde des Sceaux m'a donné en réponse au Mémoire que j'ai remis depuis peu à Mr. le Cardinal sur les affaires d'Oostfrise, que Mr. le Cardinal & lui Garde des Sceaux avoient souvent parlé au Comte de Sinzendorf sur l'affaire d'Oostfrise dans les termes les plus pressans, qui avoient enfin engagé S. E. à écrire au Comte de Königlegg-Erps; que depuis que je leur avois envoyé Copie de cette Lettre, le Garde des Sceaux étoit allé à Boulogne, où loge le Comte de Sinzendorf, pour lui parler encore sur le même sujet, qu'il lui avoit communiqué le contenu de la Lettre de Mr. le Cardinal, en lui déclarant que c'étoit la sincère intention de Son Eminence. Que le Comte de Sinzendorf lui avoit répondu qu'il espéroit que sa Lettre au Comte de Königlegg auroit tout le succès désiré, & que comme il avoit reçu ce jour-là un Courier de l'Empereur sur cette affaire d'Oostfrise, il s'imaginait que le Comte de Königlegg auroit aussi reçu de nouvelles Instructions sur ce sujet; mais que puisqu'on prenoit ici cette affaire si fort à cœur, il dépêcheroit incessamment un Express à la Cour Impériale, à quoi le Comte de Sinzendorf avoit ajouté de nouveau, que l'Empereur n'avoit pas intention d'attaquer ni la Garnison

\* On trouvera ci-après cette Lettre, celle de Mr. le Cardinal & le Mémoire dont il est parlé dans cette Lettre.



ANNO  
1728.

nison de l'Etat, ni les Privilèges du Pais, protestant de la maniere la plus forte que les Renitens seroient traités avec toute sorte de douceur s'ils vouloient le soumettre, mais il ne s'expliqua point davantage sur cet Article.

Enfin, Mr. le Garde des Sceaux me dicta pour dernière resolution sur mon Mémoire: *Nous soutiendrons les Etats Généraux dans l'affaire d'Oostfrise. Il suffit que la République y soit intéressée, pour que nous nous portions à l'aider avec empressement & avec vivacité. Elle fera très-bien de prendre toutes les mesures nécessaires pour ne point succomber, si l'on portoit trop loin la violence, & comme nous ne doutons pas que les Etats Généraux n'agissent que de concert avec nous, ils peuvent être sûrs que nous ne les abandonnerons point, en cas que toutes les mesures pour faire cesser la rigueur des Commissaires Impériaux deussent être inutiles.* Mr. le Garde des Sceaux avoit couché ceci par écrit afin de faire la même Déclaration; sans aucun changement, au Comte de Sinzendorf; ce qui sera aussi envoyé à Mr. de la Baune \*.

Comme j'avois aussi délivré le Mémoire susdit aux Ministres de la Grande-Bretagne, ils m'ont répondu qu'ils avoient reçu plusieurs ordres d'appuyer de tout leur pouvoir les représentations qui seroient faites de la part de L. H. P. au sujet des affaires d'Oostfrise, tant à cette Cour-ci qu'aux Ministres de Sa Maj. Imp. Et ils m'assurèrent que l'intention de leur Cour étoit de prendre le parti de la République en toutes manières dans l'affaire d'Oostfrise & qu'ils enverroient à leur Cour le susdit Mémoire que je leur avois donné. Je suis, &c.

*Copie de la Lettre de Mr. le Comte de SINZENDORFF, à Mr. le Comte de KÖNIGSEGG-ERPS. Datée de Boulogne le 26. Juillet 1728.*

J'ai reçu la Lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 6. de ce Mois, avec les Relations y jointes pour S. M. I. & par laquelle je vois que vous êtes du sentiment, que je dois écrire à la Commission subdéléguee en Oostfrise, pour lui faire connoître que je croyois que ladite Commission ne devoit pas pousser l'exécution plus loin, mais qu'elle laissât les choses dans l'état, où elles se trouvent actuellement jusqu'à ce que S. M. I. en ait disposé autrement. Mr. Hop m'a témoigné, qu'il étoit aussi de cette opinion; mais comme vous l'ignorez point, Monsieur, que ces sortes de Commissions font principalement émanées du Conseil Aulique, & qu'elles dépendent ainsi de l'Empereur, comme Chef de l'Empire; vous jugerez aisément, qu'il ne me convient point de donner mon avis en pareil cas; d'autant moins, que les difficultés pourroient facilement s'aplanir, si le Magistrat d'Embsden vouloit comparoitre devant ladite Commission & lui rendre obéissance, suivant que l'équité & les Constitutions de l'Empire l'exigent. Mr. Hop m'a fait connoître, que ces gens-là craignoient de paroître devant la Commission, mais moi, je pense que les Etats Généraux protégeront d'autant plus difficilement ces desobéissances, qu'ils savent par expérience, qu'on n'est point accoutumé dans l'Empire d'employer & de mettre en usage toutes les rigueurs. Outre cela on est persuadé en Hollande, que malgré l'opposition de l'Empereur & de l'Empire, on n'a aucune intention de déloger la Garnison Hollandaise de la Ville d'Embsden; & pour ce qui regarde les intérêts qui leur sont dûs, on m'assure qu'on a donné de tels ordres, que les Etats Généraux ont lieu d'en être contents & satisfaits. Au reste il me paroît, que si les Etats Généraux ne vouloient pas fortifier ces Gens dans leur desobéissance, il seroit facile de terminer au plutôt cette affaire, de maniere que le meilleur seroit, s'il n'y a pas des ordres contraires de S. M. I. & Cath., que les Subdéléguez se conduisent de façon à pouvoir empêcher toutes sortes de voyes de fait, pour ne point aggraver davantage les choses, & pour nous mettre en état de nous faire ressentir les effets des bonnes dispositions, qu'on peut attendre de la Conjoncture présente. Mr. Hop m'a aussi demandé, si les Embsdenois n'avoient rien à craindre par rapport à leurs Privilèges? Je lui ai répondu, que je ne favois point jusqu'où ils auroient porté leur temerité; mais qu'en gé-

\* Chargé des affaires de France à la Haye depuis le départ du Marquis de Fenelon.

ral, je pouvois l'assurer, que selon les principes de S. M. I. on est dans l'habitude de maintenir toujours les Vaisseaux de l'Empire dans leurs anciens Privilèges. J'ai fait en même tems connoître à Mr. Hop, que S. M. I. ne permettroit jamais, qu'aucune affaire de l'Empire soit portée & agitée au Congrès, & cela fondé sur ce que Sadite Maj. Imperiale étoit en général d'accord sur ce point avec la France. Je suis, &c.

*Lettre de Mr. Hop à Mr. le Garde des Sceaux. Datée du 23. Juillet 1728.*

MONSIEUR,

Je me donne l'honneur d'envoyer à votre Excellence ci-joint la Traduction de la Copie de la Lettre que Mr. le Comte de Sinzendorf avoit promis d'écrire à Mr. le Comte de Königsegg-Erps. J'ai de la peine à croire que vous la trouviez conforme à ce que vous avez attendu, encore bien moins conçue en des termes propres à calmer provisionnellement le Pais d'Oostfrise & mettre la République en tranquillité de ce côté-là.

Il ne me reste donc, Monsieur, qu'à vous prier de faire réflexion sur le Mémoire que j'ai eu l'honneur de vous remettre sur cette affaire, & de me marquer le tems auquel vous souhaitiez que je vienne recevoir réponse là-dessus, afin de me mettre en état d'en faire un rapport fidele à L. H. P. qu'ils attendent avec une grande impatience. Je suis avec tout le respect possible, &c.

*Copie de la Lettre de Mr. Hop, à Mr. le Cardinal de Fleury, à Paris le 29. Juillet 1728.*

MESSEIGNEURS les Plénipotentiaires de la Grande-Bretagne me font venus voir dans ce moment, ils m'ont dit d'avoir eu l'honneur d'entretenir votre Eminence sur les affaires d'Oostfrise, & qu'ils ont trouvé votre Eminence dans les dispositions telles que j'avois espéré; ils m'ont dit encore qu'ils ont tâché d'entretenir sur cette affaire Mr. le Garde de Sceaux, mais qu'ils n'ont pu le joindre à cause qu'il étoit occupé aux Sceaux. Votre Eminence aura vu dans la Copie de la Lettre de Mr. le Comte de Sinzendorf à Mr. le Comte de Königsegg-Erps, combien peu d'espérance il y a que par cette Lettre non seulement la tranquillité soit rendue au Pais d'Oostfrise, mais même qu'il n'y a point d'espérance du tout que cette Lettre empêche les Commissaires Subdéléguez de continuer l'exécution contre la Ville d'Embsden & votre Eminence aura sans doute remarqué dans la fin de ladite Lettre surquoi est fondé la confiance du Ministre Imperial. J'ai cru pouvoir me dispenser de prescrire avec importunité votre Eminence de me faire avoir réponse sur le Mémoire que Mr. Goslinga & moi avons présenté sur cette affaire à votre Eminence & aux Ministres des Alliez de la République au Congrès, tandis que je pouvois me flatter que votre Eminence auroit engagé Mr. le Comte de Sinzendorf à prévenir par son moyen tous les malheurs, qui sont à craindre de ce côté-là; mais comme ladite Lettre ne m'en laisse aucune espérance, je me trouve obligé de supplier votre Eminence de vouloir réfléchir sur la situation des affaires d'Oostfrise; d'avoir la bonté de me faire savoir son sentiment sur le contenu de ladite Lettre du Comte de Sinzendorf, & en même tems sur le Mémoire, qui, en exécution des ordres de L. H. P., a été remis à votre Eminence, & que L. H. P. attendent avec impatience, &c.

*Réponse du Cardinal, à Versailles le 30. Juillet 1728.*

JE reçois, Monsieur, la Lettre, dont votre Excellence m'honore du 29. de ce Mois, & je ne repeterai, pas tout ce que je dis hier à Mrs. les Plénipotentiaires de la Grande-Bretagne, qui vous ont rendu compte des sentimens du Roi sur l'affaire d'Oostfrise, & sur lesquels la République peut compter. Il est vrai que j'ai dit à Mr. de Sinzendorf, que les affaires de l'Empire & purement de son ressort ne seroient pas traitées au Congrès, mais je lui ai toujours ajouté en même tems, qu'on devoit en excepter celles qui se-

ANNO  
1728.

ANNO  
1728.

roient une suite des Traitez de Westphalie, dont nous sommes Garants & celles aussi qui auroient une si grande connexion ou relation avec les intérêts de nos Alliez, dans lesquelles nous ne pourrions nous dispenser d'entrer & de demander, conjointement avec eux, qu'il leur fut fait justice, telle est l'affaire d'Oostfrise, & la Republique peut être assurée que son repos & sa tranquillité nous touchent trop pour ne pas l'aider avec empressement & vivacité, en cas que toutes les mesures pour faire cesser la rigueur des Commissaires Impériaux devinssent inutiles.

A l'égard du Mémoire que votre Excellence me remit il y a quelques jours, il demande une Conférence plutôt qu'une Lettre, & Mr. le Garde des Sceaux m'a dit que vous deviez venir ici demain pour conférer avec lui sur une affaire si pressante & si délicate, le Roi sera toujours prêt à donner à la Republique les secours dont elle aura besoin aussi bien que les Conseils qu'il croira nécessaires. Je vous supplie, Monsieur, de vouloir mettre une entière confiance dans la Droiture de nos intentions, & d'être persuadé qu'en mon particulier, on ne peut honorer votre Excellence plus parfaitement que je fais, qui suis, &c.

*Mémoire des Plenipotentiaires de Leurs Hautes Puissances à ceux des autres Alliez de Hanovre.*

**L**es sousignez Ministres Plenipotentiaires de Leurs Hautes Puissances aiant des ordres très précis de la part de leurs Maîtres, de représenter à leurs Alliez l'extrémité où se trouve réduite la Ville d'Emden, ils s'acquiescent de ce devoir par le présent Mémoire, qu'ils ont l'honneur de présenter à Vos Excellences.

Il souviendra à son Eminence, & aux autres Ministres des Alliez, que d'abord à notre arrivée, même avant l'ouverture du Congrès, nous avons eu l'honneur de faire des Représentations très-vives là-dessus, non seulement à nos Alliez, mais aussi en plus d'une Conversation aux Ministres de Sa Maj. Impériale.

Votre Eminence entra si bien & avec tant d'affection dans la justice de nos plaintes, & conçut si bien l'importance de la conservation de cette Place, le Bonlevait des Frontières de quatre ou cinq Provinces, la sécurité de nos côtes : par conséquent encore du Commerce de la Baltique, de l'Elbe, & de ce qu'on appelle le petit Ost (qui comprend le Holstein, le Jutland & les îles adjacentes) dont la plus grande partie se fait le long des côtes d'Oostfrise, tellement qu'il faut croiser l'Em, la meilleure embouchure de toutes les côtes de la Republique.

Votre Eminence, disons-nous, convaincu de la vérité de ces faits, ne hérita pas un moment à nous donner les assurances les plus fortes, de vouloir soutenir nos justes Droits. Elle eut en conséquence de cela la bonté d'en parler en des termes très-sérieux à Mr. le Comte de Sinzendorf.

Les sousignez de leur côté n'ont pas cessé de faire auprès des Ministres de Sa Majesté Impériale les instances les plus vives, pour qu'ils voulussent s'expliquer sur les conditions que S. M. Impériale trouveroit bon, selon la Clemence ordinaire, & Héritaire à sa Maison, de prescrire à ceux d'Emden; qui, pour peu qu'elles eussent en vue les anciennes Conventions, & missent à couvert la vie, la liberté & les possessions de la Ville & des Habitans, nos Maîtres prêteroiént volontiers les mains à un œuvre aussi charitable, & aussi Chrétien.

Ce n'est pas la première fois que ces offres ont été faites, il y a plus d'un an qu'on a eu recours pour cela au Comte de Königegg, & le Ministre ordinaire de L. H. P. a eu ordre plus d'une fois de faire des représentations là-dessus, sans que jamais il ait eu de réponse.

Si jamais le tems fut propre, pour pouvoir espérer que toutes les semences de divisions qui subsistent, puissent être étouffées dans leur naissance, c'est-à-présent, que d'un consentement unanime les Ministres de presque toutes les Puissances principales de l'Europe se trouvent assemblés en Congrès, uniquement dans la vue salutaire de procurer une Paix & un repos stable au Monde Chrétien, aussi les sousignés se flatoient déjà agréablement, que les bons offices de votre Eminence

Tom. VIII. PART. II.

& de Vos Excellences auroient produit du moins cet effet, qu'on eut suspendu pour un tems l'exécution des rigoureux Edits, levée la blockade de la Ville, laissée à la Ville la possession de ses Domaines, & aux Habitans la liberté d'entrer & sortir de la Ville, pour la perception de leurs fruits de Terre & pour exercer librement leur petit Commerce.

Mais ces esperances flatteuses se trouvent entièrement évanouies. On continue d'user de toutes les rigueurs imaginables : Edits foudroyants les uns sur les autres, Amendes & Confiscations sur Confiscations, on ferre la Ville de jour en jour plus, & même au point, qu'excepté la force ouverte (dont on se peut servir à tous momens, posées comme sont les troupes) la Ville se trouve assiégée dans les formes.

Voilà Messieurs, l'état violent, où se trouve la Ville avec ses Habitans, & par conséquent la Garnison de nos Maîtres réduites, c'est cette triste & violente situation qui à la fin oblige nos Maîtres, après en avoir usé avec tant de patience, d'avoir recourts à l'intercession efficace & en cas de besoin, à l'assistance réelle de leurs Alliez.

Il est inutile de leur représenter de nouveau l'importance de cette Ville à tous égards, nous ajouterons seulement à ce qui s'est déjà dit là-dessus, que nos généreux Ancêtres dès la naissance de la Republique crurent cette Ville de cette importance pour leur conservation, qu'ils ne balancèrent pas, avec post-possesion de leurs Frontières les plus exposées aux principales forces de leurs Ennemis, d'accourir au secours de cette Ville menacée, & à la veille d'être opprimée; aussi nos Ennemis en conçoivent dès ce tems-là si bien l'importance, que plus d'une fois ils firent des tentatives de s'en rendre les Maîtres, sous prétexte de maintenir les Comtes, à cette heure Princes, contre la Ville, & d'y établir après le siège de la Guerre: Projet, s'il avoit réussi, qui auroit étouffé dans sa naissance la Republique; aussi la France & la Grande-Bretagne, dès lors nos Alliez, en furent si bien persuadées, qu'ils y tiennent les mains, & le Roi de la Grande-Bretagne, Jacques premier, voulut bien être Garant du Traité qui se fit, sous la Médiation de la Republique, à la Haye l'an 1666. entre le Comte & la Ville.

Ce sont ces Considérations importantes, disons-nous, qui obligent à la fin nos Maîtres d'avoir recourts aux Conseils & à l'assistance de leurs Alliez.

En conséquence de cela ils demandent :

En premier lieu, que leurs Alliez se joignent avec eux pour faire de concert & ensemble les instances les plus amiables & en même tems les plus sérieuses, pour qu'il plaise à Sa Majesté Impériale, selon la clemence ordinaire, d'employer son autorité, afin qu'au plutôt qu'il soit possible, ces malheureuses dissensions soient terminées d'une manière équitable, avec la conservation de la vie, de la liberté, & des possessions de la Ville & de ses Habitans, & sans renverser les fondemens du Gouvernement du Pais & de la Ville.

En second lieu,

Que cette affaire exigeant peut-être plus de tems que le triste état, où se trouve la Ville & la Garnison; ne peuvent attendre, qu'au moins Sa Majesté voudrait bien ordonner au Commissariat de remettre les choses dans l'état, où elles étoient avant la saisie des Domaines & des Biens de la Ville & de ses Habitans.

En troisième lieu,

En cas que malheureusement tous ces offices amiables se trouvaient, contre toute attente, infructueux, que Nos Alliez veussent bien considérer cette affaire avec les suites, qu'elle pourroit avoir, & la déclarer, (comme sans contredit elle l'est) en termes exprès, un *Casus Fœderis*, avec cet effet; que si malheureusement la Republique se trouvoit réduite à la dure nécessité, de sauver de l'une ou de l'autre manière la Ville, ses Habitans & leur propre Garnison de leur ruine, que cette démarche, à laquelle on ne viendrait pas, à moins d'une nécessité toute absolue, (comme celle où on se trouveroit, si, contre toute espérance, on continuoit de pousser les choses à l'extrémité) seroit approuvée par leurs Alliez, & les suites, qu'elle pourroit avoir, censées, *Casus Fœderis*, en vertu duquel nos Maîtres seroient en Droit d'exiger, qu'on leur prêtât tel secours réel, qu'ils pourroient avoir besoin pour se garantir de l'oppression de leurs Ennemis.

Ce n'est pas que nos Maîtres prétendent le moins du Monde s'ingérer, dans le Domestique de l'Empire :

G c 2

lois

ANNO  
1728.



ANNO  
1728.

lois de là, ils ne cherchent rien avec plus d'empressement, qu'à vivre dans une étroite harmonie avec le Chef & les Membres de ce redoutable Corps, & on prie Vos Excellences d'en donner chacun là où ils jugeront à propos, les assurances les plus fortes.

Mais l'affaire d'Embsen ne peut pas être considérée telle, aussi jamais l'Empire ne s'en est mêlé : Les Traités de Münster, de Nimègue, de Ryswyk & celui d'Utrecht, en servent de preuve, & jamais on n'a disputé une possession de plus de cent ans ; Aussi nos Maîtres sont dans la forte persuasion, qu'encore l'Empire le considère sur ce pied-là.

Voilà, Messieurs, ce que nous avons ordre de représenter à Vos Excellences de la part de nos Maîtres, l'union cordiale qui subsiste entre les Alliés, & les preuves réelles que nos Maîtres ont reçues, leur inspire une forte espérance, qu'à la faveur de cette Harmonie & de cette assistance efficace, cette affaire délicate & importante pourra être accommodée au contentement de nos Maîtres, qui de leur côté ne manqueraient jamais à donner des preuves de leurs intentions sincères, de cultiver avec soin l'amitié & l'union qu'ils ont en l'honneur de contracter avec d'aussi grands Princes.

*Résolutions de Leurs Hautes Puissances du 7. Août 1728.*

On le rapport des Seigneurs chargés d'examiner la Lettre du Sr. Hop l'un des Plénipotentiaires de L. H. P. au Congrès, datée de Paris le 29. Juillet & la Copie y jointe d'une Lettre écrite au Comte de Königsegg-Erps par le Comte de Sinzendorf, & communiquée à Mr. Hop par ledit Comte de Sinzendorf, touchant la situation des affaires d'Oostfrise, surquoi, après délibération, il a été trouvé bon & résolu de prier & commettre les Seigneurs de Singendonk & autres Députés pour les affaires d'Oostfrise pour entrer en conférence avec le Sr. Comte de Königsegg-Erps, Envoyé extraordinaire de Sa Maj. Imp. & lui déclarer que Leurs Hautes Puissances ont vu avec plaisir par la susdite Lettre du Comte de Sinzendorf les bons offices employés par ledit Sr. Comte de Königsegg-Erps auprès du Sr. Comte de Sinzendorf pour l'engager à écrire aux Commissaires Subdéléguez en Oostfrise de ne point pousser plus loin leurs exécutions & de faire voir jusqu'à ce que Sa Maj. Imp. en ait ordonné ultérieurement.

Que de même elles avoient remarqué avec plaisir que le Comte de Sinzendorf étoit d'avis que les susdits Commissaires Subdéléguez, s'ils n'ont pas d'ordres contraires, doivent se conduire de manière à prévenir toutes les voyes de fait. Mais L. H. P. ont bien remarqué au même tems, que ledit Comte de Sinzendorf faisoit quelque difficulté d'écrire aux Commissaires Subdéléguez, cette affaire n'étant pas de son département : Que L. H. P. apprenant d'un autre côté que lesdits Commissaires Subdéléguez poussaient leurs Procédures avec la dernière rigueur, jetant la Ville d'Embsen dans la plus grande inquiétude, puisqu'elle se trouve pour ainsi dire bloquée, en sorte qu'on a lieu de craindre les voyes de fait qui auroient de mauvaises suites qu'on voudroit prévenir.

Qu'il parait que le Comte de Sinzendorf est d'avis que les difficultés seroient bien-tôt applanies si le Magistrat d'Embsen se soumettoit à la Commission Impériale & témoignait son obéissance, que L. H. P. avoient laissé audit Magistrat toute sa liberté à cet égard, & ne lui avoit donné que des conseils de modération.

Qu'elles remarquent que le Comte de Sinzendorf a de L. H. P. une opinion qui ne leur fait pas de plaisir, puisqu'il s'imagina que L. H. P. fortifient ledit Magistrat dans sa prétendue désobéissance, pendant que réellement L. H. P. ont toujours conseillé au Magistrat de se soumettre ; & qu'effectivement le Magistrat a fait sa soumission par l'avis de L. H. P. & l'a envoyée, par écrit, à Vienne, suppliant seulement très-humblement que l'on eût égard à leurs Droits & Privileges faisant l'acquisition de Sa Maj. Impériale. Mais cette soumission a été rejetée par la seule raison qu'on y avoit ajouté cette prière :

Que L. H. P. considèrent présentement que ceux d'Embsen & leurs Adhérens sont déclarés par les Décrets Impériaux avoir encouru la perte de leurs Biens & de leur Vie. Elles ne voyent pas comment pouvoir

en conséquence leur conseiller de se soumettre à de tels Décrets, sur tout remarquant l'autorité avec laquelle le Prince & son Ministres a fait les Commissaires Subdéléguez, qui suivent en tout les intentions dudit Ministre, en sorte qu'il ne reste aucune porte ouverte aux représentations ou remontrances de ceux d'Embsen.

Que L. H. P. ayant la plus grande idée de l'équité naturelle, de la Clemence & de la bonté de Sa Maj. Imp. s'en rapporteroient volontiers à elle si c'étoit leur propre affaire, pourvu que Sa Maj. Imp. voulût bien l'examiner elle-même. Mais les grandes & importantes occupations de Sa Maj. Imp. ne lui permettant pas d'entrer dans l'examen détaillé des différends du Prince d'Embsen avec les États de son Pays & la Ville d'Embsen, L. H. P. ne pourroient être assurées sinon que les informations qui seroient envoyées à Sa Maj. Imp. & qui depuis quelque tems ne viennent que d'un côté des Parties, ne peut donner à S. Maj. I. qu'une fautive impression de ceux d'Embsen.

Que L. H. P. dans la seule vue de contribuer de tout leur pouvoir au rétablissement de la tranquillité & de la bonne Harmonie en Oostfrise, à quoi la République a un si grand intérêt, ont demandé si & à long-tems qu'on leur fit connoître jusqu'où pourroit s'étendre la Clemence de Sa Maj. Imp. en faveur des Remiens, & ce qu'on pourroit relâcher, dans l'exécution, de la rigueur des Décrets de l'Empereur & du Conseil-Aulique de l'Empire, enfin de quelle manière & jusqu'où les Constitutions & Loix fondamentales du Gouvernement d'Oostfrise seroient conservées, afin que L. H. P. fussent en état de conseiller la soumission à ceux d'Embsen & à leurs Adhérens ; mais qu'elles n'avoient reçu aucune réponse sur ce sujet & qu'ainsi on ne pouvoit exiger d'Elles de donner à ceux d'Embsen & à leurs Adhérens un Conseil d'où dépend leur bonheur, leurs Biens, & leur Vie ; ce qui l'empêche pas pourtant que L. H. P. ne leur laissent une entière liberté de faire ce qu'elles trouveront plus convenable.

Que quant à la Garnison de L. H. P. dans la Ville d'Embsen, où elle a toujours été depuis plus de 120. ans sans être à charge ni à la Ville ni aux États du Pays, il est vrai que L. H. P. considérant l'amitié qui subsiste entre Elles & Sa Maj. Imp. & l'Empire, & les avantages qu'on en a tirés de part & d'autre, elles ne peuvent se persuader qu'on ait intention de faire sortir leur Garnison de la Ville d'Embsen ; mais considérant d'un autre côté, ce qui leur parait tout-à-fait probable, que le Prince d'Oostfrise sollicite le Conseil-Aulique de l'Empire de délivrer la Ville d'Embsen de la Garnison de L. H. P. pendant que de même Prince fait donner tel des assurances qui se s'accordent guères avec des sollicitations, outre qu'on ne peut savoir, quel seroit le sentiment du Conseil-Aulique sur cet Article, & quelles en seroient les suites, Elles ne peuvent ne pas être dans une certaine incertitude, sur laquelle elles voudroient avoir des lumières qui ne se trouvent pas dans la Lettre du Comte de Sinzendorf.

Que par rapport aux Capitaux & intérêts que les Sujets de L. H. P. ont à prétendre de l'Oostfrise, L. H. P. verront volontiers l'effet des ordres que le Comte de Sinzendorf assure que l'on a donné pour satisfaire L. H. P. à cet égard ; mais elles ne peuvent déguiser leur inquiétude sur cet Article, particulièrement par rapport aux Capitaux négociés par la Ville d'Embsen, pour la réparation des Dignes, puisqu'on a enlevé à cette Ville sous divers prétextes les Seigneuries, & à ses Habitans les Biens qu'ils ont situés hors de la Ville, & que le Contrat passé, sous le bon plaisir du Prince, avec ladite Ville pour l'entretien des Dignes & ce qui en dépend, a été cassé de là part du Prince, fortifié de l'autorité des Commissaires Subdéléguez ; en sorte qu'il est aisé de prévoir que cette Ville sera hors d'état de satisfaire à ses obligations, aussi n'a-t-on point payé les intérêts depuis quelques années, & ceux des autres Capitaux fournis aux États de l'Oostfrise se trouvent en arrière de trois années.

Qu'au reste rien ne pourroit être plus agréable à L. H. P. que de voir qu'on trouvoit des moyens de rétablir le plutôt possible la tranquillité dans l'Oostfrise, & la forme du Gouvernement dans de bons fondemens, autant que faire se peut en conformité des Droits, Loix, & Accords du Pays ; & Elles prient le Comte de Königsegg-Erps de continuer à employer ses bons offices à cet effet, &c.

ANNO  
1728.

ANNO

1728. *Seconde Resolution de Vnres Hautes Puissances, du 7. Août 1728.*

Où le rapport des Seigneurs chargés d'examiner la Lettre du Sr. Hop l'un des Plénipotentiaires de L. H. P. au Congrès, datée de Paris le premier du courant & la réponse y jointe de Mr. le Cardinal de Fleury &c. surquoy, après délibération, il a été trouvé bon & résolu qu'il sera écrit au Sr. Hop que L. H. P. agréent ce que leurs Plénipotentiaires ensemble & lui Sr. Hop en particulier ont fait à cet égard; de plus que l'intention de L. H. P. est que leursdits Plénipotentiaires ou celui d'entre eux qui en aura la première occasion, témoignent à Mr. le Cardinal & au Garde des Sceaux, que les fortes assurances qu'ils ont donné d'appuyer & de secourir la République dans cette affaire ont été très-agréables à L. H. P. qui se reposent entièrement sur ces assurances. Lesdits Plénipotentiaires témoignent la même chose à ceux de la Grande-Bretagne.

Que L. H. P. ne souhaitent rien tant que de voir qu'on évite toute voye de fait qui peuvent donner lieu à de plus grands troubles; mais que d'une autre côté la Ville d'Embsden leur est d'une si grande importance pour leur sûreté, qu'elles ne pourroient en souffrir la perte, que cependant on ne peut la conserver, quand même la Garnison de la République y résisteroit, si les Bourgeois & les Habitans ne peuvent mettre le pied hors des murailles, & si ceux dont les Biens sont hors de la Ville sont réduits & aux portes au dernier désespoir; qu'il n'y a pas de différence entre attaquer une Ville à force ouverte, ou traiter les principaux Habitans dans leurs Biens de manière à leur enlever tous les moyens de subsister, & que c'est-là néanmoins la situation où se trouve la Ville d'Embsden, les Commissaires Subdélégués continuant toujours leurs mêmes Procédures, en sorte que depuis peu ils ont pris encore possession de deux endroits situés près de la Ville, ce qui est cause qu'elle est à présent fermée de toutes parts, excepté du côté de la Rivière; & de cette manière les Commissaires Subdélégués s'emparent également sous divers prétextes de tous les Biens que les Habitans de la Ville possèdent à la Campagne, & privent les Propriétaires de leurs Biens & de leur subsistance.

Que ce procédé inéquité d'autant plus leurs Hautes Puissances qu'on le continue avec un zèle affecté dans un tems où les Commissaires Subdélégués ne peuvent ignorer qu'on négocie actuellement sur les affaires d'Oostfrise, & que Sa Maj. Imp. est occupée à en délibérer, en sorte que pendant ce tems-là au moins ils devoient s'abstenir à toute procédure.

Les choses étant dans la situation que l'on vient de rapporter les Plénipotentiaires de L. H. P. concerteront avec ceux de France & de la Gr. Bretagne, & leur demanderont leur avis sur ce qu'il y a à faire pour secourir cette Ville & rétablir la tranquillité en Oostfrise.

Que L. H. P. ont appris avec plaisir par la Lettre du Sr. Hop avec quel empressement Mr. le Garde des Sceaux a parlé sur ce sujet au Comte de Sinsendorff, suivant les intentions de Mr. le Cardinal; & qu'elles souhaitent que les effets y répondent.

Que quant à ce que le Comte de Sinsendorff a dit entre autres choses qu'il avoit reçu un Courier le jour même qu'on lui parloit, & qu'il ne doutoit pas que le Comte de Königsegg-Erps n'eût aussi reçu en même tems de nouveaux ordres, sur ce sujet; L. H. P. n'avoient encore été informées de rien à cet égard par le Comte de Königsegg-Erps.

Et comme le Comte de Sinsendorff dit alors que puisque la Cour de France prenoit cette affaire si à cœur, il enverroit sur cela un exprès à l'Empereur, L. H. P. croyent qu'il convient d'attendre le retour de cet exprès; & que L. H. P. ne desireront rien davantage que d'apprendre que Sa Maj. Imp. auroit donné les ordres nécessaires pour corriger les procédures qui ont jeté la Ville d'Embsden dans l'état violent où elle se trouve; & où elle est dans le plus grand danger puisqu'elle est autant que bloquée & qu'on enlève la subsistance à ses Citoyens.

Que comme les affaires de cette Ville ne peuvent rester plus long-tems dans cette situation, L. H. P. craignent que faute d'un prompt secours, il n'arrive des choses capables de causer de plus grands troubles, & qu'elles ne se trouvent obligées, & pour la défense de

cette Ville, & pour leur propre sûreté, de s'opposer aux voyes de fait des Commissaires Subdélégués, & de les repousser, quelque peine qu'elles ressentent d'en venir à ces extrémités.

Que lesdits Plénipotentiaires concerteront avec les Ministres de France & de la Gr. Bretagne, s'il ne seroit pas à propos d'en parler encore au Comte de Sinsendorff, pour prévenir autour qu'on pourra, toutes les suites fâcheuses, &c.

*Reponse de Sa Majesté Impériale à Leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Généraux des PROVINCES-UNIES; sur les Affaires d'OOSTFRISE.*

IL est ordonné de déclarer de la part de S. Maj. Imp. Charles VI. Empereur des Romains, notre très-gracieux Seigneur, à Monsieur Hamel Bruyninx, Envoyé de Messieurs les Etats Généraux des Provinces-Unies, résidant à la Cour Impériale: Que les trois Mémoires par lui remis sur les Affaires d'Oostfrise, ont été très-humblement présentés à S. M. I., desquels Mémoires il étoit à inférer que la validité des Decrets Impériaux devoit être révoquée en doute, sous prétexte qu'ils étoient contraires aux Privilèges & Accords du Pays, & d'avoir été subreptivement & obreptivement surpris.

Que l'on croyoit être grevé par l'exclusion de la Ville d'Embsden & de quelques autres Membres qualifiés des Diètes du Pays, de même que par la Résolution Impériale du 4. d'Octobre 1727, où la Soumission des Habitans d'Embsden est rejetée comme non suffisante, & de ce que pareillement la Commission Impériale n'auroit proposé jusqu'à aucun temperament, pour pouvoir ramener la Paix & l'Union dans l'Oostfrise, mais que tout au contraire les Biens Nobles de la Ville d'Embsden auroient été mis en sequestre.

Que de plus Messieurs les Etats Généraux craignoient que l'on put avoir en vue de forcer indirectement leur Garnison de sortir d'Embsden, & de les priver par-là d'une possession de plus de 120. ans, dans laquelle ils étoient par des Accords & Conventions formelles faits entre les Princes & Etats du Pays avec connoissance & agrément des glorieux Ancêtres de S. M. I.

Quoique cependant il fût notoire à l'Empire & à toute la Terre, que la Principauté d'Oostfrise avec la Ville d'Embsden, comme partie de la Principauté, est une Province soumise seulement à l'Empereur & à l'Empire & appartenant au Cercle de Westphalie, que conséquemment S. M. I., comme Chef & Juge suprême de l'Empire ne peut permettre ou accorder à quelque Puissance Etrangère que ce soit, aucun Droit de connoissance ou protection dans les causes qui les concernent, & cela d'autant moins encore que déjà depuis plus de cent ans par une Loi publique contenue dans le Recès de l'Empire de 1603., tout ce que Mrs. les Etats Généraux ont entrepris par rapport à cette Principauté & particulièrement à l'égard de la Ville d'Embsden, a été déclaré être absolument sans force & de nulle valeur, & quant au rétablissement de la Paix & du bon ordre dans le Gouvernement, il y a long-tems que les fondemens en ont été jetés par les Sentences Impériales, ce qui doit rester en tout & par tout immuablement arrêté.

Pour ce qui est de la sécurité entière des Créanciers Hollandois, on y a pourvu à l'occasion du sequestre des Biens d'Embsden, en sorte que le pied sur lequel leur payement est réglé, ne se trouve aucunement changé par là.

Mais ce qui a été avancé de la part des Habitans d'Embsden, est absolument sans fondement, à savoir que par ce sequestre la Ville est comme bloquée & que l'entrée libre des vivres lui ait été diminuée ou totalement coupée, puisque la *Sauvegarde Impériale* même est obligée de tirer ses vivres en bonne partie de la Ville; qu'elle a donné route sorte de marques d'amitié à la Garnison de L. H. P. & qu'on a informé sur le champ leur Commandant le Lieutenant-Colonel Veldman, en quoi consistoit proprement les vœux du sequestre mis sur les Biens de la Ville d'Embsden, & de la Milice Impériale ordonnée à cet effet, afin qu'il n'eût aucun sujet d'en prendre ombrage; comme aussi par surabondance de soins, on enverra ordre précis à la Commission Impériale Subdéléguée, d'accorder



ANNO  
1728.

corder à la Ville d'Embsen l'entrée libre de tous les Comestibles. Enfin pour ce qui regarde la sortie de la Garnison Hollandaise de la Ville d'Embsen, Messieurs les Etats Généraux se souviendront de ce que la Commission Impériale Subdélégue leur a répondu dans une Lettre du 16. de Mars de cette année, sur la demande par eux faite, que *jusques ici il ne s'étoit rien passé là-dessus*. Et quoique S. M. I. n'ait aucune connoissance & ne sache rien des Accords & Conventions formelles entre les Princes & les Etats d'Oostfrise, reconnus par les glorieux Ancêtres & Prédecesseurs de Sa Majesté, en vertu desquels Accords & Conventions, leur Garnison doit avoir été introduite dans Embsen; Sa Majesté en attendra la Production, au cas que l'on persilte à se fonder là-dessus. Mais cependant afin que Messieurs les Etats Généraux puissent connoître dans cette même occasion l'affection & la considération particulière que S. M. Impériale a pour eux, quoique la Ville d'Embsen & quelques Habitans d'Oostfrise n'ayent pas mérité cette grace Impériale, par leur coupable résistance & désobéissance; Sadite Majesté a bien voulu ce nonobstant donner ordre à la Commission Impériale en Oostfrise d'assembler une Diète dans ladite Province, & de fixer, en la convoquant, le terme de quatre semaines à tous & chacun de ceux qui jusqu'ici ont été *Renitens*, pour apporter la Déclaration de leur soumission, suivant la teneur des Patentes Impériales des 18. Janvier & 19. Juin 1726 & la Résolution Impériale, en conséquence du 4. d'Octobre 1627. comme encore suivant l'admonition & injonction de la Commission Impériale à ce sujet aux Bourguemaitres Conseillers d'Embsen & à tous leurs Adhérens en Date du 27. Janvier de l'Année courante, & en même tems, pour leur ôter tout sujet de crainte, de donner aux Comparans un Sauconduit Impérial avec cette très-gracieuse Déclaration en outre, que chaque Renitent (excepté néanmoins spécialement tous ceux qui avoient avoir eu part aux Homicides faits en particulier, ou qui en seroient convaincus juridiquement) lequel se conformera à la sùdite soumission, sera entièrement affranchi des peines marquées dans les Patentes Impériales, qui sont la privation de tous Honneurs, Dignités, Offices, Privilèges, soit échus par Héritage, ou autrement acquis, comme aussi de la perte de la vie; en réservant cependant le contingent dû pour compenser les Dommages soufferts par le Prince, & les fidèles Sujets & Habitans d'Oostfrise: Mais tous les Renitens Infracteurs de la Paix, qui se feront une seconde fois indignes de cette grace Impériale par une opiniâtre désobéissance & contumace, non-seulement seront & demeureront condamnés aux peines énoncées dans les Patentes Impériales, mais encore à la perte de tous leurs Biens & Possessions en quelque lieu & Pays du St. Empire Romain que lesdits Biens se trouvent, de sorte que la punition aura son exécution & sera mise en effet, sans remission, de laquelle grace seront néanmoins exceptés les deux Auteurs & Boutes-feu de cette Rébellion, *Bernard Henri d'Appel & Rudolphe de Rheeden*, contre lesquels on procédera plus outre, suivant l'ordre de la Justice, de manière pourtant qu'après que le Procès d'Inquisition aura été achevé, & le rapport de la Commission Impériale envoyé à Sa Majesté, elle se réserve après la soumission ensuivie, à se déclarer en outre sur la mitigation de la peine méritée.

Or comme il paroît suffisamment par tout ceci, que Sa Majesté Impériale dans cette abominable Rébellion arrivée en Oostfrise, préte le sentiment de la Clemence & de la benignité naturelle à la rigueur de la Justice, aussi se promet-elle de Messieurs les Etats Généraux, que non-seulement à l'avenir ils n'écouteront pas davantage les Magistrats d'Embsen & autres Seditionnaires, tant au dedans qu'au dehors de la Ville, qui pourroient ultérieurement avoir recours à eux; Mais que bien plutôt ils les exhorteront de quitter leur désobéissance, & de se soumettre dûment aux Ordonnances de l'Empereur, comme émanées du Juge Suprême de l'Empire, d'autant que c'est-là le seul vrai moyen & le plus efficace pour rendre entièrement le repos dans la Principauté d'Oostfrise & à la Ville d'Embsen, à quoi S. M. Impériale, en vertu de sa Fonction Suprême, ne cessera jamais de contribuer tout ce qui sera aucunement possible. Sur ce S. M. Impériale demeure affectionnée à Mr. l'Envoyé, le faisant assister de sa grace Impériale. *Signé à Graatz, & scellé du Sceau secret de S. M. Impériale le 6. Sept. 1728.*

ANNO  
1728.

Memoire pour servir d'Instruction à Monsieur le Baron de Fönseca sur l'Affaire d'OOSTFRISE.

Les différens entre les Princes ci-devant Comtes d'Oostfrise & leurs Etats Provinciaux, sur tout la Ville d'Embsen, durent au delà d'un Siècle. Ils provenoient en bonne partie de ce que les derniers par le moyen de l'assistance, qu'ils recherchoient auprès des Etats Généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas, tâchoient de se soustraire non-seulement de l'obéissance due à leur Seigneur Territorial, mais aussi de la dépendance, qui les soumet au suprême pouvoir de l'Empereur & de l'Empire.

Par un Decret de l'Empereur Rudolph Second de l'année 1589. il fût expressément interdit tant au Comte Edzard d'Oostfrise, qu'aux Etats Provinciaux d'entretenir avec LL. HH. PP. une liaison, qui pourroit paroître suspecte, ou préjudiciable aux Droits de l'Empire.

Nonobstant cette défense il fût concilié par l'entremise desdits Etats Généraux un Accord à Delftzel le 15. Juillet 1597. par lequel Accord on prétendoit terminer les différens, qui dans ce tems-là étoient survenus entre le Comte Edzard & ses Sujets. Et par une Convention du 9. Sept. de la même année les Etats Généraux s'engagerent à la garantir. Dans le dernier Article de ce même Accord il fût stipulé, qu'il ne devoit préjudicier en rien au suprême pouvoir & à la Jurisdiction de l'Empereur & de l'Empire à l'égard de la Province d'Oostfrise, & Messieurs les Etats Généraux ne eurent pas le pouvoir dispenser de s'excuser auprès de l'Empereur par une Lettre très-soumise & respectueuse datée le 19. Sept. de la même année, de ce qu'ils s'étoient ingérés dans les différens susdits.

L'Empereur Rudolph Second, sans avoir égard à cette Déclaration des Etats Généraux, cassa l'une & l'autre Convention par un Decret publié dans l'année 1597. lequel Decret en cinquante cinq Articles regle tout ce qui regarde l'Etat intérieur de la Province d'Oostfrise, & établit d'une part les Droits du Seigneur Territorial, & de l'autre les Libertés & Privilèges de ses Etats & Sujets, particulièrement ceux de la Ville d'Embsen.

Le Magistrat de cette Ville peut d'autant moins contrevenir à une Décision si solennelle, puis que tous les ans à l'occasion de sa renouation il est obligé de prêter Serment de vouloir en observer tout le contenu & que par les Concordats passés, deux ans après, entre le Comte Enno & sa Noblesse, Villes & Villages, particulièrement la Ville d'Embsen, cette résolution de l'Empereur Rudolph Second fût expressément confirmée, outre qu'il en est fait mention dans toutes les Réversales, que les Comtes, ou Princes d'Oostfrise font accoutumés de donner à leurs Etats à l'occasion de l'Hommage, qui leur est rendu.

En effet on eut lieu de se flatter, que par la Sentence susdite on prévindroit à l'avenir tous les troubles, la Ville d'Embsen ayant reconnu la Jurisdiction de l'Empereur, avant que la Sentence fût prononcée, & y ayant acquiescé du depuis, & même remercié l'Empereur Rudolph Second de ce qu'il avoit fait en sa faveur.

Mais comme d'un côté les dissensions intestines furent fomentées de ceux, qui souhaiterent de réunir la Province d'Oostfrise à la République d'Hollande, & que de l'autre côté les Bourgeois d'Embsen aspirerent de tout tems à une indépendance entière, ils excitèrent des nouveaux troubles, peu après la mort du Comte Edzard, & ne voulurent pas reconnaître le même pouvoir & autorité dans son Successeur le Comte Enno, qu'ils avoient eux mêmes reconnu dans l'autre.

L'affaire fut portée à la Diète de l'Empire tenuë en 1623. & l'Empereur conjointement avec les Etats assemblés à la Diète condamna le recours, que ceux d'Embsen eurent alors aux Etats Généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas, il fut même résolu d'envoyer une Ambassade solennelle à ces derniers, pour leur insinuer, qu'ils eussent à s'abstenir de se mêler dans les affaires de l'Empire, & d'accorder leur protection à des Sujets étrangers.

On decreta en même tems au nom de l'Empereur & de tout l'Empire *Mandata advocatoria* contre les Sol-

dats

ANNO  
1728.

datés des Généraux, qui entroient dans la Province d'Oostfrise & y commettoient la moindre violence, & ajoutant une clause pénale du Ban de l'Empire contre les Sujets de l'Empire, & de la mort contre les contrevenans étrangers.

Ceux d'Embsden furent taxés de rebelles & de séditieux, leurs Ecris défendus comme scandaleux, & ils furent menacés d'être mis eux mêmes au Ban de l'Empire & exécutés à la dernière rigueur, en cas qu'ils persisteraient dans leur désobéissance.

Pour peu qu'on soit versé en ce qui regarde la constitution de l'Allemagne, on sçait, qu'un Recès de l'Empire, comme est celui de l'an 1603, est une Loi, à laquelle l'Empereur, sans le consentement des Etats assemblés en Diète, ne sçauroit déroger, & dont toute la teneur sert de règle inviolable aux supêmes Tribunaux établis en Allemagne, les Membres de ces mêmes Tribunaux étant obligés par leur Serment de s'y conformer entièrement, & cette seule réflexion suffit pour justifier les Decrets Imperiaux émanés du depuis dans cette même affaire.

Il est bien vrai, que l'Accord fait à la Haye dans la même année 1603, paroissoit derechef fonder la Médiation, & la Garantie des Etats Généraux, mais outre que selon le Recès mentionné ci-dessus, il n'étoit pas permis au Comte Enno d'avoir recours à une Médiation étrangère, cet Accord fut extorqué de lui par les Troupes Hollandoises, envoyées dans la Province d'Oostfrise & tant lui, Comte Enno, que son Fils & Successeur le Comte Rudolph Christian & même les Etats d'Oostfrise, excepté la Ville d'Embsden, desavouèrent hautement ledit Accord en différentes occasions, particulièrement en 1619. 1620. 1626. & 1634. Après la mort du Prince George Christian arrivée en 1667, les différends entre le Prince & les Etats d'Oostfrise furent de nouveau portés au Conseil Imperial Aulique, il fut interdit aux deux Parties d'évoquer la cause à une cognition étrangère, & on donna à connoître à Messieurs les Etats Généraux, que l'Empereur, quel que desir qu'il ait de vivre en bonne Union avec eux, soutiendrait avec fermeté les Droits, & ceux de l'Empire.

Quelques années après, on s'adressa de la part du Prince à la Republique d'Hollande & les Etats d'Oostfrise eurent recours au Conseil Imperial Aulique.

L'Empereur Leopold de très-glorieuse Mémoire, non-obstant l'étroite Union, qui subsistait alors entre Sa Majesté Imperiale & la Republique d'Hollande, ne balança pas à condamner hautement le recours, qu'on auroit à une Puissance étrangère; On decreta: *Mandata inhibitoria de non trabendo causam ad exteros*, on déclara nul & invalide tout ce qui se feroit en conséquence d'un tel recours & par un Decret, qui fut insinué à l'Envoyé Hollandois, qui résidoit à la Cour Imperiale, on lui donna à connoître en des termes très forts, que l'Empereur ne souffrirait jamais, que les Etats Généraux s'ingérassent dans les affaires qui étoient uniquement du ressort de sa Jurisdiction.

De pareilles résolutions furent réitérées dans l'année 1682. & 1688. & pour leur donner plus de poids, on ne se contenta pas de casser la Garantie des Etats Généraux, mais on accorda contre cette même Garantie un *Conservatorium*, dont furent chargés les Directeurs du Cercle de Westphalie.

Il se trouve même une Déclaration solennelle & judiciaire du 24. Juillet 1677. de la part de tous les Etats d'Oostfrise, y comprise la Ville d'Embsden suivant laquelle Déclaration ils renoncèrent expressément à la Garantie & Médiation susdite, ce qui fut repeté plus d'une fois depuis en leur nom.

Dans ces temps-là personne n'osoit revoquer en doute le Droit incontestable de l'Empereur de prononcer sur les Procès qui furent agités alors devant ce Conseil Imperial Aulique in *Punctis Gravaminum, Reverſitum & Homagii*; cependant tous ces Procès furent à la fin terminés à l'amiable dans l'année 1693. par l'entremise de deux Princes de l'Empire, à sçavoir de l'Electeur de Brandebourg & du Duc Ernest Auguste de Brunswick-Lunebourg.

La Transaction passée à Hanovre entre les deux Parties, a pour fondemens, les Decrets, Décisions & Résolutions Imperiales, la Confirmation de l'Empereur fut jugée nécessaire par l'Article XVI. de cette Transaction & dans les Réverſales, que le Prince Christian Eberhard eut à donner en conséquence de ce même Accord, il est expressément dit, que la Regence de la

Principauté d'Oostfrise devoit être réglée selon la Sentence de l'Empereur Rudolph II. de l'an 1597. & selon les Decrets, Recès d'Exécution, & Résolutions Imperiales émanées du depuis, même que tous les Accords passés entre les Comtes ou Princes d'Oostfrise & leurs Etats, ne seroient censés d'être confirmés, qu'en tant qu'ils ne porteroient aucun préjudice à la Jurisdiction & pouvoir suprême de l'Empereur & de l'Empire. Un si grand nombre d'Accords, & de décisions ne suffit point, pour mettre la Ville d'Embsden à la raison & à son devoir.

De nouveaux Grieffs furent portés au Conseil Imperial Aulique tant de la part du Prince, que de celle des Etats Provinciaux, & la Jurisdiction de ce Tribunal suprême fut reconnue de toutes les deux Parties, par ce qu'on appelle *Litis contestationem*. Dans les résolutions qui de temps en temps furent publiées sur ces Grieffs, on ne toucha point ni aux Libertés & Privileges fondez sur les décisions Imperiales antérieures, ni aux Accords reconnus valables par les Réverſales des Antecessors du Prince d'aujourd'hui, & par la Transaction d'Hanovre.

Bien loin d'y toucher, on les confirma dans toute leur étendue, ne retranchant seulement que les abus, qui sous prétexte d'un long usage s'étoient glissés dans l'administration des deniers publics, abus, qui ne se trouvent fondez sur aucun des Accords susdits.

Le Droit d'imposer des Collectes, de les repartir, exiger & administrer, fut laissé à la Députation élue des Etats & confirmée selon l'ancienne observance par le Prince.

On eut soin de pourvoir à la sécurité des Capitaux des Hollandois & la Signature du Commissaire du Prince fut jugée superflue à l'égard des Comptes qui devoient se rendre des deniers publics. Mais en même temps il fut décidé, que le susdit Commissaire du Prince devoit intervenir à la revision de ces mêmes comptes, & qu'il seroit autorisé de s'opposer aux mauvais usage, qu'on voudroit faire des fusdits deniers.

Les Libertés & Privileges des Etats ne pouvant priver le Prince du pouvoir attaché à sa Dignité, d'avoir une inspection supérieure sur ce qui regarde un point si essentiel à son propre intérêt & à celui de ses Sujets.

Quelque juste & équitable que fût cette Résolution de l'Empereur & quoiqu'il y eut des voyes légitimes pour en solliciter, après une soumission préalable, le redressement, desquelles on pourroit encore se servir à l'heure, qu'il est, en cas qu'il y eût là dedans quelque chose qui blessât la constitution du Pais. Ceci suffit pour porter les esprits turbulens d'Oostfrise à la revolte, & aux derniers excès, entremêlés de plusieurs meurtres & autres crimes énormes.

Des bouteux, qui tâchoient de pêcher en eau trouble, & de soulager par ce moyen leur propre indigence, ne cessèrent de crier, qu'on avoit donné atteinte aux immunités du Peuple, qu'on renversoit la forme de la Regence, & qu'on frustrait Messieurs les Etats Généraux de la sécurité de leurs Capitaux.

On assiegea le Prince, on pilla ceux qui lui étoient attachés, & on saccagea leurs Terres. L'Empereur informé de ces desordres ne put s'empêcher d'y envoyer une Commission, & de la faire soutenir par des Troupes réglées des Cercles les plus voisins.

Cette Commission n'eût nullement autorisée à renverser le Système intérieur du Pais fondé sur les Décisions Imperiales & sur les Accords susdits. Elle n'a qu'à mettre en exécution les Decrets de l'Empereur & quoiqu'on ait porté à différentes reprises de grandes plaintes contre cette Commission, on n'a jusqu'à présent pu en spécifier aucunes, où elle eût surpassé ses ordres.

Et l'Empereur a toujours déclaré, que si cela arrivoit, il y remedieroit incessamment, cependant des rebelles & séditieux de cette nature ont trouvé leur appui auprès des Etats Généraux: Il est vrai, que dès le commencement on a procédé avec plus de réserve & de modération de la part de ces derniers, puisque dans les résolutions, qu'ils ont prises le 16. Juillet 172c. le 16. Fevrier & 23. Juillet, ils ont protesté de ne vouloir toucher ni directement ni indirectement à la Jurisdiction & Autorité Imperiale. Mais cet esprit d'équité n'a pas été soutenu dans la suite.

On a taché de rassurer LL. HH. PP. de leurs prétendues craintes par la résolution de l'Empereur du 13. Septembre 1728. dans cette vue on a accordé aux

ANNO  
1728.

Remi-



ANNO  
1728.

Renitens un nouveau Sauf-conduit à la réserve des deux Bourgeois, & de ceux qui auroient commis des meurtres, sans exiger des desobéissances autre chose, que la soumission & indemnification de ceux, qui innocemment ont souffert par ces troubles, & on a répété ce qui fut ordonné ci-devant pour la sécurité des sommes prêtées dans les besoins publics.

Et comme peu après Messieurs les Etats Généraux s'étoient formés un doute assez inutile, comme si par les meurtres on vouloit entendre tous ceux, qui avoient eu part aux tumultes publics, on donna ordre le 28. Novembre de l'année passée au Comte Wenceslaus de Sinzendorf, de déclarer au nom de l'Empereur son Maître, que son intention n'étoit pas de comprendre sous le nom de meurtres, tous ceux qui auroient eu part aux tumultes, où quelqu'un eût été tué, mais uniquement ceux, qui auroient commis des meurtres particuliers.

Tant de complaisances n'ont pas été capables de détromper Messieurs les Etats Généraux des vœux, qu'ils paroissent avoir en cette affaire directement opposées aux Droits de l'Empereur & de l'Empire.

Le terme des deux Mois, prescrit dans le nouveau Sauf-conduit, alloit expirer par la faute de ceux, qui avoient tardé à se soumettre; & Messieurs les Etats Généraux, bien loin de leur prêcher la voye d'obéissance, ne peuvent plus disconvenir de leur avoir conseillé tout le contraire.

Nonobstant que ce dernier point se vérifie par leurs propres Résolutions, ils voulurent rejeter la faute de l'expiration du susdit terme sur la Commission Impériale, & on eut soin de crier fort à la Cour de France, de laquelle on obtint à la fin un biller, que Monsieur le Garde des Sceaux écrivit aux Plénipotentiaires de LL. HH. PP. le 7. Dec. de l'année passée.

Monsieur le Cardinal de Fleury écrivit quasi en même temps à Sa Majesté Impériale & dans sa Lettre du 11. Decembre il insista 1. que sans faire mention de la possession, où la République croyoit être depuis plus de 120. ans, d'avoir une Garnison dans la Ville d'Emden, ou ne les inquiétât pas là-dessus. 2. qu'on accordât un Sauf-conduit aux Renitens pour se présenter au Tribunal de la Commission, & qu'on leur promît une amnistie, à l'exception des deux principaux coupables, auxquels pourtant on n'ôtéroit ni la vie, ni les Biens en entier. 3. qu'on ne préjudiciât point à l'Hypothèque que les Hollandais ont sur les Biens Embednois pour les sommes qu'ils leur doivent. Et enfin 4. que la Commission Impériale ne toucheroit pas aux anciennes Conventions passées entre le Prince d'Oostfrise & les Etats du Pais, dont la République étoit Garantie, & dont le Prince avoit juré l'observation, quand il reçut le Serment & l'Hommage de ses Sujets.

En même temps que Monsieur le Cardinal fit ses instances pour obtenir ces quatre Points en faveur des Hollandais, il avoua par sa Lettre à l'Empereur, qu'il étoit convenu avec Monsieur le Comte de Sinzendorf, que ceux d'Emden devaient par préalable se soumettre sans restriction à l'autorité Impériale & exécuter ses Decrets, & il y ajouta, que si l'Empereur vouloit bien accorder ces quatre Points, les Hollandais lui en auroient l'obligation entière, & qu'il se réserveroit en son particulier la reconnaissance respectueuse, qu'il partagera avec eux.

Monsieur le Garde des Sceaux dans le billet mentionné ci-dessus, s'exprima quasi en mêmes termes, & il y suppose, que Messieurs les Etats Généraux porteront de bonne foi les Peuples d'Oostfrise à faire les Actes de soumission tels, que Sa Majesté Impériale n'ait pas lieu de croire, que l'on veuille attaquer son autorité de Juge suprême.

Or par la réponse, que l'Empereur a fait donner à Monsieur le Cardinal, on lui accorda sur les quatre Points susdits tout ce qu'il pouvoit raisonnablement attendre.

On déclara 1. qu'il n'avoit jamais été question & qu'il n'étoit non plus à présent, de faire sortir la Garnison Hollandoise de la Ville d'Emden. On condescendit 2. à la prolongation tacite du Sauf-conduit, sans en excepter que les deux Principaux coupables, & ceux qui seroient convaincus des crimes, dont Monsieur le Garde des Sceaux supposoit lui-même, que Messieurs les Etats Généraux ne voudroient jamais autoriser l'impunité. En faisant espérer, que dès que le Procès des deux Principaux coupables seroit instruit, l'Empereur en useroit plutôt selon la Clémence que selon la rigueur des Loix.

On repeta 3. la promesse de ne vouloir pas toucher aux Hypothèques des Hollandais, & on donna à connaître 4. que non-obstant que toutes les Constitutions de l'Empire on ne s'auroit faire la moindre attention à la Garantie de Messieurs les Etats Généraux, l'intention de l'Empereur n'étoit pas d'abolir les anciennes & valables Conventions passées entre le Prince d'Oostfrise & ses Etats; que la Commission Impériale établie dans le Pais n'avoit autre chose à faire, que de mettre en exécution la Sentence de l'Empereur sur des Points qui depuis tant d'années étoient juridiquement agités devant le Conseil Impérial Aulique, & qu'enfin, si ceux d'Oostfrise se croyoient fondés à porter quelques plaintes contre les *Conclusa* dudit Conseil, ils devroient le faire, non par des voyes de fait, mais par des voyes prescrites dans les Loix de l'Empire.

En combinant cette Déclaration avec les quatre Points contenus dans la Lettre de Monsieur le Cardinal, à l'Empereur, on ne pourra pas disconvenir, que l'Empereur de son côté avoit satisfait à tout ce qu'on paroît vouloir lui; Et on devoit naturellement espérer de la droiture & des bonnes intentions de Monsieur le Cardinal, que suivant sa promesse positive il porteroit par l'entremise de Messieurs les Etats Généraux, ceux d'Oostfrise à se soumettre, pour préalable & sans restriction à l'Autorité Impériale & à exécuter ses Decrets. Qu'il disposeroit les Hollandais à avoir, de tant de complaisances, l'obligation entière à l'Empereur & que même il en partageroit avec eux une respectueuse reconnaissance. Voici ce qu'on devoit naturellement se promettre en réfléchissant sans prévention sur la suite de ce qui s'est passé en cette affaire.

Cependant le contraire est arrivé quasi en tout & si Monsieur le Cardinal n'est pas convaincu à ce coup des sinistres lésinuations, qu'on lui fait sur les affaires de l'Empire, on sera obligé de renoncer à toute espérance de le pouvoir désabuser.

Il est bien vrai, que Monsieur le Cardinal de Fleury a d'abord paru très-content de la résolution susdite de l'Empereur & même à l'heure qu'il est, il semble s'inquiéter uniquement de ce que la prolongation du terme n'avoit pas été publiée, sans considérer, qu'on peut bien pour un temps suspendre l'exécution des Decrets Impériaux & donner pour cet effet des ordres secrets à la Commission, comme cela s'étoit fait dans cette occasion, puisque depuis l'expiration du terme des deux Mois, exprimé dans la dernière amnistie, presque trois autres Mois sont écoulés, sans qu'on eût continué la moindre procédure; mais qu'il n'étoit pas faisable de traîner cela à l'infini, ni de la dignité de l'Empereur d'offrir coup sur coup des amnisties à des Gens qui se foudroient si peu d'en profiter.

Du reste l'assurance, qu'on suspendra pour un temps l'exécution des Decrets Impériaux, a été donnée en des termes très-clairs à Monsieur Hamel-Bruyninx & on a de la peine à s'imaginer qu'il aura manqué à en informer LL. HH. PP. en tout cas ce seroit sa faute & non pas celle du Ministre de l'Empereur. Quoi qu'il en soit, Messieurs les Etats Généraux n'ont guères témoigné de reconnaissance pour les égards infinis que l'Empereur a eu pour eux dans l'affaire d'Oostfrise. Ils ne se contentent pas d'être assurés qu'on ne touchera pas aux Privilèges, Concessions & Accords passés sous les auspices Impériaux entre le Prince & ses Etats, mais ils veulent soutenir une Garantie rejetée & déclarée illicite depuis plus d'un Siècle quasi de tous les Prédécesseurs de Sa Majesté Impériale d'aujourd'hui & des Etats de l'Empire assemblés en Diète.

Ils insistent sur des prétendus usages & reconventions qui tant de fois ont été cassées & annulées juridiquement & qui sont contraires à la Sentence rendue par Rudolphe II., au Serment que le Magistrat d'Emden eût tenu de prêter en conformité de cette Sentence, & aux Réversales mêmes, que les Princes d'Oostfrise sont obligés de donner en recevant l'Hommage de leurs Sujets.

Enfin on outre tellement les choses de leur part, que peu satisfaits du pardon, que Sa Majesté Impériale a eu la bonté d'accorder à tant de coupables, ils osent demander, que ceux-ci eussent à porter tous les frais causés par la révolte des autres & que les auteurs & complices de la révolte n'aient rien à y contribuer.

Car il est à noter, que ce qu'on appelle une amende, n'est pas une chose qui tourne au profit du Prince, mais une taxe, qui est employée pour repaier en partie les pertes de ceux qui ont été pillés par les Renitens.

Or

ANNO  
1728.

ANNO 1729. Or on sçait la différence qu'il y a *inter punam & reparationem damni dati*, un Juge peut plus aisément remettre l'amende qu'il ne sçauroit le dispenser de faire attention à la réparation des pertes causées injustement, puis qu'à cette réparation le Droit d'un tiers est notablement intéressé.

De tout ce que l'on vient de dire, il est aisé d'inférer que tant, que de la part de LL. HH. PP. on insistera sur des extremitez semblables, on ne pourra jamais finir l'affaire d'Oolstrife à leur gré.

L'Empereur ne peut pas s'écarter de la voye, qu'ont suivi ses Augustes Prédecesseurs dans l'Empire même en des temps, où ils étoient étroitement liez avec la Republique d'Hollande; il ne peut rien faire, & ne fera jamais rien, qui blesse les Droits de l'Empire, & en qualité de Juge suprême il ne sçauroit condamner les innocens à porter la peine des coupables; du reste comme il a toujours témoigné de l'amitié à Messieurs les Etats Généraux, il a déjà eu & il aura même à l'avenir pour eux tous les égards qui, sans son autorité Imperiale, saut les Droits de l'Empire, saut les regles de la Justice, & le Droit d'un tiers, pourroient avoir lieu, dans l'entière confiance qu'il a que LL. HH. PP. voudront y répondre de leur côté & ne pas tant écouter les cris de Gens indignes & chargés de crimes les plus énormes.

Le Baron de Fonséca aura soin d'informer Monsieur le Cardinal de Fleury de tout le contenu de ce Memoire, & de lui faire comprendre qu'il étoit impossible de laisser les affaires d'Oolstrife dans l'état où elles sont, & dans l'incertitude où l'on est de la soumission des Remittens, de suspendre trop long-temps l'exécution des Decrets Imperiaux: puisque naturellement la prolongation du terme de l'amnistie devoit servir à ramener pendant cet intervalle ceux qui s'étoient écartez de leur devoir.

Il en fera encore auprès des autres l'usage, qu'il croira convenir au service de Sa Majesté Imperiale & il entretiendra avec les Ministres de l'Empereur à la Haye, à Londres & à Berlin une exacte correspondance, sur les matières qui ont du rapport aux affaires dont ils sont chargés.

*Lettre des Embdenois à la Commission.*

N. N.

Nous n'avons pas voulu laisser passer le terme qui nous a été accordé très-gracieusement pour faire notre très-obéissante Soumission. Nous croyons que nous ne pouvons marquer trop de respect & trop d'obéissance à la Souveraine & non interrompue Jurisdiction de Sa Maj. Imp. C'est pourquoi nous ne manquons de vous présenter ici notre très-humble Soumission, & nous sommes avec tout le respect imaginable,

N. N.

*Vos très-soumis & obligez.*

Les Bourguemaîtres & le Conseil de la Ville d'Emden.

*Acte de Soumission des Embdenois.*

Pour obéir très-respectueusement à la Patente expedée le 13. Septembre de l'année dernière par notre très-gracieux Empereur & Seigneur, & à nous insinuée le 23. Novembre d. a. par la Commission Subdeleguée, Nous Bourguemaîtres, & Conseil, comme aussi le Collège des Quarante de la Ville d'Emden, nous nous y soumettons, & souscrivons formellement à tous les *individus* qui y ont rapport tant en notre nom que pour toutes les Seigneuries de la Ville d'Emden, Oldersum, Borsum, Jarsum, & Widdelswehr, comme aussi Up & Wolthufen, y obéissant très-respectueusement dans toutes les clauses & tous les points qui y sont contenus, & nous y sommes enjoint; & notre volonté est, en conséquence, que notre présente Soumission très-respectueuse soit remise à la Commission Imperiale. Fait à Emden dans la Maison de Ville le 24. Mars 1729.

TOM. VIII. PART. II.

*Bourguemaîtres.*

Mathias Wermelskirken.  
Johannes Hiling.  
Johannes Budde.  
Houwou Bonne Penneborg.  
Gerard Helling, *Sindic.*

*Conseillers.*

Hayco Haykens.  
André Wichers.  
Georg Wilhelm Stirn.  
Adolf Christof Stochius.  
D. J. André.  
Petrus Saur.  
Jacques de Pottere.  
Menlet Haykens, *Dr. Secret.*  
Brunder Tecio Langebois, *Dr. Secret.*  
Adolph Christof Stochius.  
V. Secret.

*Les Quarante.*

Helias Loeffing, *Presf.*  
Georg Welp *Presf.*  
Uffko Beenders, *Presf.*  
Dirck Beekman, *Presf.*  
Jan Dircks Swelwing.  
Jan Hylen.  
Hendrick Helling.  
Quirinus Warners.  
Johannes Eylshenius, *absent.*  
Wilhelm Schryver, *absent.*  
Severin Kloppenborg.  
Peter D. Dethleven.  
Johannes Artopée.  
Jan Bloëhor.  
Berend Theesen-Bonck.  
Tjark Cnop.  
Johan Gerhard Havelberg.  
Jan Berens Hagedorn.  
Hans Eppen Bruiniog.  
Nicolas Tholen.  
Hendr. v. Enen,  
Syvert Sivers.

Johannes Duyff.  
Jan Theman.  
Philippe Beauvillage.  
Enno Paul van Wingene.  
V. Secret.  
Dode Jurgens Varver.  
Anton. Gabriel Mehder.  
Hermannus Haykens.  
Nicolas Merloio, *absent.*  
Waelke Martens.  
Johannes van Renckum.  
Peter Ludens.  
Philippus Eedens de Gra-  
ve.  
Frerick Rooffs Ruyt.  
Meinert Meiners.  
Hessel Budde.  
Peter Gerbrandts Celos.  
Peter Beckman.  
La Place de Secrétaire va-  
cante.

*Reponse de la Commission aux Embdenois.*

A Aurich le 25. Mars 1729.

N. N.

Nous avons bien reçu votre Lettre d'hier avec sa soumission signée par vous & par les Membres du Collège des Quarante. Nous n'avons pas manqué de l'accepter quoique nous n'ayons pas encore reçu de résolution sur ce sujet, & nous ne manquerons pas d'envoyer aujourd'hui l'une & l'autre où il est nécessaire, mais avec cette restriction, saut ce que les Conseillers-Deputés du Prince, à qui nous en avons donné communication, auront à représenter contre. De plus nous devons vous marquer que nous ignorons que le terme fixé dans la Patente du 13. Sept. 1728. pour délivrer votre soumission & expiré dès l'année passée, ait été prolongé jusqu'à présent; depuis que *ratione Materialium* nous trouvons que votre Soumission est couchée en termes trop généraux, puisqu'on n'y nomme seulement pas les divers Decrets Imperiaux, Patentes & Conclusions du Conseil Aulique de l'Empire emanés de tems en tems sur les présens démelez du Pais, ni les Sentences de la Commission, auxquelles néanmoins on auroit dû faire attention, on n'y dit pas non plus quelle obéissance on a rendu. On prétend rendre aux Sentences de la Commission Imperiale en conséquence de la Lettre & Décision que nous vous avons envoyées le 27. Janv. 1728. & confirmées dans la Patente du 13. Sept. d. a. Outre cela pourquoi les Membres du Conseil & des Quarante cassés pour avoir fait leur Soumission dans le tems, n'ont-ils pas été rétablis dans leurs emplois, & que l'on en a admis d'autres à signer en leur place. Et d'autant qu'à ces causes un délai paroît nécessaire, nous vous en accordons un, en vertu des présentes, *pro omni*, de quinze jours à compter du jour de l'insinuation des présentes, *sub poena praesentis*, & d'être privez *beneficio restitutionis in integrum*; pendant lequel nous dépêcherons une ultérieure relation, dans l'espérance que conformément aux *Monita* ci-dessus, vous dresserez une autre Soumission, avec expression des termes & clauses insérées dans les Résolutions & Patentes Imperiales du 18. Janv. 1726. 4. Oct. 1727. & 13.



ANNO  
1729.

& 13. Sept. 1728, & qu'elle sera signée, comme il a été exigé, par les Quarante, & ce au plus tard le 9. Avril prochain, afin que nous puissions en faire rapport le 12. &c.

Signé,

C. H. Ed. v. BERGER.

J. J. RÖBER.

*Communication de la Soumission des Embdenois au Ministere du Prince.*

N. N.

Nous vous communiquons par celle-ci la Soumission que nous a envoyée le Magistrat d'Emden, afin que s'il y a quelques remarques ou observations à y faire de la part du Prince vous nous le fassiez savoir dans trois jours, afin que nous puissions en dépêcher une relation par la premiere poste. Nous vous prions de nous croire &c.

à Aurich le 25. Mars 1729.

Signé,

C. H. Ed. v. BERGER.

J. J. RÖBER.

*Remarques du Ministere du Prince sur la Soumission du Magistrat d'Emden.*

Le 28. Mars 1729.

Pref. Commiss. Cesar.

Après vous avoir remercié de nous avoir communiqué la prétendue Soumission produite par les Bourguemaitres, Conseil, & Quarante de la Ville d'Emden d'abus de leur propre autorité & sans la confirmation du Prince requise suivant la Resolution Imper. de 1597. nous vous dirons que nous en avons fait rapport à S. A. S. & que par son ordre exprès nous remarquons qu'il est notoire par les Actes de la Commission, & particulièrement par la Patente Imper. ci-jointe Lit. A. que ceux qui ont dressé cette Soumission & leurs conforts sont condamnés aux peines portées dans les précédentes Patentes Imper. expédiées *in rem judicatam*, comme desobéissans, Perturbateurs de la Paix & méchans, à cause du mépris insolent qu'ils ont fait de la patience avec laquelle l'Empereur a souffert leur continuelle opiniâtreté dans leur malicieuse rebellion, dans les Pilleries & desordres qu'ils ont commis contre leur Prince, ses Conseillers, Officiers, & bons Sujets Ecclesiastiques & Seculiers; Qu'il a été sérieusement ordonné aux Etats de l'Empire, pour mettre fin à une si détestable revolte & tirer S. A. S., comme un fidèle Membre du S. Empire Romain, de l'embaras, danger & vexation où elle est exposée, & pour prévenir la ruine de ses Etats, de lui prêter main forte contre les rebelles ses Ennemis & ceux de leur Patrie, & s'ils se trouvent sous leur Jurisdiction, de les faire arrêter & les livrer à la Commission Imperiale. On a donné aussi des assurances dans la même Patente qu'il sera donné satisfaction à S. A. S. & à ses fidèles Sujets, des pertes qu'ils ont souffertes, aux dépens des malintentionnez Ennemis du Pais. Depuis ce tems-là, c'est à dire le 4. Oct. 1727. il a été ordonné par Resolution Imper. ci-jointe Lit. B. que lorsque les susdites personnes feront une due Soumission par devant la Commission Imp. signée en forme par chacun de leurs *individuum* NB. ils satisferont réellement aux Déclarations & ordres confirmés, qui leur ont été infusés par la Commission Imper.; Qu'après la Relation qui en aura été faite par la Commission, ainsi qu'il conviendra; NB. de Droit, la Resolution Imperiale devra suivre.

Mais il est encore notoire que ces gens-là se sont moqués de toute patience Imper. ainsi qu'il parait par la Patente Imp. du 13. Sept. 1728. ci-jointe Lit. C. où il est dit que ceux, qu'on fait voir dans la Resol. Imp. du 4. Oct. 1727. avoir honteusement méprisé la Clemence & la Patience Imperiale, ont par-là exposé au grand jour leur continuelle desobéissance.

Il parait par ces Actes que ces Gens ont encore de nouveau méprisé d'une manière inouïe la Clemence Imperiale offerte dans le dernier Decret & qu'on peut nommer à juste titre une Clemence extraordinaire; &

en recourant, nonobstant les défenses qui leur en ont été faites, à des Puissances Etrangères, ils se sont flattés qu'avec leur apui, ils saperaient entièrement l'Autorité Imperiale, qui après une libre *Litis contestationem* & reconnaissance du Souverain Juge compétent, a confirmé plus de huit fois des Decrets rendus avec connoissance de cause *in rem judicatam*. Enfin ils ont souverainement méprisé les Loix de l'Empire & principalement le Traité d'Osnabrug & la Capitulation de l'Élection Imperiale, qu'ils renversent absolument en voulant prescrire des Loix à l'Empereur sur le gouvernement du Pais.

Puisque les choses se trouvent dans cet état, que le délai stipulé est expiré, & que cependant on persiste, nonobstant les défenses exprimées dans les Decrets Imper., à avoir recours à des Puissances Étrangères par une très-grande desobéissance à l'Empereur & à S. A. S. leur naturel Souverain, nous ne pouvons concevoir comment des Gens qui traitent ainsi les Decrets, Conclusions, & Patentes de l'Empereur peuvent s'imaginer de se tirer d'affaire, à la faveur d'une Soumission, qui consiste en paroles sans sens & contraires aux Conclusions Imper. & même à leur conduite journalière.

Et d'autant que selon toutes les Loix de l'Empire, S. A. S. a en sa faveur un *quis finem in rem judicatam* confirmé par une Patente Imper. suspendue par un *Conclusum* ultérieur, elle nous a ordonné de remonter respectueusement à la Commission Imper. & de la supplier de rejeter cette Soumission comme venue trop tard & d'en faire rapport dans ce sens à Sa Maj. Imp.; puisque S. A. S., après avoir été exposé à tant de vexations, d'embaras inouïs dans l'Empire & de violences malignes, se repose sur l'amour de Sa Maj. Imp. pour la Justice, qu'en qualité de fidèle Membre de l'Empire, il sera traité au moins aussi favorablement que le moindre Sujet, selon les Loix de l'Empire, savoir que l'on exécutera les Sentences obtenues avec tant de peines, de soins, d'inquiétudes & de traits & confirmées par l'Empire contre les Sujets déclarés rebelles par Sa Majesté Imperiale, avec la réserve expresse *exceptionis rei judicate*, & nous ferons voir par surabondance & en peu de mots que bien loin que cette Soumission soit conforme aux Patentes Imperiales, elle leur est directement contraire. Quoique nous soions persuadés que vous l'aurez d'abord reconnu, nous allons cependant l'expliquer en peu de mots.

1. Ces Gens, qui prétendent fe soumettre, n'osent pas avancer d'une manière inconcevable dans la Lettre qui accompagne leur Soumission, que le terme fixé pour l'exhibition de leur Soumission a été prorogé quel Decret en rapportent ils?

2. Ils osent avancer dans la même Lettre que leur prince & soumis respect pour la Souveraine Jurisdiction de Sa Maj. Imp. n'a jamais été interrompu, ce qui leur est cependant reproché en face dans les Patentes Imper. du 11. Juin 1722; 10. Août 1724. 18. Janvier & 9. Juin 1726. par la Conclusion du 4. Octobre 1727. & enfin par la Patente du 13. Sept. 1728. où ils sont déclarés & condamnés comme malicieus contempteurs de la Souveraine Jurisdiction Imperiale. Et s'ils avoient encore quelque reste de respect pour la Souveraine Autorité de Sa Maj. Imp. il leur auroit convenu d'avouer avec un sincère déplaisir & demander le pardon du crime qu'ils ont commis contre Sa Maj. Imp. & contre leur Prince; bien loin de ne vouloir ni avoir ni avouer que ce crime ne peut subsister avec le plus sincère respect pour la Souveraine Jurisdiction de l'Empereur. Ainsi ils font évidemment connoître quel fond on peut faire sur leur Soumission; d'où il parait évidemment.

3. Qu'il n'est pas dit en mot ni dans la Soumission ni dans la Lettre y jointe de la Conclusion Imperiale du 4. Oct. 1727. ni de la Lettre que leur a écrite la Commission Subdeleguée; à ce sujet, le 27. Janv. 1728. ni de la Patente Imperiale expédiée en conséquence le 13. Sept. 1728. où il est expressément ordonné, *in facto submissionis effectu*, une comparaison effective, d'autant qu'il ne s'agit pas d'une Soumission verbale, & qu'ils dussent persister dans la revolte comme il est arrivé, hélas! dans les tems passés; en sorte que l'on a vu arriver tout ce dont la Ville d'Emden a menacé la Famille Régénante, doit elle ressentir les tristes effets.

4. Deplus ces Gens se mettent peu en peine d'agir d'une manière directement contraire aux ordres de la Commission confirmés par le Decret Imper. du 13. Sept. puisqu'ils ont fait signer leur prétendue Soumission,

ANNO  
1729.

ANNO 1729. fion, & ofent présenter à la Commission des Gens, qu'ils ont mis dans la place de ceux qu'ils ont malicieusement déposés & qu'en conformité des fusdits ordres ils auroient dû rétablir dans leurs postes de Conseillers & de Membres des Quarante, ce qui est une résistance la plus opiniâtre.

5. Il est expressément dit dans le Decret Imper. que non seulement les Magistrats & les Quarante, mais même tous les individus, & par conséquent les Bourgeois de la Ville d'Embsen, se déclareroient dans la Soumission & obéissance aux Decrets Imperiaux, puisqu'en cela la Ville d'Embsen n'a pas plus de Privilege que celles de Norden & d'Aurick, en sorte que les Bourgeois, ainsi que ceux de Norden & d'Aurick, comme les Membres de la Magistrature, doivent être soumis aux Decrets de l'Empereur & à la Souveraine Jurisdiction: ce qui est d'autant plus nécessaire que ces Bourgeois ont pour la plupart des Biens immeubles dans les Bailliages du Prince. On trouve dans les *rescripta* que la Ville d'Embsen comparoissant à la Diète du Pais osa y soutenir que toute Soumission faite par les Habitans hors de la Diète, *individualiser*, soit à la Commission, soit au Prince, étoit nulle & de nulle valeur. Mais le Decret Imper. du 10. Août 1724. rejette expressément cette Maxime, & par conséquent enjoint à chaque habitant du Pais de produire leur Déclaration d'obéissance; c'est sur ce principe qu'est fondé le *Conclusum* du 4. Oct. 1727. dont la suscription est à tous ceux des Individuum qui veulent se déclarer pour l'obéissance. Ce qui est d'autant plus nécessaire aux Bourgeois de la Ville d'Embsen, puisqu'autrement les Magistrats établis représentent le Peuple, lorsque les Bourgeois ne peuvent obéir aux ordres ou aux défenses de l'Empereur ou du Prince, sans leur consentement & leur ordre. En sorte que la subordination entr'eux & la Bourgeoisie va si loin que les Bourgeois présentent les ordres du Magistrat à ceux de l'Empereur & du Prince; ce qui est contradictoire à la relation qui est entre l'Empereur & le Prince; & particulièrement par rapport à ce dernier Article, avec le Decret Imperial du 8. Août 1721. adressé à la Ville d'Embsen.

6. Cette réflexion a aussi lieu par rapport aux Habitans des Seigneuries d'Olderum, Borstum, Tarßum Widdelswehr, comme aussi Up- & Wolthusen, où lesdits Magistrats pratiquent les mêmes maximes contraires à tous ordres *inter Superiores & Inferiores*; & qu'ils ont subordonné à leur obéissance celle qu'ils exigent desdits Habitans pour les Decrets Imperiaux & la veulent régler à leur manière, ce qui est encore contraire aux Decrets de l'Empereur. C'est pourquoi la Soumission & la Déclaration d'obéissance doit être exigée nécessairement de tous les individus desdites Seigneuries, puisqu'ils sont réellement convaincus qu'ils doivent obéir aux ordres de l'Empereur & du Prince préférentiellement à ceux des Magistrats d'Embsen.

7. On doit encore faire une remarque importante par rapport à ces Seigneuries, savoir qu'en vertu de la Patente du 14. Mai 1728. la Commission a sequestré lesdites Seigneuries, délivré les Habitans de leur obéissance envers la Ville d'Embsen, & défendu expressément aux Ministres de recevoir ni ordres ni défenses des Bourguemaitres ou du Conseil d'Embsen, ni même de faire mention d'eux dans les prières; Sequestré qui est confirmé dans le Decret du 13. Sept. 1728. Donc c'est une rénérence publique aux ordres de la Commission & aux Decrets Imperiaux, que les Magistrats aient osé envoyer leur Soumission au nom des fusdites Seigneuries, de la possession desquelles ils sont privez.

8. Ajoutons que suivant des avis dignes de foi non-obstant l'Interdiction expresse de tous Conventicules, contenué dans les Decrets Imperiaux, ils continuent pourtant à Embsen dans la prétendue Commission secrete composée de Gens déposés de leurs Emplois, sur le recours tant défendu aux Puissances étrangères qui continué encore, nonobstant que ce fût le premier Article sur lequel la Soumission devoit s'expliquer.

C'est pourquoy, les choses étant dans cette situation, nous demandons au nom & de la part du Prince nôtre Maître, que la fusdite Soumission des Magistrats & du Conseil de la Ville d'Embsen soit rejetée absolument, *ob sui quæstionem* pour le maintien des Decrets de l'Autorité Imperiale & des Loix de l'Empire, & que très-humble rapport en soit fait en conséquence à la Cour Imperiale. Nous sommes avec &c.

Resolution de Sa Majesté Imperiale sur ladite Soumission.

Lundi le 12. Sept. 1729.

1. SA Maj. Imp. a déclaré le 3. de Mai dernier, pour des raisons importantes, la Soumission des Embsenois suffisante, en conséquence ils jouiront dès ce jour-là de l'effet de l'Amnistie publiée, & au cas qu'il y ait été contrevenu de la part de la Commission ou de celle du Prince, tout sera rétabli *in statu quo*, & comme si la chose n'étoit point arrivée.

2. Il est accordé *ex supradictis*, à ceux qui ont quelques Grièfs à alléguer contre les Decrets du Conseil Aulique de l'Empire & contre les Ordonnances de la Commission, & pour leur donner de nouvelles preuves de modération & de clemence, le terme de deux Mois, pendant lesquels ils pourront porter devant le Conseil Aulique de l'Empire tous les Grièfs particuliers qu'ils croiront avoir, mais à condition que s'ils ne le font pas, il n'y aura plus de délai & lesdits Decrets seront exécutés.

3. Jamais ce n'a été l'Intention de Sa Maj. Imp. de comprendre parmi les Homicides exclus de l'Amnistie, que ceux qui seroient convaincus d'avoir eu part à dessein à quelque Homicide personnel, & non pas ceux qui se seroient trouvés dans quelque tumulte où il y auroit eu du sang répandu.

4. Sa Maj. Imp. a approuvé ce qui a été proposé par les Députés des Habitans d'Oostfrise touchant l'Indemnification des pertes qu'ils ont souffertes, & résolu que l'Examen de ces pertes sera continué, mais que l'Exécution sera suspendue jusqu'à ce qu'on ait sollicité & représenté à Sa Maj. Imp. de faire terminer cette affaire par un Accord à l'amiable pour éviter par ce moyen tout nouvel embarras & rétablir ainsi d'autant plutôt le repos public.

5. Il est ordonné à la Commission Subdeleguée de donner sur tout ses soins à ce que les Créanciers Hollandois soient payés présentement & à l'avenir, de leurs intérêts, suivant les obligations.

6. *Hæc omnia nuncificentur Casares Commissioni per Rescriptum.*

Signé,

E. E. V. GLANDORF.

Autre Resolution plus étendue, de Sa Majesté Imperiale. 1730.

Vendredi 30. Août 1730.

1. SA Majesté Impériale prétend ne rien changer aux Points & Articles de la dernière Resolution du 12. Sept. 1729. & la Ville d'Embsen & ses Adherans ne doivent pas considérer ladite Resolution comme si les Sentences Imperiales exécutées avant le 3. de Mai 1729. étoient annulées par la production des Grièfs & par l'Audience accordée à cet égard, avant qu'il ait été statué sur lesdits Grièfs, mais on s'en tiendra auxdites Sentences & à ce qui a été fait en conséquence, tant que l'on n'aura point porté d'autre Sentence sur lesdits Grièfs; Sa Maj. Imp. ne voulant pas cependant qu'on entende par-là ce qui a été seulement statué pour punition (& non en vue d'établir un meilleur ordre dans le Pais & abolir les abus qui se sont introduits, & qui est entièrement annullé, conformément à l'Amnistie publiée, à l'exception expresse de ce qui est relatif à la Caisse d'Indemnification, par rapport à ceux qui y sont intéressés. Deplus il est encore expressément ordonné à la Ville d'Embsen & à ses Adherans de se régler à l'avenir sur leur propre Déclaration de Soumission & d'attendre tranquillement la Sentence définitive, de s'abstenir d'avoir recours aux Etrangers, ce qui leur a été si souvent défendu, de contribuer leur contingent dans les dépenses du Pais, de s'abstenir de toutes hostilités, & entreprises qui ne conviennent pas, & par conséquent de rétablir dans leurs Emplois ceux qui en avoient été dépouillés pour avoir fait ci-devant leur Soumission, & de ne les troubler ni inquiéter ni aucun autre; les avertissant que ceux qui contreviendront à ceci ne jouiront pas de l'Amnistie & en seront exclus.

D d 2

D'un



ANNO  
1730.

D'un autre côté Sa Maj. Imp. veut que prompt justice soit rendu sur les susdits Griefs, à quelle fin lesdits Griefs seront ici communiqués, au Prince d'Oostfrise & aux Etats obéissants respectivement, afin qu'ils donnent leur réponse, mais seulement sur les points compris dans les Decrets & Resolutions Imperiales.

Quant aux points qui ne sont pas exprimés dans les Sentences Imperiales & aux Griefs particuliers des Embdenois contre le Prince, il en sera parlé dans une rémontrance particulière, (afin de ne pas mêler les uns avec les autres) & il sera à cet égard rendu une prompte justice.

Au reste l'Agent du Conseil Aulique de l'Empire, *Grave*, produira dans 2 Mois un Plein-pouvoir de ses Principaux dressé dans les formes par un Notaire Imperial, & il ne lui sera pas permis, sous les peines déjà déclarées, de se nommer ni signer Procureur des Etats d'Oostfrise; de même l'Agent *Fabrieus* produira un Plein-pouvoir accordé par ceux qui sont autorisés par lesdits Etats pour l'Administration des devoirs publics.

Quant à la convocation pour assister à la Diète du Pais, Sa Maj. Imp. accorde, par une faveur particulière, que la Ville d'Emden & ceux qui ne sont pas expressément exclus de l'Amnistie, soient réadmis à ladite Diète, mais ladite Ville, suivant sa Soumission & les Decrets émanés, payera par avance le contingent qu'elle doit à la Caisse du Pais, & chacun des comparoissans remettront aux Subdéléguez une promesse par écrit de s'y conduire paisiblement & avec modération, bien entendu que ceux qui violeront cette promesse ne seront plus admis à la Diète.

II. Puisque suivant la Resolution Imperiale du 12. Sept. 1729. §. 2. Il est permis aux Embdenois & à leurs Adhérens de produire les Griefs qu'ils croient avoir contre les Decrets du Conseil Aulique de l'Empire; & puisque, *ex superabundanti*, par une faveur spéciale de Sa Maj. Imp. il leur est encore accordé un délai de 2. Mois pendant lequel ils pourront produire devant le Conseil Aulique de l'Empire tous lesdits Griefs qu'ils croient avoir, bien entendu que s'ils n'obéissent pas, il ne leur sera plus permis de le faire après ledit délai expiré, & lesdits Decrets seront exécutés.

Ainsi il est ordonné aux Agens du Conseil Aulique de l'Empire *Grave* & *Hemfch*, de communiquer à présent au Prince d'Oostfrise & aux Etats obéissants les Griefs qu'ils ont produits au nom de leurs Principaux depuis la publication de ladite Resolution Imperiale, & il est ordonné audit Prince & Etats de produire au plutôt leurs réponses, mais seulement sur les Articles spécifiés dans les Decrets & Resolutions Imperiales, à ce qui est exigé d'eux respectivement dans cette Resolution Imperiale.

III. Il sera expédié un Decret Imperial aux Etats d'Oostfrise par rapport aux sommes nécessaires, afin que (suivant la proposition qui leur a été faite dans une Lettre des Commissaires Subdéléguez du 13. Decemb. 1729.) ils mettent ordre, sans délai, à ce que l'on consente & accorde les sommes nécessaires pour les besoins du Pais, & afin qu'ils ne manquent pas à donner par là des preuves de sincère intention & de leur Soumission aux Ordonnances très-gracieuses & Paternelles de Sa Maj. Imp. comme aussi de leur affection & attention aux avantages de leur Patrie & pour conserver le crédit, en sorte que personne n'ait occasion de se plaindre que l'on manque à une satisfaction raisonnable. Les Etats d'Oostfrise suivront au plutôt cette bonne intention de Sa Maj. Imper. & en fourniront des preuves irréprochables dans deux Mois.

IV. Quant à l'Intendant Prussien des Salines *Ufke*

Barend Smidt, la Resolution Imperiale est que puisque tout ce qui a été ordonné comme punition sera aboli, comme il est déjà dit, par rapport à ceux qui sont compris dans l'Amnistie, par conséquent l'arrêté mis sur les effets dudit *Ufke* Barend Smidt, quoique mis le 3. Mai 1729. ne peut subsister, & n'aurait lieu que dans le Cas de réparation des pertes.

Au reste les Commissaires Subdéléguez feront savoir à combien se montent les effets, & à combien environ monte son contingent pour la réparation des Dommages, afin qu'il soit ordonné combien de ses effets resteront arrêtés suivant ce qu'il doit contribuer à la Caisse d'indemnification.

V. Quant à l'usage des Sauvegardes Imperiales d'Oostfrise établi dans ce Pais pour maintenir la bonne Justice, la Déclaration Imperiale, est que s'il arrivoit que dans quelques disputes ou Procès dépendant du Conseil de la Cour, le Prince refusât d'obéir aux Décisions qui auraient force de Sentence (bien entendu que l'on n'entendrait en aucune manière la Jurisdiction, les Privilèges du Prince, & ce qui concerne la Régence du Pais & la Police, conformément aux Loix de l'Empire & aux Ordonnances Imperiales dressées de tems en tems au Conseil de la Cour) la Sauvegarde Imperiale sera obligée, comme il lui est ordonné par la présente, d'en faire l'exécution à chaque fois, à la requête des Etats du Pais ou de leurs Députés ordinaires & après l'expédition ordinaire de trois Lettres Monitoriales.

VI. Il est répondu à Bernard Henri van Appel que sa prière d'être compris dans l'Amnistie Imperiale ne sera pas reçue; mais qu'il sera obligé, sans plus de délai, de se soumettre aux recherches à faire par les Commissaires Imperiaux, & quand le Procès desdites recherches sera fini & que le rapport en aura été envoyé ici, Sa Maj. Imperiale fera savoir sa Resolution sur l'adoucissement de la peine.

VII. Quant à Rudolphe van Rheden il est déclaré que sans autre Procès de recherches, il aura part à l'Amnistie Imperiale comme les autres Renitens, mais sous condition expresse de s'obliger à contribuer aux indemnifications, & de promettre par avance aux Commissaires Subdéléguez qu'il exécutera toujours fidèlement sa Soumission faite.

VIII. Ado Terborg accusé d'avoir voulu exciter un nouveau tumulte, ainsi qu'il est apparu aux Commissaires Subdéléguez, est absout & il n'en sera fait aucune autre recherche.

IX. Suivant la Resolution Imperiale Leon van Wingeve sera encore cité & la citation lui sera infirmée dans les formes, avec ordre exprès de comparaitre, à ce qu'il ne soit pris d'autres Resolutions contre lui par Coutumace.

X. Sa Maj. Imperiale a gracieusement résolu à l'égard de l'abbé Baron de Weiltendorp, que, vu les circonstances de la chose, dès-à-présent sera annulée la défense faite le 16. Septembre 1729. au Receveur général de payer jusqu'à nouvel ordre audit de Weiltendorp, rien de son Capital de 2300. Rixd. qu'il a à prétendre suivant l'Assignation expédiée par l'Administrateur des Deniers Publics & toutes Procédures contre ledit Weiltendorp restent suspendues & la peine de 10. Dalders à laquelle étoit condamné le Notaire Schepler lui est aussi remise.

XI. Il sera donné connaissance de tout ce que dessus par un Rescript aux Commissaires Imperiaux avec ordre exprès de renvoyer au plutôt, conformément à la Resolution Imperiale, tous les Actes originaux qui leur ont été expédiés.

*Etoit signé,*

ARN. HEINR. VAN GLANDORFF.

FIN DE LA II. PARTIE DU TOME VIII.



ANNO  
1731.

## ADDITION.

16. Mars. \* *Traité d'Alliance & de Paix entre l'Empereur CHARLES VI. & GEORGE II. Roi de la Grande Bretagne où les Etats des PROVINCES-UNIES des Pais-Bas sont compris. Fait à Vienne le 16. Mars 1731.*

In Nomine Sanctissime & Individuæ Trinitatis,  
AMEN.

**N**OTUM sit omnibus ac singulis quorum interest, aut interesse quomodocunque potest. Postquam Serenissimus ac Potentissimus Princeps & Dominus Carolus VI. Romanorum Imperator, Hispaniarum, utriusque Siciliæ, Hungariæ ac Bohemiæ Rex, Archidux Austriæ &c. &c. Tum Serenissimus ac Potentissimus Princeps ac Dominus Georgius II. Magnæ Britanniæ, Franciæ, & Hiberniæ Rex, nec non Celsi & Præpotentes Domini Status Generales Unitarum Federati Belgii Provinciarum; Considerato incerto turbidique rerum, qui nunc est in Europa, statu, mature perpenditur media, quibus non modo mala ex gliscientibus in dies magis magisque similitudinibus jam iam creptura antevertentur; sed & publica tranquillitas modo, quantum fieri potest, stabili ac perenniori, facilius una ac prompta ratione firmaretur. Præfatæ sue Majestates ac præfati Ordines Generales, propenso penitus studio ducti, opus tam salutare promovendi perscrutandique re esse judicaverunt, de certis quibusdam conditionibus generalibus inter se convenire, quæ basis loco intervenire, juxta quam dissentimentum præcipuum in Europa Principum animi conciliandi & controversiæ, quæ inter eosdem non absque publicæ tranquillitatis periculo quam maxime jam vigent, componende forent.

Hunc itaque in finem Sacra sua Cæsarea & Catholica Majestas, Celsissimum Principem ac Dominum Eugenium, Sabaudia & Pedemontium Principem, altæfatæ sue Majestatis Cæsareæ & Catholicæ Consiliarium Actuale Intimum, Confili Aulico-Belgici Præsidem, suumque Locumtenentem Generalem, Sacri Imperii Romani Campi Marefchallum ac ejusdem Regnorum ac Statuum per Italiam Vicarium Generalem, & unius Desultoriorum Legionis Præfectum, Aurei Velleris Equitem; nec non Illustrissimum & Excellentissimum Dominum Philippum Ludovicum, Sacri Romani Imperii Theaurarium Hereditarium, Comitem a Zintzendorff, Liberum Baronem in Ernsthbrunn, Dominum Dynastiarum Gföll, Superioris Selowitz, Porlitz, Sabor, Müllg, Loos-zaan & Dreskau, Burggravium in Rheineck, Supremum Hereditarium Scutiferum ac Præforem in Superiori ac Inferiori Austria ad Anasum, Aurei Velleris Equitem, Sacræ Cæsareæ Majestatis Camerarium, Actuale Consiliarium Intimum ac Primum Aulæ Cancellarium &c. Ac Illustrissimum & Excellentissimum Dominum Gundaccarum Thomam Sacri Romani Imperii Comitem de Staremburg in Schaumburg & Waxenburg, Dominum Ditionum Elschelberg, Liechtenhagen, Rotenegg, Freytsadt, Haus, Oberwalde, Senftenberg, Bodendorff, Hartwan; Aurei Velleris Equitem, Sacræ Cæsareæ Catholicæ Majestatis Consiliarium Intimum Actuale, Archiducatus Austriæ Superioris & Inferioris Marefchallum Hereditarium. Sacra vero Regia Majestas Britannica Dominum Thomam Robinson, Armigerum, in Comitibus Parlamenti Magnæ Britanniæ Senatorem, & Ministrum suum apud prædictam Majestatem suam Cæsaream & Catholicam; tum Celsi & Potentes Status Unitarum Federati Belgii Provinciarum

plena Potestate munivimus, qui collatis inter se Consiliis & commutatis prius Plenipotentiarum Tabulis, insequentes Articulos & Conditiones convenerunt.

I. Sit maneatque inter Sacram Cæsaream Catholicam Majestatem, Sacram Regiam Majestatem Magnæ Britanniæ, ac utriusque hæredes & Successores; nec

non Celsos ac Potentes Dominos Status Generales Federati Belgii firma, sincera & inviolabilis amicitia, pro mutuis commodis Provinciarum, ac Subditorum ac unumquemque ex Principibus Contrahentibus spectantium ita stabilita, ut singuli contrahentes Ditiones & Subditos aliorum tueri, nec non Pacem manutenerent atque aliorum reliquorum Contrahentium commoda cum sua promovere, damna vero & injurias cujuscumque generis prævenire & avertere tenerent. Itaque juxta tenorem precedentium Pacis, Amicitie ac Fœderis Tractatum ac Conventionum, qui omnes ac singuli Tractatus ac Conventiones, exceptis solummodo his Articulis, Clausulis aut Conditionibus, quibus per præsentem Tractatum derogare è re visum est, plenum suum in omnibus ac per omnia robur ac vim obtineant, censeanturque vigore præsentis Tractatus renovati & confirmati; atque insuper Partes Contrahentes ad mutuum tuitionem, seu, uti vocant, *Guarantiam*, omnium Regnorum, Ditionum ac Terrarum ab unaquaque earundem possessorum, tum etiam Jurium & Immunitatum quibus unaquaque gaudet, aut gaudere debet, distem se se vigore hujus Articuli obtinuerunt, ita quidem, ut mutuo declararint ac sibi inter invicem sponderint, quod omnibus viribus se se sint opposituri conatibus omnium ac singulorum, qui forsitan præter spem, vel ultum ex Contrahentibus, vel eorum Successores ac Hæredes in quieti possessione illorum Regnorum, Ditionum, Provinciarum, Terrarum, Jurium ac Immunitatum turbare vellent, quibus unaquaque Contrahentium Pars tempore conclusi præsentis Tractatus gaudet aut gaudere deberet.

II. Quandoquidem nomine Sacræ Cæsareæ Catholicæ Majestatis sæpius expositum fuit, haud diu publicam tranquillitatem vigere ac consistere, nec securam pro conservando duraturo in Europa Aequilibrio rationem excogitari posse, nisi sibi generalis tuitio, sponso ac evictio, seu, uti vocant, *Guarantia* illius succedendi ordinis præstetur, qui juxta Declarationem Anno 1713. emanatam in Serenissima Domo Austriacæ obtinet; Sacra Regia Majestas Britannica & Celsi ac Potentes Ordines Generales Unitarum Federati Belgii Provinciarum, tam eo studio ducti, quo in tranquillitatem publicam tuendam & Aequilibrium in Europa conservandum feruntur, quam intuitu conditionum, quæ utrique huic scopo maxime intervenientes in subsequenti Articulis dispositæ reperiuntur, vigore præsentis Articuli *Guarantiam* modo dicti succedendi ordinis generalem in se se sciunt, ac quoties opus fuerit, contra quoscunque præstendam spondent, promittentes proinde quo fieri potest meliore ac firmiore modo, quod omnibus viribus suis tueri, manuteneant, ac, uti vocant, *Guarantiam* vellent ac debeant contra quoscunque, quoties opus fuerit, illum succedendi ordinem, quem Sacra Majestas Cæsarea, in forma perpetui indivisibilis ac inseparabilis Fidei-commissi Primogenituræ affecti pro Universis sue Majestatis utriusque sexus Hæredibus, Instrumento solemniter die 19. Aprilis, Anno 1713. prout hujus Instrumenti Copia ad finem Tractatus adjuncta reperitur, declaravit ac stabilivit, quique subinde ab Ordinibus & Statibus universorum Regnorum, Archiducatum, Principatum, Provinciarum ac Ditionum, ad Serenissimum Domum Austriacam jure hæreditario spectantium, communi omnium voto susceptus, & grato submissosque animo agnitus, atque in vim Legis, Sanctionis Pragmaticæ perpetuo valituræ, in publica Monumenta relatus fuit, & quemadmodum juxta hanc succedendi normam & ordinem in casum, ubi annuente Divina Misericordia mascula Proles a sua Majestate Cæsarea Catholica descendens exibat, Primogenitus filiorum suorum, aut, hoc præmortuo, hujus primogeniti primogenitus; nulla autem de sua Cæsarea Catholica Majestate prole masculina extante, primogenita filiarum suarum Serenissimarum Austriæ Archiducum, ordine ac jure primogenituræ indivisibilis nunquam non observato, succedere eidem debet in omnibus Regnis, Provinciis ac Ditionibus, quas actus sua Cæsarea Majestas possidet, absque eo quod unquam sui favore illorum, aut illarum, qui vel que de secunda, tertia aut ulteriore linea aut gradu sunt, aut alias quacunque demum de causa divisioni ulli aut separationi locus sit; hoc ipso quoque ordine ac jure primogenituræ indivisibilis in omnibus reliquis casibus pariter obtinente, ac perpetuis in omne ævum temporibus observando, qui vel in linea masculina suæ Cæsareæ Majestatis; si Divinum Numen mascula eandem prole bearet, vel extincta linea masculina

\* Ce Traité devoit être inséré après la page 162. avant le Supplément; mais il n'a été conclu qu'après l'impression de ce Volume.



ANNO  
1731.

lina, in linea ejusdem femina evenire, vel denique alias, quoties de successione in Regna, Provincias ac Ditiones Hereditarias Serenissime Domus Austriacæ q̄ uestio enaceretur, obtingere possent. Ita sua Sacra Regia Britannica Majestas & Celsæ ac Præpotentes Domini Status Generales Federati Belgii promittunt ac sese obstringunt, quod illum vel illum, qui vel quæ juxta normam & ordinem hæctenus recentium in Regna, Provincias ac Ditiones, quas Sua Cæsarea Majestas acta possidet, succedere debet, in iisdem manerere ac contra quosque, qui forsitan turbare hanc possessionem ullatenus præsumerent, perpetuo tutari velint ac teneantur.

III. Cumque Sacræ Cæsareæ Catholicæ Majestati, nomine Sacræ Regiæ Majestatis Britannicæ & Celsorum ac Præpotentium Ordinum Generalium Federati Belgii amicissimis verbis expolitum sæpius fuerit, non esse certius medium exoptatum tandiu publicam tranquillitatem, quod fieri potest, promissioni modo stabilendi, quam si per immediatam introductionem sex millium Hispanorum Militum, in munita Hetruriz, Parmæ & Placentiæ loca, destinata Serenissimo Infanti Don Carlos in modo dictos Ducatus successio magis adhuc firmetur: Præfata Sacra Majestas Cæsarea Catholica quo & ipsa pacifica suæ Majestatis Britannicæ ac Celsorum ac Potentium Ordinum Generalium Federati Belgii Consilia ac vota promoveret, sua ex parte nulla prorsus ratione obisset prædictionum sex millium Hispanorum Militum pacatæ introductioni in munita Hetruriz, Parmæ ac Placentiæ Ducatum loca, juxta sponsones a dicta sua Majestate Britannica atque Ordinibus Generalibus desuper initas. Cum vero hunc in finem Sacra Majestas Cæsarea Catholica Imperii quoque consensum necessarium censisset, simul eadem promittit quod omnia operam adhibere velit, quod consensus iste intra duorum mensium spatium, aut citius si fieri poterit, obtineatur; atque ut, promptus obviam eatur malis, publicæ quieti imminuentibus, sponderet præterea sua Majestas Cæsarea Catholica, quod statim post commutatas invicem Ratihabitionum tabulas, consensum a se qua Imperii capite præfate pacatæ introductioni præbitum, tum Magni Hetruriz Ducis, tum Parmensi Ministro in Aula sua commemorantibus, alibi ubi conveniens visum fuerit notum factura sit: Nec minus præfata sua Majestas Cæsarea Catholica promittit ac sponderet tam longe a se abesse mentem, vel directæ vel indirecte admissioni prædictionum Hispani Militis in antedicta loca impedimentum ullum suscitandi aut afferendi, ut potius officia ac auctoritatem suam interpositura sit quod enascente præter spem obstaculo aut contradictione, quicquid antememoratæ admissioni obesse posset, amoveatur; atque adeo sex millia Hispanorum Militum tranquille & sine mora in munita Magni Hetruriz Ducatus tum Parmæ tum Placentiæ Ducatum loca, quo ante dictum est modo, introduci queant.

IV. Sint proinde maneatque Articuli, de quibus irrevocabili Partium contrahentium consensu hoc modo conventum est; ita firmiter & reciproce stabili penitusque decisi, ut neque in iis, quæ absque mora & statim post Ratihabitionum tabulas invicem commutatas effectui danda sunt, neque in iis quæ in omne ævum inconcussa permanere debent, Partibus contrahentibus ulla in re recedere eis sit liceat.

V. Cum pro assequendo scopo, quem Partes præsentem Tractatum contrahentes attingere intendunt, necessarium visum sit, ut cuncta dissidiorum & dissensionum semina radicibus evellantur; atque adeo pristinus ille amicitie nexus, qui modo memoratas Partes contrahentes invicem ligaverat, non tantum renovetur, sed & in dies arctius stringatur: hinc est quod Majestas sua Cæsarea Catholica promittit ac se fe vi-gore presentis Articuli obstringit, quod cessare penitus illico & in perpetuum debeat omne ex Belgio Austriaco, ac ex aliis Ditionibus, quæ tempore Caroli II. Hispaniarum Regis Catholici sub Hispanâ Dominatione erant, in Indias Orientales commercium & Navigatio; & quod bona fide effectui sit datura, ne vel Ostendana Societas, vel quivis alius, seu in Belgio Austriaco, seu in Ditionibus, quæ ut dictum est, tempore Caroli II. Regis quondam Catholici sub Hispanica Dominatione erant, existens, huic in perpetuum stabilitæ normæ directæ vel indirecte unquam contraveniat, duabus tantum Navibus exceptis, quæ non nisi unica adhuc vice ex Ostendano Portu cursum suum in Indias Orientales dirigere, & inde Ostendam mercibus onustæ revertere ibidemque pro lubitu aspor-

tas ex Indiis merces venales exponere poterunt. Et ANNO  
1731.  
Sua Regia Majestas Britannica Celsique ac Præpotentes Status Generales Federati Belgii sua quoque ex parte promittunt, seque obstringunt, quod nulla interposita mora, super Commercio & modo Vechigalium vulgo *Tarif* nuncupato, novum Tractatum in quantum ad Belgium Austriacum attinet, ad mentem Articuli XXVI. Tractatus, cui a Limitibus nomen inditum fuit, vulgo *Barrière*, cum Sacra sua Cæsarea Majestate inire velint. Quem quidem in finem nominandi statim erunt a Partibus Contrahentibus Commissarii, qui intra spatium duorum Mensium a die subscripti Tractatus computandum Antuerpiæ sese congregare, ac tum super iis, quæ plenariam executionem antememorati Tractatus, cui a Limitibus nomen inditum, quique Antuerpiæ die 15 Novembris, Anno 1715 conclusus fuit, tum Conventionis posterioris Hagæ Comitum die 11 Decembris 1718. subscriptæ concernunt, convenire, tum vero speciatim novum, uti dictum est, super Commercio & modo Vechigalium, in quantum ad Belgium Austriacum attinet, Tractatum ad mentem antememorati Articuli XXVI. inire debebunt; Conventumque insuper ac solenni stipulatione cautum est, quod cuncta ea, quæ Commissariis Antuerpiæ congregandis demandare è re visum fuit, quam cunctissime fieri poterit, ex æquo & bono ad finem penitus perducenda sint, ita quidem, ut non tardius, quam ad summum intra duorum annorum spatium ultima operi manus admo-venda veniat.

VI. Cum reliquorum Capitulum examen ac discussio, quæ seu ipsas inter Partes pacificantes, seu aliquem ex eorundem Federatis dirimenda restant, plus temporis consumptura sit, quam anticipi hoc rerum statui expediat, quo moræ omnes, quæ bono communidetrimenti nuntium altaturæ forent, præcendantur, conventum concordatumque est, ut invicem declaretur, quod Tractatus omnes Conventionesque ab unaquaque Partium dictarum pacificantium cum Principibus aliisque Statibus initæ, uti sunt, subsistere possint, in quantum scilicet vel alicui haud adversentur, quæ per presentem hunc Tractatum constituta est; quodque Controversiæ, seu inter dictas Partes pacificantes seu quamlibet ex eorum Federatis amice quam primum dirimendæ, atque interea a Partibus Contrahentibus eo allaborandum sit, ut nemo ex iis quorum res in controversia sunt, pro iis vindicandis vi uti possit.

VII. Sua autem Majestas Cæsarea & Catholica, quo Subditis Regis Magnæ Britannicæ & Dominorum Ordinum Generalium de ipsorum Commercio in Regno Siciliae exercendo nullus dubio locus superfit, jam nunc declarare voluit, illos eodem modo & ad eandem normam habitum iri, uti habiti sunt, aut haberi debeuerint tempore Hispaniarum Regis Caroli II. Inclytæ. Memoræ ac prout Gens amicissima haberi consuevit.

VIII. Includentur huic Tractatui Pacificationis Omnes illi, qui, post permutationem tabularum Ratihabitionis, intra sex menses ab una vel altera Parte ex communi consensu nominabuntur.

IX. Approbabitur & ratihabebitur præfens Tractatus a sua Cæsarea Catholica Majestate, a sua Sacra Regia Magnæ Britannicæ Majestate & a Celsis & Potentibus Dominis Statibus Generalibus Uniti Belgii; & Ratihabitionum Tabulæ intra spatium sex Septimanarum a die Subscriptionis computandarum Viennæ invicem tradentur & commutabuntur.

In quorum fidem roboreque tam Cæsarei Commissarii tanquam Legati Plenipotentiarii Extraordinarii, quam Regis Magnæ Britannicæ Ministri plena pariter facultate munitis Tabulas hæc propriis manibus subscripserunt & Sigillis suis muniverunt. Acta hæc sunt Viennæ Austriacæ, 16. Die Mensis Martii, Anno Domini 1731.

(L. S.) EUGENIUS A SABAUDIA.

(L. S.) PHILIPPUS-LUDOVICUS à ZINTZENDORFF.

(L. S.) GUNDACCARUS-THOMAS DE STARREHNBERG.

(L. S.) THOMAS ROBINSON.

## ARTICULUS SEPARATUS.

Quamvis Articulo primo Tractatus inter Sacram Cæsaream Catholicam Majestatem, Sacram Regiam

ANNO  
1731.

giam Magnæ Britannicæ Majestatem & Dominos Status Generales Unitarum Federati Belgii Provinciarum hodierna die conclusi Partes contrahentes inter alia sibi invicem spondederunt, quod omnibus viribus sese opposituræ sint conatibus omnium ac singulorum, qui forsitan præter spem vel ullum ex Contrahentibus vel eorundem Successores ac Hæredes in quietâ Possessione illorum Regnorum, Ditionum, Provinciarum, Terrarum, Jurium aut Immunitatum turbare vellent, quibus unaquæque Contrahentium Pars tempore conclusi præsentis Tractatus gaudet aut gaudere deberet; Conventionem tamen inter easdem Partes Pacificantes vigore præsentis Articuli separati est; quod, si forsitan tractu temporis contingeret ut Sacram Cæsaream Catholicam Majestatem aut ejus Hæredes & Successores, Turcæ in quietâ Possessione Regnorum, Ditionum, Provinciarum, Terrarum, Jurium aut Immunitatum quibus Sua Cæsarea Majestas actu gaudet aut gaudere deberet, turbare vellent, ad hunc solum, qui modò memoratus est, casum *Guarantia* in dicto Articulo primo sanctæ nullatenus extendi debeat.

*Articulus hic separatus eandem vim &c.*

**DECLARATIO super Prædiis Hispanicis in munita Hetruriz, Parmæ & Placentiæ loca introducendis.**

Cum Sua Sacra Cæsarea Catholica Majestas, antequam suis ex parte consensum præberet iis, quæ Articulo tertio Tractatus hodierna die conclusi, de immediata introductione prædiarum Hispani Militis in munita Hetruriz, Parmæ & Placentiæ loca, disposita sunt, super vero scopo & objecto Sponsionum, quæ desuper in Tractatu Hispanensi partim nona partim vigesima prima Novembris die, anno 1729, subscripto continentur, secuta omnino reddi voluerit; Sacra Sua Regia Magnæ Britannicæ Majestas, & Celsi ac Potenti Domini Status Generales Federati Belgii non tantum Sponsiones istas, prouti hic annexæ repertiuntur, Suae Sacræ Cæsareæ Catholicæ Majestati bona fide exhibuerunt, verum etiam firmissimè asseverare haud dubitarent, non fuisse sibi, cum de introducendo in munita Hetruriz, Parmæ & Placentiæ loca Hispano Prædiano Milite convenissent, mentem, ullâ in re ab iis recedere quæ Articulo quinto Foederis quadruplicis Londini die 2<sup>æ</sup> Julii anno 1718. conclusi, tum de Cæsareis & Imperii Juribus, tum pro securitate Regnorum ac Ditionum quas Sua Majestas Cæsarea in Italiâ actu possidet, tum desuper pro conferenda quiete ac dignitate eorum, qui tunc erant, prædictorum Ducatum Legitimorum Possessorum sancta reperiuntur, quapropter Sua Regia Magnæ Britannicæ Majestas & Celsi ac Pot. Domini Status Generales Federati Belgii declarant prouti declarant & prompti paratæque ad dandas, prouti vigore præsentis Instrumenti dant, Suae Cæsareæ Catholicæ Majestati tam super rerum Capitibus superius recensitis, quam super omnibus iis, quæ ulterius adhuc prædicto Articulo quinto Foederis quadruplicis nuncupati continentur, sponsiones, evictions, seu uti vulgò vocant; *Guarantias*; quantum desiderari poterunt, validas & solemnes.

*Præsens Declaratio eandem vim &c.*

**DECLARATIO super PARMENSI Successione.**

NE inopina Mors Serenissimi Principis Antonii Farnesii, dum viveret, Parmæ ac Placentiæ Ducis, quæ in id ipsum tempus, quo de concludendo præfenti Tractatu agebatur, incidit, ejusdem conclusioni moram aut obstaculum afferret, Sua Majestas Cæsarea Catholica vigore hujus Instrumenti declarat ac sese obstringit, quod illo in casu, quo spes de Graviditate Serenissimæ Ducis viduæ, præfati Serenissimi Ducis Antonii dum viveret Conjugis, concepta haud evanesceret, ac dicta Dux vidua Prolem Mâsculam in lucem ederet, cuncta ea quæ de introducendo in Parmæ & Placentiæ munita loca Prædiano Hispano Milite tum Articulo tertio Tractatus hodierna die conclusi, tum Declarationis Instrumento desuper dato sancta sunt, æque locum obtinere debeant ac si mors ita inopina haud consisteret. Quod si verò vel evanesceret spes de

graviditate prædictæ Ducis viduæ concepta, vel Posthumam illa in lucem ederet, tum antequam Sua Majestas Cæsarea declarat ac sese obstringit quod loco introducendi in munita Parmæ & Placentiæ loca Prædiani Hispani Militis, ipse Serenissimus Hispaniarum Infans Carolus, juxta normam, de quâ, accedente consensu Imperii, cum Hispana Aula olim convenerat, Litterasque Investituræ eventuales, quarum tenor in omnibus Articulis, Clausulis ac Conditionibus, pro repetit & confirmato habendus sit, ita tamen ut prius tam dictus Hispaniarum Infans, quàm Hispana Aula iis faciat satis quæ Tractatus anteriores, quorum Imperator accedente Imperii consensu Pars contrahens exiit, requirunt. Cumque post in mortem antememorati Ducis Antonii Farnesii Miles Cæsareus in quiete tranquillitatem turbare poterat Gonfiliâ, Sacra Sua Majestas Cæsarea Catholica Quierenti publicam juxta pacifica sua Vota, Tractatu hodiernâ die conclusu, in quantum fieri potuit, stabilitatem firmatamque cernens, denudè declarat quod immittendo copias suas in munita Parmæ & Placentiæ loca, non alia sibi mens fuerit quàm ut quantum penes ipsam erat, successionem Serenissimi Infantis Don Carlos, prouti illa Tractatu Londinensi eidem Infanti destinata fuit, magis sufficeret, quodque tantum abiret, ut vel prædictæ successioni, si forsitan proles mâscula Farnesii penitus foret extincta, obstitere, vel etiam introductioni Prædiani Hispani Militis, si forsitan Dux vidua Posthumum in lucem ederet, opponere sese vellet, quod potius declarat ac promittit, proprio jussu copias suas inde educandas fore, seu ut ipse Infans Carolus in possessionem sæpè memoratorum Ducatum juxta tenorem Litterarum Investituræ eventuales mittatur, seu ut introduci ibidem pacatè & nemine obstitente Hispana Prædia quant, quæ ipsa Prædia non aliâ vi intervenire debebant, quam ut certior de executione promissæ sibi successionis, in eum casum quo proles mâscula Farnesii penitus erit extincta, Infans Carolus redatur.

*Præsens Declaratio eandem vim &c.*

**DECLARATIO à Ministris Regis Magnæ Britannicæ & Dominorum Ordinum Generalium plenâ facultate munitis subscripta.**

Quandoguidem inter alias Conditiones, de quibus Tractatu Hispanensi nona & vigesima prima Novembris die Anno 1729 subscripto, favore magni Hetruriz Ducatus, tum Parmæ Placentiæque Ducatum convenerat, cautum quoque fuit, ut quam primum Serenissimus Hispaniarum Infans Carolus, vel is, qui in jura ejusdem subintrat, in quietâ possessione destinatæ sibi successionis, & secus ab omni hostili invasione ac contra iustas formidinum causas fuerit, tunc Regia Sua Majestas Catholica protinus effectui sit datura, ut Copiæ, ad ipsam & non ad Infantem Carolum, vel eum, qui in jura ejusdem, ut antea dictum est, subintrat, spectantes, ex antememoratis Ducatibus educantur.

Infrascripti Ministri Regis Magnæ Britannicæ & Dominorum Ordinum Generalium vigore præsentis Instrumenti declarant, quod quemadmodum alte fars Sua Regia Majestas Magnæ Britannicæ & Celsi ac Potentes Status Generales Federati Belgii nunquam non promissâ suâ adimplere consueverunt, ita etiam consensu illorum mens ac voluntas sit, ut prædictis in casibus Hispana Prædia ex Hetruriz, Parmæ & Placentiæ Ducatibus protinus educantur.

*Præsens Declaratio secreta maneto, habeat tamen eandem vim.*

## ARTICULUS SEPARATUS.

Cum Tractatus hodierna die inter Majestatem suam Cæsaream Catholicam, Majestatem suam Britannicam & Celsos ac Potentes Dominos Ordines Generales Unitarum Belgii Provinciarum conclusus à Ministro dictorum Ordinum Generalium in Aula Cæsa-

ANNO  
1731.



ANNO  
1731.

rea commorante ideo subscribi & signari haud poterit, quod juxta morem in Republica usitatum ejusque Regiminis formam Plenipotentiarum tabulae praedicto Ministri, tam cito ac opus fuit, expediri nequiverunt; Conventum inter Caesarem & Regiam Britannicam Majestates est, ut praefati Ordines Generales (quippe quos Conditiones in hoc Tractatu contrafactante habebantur ac censentur, sicut etiam in ipso Tractatu nominatim inserti sunt, sub spe scilicet fidentissima illos eidem tam cito accessuros ac consueta Regiminis ipsorum forma pati illi poterit. Et quoniam studium, quod Republica illa pro stabilienda firmandaque tranquillitate publica testatur, praedictis Majestatibus nullum dubitandi locum relinquit, quin & praefata Republica, quo particeps fiat eorum, quae in ipsius favorem antememorato Tractatu sancita repertiuntur, Pars ejusdem principalis Contrahens quanticulata fieri cupiat, eo communi operâ allaborabunt ambe Majestates suae, ut intra tres menses à die subscriptionis praesentis Tractatus computandos, aut citius si fieri poterit, nomine quoque dictorum Ordinum Generalium hic ipse Tractatus Hæc Comitum subscribi & signari possit; necessarium enim tam Caesarem quam Regie Britannicæ Majestati pro affluendo scopo qui praesente Tractatu intenditur perficiendoque communis tranquillitatis opere visum est, ut saepe memorati Ordines Generales in partem quoque ac Societatem horum pactorum veniant.

*Articulus hic separatus eandem vim, &c.*

## DECLARATION touchant L'OOST-FRISE.

**L**es Etats Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas, ayant en plusieurs occasions fait connoître à Sa Majesté Impériale & Catholique que dans l'intérêt qu'ils prennent à ce que le repos dans leur voisinage, & par conséquent dans la Province d'Oost-Frise, altéré par les troubles, qui y sont survenus depuis quelques années, soit remis & conservé, leur intention n'a jamais été de donner la moindre atteinte à la dépendance, dont ladite Province d'Oost-Frise relève de l'Empereur & de l'Empire, sadite Majesté Impériale & Catholique, pour donner une nouvelle preuve aux Etats Generaux de son désir à leur complaire, autant que la justice le peut permettre, à bien voulu leur expliquer sur cette affaire ses véritables sentimens, & les rassurer par ce moyen des craintes qu'ils paroissent avoir conçues; pour cet effet on n'a pas hésité de leur déclarer par le présent Acte de sa part que son intention a toujours été, & est encore,

I. Que l'Amnistie qu'elle a très-gracieusement accordée à ceux d'Embsden & à leurs Adhérens, sorte entièrement son effet, & qu'ainsi toutes les peines qui ont été décrétées contre ceux d'Embsden & leurs Adhérens, à cause de leur Renitence, ne soient point exécutées, & qu'à l'égard de celles, qui depuis la très-précieuse acceptation de la soumission faite par ceux d'Embsden & leurs Adhérens, auroient déjà été exécutées, le tout soit remis dans l'état où il étoit avant que ladite soumission a été acceptée, c'est-à-dire, avant le 3. Mai 1729. sauf ce qui sera dit ci-après sur la concurrence à l'indemnisation pour les pertes que ceux qui ont été pillés durant les troubles ont souffertes.

II. Sa Majesté Impériale & Catholique ayant très-

gracieusement permis par sa Résolution du 12. Septembre 1729, à ceux de la Ville d'Embsden, & à leurs Adhérens de deduire de nouveau leurs Griefs en ce qu'ils se croient lésés par les Decrets des années 1721. & suivantes, touchant le fond des affaires, sur lesquelles ils ont eu des différens avec le Prince, & lesdits Griefs ayant été exhibés par après le Novembre de la même année en toute soumission au Conseil Impérial Aulique, sadite Majesté a déjà ordonné par sa très-gracieuse Résolution ultérieure du 31. Août, que ces Griefs soient examinés au plutôt que faire se pourra, & sa constante volonté, comme il a été souvent déclaré, a toujours été, & est encore, qu'il soit décidé & statué là-dessus en toute Justice, aussi-tôt qu'il sera possible, suivant les Accords, Conventions & Décisions, qui sont le droit particulier de la Province d'Oost-Frise, & qui sont allégués dans les Lettres réversales du Prince, passées & jurées à son avènement à la Régence; bien entendu néanmoins que sous les Accords, Conventions & Décisions ceux & celles ne sauroient être comprises, qui ont été cassées & annulées par les Augustes Prédecesseurs de sa Majesté Impériale dans l'Empire, ou qui donnent atteinte aux Droits supérieurs de l'Empereur & de l'Empire sur la Province d'Oost-Frise: Et sa Majesté Impériale & Catholique, pour mieux donner à connoître sa très-gracieuse intention d'abrégier, autant que la justice le permet, l'examen des Griefs de ceux d'Embsden & de leurs Adhérens, a déjà ordonné par sa Résolution du 31. Août de l'année passée, que des que l'insinuation sera faite à ceux, auxquels il convient de la faire selon la teneur de la Résolution susmentionnée, ces derniers aient à y répondre au plutôt & une seule fois pour toutes; après quoi sa Majesté Impériale sur l'avis de son Conseil Impérial Aulique remédiera point pour point à chaque plainte qui sera trouvée fondée dans les Accords cités ci-dessus.

III. Comme suivant la dernière Résolution de Sa Majesté Impériale & Catholique du 31. Août 1730, il a déjà été ordonné, que ceux de la Ville d'Embsden & leurs Adhérens, doivent être admis à l'Assemblée des Etats qui doit être convoquée pour délibérer sans contrainte sur les affaires qui sont de leur Compétence, sa Majesté Impériale & Catholique tiendra la main à ce que cette Résolution sorte son entier effet, & à ce que contre sa teneur personne de ceux qui ont droit d'y assister n'en soit exclus.

IV. A l'égard de l'indemnisation sa Majesté Impériale trouve bon, qu'il soit fait un état des dommages qui selon la teneur de l'amnistie publiée le ... de l'année 1728. & de la Résolution du 12. de Septembre 1729. doivent être réparés par les Renitens; & que cet état leur soit communiqué pour alléguer ce qu'ils trouvent à y redire; après quoi sa Majesté Impériale & Catholique fera accommoder le différent à l'amiable, ou au défaut d'un accommodement décidera en toute équité de la somme, qui sera requise pour le dédommagement des pertes souffertes.

V. Sa Majesté Impériale & Catholique persiste dans l'intention qu'elle a toujours eue d'avoir un soin particulier du payement des Intérêts des sommes que les Etats d'Oost-Frise & la Ville d'Embsden ont empruntés des Sujets des Provinces-Unies, comme aussi du remboursement du Capital, suivant la teneur des Obligations passées à ce sujet.



















